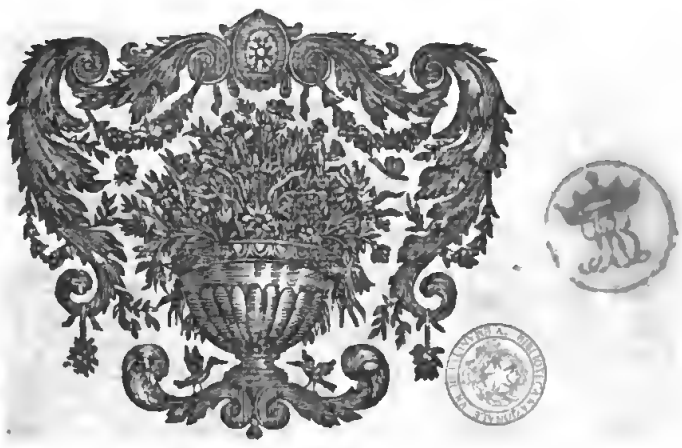
BIBLIOTECA NAZ
Vittorio Emanuele III
XVII
H
22
NAPOLI

Digitized by Google

SUPPLEMENT
AU
CORPS UNIVERSEL
DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS,
CONTENANT
UN RECUEIL
DES
TRAITEZ
D'ALLIANCE, DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITE',
de Commerce, d'Echange, de Protection & de Garantie, de toutes les Conventions, Tranſactions, Pactes, Concordats, & autres Contracts, Capitulations Impériales & Royales, Donations, Renonciations, Proteſtations, Teſtamens, Inveſtitures,

ET EN GENERAL DE TOUS LES TITRES,
Sous quelque nom qu'on les déſigne,
Qui ont échapé aux prémieres recherches de Mr. DU MONT.
Continué juſqu'à préſent par Mr. ROUSSET,
Membre des Académies des Sciences de St. Petersbourg & de Berlin.
TOME II. PARTIE II.



A AMSTERDAM, Chez les JANSSONS à WAESBERGE, WETSTEIN & SMITH, & Z. CHATELAIN.
A LA HAYE, Chez P. DE HONDT, la Veuve de CH. LE VIER, & J. NEAULME.
} *LIBRAIRES.*
M. DCC. XXXIX.

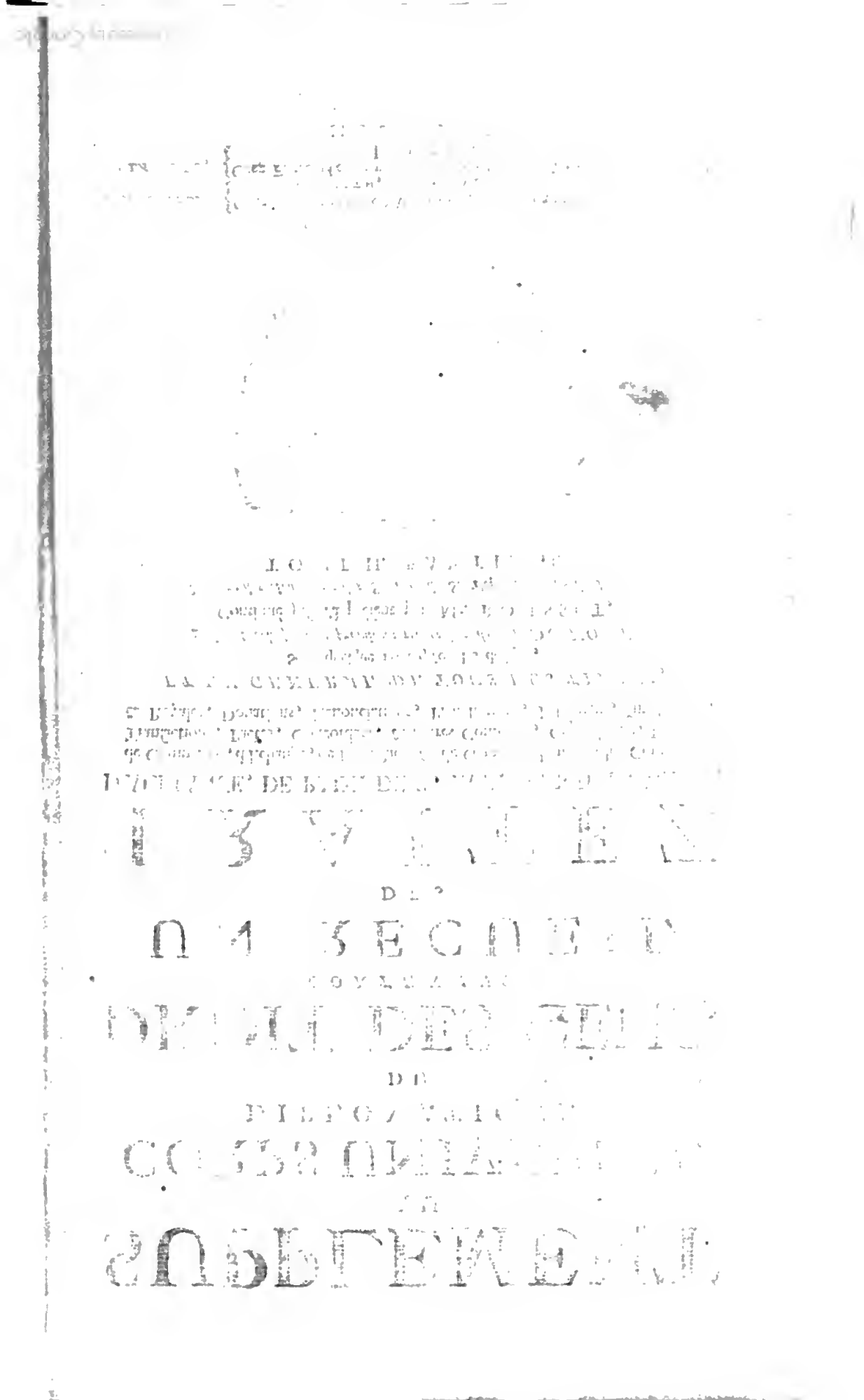


TABLE CHRONOLOGIQUE

DU

SUPLEMENT AU CORPS DIPLOMATIQUE

DU

DROIT DES GENS &c.

TOM. II. PARTIE II.

ANNO 1701.

Extrait du Traité d'Alliance conclu entre la France, l'Espagne & le Portugal en 1701. Pag. 1.

17. Janvier. Copie de la seconde Protestation contre le Testament du feu Roi d'Espagne CHARLES II. faite par le Comte LOUIS DE HARRACH, Ambassadeur de l'Empereur à Madrid par ordre de son Maître. A Madrid le 17. de Janvier 1701. 2.

21. Février. Lettre de l'Empereur LEOPOLD au Roi de Prusse & Electeur de Brandebourg FREDERIC III. le félicitant sur sa nouvelle Dignité Royale. Donnée à Vienne le 22. Février 1701. ibid.

8. Mars. Transaction passée entre FREDERIC GUILLAUME Duc de Mecklenbourg-Schwerin, & ADOLPHE FREDERIC Duc de Mecklenbourg-Strelitz, de leurs Prétentions sur la Succession de Gustrauw, par laquelle toute la Principauté de Gustrauw, excepté la Seigneurie de Stargard, est cedée au premier, avec toutes ses Annexes, Droits & Regales; à l'encontre de quoi le Duc de Mecklenbourg-Strelitz doit avoir la Principauté de Ratzebourg avec voix & Seances aux Diétes, comme aussi la Seigneurie de Stargard; & une Rente annuelle de 9000. Rykedalers à prendre sur le Péage de Boitzenbourg. A Hambourg le 8. Mai 1701. AVEC la Confirmation Impériale donnée à Vienne, le 26. Mars 1701. ibid.

11. Avril. Protestation d'ANNE D'ORLEANS, Duchesse de Savoye, pour la Conservation de son Droit de Succession à la Couronne d'Angleterre, contre toute déliberation & disposition contraire. Adressée au Lord Gards des Sceaux, & lue dans la Chambre Haute du Parlement le 11. Avril 1701. 5.

14. Juin. Accord entre FREDERIC III. Roi de Prusse, & FREDERIC Landgrave de Hesse, pour le Réchapt du Baillage de Weferlingen, possédé jusqu'à présent par ledit Landgrave à titre d'Engagement; portant que Son Altesse Serenissime le cede & remet à Sa Majesté avec tous ses Droits, Dependances & Apartenances, moyennant la somme de 50. mille Richsdalers. A Cologne le 14. Juin 1701. 6.

*15. Juin. Traité entre FREDERIC IV. Roi de Dannemarc, d'une part & GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne & les Seigneurs ESTATE GENERAUX des Provinces Unies d'autre part; Sa Majesté Danoise y promet de ne prendre aucun engagement qui puisse troubler la Paix du Nord, ou former un tiers parti dans la Guerre contre la France. Elle s'engage même à fournir à Sa Majesté Britannique & à L. H. P. un Corps de douze mille hommes, moyennant un subside de 300. mille écus par an, qui lui est promis, & divers autres avantages. Fait à Coppenhague le 15. Juin 1701. AVEC des Articles secrets du même jour, par lesquels le Roi de Dannemarc promettant une augmentation de 4000. hommes, si elle est necessaire; Sa Majesté Britannique & L. H. P. lui promettent aussi de nouveaux avantages. S'ENSUIT la Specification des sommes dûës au Roi de Dannemarc par Sa Majesté Britannique & par L. H. P. en vertu du Traité de l'an 1696. A Coppenhague le 15. Juin 1701. ibid.

Recès conclu à Francfort entre quelques Princes de l'Empire, par lequel en renouvellant ceux de Goslar & de Nuremberg, ils se promettent reciproquement, de ne se mêler en aucune maniere des differends survenus à l'occasion de la succession d'Espagne, & de faire tous leurs efforts, non seulement pour empêcher, que leurs Droits ne soufrent quelque ulterieur préjudice par le Neuviéme Electorat, mais aussi pour obtenir une entiere réparation de tous ceux qu'ils ont déja soufferts. Fait à Francfort sur le Meyn le - - - Juillet 1701. Pag. 10.

ANNO 1701. Juillet.

Convention inter Regem Magnæ Britanniæ, & Ordines Uniti Belgii Generales ab una, & Regem Sueciæ à parte altera, qua Tractatibus antehac inter Eos initis, confirmatis, Rex Magnæ Britanniæ atque Unitum Belgium certas pecuniæ summas Regi Suecia solvere promittunt. Hagæ Comitum, die 7. Octobris 1701. 11.

7. Octobre.

Alliance particuliere & perpetuelle entre GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs ESTATS GENERAUX des Provinces-Unies, pour leur commune seureté & défense dans les présentes Conjonctures dangereuses, comme aussi dans tous les tems à venir, & en particulier pour le maintien de l'Alliance faite le 7. Septembre dernier avec Sa Majesté Imperiale au sujet de la Succession d'Espagne. ibid.

11. Novembre.

Convention entre GUILLAUME III. Roi de la Grande Bretagne & les Seigneurs ESTATE GENERAUX des Provinces Unies d'une part, & FREDERIC III. Roi de Prusse d'autre part; Sa Majesté Prussienne y accede à la Grande Alliance, & les Trois Puissances y prennent ensemble des mesures, pour la seureté de leurs Interêts particuliers dans la Guerre contre la France, au sujet de la Monarchie d'Espagne & dans la Paix qui se devra faire ensuite. Fait à la Haye le 30 Decembre 1701. & à Londres au Mois de Janvier 1702. 11.

1701. Dec. 1702. Janv.

Confœderatio Vexillorum in Majori Polonia consistentium pro tuitione integritatis S. Fidei Catholicæ, Jurium & Libertatum Nobilitatis atque Dignitatis Regis AUGUSTI II. contra Sueci & eorum sequaces. 14.

1701.

Pacificatio Lituanicensis inter Partes Sapiehanas & Ogynskianas facta, sub præsidio Eminentissimi Cardinalis RADZIEIDWSKI, Regni Primatis, dum Comitia Generalia agebantur. Varsoviæ, die 16. Januarii. 15.

18. Janvier.

Recès entre BERNARD Duc de Saxe-Meiningue, & FREDERIC Duc de Saxe-Gotha, par lequel celui-ci cede à BERNARD non seulement la double Portion à lui advenu de la Succession de Cobourg parles Pactes faits avec ses quatre Freres Cadets; mais aussi la double Portion, acquise par lui des Ducs de Saxe-Romhild & Eisenberg, en échange de quoi BERNARD lui transporte pour lui & les siens heréditairement les Terres & Droits qui lui appartenoient dans le Territoire de Henneberg, le tout neanmoins sans Préjudice du Recès de Partage fait l'an 1680. avec la Maison de Saxe-Gotha, à Cobourg le 18. Avril 1702. 16.

18. Avril.

Recès Particulier entre BERNARD Duc de Saxe-Meiningue, & FREDERIC Duc de Saxe-Gotha, par lequel ils se declarent de ce qu'ils veulent donner à leurs deux Freres Cadets ERNEST Duc de Saxe-Hildbourghausen,

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1702.

houſen, & JEAN ERNEST Duc de Saxe-Saalfeld pour Suplement de leur Portion hereditaire de Cobourg. A Cobourg, le 18 Avril 1702. Pag. 18.

3. Juin. Decret Imperial, donné en faveur de la Maiſon de HOLSTEIN-GOTTORP touchant la Coadjutorie de Lubec. A Luxembourg, le 3 Juin 1702. ibid.

22 Juin. Summa Tractatuum inter Religiones Catholicam, Reformatam & Unitariam, Albæ Juliæ habitorum, die 22 Junii 1702. 19.

22. Août. Confœderatio Sendomirienſis, pro Defenſione Fidei Catholicæ, Dignitate AUGUSTI II. Regis Poloniæ & Libertatum totius Reipublicæ, contra Sueces & eorum adhærentes facta, die 22 Auguſti 1702. ibid.

Novemb. Acte de la Priſe de Poſſeſſion de la Principauté d'Orange faite au nom de GUILLAUME HYACINTE Prince d'Orange & de Naſſau, au Mois de Novembre 1702. 21.

30. Dec. Confœderatio Majoris Poloniæ pro Fide & Eccleſia Catholica, pro Majeſtate Regia AUGUSTI II. & Libertatibus Reipublicæ contra Regis Sueciæ auſum facta die 30. Decembris 1702. 25.

1703. 10. Fev. Traité proviſionnellement fait au nom de LOIS XIV. Roi de France, par les Commiſſaires y denommés, avec FRANÇOIS LOUIS DE BOURBON Prince de Conti, pour un Echange de la Principauté d'Orange contre d'autres Biens que le Roi lui donnera, dont il ſera convenu par aprés, ledit Prince cedant néanmoins & delaiſſant à Sa Majeſté dite à preſent la dite Principauté d'Orange, avec tous ſes Droits, Appartenances & Dependances. Fait à Verſailles, le 10 Fevrier 1703. AVEC le Plein-pouvoir du Roi T. C. établiſſant ſes Commiſſaires pour le dit Traité. Donné à Verſailles, le 25 Novembre 1702. 27.

Mars. Union & Aſſociation de tous les Corps & Communautés du Comté de Neufchatel en Suiſſe, par laquelle en renouvellant & confirmant celle, du 24 Avril 1699. ils ſe promettent de s'entr'aider & aſſiſter mutuellement pour le maintien de leurs Droits & Libertés contre toutes les Entrepriſes qui ſe pouroient faire à l'encontre, ſoit par forme de Juſtice en des Tribunaux étrangers ou autrement, fait à Neufchatel, au Mois de Mars 1703. 26.

7 Mars. Confœderatio Generalis Magni Ducatus Lithuaniæ facta, S. Catholicæ Fidei, Libertatum, Prærogativarum & Jurium Reipublicæ defendendarum, Regiæ Majeſtatis AUGUSTI II. nunc feliciter regnantis tuendi. Vilnæ. 29.

22 Avril. Convention entre GEORGE GUILLAUME Duc de Brunſwich-Zell, & RODOLPH AUGUSTE Duc de Brunſwich-Wolfenbuttel; portant que les Princes de la Ligne de Wolfenbuttel ne s'oppoſeront plus à la Primogeniture de celle de Hanovre, qu'ils reconnoitront le Neuviéme Electorat ſelon qu'il y a été établi, & qu'en cette qualité ils lui cederont tous les honneurs du Rang & de la Prééminence; en échange de quoi les Ligne de Zell & de Hannover procureront, que celle de Wolfenbuttel reçoive avec eux la Co-inveſtiture de l'Electorat & de la Succeſſion Eventuelle, & conſentiront, que les Ainez de la dite Ligne ayent le Rang par deſſus les Cadets de celle de Hanover. A Zell, le 22 Avril 1703. AVEC un Article ſeparé, par lequel le Duc ROBODPH AUGUSTE cede au Duc GEORGE GUILLAUME ſa portion du Duché de Saxe-Lawenbourg ſous certaines conditions. 30.

30 Avril. Sentence rendue par les Juges deleguez de Sa Majeſté Imperiale LEOPOLD I. Contre FRANÇOIS RAGOTZY, portant privation de tous ſes Biens, Honneurs & dignités, & Condamnation de mort, pour le Crime de leze Majeſté & de Rebellion par lui commis contre ſa dite Majeſté. Publié le 30 Avril 1703. 31.

2 Mai. Declaratio Legati Cæſarei, Comitis à WALDSTSIN, & Amiranti CASISLLÆ ſuper tertiam partem ſubſidiorum & armorum Regi Luſitaniæ promiſſorum. Datum Oliſipone, 2 Maji 1703. CUM Ratificatione Cæſarea, Datum Viennæ, 9 Septembrie 1703. 32.

Ratificatio CAROLI III. Regis Hiſpaniarum ſuper eandem Declarationem. Datum Viennæ, 13 Sept. 1703. Pag. 32.

ANNO 1703.

Confœderatio Majoris Poloniæ iterata pro Fidei Catholicæ, eccleſiarum Domini & Majeſtatis Regiæ AUGUSTI II. defenſione, cum jurramento, Sroda, die 9 Menſis Julii, Anno 1703. 33. 9 Juillet.

Capitulation de la Libre Nobleſſe Imperiale de Suabe ſur le Neker & dans le Schwartz-wald, ſur l'établiſſement d'un nouveau Directoire, & des Officiers qui y ſont neceſſaires. Fait à Reutlingen, le 4 Septembre 1703. 34. 4. Sep.

Diſtinctatio, ſive Tractatus inter ACHMETUM Imperatorem Turcarum & AUGUSTUM II. Regem Poloniæ, quo Fines & Limites inter utraque Dominia definiuntur. Datum 14 Novembris, & Turciæ diebus primis Lunæ Novembris, Anno 1115. 37. 14 Nov.

Proteſtation de l'Electeur de Cologne contre la Demolition de Rhynbergue, entrepriſe par l'Electeur de Brandebourg comme Executeur Imperial. A Namur, le 19. Mars 1704. 38. 1704. 19. Mars.

Articuli Fœderis inter AUGUSTUM II. Regem & Rempublicam POLONIÆ ab una, & PETRUM I. Czarum Ruſſiæ, Magnumque Ducem Moſcoviæ ab altera parte, contra CAROLUM XII. Regem Succorum defenſive & offenſive inst. Narvæ, 30 Auguſti 1704. 38. 30 Août.

Commiſſion donnée par la Reine ANNE au Sieur MITFORD CROW pour traiter avec les Catalans. 39. 1705. 7. Mars.

Extrait des Inſtructions données au dit Sieur ſur cette affaire. ibid. ———

Lettres de Creance données au même. 40. ———

Poteſtas ac Facultas ad Tractatum & Conventionem Catalanorum nomine cum Illuſtri MITFORDO CROW, Legato Extraordinario Reginæ Magnæ Britanniæ, Genuæ &c. ibid. ———

Breve Apoſtolicum CLEMENTIS XI. ad Archiepiſcopos & Epiſcopos Regni Poloniæ, quo plenitudine Poteſtatis ete præcipit & inhibet, ne Coronationi STANISLAI auſſiſter & perperam electi Regis ſe ullatenus ingerant, ſub pœna Suſpenſionis ab exercitio Pontificalium & Interdicti ab ingreſſu Eccleſiæ. Datum Romæ, 10 Junii 1705. 43. 10 Juin.

Tractatus Fœderis inter Sereniſſimam Reginam Angliæ, ANNAM & Principatum Cathaloniæ, contra Sereniſſimum Ducem Andegavenſem hujusque Adherentes, ad conſtituendum in Monarchia Hiſpaniæ verum illius Regem CAROLUM III. Archiducem Auſtriæ, in quo præfata Sereniſſima Regina ſpondet GARANTIAM perpetuam pro Juribus ac Privilegiis prædicti Principatus conſervandis. Conclusus Januæ per utrinque miſſos Legatos, die 20. Junii Anno 1705. 41. 20 Juin.

Articuli conventi inter FREDERICUM Regem Pruſſiæ & Civitatem Gedanenſem pro eiusdem tuitione ac protectione, mediantibus 50. nullibus Imperialium annuatim ſolvendis. 43. Août.

Accord entre l'Adminiſtration Imperiale en Baviere, & la Ville de Donawert, portant que la dite Ville prêtera la Somme de 20. mille florins à Sa Majeſté Imperiale, moyennant quoi elle jouira du Privilege de vendre du Sel, de la même maniere que les Villes de Ratisbonne, d'Ingolſtadt, & de Fridberg en jouiſſent. A Munich, le 3. Août 1705. 44. 3 Août.

Convention entre JEAN GUILLAUME Electeur Palatin & FRANÇOIS LOUIS Grand Maitre de l'Ordre Teutonique comme Evêque de Worms, touchant le Directoire du Cercle du Haut Rhyn, portant que toutes les Ordonnances Circulaires ſeront expediées par la Chancelerie de Worms, & ſignée par les Deputés de Worms; mais que les Lettres qui ſeront addreſſées au Directoire ſeront ouvertes par celui des deux Directeurs à qui elles ſeront envoyées. Fait à Duſſeldorp, le 26 Août 1705. 45. 26 Août.

Diplome de l'Empereur JOSEPH I. portant Confirmation 22 Sep.

ANNO 1705. *tion aux quatre Etats d'Autriche de tout leur Privileges, donné, à Vienne, le 22. Septembre 1705.* Pag. 45.

Octobre. STANISLAI *Anti-Regis Poloniæ Diploma Ordinibus Regni poſt ejus Electionem datum, pro ſecuritate & confirmatione Jurium, Privilegiorum, Libertatum & Prærogativarum unicuique in Patria ſpectantium. Varſoviæ, ſub tempus Coronationis ejus.* ibid.

21 Octob. *Proteſtatio* Confœderatorum Sendomirienſium *contra Coronationem illegitimam* STANISLAI LESZCYNSKI *in Regem Poloniæ. Datum Tykocinii,* 21 *Octobris* 1705. 46.

20 Octob. *Traité entre* FREDERIC *Roi de Pruſſe &* CHARLOTTE SOPHIE *née Ducheſſe de Courlande, & Abbeſſe Seculiere d'Herford, par lequel Sa Majeſté reconnoit la dite Dame Abbeſſe pour Etat immedeat de l'Empire & du Cercle; & reçoit ſon Abbaye en ſa Protection, comme principal Succeſſeur de la Maiſon de Juliers. En échange de quoi la dite Dame Abbeſſe reconnoit Sa Majeſté pour Advocat hereditaire & pour Seigneur Proteſteur hereditaire de l'Abbaye; tout ce qui d'ailleurs peut avoir été fait ou entrepris au prejudice de l'autre demeurant annullé & aboli. Ledit Traité fut ſigné, le* 20 *Octobre* 1705. *de la propre main du Roy; mais non de l'Abbeſſe, laquelle au contraire declara depuis qu'elle le tenoit pour inacceptable.* 48.

Novemb. *Conſtitutum* Generalis Conſilii Grodnenſis *ſub Autoritate Regia, pro confirmatione Confœderationis Generalis Sendomirienſis factum, in virtute & ſequela noviſſimorum Comitiorum Lublinenſium. In Novembri* 1705. 49.

1706. *Ley y Declaracio de la Succeſſio de la Monarquia de Eſpanya, ſos Regnes, Provincias y Dominis a favor de la Real Mageſtat del Senyor Rey* DON CARLO III. *y exclusio de aquella perpetuamente de la Caſa de Borbon. Feta en la Cort General del Principat de Cathaluniá, ab intervencio dels tres Braços Eccleſiaſtich, Militar y Real en la Ciutat de Barcelona. Anno à Natricitate Domini* 1706. *Regnorum autem Caroli Regis VI.* 52.

1707. 7 Fevrier. *Roboratio Confœderationis Sendomirienſis non obſtantibus Electione* STANISLAI LESZCYNSKI *in Regem Poloniæ, per Sceſſionem facta, & Abdicatione* AUGUSTI II. *legitimi Regis, ut ſine ſcitu & conſenſu Reipublicæ acta. Dat. Leopoli,* 7 *Februarii* 1707. 53.

11 Juillet. *Intimatio Interregni in* Polonia *non obſtantibus Electione* STANISLAI LESZCYNSKI *& Pacto Regis* AUGUSTI *Abrauſtadienſi, quæ nullis & juris vetitis. Lublini,* 11 *Julii, Anno* 1707. 54.

13. Mars. *Traité entre* JOSEPH I. *Empereur des Romains toujours Auguſte &* ANNE *Reine de la Grande Bretagne d'une part, & le loüable Corps des* LIGUES GRISES *d'autre part, ſur la libre Paſſage des Troupes des Hauts-Alliez. A Ceire, le* 13 *Mars* 1707. 55.

17 Mai. *Declaratio Nullitatis quam plurium Decretorum, Ordinationum, Mandatorum, Edictorum alierumque Geſtorum in Dittone Ducis Sabaudiæ tam ultra quam citra Montes, Libertati, Immunitati & Juriſdictioni Eccleſiaſticæ atque authoritati Apoſtolicæ præjudicialium, cum illorum damnatione, revocatione & abolitione, ac inſuper cum Decreto, quod ii, qui illa perpetraverunt, eorumque de cauſa Eccleſiaſticas Cenſuras Sedi Apoſtolicæ reſervatas incurrerunt, minime propterea liberi cenſeantur ab obligatione, geſta hujuſmodi etiam per ſe ipſos revocandi & abolendi, vel alias debitam eidem Sedi & Eccleſiæ Satisfactionem realiter exhibendi, ad hoc, ut abſolutionis beneficium obtinere valeant. Romæ,* 17. *Maji* 1707. 56.

17 Juillet. *Declaratio Nullitatis cujuſdam Concordiæ in Sedis Apoſtolicæ & S. R. E. præjudicium initæ ſuper hybernis Stationibus, quas Milites Germani in Ducatu Parmæ & Placentiæ locarunt: firmis remanentibus Eccleſiaſticis Cenſuris eidem Sedi reſervatis, per eos quovis modo incurſis, qui tam ea occaſione, Loca Ducatus prædicti invaſerunt & perturbarunt, quam nuperrime onera & gravamina bonis Perſonarum Eccleſiaſticarum ejusdem Ducatus intulerunt. Romæ,* 27 *Julii,* 1707. 62.

Articles Generaux, dreſſés & propoſés au nom & de la part de tous les Corps & Communautés de la Principauté de Neufchatel & Valengin, *& arrêtés reglés & accordés par S. E. Monſeigneur le Comte de* METTERNICH, *Ambaſſadeur extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majeſté le Roi de Pruſſe. Avec l'Acte, de la Ratification & Confirmation faite par Sa Majeſté du Manifeſte imprimé & publié en ſon Nom. A Neufchatel, le* 27 *d'Août* 1707. 65.

ANNO 1707. 27. Août.

Proteſtation de la Ducheſſe Douairiere de LESDIGUIERES, *de* JAQUES DE MATIGNON, *& d'*ANGELIQUE CUNEGONDE DE MONTMORENCY DE LUXEMBOURG, *comme Tutrice de* MADEMOISELLE DE NEUFCHATEL, *ſa Fille, contre les Procedures irregulieres du Tribunal de Neufchatel, qui les obligent à ſe retirer ſans attendre ſa Sentence definitive. A Neufchatel, le* 1 *Octobre* 1707. 67.

1 Octob.

Damnatio, Reprobatio & prohibitio quorumdam opuſculorum & aliorum quorumcunque Librorum & Libellorum, tam editorum quam edendorum adverſus Decretum Apoſtolicum ſuper canonizatione R. P. D. Petri CODDÆI, *Archiepiſcopi Sebaſteni à Vicariatu Apoſtolico Miſſionum Hollandicarum, nec non ſuper damnatione quarumdam illius Scriptorum cum prohibitione, ſub pœna excommunicationis latæ Sententiæ, eidem Decretum de cætero quomodocunque impugnandi, ſive ei contraveniendi. Romæ,* 4 *Octobris* 1707. 68.

4 Octob.

Sentence d'Inveſtiture, rendue par les Trois Etats de Neufchatel *en faveur de Sa* Majeſté Pruſſienne *contre les autres Pretendants à la Souveraineté de cet Etat. Fait au Chateau de Neufchatel, le* 3 *Novembre* 1707. 70.

3 Nov.

Proteſtation de GUILLAUME HYACINTHE *Prince d'Orange, de Neufchatel & de Naſſau-Siegen, pour la conſervation de ſes Droits & Pretentions ſur* Neufchatel, *contre la Sentence d'Inveſtiture rendue par les trois Etats du Pais, le* 3 *Novembre* 1707. *en faveur du Roi de Pruſſe. Fait à Manſter, le* 6. *Decembre* 1707. ibid.

6 Decmb.

Edictum Ducis Sabaudiæ, *ut omnes* Feudatarii Langurum *ſub pœna Confiſcationis accedant ipſi ad præſtandum Juramentum fidelitatis. Dat. Taurino, die* 7. *Decembris Anno* 1708. 71.

1708. 7 Decmb.

Accord entre FREDERIC III. *Roi de Pruſſe, & les Magiſtrats de la Ville de* Cologne, *au ſujet des Inſolences commiſes par quelques Etudians contre la Maiſon du Reſident, & Sa Majeſté, à cauſe de l'Exercice de la Religion Reformée qui s'y faiſoit. A Cologne, le* 16 *Janvier* 1709. 72.

1709. 16 Janv.

Quænam Prærogativæ, ex communi Gentium conſenſu, maxime quoad Exercitium Domeſticum Religionis, Legatis, Abligatis & Reſidentibus in Terris Principum ad quos miſſi ſunt, debeantur. 73.

Memoire du Miniſtre Electoral de Brandebourg *à la Diéte Generale de l'Empire: donné par ordre du Roi ſon Maître à ceux des Etats Evangeliques, au ſujet de la Proteſtation du Nonce du Pape, contre l'Accommodement de Sa Majeſté avec la Ville de* Cologne. 74.

1 Fevrier.

Litteræ Apoſtolicæ CLEMENTIS *Papæ XI. ad ejus Nuncium Coloniæ Agrippinæ reſidentem, adverſus Concordiam initam inter* Regem Boruſſiæ *&* Civitatem Colonienſem *circa Exercitium Religionis liberum in Domo Reſidentis Boruſſici agendum. Datum Romæ, 16 Februarii, Anno* 1709. 75.

16 Fev.

Edit de Naturalité donné par le Roi de Pruſſe, *Electeur de Brandebourg, en faveur de tous les Proteſtants, de quelque Païs qu'ils ſoient, qui viendront s'établir dans les Terres de ſa Domination Cologne ſur la Sprée, le* 13 *Mai* 1709. ibid.

13 Mai.

Edit des Nobles, Grands & Puiſſants Seigneurs Etats de Hollande & de Weſt-Friſe, *accordant la Naturalité ſous certaines limitations aux* François refugiés *dans leur Province pour cauſe de Religion. Donné, à la Haye, le* 18 *Juillet* 1709. 76.

12 Juillet.

Edictum Cæſarum, annullans & irritans quæcunque

29 Juillet.

Jur-

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1709.

Juramenta fidelitatis Sereniſſimo Duci Sabaudiæ *per* Vaſſallos Langarum *in præjudicium Superioritatis Imperii facta. Dat. Viennæ,* 29 *Julii* 1709. Pag 77.

31 Octob. *Edit des Seigneurs* ESTATE GENERAUX des Provinces Unies des Pays Bas *en faveur des* François Refugiez *ſous leur Domination, pour leur conſerver les Succeſſions de leurs Parens, à l'excluſion de ceux qui ſont reſtez en France. A la Haye, le* 31 *Octobre* 1709. ibid.

8 Nov. *Univerſales* AUGUSTI *II. Regis Poloniæ, quibus ad vehementem obſecrationem ex Provincia Pruſſiæ, variſque Palatinatibus, Terris & Diſtrictibus Regni & M. D. L. Nuntiorum, Reditum ſuum ad Regnum, & impenſiſſimam pro bono publico curam in ſe ſuſcipiendam, univerſis & ſingulis notam facit; magnumque Conſilium in fundamento Confœderationis Sendomirienſis Varſaviæ indicit. Dat. Thorunii, die* 8 *Menſis Novembris, Regni ſui XIII.* ibid.

1710. Avril. *Traité entre* PIERRE ALEXIOWITZ *Czaar de Ruſſie &* ACHMAT CHAN *Sultan des Turcs, pour le Renouvellement & La Confirmation de la Paix conclue pour trente ans l'an* 1700. *entre le même Czaar &* MUSTAPHA *II. Sultan des Turcs, fait à Conſtantinople, au Mois d'Avril* 1710. 78.

Mai. *Lettre d'*ACHMET *Sultan des Turcs à Sa Majeſté Czarienne, ſervant de Ratification à ce Traité. Au Mois de Mai,* 1710. 79.

23 Mai. *Compromis de* CHARLES LEOPOLD *Duc de Mecklenbourg-Swerin avec* SOPHIE HEDWIGE *née Princeſſe de Naſſau-Dietz ſa Femme, par lequel ils remettent le Divorce à faire entr'eux au jugement & Arbitrage du Conſiſtoire de Griffiſwalde dans la Pomeranie Suedoiſe. Fait à Doberan, le* 13 *Mai* 1710. ibid.

2 Juin. *Sentence Arbitrale du Conſiſtoire de Griefswalde dans la Pomeranie Suedoiſe, ordonnant le Divorce entre* CHARLES LEOPOLD *Duc de Mecklenbourg-Swerin, &* SOPHIE HEDWIGE *née Princeſſe de Naſſau ſa femme, pour cauſe d'Impuiſſance de la part de ladite Dame. Rendue & publiée à Griffswalde, le* 2 *Juin* 1710. 80.

21 Juin. *Declaration & Acceptation des Miniſtres du Roi de Pologne, Electeur de Saxe touchant la Neutralité des Provinces de l'Empire par rapport à la Guerre du Nord, & au Traité fait ſur ce ſujet au Mois de Mars precedent. Signé, à la Haye, le* 21 *Juin* 1710. 81.

22 Juin. / 3 Juillet. *Declaratio ex parte Sacræ Czaræ Majeſtatis de Neutralitate Armorum ſervanda in Provinciis Imperii, reſpectu Belli in Oris Septentrionalibus groſſantis. Acta & extradita Hagæ Comitum, die* 3/14 *Junii* 1710. *Cum Declarationi in eodem Negotio facta Anno* 1709. ibid.

1711. 5 Janvier. *Accord de Hambourg entre* FREDERIC *IV. Roi de Dannemarc, &* CHRISTIAN AUGUSTE *Duc de Holſtein-Gottorp ſur les Differents ſurvenus entr'eux au ſujet du troiſieme Article de la Paix de Travendal, & de quelques autres Griefs, reſtés juſques alors indecis. Fait le* 5 *Janvier* 1711. AVEC *la Ratification donnée à Coppenhague, le* 13 *Janvier* 1711. *& celle du Duc, donnée à Kiel, le* 16 *Janvier* 1711. 82.

4 Juillet. *Proteſtatio* JOSEPHI CLEMENTIS, *Electoris Coloniæ, tunc ſub Banno Imperiali exiſtentis, contra futurum Imperatoris Romani Electionem, in caſu quo fieret abſque ſua interventione. Datum Valencenis,* 4 *Julii* 1711. 85.

7 Juillet. *Proteſtatio* MAXINILIANI EMANOELIS *Electoris Bavariæ, tunc ſub Banno Imperiali exiſtentis, contra futurum Imperatoris Romani Electionem, in caſu quo fieret abſque ſua interventione, Datum Namurci,* 7 *Julii* 1711. 87.

3 Octob. *Declaratio Nullitatis* Precum Primariarum, *Sacro Romano Imperio vacante à* Vicariis, *ſeu Prædeceſſoribus Imperialibus expeditarum, & quarumcunque Præſentium, earumdem Precum vigore factarum ſeu faciendarum.* 88.

Decret du Roi PHILIPPE *V. par lequel le Duc de* VENDOME *eſt declaré Prince du Sang d'Eſpagne. A Madrid, le* 23 *Mars* 1712. Pag. 89.

ANNO 1712.

Addition à l'Inſtrument de la Paix du Pruth entre les Turcs *&* les Moſcovites, *ſavoir celui des Turcs, daté le* 10. *du Mois de Rebi il Evel, l'an* 1124. *de l'Hegire, & remis le même jour par le Grand Viſir* JUSUF BACHA *aux Plenipotentiaires de Sa Majeſté Czarienne.* 13 Mars. / 1 Avril. ibid.

Ordre du Sultan ACHMET *Empereur des Turcs, expedié à* ISMAEL BACHA, *Gouverneur de Bender pour l'execution de ce Traité & pour conduire le Roi de Suede en ſes Eſtats à travers la Pologne, avec une Armée. Donné à Conſtantinople, le* 11 *Avril* 1712. 90. 14 Avril.

Proteſtation du Prince Pretendant *à la Couronne de la Grande Bretagne contre tout ce qui pourra être ſtatué ou ſtipulé au Congrès d'Utrecht à ſon Prejudice. Fait à S. Germain, le* 25 *d'Avril* 1712. ibid. 25 Avril.

Extrait des Lettres de Seureté, accordées par l'Empereur LEOPOLD *de glorieuſe memoire au Landgrave* GUILLAUME DE HESSE RHYNFELDE *au ſujet de l'introduction des Troupes de Heſſe-Caſſel en ſa Forteresse de Rhynfelde. Données à Vienne, le* 14. *Mars* 1703. 91. 1713. 14 Mars.

Proteſtation faite au nom de LOUIS ARMAND DE BOURBON, *Prince de Conti, pour la Conſervation de ſes Droits & Pretentions ſur la* Principauté d'Orange, *ſur* Neufchatel & Valengin *&c: contre tout ce qui s'eſt fait ou ſe fera au Congrès d'Utrecht à ſon prejudice. A Utrecht, le* 12 *Avril* 1713. AVEC *le Certificat de Meſſieurs les Magiſtrats de la Ville d'Utrecht, du* 13 *Avril* 1713. ET *le Pouvoir de la Princeſſe de Conti, Mere & Tutrice du Prince, à l'effet de cette Proteſtation. A Paris, le* 11 *Mars* 1713. ibid. 12 Avril.

Proteſtation faite au Nom de PAULE FRANÇOISE MARGUERITE DE GONDI DE RETZ, *Ducheſſe Douairiere de Ludiguieres, pour la conſervation de ſes Droits & Pretentions ſur les Souverainetés de* Neufchatel & Valengin, *contre les Diſpoſitions du Traité de Paix, fait le* 11 *Avril* 1713. *entre leurs Majeſtés T. C. & Pruſſienne, pour autant qu'elles y ſont contraires. A Utrecht, le* 13 *d'Avril* 1713. AVEC *le Certificat de Meſſieurs les Bourguemaîtres & Conſeillers de la dite Ville d'Utrecht, touchant la dite Proteſtation, du* 16 *Avril* 1713. ET *le Pouvoir de la dite Dame Ducheſſe ſur le Sieur* LEANDRE OX ROBERT *à l'effet de ce que deſſus. Donné à Parit, le* 24 *Fevrier* 1713. 92. 13 Avril.

Proteſtation faite au Nom de CHARLES PHILIPPE D'ALBERT *Duc de Luyne & de Chevreuſe, pour la Conſervation des Droits de* LOUISE LEONTINE DE BOURBON *ſon Epouſe, ſur la* Principauté d'Orange, *& ſur les Souverainetés de* Neufchatel *&* de Valengin; *contre les Diſpoſitions contenuës à cet égard, dans le Traité de Paix, fait le* 11 *d'Avril* 1713. *entre Sa Majeſté T. C. & le Roi de Pruſſe. La dite Proteſtation executés à Utrecht, le* 14 *d'Avril* 1713. AVEC *le Pouvoir du dit Duc au Sieur* JEAN ROBERT SCONIN *pour la dite Proteſtation. A Paris, le* 30 *Novembre* 1702. ET *le Certificat des Bourguemaîtres & Conſeillers de la Ville d'Utrecht, portant que la dite Proteſtation a été depoſée entre leurs mains. A Utrecht, le* 14 *Avril* 1713. 93. 14 Avril.

Proteſtation faite au Congrès d'Utrecht, au nom de LOUIS HENRI *Duc de Bourbon, Prince de Condé, pour la conſervation de ſes Droits & Pretentions ſur le Duché de* Monferrat. *A Utrecht, le* 14. *d'Avril* 1713. AVEC *le Certificat de Meſſieurs les Magiſtrats de la Ville d'Utrecht, du* 18 *Avril* 1713. ET *le Pouvoir des Dames Princeſſe Douairiere de Condé, & Ducheſſe Douairiere de Bourbon, Mere & Tutrice du Duc de Bourbon, à l'effet de la dite Proteſtation. A Paris, le* 17 *Decembre* 1712. 95. ——

Proteſtation faite au Congrès d'Utrecht au Nom de CHARLES FRANÇOIS FREDERIC *Duc de Luxembourg & de Montmorency, pour la conſervation de ſes Droits & Pretentions ſur le Duché de* Luxembourg; *contre la Poſſeſſion de la Maiſon d'Autriche. A Utrecht,* ——

ANNO 1713.

rechs, le 14 d'Avril 1713. AVEC *le Certificat de Meſſieurs les Magiſtrats d'Utrecht, le 18 d'Avril 1713.* ET *le Pouvoir de Monſieur le Duc de Luxembourg ſur le Sieur* CLAUDE DE VILLIERS, *à l'effet de ce que deſſus. A Rouen, le 24 Decembre 1711.* Pag. 96.

15 Avril. *Proteſtation de* FRANÇOIS DU PRAT, *Comte de Barbanſon, pour la Conſervation de ſes Droits & Pretentions ſur les Comtés de* Neufchatel & Vallengin; *contre ce qui en a été diſpoſé par le Traité de Paix fait le 11 d'Avril 1713. entre leurs Majeſtés T. C. & Pruſſienne. A Utrecht, le 15 Avril 1713.* AVEC *le Pouvoir dudit Comte ſur le Sr.* FRISCHMAN DE ROSENBERG, *à l'effet de ce que deſſus, donné à Paris, le 15 Janvier 1712.* ET *le Certificat de Meſſieurs les Magiſtrats de la Ville d'Utrecht, du 18 d'Avril 1713.* ibid.

——— *Proteſtation faite au Nom de* LOUIS ANTOINE DU PRAT, *Marquis de Viteaux pour la Conſervation de ſes Droits & Actions ſur les Comtés de* Neufchatel & Valengin, *& ſur la* Principauté d'Orange, *contre ce qui en a été diſpoſé par le Traité de Paix, conclu, le 11 d'Avril 1713. entre leurs Majeſtés T. C. & Pruſſienne. A Utrecht, le 15 d'Avril 1713.* AVEC *le Pouvoir dudit Marquis de Viteaux ſur le Sr.* FRISCHMAN DE ROSENBERG, *à l'effet de ce que deſſus. Donné à Paris, le 5 Janvier 1712.* ET *le Certificat de Meſſieurs les Bourguemaîtres & Conſeillers de la Ville d'Utrecht, du 18 Avril 1713.* 97.

——— *Proteſtation faite au Nom de* GUILLAUME HYACINTHE, *Prince de Naſſau-Siegen, comme Prince d'Orange & de Neufchatel, pour la Conſervation de ſes Pretenſions ſur la* Principauté d'Orange *& autres Biens fidei-commis de Naſſau & Chalons; contre les Diſpoſitions qui en ont été faites par le Traité de Paix, conclu le 11 d'Avril 1713. entre le Roi T. C. & le Roi de Pruſſe. A Utrecht, le 15 d'Avril 1713.* AVEC *le Certificat de Meſſieurs les Magiſtrats de la Ville d'Utrecht du même jour 15 Avril 1713.* ET *le Pouvoir dudit Seigneur Prince, à l'effet de ce que deſſus. A Utrecht, le 14 d'Avril 1713.* 98.

——— *Proteſtation faite au nom de* JAQUES, *Comte de* MATIGNON, *pour la Conſervation de ſes Droits ſur les Souverainetés de* Neufchatel & de Valengin, *à Utrecht, le 15 d'Avril 1713.* AVEC *le Certificat de Meſſieurs les Bourguemaîtres & Conſeillers de la Ville d'Utrecht, touchant ladite Proteſtation. Donné le 16 Avril 1713.* COMME AUSSI *le Pouvoir du du* COMTE DE MATIGNON *pour le Sr.* FRISCHMAN DE ROSENBERG *à cet effet. Donné à Paris, le 5 Janvier 1712.* 100.

——— *Autre Proteſtation faite au Congrès d'Utrecht au nom du même, pour la Conſervation de ſes Droits & Pretentions ſur la* Principauté d'Orange, Baronnie d'Arlay *& autres Biens ſituez en Franche Comté &c. A Utrecht, le 2 Juin 1713.* 101.

18 Avril. *Proteſtation faite au Nom d'*YVES, *Marquis* D'ALEGRE *pour la Conſervation de ſes Droits & Prétenſions ſur la* Principauté d'Orange *& ſur les* Comtés de Neufchatel & de Vallengin, *contre les Diſpoſitions faites à cet égard dans le Traité de Paix conclu, le 11 d'Avril 1713. entre le Roi T. C. & le Roi de Pruſſe. A Utrecht ce ——— l'an de Grace 1713.* AVEC *le Certificat de Meſſieurs les Bourguemaîtres & Conſeillres de la Ville d'Utrecht, du 18 Avril 1713.* ET *le Pouvoir dudit Marquis* D'ALEGRE *ſur le Sr. de* BOISOIONNE. *Fait à Paris, le 19 Decembre 1712.* 102.

——— *Proteſtation faite au nom des Princes de* NASSAU-DILLENBOURG *& de* NASSAU-SIEGEN, *reformés, pour la Conſervation de leurs Droits & Pretentions ſur la* Principauté d'Orange *& autres Biens venans de la Maiſon de* CHALON, *contre ce qui en a été diſpoſé par le Traité de Paix conclu, le 11 Avril 1713. entre le Roi de France & le Roi de Pruſſe. A Utrecht, le 18 d'Avril 1713.* AVEC *le Certificat de Meſſieurs les Magiſtrats de la Ville d'Utrecht du 18 Avril 1713.* 103.

30 Avril. *Proteſtation faite au Nom de* LEOPOLD DUC DE LORRAINE, *pour la Conſervation de ſes Droits & Pretenſions ſur le* Duché de Montferrat, *juſques à ce qu'il en ſoit indemniſé, & ſur les Principautés* d'Arches & de Charleville, *contre tous les Traités, Conventions & Diſpoſitions faites ſur ce ſujet à ſon prejudice, tant au Congrès d'Utrecht qu'auparavant & ailleurs. Fait à Utrecht, le 30 Avril 1713.* AVEC *le Certificat de Meſſieurs les Bourguemaîtres & Conſeillers de la Ville d'Utrecht. Du 3 Juin 1713.* Pag. 104.

12 Mai. *Proteſtation faite au Congrès d'Utrecht au nom de* CHARLES EMANUEL *Comte de Vienne pour la Conſervation de ſes Droits & Pretentions ſur la* Terre de Miolans, *ſituée en Savoye. A Utrecht, le 12 Mai 1713.* AVEC *le Certificat de Meſſieurs les Magiſtrats de la Ville d'Utrecht, du 15 Mai 1713.* 106.

22 Mai. *Proteſtatio nomine Pupillorum Principis Auriaci & Naſſouiæ* JOANNIS WILHELMI FRISONIS *facta, pro Conſervatione Juris eorum in & ad* Principatum Auriacum *cæteraque Bona à Magnæ Britanniæ Rege* WILHELMO *III. ejuſque Majoribus* Auriacenſibus & Cabillonenſibus *relicta, contra Pactionem inter Reges Galliæ & Boruſſiæ hic de rebus unper mutam, uti & contra omnia alia facta, vel facienda in præjudicium dictorum Pupillorum. Datum Trajecti, die 22 Maji 1713.* CUM *Mandatis* CAROLI *Landgravii Haſſiæ, atque* MARIÆ LUDOVICÆ *Principiſſæ Auriacenſis hanc in effectum datis, Caſſellæ, 17 Aprilis 1713.* SEQUITUR *Teſtificatio Conſulum & Conſiliariorum Trajecti ad Rhenum. Datum 23. Maji 1713.* 107.

26 Mai. *Declaration & Proteſtation faite au Congrès d'Utrecht au Nom des* Egliſes Reformées de France, *par* ARMAND DE BOURBON *Marquis de* MIREMONT, *pour la conſervation de leurs Droits & Privileges, par rapport à leur Etabliſſement dans le Royaume, conformement aux anciens Edits. A Utrecht, le 26 Mai 1713.* AVEC *le Certificat des Magiſtrats de la Ville d'Utrecht, du 26 Mai 1713.* 101.

30 Mai. *Proteſtation faite au Congrès d'Utrecht au nom de* JOSEPH MARIE D'ALINGE *de la Chambre de Seiſſel, Marquis de* CONDRE'E, *pour la Conſervation de ſes Droits & Pretenſions ſur la* Principauté d'Orange; *contre toutes les Diſpoſitions, Traités, ou Conventions faites ou à faire à ſon prejudice. A Utrecht, le 30 de Mai 1713.* AVEC *la Procuration dudit Seigneur Marquis à cet effet. Donnée à Turin, le 5. d'Avril 1713.* ET *le Certificat de Meſſieurs les Magiſtrats de la Ville d'Utrecht, du 31. Mai 1713.* 105.

31 Mai. *Proteſtation faite au nom du Marquis* D'AIX DE CHATILLON & DE LA SARRA, *pour la conſervation de ſes Droits & Actions ſur la* Principauté d'Orange, *contre toutes les Diſpoſitions, Traités ou Conventions faites ou à faire au Congrès d'Utrecht, à ſon Prejudice. A Utrecht, le dernier de Mai 1713.* AVEC *la Procuration dudit Seigneur Marquis pour ladite Proteſtation. A Turin, le 2. Mars 1713.* 109.

5 Juin. *Renovazioni della Pace di Prath e della Confirmazione d'eſſa, fatta à li 5. d'Aprile 1712. tra la Fulgida Porta* OTTOMANNA *e la* MAESTA CZAREA DI MOSCUVIA *per 25. Anni. In Adrianopoli, li 5. de Giugno 1713.* 110.

——— *Le même Traité en François des Memoires de Mr. Theyls du 3 Juillet.* 111.

22 Juin. *Acuerdo y Combenzion hecha para la Execuzion del Tratado de Evacuazion de Cathaluña, Islas de* Mallorca *y* Yvica, *accordado en Utrecht el 14 de Marzo de eſte anno, entre los Senores Thenentes Generales, Marques de* ZEVA GRIMALOY, *y Conde de* KINIGSCY, *Diputados para eſte effecto por los Senores Duque de* POPULY, *y Conde de* STAREMBERO, *Comandantes en Jefe de las Tropas de una y otra Parte, con intervenzion de los Senores* THOMAS SWANTON, *y* ANTONIO WESCONTE, *Diputados por el Sr. Almirante Cavallero* JENNINGS. 113.

31 Juillet. *Demandes faites à Monſr. le Comté de* WALLIS *Commandant General des Troupes reſtées en Catalogne, &*

qui

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1713. *qui doivent ſuivre celles qui ſe ſont embarquées ſous Mr. le Maréchal de* STAREMBERG, *par le Marquis de* CERA GRIMALDI, *député à cet effet par Mr. le Duc de* POPOLI. *Avec les Reponſes. A Matara, le 31 Juillet 1713.* Pag. 114.

——— *Declaration hecha por el Sr. Conde de* WALLIS *tocante la Evacuacion de Cathaluña en conformidad de los Tratados de Utrecht y de Huſpitalet.* 115.

28 Août. *Extrait du Regiſtre des Reſolutions des Hautes & Puiſſans Seigneurs* ETATS GENERAUX *des Provinces Unies des Pays-Bas, touchant la Proteſtation faite de la part du Comte* D'EGMOND *pour la Conſervation de ſon Droite ſur le Comté de Meurs.* ibid.

8 Sep. *Conſtitutio famigeratiſſima* CLEMENTIS XI. *Papæ, vulgo* Unigenitus *dicta, ſive Damnatio* CI. *Propoſitionum excerptarum ex Libro Gallico Idiomate impreſſo & in plures Tomos diſtributo ſub Titulo:* Le Nouveau Teſtament en François avec des Reflexions Morales ſur chaque Verſet &c, a Paris 1699. *ac aliter:* Abregé de la Morale de l'Evangile; des Actes des Apôtres, des Epîtres de S. Paul, des Epîtres Canoniques & de l'Apocalypſe, ou Penſées Chrêtiennes ſur le Texte de ces Livres Sacrés &c: à Paris 1693. & 1694. *Cum prohibitione ejusdem Libri & aliorum quorumcunque in eos defenſionem tam hactenus editorum, quam impoſterum edendorum.* ibid.

4 Sept. *Acte d'Aſſurance donné de la part de Sa Majeſté Czarienne, par le Generaliſſime Prince de* MENZIKOF, *pour la Seureté de la Garniſon Suedoiſe ſortant de Stettin, & pour la Ceſſation de toutes ſortes d'hoſtilités en Pomeranie. Au Camp devant Stettin, le 4 Sep.* 1713. 118.

2 Octob. *Declaration du Sereniſſime Duc Adminiſtrateur de* HOLSTEIN GOTTORP *par ſon Miniſtre Plenipotentiaire Baſſewitz touchant la Seureté de la Ville & Forteresſe de Stettin, confiée à ſa Garde de la part de Sa Majeſté Suedoiſe. A Stettin, le 2. d'Octobre* 1713. 119.

23 Dec. *Declaratio nullitatis, damnatio, abolitio & reprobatio plurimorum geſtorum ab aſſerto Judice prætenſi Tribunalis Monarchiæ Siculæ, nec non à quibuſdam, ejus Delegatis tam ſuper abrogatione Cenſurarum quas R. P. D.* FRANCISCUS *Archiepiſcopus* ROMIREZ *Epiſcopus Agrigentin. à Civitate & Dioceſi Agrigentin. per abuſum Sæcularis Poteſtatis ejectus Expulſorez ſuos incurriſſe declaraverat, quam ſuper Revocatione Eccleſiaſtici Interdicti, cui eidem Epiſcopus ea occaſione Civitatem & Dioceſim præfatas ſubjecerat.* ibid.

1714. Juillet. *Edit du Roi* LOUIS XIV. *en faveur des Princes Legitimez du Mois de Juillet* 1714. 165.

7 Sept. *Declaratio nullitatis, Damnatio, abolitio & reprobatio Edicti promulgati à quodam Delegato aſſerti Tribunalis Monarchiæ Eccleſiaſtici Interdicti, cui Vicarius Generalis R. P. D.* NICOLAI MARIÆ *Epiſcopi Liparenſis Civitatem & Dioeceſim Liparens. in alia ſua ab ea expulſionis per manifeſtum Sæcularis Poteſtatis abuſum factæ ſubjecerat, cum aliis diverſis ordinationibus, Decretis & Declarationibus.* 123.

29 Nov. *Declaratio nullitatis Præcepti ſeu Mandati à quodam Delegato aſſerti Tribunalis Monarchiæ Siculæ nuncupati ad impedendum executionem Literarum, Decretorum, Mandatorum alioramque Reſcriptorum Apoſtolicorum promulgati, ac ab eo per univerſam Dioceſim Catanenſem tranſmiſſi, cum eadem Præcepti ſeu Mandati inde ſecutorum & ſecuturorum quorumcunque reprobatione, damnatione & abolitione.* 127.

1715. 11 Janv. *Declaratio nullitatis, damnatio & abolitio Edicti ſeu Bannimenti, à quadam Congregatione* Giunta *nuncupata, per Sæcularem Poteſtatem Regni Sicilæ deputata nuviſſime promulgati, ad effectum impediendi in eodem Regno executionem Litterarum, Mandatorum & Decretorum Apoſtolicorum: cum pari damnatione & abolitione quorumcunque ſimilium, quæ forſan de cætero inibi eodem conſilio, ſive ad eundem finem quandocunque & quomodocunque geri, aut ordinari contigerit, ita ut illæ non obſtantibus Litteris, Mandatis, & Decretis hujusmodi omnino obſervari debeant: ac cum Decreto, quod illi omnes, qui ea de cauſa Eccleſiaſticas Cenſuras quovis modo incurrerant, ſeu incurrerent, nonniſi à Sede Apoſtolica abſolvi poſſint* Pag. 129

ANNO 1715.

20 Fev. *Extinctio & abolitio prætenſæ Apoſtolicæ in Regno Siciliæ Legationis & Monarchiæ nuncupatæ, ejusque Tribunalis, Judicii, Miniſtrorum & Officialium quorumcunque.* 131.

——— *Litteræ Apoſtolicæ in forma Brevis ad Archiepiſcopos & Epiſcopos, nec non utrumque Clerum tam Sæcularem quam Regularem, reliquosque omnes Chriſti Fideles Regni Siciliæ, quibus præſcribitur modus, quo Cauſæ dicti Regni ad Forum Eccleſiaſticum pertinentes in poſterum etiam abolito Monarchiæ Siculæ Tribunale judicari poſſint ac debeant in eodem Regno, donec acta viſatione à Sanctitate ſua & Sede Apoſtolica indemnitati ac commodis Nationis Sicalæ plenius & uberius conſulatur.* 134.

8 Juin. *Declaratio nullitatis, rejectio, damnatio, & abolitio ejusdem Actus Appellationis & Protestationis à Procuratore Fiſcali Regni Siciliæ nuviſſime editi adverſus binas Literas Apoſtolicas à Sanctitate ſua non ita pridem emanatas ſuper extinctione prætenſæ Monarchiæ Siculæ, nec non ſuper modo in poſterum judicandi Cauſas dicti Regni ad Forum Eccleſiaſticum pertinentes, cum aliis diverſis Ordinationibus & Decretis.* 136.

1716. 13 Avril. *Sacrum Fœdus inter* CAROLUM VI. *Romanorum Imperatorem Auguſtiſſimum & Sereniſſimam Rempublicam* VENETAM *contra Turcas Aggreſſores Pacisque violatores juxta illud de Anno* 1684. *factum, & moderno rerum ſtatui accommodatum. Viennæ* 13. *Aprilis* 1716. 138.

Novemb. *Erectio Patriarchalis* Eccleſiæ Ulixbonenſis Occidentalis, *de Jure Patronatus Sereniſſimæ Portugalliæ & Algarbiorum Regis.* 140.

1717. Juillet. *Edit du Roi* LOUIS XV. *du mois de Juillet* 1717. *qui revoque & annulle la Declaration du mois de Juillet* 1714. *& du* 23. *Mai* 1715. *Donné à Paris au mois de Juillet* 1717. 165.

6 Octob. *Declaration & Ordonnance de* CHARLES VI. *Empereur des Romains, & Souverain Prince des Provinces du Païs-Bas Autrichien, portant Réunion de la Province & Duché de* Limbourg *au Duché de Brabant. Fait à Bruxelles, le* 6 *Octobre* 1717. 146.

20 Octob. *Declaratio nullitatis cujusdam Edicti nomine Sæcularis Poteſtatis in Ducatu Sabaudiæ & Pedemontii Principatu ad Supplicationem Patrimonialis Generalis dictæ Sæcularis Poteſtatis editi in præjudicium ſupremi Dominii ad Sedem Apoſtolicam in quibuſdam Locis Menſæ Epiſcopalis Aſtenſ. privative ſpectantis, cum ipſius Edicti, nec non inde ſecutorum & quandocunque ſecuturorum damnatione, revocatione & abolitione.* 147.

1718. Juin. *Extrait d'une Bulle du Pape* CLEMENT XI. *qui revoque toutes les Graces & Conceſſions accordées par lui & ſes Predeceſſeurs aux Rois d'Eſpagne, parce que le Roi* PHILIPPE V. *n'en faiſoit pas l'Uſage auquel elles étoient deſtinées. Donnée à Rome, le* 4. *Juin* 1718. 149.

Août. *Edit du Roi* LOUIS XV. *derogeant à la Declaration du Mai* 1694. *à l'Edit de Mai* 1711. *& à celui de Juillet* 1717. *Donné à Paris au mois d'Août* 1718. 167.

——— *Declaration du Roi* LOUIS XV. *du mois d'Août* 1718. *en faveur du* Comte de Toulouſe. 168.

26 Dec. 1719. 6 Janvier. *Convocation des Etats du Royaume de* Suede *par la Reine* ULRIQUE ELEONORE, *avec Declaration expriſe, qu'elle renonce au Pouvoir abſolu communement nommé la* Souveraineté. *A Stockholm, le* 26. *Decembre* 1718. ibid.

21 Fev. 4 Mars. *Recès des Etats du Royaume de* Suéde, *par lequel, après avoir déclaré la vacance du Trône par la mort du feu Roi* CHARLES XII. *ſans Hoirs mâles, ils élûrent la Princeſſe* ULRIQUE ELEONORE *pour leur*

ANNO 1719. *leur Reine, avec une Clauſe de Succeſſion Hereditaire en faveur de ſes Enfans & Deſcendans mâles à perpetuité &c. Fait à Stokholm, le 21. Fevrier 1719.* Pag. 150.

18 Août. *Declaratio nullitatis cujusdam Edicti ſub nomine Senatus in Civitate Taurinenſi reſidentis, in præjudicium Eccleſiaſticæ Libertatis & Pontificiæ auctoritatis nuper promulgati, cum illius damnatione, revocatione, caſſatione & abolitione.* 152.

29 Dec. *Confirmation & Ratification de Sa Majeſté Imp. & Cathol.* CHARLES VI *ſur ſes Lettres d'Octroi, accordées, le 17. Mai precedent, pour l'Etabliſſement d'une Compagnie de Commerce à Vienne, en faveur de tous ſes Royaumes, Etats & Païs hereditaires, ſous le Nom & Titre de* COMPAGNIE IMPERIALE PRIVILEGIE'E POUR LE COMMERCE D'ORIENT, TANT PAR MER QUE PAR TERRE; *comme auſſi pour l'Etabliſſement de toutes ſortes de Manufactures. L'Empereur accorde à cette Compagnie des Armes, dont elle pourra ſe ſervir dans ſon Sceau & dans ſes Pavillons. Le nombre de ſes Deputez Adminiſtrateurs eſt fixé à quinze, y compris le Directeur, & deux Aſſiſtans, ſelon l'Ordre preſcrit. Le Prix de chaque Action eſt de mille florins, & il eſt permis aux Etrangers comme aux Sujets naturels, de les acquerir. Donné à Vienne, le 29 de Decembre l'An de Notre Seigneur 1719. de ſes Regnes, ſavoir de l'Empire Romain, le 9. d'Eſpagne, le 17. de Hongrie & de Boheme le 9.* 153.

1720. 2 Avril. *Armiſtitium per Mare ſervandum inter* CAROLUM VI. *Romanorum Imperatorem Regemque Catholicum, nec non* LUDOVICUM XV. *Franciæ,* GEORGIUM *Magnæ Britanniæ, &* VICTOREM AMADEUM *Sardiniæ Regem ab una, &* PHILIPPUM V. *Hiſpaniarum Regem ab altera parte; ſub expreſſa tamen Reſervatione eorum, quæ forſan diſſimili modo per Præfectos Reliicos in Sicilia geſta erunt. Datum Hagæ Comitis, die 2 Aprilis 1720.* 156.

8 Août. CAROLI VI *Romanorum Imperatoris Auguſtiſſimi, ac Regis Hiſpaniarum Catholici, Ceſſio, Tranſlatio & Extradtio* Regni Sardiniæ, *cum tyri ſupremo Regio Dominio ad & in* VICTOREM AMADEUM *Regem Sardiniæ ac Ducem Sabaudiæ pro ipſo & ſuis hæredibus maſculis &c. Actum per Commiſſarios Plenipotentiarios ad ea deputatos, Callari, die 8 Auguſti 1720.* ACCREDIT *Plenipotentia* CAROLI *Ceſaris in Arce Luxemburg data, die 12 Junii,* ET *Acceptatio ſeu Ratificatio Sereniſſimi Regis, data Taurini, 14 Auguſti 1720.* ibid.

1722. 9 Juin. *Aſſertio Juris Sanctæ Sedis Apoſtolicæ in Regnum Siciliæ, Hieruſalem & Terræ ciera Pharum, per Inveſtituram ejusdem Regni factam* CAROLO VI. *Romanorum Imperatori à Ss. D. N. D.* INNOCENTIO *Papa XIII.* 158.

1723. Fevrier. *Edit du Roi de France* LOUIS XV. *contre les Duels, donné à Verſailles, au mois de Fevrier 1723. & regiſtré au Parlement, pendant le Lit de Juſtice pour Sa Majeſté.* 161.

7 Avril. *Ordonnance de l'Empereur pour la publication de la* Pragmatique Sanction *dans tous les Etats Hereditaires de l'Auguſte Maiſon d'Autriche, adreſſés aux Gouverneurs, mutatis mutandis de chaque Etat, du 7. Avril 1723.* 162.

26 Avril. *Declaration du Roi de France* LOUIS XV. *qui change, annulle ou confirme diverſes Declarations precedentes regle l'Etat & le Rang des Princes Legitimez, du 26 Avril 1723.* 163.

16 Août. *Declaration du* Roi Très Chrêtien, *pour deffendre à tous ſes Sujets de s'intereſſer dans la Compagnie de Commerce établie à Oſtende, du 16 Avril 1723.* 168.

1727. Janvier. *Pièces qui concernent le Congrès de* Cambray, *ouvert en Janvier 1724. Ceremonial & Police dudit Congrès* 169

Demandes du Duc de Parme, *que les Puiſſances Mediatrices, la* France *& l'Angleterre avoient convenuës de ſoutenir au dit Congrès.* 170.

Demandes ulterieures du même Duc. Pag. 173.

ANNO 1724. *Demandes de l'Empereur delivrées par ſes Ambaſſadeurs Plenipotentiaires au Congrès de Cambray.* ibid.

Demandes du Roy d'Eſpagne données par ſes Ambaſſadeurs au même Congrès. 171.

Demandes au nom de Sa Majeſté le Roi de Sardaigne *pour que les Articles en ſoient inſerez dans le Traité de Paix à faire.* 172.

*Reponſe des Plenipotentiaires de l'*Empereur *à l'Ecrit qui concerne le Duc de* Parme. 175.

Reflexion des Miniſtres des Rois Mediateurs *ſur la Reponſe des Miniſtres de l'*Empereur *aux Demandes du Duc de* Parme. 174.

Lettre des Miniſtres Imperiaux *aux Miniſtres des* Rois Mediateurs *à Cambrai, le 23. Septembre* 1724. ibid.

Proteſtatio Nomine Sedis Apoſtolicæ & Sanctiſſimi D. D. INNOCENTII *Papæ XIII. emiſſa in Conventu Cameracenſi, adverſus Tractatus initos aut ineundos ſuper præteſa conceſſione eventuales Inveſtituræ* Ducatus Parmæ & Placentiæ. 175.

Proteſtatio nomine Regiæ Celſitudinis Magni Ducis Hetruriæ, *die 25. Octobris 1723 adverſus Tractatus initos aut ineundos ſuper præteſa conceſſione eventuales Inveſtituræ Status Florentini.* 178.

Confirmatio Proteſtationis ſub die 26 Januarii 1724. 179.

Actum ſolemnis dimiſſionis & evacuationis Civitatis Comacli *ſecutæ, 20 Februarii 1725.* 180. 1725. 20 Fev.

*Octroi accordé par le Roi d'*Eſpagne *pour ſouffrir le travail des Maures en* Andalouſie *& en* Eſtremedure *du 16 Juin 1725.* 18,. Juin.

Conſtitutio in forma Edicti à Pontifice BENEDICTO XIII. *motu proprio, die 15 Octobris 1725. pro Annona & re agraria bene gerenda.* 185. Octobre.

Teſtament de CATHERINE *Imperatrice de Ruſſie fait à Petersbourg, le 6. Mai & ouvert le 18. Mai 17 7.* 188. 1727. Mai.

Actes de la celebre Commiſſion Poloneiſe dans le Duché de Courlande *depuis, le 30. Août juſqu'à la fin de l'année 1727.* ibid. Août.

Conſtitutio Grodnenſis de anno 1726 ibid.

Reſcriptum Commiſſionis, 2 Aprilis 1727. 189

Literæ Innotescentiales 25 Aprilis 1727. 190.

Actum Mitaviæ in Commiſſione Generali S. R. Majeſtatis & Reipublicæ, die 30. Auguſti 1727. ibid.

Actum Mitaviæ in dicta Commiſſione, die 2. Septembris 1727. 191.

Actum Mitaviæ in eadem, die 3 Septembris anni ejusd. ibid.

Deſideria & Petita Celſiſſimi Curlandi & Semigalliæ Ducis FERDINANDI. 192.

Actum Mitaviæ in Commiſſione Generali S. R. Majeſtatis & Reipublicæ, die 4. Septembris anno 1727. ibid.

Actum in eadem, die 5 Septembris anno eodem. 194.

Actum ibidem, die 19 Sept. anno 1727. ibid.

Actum ibidem, die 23 Sept. anno eod. 195.

Actum ibidem, die 23 Sept. anno eod. 197.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1727.

Actum ibidem, die 24 *Sept. anno* 1727. Pag. 191.
Actum ibidem, die 25 *Sept. anno eod.* 196.
Actum ibidem, die 26 *Sept. anno eod.* ibid.
Actum ibidem, die 27 *Sept. anno eod.* 199.
Actum ibidem, die 19 *Novembris anno eod.* ibid.
Actum ibidem, die 20 *Novembris anno eod.* 200.
Actum ibidem, die 22 *Novembris anno eod.* ibid.
Decretum Commiſſoriale, die 9 *Decembris anno* 1727. *publicatum in cauſa* GG. *Inſtigatorum Regni & M. D. L. contra* G. G. *Conſiliarios Supremos ejusque.* ibid.
Actum Mitaviæ, die 10 *Decembris anno* 1727. 206.
Actum ibidem, die 12 *Decembris anno eod.* 207.

Octobre. *Traité de Paix entre* ESCHREFF *Schach de Perſe & le* GRAND SEIGNEUR, *contenu dans une Lettre du Schach à ſa Hauteſſe, du* 23. *Octobre* 1727. 208.

1728. Janvier. *Proteſtation de la Maiſon d'*ANHALT *contre celle de* BRUNSWYK-LUNEBURG *par raport au Duché de* Lawenbourg, *délivré à la Diéte, en Janvier* 1728. 209.

——— *Ordonnance de* PIERRE II. *Empereur de toutes les Ruſſies, pour corriger le Tarif de* 1724. *publiée au commencement de* 1728. ibid.

11 Mai. *Premier Decret de l'Empereur, pour tranſporter l'Adminiſtration du* Duché de Mecklenbourg *au Prince* CHRETIEN LOUIS, *du* 11 *Mai* 1728. 210.

——— *Second Decret par raport à la dite Adminiſtration.* 211.

1729. *Memoire ou Information, de la part de l'Empereur au ſujet de l'Adminiſtration du* Mecklembourg. ibid.

——— *Inſtruction donnée au Baron de* FONSECA *ſur les affaires du* Mecklembourg *pour ou bien inſtruire Mr. le Cardinal de* FLEURY. 215.

——— *Contre-Information dans l'affaire de* Mecklembourg, *publiée par la Commiſſion, pour repondre à l'Information Imperiale.* 217.

——— *Deduction Hiſtorique abregée, fidelement extraite d'Actes & de Documens autentiques touchant l'Origine & la Continuation des Droits du Roi de Pruſſe & Electeur de Brandebourg, à la Succeſſion eventuelle de tous les Fiefs-Imperiaux du Duché de Meklenbourg, avec les Documens allegués.* 230.

——— *Traité de Paix conclu entre la* France *& la Regence de* TUNIS *au commencement de* 1729. 249.

13 Fev. *Traité de* RIASCHTCHS, *entre l'Empire de* RUSSIE *& le Schach* ESCHREFF, *conclu, le* 13. *Fevrier* 1729. *V. St.* 250.

5 Mars. *Lettre circulaire ou Manifeſte du Duc* CHARLES LEOPOLD *de Meklembourg adreſſée aux Etats de l'Empire, le* 5 *Mars* 1729. 251.

——— *Reglement pour le* Change *dans l'Empire de* Ruſſie, *publié ſous le Regne de l'Empereur* PIERRE II. *le* 16 *May* 1729. 269.

——— *Lettre de* GEORGE I. *Roi de la Grande Bretagne à* PHILIPPE V. *Roi d'Eſpagne ſur la Reſtitution de* Gibraltar, *produite au Parlement de la Grande Bretagne en* 1729. 281.

Juin. *Traité de Paix entre les Rois de* SUEDE *& de* POLOGNE *compris dans deux Lettres de ces Rois, du* 9. *Mai & du* 2 *Juin* 1729. ibid.

11 Juin. *Decret de Commiſſion Imperiale adreſſée à la Diéte de l'Empire dans l'affaire de Meklembourg, du* 11. *Juin* 1729. 264, & 183.

*Traité d'Amitié & d'Union entre quelques anciennes Maiſons dite Princes de l'*Empire, *du* 24. *Juillet* 1719. Pag. 284. ANNO 1729. 24 Juillet.

Traité pour regler le Salut ſur Mer entre les Vaiſſeaux Ruſſiens *& ceux de Dannemark, conclu à Moſcou, le* 30 *Octobre* 1730. *V. St.* 285. 1730. Octobre.

*Declaration donnée au nom du Roi d'*ESPAGNE *aux Miniſtres de* FRANCE, *de la* GRANDE BRETAGNE *& des* ETATS GENERAUX *des Provinces Unies, ſur le Delay de l'Introduction de* 6000 *Eſpagnole dans les Etats de* Toſcane *& Duché de* Parme. 287. 1731. Janvier.

Traité d'Alliance entre l'Empereur CHARLES VI *&* GEORGE II. *Roi de Grande Bretagne, conclu à Vienne, le* 16 *Mars* 1731. 288. 16 Mars.

Actus Concurrentiæ ORDINUM GENERALIUM Belgii fœderati *ad Tractatum Viennenſem*, 16 *Martii* 1731. *Actum Hagæ Comitum, die* 20 *Februarii* 1732. 291. ———

Reglement pour la Marine *dans l'Empire de* RUSSIE, *dreſſé & publié ſous le Regne de l'Imperatrice* ANNE, *le* 31 *Mars* 1731. 294. 31 Mars.

Decret de Commiſſion Imperiale à la Diéte de l'Empire, pour avoir ſon approbation ſur les nouveaux arrangemens par raport à la Toſcane, Parme *&* Plaiſance, *produite, le* 19 *Mai* 1731. 304. 19 Mai.

Reſolution de la Diéte de l'Empire ſur le Decret precedent, du 14 *Juillet* 1731. 305. ———

Octroi accordé par le Roi de Suède *pour l'Erection d'une* Compagnie des Indes *dans ſes Etats, du* 14 *Juin* 1731. ibid. 14 Juin.

Tractatus inter Sacram Cæſaream Catholicam, Sacram Catholicam *&* Sacram Regiam Britannicam Majeſtates, *ſuper negotio* Hetruriæ Parmæ & Placentiæ. *Viennæ Auſtriæ*, 22 *Menſis Julii, anno* 1731. *concluſis.* 307. 22 Juillet.

Acceſſion du Grand Duc de Toſcane au Traité precedent le 21 *de Septembre* 1731. 310. ———

Convention de Famille entre la Maiſon de Medicis *& le Roi d'*Eſpagne, *pour la Succeſſion aux Etats du Grand Duc. Faite à Florence, le* 15. *Juillet* 1730. 311. 5 Juillet.

*Arrangement pris par les Miniſtres Plenipotentiaires d'*Eſpagne, *&* de Toſcane, *pour la Reception & Reſidence du Sereniſſime Infant Don* CARLOS, *Succeſſeur immediat du Sereniſſime Grand Duc, dans ſes Etats.* 313. ———

Remarques de l'Empereur ſur la Convention precedente. ibid. ———

Traité d'Alliance entre les Cours Electorales de Hanovre *&* de Saxe, *conclu à Dreſde, le* 3 *Août* 1731. 314. 3 Août.

Reſolution Imperiale pour l'Emancipation de la Tutelle de l'Infant Don CARLOS, *du* 16 *Octobre* 1731. 316. 16 Octob.

Patente Imperiale pour conſtituer les Tuteurs ou Curateurs de l'Infant Don CARLOS, *du* 31. *Octobre* 1731. ibid. 31 Octob.

Serment prêté par les Tuteurs ou Curateurs. 317. ———

Lettres Reverſales des Tuteurs de l'Infant Don CARLOS *pour le ſerment de fidelité à l'Empereur & à l'Empire.* ibid. ———

Actes d'Emancipation de l'Infant Don CARLOS *de la part du Roi d'Eſpagne.* 318. ———

Actes qui concernent la GARANTIE *de la* PRAGMATIQUE SANCTION CAROLINE *pour l'Empire.* ibid. ———

Decret

ANNO 1731. *Décret de Commiſſion Impériale à la Diète de l'Empire pour demander la Garantie de la* PRAGMATIQUE SANCTION, *produit le* 18 *Octobre.* Pag. 318

18 Octob. ——— *Oppoſition des Electeurs de* SAXE, *de* BAVIERE *& de* COLOGNE *à la* Pragmatique Sanction *par l'Empire.* 319

——— *Reſultat de l'Empire pour la Garantie de la* Pragmatique Sanction CAROLINE. 324

——— *Confirmation du Reſultat précident par l'Empereur, du* 4 *Fevrier* 1732. ibid.

8 Dec. *Ordonnance de l'Imperatrice de Ruſſie pour la Succeſſion au Trône, du* 28 *Decembre* 1731. 325

1732. 21 Janv. *Traité de Paix entre l'Empire de Ruſſie & le Royaume de Perſe conclu à Reaſcha en Ghilan, le* 21 *Janvier* 1732. 326

28 Janv. *Cedule du Roi d'*ESPAGNE *à ſes Officiers en* Amerique, *défendant les Depréda tions & les Hoſtilitez commiſes par les Gardes-Côtes, contre les Baſtimens* Anglois. 327

16 Fev. *Décret du Pape* CLEMENT XII. *pour ériger* ANCONE *en Port-Franc. Du* 16 *Février.* ibid.

26 Avril. *Octroi du Roi d'*ESPAGNE *accordé à* D. EMANUEL DE ARIAGA *& Compagnie pour l'Erection de la Compagnie Royale des* PHILIPPINES. *Donné le* 26 *Avril.* 328

——— *Projet Royal du* 5 *Avril* 1720. *contenant les Droits de ſortie d'*Eſpagne, *que les Marchandiſes & Denrées qu'on embarque pour des* Indes *doivent payer.* 333

16 Mai. *Traité d'Alliance & de Garantie entre l'Empereur des* ROMAINS, *l'Imperatrice de* RUSSIE *& le Roi de* DANEMARC, *conclu à* Coppenhague, *le* 26 *Mai.* 334

14 Mai & 26 Juin. *Traité de Partage & d'Accommodement ſur la Succeſſion de la Maiſon d'*ORANGE *conclu entre le Roi de* PRUSSE *& le Prince d'*ORANGE *& de* NASSAU, *le* 14 *Mai & le* 26 *Juin.* 335

Plein-pouvoir du Roi de PRUSSE. 338

*Plein-pouvoir du Prince d'*ORANGE *& de* NASSAU. 339

Ratification du Roi de PRUSSE. ibid.

*Ratification du Prince d'*ORANGE. 340

PIECES *concernant le Marquiſat de* FLESSINGUE *& de* TERVEER.

27 Nov. *Reſolution des Etats de* ZELANDE *pour deveſtir le Marquiſat de* FLESSINGUE *& de* TERVEER *en Hollandois & en François.* 340

Avis des Juriſconſultes ſur un Cas qui a rapport à la Réſolution des Etats de Zelande. 341

Mémoire préſenté à L. N. P. les Seigneurs Etats de Zelande. 348

*Lettre de Madame la Princeſſe Douairière d'*ORANGE *& de* NASSAU *en date du* 8 *Février* 1723. *aux Etats Généraux avec la Declaration des Seigneurs Députez de la Province de* Gueldres, *à ce ſujet, & avec l'Avis des Seigneurs Députez de* Friſe *en conſequence.* 351

Lettre du Landgrave de HESSE-CASSEL, *& la Demande faite à cette occaſion par les Seigneurs Députez de* Friſe. 353

*Réſolution de la Province d'*OVERYSSEL, *priſe le* 8 *d'Avril* 1723. 354

Réſolution de la Province de GRONINGUE, *priſe le* 20 *d'Avril.* 1723. Pag. 355

Réſolution de la Province de GUELDRES, *du* 21 *d'Avril* 1723. 356

Propoſition faite par les Seigneurs Députez de la Province de HOLLANDE *& de* WESTFRISE *à l'Aſſemblée de L. H. P. concernant les Villes de* VEERE *& de* FLESSINGUE. 358

Propoſition faite à l'Aſſemblée de L. H. P. le 2 *de Juillet* 1723. *par les Seigneurs Députez de la Province de Friſe, avec un Avis des Seigneurs Députez de* Gueldres, *auquel les Députez de Friſe & de Groningue ſe ſont conformez.* 370

Réſolution des Etats de GUELDRES, *délivrée par les Seigneurs Députez de leur Province, le* 18 *d'Octobre* 1723. *à l'Aſſemblée de L. H. P.* 373

Extrait du Recès de l'Aſſemblée des Etats tenus ordinairement à Zutphen *dans les mois de Septembre & d'Octobre* 1723. ibid.

Déduction des Raiſons, en Réponſe ſur la Propoſition faite de la part des Seigneurs Etats de Hollande *& de* Weſtfriſe *à l'Aſſemblée de L. H. P., au ſujet de l'Amortiſſement du Marquiſat de* VEERE *& de* FLESSINGUE, *par l'uſage & l'application du Droit qui appartient au Souverain, appellé communément* Dominium Eminens. 379

*Déduction de la part de Madame la Princeſſe Douairiere d'*Orange *& de* Naſſau, *comme Mere & Tutrice légitime des Illuſtres Orphelins, & Enfans de feu le Seigneur* JEAN GUILLAUME FRISO, *Prince d'*Orange *& de* Naſſau, *ſervant de Réponſe à la Déduction des Etats de* Hollande *& de* Weſtfriſe, *délivrée à l'Aſſemblée des Etats Généraux, au ſujet de l'amortiſſement & de l'abolition du Marquiſat de* Veere *& de* Fleſſingue *projetté & entrepris par les Etats de* Zelande. 388

Acte délivré à l'Aſſemblée des Etats de ZELANDE *par les Deputez de la Ville de* Veere, *& l'Enregiſtrement que les autres cinq Villes ont fait faire au contraire.* 400

Origine du Marquiſat de FLESSINGUE *& de* TERVEER. 411

Déclaration du Roi de France à ſon Parlement pour en régler la conduite dans le cas des REMONTRANCES *& donnée à Marli, le* 19 *Août* 1732. 418 — 19 Août.

Ordonnance des Etats Généraux des Provinces Unies pour défendre à leurs Sujets de prendre part aux Compagnies des Indes Etrangeres, *ou d'entrer à leur ſervice. Du* 24. *Septembre.* 413 — 24 Sep.

Décret de l'Empereur pour établir & régler l'Adminiſtration du Duché de MECKLENBOURG. 414 ———

Déclaration du Roi AUGUSTE II. *de Pologne pour annoncer la Paix avec la Couronne de* SUEDE. *Donnée à Varſovie, le* 7 *d'Octobre.* 415 — 7 Octob.

Decret de Commiſſion Impériale au ſujet de l'Inveſtiture de BREMEN *& de* VERDEN *accordé à l'Electeur d'*HANOVRE; *du* 28 *Fevrier* 1733. 416 — 1733. 28 Fev.

Ordonnance Impériale, pour régler le Gouvernement de l'Iſle de CORSE, *ſous la Garantie de l'Empereur du* 26 *Mars.* ibid. — 26 Mars.

Garantie de l'Empereur. 417

Octroi du Roi d'Eſpagne, PHILIPPE V. *pour l'établiſſement d'une Compagnie des Indes ſous le nom de* COMPAGNIE DES PHILIPPINES, *donné à Seville, le* 29 *Mars.* 418 — 29 Mars.

Conſiderata Generalia omnium Ordinum Regni Polonia & ... — 27 Avril.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1733.

& Magni Ducatus Lithuaniæ in Convocatione generali Varſovienſi, die 27 Aprilis. Pag. 423

——— *Ecrit anonyme répandu à Varſovie pendant la Diete de Convocation après la mort du Roi* AUGUSTE. 438

——— *Expoſition des motifs légitimes de la Réſolution de Sa Majeſté Impériale & Catholique, de Sa Majeſté Impériale de toutes les* Ruſſies, *& de Sa Majeſté Royale de* Pruſſe, *de faire entrer en Pologne leurs Troupes, aſſemblées ſur les Frontieres, à la requiſition de pluſieurs des principaux Membres de la République, tant de l'Ordre des Senateurs, que de celui de la Nobleſſe pour maintenir la Liberté des Suffrages, & prévenir une plus grande oppreſſion.* 439

PIECES *authentiques qui ſervent de Preuves.* 443

4 Sep. *Manifeſte de la Diète d'Election en Pologne, contre ceux qui ont appellé des Troupes étrangeres dans la République, le 4 Septembre.* 448 col. 2

14 Sep. *Manifeſte des Oppoſans, qui s'étoient retirés du Champ d'Election à Prague au delà de la Viſtule, contre l'Election faite à Wola, le 14 Septembre.* ibid. col. 1

——— *Propoſitions faites à la Diète d'Election de la part du Roi* STANISLAS, *& qu'on prétend avoir été diſtribuées à la Diète de Convocation.* 449

——— *Déclaration du Roi de* FRANCE *à la Diète d'Election de Pologne & du Grand Duché de Lithuanie, le 4 Septembre.* 450

1 Nov. *Articuli Paſtorum Conventorum inter Status Ser. Reip. Poloniæ, tam Senatorii, quam Equeſtris Ordinis Regni & M. D. L. omniumque ad eadem Dominia annexarum Prov. ab una; Et Ser Principem Regnum Pol: & M. D. L. Dominum* FRIDERICUM AUGUSTUM *Ducem Saxoniæ &c.* 455

——— *Véritables Motifs qu'a la République Confederée de s'oppoſer à l'Election de* STANISLAS LESCZYNSKI, *de la déſapprouver & de ſauver la Liberté publique en éliſant librement & ſans aucune partialité le Sereniſſime Electeur de* Saxe AUGUSTE III. *pour Roi de* Pologne *& Grand-Duc de* Lithuanie. 457

10 Octob. *Ordonnance du Roi de* FRANCE, *portant Déclaration de Guerre contre l'Empereur. Du 10 Octobre.* 459

——— *Manifeſte du Roi de France au ſujet de la Guerre déclarée à l'Empereur en 1733. intitulé:* MOTIFS *des Réſolutions du Roi, de la fin de 1733.* ibid.

——— *Manifeſte de la part de Sa Majeſté le Roi de* SARDAIGNE, *pour déclarer la guerre à l'Empereur.* 462

Novemb. *Decret de Commiſſion Impériale où l'on expoſe l'injuſtice des Motifs que la* FRANCE *allegue dans la rupture de la Paix avec S. M. I.* 463

——— *Manifeſte de la Cour d'*ESPAGNE, *ſous le Titre de* MEMOIRE *pour l'Ambaſſadeur du Roi Catholique à la Cour de la Grande Bretagne, contenant les raiſons qui ont obligé S. M. C. à déclarer la Guerre à l'Empereur.* 465

19 Dec. 1733. & 21 Janv. 1734. *Acte de Sureté par rapport à la Religion, donné par le Duc* CHARLES ALEXANDRE DE WURTENBERG. *Du 19 Decembre 1733. & 21 Janvier 1734.* 467

1734. 25 Janv. *Décret du Senat de* HAMBOURG *pour interdire tout Commerce d'Interlopes, publié, le 25 Janv.* 469

Mars. *Réponſe de l'Empereur au Manifeſte de la Cour d'*Eſpagne, *publiée à Vienne au mois de Mars.* ibid.

23 Mars. *Declaration de Guerre de l'Empereur & de l'Empire contre les Rois de* France *& de* Sardaigne, *publiée le 23 Mars.* 486

28 Mars. *Manifeſte publié par le Comte de* MUNICH, *Général-Lieutenant des* Ruſſiens *devant la Ville de Dantzick, le 28 Mars 1734.* Pag. 487

ANNO 1734.

16 Avril. *Manifeſte des Etats du Royaume de* Pologne, *du Grand-Duché de* Lithuanie *& des Provinces qui en dépendent, touchant la libre & légitime Election du Sereniſſime* AUGUSTE III. *Roi de Pologne & Electeur de Saxe; & l'obligation où ſont les Confederez de le maintenir ſur le Trône; avec une Explication ſincere des faits & des circonſtances qu'il eſt néceſſaire de ſavoir. Publié le 16 Avril.* 474

——— *Lettre du Comte* GOLLOWSKIN, *Grand Chancelier de l'Empire de* Ruſſie, *ſervant de Manifeſte ſur le ſejour des Troupes Ruſſiennes en* Pologne. 481

12 Mai. *Acte de Sureté pour la Religion, par ſon Alteſſe Electorale* AUGUSTE III. *Roi de Pologne, à ſes Etats Héréditaires de Saxe, du 12 Mai* 488

29 Juin. *Acte & Serment des Seigneurs* Polonois *pris à Dantzick pour reconnoître le Roi* AUGUSTE. *Du 29 Juin.* 489

6 Juillet. *Déclaration de la Cour de* RUSSIE *au ſujet des Troupes Françoiſes priſonnieres devant Dantzick. Donnée à Petersbourg, le 6 Juillet.* 490

7 Juillet. *Capitulation de la Ville de* DANTZICK *pour ſe rendre aux Généraux de l'Imperatrice de* Ruſſie *& du Roi de* Pologne. *Du 7 Juillet.* ibid.

13 Août. *Manifeſte du Roi* STANISLAS I. *de Pologne ſur ſon Election & celle du Roi* AUGUSTE III. *donné le 13 Août.* 493

9 Sept. *Traité d'Alliance & de Subſide entre le Roi de la* GRANDE-BRETAGNE *& celui de* DANNEMARCK, *conclu, le 9 Septembre.* 498

Octobre. *Edit des Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas pour la Navigation libre de leurs Sujets ſur les Côtes d'Afrique, publié en Octobre.* 494

9 Sep. *Traité d'Alliance & de Subſide entre le Roi de la* GRANDE-BRETAGNE *& celui de* DANNEMARCK, *conclu, le 9 Septembre.* 498

2 Dec. *Traité d'Amitié, de Commerce & de Navigation entre l'Empire de* RUSSIE *& la Couronne de la* GRANDE-BRETAGNE, *conclu à Petersbourg le 2 Dec.* 495

——— *Repréſentations des Citoyens & Bourgeois de* GENEVE *preſentées aux Conſeils, en 1734. avec les* ADDITIONS *& le* RAPPORT *des Commiſſaires nommez par les Conſeils pour en faire l'examen.* 499.

1735. *Projet d'Accommodement ou de Pacification qu'enſuite de l'acceptation de l'offre de leurs bons offices, le Roi de la Grande-Bretagne & les Etats Generaux des Provinces-Unies ont propoſés aux Puiſſances engagées dans la Guerre.* 529

30 Juillet. *Sereniſſimæ Confœderatæ Reipublicæ Manifeſtatio, Patriæ ſuæ infinuata & univerſis Europæ Potentiis pro informatione præfulſit ſtatus ſui, exhibita die 30 Julii.* 531

Août. *Ad Scriptum quoddam Ragionamenti in Boruſſia ſub die 30 Julii Anni currentis 1735 manatum, quod* MANIFESTATIONI *Confœderatæ Reipublicæ præ ſe ferre Titulum, brevis ac ſincera Repliciatio. E Meditullio Regni Poloniæ, menſe Auguſto.* 533

5 Août. *Renouvellement du Traité d'Alliance entre l'Imperatrice de* RUSSIE *& le Roi de* SUEDE. *A Stockholm, le 5 Août.* 536

24 Nov. *Reſultat du* SENATUS CONSILIUM, *tenu à Varſovie, après la Diète infructueuſe de Pacification. Du 24 Novembre.* 542

1736. 3 Janvier. *Préliminaires de la Paix conclus à Vienne entre l'*EMPEREUR *& la* FRANCE, *& communiquez au Roi de la Grande-Bretagne & aux Etats Generaux, le 3 Janvier 1736.* 545

De-

ANNO 1736. 25 Mars. *Decret de Commiſſion Imperiale adreſſé à la Diète de l'Empire, pour avoir ſon approbation ſur les Préliminaires de la Paix, du 25 Mars, avec le Reſultat de l'Empire, du 18 Mai.* Pag. 548

12 Avril. *Convention d'Execution ſignée à Vienne entre l'Empereur & le Roi de France, le 11 Avril, ratifiée le 15 Mai, & communiquée aux Puiſſances maritimes, le 1 Mai 1736.* 549 & 592.

Avril. *Mémoire du Miniſtre de* SUEDE *à l'Empereur pour l'abolition de la Clauſe de l'Article IV. du Traité de Ryſwick, preſenté au milieu d'Avril.* 551

26 Avril. *Mémoire du* CORPS EVANGELIQUE *remis au Principal Commiſſaire Imperial à la Diète de l'Empire pour l'abolition de la Clauſe de l'Article IV. du Traité de Ryſwick.* ibid.

——— *Reſultat de l'Aſſemblée générale des Habitans de l'Iſle de* CORSE, *au ſujet de l'Election & de la Proclamation du Roi* THEODORE. 552

25 Juin. *Conſtitutiones Comitiorum Pacificationis extraordinariorum Varſaviæ habitorum & in diem vigeſimum quintum Menſis Junii, Anno Domini 1736. edictorum.* 555

——— *Manifeſte de la Cour de* RUSSIE *pour juſtifier la Guerre qu'elle a déclaré au* GRAND-SEIGNEUR, *en forme de Lettre du Comte d'*OSTERMAN *au Grand Vizir, du 12 Avril.* 569

Juillet. *Manifeſte de l'*EMPEREUR *publié en commençant la Guerre contre les Turcs, en Juillet 1736.* 573

PIECES *citées dans ce Manifeſte.*

Num. 1. *Traduction du Plein-pouvoir que le Grand-Seigneur a donné au Serasbier* ACHMET PACHA *pour conclure la Paix avec l'Empire de Perſe, & que cet* Achmet Paſcha *a envoyé au Nouveau Sehah Nadir.* 575

Num. 2. *Traduction de la Lettre du Grand Vizir* MECHMED *Baſſa à ſon Alteſſe Sereniſſime le Preſident du Conſeil Imperial de Guerre.* 576

Traduction de la Lettre du Grand Vizir à ſon Excellence Mr. le Comte de Koniſegg *Préſident du Conſeil Imperial Aulique de Guerre.* 578

Num. 3. *Réponſe au Grand Vizir.* 580

Num. 4. *Traduction de la Lettre du Grand Vizir* MECHMED *Baſſa à S. Ex. M. le Comte de* KONIGSEGG, *Preſident du Conſeil Aulique de Guerre.* 582

Num. 5. *Réponſe à cette Lettre.* Pag. 583

ANNO 1736.

Num. 6. *Traduction de la Lettre du G. Vizir à M. le Preſident du Conſeil Aulique de Guerre, écrite du Quartier d'Hever à Bubadagh, ſans date.* 583

Num. 7. *Réponſe à cette Lettre.* 584

Num. 8. *Eſtratto della Lettera del Sign.* VISNIAKOFF *all Hoſpodar di* Moldavia, *dd.* 10 S. Petroburgo, *li* 26 *Marzo* 1737. 585

Num. 9. *Traduction de la Lettre du G. Vizir au Preſident du Conſeil Aulique de Guerre.* ibid.

Num. 10. *Traduction de la Lettre du Gr. Vizir au même.* ibid.

Num. 11. *Réponſe à ces Lettres.* 585.

Decret de Commiſſion Impériale dreſſé à la Diète de l'Empire pour en obtenir un ſubſide pour la Guerre contre le Turc. 25 Juillet. ibid.

Arrêt du Parlement de Paris qui défend à HELEINE DE COURTENAY *de ſe qualifier Princeſſe du Sang avec un Mémoire de cette Dame contre cet Arrêt, du 7 Fevrier.* 1737. 7 Fevrier. 589

Priſe de Poſſeſſion du Duché de Bar par les Commiſſaires de S. M. le Roi STANISLAS *de Pologne, Duc de Lorraine & de Bar.* 8 Fevrier. 594

Pleinpouvoir du Duc de Lorraine ſur le même ſujet. 595

Proteſtation & Contre-Proteſtation au ſujet du défaut de préſentation de la Haquenée pour le Royaume de Naples, faite à Rome, le 28 Juin. 28 Juin. 596

Lettres patentes pour la priſe de Poſſeſſion du Grand-Duché de TOSCANE *publiées à Florence, le 12 Juillet.* 12 Juillet. 597

Actes de Ceſſion du Royaume des DEUX SICILES, *de la* TOSCANE *& des Etats de* Parme, *entre l'Empereur & les Rois d'Eſpagne & des deux Siciles.* ibid.

Ban publié par ordre de l'Empereur CHARLES VI. *contre* JOSEPH RAGOCZY, *le défunt Prince de* Tranſylvanie *& allié du Gr. Seigneur, affiché dans tous les lieux ordinaires à Vienne, en Hongrie, en Tranſilvanie, & à l'Armée Imperiale.* 1738. 2 Mai. 600

Réglement de l'illuſtre Médiation pour la pacification des Troubles de la République de GENEVE. 7 Avril. & 8 Mai. 601

FIN DE LA TABLE CHRONOLOGIQUE

DU SUPLEMENT &c.

TOM. II. PART. II.

SUPLEMENT
AU
CORPS DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS;
OU
RECUEIL
DES
TRAITEZ D'ALLIANCE,
DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITÉ,
DE COMMERCE, D'ECHANGE, &c.

I.

ANNO 1701. *Extrait du Traité d'Alliance conclu entre la France, l'Eſpagne & le Portugal en 1701.* [Simple Copie inſerée dans les Lettr. Hiſtoriques du Mois de Decembre 1701. pag. 700. LAMBERTI, Memoires pour ſervir à l'Hiſt. du XVIII. Siecle Tom. I. pag. 415.]

I. LA Paix faite l'an 1668. entre la Caſtille & le Portugal, eſt renouvellée & confirmée.

II. La Caſtille renonce pour toûjours à toute prétenſion qu'elle pourroit avoir ſur le Portugal.

III. Le Roi de Portugal demeurera Maître abſolu des Iſles de St. Gabriel & Nueva Coloma dans la forme qu'il le prétendit en 1681.

IV. La France lui remet toutes les prétenſions qu'elle avoit ſur Maranon.

V. On promet ſatisfaction au Roi de Portugal touchant les affaires de la Compagnie des Negres qui s'envoient de Cacheo aux Indes d'Eſpagne.

VI. Le Roi de Portugal promet de reconnoître le Roi PHILIPPE V. pour Héritier legitime & univerſel de la Monarchie d'Eſpagne, conformément au Teſtament de CHARLES II. & de maintenir ledit Teſtament.

VII. Que ſi l'Angleterre & la Hollande viennent à rompre avec la France ou la Caſtille, le Roi de Portugal ne pourra leur donner aucun ſecours ni retraite en ſes Ports. Il pourra ſeulement y recevoir ſix de leurs Navires de Guerre au cas qu'ils n'en aient pas davantage dans les Mers ou Côtes de Portugal; mais s'il y en a un plus grand nombre, Sa Majeſté Portugaiſe n'en recevra aucun. ANNO 1701.

VIII. Que Sa Majeſté Portugaiſe ne recevra dans ſes Ports aucune priſe de quelque Nation que ce ſoit, & encore moins aucun debarquement de Troupes.

IX. Que ſi à cauſe de ce Traité le Portugal ſe trouvoit inquieté par l'Angleterre ou par la Hollande, alors la Caſtille & la France ſeront obligées de le ſecourir avec 30. Navires de Guerre & lui fourniront de plus un Million une fois paié, & 300000. Ecus par an, moïennant quoi le Roi de Portugal s'oblige d'entretenir 12. Navires de Guerre.

X. Et au cas que la Guerre avenant, les Anglois vouluſſent refuſer à la Reine Douairiére le païement de ſon Douaire, la France & la Caſtille y ſatisferont, comme auſſi Elles indemniſeront Sa Majeſté Portugaiſe pendant l'eſpace de dix années de toute la diminution qui pourroit arriver en ſes Douanes à cauſe de la Guerre.

XI. Que ſi les Ennemis du Portugal entreprennent cependant quelque choſe contre les Conquêtes qu'il a faites, on lui donnera le ſecours neceſſaire.

XII. On donnera à Sa Majeſté Portugaiſe les Officiers de Guerre, dont Elle aura beſoin.

XIII. Que ſi les Hollandois refuſent de reſtituer l'Iſle de Ceylan à Sa Majeſté Portugaiſe, en ce cas les Cou-

ANNO 1701. Couronnes de France & de Caſtille lui aideront à la reconquerir.

XIV. Qu'en contemplation de la Paix de l'Europe, Sa Majeſté Portugaiſe trouve bon de ne troubler le Roi PHILIPPE V. dans la Succeſſion de Caſtille, à l'égard d'aucun des Domaines, dont il eſt aujourd'hui en poſſeſſion.

XV. Que ſi quelque Prince vouloit le contredire en cette poſſeſſion, & qu'a cette occaſion il ſurvienne Guerre, Sa Majeſté Portugaiſe lui interdira tous les Ports de ſes Roïaumes & Etats où il pourroit venir & aborder, & toutes ſortes d'embarquement tant de Guerre que de Marchandiſe, & que tous ceux qui viendront de la part d'un tel Prince ſeront traitez comme Ennemis.

II.

17. Janvier. *Copie de la ſeconde Proteſtation contre le Teſtament du feu Roi d'Eſpagne* CHARLES II *faite par le Comte* LOUIS DE HARRACH, *Ambaſſadeur de l'Empereur à Madrid par ordre de ſon Maître. A Madrid le* 17. *de Janvier* 1701. [Lettres Hiſtoriques, Mois de Mars 1701. pag. 314.]

LE Comte Louïs de Harrach, Ambaſſadeur de S. M. I. en cette Cour, ayant donné avis à l'Empereur ſon Maître de la Déclaration qu'il avoit donnée par écrit le 6. Novembre de l'année paſſée 1700. par laquelle il proteſtoit de nullité, & d'invalidité contre les clauſes du Teſtament du feu Roi Charles II. qui ſoit en gloire, dans leſquelles étoit nommé pour Héritier Univerſel de tous les Royaumes & Etats, en premier lieu, Mr. le Duc d'Anjou ſecond Fils de M. le Dauſin, en ſecond lieu M. le Duc de Berri troiſiéme Fils du même, en troiſiéme lieu M. l'Archiduc Charles, ſecond Fils de S. M. I. & en quatriéme lieu, Mr. le Duc de Savoye & ſes enfans; S. M. Imp. a approuvé ladite Proteſtation faite par ledit Comte de Harrach, & Elle lui a expreſſément ordonné de la reïterer en ſon nom; étant pleinement perſuadée que ce n'a pas été l'intention du feu Roi, qu'il n'étoit pas en ſon pouvoir de faire une pareille diſpoſition, puis que la totale Succeſſion de la Monarchie d'Eſpagne tomboit par ſa mort, ſans laiſſer d'enfans légitimes, à la Perſonne de S. M. I. par la renonciation de l'Infante Madame Marie Thereſe Reine de France, qui avoit été jurée, & ratifiée par la Paix des Pirenées, laquelle a pareillement été confirmée d'une maniere inconteſtable, par le Teſtament du feu Roy Don Philippe IV. d'heureuſe memoire, & par ſa derniere volonté, lors qu'il paſſa de cette vie à l'autre; Ainſi tout ce qui a été fait & executé contre ce point-là eſt nul, & de nulle valeur, comme étant réellement préjudiciable, & contraire aux droits incontellables de S. M. I. leſquels Elle ſe reſerve en leur entier, dans la meilleure maniere & forme qu'il eſt poſſible: Et le Comte de Harrach ſatisfaiſant audit ordre de l'Empereur ſon Maître, le fait notoire par cet Ecrit ſigné de ſa propre main. Fait à Madrit le 17. Janvier 1701.

III.

22. Fevrier. *Lettre de l'Empereur* LEOPOLD *au Roi de Pruſſe & Electeur de Brandebourg* FRIDRIC III. *le felicitant ſur ſa nouvelle Dignité Royale. Donnée à Vienne le* 22. *Fevrier* 1701. [Lettres Hiſt. mois de Mai 1701. pag. 573. LAMBERTI Memoires pour ſervir à l'Hiſt. du XVIII. Siecle Tom. I. pag. 382.]

„ NOus avons reçû la Lettre de Notification que
„ Vôtre Dilection nous a écrite en bon Ami,
„ Oncle, & Frére, par laquelle Elle nous a fait ſa-
„ voir qu'enſuite de nôtre conſentement & aprobation Elle s'étoit fait proclamer & couronner Roi au
„ ſujet de ſon Duché de Pruſſe. Comme il eſt déja
„ connu depuis long-tems à Vôtre Dilection que nous
„ avons conſervé pour Elle depuis ſa tendre jeuneſſe
„ une affection & une inclination toute particuliere;
„ en conſideration de la devotion & de l'attachement
„ qu'Elle a toûjours eu pour Nous, pour nôtre Maiſon Archiducale & pour tout l'Empire; & que
„ pour cela Nous avons toûjours eu un ſingulier plaiſir d'aprendre la proſperité, l'agrandiſſement & la
„ gloire de Vôtre Dilection & de ſa haute Maiſon,
„ qui a rendu de ſi bons ſervices à l'Empire; auſſi
„ Nous réjouiſſons-nous de pouvoir en cette occaſion
„ lui en donner une preuve effective, & une marque
„ qui durera toûjours; d'autant plus que Nous acceptons avec une particuliere ſatisfaction & remercie-
„ ment les proteſtations que Vôtre Dilection nous a
„ faites, qu'Elle vouloit entierement dedier & conſa-
„ crer cette nouvelle dignité Roiale à l'avancement &
„ à l'accroiſſement de la ſplendeur & de la proſperité
„ du Saint Empire & de Nôtre Maiſon Archiducale.
„ Nous felicitons Vôtre Dilection de cette haute dignité en bon Ami, Oncle, & Frére, ſouhaitant de
„ tout nôtre cœur qu'avec l'aſſiſtance de Dieu, Elle
„ puiſſe non ſeulement la porter heureuſement & avec
„ benediction, pendant un grand nombre d'années,
„ pour ſa propre gloire & pour l'ornement & l'avan-
„ tage de nôtre chere Patrie, mais qu'Elle puiſſe auſſi
„ la tranſmettre ſans diſcontinuation à ſes deſcendans,
„ & aſſurant de plus Vôtre Dilection que Nous au-
„ rons toûjours à cœur ſes interêts, & qu'en toute
„ occaſion nous lui ferons connoître que Nous ſommes &c.

ANNO 1701.

IV.

8. Mars. **Vergleich zwiſchen Hertzog FRIEDRICH WILHELM zu Meklenburg Schwerin/ und Hertzog ADOLPH FRIEDRICH zu Meklenburg-Strelitz/ die Güſtrowiſche Succeſſion betreffend/ alſo zwar/ daß jenem das gantze Fürſtenthum Gnſtrau mit allen darzu gehörigen Stücken/ außer die Herrſchafft Stargard/ wie auch mit allen Rechten und Regalien gelaſſen; dieſem aber das Fürſtenthum Ratzeburg cum Voto & Seſſione in Comitiis, wie auch die Herrſchafft Stargard von jenem cedirt wird/ nebſt noch 9000. Reichsthalern alljährlich aus dem Boitzenburger Zoll zu erheben. Geſchehen Hamburg den 8. Martii 1701. Mit Ihro Kayſerl. Maj. Leopolds Confirmation. Wien den 26. Martii 1701.** [FRANS. FRIDERICI AB ANDLERN Corporis Conſtitutionum Imperialium Tom. II. pag. 1347. LUNIG Teutſches Reichs-Archiv Part. Spec. Cont. 2. Abtheil. 4. Abſatz. 6. pag 595. Theatrum Europæum Tom. XVI. pag. 176. CASSANDRI THUCELII Actor. Publicor. Tom. II. pag. 249.]

C'eſt-à-dire,

Tranſaction paſſée entre FRIDERIC GUILLAUME *Duc de Mecklenbourg-Swerin, &* ADOLPHE FRIDERIC *Duc de Mecklenbourg-Strelitz de leurs Prétentions ſur la Succeſſion de Gaſtraw, par laquelle toute la Principauté de Gaſtraw, excepté la Seigneurie de Stargard, eſt cedée au premier avec toutes ſes Annexes, Droits, & Regales; à l'encontre de quoi, le Duc de Mecklenbourg Strelitz doit avoir la Principauté de Ratzebourg avec Voix & Seance aux Dietes, comme auſſi la Seigneurie de Stargard, & une Rente annuelle de* 9000. *Rycksdalers à prendre ſur le Peage de Boitzenbourg. A Hambourg le* 8. *Mars* 1701. AVEC *la Confirmation Imperiale donnée à Vienne le* 26. *Mars* 1701.

WIr Leopold von GOttes Gnaden/ erwehlter Römiſcher Kayſer/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ in Germanien/ zu Hungarn/ Boheimb/ Dalmatien/ Croatien/ Sclavonien ꝛc. König/ Erz-Hertzog zu Oeſterreich/ Hertzog zu Burgund/ zu Brabant/ in Steyer/ zu Cärndten/ zu Crain/ zu Lützenburg/ zu Würtenberg/ Ober- und Nieder-Schleſien/ Fürſt zu Schwaben/ Marggraf des Heil. Römiſchen Reichs zu Burgau/ zu Mähren/ Ober- und Nieder-Lauſnitz/ gefürſteter Graf zu Habsburg/ zu Tirol/ zu Pfirdt/

zu

ANNO 1701.

zu Kyburg und zu Görtz / Landgraf in Elsaß / Herr auf der Windischen Marck / zu Portenau und zu Salms etc. Bekennen öffentlich mit diesem Brieff / und thun kund allermänniglich / daß Uns der Durchlauchtigste Hochgebohrne Friedrich Wilhelm, und der Hochgebohrne Adolph Friedrich, Hertzoge zu Mecklenburg / Fürsten zu Wenden / Schwerin und Ratzeburg / auch Grafen zu Schwerin / der Lande Rostock und Stargardt Herren / unsere liebe Oheimben und Fürsten / in Unterthänigkeit zu vernehmen gegeben / was gestalten durch unsere zu völliger Hinlegung der zwischen Ihren Lbd. Lbd. vorgewesenen Streitigkeit über der Succession des durch den erfolgten Todes-Fall weyland Gustav Adolphs, Hertzogen zu Mecklenburg / lediggewordenen Hertzogthums Mecklenburg Güstrowischen Antheils angeordnete und dem Durchlauchtigsten Großmächtigsten Fürsten / Herrn Friedrich dem vierdten zu Dennemarck / Norwegen / der Wenden und Gothen König / Hertzogen zu Schleßwig / Hollstein / Stormarn und der Diedmarschen / Grafen zu Oldenburg und Delmenhorst / Unserem besonders lieben Freund / Oheimb und Brudern; So dann denen Ehrwürdigen / Durchlauchtigen Hochgebohrnen August Friedrichen, erwehlten zum Bischoffen zu Lübeck / Erben zu Norwegen und Hertzogen zu Schleßwig Hollstein / Stormarn und der Dittmarschen / Grafen zu Oldenburg und Delmenhorst / und Rudolph Augusto und Anthon Ulrichen, Hertzogen zu Braunschweig und Lüneburg etc. Unsern lieben Oheimben / Fürsten und Andächtigen / nicht weniger dem Hoch- und Wohlgebohrnen / unsern Reichs-Hoffrath / Cämmerern / Abgesandten / und des Reichs lieben Getreuen / Christian, Grafen von Eck und Hungersbach / aufgetragene Kayserliche Commission mit unermüdeter Geflissenheit die Sache dermahlen in Güte verglichen / solcher Vergleich auch von Ihnen beederseits ratificirt und unterschrieben / maßen solcher Uns in glaubwürdiger Form vorbracht worden / und von Wort zu Worten hernach geschrieben stehet / und also lautet:

Im Nahmen des Dreyeinigen GOttes / und zu dessen alleinigen Ehren / sey hiermit kundt und zu wissen: Als durch den in Anno 1695. erfolgten hochseel. Todes-Fall / des weiland Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn Gustav Adolphs / Hertzogen zu Mecklenburg / etc. etc. nach GOttes des Allmächtigen unerforschlicher Disposition die Fürstliche Güstrowische Linie erloschen / und darauf die Succession in solches Fürstenthum von dem Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn Friedrich Wilhelm / regierenden Hertzogen zu Mecklenburg-Schwerin / als Primogenito Primogeniti des Fürstl. Mecklenburgischen Schwerinischen Hauses / ex Capite Juris Primogenituræ & linealis Successionis (nach Disposition des von Hertzogen Johanni Alberto I. hinterlassenen Testaments) behauptet; Hingegen von dero Hochseel. Herrn Vaters jüngern Bruder / dem auch Durchl. Fürsten und Herrn / Herrn Adolph Friedrich Hertzogen zu Meckelnburg-Strelitz die Succession juxta prærogativam gradus sustinirt werden wollen: Und die zwischen beyden Theilen dieserwegen erwachsene schwere Differentien sich dermaßen erweitert / daß darüber in Anno 1697. das Fürstenthum Güstrau in des Nieder-Sächsischen Creyß-Directorii Administration gerathen; Dannenhero der Röm. Kayserl. Majestät aus höchstpreißlicher Reichs-Väterlicher Vorsorge / und den Ruhestand in diesem Nieder-Sächsischen Creyße und dem Reich zu erhalten / und mehrerm Unheil vorzukommen / bewogen worden / dero allerhöchstes Kayserliches Ampt zu interponiren / und zu gütund friedlicher Composition sothaner Successions-Differentien dero Commission auf Ihro Königl. Majestät zu Dennemarck etc. als Hertzogen zu Holstein / so dann des Herrn Bischoffen zu Lübeck Durchl. ingleichen beeder Herren Hertzogen zu Braunschweig-Lüneburg / Wolffenbüttel Durchl. Durchl. wie auch dero Kayserlichen Abgesandten Herrn Grafen von Eck und Hungerspach etc. allergnädigst zu erkennen / und zu verordnen; so haben darauf hocherwehnte Herren Commissarii Ihro Kayserl. Majestät zu schuldigen Ehren und zu Erhaltung Fried und Ruhe nicht ermangelt / sich der Sachen würcklich anzunehmen / und zwischen denen hohen Partheyen respective durch ihre darzu gevollmächtigte Subdelegirte / in der Stadt Hamburg bey vielfältigen darüber angestellten Diæten / mühsame Unterhandlung versuchet / und endlich mittelst göttlicher Hülffe die Differentien folgender Gestalt in Güte gehoben.

1. Wird Herr Hertzog Friedrich Wilhelms Durchl. das gantze Fürstenthum Güstrau mit allen dazu gehörigen Stücken (nur allein der Herrschafft Stargard davon ausgenommen) samt Sitz und Stimme auf Reichs- und Creyß-Tagen / und im übrigen cum omni jure Principum Imperii, wie es dabevor von denen Herren Hertzogen Güstrowischer Linie besessen / regieret und genossen worden / als Primogenito Primogeniti, und seiner Durchleucht. künfftigen Lehen-Descendenten gelassen / und dero Behuff von Herrn Hertzog Adolph Friedrichs Durchl. Ihrem ex capite gradualis Successionis formirten Anspruch beständig renunciret: derselben und dero Fürstl. Posterität aber / extinctâ lineâ primogeniali, der ledige Anfall allerdings vorbehalten: Und wie hierbey wohl erwogen worden / welcher gestalt die Succession nach dem Primogenitur-Rechte das principalste Mittel sey / die alten Fürstl. Häuser bey unzertheilten Kräfften / starcker Macht / hohrer Æstime, und in einem solchen Stande zu erhalten / daß dieselbe zu deß gemeinen Vaterlands Schutz und Rettung wieder alle gefährliche und verderbliche Zufälle / um desto mehrerem Nachdruck concurriren / und so wohl innals außerhalb Reichs sich in Consideration halten können; Also ist auch hiemit verabredet und verglichen / daß hinführo nicht allein das gantze Hertzogthum Mecklenburg mit allen incorporirten Landen / (außer was bey diesem Vergleich an des Herrn Hertzog Adolph Friedrichs Durchleucht. und dero Descendenten abgetreten und gelassen worden /) bey Herrn Hertzogs Friederich Wilhelms Durchl. allein bleiben / und nach dero in GOttes Händen stehenden Absterben auf ihrem künfftigen ältesten männlichen Leibes-Lehens Erben und dessen fernere Descendenten / oder falls dieselbe nicht seyn würden / auf den Secundo genitum lineæ primogenialis Printzen Carl Leopold zu Mecklenburg Durchl. und dero in derselben Linie / und da auch dieselb ermangeln solte / alsdann auff den Tertio genitum lineæ primogenialis Printzen Christian Ludwigen zu Mecklenburg Durchl. und dero Descendenten nach dem Primogenitur-Recht / wie da solche in Testamento Ducis Johannis Alberti I. im Jahr 1573. fundiret und bestätiget / auch vom Kayser Maximiliano II. confirmiret worden / allermaßen beyde precisirte hohe Theile sich nunmehr solcher gestalt dero Fürstlichen gesamten Hauße zum besten darüber mit einander vereiniget / ordine successivo, und wie es bey der Lineal Succession üblich ist / verfallen / und solcher gestalt in perpetuum so lange die jetzige Primogenial Linie floriren wird / von Erben zu Erben verstammen, sondern auch / daß / wann nach GOttes Schickung entweder die jetzige Linea primogenialis, oder des Herrn Hertzog Addolph Friedrichs Durchl. Fürstl. Leibes-Lehens Descendenz verlöschen / und gäntzlich abgehen / und der gantze in denen Fürstenthümern Schwerin / Güstrau / Herrschafft Stargardt / und denen secularisirten Bischoffthümern Schwerin und Ratzeburg / bestehende Massa des Hertzogthums Mecklenburg völlig zusammen fallen solte / so dann solch dermahlen consolidirtes gantzes Corpus auff den von einer oder andern Linie als dann überlebenden Primogenitum und dessen Descendenten alleine verstammen / Ritter- und Landschafft auch solchen Falls nur den jedesmahligen Primogenitum allein vor ihren regierenden Herrn und Landes-Fürsten erkennen / auch selbsten in einem unzertheilten corpore zu bleiben verbunden seyn; und solcher Gestalt das Jus primogenituræ & linealis successio so wohl in der jetzigen von weyland Herrn Hertzog Friedrich zu Mecklenburg herstammenden Linie / als auch bey Herrn Hertzogen Adolph Friedrich Durchl. Fürstl. Descendenz zu ewigen Zeiten ohnverrückt observiret werden soll.

2. Wird Krafft dieses Vergleichs von Herrn Hertzog Friedrichs Wilhelms Fürstl. Durchl. Herrn Hertzog Adolph Friedrichs Durchl. und dero männlichen Lehens-Erben und Descendenten / das Fürstenthum Ratzeburg frey von Schulden / wie dasselbe per instrumentum Pacis Westphalicæ an das Hauß Mecklenburg kommen in seiner völligen Consistenz cum voto & Sessione in Comitiis Imperii & Circuli & cum omni Jure Principum, allermaßen solch Fürstenthum bißher vom dem Fürstlichen Mecklenburgischen Hauße Schwerin in quantitate & qualitate ruhig besessen und genossen worden / erblich cediret / übergeben und abgetretten: beneben auch die Herrschafft Stargard und dero gantzen District in seinen Gräntzen und Scheidungen / mit allem darin befindlichen Adel / Städten und Aemptern / nemlich die Aemter Stargard / Brede / Strelitz / Wantze / Feldberg / Fürstenberg und Wesenberg / nebst der Comterey Meuerau / und der Krafft dieses noch dabey gefügten / mit keinen von Zeit des Westphälischen Friedens-Schlusses / gemachten Schulden beschwerden Comterey Mirau / wie solche beyde Comtereyen gleichmäßig dem Fürstl. Hauße Mecklenburg / Krafft vorerwehnten Westphälischen Friedens-Schlusses zugeeignet worden / auch die Städte Neu-Brandenburg / Friedland / Waldeck / Strelitz / Stargard / Fürstenberg und Wesenberg / es seyn alle die Städte frey / oder mit Hypothecquen beschweret cum omni Jure Principum Imperii, wie selbige Herrschafft in qualitate & quantitate von denen ehemahligen Hertzogen zu Güstrau / als ein Accessorium selchen Fürstenthums regieret / possidiret und genossen worden / erblich / (jedoch mit Reservation des ledigen Anfalls) gelassen. Und nach dem

3. Hiebey paciscirt und verglichen / daß Herr Hertzog Adolph Friedrichs Durchl. eine jährliche Fürstl. freye Cammer-Intrade von 40000. Rthlr. constituiret werden soll: so ist doch zu dero Behuff der Eintrag obbenanter beyder so wohl Ratzeburg als Stargardischen Landes-Districten / und aller darin begriffenen Stücke mit beyderseitigen guten Willen / überhaupt (zumahlen eine gar genaue Untersuchung so viel Zeit und Weitläufftigkeit erfordern wollen) auff 31000. Rthlr. gesetzet / und sind der zu Erfüllung vor erwehnter 40000. Rthlr. aus dem Boitzenburger Zoll / es betrage solcher wenig oder viel / jährlich 9000. Rthlr. jure Dominii perpetui zu erheben / erblich geeignet und abgetretten worden; zu dem Ende dann im Namen hochgedachten Herrn Hertzog Adolph Friedrichs Durchl. und dero Leibes-Lehens-Erben der jedesmahligen Zoll-Einnehmer sothane 9000. Rthlr. jährlich in dreyen Terminen benanntlich erstlich vier Wochen nach Ostern 3000. Rthlr. Zweytens vier Wochen nach Johannis 3000. Rthlr. Drittens vier Wochen nach Michaelis 3000. Rthlr. alles in speciebus, Ihrer Durchl.

ANNO 1701.

Durch. Fürstl. Cammer auszuzahlen sich vermittelst würckliches Eydes verpflichten solle.

4. Versprechen beyde Hochfürstl. Theile / einer dem andern / die einem jeden Krafft dieses Vergleichs zugefallene Stücke / wie Rechtens / gegen männigliches Anspruch / reciproquement zu gewehren / und deßhalben inn- und ausserhalb Rechtens zu assistiren und zu vertretten / auch selbsten nichts von dem / was ein jeder besitzet / ausserhalb dem Fürstlichen Gesammt Hause zu alleniren / oder in frembde Hände kommen zu lassen.

5. Sollen zu Verhütung der ex Communione zu besorgenden Streitigkeiten des Herrn Hertzog Adolph Friedrichs Durchl. zwar den erlangten Stargardischen District privative regieren / und solcher massen darinn die Jura territorii & Superioritatis, so wohl in Ecclesiasticis als Politicis, wie die Namen haben / nichts davon ausgeschlossen / besonders exerciren / mithin auch die in dem District verhandene Mecklenburgische / Adeliche und andere Vasallen / als Dominus feudi directus belehnen. Es wollen jedoch

6. Hochgedachten Herrn Hertzog Adolph Friedrichs Durchl. in dero Stargardischen District die in dem gantzen Hertzogthum Mecklenburg eingeführte Kirchen-Ordnung in allen Stücken ohngeändert observiren / auch darinnen eine gemeinsame Policey-Ordnung exerciren und beobachten lassen; Und sollen so wohl die im Ratzeburgischen als Stargardischen District und demselben zugelegter Comterey Mirau eingesessene Unterthanen bey ihren biß daher habenden freyen Commercien in denen Mecklenburgischen Landen ungehindert gelassen / auch so wohl Ihro Durchl. eigene / als dero Fürstl. Räthe / Güter und Sachen / dieselben mögen zu Land oder zu Wasser aus dem Ratzeburgischen nach dem Stargardischen / oder von daraus dorthin gebracht werden / auff Vorzeigung beglaubter Päße / iederzeit Zoll-frey und ungehindert passiret werden / ingleichen denenjenigen / welche aus dem Fürstenthum Güstrau / so wohl ins Ratzeburgische als Stargardische und vice versa, innerhalb Jahr und Tag zu transmigriren Belieben tragen solten / solches ohne gewöhnliche Decimation frey / sicher und ungehindert vergönnet seyn soll. Und gleichwie

7. Bey Anweisung des Fürstenthums Ratzeburg / das darzu gehörige Archivum Herrn Hertzogen Adolphs Friedrichs Durchl. auszuantworten; Also sollen Seiner Durchleucht auch nicht weniger aus dem Güstrauischen Archivo und sonsten alle und iede die Herrschafft Stargard und die Comterey Mirau concernirende Documenta, zu dero eigenen gewahrsam extradiret werden. Und dieweil

8. Die in solchem District befindliche Land-Stände mit dem gantzen Corpore der Mecklenburgischen Ritter- und Landschafft in einer alten unzertrennlichen Union stehen / ihre Stimmen auff allgemeinen Land Tägen und zu Land-Räthen / Hoff-Gerichts-Assessoren und Administratoren einiger Clöster erwählet zu werden / mit zu geniessen haben: solche jura wie auch alle andere derselben Privilegia samt und sonders denenselben Krafft dieses beständig conserviret bleiben müssen; So soll es mit den erforderten gemeinsamen Land-Tags-Handlungen dergestalt gehalten werden / daß wann / erheischender Nothdurfft nach / ein Land-Tag oder anderer gemeinsamer Convent anzustellen / und dabey ein oder andere Collecte an Reichs-Creyß-Fräulein oder andern Steuren / auch sonsten etwas in Proposition zu bringen / die Nothwendigkeit erfordern möchte / so dann Herr Hertzog Friederich Wilhelms Durchl. (als unter dero Regierung kundbarlich der gröste Theil der Mecklenburgischen Ritter- und Landschafft sich befindet) die Convocation ins gemein zu veranstalten haben / jedoch / so viel in specie den Stargardischen Adel und Städte betrifft / darüber Herr Hertzog Adolph Friedrichs Durchl. geschrieben / und von denen in Proposition zubringenden Puncten parte gegeben werden soll / damit der Terminus denen Stargardischen eingesessenen Land-Ständen / um / dem Herkommen nach / bey denen Land-Tägen oder andern gewissen Conventen zu erscheinen / zeitig intimiret werden könne; da dann auch Ihre Durchl. frey bleibet / ratione des Stargardischen Districts jemand der Ihrigen solchem Land-Tagen / wie auch andern gemeinsamen Conventen mit beywohnen / und selbigen Districts Nothdurfft observiren zu lassen.

9. Die auff solchen Land-Tagen oder andern gemeinsamen Conventen / von Ritter- und Landschafft bewilligte Steuren und Collecten werden so wohl aus dem Fürstenthum Güstrau / als aus dem Stargardischen District in den gemeinen Land Kasten eingebracht: Es haben aber Herrn Hertzog Adolph Friedrichs Durchl. die in gemeldten deren District gesessene und etwa säumig befundene / zu richtiger Einlieferung ihrer Quoten nöthigen Falls durch würckliche Execution besonders anzuhalten: Und wie die Reichs-Creyß- und Princeßinnen-Steuren an ihre gehörige Orte / so wohl wegen des Fürstenthums Güstrau / als wegen des Stargardischen Districts ausgezahlet werden müssen / also soll von allen andern bewilligten Geldern / und wie es sonsten wird verglichen und determiniret werden / jedesmahls die Stargardische Quota Herrn Hertzog Adolph Friedrichs Durchl. abgeführet werden und zu eigener freyen Disposition verbleiben. Ferner ist

10. Wegen des Hof und Land-Gerichtes / wie auch des Consistorii, beliebet und verglichen / daß zwar solche Judicia regulariter in Hn. Hertzog Friedrich Wilhelms Durchl. und dero künfftigen Successoren Namen gehalten / in denen Sachen aber / so entweder gegen Stargardische Eingesessene klagbar gemachet / oder aus solchem District per Appellationem dahin devolviret / die Citationes, Mandata und Urtheile in beyder Herren Namen abgefasset / und dahin die jedesmahlige Membra Judicii bey ihrer Reception verpflichtet werden solten; wobey dann auch Herrn Adolph Friedrichs Durchl. frey stehen solle für sich einen andern Assessorem zum Hof Gerichte zu verordnen / und dahin zu schicken / auch dem Consistorio durch ihren Stargardischen Superintendenten mit beywohnen zu lassen / welche dann so offt als bey mehr erwähnten Judiciis Stargardische Processen und Sachen vorkommen werden / (welche denenselben jedes mahl zeitige Notiz gegeben werden soll) sich dabey einfinden / der Sachen Erörterung mit vornehmen / und darinnen ihr freyes votum führen mögen. Die erforderte Executiones aber aller und jeder gegen die Stargardischen Eingesessene ergangenen und Rechtskräfftig gewordenen Urtheilen und Mandatorum haben Ihre Durchl. Macht privative vollstrecken zu lassen. Und als

11. Herrn Hertzog Friedrichs Wilhelm Durchl. an Herrn Hertzog Adolph Friedrichs Durchl. zu Aptirung eines oder andern Fürstl. Schlosses zu einer Residentz einen Zuschuß von 8000. Rthl. zuthun / und innerhalb den nechsten vier Wochen nach Vollziehung dieses Recesses auszahlen zu lassen / dann auch die Bewohnung des Fürstl. Hauses zu Güstrau Ihro Durchl. der Frau Wittwen und denen unverheyratheten Princeßinnen Zeit ihres Lebens zulassen / sich erkläret und anheisig gemacht; So wird solch versprechen Krafft dieses / bester massen confirmiret und bestätiget. Und dieweil

12 Salus Patriæ und der Lande Mecklenburg allerseits ultimus scopus seyn und bleiben muß: So will ein jeder Hoch-Fürstl. Theil seine Consilia und Actiones allemahl auf diesen heilsamen Zweck richten und so wohl bey Reichs- anst Creyß-Tägen / als bey andern Conventen keine hauptsächliche discrepirende Vota und Sentiments führen / noch sonsten in einigen Stück dem gemeinsamen Interesse und oberwehnten Haupt-Zweck contraires oder ungemäße Mesures nehmen lassen.

13. Als auch am 7. Decembris verwichenen Jahrs von dem Hochlöbl. Nieder-Sächsischen Creyß-Directorio die Versicherung gegeben worden / daß so bald dieser Vergleich von beyden Hochfürstl. Partheyen vollenzogen / die Creyß-Miliz so gleich aus dem Güstrauischen abgeführet / und des Herrn Hertzog Friederich Wilhelms Durchl. die völlige Possession des Fürstenthums Güstrau ruhig gelassen werden soll / hingegen auch von Ihrer Durchl. versprochen worden / zu gleicher Zeit an Herrn Hertzog Adolph Friedrichs Durchl. nach Inhalt dieses Vergleichs das Fürstenthum Ratzeburg zu übergeben / und darneben denselben den Stargardischen District, nebst der dabey gelegenen Comterey Mirau erblich zu lassen / so ist beliebet / daß wegen eines zu vorerwähnter Evacuation noch vor Ostern anzusetzenden Termini mit denen anwesenden Creyß-Directorial Ministris ohnverzüglich Abrede genommen / und die Zeit fest gestellet werden solte.

14. Was sonsten Herrn Hertzog Adolph Friedrichs Durchl. wegen anderer an Herrn Hertzog Friedrich Wilhelms Durchl. formirenden Prætensionen anführen lassen: Solches wird / als zu gegenwärtiger Käyserl. Commission nicht gehörig / zu anderweiten gütlichen Vergleich oder Compromiss ausgesetzt / und ist daneben von beyden hohen Theilen beliebet / daß solcher Gestalt dieselbe Sache innerhalb 6. Monaten à dato zur Richtigkeit gebracht werden soll.

15. Es ist auch fest gestellet / und von beyden hohen Theilen für sich und ihre Succession an der Regierung festiglich zugesaget / und versprochen worden / daß alles und jedes / so Occasione dieses erledigten Fürstenthums und Landen / von dem ersten Anfang her / von dem Niedersächsischen Creyß Directorio, dessen Ministris, Befehlshabern und Bedienten veranstaltet und vorgenommen / folglich durch die angeordnete Administration von der Interims-Regierung verfüget und bewerckstelliget / insonderheit aber und in specie was in Justiz-Ambts- und Land Sachen / so wohl Ecclesiasticis als Politicis, Civilibus oder Militaribus, nicht weniger was bey dem Cammer-Wesen und dessen Administration, denen Finances, Pensions, Verpachtungen / und also in alle dem / so zeitwährender solcher Interims-Regierung und biß zur Evacuation und Regierung des Landes / worin / vermöge einer besondern Acte / der Terminus beliebet worden / vorgangen und respective erkannt / decretiret / verfüget und verordnet worden / allenthalben in gehörigen und ohngeändertem Stande und Vigor gelassen / und zumahlen auch keine in rem judicatam erwachsene Urtheile rescindiret / noch jemand wider solches alles / von wem / und durch wen es auch seyn und geschehen möchte / betrübet / gekräncket oder verfolget / ferner auch die Proceße / so Zeit-währender Interims-Regierung angefangen / nit aufgehoben / sondern in ihrem Stande gelassen / und fortgesetzet / nit weniger auch alles dasjenige / was von Ritter- und Landschafft auff der Interims-Regierung ergangene Convocation, Verordnung oder sonsten geschehen / und gestalten Sachen nach / von ihnen præstiret und beobachtet werden müssen / insonderheit ohnangefochten gelassen / und auch dieserwegen kei-

ANNO 1701.

niemand/ er ſey wer er wolle/ auch unter was Prætext es immer ſeyn möge/ weder in Corpore, noch en particulier beſprochen / und zu Verantwortung gezogen werden ſolle/ geſtalt es dann auch/ wegen der ausgeſchriebenen Contribution aus dem Land ſolchermaſſen ſein Verbleiben behält/ daß ratione præteriti ſo wenig als in reliquum, noch auch ſonſten ſub quovis alio titulo & Prætextu deßwegen das geringſte vom Land/ oder jemand abſonderlich zur nachgeſetzet/ noch auch ſolches Ritter- und Landſchafft zum Præjudiz oder Conſequenz ausgedeutet/ oder auch wegen der von denen Land-Ständen auff die von des Herrn Hertzog Friedrich Wilhelm Durchl. ergangene Citation, ſonderlich in Anſehung der dagegen beſchehenen harten Inhibitionalien/ nicht erfolgten Comparition denenſelben nichts deßgemeſſen/ oder jemahlen deßwegen einige Anſprache gemacht/ und in Summe überall keinem über obigen allen der geringſte Verdruß oder Beſchwerde/ noch ſonſten etwas ungütliches zugefüget/ oder gebraucht/ vielweniger ſie in ihren Juribus und Privilegiis gekräncket und beeinträchtiget. Inſonderheit aber auch diejenigen Perſonen und Bedienteten/ ſo von dem Creyß Directorio, Zeitwährender Integrum-Regierung im Lande zu Dienſten und gewiſſen Aemtern beſtellet / oder ſonſt auff eine andere Weiſe gebrauchet worden/ gleichwie ſie jemand anders als dem Creyß-Directorio ihres Amts und Verrichtungen halben / Antwort oder Rechenſchafft keinesweges ſchuldig / alſo auch keiner von dieſen allen/ wie auch von Land-Räthen und Landes-Deputirten/ auff keine Weiſe und Wege/ was von ihnen Amtswegen geſchehen/ in unguten zu entgelten/ noch im geringſten gegen ſie es gebrauchet/ und reſentiret/ oder auch deßwegen uns künfftig von Bedienungen im Lande ausgeſchloſſen/ ſondern vielmehr alles und jedes/ was auff ein und andere obgedachte Maaße paſſiret und vorgangen / es beſtehe/ worinn es wolle/ hiemit und Krafft dieſes per generalem & ſpecialem Amneſtiam durchgehends gänzlich aufgehoben/ abgethan/ und in ewigen Vergeß geſtellet ſeyn. Inſonderheit aber die Stadt Oſtraw nebſt allen und jeden ihren Einwohnern/ weß Standes und Weſens die ſeyn; gleichfalls mit in ſolche Amneſtie dergeſtalt eingeſchloſſen / daß auch deren keinem der geringſte Verdruß oder Schade zugefüget/ ſondern auch ihrentwegen alles beſtändig beygelegt und ab gethan bleiben ſolle. Wie dann nicht weniger auch beyderſeits compaciſcirenden Herrſchafften / Räthe / Miniſter, Bediente und Angehörige/ ſie ſeyn wer ſie wollen/ unter ſolcher Amneſtie mit begriffen und ſich ebenfalls alles deſſen/ was obgedacht/ beſtändig zu erfreuen haben ſollen.

Obſtehendes alles geloben und verſprechen beyde hohe Theil vor ſich und ihre Erben bey Fürſtl. Ehren / Worten und Glauben ernſtlich zu halten und zu erfüllen / und ex nullo capite weder ſelbſten darwider zu handeln noch den Ihrigen ſolches zu verſtatten; ob auch hinkünfftig wider Vermuthen zwiſchen ihnen ein oder ander Differentzen / es ſey worin es wolle/ ſich ereignen ſolten/ alsdann darüber ſich entweder gütlich zu vergleichen/ oder da die Sache auff ſolche Weiſe nicht zu heben ſeyn möchte / durch gewiſſe Arbitros, derer jeder Theil zwey ſoll zu benennen haben / ſelbige unterſuchen und decidiren zu laſſen / bey ſothaner Entſcheidung auch lediglich zu acquieſciren. Und wie die Röm. Käyſ. Maj. durch dero angeordnete Käyſ. Commiſſion gegenwärtigen gütlichen Vergleich zwiſchen denen Hochfürſtl. Partheyen / vermittelſt muhſamer Unterhandlung ausfindig/ einrichten und befördern laſſen / und daher auff unterthänigſtes Anſuchen denſelben Zweiffels ohne mit dero Käyſerl. Confirmation zu beſeſtigen / auch darüber mit dero allerhöchſten Käyſerl. Amt nachdrücklich zu halten / allergnädigſt gemeynt ſeyn werden; alſo haben im übrigen die Hochfürſtl. Pacifcenten ihnen vorbehalten / befindenden Umſtänden nach / einige benachbarte Reichs-Fürſten zu Mitübernehmung der Garantie-Leiſtung zu erſuchen und zu vermögen. Zu Urkunde haben mehr hochgemeldte beyde Fürſtl. Theil / (da dieſelbe bey dem Schluß dieſer gütlichen Tractaten ſich in eigener hohen Perſonen befunden) dieſen von der dazu verordneten Käyſerl. Commiſſion wohlbedächtlich / mit allem ſeinem Inhalt ex certâ ſcientia, nach gründ- und reiflicher Unterlegung aller Articuln / und was bey einem jeden zu erwegen geweſen / völlig agreiret / ſelbigen als es vor ſich und ihre Nachkommen erwähltes Recht angenommen und ſolches mit ihren eigenhändigen Subſcriptionen und Fürſtl. Siegeln bekräfftiget. So geſchehen in der Stadt Hamburg / den 8. Mart. 1701.

Friedrich Wilhelm Leopold Graff Horn / ſub ſpe rati & grati.

Johann Vermehren, ſimiliter.

Johann Tabel / ſub ſpe ratif.

Edzard Adolph von Petkum, ſub ſpe rati.

Und uns demnach gedachter beyder Hertzogen zu Mechlenburg ꝛc. ꝛc. unterthänigſt angeruffen / und gebethen / daß wir ſothanen getroffenen Vergleich in allen ſeinen Puncten und Clauſulen / wie derſelbe abgefaſſet / zu confirmiren gnädigſt geruhen wollen;

Wann wir nun angeſehen / ſolch Ihrer ꝛc. ꝛc. demüthigliche ziemliche Bitte / anbey auch gnädigſt betrachtet / daß dieſer durch obbemeldte Unſere Käyſerl. Commiſſion zwiſchen Ihrer ꝛc. ꝛc. aufferſtrittene Vergleich eucht allem zu Beybehaltung des Nieder-Sächſiſchen Creyßes bey gegenwärtigen gefährlichen weit-ausſehenden Läufften / dem Hal. Röm. Reich / und dem gemeinen Weſen ſo nützlich als ſehr nothwendigen Ruheſtandes / ſondern auch zu künfftiger beſſer und beſtändiger Freund-Vetterlicher Einigkeit und gutem Vernehmen zwiſchen ſo nahen Fürſtl. Anverwandten gereiche; So haben wir darum aus dieſen und andern mehr / Unſer Käyſerl. Gewiß bewegenden ſehr erheblichen Urſachen mit wohlbedachtem Muth / gutem Rath und rechten Wiſſen / vorerwehnten Vergleich confirmiret und beſtätiget; Thun das / confirmiren und beſtätigen denſelben auch alſo hiemit von Römiſcher Käyſ. Macht / Vollkommenheit / wiſſentlich und in Krafft dieſes Briefes / und meynen / ſetzen und wollen / daß ſo thaner Vergleich in allen ſeinen Worten / Puncten / Articuln und Clauſulen kräfftig und mächtig ſeyn und bleiben / ſtet / feſt / und unverbrüchlich gehalten werden / und Ihre ꝛc. ꝛc. Ihre Erben und Nachkommen ſich deſſen ruhiglich gebrauchen und genieſſen ſollen / und mögen unverhindert. Und gebieten darauff allen und jeden Churfürſten / Fürſten / Geiſtlichen und Weltlichen Prälaten / Grafen / Freyen / Herrn / Rittern / Knechten / Land-Vogten / Hauptleuten / Dithmarben / Vögten / Pflegern / Verweſern / Ambtleuthen / Land-Richtern / Schultheiſſen / Büttelmeiſtern / Richtern / Räthen / Bürgern / Gemeinden / und ſonſt allen andern Unſern und des Reichs Unterthanen und Getreuen / in was Würden / Stand oder Weſen die ſeynd / ernſt- und feſtiglich / mit dieſem Brieff und wollen / daß ſie mehrgedachter beeder alſo verglichener Hertzogen zu Mechlenburg ꝛc. ꝛc. Ihre Erben und Nachkommen an obinſerirten Vergleich / und dieſer Unſer darüber ertheilten Confirmation und Beſtätigung nicht irren noch hindern / ſondern ſie dabey von Unſerer wegen feſtiglich handhaben / ſchützen / ſchirmen / und allerſeits ſie deſſen ruhiglich gebrauchen / und ſie gänzlich dabey bleiben laſſen / hierwieder nichts thun / handlen oder fürnehmen / noch das jemand andern zu thun befehlen / oder geſtatten / in keinerley Weiß noch Wege / als lieb einem jeden iſt / Unſere und des Reichs ſchwere Ungnade und Straffe / und dazu eine Pön von ꝛc. Marck lötigen Goldes / die an jeden / ſo offt er freventlich hierwieder thäte Uns halb in unſer Käyſerl. Cammer / und den andern halben Theil beeder Hertzogen / ꝛc. ꝛc. oder deren Nachkommen / ſo hierwieder beleidiget würden / unnachläßig zu bezahlen verfallen ſeyn ſolle / zu vermeiden. Mit Ihrkund dieſes Brieffs beſiegelt / mit Unſern Käyſerl. anhangenden Inſiegel / der geben iſt in Unſerer Stadt Wien / den 26. Monaths-Tag Martii / nach Chriſti Unſers lieben Herrn und Seeligmachers gnadenreicher Geburth / im Siebenzehenhundert und Erſten / Unſerer Reiche / des Römiſchen im dren des Hungariſchen im ſechs- und des Böhmiſchen im Fünff und Viertzigſten Jahre.

ANNO 1701.

Leopold.

Bt. Dominus Andreas, Graff von Kaunitz.

Ad mandatum Sacræ Cæſareæ Majeſtatis proprium.

C. F. Consbruck.

V.

Proteſtation D'ANNE D'ORLEANS *Ducheſſe de Savoye pour la conſervation de ſon Droit de Succeſſion à la Couronne d'Angleterre, contre toute deliberation & diſpoſition contraire. Adreſſée au Lord Garde des ſceaux, & lue dans la Chambre haute du Parlement le* 11. *Avril* 1701. [Simple Copie inſerée dans les Lettres Hiſtoriques du Mois de Mai 1701. pag. 603. LAMBERT Memoires pour ſervir à l'Hiſt. du XVIII. Siecle Tom. I. pag. 503.] 11. Avril.

ANne d'Orleans Ducheſſe de Savoye &c. & Princeſſe du Sang d'Angleterre par la Princeſſe Royale de la Grande Bretagne, Henriette, ſa Mere, fait une ſi haute eſtime de cette prérogative, qu'Elle profite bien volontiers de l'occaſion qu'Elle a de la faire valoir aux yeux de toute la Nation Angloiſe, comme un témoignage de la gloire qu'Elle en tire, d'avoir droit à cet Auguſte Trône.

C'eſt pourquoi étant informée qu'on a déliberé de régler l'ordre de la Succeſſion a la Couronne d'Angleterre, dans le Parlement preſentement aſſemblé, Elle

ANNO 1701. repréſente au Roy & à ce même Parlement, qu'en qualité de Fille unique de la feuë Princeſſe Royale Henriette ſa Mere, Elle eſt la premiere appellée aprés le Roi Guillaume III. & la Princeſſe de Denemarc, ſuivant les Loix & les Coûtumes d'Angleterre, qui ont toûjours préferé la ligne la plus proche à la plus eloignée. Son droit étant ainſi reconnu de tout le monde, & inconteſtable, n'a pas beſoin de plus grandes preuves; Mais Elle ne laiſſe pas de proteſter contre toute deliberation & déciſion contraire, en la meilleure & plus efficace maniere, que ſe puiſſe pratiquer en ſemblables cas; En quoi Elle ſuit plûtôt la coûtume que la néceſſité, parce qu'Elle a une ſi haute idée de la ſageſſe & de la juſtice du Roy & du Parlement, qu'Elle ne doit rien craindre de leur part, qui puiſſe jamais nuire à Elle & à ſes Enfans.

VI.

14. Juin. **Vergleich zwiſchen FRIEDRICH III König in Preuſſen an einem/ dann FRIEDRICH Landgraffen zu Heſſen andern Theils wegen wieder-einlöſung des Amtes Weſterlingen/ ſo bishero unterpfändlich von beſagten Landgrafen beſeſſen worden. Crafft welchen dieſer jenem das Amt mit allen Pertinentien/ Rechten und Gerechtigkeiten/ gegen erlegung 50000. Reichsthalern überlaſſt. Geſchehen Cölln an der Spree den 14. Junii Anno 17 t.** [LUNIG Teutſch Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. 2. Abtheil. 3. pag. 208.]

C'eſt à-dire,

Accord entre FRIDERIC III. *Roi de Pruſſe &* FRIDERIC *Landgrave de Heſſe pour le rachapt du Bailage de Weſterlingen poſſedé juſqu'à preſent par ledit Landgrave à titre d'Engageure. Portant que ſon Alteſſe Sereniſſime le cede & remet à Sa Majeſté avec tonts ſes Droits, Dependances & apartenances, moyennant la ſomme de 50 mille Richsdalers. A Cologne le 14. Juin 1701.*

KUnd und zuwiſſen ſey hiermit/ daß zwiſchen dem Allerdurchleuchtigſten und Großmächtigſten Fürſten und Herrn/ Herrn Friederich/ König in Preuſſen (tot. tit.) und dem Durchleuchtigſten Fürſten und Herrn/ Herrn Friederich/ Landgraffen zu Heſſen/ (tot. tit.) heute dato wegen wieder Einlöſung des Hauſes und Amts Weſterlingen/ welches jetzo gedachte Ihr. Hochfürſtl. Durchl. bishero unterpfändlich beſeſſen und inne gehabt/ folgender Vergleich abgeredet und aufgerichtet worden/ nemlich

1. Es überlaſſet und übergiebet Sr. Königl. Majeſtät in Preuſſen/ unſerm allergnädigſten Könige und Herrn/ des Herrn Land-Graffen Fürſtl. Durchl. für ſich/ dero Fürſtl. Erben und Nachkommen/ das Hauß und Amt Weſterlingen im Fürſtenthum Halberſtadt belegen/ ſo dem Herrn Grafen von Königs-Marck an. 1620. den 19ten Martii für ein Antehn à 31350. thlr ſpecies unterpfändlich verſchrieben und eingeräumet/ und hernach an. 1661. von demſelben an des Herrn Landgrafen Fürſtl. Durchl. cum ceſſione omnium jurium übergeben worden/ mit allen pertinentien und dazu gehörigen Stücken/ Vorwerckern/ Meyereyen/ Schäfferey/ Mühlen/ Aecker/ Wieſen/ Zehenden/ Höltzungen/ und Marſten/ Dienſten/ Pächten/ Zinſen und allen zugehörigen Nutzungen/ Rechten und Gerechtigkeiten/ nichts davon ausgenommen/ ſondern alle und jede meliorationen und Beſſerungen/ wie die auch ſeyn und Nahmen haben mögen/ worunter auch die Meyerey Wolffsdorff mit begriffen.

2. Dann auch werden Seiner Königl. Majeſtät von Ihrer Fürſtlichen Durchlauchtigkeit übergetragen und überlaſſen/ alle Mobilien und moventien/ ſo bey dem Amte und den Meyereyen jetzo befindlich/ ingleichen alles verhandene Vieh/ groß und klein/ der gegenwärtige Saat im Felde/ ſambt dem diß jährigen Einkommt/ Pflugart/ Gepl und Gabt/ ſo viel als dem Amte zugehörig und Seiner Hochfürſtl. Durchl. bey der mit dem ietzigen Amtmann Johann Philip Haſenwinckel errichteten arende demſelben laut ea forma probanda verhandenen Inventarii geliefert und übergeben haben.

3 Daneben renuncieren vorhochgedt. Ihr Fürſtl. Durchl vor ſich/ ihren Erben und Nachkommen/ allen ihren an das Hauß und Amt Weſterlingen/ deſſen pertinentien und Stücken bißhero gehabten Rechten und Zuſprüchen/ und wollen ſich deren nunmehro weder gebrauchen/ immaſſen ſie denn auch alle dieſerhalb bißhero in Händen gehabte Obligationes, Documenta, Urkunden/ Hebereguiſter und alle übrige das Amt Weſterlingen und deſſen pertinentien Rechte und Gerechtigkeiten concernirende Brieffſchaften und Schrifften extradiren und nichts davon zurück behalten laſſen wollen. ANNO 1701.

4. Sonn auch traditen und übergeben Ihre Fürſtl. Durchl. beſagtes Amt frey und ohnbeſchwert ohn alle Anſprachen/ und nehmen dieſerhalb die ſichere Gewehrſchafft über ſich/ inmaſſen ſie zu ſolchem Ende Sr. Königl. Majeſtät die Aembter Hötensleben/ Obſtfelde und Bimungen und daran hängende Jura und Rechte zum ſichern Unterpfand cum clauſula conſtituti poſſeſſorii hemit einſetzen/ jedoch iſt das jenige/ was vor jetzo denen Predigern und Schul-Bedienten jährlich gebühret/ auch was ſonſt denen Unterthanen bey Leiſtung ihrer Dienſte von alters her vom Abt gegeben werden muß/ hierunter nicht mit verſtanden.

5. Dagegen nun verſprechen Se. Königl. Majeſtat hochgedt. Ihro Fürſtl. Durchl. die Summe von 50000. rthl. an guten jetzo in denen Ober- und Nieder-Sachſ. Creyſen gültigen ein und zwey dritteln Stücken zu zahlen und erlegen zu laſſen/ welches folgender geſtalt geſchehen ſoll/ als 16000. rthl. jetzo ſo fort baar/ und die übrige 34000 rthlr. ſollen binnen acht Wochen baar und richtig erleget werden.

6. Und ob zwar wegen der die Jahre her genoſſenen Gefälle einiger Zweiffel vorgefallen/ als ob ſelbige jährlich an ueberes als die auf das Amt verſchriebene unſtraare Capitalia an Zinſen auffragen möchten/ und dannenhero eine billigmäſſige Liquidatio anzuſtellen wäre/ ſo haben dennoch allerhöchſtgedachte Seine Königliche Majeſtat nach reiflicher Erwegung aller Umſtände/ und zwar aus ſonderbahrer zu Ihr. Fürſtl. Durchl. tragenden freund-vetterlicher Affection, der Liquidation und Berechnung ſich hiemit gäntzlich begeben.

7. Und nachdem es Ihr. Fürſtl. Durchl. beſchwerlich fallen wolte/ ihre auf dem Hauſe in denen Gemächern habende Meublen an Tapeten/ Schildereyen/ Gerethe und Rüſtung/ Betten und dergleichen/ wie auch ihre Regiſtraturen und Brieffſchafften jetzo ſo fort/ da die poſſeſſio völlig eingeräumet werden ſoll/ weg thun zu laſſen: So haben Seine Königl. Majeſtat allergnädigſt gewilliget und ſeynd in frieden/ daß Ihro Durchl ſelbige zuſammen in einige dagenierter ſo viel dazu nöthig/ bringen/ und darinn bis zu bequemer Abfuhr verſchloſſen und verſiegelt beſtahren laſſen mögen/ zu dem Ende Ihro Hochfürſtl Durchl. frey ſtehet/ die Caſtellanin auf dem Hauſe zu laſſen.

8. Zu der Abfuhr der Mobilien auſſer Landes wollen Seine Königl. Maj die benöthigte Fuhren und Vorſpann bis an die Grentzen geben laſſen/ wann aber ſelbige Sachen auff die andere Ihrer Fürſtl. Durchl. zuſtehende und im Herrnogthum Magdeburg oder Fürſtenthum Halberſtadt gelegene Aembter gebracht werden/ So ſollen die Fuhren bis dahin gegeben werden.

Zu Uhrkund iſt dieſer Vergleich zweyfach ausgefertiget/ und von Sr. Königl. Majeſtät/ wie auch von Ihr Hochfürſtl. Durchl eigendändig vollenzogen worden. Cölln den 14. Junii Anno 1701.

Friederich.

Friederich/ L. S. H.

VII.

15. Juin. *Traité entre* FRIDERIC IV. *Roi de Danemarc, d'une part, &* GUILLAUME III. *Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Eſtats Generaux des Provinces Unis d'autre part; Sa Majeſté Danoiſe y promet, de ne prendre aucun engagement qui puiſſe troubler la Paix du Nord, ou former un tiers parti dans la Guerre contre la France. Elle s'engage même à fournir à Sa Maj. Britannique, & à L. H. P. un Corps de douze mille hommes, moyennant un ſubſide de 300. mille écus par an qui lui eſt promis, & divers autres avantages. Fait à Coppenhague le 15. Juin* 1701. AVEC *Des Articles ſecrets du même jour par leſquels le Roi de Dannemarc promet ane augmentation de 4000. hommes ſi elle eſt néceſſaire; Sa Majeſté Britannique & L. H. P. lui promettent auſſi de nouveaux avantages.* S'ENSUIT. *La Specification des Sommes deües au Roi de Dannemarc, par Sa Maj. Britannique, & par L. H. P. en vertu du Traité de l'an 1696. A Coppenhague le 15. Juin* 1701. [Tiré des Archives de L. H. P.

ANNO 1701.

L. H. P. les Eſtats Generaux des Provinces Unies.

NOtoire ſoit à tous, qui y ont intereſt: Après que les affaires de l'Europe ſont changées, par la mort du Roy Catholique, Sa Majeſté le Roy de Dannemarck, ſa Majeſté le Roy de la Grande Bretagne, & leurs Hautes Puiſſances les Eſtats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas, ont meurement conſideré que pour la ſeureté de leurs Royaumes & Provinces, il ſeroit d'une grande utilité, que leur ancienne amitié & confiance fut reſtablie, en ſorte qu'il y euſt une parfaite union d'intereſt & de convenance & une confidente communication entre Eux, à l'eſgard de toutes les affaires, qui pourroient arriver en Europe, & qu'on s'y entrepreſtaſt les mains hdelement, & qu'on convînt pour cet effect d'une Alliance defenſive, & ſa Majeſté le Roy de Dannemarck eſtant informé, que ſa Majeſté Britannique, & leurs Hautes Puiſſances auroient envoyé ordre à leurs Miniſtres à ſa Cour d'entrer en Conference avec les Miniſtres, qu'il plairoit à ſa Majeſté de nommer pour travailler à une telle Alliance defenſive, auroit pareillement donné ordre à ſes Miniſtres ſçavoir le Sieur Conrad, Comte de Reventlow, Seigneur de Friſenwoldt, Loys Trap, Calloe & Clauskolm, Chevalier, Conſeiller Privé & Grand Chancelier de ſa Majeſte le Roy de Dannemarck, le Sieur Chriſtian Sigfrid de Pleſſen, Seigneur de Parim, & Hovehendorf, Chevalier, Conſeiller Privé de ſa Majeſté le Roy de Dannemarck, le Sieur Knudt Thott, Seigneur de Knudſtrap, & Gaunoe, Chevalier, Conſeiller Privé & Deputé dans la Chambre des Finances de ſa Majeſté le Roy de Dannemarck, le Sieur Chriſtian de Lente, Seigneur de Sarlhauſen, Chevalier, Conſeiller Privé & premier Secretaire de guerre de Sa Majeſté le Roy de Dannemarck, & le Sieur Chriſtian de Sehеſted, Premier Secretaire & Conſeiller d'Eſtat de Sa Majeſté le Roy de Dannemarck pour entrer en Negociation ſur ce ſujet avec le Sieur Hugo Grey Reſident de Sa Majeſté Britannique à la Cour du Roy de Dannemarck; avec le Sieur Robert Goes, Seigneur de Bouckhorſtburg, Reſident de leurs Hautes Puiſſances a la Cour du Roy de Dannemarck; Leſquels apres diverſes Conferences, & après la communication, & échange de leurs Pleins-pouvoirs, ſont convenus des Articles ſuivants.

I.

Les Alliances defenſives conclues entre Sa Majeſté le Roy de Dannemarck, d'une part, & Sa Majeſte le Roy de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Eſtats Generaux des Provinces Unies d'autre part, le 3. de Novembre 1690. & le 3. de Decembre 1696. demeureront en leur vigueur, & ſont confirmées & renouvellées, en tous les points & clauſes, horsmis ce qui y aura eſté changé par le preſent Traitté.

II.

Sa Majeſté le Roy de la Grande Bretagne & leurs H. P. promettent de payer, ſans aucun rabat, faute ou delay, les ſommes ſtipulées par la ſuſdite Alliance de 1696. en bonne monnoye d'Hollande à Amſterdam, la moitie auſſi toſt que les Troupes, dont il eſt parlé dans le 10. Article de ce Traitté commenceront à marcher vers les frontieres de leurs Hautes Puiſſances, & l'autre moitié ſix mois apres. Deſquelles ſommes il ſe trouvera une liquidation exacte à la fin de ce Traitté.

III.

Et comme il importe beaucoup pour les Trafiquants, que la Mer ſoit libre & ſure, on eſt convenu, qu'en cas qu'on vienne à une guerre, Sa Maieſté le Roy de Dannemarck pour la ſeureté du Commerce, fermera tous les Ports & Havres de ſon obeïſſance pour les Armateurs & les Vaiſſeaux de guerre de l'un & de l'autre parti, à moins que ces Vaiſſeaux de guerre ne viennent pour convoyer une Flotte de Marchands, en quel cas ils auront libre entrée dans les ports & fleuves de Sa Majeſté, mais non pas, quand ils convoyeront des Vaiſſeaux particuliers & detachés; Or une Flotte marchande ne ſera reputée pour telle, que quand elle ſera de quarante Vaiſſeaux, ou au de là, & il ſuffira qu'Elle ait eſté de ce nombre en paſſant à la hauteur de la pointe de Jutlande, ſans qu'il ſoit beſoin, qu'elle ſoit ſi nombreuſe, quand les Vaiſſeaux de guerre entreront dans les Ports de Sa Majeſté puiſque les Vaiſſeaux Marchands eſtant arrivés à cette hauteur, tirent vers le Sond, ou ſe diſperſent en pluſieurs Ports de Norvegue. Pour le reſte, on ſe rapporte au 4e. Article ſecret du Traitté de 1696.

ANNO 1701.

IV.

Sa Majeſté le Roy de Dannemarck ne s'oppoſera plus contre le 9e. Electorat, mais Elle promet de ſe conformer au contenu du 3e. Article du Traitté de 1696, & du 7e. Article ſecret dudit Traitté.

V.

Sa Majeſte le Roy de Dannemarck ne prendra aucun engagement, ni entrera en aucun Traitté par lequel la Paix du Nord puiſſe eſtre troublée, ou par lequel un troiſiéme Parti ſe puiſſe former, ſoit dans le Nord, ſoit en Allemagne, ne fomentera de tels troubles ſous pretexte d'y eſtre engagé par des Traittés precedents: Mais au contraire Sa Majeſté tâchera d'empecher, que des Traittés de cette nature ne ſe faſſent point, en conformité du 7e. Article de la ſuſdite Alliance.

VI.

Sa Majeſté le Roy de Dannemarck ſtipule expreſſément la liberté du Commerce pour ſes Sujets, en cas qu'on en vienne à une guerre ou à des troubles, mais ne voulant pourtant pas permettre que des Etrangers commettent des fraudes, en ſe ſervant des Paſſeports Danois, on eſt convenu, qu'immediatement apres la ſignature de ce Traitté, on examinera la Convention, qui fut faite l'an 1690. entre Sa Majeſté le Roy de Dannemarck d'une part, & Sa Majeſte le Roy de la Grande Bretagne, & leurs Hautes Puiſſances d'autre part, au ſujet du Commerce en France, afin de changer cette Convention autant qu'on le jugera neceſſaire pour mieux prevenir les fraudes: Et juſques à ce qu'on ſoit convenu d'un commun accord de ce changement, la dite Convention ſera retablie dans ſa premiere vigueur, & ſervira de Loy & de regle, pour ledit Commerce.

VII.

Sa Majeſté le Roy de la Grande Bretagne & leurs Hautes Puiſſances, promettent de payer à Sa Majeſté le Roy de Dannemarck, trois cent mille Ecus de ſubſides par an, tout le temps que la guerre ou les troubles dureront, à compter du jour de la ſignature du preſent Traitté, & le payement s'en ſera en bonne monnoye de Banque à Hambourg, tous les trois mois un quart de la ſomme ſtipulée. Et en cas qu'on n'en vînt point à une guerre, mais que les diſſentions preſentes fuſſent aſſoupies par un accommodement, & que pourtant les Trouppes de Sa Majeſté le Roy de Dannemarck fuſſent actuellement en marche vers les frontieres de l'Eſtat, Sa Majeſté le Roy de la Grande Bretagne, & leurs Hautes Puiſſances payeront en tel cas, outre les levées desdites Troupes, trois mois des ſubſides ſtipulés. Et ſi un Accommodement ſe faiſoit apres la Ratification de ce Traitté, mais avant la marche actuelle des dites Troupes vers les frontieres de leurs Hautes Puiſſances; Sa Majeſté le Roy de Dannemarck ſe contentera d'un an de ſubſides, & d'un quart de la ſomme ſtipulée pour les levées.

VIII.

Le Roy de la Grande Bretagne promet auſſi en particulier de payer à Sa Majeſté le Roy de Dannemarck, ce qui luy eſt du encore, en vertu de la Convention de 1698. tant pour le tranſport des ſept milles hommes en Irlande, qu'à l'egard de ce qui reſte à payer encore aux dites Troupes de leur Solde, en cas qu'on trouve par la liquidation, qui s'en fera que tout n'a pas eſté payé, & le decompte de l'un & de l'autre ſera fait dans un an après la Ratification de ce Traitté & le payement enſuite, ſans aucun delay, dans la Ville de Hambourg.

IX.

Et pour oſter toute pierre d'achoppement, Sa Majeſté le Roy de Dannemarck veut bien deſiſter de toutes les pretenſions qu'il pourroit avoir à la charge de leurs Hautes Puiſſances, à condition que leurs Hau-

tes

ANNO 1701. tes Puiſſances s'obligent à payer pour Sa Majeſté, les ſommes, que la Province d'Hollande & la Ville d'Amſterdam pretendent d'Elle, & à reſtituer à ſadite Majeſté les Obligations, que feu Sa Majeſté le Roy Frederic troiſieſme de glorieuſe memoire a donné à la ſusdite Province & à la ſusdite Ville.

X.

Sa Majeſté le Roy de Dannemarck promet de faire marcher au ſecours de Sa Majeſté le Roy de la Grande Bretagne & de leurs Hautes Puiſſances auſſitoſt que la preſent Traitté ſera ſigné, trois mille Cavalliers, mille Dragons & huit mille Fantaſſins du Royaume de Dannemarck, ou du pays de Holſtein, leſquelles Trouppes ſeront duëment montées & armées & pourveues de leurs Officiers & Generaux. Leſdites Trouppes ſeront ſerment de fidelité à Sa Majeſté le Roy de la Grande Bretagne, & a leurs Hautes Puiſſances, tout de meſme que les ſept mille hommes des Troupes Danoiſes firent cy-devant à Sa Majeſté Brittannique, quand elles entrerent en ſon ſervice. La Collation des charges vacantes & l'Adminiſtration de la Juſtice ſe fera ſur la meſme pied qu'il a eſté prattiqué à l'égard desdits ſept mille hommes. Sa Majeſté Brittannique & leurs Hautes Puiſſances payeront pour la levée desdites Trouppes quatre vingt eſcus pour chaque Cavallier, ſoixante eſcus pour chaque Dragon, & trente eſcus pour chaque Fantaſſin, la moitié de cet argent ſe payera auſſitoſt que les dites Trouppes ſeront effectivement en marche vers les frontieres de leurs Hautes Puiſſances, & l'autre moitié, quand elles ſeront effectivement arrivées ſur les dites frontieres. La Solde & le traitement de ces Trouppes ſera ſur la même pied, que des autres Trouppes de leurs Hautes Puiſſances, à ſçavoir celle de la Garde Danoiſe, (en cas que Sa Majeſté trouve bon d'envoyer une partie de ſa Garde,) comme celle de la Garde de leurs Hautes Puiſſances, & celle des autres Regiments Ordinaires Danois, comme celle des autres Regiments ordinaires de l'Eſtat, ce payement ſera mis entre les mains des Commiſſaires Danois, pour en faire la diſtribution ſans aucun rabat ou diminution, & commencera du jour que les dites Trouppes ſe mettront en marche vers les frontieres de l'Eſtat. Et s'il arrivoit, qu'on trouvaſt à propos de tranſporter les Trouppes qui doivent venir du Dannemarck, ou du Pays de Holſtein, en tout ou en partie par Mer ver le Pays de l'obeiſſance de l'Eſtat, ce tranſport ſe fera aux depens de Sa Majeſté le Roy de la Grande Bretagne & de leurs Hautes Puiſſances. Et en cas de neceſſité, il ſera permis de ſe ſervir des Vaiſſeaux de Sa Majeſté le Roy de Dannemarck, ou de ceux de ſes Sujets pour faciliter & pour haſter le dit tranſport, Sa Majeſté le Roy de la Grande Bretagne, & leurs Hautes Puiſſances pourront garder les dites Trouppes en leur ſervice auſſi longtemps qu'ils la trouveront à propos, & quand ils les voudront renvoyer, ils le feront ſçavoir à Sa Majeſte la Roy de Dannemarck trois mois auparavant. Cependant, ſi quelque rupture ou guerre ſurvient, les dites Trouppes continueront nonobſtant cela dans le ſervice de Sa Majeſté la Roy de la Grande Bretagne, & de leurs Hautes Puiſſances, autant que la guerre durera, à moins que Sa Majeſté le Roy de Dannemarck ne fuſt attaqué dans ſes Royaumes & Eſtats, pour leur avoir fourni les dites Troupes, au quel cas Sa Majeſté le Roy de Dannemarck ſe reſerve le droit & le pouvoir de les rappeller auſſitoſt qu'il le trouvera neceſſaire.

XI.

En cas que par malheur un ou pluſieurs Regiments ou Compagnies des dites Trouppes viennent à eſtre ruinés, Sa Majeſté le Roy de la Grande Bretagne, & leurs Hautes Puiſſances promettent de payer ſans aucun delay aux Colonels ou aux Capitaines des Regiments ou Compagnies ruinés, les levées neceſſaires pour les remettre ſur le même pied, qu'auparavant. Et ſur la fin de la Campagne, les meſmes recruës ſeront payées aux Officiers Danois, qui ſe payent aux autres Officiers de leurs Hautes Puiſſances, afin que les dites Trouppes ſe puiſſent touſjours conſerver en bon eſtat, pour eſtre renvoyées un jour ſur un auſſi bon pied, qu'elles ont eſté receuës.

XII.

ANNO 1701. Pareillement Sa Majeſté le Roy de la Grande Bretagne, & leurs Hautes Puiſſances promettent, que ſi Sa Majeſté le Roy de Dannemarck ſera attaqué, ou troublé dans la poſſeſſion de ſes Royaumes, Provinces, Terres, Prerogatives, Peages, Navigations, Commerce ou autres droits, ils luy enverront promptement les dites Trouppes, en leur payant un mois de gage pour les frais de leur retour, lequel payement d'un mois de gage ſera fait de même, quand après la paix, les dites Trouppes ſeront renvoyées, & outre cela ils enverront à Sa Majeſté le Roy de Dannemarck le ſecours par Mer, & par Terre, ſtipulé dans les Articles ſecrets du Traitté de l'an 1690. Lequel ſecours ils entretiendront durant la guerre à leurs propres depens; Sa Majeſté la Roy de Dannemarck n'etant obligé de fournir à ces Troupes que le pain & le fourage.

XIII.

Et pour rendre cette Alliance & Union d'autant plus parfaite, & pour ne laiſſer aucun ſcrupule aux Parties ſur la certitude du ſecours, qu'ils ont à eſperer l'un de l'autre de la maniere qu'il a eſté arreſté cy-deſſus, on eſt convenu expreſſement, que pour juger à l'avenir, ſi le cas de cette Alliance exiſte ou non, il ſuffira, que quelqu'une des Parties ſoit actuellement attaquée par la force des armes, ſans qu'elle ait uſé auparavant de force ouverte, contre celuy qui l'attaque: mais cet Article ne ſera applicable qu'aux occaſions qui arriveront cy-aprés: Pour le preſent le ſecours de douze milles hommes marchera vers les frontieres de leurs Hautes Puiſſances, auſſitoſt que ce Traitté aura eſté ſigné, comme il eſt dit dans l'Article 10.

XIV.

Et afin qu'il ne puiſſe à l'avenir arriver aucune brouillerie entre Sa Majeſté le Roy de Dannemarck & leurs Hautes Puiſſances, au ſujet du Commerce, on eſt convenu aujourd'huy, que la Projet du Traitté de Commerce & de Peage de l'année 1692. ſur lequel on a traitté premierement à Copenhague, & puis après à la Haye, ſera reaſſumé & adjuſté, conclu & ſigné en meſme temps que celuy-ci.

XV.

Cette Alliance durera pendant l'eſpace de dix ans, à compter du jour de la ſignature de ce Traitté, & les Alliances de 1690. & 1696. étant renouvellées par ce Traitté dureront la même temps de dix ans.

XVI.

On conviera l'Empereur à entrer en cette Alliance, & ſi le Roy de Pruſſe, la Maiſon de Lunenbourg, & celle de Heſſen-Caſſel demanderont à y eſtre compris, il ſera libre aux Hauts Contractans d'y conſentir, quand ils ſeront convenus entre Eux des conditions, ſur leſquelles leſdites Puiſſances y pourront eſtre receues.

Les Ratifications du preſent Traitté ſeront échangées icy à Copenhaguen, à compter du jour de la ſignature de ce Traitté en ſix ſemaines de la part du Roy d'Angleterre, & dans quatre ſemaines de la part des Eſtats Generaux.

En foy de quoy, nous avons ſigné ce Traitté & y fait mettre les ſçeaux de nos Armes.

Fait à Copenhaguen, ce 15. de Juin 1701. [eſtoit ſigné.]

(L. S.) C. G. V. REVENTLOW.
(L. S.) SI THOTT.
(L. S.) C. L. V. PLESSEN.
(L. S.) C. VON LENTE.
(L. S.) C. SEHESTEDT.

ARTICLES SECRETS.

I.

EN cas que le ſecours, que Sa Majeſté le Roy de Dannemarc a promis dans le 17. Article du Traité conclu aujourd'huy d'envoyer à Sa Majeſté le Roy de la

ANNO 1701. la Grande Bretagne, & à leurs Hautes Puiſſances, ne fut pas ſuffiſant, pour les mettre hors de peine & de ſoucy, leſdites Puiſſances en ſeront part à Sa Majeſté le Roy de Dannemarck, qui promet de leur tenir prêt dans trois mois après la requiſition faite, quatre mille hommes, pour les envoyer à leur ſecours, ſur le pied, dont on eſt convenu audit Article 10. du Traité conclu aujourd'huy, auquel on ſe rapporte pour ce qui eſt de la levée, de la Solde, récrues & traitement desdites Troupes. Et à l'égard de la maniere, dont elles doivent eſtre renvoyées, on ſuivra ce qui a eſté ſtipulé au 12. Article du Traitté pour les autres Troupes. Sa Majeſté le Roy de la Grande Bretagne & leurs Hautes Puiſſances agiront avec ces quatre mille hommes, comme auſſy avec les douze mille hommes, dont il eſt parlé au 10. Article du preſent Traité, en tel lieu & contre tels ennemis, qu'ils le trouveront à propos, & leur payement ſe fera regulierement.

II.

S'il arrivoit que Sa Majeſté le Roy de Dannemarck fut attaqué de quelque Puiſſance, à cauſe de la preſente Alliance Defenſive ou autrement, & que le ſecours ordinaire ſtipulé dans les Articles ſecrets du Traitté de 1690, ne fût pas ſuffiſant pour luy procurer une bonne & avantageuſe paix, Sa Majeſté le Roy de la Grande Bretagne & leurs Hautes Puiſſances promettent de l'aſſiſter de toutes leurs forces par terra & par mer. Comme Sa Majeſté le Roi de Dannemarck aſſiſtera auſſi pareillement de toutes ſes forces par mer & par terre Sa Majeſté Britannique & leurs Hautes Puiſſances.

III.

Sa Majeſté le Roy de la Grande Bretagne & leurs Hautes Puiſſances promettent auſſi de faire par leurs bons offices tout ce qui ſera poſſible, afin que Sa Majeſté le Roy de Dannemarck ne perde rien des pretenſions, qu'il a à la charge de la Couronne d'Eſpagne, & afin que par le Traitté de paix, le Roy Catholique ſoit obligé de payer leſdites pretenſions dans un temps limité; & en cas qu'il n'arrive aucune guerre ou rupture, ils tâcheront à ſtipuler le même payement, en quelque Traitté que ce ſoit, qu'ils feront avec la France ou l'Eſpagne.

IV.

Outre cela Sa Majeſté le Roy de la Grande Bretagne & leurs Hautes Puiſſances promettent d'employer leurs bons offices avec ſoin & application, pour que l'Empereur paye à Sa Majeſté le Roy de Dannemarck, un Million d'Eſcus, qui lui ſont deus par l'Empereur & par l'Empire, ou bien que Sa Majeſté ait ſatisfaction de cette dette d'une maniere ſuffiſante, ſoit par la conceſſion d'un Peage ſur l'Elbe, ou autrement. Et quand Elle aura eu ladite ſatisfaction, elle promet d'aſſiſter en cas de beſoin l'Empereur de trois mille Fantaſſins, ſur le pied qu'il a été convenu au 6. Article du Traitté, fait entre les Hauts Contractans, l'an 1696.

V.

En outre Sa Majeſté le Roy de la Grande Bretagne & leurs Hautes Puiſſances promettent d'employer leurs bons offices, avec toute l'efficace poſſible, afin que le Duc de Holſtein-Gottorp ſe conforme au Traitté de Travendahl, & en obſerve le ſens naturel & veritable, & afin que ſon Alteſſe entretienne une bonne Amitié & confidence avec Sa Majeſté le Roy de Dannemarck, pour ôter toutes ſortes de jalouſie, pendant que Sa Majeſté envoie un ſi grand nombre de ſes Troupes hors de ſes Eſtats.

VI.

Sa Majeſté le Roy de la Grande Bretagne, & leurs Hautes Puiſſances employeront leurs bons offices, afin que la paix dans l'Empire ſoit conſervée en toutes manieres.

VII.

Sa Majeſté le Roy de Dannemarck ayant fait remonſtrer à Sa Maieſté le Roy de la Grande Bretagne, & à leurs Hautes Puiſſances, qu'Elle eſt en negociation avec l'Empereur, au ſujet de quelques Troupes, que Sa Majeſté Imperiale fait demander à Sa Majeſté Danoiſe, & que Sa Majeſté Danoiſe n'a point aſſés de Troupes pour donner à l'Empereur, qu'il fait demander, à moins que Sa Majeſté le Roy de la Grande Bretagne & leurs Hautes Puiſſances ne veuillent proviſionellement laiſſer deux mille hommes à l'Empereur des douze mille, dont il eſt parlé dans le 10. Article du preſent Traitté. Sa Majeſté le Roy de la Grande Bretagne & leurs Hautes Puiſſances ſe ſont declarés, qu'ils ſe contentent que l'Empereur ait deux mille hommes des douze mille, dont il eſt parlé dans ledit 10. Article, & Sa Majeſté le Roy de Dannemarck promet de remplacer les ſuſdits deux mille hommes à Sa Majeſté Britannique & à leurs Hautes Puiſſances en ſix mois après la ſignature dudit Traité.

VIII.

Quoy qu'il ſoit dit dans l'Article 3. de ce Traité qu'une Flotte marchande ne ſera reputée pour telle, que quand elle ſera de quarante Vaiſſeaux Marchands, ou au delà, le Roy de Dannemarck a bien voulu declarer, que comme de cette maniere les Anglois ne pourroient pas trafiquer librement & avec ſureté dans ſes Etats, & dans la Mer Baltique, Sa Majeſté permet, qu'ils pourront toujours entrer dans ſes Ports en venant convoyer ou querir tel nombre de Vaiſſeaux Marchands, qu'ils trouveront à propos.

IX.

Sa Majeſté le Roy de la Grande Bretagne, & leurs Hautes Puiſſances promettent qu'avant la Ratification de ce Traité, ils conviendront avec Sa Majeſté le Roy de Dannemarck de telles aſſurances, pour la ſureté du payement, desquelles Sa Majeſte puiſſe eſtre contente.

X.

En cas qu'on en vienne à une guerre, Sa Majeſté de Dannemarck ne ſera pas obligée d'y entrer, mais elle aura ſatisfait à cette Alliance, en fournifſant le ſecours de ſeize mille hommes, dont il eſt parlé au 10. Article de cette Alliance, & au 1. Article Secret, & en executant au reſte le contenu de ce Traitté d'Alliance.

Fait à Copenhaguen ce 15. de Juin 1701.

Signé

C. G. V. Revantlaw.
(L. S.)
C. S. V. Plassen.
(L. S.)
K. Thott.
(L. S.)
C. V. Lante.
(L. S.)
C. Sehestedt.
(L. S.)

ANNO 1701.

AYant été dit dans l'Article 2d de l'Alliance defenſive concluë le 15e. de Juin 1701. entre le Roy de Dannemark & Norwegue d'une part, & le Roy de la Grande Bretagne & les Etats Generaux des Provinces Unies d'autre part, qu'il ſe trouveroit à la fin de cette Alliance, une liquidation exacte des ſommes qui ſont ſtipulées par le Traitté de 1696, pour Sa Majeſté le Roy de Dannemark, on tombe d'accord de part & d'autre que ces ſommes conſiſtent 1mo en neuf mois de ſubſides à deux cent mille écus par an promis dans l'Article 5e dudit Traitté de 1696. faiſant cent cinquante mille écus. Et 2do en trois cens mille eſcus promis dans le même Article 5me dudit Traitté, de ſorte que toute la ſomme que le Roy de Dannemarck pourroit pretendre de Sa Majeſté Britannique, & de L. H. P. en vertu dudit Traité de 1696. monte à quatre cens cinquante mille eſcus. La pretenſion du Roy de Dannemarck de deux cent mille eſcus, à la charge de L. H. P. en cas que la liquidation des pretenſions de part & d'autre ne fût point faite dans un certain tems mentionné dans ledit Article 5me du même Traitté, ſe trouvant éteinte par la liquidation de ces pretenſions; qui s'eſt faite dans le 9no Article de la ſuſdite Alliance defenſive, concluë le 15. de Juin 1701, entre le Roy de Dannemark d'une part, & le

ANNO 1701. Roy de la Grande Bretagne, & les Etats Generaux des Provinces Unies de l'autre. De ſorte qu'aprés le payement des ſusdits quatre cens cinquante mille eſcus, le Roy de Dannemarck ſe trouvera entierement ſatisfait de toutes les ſommes, qu'il aurost pu pretendre en vertu dudit Traitté de 1696. Or Leurs Hautes Puiſſances déduiront en vertu de l'Article ſeparé du Traitté de 1696. des cent mille écus, q'ils ſe ſont engagés de payer dans les trois cens mille eſcus, dont il eſt parlé cy-devant vingt mille Eſcus pour payer les pertes, que leurs Sujets ont ſouffertes à cauſe de leurs Vaiſſeaux, qu'on a emmené en Norwegue durant la guerre paſſée, & ſeize mille eſcus pour le dedommagement de leurs Sujets pour les effets qui leur ont été pris dans le Vaiſſeau le Kinnetje Jeſus, de ſorte qu'il ne reſte à payer à Leurs Hautes Puiſſances que ſoixante quatre mille eſcus dans ladite ſomme de trois cens mille eſcus.

Fait à Coppenhaguen ce 15. de Juin. 1701.

(was getekent)

REVENTLAU.
(L. S.)
PLESSEN.
(L. S.)
K. THOTT.
(L. S.)
C. VON LENTE.
(L. S.)

C. SEHESTEDT.

VIII.

Juillet. **Franckfurtiſcher Receſſ deren Correſpondirenden Reichs-Fürſten / wodurch ſie bey dem Gothaiſchen und Nürnbergiſchen abgehandelten zu bleiben / ferner an denen aus der Spaniſchen Succeſſion entſtehenden differentien ſich auſſer allen engagement zu halten / auch daß Ihre Rechte durch die neuhnde Chur nicht weiter gekräncket / ſondern die ſchon læſa jura ex aſſe reparirt / fleiß anzuwenden ꝛc. beſchlieſſen ; Geſchehen Franckfuhrt am Mayn 1701. die.... Julii.** [Theatrum Europæum Tom. XVI. pag. 25. LUNIG Teutſch Reichs Archiv. Part. Special. Abtheil. 2. pag. 376.]

C'eſt-à-dire.

Recès conclu à Francfort entre quelques Princes de l'Empire par lequel en renouvellant ceux de Goſlar & de Nuremberg, ils ſe prometent reciproquement de ne ſe mêler en aucune maniere des Diferents ſurvenus à l'occaſion de la ſucceſſion d'Eſpagne, & de faire tous leurs efforts non ſeulement pour empêcher que leurs Droits ne ſoufrent quelque ulterieur prejudice par le Neuvieme Electorat, mais auſſi pour obtenir une entiere reparation de tous ceux qu'ils ont déja ſouferts. Fait à Francfort ſur le Meyn le ... Juillet 1701.

ZWiſchen denen / zu Folge der / bey dem Schluß voriger in Nürnberg gehaltenen Zuſammenkunfft genommenen Abrede / allhier zu Franckfurt hinwieder verſammleten correſpondirenden Miniſtris, iſt über die jetzige Zeiten und Conjuncturen / nach vorgefallenen Umſtänden / folgendes concertirt und geſchloſſen worden

1. Verwarret man an Seiten der correſpondirenden Reichs-Fürſten bey denenjenigen / was im Februario vorigen Jahres in Goſlar / auch am 15. Julii zu Nürnberg / auf vorgängige reiffe Deliberation beliebet worden / und wollen ſie von denen / mit gutem Vorbedacht errichteten Vereinigungen / ſich durch keine andere Pacta abziehen laſſen / wie denn auch die wohlbedachten des Heil. Röm. Reichs Creyſen jetzo vorſeyende Aſſociation / wann einige der Correſpondirenden ſolcher beytreten ſolten / gedichteten Vereinigungen / als pactis publicis non contrariis, ohnnachtheilig ſeyn ſolle.

2. Und gleichwie von mehrgedachten correſpondirenden Reichs-Fürſten verhoffentlich niemand die Gedancken haben wird / daß ihre Intention auf etwas anders / als die Erhaltung ihrer hohen Juſtum, und wohlhergebrachter Prærogati- ANNO 1701. ven / wie auch die Veſtigungen des / durch die Weſtphäliſchen / Nimwegiſchen und Ryßwickiſchen Frieden-Schlüſſe / retablirten Reichs-Frieden gerichtet; Alſo conteſtiren ſie hiemit / daß wann von ihnen jemand ein widriges ſoupçonniren / und ihrer bey Requiſition der hohen Friedens-Guarants gehaltenen Conduite, worzu ſie doch nicht ehender ſich reſolviret / biß nach vieljähriger Anwendung allermöglichſter glimpfflichen Mittel und Remonſtrationen / auch von Theils derer correſpondirenden geſchehenen Offerirung gleichwie ſo vortheilhafftiger Conditionen / als wegen Hannover geſchehen / ihnen alle zur geſuchten Hülffe gehabte Hoffnung benommen worden / eine andere Deutung beygeleget werden ſolte / ihnen dadurch unrecht und zu viel geſchehe / nur wünſchten ſie dabey annoch beſtändig / daß ſolche allenthalben zulängliche Mittel und Wege ſich zeigen mögen / wodurch alle Mißtrauſtigkeiten / und fernere Des-Unionen im Reich abgewendet / und die gemeinnützige Ruhe und gute Harmonie wieder eingeführet werden könne.

3. Und obwohl der Römiſchen Käyſerlichen Majeſtät / ihrem allergnädigſten Herrn / ſie alle Avantages und Zugänge / ſo derſelben von der jüngſt-verledigten Königl. Spaniſchen Succeſſion anwachſen mögen / allerunterthänigſt gerne gönnen; Nachdeme jedoch verſchiedene Reichs-Creyſe aus erheblichen Urſachen dem gemeinen Weſen verträglich gefunden / noch zur Zeit wegen derer darüber entſtehenden Differentzien / ſich auſſer allem engagement zu halten / ſo beharren diejenige unter denen correſpondirenden Reichs-Fürſten / welche in denen errichteten Creyſs-Aſſociationen begriffen / bey denen unter ihnen deßfals gemachten Circular-Schlüſſen / die übrige aber / ſo derer kundbahren Ursachen halber in einige Creyſs-Aſſociation nicht getretten / wollen / nach Anleitung des Weſtphäliſchen Friedens / und der Käyſerlichen Wahl-Capitulation, auch dem Exempel ſolcher Creyſe / ebenfals an ſolcher Sache ehender keinen Theil nehmen / biß von geſambtem Reich / ob deſſen / bey einigen Spaniſchen Provintzen habende Gerechtſame durch Krieg oder andere mit der gemeinen Ruhe compatible Mittel beyzubehalten / ein gemeinſamer Schluß gefaſt ſeyn wird.

4. Sie wollen auch immittelſt / und biß dahin / zu dem Ende niemand deren in Krieg etwa erregenden Portheyen / in ihren Landen freye Werbungen / Muſter-Plätze / Stand- und Winter-Quartiere oder Durchzüge / denen Reichs-Conſtitutionen zuwider / verſtatten / auch einander reciproquement, nach derer errichteten Union, und denen darinn expirimirten Fällen beyſtehen / damit nicht ein oder der andere mit unzimlicher Gewalt in ſeinen Landen bedrängt und beunruhiget werde.

5. Und weiln auch nunmehr Ihre Käyſerliche Majeſtät durch dero allhieſigen Fürſtenthumb ordentl. accreditirten Abgeſandten / Herrn Reichs-Hof-Rath Bender / ſich allergnädigſt erkläret / daß das neuhnde Chur-Geſchäfft noch vor den Regenſpurgiſchen Reichs-Tag gehöre / auch nechſtens die Ankunfft eines neuen Käyſerlichen Herrn Principal-Commiſſarii daſelbſt / erwartet / und daß er die Reſtitutionem derer Reichs-Deliberationen zu urgiren befehliget ſeyn werde / vernehmet wird; So wollen die correſpondirende zwar ſolche gemeinnützige Intention ihnen nicht entgegen ſeyn laſſen / jedoch daß ihnen vorher derer ihnen bißhero zugefügten Beſchwerungen / ſchimpfflich- und verkleinerlichen Begegniſſen / auch verletzter Juſtum halber / zulängliche Vergnügung und Reparation geſchehe / erwarten.

6. Da auch von jetzgedachtem Käyſerl. Herrn Principal-Commiſſario einige Satisfactions-Vorſchläge in der neuhnden Chur-Sache vorgetragen werden ſolten / wollen die Correſpondirende ſolche nach denen in denen hiebevor hierüber errichten Receſſen / feſtgeſetzten und allerſeits beliebten Principiis, und ob ſie dergeſtalt beſchaffen / daß die læſa jura Principum dadurch ex aſſe reparirt werden mögen / examiniren / und darauf / dem Befinden nach / ihre Reſolution abgeben.

7. Damit auch durch fernere ungeſatzmäßige Fortſetzung angeregten Electorats-Geſchäffts ihre hohe Rechte nicht weiter gekräncket werden / ſo wollen ſie auf alles / was derum etwa vorkommen möchte / ein wachſames Auge halten / jederzeit vertraulich communiciren / keiner ſich in particulier-Tractaten / denen Fürſtlichen Juribus zum Nachtheil und Abbruch / anlaſſen / hingegen was ein oder der andere in Erfahrung bringen möchte / denen übrigen ſchleunig eröffnen / und wie die einſchwende Anmaſſungen abzuwenden / auch das im Reich hochnöthige gute Vernehmen wieder herzuſtellen / entweder bey anderweit veranlaſſender Zuſammenkunfft / oder durch andere thunliche Wege / gemeinſamlich ferner berathſchlagen.

8. Und obwohl in der Zahl der Correſpondirenden Reichs-Fürſten niemand zu finden / welcher nicht dem hochlöblichen Chur-Fürſtlichen Collegio, und deſſelben hohen Diembris die in denen Grund-Geſetzen und kundbahrer Obſervanz gegründete Prærogativen gern gönne / ſie auch des erwehrten Vertrauens leben / es werde auch ſolches hohe Collegium denen Fürſtlichen Juribus Eintrag zu thun / und durch deſſen Vermehrung ſeine Authorität zu erheben nicht gemeinet ſeyn / nachdeme jedoch es das Anſehen gewinnen wollen / als wolte die / zwiſchen beyden hohen Collegiis wohlende Diſtinction, über die Gebühr extendiret / und denen Fürſtlichen Rechten

noch

ANNO 1701. nach und nach etwas entgegen werden; So wollen die Correspondirende auch darauf ihre Sorge tragen / und daß die etwa vorgehende Neuerungen nicht Mittel schlagen / sondern in Zeiten abgestellt / ihre vor Alters wohlhergebrachte Ehren und Gerechtsame aber in solvo erhalten werden / so viel an Ihnen / aller Orten præcaviren.

9 Und nachdem einige derer vereinigten Reichs-Fürsten gegenwärtige Zusammenkunfft zu beförderst verhindert worden / theils der Anwesenden auch ihre erwartende instructiones so bald nicht erhalten mögen / so ist beliebt / von allem deme / was allhier geschehen und abgehandelt worden / an alle / so diesen Recess noch nicht vollzogen / communication zu thun / und ihre Approbation und Ratification darüber zu suchen. Zu mehrern Urkund seyn dieß Verabredungen von nachgesetzten Fürstlichen Ministris unterschrieben / und denen gnädigsten Herren Principalen Ratificationen binnen 4. Wochen zu Regenspurg darüber bey zu bringen und auszuwechseln versprochen worden. Geschehen Franckfurth am Mayn den Jul. 1701.

IX.

7. Octobre. *Conventio inter Regem Magnæ Britanniæ, & Ordines Uniti Belgii Generales ab una, & Reges Sueciæ a parte altera; Quâ Tractatibus, antehac inter Eos initis, confirmatis, Rex Magnæ Britanniæ atque Unitum Belgium certas pecuniæ summas Regi Sueciæ solvere promittunt. Hagæ Comitum die 7. Octobris* 1701. [THUCELIUS Acta publica Tom. I. pag. 678.]

SAcra Regia Majestas Sueciæ re ipsa bello implicita & Sacra sua Regia Maj. Magnæ Britanniæ atque Domini Ordines Generales uniti Belgii, quorum utriusque res ita constitutæ sunt, ut bellum omni momento expectare, & easdem, ac si bellum gererent, impensas facere, & onera subire necessum habent, consultum esse duxerunt, inter se convenire in Articulos sequentes.

1. Tractatus inter altissime memoratas suas Maj. Regias & Dominos Ordines Generales antehac initi bona fide executioni mandabuntur & confirmabuntur.

2. Hunc in finem Reg. sua Maj. Britanniæ & Domini Ordines Generales absque mora Regias suas Maj. Sueciæ solvent bis centum mille thaleros Imperiales in auxiliis ab ipsis vi fœderum petitis computandos.

3. Domini Ordines Generales se sponsores constituunt pro summa tercentum mille Thalerorum Imperialium, quos Rex Sueciæ mutuo sumet sub Hypotheca bona & sufficienti, secundum obligationem, de qua ulterius convenietur.

4. Altissime memorati Reges & Domini Ordines Generales quantocius nominabunt & constituent Commissarios, qui agant inter se de modo, quo Fœderati sibi invicem suppetias ferent, si bellum quod Rex Sueciæ sustinet continuetur, & Rex Magnæ Britanniæ, atque Domini Ord. Generales bello involvantur, quoque etiam se quam arctissime devinciant, pro præsenti rerum & temporum constitutione.

5. Interim Fœderati cum ullo, quisquis ille fuerit, nec agent vel concludent quicquam, quod fœderibus inter illos antehac initis contrarium sit, nec quod præjudicium alicui Compacifcentium afferat.

6. Conventio hæc ab unoquaque parte Compacifcentium ratihabebitur, & ratificationum Tabulæ hic, Hagæ Comitum, commutabuntur, intra spatium 6. Septimanarum vel citius, si fieri poterit.

In quorum fidem nos Legati Plenipotentiarii & Deputati infrascripti Conventionem hanc manu nostra subscripsimus. Actum Hagæ Comitum &c. 7. Octob. 1701.

X.

11. Novembre. *Alliance particuliere & perpetuelle entre* GUILLAUME III. *Roi de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies pour leur commune seureté & defense, dans les presentes conjonctures dangereuses, comme aussi dans tous les tems avenir, & en particulier pour le maintien de l'Alliance faite le 7. Septembre dernier avec Sa Majesté Imperiale, au sujet de la Succession d'Espagne. A la Haye le* 11. *Novembre* 1701. [Tiré des Archives de L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies] ANNO 1701.

LE Roy de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des Pais-Bas ayant fait une reflexion meure & serieuse sur le grand changement arrivé dans l'Europe par la funeste mort du feu Roy d'Espagne de glorieuse memoire, ont consideré, que par là, le Roy Tres-Chrestien s'estant rendu maître de toute la succession d'Espagne, en faveur de son petit-fils le Duc d'Anjou, en étoit devenu si formidable, que selon le consentement unanime de tout le monde, l'Europe estoit dans un danger imminent de perdre sa liberté & de subir le joug dur d'une Monarchie universelle, & comme lesdites Puissances ne souhaittent rien davantage, que de prevenir ces grands maux, par une paix seure, generale & de durée, & qu'ils ont creu, que cela ne se pourroit, que par des Alliances estroites, & un concours extraordinaire d'autres Princes & Potentats, ils ont trouvé bon de faire à cet effet, une Alliance ferme & solide, avec Sa Majesté Imperiale, & d'inviter d'autres Princes & Estats d'y entrer, mais comme ils sont persuadez, qu'on ne manquera pas de faire tous les efforts imaginables pour rendre inutile ladite Alliance: soit avant, ou après la paix faite; & qu'entre plusieurs moyens, il n'y en auroit aucun plus seur, que de separer le dit Roy de la Gr: Bretagne desdits Seigneurs Etats Generaux, ou de mettre l'un ou l'autre hors d'estat à ne pouvoir agir: soit par la perte de leur commerce, ou que leur seureté leur fut ostée, à quoy pourroit toûjours servir infailliblement la combination des Royaumes de France & d'Espagne, & l'occupation des Païs-bas Espagnols: ils se sont trouvé obligez de se lier si estroitement ensemble, qu'il sera humainement possible, & de convenir des moyens necessaires, pour se mettre en estat de pouvoir toûjours veiller à la liberté commune de l'Europe, à la conservation de leur commerce, & à leur seureté particuliere, & d'oster à leurs voisins toute esperance de les pouvoir separer à jamais, ni les rendre inutiles au Public; & à cette fin, ledit Roy de la Grande Bretagne a donné son Plein-pouvoir au Sieur Jean Comte de Marlboroug, Baron Churchil de Sandridge, Conseiller privé de ladite Majesté, General de son Infanterie, & Commandant en Chef les Troupes de ladite Majesté aux Pais-Bas, & son Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire: & lesdits Seigneurs Etats Generaux, aux Srs. Christian Charles Baron de Lintelo Seigneur d'Elfe. Frederik Baron de Reede, Seigneur de Lier, St. Antoine & ter Lee, de l'Ordre de la Noblesse de la Province de Hollande & de Westfrise. Antoine Heinsius, Conseiller Pensionaire de la Province de Hollande & Westfrise, Garde du Grand Sceau & Surintendant des Fiefs de la même Province. Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk, Corigene, premier Noble & representant la Noblesse dans les Etats & au Conseil de Zelande. Everhard de Weede, Seigneur de Weede, Dykvelt, Rateles &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Ecolastre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dykgraef de la Riviere le Rhein dans la Province d'Utregt, & President des Estats de la même Province. Guillaume de Haren Grietman du Bilt, Deputé de la part de la Noblesse aux Estats de Frise, & Curateur de l'Université de Franequer. Burchard Juste de Welvelde à Bukhorst & Molekate, Seigneur de Zallik & Vekate, Drossard de Ysselmuyden, & Wichers Wichers Senateur de la Ville de Groningue, respectivement Deputez à l'Assemblée desdits Seigneurs Etats Generaux de la part des Provinces de Gueldre, Hollande & Westfrise, Zelande, Utregt, Frise, Over-Yssel, & de Groningue & Ommelanden, Deputez & Plenipotentiaires desdits Seigneurs Etats Generaux, qui sont convenus de la maniere suivante.

I.

Premierement l'Alliance defensive & perpetuelle, faite entre le Roy Charles second, de glorieuse memoire & lesdits Seigneurs Etats Generaux le 3. Mars 1674. sera renouvellée & confirmée par celle-cy dans toutes ses formes, comme si elle y estoit inserée, & sera inviolablement executée de part & d'autre à l'avenir.

ANNO 1701.

II.

Et comme lesdits hauts Confederez ſe ſont promis dans le troiſiéme Article de ladite Alliance, de garantir l'un l'autre tous les Traittez qu'ils avoient faits juſques alors avec d'autres Roys, Princes & Eſtats, & qu'ils pourroient faire après; ils garantiront ſpecialement, les Traittez, que leſdits Confederez ont faits avec le Roy Tres-Chreſtien à Ryswyk, le 20. Septembre 1697. & qu'ils feront de concert l'un de l'autre cy-après.

III.

Et pour éviter toute ſorte de diſputes ſur le cas de l'Alliance, on regardera toûjours plus l'eſſentiel ou materiel que le formel, pour la conſervation & la defenſe de l'un & de l'autre.

IV.

Ainſy on reputera *pro caſu Fœderis*, non ſeulement, ſi l'un ou l'autre des Alliez ſera attaqué; mais auſſy ſi quelqu'un des voiſins des Parties ſe prepare à attaquer, ou menacer quelqu'un des Alliez, tant par la levée extraordinaire des troupes, équipage des vaiſſeaux ou autrement, en quelle maniere que ce ſoit, pourvu qu'un desdits Alliez, par une juſte crainte, ſoit obligé de s'armer.

V.

Et puis qu'on a eu un ſoin particulier, dans ladite Alliance faite avec l'Empereur, pour recuperer leſdits Païs-Bas Eſpagnols d'entre les mains dudit Roy T. C. & qu'outre cela le principal intereſt desdits Confederez conſiſte dans la conſervation de la liberté de l'Europe, comme cy-deſſus, on executera fidellement & de bonne foy le Traité fait par leſdits Confederez avec Sa Majeſté Imperiale le 7. Septembre dernier, & les uns & les autres le garantiront, & l'on taſchera de le confirmer & rendre plus fort de tems en tems.

VI.

Et comme la ſeureté desdits hauts Confederez conſiſte particulierement en ce que les Païs-Bas Eſpagnols, comme les plus voiſins de leurs Eſtats, ne demeurent pas entre les mains du Roy T. C., ou que directement ou indirectement il en ſoit le Maître, comme preſentement; ils s'engagent, auſſy ſpecialement de s'entr'aider avec toutes leurs forces à ladite recuperation, & après qu'ils ſeront recuperez, on conſiderera toûjours auſſy *pro caſu Fœderis*, lors que le Roy T. C. voudra s'en emparer, directement ou indirectement, ou qu'il faſſe faire des preparations pour les occuper ou y envoyer ſes troupes: comme l'on fera auſſy en cas, que le dit Roy T. C. voudroit s'emparer directement ou indirectement de quelques terres, ou païs appartenants audit Roy de la Grande Bretagne, ou auxdits Seigneurs Eſtats Generaux, ou qu'il fit des preparations pour les occuper, ou y envoyer des troupes.

VII.

En cas que leſdits hauts Alliez tombent conjointement, en guerre, ou à cauſe de cette Alliance defenſive, ou en vertu de celle qui eſt nommée cy-deſſus dans l'Article 5. ou par d'autres raiſons & motifs, il y aura entr'eux une Alliance offenſive & defenſive contre ceux avec qui ils ſeront en guerre, & y employeront toutes leurs forces, tant par mer, que par terre, & agiront conjointement ou ſeparement ſelon le concert qu'ils en feront enſemble.

VIII.

Et afin que tout puiſſe eſtre dirigé au but propoſé, leſdits hauts Confederez feront un denombrement des forces par mer & par terre par une Convention ſeparée.

IX.

La guerre eſtant ouverte, on agira de concert, ſelon le 7. & 8. Article dudit Traitté du 3. Mars de l'an 1697. & on ne negociera, ni l'on fera ni paix ni trêve, ni ſuſpenſion d'armes, que ſelon le 9. & 10. Article dudit Traitté.

X.

En faiſant la paix, on aura un ſoin particulier pour le commerce & trafic des deux Nations, comme auſſy pour leur ſeureté, tant à l'égard des Païs-Bas Eſpagnols, que des païs adjacents.

XI.

Pour les affaires de la mer, ils ſe regleront, en cas de guerre, proviſionellement, juſques à ce qu'on aura diſpoſé autrement, ſelon le Traité fait à Whitehall le 29. d'Avril mil ſix cens quatre vingt neuf, qu'on tiendra à cet effet comme renouvellé, & inſeré dans cette Alliance entant que cela ſera applicable à la preſente conſtitution des affaires, & particulierement à l'eſgard des priſes, de la proportion des Vaiſſeaux de guerre & du Conſeil de guerre & ce qui en dependra.

XII.

Et à l'eſgard des repriſes, le Traitté qui en a été fait entre leſdits hauts Alliez le 22. d'Octobre mille ſix cens quatre vingt-neuf aura ſes forces, comme s'il eſtoit fait tout nouvellement.

XIII.

Cette Alliance ſera perpetuelle, comme celle de l'an 1674. ci-deſſus mentionnée, & en ſera regardée comme une partie entant qu'elle y pourra être appliquée à l'avenir.

XIV.

Les Ratifications de la preſente Alliance ſeront eſchangées de part & d'autre, dans l'eſpace de trois ſemaines, à compter du jour de la ſignature.

En foy de quoy ledit Ambaſſadeur de ſadite Majeſté, & les Deputez desdits Seigneurs Eſtats Generaux, ont ſigné la preſente & y ont fait appoſer le cachet de leurs armes.

A la Haye l'onziéme Novembre mil ſept cens & un.

(eſtoit ſigné)

(L. S.) MARLBOROUGH.
(L. S.) C. C. B. D. LINTELO.
(L. S.) F. B. DE REEDE.
(L. S.) A. HEINSIUS.
(L. S.) W. DE NASSAU.
(L. S.) D'WEEDE.
(L. S.) W. V. HAREN.
(L. S.) B. V. WELVELDE.
(L. S.) W. WICHERS.

XI.

Convention entre GUILLAUME III *Roi de la Grande Bretegne & les Seigneurs Eſtats Generaux des Provinces Unies d'une part, &* FREDERIC III. *Roi de Pruſſe d'autre part; Sa Majeſté Pruſſienne y accede à le Grande Alliance, & les trois Puiſſences y prennent enſemble des meſures, pour la ſeureté de leurs Intereſts particuliers dans le Guerre contre la France au ſujet de la Monarchie d'Eſpagne & dans la Peix qui ſe devra faire enſuite. Fait à la Heye le 30 Decembre 1701. & à Londres au Mois de Janvier 1702* [Tiré des Archives de L. H. P. les Eſtats Generaux des Provinces Unies] 1701. Decemb. 1702. Janvier.

BIen qu'il y ait desja des Alliances particulieres entre Sa Majeſté le Roy de Pruſſe, Sa Majeſté le Roy de la Grande Bretagne & leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Eſtats Generaux des Provinces Unies, ſi eſt-ce que l'occaſion des preſentes & dangereuſes conjonctures, particulierement au ſujet de la grande affaire de la ſucceſſion à la Monarchie d'Eſpagne, & de ce qui en peut ſuivre: Et ainſy la deüe conſideration de la ſeureté & des convenances reciproques de leurs Royaumes & Eſtats, qui en peuvent dependre, jointe à celle du bien public de l'Europe en general, qui s'y trouve ſi fort intereſſé, leur ont donné lieu

ANNO 1701. 1702. lieu à entrer là-deſſus en des plus étroites liaiſons, auquel effet ont été commis & authoriſez d'un coté de la part de Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, les Sieurs Ezechiel, Baron de Spanheim, Conſeiller privé & d'Etat, Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majeſté, & Wolfgang, Baron de Schmettau, Seigneur de Koningswalde & Kehrberg, auſſi Conſeiller privé & d'Etat, & Plenipotentiaire de Sa Majeſté le Roy de Pruſſe, & d'autre coſté de la part de Sa Majeſté le Roy de la Grande Bretagne, le Sieur Jean Comte de Marlborough, Baron Churchil de Sandridge, Conſeiller privé de ſadite Majeſté, General de ſon Infanterie & Commandant en chef des troupes de ſadite Majeſté aux Pais-Bas, & ſon Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire: Et de celle de leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux, les Sieurs Jean van Eſſen, Bourguemaitre de la Ville de Zutphen, Curateur de l'Univerſité de Harderwyck, Frederik Baron de Rheede, Seigneur de Lier, Saint Antoine & de ter Lee, de l'Ordre de la Nobleſſe de la Province de Hollande, Antoine Heinſius, Conſeiller Penſionnaire, Garde du grand Seau, & Surintendant des Fiefs de la même Province; Guillaume de Naſſau, Seigneur d'Odyck, Cortgiene &c. premier Noble & repreſentant l'Ordre de la Nobleſſe dans les Etats au Conſeil de Zelande; Everhard de Weede, Seigneur de Weede, Dykvelt, Rateles &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Eſcolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin, dans la Province d'Utrecht, & Preſident des Etats de la même Province, David Conſtantin du Tour, Seigneur d'Aveines, la Pomerade Maleret, Arnold Lemker, Bourguemaiſtre de la Ville de Deventer, & Ludolf Gockinga, reſpectivement Deputez à l'Aſſemblée desdits Seigneurs Etats Generaux de la part des Provinces de Gueldre, de Hollande & Weſtfriſe, de Zelande, d'Utrecht, de Friſe, d'Overyſſel & de Groningue & Ommelandes, & enſuite des Pleins-pouvoirs produits à cet effet de part & d'autre, il a été convenu comme il ſuit.

I.

Qu'il y aura une entiere & parfaite intelligence, entre ces trois Puiſſances, pour la ſeureté, l'avantage & la defenſe reciproque de leurs Royaumes, Etats & Sujets, contre toutes ſortes d'agreſſeurs, & ſur-tout à l'occaſion de la preſente Convention.

II.

Qu'on s'efforcera à ce ſujet de part & d'autre, de travailler pour l'affermiſſement & la durée d'une bonne & ſeure Paix Generale, & pour établir là-deſſus la ſeureté particuliere de leurs Royaumes, de leurs Etats & de leur Commerce.

III.

Qu'à cet effet il y aura une étroite & confidente communication entre ces trois Puiſſances, de tout ce qui pourra ſe negocier à cet égard, pour n'en être rien traitté & conclu, que d'un commun accord, & avec la ſatisfaction, la ſeureté & la garantie de leurs-dits Royaumes & Etats.

IV.

Et comme l'affaire ſusmentionnée de la ſucceſſion à la Monarchie d'Eſpagne, dans l'etat où elle ſe trouve preſentement reduite, au grand & notable prejudice des droits & pretenſions de Sa Majeſté Imperiale, à ladite ſucceſſion; d'ailleurs de la ſeureté & de la liberté de l'Europe en general, & en particulier des Puiſſances voiſines, qui s'y trouvent les plus intereſſées, a donné lieu au Traitté d'Alliance fait & conclu à la Haye le ſeptieme de Septembre dernier, entre Sa Majeſté Imperiale, Sa Majeſté Brit. & les Hautes Puiſſances; c'eſt auſſi & enſuite de la communication & requiſition, qui en a été faite de la part de Sadite Majeſté le Roy de la Grande Bretagne, & de leurs Hautes Puiſſances, à Sa Majeſte le Roy de Pruſſe, qu'elle a eſté portée d'entrer dans la ſusdite Alliance, & ainſi que de la part de ſaditte Majeſté Brit. & de leurs Hautes Puiſſances, on declare de le recevoir dans laditte Alliance, dont ils ſeront faits des actes ſeparés par les ſusdites Puiſſances, avec l'inſertion de laditte Alliance, qui ſeront ſignés à même tems, avec la Ratification du preſent Traitté. ANNO 1701. 1702.

V.

Que veu, tant Sa Majeſté le Roy de Pruſſe, que Sa Majeſté Brit. & leurs Hautes Puiſſances, ont de grandes & liquides pretenſions de ſommes d'argent conſiderables, qui leur ſont reſpectivement deuës par la Couronne d'Eſpagne; on eſt convenu de s'entraider & aſſiſter de part & d'autre, pour avoir ſatisfaction desdittes pretenſions, & ainſi pour concerter dans la ſuite les moyens propres & convenables à cet effet. Et au reſte, la garantie particuliere donnée par Sa Majeſté Brit. & leurs Hautes Puiſſances, à retenir le Fort de Sainte Marie, pour hypotheque d'une partie des pretenſions ſusdites de Sa Majeſté le Roy de Pruſſe, continuera d'avoir ſon plein & entier effet.

VI.

Que d'ailleurs on promet de la part de Saditte Majeſte Brit. & de leurs Hautes Puiſſances, de ne venir à aucune concluſion de paix avec la France & l'Eſpagne, ſans que Sa Majeſté ſusdite y concoure, comme Roy de Pruſſe, & ſoit reconnuë & traittée comme Roy par ces deux Couronnes.

VII.

Qu'au cas que ces trois Puiſſances conjointement, ou l'une d'entr'elles, viennent à être attaquées par la France, ou par l'Eſpagne, au ſujet du preſent Traitté, ou de celui de l'Alliance ſusmentionnée avec Sa Majeſté Imperiale, on promet & s'oblige, de s'aſſiſter mutuellement, conformément à ce qui en eſt porté par l'Article 11. du Traitte ſusdit avec Sa Majeſté Imperiale, & d'ailleurs par les Traittés & Alliances precedentes de Sa Majeſté le Roy de Pruſſe, avec Sa Majeſté Britannique, & avec leurs Hautes Puiſſances, renouvellées & confirmées par l'Article 11. du preſent Traitté.

VIII.

Que ſi d'ailleurs au cas ſusdit de rupture, & de guerre, par les Troupes de Sa Majeſté le Roy de Pruſſe, ou de ſes Païs & Etats, ou par leur aſſiſtance on vienne à établir des contributions en Païs ennemy, particulierement, ſi les Païs & Sujets dudit Seigneur Roy eſtoient obligés d'en payer aux ennemis, on conviendra alors équitablement de la repartition desdittes contributions.

IX.

Qu'au cas que du conſentement de Sa Majeſté Imperiale les huit mille hommes, que Sa Majeſté le Roy de Pruſſe eſt convenuë de lui fournir, aux conditions portées par l'Article. . . de ſon Traitté de l'an paſſé 1700. avec ſaditte Majeſté Imperiale puiſſent reſter en tout, ou en partie, pour la defenſe des Quartiers du bas Rhin, ou même de ceux entre la Meuſe & la Moſelle, ou pour les operations à faire contre l'Ennemi, on concertera de part & d'autre, où on voudra les employer, & qu'au cas que Sa Majeſté le Roy de la Grande Bretagne, & leurs Hautes Puiſſances viniſſent à tirer leſdites Troupes hors des Païs & Etats, où la monnoye de l'Empire a cours, on tiendra compte à Sa Majeſté le Roy de Pruſſe, de l'agio, ou difference à l'égard de l'argent, & qu'au même cas on donnera auxdites Troupes le fourage hors des Magazins du Roy de la Grande Bretagne, & de l'Etat, lors que la Campagne n'en fournira pas, & de même le pain, ſuivant qu'il a été obſervé la guerre paſſée, la moitié en deça la Meuſe, & le tout au delà.

X.

Que ſur l'offre qui a été faite de la part de Sa Majeſté le Roy de Pruſſe, de fournir dès à preſent à Sa Majeſté le Roy de la Grande Bretagne, & à leurs Hautes Puiſſances, ſans en prendre aucun argent de levée, un corps de cinq mille hommes, en bonnes & vieilles Troupes, bien habillées & bien armées, & la Cavallerie fournie de bons chevaux, pour les prendre à leur ſervice; Et ſur ce qui en a été bien re-

ANNO 1701. 1702.

ceu & agrée de leur part, il a été fait & arreſté une Convention particuliere entre les Miniſtres, qui en avoient plein pouvoir de part & d'autre, Et au cas que la paix vienne à s'établir dans les Païs voiſins à la Pruſſe, & que Sadite Majeſté le Roy de Pruſſe n'eût rien à apprehender de ce côté là; Elle déclare d'être preſte & diſpoſée à fournir un conſiderable nombre de Troupes, au moins de ſept mille hommes, pour le bien de la cauſe commune, & en particulier pour les employer ſur le pied, qu'il en ſera convenu avec Sa Majeſté Britannique, & leurs Hautes Puiſſances.

XI.

Qu'au reſte & en dernier lieu, les Traittés precedens demeureront en leur pleine & entiere vigueur, à ſçavoir celui d'Alliance perpetuelle & defenſive de la part de Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, avec Sa Majeſté de la Grande Bretagne, fait à Weſtmunſter le 26. de May 1690. & d'ailleurs ceux d'une Alliance & aſſiſtance mutuelle, entre Sadite Majeſté le Roy de Pruſſe, & leurs Hautes Puiſſances, & renouvellés dernierement par le Traitté, fait à Berlin le 21. d'Août 1700.

XII.

Le preſent Traitté ſera ratifié, & les ratifications ſeront échangées de part & d'autre dans l'eſpace de ſix ſemaines, à compter du jour de la ſignature. Ainſi fait & ſigné par nous Plenipotentiaires ci-deſſus nommez, à ſçavoir par moi le Comte de Marlborourg à Londres le $\frac{18}{28}$ 1701. vieux ſtyle / 1701 nouv. ſtyle par nous le Baron de Spanheim, & le Baron de Schmettau, le premier a Londres le $\frac{18}{28}$ 1701. vieux ſtyle & le ſecond 1702. nouv. ſtyle à la Haye, le 30. Decembre 1701. ſtyle nouveau, & par nous les Députés des Seigneurs Etats Generaux, à la Haye le 30. Decembre 1701. ſtyle nouveau.

L. S. MARLBOROURG.
L. S. E. DE SPANHEIM.
L. S. W. B. DE SCHMETTAU.
L. S. J. VAN ESSEN.
L. S. J. B. VAN REEDE.
L. S. A. HEINSIUS.
L. S. W. DE NASSAU.
L. S. DU TOUR.
L. S. A. LEMKER.
L. S. S. L. GOCKINGA.

XII.

1702. *Confœderatio Vexillorum in Majori Polonia conſiſtentium, pro tuitione integritatis S. Fidei Catholicæ, Jurium & Libertatum Nobilitatis, atque Dignitatis Regis* AUGUSTI II. *contra Suecos & eorum ſequaces.* [ANDREÆ CHRYS. IN ZALUSKIE ZALUSKI Epiſc. Varmienſis Epiſt. Tom. 3. Epiſt 34. pag. 232.]

In Nomine SS. Trinitatis.

NOta ſint Orbi iterata jam, utrobique injuſta a Suecico Exercitu facta, Patriæ noſtræ vero moderatio & in extremis etiam infortuniis conſtans erga Monarchas liberæ Gentis fidelitas. Arbitrabamur hactenus Regem Sueciæ, velut nullas ad Rempub. habentem prætenſiones, pacta, juraque noſtra in integro ſervaturum; verum contrarium, per biennalem ejus in Regno noſtro commorationem, experti ſumus; quod ſcilicet, per omnia hoſtis non hoſpes venit, fruſtraque nomen inane Protectoris, in tot Univerſalibus ſibi uſurpans, re oppreſſor & hoſtis, nihil hactenus egit, niſi in noſtri confuſionem & oppreſſionem, everſionem jurium & libertatum, perniciem Regni & Majeſtatis. Poſt infelicem enim ſub Kliszovia, propter arcanas Exercitus Saxonici ſeditiones, diſperſionem, Metropolim Regni, Cracoviam doloſe occupavit, ab Eccleſiis & Civitate ingentia extorſit lytra, ex armamentario omnes abſtulit amunitiones, depoſita Nobilium, etiam ſepulchra mortuorum ſcrutatus, eripuit; ærarium Regni, ſpe auferendæ coronæ, devaſtavit; & quod ſumma inter damna cenſendum eſt, Sacratam Regum Poloniæ Sedem, toti Europæ nota antiquitatis Pergama, Heroſtraticis bullis incineravit: inde toto diffuſus Regno, cum ſummo Nobilitatis gravamine, contributiones comminationibus ignis & ferri extorquebat, in caſu non extraditæ minimæ portionis, Oppida & Pagos incendebat, in Nobilium domibus ſtativa Exercitui ſtatuebat, violentias & rapinas in eis fieri permittebat, tot noſtros fratres Domibus expulit, fortunis ſpoliavit, depoſita variis in locis abſcondita ſine reſpectu Privilegiati loci, diripuit, quosdam captivavit, quosdam premi fame, alios morti adjudicari juſſit, peneque nomen Nobilitatis cum juribus, bonisque eorum, delere contendit; Thorunii Fortalitium, poſt diuturnam obſidionem fide illi non ſervata, ſolo æquavit, portas, turresque cuniculis dejecit, amunitiones & depoſita Nobilium abſtulit, Templa omnibus ſplendoribus ſpoliavit, etiam campanis ex eis ablatis: quam violentiam & oppreſſiones omnibus Civitatibus tam Caſtrenſibus, quam aliis munitioribus in Regno Poloniæ, præſertim vero in Pruſſia, contra Regiam aſſecurationem intulit; Gedano quoque, ultimo Regni Poloniæ Fortalitio, licet ingenti lytro toties redimenti vexam, hactenus vim inferre meditatur, Templa in toto pene Regno ſplendoribus ſpoliata, in granaria & fere ſtabula convertit, Sacerdotes, aliasque ſpirituales perſonas longa incarceratione preſſit, montem Czeſtochovienſem, tot prodigiis elarum, dicata Deo & Matri ejus Gazophylacia expilaturus, ſuo cioctum Exercitu, aliquot ſeptimanis tenuit, vexilla noſtra conſiſtentia pepulit, alia ſuſtulit, totque fratres noſtros, etiam depreſſione Poloni heroique nominis, in captivitatem abduxit, denique per abominabilem eum quibusdam Principalioribus, in everſionem Status, oppreſſionem Nobilitatis, conſpirationem, in eam deſperationem, & ſervitutem quosdam filiorum hujus Patriæ induxit, ut ad illius Univerſalium promulgationem arma capeſſere, prohibita legibus convenicula, ſub prætextu Confœderationis, cogere non dubitaverint, ultra vero eos per abrupta ducens, dulcedine Tractatûs, biennio propoſiti, illectos, falſisque promiſſionibus, alleviandarum contributionum deceptos, ita dementavit, ut legitimum Regem Auguſtum ſecundum, rupto vinculo juramenti, in Comitiis pacificationis ſuper præſtanda illi fidelitate, facti, dethronizare, interregnum, & novi Principis electionem proclamare, omnesque Reipub. Cives, perniciosis eorum intentionibus contrarios, pro hoſtibus Patriæ declarare auſi fuerint: per quod domeſticorum turbinum, belli Moſchovitici, & Coſatici, deteſtanda jecit ſemina, ut menſuram impleret hoſtilitatis Avi ſui, nondum obductæ cicatrici atrociora vulnera ſuperinducens. Quapropter nos militaris Ordo Regni Poloniæ, a Ladiſlao Biernacki Enſifero Wſchovienſi noſtrorum Regiminum Præfecto convocati, Univerſalibus Regis, de proximo interitu communis matris noſtræ Patriæ, præmoniti, præſcata ſub Tyszowciis in ſimilibus Patriæ infortuniis, media defenſionis, arripere ſtatuimus. Hinc proteſtamur coram Deo, toto Univerſo, Statibusque Republicæ, quod non propter ullum privatum intereſſe, nec contra Remp. molimina, aut fovendas ſub prætextu libertatis alienas intentiones, nec propter exigendas portiones, quibus juxta conſtitutionem Comitiorum Lublinenſium contenti eſſe debebimus, nec denique propter repetendam, deſervitam obſequiis mercedem, quam in ſinum fratrum, donec pacificetur Patria, reponimus; verum ad naturalem hujus Patriæ noſtrique ipſorum defenſionem. Nos reſolventes, Confœderationem Majoris Poloniæ, ejusque perniciosos progreſſus deteſtamur, non ideo ſolum, quia Confœderatio in ſeſſionibus formata, hoſtem per Comitia declaratum, in Protectorem ſuſcipit, atrocia bella in viſcera Regni induxit, liberam electionem tollit, nec exercitui aſſecurare poteſt; verum etiam ex ratione perjurii, Deo & hominibus deteſtandi: Tarnopoli enim, elapſo anno inſtinctu, & exemplo Ducum circa Fidem S. jura, libertatem, dignitatemque Auguſti II. Regis noſtri, facta totus exercitus juramento, in contrarium jurare nequit. E contra vero panſis animis & affectibus, Confœderationem Palatinatus Sendomirienſis, in omnibus Comitiolis, omnium votis promotam, & per electionem Mareſchalci, Staniſlai Comitis Donhoff Venatoris M. D. L. finitam, ampleſtimur, provectione perſonarum noſtrarum, & aſſecuratione mutuæ confidentiæ, unionisque tam armorum, quam conſiliorum, referimus gratias quodve abhinc velut unum corpus

(1) Nous ſuivons l'illuſtre Auteur qui nous fournit cette Pièce en la rangeant ſous l'an 1702. [D u R.]

ANNO 1702. corpus, & unus Spiritus cum inclyto hoc Palatinatu futuri simus, declaramus; mutuam dantes sponsionem, quod ad defensionem, tam totius Reipub. quam hujus Palatinatus, sanguinem & vitam impendemus, nec eum in adversis deseremus, Consiliarios nostros juratos ad latus Marescalci Conföderationis, ad gremium eius Consiliariorum designamus, hacque mutua cum Palatinatu & tota Repub. fundata confidentia, omnibus modis, vitæ non parcentes & sanguini, armati Cives, Patriam hanc ab hostilibus oppressionibus liberare desideramus; Augustum vero II. sicut pro Rege agnoscimus, ita dignitatis ejus defensioni, sanguinem & vitam immolare parati sumus; nomen Nobilitatis, non tantum in filiis Regni hujus profanatum, verum etiam ex Livonia a Regno avulsa, una cum Fide Sancta Catholica, contra Pacta Olivensia ejectum, vindicare & conservare appromittimus, hocque fine, ejurantes Ducalem super nos potestatem, & obedientiam, donec tam ab intra, quam ab extra pacificetur Respub. hoc salutare militaris conföderationis opus, velut efficacissimum salutis publicæ medium, assumimus, ad quod omnes, jure nobilitatis gaudentes sub amissione hujus nominis, & characteris, universalibus Marescalci nostri invitamus, & convocamus. In Marescalcum vero Conföderationis nostræ; Stanislaum Chomentowski, Radomiensem, Zlocoriensemque Capitaneum, elegimus, cui obedientiam, juxta Leges Ducales, militaresque Articulos, sacrosancte præstandam, appromittimus, scissionem nullam facere, & ne à quopiam fiat, præcavere, declaramus, & conjuramus, non prius evindicationem facturi, quam in toto pacificetur Respub. Marescalcus quoque mutuo sese Nobis obstringet juramento; quod in omnibus, integritatem S. Fidei Catholicæ Jura, Libertates Nobilitatis, dignitatem Regis Augusti II. sit conservaturus, nomen Nobilitatis vindicaturus, omnia puncta Conföderationis hujus observaturus, hostem, non fictis conatibus, pro viribus Exercitus infestaturus, nec cum eo, aut ejus adhærentibus, ullas cointelligentias & correspondentias sit habiturus, nec ulli alteri directionem Exercitus committurus, in omnibus vero præsentibus ad latus suum Consiliariorum sit secuturus consilia.

ex novella constitutione æquatione Jurium ejus cum Regno Poloniæ repetito velut nexu unum & indivisum corpus, ac omnibus quibusque separatis consiliis ad unam compagem & orbitam Legum pertinentes communicatione securitatis & legum suarum cavent, & quidquid ex orbita illorum dissensiones & disgustus domestici extraxerunt illud omne ad jus antiquum & observantiam legum debitam reducunt. Dignitates omnes, munia, ministeria, officia in suis prærogativis antiquis secundum jus priscum & recentem coæquationis ordinem in omnibus personis majoris & minoris subsellii inviolabiliter manere debent, & liberum illorum exercitium sine ullo esse debet impedimento. Telonia tamen antiqua Russiæ (3) ad mensam S. R. Majestatis ex antiquo pertinentia circa antiquum usum inviolabiliter conservantur. Exercitum præsentem secundum coæquationem cum Regno abrogandum declarando, si non erit necessarius.

ANNO 1702.

Bona quæcunque in hoc turbine domestico injuste erepta ad priores redeant possessores, statimque in effectu reddi debent. Officia Terrestria seu Caltrensia locorum, ubi bona consistunt authoritate Reipublicæ deputantur condescensura ad requisitionem partis cui debentur. Omnes in hac gente sive potentia Domûs, sive fortuna fulô, sive superioritatis beneficio elati, sive popularibus gratiis aucti, sub communi lege, judicio & pœna in æqualitate vivere debent, & tertiarii tranquillitati, indemnitatibus Nobilitatis publicis consultationibus graves esse non debent in omnibus prætensionibus & differentiis, & jure mediante non vi experientur. Et in eo Magistratus omnium subsellionum & judiciorum commonentur, ut in judiciis justitiam, cuivis sine respectu quovis secundum Legem & juramentum administrent. Contra aggressores & contemptores Legum, & rebelles juri publico, procedendo secundum antiqua jura in volumine legum expressa, obviando similibus in hac Republica in futurum exoriundis motibus,

Ut vero (averat Deus) eo non deveniat, hic & nunc omnes Status, sive personæ injuriatæ & contrariæ omnes offensas inter se mutuas corde, bonitate, & Christiano vero debito inter se condonando reciproce, & in sæcula sæculorum extinguunt ad invicem, & æternæ oblivioni reddunt, tam in civilibus, quam in criminalibus, non præjudicando quidpiam negotio in foro spirituali incepto de morte piæ memoriæ Szabuli Præfecti M. D. L. Si quis autem privatam vindictam ex his occasionibus in futurum aperte vel secreto per se sive media subordinata moliretur, tanquam communis pacis violator, & authoritatis Legum contemptor, juri publico rebellis, & nocens subesse debet, sine ullo personarum respectu, vigore Legum.

Nihilominus tamen actiones & prætensiones inscriptæ super bonis ad Domum Sapiehanam, vel è converso ab aliis in vigore suo retinere debent, imo propter celeriorem satisfactionem in Tribunalibus M. D. Lituaniæ agitari & finiri debent non ob antibue nec opetantibus quidquam processibus stante discordiarum motu a Novembri anni 1700. usque ad hodiernum testimunii obtenti, imo in toto remotis manent de integro, & liberæ sunt omnes personæ, quæcunque stante hac civilis motus tempestate in judiciis comparere non poterant, & ex hac occasione processibus juris innodatæ sunt, & id legitime deduxerunt. Quibus similes processus juridici, decreta, & condemnationes obesse non possunt, & semotis iisdem actiones eorum in negotio principali pro exigentia Juris & Justitiæ judicari debent in foro competenti.

In negotio imes Palatinum Vilnensem filiosque ejus & Principem Radzivillium M. D. L. Cancellarium ratione bonorum Principis Neoburgicæ tutelæ prætensæ utraque pars committit se judicio compromissoriali, dettirando pro Superarbitro Cardinale Primate, quatuor autem amicos ex alterutra parte quicunque videbuntur, & id intra determinationem horum Comitiorum determinabunt; quod judicium quidquid decernet, pro firmo & rato acceptare, & hac contentari & tanquam finalem Sententiam suscipere & observare declarant.

Quæ omnia ut eo firmius sint constituta, authoritas S. R. Majestatis D.N. Clementissimi, Senatus & Equestris Ordinis utriusque Provinciæ Regni & Magnificorum Generalium Regni Ducum ex consensu Provinciæ M. D. Lituaniæ in Guarantiam præsentis Tractatus accepta fuit.

XIII.

16. Januvier. (1) *Pacificatio Lituanensis inter Partes Sapiehanas & Ogynskianas facta, sub Præsidio Eminentissimi Cardinalis* RADZIEJOWSKI *Regni Primatis, dum Comitia generalia agebantur. Varsoviæ* (2) *die* 16. *Januarii.* [ANDREÆ CHRYS IN ZALUSKII ZALUZKI Epistolæ Varmiensis Epist. Tom. 3. Epist. 19. pag. 149. Theatrum Europæum Tom. 1. pag. 985. en Allemand. LAMBERTI Memoires pour servir à l'Hist. du XVIII. Siecle Tom. II. pag. 23 en Francois, & d'une Copie assez diferente de celle-cy.]

EX particulari Domini Dei nostri in Patriam gratia & providentia, cum jam ipsa ab intra & ab extra ex discordia M. D. Lituaniæ provenientia, & in immensum aucta pericula, & tædium malorum ac calamitatum omnium admonere, cœperunt veteris & prisci moris, & quo sunt majora, eo ferventiora excitare vota ad concordiam & ad aversionem ab his omnibus inconvenientiis, quæ per aliquot annos in hac gente statum Reipubl. turbarunt ad præsidium legum, Status Regni ex mente S. R. Majestatis Domini Nostri sub tempus Comitiorum Generalium Varsaviensium per deputationem destinati, & per partes determinati præsidentia Eminent. Cardinalis Radzieiowski Archiepiscopi Gnesnensis Primatis Regni hæc mala & dissidia talibus terminant mediis in ævum.

Sciendo Status Regni, quod ad bona malaque Gentis Lituaniæ pertineant, idem tanquam indivisibilis Respublica non tantum ex vinculo unionis, sed etiam

(1) Cette Pièce est rapportée en Francois dans le T. VIII. part. I. pag. 97. du *Corps Diplomatique*, mais elle differe de celle-ci, dont elle pourroit n'être qu'un traduction fort negligée.

(2) *Die* 16. *Januarii* c'est ainsi que la Pièce se trouve datée dans le Titre, sans aucune marque d'année, mais l'Auteur qui nous le fournit la range sous l'An 1702. & le *Theatrum Europæum* le date aussi de cette année-là. Elle se trouve datée dans les *Memoires de Mr. Lamberti* du 17. Janvier 1702. [DUM.]

(3) Il y a *Prussi* dans la Traduction qu'en donne le Tom. VIII. Part. I.

ANNO 1702. ceptatur maxime vero quoad perſonarum ſecuritatem.

In reliquo propter arctiorem inter gentes confidentiam omnia unionis jura & vincula, quibus ab utrisque obligamur in ſecuritatem communium fortunarum matris hujus indiviſibilis Reipub. in mutuam defenſionem invadiamus, & propter æternam hujus concordiæ manutentionem manibus noſtris ſubſcribimus, qui Tractatus inter Conſtitutiones Regni ſine ulla contradictione, & in quantum iniquioribus (avertat Deus) prementibus fatis Comitia præſentia non finirentur, ad acta matrices Regni & M. D. Lituaniæ in vim perpetuitatis inſeri debent, antequam alia Comitia feliciter non finiemus. Datum ut ſupra.

XIV.

18. Avril. **Receſſ zwiſchen Hertzog BERNHARD zu Sachſen-Meinungen / und Hertzog FRIDERICH zu Sachſen-Gotha wegen denen Ratis der Toburgiſchen Succeſſion beſchehen: Worinn dieſer letztere jenem ſeine am beſagten Fürſtenthumb habende doppelte Ratam, Laut denen mit dero vier jüngern Herren Brüdern getroffenen Pactis / wie nicht weniger die Sachſen-Römhild- und Eiſenbergiſche an ſich erhandelte Ratas abtritt. Dahingegen wieder jener dieſem zue Satisfaction die in dem Hennebergiſchen beſitzende Länder erblich** cum omni jure & onere **mit Verſprechung der Gewehr cedirt; jedoch dem darin mit Sachſen-Gotha de anno 1680. getroffenen Haube-theilungs-Receſſ ohnbeſchadet. Geſchehen zu Coburg den 18. April 1702.** [LUNIG Teutiches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. 2. Abſatz. 2. pag. 713.]

C'eſt-à-dire,

Recès entre BERNARD *Duc de Saxe-Meiningue,* FREDERIC *Duc de Saxe-Gotha, par lequel celui-ci cede à* BERNARD, *non ſeulement la double Portion à lui advenüe de la ſucceſſion de Cobourg par les Pactes faits avec ſes quatre Freres cadets; mais auſſi la double Portion acquiſe par lui des Ducs de Saxe-Rombild & Eiſenberg, en échange de quoi* BERNARD *lui tranſporte pour lui & les ſiens hereditairement les Terres & Droits qui lui appartiennent dans le Territoire de Hennenberg, le tout néanmoins ſans préjudice du Recès de Partage fait l'an* 1680. *avec la Maiſon de Saxe-Gotha. A Cobourg le* 18. *Avril* 1702.

ZU wiſſen ſey hiermit / Als noch bey Lebs-Zeiten des weyland Durchl. Fürſten und Herrn / Herrn Albrechts / Hertzogs zu Sachſen ꝛc. ꝛc. ꝛc. unter Seiner / und dero freundlich geliebten Herren Brudern und reſpective Vettern / Herrn Bernharden / Herrn Heinrichen / Herrn Chriſtian / Herrn Ernſten / Herrn Johann Ernſten und Herrn Friedrichen / allerſeits Hertzogen zu Sachſen / ꝛc. ꝛc. ꝛc. Hoch-Fürſtl. Durchlauchtigkeiten und der Ruh und Wohlfarth dero geſamten Hoch-Fürſtlichen Hauſes und Unterthanen wiſſen / über denen in GOttes Händen ſtehenden Succeſſions-Fällen / nach dem Exempel dero höchſtlöblichen Herren Vorfahren freund-brüder- und vetterliche Conferenz gepflogen / auch ein Receſſ nach mühſamer Handlung darüber aufgerichtet worden / der ſich anfänget: Zu wiſſen / nachdeme der Durchlauchtigſte Fürſt und Herr ꝛc. und ſich endet: So geſchehen Coburg den 6. Aprilis 1699. worauff ſich der Fall mit Erledigung des Fürſtenthums Coburg durch Ableibung hochſeelgen ermelten Herrn / Herrn Albrechts Durchl. am 6. Auguſti nechtabgelauffenen Jahrs erfolgten tödlichen Hintritt begeben / da nach Anleitung nur gemelten Succeſſions-Receſſes Herr / Herrn Bernhardes / Hoch-Fürſtl. Durchl. die Poſſeſſion der Lande in geſamten Nahmen aller Hoch-Fürſtl Herren Intereſſenten ergriffen / hiebey aber ſowohl der Adminiſtration, als Satisfaction halben / vor die Ihro in ermehnten Receſſ in eventum mit gewiſſen Bedingungen cedirte ratas an dem Fürſtenthum Coburg / Irrungen ſich ereignet / welche zu gefährlicher Weiterung ausſchlagen wollen / und endlich zum Proceß an dem Hochpreißl. Kayſerl. K. Hoff-Rath erwachſen / worinnen von der Röm. Kayſerl. Majeſtät verſchiedene Mandata und Reſcripta ergangen / Krafft deren hochermelte Herren Intereſſenten dieſe Streitigkeiten in Güthe / nach dem Receſſ vom 6. Aprilis 1600. förderlichſt unter einander beyzulegen ermahnet worden; So hätte man wohl gewünſchet / daß unter ſämtlichen Eingangs hochgenannten Hoch-Fürſtlichen Herren Succeſſorn und Intereſſenten alle diſſfalls obwaltende Irrungen auf einmahl erhoben werden mögen / geſtalt auch zu dem Ende von ſämtlichen zu dieſem negotio deputirten Räthen am Tage Michaelis nechſtverfloſſenen Jahres ein preliminar-Vergleich getroffen / und ſub ſpe rati unterſchrieben worden. Nachdem aber derſelbe nicht allerſeits ratificiret werden / ſondern aufs neue Hinderungen dargegen ſich ereignen wollen / haben die Durchl. Fürſten und Herren / Herr Bernhardt / und Herr Friedrich Gebrüdern / Hertzog zu Sachſen ꝛc. bey gegenwärtig weit ausſehenden Conjuncturen und beſtarchender gemeiner Unruhe / nicht verantwortlich zu ſeyn erachtet / dieſe Irrſtigkeiten zu Schaden dero geſamten Lande und Leuthen alſo länger unerörtert hangen zu laſſen / ſondern im Nahmen GOttes ſowohl in allen unterthänigſten Reſpect / und zu Erfüllung Ihr. Kayſerl. Maj. als aus eigner angebohrner Neigung zur Einigkeit und retablirung freund-vetterlichen Wohlvernehmens die unter ſich diſſfalls entſtandene Differentien / und die übrige deſto leichter zu erheben / nach gepflogener Handlung auf folgende Maße gütlich vergliechen und abgethan

1. Erklären Herrn / Herrn Friedrichs zu Sachſen Gotha Hoch-Fürſtl. Durchl. für ſich und dero Fürſtliche Erben und Succeſſores ſich hiermit wohlmahl dahin / daß Sie Herrn / Herrn Bernhardes zu Sachſen Meinungen Hoch-Fürſtl. Durchl und dero Fürſtl. Erben und Succeſſores Ihre an dem Fürſtenthum Coburg / nach denen mit dem Durchl. vier jüngern Herrn Gebrüdern getroffenen pactis auf ſie gefallene doppelte ratam cum omni jure regio gegen die in nachfolgenden Puncten abgeredete Satisfaction würcklich cedi ren und abtreten / und dem Receſſ vom 6 April. 1699. völliges Genügen leiſten wollen.

2. Weil auch hochermelte Se. Durchl. zu Sachſen Gotha nicht allein zu ſolchem Ende mit Herrn / Herrn Chriſtians zu Sachſen Eiſenberg Hoch Fürſtl. Durchl wegen Uberlaſſung dero löbl Landes-Portion einen getroffen Tractat geſchloſſen / ſondern auch dergleichen mit Herrn / Herrn Heinrichs zu Sachſen Römhild / Hoch-Fl. Durchl zu Wercke gerichtet / darunter zwar Se. Durchl. zu Sachſen Meinungen dero aus mehr angezogenen Succeſſions-Receſſ competirende Gerechtſame ſich jederzeit vorbehalten; Als cediret Sachſen Gotha auch und tritt ab angeregte beyde Sachſen Römhildiſche und Eiſenbergiſche ratas an dem Coburgiſchen Fürſtenthum / und dero darauff erlangtes Recht gegen unten bemelte ſatisfaction gleicher geſtalt an Sachſen Meinungen cum omni jure regio, ſich deren ſämtlichen alſobald / nach ausgewechſelten Reſignations Patenten und reciproce geſchehenen tradition mit aller Gewalt / Hoheit / Ehren / Würden und Nutzungen dergeſtalt frey / ſicher und ungehindert anzumaſſen und zu gebrauchen / als die Herren Cedenten ſelbſt von Rechts wegen befugt wären und thun könten. Jedoch will Sachſen Gotha ſowohl ſeine eigene / als Herrn / Herrn Heinrichs / und Herrn / Herrn Chriſtians Durchlauchtigkeiten nach dem Commiſſariſchen Auswurff auf ſie kommende feudal- und allodial-Schulden-Portion übernehmen und abtragen / Und nachdem

3. Zwiſchen obhochermelten beyden Herren Compoſſeſſenten die Intention der Theil- und Vergnügung an Land und Leuthen bey dem löblichen Fürſtenthum auf 1680. Gulden nach dem portions Anſchlag / ſo daß auf dieſes quantum behörige Gewehrſchafft geleiſtet werde / gerichtet / worvon aber gedachtero ein und anders verallenieret / und die an dem Amt Neuhauß biß auf 1200. Gulden in Anſchlag beſtehet moderation einen Abgang machet / ſo ſoll nicht nur das allenirte auf gemeinſame Koſten wieder eingelöſet / ſondern auch das von Herrn / Herrn Albrechts hochſeelgen Durchl. erkaufte Cammer-Guth Schweickhoff / jedoch nach gemeinſchafftlich zu beliebender Befreyung des ex teſtamento darauff haftenden oneris Legati darzugeſchet / und zu Ergänzung obiger Summe obſervanmäßig in Zugang gebracht werden.

4. Nicht weniger tritt Sachſen Gotha an Sachſen Meinungen Krafft dieſes gegen bald benennende Vergleitung und compenſation ab / und überläſſet derſelben ſeine beyde / wie auch Römhild und Eiſenbergiſche an ſich erhandelte ratas an denen in Coburgiſchen territorio gelegenen Fürſtl Cammer-Güthern Oeſtlau / Calenberg und Gauerſtadt ſamt deren pertinentien.

5. Und obwohlen in dem löblichen Succeſſions Receſſ de anno 1699. die Fürſtl. Reſidenz Stadt und Amt Römhild dem Fürſtl Hauſe Sachſen Gotha eventualiter überlaſſen / ſo cediret doch und überläſſet dieſe benelte Reſidenz Stadt und Amt cum omni jure & onere, inſonderheit auch dem Erbhuldigungs-voto, hiemit in eventum hinwieder an Sachſen Meinungen / und mag daſſelbe / bey ſich begebenden Fall / welchen der Höchſte noch lange verhüte / ſeine erbliche Landes-Portion, (wozu billich pro rata dasjenige quantum zu rechnen / was Sachſen Römhild von dem Coburgiſchen zu ſeiner portion allbereit angefallen / und etwa künftig von Eiſenbergiſchen anfallen möchte) daran / und zu ſolchem Ende ſowohl / als in Krafft dieſer beſchehenen Ceſſion die poſſeſſion vor ſich nehmen / den Uber Reſt dieſes a 3648. Gulden angeſchlagenen Amts aber / an Sachſen Gotha in doppelten Anſchlag / entweder

ANNO 1702. wider durch Compensation, oder vermittelst sicherer und reelle Anweisung der quartaliter zu liefernder Gelder satisfaciren.

6. Verspricht Sachsen-Gotha sowohl wegen dieser nur gemeldeten Cession der Residenz-Stadt und Amtes Römhild/ als auch derer im ersten und andern punct erwehnten von dem Coburgischen Anfall an Sachsen-Meinungen cedirten vier portionen / vor sich und übrigen Fürstl. Herren Interessenten die Gewehrschafft zu leisten und zu übernehmen/ und zwar vermittelst Zurückgebung Land und Leuthen/ von denen dargegen abgetretenen Meinungischen Aembtern auf so hoch/ als etwan in dem Römhildischen und denen Coburgischen portionen wider Vermuthen evincirt werden solte.

7. Da hingegen treten Herrn/ Herrn Bernhardes zu Sachsen Meinungen Durchl. zu verlangter Satisfaction an Sachsen-Gotha auf seine die Römhildischen und Eisenbergischen am Coburgischen habende Landes-portiones, so nach obigen im 3ten punct gemeldeten principiis a 9331. Gülden in Anschlag gesetzet / von dero im Henneberigschen besitzenden Landen erblich und cum omni jure & onere, und mit Versprechung der Gewehr (jedoch dem mit Sachsen Gotha anno 1680. getroffenen Haupt-Theilungs-Recess, und dem darinnen vor Sachsen-Meinungen bedungenen Gewehrschaffts-Punct ohnbeschadet) ab mit aller Gewalt/ Hoheit/ Ehren/ Wilden/ und Nutzungen/ die Aembter Saltzungen/ Frauenbreitungen/ Wasungen und Sand/ nebst der ungehinderten/ jedoch zugleich nach Anleitung des Henneberigschen Haupt Theilungs Recesses de anno 1660 §. 13 unschädlichen/ auch Sachsen-Meinungen an Dero Flösse nach Meinungen unabbrüchigen Werra-Flösse durch die sämtliche vorliegende Landes-portiones nach Saltzungen/ denen Hundischen und Liebensteinischen Gerichten/ wie auch/ jedoch cum onere hypothecæ & facultate reluendi den Cammer-Güthern/ Liebenstein und Simmershausen / und zwar die Aembter nach den portions-Anschlägen/ und zugleich mit den Aembter-Capitalien/ wie solche anno 1670. und 68. Herrn/ Herrn Bernhards Hoch Fürstl. Durchl. gegeben worden/ immassen solche hinwieder in den Coburgischen Landen/ so viel deren vormals bey denen Aemtern gewesen / Sachsen-Meinungen zu præstiren. Die Cammer-Güther zu samt der Werra Flösse aber werden durch die unten beliebten Arbitros, sonder die geringste læsion eines oder des andern Theils nach einem 12. oder 6. jährigen Rechnungs-Ertrag angeschlagen/ und vermittelst Compensation an denen Sachsen-Gothaischen 9. Antheilen/ sowohl der Flösse im Coburgischen/ als auch derer Cammer-Güther/ Oeßlau/ Calenberg und Gauerstädt / nach gleichmäßigem Rechnungs-Anschlag/ auch der befindliche Überschuß in andere Wege gut gethan. Gegen die Hundische Gerichte und zu einer freund-vetterlichen Vergleichungs Zugabe tritt Sachsen Gotha die Lauterburg mit allen pertinentien / und insonderheit dem vorhandenen lebendigen Inventario an Sachsen-Meinungen erblich ab/ und wann der Casus aperturæ nur gemelter Gerichte binnen 40. Jahren sich ereignen / oder diese itzo lebende 3. Vasallen ohne Erben abgehen solten / soll und will Sachsen Gotha auf die Helffte dieses Anfalls anderweite annehmliche Satisfaction an Sachsen Meinungen geben/ darbey nicht weniger in compensation zu bringen / was an denen in Coburgischen binnen 40. Jahren apert werdende Lehen / davon ihnen gleichfalls die Helffte / jedoch anderer gestalt nicht / als wenn der Fall mit denen Hundischen sich zutragen würde / zukommen solte / sie participiren würden.

8. Was nun Sachsen-Gotha über obige 4. Aembter auf dero a 9331. Gülden angeschlagene portiones zukommt und gebühret/ solches soll in doppelten Anschlag gebracht/ auf ein gewisses Amt versichert/ daraus die 4. Quartalen die Gelder richtig vergnüget/ der benannte darauf expresse mit verpflichtet/ und durch Hand-Gelöbnüß an Sachsen-Gotha/ so lange biß das Capital bey künfftigen Anfällen oder sonsten vergnüget/ bey dessen Ablegung fünff pro cent zu rechnen und anzusetzen/ angewiesen werden. Und wie es die Meinung hat/ daß an Sachsen-Gotha der Weimarische Nachschuß/ als welcher unter des Amts Sand Anschlag nicht mit stecket/ doch billich bey dem Amte gelassen wird / abgetreten werden solle; Also hat Sachsen Meinungen auch deßhalber von Sachsen-Gotha besondere Satisfaction zu gewarten.

9. Die Land-und Tranck-Steuren / so viel deren im portions Anschlag nicht begriffen/ werden in den Coburgischen und Meinungischen reciproce abzutretenden Landen aus den Steuer-Registern gegen einander gesetzet / und der befindliche Überschuß von einem oder dem andern Theil mit einem Capital a 5 pro Cent angeschlagen / entweder abgetragen / oder in obige maasse versichert und quartaliter geliefert / auch die gäntzliche und gründliche Steuer-purification nach beschehener Revision in denen reciproce abzutretenden Landen / und das daraus resultirende augmentum zu beyden Seiten reserviret/ nicht weniger/ als wegen der einander abzutretende Vasallen/ die behörige peræquation und Satisfaction vorbehalten wird.

10. Alles übrige/ so in denen portions Büchern nicht enthalten/ und weshalber besondere Satisfaction gegen einander begehret wird/ und de jure zu gewarten seyn möchte / wie auch was sonsten beyde Fürstliche Theile hinc inde zu prætendiren/ darüber wollen sie/ auf daß um so mehr alle Mißhelligkeit weggeräumet/ und gutes Verständniß beständig unterhalten werde/ ein arbitrium, welches durch besonders darzu verpflichtete Persohnen aus dem Fürstl. Hause / nebst einem Obmann/ welche ad protocollum benennet/ admittiren/ und durch dieselbige binnen 2. Monaten a dato der beschehenen tradition die ausgesetzte puncta und prætensiones gütoder rechtlich ohne einiges suspensiv-Mittel erörtern lassen.

11. Die concertirte reciprocirliche Resignations-patente derer resp. Meinungischen Aemter und Gerichte an einem/ und derer Gothaischen/ Römhildischen und Eisenbergischen Antheilen am Coburgischen Fürstenthum/ samt deren pertinentien/ und denen Cammer-Gütern am andern Theil / werden bey Vollziehung dieses Recesses einander ausgehändiget; die reciprocirliche würckliche tradition aber/ wie auch die behörige Notification an die Reichs-und Creyß-Directoria geschehen längstens binnen 14. Tagen nach Ostern / und zwar in specie auf den 4. des künfftigen Monats Maji/ da inzwischen Herrn / Herrn Bernhardes / und Herrn / Herrn Friedrichs Hoch Fürstl. Durchl. Durchl. Durchl. conjunctim ein Kayserliches Rescript, darinnen Herrn / Herrn Ernsts Hoch-Fürstl. Durchl. nochmahls ad Austregas Domus, zu Vermeidung aller besorgenden Collisionen/ in der Haupt Sache nicht weniger/ als in puncto administrationis gewiesen werden möchten/ extrahiren wollen. Der Genuß aber derer reciproce einander abtretenden Aemter und Stücke gehet von instehenden Ostern 1702. an/ jedoch daß die Pachter in denen abzutretenden Meinungischen Aemtern biß künfftige Michaelis in ihrem Pacht gelassen/ und die Ersetzung der wegen biß nach Ostern sich verweilenden tradition von Sachsen Meinungen/ von gedachten Ostern an/ auf den Fall zu percipirender natural Stücke / in dem tax, wie in denen Pachtern angesetzet/ gut gethan werde.

12. Was wegen des Eisenbergischen Anfalls / den GOtt auch noch lange gnädig verhüten wolle/ und worzu gleich bey dem Römhildischen Successions-rata zu rechnen/ und wovor Sachsen Meinungen seine Satisfaction nach deren gleichmäßigen principio, so in gegenwärtigen Recess wegen der Coburgischen und Römhildischen Lande beliebet worden/ von Gotha annehmen will/ auch sonsten im Eingangs erwehnten Coburgischen Successions Recess vom 6. Aprilis 1699. abgehandelt worden/ damit bleibet es bey demjenigen/ was sothaner Recess besagt/ und in diesem nicht ausdrücklich geändert zu befinden. Wie dann absonderlich Herrn/ Herrn Bernhards/ und Herrn/ Herrn Friedrichs Hoch Fürstl. Hoch-Fürstl. Durchl. Durchl. sich wollen ernstlich angelegen seyn lassen / daß die Coburgische Universität samt deren Dotation schleunigst angerichtet/ und längstens binnen Jahres Frist vollends zum Stande gebracht werde. Und damit nun Herrn / Herrn Bernhardes Durchl. das Ihrige / so Ihro in dem Coburgischen Fürstenthumb auf Maße/ wie obstehet/ abgetreten worden / ruhig haben / besitzen und geniessen/ Land und Leuthe auch mit ungehinderter Obsicht und Administration der Justiz versehen/ und keine unfügliche Zerreissung/ zu Schaden des publici, wider des Reichs/ Creyses/ und Landes interesse verhänget werden möge/ wollen Herrn/ Herrn Friederichs Durchl. nicht allein mit interposition dero freundvetterlichen Officien Ihro beyder resp. jüngern Herren Brüdern und Vettern Hoch-Fürstliche Durchlauchtigkeiten/ sondern auch sonsten auf alle recht und billigmäßige Weise in-und ausserhalb Process, jedoch ohne würckliche Mitversührung desselben/ es betreffe dann die Eviction und Gewehrschafft über die von Sachsen Gotha cedirte portiones mit Nachdruck assistiren/ und helffen / daß die hierunter noch übrige Irrung in Güte oder Rechte / nach den Verträgen des Fürstl. Hauses / schleunig gehoben/ und zu Ende gebracht werde. Allermassen nun was beyde obhochernannte Herren Compaciscenten mittelst gegenwärtigen Vergleichs abgeredet und einander zugesaget/ dieselbe Fürstlich / aufrichtig und unabbrüchig ohne einige Ausflucht zu halten gemeinet, Also wollen Sie zu Guarantirung dessen allen die Fürstl. Häuser Sachsen-Weimar und Eisenach/ wie auch Braunschweig-Wolffenbüttel förderlichst ersuchen / des Vertrauens / dieselbe werden auf freund-vetterliche Bitte sothane Guarantie gerne und willig zu übernehmen/ Sich gefallen lassen. Zu Uhrkund ist hierüber gegenwärtiger Recess abgefasset / in duplo ausgefertiget / und von beyden Fürstl. Theilen eigenhändig unterschrieben/ und mit dero Fürstl. Secreten besiegelt / und gegen einander ausgewechselt worden. So geschehen zu Coburg/ den 18. Aprilis anno 1702.

Bernhard / H. zu S.

(L. S.)

Friedrich / H. zu S.

(L. S.)

Neben-Receß zwischen besagten Hertzog BERNHARD zu Sachsen-Meinungen und Hertzog FRIDERICH zu Sachsen-Gotha: Worinn sie sich erklären/ was Sie dero jüngern zwey

ANNO 1702.

Herren Brüdern/ als Johann Ernſt zu Sachſen-Saalfeld/ und Ernſten zu Sachſen Hildburghauſen/ zu Erfüllung ihrer an dem Coburgiſchen Fürſtenthumb habender portion abtretten wollen. Geſchehen Coburg den 18. April anno 1702. [LUNIG Teutſch Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. 2. Abſatz 2. pag. 716]

C'eſt-à-dire,

Recès particulier entre BERNARD *Duc de Saxe Meiningue &* FREDERIC *Duc de Saxe Gotha, par lequel ils ſe declarent de ce qu'ils veulent donner à leurs deux Freres Cadets,* ERNEST *Duc de Saxe Hildebourg-Hauſen, &* JEAN ERNEST *Duc de Saxe Saalfeld pour ſuplement de leur Portion hereditaire de Coburg. A Coburg le* 18 *Avril* 1702.

ZU wiſſen/ nachdem bey Errichtung des von Herrn Hertzog Bernhardts/ und Herrn Hertzog Friedrichs zu Sachſen ꝛc. Hoch Fürſtl. Hoch Fürſtl. Durchl. Durchl. unter heutigen dato vollzogenen Theilungs-Receſſu von beederſeits die gute Intention geführet/ daß dadurch/ und vermittelſt gottlichen Beyſtandes/ die mit denen beeden jüngern Herren Gebrüdern zu Sachſen-Hildburghauſen und Sachſen-Saalfeld Hoch-Fürſtl. Hoch Fürſtl. Durchl. Durchl. noch übrige Differentien deſto ehender entweder gütlich- oder rechtlich gehoben/ mithin des Fürſtl. Hauſes dermahlige Beruhigung befordert werden möchte/ und beede hohe Theile ferner die Erlangung dieſes heilſamen Endzwecks ſich eyferſt angelegen ſeyn laſſen wollen: Als haben Herrn Hertzog Friedrichs zu Sachſen-Gotha Hoch Fürſtliche Durchl. ſich über dasjenige/ was allberein in Eingangs gemeldten Receſſ enthalten/ hierdurch freund-vetterlich weiter dahin erkläret/ daß ſie

1. Zu Vermeidung aller beſorgenden Colliſionen/ wegen Feſtſetzung des Austregial Judicii, mit Abſtrahirung des Puncti Adminiſtrationis und Wegbegebung der Hoch Fürſtlichen Hildburghauß und Saalfeldiſchen Herrſchafft in dero Reſidenzien/ der Landes-Huldigung/ allenfalls Verführung der Coburgiſchen Reichs-Creyß und Landſchafftis Jurium und dergleichen/ Sachſen-Meinungen in dero diſſfalls habenden Beſugniß/ freulich in- und auſſerhalb Proceſſes/ jedoch ohne würcklliche Mitverſügung deſſelben/ auch absque præſtatione eventus, ſo weit man nicht vorhin nach Rechte darzu verbunden iſt/ allſtiren/ darnebenſt/ ſo bald dieſer Receſſ unterſchrieben/ Ex. Durchl. in dero Coburgiſchen Adminiſtration und Verfügungen keine fernere Contradiction und Verhinderung machen/ die Sachſen-Gothaiſchen Troupen/ ſo vielderen nicht zur hieſiger genendſchafftlichen Milit. gehören/ mit dem Hauptmann Stöſſer/ aus den Coburgiſchen Lande abführen laſſen/ und Herrn Hofels Uibertritt ex Arreſto nachdrücklich ſecundiren wollen; Und wie wegen mit bemelter allenigen Verführung der Coburgiſchen Reichs-Creyß- und Landſchafftis-Jurium es die Meinung hat/ daß Sachſen-Gotha ratione Sachſen-Hildburghauſen und Sachſen-Saalfeld ehe und bevor deßhalber zwiſchen Ihnen und Sachſen-Meinungen dieſe Differentien in Gute oder Rechte vor Sie ausgemacht/ keine Concurrenz daran prætendiren/ auch ſolche letzterwehnten beeden Hoch-Fürſtlichen Häuſern nicht verſtatten will. Alſo auch nach beſchehener gut- oder rechtlichen Entſcheidung der beyderſeits Irrungen/ es bey demjenigen ſein Verbleiben haben ſolle/ was dieſerwegen anno 1696 dem Fürſtl. Hauſe Sachſen Meinungen zugeſaget worden.

2. Wann zu Satisfacirung Herrn Hertzog Joann Ernſts Durchl. Durchl. an hieſigem Fürſtenthum habender ratarum an Land und Leuten/ Sachſen-Meinungen jenem das Amt Sonnefeld ad concurrens quantum, mit Vorbehalt deſſjenigen/ was §. ſequenti deswegen gemeldet wird. Dieſem aber das Amt Neuhauß a 1200. Gulden von allerſeits Hoch-Fürſtl. Herren Intereſſenten moderirt angeſchlagen/ mit einigen nahe gelegenen/ zu Erfüllung ſeiner Coburgiſchen Portion hinlänglichen Oertheren und Dorffern/ nach dem Fuß der Portions-Bücher/ aus dem Amtherrn Neuſtadt und Mönchroden cum omni jure & onere, ausgenommen des Coburgiſchen Reichs- und Creyß-voti, abzutretten genennet wäre/ und aber Sachſen Saalfeld dieſes nicht annehmen wurde/ ſo wolte Sachſen-Gotha ſolches Amt Neuhauß mit denen darzugeſchlagenen Oertheren und Dorffſchafften annehmen/ und zum Fürſtenthum Altenburg ziehen/ dargegen aber Sachſen-Saalfeld aus dem Altenburgiſchen mit Land und Leuthen/ auf Maaße/ wie ſie ihre ietzige landes-portion daſelbſt beſitzen/ ſatisfacirten/ es wäre denn/ daß Sachſen-Saalfeld dieſen Vorſchlag auch nicht acceptiren wolte/ quo caſu Sachſen-Gotha diſſfalls weiter nicht gehalten.

3. Den Sachſen-Hildburghauſiſchen Liberations-Accord belangend/ ſolle Sachſen-Hildburghauſen von Sachſen-Gotha mit Uiberlaſſung der Henneberg. Jurium ein Schlußingiſchen Reichs- und Creyß-Voto, ſo viel die zu dem Gothaiſchen Fürſtenthum ehemahls geſchlagene Hildburghauſiſche Landes-portion und deren jura betrifft/ pure a nexu liberirt werden. Ingleichen/ wann Sachſen-Hildburghauſen ſuccumbiren/ und zu Annehmung beeder Aemter Waffungen und Sand condemnirt werden/ auch dieſer hohe Theil auff deren Verſchaffung beſtehen ſolte/ wolte Sachſen-Gotha dieſe hohe Aemter gegen anderweite von Sachſen-Meinungen in den Henneberg. ſtehen/ oder durch das Amt Sonnefeld ad concurrens quantum, weil ſolches allenfalls zum Fürſtenthum Altenburg geſchlagen werden könte/ zuerwartende Satisfaction wiederumb überlaſſen/ auch ratione Thumer/ wann Sachſen-Hildburghauſen ſolches zur Satisfaction wegen der Coburgiſchen ratæ annehmen wolte/ ſich nicht entgegen ſeyn laſſen/ Herrn Hertzog Henrichs Durchl. zu deſſen Abtrettung gegen annehmliche Satisfaction an Land und Leuten/ jedoch gleichfalls absque præſtatione eventus, diſponiren zu helffen. Ingleichen mit Sachſen-Gotha wegen der von Sachſen-Meinungen an Sachſen-Hildburghauſen verſprochenen ein tauſend Gulden an Land und Leuthen bey dem Kauffbeſchen Anfall Sachſen-Meinungen vertreten/ zumahl Sachſen-Hildburghauſen nach Sachſen-Gothaiſcher Verſicherung/ vorietzo darauf nicht entgegen ſtehet/ daß zwiſchen Sachſen-Meinungen und Sachſen-Gotha der Coburgiſchen Succeſſion wegen Vergleich getroffen werde.

Wie nun Sachſen-Meinungen die freundvetterl. Erklärung und Zuſage mit freundlichen Danck hierdurch acceptiret/ alſo ſollen nicht weniger auch zu Guarantirung deſſen/ die in Eingangs erwehnten Receſſ benannte Fürſtl. Häuſer gehörend erſuchet werden.

Uhrkundlich iſt dieſer Neben-Receſſ hierüber abgefaſſet/ in duplo ausgefertiget/ und von beyden Fürſtl. en Theilen nebſt Bedruckung dero Fürſtlichen Inſiegeln eigenhändig unterſchrieben worden. So geſchehen Coburg den 18. Aprilis anno 1702

Bernhardt/ H. zu S.

(L. S.)

Friedrich/ H. zu S.

(L. S.)

ANNO 1702.

XV.

Kayſerliches Decret/ geben vor das Fürſtl. Hauß Holſtein Gottorp/ die Coadjuterie zu Lubek betreffend/ Geben zu Lazenburg den 3. Junii 1702. Copie Manuſcripte & ſure.] 3. Juin.

C'eſt-à-dire,

Decret Imperial donné en faveur de la Maiſon de HOLSTEIN GOTTORP *touchant la* Coadjutorie *de* Lubec. *A Laxemburg le* 3. *Juin* 1702.

DJe Röm. Kayſerl. Maj. unſer allergnädigſter Herr/ haben trefflich erwogen/ was Deroſelben in puncto der Biſchöfflichen Coadjutorie zu Lübek nomine des Herrn Hertzogs zu Holſtein Gottorp Durchl. der Freyherr von Görtz allerunterthänigſt vorgeſtellet hat. Gleichwie nun Dieſelbe ſich allergnädigſt erinnern/ was wegen gemeldter Coadjuterie bereits im Jahr 1700. den 20. Junii aus dem Reichs-Hoff-Rath für Verordnung ergangen/ ſonderheit aber auch was derentwegen in den Ihro und allen hohen Potentaten guarantirten Trawendhalliſchen Frieden-Schluß enthalten und vorgeſehen worden: Alſo laſſen ſie es auch darbey allerdings bewenden/ und werden dagegen das Fürſtl. Hauß Holſtein Gottorp keines wegs beſchwehren/ ſondern dabey vielmehr handhaben/ auch dieſe Ihre Gnädigſte Intention und meinung dem Reichs-Hoff-Rath intimiren laſſen: welches allerhöchſtgedachte Ihro Kayſerl. Maj. zu mehrer des Herrn Hertzogs zu Holſtein Gottorp Verſicherung ihm Freyherrn von Görtz allhanzudeuten allergnädigſt anbefohlen/ und verbleiben demſelbigen mit Kayſerl Gnaden wohl gewogen. Signatum Laxenburg unter dero hiervor gedruckten Kayſerl. Secret Inſiegl den 3. Junii Anno 1702.

J. A. v. Kaunitz.

C. J. Centbuch

L. S.

XVI.

ANNO 1702.

XVI.

22. Juin. *Summa Tractatuum Inter Religiones Catholicam, Reformatam & Unitariam, Albæ Julii habitorum die 22 Junii 1702.* [LEHMANNI Suppleti & Continuati Tomus Novus in Historiæ Transylvanicæ Compendio. pag. 33. Lit. G.]

IN Anno 1699. die 5. Septembr. a Sacratiſſima Cæſarea Regiaque Majeſtate reſolutorum & a Dominis Catholicis impreſſorum, quinque Punctorum in effectum deductionis, impedimentum vel remora fuit; quod, uti eadem illa Sacra Scriptura, qua omnes Chriſtianæ Religiones vel Confeſſiones utuntur, ab hac Religione ſic, & ab illa ita intelligitur & explicatur; Ita Benigniſſima illa Cæſarea Reſolutio, a Dominis Catholicis hoc, ab aliis autem Religionibus alio modo intelligebatur, & intelligitur, uti ſequens relatio oſtendet, & ideo in Anno 1699. die 4. Octobris tres Religiones non-Catholicæ conſuluerunt, per Deputatos, a Sua Majeſtate (quam ſupponebant Diplomatibus ſuis nullatenus per illa Puncta præjudicare velle) auditis Partibus, genuinam explicationem impetrare; Sed illa Deputatio non ſucceſſit, cujus Rationes ſuo loco & tempore, coram magis, quam nunc ſcripto explicari poterunt. Poſtea iterum eædem tres Religiones per Memoriale, io Anno 1701. die 8. Julii, tuſ trium Perſonarum, ex ſingulis Religionibus ſubſcriptione oraverant ſuam Majeſtatem, pro Admiſſione Deputationis, ſuper iſtis Religioſis Auguſtam Aulam ſincere informaturæ & ſupplicaturæ; Sed ad illud Memoriale, hucusque, Reſolutio Suæ Majeſtatis ſuſpenſa eſt. Et hinc judicari poteſt, non neglecta, multo minus contempta eſſe, Cæſarea ſuper illis Mandata; Sed ſub deſtinatarum ad Aulam precum & Benignæ Reſolutionis, inde venturæ, ſpe, eſſe effectum dilatum, cujus in Materiis tam in contrarios ſenſus tractis, acceleratio; non præconſulta & exacte informata Aula, non videbatur e Servitio ſuæ Majeſtatis futura, utpote, plures in populo confuſiones & ſtrepitus paritura. Mens autem, trium tunc conjunctarum Religionum, nunc vero duarum nempe Reformatæ & Unitariæ (quia Lutherana ſe ab ipſis ſeparavit) de illorum ſenſu hæc eſt.

I.

Ubicunque Miniſtris vel Sacerdotibus, cujuſlibet Religionis Decimæ vel Quartæ, non vi Juris Regii, donatione alicujus Regis vel Principis, aut Legibus roborati; Sed tantum ex ſponranea illius Eccleſiæ oblatione & conſuetudine, pro Salario dari ſolent, ibi revera nemo tenetur Sacerdoti vel Paſtori alterius Religionis, quam ſuæ dare. Sed ubi vi Juris Regum, & Legum, talia Salaria ſunt, debent manere illis, quibus per donationes olim collata, & per Diploma ſuæ Majeſtatis ac Leges Regni relicta ſunt; Nec credimus ſuam Majeſtatem hoc Punctum aliter intelligere.

II.

Cum Religiones, credant ſuam Majeſtatem, nec Diplomatis primi Articulo 4. & 5. Nec Reſolutionibus Anno 1693. die 14. April. Articulo 6. & Anno 1697. die 18. April. emanatis præjudicare velle, illis ergo ſalvis hoc Punctum vel hodie obſequioſe practicatur.

III.

Nemo ab Officiis & Tribubus, propteres quod Catholicus eſt, excludi poterit, dum modo ſit Civis capax & eligatus eadem, qua Acatholicus quilibet, libertate. Unam Claudeopolim hic excipit Contractus Reformatæ & Unitariæ Religionum, ſed quem Contractum, licet ipſis, ſi volunt Claudiopolitani, diſpenſare, & Catholicos, illorum numero, proportionate ad Officia admittere, quod etiam fundetur.

IV.

Vocabulum iſtud: Abolevimus: intelligunt Religiones, quod hoc non nunc, ſed in Diplomate primo & ſecundo; Et in citatis reſolutionibus, ſua Majeſtas perfecerit, quæ uti Religiones tunc læto corde amplexæ, ita ut nunc humillimo obſequio evoſculantur, ac benignam & æquam illorum praxin a ſua Majeſtate uti humili cum fiducia expectant, Ita Reformati præſertim, pro ſpeciali, quam, in illius fine vident ſuæ Majeſtatis Clementia, dimiſſimas gratias agunt, nec Praxin hujus Puncti ſalvia illis ullatenus detractarunt nec detractabunt. ANNO 1702.

V.

Nec hactenus his caruerunt Domini Catholici, nec impoſterum arcebuntur, dummodo omnia decenter & Ordine fiant.

VI.

Prætenſio illa ſubſcriptionis, ſi Politica vel honoris magis eſt, quam Conſcientiæ & Religionis, non ignorant Religiones, & præſertim illi quibus Socius ſubſcribens additur, ſibi obſequii gloriam eſſe relictam. Si vero, ab æqualitate, vel paritate Religionum procedit, videtur illa requirere; ut omnes quatuor receptæ Religiones ad talem ſubſcriptionem æque admittantur. Uti nomine Lutheranæ Religionis, Dominus Johannes Sachs ſuperinde etiam proteſtatus eſt. Quare hic expectatur Benigniſſima ſuæ Majeſtatis Determinatio.

VII.

Capellæ de Fonte Jeſu nominatæ Status & Mandatl de illa dati Effectus pendet ab inquiſitione legitima cui ſe Telekii obſequentiſſime ſemper ſubmiſerunt, & ſubmittunt etiam nunc. De Domino cum Capellæ in Vaſarbely nulla lis, ſi Catholicus frater, qui antea prætendebat, velit.

VIII.

Quandoquidem pro Tranſylvaniæ Status Ratione ſapientiſſime & pro omnibus quatuor Religionibus æque Clementiſſime ſua Majeſtas negotium Templorum, in Diplomatis primi Articulo primo: In ſecundi vero Diplomatis Articulo primo & ultimo determinavit, & cupiunt Reformati Templum Borbadienſe, cum illorum Diplomatum & Cæſarei Reſcripti Anno 1701. die 12. Decembr. emanati, violatione ipſis via facti ereptum reſtitui, cum ſatisfactione de vi, & injuria & pœna à ſua Majeſtate in proxime citato, de 12. Decembr. Anni 1701. Decreto reſoluta.

Hæc vero omnia, quam longe aliter intelligant, & explicent, & practicari cupiant Domini Catholici, id ex Relatione ſubnexa patebit. Quorum non aliud, poſt tot Tempeſtates, videtur remedium, quam illud, quod in relationis concluſione, à ſua Majeſtate humillime oratur: nempe ex Generali Commendante & Commiſſione Cæſarea utraque Tranſylvania bene nocente; Et ſi plures adjungere illis ſuæ Majeſtati placuerit, erecta Extraordinaria Commiſſio ibidem fuſius videnda. Miſerum enim & valde triſte eſt, legere id, quod Domini Fratres Catholici inter impreſſa duo Decreta Cæſarea de ſuo addiderunt, & Clementiſſimi Principis, ac vere Patris manibus inconvenientiſſimi Fulminis termino uſi ſunt. Cui nos ut talia aſpergamus, Deus vel umbram cogitationis talis avertat à Nobis. Albæ Juliæ die 26. Junii Anno 1702.

Ex parte Religionis Reformatæ

Comes Georgius Banffi, Mpr.

Comes Nicolaus Bethlen, Mpr.

Samuel Kereszteſi, Mpr.

Hæc uberius videri poſſunt in ſpeciali Relatione.

XVII.

22. Août. *Confœderatio Sendomirienſis, pro Defenſione Fidei Catholicæ, Dignitatis* AUGUSTI II. *Regis Poloniæ, & Libertatum totius Reipublicæ, contra Suecos & eorum adhærentes, facta die* (1) *22 Auguſti.* [ANDREÆ CHRYS. IN ZALUSKIE ZALUSKI, Epiſcopi Varmienſis *Epiſt.* Tom. 3. Epiſtol. 34. pag. 241.]

(1) *Die 22 Auguſti.* La Date de l'année manque encore à cette Piéce, mais l'illuſtre Auteur la range ſous l'an 1702. C'eſt de lui-même auſſi, & de ſon Titre, que nous tirons celle du 22. Août. (Dum.)

ANNO 1702.

In Nomine SS. Trinitatis.

Augustus II. Dei gratia Rex Poloniæ post titulos. Deferimus omnibus & singulis, quorum interest, quod ubi cum exercitibus nostris approximavcrimus ad Palatinatus sub Sendomiria congregatos, ut eo copiosius illis, & liberis gentibus, quibus nos Divina Providentia, liberis eorum suffragantibus votis Regio sceptro præesse lecit, amorem, & Clementiam, in libertate sentiendi testaremur, nullam ex parte nostra facienes propositionem, prius concessimus in Circulo generali pro die 22. Aug. destinato, liberrimis arbitriis de fortuna præsentis Reip. decernere, & quidquid ex utilitate salutis universæ videbitur, proponere, deinde traditis eorum beneplacito & plenæ dispositioni auxiliaribus exercitibus nostris, per nos introductis, ut de illis ex meliori usu suo disponerent, assecuravimus Status, sub nexu jurisjurandi, de conservandis inviolabiliter liberæ gentis legibus, libertatibus, & prærogativis, de manutenendis pactis, & fœderibus cum vicinis Principibus, de non incundis, cum iisdem vicinis, seorsivis, sine Rep. Tractatibus, de non inferendo iisdem bello, sine scitu & consensu Ordinum, de relegandis Consiliariis exoticis, de cogendis quam primum, post concludendam pacem cum Rege Sueciæ, Equestribus exorbitantiarum Comitiis, addita cautione, quod nullatenus per Senatus Consilium sint invalidanda, ut id fusius seorsivo Diplomate assecurationi nostræ inferto, & post depositum utrinque juramentum, a nobis subscribendo in Cancellaria Regni & M. D. L. ad Archivum consignando, & ad acta publica porrigendo, exprimimus & roboramus. Post hujusmodi itaque roborationem facta prius inter se per Palatinatus contelligentia, quamvis optaverint, præstolari Confrarres, cæterorum remotiorum Palatinatuum, in tractu ad eandem Patriæ defensionem existentes, verum quia matura urgent pericula, facta protestatione coram Deo & cælo, de non inviolata unquam per se pactorum Olivensium fœdere, & jurejurando, imo in hanc usque horam, in statu innocenti conservato; sterilibus per tot scripta publicatæ amicitiæ, Regis Sueciæ, promissionibus posthabitis pro fidei Catholicæ Ecclesiæ, nostræque contra propositam dethronizationem, dignitatis defensione, pro integritate legum, & libertatis suæ sanguinem & vitam consecrando, supradictis omnibus roboraturi fidem, heroicam assumunt resolutionem, & accepta à nobis per prænominatam assecurationem legum, & libertatum suarum firmitudine, daturi non degeneris à Majoribus, virtutis documenta, inclytæ hujus Reip. Status, nectuntur concordi pectore, animo, voluntate, circa fidem, Majestatem, & libertatem tuendas, habita quam primum notitia de non acceptatis a Rege Sueciæ conditionibus pacis, conjurabunt, in Castris propriis, vel publicis tenore sequenti.

Ego N. juro Omnipotenti Deo, me fidem Catholicam, Dignitatem Regis Augusti II. libertatem nostram, & totius Reip. fortunis, sanguine & vita defensurum, pro possibilitate virium facultatumque mearum, & quicunque Sueciæ Regi, quocunque modo, ratione & prætexm assistere, arcanas machinationes moliri attentaret, hocque commune Reipub. vinculum vellet dissolvere, talem pro hoste Patriæ declaro, & obligo me habiturum, in eius juxta leges, condemnationem consensurum, bonaque illius delaturum Serenissimo Regi & confiscationem in bene meritos.

Nos quoque supra prænominatum Diploma coram designatis Palatinatuum & Terrarum Plenipotentiariis, vicissim juramentum deponemus, idemque Diploma typo prius mandatum, ad Cancellarias utriusque gentis porrigi curabimus, ex nunceque iidem Plenipotentiarii nomine Palatinatuum & Terrarum suarum, nobis sese juramento adstringent, juxta votum ut supra.

Ut Orbi fiat palam, generositatem Polonam licet innatritam bellis, nunquam tamen cum vicinis & fœderatis Principibus gerere bella, nisi lacessitam, & quidem post toleratam omnium mediorum pacis patientiam. Congregati nunc Status, de medio sui deputant Commissarios Reip. ex Senatorio Ordine Staniflaum de Raciborzk Morsstin, Palatinum Mazoviæ, ex Equestri vero Ordine, ex Provincia, Minoris Poloniæ, Andream de Zydow Zydowski, Vexilliferum Cracovienſem, ex Majori Polonia Stephanum Leszczynski, Capitaneum Olbrzeszovienſem, ex M. D. L. Christophorum Komorowski Præfectum Culinæ, M. D. L. Capitaneum Lukovienſem & Wolkovienſem eam illis concedentes facultatem, ut in quantum Rex Sueciæ, pro ea, quam tot Diplomatibus declaravit, erga Remp. amicitia propsuerit, vel acceptaverit honesta & adæquata pacis media, acceptato tractatu, ad priltinam, juxta pacta Olivensia, utramque hanc inclytam gentem, reducant amicitiam, ita tamen ut Rex Sueciæ, præferens amicitiam Reip. privato respectui eorum, qui Reip. refractarii belli hujus causa fuere, judicio ejusdem Reip. relinquat, quæ utpote juris sui Domina, decernet de eis ex justitia & æquitate. Quo nomine committunt Regni Poloniæ Status Cancellariis, & Procancellariis utriusque gentis expeditionem, ad hæc pertinentium Instrumentorum. Ad hæc ut iidem Commissarii Reip. ad tractandum designati, promptas in omnibus casibus possint habere resolutiones, designant & diligunt Palatinatus & Terræ ad normam Deputatorum pro Tribunali Regni, non accidendo ramen numerum, duos Plenipotentes, qui condicto Varsaviam, vel ubi placuerit consilii loco, convenire debebunt pro 22. Septemb. ibique post depositum juramentum, habere absolutam resolvendi & concludendi facultatem, in omnibus sive bellum, sive pacem concernentibus negotiis, per pluralitatem votorum, hoc placito ut in nullas avulsiones Provinciarum Reip. & nec particularum ejus, aut in præjudicium & detrimentum jurium, & Dominiorum Reip. consentiant, Plenipotentiarii vero ex Palatinatibus qui ad hoc consilium pertinebunt, hac forma deponent, juramentum. Ego N. juro Omnipotenti Deo, me muneri meo, mihi, in generali Circulo sub Sandomiria a Palatinatibus impositio, satisfacturum, juxta possibilitatem & obligationem meam, legesque publicas, nec ullus fructus, aut commoda privata quæram, amicitia, aut inimicitia, nec ullu ducar promissionibus, in nullo ullas faciam machinationes, sed in omnibus consiliis, negotiisque Reip. commune bonum procurabo, conscientiæ meæ judicium secutus, arcana consilia nemini revelabo, sic me Deus adjuvet & innocens Christi passio. Iisdem Commissariis Reip. cum Plenipotentiariis, a Palatinatibus supra designatis, dat Respub. facultatem, ex re & occasione boni publici, in præsentia Cancellariorum & Ministrorum Status utriusque gentis, decernendi legationes ad Principes vicinos, & fœderatos, de incunda armorum conjunctione, cum speciali tamen cautione, ut hæc sit per diversionem, non introducendo exercitus Colligatorum, in viscera Reip. Hoc quoque præcavendo, ne quid detrimenti Resp. per has legationes patiatur. Ut itaque unita virtus fortius agat, invitant congregati Reip. Status, tam seipsos, quam Palatinatus absentes, vinculo unionis conjunctæ Reip. simulque virtute jurium de communi motu, sine divisione belli, quatenus omnes, ut communis Matris filii, provisa ad defensionem ejus media acceptare, illaque unanimiter ad effectum deducere velint, & conentur. Ea propter de medio delegerunt Legatos, scilicet ad Provinciam Majoris Poloniæ Casimirum Ligæsa Castellanum Chelmensem, Wybranowski Vexilliferum Podoliæ, ad M. D. L. in Ryszki Ryszkowski Pocillatorem terræ Lucovienſis & Casimirum Bilski Pincernam Varsaviensem Notarium Castrensem Lublinensem. Eodem vinculo etiam exercitus Regni tenebuntur, qui ut eo promptiores sint ad operationes bellicas, omnes unanimiter Palatinatus illos, ceu ejusdem Matris filios assecurent quartualia stipendia, quam primum poterunt se persoluturos. Ut ergo eo majores Respub. vires habere possit, statuunt Palatinatus auctionem exercitus, juxta repartitionem anni 1690. a I. Augusti anni præsentis pro 4. quartualibus stipendium toti exercitui promittentes, ita ut pars una veterano, altera æqualis evocando noviter militi in stipendium cedat, quod fieri, ultra spatium sex septimanarum debebit; Palatinatus tamen Sandomirienſis, si quidem per laudum alium modum augendarum virium Reip. constituit, circa idem laudum conservatur ad ulteriorem ejusdem Palatinatus dispositionem: hic vero actualis, ad summum post 3. Septimanas, ad operationes bellicas, comparere debebit. Et quoniam plurimum Reip. interest, quam ordinatissima conservatio œconomiarum, & bonorum mensæ Regiæ, quæ non exiguum inde patiuntur detrimentum, quod sine scitu Thesaurarii Curiæ Regni, sub Administrationibus & temutis, etiam exoticarum personarum, contra omnia jura hærent, præsenti in perpetuum cavetur constitutione, ne ab hinc dictas œconomias, & bona mensæ Regiæ, ullus audeat

ANNO 1702.

ANNO 1702. deat diſtribuere ad tenutas, & Adminiſtrationes, præter ſolum Theſaurarium Regni, contractuſque ſi qui cum quocunque circa hoc conſcripti fuerint, nullitati ſubeſſe debebunt. A potiori vero, ſi perſona plebeæ conditionis, etiam ſub nomine alieno in adminiſtrationem & tenutam bonorum hujusmodi ſeſe intruſerit, confiscationi bonorum, & rigori ſubjacebit. Et quia ex ultima neceſſitate, late graſſante in Dominis noſtris cum ſuis exercitibus Rege Sueciæ occupata Regni Metropoli, eo devenimus eſt, ut Reſp. directionis Circuli præſentis, & publicorum conſiliorum tempus abbreviando Caſtellanum Cracovienſem, pro hac ſola vice perient, id in ſequelam in poſterum nulla tenus trahi debet, nec prærogativis detrahi Status equeſtris. In quantum vero Deus pacis hujus mediationi benedixerit, rebus tranquillis ſtipendium 4 quartualibus, exercitui declaratum numerari debebit, ex ſumma pro antiquioribus meritis debita. Duces vero exercituum ex nunc ad computum in quo nunc eſt, exercitum reducere debebunt, ſimiliter etiam nos auxiliares exercitus noſtros in Saxoniam relegare declaramus. Plenipotentiarii ſimiliter ex nunc poſt transactionem abſtinebunt à legatione & ipſo facto excharacteriſatos ſeſe cenſere debebunt, & ſicut ad hunc locum convenimus pro tuitione Sanctuariorum, Militis, & libertatis, ita nobis invicem appromittimus, quod quicunque poſt præſentem congreſſum noſtrum vel in partes Sueticas abierit, vel qualicunque modo, arcanas cum eis correſpondentias habuerit, talem perſonam judicii convictum pro hoſte Patriæ declaramus, ut vero peditatus actu in caſtris exiſtens, habeat quo in obſequis Reip. ſubſiſtat, deſignamus & committimus, ut ærarium Reip. ex ordinariis proventibus, ex nunc provideat & numeret ſummam 40000, quæ æquali proportione in regimina pedeſtria, aliaque more extern militis militantium pro hebdomadaria ſuſtentatione partienda erit, juxta diſpoſitionem & diſpartimentum Ducum. Armamentarium quoque Regni, quia ex proventibus ordinariis, vix tempore pacis ſufficientibus, hoc tempore nequit ſubſiſtere ſine ſupplemento pecuniario pro augentis ex neceſſitate belli tormentis, amunitionibus, ideo ex eodem ærario Regni, in ejus ſubſidium numerari debet Summa 30000. pro fundentis tormentis & amunitionibus pro hac expeditione. Duces quoque Exercituum quia in tam longa & operoſa expeditione magnos fundunt ſumptus, & impenſas pro publico, idem idem ærarium Regni obligatur, ut ſine mora Caſtellano Cracovienſi Magno Duci Exercituum Regni provideat Summam 40000, Palatino vero Belſenſi, Campeſtri Exercituum Duci 20000. ad rationem liquidationis, quæ omnia Reſp. in rationibus ex ærario computabit' deſideria Palatinatuum omnia ad Cumitia equeſtria exorbitantiarum reſervat Reſp.

Siquidem Palatinatus aliqui hic præſentes ſicut etiam & abſentes non elegerunt Plenipotentiarios ſupra nominatos vel electos hic non denuntiarunt, ideo tam electi, quam eligendi credentiales debebunt à Colonellis Palatinatuum & terrarum futurum habere ferreque ad Collegium ſuum, quibus productis, & facto juxta rotam juramento activitatem habebunt, illi vero qui hic conſcripti ſunt, credentialibus non indigebunt.

Electi ergo ſunt ex Palatinatu Sendomirienſi Michael Tyniuski Judex terreſtris & Thomas de Rzecbowski, Capitaneus Drohzovienſis, ex Palatinatus Ruſſiæ Terra Leopolienſi, Georgius Dziduszycki Zydaczevienſis, ex Terra Przemyſlienſi Alexander Cerner Capitaneus Szczurovienſis, ex Terra Sanocenſi Generalis Artilleriæ M. D. L. ex Terra Chelmenſi Joannes Rumanowski Succamerarius Generalis eiusdem Terræ, Capitaneus Viſtinenſis. Ex Terra Halicienſi, Stephanus de Potock Potocki, Capitaneus Circaſſienſis, ex Palatinatu Kyovienſi Vladiſlaus Terzyszkowski Capitaneus Vlodzimirienſis, & Adamus Olyzar Wloszkiewiz Dapifer Volhiniæ. Ex Palatinatu Volhiniæ, Venceſlaus Wielohurski Succamerarius Vlodzimirienſis, & Staniſlaus Duchowski Succamerarius Terzeminicenſis. Ex Palatinatu Podoliæ Franciſcus Makowiecki Pocillator Podoliæ, & Adalbertus de Brzeza Lanckoronski Theſaurarius Podoliæ. Ex Palatinatus Lublinenſis Terra Lukovienſi Joannes Marczyrski Vexillifer Lukovienſis & Joannes de Nowozelhe Nowoſielski Capitaneus Lukovienſis, ex Palatinatu Belzenſi Antonius Glogowski Dapifer Belzenſis, & Antonius Draminski Vexillifer Chorodoienſis. Ex Palatinatu Braclavienſi, Joannes Wyrzycki Vexillifer Kyovienſis, Capitaneus Braclavienſis, & Caſimirus Dulzewski Pocillator Chelmenſis Capitaneus Chocmenſis. Ex Palatinatu Czernichovienſi Athanaſius in Miaszynski Theſaurarius Curiæ Regni Luceorienſis, Terzepicienſis, Ioſicenſis Capitaneus, & Nicolaus Olszanski Vexillifer Volhiniæ. ANNO 1702.

Terminus pro Comitiolis relationis Palatinatibus deſignatur in craſtinum poſt Comitiola Deputatorum, Palatinatibus vero & Terris hactenus in campo demorantibus duabus ſeptimanis poſt Comitiola Deputatorum, ut & terris Ducatus Maſoviæ.

In quantum vero Proszevicii aliquod impedimentum intervenerit, locus & tempus deſignandum conceditur per innoteſcentias Colonelli Palatinatus ejusdem.

Palatinatus Podoliæ quia ob diſtantiam loci Camenecum convenire nequit, ideo pro Comitiolis relationis deſignat ſibi diem in craſtinum poſt Feſtum S. Franciſci.

Hanc vero confœderationem Statuum Reip. in vim naturalis defenſionis conſcriptam, declaratam, roboratum à Deputatis ex Palatinatibus & à multis Senatoribus ſubſcriptam typis mandandam, ut omnibus innoteſcat ad acta Caſtrenſia mittendam, Cancellariis Regni & M. D. L. committimus. Actum die ut ſupra.

XVIII.

Actes de la Priſe de Poſſeſſion de la Principauté d'Orange faite au nom de GUILLAUME HYACINTE *Prince d'Orange & de Naſſau au Mois de Novembre* 1702. [Produit & publié en 1704 par le Prince de Naſſau Siegen Orange, dans l'affaire de la ſucceſſion d'Orange. Novembre.

GUILLAUME HYACINTE PAR LA GRACE DE DIEU PRINCE D'ORANGE ET DE NASSAU, Comte de Catzenellebogen, Diets, Vianden, Buren & Leerdam, Baron de Breda, Dieſt, Arlay, Grimberg, Herſtal, Saint Martensdick, Iſſelſtein, Cranendone, Rollencourt &c. Seigneur de Lannoy, Xantes, Wahaignes, Steemberghes, Engelhoven, Noſeroy &c. Vicomte hereditaire d'Anvers & de Beſançon, A nos amez & feaux les gens tenans notre Cour de Parlement d'Orange, Viguier, Juges, Conſuls & autres Magiſtrats, Clercs, Seculiers & Reguliers, Vaſſaux, Nobles & autres Manants & Habitans generalement quelconques, de quelque Etat, grade & qualité qu'ils ſoient de la dite Ville d'Orange & autres Villes, Bourgs, Lieux & Diſtrict de la dite Principauté; SALUT, ſçavoir faiſons que le Sereniſſime Prince de haute & glorieuſe memoire Philippe Guillaume de Naſſau Prince d'Orange, par ſon Teſtament publié dans la Ville de Bruxelles le 20. Fevrier de l'année 1618. *Auroit fait, nommé & inſtitué ſon Heritier Univerſel, au cas toutefois qu'il vint à mourir ſans Enfans, en tout & chacuns ſes biens, Principautez, Comtez Baronnies, Terres & Seigneuries, & autres biens quelconques, tant Paternels que Maternels, Droits, Noms & Actions de quelque nature & condition qu'ils fuſſent, & en quelque lieu & endroit qu'ils fuſſent ſituez à la reſerve des Meubles, le Sereniſſime Prince Maurice de Naſſau ſon Frere, & apres ſes Enfans mâles, procréez en legitime mariage & leurs hoirs & deſcendans d'eux, preferant toûjours le plus prochain mâle unique & univerſel Succeſſeur, ſubſtituant au défaut de luy pour l'eſtre enſuivant & au cas que le Sereniſſime Prince Maurice & ſes Fils allaſſent de vie à trépas ſans delaiſſer Enfans mâles procréez de leur corps en loyal Mariage, il auroit inſtitué ſon Heritier pour le tout, & en la forme ſuſdite le Sereniſſime Prince Frederic Henry de Naſſau ſon autre Frere, & au défaut de luy ſes Hoirs mâles procréez en legitime Mariage & deſcendans d'eux ſucceſſivement, preferant toûjours laiſné & le plus prochain, par repreſentation, & ſubſtituants les enfuivans ſelon l'ordre que dit eſt, & ſi l'un ou l'autre de ſeſdits Freres venoient à decéder ſans Enfans mâles legitimes ou qu'iceux Enfans ou deſcendans d'eux après eſtre venus dans ſon hoirie alloient de vie à trépas ſans Hoirs Mâles legitimes procréez de leurs corps; audit cas le Sereniſſime Prince Philippe Guillaume auroit ordonné & inſtitué ſon heritier univerſel le Fils aîné du Sereniſſime Prince Jean Comte de Naſſau ſon Oncle Paternel, & après & en défaut de luy le plus prochain de ſes Hoirs Mâles ſelon le même ordre que deſſus & avenant que ſemblablement ledit Fils aîné vint à mourir ſans delaiſſer Fils,*

ANNO 1702. *ou deſcendants d'eux il auroit delaiſſé tous leſdits biens au ſecond Fils du dit Jean Comte de Naſſau ſon Oncle & à ſes enfans maſles & deſcendans d'eux à ſçavoir toûjours le premier fils & à leur défaut au troiſieme fils & deſcendans, & au quatrième & en ſuivant pour ſucceder ſucceſſivement ſelon l'ordre & la ſuite que deſſus, entendant nommement d'inſtituer tous ſes heritiers ou deſcendans cy-deſſus nommés & mentionnez bien que ce ne fut que conditionellement, & auroit ordonné que tous leſdits biens ſans alienation, charges, ou diminution ou detraction d'aucune quarte ou Trebellianique, fuſſent ſucceſſivement rendus ou delaiſſés au plus prochain de leſdits Hoirs & Succeſſeurs procées en loyal mariage, portans le nom & Armes de Naſſau, la repreſentation avant lieu.*

IL EST DE NOTORIETE' Publique que parmy les Eſtats & les Seigneuries dont ledit Sereniſſime Prince Philippe Guillaume jouiſſoit au tems de ſon decès, Il eſtoit ſeul Poſſeſſeur & Souverain de la dite Principauté d'Orange; ſes Habitans & ſurtout ceux de ladite Ville d'Orange peuvent moins douter que nul autre de rette verité aprés tant d'auguſtes monumens que ce Prince y a laiſſé de ſa pieté envers Dieu, & de ſon affection pour ſes Sujets.

CE Prince eſtant mort ſans enfans ſa Succeſſion eſcheut audit Prince Maurice ſon frere, lequel eſtant auſſi decedé ſans enfans, les mêmes biens paſſerent au Prince Henry Frederic & à ſa Poſterité Maſculine, qui vient de finir en la perſonne de Très-Haut & Très-Puiſſant Prince Guillaume troiſiéme Roy de la Grande Bretagne, dont la mort ſans Enfans a donné lieu à l'ouverture de la Subſtitution appoſée dans le Teſtament dudit Sereniſſime Prince Philippe Guillaume à noſtre profit, d'autant que Nous deſcendons en ligne directe du Fils aiſné dudit Seigneur Jean Comte de Naſſau Oncle du Seigneur Teſtateur par moyen dudit Sereniſſime Prince Jean François Deſiré de Naſſau Noſtre Très-Honoré Pere & Seigneur, qui eſtoit Fils du Comte Jean de Naſſau dit le Jeune, & iceluy fils du Comte Jean de Naſſau dit le Moyen, qui eſtoit le Fils aiſné dudit Jean Comte de Naſſau Oncle du Sereniſſime Prince Philippe Guillaume.

QUOYQUE depuis le jour du decès dudit Seigneur Roi d'Angleterre; Nous ſoyons devenus le ſeul & legitime Souverain de la dite Principauté d'Orange ainſi que des autres biens & Seigneuries qui compoſent la Succeſſion dudit Sereniſſime Prince Philippe Guillaume, & que la ſeule écheance de ladite Subſtitution, Nous ait acquis un plein droit & abſolu d'exiger de tous les Habitans de ladite Ville & Principauté tous les actes de Reſpect, de Soumiſſion, d'Obeiſſance & Fidelité, que des Sujets doivent à leur legitime Souverain, neanmoins Nous avons bien voulu donner encore à tous nos dits Sujets une exacte connoiſſance de tous nos titres & du droit inconteſtable qui nous eſt devolu ſur ladite Principauté. Pour les obliger par cet Acte ſurabondant de refléchir ſerieuſement ſur leur Eſtat & ſur leur conduite, & pour que s'ils ont eſté capables de prendre des engagemens contraires à nos intereſts & à leurs devoirs ſous le pretexte ſpecieux de l'ignorance de Noſtre droit, ils s'empreſſent à nous marquer par un prompt & ſincere retour à Noſtre obeiſſance, qu'ils ont eſté ſurpris & deceus, & que dignes Fils & Succeſſeurs de leurs Peres & de leurs Anceſtres, ils ont herité de leur Foy, & du zele & de la fidelité inviolable qu'ils ont fait paroiſtre en tant d'occaſions pour le ſervice de leur legitimes Souverains nos glorieux Predeceſſeurs.

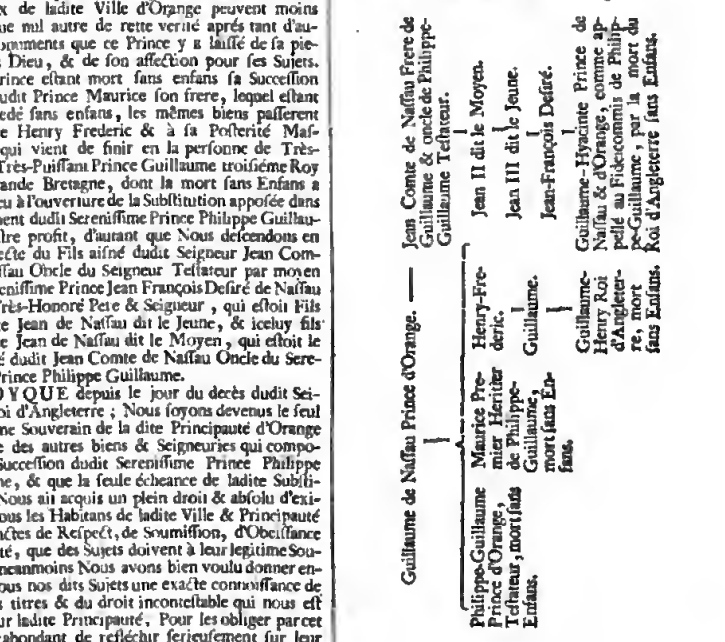
NOUS Exhortons donc tous nosdits Sujets de quelque grade & qualité qu'ils ſoient, ſans nulle diſtinction, exception & reſerve, & nous leur Ordonnons & enjoignons très-expreſſement que dés que les preſentes auront eſté affichées par toutes les Villes, Bourgs & Lieux de noſtre Principauté, ou ſignifiées à nosdits Sujets autant que la conjoncture preſente nous le peut permettre, ils ayent immediatement aprés & ſans delai à Nous reconnoiſtre pour leur Prince legitime & Souverain & à prêter le ſerment de fidelité entre les mains de ceux qui ſeront par Nous ſpecialement commis, conformément aux anciens uſages de la dite Principauté, & nommement ſuivant l'Edict du Sereniſſime Prince Philippe Guillaume, en datte du 5. Avril 1607. avec promeſſe d'obeïr à nos Loix, Edits & Ordonnances & aux Arreſts de Noſtre Cour de Parlement, de nous eſtre bons & fidelles Sujets, & de faire tout ce à quoy ſont tenus des veritables Sujets envers leur Prince Souverain: ET COMME les cœurs bien placés de nos bons Sujets fortifiés d'ailleurs par l'exemple de leurs Peres, nous répondent à l'avance de leur reſpecteuſes ſoumiſſions à nos Ordres, Nous leur promettons par ces mêmes Preſentes de leur eſtre bon Prince, de les regir, gouverner & proteger de tout noſtre pouvoir envers & contre tous; de garder, faire garder & obſerver tous leurs Droits, Libertez, Franchiſes, Immunitez, Conceſſions, Privileges & Prérogatives, ſans permettre qu'il y ſoit contrevenu ou donné atteinte en quelque façon & ſous quelque pretexte que ce ſoit. DONNE' à Orange ce 4. Octobre 1702. ANNO 1702.

GUILLAUME HYACINTE,

Par Mandement de Son Alteſſe Sereniſſime,

LA JAUNA.

Genealogie des Deſcendans de Philippe Guillaume de Naſſau Prince d'Orange.



N. 10.

PROCURATION.

L'An mil ſept cens & deux & le neufiéme jour du mois de Novembre par devant moy Notaire & temoins fut preſent très-haut & très-puiſſant Prince Monſeigneur Guillaume Hyacinthe Prince d'Orange & de Naſſau, Comte de Carzenelenbogen, Dietz, Vianden, Buren, Leerdam & Baron de Breda, Dieſt, Arlay, Grimbergen, Saint Martensdick, Iſſelſtein, Cranendonc, Rollencourt &c. Seigneur de Lannoy, Xantes, Uvahaignies, Steemberghes, Engd'hoven, Noferoy &c. Vicomte hereditaire d'Anvers & de Beſançon, lequel de ſon gré ſans revocation des autres Procureurs par lui cydevant faits & conſtitués de nouveau, a fait & conſtitué ſon Procureur ſpecial & general une qualité ne derogeant à l'autre le Sr. Jean Daſſ pour & au nom de ſon Alteſſe Sereniſſime ſe tranſporter dans la Ville d'Orange & autres Villes, Lieux, Bourgs & Terres de la Principauté d'Orange, que beſoin ſera & y prendre poſſeſſion au nom de ſa dite Alteſſe Sereniſſime de la dite Principauté, comme luy étant eſchüe par la mort de très-haut & très-puiſſant Prince Guillaume troiſiéme Roy de la Grande Bretagne, en vertu du Fideicommis appoſé dans le Teſtament du Sereniſſime Prince de haute & glorieuſe memoire Philippe Guillaume de Naſſau Prince d'Orange, purifiée au profit de ſon Alteſſe Sereniſſime comme deſcendant en ligne directe de Jean Comte de Naſſau par la mort de ſadite Majeſté Britannique ſans enfans,

ANNO 1702. enfans, &. c'eſt tant par l'aſpect de ladite Principauté & de ſon Diſtrict, que par entrée & ſortie des portes principales de ladite Ville d'Orange, ne pouvant le faire nulle autre part, attendu, que le Château ancienne reſidence des Princes d'Orange a été entierement desmoly & qu'à peine il en reſta quelque veſtige & ruine, faire afficher aux Portes de la dite Ville & aux Places, Carrefours & Lieux accouſtumez d'icelle des Mandemens & Ordonnances imprimées par ordre de ſon Alteſſe Sereniſſime portant injonction aux Gens tenants la Cour de Parlement, Viguier, Juges, Conſuls, & autres Magiſtrats, Clercs, Seculiers & Reguliers, Vaſſaux, Nobles & autres manants & habitans generalement quelconques de la dite Ville & Principauté de reconnoître ſon Alteſſe Sereniſſime pour leur ſeul Prince legitime & Souverain & faite que ſera l'affiction desdits Mandemens; ſa dite Alteſſe Sereniſſime a commis & deputé, commet & depute en vertu des preſentes le dit Jean Daſs, pour & au nom de ſa dite Alteſſe Sereniſſime exiger & recevoir le ſerment de tous ſes Sujets generalement quelconques de ladite Principauté, ſuivant le droit & les anciens uſages de la dite Principauté, & nommement ſuivant l'Edict du dit Sereniſſime Prince Philippe Guillaume, en datte du cinquiéme Avril mil ſix cent ſept, lui donnant pour raiſon de tout pouvoir requis & neceſſaire, & de dreſſer tous procés verbaux qu'il conviendra faire tant pour ladite priſe de poſſeſſion que pour l'execution deſdits Mandemens & Ordonnances leurs annexes, connexes, dependances & acceſſoires generalement pour raiſon de ce faire, dire, gerer & exercer tout ce que ſon Alteſſe Sereniſſime pourroit faire ſi Elle alloit prendre perſonnellement ladite poſſeſſion, bien que le cas fut tel qu'il requit un pouvoir plus ſpecial que celuy qui eſt enoncé dans le preſent Acte, & neantmoins ſon Alteſſe Sereniſſime en vertu de ces preſentes a declaré & proteſté trés-expreſſement que ſa poſſeſſion Corporelle & Réelle qu'elle va prendre de ladite Principauté d'Orange par le miniſtere de ſon Procureur n'eſt qu'un Acte ſurabondant, & pour prouver toûjours mieux par des Actes publics, ſolemnels & inconteſtables ſa poſſeſſion d'autant que depuis la mort de ſadite Majeſté Britannique ladite Principauté d'Orange luy étant inconteſtablement eſcheüe, il en a pris poſſeſſion d'une maniere civile & autant qu'il lui a été permis de le faire, & qu'elle a agi inceſſamment pour reunir en ſa perſonne la poſſeſſion civile & la naturelle dans leſquelles poſſeſſions ſon Alteſſe Sereniſſime veut ſe maintenir & conſerver, contre tous les intrus & uſurpateurs en la meilleure maniere & en la forme plus convenable à ſes droits & à ſes interêts, promettant ſon Alteſſe Sereniſſime d'agréer, approuver & homologuer tout ce que ſera fait par ſon dit Procureur en execution du preſent Acte, & ainſi elle l'a promis & juré par la veüe des Saints Evangiles, de quoy fait & reſitté en Avignon dans l'Hôtel où ſadite Alteſſe Sereniſſime fait ſa reſidence, en preſence de Monſr. Jean Joſeph Roux Bourgeois au dit Avignon, & de Sr. Philippe le Jeune un des Officiers de ſadite Alteſſe teſmoins requis & appellés ſoubſignés avec ſon Alteſſe à l'original des preſentes; & de moy Pierre Joſeph Baud Notaire Apoſtolique Citoyen dudit Avignon ſoubſigné qui

Baud. mp. Notaire.

Declaration des Teſmoins ſur la priſe de Poſſeſſion.

L'An mil ſept cents & deux & le onziéme jour du mois de Novembre par devant moy Notaire & teſmoins ont eſté preſents Sieurs Charles & Jacques Linſolas pere & fils Habitans de cette Ville d'Avignon, leſquels deſirans rendre teſmoignage fidele de la verité, de leurs bons grés purs francs & liberaux volontés pour eux & les leurs ont dit & declaré moyennant ſerment par chacun d'eux preté entre les mains de moy dit Notaire les Ecritures touchées, que le jour d'hier dixieme du preſent mois ils auroient eſté requis par le Sieur Jean Daſſ qui eſt actuellement au ſervice de ſon Alteſſe Sereniſſime Monſeigneur le Prince d'Orange de l'accompagner dans la ville d'Orange & autres villes & Lieux de la Principauté pour eſtre teſmoins de la poſſeſſion qu'il alloit prendre de la d. ville & Principauté comme Procureur ſpecialement fondé & eſtably par Mon d. Seigneur le Prince & pour luy aider en tout ce qu'il conviendroit faire dans le Court de la d. priſe de poſſeſſion, dependances & acceſſoires d'icelle, à quoi leſdits Sieurs declarans s'eſtans offerts prets, Ils ſeroient partis de cette Ville en même tems ANNO 1702. *avec ledit Sieur Daſſ & ſeroient allés en la dite Ville d'Orange où eſtants arrivés & à la Porte de la dite Ville & au bout d'un petit Pont de pierres conſtruit ſur une petite riviere ledit Sieur Daſſ auroit pris la réelle, actuelle & corporelle poſſeſſion de la dite Ville d'Orange & Principauté en preſence deſdits Sieurs declarans qu'il auroit prie à teſmoins pour le d. acte au nom de ſad. Alteſſe Sereniſſime, & c'eſt par entrée & ſortie de la dite Porte, & avant cherché avec beaucoup de ſoing & d'empreſſement d'autres endroits propres & convenables pour continuer des Actes poſſeſſoires il n'en auroit trouvé aucun, d'autant qu'il leur auroit apparu par l'inſpection oculaire que les murailles de la Ville ont eſté abattues & le Chateau où les Princes d'Orange faiſoient leur reſidance entierement desmoly & pour marque d'une veritable priſe de poſſeſſion le dit Sieur Daſſ auroit fait afficher un Exemplaire des Mandemens imprimés que ſon Alteſſe luy avoit fait expedier ainſi que le dit Sieur Daſſ aſſeura aux dits Sieurs declarants, & pourſuivant toûjours le dit Sieur Daſſ ſon chemin dans la Ville accompagné des dits Sieurs declarans il auroit fait afficher d'autres Exemplaires des dits Mandemens à la Porte de l'Egliſe Cathedrale dudit Orange, à la place de la même Ville aux ares des halles d'icelle, & en ſuite & ſucceſſivement aux autres Portes principales de la dite Ville, & par moyen de la dite affiction ils auroient veu que ledit Sieur Daſſ auroit intimé & notifié conformement audit Mandement à tous les Habitans de la dite Ville & Principauté generalement quelconques ſans nulle exception ny reſerve les droits de ſon Alteſſe Sereniſſime & l'Eſchéance de la dite Principauté en ſa faveur par la mort de ſa Majeſté Britannique ſans enfans comme ſeul & legitime deſcendant en ligne directe du Sereniſſime Prince Jean Comte de Naſſau appellé à la ſubſtitution ordonnée dans le Teſtament du Sereniſſime Prince Philippe Guillaume de Naſſau Prince d'Orange, & c'eſt aux fins qu'ils n'en pretendent en puiſſent pretendre cauſe d'ignorance, & enſuite leur auroit fait Commandement de ſa part ſon Alteſſe Sereniſſime mon dit Seigneur Guillaume Hyacinthe Prince d'Orange de le reconnoître inceſſamment & ſans delai pour leur ſeul & legitime Souverain, de luy preſter ſerment de fidelité & de faire envers Sadite Alteſſe Sereniſſime tout ce à quoi des veritables Subjects ſont tenus envers leurs Princes Souverains & autrement comme eſt plus amplement porté par les dits Mandements auxquels leſdits Sieurs declarants ſe rapportent, tous leſquels Actes de priſe de poſſeſſion, d'affiction, d'intimation, injonction & commandement ont eſté faits tant à la porte de la dite Ville, qu'aux Places, Rues, & dans toute l'eſtendue d'icelle publiquement ayant pu être vus & appercus d'un chacun ſans avoir neantmoins receu aucun trouble ny empechement d'aucune perſonne pendant tout le cours de dites procedures directement ny indirectement, après quoi le dit Sieur Daſs en compagnie toujours des dits Sieurs declarans ſeroit allé à Courtezon qui eſt la Ville la plus conſiderable de la dite Principauté après la Cité d'Orange pour en prendre pareillement poſſeſſion & continuer les ſuſdits Actes poſſeſſoires & y eſtans effectivement arrivés le dit Sieur Daſs en auroit pris la réelle actuelle & corporelle poſſeſſion en preſence des dits Sieurs declarants par l'entrée & ſortie de la porte principale de la dite Ville n'ayant trouvé aucun autre moyen plus ſpecieux pour prendre la dite poſſeſſion, & enſuite il auroit fait afficher à la dite Porte & en deux endroits differents deux Exemplaires imprimés des dits Mandemens & Ordonnance, & conformement à icelle il auroit fait les intimation, ſignification, injonction & commandement à tous les Habitans de la dite Ville de Courtezon ainſi qu'eſt contenu au dit Mandement & en la même maniere & de la même forme que le dit Sieur Daſs l'avoit fait dans la dite Cité d'Orange, tous leſquels Actes & procedures ont eſté faits & conſommés au dit Courtezon ainſi qu'au dit Orange publiquement au veu d'un chacun & ſans y avoir receu obſtacle ny empêchement, après quoi leſdits Sieurs declarante s'en ſont retournez en cette Ville en compagnie du dit Sieur Daſs, & pour être la verité telle ont fait la preſente declaration laquelle ont promis & promettent avoir à gré ſans jamais y contrevenir à peine de tous depens, dommages & interêts ſoubs obligations de tous & chacun leurs biens preſents & avenir quelconques qu'ils ont ſoumis à toutes Cours requiſes ou la meilleure forme d'icelle & la venerable Chambre Apoſtolique juré ſur les ſaintes Ecritures entre les mains de moi dit Notaire renoncé de quoi. Fait & recité*

audit

ANNO 1702. *audit Avignon dans la maiſon d'habitation desdits Sieurs declarans & ſaite haute d'icelle en preſence de Meſſieurs Veran François Bonnet, & Jean Joſeph Michel Baud Praticiens habitans dudit Avignon teſmoins requis ſoubſignez avec ledit Sieur Linſolas pere, à l'original des preſentes ledit Sieur Linſolas Fils illiteré comme il a dit de ce enquis par moy dit Notaire. Et de moy Pierre Joſeph Baud Notaire Apoſtolique Citoyen dudit Avignon ſoubſigné qui.*

Baud Notaire.

Declaration ſur la priſe de Poſſeſſion.

L'An mil ſept cents & deux & le onzieme jour du mois de Novembre par devant moi Notaire & teſmoins fut preſent Sieur Jean Daſs originaire de Gueldre en Flandres, à preſent au ſervice de ſon Alteſſe Sereniſſime Monſeigneur Guillaume Hyacinthe par la grace de Dieu Pr. d'Orange, lequel deſirant rendre teſmoignage public & ſolemnel de la verité, & rendre en même tems compte de ſa conduite en ſuite des ordres que ſon Alteſſe Sereniſſime lui a confié, & de l'honneur qu'il luy pleu afaire de luy donner ſa Procuration pour aller prendre à ſon nom poſſeſſion de la Ville & Principauté d'Orange, de ſon bon gré, pure & franche volonté pour luy & les ſiens, a dit & declaré en faveur de ſon Alteſſe Sereniſſime abſente à moy dit Notaire pour elle comme perſonne publique deüement acceptant & ſtipulant entant que beſoin ſeroit, moyenant ſerment que ledit Sieur declarant a preſté entre les mains de moi dit Notaire les ſaintes Ecritures touchées, que le jour de hier dixiéme du courant mondit Seigneur Prince d'Orange l'auroit fait appeller dans ſon appartement, icelui declarant s'y eſtant rendu en toute diligence, ſon Alteſſe Sereniſſime lui auroit fait l'honneur de lui expliquer ſes intentions en lui diſant qu'elle l'avoit député ſon Procureur pour ſe tranſporter inceſſamment en la ville d'Orange & autres Villes & Lieux de ladite Principauté, pour en prendre poſſeſſion à ſon nom en ladite qualité de Procureur, & en même tems lui avoit enjoint de faire afficher aux Portes & par tous les Lieux, Places & Carrefours accoutumez de ladite Ville & autres Lieux de ladite Principauté des Mandemens imprimez dont ſon Alteſſe Sereniſſime auroit fait expedier audit declarant trente Exemplaires ou environ, contenant leſdits Mandements, commandement & injonction aux Parlement, Magiſtrats, Clergé Seculier & Regulier, Vaſſaux, Nobles & autres Manants & Habitans generalement quelconques de ladite Ville & Principauté de quelque eſtat & qualité qu'ils puiſſent eſtre de recognoiſtre ſadit e Alteſſe Sereniſſime pour leur ſeul & legitime Souverain, & de preſter ſerment de fidelité ou entre les mains de ſadite Alteſſe Sereniſſime ou de ceux qui ſeroient par Elle ſpecialement commis, & de faire à ſon égard tout ce a quoi des veritables Sujets ſont tenus envers leur Prince Souverain, contenant en outre ledit Mandement un detail du Teſtament du feu Sereniſſime Prince Philippe Guillaume de Naſſau Prince d'Orange, & la Genealogie de la deſcendance dudit Prince Philippe-Guillaume pour faire voir que le Fideicommis appoſé dans ſon Teſtament eſt eſcheu au profit de ſadite Alteſſe Sereniſſime par la mort du feu Roy de la Grande Bretagne Guillaume troiſieme de glorieuſe memoire, leſquels ordres & commuſſion ledit declarant auroit receüe avec tout le reſpect, la ſubmiſſion poſſible, & ſe ſeroit mis en état de les executer inceſſamment avec tout le zele, la fidelité & l'attachement qu'il doit à ſon Seigneur & Maitre, qu'en effet ledit Declarant ſeroit parti le même jour dixieme du courant de cette dite Ville en compagnie des Sieurs Charles & Jacques Linſolas qu'il prit pour lui aider dans ſon miniſtere, & pour lui ſervir de teſmoins dans les procedures qu'il lui convenoit faire dans ladite Ville d'Orange & Principauté pour l'execution des ordres de ſon Alteſſe Sereniſſime, qu'il ſeroit arrivé audit Orange en compagnie deſdits Sieurs Charles & Jacques Linſolas aujourd'hui onzieme Novembre, & eſtans arrivez à la Porte de ladite Ville, qui eſt au bout d'un petit Pont de pierre contruit ſur une petite riviére, il auroit pris la réelle, actuelle & corporelle poſſeſſion de ladite Ville d'Orange & Principauté, en preſence deſdits Sieurs Linſolas pere & fils, qu'il auroit pris ſpecialement à teſmoins pour ledit Acte au nom de ſon Alteſſe Sereniſſime mondit Seigneur Guillaume-Hyacinthe de Naſſau, comme ſeul Prince Souverain dudit Orange & Principauté, & c'eſt par entrée & ſortie de ladite Porte, & ayant cherché avec beaucoup de ſoin & d'empreſſement d'autres endroits propres & convenables pour continuer des actes poſſeſſoires, il n'en auroit apparu par l'inſpection oculaire que les murailles de la Ville avoient eſté abattues, & le Château où les Princes d'Orange faiſoient leur reſidence entierement demoli, & pour marque d'une veritable priſe de poſſeſſion ledit Déclarant auroit fait afficher un Exemplaire deſdits Mandemens, & pourſuivant toûjours ſon chemin dans la Ville en compagnie deſdits Sieurs Linſolas pere & fils il auroit fait afficher d'autres Exemplaires deſdits Mandemens à la Porte de l'Egliſe Cathedrale dudit Orange, à la place de la même Ville & aux arcs des Halles d'icelle, & enſuite & ſucceſſivement aux autres Portes principales de ladite Ville, & par moyen de ladite affiction ledit Declarant auroit intimé & notifié conformement audit Mandement à tous leſdits Habitans generalement quelconques ſans nulle exception ny reſerve les Droits de ſon Alteſſe Sereniſſime & l'eſcheance de ladite Principauté en ſa faveur par la mort de Sa Majeſté Britannique ſans enfans, comme ſeul & legitime Deſcendant en ligne directe du Sereniſſime Prince Jean Comte de Naſſau, appellé à la ſubſtitution ordonnée dans le Teſtament dudit Prince Philippe Guillaume, & c'eſt aux fins qu'ils n'en puiſſent pretendre cauſe d'ignorance, & enſuite leur auroit fait commandement de par ſon Alteſſe Sereniſſime mon du Seigneur Guillaume Hyacinthe Prince d'Orange de le recognoître inceſſamment & ſans delais pour leur ſeul & legitime Souverain, de luy preſter ſerment de fidelité, & de faire envers ſadite Alteſſe Sereniſſime tout ce à quoi des veritables Subjects ſont tenus envers leur Souverain Prince & autrement comme il eſt plus amplement porté par ledit Mandement auquel le dit Declarant ſe rapporte, tous leſquels actes de priſe de poſſeſſion, d'affiction, d'intimation, injonction & commandement ont eſté faits tant à la Porte de ladite Ville qu'aux Places, Rues & dans toute l'eſtendue d'icelle publiquement, ayant peu eſtre veu & apperceu d'un chacun, ſans avoir neanmoins receu aucun trouble ny empechement d'aucune perſonne pendant tout le cours deſdites procedures directement ni indirectement; après quoi ledit Sieur Declarant en compagnie deſdits Sieurs Linſolas pere & fils ſeroit alle à Courtezon, qui eſt la Ville la plus conſiderable de ladite Principauté après la Cité d'Orange pour en prendre pareillement poſſeſſion & continuer les actes poſſeſſoires, & y eſtant effectivement arrivé il en auroit pris la réelle actuelle & corporelle poſſeſſion en préſence deſdits Sieurs Linſolas pere & fils teſmoins ſpecialement appellez pour cet effect par l'entrée & ſortie de la Porte principale de ladite Ville, n'ayant trouvé aucun autre moyen plus ſpecieux pour prendre ladite poſſeſſion, & enſuite il auroit fait afficher à ladite Porte & en deux endroits differents deux Exemplaires imprimés deſdits Mandement & Ordonnance & conformement à icelle il auroit fait les intimation, ſignification, injonction & commandement à tous les Habitants de ladite Ville de Courtezon ainſi qu'il eſt contenu audit Mandement & de la même maniere & en la même forme qu'il l'avoit fait dans la Cité d'Orange, tous leſquels actes & procedures ont eſté faits & conſommez audit Courtezon ainſi qu'en celle d'Orange publiquement au veu d'un chacun & ſans y avoir receu obſtacle ny empêchement, aprés quoi ledit Sieur Declarant eſt revenu en cette Ville en compagnie deſdits Sieurs Linſolas pour rendre compte à ſon Alteſſe Sereniſſime de l'execution des ordres qu'il lui avoit pleu de confier audit Declarant, lequel a promis & promet ſadite declaration avoir à gré ſans jamais y contrevenir à peine de tous deſpens, dommages & intereſts ſous obligation de tous & chacun de ſes biens preſents & advenir quelconques qu'il a ſoubmis à toutes Cours requiſes en la meilleure forme d'Iretles & de la venerable Chambre Apoſtolique, juré renoncé de quoi. Fait & recité à Avignon dans l'Hoſtel ou ſadite Alteſſe Sereniſſime fait ſa reſidence en preſence de Monſieur Jean Charles Joſeph Ruffe auſſi Bourgeois habitant dudit Avignon temoins requis & appellez ſoubſignez avec ledit Sieur declarant à l'Original des preſentes. Et de moi Pierre Joſeph Baud Notaire Apoſtollique Citoyen dudit Avignon ſoubſigné qui

Baud mp. Notaire.

ANNO 1702.

Nous

ANNO 1702. *Nous Juge ordinaire de la Cour temporelle de S. Pierre d'Avignon pour nôtre Saint Pere le Pape & Siege Apoſtolique certifions & atteſtons à tous qu'il appartiendra, que ledit Sieur Baud, qui a receu & ſigné les ſuſdites actes, eſt Notaire Apoſtolique audit Avignon, aux eſcritures duquel maniere de ſemblable foing & creance pleine & entiere foi eſt adjoutée, tant en jugement que dehors; en foy de quoi nous avons fait faire & contreſigner ces preſentes par un de nos Greffiers, à icelles apoſer le ſceau & armes de nôtre dite Cour, & nous ſommes ſoubſignez. Donné à Avignon ſous le ſceau de nôtre dite Cour ce dixſeptiéme jour du mois de Novembre mil ſept cents & deux, ſolons ſcellies.*

Bayol J. (L. S.) Zoly mp.

Notaire Gueſſ.

XIX.

30. Decembre. *Confœderatio Majoris Poloniæ pro Fide & Eccleſiâ Catholicâ, pro Majeſtate Regis* AUGUSTI II. *& Libertatibus Reipublicæ, contra Regis Sueciæ Auſum factâ* (1) *die* 30. *Decembris.* [ANDREÆ CHRYS. IN ZALUSKIE ZALUSKI Epiſc. Varmienſis *Epiſt.* Tom. 3. Epiſt. 46. pag. 353.]

NOs Conſiliarii, Dignitarii quâ Senatorii, quâ Equeſtris ordinis, ex Palatinatibus & Terris Majoris Poloniæ, Diplomate Regio pro Comitiolis particularibus, per Palatinatus, & Terras miſſo, ad hunc Circulum pro die 30. Decemb. congregati, convenienter ad confœderationem ſub Oſtrovia factam, die 22. Menſis Septemb. Anni præſentis, per quam ſperabamus alienatos ab invicem cooperatione malevolorum animos civium ad communicationem conſiliorum, naturalemque defenſionem, coadunandos: verum quia Invaſores Protectores, alendo in Reipub. diſſidia illis volunt media ſe ſalvandi adimere, interea hoſtilis militis impietas, ad prælia dura procellis bellorum urget caligine tantâ ut non tantum innocentia Reipub. ſua hucusque mala diſſimulantis, illum ad mitius agendum non commoveat, verum etiam eo pertinaciorem in male cœptis faciat, urgeatque ad majorem Reipub. ruinam, tum per diſcordias civiles, tum per expilationes Provinciarum, urbium oppidorumque vaſtationes, inferendam. In hoc ergo calamitoſo Reipublicæ ſtatu ejus amore inductus Rex noſter, ſe Regem Patremque gerit, & conſulit cunctis, oſtendensque non ſentientibus mala gentis, & tragicos rerum caſus, qui ex diffidentiis inter cives orti, ultimum Reipub. minantur exitium, ad factæ ſub Oſtrovia confœderationis, nos ad hunc locum convocare dignatur, confirmationem. Conformiter itaque ad Oſtrovienſem confœderationem, ſub directione Adalberti in Lubraniec Dabski Capitanei Inowroclavienſis factam, talem inter nos facimus conſtitutionem.

Imprimis mente revolvendo Regis Sueciæ auſum, qui per violentam Regni hujus invaſionem jus omne, fasque confudit, nullâ datâ cauſâ pacta Olivenſia jurejurando roborata violavit, inductisque in viſcera Regni Exercitibus, pro ſua voluntate, ad novam Regis electionem, in præjudicium legum de libera electione ſanctarum, Status Regni Poloniæ, & M. D. L. armis adigere voluit, ad probroſam nec unquam in libera gente auditam, pro ſuo libitu Nobiles adegit contributionem, Provincias, Palatinatus, Terras, Diſtrictuſque Reipublicæ extortis violenti manu per ſummam immanitatem, tributis, vaſtavit & expilavit. Legationem publicam Reipub. contra omne jus & fas gentium, procraſtinando Legatis audientiam, contempſit, projectis Diplomatibus & proteſtationibus per ſuos adhærentes, quod amicus & hoſpes veniat, inanique fallacia pacis ludendo Reipub. ad milliaria ultra 200 inermem, quis minime ſperantem, peragravit, domos Nobilium per modum executionis pro non extraditis contributionum tributis per ſuos milites vaſtari juſſit, Status omnes, ſpiritualium, Nobilium, civium, plebejorum, pro voluntate ſua contributionibus, ſub comminatione ignis & ferri injunctis & extortis, graviſſime oppreſſit; Vilnam, Metropolim Lituaniæ, Varſaviam, & Cracoviam Regni Metropolim omnibus ſpoliatam divitiis, & ſplendoribus, ereptis quoque tormentis, & ammunitionibus, evacuatis ubique armamentariis in opprobrium Regni, diſarmavit. Arcem Cracovienſem unicum Regni decus & ornamentum ex ſummo odio Polonæ gentis incendi & incinerari permiſit. Urbes, pagosque, nec actis Caſtrenſibus & Terreſtribus parcens, exuri non inhibuit. Ærarium Reipub. coronam quærendo evacuavit, quidquid in eo invenit, & pretioſiſſima quæque nec ſatis æſtimabilia monilia, ſanguine Polonorum à Moſchis, Turcis, aliisque hoſtibus acquiſita, & pro memoria ſecuturis ſæculis in monumentum immortalis gloriæ & heroicorum facinorum Anteceſſorum noſtrorum aſſervata, abſtulit. Nec Eccleſiis, ſepulchrisque mortuorum (ut nihil eſſet, quod non pertranſiret luxuria ejus) prædandi licentia pepercit. Vaſa Eccleſiaſtica in honorem Dei & decorem Domus ejus, à Majoribus noſtris dedicata, in uſus profanos convertens fecit vaſa contumeliæ. Devotiones hæreticas in præſentia Catholicorum Sacerdotum in veris Dei Eccleſiis prædicantibus Lutheranæ, Calviniſticæ, & Simoniſticæ ſectæ, in oppreſſionem fidei Catholicæ celebrandum, injunxit, ubi in opprobrium Polonæ gentis, ſe flagellum Polonorum, de ſuggeſtibus vocari juſſit. Quid plura? Sacerdotes miſericordiam pro iis poſtulantes, qui ſecuritati ſuæ immunitate Eccleſiaſtica conſuluri, ad Eccleſias confugerant, innocentes, immaniſſime occiſi, moniales opprobriis ſaturatæ, vaſtatæ, & quidquid Sacrum, carum ac religioſum in Regno erat, profanatum. Nobiles liberi, qui pro ſecuritate interna ex mente ſuorum Palatinatuum vexilla erexerant, eo ignominiæ à Suetico milite deducti ſunt, ut ad indumum usque ſpoliati, in opprobrium Poloni nominis multa tormenta flagelliaque paſſi, multi vix ſpirant, alii immanitate ictuum & vulnerum confecti ſunt. Tam grandibus ergo, nec ſatis æſtimandis damnis, injuriis, & oppreſſionibus conſideratis propter defenſionem fidei Romanæ Catholicæ, vindictam profanatarum Eccleſiarum, Sacerdotumque oppreſſorum, intaminatam hactenus Reipub. gloriam, ab omni dedecoris labe vindicaturi, ſecuti Majorum noſtrorum veſtigia, qui zelo circa fidem, Majeſtatem, & integritatem jurium, virtute, robore, unione neſcuum, & animorum, orbi noti fuere; ſimulque occurrendo ulterioribus turbinibus, per Regem Sueciæ faciendis, volentes roborare fundamentum tuitionis noſtræ, conformando nos, ſimulque confirmandó gloriosum opus Palatinatus Siradienſis, per conjuratam Confœderationem, circa fidem, Majeſtatem & libertatem, propter perfectionem confœderationis inter Status Reipub. in quam Palatinatus Breſtenſis, Cujavienſis, Inovladiſlavienſis & Terra Dobrynenſis ex nunc conſenſerunt, facto ſibi invicem juramento: proteſtatione coram Deo, cui manifeſta ſunt abſcondita cordium quem in teſtimonium, & adjutorium aſſumimus, quod ſicut nullam ei violentæ invaſionis, & hoſtilitatis cauſam præbuimus, ita occurrendo ulterioribus inconvenientiis, principaliter vero extirpationi S. Catholicæ Fidei, pro Eccleſia, majeſtate, & libertate certaturi, eundem Regem Sueciæ cum ſuis Exercitibus pro hoſte Patriæ declaramus, contra illumque & Exercitus ejus, ceu contra hoſtes Patriæ arma nos ſumpturos appromittimus, fidemque Catholicam, Majeſtatem & libertatem, fortunarum & vitæ diſpendia, omnes in commune nos defenſuros juramus. Quia vero in hoc Reipubl. turbido ſolo diſſidio civili, tot fratres noſtri & concives ad hanc unionem & Societatem pro dandis repreſſalibus huic invaſori, & hoſti, lento paſſu accedunt, imo factâ inter vos, per factiones, ſciſſione illius intentionibus ſtudiisque facere ſupponuntur, hinc nos etiam hos ceu fratres noſtros, Filios ejusdem matris Patriæ, cujus ubere lactati ſumus, fraterno zelo & amore, jamque expirantis Patriæ voce ad idem tam ſanctum vinculum invitamus, certa ſperantes fiducia, illos, ubi primum de eo acceperint notitiam, relictis privatis cum Rege Sueciæ machinationibus, ad commune nobiscum conſilium, defenſionemque Eccleſiæ, Majeſtatis, & libertatis affuturos. Quod ſi tamen aliqui concivium reperientur in Rep. & ex correſpondentiarum documentis evidentius manifeſtabuntur, qui cura, ſtudio, & opere Regem Sueciæ cum exercitibus in viſcera Regni introduxerunt, illumque ſua protectione & factionibus foverunt, unde omnes

(1) *Die* 30. *Decembris* C'eſt encore de l'an 1702. ſelon l'arrangement de l'Auteur. [DUM.]

ANNO 1702. omnes colliſiones & diſſidia inter cives exitium Reipub. & noſtrum omnium, exorta ſunt, tales excludendo nomen Amnitiæ, omnique juris beneficio ſepoſito, congregata Deo dante Rep. juxta leges contra perduelles, judicandos, & pro hoſtibus Patriæ declarandos, omnes ſimul appromittimus. Conſideratis nihilominus circumſtantiis in hac Regni diſunione, quæ in tam premente Reipub. caſu etiam Sanctiſſimum confundit opus, nullum efficacius cenſemus remedium, quam ſi Sereniſſimus Rex uſitata ad unionem conſiliorum Statuum Reip. media, deficiente ſecuriore loco, etiam ſub dio determinare dignetur, ut uniti, juxta antiquas praxes, conſulere Reip. illiusque ſaluti proſpicere poſſimus, pro quo feorſivo Inſtrumento per Legatos Ser. Regi ſupplicamus, ut hoc uniendæ totius Reip. conſiliorum inventum, quam citiſſime poterit, ſub titulo continuationis confœderationis, clementer dignetur confirmare. In caſum tamen non conſummandæ unionis conſiliorum & pacificandæ Reip. eandem confœderationem ſub nexu & juramento, in integro quo ad omnia nobis reſervamus, & prorogamus, diſpoſitioni Mareſchalci, temporis & loci, pro ſequenti congreſſu, determinationem, committentes, cui omnes invice indiviſi, evictionem ſpondemus, illique in omni occaſione, & tempeſtate, donec fluctus hi turbatæ Reipublicæ quieſcant, fortunis & vita aſſiſtemus, nec illum, donec in toto Respubl. tranquilletur, in ullis circumſtantiis, aut periculis deferemus. Ut ergo eo firmior defenſio ſubſequatur, de cordibusque civium diffidentia (quam malevoli conantur imprimere) eradicetur, habentes factam à Sereniſſimo Rege promiſſionem, ad roborandum erga hanc Patriam amorem, Diplomatis obſecramus ut idem Sereniſſimus ſuper eo coram Deputatis ex Palatinatibus facere juramentum promittendo ſe Paterno amore & viribus hanc Rempub. defenſurum idque univerſalibus datis pro Comitiis particularibus clementer declarare dignetur, ad quod perficiendum, petimus & delegimus de medio noſtri, jam nobis conjuratos & confœderatos Senatores & Deputatos mox nominandos.

Ex Palatinatibus majoris Poloniæ D. de Konary Malachowski Judicem terreſtrem Posnanienſem, Adamum Szczygielski Capitaneum Gnesnenſem, Maximilianum Slichtynk Tribunum Wſchovienſem, Franciſcum Joſephum Skoraszewski Vexilliferum Posnanienſem, Michaelem Piſtrokonski Dapiferum Breſtenſem, Kujavienſem, Antonium Olszewski Enſiferum Terræ Dobrinenſis, Joannem Szierminski Judicem Terreſtrem Siradienſem, Petrum Jwanski. Ex Terra Vielunenſi, & Palatinatu Læczycyenſi Legati differunt electionem Commiſſariorum ad comitiola ex limitatione imminentia. Ex Palatinatibus Kujavienſibus, Andream in Glæbokie Glæboki Capitaneum Brzeſtenſem, Kujavienſenſem, Caſimirum Volski Theſaurarium Brzeſtenſem Kujavienſem, Staniſlaum Jarnowski Pincernam Inovladiſlavienſem, Ladiſlaum Niemojewski Judicem Terreſtrem Inovladiſlavienſem. Terræ Dobrynenſis & Palatinatus Ravenſis Legati differunt electionem Deputatorum ad imminentia comitiola. Ad Sereniſſimum Regem ex generali præſenti Circulo Legatos eligimus: Michaelem de Buzenin Piſtrokonski Dapiferum Brzeſtenſem Kujavienſem, Mathiam Malachowski Judicem Terreſtrem Posnanienſem, qui fidelia obſequia Subditorum & promptitudinem, circa tuendam Majeſtatem Sereniſſimo Regi declarantes, eidem ſupplicabum, ut quam optatiſſima, & celerrima adinvenire dignetur media, quibus tota Reſpub. in tanta afflictione congregatarum ſimul calamitatum, cum omnibus ſimul Statibus ad priſtinam poſſit reduci unionem, item ut Exercitus Saxonici ſtrictiori ſubdantur diſciplinæ, & conjuncti cum Exercitibus Regni & M. D. Litu. ad danda repreſſalia Suecis, ordinentur. Ad extremum ſi qui qua Senatorii, qua Equeſtris Ordinis, tum ex Provinciis minoris Poloniæ, tum ex Pruſſia, tum ex M. D. L. amore ſuccenſi Patriæ, ad ejus defenſionem occurrere voluerint, propter impedientium periculum ab hoſte imminens, eaque paſſum intercipiendum, ſive expeditione ſive auctione militis, ſive in ſua quisque perſona, nos fraterne eos invitantes, aſſecuramus, quod ubi in conſortium gremiumque noſtri adfuerim, facto tamen ab eis corporali juramento, illos Deputatos, & Commiſſarios in ſocietatem conſiliorum admittemus, ut ſicut præſenti conſilio noſtro, uniformitate ſenſuum Dominus benedixit, ita intentiones noſtras, & glorioſum hoc vinculum, in defenſionem Patriæ factum, deſiderato & celeri effectu coronet. Exercitus quoque Polonos cum Ducibus fraterno affectu ſtringimus, ut nobis, noſtriſque optimis conatibus ſincera promptitudine, ad obſequia Patriæ foederati, eo vivaciores nobiſcum ad fortia agenda aſſumant animos, nobiſcumque contra inſurgentes adverſus Patriam & Majeſtatem ſeditiones, & machinationes conjungantur, qua propter ad Duces Exercituum, de gremio noſtri Legatos expedivimus ad tam Sanctam eos cum Exercitibus invitando unionem. Civitates quoque Regni Poloniæ præcipue Pruſſiæ ad eandem confœderationem convocamus utque juramenta, vel in Regis, vel in moderatoris conſiliorum noſtrorum, vel in Commiſſariorum delegatorum manibus, in ſpatio 4. Septimanarum ab inſcriptione confœderationis noſtræ ad acta Caſtrenſia deponant, obnixe petimus. Quia vero quævis Reſpub. armis & conſiliis floreſcit, quæ eo validiora præſentes motus publici exigum, ideo ad latus Mareſchalci noſtri petimus & deſignamus Conſiliarios: Ex Palatinatibus Majoris Poloniæ Joannem Vzatowski Subdapiferum Dobrinenſem, Alexandrum Zychlinski Subcameraridem Caliſienſem, Adalbertum Trzebicki Caſtellanidem Spicimirienſem, Joannem Zakrzewski. Ex Palatinatu Siradienſi Michaelem Raciborski Morszyn Capitaneum Siradienſem; Adalbertum in Buzenin Piſtrokonſki Dapiferum Siradienſem, Joſephum Wierusza Kowalski, Staniſlaum Piſtrokonski. Terra Vielunenſis differt electionem Conſiliariorum ad Comitiola proxime ex limitatione imminentia. Idem facit Palatinatus Leneicienſis. Ex Palatinatibus Cujavienſibus Andream de Lubraniec Dabski, Capitaneum Makiclenſem, Matthiam Gæſierowski Capitaneum Radzieiowski, Chryſoſt. Dorszowski Generalem adjutantem Exercituum Poloniæ, Adalbertum Poleski Subdapiferum Inovladiſlaviens. Terra Dobrynenſis, item Palatinatus Ravenſis per Legatos Terræ Goſtynenſis differt electionem Conſiliariorum, ad Comitiola proxime ex limitatione imminentia. Quibus Conſiliariis una cum Mareſchalco Deputatis ad latus Regium commoraturis damus facultatem, & poteſtatem ex re, & occaſione boni publici in omni neceſſitatis circumſtantia in præſentis temporis conjuncturis, judicandi, exequendi, & per pluralitatem votorum concludendi, & quidquid ex re & opportunitate, pro bono Reip. occurrerit, effectuandi. Et ſicut in unione animorum exoptamus animitus ſubſidium terre Patriæ, ita ad commune bonum, communemque defenſionem relinquimus ſpatium Palatinatibus & terris qui nobiscum viritim non comparent, eligendi, tum ad Principis tum ad Mareſchalci latus Conſiliarios eligendi, quorum quisque oſtenſis ſuæ electionis patentibus, prævio juramento locum ſui Palatinatus vel Terræ in conſiliis occupabit. Hæc itaque Confœderatio ut eo certius firmiusve ſuum poſſit ſortiri effectum, juramento tam à nobis Mareſchalco quam à Mareſchalco nobis, uti etiam nobismetipſis invicem deponendo conſcientias noſtras obligamus.

ANNO 1702.

Juramentum Senatorum & Mareſchalci.

Ego N. juro Deo Omnipotenti me muneri Officii mei & obligationi mihi in hac Confœderatione impoſitæ à Civibus Regni Poloniæ pro viribus & facultatibus meis ſatisfacturum, & quidquid Officium meum concernit, juxta Deum, conſcientiam, legesque publicas executurum, poſtpoſito omni reſpectu, & privato quovis emolumento nec in tractatus quosvis, vel conſilia in perniciem Reipub. cum quibuscunque perſonis per conferentias & correſpondentias me intermiſcendo in omnibus tum aliis occurrentibus Reip. tum etiam bellicis negotiis, omnia ad bonum publicum directurum, nec ulla arcana conſiliorum noſtrorum cuipiam proditurum, ſic me Deus adjuvet, & innocens Chriſti Paſſio.

Juramentum Commiſſariorum & Conſiliariorum.

Ego N. juro Deo Omnipotenti, quod meæ obligationi, mihi in hac Confœderatione à Civibus Regni injunctæ ſatisfacere conabor pro poſſibilitate, & debito meo, in conſiliis ſenſibusque meis, quos proponam, juxta Deum, conſcientiam, legesque publicas, nulla quærendo privata commoda, aut emolumenta, nec in judiciis amicitiæ & inimicitiæ, munerum vel promiſſionum habendo rationem; nullas cum ullo privatas habebo conferentias, aut correſpondentias, in perniciem Reip. in omnibus conſcientiæ dictamen ſecutus, arcana conſilia, judiciaque nemini pro-

ANNO 1702. prodam, ſic me Deus adjuvet & innocens Chriſti Paſſio.

Juramentum Civium Regni Poloniæ.

Nos N. N. juramus Deo omnipotenti, juxta obligationem noſtram factam Mareſchalco Circuli noſtri, noſtrisque commiſſariis, pro fide, & Eccleſia Catholica, pro Majeſtate & libertatibus, noſtris ſine ulla dismembratione, & diviſione noſtri, eo usque, donec perfecte tota Respub. pacificata fuerit, & donec nobilium fratrum noſtrorum hoc vinculum duraverit, conſtanter nos ſub directione Mareſchalci & Commiſſariorum ad latus ejus deſignatorum, perſeveraturos, nullas ab aliquo ſuſcipiendo conventicula, nec aliis ſeſe turbinibus immiſcendo, unice Deum & integritatem Reipub. intendendo, illi vitam & ſanguinem conſecrando, ſic nos Deus adjuvet, & innocens Chriſti Paſſio.

Quia vero nondum Commiſſarii ad latus Regium & Conſiliarii ad latus Mareſchalci Deputati, ſuper nominato ſe obſtrinxerunt juramento, nullus eorum ad conſilia quævis admiſſionem prætendet, donec Conföderationis noſtræ coram Mareſchalco impleat juramentum. Secundet itaque, & benedicat intentis noſtris Deus optimus quem in auxilium nobis aſſumimus, conformandoque, nos tam fortunato vinculo, trita Majorum via communi defenſioni nos accingimus, expeditionem in quibusdam Palatinatibus & Terris conducam, in aliis per comitiola conſtituram approbamus, præſertim in Palatinatu Siradienſi, Cujavienſi & Terra Dobrynenſi, aliis Palatinatibus & Terris concludendo firmamentum noſtræ Conföderationis juramentis confirmatæ, concluſionem mediorum pro defenſione differendam permittimus ad conferendum cum fratribus, ſperantes, quod ſicut in hoc loco una nobiſcum pro fine habuerunt ſalutem publicam, ita ſeriam navabunt operam, ut quam promptiſſima naturalis defenſionis media provideant. Palatinatus vero, qui ex limitatione non eſſent habituri comitiola, eorum deſignationem inſtantanée à Rege poſtulabunt, ex fine præciſe inveniendorum mediorum defenſionis, in tam arduis circumſtantiis, & conjuncturis Reip. Legati vero ex Circulo noſtro deſignati intimabunt Mareſchalco, non tantum expeditionem in quibusdam Palatinatibus jam concluſam, in quibusdam brevi in comitiolis ex limitatione imminentibus concludendam, verum etiam, noſtrum futurum pro ulterioribus conſiliis congreſſum, ad locum ab eo ex circumſtantia temporum, & rerum deſignandum, ut quidquid ex convenienti caſu & motu hoſtilitatis emanaverit, conſulatur, & occurratur.

Quoniam vero Palatinatus Majoris Poloniæ ex certis rationibus juramentum diſtulerunt, ſpem habentes, omnes fratres, qui nondum huic tam Sancto operi acceſſerunt, vota ſua appoſituros, & in majore brevi numero nobis conjunctos, idem juramentum expleturos, ideo documenta juramentorum cum ſubſcriptionibus manus propriæ Directori Conſiliorum noſtrorum reddenda erunt. Si vero per malevolentiam fati illos nunc non comparentes, afflicta Patria ad corroborandum, & exequendum juramentum non commoveret, in primo congreſſu noſtro, per innoteſcentias à Mareſchalco determinando, ſine quavis prolongatione, tam Senatores nobis conföderati, quam fratres noſtri, una nobiſcum circa bonum publicum zelantes, juramentum ſeſe depoſituros nobili verbo appromittunt; quod & alii Palatinatus & Terræ hic nobiſcum ad commune conſilium congregati, quia nondum idem fecerunt juramentum, facturos ſeſe aſſecurant, non comparentes vero, Patriæ, & fraterno amore invitantur. Quæ conföderatio Statuum Reipublicæ, Provinciæ Majoris Poloniæ in vim naturalis defenſionis facta, ſubſcriptionibus, præſentium ex Palatinatibus, & Terris Legatorum, & Senatorum roborata, ut omnibus innoteſcat, ad Caſtrenſia acta mittendam, & typo mandandam Mareſchalco committimus.

XX.

1703. 10. Fevrier. *Traité proviſionnellement fait au nom de* Louis XIV. *Roi de France, par les Commiſſaires y denommés, avec François* Louis de Bourbon *Prince de Conti. pour un Echange de la Principauté d'Orange, contre d'autres Biens que le Roi lui donnera, & dont il ſera convenu par après, ledit Prince cedant neanmoins, & delaiſſant à Sa Majeſté, dès à preſent ladite Principauté d'Orange, avec tous ſes Droits, appartenances & dependances. Fait à Verſailles le* 10 *Fevrier* 1703. Avec *Le Pleinpouvoir du Roi T. C. établiſſant ſes Commiſſaires pour ledit Traité. Donné a Verſailles le* 25. *Novembre* 1702. [Copie imprimée] ANNO 1703.

PArdevans les Conſeillers du Roi, Notaires, Garde de Sel à Paris, ſouſſignez. Furent preſents très-haut & très-Puiſſant Seigneur, Monſeigneur Louis Phelipeaux, Chevalier, Comte de Pontchartrain, & autres Lieux, Commandeur des Ordres du Roy, Chancelier de France, Meſſire Michel le Pelletier de Souzy, Conſeiller d'Etat ordinaire, & au Conſeil Royal de Sa Majeſté, Meſſire Henry Dagueſſau auſſi Conſeiller d'Etat ordinaire & au Conſeil Royal de Sa Majeſté, Meſſire Michel Chamillart, Chevalier, Conſeiller ordinaire du Roi en tous ſes Conſeils, & au Conſeil Royal, Miniſtre & Secretaire d'Etat & des Commandemens de Sa Majeſté, Controlleur General des Finances de France, Meſſire Jean Baptiſte Fleuriau d'Armenonville, Conſeiller au Conſeil Royal, Directeur General des Finances de France, & Meſſire Hilaire du Coudray auſſi Conſeiller au Conſeil Royal, Directeur general des Finances de France, Commiſſaires Députez par Sa Majeſté par ſes Lettres Patentes données à Verſailles le vingt-cinq Novembre 1702. ſignées Loüis, plus bas, par le Roy, Phelypeaux demeurées annexées à la Minute des preſentes d'une part; & très-Puiſſant & Très-Excellent Prince François Loüis Bourbon, Prince du Sang, Prince d'Orange, demeurant à Paris en ſon Hôtel, Quay de Conty, Paroiſſe Saint André des Arts d'autre part, leſquels ont fait preſent accord à titre d'échange, c'eſt à ſçavoir que ledit Seigneur Prince de Conty au nom & comme Legataire de deffunt très-Haut & Puiſſant Prince Jean-Loüis Charles d'Orleans, Duc de Longueville, a par ces preſentes cedé, quitté, & délaiſſé à Sa Majeſté acceptant par leſdits Seigneurs Commiſſaires & promis audit nom garentir de ſes faits & promeſſes ſeulement, qui ſont que ledit Seigneur Abbé d'Orleans par ſon Teſtament du troiſiéme Octobre 1668. qui a eu la delivrance de ſon Legs univerſel par Sentence des Requêtes du Palais du premier Aouſt 1697. confirmée par Arreſt du Parlement du treize Decembre 1698. & qu'il pretend que la Principauté d'Orange fait partie dudit Legs univerſel, pourquoy il en a eſté mis en poſſeſſion par Arreſt du grand Conſeil du vingt-neuf Mars 1702.

La proprieté de la Ville & Principauté d'Orange, ſes annexes, appartenances & dépendances ſans en rien excepter ni reſerver, tout ainſi qu'elle a pu appartenir audit Sieur Abbé d'Orleans, & tout ainſi qu'en ont bien & deuëment jouy ou pu joüir les precedents Poſſeſſeurs pour en faire & diſpoſer par S. M. ainſi qu'il lui plaira en tous droits.

Conſentant que ledit Seigneur Roy s'en mettra en poſſeſſion dès à preſent s'en démettant & déſaiſiſſant à ſon profit.

Pour & en Contrechange leſdits Seigneurs, Commiſſaires, Députez ont promis & promettent audit nom de faire fournir & délivrer le plutoſt, que faire ſe pourra audit Seigneur, Prince de Conti des Terres du Domaine de Sa Majeſté, de qualité & dignité convenables pour appartenir audit Seigneur, Prince de Conti, & par lui en faire & diſpoſer comme ſon vrai & loyal acqueſt, le tout ſuivant les évaluations qui ſeront faites de part & d'autre; & en attendant que ledit échange puiſſe être conformé, tant pour le fourniſſement des fonds que pour les évaluations qui doivent être faites.

Il a été convenu que ledit Seigneur, Prince de Conti, joüira comme il a fait ci-devant de tous les fruits & revenus tant ordinaires que caſuels de ladite Principauté d'Orange, & en ſera les baux; a été pareillement convenu qu'au cas que ledit échange n'eût pas lieu, que mon dit Seigneur Prince de Conty ſera conſervé dans tous ſes Droits, noms, raiſons comme auparavant le preſent Contract.

Car ainſi a été expreſſément convenu entre leſdits Seigneurs, Commiſſaires députez audit nom, & ledit Seigneur Prince de Conti promettant, obligeant,

ANNO 1703. geant, & leſdits Seigneurs Commiſſaires pour & au nom de Sa Majeſté, tant pour elle que pour ſes Succeſſeurs Rois renonçans, &c. Ce fait & paſſé à Verſailles aux appartemens de mondit Seigneur Prince de Conti & de meſdits Seigneurs Commiſſaires l'an 1703. le dixiéme jour de Février avant midi, & ont ſigné la Minute des preſentes demeurée a Savalete l'un des Notaires ſouſſignez, ſignez Lange & Savalete ſcellé ledit jour.

Plein pouvoir du Roi T. C pour ſes Commiſſaires aux fins du Traité cy-deſſus. Donné à Verſailles le 25. Novemb. 1702. [Recueil de diverſes Piéces publié en 1707. à Neufchatel dans l'affaire de la ſucceſſion]

LOuïs par la Grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à notre très-cher & Feal Chevalier le Sieur Phelipeaux Comte de Pontchartrain Chevalier Garde des ſceaux de France & Commandeur de nos Ordres. A nos amés & feaux Conſeillers en nos Conſeils, les Sieurs le Peletier, & Dagueſſeau Conſeillers ordinaires dans notre Conſeil Royal, Chamillard auſſi Conſeiller ordinaire dans notre Conſeil Royal, Controleur general de nos Finances, Fleurian d'Armenonville, & Roüillé de Coudray Conſeiller ordinaire dans notre Conſeil Royal, Directeurs de nos Finances ſalut. Quelques precautions que nous ayons priſes par nos declarations du 23. Novembre 1697. & 23. Janvier 1698. pour empêcher les deſordres que cauſe dans nos Provinces de Languedoc, Dauphiné & Provence le libre exercice de la Religion Proteſtante dans la Ville & Principauté d'Orange, nous recevons neantmoins differentes plaintes, qui nous font connoitre le neceſſité de couper la racine à un mal ſi dangereux à la Religion, & d'embraſſer l'occaſion qui ſe preſente de nous rendre maitre de cette Principauté par le Traité, que nous avons reſolu de faire avec notre très-cher & amé Couſin le Prince de Conti, qui en a eté envoyé en poſſeſſion par Arrêt de notre grand Conſeil du 28. Mars dernier 1702. en vertu du legs univerſel fait en ſa faveur par feu notre très-cher & amé Couſin le Duc de Longueville, dont la deſtivrance lui en a eté faite par ſentence des Requetes du Palais & confirmée par Arrêt de notre Parlement de Paris, afin d'y retablir par ce moyen l'uniformité de la Religion, & d'oter à nos Sujets des Provinces voiſines nouvellement convertis, tout ce qui leur pourroit ſervir d'occaſion & d'attrait pour retomber dans leurs anciennes erreurs. Joint d'ailleurs qu'il eſt du bien de notre Etat, que nous reüniſſions a notre Comté de Provence cette partie de ſon Domaine, qui en a eté demembrée & qui en releve à foy & hommage, & dont les appellations doivent reſſortir de notre Parlement d'Aix. C'eſt dans ces vues que nous avons fait temoigner à notre dit Couſin le Prince de Conti, au Sr. & Dame de Mailli, pretendans droit en vertu de la ſubſtitution appoſée au Teſtament de Dame Marie de Baux Princeſſe d'Orange du 22. May 1416. & autres qui pretendent y avoir droit, notre deſſein de faire un echange de cette Principauté avec d'autres Domaines. Et notre dit Couſin le Prince de Conti, a acquieſcé avec ſoumiſſion à notre volonté, & notre dite Dame de Mailli, pour tout & quel droit elle y peut avoir. Mais attendu qu'il y a procès entre notre dit Couſin, les Sieurs & Dame de Mailli, & autres Pretendans à la dite Principauté d'Orange, & que par ce moyen ledit echange ne peut être conſommé juſques à ce que leſdits procès ſoient terminés, & que cependant il eſt de notre intereſt de nous mettre en poſſeſſion des à preſent de la dite Ville & Principauté d'Orange; A Ces cauſes, de l'avis de notre Conſeil, Nous vous avons commis & deputés, Commettons, & deputons par les preſentes ſignées de notre main nos Procureurs ſpeciaux pour enſemble, ou trois de vous en abſence des autres, paſſer un ou pluſieurs Traittés avec notre dit Couſin le Prince de Conti, les Sieurs & Dame de Mailli & autres, qui ſur le fondement de leurs pretenſions y voudront intervenir, & y donner leur conſentement ou ſeparement, accepter à notre profit & de nos ſucceſſeurs Roys, la ceſſion, qui nous ſera faite par notre dit Couſin des à preſent de ladite Ville & Principauté d'Orange de laquelle il eſt en poſſeſſion en vertu dudit Arrêt du 28. Mars dernier en qualité de Legataire dudit Duc de Longueville de ſes annexes, appartenances & dependances ſans en rien excepter ny reſerver, comme auſſi pour être procedé par vous aver notre dit Couſin, les Sieurs & Dame de Mailli, & autres pretendans, aux Evaluations tant de ladite Principauté d'Orange, que des Domaines, qui ſeront par vous donnés en contre-échange, & paſſer avec lui, ou tel autre a qui la proprieté pourroit être adjugée, le Contract d'échange & tous autres Actes neceſſaires, aux clauſes & conditions, que vous jugerés raiſonables, & en attendant que ledit echange puiſſe être conſommé, & notre dit Couſin mis en poſſeſſion actuelle & réelle des Revenus desdits Domaines qui ſeront cedés par ledit échange, Il jouïra, comme il a fait cy-devant, de tous les fruits & Revenus de ladite Principauté d'Orange, & en fera les Baux, ſi ce n'eſt que ſur les conteſtations qui ſont pendantes entre lui & les autres Pretendans, il en fut autrement ordonné ſans prejudice neantmoins à notre dit Couſin, ou à celuy à qui la proprieté en pourroit avoir été adjugée, de rentrer dans la proprieté, poſſeſſion & joüiſſance de ladite Principauté d'Orange, Droits, Dignités, Prerogatives, Privileges d'icelles, au cas que l'échange n'eut pas lieu. De ce faire & accomplir, Nous vous avons donné & donnons pouvoir, puiſſance authorité, commiſſion & mandement ſpecial, promettant en foi & parole de Roi d'avoir agreable & tenir ferme & ſtable, tout ce que par vous aura eté fait & paſſé, & d'en faire expedier & delivrer toutes Lettres de Ratification, ou autres ſeuretés neceſſaires, ſans neantmoins que ces preſentes puiſſent nuire ni prejudicier aux Droits & interets des Parties qui ſont en procès avec notre dit Couſin pour raiſon de ladite Principauté. Car tel eſt notre plaiſir.

ANNO 1703.

Donné a Verſailles le 25. jour de Novembre l'an de Grace 1702. & de notre Regne le 60. Signé Louïs & plus bas par le Roi.

PHELYPEAUX, & SCELLE.

XXI.

Union & aſſociation de tous les Corps & Communautés du Comté de Neufchatel en Suiſſe, par laquelle en renouvellant & confirmant celle du 24. Avril 1699. *ils ſe promettent de s'entraider & aſſiſter mutuellement pour le maintien de leurs Droits & Libertés contre toutes les entrepriſes qui ſe pourroient faire à l'encontre, ſoit par forme de juſtice en des Tribunaux etrangers ou autrement. Fait à Neufchatel un Mois de Mars* 1703. [Copie imprimée]

Mars.

NOus les Corps & Communautés ci-deſſous nommés, ſachant combien l'union & la bonne intelligence entre les Corps d'un Etat peuvent contribuer à ſon bonheur & à ſa conſervation; DECLARONS UNANIMEMENT, que nous perſiſtons en l'Aſſociation générale qui fut faite entre nous le 24. d'Avril 1699, laquelle nous confirmons, dans la ferme reſolution où nous ſommes de demeurer toûjours unis, pour nous oppoſer à tout ce qui pourroit être contraire au but pour lequel elle a été faite. Et comme il eſt arrivé depuis, qu'il s'eſt fait au dehors pluſieurs demarches qui pourroient y donner atteinte, & qu'on a pretendu ſe pourvoir par devant des Tribunaux étrangers, où l'on a même intenté des actions pour des Revenus, Deniers & autres choſes, qui ſont inconteſtablement des apartenances & dependances de cette Souveraineté, & qui même ont été ajugées & compriſes formellement dans le Souverain Jugement d'Inveſtiture rendu par le Tribunal Suprême des trois Etats les 8. Mars 1694, en faveur de S. A. S. Madame le Ducheſſe de Nemours nôtre Princeſſe Souveraine, en ſorte qu'il y auroit lieu de craindre qu'on ne pût tirer cela dans la ſuite à conſéquences prejudiciables à la Souveraineté & independance de cet Etat; Nous avons crû être indiſpenſablement obligés de faire publiquement, comme nous le faiſons par le preſent Acte, nos Proteſtations en la meilleure forme poſſible, contre tout ce qui a été fait & ſe fera à l'avenir, par

ANNO 1703. par qui, en quelque lieu, & ſous quelque prétexte que ce ſoit, au préjudice tant du Jugement ſouverain ci-deſſus, & de la legitime autorité, competance & liberté dudit Tribunal Supréme, que des Droits & de la Souveraineté en général, de ſes Loix & Conſtitutions fondamentales, & enfin des Droits, Franchiſes & Liberté de tous les Corps qui le compoſent.

Promettant & nous engageant de bonne foi les uns aux autres, par ce preſent Acte, de nous aider & aſſiſter mutuellement, pour le maintien, conſervation & exécution de ce que deſſus; Et d'employer pour cet effet, tout ce qui depend de nous, chacun ſuivant nôtre pouvoir, pour prevenir & empêcher par les moyens les plus convenables & les plus efficaces, tout ce qui pourroit être contraire à l'effet de nôtre preſente Proteſtation, Union & Aſſociation, même d'expoſer pour ce ſujet s'il étoit neceſſaire, nos Corps, Vies & Biens, ſans nous abandonner jamais les uns les autres, en ſorte que ceux qui contreviendront ci-aprés au preſent Acte d'Aſſociation, ſeront tenus & regardés comme des Perturbateurs du repos public.

Et aprés que le Projet du preſent Acte a été dreſſé conformement à l'avis unanime des Deputés des Corps & Communautes, en leur Aſſemblée tenuë à Neufchatel le 21. Mars 1703. Et enſuite porté par eux en l'Aſſemblée particuliére de chacun deſdits Corps & Communautés, iceux Corps & Communautés, aprés une libre & meure deliberation, l'ont aprouvé en tout ſon contenu, & ont donné ordre & plein pouvoir aux ſoubſignés de la ſigner en leur Nom; Ce qu'ils ont fait au grand Poile du Château de Neufchatel en preſence de M. le Gouverneur & de Meſſieurs du Conſeil d'Etat le 29. Mars 1703.

Les demarches convenables ayant été faites auprés de M. le Gouverneur, tant pour la convocation des Corps & Communautés de cet Etat, que pour former le Reſultat ci-deſſus, ainſi qu'il paroît par l'Ecrit qui lui fut remis le 21. de ce mois; Et ledit Reſultat lui ayant été repreſenté & remis, il l'a produit au Conſeil d'Etat le 27. de ce dit mois, où ayant été examiné mon dit Seigneur le Gouverneur & Mrs. du Conſeil d'Etat y ont donné leur approbation, & il m'a été ordonné à moi Secretaire dudit Conſeil d'Etat, à cauſe de l'indiſpoſition de M. le Chancelier, de le ſigner en leur nom au Château de Neufchatel le 29. de Mars 1703.

Enſuite dequoi le Gouverneur & le Conſeil d'Etat ont fait ſigner le Secretaire dudit Conſeil, en leur nom, l'Acte ci-deſſus, & declaré qu'ils y ont donné leur aprobation & conſentement.

La Compagnie des Paſteurs & Miniſtres l'a auſſi fait ſigner par le Doyen & le Secretaire.

Les quatre Miniſtraux au nom du Conſeil General de la Ville de Neufchatel, & les Deputés des autres Corps & Communautés de l'Etat de Neufchatel l'ont auſſi ſigné.

XXII.

7. Mars. (1) *Confœderatio Generalis magni Ducatus Lituaniæ facta S. Catholicæ Fidei, Libertatum, Prærogativarum & Jurium Reipublicæ defendendorum, Regiæ Majeſtatis* AUGUSTI II. *nunc feliciter regnantis tuendi. Vilnæ &c.* [ANDREÆ CHRYS. IN ZALUSKII ZALUSKI Epiſc. Varmienſis Epiſt. Tom. 3. Epiſt. 58. pag. 429.]

NOs infra in ſubſcriptione expreſſi, per conſtitutum generale ad Olbinicos ex Ordine tam Senatorio, quam Equeſtri deſignati ad Celſiſſimum Principem Dominum Michaelem Servatium Korybut in Zbaraz & Wisnowiec Wisnowiecki, Comitem in Dolko, Romarno & Dubrovica, Campiducem M. D. Lit. Pinſcenſem, Glinianenſem, Wilkovicenſem Capitaneum, Generalem ejusdem M. D. Lit. Colonellum. Item nos ex Comitiolis pro 6. Februarii anni currentis a S. R. Milite per univerſalia imperata & habitis, electi Commiſſarii, qui huc Vilnam ex limitatione congreſſus Rozancnſis, prima Decembris anni præteriti abſoluti, pro quinta Martii anni præſentis nullefimi ſeptingenteſimi tertii advenimus. Quando quidem fratres noſtri domi ſuæ reſidui in Comitiolis præteritis, habito imprimis præ oculis Inſtrumento publico, typis Thorunii mandato, perque ordinum Regni & M. D. Lit. eo tempore ibi congregatorum Commiſſarios conſtituto, & ad ſe ex majori Cancellaria ſub ſigillo M. D. Lit. tranſmiſſo; animati præterea iidem fratres, propoſitionibus Celſiſſimi Principis Campiducis & Colonelli Generalis M. D. Lit. ad id ut ſub tempus præteritorum Comitiolorum in hoc turbido Reipub. Statu quam arctiſſima animorum unione & confœderatione intuiti S. Catholicæ Fidei, Libertatum, Prærogativarum & Jurium defendendorum Sacræque R. Majeſtatis Domini N. Clementiſſimi Auguſti II. nunc feliciter regnantis tuendi, conglutinarentur, efficaciter his omnibus executioni mandatis & habitis Comitiolis Confœderationibusque ejusmodi ibi tum conditis, quas omni cautela adhibita in tanto majus robur ſuis circumſcripſerunt limitibus; nobis dederunt poteſtatem, ut in hoc congreſſu congregati Inſtructionibus noſtris collatis Generalem totius M. D. Lit. faceremus Confœderationem: ideo accommodando nos Inſtructionibus nobis extraditis, expiendo deſideria Principalium noſtrorum, ejusmodi Conſederationis nunquam rumpendo vinculo nomine, noſtro & omnium fratrum noſtrorum domi reſiduorum, colligamus nos, & confœderamus. Imprimisque dum videmus Regem Sueciæ ab ituquis Patriæque oblitis filiis, nominatim à Dominis Sapiehis in conſtituto Olkinenſi cum adhærentibus ſuis expreſſis, ad id inductum, ut in viſcera Patriæ admiſſus, ea depaſcendo & vaſtando non tantum in fortunas & vitam Nobilium ſæviret, ſed etiam ut intenderet; quatenus nos manuducentibus, conſulentibus, & ex pertinaci odio id unice volentibus iisdem Sapiehis, libera electione, qua nobis ipſi Monarchas Reges & Dominos creamus, exueret: unde & omnes ſuos conatus convertit, ut inpracticato in Polonia & M. D. Lit. a ſæculis exemplo Seren. Regem Auguſtum II. ſelicitet modernum, quem liberis votis & vocibus ad thronum exaltavimus, eodem deiciat, & inauditam exequatur dethronizationem. Quare quemadmodum id impoſſibile nobis conceſſu eſt, ita declarantes Seren. Auguſto II. Regi noſtro Clementiſſimo fidelem ad vitæ & ſanguinis usque profuſionem aſſiſtentiam, hoc vinculo unionis & nunquam rumpendæ Confœderationis noſtræ nexu roboramus nos & conſcribimus, pollicentes, nos omnes quotquot, ſumus in magno D. Lit. cujuscunque Status, & Præeminentiæ, nunquam huic Confœderationi renunciaturos, ſed pro Eccleſia Domini, pro Libertatibus noſtris, Salute Seren. Auguſti II. Regis N. Domini Clementiſſimi vitam poſituros, & pectoribus noſtris Majeſtatem ejus defenſuros eos autem omnes, quotquot partibus Sueticis adhæſerunt, illisque adjuncti toto late M. D. Lit. & Regno Poloniæ graſſando ſubſtantiam noſtram conſumunt & etiamnum non reſpiciendo Conſtituta Sendomirienſis & Thorunenſis Conventus perſeverant in malitia ſua; pro hoſtibus Patriæ & capitibus invindicabilibus (pro qualibus eos actu declaramus) habituros. Quod ſi quispiam Incolarum M. D. Lit. per Palatinatus & Diſtrictus contra liberam electionem uti & contra Majeſtatem Regiam aliqua attentaret molimina, aut ſive Sueciis ſive adhærentibus illorum opitulari defendere, aſylumque præbere, vel quidpiam machinari auſus fuerit: contra ejusmodi tanquam hoſtem Patriæ nos inſurrecturos, nec toleraturos in medio noſtri declaramus. In quibus omnibus reaſſumimus omnia juramenta noſtra per Palatinatus & Diſtrictus facta, nec non ſub fide, honore, conſcientiis noſtris obligamus nos, conſtanter nos vinculum hoc & ſine ulla diſſolutione conſervaturos. Quo circa & modo delegamus de gremio noſtro, cum hac Confœderatione noſtra manibus noſtris ſubſcripta; & roborata ad Conventum à Seren. Rege pro decima ſexta præſentis determinatum, ad eum locum, ubi in perſona ſua Majeſtatem morari comigerit, ut Legati noſtri a toto corpore confœderati M. D. Lit. S. R. Majeſtati noſtram deferant præſententque ſinceritatem & affectum; priusquam ex Palatinatibus & Diſtrictibus ſpeciales ibidem per comitia electi conveniant Commiſſarii, declarentque nos exemplo Majorum noſtrorum, paratos futuros pro defenſione Majeſtatis & perſonæ Regiæ, pro Juribus & Libertatibus noſtris, vel vitam ipſam immolare, de quo ipſu inſtructio a nobis ſpecialiter extradita Legatis fuſius edocebit. Modo vero huic Confœderationi manibus noſtris nos ſubſcribimus, quæ poſtquam in acta ſurrogatoria illata fuerit, ut typis mandetur pro perpetua rei memoria; Celſiſſimum Principem Dominum Campiducem Generalem M. D. Lit. Colonellum rogavimus. Actum Vilnæ &c.

ANNO 1703.

(1) Nous tirons la date du 7. Mars du Titre de la Pièce dans l'Auteur, & celle de l'an 1703. de ſon Arrangement. [DUM.]

ANNO 1703.

XXIII.

22. Avril. **Punctations-Vergleich zwiſchen denen Hertzogen Georg Wilhelm zu Braunſchweig Zell und Ruoolph Augustum zu Braunſchweig-Wolffenbüttel / des Lauts: daß Wolffenbüttel der Hannoveriſchen Primogenitur ſich nicht opponiren / die Hannoveriſche Chur erkennen / die Præcedenz Hannover als Electori laßen; Hingegen Zell und Hannover der Wolffenbuttelischen Linie die Mit-Aufnehmung in die Chur-Belehnung und Eventual Succeſſion in der Chur ſuchen zu bewürken auch den Wolffenbuttelischen Erb-Printzen den Rang vor den Hannöveriſchen poſt-genitis gönnen ſollen und wollen. Geſchehen Zell den 22 April 1703. Mit einem Articulo ſeparato wodurch Hertzog Ruoolph August ſeinen Antheil am Hertzogthum Sachſen-Lauenburg dem Hertzog zu Zell unter gewißen Bedingen cediret.** [Lunig Teutſch. Reichs-Archiv. Partis Special Continuatio. 1. Abtheil. 4. Abſatz. 4. pag. 171. d'où cette Piéce eſt tirée; elle ſe trouve auſſi dans le *Theatrum Europæum* Tom. 16. pag. 281.]

C'eſt à dire.

Convention entre George Guillaume *Duc de Brunſwich Zell, &* Rodolph Auguſte *Duc de Brunſwich Wolfembutel, portant que les Princes de la Ligne de Wolfembutel ne s'oppoſerent plus à la Primogeniture de celle de Hannover, qu'ils reconnoitront le Neufvieme Electorat ſelon qu'il y a été établi, & qu'en cette qualité ils lui cederont tous les honneurs du Rang & de la Préeminence; en échange de quoi les Lignes de Zell & de Hanover procureront que celle de Wolfembuttel reçoive avec eux la Co-Inveſtiture de l'Electorat, & de la Succeſſion eventuelle, et conſentiront que les Ainez de la dite Ligne ayent le rang par deſſus les Cadets de celle de Hanover. A Zell le 22. Avril 1703* Avec *Un Article ſeparé, par lequel le Duc* Rodolph Auguſte *cede au Duc* George Guillaume *ſa portion du Duché de Saxe Lawenbourg ſous certaines conditions.*

Zu Retablirung eines völligen Vertrauens und Aufhebung aller Widerwärtigkeit in dieſem Durchleuchtigſten Hauſe / hat man beyderſeits ſich dahin verglichen.

I.

Daß alles / ſo eine Zeitlang und biß dahero von einer Seiten wider die andere geſchehen / per æternam Annneſtiam aufgehoben ſeyn ſoll.

II.

Wolffenbüttel will weder directe noch indirecte ſich der Hannöverſchen Primogenitur der Lande opponiren / noch ſich unter eigerley Prætext, es ſey Pactorum Familiæ, oder wie das ſonſten Nahmen haben möchte / darinn immiſciren / noch auch andern / ſo es ihnen wollen / directe noch indirecte einigen Rath / Vorſchub oder Hülffe leiſten.

III.

Wolffenbüttel agnoſciret die Hannöverſche Chur / ſtehet ab von aller Oppoſition dagegen / reſervirt ſich jedoch dabey / daß es nebſt andern membris des Fürſtl. Collegii dahin will arbeiten / daß denen Juribus Principum Imperii gebührend proſpiciret / und dieſelbe auch in dieſem Punct in integro erhalten werden. Dagegen will man Zell- und Hannöverſcher Seiten allen äuſſerſten Fleiß und Otium anwenden / damit die Fürſtlich Wolffenbüttelſche Linie mit in die Chur-Belehnung aufgenommen und in eventum, da die Hannöverſche Linie abgehen ſolte / in ſelbiger Chur ſuccediren möge.

IV.

ANNO 1703.

Die Præcedenz wird von Wolffenbüttel / Hannover / als Electori gelaſſen / in eines jeden ſeinigen Landen aber werden ſo wohl die Herrſchafften als Miniſtri einander die gewöhnliche honneurs bezeigen / auch ſoll denen Wolffenbüttelſchen Erb-Printzen von denen Hannöverſchen Poſtgenitis der Rang gegönnet werden. Im übrigen allen bleibt es bey denen Pactis Sereniſſimæ Domus, und denen darinn auch der Obſervanz gegründeten Juribus Senii und deren Effectibus; Es iſt auch dieſen verabredet / daß von der Hannöverſchen Chur Linie denen regierende Herren Hertzogen zu Wolffenbüttel allezeit in Briefen und Schrifften das prædicat: Durchleuchtigſt / gegeben werden ſolle. Urkundlich iſt dieſe Punctation von beyden hohen Theilen unterſchrieben und vollenzogen worden / So geſchehen Zelle den 22. April. 1703.

Georg Wilhelm. (L. S.) Rudolph Auguſt. (L. S.)

ARTICULUS SEPARATUS.

Das Hertzogthum Sachſen-Lauenburg betreffend.

Als Herrn Hertzog Rudolph Auguſts Durchl. darauf beſtanden / daß bey dem unter heutigen dato errichteten Vergleich / auch wegen Permutation ihres Antheils / an dem Hertzogthum Sachſen-Lauenburg Handlung zugelegt / und zu Verhütung aller aus denen Communiquen entſtehenden Ungelegenheiten / an deſſen Statt ihnen einige andere ihren Landen näher gelegene Oerter abgetreten werden möchten / Herrn Hertzogen Georg Wilhelms Durchl. auch vor höchſtgedachten ihres Herrn Bruders Durchl. darunter zu Gefallen ſeyn wollen; So hat man ſich endlich deswegen verglichen / wie folget:

1.

Cediren und überlaſſen Herrn Hertzog Rudolph Auguſt Durchleucht für ſich / Ihre Erben und Succeſſoren auch ganze Fürſtliche Wolffenbüttelſche Linie / an Herrn Hertzog Georg Wilhelm und dero Succeſſoren / vorgedachten Ihren Antheil des Hertzogthums Sachſen-Lauenburg mit allen deſſen Zubehörungen und Juribus, nichts überall ausgenommen / wie es die vorigen Hertzoge zu Sachſen-Lauenburg gehabt / beſeſſen und genoſſen / oder haben / beſitzen und genieſſen ſollen und mögen; Und thun ſich ſo wohl an ſolchen Sachſen-Lauenburgiſchen Landen / und was dazu gehöret / als allen übrigen von der Zellſchen Linie anjetzo beſitzenden Landen weiter überall nichts als die geſamte Hand / und den Rückfall in eventum vorbehalten; gleichwie denn auch andern Theils die Zellſche Linie an die Wolffenbüttelſche Lande ſich nichts weiters / als vorgedachte geſamte Hand und den Rückfall / vorbehält; Dafern auch hochgedachte Herrn Hertzog George Wilhelms Durchleucht und dero Succeſſoren im Lauenburgiſchen und das Fürſtliche Hauß Wolffenbüttel in dem denſelben für ſeinen Antheil am Lauenburgiſchen cedirenden Diſtrict Landes / der denen dazu gehörigen Juribus von jemand ſolte angefochten oder troublirt werden / will man ſich einander mit allen Kräfften aſſiſtiren; Nicht weniger will das Hauß Braunſchweig und Lüneburg-Wolffenbüttelſcher Linie dem Hauſe Braunſchweig und Lüneburg Zellſcher Linie / ratione der denſelben cedirenden tertiæ am Lauenburgiſchen / die eviction præſtiren / und zwar dergeſtalt / daß auf dem Fall / wann das Hauß Braunſchweig Lüneburg / Zellſcher Linie von jemanden / wer der auch ſeyn möchte / mit oder ohne Recht der Poſſeſſion der beſitzenden Lauenburgiſchen Lande entſetzet / und ſelbiger Lande gantz oder zum Theil verluſtig gemachet werden würde / das Hauß Braunſchweig-Lüneburg Wolffenbüttelſcher Linie dasjenige / was das Hauß Braunſchweig und Lüneburg Zellſcher Linie ihm loco æquivalentis wegen des Lauenburgiſchen abgetreten / gantz / oder ſolltes der Zelliſchen Linie nur ein Theil der Lauenburgiſchen Lande ſolte entzogen werden / pro rata ſelbigen Abgangs ſo fort ohne Exception und Sperrung es an die Zellſche Linie reſtituiren wolle / welche alsdann befugt ſeyn ſolle / die Poſſeſſion deſſen / was ſolchergeſtalt wieder zurück fällt / zu ergreiffen; Auf den Fall aber das Hauß Braunſchweig-Lüneburg-Zellſcher Linie anderer particular-Urſachen halber jemand mit den Waffen angreifen / und daher von denſelben des Lauenburgiſchen Landes gantz oder zum Theil entſetzet würde / ſoll ſolcher Caſus unter der eviction nicht mit begriffen ſeyn; Ein gleiches wird hinwiederum von Seiten des Hauſes Braunſchweig und Lüneburg-Zellſcher Linie ratione evictionis, wegen der an das Hauß Braunſchweig und Lüneburg-Wolffenbüttelſche Linie für deſſen Antheil am Lauenburgiſchen / hernachfolgender maſſen abzutretenden Land und Leute hiemit verſprochen.

2.

Dagegen übernehmen Herrn Hertzog Georg Wilhelms Durchlauchtigkeit / und dero Herren Succeſſoren diejenigen Summen / ſo an Ihr. Königlichen Majeſtät in Pohlen / als Churfürſten zu Sachſen / für die Renunciation Ihrer Prætenſion

ANNO 1703. tension an gedachtes Hertzogthum Lauenburg bezahlt / oder sonst zu Conservation deſſelben erogirt seyn / oder noch künfftig erogirt werden möchten / und wollen die Fürſtliche Wolffenbüttelſche Linie denen allerdings überhoben.

3.

Wollen Herrn Hertzogen Georg Wilhelms Durchl. vorhochgedachten dero Herrn Vetters Durchl und der Wolffenbüttelſchen Linie jährlich / und überlassen zehentausend Reichs-Thaler an jährlichen Cammer-Contributions- und Schatz-Intraden / mittelſt Uberlaſſung dero Ampts Campen / oder anderer dem Fürſtenthum Wolffenbüttel wohlgelegener Oerter oder Gefälle / ad concurrentem ſummam. Es wollen auch ſo dann beyde Theile die künfftige Gräntzen / durch dazu deputirende Commiſſarien und Aufſindung beſtändiger terminorum naturalium ſo viel immer möglich / alſo regulirt laſſen / daß man künfftig einige Gränt-Irrungen zwiſchen beyden Linien um ſo weniger zu beſorgen haben möge.

Dieſer Separat-Articul ſoll eben die Krafft u. Würckung haben / als wann ſolcher dem Haupt-Vergleich von Wort zu Wort inſeriret wäre; und renunciiren nun damit beyde Theile allen und jeden exceptionibus und beneficiis, die auch Nahmen haben oder noch erdacht werden mögen / in ſpecie laſionis etiam enormiſſimæ, reſtitutionis in integrum &c. item renouciationem generalem non valere, niſi ſpecialis præceſſerit, und wollen ſich deren auf keine Weiſe noch Wege jemahln gegen dieſen Vergleich gebrauchen / ſondern dem / was alſo geſchloſſen / in allem treulich und ohne alle Gefehrde nachkommen; zu Urkund iſt dieſer Separat-Articul von beyden hohen Theilen unterſchrieben und vollzogen worden. So geſchehen Zelle den 22. April. 1703.

George Wilhelm. (L. S.) R. Auguſt. (L. S.)

XXIV.

30. Avril. **End-Urtheil durch Ihro Röm. Kayſerl. Maj. LEOPOLDI I. verordnetes** Judicium delegatum **über** FRANCISCUM RAGOTZI **ergangen. Krafft welchen derſelbe von wegen begangenen und genugſam überwieſenen** Criminis læſæ Majeſtatis & Perduellionis **von allen Ehren und Würden entſetzet / und mit dem Schwerdt vom Leben zum Tod hingerichtet werden ſolle.** Publicirt den 30. April. 1705. [LUNIG Teutſch Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Fortſetzung 1. Abſ. 3. pag. 498.]

C'eſt-à-dire,

Sentence rendue par les Juges Delegués de Sa Majeſté Imperiale LEOPOLD I. *Contre* FRANÇOIS RAGOTZY, *portant privation de tous ſes Biens, Honneurs, & Dignités, & Condamnation de mort, pour le Crime de leze Majeſté & de Rebellion par lui commis contre ſa dite Majeſté. Publié le* 30 *Avril* 1703.

NAchdem Franciſcus Ragoczy, in denen mit Ihm in der Gute vorgehabten Examinibus, auch theils durch ſeine Hand-Briefe und andere / wider Ihn in der vorgenommenen Inquiſition eingelauffene Zeugnuſſen / ſolgends ergrieffene ſuſum ſeines zu Munſtadt gehabten Arreſts / offentlich und überflüſſig confeſſus und klar convictus worden / daß er aller von Ihrer Käyſerlichen und Königlichen Majeſtät empfangenen Ehren / Würden und anderer Käyſerl. Königl. und Landes-Fürſtl. hohen Gnaden / ſo gar der natürlichen Schuldigkeit vergeſſend / und undanckbahr / aus lauter unzulänglicher Ambition und verbothenen Ehrgeitz / auch verdammter Vergeſſenheit / das nefandum Crimen læſæ Majeſtatis & Perduellionis in nachfolgenden Stucken begangen.

Indeme er mit verſchiedenen / erweckte in Rechten höchſt verbothene / zum Schaden und wieder ſeinen geſchworn natürlichen König und Landes-Fürſten / die Röm. Käyſerl. auch zu Hungarn und Böheim Königl. Majeſt. unſern allergnädigſten Herrn / ꝛc. ꝛc. angeſehene Bandnuſſen intentirte / und zu einer wider aller-höchſt-gemelte Käyſerl. und Königl. Majeſtät vorgenommenen höchſtgefährlichen Abſtuckungen coopentet / und gedachtes Königreich Hungarn ſeiendter Gewalt und Protection unterwürffig zu machen geſucht / auch andere zu bedeuten / der Natur ſelbſt widerſtrebenden Verbrechen verleitet / derentwegen verſchiedene heimliche Conventicula angeſtellet / und zu Fortſetzung ſeines höchſt-ſträfflichen Beginnens und Gewinn / auch an ſich Zuſtung des Adels und Geſpannſchafften allerhand Mittel vorgekehret / mit andern beratſchlaget / dergleichen gemachte Anſchläge allezeit / und biß Ihre Majeſt. anderwärts hievon Wiſſenſchafft bekommen / unterbrochen gelaſſen; Wie dann er zu ſolcher Beförderung an den König in Franckreich den 1. Novembr. 1700. durch und durch eigenhändig geſchrieben / und darum förderiſt / mit præmittirender Anrühmung ſeiner Familie von der Cron Franckreich erwieſener Gnaden / die vermeintliche Unterdrückung des Königreichs Hungarn dahin vorgeſtellt / weilen GOtt Ihne nunmehro in den Stand geſetzt / daß dieſes Königreich das gantze Vertrauen auf Ihn gefaſſet / er Ihne König von Franckreich / für ſeinen Vater / Beſchützer und Erlöſer deſſelben erſuchet / mit dem Beyſatz: Daß anjetzo die beſten Conjuncturen darzu vorhanden wären / als die Einigkeit zwiſchen Ihnen nicht / der Imwollen ingenommen / Particular-Familienlibel zufrieden / und das einzige Abſehen der Stände / zu Nutzen des Königs in Franckreich / einhellig dergeſtalten eingerichtet ſtünde / daß / wann die Cron Franckreich ſich annehmen hätte die Sache beſſer / als jemahls / von ſtatten gehen / er Ragoczy aber alles betragen würde / zu zeigen / daß ſeine Gemüths-Neigung / die er von ſeinen Vor-Eltern ererbet / zu Nutzen und Ehr bemelter Cron Franckreich angeſehen ſey.

Dieſe ſeine angeſponnene Intenſion hat er ſo gar in ſeinem / de eodem dato, an einen Frantzöſiſchen Miniſter, Nahmens Barbeſieux, abgelaſſen / und aus eigenhändigem Schreiben beſtätiget / nebſt beygezogener Erinnerung / daß Uberbringer deſſen / ſo in allem auf das beſte informiret ſeye / ſolches Vorhaben mit mehrern entdecken würde / alſo zwar / daß denſelben geglaubet werden könne.

Und als das von erſterwehnten Barbeſieux von Verſailles den 18. Decembr. 1700. darauff erfolgte Antwort-Schreiben ſo viel mit ſich gebracht / daß er gedachten Brieff erhalten / den Uberbringer angehöret / und ſo viel effectuiret / daß ſothanes Schreiben an die Cron Franckreich / mit der Verſicherung / ſolche Intention ſeiner Zeit zu ſecundiren / angenommen worden / welches mit mehrerm der Abgeordnete zu entdecken habe / unterdeſſen aber Franckreich das Abſehen / möglichſt zu helffen ſchon nehmen würde; hat Ragoczy gluich bald darauff ſub dato 11. Febr. 1701. hinwiederumben den König in Franckreich dieſes Innhalts zugeſchrieben: Mit was Freuden die Hungarn die Hoffnung der Königl. Protection, die ihnen durch obbenannten Miniſtrum Barbeſieux überſchrieben worden / vernommen hätten / und daß Uberbringer dieſes Brieffs die Urſach eröffnen werde / warumben die verlangte Vollmacht von den Hungariſchen Häuptern nicht eingeſchicket worden: Dieſe aber / nebſt Verſicherung der beſtändigen Treue von dem Hungariſchen Königreich / ſo wohl in das gemein / als von einem jeglichen in particulari, bevorab von ihme Ragoczy bald nachfolgen ſolle. Geſtalten er / zu Fortſetzung dieſes ſeines verbunten Vorhabens / mit ſeinem Anhang / berühten Uberbringern ſelbſt eine Inſtruction, was er / der Aſiſtentz halber / mit Franckreich negotiren ſolle / an dictiret / ſelbige etlichmahls bedächtlich überleſen und überſehen / derſelben auch noch beygeſetzet werden / daß der König in Franckreich Pohlen zu erſuchen habe / die Hungarn zu animiren / ingleichen den Türckiſchen Hof zu menagiren / imo verlangt / daß Franckreich zu Stabilirung ſolcher Machinationen / Officierer / Munition / und Ingenieurs überſchicken möchte. Und als er Ragoczy herauff von der Cron Franckreich zur Antwort erhalten / daß / wann gedachte Vollmacht geſertiget entlauffen würde / man noch anbey über Dantzig und Hamburg zwey Millionen Livres, ihme Ragoczy aber in ſpecie 100000. zu Unterhaltung der Volcker überſchicken wollte. Er Ragoczy mit ſeinem Anhang / ohne Aufſtand wieder veranſtaltet / einige in die Comitaten abzuſchicken / ſelbe zu Unterſchreibung ſothaner Vollmacht zu diſponiren / welche Vollmacht ſodann nacher Wien / oder ſonſtenburg dem ſchon Abgeordneten nachgeſchicket werden ſolle; Bey allem dieſen / und inzwiſchen hat Ragoczy zu weiterm Behuff dieſes ſeines ſo ſchändlich / GOtt-Menſchen- und Ehrloſen intendirten Laſters / die Käyſerliche Guarniſon in Mongatſch und Ungwar / mit ſeinen Complicibus effective umzubringen conſpiriret / den allhieſigen Commendanten / durch Anſetzung eines Meſſers an die Gurgel / nebſt andertrohender Ermordung / zur Ubergab berührter Veſtung zu zwingen / auch bey erlangender Aſiſtentz der Cron Franckreich / dero Corpo, und zwar eines unter dem Töckeli in Siebenbürgen / das andere an der Theiß / das dritte gegen Caſchau zu formiren gedacht / wie nicht weniger alle Teutſche Soldaten in Quartieren umbzubringen machinitet / anbey auch Franckreich verſtehen laſſen / daß ſo bald nur 10000. Mann beyſammen ſtehen werden / das gantze Königreich Hungarn ſich zu Ihme ſchlagen / ſo dann ſie ſo wohl diejenige / welche mit Ihnen nicht halten / darzu zwingen / als auch in Böheim / und Schleſien erwehnte theils Huſſiten / theils Lutheraner / an ſich ziehen würde / und zu Bewerckſtelligung alles deſſen mit dem Frantzöſiſchen Botſchaffter zu Rom oder Florentz die Unterredung ſelbſt zu thun / ingleichen daß er Holl- und Engelland herzu anfriſchen wolle; wie auch mehr andere / aus denen Actis erſtehrende alle Treu-vergeſſene / und höchſt-ſtraffmäſſige Verbrechen vorzukehren ſich keines wegs beſcheuet.

Deren allen und jeden er durch ſeine eigene ſelbſt bekennliche Hand-Briefe / bey geborten Actis befindliche Schrifften /

ANNO 1703. ten/ und vorgehabte Inquiſition und Confrontation überwieſen. Und daß er ſolche ſeine ſchwere Verbrechen/ ohnangeſehn der zum Überfluß ihme von Ihrer Römiſch Kayſerl. und Königlichen Majeſtät ertheilten/ und allein aus lauter Gnade und Milde/ da doch ſie in tam execrando, & excepto Crimine, ohne Proceſs, ſo in dergleichen Fallen nicht gebräuchig ſtante absque hoc notorietate facti, weder ihre Ragoczy Fug/ Macht und Recht gehabt hätten/ ohne einiger Anhörung/ Beantwortung/ und Vernehmung/ denjenigen Straffen abſolviren executive ergehen zulaſſen/ welche die Kayſerl Königl. und andere Rechten dergleichen Laſtern durchgehends ſetzen und verordnen/ zugelaſſener Defenſion, doſern er ſich einer gebrauchen möchte/ keines weges verantworten können/ ſondern durch Violirung gleich nach ordentlich intimirter des Fiſci Criminal-Anklag/ ſeines zur Neuſtadt gehabten Arreſts/ muthin ergriffene fugam, ſich deßfalls ex ſuperfluo confeſſum gemachet: Als iſt/ durch das von höchſtgedacht Ihrer Kayſer- und Königl. Majeſt. in Sachen verordnete Judicium de egatum, in reiffer Erwegung aller einkommener Schrifften/ Nachdurfften und Umſtänden/ zu Urtheil und Recht erkennet/ von Ihrer Maj auch der Juſtiz ihren Lauff zu laſſen/ allergnädigſt reſolviret worden: Daß der Franz Ragoczy, wegen deſſen begangen und genugſam überwieſenen Criminis læſæ Majeſtatis ac Perduellionis, mit Leib/ Ehr und Gut in Ihrer Kayſerl und Königl. Majeſtäten Straff verfallen ſeye. Solchem nach ſoll er von nun an aller Ehren und Würden entſetzet ſeyn/ durch den Scharffrichter/ ſo bald man ſeiner habhafft werden wird/ an Orth und End wo es ſich gebühret/ mit dem Schwerdt vom Leben zum Tod hingerichtet/ und ſein Haab und Güter dem Kayſer und Königl. Fiſco verfallen ſeyn. Dieſes Ihme Ragoczy zu einer wol verdienten Straff/ ſeines gleichen aber zu einem Greuel und abſcheulichen Exempel. Publicirt den 30. April 1703.

XXV.

2. Mai. *Declaratio Legati Cæſarei Comitis a* WALDSTEIN, *& Amirantis* CASTELLÆ, *ſuper tertiam partem ſubſidiorum & armorum, Regi Luſitaniæ promiſſorum. Datum Oliſponæ 2 Maji* 1703. CUM *Ratificatione Cæſarea. Datum Viennæ 9 Septembris* 1703. [Copie tirée du Protocolle de l'Ambaſſade Imperiale en Hollande.]

NOS LEOPOLDUS, *Divinâ favente Clementiâ Electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Eſclavoniæ Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioleæ, Marchio Moraviæ, Dux Lucemburgiæ, ac Superioris & Inferioris Sileſiæ, Wirtembergæ & Teckæ; Princeps Sueviæ, Comes Habſpurgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi & Goritiæ, Landgravius Alſatiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ ac Superioris & Inferioris Luſatiæ, Dominus Marchiæ Sclavoniæ, Portus Naonis & Salinarum.*

Notum facimus & teſtamur quod cum ſub concluſionem Fœderis inter Nos, Sereniſſimam Potentiſſimamque Principem Dominam Annam, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Reginam, uti & Ordines Generales Fœderati Belgii ex unâ: & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem Dominum Petrum Secundum Luſitaniæ & Algarbiæ Regem ex alterâ parte, die decimo ſexto præſentis Menſis Maii Oliſſypona initæ, Legatus Noſter ibidem Extraordinarius Comes à Waldſtein unâ cum Amirante Regni Caſtellæ ad ſummovendas difficultates quæ circa tertiam ſubſidiorum Armorum & munitionum, Regi Luſitaniæ promiſſorum, exortæ Fœderis iſtius ſubſcriptionem ex parte Miniſtrorum Sereniſſimæ Reginæ Magnæ Britanniæ & Ordinum Uniti Belgii videbantur remoraturæ ſequutum odiderit Declarationem.

LOS Miniſtros Plenipotenciarios de las dos Potencias Maritimas que ſe hallan en eſta corte de Lisboa, han expreſado repetidas veces las conſiderables ſumas que les piden Portugueſes para entrar en la Liga y que deſpues de haver puesto la mayor y mas continuada Solicitud en que ſe rebaxaſſen mucho las que propuſieron en el proyecto ſiempre quedan inſuportables los ſocorſos que por ultima reſolucion quieren para entrar en la Liga, anadiendo que les ſera impoſſible firmar con tanto diſpendio de ſus Amos este tratado, ſi ſu Mag. Cefarea, y el Sr. Rey Don Carlos III. no ſe obligaſen a que la Monarquia de Eſpagna, que es la principal interesada, contribuira con la terzera parte de dichos ſubſidios, Armas, y municiones que ſe dieren a Portugal para eſta Alianza y conſtaren del Tratado con ellos, obligandoſe ambas Potencias a ſuplir eſta tercera parte mientras la Monarquia de Eſpana no eſta en aptitud de concurrir con Ella, con la condicion de que aya de ſatisfazer la quanto antes pueda deſpues de hallarſe el Signor Rey Carlos III. en la poſſeſſion del Regno de Eſpana. Y haviendo conſiderato el Conde de Waldſtein, Ambazader Extraordinario en eſta Corte por Su Mag. Cefarea y ſu Plenipotenciario en el tradado di eſta Liga, y el Admirante del Caſtilla que ſin eſta circunſtancia peligrata un Tratado que eſta ſuma de las coſas para el fin deſeado, y tan de la mayor importancia al ſervicio y exaltacion de la Aug. Caſa, que abierta eſta puerta, entra con tanto mayor brevedad y ſeguridad a la Sucesion hereditaria de la Monarquia Eſpagnola; & que per otra parte las razones que alegan dichos Miniſtros Plenipotenciarios de las Potencias Maritimas ſon tan juſtificadas y conbenientes, les ha parecido muy puesto en razon, mas come les falta poderes para tratar con las Potencias Maritimas no han podido obligarſe formalmente a ello, pero no dudan que ambas Mageſtades Cefarea y Catholica ſe dignaran de aprobar eſto mismo que eſtan de ſu Real Servicio, y en fee de ello firmaron la preſente y coroboraron con el ſello de ſus armas.

En Lisbona à 2. de Mayo de 1703.

(LL.) El Conde DE WALDSTEIN. (LS.) EL ALMIRANTE DE CASTILLA.

NOS eandem confirmaverimus, approbaverimus, & ratam habemus, promittentes Verbo Noſtro Cæſareo illum non ſolum à Sereniſſimo filio Noſtro Secundo genito ſtatim atque à Nobis Succeſſor Monarchiæ Hiſpaniæ publicè declaratus fuerit approbatum, ſed etiam deinceps bonâ fide ſervatum & impletum iri. In cujus rei majus robur hanc paginam manu noſtra ſubſcriptam Sigillo noſtro Cæſareo muniri juſſimus. Dabantur in urbe noſtra Viennæ die nonâ Septembris anno milleſimo ſeptingenteſimo tertio Regnorum Noſtrorum, Romani quadrageſimo ſexto, Hungarici quadrageſimo nono, Bohemici vero quadrageſimo ſeptimo.

ad Mandatum Sacræ Cæſareæ Majeſtatis proprium,

C. F. CONSBRUCK.

Ratificatio CAROLI III. *Regis Hiſpaniarum ſuper eandem Declarationem. Datum Viennæ 13 Sept.* 1703. [LAMBERTI Memoires pour ſervir à l'Hiſt. du XVIII. Siecle Tom. II. pag. 520. (III.)] 13. Septembre.

NOS CAROLUS III. *Dei Gratia Rex Caſtellæ, Legionis Harragoniæ, utriuſque Siciliæ, Hyeroſolimorum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Gallaciæ, Majoricæ, Minoricæ, Sevilliæ, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiæ, Algeciræ, Gadium, Inſularum Canariarum, Indiarum Orientalium & Occidentalium, Inſularumque & Terræ firmæ Maris Oceani, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Athenarum & Neopatriæ, Comes Habſpurgi, Flandriæ; Tyrolis, & Barcinonis, Cantabriæ & Molinæ Dominus.*

Notum facimus & teſtamur quod cum tranſlationi Hiſpaniæ Monarchiæ ab Auguſtiſſimo Imperatore Domino & parente Noſtro Colendiſſimo, uti & Sereniſſimo Principe Domino JOSEPHO *Romanorum ac Hungariæ Rege chariſſimo fratre noſtro primogenito, in Nos heſterna die ſolemniter factas ea conditio addita & à nobis acceptata ſit, ut omnes Conventiones ratas habeamus quas ad vindicandam ejusdem Monarchiæ poſſeſſionem Sacra Cæſarea Majeſtas iniverit, atque inter alias nobis exhibita fuerit Declaratio quædam ab ejusdem Miniſtro & Extraordinario in Aula Luſitaniæ Legato Comite à Waldſtein nec non ab Amirante Regni Caſtellæ Oliſſiponæ facta & à Sacra Cæſarea Majeſtate approbata tenoris ſequentis.*

NOS LEOPOLDUS. &c.

NOtum facimus & teſtamur quod cum ſub concluſionem Fœderis inter Nos Sereniſſimamque Principem Dominam Annam, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Reginam; uti & Ordines Generales Fœderati Belgii ex unâ, Et Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem Dominum

ANNO 1703. *minum Petrum ſecundum Luſitaniæ & Algarbiæ Regem ex ulterâ parte die decimo ſexto præteriti Menſis Maii Olyſiponæ initi Legatus Noſter ibidem Extraordinarius Comes à Waldſtein unâ cum Amirante Regni Caſtellæ ad ſummovendas difficultates quæ circa tertiam ſubſidiorum, armorum & munitionum Regi Luſitaniæ promiſſorum exortæ Fœderis iſtius ſubſcriptionem ex parte Miniſtrorum Sereniſſimæ Reginæ Britanniæ & Ordinum Uniti Belgii videbantur remoturæ, ſequentem edederit Declarationem.*

„ Hic ponitur Declaratio in Linguâ Hiſpanicâ
„ Sicut eſt in Ratificatione Imperatoris.

Nos eandem confirmaverimus, approbaverimus, & ratam habuerimus, approbamus etiam illam & ratamhabemus, promittentes Verbo Noſtro Cæſareo illam non ſolum à Sereniſſimo filio noſtro ſecundo genito ſtatim atque à Nobis Succeſſor Monarchiæ Hiſpaniæ publicè declaratus fuerit, approbatum, ſed etiam deinceps bona fide ſervatum & impletum iri. In cujus rei majus robur hanc paginam manu noſtra ſubſcriptam Sigillo Noſtro Cæſareo muniri juſſimus. Datatur in urbe noſtra Viennæ Die nonâ Septembris &c.

Nos Sacræ Cæſareæ Majeſtatis verbum in omnibus implere Ejusque fidem liberare cupientes, pactatam Declarationem & Promiſſionem Cæſaream gratam ratamque habuerimus & promittimus, Nos illam accuratè obſervaturos & juxta illius tenorem Sereniſſimæ Reginæ Magnæ Britanniæ & Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii bonâ fide ſatisfacturos eſſe. Harum vigore Literarum manu noſtra ſubſcriptarum & Sigillo noſtro Regio munitarum, quæ dabantur Viennæ Auſtriæ die decimâtertia Menſis Septembris Anno poſt Nativitatem Salvatoris Noſtri Septingenteſimo tertio, Regnorum Noſtrorum primo.

CAROLUS.

XXVI.

9. Juillet. ***Confœderatio Majoris Poloniæ iterata pro Fidei Catholicæ, Eccleſiarum Domini, & Majeſtatis Regiæ* AUGUSTI II. *defenſione, cum juramentis Sredæ die 9 Menſis Julii Anno 1703.*** [ANDREÆ CHRYS. IN ZALUSKIE ZALUSKI Epiſc. Varmienſis *Epiſt.* Tom. 3. Epiſt. 67. pag. 520.]

In Nomine ſanctiſſimæ Trinitatis Amen.

NOs Conſiliarii, Dignitarii, Officiales, & Equeſtris Ordo Posnanienſis & Caliſienſis Palatinatuum ad Comitiola ex limitatione pro die 9. Julii incidentia Sredæ congregati, volentes in illis rebus ſecurrere lapſis & de interna ac externa Palatinatibus proſpicere ſecuritate, nec interim ſecundum tam pia intenta procedere valentes, conatus noſtros, annihilante quorundam malevolentia, qua factum eſt, ut ruptis præſentibus Comitiolis libere conſulendi & ſentiendi activitas ſiſteretur, accepta notitia in iisdem Comitiolis à reducibus Lublino Legatis noſtris quos illuc nemine contradicente ad extraordinaria Regni Comitia duas hebdomadas duraturæ de medio noſtri in ſecundis per iterata S. R. Majeſtatis ad Caſtra Palatinatuum noſtrorum Univerſalia deſignatis in commune de Repub. conſulturos deſtinaveramus: qualiter eadem malevolentia quibusdam perperam adinventis procuratisque proteſtationibus, quarum nullam ſub tempus noſtrorum Comitiolorum illatum audivimus activitatem iis inhibuit, & à communi Reipub. conſilio per ſpeciem inæqualitatis illorum cum aliis Palatinatibus, ſeparavit præſentiaque Comitiola conſummare negavit. Hinc nolentes eſſe ſine conſilio domi, ſine armis foris, videntesque undique in Palatinatus noſtros ingruentia pericula & diſcordiam perniciei eorundem Palatinatuum per diſſolutionem inſolito prorſus modo Comitiolorum intentam, confugimus ad media in hac Repub. toties practicata, ad Confœderationem ſcilicet, quam more Majorum noſtrorum, & exemplo pro Fide Sancta Romana Catholica, Eccleſiis & aris Domini, Majeſtate Regia Sereniſſimi Auguſti II. (ſalvo per omnia vinculo Pactorum conventorum ex vi Juramenti Regii promanante) pro juribus Regni & M. D. Litu. libertatibus & prærogativis, ſanguine Anteceſſorum noſtrorum partis, juramento & tot privilegiis Sereniſſimorum Regum ipſiusque Sereniſſimi Regis Auguſti II. feliciter moderni roboratis, in quibus potiſſimum ceu fundamento libertas noſtra ſubſiſtit; defendendis & tuendis condimus, conſtituimus, vinculumque hoc noſtrum juramento infra poſito roboramus, proteſtando coram Deo; qui ſolus penetralia cordis inſpicit, nos ad hanc colligationem mutuam non niſi ſalute publica & conſervatione jurium Patriæ, ut illa in eodem ſtatu, in quo ab Anteceſſoribus accepimus, Poſteris & ſucceſſoribus relinquamus, non autem per rationem aliquorum motuum, à quibus procul mentem & intentiones noſtras removimus, pacis utpote amantes, eamque & integritatem jurium unice deſiderantes, induci & inductos eſſe, Proteſtamur coram S. R. Majeſtate nos pro ejus conſervanda Dignitate (ſalva integritate jurium noſtrorum) ſanguinem, vitam, & fortunas noſtras immolare paratos eſſe, manifeſtamus nos coram univerſa Repub. tanquam communi matre noſtra, quæ nos omnes complectitur charitate, nos non ex intentione & reſpectu exeitandæ alicujus confuſionis & turbarum, quibus Regna evertuntur, & Dominia ad ineras rediguntur ſed mere intuitu reſtaurandorum jurium & libertatum noſtrarum, defenſionis tam Palatinatuum noſtrorum, quam totius Reipublicæ noſtræ, inhibitionis damnoſarum factionum, reductionis jurium quæ ex ſuis cardinibus mota ſunt, denique ex ratione probationis, quod legitime Nuntios noſtros in iteratis Comitiolis absque ulla contradictione electos, ad extraordinaria Lublinenſia duarum hebdomadarum Comitia deſtinaverimus, hoc ſalvandæ libertatis medium arripere, conjurando & obligando nos ad Sacræ Romanæ Catholicæ fidei, Eccleſiis Domini, integritati Patriæ, Majeſtati R. Auguſti II. (ſalva integritate jurium noſtrorum) juribus Regni & M. D. Lit. libertatibus & prærogativis, honori, perſonæ & fortunæ Mareſchalci noſtri, & Senatorum Conſiliariorumque noſtrorum, & viciſſim Mareſchalcum cum Senatoribus & Conſiliariis nobis invicem, uno alterum non deſerente aut ſe ſeparante, ſed mutuo ſingulis ſingulos defendentibus, ſanguinem ad ſupremam usque guttam impendendum, affulendum, pectoribusque noſtris pro muro propugnandum. Cui præfato Mareſcalco Confœderationis noſtræ omni ſecuritate, quoad vitam, honorem & fortunam conſulturos & proſpecturos declaramus, eumque ab omni in omni caſu impetitione evicturos, nec citius hunc, nexum diſſoluturos, quam & ab intra & ab extra univerſa Reſpub. pacificata fuerit, & jura, libertates, prærogativæ quæ ſua firmitate exciderunt, ſervatis gradibus in Comitiis conſultandi, priſtino reſtituantur ſtatui. Ad quæ fidem, honorem & conſcientiam noſtram obligamus. Ut vero cuncta ſuo ordine tractarentur, invitavimus & elegimus in Mareſchalcum hujus Confœderationis Petrum Jacobum a Paradyſz Bronisz Capitaneum Pyzdrenſem, declarantes illi omnem modeſtiam, quodque Mareſchalcus cum Senatoribus & Conſiliariis in rem & commodum boni publici conſtituet, pro rato & grato habebimus, jam nunc ad executionem (dummodo ea pertineant ad conſervationem libertatis) deducere concedentes, omnem inſuper Authoritatem tribuimus & facultatem damus eidem Mareſchalco convocandi nos Univerſalibus, ubi id neceſſitas & quando poſtulaverit. Speramus interim huic tam Sanctæ confœderationi noſtræ univerſam nobilitatem, ad quam prævia noſtræ promptitudinis fraternæ commendatione Senatores & univerſos Confratres Palatinatuum noſtrorum invitamus. Quæ omnia ut nobis mutuo præſtemus, datam fidem nunquam falſuri in has juramenti rothas conjuramus. Et imprimis Mareſchalcus.

Ego NN. juro Domino Deo Omnipotenti uni in S. Trinitate, me ex voluntate Confratrum Posnanienſis & Caliſienſis Palatinatuum in Conſiliis ex limitatione die 9. Julii incidentibus ruptis Confœderatorum, ſuſceptum miniſterium Mareſchalcatus Confœderationis ſine ulla partialitate (ſecundum id quod mihi per Confœderationem ſcriptam rommiſſum eſt) geſturum & inſimul cum Senatoribus & Conſiliariis uti etiam Confœderatis Confratribus pro Fidei Sacræ Romanæ Catholicæ, Eccleſiarum Domini, Majeſtatis Regiæ Auguſti II. (ſalvo per omnia vinculo Pactorum conventorum ex vi juramenti Regii promanante) item jurium, libertatum, prærogativarum Regni, & M. D. L. jurium omnium Cardinalium omniumque Confratrum in ſubſcriptionibus hujus Confœderationis expreſſorum ad effuſionem ultimæ guttæ ſanguinis mei defenſione laboraturum & ſtaturum, nec functioni

ANNO 1703. tioni meæ Mareſchalcali renunciaturum, donec Reſpub. tam ab extra quam ab intra pacificetur, & jura noſtra, quæ ex orbita ſua mota ſunt, ad ſuum ſtatum, eſſe, & vigere reducantur. Cauſas omnes ad judicium meum Mareſchalcale pertinentes itidem ſimul cum Conſiliariis ſecundum jus ſcriptum, juſtitias & æquitatem ſine ullo reſpectu, amici & inimici, civis & peregrini diſcrimine ſublato judicaturum. Ad quæ omnia tenenda, implendaque ſub fide, honore & conſcientia ut verus honeſtique amans Nobilis me obligo, ſic me Dominus Deus adjuvet, & ejus S. innocenterque intolerata Paſſio.

Conſiliarii autem, quos è medio noſtri eligimus, ut Vladiſlaum Poninski Subpræfectum Stabuli Regni &c. Stephanum Urbanowski Notarium Caſtrenſem Wſchowenſem Secretarium hujus Conſœderationis, &c. &c. Quibus omnibus uti Mareſchalco noſtro ſic & illis usque ad ultimas vires noſtras aſſiſtemus, & honorem illorum æque ac Mareſchalci tuebimur, in hanc nos viciſſim defenſuri, juramenti Rotham jurabunt.

Ego NN. juro uni in Trinitate Sancta Deo Omnipotenti, me ex voluntate Confratrum Posnanienſis & Caliſſienſis Palatinatuum, poſt rupta ex limitatione die 9. Julii incidentia Comitia Conſœderatorum aſſumptum miniſterium Conſiliariatus Conſœderationis ſuæ ulla partialitate (ſecundum quod per conſcriptam Conſœderationem mihi commiſſum eſt) geſturum & infimul cum Mareſchalco & Senatoribus ut etiam Confratribus Conſœderationis pro Fidei Sacræ Romanæ Catholicæ, Eccleſiarum Domini, Majeſtatis Regiæ Auguſti II. (ſalvo per omnia vinculo Pactorum conventorum ex vi Juramenti Regii ppomanante) jurium item libertatum & prærogativarum Regni, omnium Jurium Cardinalium & omnium Conſratrum in ſubſcriptionibus Conſœderationis expreſſorum defenſione, ad effuſionem usque ultimæ guttæ ſanguinis laboraturum & ſtaturum, nec muneri Conſiliariatus mei renuntiaturum, donec Reſpub. tam ab intra quam ab extra pacificetur, & noſtra jura quæ ex orbita ſua mota ſunt, ad priſtinum ſtatum, eſſe & vigere reducantur. Cauſas omnes ad judicium Mareſchalcale pertinentes, ſimul cum Mareſchalco ſecundum jus ſcriptum, juſtitiam & æquitatem, ſine ullo perſonarum reſpectu, amici & inimici, civis & peregrini discrimine ſublato judicaturum. Ad quæ omnia manu tenenda implendaque, ut verus honeſtique amans Nobilis ſub fide honore, & conſcientia me obligo: ſic me Dominus Deus adjuvet, & ejus S. innocenter tolerata Paſſio.

Nos vero ipſi Mareſchalco, Senatoribus, & Conſiliariis noſtris nobisque invicem adſtituri, obligamus nos in eam juramenti Rotham.

Ego NN. juro uni in S. Trinitate Omnipotenti Deo me pro Fidei Sacræ Romanæ Catholicæ, Eccleſiarum Domini, Majeſtatis Regiæ Auguſti II. (ſalvo pro omnia vinculo Pactorum conventorum ex vi juramenti Regii promanante) item jurium, libertatum, & prærogativarum Regni, Magnique D. L. omnium jurium Cardinalium, noſtrimet ipſorum & Mareſchalci noſtri Senatorum & Conſiliariorum noſtrorum mutua & reciproca defenſione ad effuſionem ultimæ guttæ ſanguinis noſtri laboraturum, & ſtaturum, nec a vinculo hoc me abſoluturum: donec Reſpublica tam ab intra quam ab extra pacificetur & jura noſtra ex ſua dimota orbita ad priſtinum ſtatum, eſſe & vigere reducantur, obligatumque futurum ſubeſſe judicio Maref halci, obſervare, Mandatisque ejus parere, ad quæ omnia implenda & manutenenda ſub fide, honore, & conſcientia uti verum & honeſti amantem Nobilem decet; ſic me Deus adjuvet & ejus Sancta innocenter tolerata Paſſio.

Quam Conſœderationem noſtram quemadmodum fide jurata confirmavimus, ita ſeorſivis manuum noſtrarum ſubſcriptionibus roboramus, prædictaſque ſubſcriptiones in depoſitum Mareſchalco noſtro reddimus. Congreſſum vero futurum hujus Conſœderationis noſtræ, pro die Comitiolorum futuræ relationis, quorum ſpem habemus, nobis deſignamus. Caſu quo vero Comitiola relationis non forent, declaramus, & fraterne nobis promittimus 30. Auguſti nos huc Sredam more militari conventuros. Hæc ipſa Conſœderatio cum juramentis ut ad Acta authentica quævis Regni contraderetur, unanimi conſenſu Mareſchalcum ejusdem noſtræ Conſœderationis rogavimus. Datum Sredæ ab inchoata Conſœderatione die 9. Menſis Julii Anno 1703.

Petrus Jacobus à Paradysz Bronisz Capit. Pizdrenſis Mareſchalcus Confœd. Posnan. & Caliſſ. Palatinatuum &c.

XXVII.

ANNO 1703. 4. Septembre.

Ritter Capitulation der Freyen Reichs-Ritterſchafft in Schwaben/ am Nectar und Schwartz-Wald/ über und wegen Beſtellung eines neuen Directorial Staats/ deſſen Officianten und vieler andern hierzu benöthigten Sachen/ aufgerichtet zu Reutlingen den 4. Septembris anno 1703. [LUNIG Teutſch Reichs-Archiv Part. Spec. Continuat. 3. Abtheil. 7. pag. 407]

C'eſt-à-dire,

Capitulation de la Libre Nobleſſe Imperiale de Suabe ſur le Necker & dans le Schwartz-Wald, ſur l'établiſſement d'un nouveau Directoire, & des Officiers qui y ſont neceſſaires. Fait à Reutlingen le 4 Septembre 1703.

Alle wiſſen: Demnach auff tödtliches Ableiben des Reichs-Frey Wohlgebohrnen Herrn Georg Friedrich Schertels von Burtenbach zur Maure-/ dißmahligen Nectar Schwartzwald Ritter-Cantons geweſten Directoris, ſel. Angedenckens/ die Herren Fächt und Außſchuß/ wie auch die ſämbtliche Adeliche Mit-Glieder ſolchen Orths zu Erſetzung ſolcher und anderer vacirenden Stellen den Orth und Wahl-Statt nach deß Heyl. Reichs-Statt Reutlingen beraumbt/ und daſelbſt in zimmlicher Anzahl auff den 3. Septembr. deß 1703. Jahrs ſich eingefunden/ daß den 9. folgten Tag/ ehe und dann man zur Wahl eines neuen Directoris, und damit zugleich zu Erſetzung der längſt erledigten Stell eines Evangeliſchen Außſchuſſes geſchritten/ die Reviſion der bereits noch denn vor 30. Jahren zu Reutlingen den 20. (30.) Octobr. Anno 1671. errichteter Ritter-Capitulation vor Handen genommen worden/ und ſo mehrers/ daß bey der täglich häuffig ſeyender gewaltthätiger Abnahm der Collectablen Ritter-Gliedern/ und damit zu deren recht-und gütlicher wieder Herbeybringung verurſachenden Koſten/ Müh und Beſchwerden ſo wohl eine höchſtbedürfftige Menage, als auch nicht minder benöthigte Fortführung des Ritterſchafftl. Staat und Stands vermittels Erlang-und Beybehalthung qualificierten ſubjectorum zu denen Directorial-Außſchuß/ Syndicat-Secretariat und andern benöthigten Stellen itabilieret und ins Werck geſetzt werden möge.

Erſtlich/ Bleibt es bey dem in der vor allegierten Ritter-Capitulation projectierten Staat eines Directoris, Fächen/ Außſchüſſen und Trudenmeiſtern/ alſo und dergeſtalten/ daß ſie in allen Vorfallenheiten die allerunge Abſicht auff das alte Herkommen/ die Ritter-und Gerichts-Ordnungen/ Kayſerliche Privilegia, errichtete fünff Orths-Ritter Viertels Außſchuß Receß und Verabſchiedungen als ihre allerunge Richtſchnur ſteiff und feſt halten/ niemande weder Mit-Gliedern/ noch Officianten darwider im geringſten nicht beſchwehren/ alles durch Schreiben/ ſo viehl immer müglich/ verrichten/ von koſtbahrer Hin-und Herſchickung der Mit-Glieder und Officianten/ wo es nicht die ſonderbahre Noth und Ohnkoſten werth ſeyende gemeinſahme Anhangenheit betrifft/ gänßlich abſtrahieren/ die koſtbahre Zuſammenkunfften ohne dringende Noth und vorhergie Berechnung/ ob die deliberanda die darauff gehende ſpeſen auch mertieren/ und nicht ſchrifftlich durch unbeſchadtende Bericht erörtert werden mögen/ unterlaſſen/ das Ritter-Signet bloß allein nirgendts beygedruckhen/ ſondern daß darneben des Directoris und des ältern Außſchuſſes der andern Religion, wie auch des Syndici Nahm von jedem eigenhändig beygeſetzt werde/ ſonderlich in Gelt und andern præſtationen/ Außfertigungs Patenten/ Caſſa-Verſchreibung/ Obligationen/ Quittungen/ Receptions und dergleichen Atteſtaten/ Decreten/ die Juſtiz und Caſſa betreffende ꝛc (außgenommen/ wo Correſpondent-Sachen ſeyn/ darunder weder die Caſſa, noch collectable unterthonen/ oder der Mit-Glieder jemanden verpflichtet werden) und in Summa alles dasjenige/ was zur Auffnahmb und Wohlſtand des gemeinen Ritter-Weſens erfordert wurde/ ohne privat-Abſichten getreulich verrichten ſollen. Für welche tragende Sorgfalt dann den Herrn Directori jährlich dreyhundert Gulden/ und beyden haltenden nächſtlichen Senioren funffzig Gulden/ jedem Außſchuß aber/ darunter die zwey jüngere von Catholiſcher und Evangeliſcher Religion zugleich die Trudenmeiſter-Stellen zu vertretten/ Einhundert und fünffzig Gulden/ nebſt gewöhnlichem Calender-Gelt à 45 Kr. aus der Ritter-Caſſa pro diſcretione außzufolgen/ jedoch jeder zu conventen und congreſſen mit eigener Cutſchen/ Dienern und Pferden zu erſcheinen/ und die auff den Cantzler/ Wagner/ Schmid und dergleichen Handwercks-leuthe gehende ſpeſen dahin zu reſtringieren/ daß nicht die auff ſolche Reyſen verfahrte/ ſondern erſt unter Wegs mit Urkunde der Handwercks-leuth ſich ereignende nothdürfftige repara-

reparationen ex Cassa ersetzt / sonst aber nichts newes zu machen / wie auch die Pferdt etwann nur auff 2. oder 3. Tag bedörffenden Falls mit newen Eysen durchauß beschlagen / de proprio bestritten werden solle.

Zum Andern / Des Syndici, Secretarii und der Einnehmer Staat betreffende / verbleibt es bey jedem deren habenden und geschwohrenen Staat / sonderlich sollen die Rechnungs-Bediente die eingezogne Gelter ohnverlangt in die Affervation (?) und Ritter-Truchen restatia liefern / nichts davon aigenen Gewalts bey Handen behalthen / privative ordiniren / noch zu ihrem / oder deß Herrn Directoris oder eines Außschusses und Mitt-Gliedes oder der Officianten Nutzen und Vortheil auff kurtz oder lang gebrauchen / vorstrecken und avanciren / hingegen bey jeder erstatteter Rechnung das remanet mit beurkundetem passierlichen Verweyß oder bahrer Darzehlung erstatten / sambt und sonders zuforderst deß gemeinen Ritter-Wesens und in specie dieses Ritter-Orths Nutzen / Heyl und Wollfarth suchen und fürdern / dessen Schaden und alle scheinende Widerwärthigkeiten warnen und wenden / auff Befragen und nach erheischender Nothdurfft ohne Befragen / ihre Gutthaubten frey ohnerschrocken nach bester Verständnuß / ertheilen / keinem Mitt-Glied wider das andere rathen und dienen / in schrifftlichen Auffsätzen / mündtlichen Rathschlägen / Verschickhungen und Beywohnungen zue Conventen so wohl / als zue Hauß und auff dem Land sich also bezeugen / als einem ehrlichen und gewissenhafften Consulento und Rechnungs-Officianten wohl anstehet.

Insonderheith solle der Secretarius auff jedesmahliges Erfordern bey dem Herrn Directore und Außschüssen / oder wo er sonsten hinbescheiden wurde / ungesaumbt sich einfinden / die anbefohlene und committierte Expedienda fürderlich vollziehen / ein punctueles Protocoll der Verhandlungen oder so genanndtes Expeditions Buch der einlauffenden und außgefertigter Schreiben und producten / haltender Congressen und Conferenzen führen / alles in richtiger Ordnung und Registratur halthen / die Contributions Gelter ohne der Cassæ Kösten und Auslagen eintreiben / wider die Morosos auf Ihre Kösten die zulängliche Executions Mittel vornehmen / all eingebrachtes ordentlich verrechnen / die Einnahmb und Außgaben mit beglaubten Urkunden belegen / und die benöthigte Umbständ kürtzlich beschreiben / was für Gelther an das ausschreibende Directorium oder andere Cantonen geschossen / oder bezahlt werden müssen / neben der ordinari Rechnung mit Haltung absonderlicher Register und Beurkundung bederseits General und Special-Conto der Haubt-Rechnung beylegen / das jedesmahlige remanet mit liquidirtem Verweiß oder bahrer Bezahlung erstatten / vor angehenden Conventen die Logiamenter und Küchen bestellen / vor Bewilligung und Subscription deß Directorii oder verhandener Directorial-Persohnen nichts bezahlen / in Verschickhung und Reysen sich geziehmender Zehrung gebrauchen / allen unpassierlichen Überfluß abstellen ꝛc. Ihre Reisen sollen weder Sie noch andere Officianten ohne Noth zue End der Wochen / noch erst auf den Mittag / und gegen Abende zue mehrerer Beschwehrung der Cassæ wegen der gantz verrechnenden Täg (?) und mit müssig gehen consumirenden Sonntäg- und Feyren / sondern im Anfang der Wochen und frühe Morgens antretten / und in Summa jeder all anders / was in seinem Staat weiters und mehres exprimirt ist / auch sonsten ehrlichen und redlichen Leuthen geziehmet und wohl ansthet / auffrichtig und ohntadelhafft thun und vollziehen: Dessen zu wahrer Vergeltung ist Ihnen in Conformität der vormahligen und jetzmahls von newem bekräfftigten Ritter Viertels-Recessen und wahre nebst gewöhnlichem Calender Gelt 24. Kreutzer / dem Syndico Jährlich pro ordinario salario vierhundert und fünfftzig Gulden / dem Secretario drey hundert Gulden / dem Einnehmer der Obern-Quartieren Ein hundert und fünfftzig Gulden / und dem Einnehmer deß Hagenschiesser Quartiers / achtzehen Gulden / und dem Einnehmer deß Hochdorffer-Quartiers sechtzehen Gulden / hiemit geschöpfft und gewilliget / jedoch mit dem außtrucklichem Anhang / daß Er der Syndicus jedem Mitt-Glied / soviel ohne Abbruch der Syndicat-Affairen seyn kan / gegen einem Reichs Thaler des Tags consulendo bedient / auch die zue Hauß machende schrifftliche Auffsätz etwas moderater / dann andere Gelehrte thuen / anrechnen /

Der Secretarius, so viehl ohne Abbruch der Secretariat-Affairen beschehen kan / jedem Mit-Glied in Rechnungs- und ander Sachen seiner Profession von der Feder ebenfalls umb die Helffte weniger / dann andere Rechnungs-Verständige und Scribenten fordern / bedient seyn / so dann bede / der Syndicus und Er darneben keine andere würckliche Bedienung von einiger Potenz in Schwaben ambiren / noch bekleiden / im Fall aber selbst angetragener anderwerther mehr beliebiger Diensten jeder so wohl als die Einnehmer / ein Viertel Jahr seine Charge behörig auffkünden / und nichts desto weniger Zeit Lebens wider Unsern Canton und vermittgliedeten Cavalliers sich mit nichten gebrauchen lassen / noch zue dero præjuditz und Nachtheil jemand andern die erfahrne Arcana jemahlen offenbahren sollen.

Drittens / weil an der Registratur deß Archivs dem gemeinen Ritter-Wesen sehr viehl gelegen / selbige aber weder dem Syndico, noch Secretario wegen der andern obligenden Geschäfften dabey zuversehen möglich ist: Als solle darzue / wie vor Alters vorhin gebräuchlich war / eine besondere dritte Persohn / als Registrator gegen Jährliche Besoldung von zwey hundert Gulden gebraucht werden / welcher in der Wochen alle Werckh-Tag 6. Stund / als Morgens drey / und Mittags drey Stund im Archiv sich befinden / und was jedem Registratori nach seinem vorgeschriebenen und beschwohrnen Staat obliegt / ehr- und redlich verrichten.

Weilen aber ausserhalb des Syndici und Secretarii dermahlen vorhin eine dritte Persohn / nehmlich der Consulents Cantzley-Verwalther Obrecht verhanden / dessen Jährliche Besoldung auf vierhundert Gulden / nebst denen Schreib-Materialien & 24. Kreutzer Calender-Gelt hiemit fest gestellt ist / so soll demselben das Archiv und Registratur anvertraut / und Er schuldig seyn / selbiges fürdersambst / so bald es von der Flucht wieder nacher Hauß kommet / und es bey jetzigen Kriegs Troublen der übrigen Geschäfften halb wird seyn können / nach der rechten Form und Arth eines vollständigen Archivs und Registratur, so viel verhandene Acta, Documenta und Literalien mit sich bringen / in guethen Stand zue richten / und sonderlich nach wieder Habhafftwerdung des Archivs, eine Verzeichnuß aller verhandenen Privilegien / Ritter und Gerichts Ordnungen / Käyserlichen Reversalien / Matriculn und Designationen der Mitt-Glieder entzogenen und noch vorhandenen Ritter Güthern / Ritter-Recessen deren drey Ritter Crayssen / fünff Orths / Viertels-Ausschuß und andern Conventen / Obligationen / Depositorum, Rechnungen / Vergleich / Verträgen / Veraynen / Käyserlichen Rescripten / Mandaten / Befehlen / verhandenen Decreten / Urtheln / Commissionen / Patenten / immatriculations Actitaten / Reversen / Staaten der zue denen entzogenen und steurig (?) machenden Ritter Güthern dienlichen Urkunden … neben einem Alphabetischen Extract der in denen Ritter-Recessen / Ordnungen / Veraynen / Vergleichen / Privilegien / befindlicher Materien und Handlungen verfertigen / und bey dem folgenden Viertels-Tag / wie weit derselbige damit gekommen / zu referiren / alle noch nicht eingeschriebene Recess, Veraynen / Privilegia und Obligationen in besondere mit marginalien versehene und gebundene Copial Bücher bringen und inseriren zue lassen / darnach die Originalien / Concept und alte Copien in ihren Truhen oder Ständen hinwiederumb zue verschliessen und zue verwahren / in Summa all anders zue thun / was in seinen projectirten und annoch zue beschwörenden Staat weiters befindlich / und sonst einem ehrlichen Officianten unverdrossen zue thun obliegt / das von obgehabten Secretariat her annoch behaltene kleine Ritter Siegel ohne Befehl des Directorii einseitig ohnwissende des Syndici ohne Noth-Fall nirgendts aufzutruckhen / in Abwesenheith selbiges dem Secretario oder in dessen leichmäßiger (?) Absenz dem Syndico zuezusenden / darneben so wenig als der Syndicus an etwelch Dienst neben seiner jetzmahls obhabenden Function zu ambiren und anzunehmen / sondern dargegen zugleich seinen Dienst dem Directorio zeitlich zu resigniren / und alle Geheimbnussen niemanden zue offenbahren.

Viertens / Nachdeme nun allein auff eines Directorii und erstbesagter Officianten ein grosses Gelt Quantum über 2000. Guld. Jährlich erforderlich / und auff der Agenten zue Wien und Innsprug / die ordinari und extraordinari Botten / Postillionen / Zeitungen / Schreib Materialien / Jährliche Viertels Rechnung-Ausschüß / fünff Orths und andere Convent, weit mehrers genaunglich gehet / so zusammen 5000. Guld. leicht belauffen dorffte / dessen grosse Summ aber 1. und 2000. Guld. in Zehrungen / bey allerhand Conventen / Zusammenkünfften / und Abschickungen consumirt würde; Als ist hochnöthig / daß die Oeconomie und Dispensation der empfangenden Gelter mit allen Gespahrsamkeit angewandt / die unnöthige Zusammenkünfften / öfftere Außritt / und kostbahre Zehrungen gäntzlich abgestellt / die Ritter Conventen eingezogen / und ohne ohnumbgängliche Nothdurfft ausserhalb des Jährlichen Rechnungs und Directorial wie auch Viertels-Tags / keiner gehalten / die fürfallende Affairen aber / so viel möglich / durch umbschickende Bericht und Schreiben / oder im Fall der Noth und der speciell wenschender Anliegenheith / durch Abordnung des Syndici, Consulenten oder Secretarii nach Beschaffenheith der Sachen verrichtet werden sollen. Jmmassen auch bey denen unvermeidenlichen Zusammenkünfften aller Excess und Mißbrauch abzuschaffen / die Verehrungen in das Hauß / Kuchen und Keller in Absicht der vorhin bezahlender Consumption von Speiß und Tranckh / Item der Zimmer und Betten ꝛc. niegends höher dann auff 5. fl. 15. Kreutzer / wie von andern löblichen Cantonen zue Ulm gebräuchlich und zue allem Danckh angenommen wird / zue setzen und zue bezahlen / die 5. Orths und andere Cantonen und Ritter Crayssen-Conventen nur von einem Cavallier mit Begleithung der Cantzley zue besuchen / und vorbesagter Cantzley Reiß am compendiosisten in einer Fuhr mit 3. a 4. Pferdten und einem Fuhrmann / ohne anderwerthen Scribenten / Postilion oder Außwarther anzuestellen / und darfür täglich nur 1. fl 4.. kr oder 2 fl … kr. zue verrechnen / die Viertels Convente dahin einzurichten / daß zu Erspahrung der ohnerschwenglichen grossen Kosten über 2. Tag mit keinem zugebracht / deß Jahrs nur der Rechnungs- und ein Directorial-Convent ausserhalb des Jährlichen Viertels-Tags abgehalthen / die fernerweithe solch grosser Kosten nicht werthe Deliberanda aber durch umschickende Bericht schrifftlich debattiert werden sollen: Es wäre dann wegen der bes-

ANNO 1703.

unter periclitirender Collectation ein Congress quoad privata, in process Sachen dienlich und nöthig / da hingegen wo dergleichen Gefahr nicht obhanden / ohne avancirte Gelter quoad privata kein weitherer Congress denen Partheyen zue willfahren ist. Weilen jedoch

Fünfftens / die zue mehrerer Menage Anfangs angesehene Kost-Gelther / Besag der Rechnungen / Jährlich umb ein ziemliches der Cassæ über der würckhlichen Zehrungen Belauff schaden; Als sollen dieselbe bey Cavalieren und Officianten gäntzlich abseyn und fürohin allein die würckliche Verzehrungen / darinnen aber eben so wenig eine Übermass zue gestatten / im Fall aber unterlassender würcklicher Zehrung wegen Geschäfften / Leibs Indisposition oder anderwerther frey genossener Speise / an statt Kost-Gelts nichts mehrers / dann was der ander seiner Condition würcklich verzehrt hat / zue passiren) es betreffe so wenig / als es wolle / verrechnet / wie auch die wegen aigener Affairen nach Subscription des Recessus auff längeren Auffenthalt gehende Zehrungen ex Cassa gar nicht entrichtet werden; Jngleichem ferner kein wegen aigener oder andern anvertrauten Affaire vorhandenes Mitt-Glied oder andere Persohnen / ungeachtet der einen oder andern Director oder Ausschüssen habender naher Anverwandtnuss / zue Gast zueführen / da dergleichen aber einer sich selbst zur Directorial Mahlzeit einladen solte / wäre sein Belauff von jedesmahligem Würth oder Tracteur immediate einzuholen / und ex Cassa nimmer weitter zue bezahlen / ein anders ist / da ein frembder Cavalier par honetteté einzuladen / auch ein Vogt / Burgermeister und dergleichen Personen Loci Conventus Ehren halben einmahl zu invitiren wären.

Sechstens / solle zwahr ob der Ersten Directorial Instanz in conformität der toties quoties Käyserlichen confirmirten Ritter-Gerichts-Ordnung de anno 1561. fernerweit gehalthen / jedoch zuforderst die Partheyen auf gueth und compromisliche kurtze Wege / oder auff andere in Schwaben seyende formirte Käyserliche Gericht / daselbst ein weit kürzerer Zeit und mit mindern Spesen / als bey denen aigens niedersetzenden und mit Diener und Pferden erscheinenden Räthen und Ausschüssen ummoglich beschehen mag / das Recht erlanget werden kan / disponirt / und andern Falls aber auff der Partheyen avancirenden Costen alles ohne Behinderung der vorgehenden public affairen expedirt werden / es währe dann Sach / dass an der verseyenden Differenz sopirung der alsæ Interesse wegen besorgender periclitirung jeder Collectation bey denen sonst in potentiorem oder anderstwohin alienirenden Lehenbahren Ritter-Güethern directe vel indirecte versiren / oder sonsten einer oder anderen Parthey zue Bestreittung der Spesen notorisches oder allenfalls aidlich behärtendes Ohnvermögen sich eussern würde Weilen aber an der Execution es bisshero angestanden / so sollen alle Mitt Glieder auf eines Directorii requiriren / bey exclusion Jhrer Persohnen e Gremio Equestri, darzue jederzeit nach Maßgab der Ritter-Gerichts-Ordnung selbsten oder durch substitutos mit Jhren Unterthanen würcklich beholffen seyn.

Siebendens / ist zwahr wegen der täglich verminderender Collectablen Ritter Güether höchst nützlig und nöthig / dass in conformität der Käyserlichen confirmirten Ritter-Ordnung ein Ærarium ausgefunden werde / damit von der angelegten Capitalien Jährlichen Zinsen die benöthigte Besoldungen bestritten / und in Kriegs Zeiten wegen der vorhin zue bestreitten unmöglich fallender extraordinari Beschwerden ohne weitere Belegung der Dorffschafften der publique Staat dem Herkommen nach / ordentlich geführt werden könte / weilen jedoch aus denen Secretariat-Rechnungen bisshero wahrgenommen worden / dass von denen avancirten aus ihren ad Cassam schuldigen Capitalien keine oder gar wenige Zinse gereicht / sondern immerhin grosen Theil nur auffgeschwollen / und endlich aus allerhandt Absichten neben dem Capital gantz oder theils ohne Consens der gesambten Mitt Gliedern remittirt worden / als sollen hinkünfftig kein Nachlass nullo modo, ohne Consens der Mit-Glieder beschehen / noch einig Capital fernerweit angeleget werden / es seye dann gegen den censiten / als eine Staats-oder Privat-Persohn kein respect einer Freundt-und Schwägerschafft bey intendirenden executions-Processen und Angriffen der Unterpfanden / worzue nach 3. auffgeschwollenen Zinsen / ohne weiters mit Ernst unablässlich zue schreitten ist / zue tragen / oder man werde so gleich in Pfand hefftlichen Genuss zuelänglicher Güether und Gefällen an statt des Interesse biss zue würcklicher Abzahlung dess Haubt-Gueths gehörig gesetzt / oder die Anlehnung beschehe zue Beybehalthung eines collectablen Lehenbahren Ritter-Gueths / welches unterlassenden Falls aus desperation oder anderer Ursachen an einen Frembden oder potentiorem veralienirt / und darmit der Cassa die Collectation besorglich via facti entzogen werden dörffte oder könte etc.

Achtens / sollen die zwey jüngere Ausschüss beederley Religion jedesmahlen / wie vor Alters / die Truchenmeister seyn / und die Schlüssel zur Ritter-Cassa haben / auch quatalitter die vom Secretario und der Einnehmerey eingelangte Gelther in die Ritter Truchen schütten / damit aber hiebey nicht besondere grosse Reiss-Spesen verursacht werden / so solle je einer nach dem andern alternative darbey sich einfinden / und solches mit Zueziehung des Syndici und Consulenten / deme der andere seinen Schlüssel zuezusenden hat / verrichten / jedoch über zwey Tag damit und mit Einschluss dess hin und herreittens nicht zuebringen: Sonst aber die Truchenmeisterey-Rechnung der in und aus der Truchen oder Cassa gehender Gelther halben hinwiederumb Jährlich ordentlich zue führen gehalthen seyn.

Neundtens / solle keine der Directorial-Persohnen vom Director, Ausschüssen / Truchenmeister und Officianten / zue Vermeidung allerhand Argwohns und missgünstiger Gedanckhen nullo modo befugt seyn / vom Einnehmer oder dem Secretario einige zur Cassa gehöriger Gelter / es seye viel oder wenig / auf vorschützende Abrechnung seiner discretion, Besoldung / oder verfügende anderwerthe Assignation und Unterpfand sich avanciren und darlehen zuelassen / und eben so wenig umb eine Darlehung ex cassa bey denen Mitt-Gliedern sich auff irgendt eine Weiss zue bewerben / sondern hierinfalls anderwerthig mit Verpfändung seiner Haab und Güether / Gelt und Credit zue suchen gehalthen seyn / da aber das widrige über kurtz oder lang vernehmen werden solte / wäre der Einnehmer oder Secretarius selbiges de proprio unverzüglich guth zue machen schuldig.

Zehendens / Sollen Director, Räthe und Ausschüss auf die umbschickhende und sonst proponirende Deliberations-Puncten in specie & positive mit Ja und Nein auf jeden Puncten nach seinem aigenen besten Wissen und Gewissen votiren / wobey ferner zu erinnern / dass zue benöthigter Beschleinigung der Sachen und Einziehung der vielen Bottenlohn und Warth-Gelter die von der Cantzley aus herumb schickhende Botten mit Hinderlassung des Berichts nicht nach Hauss zue reisen / sondern mit Hindansetzung anderer Affairen auffs baldigste mit denen Votis abzuefertigen / und da ein oder anderer Ausschuss oder Director nicht anheimisch / oder seine aigene affairen je denen Directorial Affairen vorziehen wolte / sogleich mit dem Berichte an den folgenden Ausschuss zu schicken / und des ermanglenden oder verweilenden Directoris Stelle der jedesmahlen verhandene ältere Ausschüss gleicher Religion / ohne weiters / zue vertretten haben solle / immassen auch bey denen abhalthenden Conventen zue Minderung der stündlich anwachsenden Spesen / in alle Weg / auff die Beförderung zue sehen ist / sondern es solle das Directorium keine salaria ordinaria oder extraordinaria in perpetuum vel ad tempus zu erhöhen / noch einige Recompense über zwölff Rthlr. gegen ein gebrauchtes Mitt-Glied oder Officianten zue schöpffen / oder Nachlass an verrechneten Rechten / oder Steuer und andern extanten zue thun befugt seyn / sondern die Petenten und Supplicanten an alle Mitt-Glieder auf den gewöhnlichen Viertels Tag verweisen / sonderlich aber die matricul-Gelter hinkünfftig auf 100. Ducaten in specie setzen / und daran ohne Consens der Mitt-Glieder niemanden nichts nachlassen / bey künfftigen immatriculationen dem bewusten 5. Orths-Recess præcise inhæriren / und darinnen einseytig nicht ferner dispensiren / bevorab Persohnen / so mit keinen collectablen Ritter-Güethern versehen / nimmer annehmen / es sey dann wegen Jhrer anderwerths hero dem Publico Equestri zue leisten promittirenden stattlichen Diensten mit Consens aller Mitt-Glieder und der andern löblichen Cantonen beschehen / dabey jedoch die Erkauffung eines collectablen Ritter Gueths anzuedingen / und vor solcher Condition adimplirung von Beschreibung zu denen Ritter-Conventen gäntzlich zue abstrahiren ist.

Eilfften / solle es zwahr bey dess ordinarii Ritterschafftlichen Botten Jährlichen Wartt-Gelt von neun Gulden und Liberey-Rockh sein ferners Bewenden haben / dass Jhme alle zwey Jahr sein Rock gemacht werden solle / wie eben dergleichen Liberey-Rockh / jedoch sonst nichts darzue / einem in Ritterschafftlichen Reisen der Cantzley gebrauchendem Postilionen oder Fuhrmann zue passiren wäre / welcher Rockh aber ausserhalb dessen und in aigenen Geschäfften / eben so wenig anzuetragen / sondern gleich nach vollführter Reiss dem Secretario in die Verwahrung zue geben ist.

Zwölfftens / solle / woferrn in künfftiger Zeit ein oder anderes emergens sich hervorthäte / worinn der Ritterschafft Wohlfarth / Auffnahme und Interesse gelegen seyn möchte / es auffs Tapet zue bringen / pro re nata conjunctis consiliis & votis zue adunniren / denen Mitt-Gliedern jederzeit reservirt seyn und bleiben / auch der Syndicus, Consulent, und Secretarius jederzeit / Falls einem oder anderm etwas wider seinen Staat oder diese revidirte Ritter-Capitulation auff irgendt eine Weiss zuegemuthet / oder sonst anderer Gestalt deme zuewider durchgetrungen werden wolte / als ehrliche verpflichte Persohnen bey Jhren pflichtmässigen ohnerschrockenen Erinnerungen wider männiglichs besorgende Ungnad und Verfolgung auff das kräfftigste manutenirt und beschützt werden sollen. Zue welchem allen sambt und sonders dann die Directorial Persohnen aus Liebe gegen das gemeine Ritter Wesen sich aigenhändig mit Beytruckhung Jhrer angebohrenen Pettschafften verstanden / und Krafft dieses allein / was vorstehet / getreulich nachzukommen / auffs kräfftigste sich verbunden / welche Ritterliche Capitulation auch jedem künfftig erwehlenden Director und Ausschüssen in plano zue seiner Nachricht und Verhalt bey einem Viertels-Tag vorzuweisen / und der Verspruch / solch alles præcise zue halthen / so wohl mündlich als vermittelst eines speciellen Puncten dess so dann errichteten Recessus schrifftlich zue vernehmen ist.

Zue wahrem / stethen und vesten Urkunde dessen / seynd zwey Exemplarien solcher Ritterlichen Capitulation errichtet / das

Google

ANNO 1703. daß eine dem Directorio, und daß andere denen Herren/ Herren Mit-Gliedern zur künfftiger Cynosur, Norm und Richtschnur in originali behändiget und extradirt worden/ so geschehen in deß Herl. freyen Reichs Statt Neunkham/ den vierten Monaths Tag Septembris, deß Ein Tausend/ Siebenhundert und dreyen Jahres.

(L. S.) Adam Henrich Kellar v. Schlautheimb/ Frey-Herr zur Ilenburg

(L. S.) F. C. Frey-Herr von Ow.

(L. S.) Carl Joß/ Freyh v. Hohenberg.

(L. S.) Carl Frederich von Türckh

(L. S.) Hanß Ernst Imhof von und zu Lachen-Tellusfürth.

(L. S.) Frederich Gottlieb von Münchingen.

(L. S.) Joachim Heinrich Kolb von Rheinderff

(L. S.) Georg Ludwig/ Frey-Herr von Closser zur Haidenburg.

(L. S.) Johann Wilhelm Schenck/ Frey-Herr von Stauffenberg.

(L. S.) W. F. Schertel von Burtenbach/ zur Mauren und Wallenberg.

(L. S.) Johannes Dominicus Bresser von Berolzungen.

(L. S.) Friedrich Albrecht von Gaysberg.

XXVIII.

14. Novembre. *Dissimitatio sive Tractatus inter* ACHMETUM *Imperatorem Turcarum &* AUGUSTUM II. *Regem Poloniæ, quo Fines & Limites inter utraque Dominia definiuntur. Datum* 14. *Novembris, & Turciæ diebus primis Lunæ Novembris Anno* 1115. [ANDREÆ CHRYS. IN ZALUSKII ZALUSKI Episcop. Varmiensis *Epist.* Tom. 3. Epist. 83. pag. 595.]

In Nomine Sanctissimæ, Individuæque Trinitatis Amen.

EX mandato Serenissimi Potentissimique Imperatoris Turcarum Sultani Achmetani Filii Soltan Mechmetani, cujus felicitatem Imperii Deus protegat & conservet, emanarunt plenipotentes Literæ ad illum & Excellentissimum Chadzi Juzow ratione Dissimitationis cum Regno Poloniæ de tenore tali.

Quoniam ex gratia Dei subsecuta est felicitas ad pacificationem & communem quietem; ex potestate itaque Imperii nostri demandamus cum inter Serenissimum Regem Regni Poloniæ, M. D. Lit. nec non hæreditarium Ducem Saxoniæ, & Electorem Imperii sui & Czarum Moschoviæ acceptatus sit Tractatus Pacis, firmumque habet authoritatem. Exinde Magnifice Gubernator Bassa imperamus, ut juxta obloquentiam ejusdem Tractatus & omnia puncta cum Regno Poloniæ, & Ducatu Moschoviæ in negotio Dissimitationis procedas, & te ita regas prout destinatus & designatus eras Superintendens, à præterito Imperatore Soltan Mustaffa Chano Fratre nostro; nam & à Majestate nostra in eadem Jurisdictione tua confirmes, sicut & penes te residens fama, & virtute probatus Imbraim Agaquem uti muneris ipsius capacem designamus Commissarium, ad dissimitationem cum Regionibus Poloniæ, cum quo & jurisperitum Notarium mittas, ubi unanimiter satisfacere Tractatui necessum est, nimirum ut fundus Thenimensis incipiendo à littoribus Tyræ Imbraim Aga cum Dominis Poloniæ exdividat juxta Officium sibi competens, & quam diligentissime negotiationem suam ex integro perficere curet. Tali itaque Ordine & expeditione, & gratia Dei accepta ab Illustrissimo & Excellentissimo Domino superius specificato Bassa; ego Imbraim Aga discessi Themia acceptia in Crimensibus & Budziacensibus dignis Senibus fineque confinio carentibus subsituto in loco, ubi fluvius Jahorlik in Tyram incidit, ubi à Serenissimo & Potentissimo Augusto II. Rege Regno Poloniæ communicato prius consilio cum Illustrissimo & Excellentissimo Domino Hieronymo Lubomierski S. Romani Imperii Principe Castellano Cracovienfi, supremo Exercituum Duce, ut Generali custodiam Duce comparuerint cum plena & perfecta ad determinanda confinia potestate Illustrissimi ac Excellentissimi Commissarii, videlicet primus Martinus Chon etowski Palatinus Braclaviensis. Secundus Joannes Koniecpolski stabuli Regni præfectus. Tertius Stephanus Humiecki Subdapifer Regni & in vicino ubi Tyram præfatus fluvius influit, subsiliterunt, cum quibus in primo statim congresso, & in negotio dissimulationis plurimæ ab utrinque propositiones factæ sunt, post quas petierunt documenta, instrumentaque sibi exhiberi, & veritatem deducere: Quæ confinia a memorato fluvio incipere debeant, quibus testimonia dignorum tam Crimensium, quam Budziadensium hominum pro infirmitate limitum ab hoc fluvio incipientium pro documento produximus, Poloni itidem Commissarii produxerunt primam dissimitationem ante 70. annos ad datam præsentis instrumenti factam, quæ fuit insuper attendentia Abazi Bassa cum Commissario Mutelenca, Chuscim Aga, & Stanislao Koniecpolski, Castellano Cracovienfi supremoque Duce Exercituum Poloniæ un Commissario ex parte Poloniæ, cujus dissimitationis ductus est Jahorlik turcice Camar appellatus, & hoc documento confinia ipsa demonstrarunt, & sic unanimiter sine ullo dubio cognovimos esse fines, & initia eorum à memorato fluvio, & ita non procul à memorato, ubi se jungit cum Tyra in fundo Thenico, quem non ita pridem inhabitant Cofaci Subditi felicissimi Chani Crimscensis supra eundem fluvium ex opposito Polonæ villæ, ubi itidem habitant Subditi & Incolæ. Ex illis locis vero, ut memoratæ Villæ transferantur, fuit propositum, atque pars proposuit transferri debere, sequitur ut transferantur & veltræ, conclusum itaque ut, si in concordia non habitabunt, & si injuria aliqua inter illos oftendetur, tunc omnia ab utrinque demoliri debebunt, si vero in esse suo & integritate per Villam permanserint, tamen nulla Fortalitia ex utraque parte erigi debent, & hæc est impositæ conditio concernens Paszkow & Kamionka Oppida quondam Palatini Valachiæ Basili filia Dominia tenebat in possessione sua in summa Palatino Sandomiriensi data 40. mill. florenorum jure obligatorio Raszkow, Kamionka vero etiam Palatino Sandomiriensi data viginti millium Polonicorum similiter jure obligatorio cum eadem declaratione, ut tamdiu præfata Oppida in possessione usque ad præsentem limitationem fluvu Kanardzie & jurisdictionem ejus teneat, donec ipsa præfata summa reponetur, & ideo clara res est, ut hæc prætensio cum Actoribus & successoribus defunctæ Dominæ pariscetur; ut aut Oppida in successoribus Dominæ, aut summa restituatur. Ad quam propositionem subjuncta est ratio quod Podoliam & Ukrainam totam Sultanus Turcarum nobis restituent, & hæc prætensio respicit modernum possessorem Raszkow, & Kamionka id est Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Koniecpolski, qui uti præsens postquam illi circa requisitionem futuram ab actoribus demonstratum fuerit documentum, satisfactionem obtulit, & obligavit, & super hoc medio assensum est. E converso propofuerunt Illustrissimi & Excellentissimi Domini Commissarii, siquidem occasio præsentationum orta est, habemus & nos quoque huic simulem prætensionem. Nonnullus enim Dominus de Regno nostro habet similem prætensionem requirendi debitum apud Bojaros & incolas Valachiæ, uti hæc prætensio jam delata est Illustrissimo & Excellentissimo Domino Bassa Setaskiero qua cognita causa injunxerat, ut officiose satisfiat, sed quia & Hospodar & Bojari pro tunc erant Adrianopoli, ideo hæc prætensio fortiri non potuit effectum, & hæc prætensio est unius ex Regno nostro Magnatis evidens, & in quo commissa est cura Illustrissimis & Excellentissimis D. D. ad Dissimitationem Deputatis, & serio inquirebatur dicendo, quod in simili occasione, & negotiis docent nos & Tractatus ipsi, ut jusiuna conservetur, & exinde pro re justa cognita est ad Valachos prætensio, & mutuè ad Valachos requiratur. Item ut confinia inter Poloniam & Valachiam sint munda, proponebatur, repositum inter nos & Valachos ipse Deus fulmine & ira dissimitavit, ut nunc temporis quoad fundum nemo queritur ex Valachis, neque de læsis finibus, aut damnificatione eorum, nihilominus habemus à Valachis multas injurias contra veterem consuetudinem in aliquibus locis circa Sorikau & Choeimum trajectus vulgo promi solum nostri erant, & ab aliquot annis Palatini Valachiæ illos quoque sibi usurparunt; quod est veteri, & moderno Tractatu

ANNO 1703. (quoniam nobis ſolum competunt) cautum. Itaque ut præfati trajectus Polonis tantum ſerviant deferri id præfulgidæ Portæ volunt, optimaque forma ad Palatinum Valachiæ appromittitur, ut hæc injuria ceſſet, quæ parti infertur. Item vigiliis ad Tyram poſitis ex parte Poloniæ Valachi ad fines circa fines reſidentes multa damna accerſent in expilandis alveariibus & aliis rebus, quod damnum, ut recompenſetur requirebatur, & hoc ſimiliter deferre Præſulgidæ Portæ declaratum, ut exeat Ferman ad Palatinum Valachiæ pro compenſatione damnorum. Item Poloni tribus vicibus ad Jahorlik prætenſionem ſuam promoverunt, quod ab antiquo fundi Vkrainæ ad illos tantummodo pertinebant, ſed ſub tempus hoſtilitatis Turcicæ, & Chami Crimenſis rebellis Chmielnicki violenter Regionem illam poſſedit, cujus poſtea filius duxerat uxorem Dominam, & hæc à Palatino Sandomirienſi usque ad mediteratem fluvii Kainardzie jurisdictionem ſuam habuit, & quoniam hoc realiter deductum eſt, unanimiter decernimus, ut Cairar fluvius ſit communis partibus, qui in Tyram deſluit. Et in iſto loco ex una parte hoſtium ſit Turcicum, ex altera vero ſit poſitum Poloniæ, in quibus hoſtiis electi ſunt de novo à nobis Commiſſarii duo ſcopuli, & quidem Poloni ſuo ſcopulo impoſuerunt, in memoriam lapidem cum inſcriptione anni & Perſonarum diſtimitantium; inde circa Villam Carter, ubi fluvius oritur, proceſſimus & Incolis idoneis ex utraque parte ſupra fluvium ſigna metallina fecimus, & ex una parte Turcica ex altera Polonica in oppoſitum ſibi in oſtiis Montium locata, usque ad ſiniſtram ejusdem rivuli, itidem ubi duos magnos ſcopulos unum ſpectavimus, à quo loco in declivirate Montis circa Cairar inter medios Montes eundo in parvibus noſtris ſimiliter ſcopulos poſnimus usque ad Montem eundem vallem in dexteram & ſiniſtram partem dividentem, ut alii vocant, Widly, à quo loco duæ valles, una dextra, quam pro ductu noſtro accepimus, ſiniſtram Poloniæ, dexteram vero Ottomannis attributam, & in dextera parte Ottomanni in læva Poloni ſigna ſua locarunt, inde unâ horâ itineris ad locum Kokantik Capitalem appellatum per transverſum tractus, ut vocant, Kuczmanski Szak tranſivimus, ubi repertum eſt ſignum alias Stara mogila & nomen ei Jagnizia mogila, quæ, cum non ſit reperta alia ſimilis, pro ſigno utriusque partis habetur. Inde ſolita via Humanium verſus tendente venimus ubi caput Dely lacus nuncupatur, ulterius vero eundo Markow appellatam ſylvam ad meridiem ex parte noſtra accepimus, in ſiniſtram vero partem ubi magna auris Acodema ad ſeptentrionem finitur. Ubi ſylva eſt Poloniæ, hæc erga mercatoria via per edita Montium eundo ad finem Dely Iezıora, Ucha lacus appellati Sylvula eſt ad meridiem Ottomanica, & quæ aqua nullibi reperiri potuit ductum habere per vallem Codema eſt ductus Poloniæ, magis vero remotior ad meridiem tendens Turcicus & taliter ad ſeptentrionem ultra & ultra per dorſum montis proficiſcendo in locis Vidonenſis extruebantur ſcopuli, donec ad locum confiniis noſtris determinatum, id eſt flumen Boh, quem Sina Woda ingreditur, pervenimus, & ibi ſubſtitimus, ibi circa oſtium fluminis duo ſcopuli Turcici ſunt erecti, ad meridiem & ſeptentrionem, item duo ſigna metallina ſunt fundata à Polonis, & vertici unius, id eſt proximiori littori Boh impoſitus eſt lapis annum & finem & limitem continens propter majorem notitiam & memoriam, & hoc ordine Regnum Poloniæ cum imperio Ottomanico confinia Dominiorum ſuorum emundarunt, innovarunt, & diviſerunt, nihil intacti, obſcuri, & controverſi relinquendo pro majore firmitate & ſecuritate mutua, limitis inter nos unanimiter conſtituti & ſuperius ſpecificati in caſum alicujus controverſiæ ſupra hæc produci & demonſtrari debebunt, & ideo ab invicem Inſtrumenta hæc diſſimitatoria in manus Commiſſoriales traduntur, & pro majori robore mutuis manibus ſubſcribuntur, & ſigillis muniuntur. Datum ad ſcopulos terminales fluvium Boh nuncupatum, ubi Sina Woda influit ex altera parte 14. Novembris & Turciæ diebus primis lunæ Novembris Anno 1115. in originali Turcico ſubſcriptum.

Hadzi Imbraim na Rozgraniczeniez Polskæ Commiſſarz naznaczony za Hetmanem Cesarskim.

(L. S.)

Marcin Chomætowski Woiewoda Braclawski Commiſſarz J. K. Moscy y Rzeczypoſpolitey. ANNO 1703.

Jan Koniecpolski Koniuszy W. K. Commiſſarz y Regimentarz J. K. Moſcy y Rzeczypoſpolitey.

Stepha Humiecki Podſtoli Koronny Commiſſarz J. K. Moſcy y Rzeczypoſpohtey cum ſigillis propriis.

XXIX.

Proteſtation Ihrer Churfürſtl. Durchl. zu Cölln wider die durch Ihro Churfürſtl. Durchl zu Brandenburg unterm Namen eines Kayſerl. Executoris vorgenommene Demolition der Veſtung Rehinbergen. Geben zu Namur der 19. Martii 1704. [Theatri Europæi Tom. XVII. pag 112. col 1.] 1704. 19. Mars.

C'eſt-à-dire,

Proteſtation de l'Electeur de Cologne, contre la Demolition de Rhynbergue, entrepriſe par l'Electeur de Brandebourg, comme Executeur Imperial. A Namur le 19. Mars 1704.

Auf Seiner Churfürſtl. Durchl. von Cölln Gnädigſtem Befehl wird hiermit männiglich kund gemacht, daß nicht allein durch gemeinen Ruff, ſondern auch durch öffentliche Zeitung erſchollen, ob ſollten Ihro Churfürſtl. Durchl zu Brandenburg, welche unter dem Namen einer Kayſerlichen Executoris denen Reichs-Grund-Satzungen und Wahl-Capitulation zu wider, ſich ohne vorhergie Rechts-Erkantnus, auf bloſſes Anſehen des Erz-Hauſes Oeſterreichs und einiger aufrühriſcher Land-Stände dero Churfürſtenthum Cölln, der Stadt und Veſtung Rhembergen gewaltsäng bemächtiget, nun auch deren Demolition und Endlofung von allen darunter befindlichen Defenſions Werken vorhaben. Welches, weil es unſer allem an ſich ſelbſt dem unter allen Churfürſtellen und Ständen des Reichs gemeinen Unions-Recht zuwider lauffe, ſondern an ſich aus dem unverantwortlich iſt, daß dergleichen Verfahren weiter gehet, als die Vorhet obenerwähnter treuloſer Unterthanen von einem Rechtmäßigen Richter hätte erfordern können: Als ſehen Höchſtbeſagte Seine Churfürſtl. Durchl ſolches hiermit zu Gemüthe, und ſtellen es allen für das Teutſche Vaterland wohlgeſonnenen Patriot- und Pflichtliebenden Reichs-Ständen für ein Exempel vor, was ſie zu gewarten haben, wann ſie nicht zu Beförderung der Oeſterreichiſchen Wohlfahrt alle Natur-Göt und Menſchliche Rechte, und die ihnen von dem Allerhöchſten anvertraute Länder ſelbſt hindanſetzen; gegen ihre treuloſe Dom-Capitularen und übrige Land-Stände und unterthanen ihres Erz Stiffts aber auf deren boßhafftes Begehren ſolche Execution auf unerhörte Weiſe vorgenommen wird, reſerviren ſie ſich und dero Nachfolgern in dem Churfürſtenthum Cölln hiermit ausdrücklich alles was zu Erſetzung das dem Churfürſtenthum zugezogenen Schadens, und zu gebührender Abſtraffung der Schuldigen Ihro von Landesfürſtlicher Macht zuſtehet. Wornach ſich ein jeder zu richten und aller fernere Unheil verhüten zu helffen wiſſen wird. Signatum Namur den 19. Merz 1704.

XXX.

Articuli Fœderis inter AUGUSTUM II. *Regem & Rempublicam Poloniæ ab una &* PETRUM I. *Czarum Ruſſiæ, magnumque Ducem Moſcoviæ ab altera parte contra* CAROLUM *Regem Sueciæ defenſivo & offenſivo initi. Narvæ* 30 *Auguſti* 1704. [Simple Copie & Traduction, extraite de l'Inſtrument qui étoit couché en Langue Polonoiſe.] 30. Août.

In nomine Sanctiſſimæ Trinitatis.

UNiverſis & ſingulis quorum intereſt, ac toti Chriſtiano orbi notum teſtatumque ſit, quemadmodum Rex Sueciæ unicâ opimæ prædæ illectus opportunitate, per ſubdolum amicitiæ ſimulacrum Poloniæ Regnum, magnumque Moſcoviæ Ducatum ingreſſus eſt, ac eorum Provincias plurimas in ſuam redegit poteſtatem, dumque fidelem præcipue Protectionem Reipublicæ Polonæ impendere ſimulabat, eodem tempore Theſauros varios, ſpiritualia, regia ac Nobilitatis bona, violatis deſuper Reipublicæ Legibus, invaſit, rapuit, valtavitque, verum quia Regem præfatum ab incæptis malis, æſtimanda magnorum Principum

ANNO 1704. cipum avertere non voluerunt Officia; ne ideo tantis impoſterum audeat violentiis liberum perſequi Regnum, Sereniſſimus & Potentiſſimus Auguſtus, ſecundus Dei Gratiâ Rex Poloniæ, Magnus Dux Lituaniæ, Ruſſiæ, Pruſſiæ, Maſſoviæ, Volhuniæ, Podoliæ, Livoniæ, aliorumque Ducatuum; nec non hæreditarius Saxoniæ Dux & Elector, ac ſecum Polona Reſpublica; nec non Sereniſſimus Petrus Alexiewicz Magnus Dux Moſcoviæ, Albæ Ruſſiæ, Kioviæ, Woldimiriæ, Novogrodiæ, Czerniſchoviæ, &c. &c. Fœdus hoc contra communem graſſantem hoſtem ad bellum usque peractum inire ſatius duxerunt; cujus potentia ut eo facilius deprimi poſſit, Illuſtriſſimus & Excellentiſſimus ex parte Sereniſſimi Regis & Reipublicæ Magnus Legatus Dominus Dziatriski Palatinus Culmenſis, & Illuſtriſſimus ac Excellentiſſimus Theodorus Alexiewics Golowin Magni Ducis Moſcoviæ & Czari, Maris Præfectus atque ſupremus Cancellariæ Præſes, defenſivam ac offenſivam articulorum ſequentem ſeriem religioſe ſanxerunt.

I.

Ambo Monarchæ Sereniſſimus nempe Poloniæ Rex, & Ruſſiæ Magnus Czarus Suecicum Regem omnibus viribus conterere ſtudeant.

II.

Pariter præfati Sereniſſimi Principes ut publica in tuto ponantur negotia paſſim ſimul convenire fatagant, & regali exemplo eorum Duces & Generales valida ſemper in hoſtem conſilia excogitent.

III.

Hinc procul conniventes ſimultates, & clandeſtinæ quoquo modo correſpondentiæ, nec pars ulla ex hoſtis ſuggeſtu, inſciâ alterâ, pacem, inducias vel alia quælibet Pacta acceptare præſumat.

IV.

Verum quia dum Suecicis premebatur vexationibus Poloniæ Regnum excitatus eſt quidam Reipublicæ Subditus nomine Patus qui rebelli dexterâ ac nefandâ audaciâ Arces nonnullas ſurripuit, Sereniſſimus ideo Czarus & Magnus Moſcoviæ Dux hujus benevoli Fœderis intuitu, & Regiæ Majeſtatis atque Reipublicæ conſtanti animo eidem Rebelli Patus, quam citiſſime poterit amicam captarum arcium reſtitutionem indicet; pariterque id armis in proximâ adveniente expeditione tentabit aperti ſſimis, & vindicata tali modo munimenta Sereniſſimo Poloniæ Regi, ac Reipublicæ, ſine ullâ prætentione ſarta tecta reſtituet.

V.

Eas inſuper Civitates omnes in Ducatu Livoniæ Regi ac Reipublicæ competentes, quas Deo opitulante ab inimicis repetat ipſe Sereniſſimus Czarus Regi & Reipublicæ tradere omnino profitetur.

VI.

Ad occurrendum cladibus ruinisque per Regem Sueciæ Reipublicæ Polonæ illatis, Sereniſſimus Czarus, animo benevolo, duodecim hominum millia cum congruis armis, ſub Sereniſſimi Poloniæ Regis Imperio ſuppeditabit, ad copias Reipublicæ amplificandas, donec Suecicum virtute hujus Tractatus durabit bellum, absque cujuſlibet damni aut compenſationis prætentione, exceptisque illis mihtibus quos in auxilium Exercitus Magni Ducatus Lituaniæ ipſe Sereniſſimus Czarus victu, amictu, armis ac nitrato pulvere inſtructus impendere, ſpeciali conventione promiſit.

VII.

Ne autem neceſſarios ad bellicum apparatum ſumptus Reſpublica deſideret, Sereniſſimus Czarus in illius argumentum amoris, quo Polonam proſequitur Rempublicam, duo centena millia Rublorum Moſcoviticæ monetæ, quæ duos milliones Poloniæ monetæ faciunt, ſingulis annis, per ſuum apud Sereniſſimum Regem Legatum manentem ei orare ſpondet, quam quidem pecuniam, Illuſtriſſimus Thomas Dziatiski, declarat, cum illis triginta Rublorum millibus in auxilium Magni Ducatus Lituaniæ conceſſis, computandam eſſe: pro qua Summa Magnus Moſcoviæ Dux nullam Sereniſſimo Regi aut Reipublicæ prætenſionem movebit, ſincerâ hujus Fœderis amicitiâ ſatis ſuperque contentus. Exercitus autem Polonus, una cum Lituano conjunctus, in proxima futura expeditione, anno ſcilicet milleſimo ſeptingenteſimo quinto, viginti & unum mille ac octingentos numerabit pedites, eosque augebit in futuros inde annos, donec Suecium durabit bellum, ad numerum usque ducentorum ſupra viginti ſex millia; quibus Sereniſſimus Czarus annuatim, ut dictum eſt, pro menſe Martii, quando nempe Exercitus in campaniam progredietur, præfata ducenta millia Rublorum erogari faciet.

ANNO 1704.

VIII.

Sereniſſimo tandem Poloniæ Regi Reipublicæque proſperâ arridente fortunâ, eliminatoque à Regni finibus hoſte, Regia tunc Majeſtas, atque Reſpublica Regem Sueciæ in ipſius Regionis viſceribus perſequi tenebuntur, ibique oppugnatis arcibus, agriſque vaſtatis, malum pro malo, calamitatem pro calamitate rependent.

Hanc itaque unanimem ac firmatam concordiam Pars utraque, mediis Illuſtriſſimis ex parte Sereniſſimi Regis Poloniæ Magno Legato, & ex parte Sereniſſimi Czari magno ipſius Cancellario propriis earum ſubſcriptam manibus, ſigillisque roboratam concluſit deditque Narvæ die 30. Auguſti anno 1704.

XXXI.

Commiſſion donnée par la Reine ANNE *au Sieur* MITFORD CROW *pour traiter avec les Catalans.* [Cette Piéce eſt rapportée dans le *Supplement au Rapport du Commité Secret du Parlement de la Gr. Bret* à la pag. 420. No. 46.] 1705. 7. Mars

ANNE. R.

ANne par la Grace de Dieu, Reine de la Grande *Bretagne*, de *France*, & *d'Irlande*. Defenſeur de la Foy &c. A tous ceux qui ces preſentes verront, ſalut. Comme il eſt très important pour nous, & pour nos Alliez que les *Eſpagnols* qui ſecoueront le joug de la *France* retournent ſous l'obeiſſance de la très-Auguſte Maiſon *d'Autriche* que cette Nation a trouvée très-douce depuis quelques ſiecles; & que nous aprenons que la tres-Noble Principauté de *Catalogne* a deſſein de le faire; pour contribuer à un deſſein ſi louable; & le faire parvenir auſſitot qu'il ſera poſſible à une heureuſe iſſuë, par des ſecours d'argent & l'aſſiſtance de nos armes: Nous jugeons, qu'il eſt convenable d'entrer en Traité avec Cette Principauté; ou quelque autre Province *d'Eſpagne*, à condition qu'ils reconnoiſſent le Roy *Charles* 3. Roy legitime d'Eſpagne, & qu'ils renoncent abſolument à la Maiſon de *Bourbon*, & qu'a cette fin ils joignent leurs forces & leurs Troupes aux nôtres; pour attaquer le Duc *d'Anjou* & ſes adherans. A ces cauſes, nous avons autoriſé & donné Plein Pouvoir à nôtre Féal & bien Aimé le Sieur *Mitford Crow*, qui connoit ces pais-là, de contracter une Alliance entre nous & ladite Principauté, ou quelque autre Province *d'Eſpagne*, & lui avons ordonné, comme nous lui ordonnons, & l'autoriſons par ces preſentes, de traiter, accorder & faire & conclure, avec les Députez de ladite Principauté, ou de quelque autre Province, aiant auſſi des ſemblables pouvoirs, toutes les choſes, qui pourront contribuer à un ouvrage ſi ſalutaire: Et nous promettons d'accepter & de ratifier tout ce qu'il aura tranſigé & conclu en notre Nom, dans le dit Traité d'Alliance entre nous & ladite Principauté ou quelque autre Province. En temoignage de quoi nous avons ſignés ces préſentes, & y avons fait appoſer le ſceau de nos Armes. Donné à notre Cour de St. *James* le 7. Mars 1705. & la troiſieme année de notre Regne.

(ANNE R.)

Extrait des Inſtructions données au Sieur MITFORD CROW, *A notre Cour à St. James le 7. Mars* 1705. [*On les trouve proximi-*

tiis

ANNO 1705. *tes par* WALPOLE Raport du Com: Secr: pag. 143. *& en ſon entier dans le* Supplem. N. 45. pag. 417.]

ANNER.

AYant été informée, que les Peuples de *Catalogne* ſont enclins à ſecouër le joug que la *France* leur a impoſé, & de ſe ſoultraire à la puiſſance du Duc *d'Anjou*, pour retourner ſous l'obeiſſance de la Maiſon *d'Autriche*; ſouhaitant d'ailleurs de maintenir & de fortifier en eux ces bonnes diſpoſitions, & de les porter à les executer; & ayant une entiere confiance en votre fidélité & prudence, & la connoiſſance que vous avez de ces Pais-là, & de ceux qui l'habitent. Nous avons fait choix de votre perſonne, pour travailler à un Ouvrage d'une auſſi grande utilité pour notre ſervice, & le bien de la Cauſe commune, qu'eſt celui de faire un Traité avec les Catalans, ou avec' d'autres Peuples *d'Eſpagne*, par rapport au but ſusmentionné. C'eſt pourquoi, auſſi-tot que vous aurez reçu ces Inſtructions & vos autres dépêches, vous vous rendrez avec toute la diligence poſſible à *Genes*, à *Livourne*, ou en tel autre Lieu ou Pais, que vous jugerez le plus convenable pour cet effet, & pour notre ſervice à cet égard. Y étant arrivé, vous traiterez avec leſdits *Catalans*, ou autre Peuples *d'Eſpagne*, pour les faire entrer dans les interêts de *Charles* III. Roi *d'Eſpagne*, & ſe joindre à nous, & à nos Alliez. Vous nous informerez pour cela du nombre des Vaiſſeaux & des Troupes de Debarquement; de la quantité des Armes & des Munitions, dont ils auront beſoin, auſſi bien que des milices qu'il leur faudra pour les ſoutenir & faciliter leur deſſein; des Troupes de Cavalerie & d'Infanterie qu'ils ſeront obligez de lever; & en quel temps elles ſeront prêtes: Quelles proviſions de toutes les ſortes il pourront fournir a notre Flote, & à notre Armée, & en quel tems ils ſouhaitent le ſecours de nos Troupes: Où elle ſe joindront aux leurs & en quelle maniere elles pourront le mieux agir? Vous rendrez compte, auſſi ſouvent qu'il vous ſera poſſible, au Comte de *Gallway* des progrès que vous ſerez en votre Negotiation, pour pouvoir mieux concerter les operations & la maniere de rendre celles qui ſe feront en *Portugal* efficaces pour contribuer aux ſuccès des entrepriſes des *Catalans*, auſſi bien que pour rendre celles qu'on ſera en *Catalogne* favorables, par maniere de diverſion ou autrement, aux entrepriſes qu'on pourroit former en *Portugal*, ou ſur quelques Côtes *d'Eſpagne*. Et il faudra ſur-tout examiner, en quel lieu & de quelle maniere nos Flotes, & nos Troupes de Debarquement, pourront être emploiées le plus avantageuſement.

Outre la correſpondance que vous entretiendrez ainſi avec le Comte de *Gallway*, vous en aurez pareillement une avec le Prince de *Heſſe*, avec l'Amiral de nôtre Flote, & le Commandant en chef de nos Forçes, auſſi ſouvent que vous le jugerez à propos pour le bien de notre ſervice: Vous ferez la même choſe avec le Sieur *Richard Hill*, ou tel autre Envoyé, que nous aurons auprés du Duc de *Savoye*. Et dans les occaſions preſſantes vous pourrez dépêcher un Exprés à notre dit Envoyé, pour le prier de vous envoyer inceſſamment celle de nos Fregates, qui ſont préſentement dans la *Mediterranée* ſous ſa direction, qui ſera la plus à portée d'obeir aux Ordres que vous lui donnerez. Et vous êtes autoriſé par les preſentes de dépêcher cette Fregate à *Lisbonne*, à nôtre Armée, ou à *Gibraltar*, ſelon que le bien de nôtre ſervice le requerra pour l'avancement de cette entrepriſe.

Vous aſſurerez les Catalans & le autre *Eſpagnols*, des ſoins que nous prendrons de leur procurer la continuation des Droits & des Immunités dont ils jouiſſoient autrefois ſous la Maiſon *d'Autriche*, & la Confirmation des Titres qu'il auront reçus du Duc *d'Anjou*, & leur direz que nous avons fait demander pour leur ſatisfaction, au Roi *Charles* III. des pouvoirs pour leur en aſſurer la poſſeſſion, que nous ne doutons pas qu'il n'accorde. Que nous ſommes prets, au cas qu'ils le ſouhaitent de leur en donner Notre Garantie.

Vous pourrez leur rendre compte des forçes, que nous avons deſſein d'emploier cette année ſur les Côtes *d'Eſpagne*, leſquelles conſiſteront en 64. Vaiſſeaux de ligne, ſans compter les Fregates, les Vaiſſeaux de Tranſport & autres, avec 10000. hommes de Troupes de Debarquement *Anglois & Hollandois*, qui ſeront employez ſelon qu'on le jugera le plus à propos. Vous vous ſervirez auſſi de cela dans l'occaſion pour les exciter à faire de grands preparatifs de leur côté, ſans leur apprendre d'abord le nombre entier de ces Forçes, mais par degrés, pour les animer. ANNO 1705.

Au cas que quelques Seigneurs ſouhaitent & inſiſtent qu'on leur avance quelque ſomme d'argent, en vuë des ſervices qu'ils doivent rendre, vous nous le ferez ſavoir, & pourrez les aſſurer en attendant, que vous ne doutez pas qu'on ne vous autoriſe à leur remettre ce qui eſt neceſſaire & raiſonnable pour les ſoutenir, auſſitôt qu'ils ſeront actuellement en Campagne. Mais vous ne devez pas manquer de faire valoir les dépenſes extraordinaires que Sa Majeſté eſt obligée de faire en cette expedition, pour la Cauſe commune.

Lettres de Creance du Sieur Crow aux Catalans. [*On les trouve en François produites par* WALPOLE, RAPPORT DU COMITE' SECRET pag 135. *& en ſon entier, dans le* Supplement. No. 47. pag. 421.]

ANne, par la Grace de Dieu, Reine de la Grande Bretagne, de France, & d'Irlande, Défenſeur de la Foi, &c. Aux très-Illuſtres, très-Nobles, & tres-Excellents Seigneurs, les Ducs, Marquis, Comtes, Barons, Nobles, Gentilshommes, Magiſtrats des Villes, & Gouverneurs des Places, & à tous leurs Officiers Militaires & Civils, de la Principauté de *Catalogne*. & à tous autres d'aucune Province *d'Eſpagne*, qui verront ces preſentes, ſalut. Comme nous avons pris les Armes pour défendre la liberté de l'Europe contre la Puiſſance exorbitante de la France, & qu'a cette fin nous faiſons nos efforts, pour empêcher que les Nations, qui en ſont voiſines, ne tombent dans l'Eſclavage, ſachant que vous avez toujours eu un zèle ardent pour la liberté, & que vous dedaignez le joug de la Domination Françoiſe qu'on vous impoſe, lequel vous ſouhaiteriez de ſecouër, comme doivent faire de braves gens. A ces cauſes, nous avons jugé à propos de vous envoyer notre Féal & bien Amé le Sieur *Mitford Crow*, connu depuis longtems parmi vous, non ſeulement pour ſavoir vos ſentimens ſur ce ſujet, mais pour vous confirmer dans un ſi genereux deſſein; & nous l'avons PLAINEMENT AUTORISE' A TEAITER AVEC VOUS, & à faire tout ce qui pourra contribuer à un ſi bon Ouvrage. Nous eſperons auſſi, que ſa venuë vous ſera agréable, & vous prions par cette raiſon, de l'écouter favorablement & d'ajouter foy à tout ce qu'il vous dira DE NÔTRE PART. Donné à notre Palais de St. *James*, le 7. Mars, l'an 1707. & le 3. de nôtre Regne.

Poteſtas ac Facultas ad Tractatum & Conventionem Cathalanorum nomine, cum Illuſtri Mitfordo Crow, Legato Extraordinario Reginæ Magnæ Brittanniæ, Genuæ, &c. [Annexæ eidem Tractatui, cum Credentialibus *Mitfordi Crow* ſuo loco.]

NOS Infraſcripti damus ac concedimus amplam poteſtatem & Facultatem, Nobili *D. Antonio Peguera* & de Aymeric, nec non Utriuſque Juris Doctori *Dominico Pereira*, ut nomine noſtro ſe ſubſcribant, promittentes ac ſecuritatem facientes, data fide, & verbo obligante noſtrum honorem, Bona & nosmet ipſos; *Tractatus* ſive Tractatibus, quos juxta eiusdem Facultatem *illuſtris D. Mitfordus Crow* Legatus ſuæ Majeſtatis Reginæ Magnæ Britanniæ, penes Civitatem *Genuæ*, poſſit ac valeat concludere, ac ſubſcriptione, promiſſione & ſecuritate muneri: idque facimus ob motiva, cauſas ac rationes, nobis conſentientibus & volentibus, ab eisdem verbo exponendas: quibus, ſive ambobus ſimul, ſive ſeorſum unicuique, integram ac indubiam fidem adhiberi volumus, ſive *Genuæ* ſive ubicunque prædictus Illuſtris *D. Mitfordus Crow*, alioſve quiſlibet ſuæ Majeſtatis Reginæ Magnæ *Britanniæ* Miniſter, exſtiterit: Hæcque bona fide ſpondentes, his nos ſubſcribimus; ad hunc finem congregati, in Parochiali Sanctæ Eulaliæ, Dioceſis ac Vicariæ Regiæ Civitatis *Vicenſis*: die 17. Maji anno 1705.

1. Caro-

ANNO 1705.

1. Carolus de Ragas & Cavalleria.
2. Jacobus Puig de Perafita.
3. Antonius Puig & Sorribas.
4. Franciſcus Puig & Sorribas.
5. Dr. Joſephus Antonius Marti.
6. Antonius Cortada.
7. Joſephus Moragas.
8. Franciſcus-Macianus Bac-de Roda.

20. Juin. *Tractatus Fœderis inter Sereniſſimam Reginam Angliæ*, ANNAM & *Principatum Cathaloniæ; contra Sereniſſimum Lucem Andegavenſem, hujuſque Adhærentes: ad conſtituendum in Monarchia Hiſpaniæ, verum illius Regem* CAROLUM III. *Archiducem* AUSTRIÆ *in quo præfata Sereniſſima Regina ſpondet* GARANTIAM *perpetuam pro Juribus ac Privilegiis prædicti Principatus conſervandis. Concluſus Januæ per utrinque miſſos Legatos, die 20. Juin. Anno 1705.*

In nomine Sanctiſſimæ Trinitatis, Patris, & Filii, & Spiritus Sancti; in tribus perſonis diſtinctis, Unici, Verique Dei.

ILluſtriſſimus *Mitfordus Crow*, Sereniſſimæ Reginæ Magnæ *Britanniæ* Legatus in Ditionibus *Italiæ*, ac Illuſtr. Domini, *D. Antonius Pegùra* & *Aymeric*, & in utroque Jure Dr. *Dominicus Berèra*, nomine tum proprio tum illuſtrium Dominorum, quorum Facultate ac Litteris *Credentialibus* rite muniuntur, conveniunt, ac declarant ea quæ Tractatu infraſcripto continentur ac explicantur.

Prædictus Illuſtriſſimus *Mitfordus Crow* declarat, Potentiſſimam, ac Sereniſſimam Principem *Annam*, Dei gratia, Reginam M. *Britanniæ*, Galliæ, Hiberniæ, &c. intentam totius *Europæ* commodo, ut nempe eam ab imminenti ob immoderatam *Galliæ* ambitionem ſervitute præſervaret, coram Orbe toto, ſtricto cum pluribus Fœdere, arma ac vires *Angliæ* Regni eis Altiſſimorum Potentiſſimorumque Fœderatorum colligaſſe, nec ad id tantum, ſed ut omni armorum vi opitularetur recuperandæ integræ Monarchiæ *Hiſpaniæ* pro Sereniſſimo Archiduce *Auſtriæ Carolo* III. tum ab altiſſimis Fœderatis, tum ab aliis Europæ Principibus agnito Succeſſore legitimo Regnorum *Hiſpaniæ*, cæterorumque Dominiorum ac Ditionum quas defunctus Rex *Carolus* die qua obiit obtinebat; quas vi occupatas tyrannide exercet *Gallia*, & à quibus, armorum vi, ſalutari Regem fecit Sereniſſimum *Philippum Borbonium*, Ducem *Andegavenſem*, violatis ſacris pacis Tractatibus, Juramentis, ſolemnibuſque Ceſſionibus Sereniſſimarum *Hiſpaniæ* Infantum, Dominæ *Annæ*, & Dominæ *Mariæ Thereſiæ*, Reginarum *Galliæ*, pro ſe, ſuisque Poſteris cum approbatione & ratihabitione *Galliæ* Regum *Ludovici* XIII. & Ludovici XIV. conſenſu quoque ac approbatione ſupremæ Curiæ (*Parlement*) *Galliarum*, Ordinumque (*Cortes*) Regni *Hiſpaniæ*; Regius itaque clemensque animus Sereniſſimæ Reginæ M. *Britanniæ*, miſertus univerſim nobiliſſimæ ac præclaræ Nationis *Hiſpaniæ* præſertim vero inclytæ *Cathalanorum* Gentis, dignum duxit delegare PLENA AUTORITATE munitum *Mitfordum Crow*, Facultate rité exacta inſtructum, ad conveniendum, tractandum ac concludendum arctiſſimum FOEDUS & AMICITIAM INTER ANGLIÆ REGNUM, AC Illuſtriſſimum præclarumque CATHALONIÆ PRINCIPATUM, eidem *Mitfordo Crow* injungens ſe transferre verſus *Italiam*, eò juſtò rectoque fine, ut ſanam ac rectam tum ipſius, tum Altiſſimorum Potentiſſimorumque ſecum Fœderatorum mentem Illuſtriſſimæ ac præclaræ Nationi *Hiſpaniæ* in univerſum perſuaderet: Certiorque facta Regina prædicta, circa vim & oppreſſiones, quas tota Hiſpanorum Natio, præſertim vero Principatus Cathaloniæ tum Communitates tum ſingulariter Incolæ patiuntur, ut ab eodem concludatur Tractatus cum Viris ad id à Principatu deſtinandis.

Prædicti item, Illuſtr. *D. D. D. Antonius Pegùra & Aymerich*, ac Juris utriusque Dr. *Dominicus Berèra*, nomine tam proprio, quam Dominorum quorum vices gerunt, declarant, firmiterque aſſerunt, vi conctos eos Dominium Gallicum toleraſſe; obque deſtitutionem tum propriarum ad id virium, tum auxiliorum cujusdam Principis, non obſtriſſe ab initio armatâ manu intruſioni Sereniſſimi Ducis *Andegavenſis* in Hiſpaniam, quod ſatis notum eſt Principi *Georgio d'Harnſtadt*, tunc temporis Cathaloniæ Proregi: Perſpectum item eisdem compertumque eſſe, occupatum fuiſſe à Gallis Regnum Hiſpaniæ compellentibus eisdem ibi in Regem agnoſci Sereniſſimum Ducem *Andegavenſem*, contra Jura & voluntatem Regnorum, territâ ac oppreſſâ *Hiſpanorum* Natione, ob locatas ad Hiſpaniæ Confinia verſus Navarram & Cathaloniam, eandem invadere paratas, Copias plurimas: conſpirantibus ad Gallorum Conſilia Miniſtris defuncti Pii Regis *Caroli* II. rectas ac juſtas hujus curas invertentibus, ejusdem Regis pacificam moderatamque indolem opprimentibus, æquiſſimas diſpoſitiones ab ejus Regia juſtitiæque addicta mente ad ejusdem Regnorum Succeſſionem præfixas ſiniſtre interpretantibus & exponentibus, ac peculiares Regnorum Hiſpaniæ, præterim Principatus Cathaloniæ leges derogantibus: pro certo tandem ab eisdem credi, optumeque notum eis eſſe, Incolas Principatus *Cathaloniæ*, cogente vi tantùm, ſuſtinere ac tolerare Gallorum Dominatum, eò maximè prætenſa Ducis *Andegavenſis* uſurpata authoritate, ut præſtantiorum quibus potitur *Cathaloniæ* Principatus Privilegiorum, Conſtitutionum, ac Legum, plures reſciderit ac abegerit: Ob quæ ſat perpenſa motiva, haud pauci ex Principatus Incolis Patriâ exceſſere, aliique, quia notis hiſce jurium Violationibus obſtiterint, aut publicis carceribus, aut exiliis detinentur, eouſque ſcandali extenſo abſoluto eo Dominio, ut etiam contemptus ac ignominiæ metas exceſſerit; quippe in *Matritii* carceres duci fecit, Die 6. elapſi Februarii. *D. D. Paulum Ignatium Dalmaſes*, Legatum Civitatis Barchinonæ ad Aulam *Matriti*, non ſine nota ac patenti violatione tum juris gentium, tum præcipuorum Privilegiorum ac Jurium quibus Cathaloniæ Principatus rite & cum effectu potitus eſt pro ejusdem Oratorum Legatorumque Perſonis, nec huic conceſſo quod proponeret gravamina contra præcipuas Leges ac Privilegia Principatus illata, imo, ſequutò Martii menſe, e publico carcere idem eductus, in Civitatem Burgenſem exilio pulſus eſt, in qua fertur eum indubiè detineri.

Conſiderantes igitur Illuſtres Domini Pacifcentes, *Cathalonia* Communitates Gallicò Dominatu oppreſſas, plusquam difficillimè poſſe ad laudabilem finem hunc tractandi, Viros cum Facultate rité debita delegare; omni ea quam injuria temporis permittit adhibitâ diligentiâ: Comperiens quoque prædictus Illuſtris *D. Mitfordus Crow*, durum Galliæ jugum Incolis Principatus Cathaloniæ univerſim exoſum eſſe; videns item, Illuſtres D. D. *Antonium Pegùra* & de Ameryck, ac Doctorem *Dominicum Perera*, cum plena Facultate deputari à Viris in eo Principatu ſpectabilibus ac aſſeclas habituris, ob eos infectantem Gallorum tyrannidem caurè incedentibus, paratis ad arma ſumenda; proclamandumque legitimum ipſorum Regem *Carolum* III. accedente armorum Fœderatorum Juvamine; prædictosque Illuſtres Dominos, dato, tam pro ſe quam pro Illuſtribus Dominis à quibus delegati ſunt, honoris verbo, aſſerere, adimpleturos ſe ac effecturos quæcumque contenta in Tractatu aut Tractatibus, quos juxta tenorem ac ſenſum Facultatum mutuò utrinque relectarum, præſentique Tractatui inſertarum, habiliri ac ſignari expediens judicabitur. Præmiſſis ad laudabilem hunc ſalutaremque finem pluribus inter Partes Conſiliis: Conventum eſt chyrographo ſignari ſequentes Articulos Amicitiæ, FOEDERIS AC PROTECTIONIS, quos ſpondent Pacifcentes firmiter obſervare ac ratos habere, NULLOQUE TEMPORE AUT EVENTU eos interpretari poſſe alio ſenſu quàm ipſo tenore Litteræ quò hic ſunt expoſiti: Articuli in quibus Partes compaciſcentes convenere, ſunt qui ſequuntur.

1. Illuſtris Dominus *Mitfordus Crow* ſpondet ac cum ſecuritate promittit: ad opem ferendam Incolis ac Commorantibus Illuſtriſſimi, præclari & inclyti Principatus *Cathaloniæ*, utque eis facilis reddatur violenti Gallorum Dominatus ejectio; quod pariter Alii-Potentes Fœderati pollicentur ac certò ſpondent: Copias ad excenſionem in Cathaloniam deſtinandas, verè pertingere numerum ferè 8000. Pedeſtrium, ac 2000. Equeſtrium.

2. Cùmque aſſerant prædicti Illuſtres Domini, valde inclinari Cathaloniæ Incolas ad excutiendum Galliæ jugum, armisque juvare Altiſſimorum Fœderatorum juſtos conatus; ſpereturque, ſemel eb emiſſis e

ANNO 1705. Navibus Copiis, plurimos è Provincialibus acceſſuros, quorum non paucis & arma apta & commeatus ad iſta deficiet: ſpondet Illuſtriſſimus *Mitfordus Crow*, educere quoque ſciopos igniarios ad 12000. quibus armentur inermes ex Incolis; virosque cunctos bello deſtinandos, pulvere pyrio glandibusque inſtruere: prædictaque Articulô hôc expreſſa diſtribuenda eſſe ab Anglorum aut Fœderatorum Commiſſariis, prædictorum D. D. Paciſcentium interventu.

3. Quandoquidem Sereniſſimæ Angliæ Reginæ nulla mens eſt Nobiliſſimæ Nationis Cathalanæ Incolis moleſtiam aut gravamen adducere, quibus imò protectione ſuâ cupit ſolatium, Libertatem, majoraque commoda procurare, idem Illuſtriſſimus D. *Crow* promittit ac certè ſpondet, Sereniſſimam Reginam vere & cum effectu ſtipendia numeraturam eſſe illis 6000. Viris, quos armis inſtructos prædicti Illuſtres Domini ſpondent vere parandos eſſe ut Copiis ad Terram expoſitis adjungantur; quibusque fiet ſolutio per Sereniſſimæ Reginæ Commiſſarios aut Theſaurarios, quousque Sereniſſimus Rex *Carolus* III. circa prædictos 6000. Viros ſolvendos vere proviſerit.

4. Juſtum autem cum ſit rationique conſonum, merita inter pericula honorifice parta præmiis compenſare; prædictique Illuſtres Domini aſſerant, ſe & alios Dominos quorum vices gerunt, optare pro Sereniſſimo Rege Carolo III. Altiſſimique Fœderatis militare ea illisque 6000. viris ab eisdem vere parandis, Legiones tum Equeſtrium tum Peditum, ſicut expedire viſum fuerit componi, in quibus iidem Domini conſtituantur Præfecti, ſupradictus illuſtris D. *Mitfordus Crow* ſpondet, jam dictos Domino præficiendos eſſe Duces Cohortum ex eis 6000. viris erigendarum, ſicut & alios ab ipſis deſignandos, ad ipſorumque voluntatem Locum-tenentes ac Vexilliferos: Cautô tamen, quod Tribunorum, horum Locum-tenentium, ac Majorum Electio voluntati Sereniſſimi Regis *Caroli* III. aut altiſſimorum Fœderatorum Belli Ducibus reſervabitur.

5. Attentô ſicuti à prædictis Illuſtribus D. D. aſſeritur, ſtatui Legibus Principatus Cathalaniæ, Regem qui ſervatô Jure ac Legibus Cathaloniæ in Dominii illius poſſeſſionem ſubintrat, teneri in ipſo ingreſſu, de ſervandis Legibus, Conſtitutionibus, ac Privilegiis Juramentum præmittere: ſupradictus Illuſtris *D. Mitfordus Crow*, tum Sereniſſimi Regis *Caroli* III. rectum ad id propoſitum ſciens, tum Sereniſſimæ Angliæ Reginæ juſſis obtemperans; ſpondet, ſe inſtiturum ac ſollicitè quæſiturum Facultatem à Sereniſſimo Rege *Carolo* III. ad ſecuritatem præſtandam circa omnimodam adimpletionem Legum Principatus prædicti, etiam in rerum vel minimarum praxi: imò, ſi Principatus id ſibi opportunum duxerit, ad majorem ejuſdem legum obſervantiam (contra quam nec licet præſumptio defecturæ in Sereniſſimo Rege *Carolo* III. æquitatis, nec quicquam Domini Paciſcentes ambigunt, adhuc in leviſſima circumſtantia) ſpondet ac offert, tam modo, quam PRO QUOCUMQUE QUI ACCIDERE UNQUAM POSSET EVENTU OMNIMODAM GARANTIAM AC SECURITATEM, ut Privilegia ac Leges Principatus, in cunctis eorum circumſtantiis nec minimam turbationem patiantur.

6. Utque amplius oſtendatur zelus Sereniſſimæ Angliæ Reginæ ad bonum publicum, ejuſdemque erga Incytum ac Nobilem Cathalanorum Nationem affectus, Spondet jam dictus Illuſtris *Mitfordus Crow* quandocumque acciderent (quos non permittat Deus) adverſi ac inopinati eventus bellici; omnem ſecuritatem pro prædictis Dominis, pro ipſorum aſſeclis, & reliquis Principatus Incolis ac Indigenis, qui publicæ Sereniſſimi Regis *Caroli* III. Altiſſimorumque Fœderatorum Partes ſequuti pro eis Arma ſumpſerint, ut Anglicarum hisque Alti-Fœderatarum virium ſubſidiô ac juvamine graviſſimum Gallorum jugum excuterent; ita ut eis nunquam deficiat GARANTIA & PROTECTIO REGNI ANGLIÆ; adeò ut nec minimam inde turbationem aut damnum perferre poſſit in CHARTIS, BONIS, LEGIBUS aut PRIVILEGIIS, taliter, ut nunc & IN POSTERUM GAUDEAT CATHALONIÆ PRINCIPATUS OMNIBUS GRATIIS, PRIVILEGIIS, LEGIBUS, AC CONSUETUDINIBUS, TAM IN COMMUNI QUAM IN PARTICULARI; haud ſecùs ac idem Principatus Privilegiis, Legibus, ac Gratiis hiſce potiebatur tempore defuncti Regis *Caroli* II.

7. Cùmque Sereniſſimæ Magnæ Britanniæ Reginæ mens eò tendat, ut indubiè credatur ejus plena Protectio pro Regnis, Dominiis, Ditionibus, ac Provinciis *Hiſpaniæ*, quæ Legitimi eorum Regis Caroli III. Alti-Fœderatorumque cauſam palam ſumpſerint, eorumque Privilegia ac Jura conſervanda eſſe ac ſuſtinenda; ea præſertim Principatus *Cathaloniæ*, cujus Incolas certò ſperat ad prædicta apertè viros adhibituros: Præfatus Illuſtris *Mitfordus Crow* ſpondet; ſe, quamprimum *Barchinona* occupata fuerit, aut ſi oportuerit antea, verbô ac ſcriptô, ſive Deputatis Principatus *Cathaloniæ*, ſive Vitis aliis ad Principatus illius Communitates repræſentandas deſtinandis, expoſiturum eſſe, declaraturum, rataque facturum quæcumque Tractatu hôc conventa ac comprehenſa; ad hoc ut neque nunc, neque ullô tempore Principatus Incolas ac Indigenas præmat vel minima dubietas circa ſuorum Privilegiorum Legumque omnimodam conſervationem ac firmitatem.

8. Supradicti Illuſtres Domini, *D. Antonius Peguéra & Americh*, ac Doctor *Dominicus Pereira*, proprio, Illuſtriumque D. D. quorum vices gerunt nomine, conſiderantes ac noſcentes, præcedentibus Articulis, Incolarum Principatus *Cathaloniæ*, tam in Communi, quàm diviſim, in uno manere Perſonas, Bona, Leges, Conſtitutiones, Privilegia, ac Prærogativas: Spondent, ſe, ſtatim ac Fœderatorum Arma ad Principatus *Cathaloniæ* Littus extenderint, agnoſcituros vetus Legitimum Regem, Dominum, ac in Monarchiam integram *Hiſpaniæ* Succeſſorem, juxta prædicti Principatus Conſtitutiones ac Leges, Sereniſſimum *Carolum* III. Archiducem Auſtriæ, eundem acceptantes in proprium Regem ac Dominum.

9. Prædicti Illuſtres D. D. ſupraſatorum nomine, ſpondent; ſe, poſt horas 10. ac admoniti fuerint Anglorum aut Alti-Fœderatorum Claſſem ad Orientalia Littora, videlicet à Civitate *Barchinonenſi* ad Ora Galliæ, anchoras jeciſſe, diſcedentes ex montibus ac *Vicenſis* Civitatis viciniis, ſecum ducentes Viros Armatos numero 6000. Anglorum Fœderatorumque Copiis adjungendos eſſe, exequuturos Juſſa quæcumque, militaturosque in eorundem Regis hujusque Alti Fœderatorum obſequium

10. Spondent pariter; ſe allaboraturos, reque ipſa effecturos, ut triduo poſt emiſſas è Navibus Copias, habeantur in Caſtris pecudes, quotquot impedimentis ſit opus, tum vehendo commeatu tormentario, tum farcinis Copiarum correſpondentibus.

11. Promittunt ſimiliter; Copias è Navibus eductis, deſignanda eſſe diverſoria in Oppidis ac Urbibus; juxta Conſtitutiones ac Leges Cathaloniæ, eodemque modô ſicuti tempore defuncti Regis *Caroli* II.

12. Haud ſecus ſpondent ut ordinarium pretium annonæ non augeatur; eosdem acturos ut iſtud taxetur ad Frumentum, Farinam, & Panem; ita ut pretium menſuræ Provincialis vulgò *Quartera*, Frumenti, non excedat ultra 40. Regalia Barchinonenſia. Regulando pretio farinæ & panis, juxta iſtud frumenti, eademque menſura *Quartera* Hordei, 13. Regalibus comparetur.

13. Eodem modo promittunt, ad majus Copiarum beneficium ac commodum, ſe effecturos ut pretium pro menſura Provinciali *Onere* Vini non accreſcat ultra 45. Regalia monetæ Cathaloniæ: ad Carnis item, Vervecinæ, Bovinæ, aut Porcinæ pondus, pretium quo nunc in *Cathalonia* venditur nullatenus augeatur.

14. Pariter pollicentur: ne bellicæ operationes moram vel minimam patiantur, eosdem ita rem diſponere, ut Virgularum Faſciculi, Apparatus, cunctaque ad bellum neceſſaria, Incolarum ope ac expenſis vehantur in Caſtra.

15. Similiter ſpondent: habitis ab Illuſtriſſimo *Mitfordo Crow* bona fide, verbo ac promiſſione quod vere & cum effectu perſolventur quævis pecuniarum ſummæ, quas tum pro collectione, tum pro ſtipendio, tunc pro cæteris miſſum indigentiis, iidem oſtenderint impendiſſe, pariterque debita ab eis contrahenda pro conſervandis prædictis Viris 6000. quos cum effectu ab eis collectos ſpondent ad ſtatutum tempus emiſſarum Copiarum è Navibus: eosdem ad id veluti ab eis promiſſum obſtrictos, ſuppeditaturos eſſe per ſesquimenſem ſtipendia jam dictis militibus, ſive mutuò; ſive cum uſura ſi opus ſit ab eis quærenda pecunia: Elapſoque ſesquimenſe promittit Illuſtris *Mitfordus Crow* vere & cum effectu exſolvere, quæ alendis ac ſuſtentandis Viris prædictis conſtiterit præfatos D. D. expendiſſe: hôc cautâ, ſi ea Sereniſſimus Rex Carolus III. non exſolverit: ſi autem ſesquimenſe decurſo Copiæ ad Cathaloniæ Littora non exſcenderint; ſpondet præfatus Illuſtris *Mitfordus Crow*

ANNO 1705.

ANNO 1705. *Crow* ſolvere pecuniæ ſummas quotquot ad militum à prædictis Domitus vere Collectorum ſtipendia exigantur, præmittenda ſolutione trimeſtribus ſingulis, qub Maris inconſtantiæ occurratur. Convenere tandem Illuſtres Partes Compaciſcentes, de Menſe ac die poſtea deſignandis, quibus jam dicti Domini cum aſſeclis, publicè proclamare teneantur in ſuum Legitimum Regem ac Dominum, Sereniſſimum Regem *Carolum* III. Archiducem Auſtriæ: Concordes pariter in non evulgando nunc hoc Tractatu, ob graviſſima damna quæ inde oriri poſſent prædictis D. D. eorum Sequacibus, cæterisque Principatus Cathaloniæ Incolis ac Habitatoribus.

In Fidem ac ſecuritatem Pactorum in ſupra expreſſis Articulis hujus Tractatus, concluſi ab Illuſtriſſimo Domino *Mitfordo Crow*, ad id Sereniſſimæ Reginæ Magnæ *Britanniæ* verſus *Italiæ* Ditiones Legato, & Illuſtribus D. *D. Antonio Peguéra & Aymerich* ac Doctore *Dominico Peréra* tum proprio, tum Illuſtrium D. D. quorum vices exequuntur nomine. Communicatis invicem Litteris Credentialibus, ac Mandatis, Tractatui præſenti infertis: formata fuere Inſtrumenta uniformia pro Illuſtribus Partibus Compaciſcentibus: propriis præfatorum illuſtrium D. D. manibus ſubſcripta, propriisque eorundem Sigillis munita. Factus eſt, Concluſus, Sigillis ac Subſcriptionibus roboratus Tractatus præſens, in Civitate Genuenſi, die 20. Junii Anno 1705.

MITFORDUS CROW
Sigil†lum.

D. ANTONIUS PEGUERA
& AYMERICH
Sigil†lum

Dr. DOMINICUS PERRERA
Sigil†lum.

XXXII.

20. Juin. *Breve Apoſtolicum* CLEMENTIS XI. *ad Archiepiſcopos & Epiſcopos Regni Poloniæ, quo plenitudine Poteſtatis eis præcipit & inhibet, ne Coronationi* STANISLAI *nulliter & perperam electi Regis ſi ullatenus ingerant, ſub pœna Suſpenſionis ab exercitio Pontificalium, & Interdicti ab ingreſſu Eccleſiæ. Datum* (1) *Romæ* 10. *Junii* 1705. [ANDREÆ CHRYS. IN ZALUSKIE ZALUSKI Epiſc. Varmienſes *Epiſt.* Tom. 3. Epiſt. 89. pag. 649.]

VEnerabiles Fratres, Salutem & Apoſtolicam benedictionem. Etſi præclara ac conſtans, quam de prudentia, fide, ac Religione veſtra habemus, opinio, certum nobis ſpem faciat, vos memores eorum, quæ per alias noſtras in ſimili forma Brevis Literas pro reſtituenda Reipub. Veſtræ tranquillitate adverſus invaſores hæreticos Catholicæ Religionis, & Chriſtiani in Chriſto Filii Noſtri Auguſti Poloniæ Regis Illuſtris cauſâ ad vos ſcripſimus, nihil unquam adverſus eundem Auguſtum Regem admiſſuros, ſed debita erga eum reverentiæ argumenta daturos eſſe, ut omnibus palam fiat, Sacros Eccleſiarum Antiſtites non turbandæ, ſed tuendæ juvandæque Reipub. allaborare; Nihilominus cum nonnullorum audaciam eo progreſſam compertum ſit, ut contemptis omnibus Dei & Patriæ Legibus legitimo Rege poſtpoſito novum eligere, Acatholicorum viribus poſſimum adſtipulantibus non erubuerint, timerique meritò poſſit, ne mala malis addendo ad pejora indies conſilia, ac non niſi in extremam totius Regni perniciem ceſſura prolabantur. Hinc eſt, quòd nos conſiderantes quam turpe eſſet & Epiſcopali Ordini indecorum Eccleſiaſticam poteſtatem tam apertè legitimi Regis injuriæ patrocinari, quod ſine cavere vos maxime tam Juſtitia ipſa ac Leges veſtræ, quam univerſi Regni Pax & tranquillitas, quin & Catholicæ Religionis ruitio omnino poſtulant, ac proinde pro paterna, quam erga Rempub. V. ac vos ipſos gerimus, benevolentia, quibuscunque gravioribus eventuris malis quantum cum Domino poſſumus, maturé occurrere cupientes motu proprio, ac ex certa ſcientia & matura deliberatione noſtra, deque Apoſtolicæ poteſtatis plenitudine vobis & veſtrum ſingulis tenore præſentium diſtrictè præcipimus, atque inhibemus, ne coronationi prædicti nulliter & perperam electi Regis, quæ quoquomodo tentari poſſet, vos ullatenus ingeratis ſub pœna ſuſpenſionis ab exercitio Pontificalium, & interdicti ab ingreſſu Eccleſiæ, ipſo facto & absque alia declaratione incurrendis. Non obſtantibus Apoſtolicis, ac univerſalibus, Provincialibusque ac Synodalibus Conſtitutionibus & Ordinationibus, nec non quibusvis etiam Juramento, Confirmatione Apoſtolica vel quavis firmitate alia roboratis Statutis & Conſuetudinibus, Privilegiis quoque, Indultis & Literis Apoſtolicis in contrarium præmiſſorum quomodolibet conceſſis, confirmatis, & innovatis. Quibus omnibus & ſingulis illorum tenores præſentibus pro plene & ſufficienter expreſſis, & de verbo ad verbum inſertis habentes, illis alias in ſuo robore permanſuris, ad præmiſſorum effectum hac vice duntaxat ſpecialiter, & expreſſe derogamus, cæterisque contrariis quibuscunque. Datum &c.

F. OLIVERIUS.

XXXIII.

Août. *Articuli conventi inter* FREDERICUM *Regem Pruſſiæ & Civitatem Gedanenſem, pro ejusdem tuitione ac Protectione, mediantibus 50 millibus Imperialium annuatim ſolvendis.* [ANDREÆ CHRYS. IN ZALUSKIE ZALUSKI Epiſc. Varmienſis *Epiſtol.* Tom. 3. Epiſt. 110. pag. 662.]

I. HAbenda præcautio, quod Tractatus iſte neque Reipub. Poloniæ, neque ipſi Civitati (quæ Incorporationi Reipubl. aliiſque ſuis aut Religionis, aut aliis jurium privilegiis, ac libertatibus relinquitur) in præjudicium fiat.

II. Ut Generalis in Pruſſia Regia ſemper vigilem oculum in Civitatem hanc habeat, ſuoque Milite ita eandem tueatur, quaſi Regis ſui propria foret; utque Rex Pruſſiæ prædictam Civitatem omnibus Pactis & fœderibus cum quibusvis cæteris Principibus, aut Statibus ineundis includat, ac ejus curam veluti propriorum Subditorum habeat.

III. Ut Rex Pruſſiæ in modernum tempus duo millia Militum, ſcilicet 1500. Pedites & 500. Equites; aut pro Civitatis arbitrio, aut etiam pro exigentia periculi plures Copias ſuppeditet.

IV. Si Civitas medium regimen Militum ſuſceperit, medium ſuſtentabit. Si totum, quousque Miles hic præſtiturus eſt Civitati juramentum, ſtrenue & fideliter eam in quibusvis caſibus defendendi. Jurisdictio autem Militis penes Regem Pruſſiæ relinquitur.

V. Si quis de hoc Milite Civitatis Incolas violentiâ, aut injuriâ affecerit, puniendus erit à Gubernatore Civitatis, nihilominus communicato conſilio à Pruſſici Regiminis Officialibus etiam in quovis alio caſu conſilium petendum, nec aliquid ſine illorum conſilio in delinquentes agendum.

VI. Si forte hic miles Civitati aut Suburbiis imponatur, ordinarium ſingulis Menſibus percipiet ſtipendium, prout etiam ſtipendiarius Civitatis; ſi autem in bonis Civitatis, ita ſuſtentabitur, prout in Ditionibus Regis Pruſſiæ ſuſtentari ſolet.

VII. Ubi in poſterum, ſi hæc Civitas hoc militis non egerit, remittendus eſt, ſed anticipato menſe ſignificandum de hoc Regi Pruſſiæ.

VIII. Ut Civitas permittat omni tempore Copiis Regis Pruſſiæ ex Pomerania in Pruſſiam, & e contra libere victualibus à Regis Commiſſario, & Civitatis Ditionum Colonis, quæ Copiæ, ſi forte per Civitatem tranſitum petierint, centeni tantum mittendi ſunt, & à Civitatis Equitibus traducendi, ne Civitatis Incolæ habeant, quod metuant.

IX. Si forte Rex Pruſſiæ à quocunque hoſte in Pruſſia impetitus fuerit, Civitas nulli ejusmodi Extero dabit ſubſidium, exceptâ tamen Repub. Polona.

X. Ut

(1) *Rome* 10. *Juin* 1705. Cette Date qui manque à la fin de la Piéce ſe trouve dans le titre que l'Auteur y a mis. [DUM.]

(1) L'Auteur date cette Piéce du Mois d'Août, en ſon Titre, & la range ſous l'an 1705. Il ajoute qu'il doute qu'elle ſoit veritable. [DUM.]

ANNO 1705.

X. Ut tributum ordinarium, vulgò dictum corruptum à Civitate removeatur.

XI. Rex Pruſſiæ curabit ut ordinatio & cura Poſtarum iterum ſicut olim Civitati conferatur.

XII. Inſuper promittit ſe Rex Pruſſiæ Civitatem defenſurum, ſi forte hac de cauſa impetita fuerit, quod ſe coactæ Confœderationi Varſavienſi ſubſcripſerit.

XIII. Item ſi denuo moleſtiam habuerit, ratione Rothiæ hæreditatis, ſe illi præſto futurum.

XIV. Hic Tractatus duraturus eſt in annos 10. aut diutius, ſi Rex Pruſſiæ ſupervixerit ad dies vitæ. Tandem poſtea relinquitur confirmandus ab urbe Civitatis, ſed intra ſex hebdomadas ratificatio ſtatuenda.

Tria Puncta Secretiora.

I. Quod Rex Pruſſiæ poſſit Copias in protectionem Civitatis miſſas in eadem Civitate reſtaurare aut diminutas redintegrare, atque ſub Jurisdictione Civitatis novas inducere.

II. Ut Civitas ſingulis annis pro Regia protectione ſolvat 50000. Imperialium.

III. Quod Rex Pruſſiæ non prius exiget à Civitate prædictam ſummam, donec in toto concludatur hic Tractatus.

XXXIV.

3. Août. **Vertrag zwiſchen der Kayſerlichen Adminiſtration in Bayriſchen Landen und der Stadt Donauwerth wegen des Salz-Verſchleißes geſchloſſen/ worinnen beſagte Stadt Ihro Kayſerl. Maj. zu frey eigener Diſpoſition 20000. Gulden Reiniſch vorzuſtehen verſpricht; Dahingegen aber auf Seiten der Kayſerl. Adminiſtration beſagter Stadt ein Privilegium des Salz-Verſchleißes auf den fuß der Stadt Regenſpurg/ wie auch Ingolſtadt und Friedberg eingehändigt und dabey geſchützet zu werden verſprochen wird. Geben zu München den 3. Auguſti 1705.** [LUNIG Teutſch Reichs Archiv. Part. Special. Continuat. 1. Abtheil. 1. Abſatz. 2. pag. 543.]

C'eſt-à-dire,

Accord entre l'Adminiſtration Imperiale en Baviere, & la Ville de Donawert, portant, que ladite Ville prêtera la ſomme de 20 mille Florins à ſa Majeſté Imperiale, moyennant quoi, elle jouïra du Privilège de vendre du Sel, de la même maniere que les Villes de Ratisbonne, d'Ingolſtadt, & de Fridberg en jouiſſent. A Munich le 3. d'Août 1705.

ES Aſſichen hat gedachte Stadt/ Ihrer Käyſerlichen Majeſtät zu Ehren/ zu Dero ferneren Diſpoſition, anjetzo gleich 20000 Rheiniſche Gülden in guter gangbarer Münze/ jeden Gülden zu 15. Batzen oder 60. Kreutzer anjmittelſt/ Darlehens weiſe/ baar/ und ohne einigen Zuſchlag darzuſchieſſen verſprochen; Da hingegen wird auf Seiten der Käyſerlichen Adminiſtration, erſtens ihre Stadt/ wegen ſolcher vorſchuſſender 20000. Gülden das Privilegium des Salz-Verſchleiß auf den Fuß der freyen Reichs-Stadt Regenſpurg/ und zwar auf die nachfolgenden Special-Bedingnuſſen angehändiget/ anbey auch Ihro an denen verbleibenden 20000 Gülden/ bis zu deren völliger Wieder-Abſtattung/ von denen erlöſenden Salz-Geldern jährlichen 3000. Gülden jure Retentionis in Händen gelaſſen/ indeſſen aber das Capital verabredt- und vergliechener Maſſen mit jährlichem zwey und einem halben pro Cento verintereſſiret/ nicht weniger zu leichterer Wiedererholung beſagten pr. 40000 fl. præſcripten Antheils auf die Schieben 12. Kreutzer zu ſchlagen und zu genieſſen vergünſtiget/ und in ſolcher Conformität eine ordentliche von der Käyſerlichen Adminiſtration geſertigte Obligation extradirt/ ſich auch in allen ſich begebenden wichtigen Zufällen und Veränderungen von Ihrer Käyſerlichen Majeſtät auf das kräfftigſte geſchützet/ und bey dem erhaltenen Salz-Privilegio gehandhabt/ auch des Capitals halber auf alle weiſe indemniſiret werden.

Anderens ſoll ihre Stadt Donauwerth jedweds Kuffen in den dem Werth/ wie ſolche zu Ingolſtatt/ Friedberg und ſelbiger Gegend ſchlaſſen/ künfftigen und allezeit bezahlet werden/ welcher Werth anjetzo zu Behuff des Ærarii beſtimmt, und zu Erſetzung der allgemeinen Neceſſitäten pr. 4. Gülden 45. Kreutzer bis an den Hof-Stecken nacher Donauwerth auf Ihrer Käyſerlichen Majeſtät Gefahr und Unkoſten/ und alſo ohne deren geringſten Entgeld geliefert zu werden angeſetzet iſt. ANNO 1705.

Was aber drittens die Abführung des betragenden Werths vor das dahin liefernde Salz anreichet/ ſo ſolle die Bezahlung des Verſchieſſenen von Monat zu Monat mit baarem Gelde richtig beſtehen/ hierüber auch alle Monat ein evidenter Extract, was von Zeit zu Zeit verſchloſſen worden/ und ſich noch pro reſto befindet/ zur Käyſerlichen Adminiſtration, doch auf der Hof Cammer Unkoſten/ richtig eingeſandt werden.

Viertens werden der Stadt neun Kuefen oder zehen und ein halb Fuder auf jedes Pfund zur Einfolle ohnausgeſtellt zu paſſiren verſtattet.

Fünfftens wird die Stadt/ ratione der Eingabe/ vergleichener Maſſen der Leg-Stadt Friedberg gleich gehalten/ und ihr auf zehen Kuefſen eine zur beneficirten Ausgabe jedesmahl unweigerlich abgerechnet werden. Und werde man auch

Sechſtens öfters angezogene Stadt bey der ihr in Krafft dieſes Vertrags zuſtehenden und einzunehmenden Salz-Leg-Statt/ als zu welcher ſie hiermit verordnet iſt/ dergeſtalten manuteniren/ daß zu Waſſer einiges Salz nacher Ulm oder anderweitig hin zu verführen/ nicht erlaubet ſeyn ſolle; Wie denn auch ihr die Verſicherung gegeben wird/ daß ſelbige eine der äuſerſten Leg-Stätte verbleiben/ und keine Leg-Statt ob ihrer Stadt/ noch zwiſchen Ingolſtadt und beſagter Stadt Donauwerth/ geduldet werden ſollt; Und wird auch

Siebendes ihre Stadt zu dem daſelbſt ſequeſtrirt hernach aber wiederum relaxirten Salz/ wann ſolches nicht ſchon diſtrahiret/ auch noch einiges vorhanden wäre/ verholffen werden; Im übrigen hat es

Achtens/ bey dem Inhalt des andern Puncts in allewege ſein unveränderliches Verbleiben/ und wird der Stadt das Salz auff Ihrer Kayſerlichen Majeſtät Gefahr und Unkoſten/ muthm ohne ihr Entgeld/ biß an den Hafft Stock nacher Donauwerth/ richtig geliefert/ ſich auch in GOttes gewaltigen Zufällen/ als da ſind feindlicher Einfall/ Landes-Ruin/ Feuer und Waſſer Schäden/ in deren Entſtehung ſelbige vor einigen Schaden nichts zu reſpondiren haben/ Schad-loß gehalten werden; Entgegen wird ſie auch ihrer Seits dahin obligiret ſeyn/ ſobald einiges Salz allda anlanget/ ſolches gleich denen Regenſpurgern in gute Vorſorge und ſichere Verwahrung zu nehmen/ und hiervor/ ſo bald das Salz an Hafft Stöcken überantwortet/ gut zu ſtehen.

Neuntens iſt man auch nicht entgegen/ daß im Fall es/ nach Ankommung der Conjuncturen/ mit der Stadt/ wie ihrer Seits die Præcaution genommen wird/ in einen andern Stand kommen möchte/ daß ſich ſelbige des gantzen Capitals der 20000. Gülden/ oder des hieran verbleibenden Reſt Standes auch des bißhanhin verhandenen Saltzes pro quantitate debiti ſelbſten zahlhafft machen/ folglich ſo viel als das Reſiduum ſamt denen ſtipulirten Intereſſin/ und zwar eo caſu, dieſes zu 5. pro Cento beträgt/ jure retentionis zurück halten könne und möge. Wo hingegen

Schlüſſlichen/ die Stadt die Viſitation ihrer Leg-Statt/ gleichwie es zu Regenſpurg unweigerlich geſchiehet/ unverwehret zuſtehen/ auch ſonſt das Käyſerl. Caméral mit ihren eigenen Intereſſe eyferigſt zu befördern gehalten ſeyn ſolle. Zu Urkund deſſen/ ſind zwey gleichlautende Exemplaria aufgerichtet/ und von beyden Theilen gefertiget worden. München/ den 3. Auguſti, im Tauſend/ Siebenhundert und Fünfften Jahr.

(L. S.)

Max. Carl/ Graf von Löwenſtein.

Johann Friedrich/ Graf von Seau.

Joh. Georg Auerhammer/ des Raths.

Hans Jacob Meyr/ des Raths und Bau Inſpector.

Johann Joſeph Schenckel.

XXXV.

Vergleich zwiſchen Ihro Churpfältziſche Durchl. JOHANN WILHELM **und dem Groß-Teutſchmeiſter als Biſchoffen zu Worms/** FRANTZ LUDWIG **wegen des Crayß-Directorii im Ober-Rheiniſchen Creyſe; Daß nemlich die Crayß-Schreiben von der Wormſiſchen Cantley expediret/ wie auch von Wormſiſchen Deputirten unterſchrieben/ die Eröffnung aber der an das Crayß-ausſchreib-Amt einlangenden Schreiben von jenem/ welchem es aus Ihnen zum erſten zu Handen komt/ gebühren ſolle.** 26. Août.

Geſchehen

ANNO 1705. **Geschehen den 26. Augusti zu Düßeldorff anno 1705.** [Theatri Europæi Tom. XVII. Part. 2. pag. 20. col. 2.]

C'est-à-dire,

Convention entre JEAN GUILLAUME *Electeur Palatin, &* FRANÇOIS LOUIS *Grand Maître de l'Ordre Teutonique, comme Evesque de Worms, touchant le Directoire du Cercle du Haut Rhyn, portant que toutes les Ordonnances Circulaires seront expediées par la Chancelerie de Worms, & signées par les Deputés de Worms, mais que les Lettres qui seront adressées au Directoire, seront ouvertes par celui des deux Directeurs à qui elles seront envoyées. Fais à Dusseldorp le 26 Août 1705.*

DEmnach Ihrer Churfürstl. Durchl. zu Pfaltz vorkommen / welchergestalten seit dem wegen Ausschreibung aller Ober Rheinischen Crayß-Directorial Scriturien de dato 20. Augusti 1600. errichteten Wormbenner Recess ferner sich über dessen Inhalt einige Mißverständnüß oder ungleiche Meynung und Explicationen zwischen dem Fürstl. Wormbsischen und Pfaltz Simmerischen Deputirten / als Ober Rheinisch-Crayß-Directorial-Gesandten hervor gethan / welche vornehmlich in folgenden Puncten bestehen:

1. Wegen des feder-führens / so Fürstl. Wormbsischer Seiten prætendirt wird / unthun auch.

2. Die Ingrossirung / mehr

3. Die Unterschreibung der Anfangs / Zettel / post verba: Von dem gesamten Crayß Ausschreib Amts wegen / durch den Wormsischen Deputirten allein.

4 Die Bestellung der Crayß Ausschreiben / und lehrlich ist

5. Rytione Eröffnung der an das Crayß-Ausschreib-Amt einlangenden Schreiben / auch einiger Zweiffel entstanden.

Als haben Hochgedachte Ihre Churf. Durchl. nach beschehener überlegung und Examinirung des obgedachten Wormbenner Recess sich gegen des Hoch- und Groß-Teutschmeisters / als Bischoffen zu Wormbs Hochfürstl. Durchl. aus Freund-Brüderlicher Willfährigkeit / zu Vermeydung weiterer dem Crayß-Convent und Publico schädlicher oder nachtheiliger Irrungen / dahin erklären wollen / welches auch erst Höchstgedachte Ihre Hochfürstl. Durchl. als Bischoff zu Wormbs angenommen: daß soviel

Primo & secundo Die Federführung betreffe / Dieselbe es dießfalls bey der unterm 28. Octob. 1697. an des Herrn Hoch- und Groß-Teutschmeisters Hochfürstl. Durchl. als Bischoffen zu Wormbs erlassener Schrifftlicher Declaration / worinnen sie dem Bisthumb Wormbs die einseitige Ingrossirung und Expedirung der Crayß-Ausschreiben nachgegeben / jedoch daß vor und nachgehends die übliche Communication ad addendum & revidendum geschehe / soviel nicht bewenden lassen. Als auch das gegen erst Höchstgedachte Ihro Hochfürstl. Durchl. die Concurrenz des Pfaltz-Simmerischen Deputati bey Verfertigung der Crayß-Bedenken und der Hand-Gelöbnüß eingewilliget / so solle es auch

Tertio mit dem Anfang-Zettel dem mehr erwähnten Wormbenner Recess gemäß gehalten / und dem Bisthumb Wormbs post in fine posita verba. Von gesamtem Crayß-Ausschreib-Amt wegen / die Subscription dero Deputirten uns künfftig ohne Contradiction eingestanden werden. Was sodann

Quarto Die Bestellung der Crayß-Ausschreiben so wohl als ander in Crayß-Sachen gefertigter Schreiben anbetrifft / da können Ihro Churf. Durchl. geschehen lassen / daß solche durch die Wormbsische Canzley / wann selbe nach beschehener Unterschrifft wieder dahin kommen / an die Crayß-Stände bestellt werden. So viel aber

Quinto Die Eröffnung der an das Crayß-Ausschreib-Amt einlangenden Schreiben betreffen thut / mögen selbige von denjenigen / welchen unter Höchstgedachten Ihrer Churfürstl. Durchl. als Hertzogen zu Simmern und des Herrn Hoch-Teutschmeisters als Bischoffen zu Wormbs Hochfürstl. Durchl. zum ersten zu handen kommen / erbrochen und dem andern zugestellt werden. Wann aber solche oder andere das Crayß-wesen betreffende Schreiben Dero Deputatis in ihrer beyden Gegenwart bey dem Crayß-tag / oder wo selbiger gehalten wird / zukommen / solle hierinn / falls die Eröffnung allein durch den Wormbsischen / da er nicht abwesend ist / welchen falls auch der Pfaltz-Simmerische selbe erbrechen könte) beschehen / jedoch dem Herkommen gemäß / darauß mit diesem communicirt werden.

Im übrigen bleibt es den klaren Buchstaben des offt-erwähnten Wormbenner Recess / zu dessen sowohl als dieser abermahligen Declaration genauer Beobachtung Ihro Churf. Durchl. dero Geheimen Rath von Jodern als ernannten Gevollmächtigten Deputirten bey dem Ober-Rheinischen Crayß-Convent gnädigst angewiesen haben wollen. Düßeldorff den 26. Augusti 1705. ANNO 1705.

Johann Wilhelm Churfürst

Hanß Ludwig.

XXXVI.

Diploma Römischen Kayſers JOSEPHI I. worinn er denen vier Ständen des Ertz-Hertzogthums Oesterreich alle ihre Privilegia und Freyheiten confirmirt und bestätigt. Geben Wien den 22. Sept. 1705. [Theatri Europæi Tom. XVII. Partis 2. pag. 87. col. 1.] 22. Septembre.

C'est à-dire,

Diplome de l'Empereur JOSEPH I. *portant Confirmation aux Quatre Estats d'Autriche de tous leurs Privileges. Donné à Vienne le 22. Septembre 1705.*

WIr Joseph / von Gottes Gnaden erwählter Römischer Kayser / auch zu Hungarn und Böheim König / Ertz-Hertzog zu Oesterreich / Hertzog zu Burgund / Steyer / Kärnthen / Crain und Würtenberg / Graf zu Tyrol ꝛc. bekennen öffentlich mit diesem Brief und thun kund allermänniglich: Nachdem auf Gottseliges Ableiben weyland des Allerdurchleuchtigsten / Großmächtigsten und unüberwindlichsten Fürsten / Herrn Leopold / dieses Namens des ersten erwählten Röm. Kayſers / unſers freundlich geliebten Herrn und Vatters hochseel. und Gedächtnüß / dessen Ihro Majest. thurgelauchtigster Ertz-Hertzogthum Oesterreich unter und ob der Ens auf uns erblich gefallen / darauf uns dann auch die getreue 4 Stände einer gesamten Landschafft pflichtbare Erbhuldigung und Pflicht gemeinlich und sonderlich geleistet / daß wir ihnen denen Ständen entgegen gnädiglich zuver bewilliget / zugesagt und versprochen haben / Thun das auch hiermit wissentlich in Crafft dieses Briefs / daß wir ihnen / denen getreuen Ständen / auf ihr gehorsamstes Ersuchen alle ihre Freyheiten / Privilegien alt löblich Herkommen und gute gewohnheit / als ihr Herr und Landesfürst mit Gnaden / wie vor alters hergekommen ist / confirmiren / bestätigen / sie darbey handhaben und bleiben / darzu auch ob aller 4. Stände und Innwohner des Lands Freyheiten / Ehren / Würden und Gerechtigkeit vestiglich halten / sie darbey schützen / schirmen und darwider nicht dringen noch beschwehren lassen wollen und sollen / gnädigst und ungefährlich. Zu Urkund haben Wir diesen Brief mit unserm anhangenden Insiegel verfertigt / der geben ist in unserer Königlichen Residentz-Stadt Wien den 22. Monatstag Sept im 1705ten Jahr / unserer Reiche ꝛc. ꝛc.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

XXXVII.

STANISLAI *Anti-Regis Poloniæ Diploma Ordinibus Regni post ejus Electionem datum pro securitate & confirmatione Jurium, Privilegiorum, Libertatum, & Prærogativarum unicuique in Patriâ spectantium. Varsoviæ sub tempus Coronationis ejus.* [ANDREÆ CHRYS. IN ZALUSKIE ZALUZKI Episcopi Varmiensis *Epist.* Tom. 3. Epist. 104. pag. 700. Octobre.

In Nomine Domini Amen.

AD perpetuam rei memoriam. Quandoquidem in humanis actionibus nihil est tam firmum & stabile, quod non vetustate consenescat, & oblivione deleatur, recte indagatrix omnium rerum sapientia providit: ut æternitatem rerum, Monumenta Literarum custodiant, & ad sempiternam hominum memoriam usque permittant. Proinde nos Stanislaus I. Dei gratia Rex Poloniæ, & Magnus Dux Lituaniæ &c. &c. manufectum testatumque facimus omnibus, quorum interest, tam præsentibus quam futuris, horum notitiam habituris: ut perpetua grati nostri animi

ANNO 1705. erga hoc Regnum Poloniæ, & M. D. L. cæterasque Provincias teſtificatio extaret, & ſi nihil habeamus ita charum, quod non libenter ipſius ornandi & amplificandi cauſa faciendum nobis eſſe putemus, tamen ſingulari Reipub. ſtudio provocati, quod Nos in Regem Incolæ hujus Regni elegerint, noſtramque Perſonam inter alios Principes Orbis Chriſtiani prætulerint, Sacrum Diadema Capiti noſtro imponi curarint, omniaque Jura, Privilegia, Libertates, Prærogativas, & quæcunque potuerunt in Patria habere chariſſima & nobiliſſima nobis concrediderint: ut ea manibus noſtris, tamquam in aliquo Sacrario repoſita conſervemus, & tueamur. Horum tantæ benevolentiæ & fidei, ut parem animum & gratiam referamus, teſtemur in perpetuum omnia nobis præ incolumitate & ſplendore Regni hujus eſſe & fore ſemper inferiora. Qua propter ſponte & libere maturâque deliberatione ſuper his habita omnia Privilegia, donationes, inſcriptiones, advitalitates, libertates, prærogativas, immunitates tam Regni Poloniæ, & Magni Ducatus Lit. Ruſſiæ, Pruſſiæ, Maſoviæ, Samogitiæ, Kijoviæ, Volhiniæ, Podliæ, Podlachiæ, Livoniæque, ut & in ſpecie Ducalis Pruſſiæ Lemburgi & Bittoviæ, juxta jura ſua, tam Terrarum earundem communes, ipſis junctim aut ſeparatim conceſſas, quam privatarum Perſonarum, cujuscunque Status, conditionis, ſexus exiſtentium, Civitatum, Oppidorum, & Locorum quorumcunque, privatas, Eccleſiaſticas, & ſæculares cujuscunque generis, per Anteceſſores noſtros Regni Poloniæ, & M. D. L. Terrarumque iis conjunctarum, Reges, Principes, Duces, & Dominos tam in toto, quam in parte præſertim Caſimirum Magnum, & Ludovicum Lois nuncupatum, Vladiſlaum II. Jagielonem dictum, Fratresque ejus Vitoldum, & Sigismundum Magnos Duces Lituaniæ, Vladiſlaum III. Caſimirum III. Jagieloïs Filios, Joannem Albertum, Alexandrum, Sigismundum I. Sigismundum II. Auguſtum ac Henricum, Stephanum & Sigismundum III. Vladiſlaum IV. Joannem Caſimirum, Michaelem, & Joannem III. Reges Poloniæ, & Magnos Duces Lituaniæ, ac etiam per Magiſtros Pruſſiæ atque Archiepiſcopos, Epiſcopos, Magiſtros, Præceptores antiquos Livoniæ, nec non Duces, Principes ac Dominos Terrarum Pruſſiæ, & Maſoviæ, juſte & legitime conceſſas, & emanatas, ac juri communi, utriusque Gentis non contrarias. Item Jura, Leges, Statuta, Conſtitutiones, Judicia, Tribunalia, ultimæ inſtantiæ, ac Decreta, libertates, & immunitates in Conventibus, Regni generalibus quibuſlibet, ordinationeque laus atque ſanctas, nominatim autem libertates & leges in conventu Electionis Henrici Regis, ac in conventu Andrejovienſi, & Coronatione Regis Stephani, Conſtitutione Sereniſſimi Sigismundi III. laudatas, ac denique leges & conſtitutiones in præſenti Confœderatione generali Varſavienſi ſanctas, aut quæ adhuc ſancientur, & nobis exhibebuntur, ita tamen, ut nec ſpecialitas generalitati nec generalitas ſpecialitati deroget. Tum etiam Conſtitutiones cum Ordinibus ſancitas, in omnibus eadem Articulis, punctis, clauſulis, conditionibus, approbandas, roborandas duximus, approbamusque, roboramus, confirmamus, per præſentes Literas noſtras decernentes illas, & illa omnia, quæ ſuperius commemorata ſunt, perpetuæ, indubiæ, & inviolabilis firmitatis robur obtinere debere. Recipimus, ſpondemus, & Regio verbo noſtro pollicemur, illas in prædictis earum punctis, articulis, clauſulis, conditionibus, firmiter, inconcuſſe, inviolabiliter tenere, obſervare, implere, & exequi, ac omnibus & ſingulis ex iis ſatisfacere cum effectu, & teneri, obſervari, & exequi, facere. Item pollicemur, recipimus ac ſpondemus, quod omnia per hoſtes finitimos injuſte à Regno Poloniæ & M. D. L. Dominiis earundem quomodocunque occupata, vel bello, vel quovis alio modo diſtracta, ad proprietatem, & unitatem ejusdem Regni & M. D. L. tum & Provinciarum iis annexarum aggregabimus. Neque fines Regni, & Dominiorum noſtrorum minuemus, ſed pro viribus noſtris p oferemus, & dilatabimus. Quod ſi aliquid contra libertates & immunitates, jura & Privilegia, prædicti Regni, & M. D. L. cæterarumque Provinciarum iis annexarum fecerimus, non ſervantes (quod abſit) aliquid illorum in toto, vel in parte, id totum irritum & inane, nulliusque momenti fore, decernimus, & pronunciamus. Quod vero ſupra hiſce Literis privilegia, libertates Eccleſiaſticas, cum cæteris confirmaverimus, in juramento noſtro Eccleſias Catholicas Romanas nominaverimus, id nihil omnibus Eccleſiis Græcis, & Privilegiis earundem obeſſe debet, imo eadem in ſua robore confirmamus, nec non & articulo juramenti hujus, ne unquam derogare volumus. Quod videlicet pacem & tranquillitatem inter diſſidentes de religione, tuebimur, ac manutenebimus, quam inconcuſſe, firmiter, & cum effectu obſervaturos promittimus ac ſpondemus, Jura quoque Terrarum Pruſſiæ, ſpecialiter vero Indigenatus in omnibus manutenebimus, & in ſuo robore conſervabimus, vacantiaſque omnes in Terris prædictis juxta tenorem Jurium Terrarum prædictarum & Conſtitutionum Anni 1647. Indigenis Terrarum Pruſſiæ conferemus, & Articulum de diſtribuendis vacantiis Pactis Conventis felicis Electionis Joannis Caſimiri inſertum ſpeciali Juri Terrarum Pruſſiæ derogare non debere declaramus. Dantes inſuper per poteſtatem Cancellariæ noſtræ, ut has Literas Confirmationis Generalis Jurium Privilegiorum, & Libertatum Regni, & M. D. L. & Terrarum iis annexarum authentice ſub ſigillo etiam cubiculari, quod nobis pro interim ad certum tempus, per Statum & Ordines Confœderatos pro uſu & commodo eſt conceſſum Terris & Subditis noſtris, qui eas requirent, non expectato allo mandato noſtro extradat. In cujus rei fidem Literas haſce manu noſtrâ ſubſcripſimus, & ſigillum cubiculare appendi juſſimus. Dat. Varſaviæ ſub tempus felicis Coronationis Noſtræ.

ANNO 1705.

XXXVIII.

Proteſtatio Confœderatorum Sendomirienſium, contra Coronationem illegitimam STANISLAI LESZCZYNSKI *in Regem Poloniæ. Datum* (1) *Tykocinii* 11. *Octob* 1705. [ANDREÆ CHRYS. IN ZALUSKIE ZALUSKI Epiſc. Varmienſis *Epiſt.* Tom. 3. Epiſt. 105. pag. 708.] 11. Octobre.

NOs Proceres Regni, Dignitarii, Officiales ac univerſa Nobilitas Palatinatuum Regni, & M. D. L. in virtute Confœderationis Generalis Sendomirienſis congregati notum facimus præſentibus ac futuris ſæculis, quod animadvertentes creſcentem indies magis magisque incomparabilem malitiam & obſtinationem non errorum, ſed (quod libere dici poteſt) degenerum infelicis Patriæ filiorum, obſtupeſcere ac obrigeſcere debemus, quando nec Dominum, nec jura colunt, ſed quaſi deſperatione quâdam acti, ſua quisque & publica fata præcipitare cupiunt. Excuſſis namque Jurium ac libertatum omnium repagulis, in ſe vertunt manus, ſe ipſos, non Principem perdunt. Arripuit ſpeciem, non invenit culpam inſolens primorum audacia. Fallebat & ſeducebat Populum falſis criminationibus contra ſuum Dominum, accuſando, non probando judicavit, & ſententiavit, edicto, non judicio, ſine termino, delatore, & reo, omnia judex erat. Talisne Legis, judicii ac juſtitiæ forma? Et quod majus eſt, nec facultatem deſuper, nec communem conſenſum habendo. Illud namque, quod commune eſt, unus ſolummodo paucis cum Affectis ſuum eſſe putavit, & inquere & dicere Regem. Ex indeque audax & nefarius ille notabilem apud vicinos Principes liberrimæ Genti inuſſit infamiam. Mavult Lechia Civi, quam Domino ſervire ſuo? Adhibuit externam potentiam, qui ſuum ſcelus alieno facto tegeret, aut honeſtaret, ſed perſpicax mundus novit optime diuturni laboris curam, novit illum, qui ad eum finem conventicula intimabat, qui illa authoritate ſua manutenebat, qui fœda divortia ſuadebat, qui adinveniebat rationes, qui & quali eſca minus peritam nobilitatem ad rebellionem allicichat & congregabat, licet ea, quæ in cogente fiunt, pro nullis habeantur. Cum vero etiam Nobilitas memor fidei, honeſtatis, ac vinculorum ſuorum erga legitimum Principem ac Dominum ſuum tam indecorum facinus averſari, & ſeſe retrahere omnino deberet, uſus eſt non hoſpitis, ſed hoſtis ope, & paucorum infimul domeſticorum, & conquiſitorum amicorum, ac colligatorum aliquorum ſuorum ſubſidio ut in hac ſocietate malorum intenta ſua perſequi, inceptaque perficere poſſit. Nec id tamen ſucceſſit ad vota, nam Rex Sueciæ concreditis ipſi ſolummodo curis & laboribus, ipſe ſibi poteſtatem eligen-

(1) *Tykocinii* 11. *Octob*, 1705. Cette Date manque à la Pièce, mais l'Auteur la donne dans ſon Titre & dans ſon arrangement d'où nous la tirons. [DUM.]

ANNO 1705. gendi & decernendi reſervavit, adhibita juxta uſitatam Maximam Tyrannorum communicatione. Si vos noluerimus, hic faciet, & ſic ambitioni illius in pœnam & tormentum animi datum eſt in primium patis. Finita tandem ſunt præfata violenta; exlex Electio, nec primis divortiatis, nec ſecundis rite conciliatis nuptiis; quando infamis rivalis non ſponſus obſtupeſcente toto orbe promulgatus ſuit, abſente & renitente aliena conjuge conjunx. Sed neque hic terminum habuit infeſta ſorti publicæ ac indefeſſa in illuſionibus ſuis malitia, quærebat ſemper inveſtigabat per rudera Legum, ſecretiores ac pernicioſiores modos pergebat in concitatione Incolarum Regni ad rebelliones, in fredum alienæ cupidinis firmandum, indicebat nefarios variis ſub nominibus congreſſus, odio pacis, & perſecutione Domini ſui & benefactoris diſpenſabat perjuriis non perſuaſionibus, & exemplo, & non ſolum diſpenſabat, ſed violentis copiis ſub minis ferri & ignis renitentes ſuumque interitum præ oculis habentes adigebat. Conſluxere obedientes ad pabulum, contrarii ad metum pro ultimo Varſavienſi conventiculo, in quo impetrata ab aliquibus ſubſcriptione, hac ipſa ſaltem iſte carus hoſpes, ac invaſor Reipubl. monſtrum ſuum eriget & exaltat. Alter vero à fortuna evæcatus, ignorat ſe tunc eſſe miſerrimum, dum ſe felicem reputat. Verum enim vero non illum ſolum, ſed hoſce omnes, quos idem malitiæ ac pertinaciæ concatenavit vinculum, eadem excitas percuſſit, dum interitum libertatis, ruinam Regni, ſpoliationem Patriæ de cunctis decoribus, abductionem de variis locis machinarum bellicarum, exuſtionem Regalis arcis Cracovienſis, rudera Patriæ, nunquam aliàs excogitatas & intolerabiles contributiones, & quod maximum eſt, ſpolia templorum videre nolunt; vel nequeunt. Proh dolor! O cives! quæ tanta dementia veſtra? Prætendunt vobis ſæpenumero ſuaviſſimam pacis ſpem, & effectu ejus defraudant, poſito etiam, quod perficiatur, qualis erit, certè cum damno & detrimento Patriæ, & hoc tum demum, quando è ruderibus, cineribus ac ruinis Patriæ nil amplius rapere poterunt, & cum deſolationem fecerint, pacem appellabunt. Volumus tamen omnes agnoſcere intentum noſtrum, non enim pars turbulenta ſolum & connumax non recogitat, quantum Patriæ tanquam matri ſuæ debeat, verum nec Intentum Sanctæ Religionis attendit, dum Jurisdictionem ſupremi Paſtoris Vicarii Dei, cui ſoli Deus Optimus Maximus curam & præſidium ovilis ſui concredidit, & qui illud inſomni cuſtodia cuſtodit, gubernat, & qui poteſtate & Authoritate ſua errantes corrigit, & inobedientes arguit & punit; quondam ſcripto aggreſſa eſt. Ille vero, qui Jurisdictionem hujus Paſtoris impugnat, ſine dubio recordatur illius dicti: Quicunque Eccleſiam non audierit, ſit tibi ſicut Ethnicus & Publicanus. Nos vero, qui datum deſuper ſupremo Antiſtiti poteſtatem, cum omni veneratione colimus, ita, quidquid ad emendationem ſtatus ſpiritualis neceſſarium eſſe vel facere cenſuerit, agnoſcimus pro ſumma æquitate. Nulla nobis cum eo lucta, in qui reſtitur ipſe Deus. Sed ſinamus Jura Eccleſiæ, quæ ſdis in manibus tenet gladium, & habet vindicias poteſtatis ſuæ, quem uti extendere, ita eodem & ferire poteſt, id ſolum modo animadvertamus, quod tam profundè venerata proceſſit malevolentia primi haud dudum. Nunc vero jam exvinculati Præſulis & accitorum in publica incendia Sociorum, ex quibus velut ex fumante Veſuvio major in dies evaporat infectio, dum hæc eadem malitia erectum ante annum flagitioſo uſu idolum, paludamento Regio regere, & inſignia Regum nulliter & perperam capiti ejus in majorem aggravationem ſui criminis impunere auſa eſt omiſſis ſolennitatibus legis & praxis, ſine Comitiolis, ſine Comitiis, calcatis Legibus, & conſequenter ſurtivo & non publico actu, ſine notificatione vicinorum Monarcharum, ſine præſentia eorundem Miniſtrorum, quos in plauſum & honorem Coronandorum delegare ſemper conſueverant. In ſumma, ut ſemel fœda hæc doloſa, ſeditioſa & infamis rabies contra Dominum ſuum inſurrexit, ita impietati, perfidiæque ſuæ inſiſtendo, eo usque ſeſe extendit, donec in culmine ipſo coronatum ſcelus poſuiſſet. Nos itaque ſupra nominati Proceres, Dignitarii, Officiales ac univerſa Nobilitas Regni, & M. D. L. conformando nos Confœderationi noſtræ Sendomirienſi, ſimulque recogitando, quantum Deo, conſervationi Eccleſiarum, amplitudini Majeſtatis Sereniſſimi Principis ac Domini, Auguſti, Regis ac Domini clementi conſervationi integritatis, libertatum noſtrarum corroborationi Confœderationis noſtræ Sendomirienſis debeamus; utpote ad quam manutenendam etiam communi diſpendio noſtro nos toties obſtrinximus; communi aſſenſu, unanimi corde ac mente declaramus, ac nosmet invicem nobis ipſis obligamus, quod quemadmodum antea contra omnia conventicula, & quocunque nomine vocitata, & intervenientes conſultationes, converſationes, & Sanctas, ut & contra id, quodcunque dolus & induſtria peperierit, præſertim contra ipſam inordinatam, ebriam, coactam, & ſub gladio extortam Electionem, (prout id ipſum manifeſtatione ſua Illuſtriſſimus D. Caſtellanus Cracovienſis ſupremus Exercituum Regni Dux S. R. I. Princeps Hieronymus Lubomirski ultro ſufficientiſſime deduxit) manifeſti & proteſtati ſumus; ita & in præſenti contra violentam illegitimam, abuſivam, coactam, & infeſtam Legibus Patriis coronationem, manifeſtamus, & proteſtamur parati exiſtentes vitam & fortunas pro iis amittere, quam ſemel libere Electum Principem Sereniſſimum Auguſtum II. Dominum Noſtrum Clementiſſimum deſerere. Obteſtamur tandem charitate Patriæ illos omnes, qui laxatis hucusque conſcientiis impio Gregis ſui Antelignano auxiliatricem præbuerunt dexteram, ut recordentur quantum Deo, quantum Regi, quantum Patriæ debeant; contra tam infamem, abominabilem actum nobiſcum; ſimul & pari zelo conſurgant, noſtramque licet ſera pœnitentia & virtute ducti, laudabilem ad futura tempora pœnnaturam reſolutionem adjuvent; declarando ſe, quod fideliter & conſtanter ad ultimum ſanguinis guttam Majeſtatis Sereniſſimi Auguſti II. heberam Electionem, ſimulque ipſam libertatem tueri; defendereque velint illique mori. Hæc libera naſci, hæc vult libera Turba mori. Deteſtamur & execramur totum id, quidquid, ut ab ipſa origine, ita & poſt, & in ulteriori tractu præjudicioſi Majeſtati, & nocivi libertati factum, habendo omnes adverſæ Partis conſultationes, attentata & facta, pro piaculo uti fomites perfidiæ & nutrimenta malorum, a quibus; ſeu à face accenſa ardent Jura, ardet ipſa Patria; & in flammis iſtis cuditur nobis malleus, qui nos tundat & contundat, ac exanimet. Ipſe quippe & non alius infelix malleus, & non ſceptrum datur alieni Throni incubo & porrigitur ab illa manu, quæ non ita pridem libertate nobis adempta libertos in ſervos rediget; ut qualis Magiſter talis etiam eſſet diſcipulus. Videmus utique quomodo fortuna ejus extruxit pro libertate Imperium, ubi voluntas pro Legibus, docet jam triennali Magiſterio, quomodo libera uti gente, quomodo imperare ſuo quidem exemplo ſecundum illam Politicorum normam, terrere ni metuant, ubi pertimuerint, impune contemni. Qua propter cum hæc triſtis facies tragicæ ſcenæ peracta ſit, ne tam ſacrilegum nefas ullo temporis momento maturescere valeat; ſentiamus tandem mala noſtra & retundamus, ſeu virulentam turbam reorum & minacis hoſpitis enſes. Non prima utique, ſed ultima fortuna demonſtrat Victorem:

Cauſa jubet melior Superos ſperare ſecundos. Præſto nobis eſt bellicoſa dextera Invictiſſimi Monarchæ Sereniſſimæ Czareæ Majeſtatis, cujus Herculea Clava ſciet ſævientis Leonis contundere & abſcindere ungues, hucusque rei infallibilem cum adjutorio Omnipotentis Dei ſpem concipimus, ex recenter reportatis de hoſte victoriis, ex liberata Provincia, & adjuncta ad traditionem Fortalitia. Reſtat tantummodo exuvias adhuc portare Leonis, & cruore hoſtium ſignare monumenta pacis. Quemadmodum itaque jam ſemel Deum ter Opt. Max. Vindicem innocentium in auxilium nobis ſumpſimus; ita ſub clypeo ejus extrema quæque & omnia diſcrimina pati circa Regem noſtrum & Confœderationem noſtram Sendomirienſem ſtare cupimus; æſtimantes caput hoc, quod ea vocatione Ordinis Equeſtris ſub caſide erat, nunc vero ſub Corona eſſe, & faſtidio æqualitatis, faſtigio Regni adornari imbuit, cum omnibus hiſce, qui eundem adjuverunt, ipſi aſſiterunt, & quovis modo faverunt, authoriſarunt, juverunt, pro perduellibus & hoſtibus Patriæ; annihilando, execrando omnes actus, conjurationes, ſævicia, Electiones, coronationes, uti damna, præjudicia, & exitia publica, Inhærendo firmiter Confœderationi noſtræ Sendomirienſi, omnibusque vinculis & ligamentis illius, nec minus adhærendo Præſidi illius Illuſtri Staniſlao Comiti à Dönhoff, Exiſtero Regni; Mareſchalco Confœderationis noſtræ Sendomirienſis, cujus fidiſſimis vigilus Majeſtas & libertas concredita, cujusque virtutem & famam canit ſonora tuba, & in ſecula duraturæ tradit memoriæ, ut ſi tam diuturna, quam celebris; ut videat poſterior ætas, quem præſens amavit. Obſtringimus inſuper & obligamus eundem Illuſt. D. Mareſchalcum Confœderationis noſtræ

Sen-

ANNO 1705. Sendomiriensis ut hanc Manifestationem & protectionem noſtram de communi aſſenſu & conſenſu factam, Actus Regni inſeri procuret &c.

XXXIX.

20. Octobre. **Tractaten zwiſchen Ihro Königl. Maj. ſt. in Preuſſen FRIDERICO und der Durchl. Fürſtin / Frauen CHARLOTTA SOPHIA, gebohrner Hertzogin in Liefland und Curland / des freyen weltlichen Stiffts Herford Abtißin; Worinnen Ihro Königl. Maj hochermähnte Abtißin für einen unmittelbaren Reichs- und Crayß-Stand erkennen / auch ſie mit dem gantzen Stifft als des Fürſtl. Hauſes Gülich Succeſſor in dero Protection nehmen: Hergegen Sie Abeißin Ihro Königl. May. für des Stiffts Erb-Vogt und Erb-Schutz-Herrn erkennen: Alles das was bishero em oder anderm Theil an ſeinen Juribus nachtheiliges vorgefallen ſeyn möchte / vor nichtig erkläret: Welche Tractaten zwar von Seiten Seiner Königl Majeſt. den 20. October 1705 unterſchrieben und beſiegelt: Von Seiten der Frau Abtißin aber vor inacceptable / laut der Information / gehalten worden ſind.** [Bericht warum die zwiſchen Seiner Königl. Majeſt in Preuſſen und der Frau Abbatißin zu Herford unter Heſſen Caſſeliſcher Mediation bißhero gepflogene Tractaten noch nicht zum Schluß gekommen ꝛc. Anno 1707. in Beylagen ſub Lit. C. & apud LUNIG Grundfeſte Europæiſcher Potenzen Gerechtſamen Part 1. cap. 4. pag. 849.]

C'eſt à dire.

Traité entre FREDERIC *Roi de Pruſſe &* CHARLOTE SOPHIE, *née Ducheſſe de Courlande, & Abbeſſe ſeculiere d'Herford, par lequel Sa Majeſté reconnoiſt la dite Dame Abbeſſe pour Eſtat immediat de l'Empire & du Cercle, & reçoit ſon Abbaye en ſa protection, comme principal Succeſſeur de la Maiſon de Juliers. En echange de quoi ladite Dame Abbeſſe reconnoit Sa Majeſté pour Advocat hereditaire & pour Seigneur Protecteur hereditaire de l'Abbaye, tout ce qui d'ailleurs peut avoir été fait ou entrepris au prejudice de l'un ou de l'autre demeurant annullé & aboli. Ledit Traité fut ſigné le 20 Octobre 1705. de la propre main du Roy, mais non de l'Abbeſſe, laquelle au contraire declara depuis qu'elle le tenoit pour inacceptable.*

I.

ANNO 1705.

Wird die Ceſſion von Anno 1547 pro fundamento geſetzet / und erkennen die ein nach Ihre Königliche Majeſtät in Preuſſen Ihre Durchlauchtigkeit die Frau Abtißin und das Käyſerliche Frey-weltliche Stifft Herford für einen unmittelbahren Reichs und Crayß-Stand / und nachdem Seine Königl. Majeſtät keinesweges gemeint hochgedachter Frau Abtißin als Seiner Königl Majeſtät nahen Anverwandten und dero Stifft an dero immediat- / Freyheit und wohlhergebrachten Rechten und Gerechtigkeiten einiger Geſtalt Eintrag zufügen zu laſſen / alſo nehmen hingegen Seine Königl. Majeſtät als des Fürſtl. Hauſes Gülich Durchläuchtigſter Succeſſor Ihr Durchl ſamt denen Decanißinnen / Küſterinnen / Chanoineſſen / Capitularen und Stifts-Bedienten auch geiſtliche und alle andere dem Stiffte zugehörige Einhalts berührter Gülichſchen Ceſſion, in dero mächtigen Schutz und Protection, und wollen an dero Bediente gnädigſten und nachdrücklichen Befehl ergehen laſſen Ihre Durchl und das Stifft nicht allein auf feinerley Weiſe und unter was Scheyn es auch ſeyn möchte / zu beeinträchtigen / ſondern vielmehr bey allen Vorfallenheiten / zu Erhaltung Recht und Gerechtigkeiten / auch intraden / Ihrer Fürſtlichen Durchläuchtigkeit auf gebührendes Anſuchen alle kräfftige Hülffe und Beyſtand zu leiſten.

II.

So erkennen Ihre Durchl. Seine Königl. Majeſtät in Preuſſen / Kraffe beſagter Gülichſchen Ceſſion für des Stiffts Erb-Vogt und Erb-Schutz-Herrn / und gleichwie es allerdings bey ſolcher Gülichſchen Ceſſion und denen Seiner Königl. Majeſtät darinn übertragenen Rechten ſein völliges Verbleiben hat / alſo wird auch dieſelbe ihres Einhalts allhier wiederhohlet / und wollen Ihre Durchl weilen dero / dem Stifft und deſſen Angehörigen Seine Königl. Majeſtät den Schutz jedesmahl würcklich leiſten werden / keines wegs darunter etwas zu Seiner Königl. Majeſtät in Preuſſen Præjudiz ſuchen oder vornehmen / ſondern ſie und das Stifft haben Seiner Königl. Majeſt in Preuſſen Protection und mächtigen Schutzes ſich ferner zu erfreuen und zugetröſten / wollen ſich gegen dieſelbe und ihre Nachkommen an der Cron und Chur dergeſtalt und alſo / wie es der Gülichſche Recels, und die darinn gegründete Schutz- Verwandtſchafft mit ſich bringet / jedesmahl betragen und erweiſen.

III.

Zu dem Ende denn auch alles dasjenige / was bisher bey den vorgefallenen Irrungen einem oder andern Theile an ſeinen Juribus nachtheilig ſeyn oder geachtet werden kan / hiermit für nichtig erkläret / auch gänzlich caſſiret und aufgehoben wird / dergeſtalt / daß ſolches keinem Theile an ſeiner Befugniſſe / Freyheit / Recht und Gerechtigkeit nachtheilig und præjudicirlich ſeyn ſolle oder möge / geſtalt denn auch ſowohl Seine Königl. Majeſtät in Preuſſen diejenige Edicta vom 16 Nov. und 14. Decembr. 1703 worinder Ihr Durchl Beſchwerde geführet / hiermit aufheben / auch dasjenige was in der Königl. Declaration ſub dato Schönhauſſen vom 28. Julii 1703 gegen die Capitulares und Stifft Bediente referiret werden / caſſiren / und ſolches alles in denen an dero Bediente abzulaſſenden Königl. Befehl-Schreiben eximiren laſſen wollen / muthen Ihr. Durchl. die Frau Abbatißin / ihr Stifft und zugehörige in dero beharrliche Königl. Affection und Neigung ferner auf- und annehmen / und dero künfftigen Schutzes verſichern, Als auch Ihre Durchl. und die mit derſelben bisher in lite befangene Membra Capituli denen am Käyſerl. Reichs-Hof-Rath rechtshängigen Proceſſen und was durch deren Veranlaſſung von Ihrer Durchl. zu Seiner Königl. Maj in Preuſſen Præjudiz und der Gülichſchen Ceſſion zuwider vorgenommen worden / hiermit künfftigs renuncuiren / und ſich deſſen allen begeben / auch daſelbſten deſſen Anjetzung ohnverlangt verfügen laſſen wollen / und dagegen in Seiner Königl. Majeſtät Affection und mächtige Beſchützung ſich ergeben.

IV.

Und demnt ſowohl die wegen der vormahligen Decanißin, Küſterin und Chanoine in vorgefallene Irrungen / welche zu dieſen Mißverſtänden zwiſchen Ihr Königl. Majeſt. in Preuſſen und Ihr Fürſtl. Durchl den gröſten Anlaß gegeben / und ſich daher nicht leicht reparieren laſſen / als auch / was wegen der letzten Decanißin Wahl vorgekommen / gleichfalls gegeben / und Ihre Fürſtl. Durchl die Frau Abtißin in Eile und durch die Fürſtl. Interpoſition in gütlichen Accord geſetzt werden möge / als hat es bey der Decanißin Wahl ſein Bewenden / wie denn auch Ihre Durchl. die Frau Abt ſtatt auf Verlangen Sr Königl Majeſt in Preuſſen / und zu Dero reſpect die gegen die Küſterin und Chanoineſſen getroffene Ungnade fahren laſſet / die auf dero Præbenden und Einkünfte angelegte arreſte aufhebet / und dieſelbe völlig reſtituiret / jedoch dergeſtalt und alſo / daß dieſelbe ſowohl dem von Seiner Käyſerl Majeſt den 12. Januar. Anno 1700. ertheilten Decret gemäß / zuforderſt Ihrer Durchl (ſalva tamen illarum exiſtimatione) præſtiren / als auch einen allhier abgefaſſeten Revers von ſich ausſtellen / worinn dieſelbe ihren

Fürſtl.

ANNO 1705. Fürſtl. Durchläuchtigkeit künfftig allen reſpect und Gehorſam/ und daß ſie ſich denen Statuten und Obſervanz gemäß bezeigen wollen/ nechſtdem ſich obligiren/ mithin rationе der bishergen perceptorum durchgehende richtige Rechnung ablegen/ und was ſie von denen zum Capitul-Haus gehörigen Briefſchafften in Händen und Verwahrung haben/ treulich und ſo fort dahin antwortten ſollen.

V.

Was im übrigen die jura privatorum und andere intraden concernirende Poſten anlanget/ bleiben dieſelbe billig in foro competenti ausgemachen/ und wollen Ihr Königl. Maj. mit dero mächtigen Protection darzu allen Vorſchub thun/ mithin ſo gleich die auf deren Capitularen Præbenden verhengte Arreſta aufheben und daß ſolche hinkünfftig unterbleiben/ und die verfallende Sachen/ der Tranſaction de Anno 1570. gemäß/ vor dem Abteylichen Gericht ausgemachet werden/ ernſtlichen Befehl ergehen laſſen/ geſtalt denn auch/ wegen die Nach-Jahre aufgehoben ſeynd/ es dabey ſein Bewenden hat. Wann denn auch wegen Ablegung von der Cantzel und Affigirung der Käyſerlichen Avocatorien in der Münſter-Kirche Irrungen entſtanden; So iſt dieſes dahin verglichen und beliebt/ daß Ihr Durchl. und dem Stifft in publicirung und Affigirung aller und jeder von der Käyſerl. Maj. auch von Reichs- und Cräyßwegen denenſelben immediate zukommenden Patenten und Verordnungen/ wie in allen denen übrigen/ alſo auch in der Münſter-Kirche bey der bishergen Oblervanz unbehindert bleiben/ und denen Königl. Præſidialiſchen publicandis auch nach der jüngſten Tranſaction de Anno 1701 §. 2 dannnen deutlich verſehener maſſen gehalten werden ſoll.

Im übrigen/ und weilen die andere Abteyliche Gravamina, abſonderlich diejenige ſo Anno 1695. 1699 und 1700. vorkommen/ ihrer Beylegung halber/ dermahlen allhier nicht erörtert und abgethan werden können; Als erklären Ihre Königliche Majeſt. in Preuſſen innerhalb 2 Monat von dato der Ratification dieſes Vergleichs einen unpartheyiſchen Commiſſarium, worzu der Frau Abtiſſin Durchl. einige aus Sr. Königl. Majeſt. Bedienten vorzuſchlagen hat/ zu benennen/ und durch denſelben obgedachte Gravamina ohne Weitläufftigkeit abthun/ auch der Frau Abtiſſin Durchl. gegen alle ihre widerſpenſtige Lehn-Leute und Cenſiten nachdrückliche aſſiſtentz angedeyhen zu laſſen/ mithin daß Se. Königl. Majeſt. in Preuſſen im Stande und dero ernſter Wille ſeye/ das Stifft als Erb-Schutz Herr zu ſchützen in der That zu zeigen/ auch durch die übrige dem Stifft durchaus gleiches Recht und Gerechtigkeit denen Tranſactionen und Reverſalen gemäß/ wiederfahren zu laſſen/ geſtalt denn Se. Königl. Majeſt. um Ihr Durchl. der Frau Abtiſſin alles Mißtrauen zu benehmen/ geſchehen laſſen wollen/ daß ſie vor dero Perſon niemand von des Herrn Landgrafens Durchläuchtigkeit Rentheiſcher Cantzley anhören/ und alſo die gantze Sachen Confuſa dieſes Vergleichs ihre völlige und richtige Abhelffung und Endſchafft erreichen möge.

Zu mehrer Beſtärck- und Feſthaltung iſt dieſer Vergleich von denen Eingangs benahmten Königlichen und Fürſtlichen Perſonen eigenhändig unterſchrieben/ und mit dero reſpectiven Königl. und Fürſtlichen Inſiegel bedrücket worden. So geſchehen den 20. Octob. Anno 1705.

Friderich Rex.

XL.

Novembre. *Conſtitutum Generalis Conſilii Grodnenſis, ſub Auctoritate Regia, pro confirmatione & executione Confœderationis Generalis Sendomirienſis factum, in virtute & ſequela noviſſimorum Comitiorum Lublinenſium. In Novembri 1705.* [ANDREÆ CHRYS. IN ZALUSKIE ZALUSKI Epiſc. Varmienſis *Epiſt.* Tom. 3. Epiſt. III. pag. 751.]

OMnibus & ſingulis, quorum ſcire impræſentiarum intereſt, & in futurum intererit, præſentibus ſignificamus, quod memores obligationis Noſtræ ex vi juramenti, quo ad invicem cum Statibus Reipubl. ad Sendomiriam, Nos obligavimus, Regnum hoc, Fidem S. Romanam Catholicam, Majeſtatem Noſtram, Jura & Prærogativas Nobilitatis defenſuros; poſthabitis & neglectis hereditarii Domnii Noſtri non levis momenti commodis & emolumentis, per tot diſcrimina rerum, viasque inſidiis malignantium & fraudibus inceſſas, fortunarum ea dumtaxat mente reditum accelerâverimus, ut internis & externis malis quaſſatam Rempub. quantocius armis & conſiliis munitam redderemus; unde quidquid ab Ordinibus Reipub. in præſente generali Conſilio, in virtute ultimorum Comitiorum & Confœderationis Generalis Sendomirienſis legitime ex anteriori limitatione incidente, Congregatis, pro jure Naturalis defenſionis & neceſſitate indiſpenſabili determinatum & ſanctum eſt; Regia Noſtra authoritate confirmamus, & ſecundum unum idemque Confœderatorum Statuum Velle unanimemque conſentium ſine mora & dilatione executioni mandari volumus, & aſſentimur; non derogando authoritati Comitiorum & Conſtitutionum de eorum indictione conſcriptarum. ANNO 1705.

Et in primis in virtute præfactæ Confœderationis Sendomirienſis, uti & noviſſimorum Comitiorum Lublinenſium & aliarum, qua publicarum, qua particularium totius Reipub. tot Palatinatuum Confœderatorum (quarum Sanctis in perpetuo vigore manere conſervarique volumus) omnes Regis Sueciæ, ejusque Adhærentium contra Nos viventem & legitimum Principem, liberamque electionem actus; quicunque & quocunque prætextu ab ipſis præſentis belli primordiis præſumpti ſunt, ceu violentos, indebitos & ex principio infelto & ſeditioſo natos, cum omni præterito & futuro effectu, ſpecialiter cum ultimo captioſo, & præjudicioſo Sanctæ Fidei Romanæ Catholicæ & vetuſtis ab ævo libertatibus, & cum Tractatu, tanquam ipſo facto nulla & vitioſa aroenna caſſamus, & condemnamus: item particulares Confœderationes, omnesque, quæ hanc Generalem Sendomirienſem non reſpiciunt, nec ei aggreguntur, aut novitates inſolitas ſine conſenſu communi Ordinum Reipubl. in generalibus Conſiliis ſtatuunt, decernunt, vel approbant, abrogamus & annihilamus: ſimul tigores pœnarum in præfactis Conſtitutionibus & Confœderationibus deſcriptos, indilate tam in violenter intruſo, quam & Adhærentibus nominatim Comitiorum Lublinenſium & Confœderationis Sendomirienſis decretorũ Sententiã punitis, executioni dari mandamus. Cum iis vero, qui poſtea à partibus noſtris malitioſe defecerunt, ſive actualiter hic & nunc adverſæ parti aut perſonaliter aut conſilio, auxilio & correſpondentiã adhærent, vel poſterum adjungere ſe illi vellent; quamvis cordignum eſt & juris in illos extendere rigorem, nihilominus volentes ſuppetere tempus reflexioni & reſipiſcentiæ, cum moderamine procedendum duximus, per prius mandata & proclamationem judiciorum in eadem Confœderatione Sendomirienſi deſignatorum, quæ judicia in 15um. Martii proximo Deo dante Anno 1706. incident; & poſtmodum ſecundum præſcriptum ejusdem Confœderationis ad larus Noſtrum continuabuntur. Nobili nihilominus Michaeli Eperyasz, ſi ſecundum Nobis factam à Capitaneo Samogitiæ Campiduci M. D. L. declarationem in ſpatio quatuor hebdomadarum coram Nobis comparuerit, gratiam & Clementiam Noſtram Regiam cum aſſecuratione vitæ & fortunarum ejus pollicemur.

Volentes autem diſtractos mutuis inter ſe odiis Civium animos, diſſectasque Reipub. vires perfectæ unionis redintegrare vinculo, & priſtino vigori reſtituere, ſpontanee & laudabiliter Ducibus Regni ad Confœderationem Generalem Sendomirienſem accedentibus, jamque ab illis expleto juxta Rotham in eadem Confœderatione expreſſam juramento, tot eorundem fidelitans in effectu prævis argumentis, diſtractum & diviſum hactenus infelici diſcordia corpus exercitus Regni poteſtati & obedientiæ eorundem Ducum juxta jura, veteresque conſuetudines committimus, combinamus, & ad Confœderationem Generalem Sendomirienſem circa Majeſtatem Noſtram & Prærogativas Nobilitatis, ex nunc mediante Tractatu, methodo infra ſcripta ſuſcipimus, & incorporamus ſalvo robore & vigore ejusdem Confœderationis Sendomirienſis, quoad alia puncta; eo nihilominus modo: ut imprimis omnia vexilla, quæ ad hoc usque tempus ſub Ducibus, eorumque Legatis militaribus fuerunt, juramentum in prædicta Confœderatione præſcriptum, coram Officialibus ſuis, vel eorum locum tenentibus quantocyus expleant; ipſi vero Officiales, uti Legati, Colonelli, Primicerii in Tribunali Theſauri, perſonaliter comparere, manipuli vero per ſuos Deputatos documenta authentica cum ſubſcriptione ſuorum Commilitonum & teſtimonia juramenti peracti producere, & in manus Mareſchalci Tribunalitii reſignare, tum ibidem ſimile juramentum addita clauſula ſuper realitatem receptorum juramentorum, explere tenebuntur, ſub vinculo rigoris in eadem Confœderatione expreſſo. Jam quemadmodum eæ Copiæ, quæ ſub directione Generoſi

ANNO 1705. Stanislai Chometowski Capitanei Radomienſis, Mareſchalci ſui, laudabili zelo legitime circa Majeſtatem Noſtram & Rempub. ſunt Conföderatæ; a Statibus Reip. prænominatæ generalis Conföderationis Sendomirienſis immortales laudes & omnimodam aſſecurationem ſunt conſecutæ: ita eadem monumentum gratitudinis & ſecuritatis præfato Exercitui æterna volumus, noſtrum affectum declaramus, utque per prædictum Tractatum ſpecialem in futuro Tribunali Theſauri, cui hoc negotium ſpecialiter authoritate præſentis conſilii, demandamus plenam ſatisfactionem & ſecuritatem in deſideriis ſuis aſſequantur, eadem lege cavemus; nec non eundem Tractatum, quem præ omnibus in reaſſumpto Tribunali Theſauri expedire & finire oportebit, in omnibus punctis & articulis confirmamus. Jam autem, ut is Tractatus tanto ſecundiorem ſortiatur effectum, eoque felicius cum perfecta notitia & conſenſu Exercitus circa Majeſtatis noſtræ & totius Reipub. defenſionem laudabili & glorioſo ad Poſteritatem exemplo conföderati inchoari & coronari poſſit: compellamus authoritate noſtra Regia & interpoſitione Ordinum eundem Reip. & noſtrum Exercitum; ut in generali futuro Congreſſu, noſtro & totius Reip. ſeſe accommodet arbitrio, ſupraque memoratam combinationem ſalvo honore & ſecuritate ſua ſuſcipiat. Quia vero Mareſchalcus tam ſuam, quam Illuſtris Parentis ſui ſubſtantiam, & bona, per ſincera & candida nobis & Reipub. impenſa obſequia non tantum hoſtili indignationi obnoxia reddidit, ſed etiam ultioni ejus immolavit, majore illorum parte in cinerem, aliis rabie & ſævitiæ hoſtis ad incitas redactis: præterea quia pro obeundo munere debita illum contrahere neceſſe fuit: ideo non tantum ex debita gratitudine, ſed etiam ex ipſa juſtitia memoratum Tribunal tantorum damnorum habebit rationem, intibitque modos: quo ſumptus illi refundantur, pretiumque referat meritorum, conſenſu nihilominus noſtro & approbatione præſentis conſilii in virtute Conföderationis Sendomirienſis nixi ſuper hoc requiſita, ſub hæc tam Mareſchalco, quam Caſtellano, Polanieenſi ſubſtituto ejus, Conſiliariis & omnibus in genere Officialibus, item in particulari Rzevuſcio Referendario Regni, prædicti exercitus Legato, pro optime geſtis miniſteriis & Officiis, pro ſuſceptis laboribus & diſpendiis opum & valetudinis, gratiam & reſpectum noſtrum, tum etiam ex diſtributiva juſtitia gratam à Repub. conſignamus memoriam; amniſtiam inſuper ſancientes & condonantes omnia damna & injurias in bonis & fortunis per neceſſitatem belli vel indigentiam militarem Privatis illatas (excipiendo nihilominus hiberna ultra debitum & præſcriptum extorta, non obſervata æqualitate vexillorum unis detracta, aliis in majore quantitate decreta, tum cauſas criminales, violentias, invaſiones Aularum, & violationes immunitatis Eccleſiaſticæ; quos exceſſus præſertim in privatis perſonis nulla operire conſuevit amniſtia) Colonelli item & Legati Legionum M. D. L. qui ſub præſentis belli tempus in Regno hoſtem diviſis copiis infeſtarunt & ceciderunt, eadem amniſtia gaudeant neceſſe eſt.

Verum ut præmiſſa de combinatione debitæ exſolutionis & erectione Exercituum Regni, inuitu proſequendi proximo Deo dante vere belli, facilius & maturius ad effectum deduci poſſint; Tribunal Theſauri Comitiis Lublinenſibus conſtitutum, poſtea per violentam adhærentium Sucicorum reſiſtentiam, ſub colore Conföderationis Majoris Poloniæ impeditum, in præſenti autem generali conſilio ex neceſſitate boni publici, præviis ſolennitatibus ſolitis, electoque Directore Martino Chometowski Palatino Maſoviæ ad diem 25. Januarii ſequentis anni Luceorism limitatum, authoritate præſentis conſilii inhauramus, & conſtituimus: pro quo Tribunali præter Duces Exercituum Regni deputamus ex Senatu Romanum Epiſcopum Culmenſem &c. N. N. Ex Equeſtri vero Ordine (quandoquidem propter impedimentum hoſtilitatis & prænominatæ conföderationis Majoris Poloniæ Comitiola relationis poſt præterita comitia habita non ſunt, nec ad præſens ſecura libertate expediri poſſunt, in aliis autem Palatinatibus, quamvis expediri potuiſſent, electi nihilominus Commiſſarii in partes alienas declinarunt,) hinc in tam præcipiti periculo inevitabilem Reipubl. attendentes neceſſitatem, pro hac ſola vice, ex conſenſu omnium Ordinum Reipub. vigore præſentis Conſilii, tam electos per Palatinatus confirmamus, quam etiam ubi non ſunt electi, deſignamus & declaramus: idque ex alternata minoris Poloniæ, ex Palatinatu Cracovienſi, Damus prænominato Tribunali inſuper ſpecialem authoritatem & facultatem plenarie conficiendi, & concludendi quantocius Tractarum peo exercitu, ineundique modum perfecti ordinis, ſolutionisque debitæ exercitui circa Majeſtatem noſtram, & Rempublicam conſtanter conföderato, ſecundum computum in Comitiis Lublinenſibus ſancitum, & manu noſtra ſubſcriptum, quem juxta Scriptum ad Archivum reducere, & complere efficaciter intendimus. Id vero Tribunal quatuor vicibus, ſingulis illarum ſex hebdomadarum ſpatium duraturis, ſucceſſive intra biennium, ſive in eodem loco, ſive ubi per opportunitatem circumſtantiarum licebit, prævia intimatione abſolvendum erit, ad normam & præſcriptum Comitiorum Lublinenſium, cum plena poteſtate limitandi, transferendi, ſimulque Sancita Reipub. præterita, & præſentia per rigores Legum & fortem manus militaris executionem ad effectum deducendi. Hoc Tribunali Theſauro Regni ſic fundato, & Tractatu circa combinationem Exercitus definito, commiſſionem hiberna concernentem ibidem Lucioriæ pro 8. Februarii ſequentis anni deſignamus; ad quam præter Duces Exercituum Regni Romanum Epiſcopum Luceorienſem ex Senatu &c. N. N. deputamus, ex Equeſtri vero Ordine eosdem ipſos jam ante Comitia Lublinenſibus deſignatos, loco autem Adami Szaniawski ad Senatum & Caſtellanatum Lublinenſem tranſlati, Nobilem Stephanum Jeruſalski confirmamus & determinamus, obligantes & admonentes ſingulos bonorum hibernis ſubjectorum Poſſeſſores, ut in ea Commiſſione intuitu calculationis faciendæ cum exercitu, comparere cum decumenus, ſine mora non detrectent. Et quia authoratio peditatus, & exercitus exſolutio ſine pecuniis, pecuniæ autem ſine contributione haberi nequeunt: ideo non tantum Laudum Comitii Lublinenſis, id eſt contributionem communis ſolidi, & alteram tripliciis à capite cenſus in ordine ad antiqua militis ſolvenda debita lege publica decretam, partimque per diſcordias & domeſticas factiones, partim per hoſtem impeditam, aut difficultatam, vel etiamſi jam collecta fuit, Inter privatos diviſam: ſed etiam attendentes ad tenorem Conſtitutionis 1673. (titulo: defenſio Reipub.) in ſimili caſu conditæ, loco peditis cum toto apparatu ex viginti fumis generaliter omnium bonorum noſtrorum, ſive Nobilium, ſive Eccleſiaſticorum, 10. florenos à fumo ab iisdem exactoribus quos ad cogendas primas contributiones in Comitiolis relationis, poſt præterita Comitia elegimus, exigendos, reaſſuminus & conſtituimus prævia expeditione in eum finem Univerſalium noſtrorum quæ ad Palatinatus & Terras cum intimatione reaſſumptionis hujusce Laudi ex nunc edemus. Quod ſi autem Palatinatus & Terræ per caſum ruptorum vel non expeditorum præteritorum relationis Comitiolorum nullus Quæſtores elegerint: tum juxta Comitiorum Lublinenſium rigores Tribunali thesauri (cui in eum finem vim neceſſarium & facultatem ampliſſimam in vigore præſentis Conſilii declaramus & concedimus) volentes quantocius agonizantem ſalvare Patriam & ab intentis in perniciem ejus tutari hoſtibus id relinquimus: ut per delatam cum executione militari procedat, & carentiâ vocis activæ arbitrariâque impoſitione Summæ contra Refractarios agat.

Habentes item ſolicitudinem de futura expeditione Exercitûs M. D. L. per legem inſuperabilis neceſſitatis, & naturalis defenſionis ſimulranæque cum Regno tutelæ ſancitam in Comitiis Lublinenſibus quatuor florenorum à fumo generaliter à quibuſlibet bonis contributionem, ad normam conſtitutionis eorundem Comitiorum pro hoc duntaxat anno & hac ſola vice de novo, mere eo intuitu; ut aucto Exercitui externi authoramenti ſecundum computum manu noſtrâ ſubſcriptum ſolvatur, reaſſumimus, & conſtituimus, aſſecurando interim quantocius providendum fore de exſolutione Exercitûs, Polonici authoramenti, ſalvo beneplacito & ratihabitione Palatinatuum & Diſtrictuum M. D. L. quibus ex ea ratione Comitiola in diem tertium poſt Comitiola Purificationis, hoc eſt in 11. Februarii ſequentis anni 1706. in locis conſuetis deſignamus, in ordine ad eligendos Quæſtores, ordinandamque exactionem prædictæ contributionis; ſimul Tribunal theſauri pro plena & perfecta harum & præteritarum contributionum diſpoſitione, ſub Directore & Commiſſariis per Comitia Lublinenſia aſſignatis, & à Palatinatibus antecedenter eodem hoc anno Vilnæ 3. Martii electis, juxta obloquentiam Conſtitutionis eorundem Comitiorum determinamus. Sumptuum & pecuniarum proviſionem in ordine ad reparandum ar-

ANNO 1705.

ma-

ANNO 1705. mentarium Regni & M. D. L. Thesaurariis & Tribunalibus thesauri utriusque Gentis committimus, serio obligantes; ut ineant modos debiti pro futura expeditione apparatûs conficiendi, in quem finem pro subsidio Sancti Comitiorum Lublinensium specifice armamentarii Regni, summam quadraginta millium, Lituanici vero triginta millium currentis monetæ ex thesauris utriusque Gentis, vel primis contributionibus & proventibus Reipub. assignamus. In finem autem contentationis Exercitus M. D. L. bona Sapiecharum uti & bona Neoburgici ac adhærentium meliori observantiâ quam hactenus ordinamus, sisque ad quos pertinet unice commendamus, salvis nihilominus juribus creditorum & indemnitate eorum bonorum, quæ per Constitutionem Olkienicensem sunt excepta, & & quæ ad hanc generalitatem non pertinent. Ut vero præmemorata sancita & contributiones omnes cum irreparabili deceptione Exercitûs & totius Reipub. non in sola duntaxat charta, sine executione existant, ob notorium defectum rei nummariæ; quam partim contributiones tam hostilium, quam nostrarum & auxiliarium copiarum, partim impedita terrâ & aquis commercia penitus exhauserunt; cogente ultimâ necessitate ex consensu omnium Ordinum Monetariam Officinam pro cudenda argentea Tymphorum, Sextariorum, & Solidorum juxta antiquam cum exteris Dominiis & civitatibus jus cudendæ monetæ habentibus conventionem, aperiri posse dispensavimus: commendantes executionem hujus negotii Thesaurariis Regni & M. D. L. quibus præter Marescalcum generalis Confœderationis, Commissarios NN. &c. additmus intuitu contrahendi crediti super capitale materiæ, ordinandique prædictam monetariam, ubi & verificandi expensus & lucra inde Reipub. provenientia, quæ in exsolutionem Exercitûs cedere debebunt. Thesaurariis vero utriusque Gentis serio injungimus; quatenus fedule incumbant ut prætacta argentea moneta in valore & pondere sit uniformis & vicinis Dominiis æqualiter acceptari possit.

Tractatum Offensivi & Defensivi cum Duce Moscoviæ Fœderis contra Regem Sueciæ, vigore Scripti ad Archivum in Comitiis Lublinensibus anno præterito dati operosâ curâ & exemplari zelo Palatini Culmensis confectum, nunc vero post factam relationem coram Statibus Reipub. à Nobis juxta jura & veterem morem pro rato agnitum, in omnibus punctis & articulis confirmamus, & prout ex Nostra parte sincere & constanter illum servare volumus, ita non dubitamus eundem à Duce Moscoviæ integre & inviolate conservandum: quod ut fiat, Nostra solicitudo & studia non deerunt, ut etiam, quo nobiscum similia fœdera contra Regem Sueciæ, ad diversionem belli faciendam exteræ Potentiæ ineant, eas invitare & obligare juxta mentem Comitiorum Lublinensium tam per Litteras quàm per Legationem publicam non intermittemus. Interea juxta obligationem ejusdem Tractatûs & declarationem Ducis Moscoviæ, pro receptione Bialocierkviæ, Fortaltiorum & Locorum Ukrainensium ad Rempub. secundum ultimata Pacta & limitationem, cum debita assistentia intuitu occupationis illorum Commissarios nostros tam de Senatu NN. &c. quam de Equestri Ordine NN. ordinamus &c. qui secundum tenorem Tractatus & instructionem nostram commissa sibi expedient. Quoniam vero Palatinus Culmensis, Partis adversæ non attendens molimina, susceptam prænominatam legationem Moscoviticam non tantum cum discrimine vitæ, sed etiam cum ingenti fortunarum suarum ruina laudabiliter & cum honore gentis Polonæ peregit, nec non cum maximo emolumento Statuum Reipub. Tractatum cum Duce Moscoviæ concluserit, pensantes illius damna & fidele obsequium nobis & Reipub. impensum præfatum Palatinum etiam quoad personam nostram ex distributiva Justitia præmiari policemur: Summam autem quinquaginta millium Imperialium, quæ ad tymphos reducta trecenta millia facit, per Senatusconsilium Varsaviense pro ea legatione decretam, Thesaurariis utriusque gentis solvendam injungimus, hoc est Thesaurario Regni Summam ducentorum millium Tymphorum; quem, (si calamitoso tempore ei indilate reddendæ impar esset) obstringimus, ut prævio Contractu & salvâ concurrentiâ pius offerentes, Masoviæ portoria tam terrestria quam aquatica Vistulæ, donec summam concreditam illorum obventiones sibi exsolvant, Creditoribus oppignorent, de quo in casu contraventionis Thesaurarius Regni in quovis Foco reddere rationem obligatus erit, sub vinculo ejusdem Confœderationis generalis. De Summa vero centum millium Tymphorum eidem Palatino debita, siquidem thesaurus M. D. T. jam notabilem exsolvit partem: restantia sive ex ordinariis, sive extraordinariis proventibus & contributionibus Thesaurario M. Duc: Lit. injungimus præsentis Consilii authoritate instantanée solvenda. Secretario vero Legationis, cum jam Thesaurus M. D. L. de pleno pro sorte sua satisfecerit; ut Thesaurus Regni Summam ipsi assignatam viginti millium tymphorum in toto sub eodem rigore exsolvat, decernimus. Et quamvis Illustris Szczuka sit virtute Comitiorum Lublinensium ex Senatûs Consilio cum charactere Legati Magni ad aulam Berlinensem designatus, propter surrogationem alterius subjecti munus id non sit executus, nihilominus quia pro honore Gentis in apparatum requisitum, pro eo Officio Summam quindecim millium imperialium, secundum indicem ad Acta publica datum expendit: impari ad præsens Republ. solvendo, vigore & authoritate Statuum Confœderatorum, ipsi & successoribus de ejus Tainensi Præfectura in Palatinatu Podlachiæ, & Bronovicnsibus sylvis in terra Visnensi cum attinentiis, quæ alias ad Thesaurum Regni inferri debebant, in vim Summæ solvenda decernimus & assecuramus. Similiter & Præfecto Stabuli Regni nostro pro felicem Coronationem nostram ad Summum Pontificem Ablegato, assignatam & subscriptam quatuor millium Imperialium summam, ultra quam prædictus Georgius Dzieduszycki Præfectus Stabuli, pro honore nostro plura expendere debuit, videntes egestatem Thesauri Regni, ex præsenti Consilio de Præfectura Cucolovicnsi in Leopolensi terra, & districtu Zydaczevicnsi recipiendam, ipsi & Successoribus ejus assignamus, cavemus, & assecuramus. Legatis Exercitûs Regni singularum Divisionum iovim consueti tractamenti, & incitamenti omnium ad obsequia nostra & Reipub. ex primis proventibus & contributionibus in Tribunali Thesauri duo millia currentis per singulares singulis assignationes, uti & Legatis Exercituum M. D. L. ex Thesauro ejusdem Ducatûs declaramus. Item Nobilibus Nicolao Milkiewicz & Francisco Szpringer Præcursoribus Legatorum, primo pro laboribus & sumptibus in via Krymensi exanthetis, quatuor millia, alteri autem pro via Constantinopolitana tria millia ex Thesauro Regni authoritate præsentis Consilii designamus.

Demum, ut prædicta Sancita Nostra & Statuum Reipub. quantocius ad notitiam omnium & in executionem deveniant, Staniflao Dönhoff Marescalco Confœderationis (cujus invictam fidelitatem, imo constantiorem è cineribus exultarum hostili igne fortunarum circa Majestatem nostram & Remp. zelum, multiplicatis gratiis & favoribus nos præmiaturos cum assecuratione evincendæ a Repub. gratitudinis policemur, eidemque in vim sustentationis & expensorum continuorum ad latus nostrum annuatim Summam sexaginta millium florenorum Polonicalium, numerando cursum illius ab exordio Confœderationis Generalis ex proventibus Reipub. de consensu omnium Statuum designamus) commendamus, ut ad Acta publica maturè porrigat & typis edita per Palatinatus terras, & districtus mittat, publicarique faciat, cum subscriptione Cancellariorum, & sub sigillo Regni in Regno, in Lituana autem sub Lituanico, in virtute præsentis Consilii Generalis Statuum Confœderatorum Regni, & M. D. L. datum ut supra.

XLI.

Lley y Declaracio de la Successiõ de la Monarquia de Espanya, sus Regnes, Provincias y Dominis a favor de la Real Magestat del Senyor Rey DON CARLOS III. *y exclusiõ de aquella perpetuamente de la Casa de Borbon. Feta en la Cort General del Principat de Cathalunia, ab intervenciõ dels tres Braços Ecclesiastich, Militar y Real en la Ciutat de Barcelona. Anno a Nativitate Domini* 1706. *Regnorum autem Caroli Regis VI.* [Sur l'Imprimé à Barcelone par commandement des Seigneurs Deputez & Auditeurs des Comptes chez Rafel Figuero. ann. 1706. in fol.] 1706.

CAP. I.

PER quem despres de haver logrât la Monarquia de Espanya la ditxosa continuaciõ de sos glorio-

ANNO 1706.

ſiſſimos Monarcas de noſtra Auguſta Caſa de Auſtria, deſcendents de Phelip Primer Rey de Caſtella, Arxiduch de Auſtria, y de ſa Muller la Sereniſſima Princeſſa Joſina Reyna, y Senyora dels Regnes de Aragò, Caſtella, Comtats de Barcelona, Roſſelló, y Serdanya, Principat de Catalunya, y dels demès Regnes, Eſtats, Senyorias, y Dominis dela Monarquia de Eſpanya filla de Fernando Rey de Aragò, anomenat lo Catholich, y de Iſabel Reyna de Caſtella, los quals Monarcas, aò tant ſuau Domini, y Paternal amor, per dilatats anys, y molts graus de Succeſſiò, havian governàt la dita Monarquia, ſobrevingues la mort, ſens fills, ni deſcendents de ſon amantiſſim Pare, y clementiſſim Monarca Don Carlos Segon noſtre Oncle, y Senyor (que Santa gloria goſa) ultim Deſcendent dela linea Maſculina del Invicto Emperador Carlos Quint, y Primer de aqueſt nom, Rey, y Senyor de dita Monarquia, fill primogenit de dit Rey Phelip Primer, y despres de la mort de dit noſtre Oncle, y Senyor, ſe hagués intrús en dita Monarquia lo Duch de Aojou fill ſecundo genit de Lluis Delfi, y Net de Lluis Catorſe Rey de França, aſſiſtit mes ab lo pretext de un ſupoſàt, y nullo Teſtament, que cridàt per las Lleys federals, y fundamentals de la Monarquia, y valgut del poder, y violencia de imminents Exercits, y no del afecte, y libera voluntat dels Naturàls: Y havent Nos com á Senyor llegitim, y natural dela dita Monarquia, deliberàt pendrer la poſſeſſiò, y deguda obediencia dels dilatats Dominis de aquella, y aliviar à noſtres Vaſſalls de la violenta ſobjeccio abque eſtavan opreſſos; Y en execuciò de noſtre Paternal Amor, y Real benignitat, deſpres de haver la Divina Clemencia afavorit à noſtres Armas, y de noſtres Alts Aliats ab tants afortunats progreſſes, y ſingulars Victorias, hajàm arribat à aconſolar aqueſt noſtre Fideliſſim Principat de Cathalunya ab noſtre Real, y deſiada preſencia, los Naturals del qual, á impulſos del entranyable amor, y fidelitat, que ſempre han tingut à Nos, y à noſtra Auguſta Caſa, y à viſta dela indubitable Juſtificaciò de noſtre dret, tant conforme à las Lleys Divines, y humanas, han coboperàt, ablo mes vigoròs eſfors de ſos cors, y ſacrifici de ſas vidas, y haziendas, pera fernos reconeixer per llegitim Poſſeſſor de tot lo Principat, deſitjant ab ardeniſſims ſervors continuar tant juſta empreſa, fins à la total, y pacifica poſſeſſiò de tots los Regnes, Eſtats, Dominis, y Senyorias de noſtra Monarquia de Eſpanya, en atenciò, que ſegons los vincles de la ſanch, primogenitura, y naturaleſa, Nos ſom deſcendent per linea recta maſculina del Auguſt Emperador Fernando Primer, Infant de Eſpanya, nat, y educàt en ella, fill ſecundo genit dela ſobredits Reys Phelip Primer, y Joana ſa Muller, y germá de part de Pare, y Mare del dit Invicto Emperador Carlos Quint, del qual ſe deriva, com eſtá dit, la linea primogenita de noſtra Auguſta Caſa, naturalizada, y admeſa per molts grans de Succeſſiò en la Monarquia de Eſpanya, fins al Rey Carlos Segon noſtre Oncle, y Senyor: Los quals indiſſolubles vincles donan a Nos com à natural originarino ethanger, agnat, y deſcendent del dit Emperador Fernando Infant de Eſpanya, la prelaciò en la ſucceſſiò de dita Monarquia; Perque per rahò dels contractes dels Matrimonis delas Infantas Dona Anna, y Dona Maria Thereſa (delas quals es deſcendent dit Duc de Anjou) y ab altres dels Capitols Matrimonials firmats per contemplaciò de dits Matrimonis, y fundats en la publica Paz, y tranquilitat dela Europa, eſtablerts com à Lleys federals dels Regnes, y corroborats ablo Sagrat vincle del Jurament; Lo primer diſpoſàt deſpres en força de Lley en los Regnes de Caſtella, y lo ſegon confirmàt ablo tractàt dela Paz dels Pirineus à ſet de Nohembre mil ſiſcents ſinquanta nou, y authoritzàt ablo beneplacit de la Santa Sede Apoſtolica, aòlo motiu principal de la igualtat en la ſucceſſiò dels Regnes, y dels inconvenients en la unió delas Monarquias, y en altres moltas conſideracions, ſe pactà entre las dos Coronas de Eſpanya, y França, que los Deſcendents de ditas Infantas, aixi maſcles, com femellas en qualſevol grau, perasempre ſoſſen excloſos dela ſucceſſiò de tots los Regnes, Eſtats, Dominis, y Senyorias dela Corona de Eſpanya, com ſi nats no ſoſſen, ſens poder valerſe del dret de repreſentaciò, activa, ò paſſiva, principi, ò continuaciò dela linea efectiva, ò correntiva de ſubſtancia de ſanch, ò de qualitat de deſcendencia, ò computaciò de graus, y ab eſta expreſſa cláuſula: Es á ſaber, encara que ſe puguès dir, ò pretendrer, que en ſas Perſonas no correguèſſen, ni ſe puguèſſen conſiderar las rahons dela Cauſa publica, ni altres, en las quals ſe pòguès fundar la dita excluſió; La obſervança dels quals pactes eſta fundada en las mes certas reglas del dret Divino, Natural, y de las Gents, y aderintſe á ditas Lleys federals los Sereniſſims Reys D. Phelip Segon, y Don Phelip Tercer en Aragó, y Tercer, y Quart en Caſtella de immortal memoria, en ſos Teſtaments exelogueren tambe perpetuament dela ſucceſſiò, eſperança y poſſibilitat de ſuccehir en la Monarquia de Eſpanya als deſcendents de un ſexo, y altre de ditas Infantas, y en falta de la deſcendencia deldit Rey Phelip Tercer en Aragò, y Quart en Caſtella, cridaren per ſos Succeſſors à la Sereniſſima Infanta Dona Maria filla del dit Rey Phelip Segon en Aragò, y Ters en Caſtella, y Muller del Auguſt Emperador Fernando Tercer noſtre Avi, y Senyor, y à ſos Deſcendents, de la qual Nos ſom Ner, y Deſcendent, y evacuada tota eſta linea dela dita Emperatriz Maria, cridaren tambe als Succeſſors dela Sereniſſima Infanta Dona Catharina filla del Rey Phelip Primer en Arago, y Segon en Caſtella, Muller que ſou del Duc Carlos Emanuel de Saboya. Yaixi en arenciò deque lo Auguſt Emperador Leopoldo noſtre clementiſſim Pare, y Senyor (que Santa gloria goza) y lo Auguſt Emperador Joſepò, vuy felizment Imperant, noſtre amantiſſim Germá, nos cediren, y renunciaren lo dret quels competia en la ſucceſſiò de la Monarquia de Eſpanya, ablo acte ſolemne de noſtra Real aclàmaciò, feta en Viena à dotſe de Setembre de mil ſet cents y tres, aplaudida, è inſtada per noſtres Alts Aliats, lo Sagrát Romà Imperi, y la major part dels altres Reys, y Princeps Soberans de la Europa, que tots regonegueren lo dret indisputable de noſtra Auguſta Caſa, en la Succeſſiò de la Monarquia de Eſpanya; Se troban per conſeguent eſtàr units à noſtra Real Perſona, per la actual Succeſſiò de dita Monarquia deferida per defecte dela linea primogenita de maſcle, finida per la mort del dit Rey Carlos Segon noſtre Oncle, y Senyor, los drets de la linea maſculina ſecundogenita, que tingué Principi en la Perſona del dit Emperador Fernando Primer Infant de Eſpanya, y los de la linea femenina dela Emperatriz Maria Infanta de Eſpanya noſtra Avia, y Senyora; Y com en la preſent ocaſiò hajàm afavorit à elt noſtre Fideliſſim Principat ablа convocaciò delas Corts Generals, que vuy ſe celebran en la preſent noſtra Ciutat de Barcelona pera aſſegurar ablа ordinacio de novas Lleys, lo major ſervey de Deu, conſervaciò, y augment de noſtra Santa Fè Catholica Romana, be univerſal del Principat, y recta adminiſtraciò de la Juſticia, mereixent lo Principat la gloria de ſer lo primer entre tants dilatats Dominis de noſtra Monarquia de Eſpanya, en loqual guſtoſament celebràm Corts, pera terminar juſta expediciò de collocarnos, com à ſon Rey, Pare, y Senyor natural en la paſſifica, y deguda poſſeſſiò, y obediencia de tots los Regnes, Eſtats, Dominis, y Senyorias de dita Monarquia. Per tant abraçant, ab lloaciò, y aprobaciò libre, y eſponranea dela preſent Cort, per Llac y fundamental dela Succeſſiò dels Comtats de Barcelona, Roſſelló, Serdanya, Principat de Cathalunya, y dels demès Regnes, Eſtats, Dominis, y Senyorias dela dita Monarquia de Eſpanya, à las Renunciacions eſtablertas, y ordenadas ab los dits Capitols Matrimonials delas Infantas de Eſpanya, Dona Anna y Dona Maria Thereſa, y los Teſtaments dels Sereniſſims Reys Don Phelip Segon, y Tercer en Aragò, Ters, y Quart en Caſtella, y las ditas Renunciacions, y Ceſſions dels Auguſtos Emperadors Leopoldo noſtre clementiſſim Pare, y Senyor, y Joſeph noſtre amantiſſim Germá nos donan lo dret de Prelaciò en la dita Succeſſiò entre los Deſcendents de noſtra Auguſta Caſa de Auſtria, aprobant, ratificant, y confirmant aquells, y aquellas, y volent que per ells, y ellas ſia regulada tota la dita Succeſſiò. Eſtatuhim, ordenàm, y declaràm, que la llegitima Succeſſiò dels Comtats de Barcelona, Roſſello, Serdanya, Principat de Cathalunya, y dels demès Regnes, Eſtats, Dominis, y Senyorias de dita Monarquia de Eſpanya, en força de dits Teſtaments, y Renunciacions toca, y pertany a noſtra Real Perſona, y com á deſcendent de noſtra Auguſta Caſa de Auſtria, y no en manera alguna, ará ni jamay à la Caſa de Borbon.

ANNO 1706.

Y per conſeguent, que de dita ſucceſſiò dels dits Comtats

ANNO 1706. tats de Barcelona Rosellò, Serdanya, Principat de Cathalunya, y dels demés Regnes, Estats, Dominis, y Senyorias dela dita Monarquia de Espanya; sien perpetuament exclosos, inhabils, è incapaces Lluis XIV. Rey de França, Lluis de Borbon Delfi de França, y Lluis, Phelip, y Carlos sos fills; y tota sa posteritat, y descendencia de un sexo, y altre, y de qualsevol grau delas ditas Infantas Dona Ana, y Dona Maria Theresa Mullers dels Reys de França Lluis XIII. y Lluis XIV. y qualsevols altres Princeps, y Personas dela naciò Francesa, encaraque en uns, y altres se pugues dir, y pretendrer, que en ells, y ellas no concorreguessen, oi se puguessen considerar las rahons de la Causa publica, ni altres, en que se funda, ò pot fundar la referida exclusiò, è incapacitat: Perque volèm, que tots los de dita Nacio, que vuy soo, y per temps serán quedan perpetuament, y en tots casos incapaces, inhabils, y exclosos de dita Successiò, y de tota la esperança possibilitat, y contingencia de succehir, no obstant qualsevols Lleys, Coltums, Ordinacions, ò disposicions en contrari.

Don Ramon de Vslana Per las Secret.

Revocaciò, y Anullacio de las Constitucions, Capitols, *y Actes de Cort, y de sos antecedents, y dependents, fets, y ordenàrs en los anys de 1701, y 1702.*

Cap. II.

PEr quant lo convocar, celebrar y terminar Corts Generals en lo present Principat de Cathalunya son Actes, que com à aconexo à la Real Dignitat unicament se poden fer per lo verdader, y legitim Rey, y Senyor ab intervenciò dels tres Braços Eclesiastich, Militar y Real, y en força dela declaracio feta en la Constitucio primera, que comença: *Per quant*, hage faltat esta primera qualitat fundamental delas demès, en las Corts, que de fet se tingueren en la present Ciutat en los anys mil set cents y hu, y mil set cents y dos. Perço ab lloaciò, y aprobacio de la present Cort, estatuhim, y ordenàm, que totas las Constitucions, Capitols y Actes de Cort, y sos antecedents, y dependents fets, y ordenàts en dits anys de mil set cents y hu, y mil set cents y dos sian nullos irrits, è invalits, y de ninguna força, y valor, com si fets no fossen, y que en quant de fet procehescan, y menelter sie, sien cassats, revocats, y anullats, com abla present cassàm, revocàm y anullàm.

Don Ramon de Vilana Per las Secret.

XLII.

7. Fevrier. *Roboratio Confœderationis Sendomirienſis non obſtantibus Electione* Stanislas Leszczynski *in Regem Poloniæ, per Sciſſionem facta, & Abdicatione* Augusti II. *legitimi Regis, ut ſine ſcitu & conſenſu Reipublicæ actâ Dat.* (1) *Leopoli 7. Februarii 1707.* [Andreæ Chrys. in Zaluskie Zaluski Epiſc. Varmienſis *Epiſt.* Tom. 3. Epiſt. 118. pag. 800.]

NOS Senatores Regni & M. D. L. Deputati Nuntiorum terreſtrium ex Comitiis Lublinenſibus & ad Conföderationem generalem Sendomirienſem deſtinati, & omnes alii Status unius & indiviſæ Reipublicæ, qui factâ & promulgatâ ſine ſcitu & conſenſu noſtro Abdicatione Auguſti Regis II. pro hoc Congreſſu ab Eminent: Primate & Illuſtriſſimo Mareſchalco Confœderationis Generalis Sendomirienſis per Univerſalia determinato, convenimus, ad præſentem notitiam & perpetuam rei memoriam, omnibus & ſingulis, quorum ſcire intereſt, porrigimus: quòd nos juxta antiqua Jura & Leges Reip: ſine viſibili & publica Majeſtate Regis perſiſtere non valentes, nec ullum alium in Throno Poloniæ pro Rege noſtro agnoſcere & pati, niſi illum ſolummodò quem non coacta neceſſitas, aut externa potentia ſed unanimis duntaxat & ſpontanea omnium conſenſus ad regnandum & dominandum noſtri vitâ legitimâ vocavit, acceptavit, & illi ſponteneam obedientiam ſecundum Jura & Vincula deberi Pactorum recognovit, præſentibus periculis Reipub. & graviſſimis calamitatibus infelicis belli, ſciſſæque in partes Reipub. inducti, primo exemplo Majorum noſtrorum ipſi inter nos mutuò Ordo Senatorius & Equeſtris in præſenti Congreſſu veram concordiam, unionem & confidentiam ſancimus, conſtituimus, & fundamus ſo fundamento ſacrorum Vinculorum & roborationæ Confœderationis generalis Sendomirienſis omnium Reip: Ordinum, quam ſpecialiter per reſpectum duntaxat Fidei Sanctæ Catholicæ, liberæ Electionis, Jurium & libertatum Patriæ reaſſumimus, & confirmamus (excluſo puncto circumſcriptionis Ducum exercituum & Caſtellani Cracovienſis) declarando & pollicendo nobis ſub Sacramento juratæ fidei, honoris & conſcientiæ, oos nemine excepto, in præſenti Sacro vinculo Confœderationis generalis Sendomirienſis perſeveraturos, & perſtituros eo uſque; dum certum & legitimum Regnantem de conſenſu totius Reipub. ſo Solio Regni firmemus, ſic confirmando & conſervando indiviſim liberam Electionem inviolatam, cujus integritatem ſaluti, vitæ, opibus, & ſubſtantiæ noſtræ præponimus; ſo quem finem omnes Concives Regni & M. D. L. in genere & in particulari, authoritate publicâ moderni Congreſſus noſtri per amorem Patriæ obteſtamur: ut omnibus particularibus reſpectibus privatiſque commodis ſepoſitis quantocius ad ſalvandam Rempub: liberamque Electionem, quæ fons omnium Libertatum noſtrum eſt, ſociatis viribus & animis concurrere velint, perſeverando & aſſiſtendo conſtanter glorioſæ & juramento firmatæ Confœderationi noſtræ, ſimul principalem fiduciam eo vertendo, unde veniet auxilium nobis, in cujus ſcilicet poteſtate ſunt omnium Jura Regnorum, qui ubi humana non ſuppetent conſilia, mittet nobis auxilium de Sancto.

Inter primas vero curas de Bono publico Principem Primatem & Mareſchalcum Statuum, Reipub. Confœderatæ Generalem obligamus; ut ſine mora, indilate Aulas vicinorum Monarcharum, ubi noſtri hic & nunc Miniſtri reſidem, per illos, ubi vero non ſunt, per Literas publicas de ſtatu præſenti Reipub. de juribus & conſuetudinibus noſtris, uti & de gratibus modernorum Conſiliorum informent & emixe authoritate Reipub. expoſtulent: ut non ex alieno arbitrio, verum ex univerſali ejusdem beneplacito & requiſitione eum impoſterum tantummodo pro reali & vero Rege & Principe noſtro cenſeaot ac recognoſcant, qui ſecundum jura & conſuetudines noſtras interveniente pleno omnium conſenſu pro throno electus, et adiudicatus & conſtituus legitime erit. Similiter Civitates Pruſſiæ ſerìò admonitas volumus, easdemque obligamus, ut non intrinſecando ſe in materias Statûs ſpecialiter circa liberam Electionem arbitrium & deciſionem univerſæ reſpiciaot Reipub. & ad eam ſe referant. In quantum verò temere & præcipitanter ultra fas & præſcriptum Jurium Patriæ ſibi quidpiam, quoad hoc punctum licere putarent, aut etiam de facto concederent, ejusmodi attentata pro nullis & irritis declaramus, reparationem vero leſæ authoritatis Reipub. ulteriori ejusdem voluntati & judicio reſervamus.

Et quemadmodum Illuſt. Ducibus & toti Equeſtri Ordini utriusque Gentis pro immarcibili zelo & conſtantia circa conſervationem liberæ electionis noſtræque generalis Confœderationis immortalem in animis poſterorum conſignamus grattudinem, ſimulque ſolicite de exſolutione deſervitorum meritorum, quam ciriſſimam & realiſſimam deſiderantes ſanctorum Comitialium, quoad hoc punctum executionem, ſpecialem inſuper à Repub. ſpondemus remuneratiotiem: ita viciſſim eos omnes quotquot ſive ſimul ſub ſua ſignis, ſive ſparſim ad contrariam partem pravo & damnabili uſu ſefe tranſtulerunt, vigore præſentis Congreſſus noſtri admonemus, & vinculo juratæ fidei ac militaris obedientiæ obligamus: ut intra ſpatium ſex hebdomadarum à data innotescentia Conſtituti noſtri, ad corpus exercituſ ſui redeant; quò irremiſſibilem in bonis & perſonis ſuis rigorem, per Statuta & Conſtitutiones comitiales, articulosque militares contra deſertores caſtrorum expreſſum, effugiant, quem Duces exercituum mox à conſtituto termino indilate extendere tenebuntur. Id verò intertitium ſoluti tempo-

(1) *Irtpeli* 7. *Februarii* 1707. Nous tirons cette Date du Titre de la Piece, elle y eſt marquée comme ici. [Dum.]

ANNO 1707. temporis iis duntaxat inſerviet vexillis, quæ recenter per violentiam ſunt coacta: cum iis vero qui liberè Ducum excuſſa obedientiâ & hibernis acceptis in partes adverſas tranſierunt, nec poſt præteritum prælium reditum maturarunt; Inſtigator vel Viceinſtigator Regni jure agant in Commiſſione theſauri, ſive ii deſertores Caſtrorum, ſive interceptores Vexillorum fuerint; pro pœnis perſonalibus & reſtitutione hibernorum ex bonis inculpatorum ſine mora vindicanda. Iisdem Inſtigatori & Viceinſtigatori Officiales ſub honore & conſcientia reddere tenebuntur indicem militum qui ultra debitum & Statutum exactis hibernis in præteriti non fuerunt expeditione; ut ſic jure militari ad ſatisfaciendum urgeantur, unde tempus commiſſionis præſenti Conſilio militaribus ereptum negotiis, compenſari poſſe concedimus. Commendamus urgentiſſime Ducibus, ut inſolentes turmas (quamprimùm de illis ab aliquo vim patiente reſciverint) vigore jurium ſuorum irremiſſibiliter tolli & deleri imperent, eosque qui inſciis iisdem Ducibus militem authorare præſumerent, pro turbulentis ſeditioſisque turmis cenſeant, ſimilique rigori ſubiiciant.

Hoc igitur primario fundamento in nexu animorum & armorum Statutum Reipub. pro ulterioribus conſiliis noſtris poſito, teſtamur & noſtra omnia intenta ſincerè & realiter coram Statibus Reipublicæ & univerſo Mundo ingenito Polonis candore manifeſtamus & publicamus, quod ſine ulla ab intra & ab extra dependentia & partialitate illibato & unito corde, purè & liberè, merè de conſervatione integritatis boni publici liberæque electionis nobis proſpicere, illamque ſalvare per reſtitutionem in integrum Statûs prout ab ævo Majorum noſtrorum fuit, ſervatis gradibus & ſollemnitatibus deſideremus; & ideò in tam grandi, & ad omnes pertinentes opere nullo modo temere, præcipitanter & derepente procedere volumus, ſed omnes tam Senatorii Statûs quam Equeſtris Ordinis ſive ii domi reſideam ſive conſulendo ſecuritati ſuæ exilium ex Patria præelegerint, ſive denique per deſperationem & faſtidium malorum in partes contrarias ſeceſſerint; Univerſali noſtro ad tutandam Patriam conſervandamque liberam electionem invitamus, poſtulamus & ardenter obligamus: ut quantocius ad commune & liberum conſilium nobiſcumque accelerare velint; in quem finem ſalvo per omnia vigore Confœderationis Sendomirienſis curſuque & continuatione præſentis conſilii Comitiola per Palatinatus & Diſtrictus Regni ac M. D. L. conſervando circa activitatem Deputatos, tam ex Comitiis Lublinenſibus quam etiam ex generali Confœderatione pro 28. Martii anni præſentis, in ordine ad conſervandam liberam electionem & Confœderationem generalem, uti & eligendos Nuntios Terreſtres deſtinandosque ad præſens Conſilium, pro quo tempus & locum, ſecundum præſentes conjuncturas Primas, & Mareſchalcus deſignat, in ejusdem virtute determinamus, ſimul hanc noſtram unanimem & concordem roborationem generalis Confœderationis, ut eò citiùsomnibus innoteſcat, nosque congreget typis mandari & per Palatinatus, Diſtrictus, & Terras ſpargi mandamus. In præſentia Stanilai Szembek Archiepiſcopi Gnesnenſis Primatis &c.

ANNO 1707. lutis publicæ, attendentes interim ad ex domeſticis & vicinis conjuncturis emergentia, præſertim vero perpendentes inſolentem & jure vetitum Regis Auguſti proceſſum, qui ſecundum Pacta conventa jurata propria, & Sereniſſimorum Anteceſſorum ſuorum, nominatim contra articulum in Pactis conventis piæ memoriæ Regis Michaëlis in volumine Legum 1699. folio 10. expreſſum, item cõntra tenorem in propriis Pactis fol. 6. 7. expreſſe cautum, nullo modo quocunque titulo vel prætextu ſive propriâ ſponte, ſive coactâ voluntate abdicare Regnum, aut de abdicando cum aliquo tranſigere vel componere potuit, tanto vero magis inconſultis & invitis Statibus & Ordinibus Reipubl. qui etſi urgente inevitabili caſu in id conſentire aliquando & ſuper hoc diſpenſare vellent, non poſſent tamen tam grande opus ad omnes ſpectans in materia Status concludere, & determinare, niſi habito generali omnium conſenſu in Comitiis, in facie totius Reipub. ſervatis ſolemnitatibus & gradibus in lege præſcriptis: ita & nunc in præſenti Congreſſu noſtro ex iisdem rationibus præcipitantiam exitioſam in publicum peroſi, quæ Rempub. in hiſce circumſtantiis amplius confunderet, quam ſalvaret, indies Seſſiones noſtras limitavimus, quærendo maturâ deliberatione ſalutaria & profectura ad reſtituendam ſatiſcentem undique Rempub. erigendamque de ruderibus & ruinis Libertatum & Prærogativarum Poloniæ liberam electionem media: ſi quæ conformis legibus& inſtitutis Majorum noſtrorum occurreret via, quâ in hoc turbido & periculoſiſſimo rerum ſtatu ulteriorem conſervationem authoritatis & vigoris Reipub. conſequeremur: verum quia non exiſtente in Throno Poloniæ perſonali ac legitimâ Majeſtate, hoc eſt ſine Rege noſtro, conſentientibus votis & animis ad Regnum exaltato, in ſtatu nullo vel dubio abſque certa Regiminis forma diutius conſtare nobis non poſſumus, ideo Antiquis Juribus & conſuetudinibus Anteceſſorum noſtrorum inſiſtentes, qui in ſimilibus caſibus deſtituti legitimo Principe, ipſimet more priſco & Legibus Rempub. regere, ejusque integritatem quo ad Jura & libertates conſervare conſueverunt, vigore præſentis Congreſſûs noſtri ex unanimi omnium conſenſu orbatum faciem Reipub. recognoſcentes, Interregnum declaramus, ſimul Rempub. Dominam Jurium & Libertatum ſuarum liberam & independentem proclamamus, & publicamus. Et quia ab ejusmodi intimatione & promulgatione Statûs Reipub. cuncta Judicia tribunalitia & Jurisdictiones ſub nomine Regis ſiſtere debent; illorum loco conſulentes ſecuritati publicæ, & Juſtitiæ ſanctæ proſpectum volentes, conſueta capturalia tam generalia, quam particularia per Palatinatus, Terras, & Diſtrictus Judicia juxta antiquas conſuetudines & ordinationes conſtituimus. Intuitu executionis horum, & in ordine ad conferendum & conſtituendum de neceſſitatibus Reip. juxta exigentiam præſentium & imminentium circumſtantiarum Comitiola relationis pro I. Auguſti currentis Anni in conſuetis per Regnum & M. D. L. locis deſignamus. Sub hæc fundantes nos in nexu & robore generalis Confœderationis Sendomirienſis, uti non niſi ex ſola animorum unione felices eventus & effectus conſiliis & reſolutionibus noſtris augurari & præſumere poſſumus, ita conſtanti & unanimi conſenſu vinculo Sacroſancto omnes ad invicem repetitis ſponſionibus declaramus, & ſub fide, virtute & conſcientia noſtra pollicemur: Nos ſine ulla ſciſſione & dismembratione immote & conſtanter in hac noſtra Confœderatione generali Sendomirienſi totiès confirmatâ perſeveraturos, ſimul principaliter ad propugnandam Sanctam Catholicam Romanam fidem, defendendam liberam electionem, & integritatem Finium Regni, etiam cum diſcrimine vitæ opumque & fortunarum noſtrarum paratos futuros, item Mareſchalco Confœderationis, conſervandæ Dignitatis illius, & Characteris reſpectu, conſtanter memorando exemplo communi nobiſcum defenſioni aſſiſtentis eousque adſtituros, donec bos duos cardines, in quibus Integritas Reipublicæ noſtræ ſuſtentatur, hoc eſt Fidem Sanctam, & liberam electionem in ſtatu integro conſpiciamus: unde eum duntaxat Regem nobis deſignabimus Thronique Poloniæ inaugurabimus, qui in Catholica fide natus conſentientibus liberis ſuffragiis, juxta antiqua Jura & conſuetudines noſtras, eligetur, nominabitur, & pro Rege agnoſcetur: ſimul contra quemvis, qui ſive per potentiam externam, ſive per domeſticas factiones thronum Poloniæ ſine generali conſenſu noſtro inſcendere attentaret, aut ejus poſſeſſionem invitis nobis violento modo prætenderet, vel uſurparet,

XLIII.

1707. 11. Juillet. *Intimatio Inter-Regni in Poloniâ non obſtantibus Electione* STANISLAS LESZCZYNSKI, *& Pacto Regis* AUGUSTI *Altranſtadienſi, quia nullis & jure vetitis. Lublini* 11*Julii Anno* 1707. [ANDREÆ CHRYS. IN ZALUSKI ZALUSKI, Epiſc. Varmienſi. *Epiſtol.* Tom. 3. Epiſt. 118. pag. 810.]

NOs Senatores Regni & M. D. L. pro præſenti congreſſu vigore Univerſalium ab Illuſtriſſimo Primate & Mareſchalco Confœderatorum Statuum Reipub. emanatorum, in ordine ad proſpiciendum & conſulendum Reipub. & præſertim ad conſervandam liberam electionem, fundamentalemque in Thronum Poloniæ Regis inaugurationem, congregati, præſenti & ſecuturis Sæculis notum facimus: quod nos quemadmodum in præterito Leopolienſi Congreſſu nolentes orphanæ & undequaque ſub tempus modernæ Sciſſionis, funeſtique belli afflictæ Reipub. fata præcipitare, indulſimus moras expectationi ſa-

Digitized by Google

ANNO 1707. ret, ſecundum conſuetas obligationes Majorum noſtrorum, tanquam contra hoſtem Patriæ conſurrecturos, ac eo usque viribus noſtris unanimiter, junctimque cum auxiliis colligati Sereniſſimi Czari, intrepidâ generoſitate & reſolutione reſtituros declaramus: quousque Jura & libertates noſtras circa Religionem Catholicam & liberam electionem integras & ſalvas in ſuo vigore comperiamus. Quo circa Duces Exercituum ipſumque exercitum ad agenda fortia, & ad communem defenſionem nobiscum obligamus, ſimulque ut præterita conſtituta & repartitiones in Tribunalibus Theſaurt declaratæ & factæ reſpectu exſolutionis meritorum militarium ſuum ſortiantur effectum, vigore præſentis congreſſus Palatinatus & Terras compellamus.

Quia vero in præjudicium hujus indiviſæ unionis noſtræ non obſcura adverſæ revolutionis in M. D. L. indicia erumpere cæperunt, huic malo mature occurrentes, ut Palatinatus & Diſtrictus ſua pericula tempeſtive prævidere, & de defenſione ab exercitu M. D. L. facienda contra quosvis caſus certo eſſe poſſint, ſequendo practicatas conſuetudines, generalem Congreſſum Novogrodeci pro 8. Octobris currentis Anni (in ordine ad roborandam coequationem, antiqua Sanctia, Lauda, & Confœderationes, ad ſtabiliendam unionem inter Cives, ubi & conſervandum in debita obedientia Exercitum Lituaniæ, circa Rempub. & colligationem cum Magno Duce Moſcoviæ, item ad augendas vires & providendum de exſolutione exercitûs) unâ ad eundem finem Comitiola ſive ad deſtinandos Nuntios, ſive decernendum viritim communem motum ad eundem prædictum Congreſſum, pro 24. Septemb. in locis ſolitis determinamus, ſine præjudicio nihilominus moderni ulterius adhuc duraturi, generalis Conventûs noſtri, & ſine avocatione jam ante ad illum deſtinatorum Nuntiorum, quos authoritate præſentis Congreſſus approbamus ut invicem nobiscum tam hic præſentes à nobis non diſcedendo, quam etiam alii ex præteritis Comitiolis ad noſtrum gremium deſignari circa tuitionem liberæ Electionis perſiſtere & perſeverare velint.

Volentes vero continuo & communi zelo integritati & indemnitati Reipub. proſpicere, quatenus in tam manifeſto periculo nobis ſemper conſulere poſſimus, ſimulque in promptu Conſilium habeamus, curſum & vigorem præſentis Congreſſûs noſtri cum toto effectu Lublini in eodem loco ad diem undecimum Auguſti Anni currentis differimus & limitamus, obteſtando amore Boni publici tam Senatores quam Nuntios præſentes, Deputatosque ſive per Comitia Lublinenſia, ſive ex Confœderationû Generali Sendomirienſi deſignatos, nec non omnes Conclves Regni & M. D. L. hic præſentes, aut domi reſiduos, aut extra Regnum exiſtentes: ut vel ſiſtallum, vel viritim communi motu vel aliter expediti juxta libitum ſuum ad prænominatarum Congreſſum unitu Communis conſilii, defenſionis Patriæ, & præcipue conſervationis liberæ Electionis liberique Principis eligendi, ad eundem locum, ſive ex Laribus ſuis accelereut, ſive infimul nobiscum hic perſiſtant, aſſecurando omnimodam ſecuritatem euntibus & redeuntibus ad dictum Conventum, & hoc præcavendo; ne ad locum nominatum Milites cujuscunque Exercitûs militari modo venire & publica Conſilia impedire præſumant, ſub pœnis in Legibus expreſſis. Ultimate ſicut diſpoſitiones in receſſu præterito Leopoſienſi declaratas in eodem valore haberi volumus, ita omnia deſideria publica & privata præſertim Caſtellani Lubaczovienſis & Exulantum Starodubienſium & alia ad futurum Congreſſum differimus, & ſimul hoc Interregnum Conſtitutumque noſtrum, manibus Celſiſſimi Principis Primatis, ac Illuſtriſſimi Mareſchalci Confœderationis ſubſcriptum, ut quantocius per Palatinatus ſpargatur, conſuetoque modo per Caſtra promulgetur, & publicetur urgentiſſime commendamus. Actum Lublini 11. Julii in præſentia Celſiſſimi Primatis &c. ex equeſtri Ordine coram Illuſtriſſimo Mareſchalco &c.

XLIV.

13. Mart. **Tractat Zwiſchen Ihro Käyſerl. Mayſt. Josephо und Brittanniſcher Königl. Mayſtl. Annа eines/ und einer Löbl. Rhætiſchen Republic andern Theils/ wegen des Durchmarſches der Käyſerlichen und hohen Allirten Trouppen durch das Pundtner Land/ Chur den 13. Martii. Anno 1707.** [Tiré du Protocolle de l'Ambaſſade Imperiale au Congrès d'Utrecht.] ANNO 1707.

C'eſt-à-dire,

Traité entre Joseph I. *Empereur des Romains toujours Auguſte, & Anne Reine de la Grande Bretagne d'une part, & le louable Corps des Ligues Griſes d'autre part, ſur le libre paſſage des Troupes des Hauts Alliez: à Coire le 13. Mars 1707.*

NAchdem auf von der Röm. auch Brittanniſchen Königl. Mayeſt. ꝛc. ꝛc. zu end unterſchriebenen Ex-pacorenten, Abgeſandten/ im Namen deren Allerhöchſten Principalen an eine Löbl. Rhætiſche Republic von wegen des durch dero Landen vor Käyſerl. und hoher Allirten Trouppen verlangenden Paſſes beſchehenen Anſuchen von ſelber in fürwährendem ſchon Krieg/ ſolang die Sachen in dem Mayländiſchen zu gegenwertigem Stand ſich befinden (zwar nicht aus tragender Schuldigkeit/ gleichen dißmahlen begehrt wärt/ ſondern aus tragender hochachtung und liebe) vermög eingelauffener Mehren ſolcher Peti/ doch ander geſtalt nicht/ als nur zu dero gegenwertig- und künfftigen Sicherheit ſich anhangenden Conditionen vereinbaret und geſtanet worden; Als hat man ſich hierüber mit einem Löblichen allhier verſambleten Congreſſ vereinbahret und von Seiten wohlgemeldter Herren Abgeſandten ſich dahin verſtanden/ daß gehörte ſeine Röm. Käyſerl. auch Brittanniſche Königl Maj Maj. ꝛc. und die Herren Gen-nal. Staaten vor dieſen Landen vor ſelb alle Sorg jederzeit getragen/ auch deren Verlangen nicht iſt/ daß eine Löbl. Rhætiſche Republic/ wegen einwilligung und Geſtattung ſolchen Paſſes einiges Præjudiz oder Nachtheil zuſtehe; alſo geben zufolg ſo allergnädigſten Intention gedachte Herren Abgeſandte im Namen Allerhöchſtgemelt ihrem Principalen die Verſicherung/ daß

I.

Und allwegen Geſtattung dieſes Paſſes wider Vermuthen eines Löbl. Republic über kurtz oder lang zu wachſenden Gefahr/ feindlichen Angriff und allerhand Ungelegenheiten zuſtehen/ den Coſten und Schäden/ was Namen ſelbige haben möchten/ eine punctuelle Erſetzung und bonification erfolgen/ und ſahls ſie Republic wegen geſtattung mehrgemeldten Paſſes angegriffen/ moleſtiret oder beunruhiget würde/ ihro mit Volk und Gelt/ nach erheiſchender Nothdurfft und dero Begehren ſchleunig und ungeſaumbt all erforderliche Hilff geleiſtet/ und ſie zu keiner Zeit verlaſſen werden ſolle. Und gleichwie Seine Käyſerl. Maj. eine Löbl Rhætiſche Republic nechſtmahlen verſichern laſſen/ die mit derſelben habende Erb-verein in allen Puncten gantz genauw zu obſerviren/ als wäre

II.

Ein ſolliche auch kraffe diß nechſtmahlen zugeſagt und verſichert/ das ſelbiger künfftig gantz accurate nachgelebet auch gene neuwe Zoll/ Auflagen und Beſchwerden/ ſo ſeit etlich Jahren zu Schaden diſes Lands/ auf Saltz/ Korn/ Brandtwein und andern gelegt worden/ gehebung abgethan/ auch künfftig nicht mehr aufgelegt/ ſondern nach Innhalt gedachter Erb-Verein/ die Paß mit Korn/ Saltz und andern gegen dieſen Landen allzeit offen gehalten/ und keines wegs geſpehret; wegen denen Verbottenen Waaren aber künfftig wie bishero observiret werden ſolle. Dargegen ſollen gleichfalls Löbl drey Pündt gehaltm ſeyn/ angezogene Erb-Verein ihren mehrmahls gethanen Erklärungen zufolg in allen gantz genauw nachzuleben und ob man ſehen von Seiten Ihro Käyſerl Maj. bishero erfahren/ daß zu Nachſtand dero und hoher Allirten Allerhöchſten Interreſſe durch denen Pündtneriſchen Landen und ſelbiger Zugethanen viel in Land gebrachte Pferd denen fenden zugeführt und verkaufft worden/ alſo genauſam beurſachet geweſen und noch wärm auf den bereits wegen gethanen Verbot der Pferd-Anſuche zu halten: So will doch Ihr Käyſerl. Maj. Abgeſandter hiermit mich verbunden haben/ allergnaderthänigſt zu erbitten und auszuwürken/ daß künfftig hin in währenden dieſen Krieg denen Pündneriſchen Zugethanen zu eigener Nothdurfft und gebrauch/ gegen Verpflichtung einer ehrlichen Atteſtation von deren Obrigkeith/ welcher man anlangen ſoll/ die verlangende Pferd nicht an Ihro Käyſerl Maj und deren hohen Allirten Feinden oder anderen verdächtigen und gefährlichen Orthen zuverkauffen/ von uns Käyſerl. Abgeſandten/ oder wen Seine Käyſerl. Maj. hierzu allergnädigſt verordnen werden/ ein Paß abgegeben/ gegen welchen ſodann die in Käyſerl. und dero Erb-Landen erkauffende Pferd uns Land herein gelaſſen werden ſolten. So ſollen

III.

ANNO 1707.

III.

Die Krafft Erb-Vereinigung einer Löbl. Republic zugesagt- und zugeständige Anwart Gelter innerhalb sechs Jahren / und zwar jedes Jahr ein Sechs-theil sambt deme was in selbigem Jahr manquiret / bey dem im Monat Septembris abhaltenden Puncten tag der Anfang gemacht und die erste Fust mit einem Sechstheil bezahlt werden.

IV.

Versprechen Ihro Kayserl auch Brittannische Kön gl. Majest. Majest. ꝛc. und Ihro Hochmogenden Herren General Staaten / daß der Löbl. Nhätischen Stände in dem erfolgenden frieden nicht nur allein mit gueten Nutzen und Vortheil eingeschlossen werden / sondern auch bey den damahligen Besitzern des Hertzogthumbs Maylandes bey erfolgender Erneuerung des Mayländischen Capitulats die hohe Mediation von Engelland und Holland / die ein Löbl. Republic sich erbiethet und von dem Engellandischen Herrn Abgesandten zugesagt wurden / solcher gestalt wolten zulassen / daß Ihnen zu bessern und vortheilhafftigern Conditionen / Abzahlung der zugständigen Jahrs-Gelter und andern anforderungen verholffen / auch sonst in Erneuer-und aufrichtung einiger Pündtnuß oder Tractaten / so mit andern Ständen zu errechten / man Vorhabens seyn möchte nichts inseriret werde / so auf ein oder andere weiß Löbl. denen Pündten præjudicierlich seyn könte.

V.

Solle die Weis und Fornb deß durchmarschs der Trouppen mit Löbl. Nhätischer Republic Deputirten regulirt / guete Disciplin gehalten vor all von selben erfolgend erweißlichen Schaden eine Sicherheit in Hand gesetzt / auch die freye Nothwendige Zufuhr des Getraides und anderer Victualien von beeden Seiten über die Steig und Couer-See gestattet seyn / damit eine Löbl. Republic wegen des Durchmarsches keine Theurung noch Schaden zu empfinden habe

Uber welches alles die Allergnädigste Ratification Ihro Kayserl Maj. längstens zwischen nechstfolgenden drey oder vier Wochen / wie auch die Ehrsamben Gemeinden über solchen von mehrgemelten zwegen Herrn Abgesandten beschehenen zusagen / entlicher Schluß zu beyderseits Versicherung den 22 diß laufenden Monats Mertzen erfolgen solle Und weillen von Ihro Brittannische Königl. Maj. in so kurtzen Termin die Ratification nicht einkommen kan / als obligiret sich der Engellandische Herr Abgesandter solliche innerhalb zehen Wochen / oder sobald es müglich seyn würdet / beyzubringen: Indessen und bis dahin all obiges sowohl von Kayserl und Königl Abgesandter / als auch Wir die Häubter einer Löbl. Nhätischen Republic anstatt des allhier versambleten Congress mit unserer Unterschrifft und angebohrnen Pettschafften bestättiget und bekräfftiget haben wollen. Beschehen zu Chur den 13. Martii Anno 1707.

A. Stanian (L. S.) J. Botta Wenser (L. S.)

Johan Gaudentius von Capol Land der obern Pundts (L. S.)	Otto Schwart Præsident des Löbl. Gotshauß Bunds (L. S.)	Otto Schwarz Jünger / Land der Löbl zehen Gerichts Pundts (L.S.)

XLV.

17. Mai. *Declaratio Nullitatis quam plurium Decretorum, Ordinationum, Mandatorum, Editorum, aliorumque Gestorum in Ditione Ducis Sabaudiæ* (1) *tam ultra, quam citra Montes, Libertati, Immunitati & Jurisdictioni Ecclesiasticæ, atque authoritati Apostolicæ præjudicialium, cum illorum damnatione, revocatione, & abolitione, ac insuper cum Decreto, quod ii, qui illa perpetrarunt, eâque de causâ Ecclesiasticas censuras Sedi Apostolicæ reservatas incurrerunt, minime propterea liberi censeantur ab obligatione gesta hujusmodi etiam per se ipsos revocandi, & abolendi, vel aliàs debitam eidem Sedi, & Ecclesiæ satisfactionem realiter exhibendi, ad hoc, ut absolutionis beneficium obtinere valeant. Romæ* 17. *Maji* 1707. [Bullarium Magnum

(1) Les Démêlez avec la Cour de Turin & le S. Siége, sous *Clement XI. Innocent XIII.* & *Benoît XIII* sous lequel le Cardinal *Imi* les a terminez, ont fait trop de bruit pour ne pas exciter la curiosité des Politiques a examiner toutes les Pieces qui y ont rapport & qui sont emanées de la Cour de Rome qui a été interessée : c'est pourquoi nous nous ferons un devoir de les rapporter.

Tome VIII. p. 43. Edit. Luxemburgic. 1727.] ANNO 1507.

CLEMENS PAPA XI.

Ad futuram rei memoriam.

ALiàs cum ad fel. record. Innocentii Papæ XII: Prædecessoris nostri aures pervenisset, plura per Ministros Dilecti Filii Nobilis viri Victorii Amedei Sabaudiæ Ducis, & Pedemontii Principis; ejusque Magistratus Laicos, videlicet Delegatos super conservatione, ac reunione Regestri, & tarificatione Contractuum nuncupatos, nec non Senatus Nicien sem, & Taurinensem gesta fuisse, & attentam Sedis Apostolicæ authoritati, & Ecclesiasticæ Jurisdictioni, libertati, atque immunitati nedum contraria, sed illarum læsiva, ac prorsus destructiva, nec non Generalibus Conciliis, & Sacris Canonibus, ac Romanorum Pontificum Prædecessorum nostrorum Constitutionibus penitus adversantia: Inter alia verò eidem Innocentio Prædecessori innotuisset, quod prius, nempe die 18. Septembris 1697. præfati Delegati super conservatione, & reunione Regestri, & tarificatione Contractuum, Edictum typis mandatum publicaverant, in quo inter cætera §. 6. continebatur Præceptum Syndicis, Consiliariis, Secretariis, ac aliis regimini & gubernio Civitatum, Terrarum, & Locorum Ditionis ejusdem Victorii Amedei Ducis pro tempore præpositis injunctum sub certis inibi expressis pœnis, ne aliquod Beneplacitum, vulgò Placet: de cetero amplius concederent, ad hoc, ut quisquam clericalem Statum assumeret, vel jam minoribus Ordinibus initiatus ad Sacros Ordines promoveri posset, minusque super quantitate Patrimoniorum Sacrorum conveniret, nisi prius Officialem, Patrimonialem Generalem nuncupatum, certiorem facerent de instantiis, quas sibi, & à quibus pro dicto beneplacito, seu Placet obtinendo fieri contingeret, transmissa eidem informatione tam qualitatum, & capacitatis Personarum, quàm numeri Parochialium Ecclesiarum in Civitatibus, terris & locis prædictis existentium, atque Ecclesiasticorum celebrantium, & ad Sacros Ordines promotorum nondum celebrantium, aliorumque Clericorum, qui in illis reperirentur, nec non muneri fratrum, & sororum, & quantitatis bonorum instantium, prout etiam, an parentes haberent, & an bona per illos possessa obnoxia essent alicui hypothecæ ad favorem Communitatum, seu Universitatum, Civitatum, Terrarum, & Locorum hujusmodi, ad hoc, ut dictus Patrimonialis opportunam relationem ipsis Delegatis facere valeret, & ab ipsis decerneretur, quid expedire conveniret circa ejusdem Beneplaciti, seu Placet concessionem, ac Patrimoniorum constitutionem, juxtà Ecclesiæ indigentiam, & Concilii Tridentini dispositionem; Idem Innocentius Prædecessor Venerabili Fratri Archiepiscopo Taurinen. mandavit, ut congruam moderationem, seu declarationem præfati Edicti in partibus Ecclesiasticæ libertati, & Jurisdictioni præjudicialibus obtinere satageret; Quòd sanè spatio viginti septem mensium frustra fuit ab ipso omni studio tentatum, donec tandem die 17. mensis Decembris 1699. renovata fuit ejusdem Edicti publicatio, addita declaratione, quod in Edicto prius publicato fuerant demandatæ præfatæ diligentiæ, ad hoc, ut Patrimonialis generalis, supplendo negligentiam Officialium, Communitatum, & Universitatum, posset securiùs earum statum superioribus Ecclesiasticis repræsentare, ut pro eorum prudentiâ, atque justitiâ, præjudicio, quod illis ex nimis aucto Ecclesiasticorum numero resultasset, remedium afferre posset, ipsum coerceudo ad limites necessitatis, atque utilitatis Ecclesiarum, nec non Patrimoniorum excessum ad formam Concilii Tridentini suprà dicti reducendo; Quâ tamen declaratione insufficienti compertâ, postquam pro eâ obtinenda, quæ sufficiens fuisset, inutiliter trium mensium spatio renovatæ fuerant instantiæ, fuit tandem per Archiepiscopum prædictum die 20. Martii 1700. publicatum Edictum, quo nulla declarata fuerunt ea, quæ per Delegatos præfatos prius edita, & promulgata fuerant in iis partibus, quas idem Archiepiscopus Ecclesiasticæ libertati, & jurisdictioni adversari, & eisdem læsionem inferre posse arbitratus fuit.

§. 1. Cumque pariter ad ejusdem Innocentii Prædecessoris notitiam devenisset, quod die 12. Julii 1699. in Civitate Hypporegiensi fuerat authoritate laicali publicatum Edictum, quo Mirustris publicis præcipiebatur,

ANNO 1707. batur, ut cum omni celeritate ac diligentiâ recognoscerent omnes Personas Ecclesiasticas, Universitates, Corpora, atque Collegia, non concurrentia solutioni annui oneris *Tasso* nuncupati, pro bonis in Catastro descriptis, & ab ipsis possessis, ac similiter pias Confraternitates eadem bona detinentes, pro quibus nedum à prædicti, sed etiam aliorum onerum solutione eximebantur, ejusmodi verò recognitionem, & informationem transmitterent Delegatis generalibus super reunione ac conservatione Regestri, procedendo interim ad sequestrum super fructibus bonorum in Catastro descriptorum, absque ullâ Personarum exceptione, cum alias etiam dispositionibus, quibus læsa remanere poterat Ecclesiastica libertas, & jurisdictio. Ac præterea significatum fuisset Edicti præfati publicationem in aliis etiam Pedemontanæ Ditionis Civitatibus factam fuisse, adeoque pro veriori rei habenda informatione scriptum fuisset omnibus illius Regionis Episcopis, ut super hoc referrent, & interim defensioni, atque conservationi Ecclesiasticæ libertatis incumberent: Habitâ ex ipsorum responsis notitiâ nedum dictæ publicationis nonnullis in locis sequutæ, sed quod varii, gravesque alii abusus in præjudicium Ecclesiasticæ immunitatis, atque jurisdictionis alicubi irreperent, ultra particularia remedia juxta casuum exigentiam præscripta, generaliter à Congregatione tunc existentium S. R. E. Cardinalium immunitati Ecclesiasticæ, & controversiis jurisdictionalibus præposita, demandata fuit præfatis Episcopis publicatio contrarii Edicti, qua Ecclesiæ jura sarta & tecta servarentur, & novis, quæ in dies excrescere poterant, præjudiciis obviaretur, quod sanè per nonnullos Pedemontanæ Ditionis Episcopos, prout in mandatis habuerant, peractum fuit. Verùm ejusmodi contrariorum Edictorum publicationem, scilicet tam illam ab Archiepiscopo Taurinen. factam contra Edictum, sicut præmittitur, emanatum à Delegatis super conservatione & reunione regestri die 18. Septembris 1697. & renovatum die 17. Decembris 1699. quàm aliam expresse demandatam à memoratâ Congregatione Cardinalium, & editam à tunc existente Episcopo Hypporegiensi, ac à nonnullis aliis Episcopis contra aliud Edictum, ut præfertur, publicatum in dicta Civitate Hypporegiensi die 12. mensis Julii 1699. ægre ferentes Delegati super conservatione ac reunione Regestri ad instantiam Patrimonialis generalis die 12. Maii anno 1700. novum ediderunt Edictum, sive, ut aiunt, Rescriptum typis mandatum, & publicè affixum, in quo declararunt, esse non potuisse mentem ejusdem Archiepiscopi Edicta prius ab ipsis promulgata irritare, & quatenus voluisset, id præstare non potuisse, nullum propterea, invalidum ac irritum ipsius Archiepiscopi Edictum declarando, ac insuper præcipiendo in omnibus, & per omnia suorum Edictorum observantiam, non obstante illorum irritatione factâ per dictum Archiepiscopum, illum monendo, ne illorum executionem in posterum turbaret, sub pœnâ reductionis suorum bonorum temporalium, eodemque modo irritum declararunt aliud Edictum per aliquos ex Episcopis, sicut præmittitur, promulgatum, similiter declarando mentem eorumdem esse non potuisse contrario Edicto ipsorum Jurisdictiones turbare, & quatenus voluissent, non potuisse id peragere, neque exactionem onerum certorum, ac solvi consuetorum à possidentibus bona in Catastro descripta, atque Edictorum super hoc editorum executionem impedire; Ac propterea attentâ notorietate antiquæ possessionis eadem onera exigendi, in eâ conservandum esse Ducale Patrimonium, cum inhibitionibus opportunis, præcipiendo insuper eorumdem Laicalium Edictorum omnimodam observantiam sub pœnis quoad Laicos etiam corporalibus, & monendo Episcopos, ut abstinerent ab ulteriori perturbatione in concernentibus tam executionem Edictorum quam onerum exactionem sub pœna reductionis eorum bonorum temporalium. Non tulit profectò idem Innocentius Prædecessor insultam remanere tam gravem Ecclesiasticæ Libertatis, atque Jurisdictionis læsionem, sed approbando Decretum à præfata Congregatione Cardinalium hac in re editum die 8. Junii dicti anni 1700. ejusdem executionem Archiepiscopo Taurinen., aliisque Episcopis injunxit; Tenor autem Decreti est, ut sequitur: *Archiepiscopo Taurinensi, qui procedat, prout de Jure tam contra Delegatos, quàm Patrimonialem, & Fornerium pro publicatione Edicti emanati sub die 12. Maii, necnon contra omnes, qui executionem eidem Decreto præstiterint; communicetur Episcopis Ordo datus Archiepiscopo, & injungatur eisdem, ut in casu publicationis præfati Edicti in eorum Diœcesibus procedant, prout de jure contra Affixores, & Publicatores, & quatenus de eisdem non constaret, procedant in genere, declarando incursos in censuras omnes, qui tale Edictum promulgaverunt, vel eidem dederint executionem; & deinde procedant, prout de jure contra omnes, qui præfato Edicto in eorum Diœcesibus dederint executionem.* Cumque dictus Archiepiscopus, in executionem mandati sibi injuncti affigi jussisset Monitorium contra ipsos Delegatos, & Patrimonialem generalem, aliosque in eo expressos, & comprehensos, iisdem assignando terminum quindecim dierum ad comparendum, & dicendum causam quare declarari non deberent incursi in censuras pœnas a Sacris Canonibus, & Apostolicis Constitutionibus comminatas, propter publicationem præfati Edicti editi die 12. Maii ejusdem anni, nedum per Curiæ laicalis satellitum Præfectum, vulgò Barrinellum, Monitorium præfatum cum notorio contemptu defixum fuit, sed non expectato lapsu termini in eò assignati per eosdem Delegatos ad instantiam ipsius Patrimonialis die 3. Augusti dicti anni 17.. editum, & successivè die 5. ejusdem mensis publicatum fuit novum Edictum, in quo prævia declaratione assertæ notoriæ nullitatis, & injustitiæ Monitorii supradicti, eumdem Archiepiscopum, cum manifesto authoritatis excessu, monere ausi sunt, ut illud revocaret intra terminum duorum mensium, ac ab omni ulteriori processu abstineret sub pœnâ reductionis suorum bonorum temporalium, aliisque (ut erroneè assertum imbi fuit) de Jure, atque ultra permissis; inhibendo insuper omnibus in Monitorio comprehensis, ne coram quocumque Judice Ecclesiastico in dicta causa comparerent, sub pœnâ mortis naturalis. Ac sub eâdem datâ emanavit, atque typis mandatum, & publice affixum fuit simile Edictum Senatus Taurinen. ad instantiam Procuratoris generalis, declarans nullatenus per Edicta dictorum Delegatorum fuisse læsam libertatem ac jurisdictionem Ecclesiasticam, quinimò evidenter laicalem per Archiepiscopi, & aliorum Episcoporum Edicta fuisse violatam, ac propterea confirmans omnia per eosdem Delegatos, uti ad naturalem, & legitimam (quod non minus perperam prætensum fuit) defensionem gesta, monendo ipsum Archiepiscopum, ut pariter intra terminum duorum mensium revocaret, & à regestris sive Curiæ aboleret, & expungeret præfatum Monitorium, uti nullum, atque injustum, omnesque Actus illud concernentes, ac insuper nullam in eo comprehensis molestiam inferret, nec ulterius turbaret Jurisdictionem laicalem sub eâdem pœnâ reductionis suorum bonorum temporalium, & respectivè quoad Laicos in Monitorio comprehensos, qui coram Tribunali Ecclesiastico comparuissent, mortis naturalis.

§. 2. Grave etiam accidit eidem Innocentio Prædecessori non minus Ecclesiasticæ libertati, quàm suæ, & Sedis Apostolicæ Jurisdictioni inflictum vulnus per Senatum Nicensem, assumendo scilicet cognitionem causæ ad instantiam Cajetani Albanelli pretensi de Ecclesiâ Parochiali Loci Roccalleronis Glandevensis Diœcesis in Comitatu Nicen. sitâ, pro impedienda exactione fructuum inexactorum dictæ Ecclesiæ ad Cameram Apostolicam pertinentium, super quibus ab eodem Senatu decretum fuit sequestrum cum eorum successivâ relaxatione ad favorem ipsius Cajetani, ac ulterius turbando Jurisdictionem Nunciaturæ Apostolicæ, ad quam juxta facultates eidem à Sede prædictâ tributas ejusmodi cognitio privativè spectabat, sicuti etiam ratione præventionis, intolerabili siquidem ausu, idem Senatus temerè mittens manus in messem alienam, sub prætextu assertæ notoriæ nullitatis Sententiæ excommunicationis latæ contra præfatum Cajetanum in Tribunali ejusdem Nunciaturæ, ob recursum ab ipso factum ad Senatum in ipretum Jurisdictionis ipsius Nunciaturæ, prævià admissione appellationis interpositæ per Procuratorem Fiscalem mensæ Episcopalis Glandevensis, ac per Procuratorem Fiscalem Patrimonialem generalem, inhibuit ipsi Cajetano, ne coram alio Judice, præter Senatum, compareret sub pœna reductionis bonorum, præceptique Syndicis Universitatis dicti Loci, & cuicumque personæ, ne audirent eumdem impedire in libero exercitio Parochialis Officii, quamvis a Tribunali Nunciaturæ fuisset, ut præfertur, nominatim excommunicatus, ob idque ex Ecclesiæ præcepto vitandus, & a divinorum nedum administratione, sed etiam participatione suspensus, atque submotus. Ac insuper

ANNO 1707.

ANNO 1707. insuper idem Senatus contra Procuratorem Cameræ Apoſtolicæ, licet notoriè exemptum, procedere auſus fuit, ipſum citando ad comparendum cum ſubſequuta reductione bonorum tam Joſephi Aude Advocati Cameræ prædicti, quam Canonici cognominati Torrini tunc Subcollectoris Apoſtolici, in odium actuum ab ipſis geſtorum, ut proprio muneri ſatisfacerent. Dum verò opportunæ reparitioni per tunc exiſtentem Epiſcopum Nicienſem, in executionem Decreti memoratæ Congregationis Cardinalium opera dabatur; nova emerſit attentati ſpecies; Nam Ven. Frater Archiepiſcopus Ebredunenſis, tanquam Metropolitanus ex abrupto, nullâque judiciariâ formâ ſervatâ, ſibique omninò incompetentem authoritatem cognoſcendi de Juribus S. Sedis, & de geſtis per illius Nuncium, absque dubio Superiorem ſuum, aſſumendo, & quod magis intolerabile eſt, ſeſe ſupra ipſum extollendo, ad petitionem præfati Cajetani, licèt ante rejectam, & ad quos de jure à tunc exiſtente Epiſcopo Glandevenſi ſuo ordinario, apud quem ille priùs inſtiterat, remiſſam temerè declaravit nunquam in Diœceſi Glandeven. ſpoliorum Jus uſu fuiſſe receptum, eidem Cajetano, aliisque omnibus Eccleſiaſticis ſuæ Metropolitanæ Juriſdictioni ſubjectis propterea inhibendo, ne dictum Jus ſpoliorum directè vel indirectè unquam recognoſcerent; præterea nullam eſſe pronunciavit Sententiam excommunicationis contra dictum Cajetanum latam a Tribunali Nunciaturæ, abſolutionem eidem ad cautelam tribuendo; licituraque in dicta Provincia recurſum ad Senatum in materiâ ſpoliorum, ut ſemper uſitatum, aſſeruit. Cujus ſanè ordinationis, tanquam notoriâ nullitate ob defectum Juriſdictionis in materiâ, de qua agebatur, infectæ, nec minus Eccleſiaſticæ immunitati adverſantis, quam jurium hujus Sanctæ Sedis manifeſtè læſivæ demandata fuit caſſatio, revocatio & annullatio tunc exiſtentibus tam Nuncio Taurinen., quàm Prolegato Avenionen., prout ambo illam cum omnibus inde ſecutis caſſarunt, revocarunt, & annullarunt; ſed cùm dictus Prolegatus affigi juſſiſſet valvis Eccleſiæ dicti Loci Rocalteronis declarationem deſuper ab eo editam, fuit carceribus mancipatus Curſor ad id peragendum transmiſſus, & in illis plurium menſium ſpatio detentus, quousque fugâ ſibi conſuluit. Similiter nec potuit prædictus Epiſcopus Nicien. exequi mandata dictæ Congregationis Cardinalium procedendi, prout de Jure, contra Senatum, non repertis ob illius perhorreſcentiam Miniſtris, vel Officialibus, qui eidem parere voluerint, ut ipſe eidem Congregationi reſcripſit.

§. 3. Nec minus temerarium exitit, quod ab eodem Nicienſi Senatu attentatum fuit occaſione prætenſionis, quod Subditi Ditioni temporali Comitatus Nicienſis, Ventimilien. Diœceſis, vigore aſſertorum privilegiorum, trahi non poſſent extra temporale Dominium ejuſdem Comitatus pro cognitione Cauſarum in prima inſtantia coram Epiſcopo peragenda. Ad hanc ſiquidem prætenſionem confovendam, immemor idem Senatus, quod non licet laicali potestati in concernentia cauſarum ſpiritualium cognitionem ſeſe ingerere, ac multò minus Judici Eccleſiaſtico circa propriæ Juriſdictionis exercitium legem imponere, loco recurrendi, ut aliàs peractum fuerat, ad Sedem Apoſtolicam prædictam, ad quam unicè eorundem aſſertorum privilegiorum declaratio ſpectabat, publico Edicto die 26. Novembris 1697. edito, venire omnibus Subditis ne pro ullâ cauſâ comparerent in Tribunali Epiſcopi Ventimilien. ſub pœnâ privationis gratiæ Principis, eundemque Epiſcopum monuit, ut intra terminum viginti dierum deputaret Vicarium in parte ſuæ Diœceſis ſubditâ in temporalibus Ditioni Nicienſi, cum facultate decidendi omnes cauſas, tam contentioſas, quam gratioſas, ſub pœnâ reductionis Bonorum à Menſa Epiſcopali poſſeſſorum, quorum fruitione deinde dictus Epiſcopus ob non factam petitam deputationem fuit per abuſum poteſtatis laicalis violenter privatus: Præterea eodem anno 1697. Idem Senatus Nicienſis mandavit tunc exiſtenti Vicario foraneo Loci Soſpelli, ut cognoſceret, omnes cauſas, & illas pro quibus ei defeciſſet authoritas, conceſſis teſtimonialibus, ad tunc pariter exiſtentem Nuncium Taurinenſem remitteret; Quocirca dictus Epiſcopus, poſtquam ſpatio trium annorum plures, & ſanè ferventiſſimas inſtantias, quamvis inutiliter, fecerat pro reintegratione ſuæ Menſæ, ſui tandem muneris partes eſſe cenſuit, parendo etiam Mandatis memoratæ Congregationis Cardinalium, quosdam Miniſtros laicos cenſuris innodatos declarare; ipſe vero Senatus Nicienſis in eam prorupit audaciam, ut ad Arcam Domini non quidem erigendam, ſuſtinendamque, quod adhuc ſeverâ, ingentique adeò ultione fuiſſe à Deo punitum in ſacris pagiis legimus, ſed ad illam deturbandam, proſternendamque ſacrilegas manus extollere non erubuerit, ac inaudito forſan hactenus auſu, Sanctiſſima Eccleſiæ Inſtituta, atque præcepta intervertere tentaverit; Cum enim non minus provide, quam ſalubriter Eccleſia jubeat Excommunicatos, velut igne, & aqua interdictos, & tanquam putrida membra Canonicæ ſeveritatis mucrone abſciſſa, ne totum corpus inficiant, ab omnibus Chriſti Fidelibus eſſe vitandos, ipſe Senatus publico, typisque tradito Edicto laicali Juriſdictioni ſubditis, mortis naturalis pœnâ contravenientibus impoſitâ, præcepit, ut cum illis commercium haberent; Ac cum pariter Eccleſiæ præcepto ſtatutum ſit, ut cenſuris irretiti à communione Fidelium, ac divinorum participatione arceantur, peculiari etiam impoſitâ pœnâ iis, qui illos ad ſpirituale conſortium admitterent, Senatus itidem præſatus, quem hac in re obſequendi potius manebat neceſſitas, quam authoritas imperandi, ſolemniter edixit, atque omnes Eccleſiaſticos monuit, ut eosdem Excommunicatos ad communionem in Divinis reciperent, & Sacramentorum participes redderent, cum comminatione gravium pœnarum in caſu contraventionis. Licet autem Edictum hujusmodi in hac dumaxat poſteriori parte, ſeu clauſula Eccleſiaſticos, ut præfertur, tangente, ex ſpeciali juſſu ſupradicti Victoris Amedei Ducis revocatum fuerit, nihilominus eum in aliis omnibus ejus partibus expreſſe præſervatum, adeòque confirmatum fuerit, nova potius per inſufficientem, ac imperfectam ejusmodi revocationem Eccleſiæ lacſio illa fuit, quàm prior reparata.

ANNO 1707.

§. 4. Hæc ſanè omnia, quæ dum in Humanis ageret memoratus Innocentius Prædeceſſor, conugerunt, ac Nobis, qui dum Cardinalatus honore fungebamur, Congregationibus, in quibus de rebus hiſce actum fuit, pluries interfuimus, apprimè innotuerant, una cum aliis præſentium temporum factò prævifis calamitatibus, mentis noſtræ oculis obſervata effecerunt, ut Nos ad ſupremi Apoſtolatus apicem, non minus inviti, quam immerentes vocati, totâ animi contentione graviſſimum hoc onus ſubire detrectaverimus; Verùm quia obſequi tandem debuimus divinæ vocis imperio, primas profectò paſtoralis ſolicitudinis noſtræ partes eſſe duximus lapideni omnem movere, ut Eccleſiaſticæ libertatis violatores ad cor redirent, & recogitantes flagella, quibus divina ultio ejusmodi criminum reos percutere conſuevit, debitam Eccleſiæ ſatisfactionem exhiberent; Dum hæc tamen, omnibus adhibitis Apoſtolicæ longanimitatis, & paternæ benevolentiæ mediis agebamus, non ſine maximo animi noſtri mœrore accepimus, a præfato Senatu Nicienſi, mala malis accumulando, per ſuum Decretum die 19 Januarii 1701. editum, admiſſam fuiſſe appellationem pro parte Procuratoris Fiſcalis generalis Ducalis interpoſitam a Decretis Curiæ Legationis Avenionen., & Tribunalis Nunciaturæ Taurinenſis ſuper circumſcriptione, & caſſatione Sententiæ irregularis, ac totaliter incompetentis latæ per Curiam Archiepiſcopalem Ebredunenſem die 7. Maii 1700. in cauſa ſuperius relatâ dicti Cajetani Albanelli; Quo ſane Decreto typis impreſſo dictus Senatus eò temeritatis proceſſit, ut declarationi tam Legationis, quàm Nunciaturæ præfatarum, tanquam nullas, & abuſivas pronunciare, atque damnare non erubuerit. Novis hiſce injuriis laceſſiti patienter adhuc ſuſtinuimus; Quinimò cum poſt elapſos quam plures termınos a Nobis aſſignatos ad præfandas neceſſarias, & fruſtra diù expectatas reparationes, Nobis exhibita fuiſſet inſtantia pro parte tunc exiſtentis pro eodem Victorio Amedeo Duce apud Nos, & Sedem prædictam Reſidentis, ut aliquem ex Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinalibus deputaremus, cum quo de his rebus agere poſſet, quamvis omnia jam diu in dicta Congregatione Cardinalium mature diſcuſſa, & Nobis quoque plerumque intervenientibus, & ſuffragantibus, ſupra relatæ reſolutiones captæ, & partim etiam executioni demandatæ fuiſſent, eodem Innocentio Prædeceſſore ne dum approbante, ſed jubente; Adhuc tamen, ut vere poſſemus dicere, quid ultra potui facere, & non feci? Dilecto Filio Noſtro Sperello Titulo Sancti Joannis ante Portam Latinam ejusdem S. R. E. Presbytero Cardinali Sperello nuncupato commiſimus, ut ea, quæ per dictum Reſidentem, ejusque Defenſores deducerentur, audiret, &

ANNO 1707. & Nobis referret. Verum post aliquos inter eosdem Spretelium Cardinalem, & Residentem hac in re habitos congressus contigit, ut dictus Residens re infecta ab hac Urbe discesserit. Nova interim in dies in præfati Victorii Amedei Ducis Ditionibus Ecclesiæ vulnera infligi acerbiori semper doloris sensu intelleximus! Orta scilicet jampridem, nempe anno 1698. controversia inter Mensam, & Curiam Episcopalem Augustanam Provinciæ Tharantasien. ex una, ac Canonicos Regulares Sancti Ægidii loci de Verresio ex altera partibus, super Jure conferendi nonnullas Parochiales Ecclesias, introductoque Judicio in Tribunali Nunciaturæ suprædictæ, utrâque Parte consentiente, ac jura sua in eodem deducente, post aliquot variatione duarum ex dictis Ecclesiis Procurator Fiscalis dictæ Curiæ Episcopalis Augustanæ causam deferre studuit ad Sabaudiæ Senatum, eidem exponendo, quod licet Episcopus reperiretur in possessione dictas Ecclesias conferendi, fuerint tamen eidem per præfatos Canonicos Regulares illatæ molestiæ, cum diffamatione citationis cum inhibitione; ejusque executione; & quia per Tribunal Nunciaturæ dictis Canonicis Regularibus decreta fuerat manutentio, dicta Promotor Fiscalis ad eumdem Senatum appellaverat, a quo citationem nedum contra ipsos, sed etiam contra Judicem Ecclesiasticum obtinuit; Ac tandem comparere coactis iisdem Canonicis Regularibus coram dicto Senatu, prodiit Sententia, per quam revocata fuit præcedens; tanquam (ut male prætendebat fuit) nulliter; & abusive per Tribunal Nunciaturæ lata; simulque omnibus Ecclesiasticis, & aliis prohibitum fuit sub pœnâ multarium, ac sexcentum mille auri, aliisque, ne ad dictum Tribunal causas deferrent; Et hæc quidem Sententia in Civitate Augustana ad sonum tubæ publicata fuit die 10. Maii anni 1701. Gravia profecto fuerunt hæc; & mucronc Canonicæ severitatis resecanda: Unde contra ea clamare non cessavimus, ita Domino Nos per Prophetam admonente, ac Apostolici muneris debito exigente, ne veluti canes muti non valentes latrare, ac lupos gregem Dominicum devastantes arcere negligentes corriperemur, & spiritualis interitus ovium Nobis a Domino commissarum rei evaderemur. Verum præfati Senatus, aliique laicæ Jurisdictionis Ministri, atque Officiales, veluti aspides surdi, & aures suas obturantes, ne vocem venefici incantantis sapienter audirent, adhuc in sua malitiâ perseverantes, & obdurati, nec paternis exhortationibus nostris, nec minis flecti potuerunt, ut animarum suarum saluti consulerent, & Ecclesiæ, quam toties & tam graviter læserant, satisfacerent; Quin potius hæc inter novum alium Ecclesiasticæ libertatis & Sedis Apostolicæ authoritati vulnus inflictum fuit, dum ex abrupto, quacumque ejusdem Sedis reverentiâ postpositâ, Dilectus Filius Alexander Codebo jam pridem Auditor Nunciaturæ præfatæ, tuncque illam in Civitate Taurinensi nomine nostro administrans, ab omnibus ipsius Victorii Amedei Ducis eo tempore a dicta Civitate absentis, Dominius, in manifestum tam Clericalis Ordinis, quam Muneris, quod de mandato nostro exercebat, contemptum dimissus fuit, assignato eidem brevi duorum dierum termino pro discessu a Civitate prædictâ; & quatuor ab universa dicti Victorii Amedei Ducis Ditione, ne quidem illi permissâ facultate Nos de hoc sibi injuncto discedendi præcepto per Curiorem citatis equis transmittendum certiores reddendi, nostrumque desuper responsum expectandi, ita ut in locum Titulariatum nuncupatum, huic Sanctæ Sedi etiam in temporalibus subjectum se reciperet coactus fuerit.

§. 5. His omnibus maturâ deliberatione perpensis, & implorato prius divino præsidio, die 7. Februarii 1702. super præmissis omnibus dictæ Congregationis Cardinalium, qui rem totam diligenter, ac mature coram Nobis discusserunt, vota exquisivimus, iisque auditis, novum aliud paternæ nostræ longanimitatis, experimentum facere decrevimus; ac proinde nostras in formâ Brevis expeditas Litteras supradicto Victorio Amedeo Duci conscripsimus, in quibus acerbissimum cordis nostri dolorem ob ea, quæ ab illius Ministratibus adversus Ecclesiasticam libertatem, Dei ordinatione, & canonicis sanctionibus constitutam, debitamque huic Sanctæ Sedi observantiam attentata fuerunt, fuse explicavimus, eumque propterea admonuimus, rogavimus, atque obtestavimus, ut per egregiam, & ad magna quæque, ac præclara propensam, quam fortitus fuerat, animi indolem, per ubertatem erga ipsum, ejusque Domum divinæ beneficentiæ fontem, per veterem denique, & constantem nostram in ipsum voluntatem, auferret tandem malum de Domo Israël, omnique morâ postposita quæ injuste acta fuerant, celeri, & magnanimi retractatione revocaret, Ecclesiæ pristinum dignitatem, & læsa Jura restitueret, Nosque ipsos a tam gravi, qua angebamur, solicitudine liberaret. Neque enim aliis tot, tantaque mala, quibus Ecclesiæ auctoritas lædebatur, Sacrorum Canonum norma contemnebatur, & ipsa Beati Petri Sedes injuria afficiebatur, traditæque a Domino claves impetebantur, diutius, absque animæ nostræ periculo, divinæque indignationis incursu dissimulare valebamus. Porro has ipsas Litteras tunc in humanis agenti bo. me. Carolo, dum vixit, S. R. E. Cardinali Barberino nuncupato, quem eidem Victorio Amedeo Duci ob præclaras, & nunquam satis laudatas ejus animi dotes summopere acceptum esse noveramus, consignavimus, ut illas ipsi Victorio Amedeo Duci, quam celerius fieri poterat, transmitti, simulque rem totam ad ipsum sincere deferri curaret, non dubitantes, quin ea diligenter perspecta, ex ipsâ, qua præstat, animi Magnitudine omnia perperam gesta prolixius emendaret; Verum non modo concepta hac spe frustrari Nos vidimus, sed alia, & quidem non minus gravia præfatæ Sedis jurisdictioni, & libertati Ecclesiasticæ in illis partibus præjudicia indies inferri percepimus.

§. 6. Etenim die tertiâ Maji 1702. nomine ipsius Victorii Amedei Ducis publicatum fuit Edictum in executionem, ac interpretationem, sive ampliationem, ut in eo asserebatur, alterius Edicti ab ejus Triumvirali anno 1563., cujus tamen longæva adeo inobservantia satis illud viribus carere monstraverat; in quo quidem nupero Edicto plura continebantur circa successionem Personarum, & Communitatum Regularium & circa dotes Monialium, Ecclesiasticæ Jurisdictionis usurpationem manifeste præ se ferentia, ejusdemque libertatis summopere læsiva: declarando scilicet omnes Religiosos utriusque sexus cujusvis Ordinis in Regionibus Ultramontanis ipsius Victorii Amedei Ducis temporali Domino subjectis degentes, etiam Societatis JESU atque Ordinis Militaris S. Joannis Hierosolymitani, post emissam professionem sive expressam, sive tacitam, per vota solemnia, vel simplicia, civiliter mortuos, & incapaces testandi, ac de propriis bonis disponendi, tam inter vivos, quam per ultimam voluntatem, ac generaliter quoque incapaces omnium effectuum, ac actuum Civilium, & ullas recipiendi, aut colligendi Successiones tam præteritas, quam futuras, sive ex Testamento, sive ab intestato, eidem propterea deferendo proximioribus Consanguineis Jure ordinario succedendo; quodque per professionem votorum solemnium, vel simplicium expressam, aut tacitam, purificatæ censerentur omnes subinstitutiones, perinde ac si Religiosi præfati naturaliter defuncti fuissent, relictâ solum ipsis facultate recipiendi annuam pensionem vitalitiam convenientem, titulo sumptus, & alimentorum, sicut Senatus æquum judicasset; ac insuper earumdem successionum incapaces declarando dictum Ordinem, & Religionem Sancti Joannis, Hierosolymitani, & omnes alios Ordines, & Religiosas Communitates, Societates, Conventus Ecclesiasticos, Regulares, & Seculares, & Militares, sicut etiam Collegia Cathedralium, Collegiatarum, & alias omnes Societates Ecclesiasticas, Regulares, & Seculares per dispositiones titulo universali, per Testamentum, Codicillos, aut donationem causâ mortis, & etiam per donationem inter vivos, & titulo particularis Legati, præter unam sextam partem supellectilium dictorum Donantium, aut Testatorum, etiam ex causa ingressus in dictas Religiones, Monasteria, Societates, & Conventus, exceptis Hospitalibus, & Ordine Militari Sanctorum Mauritii, & Lazari. Præterea in eodem Edicto additum fuit, quod Religiosi utriusque sexûs, qui per sex annos habitum regularem cujuscumque Ordinis detulissent, numerando sexennium a die suscepti habitus regularis hujusmodi quoad eos, qui illum post expletum decimum sextum suæ ætatis annum susceperunt: quoad alios verò qui illum ante dictam ætatem susceperunt, a fine dicti decimi sexti anni, etiamsi nullum fecissent votum, vel nutum vota simplicia, censerentur mortui civiliter, & privati omni juri Civili, tam pro casibus præteritis, quam futuris, ipsos quoque privatos declarando facultate possidendi propria sua bona, quovis tandem prætextu deposuissent, vel deponerent habitum regularem in futurum, quibus tamen adjudicari posset

ANNO 1702.

ANNO 1707. à Senatu aliqua proviſio alimentaris de bonis Parentum, vel Religionis, à quâ egreſſi fuiſſent, prout dictus Senatus æquum judicaſſet, facultatem reclamandi ad ſexennium, ut ſupra, computandum, citatis intereſſe habentibus, reſtringendo: ita quod, non obtentâ ultimis duobus annis declaratione nullitatis, reclamationes amplius non attenderentur; Circa verò receptiones Religioſorum utriuſque pariter ſexus, in eodem Edicto diſpoſitum, & declaratum fuit, quod Domus, Conventus, Societates, aut Monaſteria, cùm reciperent aliquos Religioſos, tùm poſſent acceptare quovis prætextu ſumptuum, ingreſſus in Religionem, Novitiatus, Supellectilium, Veſtium, Fundationum, & aliorum, niſi mille florenos illarum partium; liberum tamen eſſet dictis Religioſis ſibi reſervare ex eorum bonis penſionem quinquaginta florenorum ſimilium, quæ penſio extendi poſſet ad ſummam ducentorum florenorum, ratione ſtudiorum tantùm, & hoc per decennium a die profeſſionis. Et quoad Religioſas, & Moniales, Monaſteria, in quæ ingreſſæ fuiſſent, acceptare nihil poſſent quovis prætextu ſumptuum, ingreſſus in Religionem, Novitiatus, Dotis, Supellectilium, Veſtium, Fundationum, aut aliorum, niſi ſummam pro qualitate locorum in præfato Edicto taxatam, impoſitâ contravenientibus certâ pœnâ pauperibus applicandâ, ex bonis temporalibus Monaſteriorum, & Regularium Communitatum ſumendâ. Poſtremò in eodem Edicto ſancitum fuit, quod hæc omnia effectum haberent retroactivum quoad ſucceſſiones, aliaſque res delatas præfatis Communitatibus, quæ, ut præfertur, incapaces declaratæ fuerant quidquam conſequendi, quod illis fuiſſet delatum per Actus ultimæ voluntatis, exceptis tamen rebus, quæ eiſdem Communitatibus per Sententiam jam fuiſſent adjudicatæ, & hoc quidem Edictum verificatum, atque, ut dicitur, per Senatum Sabaudiæ interinatum fuit die 17. Aprilis 1703. inhærendo præcepto deſuper in ejus calce ſpecialiter inſerto, licèt quoad clauſulam retroactivam, & bona a Communitatibus ſupradictis pacifice poſſeſſa, fuerit ab eodem Senatu modificatum. Porrò ambigi nequit, quin omnia in illo diſpoſita manifeſtam Eccleſiaſticæ poteſtatis, & authoritatis uſurpationem, ejusdemque libertatis violationem præferant, nullatenus tolerabilem. Quamvis verò incertus ad Nos pervenerit rumor ſuſpenſam ſubinde fuiſſe præfati Edicti executionem, nihilominus, præterquam quod nullum hactenus ſuſpenſionis hujusmodi certum accepimus documentum, nemo non intelligit ſolam ſuſpenſionem minimè ſufficientem fuiſſe ad præmiſſam graviſſimam læſionem tollendam.

§. 7. Præterea cùm ad retundendas graves, & frequentes moleſtias, quas Ducales Miniſtri Subditis, & Feudatariis hujus Sanctæ Sedis Locorum Montaneæ, Ciſternæ, & Cottanſiæ non ſine manifeſto directi & ſupremi Domnii ad Nos, & ad eamdem Sedem in prædictis Locis unicè, & privativè ſpectantis, pridem intulerant, novaſque, quas illis inferre præfati Miniſtri minabantur, intuitu Dilecto Filio Commiſſario Generali Cameræ Noſtræ Apoſtolicæ, per Dilectum Filium Noſtrum Joannem Baptiſtam S. R. E. Cardinalem Spinulam nuncupatum, ejusdem S. R. E. Camerarium, die 8. Auguſti 1702. expeditum atque tranſmiſſum, & eorum Feudorum Syndicis præſentatum, nec non Feudatariis eo, quo licuit, modo intimatum fuiſſet Monitorium; quo diſtrictè prohibebatur, ne alium ſupremum Dominum, præter Sedem Apoſtolicam, & Romanam Eccleſiam recognoſcere auderent, fuit ad ſimilem Parrimonialis Ducalis requiſitionem menſe Septembris 1702. per Cameram, quam vocant Computorum aliud publicatum, & reſpective intimatum Edictum, ſeu Decretum, quo, prævia declaratione nullitatis, & invaliditatis ejusdem Monitorii, tam ipſis Feudatariis, qui eatenùs Sedem, ejuſque ſupremam authoritatem conſtanter recognoverant, ipſis etiam Sabaudiæ Ducibus id approbantibus, quam Syndicis Univerſitatum, atque Vaſſallis ſub graviſſimis pœnis præcipiebatur, quod de cætero ſupremam tantùm ipſius Victorii Amedei Ducis Authoritatem recognoſcerent; Ad hujus verò Edicti publicationem præfatarum Univerſitatum Syndicos vi, metuque Ducales Miniſtri compellere tentarunt, omnibuſque renuentibus nonnulli in Civitate Aſtenſi deprehenſi, cæteribus municipati, alii verò, qui ad illam accedere recuſarunt, militaribus copiis a dictis Feudis violenter extracti; ſimiliter detenti fuerunt, morte etiam ſclopo illata alteri ex ipſis, qui fuga ſibi conſulere ſtuduerat.

5. & Nec minor apparuit alia Senatus Taurinenſis audacia; cùm enim Venerabilis Prater Epiſcopus Aquenſis a Divinis ſuſpendiſſet Parochum Loci Mombaldoni, ejus Diœceſi ſubjecti, quamvis ſu in Ditione temporali ejuſdem Victorii Amedei Ducis, pro coercenda illius inobedientiâ, ex quo comparere contumaciter recuſaverat, licet pluries vocatus ad ſe expurgandum de gravibus delictis, de quibus fuerat delatus, & ſignanter, quod in manifeſtum, ac deteſtabilem contemptum Clavium, ac Divinorum participationem admiſiſſet Comitem Franciſcum, Dominicum, & Michaelem ſuos Fratres, per publicarum ſchedularum affixionem, ſequutam die quinta Februarii 1701. tanquam excommunicatione irretitos denuntiatos, ipſiſque præſentibus, & aſſiſtentibus celebraſſet, habito ad memoratum Senatum recurſu per Procuratorem Fiſcalem laicalem, promulgatum fuit Edictum ab eodem Senatu die ſecunda Decembris 1701., quo præfatum Epiſcopum monuit, ſub pœna reductionis bonorum temporalium, ne ipſum Parochum extra Ditionem Ducalem evocaret, ſed in illa Vicarium deputaret, eidem Parocho inhibendo, ne alibi compareret, ſub ſimili pœna reductionis bonorum temporalium, ſuper cujus Edicti affixione in Palatio Prætorio ſequutâ, ſumptis contra ipſum Parochum per Curiam Epiſcopalem informationibus, eoque in contumacia perſeverante, atque in Divinis miniſtrante, necnon in Parochialis Officii exercitio, ſe ſe immiſcente, die 22. dicti menſis Decembris idem Parochus, declaratus fuit irregularis, ac ſubinde in executionem Mandatorum dictæ Congregationis Cardinalium, die 24. ejusdem menſis Decembris expeditorum ad compeſcendam ejus protervam, & conſulendum ſpirituali bono animarum ipſi commiſſarum, die 24. Januarii ſubſequentis tam ipſius Parochialis, quàm aliarum ruralium Eccleſiarum valvis affixum fuit Edictum, quo ipſe omnibus nunciabatur a Divinis ſuſpenſus, & irregularis, ac ad omnem Eccleſiaſticam functionem peragendam inhabilis, interdictâ ei Sacramentorum adminiſtratione, ac reſpective receptione. Quâ tamen ſuſpenſionis & irregularitatis publica denunciatione contemptâ, præfatus Parochus celebrare continuavit, omnemque lapidem apud dictum Senatum movit, ut impediretur Sacerdoti, ſupplendis ejus vicibus deputato, Parochialis muneris exercitium; Quocirca novum ab eodem Senatu expeditum fuit Edictum die 27. Aprilis 1702. ad ſimilem inſtantiam Procuratoris Fiſcalis, quo Epiſcopus, ſub pœna reductionis bonorum temporalium, iterum monebatur, ut revocaret proviſiones contra dictum Parochum capras; & Vicarium in ditione Ducali pro exercenda Juriſdictione deputaret, eidemque Parocho prohibebatur, ne alibi perſonaliter, vel per Procuratorem compareret. Unde dictus Paroclus, Edicti hujusmodi authoritate fretus, magis indies contumax, & ordinariæ ac delegatæ authoritatis contemptor evaſit, dum animo prorſus obdurato, iterum ſuſpenſus, & irregularis declaratus, reſpondere, & comparere detrectavit. ANNO 1707.

§. 9. Ad hæc idem Senatus Taurinenſis in aliam prorupit temeritatem, nam die 10. Octobris 1702. ad inſtantiam Procuratoris Generalis Ducalis Juriſdictionis, per Decretum typis impreſſum inhibuit omnibus Fratribus Familiæ, ſeu Conventus Ordinis Minorum Sancti Franciſci, Conventualium nuncupatorum, ne executionem darent cuidam ſententiæ de Mandato Congregationis Venerabilium Fratrum Noſtrorum S. R. E. Cardinalium, negotiis, & conſultationibus Epiſcoporum, & Regularium præpoſitæ die 15. Julii 1702. contra Carolum Auguſtinum Malletum Fratrem expreſſè profeſſum dicti Ordinis, latæ, qua ipſe declaratus fuerat excommunicatus, omnibuſque gradibus, & officiis ſui Ordinis privatus, ob damnabilem recurſum habitum ad laicalem poteſtatem, ad effectum impediendi receſſum Cuſtodum Conventuum ejusdem Ordinis in Ditione ipſius Victorii Amedei Ducis exiſtentium, ad Provinciale Capitulum, quod in Civitate Alexandrinâ Provinciæ Mediolanen. celebrari debebat, Mandatum ab eadem laicali poteſtate impetrando, quo illis ſub pœnâ Ducalis indignationis præcipiebatur, ne ab eâdem Ditione recederent, illudque Cuſtodibus ipſis intimando, qui omnes ei paruerunt; Dictam porrò ſententiam, quamvis Sacrorum Canonum, & Conſtitutionum Apoſtolicarum, ac præcipuè Literarum quotannis in die Cœnæ Domini legi ſolitarum diſpoſitioni conformem, adhuc tamen memoratus Procurator Generalis Ducalis Juriſdictionis, in

ANNO 1707. in recursu ad dictum Senatum habito, evidenter, & intolerabiliter injustam asserere non erubuit, ipseque Senatus, ejusdem instantiæ annuendo, præfatæ Sententiæ publicationem, & executionem, ac ne quidquam in præjudicium dicti Caroli Augustini innovaretur, quousque habitus fuisset recursus, ad quem de jure competeret, sub eadem Ducalis indignationis pœnâ districtè prohibuit; Unde idem Carolus Augustinus, præmissorum colore fretus, spretâ excommunicatione, qua per dictam Sententiam fuerat innodatus, in Divinis ministrare ausus fuit, & ob id irregularis evasit.

§. 10. Inter hæc ad Nostrum pervenit auditum, aliud à Senatu Nicienſi Ecclesiasticæ auctoritati illatum præjudicium: cum enim supradictus Episcopus Nicienſis, auctoritate prius ordinariâ, & deinde sibi delegatâ à Congregatione Venerabilium Fratrum Nostrorum S. R. E. Cardinalium Concilii Tridentini Interpretum, inhibuisset eundem Antonino Arnaud Fratri, expressè professo Ordinis Prædicatorum, Officiali deputato ab Archiepiscopo Ebredunensi, pro exercenda jurisdictione Metropolitica prius in loco nuncupato Barcinona, seu Barcionenta, in ejus Diœcesi sito, & in temporalibus subdito Gubernio Nicienſi, exercere consueta, ac deinde transfato illius exercitio in ipsam Civitatem Nicienſem, ne in eam sese ingereret, cum id manifestè tenderet in turbationem, atque immutationem ordinariæ Jurisdictionis ipsius Episcopi, & Sacrorum Canonum sanctioni adversaretur, ut eadem Congregatio declaravit, habito recursu per eumdem Antoninum ad Senatum prædictum, ipse die 14. Decembris 1701. motuit præfatum Nicienſem Episcopum, ne sui Officii exercitium ipsi Antonino impediret, sub prætextu publici populorum beneficii, cum commination pœnæ reductionis ejus bonorum temporalium, eamdemque monitionem, & inhibitionem renovavit die 26. Januarii 1702. ad instantiam Procuratoris Fiscalis Laicalis, etiam post acceptum notitiam Decreti præfatæ Congregationis, Officii hujusmodi exercitium improbantis, additâ ulteriùs sub eadem pœnâ, nec non ducalis indignationis, prohibitione cuilibet Personæ, etiam Ecclesiasticæ, ullam citationem exequendi, vel intimandi Sententiam, aut ordinationem cujuscumque Tribunalis extra Statum sibi, prout de facto impedita fuit intimatio memorati Decreti, cum citatione per Episcopum præfatum transmissâ, malè sollicet priùs habito, & postea etiam detento quodam Clerico, pro eâdem præsentandâ, adhibito.

ANNO 1707.

§. 11. Cùm autem præmissa omnia, nimium sanè per Nos hucusque tolerata, libertatem, immunitatem, ac jurisdictionem Ecclesiasticam manifestè læserint, & violaverint, ac lædant, & violent, nec non Nostris, ac Sedis Apostolicæ juribus, atque authoritati maximum, & gravissimum intulerint, atque adhuc inferant damnum; quinimò in ipsorum Senatuum, Magistratuum, Judicum, Officialium, aliorumque tam mandantium, quàm consulentium, exequentium, illisque favorem & auxilium quoquo modo præstantium, aut approbantium, & cum possint, non impedientium, nec corrigentium perniciem, ac præterea in scandalum plurimorum tendant, animasque pretioso Salvatoris, & Domini Nostri Jesu Christi sanguine redemptas in gravissima pericula conjecerint, & deplorandis malis involvere pergant; Cumque adhuc Senatus, Magistratus, Judices, Officiales, aliique prædicti, eisque adhærentes, & ab ipsis gesta approbantes post plures, ac toties repetitas nostras paternas monitiones à pluribus annis factas & diligentias, atque instantias adhibitas pro gestorum hujusmodi retractatione ab eis obtinendâ, adhuc id minimè præstiterint, nec Ministro Apostolico, locali authoritate à Ditione memorati Victorii Amedei Ducis, sicut præmittitur, expulso, adhuc fuerint revocata, ac sublata impedimenta, ad hoc ut possit ad suam residentiam suique muneris exercitium liberè redire. Hinc est quod Nos, qui Jurium Ecclesiasticorum Assertores in Terris à Domino constituti sumus, omnium Christi Fideles curam, & solicitudinem superna dispositione gerimus, ac proinde tam graves sodalis potestatis abusus diutiùs dissimulare non possumus, libertatem, immunitatem, & jurisdictionem Ecclesiasticam sartam, tectamque, atque illibatam tueri, & conservare, nec non animarum periculis, quantùm Nobis ex alto conceditur, occurrere cupientes, ac omnium, & singulorum, quæ in præmissis, seu eorum occasione quovis modo acta, & gesta fuerunt, rerum, causas, & circumstantias, etiam aggravantes, nec non Senatuum, Magistratuum, Judicum, Officialium, aliorumque præfatorum Qualitates, Dignitates, Nomina, & Cognomina, aliasve quæcumque, etiam specificam, & individuam mentionem, & expressionem requirentia, præsentibus pro plenè & sufficienter expressis, & exactè specificatis habentes; Motu proprio, ac ex certâ scientiâ, ac maturâ deliberatione Nostris, deque Apostolicæ potestatis plenitudine, præfata omnia, & singula Decreta, Ordinationes, Mandata, & Edicta, ac alia quælibet à Senatibus, Magistratibus, Judicibus, & Officialibus supradictis, aliisve quibusvis Personis, etiam specificâ, & individuâ mentione dignis, in præmissis, seu eorum occasione in præjudicium libertatis, Immunitatis, & jurisdictionis Ecclesiasticæ, atque authoritatis Apostolicæ respectivè quovis modo emanata, edita, acta, gesta, & perpetrata, cum omnibus, & singulis inde secutis, & forsan quandocumque secuturis, penitùs, & omnino nulla, irrita, invalida, iniqua, injusta, damnata, reprobata, inania, temeraria, & à non habentibus potestatem damnabiliter attentata, ac de facto præsumpta, nullisque roboris, & momenti, vel efficaciæ esse, & ab initio fuisse, & perpetuò fore, neminemque ad illorum observantiam teneri, imo nec ea à quopiam observari posse, vel potuisse, nec ex illis cuiquam aliquod jus, vel actionem, aut titulum, etiam coloratum, aut possidendi, seu quasi possidendi, vel præscribendi causam acquisitam, vel acquisitum fuisse, vel esse, aut quandocumque acquiri, vel competere posse, neque illa ullum statum facere, vel fecisse, sed perinde, ac si nunquam emanassent, nec facta fuissent, pro non existentibus, & non factis perpetuò itidem haberi, debere, tenore præsentium declaramus. Et nihilominus ad majorem, & abundantiorem cautelam, & quatenus opus sit, illa omnia, & singula motu, scientia, deliberatione, & potestatis plenitudine paribus, harum serie damnamus, reprobamus, revocamus, cassamus, irritamus, annullamus, & abolemus, viribusque, & effectu penitus, & omninò vacuamus, ac pro damnatis, reprobatis, revocatis, cassatis, irritis, nullis, invalidis, & abolitis, viribusque, & effectu penitus, & omnino vacuis semper haberi volumus, & mandamus.

§. 12. Cæterum cum notorii, & explorati Juris sit eos omnes, qui Decreta, Ordinationes, Mandata, & Edicta prædicta ediderunt, promulgarunt, aut quoquo modo pro iis insteterunt, vel illis usi fuerunt, eaque executioni demandarunt, ac alia præmissa, vel eorum aliqua perpetrarunt, necnon illorum Fautores, Consultores, Mandantes, & Adhærentes, atque in eorum sequelam, & executionem gesta approbantes, Censuras Ecclesiasticas à Sacris Canonibus, Generalium Conciliorum Decretis, & Apostolicis Constitutionibus, ac præsertim Literis die Cœnæ Domini singulis annis legi, & promulgari solitæ inflictas, necnon Feudorum, si quæ eis à Romanâ vel aliis Ecclesiis concessa fuerunt, privationis, ac omnium, & quorumcumque Privilegiorum, gratiarum, ac Indultorum sibi à Nobis, seu Romanis Pontificibus Prædecessoribus nostris quomodolibet forsan concessorum amissione, pœnas eo ipso incurrisse, nec à censuris hujusmodi à quoquam, nisi à Nobis, seu Romano Pontifice pro tempore existente, (præterquam in mortis articulo, & tunc cum reincidentiâ in eadem censuras eò ipso, quò convaluerint) absolvi, & liberari posse, ac insuper inhabiles, & incapaces esse, qui absolutionis, & liberationis beneficium consequantur, donec supradicta Decreta, Ordinationes, Mandata, Edicta, omniaque in eorum executionem, gesta, atque secuta, & quomodolibet attentata publicè retractaverint, revocaverint, cassaverint, & aboleverint, eaque novis Edictis, Ordinationibus, Mandatis, atque Decretis è medio sustulerint, ac omnia in pristinum statum plenariè, & cum effectu reintegraverint, dictoque nostro, & Sedis prædictæ Administro liberum regressum ad suam residentiam cum plenario suo Officii exercitio respectivè permiserint, vel aliàs debitam, & condignam Ecclesiæ, ac Nobis, & huic Sanctæ Sedi satisfactionem in præmissis præstiterint: idcircò illos omnes etiam specialissimâ mentione dignos, nec non illorum Successores in officiis, à retractatione, revocatione, cassatione, & abolitione Decretorum, Ordinationum, Mandatorum, Edictorum, aliorumque præmissione per se ipsos facienda, vel aliàs debitâ, & condignâ Ecclesiæ, ac Nobis, & dictæ Sedi satisfactione realiter, & cum effectu in eisdem præmissis exhibendâ, præsentium Literarum, seu alio quocumque prætextu mi-

ANNO 1707. nimè liberos, & exemptos, ſed ſemper ad hæc obligatos fore, & eſſe, ut abſolutionis beneficium obtinere valeant, earumdem tenore præſentium decernimus, & pariter declaramus; Facultatem inſuper quandocumque procedendi ad alia canonica, & ſeveriora remedia, quatenus præfati Eccleſiaſticæ libertatis, & Jurisdictionis Apoſtolicæ violatores in ſua contumacia perſiſtentes, cenſuras, & pœnas Eccleſiaſticas hujusmodi animo, quod abſit, ſuſtinuerint indurato, Nobis, & eidem Sedi expreſſè reſervantes.

§. 13. Decernentes etiam eaſdem præſentes Literas, & in eis contenta quæcumque, etiam ex eo, quòd præfati, & alii quicumque in præmiſſis intereſſe habentes, ſeu habere quomodolibet prætendentes cujuſvis Status, Gradus, Ordinis, Præeminentiæ, & Dignitatis exiſtant, ſeu aliàs ſpecificâ, & individuâ mentione, & expreſſione digni, illis non conſenſerint, ſed ad ea vocati, citati, & auditi, cauſæque, propter quas præſentes emanarint, ſufficienter adductæ, verificatæ, & juſtificatæ non fuerint, aut ex aliâ quâlibet, etiam quantumvis juridicâ, & privilegiatâ Cauſâ, colore, prætextu, & capite, etiam in Corpore Juris clauſâ, etiam enormis, enormiſſimæ, & totalis læſionis, nullo unquam tempore de ſubreptionis, vel obreptionis, aut nullitatis vitio, aut intentionis noſtræ, vel intereſſe habentium conſenſus, aliove quomodolibet, etiam quantumvis magno, & ſubſtanuali, ac cogitato & inexcogitabili, individuamque expreſſionem requirente defectu notari, impugnari, infringi, retractari, in controverſiam vocari, aut ad terminos juris reduci, ſeu adverſus illos aperitionis oris, reſtitutionis in integrum, aliudve quodcumque juris, facti, vel gratiæ remedium intentari, vel impetrari, aut impetrato, ſeu etiam motu, ſcientia, & poteſtatis plenitudine paribus conceſſo, vel emanato quempiam in judicio, vel extra illud uti, ſeu ſe juvare ullo modo poſſe, ſed ipſas præſentes Literas ſemper firmas, validas, & efficaces exiſtere, & fore, ſuoſque plenarios, & integros effectus ſortiri, & obtinere, ac ab illis, ad quos ſpectat, & pro tempore quandocumque ſpectabit, inviolabiliter, & inconcuſſè obſervari; ſicque, & non aliter in præmiſſis per quoſcumque Judices ordinarios, & delegatos etiam Cauſarum Palatii Auditores, ac S. R. E. Cardinales, etiam de latere Legatos, & Sedis prædictæ Nuncios, alioſve quoslibet, quâcumque præeminentia, & poteſtate fungentes, & functuros, ſublata eis, & eorum cuilibet quâvis aliter judicandi, & interpretandi facultate, & auctoritate judicari, & definiri debere, ac irritum, & inane; ſi ſecus ſuper his à quoquam quavis auctoritate ſcienter, vel ignoranter contigerit attentari.

§. 14. Non obſtantibus præmiſſis, ac quatenus opus ſit, Noſtrâ, & Cancellariæ Apoſtolicæ Regulâ de Jure quæſito non tollendo, aliisque Conſtitutionibus, & Ordinationibus Apoſtolicis, necnon quibusvis, etiam juramento, confirmatione Apoſtolicâ, vel quavis firmitate alia roboratis Statutis, & Conſuetudinibus, ac Uſibus, & Stylis, etiam immemorabilibus; Privilegiis quoque, Indultis, & Literis Apoſtolicis prædictis, aliisque quibuslibet Perſonis, etiam quâcumque Eccleſiaſtica, vel mundanâ Dignitate fulgentibus, & aliàs quomodolibet qualificatis, ac ſpecialem expreſſionem requirentibus ſub quibuſcumque verborum tenoribus, & formis, ac cum quibusvis etiam derogatoriarum derogatoriis, aliiſque efficacioribus, efficaciſſimis, & inſolitis Clauſulis, irritantibusque, & aliis Decretis, etiam motu, ſcientiâ, & poteſtatis plenitudine ſimilibus, ac conſiſtorialiter, & aliàs quomodolibet in contrarium præmiſſorum conceſſis, editis, factis, ac pluries iteratis, & quantiscumque vicibus approbatis, confirmatis, & innovatis. Quibus omnibus, & ſingulis, etiamſi pro illorum ſufficienti derogatione de illis, eorumque totis tenoribus, ſpecialis, ſpecifica, expreſſa, & individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clauſulas generales idem importantes, mentio, ſeu quævis alia expreſſio habenda, aut aliqua alia exquiſita forma ad hoc ſervanda foret, tenores hujusmodi, ac ſi de verbo ad verbum, nihil penitus omiſſo, & formâ in illis traditâ, obſervata exprimerentur, & inſererentur, præſentibus pro plenè, & ſufficienter expreſſis, & inſertis habentes, illis aliàs in ſuo robore permanſuris, ad præmiſſorum effectum hac vice dumtaxat ſpecialiter, & expreſsè derogamus, ac derogatum eſſe volumus, cæteriſque contrariis quibuſcumque,

§. 15. Cum autem eædem præſentes Literæ in locis Ditionis prædicti Victorii Amedei Ducis ſubjectis nequeant tutè publicari, ut hactenus experientia compertum eſt, & Nobis notorie conſtat, prout tenore præſentium declaramus; volumus illas, ſeu earum exempla ad valvas Eccleſiæ Lateranen., & Baſilicæ Principis Apoſtolorum, nec non Cancellariæ Apoſtolicæ, Curiæque generalis in Monte Citatorio, & in Acie Campi Floræ de Urbe, ut moris eſt, affigi, & publicari, ſicque publicatas, & affixas omnes, & ſingulos, quos illæ concernunt, perinde arctare, & afficere, ac ſi unicuique eorum nominatim, & perſonaliter intimatæ fuiſſent, Utque ipſarum Literarum tranſumptis, ſeu exemplis, etiam impreſſis, manu alicujus Notarii publici ſubſcriptis, & ſigillo alicujus perſonæ in Eccleſiaſticâ dignitate conſtitutæ munitis eadem prorſus fides tam in Judicio, quam extra illud ubique adhibeatur, quæ eiſdem præſentibus adhiberetur, ſi forent exhibitæ, vel oſtenſæ. Datum Romæ apud Sanctum Petrum ſub Annulo Piſcatoris die XVII. menſis Maii Anno MDCCVII. Pontificatus Noſtri Anno ſeptimo.

F. OLIVERIUS.

ANNO 1707.

XLVI.

27. Juillet. *Declaratio Nullitatis cujusdam Concordiæ in Sedis Apoſtolicæ, & S. R. E. præjudicium inſtæ ſuper hybernis Stationibus, quas Milites Germani in Ducatu Parmæ, & Placentiæ locarant: firmis remanentibus Eccleſiaſticis cenſuris eidem Sedi reſervatis, per eos quovis modo incurſis, qui tam eâ occaſione Loca Ducatus prædicti invaſerant, & perturbarunt, quàm nuperrimè onera, & gravamina bonis Perſonarum Eccleſiaſticarum ejusdem Ducatus intulerunt. Romæ 27. Julii 1707.* [Bullarium Magnum Tome VIII. pag. 5. Edit. Luxemburgic. 1727.]

CLEMENS PAPA XI.

Ad futuram rei memoriam.

AD Apoſtolatus noſtri notitiam non ſine gravi animi noſtri moleſtiâ ante aliquot menſes pervenit, quod cùm prius; videlicet menſe Novembri proximè præterito, nonnullæ Germanorum militum Legiones in plura Loca Ducatus Parmæ, & Placentiæ ex inopinato irrupiſſent, dictorumque Locorum Incolis plurima, & ſanè graviſſima damna intuliſſent, ac inſuper Legionum hujusmodi Ductores, ſeu Moderatores hybernas ibidem ſtationes de facto, ac violenter ſe figere velle declaraſſent: nec ad mala illa avertenda quidquam profuiſſent plures tam à Dilecto Filio Nobili Viro Franciſco Farneſio Parmæ, & Placentiæ Duce, quàm à Dilectis Filiis Communitatibus, & Hominibus Civitatum Parmen., & Placentin. adductæ rationes, eo poſſimum fundamento innixæ, quod Ducatus ipſe, & eius Loca prædicta Nobis, & huic Sanctæ Sedi, etiam in temporalibus, mediatè ſubjecta eſſent, ideòque ab ejusmodi oneribus, ac gravaminibus libera prorſus, & immunia eſſe deberent; tandem menſe Decembri ſubſequenti Communitatibus, & Hominibus præfatis aſſentientibus, qui tamen vi, & neceſſitate coacti, nec alio, quàm imminentia graviora mala propulſandi conſilio, hæc peragere proteſtati fuerunt, ipſoque Franciſco Duce ob eaſdem rationes annuente, inita fuit ſuper præmiſſis quædam Concordia in decem capitula, ſeu articulos diſtincta, cujus tenor eſt, qui ſequitur, videlicet:

Articoli concordati tra S. E. il Sig. Marcheſe di Prié, come Plenipotentiario di Sua Maeſtà Ceſarea in Italia, in virtù dell' Imperiale Diploma delli 4 Maggio ſcaduto, e l'Illuſtriſſimo Sig. Governatore Franceſco Malpeli Deputato da S. A. Sereniſſima il Signor Duca di Parma coll' intervento delli Illuſtriſſimi Signori Conti Gio. Franceſco Marazzani Viſconti, e Marcheſe Annibale Scotti, due Cavalieri di queſto Publico di Piacenza, dal quale coll' approvazione, e conſenſo dell' A. S. Sereniſſima, come da ſuo benigniſſimo foglio in data de 20. Novembre proſſimo paſſato, ſopra il regolamento del preſente Quartiere d'Inverno, che ſi è preſo di fatto ne Stati di Parma, e Piacenza, mediante l'ingreſſo delle Truppe Ceſaree, e Collegate, non oſtante li vari ricorſi, e le rimoſtranze più efficaci fatte dal predetto Sig. Duca, e col mezzo

ANNO 1707. mezzo de' suoi Ministri, come pure da queste Communità di Parma, e Piacenza, c'è venuto all' accordo infrascritto, affinche si stabilisca il buon ordine, e si scanſino li maggiori danni, e pregiudizi.

I. Si è fissato dal sudetto Sig. Marchese di Prié per parte del Commissario Cesareo l'ammontare di esso quartiero alla somma di doppie novantamila di Spagna, o loro valore, delle quali ne toccheranno doppi ſeſſantaſette mila ſettecento cinquanto alli particolari ſecolari d'eſſi due Stati (eſcluſa la tangente delli Eccleſiaſtici riſervata nell' Articolo nono) da sborſarſi co' termini, e modo infra eſpreſſi alla Caſſa Cesarea per il mantenimento delle Truppe, che reſteranno acquartierate in queſti Stati, e de' Regimenti di Cavalleria, che ſi ſono rimoſſe per maggior ſollievo di eſſi, mediante la qual ſomma ſarò bonificato tutto ciò, che verrà ſomminiſtrato in natura dal Paeſe tanto per le porzioni da bocca, che di Cavalli, e dovranno pure con meno li Signori Generali, ed Officiali, che li Soldati comuni (eſcluſe le infrascritte porzioni) pagare puntualmente la carne, vino, e tutti li commeſtibili, che ſaranno taſſati à giuſti prezzi, e ſeguendo qualche diſordine contro il buon regolamento, che ſi publicherà, e ſtabilirà, nè quartieri, ſarà riparato con ogni più accurata diligenza da' Signori Commandanti de' Regimenti, che dovranno obbligare li trasgreſſori ad una congrua indennizzazione, la quale ove non ſi ottenneſſe col loro mezzo, ſi ricorrerà all' Excellentiſſimo Signor Generale della Cavalleria Marchese Viſconti Commandante in queſto quartiere che ſara dar loro la dovuta ſodisfazione.

II. Hà pure condiſceſo detto Signor Marchese di Prié alla compenſa di doppie cinquemille dalla total ſomma delle doppie 90000. tanto à favori degl' Eccleſiaſtici, ſecondo la loro porzione, che de' Secolari, in ſcemo del pane ſomminiſtrato in occaſione del paſſaggio dell' Armata Cesarea nello ſcorſo meſe d'Agoſto, di cui ſi promiſe la reſtituzione, come pure del Pane, & altri commeſtibili ricevuti in più occaſioni dalle Truppe Aſſione, e dal Corpo delli 500. Cavalli commandati ultimamente dal Tenente Colonnello Sant' Amor, e ſi è havuto in ciò pure qualche riguardo alli Carri, che verranno proveduti da eſſi Stati per lo vettura de' Grani, ad Aveno, che converrà introdurre da varie parti per la ſeſſiſtenza delle Truppe, e per non accreſcere la penuria del Paeſe, cui verranno conceſſi gl' opportuni Paſſaporti, che ſaranno bramati tanto per acqua, che per terra, per l'introduzione pure de' Grani, che mancaſſero al loro biſogno.

III. Per facilitar maggior mente il Paeſe al pagamento della ſudetta ſomma ſpettante à Secolari, ſi è convenuto per patto eſpreſſo, che ſaranno sborſate le due terza parte di doppie 21250. mediante l'obbligazione de' migliori Banchieri di queſti Stati in due termini, cioè la metà nel meſe d'Agoſto, e l' altra metà in Ottobre dell' anno proſſimo venturo, con le quali ſomme ſi dichiara da detto Sig. Marchese di Prié, che reſtenda ſodisfatto per parte del Signor Duca alle obligazioni feudali, che gli corrono verſo Sua Maeſtà Cesarea.

IV. Come ſi è creduto ſpediente per minore peſo di queſti Stati di devenire all' erezzione d'un Monte per un capitale di doppie trenta ſei mila, e più, coſì ſi publicherà ſenza ritardo nel meſe corrente. Sarà deſtinato per fondo di eſſo Monte, che aſcenderà à doppie di Spagna 36000. e più, un reddito annuo da aſſegnarſi ſopra li propri eſſetti di S. A. Sereniſſima à raggione del cinque per cento, che dal giorno dell' impiego correrà à favore de' Compratori. Si daranno in oltre tutte le cautele poſſibili per ſicurezza, & invito di eſſi Compratori, & à queſto fine s'obligheranno non ſolo li Publici delle Città di Parma, e Piacenza, ma ancora in ſolidum ſei delle Caſe più commode, e benefattori, e li migliori Banchieri d'ambedue dette Città, al puntuale pagamento de' frutti, come ſopra, di trimeſtre in trimeſtre à termini maturati, & alla reſtituzione del Capitale in due termini, cioè doppie 18000. in Ottobre dell' anno 1708., e l'altra 18000. o più nello ſteſſo meſe del 1709. Perche poi detti Signori hanno dubitato (attese le circoſtanze de' preſenti tempi) di non poter ritrovare tutta la ſomma per riempire il Monte, però ſi è benignamente accollato S. E. il Sig. Marchese di Prié (nel caſo ſudetto) di prendere ſopra di ſe il carico di trovare una, o più Perſone, che ſupplireſſero ſino alla ſomma di doppie vintimila nella compra d'eſſo Monte, la quale fra tanto dall' E. S. ſarà compenſata in detti termini. Si è però convenuto, che ſi pratichino ſenza ritardo da ſudetti Signori tutte le poſſibili diligenze a Milano, Genova, e Bologna per rinvenire il più prontamente, che ſi potrà, tutta eſſa ſomma, ed ove ciò riuſcà, & a miſura che ricorrerà il denaro, ſi ſarà sborſare indilatamente alla Caſſa Cesarea di guerra.

V. A fine d'accertare il punto più eſſenziale, che ſi è diſteſo, cioè il modo di potere ſtabilire, e combinare col ſeruggio Cesareo, e ſoſſiſtenza delli Truppe, la conſervazione del Paeſe, e perciò il ſoſtentamento del Popolo, e del beſtiame (atteſi li frequenti paſſaggi di Truppe, la penuria di grani, e de' foraggi, che ſi prova nel corrente anno per la ſecenta dello ſcorſa eſtate, e le ſtraordinarie immondizioni ultimamente accadute) ſi è convenuto, che l'obligazioue per parte del Paeſe di provedere il pane ſia puramente riſtretta alli tre Reggimenti Imperiali di Cavalleria, e Dragoni, e ſarà bonificato per oncie trenta di paſo, che importa per ciaduna porzioue, & oncie dieci otto carne al giorno; che ſaro ſomminiſtrata dal Paeſe. doppia una di Spagna al meſe, compreſe lire dodici di queſta moneta di Piacenza, che ſaranno pagate per il vino, che ſi venderà à' Soldati nel Paeſe ſteſſo à giuſti prezzi; Quanti per alle Truppe di Proſſia ſarà totalmente a carico del Commiſſariato Cesareo il provederle, e l'introdurre grani per la ſoſſiſtenza loro, e ſaranno puramente ſomminiſtrate le vetture dal Paeſe entro il Territorio; Si ſarà però l'anticipazione per un meſe di tre milla porzioni di pane ogni giorno, il quale ſarà puntoalmente reſtituito in totta grano nella medeſima ſpecie; Dovrà pur anche ſomminiſtrarsi il foraggio con Carri del Paeſe, e diſtribuirsi, con tutto il miglior ordine, e la più eſatta miſura che ſarà poſſibile, cioè a ragione di quindeci libre di fieno per ogni porzione de Cavallo, e ci provederò per quatro milla in circa, ſecondo la ripartizione, ſpecificazione, che ſarà data da' Commiſſarii di guerra di Sua Maeſtà Cesarea, purche ſi laſci la neceſſaria ſoſsiſtenza per il beſtiame, ſenza la quale non harrebbe potuto queſto Paeſe aſſumere, ne ſupplire alle ſudette obligazioni; Si reſtringerà però eſſo beſtiame al numero puramente indiſpenſabile alla coltura de' Terreni, & allo meſtieri delle Vaccherie, e ci deſtineranno por anche Commiſſarii da ambe le Parti per fare la ricognizione, e conſervazione di' foraggi, e procurare, che tutto ciò ſia poſto puntualmente in eſenzione.

VI. Si è fiſſato il prezzo del foraggio, regolato alle ſudette libre 15. al giorno, e due terzi di doppie di Spagno ogni meſe, e l'altro terzo per l'avena de libre 8. per porzione, che ſi ſomminiſtrara dal Paeſe ſino al fine di Gennaro proſſimo (paſſato il qual tempo ſarà tenuto il Commiſſario Cesareo a provederle) con facilità al Paeſe medeſimo di poter ſomminiſtrare in difetto dell' avena ſudetta altri grani confaccevoli alla ſoſsiſtenza della Cavallerio Imperiale, ſecondo una giuſta porzione, che dovrà ſtabilirsi col ſudetto Signor Marchese Generale Viſconti, e dove veniſſero dette porzioni da Cavallo adeſſere calcolate a maggiore prezzo nello Stato di Milano, ci ſeguirà la ſteſſe regola

VII. Mediante le accennate preſtazioni, & obligazioni, non dovranno li ſudetti Stati eſſere aſtretti, ne ſoggetti ad alcun' altro peſo, ſolone il coperto con l'uſo del fuoco, lume, e letto, o pure pagliarizzo, ſecondo il commodo de Paſſani per li Soldati in caſa de Particolari, & exigendosi di più, si farà ſodi fare da loro Officiali. Parimente non ſaranno oſtretti li Stati ſudetti, che a dare il puro coperto, e le legna (in quella quantità, che ſarà limitata dal Signor Generale Viſconti) per li Signori Generali, & Officiali, li quali pure non potranno obligare il Paeſe a ſomminiſtrare il foraggio per li loro Cavalli, il quale potreſſe eccedere le porzioni, che ſono a loro aſſegnate &c.

VIII. Sarà compenſato nella detta ſomma l'ammontare del foraggio per tutti li Reggimenti Cesarei, e Proſſiani dal tempo, che ſono intrati in queſto Paeſe, e ſono ſtati di paſſaggio dal principio dello ſcorſo meſe di Novembre, e perche non ſi può fare preſentemente un' eſatto calcolo di tutto ciò, che di foraggio, & avena hanno ricevuta, ſi dichiara, che per temperamento d'equità ſi compenſarà ogni porzione a quattro quinti di doppio, ſi farà porre rimborſare da' Reggimenti il pane, carne, e vino che ſi giuſtificarà eſſere ſtato dal ſudetto tempo ſomminiſtrato, o ricevuto dal Paeſe Lo ſteſſo ſi praticara eſattamente nell' avvenire per tutte le Truppe, che accorreſſe di far paſſare per queſti Stati, eccettuato il foraggio in erba, che ci ſomminiſtrarà ſenza algun pagamento del Poeſe, ſpirara il termine de' quartieri.

IX. Per egualiare il peſo del preſente quartiere, e ſollevare quelli Stati dovranno concorrere li Particolari tutti indiſtintamente, ancorche privilegiatiſſimi, mentre l'A. S. Sereniſſima iſteſſa effettivamente concorre per la quota de ſuoi beni, e come li Eccleſiaſtici, ſiano Secolari o Regolari, poſſedono buona parte de terreni in ambi detti Stati, & hanno già concorſo altre volte à' quartieri; come pure concorrono anche attualmente per la quarta parte de' Secolari al mantenimento de Preſidii de Parma, e Pia-

ANNO 1707.

ANNO 1707. *e Piacenza, così si riserva il Commissario Cesareo la facoltà nelle dovute, e legittime forme, di ricavare da essi la loro rata fino a doppie ventunmille, e ducento cinquanta, mediante il che restano pure esenti li beni de sudetti Ecclesiastici dalli danni maggiori, che havrebbero potuto patire indistintamente, quando non si fossero divertiti con li sudetti temperamenti, nel che tutto però si protesta per parte de Secolari di non voler habere alcuna parte, ni ingerenza.*

X. Il Sig. Marchese Generale Visconti Commandante di queste Truppe farà osservare ogni più esatta disciplina nelli sudetti quartieri alla mente, e conformità di questo stabilimento, ed invigilerannno pure li Sua Altezza Serenissima, e di questi Stati, acciò si adempisca a tutto ciò per parte di essi, & affinchi si faccia la più giusta, e proporzionata disposizione o distribuzione de' quartieri.

In fede di che si è sottoscritta la presente, e munita de' respettivi Sigilli. Piacenza nel Convento di S. Savino li 14. Decembre 1706.

Il Marchese di Prie. Francesco Malpeli Governatore, e Delegato. Gio. Francesco Marazzani Visconti. Annibale Scotti.

§. 1. Porrò licet explorati juris esset concordiam prædictam, quàm non quidem approbandi, sed penitus, & omninò reprobandi animo præsentibus inferendam duximus, utpote nostrorum, & dictæ Sedis jurium, nec non directi, ac supremi Dominii Nobis, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ in Ducatu supradicto competentis manifeste læsivam nullius prorsus esse roboris, & momenti; ac insuper notum esset fel. rec. Urbanum PP. VIII. Prædecessorem nostrum Apostolicæ Sedis, & Romanæ Ecclesiæ præfatarum jura à quibuscumque præjudicialibus hujusmodi per quasdam suas die V. Junii MDCXLI. expeditas Literas amplissimè præservasse; adeòque nullâ prorsus opus esset ulteriori declaratione, ad hoc ut eadem Concordia, tanquam irrita, inanis, ac invalida ab omnibus haberi deberet: nihilominus, cùm ad Nos delata res esset occasione petiti à Nobis beneplaciti super iis, quæ in nono capitulo, seu articulo ejusdem Concordiæ quoad portionem, seu ratam pecuniarum à Personis Ecclesiasticis tam Secularibus, quam Regularibus Ducatus prædicti persolvendam, sicut præmittitur, conventa fuerant, Nos beneplacitum hujusmodi denegando, Concordiam præfatam non modò à Nobis approbari non posse, sed semper reprobari, ac damnari debere non obscurè declaravimus; quinimò animo revolventes quàm diras, omnique humanæ potestati terribiles censuras, & pœnas irrogent canonicæ Sanctiones spiritu Dei conditæ, quæque deterrima ingeminatæ quotannis Ecclesiæ voces imprecentur iis, qui Ecclesiastica jura violant, aut bona diripiunt, vel illis damna, & onera divinis, humanisque Legibus vetita inferre non verentur, per quasdam nostras ad eumdem Franciscum Ducem die v. Januarii proximè præteriti manu nostrâ conscriptas Literas eos omnes, qui loca prædicta, sicut præmittitur, invadere, illaque, ac supremam jurisdictionem in eis Nobis, & eidem Sanctæ Romanæ Ecclesiæ competentem perturbare, & vexare temere, & de facto præsumpserunt, censuras, & pœnas supradictas incurrisse, nec eis illas à Nobis quovis modo remissas, vel condonatas intelligi debere, differè significavimus: sperantes, ubi hæc innotuissent, abunde sufficere posse, ut redirent Prævaricatores ad cor, absque eo quod Nos apertiùs ad severiora procedere cogeremur.

§. 2. Cùm autem, sicut accepimus, non solùm studia hæc nostra optato, quem sperabamus, fructu vacua remanserint, sed, quod maximè deplorandum est, Personis Ecclesiasticis tam Sæcularibus, quàm Regularibus prædictis portionem, seu ratam pecuniarum in dicto nono capitulo, seu articulo, sicut præmittitur, conventam solvere merito recusantibus, eò quia necessarium ad id nostrum, & dictæ Sedis beneplacitum non modò non concessum, sed expressè, ut præfertur, à Nobis denegatum fuerat, inaudito, ac detestabili ausu plures nullium turmæ in earumdem Personarum Ecclesiasticarum domos, prædia, ac bona immisse fuerint, ibidem expensis Personarum hujusmodi permanseruæ, donec illæ tædio affectæ portionem, seu ratam prædictam realiter, & cum effectu persolverint: hæc verò, quæ nonnisi summo omnium recte sentiennm horrore, ac mœrore audiri potuerunt, nullatenus tolerabilem libertatis, immunitatis, ac jurisdictionis Ecclesiasticæ violationem importent.

§. 3. Hinc est quod Nos, qui omnia paternæ charitatis officia, quæ pro ejusmodi tollendis malis sedulò adhibere curavimus, vana hactenus, & inania experti sumus, quique ex commissi Nobis divinitus Pastoralis muneris debito, quorumcumque eidem Romanæ, aliisque inferioribus Ecclesiis, nec non quibusvis Personis, & bonis Ecclesiasticis competentium jurium Assertores in terris a Domino constituti sumus: tametsi non dubitemus Venerabiles Fratres Episcopos illarum partium, quorum zelum excitare non prætermisimus, strenue, ac fortiter hac in re Muneris sui partes implenturos esse; & forsan etiam jam implevisse, ac insuper certò credamus tam iniqua militum facinora, ac etiam iniquiora consilia longe ab æquissimâ Charissimi in Christo Filii nostri Josephi Romanorum Regis in Imperatorem electi mente aliena esse, quinimò ipsum in eos, qui illa perpetrarunt, severè, ut omnis Justitia exigit, animadversurum esse speremus: nihilominus, ne in tanta Ecclesiæ afflictione diutiùs silentes, ac Sacerdotibus Ministris Domini inter vestibulum, & altare plorantibus, & dicentibus: Parce Domine, parce populo tuo, & ne des hæreditatem tuam in opprobrium: otiosi, ac desides, incumbenti Nobis Apostolicæ servitutis officio deesse videamur, ac nimiâ longanimitate proditæ Ecclesiasticæ libertatis, defertæque turpiter Dei causæ rei efficiamur, exurgentes in Domino, ac tam memorati Urbani Prædecessoris, quam rec. mem. Leonis PP. X. etiam Prædecessoris nostri, qui per quamdam suam octavo Kalen. Junii anno MDXV. editam Constitutionem Personas omnes eriam specificâ, & individuâ mentione dignas, quæ Civitates, Terras, & loca ad dictam Romanam Ecclesiam mediatè, vel immediatè pertinenna, præsertim verò Parmen., & Placensin. Civitates invasissent, excommunicavit, anathematizavit, ac maledictionis, & damnationis æternæ mucrone percussit, vestigia sectantes, ac insuper Apostolicis Literis, quas plurimi Romani Pontifices Prædecessores nostri die Cœnæ Domini legi, & promulgari fecerunt, & Nos similiter singulis annis legi, & promulgari fecimus, ac signanter canonibus decimo octavo, & vigesimo Literarum hujusmodi, firmiter inhærentes. Motu proprio, & ex certâ scientiâ, & maturâ deliberatione nostris, deque Apostolicæ potestatis plenitudine, præinsertam concordiam, ejusque articulos, & capitula quæcumque cum omnibus, & singulis in eis, eorumque quolibet contentis, ac inde secutis, & quandocumque secuturis, ipso jure nulla, irrita, invalida, injusta, damnata, reprobata, inania, viribusque, & effectu penitus, & omninò vacua ab ipso initio fuisse, & esse, ac perpetuò foret, neminemque ad illorum, seu cujuslibet eorum, etiamsi juramento vallata sint, observantiam teneri, imò nec ea à quopiam observari potuisse, vel debuisse, nec ex illis cuiquam aliquod jus, vel actionem, aut titulum etiam coloratum, vel possidendi, aut præscribendi causam acquisitam, vel acquisitum fuisse, vel esse, aut quandocumque acquiri, vel competere posse, neque illa ullum statum facere, vel seciſſe, sed perinde, ac si nunquam emanassent, vel facta non fuissent, pro non extantibus, & non factis perpetuò haberi debere tenore præsentium declaramus. Et nihilominus ad abundantiorem cautelam, & quatenus opus sit, illa omnia, & singula, motu, scientiâ, deliberatione, ac potestatis plenitudine paribus damnamus, reprobamus, cassamus, irritamus, & annullamus, viribusque & effectu penitus, & omninò vacuamus.

§. 4. Firmas præterea, ac salvas esse vulumus, atque decernimus quascumque censuras, & pœnas Ecclasiasticas, quas ii omnes, qui præmissa perpetrarunt, ab Episcopis supradictis juxta ea, quæ ipsis mandavimus, palam, & publicè de more denunciandi, vel forsan jam denunciati, tam scilicet, qui terras, & loca Ducatus supradicti, ut præfertur, invadere, perturbare, & præmarratis modis vexare, quam qui prædicta onera, & gravamina Personis, ac bonis Ecclesiasticis Ducatus hujusmodi inferre, & imponere, per se, vel alios, directè, vel indirectè præsumpserunt, nec non Adhærentes, Fautores, & Defensores eorum, seu illis auxilium, consilium, vel favorem quomodolibet præstantes, quocumque tandem gradu, seu dignitate præfulgeant, propter eadem præmissa quovis modo incurrerunt; à quibus post debitam damnorum illatorum refectionem, ac alias condignam Ecclesiæ præstitam satisfactionem, nonnisi à Nobis, aut Romano Pontifice pro tempore existente (præterquam in mortis articulo constituti, nec etiam tunc, nisi de stando Ecclesiæ mandatis, & satisfaciendo cautione

ANNO 1707.

præ-

ANNO 1707. præſtitâ, atque cum reincidentiâ eo ipſo, quo convaluerint) abſolvi, & liberari valeant.

§. 5. Decernentes etiam easdem præſentes Literas, & in eis contenta quæcumque, etiam ex eo, quod præfati, & alii quicumque in præmiſſis intereſſe habentes, ſeu habere quomodoliber prætendentes, etiam ſpecificâ, & individuâ mentione digni, illis non conſenſerint, nec ad ea vocati, citati, & auditi, neque cauſæ, propter quas eædem præſentes emanarint, ſufficienter adductæ, verificatæ, aut ullo modo juſtificatæ fuerint, aut ex alia quacumque cauſa, colore, prætextu, & capite, etiam in Corpore Juris clauſo, nullo unquam tempore de ſubreptionis, vel obreptionis, aut nullitatis, vel invaliditatis vitio, ſeu intentionis noſtræ, aut intereſſe habentium, vel habere prætendentium conſenſus, aliove quocumque, etiam quantumlibet magno, ac incogitato, inexcogitabilique defectu, aut ex alio quovis capite à jure, vel facto, aut ſtatuto, conſuetudine, vel privilegio reſultante notari, impugnari, invalidari, retractari, in controverſiam vocari, ſeu ad terminos juris reduci ullatenus poſſe, ſed ipſas præſentes Literas ſemper, & perpetuò firmas, validas, & efficaces exiſtere, & fore, ſuoſque plenarios, & integros effectus ſortiri, & obtinere, ac ab omnibus, & ſingulis, ad quos ſpectat, & pro tempore quandocumque ſpectabit, inviolabiliter obſervari. Sicque, & non aliter in præmiſſis omnibus, & ſingulis per quoscumque Judices Ordinarios, & Delegatos, etiam Cauſarum Palatii Apoſtolici Auditores, ac S. R. E. Cardinales, etiam de latere Legatos, & Sedis Apoſtolicæ præfatæ Nuncios, aliosve quoſlibet quâcumque præeminentiâ, & poteſtate fungentes, & functuros, ſublatâ eis, & eorum cuilibet quâvis aliter judicandi, & interpretandi facultate, & auctoritate, judicari, & definiri debere, ac irritum, & inane, ſi ſecus ſuper his à quoquam quâvis auctoritate ſcienter, vel ignoranter contigerit attentari.

§. 6. Non obſtantibus præmiſſis, ac Apoſtolicis, & in Univerſalibus, Provincialibusque, & Synodalibus Conciliis editis generalibus, vel ſpecialibus conſtitutionibus, & ordinationibus, & quatenus opus ſit, noſtra, & Cancellariæ Apoſtolicæ regula de jure quæſito non tollendo; legibus quoque, etiam Imperialibus, & municipalibus, nec non quibusvis etiam juramento, confirmatione Apoſtolica, vel quâvis aliâ firmitate roboratis, ſtatutis, & conſuetudinibus, etiam immemorabilibus; privilegiis quoque, indultis, & Literis Apoſtolicis quibuscumque Perſonis, etiam quantumvis ſublimibus, & ſpecialiſſimâ mentione dignis ſub quibuſcumque verborum tenoribus, & formis, ac cum quibusvis etiam derogatoriarum derogatoriis, aliisque efficacioribus, efficaciſſimis, & inſolitis clauſulis, irritantibusque, & aliis decretis, etiam motu, ſcientiâ, & poteſtatis plenitudine ſimilibus, ac conſiſtorialiter, & aliàs quomodolibet in contrarium præmiſſorum conceſſis, editis, factis, ac pluries iteratis, & quantiscumque vicibus approbatis, confirmatis, & innovatis. Quibus omnibus, & ſingulis etiamſi pro illorum ſufficienti derogatione de illis, eorumque totis tenoribus ſpecialis, ſpecifica, expreſſa, & individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clauſulas generales idem importantes, mentio, ſeu quævis alia expreſſio habenda, aut aliqua alia exquiſita forma ad hoc ſervanda foret, tenores hujusmodi, ac ſi de verbo ad verbum nihil penitus omiſſo, & formâ in illis tradita obſervata exprimerentur, & inſererentur, præſentibus pro plenè, & ſufficienter expreſſis, & inſertis habentes, illis alias in ſuo robore permanſuris, ad præmiſſorum effectum hac vice dumtaxat ſpecialiter, & expreſſè derogamus, ac derogatum eſſe volumus, cæteriſque contrariis quibuscumque.

§. 7. Volumus autem, ut earumdem præſentium Literarum tranſumptis, ſeu exemplis, etiam impreſſis, manu alicujus Notarii publici ſubſcriptis, & ſigillo perſonæ in Eccleſiaſtica dignitate conſtitutæ munitis, eadem prorſus fides ubique locorum, & gentium in Judicio, & extra illud habeatur, quæ haberetur ipſis præſentibus, ſi forent exhibitæ, vel oſtenſæ. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem ſub Annulo Piſcatoris die 27. Julii MDCCVII. Pontificatus Noſtri Anno Septimo.

F. Oliverius.

XLVII.

ANNO 1707. 17. Août.

Articles Generaux, dreſſés & propoſés au Nom & de la part de tous les Corps, & Communautés de la Principauté de Neufchatel & Valengin; & enſuite agréés & accordés, par S. E. Monſeigneur le Comte de METTERNICH *Ambaſſadeur extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majeſté le Roi de Pruſſe. Avec l'Acte de la Ratification, & Confirmation faite par ſa Majeſté, du Manifeſte imprimé & publié en ſon Nom. A Neufchatel le 17. d'Août 1707.* [Sur la Copie imprimée à Neufchatel par Ordre du Gouvernement.]

I.

QUe la Religion ſoit inviolablement conſervée & maintenue dans ſon état preſent, ſans qu'il ſoit fait à cet égard aucune innovation. Et pour cet effet:

1°. Que, ſelon ce qui fut réglé lors de la Réformation, le ſeul exercice de la Religion Proteſtante ſe faſſe dans tout l'Etat, excepté dans les Paroiſſes de Landeron & de Creffier: Bien entendu que le Prince, ſoit celui qui le repreſentera, pourront faire l'exercice privé & particulier de leur Religion, dans le lieu de leur réſidence ordinaire; Et cela pour eux, leurs familles & leurs domeſtiques.

2°. Que l'Ordre de la Diſcipline Eccleſiaſtique ſoit maintenu, ſuivant la pratique uſitée juſques à preſent, tant dans les Conſiſtoires, que dans la Compagnie des Paſteurs: Que ladite Compagnie jouïſſe librement de tous ſes Droits, & en particulier, de celui qu'elle a, & dont elle eſt en poſſeſſion, d'élire, de ſuſpendre, de dépoſer & changer les Miniſtres, & de juger des choſes qui concernent le St. Miniſtére, ſans qu'on puiſſe y apporter aucun empêchement; Et que lors que par un mutuel conſentement de ladite Compagnie & des Peuples de quelque lieu de cet Etat, on voudra ériger quelque nouvelle Egliſe, d'où que les fonds ſoient pris, le Souverain ſoit tenu d'y donner ſon conſentement & autoriſation, entant que de beſoin, auſſitôt qu'il en ſera requis.

3°. Que comme le Souverain a entre les mains les Biens de l'Egliſe, depuis la Réformation, & qu'il y a divers lieux dans cet Etat, où manque de fonds, on ne peut pas pourvoir à l'edification des Peuples, il ſoit convenu d'une ſomme levée annuellement ſur ces Biens, laquelle ſera perpetuellement appliquée à des uſages religieux, où il ſera néceſſaire, tant dans la Ville, que dans le reſte de l'Etat.

4°. Qu'aucune perſonne ne pourra s'habituer dans un lieu de Réligion differente de la ſienne. Que ſi un Proteſtant ſe veut faire Catholique-Romain, qu'il aille demeurer & s'établir dans une Paroiſſe Catholique-Romaine, comme les Catholiques-Romains qui voudront ſe faire Proteſtans, iront reſider dans quelque Paroiſſe Proteſtante, & que de part ni d'autre, on ne puiſſe ſe débaucher, ni s'enlever les enfans les uns aux autres, pour les attirer à une autre Réligion.

5°. Que dans tous les Lieux Proteſtans de cet Etat, toutes les Charges & Offices ſoient entre les mains des Proteſtans; Et que dans la Châtellanie de Landeron, les Charges & Offices ſoient entre les mains des Catholiques-Romains.

II.

Que toutes Perſonnes qui ne ſeront pas naturels du Païs, nés ſujets de l'Etat & Régnicoles, quand même ils ſeroient naturaliſés avant leur naturaliſation, ſoient à l'avenir & à perpetuité, declarés inhabiles à poſſeder, dans cet Etat, aucune Charge ni Emploi Civil, Militaire ou Eccleſiaſtique, en quelque maniére, ou ſous quelque prétexte que ce ſoit, même les Sujets naturels de l'Etat qui ſe ſeroient domiciliés & établis hors d'icelui, ou qui ſe ſeroient liés par Office de

ANNO 1707. Charge à quelque autre Prince ou Etat. Bien entendu, que la Charge du Seigneur Gouverneur eſt formellement exceptée de cet Article, & qu'il ne préjudiciera point aux Droits que la Compagnie des Paſteurs a, & a exercé, de tous tems, d'appeller des Miniſtres de dehors, dans le cas de neceſſité.

III.

Que ſuivant que cela eſt expreſſément contenu dans les Actes de Franchiſes, tant de la Ville & Bourgeoiſie de Neufchâtel, que de la Bourgeoiſie de Vallengin, tous les Sujets de l'Etat puiſſent librement ſortir du Païs, pour aller voyager, ou autrement, même ſervir en guerre; moyennant que ce ne ſoit pas un Prince, ou Etat, avec qui le Prince, entant que Souverain de Neufchâtel, ſeroit en guerre, ſuivant que cela s'eſt pratiqué, de toute ancienneté: N'entendant pas néanmoins par là, qu'il ſoit licite, à qui que ce ſoit, de lever, ou enrôler des Soldats dans cet Etat, ſans dûe permiſſion. Et qu'en outre & conformément à des Articles exprès & formels des Franchiſes, tant de la Bourgeoiſie de Neufchâtel que de celle de Vallengin, cet Etat ne puiſſe être engagé dans aucune guerre, ni les Sujets d'icelui obligés d'y marcher, que ce ne ſoit pour la propre guerre que le Prince pourroit avoir, entant que Souverain de Neufchâtel, & non autrement; En ſorte que s'il avoit guerre, pour raiſon de quelqu'autre Etat, Terres, ou Seigneuries, l'Etat de Neufchâtel ne ſoit point obligé d'y entrer; mais en ce cas devra demeurer dans la Neutralité, à moins que tout le Corps Helvetique en général n'y prît part & Interêt.

IV.

Qu'il ſoit pourvû à ce que la Juſtice y ſoit bien & briévement adminiſtrée, Et pour cet effet:

1°. Que les Etats ordinaires tant de Neufchâtel que de Valengin ſoient aſſemblés tous les ans, pour le moins une fois, au mois de Mai; Et qu'outre cela, on ne laiſſe pas de convoquer les Aſſemblées à l'extraordinaire pour les Clames, Decrets & Acceſſoires, ainſi qu'il a été réglé depuis quelques années.

2°. Que le Souverain faſſe en ſorte que la Coûtume du Païs puiſſe être inceſſamment revûe, éclaircie, corrigée, augmentée même, où il ſera beſoin; afin qu'on puiſſe la rediger par écrit en un Corps clair, abbregé & facile, ſauf & reſervé toutefois les Franchiſes & Libertés de tous les Corps de l'Etat.

3°. Que les demandes des Officiers de la Seigneurie ſoient claires, nettes & préciſes, en ſorte qu'ils ſoient obligez de déclarer s'ils agiſſent civilement ou criminellement; ſurquoi, cependant, on pourra chercher quelque expedient raiſonnable, pour prévenir tous inconveniens à cet égard.

V.

Que dans les Brevets des Officiers de Juſtice de l'Etat, au lieu de la Clauſe *tant qu'il nous plaira*, on mettra celle-ci *tant qu'ils ſe comporteront bien*. En ſorte qu'ils ne puiſſent, non plus que les Notaires, être deſtituez de leurs Charges & Offices qu'après avoir été pleinement convaincus de leur malverſation.

VI.

Que les diſpenſes de Mariage, juſques aux couſins germains excluſivement, ſoient entierement abolies, comme étant une choſe incompatible avec notre Réformation.

VII.

Que les Sermens des Notaires ſoient à tous égards remis ſur l'ancien pié, & les innovations qu'on y a faites & retranchees.

VIII.

Qu'à l'avenir le Prince puiſſe à la verité faire des Récognoiſſances quand il lui plaira; mais que ce ſoit à ſes dépens, ſans que les Bourgeois & Sujets ſoient obligez de rien payer pour cela.

IX.

ANNO 1707. Enfin, & qu'à l'avenir, le Souverain, d'abord après qu'il aura été reconnu & inveſti de la Souveraineté, prête le ſerment accoûtumé, tant à la Ville de Neufchâtel, qu'aux autres Corps de l'Etat, ſoit par lui-même, s'il eſt preſent, ſoit par Procureur, s'il eſt abſent, ainſi qu'il s'eſt pratiqué de toute ancienneté, à quoi il ajoûtera une promeſſe & aſſurance générale, qu'il confirme, entant que de beſoin, les Loix & les Conſtitutions Fondamentales de l'Etat en général, y compris les Articles ci-deſſus, & tous les Droits, Franchiſes, & Libertés Spirituelles & Temporelles, bonnes anciennes Coûtumes écrites & non écrites, de chacun des Corps & Communautés qui compoſent cet Etat, comme auſſi toutes les Conceſſions perpetuelles, réelles & perſonnelles, & de quelque nature qu'elles ſoient accordées, tant auxdits Corps & Communautés qu'aux particuliers, par tous les Princes precédens, & leurs Tuteurs, & Curateurs, & nommément par feu Madame la Ducheſſe de Nemours, notre Souveraine Princeſſe.

Memoire remis par S. E. Monſeigneur le Comte de METTERNICH, *à Meſſieurs les Quatre Miniſtraux, Conſeil & Communauté de la Ville de Neufchâtel, par lequel il agrée & accorde, au Nom de Sa Majeſté le Roi de Pruſſe les Articles Généraux ci-d ſſus.*

CE n'eſt que depuis peu de jours qu'on m'a communiqué les Articles Généraux, que vous avez demandez pour l'Etat. Vous aurez aiſément jugé, que j'y donnerois avec plaiſir mon conſentement au Nom de Sa Majeſté, en vertu des Pleins Pouvoirs dont je ſuis muni, puiſque dans le Manifeſte que j'ai fait publier il y a quelque tems, les plus conſiderables de ces Articles y étoient compris, & que je vous ai déja offert de ſa part, des avantages plus étendus, & plus eſſentiels que ne le ſont ceux que vous demandez.

Non ſeulement Sa Majeſté m'a ſpécialement ordonné de vous conſerver préciſement toutes vos Franchiſes & Libertez, qui ſont auſſi anciennes que votre Conſtitution, de même que tous les Priviléges, & toutes les Conceſſions, que les Poſſeſſeurs de cet Etat vous ont conſecutivement accordées, mais auſſi tout ce qui peut à l'avenir vous être le plus utile, & le plus avantageux, & tout ce qui eſt propre à maintenir la Réligion, à établir votre ſeureté, à éviter toutes ſortes de Conteſtations entre le Prince & vous, à empêcher que les Particuliers ne puiſſent être tremoleſtez en aucune maniére, enfin à vous procurer toutes les douceurs, & tous les avantages, que vous pouvez raiſonnablement déſirer.

Inſtruit comme je le ſuis de ces favorables intentions de Sa Majeſté, j'accorde très-volontiers en ſon Nom les Neuf Articles Généraux que vous demandez pour l'Etat, & cela d'une maniére la plus authentique. Je vous prie cependant de me faire donner des éclairciſſemens ſur les Articles V. VII. & VIII. Mais c'eſt uniquement dans le deſſein de ſavoir au juſte votre penſée ſur leur ſujet, & nullement pour vous faire aucune difficulté à leur égard, étant perſuadé que vous ne demanderez rien qui ne ſoit juſte & raiſonnable. Je m'aſſeure, Meſſieurs, que ſi vous êtes ſi bien informez de la droiture des Intentions de Sa Majeſté, que non ſeulement vous ne faites aucun doute ſur la réalité, & la durée permanente des promeſſes que je vous fais de ſa part, mais que vous êtes encore perſuadés qu'Elle ſera portée par le généreux penchant de ſon cœur, à augmenter conſiderablement les avantages que je viens de vous faire eſperer; cependant vous aurez toûjours le Louable Canton de Berne pour Juge entre Sa Majeſté & Vous, tant à l'égard de vos anciennes Franchiſes, Immunités, & Priviléges, qu'à l'égard des nouvelles Conceſſions, que je vous fais en ſon Nom, & que je vous pourrai faire à l'avenir. Je vous déclare même de la part du Roi, que non ſeulement il acquieſcera à ce que Sa Majeſté la Reine de la Grande Brétagne, & Leurs Hautes Puiſſances vous ſoient garents de tous mes engagements, mais même que Sa Majeſté s'employera avec plaiſir, à vous procurer cette garentie.

On

ANNO 1707.

On vous dira, Meſſieurs, que les Prétendans François peuvent auſſi faire des offres. Mais quelle ſeureté avez-vous de l'éxecution de leur Parole? Car quand même ont pourroit compter ſur la ſincérité de leurs Intentions, ſeroient-ils plus en liberté de dégager leurs promeſſes envers vous, que M. le Prince de Conti ne l'a été à l'égard des habitans de la Principauté d'Orange. Je puis même ajoûter, que le Canton de Berne, quoi que tres-puiſſant & tres-conſiderable, ſeroit peut-être difficilement en état, ſans le coûcours des Hauts-Alliés, de vous maintenir contre les entrepriſes de la France, & des Prétendans de cette Nation.

Quant aux offres en particulier, que vous fait M. le Prince de Conti, elles me paroiſſent aſſez ſingulières. Il veut vous établir une Inalienabilité que vous avez déja ſans lui, & qui ne pourroit ſubſiſter, ſi vous tombiez entre ſes mains, qu'autant que la Cour de France le trouveront à propos. Il veut par un expedient autant ſuſpect qu'équivoque, & qui ſeroit impraticable dans ſon exécution, vous mettre à couvert du triſte ſort qu'ont eu la Bretagne, le Bearn, & tant d'autres Etats qui ont été incorporez au Royaume de France, & qui en ſont devenus des Provinces. Mais votre propre Conſtitution, & la Juſtice que vous rendrez à Sa Majeſté, vous mettront ſuffiſamment à couvert, & d'une maniére beaucoup plus ſûre. Il veut vous accorder la proprieté des Biens de l'Hôpital, & elle vous eſt déja acquiſe. Il veut vous remettre les cinq Aides, mais elles vous ont déja été remiſes. Il conſent que vous ſoyez abſous & diſpenſés de vos ſermens, en cas qu'il manquât à ſes engagemens, & c'eſt là une conſequence naturelle des Sermens reciproques entre vôtre Prince & vous. D'ailleurs, comme M. le Prince de Conti eſt exclus ſolennellement, & d'une maniére qui doit être irrevocable, de toutes les prétentions qu'il avoit formé ſur votre Etat, il ne ſeroit pas ſurprenant qu'il voulut pouſſer ſes offres infiniment plus loin qu'il n'a fait.

Au reſte, Meſſieurs, vous ne devez pas attribuer les engagemens, dans leſquels j'entre ici avec vous, au deſſein de vous éblouïr par là, & d'obtenir quelque choſe de l'Etat qui ne ſoit entiérement conforme à la Juſtice. Les Droits de Sa Majeſté ſont ſi bien établis que leur évidence ne pourra que déterminer en ſa faveur, toutes les perſonnes portées à la droiture, & à l'équité.

Mais la bienveillance que le Roi mon Maître a pour un Etat auſſi attaché que le vôtre à la Ste. Religion, dont il fait lui même profeſſion, & de laquelle il eſt un ſi zelé défenſeur, la ſatisfaction qu'il trouve à gouverner ſes Sujets avec douceur, le plaiſir que lui donne leur felicité, plaiſir veritablement digne d'un Roi, & l'eſtime particuliere qu'il fait de vous, ſont les veritables motifs qui l'engageront toûjours à l'avenir, à vous départir ſes faveurs.

Et mon particulier, ce ſera pour moi une joie très-parfaite, ſi je puis contribuer à vous faire de plus en plus reſſentir les effets de la généreuſe & ſincére affection de Sa Majeſté pour vos Interêts. A Neufchâtel, ce 17. d'Aout 1707.

Signé

Comte de METTERNICH.

(L. S.)

Acte de la Ratification & Confirmation faite par S. M. le Roi de Pruſſe, du Manifeſte imprimé & publié en ſon Nom.

FREDERIC PAR LA GRACE DE DIEU, Roi de Pruſſe, Marggrave & Electeur de Brandebourg, Souverain Prince d'Orange, Duc de Magdebourg, Cleves, Juliers, Bergues, Stettin, Pomeranie, des Caſſubes & Vandales, en Sileſie, & de Croſſen, Prince de Halberſtad, Minden, Camin, & Mœurs, Comte de Hohenzollern, Ruppin, de la Marck, Ravensberg, Hohenſtein, Tecklenbourg, Lingue, Buren, & Leerdam, Marquis de Terveere & Vleſſingue, Seigneur de Ravenſtein, Lauenbourg, Butou, Arlay, & Breda. FAISONS ſavoir, comme il a plû à Dieu de retirer de ce Monde, Madame la Ducheſſe de Nemours, & qu'enſuite de cela Nous avons jugé à propos, ſelon notre declaration, donnée ci-devant, de faire valoir les prétentions que Nous avons à la pleine Souveraineté de la Principauté de Neufchâtel & Valengin, Nous ſommes bien aiſes de faire connoître aux habitans de ce Païs-là, non ſeulement le droit bon, & inconteſtable que Nous avons ſur cette Principauté, mais encore les avantages que Nous prétendons faire aux Peuples de cet Etat, après qu'ils ſe ſeront ſoûmis à nôtre Domination. Et comme Nous avons fait publier à cette fin, par notre Miniſtre d'Etat & Ambaſſadeur Extraordinaire, & Plenipotentiaire en Suiſſe le Sieur Comte de Metternich certain Manifeſte, qui expoſe une partie de ces avantages; Nous avons bien voulu pour en aſſurer d'autant plus les Sujets de ladite Principauté, leur donner comme Nous donnons en vertu de la preſente, pour Nous & Nos Succeſſeurs; notre Parole & promeſſe Roiale, de ne pas ſeulement tenir, accomplir & exécuter ponctuellement tout ce que ledit Manifeſte contient, en tous ſes Points, & Articles, mais d'y ajoûter encore d'autres Bienfaits & douceurs, & de contribuer généralement, autant que Nous pourrons à la tranquilité & au bonheur de ce Païs, tant pour le Spirituel, que pour le Temporel, & pour rendre ſon Etat toûjours plus floriſſant; Promettant de ratifier, approuver, & tenir pour agreable, tout ce que notredit Ambaſſadeur promettra & accordera à cét égard tant aux Habitans de cette Principauté en général, qu'à chacun en particulier, de même que ſi Nous le leur avions promis & accordé Nous même immediatement. En foi dequoi Nous avons ſigné la Préſente de notre main, & y ayons fait appoſer notre grand Sceau Royal. Fait dans nôtre Château de Charlottenbourg ce 10. d'Août l'An de Grace mille ſept cens & ſept, & de notre Régne le Septiéme.

Signé

FREDERIC R.

Comte de Wartemberg.

Le Grand Sceau eſt pendant à cette Ratification.

ANNO 1707.

XLVIII.

Proteſtation de la Ducheſſe Douairiere de LESDIGOSERES, ***de*** JAQUES DE MATIGNON, ***&* D'ANGELIQUE CONEGONDE DE MONTMORENCY DE LUXEMBOURG ***comme Tutrice de Mademoiſelle de*** NEUFCHATEL ***ſa Fille, contre les Procedures irregulieres du Tribunal de Neufchatel, qui les obligent à ſe retirer ſans attendre ſa Sentence definitive. A Neufchatel le 1 Octobre 1707.*** [Publié à Neufchâtel de la part du Duc de VILLEROI, du Comte de MATIGNON, &c.] 1 Octobre.

A Monſieur le Gouverneur, & à Meſſieurs les Trois Etats du Païs.

MESSIEURS.

NOus avions crû comme Heritiers de la Maiſon de Longueville, devoir nous rendre à Neufchâtel, aprés la mort de Mad. la Ducheſſe de Nemours, pour ſucceder à la Souveraineté qu'elle poſſedoit, & qui étoit depuis 250. ans dans cette Maiſon. C'eſt pour cela qu'après avoir employé trois Mois entiers à établir les Droits du Sang, & combattre les Pretentions d'une Maiſon Etrangere, nous avons lieu d'eſperer, que nos raiſons ſeroyent favorablement reçûes, & qu'il ne reſteroit d'autre difficulté, que de decider entre nous ſur la prerogative de la Ligne, ou ſur la proximité du degré.

Cependant nous voyons avec douleur, qu'au mepris des Loix les plus ſaintes, & les plus inviolablement obſervées dans cet Etat, on eſt reſolu à rompre le cours de la ſucceſſion naturelle pour faire paſſer à un Prince etranger, ce qui n'appartient legitimement, qu'à nous.

Si ces reſolutions étoient moins certaines & moins publiques, nous pourrions encore conſerver quelque eſperance dans l'attente de la Deciſion. Mais ce qui s'eſt paſſé ici depuis quelque tems, ne laiſſe plus la choſe douteuſe: On ne ſait que trop les reſſorts & les mouvemens qui vont à étouffer la bonne cau-

ANNO 1707. se, & dont on veut bien, par égard pour le Tribunal ne point s'expliquer.

On ne s'appellera pas non plus l'excès d'indulgence dont on a usé pour un des Agens de S. A. Electorale, lequel ayant eû l'insolence de menacer publiquement de coups de baton l'Avocat d'un des Pretendans François, dans les fonctions mêmes de son Ministere, n'a été condamné, *Pour bonnes Considerations* ce sont les propres termes de la Sentence qu'a s'épargner la peine de venir au Tribunal.

Il seroit inutile aussi de se plaindre de l'affection avec laquelle on a excité & fait paroître hier à l'audience, après une deliberation prise de concert avec la Ville, les pretendus Deputés de Vallengin, pour demander un prompt Jugement, dans une conjoncture que l'on croioit favorable au Parti que l'on affectione.

Le motif de ces demarches n'est pas équivoque, mais ce qui acheve de persuader, que tout est declaré contre les Héritiers du sang, c'est la Sentence que vous rendites hier, par laquelle vous les obligez sur le champ à faire toutes leurs restrictions en preuves, à peine d'être forclos, quoi que la Sentence qui precedoit immediatement celle-là, portast seulement qu'ils pourroient le faire ce jour là, & qu'elle ne menaçat point de forclusion.

Une precipitation si peu preparée par vos Jugements precedens, ne nous laisse pas douter, que vous n'ayez voulu confondre dans un même jour, & par un même Acte, les restrictions en preuve de toutes les parties, pour fournir un Titre à S. A. E. contre la demande que nous avions formée, pour la separation des Causes, & que nous avons renouvellée par quatre fois differentes devant vous sans que vous ayez jugé à propos de statuer.

Toutes ces circonstances nous forcent malgré nous à ne point acquiescer à votre Sentence d'hier, parce que par là nous commencerions à confondre nos Droits avec ceux des ayans cause de la Maison de Châlon, & que nous avons autant d'interêt d'eviter cette confusion de causes que S. A. E. en a peut-être de la souhaiter.

D'autant plus même que cette Sentence ne s'accorde pas avec celles du 17. 19. & 23. du même Mois, par lesquelles les Heritiers de la Maison de Longueville n'ont point été mêlés, quant à la production avec ceux de la Maison de Chalon.

Dans une situation si triste, ne pouvant regarder cette derniere Sentence que comme un piege pour rendre intutiles les premieres, & nous conduire insensiblement à une confusion d'actions à laquelle nous nous sommes toujours opposés, & sur lesquelles, malgré toutes nos instances on n'a jamais voulu prononcer definitivement; Nous ne voyons d'autre parti à prendre que celuy de nous retirer, sans attendre un Jugement definitif, auquel nous prevoyons bien que les recommandations mendiées & reünies de plusieurs Puissances auront plus de part que les règles ordinaires de la Justice.

Mais en nous retirant, nous nous croyons bien fondés de protester comme nous faisons, dans la meilleure forme qu'il se peut, de nullité contre la Sentence qui fut renduë hier, & contre toutes celles qui pourront se rendre dans la suite, au prejudice de nos Droits, priant tous les Assistans d'être temoins de la presente Protestation; & de se souvenir que les Héritiers de la Maison de Longueville, dont les Auteurs ont possedé pendant plus de 250. ans cette Souveraineté, sont obligez de se retirer pour faire place à un Etranger; Requerant en outre que la même Protestation soit ecrite & inserée dans le Regître Manuel des trois Etats. Fait à Neufchatel le premier d'Octobre mille sept cens & sept.

Nous Louïs Nicolas de Neufville, Duc de Villeroy, au nom de Madame la Ducheſſe Douairiere de Lesdiguieres; & Nous Jaques de Matignon, Chevalier des Ordres du Roi, donnons pouvoir aux Sieurs Terrasson & Du Fort nos Avocats, d'aller aujourd'huy dans le grand Poile du Chateau de Neufchâtel, lire ou faire lire en pleine Assemblée, les presentes Protestations. Fait le susdit jour premier Octobre mil sept cens sept.

Signé

Louïs Nicolas de Neufville Duc de Villeroy, Jaques de Matignon.

Nous soubsignés, Avocats de Monsieur le Duc de Villeroy, & de Mr. le Comte de Matignon verifions que ce jourd'huy premier Octobre mille sept cens sept nous nous sommes transportés au grand Poile du Château de Neufchatel, où nous avons faict lecture des Protestations & declarations ci-dessus, dont nous avons laissé le double en pleine Assemblee, & en presence des témoins ci-dessous ANNO 1707.

Signés

TERRASSON pour M. le Duc de Villeroy.

DU FORT Adv. de Mr. le Comte de Matignon.

Nous Angelique Cunegonde de Montmorency de Luxembourg, Tutrice de Mademoiselle de Neufchâtel notre fille, donnons pouvoir au Sieur Tribolet, Advocat, d'adherer à la presente Protestation en tout ce qu'elle ne pourra nuire ni prejudicier, à notre dite fille, & de se transporter à cet effet dans le grand Poile du Château de Neufchâtel pour faire publiquement cette Declaration. Fait à Neufchâtel le premier d'Octobre 1701.

Signé

ANGELIQUE CUNEGONDE DE MONTMORENCY LUXEMBOURG.

Nous soubsigné Advocat, certifions que nous nous sommes transporté avec Messieurs Terrasson, & Du Fort au grand Poile du Château de Neufchâtel, & qu'apres la lecture de la presente Declaration, nous avons declaré, que nous y adhérons pour ma dite Dame de Neufchâtel, au nom qu'elle procede, en ce qu'elle ne lui pourra nuire ni prejudicier. Fait à Neufchâtel ce premier Octobre 1707.

Signé

TRIBOLET.

XLIX.

Damnatio, Reprobatio, & prohibitio quorumdam Opuſculorum, & aliorum quorumcumque Librorum, & Libellorum, tam editorum quàm edendorum adverſus Decretum Apoſtolicum ſuper remotione R P. D. PETRI CODDÆI *Archiepiſcopi Sebaſteni à Vicariatu Apoſtolico Miſſionum Hollandicarum, necnon ſuper damnatione quarumdam illius ſcriptionum, cum prohibitione, ſub pœnâ excommunicationis latæ ſententiæ, idem Decretum de cætero quomodocumque impugnandi, ſivè ei contraveniendi. Romæ 4 Octobris* 1707. [Bullarium Magnum Tom. VIII. pag. 61. Edit. Luxemburgic 1727.] 4 Octobre.

CLEMENS PAPA XI.

Ad perpetuam rei memoriam.

CUm (ſicut Nobis innotuit) obtenta tam defendendæ cauſæ Venerabilis Fratris Petri Coddæi Archiepiſcopi Sebaſteni, quem Nos dudum ab Apoſtolico Hollandiæ, illique fœderatarum Provinciarum Vicariatu, noſtro deſuper die 3. Aprilis 1704. edito Decreto, removendum duximus, quàm tuendarum quarumdam ejuſdem Petri Archiepiſcopi Scriptionum, quas eodem Decreto damnavimus, & prohibuimus: quam plurimi inquietorum Hominum, & publicæ tranquillitati adverſantium operâ in lucem prodierint, & in dies prodeant Libelli, quorum evulgatione exortæ hactenus inter Catholicos illarum Partium turbæ, atque diſſidia foventur, imò & pravæ doctrinæ ſemina ad Simplicium ſubverſionem, non ſine maximo orthodoxæ Fidei detrimento diffunduntur: Nos dum de aliis tam gravi morbo, in animarum Nobis ab Altiſſimo commiſſarum perniciem vergenti, opportunè adhibendis remediis ſeduló cogitamus, aliquos interea ex iiſdem Libellis, qui ad Apoſtolatus Noſtri notitiam pervenerunt, Latino, Gallico, & Belgico reſpectivè Idiomate typis impreſſos, Venerabilibus Fratribus Noſtris S. R. E. Cardinalibus in tota Republicâ Chriſtianâ contra hæreticam pravitatem Generalibus Inquiſitoribus à Sede Apoſtolica ſpecialiter deputatis examinan-

ANNO 1707.

minandos commiſimos, quorum tituli ſunt infraſcripti, videlicet:

Apologia pro Clero Eccleſiæ Batavorum Romano-Catholicæ, ſeu rationes, ob quas Clerus conſuit in locum Reverendiſſimi Archiepiſcopi Sebaſteni non eſſe illico recipiendum D. Theodorum Cokkium. Per Joannem Palæopiſtium. Delphis apud Henricum van Rhyn, 1702.

Aſſertio Juris Eccleſiæ Metropolitanæ Romano-Catholicæ adverſus quoſdam, qui eam ad inſtar Eccleſiarum per Infidelium perſecutiones deſtructarum Jure priſtino penitus exiſtimant. Per I. C. E. I. V. Licent. ejusdem Eccleſiæ Canonicum. Delphis Typis Henrici Rhenavi, 1703.

Imago Pontificiæ Dignitatis penitiſſo Sacrarum Scripturarum, ac Traditionis nativè delineata: Ubi quid Pontifici Romano competat, vel non competat, collectis ex Eccleſiaſticæ ſupellectile documentis, luculenter, ac compendio demonſtratur. Auctore Deſiderio Paleophilo. Conſtantiæ apud Æneam Sylvium, 1704.

Cleri Catholici pro Fœderatum Belgium, & Archiepiſcopi Sebaſteni Religio vindicata contra Libellum Memorialem de ſtatu, & progreſſu Janſenismi in Hollandia. Joannes Clerici in S. Auguſtinum cenſura refellitur. Scripta varia ad rem pertinentia ad calcem appendantur. Authore Chriſtiano Philireno Presbytero S. T. Profeſſore. Trajecti ad Rhenum, 1703.

Motivum Juris pro Capitulo Cathedrali Harlemenſi. Harlemi Typis Nicolai Braun, 1703.

Refutatio reſponſi ad Libellum, cui titulus: Motivum Juris pro Capitulo Cathedrali Harlemenſi, ſive Elucidatio ulterior Jurium ejuſdem Capituli. Harlemi Typis Nicolai Braun, 1703.

Epiſtola Petri Coddæi Archiepiſcopi Sebaſteni ad Catholicos Incolas Fœderati Belgii de ſuo ad Urbem itinere, ac de muneris ſui adminiſtrandi interdictione. Trajecti ad Rhenum typis Theodori ab Eynden, 1704.

Epiſtola ſecunda Petri Coddei Archiepiſcopi Sebaſteni ad Catholicos Incolas Fœderati Belgii. Trajecti ad Rhenum ex Bibliopolio Theodori ab Eynden, 1704.

Even redige Samenſpraek op het Verwyten van-Onſen Salighmaker Jeſus Chriſtus, en op de Zaek van den Arſchbiſchop van Sebaſten.

Xenicum Chronographicum, ſive Selecta Innocentiæ per invidiam calumniantes oppreſſæ exempla Illuſtriſſimo ac Reverendiſſimo D. Petro Coddæo Archiepiſcopo Sebaſteno &c. Pro ſtrena, oblata cordi, & animi ſinceritate 1705.

Lettre de Monſieur N. à un Seigneur d'Angleterre ſur la demande s'il eſt bon d'employer les PP. Jeſuites dans une Miſſion? Qu'on a trouvé à propos de donner derechef au Public entant qu'elle fournit de la lumiere dans l'affaire de Monſeigneur de Sebaſte, 3. Fevrier 1686.

Klagende Merkuur opgedragen aan de Heer Franciſcus Fairlemus Theol. Doct. Door Henrick Spoor Ph. & Med. Doct. Tot Utrecht Gedrukt Voor den Autheur by Johan Viſch, 1703.

Lettre d'un Homme de qualité pour ſervir de réponſe à une autre, à Luy addreſſée par Monſeigneur l'Internonce Apoſtolique avec la Bulle, qui a pour Titre, Datée à Rome le 7. d'Avril, 1703.

Adeodatus Pr. Comprebyteris de Clero per Fœderatum Belgium D. Theodor. Cokkium, ut Provicarium non recipientibus S. P. D. Delphis apud Henricum van Rhyn, 1703.

Reſponſio Henrici Spoor ad Epiſtolam ſibi ſcriptam à D. Internuntio Bruxellenſi edita Latino, & Belgico idiomate, & data Ultrajecti.... Maii 1703.

Lamenta, & querelæ Sponſæ Sebaſtinæ, per Clementem XI. viduatæ, ad eundem pro Sponſo ſuo.

Cato Uticenſis redivivus ad ampliſſimos Archidiœceſeos Ultrajectenſis, & Diœceſeos Harlemenſis Capitulares Viros. Pro Arii, & Focii.

Gisberti Amſtelii expoſtulatio altera adverſus Lojolitas, fœdus Societatis Jeſu deſerteres. Coloniæ apud Balthaſar ab Egmont, 1704.

Collyrium Theodero de Cock dono miſſum per M. M. A. P. C. Cordis amicitia, 1704.

Declaratio, & reſponſiones ab Archiepiſcopo Sebaſteno, cum in Urbe eſſet, FE. DD. Cardinalibus tradita, & jam Orbi pandita Chriſtiano, 1704.

Avis ſincerers aux Catholiques des Provinces Unies ſur le Decret de l'Inquiſition de Rome contre M. l'Archevêque de Sebaſte Vicaire Apoſtolique avec pluſieurs Pièces, qui ont rapport à ſon affaire, 1704.

Réflexions ſuccintes ſur la Lettre d'un Catholique Romain à un de ſes Amis d'Italie, touchant l'état preſent des Catholiques Romains en Hollande, 7 Novembre 1704.

Literæ ad Archiepiſcopum Sebaſtenum nomine S. Congregationis de Propaganda Fide 25. Auguſti 1703. uti fertur, ſcriptæ, ab impiatis quibuſdam Bodie in lucem editæ, ſatis vero brevibus illuſtratæ per Jannm Parrhaſium. Amſtelodami 1704.

ANNO 1707.

Diatriphes ſive Spiritus, & Opera Theodori Cockii accuratè deſcripta, & juſtificando Clero cum in Vicarium Apoſtolicum non recipienti in lucem data, ab Eugenio Clario Theologo. Lugduni apud Henricum Arſcyn, 1704.

Jeſuitarum, aliorumque Romanæ Curiæ adulatorum de Summi Pontificis authoritate commenta, Regnis, Regibusque infeſta, ac ſpecialiter Supremæ, Prapotentibuſque Fœderati belgii Ordinibus periculoſa: fideliter propoſita per Jurie Conſultum Batavum, Eccleſiæ, & Patriæ amantem Amſtelodami, 1704.

Notæ breves in Epiſtolam ad Catholicos Hollandiæ, quæ ſub nomine Pontificis Clementis XI. circumfertur, per Jurie Conſultum Batavum.

Notæ in Decretum, quod ſub Inquiſitionis nomine circumfertur contra Archiepiſcopum Sebaſtenum per Jannm Parrhaſium.

Diſquiſitio Theologica de Poteſtate, ac juriſdictione, quibus in Fœderati Belgii Provinciis etiamnum fruitur Archiepiſcopus Sebaſtenus, ablato licet Vicariatu Apoſtolico, nunquam antehac Typis edita.

Zedelyke Overweginge van het Decreet der Roomſe Inquiſitie, des Jaars, 1704 3. April. Tegens de Verklaringe en Verantwoordinge des Aartſchbiſchops van Sebaſten. Rotterdam 1704. Id eſt Modeſta Conſideratio Decreti Romanæ Inquiſitionis anni 1704. 3. Aprilis &c.

Vreedzamige Waarſchouwing over zekere Brief de Naam voerende van Clemens XI. Id eſt Pacifica Admonitio ſuper certam Epiſtolam nomen ferentem Clementis XI.

Denuntiatio Apologetica Petri Coddei Archiepiſcopi Sebaſteni ſinceris, ſolidiſque documentis firmata, quam circa præcipua cauſæ ſuæ capita evulgandam duxit. Trajecti ad Rhenum, 1706.

§. 1. Audiſtis itaque memoratorum Cardinalium, qui relatas ſibi ſuper iiſdem Libellis plurium in Sacr. Theologa Magiſtrorum cenſuras diligenter perpenderunt, ſententiis, creditum Nobis a Domino Paſtoralis curæ, atque vigilantiæ munus, quantum Nobis ex alto conceditur, ſalubriter exequi cupientes, de eorumdem Cardinalium conſilio, ac etiam motu proprio, & ex certâ ſcientiâ, & matura deliberatione noſtris, deque Apoſtolicæ Poteſtatis plenitudine, non modò omnes, & ſingulos ſupradictos libellos, ut pote multa falſa, calumnioſa, Apoſtolicæ Sedi ejuſque Miniſtris injurioſa, piarum aurium offenſiva, ſcandaloſa, temeraria, erronea, atque in apertum ſchiama tendentia reſpectivè continentes: verùm etiam omnes, & quoscumque alios libros, libellos, epiſtolas, & aliâ quævis operâ, ſeu opuſculâ directè, vel indirectè adverſus præfatum noſtrum Decretum remotionis ſupradicti Petri Archiepiſcopi, nec non damnationis, & prohibitionis memorarum ejus ſcriptionum quocumque idiomate hactenus edita, & ſi quæ in poſterum eâ contigerit, tenore præſentium damnamus, & reprobamus, ac pro damnatis, & reprobatis perpetuò haberi debere decernimus.

§. 2. Ac proinde omnium, & ſingulorum tam ſupra deſcriptorum, quàm aliorum quorumlibet ſimilium libellorum, librorum, epiſtolarum, operum, ſeu opuſculorum impreſſionem, deſcriptionem, lectionem, retentionem, & uſum omnibus, & ſingulis Chriſti fidelibus etiam ſpecificâ, & individuâ mentione, ac expreſſione dignis, ſub pœnâ excommunicationis per contrafacientes ipſo facto abſque aliâ declaratione incurrendâ, à quâ nemo à quoquam, præterquam à Nobis, ſeu Romano Pontifice pro tempore exiſtente, niſi in mortis articulo conſtitutus, abſolutionis beneficium valeat obtinere, omnino interdicimus, & prohibemus. Volentes, & Apoſtolicâ authoritate mandantes, ut quicumque libros, libellos, epiſtolas, opera, ſeu opuſcula prædicta, vel eorum aliquod penes ſe habuerint, illa, ſeu illud, ſtatim atque præſentes Literæ eis innotuerint, teneantur tradere, atque configuare locorum Ordinariis, vel hæreticæ pravitatis Inquiſitoribus, qui exemplaria ſibi ſic tradita illicò flammis aboleri curent.

§. 3. Inſuper ſub pari excommunicationis pœnâ interdicimus ſimiliter, & prohibemus, ne quis in Concionibus, Catherhismis, Lectionibus, aut aliis ad Populum Sermonibus prædictum noſtrum Decretum in cauſa memorati Petri Archiepiſcopi; ſummâ quidem maturitate, & juſtitiâ editum, ullo tempore, vel quovis prætextu impugnare præſumat, vel eidem quomodolibet uſu temerario contraire.

§. 4. Non obſtantibus Conſtitutionibus, & Ordinationibus Apoſtolicis, cæterisque contrariis quibuscumque. Cæterum, ut ipſæ præſentes Literæ omnibus fa-

ANNO 1707. ciliùs innoteſcant, nec quisquam illarum ignorantiam allegare poſſit, volumus, & authoritate præfatâ decernimus, illas ad valvas Baſilicæ, Principis Apoſtolorum, ac Cancellariæ Apoſtolicæ, nec non Curiæ Generalis in Monte citatorio, & in Acie Campi Floræ de Urbe per aliquem ex Curſoribus noſtris, ut moris eſt, publicari, illarumque exempla ibidem affixa relinqui; Sic verò publicatas omnes, & ſingulos, quos concernunt, perinde afficere, & arctare, ac ſi unicuique illorum perſonaliter intimatæ, & notificatæ fuiſſent: Earumdem autem præſentium Literarum Tranſumptis, ſeu Exemplis, etiam impreſſis, manu alicujus Notarii publici ſubſcriptis, & ſigillo Perſonæ in Eccleſiaſticâ dignitate conſtitutæ muniris, eamdem prorſus fidem tam in judicio, quàm extra illud ubique locorum haberi, quæ ipſis præſentibus haberetur, ſi forent exhibitæ, vel oſtenſæ.

§. 5. Demum omnes, & ſingulos, qui in præfatis Fœderatis Provinciis verè Catholicorum nomine cenſeri volunt, & Apoſtolicæ Sedi communione ſociari, atque eos præſertim, qui in ſortem Domini vocati, ſpiritu humilitatis, lenitatis, & obedientiæ decent cæteris prælucere, pro paternæ noſtræ charitatis debito hortamur, rogamus, atque obſecramus in Domino Jeſu, ut depoſitis ſimultatibus, & Partium ſtudiis, diſcant id ipſum ſapere in Domino, donantes invicem, ſi quis adverſus aliquem habet, querelam, ſicut & Chriſtus donavit Nobis, ut non blaſphemetur nomen Domini; ſed unanimes honorificemus Deum, & qui una Fide jungimur, unitate Spiritus, & vinculo Pacis invicem copulemur. Datum Romæ apud Sanctum Mariam Majorem ſub Annulo Piſcatoris die IV. Octobris MDCCVII. Pontificatus Noſtri Anno Septimo.

F. Oliverius.

L.

3. Novembre. *Sentence d'Inveſtiture, rendüe par les Trois Eſtats de Neufchatel en faveur de Sa Majeſté Pruſſienne contre les autres Pretendants à la Souveraineté de cet Eſtat. Fait au Chateau de Neufchatel le 3 Novembre* 1707. [Sur la Copie Imprimée à Neufchatel par Ordre des Trois Eſtats. Anno. 1707. fol. 341.]

NOus Nicolas Tribolet, Conſeiller d'Etat & Inſpecteur Général des Milices de la Souveraineté de Neufchâtel & de Valangin, ci-devant Capitaine Commandant un Bataillon Suiſſe au ſervice de la France, Faiſons ſavoir à tous ceux qui verront ces Preſentes: Qu'après le decès de S. A. Madame Marie d'Orleans, Ducheſſe de Nemours, Princeſſe Souveraine deſdits Neufchâtel & Vallangin &c., arrivé le 16. Juin dernier; les Trois Etats de cette Souveraineté s'étant aſſemblez ſuivant la coûtume le 28. Juillet ſuivant, qui eſt le terme de 6. ſemaines après ledit decès; Ils auroient depuis tenu pluſieurs ſéances, pour vaquer à l'examen d'un grand Procès, qui eſt inſeré au long dans le Regitre deſdits Etats, ſous la Préſidence du Noble, Généreux & Puiſſant Seigneur, Meſſire François Henri d'Eſtavay, Chevalier, Sr. de Mollondin, Conſeiller d'Etat de la Ville & du Canton de Soleurre, en qualité de Gouverneur & Lieutenant Général dans cette Souveraineté; lequel ayant diſcontinué de préſider le 29. Octobre dernier, Nous avons été nommé au Conſeil d'Etat le jour ſuivant, pour remplir ſa place, &c. Et en conſequence, ont comparu devant Nous le 31. Octobre dernier, Mr. Erneſt Eberard Comte de Metternich le fils, & Guillaume Frederick Duncker, Conſeiller de la Cour, ſubſtituez Procureurs de ſon Excellence Mr. le Comte Metternich, Miniſtre d'Etat, Ambaſſadeur Extraordinaire & Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Pruſſe; avec Mr. Peyrol, Conſeiller & Avocat de Sadite Majeſté, d'une part: Et Mr. Louïs Marin, Sr. de Loſſinge, Conſeiller au Conſeil de Chambery, conſtitué Procureur de S. A. Mr. le Prince de Carignan, avec Mr. Fortis, Avocat de Sadite Alteſſe, de l'autre part. S. M. le Roi de Pruſſe, & Sadite Alteſſe le Prince de Carignan, ayant eté les ſeuls des Hauts & Illuſtres Prétendans à la Souveraineté, qui ayent reſté dans l'affaire, tous les autres s'étant retirez &c. Surquoi les Trois Etats après avoir fait lecture du Procès, & entendu les Avocats, s'étant ajournez a aujourd'hui pour prononcer ſur l'affaire, Nous ont prié de vouloir faire lire la Sentence qu'ils avoient dreſſée par écrit, ce qui a été fait à haute voix par Mr. Huguenin, Secretaire du Conſeil d'Etat, dans les termes ſuivans. ANNO 1707.

MEssieurs *des Trois Etats aiant vû & examiné les Actes, Titres & Documens produits de la part des Hauts & Illuſtres Pretendans, ſavoir S. M. le Roi de Pruſſe, S. A. S. Monſeigneur le Prince de Montbelliard, S. A. S. Monſeigneur le Prince de Carignan, Madame la Ducheſſe Douairiere de Leſdiguieres, Mr. le Comte de Matignon, Mademoiſelle Louiſe Leontine Jaqueline de Bourbon, Madame la Marquiſe de Mailly, & Mr. le Marquis d'Alegre, avec les Inventaires raiſonnez de leurs productions, aux fins de ſatisfaire aux Appointemens en preuve, auſquels ils auroient été admis, pour établir leurs Droits à la Souveraineté de Neufchatel & Vallangin: Et ayant auſſi conſideré la Retraite d'aucunes des Parties, & leur volontaire Déſertion en cauſe, mentionnée dans les Devis de la Procedure des 1. & 29. du mois dernier, nonobſtant la reconnoiſſance de ce Tribunal, & l'exécution de pluſieurs Sentences contradictoirement rendues & agréées de leur part; au moyen duquel, elles ſont déchûes de leurs Prétenſions, & forcloſes de fait & de droit,*

Après avoir donné leur attention à l'importance de la matiere, & fait réflexion, que cette Souveraineté & le Domaine direct a apartenu originairement à la Maiſon de Chalons: Que l'Utile a été réuni & conſolidé à la Directe, tant par le décès ſans enfans de Jean de Fribourg, *arrivé en* 5457., *que par diverſes ouvertures ſuivantes: Que ces droits n'ens pas été preſcrits; mais qu'ils ſont de leur nature impreſcriptibles, de l'aveu même de l'Avocat de S. A. S. M. le Prince de Carignan: Que les Droits de la Maiſon de Chalons ont été tranſmis légitimement en la Perſonne de* Guillaume de Naſſau, *dit le* BELGIQUE, *qui a été reconnu generalement, & par toutes les Puiſſances de l'Europe, l'Héritier Univerſel des Biens & Droits de la Maiſon de* Naſſau Orange, *dont lui & ſes Succeſſeurs ont joui librement, & dont leſquels ils ont été réintegrez lors qu'ils y ont été troublez: Que par le Decès ſans Enfans de* Guillaume III. *Roi de la Grande Bretagne, qui étoit Fils de* Guillaume II., *Fils de* Frederic-Henri, *Fils dudit* Guillaume le Belgique, *Sa Majeſté* FREDERIC premier Roi de Pruſſe, *du Chef de* Louïſe de Naſſau *ſa Mere, Fille Ainée dudit Prince Frederic Henri, ſe trouve inconteſtablement le veritable & légitime Héritier, à cet égard, de la Maiſon de* Naſſau-Chalon-Orange; *qui donne l'excluſion à S. A. S. Monſeigneur le Prince de Carignan*

POUR CES CAUSES, Meſdits Sieurs des Trois Etats *Donnent & Adjugent par Sentence Souveraine & abſolue,* à Sadite Majeſté FREDERIC Premier Roi de Pruſſe, *l'inveſtiture de cet Etat & Souveraineté, avec ſes Annexes, aparteances & dépendances, pour être ledit Etat par lui poſſedé comme* independant, inaliénable & indiviſible, *en conſervant les Libertez, Franchiſes, Privileges & Immunitez, tant des Bourgeois que des autres Peuples de cet Etat; les Conceſſions accordées par les précedens Souverains, tant au Corps qu'aux Particuliers du Païs, & les Traitez* d'Alliance & de Combourgeoiſie *faits & dreſſez avec les Etats Voiſins: Ordonnant au Treſorier & Receveurs de cet Etat, de païer & délivrer ſuivans les ordres de Sadite Majeſté, ou de ceux qui auront charge d'Elle; Maintenant quoi, eux & les leurs ne pourront être recherchez ni inquietez pour ce ſujet, ſous quelque prétexte que ce ſoit.*

Après la lecture de ladite Sentence, & que le Sr. Fortis Avocat de Sadite A. S. M. le Prince de Carignan eut fait lecture d'une certaine Proteſtation, qui, par une nouvelle Sentence de Mrs. des Trois Etats, n'a pas été admiſe, ainſi que le Regitre en eſt chargé: Nous avons mis en poſſeſſion & inveſti Sadite Majeſté le Roi de Pruſſe *de ladite Souveraineté de* Neufchatel & de Vallangin, &c. *par la Tradition du Sceptre que Nous avons dépoſé entre les mains de S. Ex. Mr. le* Comte de Metternich *ſon Miniſtre d'Etat, & ſon Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire. Fait au Château de Neufchatel le 3 Novembre* 1707. *Signé,* N. Tribolet; *& plus bas par Mr. le Préſident,* Huguenin, *Secretaire du Conſeil d'Etat.*

LI.

6. Decembre. *Proteſtation de* GUILLAUME HYACINTHE *Prince d'Orange, de Neufchatel & de Naſſau Siegen, pour la conſervation de ſes Droits & Pretentions ſur Neufchatel.* CONTRE *La Sen-*

ANNO 1707.

Sentence d'Inveſtiture rendüe par les Trois Eſtats du Pais le 3. Novembre 1707. en faveur du Roi de Pruſſe. Fait à Munſter le 6 Decembre 1707. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. 4. pag. 269.]

NOus Guillaume Hyacinthe, par la grace de Dieu Souverain Prince d'Orange, & de Neufchatel, Prince du St. Empire, & de Naſſau Siegen, Comte de Catzenelenbogen, Vianden, Dietz, Buren & Leerdam, &c. Baron de Breda, Dieſt, Arlay, Grimberg, Renaix, &c. Seigneur de Lannoy, Xantes, Wahaignes, Steenberge, Noferoy, &c. Vicomte Héréditaire d'Anvers & de Beſançon.

Etant venu à nôtre connoiſſance par les nouvelles publiques, que malgré les informations évidentes, que nous avions données aux Meſſieurs des trois Etats de Neufchatel, de nôtre Droit inconteſtable ſur leur Etat, ils viennent de choiſir un Maître, & ſe donner au Roi de Pruſſe, le reconnoiſſant comme l'Héritier de Châlons, ce qui eſt d'autant plus injuſte que la Maiſon de Naſſau a été toûjours reconnuë pour Héritiere de celle de Châlon, principalement dans le Traité de paix de Weſtphalie, Nimegue & Ryswik, & que l'Héritance entiere d'icelle nous a été devoluë par la mort ſans enfans de Guillaume III. Roi d'Angleterre de glorieuſe Mémoire, comme Héritier Fidei-commiſſaire de Philippe Guillaume Prince d'Orange, & plus proche Agnat du dit Roi, de la maniere, que nous en avons informé Meſſieurs des trois Etats de Neufchatel, ce qui apert par leurs reponces à nos Lettres en date du 16 Août & 26 Septembre 1707. & d'ailleurs étant aſſuré, que s'il y avoit quelque doute, pour ſçavoir qui eſt le veritable héritier de Châlon, ce ne ſeroit nullement aux dits Meſſieurs à decider la-deſſus, & encore moins à juger pour la Seigneurie directe, qui appartient aux Héritiers de la dite Maiſons de Châlons; C'eſt pourquoi nous avons proteſté, comme nous proteſtons ſolemnellement par ces preſentes en la meilleure forme qu'il ſe peut, contre tout ce qui s'eſt fait ou ſe fera par le dit Tribunal de Neufchatel, ſoit en faveur du Roi de Pruſſe, ou de quelle autre puiſſance que ce puiſſe être, qui fera à nôtre préjudice, ou à celui de nôtre Maiſon de Naſſau, tenant pour nulles & ſans effet toutes leurs pretendues ſentences en faveur de la Cour de Pruſſe, vû la conjoncture du tems, l'incompetence des juges, & la poſſeſſion où la Maiſon de Naſſau eſt depuis tant de Traités de paix de l'héritance de celle de Châlons, en appellant à la mediation & à l'équité des Couronnes, & au prochain Traité de paix, où il fera plus libre à chacun, de montrer ſon droit. Et pour preuve de notre volonté & valeur de la preſente proteſtation l'avons ſignée de nôtre main & fait appoſer le Cachet de nos Armes, & remiſe après avoit fait la lecture d'icelle en preſence des témoins plus bas nommés, au Notaire ſoubſigné, pour l'inſerer dans ſon Protocolle public, & lui en avons demandé Acte. Donné à Munſter en Weſtphalie le 6. Décembre, l'An de grace 1707.

Etoit ſigné

(L. S.) *Guillaume Hyacinthe*, Prince d'Orange & de Naſſau.

Anno Milleſimo Septingenteſimo Septimo, die verò ſexta Decembris, altelatus Princeps Auriacus & Naſſavicus Sigenenſis, &c. interpoſuit ad Protocollum mei infraſcripti Notarii præſentem ſchedulam proteſtationis & requiſitionis, proteſtans & requirens ut latius in eâdem ſchedula. Præſentibus Mathæo Wilhelmo Büren & Joanne Theodoro Dickmann Copiſtis, teſtibus ad præmiſſum Actum interpoſitæ Proteſtationis ſpecialiter requiſitis atque rogatis. Actum Monaſterii Weſtphalorum in ſupraſcripto tempore & in ædibus viduæ Weſſeleng.

(L. S. Notarialis.) *Antonius Hubertus Lover*, in Venerabili Camerâ Imperiali immatriculatus Notarius, in fidem ſubſcripſit, & ſignavit requiſitus.

Concordat cum Originali.

LII.

ANNO 1708.

Edictum Ducis Sabaudiæ, ut omnes Feudatarii Langarum ſub pœna confiſcationis accedant ipſi ad præſtandum Juramentum fidelitatis (1) *Dat. Taurino die 7 Decembris anno 1708.* 7 Decemb.
[Copie communiquée par un des Principaux Seigneurs des Langues.]

VITTORIO AMEDEO II. per Gratia di Dio Duca di Savoia &c.

FRa le ceſſioni portate dal Trattato ſeguito colla glorioſa memoria dell' Imperatore Leopoldo I. indi confermato da ſua Maeſtà Ceſarea hoggidì regnante, ratificato & approvato dalla Maeſtà Cattolica del Rè Carlo terzo, ci è ſtata ſpecialmente transferta ogni ragione, od eſercizio di ragione, che per titulo di dipendenza, ò per qual ſivoglia altro, babbia per l'addietro potuto competere, è ſpettare allo ſtato di Milano, ne Feudi già eſpreſſi in altro Diploma Ceſareo, a noi conceduto li otto Febraro 1690. Et però ſendo ben conveniente, che queſta ceſſione, di cui habbiamo anco rapportata l'Inveſtitura di S. M. Ceſarea, fortiſca ſin d'hora il ſuo effetto in quei luoghi deſcritti al piede del preſente, per quali già habbiamo in mani noſtre gli opportuni documenti delle Inveſtiture, & adherenze per eſſi reſpettivamente ſeguite, noi habbiamo ſtimato di dever in riſguardo loro maggiormente differire ad aſſumere quel medeſimo eſercizio di giuriſdizione, e ragioni, che gia ſi praticavano dallo Stato di Milano, ſpecialmente col mezzo delle preſtazinni d'homagio, e di fedeltà, rinovazioni d'Inveſtiture, ed adherenze reſpettivemente, ed altre ſoggezzioni dovute dalli Feudatarii, Vaſſalli, a Signori di detti Luoghi, aſſicurandoci, che la pontualità, ed obligazione loro non manchera di corriſpondere alla protezione, e cura che hauremo per la conſervatione delle giuriſdizioni, préeminenze, ragioni e dritti dé loro feudi. Quindi é, che per il preſente di noſtra certa Scienza, piena poſſanza, auttorita aſſoluta, partecipato il parere del noſtro Conſeglio, ſenza pregiudicio d'ogn' altre diritto, che gia poteſſe ſpettarci, habbiamo ordinato, ed ordiniamo a tutti, e cadauni Vaſſalli, Feudatarii, Poſſeſſori, e Padroni, tanto per l'intiero, che per qualſivoglia porzione dalcuni delli Luoghi, e Feudi in piede di quello deſcritti, di dovere fra il termine di mezzi due doppo la publicazzione del preſente, far conſtar delle Inveſtiture, e reſpettive adherenze, che per detti Feudi, Luoghi e dependenze ſono ſtate per eſſi, ò loro Maggiori, ed Anteceſſori, ed Autori per l'adietro prele e reſpettivamente paſſate con li defunti Rè delle Spagne, ed altri Duchi di Milano, come pure degli altri opportuni, e ſufficienti recapiti, e quelli rimetter in mani del Conte di Caſalette Primo Preſidente della Camera noſtra de Conti die Piemonte, acciocque doppo che faranno riconoſciuti, ſi formi ſenza dilazione l'atto della preſtazione del giuramento, rinovazione delle Inveſtiture, ò adherenze reſpettivamente, ſecondo lo ſtile, forma, e modo oſſervati per l'adietro nel predetto Ducato, e con li defunti Rè delle Spagne, e loro Governatori in Milano, ſotto pena agli inobedienti della riduzione, e devoluzione de feudi, e ragioni loro. Et acio niuno poſſa pretendere ignoranza, ordiniamo e mandiamo publicarſi, queſto noſtro Editto, nelli ſoliti Luoghi di queſta noſtra Metropoli, come pure delle Citta d'Aleſſandria, Aſti, Mondovi, Ceva, Alba, Acqui, ò pure all' Albo Preſidio delli reſpettivi Luoghi infradeſcritti. Volendo che con la publicazione, ed affiſione ſudette, s'habbia da tenere ogn' uno per ſufficientemente auviſato. Mandando alla Camera noſtra de Conti, d'interinar e far oſſervar il preſente in tutto, e per tutto, ſecondo ſua forma, mente, e tenore, e che alla copia ſtampata dallo Stampatore noſtro Valetta, s'habbia l'iſteſſa fede, che al proprio Originale. Dat. in Torino, li ſette Decembre mille ſette cento otto.

Nota

(1) On trouvera ci-deſſous ſous la date du 29. Juillet 1709. un Edit de l'Empereur pour annuller ce ſerment.

ANNO 1708.

Nota de Feudi

Serravalle.
Moneſiglio
San Benedetto
Piſſolbo
Niela di Belbo.
Boſſolaſco, ed ogn' altra dipendenza, e Luogo di queſto Marcheſato.
Bardinetto
Belvedere
Vincio
Brovia
Levice
Spigno con le Terre Luoghi e' dipendenze di queſto Marcheſato.
Rochetta del Tanaro.
Momberzello.
Coſceria.
Scaletta, o ſia Alteſino.
Pruney, ed ogn' altra dipendenza di queſto Marcheſato.
Carretto.
Montenatte.
Miolia.
Rochetta del Cayro.
Cayro ed ongn' altra dependenza di queſto Marcheſato.
Rocca d'Arazo.
Plodio.
Bieſtro.
Milleſimo ed ogn' dipendenza di queſto Contado.
Baleſtrino.
Naſino.
Arnaſco.

V. AMEDEO.

LIII.

1709. 16. Janv. **Vergleich zwiſchen Herrn FRIEDRICH III. König in Preuſſen und Churfürſten zu Brandenburg eines: Dann den Bürgermeiſtern und Rath der Reichs Stadt Cölln andern Theils getroffen: Wodurch ſie ſich wegen der von einigen Studenten an Ihro Königl. Majeſt. Reſidentens Hauß/ worinn ihme das Exercitium Reformatæ Religionis competirte/ verübten Inſolentien vergleichen. Geſchehen zu Cölln den 16. Januari 1709.** [LUNIG Teutſch. Reichs-Archiv. Partis Special Abtheil. 4. Abſatz. 3. pag. 290.]

C'eſt-à-dire,

Accord entre FRIDERIC III. *Roi de Pruſſe & les Magiſtrats de la Ville de Cologne au ſujet des Inſolences commiſes par quelques Etudians contre la Maiſon du Reſident de Sa Majeſté, à cauſe de l'Exercice* (1) *de la Religion Reformée qui s'y faiſoit. A Cologne le 16 Janvier* 1709.

Zu wiſſen/ als zwiſchen dem Allerdurchlauchtigſt-Großmächtigſten Fürſten und Herrn/ Herrn Friedrichen den IIIten König in Preuſſen/ Marggrafen zu Brandenburg/ des H. Röm. Reichs Erz-Cämmerern und Chur-Fürſten/ Souverainen Printzen von Oranien/ Neuf-Chatel und Valengin &c. &c. tot. tr. an einem/ und des H. Reichs freyen Stadt Cölln rc. am andern Theil/ wegen des von allerhöchſtgemeldter Königl. Majeſtät Reſidenten in ſeiner Behauſung binnen gemeldter Stadt prætendirten Exercitii Domeſtici Reformatæ Religion, und dahero von einigen aufrühriſchen Studenten an erwehnten Reſidenten Hauſe verübten Inſolentien/ Irrung entſtanden/ wordurch mehrerwehnte Stadt in Ihr Königl. Maj. Ungnade verfallen/ und dieſelbe einige der Stadt eingeſeſſenen zugehörige Schrifte biß zu ihrer beſſerer Satisfaction ime Arreſt zu beſchlagen veranlaſſet worden/ und dann Se. Hochfl. Gn. zu Münſter und Paderborn/ wie auch Se. Churfl. Durchl. zu Pfaltz/ als Hertzog zu Jülich rc. beyde als hohe Condirectores dieſes Löbl. Nieder-Rheiniſch. Weſtphäl. Creyſſes/ auf unterthänigſt-inſtändigſtes Anhalten mehrgedachter Stadt-Cölniſchen Magiſtratus, ſich bewegen laſſen/ zu Bevorkommung aller weiteren hieraus beſorgenden Unruhe/ mehr allerhöchſtgedachte Sr. Königl. Maj. in Preuſſen dero guten Interpoſition und Mediation anzutragen/ ſolche auch von deroſelben angenommen worden/ daß demnenhero offt höchſtgemeldte Herren Mediatores Ihre Miniſtros Anfangs nacher Düſſeldorff/ und hernachmahlin auf Cölln abgeſchickt haben/ durch welche dann zwiſchen Sr. allerhöchſtgedachten Kön. Maj. hierzu ſpecialen Bevollmächtigten ebenfalls hierunter benannten Miniſtro, ſodann Bürgermeiſtern und Rath der Stadt Cölln/ nach gepflogener ſteifen Handlung die Sache gütlich verglichen/ als hernach folget:

ANNO 1709.

Erſtlich ſo viel die an des Reſidentens von Dieſt Behauſung von einige Studenten verübte Inſolentien und deswegen von Seiner Königlichen Majeſtät verlangte Satisfaction betrifft; obwohl Bürgermeiſter und Rath der Stadt Cölln zum höchſten conteſtirt und betheuert/ daran nicht allein allerdings unſchuldig zu ſeyn/ ſondern auch zu deren Verhütung ad Protocollum deducirter maſſen alle beſtenge Mittel vorgekehret zu haben/ welche der Sachen und dieſer Stadt ſonderbarer Beſchaffenheit nach/ bey ſo unverhoffter Empörung/ und ohne Gefahr einer weitern Commotion, Ihrer dieſerthalben ſehr animirter Bürgerſchafft vernünfftig zur Hand genommen werden können; So haben doch dieſelbe/ zu mehrer Bezeugung Ihres Sr. Kön. Maj. zutragenden ertzſten Reſpects und Veneration, auch um Wiedererlangung deroſelben unſchätzbaren Gnade/ reſolvirt/ eine Deputation aus Ihren Mitteln/ nehmlich einen Syndicum, und eine Raths-Perſon/ binnen 6. ad 8. Wochen auf eingelangte Königl. allergnädigſte Ratification dieſes Vergleichs/ nach dero Hoflager abzuſchicken/ welche Sr. Kön. Maj. die Unſchuld des Magiſtrats von denen zu Ihrem höchſten Mißfallen und leidweſen vorgangenen Inſolentien nochmahln allerunterthänigſt vorſtellen/ und dieſelbe inſtändigſt erbitten ſollen/ daß Sie die gegen erwehnte dero Stadt hierüber geſchöpffte Ungnade allermildeſt fallen zu laſſen/ und dieſelbe hinwieder in dero vorherige allerhöchſte Hulden und Gnade aufzunehmen/ auch die vorhin verhengte Repreſſalien oder Arreſta, da deren etwa noch einige obhanden wären/ allergnädigſt aufzuheben geruhen wolten; da hingegen unterſchriebener Königl. Preuſſiſcher Bevollmächtigter/ Nahmens Seines allergnädigſten Königs und Herrns zugeſaget/ und verſprochen hat/ dem alſo vorgangen/ allerhöchſtgemeldte Ihr. Kön. Maj. Bürgermeiſter und Rath der Stadt Cölln in Ihre Königl Gnade herſtellen/ und alles Verrichtene mildigſt vergeſſen/ denen Stadt-Cölniſchen Deputatis auch den Handt Kuß allergnädigſt verſtatten/ keinesweges aber zugeben wollen/ daß Ihnen auf ein oder andere Weis hart begegnet werde/ oder ſonſten das geringſte wird erfahren ſolte/ was der Stadt Cölln an ihrer Reichs-Ständiſchen Qualität/ Ehren und Prærogativen/ oder auch denen Abgeordneten in particulari nachtheilig/ verächtlich oder verkleinerlich ſeyn könte. Es verbinden ſich auch

Zweytens Bürgermeiſter und Rath der Stadt Cölln/ daß Sie auf die Autores, Thäter und Anſtiffter der vorgelauffenen Inſolentien/ gleich auch ſolches ſofort durch ihre Juſtiz-Bediente geſchehen/ ferner aufs fleiſſigſte inquiriren/ und da deren einige entdeckt werden/ alſofort gefänglich einziehen/ und gegen dieſelbe aufs ſchärffſte verfahren zu laſſen/ geſtalt ſelbige/ da ſie der That zu rechtlicher Nothdurfft überführet werden können/ exemplariter und ohne einige Gnade abgeſtaffe werden ſollen.

Drittens/ obwohl offt höchſtgedachter Stadt-Cölniſche Magiſtrat gleich anfangs nach vorgegangenem Tumult ſich darob bey dem Hrn. Reſidenten von Dieſt durch den Syndicum D. Sandern excuſiren/ und demſelben bezeigen laſſen/ daß das Vorgelauffene Ihme zum höchſten Mißfallen und Unlaſt gereichte/ und obwohln auch ſonſten gemeldter Magiſtrat an dieſem Unglück ſich extra culpam zu ſetzen erachtet; ſo will doch erwehnter Magiſtrat, um durch hierunter Sr. Königl. Maj. allergnädigſten Willen ſo viel möglich zu erfüllen/ muthun ſich dero höchſten Hulden deſto fähiger zu machen/ ſolche Excuſirbezeugung hiemit nochmahln erwiederholt haben/ und mehrerwehnten Reſidenten/ als einem Miniſtro, nach wie vor/ alle Ihme gebührende Ehre zu erweiſen/ Ihn gleich andern von ſeinem Character tractiren/ und den an dem Haus bey vorgangenen Auflauf beſchehenen Schaden reparirn laſſen.

Und nachdem Derohalben Se. Kön. Maj. in Preuſſen declariren laſſen/ auch feſt und unbeweglich dabey beſtanden/ daß dero Reſidenten/ gleich anderwärtig/ alſo auch in der Stadt Cölln das Exercitium Domeſticum Reformatæ Religionis competire; So iſt zwar Magiſtratus keinesweges geneynet/ dasjenige/ was einem Königl. Reſidenten de jure Gentium & Generali obſervantia competiren könte/ zu beſtreiten; Es wollen aber dennoch allerhöchſtgedachte Sr. Königl. Maj. auf beyder hoher Herren Mediatoren und verſchiedener anderer vornehmer Reichs-Ständen Interceſſion, und weilen ohnedem dero Reſident zuger Zeit ſeinen Reformirten Gottesdienſt bey dem Exercitio Militari vor der Creyſs-Guarniſon in der Stadt haben kan/ demſelben anbefehlen/ daß er ſich deſſelben bedienen/ und damit ainig begnügen ſolle; jedoch mit Vorbehaltung des Ihro d'ſelbe competirenden Rechtens/ als deſſen/ und ſeines verlangenden Exercitii ſie ſich uns künfftige keinesweges begeben haben wollen: geſtalten dann auch Magiſtratus verſprochen/ höchſtgemelte Sr. Königl Maj. Reſidenten von Dieſt/ in ſeiner Perſon/ Familie und Hausgeſind/ behörigen Schutz nach allem äuſſerſten Vermögen zu halten: allermaſſen ſolches alſo beyderſeits verglichen und angenommen/ annebenſt allerſeitige Ratification innerhalb zweyer Monaten beyzubringen/ zugeſaget worden.

In deſſen Urkund iſt gegenwärtiger Vergleich von beyden Herren Mediatoren/ dem Königl. Preuß. Bevollmächtigten/ ſodann bevollmächtigten Deputirten des Stadt-Cölniſchen Magiſtrats eigenhändig unterſchrieben/ und mit allerſeits Petſchafften

(1) Pendant le Démêlé survenu entre Sa Maj. Prus. & le Magistrat de Cologne, à l'occasion de l'insulte faite à la Maison du Resident de Brandebourg en public l'Ecrit suivant.

ANNO 1709. ſchaffen beträfftiget worden: So geſchehen in der Stadt Cölln den 16. Jan. 1709.

Von wegen J. Hochfl. Gn. zu Münſter und Paderborn.

(L. S.) von Cochenheim.

Von wegen Sr. Churfl. Durchl. zu Pfaltz / Hertzog zu Jülich und Berge.

(L. S.) von Wallingen.

Von wegen Sr. Kön. Maj. in Preuſſen.

(L. S.) Hymmen.

Von wegen Bürgermeiſter und Rath der Reichs-freyen Stadt Cölln.

J. H. v. Begwel. (L. S.)

Joſ. Hermann. (L. S.)

Hartheim Syndic. (L. S.)

J. v. Sander. Synd. (L. S.)

Quænam Prærogativæ, ex communi Gentium conſenſu, maxime quoad Exercitium domeſticum Religionis, Legatis, Ablegatis, & Reſidentibus, in Terris Principum ad quos miſſi ſunt, debeantur.

I.

CUm quisque ſupremus Princeps aut Populus liber naturali facultate polleat, dijudicandi, quid publico ſtatui ſuo expediat, quidvè nocumentum eidem afferre poſſit, rectæ Rationi minimè congruit, ut per admiſſionem Legati vel alterius Miniſtri publici aliundè miſſi, quisquam ſibi libertatem ademiſſe cenſendus ſit, propriæ tranquillitati ac ſecuritati, adeoque conſervationi ſuæ quàm optimè conſulendi: undè ſit, ut ab eo Principe non lædatur *Jus Gentium*, qui ex juſta cauſa renuit, alienum hominum ſub quocunque prætextu ſibi invito obtrudi.

II.

Quamvis benè moratæ Gentes eò usque univerſim conſenſerint, ut mutuum inter ipſas Commercium per miſſiones ſeu Legationes foveatur, adeò ut in certis caſibus, absque reatu inhumanitatis Thracum, aliarumque barbararum & inhoſpitalium Gentium propriæ, impediri ſive rejici nequeant; quoties tamen ex ejusmodi communicatione perturbatio vel everſio Reipublicæ prudenter metuitur, dictamen hoc voluntarii Juris Gentium ita interpretari oportet, ne quod in commune totius Europæ bonum introductum eſt, in grave cujusquam damnum detorqueatur.

Juxta hanc Civilis Prudentiæ, imò ipſiusmet Naturæ Regulam Ordines Generales Belgii unitì tàm ante, quàm poſt unionem Ultrajectenſem diu Auguſtiſſimi Cæſaris, diverſorumque S. R. I. Statuum Miniſtris tutum acceſſum ad ſeptem Provincias denegarunt, ſolo metu inducti, ne hi aliqua naſcenti libertati aut incolumitati publicæ contraria molirentur. Quale quid etiam in noviſſima Capitulatione Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Art. 5. de arcendis impoſterum à negociis Comitiorum Imperialium Miniſtris exterorum Principum continetur; ſimiliterque ex Actis Hiſpaniæ diſcimus, eadem de cauſa jamdudùm Andreæ Burgo, Cæſaris Legato, ejus Regni ingreſſum interdictum fuiſſe. In hoc quoque, univerſi conveniunt, *Legationes aſſiduas ſivi perpetuas* (ſalvo jure Gentium) veluti non neceſſarias abſolutè rejici poſſe, utpote quibus ſublatis Commercia Nationum adhuc ſubſiſtere valeant, per miſſiones ſcilicet temporarias deſituras unà cum fine cujusque negotii per Mandati Tabulas publico Miniſtro commiſſi, quò reſpexit Henricus Septimus Angliæ Rex, nullam in Regno ſuo paſſus perpetuam Legationem, noſtroque ævo Nobilitas Puſoniæ publicos Miniſtros extraneos, qui durantibus Regni Comitiis aderant, actumìm expediri ac dimitti optavit. Cum autem *publicorum* hujusmodi *Miniſtrorum*, in alterius Principis aula verſantium, ex uſu hodierno tres claſſes recenſeantur, videlicet *Legatorum*, *Ablegatorum extraordinariorum & Reſidentium*; occaſione controverſiæ nuper ſuſcitatæ inter Urbem Colonienſem & Reſidentem Prutenum, Dominum de Dieſt, breviter de ſingulis diſpiciendum eſt, quid ac quantum in Territoriis Principum, ad quos miſſi ſunt, arrogare ſibi de Jure Gentium valeant, ſivè ut clarius loquar, *quænam prærogativæ ex communi Nationum Conſenſu ſingulis concedantur?* Quod cum, ſecus ac ea, quæ Juris Naturæ ſunt, ex certis rationibus certò deduci nequeat: ex ſolis exemplis ſive conſuetudine generaliter apud Gentes receptâ elici debet atque dignoſci, prænotatâ tamen hac inter *poteſtatem muneris intrinſecam* & inter externum Dignitatis ſplendorem differentiâ, quod omnes cujuscunque Ordinis, pro qualitate mandati, pari poteſtate proponendi, tractandi & concludendi fruì valeant, & fide publicâ recipiantur; quoad externos verò honores & certas ſolemnitates magno à ſe invicem diſcrimine ſecernantur.

Legatus ſeu *Miniſter primi ordinis*, qui per fictionem quandam loco Domini ſui habetur, *gaudet Charactere repræſentativo* mittentis, indeque profluenti Jure fruendi (intra Miniſterii Sphæram) iisdem honoribus, quibus afficeretur Princeps, à quo mittitur, ſi præſens eſſet, quousque nimirum recta Ratio & Miniſtrii qualitas cum Domino ſuo à ſe repræſentato ſuccedere permittit: unde apparet, totam *Legati* præ aliarum inferioris ordinis Claſſium Miniſtris *prærogativam ad Ceremoniat, & principaliter quidem ad præcedentiam, tum ad titulos, modum receptionis, aliaſque diverſi generis Formalitates Ceremoniales juxta cujuſlibet aulæ ſtylum reduci*; quibus accenſetur *permiſſio Exercitii Domeſtici Religionis ſuæ*, ſi hæc ab eâ differat, quæ in Territoriis Principis Legatum recipientis, unicè viget; quemadmodum, id ſupremis Principibus quoque extra Principatus ſuos commorantibus paſſim conceditur: cum eâ tamen limitatione, ne alios quàm Comites & Domeſticos ſuos ad id admittant: niſi aliquid ampliùs hac in parte à loci Principe precariò vel ex inveterata conſuetudine indulgeatur.

Ablegatus Extraordinarius ſeu *Miniſter ſecundi Ordinis* ob defectum Characteris repræſentativi ſoli Legato competentis, *ſplendore dignitatis* duntaxàt ab hoc differt non *poteſtate Juris*, ut ſuprà jam innui, & ad eadem plerumque negotia, quæ Legatis concedi ſolent (ſi feſtivas Nuptiales, Baptismales, Funebres, Gratulatorias, ſimilesque ſolemnitates excipias) à Principe ſuo levioribus expenſis ac minore cum ſtrepitu adhibetur, tùm ut celerius atque commodiùs cuncta geranur, tùm ut conſerveiur mittentis Principis Dignitas, ſicuti ſortè timendum ſit, ne ex æmulatione aut præponderante erga Propinquiores affectu, Legatus honore debito defraudetur.

Sicut in Aula Cæſarea Viennenſi hactenus Rex Chriſtianiſſimus hanc ob rem per Ablegatos tantum negotiari conſuevit, qui nimirum non tàm exactè ſuper præcedentiâ aliisque Ceremoniis repræſentativo Characteri ex uſu Gentium debitis contendere, nec ſingulos ferè paſſus, ut Legati, metiri tenentur, eo quod Charactere repræſentativo careant, adeoque nullum mittenti Principi præjudicium afferant, veluti per Decretum aliquando Celſi ac præpotentes Foederati Belgii Ordines declarârunt.

Nec anni quinquaginta prorſus elapſi ſunt, ex quo in Aulâ Regiæ Majeſtatis ſuæ Chriſtianiſſimæ Ablegato ejusdem extraordinario prætendenti Jus intrandi, cum Rhedâ Palatium Regium & Caput coram Rege operiendi utrumque negatum, aidemque ſimul pro norma deinceps ſervanda inſinuatum fuit, deeſſe ipſi Characterem repræſentativum, ob quem Legatis honores ejusmodi exhibeantur; Cum autem ad Ablegationes extraordinarias plerumque Viri Nobilitate profapiæ vel muneris dignitate conſpicui aſſumi ſoleant, hodiè pluribus in aulis magna pars honorum, qui Legatis duntaxàt de Jure competunt, illis quoque ex urbanitate defertur; cui rei in Principatibus quibusdam ad Septentrionem vergentibus etiam error & confuſio Legatorum cum Ablegatis aliquatenus anſam præbuit, jamque propè ubilibet invaluit, ut Ablegatis etiam extraordinariis eorumque familiæ uſus Capellæ Domeſticæ in ædibus à ſe conductis pro privato Exercitio Religionis ſuæ indulgeatur, quin id in locis, ubi ſecùs agitur, in exemplum adduci vel ex eò argui poſſit, quod Ablegati extraordinarii repræſentativo Charactero corruſcent, cum eerum ſit, cum in Legatis ſolùm reperiri, nec Ablegatum extraordinarium aliter ac Mandatarium Facultate certum quoddam negotium tractandi prædictum loco Domini ſui Man-

ANNO 1709. dantis cujuscunque Procuratoris inſtar eſſe habendum, ſique gaudet inviolabilitate & exemptione à Jurisdictione Loci, id non aliundè profluere, quàm, ut ne ſalus ejusmodi Miniſtrorum jure Gentium boni publici cauſâ introductorum locetur in lubrico, ſi ad reddendam rationem actuum ſuorum alii quàm Principi, à quo miſſi ſunt, obſtringantur.

Reſidens ſeu *Miniſter tertii ordinis* à prioribus differt, quod ad indefinita negotia apud alium Principem tractanda & ad rationes Domini ſui quoquo modo promovendas, illimitatè ac nulla ferè pompa deſtinetur, ideòque ſtatarius, perpetuus, & ordinarius appellatur. Hujusmodi Miniſtrorum Origo Ferdinando Sagaci, Caſtiliæ Regi, tribuitur, quem alii deinde ſecuti ſunt. Quin tamen eorum uſus ab univerſis Nationibus approbetur, aſſerente Grotio, Legationes aſſiduas optimo Jure rejici poſſe, quibus non ſit opus, docet mos antiquus, cui illæ ignoratæ fuerunt; cui cum aliis ſuffragatur Hermannus Kirchnerus, illarumque receptionem non ex Jure Gentium, ſed ex ſingulari partium pacto atque conditionibus & clauſulis ei adjectis dependere affirmat, unde Reſidentes non tot nec iisdem ubique honoribus ac prærogativis, ſicut extraordinarii Ablegati, potiuntur, & quidem Viennæ, in Aulâ Sacræ Cæſareæ Majeſtatis nomen *Reſidentium* in merò fermè titulo conſiſtit, *qui Agentibus Principum S. R. I. Electorum* tribuitur, ad hos à cæterorum Imperii Principum & Statuum Agentibus honorificentiore vocabulo diſtinguendos, qui, ſi Auguſtanæ Confeſſioni addicti ſunt, Religionis ſuæ Exercitium extra Viennam in iis Ungariæ locis quærere debent, ubi Proteſtantium Religio toleratur. Rogatus quidem fuit Auguſtiſſimus Imperator Ferdinandus III. anno 1654. in Comitiis Imperii à Statuum Acatholicorum Legatis, ut Conſiliariis Imperialibus Aulicis, Reſidentibus & Agentibus Principum eorumque viduis &c. in aulâ verſantibus liberum Auguſtanæ Confeſſionis Exercitium permitteret, ſed irritò, ut conſtat, conatu, de quo Acta publica teſtantur; cumque anno 1675. in Hungariâ Proteſtantibus Exercitium Religionis ſuæ à glorioſiſſimæ recordationis LEOPOLDO Imperatore oblatum fuiſſet, ejusdem Communionis Conſiliarii Imperialis aulici, Ablegati, Reſidentes & Agentes Statuum enixis precibus ſuis id tandem obtinuerunt, ut iis Oedemburgi ad prædicationem & Cœnam convenire liceret. Monachii Dominus Baro de Raſſler, ultimus Leopoldi Imperatoris Reſidens, non ſolum cavit Charactere repræſentativo, qui ne quidem Ablegatis extraordinariis, ut vidimus, competit, ſed & præcipuis Electoralis Aulæ Miniſtris atque Conſiliariis Status in publicis quibusdam Cœtibus locum cedere debuit. Coloniæ Agrippinæ anno 1672. Domino Baroni de Spanheim, tunc Brandenburgico Reſidenti Oratorium privatum à Magiſtratu Loci prohibitum fuit, hodièque omnium oculis patet praxis Domini de Bilderbeck, Statuum Generalium Reſidentis, qui Mülheimum ad diſtantiam leucæ cum ſuis progreditur, ut prætenſæ Reformatæ Religionis Præconem auſcultet.

Hamburgi è contra Reſidentibus Regum & Principum uſu recepto competit, ut Sacra ſua citra impedimentum in ſuis ædibus peragant, quod & Domino de Huiſt, Reſidenti Ordinum Generalium Uniti Belgii ſub Catholico Regimine Bruxellis nuper conceſſum fuit.

Quibus ita breviter expenſis, contrariam opinionem tuentes Conſtantinopolin ad Divanum Turcarum amandandi ſunt, qui Characteris repræſentativi vim ignorantes, hoc diverſæ Miniſtrorum Claſſis diſcrimen rejiciunt, & omnes æqualiter, ipſos etiam Reſidentes & Agentes, communi nomine *Elchi* appellant; ſed quia nobis res eſt cum Chriſtianis, rectam rationem allegantibus, & Jus Gentium ſemper in ore gerentibus, repetendum altiusque iis inculcandum non cenſeo, *Reſidentes* juxta hodiernos Europæ mores non inſigniri charactere repræſentativo, nec gaudere Prærogativis ac honoribus huic characteri annexis; Quantùm verò *ad Capellæ Domeſticæ uſum*, ſicuti eum nonnulli hujus Claſſis Miniſtri ex Urbanitate vel conſuetudine obtinent, eum vel precarium eſſe, vel ad prætenſionem alibi juſtè formandam nequaquam ſufficere, utpotè qui non ex jure quodam Reſidentium competente (ſicut in Legatis ob Characterem repræſentativum) ſed ex aliquorum Principum, apud quos reſident, indultu ac favore ſpeciali promanat, ideoque aliis alibi degentibus minimè proficit, ad parem prærogativam tanquam de jure exigendam, ubi præſertim tumultus ex ejusmodi novitate metui poſſet, cui Princeps Loci fomentum præbere non tenetur. Ad quos præcavendum, nevè ob Religionis discrimen offendiculum oriretur, ELISABETHA Angliæ Regina *Agentes Secretos* ad Sereniſſimam Rempublicam Venetam miſit, qui citra Catholicorum illius temporis Romanæque cum primis Curiæ Scandalum clandeſtinè negotia Status tractarent cum Venetis; cumque eadem Regina ſuſpicaretur, ab Hiſpaniarum & Scotiæ Miniſtris publicæ Regni ſui tranquillitati periculum imminere, utrumque ex ejus finibus excedere juſſit, non per modum pœnæ, quæ in Legatos à Principe recipiente decerni nequit, ſed per modum defenſionis omni jure permiſſæ, ne viperas, ut ipſa ajebat, in ſinu foveret. Nec obſtat, quod primo noviſſimè Reſidenti Pruteno privatim ſuæ Religionis Exercitium Viennæ ab Auguſtiſſimo Cæſare permiſſum dicatur, ſique id Domino de Dieſt denegetur Coloniæ, ſecundo timendum videri poſſit, ne univerſis Catholicis per vaſtos Pruſſiæ, Marchiæ Brandenburgenſis, Magdeburgi, Halberſtadti, Cliviæ &c. &c. Status latè diffuſis, idem deinceps ſummo cum fidei ſuæ præjudicio irreparabiliter auferatur. Nam quoad primum luculenter hactenus demonſtratum fuit, cum privilegium ejusmodi Reſidentibus, quorumcunque Regum, Principum, vel Rerumpublicarum non debeatur *de conſenſu unanimi Gentium*, nec ob Characterem repræſentativum, quo Reſidentes æque ac Ablegati Extraordinarii irrefragabiliter deſtituuntur, in conſequentiam & regulam veluti generalem trahi non poſſe, quod nonnullis alicubi à Sacra Majeſtate ſuâ Cæſarea & ab aliis quibusdam Principibus aut Imperii Statibus liberaliter indultum aſſeritur, maximè ſi per ejus introductionem tranquillitas publica Civitatis vel Religionis, quemadmodum in caſu noſtro, in grave diſcrimen conjiciatur. Neque ob id à Reſidente Pruteno hodiè aliquid amplius Coloniæ exigi poteſt, quod Pruſſia modò ſibi de aſſenſu Sacræ Majeſtatis Cæſareæ Dignitatem Regiam vendicet, cum compertum ſit, etſi hæc à Ducali vel alia inferiore plurimùm differat, in iis tamen, quæ jura Majeſtatis reſpiciunt, Electores & Principes Imperii ejusdem ſpeciei Suprematum poſſidere, neque plus à Reſidentibus Regum, quàm à Reſidentibus aliorum Principum extenùs poſſe prætendi. Quoad ſecundum, quis ſanæ mentis de æquanimi ac optimo Principe præſumere audeat, Pacem Weſtphalicam, ipſi ac univerſæ Domui Brandenburgicæ adeò proficuam, tot Chriſtianorum per tricennium hinc inde belligerantium ſanguine emptam, vinculisque tam arctis firmatam, quæ Catholicis præfatarum Ditionum incolis, qui anno 1624. vel quâcunque ejus parte Orthodoxæ Religionis ſuæ exercitio gaviſi fuerunt, idem in perpetuum aſſerit, uno velut ictu ab eo ex iſto ſolum capite everſum iri, quod unica Germaniæ Civitas inconcuſſam hactenus poſſeſſionem ſuam circa punctum non admittendi Exercitii novæ cujusquam Religionis manutenere pro virili deſideret, Reſidentemque aſſiduum & vero ſimiliter in Domo nuper empta perennaturum, cum tanto revolutionis internæ periculo, quamdiu qualecunque Exercitium ſuæ Religionis intra Mœnia Urbis prætenderit, recipere, vel ſufferre detrectet? Diffiteri non poteſt Colonienſis Civitas, plurimùm ſibi opia flagrante hoc bello à militibus Prutenis afferri, ſed cum prima illi ſemper hucusque de Religione cura fuerit, ac perpetuò eſſe debeat, non indignabitur æquiſſimus pariter ac ſapientiſſimus Princeps, immobili ejusdem Civitatis in conſervando avitæ Religionis ſuæ unico Exercitio cum excluſione cujusſlibet alterius, ut præclare hactenùs præſtitit, firmitati, nec ſanè juſtius quisquam arbiter rerum probaverit, in medio armorum ardore, dum quæcunque ſtudia, quæ animos à ſe invicem divertere poſſunt, ſollicitè premenda eſſent, ab amico & belli ſocio è communi calamitate lucrum captari, auxiliique ſocialis compenſationem cum inſolitæ prærogativæ acceſſu prætendi, quaſi licitum foret, Imperii Concives hoſtium irruptioni expoſitos in tantâ neceſſitate compellere, ut auxilium aliàs ſibi debitum redimant proditione Religionis, dum ſæpè dicta Civitas minimè renuit congruo tempore coram competente Judice finem non opportunæ hujus controverſiæ præſtolari.

ANNO 1709.

LIV.

Memoire du Miniſtre Electoral de Brandebourg à la Diete generale de l'Empire, donné par ordre Fevrier.

ANNO 1709.

ordre du Roi ſon Maiſtre, à ceux des Eſtats Evangeliques, au ſujet de la Proteſtation du Nonce du Pape, contre l'Accommodement de Sa Majeſté avec la Ville de Cologne. [Traduit de l'Allemand ſur une Copie ſûre]

SA Majeſté Royale de Pruſſe, mon très-gratieux Roi & Seigneur, m'a ordonné de repréſenter à la premiere occaſion, au Très-Louable Corps Evangelique; Que, ſans doute, il lui ſera desja connu, comment le Differend ſurvenu il y a desja quelque tems, entre ſa fusdite Haute Royale Majeſté, & la Ville de Cologne, touchant l'Exercice de Religion dans la Maiſon de ſon Reſident à Cologne, a été terminé, & accommodé par la Mediation de ſa Serenité Electorale Palatine, & de ſon Alteſſe Monſeigneur l'Evesque de Munſter. Mais comme le Nonce du Pape qui ſe tient a Cologne, s'eſt fort intrigué contre cet Accommodement, & qu'il a publié je ne ſçai quel impertinent Brimborion, dans lequel on voit manifeſtement, le vrai, & ancien eſprit du Papisme, qui regne en Italie, en Eſpagne, & en Portugal, & principalement l'intention de retablir l'Autorité Pontificale dans l'Empire, c'eſt-a-dire un ſecond Eſtat dans l'Eſtat; & d'autant que ledit Nonce a bien oſé nommer à la face de l'Empire, Sa Royale Majeſté un *Prince Acatholique* & la Religion Evangelique Reformée, une *damnable Secte*, ce qui eſt une legereté convenable ſeulement, à un indigne homme comme lui, je m'aſſeure que le Très-Louable Corps Proteſtant, comprendra de lui-même, combien il importe à ſes Interêts, & à ſon bonneur & Reputation, de mettre en uſage tous les moyens convenables, pour empêcher qu'aucune Puiſſance étrangere, comme eſt celle de l'Evesque de Rome, ne reprenne en Allemagne ſon ancienne tyrannique Domination, dont les miſeres paſſées de la Nation Allemande, peuvent rendre témoignage, & qu'il ne regne de nouveau, comme il faiſoit, ſur les Empereurs, Rois, Electeurs, & Princes. Puis donc que le Siège Papal, n'a aucun droit ou pouvoir, de s'oppoſer à un Accommodement entre Sa Royale Majeſté, & la Ville de Cologne, lequel ne contient quoi que ce ſoit contre les Droits de la Ville, ni dans le Spirituel, ni dans le Temporel, d'autant moins que c'eſt une choſe inebranlablement établie, par les Conſtitutions de l'Empire que les Etats de l'Empire peuvent faire enſemble des Accords, des Conventions, & des Alliances, auſſi bien ſur les affaires de la Religion, que ſur les affaires Politiques; & que cette Liberté, outre qu'elle eſt établie, par le Traité de Munſter, ſur les Fondements de l'Empire, s'y trouve particulierement fortifiée, par cette Clauſe qui y eſt expreſſément ajoutée; Qu'aucuns Droits, ſoit Canonique ſoit Civil; aucuns Concordats avec le Pape, aucuns Statuts ſoit Politiques, ſoit Eccleſiaſtiques, aucuns Decrets, Diſpenſes, Abſolutions, ou autres Exceptions que l'on pouroit alleguer, ou apporter, ſous quelque pretexte que ce puiſſe eſtre, ne ſeront ni écoutées ni permiſes contre cette Conſtitution Imperiale; avec menace que ceux qui s'y oppoſeront, ſeront punis ſur le champ, & de propre Authorité, comme Violateurs de la Paix; & que le Nonce du Pape, qui ſe tient à Cologne, va contre tout cela, d'une maniere inſolente & puniſſable, Sa Majeſté ſe confie, que ſes Co-Eſtats Proteſtans ne regarderont pas ſeulement ledit Nonce, comme un Uſurpateur d'une Autorité, qui ne lui a jamais été permiſe dans l'Empire, & comme un Perturbateur du Repos public, mais auſſi qu'ils en feront une affaire commune avec Sa Majeſté, & que l'on ſupliera Sa Majeſté Imperiale, par une Lettre très preſſante, de la part du Corps Proteſtant, qu'elle vueille s'oppoſer à l'introduction de cette Domination-étrangere, & uſer tellement de ſon très-haut Office Imperial, que ce Nonce ſoit entierement chaſſé de l'Empire, ou du moins obligé & contraint à retirer, & retracter ſon vilain & ſcandaleux Ecrit, à ſe contenir à l'avenir en des bornes plus etroites, & à ne plus jamais faire de ſemblables entrepriſes qui heurtent directement les Conſtitutions de l'Empire. C'eſt pourquoi, par commandement exprès de Sa Majeſté, je requiers inſtamment le tres-Loüable Corps Evangelique, d'écrire dans ce ſens-là, à l'Empereur, & je recommande que cela ſe faſſe au pluſtoſt poſſible.

LV.

ANNO 1709.

Litteræ Apoſtolicæ CLEMENTIS *Papæ* XI. *ad ejus Nuncium Coloniæ Agrippinæ reſidentem, adverſus Concordiam initum inter Regem Boraſſiæ, & Civitatem Colonienſem circa Exercitium Religionis Liberum in Domo Reſidentis Bornſici agendum. Datum Romæ* 16. *Februarii anno* 1709. [Sur la Copie imprimée par ordre du Nonce du Pape à Cologne.] 16. Février.

CLEMENS PAPA UNDECIMUS.

Venerabili Fratri Joanni Baptiſtæ, Archiepiſcopo Tarſenſi, Noſtro, & Apoſtolicæ Sedis ad Tractum Rheni Nuntio.

VEnerabilis Frater. Salutem & Apoſtolicam Benedictionem. Sperandum omninò Nobis eſſe videbatur, Magiſtratum iſtius Civitatis Colonienſis veteris pietatis memorem, & Noſtris etiam paternis officiis, ac Fraternitatis Tuæ vocibus admonitum, ac confirmatum, nihil unquam remiſſurum eſſe de ea conſtantia, quâ primùm obtiterat petitionibus Acatholici Principis, magno ſtudio contendemis novum, ac inauditum exemplum, favore ſuæ ſectæ, iſtuc inducere. Verùm non ſine multa animi Noſtri moleſtia audivimus, eundem Magiſtratum, inito demum Tractatu, delectisque Arbitris, exiſtimaſſe, ſatis conſultum eſſe incolumitati Orthodoxæ Fidei, ſi damnata Hæreticorum exercitia ab illa Civitate in præſens excluderentur, cæterùm conſenſiſſe in aliquam conditionem, per quam differri potiùs quàm adimi Catholicæ Religionis periculum videatur. Quamobrem æquum omninò fuit, ut Fraternitas Tua pro demandato ſibi à Nobis munere ſtatim inſurgeret, ac palam declararet, non licuiſſe Magiſtratui ſæculari cauſam Fidei cultum, & integritatem directè reſpicientem attingere, nec in concordia, quæ dicitur inter partes inita, præſervare aſſerta jura Acatholici Principis. Ut autem omnibus perſpectum ſit, nedum grata Nobis extitiſſe, ſed rata à Nobis haberi ea, quæ pro indemnitate Catholici cultûs, inhærendo Facultatibus Tibi à Nobis traditis, opportunè ac neceſſariò hâc occaſione præſtitiſti; Nos Declarationem à Te editam, in qua omnia & ſingula obtentu incundæ concordiæ in eo Tractatu contenta, cum omnibus inde ſecutis, ac ſecuturis, quatenus directè vel indirectè Catholicæ Religioni præjudicium inferant, aut inferre aliquando poſſint, ſub ampliſſima forma nulla, ac irrita denunciaſti, ac pro revocatis, caſſatis, nullis, invalidis, abolitis, viribusque, executione & effectu penitus, ac omninò vacuis haberi voluiſti, per omnia approbamus, & Apoſtolica Noſtra Authoritate confirmamus; Tibi inſuper injungentes, ut ejusmodi Approbationem ac Confirmationem Noſtram notam omnibus reddi cures, & facias. Interim verò ut pergas in officio eſſe, & vigilantiam tuam Nobis ſemper magis comprobare, Apoſtolicam Benedictionem Fraternitati Tuæ peramanter impertimur. Datum Romæ, apud Sanctum Petrum, ſub Annulo Piſcatoris, die XVI. Februarii, Anno M. DCC. IX. Pontificatûs Noſtri Anno Nono.

ULYSSES JOS. ARCHIEP. THEODOSIENSIS.

LVI.

Edict de Naturalité donné par le Roi de Pruſſe Electeur de Brandebourg en faveur de tous les Proteſtants de quelque Pais qu'ils ſoient, qui viendront s'établir dans les Terres de ſa Domination. Cologne ſur la Sprée le 13 *Mai* 1709. [Simple Copie mais ſûre.] 13. Mai.

FRideric par la grace de Dieu Roi de Pruſſe, Maregrave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Electeur du Et. Empire Romain, Prince Souverain d'Orange, de Neufchatel & de Valengin, Duc de Magdebourg, de Cleves, de Juliers, de Bergues, de Stetin, de Pomeranie, des Caſſubes & Vandales, de Mecklebourg en Silefie & de Croſſen, Burgrave

ANNO 1709. de Nuremberg, Prince de Halberſtadt, de Minden, de Camin, de Schwerin, de Lingen & de Buren, & de Lehrdam, Marquis de Veere, de Fleſſingue, Seigneur de Ravelſtein de Roſtock, de Stargard, de Lauemburg, de Butau, d'Arlay & de Buda &c.

Sçavoir faiſons par ces preſentes que comme depuis le commencement de notre Regne, un de nos principaux ſoins a toujours été d'avancer la gloire de Dieu, & de maintenir & faire fleurir la veritable Religion dans nos Eſtats, nous avons auſſi a l'exemple de notre Seigneur & Pere de glorieuſe memoire, receu ceux qui en font profeſſion & que la perſecution a contraint de quitter leur Patrie, & leur avons temoigné toute ſorte de faveur & de charité, les faiſant jouïr de la même protection dont nos Sujets Allemands jouïſſent, de ſorte que pluſieurs milliers y ont avec la benediction de Dieu, trouvé abondamment le moyen de ſubſiſter, & nous ont donné des témoignages de leur reconnoiſſance par leur fidelité & leur devoüement à notre ſervice. C'eſt ce qui nous a porté à donner aux Refugiez de nouvelles marques de notre bienveillance royale, en renouvellant & confirmant l'Edit cy-joint, que notre dit Seigneur & Pere fit publier le 29 Octobre 1685. de même que les autres Declarations que nous avons données en leur faveur, afin que tous les Refugiés ſoient maintenus à l'avenir comme par le paſſé, ſans aucune diminution dans tous les Privilèges, & dans toutes les Immunités qui leur ont été accordées, dans les affaires tant Eccleſiaſtiques que Civiles, renouvellant à cet effet & confirmant par ces preſentes, les dits Edits, comme s'ils étoient inſeres icy de mot à mot, & voulant que generalement tous les Refugiés y ſoient maintenus.

C'eſt pourquoi en Explication de cet Edit de 1685. nous voulons que tous les Refugiés deſja établis, ou qui s'établiront cy-après dans nos Païs, ſoit qu'ils ſoient ſortis de France, ou de quelqu'autre Lieu qu'ils auront été obligés d'abandonner pour leur Religion, ſoient conſiderez, reputés & tenus pour nos Sujets, naturels, du moment qu'ils auront preſté le ferment de fidelité à nous & à notre Maiſon Royale, naturaliſant pour cet effet par le preſent Edit, tous ceux qui faiſant profeſſion avec nous de la Religion Proteſtante, & etant ſortis pour la Religion, ſe ſont établis & s'établiront à l'avenir dans nos Eſtats; voulant qu'ils ſoient mis dans une telle égalité avec nos Sujets Allemands, que comme eux, ils ſoient ſans aucune diſtinction avancés, & employez en toutes ſortes de Dignitez & Charges Eccleſiaſtiques & Civiles, Nobles, & non Nobles, tant dans notre Cour, que dans nos Colleges, & dans les autres Corps, & que les gens de metier ſoient receus dans les Maiſtriſes, ſans que leur Naiſſance en d'autres Eſtats que les nôtres, puiſſe leur porter aucun prejudice, voulant au contraire que toute difference & diſtinction, qui auroit pu encore reſter juſqu'a preſent, entre nos Sujets naturels, & ceux que nous avons receus en cette qualité ſoit & demeure entierement éteinte, dans les cas où il ſera de l'Intereſt & de l'avantage des Refugiés que cette diference ſoit abolie.

En conſéquence dequoi nous voulons & ordonnons que nos ſuſmentionnés Edits ſoient exactement obſervés, & qu'en s'y conformant, tous les Refugiez & leurs Enfans, de quelque Nation, & de quelque qualité qu'ils puiſſent eſtre, ſoient conſiderés comme nos Sujets naturels, & voulons comme tels les proteger & maintenir en toutes occaſions, tant dans nos Eſtats, que par-tout ailleurs, en tout ce qui leur appartiendra de Droit. En foi de quoi, nous avons ſigné les preſentes de notre propre main, & y avons fait appoſer notre grand Sceau. Donné à Cologne ſur la Sprée le 13. Mai 1709. Signé FREDERIC, & plus bas le Comte de WARTEMBERG.

LVII.

18. Juillet. *Edit des Nobles, Grands & Paiſſants Seigneurs Eſtats de Hollande & de Weſtfriſe accordant la Naturalité ſous certaines Limitations aux François refugiés dans leur Province pour cauſe de Religion. Donné à la Haye le 18. Juillet* 1709. [Traduit de la Copie affichée & placardée à la Haye.]

LEs Etats de Hollande & de Weſtfriſe à tous ceux qui ces preſentes verront ou qui les entendront lire, Salut. Sçavoir faiſons, qu'ayant pris en conſideration, qu'en general la grandeur & la proſperité d'un Païs conſiſte dans la multitude des Habitans, & qu'en particulier cette Province s'eſt acrûe en puiſſance & en richeſſe, par le concours des perſonnes diſperſées & malheureuſes, qui ayant été chaſſées pour la profeſſion de la veritable Religion Reformée, ont pris leur azyle en cette Province & y ont beaucoup contribué depuis long-tems à l'augmentation du Commerce, des Manufactures, & du bien commun; Que de plus les Refugiés ſortis de France pour cauſe de Religion, qui ont deſja demeuré un aſſez long-tems en ces Païs, ne ſe ſont pas rendus indignes des reflexions favorables de la Regence ſur leurs perſonnes & familles, & que par conſequent ils doivent jouïr de la protection generale comme les autres Habitans. ANNO 1709.

A ces Cauſes, nous avons trouvé bon d'ordonner & de ſtatuer, ainſi que nous ordonnons & ſtatuons par ces preſentes, que toutes les perſonnes qui ſe ſont retirées du Royaume de France, ou autres Païs, pour la Profeſſion de la veritable Religion Reformée, & ont pris leur azyle en cette Province de Hollande & de Weſtfriſe, & s'y ſont établies, de même que les enfans desdites perſonnes, ou amenés, ou nezicy, comme auſſi toutes autres Perſonnes & ſemblables Refugiez qui à l'avenir viendront ſe retirer ici, ſoit directement hors de France, ou d'autres Païs, & qui y établiront leur Domicile, ſeront reconnües & receües doresnavant, ainſi que nous les reconnoiſſons & recevons par ces preſentes, pour nos Sujets naturels de nos Païs de Hollande & de Weſtfriſe, aux mêmes Privilèges & Prerogatives que nos autres Sujets originaires en jouïſſent, & qu'en conſéquence ils jouïront du Droit de Naturalité, ainſi & conformement qu'il a été établi par notre Reſolution du 25. Septembre 1670.

Qu'ainſi tous ceux qui veulent jouïr de cette notre grace, devront s'adreſſer en perſonne aux Preſidens & Conſeillers de la Cour, s'ils ſont du Reſſort, ou autrement aux Magiſtrats des Villes, ou Baillifs & Juges des Villes, ſous la Juriſdiction deſquels ils ſe trouveront domiciliés, ou viendront établir leurs Domiciles, qui après un ſommaire examen pour ſçavoir ſi les Supplians ſont veritablement de tels Refugiez enregiſtreront leurs noms, afin qu'il en puiſſe apparoiſtre à toujours. Enjoignons à un chacun quel qu'il puiſſe eſtre de s'y conformer, & de reconnoître leſdits Refugiés en cette qualité; Et afin, que perſonne n'en puiſſe prétendre cauſe d'ignorance, nous ordonnons que ces Preſentes ſoient publiées & affichées par-tout où il appartiendra, ainſi que de coutume. Fait à la Haye le 18. Juillet 1709. Signé.

SIMON VAN BEAUMONT.

Reſolution du 25 Septembre 1670 *ſelon laquelle l'Edit doit eſtre entendu.* [Diſſertation curieuſe ſur les Naturaliſations accordées aux Proteſtans, par la Reine de la G. B. par le Roi de Pruſſe, & par les Eſtats de Hollande. pag. 17.]

LEs Eſtats d'Hollande & de Weſtfriſe après une meure déliberation, ont ſtatué & accordé unanimement, comme ils ſtatuent, établiſſent & declarent par ces Preſentes, que ceux qui ont obtenu cidevant, ou pouront obtenir cy-après, de leurs Nobles & Grandes Puiſſances, des Lettres de Naturaliſation, ne ſont ni ne ſeront en vertu de ces Lettres qualifiés ou rendus capables de poſſeder aucunes prééminences, prérogatives, exemptions & immunités, ou autres Privileges particuliers, ſoit nobles ou roturiers, non plus qu'a eſtre avancés à aucune Magiſtrature, Charges, Dignités, ou Benefices, auxquels ils ne ſeroient pas admiſſibles avant leur Naturaliſation, ne ſont uniquement que pour aſſeurer & faire jouïr ceux qui les obtiennent du Droit de Protection, à l'égard de leurs perſonnes, & de leurs biens; comme auſſi des Droits de maintenance pour la Juriſdiction établie, & ſous leur Juge competant ſelon les Loix du Païs, en conformité de quoi, ci-après le formulaire des Lettres de Naturaliſation, ſera dreſſé en termes clairs & ſignificatifs.

LVIII.

ANNO LVIII.

1709. 29. Juillet. *Edictum Cæſareum annullans & irritans quæcumque Juramenta fidelitatis Sereniſſimo Duci Sabaudiæ per Vaſſallos Langarum in præjudicium Superioritatis Imperii facta. Dat. Viennæ 29 Julii* 1709. [Copie communiquée par un des principaux Seigneurs des Langues.]

JOSEPHUS &c.

OMnibus Vaſſallis noſtris in Italia, & præſertim Langarum Diſtrictu Feuda Imperialia poſſidentibus, & in primis Marchionibus & Comitibus reſpectivè Carretis de Baleſtrino, Milleſimo, S. Georgio, Mombaſilio, Bagnaſco, Prunetto, Volpergo, S. Juliæ, nec non Joanni Stephano Cazzulino, ac Duciſſæ ab Arſchot, uti & Feudatariis Cayri, Altaris, Mallarum, Deghi, Coſſani, Mangani & Rochettæ Belbi Gratiam noſtram Cæſaream & omne bonum. Relatum nobis eſt humillime à compluribus quod, etſi Majores veſtri bona, prædinque ſua ſolii Romanorum Imperatoribus, & Sacro Romano Imperio partim in Feuda obtulerint, partim ab Imperatoribus, Romanorum Regibus, dictoque Imperio in meritorum ſuorum compenſationem receperint, recognoverintque, tamen Sereniſſimus Sabaudiæ Dux Vos, una cum Feudis Imperialibus Bozzolaſchi, Nielliæ, Faiſolii, Albaretti, S. Benedicti, Prunetti, Levicis, Scalettæ, Alteſini, Serravallis, Bardinetti, Broviderum, Arnaſchi, Novelli, Montisfortis, Rocchæ vignalis & alias ad ſe velut Superiorem, ac Dominum veſtrum recognoſcendum, & inveſtituras ab ipſo recipiendas, fidelitatemque juramento præſtandem ſub uno alterove prætextu compellere modis omnibus conetur, nonnullos etiam jam tum compulerit, atque inſuper non exiguam collectarum ſummam pro ærario, decimamque Subditorum veſtrorum pro Militia ſua ſic exigat, ut ſi quisquis veſtrum ſe ipſius voluntati ſubjicere renuit, hunc minis gravibus atque ipſis etiam actionibus criminalibus non parum inquietet. Quemadmodum autem Cæſarei noſtri muneris non una ratio poſtulat, ut ea, qua Vaſſalli Imperiales Nobis, ac Imperio ſe fideles, & obedientes exhibere jubentur Lege; Nos viciſſim etiam illos contra vim omnem tueamur, ſub protectionem noſtram Cæſaream recipiamus; ita dictum quidem Sabaudiæ Ducem, à corpus hiſce ſuis, tum per Litteras, tum per Miniſtros noſtros ita dehortati ſumus, ut æquanimitas ipſius, & qua ſe ſemel Romano Imperio obſtrinxit, fides non patiatur. Nos dubitare, quin ordinationibus noſtris tam juſtis ſit locum daturus, interea tamen juramenta, quæ vos eidem, aut Veſtrum aliquis hactenus præſtitiſtis, pro irritis, ac invalidis declaravimus, caſſavimus, & annullavimus, atque ab illis vos omnes, & ſingulos ſupranominatorum, aliorumque Imperialium Feudorum Poſſeſſores, pro authoritate noſtra Cæſarea abſolvimus, prout tenore præſentium illa omnia, utpotè in noſtrum & Sacri Romani Imperii præjudicium tendentia caſſamus, annullamus, irrita declaramus, & Vos abſolvimus, nec non ſub tutelam, protectionemque noſtram Cæſaream clementiſſimè recipimus, diſtrictè ſubque expreſſa amittendorum Feudorum veſtrorum Imperialium, aliiſque legitimis pœnis ſerio inhibentes, nè ullum alium præter nos donec aliter pro circumſtantiis rerum cognoverimus, & nominatim juſſerimus, pro Domino veſtro ſuperiore agnoſcatis, aut reſpiciatis, ſecus fidem, fidelitatem, & obſequiorum clientelarium debitum, Nobis ſolis, & Sacro Romano Imperio, uti juraſtis, vel jurare adhuc debetis, ita etiam præſtare, & exhibere nullo unquam tempore, aut occaſione intermittatis; niſi indignationem Cæſaream, pœnasque memoratas incurrere volueritis, de quo vos certiores reddere volumus per Præſentes manu noſtra ſubſcriptas, ſigillique noſtri Cæſarei appreſſione munitas. Quæ dabantur in Civitate noſtra Viennæ die vigeſima nona Julii anno milleſimo ſeptingenteſimo nono. Regnorum noſtrorum Romani vigeſimo, Hungarici vigeſimo ſecundo; Bohemici, vero quinto.

LIX.

Edit des Seigneurs Eſtats Generaux des Provinces Unies des Païs-Bas, en faveur des François refugiés ſous leur Domination, pour leur conſerver les Succeſſions de leurs Parens, à l'excluſion de ceux qui ſont reſtés en France. A la Haye le 31. *Octobre* 1709. [Simple Copie, mais ſûre.] ANNO 1709. 31. Octobre.

LEs Eſtats Generaux des Provinces Unies des Païs-Bas; A tous ceux qui ces preſentes verront ou entendront lire, ſalut. Scavoir faiſons qu'étant venu à notre connoiſſance, ſur les plaintes de pluſieurs Refugiés, en partie fugitifs de France pour la Religion, & en partie enfans ou Succeſſeurs deſdits Refugiés; Que les rigoureux Edits & Declarations du Roi de France, par leſquels tous les Refugiés ſont declarés confiſqués de Corps & de biens, & par là cenſés morts civilement, non ſeulement n'ont pas été moderés juſques à preſent, mais qu'au contraire ces Edits & Declarations ſont generalement executés par toute la France, avec autant de rigueur que jamais, contre tous les Refugiés & leurs Succeſſeurs, en ſorte que non ſeulement les hommes, & les femmes refugiés ici, n'ont juſqu'a preſent rien pû recevoir en vertu de leurs Contrats de Mariage, de leurs femmes ou maris reſpectifs domiciliés en France, ou de leurs Succeſſeurs, ni même obtenir la moindre part des acquets faits en France depuis leur Refuge, mais auſſi que l'on continue d'exclure entierement, les enfans des Refugiés habitans de ces Païs; de la Succeſſion des Biens delaiſſés par leurs Parens, en France, pendant que ceux de France viennent journellement en ce Païs, exiger & pourſuivre hardiment leurs Droits pretendus; ſoit pour cauſes de leurs Conventions matrimoniales, ou pour cauſes d'heritages, & comme une telle demande eſt notoirement contraire à toutes raiſons de Droit & d'Equité, & qu'en la recevant favorablement, ſoit par ignorance ou autrement, outre l'injuſtice qu'il y auroit, il en reſulteroit un extrême prejudice à cet Eſtat, qui ſeroit privé par là des effets, & Biens de ſes Habitans, ſans aucune eſperance ou poſſibilité de retour. A ces cauſes nous avons jugé à propos, pour y pourvoir ainſi que de raiſon, de declarer & ſtatuer, comme nous declarons & ſtatuons par ces preſentes, que ceux qui ſont domiciliés ſous la Domination du Roi de France, ne pourront former aucune demande contre les Refugiés de ces Païs, ou contre leurs Succeſſeurs, tant pour cauſe de conventions matrimoniales, que pour cauſe de Succeſſions ab inteſtat, ou par Teſtament, ſoit pour heritage ou legs, le tout nõn ſeulement pour ce qui echerra à l'avenir, mais auſſi pour ce qui eſt échu, & qui neantmoins n'a pas encore été définitivement décidé par les Juges. Et afin qu'un chacun de ceux qui pourroit y avoir Intereſt en puiſſe avoir connoiſſance &c. nous enjoignons que les preſentes ſoient publiées & affichées par-tout ou il eſt uſité. Fait à la Haye le 31. Octobre 1709. Paraphé C. GEHEEL VAN SPENDRUEXCK. Signé F. FAGEL.

LX.

Univerſales AUGUSTI II. *Regis Poloniæ, quibus ad vehementem obſecrationem ex Provinciâ Pruſſiæ, variiſque Palatinatibus, Terris & Diſtrictibus Regni & M. D. L. Nuntiorum, Reditum ſuum ad Regnum & impenſiſſimam pro bono publico curam in ſe ſuſcipiendam, univerſis & ſingulis notum facit; magnumque Conſilium in fundamento Confœderationis Sendomirienſis Varſaviæ indicit. Dat. Thorunii die* 8. *Menſis Novemb. Regni ſui XIII.* [ANDREÆ CHRYS. IN ZALUSKIE ZALUSKI Epiſc. Varmienſis *Epiſt.* Tom. 3. Epiſt 131. pag. 892.] 8. Novembre.

Auguſtus II. Dei Gratia Rex Poloniæ &c.

OMnibus & ſingulis &c. Et Nos & mundus univerſus palàm videt, realiter agnoſcit, quòd quem Deus protegit, fruſtra ab hominibus impetitur, quòd Spiritus Omnipotentis magnum facit ſuæ oſtenſionis evidentiam, quòd quidquid ſit aut factum, a

ANNO 1709. Deo factum eſt iſtud. Nam vix dum extraditis innoteſcentiis noſtris in finibus Regni ſubſtitimus, & ſtatim hoſtis ex noſtris ad ſuas pulſus Terras, in cordibus quoque Subditorum noſtrorum non immutatum zelum invenientes, auribus & oculis excipimus tot in occurſum obvios utriusque Ordinis, Senatores, tam multos ex Equeſtri Ordine ſelectos cum fideli teſtimonio affectus ad latus noſtrum comparentes, ex Tribunali Regni, ex univerſa Provincia Pruſſiæ, ex variis Palatinatibus, Terris & Diſtrictibus Regni & M. D. L. ablegatos Nuntios, audivimus, quorum affectibus non tantum delectari, ſed etiam gloriari convenit. Agnoſcimus autem & profitemur hunc eſſe effectum memorandæ in perpetuas æternitates Confœderationis Sendomirienſis, quæ latam oſtentandæ virtutis nacta materiam tam conſtanter, tam prudenter nullis adverſitatibus fracta ad ſuporem Univerſi pro fide Sancta, honore noſtro, juribus & libertate ſua exemplo Prædeceſſorum ſuorum in æviternam ſecuturæ poſteritatis memoriam perſeveravit. Hinc non tantum patet certitudo, quod veré imperant volentibus, non tantum ſpes ſed & ſpei fiducia, quòd etiam ſecuturis temporibus in totius Regni & M. D. L. Civibus Status priſtinus rerum in deſiderium veniet. Nos autem quod concernit, palàm loquimur & profitemur eſſe, quod ſumus, in hoc Ordines Reip. aſſecurando, quòd nihil magis deſideremus quàm mite velut ante imperium, impenſiſſimam pro bono publico curam, promptiſſimos in omne genus curarum, & defatigationum humeros, hæreditariam fortunam nunquam eam dividendo à fortuna Regni nobis a Deo commiſſi, veſtigalem Reipubl. non minus oneri quàm honori Sacratum ferre caput, pro ſcopo & meta utiné ſtatuendo quietem Regni & pro præmio Reip. felicitatem, volentes in vim gratitudinis Regno & M. D. L. non fruſtra hanc ſpem de nobis conceptam eſſe, quòd poteſtas noſtra ad ſingulorum auxilium, non ad perniciem univerſorum comparata eſt. Sic geremus Principatum, ut orbis univerſus videat, rem Populi eſſe non noſtram, ut quam primum Rep. in tranquillum reductâ, recuperatâ publicâ fortunâ Dominiorum noſtrorum palàm faciamus, & ea unâ cum omnibus gaudeamus, ut hos à quibus amari nos ſentimus, amemus, ut totum quidquid amiſit fortunæ vel admiſit infortunii Reſp. ex integro reparare poſſimus, ut denique ordinata ſollicitudo ſecuturis temporibus pariat ſecuritatem; nam reparare præterita, emendare præſentia, præcavere futura infortunia ad omnes pertinet Reipub. Status. Cum nos (quo coram Deo & hominibus manifeſtamur) nihil aliud magis optamus, quam demonſtrare, quòd omnino velimus corda Subditorum noſtrorum naturali & innata nobis bonitate devinciendo, de nulla re magis quàm de gloria Regni eſſe ſolliciti, ut permaneat & duratura in Dominiis noſtris revertatur felicitas. Ac proinde habentes pro juſtis & legitimis, quæ Reip. ſalutaria ſunt, ſtatuimus quam primum non tantum verba in aures immittere, ſed aperto pectore præſtando plura quàm pollicendo, omnibus congregatis Ordinibus Reip. id palàm facere. Magnum itaque Conſilium in fundamento Confœderationis Sendomirienſis indicimus Varſaviæ pro die quarta Menſis Februarii, Anno Domini 1709. Ante quod Univerſale pro Comitiolis Palatinatibus, Terris & Diſtrictibus omnibus Regni quam M. D. L. extradimus pro die Septima Menſis Januarii ejusdem anni. Pro quibus ad declaratos jam antea Deputatos per Comitia Lublinenſia & Confœderationem Sendomirienſem, ſi fuerit neceſſitas aut voluntas, eligere poterunt (exceptis his, qui hoſti noſtro aſſiſtebant, auſique ſunt & præſumpſerunt manus elevare contra Majeſtatem noſtram, & contra Exercitum Regni, & conſilio juvare adverſam Partem) ut hi quod tempus monet, provideant, & quidquid pro bono publico, neceſſarium judicaverint, nomine Palatinatuum, Terrarum & Diſtrictuum ſuorum in publico conſilio proponant; Hnc maxime hiſce nobilibus Nuntiis commendando, ut in unione animorum id agant, quod omnino ſi ſalvam Remp. volumus, agendum eſt. Interea ut Sanctia Reipub. in Comitiis Lublinenſibus, Conſiliis & Congreſſibus præteritis executioni mandentur, non tantum laudabilem, ſed & neceſſariam cogitationem eamque ſeriam, & reali effectui datam, quivis Patriæ amans nobiscum fateri cogitur, præcavendo ne in caſſes jam expertos rurſus incidamus. Cum autem jam agnoverit Polonia, quid ſit in partes, in diſſidia, in opiniones ſcindi, paterno affectu noſtro cupimus, ut eadem omnium voluntas, idem ad conſervationem Univerſi ſtudium, par in omnibus reperiatur propenſio. Omnis res anterior poſteriori vel normam vel cautelam præminiſtrat. Hæc ad notitiam omnium Palatinatuum, Terrarum & Diſtrictuum tam Regni quàm M. D. L. (cui Civitatem Hominum pro Congreſſu conſignamus Brzeſtæ Lituaniæ Anno . . Menſe . . die . . In ordine ad celeriorem Sancitorum executionem Lublinenſium, intuitu erigendi Exercitus, & ſulciendæ Confœderationis Sendomirienſis) volente Deo pro magno conſilio Varſavienſi inter vota ponimus, ut cunctorum figatur cordi, quod ad omnes pertinet, in quo omnium & ſingulorum pendet felicitas. Univerſale hoc manu noſtra ſubſcriptum, Sigilloque Cancellariæ munitum pro omnium notitia in caſtris & Incis ad id deputatis publicandum mandamus. Datum Thorunii die octava Menſis Novemb. Regni Noſtri XIII. ANNO 1710.

LXI.

Traité entre PIERRE ALEXIOWITZ *Czar de Moſcovie, &* ACHMET *Chan Sultan des Turcs pour le renouvellement & la Confirmation de la Paix conclue pour trente ans l'an* 1700. *entre le même Czar, &* MUSTAPHA II. *Sultan des Turcs. Fait à Conſtantinople au Mois d'Avril* 1710. [Sur l'Imprimé publié à la Haye chez GUILLAUME DE VOVA en 1711. par ordre de Sa Maj. Czarienne, pour Annexe à la Juſtification de ſes armes, en langue Françoiſe.] 1710. Avril.

PAix & benediction ſoit à tout le Monde, par le ſecours & par la miſericorde d'un ſeul Dieu, & Seigneur, Createur de tous les biens, Tout-Puiſſant, Eternel, Inacceſſible, Invifible, toûjours loüable & digne d'être continuellement glorifié, & par l'abondance des grands miracles de Mahomet Muſtafa Prince des Prophetes, (ſur lequel la benediction de Dieu puiſſe repoſer) & qui eſt fameux dans l'un & dans l'autre Monde.

Sultan Achmet Chan, Fils du Sultan Mehemet Chan, toujours triomphant.

NOus Miniſtre, & Seigneur des très-venerables & très-benites Villes, des Edifices Sacrés & des Saints Lieux, où tout le monde flechit les genoux, ſçavoir de la Meque que Dieu honore, de Medine qui brille d'un ſaint éclat, & de la Sainte Ville de Jeruſalem, Empereur de trois grandes & delicieuſes Villes Monarchiques, de Conſtantinople, d'Andrinople, &de Pruzie, comme auſſi de Babylone & de Damas, & de l'incomparable Egypte, parfumée des bonnes Senteurs du Paradis, & de toute l'Arabie, d'Alep, d'Antioche, de l'Arabie Chaldaïque, de la Perſe, d'Achſie, d'Alſie, de Ritie, de la Meſopotamie, du Païs des Parthes, de la Vanie, de la Cilicie, de la Georgie, de la Militie, de la Grande Armenie, de Sibaſtetra, de Caramanie, de la Barbarie, de l'Ethiopie, de l'Arciere, de Trablos, des Iles de Rhodes, Chipre & Candie, de la Mer Blanche & Noire, des Iles d'Iſibache, de la Natolie, c'eſt-à-dire, de l'Aſie Mineure, de la Rumélie, mais principalement de la Tartarie, des Deſerts de Cipcay, de la Province de Caſſa, avec les dependances; de la Bosnie, de Temeswar, de Belgrade avec les Villes & Forteresſes, qui en dependent, de la Moldavie, de la Valachie, & de pluſieurs autres Villes célèbres & dignes d'être declarées, & des juſtes Threſors. Empereur des Empereurs, très-Clement & très-Puiſſant Sultan, Fils de Sultan, Monarque, Fils de Monarque; Sultan Achmet Chan, Fils du Sultan Mahomet Chan, & petit Fils du Sultan Ibrahim Chan.

Nous avons été informés après l'inauguration de N. M. Sultane, en montant ſur notre Thrône Imperial Monarchique & Sultanique, que ſous l'heureux Empire de Notre Frere le Sultan Muſtafa d'heureuſe memoire, (que Dieu a mis en poſſeſſion de la joye éternelle, & à qui le très-haut daigne être propice,) une Paix de trente ans conſécutifs avoit été concluë, ratifiée & redigée par écrit avec le très-glorieux & très-excellent entre les Hauts Princes qui croyent en Jeſus, Souverain des Souverains qui regnent ſur la Nation

ANNO 1710. Nation Meſſine, Arbitre des plus importantes affaires de la Chrêtienté, Prince très conſidérable par ſa magnificence, par ſon très-grand merite, par ſa gloire, par la reputation & par la veneration, qu'on a pour lui, Pierre Alexiades Cſar de Moſcovie, Empereur de toute la Ruſſie, & Monarque de pluſieurs Païs qui y ont été joints, (à qui Nous ſouhaitons toute ſorte de bons ſuccès, & qu'il collime à la voye de ſalut) & maintenant Plein-Pouvoir ayant été donné à Pierre Andreiades de Tolſtoy, très-celebre entre les Grands Seigneurs de la Nation Meſſine, Echanſon, & Gouverneur d'Alator, & ſon Ambaſſadeur reſidant à Notre Magnifique Porte, (auquel nous ſouhaitons toute ſorte de proſperité) de confirmer ledit Traité de Paix: comme auſſi la très-aimée Lettre du Czar Nous ayant été rendue, touchant le deſir de ce Prince, pour la confirmation & renouvellement de Notre Accord: Et même Notre Premier Miniſtre & très-cher Lieutenant le Grand Vizir Ali Baſſa (dont le Très-Haut accroiſſe la force & la gloire à jamais) en a fait ſon raport plus au long en notre Imperiale & rayonante preſence. Nous auſſi au nom de Notre Illuſtre Majeſté, ſouhaitons d'entretenir l'amitié & la paix mutuelle avec ledit Cſar.

C'eſt pourquoi, par cette Lettre Imperiale très-venerable & très-authentique, Nous renouvellons, confirmons & declarons confirmé, dans tous ſes chefs, ledit Traité de Paix; les Loix & les Pactes compris, mot pour mot, dans les Regiſtres de Ratification, & les très-fameux Actes mêmes de Ratification, avec les XIV. Articles des Conventions, qui ſont auſſi dans Nos très-Nobles & très-Auguſtes Livres de Ratification, c'eſt-à-dire, tous les Articles de Paix arrêtez ſous le Regne de Notre Frere de pieuſe memoire, l'an 1112., le 26. du mois de Muharem, pour 30. ans entiers, ſans y rien changer. Nous auſſi les confirmons encore un coup, de bonne foi, & en bonne conſcience, ſous l'invocation du très-glorieux & très-Saint Nom de Dieu, & du plus grand & du dernier de tous les Prophetes Mahomet, (ſur qui puiſſe repoſer éternellement la paix, la benediction & le ſalut de Dieu) & en conſideration de pluſieurs miracles qu'il a faits, Nous faiſons vœu de garder la foy de Notre parole, la teneur des Articles de Paix & de tous nos Decrets, tant que d'autre côté on n'y contreviendra pas.

De plus, il ſera enjoint par Notre Majeſté Imperiale à tous Nos hauts Gouverneurs de Provinces, à tous les Generaux de notre triomphante Armée, preſens & à venir; à tous Nos honorables Miniſtres, & à tous NosSujets de ne rien faire contre ni au delà de ce qui vient d'être dit.

Fait l'An 1121. c'eſt-à-dire l'An 1710. le premier jour du Mois Cheval, autrement Avril, dans notre Ville Imperiale de Conſtantinople, & à Notre très-haute Cour Sultane.

*Lettre d'*ACHMET *Sultan des Turcs à Sa Majeſté Czarienne, ſervant de Ratification à ce Traité. An Mois de Mai* 1710. [Sur l'Imprimé publié en François l'an 1711. chez *Guillaume de Voys* par ordre de Sa Majeſté Czarienne, pour annexe à la juſtification de ſes armes.]

Sultan Achmet Chan. Fils du Sultan Mechmet Chan, toujours triomphant.

QU'il ſoit connu au plus glorieux & au plus excellent de tous les Hauts Princes qui croyent en Jeſus, & Souverain des Souverains qui regnent ſur la Nation Meſſine, Arbitre des plus importantes affaires de la Chrêtienté, Prince d'un très-grand merite, d'une très-grande magnificence & d'une très-grande gloire & reputation, & qu'on a en veneration, Cſar de Moſcovie, Empereur de toute la Ruſſie & Monarque de pluſieurs Païs, qui y ont été incorporez, à Pierre Alexiades, (à qui nous ſouhaitons toute ſorte de bons ſuccès, & qu'il collime à la voye de ſalut) lors que cette Notre Imperiale Lettre viendra entre ſes mains. Que quatre des ſiennes envoyées à ſon Ambaſſadeur à Notre heureuſe Porte, Pierre Andreiades de Tolſtoy, illuſtre entre les Grands Seigneurs de la Nation Meſſine (auquel nous ſouhaitons toute ſorte de bonheur) pour être rendues à N. M. I. de même que quelques Commiſſions que Votre Majeſté lui a données, ſont arrivées, & cet Ambaſſadeur à Notre heureuſe Cour, ſelon l'ancienne coûtume de notre Empire, en a fait ſon rapport de vive voix au Viſir Ali Baſſa, Notre Lieutenant, (dont le Très-Haut veuille augmenter la force & la gloire à jamais) & nous lui avons ordonné de dire à Votre Ambaſſadeur, que comparoiſſant à Notre très-éclatante, très-heureuſe & très-fortunée Porte, avec le reſpect, qui, ſelon l'ancienne coûtume, nous eſt dû, il Nous preſentât ces Lettres. Enſuite de quoi on produiſit dans Notre très-Puiſſante Cour Impériale ſes propoſitions, & les traductions que Notre Viſir en a fait faire. La teneur de Votre très-chere premiere Lettre étoit que ſous le Regne de Notre Frere le Sultan Muſtafa Chan, de bienheureuſe memoire, (que Dieu a établi au milieu du Paradis) l'an 1112. depuis la mort de Mahomet, (que Dieu couronne de ſa benediction) c'eſt-à-dire, ſelon le ſtile Chrêtien, 1701. le 26. du mois de Muharem, autrement dit Juin, la Paix avoit été conclue entre la très-Haute Porte, (qui durera autant que le Monde) & Votre Empire, pour trente ans conſecutifs, & ce qui fut alors arrêté a été fidelement obſervé de part & d'autre, & que maintenant V. M. a crû qu'il étoit bon de renouveller cette paix, & de Nous en faire la propoſition.

N. M. I. depuis qu'elle a été couronnée & placée ſur ſon heureux & haut Tbrone Imperial, a toûjours été du même ſentiment, bien que de certains obſtacles ayent retardé cette affaire.

Et parce que nous ſommes perſuadez de votre ſincerité, & que vous avez donné pouvoir à votre Ambaſſadeur de confirmer & de renouveller entre Nous l'amitié & la paix parfaite, il a été auſſi reſolu de la part de N. M. I. de cultiver votre amitié ſincere, & d'en recevoir le témoignage favorable par votre ſalutation, pour le tems marqué, dans l'Inſtrument de paix de Notre Frere d'heureuſe memoire, ſçavoir pour trente ans; comme auſſi nous avons effectivement renouvellé tous les Articles contenus dans Notre Lettre Imperiale, & tous les Traitez de Paix avec les autres Conventions, & en avons fait donner copie authentique à Votre Ambaſſadeur, en la preſence Sereniſſime de N. M. I. & ſelon l'eſprit du Traité, & pour ſa confirmation, Nous en avons ſerieuſement enjoint l'execution au Chan de la Crimée, & à tous les Commandans de nos Armées, & Nos Officiers Civils ſur le Boriſthene. Que Votre Majeſté donne auſſi de ſemblables ordres aux Généraux de ſon Armée, dans les lieux convenables, ce qui ſe faiſant publiquement ſera d'autant plus louable.

Quant au deſir qu'elle témoigne touchant le St. Sepulchre, qui eſt à Jeruſalem, cette affaire eſt actuellement ſur le tapis, pour trouver le moyen de contenter les deux Parties. A la verité on n'a pas encore eu le tems de conferer là-deſſus, mais dès qu'on l'aura fait, on enverra la réponſe par le moyen de cet Ambaſſadeur. Il a été ordonné auſſi qu'on conferoit plus au long avec ledit Miniſtre, touchant le ſujet des trois autres Lettres, & cela ſera executé.

Au reſte, quant au moyen de conſerver Notre amitié mutuelle, Elle en ſera informée par la relation de ſon Ambaſſadeur ſusnommé.

Paix ſoit donc à quiconque marche dans la voye du ſalut. Fait l'an 1121., c'eſt-à-dire, ſelon le ſtile Chrêtien 1710. le dernier jour du mois Zilcade autrement Mai. Dans Notre Ville Imperiale de Conſtantinople, & dans Notre Haute Cour Sultane.

LXII.

Compromiſs Hertzog CARL LEOPOLDS zu Mecklenburg-Schwerin und dero Gemahlin SOPHIÆ HEDWIGS, gebohrner Fürſtin zu Naſſau-Dietz in Eheſcheidungs-Sachen; Worinn dieſelbe zu außtrag obbenannter Sachen das Schwediſche Pommeriſche Conſiſtorium zu Greiffswald zu Schiedsmännern erwählen. Geſchehen Doberan den 13. May. 1710. [LUNIG Teutſch Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. 2. Abſatz. 6. pag. 627.] 13. Mai.

C'eſt-à-dire,

Compromis de CHARLES LEOPOLD *Duc de Me-*

ANNO 1710. *Mecklenbourg-Swerin nuve* SOPHIE HEDWIGE *née Princeſſe de Naſſau-Dietz ſa femme, par lequel ils remettant le Divorce à faire entr'eux, au jugement & Arbitrage du Conſiſtoire de Grifswalde dans la Pomeranie Suedoiſe Fait à Doberan le* 13 *Mai* 1710.

VOn GOttes Gnaden / Wir Sophia Hedwig, Fürſtin zu Naſſau / Gräfin zu Catzenellbogen / Dietz / und Spiegelberg / Frau zu Beilſtein / Baroneſſe zu Liefelbt ꝛc. Thun kund hiemit nun und zu künfftiger Nachricht / demnach zwar vor einigen Jahren eine Ehe-Verbündnis zwiſchen uns und dem Durchlauchtigſten Fürſten und Herrn Carl Leopolden, Hertzogen zu Mecklenburg / Fürſten zu Wenden / Schwerin und Ratzeburg / auch Grafen zu Schwerin / der Lande Roſtock und Stargardt Herrn ꝛc. vermeintlich getroffen und vollzogen worden / in dem Abſehen / daß dadurch von uns / und vornehmlich deroſelben / der intendirte Zweck erreichet werden ſolte / in währenden dieſen vermeintlichen Eheſtand aber aus vorhin ob wohl verhandenen / jedoch verborgen geweſenen Urſachen ſolche Umbſtände ſich hervor gethan haben / welche nach beyderſeits gethaner Theologorum, ICtorum und Medicorum und Kundgemachter Meynung dahin reichen / daß dieſe Ehe nimmer verbindlich geworden / ſondern von Anfang ihre Nichtigkeit bey ſich gehabt und darum zu continuiren / unſer beyderſeits gewiſſen und ewigen Wohlfarth und Ruhe ſehr gefährlich ſeyn dürffte / Derowegen ſolchem Unheil vorzukommen / kein ander Mittel ſich zeigen wollen / als daß dieſes Ehe-Band / nach unſere beyderſeits Verlangen und Einwilligung / öffentlich für null und nichtig erkläret werde. Dannenhero weil Wir beyderſeits Fürſtliche Perſonen / Proteſtantiſcher Religion ſeyn / alſo nach gegenwärtiger Verfaſſung des Römiſchen Reichs Wir kein forum legale competentem in Ehe-Sachen zu finden haben / unangeſehen der daher habenden ereffenten Urſachen / die hierinn kein menſchliches Judicium über ſich erkennen können und dorffen / nach dem Exempel anderer Fürſtlichen Perſonen und Häuſer in dergleichen Fall uns ſelbſten / Wir mit beyderſeits wohl vorhero bedachten Einwilligung / alſo von ſelbſten ohne einigen richterlichen Ausſpruch uns gänzlich zu ſcheiden / damit Wir dennoch der Gültigkeit der Urſachen / wie ſelbe in dem unter uns den 9ten May 1709. getroffenen Vergleich enthalten ſeyn / deren Nachricht / ſambt dem Vergleich ſelbſten / Wir mit einem cörperliche Ayde hiermit / ſo wahr als GOtt und ſein Heilig Evangelium uns helffen ſolle / bekräfftiget haben wollen / deſto mehr in unſerm Chriſtlichen Gewiſſen verſichert ſeyn mögen / dieſe von Anfang unverbindliche Ehe wieder aufzuheben; So ſeynd Wir nach dem Rath faſt aller bewehrten ICtorum proteſtantiſcher Religion ſchlüſſig geworden / zu ſolchem Ende in ein unverdächtiges Proteſtantiſcher Religion ſeyendes in ſpecie in Ihro Königl Maj. zu Schweden Pommeriſches geiſtlich Conſiſtorium zu Greiffswalde / als in willkührlicher Arbitrorum Austräge und Scheidsmänner hierüber zu compromittiren; Thun auch ſolches Krafft dieſes / jedoch mit der ausdrücklichen Maaße / daß wohlvorerwehnte Herren Conſiſtoriales Arbitri, wann ſie werden dieſes austrägliche Arbitrium übernehmen / und darzu in beſtändiger Form Rechtens ſich erkläret haben / daß ſie hierinnen ohne alle Solennität und Form eines gerichtlichen Proceſſus de Simplici & plano verfahren / die Citationes nicht an unſer Perſon / ſondern an uns unſern darzu genugſam ſich legitimirenden Gevollmächtigten abgehen laſſen / die Ihnen vorgetragene Urſachen nach Göttlichen und weltlichen Rechten unterſuchen / darüber eines gewiſſen Schluſſes auffs ſchleunigſte / als es immer geſchehen kan / ſich vereinigen / ſelbigen gehörig abfaſſen und publiciren; Dahingegen verpflichten Wir uns bey unſern Fürſtlichen Worten / wann ſolches Laudum auf beyder oder nur eines Theils Begehren / wird publiciret worden ſeyn / wie es unverzüglich alsdann geſchehen / und von allen und jeden dieſes Königlichen Conſiſtorii Compromiſſorialis eigenhändlich unterſchrieben / und mit dem Conſiſtorial Inſiegel beſtätiget werden ſolle / daſſelbe Krafft dieſes / und wie hiermit geſchicht / zu homologiren und zu approbiren / dergeſtalt / daß dargegen keine Reſtitution in integrum, keine Appellation, keine Reviſion, keine Reductio ad boni viri arbitrium, keine Exceptio læſionis alicujus, vel enormis, noch kein einziges remedium impugnativum, oder Ausflucht / es habe Nahmen wie es wolle / wann dergleichen allhier angewandt werden könte oder möchte / ſtatt haben und attendiret werden wolle; Geſtalt wir den allen hiermit wohlbedächtlich aufs kräfftigſte renunciiren / auch allen denen Exceptionen / welche die Herren Conſiſtoriales Arbitri einem oder andern Theile / nach deſſen Beſtändnis und Willen zu Hinderniß dieſer Eheſcheidung behülflich zu ſeyn / ſonſt möchten erkennen können / hiermit beſtändiglich abgeſagt haben wollen. Alles bey Fürſtl. Ehren / wahren Worten und Treuen / ohne alle Gefährde. So geſchehen Doberan den 11. May 1710. Uhrkundlich unſer eigenhändiges Unterſchrifft und angedruckten Fürſtl. Inſiegel / wie auch gleicher Unterſchrifft und Beſiegelung unſers bereits vorm Jahre zu dieſer unſerer Eheſcheidungs-Sache beſonders erbetenen und ſchrifftlich conſentirten Beyſtandes / des Doctors Conrad Bernhard Schwaben.

(L. S.) Sophie Hedewig, P. de Naſſau.

Demnach die Durchleuchtigſte Fürſtin und Frau / Frau Sophia Hedwig, Fürſtin zu Naſſau / Gräfin zu Catzenellenbogen / Vianen / Dietz und Spiegelberg / Frau zu Beilſtein / Baroneſſe zu Liefelbt ꝛc. auch unten Benannten / bereits vorm Jahr zu dero Beyſtand in der obbeſchriebenen Eheſcheidungs-Sache gnädigſt erbeten und conſtituirt haben; So beſcheinige hiemit daß hochgedachte Ihro Hochfürſtl. Durchl. ich den obigen Einhalt / in Gegenwart dero Herrn Gemahls / Herrn Hertzogs Carl Leopolds Durchlaucht klärlich und deutlich vorgeleſen / auch den Einhalt explicieret habe; Da dann Ihro Hochfürſtl Durchl. annoch beſtändig bey obigen allen / wie geſchrieben ſtehet / verblieben ſeyn / und ſich alſo gänzlich dazu erkläret / es demnach in meiner Gegenwart eigenhändig unterſchrieben / und mit Ihren Hochfürſtl. Inſiegel bekräfftiget haben; So / daß ich ohne mein und der Meinigen Præjudice, es auch alſo und darauf / wie obſtehet / unterſchrieben und beſiegelt / & uno actu ſolches bewerckſtelliget. Wie dann auch dieſe meine Unterſchrifft der Durchleuchtigſten Hertzogin vorgeleſen habe. So geſchehen Doberan den 13den May 1710. ANNO 1710.

(L. S.) Conrad Bernhard Schwabe / Dr. mpp.

Daß vorſtehende Copeyen mit denen wahren Originalien / ſo bey dem Königlichen Conſiſtorio übergeben und beygeleget werden / gleichlautend ſeyn / ſolches wird hiermit atteſtiret und beſtetiget.

(L. S.) Frid. Jacob Gerdes, Regil Conſiſt. Secret.

Concordant cum Copiis ſupra ſcriptis vidimatis, quod atteſtor Ego

(L. S.) Joh. Heinrich Neuman / publ. Cæſar. & jurat. Notarius.

Spruch des Königlich-Schwediſch Pommeriſchen Conſiſtorii in Greiffswalde / in Eheſcheidungs-Sachen zwiſchen Hertzog CARL LEOPOLD **zu Mecklenburg-Schwerin und deſſen Frau Gemahlin / Frauen** SOPHIAM HEDWIGEN **gebohrner Fürſtin zu Naſſau / ex capite impotentiæ der Fürſtin / beſchehen und publicirt zu Greiffswald den 2 Junii 1710.** [LUNIG Teutſches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. 2. Abſatz. 6. pag. 628.] 2 Juin.

C'eſt-à-dire,

Sentence Arbitrale du Conſiſtoire de Grifswalde dans la Pomeranie Suedoiſe, ordonnant le Divorce entre CHARLES LEOPOLD *Duc de Mecklenbourg-Swerin, &* SOPHIE HEDWIGE *née Princeſſe de Naſſau ſa femme, pour cauſe d'Impuiſſance de la part de ladite Dame. Rendue & publiée à Grifswalde le* 2 *Juin* 1710.

IN Compromiſſ- und Ehe-Sachen des Durchleuchtigſten Fürſten und Herrn / Herr Carl Leopold, Hertzogen zu Mecklenburg ꝛc. und der Durchleuchtigſten Fürſtin und Frauen / Frau Sophia Hedwig, Hertzogin zu Mecklenburg / gebohrner Fürſten zu Naſſau ꝛc. Erkennen wir General-Superintendens, Director und Räthe des Königl. Pommeriſchen Conſiſtorii allhier zu Griffswalde, als rechtmäßig erwehlte Arbitri Compromiſſarii, in puncto divortii, ex capite impotentiæ, und andern in Actis befindenen Urſachen / nach fleißiger und treffer Erwegung / und dahey ſich herfürgegebenen Umſtänden / für Recht: Das die zwiſchen beyden Hochfürſtl Perſonen bisdoror getroffene / und bisher unter ſich geweſene Ehe / aus denen in Actis angeführten und theils für vollführter Ehe bereits vorhandenen / aber vorenthaltenen / jetzo aber zugeſtandenen Urſachen / für unbindig zu declariren / demnechſt gantzlich zu caſſiren / und aufzuheben ſey / inmaſſen wir dann verwöge aufgetragenen Compromiſſi hiemit ſothanes Ehe-Band / und zwar mit Vorbehalt beyderſeitigen Hochfürſtlichen hohen Ehren / für unbindig zu declariren / daſſelbe caſſiren und gänzlich aufheben / dergeſtalt / daß Ihro Hochfürſtliche Durchl Carl Leopold, Hertzog zu Mecklenburg-Schwerin / von der Durchleuchtigſten Hertzogin Sophia Hedwig, gebohrner Fürſtin von Naſſau / und Sie / die Durchleuchtigſte Hertzogin / hinwieder von dem Durchleuchtigſten Hertzog / reſtituta arrha & reciprocis utrinque Matrimonii, geſchieden / und das bißhero unter dieſen Durchlauchtigſten Perſonen geweſene Ehe-Band gänzlich caſſiret und aufgehoben ſey; jedoch aber / daß Ihre Hochfürſtliche Durchl. Hertzog Carl Leopold von nun an / dero hohen Belieben

ANNO 1710. lichen nach / mit gutem Gewiſſen / zu einer anbevährigen Ehe zu ſchreiten / frey und unbenommen bleibe / geſtalt wir dieſes alſo erkennen. Publication Griffswalde in loco Conſiſtorii in Gegenwart beyder Hochfürſtl. Perſonen Gevollmächtigten den 16ten Junii 1710.

Uhrkundlich des hierunter gedruckten hieſigen Königl. Conſiſtorii Inſiegel und beygedruckten Unterſchrifften.

Johann Fried. Mayer, D. S. S. Theol. General-Superintendens als Præſes Conſiſtorii. (L. S.)

David Brandong Gebhard, Conſiſtor. Aſſeſſ. (L. S.)

Dr. Johann Schack, Aſſeſſ. Conſiſt. (L. S.)

Petrus Marcauer, Dr. Reg. Conſiſtor Direct. (L. S.)

Dr. Johann Georg Prätius, Reg. Conſiſt. Aſſeſſ. (L. S.)

LXIII.

22. Juin. *Declaration & Acceptation des Miniſtres du Roi de Pologne, Electeur de Saxe, touchant la Neutralité des Provinces de l'Empire par rapport à la Guerre du Nord, & au Traité fait ſur ce ſujet au Mois de Mars precedent. Signée à la Haye le 21. Juin* 1710. Tiré du Protocolle de l'Ambaſſade Imperiale en Hollande, & au Congrez d'Utrecht.]

SA Majeſté le Roy de Pologne, Electeur de Saxe ayant attentivement conſideré la reflexion que S. M. Imp. Sa Majeſté la Reine de la Grande Bretagne, & Leurs Hautes Puiſſances, les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies, ont bien voulu faire ſur le repos de l'Empire & en même temps ſur la moderation qu'elle & ſes Hauts Alliez du Nord ont fait paroître à l'égard du Corps Suedois cy-devant ſous le Commandement du Major General Craſſau, bien que le Droit & les Suites naturelles & ordinaires de la Guerre; La maniere outrageante & inoüie, avec laquelle le dit Corps a traitté & quitté la Pologne, l'exemple même du Roy de Suède, & tant d'autres raiſons authoriſoient plus que ſuffiſamment, & tous les Alliés du Nord en general, & Sa Majeſté Polnnoiſe en particulier, & ſpecialément, de pourſuivre les ennemis dans les lieux de leur retraitte; Et que Saditte Majeſté Imp. Sa Majeſté la Reine de la Grande Bretagne & leurs Hautes Puiſſances, pour prevenir le trouble dans l'Empire & pour mettre à couvert les Pays héréditaires de Sa Majeſté le Roy de Pologne, Electeur de Saxe, pendant le cours de cette Guerre du Nord, ſans exception, contre toutes les Iſnſules que les Suedois voudroient mediter ou executer par la ſuite du temps, & pourvoir, en même tems, que le Royaume de Pologne, & toutes les Dependances ne puiſſent pas être attaqués ny inquietés de maniere quelconque des Provinces Suedoiſes ſituées en Allemagne, ou par les Forces qui en pourroient être tirées, ont crû à propos d'établir & déclarer une Neutralité, laquelle Declaration doit ſervir au lieu de Garantie aux Intereſſés de part & d'autre, Saditte Majeſté le Roy de Pologne Electeur de Saxe a ordonné aux Souſſignés de declarer de même aux Puiſſances, qui ont eû la bonté de prendre ſoin du Bien Public en cela, que Sa Majeſté le Roy de Pologne Electeur de Saxe, mettant pour fondement, qu'on fera de ſorte, que la Suède faſſe de même une Declaration poſitive d'obſerver une exacte Neutralité, qui ſoit conforme au contenu de l'Acte expedié pour cela, & à ce qui eſt mentionné cy-deſſus, veut bien tomber d'accord de tout ce qui eſt contenu dans Saditte Declaration expediée le 31. de Mars de cette Année. En promettant d'obſerver religieuſement tout ce qu'on y a ſtipulé. Et comme par la Saditte Majeſté Polonoiſe donne nouvelle marque de ſon attention pour le repos de l'Empire & de ſon attachement & zèle, pour les Hauts Alliés, comme en effect elle a renouvellé la Convention ſur les deux Corps de Troupes qui ſont dans le Païs-Bas; & qu'outre cela elle faict encore marcher deux Bataillons aux ordres de Sa Majeſté de la Grande Bretagne, & joindre quelques eſcadrons à l'Armée de l'Empire pour ſon Contingent, & que de plus Elle eſt entierement diſpoſée d'en donner des marques encore plus éclatantes, dés que la ſituation de ſes propres Affaires le voudra permettre. Saditte Majeſté Polonoiſe ſe perſuade auſſi entierement que S. M. Imp. S. M. la Reine de la Grande Bretagne L. H. P. & toutes les Puiſſances qui ſont accedées à cette Declaration qui doit ſervir au lieu de Garantie aux Parties intereſſées, employeront les moyens les plus efficaces & les plus capables pour maintenir tout ce qui a été declaré ſi ſolemnellement, afin de pouvoir tenir en bride ceux qui y voudront contrevenir. Faict a la Haye ce 21. Juin 1710.

Comte WERTHERN.

W. H S. DE GERADORF.

ANNO 1710.

LXIV.

Declaratio ex parte Sacræ Czareæ Majeſtatis de Neutralitate Armorum ſervanda in Provinciis Imperii, reſpectu Belli, in Oris Septentrionalibus graſſantis; Acta & extradita Hagæ Comitum die 12 Junii. 1 Julii. 1710. CUM *Declaratione in eodem Negotio facta anno* 1709. [Tité du Protocolle de l'Ambaſſade Imperiale en Hollande & au Congrès d Utrecht.] 12 Juin. 1 Juillet.

SUa Czarea Majeſtas inſiſtendo anteriori declarationi, quam nomine ſuo Legatus ipſius plenipotentiarius infra ſcriptus, ex parte verò Celſorum ſuorum Fœderatorum Miniſtri illorum hic loci proximé præterlapſo 1709 anno exhibuêre: Quemadmodum nempe attentè perpenſis ſuis, ac pariter ſuæ Cæſareæ Romanorum Majeſtatis, ſuæ Regiæ Magnæ Britanniæ Majeſtatis & Celſorum ac Præpotentum Dominorum Ordinum Generalium fœderati Belgii, rationibus, in conſervatione tranquillitatis Romani Imperii conſiſtentibus, utque novum candidæ erga Commune Celſorum in Occidentalibus Oris Belligerantium Fœderatorum commodum præbuiſſet propenſionis documentum: Copias Suecorum ſub ductu Generalis Majoris Craſſavii ex Polonia in Pomeraniam recedentes non inſecutus fuerit, etiamſi ſuæ Czareæ Majeſtati ſuisque Celſis Fœderatis juſti belli jura id patrocinarentur, ac innumeris, exemploque carentibus iniqui animi greſſibus, quibus cum Rex Sueciæ Imperium Magnæ Ruſſiæ, Regnum Poloniæ, ac Electoratum Saxoniæ depopulabatur, talionem rependere, ſummum fas adituiſſet.

Non definit adhuc dum ſemel agreſſum ſinceræ fuæ ab omni jam dudum tempore vigentis, ac nunc conſtantiſſimæ amicitiæ erga Celſos in Occidente bellantes Fœderatos proſequi cultum. Ae poſteaquam ex relatis ſibi per eundem Legatum intellexit Celſos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales ex mutua undiquaque cum Miniſtris ſuæ Cæſareæ Majeſtatis, ſuæ Reginæ Magnæ Britanniæ Majeſtatis aliorumque Fœderatorum ſuorum communicatione conſiliorum, primo $\frac{3}{14}$ Novembris, ſecundo $\frac{13}{24}$ Decembris die, anni exacti 1709 & tertio $\frac{1}{12}$ Februarii luce anni lubentis, per reſolutiones declaraſſe, ſe tranquillitatem in Imperio, Polonia, Saxonia, Sleſvico & Jutlandia aſſerere promptos fuiſſe; Tum demum ex quo Senatus Sueciæ huicce Neutralitati cooperari velle mentem explicaverat, die $\frac{1}{12}$ Martii anni præſentis ſuæ Cæſareæ Majeſtatis, ſuæ Regiæ Magnæ Britanniæ Majeſtatis Miniſtros, nec non Celſorum ac Præpotentum Dominorum Ordinum Generalium Deputatos vigore plenæ authoritatis illis à ſingulis Principalibus collatæ, omnimodæ quietis in Imperio Electoratu Saxoniæ, nec non Ducatibus Holſatiæ, Sleſvici & Jutlandiæ conſervandæ, utque Suecorum Copiæ ex Pomerania illorum Ditionis ſitæ Poloniam amplius non referant pedem, illorum Principalibus operam fore, & in caſu contraventionis arma quoque eorumdem læſæ parti junctа Aggreſſoribus opponenda ſpopondiſſe, & unicuique Miniſtrorum à Potentiis Septentrionalibus Autographum deſuper, quodque loco Garantiæ ad invicem conferi debet, inſinuaſſe. Juſſit eundem Legatum ſuæ Cæſareæ Majeſtati, ſuæ Regiæ M. B. Majeſtati Celſiſque ac Præpotentibus Dominis Ordinibus Generalibus (prout id exequntur per Præſentes) teſtari, ſuæ Czareæ Majeſtati ſatisfactum eſſe, Eandemque definitis his immobiliter ſtare velle ſub expreſſa tamen hac ſequenti Conditione, Quod ſua Cæſarea Majeſtas, ſua Regia Majeſtas Magnæ Britanniæ, Celſi ac Præpotentes Domini Ordinis Generales, cæterique illorum Fœderati, ſuperius dicto Autographio,

ANNO 1710.

tographo, pro guarantia recepto, cariſſimi temporis ſine diſpendio, quantocius ad conſervandam in robore ſuo hanc neutralitatem, avertendaſque cunctas adverſitates, quæcunque illam offendere poſſent, efficaciora conſilia recipere annuent, Et ſi Suecorum ex parte, ſtabilita hæc neutralitas violabitur, ſua Czarea Majeſtas, ſuique Celſi Fœderati non modo conſequenter ejusdem nexibus ſolventur, ſed & omnino confidunt ſuam Cæſaream Majeſtatem, ſuam Regiam Majeſtatem, Celſos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales, cæterosque illorum Celſos Fœderatos, vigore Inſtrumenti authentici, utſupra, arma ſua ſuæ Czareæ Majeſtatis ejusque Celſorum Fœderatorum Copiis jungendo, inſimul violatorum ſæpe nominatæ tranquillitatis curſum repreſſuros. Actum Hagæ Comitis $\frac{13}{24}$ Jan. 1710. A. DE MATUROF.

Sequitur tenor memoratæ Declarationis a Miniſtris Czareæ Majeſtatis nomine ſui & ſuorum Fœderatorum anno 1709. facta, circa Neutralitatem armorum in Imperio reſpectu Belli Septentrionalis conſtituendam, ut ſupra. [ANDREÆ CHRYS. IN ZALUSKIE ZALUSKI, Epiſc. Varmienſi. *Epiſtol.* Tom. 3. Epiſt. 133. pag. 902.]

QUandoquidem univerſo mundo conſtat de periculoſa intentione Regis Sueciæ præſenti bello Czareæ Majeſtati nocendi, & omnes machinationes ad inferendam injuriam Regiæ Poloniarum Majeſtati palàm factæ ſunt, quamque præjudicioſis conatibus ruinam Regni Daniæ quæſierit, ac contra inſolentes ejusmodi Sueticos auſus præfatæ tres Potentiæ offenſivum Fœdus Colligatis contra Gallium aliquam faciat impreſſionem. Ideo Czarea Majeſtas ſuo, Regumque Poloniæ, ac Daniæ nomine univerſis Sereniſſimis Colligatis declarandum duxit, quod quamvis fortunam armorum ſuorum cum extremis viribus tentare, ac Regem Sueciæ eodem modo, quo ipſe eos tractare iotendit, perſequi poſſent, tamen eorum finis & ſcopus dicti Fœderis eò non tendit, ut Regnum Sueciæ totaliter evertatur, ſed tantum ut ad juſtos terminos redigatur; Ad obtinendam Vicinis pacem & ſecuritatem, & ad impediendum, ne impoſterum à Suecis, ut antea factum, ad eorum placitum inquietentur. Neque eò collimat præfatarum trium Potentiarum Fœdus, ut Imperium Romanum turbetur, neque ut Colligatis contra Gallium ad proſequendum bellum obex ponatur, ſed ad hunc finem convenerunt, ne Sueticas in Imperio Ditiones aggrediantur, neque Regis Poloniæ, & Daniæ milites ſuos in ſervitio præfatorum Colligatorum exiſtentes ante terminum præfixum vigore Tractatus revocent, ſiquidem in aperto eſt, quòd hoc offenſivo & defenſivo Fœdere Colligatis neque in particulari, neque in genere præjudicavit, vice verſâ confidunt Czarea, Regiæque Majeſtates Poloniæ & Daniæ univerſis Colligatis, ac Romani Imperii Statibus, quòd non tantum huic bello contra Sueciam ſe non immiſcebunt, nec contravenient, imò Regi Sueciæ neque directe aſſiſtent; Et quoniam Czarea ac Regia Polonarum Majeſtas concluſerunt elapſum é Polonia Generalem Kraſſau cum Suetico exercitu in Pomeraniam non perſequi, quamvis ſecundum Jura Gentium eis liciuiſſet, præſertim cùm præfatus Generalis irreparabile damnum ſpoliando, & deprædando Poloniæ intulerit, ad demonſtrandum, quod verbo ſtare velint, de non interturbanda Imperii quiete, ideo ſperat tam Czarea, quàm Regiæ Poloniæ, & Daniæ Majeſtates, quod Colligati, in ſpecie autem Cæſarea Majeſtas cum cæteris magnis Colligationis capitibus, nec non Status Imperii ad eum finem res ſuas diſponent, quòd ex Provinciis Sueticis nulla præſatis tribus Potentiis ingruet irruptio in eorum Ditiones, neque dicti Sueci novum militem in Imperio conſcribent, neque acquiſito in Imperio milite in ſuis Provinciis exercitum augebunt, cum Coronæ Sueciæ non ſit licitum in Ditionibus ſuis, quæ in Imperio reperiuntur plures milites fovere ultra defenſionem ſuam, & præſidia neceſſaria. Neque dubitant præfatæ, Czarea, Regiæque Majeſtates de conſtanti amicitia Colligatorum, quòd Guarrantiam ſuam interponent ad ſtabiliendam in ſupradictis ſecuritatem. Cum enim digna, & juſta petant, viciſſim declaratum eſſe vo-lunt quòd caſu quo à ſupradictis Colligatis, deſideriis eorum, quoad juſtè, & legitimè requiſitam ſecuritatem non annueretur, neque Guarantia ab iis ſuſciperetur, imò Suecis qualicunque modo ſuppetiæ darentur, ac augendi militis in Regno facultas concederetur, nec non permitteretur Sueco militi Provinclas ſupradictarum Majeſtatum invadere, aut in Poloniam reverti, tum eis non debere vitio verti, ſi pariter promiſſis ſuis non tenebuntur, quinimo hostem ſuum, ubicunque fuerit, inſequerentur, ac, antequam vires ſumat, debellare conabuntur, non parcendo etiam quibuscunque ejus Ditionibus, præcaventes quòd ab omnibus damnis immunes erunt.

ANNO 1710.

LXV.

Hamburgiſcher Vergleich / zwiſchen König FRIDERICO IV. in Dännemark / und Hertzog CHRISTIAN AUGUST zu Schleswig Holſtein Gottorff / von wegen einiger über den dritten Articul des Travendaliſchen Friedens-Tractats entſtandener Differentien und anderer bisher unerörtert verblibenen gravaminum aufgerichtet. Geſchehen Hamburg den 5 Jan. 1711. Nebſt Ihrer Königl. Majeſt. Ratification de dato Copenhagen den 13. Jan. 1711. Dann Ihrer Fürſtl. Durchl. Ratification de dato Kiel den 16 Jan anni ejusdem. [LUNIG Teutſch Reichs Archiv. Part. Special. Continuat. 2. Abtheil. 4. Abſatz. X. pag. 257.]

1711. 5. Januvier.

C'eſt-à-dire,

Accord de Hambourg entre FREDERICE IV. *Roi de Dannemarc & CHRISTIAN AUGUSTE Duc de Holſtein Gotorp ſur les differents ſurvenus entr'eux au ſujet du troiſiéme Article de la Paix de Travendal, & de quelques autres Griefs, reſtés, juſqu'alors indecis. Fait le 5. Janvier 1711. AVEC la Ratification donnée à Coppenhague le 13 Janvier 1711. & celle du Duc donnée à Kiel le 16 Janvier 1711.*

ZU wiſſen / nachdem zwiſchen Ihr. Königl. Majeſt. zu Dannemarck / Norwegen / und des Herrn Hertzogs zu Schleswig / Holſtein-Gottorp Durchl. über den Verſtand und die Erklährung des dritten Articuli, des Travendahliſchen Tractats einige differentien ſich hervor gethan / welche man abſeiten Ihrer Durchl. nebſt denen übrigen ſonſten den Travendahliſchen Vergleich unerörtert gebliebenen Gravaminibus, gerne erlediget haben wollen / Ihr Königl. Majeſt. auch zu Bezeugung Dero Freund-Vetterlichen Affection und guter Intention vor das Hochfürſtl. Hauß / ſich ſolches nicht entgegen ſeyn / ſondern geſchehen laſſen / daß einige Dero Miniſtrorum, mit denen Fürſtl. dazu Deputirten miniſtris, darüber einen Congreß auff dem Schaumburgiſchen Hoff zu Hamburg anſtellen / und ſothane Streitigkeiten in der Güte authun möchten; Zu deſſen Behuff allerhöchſtgedachte Ihr Königl. Majeſt. Dero Geheimbten Rath / Vice Stadthaltern in denen Fürſtenthümern Schleßwig-Holſtein / und Herrn Land-Rath / Herrn Joachim von Alefeldt, auff Burchagen / Rittern / ſo dann Dero geheimbten Conferenz und Eſtats-Rath / Herrn Chriſtoph Genich von Breitenau, auff Grünhoff / Rittern / und Dero Eſtats, Juſtitz- und Cantzley-Rath / auch Reſidenten en Nieder-Sächſiſchen Creyſſe / Herrn Hanß Statius Hagedorn, ſambt und ſonders / mit zulänglicher Vollmacht verſehen / und zu Erörterung der Mißhelligkeiten allergnädigſt committiret / die dann mit denen von Ihr. Hochfürſtl. Durchl. dazu gleichfalls accreditirten / und genugſam Bevollmächtigten Miniſtris, als dem Geheimen Rath / Ober-Hoff-Marſchall, und Geſandten im Nieder Sächſiſchen Creyſſe / Herrn Georg Heinrich Freyherrn von Schlitz / genannt von Görtz, ſo dann dem Geheimben Rath / und General Lieutenant Herrn Gerhard, Graffen von Dernath, und dem Herrn Eſtats-Rath Chriſtian Wilhelm von Eyben, nach hinc inde ausgewechſelten Credentialien / in Handlung getreten / und endlich / nach vielen Conferentien / zu Wiederherſtellung des alten guten Vernehmens zwiſchen Ihr. Königl. Maj. und dem Fürſtl. Holſtein Gottorpiſchen Hauſe / ſich über nachfolgende Articuln vereinbahret und verglichen / Daß

Artic. I.

Wie der Articulus 3tes des Travendahliſchen Friedens / ohne

ANNO 1711. ohne Unterſcheid von allen Prælaten und Adelichen Gütern / ſo / wo ſie in der Landes-Matricul geſetzet und enthalten / verbet; Alſo auch von allen zu verſtehen ſey / und dahero alle dieſe bishero zu zweyffel gezogene Adeliche Güter in denen Hertzogthümern Schleßwig und Hollſtein / ſie ſeyn Marſch oder Geeſt / ſie liegen wo ſie wollen / und werden beſeſſen / von wenne ſie wollen / mit ihren Poſſeſſoren / weß Standes die ſeyndt / ſambt deren Officianten / Bedienten / Unterthanen und Einwohnern / mit und neben denen übrigen in der Landes-Matricul befindlichen Prælaten und Ritterſchafft / auch denen von den Herrſchafften ſelbſten jetzo beſitzenden / oder künfftig an ſich bringenden Adelichen Gütern / ſo wohl in Civilibus als Ecclesiaſticis, ohne einzige Exemption der Königlichen und Fürſtlichen gemeinſahmen Territorial-Hoheit und Jurisdiction, ſambt allen davon dependirenden Rechten / unterworffig ſeyn ſollen; Was ferner die Criminal-Hoheit und Jurisdiction ſelbſt über die Perſonen der Prælaten und Ritterſchafft / auch anderer Beſitzer von Adelichen Gütern / ſambt deren Ehe-Weibern und Kindern betrifft / bleibet dieſelbe gleicher geſtalt / nach der Landes Gerichts-Ordnung und hergebrachten Obſervantz, wann das Crimen oder Delictum auff gemeinſchafftlichen Grund und Boden begangen / unter gemeinſchafftlicher Regierung; Beſagter Prælaten / Ritterſchafft / und anderer Beſitzer von Adelichen Gütern ihre Officianten / Bediente / Unterthanen und Einwohner aber behalten die forum Criminale, wie ſie es bißhero / entweder bey ihrer mit eigenem Dings- und Rechte verſehenen ordinairen Obrigkeit und Guths Herrn / oder ſonſten bey Königlichen und Fürſtlichen Dingſtädten gehabt.

Artic. II.

Nachdem aber etliche der verbenahmten Prælaten und Adelichen Güter / ihre Officianten / Bediente / und Einwohner / an gewiſſen Orten auch in Civilibus Dingpflichtig / oder Dero Nieder-Inſtantzen bey denen Unter-Gerichten der reſpective Königlichen und Hochfürſtlichen Aembter und Lande von jehero haben / von darab ſie an das Königliche und Hochfürſtliche Ober Ambts oder Hoff-Gerecht / appelliren; So ſoll es hin fernerdahin unverändert bleiben / jedoch / daß ſolcher Prælaten und Adelichen Güter Officianten / Bedienten / Unterthanen und Einwohnern / von erwehnten Königlichen und Hochfürſtlichen reſpective Ober Ambts- oder Hoff-Gerichten die weitere Appellation an das gemeine Land Gericht frey ſtehe.

Artic. III.

Wann die Prælaten / Ritterſchafft oder andere Beſitzer der Adelichen Güter / ihre Officianten / Bediente / Unterthanen und Einwohner / ſambt oder ſonders / rechtlich zu belangen hätten / verbleibet ihnen / denen Actoribus, ſo ihr eigen Dings- und Recht haben / frey / zur erſten Inſtantz Ding und Recht zu legen / und vor ſelbigem erwehnte ihre Officianten, Bediente / Unterthanen und Einwohner zu beſprechen / wovon jedoch die Appellation immediatè an das gemeine Land Gericht gehet / bey dem andern Fall aber / und da Prælaten oder Adeliche Güter kein eigen Ding und Recht hätten / wird dergleichen Klage wider der Officianten / Bedienten / Unterthanen und Einwohner zwar bey den erſten Dingpflichtigen Inſtantz angebracht / jedoch von darab auch immediatè an das Land Gericht appellirt.

Art. IV.

Dahingegen / wann dergleichen Officianten / Bedienten / Unterthanen und Einwohner ihre Herren zu belangen nöthig hätten / iſt die Sache immediate an das gemeine Land Gericht zu bringen / daß alſo Prælaten / Ritterſchafft und der Adelichen Güter Poſſeſſores, der minderen Inſtantz gar nicht unterworffen ſeyn.

Artic. V.

Daferne wegen oberwehnter Dingpflichtigkeit über gemeinſchafftliche Unterthanen / ob und wie weit ſolche darunter gehören / eine Streitigkeit entſtünde / ſoll dieſelbe von einem gemeinſchafftlichen / par numero von beyden Seiten / neben dem Land Cantzler / beſtgtem Gerichte / nachdem die hiezu deputirte Königliche und Hochfürſtliche Miniſtri vorher adhuno actum ihrer Pflichte erlaſſen / und zu obiger Affaire mit einem ſpecialen Ende beleget / erörtert / auch an ſtatt der Herrſchafft / dero Antheilnahm des Orts citirt / und der Proceß durch ihn / oder welcher ihme ſubſtituiret wird / ausgeführet werden.

Artic. IV.

Wegen der gemeinſchafftlichen Land-Saſſen / wenn ſie in des einen oder andern Herrn privativen Dienſten ſtehen / hat man ratione fori folgende Verabredung gut gefunden / nemlich / wann ein ſolcher ratione officii beſprochen würde / daß ſelbiges vor dem HErrn in deſſen Dienſte er iſt / einzig geſchehen / und von demſelben / und en deſſen Mahnen / über ihn gerichtet werden / auch ſelbigem unbenommen ſeyn ſolle / en denen unter ſeinem privativen Territorio und einzelner Jurisdiction gelegenen mobil- und immobil-Gütern (wie er deſſen ohne dem befugt) frey und ungehindert / die Execution zu thun / und die abgeſprochene Urthil vollenſtrecken zu laſſen; daferne aber über dasjenige / was in dergleichen Fällen vom Richter erkandt / eine Execution in die der gemeinſchafftlichen Regierung unterlegene Güter begehret würde / ſoll zwar von dem andern mitregierenden Herrn / wann nemlich ſolche Urtheile die Krafft Rechtens ergriffen / der Conſens gebührlich geſuchet / jedoch ſolcher unter keinerley pretext verweget / oder ſothane Execution gehindert werden / und wenn ſolches geſchehen / dem Domino judicanti frey ſtehen / die Execution nichts deſto weniger in die gemeinſchafftliche Güter / von was Art derſelbe auch ſeyn / einſetzig zu bewerckſtelligen; In allen übrigen Sachen aber bleiben die gemeinſchafftliche Land-Saſſen in denen Hertzogthümern / ſie mögen poſſeſſionirt ſeyn oder nicht / ungeachtet ſie in des einen oder andern einſeitigen Dienſten ſtehen / der gemeinſchafftlichen Jurisdiction und davon dependirenden Befehlen unterworffen.

ANNO 1711.

Artic. VII.

Als das jus Epiſcopale der Landes Fürſtlichen Hoheit annex iſt; So ſoll daſſelbe auch über alle Prælaten und von Adel / deren Kirchen / Prediger / Kirchen- und Schuel-Bedienten / Officianten und Unterthanen vorbenahmter Adelichen Güter / ſie gehören der Herrſchafft ſelbſt vorzu / oder künfftig / oder wenn ſie ſonſten wollen / wann gleich Ihr. Königl. Maj. oder Ihr Hochfürſtl. Durchl. als Com-Patroni, bey einer dergleichen Kirchen concurriren / dem Königl. und Hochfürſtl. Hauſe in Gemeinſchafft competiren / immaſſen ſie zu dem Ende durch Ihre General-Superintendenten oder Probſte / die Viſitationes, Prediger-Examinationes und Ordinationes, ſambt andern ihnen beykommenden actibus juris Epiſcopalis, bey beſagten Kirchen / Dero Predigern / Kirchen- und Schuel-Bedienten / auch Clöſter oder Adelichen Güter Unterthanen / und zwar jeder Herr in ſeinem Regierungs-Jahr exercien wollen.

Artic. VIII.

Dergleichen wollen ſie alle von daher kommende geiſtliche / item Matrimonial- und alle dahin gehörige Sachen / ſo der Prælaten und deren von Adel Perſon / deren Kirchen / Prediger / Kirchen- und Schuel-Bediente / auch Officianten / Bediente / Unterthanen und Einwohner betreffen / durch das Gemeine beym Land-Gerichte pihaltende Ober-Conſiſtorium ohne Obſervirung der Nieder-Inſtantzien / judiciren und decidiren laſſen.

Artic. IX.

Und ob ſchon verſchiedene Prælaten und Adelicher Güter Unterthanen und Einwohner / in cauſis Eccleſiaſticis & Matrimonialibus bißhero vor die Unter-Conſiſtoria in etlichen Königlichen und Fürſtlichen Aembtern ziehen gezogen worden ſeyn; So iſt doch / allerhand Confuſiones zu verhüten / deßhalber ein anders verabredet / und ſollen hinführo der Prælaten / Ritterſchafft und Adelichen Güter / Prieſter / Kirchen- und Schuel-Bediente / wie auch deren Officianten / Diener / Unterthanen und Einwohner / mit dergleichen Unter-Conſiſtoriis nichts mehr zu thun haben / ſondern immediatè von der gemeinſchafftlichen Regierung und dem gemeinen Conſiſtorio dependiren / und daſelbſten juſtitiable ſeyn.

Artic. X.

Ferner iſt zu Verhütung aller Confuſion und Irrung / wegen der in des einen oder andern Herrn Amps-Kirchen / Eingepfarreten einkünfftigen Königl. oder Hochfürſtl. Unterthanen / beliebet / daß dieſelbe en Matrimonial Dispenſationen / und andern zur Epiſcopal-Jurisdiction gehörigen Sachen / vor eines jeden Herrn / unter dem ſie geſeſſen / privativen Conſiſtorio ſtehen ſollen / was aber die onera Eccleſiæ betrifft / ſolche haben dergleichen Eingepfarrete / ohne die geringſte Verweigerung / allemahl pro rata mit zu præſtiren / oder es ſoll denen Kirch-Geſchworenen die gewöhnliche Kirchen-Pfändung gegen die Säumige / ohne Anſehung / unter welches Herrn Jurisdiction ſie ſonſten gehören / zu verrichten erlaubet ſeyn / doch ſollen / unter dem pretext ſolchen Kirchgangs / von dem Epiſcopo Eccleſiæ, vielweniger ſeinen Superintendenten / Probſten / Bonaten oder Prieſtern des Orts / des andern Herrn oder übrigen eingepfarreten Unterthanen / keine andere Onera, als welche zu der Kirchen und Schulen reparation, oder zu der Prediger / Kirchen- und Schuel-Bedienten Beſoldung / wie auch zu den Glocken und anderen unentbehrlichen Kirchen-Behuff / erforderlich / pro lubitu auffgeleget / ſondern wo ein mehrers / oder was neues anzuordnen / daſſelbe von beyderſeits Herrſchafften und anderen eingepfarreten Obrigkeiten / auff hinc inde geſchehene communication, beliebet oder verabredet werden.

Artic. XI.

Jngleichen hat man / und mehrere Richtigkeit und Ordnung willen / ſich vereinbahret / daß des Hochfürſtlichen Hauſes Hollſtein-Gottorff jus Patronatus bey der Kirchen zu Tangendorn / Ihr Königl. Majeſt. und Dero ſucceſſoren an der Regierung / nebſt dem bey ſolcher Kirchen ohne dem habenden jure Epiſcopali, hinführo zugehören / der daſelbſtige Prieſter auch die bißhero

ANNO 1711. hero nach Gottorff jährlich in recognitionem bezahlte vier Marck/ ad've Schatzung/ hinführo in das Königliche Landes-Regiſter nach Flenßburg entrichten/ dahingegen bis zur Partitionis, ſo Ihr. Königliche Majeſt. hiebero bey der Kirchen zu Nübel/ unſerm von Gottorff gehört/ dem Hochfürſtl. Hauſe Gottorff/ nebenſt dem bereits daſelbſt gehabten jure Epiſcopali hinfernes competiren ſoll; Nicht minder zu vergönnen/ daß die Stadt-Kirche zu Lütjenburg/ obſchon verſtändene Adeliche Güter daſelbſt eingepfarret/ hinführo unter der allerunſer Königlichen Epiſcopal-Hoheit verbleiben/ dahingegen die Kirche zu Groſſen-Wrode der gemeinſchafftlichen geiſtlichen Jurisdiction untergeben ſeyn ſoll.

Artic. XII.

Die Contribution und andere communi conſenſu angelegte Onera, von denen unter gemeinſchafftlicher Regierung gehörigen Prælaten und Ritterſchafft/ auch denen von der Herrſchafft ſelbſt jetzo beſitzenden/ oder künfftig an ſich bringenden/ Adelichen Gütern/ wie ſelbige in der Landes-Matricul enthalten/ ſollen/ ſo lange es bey der gegenwärtigen Verfaſſung verbleibet/ bey eines jeden Herrn Caſſe zur Hülffte in denen geſetzten Termi-en allemahl richtig eingebracht werden/ oder ein jeder Herr die ihme competirende Hülffte auff den Verzögerungs-Fall/ prævio monitorio, unweiſt zulänglicher Execution, von oberwehnten Poſſeſſorien/ wer aber wes Standes die ſeynd/ ohne Unterſcheid eingetrieben zu werden macht haben.

Artic. XIII.

Was nun dieſem Declarations-Receß zu wider/ eines oder andern Theils/ ſeit dem Traventhalſchen Tractat her/ tam in realibus, quam perſonalibus, biß hieher etwan verordnet und verfüget ſeyn möchte/ daſſelbe/ wann es zur Execution gebracht/ und die intereſſirende Partheyen dagegen keine Appellation noch querel interponiret/ ſondern dabey acquieſciret/ ſoll/ als eine abgethane Sache/ bey voller Kräfften verbleiben/ das übrige aber/ was noch in motu oder contradictione iſt/ ob gleich ein Urtheil oder Decret darin ergangen wäre/ wann es nur ad executionem noch nicht gebracht iſt/ ſoll als ungeſehen geachtet und zu keines Theils præjuditz gereichen/ ſolglich dergleichen Sachen in ſtatum integrum wieder geſetzet ſeyn/ und nach Anweiſung des anjetzt errichteten Declarations-Receſſes/ für m Land-Gericht von neuem verhandelt/ und commun nomine nach Recht und Land-üblicher Gewohnheit abgethan werden.

Artic. XIV.

Was die fahrende und reitende Poſten anlanget/ ſo ſollen ſelbige durch oder neben eines oder andern Herrn Stadt und Land/ mit ihren Wagen und Pferden/ auch auffhabenden Paſſagieren/ und andern Sachen ungehindert paſſiren/ und unter keinem prætext verzögert oder auffgehalten werden/ doch daß ſolche Poſten keine Briefe/ Pacquette oder Paſſagiers in des andern Herrn Stadt und Landen anoder auffnehmen/ und von denen etwa auffhabenden zollbahren Waaren den Zoll erlegen ſollen.

Artic. XV.

Die Streitigkeit wegen des zu Heilgen-Haven vor einigen Jahren arretirten Schiffes ſoll bey erſt gemeinſchafftlichen Land-Gerichte vorgenommen/ und/ was Rechtens/ darinnen erkannt werden.

Artic. XVI.

Wegen deſſen/ was die Stadt Oldeſchloe an dem Mühlen-Damme daſelbſt zu repariren ſchuldig/ wollen Ihr. Königl. Majeſt. nach Einhalt des Glückſtädtiſchen Receſſes de anno 1667. Art. 16. die Oldeſchloer durch ernſtliche Mandata dazu anweiſen/ ſo bald es nur durch die Fürſtliche Beambte bey der Königlichen Regierung zu Glückſtadt geſuchet/ und angezeiget wird/ wie weit die Stadt Oldeſchloe zu Reparirung der Dämme gehalten.

Artic. XVII.

Die Streitigkeiten wegen der Jagde/ Austauſchung der Mauck-Güter/ und andern Irrungen in denen Aemptern/ wegen der Grentzen und ſonſten/ welche zur Ocular-Inſpection und Unterſuchung genugſam Beambten und Räthen aufftragen/ ſollen innerhalb ſechs Monathen/ nach Ratificirung dieſes Vergleichs/ von ihnen zu Ende gebracht/ oder/ wonfern ſie ſich in Güte nicht vereinbahren können/ durch Königliche und Fürſtliche Freund-Vetterliche Communication, nach Einhalt des Traventhaliſchen Friedens/ gütlich hingeleget werden/ und bleibet inzwiſchen damit alles in ſtatu quo.

Artic. XVIII.

Ob zwar Ihr. Königl. Majeſt. die einſeitige Jurisdiction über die ſo genannte lübeckiſche Dörffer/ oder vielmehr auſſer der lübeckiſchen Land-Wehr im Holſteiniſchen Territorio belegene Güter/ als Meuſling/ Niendorff/ Necke/ Stockelsdorff/ Moorn/ Eckhorſt/ Dunckeſtorff/ Travehorſt und Steenrade ꝛc biß dato exerciret; So laſſen ſie jedoch/ zu Bezeugung Dero zu dem Hochfürſtl. Hauſe Gottorff tragende Freund-Vetterliche Propenſion, von nun an geſchehen/ daß ſolche Dörffer und Güter wiederumber/ nach denen zwiſchen den Königlichen und Fürſtlichen regierenden Häuſern vormahls gehaltenen Erbtheilungen/ unter gemeinſchafftliche Landes-Fürſtliche Jurisdiction und Regierung kunfftighin ſollen ohnverändert ſeyn und bleiben; Sie wollen auch dem Hochfürſtlichen Hauſe Gottorff in dem daſſelben alſo zuſtehenden Con-Dominio, auff keinerley Weiſe hinderlich ſeyn; Und/ wann demelbe Güter zu einer billigen/ leidlichen/ nach denen zwiſchen den Königlichen und Fürſtlichen regierenden Häuſern vormahls gehaltenen Erbtheilungen/ unter gemeinſchafftliche Landes-Fürſtliche Jurisdiction und Regierung kunfftighin ſollen ohnverändert ſeyn und bleiben; Sie wollen auch dem Hochfürſtlichen Hauſe Gottorff in dem daſſelben alſo zuſtehenden Con-Dominio, auff keinerley Weiſe hinderlich ſeyn; Und/ wann demelbe Güter zu einer billigen/ leidlichen/ nach denen proportion ihrer bonität eingerichteten Pflug-Zahl/ angeſetzet; So ſollen ſie auch gleiche Freyheit mit denen andern im Hertzogthum Holſtein ſich befindenden Adelichen Gütern/ was das Unter- und Criminal-Gerichte an Hals und Hand/ item das gemeinſchafftliche Land-Gerichte betrifft/ genieſſen/ dahingegen aber auch die Contributiones und Landes-Onera, gleich denen andern Adelichen Gütern/ pro rata ihrer Pflug-Zahl abtragen/ und die Hallſcheid davon zu jedes Herrn Caſſa erlegen.

Artic. XIX.

Was das Amt Trems-büttel anlanget/ behalten Ihr. Königl. Majeſt. ihren daran machenden Anſpruch ſich bevor/ das Hochfürſtl. Hauß Gottorff aber bleibet jedoch nichts deſtoweniger ſo lange in deſſen geruhiger Poſſeſſion, biß etwan die Sache/ nach Anleitung des Travendahliſchen Tractats/ abgethan worden.

Artic. XX.

Was die annoch offenſtehende Liquidation der hinc inde, ſo wohl ratione der gehobenen und prætendirenden Contributionen/ von denen Adelichen von beyderſeits Herrſchafften beſitzenden/ als auch andern ſtreitigen Adelichen Gütern/ item ex Obligationibus und ſonſten/ habenden Forderungen betrifft; So iſt beliebet und beſchloſſen/ daß ſelbige auch durch die dazu verordnete Commiſſarien innerhalb drey Monathen/ nach Ratification dieſes Vergleiches/ zum Ende gebracht/ und/ was über ſie ſich etwan nicht vereinbahren können/ durch Königl. und Hochfürſtl. Freund-Vetterliche Communication gütlich componirt und beygeleget werden ſollen.

Artic. XXI.

Im übrigen wird es in allen bey dem Einhalt des Travendahliſchen Tractats/ und demſelbt Anno 1701. den 11ten Julii allhier in Hamburg errichtetem Recellus allerdings gelaſſen. Hamburg den 5ten Januar. 1711.

Joachim von Aleſelde.

(L. S.)

Chriſtoph Genſch von Breitenau.

(L. S.)

Hans Statius Hagedorn.

(L. S.)

Georg Hinrich, Freyherr von Schlitz/ genandt von Görtz.

(L. S.)

Gerhard Graff von Dernath.

(L. S.)

Chriſtian Wilhelm von Eyben.

(L. S.)

ANNO 1711.

Königliche Ratification.

WIr Friederich der Vierte/ von GOttes Gnaden König zu Dennemarck/ Norwegen/ der Wenden und Gothen/ Hertzog zu Schleſwig/ Holſtein/ Stormarn und der Ditmarſchen/ Graff zu Oldenburg und Delmenhorſt. Thun kund hiermit für Uns und Unſere Königl. Erb-Succeſſores an der Regierung; als Wir/ und in Vormundſchafft des Durchl. Fürſten/ Unſers Frl. Lieben Vetern/ Herrn Carl Friderichs/ Erben zu Norwegen/ Hertzogen zu Schleſwig/ Holſtein/ Stormarn und der Ditmarſchen/ Graffen zu Oldenburg und Delmenhorſt/ Der Hochwürdige/ Durchlauchtige Fürſt/ Unſer Frl. lieber Vetter/ Herr Chriſtian Auguſt/ Erwehlter Biſchoff des Stiffts Lübeck/ Erbe zu Norwegen/ Adminiſtrator und Hertzog zu Schleſwig/ Holſtein/ Stormarn und der Ditmarſchen/ Graff zu Oldenburg und Delmenhorſt/ für gut befunden/ zu endlicher gütlicher Beylegung der zwiſchen Uns

ANNO 1711.

thus und den Fürſtlichen Schleſwig-Holſtein-Gottorffiſchen Hauß / theils über den Verſtand / und die Erklärung des dritten Articuls des Travendahliſchen Tractats entſtandenen / theils auch durch dieſen Tractat unerörtert gebliebenen / und ſeithero von neuen erwachſenen Differentien und Gravaminum ; unter Unſeren ab beyden Seiten dazu bevollmächtigten Miniſtris und Commiſſariis , einen Congreſs auff den Schaumburgiſchen Hoff in Unſerer Erb-unterthänigen Stadt Hamburg anſtellen und halten zu laſſen / und dann nach vielfältigen / in die vier Jahre / darüber / gewiſſen Unſeren und denen Fürſtl. Schleſwig-Holſtein-Gottorffiſchen Miniſtris und Commiſſariis , als dem Wohlgebohrnen / Unſern geheimbden Rath / Vice-Stadthaltern und Land-Rath in denen Fürſtenthümen Schleſwig-Holſtein / und Unſeren Getreuen / Herrn Joachim von Ahlefeld / auff Buckhagen und Emmarck / Rittern / dem Wohlgebohrnen / Unſern Geheimbden und Conferenz-Rath und Unſeren Getreuen / Herrn Chriſtoph Geniſch von Bretenau / auff Grünhoff / Rittern / und dem Wohl Edlen / Unſern Eſtats-Juſtitz- und Cantzley Rath / jetzigem Reſidenten im Nieder-Sächſiſchen Crayſſe / und lieben Getreuen / Hans Statius Hagedorn / ſo dann auch dem Wohlgebohrnen / Hochermeldten Unſers Herrn Vettern / Hertzogen Carl Friderichs Lbd Geheimbden Rath / Ober-Hoff-Marſchalln und Geſandten an Nieder-Sächſiſchen Crayſſe / Unſern lieben beſondern / Georg Hinrich Freyherrn von Schütz / genannt von Goertz , dem Hoch- und Wohlgebohrnen Hochgr. Unſern Herrn Vettern Lbd Geheimbden Rath und General-Lieutenant , Unſern lieben beſondern / Gerhard Graffen von Dernath , auff Haſſelburg / und dem Wohl-Edlen / mehr hochermelten Ihr. Lbd Eſtats-Rath / Unſern lieben beſondern / Chriſtian Wilhelm von Eyben , gepflogenen Conferentien / am 5ten dieſes Monats Januarii nachfolgender Vergleich biß auff Unſere beyderſeitige Ratification unterſchieden und vollenzogen worden :

Inſeratur Tractatus.

DAß wir demnach für Uns / und Unſere Königl. Erb-Succeſſoren in der Regierung / obinſerirten Vergleich / in allen ſeinen Puncten und Articuln / wörtlichen Innhalts genehm gehalten und ratificiret / geſtalt Wir denſelben hiemit und Krafft dieſes in der beſten form , Maaß und Weiſe / wie ſolches geſchehen ſoll / kan oder mag / genehm halten und ratificiren / bey Königlichen Worten verſprechende / daß Wir und Unſere Königl. Erb-Succeſſores allen denjenigen / ſo darinnen enthalten / und verabredet worden / Unſerſeits jederzeit getreu und unverbrüchlich nachkommen / und nicht zugeben wollen / daß von denen Unſerigen dargegen etwas vorgenommen oder gehandelt werde. Uhrkundlich unter Unſerm Königl Handzeichen und fürgedruckten Jngiegel Geben auff Unſer Reſidentz zu Copenhagen / den 13. Januarii Anno 1711.

(L. S.) Friederich R

C. Scheſtedt.

Hoch Fürſtliche Gottorpſche Ratification.

WJr von GOttes Gnaden Chriſtian Auguſt / Erwehlter Biſchoff zu Lübeck / zu Normb ſchaffte Unſers vielgeliebten im Mentern / des Durchlauchtigſten Fürſten / Herrn Carl Friderichs / beyde Erben zu Norwegen / Hertzogen zu Schleſwig / Holſtein / Stormarn und der Dithmarſchen / Grafſen zu Oldenburg und Delmenhorſt / thun kund hiemit vor Uns / und von hochged. Unſers Herrn Vettern Lbd auch deren Succeſſoren an der Regierung : Als der Durchlauchtigſte / Großmächtigſte Fürſt / Herr Friderich der Vierdte / König zu Dennemarck / Norwegen / der Wenden und Gothen / Hertzog zu Schleſwig / Holſtein / Stormarn und der Dithmarſen / Graff zu Oldenburg und Delmenhorſt / Unſer Hoch-geehrter und freundlich vielgeliebter Herr / Vetter / und Wir in obbeſagter Vormundſchafft / vor gut befunden / zu endlicher gütlicher Beylegung / der zwiſchen Ihr Königl Majeſt. und Unſeren Fürſtl. Schleſwig Holſtein-Gottorpſchen Hauſe / theils über den Verſtand und die Erklärung des dritten Articul's des Travendahliſchen Tractats entſtandenen / theils auch bey dieſem Tractat unerörtert gebliebenen / und ſeithero von neuen erwachſenen Differentien und Gravaminum , unter Unſeren ab beyden Seiten dazu bevollmächtigten Miniſtris und Commiſſariis , einen Congreſs auff dem Schaumburgiſchen Hoff / in Unſerer Erb-unterthänigen Stadt Hamburg / anſtellen und halten zu laſſen / und dann nach vielfältigen / in die vier Jahr darüber zwiſchen Ihr. Königl. Majeſt. und Unſers Fürſtlichen Hauſes Miniſtris und Commiſſariis , als dem Wohlgebohrnen Ihr Königl. Majeſt. Geheimbden Rath / Vice-Stadthaltern und Land-Rath in denen Fürſtenthümer Schleſwig / Holſtein / Unſeren lieben beſonderen / Joachim von Ahlefeldt / auff Buckhagen und Emmarck / Rittern / dem Wohlgebohrnen / Ihr Königl. Majeſt. Geheimbden- und Conferenz-Rath / Unſeren lieben beſonderen / Chriſtoph Geniſch von Bretenau / auff Grünhoff / Rittern / und dem Wohl-Edlen / Ihr Königl. Majeſt. Eſtats Juſtitz- und Cantzley-Rath / jetzigen Reſidenten im Nieder-Sächſiſchen Crayſſe / Hanß Statius Hagedorn / ſo dann auch dem Wohlgebohrnen Unſers vielgeliebten Vettern / Herrn Hertzog Carl Friderichs Lbd. Geheimbden Rath / Ober-Hoff Marſchallen / und Geſandten an Nieder-Sächſiſchen Crayſſe / auch lieben Getreuen / Georg Hinrich / Frey-Herrn von Schütz / genannt von Göertz , dem Hoch- und Wohlgebohrnen / Hochgeb. Unſers Herrn Vettern Lbd Geheimbden Rath und General-Lieutenant , auch lieben Getreuen / Gerhard Graffen von Dernath , auff Haſſelburg / und dem Wohl-Edlen / Unſers Herrn Vettern Lbd Eſtats Rath und lieben Getreuen / Chriſtian Wilhelm von Eyben , gepflogen Conferentien / am 5ten dieſes Monats Januarii nachfolgender Vergleich / daß auff unſere beyderſeitige Ratification, unterſchrieben und vollenzogen worden :

ANNO 1711.

Inſeratur Tractatus.

DAß Wir demnach vor Uns / und an Vormundſchafft vors Hochgeb. Unſers Herrn Vettern Lbd auch deren ſucceſſoren an der Regierung / obinſerirten Vergleich in allen ſeinen Puncten und Articuln / wörtlichen Jnnhalts / genehm halten und ratificiren / geſtalt Wir denſelben hiemit und in Krafft dieſes in der beſten Form / Maaße und Weiſe / wie ſolches geſchehen ſoll / kan oder mag / genehm halten und ratificiren / bey Unſerem Fürſtl. Worten verſprechende / daß wir und Unſers Herrn Vettern Lbden nebſt deren Succeſſoren an der Regierung / allen denjenigen / ſo darin enthalten und verabredet worden / Unſer ſeits jederzeit getreu / und unverbrüchlich nachkommen / und nicht zugeben wollen / daß von denen Unſerigen dargegen etwas vorgenommen oder gehandelt werde. Uhrkundlich unter Unſerm Fürſtl. Handzeichen und vorgedruckten Jnſiegel Geben uff dem Schloſſe zu Kiel / den 16. Januarii 1711.

(L. S.) Chriſtian Auguſt.

H. C. Strycke.

LXVI.

Proteſtatio JOSEPHI CLEMENTIS *Electoris Coloniæ , tunc ſub Banno Imperiali exiſtentis, contra futuram Imperatoris Romani Electionem, in caſu quo fieret abſque ſuâ interventione Datum Valencennis 4.4 Julii 1711.* [Simple Copie, maia ſuſſe.] 4. Juillet.

SEreniſſimus Elector Colonienſis nihil ardentius quam perpetuam S. R. Imperii proſperitatem ac Pacem deſiderans, ne in præſenti rerum Germaniæ Statu , dum de novo Imperatore legitimè eligendo agitur, Patriæ Salus & interna Tranquillitas periclitetur per neglectum quæ ad Electionis Cæſareæ firmitatem exiguntur, univerſis quorum intereſt, notum eſſe vult, concurſurum ſe pro viribus, quantum in ipſo eſt, & prout Imperii Columnam atque communis Patriæ ſtudioſum ac fidelem Principem decet, ut omnia ritè, valide ac imperturbatè gerantur, dummodo conſeſtim Dilionibus & prærogativis ſibi præ-termiſſo Juris ordine & abſque culpa ſua ablatis in integrum reſtituatur.

Exiſtimaverat quidem Serenitas ſua Electoralis, jam remotis poſt nuperum Sac: Cæſareæ Majeſtatis obitum curſibus obicibus ſe æquè ac reliquos Electores ad proximè futuram novi Imperatoris Electionem intra tempus per Auream Bullam conſtitutum invitatum iri. Ea ſpe freta Litteras die 7. Maji tum ad Eminentiſſimum Dominum Electorem Moguntinum, tum ad cæteros S. R. Imperii Electores miſit, ne poſt Epiſtolam apologeticam à ſe nullo fructu ad Auguſtiſſimum quondam Imperatorem Leopoldum ante novennium ſcriptam longiore ſilentio vel ceſſiſſe indubitato jure ſuo, vel excluſionem ſui à functionibus in Electorali Collegio peragi ſolitis approbaſſe videretur. Cum verò ultra ſecundum à morte ultimi Cæſaris menſem idem Sereniſſimus Elector neque reſponſum ad Literas præfatas acceperit, neque ad celebrandam novi Imperatoris Electionem invitatus fuerit, atque timendum ſit, ne prævalente inimicorum ſuorum authoritate libero ſui Juris uſu, cum maximo totius Imperii diſcrimine, pro hac vice deſtituatur, ſuarum eſſe partium ducit, tum ad avertenda Patriæ ſua dilectæ mala , tum ad ſua & tam Imperii totius, quàm particularis Eccleſiæ ſuæ Colonienſis Jura ſarta tecta ſervanda, per præſentes obteſtari eos, ad quos pertinet, omni meliori, quâ poteſt viâ ac formâ, ut ſine morâ procedant ad amplectenda ea media, quæ per fundamentales Imperii leges ad legitimè conſtituendum ejus Caput præſcripta ſunt , atque actum hunc maximi neceſſarium à quacunque militate præſervent.

Superfluum foret neceſſitatem indeclinabilem convocationis & admiſſionis omnium ac ſingulorum S. R.

ANNO 1711. Imperii Electorum ad Electionem Imperatoris validè peragendam multis argumentis demonſtrare, quæ ab ipſa Electorum inſtitutione, ceu legitimæ Electionis baſis ſemper habita fuit. Nec ex uſu vetuſtiſſimo à tempore Caroli M. ad nos uſque tranſmiſſo & Pacis Weſtph: tabulis confirmato quiſquam Imperii Princeps è gradu ſuo dejici, ſuove Comitiali Suffragio privari poteſt abſque generalis aſſenſu Imperii: multò minùs Electores, poſtquam per ſpecialis Collegii erectionem à Principibus & cæteris Statibus ſeparati fuerunt, Seſſione, Voto & Dignitate ſua privari poſſunt abſque deliberatione & conſenſu totius Imperii, à quo videlicet, tum Electores, tum reliqui auctoritatem ſuam conſequuntur, quemadmodum diſertè in Artic: 3. Capitulationis Joſephinæ continetur. Deinde Conſtitutiones annis 1495. & 1521. ſub Imperatoribus Maximiliano I. & Carolo V. conditæ de Principibus Eccleſiaſticis etiam turbatæ Pacis publicæ notoriè reis ſingulariter ſanciunt, Eos, in ejusmodi caſu ad Eccleſiaſticum Superiorem ſuum remitti debere. Poſtrema quidem Capitulatio Artic. 27. Collegii ſaltem Electoralis aſſenſum poſtulat ad valorem Imperialis Banni, omnium honorum ac Jurium temporalium ademptionem per totum Imperium inducentis: Sed Legi ſolâ Electorum autoritate coangustatæ locus ad ſummum tunc eſſe poteſt, cum criminis & periculi gravitas moram non patitur, atque nec generalis Imperii Conventus coactus eſt, nec tam tempeſtivè cogi poteſt, ac publica Imperii neceſſitas requirit: Extra quem caſum peculiaris illa Principum Electorum cum Imperatore facta convento huic cæterorum Imperii Principum ac Ordinum Juri nullatenus officit, cui nunquam renunciarunt, quodque non magis quam aliud quodvis Statibus Imperii quatenus talibus competens, atque reſtauratum per Pacem Weſtph iis invitis ſub pœnâ fractæ Pacis ipſo ex facto incurrenda adimere licet. Ex quibus Banni inconſultis Imperii Principibus ac reliquis Statibus contra Sereniſſimum Electorem lati invaliditas luculenter apparet. Si deinde de præſenti hujus Banni juſtitia quæritur, nec Auguſtiſſimo Cæſari nec Electorali Collegio fas fuit con-Principem ſuum tanquam Patriæ hoſtem proſcribere, quod Pacem cum eo Rege tueri voluerit, qui palam aſſeveraverat, ſi cum Sereniſſima Domo Auſtriaca ſibi ad Arma deveniendum eſſet, nunquam ſe invaſurum fines Imperii, quamdiu Auſtriaci pariter in iisdem ſibi ab omni hoſtilitate temperarent.

Quod ſervandæ tranquillitatis internæ conſilium à Francoñibus & Suevis jam ante ſuſceptum adeò non improbavit Aula Viennenſis, ut utriſque reſcripſerit, non eam eſſe Cæſaris mentem, ut Germaniæ Status, ii præſertim, qui Gallorum irruptioni magis paterent, ad infractionem Pacis adhuc recens cum Rege Chriſtianiſſimo initæ adigerentur.

Interim Elector Colonienſis, cum Viennæ ſimul & Hagæ Comitis ſimilis Conſilii ſui rationes exponeret fruſtrà eo Franconiæ & Sueviæ exemplo ſe munire conatus eſt, authoribus belli conſtanter obſiſtentibus, ne Princeps Pacis amans inter belligerantes medius ſtaret, ſervaretque quietem Eccleſiarum ſibi à Deo commiſſarum, quæ non minus communi Germaniæ bono profutura eſſet, quàm moderationi Eccleſiaſtici Principis conveniret.

Comites de Konigſeck & de Schlick, Mylord Galloway, & Baro de Kinsky, alius poſt alium miſſi, ut Sereniſſimum Electorem urgerent ad ineundam cum Auſtriacis horumque Confœderatis adverſus Galliæ & Hiſpaniæ Reges belli Societatem, priusquam Imperium communi aſſenſu in eam venire decreviſſet, teſtes erunt, quàm nervoſè, quàm ſincerè hic Princeps ſingulis mentem ſuam aperuerit, nimirum Principatus ac Populos ſibi commiſſos novi belli nihil ad ſe & Imperium attinentis calamitatibus haud involvendos.

In propatulo quippe fuit, quod Electoratus Colonienſis & Principatus Leodienſis Regno Galliæ & tam Hiſpanici quam Fœderati Belgii finibus adjacerent. Quod unus in Europâ Rex Chriſtianiſſimus eo tempore potentiſſimos Exercitus aleret; Quod Imperatori vires ei, quam moliebatur, expeditioni pares nondum ſuppeterent, quaſque colligere poterat, ex leucis plusquam centum Germanicis ab inferiore Rheno & Moſâ abeſſent; Quod Sereniſſimus Elector nollet imputari ſibi unquam poſſe præcipiti declaratione contra Gallos per noviſſimam Pacem cum Germanis reconciliatos à ſe novi exitialis Belli faciem Ditionibus ſuis improvidè illatam fuiſſe, quod diffidium de Hiſpanica Succeſſione nuper exortum Leopoldum gloriosæ memoriæ Imperatorem non ut Imperii, ſed ANNO 1711. duntaxat, ut Sereniſs. Domus Auſtriacæ, Caput ſpectaret, cui ut Germanici Corporis Capiti Jus nullum competeret, bellum ſivè intra ſivè extra Imperium movendi, niſi de trium Ejus Collegiorum Conſenſu hactenus à Cæſarea Majeſt: ſua nondum obtento. Cùm eo loci res eſſent, liberum erat Sereniſſimo Electori, ut eo Jure ſibi cum reliquis S. R. I. Electoribus Principibus ac Statibus communi, quo jure cuique fas eſt ad Principatûs, vel Territorii ſui conſervationem inire Fœdera vicinorum Principum Copias in ſubſidium adducere, Bellum Pacemque, pro ut neceſſarium viſum fuerit, facere citra læſionem Imperatoris, & Imperii, ſalvaque Pace publica, cujus fractæ reus dici non debet, qui laceſſitus injuſteque provocatus ab aliis eam ſibi opem quærit, quam, & quâ ratione Imperii Leges permittunt. Quare Serenitati ſuæ Electorali vitio vertendum non fuit, quod tentatis in vanum omnibus Pacis domi ſervandæ modis auxiliatricem vicinorum manum ad ſui defenſionem acciverit.

Nemo neſcit, Ipſam ſub finem anni 1701., per Comitem de Koningſegg Extraordinarium Cæſareæ Majeſtatis Ablegatum ab Imperatore poſtulaſſe, ut Aureæ Pacis tanto Sanguine tantoque Suorum ac aliorum Imperii Principatuum diſpendio, vix dum emtæ, commodis inconcuſſe frui liceret, neutri diſſidentium Parti ſe addicendo, donec Imperium Senatûs Conſulto communi per Imperatorem probando aliud juberet.

Neque minus notum eſt, quam enixè inſuper die 17. Novembris ejusdem anni flagitaverit, ut cæteræ Legiones, quæ ex Hollandia magnis itineribus progrediebantur, gradum ſiſterent, aut ſaltem ante diem ultimum Novembris Rhenum Inferiorem trajicere vetarentur, eo nimirum Conſilio, ut interim mitigarentur hominum undique adverſus Serenitatem ſuam Electoralem inſurgentium animi, eique fis eſſet optatâ Pace potiri. Admiſſa jam fuerat defuncti nuper felicis memoriæ Eminentiſſimi Electoris Trevirenſis Mediatio, cum omnis illa negotiatio abrupta atque ſubverſa eſt à Sereniſſimo Cardinale Saxoniæ Cizienſi propriâ manu paucisque verbis ſcribente, parum opportunum eſſe in eo rerum ſim Neutralitatem, nec ullam cunctationem rationibus Domus Auſtriacæ convenire. Nec morâ peregrinorum Militum agmina ad Electoratûs Colonienſis fines deducuntur adactura Serenitatem ſuam Electoralem eo planè modò, quo non diu ante contra Sereniſſimum Ducem Wolffenbuttelanum violenter actum fuerat ad Cæſaris & Conſœderatorum ſuæ Domûs Conſilia amplectenda.

In eas redactus angustias Elector cum neque in Conſtitutionibus de tuenda Pace publica latis ſalutem quærere, neque ab Electorali Circulo, quæ ſperare debuerat ſubſidia præſtolari poſſet, ut adverſus ingruentes exteros Milites de validis præſidiis ſibi proſpiceret, nulli niſi defenſionis cauſa malum illaturis, cum juſtæ ſuæ Ditionumque ſuarum defenſioni conſulere jam ulla alia ratione non liceret, Ferdinandi II. Imperatoris exemplo nixus, in munitas Urbes ſuas è Burgundico Circulo Copias auxiliatrices admiſit, non priùs tamen quàm jure jurando promiſiſſent, nullius ſe quàm Electoris juſſui paritaras, nihil molituras adverſus Imperatorem ac Imperium, & ſtatim atque id ſibi placere Sereniſſimus Elector innuerit, ex ejus Urbibus & Principatibus, nullâ interpoſitâ morâ, nullâ difficultate oppoſitâ receſſuras.

Significarunt ambo Reges Electori, Pacem Weſtphalicam, Noviomagenſem & Ryswicenſem, a Se cum Imperio accurate ſervatum iri, Ipſeque cum utroque Rege ita convenerat, ut ſi in generalibus Imperii Comitiis contra Eos Germania ſe Domui Auſtriacæ confociaret, Serenitas ſua Electoralis à reliquo Germanico Corpore non divelleretur. Quod utique præſtitiſſet integerrimus Princeps, niſi jam ante Bellum anno 1702., in Comitiis Ratisbonæ decretum univerſis Statibus ſuis præter minimam Principatûs Leodienſis partem præproperè ſpoliatus fuiſſet.

Quid de re minus ambigi poterat, cum multò prius per ſuum apud Ratisbonam Miniſtrum eorum, quæ contra Jurium Principatuumque Suorum aggreſſores agere coactus fuerat, toti Imperio rationes reddi juſſiſſet, & in Literis de 19. Martii anno 1702., ad Auguſtiſſimum Imperatorem Leopoldum ſcriptis, cuncta, quæ hactenus geſſerat, Germaniæ libertati, Bullæ Aureæ, plurimis Imperii Receſſibus & Pac: Weſtphalicæ Sanctionibus conſentanea demonſtraſſet, imò & ſuam illam agendi rationem noviſſimâ ipſius

Impera-

ANNO 1711. Imperatoris agendi ratione confirmaſſet, qui ut Archidux Auſtriæ Electoribus aliquot & Principibus Germaniæ junctus Fœdus offenſivum cum Magna Britannia unitisque Belgu Provinciis recens pepigerat, nec in Electore Colonienſi & Principe Leodienſi improbare poterat, quod exterorum armis in Ditionum ſuarum viſcera irrumpere attentantibus Ipſe tanquam violenter oppreſſus ad ſolam eamque neceſſariam Statuum ſuorum defenſionem ſubſidiarium Militem cum enarratis ſuprà Cautionibus juxta facultatem per notorias Imperii Leges ejus Statibus datam è Circulo Burgundico advocârit.

Sereniſſimi Electoris Hoſtes, Principatuum ejus incolumitati invidentes, metuentesque, ne, ſi querelæ ac rationes Epiſtola d. 19. Martii anno 1702. data comprehenſæ legerentur in Comitiis Ratisbonenſibus magno ſibi ſucceſſu admitterentur, omnem iis aditum intercluſerunt, minuſque & infectationibus ſeu veris ſeu fictis Baronem de Umgelter, Sereniſſimi Electoris Ratisbonæ Legatum, Perſonam hanc & Munus exuere coegerunt, altercoque per Electorem ſurrogato, toti in eò fuerunt, ut varias in dies cauſas comminiſcerentur, per quas procraſtinarentur hujus ad Collegium Electorale admiſſio, nec foret, qui ibidem juſtiſſimam malè habiti Principis cauſam oraret.

Quæ ab Aula Viennenſi expectârat Elector, æque caſſa ac debitô effectu fruſtrata fuere anno 1701. d. 16. Decembris ſcriptis ad Weſtphal: Circuli Directores Literis agnoverat Imperator, notum inter Electorem & Capitulum Metropolitanum Eccleſiæ Colonienſis diſſidium ad cognitionem Comitiorum Imperii pertinere, quo negotium illud remitti oporteret. An non potiùs expectandum erat, ut multò magis Conſilium Imperiale aulicum fateretur ſuum non eſſe de eo Jure cognoſcere, quo inter Regalia Electorum Jura nullum majus extitit, & Electorem Imperii ſuſque deque habitis fundamentalibus Imperii Legibus, contra inconcuſſum Majorum morem abſque totius Imperii Conſenſu non poſſe proſcribi? Verum quia prævidebat in Comitiis Ratisbonenſibus procul partium ſtudiis nullum malevolentiæ ac odio neque privatis Auſtriacæ Domûs commodis à publico bono ſejunctis locum fore, Cæſarem a priore ſenſu dimovit effecitque, ne in negotio maximè arduo antiquiſſima illa, jam ab ævo Caroli M. apud Germanos introducta Judicii formâ, in ferenda de Principum vita, Juribus ac bonis Sententia obſervaretur.

Certe quovis alio tempore Sereniſſimi Electoris Conſilia & acta eorumque rationes in Epiſtola præfatâ adductæ laudem & applauſum a Germanis tuliſſent. At in præſenti caſu, dum agebatur de Sereniſſimæ Domûs Auſtriacæ Patrimonio augendo, Conſilium Imperiale aulicum ſalutare Serenitatis ſuæ Electoris uni Patriæ bono candidè ſervientis propoſitum coloribus atris inſecit: Cumque à Germania mercedem ferre deberet eorum, quæ belli ad Imperium nullatenus pertinentis ab Imperio propulſandi deſiderio aut fecit aut paſſa eſt, Princeps optimus ſummo cum doloris ſenſu perſpicit ea, quæ in ſe inique geſta ſunt, allegari nunc ab Hoſtibus tanquam cauſam legitimam, cur ſuis & Eccleſiæ ſuæ Colonienſis Prærogativis privetur. Ab Electorum tamen æquitate etiamnum expectat, ut rationes, quibus & ſe & acta ſua, cauſæque totius bouttatem fundamentalibus Imperii Juribus firmiter, ſuffultam tueatur, atque adeò Sua Jura ipſorum attente perpendant, eorumque Juſtitiâ fretus futurum non dubitat, quin oculis ad Pragmaticas Imperii Sanctiones defixis earum ſe normæ, quam infringi aut inflecti ſibimet Ipſis periculoſiſſimum foret, ſint accommodaturi, non ſolum in poſterum eas ad vigorem ad uſum priſtinum revocando, ſed & ea, quæ illegitime atque invalide hactenus geſta ſunt, juxta Pacis Weſtphalicæ mentem irrita & nulla declarando. Nec ſubverti ullo prætextu paſſuri ſunt veterem Nationis ac Libertatis Germanicæ morem, juxta quem omnes Imperii Principis ad tuendos Principatus ſuos ſolicitoque propaganda Jura iisdem annexa Juramenti vinculo obſtringuntur, ac proinde ob id, quod Sua ac Suorum Saluti providere ſtuduerint, è Collegio Electorali excludi non ferant, nec eorundem Status ac Subditos à præſtito Sacramento abſolutos cenſere permittant. Neque in hoc inter Principes Eccleſiaſticos & Laicos discrimen Imperii Leges conſtituunt, ut Sacros Antiſtites publici ſui & ſuarum Eccleſiarum direptionis otioſos ſpectatores exiſtere velint.

Si tamen ea ſpes, quæ in perſpecta Electorum æquitate conquieſcit, Sereniſſimum Electorem falleret, is ſanè nec in Patriam, nec in Patriæ Leges peccare cenſendus erit, ſi ſumma cum animi moderatione ſolò vindicandarum fundamentalium Imperii Legum Juriumque ſuorum ſtudio in eventum ſolenniter proteſtatur, per Præſentes Electionem futuri Cæſaris, quæ ſe non vocato vel non admiſſo fieret, caſſam fore, nec ſibi imputari debere, quicquid exinde ſiniſtri in Imperium non ſuâ ſed aliorum culpâ redundarit. ANNO 1711.

Quanquam conſtanter exiſtimet atque confidat ſub obtentu proſcriptionis evidenter irritæ ac omni robore vacuæ non ſe defraudandum eſſe in dubii Juris ſui uſu, ut inſtans novi Cæſaris Electio omni labe immunis ſit, eandemque DEO favente totius Europæ tranquillitas ſubſequatur. Datum Valencennis, die 4. Julii, Anno 1711.

LXVII.

Proteſtatio MAXIMILIANI EMANUELIS *Electoris Bavariæ tunc ſub Bruno Imperiali exiſtentis, contra futuram Imperatoris Romani Electionem, in caſu quo fieret abſque ſua interventione. Datum Namurci 7 Julii* 1711. 7. Juillet.

[Simple Copie, mais ſûre.]

SEreniſſimus Elector utriusque Bavariæ Dux nunquam dubitaverat, quin ab æquiſſimis S. R. Imp. Electoribus, ſecundum Auream Bullam, intra præfixum ibidem temporis ſpatium, ad proximam Imperatoris Electionem invitaretur. At mora reſponſi ad Litteras, quas Sereniſſimi Domini Electores Colonienſis ac Bavarus eum in finem ad memoratos Imperii Electores direxerant, abundè demonſtrat, quod in Imperio, etiam poſt noviſſimè defunctæ Majeſtatis Cæſareæ obitum, odium adhuc contra Sereniſſimam Domum Electoralem Bavaricam adeò inveteratum foveatur, ut duos Sereniſſimos Fratres à Congreſſu ad proximam Electionem Imperatoris, ubi ſine illorum ſuffragiis Imperii Caput legitime eligi nequit, excludere velle videantur. Serenitas ſua Electoralis arctiſſimæ obligationi ſuæ deeſſe ſe crederet, ſi fundamentalium Patriæ Legum infractionem ſilentio præteriret, dum Dignitas Electoralis, quâ pollet, eandem obſtringit, ut pro jurata perpetua juris Imperii conſervatione quieti publicæ tam neceſſaria vocem extollat.

Quâ propter Sereniſſimus Elector Bavarus juſtô pro tuendis tum ſuis, tum S. R. Imperii Juribus zelo impulſus conteſtatur, ſe nullius demeriti conſcium, nullam dediſſe cauſam decretæ, & publicatæ contra ſe prætenſæ proſcriptionis, quæ multiplici ex capite nulla cenſenda eſt, tam ob defectum Juſtitiæ, quàm quod iis deſtituta ſit ſolennitatibus, quæ ad Banni contra Electorem Principem, aut Imperii Statum ferendi eſſentiam requiruntur: adverſaturque antiquiſſimæ praxi Imperii Romano-Germanici, & Paci Weſtphalicæ, juxta cujus inalterabiles regulas in rebus arduis Imperium, & præcipua ejus Membra concernentibus, adeòque vel maximè in Electoribus Banno Imperii ſubjiciendis, Collegialis univerſorum ejus Ordinum Conſenſus deſideratur: ac inſuper Juſtitia graviſſimè læditur, dum Sereniſſimus Elector declaratur Hoſtis Imperii, cujusque præcipuum in eô ſtudium fuit, ut Pacem communemque Germaniæ tranquillitatem, per indefeſſum manutenendæ Neutralitatis ſtudium, promoveret, quam defunctus Imperator ex univerſâ Germaniâ proſcriptam eſſe voluit, ut omnes, & ſingulos Imperii Status, ad procuranda unitis viribus Suæ Domus Archi-Ducalis commoda conciturent ad bellum, occaſione Succeſſionis Hiſpanicæ, ſuſcipiendum.

Franconiæ, Sueviæque Circuli eandem ab initio utilitatis publicæ rationem unà cum Sereniſſimo Electore Bavariæ Duce cordi habuerunt: Sed mox gravi metu imminentis Vindictæ ſibi incuſſo perculſi, ſubmiſſere ſe Legi à Cæſarea Aula extra Comitiorum Cœtum præſcriptæ.

Cumque non vanè timendum eſſet, ne Serenitas Sua Electoralis, cum Ditionibus ſibi a Deo concreditis, ante Deliberationem ea de re cum Ordinibus Imperii habitam, ſolo Sereniſſimo Domus Auſtriacæ nutu, ſi ultrò nollet, per vim armorum ad reſumendum illicò enſem compelleretur, ut vim vi eluderet, nec Regiones ſuas, arbitrariis hoſtium Pœcas inſultibus proſtitutas videret, Portas earum tempeſtivè

ANNO 1711. pessivè occludendas ram, Ulmam & Memmingam, pro tempore durantis periculi, & non aliâ mente, in potestatem suam redegit, quam ne publicæ Tranquillitatis Germanicæ inimici latus Bavaricum ex iis Urbibus peterent, atque Electorem, & Electoratum Bavaricum voluntati suæ subjugarent.

Intererat quoque Serenitatis suæ Electoralis, nè Belgii Hispanici ante persolutos sibi plures Millliones Thalerorum, Gubernationem dimitteret, quam Pecuniæ Summam Rex Philippus tanquam Monarchiæ Hispanicæ hæres, et debebat.

Frustrà sanè Electoribus, Principibus, & Statibus Imperii per Tractatus Pacis Westphalicæ jus liberrimum Fœderâ pangendi, bellumque tam offensivum; quàm defensivum gerendi, (modo nihil contra Cæsarem & Imperium moliantur) confirmatum esset; si hoc Supremâtûs jure uti nequirent; maximè ubi agitur de naturali Defensione ad periculum Statûs Imperii imminens avertendum, imò tranquillitatis studium in hoc casu crimini verteretur.

Verum præpotentia Cæsaris, junctis sibi auxiliaribus copiis aucta, smistris interpretationibus detigravit optimas Principis, de Patriæ incolumitate duraxat solicitî, Intentiones: Dumque Germania tanti Principis meritum agnoscere & exantlatos ab eodem Conatus pro Patria à bello extraneo præservanda remunerari debuisset, dolendum in modum accidit, ut injusta Proscriptio adversus Eum pronunciata, considerata fuerit à nonnullis velut legitima ratio privandi Eundem jure, Dignitati & Electoratui suo annexo.

His non obstantibus, firmam adhuc spem in S. R. Imperii Electorum æquitate reponit, fore, ut seriò perpensis rationibus à se adductis, communique interesse præ oculis habito, publicas Imperii Sanctiones, quæ citra manifestum totius Imperii discrimen infringi nequeunt, non sinant pessundari, & in præsente Negotio proprii honoris & Conscientiæ Suæ ductum sequantur. Cum itaque futura Imperatoris Romani Electio sine Participatione, & Consensu Serenissimorum Electorum, Colonensis & Bavari, valere non possit, Serenissimus Elector Bavarus eo casum, quo contemneretur à Dominis Coelectoribus suis, vocisque suæ suffragio defraudaretur, dolenter refert, se ad protestandum contra ejusmodi Electionem obstrictum fore, ac in eventum solennissime protestatur per præsentes, eamque ipso jure, & facto tanquam dispositioni Aureæ Bullæ contrariam, essentialique formâ destitutam, nullam ac irritam fore asseverat, & ex nunc pro tunc declarat, non sibi, sed Aureæ Bullæ transgressoribus imputanda esse quæcumque mala, & Reipublicæ Romano-Germanicæ detrimenta, quæ ex hac fundamentalium Germaniæ Legum notoria & inexcusabili violatione sunt promanatura. Datum Namurci, die Septimâ Julii 1711.

LXVIII.

3. Octob. *Declaratio Nullitatis Precum Primariarum, Sacro Romano Imperio vacante, à Vicariis, seu Provisoribus Imperialibus expeditarum, & quarumcumque provisionum, earumdem Precum vigore factarum, seu faciendarum.* [Bullarium Magnum Tome VIII. pag. 77. Edit. Luxemburgic. 1727.]

CLEMENS PAPA XI.

Ad futuram rei memoriam.

CUm, sicut accepimus, in præsenti Sac. Romani Imperii Interregno Vicariorum, seu Provisorum Imperialium nuncupatorum nomine, nec non assertorum Jurium illis competentium obtentu preces quædam, quas primarias vocant, quam plurium Collegiatorum, & forsan etiam Cathedralium, ac Metropolitanarum Ecclesiarum Præsulibus, Capitulis, & Canonicis, aliisque diversorum Beneficiorum Ecclesiasticorum tam sæcularium, quam Regularium, in variis ejusdem S. R. I. ac potissimum Germaniæ Inferioris partibus consistentium Collatoribus, seu Collatricibus directæ, pro Canonicatibus, & Præbendis Ecclesiarum hujusmodi, cæterisve Beneficiis præfatis, nonnisi certis personis vigore earumdem precum commendatis, per eos, ad quos pertinet, conferendis, concessæ, expeditæ, ac præsentatæ, & forsan etiam aliquæ effectum suum fortitæ fuerint; Explorati verò juris sit nemini fas esse absque hujus Sanctæ Sedis Indulto quempiam ad Canonicatus, & Præbendas, aliaque Beneficia hujusmodi sic commendatis conferenda, compellere: falsique insuper omnibus notum sit, quam enixius dudum, & pluries tam a Nobis sive per diversas Nostras in simili forma Brevis Literas, sive aliàs, quam à Nostris, & ejusdem Sedis Nunciis jussu nostro iteratis Ordinationibus, & Decretis, illasmet similes primarias preces, quæ à cla. mem. Josepho, dum viveret, Romanorum Rege in Imperatorem electo porrectæ, seu expeditæ fuerunt, utpote Apostolicæ auctoritatis munimine destitutas, nullatenus admittendas, sed penitus, & omnino rejiciendas, ac repellendas fuisse, & esse mandaverimus, & declaraverimus. ANNO 1711.

§. 1. Hinc est, quòd Nos, qui Jurium Ecclesiasticorum assertores in Terris à Domino constituti sumus, ac proinde tam gravem Laicalis potestatis abusum dissimulare non possumus, libertatem, Immunitatem, ac Jurisdictionem Ecclesiasticam, quantum Nobis ex alto conceditur, sartam, tectamque, atque illibatam tuen, & conservare cupientes, ac omnium, & singulorum, quæ in præmissis, seu eorum occasione quovis modo acta, & gesta fuerunt, tenores, & data, ac circumstantias quascumque; Personarum verò, à quibus illa, vel eorum aliquod respectivè emanarunt, Qualitates, Dignitates, Nomina, & cognomina, & alia quæcumque, etiam specificam, & individuam mentionem, & expressionem requirentia, præsentibus pro plenè, & sufficienter expressis, & exacte specificatis habentes: Motu proprio, ac ex certâ scientia, & matura deliberatione Nostris, deque Apostolicæ potestatis plenitudine: Omnes, & singulas primarias preces supradictas, prætextu ejusmodi S. R. I. assertorum Vicariatium Jurium; pro quorumvis Canonicatuum, & Præbendarum, aliorumque Beneficiorum Ecclesiasticorum, sive Sæcularium, sive Regularium cujusvis Ordinis, seu Instituti collatione, quibusvis Canonicatuum, & Præbendarum, aliorumque Beneficiorum hujusmodi Collatoribus, seu Collatricibus ad favorem quarumvis Personarum hactenus quomodolibet porrectas, & præsentatas, ac (quod absit) in posterum porrigendas, & præsentandas, cum omnibus, & singulis inde secutis, & quandocumque secuturis, penitus, & omnino illicitas, nullas, irritas, & invalidas, viribusque, & effectu vacuas, & de facto attentatas, nulliusque roboris, & momenti fuisse, esse, & fore, nec ullatenus attendi debuisse, nec debere; sed illas perinde ac si nunquam factæ fuissent, vel emanassent, neque unquam fierent, vel emanarent, pro non extantibus, & non factis semper habendas esse, Collationes insuper, & provisiones, aliasve quaslibet dispositiones Canonicatuum, & Præbendarum, aliorumque Beneficiorum præfatorum in vim precum hujusmodi hactenus quovis modo forsan factas, & quas in futurum quomodolibet fieri contigerit pari modo nullas, invalidas, inanes, & irritas, nulliusque roboris, & momenti fuisse, esse, & fore, nec ullum, etiam coloratum, illis, in quorum favorem factæ fuerunt, aut in posterum fient, possidendi, aut retinendi titulum præbuisse, aut præbituras esse, neque Provisos de Canonicatibus, & Præbendis, aliisque Beneficiis hujusmodi fructus, redditus, & proventus illorum suos fecisse, aut quandocumque facturos esse, sed ad illorum restitutionem omnino teneri, & obligatos existere, & fore, tenore Præsentium statuimus, decernimus, & declaramus.

§. 2. Decernentes etiam easdem præsentes Literas, & in eis contenta quæcumque, etiam ex eo quòd quicumque in præmissis interesse habentes, seu habere quomodolibet prætendentes, cujusvis Status, Gradus, Ordinis, Præeminentiæ, & Dignitatis existant, seu alias specifica, & individua mentione, & expressione digni, illis non consenserint, seu ad ea vocati, citati, & auditi, causæque propter quas præsentes emanarint, sufficienter adductæ, verificatæ, & justificatæ non fuerint, aut ex aliâ quâlibet, etiam quantumvis juridicâ, & privilegiatâ causâ, colore, prætextu, & capite, etiam in Corpore Juris clauso, etiam enormis, enormissimæ, & totalis læsionis, nullo unquam tempore de subreptionis, vel obreptionis, aut nullitatis vitio, aut intentionis nostræ, vel interesse habentium consensus, aliove quolibet etiam quantumvis magno, & substantiali, ac incogitato, & inexcogitabili, individuamque expressionem requirente defectu notari, impugnari, infringi, retractari, in controversiam vocari, aut ad terminos juris

ANNO 1711. juris reduci, ſeu adverſus illos apertionis oris, reſtitutionis in integrum, aliudve quodcumque juris, facti, vel gratiæ remedium intentari, vel impetrari, aut impetrato, ſeu etiam motu, ſcientiâ, & poteſtatis plenitudine paribus conceſſo, vel emanato quempiam in judicio, vel extra illud uti, ſeu ſe juvare ullo modo poſſe: ſed ipſas præſentes Literas ſemper firmas, validas, & efficaces exiſtere, & fore, ſuosque plenarios, & integros effectus ſortiri, & obtinere, ac ab illis, ad quos ſpectat, & pro tempore quandocumque ſpectabit, inviolabiliter, & inconcuſſe obſervari, ſicque, & non aliter in præmiſſis per quoscumque Judices, Ordinarios, & Delegatos, etiam cauſarum Palatii Apoſtolici Auditores, ac Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinales, etiam de latere Legatos, & Sedis prædictæ Nuncios, aliosve quoſlibet quacumque præeminentiâ, & poteſtate fungentes, & functuros; ſublatâ eis, & eorum cuilibet quavis aliter judicandi, & interpretandi facultate, & auctoritate, judicari, & definiri debere, ac irritum, & inane, ſi ſecus ſuper his a quoquam, quavis auctoritate, ſciente, vel ignoranter contigerit attentari. Non obſtantibus præmiſſis, ac quatenus opus ſit, noſtrâ, & Cancellariæ Apoſtolicæ Regulâ de Jure quæſito non tollendo, aliisque Conſtitutionibus, & Ordinationibus Apoſtolicis, nec non quibusvis, etiam juramento, confirmatione Apoſtolicâ, vel quavis firmitate aliâ roboratis Statutis, & Conſuetudinibus, ac Uſibus, & Stylis, etiam immemorabilibus; Privilegiis quoque, Indultis, & Literis Apoſtolicis Perſonis quibuſlibet, etiam quâcumque Eccleſiaſticâ, vel mundanâ Dignitate fulgentibus, & aliàs quomodolibet qualificatis, ac ſpecialem expreſſionem requirentibus, ſub quibuscumque verborum tenoribus, & formis, ac cum quibusvis etiam derogatoriarum derogatoriis, aliisque efficacioribus, efficaciſſimis, & inſolitis clauſulis, irritantibusque, & aliis Decretis, etiam motu, ſcientiâ, & poteſtatis plenitudine ſimilibus, ac conſiſtorialiter, & aliàs quomodolibet in contrarium præmiſſorum conceſſis, editis, factis, ac pluries iteratis, & quantiscumque vicibus approbatis, confirmatis, & innovatis.

§. 3. Quibus omnibus, & ſingulis, etiamſi pro illorum ſufficienti derogatione de illis, eorumque totis tenoribus ſpecialis, ſpecifica, expreſſa, & individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clauſulas generales idem importantes, mentio, ſeu quævis alia expreſſio habenda, aut aliqua alia exquiſita forma ad hoc ſervanda foret, tenores hujusmodi, ac ſi de verbo ad verbum, nihil penitus omiſſo, & formâ in illis traditâ obſervatâ, exprimerentur, & inſererentur, Præſentibus pro plene, & ſufficienter expreſſis, & inſertis habentes, illis alias in ſuo robore permanturis, ad præmiſſorum effectum, hac vice dumtaxat ſpecialiter, & expreſſè derogamus, ac derogatum eſſe voluimus, cæterisque contrariis quibuscumque. Volumus autem, ut earumdem præſentium Literarum Tranſumptis, ſeu Exemplis, etiam impreſſis, manu alicujus Notarii publici ſubſcriptis, & ſigillo Perſonæ in Eccleſiaſticâ Dignitate conſtitutæ munitis, eadem prorſus fides tam in judicio, quam extra illud, ubique adhibeatur, quæ eisdem præſentibus adhiberetur, forent exhibitæ, vel oſtenſæ. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem ſub Annulo Piſcatoris die tertiâ Octobris MDCCXI. Pontificatus noſtri Anno XI.

F. Oliverius.

LXIX.

1712. 23. Mars. *Decret du Roi* Philippe V. *par lequel le Duc de* Vendome *eſt déclaré Prince du Sang d'Eſpagne. A Madrid le* 23. *Mars* 1712. [Simple Copie.]

PHilippe par la Grace de Dieu Roi de Caſtille, de Leon &c. voulant faire connoître à notre Couſin le Duc de Vendome, la reconnoiſſance que nous avons des ſervices qu'ils nous a rendus, depuis que nous l'avons déclaré Generaliſſime de notre Armée; Nous avons jugé ne pouvoir mieux lui en marquer notre ſatisfaction, qu'en lui accordant, dans tous nos Etats & Royaumes, un Rang & une Qualité proportionnés à ce qu'il a entrepris & exécuté pour nous en aſſurer la Conſervation, & bien que ſa naiſſance lui donne toute ſorte de conſidération, & qu'il puiſſe avec juſtice prétendre tous les Honneurs & Prérogatives qui lui appartiennent; néanmoins pour témoigner d'une maniere plus éclatante la haute & ſingulière eſtime que nous faiſons de ſa perſonne, & de ſes importans ſervices, nous lui avons donné & accordé, donnons & accordons par ces Preſentes le Rang, & les Honneurs de Prince de notre ſang, voulant qu'il ſoit reconnu en cette qualité dans les Royaumes & Païs de notre obéïſſance, & qu'il jouiſſe de tous les Honneurs, Prérogatives, Prérogatives & Privileges, qui appartiennent à une ſi éminente Dignité, commandant, & ordonnant à tous nos Sujets de le reconnoître en cette qualité, car tel eſt notre bon plaiſir. Donné à Madrid le 23. Mars 1712. ANNO 1712.

Signé

Moi le Roi.

LXX.

Addition à l'Inſtrument de la Paix du Pruth entre les Turcs & les Moſcovites (1) *ſavoir celui des Turcs, daté le* 10 *du Mois de Rebi il Ewel l'an* 1124. *de l'Hegire, & remis le même jour par le Grand Viſir* Jusup Bacha *aux Plenipotentiaires de Sa Majeſté Czarienne.* [W. Theyls, Mémoires pour ſervir à l'Hiſt. de Charles XII. Roi de Suède. pag. 53.] 1. Avril.

LA raiſon pour laquelle cet Inſtrument de Reconciliation eſt couché par écrit, conſiſte en ce que le 6. du Mois de *Gomadi el Achar* de l'An 1123. de l'*Hegire* du Grand Prophete, la Paix ayant été conclue ſur les Frontieres de *Moldavie* entre la Haute Porte & le Czar de Moſcovie, on étoit convenu, qu'en conſequence des conditions contenues dans l'Inſtrument delivré & receu de part & d'autre, la Ville d'*Aſoph* ſeroit reſtituée à la Haute Porte dans l'état où elle étoit lorsqu'elle fut priſe, & que *Tyghan* ſeroit démolie; Cependant contre la Teneur dudit Traité, on differa à la faveur de quelques Differends, d'exécuter ladite Reſtitution d'*Aſoph* & la Demolition de *Tyghan*, & le Czar manqua encore à obſerver & executer d'autres conditions dudit Traité de Paix & d'Amitié, ce qui obligea la Haute Porte de recommencer la Guerre cette Année 1124; Mais pour la prévenir & l'empêcher, le Baron *Pierre Schafirof* Chancelier, & *Michel Czeremetief* General, ci-devant Plenipotentiaires du Czar de Moſcovie, & ſes Otages juſqu'à l'entiére exécution du Traité de Paix; ont prié avec conſentement de la Haute Porte, les Eminens entre les Croyans du *Meſſie*, le Chevalier *Robert Sutton* Ambaſſadeur d'Angleterre, & le Comte *Jacob Colyer* Ambaſſadeur des Provinces-Unies, Reſidens auprès de l'Heureuſe Haute Porte (dont la fin ait un heureux ſuccès) de terminer par leur Mediation, les Diſputes & Differends qui ont reculé la Paix. Il eſt arrivé, que pendant que les ſusdits Ambaſſadeurs acceptes de part & d'autre pour Mediateurs, tenoient des Conférences à cet éfet, on receut avis qu'en conſequence du ſusdit Traité de Paix, le Czar avoit conſigné la Ville d'*Aſoph* à la Haute Porte, & démoli la Fortereſſe de *Tyghan*, ſur quoy on continua les Conférences pour convenir des Articles jugés néceſſaires, & les ſusdits Ambaſſadeurs avec un zéle louable & ſous leur Médiation, ont donné toute la perfection poſſible aux ſept Articles compris dans l'Inſtrument ci-joint.

(*Ici ſont inſerés les Articles mot à mot, tels qu'ils ſont dans l'Inſtrument Moſcovite, avec cette ſeule difference, que dans la Traduction Turque on ne donne à Sa M. Cz. que le Titre de* Czar de Moſcovie; *La Concluſion de la part du Grand Vizir, qui ſuit les ſept Articles, eſt en ces termes*;)

EN vertu de notre haut Caractére & de notre Plein-Pouvoir comme Lieutenant de l'Empire, &

(1) Cet Inſtrument eſt rapporté dans le Corps Diplomatique T. VIII. Part. I. pag. 189. on peut voir ci-deſſus au 5. de Juin 1713. le renouvellement & la confirmation de cette Paix du Pruth.

ANNO 1712. & de la part de celui qui soutient & dirige l'Univers, & du Protecteur de la vraye Croyance & de l'Alcoran, le très-Excellent, Haut & Puissant Empereur, mon très-Clement Maître *Ghasi Sultan Achmet Kan*, fils de *Ghasi Sultan Mahomet Kan*, dont Dieu Tout-Puissant veuille faire durer longtems la Puissance & les Bienfaits, Nous promettons que Sa Majesté Imperiale exécutera religieusement, & ratifiera tout ce qui a eté stipulé & résolu dans le susdit Instrument, après que le Czar l'aura ratifié: A cet effet Nous, en notre susdite qualité, avons signé & scellé cet Instrument, le 10. du Mois de *Rebi il Euuel* de l'An. 1124. étoit signé.

(L. S.) *Jusuf.*

Ordre du Sultan ACHMET *Empereur des Turcs expédié à* IBMAEL BACHA *Gouverneur de Bender pour l'exécution de ce Traité, & pour conduire le Roi de Suède en ses Etats à travers la Pologne, avec une Armée. Donné à Conſtantinople le* (1.) 11 *Avril* 1712. [W. THEYLS, Mémoires pour servir à l'Hist. de Charles XII. Roi de Suède pag. 56.]

„ A La veuë de ces Présentes de notre part vous „ saurés, que pendant les Conférences qui se „ tenoient entre les Ambassadeurs d'Angleterre & des „ Provinces-Unies, & les Plenipotentiaires & Orages „ du Czar de Moscovie, pour accommoder les Dif„ férends qui étoient furvenus entre notre puissant „ Empire & le Czar, tous les Vizirs, Gens de Loi „ & de Droit, & Commandans de nos Troupes aſ„ semblés au Divan, ont été unanimement d'acord, „ qu'il étoit à propos de conclure la Paix aux Con„ ditions proposées; A cet effet les Instruments en „ ont été dressés & delivrés de part & d'autre; De „ plus les susdits Plenipotentiaires ont envoyé de „ leur part, en conséquence desdits Instruments, une „ Personne au Czar, de Moscovie, pour faire nom„ mer un Ambassadeur, afin de recevoir la Capitu„ lation Imperiale; Pour ces raisons notre départ „ d'ici a été jugé inutile, c'est pourquoy nous avons „ contremandé les Milices de *Natolie*, leur enjoignant „ par nos ordres exprès de ne pas sortir de leur „ District, Néanmoins il nous plait pour le service „ de notre Empire, vous élever à la Dignité de „ *Serakier*, ou Generalissime de nos Milices de *Ro„ mélie* & d'*Usa*, afin qu'avec lesdites Troupes vous „ accompagniés à l'amiable à travers la *Pologne*, le „ très-Eminent Prince entre les Chrétiens, *Charles* „ Roy de Suède (dont la fin soit heureuse) qui s'eſt „ mis sous notre Protection, & qui est à present à „ *Bender*, car c'est notre bon plaisir & ainsi nous „ plait: Vous Commandant d'aviser à tout ce qui „ sera nécessaire pour cet effet, avec le très-Emi„ nent *Dewlet Yeray Cam* Prince de Crimée, & d'ex„ pédier le Noble *Achmed Chiaous-Bachi* de notre „ Cour, pour l'exécution de notre Volonté Impé„ riale, & pour veiller à ce que les Conditions de „ Paix & d'amitié conclues, tant par raport à la „ *Pologne* qu'à la *Moscovie*, soient exactement obser„ vées à tous égards; A cet effet nous l'avons char„ gé de deux Copies dudit Traité, pour remettre „ l'une au susdit *Cam*, & vous remettre l'autre en„ tre les mains; Et comme le Grand Général de „ Pologne nous a fait savoir par une Lettre & un „ Exprès, qu'en conséquence d'une Résolution de „ la République, le Palatin de *Masovie* étoit prêt pour „ venir vers nous en qualité d'Ambassadeur Extraor„ dinaire, aussitôt que nous lui en aurions acordé „ la Permission, Notre Majesté Imperiale a bien „ voulu lui accorder sa demande, cependant nous a„ vons differé jusqu'à present à lui faire réponſe; „ Mais ayant résolu de faire passer amiablement le „ Roi de Suède par la *Pologne*, pour retourner dans „ ses Etats, nous jugeons qu'il est nécessaire de hâ„ ter l'arrivée dudit Ambassadeur touchant ledit Paſ„ sage, C'est pourquoi notre Grand Vizir & Pre„ mier Ministre *Jusuf Bacha* est actuellement occupé „ à répondre à la Lettre du Général de Pologne, ANNO „ afin de renvoyer au plûtôt ſon Exprès, ainsi des „ que ledit Exprès sera arrivé auprès de vous, vous 1712. „ ne l'arrêterez en aucune manière, vous lui expe„ direz promptement les Lettres qu'il doit porter de „ votre part, & de celle du *Cam des Tartares* à la „ République de Pologne, & le ferez partir pour la „ Ville où il doit ſe rendre; Et aussitôt que l'Am„ bassadeur de Pologne sera arrivé sur les Frontiè„ res de notre Victorieux Empire, vous le ferez „ partir pour ici avec une bonne & seure Escorte.

„ Comme vous verrez dans l'Instrument de Paix „ conclue ici avec les Plenipotentiaires Moscovites, „ qu'il y eſt dit expressément que les Troupes Mos„ covites doivent sortir de toute la *Pologne* dans l'eſ„ pace de trois Mois, & qu'il est probable que l'Am„ bassadeur de Pologne pourra être ici vers ce tems„ là, pour concerter avec lui les moyens dont on „ devra ſe servir, pour conduire en bonne amitié le „ Roy de Suède à travers la *Pologne*, s'il plait à Dieu, „ sans causer le moindre tort à la République, nous „ avons jugé à propos qu'il saloit que ledit Ambaſ„ sadeur pût donner de bonnes asseurances de l'ex„ écution de cet Article: Ayant de plus considéré, „ que *Bender* eſt Frontiére de la *Pologne*, & ainsi à „ portée d'y avoir correſpondance, nous avons trou„ vé à propos, tant par rapport à l'exécution du „ susdit Article, qu'au Paſſage du Roy de Suède au „ travers de la *Pologne* sans y commettre aucun des„ ordre, ni y causer le moindre tort, qu'il en ſeroit „ écrit de notre part au *Cam des Tartares*, pour l'in„ former que nous avons fort à cœur le départ du „ Roy de Suède en la maniere ci-deſſus exprimée, „ & que nous vous avons donné ordre de préparer „ toutes choſes pour ledit départ, & de prendre en „ tout les avis de ſon Alteſſe, vous conduiſant à „ cet égard avec fidélité suivant nos intentions & „ notre bon plaiſir. A cet effet vous tiendrez prêt „ tout ce qui ſera néceſſaire pour les Troupes, & „ pour le départ du Roy de Suède, & toutes les „ Proviſions dont on pourra avoir beſoin; Vous „ veillerez à l'exécution de toutes les conditions de „ la Paix, tant en *Pologne* qu'en *Moſcovie*, de ſorte „ que le tems du départ du Roy de Suède étant ar„ rivé, tout ſoit trouvé prêt & en ordre pour pou„ voir marcher avec les Milices pour l'Eſcorte du„ dit Roy, de maniére que les Troupes puiſſent ê„ tre de retour avant l'Hiver. Vous ſerez chargé „ de l'exécution de ces Ordres importans de concert „ avec le *Cam des Tartares*, & vous vous conduirez „ avec une prudence toute particuliére, n'épargnant „ aucune peine pour en venir à bout avec ſuccès. „ Vous en preſſerez l'exécution de maniére qu'on „ puiſſe en être inſtruit en tems & lieu, & que les „ choſes, ſuivant notre Imperiale intention, ſoient „ dirigées jusqu'à ce point, qu'avant que l'Ambaſſa„ deur de Pologne arrive ici, tout ſoit ſeur & déja „ réglé. Ce que vous aurez fait ne ſera pas ſeule„ ment approuvé, mais même vous aquererez les E„ loges deus à votre prudence & à votre zéle pour „ le ſervice de notre Empire, & pour lequel on au„ ra une attention particuliére; Vous aurez auſſi ſoin „ de tenir des Mémoires exacts de ce qui ſe paſſera „ ſur les Lieux; & à l'égard desdites Affaires. C'eſt „ ſur cette aſſeurance, que nous vous avons adreſſé „ notre Commandement Impérial, ſur le contenu „ duquel vous vous reglerez exactement, auſſitôt a„ près l'avoir reçeu, ajoutant ſoi à notre Sein Im„ périal. Ecrit à *Conſtantinople*. Lieu de notre Réſiden„ ce, le 11. Avril.

(1) Cette Date étant Chrétienne, ne doit être considérée que comme une Interpretation de celle de l'Hegire qui devoit ſe trouver dans l'Inſtrument Turc. Il faut auſſi l'entendre du vieux ſtile, autrement elle ſeroit incompatible avec la Date du Traité même. [DUM.]

LXXI.

(1) *Proteſtation du Prince Pretendant à la Cou-* 25. Avril. *ronne de la Grande Bretagne contre tout ce qui pourra eſtre ſtatué ou ſtipulé au Congrez d'Utrecht à ſon préjudice. Fait à S. Germain le 25 d'Avril* 1712. [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht. Tom. 6. pag. 993.]

JA-

(1) Cette Proteſtation ne fut preſentée par aucun Miniſtre chargé de Pouvoir ou de Procuration. Elle fut ſeulement envoyée par la Poſte, aux principaux Miniſtres du Congrez, ſous une ſimple enveloppe, & cachetée, elle parut empreinte. [DUM.]

ANNO JAQUES R.

1712. JAQUES III.; par la Grace de Dieu, Roi de la Grande-Bretagne, de France & d'Irlande, Defenſeur de la Foi, A tous Rois, Princes, Républiques, &c. Comme après une Guerre ſi longue & ſi fatale à toute la Chrétienté, tout paroît diſpoſé de part & d'autre à traiter de la Paix & à la conclurre inceſſamment, ſans avoir aucun égard à nos Intérêts; Nous avons jugé convenable & néceſſaire, de pourvoir par cette ſolemnelle Proteſtation, à la ſureté de notre Droit indubitable, contre tout ce qui pourroit généralement être fait à ſa diminution, & à nôtre préjudice.

Notre intention n'eſt pas de faire un ample détail de la ſuite des injuſtices ci-devant commiſes contre Nous, parce que s'étant paſſées à la vûë de tout le Monde, elles ſont trop connues pour avoir beſoin d'être rapellées. D'ailleurs, nous ne pouvons croire qu'il y ait des gens qui doutent de la Juſtice de notre Cauſe.

Et certes, Nous ne ſommes pas ſeulement touchez de l'état de nos affaires: l'Amour que nous avons pour les Citoyens nos Sujets étant incapable de changer, fait encore que Nous ne pouvons voir ſans une très-vive douleur, que juſqu'à préſent on n'a épargné ni leur ſang ni leurs biens, pour ſoûtenir l'extrême injure qui nous a été faite; & qu'ils ſont enfin réduits à ce point, que ſi la Paix ſe conclut ſans nous, il faut de néceſſité qu'ils deviennent la proye des Etrangers, & qu'enfin ils ſoient aſſujettis à leur Domination.

Et comme nous eprenons que les Princes Alliez n'ont aucun égard pour notre Droit, Nous nous eſtimons très-particuliérement obligez, tant envers Nous-mêmes, qu'envers notre Poſterité & nos Sujets, d'empêcher autant qu'il eſt en notre pouvoir, que notre ſilence ne puiſſe paſſer pour un conſentement tacite à ce qui pourra être conclu au préjudice de Nous & des Héritiers légitimes de nos Royaumes.

C'eſt pourquoi, Nous proteſtons ſolemnellement, & en la meilleure forme que faire ſe peut, contre tout ce qui pourra être généralement ſtatué ou ſtipulé à notre préjudice, comme étant nul de plein droit, par le défaut d'Autorité légitime.

Nous proteſtons auſſi & déclarons, que les défauts de cette Proteſtation (s'il s'en rencontre quelques-uns dans la forme) ne pourront nuire ou préjudicier, ni à Nous ni à nos Héritiers légitimes, non plus qu'à nos Royaumes ou à nos Sujets. Et par ces Préſentes ſcellées de notre Grand Sçeau, Nous nous réſervons tous nos Droits & Actions en leur entier, & nous déclarons qu'elles demeurent & demeureront ſauves & entieres.

Nous proteſtons enfin devant Dieu, que nous ſerons exemts de toute faute ou blâme, & qu'on ne pourra rejetter ſur Nous la Cauſe des malheurs, que les injuſtices, qu'on nous a faites ou qu'on nous fera ci-après, pourront attirer ſur nos Royaumes & ſur toute la Chrétienté. Donné à *Saint Germain* le 25. Avril, l'An de Notre Seigneur 1712., & de Notre Regne le Onziéme.

J. R.

Par le Roi de ſa propre Main.

LXXII.

1713. 14. Mars. *Extrait des Lettres de Seureté, accordées par l'Empereur* LEOPOLD *de glorieuſe memoire au Landgrave* GUILLAUME DE HESSE RHYNFELDS *au ſujet de l'introduction des Troupes de Heſſe Caſſel, en ſa Forteresſe de Rhynfelds. Données à Vienne le 14 Mars* 1703. [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht Tom. 6. pag 979. pour annexe à la Déduction des Droits de la Sereniſſime Maiſon de Heſſe Rhynfelds.]

LEOPOLD.

Après l'énumeration des Titres. On nous a raporté ce que votre Dilection nous a écrit au ſujet de la Garniſon de Heſſe Caſſel qu'on a mis dans votre Forteresſe de Rhynfels, & particuliérement au ſujet de l'exercice de la Religion Catholique, de la joüiſſance aſſeurée des fruits & revenus de votre Domaine, & du temps que vous ſera rendue votre dite Forteresſe. Nous ne voulons point celer à votre Dilection pour le ſoulagement & la tranquillité de ſon eſprit, que les Troupes de Heſſe Caſſel n'ayant été miſes dans ce Lieu pour aucune autre fin que celle de le garder durant cette Guerre, & de le deffendre contre la violence des Ennemis, on n'a eû aucune vûe ou penſée que cette Garniſon empêchât en aucune maniere l'exercice de votre Religion, & aportât le moindre préjudice aux Droits ou diminution aux Revenus de votre Dilection; & qu'ainſi on a entendu de laiſſer l'une & l'autre dans leur premier état ſans y aporter le moindre changement; & que l'intention eſt que, la guerre étant finie, les Troupes qui ſont maintenant à Rhynfels en ſoyent retirées au pluſtôt, & la Place reſtituée à votre Dilection. Donné à Vienne le 14. Mars 1703.

ANNO 1713.

LEOPOLD.

Le Comte de Caunitz.

Par Commandement exprès de ſa Sacrée Majeſté.

C. J. CONSBRUCH.

LXXIII.

12. Avril. *Proteſtation faite au Nom de* LOUIS ARMAND DE BOURBON, *Prince de Conti pour la conſervation de ſes Droits & Pretentions ſur la Principauté d'Orange, ſur Neufchatel & Valengin &c, contre tout ce qui s'eſt fait ou ſe fera au Congrez d'Utrecht à ſon préjudice. A Utrecht le 12 d'Avril* 1713. AVEC *le Certificat de Meſſieurs les Magiſtrats de la Ville d'Utrecht du 13 Avril* 1713. ET *le Pouvoir de la Princeſſe de Conti Mere & Tutrice du Prince, à l'effet de cette Proteſtation. A Paris le 11 Mars* 1713. [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht Tom. 4. pag. 402.]

NOus ſoub-ſignés fondé de Pouvoir de S. A. S. Mgr. le Prince de Conti, Prince du Sang, Pair de France. Declarons à tous qu'il appartiendra, que Nous ſommes partis de la Ville de Paris au mois de Juillet 1711. & arrivés en cette Ville d'Utrecht le 14. du même mois, à l'effet de procurer à ſa dite A. S. la Poſſeſſion des Comtés de Neufchâtel & de Valengin, uſurpés & detenus par Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, en ſolliciant auprés des Puiſſances Belligerantes, aſſemblées, par leurs Députés Plenipotentiaires en cette Ville pour conclure la Paix entre Elles. Nous n'avons pas trouvé que pour traiter de la Paix, il y eût aucun Mediateur, ainſi qu'il eſt de coutume, entre les mains duquel Nous aions pû remettre nos Mémoires inſtructifs & Pièces Juſtificatives de nos Droits. Nous n'avons pû qu'informer les Députés Plenipotentiaires des Parties Belligerantes, entr'autres ceux de S. M. la Reine de la Grande Bretagne, qui ſe ſont principalement interpoſés pour la Concluſion de la Paix: à tous leſquels nous avons remis autant d'exemplaires du Mémoire ci-deſſus, lequel nous avons publié & diſtribué dans le lieu de l'Aſſemblée, afin d'en inſtruire le Public pour le tems preſent & pour l'avenir. Tous nos ſoins n'ont pû empêcher que par le Traité ſigné entre Sa Majeſté très-Chrétienne d'une part, & le Roi de Pruſſe, de la Maiſon de Brandebourg, d'autre part, le 11. Avril dernier, le Roi de Pruſſe n'ait été reconnu pour Comte de Neufchâtel & Valengin, ſans autre Droit valable, que celui du plus fort & de bienſéance, au préjudice de la juſtice des Droits de S. A. S. Ce qui Nous oblige de proteſter contre cette diſpoſition, & toutes autres faites ou à faire ci-après, contraires aux Droits & Prérogatives de ſa dite A. S. auxquelles diſpoſitions Nous declarons que Nous n'acquieſçons en nulle maniére, mais que Nous en appellons à des tems plus favorables à la Juſtice, afin que les Droits du Seigneur notre Commettant n'en puiſſent

ANNO 1713. puiſſent être reputés moins Legitimes. Fait à Utrecht ce 12. Avril 1712. ſigné *Mars.*

Le 13. Avril 1713. depoſé chez *Abel de Coole*, Notaire, qui en a donné le Certificat ſuivant.

LE 13. Avril 1713. aprés midi par-devant Abel de Coole, Notaire de la Cour d'Utrecht, comme auſſi admis par la Magiſtrature de la même Ville, & les témoins ſous-nommés, eſt comparu Mr. Silvain Mars, Avocat au Parlement de Paris, & ès Conſeils de S. M. T. C, lequel a reconnu que la Signature appoſée en l'Ecrit ci-deſſus eſt ſa propre Signature, & a depoſé en nos mains les Originaux des ſus-dits Mémoire, Procuration, & Proteſtation: dont Nous lui avons donné Acte en preſence d'Antoine Cougnard, Ecuyer de la petite Ecurie de S. M. T. C. & de Michel Martin, Maître Chirurgien juré à Paris, l'un & l'autre étant à la ſuite de S. E. Monſeigneur le Maréchal d'Uxelles, Plenipotentiaire de France, de preſent en cette Ville, témoins à ce requis, qui, l'Acte mis en Protocole, avec moi Notaire ont ſous-ſigné au dit tems.

Quod Atteſtor.

A. DE COOLE, Notaire.

Certificat de la Magiſtrature de la Ville d'Utrecht, concernant la validité de l'Acte précédent.

NOus Bourguemaîtres & Conſeillers de la Ville d'Utrecht, certifions que Abel de Coole, qui a ſigné l'Acte ci-deſſus, eſt Notaire publique, admis par la Cour Provinciale d'Utrecht, demeurant dans cette Ville, & que foi ſoit attribuée à tous Actes qui ſont paſſés par devant lui & deux témoins; En foi dequoi Nous avons fait mettre le Cachet de cette Ville & ſigné par notre Sécretaire. A Utrecht, le 13. Avril 1713.

R. V: HARSCAMP.

Sécretaire.

Pouvoir de la Princeſſe Douairiere de Conti, pour proteſter au nom du Prince ſon fils. A Paris le 11 Mars 1713. [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht Tom. 4. pag. 399.]

PAr devant les Conſeillers du Roi, Notaires au Chatelêt de Paris, ſous-ſignés, fut preſente très-Haute, très-Puiſſante, & très-Excellente Princeſſe Madame Marie Thereſe de Bourbon, Princeſſe du Sang, Veuve de très-Haut, très-Puiſſant, & très-Excellent Prince Monſeigneur François Louis de Bourbon, Prince de Conti, Prince du Sang, Mere & Tutrice de très-Haut, très-Puiſſant, & très-Excellent Prince Monſeigneur Louis Armand de Bourbon, Prince de Conti, Prince du Sang, Fils mineur de mesdits Seigneur & Dame, Prince & Princeſſe de Conti, & Legataire Univerſel du dit defunt Seigneur Prince de Conti ſon Pere, qui étoit Legataire Univerſel de très-Haut, très-Puiſſant, & Excellent, Prince Monſeigneur Jean Louis Charles d'Orleans, Duc de Longueville, Prince Souverain de Neufchâtel & de Valengin, en Suiſſe, d'Orange, Comte de Dunois. Madite Dame Princeſſe de Conti demeurante en ſon Hôtel à Paris, Quai de Conti, Paroiſſe Saint André des Arcs, laquelle Madite Dame Princeſſe de Conti, a conſtitué ſon Procureur general & ſpecial la Perſonne de M. Silvain Mars, Avocat au Parlement, & ès Conſeils, auquel S. A. S. en ladite qualité donne pouvoir de ſe tranſporter en la Ville d'Utrecht en Hollande, & par-tout où beſoin ſera, & où ſe traitera la Paix entre les Puiſſances Souveraines qui ſont de preſent en Guerre en Europe, & là pour & au nom de Madite Dame Princeſſe de Conti, en ladite qualité faire toutes Requiſitions, Proteſtations, & Actes que beſoin ſera pour la Conſervation des Droits dudit Seigneur Prince de Conti ſur les dites Principautés d'Orange, Neufchâtel, Valengin, & ſur les biens de la Maiſon de Châlon, & generalement tout ce qu'au dit cas appartiendra, ſubſtituer eo ſon lieu & place, ſi beſoin eſt, a l'effet de ce que deſſus. Par ainſi promettant, obligeant, &c. Fait & paſſé à Paris en l'Hôtel de madite Dame Princeſſe de Conti, l'an mil ſept cens treize, le onziéme Mars après midi. Et a ſon Alteſſe Sereniſſime ſigné la Minute des Preſentes demeurée à Lange l'un des dits Notaires ſous-ſignés. ANNO 1713.

Signé *Meunier & Lange, Notaires, avec Paraphe ſcellé ledit jour & an.*

Certificat du Lieutenant Civil de la Ville de Paris, concernant la validité de l'Acte précédent.

NOus Hieroſme Dargouges, Chevalier Seigneur de Fleuri, Conſeiller du Roi en ſes Conſeils, Maître des Requêtes honoraire de ſon Hôtel, Lieutenant Civil de la Ville, Prevôté, & Vicomté de Paris, certifions à tous qu'il appartiendra, que Mrs. Meunier & Lange, ſont Notaires au Chatelêt de Paris, & que foi doit être ajoutée, tant en jugement que dehors, aux Actes par eux écrits. En foi dequoi Nous avons ſigné ces Preſentes, icelles fait contreſigner par notre Sécretaire, & apoſer le Cachet de nos Armes. le onze Mars 1713.

Signé

DARGOUGES.

Par mon dit Seigneur.

BARBIN.

LXXIV.

Proteſtation faite au Nom de PAULE FRANÇOISE MARGUERITE DE GONDI DE RETZ, *Ducheſſe Douairiere de Lesdiguieres pour la conſervation de ſes Droits, & Pretentions ſur les Souverainetés de Neufchatel & Vallengin.* CONTRE *les Diſpoſitions du Traité de Paix fait le 11 d'Avril* 1713. *entre leurs Majeſtés T. C. & Pruſſienne, pour autant qu'elles y ſont contraires. A Utrecht le* 13 *d'Avril* 1713. AVEC *le Certificat, de Meſſieurs les Bourguemaiſtres & Conſeillers de la Ville d'Utrecht, touchant ladite Proteſtation; du* 16 *Avril* 1713. ET *le Pouvoir de ladite Dame Ducheſſe ſur le Sieur* LEANDRE DE ROSII *à l'effet de ce que deſſus. Donné à Paris le* 24. *Fevrier* 1713. [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht Tom. 4. pag. 36.] 23 Avril.

NOus ſouſſignés nous étant tranſportés, dans le mois de Mars de l'an de grace mil ſept cens treize, en la Ville d'Utrecht, afin d'y agir en vertu & pour les fins marquées dans le Pouvoir à nous donné par très-haute & très-puiſſante Dame Paule Françoiſe Marguerite de Gondi de Retz, Ducheſſe Douairiere de Lesdiguieres, & comme par très-haut & très-puiſſant Seigneur Nicolas de Neufville, Duc de Villeroi & Neveu de la ſusdite Dame, principale Commettante, & n'ayant pas trouvé que le Congrès s'y ménageât en forme ordinaire, par l'entremiſe d'aucun Médiateur à qui nous pûſſions avoir recours, & auprès de qui nous pûſſions faire les diligences convenables: Nous n'avons pû faire rien de mieux afin de faire valoir & conſerver les Droits confiés à nos ſoins, que d'en informer les Miniſtres des Parties Belligérantes dont le Congrès étoit compoſé, & de publier, dans le lieu même de ſon Aſſemblée, un Ecrit contenant les raiſons & moïens ſur leſquels ces Droits ſont fondés; lequel Ecrit pût en inſtruire dans le tems préſent & dans le tems à venir la Societé des Nations. Ce qui n'ayant pas empêché que par le Traité de Paix ſigné en cette Ville d'Utrecht, l'onziéme Avril de cette même année mil ſept cens treize, entre le Roi très-Chretien & le Roi de Pruſſe, auſſi que par pluſieurs autres Actes, Sa Majeſté Pruſſienne ne demeure en la poſſeſſion des Souverainetés de Neufchâtel & Vallengin, au préjudice de la juſtice des Droits des Dame

ANNO 1713. me & Seigneur nos Commettans ; Nous avons en vertu de notre Pouvoir proteſté, & proteſtons contre cette poſſeſſion, par devant le Vénérable Magiſtrat & la Regence de la Ville d'Utrecht : Déclarant que nous n'y acquieſçons en aucune maniere ; mais que nous en appellons à des tems plus favorables à la Juſtice, & que les Droits de nos Commettans n'en pourront être réputés moins legitimes. Et pour plus grande Notoriété de cette Proteſtation, nous la dépoſons en original, ainſi que notre Pouvoir, dans les Archives de l'Hôtel de Ville d'Utrecht, Requérant le Vénérable Magiſtrat & Régence de nous accorder Acte du dit Dépôt, ainſi que des ſuſdites Proteſtations. Fait à Utrecht, le 13. Avril 1713. & eſt ſigné le Chevalier Roſſi.

Nous Bourguemaîtres & Conſeillers compoſant la Régence de la Ville d'Utrecht, déclarons que le Sieur Léandre de Roſſi a dépoſé en la qualité dans nos Archives le Pouvoir & la Proteſtation dont Copie collationnée eſt ci-deſſus, qu'il a devant nous réitéré ſa Proteſtation. De quoi nous avons bien voulu lui accorder Acte, ſous le Sçeau de notre Ville & la ſignature de notre Secretaire. Le 16. Avril 1713.

Eſt ſigné *Harscamp.*

Et le Sçeau appoſé

Pouvoir de la Ducheſſe de LESDIGUIERES, *ſur le Sr.* LEANDRE DE ROSSI, *à l'effet de ce que deſſus. Donné à Paris le 24 Fevrier* 1713. [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht Tom. 4. pag. 33.]

PAule Françoiſe Marguerite de Gondi de Retz, Ducheſſe Douairiere de Lesdiguieres, Veuve de très-haut & très-puiſſant Seigneur Emanuel de Bonne & Créqui, Duc de Lesdiguieres, Pair de France, Gouverneur & Lieutenant Général pour le Roi en Dauphiné. A tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, ſavoir faiſons que par le décès de très-haute & puiſſante Princeſſe Madame Marie d'Orléans, Ducheſſe de Nemours, arrivé le ſeizième Juin 1707, Nous nous trouvons en droit de ſuccéder aux Souverainetés de Neufchâtel & de Valengein, comme plus proche Héritiére par la branche ainée de la Maiſon de Longueville. A ces cauſes connoiſſant l'intégrité, capacité, & ſuffiſance de Leandre de Roſſi, Chevalier de Saint Jean de Jeruſalem, ſous le bon plaiſir du Roi notre Souverain Seigneur, nous l'avons par ces Préſentes nommé & conſtitué notre Procureur Général & Spécial, pour ſe tranſporter au Congrès d'Utrecht, & là repréſenter la Juſtice de nos Droits, & demander que nous ſoyons miſes en pleine poſſeſſion des Principautés de Neufchatel & Valengin, à préſent détenues par ſon Alteſſe Electorale le Mark-Grave de Brandebourg, ſans autre Droit valable que celui du plus fort. Et au cas qu'il ſoit fait refus de prendre connoiſſance de la juſtice de nos Droits, & qu'il s'y paſſe rien de contraire à notre cauſe, Nous donnons charge & pouvoir au Sieur Leandre de Roſſi, Chevalier de Saint Jean, de faire en notre nom, & au nom de notre Neveu Louis Nicolas de Neufville, Duc de Villeroi, les proteſtations néceſſaires pour la conſervation de nos Droits, qui ſuivant l'ordre de la Nature doivent être on jour les ſiens & ceux de ſa poſtérité. Nous avons requis pour cette fin le dit Seigneur notre Neveu de ſigner les Préſentes, afin que le Porteur d'icelles puiſſe agir en ſon nom ainſi qu'au nôtre. En foi dequoi nous les avons ſignées de notre main, fait contreſigner par un de nos Sécretaires, & y appoſer le ſceau de nos armes, ainſi qu'a fait notre Neveu. Donné à Paris, l'an mil ſept cens treize, le vingt-quatriéme jour de Fevrier.

Paule Françoiſe Marguerite de Gondi, Ducheſſe de Lesdiguieres.

Louis Nicolas de Neufville, Duc de Villeroi.

Sur le replis eſt contreſigné
Par Madame
Beaupied.

Par Monſeigneur
Le Peſchoux.

Et pendant au dit Pouvoir expédié ſur parchemin, en forme de Lettres Patentes, avec une queue de parchemin, le ſceau des Armes de la dite Dame Ducheſſe, & de même le ſceau des Armes du dit Seigneur Duc Commettans & Conſtituans. ANNO 1713.

LXXV.

Proteſtation faite au nom de CHARLES PHILIPPES D'ALBERT *Duc de Luynes & de Chevreuſe, pour la conſervation des Droits de* LOUISE LEONTINE DE BOURBON *ſon Epouſe, ſur la Principauté d'Orange, & ſur les Souverainetez de Neufchatel & de Valengin.* CONTRE *Les Diſpoſitions contenües à cet egard, dans le Traité de Paix fait le* 11 *d'Avril* 1713. *entre Sa Majeſté T. C. & le Roi de Pruſſe. Ladite Proteſtation executée à Utrecht le* 14 *d'Avril* 1713. AVEC *le Pouvoir dudit Duc au Sieur* JEAN ROBERT SCONIN *pour ladite Proteſtation. A Paris le* 30 *Novembre* 1712. ET *Le Certificat des Bourguemaîtres & Conſeillers de la Ville d'Utrecht portant que ladite Proteſtation a été dépoſée entre leurs mains. A Utrecht le* 14 *d'Avril* 1713. [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht Tom. pag. 49.] 14 Avril.

NOus Souſſignés, nous étant tranſportés dès le mois de Janvier, de l'An de grace mil ſept cens treize, dans la Ville d'Utrecht, afin d'y agir en vertu & pour les fins marquées dans le Pouvoir qui nous avoit été donné par très-haut & très-puiſſant Seigneur Monſeigneur Charles Philippes d'Albert, Duc de Luynes & de Chevreuſe, Pair de France, Prince Souverain de Neufchaſtel & Valengin en Suiſſe, Prince d'Orange, &c. le trentiéme jour de Novembre, de l'Année derniere mil ſept cens douze ; Et n'ayant pas trouvé que le Congrès s'y ménageât en la forme accoutumée, par l'entremiſe d'aucun Médiateur à qui nous puſſions avoir recours, & auprès de qui nous puſſions faire les diligences convenables ; nous n'avons pu faire rien de mieux, afin de faire valoir & conſerver les Droits confiés à nos ſoins, que d'en informer les Principaux Miniſtres des Parties Belligérantes dont le Congrès étoit compoſé, & de publier dans le Lieu même de ſon Aſſemblée un Ecrit contenant les raiſons & moyens ſur leſquels ces Droits ſont fondés, lequel pût en inſtruire dans le tems préſent & dans l'avenir la Société des Nations. Ce qui n'ayant pas empêché que par le Traité de Paix ſigné l'onziéme Avril de l'année mil ſept cens treize, entre le Roi très-Chrétien & le Roi de Pruſſe, Sa Majeſté Pruſſienne ne doive reſter en poſſeſſion des Souverainetés de Neufchaîtel & Vallengin, au préjudice de la Juſtice des Droits du Seigneur notre Commettant, leſquels ſont énoncés dans notre Pouvoir, nous avons en vertu de notre ſusd. Pouvoir proteſté, & proteſtons contre cette diſpoſition, par devant le Venerable Magiſtrat & la Regence de la Ville d'Utrecht ; Declarant que nous n'y acquieſçons en aucune maniére, mais que nous en appellons à des tems plus favorables à la Juſtice, afin que les Droits du Seigneur notre Commettant n'en puiſſent être réputes moins Légitimes. Et pour plus grande Notorieté de cette Proteſtation, nous la dépoſons en original, ainſi que notre Pouvoir, dans les Archives de l'Hôtel de Ville d'Utrecht, Requerant la Venerable Magiſtrat & la Regence de nous accorder Acte dud. Dépôt, ainſi que des ſuſdites Proteſtations. Fait à Utrecht le 14 Avril 1713.

Signé

SCONIN D'ARGINVILLIER.

Pouvoir de CHARLES PHILIPPES *Duc de Luynes, pour le Sr.* SCONIN D'ARGINVILLIER, *à l'effet de ladite Proteſtation, contenant auſſi un Narré de ſes Moyens &*

ANNO 1713.

Raiſons. A Paris le 30. Novembre 1712. [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht Tom. 4. pag. 1.]

CHarles Philippes d'Albert, Duc de Luynes & de Chevreuſe, Pair de France, Prince Souverain de Neufchaſtel, & Valengin en Suiſſe, Prince d'Orange, A tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, SALUT. Les Comtés Souveraines de Neufchaſtel & Vallengin en Suiſſe nous appartenant a Cauſe de Madame Louiſe Leontine de Bourbon, Ducheſſe de Luynes, Souveraine desdites Comtés, Noſtre Epouſe, par un titre Juſte, Authentique, & Solemnel; tant au moyen de la Donation particuliére entre vifs qui en a été faite le 28. Février 1694. par Madame Marie d'Orléans Ducheſſe de Nemours derniere Souveraine desdites Comtés, au profit de feu Monſieur le Chevalier de Soiſſons, depuis qualifié & connû ſous le nom de Prince de Neufchaſtel, Pere de Noſtre dite Epouſe, avec charge de Subſtitution; que par ſon Contract de Mariage avec Mademoiſelle de Luxembourg, du ſixiéme octobre enſuivant, portant Confirmation de ladite Donation. Ayant auſſi droit de propriété, à Titre légitime, ſur la Principauté d'Orange, dont Noſtre dite Epouſe eſt Donataire ſubſtituée entre vifs par le même Contract de mariage; en vertu duquel la reſtitution des Fruits des Terres & Biens ſitués en Franche Comté, venans de Jean de Châlons, Baron d'Arlay, Légués avec charge de Subſtitution graduelle & perpétuelle par ſon Teſtament du 21. Octobre 1417. appartenant auſſi à Noſtre dite Epouſe comme Donataire de tous les Biens & Effets mobiliaires, Droits, & Actions qui ſe trouveroient appartenir a Madame la Ducheſſe de Nemours, lors de ſon décéds: Nous avons réſolu ſous le bon plaiſir du Roi, & après en avoir obtenu la permiſſion de Sa Majeſté, de faire repréſenter nos Droits & Intéreſts au Congrès qui ſe tient à Utrecht, en Hollande, pour la Paix généralle; à l'effet de nous conſerver leſdites Comtés Souveraines de Neufchâtel & Vallengin en Suiſſe, & la Principauté d'Orange, & de nous faire reſtituer les Fruits des Terres & Biens de Franche-Comté, échûs juſqu'au décéds de Madame la Ducheſſe de Nemours, à laquelle leſdites Comtés Souveraines eſtoient dévoluës, comme ſeule Héritiere de la Maiſon d'Orleans de Longueville, par le décéds de Jean Louis Charles d'Orleans de Longueville, Souverain de Neufchatel & Vallengin, dernier Mâle de cette Maiſon, laquelle les a poſſedés ſans trouble, & en a joui paiſiblement pendant plus de deux Siecles, du Chef de Jeanne de Hochberg Souveraine desdites Comtés, & ſeule Héritiere de la Maiſon de Hochberg, mariée en l'année 1504. à Louis d'Orleans, premier du nom de Longueville, & leſdites Principauté d'Orange, Terres, & Biens de Franche-Comté, du Chef de Marie des Baux Princeſſe d'Orange ſeule Héritiére de la Maiſon des Baux, de Jean de Châlons, Baron d'Arlaix, & d'Alix de Châlons leur Fille; deſquels Marie des Baux, Jean, & Alix de Châlons, Ma dite Dame Ducheſſe de Nemours eſtoit iſſuë en droite Ligne. Et ce en vertu des Teſtaments, tant de ladite Marie des Baux, Princeſſe d'Orange, du 22. May 1416. que de Jean de Châlons, du 21. Octobre 1417. & en conſéquence des Arrêts du grand Conſeil, des 20. Novembre 1553. & 26. Juillet 1556. obtenus par François & Leonord d'Orleans, Ducs de Longueville, contre Guillaume de Naſſau qui s'en eſtoit empuré ſans titre; & d'un autre Arreſt obtenu par Henri d'Orleans, Duc de Longueville, contre Marie Stuard Veuve de Guillaume Comte de Naſſau, tant en ſon nom, que comme Tutrice de ſes Enfans, le premier Fevrier 1657. Par tous leſquels Arrests les Comtes de Naſſau ont eſté condamnés de laiſſer à la Maiſon de Longueville la poſſeſſion libre de la Principauté d'Orange & des autres Biens qui ont appartenu à Jean de Châlons, & à Marie des Baux. Ce qui a eſté ſuivi de différentes pourſuites & diligences: notamment dans les années 1682. 1684. 1706. & 1707. & pour raiſon deſquelles Principauté d'Orange, Terres, Biens, & Droits de Franche-Comte, il a eſté proteſté aux Traités de Paix de Ryswich, au nom de Ma dite Dame Ducheſſe de Nemours. A CES CAUSES, Sçavoir Faiſons qu'ayant une entiere & pleine Confiance en la perſonne du Sieur Jean Robert Sconin, Eſcuyer, Sieur d'Argin-

ANNO 1713.

villier, Nous l'avons nommé & conſtitué, & par ces Préſentes le nommons & conſtituons Notre Procureur general & ſpecial, pour en notre nom ſe préſenter à l'Aſſemblée de Meſſieurs les Plenipotentiaires des Princes & Etats Souverains de l'Europe en ladite Ville d'Utrecht en Hollande, où ſe tient le Congrès pour la Paix générale, & là ſuivant les Inſtructions particuliéres que nous luy en avons fait donner, repréſenter la juſtice de nos Droits, & demander que nous ſoyons reſtitués en la pleine & paiſible poſſeſſion, tant desdites Comtés Souveraines de Neufchaſtel & Vallengin en Suiſſe, appartenantes à ladite Dame Ducheſſe de Luynes, notre Epouſe, comme Donataire entre vifs, & ſubſtituée de Madame la Ducheſſe de Nemours, qui en a joui juſqu'à ſon déceds arrivé le 16. Juin 1707. que de la dite Principauté d'Orange dont notre dite Epouſe eſt pareillement Donataire ſubſtituée par le Contract de Mariage du dit Seigneur Prince de Neufchâtel ſon Pere: comme auſſi pour requérir la reſtitution des Fruits, qui lui appartiennent au même titre, desdites Terres & Biens de Franche-Comté, échûs juſqu'au jour dudit decès, indûment perçûs par ceux qui ont détenu les dites Terres & Biens, au préjudice des ſubſtitutions portées par le Teſtament de Jean de Châlons, & nonobſtant les Arrêts par leſquels leſdits Seigneurs Ducs de Longueville, Auteurs de Madame la Ducheſſe de Nemours, ont été maintenus, tant dans les dites Terres & Biens de Franche Comté, que dans la dite Principauté d'Orange, & les Comtes de Naſſau, qui s'en étoient emparés ſans aucun prétexte légitime, condamnés à leur en laiſſer la poſſeſſion libre. Comme auſſi donnons pouvoir audit Sieur Sconin, en cas qu'il ſoit fait refus de prendre connoiſſance de la juſtice de nos Droits, & de nous comprendre dans le Traité de la Paix générale, pour nous conſerver leſdites Comtés Souveraines, Principauté, Terres, Biens & Droits, de faire en notre nom toutes les proteſtations néceſſaires pour la conſervation de nos dits Biens & Droits, & de tout ce qui en peut dépendre. Nommément de proteſter contre le prétendu jugement du troiſiéme Novembre 1707. rendu à Neufchâtel en faveur de Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, également nul dans ſa forme & contraire aux Loix & Conſtitutions des Souverainetés de Neufchâtel & Vallengin, au préjudice du droit légitimement acquis à la dite Dame Ducheſſe de Luynes, noſtre Epouſe, par le plus ſolemnel & le plus favorable de tous les titres, & ſans avoir aucun égard aux Proteſtations que les Tuteurs de notre dite Epouſe avoient faites le premier Octobre précédent, quoi que fondées ſur les Principes les plus inviolables de l'ordre Judiciaire: Faire à cet effet toutes les diligences néceſſaires, à ce que le laps du tems qui a couru & qui pourroit courir à l'avenir ne nous puiſſe être imputé, attendu l'impoſſibilité où nous avons été, & où nous ſommes encore d'agir d'une maniére plus efficace: Et à ce que tous les Traités de Paix, généraux ou particuliers, faits ou à faire, ne puiſſent en aucune maniére déroger, nuire, ni préjudicier à Nous, notre dite Epouſe, Nos hoirs ou Ayans cauſe, préſens, ou à venir, directement ou indirectement. Et de tout ce que deſſus en retirer des Actes dans la meilleure Forme que faire ſe pourra. Et généralement donnons pouvoir audit Sieur Sconin de faire en cette Négociation & tout ce qui en dépend, ce qu'il jugera utile & néceſſaire pour en procurer le ſuccès: Promettant d'avoir le tout pour agréable, ferme & ſtable comme ſi nous y avions été en perſonne. En foi dequoi nous avons ſigné ces Preſentes de noſtre main, fait contreſigner par l'un de nos Sécretaires, & y avons fait appoſer le Sceau de nos armes. A Paris l'an mil ſept cens douze, le trentiéme jour de Novembre.

Signé

(L. S.) CHARLES PHILIPPES d'ALBERT, Duc de LUYNES.

Et plus bas.

Par Monſeigneur

Signé

GONDUIN Sécretaire.

Certi-

ANNO 1713. *Certificat de Meſſieurs les Magiſtrats d'Utrecht, touchant ladite Proteſtation. Du 14 d'Avril 1713.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. 4. pag. 11.]

NOus Bourguemaiſtres & Conſeillers de la Ville d'Utrecht, Certifions que le Sieur Sconin d'Arginvillier a dépoſé dans les Archives de notre Ville en original un plein Pouvoir a lui donné par haut & puiſſant Seigneur Meſſire Charle Philippes d'Albert, Duc de Luynes & de Chevreuſe, Pair de France, &c. &c. &c. pour proteſter contre ce qui pourroit ſe faire au préjudice de ſes intereſts; enſemble la Proteſtation par lui faite devant nous. En foi dequoi nous lui avons donné le preſent Certificat pour ſervir en tant que de beſoin, & l'avons fait ſigner par notre Secretaire, & appoſer le Cachet de notre Ville. Fait à Utrecht le 14. Avril 1713.

Signé

E. HARSCAMP.

Sécretaire.

LXXVI.

14. Avril. ***Proteſtation faite au Congrès d'Utrecht, au nom de* LOUIS HENRI *Duc de Bourbon Prince de Condé pour la conſervation de ſes Droits & Pretentions ſur le Duché de Montferrat. A Utrecht le 14 d'Avril 1713. AVEC le Certificat de Meſſieurs les Magiſtrats de la Ville d'Utrecht du 18 Avril 1713. ET le Pouvoir des Dames Princeſſe Douairiere de Condé, & Ducheſſe Douairiere de Bourbon, Mere & Tutrice du Duc de Bourbon, à l'effet de ladite Proteſtation. A Paris le 17 Decembre 1711.*** [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. 4. pag. 215.]

NOus ſous-ſignés. Nous étant tranſportés dès le mois de Janvier, mil ſept cens douze, en la Ville d'Utrecht où s'aſſembloit le Congrès pour travailler à la Paix, afin d'y agir en vertu & pour les fins du Pouvoir à Nous donné par Madame la Princeſſe Douairiere de Condé & par Madame la Ducheſſe Doüairiere de Bourbon, comme Mere & Tutrice de ſon Alteſſe Sereniſſime Monſeigneur le Duc de Bourbon, le dix-ſeptiéme Décembre de l'année mil ſept cens onze: Notre premiere vûë auroit été d'abord de recourir aux Miniſtres du Seigneur Suzerain du Fief & Duché de Monfet rat mouvant immédiatement de l'Empire, à ce qu'il leur plût, en levant les obſtacles que la guerre apportoit à la pourſuite des droits des Alteſſes Sereniſſimes nos Commettants, les mettre en état de ſe pourvoir devant les Tribunaux compétents contre la prétendue confiſcation dudit Fief ouvert à leur profit par la mort du dernier poſſeſſeur, & en faire déguerpir ſon Alteſſe Roïale Monſeigneur le Duc de Savoie qui l'occupoit actuellement Mais ayant eu connoiſſance que le Seigneur Suzerain dudit Fief en auroit accordé à ſon Alteſſe Roïale le Duc de Savoie une Inveſtiture contraire aux droits incontеſtables de la Princeſſe & du Prince nos Commettants, à lui ſuffiſamment connus par les Inveſtitures que ſes Predeceſſeurs avoient données du Fief de Montferrat, Nous n'avons pas crû devoir recourir à un Juge qui ſi manifeſtement n'eroit declaré nntre partie. Ce conſideré, & n'ayant pas trouvé que le Congrès d'Utrecht ſe ménageât en la forme accoutumée par l'entremiſe d'aucun Mediateur à qui Nous puſſions avoir recours: Nous n'avons pû faire rien de mieux, afin de faire valoir & conſerver les droits confiés à nos ſoins, & empêcher qu'il fût inſeré aucune ſtipulation à leur préjudice dans les Traités de Paix à faire, que d'en informer les Principaux Miniſtres des Parties Belligérantes dont le Congrès étoit compoſé, & de publier dans le lieu même où il étoit aſſemblé un Ecrit contenant les motifs & raiſons ſur leſquels ces droits ſont fondés, pour en inſtruire dans le tems préſent & dans le tems à venir la ſociété des Nations: Ce qui n'aïant pas empêché que par pluſieurs Traités de Paix ſignés l'onziéme jour d'Avril dernier, en cette Ville d'Utrecht, ſon Alteſſe Roïale le Duc de Savoie ne ſoit maintenuë dans la poſſeſſion du Montferrat: Nous avons en vertu de notre Pouvoir, & au nom de ſon Alteſſe Sereniſſime la Princeſſe Douairiere de Condé, comme au nom de ſon Alteſſe Sereniſſime Louïs Henri Duc de Bourbon, proteſté, & proteſtons contre cette diſpoſition par devant le Vénérable Magiſtrat & Régence de la Ville d'Utrecht; déclarant que Nous n'y acquieſçons en aucune maniere, que Nous en appellons à des tems plus favorables à la juſtice, & que les droits de nos Commettans n'en ſeront pas réputés moins legitimes, ni toutes les actions qu'ils pourront intenter pour les pourſuivre moins juſtes: Et pour plus grande notorieté de cette Proteſtation, Nous en dépoſons l'Original, ainſi que le Pouvoir à Nous donné, dans les Archives de l'Hôtel de Ville d'Utrecht; Requérant le Vénérable Magiſtrat & Régence de Nous accorder Acte dudit dépôt & des ſuſdites Proteſtations. Fait à Utrecht le quatorziéme Avril mil ſept cens treize.

ANNO 1713.

Et eſt ſigné

Jean Baptiſte du Bos.

Nous Bourguemaitres & Conſeillers compoſant la Régence de la Ville d'Utrecht, déclarons que le Sieur Jean Baptiſte du Bos a depoſé en ſa qualité dans nos Archives le Pouvoir & la Proteſtation dont les Copies collationées ſont ci-deſſus, & qu'il a devant Nous réïteré ſa Proteſtation. De quoi Nous avons bien voulu lui accorder Acte ſous le Sceau de notre Ville & la ſignature de notre Sécretaire. Le dixhuitiéme Avril 1713.

Et eſt ſigné

HARSCAMP,

Avec appoſition du Grand Sceau.

Pouvoir de la Princeſſe Douairiere de Condé, & de la Ducheſſe Douairiere de Bourbon, Mere & Tutrice du Duc de Bourbon, pour le Sieur* JEAN BAPTISTE DU BOS, *à l'effet de ladite Proteſtation A Paris le 17 Decembre 1711. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. pag. 213]

PAr devant les Conſeillers du Roi Notaires à Paris ſous-ſignés, furent préſens très-Haute, très-Excellente, & très-Puiſſante Princeſſe Madame Anne Palatine de Baviere, veuve de très-Haut, très-Excellent & très-Puiſſant Prince Monſeigneur Henri Jules de Bourbon, Prince de Condé, premier Prince du ſang, premier Pair, & Grand-Maître de France, Duc d'Anguien & de Chateaux-roux, Gouverneur & Lieutenant general pour le Roi en ſes Provinces de Bourgogne & Breſſe; Et très-Haute, très-Excellente & très-Puiſſante Madame Louïſe Françoiſe de Bourbon, veuve de très-Haut, très-Excellent & très-Puiſſant Prince Monſeigneur Louïs Duc de Bourbon, Prince de Condé, Prince du ſang, Pair & Grand-Maître de France, Gouverneur & Lieutenant Général pour Sa Majeſté en ſes dites Provinces de Bourgogne & de Breſſe: Ma dite Dame la Ducheſſe, Tutrice honoraire de très-Haut tres-Excellent & très-Puiſſant Prince Monſeigneur Louïs Henri Duc de Bourbon, Prince de Conde, Prince du ſang, Pair & Grand-Maître de France, Gouverneur Général pour Sa Majeſté en ſeſdites Provinces de Bourgogne & de Breſſe, Héritier de moudit feu Seigneur Louïs Duc de Bourbon ſon Pere: Meſdites Dames les Princeſſe & Ducheſſe demeurant en leur Hôtel à Paris, Rue neuve Saint Lambert, Paroiſſe Saint Sulpice: Leſquelles ont fait & conſtitué leur Procureur Général & ſpécial Meſſire Jean Baptiſte du Bos, auquel meſdites Dames les Princeſſe & Ducheſſe ont donné & donnent pouvoir de pour leurs Alteſſes Sereniſſimes ésdits noms & qualités conjointement, ſe tranſporter au lieu qui ſera indiqué pour les Conférences où l'on traitera de la Paix prochaine, & y faire toutes les diligences & inſtances requiſes & néceſſaires pour conſerver & faire valoir tous les droits

ANNO 1713. droits qui appartiennent à leurs Alteſſes Sereniſſimes Madame la Princeſſe & à mon dit Seigneur le Duc au Duché de Montferrat, ouvert par le décès de feu Ferdinand Charles Duc de Mantoue & de Montferrat, dernier poſſeſſeur dudit Duché de Monferrat, & généralement faire à ce ſujet tout ce que ledit Sieur Procureur trouvera à propos. Promettant, &c. Fait & paſſé audit Hôtel de leurs Alteſſes Sereniſſimes, l'an mil ſept cens onze, le dix-ſeptiéme jour de Décembre, avant Midi. Et ont Meſdames les Princeſſe & Ducheſſe ſigné la préſeme Procuration en ſa Minute étant en la poſſeſſion de Lange un des Notaires ſous-ſignés.

Et ont ſigné avec paraphes.

De SAVIGNI. LANGE

Et à l'expédition dudit Pouvoir, en forme de Procuration faite ſur Parchemin Timbré, eſt appoſé le Sceau public des Notaires de Paris.

LXXVII.

14. Avril. *Proteſtation faite au Congres d'Utrecht au Nom de* CHARLES FRANÇOIS FREDERIC *Duc de Luxembourg de Montmorency, pour la conſervation de ſes Droits & Prétentions ſur le Duché de Luxembourg.* CONTRE *la Poſſeſſion de la Maiſon d'Autriche. A Utrecht le* 14 *d'Avril* 1713. AVEC *le Certificat de Meſſieurs les Magiſtrats d'Utrecht le* 18 *d'Avril* 1713. ET *le Pouvoir de Monſieur le Duc de Luxembourg ſur le Sieur* CLAUDE DE VILLIERS, *à l'effet de ce que deſſus. A Rouen le* 24 *Decembre* 1711. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. 4. pag. 237.]

NOus ſous-ſignés, nous étant tranſportés dès le mois de Janvier de l'an de grace mil ſept cens douze dans la Ville d'Utrecht, afin d'y agir en vertu & pour les fins marquées dans le Pouvoir qui nous avoit été donné par très-haut & très-puiſſant Seigneur Charles François Frederic de Luxembourg de Montmorency, & de Piney, Pair, premier Baron, & premier Chrétien de France, &c. & n'aiant pas trouvé que le Congrès s'y ménageât en la forme accoutumée par l'entremiſe d'aucun Mediateur à qui nous pûſſions avoir recours & auprès de qui nous pûſſions faire les diligences convenables: Nous n'avons pû faire rien de mieux, afin de faire valoir & conſerver les droits confiés à nos ſoins, que d'en informer les principaux Miniſtres des Parties Belligérantes dont le Congrès étoit compoſé, & de publier dans le lieu même où il étoit aſſemblé un Ecrit contenant les raiſons & moïens ſur leſquels ces droits ſont fondés, lequel pût en inſtruire dans le tems préſent & dans le tems à venir la ſocieté des Nations. Ce qui n'aïant point empêché que par pluſieurs Traités de Paix ſignés en cette Ville d'Utrecht, l'onziéme Avril de cette année mil ſept cens treize, le Duché de Luxembourg ne doive finalement demeurer en la poſſeſſion de la Maiſon d'Autriche, comme par ci-devant, au préjudice des droits inconteſtables du Seigneur notre Commettant: Nous avons en vertu de notre Pouvoir proteſté, & proteſtons contre cette diſpoſition, par devant le Vénérable Magiſtrat & Regence de la Ville d'Utrecht, declarant que Nous n'y acquieſçons en aucune maniere, non plus qu'à toute autre diſpoſition faite au préjudice des droits du Seigneur notre Commettant; mais que Nous en appellons à des tems plus favorables à la juſtice, & que les ſuſdits droits n'en pourront être réputés moins legitimes. Et pour plus grande notorieté de la préſente Proteſtation, Nous la depoſons en Original, ainſi que notre Pouvoir, dans les Archives de l'Hôtel de Ville d'Utrecht: Réquerant le Vénérable Magiſtrat & Régence de Nous accorder Acte dudit dépoſt & des ſuſdites Proteſtations. Fait à Utrecht le 14. Avril 1713.

Et ſigné

Villiers.

Nous Bourguemaîtres & Conſeillers compoſant la Régence de la Ville d'Utrecht, déclarons que le Sieur de Villiers a depoſé en ſa qualité dans nos Archives le Pouvoir & la Proteſtation dont les Copies collationnées ſont ci-deſſus, & qu'il a devant Nous réïteré ſa Proteſtation: dequoi Nous avons bien voulu lui accorder Acte, ſous le Sceau de notre Ville & la ſignature de notre Sécretaire. le 18. Avril 1713. ANNO 1713.

Et eſt ſigné

Harscamp.

Avec l'appoſition du grand Sceau.

Pouvoir du Duc de Luxembourg pour le Sr. DE VILLIERS, *à l'effet de la Proteſtation ci-deſſus. A Rouen le* 24 *Decembre* 1711. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. 4. pag. 234.]

CHarles François Frederic Duc de Luxembourg de Montmorenci & de Piney, Pair, premier Baron & premier Chrétien de France, Souverain d'Aigremont, Prince de Tingry, Comte de Ligni, Marquis de Bellenave, Baron de Mello, Gouverneur & Lieutenant General pour le Roi en la Province de Normandie: A tous ceux qui ces préſentes Lettres verront ſçavoir faiſons que le Duché de Luxembourg nous apartient de plein droit, comme repréſentans très-haute & très-puiſſante Princeſſe de Luxembourg notre Aïeule, Fille unique de très-haut & très-puiſſant Prince Henri Duc de Luxembourg, & deſirant, ſous le bon plaiſir du Roi notre Souverain Seigneur, rentrer en la proprieté, poſſeſſion & jouïſſance dudit Duché, ſes circonſtances & dependances uſurpées par les Ducs de Bourgogne, & détenuës enſuite par les Rois d'Eſpagne juſques à preſent: Nous ſuivant la permiſſion que Sa Majeſté nous a accordée de repreſenter & pourſuivre nos droits ſur ledit Duché devant Meſſieurs les Plenipotentiaires aſſemblés à Utrecht pour traiter de la Paix générale, & Nous confiant en la perſonne de Claude de Villiers, Chevalier, Seigneur de Villiers & de Gofolon, Nous avons par ces préſentes nommé & conſtitué, nommons & conſtituons Notre Envoïé & Procureur General & ſpecial ledit Sieur Claude de Villiers . . . . pour ſe tranſporter en la Ville d'Utrecht, & ſuivant les Inſtructions particulieres dont nous l'avons chargé, repréſenter auxdits Sieurs Plenipotentiaires la juſtice de nos droits & prétentions, & demander que Nous ſoions retitués & rétablis en la pleine & paiſible poſſeſſion dudit Duché de Luxembourg, ſes circonſtances & dependances; Et en cas qu'il ſoit fait refus de prendre connoiſſance de la juſtice de nos droits, & de prononcer ſur la notre demande, Nous donnons charge & pouvoir audit Sieur Claude de Villiers de faire en notre nom toutes Proteſtations & oppoſitions néceſſaires, & d'en retirer les Actes en la meilleure forme que faire ſe pourra; à ce que tous les Traités de Paix generaux faits ou à faire, non plus que toutes declarations à ce contraires, ne puiſſent nous nuire ni préjudicier, ni aux Nôtres, directement ou indirectement, & generalement de faire à cet égard tout ce qu'il jugera néceſſaire pour en avancer le ſuccès: promettant d'avoir le tout pour agreable, ferme & ſtable, comme ſi Nous-mêmes y avions été en perſonne. En foi dequoi Nous avons ſigné ces preſentes, icelles fait contreſigner par un de nos Sécretaires, & y appoſer le Sceau de nos armes. A Rouen, le vingt quatriéme Decembre, mil ſept cens onze.

MONTMORENCY LUXEMBOURG.

LXXVIII.

15. Avril. *Proteſtation de* FRANÇOIS DU PRAT, *Comte de Barbanſon pour la conſervation de ſes Droits & Pretenſions, ſur les Comtés de Neufchatel & Vallengin.* CONTRE *ce qui en a été diſpoſé par le Traité de Paix fait le* 11 *d'Avril* 1713. *entre leurs Majeſtés T. C. & Pruſſienne. A Utrecht le* 15 *Avril* 1713.

Avec

ANNO 1713. Avec *le Pouvoir dudit Comte, ſur le Sr.* Friſcheman de Rosenberg, *à l'effet de ce que deſſus, donné à Paris le 15 Janvier* 1712. Et *le Certificat, de Meſſieurs les Magiſtrats de la Ville d'Utrecht du* 18 *d'Avril* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. 4. pag. 101.]

NOus ſous-ſignés, nous étant tranſportés dès le mois de Janvier de l'An mil ſept cens douze dans la Ville d'Utrecht, afin d'y agir en vertu & pour les fins marquées dans le Pouvoir qui nous avoit été donné par Haut & Puiſſant Seigneur François du Prat, Chevalier, Comte de Barbanſon, le cinquiéme Janvier de la ſuſdite année, & n'aiant pas trouvé que le Congrès s'y ménageât en la forme accoûtumée, par l'entremiſe d'aucun Médiateur à qui nous puſſions faire les diligences convenables, nous n'avons pu faire rien de mieux, afin de faire valoir & conſerver les Droits confiés à nos ſoins, que d'en informer les Principaux Miniſtres des Parties Belligérantes dont le Congrès étoit compoſé, & de publier dans le lieu même de ſon Aſſemblée un Ecrit contenant les raiſons & moiens ſur leſquels ces droits ſont fondés, lequel pût en inſtruire dans le tems préſent & dans l'avenir la Société des Nations. Ce qui n'aiant point empêché que par le Traité de Paix ſigné l'onze Avril de la préſente année entre très-Haut, très-Excellent, & très Puiſſant Prince Louïs XIV. par la grace Dieu Roi très-Chrétien de France & de Navarre, notre Souverain Seigneur & Maître, & très-Haut, très-Excellent, & très-Puiſſant Prince Frederic Guillaume par la grace de Dieu Roi de Pruſſe, ainſi que par pluſieurs autres Actes, le Sérénissime Roi de Pruſſe ne ſe trouve maintenu dans la poſſeſſion de la Principauté de Neufchâtel & Valengin, au préjudice des Droits du dit Seigneur Comte de Barbanſon notre Commettant, nous avons, en vertu de notre Pouvoir, Proteſté, & Proteſtons contre cette diſpoſition par devant le Vénérable Magiſtrat & Régence de la Ville d'Utrecht, declarant que nous n'y acquieſçons en aucune maniere, mais que nous en appellons à des tems plus favorables à la juſtice, afin que les Droits du dit Seigneur notre Commettant n'en puiſſent être réputés moins légitimes. Et pour plus grande notoriété de cette Proteſtation, nous la dépoſons en Original, ainſi que notre Pouvoir, dans les Archives de l'Hôtel de Ville d'Utrecht; Requérant le Vénérable Magiſtrat & Régence de nous accorder Acte du dit Dépôt, ainſi que des ſuſdites Proteſtations que nous avons ſignées de notre main propre & ſcellées du Cachet de nos armes. Fait à Utrecht le 15. Avril, l'An de grace mil ſept cens treize.

Etoit ſigné

(L. S.) *Friſchman de Roſenberg.*

Copie du Pouvoir donné par Mr. le Comte de Barbanſon.

PAr devant les Conſeillers du Roi Notaires au Châtelet de Paris ſous-ſignés, fut préſent Haut & Puiſſant Seigneur Meſſire François du Prat, Chevalier, Comte de Barbanſon, Colonel d'Infanterie, iſſu en droite ligne par la Branche ainée d'Anne d'Alegre ſa Quatriſaïeule, femme d'Antoine du Prat, Baron de Thiers de Thoury, Seigneur de Rosny, Garde de la Prévôté de Paris, laquelle étoit fille unique du ſecond Mariage de Charlotte de Chilon Epouſe de François d'Alegre, Chevalier, Comte de Joigny, Seigneur de Precy & de Cadot, Grand Maitre des Eaux & Forêts de France, laquelle Charlotte de Chilon étoit arriere-petite-fille de Jean de Châlon Prince de Neufchâtel & Valengin en Suiſſe, Baron d'Arlay, & de Jeanne des Baux Princeſſe d'Orange. Et en cette qualité le dit Seigneur Comte de Barbanſon plus habile à ſuccéder tant aux Principautés Souveraines de Neufchâtel, Valengin, & Orange, qu'à tous les autres Biens de la Maiſon de Châlon-Orange, attendu qu'au tems du décès de Philibert de Chilon Prince d'Orange dernier mâle de cette Maiſon décédé en mil cinq cens quarante-trois, l'un & l'autre ſans enfans, la dite Dame Anne d'Alegre étoit la plus proche & la plus habile du ſang de Chilon à ſuccéder à toute l'Hoirie Châlonoiſe, à l'excluſion de tous autres parens collatéraux qui étoient pour-lors plus éloignés des dits Seigneurs Princes décédés, le dit Seigneur Comte de Barbanſon demeurant en ſon Hôtel à Paris, rue de Séve, Fauxbourg St. Germain, Paroiſſe St. Sulpice, a conſtitué ſon Procureur Général & Spécial la perſonne de Meſſire Jean de Caſimir, dit Friſchman de Roſenberg, Chevalier, Baron de Ranſoniere, Seigneur de Changey, Conſeiller du Roi en ſes Conſeils, ci-devant Envoyé Extraordinaire de Sa Majeſté en Allemagne, auquel il donne pouvoir de, pour lui & en ſon nom, comparoir devant qui & en tel lieu qu'il appartiendra où il ſera traité de la Paix prochaine entre ſa Majeſté & les autres Puiſſances avec leſquelles Elle eſt de preſent en guerre, & là reclamer en faveur du dit Seigneur Conſtituant la poſſeſſion des dites Principautés Souveraines de Neufchâtel, Valengin, Orange, & autres Biens de l'Hoirie Châlonoiſe, dont la propriété lui apartient inconteſtablement, exhiber ſa Généalogie, produire ſes Titres & Mémoires ſi beſoin eſt, ſoutenir & défendre ſes Droits, ainſi que convient en matiere de Souveraineté; & où le dit Procureur conſtitué ne trouvera pas de jour, ſoit par des raiſons d'Etat ou autres ſupérieures, à procurer au dit Seigneur Conſtituant l'effet de la juſtice qui lui eſt dûe, en ce cas-là le dit Seigneur Conſtituant donne pouvoir au dit Sieur Procureur conſtitué de faire telles proteſtations que de raiſon pour la conſervation de ſes Droits, & d'en requérir Acte; Priant & Requérant tous ceux qui ſont à requérir de vouloir bien reconnoître le dit Sieur de Friſchman en la dite qualité de Procureur conſtitué, & d'ajoûter pleine & entiere foi à ce qui ſera par lui remontré, ſoutenu, ou proteſté, au nom du dit Seigneur Conſtituant. Promettant, Obligeant, &c. Fait & paſſé à Paris, en l'Hôtel du dit Seigneur Comte de Barbanſon ci-devant déclaré, l'An mil ſept cens douze, le 15. Janvier avant midi; Et a ſigné *Du Prat de Barbanſon, le Moyne, & de Savigny*, Avec le Certificat du Prévôt des Marchans & Echevins de la Ville de Paris.

Au bas ſigné

Bignon, Pajot, Brillon, Garreſt, Preſſy.

Nous Bourguemaîtres & Conſeillers compoſant la Régence de la Ville d'Utrecht, déclarons que le Sieur de Friſchman de Roſenberg a dépoſé en ſa qualité dans nos Archives le Pouvoir & la Proteſtation dont la Copie enlluminée eſt ci-deſſus, & qu'il a devant nous réïteré ſa Proteſtation. Dequoi nous avons bien voulu lui accorder Acte, ſous le ſceau de notre Ville & la ſignature de notre Sécretaire, le 18. d'Avril 1713.

Signé

(*L. S.*) *HARSCAMP.*

LXXIX.

Proteſtation faite au Nom de Louïs Antoine du Prat, *Marquis de Viteaux pour la conſervation de ſes Droits, & Actions ſur les Comtés de Neufchatel & Vallengin & ſur la Principauté d'Orange.* Contre ce qui en a été diſpoſé, *par le Traité de Paix conclu le* 11 *d'Avril* 1713. *entre leurs Majeſtez, T. C. & Pruſſienne. A Utrecht le* 15 *d'Avril* 1713. Avec *le Pouvoir dudit Marquis de Viteaux, ſur le Sr. Friſchman de Roſenberg, à l'effet de ce que deſſus. Donné à Paris le* 5 *Janvier* 1712. Et *le Certificat de Meſſieurs les Bourguemaiſtres, & Conſeillers de la Ville d'Utrecht. du* 18. *Avril* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. 4. pag. 93.] 15 Avril.

NOus ſouſſignés Nous étant tranſportés dès le mois de Janvier de l'An de grace mil ſept cens douze dans la Ville d'Utrecht, afin d'y agir en vertu & pour les fins marquées dans le Pouvoir qui nous a été donné par Haut & Puiſſant Seigneur Louïs Antoine du Prat, Chevalier, Marquis de Viteaux, le cinquiéme Janvier de la ſuſdite année, & n'aiant pas trouvé

ANNO 1713. trouvé que le Congrès s'y ménageât en la forme accoûtumée par l'entremiſe d'aucun Médiateur à qui nous pûſſions avoir recours, & auprès de qui nous pûſſions faire les diligences convenables: Nous n'avons pû faire rien de mieux, afin de faire valoir & conſerver les Droits confiés à nos ſoins, que d'en informer les principaux Miniſtres des Parties Belligérantes dont le Congrès étoit compoſé, & de publier dans le lieu même de ſon Aſſemblée un Ecrit contenant les raiſons & moyens ſur leſquels ces Droits ſont fondés, lequel pût en inſtruire dans le tems préſent & dans l'avenir la Société des Nations. Ce qui n'étant pas empêché que par le Traité de Paix ſigné l'onzieme Avril entre très-Haut, très-Puiſſant & très-Excellent Prince Louïs XIV. par la grace de Dieu Roi très-Chrêtien de France & de Navarre, notre Souverain Seigneur & Maître, & très-Haut très-Excellent & très-Puiſſant Prince Frederic Guillaume par la grace de Dieu Roi de Pruſſe, ainſi que par pluſieurs autres Actes, le Séréniſſime Roi de Pruſſe ne ſe trouve maintenu dans la poſſeſſion de la Principauté de Neufchâtel & Valengin, au préjudice des Droits du dit Seigneur Marquis de Viteaux notre Commettant, nous avons, en vertu de notre Pouvoir, proteſté, & proteſtons contre cette diſpoſition par devant le Vénérable Magiſtrat & Regence de la Ville d'Utrecht; déclarant que nous n'y acquieſçons en aucune maniére, mais que nous en appellons à des tems plus favorables à la juſtice, afin que les Droits du Seigneur notre Commettant n'en puiſſent être réputés moins legitimes. Et pour plus grande Notoriété de cette Proteſtation, nous la depoſons en Original, ainſi que notre Pouvoir, dans les Archives de l'Hôtel de Ville d'Utrecht, Requérant le Vénérable Magiſtrat & Régence de nous accorder Acte du depôt, ainſi que des ſuſdites Proteſtations que nous avons ſignées de notre main propre & ſcellées du Cachet ordinaire de nos Armes. Fait à Utrecht le quinziéme Avril, l'An de grace mil ſept cens treize.

Etoit ſigné

(*L. S.*) *Friſchman de Roſtenberg.*

Copie du Pouvoir donné par Mr. le Marquis de Viteaux.

PAr devant les Conſeillers du Roi Notaires au Châtelet de Paris ſous-ſignés, fut préſent Haut & Puiſſant Seigneur Louis Antoine du Prat, Chevalier, Marquis de Viteaux, iſſu en droite ligne par la Branche d'Anne d'Alegre ſa Triſaïeule, femme d'Antoine du Prat, Baron de Thiers de Thoury, Seigneur de Rhoſny, Garde de la Prévôté de Paris, laquelle étoit fille unique du ſecond mariage de Charlotte de Châlon Epouſe de François d'Alegre, Chevalier, Comte de Joigny, Seigneur de Precy & de Cadot, Grand Maître des Eaux & Forêts de France, laquelle Charlotte de Châlon étoit arriere-petite-Fille de Jean de Châlon Prince de Neufchâtel & Valengin en Suiſſe, Baron d'Arlai, & de Jeanne des Baux, Princeſſe d'Orange; Et en cette qualité le dit Seigneur Marquis de Viteaux plus habile à ſuccéder tant aux Principautés Souveraines de Neufchâtel & Valengin & de celle d'Orange, qu'à tous les autres Biens de la Maiſon de Châlon-Orange, attendu qu'au tems du déces de Philibert de Châlon Prince d'Orange dernier Mâle de cette Maiſon, décédé en mil cinq cens trente, & de René de Naſſau-Châlon ſon Neveu, décédé en mil cinq cens quarante-trois, l'un & l'autre ſans enfans, la dite Dame Anne d'Alegre étoit la plus proche & la plus habile du ſang de Châlon à ſuccéder à toute l'Hoirie Châlonoiſe, à l'excluſion de tous autres parens collateraux qui étoient pour lors plus éloignés des dits Seigneurs Princes decédés, le dit Seigneur Marquis de Viteaux demeurant à Paris, en ſon Hôtel, rue de Grenelle, Paroiſſe S. Sulpice, a conſtitué ſon Procureur Général & Special la perſonne de Meſſire Jean Caſimir, dit Friſchman de Roſenberg, Chevalier, Baron de Ranſoniere, Seigneur de Changey, Conſeiller du Roi en ſes Conſeils, ci-devant Envoyé Extraordinaire de Sa Majeſté en Allemagne, auquel il donne pouvoir de, pour lui & en ſon nom, comparoir par devant qui & en tel lieu qu'il appartiendra, où il ſera traité de la Paix prochaine entre Sa Majeſté & les autres Puiſſances avec leſquelles Elle eſt à préſent en guerre, & là reclamer en faveur du dit Seigneur Conſtituant la poſſeſſion desdites Principautés Souveraines de Neufchâtel, Valengin, Orange, & tous les autres Biens de l'Hoirie Chalonnoiſe dont la propriété lui appartient inconteſtablement, exhiber ſa Généalogie, produire ſes Titres & Memoires ſi beſoin eſt, ſoutenir & défendre ſes Droits, ainſi qu'il convient en matiere de Souveraineté; & où le dit Procureur conſtitué ne trouveroit pas de jour, ſoit par des raiſons d'Etât ou autres ſupérieures, à procurer au dit Seigneur Conſtituant l'effet de la juſtice qui lui eſt dûe, en ce cas led. Seigneur Conſtituant donne pouvoir au dit Sieur Procureur conſtitué de faire telles Proteſtations que de raiſon pour la conſervation de ſes Droits, & d'en requerir Acte: Priant & Requérant tous ceux qui ſont à requerir de vouloir bien reconnoître le dit Sieur de Friſchman en la dite qualité de Procureur conſtitué, & d'ajoûter pleine & entiere foi à ce qui ſera par lui dit, remontré, ſoutenu, ou proteſté au nom du dit Seigneur Conſtituant; Promettant, Obligeant &c. Fait & Paſſé à Paris en l'Hôtel du dit Seigneur Marquis de Viteaux ci-devant déclaré, l'An mil ſept cens douze, le cinquiéme jour de Janvier, avant midi. Et a ſigné, *Du Prat de Viteaux, de Clerzin, de Savigny.* Avec le Certificat du Prévôt des Marchands & Echevins de la Ville de Paris. Au bas ſigné *Regnon, Pajot, Brillon, Gareſt, Preſſi.*

Nous Bourguemaîtres & Conſeillers compoſant la Régence de la Ville d'Utrecht; déclarons que le Sieur de Friſchman de Roſenberg a dépoſé en ſa qualité dans nos Archives le Pouvoir & la Proteſtation dont la Copie collationnée eſt ci-deſſus, & qu'il a devant nous réïteré ſa Proteſtation. De quoi nous avons bien voulu lui accorder Acte ſous le ſceau de notre Ville & la Signature de notre Sécretaire. *Le 18. Avril 1713.*

ſigné

(*L. S.*) *Harſcamp.*

LXXX.

Proteſtation faite au Nom de GUILLAUME HYACINTHE, *Prince de Naſſau-Siegen, comme Prince d'Orange & de Neufchatel, pour la conſervation de ſes Droits, & Pretentions ſur la Principauté d'Orange, & autres Biens fidei-commis de Naſſau & Chalons.* CONTRE *les Diſpoſitions qui en ont été faites par le Traité de Paix, conclu le 11. d'Avril 1713. entre le Roi T C. & le Roi de Pruſſe. A Utrecht le 15. d'Avril 1713.* AVEC *le Certificat de Meſſieurs les Magiſtrats de la Ville d'Utrecht du même jour 15 Avril 1715.* ET *le Pouvoir dudit Seigneur Prince à Poſſet de ce que deſſus. A Utrecht le 14 d Avril 1713.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. 4. pag 259.] 15. Avril.

DOn François d'Yſendoren, Chevalier & Conſeiller deputé de Son Alteſſe Sereniſſime le Prince d'Orange & de Naſſau-Siegen, fondé de ſon Pleinpouvoir & Commiſſion ſpeciale ci-jointe, declare qu'enſuite des juſtes demandes faites de la part & au nom de ſon Alteſſe Sereniſſime, & des inſtances & informations ſi ſouvent réïterées pendant la Negotiation de la Paix à ce Congrès des Couronnes & Puiſſances aſſemblées pour rendre à un chacun ce qui lui appartient, on avoit eſperé, que l'on auroit fait une ſerieuſe & équitable reflexion & attention ſur l'évidence & la verité des Titres & Droits certains, qui appuyent les demandes de Son Alteſſe Sereniſſime, puiſque par les Traités de Paix depuis celui de Madrid de l'An 1525. juſques au dernier conclu à Ryswick en l'an 1697, & par les declarations de Sa Majeſté le Roi de France, & de ſes Auguſtes Predeceſſeurs (à quoi on ſe tient) & qui ſont autant de titres d'une acquiſition legitime, & d'une poſſeſſion continuelle & immuable, il eſt évident, & hors de toute difficulté & conteſtation, que la dite Principauté & Souveraineté d'Orange avec tout ce qui en dépend, & les autres Biens, Droits, Noms, & Actions

Digitized by Google

ANNO 1713. Actions de la Maiſon de Châlon incorporée dans celle de Naſſau-Catzenellenbogen, ont été comme par autant de Declarations publiques & ſuffiſantes confirmés inſéparablement pour la Maiſon de Naſſau, re qui exclud tout ce qui n'eſt pas Naſſau, & par les Traités particuliers aſſés connus, qui ſont autant de declarations ſuffiſantes & ſtables dans la Maiſon de Naſſau, qui donnent l'excluſion à tout autre, qui n'eſt pas l'aîné de la Ligne maſculine ainée, & qui reglent & confirment la ſucceſſion à la Principauté d'Orange, & aux autres Biens dépendans de la portion du Prince Philippe Guillaume (enſuite du Traité de partage & de transaction de l'An 1609.) pour celui qui eſt l'aîné de la Ligne ainée, enſuite du perpetuel & graduel Fidei-commis compris dans ſa diſpoſition Teſtamentaire du 20. Février 1618, confirmée par l'aditon formele des Héritiers, par des Traités de Paix & par des Pactes de Famille réïterés, le cas de la ſubſtitution arrivant, ouverte a préſent par la mort du Roi d'Angleterre Guillaume III. de glorieuſe memoire ſans poſterité, en faveur de Son Alteſſe Sereniſſime. Les Traités conſecutifs de Paix montrent indubitablement, dans quelle Famille ſe trouve la poſſeſſion & droit acquis depuis près de deux ſiècles, par leſquels Traités la Principauté d'Orange, & les autres Biens dépendans, Droits, Noms & Actions ont toûjours été rendus à la Maiſon de Naſſau Catzenellenbogen, comme à elle appartenans, & confirmés, & reſervés au plus proche Repréſentant mâle de la Ligne ainée maſculine, comme il a été obſervé jusques au dernier Poſſeſſeur: La Généalogie fait voir, qui en eſt l'Ainé, & le premier Subſtitué, à ſçavoir le Prince d'Orange Guillaume Hyacinthe. Enſuite de ces Titres publics & particuliers le Roi d'Angleterre, comme ſes Prédeceſſeurs, a herité & poſſedé la Principauté d'Orange & les Biens de la portion du Prince Philippe Guillaume, aux mêmes engagemens, que les autres Princes, d'où s'enſuit l'evidence des Droits de Son Alteſſe Sereniſſime, & que les pretenſions de Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, qui eſt ni Châlon ni Naſſau, ne ſont ni legitimes, ni admiſſibles, & moins capables de transferer aucun Droit, & que celles du Prince de Naſſau Dietz provenans de la Ligne Cadette, ſont imaginaires & ſans fondement contre l'ordre établi, & contre les faits & engagemens de ſes Ancêtres, auxquels il eſt inſéparablement obligé comme Héritier mediat & immediat. Dans la juſte confiance des motifs & Titres ſi indubitables, & d'un Droit acquis, on avoit eſperé des Puiſſances & Couronnes aſſemblées, pour rendre à un chacun ce qui luiappartient, qu'on auroit tenu la main au maintien des Droits & demandes ſi équitables, & que la Foi Publique de tant de Traités de Paix, & le Droit acquis à la Maiſon de Naſſau-Catzenellenbogen reſteroient ſans atteinte & préjudice dans cette occaſion: on vient cependant d'être informé, que par le Traité de Paix fait & conclu le onzième de ce mois entre leurs Majeſtés le Roi de France & le Roi de Pruſſe, & Meſſieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, il y auroit des Articles ou clauſes, qui concernent la Principauté d'Orange, & les Biens ſituës en France, & qu'il ſeroit convenu & traité de la part du Roi de Pruſſe, de ſe deſiſter & de renoncer à ſes prétenſions ſur la dite Principauté, & Biens de Bourgogne (auxquels cependant Sa Majeſté le Roi de Pruſſe n'avoit aucun Droit legitime ni fondé) moïennant un équivalent ou échange d'une partie du haut Quartier de Guelldre, comme il ſeroit porté par le dit Traité: le Soubſigné ſe trouve obligé par ordre exprès de Son Alteſſe Sereniſſime pour la plus grande conſervatiou de ſes Droits, & ceux acquis à la Maiſon de Naſſau, de proteſter, comme on proteſte très-ſolemnellement par ces Préſentes, de nullité, d'inſuſſiſance, & d'incompetence, contre le dit Traité de Paix, pour autant qu'il pourroit concerner & porter quelqu'atteinte à ſes Droits, & que tout re qui a été fait, conclu, & arrêté, qui pourroit être contraire à ſes Droits, ne doit, ni ne peut lui avoir préjudicié, ni préjudicier à l'avenir en aucune maniére, & qu'ils demeureront en leur entier, pour que Son Alteſſe Sereniſſime comme le Prince ainé premier Subſtitué de la Maiſon de Naſſau ſoit réintegré & laiſſé ſur le pié des précedens Traités de Paix dans l'entiére & paiſible jouiſſance de ſa Principauté & Ville d'Orange & de tous les autres Biens dependans, qui ſont ſous la Domination de la France, & de tous les autres Droits, Noms & actions, qui lui appartiennent & à Sa Maiſon ſusdite: Proteſtant auſſi contre le trouble de poſſeſſion interjetté & fait par Monſieur le Prince de Conti en tems de Paix & ſans aucune juriſdiction, en préjudice de ſa Poſſeſſion & de la Souveraineté & indépendance abſolue & indubitable de la Principauté d'Orange, & proteſtant de même contre la détention & ſequeſtre de la dite Principauté, & des autres Biens, qui ſe fait de la part de Sa Majeſté le Roi de France en préjudice des Droits inconteſtables de Son Alteſſe Sereniſſime, déclarant & proteſtant en même tems, que leſdits Traités faits entre leurs Majeſtés le Roi Très-Chrétien, & le Roi de Pruſſe (ſur le pié que dit eſt) & la détention ou appropriation, que l'on pretendroit continuer ou legitimer en conſéquence de la renonciation, ceſſion, ou echange ſusdit (ne pouvant acquerir ni transferer des Droits qu'on n'a pas) avec ſes ſuites, doivent être cenſés nuls & de nulle valeur, & comme ſi les dits Traités n'étoient jamais arrivés; & qu'ils ne pourront ni à preſent ni à l'avenir porter aucun préjudice, ni la moindre diminution, ou alteration aux Droits & acquis à la Poſſeſſion de près de deux ſiècles, appartenante inconteſtablement à ſon Alteſſe Sereniſſime & à la Maiſon de Naſſau ſusdite, confirmée par les Traités de la Paix conſécutifs (qui doivent demeurer dans leur force & vigueur) & reconnue par les Rois Très-Chrétiens, & même par Sa Majeſté à preſent regnante: n'étant pas dans le pouvoir d'aucune Puiſſance, de diſpoſer, diminuer, ou alterer en aucune maniere la Poſſeſſion & les Droits acquis dans une Souveraineté particulierement, ni moins à celui qui n'avoit aucun droit fondé d'aliener, ou de mettre en doute des Droits ſi clairement & indubitablement appartenans à un autre. On renouvelle auſſi par ces Préſentes, pour autant que de beſoin, la proteſtation touchant Neuſchatel & Valengin faite de la part de Son Alteſſe Sereniſſime à Munſter en Weſtphalie le 5. Decembre l'an 1707, ci-jointe en Copie, que l'on tient pour inſerée dans le preſent Acte de proteſtation: Et en cas, que peut-être de la part de la Maiſon de Naſſau-Dietz on pourroit avoir conſenti en ſon nom à ce Traité de Paix ſusdit, ou ſigné quelques Articles ſéparés ou ſecrets au ſujet de la dite Principauté d'Orange & Biens dependans, à l'inſçu de Son Alteſſe Sereniſſime & à ſon préjudice & à celui de la Maiſon de Naſſau-Catzenelenbogen, on proteſte de même très-ſolemnellement, le déclarant de même façon nul & de nulle valeur, & directement contraire à l'Union de l'an 1607, à la Diſpoſition teſtamentaire, à l'ordre y établi, aux Pactes de Famille de l'An 1618. & 1621., & à l'obligation, avec laquelle la Maiſon de Naſſau-Dietz, eſt ſi étroitement & indiſpenſablement par tant de Traités & engagemens vinculée, & que par conſéquent ſes prétenſions ne ſont qu'un attentat, lequel n'ayant de ſa part aucun fondement ni Droit, ne peut aucunement ſubſiſter, & doit être de ſoi-même invalide & ſans aucun effet: On proteſte pareillement de nullité & inſuſſiſance abſolue contre tout re que par leurs Hautes Puiſſances les Etats Generaux des Provinces Unies pourroit être traité, convenu, & conſenti, ſoit par des Artic. publics, ou par des ſeparés & ſecrets, contre les Droits de Son Alteſſe Sereniſſime, & de la Maiſon de Naſſau ſusdite, laquelle n'auroit jamais cru ſe voir tellement negligée dans une Paix generale, par laquelle on avoit tout ſujet d'eſperer qu'on auroit laiſſé à un chacun, & principalement à un tiers, & à ceux qui n'ont pas de part à la Guerre, tout ce qui leur eſt du de droit & juſtice, outre que les ſervices rendus à la Republique méritoient une attention plus reconnoiſſante. Afin donc qu'on ne puiſſe jamais ſe prévaloir de tout re qui auroit été traité & conclu entre leurs Majeſtez le Roi Très-Chrétien & le Roi de Pruſſe, comme auſſi leurs Hautes Puiſſances les Etats Generaux, & de la part de la Maiſon de Naſſau-Dietz par Articles ſéparés ou autrement dans le ſusdit Traité de Paix ſigné le 11. de ce mois, & que l'on ne puiſſe pretexter aucune ignorance de cette preſente Déclaration & proteſtation, on requiert Monſieur Everhard van Harskamp, Secrétaire de la Ville d'Utrecht, de la vouloir mettre au Protocolle public de cette Ville, pourqu'il en conſte à perpetuité (comme auſſi des Droits & demandes très-juſtes de Son Alteſſe Sereniſſime produites de ſa part au Congrès, & que l'on conſigne de même pour être gardées) afin que Son Alteſſe Sereniſſime puiſſe s'en ſervir & prévaloir en tems & lieu contre tous ceux qu'il conviendra, & pour une marque certaine & preuve permanente, de n'avoir jamais conſenti en aucune maniére à tout ce qui pourroit être contrai-

ANNO 1713.

ANNO 1713. re & au préjudice de ſes Droits évidens & de ceux acquis à la Maiſon de Naſſau-Catzenelenbogen. Donné à Utrecht le 15. du mois d'Avril 1713.

(L. S.) *D. Fr. de Yſendoren.*

NOus Bourguemaitres & Conſeillers compoſant la Régence de la Ville d'Utrecht, déclarons que le Sieur François d'Yſendoren, Chevalier, en ſa qualité a depoſé dans nos Archives le Pouvoir & la Proteſtation, dont la Copie collationée eſt ci-deſſus avec les Actes, Mémoires, & Titres, dont en l'Acte de Proteſtation eſt faite mention & qu'il a devant nous réïteré ſa Proteſtation; De quoi Nous avons bien voulu lui accorder Acte ſous le Sceau de notre Ville, & la ſignature de notre Sécretaire. Fait le même jour 15. Avril 1713.

(L. S. Civitatis Ultrajectt.)

E. v. Harscamp.

Pouvoir de GUILLAUME HYACINTHE *Prince d'Orange & de Naſſau-Siegen, à l'effet de la Proteſtation cy-deſſus. A Utrecht le 14 d'Avril* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. 4. pag. 272.]

NOus Guillaume Hyacinthe, par la Grace de Dieu Souverain Prince d'Orange & Neufchatel, Prince du St. Empire, & de Naſſau-Siegen, Comte de Catzenellenbogen, Dietz, Vianden, Buren & Leerdam, Baron de Breda, Dieſt, Arlay, Grimberg, Herſtall, Sichem, Iſelſtein, St. Martensdyk, Seigneur de Lannoy, Xantes, Wahaignes, Steenberghe, Eindhoven, Cranendonck, Ruthem, Zeelhem & Warneſton; Vicomte Héréditaire d'Anvers & de Beſançon.

A tous ceux, qui ces Préſentes verront ſalut; Sçavoir faiſons, qu'étant venu à notre connoiſſance, que par le Traité de Paix fait entre leurs Majeſtés le Roi de France & le Roi de Pruſſe, il y auroit un Article, qui ſeroit contraire à nos Intereſts & Droits inconteſtables ſur la Principauté d'Orange, & ſur les Biens dependans ſitués en la Comté de Bourgogne, & ailleurs ſous la Domination de la France, à nous dévolus par le decédé du Roi de la Grande Bretagne de glorieuſe Memoire ſans poſterité, enſuite du Fidei-commis graduel, réel, & perpetuel, introduit par le Teſtament du Prince d'Orange Philippe Guillaume: Et que nous ſommes informés, que Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, s'eſt deſistée par le dit Traité de ſe pretendus Droits ſur la dite Principauté d'Orange & autres Biens dependans ſitués en France, & qui notoirement nous appartiennent, moïennant une ceſſion ou échange d'une partie du haut Quartier de Gueldres en ſa faveur: Et quoique cette renonciation ou ceſſion ne peut transférer aucun Droit, ni ſelon l'évidence porter préjudice à nos Droits inconteſtables & ceux de notre Maiſon, acquis & confirmés par les Traités de Paix conſécutifs, qui ſont confirmés par les Teſtament & Subſtitution, ouverte à préſent en notre faveur, étant l'Ainé de la Ligne ainée maſculine, & que toutes les raiſons qui militent pour nous ſont appuiées de l'évidence, de la verité, & de la foi publique de tant de Traités de paix conſécutifs, & d'une poſſeſſion continuelle d'environ deux ſiècles, qui confirment le Droit acquis a la Maiſon de Naſſau ſelon l'ordre & le rang de Succeſſion établi, ce qui exclud indubitablement tout ce qui n'eſt ni Naſſau, ni Châlon, & par conſequent Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, & auſſi tout autre qui n'eſt pas l'Ainé, enſuite du dit Teſtament, comme le Prince de Naſſau-Dietz proveniant de la Ligne Cadette: quoique parmi des raiſons ſi ſolides & ſi évidentes on pourroit être dans une juſte confiance, que l'Article dudit Traité conclu entre leurs Majeſtés le Roi Très-Chretien & le Roi de Pruſſe ne pourroit ni devroit porter aucun préjudice, diminution, altération, ou novation à nos Droits indubitables; Cependant étant obligés à donner toute notre attention à la conſervation & au maintien des Intereſts & Droits de notre Maiſon, & des nôtres en particulier, comme premier Subſtitué, & le plus proche Agnat du Roi d'Angleterre; Nous donnons par ces Preſentes à Don François d'Yſendoren, Chevalier, notre Conſeiller intime & Deputé au Congrès d'Utrecht pour veiller à nos Intereſts & Droits, enſuite de nos Ordres & Lettres Patentes du 30 de Mars 1712., Pleinpouvoir, Commiſſion & Mandement ſpécial pour la conſervation de nos Droits acquis, & ceux de notre Maiſon de Naſſau, de proteſter ſolemnellement en notre nom de toute nullité & inſuffiſance contre le dit Traité de Paix fait entre leurs Majeſtés le Roi Très-Chrétien & le Roi de Pruſſe, pour autant qu'il pourroit concerner nos Droits, & nous préjudicier dans quoi que ce ſoit, & que tout ce qui aura été conclu, arrêté, & traité ne pourra nous préjudicier en rien, ni diminuer en aucune maniére nos Droits, & qu'ils demeureront dans leur entiére force & vigueur ſur le pied de tous les précédens Traités de Paix & Droits acquis, pour les faire valoir ou & contre tous ceux qu'il conviendroit: & que le dit Sr. François d'Yſendoren, notre Conſeiller & Deputé, pour faire conſter de notre proteſtation, déclaration & intention, la remettra entre les mains du Sieur Everhard van Harscamp, Sécretaire de la Ville d'Utrecht, le réquerant de la faire inſérer au Protocolle public, & d'en tirer Acte & Certificat. A cet effet lui donnons Pleinpouvoir, Commiſſion & Mandement ſpécial, promettant d'avoir ferme & ſtable, & de ratifier tout ce que notre dit Conſeiller & Deputé aura fait de notre part & en notre nom. En foi de quoi nous avons ſigné ces Préſentes, & y avons fait appoſer le Cachet de nos Armes. Donné à Utrecht le 14. d'Avril 1713.

ANNO 1713.

étoit ſigné.

(L. S.) *Guillaume Hyacinthe de Naſſau*, Prince d'Orange.

Collationné à l'Original

J. S. PREIFFER, Sécretaire.

LXXXI.

15. Avril.

Proteſtation faite au nom de JACQUES *Comte* DE MATIGNON *pour la conſervation de ſes Droits, ſur les Souverainetés de Neufchâtel & de Vallengin, à Utrecht 15. d'Avril* 1713. AVEC *le Certificat de Meſſieurs les Bourguemaitres & Conſeillers de la Ville d'Utrecht, touchant ladite Proteſtation. Donné le 16. Avril* 1713. COMME AUSSI *le Pouvoir dudit Comte* DE MATIGNON, *pour le Sr.* FRISCHMAN DE ROSEMBERG, *à cet effet. Donné à Paris le 5. Janvier* 1712. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. 4. pag. 17.]

NOus ſous-ſignés, nous étant transportés dès le mois de Janvier de l'an de Grace mil ſept cens douze, dans la Ville d'Utrecht, afin d'y agir en vertu & pour les fins marquées dans le Pouvoir qui nous avoit été donné par très-haut & très-puiſſant Seigneur Jaques de Matignon, Comte Souverain de Neufchaſtel & Valengin en Suiſſe, &c. le cinquième Janvier de la ſusdite année; & n'aïant pas trouvé que le Congrès s'y ménageât en la forme accoutumée par l'entremiſe d'aucun Mediateur à qui nous pûſſions avoir recours, & auprès de qui nous pûſſions faire les diligences convenables; nous n'avons pu faire rien de mieux afin de conſerver & faire valoir les Droits confiés à nos ſoins, que d'en informer les Principaux Miniſtres des Parties Belligérantes dont le Congrès étoit compoſé, & de publier dans le lieu même de ſon Aſſemblée un Ecrit contenant les raiſons & moïens ſur leſquels ces Droits ſont fondés, lequel Ecrit en pût inſtruire dans le tems préſent & dans le tems à venir la Societé des Nations. Ce qui n'aïant pas empêché que par le Traité de Paix ſigné l'onziéme Avril de la preſente année, entre très-haut, très-excellent, & très-puiſſant Prince Louis quatorziéme, par la Grace de Dieu Roi très-Chrétien de France & de Navarre, notre Souverain Seigneur & Maître, & très-haut, très-excellent, & très-puiſſant Prince Frederic Guillaume Roi de Pruſſe &c. ainſi que par pluſieurs autres Actes, le Séréniſſime Roi de Pruſſe ne ſe trouve maintenu dans la poſſeſſion de la Principauté de Neufchatel & Valengin,

ANNO 1713. gin, au préjudice des Droits du dit Seigneur Comte de Matignon notre Commettant: Nous avons en vertu de notre pouvoir protesté, & protestons contre cette disposition, par devant le Venerable Magistrat & la Regence de la dite Ville d'Utrecht, déclarant que nous n'y acquiesçons en aucune maniére, mais que Nous en appellons à des tems plus favorables à la Justice, afin que les Droits du Seigneur notre Commettant n'en puissent être réputés moins légitimes. Et pour plus grande notorieté de cette Protestation nous la déposons en original, ainsi que notre Pouvoir, dans les Archives de l'Hôtel de Ville d'Utrecht, requerant le Venerable Magistrat & la Regence de nous accorder Acte du dit depôt, ainsi que des dites Protestations que nous avons signées de notre main propre, & scellées du Cachet ordinaire de nos Armes. Fait à Utrecht, le quinziéme Avril, l'an de grace mil sept cens treize. étoit

Signé

Frischman de Rosenberg.

Nous Bourguemaistres & Conseillers composant la Régence de la Ville d'Utrecht, déclarons que le Sieur Frischman de Rosemberg a déposé en sa qualité dans nos Archives le Pouvoir & la Protestation dont les Copies collationnées sont ci-dessus, & qu'il a devant nous réitéré sa Protestation: de quoi nous avons bien voulu lui accorder Acte, sous la Sceau de notre Ville & la Signature de notre Secrétaire. le 16. Avril 1713.

Est Signé *Hoxcamp*, avec apposition du Sceau.

***Pouvoir du Comte* DE MATIGNON *à l'effet de ce que dessus; contenant aussi un Narré de ses moyens & de ses Raisons. à Paris le 5. Janvier* 1712. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. 4. pag. 12.]**

JAques de Matignon, Comte Souverain de Neufchâtel & Valengin, en Suisse, Prince d'Orange, Comte de Matignon, de Thorigny de Hanbies, Baron d'Arlay & autres Terres en Franche-Comté, Chevalier des Ordres du Roi, Lieutenant General de ses Armées & de la Province de Normandie: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront sçavoir faisons, que comme ainsi soit que par le décès de Madame la Duchesse de Nemours, Comtesse Souveraine de Neufchastel & Valengin, & appellée à la Substitution graduelle & perpétuelle de la Principauté d'Orange, faite par Marie des Baux, Epouse de Jean de Châlons, par son Testament du 22. May 1416; & à la Substitution graduelle & perpétuelle portée par le Testament de Jean de Châlons du 21. Octobre 1417. de la Baronie d'Arlay & autres Terres & Seigneuries du Comté de Bourgogne, provenues du partage fait par Jean Comte de Bourgogne entre ses Enfans, en 1262. duquel Jean Comte de Bourgogne, & Jean de Châlons son Fils nous sommes descendus en Ligne directe. Le Comté Souverain de Neufchastel & Valengin en Suisse nous appartient de droit comme plus proche parent paternel de son A. S. Madame la Duchesse de Nemours, & descendu comme Elle de Jeanne de Hochberg, & de Louis d'Orleans, Duc de Longueville, petite Fille de Rodolphe de Hochberg, Comte Souverain de Neufchastel, & par son moyen des premiers Comtes de Neufchastel; Et qu'ainsi le jugement rendu à Neufchastel le 3. Novembre 1707. contre les règles observées jusques alors, ne puisse être regardé que comme l'effet d'une intrigue secrete & des impressions étrangéres dans la conjoncture de la Guerre, puisqu'il a été rendu sur le fondement d'une pretension chimérique de Feodalité, & de Reversion, formée par Louis de Châlons en 1457. apres la mort de Jean de Fribourg, Comte Souverain de Neufchastel, & condamnée la même année par un Jugement célebre de l'Official de Besançon, confirmé l'année suivante par le Pape, sur l'appel que Louis de Châlons en avoit interjetté; que ce Jugement a été executé durant deux cens cinquante années sans protestation, ni réclamation de la Maison de Châlons, ni même de celle de Nassau qui a prétendu succeder à les Droits, quoi qu'elle soit étrangére. Philibert de Châlons dernier mâle de cette Maison étant mort sans enfans en 1530. & Claude de Châlons sa Sœur qui avoit épousé Henri de Nassau, n'ayant eu de son Mariage qu'un Fils unique René de Nassau mort sans enfans le 18. Juillet 1544. ayant institué son Héritier Guillaume de Nassau son Cousin Germain; & qu'enfin depuis 1457. que ce Jugement a été rendu; la Possession paisible & sans trouble dans laquelle a été la Maison de Hochberg & la Maison de Longueville du Comté Souverain de Neufchâtel ait été reconnue & approuvée par les quatre Cantons Alliés de Neufchâtel, par les treize Cantons, par les Empereurs & l'Empire, par la France, l'Espagne, l'Angleterre, & les Etats Généraux, en un grand nombre de Traités solemnels, dans lesquels le Comté & la Ville de Neufchâtel ont été compris au nombre des Alliés; laquelle inclusion formelle rend les Souverains qui l'ont admise garants de la possession de la Maison de Longueville, qu'ils ont approuvée & confirmée tant de fois & pendant tant d'années. A ces causes, puisqu'il a plu au Roi de nous permettre de faire valoir les justes Droits que nous avons au Comté Souverain de Neufchâtel & Valengin, nous confians en la Personne & aux lumiéres de Messire Jean Casimir, dit Frischman de Rosenberg, Chevalier Baron de Ransoniere, Seigneur de Changeau, ci-devant Envoyé Extraordinaire du Roi en Allemagne; Nous avons icelui nommé & constitué, & par ces Presentes nommons & constituons notre Procureur Général & Spécial pour se transporter en la Ville d'Utrecht, & suivant les Instructions particuliéres qu'il a de notre part, & le Mémoire que nous avons fait dresser à cet effet, représenter nos Droits sur le Comté Souverain de Neufchâtel & Valengin, demander aux Seigneurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires assemblés pour traiter la Paix à Utrecht, que par leur entremise nous soyons mis & installés en pleine & paisible possession du Comté Souverain de Neufchâtel & Valengin. Et en cas de refus de prendre connoissance de la justice de nos Droits, Nous donnons charge & pouvoir au dit Sieur de Frischman de Rosenberg de faire en notre nom les Protestations nécessaires pour la conservation de nosdits Droits, Prétentions, Dignités, & Prérogatives qui en dépendent, & d'en retirer tous Actes en la meilleure forme que faire se pourra, à ce que tous Traités de Paix généraux & particuliers, faits ou à faire, ne puissent en façon quelconque déroger, ni préjudicier à nous, ni aux nôtres, présens ou à venir, directement ou indirectement. Promettant d'avoir le tout pour agréable. En foi de quoi nous avons signé ces Présentes de notre main, fait contresigner par un de nos Secrétaires, & apposer le sceau de nos Armes. Donné à Paris en notre Hôtel, le cinquiéme Janvier, l'an de Grace 1712.

Jacques de Matignon.

Et est contresigné sur le replis

Par Monseigneur

Chevalier.

***Autre Protestation faite au Congrès d'Utrecht au nom du même* JAQUES *Comte* DE MATIGNON *pour la conservation de ses Droits & Prétentions sur la Principauté d'Orange, Baronnie d'Arlay, & autres Biens fisués en Franche Comté &c. A Utrecht le * 2 Juin 1713; AVEC le Certificat de Messieurs les Magistrats de la Ville d'Utrecht, du 31. Mai 1713; ET le Pouvoir du Comte* DE MATIGNON *pour le Sr.* FRISCHMAN DE ROSENBERG, *à l'effet de ce que dessus. Donné à Paris le 31. Décembre 1711. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. 4. pag. 425.]**

NOus sous-signés, ayant eu connoissance de l'Article dixiéme du Traité signé à Utrecht l'onziéme Avril de la presente année mil sept cens treize, entre très-Haut, très-Excellent, & très-Puissant Prince Louis XIV. par la Grace de Dieu Roi très-Chrétien de

* Cette Date ne s'accorde pas à celle du Certificat, l'une ou l'autre est fausse. [DUR.]

ANNO 1713. de France & de Navarre, notre Souverain Seigneur & Maître, & très-Haut, très-Excellent, & très-Puiſſant Prince Frederik Guillaume Roi de Pruſſe &c. dans lequel Sa Majeſté Pruſſienne comme eſtant aux Droits de la Maiſon de Naſſau-Orange ſtipulé, en ſuppoſant que la dite Maiſon ſeroit héritiere de la Maiſon de Châlons. En vertu du pouvoir ſpécial à Nous donné le 31. Decembre 1711. par très-Haut & très-Puiſſant Seigneur Jacques de Matignon, Prince d'Orange &c. Nous avons proteſté & proteſtons par-devant la Regence & Venerable Magiſtrat de la Ville d'Utrecht contre la Subſtitution que la dite Maiſon de Naſſau-Orange fût Héritiere de celle de Châlons, afin que les Droits legitimes de la Maiſon de Longueville à la Succeſſion de Châlons, lesquels ainſi que l'expoſe notre Pouvoir ſont dévolus au Seigneur notre Commettant, n'en puiſſent recevoir aucun préjudice. Et pour plus grande notorieté de cette Proteſtatioo, Nous en depoſons l'Original, ainſi que celui de notre Pouvoir dans les Archives de l'Hôtel de Ville d'Utrecht, requerant la Regence & le Venerable Magiſtrat de Nous accorder Acte dudit Depôt, ainſi que des ſuſdites Proteſtations. Fait à Utrecht, le ſecond Juin de l'année mil ſept cens treize.

Signé

Friſchman de Roſenberg.

Nous Bourguemaitres & Conſeillers compoſant la Regence de la Ville d'Utrecht, certifions que le Seigneur Friſchman de Roſemberg en ſa qualité a depoſé dans les Archives de notre Ville l'Original du plein Pouvoir & Proteſtation, dont la Copie bien collationnée eſt écrite ci-deſſus, & qu'il a devant Nous réiteré ladite Proteſtation, demandaot Acte authentique de ſon Depoſt. Sur quoi Nous lui avons accordé le preſent Acte muni du Sceau de notre Ville & de la Signature de notre Secrétaire. Fait à Utrecht, le 31. Mai 1713.

Pouvoir du Comte DE MATIGNON *pour la Proteſtatioa ci-deſſat. A Paris le 31. Decembre 1711.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. 4. pag. 420.]

JAcques de Matignon, Comte Souverain de Neufchâtel & Valangin en Suiſſe, Prince d'Orange, Comte de Matignon, de Thorigni, de Gourmai, de Hambie, Baron d'Arlai, & autres Terres en Franche-Comté, Chevalier des Ordres du Roi, Lieutenant General de ſes Armees, & de la Province de Normandie. A tous ceux qui ces Preſentes verront, ſçavoir faiſons que comme ainſi ſoit que par le décès de Madame Marie d'Orleans, Ducheſſe de Nemours, Comteſſe Souveraine de Neufchâtel & Valangin en Suiſſe, & appellée à la Subſtitution graduelle & perpétuelle de la Principauté d'Orange, faite par Marie de Baux, Epouſe de Jean de Châlon, par ſon Teſtament du 22. Mai 1416. & à la Subſtitution graduelle & perpétuelle portée par le Teſtament de Jean de Châlon, du 21. Octobre 1417. de la Baronnie d'Arlai & autres Terres & Seigneuries du Comté de Bourgogne, provenues du Partage fait par Jean Comte de Bourgogne, entre ſes enfans en 1262. duquel Jean Comte de Bourgogne, & Jean de Châlons ſon Fils, Nous ſommes deſcendus en Ligne directe: les dites Subſtitutions de la Principauté d'Orange, & de la Baronnie d'Arlai, & autres Terres en Franche-Comte, aſant été ouvertes en notre perſonne au 6. Juio 1707. jour du décès de Madame Marie d'Orleans, Ducheſſe de Nemours, comme ſon plus proche parent du côté paternel appellé à ces deux Subſtitutions. Et quoi que les Deſcendans de Guillaume de Naſſau, Couſin Germain de René de Naſſau, mort ſans enfans en 1544. ne puiſſent rien prétendre à des Subſtitutions, auxquelles ils ne ſont point appellés, n'étant point deſcendus de ceux qui les ont faites, & qu'elles aient été declarées ouvertes en faveur des Dues de Longueville, comme deſcendus d'Alix de Châlons, Fille de Jean de Châlon, & de Marie de Baux, & appellés a ces deux Subſtitutions, Guillaume de Naſſau ſe fit remettre en poſſeſſion de la Principauté d'Orange, & des Terres du Comté de Bourgogne par l'Article I. du Traité du Château Cambreſis, par le credit de Philippe ſecond dont il avoit ſuivi le parti; mais afin que ce Traité ne fit aucun préjudice aux Droits de la Maiſon de Longueville, il fut ajouté dans l'Article, que ce ſeroit pour en joüir tout ainſi qu'il faiſoit, ou pouvoit faire avant l'ouverture des dernieres Guerres commencées en 1551. & nonobſtant les Arrêts rendus depuis; ce qui ne lui donnoit pas plus de droit, qu'il en pouvoit avoir. Et comme les Traités ſuivans ſont ſemblables, & que par l'Article XIII. du Traité conclu à Riswik, entre la France & l'Angleterre, il eſt dit que le Roi Guillaume ſera rétabli comme avant la Guerre dans la Principauté d'Orange, & dans les Terres qu'il a en France, & que pour terminer le procès qu'il a au ſujet des mêmes Biens, il ſera nommé des Commiſſaires par les deux Rois, ce qui n'a point été executé. A ces cauſes, Nous confians en la Perſonne & aux lumiéres de Meſſire Jean Caſimir, dit Friſchman de Roſemberg, Chevalier, Baron de Ranſoniere, Seigneur de Changeai, ci-devant Envoié Extraordinaire du Roi en Allemagne, Nous avons icelui nommé & conſtitué, & par ces Préſentes, nommons & conſtituons notre Procureur Général & Spécial, pour ſe tranſporter en la Ville d'Utrecht, & ſuivant les inſtructions particuliéres qu'il a de notre part, & le Mémoire que Nous avons fait dreſſer à cet effet, repréſenter la juſtice de nos Droits ſur la Principauté d'Orange, & ſur la Baronnie d'Arlai, & autres ſiſes en Franche Comté, compriſes dans la Subſtitutioo portée au Teſtament de Jean de Châlons, demander aux Seigneurs Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires aſſemblés pour traiter la Paix à Utrecht, que par leur entremiſe nous ſoions mis & inſtallés en pleine & paiſible Poſſeſſion de la Principauté d'Orange, & de la Baronnie d'Arlai, & autres Biens ſitués en Franche-Comté, compris en la Subſtitution portée dans le Teſtament de Jean de Chalons, ou au moins d'ordonner que ſuivant l'Article XIII. du dernier Traité conclu à Riswik entre la France & l'Angleterre, il ſera nommé des Commiſſaires pour regler le procès fait au ſujet des mêmes Biens, & que cependant les Biens ſeront ſequeſtrés pour être reſtitués à celui en faveur de qui les Commiſſaires decideront, ſans préjudice à nous pourvoir contre ceux qui ont perçu indûment les Revenus des dits Biens juſqu'à préſent. Et en cas de refus de prendre connoiſſance de la juſtice de nos Droits, Nous donnons charge, & pouvoir au dit Sieur Jean Caſimir, dit Friſchmao de Roſemberg, de faire en notre nom les Proteſtations néceſſaires pour la conſervation de nos dits Droits, Prétentions, Dignités, & Prérogatives qui en dépendent, & d'en retirer tous Actes en la meilleure forme que faire ſe pourra: à ce que tous les Traités de Paix généraux & particuliers, faits ou à faire ne puiſſent eo façon quelconque deroger ni préjudicier à Nous ni aux Nôtres préſens ou à venir, directement ou indirectement. Promettant d'avoir le tout pour agréable. En foi de quoi Nous avons ſigné ces preſentes de notre main, fait contreſigner par l'un de nos Secrétaires, & y appoſer le ſcel de nos Armes. Donné à Paris, en notre Hôtel, le dernier Decembre, mil ſept cens & onze.

Signé

Jacques de Matignon.

Plus bas, par Monſeigneur.

CHEVALIER.

ANNO 1713.

LXXXII.

*Proteſtatioa faite au Nom d'*YVES *Marquis* D'ALEGRE *pour la conſervation de ſes Droits & Prétentions ſur la Principauté d'Orange, & ſur les Comtés de Neufchâtel & de Valengin.* CONTRE *les Diſpoſitions faites à cet égard dans le Traité de Paix conclu le* 11. *d'Avril* 1713. *entre le Roi T. C. & le Roi de Pruſſe. A Utrecht ce. . . . . l'an de Grace* 1712. AVEC *le Certificat de Meſſieurs les Bourguemaitres & Conſeillers de la Ville d'Utrecht du* 18 *Avril* 1713. ET *le Pouvoir dudit Marquis* D'ALEGRE *ſur le Sr. de* BOISDIONNE. *Fait à Paris le* 19. *Decembre*

18. Avril.

ANNO 1713.

cembre 1712. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. 4. pag. 45.]

NOus ſoubſignés, nous étant tranſportés dans la Ville d'Utrecht, afin d'y agir en vertu & pour les fins marquées dans le Pouvoir qui nous a été donné par haut & puiſſant Seigneur Yves, Marquis d'Alegre, Baron de Flageac, Comte de Meilhand, & autres Lieux, Lieutenant Général des Armées du Roi & de la Province de Languedoc, Gouverneur pour Sa Majeſté de la Ville & Château de St. Omer, le dix-neuvième jour de Decembre de l'année mil ſept cens douze; Et n'ayant pas trouvé que le Congrès s'y ménageât en la forme accoutumée, par l'entremiſe d'aucun Médiateur, à qui nous puſſions avoir recours, & auprès de qui nous puſſions faire les diligences convenables, Nous n'avons pu faire rien de mieux afin de faire valoir & conſerver les Droits confiés à nos ſoins, que d'en informer les Principaux Miniſtres des Parties Belligérantes dont le Congrès étoit compoſé, & de publier, même dans le lieu de ſon Aſſemblée, un Ecrit contenant les raiſons & moyens ſur leſquels ces Droits ſont fondés, lequel pût en inſtruire dans le tems preſent & à venir la Société des Nations. Ce qui n'ayant pas empêché que par le Traité de Paix ſigné entre très-Haut, très-Excellent, & très-Puiſſant Prince Louis quatorze, par la Grace de Dieu Roi de France & de Navarre, & le très-Haut, très-Puiſſant & très-Excellent Prince Frédéric Guillaume, par la Grace de Dieu, Roi de Pruſſe, ainſi que par pluſieurs autres Actes, le Séréniſſime Roi de Pruſſe ne ſe trouve maintenu dans la Poſſeſſion de la Principauté de Neufchâtel & Valengin, au préjudice des Droits dudit Seigneur notre Commettant, Nous avons en vertu de notre Pouvoir proteſté, & proteſtons contre cette Diſpoſition, par devant le Vénérable Magiſtrat & Régence de la Ville d'Utrecht: Declarant que nous n'y acquieſçons en aucune maniére, mais que nous en appellons à des tems plus favorables à la Juſtice, afin que les Droits du Seigneur notre Commettant n'en puiſſent être réputés moins légitimes. Et pour plus grande notoriété de cette Proteſtation, nous la dépoſons en Original, ainſi que notre Pouvoir, dans les Archives de l'Hôtel de Ville d'Utrecht, requérant le Vénérable Magiſtrat & Régence de nous accorder Acte dudit Dépôt, ainſi que des ſuſdites Proteſtations. Fait à Utrecht ce. . . . l'an de Grace mil ſept cens treize.

Etoit ſigné

DE BOISDIONNE.

Nous Bourguemaitres & Conſeillers compoſant la Régence de la Ville d'Utrecht, déclarons que le Sieur de Boisdionne a dépoſé en ſa qualité dans nos Archives le Pouvoir & la Proteſtation dont la Copie collationée eſt ci-deſſus, & qu'il a devant nous réitéré ſa Proteſtation. Dequoi nous avons bien voulu lui accorder Acte, ſous le ſceau de notre Ville & la ſignature de notre Secrétaire. Le 18. Avril. 1713.

ſigné

HARSCAMP.

Pouvoir du Marquis* D'ALEGRE *pour le Sr.* DE BOISDIONNE *à l'effet de ce que deſſus. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. 4. pag. 42.]

PAr devant les Notaires à Paris ſous-ſignés, fut préſent haut & puiſſant Seigneur Yves, Marquis d'Alegre, Baron de Flageac, Comte de Meilhand, & autres Lieux, Lieutenant Général des Armées du Roi & de la Province de Languedoc, Gouverneur pour Sa Majeſté des Ville & Chateau de St. Omer, demeurant à Paris, en ſon Hôtel, Rue de Grenelle, Paroiſſe de St. Sulpice; lequel a fait & conſtitué ſon Procureur Général & Spécial Etienne de Boisdionne, Ecuïer, Sr. de Ruvotte, & autres Lieux; auquel le dit Seigneur Marquis d'Alegre donne pouvoir & puiſſance de pour lui & en ſon nom comparoître en la Ville d'Utrecht, où ſont les Conférences & le Congrès pour traiter de la Paix entre le Roi d'une part, les Rois, Puiſſances, & Confédérés de l'autre, & en tels autres Lieux qu'il appartiendra, réclamer en faveur dudit Seigneur Marquis d'Alegre, la Poſſeſſion des Principautés Souveraines d'Orange, Neufchâtel, Valengin, & de tous les autres Biens provenans de Jean de Châlons, quatrième du nom, premier Prince d'Orange, Souverain de Neufchâtel, & de Marie des Baux Princeſſe d'Orange ſon Epouſe, dont la propriété appartient au dit Seigneur Marquis d'Alegre, comme auſſi en droite ligne de François d'Alegre Seigneur de Preſſi, & de Charlotte de Châlons petite Fille de Jean cinquième de Châlons; lequel étoit Fils puiné dudit Jean quatrième de Châlons Prince d'Orange, & de ladite Marie des Baux, ſuivant qu'il eſt établi par la Généalogie & le Memoire que le dit Seigneur Marquis d'Alegre a fait imprimer, pour la preuve & juſtification de ſes Droits dans leſdites Seigneuries, Principautés, & Souverainetés: Et faire pour raiſon de ce toutes Demandes, Requiſitions, & Proteſtations, qu'il appartiendra, en réitérant les Proteſtations ci-devant faites de la part dudit Seigneur Marquis d'Alegre, en la Ville de Neufchâtel, le vingt-ſept Octobre mil ſept cens ſept. Requérant & ſupliant le dit Seigneur Marquis d'Alegre tous qui ſont à requerir & ſupplier, de déférer aux Demandes, Requiſitions, & Proteſtations telles que de raiſon, qui pourront être faites au nom dudit Seigneur Conſtituant, par ſon dit Procureur; Promettant avoir pour agréable ce qui ſera fait par le dit Sieur Procureur conſtitué, le ratifier ſi beſoin eſt, & du tout le garder & indemniſer ſous l'obligation de tout & chacun les Biens preſens & à venir dudit Seigneur Marquis d'Alegre. Fait & paſſé à Paris, en ſon Hôtel ſus déclaré, l'an mil ſept cens douze, le dixneuf.me jour de Décembre, avant midi. Et a ſigné la Minutte des Préſentes, demeurée en la garde & poſſeſſion de Mennié, l'un des Notaires ſouſſignés. Signé *Gallois*, & *Mennié*, Et le Certificat du Prévoſt des Marchands, & Echevins de la Ville de Paris, au Bas,

Signé

Bignon, Gareſt, & Preſſi.

ANNO 1713.

LXXXIII.

***Proteſtation faite au nom des Princes* DE NASSAU-DILLENBOURG *&* DE NASSAU-SIEGEN, *reformés, pour la conſervation de leurs Droits & Pretentions ſur la Principauté d'Orange, & autres Biens venans de la Maiſon de Châlon.* CONTRE *ce qui en a été diſpoſé par le Traité de Paix conclu le* 11. *d'Avril* 1713. *entre le Roi de France, & le Roi de Pruſſe. A Utrecht le* 18. *d'Avril* 1713 AVEC *le Certificat de Meſſieurs les Magiſtrats de la Ville d'Utrecht. Du* 18. *Avril* 1713.** [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. 4. pag. 353.] 18. Avril.

LE ſous-ſigné Deputé de Leurs Alteſſes Meſſeigneurs les Princes de Naſſau-Dillenbourg, & de Naſſau-Siegen, réformés, comme plus proches intéreſſés après S. A. Monſeigneur le Prince Guillaume Hyacinthe, Prince d'Orange & de Naſſau-Siegen, dans le graduel & perpétuel Fidei-commis établi par le Teſtament du Prince Philippe Guillaume d'Orange de glorieuſe mémoire, de l'année 1618. eſt informé, quoi qu'avec ſurpriſe, que par le Traité de Paix, qui s'eſt fait ici l'11 de ce Mois, par Sa Majeſté le Roi Très-Chretien, avec Sa Majeſté le Roi de Pruſſe & leurs Hautes Puiſſances, les Etats Generaux, il ſe trouve entre autres auſſi quelques Articles, touchant la Principaute d'Orange & autres Biens provenans de la Maiſon de Châlon incorporée dans celle de la Maiſon de Naſſau-Catzenellenbogen, & compris dans le Fidei-commis graduel & perpétuel ſuſdit, par leſquels on prétend de céder à ſa dite Majeſté Très-Chrétienne la dite Principauté & Biens dépendans ſous la Domination de la France. Et conſidérant qu'icelle Principauté avec les Biens dependans appartient inconteſtablement à la Maiſon de Naſſau-Catzenellenbogen, & ſuivant le dit Teſtament & l'Ordre de Succeſſion y établi devoit ſuivre après la mort de Sa Majeſté Guillaume troiſiéme, Roi de la Grande Bretagne de glorieuſe memoire, à l'Aîné de la Ligne aînée de Naſſau-Catzenellenbogen étans celle de Naſſau-Siegen,

ANNO 1713. gen, & enſuite de ce Fidei-commis à ſa dite Alteſſe Monſeigneur le Prince Guillaume Hyacinthe, Prince d'Orange & de Naſſau-Siegen, & après ſadite Alteſſe ſans Enfans Mâles de ſon Corps, ſuivant la Clauſe qu'il y a dans le dit Teſtament au ſujet de la meſalliance, à ſadite Alteſſe Monſeigneur le Prince Frederic Guillaume Adolphe de Naſſau-Siegen reformé, & après Elle & ſes Deſcendans Mâles, à ſa dite Alteſſe Monſeigneur le Prince Guillaume de Naſſau-Dillenbourg & ſes Deſcendans Mâles & autres Princes de cette Maiſon, & après toutes ces Lignes premiérement à la Ligne de la Maiſon de Naſſau-Diez: de ſorte que par là on va ôter à la Maiſon de Naſſau-Catzenellenbogen, & par conſéquence auſſi aux Princes des Lignes Proteſtantes de Naſſau-Dillenbourg, & de Naſſau-Siegen ſes Maîtres, un Droit ſi connu & ſi inconteſtable, tant par le Traité de Partage, fait en l'An 1609 par l'intervention même de la France, de l'Angleterre, & des Etats Généraux, entre les trois Princes, fils de Guillaume le premier, Prince d'Orange & de Naſſau, que par la Teſtament ſusdit; par tant de Traités de Paix; les Pactes de la Maiſon, & une Poſſeſſion continuelle de près de deux ſiecles, ſans parler des autres Droits, fondemens & monſs exprimés plus amplement dans la Proteſtation de ſa dite Alteſſe Monſeigneur le Prince Guillaume Hyacinthe, Prince d'Orange, & de Naſſau-Siegen, leſquels on tient comme ici inſéres.

Le ſous-ſigné ſe trouve indiſpenſablement obligé, en vertu de ſon Pouvoir du 23. Août 1712. pour la conſervation du Droit évident de la Maiſon de Naſſau-Catzenellenbogen & de celui de leurs dites Alteſſes Meſſeigneurs les Princes des Lignes Proteſtantes de Naſſau-Dillenbourg & de Naſſau-Siegen, de proteſter ſolemnellement contre tout ce qui pourroit être fait ou traité à cet égard, en préjudice de ſa dite Alteſſe Monſeigneur le Prince Guillaume Hyacinthe, Prince d'Orange & de Naſſau-Siegen, de leurs Alteſſes ſes Maîtres, & de toute la Maiſon de Naſſau-Catzenellenbogen en général, le déclarant tout à fait nul, incompetent, inſuffiſant & non valable. Etant tout à fait contre les Droits des Gens qu'aucune Puiſſance puiſſe ôter à un troiſiéme ſon Droit, ſi ſolemnellement acquis; Et en cas que peut-être de la part de la dite Maiſon de Naſſau-Diez on pourroit avoir conſenti à ces Traités, ou ſigné quelques Articles ſéparés ſur ce ſujet, à l'inſçu & en préjudice de la Maiſon & des Princes ſusdits, plus proches au dit Fidei-commis, on le déclare de la même façon directement contraire à l'Union de la Maiſon de l'an 1607. aux Pactes de l'an 1618. & 1625. & à l'Obligation avec laquelle la dite Maiſon de Naſſau-Dietz eſt ſi étroitement vinculée par tant de Traités avec les autres Princes de la dite Maiſon, & par conſéquence un attentat à quoi on n'a nidroit ni fondement, & qui de ſoi-même eſt nul & d'aucune valeur. Et afin qu'en tems & lieu on puiſſe toûjours prouver cette Proteſtation, & que la Sereniſſime Maiſon de Naſſau-Catzenellenbogen ne ſauroit jamais attendu qu'Elle auroit été negligée de cette façon à une Paix générale, où on devroit plustôt avoir lieu d'eſpérer qu'on auroit laiſſé à chacun & principalement à un tiers, & à ceux qui n'ont pas part à la guerre, tout ce qui leur eſt dû de droit & de Juſtice, & qu'Elle ne peut & ne voudra jamais acquieſcer à cela, mais plus-tôt ſe reſerver de la façon la plus ſolemnelle que faire ſe pourra ſon droit ſi clair & ſi évident.

Monſieur Everard van Harscamp, Secrétaire de cette Ville d'Utrecht, eſt prié de recevoir cette Proteſtation & Reſervation, de la faire regiſtrer & de lui en donner un Certificat en forme. Fait à Utrecht le dix-huitiéme d'Avril 1713.

J: W: *Finckgraff* Deputé de Leurs Alteſſes Meſſeigneurs les Princes de Naſſau-Dillenburg, & de Naſſau-Siegen reformés.

Nous Bourguemaîtres & Conſeillers compoſant la Regence de la Ville d'Utrecht, declarons que le Sieur J. W. Finckgraff Deputé de leurs Alteſſes Meſſeigneurs les Princes de Naſſau Dillenburg, & Naſſau Siegen, reformés, a dépoſé en ſa Qualité dans nos Archives le Pouvoir & les Proteſtations dont les Copies collationées ſont ci-deſſus, & qu'il a devant Nous réiteré ſa Proteſtation. De quoi Nous avons bien voulu lui accorder le preſent Acte ſous le Sceau de notre Ville & la Signature de notre Secrétaire. Fait le 18. Avril 1713. ANNO 1713.

E: V: HARSCAMP.

LXXXIV.

Proteſtation faite au Nom de LEOPOLD *Duc* DE LORRAINE *pour la conſervation de ſes Droits & Pretentions, ſur le Duché de Montferrat, juſques à ce qu'il en ſoit indemniſé, & ſur la Principauté d'Arches & Charleville, contre tous les Traitez, Conventions, & Diſpoſitions faites ſur ce ſujet à ſon préjudice, tant au Congrès d'Utrecht qu'auparavant, & ailleurs. Fait à Utrecht le* 30. *Avril* 1713. AVEC *le Certificat de Meſſieurs les Bourguemaîtres & Conſeillers de la Ville d'Utrecht. Du* 3. *Juin* 1713. [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht. Tom. 4. pag. 367.] 30. Avril.

NOus Envoyés; & Plenipotentiaires de ſon Alteſſe Royale Monſeigneur le Duc de Lorraine, & de Bar, au Congrés de la Paix à Utrecht, ſous-ſignés Declarons, que cette Ville d'Utrecht ayant été déſignée pour y former au Mois de Janvier de l'année derniere 1712. l'Aſſemblée qui devoit traiter de la Paix Generale, la plus grande partie des Couronnes, Princes, & Potentats de l'Europe y ayant envoyé leurs Miniſtres, Nous y ſerions venus à leur exemple, en vertu de nos Pleinpouvoirs pour y ſoutenir les interêts de ſa dite Alteſſe Royale notre Maître; dans la juſte confiance, que cette Illuſtre Aſſemblée compoſée de tant de Miniſtres Repreſentans des Puiſſances ſi Auguſtes, travaillans à rendre le repos au Monde Chrétien, procureroit une juſte ſatisfaction à tous les Princes, tant à ceux qui avoient été engagés dans la Guerre, qu'à ceux qui auroient ſouffert des pertes conſidérables à l'occaſion de cette même Guerre; ou qui ſeroient privés de leurs juſtes Droits par le fait d'une Puiſſance ſuperieure. C'eſt ce qui Nous a obligés, dans le tems que tous les Miniſtres des Princes ont donné leurs demandes & pretenſions pour la Negociation de la Paix, de donner de notre part un Memoire contenant Celles de S. A. R. leſquelles Nous avons dirigées; les unes envers Sa Majeſté Imperiale, les autres envers Sa Majeſté très-Chretienne.

Celles qui regardoient Sa Majeſté Impériale; & les principales Puiſſances Confederées avec Elle, tendoient à ce qu'il fût donné à S. A. R. notre Maître un Païs égal à la valeur du Duché de Montferrat; pour la juſte indemnité qui lui eſt dué pour la privation de ce Duché, dont l'Empereur Leopold de glorieuſe Memoire fit ceſſion à Monſieur le Duc de Savoie, par le Traité paſſé à Turin le 8. Novembre 1703. pour attirer ce Prince dans la Grande Alliance, quoique ce Duché appartînt pour lors au Seigneur Ferdinand Charles, dernier Duc de Mantoue, par le décès duquel ſans enfans, comme il eſt arrivé peu de tems après, ce Duché devoit échoir à S. A. R. comme ſon plus proche, & immediat Succeſſeur en icelui; ce qui avoit été reconnu tant par le dit Traité de 1703. que par divers Decrets en faveur de S. A. R. tant de l'Empereur Joſeph auſſi de glorieuſe Memoire, du 30. Novembre 1707. que de Sa Majeſté Imperiale heureuſement Regnante, du 19. Juin 1709. de Sa Majeſté la Reine de la Grande Bretagne, des 6. Septembre 1708. & 14. Mai 1712. & de leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas; du 24. Août 1709. leſquelles Puiſſances ont donné leur Garantie formelle pour l'execution dudit Traite de Turin de 1703.

Les demandes dirigées envers la Couronne de France tendoient entre autres Chefs, à ce qu'il plût à Sa Majeſté très-Chretienne faire rendre; & reſtituer à ſon Alteſſe Royale la Principauté Souveraine d'Arches, & Charle-Ville, qui avoit été devolue par le décès ſans enfans du dit Seigneur Duc de Mantoue, & de Montferrat, à S. A. R. comme à ſon Succeſſeur plus proche & immediat en icelle, & qui s'en étoit mis en poſſeſſion du conſentement de tous les Ordres de cette Principauté, qui l'avoient reconnu en cette qualité, & dont tous les Officiers lui avoient prêté le ſerment de fidelité; au préjudice duquel la Cour de France avoit

dejet-

ANNO 1713. dejetté S. A. R. de ſa Poſſeſſion; annullé le ſerment de fidelité, qui lui avoit été prêté, & introduit ſans aucun titre valable Madame la Princeſſe de Condé en poſſeſſion des Revenus, & du Domaine de cette Principauté, & retenu à Elle-même la Souveraineté, quoique le dit Seigneur Duc de Mantoue, & ſes Predeceſſeurs, en euſſent été en poſſeſſion paiſible durant plus de deux ſiecles, au vû & ſcû de la Couronne de France, qui l'a reconnue pour telle par une infinité d'Actes authentiques.

Et quoi que ces deux demandes fuſſent claires, évidentes, & inconteſtables, & qu'en particulier pour raiſon de la Souveraineté de Charle-Ville, S. A. R. ait offert de convenir d'Arbitres pour les terminer à l'amiable, néanmoins Nous n'avons pû obtenir la ſatisfaction demandée a cet égard, la Cour de France ayant refuſé de convenir d'Arbitres, même de délivrer les papiers de la Succeſſion du dit Sieur de Mantoue, concernant cette Souveraineté, ou de les depoſer en Main publique pour en prendre communication.

Et à l'égard de l'indemnité du Duché de Montferrat, par Traité de Paix, fait & ſigné le onzième du préſent Mois d'Avril entre la Couronne de France, & Monſieur le Duc de Savoie, ce Prince a été maintenu au dit Duché de Montferrat, & la Ceſſion, qui lui en a été faite, declarée irrevocable.

Ce qui Nous oblige pour ne point manquer à notre devoir, & à l'ordre exprés que Nous en avons, & pour la Conſervation des Droits de S. A. R. tant pour le préſent, que pour l'avenir, de proteſter formellement, comme Nous proteſtons contre le dit Traité à cet égard, comme fait, & conclu ſans la participation, & conſentement de S. A. R. & que Monſieur le Duc de Savoie ne pourra jamais par quelque laps de tems, que ce puiſſe être, acquerir aucun Droit de proprieté, ni aucune Poſſeſſion valable du dit Duché, juſqu'à ce que S. A. R. notre Maître en ait été pleinement indemniſé par la Ceſſion effective d'un Pais équivalent au dit Duché, comme auſſi des fruits, qui ont été perçus d'icelui, ou ſeront perçus à l'avenir, juſqu'à l'actuelle miſe en poſſeſſion du dit Equivalent, & paiſible jouïſſance d'icelui. Faute dequoi S. A. R. & ſes Succeſſeurs auront Droit en tout tems de revendiquer le dit Duché par toutes les voyes établies par le Droit Naturel & des Gens. Faiſant les mêmes Proteſtations contre la Couronne de France, à l'égard de la Principauté Souveraine d'Arches, & Charle-Ville, tant pour le fond, que pour les fruits, & qu'aucun laps de tems ne pourra nuire ni préjudicier aux Droits legitimement acquis à S. A. R. ſur cette Principauté, dont Elle retiendra la Poſſeſſion Civile, & d'intention, faute de la Naturelle dont Elle a été dejettée. Non plus qu'aux autres Droits, Noms, Raiſons, & Actions, dependans de la Succeſſion du dit Sieur Duc de Mantoue, qui lui ſont acquis. A l'effet dequoi les Sous-ſignés ont depoſé l'Original de la préſente Proteſtation, ſigné d'Eux, & ſcellé de leurs Cachets, ès Archives du Venerable Magiſtrat & Regence d'Utrecht, qu'ils ont prié de la recevoir, & conſerver pour perpetuelle memoire, & y avoir recours en tems & lieu, faute de Prothocolle & Secretariat de Mediation de la Paix, & de leur delivrer une Expedition authentique, tant de la ditte Proteſtation, que du Dépoſt, & Enregiſtrement d'icelle ès dites Archives. Fait à Utrecht, le 30. Avril 1713.

(L. S.) *Le Begue.*

(L. S.) *De Moineville.*

Nous Bourguemaîtres & Conſeillers de la Ville d'Utrecht, compoſans la Régence de la dite Ville, certifions que Leurs Excellences Meſſieurs le Baron le Begue, & de Moineville, Plenipotentiaires de ſon A. R. Monſeigneur le Duc de Lorraine, &c. au Congrès de Paix tenu dans notre Ville, nous ont remis entre les mains l'Acte de Proteſtation dont la Copie bien collationée eſt écrite ci-deſſus, & qu'ils ont devant nous inſiſté & réitéré la Proteſtation y compriſe, demandans que le Double de cet Acte fût dépoſé & gardé dans nos Archives, pour ſervir en tems, & lieu, & qu'il leur fût livré Acte du dit Dépôt, lequel eſt de preſent confirmé par le ſceau de notre Ville, & ſignature de notre Sécretaire. Fait à Utrecht le 3. Juin 1713.

E. V. HARSCAMP.

ANNO 1713.

Proteſtation faite au Congrez d'Utrecht au nom de JOSEPH MARIE D'ALINGE, *de la Chambre, de Seiſſel, Marquis de* COUDRE'E, *pour la conſervation de ſes Droits, & Pretentions ſur la Principauté d'Orange;* CONTRE *toutes les Diſpoſitions, Traitez, ou Conventions faites ou à faire à ſon préjudice. A Utrecht le 30. de Mai 1713.* AVEC *la Procuration dudit Seigneur Marquis à cet effet. Donnée à Turin le 5. d'Avril 1713* ET *le Certificat de Meſſieurs les Magiſtrats de la Ville d'Utrecht. Du 31. Mai 1713.* [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. 4 pag. 303.]

LE Souſſigné charge ayant du Seigneur Marquis de Coudrée, d'Aix, & de Lullin, &c. pour les fins marquées en la Procuration ci-après ténorisée du 2. Mars proche paſſé, reçue, & ſignée par le Notaire Paſcalis, n'ayant pas trouvé que le Congrès de la Paix ſe ménageât en la forme ordinaire par l'entremiſe d'aucun Mediateur à qui il puiſſe avoir recours, & auprès duquel il puiſſe faire les diligences convenables; il n'a pas pû faire autre choſe pour faire valoir & conſerver le Droit du dit Seigneur Marquis de Coudrée, que d'en informer les Miniſtres des Puiſſances interéſſées en la Guerre, & qui font au Congrès de la Paix; & de rendre public dans le lieu de ſon Aſſemblée un Ecrit contenant les raiſons, & les moyens ſur leſquels ſes Droits ſont fondés exclufivement à tous autres Pretendants, pour que par le moyen dudit Ecrit chacun pût être inſtruit desdits Droits dans le tems preſent: & dans ceux à venir; & qu'il conſte que le Seigneur Marquis de Coudrée n'a donné, ne donne, ni ne pretend donner aucun conſentement exprès, ni tacite, à toutes les Diſpoſitions, Conventions, & Traités, qui peuvent avoir été, ou être faits concernant la Principauté d'Orange, au préjudice de ſes Droits ainſi que le Souſſigné proteſte pour, & au nom dudit Seigneur Marquis de Coudrée, & que tout ce qui a été, pu être, ou ſera fait au contraire, ne peut, ni ne pourra lui préjudicier en aucune maniere, comme fait à ſon inſçeu, ſans ſon conſentement & par force majeure. Déclarant que le Seigneur Marquis de Coudrée eſt ſi convaincu de la Juſtice & de l'Equité de Sa Majeſté Très-Chrétienne, de la Juriſdiction de laquelle la Principauté d'Orange releve, qu'il ne doute point que Sa Majeſté ne la lui rende ſur ſes Droits & pretentions, comme il l'en ſupplie très-humblement. Et pour plus grande notorieté de cet e Proteſtation le Soubſigné la dépoſe avec la ſus-dite Procuration en Original dans les Archives de l'Hôtel de Ville d'Utrecht avec le Sommaire des Droits dudit Seigneur Marquis, requerant le Venerable Magiſtrat & Regence de lui accorder Actes des ſusdites Proteſtation & Dépôt. Fait à Utrecht le trente de Mai de l'année mille ſept cens & treize.

Le Comte de Grot.

Procuration faite par Meſſire le Haut & Puiſſant Seigneur Marquis de Coudrée.

L'An mil ſept cent treize, le cinquième du mois d'Avril, par devant moi Notaire Ducal Royal ſouſſigné, & en preſence des témoins ci-bas nommés, s'eſt perſonellement établi & conſtitué Haut & Puiſſant Seigneur, Meſſire Joſeph Marie d'Alinge, de la Chambre, de Seiſſel, Marquis de Coudrée, d'Aix, de Lullin, Comte de Langin, de l'Hullie, d'Apremont & de Montreal, Baron de Larringen & de Montfalçon, Seigneur de la Rochette en Savoie, de la Rochette en Chablaix, de Longefan, de la Maiſon Noble de Mouxy d'Albens, de Servette, de la Cour de Greizi, de Publier, de Cheſſene, & des Choſaux, Chevalier Grand Croix de la Religion des Saints Maurice & Lazare, Gentilhomme de la Chambre de S. A. R. ci-devant Capitaine de la Compagnie des Gentilshommes Guardes du Corps de la dite A. R., & Commandant generalement en Savoie, Lieutenant de Mareſchal dans ſes Armées, Cornette Blanche de la Nobleſſe de Savoie, Ajo & Gouverneur de leurs Alteſſes Sereniſſimes, Meſſeigneurs les Princes de Piemont & Duc d'Aoſte, lequel pour la conſervation de

ANNO 1713. ſes Droits ſur la Principauté d'Orange, comme deſcendant en ligne directe du côté Maternel du Seigneur Jean Comte de la Chambre, héritier de Dame Françoiſe de Seiſſel, Dame d'Aix, appellée à la Succeſſion de la dite Principauté par les ſubſtitutions contenues dans le Teſtament de Meſſire Louis de Chalons, Prince d'Orange, declarée ouverte en ſa faveur par Arreſt du 25. Decembre 1545. a de ſon bon gré pour lui & les ſiens, ſous le bon plaiſir & l'agrément de S. A. R., fait, conſtitué, établi, & deputé ſon Procureur Special & General, l'une des qualités ne derogeant à l'autre ni au contraire, ſavoir le Seigneur Ignace Joſeph François Ermano Comte de Gros & de Ville-Neuve, abſent.

Moi dit Notaire pour lui ſtipulant & acceptant, pour & au nom dudit Seigneur Conſtituant ſe preſenter dans les Aſſemblées qui ſe font dans la Ville d'Utrecht pour la Paix Generale, & là ſuivant les inſtructions particulieres que le dit Seigneur Conſtituant lui a données, repreſenter la juſtice de ſes Droits, & demander qu'il ſoit mis en la pleine & paiſible poſſeſſion de la dite Principauté d'Orange occupée à ſon prejudice; Et au cas qu'il ſoit fait refus de prendre connoiſſance de la juſtice de ſes Droits, & de prononcer ſur ſa demande, il donne charge & pouvoir au dit Seigneur Ignace François Ermano Comte de Gros & de Ville-Neuve, ſon Procureur, de faire en ſon nom les Proteſtations néceſſaires pour la conſervation de ſes juſtes pretentions, & de tous les Droits, Dignités, Rangs, & Prerogatives qui en dependent, & d'en retirer des Actes en la meilleure forme que faire ſe pourra, afin que tous les Traités de Paix generaux, ou particuliers, faits ou à faire, ne puiſſent en aucune maniere déroger, nuire, ni prejudicier au dit Seigneur Conſtituant, ni aux ſiens, directement ni indirectement. Et generalement il lui donne pouvoir de faire pour raiſon de ce, & de ce qui en depend, tout ce qu'il trouvera convenable pour en avancer, & procurer les ſuccès. Promettant avoir le tout pour agreable, ferme & ſtable, comme ſi le dit Seigneur Conſtituant y étoit preſent en perſonne, & avec toutes autres dues promeſſes, ſerment, & Clauſes requiſes. Fait & prononcé dans la Ville de Turin, dans le Palais neuf de ſon A. R., & dans la Chambre du dit Seigneur Conſtituant, Paroiſſe de St. Jean, les ſusdits jour & an, l'Indiction ſixiéme. De quoi tout, moi ſusdit Notaire & Actuaire Collegié ſouſſigné requis, j'ai reçu le preſent publique Inſtrument, à la minute duquel le dit Seigneur Conſtituant, & les ſuſdits témoins ſe ſont ſignés, après avoir reçu le droit d'inſinuation: Joſeph Marie d'Alinge, de la Chambre de Seiſſel, Marquis de Coudrée, Conſtantin Bottinger témoin, Michel Purtaz témoin.

Lequel ſusdit publique Inſtrument de procure requis, j'ay reçu, & le preſent de ſon propre Original fait lever, avec lequel collationé & inſinué dans cette Ville, au livre quatriéme, & mis au feuillet 111. Comme par reçu fait par le Sieur Mutena pour le Sieur inſinuateur Rondelletto, moi François Dominicq Bonevre, Actuaire Collegié au Souverain Senat de Piemont, Apoſtolique & Royal Collegié Notaire. En foi de quoi je me ſuis ici manuellement.

Signé

J. F. D. Bonevre Notaire.

IGnatius Carrocius J. U. D. Collegiatus Præpoſitus, & Canonicus Eccleſiæ Metropolitanæ civitatis Taurini, ejusdemque civitatis & diœceſis, Sede Archiepiſcopali vacante, Vicarius Generalis Capitularis. Univerſis notum facimus & atteſtamur retroſcriptum D. Franciſcum Dom. Bonevre, qui retroſcriptum Procurationis Inſtrumentum recepit, & manuali ſubſcripſit, fuiſſe & eſſe Notarium publicum, legalem & fide dignum, ac talem qualem ſe facit; ejusque ſcripturis publicis ſemper adhibitam fuiſſe, & adhiberi fidem in judicio, & extra. In quorum fidem, &c. Datum Taurini, 5. menſis Aprilis, 1713.

Groſius.

NOus Bourguemaitres & Conſeillers, compoſans la Regence de la Ville d'Utrecht, certifions que le *Sieur Pierre Ignace Marquet*, en ſa qualité a depoſé dans les Archives de notre Ville l'Original du Plein-pouvoir & des Proteſtations dont la Copie bien collationnée eſt écrite ci-deſſus, & qu'il a devant Nous réiteré la dite Proteſtation, demandant Acte authentique de ſon dépôt: ſur quoi Nous lui avons accordé le preſent Acte muni par le Sceau de notre Ville & la ſignature de notre Secretaire. Fait à Utrecht le 31. Mai 1713. ANNO 1713.

(L. S.) *E. V. Harscamp.*

Ignace Joſeph Ermano, Comte de Gros & Ville-Neuve, le 31. Mai 1713.

LXXXV.

Proteſtation faite au Congrès d'Utrecht au nom de CHARLES EMANUEL *Comte de Vienne, pour la conſervation de ſes Droits & Pretentions, ſur la Terre de Miolans, ſituée en Savoye. A Utrecht le* 12. *Mai* 1713. 12. Mai. AVEC *le Certificat de Meſſieurs les Magiſtrats de la Ville d'Utrecht du* 15 *Mai* 1713. [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht Tom. 4. pag 412.]

NOus ſous-ſigné en vertu du pouvoir ci-deſſus, declarons à tous qu'il apartiendra que n'aiant trouvé aucuns Mediateurs dans la Paix qui ſe traite à preſent en cette Ville, entre les Puiſſances de l'Europe qui ſont en guerre, auxquels Mediteurs nous euſſions pû repreſenter le Droit de Monſieur le Comte & de Madame la Comteſſe de Vienne, nous nous ſommes tranſportés es Hôtels de Meſſieurs les Plenipotentiaires des Puiſſances aſſemblées de preſent en cette Ville pour l'affaire de la Paix, auxquels nous avons expliqué les moyens & raiſons, & exhibé les titres, notamment le Traité de Quérasque du 30. Mai 1631. en vertu desquels nos Commettans pretendent de rentrer en la Poſſeſſion de la Terre de Miolans, de laquelle depuis l'ouverture de la preſente Guerre, avec la permiſſion & toute l'autorité de Sa Majeſté très-Chretienne, ils jouiſſent à preſent, & dont la maiſon de Saluces Cardé jouiſſoit auparavant indument, au prejudice du Traité de Quérasque, & des autres Titres & longue Poſſeſſion qui militent en faveur des Auteurs de notre Commettant. Nous avons donné pareillement aux dits Sieurs Plenipotentiaires autant du Memoire dont la Copie eſt ci-deſſus, & les avons priés de la part & au nom de notre Commettant, ſoit dans les Conferences publiques, particulieres, ou autrement, de procurer à nos Commettans la dite Poſſeſſion. Cependant quelques diligences que nous ayons pû faire, quelques ſoins que nous ayons pû nous donner, nous avons apris que le onze du mois d'Avril dernier le Traité de Paix entre la France & la Savoie a été ſigné, dans laquelle par des raiſons d'Etat on n'a eu aucun égard aux Droits & pretentions legitimes de nos Commettans: au contraire elle porte que ceux qui ont été dépoſſedés à l'occaſion de la preſente guerre, ſeront reintegres comme auparavant la déclaration d'icelle, en ſorte que la Maiſon de Saluces Cardé pretendra faire valoir cette diſpoſition à notre prejudice. Ce qui nous oblige en vertu de notre pouvoir, & en execution d'icelui, de proteſter au nom de nos Commettans que pareille diſpoſition ne pourra nuire ni prejudicier à leurs Droits & pretentions legitimes, leſquelles ils reſervent de faire valoir en tems & lieu. Fait à Utrecht ce 12. Mai mil ſept cens treize, ſouſſigné

Le Charpentier.

Le 12. Mai 1713. par devant Abel de Coole, Notaire de la Cour d'Utrecht, comme auſſi admis par la Magiſtrature de la même Ville, & les témoins ſous nommés, eſt comparu Louis Charpentier, lequel a reconnu, que la ſignature appoſée en l'Ecrit ci-deſſus eſt ſa propre ſignature, & a depoſé en nos mains les Originaux des ſusdits Memoire, Procuration, & Proteſtation, dont lui avons donné Acte en preſence de Harmanus & Nicolas de Coole, témoins à ce requis, qui l'Acte ci-deſſus mis en prothocolle avec moi Notaire, ont ſous-ſigné au dit tems & lieu.

Sous-ſignés

Quod atteſtor.

ABEL DE COOLE.

Nous

ANNO 1713. Nous Grand Baillif Bourguemaîtres & Echevins de la Ville d'Utrecht, certifions que Abel de Coole, qui a ſigné l'Acte ci-deſſus, eſt Notaire public, admis par la Cour d'Utrecht, demeurant en cette Ville, & & que foi ſoit attribuée à tous Actes paſſés devant lui & deux témoins. En vertu de quoi Nous avons fait mettre le Cachet de cette Ville & ſigner par notre Sécretaire. à Utrecht, le 15. de Mai 1713. Souſſignés

VERVELST.

LXXXVI.

22. Mai. *Proteſtatio nomine Pupillorum Principis Auriaci & Naſſovici* JUANNIS WILHELMI FRISONIS, *facta; pro conſervatione Juris eorum in & ad Principatum Auriacum cæteraque Bona a Magnæ Britanniæ* WILHELMO III. *ejusque Majoribus Auriacenſibus & Cabillonenſibus relicta.* CONTRA *Pactionem inter Reges Galliæ & Boruſſiæ his de rebus nuper initam; uti & contra omnia alia facta, vel facienda in præjudicium dictorum Pupillorum. Datum Trajecti die* 22. *Maji* 1713. CUM *Mandatis* CAROLI *Landgravii* HASSIÆ *atque* MARIÆ. *Principiſſæ* AURIACENSIS *hunc in effectum datis. Caſſellæ* 17. *Aprilis* 1713. SEQUITUR *Teſtificatio Conſulum & Conſiliorum Trajecti ad Rhenum. Datum* 24. *Maji* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht Tom. 4. pag. 385.]

PRincipatum Auriacum, cæteraque Gallica Bona, a Magnæ Brittanniæ Rege, ejusque Sereniſſimis Majoribus, immemorialiter, juſto titulo, & jure Dominii poſſeſſa, verùm poſt mortem Regiæ illius Majeſtatis occaſione Belli a Galliæ Rege vendicata, per Pacem reverti ac reſtitui oportuiſſe in hereditatem Regis; qui ante Bellum eorum fuit legitimus Poſſeſſor, eamque reſtitutionem, dum de Pace inearida agebatur, nomine dictorum Pupillorum poſtulatam fuiſſe ſummo jure, plusquam manifeſtum eſt.

Attamen illa tam juſta reſtitutio in hujus Pacis negotio a duabus Poteſtatibus denegata eſt, nempe a Boruſſiæ Rege, proprio nomine; nec non a Galliæ Rege, nomine quorumdam ipſius Subditorum. Cæterum ab utroque ſine ullo fundamento.

Nam quod attinet Majeſtatem Boruſſicam, prætenſum illud jus Fidei-commiſſi, quod eſt unicum ejus intentionis fundamentum, jam ſæpius, & plus ſatis, eſt refutatum. Cui præterea accidit *litiſpendentia* formalis, etiam ſpeciatim ſuper Principatu Auriaco, cæterisque in Gallia Bonis, legitimo modo introducta per mutuam petitionem, ſeu reconventionem judicialem, nomine dictorum Pupillorum, adverſus Boruſſiæ Majeſtatem inſtituram coram Judice, ab ipſa illa Majeſtate electo, quin etiam adhuc *Celſorum & Præpotentium Procerum Placitum dici* 28. *Julii anni* 1711., quod Boruſſiæ Rex habuit acceptum & ratum: continens, quod, poſquam dicta Majeſtas ex hereditate regia, præter jam tum occupata, adhuc accepiſſet proviſionaliter Bona, ibi deſignata, porro omnia manerent in ſtatu quo, donec inter Celſas Partes aliter tranſactum, vel judicatum foret. Cui etiam directe hæc denegatio adverſatur.

Galliæ autem Regem, & Anteceſſores ejus, non tantum prædictam Magnæ Brittanniæ Regis, & Sereniſſimorum illius Majorum, juſtam Poſſeſſionem ſemper agnoviſſe, non obſtante quorundam Galliæ Subditorum contentione; ſed etiam præſentem Galliæ Regem in ſimilibus, uti nunc, Fœderis ineundi caſibus ſigna talis agnitionis plus una vice præbuiſſe manifeſta, omnibus eſt notum, cum Bellis finitis, non etiam obſtante ulla Subditorum contentione, dictum Principatum, cæteraque bona, Magnæ Brittanniæ Regi reſtituere voluit; etiam refarcito damno. Uteſt videre in *art. ſeparato Pacis Neomagenſis, dici* 10. *Aug.* 1678., *in art.* 13. *Pacis Riſwicenſis, dici* 21. *Septemb.* 1697., *in Inſtrumento ſubſecuto* 8. *Maji* 1698., *& in alio poſteriori* 28. *Julii* 1699. Quibus manifeſtis & geminatis agnitionibus nihil addi opus eſt, præter hoc unum, quod nullius Galliæ Subditi poſſit prætendi contentio, quæ non tempore prædictorum Fœderum, & multo ante, fuit mota. Nam hoc uno duntaxat conſiderato, conſtat, quemadmodum, non obſtantibus hujusmodi antiquis contentionibus, Rex Magnæ Brittanniæ, atque ac ipſius Sereniſſimi Majores, fuit uſque ad mortem in juſta illa & immemoriali Poſſeſſione, & quovis tempore in Pace ineunda eam meritò a Galliæ Rege recepit; ita etiam hoc tempore eaſdem contentiones non magis, quam pridem, illam Reſtitutionem potuiſſe impedire, aut Hereditatem regiam privare juſta illa, ac ſemper agnita Poſſeſſione. ANNO 1713.

Et quoniam tamen alte memorati Galliæ & Boruſſiæ Reges hiſce omnibus non obſtantibus, juſtam illam Reſtitutionem denegare voluerunt, imo etiam eo uſque ei adverſari, ut in contrarium ipſis placuerit, invita Juſtitia, ſuper prædicto Principatu Auriaco, cæterisque Gallicis bonis, mutuo pacifci, haud ſecus, ac ſi ad dictam Regiam Hereditatem non pertinerent, ſed Boruſſiæ Regi competiſſent; ſubſcriptus Mini ex Sereniſſimi Domini Landgravii Haſſiæ, ex Mandato ſpeciali Domini ſui, nec non Dominæ ipſius Filiæ, Principis Auriacæ & Naſſovicæ, ut Tutorum, proteſtatur de aperta injuſtitia, quæ eſt in denegata illa Reſtitutione: atque de notoria nullitate, quâ prætenſum illud Pactum de rebus plane alienis, ac litigioſis, laborat.

Quemadmodum idem Miniſter porro proteſtatur de injuſtitia ac nullitate omnium & ſingulorum, quæ in præjudicium dictorum Pupillorum inter alte memoratas, vel etiam alias Poteſtates, in hac Congregatione, ſive Pacis negotio, pacta reperiri poſſent.

Rogans unumquemque Dominorum Legatorum, juſtam hanc Proteſtationem inſinuari, quia communi deficiunt, in propriis ipſorum Actis hujus Fœderis; ut de ea in poſterum, & omni tempore, conſtare poſſit, ad conſervandum Pupillorum, qui omnium merentur auxilium & commiſerationem, Jus inconteſtabile. Actum Trajecti 22. Maji, anni 1713.

S. M. W. DE DALVIGH.

Mandatario nomine.

Plein pouvoir du Landgrave de HESSECASSEL *pour proteſter au nom des Enfans Mineurs de feu* GUILLAUME FRISON *Prince d'*ORANGE *& de* NASSAU FRISE, *contre l'Alienation faite par le Roi de Pruſſe d'une partie des Biens de la Succeſſion d'Orange, par ſon Traité avec le Roi T. C. A Caſſel le* 17 *Avril* 1713. [Actes & Memoires de la Paix d'Utrecht. Tom. 4. pag. 374.]

NOus, par la Grace de Dieu, Charles, Landgrave, de Heſſe, Prince de Herſfeldt, Comte de Catzenellenbogen, Dietz, Ziegenheim, Nidda, & de Schaumburgh, &c. Comme nous nous trouvons obligés, en vertu de la Tutelle dont nous ſommes chargés, à l'égard de nos petits Enfans de la Maiſon d'Orange-Naſſau, pour la conſervation des Droits qu'ils ont eo qualité d'Heritiers univerſels du Roi Guillaume de la Grande Bretagne, par raport à la pleine Succeſſion de la Maiſon d'Orange, de remettre entre les mains des Plénipotentiaires aſſemblés au Congrès d'Utrecht, une Proteſtation ſolemnelle, & de la faire de plus inſinuer & dépoſer entre les mains des Magiſtrats d'Utrecht, & leur en demander Acte: Nous avons donné & donnons par ces Preſentes ordre & plein pouvoir à notre très-cher & très-Fidel. . . . Breur, Conſeiller de notre Tutelle, de ſe rendre immédiatement de la Haye à Utrecht, pour y remettre la dite Proteſtation entre les mains du Magiſtrat de la dite Ville, la leur faire inſinuer, & en demander Acte. Et nous nous engageons d'aprouver ce que notre ſusmentionné Conſeiller & Plenipotentiaire fera à cet égard en notre Nom, en qualité de Tuteur, & de l'indemnifier fidellement & de bonne foi. En foi dequoi nous avons ſigné les Preſentes de notre propre main, & y avons fait apoſer le Sceau de nos Armes. Fait a Caſſel le 17. Avril 1713. & ſigné Charles, ayant un Sceau de cire rouge ſur le côté.

Fidellement traduit de l'Allemand, à la Haye le 11. *Mai* 1713. *par moi, & ſigné*

P. D. CRETSER, Not. Pub.

ANNO 1713. *Pouvoir de* MARIE LOUÏSE *Princeſſe Douairiere d'*ORANGE *& de* NASSAU, *pour proteſter au nom de ſes Enfans Mineurs, touchant la Principauté d'Orange & autres Biens de la Succeſſion du feu Roi* GUILLAUME *aliénés par le Roi de Pruſſe. Donné à Leuwarde le 25 Avril* 1713. [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht Tom. 4. pag. 377.]

MArie Louïſe, par la Grace de Dieu, née Landgravinne de Heſſe, Princeſſe d'Orange, Herſfeld & Naſſau, Comteſſe de Catzenellenbogen, Dietz, Ziegenheim, Nidda, Schaumburg, Lingen, Meurs, & Spiegelbergh; Baronne de Breda, Beilſtein, Liesvelt & Amelandt, Douairiera, Mere & Legitime Curatrice.

Comme Nous Nous trouvons obligée, en qualité de Mere & de Legitime Curatrice de nos très-chers Enfans Mineurs, pour la conſervation & le maintien des juſtes Pretentions que nos dits Enfans ont en qualité d'héritiers *ab inteſtato* du défunt Seigneur Prince d'Orange & de Naſſau, de Glorieuſe Memoire, héritier Univerſel de Guillaume III. Roi de la Grande Bretagne, auſſi de Glorieuſe Memoire, à toute la Succeſſion de ſa dite Majeſté, de faire mettre entre les mains des Plenipotentiaires reſpectifs aſſemblés au Congrès d'Utrecht, une Proteſtation ſolemnelle, & de la faire de plus inſinuer & dépoſer entre les mains des Magiſtrats d'Utrecht, & leur en demander Acte: Nous avons donné & donnons, en qualité comme ſus-dit, Ordre & Plein Pouvoir, par & en vertu de cette Procuration, à notre très-cher & très-fidéle, le Sieur Adrien Breur, Conſeiller de notre Curatelle, de ſe rendre immédiatement de la Haye à Utrecht, & d'y remettre la ſus-dite Proteſtation ſolemnelle entre les mains du Magiſtrat de la dite Ville, pour la faire enregiſtrer publiquement, & en demander Acte dans les formes. Et Nous Nous engageons de reconnoître, d'approuver, & de ratifier tout ce que notre ſus-dit Plenipotentiaire ſera à cet égard, en vertu des Preſentes, en notre Nom, en qualité comme ſus-dit, & de l'indemniſier & le garantir en cela de bonne foi. Fait & donné à notre Cour, à Leuwarden, le 25. Avril 1713. Signé de notre main, & ſcellé du Sceau de nos Armes. M. L. Princeſſe d'Orange. Ayant un Sceau de Cire noire à côté. Et plus-bas par ordre de ſon Alteſſe. C. de Hertoghe.

Après avoir comparé cette Copie avec l'Original, ſigné & ſcellé comme deſſus, on a trouvé qu'elle y eſt conforme mot à mot. Fait à la Haye ce 11. Mai 1713.

Par moi, & étoit ſigné.

NOus les Bourguemaîtres & le Senat de la Ville d'Utrecht, certifions par les Preſentes, que le Sieur Adrien Breur, Avocat de la Cour de Hollande, & Conſeiller de la Curatelle des Enfans de ſon Alteſſe, le Feu Prince d'Orange & de Naſſau, Jean, Guillaume Friſo, de Glorieuſe Memoire, Stadhouder héréditaire, & Capitaine General de la Province de Friſe, & Stadhouder & Capitaine General de la Province & Ville de Groningue, a comparu devant nous, par ordre de leurs Alteſſes & Curateurs ſusmentionnés, & en vertu des Commiſſions reſpectives, & des Procurations, dont il nous a montré les Originaux, & nous a mis entre les mains une Traduction de l'une, & une Copie de l'autre, toutes deux autentiques, dont voici la teneur:

Inſérée au B.

Et le dit Comparant, en vertu des Commiſſions & des Procurations ſusmentionées, nous a mis entre les mains la Proteſtation Latine ſuivante, pour être dépoſée, & gardée publiquement dans les Archives de notre Ville.

Inſérée au C.

Et de plus, le dit Comparant a ſouhaité un Acte en forme de tout ce qui s'eſt paſſé à cet égard, pour ſervir de preuve qu'il s'eſt aquité de ſa Commiſſion, & pour les fins marquées dans la Proteſtation ſus-dite. En foi de quoi nous avons fait apoſer aux Preſentes le Sceau des Armes de notre Ville, & les avons fait ſigner par notre Sécretaire. Fait à Utrecht le 23. Mai 1713. ANNO 1713.

E. van Harreamp.

LXXXVII.

Declaration, & Proteſtation faite au Congrez d'Utrecht au Nom des Egliſes Reformées de France, par ARMAND DE BOURBON *Marquis de* MIREMONT, *pour la conſervation de leurs Droits & Privileges, par raport à leur Etabliſſement dans le Royaume, conformement aux anciens Edits. A Utrecht le 26 Mai* 1713. AVEC *le Certificat de Meſſieurs les Magiſtrats de la Ville d'Utrecht du 26 Mai* 1713. [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht Tom. 4. pag. 416.] 26. Mai

COmme rien ne nous doit être plus cher dans le Monde, que la Liberté de ſervir Dieu, ſelon les mouvemens de nos Conſciences, & ſelon les régles de ſa Parole, les Proteſtans des Egliſes Reformées de France, n'ont jamais rien ſouhaité avec plus d'ardeur, que de pouvoir joüir de cette douce Liberté, laquelle leur a été ravie depuis plus de vingt-ſept ans, par l'artifice de leurs ennemis, qui ont trouvé le moyen d'obtenir du Roi, au mois d'Octobre, de l'année 1685. la Revocation de l'Edit de Nantes. Nous eſpérions que Sa Majeſté voudroit bien ſe radoucir en notre faveur, & nous faire goûter par l'endroit le plus ſenſible, qui eſt celui de la liberté de nos Conſciences, dans le rétabliſſement de nos anciennes Prérogatives, la douceur de cette Paix tant déſirée, que Sa Majeſté fait aujourd'hui avec les autres Princes, & Puiſſances de l'Europe; Mais nous avons le malheur de nous voir déchus de nos eſpérances quelque juſtes qu'elles ayent été. Nous ſuplions donc ici très-humblement Sa Majeſté de prendre en pitié ce grand nombre de Familles, qui ſollicitem ſa Juſtice, & ſa Clemence Royale, pour en obtenir la Grace la plus précieuſe qu'elles puiſſent jamais recevoir ſur la Terre. Nous la ſuplions très-humblement, & par les entrailles de la Miſéricorde Divine, de nous remettre dans le même état, où Nous, & nos Péres nous ſommes vûs dans toute l'étendue de ſon Royaume, pour y exercer librement notre Religion, & y rendre à Sa Majeſté les effets de la plus exacte fidelité, & du zéle le plus ſincére. Nous la ſuplions avec toute l'ardeur, & tout le reſpect imaginables, de permettre, que nous lui proteſtions ici humblement, que nous ne perdrons jamais ni le deſir, ni l'eſpérance d'obtenir de l'Equité, & de la Bonté de Sa Majeſté, le rétabliſſement de toutes les Conceſſions, qui nous ont été ci-devant faites, pour l'exercice de notre Religion, par les Rois ſes glorieux Prédéceſſeurs, & par Elle-même, Que jamais Nous ne nous déſiſterons d'une eſpérance, & d'une prétention ſi juſtes, & ſi bien fondées, & ne ferons jamais ce tort à nos Conſciences, & à notre Poſtérité, que de nous départir des Droits, qu'Elle-même a bien voulu nous confirmer par tant de Déclarations ſolemnelles; Et comme par le paſſé nous avons toujours fait ſur ce ſujet, les inſtances, & les ſupplications néceſſaires; Nous proteſtons ici à Sa Majeſté, avec le reſpect le plus profond, dont nous puiſſions être capables, ſolemnellement, & comme devant Dieu, que les Omiſſions qui juſqu'à préſent ont été faites de Nous, & de nos légitimes intérêts, ou qui ſe pourroient faire à l'avenir, dans les occaſions ſemblables à celle-ci, ne devront jamais être regardées, comme un abandon, que nous faſſions de nos juſtes demandes, ni préjudicier en aucune maniére à la bonté de notre Cauſe, & à la force de notre Droit, qui nous ſera toûjours ſacré.

D'autant que dans le Congrès aſſemblé pour traiter de la Paix, il ne ſe trouve point de Puiſſance, qui ait fait l'Office de Médiateur: Pour cette cauſe, & ſuivant l'uſage pratique, Nous, ſous-ſignés, requerons le Vénérable Magiſtrat de la Ville d'Utrecht, de vouloir recevoir la Déclaration ci-deſſus, pour ſervir

ANNO 1713.

ſervir de temoignage. A Utrecht le 26. Mai, 1713.

ARMAND DE BOURBON, *Marquis de* MIREMONT,

Nous Bourguemaitres & Conſeillers de la Ville d'Utrecht, certifions que ſon Excellence le Marquis de Miremont, en ſa qualité & en vertu de ſon Plein-Pouvoir reconnu & verifié au Congrès dans notre Ville, a remis entre nos mains la Declaration dont l'Acte bien collationé & trouvé d'accord à ſa Double, demeurée en nos Archives, eſt écrit ci-deſſus. Et puiſque le ſus-nomme Seigneur a ſouhaité que le dit Acte ſoit depoſé en nos Archives pour ſervir de Memoire & témoignage public & perpetuel en tems & cas de beſoin; Nous lui avons bien voulu accorder cette demande, & pour cela le preſent Acte ſous le Sceau de notre Ville, & la Signature de notre Sécretaire. Fait à Utrecht, le 26. de Mai 1713.

LXXXVIII.

31. Mai. *Proteſtation faite au Nom du Marquis* D'AIX, DE CHATILLON *&* DE LA SARRA, *pour la conſervation de ſes Droits & Actions ſur la Principauté d'Orange.* CONTRE *toutes les Diſpoſitions, Traitez, ou Conventions faites ou à faire au Congrez d'Utrecht, à ſon prejudice. A Utrecht le dernier de Mai* 1713. AVEC *la Procuration dudit Seigneur Marquis pour ladite Proteſtation. A Turin le* 2 *Juin* 1713 [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht Tom. 4. pag. 286.]

LE Soubſigné charge ayant du Seigneur Marquis d'Aix, de Chatillon, de la Sarra, &c. Pour les fins marquées en la Procuration ci-après tenorisée du ſecond Mars proche paſſé, reçue & ſignée par le Notaire Deſcalis, n'ayant pas trouvé que le Congrès de la Paix s'y ménageât en la forme ordinaire par l'entremiſe d'aucun Mediateur à qui il puiſſe avoir recours, & auprès duquel il puiſſe faire les diligences convenables, il n'a pas pu faire autrement pour faire valoir, & conſerver les Droits du dit Seigneur Marquis d'Aix, que d'en informer les Miniſtres des Puiſſances interéſſées en la Guerre, & qui ſont au Congrès de la Paix, & de rendre public dans le lieu de ſon Aſſemblee, un Ecrit contenant les raiſons & les moyens ſur leſquels ſes Droits ſont fondés exclusivement à tous autres Prétendans, pour que par le moyen du ſus-dit Ecrit chacun pût être inſtruit des dits Droits dans les temps préſens, & dans ceux à venir; & qu'il conſte que le Seigneur Marquis d'Aix n'a donné, ne donne, ni ne prétend donner aucun conſentement exprès ni tacite a toutes les Diſpoſitions, Conventions, & Traites, qui peuvent avoir été, ou être faits concernant la Principauté d'Orange, au préjudice de ſes Droits, ainſi que le Soubſigné proteſte pour & au nom du dit Seigneur Marquis d'Aix, & que tout ce qui a été, peut être, ou ſera fait au contraire, ne peut, ni ne pourra lui préjudicier en aucune maniere, comme fait à ſon inſceu, ſans ſon conſentement, & par force majeure. Déclarant que le dit Seigneur Marquis d'Aix eſt ſi convaincu de la Juſtice, & de l'Equité de Sa Majeſté Très-Chretienne, de la Juriſdiction de laquelle la Principauté d'Orange releve, qu'il ne doute point que Sa Majeſté ne la lui rende ſur ces Droits & prétenſions, comme il l'en ſupplie très-humblement.

Et pour plus grande Notorieté de cette Proteſtation le Sous-ſigné la dépoſe avec la ſus-dite Procuration en Original dans les Archives de l'Hôtel de Ville d'Utrecht, avec le Sommaire des Droits du dit Seigneur. Réquerant le Vénérable Magiſtrat & Régence, de lui accorder Acte des ſus-dites Proteſtations & dépoſt. Fait à Utrecht le dernier Mai Mil ſept cens & treize.

P. J. MARQUET.

Procuration pour faire les Proteſtations néceſſaires pour ne pas laiſſer preſcrire ni préjudicier aux Droits du Sieur Marquis d'Aix ſur la Principauté d'Orange.

ANNO 1713.

L'An mil ſept cens & treize, le ſecond jour du mois de Mars à Turin dans l'Etude de moi Notaire jadis Procureur au Souverain Sénat de Piemont ſouſſigné, Paroiſſe des S. S. Jacques & Philipes, deſſervie par les R. R. P. P. de St. Auguſtin par devant moi dit Notaire, & en preſence de Temoins ci-bas ſignés.

Fut preſent en ſa perſonne établi Haut & Puiſſant Seigneur Meſſire Victor Amé de Seiſſel, Marquis d'Aix, de Chatillon, de la Sarra, & autres Terres en Savoie, Baron de Migliona en Breſſe, Collonel du Regiment de Savoie Infanterie, lequel ayant un Droit incontestable ſur la Principauté d'Orange, ſes Droits, & Dependances, comme repreſentant la perſonne de feu Meſſire Jean Comte de la Chambre, & celui-ci ayant Droit de la Dame Françoiſe de Seiſſel pour les Cauſes exprimées dans l'Arrêt rendu contradictoirement par la Cour du Parlement de Grenoble en 1543. qui fut executé, & eut ſon effet pour quelques années, & depuis ſuſpendu par œuvres de fait, & ayant tant lui, que les Seigneurs ſes Anceſtres de tems en tems reclamé & proteſté de vouloir faire revivre le dit Arrêt, comme il craint que dans les conjonctures du tems preſent les Puiſſances ne prennent quelques meſures qui pourroient lui être prejudiciables, & afin qu'il conſte en tout tems & lieu qu'il n'a jamais ni Meſſieurs ſes Anteceſſeurs entendu de receder du dit Droit ſur la Principauté d'Orange, Droits, & Dependances; mais qu'il prétend, quand il en aura la liberté, d'agir par juſtice contre celui, ou ceux qui occuperont la dite Principauté pour en obtenir l'adjudication avec les revenus depuis l'indue occupation, afin qu'il ne lui ſoit imputé aucun conſentement, ni negligence, a jugé à propos de donner Pouvoir, & nommer Monſieur Pierre Ignace Marquet pour ſon Procureur quoique abſent, moi Notaire pour icelui acceptant, auquel le dit Seigneur Marquis d'Aix donne pouvoir, & autorité de s'oppoſer par voye de Juſtice, & Actes Judiciels par-devant quels Seigneurs, Juges, ou Magiſtrats, ou Deputés qu'il appartiendra, & en quel lieu que ce ſoit de l'Europe, à toutes Procedures, Executions, Etabliſſements, ou Reglements qui pourroient être faits par les Puiſſances à l'égard de la dite Principauté d'Orange, Droits & Dependances d'icelle, & qu'il proteſte dans tous les termes les plus efficaces de Droit que lui Seigneur Conſtituant pour lui, & ſes Succeſſeurs, ne conſent directement, ni indirectement, que la même Principauté ſoit accordée à autre perſonne, qu'a lui-même, comme étant le vrai & légitime Succeſſeur à la dite Principaute, qu'il entend agir quand il en aura la liberté, & lui ſera permis, contre tous Poſſeſſeurs, & qu'on ne lui puiſſe jamais oppoſer quelque acquieſcence, ou preſcription, ni autre Titre qui puiſſe l'exclure de ſon dit Droit, faire ſignifier à toutes les Perſonnes, & en tous les Lieux qu'il trouvera bon cette ſienne Proteſtation qu'il declare vouloir renouveller dans toutes les occaſions qui lui ſeront favorables, & permiſes, & généralement agir en tout, & par-tout comme il croira de la juſtice, & avantage. Et quand le dit Sieur Pierre Ignace Marquet Procureur ſusdit ne pourroit pas vaquer à ce que deſſus, le dit Seigneur Conſtituant lui donne pouvoir de ſubſtituer tel autre Procureur qu'il voudra, auquel dès à preſent il donne même pouvoir qu'au Sieur nommé & conſtitué, & que tant lui Sieur Conſtitué, qu'autre à ſubſtituer, faſſent tout ce que feroit, ou pourroit faire lui Seigneur Conſtituant, quand même il ſe traiteroit de fait tel qu'il requit un Pouvoir plus ſpecifique, que par ce Preſent n'eſt exprimé. Promettant avoir le tout agreable ſans y venir au contraire a peine de tous depens, dommages, & interêts, ſous l'obligation de tous ſes Biens preſents & a venir; avec la clauſe du Conſtitut poſſeſſe, par ſon ferment prêté, les Ecritures touchées, entre mes mains de moi Notaire ſouſſigné avec eleſtion de Domicile à la maniere accoutumee, dont il m'a demande Acte.

Lequel je Jaques Paſcalis Notaire Ducal Royal & jadis Procureur au Souverain Senat de Piemont ai accordé, & reçu en public au Lieu que deſſus, en preſence de R. Meſſire de Pierre André Bo, preſeche célebrant du Lieu de St. Maurice près de Turin, & Jean Maurin de la Paroiſſe de la Trinité en Savoie, temoins appelles & après le Seigneur Conſtituant ſignés comme ſuit.

ANNO 1713.

Stiffel d'Aix.

P. Pierre André,
Jean Maurin temoin.

Paſcalis Notaire.

Ignatius Carrocius J. U. D. Collegiatus Præpoſitus & Canonicus Eccleſiæ Metropolitanæ Taurini, ejuſdemque Civitatis & Diœceſis, Sede Archiepiſcopali vacante, Vicarius Generalis Capitularis. Univerſis notum facimus & teſtamur, ſupraſcriptum Dominum Jacobum Paſcalis, qui ſupraſcriptum Actum recepit, & manuali ſubſcripſit, fuiſſe & eſſe Notarium publicum, legalem & fide dignum, ejusque ſcripturis publicis ſemper adhibitam fuiſſe, & adhiberi fidem in Judicio & extra. In quorum fidem, &c. Datum Taurini die tertia Menſis Martii Anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi tertii.

Groſſus.

LXXXIX.

5. Juin. *Renovazione della Pace di Pruth, e della Confirmazione d'eſſa fatta a li 5 d'Aprile 1712. trà la Fulgida Porta* OTTOMANA, *e la Maeſta Czarea di* MOSCOVIA *per 25 anni In Adrianopoli li 5 di Giugno 1713.* [Copie envoyée de Conſtantinople par un Miniſtre public.]

L'Eſercito della Fulgida Porta conſligendo mortalmente nelle ſponde dell' aqua Pruth con ſua Czarea Maieſtà, ed il ſuo Eſercito, onde per a di Dio volontà havendo ridotta ſua Czarea Majeſtà, ed il ſuo Eſercito in ſtrettezza, la detta ſua Czarea Majeſtà richieſe l'aggiuſtamento, e dalla parte della F. Porta fù accettato, al lor quando ſe diſcorſo circa la ſpecificatione delli Articoli della buona Pace, acciòche ſi conſegnaſſe alla parte della F. Porta la Fortezza d'Aſak, come e ſtata preſa di prima con le Terre e ſuoi Apendici, e chè totalmente ſi demoliſſero le Fortezze Saigan, e Kamenchi, e la nuova Fortezza, che ſù alla riva di Samara, e che gli Canoni con le munitioni, che ſerano in Kamenchi ſi doveſſero intieramente conſegnare alla Parte della F. Porta, e che in avenire non ſi doveſſe in detti luoghi fabricare d'ambe le parti Fortezza, e che non doveſſero moleſtarſi mai piu dalla parte di ſua Czarea Majeſtà gli Barbaſchi e Pothali dipendenti dai Polachi, e quelli Coſachi dipendenti dalla parte del Han di Crimea, mà como e ſtato di prima ritiri la ſua mano de quelle parti, ed in avenire ſuorà delli Mercanti, che vanno e venghano colla Mercanzia per terra al Cuſtodito Dominio della F. Porta che non doveſſe eſiſtere dalla parte di ſua Czarea Majeſta alcuno in figura dell' Ambaſciadore, e coſi preſentemente come nel traſcorſo quanti Muſulmani ſono fatti ſchiavi ſi reſtituiſſero alla parte della F. Porta, che il Re di Suecia ricorſo ſotto Pala benigna della F. Porta per l'avenire non ſi debba da parte di ſua Majeſta Czarea in alcuna forma impedire, e moleſtare nell' andata ſua con ſicurezza e ſalvamente verſo il proprio Paeſe, e ſe frà loro ſi acconſentiſſe, e ſi aggiuſtaſſe, faceſſero la Pace. Onde eſſendo ſtati conchiuſi gli Articoli ſopra ſcritti, la reſa della Fortezza di Aſak alla parte della F. Porta, e la demolitione di Taignan contra gli Articoli della Pace prolongata, e rittardata, oltre di ciò alcuni da gli Articoli del Trattato non eſſendoſi adempiti, e d' alcune promeſſe e conditioni non oſſervateſi della parte di ſua Czarea Majeſtà, perciò nell' Anno 1712 da nuovo fù ſtimata neceſſaria la Guerra. Et havendo per l'adietro noi Baron Pietro Schiafirov Vice-Chancelliere, ed il Generale Maggiore Graf Michaële Scheremetof, i già ſtati Oſtaggi Plenipotentiarii di ſua Czarea Majeſtà in ſin all' adempimento delli Articoli della Pace, fatta da noi la richieſta alli Excellentiſſimi Signori Ambaſciadori d'Inghilterra e d'Olanda eſiſtenti alla F. Porta accio quelli Signori Ambaſciadori ſi frà poneſſero in Mezzo, e trattando ſi l'affare della buona Pace, Venne l'avifo della Reſa della Fortezza d'Aſak alla F. Porta, dalla parte di ſua Czarea Majeſtà, e della demolitione di Taigan, s'e diſcorſo che ſi levaſſero dalla parte di ſua Czarea Majeſtà li accidenti contrarii alla coofirmatione della Pace e nell' Anno 1712 d'Aprile 5. giorno in tempo di Juſſus Paſcia ſù ſupremo Veſire doppò chè un altra volta ſù terminato l'Affare della Pace; nelle ſcritture, che all' hora ſi contracambiarono d'ambe le parti, e ſin' al preſente cuſtodire nella Forma ſcritta e ſegnata, ſi conchiuſero ſopra ſette punti li patti della Pace, nel primo di queſto ſette punti ſù ſpecificato e notato, che ſua Czarea Majeſtà dalla data Scrittura in quel tempo in ſin al termine 30. Giorni doveſſe ritirar le ſue Trouppe; che erano da queſta parte in Polonia, e da quella parte della medema in termine di 3 Meſi, e che in Polonia non reſtaſſe alcune delle Truppe di ſua Czarea Majeſtà e che non s'ingeriſſe nelli affari dei Polachi, e ſotto alcuo pretetto di qua avanti non mandaiſe le ſue Trouppe in Polonja, ma chè totalmente ritiraſſe la mano della medeſima, nulladimeno non ſolamente il Chan di Crimea, ma ancor il Commendante di Bender, e la gente delle Frontiere havevanno informato la F. Porta che ſua Czarea Majeſtà non hà oſſervato queſto Patto; e non hà fatto uſcir dalla Polonia le ſue Truppe in tempo ſopra ſcritto. Similmente per gli aviſi delle homini fedeli, che vanno & vengano alla F. Porta, ſi e ſaputo qualmente in Polocria vi erano in diverſi luoghi à Compagnie le Truppe di ſua Czarea Majeſtà; Oltro di ciò ſi ſpedito in Polonia dalla parte della F. Porta il ſecondo Cavallerizzo Ahmed Bei per l'informatione di tal Intereſſe, quale andato e tornato, chè ſu racontato, che gli Primati di Polonia hanno detto e parlato con lui faccia à faccia; che ſicuramente nella medema in diverſe parti vi ſono delle Truppe di ſua Czarea Majeſta, e maſſimè, che la detta ſua Czarea Majeſtà frà il termine ſopra ſcritto con le ſue Truppe foſſe paſſato per Polonia verſo Pomerania Suezzeſe, ed in tempo del ſuo ritorno eſſendo chiaro ed evidente paſſo contro la Pace, alla F. Porta di nuovo ſi fecero gli apparecchi della Guerra, e ſi venne in Adrianopoli con intentione di Combatimento. Ed eſſendo riſſolta la moſſa per la prima vera, noi habbiamo mandato alla F. Porta diverſe volte Memoriali, pregando l'eſcuſatione per il ſucceſſo contrario alla promeſſa della Pace, come pure la licenza per la Conferenzza, acciòſi confermino e ſtabiliſchino come ſi deue gli Articoli della Pace, per ciò per pietà è Compaſſione verſo il Popolo di Dio La F. Porta fece condurre noi oltaggi da Conſtantinopoli in Adrianopoli, e trattando l'Affare della Pace ſi fece fondamento à qualch' Articolo certi Patti di quella Paci fatta per l'avanti nelle ſponde di Pruth reſtando nel loro tenore alcuni punti, che v'erano nella ſcrittura di Juſſuf Paſcia, però quelli che non occorrevano ad eſſer ſcambiati, e certi punti aggionti, e certe annullati, e con proue meſſi in buona forma conchiudendo 4 punti da nuovo, che tutti affieme conchiuſi, ſi oumerano per 11 punti e patti d'amicitia, che qui ſotto ſi notaranno.

Primò. Sua Czarea Majeſtà farà uſcire dalla Polonia le ſue Truppe in termine di due Meſi dalla ſignatura di queſto Inſtromento, e non reſti in Polonia alcun delle Truppe di ſua Czarea Majeſtà, con dire, che ſi ſiano meſſi fuori del ſuo ſervitio avanti ò doppo la ſignatura di queſto Inſtromento, e che non ſono ſue Truppe, e ſotto queſti preteſti eſcuſe non vi reſtino, mà debba fargli uſcire dalla Polonia in termine di due Meſi, e che non debba ingerirſi nel Governo delli affari dei Polachi ed in avenire ſotto qual ſi ſia preteſto non rimandi le ſue Truppe nella Polonia, mà ritiri la mano totalmente da quella, e per voler anche preſtar ajuto in Pomerania, non debba paſſar dalla Polonia, e dalle Terre dipendenti da quella; E volendo ſua Czarea Majeſtà e le ſue Trouppe tornariſene dalla Pomerania, paſſino tutti almeno una voltà verſo Moſcovia dal Confine di quella Parte di Polonia, e non paſſi più dalla Polonia per Pomerania. Mà ſe il Re di Suezia, ò pur le ſue Truppe entraſſero in Polonia è commoveſſero gli Polachi contro gli Moſcoviti, e ſe gli medemi col Re di Suezia ſi congiungeſſero, e con queſta maniera rendendo ſi la cattiva Intentione delli Nemici per la Guerra, chè quella volta ſia lecito alle Truppe di ſua Czarea Majeſtà entrar nelle Polonia ed uſar hoſtilità contro gli ſuoi Nemici, è che ciò la F. Porta non attribuiſca alla Rotura della Pace. E per la ſudetta cauſa accadendo la Battaglia trà ſua Czarea

ANNO 1713.

ANNO 1713. Czarea Majeſtà ed' il Re di Suezia nella Polonia, e poi doppo la Battaglia ſortendo della Medema la Majeſtà Suezeſe con le ſue Truppe, e ritirandoſene, ſua Majeſtà Czarea ancora non poſſa trattenerſi nella Polonia, mà con tutte le ſue Truppe ſi ritiri, e ſotto niſſun pretetto vi reſtino delle Truppe di ſua Czarea Majeſtà in Polonia, ed' il Re di Suezia paſſando per Polonia verſo il ſuo Paeſe coll' amicizia, e coll' aiuto della F. Porta, ſotto tal pretetto ſua Czarea Majeſtà ovvero le ſue Truppe non debbano entrar in Polonia.

Secondo la Fulgida Porta quando vorrà mandar il Re di Suezia al ſuo Paeſe, lo mandi per quella via che vole, mà che non ſia preſcritto il termine, ne via, e ſe la F. Porta vuoleſſe mandar il detto Re per gli Paeſi di Moſcovia, ſinché arrivi al ſuo Paeſe, il medemo, le ſue Truppe, è le Truppe che col detto ſaranno deſtinate dalla F. Porta, non poſſino far alcun danno ne pregiudizio al Dominio di ſua Czarea Majeſtà ed alli Sudditi d'eſſa apertamente ne occultamente. Similmente al Re di Suezia nel' andare, ſin chè arrivi al ſuo Paeſe il detto Rè, alle ſue Truppe, ed' à quelle, chè con lui dalla F. Porta ſaranno aſſegnate, da ſua Czarea Majeſtà, e ſuoi dipendenti apertamente, ne occultamente verun danno ne pregiudizio ſia recato, mà ſane e ſalve poſſino andare è doppo l'arrivò del ſudetto Re al ſuo Paeſe, alle Truppe della F. Porta nel loro ritorno non ſia fatto apertamente, ne occultamente alcun danno, ne prejudizio dalli Moſcoviti e dipendenti di ſua Czarea Majeſtà, mà ſane e ſalve ritornino.

Tertio. Li Coſacki colli loro Paeſi e Fortezze, che ſi ritrovano da quella Parte dell' aqua di Boriſtene eſſendo in poſſeſſo di ſua Czarea Majeſtà di nuovo ſotto il di lui poſſeſſo como prima reſtino, e la Fortezza di Chiovia, che ſi truova da queſta parte della detta aqua, con le Palanghe e con il confine antico della Fortezza di Chiovia in conformità furono fatti in tempo di Sultan Mehmet già defonto, debbano eſſer ſotto il poſſeſſo della detta ſua Czarea Majeſtà dal tutto, poi il reſtante da queſta parte del fiume di Boriſtene debba totalmente tirar la mano come pure ſua Czarea Majeſtà tirarà la mano della Penniſola di Suezia, chè ſi truova attacata da queſta parte ſul medemo Fiume. E li Coſachi che reſtano à ſua Czarea Majeſtà apertamente ne occultamente non poſſino danneggiare gli habitanti di Crimea, come anchè gli habitanti delle Provincie Muſulmane dipendenti dalla F. Porta ne contro la Pace farli alcun danno ne pregiudizio, e ſe faranno paſſi contro la Pace, ſua Czarea Majeſtà non trovi ſenſe con dire: non ſono Moſcoviti, mà Coſachi, mà li caſtighi, è gli prohibiſca di non fare ſimili eſorbitanze; ſimilmente anche la Nation Tartara, e li Coſachi, che ſono dalla parte della F. Porta, non poſſino recear danno alcuno, ne pregiudizio contro la Pace tanti alli Moſcoviti, como alli Coſachi, che reſtano à ſua Czarea Majeſtà, mà ſe faranno alcun paſſo contro la Pace della Fulgida Porta ſiano caſtigati.

Quartò. Eſſendo ſituata la Fortezza d'Aſak confine della Frontiera della F. Porta, e ſimilmente quella di Circaſchi nel confine della Frontiera di ſua Czarea Majeſtà quali ſono Piazze de Frontiera, è frà queſte due Piazze il fabricar di nuovo qualche Fortezza, potendo far naſcere, e caggionare delle turbolenze, ed imbrogli, che ne dall' una, ne d'all' altra parte poſſino fabricar Fortezze trà le ſudette Piazze, ed eſſendo ſtato paticito nell'Inſtromento di Juſſuf Paſcia, che in tempo di quattro Meſi ſi debbano demolire la Fortezze e Fabriche in forma di Fortezze fatte per l'adietro ſopra le terre della Fortezza di Cerchieſchierman frà la detta, e quella d'Aſak, quale fù fabricata per metter le Munitioni in tempo della Reſa d'Aſak alla F. Porta, e demolitione di Tangaroch, qual patto ſe fin al preſente non è ſtato per à pieno eſeguito, ſi debba eſeguir pienamente ſenza dilatione mà mentre la Fortezza d'Aſak fù nel poſſeſſo di ſua Czarea Majeſtà di rimpetto alla detta Fortezza ſu la riva del Fiume Tanai fù fabricata una Fortificatione da ſua Czarea Majeſtà, e nel tempo, chè fù reſa la detta Fortezza d'Aſak alla F. Porta la di ſopra accennata Fortificatione fù demolita, e non eſſendo vi altra ſeparatione trà Aſak e la detta rouinata Fortificatione ſe non il Fiume Tanai, ed eſſendo la ſuderta Fortificazione apartenente alle Fortificationi d'Aſak, ſe la F. Porta vuoleſſe ſopra il demolito fabricare qualche fortezza, la poſſi fabricare.

Quinto. Eſſendo regiſtrato nell' Inſtromento conchiuſo della Pace, che la Fortezza d'Aſak ſia reſa nella forma, che ſtata preſa per l'adietro con le ſue Terre ed altre Dipendenze, laqual Fortezza nel tempo, chè fù eſpugnata da ſua Czarea Majeſtà v'érano dentro ſeſſanta Pezzi di Canoni di Bronzo alla ſudetta Fortezza, eſſendo quella Volta conſegnata alla F. Porta non furono laſciati li detti Canoni di Bronzo alla ſudetta Fortezza, mà nel loro luogo ſi laſciarano Canoni di Ferro, e per far venir in luce gli ſudetti Canoni, per reſtituirli alla F. Porta con tutta diligenza ſi pigliarà un eſatta Informatione, e quelli che ſi trouvarano in eſſere, ſenza renitenza ſaranno reſtituiti da ſua Czarea Majeſtà alla F. Porta, e per quelli, che non ſi trouvano in eſſere, ſi dara un prezzo equivalente alla medema Fulgida Porta, e doppo, che ſaranno reſtituiti è gli Canoni in ſpecie, è pure il loro prezzo equivalente, gli Canoni di Ferro reſi in luogo di quelli di Bronzo ſaranno reſtituiti à ſua Czarea Majeſtà.

Sexto. Doppo il Tratato di Pace conchiuſo in confini di Moldavia furono demolite la Fortezza di Camichi, e la nuova Fortezza ſituata ſù le bocche di Samarra fù accordato, che per l'avenire non ſi puoſſo fabricare d'ambe due le parti ſul detto luogo Fortezza: Coſi per l'avenire ſara oſſervato quello Articolo, ſenza che ſi puoſſa fabricare d'ambe due le parti nelli detti luoghi nova Fortezza.

Septimò. Le Confine s'habbi da tagliare dal luogho, dove ſi meſcolano nell' aqua di Boriſtene l'aqua di Samarra ed Erel giuſto per mezzo delle ſupra dette aque in ſin alle loro Origini la parte di Samarra ſia ſotto il poſſeſſo della F. Porta, ed in quelli luoghi dalla parte della F. Porta non ſi poſſa fabricare Fortezza, Caſtello, è Palanga. La parte d'Erel debba eſſer ſotto il poſſeſſo di ſua Czarea Majeſtà, e parimente dalla Majeſtà Czarea in quelli Luoghi non ſi debba fabricare di nuovo Fortezza, Caſtello, è Palanga. Ed eſſendo per l'avanti ſcritto nelli Trattati della Pace conchiuſa alle ſponde dell' aqua di Pruth trà la F. Porta, e ſua Czarea Majeſtà, che la Fortezza d'Aſak ſi debba conſegnare alla parte della F. Porta, come fù preſa per l'avanti colle ſue Terre ed altre Apendici, dall' Origine delle ſopradetta aque Samarra ed Erel inſin al Tanai ed Aſak, le Terre, che ſono frà mezzo ſi limitino in quella conformità, come fù in tempo, che la F. Porta poſſedeva primà, chè il detto Aſak entraſſe nelle mani di ſua Czarea Majeſtà, è reſtino à quella parte, dalla quale ab Antico ſono ſtate poſſedute ſecondo l'antica forma con tutto ciò in quelli luoghi, ſevi ſono Fortezze è Palanghe, reſtino nel poſſeſſo, come prima di quello, che preſentemente lo poſſiede, e li luoghi Vicini di Mins rouinati, reſtino come ſono rouinati.

Octavò. Li Moſcoviti, Coſachi, ed altri dipendenti da ſua Czarea Majeſtà non faccino oltraggi, ed eccèſſi di ſorte alcuna alli Sudditi del Confine Ottomano, come ſono Aſak, Crimea, ed' altri, e non piglinò ſciavi, e non portino via gl'animali, ne rechino danni, ed oltraggi ad alcuno publicamente, è ſecretamente, mà li detti ſiano impediti da ogni tal oltraggio ed inſolenza formamente, e ſuccedendo qualche, l'or attentione contrò li Patti della buona pace, ſi debbano caſtigare formamente, e publicamente, e coſi ancho dalla parte della F. Porta, ſi diano ordini alli Hani di Crimea, alli Calgai Nuradioi, ed altri Sultani, ed alla Gente Tartara, alli Commendanti è Giudici dalli confini, accio anche da loro non ſi vada ne con poco, ne con molto Eſercito alli Sudditi, e nelli Paeſi di ſua Czarea Majeſtà è non faccino oltraggi ed eccèſſi, non piglino ſciavi, non portino vià gli loro animali, e non gli rechino danni, ne pregiudicii ne publicamente ne ſecretamente, e non gli moleſtino in alcuna forma, è quando ſi veniſſe in cognitione eſſerſi ritrouvati rafi in una attione contraria alla buona Pace, non ſi debbano proteger, mà caſtigare conforme il loro delitto in Virtu della giuſta Giuſtitia, e tutto quello che d'ambe le Parti verra ad eſſer depredato ſi facci ritrouvare, e render ai ſuoi Padroni, e ſuccedendo d'ambe le parta qualche lite per tali eccèſſi, quella lite debbano guardare giuſtamente gli Hani di Crimea, ed i Sultani, che ſono Seraskierì ed i Commendanti, e Giudici delli Confini d'ambe le parti facendoſi la retta Giuſtitia, ed' oſſervandoſi d'ambe le parti gli patti della buona Pace, s'impediſcano tal inconvenienza. Se poi vi ſuccedeſſero afari, che i Commendanti ed i Giudici dei Confini d'ambo le parti non puoteſſero deciderli, l'ap-

ANNO 1713. l'appellino alla F. Porta, e tal liti debbano guardare al poſſibil preſto, non transcurandoſi ne prolongandoſi la Deciſione.

Nono. E ſe la Natione Calmuca moſtrando hoſtilità farà danni e pregiudicii alla Gente di Crimea dipendente dalla F. Porta, ed alli Nagai e Cercheſi dipendenti dalla Crimea, frà tali Calmuchi non ſi debba truovar alcun Moſcovita, ne men dipendente da Moſcovia. Parimente gli Cremeſi, ed altra Gente Tartara colla ſcuſa delli Calmuchi non debbano recar danni, ne pregiudicii agli Moſcoviti, ed alli Paeſi Moſcoviti, e ſuccedendo tal danni e pregiudicii frà ambe le parti ſi dovranno caſtigare e fortemente frenare tali cattivi huomini, e ſi debba reſtituir d'ambe le Parti la Robba ed Animali depredati.

Decimò E per l'Affare della domanda circa gli Crimeſi propoſto dalla parte della F. Porta, non havendo noi la Plenipotenza, e preſentemente non ſapendo ſopra queſto Affare l'intentione di ſua Czarea Majeſtà, ſi debba in altro tempo diſcorrere ed accordare col conſenſo d'ambe le parti.

Undecimò. Dalla Data di queſto Inſtromento ſucceſſivamente ſi aſſegnò il termine di queſta Pace per Anni 25. ed in queſto tempo di Pace e termine della Coltivatione della detta ſi procurarà d'ambe due le Parti con tutta la diligenza d'oſſervar le Conventioni della buona Pace, qui ſopra proliſſamente notate, ed avanti chè ſpiri il ſudetto termine, ſe ſi verrà prolongare la Pace con Conſenſo d'ambe le Parti ſi poſſa prolongare, e doppo che ſarà notificato à ſua Czarea Majeſtà l'accordo fatto di queſta buona Pace, che detta ſua Czarea Majeſtà colle ſue Lettere notificarà la ratificatione, aſſegnando da parte ſua un Ambaſciadore degno di ſtima, per ricever le Capitulatione da parte della Præfulgida Porta, ed' al Giorno, che ſi terminò queſta buona Pace, e dalla data di queſto Inſtromento, cioe dell' Anno 1713. 5tò di Giugno, in fin al termine di 90 Giorni debba venir il ſuo Ambaſciadore ed arrivar' alla F. Porta, e venuto, che ſara il detto Ambaſciadore noi Oſtaggi Plenipotentiarii aſſieme con lui haveremo da ricevere le Capitulationi Imperiali. è fuori d'egl' Articoli notificati in queſto Inſtromento, ſe ſi vorrà d'ambe le parti aggiongere qualchi Articoli Vantaggioſi e profitevoli ad ambe le Parti, oſſervando le Conventioni della buona Amicitia, ſincerità ed accordi, ſi conferirà col Ambaſciadore, chè ha da venire da parte di ſua Czarea Majeſtà, e ſia lecito di aggiongerli nelle Capitulationi, e non accordandoſi in quel tempo nuovo Articolo nella forma ſopra detta, che queſto preſente accordato Inſtromento del Trattato, ſia confermato, e ratificato della F. Porta, onde ſopra detti 11. Punti, patti, ed accordi noi ſopradetti in vertu della noſtra Plenipotenza havendo dato alla parte della Præfulgida Porta queſto Inſtromento Autentico, ſigillato e ſottoſcritto col noſtro pugno, ſcritta in Lingua Ruſſiana e poi tradotto da Noi in Lingua Italiana, per cio ancor noi parimente habbiamo ricevuto dalla F. Porta l'Inſtromento in Turco ſottoſcritto e ſigillato col proprio pugno del' Illuſtriſſimo ed Excellentiſſimo ſupremo Vefire Ali Paſcia, in virtu della ſua abſoluta luogotenenza. Pervenuto dunque, che ſarà dalla parte di ſua Czarea Majeſtà quell' Ambaſciadore, che deve eſſer aſſegnato, ed oſſervati che ſaranno gli Patti della buona Pace, e che ci ſaranno date le Capitulationi ed adempiti gli Capitoli, come pure quando terminaremo il noſtro Miniſterio, all' hora ſi debba prometter, e dar la licenza dalla F. Ponte tanto a Noi ſopra accennati, quanto all' Ambaſciadore, che devrà venire, acciò poſſiamo andar verſo la parte di ſua Czarea Majeſtà noſtro Clementiſſimo Padrone.

3. Juillet. *Le même* (1) *Traité traduit en François, ſelon Monſ. Theyls en ſes Memoires pour ſervir à l'Hiſtoire de Charles XII. en date du 3. Juillet* 1713. [W. THEYLS Memoires pour ſervir à l'Hiſt. de Charles XII. Roi de Suede. pag. 129.]

(1) La Copie de Mr. Theyls eſt defectueuſe, le Preambule entier y manque & elle differe en quelque choſe de l'Italienne, qu'on croit avoir été tirée mot à mot de l'Inſtrument des Moſcovites. Mais comme il avoit eu quelque part dans la Negociation en qualité d'Interprête & Chancelier de l'Ambaſſadeur de L. H. P. les Etats Generaux des Provinces Unies, on a cru ne devoir pas la ſupprimer. (Dum.)

ANNO 1713.

I. QUe Sa Maj. Cz. ſera ſortir, dans l'intervalle de deux mois à compter du jour de la ſignature des Préſentes, toutes ſes Troupes hors de la Pologne, ſans y en laiſſer aucune ſous quelque prétexte qu'elles ne ſont plus à ſon ſervice, ou que ce ne ſont pas de ſes Troupes, ou ſous quelque autre prétexte que ce ſoit. Les dites Troupes vuideront la Pologne dans ledit tems de deux mois, ſans que ſa dite Maj. puiſſe les y faire rentrer ſous quelque prétexte que ce ſoit; Comme auſſi que S. M. Cz. ne pourra ſe mêler en aucune maniere des affaires de la Pologne & de ſon Gouvernement, & ſi Sa Maj. Cz. juge a propos d'envoyer quelques Troupes auxiliaires en *Pomeranie*, elles ne pouront paſſer ni par la Pologne ni par autres Terres qui en dépendent, auſſi lorſque S. M. Cz. retirera leſdites Troupes de la *Pomeranie*, elles ne pourront paſſer tout au plus qu'une fois ſur l'extremité des Frontieres de Pologne; ſans pouvoir une ſeconde fois repaſſer en *Pomeranie* par les Terres en Pologne.

Mais au ras que le Roi de Suede ou ſes Troupes vinſſent à faire une invaſion en Pologne, & à ſoulever les Polonois contre les Moſcovites, en les cogeant dans une Alliance avec Sa Maj. Suéd. deſorte qu'il ſoit viſible, que leur deſſein tende a une Guerre ouverte; alors il ſera libre à Sa Maj. Cz. d'entrer auſſi en Pologne & de commettre telles hoſtilités qu'Elle voudra contre ſes Ennemis: ce que la Haute Porte ne conſiderera pas comme une rupture de la Paix. S'il y avoit une Bataille entre les Troupes de S. M. Cz. & celles du Roi de Suède, de ſorte qu'après la dite Bataille S. M. S. ſe retirât avec ſes Troupes, S. M. Cz. ne poura y reſter, & ſera obligée de ſa retirer auſſitôt avec ſes Troupes hors de ce Royaume, ſans qu'il en reſte aucune en Pologne, ſous quelque prétexte que ce ſoit. De plus au cas que S. M. S. paſſe amiablement avec le ſecours de la Porte au travers de la Pologne, pour retourner dans ſes Etats, S. Maj. Cz. ne poura pour cette raiſon envoyer aucunes Troupes en Pologne.

II. Lorſque la Porte jugera à propos de renvoyer le Roi de Suède dans ſes Etats, ce ſera par tel chemin qu'on trouvera bon, & on ne ſera pas obligé de fixer le tems, ni de determiner la route: Au cas que la Porte veuille que S. M. S. paſſe par les Etats de S. M. Cz. avec l'Eſcorte qu'elle lui donnera, leſdites Troupes ne pouront cauſer aucun domage, ni aux Sujets de S. M. Ch. juſqu'à leur arrivée en Suede, ſoit publiquement, ſoit d'une maniere indirecte; S. M. Cz. ſera tenue d'obſerver la même choſe de ſon côté, juſqu'à ce que le Roi de Suède ſoit arrivé dans ſon Païs avec ſes Troupes & celles que la Porte lui accordera: de ſorte qu'il ne lui ſera fait aucun domage ou préjudice, ni directement ni indirectement, & bien loin de-là, on le laiſſera paſſer en Paix & tranquillement juſqu'à ce qu'il ſoit arrivé au lieu dit: tout de même il ne ſera fait aucun tort ou préjudice publiquement ou ſecretement, ni par S. M. Cz. ni par ceux qui dépendent d'Elle, aux Troupes de la Porte, pendant leur retour.

III. Les *Coſaques* & leurs terres, qui ſont de l'autre côté du *Boriſthènes* ſous l'obeïſſance & de la dependance de S. M. Cz. demeureront comme ci-devant ſous ſa dépendance; la Forteresſe de *Kiovie* avec ſa *Palangue* & ces vieilles limites au deça de ce fleuve reſtera au pouvoir de S. M. Cz. de la même maniere qu'il a été arrêté du tems du *Sultan Mahomet*; mais Sa Maj. Cz. cedera tout le reſte qui eſt en deça du *Boriſthenes*, comme auſſi l'Iſle de *Sucia*, qu'on a reunie à ce côté-ci du Fleuve. De plus les *Coſaques* retenus ſous l'obeïſſance de S. Maj. Cz. ne pouront en aucune maniere, ſoit publiquement ou ſecretement, faire le moindre tort, contre la Paix, aux Habitans de la *Crimée* ou des autres Provinces de l'Empire *Ottoman*, encore moins leur faire aucune violence ou domage; & le contraire arrivant, Sa Maj. Cz. ne poura s'excuſer en diſant que ce ne ſont pas des *Moſcovites*, mais des *Coſaques*, & Elle punira les coupables & leur defendra de commettre pareilles violences à l'avenir. De la même maniére il ſera défendu aux *Tartares* & aux *Coſaques* dependans de la Porte de faire le moindre tort ou préjudice, contre la Paix, aux Moſcovites, ou aux Coſaques dépendans de S. M. Cz. & au cas qu'ils faſſent quelque choſe au contraire, ils ſeront punis par la *Haute Porte*.

IV. D'autant que la Forteresſe d'*Aſoph* eſt une place Frontiere de la Porte, comme *Cercaski* eſt ſitué ſur

ANNO 1713. les Frontieres des Etats de S. Maj. Cz., & ſont conſiderées l'une & l'autre comme places Frontieres, & qu'en bâtiſſant quelque nouveau Fort entre les deux, cela pouroit cauſer quelque nouvelles brouilleries; on eſt convenu qu'on ne pourа ni d'un coté ni d'autre bâtir aucun Fort entre ces deux Places, & comme dans le Traité fait ſous *Jaſſof Paſcha*, il a été ſtipulé qu'on démoliroit dans le tems de quatre mois la Forteresſe, ou Bâtiment en forme de Forteresſe, conſtruit ſur le Territoire de *Cerkaski*, pour y mêtre à couvert les Munitions au tems de la reddition d'*Aſoph* & la démolition de *Taghanrock*, on eſt convenu de nouveau qu'au cas qu'on n'ait pas ſatisfait entierement à cet Article, il y ſera ſatisfait ſans aucun delai; Mais comme dans le tems qu'*Aſoph* étoit au pouvoir de S. M. Cz. on a bâti une Forteresſe ſur le bord du *Tanais*, & qu'au tems de la reſtitution d'*Aſoph* à la Porte, la dite Forteresſe a été demolie, d'autant que cette Forteresſe démolie n'eſt ſeparée d'*Aſoph* que par le *Tanais*, & que ce Fort dépendoit d'*Aſoph*; la Porte pourа, ſi elle veut, faire bâtir une autre Forteresſe, ſur le terrain de celle qui a été démolie.

V. Comme il a été ſtipulé dans le dernier Inſtrument de Paix que la Forteresſe d'*Aſoph* ſeroit rendue dans le même état où elle étoit lorſqu'elle fut priſe avec ſon Territoire & ſes dépendances, & que dans le tems qu'elle fut conquiſe par S. M. Cz., il y avoit 60. Pièces de Canons de fonte; que lors que la dite Forteresſe fut rendue à la Porte, ces Canons ne s'y trouverent point, mais en leur place des Canons de fer; Sa Maj. Cz. fera faire une exacte recherche avec toute la diligence pour retrouver leſdits Canons, deſorte que ceux qui ſeront retrouvés en nature ſeront rendus à la Porte, & la Valeur de ceux qui ne ſe trouveront pas ſera payée à la dite Porte, & après que la Porte aura reçu leſdits Canons en nature ou leur valeur, elle reſtituera les pièces de fer à Sa Maj. Cz.

VI. Comme ſuivant le Traité de Moldavie, la Forteresſe de *Caminieck* & celle qui étoit à l'embouchure de la *Samar* ont été démolies, & que l'on eſt convenu par ledit Traité, qu'à l'avenir, il ne pourа être bati de nouvelles Forteresſes de part ou d'autre aux dits endroits; ledit Article ſera tellement obſervé de part & d'autre, qu'à l'avenir il ne ſera bâtie de part ou d'autre aucune Forteresſe dans leſdits endroits.

VII. Les limites ſeroot marquées depuis l'endroit où les eaux de la *Samar* & de *l'Eret* ſe jettent dans celles du *Boriſthènes*, préciſement au milieu, jusqu'aux ſources desdites Rivieres, de ſorte que la partie de la *Samar* paſſera ſous la Domination de la Porte, ſans qu'il lui ſoit permis d'y bâtir aucune Forteresſe, Château, ou Palanque, & l'autre partie de *l'Eret*, reſtera à S. M. Cz. qui ne pourа auſſi y faire bâtir aucune nouvelle Forteresſe, Château, ou Palanque. Et comme il a été ſtipulé dans le Traité du *Prut* entre la Porte & Sa Maj. Cz. que la Forteresſe d'*Aſoph* ſeroit rendue à la Haute Porte dans l'état où elle étoit quand elle a été priſe par Sa Maj. Cz. avec ſes Dépendances depuis la *Samar* & l'*Eret* jusqu'au *Tanais* & à *Aſoph*, leſdites Terres ſeront coupées par le milieu & limitées en conformité dudit Article de la même maniere que la Porte les a poſſedées avant qu'*Aſoph* tombât entre les mains de S. M. Cz. afin qu'en conſequence la Poſſeſſion en ſoit rétablie ſur l'ancien pié, & au cas qu'il s'y trouve quelques Places, Forteresſes ou Palanques, elles reſteront, comme ci-devant, en la poſſeſſion de celui, qui en eſt actuellement Maître; Mais les Places qui ont été ruinées auprès de *Mars*, reſteront ainſi ruinées.

VIII. Il ſera ſeverement défendu aux *Coſaques*, Moſcovites ou autres dépendans de S. M. Cz. de faire le moindre tort ou la moindre violence, ſoit publiquement ou indirectement, aux Sujets *Ottomans*, leurs voiſins, ſoit à ceux d'*Aſoph* ou de la *Crimée*; comme de leur enlever leur Bétail, ou leur faire quelqu'autre tort; de ſorte que qui que ce ſoit ne ſoit expoſé à telles inſolences. Et au cas qu'on découvre que quelqu'un ait commis quelques tels actes contraires au Traité de Paix, le coupable ſera ſeverement puni en public; d'autre part la Porte commandera aux *Kans de la Crimée*, aux *Galgaimurzins* & autres *Sultans*, comme auſſi aux Commandans & Juges ſur les Frontieres de s'abſtenir de commettre la moindre inſolence, ſoit publiquement ſoit ſecretement, ſoit avec beaucoup ou peu de monde, ſur les Terres ou contre les Sujets de S. M. Cz. en enlevant des Eſclaves ou du Bétail, en leur cauſant quelqu'autre tort ou préjudice, ou en les moleſtant de quelqu'autre maniere que ce ſoit, & au cas qu'on découvre que quelqu'un ait commis quelques actions de ce genre contre la Paix, on ne protegera pas de telles perſonnes, mais elles ſeront punies par la Juſtice ſuivant la griéveté du crime, & on fera recherche des choſes enlevées, pour être reſtituées aux Proprietaires. Et au cas que quelque violence donnât lieu à quelques différends qui ne pouvoient être decidés par les *Kans de la Crimée*, par les autres *Sultans* ou par les Generaux, Commandans ou Juges des Frontieres de part & d'autre, on aura recours à la Haute Porte, bien entendu qu'en pareil cas on decidera tels différends le plutôt qu'il ſe pourа, ſans faire trainer les choſes en longueur. ANNO 1713.

IX. S'il arrivoit que les *Calmuques* fiſſent quelque tort ou préjudice aux Peuples de la *Crimée* ou de *Nogai* & aux *Circaſſes* dépendans de la *Crimée*, & qu'il ne ſe trouve parmi eux aucun Moſcovite ou dépendant de la Moſcovie, ſi ceux de la *Crimée* ou les *Tartares*, ſous prétexte de ſe vanger des *Calmuques*, commettoient quelques violences ſur les Terres ou contre les Sujets de la Moſcovie; les malfaiteurs ſeront punis de part & d'autre & le Butin reſtitué.

X. Comme nous n'avons aucun Plein-Pouvoir, & que nous ne ſommes en aucune maniere inſtruits des intentions de S. M. Cz. par raport aux choſes que la Porte propoſe en faveur de ceux de la *Crimée*, on parlera de cette affaire dans un autre tems pour en convenir, du conſentement des Parties intereſſées.

XI. Il eſt ſtipulé que pendant 25. années, à compter du jour de la ſignature du préſent Traité, la Paix ſera exactement entretenue de part & d'autre, & les conditions ci-deſſus exprimées ſincerement executées. Et au cas qu'avant l'expiration du dit terme les Parties jugent à propos de le prolonger, on pourа le faire. Auſſitôt qu'on aura donné connoiſſance de cette bonne Paix à S. Maj. Cz. ſa dite Maj. donnera avis de ſa Ratification par Lettre, & nommera un Ambaſſadeur de diſtinction pour venir recevoir de ſa part la Capitulation Imperiale, & le dit Ambaſſadeur devra ſe rendre à la Porte 90. jours après la concluſion de cette Paix à commencer à compter du 13. Juin 1713. V. St. A ſon arrivée à la Porte, nous recevrons avec lui la Capitulation Imperiale, & au cas qu'alors on voulut joindre au preſent Traité quelque Article avantageux & profitable aux deux Parties (ſans enfraindre au ſurplus la bonne harmonie & l'amitie deja reinblie) on en pourа conferer avec l'Ambaſſadeur, qui viendra de la part de S. M. Cz. & on pourа les ajouter à la Capitulation; Mais s'il arrivoit alors qu'on ne puiſſe convenir ſur quelques Articles, cela n'empêchera pas la Haute Porte de ratifier le ſuſdit Traité, tel qu'il eſt arrêté. En conſequence, en vertu de nos Plein-Pouvoirs, nous ſouſſignés avons apuyé du Sceau de nos Armes, & ſigné de notre main le ſuſdit Inſtrument autentique écrit en Langue Ruſſe & contenant les onze Articles ſtipulés & accordés: & après en avoir fait une traduction en *Italien*, nous l'avons conſigné à la Haute Porte, & en avons reçu un Inſtrument ſemblable en Langue Turque, ſigné & ſcellé par ſon Excellence le Grand Vizir *Ali Paſcha*, en vertu de ſon *Grand-Vizirat*; en conſequence de quoi auſſitôt l'arrivée de l'Ambaſſadeur, qui doit être nommée par S. M. Cz. & que la Capitulation nous aura été remiſe & le contenu d'icelle obſervé, notre Miniſtère étant alors achevé, la Porte nous permettra de partir avec le ſuſdit Ambaſſadeur, pour retourner auprès de Sa Maj. Cz. notre tres clement Seigneur & Maître.

Etoit ſigné

L. S. *Pierre Baron de Schaffirof.*

L. S. *Michel Scheremetow.*

XC.

Acuerdo y Combenzion hecha para la Execuzion del Tratado de Evacuazion de Cathaluña, *Yſlas de* Mallorca *y* Yviza, *accordado en Utrege el 14 de Marzo de eſté año, entre los* 22. Juin.

ANNO 1713.

Señores Thenentes Generales Marques de ZEVA GRIMALDY, *y Conde de* KINIGSEG *Diputados para eſte effetto por los Señores Duque de* POPULY *y Conde de* STAREMBERG *Comandantes en Jefe de las Tropas de una y otra Parte con intervension de los Señores* THOMAS SWANTON, *y* ANTONIO WESCONTE *Diputados por el Sr. Almirante Cavallero* JENNINGS. [Copie Manuſcrite & très-ſûre.]

I. LA Ceſſacion de Armas empezara el dia primo de Julio de eſte preſente año, aſſi por mar como por tierra.

II. Quinze dias deſpues, es ha dezir el quinze de Julio ſe entregarà a Barcelona, y ſe retendra à Tarragona, la Potenzia que evacua, con el Diſtritto competente, y correſpondiente a la ſubſiſtencia de las Tropas que quedaren, y en caſo de intervenir alguna dificultad ſobre la entrega de Barcelona, aunque no ſe ſupone, ſe entregarà a Tarragona, y ſe retendra à Barzelona, con el Diſtritto correſpondiente, a la ſubſiſtenzia de las Tropas que quedaſen.

III. Deſpues de haverſe evacuada una de dichas dos Plazas, ſea Barzelona o Tarragona, ſe executarà lo mismo con las demas ſegun lo expreſa el Tratado.

IV. Se evacuara aſſi mismo las Yſlas de Mallorca y Ybiſa conforme lo refiere el Tratado.

V. Por lo que mira à la Artilleria, ſe Executarra como lo expreſſa el Tratado, nombrando Comiſſarios de una parte y otra para ſu Execuzion, pero non obſtante ſe podra hazer una Compenſacion de las Piezas, Morteros y Inſtrumentos de Guerra que ſe hallaren en las Plazas y puestos de la Montaña pertenezientes a la Potenzia que ſale con otras Piezas, Morteros, y Inſtrumentos de Guerra que ſe hallaran en las Plazas Maritimas, o en zercanias del Mar pertenezientes a la Potenzia que entra, para facilitar deſta forma el Embarco.

VI. Serà permitido a todas las familias, y Perſonas refuxiadas en Barzelona lo demas de Cathaluna, y Yſlas de Mallorca, y Ybiſa de quelquiera Nazion, Exercizio, Diſtinzion y Calidad que ſean el quedarſe con toda ſeguridad en los parajes donde al preſente ſe hallan, y a todos, y todas las que quiſieren ſeguir la Potenzia que haze la Evacuazion ſe les haura de dar Paſaportes competentes para la ſeguridad de ſu Viage & discurſo de el tanto por Mar coma por Tierra ſiempre y quando hallen comodidad de hazerle para Italia.

VII. Las Tropas que ſtan vajo las Ordenes de Sr. Duque de Populy podran ponerſe en marcha, ſiempre que Juzgue a propoſito para ponerſe en poſſeſſion de una de las Plazas que ſe ſenalare, pero bien entendido, que no ſe han de hazeriar à Barzelona ni Tarragona, antes del termino ſeñalado, y combenido para dar una de d'has dos Plazas

VIII. Todo lo demas ſe Executara y Cumplira con toda buena fee por una y otra parte en la comformidad que expreſſa el Tratado.

IX. En caſo que los Comunes y Brazos de Barzelona y Cathaluña quiſieron diputar una o mas Perſonas de ſus Cuerpos, ſe les dara Paſaportes luego que lo pidan para hir a Verſe con el Sr. Duque de Populy, y eſto mismo ſe executara con todas las Perſonas y Familias refuxiadas en Cathaluna y dichas Yſlas de Mallorca y Ybiza.

X. El embarco de las Tropas ſe executara por los parajes que el Sr. Almirante Jennings tubieze a propoſito, aunque ſea a la villa de las Plazas ocupadas.

XI. Haviendoſe propueſto al Sr. Marques Grimaldi de que en caſo intervenga alguna dificultad para la entrega de Barzelona, y que tambien ſe hallen difficultades para quedarſe en ella o ſus Cercanias las Tropas remanentes deſpues del primer embarco, puedan ponerſe las mismas en Oſtalrique, y Blanes con el Diſtriti combeniente a ſu comodidad y ſubſiſtenzia, y no haviendo combenido, detto Sr. Marques, ſe remiſte el Sr. Mariſchal Conde de Staramberg à lo que dezidiere el Sr. Duque de Populy mismo, pues declara el Sr. Mariſchal rotener otro fin en eſto que la mayor ſeguridad de ſus Tropas.

Hecho en el Hoſpitalet a 22. de Junio de 1713.

Tho. Swanton
A Wescomte.

El Marques de Zeva-Grimaldi.

XCI.

ANNO 1713.

Demandes faites à Monſr. le Comte de WALLIS *Commandant General des Troupes reſtées en Catalogne, & qui doivent ſuivre celles qui ſe ſont embarquées ſous Monſr. le Marechal de* STAREMBERG, *par le Marquis de* CERA GRIMALDI, *deputé à cet effett par Monſr. le Duc de* POPOLI. *Avec les Reponſes. A Mataro le* 31. *Juillet* 1713. [Copie Manuſcrite & très-ſûre.]

31. Juillet.

DEMANDES.	REPONSES.
1. l'Evacuation de Mayorca & Ivica.	1. L'on a donné les ordres pour le Vice Roi.
2. Les Ordres pour tous les Poſtes de la Montagne occupés par les Troupes & Commandants, qui étoient aux ordres de Mr. le Marechal de Starenberg.	2. Donné les ordres pour le Commandant de Cardona, la ſeu d'Urgel, & Berga, ne ſachant point des autres.
3. L'on demande les 28. Priſonniers venus de Mayorca areſtés à Barcelone.	3. L'on les a pris à l'inſceu de Mr. le Comte Wallis qui les a repetés en vain.
4. Demandé une Déclaration au nom de ſon Prince desavouant tout ce que fait le Peuple de Barcelone, & les Officiers qui commandent.	4. L'on donnera une Déclaration que Sa Majeſté Imperiale veut abſolument ſe tenir aux Traités d'Utrecht & d'Hoſpitalet, faits touchant l'Evacuation de Catalogne, & l'on avouera que tout ce qu'on fait de contraire eſt contre ce Traité. Et que les Officiers ne ſont pas là, à ce fin.
5. L'on demande qu'il ſe retire à Oſtalrique & Blanes en laiſſant Mataro.	5. L'on ſe retirera de Mataro, & on occupera depuis Caldes incluſivè jusqu'à Blancs la Côte de la Mer, & de là juſqu'à Tordera, & Oſtalrick. L'on demande cinq jours pour cela.
6. Come la Garniſon de Gironne a contracté des debtes pendant le ſiège avec le Chapitre, l'on en demande le payement.	6. On les payera, en payant les autres debtes, & l'on prendra des ſeuretés pour ledit payement. Et le Deputé du Chapitre, il aura ſoin de recourir aux Commiſſaires, qui ſeront nommés de part & d'autre, qui devront s'aſſembler au Quartier du Marquis de Guerchy.

Suivent les Points demandés de Monſieur le Comte de Wallis au Marquis de Ceva Grimaldi,

1. L'on demande en evacuant Mataro d'occuper tout ce Terrain, mentionné dans le cinquième Article, & de ſe pouvoir retenir ſans autre recherche jusqu'à l'entiere imbarcation.	1. L'on en donnera part à Mr. le Duc de Populi, & on ſera ſçavoir la réponſe. L'on n'en apportera que le Magaſin qui leur appartient.
2. L'on demande la perſonne du Proveder General Martin Mielgo, qui a diſparu de Mataro ayant à donner compte de pluſieurs Millions, pour l'arreſter dans l'endroit où il pouroit eſtre.	2. L'on en donnera part à Mr. le Duc de Populi pour le faire areſter.
3. L'on a propoſé de nouveau en faveur des Familles refugiées ſelon le Traité d'Utrecht.	3. L'on n'a rien à répondre ſur cette demande n'étant nullement authoriſé pour cela.

4. L'on

ANNO 1713.

4. L'on demande la perſonne de D. Domingo Arvea ayant été envoyé par Mr. le Comte de Wallis.

4. L'on en parlera à Monſr. le Duc de Populi.

5. L'on demande en tout cas de Marché de Mr. le Comte de Fiennes qu'il ne paſſe pas la Liſiere des Troupes Imperiales.

5. Il faut convenir de cela avec le Comte de Fiennes.

Mataro ce 31. Juillet 1713.

Le Comte de WALLIS. Le Marquis de CEVA GRIMALDI.

Declaracion hecha por el Sr. Conde de Wallis tocante la Evacuazion de Cathaluña en conformidad de los Tratados de Utrecht y de Hoſpitalet. [Copie Manuſcripte & très-ſûre]

HAviendome pedido ſu Exa. el Sr. Marques de Grimaldi, en nombre de ſu Exa. el Sr. Duque de Populi, que haviendo tomado el Pueblo de Barcelona, y otroi intencionados como el las Armas para oponerſe a los dos Tratados de Utrecht, y de Hoſpitalet, hechos para la Evacuacion de Cataluna, que y o me eſplique.

Yo declaro per la Preſente quanto ſe, y no dudo deque ſu Magd. Cefarea quiere abſolutamente, tenerſe a los Tratados de Utrecht y Hoſpitalet, tocante la ebacuacion dicha, y que todo lo que hacen los mencionados en contrario, hellos hagan contra los predichos Tramdos, y que todos los Oficiales que ſe pueden hallar entre ellos, nos es por eſte fin. Mataro 31 de Jullio de 1713.

XCII.

18. Août. *Extract uit het Regiſter der Reſolution van de Hoog Mog. Heeren Statea Generaal der Vereenigde Nederlanden, nopens het Proteſt gedaan van wegen den Grave van* EGMONT *amtrent het Graafſchap Meurs.* [Actes & Mémoires de la Paix d'Utrecht Tom. 5. pag. 494.]

C'eſt-à-dire,

Extrait du Regiſtre des Reſolutions des Hauts & Puiſſants Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des Pais-Bas, touchant la Proteſtation faite de la part du Comte D'EGMONT *pour la conſervation de ſes Droits ſur le Comté de Meurs.*

IS ter Vergaderinge geleſen de Requeſte van Andreas Pierre Marius, houdende dat hy ſuppliant ſig by de Procuratie nevens de voorſz Requeſte gevoegd, gelaſt vond, om in name van Don Nicolaas Pignalti, Hertog van Biſacha &c. In qualiteyt als Vader en Wettige Voogd van ſynen minderjarigen Soon Procope Maria d'Egmont Pignatelli in Wettig Huwelyk verwekt by Vrouwe Marie Clara Angeline Gravinne van Egmont aan haar Hoog. Mog. als Executeurs van de Teſtamente, ſoo van ſijn Hoogheid Frederik Hendrik van Orange, en Naſſau als van ſijo Koninklyk Majeſteit van Groot Brittanje beide glor. ged. te preſenteren de Requeſte en de Memorie by den voorn. Hertog van Biſacha in ſyne voorſz. qualiteyt op geſtelt waar toe de voorn. Procuratie relatif was, behelſende een nadere proteſtatie, die den meergem. Hertog vermeinde dat tot Conſervatie van het regt zyne voorn Soon onder anderen Competerende op het Graafſchap Moeurs als nu behoorde te reitereren, ſoo als de Voorſaten van den ſelven ſynen Sone, de Heeren Grave vao Egmont ſoo op de Vredehandelinge van Ryswyk als in meer andere occurrentien gedaan hadden breder blykende by de voorſz. geannexeerde Requeſte verſoekende dat haar Hoog. Mog. tot voorkominge van alle miſduidinge, en verkeerde illatien die uit het ſtil ſwygen ſouden mogen werden gemaakt de voorſchreve proteſtatie gelieven aan te nemen ende op dat daar van 't ſyner tyd, en plaatſe mogte blykeo daar van te verleenen ſoodanige Reſolutien en Acte als haar Ho. Mo. ſouden goed vinden te behoren: waar op geen Reſolutie is gevallen. Onderſtondt, Accordeert met 't voorſz. Regiſter ende was onderteekent.

F. FAGEL.

ANNO 1713.

XCIII.

Conſtitutio famigeratiſſima CLEMENTIS XI. *Papæ, vulgo* Unigenitus *dicta ſive Damnatio CI. Propoſitionum excerptarum ex Libro Gallico Idiomate impreſſo, & in plures Tomos diſtributo ſub titulo:* Le Nouveau Teſtament en François avec des reflexions morales ſur chaque verſet &c. à Paris 1699. *ac aliter:* Abregé de la Morale de l'Evangile, des Actes des Apoſtres, des Epiſtres de S. Paul, des Epiſtres Canoniques, & de l'Apocalypſe, ou Penſées Chrétiennes ſur le Texte des ces Livres Sacrez &c. à Paris 1693. & 1694 *cum prohibitione ejasdem Libri, & aliorum quorumcumque in ejus defenſionem tam hactenus editorum, quam in poſterum edendorum* [Bullarium Magnum, Edit. Luxemborgic. 1727. pag. 118.] 8. Septembre.

CLÈMENS EPISCOPUS.

SERVUS SERVORUM DEI.

Univerſis Chriſti Fidelibus ſalutem, & Apoſtolicam Benedictionem.

UNigenitus Dei Filius pro noſtrâ, & totius Mundi ſalute Filius Hominis factus, dum Diſcipulos ſuos Doctrinâ Veritatis inſtrueret, univerſamque Eccleſiam ſuam in Apoſtolis erudiret, præſentia diſponens, & futura proſpiciens, præclaro, ac ſaluberrimo documento Nos admonuit, ut attenderemus à falſis Prophetis, qui veniunt ad Nos in veſtimentis Ovium, quorum nomine potiſſimum demonſtrantur Magiſtri illi mendaces, & in deceptione illuſores, qui ſplendidâ pietatis ſpecie prava dogmata latenter inſinuantes, introducunt Sectas perditionis ſub imagine Sanctitatis; utque facilius incautis obrepant, quaſi deponentes ſupinam pellem, & ſeſe Divinæ Legis ſententiis, velut quibusdam Ovium velleribus obvolventes, Sacrarum Scripturarum, adeoque etiam ipſius Novi Teſtamenti Verbis, quæ multipliciter in ſuam, alterumque perditionem depravant, nequiter abutuntur: antiqui ſcilicet à quo progeniti ſunt, mendacii Parentis exemplo, ac magiſterio edocti, nullam omnino eſſe ad fallendum expeditiorem viam, quam, ut ubi nefaru erroris ſubintroducitur fraudulentia, ibi Divinorum Verborum prætendatur authoritas.

§. 1. His Nos verè divinis Monitis inſtructi, ubi primùm, non ſine intimâ cordis noſtri amaritudine accepimus, Librum quemdam Gallico Idiomate olim impreſſum, & in plures Tomos diſtributum, ſub titulo: *Le Nouveau Teſtament en François avec des Réflexions Morales ſur chaque verſet &c. A Paris* 1699. Aliter verò: *Abregé de la Morale de l'Evangile, des Actes des Apoſtres, des Epiſtres de S. Paul, des Epiſtres Canoniques, & de l'Apocalypſe, ou Penſées Chrétiennes ſur le Texte de ces Livres Sacrez &c. A Paris* 1691. & 1694. tametſi aliàs à Nobis damnatum, ac revera Catholicis veritatibus pravarum Doctrinarum mendacia multifariam permiſcentem, adhuc tamen tanquam ab omni errore immunem a pluribus haberi, Chriſti Fidelium manibus paſſim obtrudi, ac nonnullorum nova ſemper tentantium conſilio, & operâ ſtudioſè nimis quaquaversùm diſſeminari, etiam Latine redditum, ut pernicioſæ Inſtitutionis contagium, ſi fieri poſſit, pertranſeat de Gente in Gentem, & de Regno ad Populum alterum: verſutis hujusmodi ſeductionibus atque fallaciis creditum Nobis Dominicum Gregem in viam perditionis ſenſim abduci ſummoperè dolumus; adeoque Paſtoralis non minus curæ noſtræ ſtimulis, quàm frequentibus Orthodoxæ Fidei Zelatorum querelis, maximè verò complurium Venerabilium Fratrum, præſertim

ANNO 1713. Galliæ Epiſcoporum Literis, ac precibus excitati, gliſcenti morbo, qui etiam aliquando poſſet in deteriora quæque prorumpere, validiori aliquo remedio obviam ire decrevimus.

§. 2. Et quidem ad ipſam ingruentis mali cauſam providæ noſtræ conſiderationis intuitum convertentes, perſpicuè novimus ſummam hujuſmodi Libri perniciem ideo potiſſimùm progredi, & invaleſcere, quod eadem intus lateat, & velut improba ſanies, nonniſi ſecto ulcere foras erumpat; cum liber ipſe primo aſpectu legentes ſpecie quadam Pietatis illiciat; molliti enim ſunt ſermones ejus ſuper oleum: ſed ipſi ſunt jacula, & quidem intento arcu ita ad nocendum parata, ut ſagittent in obſcuro Rectos corde. Nihil propterea opportunius, aut ſalubrius præſtari à Nobis poſſe arbitrati ſumus, quam ſi fallacem Libri doctrinam generatim ſolummodo à Nobis hactenus indicatam, pluribus ſingillatim ex eo excerptis Propoſitionibus, diſtinctiùs, & apertiùs explicaremus, atque univerſis Chriſti Fidelibus noxia zizaniorum ſemina è medio tritici, quo tegebantur, educta, velut ob oculos exponeremus. Ita nimirum denudatis, & quaſi in propulo poſitis, non uno quidem, aut altero, ſed plurimis, graviſſimisque, cum pridem damnatis, tum etiam novâ adinventis erroribus, planè conſidimus benedicente Domino, fore ut omnes tandem apertæ jam, manifeſtæque Veritati cedere compellantur.

§. 3. Id ipſum maximè è re Catholicâ futurum, & ſedandis præſertim in florentiſſimo Galliæ Regno exortis ingeniorum variis opinantium, iisque in acerbiores ſciſſuras Pretendentium diſſidiis apprimè proficuum conſcientiarum denique tranquillitati pernile, & propemodum neceſſarium, non modo præfati Epiſcopi, ſed, & ipſe in primis chariſſimus in Chriſto Filius noſter Ludovicus Francorum Rex Chriſtianiſſimus, cujus eximium in tuendâ Catholicæ Fidei puritate, extirpandiſque erroribus zelum ſatis laudare non poſſumus, ſæpius Nobis eſſe conteſtatus; repetitis propterea verè piis, & Chriſtianiſſimo Rege digtius officiis, atque ardentibus votis a Nobis efflagitans, ut inſtanti animarum neceſſitati prolatâ quanſocius Catholici cenſurâ judicii conſuleremus.

§. 4. Hinc adſpirante Domino, ejuſque cœleſti Ope confiſi, ſalutare opus ſedulò, diligenterque, ut rei magnitudo poſtulabat, aggreſſi ſumus, ac plurimas ex prædicto Libro, juxta ſupra recenſitas reſpectivè Editiones, fideliter extractas, & tum Gallico, tum Latino Idiomate expreſſas Propoſitiones a compluribus in Sacrâ Theologiâ Magiſtris, primò quidem coram duobus ex Venerabilibus Fratribus noſtris Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinalibus accuratè diſcuti: deinde verò coram Nobis, adhibito etiam aliorum plurium Cardinalium conſilio, quàm maximâ diligentiâ, ac maturitate, ſingularum inſuper Propoſitionum cum ipſomet Libri Textu exactiſſimè factâ collatione, pluries iteratis Congregationibus, expendi, & examinari mandavimus. Hujuſmodi autem Propoſitiones ſunt, quæ ſequuntur, videlicet:

1. *QUid aliud remanet Animæ, quæ Deum, atque ipſius Gratiam amiſit, niſi peccatum, & peccati conſecutiones, ſuperba paupertas, & ſegnis indigentia, hoc eſt generalis impotentia ad laborem, ad orationem, & ad omne opus bonum?*

2. *Jeſu Chriſti Gratia, principium efficax Boni cujuſcumque generis, neceſſaria eſt ad omne Opus bonum: abſque illa, non ſolùm nihil fit, ſed nec fieri poteſt.*

3. *In vanum Domine præcipis, ſi tu ipſe non das quod præcipis.*

4. *Ita Domine; Omnia poſſibilia ſunt ei, cui omnia poſſibilia facis, eadem operando in illo.*

5. *Quando Deus non emollit cor per interiorem unctionem Gratiæ ſuæ, exhortationes, & Gratiæ interiores non inſerviunt, niſi ad illud magis obdurandum.*

6. *Diſcrimen inter Fœdus Judaicum, & Chriſtianum eſt, quod in illo Deus exigit fugam peccati, & implementum Legis à Peccatore, relinquendo illum in ſua impotentiâ, in ipſa verò Deus Peccatori dat, quod jubet, illum ſua Gratia purificando.*

7. *Quæ utilitas pro homine in Veteri Fœdere, in quo Deus illum reliquit ejus propriæ infirmitati, imponendo ipſi ſuam Legem? Quæ verò felicitas non eſt admitti ad Fœdus in quo Deus nobis donat, quod petit a nobis?*

8. *Non pertinemus ad Novum Fœdus, niſi in quantum participes ſumus ipſius novæ Gratiæ, quæ operatur in nobis id, quod Deus nobis præcipit.*

9. *Gratia Chriſti eſt Gratia ſuprema, ſine qua confiteri Chriſtum nunquam poſſumus, & cum qua nunquam illum abnegamus.*

10. *Gratia eſt operatio Manus Omnipotentis Dei, quam nihil impedire poteſt, aut retardare.*

11. *Gratia non eſt aliud, quàm voluntas Omnipotentiæ Dei, jubentis, & facientis, quod jubet.*

12. *Quando Deus vult ſalvare Animam, quocumque tempore, quocumque loco effectus indubitabilis ſequitur voluntatem Dei.*

13. *Quando Deus vult Animam ſalvam facere, & eam tangit interiori Gratiæ ſuæ manu, nulla voluntas humana ei reſiſtit.*

14. *Quantumcumque remotus a ſalute ſit Peccator obſtinatus, quando Jeſus ſe ei videndum exhibet lumine ſalutari ſuæ Gratiæ, oportet, ut ſe dedat, accurrat, ſeſe humilet, & adoret Salvatorem ſuum.*

15. *Quando Deus Mandatum ſuum, & ſuam æternam locutionem conſtatur unctione ſui Spiritus, & interiori vi Gratiæ ſuæ, operatur illa in corde obedientiam, quam petit.*

16. *Nullæ ſunt illecebræ, quæ non cedant illecebris Gratiæ, quia nihil reſiſtit Omnipotenti.*

17. *Gratia eſt vox illa Patris, quæ homines interius docet, ac eos venire facit ad Jeſum Chriſtum; quicumque ad eum non venit, poſtquam audivit vocem exteriorem Filii, nullatenus eſt doctus à Patre.*

18. *Semen verbi, quod Manus Dei irrigat, ſemper affert fructum ſuum.*

19. *Dei Gratia nihil aliud eſt, quam ejus omnipotens voluntas: hoc eſt idea, quam Deus ipſe Nobis tradit in omnibus ſuis Scripturis.*

20. *Vera Gratiæ idea eſt, quòd Deus vult ſibi a nobis obediri, & obeditur, imperat, & omnia fiunt, loquitur tanquam Dominus, & omnia ſibi ſubmiſſa ſunt.*

21. *Gratia Jeſu Chriſti eſt Gratia ſortis, potens, ſuprema, invincibilis, utpote qua eſt operatio voluntatis Omnipotentis, ſequela, & imitatio operationis Dei incarnantis, & reſuſcitantis Filium ſuum.*

22. *Concordia Omnipotentis operationis Dei in corde hominis, cum libero ipſius voluntatis conſenſu, demonſtrabatur illicò nobis in Incarnatione, veluti in fonte, atque Archetypo omnium aliarum operationum Miſericordiæ, & Gratiæ, quæ omnes ita gratuitæ, atque ita dependentes a Deo ſunt, ſicut ipſa originalis operatio.*

23. *Deus ipſe nobis ideam tradidit omnipotentis operationis ſuæ Gratiæ, tam ſignificans per illam, qua Creaturas è nihilo producit, & mortuos reddit vitæ.*

24. *Juſta idea, quam Centurio habet de Omnipotentia Dei, & Jeſu Chriſti in ſanandis corporibus ſolo motu ſuæ voluntatis, eſt imago ideæ, quæ haberi debet de Omni potentia ſuæ Gratiæ in ſanandis Animabus à cupiditate.*

25. *Deus illuminat animam, & eam ſanat æquè, ac corpus ſola ſua voluntate; jubet, & ipſi obtemperatur.*

26. *Nullæ dantur Gratiæ, niſi per Fidem.*

27. *Fides eſt prima Gratia, & fons omnium aliarum.*

28. *Prima Gratia, quam Deus concedit Peccatori, eſt peccatorum remiſſio.*

29. *Extra Eccleſiam nulla conceditur Gratia.*

30. *Omnes, quos Deus vult ſalvare per Chriſtum ſalvantur infallibiliter.*

31. *Deſiderium Chriſti ſemper habent ſuum effectum; pacem intimo cordium infert, quando eis illam optat.*

32. *Jeſus Chriſtus ſe mortis tradidit ad liberandum pro ſemper ſuo ſanguine Primogenitos, id eſt Electos, de manu Angeli exterminatoris.*

33. *Proh quantum opertet bonis terrenis, & ſibimet ipſi renunciaſſe, ad hoc ut quis fiduciam habeat ſibi, ut ita dicam, appropriandi Chriſtum Jeſum, ejus amorem, mortem, & myſteria, ut facit Sanctus Paulus dicens: Qui dilexit me, & tradidit ſemetipſum pro me.*

34. *Gratia Adami non producebat, niſi merita humana.*

35. *Gratia Adami eſt ſequela Creationis, & erat debita naturæ ſanæ, & integræ.*

36. *Differentia eſſentialis inter Gratiam Adami, & ſtatus innocentiæ, ac Gratiam Chriſtianam eſt quod primam unuſquiſque in propria perſona recepiſſet: iſta verò non recipitur, niſi in perſona Jeſu Chriſti reſuſcitati, cui nos uniti ſumus.*

37. *Gratia Adami, ſanctificando illum in ſemetipſo, erat illi proportionata: Gratia Chriſtiana nos ſanctificando in Jeſu Chriſto, eſt omnipotens, & digna Filio Dei.*

38. *Peccator non eſt liber, niſi ad malum, ſine Gratia Liberatoris.*

39 *Voluntas, quam Gratia non prævenit, nihil habet luminis, niſi ad aberrandum, ardoris, niſi ad ſe præcipitandum; virtutis, niſi ad ſe vulnerandum; eſt capax omnis mali, & incapax ad omne bonum.*

40. *Sine*

ANNO 1713.

40. *Sine gratia nihil amare poſſumus, niſi ad noſtram condemnationem.*

41. *Omnis cognitio Dei, etiam naturalis, etiam in Philoſophis Ethnicis, non poteſt venire, niſi a Deo, & ſine gratia non producit, niſi præſumptionem, vanitatem, & oppoſitionem ad ipſum Deum, loco affectuum, adorationis, gratitudinis & amoris.*

42. *Sola gratia Chriſti reddit hominem aptum ad Sacrificium Fidei; ſine hoc nihil, niſi impuritas, nihil, niſi indignitas.*

43. *Primus effectus gratiæ baptiſmalis eſt facere, ut moriamur peccato, odio ut ſpiritus, cor, ſenſus non habeant plus vitæ pro peccato, quam homo mortuus habet pro rebus Mundi.*

44. *Non ſunt, niſi duo amores, unde voluntates, & actiones omnes noſtræ naſcuntur; Amor Dei, qui omnia agit propter Deum, quemque Deus remunerator, & Amor, quo nos ipſos, ac Mundum diligimus, qui quod ad Deum referendum eſt, non refert, & propter hoc ipſum ſit malus.*

45. *Amore Dei in corde Peccatorum non amplius regnante, neceſſe eſt, ut in eo carnalis regnet cupiditas, omnesque actiones ejus corrumpat.*

46. *Cupiditas, aut Charitas, uſum ſiſtunt bonum, vel malum faciunt.*

47. *Obedientia Legis profitere debet ex fonte; & hic fons eſt Charitas. Quando Dei amor eſt illius principium interius, & Dei gloria ejus finis, tunc purum eſt, quod apparet exterius; alioquin non eſt, niſi hypocriſis, aut falſa mentiria.*

48. *Quid aliud eſſe poſſumus, niſi tenebræ, niſi aberratio, & miſi peccatum ſuas Fidei lumine, ſine Chriſto, & ſine Charitate.*

49. *Ut nullum peccatum eſt ſine amore noſtri, ita nullum eſt opus bonum ſine amore Dei.*

50. *Fruſtra clamamus ad Deum, Pater mi: ſi Spiritus Charitatis non eſt ille, qui clamat.*

51. *Fides juſtificat, quando operatur; ſed ipſa non operatur, niſi per Charitatem.*

52. *Omnia alia ſalutis media continentur in fide, tanquam in ſuo germine, & ſemine; Sed hæc fides non eſt abſque amore, & fiducia.*

53. *Sola Charitas Chriſtiano modo facit (actionet Chriſtianas) per relationem ad Deum, & Jeſum Chriſtum.*

54. *Sola Charitas eſt, quæ Deo loquitur, eam ſolam Deus audit.*

55. *Deus non coronat, niſi Charitatem; qui currit ex alio impulſu, & ex alio motivo, in vanum currit.*

56. *Deus non remunerat niſi Charitatem, quoniam Charitas ſola Deum honorat.*

57. *Totum deeſt Peccatori, quando ei deeſt ſpes, & non eſt ſpes in Deo, ubi non eſt amor Dei.*

58. *Nec Deus eſt, nec Religio, ubi non eſt Charitas.*

59. *Oratio Impiorum eſt novum peccatum, & quod Deus illis concedit, eſt novum in eos judicium.*

60. *Si ſalus ſupplicii timor animæ pœnitentiam, quo hæc eſt magis violenta, eo magis ducit ad deſperationem.*

61. *Timor nonniſi manum cohibet, cor autem cauſis peccato addictum, quandiu ab amore Juſtitiæ non ducitur.*

62. *Qui a malo non abſtinet, niſi timore pœnæ, illud committit in corde ſuo, & jam eſt reus coram Deo.*

63. *Baptizatus adhuc eſt ſub Lege ſitus Judæus, ſi Legem non adimpleat, aut adimpletas ex ſolo timore.*

64. *Sub maledicto Legis, nunquam fit bonum, quia peccatus fruſtraciendo malum, fruſtra illud nonniſi ob timorem evitando.*

65. *Moyſes, Prophetæ, Sacerdotes, & Doctores Legis mortui ſunt, abſque eo quod ullum Deo dederint filium, cum non effecerint, niſi mancipia per timorem.*

66. *Qui vult Deo appropinquare, nec debet ad ipſum venire tum brutalibus paſſionibus, neque adduci per inſtinctum naturalem, aut per timorem, ſicuti Beſtiæ, ſed per fidem, & per amorem ſicuti Filii.*

67. *Timor ſervilis non ſibi repræſentat Deum, niſi ut Dominum durum, imperioſum, injuſtum, intractabilem.*

68. *Dei Bonitas abbreviavit viam ſalutis claudendo totum in Fide, & Precibus.*

69. *Fides, uſus, augmentum, & præmium Fidei, totum eſt donum puræ liberalitatis Dei.*

70. *Nunquam Deus affligit Innocentes, & afflictiones ſemper ſervunt, vel ad puniendum peccatum, vel ad purificandum Peccatorem.*

71. *Homo ob ſui conſervationem poteſt ſe ſe diſpenſare ab ea Lege quam Deus condidit propter ejus utilitatem.*

72. *Noto Eccleſiæ Chriſtianæ eſt, quod ſit Catholica, comprehendens & omnes Angelos Cœli, & omnes Electos, & Juſtos Terræ, & omnium ſeculorum.*

73. *Quid eſt Eccleſia, niſi cœtus Filiorum Dei manentium in ejus ſinu, adoptatorum in Chriſto, ſubſiſtentium in ejus Perſona, redemptorum ejus Sanguine, renentium ejus Spiritu, operatum per ejus Gratiam, & expectantium Gratiam futuri ſeculi.* ANNO 1713.

74. *Eccleſia, ſive integer Chriſtus, Incornatum Verbum habet, ut Caput; omnes vero Sanctos, ut Membra.*

75. *Eccleſia eſt unus ſolus homo, compoſitus ex pluribus membris, quorum Chriſtus eſt Caput, Vita. Subſiſtentia, & Perſona; Unus ſolus Chriſtus, compoſitus ex pluribus Sanctis, quorum eſt Sanctificator.*

76. *Nihil ſpatioſius Eccleſiâ Dei, quia omnium Electi, & Juſti omnium ſeculorum illam componunt.*

77. *Qui non ducit vitam dignam Filio Dei, & membro Chriſti, ceſſat incœpit habere Deum pro Patre, & Chriſtum pro Capite.*

78. *Separatur quis a Populo Electo, cujus figura fuit Populus Judaicus, & Caput eſt Jeſus Chriſtus, tam non vivendo ſecundum Evangelium, quàm non credendo Evangelio.*

79. *Utile, & neceſſarium eſt omni tempore, omni loco, & omni perſonarum generi ſtudere, & cognoſcere Spiritum, Pietatem, & Myſteria Sacræ Scripturæ.*

80. *Lectio Sacræ Scripturæ eſt pro omnibus.*

81. *Obſcuritas Sancta Verbi Dei non eſt Laicis ratio diſpenſandi ſe ipſos ab ejus lectione.*

82. *Dies Dominicus a Chriſtianis debet ſanctificari lectionibus Piitatis, & ſuper omnia Sanctarum Scripturarum. Damneſum eſt velle Chriſtianum ab hac lectione retrahere.*

83. *Eſt illuſio ſibi perſuadere, quod notitia Myſteriorum Religionis non debeat communicari fœminis, lectione Sacrorum Librorum. Non ex fœminarum ſimplicitate, ſed ex ſuperba Virorum ſcientia, ortus eſt Scripturarum abuſus, & natæ ſunt Hæreſes.*

84. *Abripere e Chriſtianorum manibus novum Teſtamentum, ſen ita illud clauſum tenere, auferendo eis modum illud intelligendi, eſt illis Chriſti os obturare.*

85. *Interdicere Chriſtianis lectionem Sacræ Scripturæ, præſertim Evangelii, eſt interdicere uſum luminis filiis lucis, & facere ut patiantur ſpecies quamdam Excommunicationis.*

86. *Eripere ſimplici Populo hoc ſolatium, jungendi vocem ſuam voci totius Eccleſiæ, eſt uſus contrarius praxi Apoſtolicæ, & intentioni Dei.*

87. *Modus plenus ſapientia, lumine, & charitate, eſt dare animabus tempus portandi cum humilitate, & ſentiendi ſtatum peccati, petendi Spiritum pœnitentiæ, & contritionis, & incipiendi, ad minus ſatisfacere Juſtitiæ Dei, antequam reconcilientur.*

88. *Ignoramus quid ſit peccatum, & vera pœnitentia, quando volumus ſtatim reſtitui poſſeſſioni bonorum illorum, quibus nos peccatum ſpoliavit, & detrectamus ſeparationis iſtius ferre confuſionem.*

89. *Quarimus decimus gradus Converſionis Peccatoris eſt, quod, cum ſit jam reconciliatus, habeat jus aſſiſtendi Sacrificio Eccleſiæ.*

90. *Eccleſia authoritatem excommunicandi habet, ut eam exerceat per primos Paſtores de conſenſu, ſaltem præſumpto, totius Corporis.*

91. *Excommunicationis injuſtæ metus nunquam debet nos impedire ab implendo Debito noſtro: Nunquam eximus ab Eccleſia, etiam quando hominum nequitia videmur ab ea expulſi, quando Deo, Jeſu Chriſto, atque ipſi Eccleſiæ per Charitatem affixi ſumus.*

92. *Pati potius in pace excommunicationem, & anathema injuſtum, quàm prodere Veritatem, eſt imitari Sanctum Paulum: tantum abeſt, ut ſit erigere ſe contra authoritatem, aut ſcindere unitatem.*

93. *Jeſus quandoque ſanat vulnera, quæ præceps Primorum Paſtorum feſtinatio tuſtigit, ſine ipſius mandato: Jeſus reſtituit, quod ipſi inconſiderato zelo reſcindunt.*

94. *Nihil peccatum diEccleſia opinionem ingerit ejus inimicis, quàm videre illic Dominium exerceri ſupra fidem Fidelium, & ſeveri diviſiones propter res, quæ nec fidem lædunt, nec mores.*

95. *Veritates hæ detexerunt, ut ſine Lingua quaſi peregrina pleriſque Chriſtianis, & modus eas prædicandi eſt veluti Idioma incognitum; adeò remotus eſt a ſimplicitate Apoſtolorum, & ſupra communem captum Fidelium; Neque ſatis adveritur, quòd hic defectus ſit unum ex ſignis maximè ſenſibilibus ſenectutis Eccleſiæ, & iræ Dei in Filios ſuos.*

96. *Deus permittit, ut ejus victoria attribui non poſſit, niſi Divinæ Gratiæ*

97. *Nimis ſæpe contingit membra illa, quæ magis ſancta, ac magis ſtricte unita Eccleſiæ ſunt, reſpici, atque tractari tanquam indigna, ut ſint in Eccleſia, vel*

ANNO 1713.

tanquam ab eo ſeparatus; ſed Juſtus vivit ex fide, & non ex opinione hominum.

98. *Status perſecutionis, & pœnarum, quas quis tolerat, tanquam Hæreticus. flagitioſus, & impius; ultima plerumque probatio eſt, & maximè meritoria, utpote quæ facit hominem magis conformem Jeſu Chriſto.*

99. *Pervicacia, præcentio, obſtinatio in nolendo, aut aliquid examinare, aut agnoſcere ſe fuiſſe deceptum, mutant quotidiè quoad multos in odorem Mortis id, quod Deus in ſua Eccleſia poſuit, ut in ea eſſet odor Vitæ, v. g. bonos Libros, Inſtructiones, ſancta Exempla &c.*

100. *Tempus deplorabile, quo creditur honorari Deus, perſequendo Veritatem, tyranque Diſcipulos. Tempus hoc advenit. . . . . Haberi, & tractari a Religioſis Miniſtris, tanquam impius, & indignum omni commercio cum Deo, tanquam membrum putridum, capax corrumpendi omnia in Societate Sanctorum; eſt hominibus piis mors corporis mors terribilior. Fruſtra quis ſibi blanditur de ſuarum intentionum puritate, & zelo quodam Religionis, perſequendo flamma, ferroque Viros probos, ſi propria paſſione eſt excæcatus, aut abreptus aliena, propterea quòd nihil vult examinare. Frequenter credimus ſacrificare Deo Impium, & ſacrificamus Diabolo Dei Servum.*

101. *Nihil Spiritui Dei, & Doctrinæ Jeſu Chriſti magis opponitur, quàm communia facere juramenta in Eccleſia, quia hoc eſt multiplicare occaſiones peierandi, laqueos tendere luſcinis & idiotis, & efficere, ut Nomen, & Veritas Dei aliquando deſerviant conſilio Impiorum.*

§. 5. Auditis itaque tum voce, tum ſcripto Nobis exhibitis præfatorum Cardinalium, aliorumque Theologorum ſuffragiis, divinique in primis luminis, privatis ad eum finem, publicisque etiam indictis precibus, implorato præſidio, omnes, & ſingulas Propoſitiones præinſertas, tanquam falſas, captioſas, malè ſonantes, piarum aurium offenſivas, ſcandaloſas, perniciosas, temerarias, Eccleſiæ & ejus praxi injurioſas, neque in Eccleſiam ſolùm, ſed etiam in Poteſtates Sæculi contumelioſas, ſeditioſas, impias, blaſphemas, ſuſpectas de Hæreſi, ac Hæreſim ipſas ſapientes, nec non Hæreticis, & Hæreſibus, ac etiam Schiſmati faventes, erroneas, Hæreſi proximas, pluries damnatas, ac demum etiam hæreticas, variasque Hæreſes, & potiſſimùm illas, quæ in famoſis Janſenii Propoſitionibus, & quidem in eo ſenſu, in quo hæ damnatæ fuerunt, acceptis, continentur, manifeſtè innovantes reſpectivè, hac noſtra perpetuò valitura Conſtitutione declaramus, damnamus, & reprobamus.

§. 6. Mandantes omnibus utriusque Sexus Chriſti Fidelibus, ne de dictis Propoſitionibus ſentire, docere, ac prædicare aliter præſumant, quàm in hac eadem Noſtra Conſtitutione continetur; ita ut quicumque illas, vel illarum aliquam conjunctim, vel divisim docuerit, defenderit, ediderit, aut de eis, etiam diſputativè, publicè, aut privatim tractaverit, niſi forſan impugnando, Eccleſiaſticis cenſuris, aliisque contra ſimilia perpetrantes a Jure ſtatutis pœnis ipſo facto abſque alia declaratione ſubiaceat.

§. 7. Cæterum per expreſſam præfatarum Propoſitionum reprobationem alia in eodem Libro contenta nullatenus approbare intendimus; cum præſertim in decurſu Examinis complures alias in eo deprehenderimus Propoſitiones illis, quæ, ut ſupra, damnatæ fuerunt, conſimiles, & affines, iisdemque erroribus imbutas nec ſanè paucas ſub imaginario quodam, veluti graſſantis hodie Perſecutionis obtentu, inobedientiam, & pervicaciam nutrientes, easque falſo Chriſtianæ patientiæ nomine prædicantes; quas propterea ſingulatim recenſere & nimis longum eſſe duximus, & minimè neceſſarium, ac demum, quod intolerabilius eſt, Sacrum ipſum Novi Teſtamenti Textum damnabiliter vitiatum corpeterimus, & alteri dudum reprobatæ verſioni Galliæ Montenſi in multis conformem: a vulgatâ verò Editione, quæ tot Sæculorum uſu in Eccleſia probata eſt, atque ab Orthodoxis omnibus pro authenticâ haberi debet, multipliciter diſcrepantem, & aberrantem, pluriesque in alios, exoticos, ac ſæpe noxios ſenſus, non ſine maximâ perverſitate detortum.

§. 8. Eumdem propterea Librum, utpote per dulces ſermones, & benedictiones, ut Apoſtolus loquitur, hoc eſt, ſub falſa piæ Inſtitutionis imagine, ſeducendis Innocentium cordibus longè accommodatum, ſive præmiſſis, ſive alio quovis Titulo inſcriptum, ubicumque, & quocumque alio Idiomate, ſeu quâvis Editione, aut Verſione hactenus impreſſum, aut in poſterum (quod abſit) imprimendum, authoritate Apoſtolicâ tenore Præſentium iterum prohibemus, ac ſimiliter damnamus, quemadmodum etiam alios omnes, & ſingulos in ejus defenſionem tam Scripto, quàm Typis editos, ſeu forſan (quod Deus avertat) edendos Libros, ſeu Libellos, eorumque lectionem, deſcriptionem, retentionem, & uſum omnibus, & ſingulis Chriſti Fidelibus ſub pœnâ Excommunicationis per Contrafacientes ipſo facto incurrenda, prohibemus pariter, & interdicimus. ANNO 1713.

§. 9. Præcipimus inſuper Venerabilibus Fratribus Patriarchis, Archiepiſcopis, & Epiſcopis, aliisque locorum Ordinariis, nec non hæreticæ pravitatis Inquiſitoribus, ut contradictores, & rebelles quoscumque per cenſuras, & pœnas præfatas, aliaque juris, & facti remedia, invocato etiam ad hoc, ſi opus fuerit, brachii Secularis auxilio, omnimò coerceant, & compellant.

§. 10. Volumus autem, ut earumdem Præſentium tranſumptis, etiam impreſſis, manu alicujus Notarii Publici ſubſcriptis, & ſigillo perſonæ in Dignitate Eccleſiaſtica conſtitutæ munitis, eadem fides prorſus adhibeatur, quæ ipſis originalibus Literis adhiberetur, ſi forent exhibitæ, vel oſtenſæ.

§. 11. Nulli ergo hominum liceat hanc paginam noſtræ declarationis, damnationis, mandati, prohibitionis, & interdictionis infringere, vel ei auſu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem Omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri, & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem Anno Incarnationis Dominicæ Milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio, ſexto Idus Septembris, Pontificatus Noſtri Anno Decimo tertio.

J. Card. Prodatarius. F. Oliverius.

Viſa de Curia L. Sergardus.

Loco † Plumbi.

Regiſtrata in Secretaria Brevium

L. Martinettus.

XCIV.

Verſicherungs Acte von ſeiten Ihro Czariſchen Maj. durch dero commandirenden General dem Fürſten von Menzikoff ausgeſtellet / wegen Sicherheit der aus Stettin ziehenden Schwediſchen beſagung und einſtellung aller hoſtilitäten im Schwediſch-Pommern. Im Haupt-Quartier vor Stettin den 15. Septembre 1713. [Tiré d'une Information de Droit publiée en 1716. de la part du Roi de Suède ſous le Titre de In facto gegrundete Vorſtellung wie weit Seine Königl. Mayſt. von Schweden durch die wegen Stettin errichtete Conventionen **verbunden zu achten.** Aux preuves Num. 10. pag. 57.] 15. Septembre.

C'eſt-à-dire,

Acte d'aſſeurance donné de la part de Sa Majeſté Czarienne, par le Generaliſſime Prince de MENZIKOF, *pour la Seureté de la Garniſon Suédoiſe ſortant de Stettin, & pour la Ceſſation de toutes ſortes d'hoſtilités en Pomeranie. Au Camp devant Stettin le 15 Sept. 1713.*

WAnn nunmehro der Herr General Gouverneur Baron von Meyerfeldt / die Veſtung Stettin an das Hoch-Fürſtliche Gottorffiſche Haus übergeben / und auſſer denen 2. Bataillonen / ſo in des Hoch-Fürſtl. Hauſes eyd und pflicht treten / die übrige Guarniſon aus der Veſtung Stettin ausmarchiren laſſen wird / ſo geben wir hiemit die völlige verſicherung / daß ſolche Trouppen / hohe und andere Officiers / und gemeine / mit bey ſich führender Bagage und Sachen / ſie haben Namen wie ſie wollen / von uns und unſeren Confœderirten auf keynerley Art / noch von einiger unter unſeren Confœderirten Commando ſtehenden Parthey / oder unſerer Armee ſolle violiret / ſondern ſelbige ſolle verlaſſet / ſo lange ſie vor der Stadt campiren werden / von uns alles dasjenige wiederfahren / was zu ihrer beſchützung und vollkommenen ſicherheit gereichen kann. Wir verſichern auch / daß wenn ſie nacher Stettin ſind

ANNO 1713. ſund ſich begeben werden / wir Ihnen ein ſicher Geleit zu Lande wieder uebermann geben und präſtiren wollen / und ebenfalls / wann ſie nebſt bey ſich habenden ſachen nacher Schweden ſich transportiren laſſen / wozu ſie gehalten ſeyn ſollen / und zwar mit ſolcher transportirung innerhalb 6. wochen den Anfang zumachen / den völligen transport der Guarniſonn aber / ſo viel der Trouppen anzahl ſeyn werden / innerhalb 3 Monath zubewerckſtelligen ; Ihnen alle ſothane ſicherheit wieder alle Inſultus / anſprüche und vorbende / von unſern Alliirten zu verſchaffen verſprechen. Weilen auch von dem Herrn Envoyé Extra Ordinario von Waſſewitz laut ſeiner Vollmacht / ein Obriſter zum Commendanten von der Veſtung Stettin geſetzt werden muß : Als ſollen deſſelben Päſſe / wann er vorhero in Holſteinſchen Eyd genommen iſt / gelten und reſpectiret werden. Und da der Herr General Gouverneur von Meyerfeldt anjetzo zugleich die Ordres nacher Stralſund abgehen laſſen wird / daß dorten alle hoſtilitäten eingeſtellet werden und ceſſiren ſollen : So wollen wir gleiche Ordres von unſerer Conſœderirten ſeiten behuffig ſtellen / und nunmehro alle hoſtilitäten aufheben / auch die freye Communication und paſſage zu waſſer und zu Lande öffenen / ſo wohl zum Tranſport der Trouppen / als ſonſt generalement für perſonen und Sachen / als deren ſich uebermann inclusive von dem Herrn General Gouverneur und dem Gouvernement an bis zu den niedrigſten an Civil- und Militair-Perſonen a dato frey zu bedienen / und ſelbe hiermechſt von dem Herrn General Gouverneur ſich mit Päſſen zuverſehen haben.

Dieſes alles wollen wir auf unſer Fürſtl. wort und mittelſt engagirung unſerer honneur / heilig halten und adumpliren / ohne einige Gefährde. Wie wir denn ſolches eigenhändig unterſchrieben und mit unſern Inſiegel bekräftiget. So geſchehen im Haupt-Quartier vor Stettin / den 19. und 30. Septembre 1713.

Mentzikoff.

L.S.

XCV.

2. Octob. **Declaration / welche im Nahmen Seiner Hochfürſtl. Durchl : des Herren Adminiſtratoris zu Holſtein Gottorff deren Plenipotentiarius von Waſſewitz / wegen Sicherheit und bewahrung der von Königl. Schwediſchen Seithe Ihr eingeraumten Veſtung Stettin / wie auch der übrigen Schwediſchen Province von ſich gegeben. Stetin den 2 Octobris 1713.** [Tiré d'une Information de Droit publiée en 1716. de la part du Roy de Suede ſous le Titre de In facto **gegrundete Vorſtellung wie weit Seine Königl. Mayſt. von Schweden durch die wegen Stettin errichtete** Conventionen **verbunden zu achten.** Aux preuves Num. 9. pag. 55.]

C'eſt-à-dire,

Declaration du Sereniſſime Duc Adminiſtrateur de HOLSTEIN GOTORP *par ſon Miniſtre Plenipotentiaire Waſſewitz touchant la Seureté de la Ville & Forteresſe de Stettin, confiée à ſa Garde de la part de Sa Majeſté Suédoiſe. A Stettin le 2. d'Octobre* 1713.

Als es wegen des Tractats / welchen mein gnädigſter Fürſt und Herr mit dem Herren Königl. Rath und Graff Bellink in Hamburg ꝛc. 10. A. C. geſchloſſen / ſo hie bey in einer von mir vidimirten Copey geſüget iſt / und wegen deſſelben approbation nunmehro allhier mit dem Herrn General Gouverneur Baron Meyerfelde zum völligen ſtande gekommen iſt / und dann den zu folg heute 2. Bataillons von der Guarniſon zu Stettin auf die von mir producirten Hochfürſtl. Special-Vollmacht de dato Hamburg den 10. Juny A. C. zum würcklichen Eyde und Pflicht / nachdem von mir zugleich eingehändigten Formular genommen / desgleichen der von dem General Gouverneur Meyerfeldt / vermöge des Tractats / zum Commando der Veſtung benannter Herr Obriſter Baron Hom als Commendant in meines gnädigſten Fürſten und Herren Nahmen verſehet worden / auch die übrige Guarniſon ; ſo wie ſie ietzo in Königl. Schwediſchen Eyde und dienſten ſich befindet / an Teutſchen / Frantzoſen / und anderen Nationen zu Pferd und Fuß / wie ſie Nahmen haben aus und ehestens und Stralſund und Rügen marchiren ſoll / ſo verſichere ich an Vollmacht und von wegen meines gnädigſten Fürſten und Herrn / daß hierentgegen von mir veſchaffet und effective beſorget werden ſoll / das nunmehro von der Ruſſiſchen und Confœderirten Armee weiter nicht die geringſte hoſtilité oder gewalt weder zu waſſer noch zu Lande in der Pomeriſchen Provincie noch an deren Seeküſten verübet werden / ſondern ſolche gänzlich von beyden ſeyten aufgehoben ſeyn / vielmehr vor erwehnte Armee zuforderſt ingeſamt in dero Lager zu Schöne zu ruk gezogen / und ruhig gehalten / die geſamte Artillerie ab und aus dem Lande weggeführet / auch nachdem nun die Veſtung Stettin in einer neutralen Puiſſance Hände geliefert worden / nicht nur alle freye Communication und Paſſage / handel und wandel geöfnet / ſondern auch ſo bald mein gnädigſter Fürſt und Herr mit ingeſamt mit einer andern neutralen Puiſſance wegen der noch übrigen 2. Bataillons ohngeſäumt ſich veſte geſetzt haben wurde / und dieſe würklich auch in der Veſtung werden ein marchiren können / die Provincie Pommern von der Ruſſiſchen und Confœderirten Armee ohne verzug quittiret / und dero Gräntzen ohne alle feindlich gewaltthätigkeit / Exactionen / March-fuhren oder entführung einiger Menſchen / unter was vorwande von reſtanten oder ſonſten es geſchehen möchte / verlaſſen werden ſollen. Übrigen bleibet es in allen nach enthalt des Tractats mit dem Königl Schwedl. General Gouverneur in Stettin und allen denen dependirenden Collegiis / Gerichten / Officianten / und Bedienten / und mit der Stadt Stettin in allen Regiments und Stadts Sachen / in Regimine Eccleſiaſtico & Oeconomico in unverrückten Stande / und Ihro Königl. Mayeſt. von Schweden devotion / zumahlen meim gnädigſter Fürſt und Herr / auch die neutral Trouppen mit nichts weiter als mit der Erhaltung und bewahrung der Veſtung / zu welchem Ende auch meim Gnädigſter Fürſt und Herr / nebſt einer anderen neutralen Puiſſance wider alle etwa über vermuthen entſtehende gefahrde benöhtigten falls an nachdrücklichen veranſtaltungen nichts ermangeln laſſen wurde / ſich zubefaſſen hat.

Weilen auch die nohtwendigkeit erfordert / daß der vorerwehnte Vergleich vom 10. Juny A. C. als welcher in allen Stücken zum fundament und norme bleibet / durch gnugſame Garantie verſichert werde ; ſo verpflichte ich mich in Nahmen meines gnädigſten Fürſten und Herrn / ſothane Garantie förderſamſt und volkömlich zuwegen zubringen / und an Ihro Excell. den Herrn Grafen Bellingk / als welcher den Vergleich errichtet / abzuliefern. den 2. Octobr. 1713. Stettin.

Waſſewitz.

XCVI.

23 Decem. *Declaratio nullitatis, damnatio, abolitio, & reprobatio plurimorum geſtorum ab aſſerto Judice prætenſi Tribunalis Monarchiæ Siculæ, nec non a quibuſdam ejus Delegatis, tam ſuper abrogatione Cenſurarum, quas R. P. D.* FRANCISCUS *Archiepiſcopus* RAMIREZ *Epiſcopus Agrigentia. è Civitate, & Diœceſi Agrigentin. per abuſum Sæcularit Poteſtatis ejectus Expulſores ſuos incurriſſe declaraverat, quàm ſuper revocatione Eccleſiaſtici Interdicti, cui idem Epiſcopus eâ occaſione Civitatem, & Diœceſim præfatas ſubjecerat.* [Bullarium Magnum, Edit. Luxemburgic. 1727. pag. 125.]

Cum diverſis Ordinationibus, Decretis, & Declarationibus.

CLEMENS PAPA XI.

Ad futuram rei memoriam.

AD plurimas, & verè acerbiſſimas, quas in Regno Siciliæ non minus Eccleſiæ, quàm hujus S. Sedis authoritas a Sæculari poteſtate jamdiu pertulit, & adhuc perſert, injurias, conſiderationis noſtræ inuitum convertentes, id fermè Nobis evenire experimur, quod patientiſſimo Vito Job acciduſſe Sacræ Literæ commemorant : ut ſcilicet unius ærumnæ Nuncium alius gravioris calamitatis Relator excipiat, novaque indies, ac ſemper triſtiora ex illis partibus ad Nos afferantur. Noſtra proinde, & ejusdem Sedis, Eccleſiæque Jura, ex commiſſi Nobis cœlitus Paſtoralis Officii Debito, ab ejusmodi Laicorum auſibus conſtanter aſſerere pergimus, ſicut omnibus maturæ conſiderationis trutinâ perpenſis, Æquitati, & Juſtitiæ rectoque Ordini conſentaneum eſſe in Domino arbitramur.

§. 1. Nuper ſiquidem ad Apoſtolatus Noſtri notitiam pervenit, quoq aliàs poſtquam Venerabilis Frater

ANNO 1713. ter Franciscus Archiepiscopus Ramirez Episcopus Agrigentinus, non aliâ profecto de causâ, nisi eo quod Ecclesiasticâ authoritate strenuè asserta, ministerium suum diligenter impleviſſet, & quo par erat, obsequio Noſtris, atque eusdem Sedis Mandatis fideliter obtemperaſſet, per ſummam injuriam, ac intolerabilem ejusdem Sæcularis Poteſtatis abuſum è ſuâ Civitate, ac Diœceſi Agrigentin., totoque Regno Siciliæ expulſus, ejusmodi ſuæ expulſionis Executores, nec non quoscumque illius Complices, Auxiliatores, & Mandantes in Excommunicationem majorem ab Apoſtolicis Conſtitutionibus, & ſpeciatim illa die Cœnæ Domini ſingulis annis legi, & promulgari ſolitâ contra ſimilia perpetrantes inflictam incidiſſe declaraverat; ac inſuper Civitatem, & Diœceſim Agrigentin. præfatus Eccleſiaſtico interdicto ſubjecerat: Tametſi hæc omnia ab eo ritè, ac rectè, nec non juxta Sacrorum Canonum Præſcriptum, imo etiam de ſpeciali, ac prævio Mandato noſtro peracta fuerint, nihilominus paucos poſt dies, ineunte ſcilicet Menſe Septembri proximè præterito, quidam Andreas Ficarini, tanquam prætenſi Tribunalis Monarchiæ Siculæ nuncupati, illiusque aſſerti Judicis ſpecialiter ad infraſcripta Delegatus, primùm quidem, nempe die ſecundâ ejusdem Menſis Septembris, Eccleſiam Sancti Joannis Civitatis Agrigentin., quæ Jurisdictioni ſupradicti prætenſi Tribunalis ſubeſſe prætenditur, temerè, ac violenter aperire fecit.

§. 2. Deinde verò eos, quos dictus Franciscus Epiſcopus in Excommunicationem Nobis, & eidem Sedi reſervatam incurriſſe, ſicut præmittitur, declaraverat, majori temeritate abſolvere præſumpſit, vigore ſcilicet prætenſæ Facultatis ſibi ad id conceſſæ à Francisco Mirandâ, & Gayarre aſſerto Judice ſupradicti prætenſi Tribunalis per ejus Literas die 31. Auguſti proximè præteriti expeditas, quibus execrando non minus, & impudenti auſu, quam falſis, & ineptis rationibus eadem Excommunicatio, ſive Excommunicationis Declaratio nulla, injuſta, inſubſiſtens, temeraria, & irregularis declarabatur: ipſique Andreæ nihilominus mandabatur, ut ad tollendum quodcumque ſcandalum, aditumque præcludendum cuivis phariſaico zelo (hoc nomine in eisdem Literis Chriſtiana illa oboedientia, quæ Eccleſiæ Mandatis exhiberi debet, impiè traducebatur) Excommunicatos prædictos, ſi abſolutionem petiſſent, tanquam ſpecialiter Delegatus à dicto prætenſo Tribunali, abſolvere deberet; & aliàs, prout uberius legi poteſt in ſupradictis Literis, quas memoratus Andreas eâdem die ſecundâ Septembri promulgari, ac in pluribus Locis Civitatis Agrigentin. affigi mandavit, tenoris, qui ſequitur, videlicet: Nos utriuſque Juris Doctor D. Franciscus Miranda, & Gayarre, de Conſilio Sacræ Catholicæ Majeſtatis, Abbas Sanctæ Mariæ Terranæ, ac Judex Ordinarius Tribunalis Apoſtolicæ Legatiæ, & Regiæ Monarchiæ pro præfata Catholica Majeſtate in hoc Siciliæ Regno, Revererdo Sacerdoti Andreæ Ficani Delegato in Cauſa Fideli Regio Dilecto ſalutem: *Sta pervenuto non ſenza doglianze alla noſtra notizia, e di queſto Tribunale dell' Apoſtolica Legazia, e Regia Monarchia, che eſſendo ſtati il Veverendiſſimo Arcivescovo Vescovo di Girgenti Don Francisco Ramirez intimata d'ordine di S. E. à partirſi da quella Diocesi, e da queſta fidelissimo Regno per li giuſti motivi moſſero l'animo di S. E., concernenti al Real ſervigio, e publico bene, e quiete del Regno, valendoſi con maturo riflessione, ed evidente giuſtizia della Poteſtà economica contro il nomata Prelato, quello abuſandoſi del Titolo ſpecioſo di Conſigliere di Sua Maeſtà (che la Divina guardi,) e del propria giuramento di fedeltà, ed oſſervare le prerogative Regie, e del Regno, facendoſi ſcude, benche idenia, d'eſſer leſa la libertà Eccleſiaſtica, e d'havere patito violenza dal Capitano Ochoa, Dottor D Giovan Battiſta Guzzardo, Clerico D. Pompeo Grugno, Ettore Antinori, ed altre Perſone generalmente, ſpecialmente, & innominati, paſſo à ſcommunicarli, e ſuppoſti indubitamente nominati, paſſo à ſcommunicarli, e ſuppoſti dovendo ſi eſercizio di tal Poteſtà economica eſſe enorme delitto, paſsà ad interdire la Cathedrale, e tutte le Chieſe della Diocesi, moſtrando in ciò poca buon genio verſa il Real Servigio, e la Poteſtà economica di S. E., per la tenale elevazione del quale Interdetto per l'evidente nullità, ed altre ragioni, e per aprirſi le Chieſe con la continuazione de divini Offici, ed amministrazione di Sacramente, ſi ſtan ſpedende per via del Tribunale gl'ordini opportuni, ma per adeſſe reſtando, che la riferita cenſura fulminata contro le perſone, cori in ſpecie, cam in genere riferite, hà proceſſo indebitamente ex abrupta, de facto, nullo Juris ordine ſervato, contro la forma de Precetti Evangelici, de Sacri Canoni, Concigli Ecumenici, con publico ſcandalo, evidente perturbazione de Popoli, ed impedimento al corſo della Giuſtizia, ed eſercizia della Poteſtà economica, ed in eſecutione di ſuppoſta Poteſtà conceſſali dalla Corte Romana non eſecuta, ne preſentata nel Regno, in grave pregiudizio delle Regalie, e prerogative del Regia Exequatur, ſecondo ſi preſcrive da più Reali diſpacci de Sereniſſimi Monarchi, fondati in evidenti ragioni, avvalorate da antichiſſima, ed immemorabile oſſervanza mai interrotta nel lungo corſa di più Sceoli, non ſolo in queſto fedeliſſimo Regna, ma anche per tutta il Mondo Cattolico, come uniformi al Dritto delle genti, alli Sacri Canoni, Concigli Univerſali, e Concordie con la Santa Sede: ed accreſcendoſi li motivi di ſudetta nullità, ed inſuſſiſtenza dalli notabili eccesſi, ed evidenti aggravi, reſta la ſudetta cenſura, come ſopra, fulminata aſſolutamente nulla, ed ingiuſta, da temerſi ſolamente da chi la fulminò, non havendo nemmanco preſſo le ſolite, e neceſſarie monizioni, nemmanco la citazione ad dicendum cauſam Quare, ſecondo precetto Criſtiano Verità increata, li Sacri Canoni Concigli Ecumenici, e ſenza veruna inibizione à deſiſterſi dal fatto, ò preteſe violenze, havendo perciò tutto maturamente eſaminato, e diſcuſſo con matura riflessione, habbiamo ſtimata dichiarar nulla, ingiuſta, inſuſſiſtenti, temerarie, ed irregolare la riferita cenſura per le ragioni riferite, con fare à voi le preſenti, per renderle manifeſta, e publica la nullità di ſudetta cenſura, e per togliere anche da cateſta Città, e Diœceſi da Cidolori, Interdetti, ed altri Scritture farſe affiſſate contro le accennate perſone in ſpecie, & in genere nominate, & benche ſtante la ſudetta nullità, ed ingiuſtizia, non vi fuſſe di biſogno veruna aſſoluzione, nondimeno per non dar luogo à verun zila facifaico, ò à qualunque ſcandalo peſſibile, che poteſſe originarſi nelle conſcienze ſimplici, erronee, e ſcrupuloſe; Perciò vi ordiniamo, che preſentandoſi innanzi à voi le ſuccennate Perſone, in ſpecie, & in genere nominate, & ogn'uno de loro, domandandovi l'aſſoluzione della ſudetta Scommunica, vogliate, e debbiate Voi, come Delegata di queſto Tribunale della Regia Monarchia, à quelli, ed ogn'uno de loro aſſolvere libere dalla ſudetta Scommunica, e fatta la ſudetta aſſoluzione ut ſarete fede, e quella trasmetterete, dove ſara di biſogno per averſene piena ſcienza, ed altra transſmettere a Noi, e queſto Tribunale della Regia Monarchia, con voſtre lettere riſpoſtali, per havere anche Noi ſcienza della ſudetta aſſoluzione, procedendo ſopra ciò contro li perturbanti, & impedenti l'eſecutione delle preſtuti à quelli remedii, che vi pareranno convenienti, e di Giuſtizia; Commandando per le preſenti à tutti, e ſingoli Officiali così Spirituali, come temporali del Regno, che ſotto la pena di ſcudi cento per ogn'uno di eſſi d'applicarſi al Fiſco di queſto Tribunale della Regia Monarchia, ch'abbiano, e debbono dare, e preſtare ogni lor braccia, ajuto, e favore tante volte, quante da voi ſaranno richieſti, che noi ſopra la coſe ſudette vidimo, e concediamo ogni noſtra parsita, ed autorità neceſſaria, e così eſeguirete ad iſtanza delle ſudette prenominate Perſone, ſin ſi qualſivoglia Perſona per eſſe preſentante, e comparente, etiam ſenza Procura, per quanta la grazia di Sua Maeſtà tenete cara, e ſotto le pene à Noi ben viſte. Datum Panormi die trigeſima prima Auguſti ſexta Indictionis 1713.: Don Franciſcus Miranda, & Gayarre: Julius Rotundo Pro-Magiſter Notarius: Juſtus: Præſentetur, Exequatur, Regiſtretur, & Affigatur: Sacerdos Don Andreas Ficani Delegatus in Cauſa: Die 2. Septembris 1713. Præſentata præſentatæ, executa, & regiſtratæ fuerunt, & ſunt in Officio Admodum Reverendi Sacerdotis Di Andreæ Ficani degentis in hac Civitate Agrigenti, uti Delegati Illuſtriſſimi, & Reverendiſſimi Domini D. Franciſci Miranda, & Gayarre Judicis Ordinarii Tribunalis Regiæ Monarchiæ, & fuerunt affixa juxta ſupradictam decretationem. Unde &c.: Clericus Angelus Fiamo Magiſter Notarius in Cauſa, &c.*

ANNO 1713.

§. 3. Poſt hæc Miniſtri dicti prætenſi Tribunalis, cum forſan ſuarum iniquitatum menſuram nondum ſatis per præmiſſa impleviſſe ſibi viderentur, admiſſis criminibus nova, & ſane ſemper graviora crimina adjicere non formidarunt. Quidam enim Canonicus Iſidorus Navarro, aſſerens ſe ejusdem prætenſi Tribunalis, illiusque aſſerti Judicis delegatum exiſtere, nec non ſpeciale ab eo Mandatum habuiſſe revocandi generale Interdictum, cui præfatus Franciscus Epiſcopus Civitatem, & Diœceſim ſupradictas, ut præfertur, ſuppoſuerat, ad prædictam Civitatem Agrigentin. die 15. ejusdem Menſis Septembris, plurium armatorum Militum turmâ ſtipatus ſe contulit, ibique tam Eccleſiaſticos ad aperiendas, quàm Populum ad frequentandas Eccleſias inducere tentavit; Sed cum illos in exactâ ejusdem Interdicti obſervantiâ, fidelique erga Paſtorem ſuum, atque hanc Sanctam Sedem oboedientiâ firmiſſimos inveniſſet, ad violenta

ANNO 1713. lenta remedia confugit, eorumque conſtantiam, antiqua propemodum ab Ethnicis in Chriſti Fideles illatarum perſecutionum exempla renovando, bonorum interceptionibus, carceribus, exiliis, aliisque arrogatis mulctis, expugnare ſtuduit. Plures proinde tam Sæculares, quam Regulares Sacerdotes, ſive in carceres, & vincula crudeliter conjecit, ſive bonis ſpoliavit, ſive exulare acerbè juſſit, atque hos inter plerosque etiam Parochos oves Chriſti ſibi commiſſas, eo planè tempore, quo Paſtorum ſuorum præſentiâ, ac cuſtodiâ maxime indigebant, deſerere coegit; Et, quod fatè ſine horrore, ac lachrymis audiri nequit, tres Vicarios in ſpiritualibus Generales à memorato Francisco Epiſcopo ſucceſſivè deputatos, nempe dilectos Filios Petrum Attardum, Joſephum Mariam Rhinum, & Gaſparem Salernum, io odium conſtantis, & invicti illorum zeli pro Eccleſiæ Jurium, atque Apoſtolicæ authoritatis tuitione in carceres detruſit, ingenti prius pecuniâ ab eis extortâ: ac quartum, qui illis ſucceſſerat, nempe quemdam Blaſium Mariam, niſi hic interea non tam lethalis morbis violentiâ, quàm innumeris pro eadem Eccleſiæ causâ toleratis ærumnis confectus, ac penè morti proximus: ad gravis pecuniariæ mulctæ ſolutionem impio ejusdem Iſidori juſſu immaniſſimè adactus, ab humanis deceſſiſſet, eâdem carceris pœnâ afficere decreverat. Neque his contentus dictus Iſidorus, propriæ non minus conſcientiæ, quàm divini timoris penitus immemor, cenſuris omnibus, ac pœnis in Eccleſiaſtici Interdicti violatores per Sacros Canones, & Apoſtolicas Sanctiones inflictis prorsùs contemptis, Cathedralem Eccleſiam Agrigentinam violenter aperiri fecit, ibique detestabili impietate à Sacrilegiis ad Altare progrediens, imò Altare ipſum Sacrilegiis polluens, majori Excommunicatione, aliisque cenſuris non uno, ſed plurimis nominibus innodatus, Sacroſanctum, ac tremendum Miſſæ Sacrificium, concrepantibus interea piurium ſeloporum diſpoſitionibus per eius Milites factis, aliisque igniarii pulveris fragoribus additis, cum interventu quorumdam, qui ad eamdem Eccleſiam metu, & violentiis compulſi convenerant, celebrare auſus fuit: promulgato tamen prius in eadem Civitate Agrigentin. quodam Edicto, per quod idem Iſidorus Interdictum præfatum nullum, inuſtum, illegitimum, inſubſiſtens, & irritum, nullisque roboris, & efficaciæ declaraverat, adeòque omnibus Superioribus Eccleſiarum tam Sæcularium, quàm Regularium, nec non Parochis, Beneficiatis, Cappellanis, Presbyteris, & Clericis Civitatis, & Diœceſis Agrigentin. præfatarum, ut illo nàtimè attento, Eccleſias omnes aperras, ut prius, retinere, ac in illis Miſſas, & alia Divina Officia celebrare, & celebrari, ac Chriſti Fidelibus Eccleſiæ Sacramenta adminiſtrare, & adminiſtrari facere deberent, perinde ac ſi Interdictum hujusmodi nunquam emanaviſſet, ſub Excommunicationis, aliisque pœnis diſtrictè mandaverat, & aliàs, prout etiam uberiùs continetur in præfato Edicto, tenoris ſequentis, videlicet: Nos Doctor Don Iſidorus Navarro Canonicus Sanctæ Metropolitanæ Primariæ hujus Siciliæ Regni Eccleſiæ Panormitanæ, Examinator Synodalis, & Delegatus Tribunalis Apoſtolicæ Legatiæ, & Regiæ Monarchiæ ſcrib ad iosrafcripta conſtitutus vigore litterarum datarum Panormi die nonâ Septembris ſeptimæ Indictionis 1713. præſentatarum, executarum, & regiſtratarum in hac Civitate Agrigenti die 15. inſtantis, ad quas &c.: Omnibus, & ſingulis Chriſti Fidelibus utriusque ſexus hujus prædictæ Civitatis, ejusque Diœceſis ſalutem in Domino ſempiternam. *Non ſenza doglionze, e perturbatione della publica quiete ha pervenuto alla notizia di S. E., e del Reverendiſſimo Monſignore D. Franceſco Miranda, e Gavarre Abbate di Santa Maria di Terrana, del Conſiglio di Sua Maeſtà, (che la Divina guardi) e ſuo Giudice Ordinario del Tribunale dell' Apoſtolica Legazia, e Regio Monarchia in queſto fedeliſſimo Regno, che eſſendo ſtato il Reverendiſſimo Arcivescovo D. Franceſco Romirez Veſcovo di Girgenti intimato d'ordine di S. E. à partirſi da queſta Diœceſi, e da tutto il Regno per li giuſti motivi moſſero il zelo indefeſſo, e l'animo di S. E., attenenti al Real ſervigio, publica tranquillità, e quiete de Popoli, valendoſi con matura riflеſſione, e con giuſtizia dello Poteſtà Economica contro il ſuccennato Prelato, quale abuſandoſi del titolo ſpecioſo di Conſigliere di Sua Maeſtà, e del proprio giuramento di fedeltà, e di oſſervare le Regie prerogative, privilegi, e lodevoli oſſervanze del Regno, fingendo di eſſer ſtata leſa la liberià Eccleſiaſtica, e di haver patito violenze dal Capital D. Giovanni Ochoa, Dottore D. Giovan Battiſta Guzzardi, Clerico D. Pompeo Grugno, Ettore Antinoro, e d'altre perſone generalmente, ſpecialmente, ed individualmente nominate, paſſò à ſcommunicarli, e ſupponendo, che l'eſercizio di tal Poteſtà Economica foſſe enorme delitto, credendo eſſer Prelato per la ſola grazia della Corte Romana, non per la Real munificenza, interdiſſe queſta Cathedrale, e tutte le Chieſe della Diœceſi, con lo ſcudo di eſſerſi commeſſo gravisſimo eccesſo contro il Paſtore di queſto Gregge, ſenza però riflettere le turbolenze, e peſſime conſeguenze può partorire tanto ſcandaloſo eſtremo contro il Real ſervigio, publica quiete, ed in diſprezzo della Poteſtà Economica, ma anche totalmente irregolare, aſſolutamente, & de facto, & ex abrupto, nullo Juris ordine ſervato, contro la forma di Sacri Canoni, e Concili Generali mancando li requiſiti neceſſari dell' Interdetto, e la materia, e cauſa efficiente del medeſimo, con ſuppoſizione di violenze non vere, ed eccesſi non commeſſi, mentre il mettere in dubio la Poteſtà Economica, e chiamare abuſo, violenza, ed eccesſo l'eſercizio della medeſima è contro ogni dritto, contro ogni Jus delle genti, e l'inveterate, e mai interrotte prerogative, e dritti di Sua Maeſtà (che la Divina guardi), e di queſto fedeliſſimo Regno, e Tribunale dell'Apoſtolica Legazia, e Regia Monarchia, maggiormente, che ſi aſſerisce in ſudetto aſſerto, e nullo Interdetto d'haver proceſſo per poteſtà conceſſali dalla Corte Romana, non eſecuta, ne preſentata nel Regno in grave pregiudizio, anzi diſprezzo delle Regalie, e prerogative del Regio Exequatur, ſecondo ſi preſcrive da più Reali diſpacci de Serenisſimi Monarchi, fondati in evidenti raggioni, ornolorati d'antichiſſima, ed immemorabile oſſervanza mai interrotta nel lungo corſo di più Secoli, non ſolo in queſto fedeliſſimo Regno, ma anche per tutto il Mondo Cattolico, come uniforme a Dritto delle Genti, alli Sacri Canoni, Concili Univerſali, Privilegi Apoſtolici, e Concordie con la Santa Sede, ed inoltre dando per conſeguenza manifeſta la giuſtizia, notoria inſuſſiſtenza, ed evidente nullità, s'hà ſtimato perciò dal detto Tribunale del l'Apoſtolica Legazia, e Regia Monarchia, e dal riferito Reverendiſſimo Monſignore Giudice della medeſima provedere d'opportuno rimedio, reparando col ſuo zelo non ſolo alli pregiudizi del Real ſervigio, ma anche à quelli dalli Popoli di queſta Diœceſi ingiuſtamente leſi dal ſudetto Prelato loro Paſtore contro la carità Paſtorale, ha diliberato commettere à Noi la ſua autorità, e poteſtà, ac vices, & voces ſuas, & ejusdem Tribunalis, con ordinarci, che doveſſimo paſſare in queſta Città, e qualſivoglia parte della Diœceſi, e levare, e far levare ſudetto Interdetto, & qualſivoglia Cedulone affiſſato, e dichiarare juxta Juris formam ex Commiſſione ſpeciali l'iſteſſo Interdetto nullo, inguſto, illegittimo, ed inſuſſiſtente. Per tanto Noi valendoci della ſopradetta poteſtà ampliſſima nelle ſoprocitate Lettere, come ſpeciali Delegato in queſto negozio, e Cauſa, precedendo le prove legittime di non eſſer veri li motivi addotti nel citato Interdetto, paſſatimo in dorſo la petizione del noſtro Procuratore Fiſcale D. Domenico Preſtone, con interlocutoria in ſcritti à dichiarare nullo, ingiuſto, illegittimo, ed inſuſſiſtente, irrito, e neſſuno forza, e valore il ſuccennato Interdetto, in tanto per il noſtro preſente Editto authoritate, qua ſupra, publichiamo la nullità, ingiuſtizza, ed inſuſſiſtenza del medeſimo, ed ordinamo in vertù della facolta à Noi ſpecialmente, come s'hà detto, conceſſo, e tutti li Superiori delle Chieſe, tanto Regolari, quanto Secolari, Parochi, Beneficiati, Cappellani, Sacerdoti, e Chierici, che non oſtante il ſudetto Interdetto, ſtante la ſua notoria ingiuſtizia, nullità, ed inſuſſiſtenza, doveſſero tenere le Chieſe aperte, ed in celebrare, e far celebrare li Divini Offizi, e Meſſi, come ſi faceva prima del ſudetto inguſto, nullo, ed inſuſſiſtente Interdetto, ed amministrare a tutti li Fedeli li Santi Sacramenti della Santa Chieſa, come prima, e come ſe mai vi foſſe ſtato detto Interdetto, nullo, inguſto, ed inſuſſiſtente, e queſto ſotto la pena alli Contraventori, e diſobedienti della Scommunica Maggiare riſervata al ſudetto Reverendiſſimo Giudice della Regia Monarchia, dello diſgrazia di Sua Maeſtà, & d'altre pene a Noi ben viſet, e non altrimente. Datum Agrigenti die trigeſima Septembris ſeptimæ Indictionis 1713. Agigatur: Canonicus Navarro Delegatus: Innocentius Guerreri Magiſter Notarius.*

ANNO 1713.

§. 4. Idem porrò Edictum à memorato Iſidoro per univerſam Diœceſim Agrigentin. transmiſſum fuit, ut juxta ejus tenorem Presbyteri omnes ſingulorum locorum Diœceſis hujusmodi, Interdicto præfato nequaquam obſtante, Miſſas celebrare, aliaque Divina peragere per aſſertos Delegatos locales ſupradicti prætenſi Tribunalis compelli poſſent, quemadmodum inter cæteros ita feciſſe atque exécutum fuiſſe Nobis innotuit quemdam Joſephum Alexandri,

ANNO 1713. qui afferens ſe ejusmodi Delegatione munitum eſſe, in Oppido *Caſtel Vetrano* nuncupato ejusdem Diœceſis quoddam præceptum, ſeu mandatum hac de re edidit, additâ in eo adverſus Transgreſſores pœnâ incorporationis omnium bonorum, illudque nonnullis Eccleſiaſticis dicti Oppidi transmiſit, imò & ad quorumdam ex eis domorum januas affigi fecit, tenoris ſequentis, videlicet: *Die 28. Octobris ſeptima Indictione 1713. Portiero d'ordine del Reverendo Sacerdote Don Groſeppe Aleſſandro Delegato del Tribunale dell' Apoſtolica Legazia, e Regia Monarchia in virtù di Lettere Patenti date in Palazzo in detto Tribunale diebus &c., e di Commiſſione parimente del Reverendo Signor Canonico D. Iſidoro Navarro Delegato ſpeciale in Cauſa di detto Tribunale, e in virtù di ſuo ordine e Lettera data in Girgenti diebus &c. alli quali &c. s'ingiunge, notifica, & intima al Sacerdote D. Antonino Matteliano, quatenus domane Domenica 29. del corrente 7. Indictione 1713. e ſucceſſivamente in appreſſo di giorno in giorno habita, voglia, e debba celebrare la Santa Meſſa, aſſiſtere in detto giorno de 29. Ottobre alla Meſſa Cantata, e Divini Offici, Amminiſtrazione delli Sanctiſſimi Sacramenti, ſtante l'evidente nullità dell' Interdetto, come chiaramente ſi vede nelli Editti affiſſati d'ordine di detto Reverendo Delegato in Cauſa nelli luoghi publici di queſta predetta Terra. Altrimente, facendo il contrario, e non facendo copia di fe, s'intende incorſo in quelle pene publicate, ed eſpreſſate in detto ordine, e Lettere, procedendoſi per La diſobedienza all'eſpreſſi nell'iſteſſe Ordinazioni, con la incorporazione di tutti li ſuoi beni. Unde &c.*

§. 5. Cum autem nimiùm evidens ſit, nec quisquam inficiari valeat, graviſſimam ex præmiſſis Eccleſiaſticæ Libertati, imò etiam Pontificiæ authoritati illatam fuiſſe injuriam, ac ſimiliter exploratum ſit nullum Judicem, quacumque tandem poteſtate, & authoritate ſuffultum, quoties de Excommunicatione, Interdicto, aliisque cenſuris ex cauſa lædæ, ſeu violatæ Immunitatis Eccleſiaſticæ, ac potiſſimum de ſpeciali Noſtro, & Sedis Apoſtolicæ mandato latis, agi contigit, in illarum validitatis, ſeu invaliditatis, juſtitiæ, ſeu injuſtitiæ cognitionem, quæ, non niſi Nobis, ac dictæ Sedi reſervata eſt, ſe ingerere ullatenus poſſe; adeòque eadem præmiſſa in maximam plurimorum perniciem, ac ſcandalum tendant, animasque pretioſo Salvatoris, & Domini Noſtri Jeſu Chriſti ſanguine redemptas in graviſſima pericula, & errores conjicere, ac deplorandis malis involvere valeant. Hinc eſt, quod Nos, qui Jurium Eccleſiaſticorum aſſertores in Terris à Domino conſtituti ſumus, omniumque Chriſti Fidelium curam, & ſollicitudinem ſuperni diſpoſitione gerimus, Libertatem, Immunitatem, & Jurisdictionem Eccleſiaſticam, nec non Sanctæ hujus Sedis authoritatem ab ejusmodi nefariis, ac perniciosis conatibus ſartam, tectamque, atque illibatam tueri, & tum Nobis ex alto conceditur, occurrere cupientes: omniumque & ſingulorum, quæ in præmiſſis, ſeu eorum occaſione quovis modo decreta, juſſa, ordinata, acta, & geſta fuerunt, ſeriem, cauſas, & circumſtantias, etiam aggravantes, nec non præfatorum, ac quorumvis aliorum Tribunalium, Judicum, Miniſtrorum, etiam Principalium, ſeu Subditorum Officium, Notariorum, Scribarum, & Periciarum quarumcumque in eisdem præmiſſis quomodolibet culpabilium qualitates, dignitates, nomina, & cognomina, aliave quæcumque, etiam ſpecificam, & individuam mentionem, ac expreſſionem requirentia, pro ſentibus pro plenè, & ſufficienter expreſſis, & ſingillatim ſpecificatis habentes: Motu proprio, ac ex certâ ſcientiâ, & maturâ deliberatione Noſtris, deque Apoſtolicæ poteſtatis plenitudine, Literas, Edictum, ac Præceptum, ſeu Mandatum præinſerta, nec non quæcumque in iis contenta, aliaque omnia ea occaſione per memoratos Franciscum Miranda, & Gayarre aſſertum Judicem dicti prætenſi Tribunalis; nec non Andream Ficani, Iſidorum Navarro, & Joſephum Alexandri vigore ſuarum reſpective aſſertarum Delegationum acta, geſta, & ordinata, cum omnibus, & ſingulis inde ſecutis, & forſan quandocumque ſecuturis, penitus, & omninò nulla, irrita, & invalida, injuſta, reprobata, damnata, inania, temeraria, & a non habentibus poteſtatem damnabiliter attentata, ac de facto præſumpta, nullatenusque omninò roboris, & momenti, vel efficaciæ eſſe, & ab initio fuiſſe, ac perpetuò fore, neque illa a quoquam obſervari poſſe, vel potuiſſe, adeòque nec ullum ſtatum facere, vel feciſſe, ſed perinde, ac ſi nunquam emanaſſent, nec facta fuiſſent, pro non extantibus, & non factis perpetuò itidem haberi debere, tenore præſentium declaramus; Et nihilominus ad majorem, & abundantiorem cautelam, & quatenus opus ſit, illa omnia, & ſingula harum ſerie damnamus, reprobamus, revocamus, caſſamus, irritamus, anullamus, abolemus, viribusque, & effectu penitus, & omninò vacuamus, ac pro damnatis, reprobatis, revocatis, caſſatis, irritis, nullis, invalidis, & abolitis, viribusque, & effectu penitus, & omninò vacuis ſemper haberi volumus, & mandamus. ANNO 1713.

§. 6. Præterea, tametſi de veteri Nationis Siculæ pietate, ac Religione confiſi, minimè dubitemus Chriſti Fideles illarum partium, ac præſertim Civitatis, & Diœceſis Agrigentin. præfatarum Incolas, etiam noſtrâ hac declaratione minime expectatâ, Literas, Edictum, ac Præceptum, ſeu Mandatum hujusmodi, aliaque per dictos Franciscus Miranda, & Gayarre, Andream, Iſidorum, & Joſephum geſta pro irritis, & invalidis, nulliusque prorſus roboris, ac valoris jam habuiſſe, & in poſterum habituros eſſe, adeòque omnia è converſo per ſupradictum Franciscum Epiſcopum acta, & ordinata religioſè, ac exactè obſervaſſe, & obſervaturos eſſe, nihilominus ad majorem ſimiliter cautelam, generale Interdictum, cui præfatus Franciscus Epiſcopus Civitatem, & Diœceſim ſupradictas, ſicut præmittitur, ſubjecit, nec non cenſuras, ſeu declarationes Excommunicationis ab eo contra ſuos Expulſores promulgatas pro validis, & juſtis habentes, ipſumque Interdictum, ac cenſuras, ſeu declarationes hujusmodi authoritate Omnipotentis Dei, Sanctorum Apoſtolorum Petri, & Pauli, ac Noſtrâ approbantes, & confirmantes, ac adverſus præmiſſa, quatenus opus ſit, renovantes: Motu, ſcientiâ, deliberatione, & poteſtatis plenitudine paribus, omnes, & ſingulas perſonas Eccleſiaſticas tam ſæculares cujusvis gradus, præeminentiæ, ac dignitatis fuerint, quàm cujusvis Ordinis, Congregationis Inſtituti, & Societatis, etiam Jeſu, Regulares ad exactam ejusdem Interdicti obſervantiam omninò teneri, & obligatas exiſtere, & fore, ita ut in quibusvis Eccleſiis, locis piis, Oratoriis, etiam privatis, ac Cappellis domeſticis Civitatis, & Diœceſis Agrigentin. prædictarum, prætenſâ etiam memoratæ aſſertæ Monarchiæ Siculæ authoritate muniis, five aliàs quocumque privilegio, exemptione, & indulto etiam prætenſæ Protectionis Regiæ, ſeu prætenſi Juris Patronatus Regii, tametſi pluries, ac quantiscumque vicibus a Sede præfatâ approbati ſuffultis, nec Miſſæ, nec alia Divina Officia celebrari, neque Sanctiſſimum Euchariſtiæ Sacramentum adminiſtrari, minusque Fidelium defunctorum cadavera ſepiliri, aliave tempore Interdicti prohibita exerceri, niſi temporibus, caſibus, & modis per ſupradictos Sacros Canones permiſſis, ullo modo valeant, earumdem pariter tenore præſentium ſtatuimus, & ordinamus.

§. 7. Ad hæc omnes, & ſingulos, quantumvis exemptos, & quovis modo privilegiatos, qui Statuto, Decreto, & Ordinationi Noſtris hujusmodi ſub quovis quæſito colore, ratione, aut prætextu quomodolibet contravenerim, quocumque tandem titulo, munere, aut dignitate præfulgeant, eo ipſo, & absque aliâ declaratione in cenſuras, & pœnas Eccleſiaſticas per præfatos Sacros Canones, & Conſtitutiones Apoſtolicas deſuper latas, & impoſitas incidiſſe, illisque innodatos fuiſſe, & eſſe, ac fore, nec ab eis a quoquam, niſi a Nobis, ſeu Romano Pontifice pro tempore exiſtente (præterquam in mortis articulo, & tunc cum reincidentiâ in easdem cenſuras eo ipſo, quo convaluerint) abſolvi, & liberari poſſe, harum ſerie ſimiliter ſtatuimus.

§. 8. Cæterum, cum notorii Juris ſit, non tam eos, quos præfatus Franciscus Epiſcopus in actu ſuæ expulſionis Excommunicatos declaravit, quàm ſupradictus Franciscus Miranda, & Gayarre, Andream Ficani, Iſidorum Navarro, & Joſephum Alexandri, ac ulterius Julium Rotundo Promagiſtrum Notarium, qui præinſertis Literis prædictis Franciſci Miranda, & Gayarre, Clericum Angelum Piano Magiſtrum Notarium, qui promulgationi Literarum hujusmodi per dictum Iſidorum, ut præfertur, factæ, ac Innocentium Guerreri ſimiliter Magiſtrum Notarium, qui præinſerto Edicto ejusdem Iſidori reſpectivè ſubſcripſerunt; nec non Dominicum Piccione, ad cujus nimirum inſtantiam, uti Procuratoris Fiſcalis ejusdem prætenſi Tribunalis, dictus Iſidorus in ſuo præinſerto Edicto ſe proceſſiſſe aſſerebat: aliosque omnes, & ſingulos cujuscumque ſtatus, gradus, ordinis, præeminentiæ, dignitatis, quantumcumque excellæ, ac ſublimis fuerint, qui ſive Franciſci Epiſcopi expulſionem hujus-

ANNO 1713. hujusmodi, sive gesta per dictos Franciscum Miranda, & Gayarre, Andream, Isidorum, & Josephum quovis modo mandarunt, ac ordinarunt, seu illis consilium, auxilium, favorem vel quamvis aliam damnabilem operam præstiterint, aut in eorum sequelam, & executionem gesta approbarunt, & rata habuerunt, seu aliàs in eis quomodolibet culpabiles fuerunt, censuras omnes, & pœnas Ecclesiasticas à Sacris Canonibus, Generalium Conciliorum Decretis, & Apostolicis Constitutionibus, ac præsertim Literis die Cœnæ Domini singulis annis legi, & promulgari consuetis inflictas eo ipso incurrisse; Noverint idcirco illi omnes, etiam specialissimâ mentione digni, a censuris, & pœnis hujusmodi, post debitam, ac condignam Ecclesiæ realiter, & cum effectu præstitam satisfactionem, non nisi a Nobis seu Romano Pontifice pro tempore existente (præterquam in mortis articulo constituti, nec etiam tunc nisi de standō Ecclesiæ mandatis, & satisfaciendo cautione præstitâ, ac eum reincidentiâ præfatâ eo ipso, quō convaluerint) absolvi, & liberari posse, prout harum serie similiter decernimus, & declaramus, facultatem insuper quandocumque procedendi ad alia severiora remedia, quatenus prædicti Ecclesiasticæ libertatis Violatores in suâ contumaciâ persistentes censuras, & pœnas hujusmodi animo, quod absit, sustinuerint Indurato, Nobis, & eidem Apostolicæ Sedi expresè reservantes.

§. 9. Decernentes pariter easdem præsentes Literas, & in eis contenta quæcumque, etiam ex eo, quòd prædicti, & alii quicumque in præmissis interesse habentes, seu habere quomodolibet prætendentes cujusvis status, gradus, ordinis, præeminentiæ, & dignitatis existant; seu aliàs specificâ, & individuâ mentione, & expressione digni illis non consenserint, nec ad ea vocati, citati, & auditi, causæque, propter quas Præsentes emanarint, sufficienter adductæ, verificatæ, & justificatæ non fuerint, aut ex aliâ qualibet, etiam quantumvis juridicâ, & privilegiatâ causâ, colore, prætextu & capite, etiam in corpore Juris clauso, etiam enormis, enormissimæ, & totalis læsionis, nullo unquam tempore de subreptionis, vel obreptionis, aut nullitatis vitio, seu intentionis nostræ, vel interesse habentium consensûs, aliove quolibet, etiam quantumvis magno, & substantiali, ac inexcogitato, & inexcogitabili, individumque expressionem requirente defectu notari, impugnari, infringi, invalidari, retractari, in controversium vocari, aut ad terminos Juris reduci, seu adversus illas aperitionis oris, restitutionis in integrum, aliudve quodcumque juris, facti, vel gratiæ remedium impetrari, vel impetrato, seu etiam motu, scientiâ, & potestatis plenitudine paribus concessō, vel emanato quempiam in judicio, vel extra illud uti, seu se juvare ullo modo posse; sed ipsas præsentes Literas semper firmas, validas, & efficaces existere, & fore, ac quibuscumque juris, seu facti defectibus; qui adversus illas a sæculari potissimùm potestate, seu prædicto assertæ Monarchiæ Siculæ Tribunali, ad effectum impediendi, seu retardandi earum executionem; quovis modo, seu ex quavis causâ opponi, seu objici possent, minimè refragantibus, suos plenarios, & integros effectus fortiri, & obtinere: easque propterea, omnibus, & singulis per eamdem sæcularem potestatem, sive per idem assertum Tribunal quomodolibet allatis, seu afferendis impedimentis penitus, & omninò rejectis, ac nequaquam attentis, ab illis, ad quos spectat, & pro tempore quandocumque spectabit, inviolabiliter, & inconcusse observari, ficque, & non aliter in præmissis per quoscumque Judices Ordinarios, & Delegatos, etiam Causarum Palatii Apostolici Auditores, ac Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales, etiam de latere Legatos, & præfatæ Sedis Nuncios, aliosve quoslibet quacumque præeminentia, & potestate fungentes, & functuros, sublatâ eis, & eorum cuilibet quâvis aliter judicandi, & interpretandi facultate, & authoritate, judicari, & definiri debere, ac irritum & inane, si secus super his a quoquam quavis authoritate scienter, vel ignoranter contigerit attentari.

§. 10. Non obstantibus præmissis, & quatenus opus sit, nostrâ, & Cancellariæ Apostolicæ regulâ de Jure quæsito non tollendo, aliisque Apostolicis, ac in Universalibus, Provincialibusque, & Synodalibus Conciliis editis generalibus, vel specialibus Constitutionibus, & ordinationibus, nec non quorumcumque Ordinum, Congregationum, Institutorum, & Societatum, etiam Jesu, & quorumvis Monasteriorum, Conventum, Ecclesiarum, locorum piorum, aliisve quibusvis etiam juramento, confirmatione Apostolicâ, vel quavis firmitate aliâ roboratis Statutis, & consuetudinibus, ac præscriptionibus quantumcumque longissimis, & immemorabilibus; Privilegiis quoque, indultis, & Literis Apostolicis, Ordinibus, Congregationibus, Institutis, & Societatibus, etiam Jesu, ac Monasteriis, Conventibus, Ecclesiis, & locis piis prædictis, illorumque respectivè Superioribus, aliisve quibuslibet personis, etiam quantumvis sublimibus, & specialissimâ mentione dignis a Sede prædictâ ex quacumque causâ, etiam per viam contractus, & remunerationis, sub quibuscumque verborum tenoribus, & formis, ac cum quibusvis, etiam derogatoriarum derogatoriis, aliisque efficacioribus, efficacissimis, & insolitis Clausulis, irritantibusque, & aliis Decretis, etiam motu, scientiâ, & potestatis plenitudine paribus, seu ad quarumcumque personarum, etiam Imperiali, Regali, aliâve qualibet munditul, vel Ecclesiasticâ dignitate fulgentium instantiam aut earum contemplatione, seu aliàs quomodolibet in contrarium præmissorum concessis, editis, factis, ac pluries iteratis, ac quamlibetcumque vicibus approbatis, confirmatis, & innovatis, etiam continentibus, quòd excommunicari non possint per Literas Apostolicas non facientes plenam, & expressam, ac de verbo ad verbum de Privilegiis, & indultis hujusmodi mentionem. Quibus omnibus, & singulis, etiamsi pro illorum sufficienti derogatione de illis, eorumque totis tenoribus specialis, specifica, expressa, & individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales idem importantes mentio, seu quævis alia expressio habenda, aut aliqua alia exquisita forma ad hoc servanda foret, tenores hujusmodi, ac si de verbo ad verbum, nihil penitus omisso, & formâ in illis tradita observata, exprimerentur, & inserterentur, Præsentibus pro plenè, & sufficienter expressis, & insertis habentes, illis aliàs in suo robore permansuris, ad præmissorum effectum hac vice dumtaxat specialiter, & expresè derogamus & derogatum esse volumus, cæterisque contrariis quibuscumque.

§. 11. Ut autem eædem præsentes Literæ ad omnium notitiam facilius deveniant, volumus illas, seu earum exempla ad valvas Ecclesiæ Lateranensis, ac Basilicæ Principis Apostolorum, nec non Cancellariæ Apostolicæ, Curiæque Generalis in Monte Citatorio, & in Acie Campi Floræ de Urbe, ut moris est, affigi, & publicari, sicque publicatas, & affixas omnes, & singulos, quos illæ concernunt, perinde arctare, & afficere, ac si unicuique eorum nominatim, & personaliter intimatæ fuissent; Utque ipsarum Literarum transumptis, seu exemplis, etiam impressis, manu alicujus Notarii publici subscriptis, & sigillo Personæ in Ecclesiasticâ dignitate constitutæ munitis eadem prorsus fides tam in judicio quam extra illud, ubique adhibeatur, quæ eisdem præsentibus adhiberetur, si forent exhibitæ, vel ostensæ. Datum Romæ apud S. Mariam Majorem sub Annulo Piscatoris die XXIII. Decembris MDCCXIII. Pontificatus Nostri Anno Decimo quarto.

F. Oliverius.

XCVII.

Declaratio nullitatis, Damnatio, abolitio, & reprobatio Edicti promulgati a quodam Delegato asserti Tribunalis Monarchiæ Ecclesiastici Interdicti, cui Vicarius Generalis R. P. D. NICOLAI MARIÆ *Episcopi Liparensis Civitatem, & Diœcesim Liparen. in actu suæ ab eis expulsionis per manifestum Sæcularis potestatis abusum secutæ subjecerat, cum aliis diversis Ordinationibus, Decretis, & Declarationibus.* [Bullarium magnum, Edit. Luxemburgic. 1727. pag. 134.] ANNO 1713. 1714. 7. Septemb.

CLEMENS PAPA XI.

Ad futuram rei memoriam.

AD Apostolatus nostri notitiam, non sine gravi paterni cordis nostri dolore, pervenit quòd cum aliàs dilectus filius Didacus Hurtado Venerabi-

ANNO 1714. lis Fratris Nicolai Mariæ Epiſcopi Liparenſis Vicarius in ſpiritualibus Generalis, non aliâ profecto de cauſâ, niſi quod quibusdam Mandatis noſtris Apoſtolicæ authoritatis tuitionem reſpicientibus, ſibi antea per Literas die XXXI. Auguſti MDCCXIII. à dilecto filio noſtro Fabritio Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinali Paulutio nuncupato Secretario noſtro Status ei juſſu noſtro conſcriptas datis illâ qua par erat fide & obedientiâ obtemperans, ab executione cujusdam dispenſationis matrimonialis ſibi ab Alonſo Mercorella, qui illam obtinuerat, exhibitæ provide abſtinuiſſet, per ſummam injuriam, ac manifeſtum ſæcularis poteſtatis abuſum, adnitente in id, atque inſtigante apud ejusdem ſæcularis poteſtatis Miniſtros ſupradicto Alonſo, è Civitate, ac Diœceſi Liparen. expulſus fuerit; Ipſe in actu ejusmodi ſuæ expulſionis, quo Immunitati Eccleſiaſticæ per id enormiter leſæ conſuleret, ac vim vi repelleret, Joannem Baptiſtam Caſtaldum, & Carolum Alconanda expulſores ſuos, omnesque alios, qui eamdem expulſionem mandarunt, ſeu illi auxilium, favorem, aut conſilium quovis modo præſtiterunt, cujuscumque gradus, & conditionis eſſent, in excommunicationem majorem a Conſtitutionibus Apoſtolicis, & ſpeciatim illâ quotannis die Cœnæ Domini legi ſolitâ contra ſimilia perpetrantes inflictam incidiſſe declaraverit, ac inſuper Civitatem, & Diœceſim Liparen. præfatas generali Eccleſiaſtico Interdicto, affixis ſuper excommunicatione, & interdicti hujusmodi publicis ſchedulis ſubjecerit.

§. 1. Tametſi hæc omnia, a memorato Didaco Vicario generali ritè, ac rectè, nec non juxta Sacrorum Canonum præſcriptum, imò de ſpeciali prævio mandato noſtro peracta fuerint: nihilominus quidam Joſephus Marotta Canonicus Sæcularis, & Collegiatæ Eccleſiæ S. Petri Panormitani aſſerens ſe ſpecialem prætenſi Tribunalis Monarchiæ Siculæ nuncupati, illiusque aſſerti Judicis Delegatum exiſtere, unà cum Franciſco Bruno Notario, Conrado Chirco Fiſcali, Franciſco Navarro executore, Algozzino vulgariter nuncupato, ad dictam Civitatem Liparen. acceſſit, ibique aſſumpto in Conſultorem Joſepho Ruſſo Liparenſi Edictum quoddam promulgari, ac in locis publicis ejusdem Civitatis affigi fecit, per quod temerario non minùs, quàm exercendo auſu, generale Interdictum, cui præfatus Didacus Vicarius generalis Civitatem, & Diœceſim prædictas, ſicut præmittitur, ſuppoſuerat, nullum, irritum, injuſtum, illegitimum, inſubſiſtens, nulliusque roboris, & valoris declaravit, illoque minimè attento, mandavit, ut Eccleſiæ omnes tam ſæculares, quàm regulares Civitatis, & Diœceſis hujusmodi apertæ, ut priùs, retineri, ac in illis Miſſæ, & alia Divina Officia celebrari, nec non Chriſti Fidelibus Sacramenta adminiſtrari deberent, perinde ac ſi ipſum Interdictum nunquam emanaſſet, & alias, prout uberiùs continetur in præfato Edicto, quod non alio quidem, quàm illud penitus, & omninò reprobandi animo Præſentibus inferendum duximus, tenoris, qui ſequitur, videlicet, Nos D. Joſeph Marotta Cap. & M. & Canonicus Regiæ Cappellæ Sancti Petri S. R. P. Sen. Judex Eccleſiaſticus Reviſionis cauſarum deciſarum in Tribunali Conſiſtorii S. Regiæ conſcientiæ, & Delegatus Regiæ Monarchiæ hujus Regni ſcrib ad infraſcripta conſtitutus vigore Literarum datarum Panormi die prima Februarii 1714. ad quas &c. Omnibus, & ſingulis Chriſti Fidelibus utriusque ſexus hujus prædictæ Urbis, ejusque Diœceſis ſalutem in Domino ſempiternam: *Eſſendo pervenuto a notitia, non ſon poca maraviglia dell' Illuſtriſſimo Monſignor Giudice della Monarchia, che eſſendo ſtato intimato il Reverendo Don Diego Hurtado Canonico, e Vicario Generale della Catedrale Chieſa di queſto nobile, e fedeliſſima Città di Lipari dal Luogotenente Giovanni Battiſta Caſtaldi, e di ordine ſpeciale del Governo à partirſi dalla Città, ed Iſola di Lipari, e ſua Diœceſi, per li motivi maturamente eſaminati, che moſſero il zelo del Governo, a far ciò per l'occorſo del Real ſervizio, publico bene, e quiete di Popoli, eſercitando con matura riflettione la Poteſtà economica, e le regole del buon Governo contro il ſudetto Vicario perturbator di detta quiete, il quale ſcordatoſi l'obligo di fedel Vaſſallo, e di oſſervare le Regie prerogative, e lodevoli oſſervanze del Regno, Infignando, per farſi ragione, di eſſer ſtato leſa Immunità Eccleſiaſtica, e di haver patito violenza dal riferito di Caſtaldi, e Carlo Alconada Agiutante, coprendoſi col ſpecioſo fendo, erroneo però, a premeditato non meno, che affettato, di eſſere il ſudetto di Caſtaldi Commiſſario, e ſun Delegato del Tribunale della Monarchia, a cui per oſſequio del ſuo naturale dà indebitamente il titolo di preſide, e quando il ſudetto Tribunale della Regia Monarchia non hà dato ordine contro il ſudetto Vicario, ſua Curte, e Chieſa, ne mai il detto de Caſtaldi ſù Commiſſario, ſeu Delegato di detto Tribunale, ne diſſe, ne poteva dire, eſſere Miniſtro con delegazione ſpeciale di detto Tribunale, come nella ſcommunica, e quel che è più, con mala diſcuſſolo di tutti li Fedeli, non ſolo di queſta, ma del Regno interdiſſe queſta Santa Catedrale, e tutte l'altre della Città, e Diœceſi, ſottomettendolt ad Interdetto locale, e generale, ſenza però riſtettere alla falſità delle ſuppoſizioni, ed alle turbolenze, e peſſime conſeguenze può portarſi tal ſcandaloſo attentato contro il Real ſervizio, e publica quiete, e quel che è più, nullo previ ordine ſervato, e contro la forma di Sagri Canoni, per mancanzo delli requiſiti neceſſarie all' Interdetto, Perciò ſi ha ſtimato da detto Monſignor Illuſtriſſimo Giudice dello Regio Monarchia provedere dell' opportuni remedi, riparando col ſuo ſommo zelo alli pregiudizi del Real ſervizio, ma anche a quello di Popoli di queſta Città, e Diœceſi, i quali ſono ſtati tanto ingiuſtamente leſi dal ſudetto Vicario contro la carità non ſolo Paſtorale, ma Ordinaria, tanto dal Sommo Dio incaricata, Deliberò commettere à Noi la ſua autorità, & poteſtà, ac vices, & voces di Il Tribunale, e di conferirci in quiſta, e dechiarando ex commiſſione ſpeciali lo ſteſſo Interdetto nullo, ingiuſto, illegitimo, ed infuſſiſtente, far levare, il ſudetto Interdetto. Per tanto Noi valendaci della ſudetta Poteſtà amplifſima in dette Lettere ſupracitate, come ſpeciale Delegato in queſto negozio, dichiariamo con il preſente noſtro Edito, authoritate, qua fungimur, nullo, ingiuſto, illegitimo, inſuſſiſtente, irrito, e di nuſſuno forza, e valore il cennato Interdetto, ed ordiniamo a tutti l Superiori delle Chieſe, tanto Regolari, quanto Secolari, Parochi, Beneficiati, Cappellani, Sacerdoti, e Clerici, che non oſtante il ſudetto Interdetto ſtante la ſua notorio ingiuſtizia, inſuſſiſtenze, e nullità, doveſſero tenere le Chieſe aperte, ed ivi celebrare, e far celebrare li Divini Uffici, e Meſſe, come ſi ſoceva prima di detto Interdetto, ed amminiſtrare a tutti i Fedeli li Santiſſima Sagramenti della Santa Chieſa, come prima, e come mai vi foſſe ſtato il ſudetto nullo Interdetto, e queſto ſotto pena alle Contravenienti, e Diſobedienti di ſcommunica maggiore riſervata al ſudetto Monſignor Giudice della Monarchia, della diſgrazia di Sua Maeſtà (che Dio guardi) ed altre pene a Noi, ed a detto Monſignoru riſervate, e non altrimenti. Datum Liparæ die 2. menſis Februarii 1714. Affigatur: Canonicus Don Joſeph Marotta Delegatus: Dominus Don Franciſcus Bruno Magiſter Notarius.*

ANNO 1714.

§. 2. Subindè verò dictus Joſephus Marotta, his minimè contentus, dilectos quoque filios Franciſcum Canalem Canonicum, & Parochum Eccleſiæ Liparen., Dominicum Francolinum, Franciſcum Corſum, Dominicum Scrachitanum, Alonſum Bonica, Presbyteros, & Franciſcum Canalem Clericum, non alterius delicti reos, niſi quod affixioni ſchedularum excommunicationis, & Interdicti hujusmodi operam ſuam præſtitiſſe, ac in actu expulſionis dicti Didaci Vicarii Generalis camparas ſono funebri pulſaſſe inſimulati fuerint, in carceres detrudi juſſit. Cùm autem valdè manifeſtum ſit, nec quisquam inficiari valeat graviſſimam tam Eccleſiæ, quàm huic Sanctæ Sedi illatam fuiſſe injuriam ex prædicti Didaci Vicarii Generalis expulſione, aliisque præmiſſis adversus perſonas Eccleſiaſticas ſacrilegè perpetratis, præſertim verò ex promulgatione Edicti præmiſſi præfatum Interdictum temerè annullantis, tum quia explorati Juris eſt nullum Judicem, quacumque tandem poteſtate, & auctoritate fuffultum, quoties de excommunicatione, Interdicto, aliisve Cenſuris ex causâ læſæ, ſeu violatæ Immunitatis Eccleſiaſticæ, ac potiſſimùm de ſpeciali noſtro, & Sedis Apoſtolicæ Mandato latis agi contingit, in illarum validitatis, ſeu invalidatis, juſtitiæ, ſeu injuſtitiæ cognitionem, quæ non niſi Nobis, ac eidem Sedi reſervata eſt, ſe ingerere poſſe; Tum etiam quia ſatis ſimiliter perſpectum eſt, Eccleſiam Liparenſem Nobis, ac dictæ Sedi immediatè ſubjectam eſſe, & quoad ſpiritualia a quorumcumque Tribunalium, etiam Eccleſiaſticorum, Regni Siciliæ jurisdictione exemptam, & liberam exiſtere; Quando quidem licèt dicta Civitas Liparen. anno MDCIX per claræ memoriæ Philippum III. dum vixit, Hiſpaniarum Regem Catholicum, qui etiam utriusque Siciliæ Rex exiſtebat, à Regno Neapolitano pro majori commoditate gubernii dismembrata, & ſeparata, ac eidem Regno Siciliæ ultra Pharum unita, & incorporata fuerit, indubitati tamen juris eſt ejusmodi dismembrationem, & unionem ſolâ Sæculari, ac Regiâ auctoritate, ut præfertur, factas, locum habere ad ſummum poſſe

ANNO 1714. tuisse quoad ea, quæ gubernium, ac regimen rerum temporalium dumtaxat concernunt, ac semper sine præjudicio directi Dominii utriusque Siciliæ hujusmodi, jurisque ab eo dependentium, ad eamdem Sedem etiam io temporalibus, ut notum est, pertinentium: nunquam verò quoad ea, quæ administrationem rerum Ecclesiasticarum, ac Spiritualium respiciunt, quarum ităum, & ordinem Laicalis potestas immutare non valuit.

§. 3. Unde nec Indulgentiæ illæ, & gratiæ tam spirituales, quàm temporales Cruciatæ Sanctæ nuncupatæ, aliàs ab hac Sanctâ Sede diversis earumdem Hispaniarum Regibus Catholicis, Religionis Christianæ contra Turcas defensioni incumbentibus, necnon Christi Fidelibus in ipsarum Hispaniarum Regnis, & illis adjacentibus, ac Sardiniæ Insulis consistentibus, & ad illa declinantibus, qui quondam sibi injuncta opera adimplevissent, ad certum tunc expressum tempus concessæ, ac subindè ad Regnum Siciliæ ultra Pharum extensæ, & pluries prorogatæ: nec etiam jus præsentandi personas idoneas Romanis Pontificibus pro tempore existentibus ad præsentationem hujusmodi præficiendas quibuscumque Cathedralibus, etiam Archiepiscopalibus Ecclesiis prædicti Regni Siciliæ ultra Pharum, memoratis Philippi Regis defendentibus in Hispaniarum, ac Siciliæ ultra Pharum Regnis hujusmodi legitimis Successoribus, quamdiù illi vixissent, ab eisdem Sede concessum, & assignatum: neque demum Tribunal Inquisitionis Hispaniarum adversùs hæreticam pravitatem auctoritate Apostolicâ institutum, cujus jurisdictio ad prædictum Siciliæ ultra Pharum Regnum cæteroquin extenditur: in Ecclesiis, Civitate, ac Diœcesi Liparen. prædictis locis unquam habuerunt; imò nec ipsi Ministri seculares eiusdem Regni Siciliæ ultra Pharum, sive sub dismembrationis, & unionis prædictarum obtentu, sive sub alio quovis prætextu præmissa locum habere debuisse, vel debere unquam prætenderunt.

§. 4. Hinc est, quod Nos, qui jurium Ecclesiasticorum assertores in terris a Domino constituti sumus, omniumque Christi Fidelium curam, & solicitudinem supernâ dispositione gerimus, libertatem, immunitatem, & jurisdictionem Ecclesiasticam, nec non Sanctæ hujus Sedis authoritatem, ac dignitatem, ab eusmodi nefariis, ac perniciosis conatibus tartam, tectamque, atque illibatam tueri, & conservare, animarumque periculis, quantum Nobis ex alto conceditur, occurrere cupientes, ac omnium, & singulorum, quæ in præmissis, seu eorum occasione quovis modo decreta, jussa, ordinata, acta, & gesta fuerunt, seriem, causas, & circumstantias etiam aggravantes, nec non prædictorum, ac quorumvis aliorum Tribunalium, Judicum, Ministrorum, etiam principalium, seu Supremorum Officialium, Notariorum, Scribarum, & personarum quarumcumque in eisdem præmissis quomodolibet culpabilium qualitates, dignitates, nomina, & cognomina, aliave quæcumque etiam specificam, & individuam mentionem, & expressionem requirentia, Præsentibus pro plenè, & sufficienter expressis, & singillatim specificatis habentes. In præmissis verò supradictæ Ecclesiæ Liparensis immediatam Nobis, & Sedi præfatæ subjectionem, illiusque quoad spiritualia a quocumque Tribunali, etiam Ecclesiastico Regni Siciliæ exemptionem, ac libertatem approbantes, & confirmantes, ac quatenus opus sit, innovantes: Motu proprio, & ex certa scientiâ, & maturâ deliberatione Nostris, deque Apostolicæ potestatis plenitudine, Edictum præinsertum, ac quæcumque in eo contenta, nec non alia per memoratum Canonicum Josephum Marotta eâ occasione vigore fori affertæ delegationis acta, gesta, & ordinata, cum omnibus, & singulis inde secutis, & forsan quandocumque secuturis, penitùs, & omninò, nulla, irrita, invalida, injusta, reprobata, damnata, inania, temeraria, & à non habentibus potestatem damnabiliter attentata, ac de facto præsumpta, nulliusque omninò roboris, & momenti, vel efficaciæ esse, & ab initio fuisse, ac perpetuò fore, neque illa a quoquam observari posse, vel potuisse, adeòque nec ullum ităum facere, vel fecisse, sed perindè, ac si nunquam emanassent, nec facta fuissent, pro non extantibus, & non factis perpetuò itidem haberi debere tenore præsentium declaramus.

§. 5. Et nihilominus ad majorem, & abundantiorem cautelam, & quatenus opus sit, illa omnia, & singula, & si quæ insuper præmissorum occasione, seu io eorum sequelam per prædictum Canonicum Josephum Marotta, aut quæcumque præfati Regni Siciliæ Tribunalia, seu eorum Delegatos, vel Commissarios hac in re de cætero agi, geri, & ordinari quomodolibet contigerit, harum serie damnamus, reprobamus revocamus, cassamus, irritamus, annullamus, abolemus, viribusque, & effectu penitus, & omnino vacuamus, ac pro damnatis, reprobatis, revocatis, cassatis, irritis, nullis, invalidis, & abolitis, viribusque, & effectu penitus, & omnino vacuis semper haberi volumus, & mandamus. ANNO 1714.

§. 6. Præterea, tametsi de perspectâ Populi, & Incolarum Civitatis, & Diœcesis Liparen. præstantum pietate, illorumque veteri in Ecclesiam, atque hanc Apostolicam Sedem devotione tam præclare sentiamus, ut minimè dubitemus ipsos, etiam ejusmodi nostrâ declaratione minimè expectatâ, præinsertum Edictum aliaque per dictum Canonicum Josephum Marotta, gesta, pro irritis, & invalidis, nullisque prorsus roboris, ac valoris jam habuisse, & inposterùm habituros esse, adeòque omnia è converso per supradictum Didacum Vicarium Generalem acta, & ordinata religiosè, ac exactè observasse, & observaturos esse: nihilominus ad majorem similiter cautelam generale Interdictum, cui præfatus Didacus Vicarius Generalis Civitatem, & Diœcesim supradictas, sicut præmittitur, subjecit, nec non censuras, seu declarationes Excommunicationis ab eo contra prænominatos Joannem Baptistam Guttaldum, & Carolum Alconerda expulsores suos, aliosque omnes, qui eamdem expulsionem mandarunt, seu illi opem, favorem, aut consilium quovis modo præstiterunt, promulgatas, pro validis, & justis habentes, ipsumque Interdictum, ac Censuras, seu declarationes hujusmodi auctoritate Omnipotentis Dei, Sanctorum Apostolorum Petri, & Pauli, ac nostrâ approbantes, & confirmantes, ac adversùs præmissa, quatenus opus sit, innovantes: Motu, scientiâ, deliberatione, & potestatis plenitudine paribus, omnes, & singulas personas Ecclesiasticas tam seculares, cujusvis gradus, præeminentiæ, ac dignitatis fuerint, quam cujusvis Ordinis, Congregationis, Instituti, & Societatis, etiam Jesu, Regulares, ad exactam eiusdem Interdicti observantiam juxta formam a Sacris Canonibus præscriptam omninò teneri, & obligatas existere, & fore, ita ut in quibusvis Ecclesiis, Locis piis, Oratoriis etiam privatis, ac Cappellis domesticis Civitatis, & Diœcesis prædictarum, quibuscumque tandem privilegiis, exemptionibus, & Indultis, etiam prætensæ protectionis Regiæ, seu prætensi juris Patronatus Regii, tametsi pluries, ac quantiscumque vicibus ab hac Sanctâ Sede approbati munitis, nec Missæ, nec alia Divina Officia celebrari, neque Sanctissimum Eucharistiæ Sacramentum administrari, minùsque Fidelium defunctorum cadavera sepelirì, aliave tempore Interdicti prohibita exerceri, nisi temporibus, casibus, & modis per supradictos Sacros Canones permissis, ullo modo valeant, earumdem tenore Præsentium ita vimus, & ordinamus.

§. 7. Ad hæc omnes, & singulos, quantumvis exemptos, & quovis modo privilegiatos, qui Statuto, Decreto, & Ordinationi nostris hujusmodi sub quovis quæsito colore, ratione, aut prætextu quomodolibet contravenerint, quocumque tandem titulo, munere, aut dignitate præfulgeant, eo ipso, & absque aliâ declaratione in censuras, & pœnas Ecclesiasticas per eosdem Sacros Canones, & Constitutiones Apostolicas desuper latas, & impositas incidisse, illisque innodatos fuisse, & esse, ac fore, nec eos a quoquam, nisi a Nobis, seu Romano Pontifice pro tempore existente (præterquam in mortis articulo, & tunc cum reincidentiâ in easdem censuras, & pœnas, eo ipso, quod convaluerint) a censuris, & pœnis hujusmodi absolvi, & liberari posse, harum serie similiter statuimus.

§. 8. Cæterum cum notorii juris sit, non tam eos, quos præfatus Didacus Vicarius Generalis in actu fuæ expulsionis excommunicatos declaravit, quam supradictum Canonicum Josephum Marotta, nec non Franciscum Bruno Magistratum Notarium, qui præinserto Edicto subscripsit, Corradum Chirco Fiscalem, Josephum Ruffo Consultorem, Franciscum Zavaglio Executorem, Alonsum Mercorella Instigatorem, aliosque omnes, & singulos cujuscumque status, gradus, ordinis, præeminentiæ & dignitatis quantumcumque excelsæ, ac sublimis fuerint, qui sive ejusdem Didaci Vicarii Generalis expulsionis, sive publicationem, & affixionem præinserti Edicti, sive detrusionem in carceres Presbyterorum, ac Clerici præfatorum, sive alia gesta per dictum Canonicum

ANNO 1714. Joſephum Marotta mandarunt, ac ordinarunt, ſeu illis conſilium, auxilium, favorem, vel quamvis aliam damnabilem operam præſtiterunt aut in eorum ſequelam, & executionem ſimiliter geſta approbarunt, & rata habuerunt, ſeu alias in eis quomodolibet culpabiles fuerunt, cenſuras omnes, & pœnas Eccleſiaſticas à Sacris Canonibus, generalium Conciliorum Decretis, & Apoſtolicis Conſtitutionibus, ac præſertim Literis die Cœnæ Domini ſingulis annis legi, & promulgari conſuetis inflictas eo ipſo incurriſſe, Noverint idcircò illi omnes, etiam ſpecialiſſimâ mentione digni a cenſuris, & pœnis hujusmodi, poſt debitam, ac condignam Eccleſiæ realiter, & cum effectu præſtitam ſatisfactionem, nonniſi a Nobis, ſeu Romano Pontifice pro tempore exiſtente præterquam in mortis articulo, ut præfertur, & tunc cum remeſidentiâ præfatâ eo ipſo, quo convaluerint abſolvi, & liberari poſſe, prout earumdem tenore Præſentium decernimus pariter, & declaramus; Facultatem inſuper, ad alia ſeveriora remedia, quatenus prædicti Eccleſiaſticæ libertatis Violatores in ſuâ contumaciâ perſiſtentes, cenſuras, & pœnas hujusmodi animo, quod abſit, ſubſtinuerint indurato, Nobis, & eidem Apoſtolici Sedi reſervantes.

§. 9. Demùm, cum etiam intellevetimus, quòd poſtquam idem Didacus Vicarius Generalis, ſicut præmittitur, exulare coactus fuit, dilecti Filii Capitulum, & Canonici dictæ Eccleſiæ Liparen. in Vicarium Generalem hujusmodi dilectum quoque filium Emanuelem Carnevale præfatæ Eccleſiæ Archidiaconum elegerint; notorii autem, & exploraii juris ſit, quod quemadmodum Paſtoralis cura eiusdem Eccleſiæ penes prædictum Nicolaum Mariam Epiſcopum, tameſi ab ipsâ Eccleſiâ abſentem, omninò, atque integrè remanſit, ita ſanè ad ipſum quoque ut deputandi ſuum Vicarium Generalem irrefragabiliter ſpectabat, & ſpectat; Idcircò in virtute ſanctæ obedientiæ, ac ſub excommunicationis latæ Sententiæ pœnâ per Contrafacientes eo ipſo incurrendâ, a quâ nemo, niſi a Nobis, vel Romano Ponufice pro tempore exiſtente (præterquam in mortis articulo conſtituti) abſolvi poſſit, Capitulo, & Canonicis ſupradictis, nec non reliquo Clero tam Seculari, quàm Regulari Civitatis, & Diœceſis Liparen. præfatarum diſtrictè prohibemus, & interdicimus, ne poſtquam earumdem Præſentium, nec non deputationis alterius Virarii in ſpiritualibus Generalis a prædicto Nicolao Mariâ Epiſcopo factæ, vel faciendæ notitiam habuerint, eumdem Emanuelem Archidiaconum, ut Vicarium Generalem ampliùs agnoſcant, aut illi actum ullum obedientiæ præſtent; illos ſeriò monentes, ac tam eis, quàm univerſo Populo Civitatis, & Diœceſis hujusmodi etiæ præcipientes, ut ei dumtaxat Vicario Generali, qui a memorato Nicolao Mariâ Epiſcopo deputatus fuit, vel in poſterum deputabitur, congruam obedientiam exhibeant; Simulque ſciant ea omnia, quæ de cætero Vicariatus eiusmodi titulo, ſive a ſupradicto Emanuele Archidiacono, ſive a quovis alio, qui abſque noſtrâ, ſeu præfati Nicolai Mariæ Epiſcopi facultate dicti Vicariatus auctoritatem ſibi quomodolibet uſurparet, geri contingeret, omnino irrita, invalida, & inanibus habenda eſſe harum ſerie ſimiliter declaramus.

§. 10. Decernentes pariter easdem præſentes Literas, & in eis contenta quæcumque, etiam ex eo, quod prædicti, & alii quicumque in præmiſſis intereſſe habentes, ſeu habere quomodolibet prætendentes, cujusvis ſtatus, gradus, ordinis, præeminentiæ, & dignitatis exiſtant, ſeu alias ſpecificâ, & individuâ mentione, & expreſſione digni illis non conſenſerint, nec ad ea vocati, citati, & auditi, cauſæque, propter quas Præſentes emanarint, ſufficienter adductæ, verificatæ, & juſtificatæ non fuerint, aut ex aliâ qualibet, etiam quantumvis juridicâ, & privilegiatâ cauſâ, colore, prætextu, & capite, etiam in Corpore Juris clauſo, etiam enormiſſimæ, & totalis læſionis, nullo unquam tempore de ſubrepționis, vel obrepționis, aut nullitatis vitio, ſeu intcotinnis noſtræ, vel intereſſe habentium conſenſus, aliove quolibet, etiam quantumvis magno, & ſubſtantiali, ac inexcogitato, & inexcogitabili, individuamque expreſſionem requirente defectu, notari, impugnari, infringi, invalidari, retractari, in controverſiam vocari, aut ad terminos Juris reduci, ſeu adverſùs illas aperitionis oris, reſtitutionis in integrum; aliudve quodcumque juris, facti, vel gratiæ remedium intentari, vel impetrari, aut impetrato, ſeu etiam motu, ſcientiâ, & poteſtatis plenitudine paribus conceſſo, vel emanato, quempiam in judicio, vel extra illud uti, ſeu ſe juvare ullo modo poſſe, ſed ipſas præſentes Literas ſemper firmas, validas, & efficaces exiſtere, & fore, ac quibuscumque juris, ſeu facti defectibus, qui adverſùs illas a ſæculari potiſſimum poteſtate, ſeu prædicto aſſertæ Monarchiæ Siculæ Tribunali ad effectum impediendi, ſeu retardandi earum executionem, quovis modo, ſeu ex quâvis cauſâ opponi, ſeu objici poſſent, minimè refraganubus, ſuos plenarios, & integros effectus ſortiri, & obtinere: Eaſque propterea omnibus, & ſingulis per eamdem ſæcularem poteſtatem, ſive per idem aſſertum Tribunal quomodolibet allatis, ſeu afferendis impedimentis penitùs, & omninò reiectis, ac nequaquam attentis, ab illis, ad quos ſpectat, & pro tempore quandocumque ſpectabit, inviolabiliter, & inconcuſsè obſervari: Sicque, & non aliter in præmiſſis per quoscumque Judices Ordinarios, & Delegatos, coàm cauſarum Palatii Apoſtolici Auditores, ac dictæ S. R. E. Cardinales, etiam de Latere Legatos, & præfatæ Sedis Nuncios, alioſve quoslibet quâcumque præeminentiâ, & poteſtate fungentes, & functuros, ſublatâ eis, & eorum cuilibet quavis aliter judicandi, & interpretandi facultate, & authoritate, judicari, & definiri debere, ac irritum, & inane, ſi ſecus ſuper his a quoquam quâvis authoritate ſcienter, vel ignoranter contigerit attentari.

§. 11 Non obſtantibus præmiſſis, & quatenus opus ſit, Noſtrâ & Cancellariæ Apoſtolicæ Regulâ de jure quæſito non tollendo, aliisque Apoſtolicis, ac in Univerſalibus, Provincialibusque, & Synodalibus Conciliis editis, generalibus, vel ſpecialibus Conſtitutionibus, & Ordinationibus; nec non quorumcumque Ordinum, Congregationum, Inſtitutorum, & Societatum, etiam Jeſu, & quorumvis Monaſteriorum, Conventuum, Eccleſiarum, Locorum Piorum, aliisque quibusvis etiam juramento, confirmatione Apoſtolicâ, vel quâvis firmitate aliâ roboratis Statutis, & conſuetudinibus, ac præſcriptionibus, quantumcumque longiſſimis, & immemorabilibus: Privilegiis quoque, Indultis, & Literis Apoſtolicis, Ordinibus, Congregationibus, Inſtitutis, & Societatibus, etiam Jeſu, ac Monaſteriis, Conventibus, Eccleſiis, Locis Piis prædictis, illorumque reſpectivè Superioribus, aliisve quibuslibet perſonis, etiam quantumvis ſublimibus, & ſpecialiſſimâ mentione dignis, a Sede prædictâ ex quâcumque cauſâ, etiam per viam contractus, & remunerationis, ſub quibuscumque verborum tenoribus, & formis, ac cum quibusvis etiam derogatoriarum derogatoriis, aliisque efficacioribus, efficaciſſimis, & inſolitis clauſulis, irritantibusque & aliis Decretis, etiam motu, ſcientiâ, & poteſtatis plenitudine paribus, ſeu ad quarumcumque perſonarum etiam Imperiali, Regali, aliâve quâlibet mundanâ, vel Eccleſiaſticâ Dignitate fulgentium inſtantiam, aut earum contemplatione, ſeu aliis quomodolibet in contrarium præmiſſorum conceſſis, editis, factis, ac pluries iteratis, ac quanticscumque vicibus approbatis, confirmatis, & innovatis, etiam continentibus, quod excommunicari non poſſint per Literas Apoſtolicas non facientes plenam, & expreſſam, ac de verbo ad verbum de Privilegiis, & Indultis hujusmodi mentionem. Quibus omnibus, & ſingulis, etiamſi pro illorum ſufficienti derogatione de illis, eorumque totis tenoribus ſpecialis, ſpecifica, expreſſa, & individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clauſulas generales idem importantes, mentio, ſeu quævis alia expreſſio habenda, aut aliqua alia exquiſita forma ad hoc ſervanda foret, tenores hujusmodi, ac ſi de verbo ad verbum, nihil penitus omiſſo, aut formâ in illis tradità obſervatâ, exprimerentur, & inſererentur, Præſentibus pro plenè, & ſufficienter expreſſis, & inſertis habentes, illis aliàs in ſuo robore permanſuris, ad præmiſſorum effectum hac vice dumtaxat ſpecialiter, & expreſsè derogamus, & derogatum eſſe volumus, cæterisque contrariis quibuscumque.

§. 12. Ut autem eædem præſentes Literæ ad omnium notitiam faciliùs deveniant, volumus illas, ſeu earum exempla ad valvas Eccleſiæ Lateranenſis, ac Baſilicæ Principis Apoſtolorum, nec non Cancellariæ Apoſtolicæ, Curiæque Generalis in Monte Citatorio, & in Acie Campi Floræ de Urbe, ut mortis eſt, affigi, & publicari; ſicque publicatas, & affixas, omnes, & ſingulos, quos illæ concernunt, perinde arctare, & afficere, ac ſi unicuique eorum nominatim, & perſonaliter intimatæ ſuiſſent: Utque ipſarum Literarum tranſumptis, ſeu exemplis, etiam impreſſis,

manu

ANNO 1714.

ANNO 1714. manu alicujus Notarii publici subscriptis, & sigillo personæ in Ecclesiastica dignitate constitutæ munitis eadem prorsus fides tam in judicio, quàm extra illud, ubique adhibeatur, quæ eisdem præsentibus adhiberetur, si forent exhibitæ, vel ostensæ. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub Annulo Piscatoris die VII. Septembris MDCCXIV. Pontificatus nostri Anno XIV.

F. Oliverius.

XCVIII.

29 Novembre. *Declaratio nullitatis Præcepti, seu Mandati a quodam Delegato asserti Tribunalis Monarchiæ Siculæ nuncupati ad impediendam executionem Literarum, Decretorum, Mandatorum, aliorumque Rescriptorum Apostolicorum promulgati, ac ab eo per universam Diœcesim Catanien. transmissi, cum ejusdem Præcepti, seu Mandati, ac inde secutorum, & secuturorum quorumcumque reprobatione, damnatione, & abolitione.* [Bullarium magnum, Edit. Luxemburgic. 1727. pag. 142.]

CLEMENS PAPA XI.

Ad futuram rei memoriam.

NOva semper in dies, ut aliàs non semel diximus, & semper acerbiora ex Regno Siciliæ ad Nos afferuntur. Nuper siquidem Nobis innotuit, quod ille idem Cajetanus Buglio, qui dudum, uti Delegatus prætensi Tribunalis Monarchiæ Siculæ nuncupati, generale Interdictum, cui Venerabilis Frater Andreas Episcopus Catanien. è suâ Civitate Catanien. eiusque Diœcesi, per execrabilem Sæcularis potestatis abusum ejectus, in actu ejusmodi suæ ejectionis Civitatem, ac Diœcesim præfatas non ita pridem jussu nostro subjecerat, nullum, irritum, injustum, ac illegitimum, speciali suo in eâdem Civitate Catanien. ad id promulgato Edicto, temerè declaravit.

§. 1. Gravissimo hoc patrato crimine minimè contentus, sed secundùm duritiem suam, & impœnitens cor addens peccatum super peccatum, ac thesaurizans sibi iram in die iræ, animo forsan, ut stultè opinabatur, enervandi efficaciam eorum, quæ ex injuncti Nobis Apostolici muneris debito adversus ipsum, ejusque acta a Nobis decerni contigisset, ac potissimùm eludendi executionem quarumdam nostrarum in simili formâ Brevis Literarum die XVII. Junii MDCCXIII. expeditarum, quibus non modò illius Edictum præfatum, aliaque per ipsum eâ occasione vigore suæ asseritæ Delegationis perperam gesta, cum omnibus inde secutis, & quandocumque secuturis, damnavimus, reprobavimus, cassavimus, & irritavimus, ac pro damnatis, reprobatis, cassatis, & irritis semper, & omninò haberi voluimus, & mandavimus: verùm etiam eumdem Cajetanum, nec non Joannem Baptistam Perino Magistrum Notarium, qui memorato Edicto subscripserat, censuras omnes, & pœnas Ecclesiasticas a Sacris Canonibus, Generalium Conciliorum Decretis, & Apostolicis Constitutionibus, ac præsertim Literis die Cœnæ Domini singulis annis legi, & promulgari consuetis contra similia perpetrantes inflictas incurrisse declaravimus; sequenti mense Julio ejusdem anni, in suarum iniquitatum cumulum, impudenti non minus, quàm detestabili ausu, Præceptum quoddam, seu Mandatum edidit, illudque typis impressum, & ab eodem Joanne Baptista Perino similiter subscriptum Ecclesiasticis tam Sæcularibus, quàm Regularibus, universæ Diœcesis Catanien. transmitti, ac denunciari curavit, per quod inter cætera ipsemet Apostolicæ Literæ, aliaque Decreta, Mandata, Edicta, Censuræ, Interdicta, & Rescripta quæcumque ab hac Romanâ Curiâ, hoc est, ab hac Sanctâ Sede provenientia, quorum executionem Sæcularis potestas minimè permisisset, nulla, irrita, ac, quod horrendum est, conscientiarum Christi Fidelium tranquillitati adversantia, impiè, & sacrilegè declarantur, gravibus constitutis pœnis adversus eos, qui illa quovis modo executi fuissent, & aliàs, prout uberius continetur in eodem Præcepto, seu Mandato, quod non alio quidem, quàm illud penitus, & omninò detestandi, & anathematizandi animo præsentibus inferendum duximus, tenoris, qui sequitur, videlicet, ANNO 1714.

Portiere. D'ordine del Reverendissimo Dottor Don Gaetano Buglio Decano, e prima Dignità di questa Santa Protto-Metropolitana Chiesa di Messina, Comissario Ordinario del Tribunale del Sant'Officio, e Santissima Inquisitione, e Delegato del Tribunale della Regia Monarchia di questo Regno di Sicilia, non solo Ordinario in questa Città di Messina, mà ancora Delegato speciale in Causa data dall' Illustriss., e Reverendissimo Dottor D. Francesco Miranda, e Gonzarre del Consiglio di Sua Maestà (che La Divina guardi) e suo Giudice Ordinario dell' Apostolica Legazia, e Regia Monarchia in questo Regno di Sicilia, in virtù di Lettere spedite dal Tribunale della medesima sotto il primo Luglio corrente presentate, & eseguite nell' Officio dell'istesso Buglio sotto li 11 del medesimo, impungi, ed intima con la seguente ingiunzione trasmessime dal Tribunale di detto Illustrissimo, e Reverendissimo Giudice: Quatenus nil ea so si publicaverit qualsivoglia Editti, Interdetti, Censure, ò altri qualsisia Ordini, Decreti, ò Rescritti, eziandio in forma Brevis della Corte Romana per qualsivoglia via, ò sotto qualsivoglia Titolo, senza prima precedere il Regio Exequatur; Per li quali, ò qualsivoglia di loro directamente, ò indirettamente; tacita, ò espressamente tenessero revocati, lesi, e pregiudicati, ò in qualsivoglia modo alterati gl'Editti publicati d'ordine di Sua Eccellenza, ò d'altri d'ordine nostro, stante le speciali Commissioni per via dell istesso Tribunale sotto li 25. Aprile, e 16. Maggio s'orsi, ò che rinovassero l'Interdetto, Censure, ed altre publicate d'ordine del Reverendissimo Monsignor Don Andrea Riggio Vescovo di Catania, ò d'ordine di qualsisia Prelato, Vicario Generale, ò altro Commissionato di suddetta Corte, ò vero, che publicassero altri Editti, Interdetti, e Censure contra qualsisia persona di qualunque stato, e condizione, che fosse, non habbia, ne debba quelli eseguire, ne osservare, ne fare eseguire, ne osservare da probri Sudditi; Et quatenus fossero eseguiti, ò in qualsivoglia modo osservati, habbia, voglia, e debba ogni cosa ridurre allo stato primiero, come se mai fossero stati li suddetti Decreti, Editti, Interdetti, e Censure ne publicati, ne osservati, ne affissati, e questo sotto pena della disgrazia di Sua Maestà, (che la Divina guardi) di privazione di voce attiva, e passiva, & di anni cinque di carceri formali per ogni Contravenzione, ed altre pene riservate all'arbitrio di Sua Eccellenza, e Tribunale suddetto, e questo stante che li suddetti Decreti, Brevi, Interdetti, Rescritti, e Censure non sono nel Regno esecuti, anzi tendano contro la publica quiete del Regno, contro la tranquillità delle Conscienze de Fedeli del medesimo, & in grave pregiudizio delle Regalie di Sua Maestà, (che la Divina guarda) del Regno, e di suddetto Tribunale dell'Apostolica Legazia, e Regia Monarchia, con evidente perturbazione de Popoli, scandali, ed inconvenienti, contro la publica quiete, e contro la disposizione delle Leggi del Regno, di più Reali Dispacci de' Serenissimi Monarchi, fondati in evidentissime ragioni, avvalorati da antichissima, ed immemorabile osservanza, mai incorretta nel corso di più Secoli, ma uniforme al Dritto delle Genti, Sacri Canoni, Privilegi Apostolici, e Concordie con la Santa Sede, e stante che suddetti sono di nissuna forza, e valore li Decreti, e Rescritti suddetti, come quelli, che tengono l'origine d'altri Decreti assolutamente non esecuti nel Regno, ma emanati de facto, & ex abrupto; nullo Juris ordine servato, e senza essere intesi le ragioni di Sua Maestà, del Regno, de Regnicoli, e del Fisco di suddetto Tribunale dell' Apostolica Legazia, e Regia Monarchia, senza veruna cognizione, ne discussione di Causa, e senza monizione, ne citazione alcuna, assolutamente necessaria per ogni Legge Divina, & humana, e ne meno senza citazione ad dicendum causam Quare, *secondo li precetti dell'istessa Verità increata, Constituzioni Apostoliche, e Concili Generali, e non altrimente &c. Fiat D. D. Cajetanus Buglio Delegatus: Jo. Baptista Petrino Magister Notarius.*

§. 2. Cùm autem in præcepto, seu Mandato hujusmodi nullum planè sit verbum, per quod tam Ecclesiastica Libertas Dei ordinatione, & Canonicis Sanctionibus constituta, quàm Apostolicæ Sedis authoritas arctissimè non laedantur: potissimùm verò per ea, quæ inibi continentur, illamet suprema ligandi, atque solvendi potestas Beatissimo Apostolorum Principi, ejusque Successoribus a Christo Domino tradita Sæcularis potestatis arbitrio per summam injuriam, atque intolerabilem temeritatem manifestè subjiciatur: nec non execrandus abusus quoquo modo impediendi executionem Literarum Apostolicarum per eosdem Sacros Canones, & plurimas notissimas Pontificias Constitutiones sub anathemate damnatus, plenè conformis non tam Juri Gentium, quàm ipsismet Sacris Canonibus, Privilegiis Apostolicis, ac Concordiis cum Sede præfata

ANNO 1714. fatâ initis, falsò non minùs, quàm perversè nuncupetur: adeoque animæ pretioso Salvatori Nostri Sanguine redemptæ in maxima pericula conjici possint.

§. 3. Hinc est, quod Nos, qui quorumcunque tam ejusdem Apostolicæ Sedis, quàm Ecclesiæ Jurium Assertores in terris à Domino constituti sumus, tametsi, credamus Præceptum, seu Mandatum præinsertum, omniaque in eo contenta, satis, superque tam per seipsa, quàm vigore eorum, quæ in aliis memoratis nostris Literis pro reprobatione, irritatione, & annullatione Edicti ab eodem Cajetano dudum promulgati, nec non aliorum ab eo in vim suæ assertæ Delegationis gestorum, omniumque inde secutorum, & quandocunque secuturorum, sicut præmittitur, editis, amplissimè decrevimus, & mandavimus, pro reprobatis itidem, irritis, & omninò nullis haberi potuisse, ac debuisse, & forsan à sanioris saltem mentis hominibus jam habita fuisse; nihilominus, cum inter tam gravia animarum pericula liberum Nobis non sit fidelibus Populis documenta salutis subtrahere, nec Nos in tam apertâ, atque effrenatâ Sacrarum Legum violatione turpiter tacere, aut Pastoralis providentiæ nostræ ministerium otiosum esse velimus: omnium idcirco, & singulorum, quæ in præmissis, seu eorum occasione tam ab eodem Cajetano, quàm ab aliis quibuscunque in sequelam Præcepti, seu Mandati præinserti quovis modo decreta, acta, & gesta fuerunt, seriem, causas, & circumstantias, nec non præfatarum nostrarum Literarum tenorem, aliave quælibet, etiam specificam, & individuam mentionem, & expressionem requirentia, præsentibus pro plenè, & sufficienter expressis, & insertis, ac singillatim specificatis habentes: Motu proprio, ex certâ scientiâ, & maturâ deliberatione Nostris, deque Apostolicæ potestatis plenitudine, Præceptum, seu Mandatum, præinsertum, ac quæcumque in eo contentâ, nec non alia a memorato Cajetano Bugbio in præmissis, vel circa ea quomodocunque, & qualitercunque acta, gesta, mandata, decreta, & ordinata, cum omnibus, & singulis inde secutis, & forsan, quandocumque secuturis, penitus, & omninò nulla, irrita, invalida, injusta, reprobata, damnata, inania, temeraria, & a non habentibus potestatem damnabiliter attentata, ac de facto præsumpta, tulliusque omninò roboris, & momenti, vel efficaciæ esse, & ab initio fuisse, ac perpetuò fore, neque illa a quoquam observari posse, vel potuisse, adeòque nec ullum statum facere, vel fecisse, sed perinde, ac si nunquam emanassent, nec facta fuissent, pro non extantibus, & non factis perpetuò itidem habere tenore Præsentium declaramus.

§. 4. Et nihilominus ad majorem cautelam, & quatenus opus sit, illa omnia, & singula, & si quæ insuper præmissorum occasione, sivè in eorum sequelam a prædicto Cajetano, seu ejus jussu, mandato, vel nomine ab aliis quibuscunque in futurum (quod Deus avertat) agi, geri, mandari, decerni, & ordinari quomodolibet contigerit, harum serie damnamus, reprobamus, revocamus, cassamus, irritamus, annullamus, abolemus, viribusque, & effectu penitus, & omninò vacuamus, ac pro damnatis, reprobatis, revocatis, cassatis, irritis, nullis, invalidis, & abolitis, viribusque, & effectu penitus, & omnino vacuis semper haberi volumus, & mandamus.

§. 5. Decernentes pariter easdem præsentes Literas, & in eis contenta quæcumque, etiam ex eo, quod prædicti, & alii quicumque in præmissis interesse habentes, seu habere quomodolibet prætendentes, cujusvis status, gradus, ordinis, præeminentiæ, & dignitatis existant, seu aliàs specificâ, & individuâ mentione, & expressione dignâ illis non consenserint, nec ad ea vocati, citati, & auditi, causæque propter quas Præsentes emanarint, sufficienter adductæ, verificatæ, & justificatæ non fuerint, aut ex aliâ qualibet, etiam quantumvis juridicâ, & privilegiatâ causâ, colore, prætextu, & capite etiam in Corpore juris clauso, etiam enormis, enormissimæ, & totalis læsionis, nullo unquam tempore de subreptionis, vel obreptionis, aut nullitatis vitio, seu intentionis nostræ, vel interesse habentium consensus, aliove quolibet, etiam quantumvis magno, & substantiali, ac inexcogitato, & inexcogitabili, individuamque expressionem requirente defectu, notari, impugnari infringi, invalidari, retractari, in controversium vocari, aut ad terminos juris reduci, seu adversus illas aperitionis oris, restitutionis in integrum, aliudve quodcumque juris, facti, vel gratiæ remedium intentari, vel impetrari, aut impetrato, seu etiam motu, scientiâ & potestatis plenitudine paribus concesso, vel emanato, quempiam in judicio, vel extra illud uti, seu se juvare ullo modo posse; sed ipsas præsentes Literas semper firmas, validas, & efficaces existere, & fore, ac quibuscumque juris, seu facti defectibus, qui adversus illas a Sæculari potissimum potestate, seu prædicto assertæ Monarchiæ Siculæ Tribunali, ad effectum impediendi, seu retardandi earum executionem, quovis modo, seu ex quavis causâ opponi, seu objici possent, minimè refragantibus, suos plenarios, & integros effectus sortiri, & obtinere: Easque propterea, omnibus, & singulis per eamdem Sæcularem potestatem, sivè peridem assertum Tribunal quomodolibet allatis, seu afferendis impedimentis penitus, & omninò rejectis, ac nequaquam attentis, ab illis, ad quos spectat, & pro tempore quandocumque spectabit, inviolabiliter, & inconcusse observari; Sicque, & non aliter in præmissis per quoscumque Judices Ordinarios, & Delegatos, etiam Causarum Palatii Apostolici Auditores, ac S. R. E. Cardinales, etiam de Latere Legatos, & præfatæ Sedis Nuncios, aliosve quoslibet quâcumque præeminentiâ, & potestate fungentes, & functuros: sublatâ eis, & eorum cuilibet quavis aliter judicandi, & interpretandi facultate, & authoritate, judicari, & definiri debere, ac irritum, & inane, si secus super his a quoquam quâvis authoritate scienter, vel ignoranter contigerit attentari.

§. 6. Non obstantibus præmissis, & quatenus opus sit, Nostrâ, & Cancellariæ Apostolicæ Regulâ de jure quæsito non tollendo, aliisque Apostolicis, ac in Universalibus, Provincialibusque, & Synodalibus Conciliis editis generalibus, vel specialibus Constitutionibus, & Ordinationibus; nec non quibusvis, etiam juramento, confirmatione Apostolicâ, vel quâvis firmitate aliâ roboratis Statutis, & consuetudinibus, ac præscriptionibus, quantumvis longissimis, & immemorabilibus; Privilegiis quoque, Indultis, & Literis Apostolicis, quibuscumque personis, etiam quantumvis sublimibus, & specialissimâ mentione dignis, a Sede prædictâ ex quacumque causâ, etiam per viam contractus, & remunerationis, sub quibuscumque verborum tenoribus, & formis, ac cum quibusvis etiam derogatoriarum derogatoriis, aliisque efficacioribus, efficacissimis, & insolitis clausulis, irritantibusque, & aliis Decretis, etiam motu, scientiâ, & potestatis plenitudine paribus, seu ad quarumcumque personarum, etiam Imperiali, Regali, aliâque qualibet mundanâ, vel Ecclesiasticâ Dignitate fulgentium instantiam, aut earum contemplationem, seu aliàs quomodolibet in contrarium præmissorum concessis, editis, factis, ac pluries iteratis, ac quanticumque vicibus approbatis, confirmatis, & innovatis. Quibus omnibus, & singulis, etiamsi pro illorum sufficienti derogatione de illis, eorumque totis tenoribus specialis, specifica, expressa, & individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales idem importantes, mentio, seu quævis alia expressio habenda, aut aliqua alia exquisita forma ad hoc servanda foret, tenores hujusmodi, ac si de verbo ad verbum, nihil penitus omisso, & formâ in illis traditâ observata, exprimerentur, & insererentur, Præsentibus pro plene, & sufficienter expressis, & insertis habentes, illis aliàs in suo robore permansuris, ad præmissorum effectum, hac vice dumtaxat, specialiter, & expresse derogatum esse volumus, cæterisque contrariis quibuscumque.

§. 7. Ut autem eædem præsenter Literæ ad omnium notitiam facilius deveniant, volumus illas, seu earum exempla ad valvas Ecclesiæ Lateranensis, ac Basilicæ Principis Apostolorum, nec non Cancellariæ Apostolicæ, Curiæque Generalis in Monte Citatorio, & in Acie Campi Floræ de Urbe, ut moris est, affigi, & publicari; sicque publicatas, & affixas omnes, & singulos, quos illæ concernunt, perinde arctare, & afficere, ac si unicuique eorum nominatim, & personaliter intimatæ fuissent; Utque ipsarum Literarum transumptis, seu exemplis, etiam impressis, manu alicujus Notarii publici subscriptis, & sigillo personæ in Ecclesiasticâ dignitate constitutæ munitis eadem prorsus fides tam in judicio, quàm extra illod ubique adhibeatur, quæ eisdem Præsentibus adhiberetur, si forent exhibitæ, vel ostensæ. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub Annulo Piscatoris die XXIX. Novembris MDCCXIV. Pontificatus nostri Anno Decimoquarto.

F. Oliverius.

ANNO 1714.

ANNO 1715.

XCIX.

11 Janv. *Declaratio nullitatis, damnatio, & abolitio Edicti, ſeu Bannimenti, a quâdam Congregatione Giunta nuncupatâ, per Sæcularem Poteſtatem Regni Siciliæ deputatâ noviſſimè promulguti, ad effectum impediendi in eodem Regno executionem Litterarum, Mandatorum, & Decretorum Apoſtolicorum: cum pari damnatione, & abolitione quorumcumque ſimilium, quæ forſan de cætero in hac eodem conſilio, ſive ad eamdem finem quandocumque, & quomodocumque geri, aut ordinari contigerit, ita ut illis non obſtantibus Litteræ, Mandata, & Decreta hujusmodi omninò obſervari debeant: ac cum Decreto, quòd illi omnes, qui ea de cauſa Eccleſiaſticus Cenſuras quovis modo incurrerunt, ſea incarrent, nonniſi à Sede Apoſtolica abſolvi poſſint.* [Bullarium Magnum, Edit. Luxemburgic. 1727. pag. 145.]

CLEMENS PAPA XI.

Ad futuram rei memoriam.

ACcepimus nuper, quòd ſtatim ac in Regno Siciliæ vulgatæ fuerunt quædam noſtræ in ſimili formâ Brevis Literæ die IV. Novembris proximè præteriti expeditæ, quas pro omnimodâ, ac debitâ obſervantiâ Eccleſiaſtici Interdicti, cui Civitates, ac Dioeceſes Catanenſis, & Agrigentina juſſu noſtro ſubjectæ reperiuntur, obtinendâ, nec non quibuscumque effugiis ad excuſandam ejusdem Interdicti transgreſſionem exquiſitis penitus præcludendis, noviſſimè edidimus: Sæcularis Poteſtatis in eodem Regno Adminiſtri nullam dimittentes occaſionem, quæ eis offeratur, novis ſemper injuriis Pontificiam authoritatem, ac jurisdictionem Eccleſiaſticam impetendi, ac forſan, tametſi imaniter, arbitrantes poſſe earumdem Literarum Noſtrarum efficaciam eludere, ſimulque executionem illarum ulteriorum, graviorumque deliberationum præpedire, quas Nos, ut Paſtoralis muneris Noſtri debito ſatisfaciamus; omninò ſuſcipere compellimur, quasque ipſi ſeſe abundè promereri minimè ignorant: absque ullâ cunctatione in Panormitanâ Civitate, ac forſan etiam in aliis prædicti Regni Locis, promulgare præſumpſerunt, præfixo nomine cujusdam Congregationis, *Juncta* nuncupatæ, ſpecialiter deputatæ ſuper conſervatione, ac defenſione jurium, & prærogativarum, quæ eidem Sæculari Poteſtati in illo Regno competere prætenduntur, Edictum, ſeu Bannimentum quoddam Typis impreſſum, tenoris ſequentis, videlicet: *Bando, o commandamento, d'ordine dell'Illuſtre Giunta deputata da S. S. R. M. (che Dio guardi) ſopra la conſervazione, o defenſione delli Reali Dritti, che hà, e poſſiede, come Re Auguſto, e Monarca in queſto Regno, e di quelle prerogative, e Privilegi, che il medeſimo gode, come con ſuo Real ordine in data di 17. Aprile 1714. Invigilando Sua Maeſtà (che Dio guardi) colla ſua Regia protezione ed amore, all'intera conſervazione de' Privilegi, ed antichi conſuetudini di queſto fedeliſſimo Regno, come della ſua Real giuriſdizione, ed antichiſſima preminenza della Legazia Apoſtolica, e Regia Monarchia, ſi per ſoſtegno de' Dritti toccanti alla ſua Real Corona, che della giuſta difeſa, e buon governo de ſuoi Vaſſalli, accordando anche ſu queſti punti quelle providenze ſupplicateli dal General Parlamento detenuto in queſta felice, e fedeliſſima Città di Palermo capo di queſto Regno ſotto li 7. del trascorſo Marzo compoſto da tre Braccia, Eccleſiaſtico, Militare, e Demaniale rappreſentante il Regno tutto; ha determinato ſtabilire una Giunta di Miniſtri, quali debbano invigilare con particolar zelo, attenzione e cura, perche venghino evitati, ed impediti gl'inconvenienti, e riparati conti i pregiudici, che poteſſero in qualche maniera indur. Eſſendoſi ſervita la Maeſtà Sua per ſua Real benignità appoggiare à noi Don Giuſeppe Fernandez Preſidente del Tribunale della Regia Gran Corte, Don Antonino Negri Preſidente del Tribunal del Concilioro della Sacra Regia conſcienza, Conte Borda Conſultore, Don Nicolò Peraſabene Preſidente Avvocato Fiſcale del Tribunale della Regia Gran Corte, Don Franceſco Maria Cavallaro, Giudice della Gran Corte Civile, e Don Ignazio Perlongo, Avvocato Fiſcale del Tribunale del Real Patrimonio, l'incumbenza di tanta premura, e rilievo, conferendoci tutte l'opportune poteſtà, e giuriſdizioni neceſſarie ad uſarſi per il conſeguimento di ſi importante fine: E perche non ſolo conviene, che ſeſſe manifeſta a tutti la Real determinazione; mà anche conoſca ogn'uno, come da ſua parte debba corriſpondere all'obligo di buon Vaſſallo di S. M. in l'oſſervanza dell'accennati Privilegi, conſuetudini, preminenze, e Regali, e quali ſiano le pene l'incorreranno da Trasgreſſori, ſi è divenuto d'ordine noſtro alla preſente general Notificanza, ed Editto in vigore della giuriſdizione, e ſuprema poteſtà Economica conferitaci da S. M., acciocche riſti inteſa, e notificata ogni Perſona di qualſivoglia grado, e condizione ſi Secolare, che Eccleſiaſtica, o Regolare, come arrivando in queſto Regno, e ſue Iſole confinanti per via diretta, ò indiretta qualſiſia legge, reſcritto, diploma, determinazione, bando, editto, privilegio, breve, previſione, eſorto, ò lettera in forma publica, ò privata, manuſcritto, ò in ſtampa, ſpediti da qualſivoglia Corte, ò Poteſtà ſtranera, quali immediatamente, ò mediatamente veniſſero, ò ſenza alcuna particolar direzione, ed inde apariſſero eſtradeſtinamente, ò in altra maniera aſſiſtati in luoghi publici, o privati, o pure con qualche direzione à qualſivoglia Perſona publica, o privata, Giudici, Magiſtrati, Superiore, d'ogn'ordine, concello, e Communità, Rettori particolari, o univerſali di qualunque condizione di ciascuna Città, Provincia, Dioceſi, e Univerſità del Regno, o di ſue Iſole Confinanti, non ſe li dovrà dare neſſuna fede, eſecuzione, ed oſſervanza, ove pria non ſoſſero riſi autentici, legali, ed eſequibili nella forma ſempre coſtumata, ſi per dritto di legge particolare, e conſuetudine legitimamente preſcritta in queſto Regno, come per altra universal ragione toccante ad ogni Sovrano ne ſuoi Domini Avvertendoſi ogn'uno che mai debbano intendeſi reſi autentici, ed eſequibili li reſcritti ſtranieri, ed altri ſovraenunati, ſe prima non ſoſſero ſegnati dal Regio Exequatur per via dell'Avvocato Fiſcale del Real Patrimonio, à chi vien commeſſo l'eſame di riconoſcere, ſe racchiudono pregiudizio, o oppurino diminuzione, o leſione alcuna agli antichiſſimi Privilegi, Legge, Conſuetudini del Regno, ò pure à dritti della Real Corona di S. M., e precminenze della Legazia Apoſt., e Regia Monarchia; E dandoſi diverſamente fede, oſſervanza, o eſecuzione, ſi notifica, ed intima in vigor della preſente Notificanza ed Editto alli Controventori, e Trasgreſſori, ſe ſaranno Eccleſiaſtici, o Regolari l'occupazione de' beni temporali, e come ſediziosi, e perturbatori della publica quiete, aveſſero fra ſtermine di giorni quindici da partirſi da queſto Regno, e non ritrarſi in Parte, Luoco, Terra, o Città del Dominio di S. M. e ſe ſaranno Laici, e Secolari, ſe gli notifica, ed intima la maggior diſgrazia di S. M. ed altre pene le più gravi ad arbitrio noſtro etiam usque ad mortem naturalem incluſive. Ed acciocche venghi alla notizia di tutti, l'hà fatto la preſente publica dichiarazione d'affiggerſi ne e luoghi ſolti, che ſerverà per intima formale ad ogn'uno, e non altrimente, ut in alio modo: Promulgetur: Peraſabene Præſes E. P. P. S. P. U. Benza Sindicus: Die ſeptimo Decembris oſtavæ Indictionis 1714. Conſtat per me Franciscum Perino publicum Præconem hujus Felicis, & Fidelisſimæ Urbis Panormi, publicaſſe ſupradictum Bannum per loca ſolita, publica, & conſueta, Tubis Regiis.*

ANNO 1715.

§. 1. Perſpectum profectò, ac compertum habemus eos, qui præmiſſertum Edictum, ſeu Bannimentum, promulgarunt, Mandata, Literas, aliaque Decreta Apoſtolica in eo complecti, ac forſan præcipuè comprehendere voluiſſe; quemadmodum ſatis ſuperque conjici poteſt nedum ex ejusdem Edicti tenore, verùm etiam ex tot aliis præcedentibus actis, quibus ejusdem Sæcularis Poteſtatis Miniſtri pravum ſuum animum etiam apertius oſtenderunt, dum minimè contenti publicatione aliorum conſimilium Edictorum, Præceptorum, ſeu Mandatorum, quibus libertas Eccleſiaſtica, & Apoſtolica authoritas manifeſtè lædebantur, ac libera hujus Sanctæ Sedis Reſcriptorum executio impediebatur, minis inſuper, atque terroribus, imò etiam carceribus, vinculis, exiliis, bonorum proſcriptionibus, aliisve pœnis eos ferè omnes, qui eidem Sanctæ Sedi debitam obedientiam præſtiterunt, temerè non minùs, quam ſacrilege afflixerunt: adeòque certi ſumus, quod ex ſola memoratı Edicti lectione quilibet ſanæ, rectæque mentis non modò illius evidentem nullitatem, verum etiam manifeſtam injuſtitiam perſpicuè intelliget.

§. 2. Ambigere præterea non poſſumus, quin horrore perfundendus ſit quisquis illud legerit, dum inter cætera perſpiciet, & animo reputabit, eò temeritatis perventum eſſe, ut Poteſtatis exteræ titulus Poteſtati illi adſcribatur, quam Nos per Beatum Petrum, ejusque Succeſſores à Domino accepimus in

ANNO 1715. Terris maximam, & quæ in indigno hærede non deficit: perinde ac ſi Siciliæ Regnum extra Terrarum Orbem ſitum eſſet, cum neminem penè lateant verba illa, quibus inclytus Clauvallenſis Eugenium Pontificem allocutus fuit: *Orbe exeundum ei, qui forte velit explorare, quæ non ad eam pertinent earam.* Illud inſuper omnibus ſatis exploratum, ac planè cognitum fore credimus, ejusdem Sæcularis Poteſtatis Adminiſtros, dum in memorato Edicto vetitum voluerunt, ne cujuscumque ſpeciei Reſcripta ullo modo executioni demandari deberent, niſi priùs ab Advocato Fiſcali Regii Patrimonii recognita, ac approbata fuerint expreſsè, declarando eidem Advocato Fiſcali injunctum eſſe munus, prævio examine, discutiendi, an ejusmodi Reſcripta ullum præjudicium Privilegiis, Legibus, & Conſuetudinibus Regni, vel juribus Regiis, aut præeminentiis aſſertæ Regiæ Monarchiæ inferre poſſint, execrabili nimis auſu conatosfuiſſe prædictum Advocatum Fiſcalem Judiciorum Apoſtolicæ Sedis Judicem conſtituere, ac uno, eodemque tempore ſubjicere illam Poteſtatem ligandi, atque ſolvendi Nobis, ac Romano Pontifici pro tempore exiſtente a Domino traditam, quæ non ancilla eſt, ſed libera, ipſius Sæcularis Poteſtatis arbitrio ſubjicere, & mancipere; cùm tamen ſciamus, quòd Magiſtratui, ac Principi Sacerdotum exprobrantibus: *Præcipiendo præcepimus Vobis, ne docretis in nomine iſto: & ecce repleſtis Jeruſalem doctrina veſtra*; Petrus & Apoſtoli reſponderunt: *Obedire oportet Deo magis, quam hominibus.*

§. 3. Demum nec pariter dubitamus, quin quilibet Catholicus, etiam absque ullius peculiaris noſtræ declarationis, vel admonitionis ope, ſatis agnoturus per ſe ſit, quàm irregularis, abſona, ac ſcandaloſa exiſtat præfati Edicti concluſio, in qua ad iniquitatis non minùs, quam nullitatis ipſius Edicti cumulum Transgreſſoribus, & Contraveutoribus, illis nempe fidelibus, qui nullâ interpoſitâ morâ, promptoque animo Mandata Apoſtolica obſervam, & exequuntur, Romanoque Pontifici Beati Petri Apoſtolorum Principis Succeſſori, & Jeſu-Chriſti Vicario veram illam obedientiam, quam ei quicumque Catholicus in profeſſione Fidei ſpondet, præſtare non detrectant, eadem Sæcularis Poteſtas pœnas imponit, ſi Eccleſiaſtici quidem fuerint tam Sæculares, quàm Regulares, occupationis bonorum temporalium, ac exilii a Regno, tanquam ſeditioſis, publicæque tranquillitatis perturbatoribus, ſi verò Laici extiterint, indignationis ipſius Sæcularis Poteſtatis, præter alias pœnas illius arbitrio irrogandas usque ad mortem naturalem incluſivè.

§. 4. Nihilominus Nos, qui quorumcumque tam Apoſtolicæ Sedis, quàm Eccleſiæ Jurium Aſſertores in Terris a Domino conſtituti ſumus, probè intelligentes, & recogitantes liberum Nobis non eſſe tam apertâ, ac deteſtabili utriusque oppugnatione ſilere, ac inſuper amborum indemnitati, quantùm Nobis ex Alto conceditur, opportunè conſulere, nec iis tantùm, quæ hactenus geſta ſunt, congruum adhibere remedium, verùm etiam aliis, quæ ſub iisdem erroneis, falſis, damnatisque principiis, tam ab antedictâ Congregatione, *Junctâ* nuncupatâ, quàm ab aliis quibuscumque Miniſtris, ac Delegatis, ſive ejusdem Sæcularis Poteſtatis, ſive etiam prætenſi Tribunalis Monarchiæ Siculæ deinceps attentari poſſent, tempeſtivè occurrere cupientes: Omniumque idcircò, & ſingulorum, quæ in præmiſſis, vel circa ea tam ab iis, qui prænſertum Edictum, ſeu Bannimentum promulgarunt, quàm ab aliis quibuscumque, ſive in ſequelam ejusdem Edicti, vel Bannimenti, ſive alias ad eumdem finem impediendi in Regno prædicto executionem quarumcumque Literarum, Mandatorum, aliorumve Reſcriptorum Apoſtolicorum quovis modo decreta, juſſa, ordinata, acta, & geſta fuerunt, ſeriem, cauſas, & circumſtantias, ac tam prædictæ, quàm alterius cujusvis Congregationis, ſeu Junctæ, Cœtus, & Tribunalis ejusdem Regni, nec non quorumcumque Judicum, Miniſtrorum, etiam principalium, ſeu ſupremorum Officialium, Notariorum, Scribarum, & Perſonarum quarumlibet in eisdem præmiſſis culpabilium qualitates, dignitates, nomina, & cognomina, aliave quæcumque, etiam ſpecificam, & individuam mentionem, & expreſſionem requirentia, præſentibus pro plenè, & ſufficienter expreſſis, & ſigillatim ſpecificatis habentes: Motu proprio, & ex certâ ſcientia, ac maturâ deliberatione Noſtris, deque Apoſtolicæ Poteſtatis plenitudine, Edictum, ſeu Bannimentum præinſertum, ac quæcumque in eo contenta, aliaque omnia ſive in illis ſequelam, ſive eodem conſilio, tam ab ipſamet Congregatione ſeu Junctâ, quæ idem Edictum, vel Bannimentum promulgavit, quàm ab aliis quibuscumque Congregationibus, Cœtibus, Tribunalibus, Judicibus, Miniſtris, Officialibus, & perſonis præfati Regni Siciliæ forſan acta, geſta, & ordinata, eum omnibus, & ſingulis inde ſecutis, & quandocumque ſecuturis penitùs, & omninò nulla, irrita, invalida, injuſta, reprobata, damnata, inania, temeraria, & a non habentibus poteſtatem damnabiliter attentata, ac de facto præſumpta, nullisque omninò roboris, & momenti, vel efficaciæ eſſe, & ab initio fuiſſe, ac perpetuò fore, neque illa a quoquam obſervari poſſe, vel potuiſſe, adeòque nec ullum ſtatum facere, vel feciſſe, ſed perinde ac ſi nunquam emanaſſent, nec facta fuiſſent, pro non extantibus, & non factis perpetuò itidem haberi debere, tenore Præſentium declaramus.

ANNO 1715.

§. 5. Et nihilominus ad majorem, & abundantiorem cautelam, & quatenus opus ſit, illa omnia, & ſingula, ac ſi quæ inſuper a prædictis, ſeu aliis præmiſſorum occaſione, ſive ad eumdem finem quoquo modo impediendi executionem Literarum, Mandatorum, & Decretorum Apoſtolicorum in eodem Regno quandocumque, & quomodocumque (quod Deus avertat) de cætero ſimiliter agi, geri, & ordinari contigerit, harum ſerie damnamus, reprobamus, revocamus, caſſamus, irritamus, annullamus, abolemus, viribusque, & effectu penitùs, & omninò vacuamus, ac pro damnatis, reprobatis, revocatis, caſſatis, irritis, nullis, invalidis, & abolitis, viribusque, & effectu penitùs, & omnino vacuis ſemper haberi volumus, & mandamus. Sciant propterea univerſi Chriſti Fideles ejusdem Regni, memorato, ſive alio quovis Edicto, Mandato, ſeu Præcepto, quod a præfatæ Sæcularis Poteſtatis, ſive etiam prætenſi Tribunalis Monarchiæ Siculæ Miniſtris quibuſlibet in poſterum promulgari contingeret, non obſtante, ſeſe teneri, ac obligatos eſſe Decretis, Ordinationibus, Mandatis, Literis, aliisque proviſionibus Apoſtolicis quibuscumque, vigore illius poteſtatis Nobis, ac pro tempore exiſtenti Romano Pontifici divinitus conceſſæ tam hactenus editis, quàm de cætero quandocumque edendis, veram, integram, & omnimodam obedientiam præſtare, atque exhibere.

§. 6. Præterea cum notorii Juris ſit, non tam illos, qui prænſertum Edictum, ſeu Bannimentum ediderunt, ac promulgarunt, quàm alios omnes, & ſingulos, cujuscumque ſtatus, gradus, ordinis, præeminentiæ, & dignitatis quantumcumque excelſæ, ac ſublimis fuerint, qui ſive editionem, publicationem, & affixionem ejusdem Edicti, vel Bannimenti, ſive alia eodem conſilio, ſicut præmittitur, quovis modo geſta mandarunt, ac ordinarunt, ſeu illis conſilium, auxilium, favorem, vel quamvis aliam damnabilem operam præſtiterunt, aut in eorum ſequelam, & executionem ſimiliter geſta approbarunt, & rata habuerunt, ſeu alias in eis quomodolibet culpabiles fuerunt, cenſuras omnes, & pœnas Eccleſiaſticas contra ſimilia perpetrantes à Sacris Canonibus, Generalium Conciliorum Decretis, & Apoſtolicis Conſtitutionibus, ac præſertim Literis die Cœnæ Domini ſingulis annis legi, & promulgari conſuetis inflictas eo ipſo incurriſſe, illasque inſuper etiam incurſuros eſſe eos omnes, qui ſimilia ad eumdem finem quoquomodo impediendi executionem Literarum, aliorumve Decretorum Apoſtolicorum in Regno ſupradicto de cætero peregerint, ut præfertur. Noverint idcircò illi omnes, etiam ſpecialiſſimâ mentione digni, a cenſuris, & pœnis hujusmodi, poſt debitum, & condignum Eccleſiæ realiter, & cum effectu præſtitum ſatisfactionem, nonniſi a Nobis, ſeu Romano Pontifice pro tempore exiſtente (præterquam in mortis articulo, & tunc cum reincidentiâ in easdem cenſuras, & pœnas eo ipſo, quo convaluerint) abſolvi, & liberari poſſe, prout eorumdem tenore Præſentium decernimus, & ſimiliter declaramus.

§. 7. Decernentes pariter easdem præſentes Literas, & in eis contenta quæcumque, etiam ex eo, quòd prædicti, & alii quicumque in præmiſſis intereſſe habentes, ſeu habere quomodolibet prætendentes, cujusvis ſtatus, gradus, ordinis, præeminentiæ, & dignitatis exiſtant, ſeu aliàs ſpecificâ, & individuâ mentione, & expreſſione digni, illis non conſenſerint, nec ad ea vocati, citati, & auditi, cauſæque propter quas Præſentes emanarint, ſufficienter adductæ, verificatæ, & juſtificatæ non fuerint, aut ex aliâ qualibet, etiam quantumvis juridicâ, & privilegiatâ cauſâ, colore, prætextu, & capite, etiam in Corpore juris clauſo, etiam enormis, enormiſſimæ, &

ANNO 1715. & totalis læsionis, nullo unquam tempore, de subreptionis, vel obreptionis, aut nullitatis vitio, seu intentionis nostræ, vel interesse habentium consensus, aliove quolibet, etiam quantumvis magno, & substantiali, ac inexcogitato, & inexcogitabili, individuamque expressionem requirente defectu notari, impugnari, infringi, invalidari, retractari, in controversiam vocari, aut ad terminos juris reduci, seu adversùs illas aperitionis oris, restitutionis in integrum, aliudve quodcumque juris, facti, vel gratiæ remedium intentari, vel impetrari, aut impetrato, seu etiam Motu, scientiâ, & potestatis plenitudine paribus concesso, vel emanato, quempiam in judicio, vel extra illud uti, seu se juvare ullo modo posse, sed ipsas præsentes Literas semper firmas, validas, & efficaces existere, & fore, ac quibuscumque juris, seu facti defectibus, qui adversùs illas à Sæcularî potissimùm Potestate, seu prædicto assertæ Monarchiæ Siculæ Tribunali, illorumve Ministris quibuslibet, ad effectum impediendi, seu retardandi earum executionem quovis modo, seu ex quavis causâ opponi, seu obici possent, minimè refragantibus, suos plenarios, & integros effectus fortiri, & obtinere: Easque propterea omnibus, & singulis per eamdem Sæcularem Potestatem, sive per idem assertum Tribunal, eorumve Ministros quoscumque quomodolibet allatis, seu afferendis impedimentis penitùs, & omninò rejectis, ac nequaquam attentis, ab illis, ad quos spectat, & pro tempore quandocumque spectabit, inviolabiliter, & inconcusse observari: Sicque, & non aliter in præmissis per quoscumque Judices ordinarios, & Delegatos, etiam Causarum Palatii Apostolici Auditores, ac Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales, etiam de Latere, Legatos, & præfatæ Sedis Nuncios, aliosve quoslibet quâcumque præeminentiâ, & potestate fungentes, & functuros, sublatâ eis, & eorum cuilibet quâvis aliter judicandi, & interpretandi facultate, & authoritate, judicari, & definiri debere, ac irritum, & inane, si secus super his à quoquam quavis authoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari.

§. 8. Non obstantibus præmissis, & quatenus opus sit, nostrâ, & Cancellariæ Apostolicæ regulâ de jure quæsito non tollendo, aliisque Apostolicis, ac in Universalibus, Provincialibusque, & Synodalibus Conciliis editis generalibus, vel specialibus Constitutionibus, & Ordinationibus nec non quibusvis, etiam juramento, confirmatione Apostolicâ, vel quavis firmitate aliâ roboratis Statutis, & consuetudinibus, ac præscriptionibus quantumvis longissimis, & immemorabilibus, Privilegiis quoque, Indultis, & Literis Apostolicis quibuscumque Personis, etiam quantumvis sublimibus, & specialissimâ mentione digna à Sede prædictâ ex quâcumque causâ, etiam per viam contractus, & remunerationis sub quibuscumque verborum tenoribus, & formis, ac cum quibusvis etiam derogatoriarum derogatoriis, aliisque efficacioribus, efficacissimis, & insolitis clausulis, irritantibusque, & aliis Decretis, etiam motu, scientiâ, & potestatis plenitudine paribus, seu ad quarumcumque Personarum, etiam Imperiali, Regali, aliâve qualibet mundanâ, vel Ecclesiasticâ Dignitate fulgentium instantiam, aut earum contemplatione, seu aliàs quomodolibet in contrarium præmissorum concessis, editis, factis, ac pluries iteratis, & quantiscumque vicibus approbatis, confirmatis, & innovatis; etiam continentibus quod excommunicari non possint per Literas Apostolicas non facientes plenam, & expressam, ac de verbo ad verbum de Privilegiis, & Indultis hujusmodi mentionem. Quibus omnibus, & singulis, etiamsi pro illorum sufficienti derogatione de illis, eorumque totis tenoribus specialis, specifica, expressa, & individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales idem importantes, mentio, seu quævis alia expressio habenda, aut aliqua alia exquisita forma ad hoc servanda foret, tenores hujusmodi, ac si de verbo ad verbum, nihil penitus omisso, & forma in illis tradita observata, exprimerentur, & insererentur, Præsentibus pro plenè, & sufficienter expressis, & insertis habentes, illis aliàs in suo robore permansuris, ad præmissorum effectum hac vice dumtaxat specialiter, & expresse derogamus, & derogatum esse volumus, cæterisque contrariis quibuscumque.

§. 9. Cùm autem eædem præsentes Literæ in memorato Regno Siciliæ nequeant tutè publicari, ut hactenus experientiâ compertum est, ac ex iis, quæ in præinserto Edicto, seu Bannimento habentur, manifestiùs apparet; imò hoc ipsum insuper per legitimas probationes satis superque Nobis constat, prout harum serie pariter declaramus, Volumus illas, seu earum exempla, ut ad omnium notitiam deveniant, ad valvas Ecclesiæ Lateranensis, ac Basilicæ Principis Apostolorum, nec non Cancellariæ Apostolicæ, Cunæque generalis in Monte Citatorio, ac in Acie Campi Floræ de Urbe, ut moris est affigi, & publicari; sicque publicatas, & affixas omnes, & singulos, quos illæ concernunt, perinde arctare, & afficere, ac si unicuique eorum nominatim, & personaliter intimatæ fuissent, Utque ipsarum Literarum transumpûs, seu exemplis etiam impressis, manu alicujus Notarii publici subscriptus, & sigillo personæ in Ecclesiasticâ Dignitate constitutæ munitus, eadem prorsùs fides tam in judicio, quàm extra illud ubique adhibeatur, si forent exhibitæ, vel ostensæ Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo Piscatoris die XI. Januarii MDCCXV. Pontificatus Nostri Anno XV.

F. Oliverius.

ANNO 1715.

C.

Extinctio & Abolitio prætensæ Apostolicæ in Regno Siciliæ Legationis, & Monarchiæ nuncupatæ, ejusque Tribunalis, Judicis, Ministrorum, & Officialium quorumcumque [Bullarium magnum, Edit. Luxemburgic. 1727. pag. 148.] 20. Fevrier.

CLEMENS EPISCOPUS

SERVUS SERVORUM DEI.

Ad perpetuam rei memoriam.

ROmanus Pontifex, quem Salvator, & Dominus Noster æqui, bonique supremum Asserlorem in Terris constituit, ut juxta Prophetæum verbum noxia evellat, & destruat, utiliaque plantet, & ædificet, ea interdum, quæ non solum minus legitimis subnixa titulis, in Ecclesiasticæ Libertatis, atque Apostolicæ authoritatis perniciem invecta esse cognoscit, sed quæ etiam rationabilibus ex causis ab hac Sanctâ Sede aliquandò concessa fuisse non dubitat, ubi rerum experientia ita suadeat, gravioresque causæ, quibus præsertim Ecclesiæ tarbationibus, animarum saluti, rectoque rerum ordini opportunè consulitur, hoc ipsum exposcant, sapienti consilio abolet, revocat, rescindit, & immutat, ac aliàs desuper Pastoralis solicitudinis, & providentiæ suæ partes interponit, sicut omnibus maturæ considerationis trutinâ perpensis, conspicit in Domino salubriter expedire.

§. 1. Sanè, cum Divinâ ordinatione, Sacrorumque Canonum definitionibus, Ecclesiasticæ, ac Sæcularis Potestatis discreta sint munera, nemo propè est, qui ignoret gravissimos Viros eximiâ non minùs pietate conspicuos, quàm zelo incorruptæ disciplinæ celebres, sacræque antiquitatis cognitione præclaros, magnas protulisse querelas de eo Regni Siciliæ Tribunali, quod Monarchiam appellant, Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Primatui ipsâmet sui nominis novitate plurimùm injurioso, in quo scilicet, non sine apertâ Sacrarum Legum violatione, Spiritualia Jura Sanctuarii per Sæcularem Potestatem administrari noverant, prætensæque Pontificiæ Legationis titulo acerbissima Apostolicæ Sedis authoritas vulnera infligi deplorabant. Ut talem proinde, ac tantam Ecclesiasticæ jurisdictionis perturbationem, quantum in ipsis erat, funditùs everterent, luculentis commentariis primò quidem planum facere studuerunt, non obscuris indiciis deprehendi Privilegium illud, quo Sæculares Ministri Monarchiam Siculam sustultam esse contendunt, quodque dudum Rogerio Siciliæ Comiti a fel. recor. Urbano Papâ Secundo Prædecessore nostro concessum ferunt, vel omninò fictum, ac commentitium esse, vel saltem insignis alicujus Veteratoris fraude corruptum, ac depravatum. Nullum deinde in eo, licet verum esset, ac minime vitiatum, supradictæ Monarchiæ vestigium reperiri, sed pravos potius plerosque illius Tribunalis usus ipsismet allati Privilegii verbis coerceri declararunt, cum nullam per hujusmodi Privilegium eidem Rogerio Comiti Ecclesiastici juris dicendi facultatem tributam fuisse contenderent, sed filialis auxilii partes dumtaxat demandatas,

ANNO 1715. ut Apoſtolicas Ordinationes pro ſuâ in Eccleſiam reverentiâ exequeretur.

§. 2. Addiderunt præterea, tametſi decantatam illam Apoſtolicæ Legationis poteſtatem, ac Monarchiam, memorato Rogerio Comiti, atque ejus filio Simoni, ſive alteri, qui legitimus illius hæres extitiſſet, idem Urbanus Prædeceſſor conceſſiſſet, imò etiam ad allos ipſius hæredes, quod falſum omninò cenſuerunt, extendiſſet, nunquam profectò illam ad omnes promiſcuè Siciliæ Reges propagari potuiſſe, aut ita cum temporalibus juribus Regni coaleſcere, ut in quamdam veluti Sæcularis Imperii prærogativam evaderet. Ad hæc pluribus documentis probarunt prædicti Urbani Prædeceſſoris Privilegium, ſi quod unquam conceſſum fuiſſet, etiam cum eâ poteſtatis amplitudine, quam Monarchiæ Magiſtratus temerè arripuerunt (quod tamen illius ſine gravi ipſius Urbani Prædeceſſoris, acerrimi Eccleſiaſticorum jurium, ac fortiſſimi vindicis injuriâ nequaquam dici poſſe conſtanter aſſerebant) abrogatum poſtea fuiſſe iteratis plurium Romanorum Pontificum etiam Prædeceſſorum noſtrorum Literis, ac Decretis, quibus nullo obſtante Reſcripto, quod ab eâdem Apoſtolicâ Sede fuiſſent impetratum, Romanæ Eccleſiæ jura etiam quoad Legationes; & appellationes in Regno prædicto reſtituta fuerunt, ipſis Siciliæ Regibus ſubortos contra Eccleſiaſticam Immunitatem abuſus paſim deteſtantibus, atque ejurantibus. Poſtremò, quoniam optima Legum, ac Privilegiorum interpres eſt conſuetudo, hujus etiam plurimis Teſtimoniis Monarchiam præfatam improbare non omiſerunt; recenſentes ſcilicet frequentiſſimas, poſt ejusdem Urbani Prædeceſſoris tempora, Apoſtolicas in Siciliam miſſas Legationes, delatas ad Sedem prædictam appellationes, aliosque in Siculorum cauſis Pontificiæ authoritatis edictos actus, quibus aſſerta memoratæ Monarchiæ Privilegia cohærere minimè poterant. Mirandum idcirco ſibi videri, quo pacto nonniſi poſt plurium Sæculorum ſilentium emergere potuerint, & confeſtim ad tantam amplitudinem progredi prætenſæ Legationis facultates, quarum Diploma ſuperiores Siciliæ Reges nunquam produxerint, iis præſertim in controverſiis, in quibus illud maximo uſui rebus ſuis fuiſſent habituri. Hæc omnia neque illuſtrium Scriptorum autoritate, nec pluribus Hiſtoriarum monumentis, nec valido demum argumentorum robore deſtituta eſſe Majores noſtri probè agnoverunt. Maluit nihilominus hucuſque Apoſtolica Sedes de Catholicorum Principum Religione confiſa, a Siculorum Regum pietate, quos paternis identidem monitis ad id hortari, atque excitare non præterniſit, optatum, atque integram Eccleſiæ libertatem præſtolari, quàm poſitâ ad radicem ſecuri invectæ ſervitutis cauſas, quas tamen interea nunquam approbavit, imò ſæpius reprobavit, exſcindere.

§. 3. Cùm autem ex diuturnâ patientia adeò in dies ingraveſcere; ac præſertim ab aliquot annis in tantum Apoſtolicæ Poteſtatis contempium graſſari malum perrexerit, ut in eos noviſſimè abuſus eruperit, qui nimium omnibus innotuſcuni, apertèque patefaciunt ultra viſibile illud Eccleſiæ, quod à Fidelibus unicum colitur, novum aliud, ac verè monſtruoſum in Regno Siciliæ oſtentari Caput, eidem Eccleſiæ ſuperinductum, à quo ſcilicet per ſummum, ac intolerabilem temeritatem, vero Eccleſiæ Capiti, ac Jeſu Chriſti Vicario, quaſi infeſtus ſignis, bellum palam indicitur, dum ab eo noſtra, atque hujus Sanctæ Sedis Mandata reſcinduntur: Litteræ, ac Reſcripta contemnuntur: Cenſuræ revocantur; illi inſuper, qui Nobis, ac Sédi prædictæ debitam obedientiam exhibent, exilii, carceris, bonorum interceptionis, aliisque gravioribus pœnis ſeverè plectuntur; ii demum, qui illâmet ligandi, ac ſolvendi poteſtate, quam per Beatum Petrum, ejusque Succeſſores à Domino accepimus, ligati à Nobis ſunt, nefariè ſolvuntur: aliique contrà, qui à Nobis ſoluti ſunt, impudenuſſimè ligantur. Explorati verò, ac comperti juris ſit, invaleſcentibus corruptelis, etiam ceruſſima ipſa ab eâdem Sede conceſſa, ac ſæpiùs confirmata Privilegia omnino deleri, atque abrogari poſſe, imò etiam debere: cum Legum omnium judicio Privilegium mereatur amittere, qui permiſsâ ſibi abutitur poteſtate, nec unquam ſit inexcuſabilior abuſus, quàm cum is, qui Privilegium accepit, adverſus eum, qui illud conceſſit, inſurgit, ejusque juſſionibus pertinaciter obſiſtere non veretur: meritò propterea rec. mem. Alexandro Papa III. etiam Prædeceſſore noſtro quibusdam Archiepiſcopis, & Epiſcopis ſcribente: *Pro certo ſcitis, quod Nos conceſſa Vobis privilegia decernimus, cum Eccleſiæ Romanæ ſcriptis authenticis obviare minimè timeatis.* Hinc eſt, quod Nos, pro commiſſi Nobis divinitus Paſtoralis muneris debito ſacrificare ſacrificium juſtitiæ, & Eccleſiæ Dei jura, ac libertatem, nec non hujus Sanctæ Sedis authoritatem, dignitatemque conſtanter, ac viriliter propugnare parati, nihil profectò de Nobis, ſed omnia de eo præſumentes, qui Nos confortat, & operatur in Nobis, exurgere tandem in Domino, atque ut judicium noſtrum de vultu illius prodeat, divinâ ejus ope enixis tam noſtris, quàm aliorum precibus, humiliter priùs implorata, abominationem deſolationis ſtantem in loco ſancto, Apoſtolicæ diſtrictionis ſarculo radicitus evellere, atque extirpare decrevimus; probè agnoſcentes liberum jam Nobis non eſſe diuturniori longanimitate committere, ut Siculæ Monarchiæ privilegiorum obtentu Eccleſiaſtici Ordinis dignitas penitus collabatur. ANNO 1715.

§. 4. Habitâ itaque ſuper præmiſſis cum particulari Congregatione nonnullorum Venerabilium Fratrum Noſtrorum Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinalium Immunitati Eccleſiaſticæ; & controverſiis jurisdictionalibus præpoſitorum, nec non quorumdam dilectorum Filiorum Romanæ Curiæ Prælatorum, qui rem maturè diſcuſſerunt, longâ, ac diligenti deliberatione: audiriſque inſuper hac in re quampluribus in Sacra Theologiâ Magiſtris, & in Decretis Doctoribus, qui omnes unanimi voce adverſùs Monarchiam præfatam ad Nos clamarunt; Propheticum illud repetentes: *Succidite arborem, & diſſipate illam:* omnium denique, & ſingulorum, ſi quæ ſint, Privilegiorum, ſeu Indultorum tam à memorato Urbano, quàm ab aliis quibuscumque Romanis Pontificibus Prædeceſſoribus Noſtris eidem Monarchiæ, illiusque Tribunali quandocumque, & quâcumque ex cauſâ conceſſorum, ac quantiscumque vicibus confirmatorum, nec non quarumcumque, ſi quæ pariter ſint, deſuper expeditarum Literarum tenores, & datas, ac circumſtantias quaſlibet Præſentibus pro plenè, & ſufficienter expreſſis, & inſertis, Perſonarum verb, in quarum favorem Privilegia, ſeu Indulta hujusmodi conceſſa aſſeruntur, qualitates, ac dignitates quantumcumque ſublimes, & in Laicali Ordine ſupremas, nec non ejusdem Tribunalis Judicis, Notariorum, Scribarum, Miniſtrorum, ſeu Officialium quorumlibet nomina, & cognomina, aliave quæcumque etiam ſpecificam, & individuam mentionem requirentia pro pleniſſimè, & exactiſſimè ſpecificatis habentes, de eorumdem Cardinalium conſilio pariter, & aſſenſu, ac etiam motu proprio, & ex certâ ſcientiâ, & maturâ deliberatione noſtris, deque Apoſtolicæ Poteſtatis plenitudine: prætenſam Apoſtolicam Regni Siciliæ Legationem, ac Monarchiam nuncupatam, ejusque aſſertum Tribunal, unà cum illius Judicis, Notariorum, Scribarum, Miniſtrorum, aliorumque Officialitum quorumlibet quovis nomine nuncuparorum dignitatibus, officus, & miniſteriis quibuscumque, omnique eorum titulo, eſſentiâ, ac denominatione, tenore Præſentium perpetuò extinguimus, ſupprimimus, & abolemus; Nec non omnia, & ſingula Privilegia, Facultates, & Indulta, ſi quæ ſint, tam ſpecialia, quàm generalia illis, & illorum cuilibet à quibuscumque Romanis Pontificibus Prædeceſſoribus noſtris ex quâcumque cauſâ, ac quorumcumque meritorum intuitu, & contemplatione, ſeu aliàs quomodolibet conceſſa, ac pluries confirmata, & innovata, penitùs, & omninò reſcindimus, caſſamus, delemus, revocamus, & abrogamus. Volentes propterea, ac mandantes, ut illa omnia, pro extinctis, ſuppreſſis, & abolitis, nec non reſpectivè reſciſſis, caſſatis, deletis, revocatis, & abrogatis ab univerſis Chriſti Fidelibus perpetuò haberi, ac reputari debeant, adeòque eisdem Chriſti Fidelibus, cujuscumque ſtatus, gradus, conditionis, qualitatis, ordinis, præeminentiæ, ac dignitatis, ſive Eccleſiaſticæ, ſive Laicalis, etiam ſpecialem, & individuam expreſſionem requirenòs, exiſtant, harum ſerie interdicentes, ne aliquid unquam, quod extentioni, ſuppreſſioni, abolitioni, aliisque præmiſſis directè, vel indirectè, ſeu aliàs quomodolibet adverſetur, facere, moliri, ſeu attentare quoquo modo audeant, vel præſumant, ſub pœnâ excommunicationis latæ ſententiæ, per Contrafacientes absque aliâ declaratione ipſo facto incurrendâ, à quâ nemò a quoquam, præterquam à Nobis, ſeu Romano Pontifice pro tempore exiſtente, niſi in mortis articulo conſtitutus, abſolvi poſſit.

§. 5. Cæterùm, quia ad præmiſſa devenimus, non quidem animo avocandi Siculas Cauſas ad noſtra hæc Romanæ Curiæ Tribunalia, licèt, id cæteroquin perſpicuis, ac notiſſimis hujus Sanctæ Sedis juribus inniteretur,

ANNO 1715. retur; priscoque Ecclesiæ mori omninò esset consentaneum, sed eo tantùm consilio, ut, Sacrosanctæ Dei Ecclesiæ libertatem tueremur, nostram, & hujus Sanctæ Sedis authoritatem vindicaremus: nec non perículitandum animarum saluti pro Pontificiæ solicitudinis notitiæ debito prospiceremus; idcirco Christi Fidelium illarum partium, quos verè in visceribus gerimus paternæ charitatis, incommodis; ac dispendiis, quæ eis quomodolibet hinc evenire possent, opportunis mediis, quantùm Nobis ex alto conceditur, occurrere non omittemus; interea verò modum aliquem propediem præscribemus, quo causæ prædictæ ad Forum Ecclesiasticum pertinentes, etiam abolito Monarchiæ Siculæ Tribunali, de cætero in eodem Regno Siciliæ, &, quod caput est rectè, ac ordine cognosci possint, finemque debito terminari, donec à Nobis, & Sede Apostolicâ prædicta Nationis Siculæ indemnitati amplioribus gratiis consulatur.

§. 6. Decernentes pariter easdem præsentes Literas, & in eis contenta quæcumque, etiam ex eo quod prædicti, & alii quilibet in præmissis interesse habentes, seu habere quomodolibet prætendentes, cujusvis status, gradus, ordinis, præeminentiæ, & dignitatis etiam Regiæ, & Imperialis, existant, illis non consenserint, nec ad ea vocati, citati, causæque, propter quas Præsentes emanarint, sufficienter addúctæ, verificatæ, & justificatæ non fuerint, aut ex aliâ quâlibet etiam quantumvis juridicâ, & privilegiatâ causâ, colore, prætextu, & espite, etiam in Corpore juris clauso, etiam enormis, enormissimæ, & totalis lesionis, nullo unquam tempore de subreptionis, vel obreptionis, aut nullitatis vitio, seu intentionis nostræ, vel interesse habentium consensus, aliove quolibet, etiam quantumvis magno, & substantiali, ac inexcogitato, & inexcogitabili, individuamque expressionem requirente defectu notari, impugnari, infringi, invalidari, retractari, in controversiam vocari, aut ad terminos juris reduci, seu adversùs illas aperitionis oris, restitutionis in integrum, aliudve quodcumque juris, facti, vel gratiæ remedium intentari, vel impetrari, aut impetrato, seu etiam motu, scientiâ, & potestatis plenitudine paribus concesso, vel emanato, quempiam in judicio, vel extra illud uti, seu se juvare ullo modo posse; sed ipsas præsentes Literas semper firmas, validas, & efficaces existere, & fore, ac quibuscumque juris, seu facti defectibus, qui adversùs illas à seculari potissimùm potestate, seu prædicto abolito, & extincto Monarchiæ Siculæ Tribunali, illorumve Ministris quibuslibet, ad effectum impediendi, seu retardandi earum executionem quovis modo, seu ex quavis causâ opponi, seu objici possent, minimè refragantibus, suos plenarios, & integros effectus sortiri, & obtinere: Easque propterea omnibus, & singulis per eamdem sæcularem potestatem, sive per idem abolitum, ac extinctum Tribunal, eorumque Ministros quoscumque quomodolibet allatis, seu afferendis impedimentis penitus, & omninò rejectis, ac nequaquam attentis; ab illis, ad quos spectat, & pro tempore quandocumque spectabit, inviolabiliter, & inconcussè observari: Sicque, & non aliter in præmissis per quoscumque Judices Ordinarios, & Delegatos, etiam ex usurum Palatii Apostolici Auditores, ac ejusdem Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales, etiam de Latere Legatos, & præfatæ Sedis Nuncios, aliosve quoslibet quâcumque præeminentiâ, & potestate fungentes, & functuros, sublatâ eis, & eorum cuilibet quâvis aliter judicandi, & interpretandi facultate, & authoritate, judicari, & definiri debere, ac irritum, & inane; si secus super his à quoquam quâvis authoritate scienter, vel ignoranter contigerit attentari.

§. 7. Non obstantibus præmissis, & quatenus opus sit, nostrâ, & Cancellariæ Apostolicæ Regulâ de jure quæsito non tollendo, aliisque Apostolicis, ac in Universalibus, Provincialibusque, & Synodalibus Concilii editis Generalibus, vel specialibus Constitutionibus, & Ordinationibus, nec non quibusvis, etiam juramento, confirmatione Apostolicâ, vel quâvis firmitate aliâ roboratis Statutis, & consuetudinibus, ac præscriptionibus, quantumvis longissimis, & immemorabilibus; Privilegiis quoque, Indultis, & Literis Apostolicis, quibuscumque Regnis, Provinciis, ac Personis, etiam Imperiali, Regiâ, aliâve quâlibet mundanâ, seu etiam Ecclesiasticâ dignitate fulgentibus, seu aliàs specificâ, & individuâ mentione dignis à Sede prædictâ, ex quâcumque causâ, etiam per viam contractus, & remunerationis, sub quibuscumque verborum tenoribus, & formis, ac cum quibusvis, etiam derogatoriarum derogatoriis, aliisque efficacioribus, efficacissimis, & insolitis clausulis, irritantibusque, & aliis Decretis, etiam motu, scientiâ, & potestatis plenitudine paribus, ac consistorialiter, seu aliàs quomodolibet in genere, vel in specie, in contrarium præmissorum concessis, eorumque factis, ac pluries iteratis, & quantiscumque vicibus approbatis, confirmatis, & innovatis, etiam continentibus, quod excommunicari non possint per Literas Apostolicas non facientes plenam, & expressam, ac de verbo ad verbum de Privilegiis, & Indultis hujusmodi mentionem. Quibus omnibus, & singulis, etiamsi pro illorum sufficienti derogatione de illis, eorumque totis tenoribus specialis, specifica, expressa, & individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clausulas generales idem importantes mentio, seu quævis alia expressio habenda, aut aliqua alia exquisita forma ad hoc servanda foret, tenores hujusmodi, ac si de verbo ad verbum, nihil penitus omisso, & formâ in illis tradità observatâ, exprimerentur, & inserirentur, Præsentibus pro plenè, & sufficienter expressis, & insertis habentes, illis alias in suo robore permansuris, ad præmissorum effectum hac vice dumtaxat specialiter, & expressè derogamus, & derogatum esse volumus, cæterisque contrariis quibuscumque.

§. 8. Cum autem eædem præsentes Literæ in memorato Regno Siciliæ nequeant tute publicari, ut hactenus experientiâ compertum est, ac Nobis per legitimas probationes satis superque constat, prout harum serie declaramus; Volumus illas, seu earum exempla, ut ad omnium notitiam deveniant, ad valvas Ecclesiæ Lateranensis, ac Basilicæ Principis Apostolorum, nec non Cancellariæ Apostolicæ, Curiæque Generalis in Monte Citatorio, ac in Acie Campi Floræ de Urbe, ut moris est, affigi, & publicari; sicque publicatas, & affixas, post duos menses à die earum publicationis, & affixionis computandos, omnes, & singulos, quos illæ concernunt, perinde arctare, & afficere, ac si unicuique eorum nominatim, & personaliter intimatæ fuissent, Utique ipsarum Literarum transumptis, seu exemplis, etiam impressis, manu alicujus Notarii publici subscriptis, & sigillo personæ in Ecclesiasticâ Dignitate constitutæ munitis, eadem prorsùs fides tam in judicio, quàm extra illud ubique adhibeatur, quæ eisdem præsentibus adhiberetur, si forent exhibitæ, vel ostensæ.

Nulli ergo omninò hominum liceat hanc paginam nostrarum extinctionis, suppressionis, abolitionis, rescissionis, cassationis, deletionis, revocationis, abrogationis, mandati, interdictionis, declarationis, & voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire; si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem Omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri, & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem Anno Incarnationis Dominicæ millesimo septingentesimo decimo quarto, decimo Kalendas Martii Pontificatus Nostri Anno decimoquinto.

† Ego Clemens Catholicæ Ecclesiæ Episcopus.

† N. Episcopus Portuen Card. Acciajolus.

† Ego F. Episcopus Prænestinus Card. Spada.
† Ego F. Episcopus Sabinen. Card. Astallius.
† Ego F. Episcopus Albanen. Card. de Abdua.
† Ego G. Tit. S. Laurentii in Lucina Prior Presbyterorum Card. Marescottus.
† Ego B. Tit. S. Praxedis Card. Panciaticus.

† Ego F. T. M. Tit. S. Clementis Card. Ferrarius.
† Ego Joseph Tit. S. Mariæ Transpontinæ Presbyter Card. Sacripantes.
† Ego J. B. Tit. S. Cæsarei Cardinalis Spinula S. R. E. Camerarius.
† Ego F. Tit. SS. Joannis, & Pauli Card. Paulutius Major Pœnitent.
† Ego F. Tit. S. Eusebii Presbyter Cardinalis Marcellus.

ANNO 1715.

† Ego L. Tit. S. Petri ad Vincula Cardinalis Caſonus.

† Ego L. Tit. S. Suſannæ Presbyter Card. Corſinus.

†

†

† Ego T. Tit. S. Mariæ Trans Tyberim Cardinalis Rufus.

†

† Ego Joſeph Tit. S. Mariæ Vngelorum Cardinalis Vallemanus.

†

†

† Ego C. A. Tit. S. Auguſtini Presbyter Cardinalis Fabronus.

† Ego M. A. Tit. SS. Quirici, & Julictæ Presbyter Card. de Comitibus.

† Ego L. Tit. S. Silveſtri in Capite Presbyter Card. Picus.

†

†

†

†

† Ego P. M. Tit. S. Joannis ante Portam Latinam Presbyter Card. Corradinus.

†

†

†

† Ego A. Tit. S. Marci Card. Priolus S. Marci nuncupatus.

† Ego Jo: B. Tit. S. Stephani in Monte Cælio Presbyter Cardinalis Ptholomæus.

† Ego F. M. Tit. S. Priſcæ Presbyter Cardinalis Caſinus.

†

† Ego B. S. Mariæ in Viâ latâ Prior Diaconorum Cardinalis Pamphilius.

† Ego P. S. Laurentii in Damaſo Cardinalis Ottobonus S. R. E. Vice-Cancellarius.

† Ego C. S. Agathæ Gothorum Diaconus Cardinalis Bichius.

† Ego J. R. S. Georgii in Velabro Diaconus Cardinalis Imperialis.

† Ego Franciſcus S. Angeli in Foro Piſcium Diaconus Card. Barberinus.

† Ego L. S. Nicolai in Carcere Tulliano Diac. Cardinalis de Alteriis.

† Ego C. S. Mariæ de Scalâ Diaconus Card. Columna.

†

† Ego Nicolaus S. Mariæ in Cosmedin Diaconus Cardinalis Grimaldus.

† Ego Annibal S. Euſtachii Diaconus Cardinalis Albanus.

† Ego Curtius S. Mariæ in Dominicâ Diaconus Cardinalis Origus.

†

Joſeph Card. Prodatarius.

F. Oliverius.

Viſa de Curiâ pro R. P. D. Maſſerio

L. Sergardus.

Loco † Plumbi.

J. Pelucchius.

CI.

20. Februar.

Litteræ Apoſtolicæ in formâ Brevis ad Archiepiſcopos, & Epiſcopos, nec non utrumque Clerum tam Sæcularem, quàm Regularem, reliquosque omnes Chriſti Fideles Regni Siciliæ, quibus præſcribitur modus, quo Cauſæ dicti Regni ad Forum Eccleſiaſticum pertinentes in poſterùm, etiam abolito Monarchiæ Siculæ Tribunali, judicari poſſint, ac debeant in eodem Regno, donec aliâ ratione à Sanctitate Suâ, & Sede Apoſtolica indemnitati, ac commodis Nationis Siculæ plenius, & uberiùs conſulatur. [Bullarium magnum, Edit. Luxemburgic. 1727. pag. 152.]

ANNO 1715.

CLEMENS PAPA XI.

Venerabiles Fratres, ac Dilecti Filii ſalutem, & Apoſtolicam Benedictionem.

CUm Nos hodie ſpeciali noſtrâ, ac perpetuò valiturâ Conſtitutione, graviſſimis, atque juſtiſſimis rationibus adducti, ſeu potius compulſi, prætenſam Apoſtolicam illius Regni Siciliæ Legationem, ac Monarchiam nuncupatam, ejusque aſſertum Tribunal; unà cum illius Judicis, Notariorum, Scribarum, Miniſtrorum, aliorumque Officialium quorumlibet quovis nomine nuncupatorum dignitatibus, Officiis, & miniſteriis quibuscumque, omnique eorum titulo, eſſentiâ, ac denominatione, traditâ Nobis ab Omnipotenti Deo authoritate, extinxerimus, ſuppreſſerimus, & aboleverimus, nec non omnia, & ſingula, ſi quæ eſſent, illis, & illorum cuilibet à quibuscumque Romanis Pontificibus Prædeceſſoribus noſtris quomodolibet conceſſa, ac plurics confirmata privilegia, facultates, & indulta penitus, ac omnino reſciderimus, caſſaverimus, revocaverimus, & abrogaverimus; illaque pro extinctis, ſuppreſſis, & abolitis, nec non reſpectivè, reſciſſis, caſſatis, revocatis, & abrogatis, ab omnibus Chriſti Fidelibus perpetuò haberi, ac reputari debere voluerimus, aa mandaverimus: uno, eodemque tempore conſiderantes Apoſtolicæ noſtræ providentiæ eſſe incommodis, ac periculis veſtris maturè occurrere, ac interim modum aliquem præſcribere, quo cauſæ ad forum Eccleſiaſticum pertinentes, abolito jam Monarchiæ Siculæ Tribunali, rectè, ac ordine, & nihilominus, quantum fieri poteſt, ſine majori Partium litigantium diſpendio cognoſci poſſent, fineque debito terminari; ejusmodi modum non aliunde, quàm ex Canonicarum Sanctionum cenſurâ petendum, neç Judices pro earumdem cauſarum cognitione, ac terminatione alibi, quàm in iſtomet Regno conſtituendos eſſe cenſuimus; primùm quidem, ut teſtatum omnibus faceremus, Nos ad præmiſſa deveniſſe, non quidem animo augendi Siculis cauſis Romanæ Curiæ ſubſellia, ſed eâ tantùm mente, ut enormibus, ac graviſſimis ſcandalis, quibus univerſi propemodùm Chriſti Fideles ſummoperè offendebantur, Apoſtolicâ falce ſucciſis, Eccleſiæ honori, Pontificiæ authoritatis vindicationi, animarumque ſaluti pro commiſſo Nobis cœlitus Paſtorali munere conſuleremus; deinde verò, ut Vobis manifeſtum fieret Nos eâ in re pro paternâ, quâ Regnum iſtud in Domino complectimur, charitate, utilitatis, commodique veſtri congruam habuiſſe rationem; Hinc igitur eſt, quod Nos diuturnâ, atque maturâ, ſicut negotii gravitas flagitabat, conſultatione adhibitâ, auditaque deſuper nonnullorum Venerabilium Fratrum noſtrorum S. R. E. Cardinalium, ac dilectorum Filiorum ejusdem Romanæ Curiæ Prælatorum, Sacrarum Legum doctrinâ, rerumque uſu præſtantium ſententiâ, pro facili, recta ac ordinatâ prædictarum cauſarum directione ſequentem normam præſcribere, ac ſancire decrevimus, quam de cætero ab iis omnibus, ad quos ſpectat, & in futurum ſpectabit, inconcuſsè, ac inviolabiliter obſervari volumus, & mandamus, donec aliâ ratione à Nobis, & ab hac Sanctâ Sede indemnitati veſtræ plenius, ac uberiùs proſpiciatur.

§. 1. Cauſæ omnes ad Forum Eccleſiaſticum quomodolibet pertinentes, cujuscumque ſint generis, in primâ inſtantiâ coram Ordinariis locorum dumtaxat cognoſcantur, nec ab eorum Tribunali avocari poſſint, niſi titulo tantùm appellationis à ſententiâ definitivâ, aut ab interlocutoriâ definitivæ vim habente, cujus gravamen per appellationem à definitivâ reparari nequeat, vel niſi integro biennio à die motæ litis computando coram ipſis Ordinariis pependerint indeciſæ, quemadmodùm Tridentini Concilii decreto in cap. Cauſæ omnes ſeſs. XXIV. de reformat. ſalubriter cautum eſt; Quod ſi ſecus fiat, quævis appellatio, inhibitio, aut ſententia ad ejusdem Concilii præſcriptum eo ipſa irrita ſit, ac nullius prorsùs roboris, vel momenti.

§. 2. A ſententiâ Ordinarii ad Metropolitanum, vel

ANNO 1715. vel ad alium Epiſcopum Metropolitani loco à Nobis ſubrogatum, juxta ordinem inferiùs præſcribendum, appelletur, ſervatâ in omnibus formâ, quæ à ſuprà-dicto Concilio ſancitur.

§. 3. Ubi verò Metropolitanus, vel Epiſcopus Metropolitani loco, ut præfertur, ſubrogatus, in causâ pronunciaverit, Partibus, vel earum alteri liberum ſit ab illius ſententiâ ad Apoſtolicum Delegatum provocare, ſervato ordine, de quo infra, ac ipſius Concilii præſcripto.

§. 4. Quiscumque à ſententiâ, vel decreto Apoſtolici Delegati gravatum ſe ſenſerit, ad Nos, ſeu Romanum Pontificem pro tempore exiſtentem poterit appellare, à quo cauſæ cognitio Judici Eccleſiaſtico in partibus Siciliæ committetur per Literas Apoſtolicas neceſſariis, & opportunis clauſulis, prout juris fuerit, muniendas, ac eâ potiſſimum, quod ſi Partes in illum non conſenſerint, alium ipſe deputare valeat iisdem Partibus non ſuſpectum.

§. 5. In Cauſis Beneficialibus valorem viginti quatuor ducatorum auri de Camerâ, nec non in profanis ſummam quinquaginta ducatorum ſimilium non excedentibus, Pars, quæ à judicio Delegati Apoſtolici gravamen illatum ſibi fuiſſe conqueretur, ut appellationis remedio conſulere ſibi poſſit, adibit tres Judices Synodales antiquiores Diœceſis ejusdem Delegati, qui tanquam Arbitri, an appellatio rejici, vel admitti debeat, & quibus clauſulis cauſa ſit committenda, prævio diligenti examine diſpicient. Quòd ſi cauſam committendam eſſe cenſuerint, ipſi, tanquam Apoſtolici Delegati, Judicem deputabunt Partibus non ſuſpectum. Hunc autem in finem prædictis Judicibus Synodalibus quascumque facultates neceſſarias, ac opportunas concedimus, & impertimur.

§. 6. Porrò in cauſis, in quibus Conſervatores Regularium Decretum, vel ſententiam tulerint, qui ſe ab illis gravatum exiſtimaverit, recurrere ſimiliter poterit ad tres antiquiores Judices Synodales illius Diœceſis, ubi judicium latum eſt: Qui quidem Judices, tanquam Arbitri, cognitis utriusque Partis juribus, ſtatuent, an appellatio rejici, vel admitti, & quibus clauſulis cauſa, committi debeat. Quod ſi cauſam committendam eſſe duxerint, tanquam Apoſtolici Delegati, Judicem deputabunt Partibus non ſuſpectum cum omnibus facultatibus neceſſariis, ac opportunis. Cæterùm qui à ſententiâ, aut decreto hujus ſecundi Judicis gravatum ſe ſenſerit, adibit tres antiquiores Judices Synodales Metropolitanæ Diœceſis, vel illius, quæ Metropolitanæ locum obtinebit in ordine inferiùs præſcribendo; Qui ſanè Judices alium deputabunt Judicem eâ prorsùs ratione, quæ ſupra quoad modum appellandi à judicio Conſervatorum præſcripta fuit. Omnibus autem prædictis Judicibus Synodalibus tam Metropolitanæ, quàm alterius Diœceſis, quascumque facultates ad præmiſſorum effectum neceſſarias, & opportunas concedimus, & impertimur.

§. 7. In criminalibus cauſis Regularium, quando hi deliquerint intra claustra, Tridentini Concilii, & peculiarium illius Ordinis, quem quilibet Delinquens profeſſus fuerit, Conſtitutionum diſpoſitio exactè ſervetur. Quòd ſi delinquant extra claustra, vel extra Monaſterium degant, ab Epiſcopis juxta ejuſdem Tridentini Concilii, & Apoſtolicarum Conſtitutionum præſcriptum judicentur, ac puniantur. Qui verò Epiſcopi judicio acquieſcere detrectaverit, provocare poterit ad tres antiquiores Judices Synodales Diœceſis illiuſmet Epiſcopi, à quo judicatus fuit; Qui planè Judices, tanquam Arbitri, an appellatio admittenda, vel rejicienda ſit, & quomodò cauſam committi oporteat, prævio maturo examine decernent. Ubi verò eam committendam eſſe ſtatuerint, Judicem deputabunt Partibus non ſuſpectum cum omnibus facultatibus neceſſariis, & opportunis. Quod ſi quis ab hujus ſecundi Judicis ſententiâ, vel decreto ſe gravatum putaverit, recurret ad tres Judices Synodales antiquiores Metropolitanæ Diœceſis, vel illius, quæ Metropolitanæ loco in ordine, de quo infra, ſubrogabitur. Hi autem Judices alium deputabunt Judicem eâ prorsùs ſervatâ ratione, quæ ſupra quoad modum appellandi à Judicio Epiſcopi ſancita fuit. Omnibus pariter antedictis Judicibus Synodalibus tam Metropolitanæ, quam alterius Diœceſis, quaſcumque facultates ad præmiſſorum effectum quomodolibet neceſſarias, & oportunas concedimus, ac impertimur.

§. 8. Caveant tamen Ordinarii locorum, ne cauſis, quæ majores nuncupantur, quæque apud Sedem Apoſtolicam tractari debent, ſive in primâ, ſive etiam in aliâ ulteriori inſtantiâ, ullo pacto ſe ſe ingerant, aut immiſceant; Sed illæ juxta memorati Tridentini Concilii, Sacrorum Canonum, & Apoſtolicarum Conſtitutionum præſcriptum, in Romanâ tantùm Curiâ, vel à Judicibus, quos Romanus Pontifex, pro tempore exiſtens ſpecialiter deputaverit, cognoſcantur. ANNO 1715.

§. 9. Nulli præterea ex ſupradictis ſive primæ, ſive ſecundæ, ſive etiam tertiæ Inſtantiæ Judicibus, nec cuiquam alteri Eccleſiaſtico Judici, cujuscumque gradus, & conditionis exiſtat, tametſi Legati à Latere dignitate inſignitus reperiatur, ullo unquam tempore liceat quempiam abſolvere, etiam cum reincidentiâ, & ad effectum agendi tantum, à cenſuris Eccleſiaſticis per Literas die Cœnæ Domini ſingulis annis legi, & promulgari ſolitas, ſive alias Apoſtolicas Conſtitutiones inflictis, quarum abſolutio ſoli Romano Pontifici reſervatur, Caveantque omnes antedicti, ne poſtquam eædem cenſuræ ab ipſis declaratæ, ac promulgatæ fuerint, ullo modo ſeſe ingerant, aut immiſceant cognitioni, an illæ, earumve declaratoriæ validæ, aut nullæ, juſtæ aut injuſtæ ſint; cum ejusmodi cognitionem Romano duntaxat Pontifici pro tempore exiſtenti, & Congregationi ejusdem S. R. E. Cardinalium Immunitati Eccleſiaſticæ, & controverſiis jurisdictionalibus præpoſitæ, ad id ab Apoſtolicâ Sede ſpecialiter deputatæ, privativè quoad omnes alios competere ſatis conſtet.

§. 10. Attento nihilominus ingenti eorum numero, quos iſthic, præſertim ob notam Eccleſiaſtici Interdicti, cui Civitates, ac Diœceſes Catanien. & Agrigentin. juſſu noſtro ſubjectæ fuerunt, violationem in ejusmodi cenſuras Nobis reſervatas miſerè incidiſſe novimus, ut æternæ eorum ſaluti paternâ charitate conſulamus, facultatem eos, qui reſpuerint, ac humiliter id flagitaverint, abſolvendi, ad certum tempus duraturam, iſtius Regni Epiſcopis impertiri non detrectabimus, quò facilius, atque commodius iisdem cenſuris innodati Sacramentis Eccleſiæ, & communioni Fidelium reſtitui poſſint.

§. 11. Cauſæ demum omnes, de quibus ſupra actum eſt, coram Archiepiſcopis, Epiſcopis, aliiſque locorum Ordinariis eo, qui inferiùs præſcribitur, ordine in poſterum tractandæ erunt.

§. 12. Prima inſtantia, juxta Tridentini Concilii diſpoſitionem, ad Ordinarium Loci pertineat. Ab Ordinario autem appellare liceat, & cauſæ in ulterioribus inſtantiis cognoſcantur, ut infra.

§. 13. Ab Archiepiſcopo Panormitano appelletur ad Epiſcopum Cephaludenſem, cujus ſit ſecunda inſtantia: Ab Epiſcopo Cephaludenſi ad Epiſcopum Catanienſem provocetur, ad quem, ut Delegatum Apoſtolicum, ſpectet tertia inſtantia.

§. 14. Ab Archiepiſcopo Montis Regalis appelletur ad Epiſcopum Pactenſem, & ab hoc ad Epiſcopum Mazarienſem, ut Delegatum Apoſtolicum.

§. 15. Ab Archiepiſcopo Meſſanenſi appelletur ad Epiſcopum Syracuſanum, & ab hoc ad Epiſcopum Catanienſem, ut Delegatum Apoſtolicum.

§. 16. Ab Epiſcopo Catanienſi appelletur ad Archiepiſcopum Montis Regalis, ut Metropolitanum, & ab eo ad Epiſcopum Agrigentinum, Delegatum Apoſtolicum.

§. 17. Ab Epiſcopo Syracuſano appelletur ad Archiepiſcopum Montis Regalis, ut Metropolitanum, & ab eo ad Epiſcopum Mazarienſem, ut Delegatum Apoſtolicum.

§. 18. Ab Epiſcopo Agrigentino appelletur ad Archiepiſcopum Panormitanum, ut Metropolitanum, & ab eo ad Epiſcopum Syracuſanum, ut Delegatum Apoſtolicum.

§. 19. Ab Epiſcopo Mazarienſi appelletur ad Archiepiſcopum Panormitanum, ut Metropolitanum, & ab eo ad Archiepiſcopum Meſſanenſem; ut Delegatum Apoſtolicum.

§. 20. Ab Epiſcopo Cephaludenſi appelletur ad Archiepiſcopum Meſſanenſem, ut Metropolitanum, & ab eo ad Epiſcopum Agrigentinum, ut Delegatum Apoſtolicum.

§. 21. Ab Epiſcopo Pactenſi appelletur ad Archiepiſcopum Meſſanenſem, ut Metropolitanum, & ab eo ad Archiepiſcopum Panormitanum, ut Delegatum Apoſtolicum.

§. 22. Ab Archimandritâ Meſſanenſi, qui Juriſdictionem quaſi Epiſcopalem in nonnullis Oppidis, ſeu Locis Nullius Diœceſis Provinciæ Meſſanenſis exercere aſſeritur, appelletur ad Epiſcopum Catanienſem, quem loco Archiepiſcopi Meſſanenſis Metro-

ANNO 1715.

tropolitani ſubrogavimus, attentis pluribus litibus, quæ, ut etiam aſſerunt, inter eoſdem Archiepiſcopum, & Archimandritam pendent indeciſæ; A dicto autem Epiſcopo Catanien. ad Archiepiſcopum Panormitanum, ut Delegatum Apoſtolicum.

§. 23. Ab Abbate demùm Sanctæ Luciæ, qui ſimiliter Jurisdictionem quaſi Epiſcopalem in uno, ſeu pluribus Oppidis, vel Locis Nullius Diœceſis Provinciæ Meſſanen. exercere aſſeritur, appelletur ad Archiepiſcopum Meſſanenſem, ut Metropolitanum, & ab eo ad Archiepiſcopum Montis Regalis, ut Delegatum Apoſtolicum.

§. 24. Per præmiſſa tamen non intendimus dictorum Archimandritæ Meſſanenſis, & Abbatis Sanctæ Luciæ aſſertam Jurisdictionem quaſi Epiſcopalem ullatenus approbare, aut quidquam eis, ſeu eorum alteri in quorumvis aliorum præjudicium novi juris tribuere.

§. 25. Cæterùm omnibus, & ſingulis Archiepiſcopis, & Epiſcopis ſupradictis tam pro ſecundâ loco Metropolitanorum ſubrogatis, quàm pro tertiâ reſpectivè inſtantiis, ſicut præmittitur, delegatis, ut omnes, & ſingulas cauſas ad eorum judicium de cætero, ut ſupra, deferendas cognoſcere, ac legitimè definiri poſſint, & valeant; quaſcumque facultates ad id quomolibet neceſſarias, & opportunas ampliſſimè tribuimus, ac elargimur.

§. 26. Non obſtantibus, quatenus opus ſit, fel. rec. Bonifacii Papæ Octavi Prædeceſſoris noſtri de unâ, & Concilii Generalis de duabus dictis, ita ut vigore Præſentium etiam ultra duas, pluresve dietas quilibet in judicium trahi poſſit, aliisque Conſtitutionibus, & Ordinationibus Apoſtolicis, nec non omnibus, & ſingulis illis, quæ in prædictâ noſtrâ nuper edita Conſtitutione voluimus non obſtare, cæteriſque contrariis quibuscumque.

§. 27. Vos itaque potiſſimùm, Venerabiles Fratres, vehementer hortamur, ac admonemus, ut vigore pleno, quo Epiſcopos agere oportet, ea, quæ ſancivimus, debitæ executioni pro virili parte demandetis, ac etiam ab aliis, qui vobis ſubſunt, demandari ſtrenuè ſatagatis. Zelum proinde veſtrum pro Eccleſiæ juribus, ac libertate, proque veſtrâ, atque ſupremâ noſtrâ, & Apoſtolicæ Sedis authoritate hoc tam neceſſario tempore roborate, palamque proferte, ambulantes in Domo Domini cum conſenſu, quatenus antiquæ vobis, ac per Vos reliquis iſtis fidelibus veræ pietatis, ac filialis in hanc Sanctam Sedem devotionis laus conſtet, & nos gratulari poſſimus ab electâ iſtâ Dominici Agri parte evulſa prorsùs fuiſſe zizania, bonæque frugis integritatem, id eſt veterem Eccleſiæ diſciplinam, debitam Canonicis Sanctionibus reverentiam, Epiſcopalem denique, & Apoſtolicam dignitatem, ope potiſſimùm Fraternitatum veſtrarum priſtinum in locum fuiſſe reſtitutam. Quæ omnia ut alacriùs exequi valeatis, vobis omnibus, Venerabiles Fratres, Dilecti Filii, Spiritualium charismatum incrementum ex animo à Deo precamur, perpetuumque paternæ charitatis noſtræ pignus, Apoſtolicam Benedictionem peramanter impertimur. Volumus autem, ut earumdem præſentium Literarum tranſumptis, ſeu exemplis, etiam impreſſis, manu alicujus Notarii publici ſubſcriptis, & ſigillo perſonæ in Eccleſiaſticâ dignitate conſtitutæ munitis eadem prorſus fides tam in judicio, quàm extra illud, adhibeatur, quæ ipſis Præſentibus adhiberetur, ſi forent exhibitæ, vel oſtenſæ. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem, ſub annulo Piſcatoris, die XX. Februarii MDCCXV. Pontificatus noſtri Anno XV.

F. Oliverius.

TABELLA

Tribunalium Eccleſiaſticorum Regni Siciliæ.

Juxta modum in ſupradictis Literis Apoſtolicis præfinitum.

PRIMA INSTANTIA.

Archiepiſcopi Panormitani.
Archiepiſcopi Montis Regalis.
Archiepiſcopi Meſſanenſis.
Epiſcopi Catanienſis.
Epiſcopi Syracuſani.
Epiſcopi Agrigentini.
Epiſcopi Mazarienſis.
Epiſcopi Cephaludenſis.
Epiſcopi Pactenſis.
Archimandritæ Meſſanenſis, *Nullius Diœceſis Provinciæ Meſſanen.*
Abbatis S. Luciæ, *Nullius Diœceſis Provinciæ Meſſanen.*

SECUNDA INSTANTIA,

Epiſcopi Cephaludenſis; *ut ſubrogati loco Metropolitani.*
Epiſcopi Pactenſis; *ut ſubrogati loco Metropolitani.*
Epiſcopi Syracuſani, *ut ſubrogati loco Metropolitani.*
Archiepiſcopi Montis Regalis, *ut Metropolitani.*
Archiepiſcopi Montis Regalis, *ut Metropolitani.*
Archiepiſcopi Panormitani, *ut Metropolitani.*
Archiepiſcopi Panormitani, *ut Metropolitani.*
Archiepiſcopi Meſſanenſis, *ut Metropolitani.*
Archiepiſcopi Meſſanenſis, *ut Metropolitani.*
Epiſcopi Catanienſis, *ut ſubrogati loco Metropolitani.*
Archiepiſcopi Meſſanenſis, *ut Metropolitani.*

TERTIA INSTANTIA.

Epiſcopi Catanienſis, *ut Delegati Apoſtolici.*
Epiſcopi Mazarien, *ut Delegati.*
Epiſcopi Catanien, *ut Delegati.*
Epiſcopi Agrigentini, *ut Delegati.*
Epiſcopi Mazarienſis, *ut Delegati.*
Epiſcopi Syracuſani, *ut Delegati.*
Archiepiſcopi Meſſanenſis, *ut Delegati.*
Epiſcopi Agrigentini, *ut Delegati.*
Archiepiſcopi Panormitani, *ut Delegati.*
Archiepiſcopi Panormitani, *ut Delegati.*
Archiepiſcopi Montis Regalis, *ut Delegati.*

ANNO 1715.

CII.

Declaratio nullitatis, rejectio, damnatio, & abolitio cujuſdam actus appellationis, & proteſtationis à Procuratore Fiſcali Regni Siciliæ noviſſimè editi adversùs binas Literas Apoſtolicas à Sanctitate Suâ non ita pridem emanatas ſuper extinctione prætenſæ Monarchiæ Siculæ, nec non ſuper modo in poſterùm judicandi Cauſas dicti Regni ad Forum Eccleſiaſticum pertinentes, cum aliis diverſis Ordinationi-

8. Juin.

ANNO 1715. *tionibus, & Decretis.* [Bullarium magnum, Edit. Luxemburgic. 1727. pag. 160.]

CLEMENS PAPA XI.

Ad futuram rei memoriam.

INnotuit Nobis nuper, quòd ſtatim ac ad Siciliæ Regnum deferri contigit quasdam Noſtras decimo Kalendas Martii proximè præteriti ſub plumbo expeditas Literas, quibus, ob graviſſimas in eis expreſſas rationes, prætenſam Apoſtolicam ejusdem Regni Legationem, ac Monarchiam nuncupatam, ejusque aſſertum Tribunal, unâ cum illius Judicis, Notariorum, Scribarum, Miniſtrorum, aliorumque Officialium quorumlibet dignitatibus, officiis, & miniſteriis quibuſcumque, omnique eorum titulo, eſſentiâ, ac denominatione perpetuò extinximus, ſuppreſſimus, & abolevimus: ſimulque etiam vulgatæ ibidem fuerunt aliæ Noſtræ in ſimili formâ Brevis Literæ ad Venerabiles Fratres Archiepiſcopos, & Epiſcopos, nec non dilectos Filios tam Sæcularem, quam Regularem Clerum, reliquoſque omnes Chriſti Fideles Regni præfati eâ ipsâ die, videlicet XX. Februarii nuper elapſi directæ, quibus pro paternâ Noſtra erga illos populos charitate, certum præſcripſimus modum, quo Cauſæ dicti Regni ad Forum Eccleſiaſticum pertinentes de cætero, etiam abolito Monarchiæ ſupradictæ Tribunali, cognoſci, & definiri poſſent, ac deberent in ipſomet Regno, donec aliâ ratione a Nobis, & Sede Apoſtolicâ indemnitati, ac commodis Nationis Siculæ uberius conſuleretur, ac aliis, prout in ambabus Noſtris Literis prædictis plenius continetur; Sæcularis Poteſtatus in illo Regno Adminiſtri, in omnem ſibi datam occaſionem lædendi Noſtram, & ejusdem Sedis authoritatem ſemper intenti, dictarumque Noſtrarum Literarum vim, & efficaciam, quantum in ipſis eſt, tametſi irrito conatu, eludere, ac evertere ſatagentes: nullâ interpoſitâ morâ, ſub nomine Procuratoris Fiſcalis ejusdem Regni in Civitate Panormitan. edere, ibique, & forſan etiam in aliis ipſius Regni locis pervulgare præſumpſerunt ſuper præmiſſis Actum quemdam appellationis, & proteſtationis typis impreſſum tenoris, qui ſequitur videlicet: *Atto di Appellatione, e Proteſta del Regio Procurator Fiſcale del Regno di Sicilia. Il Regia Procurator Fiſcale nel Regno di Sicilia, cui ſpetta intrigilare per la difeſa delli Privilegi, Regalie, Dritti e Conſuetudini annoſcate del Rè, e del Regno, avenda avuta notizia, che nell' Alma Città di Roma ſotto li 20. Febrajo del corrente Anno 1715. ſi publicò una Bolla del Sommo Pontefice Clemente XI. concernente l'Abolizione della Legazia della Monarchia di queſto Regno con termine di due meſi, ed un Breve, che dona il ſiſtema alle Cauſe Eccleſiaſtiche di eſſa Legazia, e conſiderando, che detti aſſerte Bolla, e Breve furono emanati ſenza citazione, ed audienza, ed in oltre che ſono orrettizi, e ſurrettizi, e vengono à levare al Rè, ed al Regno una prerogativa, e giuriſdizione poſſeduta, ed eſſercitata per tempo immemorabile di tanti Secoli paſſata in legittima conſuetudine, ed approvata non ſolo con la ſtima di antichiſſimo Privilegio, ma anche confirmata colla Bolla del Pontefice Urbano Secondo, e colli Concordati così col Pontefice Adriano Quarto, come nel tempo del Santo Pontefice Siſto Quinto, e con più atti ſuſſeguiti ſi eſpreſſi, che taciti, dalli Pontefici Succeſſori ſino al Regnante Pontefice Clemente XI. nel 1705. ratificati, ed oſſervati per lo ſpazio di ſei Secoli, e non mai vulnerati, per eſſere ſtati conceſſi per cauſa onerosa (paſſata in forza di contratto) alla glorioſa memoria di quel Grande Eroe il Conte Regiero Normanno conquiſtatore di queſto Regno di Sicilia da potere dell' Infedeli, e Fondatore di tante belle Baſiliche, Veſcovati, ed Abbazie, con aſſeli datate della terza parte di eſſo, e che con tale oſſervanza, e poſſeſſione ſi è ſempre continuato, ſendo li ſui Popoli già connaturalizzati à queſta forma di vivere, in maniera che con detti aſſerti Bolla, e Breve vengono ad inferir ſi graviſſimi pregadizi alla Real Corona, ed à Regnicoli, e perche la detta aſſerta Bolla di Abolizione, ed in conſequenza detto aſſerto Breve, come orrettizi, e ſurrettizi, contengono in ſe ingiuſtizia, privandoſi il privilegiato delle riferite prerogative, e giuriſdizione godute per lo corſo di tanti Secoli, motivo per il quale crede eſſo Regio Procurator Fiſcale, che la mente del Sommo Pontefice non ſii ſtata bene informata, e che ſi foſſe ſtata, non avrebbe devenuta ad una tale riſoluzione coll' abolizione di un dritto, e conſuetudine immemorabile comprovata coll' ottenuti Privilegi, e concordati già inviſcerati ne i Regnicoli. Per tanto eſſo Regio Procurator Fiſcale, come quello, à cui carico corre invigilare alla difeſa delle Regalie, Dritti, Conſuetudini, e Privilegi della Corona, e del Regno, ed al riſtesso, che variandoſi il coſtume antiquato diſturbarebbe la publica quiete, e produrrebbe molti ſconcerti, ha giudicato in vigor del preſente Atto con tutti li riſpetti dovuti alla Santa Sede, ed al Sommo Pontefice (da cui li Popoli di queſto fidelisſimo Regno ſono obidientiſſimi figli) fare la preſente ſupplica, ed appellazione del Sommo Pontefice male informato, allo ſteſſo Sommo Pontefice meglio informando, ſeu alla Santa Sede Apoſtolica, ſeu à chi, ed à quali ſi poſſono fare li legittimi ricorſi, ed appellazione, ſecondo la diſpoſizione delli ſacri Canoni per la revocazione delli riferiti due aſſerti Bolla, e Breve per riceverne la giuſtizia. E perche ſecondo la diſpoſizione delle Leggi pendente l'appellazione non ſi deve innovar coſa alcuna, Perciò ſtante la preſente ſupplica, ed appellazione s'intenda ipſo jure ſoſpeſa la eſecuzione di detti aſſerti Bolla, e Breve; proteſtandoſi eſſo Regio Procurator Fiſcale nel caſo contrario di tutte le coſe lecite, e permeſſe à proteſtarſi ſecondo la diſpoſizione del dritto Naturale, Canonico, e Civile: Implorans &c. Sub-o Jure &c. Cum poteſtate &c. Onde per futura teſtimonianza, e per paſſare alla notizia di tutti li Prelati Secolari, e Regolari, ed altri Eccleſiaſtici, e Popoli di queſte Regna, e d'ogn'altro, dove tocca, ſi è fatto il preſente Atto. In Palermo oggi li 20. Marzo 1715. due ingreſſano Martii 1715. Fatti, & eſt redactus in Actis Magnæ Regiæ Curiæ præſens Actus Supplicationis, & Appellationis, & Proteſtationis: D. Salvator Liſſo pro Mag. Ner.*

§. 1. Licèt autem minimè dubitemus, quin absque ullius novæ noſtræ declarationis ope, ſatis omnibus perſpectum, exploratumque futurum ſit, quantùm præmiſſorum appellationis, & proteſtationis Actus, ſolo eius tenore perpenſo, Sacrorum Canonum, & Apoſtolicarum Conſtitutionum diſpoſitioni adverſetur: idebque quàm abſonus, quàm irregularis, quàm ſcandaloſus, ac prorſus inanis, & nullus, nulliusque roboris, & efficaciæ exiſtat: attentisque inſuper tot derogatoriis, aliisque amplisſimis, & efficacisſimis clauſulis, ac Decretis, quæ in præfatis Noſtris Literis leguntur, manifeſtò contemnendus, ac nihili faciendus ſit, Nihilominus, ne intolerandam per eumdem Actum Nobis, & huic Sanctæ Sedi illatam injuriam ſilentio præterire, ac quodammodò diſſimulare videamur, ex Injuncto Nobis divinitùs Apoſtolicæ ſervitutis munere, memoratæ Sæcularis Poteſtatis Siculæ, abrogatæque Monarchiæ Miniſtris omnes, & quamcumque ſub obtentu præmiſſi Actus in injuſto abolitæ jurisdictionis exercitio continuandi anſam, ſeu prætextum omninò tollere; illosque, ſi qui ſint, qui ob appellationem, ac proteſtationem hujusmodi præfatarum Noſtrarum Literarum effectum, vel ſuſpenſum fuiſſe, vel ſaltem ſuſpendendum eſſe falsò crederent, ab ejusmodi errore penitus eripere, ac removere volentes: nec iis tantùm, quæ hactenus geſta ſunt, congruum adhibere remedium, verùm etiam aliis, quæ eodem damnabili conſilio tam à prædicto Procuratore Fiſcali, quàm ab aliis, ſive ejusdem Sæcularis Poteſtatis Siculæ, ſive etiam extinctæ Monarchiæ Officialibus, & Miniſtris quibuscumque deinceps attentari poſſent, quantùm Nobis ex Alto conceditur, tempeſtive occurrere cupientes: omniumque idcircò, & ſingulorum, quæ in præmiſſis, vel circa ea tam ab iis, qui præintertum appellationis, & proteſtationis Actum ediderunt, & pervulgarunt, quàm ab aliis quibuscumque, ſive in ſequelam ejusdem Actus, ſive alias ad eundem finem impediendi, ſeu ſuſpendendi executionem prædictarum Noſtrarum Literarum quovis modo decreta, juſſa, ordinata, & geſta fuerum, feriem, cauſas, & circumſtantias; nec non quorumcumque Judicum, Miniſtrorum, etiam principalium, ſeu ſupremorum, Officialium, Notariorum, Scribarum, & Perſonarum quarumlibet in eisdem præmiſſis culpabilium qualitates, dignitates, nomina, & cognomina, aliave quæcumque, etiam ſpecificam, & individuam mentionem, & expreſſionem requirentia, præſentibus pro plenè, & ſufficienter expreſſis, & ſingillatim ſpecificatis habentes: Motu proprio, & ex certâ ſcientia, ac maturâ deliberatione Noſtris, deque Apoſtolicæ Poteſtatis plenitudine, Actum præmiſſorum, ac quæcumque in eo contenta, aliaque omnia, & ſingula ſive in illorum ſequelam, ſive eodem conſilio tam à memorato Procuratore Fiſcali, quam ab aliis quibuscumque Judicibus, Miniſtris, Officialibus, & Perſonis dicti Regni, etiam ſpeciali, ac individuâ mentione dignis quovis modo forſan acta, geſta, & ordi-

ANNO 1715. ordinata, cum omnibus, & ſingulis indè ſecutis, & quandocumque ſecuturis penitus, & omninò nulla, irrita, invalida, injuſta, reprobata, damnata, inania, temeraria, nulliſque omninò roboris, & momenti, vel efficaciæ eſſe, & ab initio fuiſſe, ac perpetuò fore, neque illa ullum ſtatum facere, vel feciſſe, ſed perinde ac ſi nunquam emanaſſent, nec facta fuiſſent, pro non extantibus, & non factis perpetuò iidem haberi debere, tenore Præſentium declaramus. Et nihilominus ad majorem, & abundantiorem cautelam, & quatenus opus ſit, illa omnia, & ſingula, ac ſi quæ inſuper à prædictis, ſeu aliis præmiſſorum occaſione, ſive ad eumdem finem quoquomodò impediendi, ſeu ſuſpendendi executionem Literarum Noſtrarum prædictarum quandocumque, & quomodocumque (quod Deus avertat) de cætero ſimiliter agi, geri, & ordinari contigerit, harum ſerie rejicimus, damnamus, reprobamus, revocamus, caſſamus, irritamus, annullamus, abolemus, viribusque, & effectu penitùs, & omninò vacuamus, ac pro rejectis, damnatis, revocatis, caſſatis, irritis, nullis, invalidis & abolitis, viribusque, & effectu penitùs, ac omninò vacuis ſemper haberi volumus, & mandamus. Sciant propterea Archiepiſcopi, & Epiſcopi ſupradicti, nec non uterque Clerus tam Sæcularis, quàm Regularis, ac reliqui omnes Chriſti Fideles ejusdem Regni, memorato appellationis, & proteſtationis Actu, ſive alio quovis Edicto, Decreto, Mandato, ſeu Præcepto, quod ſive à Sæculari Poteſtate dicti Regni, ſive ab illius, aut etiam abrogatæ Monarchiæ Miniſtris quibuslibet hactenùs hac in re promulgatum eſſet, vel in poſterùm promulgari contingeret, non obſtante, ſeſe teneri, ac obligatos eſſe Literis noſtris ſupradictis absque ullâ morâ, retardatione, vel ſuſpenſione etiam minimâ, veram, integram, & omnimodam obedientiam præſtare, atque exhibere, & ſi ſecus fecerint, omnes, & ſingulas pœnas in illis adversùs Contrafacientes præfinitas ſeſe noverint eo ipſo incurſuros.

§. 2. Præterea cùm explorati juris ſit non tam illos, qui præinſertum Actum ediderunt ac promulgarunt, ſeu ei ſe ſubſcripſerunt, quàm alios omnes, & ſingulos, cujuscumque ſtatus, gradus, ordinis, præeminentiæ, & dignitatis, quantumcumque excellæ, ac ſublimis fuerint, qui ſive editionem, & divulgationem ejusdem Actus, ſive alia eodem conſilio, ſicut præmittitur, quovis modo geſta mandarunt, ac ordinarunt, ſeu illis conſilium, auxilium, favorem, vel quamvis aliam damnabilem operam præſtiterunt, aut in eorum ſequelam, & executionem ſimiliter geſta approbarunt, & rata habuerunt, ſeu alias in eis quomodolibet culpabiles fuerunt, non ſolum ſupradictas, ſed etiam alias omnes cenſuras, & pœnas Eccleſiaſticas contra ſimilia perpetrantes à Sac. Canonibus, Generalium Conciliorum Decretis, & Apoſtolicis Conſtitutionibus, ac præſertim Literis die Cœnæ Domini ſingulis annis legi, & promulgari conſuetis inflictas eo ipſo incurriſſe, illasque inſuper etiam incurſuros eſſe eos omnes, qui ſimilia ad eumdem finem quoquomodo impediendi, ſeu ſuſpendendi executionem earumdem Noſtrarum Literarum de cætero pergerint, ut præfertur; Noverint idcirco illi omnes, etiam ſpecialiſſimâ mentione digni, à cenſuris, & pœnis hujusmodi, poſt debitam, & condignam Eccleſiæ realiter, & cum effectu præſtitam ſatisfactionem, nonniſi à Nobis, ſeu Romano Pontifice pro tempore exiſtente (præterquam in mortis articulo, & tunc cum reincidentiâ in easdem cenſuras, & pœnas eo ipſo, quo convaluerint) abſolvi, & liberari poſſe, prout earumdem tenore Præſentium decernimus, & ſimiliter declaramus.

§. 3. Decernentes pariter easdem præſentes Literas ſemper firmas, validas, & efficaces exiſtere, & fore, ſuosque plenarios, & integros effectus ſortiri, & obtinere, ac ab illis, ad quos ſpectat, & pro tempore quandocumque ſpectabit, inviolabiliter, & inconcuſsè obſervari; nec de ſubreptionis, vel obreptionis, aut nullitatis vitio, ſeu intentionis Noſtræ, aut intereſſe habentium conſenſus, aliove quolibet, etiam quantumvis formali, ac individuum expreſſionem requirente defectu notari, impugnari, infringi, redargui, in controverſiam vocari, ſeu ad terminos juris reduci, aut adversùs illas reſtitutionis in integrum, aperitionis oris, aliudve quodcumque juris, facti, vel gratiæ remedium impetrari, vel intentari, ſeu impetrato, aut etiam motu, ſcientiâ, & poteſtatis plenitudine ſimilibus conceſſo, vel emanato, quempiam in judicio, vel extra illud uti, ſeu ſe juvare ullo modo unquam poſſe; ſicque, & non aliter in præmiſſis per quoscumque Judices Ordinarios, & delegatos, etiam Cauſarum Palatii Apoſtolici Auditores, ac Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinales, etiam de Latere Legatos, & præfatæ Sedis Nuncios, aliosve quoslibet quâcumque præeminentiâ, & poteſtate fungentes, & functuros; ſublatâ eis, & eorum cuilibet quâvis aliter judicandi, & interpretandi facultate, & authoritate, judicari, & definiri debere, ac irritum, & inane, ſi ſecus ſuper his à quoquam quâvis authoritate ſcienter, vel ignoranter contigerit attentari. ANNO 1715.

§. 4. Non obſtantibus præmiſſis, nec non omnibus, & ſingulis illis, quæ in binis Noſtris Literis ſupradictis volumus non obſtare, cæterisque contrariis quibuscumque. Cum autem præſentes Literæ in memorato Regno Siciliæ nequeant tutè publicari, ut hactenùs experientia compertum eſt, ac Nobis per legitimas probationes fatis ſuperque conſtet, prout harum ſerie declaramus; volumus illas, ſeu earum exempla, ut ad omnium notitiam deveniant, ad valvas Eccleſiæ Lateranenſis, ac Baſilicæ Principis Apoſtolorum, nec non Cancellariæ Apoſtolicæ, Curiæque Generalis in Monte Citatorio, ac in acie Campi Floræ de Urbe, ut moris eſt, affigi, & publicari; ſicque publicatas, & affixas omnes, & ſingulos, quos illæ concernunt, perinde arctare, & afficere, ac ſi unicuique eorum nominatim, & perſonaliter intimatæ fuiſſent, Utque ipſarum præſentium Literarum tranſumptis, ſeu exemplis, etiam impreſſis, manu alicujus Notarii publici ſubſcriptis, & ſigillo Perſonæ in Eccleſiaſticâ dignitate conſtitutæ munitis, eadem prorſus fides tam in judicio, quàm extra illud ubique adhibeatur, quæ eisdem Præſentibus, adhiberetur, ſi forent exhibitæ, vel oſtenſæ. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem ſub Annulo Piſcatoris die VIII. Junii MDCCXV. Pontificatus Noſtri Anno Decimoquinto.

Pro D. Card. Oliverio
I. C. Battellus.

CIII.

Sacrum Fœdus inter CAROLUM VI. *Romanorum Imperatorem Auguſtiſſimum & Sereniſſimam Rempublicam Venetam contra Turcas Aggreſſores Pacisque violatores juxta illud de Anno* 1684. *factum, & moderno rerum ſtatui accommodatum. Viennæ* 13. *Aprilis* 1716, [Traité de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale & Catholique.] 1716. 13. Avril.

In Nomine Sanctiſſimæ Trinitatis.

POſtquam Turca communis Chriſtianitatis hoſtis Sereniſſimæ Veoetorum Reipublicæ ſepoſitâ omnibus Gentibus veneranda pactorum Sanctimoniâ contrà Pacis Carlovicenſis tenorem, nullâ prorsùs adductâ ſolidâ, verâ & fundatâ ratione bellum indixerit, Legatum ſuum contrà receptum ab omnibus Geotibus morem, barbarè habuerit, ad Carceres detruſerit, Terras, Ditionesque armis ſuis infeſtavetit, ac denique excidium, ſi Vires ſufficiant, eidem minitatus ſit, præfata Sereniſſima Reſpublica per Legatos ſuos Auguſtiſſimo Romanorum Imperatori Carolo Sexto quæ ſucceſſerunt expoſuerit; ſua Sacra Cæſarea Regio Catholica Majeſtas verò omnia Officia, licet exquiſitiſſima apud Portam multoties adhibuerit, ac eidem, quæ Carlovicenſibus Articulis continentur, quæque vi Sacri Fœderis ſuæ Majeſtati incumbant, ac obtingant, ſeriò ſincereque ſignificaverit, Porta horum omnium nullâ habita ratione à ſuſcepto deſiſtere noluerit, ſed decretum bellum omni conatu proſequi ſtatuerit. Sereniſſima Venetorum Reſpublica idcirco ad Sacram Cæſaream Regiamque Catholicam Majeſtatem tanquam præcipuum Sacri Fœderis Socium ſe convertit, quæ Pactorum aviteque Religionis memor eidem armis, conſiliisque adeſſe non detrectavit.

Ut itaque præfatæ Sereniſſimæ Reipublicæ Sacrique Fœderis Socius, & denique communis Chriſtianitatis bono melius conſulatur, placuit, per Commiſſarios & Legatum plena authoritate inſtructos, nempe ex Parte Sacræ Cæſareæ Regiæque Catholicæ Majeſtatis per Illuſtriſſimum, ac Illuſtrem, nec non Illuſtres ac Magnificos ejusdem reſpectivè Camerarios, Aurei

Velle-

ANNO 1716. Velleris Equites, Principem Eugenium de Sabaudiâ, & Pedemontio, Conſilii Bellici Præſidem, Locumtenentem Generalem ac Ducatûs Mediolanenſis Gubernatorem, Joannem Lenpoldum Donatum S. R. I. Principem à Trautſohn, Comitem de Falkenſtein: Philippum Ludovicum Comitem à Sinzendorff & Thanhauſen S. R. J. Theſaurarium Aulæque Cancellarium: Thomam Gundacarum Comitem à Stahrnberg, Majeſtatis ſuæ Conſiliarios Intimos. Ex parte verò Sereniſſimæ Reipublicæ per ejusdem apud Aulam Cæſaream Legatum Ordinarium Nobilem Petrum à Grimani Equitem, ſub auſpiciis Chriſti in Terris Vicarii Sanctiſſimi in Chriſto Patris Clementis Divina Providentiâ ſummi Pontificis hujus Nomnis Undecimi, in hâc Aulâ Cæſarea, commutatis prius Plenipotentiarum Tabulis, hiſce ſub finem annexis, ad Divini Nominis Gloriam, & Chriſtianæ Reipublicæ ſalutem ac tutamen, in ſequentes amicitiæ, ſocietatisque Leges denuo convenire.

Articulus I.

Sit mùneatque inter Sacram Cæſaream Reginam Catholicam Majeſtatem Carolum Sextum, qua Hiſpaniarum, Hungariæ, Bohemiæque Regem, Archiducem Auſtriæ, tum aliarum Provinciarum Hæreditariarum Dominum ac Hæredem, ſuæque Majeſtatis in hæreditaria Regna & Provincias ſucceſſores, & Sereniſſimam Rempublicam Venetam, obfirmandæ Societatis fundamentum & baſis, fœdus illud Sacrum ſub auſpiciis olim ſummi Pontificis Innocentii XI. piiſſimæ recordationis quinta Martii Anni 1684. Linzii cum Articulis ſeparatis die 20. ejusdem Menſis & Anni, inter Sacram Cæſaream Majeſtatem Leopoldum, qua Hungariæ pariter Bohemiæque Regem, Archi-Ducem Auſtriæ, tum aliarum Hæreditariarum Provinciarum Dominum & Hæredem. Joannem Tertium Regem Regnumque Poloniæ ac Ducatum Lithuaniæ, & Sereniſſimam Venetorum Rempublicam initum, Sacroque jurejurando ad manus ſuæ Sanctitatis corroboratum, niſi in quantum id, exigente moderno rerum ſtatu ſequentibus Articulis mutuò placito & conſenſu ſive immutatum, ſive adauctum aliquantò ac magis dilucidatum fuerit, ita ut quidquid de Unione Conſiliorum Viriumque, de diſpoſitione Exercituum, de expeditionibus bellicis, Paceque ſeparata nullatenus conficienda ſeu acceptanda ac denique de ligamine ſemper duraturo in eo ſtatutum fuit, inviolabiliter firmum, ratum, gratumque habendum ſit.

Articulus II.

Cum itaque contracta priore Fœdere ſocietas ad ſolum Bellum Turcicum reſtringatur, cui ſua Majeſtas Cæſarea Regio Catholica nunc quoque totis Viribus incumbere intendit, menendum verò ſit, ne evocato ex Italia Milite Regnum Neapolitanum, ubique Status, quos ibidem nunc poſſidet, à quopiam turbentur, hinc Sacram Cæſaream Regio-Catholica Majeſtas pro ſe, ejusque in dictis Regnis ac Provinciis Succeſſoribus ex unâ, & ex aliâ Sereniſſima Reſpublica Venera ſecuritati Italiæ, dictorumque Regnorum & Provinciarum conſulturæ tamque ſalutare ſibi ac Cæſareum propoſitum promovere cupientes, ſolenniter hiſce invicem promittunt ac ſpondent, ſe in caſum ſecuturæ, durante hoc Bello Turcico hoſtilis aggreſſionis, contra quemcumque alium Invaſorem ſibi eſſe invicem opitulaturas, vimque hoſtilem conjunctis armis propulſuras, quæ quidem caſu exiſtente determinanda erunt: Cæterum ratum firmumque manent, quod præſens Conventio ad ſolum hoc Bellum Turcicum ejusque durationem reſtringatur.

In præſentiarum verò & vel ex nunc utrinque id jam placuit & convenit, ut caſu illo eveniente Sereniſſima Reſpublica teneatur ſuis ſumptibus octo Naves bellicas unà cum ſex mille Peditibus Majeſtati ſuæ Cæſareæ Regiæque Catholicæ in auxilium ſubmittere, prout viciſſim altefata Majeſtas ſua Sereniſſimæ Reipublicæ, quando Provincias ejusdem Italicas durante ſcilicet hoc Bello Turcico ab abo quocumque infeſtari contingeret, duodecim millibus Peditum ſuis pariter ſumptibus auxiliaturam ſe ſpondet; Quod ſi fæpedicta Sereniſſima Reſpublica, dum caſus exiſteret, ſupra promiſſas octo Naves Bellicas, Claſſe ſuâ forte alibi contra Turcam impediti ſubmittere nequiret, eas æquipollenti numero aliis in uſum belli adaptatis Navibus ſuppleturam pollicetur.

Articulus III.

ANNO 1716.

Quæ ſuperiori Articulo auxilia de ſubmittendis ſex mille Peditibus & octo Navibus Bellicis Sereniſſima Reſpublica promiſit, ea in hunc modum declarari placuit, ut quando uno eodemque tempore Regnum Neapolitanum ſimul, & Ducatum Mediolanenſem aliosve Status, quos ſua Cæſarea Regio Catholica Majeſtas nunc in Italia poſſidet, a quopiam hoſte ſimul invadi contingeret, in eum caſum Sereniſſima Reſpublica ſuis ſumptibus altefatæ ſuæ Majeſtati ſex Mille Pedites, & octo Naves Bellicas in auxilium ſubmittere teneatur, ita tamen, ut ſex Mille Pedites in Mediolanenſi, & Mantuano Ducatibus, nec non in Fortaltitis & locis in Hetruria nunc a ſua Cæſarea Majeſtate poſſeſſis militare ſolum teneantur, & octo Naves Bellicæ in auxilium Regni Neapolitani tantum eſſe debeant. In caſum verò ſolus Ducatus Mediolanenſis vel aliæ ſupradictæ Provinciæ Cæſareo-Auſtriacæ hoſtiliter impeterentur, tunc Sereniſſima Respublica ſolos ſex Mille Pedites absque Navibus Bellicis: at ubi ſolum Regnum Neapolitanum bello infeſtaretur, absque quod itidem prædicti Ducatus & Status Cæſareo-Auſtriaci unà implicarentur, in hunc caſum eadem Sereniſſima Reſpublica octo Naves Bellicas, & inſuper tria Millia Peditum, & hos quidem ſummâ, quâ fieri poteſt feſtinatione, eo modo in auxilium dicti Regni mittere obſtricta ſit, ut viciſſim ſua Sacra Cæſarea Regio Catholica Majeſtas parem numerum Militum in Dalmatiam ablegare, vel Militum Venetum in Regno Neapolitano exiſtentem proprio Cæſareo milite permutare, illumque Reipublicæ demum remittere teneatur. Caſu quo vero ſæpe altefata Sua Majeſtas Cæſarea Regio Catholica dictos tres Mille Pedites intrà bimeſtre Sereniſſimæ Reſpublicæ in Dalmatia pari numero non reficeret, non Militem Venetum in Regno exiſtentem ſubmiſſo proprio milite inde deduceret, aut exigentibus ita circumſtantiis reficere aut deducere non poſſet, ſua Majeſtas Militem Venetum ſuo ſtipendio tam diu in Regno alendum ſuſcipit, quousque vel ejus ſupplementum in Dalmatia, vel ejus deductio ex Regno ſequatur. Cæterum id ratum firmumque manet, Copias & reſpective Naves, quæ mutuo auxilio mittuntur, propriis cujusque ſtipendiis & ſumptibus militare: in comparanda verò annona quemvis alterum coadjuvare debere, ne eam pro auxiliaribus Copiis majori, ac pro propriis ſuis pretio comparare opporteat, niſi forte utrinque ita conveniret, ut ſua Majeſtas tres mille pedites à Republica in Regnum Neapolitanum mittendos ſuo, & e contra Reſpublica militem Cæſareum in Dalmatia ſubſidiarium ſuo quoque diſpendio ſuſtineat.

Articulus IV.

E contra ſæpe fata ſua Cæſarea Regio-Catholica Majeſtas promittit ac ſpondet, ſe præſenti Vere bellum Turcis declaraturam, ac totis viribus illaturam eſſe, juxta ac in Sacro Fœdere de Anno 1684. (finito hoc bello ſemper duraturo) conventum & vi præſentis Tractatus confirmatum eſt.

Articulus V.

Ad obfirmandum porrò eò magis mutuam amicitiam, neceſſitudinisque Vinculum, liber ſit utrique Parti per alterius Ditiones, Terrâ Marique tranſitus innoxius & citra ullum alterius Partis, ejusque Subditorum gravamen, nec non trajectus Copiarum, Commeatuum, ac omnium denique rerum ad apparatum bellicum ſpectantium, ita ut hujus rei cauſa non modo nullum unquam obſtaculum aut impedimentum alterutri ab altera, durante hoc Fœdere, quavis ratione vel prætextu deinceps ponatur, verum etiam Reſpublica erumpente bello hunc innoxium tranſitum ac tutam Navigationem quantum per eam ſtat, omnibus modis promoveat. Quo vero tranſitus per utriusque Terras & Provincias Subditis innoxius ſit, iisque damnum nullum aut noxa inferatur, eveniente caſu ejus utrinque requiſitionem prævie fieri placuit.

Articulus VI.

Etſi vi Fœderis inter Sacram Majeſtatem Leopoldum primum & Regem Poloniæ Joannem tertium Regnumque Poloniæ ac Ducatum Lithuaniæ Varſoviæ die 31. Martii 1683. initi, ac Linzii, Anno 1684.

ANNO 1716. 20. Martii ad Sereniſſimam Venetorum Rempublicam extenſi, modernus Auguſtus Poloniæ Rex omni ligamine contra Turcas teneatur, nihilominus ad renovationem hujus Sacri Fœderis, unà cum Regno Poloniæ, & Magno Ducatu Lithuaniæ ſub auſpiciis itidem ſuæ Sanctitatis invitabitur, ſolenni jurejurando ad manus ejuſdem corroborandi.

Articulus VII.

Utile pariter proficuumque viſum eſt, Moscorum Czaarum eo, quo ulterius dijudicabitur, modo, ad præſens hoc Fœdus, ſi deſideraverit, admittere ſicut & omnes Chriſtianos Principes, & ultro ſe offerentes, ita tamen, ut amicorum & fœderatorum Principum conſonus accedat aſſenſus, quoties aliquis præfatorum noviter admittendus erit.

Articulus VII.

Diplomata verò Ratificationum hujus renovati Fœderis D. D. Commiſſarii & Legati Plenipotentiarii mutuo in Aula Cæſarea intra Menſis ſpatium, vel citius, ſi fieri poterit commutabunt.

In quorum fidem Nomine Auguſtiſſimæ ſuæ Majeſtatis Cæſareæ Regio Catholicæ & Sereniſſimæ Reipublicæ Venetæ, Literis Plenipotentiarum mediantibus, Nos Commiſſarii Cæſarei Plenipotentiarii, & Ego Legatus Plenipotentiarius Venetus manibus propriis hæc ſubſcripſimus, & ſigillis munivimus. Actum in Urbe Vienna die XIII. Menſis Aprilis, Anno Domini Milleſimo ſeptingenteſimo decimo ſexto.

(L. S.) EUGENIUS à SABAUDIA.

(L. S.) JOANNES LEOP. PRINCEPS TSAUTSHON.

(L. S.) PHILIPPUS LUD. COM. à SINZENDORFF.

(L. S.) GUNDACARUS COMES à STAHRENBERG.

(L. S.) PETRUS GRIMANI EQUES.

Plenipotentia Regio Cæſarea.

NOs Carolus Sextus Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, Germaniæ, Hiſpaniarum, utriusque Siciliæ, Hieruſalem, Indiarumque nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, & Slavoniæ Rex, Archi-Dux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ & Wirtembergæ, Comes Habſpurgi, Flandriæ, Tyrolis & Goritiæ: Notum teſtatumque facimus tenore Præſentium Univerſis. Cum immaniſſimus Chriſtiani Nominis hoſtis Turca anno ſuperiori Inclytæ Reipublicæ Venetæ bellum, nulla provocatus injuriâ, infractis Pacis Carlovicenſis Tabulis, ſpretis inſuper officioſiſſimis dehortationibus, ac ei, quæ Nobis ex Sacro Fœdere de anno 1684. cum præfatâ Inclytâ Republicâ obvenit communis belli Societate, non modo intulerit atrociſſimum; ſed & Eandem omni Peleponneſo actum cauerit, trucidatis barbarum in morem multis Chriſtianorum millibus pluribus aliis in diram Captivitatem abductis, atque in hoc tam inſperato ſucceſſu inflatus hoſtis ferale Vicinis Regnis, totique Chriſtianitati minitetur excidium, cujus utique tutelam Nobis inprimis ab altiſſimo commiſſam eſſe agnoſcimus. Hinc tantæ univerſo Populo Chriſtiano imminenti cladi occurſuri, memoreſque ſacri priori Fœdere contracti Vinculi vfflictis rebus opem ferre, Noſtrasque Vires ac arma, ut primum ſuper Articulis renovandi Fœderis utrinque conventum fuerit, cum memorata Inclytâ Republicâ, eâ maximè inſtante ac urgente ſociare ſtatuimus. Proinde in fide, prudentiâ ac ſingulari rerum agendarum uſu Illuſtriſſimi ac Illuſtris, nec non Illuſtrium ac Magnificorum Noſtrorum reſpectivè Camerariorum, Aurei Velleris Equitum Principis Eugenii de Sabaudia & Pedemontio, ſuo ſibi Bellici Præſidis, Noſtrique Locumtenentis Generalis, ac Ducatus Mediolanenſis Gubernatoris Joannis Leopoldi Donati S. R. I. Principis à Trautſohn Comitis de Falchenſtein: Philippi Ludovici Comitis à Sinzendorff & Thanhauſen S. R. I. Theſaurarii Hæreditarii Aulæque Noſtræ Cancellarii: Thomæ Gundaccari Comitis Stahrenberg, Noſtrorum Conſiliariorum Intimorum ſincerè Dilectorum plurimum confiſi, eosdem ad tractandas & amplificandas priſtini hujus Sacri Fœderis conditiones deputavimus, prout & harum vigore deputamus, atque conſtituimus, Committentes ipſis & ſpecialiter mandantes, ut cum ſæpè fatæ Inclytæ Reipublicæ apud Aulam Noſtram Legato Ordinario, aut aliis ab eadem ad id Deputatis, pari poteſtate munito vel munitis congrediantur, Noſtroque Nomine, quæ in rem fuerint, proponant, tractent, conſulant atque concludant. Dantes quoque dictis Noſtris Plenipotentiariis Commiſſariis plenam & abſolutam poteſtatem cum omni authoritate & mandato ad id neceſſariis, ut omnia quoque Inſtrumenta, quæ in eum finem requiri poſſent, conficiant, atque expediant, aliaque omnia huc pertinentia faciant, æque libere & ample, ac Ipſi coram id faceremus. Sub fide & verbo Cæſareo Regio & Archi Ducali, promittentes Nos quæcumque per memoratos Noſtros Commiſſarios Plenipotentiarios ita acta, concluſa, & ſignata, fuerint, rata, accepta & grata habituros, Noſtraque Ratificationis Diplomata intra tempus conventum daturos. In quorum fidem roburque Præſentes manu Noſtra ſubſcriptas ſigillo Noſtro Cæſareo-Regio-Archiducali firmari juſſimus. Datas Viennæ die 10. Februarii anno 1716. Regnorum Noſtrorum.

CAROLUS.

JOANN: FRID: COM: à SEILERN.

L.S.

Ad Mandatum.

JOANNES GEORGIUS BUOC.

Plenipotentia Veneta.

JOannes Cornelio Dei Gratiâ Dux Venetiarum, Rotti dalla Potenza Ottomana li Sacri Vincoli della Pace di Carloviz colla nota aggreſſione delli Stati della Republica Noſtra, ricuperati con tanta profuſione di Sangue de Cittadini, e de Sudditi, e ridonati alla Santa Fede di Jeſu Chriſto, ſi trova ella nell' impegno di ſoſtiner una Guerra altretanto ingiuſta, quanto feroce. Mentre pero ſono rivolte le mire del Senato alla propria diffeſa, conveniendo ſtabilire quello puo eſſer creduto utile, e giovevole allo ſtato delle coſe preſenti. Habbiamo con Decreto del Senato, col Nome del Signore Dio, e del Protettor Noſtro S. Marco creato Procuratore, Sindico, e Legato il Dileteſſimo Nobile Noſtro Pietro Grimani Cavalier Ambaſciatore Ordinario appreſſo Sua Maeſtà Ceſarea, e Reggia Catholica Reſidente nella ſua Corte, la virtu del quale eſperimentata in altre occaſioni ci promette ottimo ſervitio. Potrà perciò colla Maeſtà dell' Imperatore Carlo Seſto, ò ſuoi Legitime Procuratori, che haverano idoneo potere ſopra la rinovatione della Sacra Lega offenſiva, e diffenſiva contro Turchi, e ſopra la Lega reciproca diffenſiva per li Stati, che ſi poſſede in Italia, durante la Guerra contro gl' Ottomani, aſcoltare, trattare, firmare, deliberare, & confirmare tutte le coſe a Nome Noſtro, promovere, fare, è tranſigere con facolta di giurare in anima Noſtra e di obligare â qual ſi ſia conditione Noi, e li ſucceſſori Noſtri, perche promettemo, che tutte quelle coſe, che foſſero da lui nel conſenſo di queſta Noſtra confermatione patuite, approbate, e confirmate, Noi faremo per haverne quelle rate, grate, e ferme, e per eſſeguire tutto quello, che haveſſe promeſſo. Datum in Noſtro Ducali Palatio die XXVII. Decembris Indictione IX. MDCCXV.

GASPARO MARINOS.

CIV.

Erectio Patriarchalis Eccleſiæ Ulixbonenſis Occidentalis, de Jure Patronatus Sereniſſimæ Portugalliæ, Novembre.

ANNO 1716. *gallie, & Algarbiorum Regis.* [Bullarium magnum, Edit. Luxemburgic. 1727. pag. 172.]

CLEMENS EPISCOPUS

SERVUS SERVORUM DEI.

Ad perpetuam rei memoriam.

IN Supremo Apoſtolatus ſolio, meritis licet impariбus, divinâ diſpoſitione conſtituti, paſtoralis officii noſtri partes circa ea libenter imerponimus, per quæ Orthodoxis Regibus, alliſve de Apoſtolicâ Sede, & Catholicâ Religione opimè meritis Principibus, illuſtria grati animi noſtri argumenta exhibere poſſimus, illosque præ cæteris, qui validis ſubſidiis communem Chriſtianæ Reipublicæ Cauſam adverſùs teterrimos illius Hoſtes adjuvare ſatagunt, præcipuis, ac verè ſingularibus Pontificiæ largitatis gratiis proſequamur.

§. 1. Sanè cum immaniſſimus Turcarum Tyrannus poſtquam divinis omnibus, ut notum eſt, atque humanis Legibus infractis, dirum, atroxque bellum ſuperiori anno dilectis Filiis Nobilibus Viris Duci, & Dominio Venetorum nequiſſimè intulerat, felici, ac celeri Peloponneſi expugnatione ſummoperè elatus, ac nihil jam ſibi impervium fore confidens, non Venetas tantùm, ſed & alias Chriſtianorum Principum Provincias ingenti, & forsàn antehac inaudito terreſtrium, maritimarumque copiarum apparatu, hoc præſenti anno aggredi, ac cladibus involvere, potiſſimùm verò Inſulam, & Civitatem Corcyræ, ſecuritatis Italicæ propugnaculum, oppugnare moliretur; Nos toi, tantisque Eccleſiæ, ac Reipublicæ, imò & temporalis noſtræ Ditionis periculis vehementer commoti, primùm quidem ad Eum, qui potens eſt in prælio, toto corde clamavimus, ut ſecundùm multitudinem miſerationum ſuarum redimeret Nos à malis, nec daret hæreditatem ſuam in opprobrium, deindè verò Catholicos Principes, omni paternæ charitatis comentione hortari non prætermiſimus, ut labenti rei Chriſtianæ opem ferrent, ac eademmet, quibus inter ſe digladiati fuerant, arma in Barbaros converterent.

§. 2. Cùm autem inter illos Chariſſimus in Chriſto Filius noſter Joannes Portugalliæ, & Algarbiorum Rex illuſtris eximiæ non minus ſuæ pietatis ſtimulis, quàm Officiis noſtris adductus, in primis verò clariſſimis Majorum ſuorum Portugalliæ Regum, de Orthodoxæ Fidei tuitione, ac propagatione meritiſſimorum exemplis excitatus, nullis incommodis, nullisque expenſis, quantumvis graviſſimis, parcens, ſummu zelo, ſummâque, ac penè incredibili liberalitate, & alacritate, in auxilium Chriſtianæ Claſſis valdiſſimum quamplurium bellicarum, munitiſſimarumque Navium ſubſidium quam citiſſimè transmiſerit; Nos probè ſcientes prædictum Joannem Regem pluribus abhinc annis, pio deſiderio motum habendi in ſuo Palatio Regio Ulyſſiponen. unam Cathedralem Eccleſiam, ſummoperè exopaſſe, ut ſæcularis, ac inſignis Collegiata Eccleſia in eodem Palatio, ſub invocatione Divi Thomæ Apoſtoli, alias à Nobis erecta, & inſtituta in Cathedralem Eccleſiam hujusmodi, ſub invocatione Aſſumptionis Beatiſſimæ Matiæ Virginis erigatur; propterea que Civitas, & Diœceſis Ulyſſiponen., in duas partes dividantur, & in eis duo Archiepiſcopatus conſtituantur, Civitatem verò Ulliſponen. prædictam, Luſitaniæ Metropolim, tum ob maritimum Portum, continuam frequentiam omnium Gentium, & Nationum, omnigenam mercaturam, ac divitiarum abundantiam, tum ob ingentem numerum Eccleſiarum, Monaſteriorum, & Conventuum tam Vicorum, quàm Mulierum, Confraternitatum, Hoſpitalium, aliorumque Locorum piorum, tum denique ob plurimas nobiliſſimas familias, multosque Viros in illuſtribus Gradibus conſtitutos, & tam Literis, quàm Armis conſpicuos, toto Orbe Terrarum celeberrimam eſſe, proindeque hujusmodi Prærogativâ ſummoperè dignam, ipſasque Civitatem, & Diœceſim Ulyſſiponen., tam ob lætalem Populum, quam ob Clerum ſecularem, & regularem valdè numeroſas, nec non fructus, redditus, & proventus Menſæ Archiepiſcopalis Ulyſſiponen., cujus Eccleſia ad præſens Paſtoris ſolatio deſtituta, ut accepimus, exiſtit, ad duorum Archiepiſcoporum, poſtquam Civitas, & Diœceſis Ulyſſiponen. hujusmodi in duas partes diviſæ fuerint, & in prædictis duabus partibus, mediante unius novi Archiepiſcopatus erectione, duo Archiepiſcopatus conſtitui fuerint, commodam, congruamque ſubſtentationem ſufficientiſſimos exiſtere. ANNO 1716.

§. 3. Volentes eidem Joanni Regi aliquod ſingulare noſtri grati animi argumentum præbere, ad majorem Dei gloriam, & divini Cultus augmentum, attentâ amplitudine ejusdem Diœceſis Ulyſſiponen., motu proprio, non ad alicujus Nobis ſuper hoc oblatæ petitionis inſtantiam, ſed ex certâ ſcientiâ, ac maturâ deliberatione noſtris, deque Apoſtolicæ poteſtatis plenitudine, Civitatem, & Diœceſim Ulyſſiponen. præfatas in duas partes dividimus, ac unam tam Civitatis, quàm Diœceſis diviſarum hujusmodi partem verſus Occidentem, novo Archiepiſcopatui per Nos, ut infra erigendo, aſſignamus; ita ut in poſterum perpetuis futuris temporibus pro tempore exiſtens Archiepiſcopus Ulyſſiponen., qui medietatem Civitatis, itidemque medietatem Diœceſis Ulyſſiponen. verſus Occidentem pariformiter habuerit, Archiepiſcopatus Ulyſſiponen. Occidentales reſpectivè nuncupari debeant.

§. 4. Diviſionem autem prædictæ Civitatis Ulyſſiponen. in duas partes, ut infra, faciendam eſſe decernimus, prout vigore præſentium factmus, unamque partem ab alterâ dividimus, & ſeparamus, ita ut Civitatis Ulyſſiponen. antiquior, cum quo Caſtello, & Suburbio Orientali, ad pro tempore exiſtentem Archiepiſcopum Ulyſſiponen. Orientalem, Suburbium verò Occidentale, quod nova Ulyſſipo nuncupatur, ad futurum, & pro tempore exiſtentem Archiepiſcopum Ulyſſiponen. Occidentalem reſpectivè nuncupandos, reſpectivè pertineant, unaque pars ab alterâ diſtinguatur per antiquiores muros Civitatis, nempè per murum Civitatis Portæ Conſolationis, per murum Coſtæ de Caſtello, ac per murum, & Portam Sancti Andreæ, & quidquid inde eſt, cum Civitate antiquiori in parte Orientali, una cum Parochialibus, aliisque Eccleſiis, Monaſteriis, Conventibus, & Locis Piis quibuscumque ad Orientalem, quidquid verò exiſtit in parte Occidentali, ſeu novâ Ulyſſipone, ſimiliter cum Parochialibus, aliisque Eccleſiis, Monaſteriis, Conventibus, pariterque Locis Piis quibuscumque ad Occidentalem reſpectivè nuncupandum Archiepiſcopum pro tempore exiſtentem ſpectare, & pertinere debeat, Diœceſim verò Ulyſſiponen. Orientali, partem verò ejusdem Diœceſis Ulyſſiponen. verſus Occidentem futuro, ac pro tempore exiſtenti Archipiſcopo Ulyſſiponen. Occidentali reſpectivè nuncupandis, ſimiliter reſpectivè ſubjicimus & aſſignamus.

§. 5. Linea autem diviſoria dictæ Diœceſis Ulyſſiponen incipiet à Locis de Arroios, Campogrande, Povoa Sancti Adriani, & Arruda, cum toto Territorio de Alenquer, qua parte terminat cum Territorio Villarum de Ribatejo, & exinde Moinho novo, Otta, Cercal, Sanchetra, cum Coutos de Alcobaca, usque ad Confinia Epiſcopatus Leyrien., includendo omnia prædicta Loca, Oppida, & Villas, cum ſuis Territoriis Dependentiis, Terris, Populationibus, omniaque alia, quæ intra hanc lineam, & littora Maris Oceani reperiuntur, ad pro tempore exiſtentem Archiepiſcopum Ulliſponen. Occidentalem nuncupandum, ſpectare, & pertinere debeant; Cætera verò Loca, Oppida, & Villas, quæ ex hac lineâ excluſivè reperiuntur, usque ad Ripas Tagi, & Confinia Juriſdictionis de Thomar, cum omnibus ſuis Territoriis, Diſtrictibus, & Dependentiis ad pro tempore exiſtentem Archiepiſcopum Ulyſſiponen. Orientalem pariter nuncupandum, ſpectare, & pertinere debeant; ex alterâ autem parte Tagi, Territorium de Setual, qua ſe extendit intra Flumina Sado, & Canha usque ad Confinia Archiepiſcopatus Elboren. cum omnibus Locis, Oppidis, & Villis, eorumque Territoriis, & Dependentiis, ad pro tempore exiſtentem Archiepiſcopum Ulyſſiponen. Occidentalem; Territorium verò de Sanctarem ultra Tagum intra Flumina Divor, & Caſtellum de Almourol, usque ad confinia Epiſcopatus Portalegren., etiam cum Locis, Oppidis, & Territoriis ad pro tempore exiſtentem Archiepiſcopum Ulyſſiponen. Orientalem reſpectivè nuncupandos, ſimiliter reſpectivè ſpectare, & pertinere debeant. In prædictis autem parte Civitatis, ac parte Diœceſis Ulyſſiponen. Occidemali nuncupando ſic, ut præfertur, conſtitutis, & aſſignatis novum Archiepiſcopatum Ulyſſiponen. Occidentali nuncupando ad nominationem prædicti Joannis Regis, ejusque in Portugalliæ, & Algarbiorum Regnis Succeſſorum Regum pro tempore

ANNO 1716. exiſtentium, ut infra, eidem Archiepiſcopatui Ulyſſiponen. Occidentali nuncupando Apoſtolicâ auctoritate præficiendo, qui novus Archiepiſcopus Ulyſſiponen. Occidentalis nuncupandus in nullo penitùs alteri Archiepiſcopo Ulyſſiponen. Orientali nuncupando, aliiſque quibuscumque Archiepiſcopis, Prælatis, & Superioribus quocumque nomine nuncupatis ſubjectus ſit; ſed ab eis, eorumque Jurisdictione, & Superioritate penitùs, & omninò exemptus, ac dumtaxat Sedi Apoſtolicæ immediatè ſubjectus exiſtat, erigimus, & inſtituimus; dictamque ſecularem, & inſignem, Collegiatam Eccleſiam ſub Invocatione Divi Thomæ Apoſtoli in prædicto Palatio Regio, ut præfertur, exiſtentem, prævià ſuppreſſione denominationis, & Tituli inſignis Collegiatæ Eccleſiæ ejusdem Divi Thomæ Apoſtoli, in veram Archiepiſcopalem Sedem, & Eccleſiam Metropolitanam Ulyſſiponen. Occidentalem nuncupandam ſub Invocatione Aſſumptionis Beatiſſimæ Virginis Mariæ pariformiter erigimus, & inſtituimus, ac nomine Archiepiſcopali, & Metropolitano Ulyſſiponen. Occidentali inſignimus, & decoramus, ac volumus, quòd ipſa Collegiata Eccleſia, quæ ex ſea Dignitatibus, octodecim Canonicatibus, totidemque Præbendis, quas, & quos obtinentes illius Capitulum conſtituebant, nec non ex duodecim perpetuis Beneficiis Eccleſiaſticis conſtituebatur, in Cathedralem erecta eodem numero Dignitatum Canonicatuum, & Præbendarum, quas & quos etiam obtinentes illius Capitulum ſimiliter conſtituant, nec non eodem numero Beneficiorum conſtituatur, quorum tamen Canonicatuum tres in Pœnitentiarium, Theologalem, & Doctoralem reſpectivè Canonicatus per ipſum Joannem Regem deſignandi erunt, ſervatis tamen in præſentatione, collatione, & inſtitutione Canonicatuum Pœnitentiarii, Theologalis, & Doctoralis hujusmodi, tam circa ætatem, quàm circa idoneitatem, aliasque qualitates Concilii Tridentini Decretis.

§. 6. Cumque dicta Cathedralis Eccleſia Ulyſſiponen. Occidentalis nuncupanda, olim, ut præfertur, Collegiata Eccleſia, nunc ad hujusmodi ſublimitatem, honorificamque excellentiam ſublimata exiſtat, dictusque Joannes Rex, ut accepimus, in ea Dignitates, & Canonicos habere, qui certas, & peculiares Qualitates habeant, ad hoc ut ad altiores Dignitates, & Cathedralium Eccleſiarum regimina promoveri, ſeu præſentari poſſint ſummoperè deſideret, eidem Joanni Regi, ut nonnullos ex Dignitates, & Canonicatus, & Præbendas hujusmodi, ac Beneficia præfata nunc obtinentibus pro hac vice tantùm ab eis removere, aliosque in eorum locum ſubrogare, dummodò tamen prius indemnitati eorum, qui ſic remoti fuerint, ſaltem æquivalenter, conſultum fuerit, liberè, & licitè poſſit, & valeat, & ſic remoti à Dignitatibus, aut Canonicatibus, & Præbendis, ſeu Beneficiis hujusmodi quâvis ratione, & ſub quovis præteatu, etiam Triennalis Poſſeſſionis juvari non poſſint, nec remotioni hujusmodi contradicere, & ſe opponere valeant, ac pro remotis Apoſtolicâ auctoritate haberi volumus, & mandamus, tenore Præſentium, motu pari concedimus, & indulgemus. Ad hoc autem, ut tam Archiepiſcopus Ulyſſiponen. Orientalis, quàm Archiepiſcopus Ulyſſiponen. Occidentalis pro tempore exiſtentes ultra propriam, & diſtinctam Diœceſim, ac proprium, & diſtinctum Territorium, cum propriâ, verâ, & particulari Auctoritate, Jurisdictione, & Poteſtate in cujusque eorum Subditos, & Diœceſanos habere valeant, Archiepiſcopo Ulyſſiponen. Orientali pro tempore exiſtenti, ut auctoritatem, jurisdictionem, & ſuperioritatem in Clerum, & Populum, in Caſtra, Oppida, Villas, Territoria, Diſtrictus, Eccleſias, & Perſonas tam Sæculares, quàm Eccleſiaſticas exiſtentes, & exiſtentia in medietate Civitatis, & medietate Diœceſis Ulyſſiponen. verſus Orientem ei, ut præfertur, aſſignatis, habere debeat, & eas liberè, & licitè exercere valeat, ac Loca, & Perſonæ hujusmodi ejus Jurisdictioni, ſubjectioni, viſitationi, & correctioni ſemper, & perpetuò ſubjecta remaneant, citra tamen prædictum Perſonarum, ſeu Locorum, forſan habentium Privilegia exemptionis ab hujusmodi viſitatione, quæ firma, & illæſa remanere, & ut antea ab hujusmodi viſitatione exempta reſpectivè eſſe debeant.

§. 7. Nec non eidem pro tempore exiſtenti Archiepiſcopo Ulyſſiponen. Orientali ultra Jurisdictionem, & auctoritatem in Perſonas, & Loca in medietate Civitatis, & medietate Diœceſis Ulyſſiponen. hujusmodi verſus Orientem ſic, ot præfertur, ei aſſignatis, collationes, proviſiones, & omnimodas alias diſpoſitiones Dignitatum, Canonicatuum, & Præbendarum, Perſonatuum, Adminiſtrationum, Officiorum, cæterorumque omnium, & ſingulorum Beneficiorum Eccleſiaſticorum cum curâ, & ſine curâ, ac Præſentationes, Electiones ad illa, Confirmationes, & Inſtitutiones in eisdem antea in tota Civitate, & tota Diœceſi Ulyſſiponen. prædefunctus Archiepiſcopis Ulyſſiponen. competentes, ſalvis tamen, & illæſis ſemper remanentibus, reſervationibus, & affectionibus Apoſtolicis, & absque præjudicio præſentationis Beneficiorum Juris Patronatus Regii, & Laicalis in poſterum pro medietate tantùm Civitatis Ulyſſiponen., & medietate Diœceſis Ulyſſiponen. hujusmodi verſus Orientem ſic, ut præfertur, ſibi aſſignatis, relinquimus, & aſſignamus, eidemque pro tempore exiſtenti Archiepiſcopo Ulyſſiponen. Orientali Egitanien., Portalegren., Promontorii Viridis, Sancti Thomæ, & Congen. Epiſcopales Eccleſias, modernosque, & pro tempore exiſtentes illarum reſpectivè Præſules, ſeu Adminiſtratores pro ſuis, & pro tempore exiſtenti Archiepiſcopo Ulyſſiponen. Orientali jure metropolitico ſubſint, deſignamus, & deputamus; ita quòd idem pro tempore exiſtens Archiepiſcopus Ulyſſiponen. Orientalis in eisdem Egitanien., Portalegren., Promontorii Viridis, Sancti Thomæ, & Congen. Civitatibus, & Diœceſis jus metropoliticum ſibi vindicet, & Egitanien., Portalegren., Promontorii Viridis, Sancti Thomæ, & Congen. pro tempore exiſtentes Epiſcopi eidem pro tempore exiſtenti Archiepiſcopo Ulyſſiponen. Orientali ad omnia, & ſingula teneantur, & ſint adſtricti, ad quæ Suffraganei quicumque ſuis Metropoliticis Eccleſiis, & Metropolitanis juxta canonicas Sanctiones tenentur, & obligati exiſtunt, ac eidem pro tempore exiſtenti Archiepiſcopo Ulyſſiponen. Orientali prædictos ſuos Suffraganeos conſecrandi, Provinciales Synodos evocandi, ac cum eisdem Suffraganeis Eccleſiaſtica negocia agendi, & definiendi, cauſas quarumcumque appellationum, ſive querelas juxtâ Sacrorum Canonum, & Concilii Tridentini Decreta cognoſcendi, omniaque alia, & ſingula quæcumque, quæ de jure, uſu, conſuetudine, aut alias quoquomodo Archiepiſcopos, & Archiepiſcopale munus ſpectare, & pertinere ſoleut, & præcisè ad antiquum Archiepiſcopum Ulyſſiponen. antea ſpectabant, & pertinebant in medietate tantùm Civitatis Ulyſſiponen. verſus Orientem, & medietate tantùm Diœceſis Ulyſſiponen. hujusmodi etiam verſus Orientem ſic ei pro ſuis Archiepiſcopatu, & Territorio, à Nobis per Præſentes relictis & aſſignatis, gerendi, & exercendi plenam, liberam, & omnimodam facultatem, & auctoritatem relinquimus pariter, & aſſignamus.

§. 8. Pro tempore verò exiſtenti Archiepiſcopo Ulyſſiponen Occidentali, qui ſemper eſſe debeat Sacellanus major dictæ Regiæ Cappellæ, ut ultra Gratias, Privilegia, Prærogativas, & Indulta, quibus frui debebit uti Sacellanus major Regiæ Cappellæ, & præcisè ultra Jurisdictionem ſpiritualem, & temporalem, quæ ei competere debebit ſuper Familiaribus Regiis, aliisque Perſonis juxta formam, & tenorem Privilegiorum eidem Sacellano majori aliàs conceſſorum, ubicumque domicilium habentibus, ſeu habituris, etiam ipſe jurisdictionem, & authoritatem in Clerum, Populum, Caſtra, Oppida, Villas, Territoria, Diſtrictus, Eccleſias, & Perſonas tam ſæculares, quàm Eccleſiaſticas, & Regulares exiſtentes, & exiſtentia in medietate Civitatis, & medietate Diœceſis Ulyſſiponen. hujusmodi verſus Occidentem ei ſic, ut præfertur, aſſignatis, habere debeat, ac eas liberè, & licitè exercere valeat, ac Loca, & Perſonæ hujusmodi ejus ſubjectioni, viſitationi, & correctioni ſemper, & perpetuò ſubjecta remaneant, citra tamen præjudicium Perſonarum, ſeu Locorum forſan habentium privilegia exemptionis ab hujusmodi viſitatione, quæ firma pariter, & illæſa remanere, & ut antea ab hujusmodi viſitatione exempta reſpectivè eſſe debeant; nec non eidem pro tempore exiſtenti Archiepiſcopo Ulyſſiponen. Occidentali ultra jurisdictionem, & authoritatem in Perſonas, & Loca in medietate Civitatis, & medietate Diœceſis Ulyſſiponen. hujusmodi verſus Occidentem ſic, ut præfertur, ei aſſignatis, collationes, proviſiones, & omnimodas aliàs diſpoſitiones Dignitatum, Canonicatuum, & Præbendarum, Perſonatuum, Adminiſtrationum, Officiorum, cæterorumque omnium, & ſingulorum Beneficiorum Eccleſiaſticorum cum curâ, & ſine curâ, ac præſentationes, electiones ad illa, confirmationes, & inſtitutiones in eisdem antea in totâ Civitate, & totâ Diœceſi Ulyſſiponen. prædefunctis Archiepiſcopis Ulyſſiponen. com-

ANNO 1716.

ANNO 1716. competentes, salvis tamen, & semper illæsis pariter remanentibus reservationibus, & affectionibus Apostolicis, & absque præjudicio præsentationis Beneficiorum Juris Patronatus Regii, & Laicalis, in posterùm pro medietate tantum Diœcesis Ulyssiponen. versùs Occidentem sic, ut præfertur, pro tempore existenti Archiepiscopo Ulyssiponen. Occidentali assignatus, similiter concedimus, & respectivè indulgemus, eidemque pro tempore existenti Archiepiscopo Ulyssiponen. Occidentali Leyrien., Lamacen., Funchalen, & Angren. Episcopales Ecclesias, modernosque, & pro tempore existentis Archiepiscopi Ulyssiponen. Occidentalis Suffraganeis, qui tanquam membra Capiti, eidem pro tempore existenti Archiepiscopo Ulyssiponen. Occidentali jure Metropolitico subjaceant, eique obedientiam, & reverentiam, tanquam proprio Metropolitano, præstare debeant, similiter designamus, & deputamus; ita quòd idem pro tempore existens Archiepiscopus Ulyssiponen. Occidentalis in eisdem Leyrien., Lamacen., Funchalen., & Angren. Civitatibus, & Diœcesibus ius Metropoliticum habeat, & & habere debeat, & Leyrien., Lamacen., Funchalen., & Angren. Episcopi eidem pro tempore existenti Archiepiscopo Ulyssiponen. Occidentali ad omnia, & singula teneantur, & sint adstricti, ad quæ Suffraganei quicumque de jure, usu, aut consuetudine tenentur, & obligati existunt, ipsique pro tempore existenti Archiepiscopo Ulyssiponen. Occidentali præfatos suos Suffraganeos confecrandi, Provinciales Synodos evocandi, ac cùm eis etiam Ecclesiastica negocia agerdi, & terminandi, causas quarumcumque appellationum, sive querelas juxta Sacrorum Canonum Statuta, & Concilii Tridentini Decreta cognoscendi, omnesque alia, & singula, quæ similiter de jure, usu, consuetudine, ut alias quomodolibet ad Archiepiscopos, & Archiepiscopale munus spectare, & pertinere solent, & præcisè ad antiquum Archiepiscopum Ulyssiponen. antea in tota Civitate, & Diœcesi Ulyssiponen. spectabant, & pertinebant, in posterùm in medietate tantùm Civitatis, & medietate tantùm Diœcesis Ulyssiponen. hujusmodi versùs Occidentem sic ei pariter pro suis Archiepiscopatu, & Territorio, à Nobis per præsentes assignatis, gerendi, & exercendi, plenam, & omnimodam facultatem, & authoritatem concedimus, & impartimur.

§. 9. Ut autem tam Archiepiscopus Ulyssiponen. Orientalis, quam Archiepiscopus Ulyssiponen. Occidentalis pro tempore existentes in actu expeditiones Literarum Apostolicarum super eorum promotione ad dictos Ulyssiponen. Occidentalem Archiepiscopatus ad nominationem dicti Joannis Regis, ejusque Successorum Regum præfatorum, ut infra, faciendam, taxam, fixam, & invariabilem in Libris Cameræ Apostolicæ, ac certos, & distinctos fructus habere valeant, cum taxâ antiqui Archiepiscopatus Ulyssiponen. in Libris Cameræ Apostolicæ ad bis mille florenos auri descripta reperiatur, & æquum sit, quòd sicuti dividuntur Civitas, & Diœcesis, ita etiam dividantur fructus, & onera, volumus, & ordinamus, quòd in posterùm fructus Archiepiscopatus Ulyssiponen. Orientalis ad mille florenos auri, & similiter fructus Archiepiscopatus Ulyssiponen. Occidentalis ad alios mille florenos similes respectivè in Libris Cameræ Apostolicæ taxati respectivè existant.

§. 10. Unicuique autem ex prædictis duobus Archiepiscopis Ulyssiponen. Orientali, & Occidentali pro tempore existentibus illi fructus ex decimis, & aliis quibuscumque redditibus, proventibus, bonis stabilibus, censibus, & aliis hujusmodi provenientes obveniant, qui provenire potuerunt ex illâ medietate Civitatis, & medietate Diœcesis Ulyssiponen. ei sic, ut præfertur, assignatis, & ne antiquum Capitulum Ulyssiponen. ex hac divisione, & dismembratione, ac novi Archiepiscopatus Ulyssiponen. Occidentalis erectione quoad infrascriptos fructus, & alia emolumenta ei, ut infra, spectantia, aliquod detrimentum patiatur, tam fructus, quam decimæ, & alia emolumenta, quæ antea eidem antiquo Capitulo spectabant, & pertinebant, etiam post divisionem Civitatis, & Diœcesis Ulyssiponen., ac novæ Metropolitanæ Ecclesiæ hujusmodi erectionem, ut antea, spectare, & pertinere debeant, absque eo quod Capitulum, & Canonici novæ Metropolitanæ Ecclesiæ præfatæ ex prædictis decimis, fructibus, & emolumentis ad antiquum Capitulum Ulyssiponen., ut præfertur, spectantibus quidquam exigere, seu prætendere valeant, etiamsi fructus, decimæ, & emolumenta hujusmodi ex quibuscumque Bonis, Rebus, & Personis in medietate Civitatis, & medietate Diœcesis Ulyssiponen. versus Occidentem existentibus quomodolibet proveniant. ANNO 1716.

§. 11. Ad effectum verò, ut ex divisione Civitatis, & Diœcesis Ulyponen. præfatarum, & existentiâ duorum Archiepiscopatuum intra limites ejusdem antiquæ Civitatis, ejusdemque Diœcesis, discordiæ, & dissensiones non oriantur, cupientes pacem, & tranquillitatem inter Personas Ecclesiasticas, summoperè consentaneam, confovere, omnia, & singula infrascripta, quæ jurisdictionem, superioritatem, aliaque pro quiete, & concordiâ amborum Archiepiscopatuum respicere possunt, perpetuis futuris temporibus tam ab Archiepiscopo Ulyssiponen. Orientali, quàm ab Archiepiscopo Ulyssiponen. Occidentali, eorumque respectivè Vicariis, Officialibus, & Ministris quocumque nomine nuncupandis, ac quâvis authoritate, superioritate, jurisdictione, & facultate pollentibus, nec non Subditis, & Diœcesanis tam Sæcularibus, quàm Ecclesiasticis, firmiter, & inviolabiliter observari debere mandamus. Primò videlicet, quòd Confessarii, & Concionatores, si à proprio ex duobus prædictis Archiepiscopis pro tempore existentibus approbati, & idonei reperti fuerint ad Confessiones audiendas, & verbi Dei prædicationes faciendas in unâ parte Civitatis, & Diœcesis Ulyssiponen., in quâ exitit dictus proprius Archiepiscopus, tunc, & eo casu, exhibendo coram altero Archiepiscopo approbationem proprii Archiepiscopi, possint in altera parte Civitatis Ulyssiponen., ejusque Districtu Confessiones audire, & Verbum Dei prædicare absque alio examine, aliàque approbatione, sed habitâ tantùm licentiâ ab Archiepiscopopo loci, in quo Confessiones hujusmodi audire, & Verbum Dei prædicare Voluerint.

§. 12. Secundò, quòd omnes, & quicumque casus, qui in uno ex prædictis duobus Archiepiscopatibus erunt reservati, vel in posterum reservabuntur, pariformiter sint, & esse debeant etiam reservati in alio ex prædictis duobus Archiepiscopatibus, ne Subditi unius ex præfatis duobus Archiepiscopaubus hujusmodi committentes excessus, qui in suo Archipiscopatu sunt reservati, facile absolvi possint in alio ex præfatis duobus Archiepiscopatibus, in quo simules casus reservati non fuerint.

§. 13. Tertiò, in eventum sepeliendi aliquem defunctum unius partis Civitatis, vel Diœcesis in alterâ parte ejusdem Civitatis, vel Diœcesis, vel quia in hac alterâ parte sibi elegerit sepulchrum, vel quia in hac alterâ parte sepulchrum suorum Majorum, & Consanguineorum existat, tunc Parochus Defuncti associare debebat cadaver usque ad limites illius Archiepiscopatus, in quo decessit, illudque exinde associabitur à Parocho, intra cujus limites sita est Parochia, sive Ecclesia, in qua cadaver prædictum erit sepeliendum, dividendo tamen inter utrumque Parochum emolumenta debita ratione funeris.

§. 14. Quartò, Religiones, & Laicorum Confraternitates totius Civitatis, quæ ad præsens in eâdem Civitate reperiuntur, in posterùm associando Cadavera, & in aliis quibuscumque functionibus, tam eundo, quàm redeundo incedere possint per totam Civitatem processionaliter eisdem modo, & formâ, quibus ad præsens incedunt. Illæ verò Religiones, & Laicorum Confraternitates, quæ in futurum de novo fuodatæ, & institutæ fuerint, ad hoc ut in prædictis functionibus incedere possint per totam Civitatem processionaliter, ab utroque Archiepiscopo licentiam petere debeant, & facultatem.

§. 15. Quintò, quotiescumque opus fuerit facere denunciationes super matrimoniis contrahendis, & super Ordinibus conferendis pro Personis in dicta Civitate Ulyssiponen. commorantibus, denunciationes hujusmodi quamvis matrimonium contrahere, & ad Ordines hujusmodi promoveri volentes unius partis dictæ Civitatis, ut præfertur, divisæ habitatores existant, non solùm in eorum Parochiali Ecclesiâ, verùm etiam in unâ ex Parochialibus Ecclesiis alterius partis ejusdem Civitatis, ut præfertur, divisæ, ad hoc ut fraudibus obviari possit, fieri debeant, nec ullo unquam tempore matrimonia contrahi, ac Ordines tam minores, quàm sacri conferri possint absque fide Notariorum, vulgò *Folha Corrida* nuncupata utriusque Archiepiscopatus, in qua expressè caveatur, quòd tam illi, qui matrimonia contrahere voluerint, quàm illi, qui ad Ordines præfatos erunt promovendi, nullo canonico impedimento irretiti existant, nullave criminis infamiâ quoad Ordines hujusmodi laborent.

§. 16. Sextò, quòd publicæ Processiones, tam in die solemnitatis Corporis Christi ab utrâque Cathedrali

ANNO 1716. li faciendæ, quàm quæ ex conſuetudine, vel voto aliis diebus fiunt, vel de cætero fieri potuerunt, nequaquam fieri valeant extra limites proprios unius Archiepiſcopatus abique expreſsâ licentiâ, & facultate alterius Archiepiſcopi.

§. 17. Septimò, Miniſtri, & Officiales unius Archiepiſcopatus non poſſint, nec debeant in aliâ parte, & in alio Dominio, & Territorio alterius Archiepiſcopi deferre Inſignia denotantia Jurisdictionem, & Juſtitiam, nec facere per ſe ipſos executiones, aut aliquem, quamvis ſibi Subditum, in carceribus conjicere, ſed adhibendæ erunt Literæ hortatoriæ juxta ſtylum Regni Portugalliæ; excepto tamen caſu, quo Rei reperti fuerint, vel in actu fugæ, vel in fragranti crimine, in quibus caſibus Rei conſignandi erunt Officiali illius Archiepiſcopi, in cujus ditione capti fuerint, ad hoc, ut iſte, vel eos puniat, ſi de jure ei competat facultas illos puniendi, vel eos remittat ad Judicem ſuum, qui de jure debebit procedere ad cognitionem criminis à Reis hujusmodi commiſſi.

§. 18. Octavò, omnes & quæcumque Literæ Apoſtolicæ tam ſub Plumbo, quàm ſub Annulo Piſcatoris in poſterùm expediendæ; & tam gratiam, quàm juſtitiam ſimul, vel ſeparatim concernentes, quæ pro illarum exequutione committendæ erunt Archiepiſcopo, ſeu Officiali Ulyſſiponen., quotiescumque ex eisdem Literis non conſtabit, an illarum exequutio Archiepiſcopo, ſeu Officiali Ulyſſiponen. Orientali, aut Archiepiſcopo, ſeu Officiali Ulyſſiponen. Occidentali commiſſa fuerit, tunc, & eo caſu hujusmodi exequtio commiſſa eſſe intelligatur illi Archiepiſcopo, qui jurisdictionem habuerit, vel ſupra perſonam, ſi materia ſit perſonalis, vel ſupra rem, ſi realis.

§. 19. Nonò, omnes, & quæcumque cauſæ, & litium controverſiæ, quæ ad præſens introductæ, & indecisæ reperiuntur, continuari, & terminari debeant usque ad ſententiam diffinitivam coram eisdem Officialibus, ſeu Judicibus, coram quibus introductæ fuerunt; exequutiones verò faciendæ erunt ab Officiali illius Archiepiſcopi, cui juxta prædictam diviſionem ſpectabunt, mediantibus tamen ſolitis Literis hortatoriis juxta ſtylum Regni Portugalliæ: Illæ verò lites, & controverſiæ, quæ de novo movendæ, & introducendæ erunt, judicari, & definiri debebunt ab Officiali illius Archiepiſcopi Ulyſſiponen., aut Orientalis, ſeu Occidentalis, qui debebit de jure eas cognoſcere, & ſuper eis judicare, vel ratione perſonæ ei ſubjectæ, vel ratione rei in ſuo Archiepiſcopatu, & in ſua Diœceſi exiſtenti.

§. 20. Decimò, novus Archiepiſcopus Ulyſſiponen. Occidentalis poterit creare, & eligere omnes, & ſingulos Officiales, qui ibidem creari ſolent, aut confirmare, & approbare tam creatos, & electos cum eisdem jurisdictione, & poteſtate aliis Officialibus in parte Civitatis, & Diœceſis ſibi aſſignata competentibus, nec per hoc Officiales antiqui Archiepiſcopatus Ulyſſiponen. aliquam relevationem prætendere poſſint, præterquam in caſu, quo officia ab eis empta fuiſſent, quia tunc novus Archiepiſcopus Ulyſſiponen. Occidentalis decernere debebit, quòd Officiales ab eo noviter electi reficiant damna, quæ Officiales antiqui Archiepiſcopatus Ulyſſiponen. ex hac nova electione, & electione Officialium pati poſſent, & infraſcripti Judices Exequutores ſummarie, & ſolâ ſacti veritate inſpectâ pretium eisdem antiquis Officialibus debitum perſolvere faciant.

§. 21. Undecimò, quia in utraque parte Civitatis, & Diœceſis Ulyſſiponen. tam Orientalis, quam Occidentalis reperiuntur Dignitates, Canonicatus, & Beneficia, quæ perſonalem reſidentiam requirunt, ne ob prædictam Civitatis & Diœceſis Ulyſſiponen. diviſionem Dignitates, Canonicatus, & Beneficia hujusmodi pro tempore obtinentes in aliquo præjudicentur, volumus, quòd ſi Poſſeſſores Dignitatum, Canonicatuum, & Beneficiorum hujusmodi in unâ parte Civitatis, ſeu Diœceſis hujusmodi habitaverint, nihilominus habeantur, & reputari debeant præſentes in loco Dignitatum, Canonicatuum, & Beneficiorum hujusmodi; ipſi verò, non tamen eorum Familiæ, & Familiares Subditi illius Archiepiſcopi exiſtant, in cujus Civitate, ſeu Diœceſi Dignitates, aut Canonicatus, ſeu Beneficia hujusmodi exiterint.

§. 22. Duodecimò, quòd omnes, & ſingulæ controverſiæ, quæ in poſterùm occaſione hujusmodi diviſionis, ac novi Archiepiſcopatus erectionis oriri poterunt, ſummarie absque ſtrepitu, & figurâ judicii, ac ſolâ facti veritate inſpectâ ab eisdem infraſcriptis Judicibus Exequutoribus definiri, & judicari debeant. Inſuper, quòd ex omnibus ſupradictis nullum præjudicium inferatur, nec ullo unquam tempore in futurum inferri poſſit jurisdictioni jam competenti novo Archiepiſcopo Ulyſſiponen. Occidentali, uti Sacellano Majori Cappellæ Regiæ Ulyſſiponen., quæ jurisdictio ſemper, & omni tempore immunis, & illæſa remaneat in ſuo primævo ſtatu, exercenda tamen à dicto novo Archiepiſcopo Ulyſſiponen. Occidentali, uti Præſule dictæ Cappellæ ſuper Familiâ Regiâ, eademque Cappellâ, & ejus Officialibus, ac Familiaribus ipſius Joannis Regis, ad formam Indultorum, Privilegiorum Apoſtolicorum, usque nunc conceſſorum ad favorem Sacelladi Majoris pro tempore exiſtentis, quibus nullo modo derogatum, ſeu præjudicatum intelligatur, ſed novus Archiepiſcopus Ulyſſiponen. Occidentalis, uti Cappellanus Major dictæ Regiæ Cappellæ ad formam Indultorum, & Privilegiorum Apoſtolicorum hujusmodi privativè quoad omnes alios Judices, ſeu Superiores, quâvis authoritate, & dignitate fungentes, ſuam jurisdictionem Sacellani Majoris absque ullâ diminutione, & controverſiâ exercere valeat.

ANNO 1716.

§. 23. Denique conſiderantes prædictam Metropolitanam Eccleſiam Ulyſſiponen. Occidentalem, ſic, ut præfertur, à Nobis per præſentes erectam, & inſtitutam in Regio Palatio Ulyſſiponen. conſtitutam exiſtere, inibique ipſas Perſonas Regias functionibus Eccleſiaſticis læpiſſimè adeſſe poſſe, valde congruum exiſtimamus, ut eadem Metropolitana Eccleſia Ulyſſiponen. Occidentalis, ejusque pro tempore exiſtens Archiepiſcopus Ulyſſiponen. Occidentalis, uberioribus Indultis, privilegiis, & prærogativis ex ſpeciali noſtrâ & Sedis Apoſtolicæ Indulgentiâ condecorentur: hinc prædictum Joannem Regem amplioribus favoribus, & gratiis proſequi volentes, firmis tamen, & illæſis remanentibus ſupradictis omnibus, & ſingulis Indultis, & privilegiis eidem Cappellæ Regiæ, ejusque Sacellano Majori, ſic ut præfertur, à Nobis, & Romanis Pontificibus Prædeceſſoribus noſtris conceſſis, nec non citra ullum præjudicium, ſeu diminutionem authoritatis, jurisdictionis, præeminentiarum, ac jurium quorumcumque, etiam honorificorum, & mere cæremonialium nunc, & pro tempore exiſtenti noſtro, & Apoſtolicæ Sedis in Portugalliæ, & Algarbiorum Regnis Nuncio, ſeu alteri ejusdem Sedis in eisdem Regnis pro tempore ſimiliter exiſtenti Legato competentium, quæ Nuncius, & Legatus ſupradicti, quoad dictum novum Archiepiſcopum Ulyſſiponen. Occidentalem pariformiter, & absque ullâ prorſus differentiâ, ac quoad alios Archiepiſcopos, & Epiſcopos dictorum Regnorum exercere poſſint, ac debeant, motu, ſcientiâ, & poteſtate ſimilibus eamdem ſæcularem, & inſignem Collegiatam Eccleſiam, ſic à Nobis in Archiepiſcopalem Eccleſiam Ulyſſiponen. Occidentalem erectam, & inſtitutam nomine, titulo, & prærogativâ Patriarchæ Ulyſſiponen. Occidentalis, ad inſtar Venerabilis Fratris noſtri moderni Patriarchæ Venetiarum, quoad Provinciam tamen Archiepiſcopatus Ulyſſiponen. Occidentalis tantum Inſignimus, & decoramus cum facultate utendi inſigniis, & ſtemmate propriæ Eccleſiæ Archiepiſcopalis Ulyſſiponen. Occidentalis, aliisque ornamentis, quibus idem Patriarcha Venetiarum de jure, uſu, & conſuetudine utitur, nec non in eisdem Portugalliæ, & Algarbiorum Regnis deferendi Crucem, & Rocchetum apertum, Populum benedicendi, Thronum, & Baldachinum habendi, Pontificalia exercendi, infraſcriptas indulgentias concedendi, & ſupra Bracharen., Ulyſſiponenſ. Orientalem, ac Elborenſ. Archiepiſcopos; Nec non Portugallenſ., Colimbrienſ., Viſenſ., Mirandenſ., Lamacenſ., Egitanienſ., Leirienſ., Funchalenſ., Angrenſ., Promontorii Viridis, Sancti Thomæ, Congenſ., Algarbienſ., Portalegrenſ., & Elvenſ. Epiſcopos, aliosque omnes, & ſingulos Regnorum hujusmodi Prælatos, in omnibus actibus, & functionibus, etiam in eorum Eccleſiis præcedentiam habendi, quorum nullus eriam in eorum Eccleſiis, eo præſente, aliquem jurisdictionis, honoris, vel facultatis actum getere poſſit, quem coram Legato prædictæ Sedis Apoſtolicæ gerere non valeret; quod verò ad alias jurisdictiones, & facultates aliis Patriarchis, ſeu prædictæ Sedis Legatis competentes, nullas idem pro tempore exiſtens Archiepiſcopus Ulyſſiponen. Occidentalis Patriarcha nuncupatus habere, ſeu exercere poſſit, exceptis ſupradictis, niſi alia jurisdictio, ſeu facultas hujusmodi, prius per Nos, aut Succeſſores noſtros, Sedemque præfatam declarata, & reſpectivè ei conceſſa fuerit, nec non utendi Pallio non ſolùm in diebus, feſtivitatibus,

ANNO 1716. tibus, & functionibus in Pontificali Romano deſcriptis, & deſignatis, ſed etiam in Conceptionis Beatæ Mariæ Virginis, in Inventionis, & Exaltationis Sanctæ Crucis, Sancti Joſephi, Sanctæ Annæ, Sancti Michaelis Archangeli, Sancti Vincentii Civitatis Ulyſſiponen. Protectoris, Sanctæ Eliſabethæ Reginæ Portugalliæ, Sancti Antonii Ulyſſiponen., Sancti Angeli Cuſtodis, & Sancti Georgii Regni Portugalliæ Defenſorum Feſtivitatibus, quæ omnes in ipſa Collegiatâ Eccleſiâ in Cathedralem, & Metropolitanam Eccleſiam Ulyſſiponen. Occidentalem erecta, & in toto Regno Portugalliæ ſolemniter celebrantur, nec non in qualibet aliâ die, ſi quæ fuerit ſolemnior in Eccleſiâ, in qua per totum Regnum prædictus Archiepiſcopus Ulyſſiponen. Occidentalis Patriarcha nuncupatus Pontificalibus uſus fuerit, ac in benedictionibus nuptiarum, & in ſolemni Baptiſmate filiorum, & deſcendentium Regiorum, ac in aliis ſimilibus, & ſolemnibus Regiis functionibus, quæ intra, vel immediatè poſt Miſſarum ſolemnia celebrabuntur, quodque prædictus pro tempore exiſtens Archiepiſcopus Ulyſſiponen. Occidentalis Patriarcha nuncupatus, ſic à Nobis per præſentes creatus, & inſtitutus, ac nomine, & prærogativâ Patriarchæ decoratus habitu purpureo ad inſtar Venerabilis etiam Fratris noſtri moderni Archiepiſcopi Salisburgen., indui poſſit, easque indulgentias concedere valeat, quas noſtri, & prædictæ Sedis Apoſtolicæ Nuncii in prædictis Portugalliæ, & Algarbiorum Regnis ejusdem Sedis authoritate concedere ſolent; videlicet, centum, aut plures alios dies, non tamen ultra annum, nec non in uno Feſto dumtaxat, à primis usque ad ſecundas Veſperas, & occaſum ſolis diei feſti hujusmodi, quinque annos, & quinque quadragenas, aut infra, ita tamen, ut ſemel tantùm pro unâ Eccleſiâ, vel Cappellâ fiat, etiam concedimus, & indulgemus.

§. 24. Capitulo verò dictæ Collegiatæ Eccleſiæ, ſic à Nobis in Cathedralem, & Metropolitanam Eccleſiam erectæ, ac titulo, denominatione, & prærogativâ Patriarchalis Eccleſiæ decoratæ, ejusque Dignitatibus, & Canonicis, ut ipſi in poſterùm habitum Prælatitium violacei coloris ſerici, aut lanei ſupra Rocchettum, ubique terrarum extra tamen Romanam Curiam, & ubi non fuerit Romanus Pontifex, ad inſtar Canonicorum Eccleſiarum Patriarchalium de Urbe, quodque ipſi, qui jam vigore Indulti Apoſtolici habent uſum Cappæ magnæ violacei coloris, in poſterùm hyemali Cappam etiam magnam rubeam; æſtivo verò temporibus Mozzettam ſupra Rocchettum ſimiliter rubeam ad inſtar Canonicorum Eccleſiæ Piſanæ reſpectivè in ſingulis Horis Canonicis, Miſſis, & aliis Divinis Officiis, nec non Proceſſionibus tam intra, quàm extra eorum Eccleſiam peragendis, nec non actibus Capitularibus publicis, & privatis gaitare, & deferre poſſint, quodque Capitulum, & Canonici dictæ Eccleſiæ Ulyſſiponen. Occidentalis tam habitu Prælatitio, quàm Canonicali induti, & capitulariter exiſtentes, ſeu incedentes omnia Capitula, etiam in eorum Eccleſiis, omnesque Canonicos quarumcumque Cathedralium, & Collegiatarum Eccleſiarum totius Regni Portugalliæ; ſimiliter, ſi unus, vel plures dictæ Eccleſiæ Ulyſſiponen. Occidentalis cum alio, vel aliis, Dignitate, ſeu Canonico, aut Dignitatibus, ſeu Canonicis alterius cujusque Eccleſiæ Regni Portugalliæ incedent, ſeu in aliquâ functione Eccleſiaſticâ aderunt, etiam in eorum Eccleſiis præcedere debeant; nec non, ut ipſi, eorumque in Dignitatibus, ac Canonicatibus, & Præbendis hujusmodi Succeſſores perpetuis futuris temporibus, ac tam in parte Civitatis, & Diœceſis Ulyſſiponen. Occidentalis, quam in toto Regno, & Dominiis præſente Rege, eoque abſente de licentiâ Ordinarii, in Miſſis, ac Horis Canonicis, ſolemniter decantandis, & perſolvendis, ac etiam in Proceſſionibus, Benedictionibus Candelarum, Cinerum, Palmarum, & Fontis Baptiſmalis, ac in reliquis Eccleſiaſticis functionibus, in quibus ſacra adhibentur paramenta, præſente, vel abſente Archiepiſcopo, Mitrâ, aliisque indumentis, vel paramentis, ad inſtar Abbatum uſum Mitræ habentium, uti, nec non in eorum Armis, & Inſignibus gentilitiis Mitram apponi facere, ad inſtar Dignitatum, & Canonicorum Archiepiſcopalium Eccleſiarum Beneventanæ, & Mediolanen., quodque ipſius Eccleſiæ Ulyſſiponen. Occidentalis Dignitates, & Canonici præfati, eorumque Succeſſores indumenta, & paramenta, aliasque res Eccleſiaſticas, in quibus Sacri Olei, vel Chriſmatis unctio non requiritur, non tamen Calices, neque Patenas benedicere, ad inſtar Canonicorum Eccleſiæ Neapolitanæ, eisdemque prædicta Eccleſiæ Ulyſſiponen. Occidentalis canonicis cauſæ quæcumque, & ſuper quibuscumque Litibus, & controverſiis motæ, vel movendæ, committi, reſpectivè, liberè, & licitè poſſint, & valeant, etiam concedimus, & indulgemus. ANNO 1716.

§. 25. Ulteriùs, firmo remanente Jure Patronatus Regio, & præſentandi, ut antea, ad Dignitates, Canonicatus, & Præbendas, ac Beneficia dictæ Collegiatæ Eccleſiæ, ſic à Nobis in Metropolitanam Eccleſiam Ulyſſiponen. Occidentalem erectæ, ad Archiepiſcopatum Ulyſſiponen. Occidentalem, tam hac primâ vice à primævâ illius erectione hujusmodi vacantem, quam in poſterùm in quibuscumque aliis vacationibus, quandocumque, & quomodocumque, etiam apud Sedem Apoſtolicam occurrentibus, Jus Patronatus Regium, & nominandi, & præſentandi Perſonam idoneam Nobis, & Romano Pontifici pro tempore exiſtenti, ac per Nos, & eumdem Romanum Pontificem pro tempore exiſtentem dicto Archiepiſcopatui Ulyſſiponen. Occidentali Apoſtolicâ auctoritate, & mediantibus Literis Apoſtolicis præficiendam, prædicto Joanni Regi, eusque in dictis Regnis Succeſſoribus Regibus ſimiliter perpetuò reſervamus, concedimus, & aſſignamus, ac Jus Patronatus, & præſentandi hujusmodi, prædicto Joanni Regi, eusque in dictis Regnis Succeſſoribus Regibus præfatis, non ex privilegio Apoſtolico, ſed uti ex verâ primævâ, reali, & actuali, plenâ, integrâ, & omnimodâ fundatione, & perpetuâ dotatione laicali, ex bonis merè laicalibus factis, competere, & pertinere, & uti rale ſub derogatione Juris Patronatus ex privilegio Apoſtolico, vel conſuetudine, aut præſcriptione acquiſiti, nullatenus comprehendi, aut illi nullo unquam tempore, etiam ex cauſa vacationis apud Sedem præfatam: aut quocumque alio prætextu, aut ex quâcumque aliâ cauſâ, quantumvis legitimâ, etiam per Nos, & prædictos Romanos Pontifices ſucceſſores noſtros pro tempore exiſtentes, motu, ſcientiâ, & poteſtatis plenitudine ſimilibus decernimus.

§. 26. Denique, ut in eventum, in quem prædictus Joannes, aut pro tempore exiſtens Portugalliæ, & Algarbiorum Rex, ejusque ſucceſſores alibi Curiam, eorumque Regias Perſonas, vel perpetuò, vel per aliquod temporis ſpatium reſpectivè tranſtulerint, nihilominus firma, & illæſa remanere debeant; tam Cathedralitas dictæ Collegiatæ Eccleſiæ, ſic à Nobis in Metropolitanam, & Patriarchalem Eccleſiam Ulyſſiponen. Occidentalem erectæ, quam omnia, & ſingula privilegia, & indulta eidem Cathedrali Eccleſiæ Ulyſſiponen. Occidentali, ſic, ut præfertur, conceſſa, etiam motu, ſcientiâ, & poteſtatis plenitudine paribus decernimus, & declaramus.

§. 27. Ad hoc autem, ut omnia, & ſingula ſupra dicta à Nobis conceſſa, & ordinata, ac in præſentibus contenta, & expreſſa debitæ exequutioni demandentur, ac perpetuis futuris temporibus ab omnibus, & ſingulis firmiter, & inviolabiter obſerventur, motu, ſcientiâ, & poteſtatis plenitudine ſimilibus, Venerabilibus Fratribus noſtris Elven., Algarbien. & Miranden. eiſque deficientibus, ſeu impeditis, Angolen. & Lamacen. Epiſcopis tenore præſentium mandamus, quatenus ipſi, vel unus eorum per ſe, vel alium, ſeu alios, etiam quatenus difficultate occurrente, & à Nobis non prævisâ, quæ effectum earumdem præſentium minimè retardare valeat, easdem præſentes Literas, nullâ interpoſitâ morâ, debitæ exequutioni demandent, ſeu demandari faciant, ac unam partem tam Civitatis, quàm Diœceſis Ulyſſiponen. præfatæ verſus Orientem pro propriâ Diœceſi, & proprio Territorio Archiepiſcopatus Ulyſſiponen. Occidentalis conſtituant, & aſſignent, ac plantam eum Confinibus, & menſuratione per peritos faciendam, juxta formam à Nobis deſuper præſcriptam, tam partis Civitatis, & Diœceſis Ulyſſiponen. Orientalis, quàm partis Civitatis, & Diœceſis Ulyſſiponen. Occidentalis hujusmodi, tam in Cancellariis eorum Epiſcopatuum, quam in Cancellariis Archiepiſcopatus Ulyſſiponen. Orientalis, ac Archiepiſcopatus Ulyſſiponen. Occidentalis ad perpetuam rei memoriam, reponere, & aſſervare debeant, quodque ultra diviſionem præfatam ſic, ut præfertur, factam, omnia, & ſingula, ſupradicta ab omnibus, & ſingulis perpetuis futuris temporibus per cenſuras, & pœnas Eccleſiaſticas, ac alia opportuna juris remedia, & quacumque appellatione remotâ, invocato etiam ad hoc, ſi opus fuerit

ANNO 1716. auxilio Brachii ſecularis, adimpleri, & inviolabiliter obſervari faciant.

§. 28. Decernentes propterea easdem Præſentes ſemper, & perpetuò validas, & efficaces exiſtere, & fore, ſuosque plenarios, & integros effectus fortiri, & obtinere debere, ac nullo unquam tempore ex quocumque capite, vel qualibet causâ, quantumvis legitimâ, & juridicâ, etiam ex eo quod Sedes Archiepiſcopalis Ulyſſiponen. ad præſens vacet, & proprio Paſtore, & Defenſore deſtituta exiſtat, ipſiusque Capitulum, & Canonici, ſeu quicumque alii cujuscumque Dignitatis, Gradus, Conditionis, & Præeminentiæ ſint in præmiſſis, & circa ea quomodolibet. & ex quâvis causâ, ratione, actione, vel occaſione jus, vel intereſſe habentes, aut habere prætendentes, illis non conſenſerint, aut ad id vocati, & auditi, & cauſæ propter quas eædem Præſentes emanaverint, adductæ, verificatæ, & juſtificatæ non fuerint, de ſubreptionis, vel obreptionis, aut nullitatis, ſeu invaliditatis vitio, ſeu intentionis noſtræ, aut jus, vel intereſſe habentium, conſenſus, aut quolibet alio, quantumvis magno, ſubſtantiali, inexcogitato, & inexcogitabili, ac ſpecificam, & individuam mentionem, ac expreſſionem requirente, defectu, ſive etiam ex eo, quod in præmiſſis, eorumque aliquo ſolemnitates, & quævis alia ſervanda, & adimplenda, ſervata, & adimpleta non fuerint, aut ex quocumque alio capite à jure, vel facto, aut ſtatuto, vel conſuetudine aliqua reſultante, ſeu etiam enormis, enormiſſimæ, totalisque læſionis, aut quocumque alio colore, prætextu, ratione, vel causâ, etiam in Corpore juris clausâ, occaſione, aliâve causâ, etiam quantumvis juſtâ, rationabili, legitimâ, juridicâ, piâ, privilegiatâ, etiam tali, quæ ad effectum validitatis præmiſſorum neceſſarib exprimendâ foret, aut quòd de voluntate noſtrâ, & aliis ſuperiùs expreſſis nullibi appareret, ſeu aliàs probari poſſet, notari, impugnari, invalidari, retractari, in jus, vel controverſiam revocari, aut ad terminos juris reduci, vel adverſus illas reſtitutionis in integrum, aperitionis oris, reductionis ad viam, & terminos juris, aut aliud quodcumque juris, facti, gratiæ, vel juſtitiæ remedium impetrari, ſeu quomodolibet, etiam motu ſimili conceſſo, aut impetrato, vel emanato, uti, ſeu ſe juvare in judicio, vel extra, poſſe, neque ipſas Præſentes ſub quibusvis ſimilium, vel diſſimilium gratiarum revocationibus, ſuſpenſionibus, limitationibus, modificationibus, derogationibus, aliisque contrariis diſpoſitionibus, etiam per Nos, & Succeſſores noſtros Romanos Pontifices pro tempore exiſtentes, & Sedem Apoſtolicam præfatam, etiam motu, ſcientiâ, & poteſtatis plenitudine ſimilibus, etiam conſiſtorialiter ex quibuſlibet cauſis, & ſub quibusvis verborum tenoribus, & formis, ac cum quibusvis clauſulis, & Decretis, etiamſi in eis de eisdem Præſentibus, earumque toto tenore, ac datâ, ſpecialis mentio fiat, pro tempore factis, & conceſſis, ac faciendis, & concedendis, comprehendi, ſed tanquam ad majus bonum tendentes, ſemper, & omninò ab illis excipi, & quoties illæ emanabunt, toties in priſtinum & validiſſimum, ac eum, in quo antea quomodolibet erant ſtatum, reſtitutas, repoſitas, & plenariè reintegratas, ac de novo etiam ſub quacumque poſteriori datâ, quandocumque eligenda, conceſſas eſſe, & fore, ſicque, & non aliàs in præmiſſis omnibus, & ſingulis per quoscumque Judices Ordinarios, vel delegatos, etiam cauſarum Palatii Apoſtolici Auditores, ac Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinales, etiam de Latere Legatos, Vicelegatos, dictæque Sedis Nuncios, ac alios quoscumque quâvis auctoritate, poteſtate, prærogativâ, & privilegio fungentes, ac honore, & præeminentiâ fulgentes, ſublatâ eis, & eorum cuilibet quâvis aliter judicandi, & interpretandi facultate, & auctoritate in quocumque judicio, & in quâcumque inſtantiâ, judicari, & definiri debere, & ſi ſecus ſuper his a quoquam quâvis auctoritate ſcienter, vel ignoranter contigerit attentari, irritum, & inane decernimus.

§. 29. Non obſtantibus quatenus opus ſit, noſtrâ, & Cancellariæ Apoſtolicæ regulâ de jure quæſito non tollendo, aliisque in contrarium præmiſſorum quomodolibet editis, vel edendis, etiam in Synodalibus, Provincialibus, Univerſalibusque Conciliis, ſpecialibus, vel generalibus, ac quatenus opus ſit, etiam illâ Pauli Papæ ſecundi ſimiliter Prædeceſſoris noſtri de rebus Eccleſiæ non alienandis, aliisque Conſtitutionibus, & Ordinationibus Apoſtolicis, ac antiquæ Cathedralis Eccleſiæ Ulyſſiponen. aliarumque Eccleſiarum, & aliorum locorum piorum antiquæ Diœceſis Ulyſſiponen. etiam juramento, confirmatione Apoſtolicâ, vel quâvis firmitate aliâ roboratis Statutis, eorumque reformationibus, & novis additionibus, ſtylis, uſibus, & conſuetudinibus, etiam immemorabilibus, Privilegiis quoque, Indultis, & Literis Apoſtolicis illis, eorumque Superioribus, & Perſonis, ac locis quibuscumque etiam ſpecificâ, & expreſsâ, ac individuâ mentione dignis ſub quibuscumque tenoribus, & formis, ac cum quibusvis etiam derogatoriarum derogatoriis, aliiſque efficacioribus, efficaciſſimis, & inſolitis clauſulis, irritantibusque, & aliis Decretis in genere, vel in ſpecie, etiam motu pari, ac conſiſtorialiter, aut aliàs quomodolibet, etiam iteratis vicibus in contrarium præmiſſorum conceſſis, approbatis, confirmatis, & innovatis, etiamſi in eis caveatur expreſsè, quod illis per quascumque Literas Apoſtolicas, etiam motu ſimili pro tempore conceſſas, quascumque etiam derogatoriarum derogatorias in ſe continentes, derogari non poſſit, neque cenſeatur eis derogatum, quibus omnibus, & ſingulis, etiamſi de illis, eorumque totis tenoribus ſpecialis, ſpecifica, & individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clauſulas generales idem importantes, mentio, ſeu quævis alia expreſſio habenda, aut quæcumque alia exquiſita forma ad hoc ſervanda foret, illorum omnium, & ſingulorum tenores, formas, & cauſas, etiam quantumvis prægnantes, pias, & privilegiatas, Præſentibus pro plenè, & ſufficienter, ac de verbo ad verbum, nihil penitus omiſſo, inſertis, expreſſis, & ſpecificatis, habentes, illis aliàs in ſuo robore permanſuris, ad præmiſſorum omnium validiſſimum effectum, hac vice dumtaxat, latiſſimè, & plenìſſimè ac ſufficienter, nec non ſpecialiter & expreſsè motu, ſcientiâ, & poteſtatis plenitudine ſimilibus, harum ſerie derogamus, cæterisque contrariis quibuscumque.

§. 30. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam noſtri Motus proprii, ac Diviſionis, Aſſignationis, Erectionis, Inſtitutionis, Conceſſionis, Indulti, Reſervationis, Declarationis, Mandati, Voluntatis, Decreti, & Derogationis infringere, vel ei auſu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præſumpſerit indignationem Omnipotentis Dei, & BB. Petri, & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem Anno Incarnationis Dominicæ milleſimo ſeptingenteſimo ſexto decimo, ſeptimo Idus Novembris, Pontificatus noſtri anno ſexto decimo.

P. de Comitibus.

ANNO 1716.

CV.

Declaration & Ordonnance de CHARLES VI. *Empereur des Romains, & Souverain Prince des Provinces du Pays-Bas Autrichien, portant Réunion de la Province & Duché de* Limbourg *au Duché de Brabant. Fait à Bruxelles le 6. Octobre* 1717. [Sur l'Imprimé à Bruxelles, chez Frix Imprimeur de Sa Maj. Imp. & Cath.] 1717. 6. Octobre.

PAR L'EMPEREUR ET ROY.

CHARLES par la grace de Dieu, Empereur des Romains, toûjours Auguſte, Roy de Caſtille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jeruſalem, de Portugal, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, des Maillorques, de Seville, de Sardaigne, de Cordube, de Corſique, de Murcie, de Jaën, des Algarbes, d'Algezire, de Gibraltar, des Iſles de Canarie, des Indes tant Orientales qu'Occidentales, des Iſles & Terre ferme de la Mer Oceane, Archiduc d'Auſtriche; Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, de Luxembourg, de Gueldres & de Milan; Comte de Habsbourg, de Flandres, d'Artois & de Bourgogne; Palatin de Tirol, d'Haynau & de Namur; Prince de Zwave; Marquis du St. Empire de Rome; Seigneur de Salins & de Malines; Dominateur en Aſie & en Afrique, &c. Ayant jugé neceſſaire de réunir notre Province de Limbourg à notre Pays & Duché de Brabant comme elle l'a été juſques à la mort de Charles ſecond de glorieuſe memoire, & deſuite faire ceſſer & ſupprimer le Tribunal & la Chambre ſuperieure y établie par proviſion pour l'adminiſtration de la Juſtice,

ANNO 1717. ce, Nous ordonnons à tous nos Vaſſaux & habitans de notre Duché de Limbourg, & des Pays d'Outre-Meuſe, de quelque état ou condition ils puiſſent être de s'y conformer, & de reconnoître derechef notre Conſeil Souverain ordonné en Brabant pour leur Juge ſouverain en dernier reſſort avec les mêmes Autoritez, Droits, Prérogatives, & ſur le même pied & de la même maniere qu'ils l'ont reconnu avant la mort de Charles ſecond, Nous enjoignons à tous & un chacun de ſe regler ſelon ce, à quelle fin Nous voulons que la Preſente ſoit publiée en la maniere accoûtumée: CAR AINSI NOUS PLAIT-IL. Fait à Bruſſelles le 6. Octobre 1717. Etoit paraphé, *Gryſp.* ſi.

Signé,

A. V. Ghindertaelen.

CVI.

20 Octob. *Declaratio nullitatis cujusdam Edicti nomine Sæcularis Poteſtatis in Ducatu Subaudiæ, & Pedemontii Principatu ad ſupplicationem Patrimonialis Generalis dictæ Sæcularis Poteſtatis editi in præjudicium ſupremi Dominii ad Sedem Apoſtolicam in quibusdam Locis Menſæ Epiſcopalis Aſten. privativè ſpectantis, cum ipſius Edicti, necnon indè ſecutorum, & quandocumque ſecuturorum damnatione, revocatione, & abolitione.* [Bullarium Magnum, Tom. VIII pag. 190. Edit. Luxemburgic. 1727.]

CLEMENS PAPA XI.

Ad futuram rei memoriam.

ALiàs ad retundendas graves, & frequentes moleſtias, quas Miniſtri Sæcularis Poteſtatis in Ducatu Sabaudiæ, & Principatu Pedemontii Subditis, & Feudatariis hujus Sanctæ Sedis locorum Montaſiæ, Ciſterniæ, & Cortanſæ Aſten. Diœceſis, non ſine manifeſto directi, & ſupremi Dominii ad Nos, & eamdem Sedem in prædictis locis unicè, & privativè ſpectantis prajudicio, jampridem intulerant, novasque, quas illis inferre minabantur, inſtante tunc exiſtente Commiſſario Generali Cameræ noſtræ Apoſtolicæ per Dilectum Filium noſtrum Joannem Baptiſtam S. R. E. Cardinalem Spinulam nuncuparum ejusdem S. R. E. Camerarium die VIII. Auguſti MDCCII. expeditum, atque transmiſſum, & eorumdem Feudorum Syndicis præſentatum, necnon Feudatariis eo, quo licuit, modo intimatum fuit Monitorium, quo diſtrictè prohibebatur, ne alium ſupremum Dominum præter Sedem Apoſtolicam, & Romanam Eccleſiam recognoſcere auderent.

§. 1. Cùmque ſubindè ad Patrimonialis Generalis nuncupati dictæ Sæcularis Poteſtatis requiſitionem, menſe Septembri ejusdem anni per Cameram, quam vocant, Computorum Ducatus, ac Principatus prædictorum publicatum, & reſpectivè intimatum fuiſſet quoddam Edictum, ſeu Decretum, quo prævia declaratione nullitatis, & invaliditatis prædicti Monitorii, tam ipſis Feudatariis, qui eatenùs Sedem præfatam tanquam Dominam directam, ejusque ſupremam auctoritatem conſtanter recognoverant, ipsà etiam Sæculari Poteſtate id approbante, quàm Syndicis Univerſitatum, atque Vaſſallis ſub graviſſimis pœnis præcipiebatur, quòd de cætero ſupremam tantùm Sæcularis Poteſtatis auctoritatem recognoſcerent, & ad hujus Edicti publicationem præfatarum Univerſitatum Syndicos vi, metuque præfati Miniſtri compellere tentaſſent, omnibusque renuentibus, nonnulli in Civitate Aſtenſi deprehenſi carceribus mancipati, alii verò, qui ad illam accedere recuſaverant, militaribus copiis a dictis Feudis violenter extracti ſimiliter detenti fuiſſent, morte etiam ſclopo illatâ alteri ex ipſis, qui fugâ ſibi conſulere ſtuduerat, Nos prædictos, alioſque multiplices, ac deteſtabiles ejusdem Sæcularis Poteſtatis abuſus diutiùs diſſimulare non valentes, præfatum, aliaque plurima Edicta, ſeu Decreta, Ordinationes, & Mandata, & alia quælibet à Senatibus, Magiſtratibus, Judicibus, Officialibus, aliisve Miniſtris dictæ Sæcularis Poteſtatis in præjudicium libertatis, immunitatis, & jurisdictionis Eccleſiaſticæ, atque auctoritatis Apoſtolicæ reſpectivè quovis modo emanata, & geſta cum omnibus, & ſingulis indè ſecutis, & quandocumque ſecuturis per quasdam noſtras in ſimili formâ Brevis Literas die XVSI. Maii MDCCVII. deſuper expeditas, nulla, irrita, invalida, damnata, & reprobata eſſe, & ab initio fuiſſe, ac perpetùb fore declaravimus, & quatenùs opus eſſet, ea omnia, & ſingula damnavimus, reprobavimus, revocavimus, annullavimus, abolevimus, & aliàs, prout in noſtris Literis ſupradictis, quarum tenorem Præſentibus pro plenè, & ſufficienter expreſſo, & inſerto haberi volumus, uberiùs continetur.

ANNO 1717.

§. 2. Cæterùm cùm poſt earumdem noſtrarum Literarum publicationem adhuc præfati Miniſtri à vexandis Subditis, & Feudatarus memoratorum locorum minimè deſtitiſſent, quinimmo prioribus moleſtiis novas, majoresque in dies adjicientes, non ſolùm prædictos, ſed etiam Subditos, & Feudatarios Loci de Cortanzerio eidem Sedi pariter ſubjectos variis etiam contributionibus, aliisque oneribus, non minùs injustè, quàm temerè gravare præſumpſiſſent, ad hujusmodi intolerabiles auſus reprimendos plura alia ſucceſſivè Monitoria ad tunc pariter exiſtentis Commiſſarii Generalis dictæ Cameræ Apoſtolicæ inſtantiam ab eodem Joanne Baptiſta Cardinale, & Camerario die XXSV. Julii, VIS. Auguſti, & XVIS. Octobris MDCCXI. ac poſtremo die XXSSS. Maii MDCCXVI. etiam de ſpeciali mandato noſtro edita, ac reſpectivè intimata fuerunt, quibus innovatâ Feudatariis, & Subditis præfatorum Locorum memoratâ prohibitione de non recognoſcendo alium in ſupremum Dominum, quàm Sedem præfatam, ipſis ſub gravium pœnarum comminatione inter alia injungebatur, ne contributiones, aliave onera ſibi à dictâ Sæculari Poteſtate impoſita, vel imponenda perſolvere, ſeu perſolvi facere auderent, aut quoquo modo præſumerem, & aliàs prout in præfatis Monitoriis, quorum tenores Præſentibus pro plenè itidem, & ſufficienter expreſſis haberi volumus, plenius continetur.

§. 3. Cùm autem ſicut nuper non ſine ingenti animi noſtri moleſtiâ accepimus, ad ejusdem Patrimonialis Generalis ſupplicationem ſub nomine prædictæ Sæcularis Poteſtatis prodierit quoddam Præceptum, ſive Edictum typis impreſſum, quod unâ cum ſupplicatione hujusmodi non alio quidem, quàm illud penitus, & omninò damnandi, & reprobandi animo Præſentibus inferendum duximus, tenoris, qui ſequitur, videlicet: *Sacra Real Maeſtà. Rappreſenta il Conſigliere, e Patrimoniale Generale di V. M. eſſerſi nel meſe ſcorſo preteſi publicare aſſerei Monitorii ſotto nome del Signor Cardinale Spinola nelli Luoghi d'indubitato Dominio di V. M. eſiſtenti nel Contado d'Aſti, Ciſterna, Cortanze, Montaſia, e Cortazone tendenti li medemi à rimovere li Sudditi, ed habitanti, come pure li Vaſſalli d'eſſe Terre dall' obligo che à medemi corre di non riconoſcere altri in loro Signore, e Sovrano che V. M. e ſuoi Reali Succeſſori in data li predetti Monitorii delli XXIIJ. Maggio ſcadato, ſotto pretеſto che ſiano ſotto l'immediato Dominio della Santa Sede, e ciò in conformità d'altri Monitorii già preteſi di publicare negl'anni MDCCII. MDCCVII. e MDCCXI. e quantunque l'Eſponente ſia perſuaſo eſſerſi già da V. M. ſufficientemente provviſto in difeſa delle indubitate ragioni, che le competano in detti Luoghi, e Feudi tanto in dipendenza di detto Contado, che d'altri titoli irrefragabili oltre l'antico, & indubitato poſſeſſo comprovato da continuati, e ſucceſſivi atti poſſeſſorii, come reſta notorio con haver laſſato li Reſcritti Cauſarali ſotto li ij. Septembre MDCCII. e ix. Maggio MDCCXI. prohibitivi tanto alli Vaſſalli, che Sudditi, & habitanti in eſſi Luoghi d'abbidire alli detti Monitorii con ſpecifico Precetto à medemi di non dever riconoſcer, ne ubbidire ad altri in qualità di Sovrano Signore, che ad eſſa V. M. e ſuoi Reali Succeſſori ſotto le pene in eſſi Reſcritti cominate, e come meglio dal contenuto in eſſi ſi vede: Tutt'avia, acciò che ſotto pretеſto di' ſudetti aſſerti nuovi Monitorii quantunque evidentemente invalidi, nulli, abuſivi, orrepitii, e ſurrepitii uſſano de'ſudetti Vaſſallè, Sudditi, & habitanti habbia l'ardire di declinare dall'obligo loro Vaſſallitio, e ſuddetale verſo V. M. e far coſa pregiudiciale al Servitio della medema, hà penſato per ogni maggior precautione haver raccorſo da Voſtrà Sacra Real Maeſtà ſupplicandola humilmente degnarſi di dichiarare, come ne'precedenti Reſcritti ſovra riferiti del MDCCII e MDCCXI non haver punto, ne poter li ſudetti aſſerti Monitorii, e qualunque altra proviſione di conſimile natura, come nulli, ſurrepiti, & orrepiti, invalidi, inſuſſiſtenti, & evidentemente abuſivi recar verun pregiudicio alle ſudette ragioni, & eſercitio dell'alto Domi-*

ANNO 1717. *cio, e Sovranità di V. M. meno indurre alcun obligo di non dover riconoſcere in oſſi Feudi, e loro Territorio, ne ubbidire ed alteri in qualità di Sovrano Signore, che V. M. e ſuoi Succeſſori ſotto gravi, e graviſſime pene eſtendio corporali da incorrerſi irremiſſibilmente da Trangreſſori, Dichiarando l'eſecutione da farſi in perſona di riſpettivi Vaſſalli, e Domeſtici loro e per publicatione, & affiſſione di copia alli Albi Pretorii della Città d'Aſti, e di detti Luoghi valere, e che alla copia ſtampata dal Stampatore di V. M. ſi debba preſtar tanta fede, e tanto al proprio originale, il che &c. Il Patrimoniale Generale di V. M. Vittorio Amadeo per grazia di Dio Re di Sicilia, di Geruſalemme, e di Cipro &c. Duca di Savoja, e Monferrato &c. Principe di Piemonte &c. Veduta nella Camera noſtra di' Conti l'alligata ſupplica ſottoſcritta dal Patrimoniale noſtro Generale con li precedenti Reſcritti ivi riferiti, & deſignati; Et il tenor del tutto ben conſiderato: Per le preſenti col parer, & partecipazione d'eſſa Camera dichiariamo, come in detti precedenti Reſcritti del MDCCII. e MDCCXI. non haver potuto, ne potere li aſſerti Monitorii, di cui ſi tratta, e qualunque altra proviſione di conſimil natura, come nulli, ſurrepiti, obrepiti, invalidi, inſuſſiſtenti, & evidentemente abuſivi, vocar verun pregiudicio alle ragioni, & ſiperezio dell'altro Dominio, e Sovranità noſtri, meno indurre alcun obligo alli Vaſſalli, Sudditi de' Luoghi narrati d'ubbidire alli precetti portati da ſudetti Monitorii; Anzi facciamo eſpreſſo proteſto à medeſimi di non dover riconoſcere in quei Feudi, e loro Territorio, ne ubbidire al altri in qualità di Sovrano Signore, che à Noi, e noſtri Reali Succeſſori ſotto gravi, e graviſſime pene eſtendio corporali da incorrerſi irremiſſibilmente da Trangreſſori: Diebiarando l'eſecuzione di quelle da farſi al modo ſupplicato valere, & che alla copia ſtampata dal Stampatore noſtro ſi debba preſtar tanta fede, come al proprio originale. Che tal è noſtra mente. Dato en Torino li trentuno Agoſto mille ſettecento ſedici: Per Sua Maeſtà à relatione di detta Camera: In Torino, Stampato dal Stampatore di S. M. MDCCXVI.*

§. 4. Memorata verò, & plura alia loca variis temporibus à tunc exiſtentibus Epiſcopis Aſten. in feudum conceſſa diverſis perſonis ad eosdem Epiſcopos Aſten. eorumque Menſam Epiſcopalem ex libera, & irrevocabili donatione Imperatorum, Regum, ac Piorum fidelium, aliisque legitimis titulis, non autem ad alium quemcumque ſpectaſſe, & ſpectare dignoſcuntur, ac proindè ambigi, aut inficiari nequeat, quin illa ſub alto, & ſupremo Dominio, ac Superioritate noſtris, & Sanctæ Romanæ Eccleſiæ, non autem dictæ Saecularis Poteſtatis, aut alterius cujuscumque fuerint, ac ſint, & cenſeri debeant; Nec non Feudatarii, Vaſſalli, & Homines eorumdem Locorum nullius alterius, præterquam noſtræ, & dictæ Sedis Superioritati fuerint, ac ſint verè ſubjecti, & quemadmodum ipſi nullum alium in ſupremum Dominum recognoſcere tenentur, vel debent, ita nemini, niſi Nobis, & eidem Sedi licuerit, vel liceat Jura Superioritatis, & Supremi Dominii in Loca, Vaſſallos, & Homines hujusmodi exercere. Nec minùs compertum ſit Romanos Pontifices Prædeceſſores noſtros dictæ Eccleſiæ Aſten. juribus, ac Sedis præfatæ Superioritati, & Dominio hujusmodi tuendis, & conſervandis jugiter intentos, non omniſſe ea à quorumcumque auſibus, & attentatis, ſi quandoque impeti, aut violari contigit, peculiari ſtudio, ac ſolicitudine aſſerere, & vindicare.

§. 5. Satis namque perſpectum eſſe novimus, quod dudum fel. rec. Pius Papa Quintus Prædeceſſor Noſter bon: mem: Emanuelem Philibertum, dum vixit, Sabaudiæ Ducem, ac Pedemontii Principem, qui quædam onera tunc exiſtentibus Feudatariis, & Subditis eorumdem locorum nulliter, & de facto indixerat, poſt præmiſſum Jurium, ac rationum, ſub quorum obtentu idem Emanuel Philibertus Dux ad ejusmodi onerum impoſitionem deveniſſe dicebatur, coram Commiſſario ſpecialiter à prædicto Pio Prædeceſſore ad id deputato, pro parte ipſius Philiberti Ducis deductorum, maturam diſcuſſionem, ac demum comperta eorum inſubſiſtentiâ, rejectionem à cœptis Apoſtolici muneris miniſterio deſiſtere compulerit.

§. 6. Prout etiam notum eſt, quod rec: mem. Paulus PP. V. etiam Prædeceſſor noſter expetitum ſuum, ac Sedis præfatæ Beneplacitum ſuper quadam conceſſione nonnullorum ex præfatis, aliiſque locis dictæ Menſæ Epiſcopalis per bon: mem: Stephanum, dum vixit, Epiſcopum Aſten. bo. etiam mem. Carolo Emanueli dum pariter vixit, ejusdem Sabaudiæ Duci, & Pedemontii Principi titulo permutationis ſub Beneplaciti Apoſtolici hujusmodi reſervatione factâ tanquàm Eccleſiæ, ac Menſæ Epiſcopali Aſten. dumnosl, & præjudiciali, ac ſuperioritatis Sedi præfatæ in illis Locis competenti læſivâ, non modò non conceſſerit, ſed expreſsè, & ſolemniter denegaverit, ſpiamque conceſſionem, ac inſtrumentum deſuper confectum, & in eo contenta quæcumque reprobaverit, annullaverit, & caſſaverit. ANNO 1717.

§. 7. Ac denique ſimilis mem. Alexander PP. VII. itidem Prædeceſſor noſter quoddam Præceptum, ſeu Edictum nomine ejusdem Caroli Emanuelis Ducis die 2. Junii MDCLVIII. evulgatum, in quo ipſe Carolus Emanuel Dux Supremus Dominus aliquot præfatorum Locorum perperam enunciabatur, nullum, & invalidum cum ejusmodi enunciativis, & aſſertionibus declaraverit, quemadmodum in eorumdem Pii, Pauli, & Alexandri Prædeceſſorem Literis; prioribus quidem die VIII. Maii MDLXVIII. & die XIX. Aprilis MDLXIX.; alteris die X. Februarii MDCXII. noviſſimis verò die XX. Auguſti MDCLVIII. in ſimili formâ Brevis deſuper expeditis, quarum tenores Præſentibus pro plene, & ſufficienter expreſſis, ac de verbo ad verbum inſertis haberi volumus, uberiùs continetur.

§. 8. Hinc eſt quod Nos, qui in ſupremo Juſtitiæ ſolio à Domino conſtituti univerſarum Orbis Eccleſiarum ſerimus curam, quique tam illarum, quàm Sedis Apoſtolicæ Jurium aſſertores ſumus, ne in tam apertâ eorum, & Apoſtolicæ auctoritatis oppugnatione, Paſtorali officio noſtro quoquo modo deeſſe videamur, memoratorum Romanorum Pontificum Prædeceſſorum noſtrorum veſtigiis inhærentes, in primis verò præmarrata Monitoria cum omnibus, & ſingulis in eis contentis approbantes, ac confirmantes, & quatenus opus ſit innovantes; Motu proprio, & ex certâ ſcientiâ, ac maturâ deliberatione noſtris, deque Apoſtolicæ poteſtatis plenitudine Edictum, ſeu præceptum præinſertum, & in eo enunciata, & contenta quæcumque cum omnibus, & ſingulis indè ſecutis, & forſan quandocumque ſecuturis penitus, & omninò nulla, irrita, invalida, erronea, damnata, reprobata, inania, & à non habentibus poteſtatem damnabiliter attentata, ac de facto præſumpta, nullíusque roboris, & momenti, vel efficaciæ fuiſſe, & eſſe; ac perpetuò fore, neminemque ad illorum obſervantiam teneri, imò nec a quoquam obſervari potuiſſe, vel debuiſſe neque per illa ullum, vel minimum præjudicium juribus noſtris, & dictæ Sedis, ac Eccleſiæ Aſten. ejuſque Epiſcopis, ac Romanis Pontificibus illarum fuiſſe, vel eſſe, aut inferri potuiſſe, nec ullo unquam tempore poſſe earumdem tenore Præſentium decernimus, & declaramus. Et nihilominus pro majori, & abundantiori earumdem Sedis, & Eccleſiæ Aſten. cautela, & quatenus opus ſit, illa omnia, & ſingula, motu, ſcientia, deliberatione, & poteſtatis plenitudine paribus, harum ſerie damnamus, reprobamus, revocamus, caſſamus, irritamus, annullamus, viribusque, & effectu penitus, & omninò vacuamus, ac pro damnatis, reprobatis, revocatis, caſſatis, irritis, nullis, invalidis, & abolitis viribusque, & effectu penitus, & omninò vacuis perpetuò haberi volumus, & mandamus, ita ut illis minimè obſtantibus jura noſtra, & Apoſtolicæ Sedis, dictæque Eccleſiæ Aſten. ſemper, & omni tempore remaneant, ſint, & ſerventur, ac cenſeri debeant ſarta, tecta, integra, illæſa, & illibata in omnibus, & per omnia quemadmodum erant ante editionem præfati Edicti, ſeu præcepti, cæterorumque præmiſſorum, & perindè ac ſi illa nunquam emanaſſent, nec facta fuiſſent, neque unquam forent, ſeu evenirent.

§. 9. Decernentes ſic, & non aliter in præfatis omnibus, & ſingulis cenſeri, ac per quoscumque Judices ordinarios, & Delegatos etiam cauſarum Palatii Apoſtolici Auditores, ac noſtrum Cameram prædictum, ejusque Officiales quomodocumque nuncupatos, & ejusdem S. Romanæ Eccleſiæ Cardinales etiam de Latere Legatos, & quosvis alios quâcumque auctoritate fungentes, & functuros, ſublatâ eis, & eorum cuilibet quâvis aliter judicandi, & interpretandi facultate, & auctoritate, judicari, & definiri debere, & irritum, & inane, ſi ſecus ſuper his à quoquam quâvis auctoritate ſciemter, vel ignoranter contigerit attentari. Non obſtantibus Conſtitutionibus, & Ordinationibus Apoſtolicis etiam Conciliaribus, nec non Legibus Imperialibus, & Municipalibus, & quatenus opus ſit, noſtrâ, & Cancellariæ Apoſtolicæ regulâ de jure quæſito non tollendo, ac piæ mem: Pii PP. IV. etiam Prædeceſſoris noſtri Conſtitutione de gratis qualecumque intereſſe Cameræ Apoſtolicæ concernentibus in eâdem Camerâ præſentandis, & regi-

ANNO 1717. regiſtrandis, ita ut præſentes Literæ, etiamſi in eâdem Cameræ nullo unquam tempore præſententur, & regiſtrentur, nihilominus valeant, plenamque roboris firmitatem obtineant; necnon dictæ Eccleſiæ Aſten. etiam Juramento, Confirmatione Apoſtolicâ, vel quâvis Firmitate aliâ roboratis, & Conſuetudinibus, Privilegiis quoque, Indultis, & Literis Apoſtolicis eidem Eccleſiæ, illiuſque Præſuli, Capitulo, & quibuſvis perſonis ſub quibuſcumque tenoribus, & formis, ac cum quibuſvis etiam derogatoriarum derogatoriis, aliiſque efficacioribus, efficaciſſimis, & inſolitis clauſulis, irritantibuſque, & aliis Decretis in genere, vel in ſpecie, ac aliàs in contrarium præmiſſorum quomodolibet conceſſis, confirmatis, & innovatis.

§. 10. Quibus omnibus, & ſingulis eorum omnium, & ſingulorum tenores Præſentibus pro plenè, & ſufficienter expreſſis, & de verbo ad verbum inſertis habentes, illis aliàs in ſuo robore permanturis, ad præmiſſorum effectum ſpecialiter, & expreſsè derogamus, cæteriſque contrariis quibuſcumque.

§. 11. Cum autem eædem præſentes Literæ in locis Ditioni prædictæ Sæcularis Poteſtatis ſubjectis nequeant tutè publicari, ut hactenus experientia compertum eſt, & Nobis notorie conſtat, volumus illas ſeu earum exempla ad valvas Eccleſiæ Lateranen. & Baſilicæ Principis Apoſtolorum, nec non Cancellariæ Apoſtolicæ, Curiæque generalis in Monte Citatorio, ac in acie Campi Floræ de Urbe, ut moris eſt, affigi, & publicari, ſicque publicatas, & affixas, omnes, & ſingulos, quos illæ concernunt pergnde arctare, & afficere, ac ſi unicuique eorum nominatim, & perſonaliter intimatæ fuiſſent: Utque ipſarum Literarum tranſumptis, ſeu exemplis etiam impreſſis manu alicujus Notarii publici ſubſcriptis, & ſigillo alicujus perſonæ in Eccleſiaſticâ Dignitate conſtitutæ munitis, eadem prorſus fides tam in Judicio, quam extra illud ubique adhibeatur, quæ eiſdem præſentibus adhiberetur, ſi forent exhibitæ, vel oſtenſæ. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem ſub annulo Piſcatoris die 22. Octobris M. D. ECXVII. Pontificatus noſtri Anno XVII.

Cardinalis F. Oliverius.

CVII.

1718. Juin. *Extrait d'une Bulle du Pape* CLEMENT XI. *qui revoque toutes les graces & conceſſions accordées, par lui & ſes Prédeceſſeurs aux Rois d'Eſpagne, parce que le Roi* PHILIPPE V. *n'en ſeroit pas l'uſage auquel elles étoient deſtinées. Donné à Rome le 4 Juin* 1718. [Bullarium magnum, Edit. Luxemburgic. 1727. pag. 203.]

DAns le Préambule de cette Bulle le S. P. fait l'énumeration des conceſſions de ſes Prédeceſſeurs qu'il a confirmé conſiſtant en permiſſion de manger des œufs & du lait dans le Carême &c. & de lever ſur les Revenus Eccléſiaſtiques un ſubſide de 402. mille ducats &c il continue en ſuivre ainſi.

§. 2. CUM autem inſpectâ omnium memoratarum gratiarum, ac conceſſionum, ut præfertur, factarum; & prorogatarum origine, compertum, exploratumque ſit prædictas quidem indulgentias, & gratias tam ſpirituales, quam temporales, intuitu, & occaſione expeditionis contra Turcas, Mauros, & Saracenos conceſſas fuiſſe; Subſidium itidem annuum quadringentorum viginti millium ducatorum præfatorum ſupradicto Philippo II. Regi pro parandâ, & ſuſtinendâ Claſſe ſexaginta Triremium, nonniſi contra Infideles, Hæreticos, vel Schiſmaticos, & ad Regnorum ſuorum defenſionem educendâ conceſſum, nec niſi cum eisdem, aliiſve Legibus, ſeu conditionibus Orthodoxæ Fidei incrementa pari modo reſpicientibus, tam ipſi Philippo II., quam aliis earumdem Hiſpaniarum Regibus Catholicis reſpectivè prorogatum fuiſſe; Similiter primum Decimam occaſione etiam, & contemplatione expeditionis adverſus eoſdem Hæreticos, & expenſarum pro Chriſtianæ Religionis contra Turcas tuitione conceſſam, & indultam fuiſſe; Ac demum prædictam aſſignationem fructuum unius integri menſis à memorato Urbano factam, & ſubinde ab aliis Romanis Pontificibus Prædeceſſoribus noſtris, imò etiam à Nobis prorogatam fuiſſe cum expreſsâ prohibitione, quod pecuniæ, quæ exinde percipierentur, in alios uſus, quàm Catholicæ Religionis d.f.: fionis, & propagationis, nec non obedientiæ erg: Romanam Eccleſiam conſervationis, pro quibus dumtaxat eo ceſſio ipſa facta fuerat, nullatenus converterentur. ANNO 1718.

§. 3. Verùm, ſicut Nobis non ſine intimo animi noſtri dolore innotuit, prævalentibus apud eumdem Philippum V. Regem eorum conſiliis, qui præterito anno pium, ac generoſum illius animum à præclaris bellis Domini, quæ ipſe antea valido complurium bellicarum Navium, ac Triremium ſubſidio cum immortali nominis ſui laude juraverat, requiter averterunt, fruſtra Nobis reclamantibus, factum ſit, ut etiam hoc anno, quo Turcicum bellum adhuc durat, plurimæ tam terreſtres, quàm maritimæ Militum copiæ, quas idem Philippus V. Rex ingentibus ſumptibus paravit, non quidem adverſus Infideles, ut par fuiſſet, & Nos majori, qua potuimus animi contentione faciendum eſſe pluries ediximus, ſed in alium finem Chriſtianæ Reipublicæ potius infenſum, & damnoſum, illiuſque teterrimis hoſtibus indirectè utilem, & pruficuum, ut omnibus notum eſt, dirigantur. Hinc eſt, quod Nos, ne proventus, & pecuniæ ex prænarratis gratiis, & conceſſionibus provenientes in eumodi cauſam adeò ab iis, quarum intuitu illæ factæ fuerunt, diverſam, nec non à noſtrâ, noſtrorumque Prædeceſſorum mente, & intentione prorſus alienam converti, & erogari unquam valeant, curam omnem, ac ſtudium Pontificiæ providentiæ noſtræ impendere volentes, motu proprio, ac ex certâ ſcientiâ, & maturâ deliberatione noſtris, deque Apoſtolicæ poteſtatis pleditudine, omnes, & ſingulas gratias ſupradictas à Nobis memorato Philippo V. Regi ad ſexennium, & quinquennium reſpectivè prorogatas, ampliatas, & extenſas, ſeu de novo conceſſas, & indultas, ut præfertur, tametſi ſexennium, & quinquennium hujusmodi adhuc durent, expeditaſque deluper omnes, & ſingulas Literas noſtras præfatas, nec non omnia, & ſingula in eis contenta, & expreſſa tenore Præſentium ad noſtrum, & Apoſtolicæ Sedis Beneplacitum ſuſpendimus, ac ſuſpenſa eſſe, & fore decernimus, & declaramus.

§. 4. Decernentes pariter eaſdem præſentes Literas firmas, validas, & efficaces exiſtere, & fore, ſuoſque plenarios, & integros effectus ſortiri, & obtinere, nec de ſubreptionis, vel obreptionis, aut nullitatis vitio, vel intentionis noſtræ, aut præfati Philippi V. Regis, aliorumve quorumlibet intereſſe in præmiſſo habentium, ſeu habere quomodolibet prætendentium conſenſus, aliove quolibet etiam formali, & ſubſtantiali defectu notari, impugnari, infringi, retractari, in controverſiam vocari, aut adverſus illas aperitionis oris, reſtitutionis in integrum, aliudve quodcumque juris, facti, vel gratiæ remedium intentari, vel impetrari, aut impetrato, ſeu etiam motu, ſcientiâ, & poteſtatis plenitudine paribus conceſſo, vel emanato quempiam in judicio, vel extra illud uti, ſeu ſe juvare ullo modo poſſe; ſed ipſas præſentes Literas ab illo, ad quos ſpectat, & ſpectabit in futurum inviolabiliter obſervari: Sicque, & non aliter in præmiſſis per quoſcumque Judices Ordinarios, & Delegatos etiam Cauſarum Palatii Apoſtolici Auditores, ac S. R. E. Cardinales etiam de Latere Legatos, & dictæ Sedis Nuncios, alioſve quoslibet quacumque Præeminentiâ, & Poteſtate fungentes, functuros, & ſublatâ eis, & eorum cuilibet quâvis aliter judicandi, & interpretandi facultate, & auctoritate judicari, & definiri debere, ac irritum, & inane, ſi ſecus ſuper his à quoquam quavis auctoritate ſciemer, vel ignoranter contigerit attentari.

Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem ſub Annulo Piſcatoris die 17. Junii MDCCXVIII, Pontificatus Noſtri Anno Decimo octavo.

F. Card. Oliverius.

CVIII.

Convocation des Etats du Royaume de Suède par la Reine ULRIQUE ELEONORE *avec declaration expreſſe qu'elle renonce au Pouvoir abſolu, communément nommé la* Souveraineté. *A Stokholm le 26. Decembre* 1718. 1718. 26 Dec. 1719. 6 Janv.

NOUS ULRIQUE-ELEONORE, par la Grace de Dieu, Reine de Suéde, des Gots & des Vandales; Grande Princeſſe de Finlande; Ducheſſe de

ANNO 1718. 1719.

Scanie, d'Eſtonie, Livonie, Carelie, Breme, Verden, Stettin, Pomeranie, des Caſſubes, & des Vandales, Princeſſe de Rugen; Dame d'Ingermanie & de Wismar; Comteſſe Palatine du Rhin & de Baviere; Ducheſſe de Juliers, Cleves & Bergue; Landgravine & Princeſſe héréditaire de Heſſe, Princeſſe de Hirchfeld; Comteſſe de Catzenelbogen, Dietz, Ziegenheim, Nidda & Schaumbourg, &c. A nos chers & fidelles Sujets, les Membres des Etats, Comtes, Barons, Seigneurs, Evêques, Nobles, Eccleſiaſtiques, Generaux d'Armée, Bourgeois & Communes des Villes, qui ont leur demeure & habitation dans les Etats de la Domination Suédoiſe, & dans la Grande Principauté de Finlande, Salut & faveur gracieuſe, par le Dieu Tout-puiſſant.

Nous ne pouvons vous laiſſer ignorer à un chacun de vous, que Dieu après avoir viſité notre chere Patrie de pluſieurs punitions & adverſitez, pendant le cours des précedentes années, à cauſe de nos Péchez, vient encore en dernier lieu d'appeſantir ſa main ſur nous, jusques là que ſuivant le Décret immuable de ſon Conſeil éternel, à notre grande douleur & perte, & à celle de toute notre Maiſon Roiale, auſſi bien que de vous tous en général, il lui a plû, par une mort ſubite & imprevue, de nous enlever notre très-honoré & cher Seigneur & Frere, très-puiſſant Roi CHARLES XII. Roi de Suede, des Goths & des Vandales, Grand Prince de Finlande; Duc de Scanie, d'Eſtonie, Livonie, Carelie, Breme, Verden, Stettin, Pomeranie, des Caſſubes & Vandales, Prince de Rugen; Seigneur d'Ingermanie & de Wismar; Comte Palatin du Rhin & de Baviere; Duc de Juliers, Cleves & Bergue &c. en ſon vivant notre très-gracieux Roi & le votre. Et quoique nous ne doutions pas que cet accident déplorable ne vous touche autant que nous, puis que vous ſavez qu'il eſt arrivé dans un tems, où le Roiaume eſt attaqué au dehors, & environné de tous côtez par des Ennemis irritez & puiſſans: & qu'au dedans il eſt tellement affoibli & déchu dans toutes ſes parties par les longues Guerres, & les divers malheurs & inconveniens qui s'en ſont enſuivis, que pour en prévenir de plus funeſtes ſuites & le dernier danger, il ne nous reſte d'autre eſperance qu'en la grande Miſericorde & la Toute-puiſſance de Dieu: Cependant, nous ne devons pas laiſſer abatre entierement nos cœurs & nos mains, mais premierement avec des cœurs ſincères & humiliez prier Dieu tous enſemble, qu'il veuille nous inſpirer, & bénir des Conſeils, qui dans cette triſte conjoncture puiſſent être les plus utiles & les plus ſalutaires à notre chere Patrie; & enſuite dans l'eſperance de la Grace & de la Protection Divine, mettre courageuſement la main à l'œuvre, afin que nos Ennemis puiſſent voir, que nous ne ſommes pas encore entierement abatus, ni deſtituez des moiens de pourvoir à notre défence.

Dans cette ſituation des Affaires, il vous ſera agréable d'apprendre, que touchez d'un ſoin particulier pour vous & pour notre commun Intérêt, la triſte conjoncture du tems ne nous a pas empêché de monter ſans crainte ſur le Trône, qui par la mort de notre très-honoré & cher Frere, ſi fatale pour nous tous, nous eſt échû en conſéquence de notre Droit héréditaire; & qu'au Nom du Seigneur, après avoir imploré ſon ſecours & ſa protection, nous avons deja pris en main les rênes du Gouvernement. Et pour y mieux réuſſir, notre deſſein & notre intention parfaite eſt, par un mouvement de cœur, pour la proſpérité & le bonheur de notre Roiaume & de tous nos fidelles Sujets, comme nous l'avons réſolu en nous-mêmes, & l'avons deja déclaré au Conſeil, & vous le déclarons auſſi par ces Préſentes, d'abolir entiérement ce qu'on appelle la SOUVERAINETE', à laquelle nous renonçons par ces Préſentes, tant pour nous que pour nos Deſcendans & Succeſſeurs à perpétuité. Et au contraire, ſuivant le louable exemple de nos Ancêtres, les glorieux Rois de Suède, qui ont mis le Roiaume & la chere Patrie dans un état floriſſant, nous tâcherons de rétablir le Gouvernement du Roiaume ſur ſon ancien pié; Nous aſſûrant que nous aurons à notre diſpoſition Roiale un pouvoir d'autant plus grand, lorsque nous l'établirons & l'affermirons avec juſtice & avec modération dans le cœur de tous nos fidelles Sujets.

D'un autre côté, nous avons cette confiance en vous tous en général & en chacun de vous en particulier, que comme de bons Suédois & raiſonnables, ſuivant votre ancienne & célebre ſoûmiſſion envers vos Souverains, vous concourerez avec nous dans un ſi louable deſſein, avec fidélité, amour & union, & prierez Dieu ſincérement pour nous; comme auſſi que vous m'aiderez uniquement de conſeil & d'effet à ſoûtenir le fardeau que nous avons pris ſur nous, au Nom du Grand Dieu Tout-puiſſant. Et afin que nous puiſſions avoir occaſion de recevoir vos humbles avis, & de prendre enſemble les meſures les plus convenables ſur la ſituation préſente des affaires importantes du Roiaume, afin qu'intérieurement il puiſſe être fortifié par de bonnes réſolutions qui tendent à ſon rétabliſſement, & qu'au dehors on puiſſe obtenir une Paix ſi déſirée avec nos Ennemis; Nous avons trouvé bon de convoquer nos fideles Sujets & Membres des Etats, pour une Aſſemblée générale des Etats du Roiaume, qui eſt fixée au 31. Janvier prochain. Quoique ce terme ſi court vous cauſe de l'incommodité dans ces tems fâcheux, outre les peines & les défenſes auxquelles cette Aſſemblée expoſera un chacun de vous; c'eſt ce qui eſt neanmoins par diverſes raiſons très-néceſſaire & indiſpenſable, & vous devez l'enviſager comme une choſe qu'il vous faut ſupporter, tant par raport à nous, qu'au Bien public du Roiaume & au vôtre en général.

ANNO 1718. 1719.

A ces Cauſes, Nous ordonnons & commandons très-gracieuſement par ces Préſentes à tous Comtes, Seigneurs, Chevaliers, Vaſſaux & Perſonnes libres, qui ſont parvenus à l'âge de Majorité demeurans dans ce Roiaume, & qui n'auroient aucune raiſon légitime & valable pour s'en diſpenſer, enſuite à tous Evêques & Surintendans, avec deux Perſonnes de conſidération de chaque Conſiſtoire, & un Miniſtre de chaque Juriſdiction; de plus à tous Colonels & leurs Lieutenans-Colonels, qui ſe trouveront chez eux, avec un Capitaine de chaque Régiment, qui n'auront aucun Empêchement légitime, comme auſſi de chaque Ville un Bourguemaître, avec un Conſeiller ou un Bourgeois de conſidération; & enfin un Homme de la Communauté de chaque Juriſdiction: que vous ayez tous à vous trouver ici à Stokholm ledit 31. Janvier, ſans aucune excuſe ni ſubterfuge, avec des Plein-Pouvoirs ſûrs & ſuffiſans de vos Concitoiens qui reſteront chez eux, chacun dans ſa Ville ou Juriſdiction, & chacun ſuivant ſon état pourvû d'habits de deuil convenable dans cette triſte conjoncture; afin que nous puiſſions alors faire l'ouverture de l'Aſſemblée générale des Etats, & vous délivrer à tems à vous tous notre Propoſition gracieuſe, & après une heureuſe fin, vous renvoier tous chacun chez vous. Suivant quoi vous tous en général, & un chacun en la Ville, aurez à vous conformer avec toute obéiſſance. Et nous vous ſommes à tous & à chacun en particulier, affectionnez avec toute la faveur Roiale; vous recommandant de plus à la Protection du Tout-puiſſant. Donné à Stokholm le 26. Décembre 1718.

CIX.

Recès des Etats du Royaume de Suède par lequel, après avoir déclaré la vacance du Trône par la Mort du feu Roi CHARLES XII. *ſans Hoirs mâles, ils éliſent la Princeſſe* ULRIQUE ELEONORE *pour leur Reine avec une clauſe de ſucceſſion Héréditaire en faveur de ſes Enfans & deſcendans mâles à perpétuité &c. Fait à Stokholm le 21 Fevrier 1719.*

1719. 21 Fevrier. 4 Mars.

NOUS les Conſeillers & Etats du Roiaume de Suède, Comtes, Barons, Evêques, Chevaliers, Nobles, Eccléſiaſtiques, Officiers Militaires, Bourgeois & Communes, aſſemblez à Stokholm, tant pour nous que pour ceux qui nous ont députez, ſavoir faiſons: Que puiſqu'il a plû à Dieu, ſuivant ſon Conſeil éternel, de retirer à ſoi notre très-gracieux & très-puiſſant Seigneur le Roi Charles XII. &c., qui a été tué devant Frederichshal, en Norvegue; Nous comme de fideles Etats du Roiaume, avons mûrement peſé & examiné avec toute la circonſpection & tout le ſoin néceſſaire, qui devoit remplir le Trône vacant, ſuivant les Conventions & les Réſolutions des Etats touchant la Succeſſion héréditaire, S. M. de glorieuſe mémoire, n'ayant point laiſſé de Lignée. C'eſt pourquoi étant obligez de rechercher & d'examiner juſqu'où les Deſcendans de la Famille Roiale, qui ſont en vie, peuvent s'attribuer quelque Droit héréditaire à la Couronne; Nous avons trouvé que les Ordonnances touchant

ANNO 1719.

chant le Droit héréditaire des Femmes, ſont toutes fondées ſur le Reglement de l'année 1604. pour la Succeſſion héréditaire, qui contient en termes exprès: Que la Fille d'un Roi ou d'un Prince, qui eſt regardée comme habile à ſucceder à la Couronne, devoit être dans le Célibat, & ne ſe point marier que du Conſentement & de l'Approbation des Etats du Roiaume. Ce qui non-ſeulement a été déclaré & ſtatué de la même maniére, par la Réſolution des Etats en 1627. touchant le Droit des Princeſſes héréditaires du Roiaume, mais auſſi confirmé & fortifié en 1633, & particulierement par la Reſolution des Etats en 1634, en ſorte que la Fille unique du Roi, Guſtave-Adolphe, fut jugée habile à monter ſur le Trône, parce qu'elle n'étoit pas mariée.

Lorſque dans la ſuite le Roi Charles-Guſtave, iſſu d'une Princeſſe mariée hors du Roiaume, fut élevé ſur le Trône, il reconnut par ſa Déclaration de 1650., qu'en cela on lui avoit fait une grande grace & beaucoup d'honneur; & témoigné beaucoup d'affection; ſe nommant dans une autre Déclaration de 1654. un Roi élu. C'eſt pourquoi auſſi les Etats précédens, par la Reſolution de 1650., avoient dit en termes exprès, qu'ils avoient conſenti à ſon Election, non par devoir & par obligation, mais de leur propre & libre volonté, & pour autres raiſons alléguées. Et quoi que le Droit héréditaire fût alors reſtraint aux ſeuls Deſcendans en Ligne Maſculine, il fut néanmoins étendu dans la ſuite juſqu'aux Femmes; mais ſous condition expreſſe: que cela ſeroit conformément à ce qui avoit été arrêté par le Reglement de Noordkopping, touchant la Succeſſion héréditaire: laquelle condition ſe trouve auſſi expreſſément inſérée dans le Teſtament du Roi Charles XI. en 1693; (1) ſavoir, que les Etats du Roiaume confirmeront les Princeſſes héréditaires dans tous les Droits de la Roiauté, ſuivant le ſuſdit Reglement de Noordkopping, touchant la Succeſſion héréditaire, lequel ne s'oppoſe point à leur conſentement & à leur obligation, de ſorte qu'il leur eſt ordonné, & enjoint de maimenir le Droit des Princeſſes héréditaires de la Famille Roïale.

Puis que ſuivant les ſuſdites Conventions & Réſolutions des Etats, touchant la Succeſſion héréditaire, il ne reſte Perſonne de la Famille Roïale, qui puiſſe s'attribuer un Droit héréditaire à la Couronne de Suéde, & y prétendre, ce que S. A. R. la Princeſſe & Landgravine Ulrique-Eleonore a reconnu elle-même, & déclaré dans la Lettre gracieuſe qu'elle nous a écrite, du 31. Janvier de cette année: Nous ſommes par conſéquent en pleine & entiere liberté d'élire un Souverain, qui puiſſe nous conduire & nous gouverner, & à qui nous, qui demeurons dans le Roiaume, devons obéir, pour le ſoutenir, & lui être fidellement attachez. Et comme nous avons conſidéré & peſé avec toute la vénération poſſible; les qualitez inéſtimables, & les Vertus extraordinaires & Roïales, qui brillent dans la Perſonne de S. A. R. la Princeſſe & Landgravine Ulrique-Eleonore, avec un éclat, accompagné de douceur & de bienveillance, auſſi bien que notre Reconnoiſſance reſpectueuſe, des avantages infinis dont le Roiaume a joui avec tant d'honneur & de conſidération, par la célébre adminiſtration; & par les ſoins & l'attachement des Ancêtres de S. A. Roïale, les glorieux Rois de Suéde: A ces Cauſes, Nous les Conſeillers & Etats du Roiaume aſſemblez, acceptons, éliſons & déclarons, tant pour nous que pour nos Compatriotes qui ſont reſtez chez eux; de notre propre & libre volonté & conſidération, S. A. R. la Princeſſe Ulrique-Eleonore, pour Reine de Suéde, des Goths & des Vandales; Grande Princeſſe de Finlande; Ducheſſe de Stanie, d'Eſtonie, Livonie, Carelie, Breme, Verden, Stetin en Pomeranie; des Caſſubes & Vandales; Princeſſe de Rugen, Dame d'Ingermanie & de Wismar; comme auſſi Comteſſe Palatine du Rhin, en Baviere; Ducheſſe de Juliers, de Cleve & de Bergue, &c. & nous l'éliſons Elle & ſes Deſcendans mâles, pour Heritiers du Roïaume de Suéde & des Etats qui en dépendent ou en dépendront, en la même forme qu'il eſt porté par la Réſolution des Etats en l'année 1650., de ſorte qu'Elle & ſes dits Héritiers pourront gouverner le Roïaume, & procurer ſon bien & ſon avantage; & à en éloigner avec toutes leurs forces, ce qui peut tendre à ſon préjudice & à ſa perte.

ANNO 1719.

De notre coté, comme il apartient & convient à de véritables & fidelles Sujets, Nous ſerons de notre mieux, & veillerons que S. M. ſoit fortement maintenue, & lui donnerons des marques de notre fidélité, ſoumiſſion & obéiſſance, par l'aſſiduité de nos ſervices, & en lui fourniſſant tous les ſecours dont nous ſeront capables. Mais ſi le malheur nous arrivoit (ce qu'a Dieu ne plaiſe,) que S. M. vint à décéder, ſans laiſſer de ſes Deſcendans mâles; la Dignité Roïale, en ce cas là, ſe trouvera échue à la libre Election des Etats du Roïaume, ſans que Perſonne, ſous prétexte de Droit héréditaire, ou pour autres Raiſons, puiſſe prétendre à la Couronne & au Roïaume de Suéde.

De plus, nous nous engageons & obligeons, nous & nos Deſcendans, de ne jamais faire aucune Election, ſous quelque nom que ce puiſſe être; tant que notre très-gracieuſe Reine, ou ſes Deſcendans mâles, ſeront en vie; & beaucoup moins de ſouffrir, qu'une telle propoſition nous ſoit faite, ou inſinuée, ſoit dans le tems preſent, ſoit à l'avenir, par aucune autre Perſonne de quelque rang qu'elle ſoit, de deſſein premédité, en paroles ou en actions: Mais lorſque de la maniere ſuſdite l'ordre de la Succeſſion viendra à ceſſer, par le décès de la derniere Perſonne Roïale, (ce que Dieu veuille prevenir,) les Etats ſeront obligez, ſans être convoquez par qui que ce ſoit, de ſe trouver à Stokholm 30. jours apres le décès de la Reine ou du Roi ſon Succeſſeur, pour procéder à une nouvelle Election. Et ſi quelqu'un étoit aſſez mal avifé, & s'oubliot juſqu'à vouloir, avant l'Aſſemblée générale des Etats en conſéquence de quelque engagement particulier, ou de quelque Convention ſecrette, mettre ſur le tapis, ou propoſer quelque choſe, qui tendît à l'Election Roïale pour ſoi ou pour un autre, par où l'on donneroit atteinte à la libre Volonté des Etats; une telle Perſonne ſera regardée par les Etats comme un Perturbateur du Roïaume & du Repos public.

Nous remercions très humblement S. M. de l'averſion juſte & raiſonnable, qu'il lui a plû de témoigner pour le Pouvoir arbitraire & abſolu, dont nous avons éprouvé que les ſuites ont fort préjudicié au Roïaume, & l'ont grandement affoibli, à la ruine irréparable de nous tous en général; de ſorte que Nous les Conſeillers & Etats du Roïaume aſſemblez, aïant fait cette triſte experience, avons réſolu ſerieuſement & d'une voix unanime, d'abolir entierement ce Pouvoir arbitraire ſi préjudiciable. C'eſt pourquoi, nous déclarons par ces Préſentes, que celui qui par des pratiques Secretes, ou à force ouverte, cherchera à ſe revêtir du Pouvoir arbitraire, doit être exclus du Trône, & regarde comme Ennemi du Roïaume. De plus, quiconque d'entre nous, qui ſe laiſſera entraîner à contribuer en quelque maniere que ce ſoit, à introduire de nouveau ce Pouvoir arbitraire, ſera traité & puni ſans aucune grace comme un Traître à ſa Patrie, & aucune Perſonne, tant Eccleſiaſtique que Laïque, ne pourra être revêtue d'aucun Emploi de quelque conſidération que ce ſoit, ni avoir rien à dire dans le Roïaume de Suede, qu'elle n'ait prêté Serment contre ce Pouvoir arbitraire, ſi oppoſé au bien du Païs, conformément au formulaire ſuivant.

Je N. N. promets & jure devant Dieu & ſur ſon St. Evangile, que ni en ſecret, ni en public, ni par moi-même, ni par autrui, ni par conſeil, ni par effet;

(1) Voici cette clauſe: „ Comme les Etats nous deſiré & „ trouvé qu'il convenoit qu'on abolit le Droit d'Election, & „ qu'on établit une Succeſſion Héréditaire & immuable, pour „ l'affermiſſement de la tranquillité dans le Roïaume: Et que „ pour prévenir toutes cauſations à l'avenir, on a jugé à „ propos d'étendre les réſolutions priſes en 1604. & enſuite en „ 1627. 1633. & 1634 en faveur de la Reine Chriſtine & de „ ſes Deſcendans; juſqu'à ordonner, que les femmes ſoient ha„ biles à ſucceder, au défaut de la ligne maſculine.

„ A CES CAUSES, Nous établiſſons & ordonnons. I. Que „ la Ligne maſculine aura toujours la préference dans la Suc„ ceſſion à la Couronne, & dans nos Royaumes héréditaires, „ en la maniére ſuivante. Que le Prince aîné de la Famille „ Royale & ſes Deſcendans mâles ſucceſſivement, & auſſi long „ tems qu'il y aura un heritier mâle, ſera reçû & reconnu „ comme le ſeul & légitime Héritier, ainſi qu'il a été établi „ & ordonné en 1604. ſuivant la diſpoſition Teſtamentaire du „ Roi *Guſtave I.* de glorieuſe Memoire, II. Mais en cas que la „ Ligne Maſculine viendra à manquer, & qu'il n'en reſte aucun, le Droit Héréditaire retombera à la Ligne feminine en „ vertu du ſuſdit ordre établi pour la ſucceſſion. III. Dans le „ ſuſdit cas, nos Filles qui ſeront en vie, ſeront admiſes à la „ ſucceſſion à la Couronne & préférées aux Deſcendans fe„ melles de notre Fils, & premierement l'aînée & ſes Deſcen„ dans mâles, & ainſi de ſuite comme ci-deſſus. IV. Mais s'il „ arrivoit qu'aucune de nos Filles ne fut en vie, & qu'elle „ laiſſât néanmoins des Enfans, en ce cas-là les Deſcen„ dans de notre Fils, en ligne feminine, tant mâles que fe„ melles ſeront preferez, & ainſi ſucceſſivement, en vertu & „ ſuivant la teneur du Teſtament du Roi *Guſtave I.* Pourvû „ qu'on ſe conforme à ce Reglement, & qu'on n'y aporte au„ cun obſtacle, il y a lieu d'eſperer, avec le ſecours de Dieu, „ qu'il n'y aura aucune incertitude ni difficulté touchant la ſuc„ ceſſion à la Couronne.

ANNO 1719. fet ; ni enfin, d'aucune maniere que ſe ſoit, je ne chercherai point à introduire, ni à favoriſer le Pouvoir Roial arbitraire, ou ce qu'on appelle la Souveraineté; mais qu'au contraire je m'y oppoſerai de toutes mes forces, & que je manifeſterai d'abord, tout ce que je pourrai découvrir des deſſeins des Perſonnes qui chercheroient à introduire de nouveau ce Pouvoir dans le Roiaume. Ainſi Dieu me ſoit en aide!

Que ſur cela, il plaiſe à S. M. & à ſes Deſcendans futurs (que Dieu veuille lui accorder en ſa grace) de gouverner le Roiaume, ſuivant la Loi générale, & la forme de Gouvernement, établie & dreſſée par nous les Conſeillers & Etats du Roïaume; nous maintenir dans notre Religion Chrétienne & Evangelique, affermir la Juſtice, & bannir l'Injuſtice, comme auſſi de laiſſer un chacun jouïr tranquillement de ce qu'il poſſede, ſuivant les aſſurances gracieuſes qui nous ont été données par écrit de la part de S. M.

Nous les Etats du Roiaume aſſemblez en cette Ville, remercions auſſi tres-humblement, & avec un profond reſpect S. M. de ce qu'après la mort infortunée du Roi ſon Frere, elle à bien voulu, de concert avec les Conſeillers d'Etat, pourvoir à tout ce que demandoit la ſituation des affaires du Roiaume, qui ne pouvoient ſouffrir aucun délai, & qui demandoient une auſſi grande attention, pour ne point expoſer le Repos du Roiaume dans un tres grand péril, & pour empêcher qu'il ne fût troublé par des mal intentionnez. C'eſt pourquoi, nous déclarons, que nous approuverons entierement, tout ce qu'il a plû à S. M. d'ordonner & de regler dans cette occaſion, &c.

Dieu qui bénit & maintient les Roiaumes & les Souverains, veuille que tout ceci s'éxécute à la gloire de ſon Saint Nom, à l'agrandiſſement de l'Egliſe, au bien & à la louange immortelle de notre très-gracieuſe Reine, auſſi bien qu'à l'avantage & à la proſpérité du Roiaume, & au rétabliſſement de la Paix, &c. Donné à Stokholm le 4. Mars 1719. & ſigné par les Conſeillers, &c.

CX.

18. Août. *Declaratio nullitatis cujuſdam Edicti ſub nomine Senatus in Civitate Taurinen. reſidentis in præjudicium Eccleſiaſticæ libertatis, & Pontificiæ auctoritatis nuper promulgati, cum illius damnatione, revocatione, caſſatione, & abolitione.* [Bullarium magnum, Tom. VIII. pag. 208. Edit. Luxemburgic. 1727.]

CLEMENS PAPA XI.

Ad perpetuam rei memoriam.

AD Apoſtolatus noſtri notitiam, non ſine ingenti animi Noſtri mœrore, pervenit ſub nomine Senatus in Civitate Taurinen. reſidentis, ultra tot, tantaſque alias Eccleſiæ, ac Sedi Apoſtolicæ in illis partibus à Sæculari poteſtate illatas injurias, noviſſimè prodiiſſe quoddam Edictum Typis impreſſum, ac nomine Secretarii Ordinarii ejuſdem Senatus ſubſcriptum tenoris, qui ſequitur, videlicet. *Il Senato di S. M. in Torino ſedente. Il deſiderio, che hà ſempre avuto S. M. di mantenere la tranquillità ne ſuoi Stati, e di prevenire tutto ciò, che poteſſe turbarla, vien'ad eccitar unevamente la noſtra particolare attenzione, perche in vista d'un fine ſi ſalutare, & in conformità anche delli uſi già pratticati non ſi laſci eſeguire alcuna provviſione precedente da fuori Stato, ſia Bolla, Breve, ò altrà, ſenza che prima ci ſia preſentata, per accertarſi, ſe vi ſi contenga coſa alcuna contraria, ò pregiudiciale agl' Indulti, Prerogative, e Diritti, ſi ſuoi, che della Corona, e de Sudditi, ad effetto, che quelle di dette provviſioni, che non ſaranno ritrovate contrarie, ò pregiudiziali, come ſopra, abbino le loro pronta, e ſpedita eſecuzione: E per le altre all'oppoſto ſi poſſa procedere a quante ſi conviene, e particolarmente per le procedenti da Roma avviſarne la M. S. per rappreſentare à Sua Santità, & quanto all'altre adoperare i mezzi opportuni A qual fine per ſuo Regio vigliato delli 13. Giugno corrente, ci hà eſpreſſamente incaricati di far publicare il noſtro Manifeſto, acciò ſappia ogn'uno l'obbligo ſuo, com'anco di ſervirci de' mezzi della Podeſtà Economica, e Politica in odio de Contraventori ſecondo l'eſigenza de' caſi. In eſecuzione di che ſi notifica ad ogni perſona di qualſivoglia grado, e condizione, niuna eſcluſa, ne riſervata, che chiunque averà ottenuto, ò verrà ad ottenere Bolle, Brevi, Reſcritti, ò altre proviſioni procedenti da fuori Stato, non poſſa, ni debba farle eſeguire, ſenza che prima ſiino ſtate preſentate per le cauſe ſovra eſpreſſe à queſto Senato, & dichiaratoſi dal medemo non aver coſa in contrario, Il che ſi farà dal Senato con ogni prontezza per tutte quelle di dette proviſioni, che non ſaranno contrarie agl' Indulti, Prerogative, e Diritti della Corona, e de' Sudditi, ò che non ſi ritroveranno eſſere ſtate ſurrettiziamente ottenute, e che in caſo contrario ne darà immediatamente avviſo alla M. S. affine di rappreſſentare come ſopra à Sua Santità per le proviſioni di Roma, & adoperare quanto alle altre, i rimedii opportuni. Ammoniamo à tal' effetto, & eſortiamo tutti, e ciaſcheduno degl' Eccleſiaſtici, ed eſpreſſamente inlhiamo a' Secolari, Prefetti, Giudici, Podeſtà, Nodari, Segretarii, Siudici, e Conſiglieri de' Luoghi, e Communità, ed à chi ſia altro di non dare, ni permettere l'eſecuzione di dette proviſioni, nemo eſſeguirle, autenticarle, ò altrimente prevalerſene, ſalvo che vedino la dichiarazione ſuddetta di queſto Senato, quale l'accorderà ſenza difficoltà, ritardo, ni ſpeſa alcuna ſù la preſentazione, che ſarà fatta di dette proviſioni, da chi le averà impetrate, ò per parte d'eſſa; Dichiarando, che in caſo contrario ſi procederà in odio di tutti, e ciaſcheduni i Contraventori con li mezzi della Podeſtà Economica, e Politica, ò altrimente, ſi, e come li caſi eſiggeranno, e che ſarà ſpedente per la tranquillità publica; & per l'eſatta oſſervanza degl'uſi predetti. Mandiamo perciò, ed eſpreſſamente commandiamo à detti Giudici, Podeſtà, Sindici, Conſiglieri, e Segretarii delle Communità di dar' avviſo di dette contravenzioni, cioè quanto alla Provincia di Torino al Segretario Ordinario di queſto Magiſtrato, & quanto alle altre à reſpettivi Prefetti, quali Prefetti incarrichiamo d'eſeguire gl' ordini Noſtri ſotto pena della privazione de' loro impieghi, incapacità d'averne altri, & da ſcudi cento d'oro al Fiſco di S. M. applicandi à quali pene incorreranno anche li Giudici, Podeſtà, Segretarii, e Nodari, e riſpetto a' Sindici, e Conſiglieri, quella di ſcudi cinquanta d'oro, e dal carcere per meſi tri, ed eziandio altra maggiori arbitraria ſecondo i caſi riſpetto à tutti. Dichiarando la publicazioni, ed affiſſioni di queſto da farſi all' Albo Pretorie di cadauna Città, Terra, e Luoghi valer, come ſe foſſe à cadauno perſonalmente eſiguita, & che alla copia ſtampata dallo Stampatori Regio ſi gli debba preſtare tanta fede, come al proprio Originale. Dat. in Torino li venti Giugno mille ſettecento diecinove: Per detto Eccellentiſſimo Reale Senato: Il Segretario Ordinario del medemo: In Torino, ſtampato nella Stamparia Regia 1719.*

§. 1. Cum autem nimiùm evidens ſit, nec quiſquam inficiari valeat ex præfato Edicto, & in eo contentis graviſſimum Eccleſiaſticæ libertati, ac Pontificiæ noſtræ auctoritati vulnus infligi, adeoque illa a Nobis æquo animo ferri, aut diſſimulari minimè poſſe; Hinc eſt, quod Nos ex commiſſi Nobis divinitus Paſtoralis muneris debito, Eccleſiæ, atque hujus Sanctæ Sedis jura ab ejusmodi ſcandaloſis auſibus, quantum Nobis ex alto conceditur, ſarta, tectaque, atque illibata tueri, & conſervare, cupientes, omniumque & ſingulorum, quæ ejusdem Edicti, quod non alio, quàm illud penitùs, & omninò damnandi, & reprobandi animò Præſentibus inſerendum duximus, ſeu in eo contentorum occaſione quovis modo acta, & geſta fuerunt, ſeriem, cauſas, & circumſtantias, etiam aggravantes, aliave quæcumque, etiam ſpecificam, & individuam mentionem, ac expreſſionem requirentia, Præſentibus pro plenè, & ſufficienter expreſſis, & ſingillatim ſpecificatis habentes: Motu proprio, ac ex certâ ſcientia, & maturâ deliberatione noſtris, deque Apoſtolicæ poteſtatis plenitudine, Edictum præinſertum, ac quæcumque in eo contenta, cum omnibus, & ſingulis inde ſecutis, & forſan quandocumque ſecuturis penitùs, & omninò nulla, invalida, injuſta, reprobata, damnata, inania, temeraria, & à non habentibus poteſtatem damnabiliter attentata, ac de facto præſumpta, nullíusque omninò roboris, & momenti, vel efficaciæ eſſe, & ab imo fuiſſe, ac perpetuò fore, neque illa à quoquam obſervari poſſe, vel potuiſſe, adeòque nec ullum fratum facere, vel feciſſe, ſed perinde, ac ſi nunquam emanaſſent, nec facta fuiſſent, pro non extantibus, & non factis perpetuò itidem haberi debere, tenore Præſentium declaramus; & nihilominùs ad majorem, & abundantiorem cautelam, & quatenùs opus ſit, illa omnia, & ſingula, prout etiam quæcumque alia præ-

ANNO 1719. præmiſſorum occaſione in præjudicium libertatis, & immunitatis, & juriſdictionis Eccleſiaſticæ, ſeu Apoſtolicæ auctoritatis quovis modo emanata, edita, acta, geſta, & perpetrata, cum omnibus pariter inde ſecutis, & quandocumque ſecuturis, harum ſerie damnamus, reprobamus, revocamus, caſſamus, irritamus, annullamus, abolemus, viribusque, & effectu penitùs, & omnino vacuamus, ac pro damnatis, reprobatis, revocatis, caſſatis, irritis, nullis, invalidis, & abolitis, viribuſque, & effectu penitùs, & omnino vacuis ſemper haberi volumus, & mandamus.

§. 2. Decernentes easdem præſentes Literas, & in eis contenta quæcumque, etiam ex eo quod prædicti, & alii quicumque in præmiſſis intereſſe habentes, ſeu habere quomodolibet prætendentes cujusvis Status, Gradus, Ordinis, Præeminentiæ, & Dignitatis exiſtant, ſeu alias ſpecificâ, & individua mentione, & expreſſione digni, illis non conſenſerint, nec ad ea vocati, citati, & auditi, cauſæque, propter quas præſentes emanarint ſufficienter adductæ, verificatæ, & juſtificatæ non fuerint, aut ex aliâ quâlibet, etiam quantumvis juridicâ, & privilegiata causâ, colore, prætextu, & capite, etiam in Corpore Juris clauſo, nullo unquam tempore de ſubreptionis, vel obreptionis, aut nullitatis vitio, ſeu intentionis noſtræ, vel intereſſe habentium conſenſus, aliove quolibet, etiam quantumvis magno, & ſubſtantiali, ac inexcogitato, & inexcogitabili, individuamque expreſſionem requirente defectu notari, impugnari, infringi, invalidari, retractari, in controverſiam vocari, aut ad terminos juris reduci, ſeu adverſus illas aperitionis oris, reſtitutionis in integrum, aliudve quodcumque Juris, facti, vel gratiæ remedium intentari, vel impetrari, aut impetrato, ſeu etiam motu, ſcientiâ, & poteſtatis plenitudine paribus conceſſo, vel emanato quempiam in judicio, vel extra illud uti, ſeu ſe juvare ullo modo poſſe, Sed ipſas præſentes Literas ſemper firmas, validas, & efficaces exiſtere, & fore, ſuoſque plenarios, & integros effectus ſortiri, & obtinere, ac ab omnibus, & ſingulis, ad quos ſpectat, & pro tempore quandocumque ſpectabit, inviolabiliter, & inconcuſſe obſervari, Sicque, & non aliter in præmiſſis per quoſcumque Judices Ordinarios, & Delegatos, etiam Cauſarum Palatii Apoſtolici Auditores, ac Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinales, etiam de Latere Legatos, & præfatæ Sedis Nuncios, alioſve quoslibet quâcumque præeminentiâ, & poteſtate fungentes, & functuros, ſublatâ eis, & eorum cuilibet quâvis aliter judicandi, & interpretandi facultate, & auctoritate, judicari, & definiri debere, ac irritum, & inane, ſi ſecus ſuper his à quoquam quâvis auctoritate ſcienter, vel ignoranter contigerit attentari. Non obſtan. præmiſſis, ac Apoſtolicis, & in Univerſalibus, Provincialibusque, & Synodalibus Conciliis editis generalibus, vel ſpecialibus Conſtitutionibus, & Ordinationibus, & quatenus opus ſit, Noſtrâ, & Cancellariæ Apoſtolicæ Regulâ de jure quæſito non tollendo; Legibus quoque etiam Imperialibus, & Municipalibus, nec non quibusvis etiam juramento, confirmatione Apoſtolica, vel quâvis firmitate aliâ roboratis Statutis, & Conſuetudinibus, etiam immemorabilibus Privilegiis quoque, Indultis, & Literis Apoſtolicis præfatis, & aliis quibusvis perſonis etiam ſpeciali mentione dignis, ſub quibuscumque verborum tenoribus, & formis, ac cum quibusvis etiam derogatoriarum derogatoriis, aliiſque efficacioribus, efficaciſſimis, & inſolitis Cauſulis, irritantibuſque, & aliis Decretis, etiam motu, ſcientia, & poteſtatis plenitudine paribus, ac conſiſtorialiter, & alias quomodolibet in contrarium præmiſſorum conceſſis, editis, factis, ac pluries iteratis, ac quantiſcumque vicibus approbatis, confirmatis, & innovatis.

§. 3. Quibus omnibus, & ſingulis etiamſi pro illorum ſufficienti derogatione de illis, eorumque totis tenoribus ſpecialis, ſpecifica, expreſſa, & individua, ac de verbo ad verbum, non autem per clauſulas generales idem importantes, mentio, ſeu quævis alia expreſſio habenda, aut aliqua alia exquiſita forma ad hoc ſervanda foret, tenores hujusmodi, ac ſi de verbo ad verbum, nihil penitus omiſſo, & formâ in illis traditâ obſervatâ exprimerentur, & inſererentur, præſentibus pro plene, & ſufficienter expreſſis, & inſertis habentes, illis alias in ſuo robore permanſuris, ad præmiſſorum effectum hac vice dumtaxat ſpecialiter, & expreſsè derogamus, & derogatum eſſe volumus, cæteriſque contrariis quibuscumque.

§. 4. Cùm autem eædem præſentes Literæ in ſupradictâ Civitate Taurinen., aliiſque locis Sæculari poteſtati earumdem partium ſubjectis nequeant tutè publicari, ut hactenùs experientiâ compertum eſt, & Nobis notorie conſtat, prout harum ſerie declaramus, volumus illas, ſeu earum exempla ad valvas Eccleſiæ Lateranenſis, ac Baſilicæ Principis Apoſtolorum, nec non Cancellariæ Apoſtolicæ, Curiæque Generalis in Monte Citatorio, & in Acie Campi Floræ de Urbe, ut moris eſt, affigi, & publicari, Sicque publicatas, & affixas omnes, & ſingulos, quos illæ concernunt, perinde arctare, & afficere, ac ſi unicuique eorum nominatim, & perſonaliter intimatæ fuiſſent; utque ipſarum Literarum tranſumptis, ſeu exemplis etiam impreſſis, manu alicujus Notarii publici ſubſcriptis, & ſigillo perſonæ in Eccleſiaſticâ dignitate conſtitutæ munitis eadem prorſus fides tam in Judicio, quam extrà illud, ubique adhibeatur, quæ eiſdem præſentibus adhiberetur, ſi forent exhibitæ, vel oſtenſæ. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem ſub Annulo Piſcatoris die XVIII. Auguſti MDCCXIX. Pontificatus Noſtri Anno decimo nono.

F. Card. Oliverius.

ANNO 1719.

CXI.

Ratification und Beſtättigung der durch Ihro Römiſch Kayſerlich. und Cathol. Mayeſt. CARL den VI nach Innhalt dero jüngſtthin unterm 27 May itzo abrüſtenden Jahrs publicirten Patenten da hier in Wien zum nutzen und frommen ſeiner Königreichen/ Staaten und Erblanden zu errichtenter Commercium-Compagnie/ unter dem titul und nahmen einer Käyſerl. Privilegirten Orientaliſch.n Compagnie ſo wohl zu Waſſer/ alß auch zu Lande/ wie nicht weniger zu errichtung allerhand manufacturen. S. Käyſerl. Mayeſt. geſtatten mehr gedachtee Compagnie ihr eigenes Wappen/ deſſen ſie ſich ſo wohl zum Juſtegel als auch flaggen auf ihren Schiffen bedienen mögen Der Deputirten/ ſo die dißige adminiſtration führen werden/ ſollen 15. an der zahl ſeyn/ worunter ein Director/ und zwey Aſſiſtenten mit begriffen nach der dahier vorgeſchriebenen Verordnung. Die Einlag einer jeden Acre beſtehet in tauſend gulden/ und ſeynd die Ausländer ſo wohl/ als Inwohner/ und Unterthanen ſelbige an ſich zubringen befugt. Geben in unſer Haupt- und Reſidentz Stadt Wien/ den 29 Monats-tag Decembris/ nach Chriſti unſers lieben Herrn und Seeligmachers gnadenreicher Geburt im 1719. unſerer Reiche des Römiſchen im 9. deren Hiſpaniſchen im 17. deren Hungariſchen und Bohemiſchen auch im 9. Jahr. [Tiré des Archives de la Chancellerie Imperiale de la Cour à Vienne.] 29 Dec.

C'eſt-à-dire,

Confirmation & Ratification de Sa Majeſté Imp. & Cathol. CHARLES VI. *ſur ſes Lettres d'Octroi accordées le 17. Mai précedent pour l'Etabliſſement d'une Compagnie de Commerce à Vienne en faveur de tous ſes Royaumes, Etats & Pais hereditaires, ſous le nom & Titre de* COMPAGNIE IMPERIALE PRIVILEGIE'E POUR LE COMMERCE D'ORIENT tant par Mer, que par Terre; *comme auſſi pour l'Etabliſſement de toutes ſortes de Manufactures. L'Empereur accorde à cette Compagnie des Armes, dont elle pourra ſe ſervir dans ſon Sceau, & dans ſes Pavillons. Le nombre de ſes Deputez Adminiſtrateurs eſt fixé à quinze, y compris*

ANNO 1719.

le Directeur, & deux Aſſiſtans ſelon l'ordre preſcrit. Le prix de chaque Action eſt de mille florins & il eſt permis aux Etrangers, comme aux Sujets naturels, de les acquerir. Donné à Vienne dans Notre Reſidence le 29 de Decembre l'an de Notre Seigneur 1719. de Nos Regnes, ſavoir de l'Empire Romain le 9. d'Eſpagne le 17. de Hongrie & de Boheme le 9.

ANNO 1719.

Wir Carl ꝛc.

(Meiſter Titel)

BEkennen demlich mit dieſem Brief und thun kund aller männiglich / daß bey uns die Privilegirte Orientaliſche Compagnie mit mehrern allerghorſamſt vor- und angebracht / was maſſen dieſelbe / nach deme ſie ſich mit das Commercium gegen Orient / nach Innhalt unſerer jüngſthin ſub dato Luxemburg den 27. May ietz abrollenden Jahrs / derentwegen vorläuffig publicirter Patenten und darinn allergnädigſt hierzu verliehener Privilegien / mittelſt Göttlichen Beyſtands angefangen und fort zu führen / bereits in eine Societät und Gemeinſchafft eingelaſſen / vor allen dingen erforderlich zu ſeyn befunden / ein und andere herſtlame Geſetze und Ordnungen zuverfaſſen / wo durch nicht allein eine aus ſo vielen Gliedern beſtehende Geſellſchafft in beſtändiger einigkeit und gutem vernehmen unter an ander erhalten / ſondern auch das gantze werk in gebührender Ordnung geführet / allen künfftigen Unternehmungen maaß und richt-ſchnur geſetzt / und dardurch der angezielte allgemeine nutzen und die wohlfahrt dieſer Compagnie erreicht werden möchte. Geſtalten dan auch nach reifen der Sachen überlegung / bereits ein gewiſſer Societäts-Contract / oder in verſchiedentlichen Artikuln beſtehendes pactatum aufgerichtet worden wäre / zu welchem als einem beſtändigen fundamental-geſetz und Regul dieſer Compagnie nicht allein ſie Anfangere und erſte Inter ſſentes ſich cum renunciatione omnium exceptionum freywillig und aufs kräfftigſte verbunden haben wollen / ſondern auch alle diejenigen / ſo ſich künfftig hin dieſer Geſellſchafft ein zu verleiben belieben tragen möchten / auf keine andere / als auf eben dieſe conditionen zu mit-Intereſſenten angenommen und conſtituirt werden ſollten: und dahero aller unterthänigſt gebehten / daß Wir als regierender Römiſcher Käyſer / König auch Herr und Landsfürſt in Oeſterreich / ihnen nebſt benennung eines Capo oder Protectoris / welches ja thun zwar die Compagnie ſchon für ſich ſelbſten / krafft unſerer berührter Patenten wohl befugt wäre / hierm falls aber aus beſſrer bevorſehen fur daß erſtenahl Unſern allergnädigſten Zuſpruch ſich gänzlich unterwürffig machen wolte / nun mehro auch obangeregte ihre neu-verfaßte Statuten allermildeſt anzu ſehen und für genehm zu halten gnädigſt geruhen wollten.

Wan wir dann gnädigſt angeſehen ſolch allerunterthänigſte bitte / benebens auch die geborſamſt vorgebrachte Statuten / vorläuffig durch die in Commercien-Sachen ſubdelegirte und ſo dan bey Unſerer authoriſirten Hof-Commercien-Commiſſion feſtſtl mit allem fleiß überlegen laſſen / von dieſer letztern auch uns hier über bereits der gehorſamſte Vortrag in ſo weit beſchehen / daß vorderſt zwar die baldige benennung eines höchſtnöthigen Capo / dem negotio dieſer Compagnie einen guten Vorſchub geben wolden Wiederholte Statuten aber eigentlich derjenige Contract ſeyn / nach welchem die manipulation dieſes Compagnie negotii eingerichtet und geführet werden müſſe / obnedem auch ſchon vorhin die mehreſte Puncten / nach mehr ermeldten Unſern gnädigſten Patenten gar wol genommen und abgefaſſet worden wären:

Als haben Wir demnach mit wolbedachtem Muth / gutem Rath und rechtem wiſſen eingangs ermeldter Orientaliſchen Compagnie die ſonderbahre gnad gethan / und mehrbesagterſelben gemeinſchafftliche Statuten / als regierender Römiſcher Kayſer / König / Erz-Hertzog und Landsfürſt zu Oeſterreich der geſtalten allergnädigſt approbirt / ratificirt und beſtättet / wie ſolche von wort zu wort hiernach folgen / und alſo lauten.

I.

Sollt dieſes Negotium unter dem Nahmen Unſerer Kayſ. Privilegirten Orientaliſchen Compagnie und dem hernachfolgend zur eigentlichen erkäntnis mit farben vorgeſtellten Wappen / oder hiernach formirten Inſiegel geführet werden / nicht allein aber und fürnemlich in Waaren / welche hierunter zu Land und auf der Donau in das Türkiſche Gebiech und von dannen wie vorhi herauf zu bringen / ſondern auch in Manufacturen / Fabriquen / und allen andern Commercien / wohin und wornnen nur immer / nach innhalt und conceſſion Unſers vorbeſagt unterm Dato Luxemburg den 27. May ietz abrollenden 1719. Jahrs allergnädigſt ergangenen Patents / auch nach gut befinden der hiernach conſtituirten Deputation etwas nützliches unternommen werden kan / beſtehen / obangeregtes Societäts Wappen oder Sigill aber ſoll ſeyn / mit nahmen ein runder zur unteren halbſcheid ſchwartz-oberen helffte Gelb- oder Goldfarber ſtral / rechtwerts an zweyen aufrecht Kreutzweiſe über ein ander geſtellten Schiffandern ruhend / dann ſchrags nach denen vier ecken ausgebreitet ein rohtes Burgundiſches Kreutz / in deſſen Oberſten gelb- oder gold-färbigem Winckel in der Mitte / Unſer Kayſerl. ſchwartzer doppelter Reichs-Adler mit beeder ſeits rohte aus-geſchlagenen jungen und hoch aus-geſammten flügeln / auf deſſen haupt das Oeſterreich. Hertz ſchildlein oder Wäpplein mit der Silbernen zwergſtraſſen in rohten feld / auch oben her mit dem Erz-Hertzog-hut geziert / dann ſchwarz-gerad unterhalb im mittlern ſchwartzen Winkel unſere Kayſerl. Nahmens buchſtaben C VI. goldfärbig erſcheinen thun: als dann ſolch ietzt beſchriebenes Wapen von uns hiemit aller gnädigſt beſtättet iſt / auch hierinnen ordentlich gemahlet zuſehen / welchen ſie Privilegirte Orientaliſche Compagnie ſich deſſelben auf allen ihren zur unteren helffte ſchwartz- oberen halbſcheid aber gelb- oder gold-farb-führenden fahnen / flaggen und Eſtandarden zu Waſſer und zu Land / oder wo es ſonſten von nöthen und beliebig ſeyn dörffte / inſonderheit aber in dem gewöhnlichen Societäts-Inſigel / mit beygefügter umbſchrifft Sigillum Cæſareæ Privilegiatæ Societatis Commerciorum Orientalium. Aller Orten und enden künfftighin uberzeug frey öffentlich ſolcher geſtalten procuriren und gebrauchen ſolle / könne und möge von allermännigluch unverhindert.

II.

Das ober-Directorium und haupt-Comtoir ſoll allhier in Unſerer Reſidenz-Stadt Wien ſeyn und gehalten werden / unter ſelbigem auch alle andere Comptoirs / Magazinen / Hæfäme / Fabriquen und was immer der Compagnie zugehörig ſeyn mag / ſtehen / alle rechnungen dahin abgelegt werden / ſämbtlicher mit Gott verhoffender gewinn hierſelbſt zuſammen fliehen und die behörige repartitiones an die Intereſſenten gemacht werden.

III.

Iſt die einlags-quota / Actio / Antheil oder wie mans ſonſten benennen will / ein tauſend gulden Rheiniſch / alhiesig Unſerer Kayſerl. currentmung / dabey auch frey gelaſſen / ob ein oder mehr Perſonen / oder eine gantze communität dieſe quotam zuſammen ſchieſſen und ſich intereſſiren wollen / mehr aber / als eine unter der Compagnie Sigill und unterſchrifft nach innhalt des bald folgenden Art. 12. ausgefertigten recognition ſoll darüber nicht / auch nur auf einen nahmen oder communität erhalten werden.

IV.

Soll allen und iden Inn- und Ausländern / von was Stand und Conditon ſelbige ſeyn mogen / inſonderheit aber Unſeren Kayſerl. und des Reichs-Inſaſſen / auch Königl und Erz-Hertzoglichen Vaſallen und Erb-unterthanen freyſtehen / innerhalb ſechs Monahten von dem zu Ende geſetzten Dato an zu rechnen / in dieſe Compagnie mit einzutreten / und und obangeſetzte ein tauſende gulden Rheiniſch eine einlags quotam / oder antheil an ſich zu bringen / nach verfloſſener ſolcher zeit aber / ſoll vor der im hernach kommenden Art. 8. conſtituirten Deputation das weitere beliberet werden / wie hoch eine ſolche Einlage oder Actio nach beſchaffenheit deren umbſtänden und des verführenden fortgangs dieſes negotii zu taxiren ſeyn möchte. Wohin gegen denen gleich anfangs ſich eingelegten / und vor der erſten Wahren-expedition mit würcklicher geſchehener zahlung bereits incorporirten Intereſſenten zu einer billigen ergötzlichkeit ſolches anſtehenden erſten hujandi hiemit erlaubet wird / ihre dermahlige einlagen zu allen zeiten / doch nicht ehender / als bis die Compagnie mehrere Capital an ſich wird ziehen / à pari zureguliren / das iſt / noch ein mahl ſo viel quoten oder antheile / als ſie gegenwärtig in der Compagnie beſitzen / zu nehmen / und vor iede die bloſſen 1000. fl. ohne den geringſten anſchlag oder erhöhung zuerlegen.

V.

Dieſe Einlagen können zwar an andere cedirt und verhandelt / niemahls aber aufgekündiget / oder heraus genommen werden / wie ſich denn dieſe Geſellſchafft auch bey einer mit der Ottomanniſchen Pforte erfolgenden Ruptur / die doch der Höchſte lang verhüten wolle / nicht trennen / ſondern nach innhalt Unſers vorbeſagt allergn. digſten Patents continuiren ſolle / es würde dan durch allgemeinen Schluß derer ſämbtlichen Intereſſenten ein anders reſolvirt.

VI.

Demnach man bey dergleichen Geſellſchafften bloß allein rem & sortem, keines weegs aber Perſonal præerogativen oder dignitäten conſideriren / noch einiger Intereſſent für dem andern etwas mehreres paſſagen zu haben prætendiren kan / alſo ſoll es auch in dieſer Compagnie gehalten werden / und bey denen General zuſammenkünfften und berathſchlagungen derſelben / aller Stand / Würde / und Anſehen bey ſeite geſetzt / bloß nach denen unſtim ſtimmen verfahren / und dieſe ohne unterſcheid des Standes / allemal in derjenigen ordnung / nach dem ein ieder Intereſſent ſich mit ſeiner Einlage früher oder ſpäter unterſchrieben hat / folgender geſtalt colligiret werden / nemblich / wer mit 1 zu bis 5000. fl. eingelegt / oder an ſich erhandelt hat / ſoll nicht mehr / als eine ſtimme: wer 10000. fl. eingelegt / zwey / wer 20000. fl. angelegt / drey / über

ANNO 1719.

über dieſe; drey ſtimmen aber keine mehe haben/ wann er auch um viel gröſſerem quanto Intereſſiret wäre.

VII.

Von dem nächſt Göttlicher hülffe verhoffenden Gewinn ſoll ebenfalls ein jeder Intereſſent ohne diſtinction pro rata ſeiner einlage partheyen/ anfänglich aber nicht ehender / als nach denen zweyen erſteren Jahren eine austheilung gemacht / als denn auch gebührend überlegt werden/ wie viel eigentlich in re partenti die beſchaffenheit und allgemeine Wolfahrt der Compagnie zu laſſen wird/ nach welchem Zweck man auch künfftighin bey austheilung ſolchen gewinns ſich alle mahl wird zu richten haben.

VIII.

Weilen unmöglich iſt / das werck in corpore zu adminiſtriren/ ſondern beſſerer ordnung halber / die Directeurs erklehen wenigen Perſonen anvertraut/ und ſolches die gantze Compagnie repræſentirendes Collegium mit genugſamer authorität und Vollmacht verſehen werden muß; als iſt man auch deſſalls ſchlüſſig worden/ aus der Zahl deren ſämbtlichen Intereſſenten einen Ausſchuß oder Deputation von fünffzehn Perſonen: worunter ein Directeur nebſt zweyen Aſſiſtenten mit begriffen ſeyn ſoll / per majora vota zuerwehlen / ſelbigem die völlige adminiſtration zu übergeben/ und ſolche erſte Deputation unter gegenwärtigen Statuten in einem eigenen hierzu verfertigten Buch/ ihrer Ordnung nach mit nahmen zuſpecificiren.

IX.

Jetzt ernelbter Deputation ertheilen alſo ſie dermahlige Intereſſenten hiemit und in krafft dieſes ſtatuti vollkommene Macht und Gewalt/ das gantze Negotium nach ihrem beſten wiſſen / können und vermögen zu zurichten und fort zu führen / der Compagnie wohlfahrt / nutzen und angelegenheiten / wie und wo es immer erforderlich ſeyn mag / ſteiffig zubefordern / die nöthigen Factores und Bedienten aufzunehmen / und in allen vorfällen mit ſolcher Authorität und Plenipotenz zu thun und zu handeln / als wann jedesmahl die ſämbtliche Compagnie in corpore zugegen wäre/ und alles was von obgedachter Deputation beſchloſſen / unternommen und verrichte wird / ſoll von denen ſämmtlichen Intereſſenten / deren ſelben Erben und Ceſſionarius ietzt und zu ewigen zeiten approbirt und genehm gehalten werden.

X.

Mehr erwehnte Deputation ſoll wenigſtens alle 14. tage einmahl nach erheiſchender Nothdurfft / und auf erſuchen des Directoris aber auch öffters in dem allhieſigen Hauptt Comptoir ſich verſammlen / dasjenige ſo von ſelbem vorgetragen wird / wohl berathſchlagen / die vota hier über bloß nach der anzahl derer perſonen / und nicht wie vorgedacht ſub Art. 6. bey General-zuſammenkunfften in abſicht auf die einlagen / colligiren / das Concluſum nach denen meiſten ſtimmen ablaſſen / ſo wol die propoſition / als den Schluß durch einen der anweſenden Deputirten / deren wenigſtens ſieben zu gegen ſeyn müſſen / ordentlich Protocolliren und ſolches Protocoll durch den Erſt in der Ordnung anweſenden Deputirten / dem das Protocollum ein ſelbſt unterſchreiben laſſen.

XI.

Was ſolcher geſtalten trefflich überleget und reſolviret worden / ſoll zu nächſter beſchleunigung der Sachen dem ſchon im Art. 8. angeregten Directori ad executionem überlaſſen / ſelbiger zu verwaltung ſeines Ambts von mehr erwehnter Deputation vermittelſt eines förmlichen Decrets authoriſirt und inſtruirt / wegen ſeines billigen emolumenti und anderer conditionen ein ordentlicher contract aufgerichtet / und zur täglichen aſſiſtentz / zwey derer Deputirten zugegeben werden / mit welchen er ſich in current ſachen berathſchlagen / wichtige Vorfallenheiten aber vorhero der ſämbtlichen Deputation vortragen / und ihren willen und meynung darüber vernehmen ſoll.

XII.

Jetz gedachter Directeur ſoll auch im Nahmen der Compagnie überhaubts die firma haben/ die gantze correſpondentz führen / dieſe und was ſonſten zu expediren vorfallen mag / mit ſeinem Nahmen unterzeichnen und mit der Compagnie Inſiegel fertigen/ die nöthigen verordnungen über all hin ergehen laſſen/ und zu dem ende ſo wol das allhieſige General- als alle andere Comptoirs / ſambt der Caſſa / Magazinen / Fabriquen / und was immer der Compagnie zugehörig / mit denen ſämbtlichen darzu erforderlichen Factoren / Officianten und bedienten unter ſeiner direction ſtehen und ihme ſubordinirt ſeyn Was aber die für die einlagen ertheilende Recognitiones betrifft / ſollen ſelbige nicht allein auf ietz bemeldte art gefertiget / ſondern auch durch den das geld empfangenden Caſſier mit unterzeichnet werden.

XIII.

Damit nun die ſämbtliche Intereſſenten ein deſto völligeres Vertrauen haben können / daß alles mit gebührendem Eyfer / aufrichtigkeit und verſchwiegenheit zum beſten der Compagnie dirigirt und verwaltet wird / ſoll nicht allein die Deputation nebſt dem Directore eydliche Angelobung thun / ſondern auch Factores / Buchhalter / Caſſier und ihres gleichen bedienten in behörige Eyd und pflicht genommen werden.

XIV.

Die glieder oftterwehnter Deputation ſollen / wann keine wichtige urſach in contrarium vorhanden / drey jahr lang bey ſolcher Function und Ehren-Stelle gelaſſen: Da aber einer mit tode abgehen / oder reſigniren ſolte / deſſen platz alſo bald mit einem andern in Commercien- und Kauffmanniſchen affairs-Sachen wolerfahrnen tüchtigen ſubjecto aus denen übrigen Intereſſenten durch die gewöhnliche und Art. 9. regulirte vota majora erſetzet / ſolche Wahl auch dem Protocollo gebührend einverleibt / ſonſten aber nur alle drey Jahr die Deputation erneuret werden Was aber den Directorem anbetrifft / iſt ſolcher hierunter nicht zuverſtehen / ſondern nachdem eine Convention mit ihme getroffen werden / nachdem wird derſelbe auch ſein Ambt länger oder kürtzer zuverwalten haben.

XV.

Alle Jahr ſoll ein ordentlicher Bilanz verfertiget / zwey oder dreyen gliedern der Compagnie / ſo die ſämbtlichen Intereſſenten durch die gewöhnliche Majora unter ſich ſelbſten hierzu ausdrucklich erwehlen mögen / vorgezeiget / ſolchen auch die freyheit gelaſſen werden / die richtigkeit und übereinſtimmung dieſer Bilanz mit denen Büchern und ſcripturen zu nehmen der gantzen Compagnie zu recognoſciren.

XVI.

Nachdem auch der inhalt wiederholt-Unſers allergnädigſten Patents dahin gehet / daß dieſe Privilegirte Orientaliſche Compagnie ſich ein Caput oder Oberhaupt erwehlen / und ſolches Uns zur allergnädigſten genehmhaltung vorſchlagen möge / ſo ſolle auch dieſes künfftig hin jederzeit die Deputation ſich ihre erſte und fürnehmſte ſorge ſeyn laſſen / und aus unſerm Käyſerl. hohen Miniſterio eine dergeſtalt characteriſirte Perſon hierzu erwehlen / welcher es an genugſamer Authorität und Anſehen nicht fehlen möge / die Compagnie aller Orten zu ſchützen und derſelben angelegenheiten nöthigen falls Uns / als ſupremo Protectori allerunterthänigſt vorzu tragen.

XVII.

Weilen bey einem ſolchen weitläuffigen werck unmöglich iſt / gleich anfangs alles vorzu ſehen / ſondern viele Ordnungen erſt mit der zeit ſich geben / und aus dem fortgang der ſachen erlernet werden müſſen / ſo ſolle auch hiemit vorbehalten ſeyn / gegenwärtige Statuten nach gut befinden und mit allgemeiner bewilligung der gantzen Compagnie zu erweitern / zu ändern / und ferner dienliche verordnungen denſelben hin zu zufügen.

XVIII.

Und zum Beſchluß iſt ſonderbahr nothwendig zu ſeyn erachtet worden; nicht allein über dieſen Contract und fundamental-Statutum der Compagnie / ſondern beneben über all dasjenige / was etwan ins künfftige daran vernehret / geändert / darzu oder davon abgethan werden dörffte / vorderſt unſer allerhöchſte ratification und genehmhaltung / inmaſſen dieſelbe nunmehro über vorberührte Statuta hiemit in gnaden erfolget / allerunterthänigſt aus zu würcken / thuen dahero das auch / approbiren / ratificiren und beſtätten ſolches alles / wie vorſtehet / aus Römiſch. Käyſerl. König- und Erz-Hertzoglicher Macht vollkommenheit / hiemit wiſſenblich in krafft dieſes Brieffs / alſo und dergeſtalt / daß ſolch ihr Unſerer Privilegirten Orientaliſchen Compagnie obinſerirtes fundamental-Statutum in allen ſeinen Articuln / Puncten / Clauſulen / Inhalt / Meinung und Begreiffungen / nicht allein / wie es an ietzo beſchaffen / ſondern auch / was etwan ins künfftige daran mit allgemeiner einwilligung der Compagnie vernehret / geändert / darzu oder davon abgethan werden dörffte / jederzeit durchgehends bey Würden und Kräfften ſeyn und bleiben / dar ob als ob ſolches innen höchſt verbundlichen Fundamental Geſetz und Regul allerdings veſtiglich gehalten werden / ſich auch deſſen ſie ſämbtliche Compagnie zu ihrer gemeinſchafftlichen vorſorge und gutem aufnehmen / in allen begebenheiten gantz ruhiglich gebrauchen / erfreuen / gebrauchen und genieſſen ſolle / keine und möge / von allermänniglichen unverhindert.

Gebiethen darauf allen und jeden Unſern nachgeſetzten Hoch- und Niederen Landes-Obrigkeiten / Geiſt- und Weltlichen / jetzig und künfftigen Unſeren Stadthaltern / Land-Marſchallen / Landes-Hauptleuthen / Prælaten / Grafen / Frey Herrn / Rittern / Knechten / Hauptleuthen / Burgvoimen / Vitzthumen / Pflegern / Verweſern / Burggrafen Land-Richtern / Bürgermeiſtern / Richtern / Räthen und gemeinden aller Orten und

ANNO 1719. enden/ wo dieſe unſere Privilegirte Orientaliſche Compagnie ſich bishero in Negotium zu extendiren bemüht iſt/ wie auch der Soldatesca/ was hoch und niedern beſtalts/ und unter denen Nahmen Zoll/ Dreyſſigſt/ Auffſchlags und dergleichen Einnahmen/ denenſelben Gewahrſamben/ Auffſehern und ſonſt allen andern Unſerm Anbefehlen/ Ungehorſam und gethanen/ was Würden/ Stands/ Condition/ oder Weſens ſie ſeyend/ hiemit gnädigſt und wollen/ daß ſie mehrgedachte Orientaliſche Compagnie/ bey vorſtehend ihren neu verfaßten Effectu/ auch dieſer unſerer hierüber beſtättigten allergnädigſten Approbation/ Notification/ und beſtättung/ allerdings unperturbirt bleiben/ Sie auch deſſelben als ihres ordentlichen Fundamental-Geſetzes und verbindlicher Regul dasjenige gänz ruhiglich freuen/ gebrauchen und genieſſen laſſen/ darbey in allen vorfallenheiten von unſer wegen/ über all kräfftiglich assistiren und handhaben/ darum nicht hinderen noch beſchweren/ weder das jemands anderm zu thun geſtatten/ in keine weiß noch weeg/ als lieb einem jeden ſeye/ unſere ſchwere ungnad und ſtraff zu vermeyden. Das meynen wir ernſtlich/ mit urkund dieſes brieffs/ beſiegelt mit unſerm Kayſer-Königem Erb-Herzoglich anhangenden Inſiegel der geben iſt in unſerer Haubt- und Reſidenz-Stadt Wien den 20. Monats-tag Decembris nach Chriſti unſers lieben Herrn und Seeligmachers gnaden-reicher Geburt im 1719. Unſerer Reiche des Römiſchen im . deren Hiſpaniſchen im 17. deren Hungariſchen und Böhmiſchen auch im 9. Jahr.

Ad mandatum Sacræ Cæſareæ & Catholicæ Majeſtatis proprium.

CXII.

1720. 2 Avril. *Armiſtitium per Mare ſervandum inter* CAROLUM VI *Romanorum Imperatorem Regemque Catholicum, necnon* LUDOVICUM XV. *Franciæ,* GEORGIUM *Magnæ Britanniæ &* VICTOREM AMADEUM *Sardiniæ Reges ab unâ &* PHILIPPUM V *Hiſpaniarum Regem ab altera parte; ſub exp eſſa tamen reſervatione eorum quæ, forſan, diſſimili modo per Præfectos Bellicos in Sicilia pacta erunt. Datum Hagæ Comitis die 2 Aprilis* 1720. [Tité de la Chancelerie de la Cour de Sa Majeſté Imperiale & Catholique.]

CUm ſua Majeſtas Catholica Tractatum Londini 20. Auguſti 1718. ſignarum, per omnia pure, ac ſimpliciter, & abſque ulla reſervatione, vel reſtrictione acceptaverit, & Miniſtri Plenipotentiarii Chriſtianiſſimæ, Britannicæ, & Catholicæ Majeſtatum, vi Mandatorum ipſis impertitorum. 29°. Februarii Armiſtitium per Mare ſignaverint, quod Armiſtitium Miniſter Plenipotentiarius Majeſtatis ſuæ Cæſareæ, deficientibus ad id Plenipotentiarum Tabulis, una cum illis non ſubſcripſit, ideoque ſupradicti Miniſtri ſcripto declaraverint, ſeſe cum nominato Cæſareo Miniſtro ejusmodi Armiſtitium per Mare abſque mora, quamprimùm ipſe tale Mandatum receperit, pariter ſubſcripturos eſſe. Quandoquidem autem has Plenipotentiarum Tabulas Dominus Comes à Windiſchgraz modo obtinuit, & Dominus Marchio de Beretti Landi pari Mandato munitus, & de intentione Regis ſui ſatis inſtructus eſt, uti & pariter Miniſter Plenipotentiarius ſuæ Majeſtatis Regis Sardiniæ interea Plenipotentiarum Tabulas, ad ſignandum Armiſtitium per Mare accepit. Nos infraſcripti ſuæ Cæſareæ, Chriſtianiſſimæ, Britannicæ, Catholicæ, & Regis Sardiniæ Majeſtatum Miniſtri Plenipotentiarii concluſimus, prout hisce concludimus, Armiſtitium per Mare inter alteſatas Majeſtates, & nominatim, quod concernit Portus ſuæ Majeſtatis Cæſareæ, tam in Adriatico (qui communiter Litoralia Auſtriaca vocantur) quam in Mediterraneo, & Oceano: quæ mox dicta ſuſpenſio armorum, quamprimum fieri poterit, in iis Locis, ubi id è re eſſe judicabitur, publicanda erit, atque Subditorum viciſſim Navigationes, & Commercia abſque omni interruptione, vel moleſtiâ eundem in modum, quo ante belli hujus initium exercebantur, penitùs reſtituentur. Ad evitandam autem omnem controverſiendi, aut contendendi rationem, quæ ob reſtitutionem Navium, Mercium, & reliquorum Bonorum mobilium, ab unâ parte alteri, poſt ſignatam tam hanc Conventionem, abreptorum, forſitan exoriri valeret.

Nos infraſcripti ſuarum alteſatarum Majeſtatum Miniſtri Plenipotentiarii declaramus omnes Naves, Merces, & reliqua Bona mobilia, quæ una Pars alteri auferre poſſet, in Mari Britannico, Baltico, & Boreali poſt duodecim dierum terminum, qui à die ſignatæ præſentis Conventionis currere incipiet, poſt ſex ſeptimanas verò a Mari Britannico, Baltico, & Boreali uſque ad Promontorium S. Vincentii, poſt decem hebdomadum ſpatium inter dictum Promontorium & Lineam æquinoctialem, vulgò Æquatorem, tam in Mari Oceano, quam Mediterraneo, & Adriatico: finaliter demum poſt ſex Menſes in qualicumque Mari ultrà dictam Lineam æquinoctialem, abſque ullâ exceptione, vel ulteriori diſtinctione temporum locorumque, ab una & altera parte reſtituenda eſſe, eo ſemper ſenſu, quod recenſiu modo termini à dato hujus Conventionis tantummodo inter ſuam Majeſtatem Cæſaream, & ſuam Majeſtatem Catholicam, atque inter ſuam Majeſtatem Catholicam, & Regem Sardiniæ initium ſumere debeant, ex eo quod concluſum inter ſuam Majeſtatem Chriſtianiſſimam, Britannicam, & Catholicam Armiſtitium à die 29. Februarii, utpotè die Subſcriptionis, jam inceperit.

ANNO 1720.

Quandoquidem verò ſua Majeſtas Cæſarea ſupremo Exercitûs ſui in Sicilia Præfecto Comiti à Mercy ad tractandam, cum Marchione de Leede, ſuæ Majeſtatis Catholicæ ibidem Belli Duce, armorum ſuſpenſionem, uti & ad tranſigendum ſuper omnimodâ Regnorum Siciliæ, & Sardiniæ evacuatione facultatem concedit, & ſua Majeſtas Britannica pariter Claſſis ſuæ Præfecto Equiti de Byngh mandavit, ut cum ſuæ Majeſtatis Catholicæ Miniſtris, Militum Præſidibus, & Rei Maritimæ Præfectis ſuſpenſionem armorum concludat, expreſſe declaramus, quod præſens Conventio omninò nihil poterit mutare, diminuere, aut derogare illis Conditionibus, & Articulis cujuscumque naturæ ſint, quos dictus Comes à Mercy, aut nominatus Eques de Byngh, per aliquam forſan Conventionem cum Marchione de Leede, Miniſtris, Militum Præſidibus, & Rei Maritimæ Præfectis Majeſtatis ſuæ Catholicæ concluſerint, quæ dicta Convenuo Comitis à Mercy, aut dicti Equitis de Byngh, per totum in ſuo vigore, ex integro conſervabitur.

In quorum fidem Nos Cæſareæ, Chriſtianiſſimæ Britannicæ, Catholicæ & Regis Sardiniæ Majeſtatum Miniſtri Plenipotentiarii, vigore Mandatorum hinc inde exhibitorum, præſentem Conventionem manibus noſtris ſubſcripſimus, ſigillisque noſtris communivimus, promittentes, quod Ratificationum Tabulæ alteſatarum Majeſtatum debitâ formâ confectæ intra ſpatium duorum Menſium, aut citiùs ſi fieri poterit, commutabuntur. Actum Hagæ Comitum, die ſecundâ Aprilis Anni milleſimi ſeptingenteſimi vigeſimi.

LEOPOLDUS Comes à WINDICCHGRAZ.

(L. S.)

FLEURIAU DE MOLVILLE.

(L. S.)

JA DAYROLLE.

(L. S.)

Marques de BERETTI LANDI.

(L. S.)

J. B. DESPINE.

(L. S.)

CXIII.

CAROLI VI. *Romanorum Imperatoris Auguſtiſſimi, ac Regis Hiſpaniarum Catholici, Ceſſio, Tranſlatio, & Extraditio Regni Sardiniæ, cum ejus ſupremo Regio Dominio, ad & in* VICTOREM AMADEUM *Regem Sardiniæ ac Ducem Sabaudiæ pro ipſo & ſuis hæredibus Maſculis &c. Actum per Commiſſarios Plenipotentiarios ad ea deputatos* 8 Août.

ANNO 1720. *tor Callari die* 8. *Auguſti* 1720. ACCEDIT *Plenipotentia* CAROLI *Cæſaris in Arce Luxemburg, data die* 12. *Junii, & Acceptatio ſea Ratificatio Sereniſſimi Regis. Data Taurini* 24. *Auguſti* 1720 [Copie venue de la Cour, du Roi de Sardaigne, & communiquée par un des Miniſtres de Sa Majeſté.]

VIctor Amé par la Grace de Dieu Roi de Sardaigne, de Chypre & de Hieruſalem, Duc de Savoye, de Montferat d'Aoſte, de Chablais & de Genevois, Prince de Piemont & d'Oneille, Marquis d'Italie, de Saluces, de Suſe, d'Ivrée, de Ceve & du Maro, d'Oriſtagno & de Seſane, Comte de Murienne, de Geneve, de Nice, de Tende, & de Romont, d'Aſt, d'Alexandrie, & de Goſſiano, Baron de Vaud & de Fauſſigni, Seigneur de Verceil, de Pignerol & de Tarentaiſe, de la Lomelline & de la Valſeſia, Prince & Vicaire perpetuel du St. Empire en Italie, à tous ceux qui ces Preſentes verront ſalut. Ayant vû l'Acte de Ceſſion & de Remiſſion, fait par Mons. le Prince d'Ottoiano, D. Joſeph de Medicis de Toſcane, des Grands d'Eſpagne, Duc de Sarno &c. au nom de notre très cher & tres amé Frere l'Empereur des Romains, en qualité de ſon Commiſſaire Plenipotentiaire, muni du Pleinpouvoir neceſſaire de l'Iſle & Royaume de Sardaigne & Dependances, & d'Acceptation de Louïs des Portes Seigneur de Coinſin, Colonel d'un de nos Regimens d'Infanterie, & Lieutnant-Marechal dans nos Armées, en notre Nom, & en qualité de notre Commiſſaire Plenipotentiaire, en vertu du Pleinpouvoir que nous lui en avons donné, de ladite Iſle & Royaume de Sardaigne & Dependances, duquel Acte, la teneur s'enſuit.

Nos D. Joſeph de Medicis de Hetruria, Princeps de Ottoiano ex Proceribus Hiſpaniarum, Dux de Sanno, Campi Venuſti Dominus, & in Regno Neapolitano unius Militiarum Cohortis Ductor, & in hac parte Commiſſarius & Plenipotentiarius a ſua Majeſtate Cæſarea & Catholica, ſpecialiter Deputatus, tenore Præſentium notum facimus: Cum in Tractatu Pacificationis inter Sacram Cæſaream Catholicam Majeſtatem, nec non inter Chriſtianiſſimum & Magnæ Britanniæ Reges die 2 Auguſti anni 1718 Londini inito inter cætera conventum fuerit, ut quando Hiſpaniarum Indiarumque Rex Philippus V. Sardiniæque Rex dicto Tractatui intra tempus ſtatutum accederent, Regnum Sardiniæ ſuæ Majeſtati Cæſareæ Catholicæ a Rege Hiſpaniarum Philippo V. reſtitui, id ipſum Regnum verò, cum ab eo dependentibus à ſua Majeſtate Cæſarea modo dicto Sardiniæ Regi, pro ſe ſuisque Hæredibus & Succeſſoribus maſculis in dicto Tractatu nominatis illico cedi, ac in ejus ſupremum Regium Dominium transferri debeat. Porro uterque modo præfatus Rex dicto Pacificationis Tractatui Londinenſi ſubinde intra præfixum & reſpectivé de communi contrahentium conſenſu prorogatum terminum acceſſerit, quod nos nomine ac vice ſuæ Majeſtatis Cæſareæ Catholicæ vigore ſpecialis Mandati Commiſſionis, ac Plenipotentiæ a ſuâ Majeſtate nobis clementiſſimæ conceſſæ, cujus tenor in fine præſentis Actus legitur, præfatum Regnum & Inſulam Sardiniæ, unâ cum ſuis annexis, connexis & dependentibus, & eo pertinentibus, Sacræ Majeſtati Regis Sardiniæ, Cypri, Hieruſalem &c. Ducis Sabaudiæ & Montiſerati &c. & Pedemontium Principis &c. in vim & executionem dicti Tractatus Londinenſis, pro ſe, ſuisque Hæredibus & Succeſſoribus maſculis, ad manus Domini Ludovici Deſportes Domini de Coinſiri, unius ſuarum Legionum Tribuni, Locumtenentis Mareſchalli, in ſuis Exercitibus & ſui Regii Commiſſarii hic præſentis & acceptantis, pro ſua Sacra Regia Majeſtate Regis Sardiniæ & ſuis Hæredibus & Succeſſoribus prædictis ad acceptandum hocce Regnum plena poteſtate muniti, prout ex tenore ejus Mandati, pariter in fine hujus Actus appoſiti conſtat, per hunc ſolemnem Actum in perpetuum cum pleno, ſupremo, & abſoluto Dominio, & omni jure regio cedimus, tradimus, & abdicative transferimus, declarantes propterea abſolutos, prout vigore præſentis Actus abſolvimus omnes Regni Ordines, à quocumque fidelitatis & ſubjectionis Juramento, ſuæ Majeſtati Cæſareæ præſtito, cum aſſertione perdictum Dominum Ludovicum Deſportes, nomine ſuæ Majeſtatis Regis Sardiniæ facta, quod idem Rex Sardiniæ, libenti animo confirmabit, & obſervabit, prout vigore præſentis Actus confirmat Leges, Privilegia, & Statuta, Regni prædicti, eodem modo & forma, quibus obſervabantur, & reperiebantur in uſu, tempore Dominationis ſuæ Majeſtatis Cæſareæ, hocceque Ceſſionis, Traditionis, ac Tranſlationis prout & Acceptationis Actus, intra ſpatium duorum Menſium, aut citius ſi fieri poterit, à ſua Majeſtate Cæſarea Catholica, ſuaque Majeſtate Regia Sardiniæ ratihabebitur, & Ratihabitionis Inſtrumenta mutuo extradentur. Datum Callari die octava Menſis Auguſti, anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo, præſentibus Dominis Archi-Epiſcopo Collariaenſi Bernardo de Carmena & Penſa, Marchione de Albis, & Eſſio Esquirro reſpective primis vocibus Brachiorum Eccleſiaſtici, Militaris, & Realis.

Il Principe d'Ottoiano Plenipotentiario e Commiſſario di S. M. Cæſarea Catholica.

Deſportes Commiſſaire Plenipotentiaire.

(L. S.) (L. S.)

Nous ayant agreable le ſusdit Acte de Ceſſion, de Remiſſion, & d'Acceptation, & un chacun des Points qui y ſont contenus, avons icelui accepté, aprouvé, ratifié, & confirmé, acceptons, aprouvons, & confirmons, & le tout prometons en foi, & parole de Roi, garder & obſerver inviolablement, ſans aller, ni venir au contraire, directement ou indirectement, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu en quelque ſorte, ou maniere que ce ſoit; En temoin de quoi nous avons ſigné ces Preſentes de notre main, icelles fait contreſigner par le Marquis del Borgo Secretaire de notre Ordre, & notre Miniſtre & premier Secretaire d'Eſtat, & à icelles fait appoſer le Sceau de nos Armes. Donné à Turin ce 24. d'Aouſt 1720; & de notre Regne le ſeptieme. Signé.

V. AMADEO

Contreſigné DEL BORGO.

L. S.

Plenipotentiarum Tabulæ a ſua Majeſtate Cæſarea conceſſæ Principi de Ottaiano, pro receptione & remiſſione reſpectivæ Inſulæ & Regni Sardiniæ.

NOs Carolus Sextus divina favente Clementiâ electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, Germaniæ, Hiſpaniæ, utriusque Siciliæ, Hieruſalem, Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæque Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ & Wirtembergæ, Comes Habſpurgi, Flandriæ, Tyrolis, & Goritiæ &c. vigore Præſentium notum teſtamurque facimus univerſis quorum intereſt, aut intereſſe quandocumque poteſt; quod Nos Illuſtri & Magnifico Domino Joſepho de Medicis de Hetruria Principi Ottaiano, e Proceribus Hiſpaniarum, Duce de Sarno, Campi Venuſti Domino, & in Regno noſtro Neapolitano unius militiarum Cohortis Ductori, poteſtatem plenam fecerimus, prout vigore Præſentium facimus, ut is nomine ac de mandato noſtro Regnum Sardiniæ nobis a Rege Catholico Philippo V. vi Tractatus Londini die 2. Auguſti Anni 1718. initi, ac ſubinde à præfato Rege die 17. Februarii nuper ſolemniter acceptati reſtituendum, & cedendum eb eo, vel iis qui ad id a memorato Rege Catholico facultate debita munitus, vel muniti fuerint, in ſuas manus ac poteſtatem, atque in ſupremum Regium noſtrum Dominium, cum omnibus fideliſſimis Regni Ordinibus, univerſisque, tam Eccleſiaſticis, quam civilibus & militaribus Subditis, ac Vaſſallis recipiat, eosque omnes, & ſingulos, poſtquam ii prius a Juramento, Fide, ac Subjectione Regi Catholico forte antea præſtitis abſoluti fuerint, in noſtram poteſtatem ac tutelam reaſſumat, fidemque no-

ANNO 1720. noſtram de conſervandis earum Juribus, Statutis, ac Privilegiis interponat. Quod ubi peractum fuerit, poteſtatem ac facultatem ſupra eidem collatam, ulterius extendimus, & ampliamus, mandantes, ut Regnum, Ordines, Subditos & Vaſſallos, denique Incolas ejusdem omnes, & ſingulos cujuscunque Sexus, Dignitatis, Status, & conditionis ſint a fide & jurameoto nobis præſtito quantocius abſolvat, & pro abſolutis promulget, dictumque Regnum, ac jam iterum memoratos Regni Ordioes Subditos, & Vaſſallos nemine excepto, eo modo, & formâ ac in præcitato Tractatu Londinenſi cautum, ac proviſum eſt, in manus, poteſtatem ac ſupremum Dominium Sereniſſimi, ac Potentiſſimi Principis Victorii Amedei Sardiniæ Regis, Ducis Sabaudiæ, & Pedemontium Principis, pro ſe ſuisque Hæredibus maſculis, & Succeſſoribus, de manu in manum tradat, jusque omne quod in dictum Regnum nobis competit aut competit, in præfatum Sardiniæ Regem, aut eum vel eos, qui ab eo ad id poteſtatem habent, ſub expreſſa tamen reſervatione, Regni Regnicolarumque Jurium, Statutorum ac Privilegiorum, cedat, & tranſferat, denique ea omnia agat, præſtet, & perficiat, quæ ipſi nos in hocce ſolemni Receptionis, Ceſſionis, ac Tranſlationis Actu agere, præſtare, ac perficere poſſumus, aut præſtare vigore ſæpius citati tractatus Londinenſis tenemur, voleotes, ac mandantes, ut præfatus Commiſſarius noſter, ſuper hujusmodi Receptionis, Ceſſionis, ac Tranſlationis Actu pluta Inſtrumeota ſolemnia in perpetuum rei monumentum, & fidem confici jubeat, eorumque alterum nobis reſervet, alterum Regni Sardiniæ & tertium ipſis Regni Ordinibus extradat, verbo Cæſareo, Regio, atque Archi-Ducali pro nobis, heredibus, & ſucceſſoribus promittentes, Nos ejusmodi a Commiſſario noſtro in Regem Sardiniæ, factam Ceſſionem, ac Regni Tranſlationem pro ſe, ſuisque Hæredibus, & Succeſſoribus maſculis, qui in ſæpius repetito Tractatu Londinenſi nominatim exprimuntur pro rite, valideque facta habituros: ac perpetuo agnituros, nullum amplius jus, vel actiones in præfatum Regnum, unquam eſſe præſenſuros, quibus utpote virtute hujus Ceſſionis ac Tranſlationis, in perpetuum abdicamus, ac pro caſſatis, abdicatis, & abolitis, habere declaramus, in quorum fidem, Præſentes manu noſtra ſubſcripſimus, atque appenſo noſtro Sigillo, communiri fecimus. Dat. in Arce noſtra Laxemburgi, die duodecima Menſis Junii, anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo, Regnorum noſtrorum Romani nono, Hiſpaniarum decimo ſeptimo, Hungarici vero, & Bohemici decimo.

CAROLUS

Phil. Lud. Comes a Sinzendorf.

Ad mandatum Sacræ Cæſareæ & Catholicæ Regiæ Majeſtatis proprium Johannes Bnol Sacr. Rom. Imp. Eques.

CXIV.

1722. 9. Juin. *Aſſertio Juris Sanctæ Sedis Apoſtolicæ in Regnum Siciliæ, Hieruſalem & Terræ citra Pharum per inveſtituram ejusdem Regni factam* CAROLO VI. *Romanorum Imperatori à SS. D. N. D. Innocentio Papa XIII.* [Bullarium magnum, Tom. VIII. pag. 467. Edit. Luxemburgic. 1727.]

INNOCENTIUS EPISCOPUS.

SERVUS SERVORUM DEI.

Ad perpetuam rei memoriam.

INſcrutabili illius, per quem Reges regnant, & Legum conditores juſta decernunt providentia, ad Supremi Apoſtolatus faſtigium, meritis licet imparibus evecti, ſicuti ſpiritualibus Dominici Gregis Nobis divinitus commiſſi utilitatibus, atque incrementis promovendis, jugi ſtudio, aſſiduisque laboribus incumbere non deſimmus, ita etiam oculos mentis noſtræ ad temporalia Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Sponſæ noſtræ ac Sedis Apoſtolicæ Jura ſarta tecta tuenda, & præſertim Regnorum, ac Dominiorum, quæ ad illam pertinent proprietatem, debitamque ſubjectionem conſervandam convertere, iiſque more Romanorum Pontificum Prædeceſſorum noſtrorum opportuna ratione conſulere compellimur, prout io Domino expedire arbitramur. ANNO 1722.

§. 1. Dudum ſiquidem fel. rec. Julius Papa II. Prædeceſſor noſter Regnum Siciliæ, & Hieruſalem, cum tota Terra quæ eſt citra Pharum, usque ad confina Terrarum Sanctæ Romanæ Eccleſiæ, Civitate noſtra, tunc ſua Beneventana cum ejus Territorio, & pertioentiis dumtaxat excepta, ad jus & proprietatem ejusdem Eccleſiæ pertinentia, & tunc ad ipſum Prædeceſſorem, & dictam Eccleſiam devolutum, quovis modo, & ex quavis cauſa illud ad eamdem Eccleſiam devolutum eſſet; aut alias ejus diſpoſitio ad prædictum Prædeceſſorem pertineret, cum omnibus juribus, & Pertineotiis ſuis clar mem. Ferdinando Aragoniæ, & utriuſque Siciliæ, ac Hieruſalem Regi pro ſe, ſuisque in dicto Regno Aragoniæ Succeſſoribus, & Hæredibus tam maſculis quam Fœminis ea eo recta linea deſcendentibus, certo tunc expreſſo modo natis, & naſcituris, in Feudum perpetuum pro annuo cenſu, & ſub diverſis conditionibus, modis, formis, adjectionibus, permiſſionibus, clauſulis, cautelis, voluntatibus, & ordinationibus, etiam tunc expreſſis, ſine tamen præjudicio Juris ipſi Ferdinando Regi aliàs in eodem Regno forſan competentis, cui tunc noluit derogari, de fratrum ſuorum conſilio pariter, & aſſenſu, & ex certa ſcientia, ac de Apoſtolicæ poteſtatis plenitudine conceſſit, & elargitus fuit, dictam Civitatem Beneventanam cum ejus Territorio, Diſtrictu, & Pertinentiis per ipſum Prædeceſſorem, ſeu Romanum Pontificem diſtinctis, ſeu diſtinguendis, cum eorum Incolis, prout illam ſibi dudum anteà præfata Eccleſia retinuerat, & reſervaverat, ſibi, & Sedi Apoſtolicæ ſpecialiter reſervando, prout in ipſius Prædeceſſoris deſuper confectis Litteris, in quibus idem Prædeceſſor inter alia voluit, quod dictus Ferdinandus Rex, & ſui io d. Regno Siciliæ, cum Terra iotra Pharum Hæredes, & Succeſſores darent Prædeceſſori, & Eccleſiæ præfatis eorum Privilegium aurea Bulla bullatum, in quo proprio juramento faterentur, & recognoſcerent expreſſe Regnum Siciliæ, & Hieruſalem, & totam eorum Terram, quæ eſt citra Pharum uſque ad confinia ejusdem Eccleſiæ, exceptâ Civitate Beneventanâ præfata cum Territorio, Diſtrictu, & Pertinentiis ſuis, ex ſola gratia, & mera liberalitate Sedis, & Prædeceſſoris præfatorum ſibi, ſuisque Hæredibus, & Succeſſoribus fuiſſe conceſſum, ac eos recepiſſe, & tenere Regnum Siciliæ, & Terram hujusmodi à Prædeceſſore, & Eccleſia prædictis, ſub pactis, modis, & conditionibus tunc, ut præfertur, expreſſis, plenius continetur.

§. 2. Et deinde piæ mem. Leo Papa X. etiam Prædeceſſor noſter Regnum Siciliæ cum Terra citra Pharum clar. memor. Carolo Romanorum Imperatori ſemper Auguſto, tunc Romanorum, & Hiſpaniarum Regi Catholico, in Imperatorem electo, in Feudum eisdem modo, & forma, quibus per prædictum Julium Prædeceſſorem præfato Ferdinando Regi conceſſum fuerat, & ſub prædictis, quæ tunc per eamdem Sedem remiſſa non apparerent, & certis aliis tunc expreſſis conditionibus de novo conceſſit, & de eo etiam ipſum Carolum Imperatorem inveſtivit; Et dictus Carolus Imperator per quondam Joannem Emanuelem aurei Velleris Equitem tunc in humanis agentem, & ipſius Caroli Imperatoris apud Leonem, & Sedem præfatam Oratorem, & Procuratorem ſpecialem promiſit, & ſe, & omnes Regnum ipſum Siciliæ vigore illius conceſſionum, tam per Julium, quam per Leonem Prædeceſſores hujusmodi factarum pro tempore obtinentes obligavit ad inviolabiliter obſervandum, & adimplendum omnia in Literis Julii Prædeceſſoris contenta, ſuper quibus de diſpenſatione, aut illorum remiſſione per eamdem Sedem non conſtaret, ſeu appareret, & ſolvendum ſingulis annisàn perpetuum Cameræ Apoſtolicæ ſeptem mille ducatos auri de Camera in Feſto B. Petri, ultra ſolitum cenſum Parafreni albi pro recognitione veri, & directi Domini ipſius Regni Siciliæ, & ad Leonis Prædeceſſoris, & Cameræ prædictorum requiſitionem delinquentes in Terris eidem Eccleſiæ mediate vel immediate ſubjectis ad dictum Regnum, & illius Civitates, Terras, & Loca confugientes capi, & ad Urbem, vel alium Locum remitti faciendum, ſub pœnis in Literis Julii Prædeceſſoris hujusmodi contentis, dummodò idem Leo Prædeceſſor & Succeſſores ſui Romani Pontifices, ac præfata Camera ad ipſius Caroli Imperatoris,

ANNO 1722. tis, & Officialium ſuorum requiſitionem delinquentes in Terris, & Locis dicti Regni ad Terras, & Loca Eccleſiæ confugientes pariter ad eos remitterent, prout in Inſtrumento publico deſuper confecto, & in certis ipſius Leonis Prædeceſſoris Literis de verbo ad verbum inſerto plenius continetur.

§. 3. Ac ſucceſſivè rec. mem. Julius Papa III. Prædeceſſor etiam noſter prævia renunciatione dicti Caroli Romanorum Imperatoris ſemper Auguſti dictum Regnum Siciliæ, & Hieruſalem, cum tota Terra citra Pharum uſque ad confinia Romanæ Eccleſiæ, excepta Civitate Beneventana cum ejus Territorio, & Diſtrictu, ut ſupra, inclytæ mem. Philippo II. tunc Angliæ Regi, & Hiſpaniarum Principi, pro ſe, ſuisque Hæredibus, & Succeſſoribus Aragoniæ Regibus tam maſculis, quam fœminis, ex eo recta linea deſcendentibus, natis, & naſcituris, ac aliis Perſonis in Conceſſionibus Julii, & Leonis comprehenſis, & per eos vocatis in Feudum perpetuum pro ſolito annuo cenſu ſeptem mille ducatorum auri de Camera, & unius Parafreni albi ſolvendo, & ſub conditionibus, modis, formis, adjectionibus, promiſſionibus, clauſulis, cautelis, voluntatibus, & ordinationibus in Literis Julii, & Conceſſione Leonis Prædeceſſorum hujusmodi contentis, quæ per eamdem Sedem remiſſæ non apparerent, ſimiliter conceſſit, & de eo ipſum Philippum Regem inveſtivit; Et dictus Philippus Rex per quondam Ferdinandum Franciſcum Avalos de Aquino Marchionem Piſcariæ tunc in humanis agentem, & ipſius Philippi Regis apud Julium Prædeceſſorem, & Sedem prædictos Procuratorem ſpecialem, obedientiam, homagium, & juramentum fidelitatis conſuetum præſtitit, prout in ipſius Julii Prædeceſſoris Literis plenius continetur. Quæ omnia idem Philippus Rex ſucceſſivè per Bullam ſuam auream ſub datum Bruxellis anno Domini 1555. die prima Octobris manu ſua ſubſcriptam approbando & acceptando confeſſus fuit, & recognovit.

§. 4. Poſtea vero fel. rec. Clemens Papa VIII. Prædeceſſor noſter, eodem Philippo II. viam univerſæ carnis ingreſſo, Regnum ipſum Siciliæ, & Hieruſalem cum tota Terra prædicta citra Pharum usque ad confinia Terrarum ejusdem Romanæ Eccleſiæ, exceptâ Civitate Beneventana cum ejus Territorio, Diſtrictu, & Pertinentiis per ſe ſeu ejus, & Noſtros Prædeceſſores Romanos Pontifices diſtinctis, ac eorum Incolis, quam ſibi, & eidem Eccleſiæ ſpecialiter retinuit clar. mem. Philippo III. etiam Hiſpaniarum Regi Catholico pro ſe, ſuisque Hæredibus, & Succeſſoribus Aragoniæ Regibus, tam maſculis, quam fœminis ex eo recta linea deſcendentibus, natis, & naſcituris, ac aliis Perſonis in Conceſſionibus utriusque Julii, & Leonis Prædeceſſorum hujusmodi comprehenſis, & per eos vocatis, in Feudum perpetuum pro ſolito annuo cenſu ſeptem mille ducatorum ſimilium, & unius Parafreni albi, ut præfertur, ſolvendo, & ſub conditionibus, modis, formis, adjectionibus, promiſſionibus, clauſulis, cautelis, voluntatibus, & ordinationibus in Literis utriusque Julii, & conceſſione Leonis Prædeceſſorum hujusmodi contentis, quorum remiſſionem per Sedem prædictam factam fuiſſe non apparet; præſtitis tamen prius eidem Clementi Prædeceſſori, & Sedi, & Eccleſiæ præfatis nomine ipſius Philippi III. Regis per bon. mem. Antonium de Cardona, & Corduba Ducem Suiſſæ, Sorræ, & Væræ, Comitem Cabræ, & Palamos, Vicecomitem de Ubregar, & ipſius Philippi III. Regis Conſanguineum & Conſiliarium apud eumdem Clementem Prædeceſſorem & Sedem prædictam Oratorem & Procuratorem, ac Mandatarium ſuum ſpecialem & per eumdem Clementem admiſſis obedientia, atque homagio, & juramento Fidelitatis, ſub certa, tunc expreſſa forma pariter conceſſit, & elargitus ſuit, ac Regnum ipſum præfato Philippo III. Regi modo & forma præmiſſis infeudavit, prout in prædicti Clementis Prædeceſſoris ſub plumbo ſub datum Romæ apud Sanctum Marcum Anno Incarnationis Dominicæ 1599. quinto Idus Septembris Pontificatus ſui Anno octavo expeditis Literis plenius continetur.

§. 5. Subindè autem defuncto Philippo III. Gregorius XV. Prædeceſſor etiam noſter idem Regnum Siciliæ, & Hieruſalem cum tota Terra præfata citrà Pharum usque ad confinia Terrarum Eccleſiæ Romanæ, exceptâ Civitate Beneventanâ cum ejus Territorio, Diſtrictu, & Pertinentiis per ſe, ſeu eius & noſtros Prædeceſſores Romanos Pontifices diſtinctis, ac loco Pontis Curvi, ejusque Territorio, quæ ſibi, & eidem Eccleſiæ ſpecialiter retinuit, clar. mem. Philippo IV etiam Hiſpaniarum Regi Catholico pro ſe, ſuisque Succeſſoribus Aragoniæ Regibus tam maſculis, quam fœminis ex eo recta linea deſcendentibus, natis, & naſcituris, ac aliis Perſonis in conceſſione utriusque Julii, & Leonis, ac Clementis Prædeceſſorum hujusmodi comprehenſis, & per eos vocatis in Feudum perpetuum pro ſolito annuo cenſu ſeptem mille ducatorum ſimilium, & unius Parafreni albi ſolvendo ut ſupra, & ſub conditionibus, Modis, & Formis, Adjectionibus, Promiſſionibus, Clauſulis, Cautelis, Voluntatibus, & Ordinationibus in Literis dictorum Julii II. & III. ac Clementis, quarum remiſſionem per Sedem Apoſtolicam factam fuiſſe non appareret; præſtitis tamen, prius eidem Gregorio Prædeceſſori, & Sedi, & Eccleſiæ prædictis nomine ipſius Philippi IV. Regis per quondam Franciſcum de la Cueva Ducem de Alburquerque, apud eum, & Sedem præfatam Oratorem, & Procuratorem ac Mandatarium ſuum ſpecialem & per eumdem Gregorium admiſſâ Obedientiâ, atque Homagio, & Juramento Fidelitatis, ſuit certa tunc expreſſa forma conceſſit, & elargitus ſuit, ac Regnum hujusmodi præfato Philippo IV. Regi modo, & forma præmiſſis infeudavit, prout in prædicti Gregorii XV. Prædeceſſoris ſub Plumbo ſub datum Romæ apud Sanctum Petrum V. Kalendas Decembris 1621. ſui Pontificatus Anno primo expeditis Literis plenius continetur. Quæ omnia idem Philippus IV. Rex ſucceſſivè, per Bullam ſuam auream ſub datum Matriti V. Novembris 1622. manu ſua ſubſcriptam approbando & ampliando confeſſus fuit, & recognovit.

§. 6. Poſtremò verò dicto Philippo IV. Rege ab humanis exempto piæ mem. Alexander VII. Prædeceſſor itidem noſter præfatum Regnum Siciliæ, & Hieruſalem cum tota Terra citrà Pharum uſque ad confinia Terrarum ejusdem Eccleſiæ Romanæ, excepta prædicta Civitate Beneventana cum ejus Territorio, & Diſtrictu, & Pertinentiis per ſe, ſeu Romanos Pontifices diſtinctis, una cum Terra Pontis Curvi, ejusque Territorio, quæ ſibi, & eidem Eccleſiæ ſpecialiter reſervavit, cl. m. Carolo II. Hiſpanarum Regi Catholico tunc in minori ætate conſtituto, pro ſe, ſuisque Hæredibus, & Succeſſoribus Aragoniæ Regibus tam maſculis quam fœminis ex eo recta linea deſcendentibus natis, & naſcituris, ac aliis Perſonis in Conceſſionibus utriusque Julii, Leonis, Clementis, ac Gregorii Prædeceſſorum hujusmodi comprehenſis, & per eos vocatis, in Feudum perpetuum pro ſolito annuo Cenſu ſeptem mille ducatorum ſimilium, & unius Parafreni albi, ut præfertur, ſolvendo, & ſub Conditionibus, Modis, Formis, Adjectionibus, Promiſſionibus, Clauſulis, Cautelis, & Ordinationibus in Literis utriusque Julii, Clementis, ac Gregorii, & conceſſione Leonis Prædeceſſorum hujusmodi contentis, quarum remiſſione per Sedem præfatam factam fuiſſe non appareret, conceſſit, & elargitus fuit, ac Regnum ipſum eidem Caroli Regi infeudavit, eumque de illo inveſtivit; Et dictus Carolus Rex mediante cl. m. Marianna ab Auſtria Regina Hiſpaniarum eius matre Tutrice, atque Gubernatrice per B. M. Fridericum, dum viveret, Tituli Sancti Petri ad vincula Cardinalem Sfortiam Procuratorem & Mandatarium ſuum ſpecialem eidem Alexandro Prædeceſſori, ac Sedi, & Eccleſiæ prædictis Obedientiam, Homagium, & Juramentum fidelitatis præſtiti, prout in ipſius Alexandri Prædeceſſoris Literis patiter ſub Plumbo apud Sanctam Mariam Majorem Anno Incarnationis Dominicæ 1666. 13. Kalendas Junii Pontificatus ſui Anno XII. emanatis uberius continetur. Quæ omnia idem Carolus II. Rex poſtmodùm tam per ſuam Bullam auream ſub datum Matriti 29. Martii 1667. à memorata Marianna Regina ejus Matre, Tutrice, ac Gubernatrice ſubſcriptam, quàm per aliam ſimilem Bullam ſub datum pariter Matriti 7. Aprilis 1676. propria ipſius Caroli Regis interim Majoris ac ſui Juris effecti manu ſignatam approbando, & ampliando confeſſus fuit, & recognovit.

§. 7. Cum autem, ſicut Deo placuit, jam tum ab anno milleſimo ſeptingenteſimo dicto Carolo II. Rege ſine Liberis è vivis erepto, Europa fermè tota inde in partes diviſa diuturno Bello conflagraverit, ac felicia recordationis Clemens Papa XI. Prædeceſſor etiam noſter juſtis, & graviſſimis cauſis adductus, Infeudatione, atque Inveſtitura dicti Regni Siciliæ, & Hieruſalem cum tota Terra citrà Pharum concedenda, ac metſi pluries oblato etiam Cenſu præfato ad id requiſitus fuiſſet inter ſævientis Belli ejusmodi motus ſuperſedendum eſſe duxerit, ſalvis tamen, & illæſis rema-

ANNO 1722.

ANNO 1722. nentibus Juribus sibi, & dictæ Sedi super eodem Regno competentibus, quæ per plura Chirographa propria ejus manu signata, in quibus Iidem cautum fuit tempus, & tempora non currere, luculenter præservavit, prout etiam Nos per simile Chirographum anno superiore præservavimus.

§. 8 Nunc verò Christianissimus in Christo Filius noster Carolus VI. Hispaniarum Catholicus, & Romanorum Rex in Imperatorem electus, qui in dicto Regno Siciliæ, & Hierusalem, ac tota Terra citra Pharum successit, & illud de præsenti possidet, volens debitam Obedientiam, ac fidelitatis, & homagii Juramentum in manibus nostris præstare, ac ea, quæ ratione ipsius Feudi tenetur, adimplere, dilectum Filium nostrum Michaëlem Fridericum Tituli Sanctæ Sabinæ Cardinalem de Althaun Procuratorem, & Mandatarium suum specialem fecerit, constituerit, & deputaverit specialiter, & expresè ad se nomine prædicti Caroli VI. Regis, quotes opus fuerit, coram Nobis humiliter, & cum omni reverentia præsentandum, ac à Nobis Investituram Regni hujusmodi petendam, eamque accipiendam, nec non Nobis nomine ejusdem Caroli Regis pro præfato Regno Siciliæ, & Hierusalem cum tota Terra citra Pharum debitam obedientiam exhiben. ac eam fidelitatis, & homagii Juramentum ratione Feudi dicti Regni præstandum, quod requisitum necessarium, & opportunum foret ex ipsius Feudi natura, & quemadmodum illud præstitum fuerat à Carolo II. Rege atque ab aliis Prædecessoribus suis in eodem Regno solitum fuerat præstari; & dictus Michael Fridericus Cardinalis de Althaun Procurator, in vim Constitutionis, & Deputationis hujusmodi, ad præmissa omnia, & singula nomine prædicti Caroli Regis peragenda, & exequenda coram Nobis humiliter, & cum omni reverentia sub die 17. mensis Maji proximè præteriti se præsentavit, & in generali venerabilium Fratrum nostrorum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium Congregatione sub hac die Martii IX. mensis Junii præsentis Anni, quæ coram Nobis in Palatio nostro Apostolico Montis Quirinalis ad hoc specialiter convocata, & habita fuit cum pluribus Archiepiscopis, Episcopis, aliisque Prælatis ibi assistentibus, nomine ipsius Caroli Regis Nobis, & Sedi Apostolicæ ac Romanæ Ecclesiæ prædictus obedientiam, atque homagium, & juramentum Fidelitatis sub forma inferius adnotata præstiterit.

§. 9. Nos considerantes ipsius Caroli Regis hæreditariam regnandi consuetudinem, & quod sciet, & volet commissos sibi Populos in Pacis amœnitate, & Justitiæ cultu confovere, ac Nos & Romanam Ecclesiam ipsius Regni Proprietarios, ac directos Dominos grata devotione, fide sincera recognoscere; Nec dictus volentes a concessione Investituræ, & Infeudationis præfatæ, ac directi Dominii nostri usu, & exercitio abhinere sed potius novis, ac justissimis ex causis ita suadentibus, præsentique rerum, & temporum statu accuratè perpenso, Romanorum Pontificum Prædecessorum nostrorum vestigiis inhærendo, nostra, & ejusdem Sanctæ Sedis Jura, per novam concessionem hujusmodi asserere, & conservare intendentes, habita super his cum eisdem venerabilibus Fratribus nostris Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus prius in eodem Consistorio, & deinde etiam in alia simili Congregatione generali ad hoc nominatim habita sub die Sabbathi sexta ejusdem præsentis mensis Junii in eodem Palatio nostro, ibique Mandato Procurationis ipsius Caroli Regis in Imperatorem electi publicè, & alta voce perlecto, & diligenter inspecto, deliberatione matura de ipsorum Fratrum consilio pariter, & assensu, & ex certa nostra scientia, & de Apostolicæ Potestatis plenitudine, in Nomine Patris & Filii & Spiritus Sancti Obedientiam ab eodem Cardinale de Althaun Procuratore, nomine ipsius Caroli Regis Nobis, & Sedi, & Cameræ prædictis, ut præmittitur, præstitam, itemque homagium & juramentum fidelitatis hujusmodi lecto, atque hilari animo admittimus, ac Regnum ipsum Siciliæ, & Hierusalem cum tota Terra prædicta citrà Pharum usque ad confinia Terrarum ejusdem Ecclesiæ Romanæ, exceptâ prædictâ Civitate Beneventanâ cum ejus Territorio, & Districtu, & Pertinentiis per Nos seu Romanos Pontifices distinctis, ac eorum Incolis, quam Nobis, prout illam sibi dudum prædicta Ecclesia specialiter reservamus, eidem Carolo Hispaniarum Catholico, & Romanorum Regi in Imperatorem electo, cui per nostras in forma Brevis pridie expeditas Literas concessimus, ut dictum Regnum Siciliæ, & Hierusalem, ac totam Terram citra Pharum una cum Imperio & Romanorum seu Theutoniæ Regno quoad vixerit, retinere liberè, & licitè possit, & valeat tamesi in utriusque Juris, Leonis, Clementis, Gregorii & Alexandri prædictorum, & ante eos diversorum aliorum Romanorum Pontificum Prædecessorum Nostrorum Literis id expresè, & districtè prohiberetur, pro se, suisque Hæredibus, & Successoribus tàm masculis, quam fœminis ex eo rectà linea descendentibus, natis, & nascituris, servata inter ipsos descendentes prærogativa sexus, ita quod masculi ex masculis omnibus fœminis earumque descendentibus maribus, & fœminis, cujuscunque lineæ sint, aut gradus semper præferantur, & inter ipsos masculos primogenituræ ratio & lineæ prærogativa prævaleat & observetur, quæ prærogativa locum quoque habeat, & prævaleat inter dictas fœminas, earumque Descendentes in casu deficientiæ omnium Descendentium masculorum ex masculis in Feudum perpetuum pro solito annuo censu septem mille ducatorum simílium & unius Parafreni Albi, ut præfertur solvendo, & cæteroquin in omnibus & per omnia sub Conditionibus, Modis, Formis, Adjectionibus, Promissionibus, Clausulis, Cautelis, Voluntatibus & Ordinationibus in Literis utriusque Julii, Clementis, Gregorii, ac Alexandri, & concessione Leonis Prædecessorum hujusmodi contentis, quarum remissionem per Nos & Sedem prædictam factam fuisse non apparebit omni meliori, quo possumus, modo concedimus, & elargimur, ac Regnum ipsum dicto Carolo Regi modo, & forma præmissis infeudamus, eumque de illo per ipsius Michaëlis Friderici Cardinalis Procuratoris ad osculum pedum nostrorum admissionem investimus: Volentes, & intendentes, ut infra annum a data Præsentium computandum, idem Carolus Rex Privilegium suum Bulla aurea bullatum, in quo proprio juramento fateatur, & recognoscat expresè Regnum Siciliæ, & Hierusalem, ac totam Terram eorum quæ est citra Pharum usque ad confinia Terrarum ipsius Ecclesiæ Romanæ, exceptis Civitate Beneventanâ, & loco Pontis Curvi, cum illius Territoriis, Districtibus, & Pertinentiis, quæ eidem Ecclesiæ remaneant, præfato Carolo Regi, suisque Hæredibus, & Successoribus dicti Regni Siciliæ Regibus ex sola gratia, & mera liberalitate Sedis Apostolicæ, & nostra fuisse concessa, eosque recepisse, & tenere Regnum Siciliæ, & Terram hujusmodi a Nobis & dicta Romana Ecclesia sub pactis, modis & conditionibus suprædictis, Nobis seu Romano Pontifici pro tempore existenti dare, & tradere teneantur. Per præmissa autem non intendimus Juribus quibuscunque in alio præjudicare.

§. 10. Demum ut idem Carolus Rex in Imperatorem Electus eo magis ad sinceræ illius, quam in Nos, & hanc Sanctam Sedem profitetur devotionis, & observantiæ debita argumenta Nobis, & eidem Sedi exhibenda excitetur, quo Nos & Romanam Ecclesiam in eum propensiores, & munificentiores invenerit, scientia & potestatis plenitudine paribus ipsi Carolo Regi omnes & singulos Census ratione suprædicti Regni hactenus decursos, & non solutos ex speciali dono gratiæ liberaliter remittimus & condonamus, ipsumque de illis ablolvimus, quitamus, & plenariè liberamus, & ex causa dictorum Censuum hucusque decursorum à quocumque nullatenus molestari posse decernimus, dummodo tamen in proximo Festo Sancti Petri, & sic successivè perpetuis futuris temporibus singulis annis ipse Carolus Rex, ejusque Hæredes, & Successores præfatum Censum Nobis, & Successoribus nostris cum solis solemnitatibus integrè persolvere omninò debeant.

ANNO 1722.

§. 11. Forma autem Juramenti per dictum Cardinalem præstiti, talis est. Ego Michaël Fridericus Cardinalis de Althaun Serenissimi Domini Caroli Hispaniarum Catholici & Romanorum Regis in Imperatorem Electi, Dei gratia Regis Siciliæ, & Hierusalem cum tota Terra citra Pharum Procurator ad hæc omnia specialiter constitutus speciali modo per dictum Carolum Regem sub die X. mensis Augusti Anni proximè elapsi coram Archiepiscopo Valentino, Comite Philippo de Sinzendorf & Marchione de Rofrano ipsius Consiliariis, ac respective Secretariis subscripto, plenum Homagium, Ligium, & Vassallagium nomine dicti Caroli Regis faciendum vobis Sanctissimo Domino Nostro Innocentio XIII. & Ecclesiæ Romanæ pro Regno Siciliæ, & Hierusalem, ac tota Terra, quæ est citra Pharum, usque ad confinia Terrarum ipsius Ecclesiæ, exceptâ Civitate Beneventanâ, & toto Territorio, & omnibus districtibus, & pertinentiis, secundum

ANNO 1722. cundum antiquos fines Territorii, & pertinentiarum & districtus Civitatis ejusdem per Romanum Pontificem distinctos, & imposterum distinguendos, in animam dicti Serenissimi Caroli Regis Principalit mei, juro, quod idem Serenissimus D. Carolus ab hac hora in antea fidelis, & obediens erit Beato Petro, & vobis Domino Innocentio XIII. vestrisque Successoribus Romanis, Pontificibus canonicè intrantibus, sanctæque Romanæ Ecclesiæ Apostolicæ. Non erit in consilio, consensu, vel facto, ut vitam perdatis, seu perdant, aut membrum, seu capiamini, vel capiantur mala captione, consilium verò quod sibi credituri estis per vos, aut Nuncios vestros, vel per Litteras, ad vestrum, vel eorum damnum scienter nemini pandet, & si sciverit fieri, vel tractari seu procurari aliquid quod in vestrum vel eorum damnum cedat, illud pro posse impediet, & si hoc impedire non poterit, illud vobis, vel eis significare curabit. Papatum Romanum, & Regalia Sancti Petri tam in Regno Siciliæ prædicto, quam alibi consistentia adjutor vobis, vel erit, erit ad defendendum, vel retinendum ac recuperandum & recuperata manutenendum contra omnem hominem. Vestras & singulas conditiones supradictas, & quascunque alias in Literis sel. record. Julii Papæ II. super ipsius Regni & Terrarum infeudatione, sive investitura confectis contentas, ac omnia, & singula, quæ in eis continentur, plenarie adimplebit, & inviolabiliter observabit, & nullo unquam tempore veniet contra eas, nec procurabit per se, vel alium, seu alios quoquomodo ut assumatur, vel nominetur in Dominum Lombardiæ, seu Thusciæ, excepto tamen, quod Regnum Siciliæ, & Hierusalem cum tota Terra citra Pharum una cum Imperio, & Regno Romanorum, seu Theutoniæ, quoad vixerit, retinere possit juxta concessionem, quam a Vobis desuper obtinuit, & si assumptionem, vel nominationem ad Dominium Lombardiæ, & Thusciæ, aut majoris partis earumdem fieri contingat, nullum hujusmodi assumptioni, seu nominationi assensum præstabit, nec intromittet se modo aliquo de eorum, vel alicujus eorum regimine, nec de Civitate Beneventana, & suis Territoriis, Districtibus, & pertinentiis, seu Campania, neque de Maritima, Ducatu Spoletano, neque Marchia Anconitana, Patrimonio Beati Petri, & Thusciæ, Massa, Trebaria, Romandiola, Alma Urbe, in Civitatibus Perusina, Civitatibus Castelli, Bononiensi, Ferrariensi, Avenionensi, & Comitatu Venaissino, seu aliis Terris quibuscunque Vestris, & Feudit ipsius Ecclesiæ ubilibet constitutis ex successione, vel Legato, seu donatione aut venditione, seu alio quovis titulo, vel contractu nihil unquam sibi acquiret, seu vindicabit, vel poterit acquirere seu quomodolibet vindicare, & nihil unquam recipiet, vel habebit, seu retinebit, vel poterit recipere, habere, vel etiam retinere in illis, nec ullam Potestariam, Capitaniam, vel Rectoriam, nullumque aliud Officium recipiet, seu recipere potesit in eisdem, seu ipsorum aliquo, nec etiam occupabit, vel occupari permittet seu faciet præmissa vel partem aliquam eorumdem, neque illam offendet, aut molestabit, neque etiam Romanam Ecclesiam quoquomodo, sub censuris pœnisque spiritualibus, & temporalibus in conditionibus, & infeudatione præfatis contentis, quas hic haberi volo in singulis suis partibus alias pro specifice expressis, & repetitis. Schismatico, aut Hæretico cuicumque, vel a Fide devio, ab ipsa Ecclesia præcisio, ejusque sequacibus, & dantibus eis auxilium, consilium, vel favorem, non dabit quovis modo per se, vel alium seu alios directè, vel indirectè, publicè, vel occultè, auxilium, consilium, vel favorem, nec ab aliis quantum in eo erit, si impedire poterit dari permittet, sed eos juxta posse suum donec convertantur persequetur, & impugnabit. Et ulterius promitto, quod ipse Carolus Rex infra annum, omnia, & singula mediante aurea Bulla ratificabit, sic dictum Carolum Regem Deus adjuvet, & hæc Sancta Dei Evangelia. Juravi ut supra Ego Michaël Fridericus Cardinalis de Althaun.

§. 12. Nulli ergo omninò hominum liceat hanc paginam Nostræ reservationis, admissionis, concessionis, elargitionis, infeudationis, investituræ, voluntatis, vel intentionis infringere, vel ei ausu temerario contraire; si quis autem hoc attentare præsumserit, indignationem Omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri, & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum.

Datum Romæ apud Sanctam M. Majorem Anno Incarnationis Dominicæ millesimo septingentesimo vigesimo Secundo, quinto Idus Junii, Pontificatus Nostri Anno Secundo. ANNO 1722.

Fac mecum Domine Signum in Bonum.

L.S.

CXV.

Edit du Roi de France LOUIS XV. *contre les Duels, donné à Verſailles au mois de Fevrier 1723. & regiſtré au Parlement pendant le Lit de Juſtice pour Sa Majeſté.* [Tiré de l'Imprimé de Paris] 1723. Fevrier.

LOUIS &c. A tous préſens & à venir, Salut. Les Rois nos Predeceſſeurs n'ont rien eu plus à cœur que d'abolir dans ce Royaume le pernicieux uſage des Duels, également contraire aux Loix de la Religion, & au bien de leur Etat. Le Roi Henri IV. donna pour cet effet pluſieurs Edits & Déclarations, dont les diſpoſitions furent non ſeulement confirmées, mais conſiderablement étendues par le Roi Louis XIII. ſon ſucceſſeur. Le feu Roi notre très-honoré Seigneur & Bisayeul y a pourvû encore plus efficacement par les differens Edits & Déclarations qu'il a donnez ſur cette matiere pendant le cours de ſon Regne, & notamment par ſon Edit du mois d'Août 1679. & ſes Déclarations du 14 Decembre de le même année, & du 28. Octobre 1711. Et Nous avons cru qu'etant parvenu à notre Majorité, Nous devions, en ſuivant un auſſi grand exemple, porter nos premiers ſoins à confirmer des Loix auſſi ſages & auſſi neceſſaires pour la conſervation de la Nobleſſe, qui eſt le plus ferme appui de notre Royaume, & que la fureur des Duels ne pourroit qu'affoiblir inutilement pour l'Etat. C'eſt dans la vue d'accomplir un deſſein ſi important, que lors de notre Sacre & Couronnement, Nous avons juré par le grand Dieu vivant, que nous n'exempterions perſonne de la rigueur des peines ordonnées contre les Duels. Et comme l'experience a fait connoître qu'il n'y a point de Loi ſi préciſe ni ſi ſimple qu'on ne trouve les moyens d'éluder; pour prévenir deſormais les fauſſes interprétations que l'on s'eſt déja efforcé de donner à quelques Articles de l'Edit du mois d'Août 1679. contre les intentions du feu Roi & les nôtres, Nous avons jugé à propos d'y ajoûter quelques nouvelles diſpoſitions qui ont paru néceſſaires, en ſorte qu'à l'avenir, ceux qui oſeroient contrevenir à cette Loi, ne puiſſent échapper à la juſte punition qu'ils auront meritée. A Ces cauſes &c. Nous avons ordonné & ordonnons, &c.

Art. I. Les Ordonnances des Rois nos Prédeceſſeurs, & notamment l'Edit du feu Roi du mois d'Août 1679., & ſes Déclarations des 14. Decembre de la même année, & 28. Octobre 1711., ſur le fait des Duels, ſeront executées en tous leurs points ſelon leur forme & teneur.

II. Voulons conformément à l'Article XVIII. du dit Edit du mois d'Août 1679. que tous Gentilshommes, Gens de guerre, & autres nos Sujets ayant droit de porter des Armes, de quelque qualité & condition qu'ils ſoient, entre leſquels il y aura eu querelle & démêlé, pour quelque ſujet que ce ſoit, dont l'un ou l'autre puiſſe ſe croire offenſé, ſoient tenus reſpectivement d'en donner avis à nos Couſins, les Marechaux de France, ou autres Juges du Point d'honneur, pour y être par eux pourvû ſuivant l'exigence des cas.

III. Si ceux qui auront eu querelle ou démêlé, dont ils n'auront point donné avis à nos Couſins les Maréchaux de France, ou autres Juges du Point d'honneur, ſe rencontrent & en viennent à un combat, voulons que ſur la preuve de ladite querelle, ils ſoient également punis de mort comme coupables du crime de Duel.

IV. Et au cas qu'ils euſſent donné avis de leur querelle à nosdits Couſins les Maréchaux de France, ou autres Juges du Point d'honneur, s'il y a preuve d'agref-

ANNO 1723. greſſion de part ou d'autre ; & qu'il ſoit clairement juſtifié que la rencontre n'a point été premeditée, l'Aggreſſeur ſera ſeul puni de mort, pourvû que celui qui aura été attaqué, ſoit demeuré dans les termes d'une légitime défenſe.

V. Ordonnons que l'Edit du mois de Decembre 1704. portant établiſſement de peines contre les Officiers de Robbe, & autres qui uſeront de voyes de fait ou outrages défendus par les Ordonnances, enſemble les Réglemens des 22. Août 1653. & 22. Août 1679. faits de l'ordre expres du feu Roi, par nos Couſins les Maréchaux de France, pour les ſatisfactions & reparations d'honneur, ſeront pareillement executez ſelon leur forme & teneur.

VI. Ceux qui ſeront prévenus du Crime de Duel par notorieté, ne pourront être renvoyez abſous qu'après un plus amplement informé d'une année, pendant lequel tems ils tiendront priſon.

VII. Enjoignons à tous Officiers de nos Juſtices ordinaires, même à tous Prevôts de nosdits Couſins les Maréchaux de France, ou leurs Lieutenans, à peine d'interdiction, d'informer des querelles, outrages, inſultes, & voyes de fait dont ils auront avis ou connoiſſance par quelque voye que ce ſoit, & d'envoyer leurs Procés verbaux, & informations à nosdits Couſins les Maréchaux de France, pour être par eux procedé contre les coupables ſuivant la rigueur de notre dit Edit, & conformément auxdits Reglemens.

VIII. Et attendu que les peines portées par lesdits Réglemens n'ont pas été juſqu'à preſent ſuffiſantes pour arrêter le cours de ſemblables desordres, enjoignons à nosdits Couſins les Maréchaux de France, & autres Juges du Point d'honneur, de prononcer ſuivant l'exigence des cas, telles peines qu'ils aviſeront au delà de celles portées par lesdits Reglemens ; & voulons que celui qui en aura frappé un autre dans quelque cas ou circonſtance que ce ſoit, ſoit puni par degradation des Armes & de Nobleſſe perſonnelle, & 15. ans de priſon, après lequel tems il n'en pourra ſortir qu'en vertu de nos ordres expediez ſur l'avis de nosdits Couſins les Maréchaux de France.

IX. Et afin que nos Sujets ſoient encore plus aſſurez de nos intentions ſur l'execution des diſpoſitions contenues au preſent Edit, & en ceux des Rois nos Prédeceſſeurs, Nous jurons & promettons en foi & parole de Roi, en renouvellant le ſerment que Nous avons déja fait lors de notre Sacre & Couronnement, de n'exempter a l'avenir aucune perſonne pour quelque cauſe & conſideration que ce puiſſe être, de la rigueur du preſent Edit & des précedens, & qu'il ne ſera par nous accordé aucune remiſſion, pardon ni abolition à ceux qui ſe trouveront prévenus dudit crime de Duel. Défendons très expreſſement à tous Princes & Seigneurs près de Nous, d'employer aucunes prieres ou ſollicitations en faveur des coupables dudit crime, ſur peine d'encourir notre indignation. Proteſtons de techeſ, que ni en faveur d'aucun Mariage de Prince ou Princeſſe de notre ſang, ni pour les naiſſances des Princes & Enfans de France qui pourront arriver durant notre Regne, ni pour quelque autre conſidération générale ou particuliere que ce puiſſe être, Nous ne permettrons ſciemment être expedié aucunes lettres contraires a notre preſente volonté, &c. **Donné à Verſailles au mois de Fevrier 1723.**

CXVI.

7 Avril. ***Ordonnance de l'Empereur pour la publication de la Pragmatique Sanction dans tous les Etats Héréditaires de l'Auguſte Maiſon d'Autriche, adreſſée aux Gouverneurs, mutatis mutandis, de chaque Etat du 7. Avril 1723.*** [Sur la Copie imprimée à Bruxelles.]

CHARLES, par la Grace de Dieu, Empereur des Romains, &c. Etant connu avec combien de ſoin & de tendreſſe paternelle les Empereurs des Romains, & Archiducs d'Autriche, nos Ancêtres, ſe ſont appliquez en differens tems à établir dans notre Auguſte Maiſon une Regle & Forme de Succeſſion indiviſible pour tous nos Vaſtes Etats & Royaumes, pour y être à perpétuité & immuablement ſuivie & obſervée par toute leur Poſterité, de l'uo & de l'autre Sexe, dans tous les Evenement que la Providence Divine pourroit faire naître dans la ſuite des temps: Et pour parvenir à une fin ſi louable, Ferdinand II. notre très-honoré Bis-Ayeul, s'étant ſpécialement attaché à régler par ſon Teſtament du 10. Mai 1621. confirmé par ſes Codiciles du 8. Août 1635. l'Ordre de la Succeſſion entre les Archiducs ſes Fils & leurs Deſcendans Mâles, par forme de Fidei commis perpetuel, appellé communement Majorat ; en ordonnant que les Filles renonçaſſent à l'Heredité & ſe contentaſſent de leur Doe, ſauf toutefois leur Droit de retour. Feu l'Empereur Leopold, notre très-honoré Seigneur & Pere de glorieuſe memoire, comme Chef de notre Auguſte Maiſon, & ſeul en droit de diſpoſer de ſes Royaumes & Provinces Héréditaires, ayant ſuivi le ſuſdit Ordre de Succeſſion, a établi le même Majorat par le partage qu'il a fait le 12. Septembre 1703. entre notre tres-cher & tres-aimé Frere l'Empereur Joſeph d'heureuſe mémoire, alors Roi des Romains, & Nous, de tous ſes Royaumes & Etats ſituez tant en ces Païs que dans la Monarchie d'Eſpagne & dans la Dépendance d'icelle, convertiſſant ledit ordre de Succeſſion en un vrai Droit de Primogéniture perpétuelle en faveur des mâles ; Et pour plus de ſûreté, ajoûtant au Traité de très-ſolemnels Pactes de Succeſſion ou de Famille, qui furent acceptez & confirmez par Serment des Parties contractantes de part & d'autre: Dans leſquels, après qu'on eut réglé & clairement expliqué l'Ordre qui ſe devoit obſerver entre les ſuſdits Empereur Joſeph notre Frere & Nous, & nos Deſcendans, ou celui des deux qui ſurvivroit l'autre & ſa Poſterité, dans la maniere de ſe ſucceder les uns aux autres, tant en nosdits Royaumes & Provinces de par deçà, qu'en ceux qui compoſent la Monarchie d'Eſpagne, il a été auſſi principalement convenu & diſpoſé, que les Hoirs Mâles, tant qu'il y en aura, excluront les Femelles à perpétuité, & qu'entre les Mâles l'aîné exclurra tous les autres Freres plus jeunes de toute l'Heredité ; de ſorte que la ſucceſſion à tous ces Royaumes & Etats, en quelque part qu'ils ſoient, demeurera toute entiere & indiviſée, attachée inſeparablement a l'aîné des Mâles, ſelon l'Ordre de la Primogéniture : Dans leſquels ſuſdits Pactes & Conventions de Succeſſion a été auſſi diſpoſé & réglé la maniere dont les Archiducheſſes doivent ſe ſucceder au défaut des Mâles, ſi le cas y écheoit, (ce qu'à Dieu ne plaiſe.)

Après la mort de l'Empereur Joſeph, notre très-cher & très-aimé Frere d'heureuſe mémoire, étant auſſi devenu l'unique Succeſſeur & Héritier, tant de notre propre Chef que par le droit du ſang, & en vertu des Diſpoſitions faites par nos Auguſtes Ancêtres, de tous les Royaumes & Etats Héréditaires de par deçà, & Nous nous en trouvant aujourd'hui le ſeul Maître abſolu, Nous avons par notre Déclaration & Diſpoſition publiée le 19. Avril 1713. en préſence d'un grand nombre de nos Conſeillers d'Etats intimes, Gouverneurs & Préſidens de nos Provinces, & de nos autres Miniſtres, renouvelle non-ſeulement le Droit de Primogeniture déja ſi fortement établi & enraciné dans notre Auguſte Maiſon, mais Nous l'avons de plus, en vertu de notre pleine puiſſance, & ſelon l'exigence de l'état de nos affaires, érigé en forme de Pragmatique Sanction & Edit perpétuel & irrevocable, & Nous y avons nommément expliqué ce Droit de Primogéniture & de Succeſſion établi par feu l'Empereur Leopold entre les Princes Mâles de notre Auguſte Maiſon, & au défaut d'iceux étendu dans la même maniere aux Archiducheſſes, en déclarant en des termes intelligibles & exprés, qu'au défaut des Mâles la Succeſſion echerra, en premier lieu aux Archiducheſſes nos Filles, en ſecond lieu aux Archiducheſſes nos Nieces, Filles de notre Frere, & en troiſieme lieu aux Archiducheſſes nos Sœurs, & enfin a tous leurs Héritiers & Deſcendans de l'un & de l'autre ſexe: Voulant qu'en tous ces cas Elles gardent entr'Elles l'Ordre de Succeſſion lineale, tel qu'il eſt marqué dans notre ſuſdit Reglement, qui eſt tout à fait conforme à celui qui a été établi pour les Mâles, ſelon le Rang de la Primogéniture & Succeſſion Linéale.

ANNO 1723.

En conſequence & en execution de cette Sanction, la Séreniſſime Archiducheſſe Marie-Joſephe, née Princeſſe Royale de Hongrie & de Boheme, & des deux Siciles, à. préſent Epouſe du Séreniſſime Prince Royal de Pologne & Electoral de Saxe, a non-ſeulement avant Nous déclaré d'adherer & d'accepter les Pactes de Famille, le Droit de Primogéniture déja établi dans notre Auguſte Maiſon, & le ſuſdit Ordre préſent pour la Succeſſion Linéale, confirmant ſon acception par ſon Acte de Renonciation formel, & par ſon

ANNO 1723. son Serment; mais Elle a auſſi ratifié par ſemblable Serment qu'Elle a réitéré après ſon Mariage, & avec Elle le Sereniſſime Roi de Pologne, Grand Duc de Lithuanie, & Electeur de Saxe, ſon Beau-Pere, comme auſſi le Sereniſſime Prince Royal & Electoral ſon Mari, ont reconnu, & ſe ſont obligés par Serment ſolemnel, en termes formels, d'obſerver ledit Droit de Primogéniture & le ſuſdit Ordre de Succeſſion: C'eſt auſſi en cette conformité des prédites diſpoſitions, que dans le même tems, par une Declaration également ſolemnelle, il a été reſervé à cette Sereniſſime Archiducheſſe, & ſes Deſcendans de l'un & de l'autre Sexe, leur Droit de ſucceder aux Royaumes de leurs Ayeux & aux Provinces Autrichiennes, ſelon l'ordre de la Naiſſance & la Regle établie, arrivant le défaut d'Archiducs, ce qu'au Ciel ne plaiſe jamais. La même choſe a été obſervée enſuite avec la Ser. Archiducheſſe Marie-Amelie, née Princeſſe Royale de Hongrie & de Boheme, & des deux Siciles, préſentement Epouſe du Seren. Prince Electoral de Baviere, laquelle a pareillement avant ſes Noces declaré d'adherer & d'accepter les Pactes de Famille, le Droit de Primogéniture déja établi dans notre Auguſte Maiſon, & le ſuſdit Ordre préſent pour la Succeſſion Linéale, confirmant ſon acception par ſon Acte de Renonciation formel, & par ſon Serment, l'ayant de même ratifié par ſemblable Sermeot qu'Elle a réitéré après ſon Mariage, & avec Elle le Ser. Electeur de Baviere ſon Beau-Pere, comme auſſi le Ser. Prince Electoral ſon Mari, ont reconnu & ſe ſont obligez par Serment ſolemnel, en termes formels, d'obſerver le ſuſdit Ordre de Succeſſion, en conſéquence des prédites diſpoſitons, par une Déclaration & ſtipulation pareillement ſolemnelle. Il a été dans le même tems réſervé à cette Ser. Archiducheſſe, & à ſes Deſcendans de l'un & de l'autre Sexe, leur Droit de ſucceder aux Royaumes de ſes Ayeux & aux Provinces Autrichiennes, ſelon l'ordre de la Naiſſance & la Regle établie, arrivant le défaut d'Archiducs, (ce qu'à Dieu ne plaiſe jamais.)

Et comme toutes ces ſages précautions & tant de Réglemens utiles n'ont été pris & faits par nos glorieux Ayeux & Prédeceſſeurs, que pour le bien & le repos de nos Peuples, la ſûreté & tranquillité de nos Etats, & pour en empêcher le démembrement; c'eſt dans ces mêmes vûes que Nous nous ſommes donné le ſoin de les éclaircir & d'expliquer la nature de ces Pactes mutuels de Famille, de fixer mieux le vrai Etat de ce Droit de Primogéniture, & de rediger dans une forme plus diſtincte l'Ordre de Succeſſion qui ſe doit déſormais obſerver entre ces Princes, & à leur défaut entre les Princeſſes de notre Auguſte Maiſon, & c'eſt encore dans le même deſſein que Nous avons jugé qu'il ſeroit très-avantageux, & même de la derniere importance, d'envoyer cette preſente Declaration dans tous nos Royaumes Héréditaires, Archiduchez, Duchez, Comtez, Seigneuries, & autres Provinces de notre obéiſſance, que Nous poſſedons tant en Allemagne que hors de l'Allemagne, pour y être publiée & reçue ſelon l'uſage & la coûtume de chacun deſdits Païs: Et puiſque toutes ces ſalutaires Sanctions, dont mention a été ſi ſouvent faite ci-deſſus, ont uniquement pour but l'affermiſſement d'une certaine Succeſſion, & l'union perpétuelle & indiviſible de tous nos Royaumes & Païs, union de laquelle depend principalement la felicité publique, le ſalut de nos Royaumes & le repos de nos fidelles Sujets, Nous requerons & ordonnons en bon Pere aux fidelles Etats de nos ſuſdits Royaumes & Provinces, de les recevoir de bon gré & avec toute la ſoumiſſion qui Nous eſt due, & de les accepter comme une Pragmatique Sanction, qui doive à jamais avoir toute la force d'une Loi immuable, & de les faire enſuite promulguer dans leurs Aſſemblées publiques, comme un Réglement perpétuel & inalterable du Droit de Primogéniture fixement établi dans notre Auguſte Maiſon, premierement entre les Hoirs Mâles, & à leur défaut entre les femelles, ſelon l'ordre déſigné de la Succeſſion Linéale, & enfin de les tenir pour une Loi ſûre & certaine, qui doive inviolablement être ſuivie & obſervée dans tous les Cas & Evenemens qui pourroient arriver à ces égards, tant dans nos Provinces des Païs Bas, que dans nos autres Royaumes & Païs Héréditaires.

C'eſt pourquoi, de notre certaine ſcience, autorité & pleine puiſſance, qui Nous compete ou competer peut, tant en qualité d'Empereur qu'autrement, comme étant reſpectivement Souverain, Prince & Seigneur deſdits Païs-Bas, Nous avons dérogé & dérogeons à la Pragmatique Sanction que feu l'Empereur Charles V. notre Prédeceſſeur de glorieuſe memoire, fit le 4. Novembre 1549. touchant la Succeſſion à ces mêmes Provinces, laquelle Pragmatique Sanction y a été acceptée par les Etats d'icelles & obſervée juſques à preſent; & ce entant qu'elle n'eſt pas conforme à la préſente notre Sanction Pragmatique, Voulons neanmoins que la ſuſdite Pragmatique Sanction de l'Empereur Charles V. y ſoit inviolablement obſervée dans tous les points qui ne concernent pas la Succeſſion aux Provinces ſus-mentionnées. ANNO 1723.

A Ces Cauſes, pour la confiance que nous avons en la perſonne de notre très-cher & feal, Hercules-Joſeph-Louis Turinetti, Marquis de Prié, notre Conſeiller d'Etat Intime, & Plénipotentiaire aux Païs-Bas en l'abſence du Prince Eugene de Savoye, notre Lieutenant Gouverneur & Capitaine-Général d'iceux, l'avons commis, établi & autoriſé, comme Nous le commettons, établiſſons & autoriſons par ces Préſentes, lui donnant Plein-pouvoir & Mandement ſpecial, pour de notre part communiquer ce que deſſus à chacun des tres-fidelles Etats de nos Provinces des Païs-Bas, & leur propoſer de les requerir de vouloir, avec une due déference & parfaite gratitude, s'y conformer. Donnons en outre audit Marquis de Prié, pouvoir & autorité, pour accepter les Actes de ſoumiſſion & de conſentement de chacun deſdits tres-fidelles Etats, & la faculté de ſubſtituer en ſa place une ou pluſieurs perſonnes à l'effet des ſuſdites communication, propoſition, & requiſition avec ce qui en depend, promettant d'avoir pour agreable, ferme & ſtable, ce qui par ledit Marquis, & ceux qu'il aura ſubſtituez en vertu de ces Préſentes, aura été fait.

En foi de quoi Nous avons ſigné ces Préſentes, & à icelles fait mettre notre Scel. Donné en notre Ville de Vienne le 7. jour du mois d'Avril de l'an de grace 1723. & de nos Regnes de l'Empire Romain le 12. d'Eſpagne le 20. & de Hongrie & de Boheme auſſi le 12.

Etoit Paraphé, Prince de Cordoua, Pr. vt. Signé, Charles: Et plus bas par Ordonnance de Sa Majeſté, A. J. Kruz. &c.

CXVII.

(1) *Declaration du Roi de France* Louis XV. *qui changeant, annullant ou confirmant diverſes Declarations précedences, regle l'Etat & le rang des Princes Légitimez. du 26. Avril* 1723. [Mercure Hiſtorique Tom. 74. pag. 569.] 26 Avril.

LOUIS, &c.

A Tous ceux qui ces preſentes verront, Salut. L'affection que nous avons apportée en naiſſant pour les interêts d'une Nation, au Gouvernement de laquelle la Providence divine Nous a appellé, Nous a engagé dès les premieres années de notre Regne à nous faire repréſenter l'Edit du feu Roi notre très-honoré Seigneur, & Bis-ayeul, du mois de Juillet 1714 par lequel il auroit appellé au défaut des Princes legitimes de la Maiſon de Bourbon, Louis Auguſte de Bourbon, Duc du Maine, & Louis Alexandre de Bourbon, Comte de Toulouſe, ſes Fils légitimez, & leurs Enfans & Deſcendans mâles à perpétuité, au Droit de ſucceder à la Couronne de France, excluſivement à tous autres, & auroit en conſéquence ordonné, qu'ils jouïroient à l'avenir, tant dans ſa Cour que dans ſes Parlemens, de tous les Honneurs & Prérogatives qui n'appartiennent qu'aux Princes iſſus de Sang Royal par une filiation légitime, qui ſeule peut donner Droit à la Couronne, & ayant reconnu, que ce qui n'étoit dans l'intention du feu Roi que l'effet d'une prévoyance, qu'il avoit cru neceſſaire pour prévenir des troubles, & aſſûrer la tranquillité dans ce Royaume, non ſeulement donnoit atteinte au Droit qui appartient le plus inconteſtablement à la Nation Françoiſe, de ſe choiſir

(1) Nous mettrons, après cette *Declaration*, celles dont elle fait mention, d'autant qu'elle ne ſe trouvent pas ſous leurs dattes ni dans le Corps Diplomatique, ni dans le Supplement.

ANNO 1723. sur un Roi, au cas que dans la ſuite des tems ſa Race des Princes legiumes de la Maiſon de Bourbon vint à s'éteindre, mais qu'il étoit déja devenu la ſource d'une diviſion inévitable entre les Princes de notre ſang, & les Princes légitimez, par la confuſion des Rangs & des Honneurs, que la Nation défere avec joye à ceux qu'une légitime naiſſance appelle au Droit de ſucceder à la Couronne, & qui ne peuvent être communiquez à ceux qui par la conſtitution de cette Monarchie ſe trouvent exclus de cette Succeſſion. Ces juſtes conſiderations Nous ont porté à donner au mois de Juillet de l'année 1717. un Edit, par lequel Nous avons révoqué celui du feu Roi du mois de Juillet 1714. enſemble ſa Déclaration du 23 Mai 1715. par laquelle il auroit ſtatué & ordonné, qu'il ne ſeroit fait aucune difference entre les Princes du ſang Royal & ſesdits Fils légitimez, & leurs Deſcendans en légitime Mariage; & en conſéquence, qu'ils prendroient la qualité de Princes du Sang, & qu'elle leur ſeroit donnée en tous Actes judiciaires & autres quelconques; & que ſoit pour le Rang, la Séance, & generalement pour toutes ſortes de Prérogatives, les Princes de ſon Sang & ſesdits Fils légitimez, & leurs Deſcendans ſeroient traitez également, conformément audit Edit du mois de Juillet 1714. & neanmoins ayant égard à la poſſeſſion dans laquelle étoient nos très-chers & très-amez Oncles le Duc du Maine & le Comte de Toulouſe, de recevoir dans notre Cour de Parlement, les Honneurs qui leur avoient été deferez depuis, & en conſéquence dudit Edit du mois de Juillet 1714., & à leur mérite perſonnel, Nous aurions ordonné qu'ils continueroient de jouïr desdits Honneurs ſans tirer à conſequence, Nous reſervant d'expliquer nos intentions ſur l'entrée & ſeance en notre dit Parlement, de nos très-chers & très-amez Couſins le Prince de Dombes, & le Comte d'Eu, & ſur les Honneurs dont ils pourroient jouïr. Mais ayant peu de tems après reçu de très-humbles remontrances de la part des Ducs & Pairs de France, au ſujet de la Déclaration du feu Roi du 5. Mai 1694., par laquelle il auroit ordonné que ſesdits Fils légitimez, & leurs Deſcendans en légitime Mariage, tiendroient le premier Rang après les Princes du Sang Royal, & precederoient en tous Lieux, Actes, Céremonies & Aſſemblées publiques & particulieres, même en ſa Cour de Parlement de Paris, & ailleurs en tous Actes de Pairies quand ils en auroient, tous les Princes de Maiſons qui auroient des Souverainetez hors du Royaume, & tous autres Seigneurs de quelque qualité qu'ils puiſſent être, nonobſtant toutes Lettres & Déclarations a ce contraires, & quand même les Pairies desdits Princes & Seigneurs ſe trouveroient plus anciennes que celles de ſesdits Fils naturels & légitimez, & de leurs Enfans: Comme auſſi au ſujet des Brevets accordez par le feu Roi au mois de Mai 1711. à ſesdits Fils légitimez, pour leur attribuer & à leurs Enfans dans ſa Cour, & en toutes Cérémonies publiques & particulieres, aux Audiences des Ambaſſadeurs des Princes étrangers, aux Logemens, & généralement en toutes rencontres & occaſions, des Honneurs, Rangs & Préſéances qui n'avoient jamais appartenu qu'aux Princes du Sang Royal, pour en jouïr immédiatement après eux: Et pareillement au ſujet de l'Edit du feu Roi du même mois de ladite année 1711. (a) par lequel il auroit ordonné que ſesdits Fils légitimez, & leurs Enfans & Deſcendans mâles qui poſſederoient des Pairies repréſenteroient les anciens Pairs aux Sacres des Rois après & au défaut des Princes du Sang Royal, à l'excluſion de tous autres, & qu'ils auroient Droit d'Entrée & Voix deliberative en ſes Cours de Parlement, tant aux Audiences qu'aux Chambres du Conſeil, a l'âge de 20. ans, en prêtant le Serment ordinaire des Pairs, avec ſéance immédiatement après leſdits Princes du Sang, conformement à ſa Déclaration du 5. Mai 1694., & précederoient tous les Ducs & Pairs, quand même leurs Duchez & Pairies ſeroient moins anciennes que celles desdits Ducs & Pairs; Nous avons cru devoir rétablir en faveur desdits Ducs & Pairs, l'ordre ancien du Rang des Duchez-Pairies; & pour cet effet Nous avons par notre Edit du mois d'Août 1718., revoqué ladite Déclaration du 5 Mai 1694. donnée en faveur des Duc du Maine & Comte de Toulouſe, enſemble ledit Edit du mois de Mai 1711., en ce qu'il leur auroit attribué, & à leurs Deſcendans mâles, le Droit de repréſenter les anciens Pairs aux Sacres des Rois, à l'excluſion des autres Pairs de France, & en ce qu'il leur auroit permis de prêter le Serment de Pair au Parlement à l'âge de 20. ans, & de donner une Pairie à chacun de leurs Enfans mâles, pour en jouïr aux mêmes Honneurs du vivant même de leurs Peres; & en conſéquence Nous aurions ordonné que leſdits Ducs du Maine & Comte de Toulouſe, n'auroient Rang & Séance en notre Cour de Parlement, près de Nous; dans les Céremonies publiques & particulieres, & par-tout ailleurs, que du jour de l'erection de leurs Pairies; & comme en jouïſſent les autres Ducs & Pairs de France; auquel effet Nous aurions dérogé a notre Edit du Mois de Juillet 1717., en ce que par celui Nous aurions ordonné que leſdits Ducs du Maine & Comte de Toulouſe continueroient de recevoir les Honneurs dont ils avoient joui en notre Cour de Parlement depuis ledit Edit du Mois de Juillet 1714., & à tous autres titres a ce contraires, & néanmoins par un effet de la conſideration particuliere que Nous avons pour notre très-cher & très-amé Oncle le Comte de Toulouſe tous les Honneurs, Rangs, Séances & Prérogatives, dont il avoit joui avant notre dit Edit dudit mois & an, ſans tirer à conſequence, & ſans que ſous quelque prétexte que ce fût pareille prérogative pût être accordée ni a ſes Deſcendans, ni à aucun autre, tel qu'il pût être: Nous déſirerions encore pouvoir lui conſerver des Honneurs dont il s'eſt montré ſi digne; mais Nous ne ſaurions voir qu'avec peine la difference de ſon état à celui auquel notre très-cher & très-amé Oncle le Duc du Maine ſe trouve réduit depuis notre dit Edit du mois d'Août 1718., & Nous ne pouvons plus long-tems lui refuſer, & à notre très-chere & très-amée Tante la Ducheſſe du Maine, la ſatisfaction qu'ils attendent de Nous, de regler & aſſûrer; tant à notre dit Oncle le Duc du Maine, qu'à ſes Enfans, un état certain & convenable à l'honneur qu'ils ont d'être alliez d'auſſi près à tous les Princes de notre ſang, en gardant néanmoins une juſte proportion dans la difference des Honneurs qui ſont dus aux Princes du Sang Royal, a ceux qui peuvent être accordez à des Princes legitimez, ou à leurs Enfans, & rendant au ſurplus l'état & la condition de nosdits Oncles le Duc du Maine & Comte de Toulouſe égaux en tout. A quoi déſirant pourvoir & rétablir l'union telle qu'elle doit être entre des perſonnes auſſi proches, Nous aurions par le Brevet que Nous avons ce jourd'hui fait expedier en faveur de nosdits Oncles les Duc du Maine & Comte de Toulouſe, & les Enfans dudit Duc du Maine, reglé les Honneurs & diſtinctions dont Nous entendons qu'ils jouiſſent en notre Cour & près de notre perſonne, en ſorte qu'il ne Nous reſte plus qu'a fixer les Rangs, Honneurs & Prérogatives dont Nous voulons qu'ils jouïſſent dans nos Parlements. A CES CAUSES, & autres à ce Nous mouvans; de l'avis de notre Conſeil, & de notre certaine ſcience, pleine puiſſance, & autorité Royale, Nous avons déclaré, & par ces preſentes ſignées de notre main, diſons, declarons, voulons & Nous plait, que nosdits Oncles les Duc du Maine & Comte de Toulouſe, & après le decès ou la démiſſion des Pairies de notre dit Oncle le Duc du Maine, nos Couſins le Prince de Dombes & le Comte d'Eu, jouïſſent leur vie durant ſeulement, dans nos Cours de Parlement, tant aux Audiences que Chambres du Conſeil, du Droit d'Entrée, Rang, Seance & Voix deliberative après les Princes de notre Sang, & avant tous les Ducs & Pairs, de quelque qualité & dignité qu'ils puiſſent être; & ce en vertu de leurs Pairies, quand même elles ſeroient moins anciennes que celles d'aucuns desdits Ducs & Pairs, après néanmoins (pour ce qui concerne les Enfans de notre dit Oncle le Duc du Maine) qu'ils auront été reçus, en notre Cour du Parlement de Paris, avec le ſerment accoutumé, & prendront leur Rang entr'eux du jour de leur reception. N'entendons toutefois que lors qu'ils viendront y prendre ſeance.

(a) Il n'y a dans cet Edit que l'Art. III. qui concerne les Pairies légitimez tel que la voici.

„ III. Nos Enfans légitimez, & leurs Enfans & Deſcendans „ mâles qui poſſederont des Pairies aux Sacres des Rois, après & „ à un défaut des Princes du Sang, & auront Voix déliberative „ dans nos Cours de Parlement tant aux Audiences qu'au Conſeil, à l'âge de 20. ans, avec ſeance immédiate après leſdits „ Princes du Sang, & ils y précederont tous les Ducs & Pairs, „ quand même leurs Duchez & Pairies, ſeroient moins anciennes; & en cas qu'ils ayent pluſieurs Pairies & pluſieurs Enfans „ mâles, leur permettons (en ſe reſervant une Pairie pour eux) „ d'en donner une à chacun de leurs Enfans, pour en jouir après les mêmes prérogatives, du vivant même de leurs Peres.

ANNO 1723.

séance, ils puissent traverser le Parquet, ce que Nous reservons aux seuls Princes de notre sang, ni être précedez de plus d'un Huissier, ni que leurs suffrages soient pris autrement, par celui qui y presidera, qu'en les appelant du nom de leur Pairie, & leur ôtant le Bonnet, ainsi qu'il a été ci-devant pratiqué à leur égard. Et afin que ce qui est ci-dessus ordonné, demeure ferme & stable, Nous avons, de la même autorité que dessus, revoqué & revoquons tous Edits, Declarations, Lettres Patentes, Brevets & autres Titres de quelque nature qu'ils soient donnez, soit par les Rois nos Prédecesseurs, ou par Nous, en ce qu'ils contiennent de contraire à ces Présentes, & au Brevet que Nous avons ce jourd'hui fait expedier en faveur de nosdits Oncles les Duc du Maine & Comte de Toulouse, & des Enfans de notredit Oncle le Duc du Maine; du contenu duquel Nous voulons qu'ils' jouissent leur vie durant; SI DONNONS EN MANDEMENT, &c. Donné à Versailles le 26. Avril 1723.;

Signé, LOUIS &c.

Edit du Roi LOUIS XV. *en faveur des Princes légitimés du mois de Juillet* 1714.

LOUIS, &c. L'affection que Nous portons à notre tres-cher & bien aimé Fils, Louis-Auguste de Bourbon, Duc du Maine, & à notre très-cher & bien aimé Fils, Louis-Alexandre de Bourbon, Comte de Toulouse, Nous a engagez à les légitimer, & à leur donner le nom de Bourbon, par nos Lettres du mois de Decembre 1673., registrées par-tout ou il a été besoin; Nous avons vû depuis avec une entiére satisfaction, qu'ils se sont rendus dignes du nom qu'ils portent: l'attachement qu'ils ont toûjours eu pour notre Personne, le zéle qu'ils ont marqué pour le bien de l'Etat, Nous les a fait juger capables de posséder les plus grandes Charges, & les Gouvernemens des principales Provinces du Royaume; Nous avons aussi estimé devoir les faire joüir des prérogatives & avantages dûs à leur naissance, en leur accordant au mois de Mai 1694. des Lettres pour tenir, eux & leurs descendans en legitime mariage, le premier rang immédiatement aprés les Princes du Sang Royal, en tous Lieux, Actes, Céremonies & Assemblées publiques & particuliéres, même en notre Cour de Parlement de *Paris* & ailleurs, en tous Actes des Pairies quand ils en auroient, & préceder tous les Princes des Maisons qui ont des Souverainetez hors notre Royaume, & tous autres Seigneurs de quelque qualité & dignité qu'ils puissent être, & en ordonnant que dans toutes les Céremonies qui se font en notre présence & partout ailleurs, nosdits Fils le Duc du Maine & ses Enfans, le Comte de Toulouse & ses Enfans, joüissent des mêmes honneurs, rangs & distinctions, dont de tout tems ont accoûtumé de joüir les Princes de notre Sang, ce que Nous leur aurions confirmé par nos Brevets des 20. & 21. Mai 1721. Mais voulant leur donner encore de plus grandes marques de notre tendresse & de notre estime, Nous croyons devoir porter nos vues plus loin en leur faveur, en pourvoyant en même tems à ce que Nous croyons être du bien & de l'avantage de notre Etat: & quoique par le grand nombre de Princes du Sang, dont la Maison Royale est présentement composée, il y ait tout sujet d'espérer que Dieu continuant d'y répandre sa bénediction, la Couronne y demeurera pendant une longue suite de siécles, une sage prevoyance exige néanmoins de notre amour pour la tranquillité de notre Royaume, que Nous prevenions les malheurs & les troubles qui pourroient y arriver, si tous les Princes de notre Maison Royale venoient à manquer, ce qui feroit naître des divisions entre les grands Seigneurs du Royaume, & donneroit lieu à l'ambition pour s'assûrer la souveraine autorité par le sort des Armes, & par d'autres voyes également fatales à l'Etat. La crainte d'un si triste évenement, que Nous prions Dieu d'éloigner à jamais, Nous engage d'assûrer à notre Royaume des Successeurs qui y soient déja fortement attachez par leur naissance, & de designer ceux à qui cette Couronne devra être dévolue dans les tems à venir, s'il arrivoit qu'il ne restât pas un seul Prince légitime du Sang & de la Maison de Bourbon; pour porter la Couronne de France; Nous croyons qu'en ce cas l'honneur d'y succéder seroit dû à nosdits Enfans légitimés & à leurs Enfans & Descendans mâles nez en légitime Mariage, tant que leurs Lignes subsisteront, comme étant issus de Nous. POUR CES CAUSES, & autres bonnes & grandes considerations à ce Nous mouvans; de l'avis de notre Conseil & de notre propre mouvement, certaine science, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons dit, déclarons & ordonnons par le présent Edit perpetuel & irrévocable, que si dans la suite des tems tous les Princes légitimes de notre Auguste Maison de Bourbon venoient à manquer, en sorte qu'il n'en restât pas un seul pour être héritier de notre Couronne, elle soit; dans ce cas, dévolue & déferée de plein droit à nosdits Fils légitimez; & à leurs Enfans & Descendans mâles à perpétuité, nez & à naître en legitime Mariage, gardant entr'eux l'ordre de Succession; & préferant toûjours la Branche aînée à la cadette, les déclarans par cesdites Présentes; capables audit cas seulement de manquement de tous les Princes legitimes de notre Sang, de succeder à la Couronne de France exclusivement à tous autres. Voulons aussi que nosdits Fils légitimez le Duc du Maine, & ses enfans & descendans mâles, & aussi le Comte de Toulouse & ses enfans & descendans mâles à perpétuité, nez en légitime mariage, ayent entrée & Seance en notre Cour de Parlement, au même âge que les Princes de notre Sang, encore qu'ils n'eussent point de Pairies, sans être obligez d'y prêter serment, & qu'ils y reçoivent & joüissent des mêmes honneurs qui sont rendus aux Princes de notre Sang, qu'ils soient en tous lieux & toutes occasions regardez & traitez comme les Princes de notre Sang, & avant tous les autres Princes des Maisons Souveraines, & tous autres Seigneurs de quelque dignité qu'ils puissent être; voulons que cette prérogative d'entrée & Séance au Parlement, & de joüir pour eux & leurs descendans, tant dans les Céremonies qui se font & se feront en notre présence, & des Rois nos Successeurs, qu'en tous autres lieux, des mêmes rangs, honneurs, & préseances dues à tous les Princes du Sang Royal, aprés néanmoins tous lesdits Princes de notre Sang, soit attachée à leurs Personnes, & à celles de leurs descendans à perpétuité, à cause de l'honneur & avantage qu'ils ont d'être issus de Nous, dérogeant à nos Edits des mois de Mai 1692. & Mai 1715; en ce qu'ils peuvent être contraires à ces Présentes seulement. SI DONNONS EN MANDEMENT, &c. DONNE' à *Marly* au mois de Juillet, l'an de grace 1714., & de notre Régne le 72.

Signé,

LOUIS;

Et plus bas,

Par le Roi PHELYPEAUX.

(1) *Edit du Roi* LOUIS XV. *du mois de Juillet* 1717. *qui revoque & annulle la Declaration du mois de Juillet* 1714. *& du* 23 *Mai* 1715. *Donné à Paris au mois de Juillet* 1717. [Ceremonial de France pag. 386.]

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous présens & avenir, SALUT. Le feu Roi notre très-honoré Seigneur & Bisayeul a ordonné par son Edit du mois de Juillet 1714. Que si dans la suite des tems tous les Princes légitimes de l'Auguste Maison de Bourbon venoient à manquer, en sorte qu'il n'en restât pas un seul pour être héritier de notre Couronne, elle seroit en ce cas devolue & déferée de plein droit à *Louis Auguste de Bourbon* Duc du *Maine*, & à *Louis Alexandre de Bourbon* Comte de *Toulouse*, ses Enfans légitimez, & à leurs Enfans & descendans mâles à perpétuité, nez & à naître en légitime Mariage, gardant entr'eux l'ordre de succession, & préferant toûjours la Branche aînée à la cadette, les déclarant audit cas seulement de manquement de tous les Princes légitimes de notre Sang, capables de succeder à la Couronne de France exclusivement à tous autres: voulant aussi que lesdits Fils légiti-

(1) Cet Edit n'étoit que pour mettre ordre à quelque démêlé survenu dans le Parlement au sujet de la séance des Princes legitimes & de la maniere de demander leurs avis

ANNO 1723.

ANNO 1723. légitimez le Duc du *Maine*, & ſes enfans & deſcendans mâles, & pareillement le Comte de *Toulouſe* & ſes deſcendans mâles à perpetuité, nez en légitime mariage, euſſent entrée & ſéance en notre Cour de Parlement au même âge que les Princes de notre Sang, encore qu'ils n'euſſent point de Pairies, ſans être obligez d'y prêter Serment, & qu'ils y jouiſſent des mêmes honneurs qui ſont rendus aux Princes de notre Sang, après néanmoins tous leſdits Princes, & avant tous les autres Princes des Maiſons Souveraines, & avant tous autres Seigneurs de quelque dignité qu'ils puiſſent être. Voulant enfin que cette prérogative d'entrée & ſéance au Parlement, & de jouïr par leurs deſcendans, tant dans les Cérémonies qui ſe faiſoient & ſe feroient en ſa préſence, & des Rois ſes Succeſſeurs, qu'en tous autres lieux, des mêmes rangs, honneurs & préſéances dues à tous leſdits Princes de ſon Sang Royal, après néanmoins tous les Princes, fut attachée à leurs perſonnes & à celles de leurs deſcendans à perpétuité, à cauſe de l'honneur & avantage qu'ils ont d'être iſſus de lui, dérogeant à ſes Edits des mois de Mai 1694. & Mai 711. en ce qu'ils pouvoient être contraires audit Edit du mois de Juillet 1714. Depuis cet Edit regiſtré en notre Cour de Parlement de Paris le 2. Août de l'année 1714. quelques unes des Chambres de notredite Cour, ayant fait difficulté de recevoir les Requêtes de nosdits Oncles avec la qualité de Princes du Sang, & de la leur donner dans les jugemens où ils étoient parties, le feu Roi notre très-honoré Seigneur & Biſayeul, ordonna par ſa Declaration du 23 Mai 1715. que dans notre Cour de Parlement & par tout ailleurs, il ne ſeroit fait aucune difference entre les Princes du Sang Royal & leſdits Fils légitimez & leurs deſcendans en légitime mariage, & en conſequence qu'ils prendroient la qualité de Prince du Sang, & qu'elle leur ſeroit donnée en tous Actes Judiciaires, & tous autres quelconques, & que ſoit pour le rang, la ſéance, & généralement pour toutes ſortes de prérogatives, les Princes de notre Sang, & leſdits Fils & leurs deſcendans ſeroient traitez également, après néanmoins le dernier des Princes de notre Sang, conformement à l'Edit du mois de Juillet 1714. qui ſeroit exécuté ſelon ſa forme & teneur. Mais la mort nous ayant enlevé le feu Roi notre très-honoré Seigneur & Biſayeul, trois mois après cette Déclaration, Nos très amez Couſins le Duc de *Bourbon*, le Comte de *Charollois*, & le Prince de *Conty*, Princes de notre Sang, nous ont très-humblement ſuppliez de revoquer l'Edit du mois de Juillet 1714. & la Déclaration du 23. Mai 1715. à l'effet de quoi ils nous ont preſenté une Requête & differens Mémoires, & nos très amez Oncles le Duc du *Maine* & le Comte de *Toulouſe*, ayant auſſi expoſé leurs raiſons par pluſieurs Mémoires, ils nous ont préſenté une Requête par laquelle ils nous ont ſupplié, ou de renvoyer la Requête par laquelle ils nous ont ſupplié, ou de renvoyer la Requête des Princes de notre Sang à notre Majorité, ou ſi nous jugions à propos de la décider pendant notre Minorité, de ne rien prononcer ſur la queſtion de la ſucceſſion à la Couronne, avant que les Etats du Royaume juridiquement aſſemblez, ayent déliberé ſur l'interêt que la Nation peut avoir aux diſpoſitions de l'Edit du mois de Juillet 1714. & s'il lui eſt utile ou avantageux d'en demander la revocation. Cette Requête a été ſuivie d'une Proteſtation paſſée par devant Notaire, qui tend aux mêmes fins, & dont nos très chers & amez Oncles le Duc du *Maine* & le Comte de *Toulouſe* ont demandé que le dépôt fut fait au Greffe de notre Cour de Parlement à Paris, auquel ils ont preſenté une Requête à cet effet. Mais notredite Cour toujours attentive a conſerver les regles de l'ordre public, & à nous donner des marques de ſon reſpect & de ſon zèle pour notre autorité, a jugé avec ſa prudence ordinaire, qu'elle ne pouvoit prendre d'autre parti ſur cette Requête, que de nous en rendre compte, pour recevoir les ordres qu'il nous plairoit de lui donner: ainſi Nous voyons avec déplaiſir, que la diſpoſition que le feu Roi notre très honoré Seigneur & Biſayeul avoit faite, comme il le déclare lui-même par ſon Edit du mois de Juillet 1714. pour prevenir les malheurs & les troubles qui pourroient arriver un jour dans ce Royaume, ſi tous les Princes de ſon Sang Royal venoient à manquer, eſt devenu, contre ſes intentions, le ſujet d'une diviſion préſente entre les Princes de notre Sang & les Princes légitimez, dont les ſuites commencent à ſe faire ſentir, & que le bien de l'Etat exige qu'on arrête dans ſa naiſſance. Nous eſperons que Dieu, qui conſerve la Maiſon de France depuis tant de ſiécles, & qui lui a donné dans tous les tems des marques ſi éclatantes de ſa protection, ne lui ſera pas moins favorable à l'avenir, & que la faiſant durer autant que la Monarchie, il détournera par ſa bonté le malheur qui avoit été l'objet de la prévoyance du feu Roi: Mais ſi la Nation Françoiſe éprouvoit jamais ce malheur, ce ſeroit à la Nation même qu'il appartiendroit de la reparer par la ſageſſe de ſon choix: & puiſque les Loix fondamentales de notre Royaume nous mettent dans une heureuſe impuiſſance d'aliener le Domaine de notre Couronne, Nous faiſons gloire de reconnoître qu'il nous eſt encore moins libre de diſpoſer de notre Couronne même: Nous ſavons qu'elle n'eſt à nous que pour le bien & pour le ſalut de l'Etat, & que par conſéquent l'Etat ſeul auroit droit d'en diſpoſer dans un triſte évenement que nos Peuples ne prévoyent qu'avec peine, & dont nous ſentions que la ſeule idée les afflige. Nous croyons donc devoir à une Nation ſi fidelement & ſi inviolablement attachée à la Maiſon de ſes Rois, la juſtice de ne pas prévenir le choix qu'elle auroit à faire, ſi ce malheur arrivoit: & c'eſt pour cette raiſon qu'il nous a paru utile de la conſulter en cette occaſion, où nous n'agiſſons que pour elle, en revoquant une diſpoſition ſur laquelle elle n'a pas été conſultée, notre intention étant de la conſerver dans tous ſes droits, en prevenant même ſes vœux, comme nous nous ſerions toujours crûs obligez de le faire pour le maintien de l'ordre public, independamment des repreſentations que nous avons reçûes de la part des Princes de notre Sang. Mais après avoir mis ainſi l'interêt & la Loi de l'Etat en ſureté, & après avoir déclaré que nous ne reconnoiſſons point d'autres Princes de notre Sang que ceux, qui étant iſſus des Rois par une filiation légitime, peuvent eux-mêmes devenir Rois, nous croyons auſſi pouvoir donner une attention favorable, à la poſſeſſion dans laquelle nos tres-chers & très-amez Oncles le Duc du *Maine*, & le Comte de *Toulouſe*, ſont de recevoir, dans notre Cour de Parlement, les nouveaux honneurs dont ils y ont joui depuis l'Edit du mois de Juillet 1714., & dont il nous a paru qu'on devoit leur envier d'autant moins la continuation pendant leur vie, que la grace que nous leur accordons eſt fondée ſur un motif qui leur eſt ſi ſingulier, que dans la ſuite des tems il ne pourra pas être tiré à conſéquence: C'eſt par cette conſideration, que nous ſuivons avec plaiſir les mouvemens de notre affection pour des Princes qui en ſont ſi dignes par leurs qualitez perſonnelles, & par leur attachement pour nous. A ces Cauſes & autres bonnes & grandes conſiderations, à ce nous mouvantes, de l'avis de notre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'*Orleans* Regent, & de pluſieurs Grands & Notables Perſonnages de notre Royaume, & de notre certaine ſcience, pleine puiſſance & autorité Royale, nous avons revoqué & annullé, & par le préſent Edit perpetuel irrévocable, revoquons & annullons ledit Edit du mois de Juillet 1714, ladite Déclaration du 23. Mai 1715. Ordonnons néanmoins que nos très-chers & très amez Oncles le Duc du *Maine*, & le Comte de *Toulouſe*, continuent de recevoir les honneurs dont ils ont joui en notre Cour de Parlement depuis l'Edit du mois de Juillet 1714., & ce en conſideration de leur poſſeſſion, & ſans tirer à conſéquence, comme auſſi ſans qu'ils puiſſent ſe dire & qualifier Princes de notre Sang, ni que ladite qualité puiſſe leur être donnée en quelques jugemens & actes que ce puiſſe être, nous reſervant d'expliquer nos intentions ſur l'entrée & ſéance en notre Cour de Parlement, de nos très-chers & très-amez Couſins le Prince de *Dombes*, & le Comte d'*Eu*, & ſur les honneurs dont ils pourront jouïr. Voulons au ſurplus, que toutes Proteſtations contraires aux préſentes, ſoient & demeurent nulles & comme non avenuës, ainſi que nous les annullons par le préſent Edit. Si donnons en Mandement à nos amez & feaux Conſeillers, les Gens tenans notre Cour de Parlement, Chambre des Comptes & Cour des Aides de Paris, que notre préſent Edit ils ayent à faire lire, publier & enregiſtrer, & le contenu en icelui, garder & obſerver ſelon ſa forme & teneur, car tel eſt notre plaiſir. Et afin que ce ſoit choſe ferme & ſtable, Nous y avons fait mettre notre Scel. Donné à Paris au mois de Juillet, l'an de grace 1717., & de notre Regne le 2. *Signé* LOUIS, *Et plus bas*, par le Roi. Le Duc d'ORLEANS Regent pre-

ANNO 1723.

ANNO 1723. préſent. PHELYPEAUX. *Viſa* DAGUESSEAU. Et ſcellé du grand Sceau de Cire verte, en lacs de ſoye rouge & verte.

Lû & publié, l'Audience tenante, & Regiſtré au Greffe de la Cour. Oui & ce Requerant le Procureur Général du Roi, pour être exécuté ſelon ſa forme & teneur, ſuivant & conformement à l'Arrêt du 6. du préſent mois & à celui de ce jour. A Paris en Parlement le huitiéme jour de Juillet 1723.

Signé DONGOIS.

Edit du Roi LOUIS XV. *du mois d'Août* 1718. *derogeant à la Declaration du Mai* 1694. *à l'Edit de Mai* 1711 *& à celui de Juillet* 1717. *Donné à Paris au mois d'Août* 1718. [Ceremonial de France pag. 384.]

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous préſens & à venir, Salut. La dignité de Pair de France qui a toujours été regardée avec tant de diſtinction, a mérité dans tous les tems une attention particuliere des Rois nos prédeceſſeurs pour en conſerver l'éclat & la grandeur, & ils ont donné aux Pairs le Rang immediat après les Princes du Sang, pour les approcher plus près de leurs perſonnes. La Réunion à la Couronne d'une partie des anciennes Pairies, a engagé les Rois à en créer de nouvelles pour remplacer les anciennes, & pendant pluſieurs ſiécles les Pairs n'ont eu devant eux que les Princes du Sang Royal, & n'ont eu d'autre rang entre eux que celui de l'Erection de leurs Pairies: Si dans les derniers ſiécles les Rois ont changé cet ordre par des raiſons particulieres d'affection pour quelques ſujets qu'il ont voulu placer au-deſſus de tous les Pairs, quoi qu'ils n'euſſent que cette dignité, les Rois Succeſſeurs ont eu attention de rétablir l'ordre ancien de la Création des Pairies. Mais le Roi *Henri IV.* pouſſé par une tendreſſe extraordinaire pour *Ceſar de Vendôme*, un de ſes Fils légitimez, lui donna d'abord en 1597. lors de l'Erection de la Terre de Beaufort en Duché-Pairie, le rang comme Duc au-deſſus de quelques Pairs, & par de nouvelles Lettres de 1610. il le lui donna au-deſſus de tous, immediatement après les Princes du Sang. Cette grace ne fut pas approuvée par le Roi ſon Succeſſeur notre Triſayeul, enſorte que le Duc de *Beaufort*, Fils de *Ceſar de Vendôme*, n'eut rang dans notre Parlement de Paris que du jour de la Création de ce Duché-Pairie; les autres Fils légitimez du Roi *Henri IV.* n'eurent aucun rang parmi les Ducs & Pairs, & celui d'entr'eux qui fut honoré de la dignité de Pair par le Roi *Louis XIV.* n'eut de rang parmi les Pairs que du jour de l'Erection de ſa Pairie. Mais le feu Roi notre Biſayeul qui eut toujours une affection & une attention particuliere pour élever ſes Fils légitimez, fit revivre en 1694. dans les deſcendans de *Ceſar de Vendôme* le rang que le Roi *Henri IV.* leur avoit donné, pour pouvoir faire la même grace aux Duc du *Maine* & Comte de *Toulouſe* ſes Fils légitimez; il leur accorda une Déclaration le 5. du mois de Mai 1694. par laquelle il fut ordonné, que ſes Enfans légitimez & leurs deſcendans en légitime mariage tiendroient le premier rang immediatement après les Princes du Sang Royal, en tous lieux, Actes, Cérémonies & Aſſemblées publiques & particulieres, même en notre Cour de Parlement & ailleurs, Qu'ils précederoient tous les Princes qui ont des Souverainetez hors de notre Royaume, & tous autres Seigneurs de quelque qualité & dignité qu'ils puiſſent être, & que dans toutes les Cérémonies qui ſe feroient en ſa préſence & par tout ailleurs, leſdits fils légitimez jouïront des mêmes honneurs, rangs & diſtinctions dont de tous tems ont accoûtumé de jouïr les Princes de notre Sang, immediatement après leſdits Princes du Sang Royal. Ces graces ont été confirmées par des Brevets particuliers des 20. & 21. Mai 1711. qui ont donné lieu à l'Edit des mêmes mois & an, ſuivant lequel les fils légitimez du feu Roi qui poſſederont des Pairies, doivent repréſenter les anciens Pairs aux Sacres des Rois, après & au défaut des Princes du Sang, & avoir Entrée & voix déliberative en notre Cour de Parlement à l'âge de vingt ans, avec Seance immediatement après les Princes du Sang, & y précéder tous les Ducs & Pairs, quand même les Duchez-Pairies de ſes fils légitimez ſeroient moins anciennes que celles deſdits Ducs & Pairs. Toutes ces diſtinctions, dont les dernieres étoient ſans exemples, furent beaucoup augmentées par l'Edit du mois de Juillet 1714. & par la Déclaration du 23. Mai 1715 par leſquels le feu Roi donna à ſes fils légitimez le Titre de Princes du Sang, les déclara capables de ſucceder à la Couronne au défaut du dernier des Princes du Sang, & leur accorda tous les Privileges, Droits & Honneurs ſans diſtinction, dont jouiſſoient les Princes du Sang. Le préjudice que ce dernier Edit faiſoit aux Princes de notre Sang, leur a donné lieu de nous en demander la Revocation, que nous leur avons accordée pour maintenir dans nos deſcendans & dans ceux des Princes du Sang Royal les Droits éminens que la ſeule naiſſance légitime peut donner: Mais en même tems que nous avons revoqué cet Edit & cette Déclaration par celui du mois de Juillet 1717. en ce qu'ils déclaroient les Duc du *Maine* & Comte de *Toulouſe* & leurs deſcendans mâles Princes du Sang & habiles à ſucceder à la Couronne, nous avons reſervé au Duc du *Maine* & au Comte de *Toulouſe* les Honneurs dont ils avoient joui depuis l'Edit de 1714. Comme cette grace peut avoir des conſequences dangereuſes, & qu'après avoir rendu la Juſtice qui étoit dûe aux Princes du Sang Royal, nous ne ſommes pas moins obligez de retablir en faveur des Ducs & Pairs l'ordre ancien du rang des Duchez Pairies, dans la vûe que nous avons d'entretenir entre tous les Corps de notre Etat l'harmonie & l'union qui doivent aſſurer la tranquillité du gouvernement & le bonheur de nos Sujets, nous avons reſolu d'expliquer nos intentions ſur la Requête qui nous a été préſentée par les Ducs & Pairs pour être maintenus dans tous leurs Droits & Prérogatives. A CES CAUSES & autres bonnes & grandes conſiderations à ce nous mouvantes, de l'avis de notre très cher & très amé Oncle le Duc d'*Orleans* petit fils de France Regent, & de pluſieurs Grands & Notables Perſonnages, de notre certaine ſcience, pleine puiſſance & autorité Royale; nous avons revoqué, & par ces préſentes ſignées de notre main revoquons la Déclaration du 5 Mai 1694. donnée en faveur des Duc du *Maine* & Comte de *Toulouſe*, Enſemble l'Edit du mois de Mai 1711. en ce qu'il leur attribue & à leurs Deſcendans mâles le Droit de repreſenter les Anciens Pairs aux Sacres des Rois, à l'excluſion des autres Pairs de France, en ce qu'il les admet à prêter le Serment au Parlement à l'âge de vingt ans, & en ce qu'il leur permet de donner une Pairie à chacun de leurs Enfans mâles, pour en joüir aux mêmes honneurs du vivant même de leurs Peres; & en conſequence Ordonnons que leſdits Duc du *Maine* & Comte de *Toulouſe*, n'auront rang & ſéance en notre Cour de Parlement, près de nous dans les Cérémonies publiques & particulieres & par tout ailleurs, que du jour de l'Erection de leurs Pairies, & qu'ils ne joüiront d'autres honneurs & droits que de ceux attachez à leurs Pairies, & comme en joüiſſent les autres Ducs & Pairs de France; derogeant à cet effet à notre Edit du mois de Juillet 1717. en ce qu'il ordonne que les dits Duc du *Maine*, Comte de *Toulouſe* & leurs Enfans, continueront de recevoir les honneurs dont ils avoient joui en notre Cour de Parlement, depuis l'Edit du mois de Juillet 1714. & à tous autres Edits, Déclarations, Lettres Patentes, Arrêts tant pour eux que pours leurs Enfans, & autres Titres à ce contraires. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amez & feaux Conſeillers les Gens tenant notre Cour de Parlement, Chambre des Comptes & Cour des Aides à Paris, que notre preſent Edit ils ayent à faire lire, publier & enregiſtrer, & le contenu en icelui garder & obſerver ſelan ſa forme & teneur, CAR TEL EST NOTRE PLAISIR. Et afin que ce fût choſe ferme & ſtable à toujours, Nous y avons fait mettre notre Scel. Donné à Paris au mois d'Août l'an de grace mil ſept-cens dix-huit, & de notre Regne le troiſiéme: *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, le Duc D'ORLEANS Regent préſent, PHELYPEAUX, *Viſa* DE VOYER D'ARGENSON. Et ſcellé du grand Sceau de cire verte, en lacs de ſoye rouge & verte.

ANNO 1723.

*Le Roi ſéant en ſon Lit de Juſtice, de l'avis du Duc d'*Orleans *Regent, a ordonné & ordonne que le préſent Edit ſera enregiſtré au Greffe de ſon Parlement, ce requerant ſon Procureur Général, & que fur le repli d'icelui il ſoit mis que lecture en a été faite pour être executé ſelon ſa forme & teneur. Fait à Paris en Parlement, le Roi te-*

nant

ANNO 1723. *tant ſon Lit de Juſtice au Palais des Tuileries, le vingt-ſixiéme jour d'Août mil ſept-cens dix-huit.*

Signé GILBERT.

Declaration du Roi LOUIS XV. *du mois d'Août 1718. en faveur du Comte de Toulouſe.* [Ceremonial de France pag. 388.]

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, SALUT. Par notre Edit des préſens mois & an, Enregiſtré ce jourd'hui en notre Parlement, Nous y ſéant en notre Lit de Juſtice, tenu en notre Château des Tuileries, nous avons révoqué la Déclaration du 5. Mai 694. donnée en faveur des Duc du *Maine* & Comte de *Toulouſe*, Enſemble l'Edit du mois de Mai 5711. en ce qu'il leur attribue & à leurs deſcendans mâles le droit de repréſenter les anciens Pairs aux Sacres des Rois, à l'excluſion des autres Pairs de France, en ce qu'il les admet à prêter le Serment au Parlement a l'âge de vingt ans, & en ce qu'il leur permet de donner une Pairie a chacun de leurs Enfans mâles, pour en joüir aux mêmes honneurs du vivant même de leurs Peres, & en conſequence nous avons ordonné que leſdits Duc du *Maine* & Comte de *Toulouſe* n'auront rang & ſéance en notre Cour de Parlement, près de nous dans les Cérémonies publiques & particulieres & par tout ailleurs, que du jour de l'Erection de leurs Pairies, & qu'ils ne joüiront d'autres honneurs & droits que de ceux attachez à leurs Pairies, & comme en joüiſſent les autres Ducs & Pairs de France; ayant à ces effet derogé à notre Edit du mois de Juillet 1717. en ce qu'il ordonne que leſdits Duc du *Maine* & Comte de *Toulouſe* & leurs Enfans continueront de recevoir les honneurs dont ils avoient joui en notre Cour de Parlement depuis l'Edit du mois de Juillet 1714. Et à tous autres Edits, Déclarations, Lettres Patentes, Arrêts tant pour eux que pour leurs Enfans, & autres titres contraires. Cependant connoiſſant l'attachement inviolable que notre très-cher & très-amé Oncle le Comte de *Toulouſe* a toujours témoigné pour notre Perſonne & pour notre Etat, ſon zéle pour le bien public, les ſervices importans qu'il a rendus, & les qualitez éminentes dont il eſt pourvû, nous voyons avec peine que les anciennes Conſtitutions que nous venons de rétablir, l'excluent d'un rang dont ſon mérite perſonnel le rendoit ſi digne, & qu'il n'avoit même accepté que par déference pour les ordres de notre très-honoré Seigneur & Biſayeul le ſeu Roi de glorieuſe memoire. Par ces conſiderations nous avons cru lui devoir donner des marques particulieres de l'eſtime que nous avons pour lui, & nous le faiſons avec d'autant plus de plaiſir, que nos intentions ſe trouvent ſecondées du conſentement unanime des Princes de notre Sang, & de la requiſition que les Pairs de France nous en ont faite. A CES CAUSES, de l'avis de notre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'*Orleans* Regent, de notre très-cher & très-amé Couſin le Duc de *Bourbon*, de notre très-cher & très-amé Couſin le Prince de *Conty* Princes de notre Sang, & autres Pairs de France, Grands & notables Perſonnages de notre Royaume, & de Notre certaine ſcience, pleine puiſſance & autorité Royale, nous avons par ces préſentes ſignées de notre main, dit & déclaré, diſons & déclarons, Voulons & Nous plait, Que notre très-cher amé Oncle le Comte de *Toulouſe* continue de joüir, ſa vie durant, de tous les Honneurs, Rangs, Séances & Prérogatives dont il joüiſſoit avant notredit Edit des préſens mois & an enregiſtré ce jourd'hui, ſans tirer à conſequence, & ſans que ſous quelque pretexte que ce ſoit, pareille Prérogative puiſſe être accordée, ni à ſes deſcendans, ni à aucun autre quel qu'il puiſſe être. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amez & feaux Conſeillers les Gens tenant notre Cour de Parlement, Chambre des Comptes & Cour des Aides à Paris, que ces préſentes ils ayent à faire enregiſtrer, & le contenu en icelles garder & obſerver ſelon leur forme & teneur, CAR TEL EST NOTRE PLAISIR. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Scel à ceſdites préſentes. DONNÉ à Paris le vingt-ſixiéme jour d'Août l'an de grace mil ſept-cens dixhuit, & de notre Regne le troiſiéme. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le Roi, le Duc D'ORLEANS Regent preſent. PHELYPEAUX. Et ſcellé du grand Sceau de cire jaune. ANNO 1723.

*Le Roi ſéant en ſon Lit de Juſtice, de l'avis du Duc d'*Orleans *Regent, a ordonné & ordonne que la préſente Déclaration ſera enregiſtrée au Greffe de ſon Parlement & que ſur le repli d'icelle il ſoit mis que lecture en a été faite, & ledit Enregiſtrement ordonné, ce requerant ſon Procureur Général pour être le contenu en icelle exécuté ſelon ſa forme & teneur. Fait à Paris en Parlement, le Roi tenant ſon Lit de Juſtice au Château des Tuileries, le vingt-ſixiéme jour d'Août mil ſept-cens dix-huit.*

Signé GILBERT.

CXVIII.

Déclaration du Roi Très-Chrétien, pour deffendre à tous ſes Sujets de s'intereſſer dans la Compagnie de Commerci établie à Oſtende, du 16. Août 1723. 16 Août.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; A tous ceux. qui ces préſentes Lettres verront, ſalut. A l'exemple du feu Roi notre très-honoré Seigneur & Biſayeul, Nous avons donné tous nos ſoins depuis notre avenement a la Couronne, pour faciliter & augmenter le Commerce de nos Sujets, que Nous avons toûjours regardé comme une des principales richeſſes de notre Etat. C'eſt par ces motifs que ceux de nos Sujets qui ont embraſſé le Commerce, ſoit pour leur compte particulier, ſoit en ſocieté, ou en Compagnie ont reçu dans tous les tems du feu Roi & de Nous, des marques de notre protection, par les Privileges & les exemptions de Droits qui leur ont été accordez, & principalement dans les Iſles Françoiſes de l'Amerique, ayant déclaré pluſieurs fois que Nous voulions que le Commerce en fût & demeurât toûjours libre à tous les Négocians de notre Royaume; mais rien ne ſeſoit plus contraire à ces vues, que de ſouffrir que des Négocians François, contre ce qu'ils doivent a leur Patrie, & même contre leurs propres interêts, employaſſent leurs Fonds, pour établir de nouvelles Compagnies de Commerce en Pays étrangers, quand l'heureuſe ſituation de notre Royaume leur procure tant de facilitez, pour s'attacher aux differens Commerces qui ſont réſervés à nos Sujets. Ceux mêmes qui s'intereſſent dans la Compagnie qui s'établit à Oſtende, ſont d'autant plus punſſables, que le principal objet de Commerce de cette Compagnie eſt dans des Pays dont le Commerce a toujours été interdit en France dès le Regne du feu Roi, à tout autre qu'aux Compagnies qui en avoient obtenu le Privilege, en ſorte que l'on pourroit dès à preſent proceder contr'eux, ſans qu'il fût beſoin de nouvelles Déclarations de notre part. Nous avons cependant cru néceſſaire d'expliquer encore plus préciſément nos intentions à cet égard, & d'établir de nouvelles peines contre ceux qui en s'intereſſant dans ladite Compagnie, contreviennent également aux Loix générales & particulieres de notre Royaume ſur le fait du Commerce. A ces cauſes, & autres à ce Nous mouvans, de l'avis de notre Conſeil. & de' notre certaine ſcience, pleine puiſſance & autorité Roiale.

ARTICLE PREMIER.

Nous avons par ces Préſentes ſignées de notre main, fait & faiſons très-expreſſes inhibitions & déſenſes à tous nos Sujets, de s'intereſſer directement ou indirectement, ſous leurs noms, ou ſous d'autres, ou en quelque façon ou maniere que ce ſoit, dans la Compagnie de Commerce nouvellement établie à Oſtende, à peine contre les Contrevenans, de trois mille livres d'amende, dont moitié à notre profit, & l'autre moitié au dénonciateur, & de Confiſcation de tous les Fonds & Effets, qu'ils auroient dans ladite Compagnie, & en cas de récidive, d'un banniſſement pour trois ans, outre leſdites amende & Confiſcation, pour raiſon deſquelles Peines, Amende & Confiſcation, il ſera procédé contr'eux par la voye extraordinaire, & les condamnations prononcées ſur la dépoſition au moins de deux témoins du même fait, recollement & confrontation, ou ſur des Piéces autentiques ou reconnues de notre Ordonnance de

ANNO 1723. de 1670., & notamment de l'Article V. du Titre XXV., & ce, tant pour raison du fait de l'interêt par eux pris dans ladite Compagnie, que pour la qualité des femmes pour lesquelles ils y auroient pris interêt, & pour le montant des bénéfices qu'ils en auroient retiré.

II.

Voulons qu'au cas que lesdits Fonds, Interêts & Benefices appartenans à nos Sujets dans ladite Compagnie, ne puissent être saisis & arrêtez, il soit prononcé contr'eux outre ladite amende de 3000. livres, une condamnation d'une somme équipollente à la valeur desdits effets pour tenir lieu de ladite confiscation.

III.

Faisons défenses à tous Mariniers, tous Ouvriers, de quelque art & condition qu'ils soient, & generalement à tous nos Sujets, de s'engager au service de ladite Compagnie, sous la peine de confiscation de Corps & de Biens, portée par l'Edit du mois d'Août 1669. Permettons à ceux qui pourroient s'y être engagez en contravention dudit Edit, de revenir en France, sans que leur engagement puisse leur être imputé, à condition d'y revenir dans trois mois du jour de la publication des Presentes, & de faire la déclaration de leur retour au Greffe de la Jurisdiction Royale du lieu de leur arrivée; même leur enjoignons de le faire sous lesdites peines. Voulons neanmoins qu'à l'égard de ceux qui pourroient s'être déja embarquez sur les Vaisseaux de ladite Compagnie, le delai de trois mois ne coure que du jour que les Vaisseaux sur lesquels ils sont, seront de retour du Voyage.

IV.

Faisons pareillement défenses à toutes personnes d'attirer, enroller ou prendre au service de ladite Compagnie aucuns de nos Sujets, soit en qualité d'Officier, Soldat, Marinier, Ouvrier, ou en quelqu'autre qualité ou maniere que ce soit, & de vendre, acheter louer ou equiper aucun Vaisseau pour le service de ladite Compagnie, à peine du Carcan pour la premiere fois, & des Galeres en cas de récidive, ensemble de Confiscation & de 3000. livres d'amande, tant contre le Vendeur que contre l'Acheteur. Si Donnons en Mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, que ces Presentes ils ayent à faire lire, publier & regitrer, & le contenu en icelles, garder & executer selon leur forme & teneur, Car tel est notre plaisir, en témoin de quoi Nous avons fait mettre notre seel à cesdites Presentes. Donné à Versailles le 26. jour d'Août, l'an de Grace 1723., & de notre Regne le 8. Signe. LOUIS. Et plus bas, par le Roi, Phelippeaux. Vû au Conseil, Dodun; Et scellé du grand sceau de cire jaune.

Registrées, ouï & ce requerant le Procureur General du Roi, pour être executées selon leur forme & teneur, & Copies collationnées envoyées aux Baillages & Sénechaussées du Ressort, pour y être lûes, publiées & regitrées, Enjoint aux Substitute du Procureur General du Roi d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois, suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris en Parlement le 20 Août 1724.

Signé,

YSABEAU.

CXIX.

1724. Janvier. *Pièces qui concernent le Congres de Cambray ouvert en Janvier* 1724. [Tirées des Copies autentiques.]

Ceremonial & Police du Congrès de Cambray.

ARTICLE PREMIER.

ON est convenu unanimement, que pendant le cours de cette Negociation, on n'observera aucun Ceremonial, & que les Plenipotentiaires s'assembleront sans aucune distinction par raport au rang.

ANNO 1724. II. Ceux de l'Empereur & du Prince regnant en Espagne, signeront seuls leur Traité de Paix particuliere.

III. Ceux de Sa Majesté Imperiale & du Roi de Sardaigne en feront autant, par raport aux points qui feront à faire entre eux.

IV. Ceux de France & de la Grande-Bretagne ajouteront au bas de ces Traitez particuliers; *que ces Traitez ont été negociez, conclus & signez sous la Mediation de Leurs Maitres.*

V. Ils declareront en même tems, *que leur Mediation cesse du jour de la signature de ces Traitez.*

VI. On tiendra prêt pour le même jour un Acte, dans lequel seront inserez mot à mot, & confirmez de nouveau, le Traité de la grande Alliance, l'accession à cette Alliance, & les deux Traitez mentionnez ci-dessus, moyennant que dans ces deux Traitez entre l'Empereur, l'Espagne & le Roi de Sardaigne il n'y ait rien de préjudiciable aux Traitez entre la France & la Grande-Bretagne.

VII. Les Ministres de toutes les Puissances interessées à la Quadruple Alliance, la signeront comme Parties Contractantes, & comme garants les uns envers les autres de tout ce qui a été stipulé & reglé jusqu'à present, suivant le Traité de Londres.

VIII. On fera autant d'Actes ou Instrumens de la même teneur qu'il sera necessaire pour les Puissances, qui signeront alternativement.

IX. Les Ambassadeurs de l'Empereur, suivant leur rang, signeront les premiers ces Actes d'Instrumens, & ceux des autres Puissances dans l'ordre observé à la Haie, lors de la signature de l'accession du Prince regnant en Espagne.

Reglement de Police.

NOus soussignez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de sa Sacrée Majesté Tres-Chrêtienne & sa Sacrée Majesté Britannique, comme Rois Mediateurs, savoir faisons que tous les très-illustres & très-Excellents Seigneurs Ambassadeurs & Plenipotentiaires, qui se trouvent aux Conferences qui se tiennent ici pour la paix, ont d'un consentement unanime aprouvé la Proposition que nous avons faite de quelques Reglemens à observer touchant la Police, & qu'ensuite d'une meure déliberation, & de l'avis de tous, on est demeuré d'accord des Articles qui suivent.

I. Les Plenipotentiaires viendront aux Conferences touchant les affaires publiques, chacun avec un Gentilhomme, un Secrétaire, 2. Pages, 4. Valets de Pié: Et s'ils veulent 2. Valets à la mode Hongroise, appellez communement Heiduques, à coté du Carosse; Leur suite en cette occasion ne pourra en nulle maniere être plus nombreuse.

II. Toutes les Conferences se tiendront sans Ceremonies, en sorte que les Plenipotentiaires s'assoiront à une table ronde, où il n'y aura ni haut ni bas bout; & ils s'y placeront à mesure qu'ils entreront ensemble indistinctement & sans rang.

III. Les Carosses se rangeront devant la Maison de Ville, dans l'ordre qu'ils arriveront, laissant cependant assez de place pour que ceux qui viendront après, puissent commodément aborder & se ranger, en sorte qu'il reste toujours un passage suffisant entre les Carosses & ladite Maison de Ville.

IV. On empêchera les querelles de part & d'autre entre les Cochers & autres Domestiques, auxquels il sera même ordonné de se traiter & recevoir reciproquement avec douceur & honnêteté, & d'être disposez à se rendre mutuellement toute sorte de secours & de service en toute occasion.

V. Lorsque deux Carosses se rencontreront dans des endroits trop étroits pour passer l'un & l'autre en même tems, loin de disputer à qui prendra le dessus, on a qui des deux passera le premier, & de causer ainsi de l'embarras, les Cochers seront obligez au contraire, d'ouvrir & de faciliter reciproquement le passage, autant qu'il leur sera possible; & celui qui aura été le prémier averti de la difficulté, s'arrêtera & fera place à l'autre, s'il paroit qu'il le puisse faire plus facilement de son côté.

VI. Dans les promenades tant dedans que dehors la Ville, on observera la coûtume établie entre ceux qui s'y rencontrent, de conserver la droite chacun de son côté. la même chose s'observera dans les Rues & les Chemins publics, & generalement par

ANNO 1724. tout où cela ſe pourra commodément ſans la moindre conteſtation ou affectation de préſéance.

VII. Les Pages, les Valets de Pié & généralement tous les gens de livrée, ne porteront ni Bâtons ni Epées, ni armes à feu, quoiqu'elles fuſſent couvertes & cachées, ni enfin aucune autre ſorte d'armes, tant dans la Ville qu'aux promenades: Il leur ſera outre cela défendu d'être dehors aux heures avancées dans la nuit, à moins que ce ne ſoit par ordre exprès de leur Maître; en ſorte qu'on n'en puiſſe trouver aucun ſe promenant par la Ville ou ailleurs à des heures indues: Ceux qui y contreviendront, ſeront punis ſeverement, comme il plaira à leur Maître d'en ordonner.

VIII. Lorſque le Domeſtique de quelqu'un des Plenipotentiaires aura été convaincu de quelque crime, capable de troubler la tranquilité publique, après l'examen préalable de l'affaire, que chaque Miniſtre ſe reſerve à l'égard de ſes Domeſtiques, le Plenipotentiaire, à qui il appartiendra, renoncera à ſon droit de le punir lui-même, & en le dépouillant de protection ou privilege, ſera en ſorte, qu'il ſoit remis entre les mains du Juge du lieu, où le delit aura été commis, ſoit à la Ville, ſoit ailleurs, & demandera même qu'il ſoit procedé contre le coupable ſuivant les Loix établies: Et dans le cas où le Magiſtrat ou la Garde trouveroient quelqu'un en flagrant delit, ou faiſant quelque choſe capable de troubler la tranquillité publique, il leur ſera permis de s'en ſaiſir, & même de le mettre en priſon, quoiqu'ils le reconnoiſſent pour être Domeſtique ou de la ſuite de quelque Plenipotentiaire, juſqu'à ce qu'ils puiſſent en avertir ſon Maître; ce qu'ils ſeront obligez de faire auſſi-tôt & ſans retardement; après quoi on ſera ce que le Plenipotentiaire ordonnera, ſoit qu'il deſire qu'on retienne ſon Domeſtique dans des Priſons, ou qu'on le relâche.

IX. Si quelque Domeſtique d'un Plenipotentiaire faiſoit Inſulte ou querelle à quelque Domeſtique d'un autre Plenipotentiaire, l'aggreſſeur ſera auſſi-tôt remis au pouvoir du Maître de celui qui aura été attaqué, qui en ſera juſtice, comme il le jugera à propos.

X. Tous les Plenipotentiaires ſeront défendre très-ſeverement à tous leurs Domeſtiques, tant Gentilshommes & Pages qu'autres, d'avoir entr'eux aucunes querelles ni démêlez: & s'il s'en découvroit, nonobſtant ces défenſes, quelqu'un qui fut aſſez hardi pour ſe mettre en état d'en ſortir par la voye des armes, il ſera à l'inſtant chaſſé de la Maiſon du Plenipotentiaire, & même de la Ville, ſans aucun égard à ce que pour ſon excuſe il pourroit alleguer, ſoit de l'excès de l'affront qu'il auroit reçû, ou de ce qu'il auroit été attaqué le prémier.

XI. Les Plenipotentiaires s'entrepromettent reciproquement de ne point recevoir à leur ſervice aucun Domeſtique qui aura été chaſſé par ſon Maître.

XII. Si quelque Plenipotentiaire ſouhaite de faire punir quelqu'un de ſes Valets par la priſon, on le mettra à ſa priere, pour un certain tems, dans la priſon publique, & il y ſera nourri aux depens du Plenipotentiaire.

XIII. Tout ce que deſſus, dont on eſt convenu d'un commun accord, pour la Police & le bon ordre de cette Aſſemblée, ne pourra être allegué pour exemple, ni tirer à conſequence en aucun autre lieu, tems ou conjoncture differente, & perſonne n'en pourra prendre avantage, non plus qu'en recevoir préjudice en aucune autre occaſion. Donné à Cambray le 7. Avril 1724.

(*Signé*)

(*L. S.*) DE BARRERIE DE ST. CONTEST.

(*L. S.*) ROTEMBOURG.

(*L. S.*) POLWARTH.

(*L. S.*) WITHWORTH.

Demandes du Duc de Parma que les Puiſſances Mediatrices, la France & l'Angleterre, étoient convenues de ſoutenir au Congrès de Cambray.

I. NI l'Empereur, ni l'Empire ne doivent exercer les Droits de Superiorité, ſur les Duchez de Parme & de Plaiſance, qui relevent du Pape pendant la ligne maſculine de la Maiſon Farneſe.

II. Ni l'Empereur, ni l'Empire ne doivent exercer les Droits de Superiorité, que ſur les Fiefs qui dépendent réellement & indubitablement de l'Empire. ANNO 1724.

III. Le Duc de Parme ne doit point payer de Contributions à l'Empereur ni en tems de Guerre, ni en tems de Paix, pour les Fiefs qui relevent du Pape, & qui ne dépendent pas de l'Empire, de l'aveu même de l'Empereur Leopold dans ſon Diplome de l'an 1697.

IV. Pour le paſſage des Troupes par ces Fiefs, l'Empereur ne pourra rien pretendre au delà des Droits de Bon Voiſinage: c'eſt-à-dire, en faiſant la requiſition en dûe forme, & en les faiſant paſſer ſans cauſer de pertes & de deſordres, & en payant toujours les Etapes, leſquelles doivent être reglées auparavant.

V. Ni la Maiſon Farneſe, ni les Sujets d'icelle ne pourront être citez ni forcez de comparoître devant les Tribunaux de l'Empire à l'égard des Fiefs qui relevent réellement & indubitablement d'un autre Seigneur ſuprême.

VI. Pour ce qui regarde la reparation des innovations faites au Traité de Londres, on inſerera un Article dans le Traité à faire à Cambray, pour redreſſer ces innovations, & elles ſeront redreſſées même avant l'échange des *Ratifications*.

Demandes de l'Empereur delivrées par ſes Ambaſſadeurs Plenipotentiaires au Congrès de Cambray.

I. UT Tractatus Quadruplicis Fœderis in pacificationem Europæ inter Suam Cæſaream & Catholicam Majeſtatem, Suam Regiam Majeſtatem Magnæ Britanniæ, Suam Regiam Majeſtatem Chriſtianiſſimam die 2. Auguſti 1718. Londini ſubſcriptus, cui paulò poſt Sua Regia Majeſtas Sardiniæ pariter Londini die 18. Novembris ejuſdem anni, ac deinde Sua Regia Majeſtas Hiſpaniæ die 17. Februarii 1720. Hagæ Comitum acceptatione, Ratificationeque ſuâ tanquam Partes contrahantes acceſſere, ut & ſubſecutæ hunc Tractatum Renunciationis & Guarantiæ, nec non evacuationis & traditionis Regnorum Siciliæ & Sardiniæ Inſtrumenta ſublato penitus in Regnum Siciliæ antehac pro Rege Sardiniæ Coronæ Hiſpaniæ conceſſo reverſionis jure, ac denique omne quod ſtatutum Regnorum Galliæ & Hiſpaniæ ſeparationem perpetuam amplius corroborare poſſit, denuò per Cameracenſem Tractatum confirmetur, illique omnia præfata Inſtrumenta inſerantur, ceu Pars, & lex immutabilis duraturæ Pacis, præfatum vero reverſionis Inſtrumentum Suæ Cæſareæ Majeſtatis ad reſcindendum extradatur.

II. Ut intactis per præfatum Fœdus quibuſcunque ſtatim & juxta præmiſſam normam denuò confirmandis, eæ tantùm ſolemni Pacis Tractatui adjiciantur, quæ poſt ſubſecutam jam prædicti Fœderis executionem per Articulum octavum ad hunc Congreſſum ceteroquin definienda tranſmiſſa ſunt.

III. Ut juxta ſtatutam nunc citato Articulo Amniſtiam & reſtitutionem plenariam Subditi & Incolæ tam Regnorum Arragoniæ & Valentiæ, quàm Principatûs Cataloniæ, Inſularumque Majoricæ & Yviçæ, qui ob præcedens bellum, & quod partes Imperatoris Fœderatorumque ſecuti ſunt, privilegiis ſuis exuti fuere, in eadem pariter, ac in bona ſua, quorum partem eſſentialem efficiunt, integrè reſtituantur, (quemadmodum Sua Cæſarea Majeſtas Incolis Regni Siciliæ, licèt ejus Dominatui nuper in bello plerumque reſtitiſſent, ex puræ Cæſareæ magnanimitate & proprio motu priſtina jam privilegia reſtituit) iiſdemque privilegiis ſine exceptione eodem modo ac libertate in poſterum tuti gaudeant, quemadmodum illis ante bellum, & tempore obitûs defuncti Regis Caroli II. glorioſæ memoriæ gaviſi ſunt, & prout illis non ſolùm ex pacto præfatæ Amniſtiæ & reſtitutionis generalis, verùm etiam juxta Sponſionem Suæ Cæſareæ Majeſtatis à Sua Majeſtate Magnæ Britanniæ, & Sua Majeſtate Chriſtianiſſima in Conventione Ultrajectenſi pro evacuatione Cataloniæ die 14. Martii 1723. Art. 9. ſolemniter factam omnimodo gaudere debent, quapropter reſtitutio hæc ampliori formâ, & ſimili modo in futuro Tractatu inſeretur, quemadmodum ea Art. 55. antehac in Pace Pyrenæa pari caſu definita fuit, ac ſi qui etiamnum eorum vel in carcere, aut ſub cuſtodiâ, ut fertur de Locumtenente Generali adhuc detenti forent, illico in libertatem reſtituantur.

IV.

ANNO 1724. IV. Etſi jam præfato Articulo octavo Londinenſi de reliquis tam Auguſtiſſimæ Domûs Auſtriæ quam Regis Hiſpaniæ Subditis, qui per tranſactum Bellum partes alterutrius ſecuti ſunt, aut iis etiamnum adhærent, vel adhærere pergent, non Secularibus modo ſed & Eccleſiaſticis, circa Amniſtiam ac omnimodam omnium priſtinorum honorum, bonorum, jurium, dignitatum ac privilegiorum recuperationem generali promiſſione, nullo excepto, proſpectum ſit, id tamen in novo etiam Pacis Inſtrumento, omni, quo in eorum commodum cedere poterit, meliori formâ, prout illa latius exhibetur, non ſolùm confirmabitur, verum etiam ex utraque parte Commiſſarii, qui executioni invigilent, denominabuntur.

V. Cùm inter quoſdam Hiſpaniæ Nationis, qui ad Suæ Cæſareæ Majeſtatis latus manere cupiunt, huic etiam Reverendus Metropolitanæ Valentinienſis Eccleſiæ Archi-Præſul Antonius Foloh de Cordona adhærere malit, ne tamen Grex ſuo Paſtore careat, ſic in arbitrium Suæ Majeſtatis Hiſpaniæ reponitur, adjungendi illi de aſſenſu Pontificis, in Archi-Epiſcopali munere Coadjutoris, qui munia abſentis Arebi-Præſulis ſubeat & peragat, fruaturque ampliſſimis Eccleſiæ reditibus, reſervatâ duntaxat præfato Archi-Præſuli penſione quoad vixerit annuâ triginta millium Imperialium, qui ſummam totidem Realium de à octo conficiunt, quemadmodum id publicis quoque Pacis Tabulis in uberiorem ejus ſecuritatem inſeretur.

VI. Titulis Archiducis Auſtriæ, Comitis Habſpurgi & Tirolis, uti nullo jure à Sereniſſimo Rege Philippo V. & Sereniſſimo Succeſſore ejus Rege Ludovico I. aſſumptis, præfati Reges eorumque Succeſſores in poſterum penitus abſtineant, nulliſque aliis titulis abhinc utantur quàm eorum duntaxat Regnorum & Provinciarum quas actu poſſident.

VII. Abſtineant pariter in perpetuum à collatione inſignis Ordinis Aurei Velleris, utpote cujus hodie Sua Majeſtas Cæſarea ſolus ſupremus Magiſter & Caput eſt, omneque id, quod in contrarium actum eſt, penitus annulletur; cùm nemo ſit quem lateat id jus nunquam Regno Hiſpaniarum, ſed ejus Regibus duntaxat, ac Sereniſſimæ Domo Auſtriacæ, uti hæredibus Ducum Burgundiæ, ſimul ac poſſeſſoribus Brabantiæ & Flandriæ, ubi etiam & in nullo alio loco Hiſpanicæ Dominationis, Equites hujus Ordinis variis prærogativis & exemptionibus conſtanter gaviſi ſunt, nec non Bruggis Ordo hic à Philippo Bono inſtituto, ibidemque conunuò inſignia Regulæ & Archiva ejuſdem conſervata, ac Capitula celebrata fuerunt, uſque ad Carolum ſecundum ultimò defunctum, obveniſſe, poſt ejus obitum verò Imperatori, ut Capiti Auſtriacæ & Burgundicæ Domus, ejuſdemque per maſculinam ſucceſſionem ſoli ſuperſtiti hæredi deveniſſe, ac idcircò ſupremum hujus Ordinis Magiſterium unice à Suâ Cæſareâ Majeſtate legitimè exerceri poſſe atque debere.

VIII. Debita à Coronâ Hiſpaniæ, tam antequam tempore occupationis Regis Philippi V. in Belgio Auſtriaco contracta, & in uſum & commodum hujus Regni impenſa tam ærario publico quam creditoribus particularibus, pariter ac cenſus, quorum omnium tam publicorum quàm privatorum nominum exactæ ſpecificationes, & tituli ritè exhibebuntur, integrè refundantur, deque ſolutione tam ſortis quàm cenſuum Suæ Cæſareæ Majeſtati æquè ac Subditis ſuis ſufficiens cautio præſtetur, Suaque Majeſtas perindè erga Fœderatas Belgii Unîti Provincias à conſtituta illis ob præfata debita in non exiguos fundos Belgii Auſtriaci Hypotheca per Hiſpaniam deliberetur, quemadmodum id ſibi in nupero etiam Limitum Tractatu, vulgò *Barriere* nuncupato, per expreſſam, atque à præfatis Ordinibus acceptatam poteſtatem in cautelam ſuam, proſequendamque actionem ſcriptis reſervavit.

IX. Refundantur pariter Suæ Cæſareæ & Catholicæ Majeſtati è Coronâ Hiſpaniæ annui Reditus, Dotales nuncupati, quorum juxta exhibendam deſuper deſignationem non exigua Summa à tempore ultimò defuncti Regis Caroli II. perſolvenda manet, de eorumque tam circa præteritum quàm futurum tempus exactâ ſolutione Imperatori conveniens Hypotheca ſtatuatur.

X. Ædes pro Legatis Hiſpanicis Romæ per Cameram Neapolitanam, & Hagæ Comitum per Belgenſem comparatæ hiſque ærariis adſcriptæ Suæ Cæſareæ Majeſtati reſtituantur aut refundantur.

XI. Res inſtrumentariæ tempore evacuationis Tarragonæ retentæ, juxta Elenchum inter Commiſſarios ex utraque parte deſuper confectum, & pariter exhibendum, penitus reſtituantur. ANNO 1724.

XII. Cùm denique rationes publicæ, ipſæque mutuæ amicitiæ vices exigant, ut poſtquam Sua Majeſtas Cæſarea Catholica ſuccedendi ordinem in Regnis Hiſpaniarum, Magnæ Britanniæ, Galliarum & Sardiniæ in Tractatu Londinenſi ſtatutum agnovit, verboque ſuo firmavit, hoc idem Suæ Cæſareæ Majeſtati à Coronis Fœderis illius Sociis circa ordinem in Regnis & Provinciis ſuis hæreditariis ſuccedendi ſtabilitum, atque ab univerſis ejus Subditis recognitum, præſtetur, articuluſque deſuper in illius Tabulis ſub parili fideijuſſione uberius inſeratur.

XIII. Subditis tam Suæ Cæſareæ Majeſtatis, quàm Suæ Regiæ Majeſtatis Hiſpaniarum indiſtincte libera alterutrius adeundi, ibique tuto commercandi facultas concedatur, atque amicabiliter, uti cæteræ amicæ Nationes, recipiantur; donec deſuper Suæ Majeſtates in reciprocum eorum incrementum, circa ulteriorem Commerciorum Tractatum, ſi ita viſum convenerint.

XIV. Quod ultimo Articulo Fœderis Quadruplicis de acceſſione Principum & Statuum, de quibus Partes contractantes inter ſe convenient, ſtatutum eſt hujus vigore, Sua Cæſarea Catholica Majeſtas petit, ut acceſſio ad hunc Tractatum concedatur Duci Lotharingiæ, utpote Pace Badenſi, quæ hujus Baſis recognita fuit, non tantum nominetenus comprehenſo, verum etiam cui plures Fœderatorum verbo ſuo jam dudum aſſeruere. De cæteris ex parte Suæ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis huic Tractatui includendis, reſervant ſibi infraſcripti Suæ Majeſtatis Miniſtri Plenipotentiarii nuncupationem eorum ulterius adjiciendi, ut & præfata omnia uberius deducendi & interpretandi, nec non poſtulata Cæſarea circa Pacem Romani Imperii Dominis Plenipotentiariis Suæ Majeſtatis Hiſpaniæ ſeparatim explicandi.

Actum Cameraci die 28. Aprilis 1728.

LEOPOLDUS Comes à WINDISCHGRATZ. L. B. A PENTENRIEDER.

Les Demandes du Roi d'Eſpagne données par ſes Ambaſſadeurs au Congrès de Cambray.

IL eſt hors de doute que l'objet de tous les Traitez de Paix eſt toujours de parvenir uniquement à une Paix juſte & durable, & que le Traité de la Quadruple Alliance allant à ce but, toutes les Puiſſances contractantes avoient non ſeulement eu cette vûe, mais ont entendu de prevenir, & empêcher tous les accidens, qui dans le progrès du tems avoient pu ſurvenir en contraire, & comme le Roi notre Maître a bien voulu de ſa part, & veut concourir à une fin ſi ſalutaire, ſon intention non ſeulement s'y conforme, mais tenant préſent Sa Majeſté ce que l'experience a fait connoître dans les autres Traitez, à ſavoir, que les matières qu'on n'avoit pas enuerement expliquées par des Articles bien clairs, ou ayant été remiſes après à des Conferences particulieres, ou s'étant trouvées ſujettes à differentes interpretations, au lieu d'empêcher les guerres, ont cauſe plûtôt de nouveaux embaras, ſa Royale intention eſt, que les Articles du préſent Traité s'expliquent bien, & qu'on ajoute à eux tous les points qu'on reputera néceſſaires, & pour ce qui regarde la Paix particuliere entre ſadite Majeſté Imperiale & le Roi notre Maître, entend que l'on termine ici entierement les choſes qui ſont encore indeciſes entre l'une & l'autre Majeſté, eſperant à cet effet, moyennant la médiation & bons offices de leurs Majeſtez les Rois Médiateurs, que le ſuccès ſera tel qu'on le deſire, & que nous Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Sa Majeſté Catholique expoſons dans ce Mémoire, en vertu dequoi nous préſentons à Meſſieurs les Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires deſdites Couronnes Médiateurs les Demandes ſuivantes.

I. Que ſuivant le contenu & la Diſpoſition de la Quadruple Alliance Sa Majeſté Imperiale ait à poſſeder la Sicile avec les mêmes conditions qu'on l'a cedée à Monſieur le Duc de Savoye dans le Traité d'Utrecht, excepté le Droit de Reverſion, & que

ANNO 1724.

cette explication ſe faſſe ſur l'Art. VI. dudit Traité de la Quadruple Alliance.

II. Qu'on annulle une Proclamation que fit publier le Duc de Monteleon étant Vice-Roi de Sicile, dans laquelle ce Miniſtre aboliſſoit les graces faites par Sa Maj. Cath. du tems que ladite Majeſté poſſedoit ledit Royaume, & que cela ſoit exprimé en conſequence de l'Art. VI.

III. Que l'Ordre de la Toiſon d'Or ait à reſter à Sa Majeſté Catholique, & qu'en conſequence de cela on reſtitue à Sa Majeſté tout ce que l'on appelle Treſor dudit Ordre, conſiſtant en differentes Reliques, Ornemens, Vaſes, & autres choſes de la Chapelle, & l'Archive des papiers originaires & autres concernant ledit Ordre, qui reſterent à Bruxelles, & que tout cela ſoit ſtipulé dans la Paix particuliere entre Sa Maj. Catholique & S. M. Imperiale.

IV. Qu'on reſtitue à Sa Majeſté Catholique le Palais qu'elle tient à Vienne pour l'habitation de ſes Ambaſſadeurs, & que cela ſoit ſtipulé auſſi dans ladite Paix particuliere.

V. Qu'on reſtitue à S. M. l'Artillerie qui du tems de la priſe de la Sicile ſe trouva ſur le Vaiſſeau *Santa Roſalia*, qui apartenoit au Roi de Sicile, & qui reſte en depôt dans ledit Royaume par un Accord fait entre le Marquis de Lede & le Comte de Merci, & que cela ſoit auſſi ſtipulé dans la Paix particuliere.

VI. Que l'Empereur ne ſe donne point le Titre de Roi d'Eſpagne, cela devant s'expliquer en conſequence de l'Art. III. de la Quadruple Alliance.

VII. Que les Garniſons que l'on doit mettre dans les Places de Toſcane, Parme & Plaiſance pour la ſûreté de la Succeſſion de l'Infant Don Carlos, ſoient reglées & établies.

VIII. Qu'on conſerve à Sa Majeſté Catholique le Patronage de Sainte Marie Majeure à Rome, qui apartient aux Rois d'Eſpagne, & tout ce qui y a raport, ſtipulant cette condition dans la Paix particuliere.

IX. Que toutes les prétenſions & ſûretez apartenantes à Monſieur le Duc de Parme ſoient expliquées & ſtipulées ſuivant l'eſprit de l'Article V. du Traité de la Quadruple Alliance, & cela non ſeulement en vertu de la juſtice, qui milite pour ce Prince; mais parce qu'en conformité de cela, cette Succeſſion doit tomber dans la perſonne de l'Infant Don Carlos.

X. Que ſur l'Art. II. de la Quadruple Alliance on explique & établiſſe les reſtitutions & ſûretez avec les circonſtances les plus claires en faveur du Duc de Guaſtalla, comme Héritier & Succeſſeur du feu Duc de Mantoue Ferdinand Charles qui ſuivit le parti de Sa Majeſté, comme auſſi en faveur de ceux qui ont ſuivi le même parti de Sa Majeſté, à ſavoir le Duc de Mirandole, le Prince de Caſtiglion Gonzague, le Duc de Leſſa, la Marquiſe de Villa Franca, le Duc de Giovenazzo, le Duc d'Atri, & tous les autres qui ſont dans le même cas.

XI. Qu'on déclare & ſtipule, que tous les Emplois, Graces, Honneurs, Privileges, que Sa Majeſté a concedé à des Communautez, ou à des perſonnes de quelques Dignitez & de quelques Conditions qu'elles ſoient, dans les Dominations démembrées de la Monarchie d'Eſpagne, & celles que Sa Majeſté Catholique avoit concedés juſqu'au jour de la Ceſſion des Dominations mentionnées, doivent ſubſiſter & être conſervées, & que cela ſoit expliqué ſur l'Art. II. ci-deſſus referé.

XII. Qu'on reſtitue à la Ville & Egliſe de Gironne les Sommes que le Comte de Tatemback, Commandant des Troupes Allemandes dans cette Place-là, tira de l'endroit où leſdites Sommes étoient en dépôt, ce Commandant ayant fait une Obligation par écrit ſur un papier, qui exiſte en original, & que cela ſoit ſtipulé dans la Paix particuliere.

XIII. Qu'on reſtitue au Lieutenant Général Don Lucas Spinola quatre mille Ecus, dont les Commandans Allemands ſe ſaiſirent en Sicile, & que ledit Lieutenant Général avoit tiré de ſes propres rentes, & pour ſon aliment ſur les Fermes des Iſles de Trapani, & que cela pareillement ſe ſtipule dans la Paix particuliere.

XIV. Qu'on reſtitue au Cardinal Aquaviva les Rentes de douze mille Ecus d'une Abbaye qu'il poſſedoit dans ledit Royaume de Sicile, & dont on s'eſt ſaiſi, cette Convention encore devant être ſtipulée dans la Paix particuliere.

XV. Qu'on conſerve au College Imperial des Peres de la Compagnie de Jeſus de Madrid les Rentes & autres intérêts qu'ils tiennent dans le Royaume de Naples, & qu'on leur reſtitue tout ce que les Miniſtres Imp. ont tiré deſdits biens depuis l'année 1706., & que cela ſe ſtipule comme ci-deſſus dans la Paix particuliere.

ANNO 1724.

Sur le contenu de tous cesdits Articles, comme pour tous les autres qui ſe préſenteront dans le Congrès de la préſente Négociation, nous ſouſſignez Ambaſſadeurs & Plénipotentiaires de Sa Majeſté Catholique, nous nous reſervons la faculté d'augmenter, ſpecifier tout ce que deſſus & davantage, ainſi qu'on trouvera convenable & raiſonnable.

Fait à Cambrai le 2. Avril 1724.

(*Signé*)

El Conde de Sant Estevan. — El Marques Berettti Landi.

Demandes au nom de Sa Majeſté le Roi de Sardaigne, pour que les Articles en ſoient inſerez dans le Traité de Paix à faire.

QUe Sa Majeſté Imperiale pour Elle, ſes Héritiers & Succeſſeurs confirmera & ratifiera en faveur de Sa Majeſté le Roi de Sardaigne, & de ſes Héritiers & Succeſſeurs mâles à perpetuité, la ceſſion du Royaume de Sardaigne, & de tout ce qui en dépend, comme auſſi de tous les Droits qu'Elle y avoit, & de tous ceux que Sa Majeſté le Roi Catholique lui a cedé ſur ledit Royaume.

Que l'Empereur confirmera pour lui & ſes Succeſſeurs, & promettra de donner en toutes occaſions à Sa Majeſté le Roi de Sardaigne, à ſes Héritiers & Succeſſeurs tous les Honneurs & Titres de la Royauté, de la même maniere que Sa Majeſté Imperiale les accorde aux autres Rois contractans; & ſera rendre aux Miniſtres du Roi de Sardaigne du premier & ſecond ordre tous les honneurs qu'Elle fait rendre aux Miniſtres deſdits Rois contractans ſans aucune difference.

Que Sa Majeſté Imperiale promettra pour Elle, ſes Héritiers & Succeſſeurs, de laiſſer & maintenir le Roi de Sardaigne, ſes Héritiers & Succeſſeurs dans ladite poſſeſſion & jouïſſance du Duché du Monferrat & des Provinces détachées de l'Etat de Milan, qui lui ont été cedées par le feu Empereur Leopold par le Traité du 8. Novembre 1703., promettant en outre Sa Majeſté Imperiale pour Elle, ſes Héritiers & Succeſſeurs, de garantir envers tous, & contre tous, leſdites conceſſions, & de ne point permettre que Sa Majeſté le Roi de Sardaigne, ſes Héritiers & Succeſſeurs ſoient troublez ni moleſtez dans la poſſeſſion des Etats compris dans leſdites Ceſſions, & fera ceſſer les troubles que l'on aporte à Sa Majeſté le Roi de Sardaigne dans la poſſeſſion de *Campo Maggiore*, *Torre de Tordi*, *Travedo*, *S. Fidele*, qui ſont quatre petits Hameaux de la Lumellino, qui eſt une des Provinces compriſes dans leſdites Ceſſions.

Que Sa Maj. le Roi de Sardaigne ait & porte privativement à tous le titre de Roi de Sardaigne, & que ſi l'Empereur le retient, ou celui de quelques Provinces & Villes dudit Royaume, le Roi de Sardaigne puiſſe prendre le Titre de Roi de Sicile après celui de Sardaigne.

Que Sa Majeſté Imperiale pour Elle, ſes Héritiers & Succeſſeurs confirmera & ratifiera l'Appellation du Roi de Sardaigne & de tous les Héritiers & Succeſſeurs de la Maiſon de Savoye, à la Succeſſion de la Monarchie d'Eſpagne & des Indes, ainſi qu'il eſt porté par le Traité d'Utrecht, & confirmé par celui de la Quadruple Alliance.

Que les Garanties générales & particulieres, qui ont été données à Sa Majeſté le Roi de Sardaigne, tant à l'égard du Royaume de Sardaigne que de ſes anciens Etats & Païs cedez, ſeront confirmées & ratifiées dans le Traité de Paix à faire.

Sa Majeſté le Roi de Sardaigne ſe reſerve d'expliquer & de ſpecifier plus amplement les ſuſdites Demandes, & de les augmenter ſelon que la Négociation lui en donnera lieu, & qu'il lui ſemblera convenir.

A

ANNO 1724. A Cambrai le 5. Mai 1724.

(*Signé*)

Le Comte DE PROVANA.

Demandes pour ſon Alteſſe Séreniſſime le Duc de Parme.

I. COmme il n'eſt pas moins juſte que néceſſaire d'ôter tout doute & équivoque, qui pourroient naître au préjudice de S. A. S. le Duc de Parme & de ſa Maiſon par la diſpoſition des Etats de Parme & de Plaiſance faite dans les Traitez de la Quadruple Alliance en faveur du Sereniſſime Infant Don Carlos & des autres Fils de leurs Majeſtez Catholiques après l'extinction de la Maiſon Farneſe.

Son Alteſſe Séreniſſime le Duc de Parme demande; que dans les Articles à inſerer dans le prochain Traité de Paix ſur ladite diſpoſition, l'on faſſe les déclarations ſuivantes.

Que ſadite Alteſſe & les Princes de ſa Maiſon, qui lui ſuccederont, en devront jouïr & les poſſeder avec toute la Souveraineté & étendue, & avec tous les Droits, Privileges, Honneurs, Prééminences, Uſages & Poſſeſſions, avec leſquels Sadite Alteſſe & chacun de ſes Prédéceſſeurs en ont joüis & les ont poſſedez avant les trois dernieres Guerres, de ſorte que ſous quelque titre ou couleur imaginable ils ne puiſſent jamais être troublez dans leſdites poſſeſſions & joüiſſances, ni ſouffrir le moindre préjudice que ce ſoit, qui déroge en quelque façon à leur condition & à celle de leurs Etats, anterieure auxdites Guerres.

Que l'on devra donc ſe déſiſter de toutes innovations contraires faites depuis, & que toutes choſes ſeront remiſes entierement dans le même état & ſur le même pied qu'elles étoient avant leſdites Guerres.

Que ſuivant ce que l'on a toujours pratiqué en cas de Differens & de Controverſes pour Juriſdictions, Confins & autres matieres pendantes entre Sadite Alteſſe & le Prince de Farneſe, leurs Succeſſeurs & leurs Etats d'une part, & les Empereurs & l'Empire, ni autres Souverains, quoique Feudataires & dépendans de l'Empire, de l'autre, l'on ne pourra jamais proceder par la voye de fait, mais ſeulement par la voye d'Arbitres, qu'on élira d'un commun conſentement, qu'on ſe ſoumettra entierement à leur déciſion, & que les Empereurs & l'Empire, ou leurs Tribunaux ne pourront jamais s'ingérer dans tels Differens, ou prétendre d'en être les Juges.

Qu'en tout tems & occaſion ſera rejetté tout recours, que qui que ce ſoit des Sujets & Vaſſaux des Princes de la Maiſon Farneſe, ſans excepter même ceux qui ſont & ſeront revêtus du Titre & Dignité de Prince de l'Empire ou de Grand d'Eſpagne pourroit avoir contre leſdits Princes, aux Empereurs & à l'Empire, ou à leurs Tribunaux.

De plus que tous les recours qui ont déja été faits, & nommement ceux de la perſonne, qui recemment a tenté de ſe ſouſtraire à la Souveraineté de Son Alteſſe Séreniſſime le Duc de Parme, comme auſſi à l'obeïſſance & au devoir de Vaſſal, dont il eſt tenu envers ledit Prince pour le Fief de Soragna, ſeront abandonnez pour toujours & remis aux Tribunaux de ſadite Majeſté, envers laquelle chacun de ſes Vaſſaux & Sujets, quoique honorez deſdits grades, diſtinctions & titres, ou de quelque autre que ce ſoit, devra vivre dans toute ſubjection, & leur prêter obéïſſance & fidelité, & ne devra être conſideré & traité autrement que comme tout autre Sujet & Vaſſal.

Que les Etats de Parme & de Plaiſance ne pourront jamais à l'avenir, tant en tems de Guerre qu'en tems de Paix, être chargez par les Empereurs, ou par l'Empire, de quartiers exceſſifs, ou Paſſages de Troupes, non plus que de Contributions, Subſides & Impoſitions, ſoit en argent, ſoit en autre choſe, ni d'aucune autre charge imaginable.

Que pour la plus grande ſûreté deſdites choſes Sa Majeſté Imperiale en raportera le conſentement & l'approbation de l'Empire dans deux mois après l'échange des Ratifications de la Paix, & dans le même terme leſdites innovations ſeront reparées.

II. Comme l'Empereur Leopold, de glorieuſe memoire, pleinement convaincu de l'independance des Etats de Parme & de Plaiſance, de l'Empereur & de l'Empire, par un effet auſſi bien de ſa juſtice que de ſa bonté, porta le 27. Juillet 1697. & 16 Juin 1703. deux Décrets, par leſquels il daigna promettre la reſtitution des Contributions exigées ſur les ſuſdits Etats, comme auſſi la refection des dommages interez à ces mêmes Etats par les Troupes Imperiales, pendant le cours des Guerres derniers; Le Duc de Parme demande, que par un Article à inſerer dans le prochain Traité de Paix à faire, Sa Majeſté Imperiale s'oblige au payement ou reſtitution des ſommes déja liquidées & arrêtées à Milan avec le Commiſſariat Imperial pour les Contributions exigées ſur leſdits Etats par les Troupes Imperiales pendant le cours des dernieres Guerres, faites en Italie depuis l'an 1691. juſqu'à préſent. ANNO 1724.

III. Son Alteſſe Sereniſſime demande qu'en exécution de pluſieurs Décrets portez par les Rois Catholiques, Prédéceſſeurs de Sa Majeſté Imperiale dans le Royaume de Naples, ſadite Majeſté, comme Poſſeſſeur dudit Royaume, veuille ſe charger dans le Traité de Paix à faire, de lui faire rendre dans deux mois après l'échange des Ratifications de ladite Paix, la Baronnie de Rocca Guglielma, apartenante à la Maiſon de Farneſe, avec les rentes & les refections des dommages & intérêts dûs, ſuivant la teneur deſdits Décrets.

En outre, que Sa Majeſté Imperiale ait la bonté de s'obliger, que tant pour ladite Baronnie que pour les autres Fiefs apartenans à ſadite Alteſſe dans le Royaume de Naples ſeront maintenus pour lui & pour ſes Succeſſeurs, & obſervez entierement, exactement & ſans aucune exemption, tous les Privileges, Conceſſions, Exemptions & Graces accordées par le paſſé à la Maiſon de Farneſe par les Rois Catholiques, & que dans leſdits mois tout préjudice qui peut avoir été fait là-deſſus dans le cours des Guerres & des tems paſſez, ſera reparé.

IV. Le Fiſc, ou Chambre Royale de Naples, étant redevable envers Mr. le Duc de Parme de 1854297. Ducats monnoye de ce Royaume, liquidez dans un jugement rigoureux par ordre du feu Roi Charles II. d'heureuſe mémoire, ainſi qu'il paroit par le raport fait aux Juges le trente-unieme Août par le Conſeiller National Farina; Son Alteſſe Séreniſſime demande, que dans les Traitez de Paix à faire, Sa Majeſté Imperiale, comme Poſſeſſeur du Royaume de Naples, veuille bien s'obliger de faire faire le payement de ladite ſomme avec les juſtes intérêts; qui ſeront écoulez du jour de ladite liquidation juſqu'à celui du payement effectif ſelon la quantité calculée, dans ledit Rapport dudit Conſeiller Farina, & cela dans le terme de deux mois après l'échange des Ratifications de ladite Paix.

V. Puiſque par la Paix à faire on va ôter toutes les occaſions & prétextes, par leſquels les Troupes de Sa Majeſté Imperiale s'emparerent dans les dernieres Guerres de l'Iſle de Ponza apartenante en pleine Souveraineté à Son Alteſſe Sereniſſime le Duc de Parme, ſadite Alteſſe demande, que ſuivant ce qu'on a pratiqué dans la Paix de Ryswick, Sa Majeſté Imperiale s'oblige dans le prochain Traité de Paix, de faire évacuer à ſes Troupes ladite Iſle & le Fort y ſitué immediatement après l'échange des Ratifications dudit Traité de Paix, & de les faire remettre au pouvoir de ſadite Alteſſe avec les Canons, Armes & Munitions & autres choſes qui ſe trouvoient dans ladite Iſle & Fort lorſque les Troupes Imperiales s'en emparerent.

Sadite Alteſſe ſe reſervant la faculté de plus amplement expliquer, ſpecifier, augmenter, & changer ſes demandes, & d'en faire d'autres pendant le cours de ces Négociations, comme il jugera à propos & convenable.

Fait à Cambray le 14. Mai 1724.

(*Etoit ſigné*)

El Conde DE SANT ESTEVAN. El Marques BERETTI-LANDI.

Reponſe des Plenipotentiaires de l'Empereur à l'Ecrit qui concerne le Duc de Parme.

QUemadmodum nulla excogitari poterit ratio, quâ Dux Parmenſis, aut nomine ejus Sereniſſimus Hiſpaniarum Rex, qui virtute Fœderis Londinenſis

ANNO 1724. dinenſis rebus Ineſſe ſe immiſcere non poteſt, præſentem Parmenſem Guarantiam Quadruplici cum Fœdere connectere velit, ſic quoque poſt inſpectam ejus prætentionum enumerationem Legati Plenipotentiarii Sacræ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis quidquam non ſolum illuc pertinens verum omne potius ab hac planè alienum, multiſque titulis adverſum reperiere, neque ſatis mirari potuerunt quâ fronte præfatus Dux diffor-mem adeò Libellum conſcribere à Dominis Legatis Hiſpanicis ſuâ manu firmandum, Legatiſque Cæſareis per Dominos Legatos Mediatores præſentandum offerre auſus fuerit, cùm inibi tam contra ipſummet Tractatum Londinenſem Cæſaris & Imperii à cunctis Partibus contractantibus in illos Status recognitum ſupremum Dominium inficiari, quam etiam debitam tantæ Majeſtati reverentiam ſat immodeſtâ petitione exercere, & ad hoc, titulo præfati Fœderis, cujus ille Princeps nunquam Pars contractans fuit, nec erit, cùm Cæſaris & Imperii haud dubia indignatione abuti præſumſerit.

Speraviſſent etiam Cæſarei Miniſtri ab amicâ Regum Mediatorum eorumque Legatorum operâ, quod Scriptum tam incongruum, & à rationibus hujus Congreſſus tam alienum, cùm ab aliis exhiberi voluiſſet, potius ſupprimere maluiſſent, cum ſcopus ad optatum finem pervehendi inde magis propellatur, quàm propinquior reddatur.

Declarant proindè infraſcripti Sacræ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis Legati Plenipotentiarii, ſe præfati Ducis adeò frivolè compilatarum prætentionum rationem inire nullam poſſe, utpotè ad Quadruplex Fœdus nullatenus ſpectantium, quinimo infringentium, quapropter etiam ſibi de his, & ſimilibus quidquam de hiſce auſcultandi, multominus deſuper quocunque modo hoc in Congreſſu tractandi fas non eſſe, quin potius illis incumbere ſponſionem ſive Guarantiam Imperatoris à Fœderatis ſuis in Quadruplici Fœdere ſuper jactatis pollicitam contra Ducis Parmenſis auſus reclamare, ut unitis conſiliis inquieti adeò conatus reprimantur, dictuſque Dux de non labefactanda feliciter reſtitutâ tranquillitate publicâ ſerìò admoneatur.

De cætero ſi Princeps hic quædam æquiora habere poſſet gravamina, eaque in Aulâ Cæſareâ decenter exhibeat de juſtitiâ Imperiali, ac juxta æquitatem meritâque cauſâ ſibi ſatisfactum iri non dubitet.

Quod verò Sereniſſimum Infantem Carolum attinet, qui in Articulo IX. Poſtulatorum Hiſpanicorum ad ſulciendas has Ducis Parmenſis prætentiones præmaturè nimis allegatur, cum nullam pariter ex Quadruplici Fœdere in illis partem aſſumere poſſe, ex ipſo Tractatus Londinenſis Articulique quinti tenore patet, eum præter expectativam nihil ei juris in Status Parmenſes competat, donec caſus modernorum Principum & illorum Deſcendentium maſculorum illi ſucceſſionem aperiat, quemadmodum etiam Diploma deſuper eventualis Inveſtituræ ab Imperatore conſenſu Imperii ſolemniter impertitum cautelam hanc in Quadruplici Fœdere expreſſam diſertis verbis continet, juxta quam Princeps hic ſeſe gerere debet, æque ac Imperator pactis promiſſis ſuis juxta tenorem Quadruplicis Fœderis intemeratâ fide ſtabit.

Denique Sacræ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis Miniſtri Plenipotentiarii & Legati Dominos Legatos Mediatores peramice obteſtantur, ut præſentem rerum Negociationem longo nimium & inutili intervallo ſæpius interruptam, aut rectum in tramitem reducant, & laudabili ſuo zelo & officiis optatum ad finem tandem promoveant, aut ſaltem de finali deſuper Legatorum Plenipotentiariorum Sacræ Regiæ Majeſtatis Hiſpaniæ ſenſu infraſcriptos edoceant, ut Imperator de eo certior redditus meliori quo viſum fuerit modo huic Congreſſui finem imponere poſſit, cùm omnino incongruum videatur, tot tantorumque Principum Miniſtros diutius abſque ullo fructu hic permorari, & contra Europæ vota expectationemque rem tam gravis momenti in incerto verſari.

Cameraci die 25. Auguſti 1724.

(*Signatum*)

Comes a Windisch-Gratz. L. B. a Penten-Riedeb.

Reflexions des Miniſtres des Rois Mediateurs ſur la Réponſe des Miniſtres de l'Empereur aux Demandes du Duc de Parme.

C'Eſt ſans fondement que Mrs. les Miniſtres de l'Empereur établiſſent, qu'il n'y a aucune des demandes du Duc de Parme qui ſoit relative au Traité de Londres. Mrs. les Miniſtres Médiateurs ſont en état de le faire voir, & de même qu'ils ne voudroient pas inſiſter ſur celles qui y ſont étrangeres, ils croyent auſſi devoir continuer leurs inſtances ſur les autres. ANNO 1724.

Les termes employez par les Miniſtres de l'Empereur ſont peu decents entre Princes, ils ſemblent même reprocher aux Mediateurs de vouloir ſoutenir un Ecrit contraire à tous les Traitez, & à l'eſprit de Paix. En vain les Miniſtres de l'Empereur voudroient parler du Domaine ſuprême de leur Maître & de l'Empire, il n'eſt pas moins éventuel que l'Inveſtiture, & l'Empereur & l'Empire n'ont & n'auront conformement au Traité de Londres, juſques au cas de l'ouverture des Succeſſions, aucun Droit actuel ſur les Etats de Toſcane & de Parme.

Les Miniſtres de l'Empereur établiſſent d'une maniere déciſive, que le Duc de Parme ne ſera jamais Partie contractante dans le Traité, ce n'eſt point à eux à décider une pareille queſtion, toutes ſes Puiſſances, qui forment la Quadruple Alliance, ayant déja contracté pour lui dans ledit Traité.

Si les Mediateurs pouvoient mériter des reproches, ce ne ſeroit qu'en cas qu'ils ſupprimaſſent des Mémoires écrits avec meſure lorſqu'ils tendent à demander juſtice pour un Prince leſé.

Les Miniſtres de l'Empereur peuvent bien ne pas écouter les Demandes contraires à l'eſprit & à la lettre des Traitez: toutes celles du Duc de Parme ne ſont point dans ce cas-là: les Rois Mediateurs ſeront toujours prêts à effectuer à l'égard de l'Empereur leurs Engagemens & leurs Garanties, mais il ne ſeroit pas équitable de les reclamer pour trouver les moyens de refuſer juſtice à un Prince, qui en la demandant ne trouble point la tranquillité publique.

Independamment de ce que le Duc de Parme eſt bien fondé à demander au Congrès la juſtice qui peut lui être due, il n'a pas fait une aſſez heureuſe experience du ſuccès des repréſentations les plus juſtes que l'on fait à Vienne.

Si l'Infant Don Carlos n'a point acquis des Droits actuels par les Traitez de Londres, au moins eſt-il vrai que le Roi d'Eſpagne peut demander avec raiſon que les pertes que le Duc de Parme pourroit avoir ſouffertes, ſoient reparées, & qu'il peut fonder ſes inſtances ſur le dommage qui en adviendroit au Prince Infant au préjudice des Traitez de Londres; c'eſt une raiſon, dont il n'eſt pas poſſible de conteſter la juſtice & la ſolidité.

Il n'a pas dependu des Miniſtres Mediateurs d'avancer davantage la Negociation, elle a toujours été ſuſpendue par les difficultez continuelles venues des Plenipotentiaires de l'Empereur.

Les Mediateurs ne ſouhaitent rien plus que de n'être pas obligez à diſſoudre infructueuſement une Aſſemblée, dont la durée n'a pas dependu d'eux.

Copie de la Lettre des Miniſtres Imperiaux aux Miniſtres des Rois Mediateurs, à Cambrai le 23. Septembre 1724.

MESSIEURS,

COmme la lecture que Vos Excellences nous ont fait hier de leurs Reflexions ſur notre Réponſe aux Demandes du Duc de Parme, ne nous a pas laiſſé le loiſir de conſiderer le contenu avant que de les recevoir, & que les ayant lues depuis avec plus de loiſir & d'attention, nous y avons trouvé que le contenu s'en adreſſoit de leur part perſonnellement à nous, & cela même avec des reproches, dont non ſeulement nous ne conviendrons jamais, mais ſi nous y répondions du même ton, & les retorquant pour notre décharge du même ſtile, prenions à partie ceux qui nous les font, il n'en pourroit reſulter aucun fruit pour avancer la Negociation entre nos Maîtres, ce qui doit être pourtant le principal & ſeul objet des uns & des autres.

Ainſi nous avons cru ne pouvoir mieux manifeſter notre eſprit de paix, ni marquer une conſideration plus attentive pour V. E. & un plus grand reſpect pour les Puiſſances que vous repréſentez, que de ne pas entrer en détail de vos ſuſdites Reflexions, mais de

ANNO 1724.

de nous borner ſimplement pour le préſent à proteſter ſolemnellement contre l'imputation peu méritée qu'on nous fait, comme ſi nous étions la cauſe des délais de ce Congrès, dont le Public mieux informé jugera ſans doute autrement, n'étant d'ailleurs ſujet à la correction de qui que ce ſoit qu'à celle de l'Empereur notre très Auguſte Maître, à qui ſeul nous ſommes reſponſables de notre conduite, & nous croyons auſſi qu'il nous appartient autant qu'à tout autre Miniſtre des Puiſſances Alliées d'établir d'une maniere deciſive, ſi le Duc de Parme eſt, ou ſera Partie contractante du Traité de Londres, ou non.

Au reſte, comme ce qui reſléchit ſur le perſonnel des Miniſtres, ne doit pas être confondu avec les matières dont il s'agit; nous répondrons à celles-ci conformement aux ordres qu'il plaira à l'Empereur nous envoyer ſur le compte fidele que nous avons rendu à Sa Majeſté des dernieres Conferences, & nous ſommes perſuadez, que l'Empereur ne ſouhaita pas moins que les Médiateurs de n'être pas obligé de diſſoudre infructueuſement une Aſſemblée, dont le plus prompt ſuccès n'a certainement jamais dependu de ſes bonnes intentions, qui ſont toujours de maintenir religieuſement ſes engagemens.

Nous avons l'honneur d'être parfaitement,

DE VOS EXCELLENCES,

Les très-humbles & très-obéiſſans Serviteurs,

(Signé)

Le Comte de WIRDISCHGRATZ. B. DE PANTENRIEDER.

PROTOCOLLE.

L'Empereur a ordonné à ſes Miniſtres de déclarer à Mrs. les Miniſtres Médiateurs, que Sa Majeſté leur défend précifement d'admettre le Mémoire de Monſr. le Duc de Parme, ou de traiter à ce Congrès les Demandes y contenues, n'ayant aucun raport à la Quadruple Alliance, ainſi que les Miniſtres de l'Empereur en France & en Angleterre ſont chargez de le repréſenter aux deux Cours plus amplement.

Après quoi Sa Majeſté Imperiale ordonne à ſes Miniſtres de requerir les Miniſtres Médiateurs conformement aux Traitez de Londres, & de ſes Garanties, qu'en écartant dorenavant de cette Négociation, toutes pareilles Demandes point apartenantes à la Quadruple Alliance, & nommement de ceux qui n'ont été ni Parties contractantes, ni Belligerantes, ils veulent faire avoir aux Miniſtres de l'Empereur la réponſe de la Cour d'Eſpagne: & Sa Majeſté eſpere, qu'après que les Médiateurs les auront conſiderées de part & d'autre avec un eſprit d'équité & d'impartialité, ils voudront propoſer enſuite, en bons Mediateurs, des expediens convenables, & conſeiller les deux Parties, pour conduire par ce moyen ce Congrès ſi long-tems agité, à une heureuſe fin, & rendre à l'Europe ſa tranquillité ſolide & aſſurée, qui eſt tout ce que l'Empereur ſouhaite, à quoi Sa Majeſté ſe prêtera de ſon côté avec toutes les facilitez raiſonnables.

A Cambrai le 3. Octobre 1724.

Proteſtatio Nomine Sedis Apoſtolicæ & Sanctiſſimi D. D.* INNOCENTII PAPÆ XIII. *emiſſa in Conventu Cameracenſi adverſus Tractatus initos aut meditados ſuper prætenſâ conceſſione eventualis Inveſtituræ Ducatûs Parmæ & Placentiæ.

UNiverſis præſentes Literas inſpecturis notum facimus & declaramus, quod cum Sanctiſſimus Dominus Noſter INNOCENTIUS Divinâ Providentiâ Papa XIII., Nos ad Conventum Pacis generalis Cameracenſem Sanctitatis ſuæ & S. Sedis Apoſtolicæ verum, legitimum & indubitatum Procuratorem, Actorem & negotiorum Geſtorem generalem & ſpecialem conſtituerit, Nobisque poteſtatem, auctoritatem & facultatem tribuerit aliquem probum & præſtantem virum Eccleſiaſticum, in noſtri locum ſubſtituendi, & ad dictam Civitatem Cameracenſem mittendi, eique communicandi & ſubdelegandi poteſtatem, auctoritatem & facultatem, omnia & ſingula ad Catholicæ Religionis, Apoſtolicæ Sedis & Eccleſiæ bonum neceſſaria & opportuna faciendi, gerendi & exequendi, prout latius in Litteris Apoſtolicis in formâ Brevis expeditis Romæ apud Sanctam Mariam Majorem die XV. Menſis Septembris 1722. & die XVI. Februarii currentis Anni 1723. quarum tenor talis eſt.

Foris. *Venerabili Fratri Bartholomæo Archiepiſcopo Athenarum, ad Chriſtianiſſimum in Chriſto Filium noſtrum Ludovicum Francorum Regem Chriſtianiſſimum Noſtro & Sedis Apoſtolicæ Nuncio.*

Intùs verò. INNOCENTIUS PP. XIII. *Venerabilis Frater, ſalutem, & Apoſtolicam Benedictionem.*

CUM, ſicut accepimus, in Civitate Cameracenſi tractationes de Pace generali inter Chriſtianiſſimos in Chriſto Filios noſtros Reges Orthodoxos, aliosque Chriſtianos Principes firmandi, benedicente Domino, inſtitutæ jam fuerint; plurimùm verò expediat, ut hac occaſione aliquis in illis partibus reperiatur, qui Noſtris & Apoſtolicæ Sedis rationibus ſedulò advigilet, præſertim verò omne ſtudium & curam adhibeat ne aliquod in eiſdem tractationibus, ſive Catholicæ Religioni, ſive Libertati Eccleſiaſticæ, ſive demum dictæ Sedis juribus præjudicium inferatur; Hinc eſt, quod Nos ex commiſſi Nobis divinitùs Paſtoralis Officii debito, Orthodoxæ Fidei indemnitati opportune providere, Sedisque prædictæ & Eccleſiæ jura ſarta tecta undequaque tueri, ac adverſus quæcumque illi præjudicialia, quantum Nobis ex alto conceditur, conſtanter aſſerere cupientes, Te, de cujus ſpectatâ, in arduis Noſtris & ejuſdem Sedis negotiis, fide, prudentiâ, integritate, & in rebus agendis dexteritate ac zelo plurimam in Domino fiduciam habemus, ad Conventum Pacis generalis hujuſmodi qui in dictâ Civitate Cameracenſi celebratur, Noſtrum & ejuſdem Sedis verum, legitimum & indubitatum Procuratorem, Actorem & negotiorum Geſtorem generalem & ſpecialem, ita quod ſpecialitas generalitati non deroget, nec e contra, Auctoritate Apoſtolicâ tenore Præſentium facimus, conſtituimus & deputamus, Tibique plenam & liberam poteſtatem, auctoritatem & facultatem, omnia & ſingula, quæ in iis, quæ Tibi a Nobis commiſſa fuerunt, Catholicæ Religionis, Apoſtolicæ Sedis & Eccleſiæ bonum reſpicientibus neceſſaria, ſeu opportuna fuerint, etiamſi talia forent, quæ ſub generali conceſſione non venirent, ac ſpecialem notam, ſeu ſpeciale mandatum requirerent, Noſtro & Sedis prædictæ nomine faciendi, gerendi & exequendi, nec non quatenus ratione muneris quo fungeris, Noſtri & dictæ Sedis in Regno Galliarum Nuncii, ad prædictam Civitatem Cameracenſem perſonaliter accedere nequiveris, aliquem probum & præſtantem virum Eccleſiaſticum ſubſtituendi, & ad eamdem Civitatem Cameracenſem mittendi, eique poteſtatem, auctoritatem & facultatem ejuſmodi communicandi & ſubdelegandi, harum ſerie tribuimus. Non obſtantibus Conſtitutionibus & Ordinationibus Apoſtolicis, ceterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem ſub Annulo Piſcatoris, die XV. Septembris MDCCXXII. Pontificatus Noſtri Anno Secundo

Sigillum. FABIUS CARDINALIS OLIVERIUS.

Item.

Foris. *Venerabili Fratri Bartholomæo Archiepiſcopo Athenarum, ad Chriſtianiſſimum in Chriſto Filium Noſtrum Ludovicum Francorum Regem Chriſtianiſſimum Noſtro & Sedis Apoſtolicæ Nuncio.*

Intus verò. *INNOCENTIUS PAPA XIII.* Venerabilis Frater ſalutem, & Apoſtolicam Benedictionem.

ALIAS per Nos accepto, quod in Civitate Cameracenſi tractationes de Pace generali inter chriſtianiſſimos in Chriſto Filios Noſtros Reges orthodoxos, aliosque Chriſtianos Principes firmandâ inſtitutæ fuerant, ac conſiderantes plurimùm expedire, ut hac occaſione aliquis io illis partibus reperiretur, qui Noſtris & Apoſtolicæ Sedis rationibus ſedulò advigilaret, præſertim verò omne ſtudium & curam adhiberet, ne aliquod in eisdem tractationibus, ſive Catholicæ Religioni, ſive Libertati Eccleſiaſticæ, ſive denique dictæ Sedis juribus præjudicium inferretur, Te ad Conventum Pacis generalis hujuſmodi, Noſtrum ac Sedis præfatæ verum, legitimum & indubitatum Procuratorem, Actorem & negotiorum Geſtorem generalem & ſpecialem facimus, conſtituimus & deputavimus, cum plenâ & liberâ poteſtate, auctoritate & facultate omnia & ſingula,

ANNO 1724.

ANNO 1724. singula, quæ in iis, quæ Tibi a Nobis commissa fuerant Catholicæ Religionis, Apostolicæ Sedis & Ecclesiæ bonum respicientibus necessaria opportuna fuissent, etiamsi talia forent, quæ sub generali concessione non venirent, ac specialem notam, seu speciale mandatum requirerent, Nostro & Sedis præfatæ nomine faciendi, gerendi & exequendi, nec non quatenus ratione muneris quo fungebaris, Nostri & dictæ Sedis in Regno Galliarum Nuncii ad præfatam Civitatem Cameracensem personaliter accedere nequires, aliquem probum & præstantem virum Ecclesiasticum substituendi, & ad eamdem Civitatem mittendi, eique potestatem, auctoritatem & facultatem hujusmodi communicandi, ac subdelegandi, & alias, prout in Nostris in simili formâ Brevis die XV. Septembris proximè præteriti desuper expeditis Litteris, quarum tenorem præsentibus pro plenè & sufficienter expresso, & de verbo ad verbum inserto haberi volumus, uberius obtinetur. Cum autem ad Apostolatus Nostri notitiam non sine intimo animi nostri dolore nuper pervenerit, memoratam Pacem generalem ita parari, ut prævia eam fanciendi conditio esse debeat eventualis Investitura Ducatûs Parmæ & Placentiæ, Nobis & huic Sanctæ Sedi etiam in temporalibus mediate subjecti, per Charissimum in Christo Filium Nostrum Philippum Hispaniarum Regem Catholicum favore Dilectissimi pariter Filii Nostri Caroli Hispaniarum Infantis Nati sui petenda, illique à Charissimo itidem in Christo Filio Nostro Carolo Romanorum Rege in Imperatorem electo, perindè ac in S. R. Imperii Feudum esset, concedenda, idque in Comitiis Ratisbonensibus propositum, & à Germaniæ Principibus per suos Ministros ibi congregatos approbatum fuisse, quemadmodum in Capitulo Electorali ac Concluso, ut vocant, eorumdem Germaniæ Principum & Statuum Imperii præfati desuper editis, fusiùs dicitur contineri, meritoque dubitari possit, quod ad concessionem dictæ eventualis Investituræ Ducatûs præfati, qui nullâ ratione ad jura Imperii pertinet, sed ut notorium ac manifestum est, non alterius quàm Sedis Apostolicæ, Nostroque, & Romani Pontificis pro tempore existentis directo, alto & supremo Dominio subest, non minùs injustè quam nullitèr reipsâ deveniatur, Hinc est quod Nos, qui Romanæ, aliarumque inferiorum Ecclesiarum jurium assertores à Domino constituti sumus, tam apertæ injuriæ maturè occurrere, ac ne ullo unquàm tempore Nostra & earumdem Sedis in præmissis acquiescentia prætendi possit, sed ut omnibus innotescat, Nos & Sedem prædictam constanter impugnare, improbare ac rejicere, quacumque opportuniori ratione providere volentes, Tibi per Præsentes committimus & mandamus, ut juxta Instructionem ad te jussu Nostro transmittendam, per Te ipsum, seu personam Ecclesiasticam à Te, sicut præmititur, substituendam, & ad prædictam Civitatem Cameracensem ablegandam, nihil quod pertinet ad dictum Ducatum Parmæ & Placentiæ à quopiam in præjudicium directi Dominii, ac jurium S. Romanæ Ecclesiæ competentium innovari, statui, vel disponi posse, vel potuisse, ac propterea quascumque Transactiones, postulationes, conditiones, conventiones, pacta, dispositiones, illarumque confirmationes & approbationes, tam in dictâ Civitate Cameracensi, quàm in Comitiis Ratisbonensibus, ac Capitulo & Concluso præfatis, sive etiam ubi & ubicumque super ejusdem Ducatûs eventuali Investiturâ, Infeudatione, Concessione, Successione, Possessione & Fruitione, magisque ipsam Investituram, Infeudationem ac Concessionem quibuscumque verbis, clausulis & formulis, tam directè, quàm indirectè, ac principaliter, & incidenter, ac alias quomodocumque & quandocumque factas, seu, quod absit, faciendas, omninò nullas, irritas, invalidas, inanes, nulliusque roboris ac momenti, cum omnibus inde secutis & quandocumque forsitan secuturis, ab ipso initio fuisse & perpetuo fore, omni meliori modo, viâ, jure, causâ & formâ, in Paris generalis conventu hujusmodi, etiam illius exitu minimè expectato, publicè, solemniterque, Nostro pariter & ejusdem S. Sedis nomine declares atque protesteris, illaque reprobes, rejicias ac impugnes, nec ex illis cuiquam aliquod jus, vel actionem, vel titulum etiam coloratum, vel possidendi, aut præscribendi causam, tametsi per immemorabile tempus acquisitam, vel acquisitum fuisse, vel esse, aut quandocumque acquiri, vel competere, neque illa statum ullum facere, vel fecisse, aut in posterum facere posse, sed ac si numquam emanassent aut emanarent; vel facta non fuissent; vel forent, pro non existantibus & non factis perpetuò habenda esse, illisque nullo unquam tempore refragantibus, supremum, altum & directum Dominium, & alia quæcumque Romanæ Ecclesiæ jura semper prædicto Ducatu Parmæ & Placentiæ, salva, integra, illæsa, inviolata, atque sarta tecta fuisse & esse, ac perpetuò futuliter fore, Auctoritate Nostrâ Apostolicâ decernas itidem, & declares; Nos enim plenam, liberam & omnimodam ad præmissa facultatem & potestatem Tibi eâdem auctoritate tenore Præsentium concedimus & impertimur. Non obstantibus omnibus iis, quæ in prædictis Litteris Nostris voluimus non obstare, cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub Annulo Piscatoris die XVI. Februarii M. DCC. XXIV. Pontificatus Nostri Anno Secundo.

Signatum F. CARDINALIS OLIVERIUS.

CUMque pro ratione Muneris quo fungimur, ejusdem Sanctissimi Domini Nostri Domini Papæ INNOCENTII XIII. dictæque S. Sedis in Regno Galliarum Nuncii, ad præfatam Civitatem Cameracensem personaliter accedere non possimus, hinc est quod vigore suprascriptarum Litterarum Apostolicarum Dilectum Nostrum actualem Auditorem & Protonotarium Apostolicum Antonium ROTA Clericum Romanum, de cujus fide & prudentiâ Nobis constat in Nostri locum substituimus, eumque ad Civitatem prædictam Cameracensem mittimus, ipsique plenam & integram potestatem, auctoritatem & facultatem, Nobis per suprascriptas Litteras Apostolicas commissas & impertitas communicamus & subdelegamus; ipsi injungentes & mandantes, ut omnia & singula Nobis in suprainsertis Literis Apostolicis iniuncta, mandata & commissa diligenter ac sedulo impleat, eaque omnia præstet, quæ Nos ipsi præstaremus, si personaliter illuc liceret accedere. In quorum fidem has Præsentes manu propriâ subscripsimus, eisque sigillo nostro quo in talibus utimur muniri jussimus, & per Secretarium Nostrum subscribi mandavimus. Datum Parisiis, in Palatio nostræ solitæ habitationis, hac die decimâ quartâ Martii 1723.

(*L. S.*) B. MASSEUS Archiepiscopus Athen. & apud Regem Christianissimum Nuncius Apostolicus.

M. TRUCHET *à Secretis.*

ANNO 1724.

PROTESTATIO.

UBI primum Sanctissimus Dominus Noster INNOCENTIUS Divinâ Providentiâ Papa XIII. accepit in Conventu & Comitiis hac in Civitate Cameracensi aperiendis, generalem Concordiam inter Orthodoxos Principes ita componendam esse, ut per sinceram reconciliationem, sedatis acerbissimis dissidiis, quibus illorum animi agitabantur, desiderata tandem tranquillitas firmaretur, nullis nec precibus apud Deum, nec Officiis & cohortationibus apud eosdem Principes, consilia hæc promovere atque ad tam universæ Christianæ Reipublicæ salutare opus, benedicente Domino, perficiendum, illos urgere unquam desiit. Ea tamen semper Sanctitati suæ mens & fiducia fuit, ne quid nimirùm injuriæ ac detrimenti, in ipsâ optatissimæ licet Concordiæ sanctione, Catholicæ Religioni, atque Sedis Apostolicæ & Ecclesiarum juribus inferretur; quibus jam tum ab initio sui Pontificatûs, tam per suos apud præfatos Principes, Nuncios, quam per seipsum cum eorum Ministris Romæ commorantibus opportunè prospicere non prætermisit.

At post longas moras, quæ publicam expectationem protrahebant, gravissimum illi accidit diversis ex partibus allatum nuntium, Cameracensem istam Concordiam eâ demum ratione parari, ut veluti præcipua, ac ut ajunt, præliminaris illam conciliandi conditio futura sit, eventualis Investitura Ducatûs Parmæ & Placentiæ à Catholico Rege Philippo V. pro Regio Infante Carolo ejusdem filio petenda, eique ab Imperatore Carolo VI. tanquam de Feudo Imperii concedenda: Idque in Comitiis Ratisbonensibus propositum, à Germaniæ Principibus per suos Administros ibi congregatos, confirmatum atque approbatum fuisse; amplis verbis gratias agendo Imperatori, pro curâ impensâ in amplificandis Imperii Juribus, ut legitur in Capitulo Electorali dictato Ratisbonæ die 7. mensis De-

ANNO 1724. Decembris Anni ſuperioris 1722. & in Concluſo Principum & Statuum Imperii.

Quapropter cùm dubitari poſſit, quòd, ut ibi decretum, deliberatumque jam fuit, re ipſâ deveniatur ad conceſſionem dictæ eventualis Inveſtituræ ejusdem Ducatûs Parmæ & Placentiæ, qui nullâ ratione ad Jura Imperii pertinet; ſed ut omnibus notorium, manifeſtumque eſt, non alterius, quam S. Sedis ac Romani Pontificis directo, alto & ſupremo Dominio ſubeſt: idcirco Sanctiſſimus Pater ex crediro ſibi divinitùs Apoſtolici Officii debito, tam apertæ Jurium Sedis Apoſtolicæ læſioni maturè occurrere volens, Illuſtriſſimo & Reverendiſſimo Domino Bartholomæo Maſſei Athenarum Archiepiſcopo, ſub & ejusdem Sedis Apoſtolicæ in Galliarum Regno Nuncio Ordinario, utpotè vicino ejus Miniſtro injunxit, ac ſpeciali Mandato commiſit, ut juxtà generales & ampliſſimas facultates ipſi jam tributas per Litteras in formâ Brevis eidem directas ſub die 15. Menſis Septembris Anni 1722. tarquam ejusdem Sanctitatis ſuæ, ac Romanæ Eccleſiæ verus & legitimus Procurator, Actor & negotiorum Geſtor, vel per ſeipſum, vel per alium, ab eo huc mittendum (cui tamen nullum extrinſecum Miniſterii titulum communicari voluit) Sedem præfatam à quibusvis præjudiciis, quæ ei ex ejusmodi Concordiæ tractatione, etiam illius exitu minimè expectato, quomodolibet obvenire poſſent, quâcumque opportuniori ratione, curâ & ſtudio præſervare, illæſumque ac ſartam tectam reddere, ac illa antevertere adniteretur.

Ut igitur idem Illuſtriſſimus Athenarum Archiepiſcopus, vel ipſis etiam injuſtis dictæ Concordiæ initiis, quibus Apoſtolicæ Sedis jura adeò manifeſtè impetuntur, Pontificum diſſenſum & improbationem opponeret, ac novis adhuc & ſpecialibus a Sanctitate Suâ, per alias in ſimili formâ Brevis die 26. Februarii præſentis Anni 1723. expeditas Litteras, ad eum interim perlatis Mandatis obtemperaret, me hùc allegavit, ut Sanctitatis ſuæ juſſa exequendo, Romanæ Eccleſiæ rationibus, legitimis remediis conſulerem, ne ullo unquam tempore S. Sedis acquieſcentia prætendi poſſit.

Licet autem, ut id pro officii mei ratione exequar, ejusdem Sedis Titulos & Jura, quorum ſolus Deus Judex eſt, hic proferre & recenſere non debeam, minus verò operæ pretium ſit, quoad longiſſimè poteſt mens noſtra, reſpiciendo ſpatia præteriti temporis memoriam rerum recordari ultimam: id tamen non omittam, neminem videlicet latere, duobus & ultrà abhinc ſæculis Romanam Eccleſiam dicti Ducatûs ſupremo, alto & directo Dominio pacificè potitam fuiſſe: nec minùs exploratum eſſe, fel. rec. Paulum III. eundem Ducatum in feudum conceſſiſſe Petro Aloyſio & Domui Farneſiæ, deſignatis perſonis ex dictâ Domo & Familiâ in ipſo ſucceſſuris, certisque adpoſitis pactis & conditionibus ab illis perpetuò adimplendis: cujus conceſſionis, ac Inveſtituræ Lege ſemper, fideliterque hactenus ſervatâ, quoties poſſeſſorem Feudi deceſſiſſe contigit, ejusdem Filius primogenitus, tanquam Eccleſiæ Romanæ Feudatarius, publicâ Legatione ſupplicans pro Inveſtituræ renovatione à Summo Pontifice pro tempore exiſtente illam obtinuit: omnesque demùm, tam nimirùm modernus D. Parmæ & Placentiæ Dux, quàm ejus in dicto Ducatu Prædeceſſores, palam ac omnium oculis ſpectantibus ſolemniter ſemper ſolverunt annuum Cenſum, tanquam perenne dicti ſupremi Dominii S. Sedis & Vaſſallagii teſtimonium in originariâ Inveſtiturâ, Feudatario imperatum, atque præſcriptum.

Quæ ſanè omnia, cùm probè nota eſſent tum prædeceſſoribus Imperatoribus, Imperii tamen jura minimè obtendentibus, tum præcipuè glorioſ. memor. Leopoldo; idem, dum ſanctæ mem. Innocentius XII. vehementer apud illum conqueſtus fuit, quòd militares ejus copiæ ingreſſæ eſſent Ditionem Parmenſem & Placentinam Romanæ Eccleſiæ Feudum, facti hujus eam attulit excuſationem, nempè quod ipſe à Principis, & ſibi tam arctè conjuncti, & S. Sedis Vaſſallagio adſtricti, Ditionibus abſtinuiſſet, niſi ſumma neceſſitas eum coegiſſet ad Milites in illas immittendos. Ut etiam Comite Philippo Maria Scotto dicti Domini Ducis Ablegato, ejus nomine poſcente compenſationem ingentium contributionum ab eodem ſubminiſtratarum, atque damnorum, quæ ob Cæſareum Militem in ſuâ Ditione ad hyberna miſſum, illata illi fuerant, prædictus Imperator profeſſus fuit atque declaravit, adeò gravia incommoda D. Ducis Domini invexiſſe non ex Vaſſallagii debito, ſed quia terum ac temporum conditio ipſum tametſi invitum, ad id compulerant. Porrò erquis neſcit fel. rec. Clementem P P. XI. ad ejusdem Ducatûs defenſam & cuſtodiam, inter noviſſimos Italici belli motus, Romanæ Eccleſiæ Vexillum in illius Arcibus ac Munitionibus explicaviſſe, atque Pontificium præſidium collocaſſe? Cæſareis & fœderatorum Regum Exercitibus ac Ducibus id ſpectantibus, nemine verò adverſùs adeò conſtans & publicum ſupremi S. Sedis Dominii exercitium reclamante. ANNO 1724.

In tantâ itaque Jurium Sanctæ Romanæ Eccleſiæ perſpicuitate atque evidentiâ, quæ Religio, quæ Juſtitiæ ratio pati poterit, ut cum adeò gravi illorum jactură ac impendio, Jura Imperii, nuvâ ac indebitâ prorſus quæſitâ acceſſione amplificentur? Aut quæ pax inter Chriſtianos Principes coaleſcere poterit, quæ diù manſura ſit, ſi eadem auſpicanda violento ſpolio, quo S. Sedes & Chriſti Vicarius tantâ cum injuſtitiâ, fuerumque rationum detrimento deturbetur ſupremo, alto, ac directo Dominio dicti Ducatûs antiquiſſimis titulis, plurium ſæculorum pacificâ quaſi poſſeſſione, & gentium denique conſenſu conſtabilito? Quemadmodum igitur Sanctiſſimus Pater, quo tantam injuriam propulſaret, atque Romanæ Eccleſiæ Jura vindicaret & aſſereret, non defuit omnibus paternis officiis, quibus tam per ſuas Litteras Apoſtolicas, quàm Nuncios ſuos, Catholicos Principes admoneret, atque ab injuſtis hac in re ſuſceptis conſiliis revocaret: ita Ego reverenter atque humiliter obſequendo menti Sanctitatis ſuæ, ac utendo facultatibus ejusdem auctoritate mihi, à præfato Illuſtriſſimo & Reverendiſſimo Nuncio attributis, ut demandatum officium adimpleam, & ut plenius innotescat & palàm ſit, quod ipſe Summus Pontifex ejusmodi præjudiciis non modo non aſſentitur, nec unquam aſſenſurus eſt, ſed illa expreſsè impugnat, reprobat ac rejicit, prout etiam ejus ſucceſſores certò impugnaturi, reprobaturi & rejecturi ſemper erunt: omnibus melioribus modo, viâ, jure, cauſâ & formâ, quibus pro ejusdem officii mei ratione poſſum & debeo in hoc publico Conventu, publicè, ſolemniterque declaro, atque proteſtor, nihil quod pertinet ad Ducatum Parmæ & Placentiæ à quopiam in præjudicium, tum directi Dominii, tum Jurium Sanctæ Romanæ Eccleſiæ competentium, innovari, ſtatui, vel diſponi poſſe, vel potuiſſe. Propterea que quascumque Tractationes; Conventiones, Pacta, Diſpoſitiones, illarumque Confirmationes & Approbationes, tam hic, quam in Comitiis Ratisbonenſibus, ac Capitulo & Concluſo præfatis, ſive etiam alibi, & ubicumque, ſuper ejusdem Ducatûs eventuali Inveſtiturâ, Infeudatione, Conceſſione, Succeſſione, Poſſeſſione & Fruitione, magisque ipſam eventualem Inveſtituram, Infeudationem, ſeu Conceſſionem, quibuscumque verbis, clauſulis & formulis tam directè, quàm indirectè, tam principaliter, quàm ineidenter, ac alias quomodocumque, & quandocumque factas, ſeu, quod abſit, faciendas, omninò nullas, irritas, invalidas, inanes, nulliusque roboris ac momenti, eum omnibus inde ſecutis, & quandocumque fortaſſe ſecuturis ab ipſo initio fuiſſe, eſſe & perpetuò fore: illaque idcirco pro facultatibus mihi ut ſuprà conceſſis, & munere quo fungor, ac nomine ſupradicto, omni melioti modo, quo poſſum ac debeo, reprobo, atque impugno, nec ex illis cuiquam aliquod jus, vel actionem, aut titulum etiam coloratum vel poſſidendi, aut præſcribendi cauſam, tametſi per immemorabile tempus, acquiſitam vel acquiſitum fuiſſe, vel eſſe, aut quandocumque acquiri, vel competere poſſe, neque illa ſtatum illum facere, vel feciſſe, vel in poſterùm facere poſſe, ſed perindè, ac ſi nunquam emanaſſent, aut emanerent, vel facta non fuiſſent, vel forent, pro non emanatis & non factis perpetuò habenda eſſe: ideòque eisdem nullo unquàm tempore refragrantibus, ſupremum, altum & directum Dominium, & alia omnia quæcumque Sanctæ Sedis & Romanæ Eccleſiæ Jura ſuper prædicto Ducatu Parmæ & Placentiæ, ſalva, integra, illæſa, inviolata fuiſſe & eſſe, ac perpetuò fore, rurſus proteſtor, atque declaro. Actum Camerici die primâ Menſis Aprilis (2) Anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo tertio, Indictione primâ, Pontificatûs SS. DD. N. INNOCENTII Papæ XIII. Anno ſecundo.

Signatum,

ANTONIUS ROTA.

Ad

(2) Il paroîtra étonnant que cette Proteſtation & la ſuivante ſoient datées de 1723. pendant que le Congrès n'a été ouvert qu'en 1724. mais il faut ſavoir que les Miniſtres Plenipotentiaires y furent aſſemblez dès la fin de 1722.

ANNO 1724. Ad quorum omnium & singulorum perpetuam notitiam atque evidentiam, in absentes quoque & posteros transmittendam, cùm neminem adhuc invenerim, qui in hoc Cameracensi Conventu, ut moris esse consuevit, Mediatoris partes agat & sustineat, cuique præmissas Protestationem & Declarationes exhibere & penès ejus Acta deponere potuerim, propterea illas non solum Excellentissimis Imperialibus, & aliorum orthodoxorum Regum Plenipotentiariis, sed etiam pluribus aliis Catholicorum Principum Ministris in hoc ipso Congressu notas facere curavi, unà cum authenticis Documentis tùm specialis Mandati mihi traditi, tùm Apostolicarum Litterarum, quarum vigore præfatus Illustrissimus & Reverendissimus Archiepiscopus mandatum & facultatem hujusmodi ad hæc peragenda mihi dedit; verum præterea ut eo meliori modo, quo præsenti temporum ratione permittitur, demandato mihi munere perfungar, præsentes hasce Declarationes & Protestationes in præsentiâ honorabilium Magistratuum Civitatis hujus Cameracensis in solito loco congregatorum aliâ & intelligibili voce perlegi & publicavi, easque manu & sigillo meis subscriptas & munitas, unà cum aliis mox relatis Mandati & Apostolicarum Litterarum Documentis pariter ut suprà perlectis, in ejusdem Civitatis Cameracensis Archivio, de præfatorum Magistratuum ad hæc omnia per me requisitorum consensu deposui, ut hujus solemnis Actûs perpetuum in illo extet monumentum, publicique Juris fieri semper possit, declarans insuper, prout declaro, me curaturum, ut Protestationes & Declarationes præmissæ inter Acta hujus publici Conventûs suis loco & tempore inscribantur & inserantur. Interim verò præfatos Cameracenses Magistratus rogatos volo & requiro, ut de prædictis omnibus & singulis per me, ut suprà gestis, unum, seu plura Instrumenta confici mandent ad perpetuam rei memoriam, mihique tradi in publicâ & authenticâ formâ. Actum Cameraci die primâ Mensis Aprilis, Anno millesimo septingentesimo vigesimo tertio, Indictione primâ, Pontificatûs SS. DD. N. INNOCENTII XIII. Anno secundo.

Signatum,

ANTONIUS ROTA.

& appositum erat Sigillum.

„ Eschevins & Magistrat de la Ville, Cité & Duché de Cambray. A tous ceux qui ces Présentes verront, sçavoir faisons, que la Protestation ci-dessus, ensemble certaines Lettres en parchemin données à Paris le 14. Mars de la présente année 1723. par lesquelles Monsieur l'Abbé ROTA Protonotaire Apostolique & Auditeur de Monseigneur le Nonce est par lui subdelegué aux fins de la susdite Protestation en vertu des Brefs de Notre Saint Pere le Pape INNOCENT XIII. en datte des quinze Septembre 1722. & seize Février de la présente année, ici vûs & inserez ésdites Lettres, ont été aujourd'hui lûes à haute & intelligible voix par icelui Sieur Abbé Rota & deposées en notre Chambre Eschevinale de la maniere & ainsi qu'il est énoncé au prédit Acte de Protestation, que nous avons reçu suivant sa requisition pour être conservé dans nos Archives, faire foi à toujours, y avoir recours & valoir au Saint Siége Apostolique & à Sa Sainteté ce que de raison, tout quoi, dont sera délivré audit Sieur Abbé Rota telles Expeditions qu'il souhaitera, Nous ordonnons être enregistré, ensemble le présent Procès verbal dans l'un de nos Registres destiné pour la reception de pareils Actes. Fait en pleine Chambre Eschevinalle sous la signature de l'un de nos Greffiers, & le Scel aux causes ordinaires de ladite Ville, ledit premier Avril 1723. Souscrit par Ordonnance, & signé C. F. MICHEL avec Paraphe, & y étoit apposé le Scel aux causes de ladite Ville de Cambray en cire verte.

„ Eschevins & Magistrat de la Ville, Cité & Duché de Cambray, à tous ceux qui ces Présentes verront, sçavoir faisons & pour verité certifions que l'Original de la Protestation ci-dessus transferite avec le Verbal par Nous tenu au bas d'icelle le premier du present Mois, repose dans les Archives de l'Hôtel de Ville, & est en outre enregistré dans l'un de nos Registres destiné pour la reception de pareils Actes, en foi de quoi Nous avons aux Presentes, signées de „ l'un de nos Greffiers, fait apposer le Scel aux causes ordinaires de ladite Ville le troisième Avril mille „ sept cens vingt trois. ANNO 1724.

Par Ordonnance,

(*Place du Scean.*)

C. F. MICHEL, avec Paraphe.

Protestatio nomine Regiæ Celsitudinis Magni Ducis Hetruriæ, die 25. Octobris 1723. adversus Tractatus initos, aut incundos super præsensa concessione eventualis Investituræ Statûs Florentini.

In Dei æterni nomine, Amen.

INfrascriptus Ablegatus & Plenipotentiarius Regiæ Celsitudinis Serenissimi Magni Ducis Hetruriæ, quum accesserit ad præsentem Pacis hac in Urbe Cameracensi Congressum, quo plerique Regum, Principum & Potentatuum Europæ suos miserunt Ministros ut in tam illustri Conventu, præstantiori modo, Christianæ Reipublicæ consulerent, ut pace, durabilis tranquillitas Europæ, & præsertim Italiæ firmaretur, idque speciali cum Mandato curandi omnia & singula, quæ spectare possent ad res & jura Regiæ Celsitudinis Domini sui, ejusque populorum, ne fortè aliquod Consilium per prædictos Ministros inferetur præjudicio & damno ejusdem Regiæ Celsitudinis, & opportunè efficiantur Actus legitimè prospiciendi Juribus Suæ Regiæ Celsitudinis in eum casum, quo eisdem non attentis, præjudicium aliquod inferretur, munus suum implere necesse habet explicandi & aperiendi omnibus & singulis quod Infrascriptum, ut videlicet.

Quum proximè elapsis annis publicam in lucem quædam Pacis propositiones prodierint per Quadruplicis Fœderis tractantes Potentatus sub die 2. mensis Augusti anni 1718. subscriptæ, & in earum quinta continerentur Articuli successionis in Statum Hetruriæ, post obitum Suæ Regiæ Celsitudinis & Serenissimi Magni Principis ejus Filii absque descendentibus masculis, & quodam tractenus insolito & inaudito arbitrio infeudandi sub Sacro Cæsareo Romano Imperio Dominum Florentinum, quumque deinceps publicatæ fuerint aliæ privatæ Conventiones & Articuli inter prædictos Potentatus conventi tanquam partes integrales antedictarum propositionum diei 2. Aug., & sub eadem die subscripti, quapropter ex parte Regiæ Suæ Celsitudinis remonstratum fuit omnibus Aulis Regum, Principum & Potentatuum in dictis Propositionibus, Articulis, Conventionibus principaliter intervenientium, seu interesse habentium omne id, quod sufficere, imo exuberare debuerat ad eos removendos à proposito Dignitati supremæque Auctoritati Suæ Regiæ Celsitudinis tam injurio, & præterea ad bonum Pacis; quod erat in eorum mente nihil profectò necessario, eò quod satis jam omnibus nota atque spectata erat rectissima mens Suæ Regiæ Celsitudinis, ac Serenissimi Magni Principis ejus filii, conferendi omnes vires suas operi adeò salutari, dummodo eorum suprema potestas & dignitas nihil detrimenti caperet & majori suorum Subditorum bono, & felicitati consuleretur: sed quum de his, quæ contra à Suâ Regiâ Celsitudine monstrata fuere, aut sperare par erat, non fuerat habita ratio, imò aliis in Conventionibus Tractatibusque peculiaribus inter eosdem tractantes Potentatus magis atque magis Sua Regia Celsitudo fuerit præjudiciis prægravata, coacta fuit solemniter per suos protestari Ministros, etsi semper respectu habito erga adeò Augustos Potentatus, apud omnes Aulas prædictas se nunquam justis minimè tolerandis præjudiciis consensuram, specialiter ut alis, exceptâ Suâ Regiâ Celsitudine, & Serenissimo Magno Principe ejus filio, de Successione in Dominium Florentinum disponerent, & per consequens annullarentur Actus solemnis Successionis editus die 27. Novembris 1723. favore Serenissimæ Electricis Viduæ Palatinæ cum supremâ atque plenissimâ auctoritate Magni Ducis, Magnique Principis unanimi consensu Senatûs Florentini, & omnium populorum acclamatione, qui solus atque unicus modus est, quo

ANNO 1724. quo ejus Imperii Dominium juſtè & legitimè in aliam Familiam poſt Familiæ regnantis extinctionem transferri fas eſt, & denique ſupradictum Dominium Florentinum cogeretur repente evadere feudum Imperii Romano-Cæſarei, quamvis palam ac manifeſtè titulo ſummæ ac plenisſimæ libertatis à Reipublicæ ſuæ tempeſtate, & à regnante Familiâ usque ad præſentem ætatem poſſeſſum fuerit, quando, ut ſupra dictum eſt, ad bonum Pacis, nihilo neceſſarium erat hujus Dominii conditionem in talem formam convertere.

Poſtremò poſt hujus illuſtris Congreſſus apertionem, non prætermiſit Sua Regia Celſitudo tum voce, tum ſcriptis Orbi univerſo perſpicuè palam facere ſuarum proteſtationum juſtitiam & æquitatem, gravitatem, offenſionis ſuæ inflictam Dignitati, & novum denique opus quo ejus Populi gravantur, eâ fiduciâ freti, ut ingentes Potentatus, qui huic negotio interfuerunt, ſerio perpendentes propriâ eorum rectitudine ſingulari manifeſtam rationum evidentiam, ab anticipatis opinionibus reſipiſcentes, à quibus ſubrepti eſſe poterant, jus ſuum tandem tribuerint Suæ Regiæ Celſitudinis cauſæ ſuorumque populorum.

Sed quoniam, quamvis jura Suæ Regiæ Celſitudinis hac in re ſint perſpicua, evidentia, & ſine ullâ conteſtatione, nec per eam ſteterit, quo minus proponerentur in conſpectu Miniſtrorum præſentem Congreſſum conficientium, illis prævaluit ſtudium ſuſtinendi præmemoratam quintam propoſitionem, etiam expoſitandi adverſus omnes divinas humanasque Leges, proprium, unicum & abſolutum Dominum, diſpoſitione cius rei quam ille dumtaxat agnoſcit, adeò & fruſtrando juſtas deliberationes, ab eo interim jam perfectas pro Sereniſſimâ Electrice Palatinâ ultima Principiſſa ſui ſanguinis, ſua unica dilectiſſimaque filia, & ſubjiciendo duræ Vaſſalagii conditioni Statum, populumque liberum atque innoxium, quemque adeò non ſolùm omnes Nationes, verùm etiam iidem tractantes Potentatus in ſupradictis Propoſitionibus fatentur fuiſſe hactenus, & nunc eſſe in plenâ poſſeſſione libertatis & omnimodæ indipendentiæ.

Quamobrem ſupradictus Ablegatus & Plenipotentiarius proprio ne deſit officio, aut ea, quæ ad hunc peculiarem effectum in mandatis accepit, prætermittat, ſcilicet conſervandi, tum in præſentiâ tum in futurum, immunia atque exempta ab omni præjudicio jura & ſupremam poteſtatem Suæ Regiæ Celſitudinis, & Dominii Florentini, quod eveniret, ſi propoſitæ Conditiones omnium, ſive alicujus prædictorum Articulorum ad exitum perducerentur, neceſſariò proteſtari debet ſolemniter, quemadmodum re ipſâ coram hoc illuſtri Cameracenſi Congreſſu nomine Suæ Regiæ Celſitudinis, & Sereniſſimi Magni Principis filii ſui omni meliori, validiori, ſolemniori & efficaciori modo proteſtatur contra pluries memoratas propoſitiones & quoscunque alios Articulos, qui partem conficiunt ipſarum Propoſitionum quoad dumtaxat id, quod ſpectat ad quamlibet diſpoſitionem circa Succeſſionem in Dominium Florentinum, & feudalitatem, cui quis illud ſubjicere cogitaret; tanquam factum id, confectum, non ſolùm abſque participatione & conſenſu Suæ Regiæ Celſitudinis, & Sereniſſimi Magni Principis filii ſui, ad quos unicè, & non ad alios pertinet illiusmodi diſpoſitio, verùm etiam ipſis Regiâ Celſitudine & Sereniſſimo filio expreſsè & poſitivè contradicentibus, reſiſtentibusque, tum propter ſeipſos, tum propter id quod æquè ſibi cordi eſt, ſpectans ad Sereniſſimam Electricem Palatinam, proprioſque Subditos, ita ut quod confectum fuerit in dictis Propoſitionibus ſuper his rerum Articulis, aut eorum aliquo ſemper irritum nullumque habeatur, ac ſi nunquam factum fuiſſet, nec ullo unquam tempore illius vi quæri poſſit legitima poſſeſſio, nec jus, nec ratio ulla cuilibet in præjudicium liberæ & abſolutæ Poteſtatis, quam habet Sua Regia Celſitudo & Sereniſſimus Magnus Princeps Filius diſponendi de Dominio Florentino, & in præjudicium legitimæ evacuationis & actus Electionis præmemoratæ Sereniſſimæ Electricis ad ejusdem Dominii Succeſſionem, & in præjudicium omnimodæ indipendentiæ dicti Dominii Florentini ab aliis quibuscunque terrarum orbis Potentatibus: declarante & proteſtante ſæpè dicto Ablegato & Plenipotentiario pro parte & nomine prædictarum Celſitudinum ipſas, aut quamlibet earum non acquieſcentium, non conſenſum ullum perpetuò præſtituras ſuper eo, quod ſtabilitum remaneret circa ea, quæ ſuperius expoſita ſum in eidem propoſitionibus & conventionibus & Articulis, & in omnibus & in ſingulis dictarum Propoſitionum, conventionum & articulorum, acceptionibus, approbationibus & confirmationibus quibuscunque hactenus factis aut (quod abſit) ſi quæ in Congreſſu prædicto, & in quocunque Pacificationis Tractatu inde conſecuturo in poſterum fierent ab omnibus & quibuscunque, qui non habuêre, nec potuerunt, nec poſſunt, & nunquam poterunt ullam habere quantumvis minimam facultatem, auctoritatemque ea faciendi, & quod à Regiâ Suâ Celſitudine, & à Senatu Populoque Florentino reputatum, & pro nullo habitum in perpetuum erit, tanquam contrarium omnibus Legibus & rationibus omne id quod relative ad prædictas Propoſitiones & Articulos, aut in ipſorum, vel alicujus eorum executionem ullo unquam tempore attentaretur. Actum Cameraci die vigeſimâ quintâ menſis Octobris, Anno ſalutis milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo tertio. Superipsum eſt,

NEREUS MARCHIO CORSINI.

ANNO 1724.

Ut autem perpetuò innoteſcat atque indubitatum evidenaque fiat, Actus præmiſſæ Proteſtationis, quoniam in hoc Cameracenſi Conventu reperitur nemo, qui de more Mediatoris, hujusmodi proteſtationes excipiat, neque Acta publica referat, ego ideo ea ratione, quâ præſens temporum conditio ſinit injunctum mihi munus implere ſtudens, eundem Actum Proteſtationis manu meâ ſignarum, meoque Sigillo munitum in Actum authentici documenti ſpecialis Mandati ob hanc alia eusmodi peragenda mihi tradi in officio Tabellionatûs Magiſtri de Ligne, Regii Tabellionis, & Actorum Conſervatoris hujus Civitatis Cameracenſis, ita ut ubi perenne talis Actûs monumentum exiſtat, publicique juris fieri ſemper poſſit, atque eſſe interim cenſeatur, donec in Actis hujus Conventûs, quantum ſicebit, ſuis loco & tempore ſolemniter inſcribatur & inſeratur, prout dictum Tabellionem enthè rogo. Actum Cameraci die vigeſimâ quintâ menſis Octobris, Anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo tertio.

Subſignatum eſt, *Nereus Marchio Corſini*, & eſt appoſitum Sigillum in cerâ rubrâ.

Aujourd'hui 25. Octobre 1723. pardevant nous Tabellion, Gardenotte Royal de cette Ville de Cambray & du Cambreſis, reſidant audit Cambray ſouſſigné, fut préſent Son Excellence Monſeigneur Nerée Marquis Corſini, Gentilhomme de la Chambre de Son Alteſſe Royale le Duc de Toſcane, Chevalier Commandeur de ſon Ordre, ci-devant ſon Envoyé Extraordinaire à la Cour de France, & préſentement ſon Miniſtre & Plenipotentiaire au Congrès dudit Cambray, lequel Seigneur comparant, pour plus grande aſſurance des fonctions de ſon Miniſtere a trouvé bon de depoſer en notre Greffe, comme en effet il a dépoſé ce jourd'hui l'Acte de Proteſtation originelle, ſigné de ſa propre main & cacheté de ſes Armes, dont Copie ci-devant tranſcrite de mot à autre, enſemble la Copie authentique par nous collationnée du Pleinpouvoir de Sadite Alteſſe Royale, étant auſſi conforme à l'Original que nous avons tendu, leſquelles Proteſtations originelles & Copie collationnée dudit Pleinpouvoir, nous avons, à la requiſition dudit Seigneur Marquis de Corſini, accepté en depôt, attaché enſemble & rangé dans notre Greffe pour y être conſervez, y avoir recours, faire foi à toujours & par nous reproduites en tems & lieu; de quoi nous ayant été requis par ledit Seigneur Marquis Corſini, lui avons accordé le préſent Acte à Cambray les jours & ans ſuedits.

(*Signé*).

DE LIGNE, *Tabellion Gardenotte.*

Confirmatio Proteſtationis ſub die 26. Januarii 1724.

In Dei nomine, Amen.

INſraſcriptus Miniſter Plenipotentiarius Regiæ Celſitudinis Magni Ducis Hetruriæ Joannis Gaſtonis Primi, infauſto nuncio obitus Sereniſſimi Magni Ducis Cosmi Tertii ejus dilectiſſimi Patris accepto novum quoque à Regiâ Celſitudine regnantis Sereniſſimi Magni Ducis Joannis Gaſtonis Primi Mandatum accepit, quo Sua Regia Celſitudo ipſum renovare jubet ac præ-

ANNO 1724. cipit in hoc Cameracenſi Congreſſu Proteſtationem factam die 25. menſis Octobris anno 1723. nomine prædicti Sereniſſimi Cosmi Tertii modo defuncti, atque Regiæ Suæ Celſitudinis tunc filii ejus primogeniti, cujus Proteſtationis tenor eſt infraſcriptus.

(*Hoc loco inſerta eſt Proteſtatio.*)

Quapropter in talis Mandati executionem cùm præſertim Auguſtiſſimus Romanorum Imperator libertatem Dominii Florentini oppugnare tentaverit expeditione Inveſtituræ favore Sereniſſimi Principis Caroli Hiſpaniarum Infantis conceſſæ, atque in hoc Congreſſu Cameracenſi conſignatæ, idem Miniſter Plenipotentiarius proteſtatus eſt, ac proteſtatur, quidquid in dictâ Proteſtatione jam peractâ & exhibitâ continetur, idque, quatenus opus fuerit, iterum confirmavit, atque confirmat conſtanti animi deliberatione ac propoſito, nunquam à dictâ Proteſtatione recedendi; declarans inſuper ſe proteſtari, prout proteſtatur nomine Regiæ Celſitudinis contra omnes Actus, Conventiones, Articulos & Tractatus, qui tam publicè quàm ſecretò poſt talem Proteſtationem in hoc Congreſſu, ſive alio in loco, & qualibet in Aulâ confecti fuerint, vel in poſterum fient aut fieri poſſint, ſine ejus conſenſu, & contra ejus animum expoſitum memoratâ Proteſtatione, quam voluit, ac vult firmam conſiſtere, & quoties oportuerit toties reiteratam cenſeri, adverſus omnem Actum, Conventionem, Articulum ſeu Tractatum qui futuris quibuscunque temporibus fieret aut ſtaneretur.

(*Signatum eſt*)
NERBUS MARCHIO CORSINI.

Ad quorum omnium perpetuam memoriam & evidentiam hunc ſecundum Actum Proteſtationis in primi confirmationem unà cum authentico documento mandati ad hæc, & ejusdem alia gerendum noviter recepi, iisdem de cauſis, iisdemque formâ & conditionibus quibus primum Actum conſignavi & depoſui, conſigno & depono in officio Tabellionatûs, Magiſtri de Ligne Regii Tabellionis, & Actorum Conſervatoris hujus Civitatis Cameracenſis conſignandum formaliter & ſolemniter deponendumque pro temporis opportunitate quantum fas erit, in Actis hujus Congreſſûs Cameracenſis, meâ ut eſt manu ſubſcriptum, meoque ſigillo obſignatum, ita ut interea publici juris eſſe reputetur, & apud dictum Tabellionem ad indicatam usque formalem ſolemnemque conſignationem & depoſitionem, prout ipſum rogo, ſerveur.

Eſt ſigné & apoſé un Cachet ſur cire noire.

NERBUS MARCHIO CORSINI.

Aujourd'hui 26. du mois de Janvier 1724. par devant nous Tabellion Gardenotte Royal de cette Ville de Cambray & du Cambreſis, reſidant audit Cambray ſouſſigné, fut préſent, Son Excellence Monſeigneur Nerée Marquis Corſini, Gentilhomme de la Chambre de Son Alteſſe Royale le Grand Duc de Toſcane, Chevalier Commandeur de ſon Ordre, cidevant ſon Envoyé Extraordinaire à la Cour de France, & préſentement ſon Miniſtre & Plénipotentiaire au Congrès dudit Cambray, lequel Seigneur comparant, pour plus grande aſſurance des fonctions de ſon Miniſtere, a trouvé bon de dépoſer en notre Greffe, comme en effet il a dépoſé ce jourd'hui le ſecond Acte de Proteſtation en original, ſigné de ſa propre main & cacheté de ſes Armes, & dont la Copie ci-devant par nous tranſcrite y accordée de mot à autre, enſemble la Copie authentique par nous collationnée du Pleinpouvoir de Sadite Alteſſe Royale étant auſſi conforme à Poriginal, que nous avons rendu, leſquelles Proteſtation originelle & Copie collationée dudit Pleinpouvoir, nous avons à la Requiſition dudit Seigneur Marquis Corſini accepté en dépôt, attaché enſemble & rangé dans notre Greffe jointement les premiers Actes de Proteſtation & Pleinpouvoir dudit Seigneur Marquis du 25. Octobre 1723. pour y être conſervées, & y avoir recours, faire foi à toujours & par nous reproduites en tems & lieu, de quoi nous ajant été requis par ledit Seigneur Marquis de Corſini, lui avons accordé ce préſent Acte à Cambray le jour & ans ci-deſſus.

(*Signé*)
DE LIGNE, Tabellion Gardenotte.

CXX.

ANNO 1725. 20 Fev.

Actus ſolemnis (1) *dimiſſionis & evacuationis Civitatis Comacli, ſecutæ 20 Februarii 1725.*

[Copie communiquée par un Miniſtre d'Etat.]

In Actis receptis per me Notarium Imperialem Cæſareum infraſcriptum, ad hoc ſpecialiter delegatum, habetur ut infra.

IN nomine Domini. Anno milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quinto, die Martis vigeſima Februarii, Indictione tertia. Cum ſit, quod ſub die 25. Novembris Anni proxime elapſi, per Eminentiſſimos Dominos Cardinales Paulutium, & Cienſuegos, uti Pontificium reſpective, & Cæſareum, Plenipotentiarios, fuerit in almâ Urbe concluſus Tractatus de dimittenda poſſeſſione Civitatis Comacli, aliorumque locorum, jam dudum occupatorum & detentorum per Invictiſſimum, & Clementiſſimum Cæſarem, ſtabilitis ſuperinde nonnullis articulis, inferius recenſendis & inferendis, fueritque concluſio ipſa mutuâ ratihabitione confirmata tam per Sanctiſſimum Dominum noſtrum Benedictum XIII. Pontificem Maximum, quàm per Invictiſſimum & Clementiſſimum Carolum VI. Imperatorem noſtrum. Cumque pro exſecutioni demandandâ dictâ dimiſſione fuerit per ſuam Sanctitatem nuncupatus & deputatus in ſuum Plenipotentiarium Eminentiſſimus Dominus Joannes Patritius ſanctæ Romanæ Eccleſiæ Presbyter Cardinalis, & Legatus Ferrariæ, per ſuam verò Cæſaream & Catholicam Majeſtatem Excellentiſſimus Dominus Sacri Romani Imperii Comes Hieronymus de Colloredo, ejus Conſiliarius arcanus, ac Ducatus Mediolanenſis Gubernator & Dux Generalis, nec non exceſſæ Deputationis Præſes, tributâ utique Plenipotentiario reſpectivâ facultate ſubſtituendi, ut ex Pontificiis, Cæſareiſque Literis, 9. Januarii currentis Anni, & 13. Decembris Anni proximè evoluti, tenoris ſequentis.

Breve Pontificium.

„ Benedictus Papa XIII. Dilecte fili noſter, ſalutem & Apoſtolicam Benedictionem. Cum juxta „ Capitulationes per Venerabilem fratrem noſtrum Fa„ britium Epiſcopum Portuenſem, & Sanctæ Ruffi„ næ, Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinalem Paulu„ tium nuncupatum, noſtrum ac Sedis Apoſtolicæ Ple„ nipotentiarium, & dilectum filium noſtrum Alva„ rum, ipſius Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Presbyterum „ Cardinalem Cienſuegos pariter nuncupatum, Cariſ„ ſimi in Chriſto Filii noſtri Caroli Hiſpaniarum Ca„ tholici, & Romanorum Regis in Imperatorem electi „ ſimiliter Plenipotentiarium, conventas, ac tam à „ nobis, quam à memorato Carolo Rege in Impera„ torem electo ratificatas, poſſeſſio Comacli ac perti„ nentiarum, aliorumque locorum occupatorum prope „ diem dimittenda, ac per Sedem ſeu Cameram no„ ſtram Apoſtolicam recipienda ſit: Nos de eximia „ circumſpectionis tuæ fide, prudentia, & integritate „ plurimùm in Domino confiſi, te auctoritate noſtra „ Apoſtolica, tenore Præſentium conſtituimus & de„ putamus; ut per te, vel unam, ſeu plures perſonas, „ quot opus fuerit, a te deputandas, ejusmodi dimi„ ſionem ac poſſeſſionem Comacli, pertinentiarum, „ aliorumque locorum occupatorum, prædictorum „ noſtro & Sedis ſeu Cameræ præfatæ nomine, in „ exſecutionem dictarum Capitulationum recipias, & „ de receptis confeſſiones & quietantias facias, in eis „ que noſtrorum & ipſius Sedis Militum præſidium „ conſtituas. Nos enim tibi quamcumque neceſſariam „ & opportunam in præmiſſis, & circa ea, poteſtatem „ & facultatem eâdem auctoritate harum ſerie conce„ dimus & impartimur, in contrarium facientibus non „ obſtantibus quibuſcumque.

„ Datum Romæ apud Sanctum Petrum, ſub annulo „ Piſcatoris, die Nonâ Januarii 1725. Pontificatus no„ ſtri Anno primo

„ *Signatum.* J. Cardinalis Oliverius.

„ *A tergo.* Dilecto filio noſtro Joanni Sanctæ Ro„ manæ Eccleſiæ Presbytero Cardinali Patritio nun„ cupato, in Civitate & Ducatu noſtris Ferrarienſi, „ noſtro & Apoſtolicæ Sedis de Latere Legato.

De

(1) Cette Pièce a rapport au Traité inſeré Tom. VIII. Part. II. pag. 31. du Corps Diplomatique.

ANNO 1725.

Diploma Cæsareum.

» Carolus VI. divinâ favente clementiâ electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Rex Germaniæ, Castellæ, Aragoniæ, Legionis, utriusque Siciliæ, Hierusalem, Ungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galliciæ, Majoricarum, Sevilliæ, Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Glennis, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Insularum Canariæ, & Indiarum, ac Terræ firmæ, Maris Oceani, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Styriæ, Carynthiæ, Carnioliæ, Limburgiæ, Lucemburgiæ, Geldriæ, Wirtembergiæ superioris & inferioris, Silesiæ, Calabriæ, Athenarum, & Neopatriæ, Princeps Sueviæ, Cataloniæ, & Alsatiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, Moraviæ superioris & inferioris, Lusatiæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tirolis, Feretis, Kyburgi, Goritiæ, & Artheſiæ, Landgravius Alsatiæ, Marchio Oristani, Comes Goziani, Namurci, Rossilionis, & Ceritaniæ, Dominus Marchiæ Sclavoniæ, Portus Naonis, Biscaiæ, Molinæ, Salinarum, Tripolis, & Mechliniæ, Notum, testatumque facimus tenore præsentium universis, quod nos cum Tractarum, qui super dimissione Comacli, Locorumque occupatorum, per nostrum Cæsareum & Pontificium Plenipotentiarios Cardinales, Reverendissimum in Christo patrem Dominum Alvarum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalem Cienfuegos Episcopum Cauniensem, Sancti Bartholomæi in Insula Presbyterum, & Reverendissimum in Christo patrem Dominum Fabritium Episcopum Portuensem, & Sanctæ Ruffinæ, Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalem Paulutium, die vigesimâ quintâ Novembris proxime conclusus, atque nostrâ Cæsareâ Pontificiâque Ratihabitionibus confirmatus fuit, plenæ exsecutioni tenore conventorum mandandum esse statuerimus, Illustrem & Magnificum Cæsareum nostrum Consiliarium arcanum, sacrique Imperii fidelem dilectum Hieronymum Colmitem de Colloredo, Ducatus nostri Mediolanensis Gubernatorem, cujus fidem, prudentiam, ac rerum gerendarum dexteritatem jam dudum compertam novimus, in Cæsareum nostrum Plenipotentiarium destinaverimus, nuncupaverimus, & constituerimus, prout ipsum hisce de plenitudine potestatis & auctoritatis nostræ Cæsareæ destinamus nuncupamus, & constituimus, cum facultate substituendi, atque cum Pontificio Ministro, quem Benedictus XIII. summus modò Pontifex pro dictorum Locorum respective evacuatione ac receptione, hujusque negotii destinaverit, ac plenâ potentiâ muniverit, ad tenorem conventorum articulorum tractandi, Civibus, Subditis, & Incolis ibidem juramentum relaxandi, ipsosque, salvo cujuscumque jure, absolvendi, amnestiam integram insinuandi, privilegiorum, immunitatum, prærogativarum, priorumque Jurium, eorumdem reservationem publicandi; porro abdicatâ administratione, atque præsidio nostro Imperiali, possessionem Comacli, Locorumque occupatorum, ut prius, Pontificio Plenipotentiario ad hoc sufficienter instructo ac legitimato dimittendi, & quæcumque hac occasione æqua, bona, ac justa sibi visa fuerint, agendi, totumque negotium ad finem perfectum deducendi ac terminandi. Promittentes verbo nostro Imperiali, quod nos omnia ea & singula grata firmaque habituri simus. In quorum fidem ac robur hisce manu nostrâ subscriptas, sigilli nostri Cæsarei appressione muniri jussimus.

» Quæ dabantur in Civitate nostrâ Viennâ, die decima tertia Mensis Decembris, Anno millesimo septingentesimo vigesimo quarto, Regnorum nostrorum Romani decimo quarto, Hispanicorum vigesimo secundo, & Bohemici verò pariter, decimo quarto.

CAROLUS.

Locus † Sigilli.

» *Firmatum.*

» Vidit Car. Com. de Schonborn.

» Ad mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

» Bc Vob. Dom. de Georgheul.

Cumque per dictum Eminentissimum Dominum Cardinalem Patritium sussectus fuerit in Pontificium Commissarium Illustrissimus & Reverendissimus Dominus Fabricius Sorbellonus, Prolegatus Ferrariæ, per dictum verò Excellentissimum Dominum Comitem de Colloredo in Commissarium Cæsareum Illustrissimus & Excellentissimus Dominus Don Joannes Hiacynthus Vasquez de Berigas, Comes de Pinos della Puento, Eques Ordinis Sancti Jacobi, Administrator Commendæ Sancti Calloger in Regno Siculo, & Generalis Vigiliarum Præfectus Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis, & per ipsos Dominos delegatos Plenipotentiarios indicta & conventa fierit hodierna die, pro evacuanda penitus, dimittendaque dicta Civitate, eductis jam prius, missisque ad hunc effectum ad Civitatem & Castrum Mantuæ tormentis, aliisque bellicis instrumentis, cum aliqua parte Præsidii Cæsarei: Cumque ad eumdem effectum sub die 1. hujus Mensis pervenerit ad hanc Urbem præfatus Illustrissimus & Excellentissimus Dominus Commissarius Cæsareus una cum egregio Domino Joanne Christophoro Kesler Regio Cæsareo rerum bellicarum Secretario pro sua Majestate Cæsarea Catholica, & specialiter nuncupato Secretario præsentis Commissionis, nec non me Jurisconsulto Antonio Maria Aureglo Caussidico Collegiato Mediolanensi, & Syndico Generali Provinciæ Comensis, residente in Mediolanensi Civitate, in hac parte uti Notario Imperiali Cæsareo specialiter delegato, debitoque honore fuerit exceptus præfatus Excellentissimus Dominus Commissarius Cæsareus, tum a Domino Cæsareo Delegato, & a Dominis primis Officialibus, ceterisque militiæ ordinibus, tum a Reverendissimo Capitulo & Clero, tum denique ab Illustrissimo Magistratu ac Patriciorum cœtu, universoque Populo, & hisce omnibus palam convocatis, proxime posteriori die decimâ octavâ compertam fecerit causam sui adventus, Cæsareamque Commissionem: Cumque sub die decimâ nonâ ad hanc eamdem Urbem pervenerit præfatus Illustrissimus & Reverendissimus Dominus Commissarius Pontificius, unà cum Illustrissimo Domino Abbate Aemiliano Travaglino in Civitate & Ducatu Ferrariæ pro Reverenda Camera Apostolica Commissario Generali, & Jurisconsulto Domino Gratio Braccioli Caussidico Collegiato Ferrariensi, & pro eâdem Reverendâ Camerâ Apostolicâ Procuratore ad hoc specialiter nuncupato, æquali honore & ipse, ut supra, exceptus, expletisque vicissim inter dictos Illustrissimos Dominos Commissarios curialibus officiis, peractisque mutuis visitationibus, communicatæ fuerunt utrimque Literæ respectivarum Delegationum, sicuti etiam Credentiales ceterorum interessentium in utraque commissione: quæ omnes sunt tenoris sequentis.

ANNO 1725.

Delegatio Illustrissimi & Excellentissimi Domini Commissarii Pontificii.

» Joannes Tituli Sanctorum Quatuor Coronatorum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Presbyter Cardinalis Patritius, in Civitate & Ducatu Ferrariæ de Latere Legatus. Cum nobis per Literas in forma Brevis, die nonâ Januarii currentis Anni conscriptas, Sanctissimus Dominus noster Benedictus XIII. mandaverit, ut Civitatis Comacli, aliorumque locorum adjacentium, quæ a Militibus Cæsareis multis ab hinc annis retinentur, veram & realem possessionem nomine Sanctæ Sedis iniremus: Cumque prædictis Militum copiis ex eadem Civitate, atque ab iisdem locis juxta conventiones inter Eminentissimum Dominum Cardinalem Paulutium Plenipotentiarium Pontificium, & Eminentissimum Dominum Cienfuegos Plenipotentiarium Cæsareum confectas, ac subinde a Sanctissimo Domino nostro, & a Sacrâ Imperatoris Cæsareâ Catholicâque Majestate confirmatis, decedendum sit; nobisque Sanctissimus Dominus noster exequendi, explendique rationes tam suo, quàm Sanctæ Sedis Apostolicæ Cameræ nomine facultatem tribuerit, prædictamque Civitatem præsidio Pontificio munire mandaverit: Hinc nos utentes eâ facultate, quæ nobis præterea tradita est, nimirum alteri subdelegandi munus nostrum, Illustrissimum & Reverendissimum Fabritium Sorbellonum Vicelegatum nostrum, eximiâ virtute virum, & singulari integritate morum, ac prudentiâ præditum, eligimus, constituimus, deputamus, & volumus, ut vices nostras gerendo, munusque nostrum exercendo, omnes & singulæ suprædictæ Conventiones Sanctissimi Domini nostri suprema mandata integrum & plenum consequantur effectum

ANNO 1725.

» Ideoque ei omnes & singulas facultates nobis ipsis tributas concedimus, conferimus, & impartimur, concessasque, collatas, & imparitas haberi omni meliori modo, validiori que formâ, qua possumus, volumus.

» Datum ex Castro Ferrariæ 17. Februarii 1725. Pontificatus Sanctissimi Domini nostri Benedicti Papæ XIII. Anno primo.

» *Firmatum*: Johannes Cardinalis Patritius Legatus.

» *Subscriptum*: Ber. Bustius Secretarius.

Locus † Sigilli.

Delegatio Illustrissimi & Excellentissimi Domini Comitis Imperialis.

» Hieronymus Sacri Romani Imperii Comes de Colloredo, Liber Baro Waldsee, Vicecomes Melz, Dominus Oppocznæ, Tloshau, Stuaz &c. Aureæ Clavis Eques, Consiliarius intimus fuæ Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis, ejusque Gubernator & Capitaneus Generalis in toto Mediolani Dominio, nec non in hac parte Plenipotentiarius Cæsareus. Cum glorioſissimus, clementissimus ac invictissimus Dominus noster Imperator Carolus VI. quem Deus optimus maximus Imperio, Subditisque suis, ac universo Terrarum Orbi diutissime servet, clementissime respiciens obsequentissimam fidem, quæ debiti nostri partes in Cæsares ejus servitio adimplere nitimur, dignatus fuerit Literis suis patentibus nos in Cæsareum Plenipotentiarium suum nuncupare ac constituere, pro exsecutioni demandanda Comacli, locorumque occupatorum dimissione tractata per Eminentissimos Cardinales Cienfuegos & Paulutium, Cæsareum & respective Pontificium Plenipotentiarios, & tum fuæ Cæsareæ Majestatis, tum moderni Pontificis maximi Sanctissimi Patris Benedicti XIII. Ratihabitionibus confirmatâ, agendumque cum Pontificio Administro consimili auctoritate plenâque potentiâ munito, ad tenorem jam conventorum articulorum, pro dictorum locorum evacuatione, & respective receptione, Civibus, Subditis, & Incolis ibidem juramentum relaxando, ipsosque, salvo cujuscumque jure, absolvendo, amnestiam integram insinuando, privilegiorum, immunitatum, prærogativarum, priorumque jurium eorumdem reservationem publicando, abdicatâque administratione, atque præsidio Imperiali, possessionem Comacli, Locorumque occupatorum, ut prius, Pontificio Plenipotentiario ad hoc sufficienter instructo ac legitimato, dimittendo, & quæcumque hac occasione æqua, bona, ac justa videbuntur, agendo, totumque negotium ad perfectum finem deducendo ac terminando: Promittens eadem Cæsarea & Catholica Majestas verbo suo Imperiali, se omnia ac singula grata, firmaque habituram; nobisque etiam dignata fuerit clementissime impertiri expressam & amplam facultatem substituendi ad præmissa omnia & singula peragenda, ut ex ipsis Cæsareis Literis datis Viennæ die 13. Decembris anni proxime præteriti, constat. Cumque aliæ quamplures graves curæ pro eodem Cæsareo servitio nos detineant, & expoſcant in hoc Mediolani Dominio, compertumque ceteroqui nobis exstet, quæ sint partes, animique dotes Nobilis & Egregii viri Domini Joannis Hiacynthi Vasquez de Bergas, Comitis de Pinos della Puentò, alte-nominatæ Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis Generalis vigiliarum Præfecti, sanguinis claritate, & eximiis meritis præclari, & præsertim, quam spectata erga augustissimam Domum fides, quàm eximia prudentia, atque in rebus gerendis dexteritas, ut nota etiam nobis experientia docuit, decrevimus eumdem in substitutum nostrum deligere, nominare, ac constituere, prout harum tenore, utentes omni meliori modo narrati facultate nobis ut supra attributâ, eum deligimus, nominamus & constituimus, cum plena Cæsarea potentia ad exsecutioni demandandam prædictam evacuationem & dimissionem Comacli, locorumque occupatorum, & præmissa omnia circa eam peragenda, non secus ac nos vigore dictæ Cæsareæ deputationis ac plenæ potestatis peragere possemus: pro certo habentes, quod dictus Nobilis & egregius vir Comes de Pinos eâ semper, qua tum ipse tum Majores sui consueverunt, fide, omnique prudentia non deerit hac in re etiam Cæsareum gratiam promereri; ad quem finem eidem Illustri substituto nostro opportunas dabimus » instructiones. In quorum fidem hasce manu nostra subscripsimus, nostroque sigillo muniri jussimus.

» Datum Mediolani die 13. Januarii 1725.

» *Firmatum*: Hieronymus Comes de Colloredo.

ANNO 1725.

Locus † Sigilli.

Litteræ credentiales Domini Secretarii Imperialis.

» Hieronymus Sacri Romani Comes de Colloredo, Liber Baro Waldsee, Vicecomes Melz, Dominus Oppocznæ, Tloshau, Stuaz, & aureæ Clavis Eques, Consiliarius intimus Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis, ejusque Gubernator & Capitaneus Generalis in toto Mediolani Dominio, nec non in hac parte Plenipotentiarius Cæsareus. Cum de proximo exsecutioni demandanda sit dimissio Civitatis Comacli, aliorumque locorum occupatorum jam conventa & concordata tam ex parte invictissimi & clementissimi Imperatoris Domini nostri Caroli VI. quam ex parte Sanctissimi Patris Benedicti XIII. Pontificis maximi, & ad hunc effectum conventuri sint tum Cæsarei tum Pontificis Delegati; & cum oporteat, quod inter ceteros intervenat, qui fungatur munere Imperialis Secretarii, hujus Cæsareæ Commissionis: Nos ideo retinentes præclara merita Domini Joannis Christophori Kessler, qui hactenus consimile munus obivit apud Cæsaream Deputationem in respicientibus gubernium ejusdem Civitatis Comacli, quive ob cumulatissimum specimen fidei singularisque erga Cæsareum servitium studii, nec non aliarum eximiarum partium ruper promeritus est a Sacra Cæsarea Catholica Majestate clementissime seligi in Secretarium rerum bellicarum in Regno Siculo, eidem committendam censuimus ejusmodi provinciam. Tenore igitur præsentium, utentes auctoritate nobis ab eadem Sacra Cæsarea Catholica Majestate attributâ ipsum eligimus & deputamus in Secretarium prædictæ Commissionis Cæsareæ, pro certo habentes, quod etiam in hoc munere eidem demanduto non deerit, Cæsaream gratiam sibi promereri. In quorum fidem hasce manu nostra subscripsimus, nostroque sigillo muniri jussimus.

» Datum Mediolani 8. Februarii 1725.

» *Firmatum*: Hieronymus Comes de Colloredo.

Locus †. Sigilli.

Litera Credentialis Notarii Cæsarei Imperialis.

» Hieronymus Sacri Romani Imperii Comes de Colloredo, Liber Baro Waldsee, Vicecomes Melz, Dominus Oppocznæ, Tloshau, Stuaz &c. Aureæ Clavis Eques, Consiliarius intimus Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis, ejusque Gubernator & Capitaneus Generalis in toto Mediolani Dominio, nec non in hac parte Plenipotentiarius Cæsareus. Cum pro exsecutione conventorum inter invictissimum & Clementissimum Imperatorem Dominum nostrum Carolum VI. & Sanctissimum Patrem Benedictum XIII. Pontificem maximum, redigi debeat ad actum solemnem dimissio Civitatis Comacli, aliorumque locorum occupatorum, & ad hunc effectum de proximo conventuri sint Cæsarei & Pontificii Delegati, requiratur autem opera alicujus publici Notarii qui de ipso dimissionis Actu rogatus testetur, atque opportunum Instrumentum seu Instrumenta superinde conficiat. Nos igitur, ad quos spectat pro implemento Cæsarearum jussionum electio Notarii ad præmissa idonei, compertum habentes eximium specimen tum idoneitatis, tum integritatis & fidei, aliarumque animi dotium, quod continuo præstitit, & præstat Jurisconsultus Dominus Antonius Maria Auregius, Causidicus Collegiatus, & Notarius hujus Civitatis Mediolani, nec non Syndicus generalis residens pro Provincia Comensi in hac ipsa Civitate, in rebus præsertim publicis, & præ se ferentibus Cæsareum servitium, retinentesque quam laudabiliter se gesserit, dum uti Notarius Cæsareus interfuit solemni Visitationi Fluminum Padi & Rheni, eumdem proinde Jurisconsultum Auregium hac quoque singulari occasione seligendum & nominandum duximus, prout tenore præscotium eum eligimus & nominamus, ut tamquam Notarius Cæsareus specialiter delegatus intervenat Actui prænarratæ dimissionis Comacli, aliorumque locorum occu-

» cu-

ANNO 1725. » ouratorum, exſecutioni demandandas, & de eo, & » quibuſcumque ad eum quomodolibet concernentibus » inſtrumenta opportuna conficiat, ſive de per ſe, ſi- » ve etiam una & in ſolidum cum Notario Pontificio » ad eadem electo ſeu eligendo ex parte Sanctæ Sedis » Apoſtolicæ. Pro certo habentes, quod ejuſmodi » ſibi injunctum munus ita implebit, ut præconcepta » de eo opinio magis confirmetur, emineatque » ſingulare ejus ſtudium pro Cæſareo ſervitio. In » quorum fidem haſce manu noſtra ſubſcripſimus, no- » ſtroque ſigillo munivi juſſimus.

» Datum Mediolani 8. Februarii 1725.

» *Firmata*: Hieronymus Comes de Colloredo.

Locus † Sigilli.

Eodemque ſero compoſita ac conventa inter partes, quæ Cameræ Cæſareæ rationes reſpiciebant pro implemento jam ſtabilitæ evacuationis & dimiſſionis; & proiſtarum Actu perficiendo & explendo præſtituta fuerit proxime poſterior dies vigeſima Martii, deſtinato ad hunc effectum loco, nempe Aulâ magnâ, in quo convocari ſolent Conſilia hujus Illuſtriſſimæ Civitatis: Cumque proinde condictis horâ & loco præcedenter convenerit, ut inchoaretur præordinata ſolemnitas, præfatus Illuſtriſſimus & Excellentiſſimus Dominus Commiſſarius Cæſareus, jam ibidem convocato Reverendiſſimo Capitulo & Clero, & convocatis univerſis Civium & Populi ordinibus, iterum illis palam & ſolemniter enunciavit cauſſam ſui adventus, Cæſareamque commiſſionem. Deinde per ſupradictum Dominum Imperialem Secretarium Keſſler altâ & intelligibili voce publicari fecit ſupra memoratos Articulos, Pontificium inter & Cæſareum Dominos Plenipotentiarios ſtabilitos, & Apoſtolica Imperialique ratihabitionibus confirmatos, ut ſupra: iidemque publicati Articuli mihi Notario infraſcripto traditi fuere per dictum Dominum Keſſler, ad effectum eos inferendi, & ſunt tenoris ſequentis.

(Hic inſertus erat Tractatus qui videri poteſt Tom VIII. Part. II. du Corps Diplom. pag. 95.)

ET de prædicta Lectura, publicatione, & inſertione ipſe ſolus rogatus exſtiti, ſicut etiam de antecedentibus Actis ſecutis ante adventum præfati Illuſtriſſimi & Reverendiſſimi Domini Commiſſarii Pontificii. Cumque ſucceſſive & incontinenti convenerit etiam in eodem loco præfatus Illuſtriſſimus & Reverendiſſimus Dominus Commiſſarius Pontificius, una cum prædictis Domino Commiſſario Travaglino, & Domino Notario Pontificio, exceptuſque curialibus officiis ab ipſomet Excellentiſſimo Domino Commiſſario Cæſareo, uterque in reſpectivis ſedibus ad hunc effectum diſpoſitis ſederit, ut inchoata ſolemnitas perficeretur; Hinc perfectâ per eumdem Dominum Secretarium formulâ juramenti fidelitatis, per Comaclenſes Cives, Subditos, & aliorum adjacentium Locorum Incolas Sacræ Cæſareæ Catholicæ Majeſtati & Imperio præſtiti de Anno 1708. occaſione, qua a Cæſareis copiis Urbs illa, dictaque alia loca occupata remanſerunt, ab omni ejuſdem juramenti nexu, vinculo, & effectu omnes prædicti Cives, Subditi, & Incolæ fuerunt per eumdem Dominum Commiſſarium Cæſareum ſolemniter abſoluti, ſalvo tamen jure cujuscumque, prout in ſecundo ex ſupra inſertis Articulis reſervatum & expreſſum eſt. Vigore exinde, & pro exſecutione Articuli tertii, prædictis omnibus Civibus, Subditis, & Incolis enunciata fuit Amneſtia generalis & ſpecialis pro perſonis, rebus, & bonis, ac conſervatio Cæſareæ protectionis, prout etiam quorumcumque eorum jurium, immunitatum ac prærogativarum. Ulterius Illuſtriſſimus & Reverendiſſimus Dominus Commiſſarius Pontificius inhærendo etiam nuper conventis in alma Urbe, & vigore mandatorum Sanctitatis ſuæ, ac facultatis ſibi ſpecialiter tributæ ab Eminentiſſimo Domino Cardinali Patritio promiſit promulgationem publici Edicti, quo mediante firma ſemper & inconcuſſa remaneant omnia Decreta, ſententiæ, & Acta judicialia, a tempore occupationis prædictæ uſque in præſentiarum emanata. Hiſce præmiſſis & peractis, venum eſt ad dimiſſionem & conſignationem hujus Civitatis & locorum ad acentum, ut ſupra, hactenus occupatorum, mediâ effectivâ traditione Clavium, quæ tradituæ fuerunt in manibus præfati Illuſtriſſimi & Reverendiſſimi Domini Commiſſarii Pontificii. Funque eainde per Excellentiſſimum Dominum Commiſſarium Cæſareum dimiſſus prædictus Nobilis Juriſconſultus Collegiatus Mediolani Don Pius Mirabilia, Cæſareus Delegatus, ceteraque Miniſtri Cæſarei, prout & eodem Actu demandatum fuit Nobili & ſtrenuo viro Domino Chiliarchæ Joſeph Zeidheluber, hujus Cæſarei Præſidii Præfecto, ut una cum ſuperſtite Præſidio abiret, dictamque Civitatem, ejusque Territorium, & loca adjacentia hactenus occupata deſereret, & libera dimitteret. Succeſſiveque ex ordine præfati Illuſtriſſimi & Reverendiſſimi Domini Commiſſarii Pontificii juſſum eſt, ut ſubingrederetur Præſidium Sanctæ Sedis: renovatiſque demum hinc inde curialibus Officiis inter eosdem Illuſtriſſimos Dominos Commiſſarios, de plano & harmonice impletus remanſit Actus conventæ evacuationis & dimiſſionis. Et de prædictis omnibus rogatus exſtiti ego Notarius infraſcriptus Imperialis Cæſareus, ſicut etiam rogatus exſtitit eodem Actu licèt diviſim de peractis poſt adventum Illuſtriſſimi & Reverendiſſimi Domini Commiſſarii Pontificii Dominus Notarius Pontificius.

Actum in prædicta Aula magna Communitatis hujus Illuſtriſſimæ Civitatis Comacli, præſentibus Nobili Domino Capitaneo Adam Erôſs, quondam Domini Georgii Nobilis Hungari, & Nobili Domino Joanne Jonathano de Palm, Sacri Romani Imperii Equite, filio Domini Joannis Viennenſe, pro teſtibus ad hoc ſpecialiter rogatis &c. pro fide &c.

Ego Juriſconſultus Antonius Maria Auregius filius quondam Domini Joannis Baptiſtæ, Cauſſidicus Collegiatus Mediolani, ejusdemque Civitatis Notarius, & in hac parte tamquam Notarius Imperialis Cæſareus ſpecialiter delegatus ab Excellentiſſimo Domino Sacri Romani Imperii Comite Hieronymo de Colloredo, Gubernatore & Duce generali hujus Status Mediolani, de præmiſſis omnibus rogatus exſtiti, edidi, & concordavi, meoque Tabellionatus ſigno munivi; & pro fide ſubſcripſi hac die Veneris ſecundâ Martii; Anni milleſimi ſeptingenteſimi vigeſimi quinti.

ANNO 1725.

CXXI.

Offres accordé par le Roi d'Eſpagne pour ſonſer le travail des Mines en Andalouſie, & en Eſtremadure du 16 Juin 1725. [Mercure Hiſtorique & Politique pag. 697.] Juin.

L'Experience a fait voir, qu'il n'y a point en *Europe* des Mines d'Or, d'Argent ou autre Metal, qui ſurpaſſent celles qui ont été trouvées dans la Presqu'iſle d'*Eſpagne*, tant par rapport à l'abondance qu'à la Richeſſe de la matiere, ſur tout celles de *Guadalcanal*, *Rio-Tinto*, *Cazalla*, *Aracena* & *Galaroſa*, dans les Provinces d'*Andalouſie* & d'*Eſtremadure*. Les Comtes Allemands de *Fakarts*, ayant paſſé un Contract avec le Roi *Philippe II.* de glorieuſe memoire, touchant ces 5. Mines, ils firent des profits ſi conſiderables par l'Or & l'Argent qu'ils tirerent de celles de *Gadalcanal* la ſeule qui ait été ouverte, qu'ils étoient devenus les plus riches Sujets de l'*Europe*, mais ayant enſuite ſoupçonné, que le deſſein du Gouvernement étoit de reprendre ces Mines, ils les mirent ſous l'eau, & priverent par là le Roi & ſes Sujets du profit qu'on en auroit pu tirer.

Quoiqu'il ſoit connu que toutes ſes Mines ſont fort riches en Or & en Argent, cependant celle de *Guadalcanal* les ſurpaſſe, en ce que le Metal qu'on en a tiré, n'étoit preſque point mêlé de matieres étrangeres, & qu'en divers endroits il s'eſt trouvé entierement parfait & ſi abondant, que la 5me partie qu'on en payoit au Roi, montoit à 60. mille pieces de huit par jour.

La Mine de *Cazalla*, à 3. lieues de *Guadalcanal*, fut ouverte par un Indien experimenté, qui trouva que 100. livres peſant de Matieres à 25. braſſes de profondeur, rapportoient 3. onces d'Argent, il mourut à *Cazalla*, & declara par ſon Teſtament, que s'il avoit pu creuſer juſqu'à 40. braſſes, il y auroit trouvé la Ma-

ANNO 1725. Matiere plus riche & plus abondante que celle d'aucune Mine des *Indes-Occidentales*.

Rio-Tinto, qui eſt à 16. lieues de *Guadalcanal* & à 10. de *Seville*, a ci devant produit par jour 2709 Ducats en Or, & quoique cette Mine ſoit remplie de Vitriol, on peut néanmoins la travailler facilement & l'on en pourra voir dans peu le ſucces.

On peut dire la même choſe d'*Aracena* & de *Galarofa*, qui n'ont point encore été ouvertes, mais qui par les moyens que nous avons deſſein d'employer, pourront, ſelon toute aparence, devenir fort profitables.

Diverſes perſonnes dans l'eſperance de tirer des Mines de *Guadalcanal* autant d'avantages que les Comtes de *Fakares* en avoient eu, avoient auſſi pa'lé à ce ſujet un Contract avec les Rois d'*Eſpagne*: Mais elles furent dans la ſuite obligées d'abandonner cette entrepriſe, faute de connoiſſance & de Machines pour deſſecher ces Mines.

Mr. *Liebert Wolters* ſe trouvant en état de l'éxecuter, non ſeulement par ſa capacité, mais encore par une longue experience des Machines neceſſaires pour cette grande entrepriſe, (ainſi qu'il l'a fait voir dans la Ville & la Riviere de *Vigo*, où il a pêché de la mer divers effets) vient de paſſer un Contract avec Sa Majeſté, que Dieu conſerve, touchant le produit de ces Mines pendant 30. ans, avec diverſes Clauſes, Conditions, Privileges & Prerogatives inſerées dans l'Octroi, contenant ce qui ſuit.

Extrait de l'Octroi du Roi.

SA Majeſté accepte les Offres que Mr. *Liebert Wolters*, natif de *Stokholm* en *Suede*, a faites le 1. Mai 1725. à Don Jean Baptiſte Orandain, Secretaire d'Etat & du Conſeil, pour entreprendre à ſes propres depens & fraix, le travail des Mines Roïales de *Rio-Tinto*, *Guadalcanal*, *Cazalla*, *Aracena* & *Galarofa* dans les Provinces d'*Andalouſie* & d'*Eſtramadure*, aux Conditions ſuivantes.

I. Le Sr. *Liebert Wolters*, ſes Aſſociez & autres qui ſont en compagnie avec lui, auront la jouiſſance des dites Mines pendant l'eſpace de trente ans. Nous leur accordons celui de 18. mois pour faire les preparatifs neceſſaires, pour trouver un Fonds ſuffiſant & pour prendre à leur ſervice le nombre d'Ouvriers dont ils auront beſoin, tant pour deſſecher les Mines, que pour reparer les maiſons &c., afin que cette grande entrepriſe puiſſe avoir le ſuccès deſiré: Après ce tems expiré, ils devront faire commencer le travail à l'une de ces Mines, ſoit de *Guadalcanal*, ſoit de *Rio-Tinto*, & ſi après l'avoir commencé, ils ſuſpendent le travail pendant l'eſpace de trois mois le preſent Contract ſera de nulle valeur.

II. Les grands fraix que ledit *Wolters*, ſera obligé de faire pour mettre ſes Mines en train, aïant été pris en conſideration, Sa Majeſté declare qu'elle ſe contentera de la moitié de la 50me. partie du produit pendant 6. ans, a commencer du jour que l'on fera la premiere fonte avec le vif Argent, tant de l'Or que de l'Argent & autres Metaux, qu'en outre, cette partie du Revenu de S. M. ſera jointe aux Fonds, en cas qu'il ne ſoit point ſuffiſant, ſous la direction de l'Inſpecteur & Controlleur. Et qu'après les 5. années expirées le dit *Wolters* païera à S. M. la 50me. partie en entier, ainſi qu'il eſt ſpecifié ci-deſſous plus amplement.

III. Les Entrepreneurs pourront emploier les Bois de Sa Majeſté tant pour reparer les anciennes Maiſons & en bâtir de nouvelles, que pour faire du Charbon, mais les Bois qui appartiennent à des Particuliers ſeront eſtimez.

IV. Pour prevenir le dégât que l'on pourroit cauſer aux Bois de S. M. en y faiſant paître du Betail, ou en brulant les arbres qui peuvent ſervir aux Maiſons, on ne pourra rien entreprendre à cet égard contre les Loix établies par rapport aux Mines. On ne pourra non plus bruler les Bois au delà d'une demie lieue des Mines, ni faire paître aucun autre Betail que celui qui appartient aux mineurs.

V. Les Villes & Villages dans le voiſinage des Mines devront fournir d'abord les voitures neceſſaires, à un prix raiſonnable qui ſera fixé par les Juges du lieu.

VI. En cas que l'on decouvre quelques nouvelles Mines elles appartiendront audit Entrepreneur & jouïront des mêmes prerogatives, en païant au Roi vingt pour cent de l'Or & trente pour cent de l'Argent. ANNO 1725.

VII. L'Intendant de la Mine de l'*Almelan* & ceux qui ſont la poudre à Canon ſeront obligés de fournir au Sr. *Wolters*, la quantité de vif Argent, Poudre, Salpetra, Plomb, & Sel commun qu'il aura beſoin pour ſon entrepriſe au même prix, & au terme qu'on les fournit au Roi, excepté le vif Argent, qu'il devra païer Argent comptant ſur le pied de 400. Reaux le Quintal, ou au prix établi dans la Plaine de l'Almelan, ſans quoi on pourra le faire venir des Païs étrangers, ſans païer aucun droit d'entrée.

VIII. Ledit *Wolters*, ſes Aſſociez & ceux qui ſont à leur ſervice, ſeront exemts de tous Droits, quels qu'ils ſoient, par rapport à leurs vivres & vêtemens, mais ils devront en fournir chaque année une liſte au Juge Conſervateur des Mines, qui donnera à cet égard les ordres néceſſaires aux Commis des Douanes.

IX. Le Preſident des Finances de S. M. eſt nommé *Conſervateur Général* de cette Entrepriſe & pourra établir un Subſtitut ſur la nomination dudit *Wolters*, moïennant qu'il ait les qualitez requiſes, & qu'il ait l'approbation du Roi. Ce Juge, dont les appointemens ſeront de 600. Pieces de huit, ſera revêtu du caractere de *Subdelegué*, & en cette qualité decidera de tous les differends par rapport aux Mines, ſans qu'on en puiſſe appeller qu'au Conſeil des Finances de S. M.

X. Pour faire la repartition du produit des Mines d'une maniére convenable, le Roi établira un Inſpecteur & un Controlleur qui tiendront les Livres. On commençera à faire cette repartition, dés qu'on aura ramaſſé une ſomme de 5000. Piaſtres, ſoit en Or ou en Argent. Le Roi & ledit *Wolters* païeront chacun la moitié des appointemens de ces deux Officiers, à commencer du jour que l'on fera la premiére fonte.

XI. Ledit *Wolters* & ſes Aſſociez auront la liberté de ſortir du Roïaume & d'y rentrer, moïennant qu'ils laiſſent un Subſtitut pour pouſſer l'ouvrage, lequel jouïra de la même authorité. Et en cas que le dit *Wolters* ou ſes Aſſociez viennent à mourir avant l'expiration du terme de 30. ans, leurs Heritiers ſeront reconnus en la même qualité par le Roi & ſes Succeſſeurs, & jouïront des mêmes Prerogatives & Privileges pendant le reſte des 30. années.

XII. Si quelqu'un entreprénoit de troubler ledit *Wolters* ou ſes Aſſociez dans la paiſible poſſeſſion de ces Mines, durant le tems de trente ans, ſous quelque pretexte que ce put être, il eſt enjoint par les Preſentes au Procureur Général du Conſeil des Finances de S. M. de les proteger & defendre aux depends du Roi, & en cas qu'il ſe trouve de tels Perturbateurs, ils ſont dès à preſent declarez decbus des pretentions ou prerogatives que les precedens Rois leur ont accordées.

XIII. Tous ceux qui appartiennent aux Mines, excepté les ſimples ouvriers, auront la liberté de porter des armes pour leur defenſe dans le Diſtrict desdites Mines.

XIV. Après les 30. ans expirez, les Mines, Machines, Maiſons & tout ce qui en dépend: ſeront remiſes au Roi, excepté le Billon & le Mineral qui aura deja été creuſé.

XV. La portion du Roi ſera d'abord païée comptant, ou tranſportée à *Seville*, & à *Madrid*, ſi on le ſouhaite. Les Troupes de S. M. qui ſont aux environs ſerviront d'Eſcorte, non ſeulement aux deniers de S. M. mais auſſi aux effets des Entrepreneurs, qui pourront les faire tranſporter & eſcorter à leurs fraix dans les Provinces du Roïaume, moïennant qu'on ne les envoïe point dans les Païs étrangers, & les voitures neceſſaires leur ſeront pareillement fournies à leurs fraix, au prix ordinaire.

XVI. Tous les Champs Prairies, Jardins, Vignobles, Bois, & Bocages, & les autres terres de la Juriſdiction des Mines ſeront delivrées audit *Wolters* & à ſes Aſſociez.

XVII. Tous les Officiers & Ouvriers qui viendront des Païs étrangers pour travailler aux Mines, ne ſeront point inquietez touchant leur Religion, ainſi que cela s'obſerve à l'égard de ceux qui viennent de *Hollande*, & qui ſont emploïez dans les fabriques de Draps de S. M. à *Guadalxara*.

XVIII. Ledit *Wolters* & ſes Aſſociez, ne pourront en aucune maniére être moleſtez ou arrêtez, non plus que leurs effets. Ils s'engagent de leur côté, d'obſer-

ver

ANNO 1725. ver exactement les conditions & les Loix des Mines, & en cette conſideration, ils ſeront maintenus dans la jouiſſance des Prérogatives, Libertez & autres Privileges que S. M. leur accorde, &c.

Donné à St. Ildefonſe le 16. Juin 1725.

Signé,

Moi le Roi.

Et plus bas,

FRANCISCO DIAZ,

Secretaire d'Etat.

CXXII.

Octobre. *Conſtitutio in formâ Editti a Pontifice* BENEDICTO XIII. *motu proprio, die* 15. *Octobre* 1725. *pro Annona, & re agraria bene gerenda.* [Bullarium Magnum, Tom. IV. pag 157. Edit. Luxemburgic. 1725.]

BENEDICTUS PAPA XIII.

Ad futuram rei memoriam.

Ad ſummum Pontificem, ut communem omnium paſtorem, atque parentem, non ſolùm pertinet generalem totius rei Chriſtianæ, ſed etiam ſpecialem populorum Sanctæ Romanæ Eccleſiæ ditioni in temporibus ſubjectorum curam ſuſcipere, eorumdemque optimo ſtatui & felicitati propria quadam, & peculiari vigilantia providere. Hoc, Deo favente, eventurum ſperamus, ſi ad Annonam urbanam artemque agrariam, in qua totius Reipublicæ vigor, & incrementum conſtitutum eſſe noſcuntur, mentis noſtræ oculos convertamus. Antecеſſores quidem noſtri Romani Pontifices pro ea, quam gerebant, erga populos ſibi commiſſos, paterna ſollicitudine, ſaluberrimis Legibus, & Inſtitutis tanto negocio conſulere ſtuduerunt. Attamen quia viciſſitudine temporum res ſalubriter inſtitutæ idemtidem in deterius mutantur, e dignitate noſtra eſſe duximus, ut ſi quid hac in re collapſum eſt, id pro viribus reparemus, ut ex ſtudio, & ſollicitudine noſtris uberem fructum populi, Sedis Apoſtolicæ imperio immediatè ſubjecti, percipiant.

I.

Itaque cùm nos graviſſimum rei agrariæ incommodum imminere non ſine ingenti totius Reipublicæ detrimento, ob magna, aſſiduaque diſpendia, atque onera, quæ mercatores, cultoresque agrorum, ac piſtores hujus noſtræ almæ Urbis, ejusque diſtrictus in dies ſubire, ac pati coguntur, ex ipſorum clamoribus ad aures noſtras perlatis, acceperimus, mercatoribus agrorumque cultoribus una voce conquerentibus, ex publicæ Annonæ, & rei frumentariæ licitationibus, mercaturisque, quas ejus miniſtri hucusque exercere conſueverunt, præcipuum laborum ſuorum fructum ſibi eripi, Romanos agros ſpe uberioris meſſis excolendi ſibi poteſtatem & commodum adimi, maximam lucri partem, quam ſibi ex propria in rebus agrariis induſtria ad vitæ ſuſtentationem comparari poſſent, in urbanæ Annonæ, ut aiebant, commoda cedere ſine ullo publicæ rei emolumento: clamantibus etiam piſtoribus, ſe plus æquo Annonæ cauſa opprimi, & ob magnam frumenti vim, ſupra vires eis diſtributam, utpote nimis gravi pretio emendam, ſe impares fieri oneri ſuſtinendo, atque ad artem ſuam deſerendam impelli: & quandoquidem ſemper ejusdem ponderis panem conficere debent, ſe ex eadem arte ſua vix poſſe vitæ ſuæ neceſſaria percipere, ſuppetente præſertim tanta farinæ cujuscumque generis copia in publicis horreis ad Thermas Dioclетiani, ut quam plurimi ex infimo Populo eam certatim ad conficiendum domi panem empturi, illuc confluant, unde difficillima iisdem piſtoribus reddatur furfuris & purgamentorum tritici venundatio, aliàs a vulgo & plebe magnopere expetita, atque hinc fieri, ut piſtores damno ſibi illato perterriti, animoque collapſi de claudendis furnis ſuis cogitarent. Pervulgatum eſt etiam, ex tot malis & incommodis, niſi eis opportunè occurratur, metuendum eſſe, ne ſaluberrima, & laudatiſſima omnium artium agricultura quæ ſuperioribus ſæculis huic noſtræ almæ Urbi ingentem opum vim attulit, quæque non ſolùm populis imperio noſtro ſubjectis tritici ubertatem ſuppeditavit, ſed extraneas etiam Nationum penuriæ atque egeſtati levandæ ſuffecit magna qua publica, qua privata noſtrarum Regionum felicitate ex hac tritici venundatione emergente, jam tandem penitus labefactata corruat, aut majori ex parte deſtituta iotereat, urgente propterea ioterius periculo quod pauci admodum in agro Romano, inque Urbis diſtrictu campi, aratro ad ſementem ſciſſi reperiantur, qui fundorum Dominis, agrorumque cultoribus aliquam afferant utilitatem ob graves impenſas hac in re neceſſarias, ſummamque vendendæ, ac diſtrahendæ frumentariæ meſſis difficultatem; unde factum, ut brevi paucorum annorum ſpatio Subditi noſtri, quos in ſinu paternæ caritatis foventes ſingulari amore proſequimur, ſæpenumero tritici inopia concuſſi ab extraneis Provinciis non ſine graviſſimis ſumptibus illud ſubſidium emendicare coacti ſint, quod antea facillimè poterant, & nunc etiam poſſent, ex propriis ſuis agris abunde percipere. Quare nos de Populorum noſtrorum, præcipuè pauperum, & egentium, quorum ſaluti conſulere ſemper nobis in animo fuit, tot tantisque malis, ac periculis vehementer ſolliciti, eam rationem inire eodem ſtatuimus, qua publicam, privatamque jacturam reparare, præſentibus incommodis occurrere, ac deinceps præſidium communi bono opportunis, atque agrariæ artis augmento, proſpicere valeremus.

II.

Nos ex quo certiores facti fuimus, Annonæ urbanæ patrimonium una cum emolumentis & lucris ex frumenti licitatione, negociatione & mercatura percepòs, ad magnam, & notabilem ſortem in præſentia auctum eſſe, annuatimque augeri, non modo ſine ullo Reipublicæ commodo, ſed contra cum ejusdem agrariæ artis immodico detrimento, hæc eadem ioutilia lucra in publicam utilitatem convertere, atque hinc ſolidum rei agrariæ munimen, & fulcimentum petere cogitavimus. Hoc ut maturiori diſcuſſione felicius, utiliusque exequeremur, paternique animi noſtri conſilium plenius perficeremus, ſpecialem hac de re Congregationem habendam juſſimus Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinalium, cui una cum aliis Prælatis viris, unus quoque intereſſet ex Romanis Patriciis Laicus, ut patet ex noſtro Chirographo ſubſignato die 30. Januarii currentis anni 1725 cujus quidem Congregationis prudentiæ, ac vigilantiæ injunximus, ut priùs per idoneos, & peritos viros ipſius Annonæ ſtatum paſſivum, & activum ſedulò examinandum, deſcribendumque curaret: mox de illis remediis æquè ſedulò cogitaret, quæ facto opus eſſe intelligeret, eas deliberationes ſuſcipiens, quæ ad præſentia mala tollenda, futuramque agrariæ rei ſecuritatem ſtabilienda magis expedire arbitraretur. Poſtquam verò in eadem Congregatione, cum primum facta fuit, deputatio ejus viri, cui onus hujusmodi commiſſum fuit, publicæ Annonæ ſtatum accuratè deſcripſit, & ob oculos poſuit, eo completo atque in ſubſequenti Congregatione per eumdem ad id deputatum, relato, comperta eſt ejusdem Annonæ lucra à die XVII. Julii anni 1718. pro toto menſe Junii anni 1724 ad ſummam perveniſſe trecentorum nonaginta quinque millium trecentorum quadraginta novem ſcutorum Romanorum, & obolorum ſeu bajoccorum ſexaginta, non comprehenſis hac ſumma capitalibus ſeu fundis, quæ priùs ab ipſo Annonæ Magiſtratu poſſidebantur. Hinc factum fuit, ut in eadem Congregatione unis omnium calculis ſubſequentia fancirentur.

1. Quod deinceps ſo publicis Annonæ horreis ſerventur menſuræ, ſive ut vulgo dicimus, *rubra* triginta millia frumenti, ut inde cuilibet futuræ Urbis neceſſitati commode conſulatur.

2. Quod Annonæ miniſtri ſe abſtineant impoſterum ab emendo, vendendoque frumento, proque eo ſervando fiat ejusdem tritici renovatio per piſtores Urbis hoc pacto. I. Quòd tempore ſterilitatis renovatio fiat arbitrio Annonæ Præfecti; extra ſterilitatem per aonum omnium rubrorum triginta millium renovatio fiat de trimeſtri in trimeſtre in quarta per eosdem piſtores uno tenore ad formam Chirographi recolendæ memoriæ Alexandri VIII. Antecеſſoris noſtri. II. Quòd ipſi piſtores per ſuos conſules quibet

ANNO 1725. libet hebdomada viſitare debeant dictum frumentum in ipſis horreis Annonæ, ſique illud invenerint pejorare, ſeu deteriorare poſſe in parte ſive in toto, ſtatim id Præfecto denunciare teneantur, ut frumentum ad formam dicti Chirographi renovari mandet, ut ſuprà.

3. Quòd in renovatione, qualibet vice, ut ſuprà, faciendâ frumentum per Piſtores reportandum cribretur in horreis mercatorum ad libitum Annonæ Præfecti, non autem in horreis ejusdem Annonæ.

Hujusmodi ſanctiones ad nos per Congregationis Secretarium perlatas, dignas duximus quæ noſtra approbatione fulcirentur, ideoque illas auctoritatis noſtræ robore firmavimus, & approbavimus. Concto deinde iterum eſt eadem Congregatio deliberandi cauſa aliis de rebus nondum diſcuſſis, hæc dubia reſpicientibus:

1. An ad ſervandum perpetuò liberum commercium in emptione, & venditione frumenti ſit impoſterum omittenda facultas Præfecti; cui ſufficiat notitia copiæ frumentorum vendendorum, emendorumque, ad eum per Caporales perferenda.

2. An mutuationes in pecunia, vel frumento faciendæ ſint agricolis, & terrarum cultoribus? In quanam vero quantitate, & quibus perſonis, quibusque cautelis: quæ dubia ad Marchionis Hieronymi Theodoli ſententiam remiſſa ſunt. His dubiis, æquas reſolutiones, bonum Annonæ regimen ac artis agrariæ beneficium reſpicientibus, cum opportuna, maturaque reſponſio parari non poſſet, ob defectum notitiæ ſtatus ejusdem Annonæ totius menſis Junii anni 1725. congruum judicavimus præcipere, ut ulla deliberando priùs approbaretur, quam poſtremus Annonæ urbanæ ſtatus à jam dicto Deputato deſcriberetur: quo mox confecto, coque nobis ex Decreti noſtri auctoritate ſpeciatim exhibito, ſtatim ex relatione nobis ſuper id porrecta animadvertimus, eumdem ſtatum ad ſummam ſcutorum Romanorum quingentorum ſexaginta duorum millium quadringentorum quinquaginta ſeptem, & obolorum novem aſcendere: ex qua ſumma detractis ſcutis centum ſexaginta octo millibus ducentis quinquaginta quatuor, & obolis octoginta quinque, conſiſtentibus in horreis tam Romæ, quàm Centumcellis, pro frumenti conſervatione conſtructis, & in uno furno ſub ejusdem Annonæ dominio, atque ex reſidua utilium ſumma perveniente ad numerum ſcutorum trecentorum nonaginta quatuor millium ducentorum duorum, & obolorum viginti quatuor, demptis viginti duobus millibus ſexcentis quatuordecim, & obolis octoginta quatuor, in fructifera ſorte collocatis, reliquam pecuniæ ſummam liberam, & immunem, noſtræ diſpoſitioni, & arbitrio remanentem, ad numerum ſcutorum trecentorum ſeptuaginta unius millium quingentorum octoginta ſeptem & obolos quadraginta aſcendiſſe comperimus. Quam ſummam in agrariæ artis ſubſidium, & augmentum, inque populorum ſub jure Sancti Petri exiſtentium beneficium provida diſpoſitione impendere cupientes, in primis omnes, & ſingulas deliberationes, & proviſiones ſuſceptas habilitasque in Congregatione, habita die XVIII. Aprilis anni 1724. a nobis ſpeciatim indicta approbamus, & confirmamus, quemadmodum etiam alias proviſiones ac reſolutiones præſcriptas & editas ab eadem Congregatione die XII. Julii anni 1725. ſimiliter approbatione noſtra firmamus, emologamus, & firmatas approbatasque eſſe volumus & mandamus, ac ſpeciatim illas, in quibus decernitur.

1. Quòd mutuationes Agricolis fieri debeant in pecunia, non in frumento.

2. Quòd eædem mutuationes ſint faciendæ tam Agricolis, fundorum dominis, & conductoribus agri Romani, quàm diſtrictualibus.

3. Quòd diſtrictualibus mutuationibus fiant ſub tenui cenſu ſcutorum duorum pro quolibet centenario ad ſolvenda ſtipendia Commiſſariis locorum ex cauſa obligationis, quam ipſi aſſumere debent ſuper nominibus debitorum exactorum, & non exactorum.

4. Quòd Annonæ Præfectus incumbat ad curandam reſtitutionem ſcutorum viginti millium, quæ Præfectus Graſciæ reddere debet ex mutuo ei dato die XXIX. Martii anni 1723.

5. Quòd ad tollenda mercimonia Piſtorum, & eorum, qui bellaria, placentas, atque alia ejusmodi eſculenta conficiunt, & vicatim vendunt, vulgòque dicuntur *Vermicellari*, & *Ciambellari*, renovari debeant Edicta, aliaque etiam publicari, prohibentia tritici emptionem in acie Campi Floræ, ex eo, quod propterea congeritur, ut pluris vendatur, & vulgò dicitur *incettare*. Præſertim verò Edicta vulgentur, in areis agri Romani, ac diſtrictus tempore collectionis tritici interdicentia ejusmodi frumentariis exercitium artis agrariæ, ne hoc prætextu frumentum viliori pretio emant, atque hinc impediantur agricolis venundationes. ANNO 1725.

6. Quod eadem edicta prohibitiva, ad ponderatores aliosque Annonæ miniſtros extendi debeant.

IV.

Quoniam omnia, quoad fieri poteſt utiliori modo ac forma ejusmodi Annonæ lucra in beneficium agrariæ artis impendi ac diſtribui cupimus, etiam quoad dubia *quinto*, & *ſexto* loco in memorata Congregatione propoſita die XVIII. Aprilis anni 1724. ſuper quibus, quia jam certi ſumus de integro & accurato ejusdem Annonæ ſtatu, ſpeciatim, & magis præcipuè tantæ rei providere volumus. Ideo nos motu proprio, certa ſcientia, ac matura deliberatione noſtris, deque noſtræ poteſtatis plenitudine, ut plenius, uberius atque omni meliori & efficaciori modo, voluntas, & provida noſtra intentio impleantur, deputamus, indicimus, & inſtituimus ſpecialem Congregationem, quam conſtare volumus dilectis filiis, noſtro Theſaurario generali, & Præfecto ejusdem Annonæ; pro urbe Roma ejusque Diſtrictu Alexandro de Abbatibus in utraque Signatura Referendario, Hieronymo Marchione Theodolo, & Tiberio Cincio; pro Umbria & Marchia venerabili fratre Marco Antonio Archiepiſcopo Damiatæ; pro Bononia Alexandro Tanario in utraque Signatura Referendario; pro Ferraria Carolo Culeagnino cæſarum noſtri Palatii Apoſtolici Judice; pro Romandiola Anſelmo Dandino in utraque Signatura Referendario cum Adſeſſore Pontiano Fargna juris pontificii, & Cæſarei Conſulto, in Romanæ curiæ foro cauſarum Patrono, per auditorium noſtri palatii Apoſtolici approbato, & ſuperiùs ab eadem Congregatione ſelecto, & deputato. Hi verò omnes per ſe ipſos interſint, & quintodecimo quoque ab eis ſtatuendo die omnes ſimul conveniant, deque arte agriculturæ reſtituenda, inſtauranda, augendaque, & de ulteriori ſtatu Annonæ, rebusque univerſis illam ſpectantibus, ſermones invicem conferant, pertractent, & diligenter perpendant: quodque ab eis ſive à majori eorum parte matura collatione fuerit conſultum, nobis referant, ut ſerò quid pro publica utilitate ſtatuendum ſit, decernere poſſimus; firma tamen remanente in rebus arduis Congregatione Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinalium ſuper uberiate ejusdem Annonæ urbanæ à nobis in laudato noſtro Chirographo indicta, juxta Conſtitutionem felicis recordationis Pauli V. prædeceſſoris noſtri, incipientem: *Paſtoralis officii*, ſub datum XIX. Octobris anni 1611.

V.

Prætereà, dum paterna noſtra caritas æquè in omnes, noſtro temporali Dominio ſubjectos, diffunditur, quos uno eodemque amoris gradu complectimur; volumus, & præcipimus, ut eadem Congregatio occurrat, provideatque indigentiis, quæ contingunt, aut unquam futuris temporibus contingere poſſunt in univerſis Terris, & Provinciis Sancti Petri, omnesque ex iisdem Provinciis Subditorum inſtantias, & petitiones quæ ab eis præſentari unquam poterunt, agnoſcat, deque illis deliberet.

VI.

Mandamus inſuper, & auctoritate noſtra præcipimus univerſis, & ſingulis tam locorum Gubernatoribus, quam Præſidentibus Provinciarum, ut omnibus, & quibuscumque quomodolibet ad agrariæ artis ſtatum, diſpoſitionem, & augmentum pertinentibus, ſubſint prædictæ Congregationi à nobis erectæ, cujus regimini omnes neceſſarias facultates concedimus publicandi edicta, bannimenta, atque omnia alia expendi, quæ ad agriculturæ tam agri Romani, & diſtrictus, quàm ipſarum Provinciarum perfectiorem ſtatum, & conſiſtentiam judicaverit expedire, eademque Congregationis ſolertiæ, & vigilantiæ ſerio injungimus, ut quanta valet efficacia, ac ſollicitudine pro viribus ſtudeat, curetque, ut mercatura, neceſſariaque Reipublicæ negotiatio inſtauretur pro diſtractione, & venundatione frumenti, quod populo-

tum

ANNO 1725. rum noſtrorum ſuſtentationi ſuperabundat, quoque indigere poſſunt extraneæ Nationes, quibuscùm in noſtra Ditione, univerſoque dominio negotiationem, publicumque commercium induct, inſtitui utilibus Contractibus, ac habilimentis ſervari, opportunisque Legibus roborari cupimus.

VII.

Injungimus inſuper exactam accuratamque omnium earum diſpoſitionum, & proviſionum executionem, quæ à nobis in hoc noſtro motu proprio obſervandæ, & debitæ executioni mandandæ injunguntur. Quoniam verò paterni noſtri amoris inſtinctus, qui vehementer fertur in Subditorum noſtrorum utilitatem, quæ maximè in omni Principatu ex re agraria, & aſſiduis crebriſque commerciis expectanda eſt, moras non patitur, & citam expeditamque eorum executionem, quæ huic fini aſſequendo retardari non ſuſtinet; propterea volumus, ut omni celeritate plenè ac perfectè impleantur quæcumque reſolutiones & deliberationes, quas ſæpedicta Congregatio in magnum Subditorum noſtrorum beneficium ceſſuras judicaverit.

VIII.

Inhærentes igitur determinationibus ab ipſa jam editis, & à nobis ſuperiùs enunciatis, volumus, eas omnes ad perfectam obſervantiam, & plenarium effectum omnino deduci; propterraque, eas iterum ſpecialim, & præcipuè confirmamus, & approbamus, volentes, ut irrefragabile robur, & vim perpetuò habeant, & undequaque obſerventur, cùm eas inviolabiliter obſervari ſuumque plenum effectum ſortiri, ſit noſtra ſpecialis, & abſoluta voluntas. Illas verò deliberationes, quæ à nobis ſpeciatim approbatæ non ſunt, approbare intendimus, easdemque præſentis noſtræ paginæ tenore in forma ſpeciali approbamus, & confirmamus, declarantes, relativè ad propoſitionem, ſeu dubium *quinto* loco in eadem Congregatione propoſitum die XII. Julii menſis elapſi hujusce anni 1725. videlicet, *quomodo, qua ratione, & quibus cautionibus pro Annonæ ſecuritate debeant fieri mutuationes agricolis, fundorum dominis, & conductoribus agri Romani, ac jus diſtrictus*, hujusmodi determinatio unicè pertineat, ac pertinere debeat ad Congregationem Prælatorum, aliorumque, à nobis in hoc noſtro motu proprio ſuper ea re deputatam: ad quam unicè etiam ſpectare declaramus cognitionem idoneitatis eorum, quibus erogandum erit dictum mutuum, & cautionem etiam ſuſcipiendorum, & exigendorum juxta qualitatem mutuatarii. Quantum verò ad *ſextam* propoſitionem ſeu propoſitum dubium in eadem Congregatione, eadem die, menſe, & anno, videlicet: *in quanam quantitate, & ſumma facienda ſint prædictis agricolis mutuationes* conſiderantes nos juxta poſtremum ſtatum Annonæ ſuperiùs conſtabilitum, pecuniam, de qua liberè diſponere poſſumus, ad nonnihilem, & conſpicuam ſummam aſcendere ſcutorum Romanorum trecentorum ſeptuaginta unius millium quingentorum octoginta ſeptem, & ob. 40. qua quidem ſumma abundantiùs, pleniuſque agricolis ſubvenire poſſumus, volumus, præcipimus atque mandamus, ut ex hac pecunia, poſt parata triginta millia rubra frumenti, in publicis horreis ſervanda, appretuata io ſcutis ā rotondo, ut ſuperiùs decretum fuit, eoque frumento collato cum ſumma ducentorum, & decem millium ſcutorum Romanorum, ex reliquis ſcutis centum ſexaginta uno millibus quingentis octoginta ſeptem, & obolis quadraginta, fieri debeant perpetuò ſingulis annis mutuationes, ſcilicet in portione ſcutorum ſexaginta millium agricolis, fundorum dominis, & conductoribus agri Romani, nec tamen Magiſtratus Annonæ ob dictum mutuum quicquam prætendere, aut ſperare valeat in genere cenſus, uſuræ, aut alterius generis lucri. De ſumma autem aliorum ſcutorum quinquaginta millium diſponi volumus, quemadmodum auctoritate noſtra diſponimus, in commodum, & favorem agricolarum, dominorum, & conductorum agrorum in diſtrictu Romano; ea tamen conditione, ut, cùm ad Annonam pertineat in nonnullis locis ejusdem diſtrictus miniſtros ſtipendio conducere, iidem agricolæ diſtrictuales pro reparatione, ac reintegratione eorumdem ſtipendiorum ſolvere debeant publico Annonæ Magiſtratui ſcuta duo pro quolibet centenario, ex mutuo accepto. Reliquum verò totius ſortis ſcutorum quinquaginta onus millium quingentorum octoginta ſeptem, & obolorum quadraginta, ſeu quicquid ad aliam majorem, & certiorem ſummam aſcenderit, volumus, & mandamus, ut ea, qua par eſt diligentia, & ſollicitudine (exactis nominibus debitorum Annonæ, retractoque pretio ex venditione frumenti ſuperexcedentis quantitatem rubrorum triginta millium tritici, perpetuo ad publicæ Annonæ commoda ſervandum) debeat conſtabiliri, atque invehiri in tot locis montium cameralibus non vocalibus. Horum inſuper locorum fructu una cum omnibus aliis lucris, quæ ad eamdem Annonam tam ex firmis quotidianisque redditibus, quàm ex omni alio fortuito proventu pertinere unquam poterunt, voluntas, ut ſemper, & in perpetuum unita debeant, & quolibet anno inveſtiri in aliis locis montium, ex eisque conſtitui augmentum, ſive multiplicum, ut hac prompta, & parata pecunia cuicumque neceſſitati hujus noſtræ almæ Urbis, ejusque diſtrictus & præcipue tempore ſterilitatis, aut penuriæ, à quibus Subditos noſtros divina clementia immunes cuſtodiat, opportunè ſubveniri, ac provideri poſſit.

ANNO 1725.

IX.

Circa vero præmiſſorum & omnium à nobis ſtatutorum, & diſpoſitorum plenam executionem & integrum adimplementum, eamdem Congregationem Prælatorum, aliorumque, ut ſuprà, à nobis ominatorum, & deputatorum, ſedulo incumbere, & invigilare jubemus. Quam Congregationem bis in menſe ſuperiùs haberi mandavimus, ut crebrioribus congreſſibus melius celeriusque, tam regimini œconomico Annonæ, quàm politico agrariæ artis conſulatur in uriusque beneficium, & incrementum, audiendo, ſi qui ſient, mercatorum, piſtorumque recurſus, iisque opportunis determinationibus providendo, mercaturam, venditionem, & pretium tritici tam agri Romani, & diſtrictus ejus, quàm totius noſtri dominii curando, & moderando, ac demum ſuper obſervantia omnium, & ſingulorum in hoc noſtro motu proprio contentorum, ac præceptorum ſolerter invigilando, atque inſiſtendo.

X.

Præcipimus etiam Congregationi & Deputatis prædictis & eorum ſingulis, ut præſentes noſtras Literas, inque eis contenta quæcumque, obſervent, & exequantur, ac firmiter, & inviolabiliter executioni mandari, & obſervari faciant ab univerſis, & ſingulis perſonis tam eccleſiaſticis, ſæcularibus & regularibus, quàm laicis cujuscumque Status, Gradus, Ordinis, & Conditionis exiſtant, dantes nos eidem Congregationi in præmiſſis, & circa ea plenam, & omnimodam, atque eam, quam nos ipſe habemus, facultatem, & poteſtatem declarandi, & decidendi quicquid in præſenti noſtro motu proprio opus eſſe videbitur, necnon quæcumque edicta ſeu bannimenta, etiam pœnalia pro præmiſſorum obſervatione & executione neceſſaria, & opportuna fuerint, faciendi, & publicandi.

XI.

Hæc omnia fieri, & ſervari ſtatuimus, non obſtantibus quibuscumque conſtitutionibus, & ordinationibus Apoſtolicis, etiam ſpeciali nota dignis, huic noſtræ Conſtitutioni quomodolibet fortaſſe adverſantibus, eaque præſertim, quatenus opus ſit, quam felicis recordationis Pius IV. Anteceſſor noſter vulgavit *de regiſtrandis*, ita ut præſentes Literæ noſtræ absque alia in Camera noſtra Apoſtolica admiſſione, & regiſtratione, validæ ſint, ſuumque ſortiantur effectum, non obſtantibus quoque Urbis, civitatum, terrarum, oppidorum, villarum, & locorum quorumcumque juramento, confirmatione Apoſtolica, & quavis alia firmate roboratis ſtatutis, conſuetudinibus, reformationibus, decretis, privilegiis quoque, indultis, & Literis Apoſtolicis, Communitatibus, Univerſitatibus, Baronibus, aliisque prædictis, & quibusvis à Sede Apoſtolica, vel à nobis forſan conceſſis, ac etiam confirmatis, approbatis, & renovatis, quæ eis, quoad præmiſſa, volumus ſuffragari, etiamſi talia eſſent, quæ ſub generali expreſſione non venirent, ſed de illis ſpecialis & individua mentio habenda foret in genere vel in ſpecie, & ſub quibuscumque tenoribus, & formis, & cum quibusvis etiam derogatoriarum derogatoriis, aliisque efficacioribus, & inſolitis clauſulis, ac irritantibus & aliis decretis in contrarium præmiſſorum, quæ præſentibus quomodolibet obſtare poſſent, etiamſi de illis, eorumque totis te-

ANNO 1725. moribus ſpecialis & expreſſis, ac individuo, ac de verbo ad verbum, non autem per clauſulas generales, idem importantes, motuio ſeu quavis alia expreſſio habenda, aut alia exquiſita forma ad hoc ſervanda foret, eorum tenores, pro plene, & ſufficienter Præſentibus expreſſis, & totaliter inſertis habentes, illis in ſuo robore permanſuris, hac vice dumtaxat ſpecialiter & expreſſe derogamus, cæteriſque contrariis quibuscumque.

XII.

Volumus etiam ſolam Præſentium ſignaturam noſtram ſufficere, etiam absque alia data, & regiſtratura, regula quacumque contraria pariter non obſtante.

XIII.

Inſuper hæ noſtræ Literæ in quavis forma expediri poſſint cum clauſulis opportunis, earumdemque literarum tranſumptis, & typis impreſſis, manu unius Cameræ noſtræ apoſtolicæ Notarii ſubſcriptis, & ſigillo alicujus ex Congregatione prædicta obſignatis, in judicio, & extra plena fides adhibeatur.

Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem Idibus Octobris MDCCXXV. Pontificatus noſtri anno II.

Placet motu proprio V. M. *Viſa*
De Curia J. Archiepiſcopus Ancyranus.

Regiſtrata in Secretaria Rev. Cameræ Apoſtolicæ.

CXXIII.

1727. Mai. *Teſtament de* CATHERINE *Imperatrice de Ruſſie fait à Petersbourg le 6. Mai, & ouvert le 18. Mai* 1727. [Mercure Hiſtorique pag. 770.]

I. LE Grand Duc Pierre Alexiewitz ſera Succeſſeur.

II. Avec les mêmes Droits & Prérogatives dont nous avons joui.

III. Il ne commencera pas la Regence avant ſa 16. année.

IV. Pendant ſa Minorité l'Adminiſtration ſera confiée à nos 2. Princeſſes, le Duc & les autres Membres du Grand Conſeil, qui ne ſera compoſé en tout que de 9. Perſonnes.

V. Ce Conſeil aura l'entier pouvoir d'un Souverain, excepté qu'il ne puiſſe rien changer à la ſucceſſion.

VI. Tout ſera décidé par la pluralité des voix, & ſéparement ils ne pourront rien ordonner.

VII. Le Grand Duc aſſiſtera aux Deliberations, mais après l'Adminiſtration finie, il n'en pourra pas démander raiſon à perſonne.

VIII. Si le Grand Duc vient à mourir ſans héritier, la Princeſſe Anne lui ſuccedera avec ſes Deſcendans, après ceux-ci la Princeſſe Elizabeth avec ſes Deſcendans, & enfin la Grande Ducheſſe avec ſes Deſcendans; bien entendu que les Héritiers Males ayent toûjours la préference, & qu'aucun ne puiſſe jamais monter au Thrône Ruſſien, qui ne profeſſe pas la Religion Grecque, ni aucun qui porte déja quelqu'autre Couronne.

IX. Chacune des Princeſſes aura pour une eſpece de ſatisfaction d'être exclue de la Succeſſion de leur Pere, outre leur Dôte de trois cents mille Roubles, un million de Roubles argent comptant, qui leur ſera payé peu à peu pendant la minorité du Grand Duc, ſans que ni lui ni ſon Epouſe puiſſent jamais les redemander. Outre cela les deux Princeſſes auront pour Elles & pour leurs Familles tous nos Biens meubles, en joiaux, or, argent & équipages, qui appartiennent à Nous & non à la Couronne; mais nos Biens immeubles & Terres que nous avons poſſedés avant d'avoir porté le Sceptre de Ruſſie, ſeront partagez ſuivant la Juſtice par la Regence entre les autres plus proches Parents de notre Famille.

X. Durant le tems de l'Adminiſtration, il ſera payé à chaque Princeſſe outre ce que deſſus, 100. mille Roubles par an.

XI. La Princeſſe Elifabeth épouſera le Duc de Sleswig Holſtein Evêque de Lubeck, & nous y donnons notre bénédiction Maternelle.

XII. Nos Princeſſes & la Regence tâcheront auſſi de faire un Mariage entre le Grand Duc & une Princeſſe fille du Prince Menzikoff. ANNO 1727.

XIII. Tout ce dont Son Alteſſe Royale le Duc a déja joui, ne pourra jamais lui être redemandé, ni porté en ligne de Compte.

XIV. Tout ceci doit être, dès notre decès publié, confirmé par ſerment, & obſervé exactement, & qui s'y oppoſera doit être puni en Traitre; c'eſt ſur quoi on demandera la Garantie de l'Empereur Romain.

XV. La Famille vivra entre Elle dans un bonne union ſous peine de notre malediction maternelle, & le Grand Duc n'abandonnera point la Maiſon de Holſtein, tant qu'il s'y trouvera de nos Deſcendans, mais exécutera, quand il ſera Majeur, tout ce qui pourroit encore manquer à ce que nous avons ordonné ci-deſſus.

XVI. En cas que les Princeſſes partent d'ici, on leur accordera un libre tranſport, & achetera pour les Miniſtres de Holſtein une Maiſon convenable & exemte de toutes charges civiles.

Fait à St. Petersbourg le 6. May 1727.

V. S.

(*L. S.*) CATHERINE.

CXXIV.

Août. *Actes de la célèbre Commiſſion Polonoiſe dans le Duché de Courlande depuis le 30. Août juſqu'à la fin de l'année* 1727. [Tiré d'une Copie des Regiſtres de la Commiſſion.]

Conſtitutio Graduenſis de Anno 1726.

QUandoquidem ſecundum communem experientiam omnes Gentes & Dominia congregata & coadunata in unum ſub uniformi Regiminе Corpus multo magis eſſe ſolent potentiora & feliciora ad mutuam defenſionem & conſervationem, quam diviſa; igitur mhærendo Pactis æternis ſubjectionis & incorporationis abſolutiſſimæ & pleniſſimæ, ſine ulla minima reſervatione, libere, rite ac legitime ab utrinque ſtabilitis & jurata fide confirmatis: tum conformando ſeſe ad Conſtitutionem anni 1589. deficiente ſtirpe maſcula moderni Celſiſſimi Ducis Ferdinandi ex linea Kettleriana procedentis, ſalvis per omnia juribus, poſſeſſionibusque & prærogativis ejusdem Ducis, quousque ſupervixerit (cui Homagium, diſpenſando Conſtitutionem anni 1683. ob reſpectum proveſtæ ætatis & ſingularia erga Rempubl. merita etiam per Legatum ſuum præſtare permittimus, hoc tamen præcauto, quod id ſervire nequeat ſucceſſoribus ejus, in quantum ea lumbis illius directe deſcendentes exiſtere deberent) præfatum Ducatum Curlandiæ & Semigalliæ antiquitus incorporatum & adjunctum ad corpus Reipublicæ, cum omnibus attinentiis & contingentibus ſuis antiquis ad Regnum Poloniæ & MDL. adjungimus & incorporamus; pro mutuis & indiviſis incolis Regni & M. D. L. prius ſuſceptos ſuſcipimus cum Juribus, Privilegiis & Libertatibus illis antea conceſſis, ad omnia jura, honores, prærogativas & libertates Regni & M. D. L. admiſſos pariter admittimus, mutuis viribus, auxiliis, exercitibus totius Reip contra omnes uſurpationes & quosvis inſultus hoſtiles protegere, defendere & intercedere appromittimus. Inſuper prout omnem prorſus novi Principis infeudandi ſubſtitutionem, poſt fata ſuprafati Ducis Ferdinandi in caſum deficientis ſtirpis maſculæ, in perpetuum excludimus & abrogamus; ita attentata præterita omnia contra Inhibitiones, Mandata & Reſcripta Noſtra, ſignanter uſurpati indebite ultimi Conventiculi cum omnibus Actibus ſeſe in materiam eventualis ſucceſſionis ingerentibus tollimus, caſſamus, & illa pro invalidis ex vitio nullitatis & inſubſiſtentiæ materialis, ſtante pro nunc directo & ſupremo, in futurum autem utili & immediato Dominio Noſtro & Reipublicæ perpetuo & irrevocabili Lege declaramus. Et quia Comes Manſitius inobediens Mandatis Noſtris & voluntati Reipublicæ contra effectuationem Diplomatis Noſtri in præſentibus Comitiis traditi ſeſe exhibuit, ideo eum non tantum ex Ditionibus Provinciæ Curlandiæ, tum Regni Poloniæ & M. D. L. proſcribimus, ſed etiam pro

ANNO 1727. pro hoſte Reipublicæ & invindicabili capite pronunciamus & condemnamus. Liberum exercitium Auguſtanæ Confeſſionis, cum quo ad Rempubl. acceſſerunt & per Pacta ſubjectionis ſibi raverunt, cum pacifico uſu & conſervatione ejusdem Religionis ceteriſque illius ritibus, ſecundum obloquentiam duntaxat eorundem Pactorum aſſecuramus, certificando, quod ad mutationem illius nemmem per vim cogere permittemus, ſalvo jure & uſu Religionis Romano-Catholicæ in Formula Regiminis præſcripto & per Conſtitutionem anni 1678. approbato.

Tum ut deſideria & repræſentationes omnium Statuum Provinciæ Curlandiæ ratione domeſtici Regiminis & aliorum ſanctionum ad bonum ordinem & internum Regimen neceſſariorum eò facilius & efficacius accommodari pro juſtitia, commodo & utilitate univerſorum, valeant, cum conſenſu omnium Statuum Commiſſarios Noſtros ex Senatorio ordine Reverendum in Chriſto Patrem Chriſtophorum in Stupow Szembek Epiſcopum Warmienſem & Sambienſem, Magnificos Caſimirum de Koſielsko Oginski Trocenſem, Staniſlaum Donhoff Polocenſem, Ducem Campeſtrem Exercituum M. D. L., Staniſlaum Chomentowski, Maſoviæ, Ducem Campeſtrem Exercituum Regni, Palatinos: Ex *ordine Equeſtri ex minori Polonia*, Generoſos Joannem in Tykocin & Tyczin Branicki, Vexilleferum Regni, Branſenſem Capitaneum, Jacobum in Skrzynno Dunin Regentem Regni, Capitaneum Radoſzycenſem; Ozarowski Dapiferum Cracovienſem, Wielopolski, Lanckoronenſem, Kalinowski, Vinnicenſem, Capitaneos; Karwowski, Pocillatorem Viſnenſem, Judicem Branſcenſem: *ex Majori Polonia*, Generoſos Maximilianum de Tæczyn Oſſolinski, Theſaurarium Curiæ Regni, Sendomirienſem Capitaneum; Stephanum Garczynski, Vexilliferum; Alexandrum Lozia Poninski, Venatorem Uſchovenſem, Joſephum Nakwaski, Ciechanovienſem Capitaneum; Kraſinski, Pincernam Ciechanovienſem, Szembek Tolkmicenſem Capitaneum: *ex Magno Ducatu Lithuaniæ* Generoſos, Caſimirum in Bychow Dæbrowna & Zaſtaw Sapieha, Generali Artilleriæ M. D. Lithuaniæ, Volpinenſem Capitaneum; Michaelem Ducem in Nieſwiez & Olyka Radziwil, Præmiſſienſem, Joſephum de Campo Scipionem, Lidenſem, de Kozielsko Oginski, Gorzdovienſem, Capitaneos; Wahl, Vexilliferum Grodnenſem; Antonium Eperiaſz, Colonellum Noſtrum, non tantum propter exauditionem, examinationem & accommodationem eorundem deſideriorum & repræſentationum, verum etiam primario & principaliter propter formandam & conſtituendam ordinationem ejusdem Provinciæ, tum Diſtrictus Piltinenſis, reſpective quoad Jura ſua, item propter amotionem & pacificationem qualiumcunque diſcordiarum, exorbitantiarum, controverſiarum & prætenſionum domeſticarum & externarum, cum poteſtate judicandi & puniendi ſummario Proceſſu hos Curlandos, qui rebelles Reipubl. juribusque aut auctoritati Commiſſorialis poſt hanc Conſtitutionem illic in Curlandia ſe monſtrarent, ordinamus, ſalva relatione & approbatione in futuris Comitiis. Quibus, Reverendo, Magnificis & Generoſis, Commiſſariis ut Magnifici Exercituum Duces utriusque Gentis aſſiſtentiam militarem pro exigentia neceſſitatis, ſalva diſciplina militari per novellam Legem præſcripta, ſub Commenda Regimentariorum idoneorum tam ex Regni, quam & M. D. L. Exercitibus præſtent, auctoritate præſentis Conventus injungimus, qui Regimentarii eam diviſionibus in Commenda ſua exiſtentibus in limite Curlandico ſeſe locare & ulteriora Mandata eorundem Reverendi, Magnificorum & Generoſorum Commiſſariorum expectare debent. Præfatos autem, Reverendum, Magnificos & Generoſos Commiſſarios Noſtros obſtringimus, ut hanc Commiſſionem primo vere, aſſignato termino per Innotescentiales ſuas, & proprio ære pro illa profecti, ſine ullo ſumtu, etiam ex Senatus Conſilio aſſignando, neque Theſauri, neque Palatinatuum, ſalvo beneficio ſuſpentionis cauſarum earum in quovis ſubſellio expectarum, Inſtrumenta Pſeudoelechionis, & omnia alia Juribus Reipubl. nociva ex Actis eliminent. Incolas quoque totius Ducatus Curlandiæ, Semigalliæ, ac Diſtrictus Piltinenſis in genere & in ſpecie omnibus, Correſpondentiis, Præſcriptionibus, Negotiationes omnes cum externis Potentiis, & quasvis innovationes, machinationes, vel molimina in præjudicium Jurium Reipubl., ſub quocunque titulo, colore vel prætextu, directe ſive indirecte, auctoritate publica moderporum Comitiorum, ſub pœnis criminis læſæ Majeſtatis, Perduellionis, cæteriſque rigoribus in Legibus deſcriptis, inhibemus. Quibus rigoribus omnes fautores, cooperatores & aſſiſtentes, ſi qui in futurum reperientur, cujuscunque Nationis, ſubjacere debent in Judiciis Comitialibus. ANNO 1727.

Reſcriptum Commiſſionis.

AUGUSTUS II. Dei gratia Rex Poloniæ, M. D. Lithuaniæ, Ruſſiæ, Pruſſiæ, Maſoviæ, Samogitiæ, Kijoviæ, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolenſciæ, Severiæ, Czerniechoviæque, nec non hæreditarius Dux Saxoniæ & Princeps Elector, &c. Reverendo in Chriſto Patri Domino Chriſtophoro in Stupow Szembek Epiſcopo Warmienſi & Sambienſi, Magnifico Caſimiro de Koziełsko Oginski, Trocenſi, Staniſlao Donhoff Polocenſi, Campi Ductori Magni Ducatus Lithuaniæ, Staniſlao Chomentowski, Maſoviæ, Campi Ductori Regni, Palatinis; tum Generoſis ex minori Polonia Jacobo in Skrzynno Dunin Referendario Regni, Capitaneo Radoſzycenſi, Joanni in Tykocin & Tyczyn Branicki Vexillifero Regni, & Branſcenſi Capitaneo, Ozarowski Dapifero Cracovienſi, N . . . . Wielopolski Lanckoronenſi, N . . . . . Kalinowski Vinnicenſi, Capitaneis N . . . . . Karwowski Pocillatori Viſnenſi, Judici Branſcenſi, ex Majori Polonia, Maximiliano de Tæczyn Oſſolinski, Theſaurario Curiæ Regni, Sendomirienſi Capitaneo, Joſepho Nakwaski Ciechanovienſi Capitaneo, Stephano Garczynski Vexillifero, Alexandro Lodzia Poninski Venatori Uſchovenſi, Francisco Szembek Tolkmicenſi Capitaneo,

Kraſinski Pincernæ Ciechanovienſi, ex Magno Ducatu Lithuaniæ Generoſis Caſimiro in Bychow Dæbrowna & Zaſtaw Sapieha Generali Artilleriæ Magni Ducatus Lithuaniæ, Volpinenſi Capitaneo, Michaeli Duci in Nieſwiez & Olyka Radziwil Præmiſſenſi, Joſepho de Campo Scipioni Lidenſi, . . . de Koziełsko Oginski Gorzdovenſi, Capitaneis,

Wahl Vexillifero Grodnenſi, Antonio Eperiaſz Colonello Noſtro, Commiſſariis a nobis, omnium Ordinum Reipublicæ auctoritate, Comitiorum Generalium proxime præteritorum Grodnenſium per Legem publicam, deſtinatis, ſincere & fideliter Nobis dilectis Gratiam Noſtram Regiam. Reverende in Chriſto Pater, Magnifici ac Generoſi, ſincere & fideliter Nobis dilecti. Quemadmodum in proxime prætentis Comitiis Generalibus Grodnenſibus cum Statibus Regni & Magni Ducatus Lithuaniæ, multis & gravibus permoti rationibus, de Ducatibus Curlandiæ & Semigalliæ diſponendo, Sinceritates & Fidelitates veſtras in Commiſſarios ad eoſdem Ducatus deſignavimus, ita & præſentibus, Legi publicæ eorundem Comitiorum inhærendo, Sinceritates & Fidelitates Veſtras deputamus & aſſignamus, iliſque committimus & mandamus, quatenus, communicato inter ſe conſilio, Sinceritates, & Fidelitates veſtræ & Illuſtriſſimo Ferdinando Curlandiæ & Semigalliæ Duci, tum G. Supremus Conſiliarius, Majoribus & Minoribus Capitaneis, ceteriſque Officialibus, ac toti Equeſtri Ordini Curlandiæ & Semigalliæ ac Diſtrictus Piltinenſis, univerſique, Jus & Intereſſe ad olim Illuſtriſſimos Duces modernumque Illuſtriſſimum Ducem Curlandiæ & Semigalliæ ſe habere prætendentibus, innoteſcatis, attenta præſenti tempore annonæ penuria & caritate, ex præſenti Senatûs ſenſu pro die 26 Auguſti anno nunc currenti Mitavium condeſcendant, ibidemque in loco, qui ipſis commodior videbitur, abſentia nonnullorum non obſtante, modo ſex adſint, Juriſdictione ſua Commiſſorali ſuadata, deſideria & repræſentationes Statuum hujus Provinciæ Curlandiæ & Semigalliæ ac Diſtrictus Piltinenſis, ratione interni Regiminis ad bonum ordinem & internum regimen, pro juſtitia, commodo & utilitate, univerſorum neceſſarias, tum querelas, poſtulata, gravamina, ſi aliqua illata ſunt, tam publica, quam privatorum, exaudiant, de iis ex æquitate & Juribus Privilegiisque, his Ducatibus & Diſtrictui Piltinenſi, atque Illuſtriſſimo Duci & Incolis eorum ſervientibus, ſtatuant, ordinent, vel, ſi res Judicium poſtulaverit, ſummario Proceſſu disjudicent, Teſtes teſtimoniaque juramorum Teſtium, ſi opus fuerit, examinent, ad calculum de proventibus & expenſis, adminiſtrationeque Bonorum Ducalium, eos, qui in abſentia Illuſtriſſimi Ducis Bona Ducalia adminiſtrarunt, adigant rationemque exigant, & quantum ex calculo proventus Illuſtriſſimo

ANNO 1727. Duci advertent, eidem Illuſtriſſimo Duci ſatisfactionem præſtari injungant, cum quoque in refragarios Juribus Reipublicæ Rebelles animadvertant, prætenſiones etiam externorum & privatorum ad olim Illuſtriſſimos Duces & modernum Illuſtriſſimum Ducem habitas introſpiciant & diſcutiant, ad quas & quales, & cui ſolvendas, Illuſtriſſimus Dux teneretur, decernant, & anne præjudicium Illuſtriſſimi Ducis, vel contra Statuta Curlandiæ Juraque Noſtra & Reipublicæ per antecedaneos Illuſtriſſimos Duces ſuper Bona Ducalia importatæ, inſcriptæ, vel contra Inhibitiones Noſtras Potentioribus ceſſæ aliquæ ſint, cognoſcant & determinent, ceteraque omnia & ſingula, quæ ex mente & præſcripto Legis novellæ Comitiorum Grodnenſium Sinceritatibus & Fidelitatibus Veſtris commiſſa ſunt, exequantur. Facturæ ſunt Sinceritates & Fidelitates Veſtræ præmiſſa omnia pro Gratia Noſtra. In cujus rei fidem præſentes, manu Noſtra ſubſcriptas, ſigillis Regni & M. D. L. communiri juſſimus. Datum Varſoviæ die 2 Aprilis Anno 1727. Regni vero Noſtri 30. anno. AUGUSTUS REX.

(Locus Sigilli Regni.) (Locus Sigilli M. D. L.) Jacobus Strykowski S.R. Majeſtatis Secretarius.

Literæ Innoteſcentiales.

NOs Chriſtophorus in Stupow Szembeck, Dei Gratia Epiſcopus Warmienſis & Sambienſis; Caſimirus de Kozielsko Oginski, Trocenſis, Staniſlaus Donhoff, Polocenſis, Campi Dux M. D. Lithuaniæ; Staniſlaus Chomentowski, Maſoviæ, Campi Dux Regni, Palatini: tum *ex Minori Polonia*, Jacobus in Skrzyn Dunin, Referendarius Regni, Capitaneus Radoſzycenſis; Joannes in Tykoczin & Tyczin Branicki, Vexillifer Regni, Kroſinenſis; Ozarowski, Dapifer Cracovienſis; Wielopolski, Lanckoronenſis; Kalinowski, Vinnicenſis, Capitanei; Karwowski, Pocillator Viſnenſis, Judex Branſcenſis; atque *ex Majori Polonia*, Maximilianus de Teczyn Oſſolinski, Theſaurarius Curiæ Regni, Sendomirienſis Capitaneus, Joſephus Nakwaski, Ciechanovienſis Capitaneus, Stephanus Garczynski, Vexillifer; Alexander Lodzia Poninski, Venator Uſchovenſis; Franciſcus Szembek, Tolkmicenſis Capitaneus; Kraſinski, Pincerna Ciechanovienſis; nec non *ex Magno Ducatu Lithuaniæ*, Caſimirus in Bychow, Dombrouwna & Zaſlaw, Sapieha, Generalis Artilleriæ M. D. Lithuaniæ Volpinenſis Capitaneus; Michaël Dux in Nieswiesz & Olyka Radziwil, Præmiſſenſis; Joſephus de Campo Scipion, Lideuſis, de Koſſielsko Oginski, Gondovienſis, Capitanei; Wahl, Vexillifer Grodnenſis; Antonius Eperiaſz, Colonellus S. R. Majeſtatis. Commiſſarii a Sereniſſimo & Potentiſſimo Auguſto II. Dei gratia Rege Poloniæ, Magno Duce Lithuaniæ, Ruſſiæ, Pruſſiæ, Maſoviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolenſciæ, Severiæ, Czerniechoviæque, necnon hæreditario Saxoniæ Duce, & Principe Electore, Domino Noſtro Clementiſſimo, omnibusque Ordinibus Reipublicæ, auctoritate Comitiorum Generalium proxime præteritorum Grodnenſium, per Legem publicam deſignati, Magnificis & Generoſis Supremis Conſiliariis, Majoribus & Minoribus Capitaneis, ceteriſque Officialibus, totique Ordini Equeſtri; necnon Civitatibus & earum Magiſtratibus, ac omnibus Incolis Ducatuum Curlandiæ & Semigalliæ, atque Diſtrictus Pilnenſis, tum univerſis & ſingulis, cujuſcunque præeminentiæ, dignitatis ac tituli, Jus & Intereſſe ad olim Celſiſſimos Duces, modernumque Celſiſſimum Principem Ferdinandum Ducem Curl. & Semigalliæ, ſe habere prætendentibus, innoteſcimus, atque autoritate S. R. Majeſtatis & Reip. & Noſtra, qua hac in parte fungimur, mandamus, quatenus Magnificentiæ & Generoſitates Veſtræ, ceterique, quorum intereſt, coram Nobis Commiſſariis Mitaviæ pro die 26 menſis Auguſti, anno nunc currente, legitime ac peremtorie compareatis, executionemque novellæ Legis juxta contenta illius & Reſcripti Commiſſionis peragendam, attendatis, idque ratione interni Regulaminis & boni ordinis, pro juſtitia, commodo & utilitate univerſorum, prout neceſſitas poſtulaverit, ſtatuendi, poſtulata, deſideria ſua, querelas & gravamina, tam publica, quam privata, ſi aliqua illata ſunt, inferatis, propo-

ANNO 1727. naris & exponatis, &, qui ad reſpondendum ad ea tenemini, reſpondeatis, Jura, Privilegia, his Ducatibus & Diſtrictui Pilnenſi, ac Privatis, ſervientia, exhibeatis, & in quo illis derogatum, informetis, ceſſioneſque de ſummis in Bonis Ducalibus prætenſis producatis, fuerintne liquidæ, an non? & cui? & an legitime factæ? cognitioni Noſtræ Commiſſoriali ſubjiciatis; teſtes, ſi neceſſe fuerit, in punctis facti inducatis, calculum ex adminiſtratione Bonorum Ducalium de Proventibus & Expenſis, penes quos adminiſtratio eorum in abſentia Celſ. Ducis Ferdinandi erat, reddatis, ſummas, quas vos in Bonis Ejusdem Celſ. Ducis habere prætenditis, liquidetis, ceteraque, quæ ad munus Noſtrum, ex præſcripto Legis novellæ & Commiſſionis nobis datæ, pertinere videbuntur, ſtatuenda & exequenda attendatis: Certificando vos, quod, ſive in termino præfixo coram nobis compareritis, ſive non, Nos ad ea, quæ nobis a S. R. Majeſtate & Republ. commiſſa ſunt, exequenda procedemus, ſitis parituri, & eundem terminum attentaturi

Datum in Reſidentiis Noſtris die 25. menſis Aprilis Anno Domini 1727.

Chriſtophorus Joan Szembek Epiſcopus Warm. & Samb: (L. S.)

Staniſlaus Donhoff, Palatinus Poloc. Exerc. M. D. L. Dux campeſtris, S. R. Majeſtatis & Reip. Commiſſarius. (L. S.)

Staniſlaus Chomentowski, Palatinus Maſoviæ, Campi Dux Regni. (L. S.)

Jacobus in Skrzyn Dunin, Referendarius Regni. (L. S.)

M. de Tæczyn, Oſſolinski, Theſaurarius Curiæ Regni Poloniæ, Sand: Capitaneus. (L. S.)

Joannes Comes Branicki, Supremus Vexillifer Regni. (L. S.)

Joſephus Nakwski, Capitan: Ciechanov. Commiſſarius à S. R. M. & Rep. (L. S.)

Alexander Lodzia Poninski, V. U. Reipubl. Commiſſarius. (L. S.)

Caſimirus Comes Sapieha, Generalis Artilleriæ M. D. L. (L. S.)

Anton. Comes Eperiaſz, Colonellus S. R. Majeſtatis. (L. S.)

(Productum die 9 Julii 1727, hora dimidia tertia poſt meridiem in Cancellaria Ducal. S. Zentarow. Obur Secretarius.)

Actum Mitaviæ in Commiſſione Generali S. R. Majeſtatis & Reipublicæ die 30. Auguſti, Anno 1727.

GEneroſus Alexander Korff Subjudex Terreſtris, Equeſtris Ordinis Plenipotentiarius, nomine ejusdem Equeſtris Ordinis porrexit Dominis Commiſſariis Supplicationem, petendo, quatenus Generoſis Supremis Conſiliariis imponant indictionem Conventus publici, omnibus horum Ducatuum Diſtrictibus tranſmiſſis deliberatoriis Statum publicum concernentibus, & ut Acta præteritæ Commiſſionis Anno 1717. expeditæ cum aliis Juribus & Inſtrumentis, circa ſequeſtrationem Generoſi Capitanei de Medem ſequeſtrata, Generoſo Ordini Equeſtri pro ſua defenſione inſervientia, comportentur eique reſtituantur. Pro eliberatione quoque ſuprafati de Medem inſtabat. Porrexerunt quoque alterum ſupplicem Libellum G. ſupremi Conſiliarii perſonaliter comparentes, in quo additionem Defenſorum ſeu Advocatorum, in eo ſpecificatorum, tam ad cauſas cum Celſ: Principe ſuo, quam alias ſive ex reatu, emergentes, promovendas & defendendas, petierunt.

Nos

ANNO 1727. NOs Commiſſarii S. R. Majeſtatis caſſando ante omnia conventiculum Pſeudo-electionis, & ipſam Pſeudo-electionem, omneſque ad eam pertinentes Actus, ubicunque reperibiles, nulliter peractos, jam alias per Conſtitutionem Grodnenſem anni proxime præteriti 1726. caſſatos; eſſirmationem eorum ex quibuscunque Actis fieri debere decernimus, ſub pœnis in eadem Conſtitutione Grodnenſi expreſſis; utque Acta omnia hujus Pſeudo-electionis & eandem concernentia Generoſi Conſiliarii Supremi & illi, ad quos id pertinet, comportent pro Termino Comitiolorum, die 15. Septembris incidentium, ſub rigore pœnarum in eadem Conſtitutione expreſſarum, injungimus; Privati quoque quicunque ſive Originalia ſive Extractus eorum habent, pro eodem Termino conferant, nec amplius penes ſe conſervent, ſub ſimili pœna Legis demandamus. Ad ſupplicationem vero Generoſi Korff, Subjudicis Terreſtris & Generoſi Equeſtris Ordinis Plenipotentiarii, expetentis Comitiola, a Regimine hujus Provinciæ indici neglecta, in fundamento Formulæ Regiminis, juxta quam Celſiſſimo Duci inveſtito & in Ducatibus præſenti, &c, ſi is denegaverit, Conſiliariis Supremis, illis vero intermittentibus & negligentibus, indictio Conventuum S. R. Majeſtati competit: hæc expetita Comitiola in ordine ad exequendam Conſtitutionem Grodnenſem anni proxime præteriti 1726., tum ad deſideria repræſentationeſque formandas, Nobisque per Delegatos ſuos Nobiles viros, idoneos, legales, poſſeſſionatos (& ad Pſeudo-electionem non intereſſatos,) (mutat.) exhibendas & proponendas, auctoritate S. R. Majeſtatis Domini Noſtri Clementiſſimi, & noſtra Commiſſoriali, primò in Diſtrictibus, demum Generalia hîc Mitaviæ celebranda, pro die 15 Septembris anno præſenti indicimus, eorumque Terminum hiſce præfigimus, atque loco deliberatoriarum Innotescentiales Noſtras Literas, antehac Provinciæ huic intimatas, pro deliberatoriis haberi volumus, utque quantocyus conveniant & inter ſe ſuper præmiſſis conferant, ac finaliter hæc Comitiola ſine minima Legis diminutione, vel in alium ſenſum, quàm ſonat interpretatione, ſed prout per ſe expreſſe loquitur, celebrent, expediant, ac Generoſos Deputatos ſuos plenarie inſtruant, & ad nos pro tempore ſupra præfixo huc mittant, ipſis demandamus; correſpondentias autem cum Externis, ac cointelligentias cum ipſis, Factioneſque quasvis, Lege publica interdictas, ſub pœnis in Conſtitutione eadem Grodnenſi expreſſis & interpoſitis, inhibemus; tempore quorum Comitiorum 15. Septembris incidentium, ad plenariam & indilatam executionem præfatæ Conſtitutionis, demum ad deſideria & Repræſentationes audiendas, ac pro juſtitia, commodo ac utilitate univerſorum, juxta præſcriptum Legis & Commiſſionis Noſtræ, accommodandas, procedemus; quorum tamen Comitiorum interſtitium exequendæ legis & Commiſſionis Noſtræ impedimento eſſe non debebit; Acta quoque Commiſſionis præteritæ anni 1717. & reliqua Inſtrumenta, quibus Generoſus Subjudex, Plenipotentiarius Equeſtris Ordinis, opus habet, penes Generoſum Capitaneum de Medem Varſaviæ reperta & ſequeſtrata, communicata ſibi Equeſtris ordo habebit. Quoad eliberationem perſonæ ejusdem Generoſi de Medem, reſolutionem ad 15. Septembris ſuſpendimus. Ad alteram vero ſupplicationem, per Generoſos ſupremos Conſiliarios porrectam, reſervata diſquiſitione reſpectu Titulorum ad deciſionem judicialem, ad cauſam cum Celſiſſimo Principe Ferdinando ipſis intercedentem, jam antea per Nobilem Nagrodzki promotam & per ipſum continuandam, non vero ad cauſas publicas, intereſſe S. R. Majeſtatis & Reipublicæ tangentes, non contra, ſed pro, tractandas & promovendas, tum quoque ad alias cauſas, ſive ex actoratu, ſive reatu, ipſis intercedentes, Nobiles Ziegenhorn, Vierhuff, Hartmann & Heſpe, juxta affectationem eorum, ipſis in Defenſores & Advocatos addimus, ſecuritatem omnem & libertatem in promotione earundem cauſarum ipſis envemus. Ad extremum Generoſis Conſiliariis Supremis demandamus, ut pro die lunæ proxime futura, nempe 1. Septembris, ad peragendum calculum de perceptis & expenſis Bonorum Ducalium, ſint parati, Actumque præſentis Commiſſionis Noſtræ ad eandem Feriam 2. ſcilicet diem 1. Septembris, limitamus, cum termini conſervatione.

Actum Mitaviæ in Commiſſione Generali S. R. Majeſtatis & Reipublicæ die 2. Septembris, Anno 1727. ANNO 1727.

COmparuit coram Judicio Commiſſoriali Generoſus Chriſtophorus Joannes Hahn, Plenipotens Illuſtriſſimi Ducis, cum ſuo Advocato; Nobile Antonio Czeſzkiewicz, & Deſideria ac Petita Ejusdem Illuſtriſſimi Ducis in ſcripto expoſuit ac poſtulavit: quatenus omnes Camerales coram Illuſtriſſima Commiſſione compareant, juramentoque obſtringantur, quod fideliter Commiſſioni indicare velint ea, quæ in detrimentum Feudi & Intereſſe Domus Ducalis, tam in œconomicis, quam aliis in cauſis facta eſſe ſciunt, & ut fideliter iidem Camerales omnes Domus & Funda Ducalia indicent, a quibus hactenus uſurpata & devaſtata ſint, & quia materialia ex illis, uti & ea Arce Mitavienſi, ad ſe traxerit & ſibi vindicaverit, an Prædia Ducalia non plus reditiuum quotannis ferre potuerint, quam ab Arendatoribus ex illis quovis anno, vel ex amicitia vel conniventia, ſolutum ſit, quo jure Typographo deſtinata domus Ducalis ab aliis poſſideatur, & quatenus etiam Adminiſtratores Teloniorum in Mitavia, Bauske, Fridrichſtadt & Jacobſtadt, iidem compareant, & de reditibus horum Telomorum informent, prout & Conſules & Secretarii Civitatum Mitau, Libau, Goldingen, Windau & Bauske, tum & Notarius Foreſtalium Joannes Chriſtophorus Richter, compareant & jurent, quia fideliter indicabunt & denunciabunt, in his omnibus informabunt, quantum damnum Domus Ducalis paſſa eſt in ſuis reditibus, quanta ruina Sylvarum, utque dictus Notarius Foreſtalium Richter cogatur rationes reddere de omnibus reditibus Foreſtalibus ſecundum formam rationis uſumæ a defuncto Secretario Venationum Reimers confectæ.

Jam vero G. Supremis Conſiliariis perſonaliter comparentibus Productionem Plenipotentiæ ab Illuſtriſſimo Duce moderno comparenti Generoſo Hahn datæ urgentibus, tum & contra Nobilem Georgium Fridericum Radzki, quod ipſe Plenipotens eſſe non poſſit Illuſtriſſimi Ducis, rationes ſuas inferentibus, quodque calculatio jam pro præteritis annis in anteriori Commiſſione anno 1717. peracta ſit; nec in dubium vocari debeat, pro aliis vero ſequentibus annis jam Quæſtor cum Cameralibus de Mandato Illuſtriſſimi Ducis eandem calculationem fecerint, ita, ut niſi unus annus huic calculo obnoxius ſit, allegantibus.

Nos Commiſſarii S. R. Majeſtatis & Reipublicæ, Partium Controverſiis exauditis, quoniam Generoſus Chriſtophorus Joannes Hahn, Aulicus Illuſtriſſimi Ferdinandi Ducis Curlandiæ, Plenipotentiam ab eodem Illuſtriſſimo Duce de data Gedani die 9. menſis Auguſti ſibi datam, producit, & nulla exceptio contra eundem comparentem Plenipotentem opponitur: ideo Plenipotentia & comparitione ejus legitima & ſufficienti adinventa, & exceptionibus contra nobilem Radzki nunc abſentem illatis, ad comparitionem illius reſervatis, Partibus intereſſe experiri mandamus. In experimento, ſuſpenſa deciſione rationis calculi pro annis præteritis in anteriori Commiſſione Anno 1717. peracti, uſque ad Comitiola futura Mitavienſia proxime celebranda, neceſſariam eſſe pro annis ſequentibus calculationem adinvenimus. Et quatenus tam Generoſi Supremi Conſiliarii, quam & Quæſtor, tum & Camerales, Adminiſtratoreſque & Notarii, aliique ad eandem Calculationem ſpectantes, compareant, calculationemque de reditibus & expenſis Ducalibus reddant; illis injungimus, &, ne indefenſi maneant, ipſis Acta Commiſſionis præteritæ & alia Documenta, circa Generoſum de Medem ſequeſtrata & in Cancellaria Noſtra Commiſſoriali repoſita, juxta Regeſtrum communicanda eſſe cenſemus, terminumque pro die craſtino reſervamus. Ad ſupplicationem autem Nobilis Henrici Hartmann, Advocati, nobis porrectam; ipſum à patrocinio, ſibi ante per Decretum Noſtrum impoſito, liberamus.

Actum Mitaviæ in Commiſſione Generali S. R. Majeſtatis & Reipubl. die 3 Septembris Anno 1727.

COmparuerunt Generoſus Hahn, Aulicus, & Nobilis Radzki, Conſiliarius Illuſtriſſimi Ducis,

ut

ANNO 1727. ut Plenipotentiarii, cum ſuo Advocato, & reaſſumſerunt Deſideria ac Petita Illuſtriſſimi Ferdinandi Ducis Curlandiæ in ſcripto tenoris talis:

Deſideria & Petita Celſiſſimi Curlandiæ & Semigalliæ Ducis.

1. Petendum erit, quod omnes Camerales coram Illuſtriſſima Commiſſione compareant, & juramento obſtringantur, ut tam ſinguli, quam omnes conjunctim omne id Illuſtriſſimæ Commiſſioni in ſcriptis denunciare & indicare velint, quod in detrimentum Feudi & intereſſe Domûs Ducalis, tam in œconomicis, quam aliis in cauſis, diſpoſitum ſit, ſub commiratione infamiæ & confiſcationis Bonorum, ſi aliquid fuerit celatum & non denunciatum, de quo Camerales tamen ſciverunt: porro, ut iidem Camerales fideliter omnes Domus Ducales & funda Ducalia indicare debeant, & a quibus hactenus uſurpata & devaſtata ſint, cum rationibus, quare Domus Ducales ita ſint deſtructæ, & quis materialia ex illis, ut ex Arce Mitaviensi, ad ſe traxerit & ſibi vindicaverit, an prædia Ducalia non plus redituum quotannis ferre potuerint, quam ab Arendatoribus pro illis quovis anno ex amicitia & conniventia ſolutum ſit; quo jure Typographo deſtinata Domus Ducalis ab aliis poſſideatur, ut idem juramentum etiam ab Adminiſtatoribus Teloniorum in Mitavia, Bauske, Fridrichſtad & Jacobſtad quoque præſtetur, itidemque, ut juramentum hoc à Conſulibus & Secretariis Urbium, Mitau, Libau, Goldingen, Windau & Bauske, præſtetur, ſerio petendum & non recedendum erit; itidem Secretarius Foreſtalium Johannes Chriſtophorus Richter jurare tenebitur, non ſolum ad indicandum & denunciandum in ſcriptis, ſed etiam, quomodo cum collatione Officiorum, Inſpectoribus Sylvarum, & eorum ſubalternis, facta, itidem cum remotione eorum ab Officiis res ſeſe habeant, & quantum damnum Domus Ducalis exinde paſſa ſit; idem Notarius Foreſtalium Richter ſub juramento præſtito indicare debebit omnem ruinam Sylvarum Ducalium ſibi notam: ſub pœna infamiæ & confiſcationis Bonorum, ſi aliquid ab eodem celabitur; Itidem petendum erit, ut dictus Notarius Foreſtalium Richter cogatur rationes reddere de omnibus reditibus foreſtalibus, & quidem, ut ratio ipſius de omnibus reditibus ſecundum formam rationis ultimæ a defuncto Secretario Venationum Reimers conficiatur, ita, ut ex illa videri poſſit, quanti ſint annales proventus foreſtales, & inquiri poſſit, quorſum, iidem fuerint diſtracti, præprimis cum principaliter ejus Officium in annotatione reddituum foreſtalium, eorum receptione & exſolutione, conſiſtat, & nemo eum in annotatione (quamvis etiam privata) turbare vel eundem illi inhibere potuit.

Uti Plenipotentiarius Celſiſſimi Ducis Ferdinandi ſubſcripſi.

CHRISTOPHORUS JOANNES HAHN.

Productum in Commiſſione S. R. Majeſtatis & Rep. de 3 Septembris 1727.

CHRISTOPHORUS JOAN. SZEM'BECK,

Epiſcopus Warmienſis & Sambienſis, Commiſſarius.

Comparuerunt quoque G. Conſiliarii Supremi perſonaliter, necnon Nobiles, Laurentius Langenbein Quæſtor, Julius Sigiſmundus Berger Cameræ Secretarius, Joannes Ludovicus Meyer Cameræ Regeſtrator, Chriſtianus Mendo, Joannes Andreas Neimbt, Cameriales, tum Joannes Chriſtophorus Richter Notarius Foreſtalium, Samuel Jeſchke Secretarius Libavienſis, atque ſe juſtificarunt, quia Regeſtra ſeu rationicinia in manibus ſuis non habent, ſed quod ea Generoſo Offemberg Capitaneo Majori Seelburgenſi, uti Commiſſario Illuſtriſſimi Ferdinandi Ducis, tradiderint, allegarunt, atque copias Deſideriorum nomine Illuſtriſſimi Ducis in ſcripto porrectorum petierunt, Nobilis quoque Radzki Communicationem exceptionum contra ſe illatarum ad diem craſtinam pro replica ſibi concedi poſtulavit.

Nos Commiſſarii S. R. Majeſtatis & Reipublicæ, ſi quidem G. Supremi Conſiliarii, tum & Cameriales, atque Chriſtophorus Richter Foreſtalium Notarius, & Secretarius Libavienſis, pro termino hodierno coram nobis comparuerunt; ideo hoc in puncto ANNO 1727. ſatisfeciſſe illos Decreto Noſtro adinvenimus, & quatenus pro die craſtina tam ipſi, quam & Generoſus Offenberg Capitaneus Selburgenſis, Commiſſarius Illuſtriſſimi Ducis, cui Regeſtra ſeſe extradidiſſe allegarunt, cum iisdem Regeſtris nec non aliis hic præſentes, utpote Mitaviensis & Libaviensis Secretarii, pro die craſtina, jam vero ut alii omnes, habita ratione diſtantiarum loci, utpote Bauske jura 4 dies, Goldingen & Fridrichſtadt intra 8 dies, Vindaviensis & Jacobſtad intra 10 dies, coram nobis compareant, ipſis ſub pœna nobis arbitraria demandamus, & aviſationem eorum Generoſis Supremis Conſiliariis committimus; copias Deſideriorum nomine Illuſtriſſimi Ducis in ſcripto porrectorum Generoſis & Supremis Conſiliariis, prout & Nobili Radzki copias exceptionis contra ipſum oppoſitæ, ad diem craſtinam concedimus, & terminum iiſdem partibus conſervamus.

Actum Mitaviæ in Commiſſione Generali S. R. Majeſtatis & Reipublicæ, die 4 Septembris Anno 1727.

COmparuit perſonaliter Nobilis Georgius Fridericus Radzki, Conſiliarius & Plenipotens Illuſtriſſimi Ducis Ferdinandi, atque ad exceptiones contra ſe a Generoſo Subjudice Terreſtri & Plenipotentiario Generoſæ Nobilitatis oppoſitas taliter ſe juſtificavit ex parato Producto tenoris talis:

Cum ego a Celſiſſimo Curlandiæ & Semigalliæ Duce, Domino meo Clementiſſimo contra Generoſam Nobilitatem Curlandicam plane nihil, quod eandem aggravare poſſit, lo Commiſſis habeam, prout ego id ipſum (ſi verbis meis fides haberi nolit & neceſſitas efflagitaret) ſufficienter demonſtrare poſſum, ſed ſemper Celſiſſimo Duci ſuaſor fuerim, ut cum Nobilitate potius tranſigat, quàm eandem acrufet multiſque plectendam urgeat, prout & ſæpiſſime ad preces meas Celſiſſimus ad Complanationem, fruſtra tamen, proh dolor! animam dedit, tanto majori admiratione percepi, Generoſam Nobilitatem, ſorſitan autem ad ſolius Subjudicis Generoſi de Koriff inſtantiam, qui hactenus in quampluribus ſine ullo Generoſæ Nobilitatis præſcitu & in hoc negotio totam repræſentavit Nobilitatem, prout in progreſſu id fuſius demonſtrabitur, contra perſonam meam, jam antequam ullo modo à me impetita fuiſſet, exceptiones formaſſe, & quidem ex hac ratione, quia ego nomine totius Nobilitatis criminaliter citatus ſum, ergo Celſiſſimi Ducis negotia eorum hac Illuſtriſſima Commiſſione tractare non poſſum. Certè, qui argumentum hoc ad formam reducere vult, nullam aliam Majorem formare poterit, quam hanc: Qui criminaliter eſt citatus, ille Principis negotia tractare non poteſt, atqui Conſiliarius Radzki eſt criminaliter citatus. Ergo. Sed quis non videt, Majorem hanc falſiſſimam eſſe, & nullo modo unquam probari poſſe? Cum autem ex Majori particulari ſecundum Logicam nil ſequatur, multò minus ex Majori plane falſa aliquid contra me poterit concludi; quod ex eo clarius fiet, ſi ex eadem Majori, & certe non ſine firmiſſima probatione, ſequentem in modum argumentarer: Qui a Celſiſſimo Duce Ferdinando criminaliter citatus eſt, ille Ducis munia gerere non poteſt: Atqui Conſiliarii Supremi à Celſiſſimo Duce ante 10. annos criminaliter citati ſunt: Ergo Ipſius munia intra hoc tempus gerere non potuerunt. Major eſt ipſorum Dominorum Conſiliariorum Supremorum &, prout dicitur, Generoſæ Nobilitatis. Minor per Citationes probatur. Igitur Concluſio eſt firmiſſima. Videat exinde tota Generoſa Nobilitas, videant quoque ex Generoſis Dominis Conſiliariis Supremis illi, quos hæc res tangit, quorſum eoſdem & totam Nobilitatem illius Plenipotentiarius Generoſus de Korff deducat, ex hac enim ipſius Majori & inde fluente Concluſione firmiſſime ſequitur, Conſiliarios Supremos poſt poſitam Citationem (quod ſi ſola citatio criminalis ſufficiens eſt ad removendum & privandum ab activitate) Criminalem Celſiſſimi nullam habuiſſe activitatem, inque omnes Reſolutiones, omnes Contractus, ab eiſdem datos, nullos eſſe, nec ullos ab iiſdem in hoc tempore Officiales potuiſſe conſtitui, certum eſt. Aperiat tandem, quæſo, Generoſa Nobilitas oculos mentis, nec concedat, accuſari eum, qui pro ſalute hujus Nobilitatis, pro commodo & quiete horum Ducatuum, tantas perpeſſus eſt

ANNO 1727. ſit perſecutiones, ut nec vitæ, nec Bonorum, nec famæ ſuæ, tutus fuerit, qui & hac vice iter Danifſcum ad Celſiſſimum Ducem fecit, ut Generoſum Nobilitatem ab accuſatione coram hac Comiſſione liberaret, prout eandem etiam liberavit, ita, ut Celſiſſimus eandem neque pro ſe ipſo accuſare velit, neque per Inſtigatorem Regni accuſari deſiderei, ſed potius accuſet auctores hujus ſortis, in quo Illi Ducatus jam conſtituti ſunt, neque ſequatur amplius Ducatrem, qui ea, quæ in emolumentum Generoſæ Nobilitatis publicare debuit, celavit, &, quæ in detrimentum omnium erant, igiturque ſupprimere debuit, publicavit. Offerunt ſe de hac materia tot, quæ recenſere deberem, niſi patientia Illuſtriſſimorum Dominorum Commiſſariorum abuti metuerem. Unicum tantum dicam: Literas ultimas Illuſtriſſimi Comitis Mauritii, quas ad Generoſam Nobilitatem ſcripſit, eandemque, ut ſe conjungat, invitavit, has Literas, dico, præfatus Generoſus Subjudex Korff ſuis Literis commendavit, & ad omnes Parochias, brevi tempore ante Illuſtriſſima Commiſſionis hujus adventum, tranſmiſit. Anne hæc Officialem juratum decent? Immemor plane juramenti, quod tanquam Subjudex præſtitit, & Regi, Reipubl. & Celſ. Duci fidem jurato promiſit, totam Nobilitatem ad rebellionem incitare. Eſtote Judices Illuſtriſſimi Domini Commiſſarii, Veſtram ego hac imploro auctoritatem, & quidem ex ore Celſ. Ducis Domini mei Clementiſſimi, qui in Inſtructione mihi data propria manu extra finem hoc punctum adjecit. Idem Gen. Subjudex de Korff Literas circulares Illuſtriſſimorum Dominorum Commiſſariorum pro Comitiis ſuis comitatus eſt Literis, & a Nobilitate, ut ſummam pecuniæ conferat, petiit. Quid hoc? quem ille hac pecunia vult corrumpere? Servet G. Nobilitas nummos ſuos, mi eſt, quod ipſa meuat, cum Celſ. Dux eandem non accuſet, deficiente enim accuſatore, deficit & Judex, ſat jam nummorum inutiliter plane impenſum, & tamen id non obtentum eſt, quod per unicam epiſtolam ſubmiſſam ad Celſ. Ducem obtineri potuiſſet. Sed ne benevolentiam tantum Gen. Nobilitatis captare videar, ad citationem criminalem, quæ mihi objicitur veniam. Verum eſt, per Laudum publicum Anno 1724. contra me eſſe concluſum, ut citarer, prout hæc verba ſonant, &c. &c. Verum eſt, me a prædicto Subjudice Korff nomine totius Nobilitatis criminaliter eſſe citatum. Sed, anne propterea criminoſus ſum? Defendam ad accuſationem ipſam, ad gravamina Nobilitatis, & ad crimina in iisdem mihi objecta. Hæc ſunt ex gravaminibus Nobilitatis ſequentia, prælegendo. &c. &c. Eſto jam judicium, an ego propterea culpoſus ſim, quod Jura Ducalia defenderim, & vel potius ob fidem in Rempubl. & Celſ. Ducem, & ob ſtrenuam & intimidam defenſionem Feudi laudandus & remunerandus ſim? Sed quid multis? Laudum ipſum allegatum per ſe eſt nullum, igitur &, quod contra me in eodem concluſum eſt. Seren: Rex enim jam binos ante annos, antequam Laudum hoc factum eſt, inhibuit, ne Comitia hic ſub pœnis graviſſimis & ſub vitio nullitatis habeantur, & prout ſucceſſio poſt fata Celſ. Ducis in hoc Laudo concluſa, & in Inſtructione Brackeliana §. 3. contenta, prælegendo &c. nulla eſt ita &, quod contra me in eodem concluſum eſt, etiam nullum eſſe debet. Vitium nullitatis enim omnia ſollit, prout mihi ab Illuſtriſſimo Cancellario Regni, cum ego Varſoviæ tanquam Ablegatus Principis nomine Celſiſſimi Caſſationem hujus Laudi peterem, reſponſum eſt: Caſſatione opus non eſſe, quia Laudum per ſe nullum ſit, de quo Gen. Dn. Rybczynſki, qui t. t. apud Ill. Cancellarium Regni præſens fuit, teſtis eſſe debet: & ita à commemorato Magnifico Cancellario Regni etiam ad Celſ. Ducem per Literas ſcriptum eſt. Citatio quidem Criminalis mihi inſinuata eſt in terminis plane generalibus; ſed cum ego gravamina Nobilitatis refutaſſem, innocentiam meam in ſcriptis deduxiſſem, & hanc Deductionem in Cancellaria Ducali inſinuaſſem, actionem hanc intentatam intra 4 annos plane contra me non eſt proſecuta, ſed poſt ſtitationem Domini Conſiliarii ſuperiores omnes quatuor mihi veniam in ſcriptis, Danifcum Ducem adeundi, conceſſerunt, producendo &c. Danifco Varſaviam tanquam Ablegatus Principis iter inſtitui, audientiam publicam & privatam apud Seren: Regem Poloniæ habui, ad Eundem per Mareſchalcum Regni introductus & ad oſculum manus Regiæ ſemper admiſſus ſum, imò coram Judicis Relatorum tanquam Ablegatus Principis activitatem habui, nec eadem a Deputato Nobilitatis Gen. de Brackel mihi ibidem unquam eſt diſputata. Quomodo igitur modo activitas mihi in fundamento hujus Citationis diſputari poterit? Et ut brevibus rem abſolvam: poſt Citationem Criminalem ſæpe memoratam, totius Equeſtris Ordinis contra Gen. de Treyden fui Mandatarius per binæ Lauda poſtrema publice conſtituti, prælegendo &c. Et Gen. Subjudex de Korff ante tres menſes mihi adhuedum decem Albertinos nomine Nobilitatis, tanquam Mandatario Nobilitatis contr Gen. de Treyden, pro arrha dedit. Si igitur ſuppoſita Citatio Criminalis me non impedivit Gen. Nobilitatis eſſe Mandatarium; quomodo me impedire poterit, Principis eſſe Mandatarium? Tandem, ſi dicendum quod res eſt, de hac exceptione contra me Gen. Nobilitas plane non novit, ſed ſolius G. Subjudicis Korff eſt molimentum; quod exinde probo, quod dictus G. de Korff ante tres adhuedum dies ad omnes Parochias ſcripſerit & a Nobilitate deſideraverit, ut pecuniam colligant & contra me excipiant, & Deputatos ſuos contra me inſtruant; ita omnia bene ceſſura eſſe; timet enim, cum omnia ipſius patrata mihi ad unguem nota ſint, ne ego eadem Ill. huic Commiſſioni aperiam, quæ ſtatim nota fient, ſi Ill. Commiſſio ei injungat, Correſpondentiam ſuam, §. 6. Laudi publici de Anno 1726. tantopere laudatam, ſub juramento extradere. Et taliter hic ſemper eſt progreſſum, nempe ut illos, qui Reip. & Duci fidi fuerunt, tanquam inimicos Nobilitatis & proditores Patriæ profecuti ſint. Sic in relatione Gen. de Brackel ad Nobilitatem facta ſupremus Burggravius, Staroſta Bucholt, & ego, Proditores & Pasquillantes ſumus appellati, tenore Diarii ultimis Comitiis habiti. De degradatione ſupremi Burggravii deliberatum eſt, imo Manifeſtatio contra eundem concepta, & actio contra eundem decreta eſt, prælegendo &c. &c. Ex his ſufficientiſſime innocentiam meam deductam eſſe credo. Peto igitur humillime, ut G. Subjudex de Korff (ratione Conſiliariorum ſupremorum reſpondere ſuperfluum eſt, quoniam ante 14 adhuedum dies activitatem meam agnoverunt, prout illorum Mandata teſtantur, ita jam me agnoſcere etiam debent) cum exceptione ſua à limine Hujus Judicii repellatur, & quod ego tanquam Mandatarius Celſ. Ducis Domini mei Clementiſſimi per Decretum Commiſſoriale confirmer & conſtituar.

ANNO 1727.

Ex adverſo comparuit perſonaliter G. Korff Subjudex Terreſtris & Plenipotens G. Equeſtris Ordinis, atque Scripti per Nobilem Radzki porrecti & perlecti communicationem petit.

NOs Commiſſarii S. R. Maieſtatis & Reipublicæ, ex illata judicialiter per Nobilem Radzki ſui juſtificatione, ipſum tanquam Plenipotentem Illuſtriſſimi Ferdinandi Ducis Curlandiæ coram nobis poſſe comparere, & negotia Ejusdem Illuſtriſſimi Ducis promovere, adinvenimus, ſalva actione ſcorſiva eidem G. Subjudici Plenipotenti Equeſtris Ordinis contra Nobilem Radzki, prout & Nobili Radzki contra G. Subjudicem reſervata maneme. Copiaſque Scripti per Nobilem Radzki exhibiti eidem G. Subjudici Plenipotenti G. Equeſtris Ordinis conceſſimus, inhærendoque anteriori Decreto noſtro, qua G. Offemberg Capitaneus Seelburgenſis perſonaliter comparendo Regeſtra ad calculum pertinentia judicialiter coram nobis repoſuit, & in eo puncto Decreto Noſtro injunctæ comportationis Regeſtrorum ſatisfeciſſe illum adinvenimus, ac demum Camerales & alios ad calculum ſpectantes acclamare mandavimus, qui acclamati cum perſonaliter cómparerent, utpote Laurentius Langenbein, Quæſtor, Julius Sigiſmundus Berger, Joannes Chriſtophorus Richter, Secretarius Forethalium, Joannes Ludovicus Meyer, Chriſtianus Mendo, Joannes Andreas Neumbr, Camerales, Abrahamus Michael Thierberg, comparerent, ipſis Juramentum, quod Plenipotentiarii Illuſtriſſimi Ducis urgebant, præſtare injunximus, in eam Juramenti formam ex Germanico Idiomate translatam: Ego N. N. juro Deo omnipotenti, me coram hac Illuſtriſſima Commiſſione omne id ſub confiſcatione Bonorum meorum fideliter indicare, & nil ſilentio præterire velle, quod Domui Ducali in œconomicis, in ſylvis, cum conſtitutione & degradatione Inſpectorum ſylvarum, & alii, in damnum factum

ANNO 1727. tum & dispositum est, item, quæ præmissiones ab uno vel alio pro summa parva cessæ sint & postea pro tota summa sunt exactæ, quæ Domus & fundi ad Domum Ducalem spectent, & à quo usurpati sint, ubi materialia ex Aree, a stabulo Ducali & aliis ædificiis manserunt, quorsum Mobilia Ducalia & alia, ad Domum Ducalem spectantia, item suppellex Ducalis in Præfecturis, manserint, num Præfecturæ in arendas datæ non plures reditus ferre potuerint, & anne eædem ex amicitia, vel propter dona, viliori pretio arendatæ fuerint, ubi reditus Ducales manserint, etiam, an cum illis legitime sit dispositum, in summa, quod ego nihil, de quo scientiam aliquam habeo, & Domui Ducali in damnum cessit, tacere volo, sed crastino die & sequentibus id omne in scriptis insinuare volo; sic me Deus adjuvet & Sanctum Ejus Verbum. Quod quidem Juramentum, auscultantibus tam Plenipotentiariis Illustrissimi Ducis, quam & G. Supremi Consiliariis, præstiterunt, & de facto elevatis sursum duobus dextræ manus digitis ad Sidera, omnes supra specificati Germanica Lingua jurarunt.

Actum in Commissione Generali Sacræ Regiæ Majestatis & Reipublicæ, Mitaviæ die 5. Septembris 1727.

PErsonaliter comparentes supra specificati, Quæstor & Camerales, intulerunt, quod secundum suum præstitum Juramentum Judicium Commissoriale informare & Depositiones suas facere velint, dummodo Interrogatoria, ad quæ respondere debeant, sibi porrigantur, & si aliquorum immemores essent, perjurii notam non incurrant. Porrectæ sunt quoque supplicationes Celsissimæ Ducissæ Saxo-Coburgo-Meiningensis, nec non Generosi Klopmann contra G. Treyden, & aliorum Nobilium hujus Provinciæ.

Nos Commissarii S. R. Majestatis & Reipublicæ ad calculum expediendum procedere nos velle declaravimus, & ad illum recipiendum & expediendum è gremio Nostri Magnificos, Franc. Szembeck, Capitaneum Tolkmitensem, Joh. Sigism de Wahl, Vexiliferum Grodnensem, Antonium Eperiesz Colonellum S. R. Majestatis; tum verò ex Equestri Ordine hujus Provinciæ, Generosos, Offemberg, Seelburgensem, Fireks, Goldingensem, Merbach, Grubinensem, Capitaneos; ex Cameralibus, Julium Sigism. Berger & Christianum Mendo, absentia unius e gremio Nostri & allorum Deputatorum non obstante, deputavimus & deputamus. Qui Deputati ex Equestri Ordine, qui necdum sunt jurati, quaterus juramentum super receptione calculi præstare debebunt. Quod examen Camerallium & aliorum ad calculum spectantium recipiendum a singulis sigillatim, juxta eorum in rota juramenti expressa puncta & interrogatoria, quæ a Plenipotentiariis Ill: Ducis deponenda & excipienda, ad diem crastinum distulimus, cum termini conservatione. Supplicationes vero porrectas variorum, tum & allios supplicantes, ad Registrum judiciale Nostrum remittimus, &, ut causas suas eidem Registro judiciali inscribant, &, prout de jure venerit, judicialiter promoveant, illis demandamus. Quod Registrum cuique in Cancellaria Nostra apertum esse debebit.

Actum Mitaviæ in Commissione Generali S. R. Majestatis & Reipublicæ, die 19 Sept. 1727.

COmparentibus Generosis Deputatis Ordinis Equestris Curlandiæ & Semgalliæ cum suo Marschalco Generoso Meerfeldt, & hujus audita oratione insuper tenorem: Eloquar, an tileam! Quod si, Celsissime Dux, Episcope Reverendissime, Illustrissimi ac Excell. Domini Dn. Commissarii S. R. Majestatis & Reipubl., Fautores Clementissimi ac gratiosissimi, quod si, dico, celeberrimus quondam Orator Demosthenes loquendi dubitatione fluctuaverit, Athenienses suis, quorum tamen haud exiguam propensionem in se contraxerat, res arduas & maximi momenti propositurus, quanto magis me cogitationes trahent retrahentque, ad inclyta subsellia Illustrissimæ hujus Commissionis Regiæ, ipsum quasi Majestatis thronum repræsentantia, accedere, & ex voto Magnificorum Consiliariorum supremorum & totius Generosi Ordinis Equestris subjectissimi Ducatuum Curlandiæ debitam non minus, quam lætissimam, de felici adventu gratulationem coram præstare. Assequum non Rhetoris, sed paratissimam in S. R. Majestatem & Rempubl. Poloniæ obedientiam Nostrum denunciantis munus obij; ideo Celsissimo ac Reverendissimo, Illustrissimis ac Excell. Dominis Dn. Commissariis S. R. Majestatis & Reipubl. pro benevola ad S. R. Majestatis executionem & salutis Nostræ conservationem directa comparitione ex labiis cordeque tam G. Consiliariorum supremorum, quam G. Ordinis Equestris, non verborum auro fulgentes, sed humillimas & devinctissimas persolvo gratias, certificando, quemadmodum Antecessores & nosmet ipsi decentem probos Vasallos hidem inter varios fatorum casus hucusque non abnegavimus, nos etiam in posterum nullas ab ista recedendi cupidines in mentem venire passuros esse. Sicuti quoque cassationem Electionis Mauritianæ, S. R. Majestatis & Reipubl. minus gratæ, non temeritatis ausu, sed demensissimæ ratihabitionis fiducia per nos factæ, & propter instans periculum reiteratæ, ex Decreto Commissoriali die 30. mensis præteriti publicatum pro Sanctissima Lege agnoscere obligati sumus, ita e contrario supplices oramus & speramus clementissimam Amnestiam generalem erga omnes & singulos, qui electionem prædictam sive commendarunt, sive promoverunt, sive acceptarunt, sive quovis alio modo approbarunt, imo & erga istos, qui per prohibitas cessiones Bonorum Ducalium, Celsissimæ Ducissæ factas, indignationi S. R. Majestatis & Reip. se subtraxerunt, & nihilominus in clementissimæ remissionis obtentione spem ac fiduciam collocarunt, præ oculis habito apophtegmate dignissimo celeberrimi ac sapientissimi Cardinalis Aldobrandini, qui, cum diversi peccassent, ideoque pœnas dare eos oportere, rogatus, cuinam ex his parcendum esset, respondit: improbo, ne afflictio addatur afflicto. Hacce humillima & subjectissima freti fiducia nosmet ipsos submittimus & tradimus Sacratissimis S. R. Majestatis & Reip. Poloniæ alis, eum in modum, & addita pollicitatione solemnissima, quod eliberatione, quam precibus ardentissimis exoramus, Ablegati Nostri G. Capitanei à Medem peracta, retradita Actus secum avectis electionem mentionatam non concernentibus, authentica inviolatæ conservationis Nostræ circa Pacta primæva Privilegia, Formulam Regiminis & Statuta, circa decisiones Commissoriales tam anteriores, quam Novellas, & Landa publica, circa Bonorum Nostrorum sive Allodialium, sive Feudalium, sive Hypothecariorum, sive Emphyteuticorum, possessionem haud turbatam, vel turbandam, circa liberum Aug. Confessionis & Religionis exercitium, libertates & immunitates, & summatim circa quæcunque & omnia antiquitus acquisita & concessa Jura & Leges patrias, tam in Ecclesiasticis, quam Politicis & Secularibus, promissione, nos neque jam, neque in æternum, a potentissimo Poloniæ Regno avulsos, aut quovis alio modo seductos passuri, sed eidem indesinenter subjecti, fideles & constantes permansuri simus, qua in parte desideriorum nostrorum, Illustrissimæ præsenti Commissioni Regiæ fusius porrigendorum, ejusque gratiam & annuntionem implorandi libertatem clare & obsequiosissime nobis reservamus, hisce tandem annexis, ut Illustrissima Commissio Regia de cassandis & delendis actionibus instigatoriis contra quoscunque, ob electionem supra dictam Judiciis Relationum inscriptis, mediante Decreto & auctoritate Commissoriali, cavere dignetur.

Nos Commissarii S. R. Majestatis & Reipublicæ, inhærendo Legi per Constitutionem Comitiorum Generalium Grodnensium anno proxime præterito 1726. latæ, in termino, post indicta auctoritate S. R. Majestatis & Nostra Commissoriali Comitiola, & in Districtibus jam celebrata, conservato & ex limitatione provenienti, eandem Constitutionem in fundamento Pactorum originalium subjectionis & incorporationis Regnó Poloniæ & M. D. Litthuaniæ, horum Ducatuum, atque juramenti Regibus Poloniæ Magnisque Ducibus Litthuaniæ per Nobilitatem circa eandem subjectionem & incorporationem præstiti, latam, integre ac plene ad executionem deducendo, per quæ Pacta originalia cum Serenissimo olim Sigismundo Augusto, Rege Poloniæ & Magno Duce Litthuaniæ, unita, Nobilitas horum Ducatuum cum Illustrissimo Gotthardo Kettlero, pro tunc Ordinis sui

ANNO 1727.

ANNO 1727. sui Magistro, postea Duce creato, eidem Serenissimo Augusto & futuris Regibus ac Magnis Ducibus Lithuaniæ, Regnoque Poloniæ & M. D. Litthuaniæ, in protectionem & clientelam, ad instar Terrarum Prussiæ, se subjecit & incorporavit, nec ullam reservationem eligendi sibi vel infeudandi novi Ducis, deficiente stirpe masculâ præfati Illustrissimi Ducis Gotthardi Kettleri, reliquit, imo tam prædictum Serenissimum Sigismundum Augustum, quam & Serenissimos Successores, Reges Poloniæ Magnosque Duces Litthuaniæ Regnumque Poloniæ ac M. D. Litthuaniæ, uti directos, supremos & naturales suos Dominos, agnovit, fidelitatemque suam iisdem Regibus Regnoque Poloniæ ac M. D. Litthuaniæ, circa novum cujuslibet Ducis, de hac linea Kettleriana procedentis, investituram, ac in Commissione Anno 1617. circa constitutam Formulam Regiminis, juramento præstito ad eandem fidelitatem, pro semper servandam, nec quemquam alium, nisi Regem Regnumque Poloniæ & M. D. Litthuaniæ, in casum deficientis Ducalis Lineæ Kettlerianæ, pro Dominis directis & immediatis se habere obstrinxit, ac juxta memorata Pacta hi Ducatus ad solam & unicam Familiam ejusdem Ducis de lumbis descendentem masculam, quoad utile Dominium eorum, durante hac Linea, pertinent, supremum vero & directum Dominium semper usque ad præsens tempus, & utile etiam ac immediatum, in casum sterilium fatorum moderni Illustrissimi Ferdinandi Ducis, ad S. R. Majestatem Regnum Poloniæ & M. D. Litthuaniæ spectat, quibus Pactis, Legibus & Privilegiis Juramentisque e diametro Nobilitas horum Ducatuum contrariando, vivente Illustrissimo Duce Ferdinando, & S. R. Majestate ac Republ inconsulta & irrequisita, imo per Rescripta sua prohibente, Ducem sibi Mauritium, Comitem Saxoniæ, temere ac nulliter eligere præsumpsit, eundemque, jam pro hoste Patriæ Constitutione Grodnensi declaratum ex instinctu malevolorum sequi & manutenere non intermisit, taliterque Cardinalis Jura S. R. Majestatis & Reip. ac hujus Provinciæ evertit ac convulsit. Idcirco, conservato contra latæ Legis infractores judicio, decernimus: quatenus tam Generosi supremi Consiliarii, quam majores & minores Capitanei, universique pro præsenti Conventu Deputati, suis & totius Equestris Ordinis horum Ducatuum nominibus plenarie & absolute Constitutionem Grodnensem, absque ulla restrictione, per publicam declarationem, manibus propriis subscribendam & sigillis suis consignandam & firmandam, instantanee acceptent deprecationem solennem, ratione usurpati indebite contra inhibitionem S. R. Majestatis Conventiculi, & attentatæ pseudo-electionis aliorumque attentatorum, S. R. Majestati & Reip. in futuris proxime celebrandis Comitiis Regni generalibus, per suos Deputatos præstent, Conventum Pseudo-Electionis ipsumque Pseudo-electum ac intrusum, atque omnem prætensionem novi Principis eligendi vel infeudandi in casum sterilis decessûs moderni Illustrissimi Ferdinandi Ducis, in perpetuum instantanee ejurent, ac S. R. Majestati & Reip. super omnimoda & invariabili subjectione juratorie caveant, in cam juramenti rotham: Ego N. juro Deo Omnipotenti, in S. Trinitate uni Serenissimo Augusto secundo Regi Poloniæ Magnoque Duci Litthuaniæ, & Serenissimis Successoribus ejus, Regibusque Poloniæ Magnisque Ducibus Litthuaniæ, & Reipublicæ; quia circa Dignitatem illius & integritatem Reip. semper stabo, & tam Pseudo-electum Mauritium Comitem Saxoniæ, uti hostem hujus Patriæ, prodit & quemvis alium, qui Dux post fata Illustrissimi Ferdinandi Ducis, in casum sterilitter sine masculis de lumbis prole decedentis, esse vellet, ejuro, & alium Dominum & Ducem Curlandiæ, præter Regem Poloniæ & Magnum Ducem Litthuaniæ, ac Rempublicam, non agnoscam nec habere volo, in nullas factiones & intricationes cum externis, damnosas Regi Poloniæ Magnoque Duci Litthuaniæ & Reipublicæ, intrabo, neque correspondentiam cum externis, intuitu hujus Provinciæ, habebo, & sincero corde, externas protectiones ejuro, neque super avulsionem hujus Provinciæ a Regno Poloniæ & Magno Ducatu Litthuaniæ practicabo, imo pro retentione hujus Provinciæ circa corpus Reipublicæ vitam & fortunam sitabo, & contra talem, qui novam electionem, vel etiam, sine illa, novam infeudationem Ducis Curlandiæ & Semig. practicare vellet, tanquam contra hostem Patriæ, conjurgam: Sic me Deus adjuvet & Sanctum Ejus verbum. Post quod Juramentum præstitum, in casum sterilium fatorum Illustrissimi moderni Ducis Ferdinandi, omnes Status Ducatuum Curlandiæ & Semig. idem juramentum observare tenebuntur, nulli alii, quam Regibus & Regno Poloniæ Magnoque Ducatui Litthuaniæ immediate parere subjectique esse debebunt, nec quemquam alium Ducem, nisi Reges & Regnum Poloniæ ac M. D. L. tanquam directos, supremos naturalesque, & tunc jam uoles ac immediatos Dominos suos agnoscere, ac fidelitatem subjectionemque præstare, nisi solis illis, tenebuntur, & in commemoratorum Regum Regnique Poloniæ & M. D. L. potestatem recident, sine ulla cunctatione, tam quoad utile, quam & directum & merum Dominum, obedientque. Veteribus tamen Juribus & Privilegiis ac Libertatibus eorum, tam in spiritualibus, quam in secularibus, etiam quoad liberum exercitium Augustanæ Confessionis (cum qua ad Rempubl. accesserunt), per Pacta subjectionis & incorporationis cautis ac per Constitutionem Grodnensem asseeuratis, salvis manentibus; salvo quoque jure & usu Religionis Romano-Catholicæ, in Formula Regiminis præscripto; & per Constitutiones Regni approbato. Quæ præmissa facturi sunt pro debita erga S. R. Majestatem & Rempublicam, uti directos Dominos, sua fide & obedienua, ac sub pœnis contra convulsores Legum sancitis, & rigore in eadem Constitutione Grodnensi expresso, infligendoque anteriori Decreto nostro, decernimus: quatenus, juxta præscriptum ejus, actum Conventiculi, Instrumentum Pseudo-electionis præfatæ, ac omnia scripta & documenta eandem concernentia, tanquam per se nulla jamque cassata, ex Actis publicis, & ubicunque reperibilia, eliminent, eidemque Decreto nostro anteriori satisfaciant, sub simili vigore in eadem Constitutione Grodnensi expresso, tum demum, expletis his omnibus tanquam conditionibus, sine quibus non, ad desideria & repræsentationes pro commodo & utilitate horum Ducatuum, respectu futuri eorum Regiminis & ordinationibus, in casum sterilium fatorum moderni Illustrissimi Ducis Ferdinandi, nobis faciendas & proponendas, vigore præallegatæ Constitutionis Grodnensis, accedant, eaque projective & relative, ad approbationem S. R. Majestatis & Reipubl. in futuris proxime, Deo dante, Comitiis Generalibus Nobiscum disponant & determinent, illis demandamus, & terminum ad exequendum idem Decretum die 23. Septembris conservamus peremptorium.

ANNO 1727.

Actum Mitaviæ in Commissione Generali S. R. Majestatis & Reipublicæ, die 23. Septembris 1727.

COmparentibus, Generoso Henrico Joanne a Meerfeld G. Deputatorum Marschalco, & Generosis Deputatis, & satisfaciendo Decreto Commissorials, Documenta acto originalia ad Pseudo-electionem pertinentia, Germanico Idiomate conscripta, a Nobilitate subscripta & sigillata, nec non originale Reversale Pseudo-electi Comitis Mauritii, Generosis supremis Consiliariis & Equestri Ordini datum, sub actu & data die 5. Julii manu propria ejusdem Comitis Mauritii subscriptum & sigillatum, prodierentibus, comportantibus & reponentibus, atque supplicem libellum porrigentibus tenoris ejusmodi: Nihil nobis gratius atque acceptius est, quam ut in omnibus fidem nostram erga S. R. Majestatem & Rempublicam intactam atque inviolabilem servemus, neque unquam de Duce Curlandiæ in casum aperturæ offerendo quidquam suscepissemus, nisi nobis spes fuisset S. R. Majestati & Serenissimi Reipublicæ non ingratum futurum in iis ad S. R. Majestatem & Ser. Rempublicam recurrere, quæ Pacta Nobis concessisse, & secundum quidem temporis rationem maxime necessaria fuisse existimassemus, ac cum jam S. R. Majestati & Seren. Reipublicæ ea Pactorum interpretatio sit, quod in casum deficientis Lineæ Kettlerianæ utile etiam ac immediatum Dominium ad S. R. Majestatem & Regnum Poloniæ ac Magnum Ducatum Litthuaniæ spectet, subjectissimo quoque animo hoc accipimus, denominationi Comitis Mauritii renunciamus, atque omnia Instrumenta in manibus nostris adhuc existentia, & quidem denominationem concernentia, ad eorum cassationem porrigimus, nominatim (1) Conventum publicum, de dato Mitaviæ, die 5. Julii anno 1726 (2) Pactum Combinationis de dato Mitaviæ 1726. (3) Delegati Nostri de Rutenberg Instructionem de

ANNO 1727. dato Mitaviæ die 5. Julii an. 1727. promittendo, ut si adhuc præterea quædam invenirentur, ea quoque fidelissime porrecturos esse & cassaturos. Cum autem ad ea omnia, quæ nos premunt, aperiendæ, concessio benignissime data sit, pro qua gratiosa propensione humillime persolvimus grates, proinde Celsissimæ atque Illustrissimæ Commissioni humillime exponendum esse duximus, quatenus de Juramento nobis injuncto non instructi sumus, neque instrui potuimus, quoniam ejus neque in Innotescentialibus, neque in Intimatorialibus, ulla mentio facta est, & contra Instructionem nostram aliquid promittere, vel in nos suscipere, res sit facultati nostræ non subjecta, ipsa Celsissimæ atque Illustrissima hanc Commissio pro prudentia sua, dexteritate atque juvandi alacritate, facile perspiciet, quanta inde turbatio existeret, si hac in re fines mandati excedere sustineremus; attamen ut fidem nostram & certissimum atque inviolabile obsequium interea declaremus, nos per Reversales ad ea, quæ a me Deputatorum Marescalco Meerfeld coram Celsissimæ atque Illustrissima hac Commissione, nomine Magnificorum & Generosorum Consiliariorum supremorum, nec non G. Ordinis Equestris proposita sunt, fide inviolabili adstringemus, adeo, ut S. R. Majestati & Serenissimæ Reipublicæ, in casum decessus Celsissimi Ducis Ferdinandi immediate subjecti simus, in quem finem etiam denominationi Comitis Mauritii iterum iterumque hisce renunciamus, & ullo unquam tempore, vel de ipso, vel de alio Duce, constituendo cogitabimus, fidemque semper illibatam & obedientiam super omnimoda & invariabili subjectione S. R. Majestati & Serenissimæ Reipublicæ servabimus, humillima atque subjectissima fiducia freti, ut preces nostræ submissimæ de amnestia generali erga omnes & singulos gratiosissimum ingressum invenient, & quod per Reversales, vicissim a Celsissima atque Illustrissima hac Commissione expectandas, nos circa Pacta primæva, Formulam Regiminis, Statuta, circa Decisiones Commissioriales, tam anteriores, quam novellas, & Lauda publica, possessionem Dignitatum jam collatarum, nec non Bonorum nostrorum, sive allodialium, sive feudalium, sive hypothecariorum, sive emphyteuticorum, aut turbatum vel turbandam, circa integram totius rei Ecclesiasticæ Aug. Conf. Administrationem, ejusdemque Religionis perpetuum exercitium, libertates & immunitates, & summatim circa quæcunque & omnia antiquitus acquisita & concessa Jura, & Leges patrias, tam in Ecclesiasticis, quam in Politicis & Sæcularibus, penitus conservemur, & desideria nostra & repræsentationes, pro commodo & utilitate horum Ducatuum, respectu futuri eorum Regiminis & ordinationis, in casum sterilium fatorum moderni Celsissimi Ducis Ferdinandi faciamus atque proponamus, iisdemque cum Celsissima & Illustrissima Commissione dispositis & determinatis, ad approbationem S. R. Majestatis atque Serenissimæ Reipublicæ, in futuris proxime Deo dante Comitus Generalibus, accedamus, nobis benignissime permittatur, quibus peractis, & in iis, nimirum Comitis Generalibus proxime futuris, a S. R Majestate & Serenissima Republica confirmatis, præstationi Juramenti, si tum temporis opus esse judicabitur nos non subtrahemus, eousque autem, ut Celsissima & Illustrissima hæc Commissio eam differre, & de securitate nostra solicitam & necessariam curam gerere, eliberationem Ablegati nostri G. Capitanei a Medem sæpius, adhuedum in nuperrima audientia, humillime flagitatam, decernere & quamprimum ad effectum deducere non dedignetur, obnixe & humillime etiam atque etiam petimus. Pro qua precum nostrarum justissimarum benignissima exauditione, omni venerationis cultu perpetuo perseveramus humillimi atque obsequiosissimi nomine G. Consiliariorum supremorum & totius Ordinis Equestris, Henricus Joannes a Meerfeldt pro tunc Deputatorum Marescalcus.

Nos Commissarii S. R Majestatis & Reipublicæ ad ejusmodi porrectum libellum supplicem, ultimariam decisionem & resolutionem die 26. præsentis daturos declaravimus.

Actum Mitaviæ in Commissione Generali S. R. Majestatis & Reipublicæ die 25. Septembris Anno 1727.

COmparentibus personaliter Deputatis G. Ordinis Equestris cum Generoso Henrico Joanne a Meerfeldt, Subjudice Goldingensi, Marescalco suo, & Resolutionem ac Decisionem ad suum supplicem libellum dari sibi postulantibus, atque Reversale suum Infrascriptum porrigentibus.

ANNO 1727.

Nos Commissarii S. R. Majestatis & Reipublicæ, quoniam tam G. Supremi Consiliarii, quam G. Equestris Ordo Documenta Originalia N. octo supertus specificata, ad Pseudo-electionem spectantia, comportarunt & de facto coram Nobis reposuerunt & restituerunt, idcirco hoc in puncto ipsos satisfecisse Decreto Nostro sententiamus, in aliis vero punctis ejusdem Decreti, præcipue juramenti injuncti, cum ex Memoriali nobis a Generosis, Marescalco & Deputatis, porrecto cognovimus & intelleximus; quod idem Juramentum præstare quidem ex personis suis parati essent, sed nomine G. Nobilitatis domi relictæ, quo instructi non sunt nec instrui potuerunt, quoniam neque in Innotescentialibus neque in Intimatorialibus ulla mentio de illo facta est, & ultra Instructionem sibi datam aliquid promittere vel in se suscipere res non sit facultati eorum subjecta, vetantibus Laudis eorum publicis, quæ non permittunt Deputatis plus ultra Instructiones agere & promovere, aliis omnia nullitatis vitio subjecta esse, declararunt, & si fines mandatorum excederent, turbatio inter ipsos subsequeretur, ac de fide sua & certissimo atque inviolabili obsequio suo S. R. Majestatem & Rempublicam per scorsivas suas Reversales Literas assecurare voluntideo ex præmissis & aliis rationibus nos permoventibus, Reversali eorum standum esse ad interim censuimus, atque illius Nobis ab ipsis porrigendi pro die crastina terminum præfigimus & assignamus.

Actum Mitaviæ in Commissione Generali S. R. Majestatis & Reipubl. die 26. Septembris Anno 1727.

COmparentes Generosi, Marescalcus & Deputati seu Nuncii ex Districtibus, Reversales Literas submissionis suæ, satisfaciendo Decreto anteriori, porrexerunt ejusmodi tenoris.

Nos infrascripti supremi Consiliarii & Deputati ex omnibus Districtibus Ducatuum Curlandiæ & Semigalliæ pro generali & publico Conventu horum Ducatuum, in termino per Intimatoriales Regiæ & Reipublicæ Commissionis præfixo, id est, pro 15. præsentis congregati, & plenissime a fratribus nostris ad infrascripta instructi, adhærendo Pactis primævæ subjectionis nostræ Divo Sigismundo Augusto Regi Regnoque Poloniæ & Magno Ducatu Litthuaniæ, insistendoque Juramento in Formula Regiminis anno 1617. constituto ac expresso, & a Majoribus nostris circa Investituras novorum Ducum pro nobis etiam posteris suis & in animas nostras præstito, tum demum dispositioni Reipublicæ per Legem publicam in Comitiis Generalibus Grodnensibus proxime præsentis anni 1726. latæ, in virtute ejus Declarationi Judiciariæ Commissoriali obsequentes & obedientes, sub fide, honore & conscientia, sequentia pro Nobis & posteris nostris in perpetuum declaramus & statuimus.

Primo. Cum nobis, prementibus gravissimis circumstantiis, contra supra allegata Pacta & Juramenta tenere & nulliter eventualem successionem per electionem Comitis Mauritii Saxoniæ in Ducem nostrum determinare acciderit, ideo tam præfatæ Pseudo-electioni, quam & ipsi Pseudo-electo, tum omni imaginariæ etiam prætensioni novi cujuscunque Principis eligendi in perpetuum renunciamus, actus omnes præfatæ Pseudo-electionis, tam anteriores, quam posteriores, post latam a Republica Legem, tum omnia Conventicula, Scripta & Lauda, eo nomine habita & sancita, un Legibus & Juramentis contraria, & ipso facto damnata & nulla, pro nullis, irritis & insubsistentibus, in perpetuum declaramus, cassamus, damnamus, annihilamus, & ex Actis publicis eliminamus, ipsum quoque Comitem Saxoniæ Mauritium per Constitutionem Comitiorum pro proscripto ex omnibus finibus Reipublicæ & annexarum ei Provinciarum, hoste Patriæ & invindicabili capite etiam declaramus, & tanquam contra talem, in quantum in posterum hic comparere & quidquam pro manutenenda præfata Pseudo-electione moliri auderet, insurgere nos obligamus juxta nostrum posse.

Secundo. In casum vero sterilium fatorum moderni Celsissimi Ducis Ferdinandi, super non attentanda sub quocunque prætextu vel colora novi Principis infeudanda prætensione, imo juxta Juramentum in Formula Regiminis expressum super omnimoda & invariabili

ANNO 1727. bili ſubjectione Regibus Regnoque Poloniæ & Magno Ducatui Lithuaniæ, tanquam nunc ſupremis & directis, pro tunc vero jam utilibus & immediatis Dominis noſtris iterum atque iterum quam ſolennissime & ſacroſanctè, ſub fide, honore, conſcientia & nexu ſupra allegati Juramenti, quod in totum & integrum reaſſumimus, inſtauramus & ejusdem valoris & roboris, ſicuti a nobis eſſet præſtitum, ſanctè teſtamur & profitemur, tum ſub pœnis criminis læſæ Majeſtatis & Perduellionis noſtro totiusque Nobilitatis ac omnium Statuum hujus Provinciæ & Succeſſorum noſtrorum nomine perpetuo & irrevocabiliter ſpondemus, & nos obſtringimus, cointelligentias etiam & machinationes cum omnibus externis Potentiis in præjudicium ſuprafcriptorum & detrimentum Jurium S. R. Majeſtatis & Reipublicæ ſuper hos Ducatus nullas unquam & in perpetuum habebimus, nec practicabimus, ſub nexibus, vinculis & rigoribus ſupra expreſſis. Datum Mitaviæ die 26. Septembris Anno Domini 1727.

(L. S.) Henricus Chriſtianus de Brinken Landhoffmeiſterus & ſupremus Conſiliarius.

(L. S.) Joannes Henricus Keyſerling, Cancellarius & ſupremus Conſiliarius.

(L. S.) Caſimirus Chriſtophorus Brackel, Landmarſchalcus & ſupremus Conſiliarius.

(L. S.) Henricus Joannes a Meerfeldt, Subjudex Goldingenſis, tunc Deputatorum Mareſchalcus, & Diſtrictuum Goldingenſis & Windavienſis Deputatus.

(L. S.) Chriſtophorus Fircks, Deputatus Diſtrictûs Talſenſis.

(L. S.) Georgius Fridericus Klopman, Capitaneus minor Schrundenſis & Deputatus Mitavienſis.

(L. S.) Chriſtophorus Joannes a Brucken dictus Fock, Deputatus Mitavienſis.

(L. S.) Georgius Henricus Hahn Deputatus Candavienſis & Neuenburgenſis.

(L. S.) Otto Fridericus Behr, Deputatus Frauenburgenſis.

(L. S.) Gotthardus Erneſtus de Budberg, Deputatus Neugutenſis & Baldonenſis.

(L. S.) Philippus Georgius Hahn, Deputatus Diſtrictus Bauskenſis.

(L. S.) Gotthardus Erneſtus Haudring, Subjudex Selburgenſis & Deputatus Diſtrictus Dunaburgenſis.

(L. S.) Wilhelmus Fridericus de Budberg, Staroſta Rumboski, Deputatus Dunaburgenſis & Tranſlaukenſis.

(L. S.) Georgius Fridericus Fircks, Deputatus Diſtrictus Talſenſis.

(L. S.) Henricus Chriſtianus ab Offemberg, Capitaneus minor Doblenenſis & Deputatus Diſtrictus Doblenenſis.

(L. S.) Gotthardus Fridericus de Loebell, Deputatus Diſtrictus Doblenenſis.

(L. S.) Magnus Chriſtophorus Korff, Deputatus Diſtrictus Tuckumenſis.

(L. S.) Joannes Melchior de Funck, Diſtrictus Tuckumenſis Deputatus.

(L. S.) Georgius Melchior Stempell pro ma, & Friderico Henrico a Biſtram, Deputati Aukenſes & Grenkhofenſes.

(L. S.) Fridericus Manteuffel, nominatus Szoge, Deputatus Diſtrictus Echavenſis.

(L. S.) Henricus Gerhardus de Plettenberg, Deputatus Diſtrictuum Aſcherodenſis & Nertiteniſis. ANNO 1727.

(L. S.) Gotthardus Erneſtus de Budberg Deputatus Diſtrictuum Neugutenſis & Baldonenſis.

(L. S.) Gerhardus Wilhelmus Nagell, Diſtrictus Allſchwangenſis Deputatus.

(L. S.) Petrus Koſchkull, Zabelenſis Diſtrictus Deputatus.

(L. S.) Alexander Fridericus Korff, Deputatus Seelburgenſis.

(L. S.) Chriſtophorus Gideon Manteuffel dictus Szoge Deputatus Seelburgenſis.

(L. S.) Gebhardus Joannes Keyſerling, Deputatus Diſtrictus Durbenſis & Grambſenſis.

(L. S.) Joannes Tromhold Buttler, Deputatus Durbenſis & Grambſenſis.

(L. S.) Nicolaus Korff, Deputatus Diſtrictus Haſenpotenſis.

Actum Mitaviæ in Commiſſione Generali Sacræ Regiæ Majeſtatis & Reipublicæ Feria tertia poſt Feſtum Sancti Matthæi Apoſtoli & Evangeliſtæ proxima, die XXIII. Menſis Septembris, Anno Domini MDCCXXVII.

PRopoſuerunt judicialiter Generoſi Inſtigatores Regni & M. D. L. pro munere Officiorum ſuorum agentes Actores, in & contra Generoſos, Henricum Chriſtianum de Brincken Landhoffmeiſterum, Joannem Henricum Keyſerling Cancellarium, ſupremos Curlandiæ & Semigalliæ, nec non Generoſum Caſimirum Chriſtophorum Brackel, citatos pro eo: Quia ipſi non contenti, quòd contra Pacta publica ſubjectionis horum Ducatuum cum Sereniſſimo Divæ memoriæ Sigismundo Auguſto Rege Poloniæ Anno MDLXI. inita, & contra Juramentum Fidelitatis ſuæ Sacræ Regiæ Majeſtati & Reipublicæ præſtitum, & contra Reſcripta ac Inhibitiones Sacræ Regiæ Majeſtatis ſibi legitimè intimatas anno proxime præterito MDCCXXVI. temere electionem ſibi Ducis, vivente Illuſtriſſimo Ferdinando Duce, horum Ducatuum, & uſurpaverint & arroganter eandem promoverint, imo primarii & principales auctores hujus illiciti actus exiterint, licet jam ex inſtantia eorundem G. Inſtigatorum modernorum pro hoc temerario auſu ad Judicia Sacræ Regiæ Majeſtatis Relationum propriarum citati fuiſſent & ibidem convicti ſint, & nonniſi ob ſpem reſipiſcentiæ de perſonis & bonis eorum executio pœnarum hucusque dilata eſſet, abutendo hac clementia S. R. Majeſtatis & Reipublicæ, ſpe impunitatis ducti, jam poſt latam in Comitiis Generalibus Grodnenſibus Legem, iterum Pſeudo-electo ſuo Mauritio Comiti Saxoniæ non modo adhæſerunt ipſimet, ſed & alios horum Ducatuum Nobiles in ſuum perverſum & temerarium ſenſum & aſſiſtentiam Pſeudo-electo pertraxerunt, rebelliterque contra S. R. Majeſtatem proceſſerunt, Jura S. R. Majeſtatis & Reipublicæ in eosdem Ducatus habita perturbarunt, pacem & ſecuritatem publicam ac tranquillitatem Reipublicæ ac horum Ducatuum turbare non deſinunt, quo ſuo temerario auſu rebelles Juribus Reipublicæ, ac Legis per memoratam Conſtitutionem Grodnenſem latæ Infractores exiterunt, mandatis etiam Judicii præſentis non obtemperarunt, Innotescentialesque Literas, a Judicio præſcuti Commiſſoriali transmiſſas, in Diſtrictibus & Parochiis publicare & Conventum publicum, in eluſionem Commiſſionis, indicere neglexerunt, cointelligentias cum externis practicarunt, & ab iis non ceſſarunt nec ceſſant, pœnasque criminis læſæ Majeſtatis & Perduellionis, tanquam Fautores, Cooperatores & Aſſiſtentes, imo uti Auctores, in ſe traxerunt, petieruntque iidem G. Inſtigatores Regni & M. D. L. de perſonis & bonis eorum, easdem pœnas criminales Perduellionis, Conſtitutione Grodnenſi interpoſitas; & alias quam ſeveriſſimas, decerni, extendi & irrogari.

In termino ex Innotescentialibus, Partibus, Generoſis Inſtigatoribus Regni & Magni Ducatus Lithuaniæ per

ANNO 1727. Nobilem Michaëlem Nagrodzki, Citatis perſonaliter, comparentibus, atque copias libelli ſeu propoſitionis concedi ſibi petentibus.

Nos Commiſſarii Sacræ Regiæ Majeſtatis & Reipublicæ, ad affectationem Citatorum ipſis Copias libelli ſupradicti conceſſimus pro die craſtina, cum termini conſervatione.

Actum Mitaviæ in Commiſſione Generoſi S. R. Majeſtatis & Reipublicæ Feria quarta poſt Feſtum Sancti Matthæi Apoſtoli & Evangeliſtæ proxima, die 24. Menſis Septembris, Anno 1727.

INter G. Inſtigatores Regni & M. D. L. Actores, & G. Conſiliarios ſupremos Citatos. Cum Partes, ut ſupra, comparuiſſent, atque citati allegaſſent, quod additi antea ipſis Patroni absque Compulſorialibus patrocinium & aſſiſtentiam hac in cauſa præſtare nolint: ideo ad ipſos Compulſoriales extradi, & ad conferendum cum ipſis dilationem competentem concedi ſibi petentibus.

Intervenientibus ad eandem cauſam Generoſis Plenipotentibus Illuſtriſſimi Ducis Curlandiæ & Semigalliæ Ferdinandi, in rem Ejusdem Illuſtritatis agentes, & contra Generoſos Joannem Henricum Keyſerling Cancellarium horum Ducatuum, & Caſimirum Chriſtophorum Brackel, pro eo: Primo, Quia Generoſi, Cancellarius & Brackel, ſummas ſuas in Præfecturis hærentes in Celſiſſimam Ducisſam tranſtulerint, Eidemque Præfecturas Ducales, Suhrs, Jacobshoff & Deguhnen, in poſſeſſionem realem, privata autoritate, contra inhibitiones S. R. Majeſtatis, tradiderint; itaque ſupplicant G. Plenipotentes, ut ſecundum inſtitutionem, ob contraventionem commiſſam, ſummis præfatis abjudicentur, duplum acceptæ pecuniæ ſolvant, & Præfecturas Illuſtriſſimo Duci reſtituant. Secundo. Quia præfati Generoſi Citati ſylvas Ducales & Arcem Mitavienſem ſpoliaverunt, & ex lignis Ducalibus lapidibusque, & Arce de facto avulſis, ſibi domos ſuas ſtruxerunt, & tecta earum ædium etiam lapidibus Ducalibus avulſis texerunt, imo Generoſus de Brackel ſcalam egregiam lapide ſculpto extructam, qua in habitationem Arcis aſcendebatur, deſtruxit & pro fundamento extruendæ domus ſuæ uſus eſt, G. Cancellarius fulcra lapide ſculpto in Arce extructa deſtruxit & pro fundamento domus ſuæ contulit; cum igitur damnum Arci Ducali tam frivole illatum ab iis reparari non poſſit, petunt G. Plenipotentes, ut eorum ædes ex ſylvis & materialibus Ducalibus, etiam calce Ducali, exſtructæ Illuſtriſſimo Duci adjudicentur. Tertio. Quia G. Cancellarius ſolus ſylvam Ducalem, ad Præfecturam Hofſzumbergen ſitam, totaliter ſpoliavit, ligna majora ſive trabes excidit & pro pecunia parata vendidit; hinc pro hoc damno Illuſtriſſimus Dux decem millia Imperialium prætendit ſibi refundi & exſolvi. Quarto. Quod Generoſus Landhoffmeiſterus, & G. Cancellarius ſimul, in Oeconomicis peſſime diſpoſuerint, Præfecturas Ducales viliori pretio, quam debuiſſent, aliis in Arendas conceſſerint, petunt itaque Generoſi Plenipotentes, ut hæ Præfecturæ per G. Capitaneum Majorem Offemberg & G. Subjudicem Haudring inquirantur, & ut Illuſtriſſimo Duci iidem reditus, quos Præfecturæ præfatæ plus quotannis ferre potuerunt, vel a Conſiliariis ſuperioribus, vel a Poſſeſſoribus, exſolvantur: Præfecturæ autem inquirendæ ſint Eckhoffken, Brandenburg, Pankelhoff & Autzen. Quinto. Quia autem G. Conſiliarii ſuperiores cum reditibus peſſime diſpoſuerunt, ſupplicant G. Plenipotentes, ut ſummam ex calculatione Illuſtrium & Magnificorum Calculatorum, culpa eorum, reſultantem, item id, quod nullo jure acceperunt & ſibi appropriaverunt, paratiſſima pecunia exſolvere teneantur, & pro tam iniqua & legi contraria diſpoſitione mulcta graviori condemnentur in inſtanti.

Intervenientibus quoque ad eandem cauſam Generoſis, Adamo Kosciuszko Oberburggrabio & Conſiliario ſupremo Curlandiæ, Friderico Georgio Radzki, & Adamo Buchholta Capitaneo adverſus Generoſum de Brackel proponentibus ex eo. Quia G. Chriſtophorus de Brackel, uti quondam prætenſus Deputatus Generoſi Ordinis Equeſtris in Poloniam, minime veritus pœnas Legum, adverſus recalcitratores Juribus Regni Poloniæ, ſeditionis motores ac convellendorum Jurium fomentatores, & ac ſi famoſiſſimo libello circumſcriptores, rigoroſiſſime ſtatutas, imo in vilipendium earundem Legum, & everſionem Status publici, auſus eſt temereque præſumſit, in Conventiculo Nobilitatis extraordinario hic Mitaviæ Anno proxime præterito 1726. die 26. Junii, Legibus Regni veſtro, ac Reſcripto S. R. Majeſtatis prohibito, relationem delegationis ſuæ, contrariam Juribus S. R. Majeſtatis & Reipublicæ, in ordine ad eligendum proprio motu ſuo alium Ducem Curlandiæ & Semigalliæ facere motiva, relationeſque noxiis fraudibus ac moliminibus repletas adducere, Generoſum Nobilitatem ſimiliter informare, puncta in numero ſex mutationis ſtatus, futurique mali eventus Generoſæ Nobilitati proponere, &, ac ſi foribus Curlandicis imminens periculum extiterit, convulſive explicare, ad ſeditionem Generoſum Nobilitatem concitare, & ad contrariam Juribus Majeſtaticis & Reipublicæ electionem Ducis Curlandici animare, Generoſum Comitem Mauritium in futurum Ducem Curlandiæ & Semigalliæ Generoſæ Nobilitati commendare, & poſt præconcepto quodam rancore, & malevolentia erga Generoſos Delatores præhabita, eosdem verbis calumnioſiſſimis, honorem & integram famam denigrantibus, judicialiter declarandis, afficere, ac in proſtitutionem eorundem plurima irritata proferre, Generoſæ Nobilitati odio & periculo vitæ exponere, aliasque permultas calumnias ac inconvenientias ſcripto, per modum libelli pasquillatici, notatis inferre præſumſit; proinde Generoſi Inſtigatores Regni & M. D. L. ſuo cum delatore & Actoribus, recurrendo ad Jus publicum, pœnas criminales inde demeritas, Legibus Regni ſtatutas, ſuper eodem Citato extendi petentibus.

ANNO 1727.

Intervenſente itidem ad eandem cauſam Generoſo Philippo Henrico Hahn Landmareſchalco & Conſiliario ſupremo, contra Generoſos Citatos proponente ex eo; Qualiter Illuſtriſſimus Curlandiæ & Semigalliæ Dux poſt ſata Generoſi olim de Brüggen Landmareſchalci & ſupremi Conſiliarii, vacante adhuc ejusdem functione, intervenientem ſtatim in locum ejusdem Landmareſchalci defuncti conſtituerit, & Literis ſuis de dato Gedani die 13. menſis Junii Anno Domini 1727. munitis, manu ſua propria ſubſcripus & ſigillo munitis, ordinaverit, hoc facto intervenientem ceteris tribus Conſiliariis ſupremis præſentaverit, ac, ut juramentum reciperent, poſtulaverit, & quamvis Generoſus Oberburggrabius vitis Literis taliter reproductis, inſtantiæ intervenientis annuerit, ceteri tamen duo G. Conſiliarii ſupremi, ſcilicet Landhoffmeiſterus & Cancellarius, id retractarunt, ac in Contraventionem & convulſionem Conſtitutionis novellæ Regni Anni 1716. qua mediante Celſiſſimo Duci ſalvæ per omnia Jura poſſeſſiones & prærogativæ reſervatæ ſunt, & omnia attentata contra Inhibitiones, Mandata & Reſcripta S. R. Majeſtatis, ſignanter indebite uſurpari ultimi Conventiculi cum omnibus Actibus, caſſata extiterunt, Generoſum de Brackel in Landmareſchalcum nominarunt, privata auctoritate elegerunt, juramentumque ab eo receperunt, quo facto Jura & Conſtitutiones Regni convulſerunt, Illuſtriſſimo Duci temere ſeſe oppoſuerunt, ideo eandem interventionem admitti, pro convulſione Legis pœnas decerni, electionem Generoſi Brackel uti nullam & frivolam eſſe declarari, & ex Actis eliminari mandari, ad hoc Officio Generoſum Brackel amoveri, intervenientem circa Officium Landmareſchalci manuteneri & conſervari, in damnis litisque expenſis cauſatis & cauſandis Generoſos Citatos condemnari, peteme.

Quarum Interventionem Citati copias petierunt.

Nos Commiſſarii Sacræ Regiæ Majeſtatis & Reſpublicæ, ſiquidem Citati allegant, quod additi ipſis antea Patroni & Defenſores absque Compulſorialibus hac in cauſa patrocinium ſuum denegent, ideo Compulſoriales Literas ad eosdem Defenſores, Patronos & Advocatos, utpote Nobiles, Ziegenhorn, Vierhuff, Heſpe, Plertz & Lange, ex Cancellaria noſtra extradendas eſſe cenſuimus, & præciſis omnibus olteriori-bus dilationibus, terminum ad reſpondendum, ſub ſuccubitione in cauſa peremptorium Partibus pro die Sabbathi proximo præfigimus. Quod Interventiones ad cauſam præſentem factas, earundem communicationem Citatæ Parti pro eodem termino conceſſimus, ac inſuper ſufficientiorem comportationem Documentorum ultra ea, quæ jam Generoſus Mareſchalcus a Generoſo Equeſtri Ordine comportavit, utpote Literarum univerſalium pro Conventiculis, Inſtructionum, & omnium aliarum ſcripturarum, Correſpondentiarum, ad Pſeudo-electionem ſpectantium, neceſſariam

ANNO 1727.

fariam esse adinvenimus, comportareque pro die Veneris proxime futura Citatis injungimus.

Actum Mitaviæ in Commissione Generali S. R. Majestatis & Reipublicæ, Feria sexta ante Festum Sancti Michaelis proximo, die 27 Septembris Anno 1727.

IN termino ad respondendum G. Consiliarius supremis, in causa G. Instigatorum Regni & M. D. L. Actorum contra ipsos instituta, conservato, in diem hodiernum incidente, cum iidem G. Instigatores Regni & M. D. L. per Nobilem Michaelem Nagrodzki, citati vero G. supremi Consiliarii, utpote Henricus Christianus de Brincken Landhoffmeisterus, & Joannes Henricus Keyserling Cancellarius, atque G. Casimirus Christophorus Brackel, una cum additis suis Defensoribus, comparuissent, atque satisfaciendo anteriori Decreto Nostro, varia literatoria Documenta & Literas correspondentiales, ad Pseudo-electionem spectantes, comportassent, Generosique, Marescalcus ac Deputati Equestris Ordinis, pro ipsis ac pro se, ut Generalem illis Amnestiam concederemus, instantiam fecissent, & eo nomine supplicassent, Intervenientes quoque supra in Processu expressi comparuissent.

Nos Commissarii Sacræ Regiæ Majestatis & Reipublicæ, auditis & bene perpensis Partium controversiis, licet quidem Citati, nullum jus eligendi sibi Ducem in casum sterilium fatorum Illustrissimi Ferdinandi Ducis habentes, contra Pacta subjectionis & Incorporationis horum Ducatuum Regno Poloniæ Magnoque Ducatus Lithuaniæ, & contra Juramentum, quo se Antecessores eorum modernosque Citatos Eidem Sacræ Regiæ Majestati & Regno Poloniæ Magnoque Ducatus Lithuaniæ, in tali casu supremum & immediatum Dominium, ac utile horum Ducatuum recognoscere & habere, submiserunt & obstrinxerunt, processerint, dum ad eligendum Comitem Mauritium Comitiola Dilrictibus indixerunt, eandemq; electionem promoverunt, Delegatum a S. R. Majestate cum Literis inhibitionis venientem, ne ad eam accederent, non attenderunt, eamque, uti Primores hujus Provinciæ non impediverunt, & de facto eandem perfecerunt, prædictum Comitem Mauritium in Ducem elegerunt, atque post Legem Constitutione Grodnensi latam, iterum ea non attenta, hanc Pseudo-electionem, in dictis Nobilitati Conventibus, ratificari & confirmari procurarunt, atque hinc Pseudo-electo, qui pro hoste Reipublicæ declaratus est, temere adhæserunt assistentiamque illi præbuerunt, quibus illiciis processibus & attentatis Jura S. R. Majestatis & Reipublicæ, Pactaque subjectionis & Incorporationis, Formulam Regiminis ac novellam Legem violarunt, exindeque jure merito pœnam in Constitutione Grodnensi vallatam in se traxerunt & eidem succumbuerunt, nihilominus visa effectiva per illos Constitutionis Grodnensis executione, & ad mentem S. R. Majestatis & Reipublicæ applicatione, tum attenta supplici instantia Statuum Curlandiæ pro illis facta, qui insimul & in communi cum iisdem supremis Consiliariis se excessisse agnoscunt, & tam sibi, quam illis, Amnestiam generalem hoc in puncto concedi submissime supplicant, & quia nullam cum exteris pro manutentione hujus Pseudo-electionis, & alia factione præjudiciosa Juribus S. R. Majestatis & Reipublicæ super hoc Ducatus habitis, correspondentiam habent vel habebant, juramento id ipsum comprobaturos se offerunt: Ideo hanc Amnestiam, quantum ex Nobis est, concedendam esse duximus, &, ut a S. R. Majestate & Republica approbetur, procurabimus, ab actioneque præsenti G. Instigatorum Regni & M. D. L. eosdem G. Consiliarios & universam Nobilitatem, quoad attentata Pseudo-electionis, liberamus, prævio tamen eorundem Citatorum juramento in hanc formam præstando: Ego N. juro Deo omnipotenti in Sancta Trinitate uni, quia nullas correspondentias cum externis pro manutentione Pseudo-electionis Comitis Mauritii, vel alterius cujuspiam Ducis Curlandiæ promotionis, habeo nec habebo, nihilque in detrimentum Jurium S. R. Majestatis & Reipublicæ in hos Ducatus habitorum cum externis practicabo, sic me Deus adjuvet & Sanctum Ejus verbum. Intervenientibus Indicentium salvis, prout de Jure, manentibus. Quod quidem Juramentum Citati, erectis duobus dextrarum manuum ad Sydera digitis in facie Judicii Nostri Commissorialis præstiterunt.

ANNO 1727.

Actum Mitaviæ in Commissione Generali S. R. Majestatis & Reipublicæ die 19. Novembris 1727.

INter G. Instigatores Regni & M. D. L. ex delatione Illustrissimi Ferdinandi, in Livonia Curlandiæ & Semigalliæ Ducis, agentes Actores ab una, atque Generosos, Henricum Christianum de Brincken Landhoffmeisterum, Joannem Henricum Keyserling Cancellarium, Adamum Casimirum Kosciuszko Oberburggrabium, G. Casimirum Christophorum Brackel prætensum Landmarschalcum, & successores Generosi olim Bruggen Landmarschalci, Citatos parte ex altera, Partibus, G. Instigatoribus Regni & M. D. L. per Nobilem Antonium Czeszkiewicz, Illustrissimo Duce per G. Hahn & Nobilem Radzki Plenipotentes, Citatis per Nobiles Vierhuff & Lange, successoribus Bruggen per G. Wilhelmum Grothus, Generoso Kosciuszko personaliter, comparentibus.

Et Actorea Parte ex propositione sua proponente personalemque comparitionem G. Citatorum urgente; Generoso vero Adamo Kosciuszko addi sibi desensorem Nobilem Hartmann petente. Propositionis vero tenor est ejusmodi: G. Instigatores Regni & M. D. L. ex delatione Celsf Ferdinandi Curl. & Sem. Ducis agentes, reassumendo anteriorem propositionem suam eamque meliorando, proposuerunt contra G. supremos Consiliarios in eo: Quia ipsi in contrarium Officiorum suorum Juriumque publicorum convulsionem ausi sunt & præsumserunt, quamplurima damna, documentis judicialiter productis deducenda, Domui Ducali inferre, in rebus œconomicis pessime disponere, summas varias, ad Cameram Ducalem spectantes sibi appropriare, rationes ex reditibus Ducalibus justo tempore non percipere, Præfecturas Ducales variis personis, ex amicitia & ob dona, viliori pretio & fere pro dimidia summa arendare, vel absque importatione summarum ad Cameram eandem in Arendam mittere, tum ex omnibus exfolutis summis exfolutorum falariorum & debitorum maximas summas participare, & quasi tota falaria & debita exfolviffent, Celsf. Ducem fallere, Quæstori Langenbein proventuum Ducalium damnificatori connivendo rationes ab ipso per longum temporis spatium recipere neglexerint, ex indeque culpam latam detrimento proventuum Ducalium commiserunt, summasque notabiles, in Regestro Dominorum calculatorum notatas, ad solvendum Celsf. Duci Actori debent, arcem Mitaviensem fyivasque Ducales, præsertim Generosi Cancellarius & Brackel, spoliaverunt, & ex lignis Ducalibus lapidibusque coctis & sculptilibus, ex Arce de facto avulsis, sibi domos suas struxerunt, ædificarunt, & tecta earum ædium etiam tegulis Ducalibus avulsis texerunt, imo Generosus de Brackel scalam egregiam lapide exsculpto exstructam, qua in habitationem Arcis adscendebatur, destruxit & pro fundamento extruendæ domus suæ contulit, & quamvis idem G. Brackel quà Capitaneus Major juramentum fidelitatis præstiterit, nihilominus tamen in contrarium juramenti sui adversus Celsf. Ducem negotia gessit, Eundemque variis injuriis affecit, & contra Eundem machinatus est, prout Citationes & Status Causæ, ex instantia Celsf. Ducis contra Eundem emanatæ, enarrant, armamentario Ducali despoliato bombardas Mauritio Comiti extradidit; ac reliqui Consiliarii tam bombardas, quam tormenta, extradiderunt, Rescripta & Mandata S. R. Majestatis, ad instantiam Celsf. Ducis emanata, quamplurima convulserunt, & iisdem multoties contravenerunt, Officiisque suis abusi sunt; notabiles summas Celsf. Ducem concernentes suppresserunt; & quidem G. Cancellarius Domum Ducalem inquam plurimis equis, canibus, cupro, nummis, aliisque rebus mobilibus, spoliavit, Domum Typographi indebite occupavit & sibi appropriavit, Kmethones Ducales magnæ staturæ pro militibus Prussis vendidit, idque contra publicam S. R. Majestatis & Reip. prohibitionem, ex sitigine ab extraneis cum maximo omnium Urbium detrimento recepto magnum sibi comparavit lucrum, teste correspondentia cum Quæstore Langenbein remoto habita, ipseque solus G. Cancellarius sylvam Ducalem ad Præfecturam Hoffzumbergen sitam totaliter spoliavit, lignis ma-

ANNO 1727. majora sive trabes excidit & pro pecunia parata vendidit, quod damnum aliter illatum Celf. Dux accedo. Imperialium Thalerorum sibi taxat & æstimat. Generosus vero Kosciuszko Oberburggrabius summam ex calculatione Camerarium Calculatorum deductam sibi retinuit. Pariter quoque G. successores olim Generosi de Brüggen Landmareschalc: summam ex Calculatione Domanorum Calculatorum ad solvendum debitum nullo jure retinuerunt. Aliaque permulta damna & inconvenientias probandas intulerunt. Iique omnes G. Consiliarii supremi; præcipue Landhoffmeisterus & Cancellarius, sistentibus justitiam, eandem, oblitis timoris Dei & juramenti sui super Officiis præstiti, pro jure & conscientia multis personis non administrarunt; miserabilibus personis, viduis & orphanis ex Officiis suis non subvenerunt; contra Jura Patriæ processerunt eaque multoties convulserunt; sententias Legibus contrarias tulerunt; Appellationes ad Judicia S. R. Majestatis Relationum propriarum, a gravaminosis sententiis interpositas, non admiserunt, exindeque damna quamplurima multis personis intulerunt; corruptionibus inhæserunt, ac summas notabiles, in vim corruptionis pro lucrandis causis oblatas, ab utrisque partibus recipere non erubuerunt; pariter quoque pro Officiis & Capitaneatibus collatis summas perceperunt; non tamen eadem Officia contulerunt, nec summas acceptas post collationem Officiorum restituerunt; contra prohibitionem Jurium Curlandiæ & Semigalliæ personis alienæ Religionis Officia publica distribuerunt, aliaque maximas inconvenientias commiserunt; necnon stante & pendente lite in Judicio præsenti Commissoriali S. R. Majestatis & Reip. agitata, Piscaturas Ducales una cum Piscatoribus sibi appropriarunt, & loco piscium recipiendorum totum proventum de iisdem piscaturis, ad Cameram pendi solitum, sibi ipsis modo spolia contulerunt, talemque spolium pendente lite commiserunt, Celf. Ducem possessione privarunt. Quapropter tam ob crimen peculatus, quam & alia crimina, modo, quo supra, commissa, eosdem G. Consiliarios pro qualitate delicti puniri, Officiis suis privari, ad satisfaciendum & compensandum in summis, ex calculo Cameræ Celf. Duci provenientibus, una cum provisionibus, stringi & compelli, tum summam per Nobilem Langenbein Quæstorem remotum Illustrissimo Duci suppressam, ex quo is idem Quæstor non sit solvendo, solvi decerni, domos ex materialibus & lignis Ducalibus extructas & exædificatas Celf. Actori adjudicari, in damnis litisque expensis condemnari aliaque, quæ de Jure venerunt statui, decerni & sententiari.

Nos Commissarii S. R. Majestatis & Reip necessariam esse comparitionem citatorum adinvenimus, eosque pro die craftina personaliter comparere mandamus. Generoso vero Adamo Kosciuszko Nobilem Hartmann in Defensorem addimus, & Compulsoriales ex Cancellaria Nostra extradi permittimus, terminumque pro die craftina Partibus conservamus peremptorium.

Actum Mitaviæ — die 20. Novembris 1727.

INter G. Instigatores Regni & M. D. L. ex delatione Illustrissimi Ferdinandi Curl. & Semig. Ducis, agentes Actores ab una, atque G. supremos Consiliarios Citatos parte ex altera, Partibus, utpote G. Instigatoribus per Nobilem Antonium Czeszkiewicz, Illustrissimo Duce per Generosum & Nobilem Hahn & Radzki Plenipotentiarios suos, Citatis G. Consiliariis personaliter, comparentibus. Et actorea Parte propositionem suam resumente, tum & gravamina a G. Eq. Ordine per G. Henricum Joannem à Meerfeldt Mareschalcum ejusdem Eq. Ordinis porrecta producente & perlegente

Interveoientibus ad causam præsentem G. Philippo Henrico Hahn personaliter, G. Adamo Kosciuszko eidem personaliter, G. Ernesto Fromholdo ab Offen-Sacken Capitaneo Durbensi eidem personaliter, G. Alexandro Pleszewski Commissario Ser. Principis Regii Jacobi, & Generoso Brunnow, tum & Nobili Wilhelmo Brabender Consiliario Aulæ Berolinensis ejusque Consorte per Nobilem Antonium Czeszkiewicz, nobili & erudito Sartorio personaliter.

Et Citata Parte communicationem productorum a Parte actorea Instrumentorum & Documentorum concedi sibi petente,

Nos Commissarii S. R. Majestatis & Reip. expetitam communicationem productorum Documentorum & Instrumentorum Citati Partis concedimus, & terminum pro die sabbathi proxime futuro conservamus peremptorium. ANNO 1727.

Actum Mitaviæ — die 22. Novembris Anno 1727.

INter G. Instigatores Regni & M. D. L. ex delatione Illustrissimi Ferdinandi Ducis Curl. & Semig. Agentes Actores ab una; atque G. Consiliarios supremos Citatos parte ex altera, Partibus, Actorea & Citata, tum & Intervenientibus, ut supra, comparentibus.

Et quidem G. Instigatoribus ex delatione Illustrissimi Ducis propositionem suam resumentibus.

G. vero Consiliariis, Landhoffmeistero, Cancellario, & Brackel, in scripto se justificantibus.

Generoso quoque Kosciuszko suo pro Interesse Responsionem in scripto producente; & demum intervenientibus suis quoque propositiones propenentibus & Interventiones suas promoventibus.

Generosis quoque Instigatoribus ad respondendum G. Consiliariis replicantibus, & Inquisitiones eductas contra G. Consiliarios supremos reponentibus.

Nos Commissarii S. R. Majestatis & Reip. post Partium controversias causam præsentem ad feriam quartam proxime futuram distulimus, inquisitionesque repositas retinuimus, atque noviter productorum Documentorum communicationem G. Consiliariis ad eandem feriam quartam concessimus, conservando Partibus terminum perentorium.

Decretum Commissoriale, die 9. Decembris Anno 1727. Mitaviæ publicatum in causa G. G. Instigatorum Regni & M. D. L. contra G. G. Consiliarios supremos aliosque.

NOs Commissarii S. R. Majestatis & Reipublicæ, auditis & bene perpensis partium controversiis, allegationibus & defensis, tum literatoriis Documentis, testimoniis, calculationibusque, lectis & matura deliberatione Judicii Nostri discussis, propositionem Generosorum Instigatorum Regni & M. D. L. ex delatione Illustrissimi Ducis contra G. Consiliarios supremos horum Ducatuum Regentes factam, tum & Gravamina contra ipsos ab Equestri Ordine porrecta, pro interesse cujusvis eorum decidendo.

Quoad personam Generosi Brincken Landhoffmeisteri, siquidem ille Officio suo, quo a multis annis functus est, amplius propter senilem & decrepitam suam ætatem, crebrasque infirmitates & corporis ægritudines, attendere, Judicia in suis eadentiis celebrare, rebusque Oeconomicis invigilare non potuit, nec potest, Officiumque hoc sua sponte resignavit & deposuit; id.reo resignationem illius suscepimus, & hoc Officium Landhoffmeisteri pro vacante declaramus, Nihilominus decernimus, quatenus ipse summam 4920. Florenorum, Grossorum 12. Albertinorum, idque ratione salarii sui ex Camera privatim percepti, quod ex Præfectura Lotring, tenore Contractus, percipere debuit, ex quo anteriora salaria ad Sacram Regiam Majestatem sunt remissa, nec non Florenos 1200. ex calculo provenientes Illustrissimo Duci Camerarque Ducali in instanti solvat, demandamus, salva calculatione ipsi cum Camera Ducali ratione salariorum horum & præsentionum suarum judicialium exhibitarum referenda, ac investigatione proventuum dictæ Præfecturæ Lotring per Generosum Capitaneum Goldingensem cum Camerariis duobus expedienda, postquam revisionem & calculum expeditum, si ex hac Præfectura majores provenerint, quam usuræ, sex pro centum, ipsi debitæ esse apparuerint, & præsentiones salariorum pro annum 1717. excesserint, residuum ad Cameram importare tenebitur. Si autem Domus Ducalis post calculum debitrix illi remanserit, instantanee ipsi satisfaciat.

Quantum attinet ad Generosum Keyserling Cancellarium; Quandoquidem ille de variis molestiis contra suam Patriam criminibusque Status, sub amnestiam generalem non intranobus, in præjudicium Jurium Sanctæ Regiæ Majestatis & Reipublicæ ac horum Ducatuum patratis, a Generosis Instigatoribus

accu-

ANNO 1727. ſenſatus & inculpatus exiſtens, ſufficienter ſe non juſtificavit, in obiectisque a Generoſo Equeſtri Ordine gravaminibus debite ſe non emundavit, & non ſolum teſtibus, ſed & notorietate factorum ſuorum malorum, ac Inſtrumento quodam literario concepto, manuque eius Scribæ propria correcto, judicialiter exhibito, de ſuis illicitis attentatis convincitur, per quæ colliſionum cum vicinis & fœderatis occaſionem facile dare potuit & dedit; Reſcriptis S. R. Majeſtatis monitoriis & inhibitoriis, Reipublicæ & huic Provinciæ ſalutaribus, non obtemperavit, neque eadem ut tenebatur, publicari valvisque Eccleſiarum, juxta morem hujus Provinciæ & Deciſiones Commiſſoriales, affigi aut publicari curavit, imo apud ſe celavit, & in contrarium horum Reſcriptorum & Mandatorum Regiorum ſuis actionibus malis non ſolum ipſe proceſſit, ſed & alios exemplo ſuo, de jus Reſcriptis ignorantes, ad ſimilia facienda pertraxit, magnumque exinde tam Domui Ducali, quam Reipublicæ, damnum & detrimentum cauſavit; Juſtitiam ſitientibus rite non adminiſtravit; Conſcriptionem & abductionem hominum, Reſcripto Sacræ Regiæ Majeſtatis per totum Regnum publicato, ſub pœnis criminalibus contra Explagiatores in Legibus expreſſis talia venanti, fieri in hac Provincia diſſimulavit & conniventer permiſit, cum impedire potuit, non impedivit, & ipſemet quorundam ejuſmodi hominum abductionis & extraditionis complex & auctor fuit; impoſitioni Contributionum pro exotico milite ejusque collectioni in hac Provincia ſe immiſcuit; ſummam 2517. Thalerorum ex tali Contributione reſtantem, quam in ſua officioſa Manifeſtatione pro Generoſo Equeſtri Ordine aſſervaturum ſe promiſerat, eo inſcio, externo Miniſtro extradidit; de ſiligine per extraneos recepta cum maximo Civitatum & Civium atque Mercatorum, nec non Nobilium, damno & detrimento, teſtante literarum Correſpondentia ejus, non modicum ſibi lucrum quæſivit & habuit, in rebus œconomicis Domus Ducalis male ſe geſſit: Idcirco, licet pro præmiſſis graviores promeruerit pœnas, ad mitiores tamen ex Clementia Judicii Noſtri, ad Inſtantiam Generoſi Equeſtris Ordinis pro ipſo factam, condeſcendendo, ipſum Cancellariatu abjudicamus, & ad carceres, per Illuſtrem & Magnificum ſupremum Mareſchalcum Regni deſignandos, per triennium ſubeundos ipſum condemnamus. Nihilominus quatenus 2213. Florenos, 19½ Groſſos, ex calculo Illuſtriſſimo Duci Cameræque Ejus Ducali provenientes, ſolvat, tum & damna in materialibus, ex Arce Ducali pro ædificatione domus eius acceptis & uſurpatis cauſata, prævia taxa per Generoſos Conſiliarios cum Cameralibus Ducalibus expedienda, reſundat nec non 2517. Thaleros Imperiales Generoſo Equeſtri Ordini itidem ſolvat, decernimus. Intervenientem vero Annam Berner vidam cum ſua prætenſione ad Generoſos Conſiliarios remittimus, illiſque mandamus, ut abſque dilationibus negotium ejus cognoſcant &, quod ipſi deberi ea hac ſumma, Equeſtri Ordini adjudicata, apparuerit, ex ea ſatisfactionem præſtari eidem injungant.

Quod concernit perſonam Generoſi Kosziuszko Oberburggrabii. Quoniam ipſe nihil in contrarium Legum & Reſcriptorum S. R. Majeſtatis attentavit, imo, circa Jura Majeſtatis & Reipublicæ zelando, illibatæ ſuæ fidelitatis ſemper documenta dedit; ideo ipſum ab actione præſenti liberamus. Nihilominus tamen, quatenus Domui Ducali ſummam 8099. Florenorum & 18. Groſſorum Albertinorum ex moderamine Judicii Noſtri ſolvat, damnaque in materialibus Arcis cauſata, prævia eorum Taxa per G. Conſiliarios cum Cameralibus expedienda, Cameræ Ducali reſundat, ipſi injungimus.

Quod ſpectat perſonam Generoſi Brackel. Quoniam ipſe nullus delicti; præter ſolum circa Pſeudoelectionem attentatum, expers eſt, illud vero Amneſtia Generalis palliavit ac condonavit, & in Landmareſchalcum juxta præſcriptum Formulæ Regiminis & Deciſiones Commiſſionis anterioris a Generoſis Conſiliariis, necdum plene, ob non ſubſecutam publicationem Bannitionis, jure victis, electus, hoc Officio per paucum tempus functus, quo nec Judicia celebrantur, nec rei œconomicæ aliquam attendentiam ſuſcipere poterat: idcirco ipſum liberum pronunciamus & circa ſuum Officium Landmareſchalci conſervamus. Nihilominus quatenus ſummam 148. Florenorum 29. Groſſorum Albertinorum, ex calculo a ſe proveniente, Cameræ Ducali ſolvat, damnumque in materialibus, ex Arce Ducali acceptis, cauſatum juxta Taxam Generoſorum Conſiliariorum & Cameralium reſarciat, & bombardas quadraginta cum locis ex Arce Ducali acceptas reſtituat, illi injungimus. Ratione vero ſummæ 2450. Florenorum percepti ſalarii defuncti Generoſi Patris ſui Landhoffmeiſteri ab Anno 1703. usque ad annum 1708, ſiquidem ſuis prætenſiones ratione ſalarii ſuperioris Capitaneatus poſt annum 1717. usque ad id tempus, quo factus eſt Landmareſchalcus, habet; ideo ipſum pro calculatione in præmiſſis ad Cameram remittimus, & us ex hac ſumma retentorum ejus ſalariorum compenſatio fiat, injungimus. ANNO 1727.

Demum quod attinet ad Generoſos ſucceſſores Generoſi olim Brüggen Landmareſchalci. Siquidem iidem Generoſi ſucceſſores Manifeſtationibus & Proteſtationibus, per prædictum G. Landmareſchalcum ſtante vita ejus factis, probant, quod ille ſe rebus & negotiis, per reliquos duos priores pro tunc Conſiliarios, præcipue Generoſum Keyſerling, factis, non immiſcuerit, nec quidquam in præjudicium S. R. Majeſtatis & Reipublicæ, aut detrimentum rei œconomicæ Illuſtriſſimi Ducis; fecerit, imo prædicti Generoſi Keyſerling attentatis contradixerit, de adminiſtranda Juſtitia & reddendis ac recipiendis rationibus a Langenbein, Quæſtore pro tunc, & de meliori circa Præfecturas Ducales habenda diſpoſitione eosdem pro tunc Conſiliarios admonuerit: Idcirco Generoſos ſucceſſores ejus liberos pronunciamus, qui Generoſi ſucceſſores, ex quo 1280. Florenos, undecim Groſſos, ex calculo provenientes, Illuſtriſſimo Duci Cameræque Ducali debent, viciſſim quoque ſalaria prædicto Generoſo Brüggen provenientia Generoſi ſucceſſores opponunt: ideo Generoſos eosdem ſucceſſores pro ineundo calculo ad Cameram Ducalem remittimus: cujus calculi, poſtquam peractus fuerit, cognitionem & deciſionem G. Conſiliariis ſupremis committimus.

Siquidem autem Generoſi Brinck & Keyſerling, aliique Conſiliarii, ſummam 8091. Florenorum Albertinorum, Groſſorum 25½. ex calculo & moderatione Noſtra Cameræ Ducali debent, quæ ſumma pro Tractamentis, pro Coſacis, pacis Nuncio, pro Atteſtato Notarii, pro Poſta, pro Generoſo Karp, pro fœno, pro quibusdam reſervatis, pro hordeo toſto Libavienſi, collecta eſt; ideo, demta ſumma 4900. Florenorum pro Generoſo Colonello Brüggen ſoluta erogata, ex quo compoſitio interceſſit, per quam pro ſuis prætenſionibus ille ad Domum Ducalem habitis hac ſumma accepta contentus eſt, quam compoſitionem approbamus, quatenus reſtantem ſummam 3191. Florenorum Albertinorum quisque ex intereſſe & ſubſcriptione manus ſuæ Cameræ Ducali in inſtanti ſolvant, illis demandamus. Ratione vero executionis exceſſivæ Libaviæ propter hordeum toſtum extortæ, Generoſum Vice-Capitaneum Nimitſch ad Generoſos Conſiliarios & Cameram Ducalem, pro peragenda calculatione remittimus. Intuitu autem deſolationis Sylvarum, neceſſariam eſſe viſionem & inquiſitionem adinvenimus, ad quam oportuno tempore expediendam Generoſum Mirbach Capitaneum Grubinenſem & Generoſum Haudring Subjudicem, cum Secretario foreſtali & uno Camerali, adhibitis Inſpectoribus uniuscujusque Sylvæ, addimus, quam expeditam viſionem & inquiſitionem in Camera reponere, Camera vero eam usque ad futurum terminum reaſſumtionis Commiſſionis conſervare debebit. Quantum attinet ad Langenbein, degradatum Quæſtorem, qui juxta calculationem & adinventionem Magnificorum & G. ad calculum Deputatorum ſummam 14212. Florenorum, Groſſorum 10½. Cameræ Ducali debet & tenetur, &, unde talem ſummam ſolvat, non habet; ideo ſummam hanc ad 1800. Florenorum Albertinorum ex clementia Judicii noſtri moderando, decernimus, quatenus Langenbein medietatem hujus ſummæ, ſcilicet 9000. Florenorum, & alteram medietatem 9000. Florenorum G. Keyſerling, qui calculationes ab eodem Langenbein, ut tenebatur, pro tunc recipere neglexit, dum in his Ducatibus Regimen præcipuum ſibi uſurpavit, damnificari Cameram Ducalem ab ipſo diſſimulavit & occaſionem damni dedit, Illuſtriſſimo Duci Cameræque Ducali ſolvat in inſtanti, demandamus, & ſalvam repetitionem horum 9000. Florenorum illi a Langenbein reſervamus. Quarum quidem ſummarum ad judicatarum a Generoſis Brinck & Keyſerling, ac Langenbein, tum aliis, provenientium inſtantaneam exactionem ſupremis Conſiliariis & Cameræ Ducali demandamus, usque in inſtanti & indilate ſub paratiſſima executione hæ ſummas ab illis; qui eas ſolvere tenentur, exigant, easdemque ſummas in ſolutionem Debitorum & reluitionem Bonorum

ANNO 1727. Ducalium convertant, illis injungimus. Quoad Interventionem, & quidem Nobilis Joannis Brabender, Consiliarii, factam, causam ejus cum famato Perlemam habitam, ex quo utræque Partes ab appellatione ad Judicia S. R. Majestatis interpositæ recesserunt, ideo easdem Partes ad G. Consiliarios supremos, pro expediendo utrarumque Partium calculo & dijudicatione illius, remittimus, iisdemque G. Consiliariis mandamus, ut quantocyus eandem Calculationem inter Partes, semotis dilationibus, non obstante contumacia alterutrius Partis, expediant, & quantum ex calculo famato Perlemam provenerit, ad id exsolvendum Nobilem Brabender adstringant, & post subsecutam solutionem Bona Alt Gawesen restradi & deoccupari faciant, a cujus famati Perlemam liberorum tutela Generosum Hahn liberamus. Ad Interventionem vero Generosi Sacken de Lehnen, ratione obligationis cessæ Keyserlingio, inuitu ac si alicujus conferendi sibi Capitaneatus, super summam 2000 Florenorum Albertinorum datæ, quoniam in hac causa plene informari a Partibus non potuimus; ideo eandem ad G. Consiliarios pro cognitione & indilata disjudicatione Processu extraordinario remittimus. Intervenienti quoque Venerabili Parocho Rositensi, ratione rustici ejus Parochialis abducti, cui solum pretium equi G. Keyserling solvit, quatenus & taxam hujus rustici juxta morem hujus Provinciæ eidem Venerabili Parocho G. Keyserling solvat, illi injungimus. Quoad interventionem Generosi Pleszewski Commissarii & Plenipotentia Serenissimi Principis Regii Jacobi, atque Generosi Francisci Nagurski Subjudicis Samogitiæ, ratione Subditorum profugorum extraditionis, hanc interventionem ad G. Consiliarios remittimus, illisque mandamus, ut ipsi ad requisitionem eorundem Generosorum Commissarii & Subjudicis Samogitiæ extraordinario Processu justitiam, semotis dilationibus inutilibus, administrent, & seriam ratione horum Subditorum investigationem demandent &, prout de jure venerit, decernant.

Ad extremum in puncto Generosi Reck Calvinianæ Religionis in Capitaneum Mitaviensem electi, per G. Instigatores proposito, adhærendo Remisse anteriori Commissionis ad S. R. Majestatem intuitu tolerantiæ nec ne in his Ducatibus ejusdem Religionis factæ, pro resolutione Partes ad S. R. Majestatem remittimus; interim ipsum ab exercitio Jurisdictionis Capitaneatis in sua persona abstinere debere declaramus, utque proximus loci G. Capitaneus hanc Jurisdictionem exerceat, mandamus; pensionem quoque pro Officio Capitaneali debitam non percipiat, donec prius resolutio hoc in puncto a S. R. Majestate subsequatur, decernimus, Decreti præsentis vigore:::

[: Punctum ratione G. Reck Capitanei Mitaviæ ad intercessionem G. Ordinis Equestris ahorumque postea mutatum est, tenoris sequentis: Ad extremum in puncto promotionis Generosi Reck in Capitaneum Mitaviensem per G. Instigatores proposito, adhærendo Remissæ anterioris Commissionis ad S. R. Majestatem intuitu tolerantiæ, nec ne in his Ducatibus alvinnæ Religionis, quam ille sectatur, factæ, pro resolutione Partes ad S. R. Majestatem remittimus, salvaque actione G. Instigatoribus Regni & M. D. L. contra ipsum reservata, ne ad altiora Officia promoveatur, donec hæc causa ex remissione decisa fuerit, inhibemus, Decreti præsentis vigore.

Formula futuri Reginiinis.

ORdinatio futuri Reginiinis Ducatuum Curlandiæ & Semigalliæ sub immediato Dominio Regum Poloniæ & Reipublicæ, in casum sterilium fatorum moderni Illustrissimi Ducis Ferdinandi, per nos Christophorum in Stupow Szembek Episcopum Varmiensem & Sambiensem, Casimirum de Kozielsko Ogiński, Trocensem, Staniflaum Donhoff, Potocciensem, Campi Ducem M. D. Litthuaniæ, Staniflaum Chomentowski, Masoviæ, Campi Ducem Regni, Palatinos, Ex minori Polonia Jacobum in Skarzyno Dunin, Referendarium Regni, Capitaneum Radomycensem & Wiliicensem, Georgium Ozarowski, Dapiferum Cracoviensem; Ex majori Polonia Josephum Nakwaski, Capitaneum Ciechanoviensem, Alexandrum Lodzia Poninski, Venatorum Ufchovensem; Franciscum Szembek, Capitaneum Tolkmicensem, Adamum Krasynski Pincernum Ciechanoviensem, Colonellum S. R. Majestatis: Ex Magno Ducatu Lithuaniæ Michaelem Ducem in Nieswiez & Oyka Radzivil, Capitaneum Premisliensem, Josephum de Campo Scipio, Capitaneum Lidensem, Sigismundum de Wahl, Vexilliferum Grodnensem; Antonium Epericzy, Colonellum S. R. Majestatis, Commissarios S. R. Majestatis & Reip. ex Comitiis Grodnensibus Anno Domini 1726. delegatos, facta & conscripta Mitaviæ d. 5. Decembris Anno Domini 1727. ANNO 1727.

Tenor Formulæ Reginiinis.

CUm ex omnium Feudorum natura sit, ut, deficientibus iis, quibus ob insignia & eminentia merita conferuntur, redire debeant ad liberam supremorum Dominorum dispositionem, vel immediatum, directum ac utile, Dominium, prudentique & ordo, rerum anima, fundeat, ut circa proximam eorundem ad supremos Dominos devolutionem tempestive norma futuri illorum Reginiinis instituatur; inque Nos Commissarii per Constitutionem Comitiorum Grodnensium in anno præterito 1726. à S. R. Majestate, Domino Nostro Clementissimo, reliquisque Reipubl. Ordinibus, ex universali eorum assensu, ad Ducatus Curlandiæ & Semigalliæ, pro faciendo Ordinatione eventuali, in casum sterilium fatorum Illustrissimi Ducis moderni Ferdinandi, & exaudiendis Ordinis Equestris desideriis, aliisque negotiis Nobis commissis, designati, inhærendo antiquissimis & incontestabilibus Juribus, S. R. Majestati & Reip. in hosce Ducatus, per Pacta subjectionis libere & spontaneæ Regibus, Regnoque Poloniæ & Magno Ducatu Litthuaniæ in æternum subjectos & ad corpus Reip. in anno 1569. adjunctos & incorporatos, tum Sacro vinculo juramenti in Formula Reginiinis expressi, ad fidem & obsequium Regibus & Reip. inviolabiliter servandum obstrictos, utilique & immediato, extincta Ducali stirpe Kettleriana, Regum & Reip. Poloniæ Dominio in perpetuum subjectos, nec non armis & sanguine Civium Reip. ab hostium quorumvis insultibus gravibusque periculis defensos, liberatos & servatos, tum quoque satisfaciendo Legi publicæ, in prædictis Comitiis Generalibus Grodnensibus latæ, & secundum gradus Nobis in ea præscriptos procedendo, Instrumentum Pseudo-electionis Mauritianæ, & omnia alia, Juribus Reip. nociva & contraria, per alte dictam Constitutionem Grodnensem cassata & annihilata, ex Actis publicis horum Ducatuum eliminari fecimus, debitam fidem, subjectionem & obedientiam, per renovatos nexus in assecuratione, a Magnificis Consiliariis supremis Regentibus & Generoso Equestri Ordine Reipublicæ data, asseruimus; descendimus tandem ad examinanda desideria a Generoso Equestri Ordine Ducatuum Curl. & Semigalliæ, ex conventu publico hic Mitaviæ celebrato, per Generosum Ordinis Equestris Marescalcum, Henricum Joannem à Meerfeld, nobis exhibita. Igitur matura deliberatione perpensis ac rutinatis hisce G. Equestris Ordinis desideriis & postulatis, juxta concessam Nobis per Legem publicam facultatem, ea, quæ Pactis subjectionis, Privilegiis Serenissimorum Regum Poloniæ, Formulæ Reginiinis, Decisionibus Commissorialibus, innixa, ac Juribus & commodis Reipublicæ, securitatique, tranquillitati & utilitati horum Ducatuum consentanea esse videntur, accedente ad id voluntario G. Ordinis Equestris assensu & spontanea submissione, relative ad approbationem Reipublicæ, pro norma & methodo futuri Reginiinis, in casum sterilium fatorum Illustrissimi moderni Ducis, exclusa in perpetuum, tam per antiquiores, quam per recentem Legem, novi alterius Ducis infeudatione, prohibitaque universis & singulis, sub pœnis severissimis, ex omni Jure illicita cum extraneis Principibus correspondentia & vetita cointelligentia, ihanere Nobis visum est:

1. Provincia hæc generaliter circa Pacta primævæ subjectionis, Privilegium Nobilitatis à Divo Sigismundo Augusto Rege clementissime concessum, Formulam Reginiinis, Statuta, Decisiones Commissoriales, tam anteriores, quam novellas, tum & Lauda publica (dummodo tam Juribus S. R. Majestatis & Reipublicæ super hos Ducatus, quam Juribus Cardinalibus horum Ducatuum, ac Religioni Romano-Catholicæ, juxta Formulam Reginiinis, non sint contraria, nec in præjudicium & cum injuria privatorum statuantur), possessionem Dignitatum, quæ tempore apertura legitime collatæ reperientur, nec non omnium Bonorum, sive feudalium vel hypothecariorum, &

ANNO 1727. & integrum rei Ecclesiasticæ Augustanæ Confessionis administrationem, ejusdemque Religionis juxta expressa verba Formulæ Regiminis perpetuum, & sine ulla immutatione, liberum exercitium in suis Ecclesiis, Libertates, Immunitates, Prærogativas, & summatim citrà omnia & singula antiquitus acquisita & concessa Jura, consuetudines & observantias legitimas, tam in Ecclesiasticis, quam in Politicis penitus conservabitur, salvis & illæsis Juribus, Privilegiis, Immunitatibus, ritibus, observantiis, Religionis Romeno Catholicæ, juxta Formulam Regiminis, Decisiones Commissoriales, Statutis & concessis, quæ vim & robur perpetuæ firmitatis habere debent, cum libero præfatæ Religionis exercitio.

II. Eò vero casu, quo Illustrissimus Dux modernus Ferdinandus sine prole masculâ suis cederet, Curlandiæ & Semigalliæ ita incorporatæ esse censeantur, tamquam Ducatus Juribus, Pactis, & Privilegiis peculiaribus gaudentes, quibus, sicuti omnibus reliquis, nulla Constitutiones quoad immutationem Juriam & Legum fundamentalium, Religionisque Augustanæ Confessionis, præjudicent, eum promissum sit, quod Pactorum & Formulæ Regiminis auctoritas, æterna esse & permanere debeat, Itaque Provincia hæc nomine S. R. Majestatis & Reip., ut eum temporis Ducatuum Curl. & Semig. immediatorum & unitum Dominorum, à IV. Consiliariis supremis & duobus Assessoribus Judicii, juxta Formulam Regiminis, itidem à Capitaneis majoribus & minoribus, hoc modo regatur, ut, sede unius vel alterius vacante, Dignitariorum & Officialium talis sit electio, ut Capitanei Majores & minores, nec non ió Formula Regiminis nominati duò Assessores, per solum Ordinem Equestrem in Conventibus publicis eligantur, & à Consiliariis supremis nomine S. R. Majestatis confirmentur, Consiliarii vero supremi à S. R. Majestate ex quatuor Capitaneis majoribus assumantur & per Privilegium confirmantur. Cum autem Cancellarius non tantum ex IV. Capitaneis majoribus, ut cæteri Consiliarii, sed & ex reliqua Nobilitate creari possit, & hocce Officium virum idoneum ad multis qualitatibus donatum requirit, consultum sunt, ut facultas eligendi tres candidatos in Conventibus publicis eosque S. R. Majestati præsentandi penes G. Ordinem Equestrem relinqueretur, ex quibus electis & præsentatis (qui Augustanæ Confessionis sint, cum juxta antiquissimum usum & Statuta Curlandiæ Cancellarius Consistorii Aug. Confessionis sit Præses) S. R. Majestas ani Officium Cancellariatus conferat. Na vero per electionem Capitaneorum Majorum & Minorum Catholici, quorum paucus numerus, a Dignitatibus & Officiis excludantur, quibus secundum Formulam Regiminis ad munia publica aditus patere debet; idcirco, assentientia ad id G. Ordine Eq. statuimus, ut omnino unus inter Consiliarios supremos, unus inter Capitaneos Majores, & duo inter Capitaneos minores, sint Catholici nec in hisce Officiis eorum numerum Nobilitas augere teneatur. Quod si contigerit, aliquem ex Consiliariis vel Capitaneis, post assecutam jam dignitatem vel Officium, Catholicam fidem amplecti, id nec illi, nec alteri Catholico, in simili Officio constituto, usum dignitatis sue detrimentum ac periculum adferat, præter Cancellarium, qui juxta reservationem à Nobilitate factam, post resignationem Augustanæ Confessionis, munia Cancellarii non exercebit, & alius Cancellarius in ejus locum, facta ab Ordine Eq. electione & præsentatione, constituetur, tanto tantum spatio hujus Officii Cancellariatus salvo illi manente. Duo vero Assessores Judicii, liberis Nobilitatis suffragiis eligendi, per Lauda publica confirmentur. Ad eos autem Dignitarios & Officiales eligendos, quoties opus fuerit, ad instantiam vel Generosi Ordinis Equestris, vel ejus constituti Plenipotentis Conventus publicus extraordinarius a supremis Consiliariis nomine Regis indicetur. Neque quisquam sive Consiliariorum, sive Capitaneorum, aliorumque Officialium, absque gravi & justa legitimaque causa, ac fine cognitione judiciali, à loco & Officio suo amoveatur. Si autem cognitio a Consiliariis supremis & Assessoribus, una cum IV. Capitaneis majoribus, unius vel alterius absentia non obstante, sive in ordinario sive in extraordinario termino, facta fuerit, salva parti gravatæ a sola definitiva appellatione, removeri potest. Si vero contigerit, ut unus Capitaneorum majorum vel minorum removeretur, vel absens esset, aut moreretur, vel alia ex causa Officio suo fungi impediretur, tunc proximus quisque loci Capitaneis, ne Judicia Justitiæque administratio retardentur, vices ipsius supplet.

ANNO 1727. III. Cum pensiones omnibus Dignitariis, & inprimis Magnificis Consiliariis supremis, ordinatæ tenues admodum & exiguæ sint, ex quibus Dignitatem sustinere nullatenus valent: itaque, ne cursum Justitiæ ob modicos proventus sistere vel ex donis vivere aut accidentia illicita sollicitare cogantur, convenientiora Dignitatibus & Officiis salaria ex proventibus Bonorum Ducalium, jam tunc ad utilitatem & dispositionem Reip. devolvendis, assignentur, scilicet, ut unicuique Consiliario supremo, ultra solitum mille Flöreorum Albertinorum salarium, quingenti Florini Albertini quotannis addantur & realiter per G. Oeconomum Bonorum feudalium exsolvantur.

IV. Quemadmodum juxta Formulam Regiminis in omnibus punctis observatum, & præcipue juxta hos Paragraphos: quod nemo omnium, sive Nobilium, sive Incolarum, Bonis suis sine legitima cognitione, vel judicio privetur: item, si lis inter Regimen & Nobilem, sive unum, sive plures, de possessionibus aliisque rebus orta fuerit, quod causa eorum immediate eorum Judiciis Relationum Propriarum S. R. Majestatis intexetur, nec ulla Rescripta Regia contra Jura hujus Provinciæ a Regimine Ducatuum horum attendantur, imo super impetrantes, ad similtram Cancellariarum Regni & M. D. L. informationem, talia Rescripta, prout in Formula Regiminis expressa enucleantur, perpetuo cavetur.

V. Quia vero naturalis & communis defensionis expositi ratio, ut subsidia aliqua Reipublicæ, urgente necessitate belli cum extraneis à S. R. Majestate & Republ. geferendi, subministrentur à G. quoque Equ. Ordine, ideirco ad servitia Equestria in Formula Regiminis præscripta, nempe ex viginti uncis Rayarum unum, reducendo juxta allegatum uncorum proportionem hocce subsidium ad numerum ducentorum Rayarorum sive Equitum, præter Officiales, tempore belli ex Bonis solis Nobilium, annumeratis iis, quæ Domus Ducalis jure allodiali a Nobilitate acquisivit, præstanda fidem suam obligat. Quoniam autem sistendi hi milites ob inæqualitatem uncorum magna adferi incommoda, hinc G. Ordo Equ. loco servitiorum Equestrium, juxta Formulam Regiminis præfatorum, primo anno cœpti belli trigenta millia Imperialium Albertinorum, reliquis vero annis quamdiu bellum duraverit, quotannis decem millia Imperialium se exsoluturum promisit, hoc tamen præcauto, si tunc temporis sive copiæ hostiles, sive etiam milites Reipublicæ, Provinciam hanc pro defensione occuparent, ne prædictus Ordo Equestris ad solvendas ante memoratas pecunias, nec ipso belli tempore, nec etiam post recuperatam pacem, pro his annis; quibus vel copiæ hostiles, vel Reipublicæ, in viscéribus hujus Provinciæ permanserint, exsolvere obstrictus sit; præter prædicta autem servitia ab omnibus inhospitationibus militum, Contributionibus omnibusque aliis ejusmodi oneribus liber & immunis erit.

VI. Item Regimini hujus Provinciæ Jurium omnium superiorum, nimirum Juris cudendæ Monetæ, & aliorum ex Pactis subjectionis resultantium, exercitium, uti Illustrissimi Duces id habuerunt, relinquitur, adeo, ut ea omnia nomine S. R. Majestatis exercere possint, ita tamen, ut Monetæ ad pondus & valorem intrinsecum hujus, quæ in Regno Poloniæ & M. D. L. vicinisque Provinciis cursum habet, cudendam ex una parte effigies Regia, ex altera insignia Regni Poloniæ & M. D. L. inclusis Insignibus Ducatuum Curl. & Semigallicæ, imprimantur.

VII. Quoniam jam ante annos complures moderna S. R. Majestas feliciter regnans concedere dignata est, ut G. Ordo Equestris Provinciæ Plenipotentem eligere & constituere possit, cujus Officium erit, providere, ut Leges, Jura & Libertates Provinciæ quocunque tempore in viridi usu & observantia conserventur, & si quid in contrarium vel a Regimine, vel à quovis alio incideret, ad S. R. Majestatem de eo deferre. Licitum itaque erit, ejusmodi Provinciæ Plenipotentem eligere & constituere, qui tamen nullas innovationes vel aliqua molimina, vel negotiationes, cum extraneis, quocunque titulo & prætextu, inire audebit, sub pœnis contra violatores Jurium Reip. & Perduellos sanctis.

VIII. Cum fines Ducatuum Curl. & Semig. ex parte Livoniæ & M. D. L. non mediocriter coarctati & imminuti sint, curabit S. R. Majestas Dominus Noster Clementissimus & Respublica, & conve-

ANNO 1727. nientia media adhibebit, ut fines in ordinem redigantur, limites juxta ductum Pactorum sub electionis definiantur, & quicquid Ducatibus Curlandiæ & Semig. subtractum apparuerit, illis restituatur.

IX. Siquidem ad Regimen manutenendum & Justitiam exequendam Milites necessario requirantur, numerus 12. Raytarorum & 30. Peditum habeatur, illisque ex reditibus Ducalibus, juxta antiquam consuetudinem stipendium exsolvatur.

X. Conservatur quoque in Ecclesiasticis & eo spectantibus Judicium Consistoriale, quod hucusque in viridi usu & observantia fuit, quodque ex Consiliariis supremis & duobus Assessoribus Augustanæ Confessionis, Superintendente & Præpositis, consistit, & uti antea semper, ita & in posterum. Cancellarius Præsidium retineat, & in eo omnia, quæ ad integram rei Ecclesiasticæ administrationem pertinent, constituantur & decidantur, Conventus, quos vocant Synodos, habeantur, eo tamen præcauto, quod idem Consistorium Aug. Confessionis nullam unquam super personis Romano-Catholicis cujuscunque status & conditionis, si rei fuerint, Jurisdictionem usurpare sibi poterit, causæ vero matrimonii, in quibus una persona conjugum fuerit Catholica, nec ex reatu, nec ex actoratu, ad prædictum Consistorium ullatenus trahantur: in iis Templis, in quibus Dux vel Patronus solus fuit, vel Compatronos habuit, tam in Templis omnium Urbium, quam agrorum, nulla mutatio suscipiatur, eaque Templa & Parochiæ cum omnibus iis affignatis Cmethonibus & aliis pertinentiis, Concionatoribus Aug. Confessionis, quibus ex reditibus Ducalibus juxta morem receptum salarium persolvatur, provideantur, & ex Præfecturis tecta atque sarta serventur, imo, quoties opus fuerit, emendentur, restaurentur & nova extruantur, in quantum collapsa fuerint; in iis Templis, ubi Nobiles Jus Compatronatus habent, pars competens, uti antea, conferatur, vel ad hanc partem competentem, tam quoad Concionatorum salarium, quam quoad conservationem Templorum, conferendum & exsolvendam etiam Catholicæ Religionis Compatroni teneantur, jus tamen Patronatus, quod & ubi Ducibus competebatur, S. R. Majestati, per Consiliarios supremos nomine Regis exercendum, reservatur. Itidem Nobilibus jus Patronatus in suis Templis, & jus in Bonis suis Templa ædificandi, ea renovandi, & quidquid aliàs ipsis competierit, uti antea habuerunt aut habere potuerunt, per omnia & in omnibus relinquitur.

XI. Cum Curlandia Gymnasio Academico destituta sit, unde & Nobilium & Civium liberi cum sumptibus magnis in Academias Germaniæ mittendi non mediocrem summam pecuniæ Provinciæ ingrunt, præterea multæ viduæ & virgines paupertate premantur, & non habeant, quo vitam suam honeste sustentare possint: igitur Evangelicum Gymnasium Academicum, & Cœnobium pro viduis & virginibus instituendi & conservandi quocunque tempore, dummodo non ex proventibus Ducalibus, facultas indulgetur, illa autem pauca Hospitalia & viduarum Domus, uti & Scholæ hic in Curlandia & Semigallia existentes, in eodem statu, in quo sunt, retineantur, & quæ ipsis dedicata sunt, promte & expedite exsolvantur.

XII. In Privilegio D. Sigismundi Augusti §. 7. clementissime provisum est his formalibus: quod Nobiles in omnibus Bonis feudalibus jam obtentis, vel quovis modo, sive speciali gratia, sive Contractu licito, obtinendis, liberam & omnimodam potestatem de iis disponendi habeant; idcirco Bona, quæ Nobiles a domo Ducali jure feudi obtinuerunt, prævia probatione jurium feudalium coram Commissione Regia, eodem jure, uti obtinuerunt, etiam post facta Ill. Ducis sterilia tenebunt & possidebunt, Bona vero allodialia a Ducibus acquisita & libero commercio subjecta, uti fuerunt, ita semper remanent.

XIII. Cum vel bello, vel aliis innumeris & variis casibus, imo ipsa diuturnitate temporis, evenit, ut Privilegia & documenta prædictorum nonnullorum Allodialium perierint, ea juxta præscriptum in Privilegio D. Sigismundi Augusti §. 8. a S. R. Majestate novis diplomatibus innoventur, si de Bonorum hæreditatione tranquilla atque continua possessione constiterit, & absque necessitate producendi Privilegia sua, in Bonis suis conserventur, & Prædiis Nobilium allodialibus jura, si quæ in Bonis & Præfecturis Ducalibus habeant, & per documenta, vel longam ac quietam possessionem, demonstrare possunt, uti est jus tignandi, pascendi, piscandi, &c. quiete & citra ullam turbationem retineantur.

XIV. Contractibus Ducalibus pignoratibus ut satisfiat, Generosi Oeconomi Bonorum feudalium cura esse debebit, adeo, ut si Possessoribus in Bonis pignoratibus diutius remanere non placuerit, ipsis post resignationem legitime factam (modo Bona ista possessoris culpa non sint deteriorata, quo casu juxta decisiones Novellas Commissoriales procedendum) vel creditum una cum legitimis suis prætensionibus juxta tenorem Contractus exsolvatur, vel etiam ad id extenuandum Præfectura vel prædium tale tradatur, ex quo, juxta confectam Proventuum computationem, prætensiones suas legitimas extenuare possint. Illi vero Possessores, qui vel jure extenuationis pignoratitio, vel Arendæ, Bona Ducalia jam tenent, in possessionibus suis usque ad finem Contractus, nullo modo turbentur, salvo tamen calculo juxta anterioris Commissionis decisiones, & eo quam firmissime præcauto & inhibito, ne quisquam eorum Jus suum in extraneum vel potentiorem transferat sub nullitate transactionis & solutione æquivalentis summæ ad Fiscum.

XV. Bona Ducalia in sempiternum haturam suam retinebunt & quæ tempore subjectionis secularia fuerunt, nunquam in Bona spiritualia permutabuntur, &, si illa vel pignori dentur vel elocentur, non aliis, quam indigenis Nobilibus, relinquentur. Ad arendas autem & administrationem eorundem non solum Nobiles, sed etiam civicæ personæ idoneæ & possessionatæ admitti poterunt, Nobilium tamen prima habita ratione, simulque curabitur, ut possessoribus Bonorum Ducalium non indigenis in prætensionibus, quæ justæ & legitimæ adparebunt & censebuntur, quam primum satisfiat, & eorum loco indigenæ assumantur. Dignitariis vero cum Dignitate simul Præfecturarum administratio non competet.

XVI. Nobiles salvi antea, & in posterum atque in æternum, tam in Nundinis, quam omnibus aliis casibus, à vectigalis solutione exemti manebunt, omniaque vectigalium augmenta & nova telonia in præjudicium jurium Nobilitatis, quocunque nomine veniant, prorsus tolluntur. Ne vero Nobiles quoque in Bonis suæ possessioni subjectis privata & nullo jure fundata telonia, in aggravationem Civitatum & Mercatorum, usurpare præsumant, inhibetur.

XVII. Quoad rusticos in Rigensium Ditiones profugos, in futura cum Ministris extraneis conferentia huic quoque opera dabitur; ut retradantur. Pro recuperatione autem transfugarum in Litthuaniam sufficienter Lege novella omnibus provisum est, dummodo jure retorsionis eadem quoque in hisce Ducatibus Subditorum ex Litthuania transfugorum Legis & Justitiæ, in retradendis illis, exhibeatur observantia.

XVIII. Jus indigenatus Nobilitatis Curlandiæ & Semgalliæ in Regno Poloniæ & M. D. L., prout est inconcussibile, & in Constitutione novella Grodnensi anno 1726. cautum, ita accessus ad omnes Dignitates, uti Nobilibus Polonis & Litthuanis, salvis Legibus publicis, eadem Nobilitati pateat.

XIX. Quoniam autem Nobilitas horum Ducatuum, ex variis rationibus impossibilitatem alicujus subsidii, præter servitia equestria in §. 5. hujus Ordinationis, S. R. Majestati & Reip. ullo unquam tempore solvendi vel præstandi demonstravit, (tametsi juxta §. 17. Privilegii D. Sigismundi Augusti ad innatum Ordini Equestri generositatem & spontaneum pro defensione communi concursum via non præcludatur) volens tamen, ut Respubl. ex immediata hujus Provinciæ subjectione sentiat suum utile super illa Dominium, beneficio panis benemerendum, quod in Bonis Regalibus per totum Regnum Poloniæ & M. D. L. sitis, & per distributivam Justitiam Regum conferri solitis, consistit, in hac Provincia sponte sua renuntiavit, & privatum hocce particularium meritorum præmium, & commodum publicæ utilitati, & emolumento sacrificavit, ita scilicet, ut omnia Bona Domus Ducalis feudalia, in hac Provincia existentia nunquam possint, quocunque titulo, Feudi, Emphyteusis, vel juris advitaliti, usibus privatis applicari, nec ullo unquam modo distributivæ Justitiæ Regum subsint, sed jure & mere ad utilitatem publicam conveniantur: Nos igitur, laudabili zelo & voluntario consensui Nobilitatis inhærendo, decernimus, ut ex omnibus Bonis & Proventibus Ducalibus fundus perpetuus & inalienabilis in subsidium virium Reip. constituatur, & copiæ peculiares in hac Provincia erigantur, quæ imperio supremorum Ducum Exercituum Regni, & M. D. L. subeunt & ab eorum mandatis dependebunt, ita tamen, ut hæ copiæ, sine omnium Bonorum Nobilium aggra-

ANNO 1727. gravatione, inhospitatione, & alio quocunque nomine veniant, onere, ex stipendio vivant, neque quisquam, Milites ex Cmethonibus Nobilium conscribendi, facultatem sibi arrogare præsumat, &, si quis Cmethonum in numerum militum esse assumtus, is eum Domino suo repetenti istiusmodi absque ullis diffugiis restituere teneatur: quo autem amplior site fundus esse possit, & Resp. serius quidem, uberiorem tamen ex plena præfatorum Bonorum possessione fructum percipere, eoque majorem numerum copiarum militarium habere valeat, illi modo futuræ eorundem proventuum dispositioni providetur, ut omnes reditus liberi tam ex Civitatibus, quam ex Bonis, Sylvis, vectigalibus ceterisque utili Dominio annexis juribus, provenientes quotannis in ærarium publicum collati, reservatæ pro legitimis, expensis, tertio & decimo præsentis Ordinationis articulo circumscriptis; sufficienti pecuniæ summa, in redhibitionem Bonorum feudalium oppignoratorum, prævia liquidatione & calculatione prætensionum, applicentur; & quidquid proventuum inde accesserit, eadem ratione solvendis prorsus reliquorum Bonorum oneribus impendatur, donec omnes Præfecturæ & prædia feudalia aere alieno liberentur; hoc tamen servato ordine redimendi, ut illa Bona prius recuperentur, ex quibus, ducta proportione summæ capitalis, majores reditus percipi possunt. Oeconomus generalis omnium Bonorum & proventuum à S. R. Majestate constituatur, sitque Nobilis indigena Curlandus bene possessionatus; administrationem præfatorum Bonorum & redituum Ducalium solus habeat; Officialibus omnibus salaria sua annuatim absque ulla tergiversatione vel prætextu inprimis exsolvere teneatur; quæcunque pro extructione Templorum juxta decimum Ordinationis præsentis Articulum, vel conservatione eorundem, & salariis Ministrorum, Xenodochiis, domibus viduarum, scholis, parochiis, juxta veterem usum & continuam praxio ex Bonis Ducalibus tribui solent, aut ad alias pias causas antiquitus ex iisdem destinata sunt & hactenus usitata fuerunt, prompte exsolvat; rationes coram supremis Consiliariis quotannis fideliter reddat, illi autem sub occlusorothalo justificatas easdem rationes S. R. Majestati & Reip. ad initium Comitiorum generalium transmittant, quo tempore Oeconomus quoque generalis comparet, & calculationem factam examini Ministrorum Status & Belli utriusque Gentis subjiciat. Formula Contractuum futurorum, qui ab Oeconomo dandi & subscribendi erunt, juxta morem antiquum conserveur &, si iis inter contrahentes exoriretur, secundum præscriptum Decisionum Commissorialium, Anni 1717. dirimatur; si autem præter spem cuipiam, sive Officiali, sive templis vel eorum Ministris, debita salaria, aut Xenodochiis domibusque viduarum & in alias pias causas, ea, quæ legitime competunt, Oeconomus exsolvere retardaret, unicuique liceat per querelas ad Consiliarios Regentes confugere, qui plenariam facultatem habeant, illum ad promptissimam exsolutionem ex Bonis Ducalibus non tantummodo adstringere, sed etiam Processu summario, coram Judiciis suis ob non præstitam debitam exsolutionem instituendo, in ejusdem Bonis propriis refusionem damnorum & expensarum decernere, nec ei hoc in passu ad S. R. Majestatem ulla concedatur appellatio. In locatione Bonorum, quantum sine detrimento Fisci poterit, Nobilium indigenarum Curlandorum prima ratio habeatur. Ante factam salariorum & suprafatorum præstandorum exsolutionem nulla pecuniarum summa extra Ducatum mittatur. In causis judicialibus, quæ exempli gratia extraditionem Cmethonum, ductum limitum, & cetera, concernunt, ac ad solum Regimen spectant, Oeconomus se non immiscat, nec in his casibus legitimas instantias juxta Leges & praxin Provinciæ acuitatum Processum juris unquam perturbare præsumat. Bona Ducalia io sua propria & personali administratione solus non teneat, sed tam illa, quam omnes reditus publicos vel plus offerenti locet, vel personæ idoneæ ad administrandum concedat, ipse vero universalem quoad inundos contractus instituendosque & admovendos Administratores dispositionem ac supremam, ut res œconomica bene tractetur, inspectionem habeat, proventus omnes recipiat, ærario publico præsit, pecuniam Fisco illatam, detractis juxta anteriora puncta necessariis expensis tali ratione, qualis nunc præscribitur, in recuperationem Bonorum Ducalium sub onere hypothecario existentium applicet, poliquam autem omnia liberata & copiæ jam erectæ fuerint, stipendia militaria exacte juxta dispositionem Reip. exsolvat, augendis, quantum salva æquitate fieri poterit, emolumentis & proventibus publicis, conservandis & meliorandis Bonis Ducalibus, retinendis ac recuperandis eorum Cmethonibus, omnem possibilem curam impendat, ex administratione & locatione Bonorum ac redituum nullam privatam utilitatem quærat, munera, etiam ultro oblata, a personis cum illo ex ratione Officii aliquid negotii habentibus, non accepter, sed ex assignato salario vivat, tum Ecclesias Romano-Catholicas, Mitaviensem & Goldingensem, factas rectasque conservet & manutencat: quæ omnia ut eo exactius adimpleat, fidem suam super præmissis & super observandis Legibus Provinciæ juramento coram Consiliariis supremis præstando circa apprehensionem Officii obstringere tenebitur. Si verò in damnum S. R. Majestatis & Reip. vel detrimentum Fisci contra fidem & obligationem suam fecerit, & cujusvis delatione Commissio mixta ex Polonis, Lithuanis & Curlandis contra illum instituatur, quæ pro qualitate delicti cum pœnis afficere vel ab Officio removere poterit. Præfectus Sylvarum simili ratione Nobilis indigena juratus, & bene possessionatus a S. R. Majestate constituetur, illique Sylvarum cura & conservatio incumbet: Curatores & Custodes saltuum ab illo dependebunt. Duo Magistri Telonorum, Libaviensium & Windaviensium, pariter jurati & exercendo huic muneri idonei, sine distinctione conditionis, privilegio S. R. Majestatis constituendi, prædictarum Civitatum portoriis præerunt: quidquid autem ex Telonio & Sylvis proveneris, ærario publico inferatur. Prædicti quoque tres Officiales tam quoad dispositiones pro augmento horum reditnum faciendas, quam quoad reddendum calculum, ab Oeconomo generali deperdeant. Cum autem secundum præsentem Ordinationem Consiliarii supremi ab Oeconomo generali calculum exigere, &, ne quid in damnum Reip. vel detrimentum Fisci fiat, prospicere teneantur, ad ordinarium illorum Juramentum sequentia puncta addenda esse censentur: Omni pro viribus meis cura, solicitudine & vigilantia, ad id concurram, ut bona & proventus ad ærarium publicum pertinentia integre & citra omnem defraudationem administrentur, in usus a Republ. assignatos fideliter applicentur, nec quisquam ex illis privatum lucrum me sciente percipiat, quod nec ego ipse pro me vel alius, directe vel indirecte, quæram, imo, si quid mihi ab Oeconomo generali, vel illius gratia ab aliis, oblatum fuerit, non acceptabo, rationes rei œconomicæ quotannis diligenter, & excluso omni amicitiæ, consanguinitatis, vel præsentis aut futuræ utilitatis, respectu, ab Oeconomo exigam, illasque ad initium Comitiorum generalium S. R. Majestatis & Reip. eadem fidelitate transmittam, si quid ab Oeconomo vel per negligentiam, vel per conniventiam illius ab aliis, in præjudicium Civitatum, Præfecturarum, Bonorumque Ducalium & Fisci publici, fieri advertero, S. R. Majestati deferam, in omnibus denique damna publica avertere, commoda & emolumenta procurare, fatagam. Quo autem plenius integre proventuum publicorum administrationi provideatur, & Officiales in obeundis muneribus suis exactiores sint, Procurator fiscalis a S. R. Majestate constituetur, cujus Officium erit, omni possibili conatu in id incumbere & providere, ne reditibus Reip. Civitatibus, Bonisque Ducalibus, damnum aliquod a quopiam inferatur, ne Præfecturæ & prædia sive per incuriam Oeconomi, sive per iniquas exactiones & oppressiones Cmethonum in deteriorem statum collabantur, ne Sylvæ & Saltus devastentur, ne proventus publici per favorem vel dolum minori pretio, quam deberent, locentur, ne in contractibus & calculationibus aliqua colluvio fiat, vel pecunia publica in privatos usus convertatur, aut quispiam ex Fisco & fundis ad Fiscum pertinentibus lucrum aliquod privatum habeat, utque Officiales Officia sua omni, qua par est, diligentia exerceant, & Jura Reip. & hujus Provinciæ nullum præjudicium patiantur vel labefactentur. Si quid verò in contrarium a quocunque ageretur, id S. R. Majestati & Ministris idem Fiscalis fideliter deferre tenebitur. Munera, sub pœna Peculatus a nemine acceptabit; nihil damnosum Fisco & Reip. per favorem, respectum, aut ob pollicitationes vel spem alicujus proprii emolumenti, reticebit, & super omnibus præmissis punctis Juramentum coram supremis Consiliariis præstabit.

XX. Id denique firmissime & omni meliori modo spondetur & caveur ex mutuis Reip. & hujus Provinciæ vinculis & stipulationibus, quod Ducatibus his

ANNO 1727. Curlandiæ & Semigalliæ nunquam a Regno Poloniæ & M. D. L. separabuntur, vel alii exotico Dominio aut regimini cedentur, sed in æternum tanquam indivisibile Politici Reip. Corporis Membrum sub Regum & Reip. Dominio perpetuoque & immediata subjectione permanebunt, nec Status eorum jam constituendus ullo modo sine consensu G. Ordinis Equ. immutabitur, neque omni studio & conatu possibili promoturos & curaturos fore, ut Jura eorum antiqua, & quæ jam a Commissione Nostra ipsis stipulentur, in Comitiis Generalibus proxime venturis à S. R. Majestate & Rep. solenniter confirmentur & approbentur, atque hoc modo auctoritatem æternam obtineant.

XXI. Si quid vero ob angustiam temporis omissum quod Provinciæ huic proficuum & ex usu esset, eorum à S. R. Majestate & Rep. postulandorum non præscindatur facultas.

Christophorus Joannes Szembeck, Episc. Warm. & Samb. S. R. Majestatis & Reip. Commissarius. mppr. (L. S.)

Casimirus Oginski Palatinus Trocensis, Capitaneus Ussoliensis, Commissarius S. R. M. & Reip. (L. S.)

Stanislaus Donhoff, Palatinus Potocensis, Exercituum M. D. L. Dux Campestris, Capitaneus Neocorcinensis, S. R. M. & Reip. Commissarius. (L. S.)

Jacobus in Scirin Donin, Referendarius Regni, Vischicensis, Radpsycensis, Lipnicensis, Capitaneus, S. R. M. & Reip. Commissarius. (L. S.)

Josephus Nakwaski, Capitaneus Cochanoviensis, S. R. Majestatis & Reip. Commissarius. (L. S.)

Adamus Krasinski, Pincerna Ciechanoviensis, Colonellus & Commissarius S. R. Majestatis & Reip. (L. S.)

Josephus de Campo Scipio, Capitaneus Lidensis, Commissarius S. R. M. & Reip. (L. S.)

Johannes Sigismundus de Wahlen, Vexillifer Districtus Grodnensis, S. R. M. & Reip. Commiss. mppr. (L. S.)

Antonius de Eperiesa, Colonellus S. R. Majestatis, Commissarius S. R. M. & Reip. (L. S.)

Christophorus Manteyffel Kielpinski, Abbas Sieciechoviensis, Commissionis S. R. Majestatis & Reip. Secretarius mppr.

Sebastianus Rybczinski, Decretorum Curiæ Regni & Commissionis S. R. Majestatis & Reip. Notarius mprr. (L. S.)

Quemadmodum suprascriptam Ordinationem futuri Regiminis in omnibus suis Articulis per totum acceptavimus: ita Celsissimam hanc Commissionem de benignissime promissa & promovenda ejusdem in Comitiis generalibus proxime futuris confirmatione humillime ac instantissime imploramus.

Adamus Casimirus Kosciuszko, Landhofmeisterus & supremus Consiliarius. (L. S.)

Casimirus Christophorus Brackel, Cancellarius & supremus Consiliarius. (L. S.)

Carolus Fircks, Oberburggrabius & supremus Consiliarius. (L. S.)

Philippus Henricus Hahn, Landmarcschalcus & supremus Consiliarius. (L. S.)

Henricus Joannes à Meerfeldt, Subjudex Goldingensis, p. t. Deputatorum Marschallus, & Districtuum Goldingensis & Windavensis Deputatus. (L. S.)

Georgius Fridericus Kloppman, Capitaneus Schrundensis, Deputatus Mitaviensis. (L. S.)

Christophorus Joannes à Brüggen dictus Fock, Deputatus Mitaviensis. (L. S.)

Christophorus Fircks, Deputatus Talsensis. (L. S.)

ANNO 1727. Philippus Georgius Hahn, Deputatus Districtus Bauscensis. (L. S.)

Gerhardus Ernestus Haudring Subjudex Seelburgensis, Districtus Dunaburgensis & Transluxensis Deputatus. (L. S.)

Gotthardus Ernestus de Budberg, Deputatus Districtus Neugutensis & Baldonensis. (L. S.)

Alexander Fridericus Korff, Deputatus Districtus Seelburgensis. (L. S.)

Henricus Gerhardus de Plettenberg, Districtuum Ascherod & Nerffien Deputatus. (L. S.)

Magnus Christophorus Korff, Deputatus Districtus Tuckumensis, & ex Plenipotentia Joannis Melchioris Funckens Deputatus Tuckumensis. (L. S.)

Georgius Melchior Stempel, Deputatus Autzensis & Grentzhofensis, & ex Plenipotentia Friderici Henrici à Bühren Deputati Autzensis & Grentzhofensis. (L. S.)

Gerhardus Wilhelmus Nagel, Alschwangensis Deputatus. (L. S.)

Fridericus Casimirus de Brüggen dictus Fock, Districtus Candavensis Deputatus. (L. S.)

Tam nomine mandatario Henrici Christiani ab Offenberg Capitanei & Deputati Doblenensis, quam meo, subscribo Gotthardus Fridericus à Loudell, Deputatus Doblenensis. (L. S.)

Fridericus Manteuffel nominatus Zöge, Deputatus Districtus Edavensis. (L. S.)

Petrus Kosciskull, Deputatus Zabelensis Districtus, pro se, & Mandatario nomine Ottonis Friderici Behr Deputati Districtus Frauenburgensis, itemque Wilhelmi Alexandri de Heucking, Deputati Zabelensis. (L. S.)

Georgius Henricus Hahn, Deputatus Candavensis & Neuenburgensis. (L. S.)

Andreas Gotthardus Manteuffel nominatus de Szöge, Deputatus Sessavensis. (L. S.)

Gebhardus Joannes Keyserling, Deputatus Durbensis & Grambodensis, pro se, & mandatario nomine Nicolai Korff, Deputati Districtus Hasenpotensis. (L. S.)

Actum Mitaviæ — 1727. *die* 10. *Decembris.*

Pro Piltinensi Districtu Intervention Decisio.

NOs Commissarii S. R. Majestatis & Reip. siquidem ad summam duorum millium quingentorum septemdecim Thalerorum ex contributionibus pro milite exotico collectam à Generoso Keyserling vigore Decreti Judicii nostri provenientem Generosi Equestri Ordini horum Ducatuum adjudicatam, tam Generosus Sacken Consiliarius Terrestris & Plenipotentiarius Piltinensis, quam & Nobilis Fiscalis pro Interesse Bonorum Ducalium, ubi ad publicas Contributiones spectantium, intervenium, adeo pro eorum prætensionibus, ad hanc summam legitimandas & cognoscendis ac decidendis, Partes ad Generosos Consiliarios supremos Ducatuum Curl. & Semig. remittimus.

Dispositio Officiorum vacantium.

NOs Commissarii S. R. Majestatis & Reipubl. Prospiciendo bono Ordini horum Ducatuum, supplicationique Generosi Equestris Ordinis annuendo, ne diu regimine, post resignationem muneris & Officii a Generoso Brincken Landhofmeistero factam, &

ANNO 1727. & adjudicationem Officio Cancellariatus Generoſi Keyſerling, hi Ducatus relinquantur, cum Illuſtriſſimus Dux necdum inveſtitus & a Ducatibus abſens, ſecundum Formulam Regim. & Deciſiones Commiſſoriales, Officia vacantia conferre non valeat, de ſuprema auctoritate & poteſtate S. R. Majeſtatis & Reipubl. de huſce vacantiis aliter diſponimus, nempe Generoſo Adamo Kosziuszko Oberburggrabio Landhoffmeiſteratus, Generoſo Brackel Landmareſchalco Cancellariatus, Officia conferimus, non præjudicando autem præſcripto Formulæ Regiminis & Deciſionum Commiſſorialium, jam a Nobis in prædictis Officiis conſtitutis reliquos Collegas, utpote Oberburggrabium & Landmareſchalcum, eligendi facultatem relinquimus, Decreti præſentis vigore.

Actum Mitaviæ — 1727 die 12. Decembris.

NOs cauſa & actione Generoſi Ordinis Equeſtris Ducatuum Curlandiæ & Semigalliæ contra Generoſum Ordinem Equeſtrem Diſtrictus Piltinenſis, ratione præſcriptionis hominum propriorum & proceſſus circa repetitionem eorundem in Diſtrictu Piltinenſi recepti & uſitati, coram Judicio Noſtro inſtituta & ventilata, Generoſo Ordine Equeſtri Ducatuum Curlandiæ & Semigalliæ per Mareſchalcum ſuum Generoſum de Meerfeldt inferente & conquerente, in Diſtrictu Piltinenſi vigore ejusdem ſtatutorum contra Nobiles & Incolas Ducatuum Curlandiæ, homines ſuos proprios repetentes, non ſolum præſcriptionem triginta annorum, ſed & Proceſſum Ordinarium obtinere, ac uſu Judicii Terreſtris Piltinenſis ſervari; non obſtante, quod in Judiciis Ducatus Curlandiæ & Semigalliæ contra Nobiles & Incolas Diſtrictus Piltinenſis ejusmodi præſcriptio non obtineat, & iidem circa repetitionem Kmethonum ſuorum proceſſu ſummario gaudeant, ideoque decerni petente, ut Nobilibus & Incolis Ducatuum Curlandiæ & Semigalliæ, contra Nobiles & Incolas Diſtrictus Piltinenſis, jure retorſionis, alias tam in Jure communi, quam æquitate, fundato, uti liceat, Generoſo autem Ordine Equeſtri Diſtrictus Piltinenſis per Deputatum & Plenipotentem ſuum, Generoſum Conſiliarium Terreſtrem de Sacken, in contrarium, ſe jam antiquitus ejusmodi jure, in Statutis ſuis fundato, uti, & contra Legem ſcriptam Retorſionem non locum habere, inferente ac Deciſioni noſtræ ſe ſubmittente.

Nos Commiſſarii S. R. Majeſtatis & Reip. auditis & bene perpenſis Partium controverſiis, & inprimis eo attento, quod Jus Retorſionis tam in jure communi, quam in ipſa æquitate fundatum ſit, & quod exercitium ejusdem Juris Retorſionis ad ſolam Juris diverſitatem adhiberi queat, ſiquidem unumquemque eodem jure, quod in alterum ſtatuit, uti æquum eſt, ex auctoritate S. R. Majeſtatis & Reip. ſententiamus ac decernimus, quatenus in poſterum Generoſo Ordini Equeſtri Ducatuum Curlandiæ & Semigalliæ contra G. Ordinem Equeſtrem Diſtrictus Piltinenſis, tam quoad præſcriptionem triginta annorum, quam quoad formam Proceſſus ordinarii, in Diſtrictu Piltinenſi circa repetitionem hominum proprionum receptam & hactenus ibidem obſervatam, jure Retorſionis uti liceat; juribus cæteroquin tam Diſtrictus Pilnnenſis, quam Ducatuum Curlandiæ & Semigalliæ, per omnia & in omnibus ſalvis.

Chriſtophorus Joan. Szembek Epiſcopus Varmienſis & Sambienſis meo & totius Collegii Commiſſorialis S. R. Majeſtatis & Reip. nomine mppr.

Sebaſtianus Rybczynski Decret. Curiæ Regni & Commiſſ. S. R. M. & Reip. Notarius mppr.

L.S.

Actum Mitaviæ in Commiſſione — Feria ſexta poſt Feſtum immaculatæ Conceptionis B. Virginis Mariæ, die 12. Decembris 1727.

Deciſiones ad Poſtulata Generoſæ Nobilitatis Ducatuum Curlandiæ & Semigalliæ. ANNO 1727.

I. CUm Laudo publica horum Ducatuum annorum 1726. & anni currentis 1727. de die quarta Martii, tanquam in Conventibus per Reſcripta S. R. Majeſtatis prohibitis, & per Legem publicam caſſatis, ſancita, & Juribus Majeſtatis & Reipublicæ, quoad Pſeudo-electionem Mauritianam, contraria & nociva, nullitatis vitio ſubſint, nonnulla tamen puncta in illis reperiantur, quæ ad internum ordinem, diſpoſitionem domeſticam horum Ducatuum, & Officialium electionem, ſpectent; idcirco petitioni Generoſi Equ. Ordinis annuendo, eadem puncta, excluſis his, quæ vel Religioni Romano-Catholicæ, vel Juribus S. R. Majeſtatis & Reip. repugnant, in moderni Conventus Laudum inferendi facultatem dedimus, hocque Laudum auctoritate Noſtra Commiſſoriali approbamus, & ut Generoſa Nobilitas tam huic quam ceteris in futurum ſtatuendis, juxta Deciſiones anteriores & Formulam Regiminis, obtemperet, mandamus, Juribus Romano-Catholicæ Eccleſiæ, Majeſtatis & Reip. ac horum Ducatuum, ſalvis manentibus.

II. Quod attinet ſalaria, Dignitariis & Officialibus ex Camera Ducali ſolvi ſolita, Deciſiones anteriores Commiſſionis reaſſumimus, & quatenus juxta easdem & antiquas conſuetudines, Camera Ducalis ſtatis temporibus ſuum cuique contingens exſolvat, & deputata ordinaria ſubminiſtrari faciat, mandamus.

III. Cum quoque per Innotefcentiales Noſtras Literas injunxerimus, ut omnes, quibus cum Illuſtriſſimo Duce Curlandiæ Domoque Ducali cauſæ ex contractibus intercedunt, Jura ſua coram Judicio Noſtro Commiſſoriali producerent, jam autem propter limitationem Commiſſionis Noſtræ faciendam producere eadem, licet ſi parati erant, non potuerunt, idcirco, ne hoc cuipiam damno Jurique ſuo nocivum in poſterum eſſe poſſit, præſentis Decreti vigore cavemus.

Deciſiones ad bonum ordinem motus Judicii Noſtri Commiſſorialis factæ.

I. CUm id ſummopere ad utilitatem & commodum horum Ducatuum pertineat, ne alienigenæ ad Indigenatum horum Ducatuum & poſſeſſionem hæreditariam & pignoratitiam Bonorum admittantur, proinde ſtatuimus, ut nemo externorum, cujuscunque ſtatus, dignitatis & præeminentiæ fuerit, pro Indigena horum Ducatuum cenſeri, & Bona feudalia vel allodialia, quocunque nomine ipſi veniant, poſſidere poſſit, niſi qui prius Indigenatum regni, in Comitiis Generalibus, ex recommendatione & inſtantia Generoſi Equeſtris Ordinis horum Ducatuum, obtinuerit, ſub nullitate quarumvis inſcriptionum, contractuum, omniumque Transactionum in contrarium factarum, uti Reipubl. repugnantium, ac applicatione talium Bonorum Fiſco Regio & Reipublicæ: & quatenus Generoſus Equeſtris Ordo Album Nobilitatis ſuæ, alias Ritterband fideliter conſcriptum, ad Cancellarias Regni & M. D. Litthuaniæ porrigat & extradat, injungimus.

II. Cum Præfecturæ & Prædia Ducalia beneficio pacis reflorefcere, ac, pro ratione melioratæ conditionis, annui ex illis reditus augeri debeant, hoc tamen hactenus per negligentiam vel incuriam in tractandis rebus œconomicis non eveniſſe notorium ſit; ideo tam Generoſis Conſiliariis Regentibus, ſupremam, durante moderno regimine in abſentia Principis, rei œconomicæ diſpoſitionem habentibus, injungimus, ut in futurum munere ſuo exactius fungantur, prædictaſque Præfecturas & Prædia abhinc plus offerentibus jure Arendæ locent, idque ſtatim in anno præſenti circa feſtum Nativitatis Chriſti poſſeſſoribus Præfecturarum per Notificationes ſuas, vulgo Aufſagen ſignificent, in iis tamen Bonis, in quibus juxta Contractus nondum erit legitimus terminus, talibus notificationibus nullam Poſſeſſoribus moleſtiam adferant, imo usque ad præſcriptum tempus quemque in pacifica Poſſeſſione relinquant. Demandamus pariter iisdem Generoſis ſupremis Conſiliariis & Cameræ, ut reviſionem & inquiſitionem ſingularum Præfecturarum, ſaltem quovis triennio, inſtituant, & novæ licitationi locum faciant, Kmethones, ne plus aggraventur vel emungantur, attendant, conſervandis in integro fundis Dotalibus, in hac Urbe Mitavienſi & in ceteris Civitatibus, ſingularem curam adhibeant, neque partem aliquam illorum a quopiam uſurpari patiantur, rationes, tam a Quæſtore & à ceteris Officia-

ANNO 1727. cialibus, quam ex Præfecturis, ſingulis annis recipiant, utque omnia, quæ nunc ſtatuuntur, exacte ſerventur & effectui mandentur, præcipuam in hoc Secretarii Cameræ Ducalis ſub inſpectione Generoſorum Conſiliariorum Regentium curam & vigilantiam eſſe volumus. Quoniam autem præſens locus, ubi Camera convenire ſolet, nimis anguſtus, & aſſervandis ſcripturis ac Documentis non adeo idoneus eſt, Generoſi Conſiliarii ſuprema alium locum magis convenientem providere tenebuntur, ſibi quoque certum diem quavis hebdomade defument, quo omnes, qui tunc Mitaviæ præſentes fuerint, in unum convenient, ut res Cameales & Oeconomicas reſolvant.

III. Cum nobis innotuerit, quod, non obſtantibus verbis expreſſis §. 47. Formulæ Regiminis de Jure Patronis Catholicis in ſuis Eccleſiis competente, per ſiniſtram interpretationem, varios Contractus, Teſtamenta & Inſtrumenta, Catholici ſuo jure frui impediantur; ideo Nos ex auctoritate Noſtra Commiſſoriali omnes tales Contractus, Teſtamenta & Inſtrumenta, ſive publica ſive privata, facta vel facienda, uti jam ipſo jure nulla, etiam pro nullis quoad illa puncta declaramus & annihilamus, neque ut in poſterum ſtent, ſub ſeveriſſimis pœnis prohibemus, ita, ut nunquam, ſub quocunque titulo vel prætextu quæſito vel acquirendo Catholici ſuo jure plenarie & libere uti impediantur, neque detineantur in libera ſua cum ſuis Eccleſiis diſpoſitione, mandamus, & ſtatuimus, & ut Catholici nihil quoque ſimile contra Leges horum Ducatuum prætendant ac faciant, injungimus.

IV. Quis vero peſſimus, & cum divinis quam humanis Legibus, nec non Deciſionibus anteriorum Commiſſionis anni 1717. ſevere prohibitus mos in hac Provincia invaluit, ut privatorum rixæ & contentiones, ex leviſſimis etiam cauſis, cum diſcrimine vitæ, per frequentata duella, aliosque conflictus, vindicentur, exindeque Civium excidium, & ſummæ divinæ Majeſtatis offenſa, Legumque ac Deciſionum Commiſſorialium contemtus ſequatur, idcirco, reaſſumendo Deciſiones anterioris Commiſſionis, omnia duella & conflictus ſevere interdicimus, & quatenus tam Generoſi Conſiliarii ſuprema, quam & Generoſi Capitanei majores in tranſgreſſores earundem ac præſentium Deciſionum, pœnas criminales, infamiæ, colli, proceſſu ſummario extendant & decernant, illis mandamus. Si quis vero verbis, factis, aut alio quovis modo, læſus fuerit, is injuriam ſibi illatam jure vindicet, ac, ut in tales quoque contentionum & rixarum actores Generoſi Conſiliarii ſuprema & Capitanei Majores juxta qualitatem delicti & exceſſus rigoroſe animadvertant, eosque puniant, omnimodamque injuriatis ſatisfactionem præſtari curent, illis injungimus, ſub pœnis ſuperius expreſſis.

Limitatio Commiſſionis.

NOs Commiſſarii S. R. Majeſtatis & Reip. quamvis omnes cauſas & actiones Regeſtro Judiciali inſcriptas inter Illuſtriſſimum Ducem Regimenque & Domum ejus Ducalem cum variis perſonis intercedentes, etiam & externas, cognoſcere & dijudicare juxta præſcriptum Conſtitutionis ulumariæ Grodnenſis & Inſtrumenti Commiſſionis S. R. Majeſtatis ex Cancellaria Regni & M. D. L. emanati oportuerit, quia tamen tempus, cujus potiorem partem circa publica negotia neceſſario tractanda impendimus, nos excludit, & G. Ordinis Equeſtris Mareſchaleus a Nobis judicialiter poſtulavit, ne amplius privatorum cauſæ judicarentur, tempusque ad publica tractanda neceſſarium abſumeretur, tum quia Conferentiæ cum Miniſtris externorum Principum, ad quas per eandem Conſtitutionem Grodnenſem deſignati ſumus, appropinquent, & longa ac incommoda itinera diutius nos hic morari non permittunt, ideo actum Commiſſionis præſentis Noſtræ limitandum eſſe duximus, interim ad obſervationem & executionem eorum, quæ ſancivimus, decrevimus & conſtituimus, Generoſos Conſiliarios Regentes, majores & minores Capitaneos, eorumque Equeſtrem Ordinem, ac univerſos Incolas hujus Provinciæ obligamus, & ne alios, quam à Regimine nomine Illuſtriſſimi Ducis electos & conſtitutos Officiales, & ſignanter Generoſum Nolde Capitaneum Dubenſem, pro vera & legitima Officialibus agnoſcant, & ut fidelitatem & obedientiam S. R. Majeſtati & Reipublicæ juxta juramentum ſuum debite ſerverent, illis injungimus, Juſtitiæ quoque adminiſtrationem Generoſis ſupremis Conſiliariis, tum Capitaneis majoribus & minoribus ſerio commendamus, & quatenus eandem poſtulantibus & injuriatis ſtato de jure & praxi tempore adminiſtrent, de termino & cadentia in aliud tempus incidentium judiciorum non differant, nec limitent, nec ullis, ſi quæ in contrarium emanaverint, Mandatis ſe deterreri & inhiberi patiantur, & juxta Formulam Regiminis & Deciſiones Commiſſoriales ſeſe gerunt, ipſis ſerio ſub pœnis contra negligentes Officiales ſanctas & ipſa privationis Officiorum ſuorum, ex mitantia & delatione cujusvis injuriati in Judicio S. R. Majeſtatis Relationum propriarum ſive in futuro termino Reaſſumptionis Commiſſionis vindicanda & decernenda demandamus. Ne vero Incolæ horum Ducatuum de Bonis Ducalibus, tam feudalibus, quam allodialibus, cum Externis & potentioribus tranſigere & in eosdem jus ſuum cedere audeant, ſub ſolutione ad Fiſcum vadii ſimilis ſummæ, de qua tranſactum eſſet, & nullitate ejusmodi Tranſactionis, & ipſa pœna contra infractores Legum perduellionisque inhibemus & interdicimus, correſpondentias quoque & cointelligentias cum externis in præjudicium Juriun Reip. & horum Ducatuum, uti jam anterius prohibitas & Lege publica vetitas, nunc quoque prohibemus, ſub pœnis in Conſtitutione Regni Grodnenſi vallatis, & aliis ſeveriſſimis, pro qualitate attentatorum, irremiſſibiliter in Reaſſumtione ejusdem Commiſſionis, vel in Judicii Relationum propriarum S. R. Majeſtatis decernendis, ſecuritatem quoque omnimodam quibusvis perſonis cujuscunque ſtatus & conditionis, coram Judicio Noſtro litigantibus, & præcipue Nobili Radzki Conſiliario & Fiſcali Illuſtriſſimi Ducis, negotia Domus Ducalis promoventibus, & Nobilibus Advocatis Aulicis cauſas quasvis promoventibus & defendentibus, à vi & potentia ac quavis impetitione ex occaſione eorum Officii, ſub pœnis in violatores Salvi-Conductus in Legibus deſcriptis ac in foro competenti vindicandis & irremiſſibiliter ſtatuendis, cavemus. Poſt quæ præmiſſa actum præſentem ad aliud commodius & opportunius tempus & terminum per innoteſcendiales Noſtras Literas ex re & neceſſitate intimandum & indicendum limitamus, ad quem terminum cauſas & actiones, quæ Regeſtro Judiciali inſcriptæ ſunt, rejicimus, & terminos hos, quos nunc habuerunt, ipſis conſervamus, non præcludendo ordinariem juris viam illis, qui in Foris competentibus, non expectata Reaſſumtione Commiſſionis, cauſas ſuas proſequi & experiri voluerint, ad eandemque Reaſſumptionem deſidera Civitatum reſervamus. Prout quidem hanc limitationem Actûs Noſtri Commiſſorialis provido Caſimiro Skaradynski Miniſteriali Terrarum Regni & M. D. L. generali proclamari in Foro publico Civitatis Mitavienſis injunximus.

Jacobus Dunin, Referendarius Regni, Viſlicenſis, Radoſyconſis, Lipnicenſis, Capitaneus S. R. Majeſtatis & Reip. Commiſſarius.

CXXV.

Traité de Paix entre ESCHREFF *Schach de Perſe & le* GRAND SEIGNEUR, *contenu dans une Lettre du Schach à ſa Hauteſſe du 23. Octobre 1727.* [Mercure Hiſtorique Tom. 84. pag. 154.] Octobre.

AU NOM DE DIEU MISERICORDIEUX.

LOué ſoit Dieu qui m'a fait la grace de me mettre au nombre des Fideles, & de me créer pour pourſuivre les Heretiques qui ſont en abomination à tout le monde. Loué ſoit auſſi notre Prophête Mahomet, Bien-aimé de Dieu, & le Seigneur beniſſe juſqu'au dernier jour ſa Poſterité, & tous ceux qui ſont aimez de lui!

Sur ce je prens la hardieſſe de faire une très-humble Propoſition à V. H., vous qui deſſervez les 2. Villes Sacrées de la Mecque & de Medine, Roi des Rois d'Arabie, Gouverneur d'un grand nombre de Nations, Défenſeur de la Foi Mahometane, Soûtien des Armées & de tous ceux qui combattent pour la Foi, Vicaire du Prince, Protecteur des Savans, Exterminateur des Infideles qui croyent plus d'une Divinité, Reformateur de la Religion, le plus illuſtre des Monarques du tems paſſé, Vainqueur des Mecréans, Propagateur de la Juſtice, Exurpateur des ido-

ANNO 1727. Idoles & de ceux qui croyent plus d'une Perſonne dans la Divinité, Haut & Puiſſant Monarque, le plus celebre des Souverains, l'aſyle & la conſolation de tous les hommes, l'Ombre de Dieu ſur la Terre, l'Empereur & le Refuge du monde; Dieu veuille combler votre Perſonne & vos Etats de toutes ſortes de proſperitez, & vous accorder juſqu'au dernier jour la continuation de ſes benedictions!

Et afin que nous achevions notre Traité ſuivant les termes de l'Alcoran, qui dit: *Soumettez-vous à Dieu, au Prophète & à ceux qui ont l'autorité abſolue*, nous avons réſolu de prendre ce chemin d'obéiſſance, & de l'avis des Commiſſaires nommez de part & d'autre, nous ſommes convenus de la Paix aux conditions ſuivantes.

I. Que la Province d'Hurveiſe & la Juriſdiction de Sultanie doivent être cedées à V. H. comme faiſant partie du Royaume de Perſe.

II. Que de notre côté nous devons nommer tous les ans un Conducteur des Pelerins qui vont à la Mecque.

III. Que nous aurons toujours un Ambaſſadeur à la Porte, ſelon l'ancien uſage.

IV. Qu'il ſera libre à tous les Marchands d'exercer leur Commerce, qui ſeul peut rendre un Etat floriſſant.

V. Qu'il ſera permis de viſiter le Temple d'Immamanzeſt, ſans que perſonne puiſſe y former aucun obſtacle.

VI. Que Huſſein Bey, de la Race de Bracki, Peuple de Lesgi, qui eſt detenu par les Moſcovites, ſera mis en liberté.

VII. Qu'il ſera payé tous les ans au Treſor de V. H. 1500. Bourſes, chacune de 500. Rixdalers en eſpeces.

C'eſt ſur ce pied-là que la Paix doit être gardée, tant pour le préſent que pour l'avenir, & ce conformement à l'Alcoran, qui veut que tous les Muſulmans ſoient veritablement Freres, qu'ils entretiennent entre eux une amitié fraternelle, & qu'ils ne donnent lieu à aucune haine ni diviſion.

Puis donc que nous nous ſoumettons à l'obeïſſance & aux ordres abſolus de V. H. Elle accordera auſſi de ſon côté que tout ſoit executé ſelon la teneur de notre Convention.

Et afin que cette Convention ſoit fermement & fidelement executée à jamais & que rien n'y ſoit changé, nous attendons la Ratification de V. H. eſperant qu'elle y conſentira & ne permettra pas qu'il y ſoit fait aucun changement.

Signé,

MEHEMED EMIR ESCHERIFF KAN.

CXXVI.

1728. Janvier. *Proteſtation de la Maiſon* D'ANHALT *contre celle de* BRUNSWIK-LUNEBOURG *par rapport au Duché de Lawenbourg delivré à la Diète en Janvier* 1728. [Mercure Hiſtorique Tom. 84. pag. 269.]

IL eſt notoire qu'après la mort de Jules François Duc de Saxe, d'Angarie & de Weſtphalie, le dernier Deſcendant Mâle d'Albert, Fils du Duc Bernard de la Race d'Aſcanie, la Succeſſion du Duché de Saxe-Lawenbourg avec ſes apartenances auroit dû être devolué de Droit, ſuivant les Conſtitutions de l'Empire & la diſpoſition du Droit Feodal, aux Ducs d'Anhalt, comme les plus proches deſcendans mâles en ligne directe de Henri Prince d'Anhalt & ſecond Fils du premier Acquereur le Duc Bernard. Mais il n'eſt pas moins notoire de quelle maniere la Maiſon d'Anhalt fut empêchée d'en prendre poſſeſſion au commencement par les forces militaires que lui oppoſa celle de Brunswick-Zell, ſous prétexte de faire l'Office de Colonel de la Baſſe-Saxe, & en vertu d'un prétendu Droit ſur lequel l'Electeur de Brunswick-Luneboürg s'en eſt depuis emparé & l'a poſſedé juſqu'ici.

Le grand credit de la Maiſon de Brunswick-Luneboürg s'eſt toujours oppoſé à la reſtitution de ce Duché demandée par la Maiſon d'Anhalt à Sa Majeſté Imperiale & au Conſeil Aulique, & lui en a même fait obtenir l'Inveſtiture, ſans attendre la deciſion du Poſſeſſoire, & quoiqu'il ne lui a été accordé que ſous condition & ſauf le Droit d'un chacun. La Maiſon d'Anhalt avoit toujours eſperé de l'équité ſi connue de Sa Majeſté Imperiale qu'elle ne differeroit pas de mettre fin à une affaire, qui, outre qu'elle eſt fondée ſur les Droits du Sang, a encore pour elle pluſieurs Mandemens de Sa Majeſté Imperiale & du Conſeil Aulique; & elle ſe flatoit d'autant plus d'en obtenir une prompte expedition, que l'invation de ce Duché n'avoit pu être juſtifiée par aucun Titre, pendant l'eſpace de 38. ans. Mais voiant que le Roi de la Grande Bretagne d'aujourd'hui, comme Electeur de Brunswick-Luneboürg, avoit de nouveau qualifié ſon Miniſtre à la Diéte pour continuer d'avoir ſeance & voix pour ce Duché dans le College des Princes, la Maiſon d'Anhalt n'a pu ſe diſpenſer de pourvoir à ſes Droits, & de faire d'abord inſerer dans le Protocole public une Proteſtation ſolemnelle contre ce procedé, en declarant qu'elle s'en tenoit à la Proteſtation déja faite en l'année 1706. & autres prouvées par les Actes publics. ANNO 1728.

En conſequence, le Prince Leopold, comme le plus ancien de la Maiſon d'Anhalt, proteſte dans toutes les formes, pour lui & pour toute ſa Maiſon, auſſi bien que pour tous leurs Heritiers & deſcendans mâles, contre cette detention de leur Bien Patrimonial, de même que contre la prétendue ſeance & voix priſe par Sa Majeſté Britannique dans le College des Princes pour le Duché de Lawenbourg, comme étant contraires aux aſſurances données l'an 1690. par le Principal Commiſſaire Imperial, qu'elle ne prejudicieroit point aux Droits de la Maiſon d'Anhalt, pour le preſent, ni pour l'avenir; eſperant néanmoins que Sa Majeſté Britannique, comme Electeur de Brunſwick-Luneboürg, ſelon ſa generoſité & ſon équité naturelle, prendra enfin en conſideration les Droits de la Maiſon d'Anhalt ſi bien fondez & ſi clairs: qu'elle reconnoîtra la juſtice de ſa Cauſe & ne permettra pas que cette Maiſon ſoit plus longtems privée d'un Fief qui lui apartient ſi legitimement: Priant au reſte les Miniſtres de la Diéte non ſeulement de vouloir donner part de cette Proteſtation à chacun des Princes, & leur repreſenter la juſtice de cette Cauſe, mais auſſi de s'employer à ce que le Directoire de Mayence ne differe point de la communiquer à la Dictature publique, & que l'Original en ſoit conſervé à la Chancellerie &c.

Signé,

LEOPOLD Prince d'ANHALT.

CXXVII.

Ordonnance de PIERRE II. *Empereur de toutes les Ruſſies pour corriger le Tarif de* 1724. *publiée au commencement de* 1728. [Traduite du Ruſſien.]

I. AU lieu de 27. & demi pour cent, qu'on devoit payer par le Tarif de 1724. pour la traite du Chanvre filé ou non filé, on ne payera deſormais que 5. pour cent.

II. L'Entrée des Eaux de Vie de France continuera d'être permiſe, en payant 2. Talers pour l'ancrage.

III. Sur les plaintes faites par les Negocians Etrangers de ce qu'ils devoient payer 10. pour cent pour les Galanteries, ſuivant le dernier Tarif, ils ne payeront à l'avenir que cinq pour cent; excepte les Couverts de Table, comme Cuilliers, Fourcheres & Couteaux, les Gardes d'épée d'or ou d'argent, & les Inſtrumens de Mathematique ou de Chirurgie d'or, d'argent, d'acier ou de laiton, qui devront payer 20. pour cent.

IV. Les Capitaines ou Patrons de quelques Bâtimens étrangers, que ce ſoit ne ſeront plus tenus de donner leurs Declarations en Langue Ruſſienne, mais ils pourront les faire en leur propre Langue.

V. Ils pourront auſſi tranſporter librement d'ici à Cronſtadt & de Cronſtadt ici les Marchandiſes deſtinées pour la charge de leurs Vaiſſeaux, & pour leſquelles ils n'auront pas de place en cette Ville.

VI. Les Conducteurs qui vont d'ici à Cronſtadt avec les Bâtimens, ne pourront partir qu'ils n'ayent été

ANNO 1728.

été annoncez à cette Douane, afin de n'y être pas retenus inutilement.

VII. Il ſera permis à chacun de faire libre Commerce de Tabac étranger, & pour attirer d'autant plus cette Marchandiſe en Ruſſie & encourager les Manufactures du Tabac en corde, chacun pourra en ſemer d'autant de ſortes qu'il voudra & en établir des fabriques. C'eſt pourquoi, au lieu de l'ancien droit qu'il faloit payer pour cela, on ne payera plus ſur les Confins de la Petite-Ruſſie & dans les Villes nommées Slobodski-Polki, qu'un demi Copeck par livre, & pour le Tabac qu'on tranſportera à Aſtra-kan & en Siberie, un Copeck, ſans rien payer de plus, quand même il y ſeroit revendu, excepté dans les Ports d'où il ſera tranſporté hors du Pays.

VIII. Quiconque decouvrira en Siberie au deſà du Tobolski, des Mines d'or, d'argent ou autres metaux, & des Minieres ou Couleurs, en pourra, ſans autre permiſſion, y établir des Forges & y faire travailler en payant ſeulement l'ancien droit; il ſera exempt pour 10. ans des 10. pour cent qui ſe levoient ſur le profit, & les Mines lui demeureront en propriété. Il pourra de même y faire chercher des Pierres précieuſes, s'il s'en trouve & les negotier ſans payer aucun Droit.

IX. Lorſque les Caravanes paſſeront à Chiva & à Buchara, leurs Marchandiſes payeront à Aſtracan le même droit que par le paſſé, juſqu'à ce qu'on y ait publié un nouveau Tarif pour les droits d'entrée & de ſortie, excepté l'Or, l'Argent & les Pierres precieuſes qui entreront dans le Païs, & les Marchandiſes fabriquées en Ruſſie qui en ſortiront.

X. Il ſera permis à chacun, tant en Siberie que dans le Gouvernement d'Archangel, de faire tirer & préparer le Talc, & au lieu du dixieme du poids, qu'on en devoit donner au Souverain, on ne payera pour le vendre en gros que 10. pour cent, & en détail que 5. Copecks par Rouble.

XI. Pour faciliter le Commerce de Novogrod, du Ladoga &c. chacun pourra ſe ſervir des Bâtimens qui avoient été défendus juſqu'ici & les employer à faire entrer le ſoin, les fruits, les denrées qui ſervent d'entrées dans les repas, le Vinaigre, & toutes ſortes de Vaſes tant de bois que de terre, ſans que leſdits bâtimens puiſſent être ouverts ni viſitez en aucun endroit.

XII. Lorſque les Negocians ſe pourvoiront par Requêtes aux Chancelleries pour demander ce qui leur eſt dû, il ne ſera pas permis d'exiger d'eux plus de 10. Copecks par Rouble, ſuprimant pour cet effet l'Edit de 1715. par lequel la Partie qui avoit droit devoit payer à la Chancellerie 3. Copecks par Rouble, & la Partie condampée, 10. Copecks; & en cas d'accommodement, les Parties ne ſeront pas obligées de payer ladite Taxe de 10. Copecks, mais ſeulement les 25. ordonnez en pareil cas.

XIII. La Taxe portée par l'ancien Tarif ſur les Beurres étrangers qui viennent par mer, ſera ſuprimée à l'avenir, & l'on ne payera plus que 3. pour cent.

XIV. Les Mariniers ou autres qui detourneront en cachette des Marchandiſes ſeront non ſeulement obligez de les repréſenter, mais ils ſeront auſſi ſévérement punis ſelon l'exigence du cas.

XV. Pour la commodité des Negocians qui doivent faire leurs Lettres de change ſur du Papier timbré, & les envoyer par la Poſte, il a été ordonné de mettre le timbre ſur du Papier plus fin, que l'on nomme Papier de Poſte.

XVI. Pour dedommager en quelque ſorte les Marchands Nationaux ou Etrangers des pertes qu'ils ont ſouffertes dans le dernier incendie des Magazins ſituez ſur la petite Neva, non ſeulement ils ſeront exemts de payer les Droits & la Taxe des Marchandiſes brûlées; mais juſqu'à leur entier dedommagement ils ne ſeront obligez de païer que la moitié des Droits des Marchandiſes du Païs qu'ils voudront faire ſortir par mer; & pour ceux qui étant redevables au Souverain ont ſouffert quelque dommage par cet Incendie, on eſtimera le dommage & il ſera deſaiſi de ſon dette.

XVII. Quiconque decouvrira à la Douane quelques Marchandiſes entrées en fraude, & ſans payer les Droits, pourra les faire enlever hardiment, pourvu qu'il faſſe connoître à la Douane, celui qui les aura detournées ſans payer les Droits, excepté les Marchandiſes de Nurumberg & toutes ſortes de Boiſſons qui ſe vendent aux Cantines.

ANNO 1728.

CXXVIII.

Mai.

Premier Decret de l'Empereur pour tranſporter l'Adminiſtration du Duché de MECKLENBOURG (1) *au Prince* CHRETIEN LOUIS *du* 11 *Mai* 1728.

LE 11. Mai N. St. 1728. l'Empereur a fait publier par ſon Conſeil Aulique par raport aux affaires de Mecklembourg les Reſolutions ſuivantes. L'Empereur ſuſpend entierement la Regence du Païs de Mecklembourg apartenante au Duc *Charles-Leopold* & la met entre les mains de ſon Frere le Duc *Chriſtian Louis*, comme l'Heritier préſomptif & le plus proche ſelon le ſang, de la maniere détaillée ci-deſſous.

1. Le Duc *Chriſtian Louis* doit prendre ſur lui la dite Regence au nom de ſa Majeſté Imperiale, & la continuer juſqu'à ce que l'Empereur en diſpoſe autrement.

2. La Commiſſion Imperiale en Mecklembourg abſoudra au nom de l'Empereur, les Etats Provinciaux, les Conſeillers & les Subalternes, la Milice & les Sujets de Mecklembourg, moyennant une Convocation accoutumée, des ſermens, par leſquels ils ont été liez au Duc *Charles-Leopold*, comme à leur Seigneur & Maître, & les obligera par ſerment juſqu'à nouvel ordre de l'Empereur, à Sa Majeſté Imperiale & à ſon Adminiſtrateur, leur enjoignant de prêter due obeïſſance à celui-ci.

3. L'Adminiſtrateur Imperial nommera & préſentera à l'Empereur ſix perſonnes bien verſées dans les affaires du Pays d'entre les Etats Provinciaux dont Sa Majeſté Imperiale en choiſira deux, pour être aſſiſtans de l'Adminiſtrateur, auſſi longtems que l'Empereur trouvera bon.

4. Au lieu du ſerment ordinaire en pareil cas d'Adminiſtration, la Commiſſion Imperiale fera ſouvenir l'Adminiſtrateur des ſermens par leſquels il eſt obligé à l'Empereur & à l'Empire en qualité de Prince de l'Empire & lui ordonnera en termes généraux de ſe conduire touchant ſon Adminiſtration de la maniere que ſes Prédeceſſeurs, Ducs de Mecklembourg l'ont fait, conformement aux Concordats, Conſtitutions & Coutumes du Pays, comme auſſi aux Ordonnances Imperiales fondées là-deſſus, à quoi l'Adminiſtrateur s'engagera par une promeſſe par écrit.

5. L'Adminiſtrateur ſera enſorte que moyennant l'aſſiſtance des Troupes du Cercle, la Ville de *Suerin* ſoit vuidée au plûtôt des Troupes du Duc ainé, & qu'une Garniſon proportionnée au beſoin y ſoit miſe des Milices du Pays, engagées auparavant, par ſerment, à l'Empereur & à ſon Adminiſtrateur, comme auſſi que les facheuſes executions & vexations, pratiquées juſques ici par la Garniſon de *Dantzig* ſoient empêchées.

6. Durant ladite Adminiſtration l'Empereur ordonne une Competence de 40000. Ecus, monnoye courante par an, pour le Duc Ainé, & 25000. pour le Duc Adminiſtrateur, outre ſon apparage.

7. L'Empereur notifie ce que deſſus par Lettres au Duc Ainé *Charles-Leopold* & lui fait ſavoir *qu'à cauſe de ſa déſobeïſſance, manque de reſpect, opiniâtreté & autres forfaits, l'Empereur a trouvé indiſpenſable de lui ôter l'Adminiſtration du Pays; & d'en revêtir proviſionnellement ſon Frere Chriſtian Louis, ordonnant au Duc Ainé de s'en ſoumettre.*

8. L'Empereur prend ſous ſa protection ſpeciale le Duc *Chriſtian Louis* avec ſa famille, comme auſſi les Etats du Pays, les Conſeillers & autres ſerviteurs, les Milices & tous les Sujets, contre toutes forces & oppreſſions, renouvellant pour cet effet le Conſervatoire ou protectoire du 25 d'Octobre 1717. en y joignant le Roi de Pruſſe comme Duc de Magdebourg & Coadminiſtrateur du Cercle de la Baſſe Saxe.

9. L'Empereur notifie la même choſe par Lettres au Duc *Chriſtian Louis*, lui ordonnant de ſe charger de cette Adminiſtration proviſionnelle, de l'exercer

(1) L'Affaire du Mecklembourg étant attirè l'attention publique depuis pluſieurs années, le Public trouvera à propos d'en ne rapporter pas ici quelques-unes des principales Pieces de ce fameux Procès entre le Comte Imperiale comme Juge & le Duc comme refuſant d'obeïr aux Decrets Imperiaux. On trouvera ſur tout des lumieres dans les Pieces ci-deſſous.

ANNO 1728. cer au pied des Inſtructions & Ordonnances Imperiales, & de ſe conformer au reſte à ce que le Duc de Wolffenbuttel, en qualité de Commiſſaire Imperial, lui annoncera & reglera, & de faire part de tout ceci aux Etats de Mecklembourg, les aſſurant que l'Empereur pourvoira, ſans delai, ſelon la Juſtice ſous cette Adminiſtration à leurs Griefs, & les protegera ſuffiſamment contre toute ſorte de voye de fait & de dangers qu'ils pourroient craindre.

L'Empereur enjoint de plus à l'Adminiſtrateur d'employer conjointement avec les Etats du pays, tous les fonds imaginables, à trouver des Emprunts pour le payement du reſte des fraix d'execution; moyennant des Hypotheques ſuffiſantes à conſtituer dans les Gabelles & Bailliages du Duc Aîné, ſous le conſentement & la garantie Imperiale & ſous une maintenance particuliere à conferer par l'Empereur au Directoire du Cercle de la Baſſe Saxe, deſquels Emprunts la Commiſſion Imperiale ſera rembourſée & indemniſée de ſes arrérages des fraix d'execution à liquider devant l'Empereur, & les Créanciers de ces Emprunts recevront leur ſatisfaction & rembourſement du provenant deſdits Gabelles & Bailliages, tant pour les intérêts que pour les ſommes capitales.

10. L'Empereur fait une pareille notification par Lettre au Duc de Wolffenbuttel en qualité de Commiſſaire de l'Empereur avec ordre,

I. De mettre par autorité Imperiale l'Adminiſtrateur en pleine poſſeſſion & jouiſſance de cette Adminiſtration.

II. De mettre entre les mains de l'Adminiſtrateur une ſpecification complete des affaires de la Commiſſion, & de leur état préſent, avec les Actes & Papiers y apartenans, de mettre l'Adminiſtrateur dans l'activité pleniere de ſon Adminiſtration, quant aux affaires de Juſtice, de Police, de Finances & toutes les autres dependances de la Regence du pays, en conformité des Conſtitutions, Pactes & Coutumes du pays & des Ordonnances Imperiales fondées là-deſſus.

NB. Immediatement là-deſſus le Duc de *Wolffenbuttel, pour éviter des fraix & Griefs ulterieurs, congedira & rapellera la Subdelegation entiere & les Troupes de la Commiſſion, qui ſe trouvent en Mecklembourg.* Il aſſurera en même tems au nom de l'Empereur la Commiſſion Imperiale qu'elle obtiendra promptement ſon dédommagement pour leurs arrérages des fraix de la Commiſſion, après qu'on en aura liquidé le total & après que la Commiſſion Imperiale aura envoyé à l'Empereur de la maniere ci-devant pretiquée, les Compes deſdites liquidations, pour être examinez a la Cour Imperiale.

„ 11. L'Empereur, par des raiſons d'importance „ à cela mouvantes, étend les Conſervations du 25. „ d'Octobre 1717. conſtituées ſur la Maiſon Elec- „ torale & Ducale de Brunſwic-Lunebourg & ſur „ le Roi de Pruſſe, comme Duc de Magdebourg & „ Condirecteur de la Baſſe-Saxe.

12. L'Empereur écrit au Roi de Pruſſe, que Sa Majeſté Imperiale a reſolu cette extenſion du Conſervatoire, par une confiance particuliere, pour le Roi de Pruſſe, ne doutant pas qu'il s'en chargera volontiers, & qu'avec les autres Conſervateurs, NB. *ou bien lui ſeul*, voudra pourvoir à la ſûreté parfaite du Duc *Chriſtian-Louis*, comme Adminiſtrateur de l'Empereur, comme auſſi des Etats Provinciaux, Conſeillers, autres Serviteurs, Troupes & Sujets, employant en cas de beſoin, des moyens ſuffiſans conformes aux Conſtitutions de l'Empire, ſans exception, contre toutes les opreſſions qu'on entreprendra peut-être de l'autre côté: l'Empereur eſpere auſſi que le Roi de Pruſſe ne refuſera pas de s'acquitter efficacement des Commiſſions ulterieures que l'Empereur lui donnera, de quoi Sa Majeſté Imperiale attend la Declaration favorable du Roi.

13. L'Empereur notifie cette extenſion du Conſervatoire aux autres Directeurs du Cercle & Conſervateurs Imperiaux, les chargeans qu'en vertu de ce Conſervatoire & de ſon Extenſion, eux, *omnes vel ſinguli*, ayent à maintenir le Duc *Chriſtian-Louis* dans les fonctions de ſon Adminiſtration, & entre autres qu'ils ayent à prêter main forte à l'Adminiſtrateur à ſa requiſition, par les Milices du pays, après qu'elles auront juré fidelité à l'Empereur, avec l'aſſiſtance, en cas que la néceſſité le requiere, d'un certain nombre de Troupes du Cercle, afin que l'Adminiſtrateur puiſſe venir à bout de l'évacuation de la Ville de Swerin & du changement de ſa garniſon ci-deſſus mentionnée. La même main forte doit auſſi être prêtée à l'Adminiſtrateur incontinent *ſans en attendre* des ordres plus précis de l'Empereur dans tous les autres cas, où il s'agira de la ſureté de l'Adminiſtrateur contre toutes ſortes de violences. C'eſt pourquoi l'Empereur ſe promet que leſdits Directeurs du Cercle & Conſervateurs Imperiaux ne manqueront pas de ſe déclarer envers Sa Majeſté Imperiale conformément à ſa volonté. ANNO 1728.

Outre les Ordonnances & Mandemens ci-deſſus ſpecifiez, l'Empereur a fait faire encore deux Expeditions ſecretes, ſavoir,

1. Une Lettre à l'Electeur de Mayence, qu'il ait à faire ſonder ſous main tous les Electeurs & Princes de l'Empire par leurs Miniſtres à Ratisbonne, de quelle maniere ils ſont d'opinion qu'on en doive uſer pendant l'Adminiſtration proviſionnelle Imperiale en Mecklembourg avec les trois ſuffrages qui apartiennent au Duc Regnant de Mecklembourg, & qu'il a exercés juſqu'ici dans le College des Princes.

2. Un Ordre au Comte de *Metſch*, Miniſtre de l'Empereur pour le Cercle de la Baſſe Saxe, qu'il ait à ſe mettre en devoir de négocier dans ledit Cercle chez des Particuliers à Hambourg, Lubec, ou autre part, les ſommes requiſes pour le payement de ce qui reſte des fraix de l'Execution de Mecklembourg, & d'aſſigner aux Créanciers, qui voudront avancer cet argent, pour leur ſureté, des Hypotheques du fonds, que les Etats Provinciaux de Mecklembourg indiqueront, ſur les Bailliages du Duc, ſous la garantie ſpeciale de l'Empereur & de l'Adminiſtrateur.

Second Decret de l'Empereur par rapport à l'Adminiſtration de Mecklembourg.

I. ON convoquera au plûtôt une Diète generale des Etats du Mecklembourg, pour confirmer le Duc *Chriſtian Louis* dans ſa Commiſſion d'Adminiſtration perpetuelle, & pour annuller tous les Edits, Ordonnances ou Mandemens de Duc *Charles-Leopold*, & tous ceux qui refuſeront de ſe ſoumettre aux préſentes Reſolutions, ou qui murmureront contre, ſeront punis rigoureuſement.

II. Les Commiſſaires de l'Empereur à ladite Diète, auront Droit de delier les Etats & les Sujets du Mecklembourg du ſerment de Fidelité auquel ils ſont engagez envers le Duc *Charles-Leopold*, pour pouvoir en prêter un nouveau entre les mains de l'Adminiſtrateur.

III. L'Electeur d'Hanover & le Duc de Brunswick-Wolffenbuttel retireront leurs Troupes dudit Duché, pour en laiſſer la poſſeſſion entiere à l'Adminiſtrateur, & à l'égard des dédommagemens que ces deux Princes demandent pour les fraix de la Commiſſion & de leurs Troupes, ils pourront en dreſſer un Etat, & l'envoyer à Vienne pour y être examiné.

IV. L'Adminiſtrateur déliberera à la prochaine Diète, avec les Etats du Mecklembourg, pour dreſſer les nouvelles Loix, Statuts & Ordonnances néceſſaires au maintien de la tranquillité publique.

V. On y prendra auſſi les meſures les plus juſtes pour ſatisfaire la Nobleſſe de Roſtock au ſujet de la ſomme de 667339. Ecus qu'Elle prétend pour dedommagement des pertes qu'Elle a ſouffertes par le ſéjour que la Commiſſion Imperiale a fait dans cette Ville pendant douze ans.

VI. On tâchera d'accommoder à l'amiable, les prétenſions des Villes dans leſquelles les Troupes de Hanovre & de Wolffenbuttel ont été en quartier.

VII. Entend, veut, pretend & ordonne Sa Majeſté Imperiale, que ces préſentes Réſolutions ſoient affichées & publiées à Domitz & à Swerin.

CXXIX.

Pro Memoria, oder Information die Mecklenburgiſche Adminiſtrations-Sache betreffend / gedruckt zu Regenſpurg 1729. 1729.

C'eſt-à-dire,

Memoire ou Information de la part, de l'Empereur au ſujet de l'Adminiſtration du Mecklembourg.

ES hat der König in Engelland / als Churfürſt zu Braunſchweig / und der Herzog von Wolffenbüttel ſub date den 19. und 28. April in praeſcripto 16. May dieſes 1720. Jahres ein Schreiben an Ihre Kayſerl. Majeſtät abgelaſſen / in welchem unter andern vorgeſtellet wird / wie ſie aus dem Kayſer-

ANNO 1729.

ferl. Schreiben vom 17 Jan. 1729. wahrgenommen / daß Ihro Kayserl. Majestät gefällig gewesen / den Herrn Hertzog Christian Ludwig zu Mecklenburg dahin zu authorisiren / daß selbiger die Mecklenburgische Unterthanen / in Ihro Kayserl. Majestät Nahmen / ihrer Pflichten / womit sie Herrn Hertzog Carl Leopold zu Mecklenburg verbunden / erlassen / selbige in Ihro Kayserl. Majestät und sein des Herrn Hertzog Christian Ludwig als Kayserl. Administrators Pflichten nehmen / und Er in solcher Qualität in Zukunfft die Landes-Regierung führen solle; So möchten Ihro Kayserl. Majestät nicht zu verübeln geruhen / daß Dieselbe Sie hierdurch zuständig ersuchen / denen Reichs-Fürsten das grösseste / Ihnen in Instrumento Pacis vorbehaltene / und in der Kayserl. Wahl-Capitulation bestätigte Kleinod / vermöge dessen ohne Vorwissen / Rath und Bewilligung des H. Reichs Churfürsten / Fürsten und Stände kein Fürst und Stand des Reichs seiner Landes-Regierung priviret werden mag / in der Person des Hertzogen Carl Leopold nicht entziehen / sondern diese höchst angelegene und so importante Sache an das gesammte Reich zuvörderst gelangen zu lassen. Hieraus entstehen nun 2. Fragen? 1.) Ob Ihro Kayserl. Majestät befuget seynd die Provisional-Administration des Hertzogthums Mecklenburg bis zu Hertzogs Carl Leopold besserer Begreiffung / seinem jüngern Bruder und nähesten Nachfolger Christian Ludwig / Administratorio nomine ohne vorher erlangeter Einwilligung gesammter Stände des Reichs aufzutragen? 2.) Ob die Mecklenburgische Land-Stände ihrer dem Hertzog Carl Leopold geleisteten Pflichten entlassen / und selbige dem Administratori zu leisten angehalten werden können? Bevor man ad Resolutionem dieser beyden Fragen geschritten wird / muß man zuförderst diejenigen Ursachen anführen / welche Ihro Kayserl. Majestät bewogen haben / die nach Absterben des Königs von Engelland Georgii I. vor allen selbst erloschene Commission keinesweges zu verneuern und fortsetzen zu lassen. Diese bestehen nun hauptsächlich hierinnen / daß von des Hertzogs Carl Leopold beständiger Widersetzlichkeit nicht zu erwarten / daß er sich so bald zum Ziel legen / denen Kayserl. gerechtesten / und so wohl von der Commission selbst / als allen Ständen des Reichs davon erkannten Verordnungen die schuldige Parition leisten / und eine vernünfftige denen Rechten und Reichs-Constitutionen gemäße Regierung führen werde. Allermassen seine unausgesetzte wiederholte Bedrohungen / wie er sich an seinen Ständen zu rächen vorhabens seye / genugsam zu Tage geleget / daß Er seine künfftige Regierung nicht anderst als mit Vergiessung vieles unschuldigen Christen-Bluts anzutretten willens seye. Gleichwie nun / bey so gestalten Umständen höchst verantwortlich gewesen wäre / besagtem Hertzog Carl Leopold die freye Hand zu lassen: So entstunde die Frage: Ob es dem Lande Mecklenburg / und absonderlich denen Successori bis in der Regierung verträglicher seye / die Commission weiters zu continuiren / oder vielmehr dem proximo Successori Hertzog Christian Ludwig eine in viel Weege restringirte Provisional-Administration bis auf des Hertzogs Carl Leopold / erfolgete Parition aufzutragen. Wegen Continuation der Commission waren dieses die hauptsächliche und sehr wichtige Bedencken / daß 1.) dieselbe nebst denen so viel Jahr hindurch im Land gelegenen Hannoverischen und Wolffenbüttelischen Trouppen ein unsägliches Geld / und zwar / wie die Commission annoch selbsten anzeiget / über 1100000 Rthlr. gekostet / davon die Berechnung bis diese Stunde nicht vollkommen eingebracht / zu der Liquidation und Abwicklung auch noch einige Jahre möchten erfordert werden. Solte nun die Commission mit solcher das Land auf das höchste druckenden Unkosten fernerweit / und GOtt weiß / wie lang continuiren; So ist unausbleiblich zu gewarten / daß das Land Mecklenburg / bey der ohnedem habenden grossen Schulden-Last in statum insolventiæ würde gesetzet werden. Woraus dann per necessariam consequentiam folgen müste / daß zu Abführung der Commissions-Kosten ein ansehnlicher Theil dieses Hertzogthums in solutum an die Commissarios gegeben werden müste / worüber dann nicht allein denen Fürstl. Mecklenburgischen Agnatis, sondern auch dem König in Preussen / als Expectivato, und dem gesammten Fürsten-Stand des Reichs zu heftigen Beschwerungen gegen Ihro Kayserl. Majestät Gelegenheit gegeben würde. So ist auch 2.) bekannt / was der König von Preussen / als mitausschreibender Fürst des Nieder-Sächsischen Creyses / und Anwarter / vor heftige Instanzen gemacht / um zu der Commission mitgezogen zu werden; Welches dann nicht allein viele Mißhelligkeiten / auch grössere Commissions-Kosten verursachet hätte. In Betrachtung sothaner triftigen Ursachen / seynd Ihro Kayserl. Majestät allergnädigst bewogen worden / an statt der Commission eine Provisional-Administration bis zu des Hertzogs Carl Leopold resipiscenz anzuordnen / und solche dem proximo Agnato und Successori dergestalt aufzutragen / daß Er / mit Zuziehung zweyer Land-Räthe / die Administration führen / und in wichtigen Casibus sich bey Ihro Kayserl. Majestät anfragen solle. Damit aber auch sothane Administration mit möglichster Ersparung geführet werden möge; So seynd dem Administratori zu seinem jährlichen Gehalt mehrers nicht an Geld als 2 000 Rthlr. ausgeworffen worden. Bey so gestalten Umständen lässet man einen jeden Unpartheyischen vernünfftig ermessen / ob nicht alle Successores des Hertzogthums Mecklenburg und das gantze Land / um welche es hauptsächlich zu thun ist / Ihro Kayserl. Majestät vielmehr den höchsten Danck zu sagen verbunden / als wann sie die bishero gedauerte Commission, welcher Forderung auf 1100000. Rthlr. gestiegen / noch weiters continuiret hätte; Nachdem aber das Bezeigen der Commission unwidersprechlich ihre Absichten zu Tag leget / daß sie alle Mittel und Wege suchen / sich dabey ferners zu mainteniren: So geben dieses die aufgeworffenen Fragen / de potestate Cæsarea, ob Ihro Kayserl. Majestät befugt seyn / sine consensu Statuum, diese Landes-Administration anzuordnen. Dann weilen diese Provisional-Administration, nach der Herren Commissarien Meynung / auch à consensu gesammter Stände dependiret / mithin secundum indolem hujus negotii in langer Zeit / oder wol gar nicht erörtert werden dörffte; So bleiben sie mittlerweil / und bis etwann der Todes-Fall des Hertzogs Carl Leopold eine Veränderung machen möchte / mit ihren Trouppen im Land Mecklenburg liegen / aus welchem sie auch nach der Zeit / bis zu Abführung aller der in immensum aufgelauffener Kosten / nicht zu bewegen seyn würden / daß also / bey weiterer Continuation der Commission, ein neuer Donauwertischer Casus existiren dörffte / von welchem bekannt / daß das Haus Bäyern die Reichs-Stadt Donawerth nullo alio titulo, als wegen der aufgelauffenen Commissions-Kosten besitzet. Diese kurtze Erzehlung des Facti leget nun zu Tage: 1.) Aus was trifftigen Ursachen Ihro Kayserl. Majestät Bedencken getragen / die Mecklenburgische Commission fernerweit continuiren zu lassen. 2.) Warum an statt selbiger / eine Provisional-Administration angeordnet worden. 3.) Was die bishero gewesene Commissarii vor Absichten führen. Um nun auf die Untersuchung der Ihro Kayserliche Majestät gemachten Quæstion super potestate Cæsarea zu kommen: So ist die erste Frage diese: Ob Ihro Kayserl. Majestät befugt seyn / die Provisional Administration des Hertzogthums Mecklenburg / bis zu des Hertzogs Carl Leopold besserer Begreiffung seinem jüngern Bruder und nähesten Nachfolger Christian Ludwig Administratorio nomine, ohne vorher erlangter Einwilligung gesammter Stände des Reichs aufzutragen? Die Negativam wollen die bisherige Commissarii in der Mecklenburgischen Sache / und mit ihnen diejenige Stände / welche in der Hannoverischen Allianz stehen / behaupten. Wie dann die Commission in Ihrem an Ihro Kayserl. Majestät oben angeführten Schreiben ausdrücklich meldet / daß diese von Ihro Kayserl. Maj. angeordnete Administration denen Ständen des Reichs das grösste in Instrumento Pacis vorbehaltene / und in der Kayserl. Wahl-Capitulation bestätigte Kleinod / vermög deren ohne Vorwissen / Rath und Bewilligung des Heil. Reichs Churfürsten / Fürsten und Stände / kein Fürst und Stand des Reichs seiner Landes Regierung priviret werden mag / in der Person des Hertzogen / Carl Leopold / nicht zu entziehen wäre / sondern es müste diese höchst angelegene / und so importante Sache zuforderst an das gesammte Reich gebracht werden. Wodurch auf diejenige Verordnungen / welche von der Achts-Erklährung / Privation, oder auch Suspension à voto & Sessione in Comitiis eines Stands des Reichs in Instrumento Pacis. und der Kayserl. Wahl-Capitulation enthalten / sonder allen Zweifel das Absehen gerichtet ist. Damit aber denenjenigen / welche in gegenwärtigem Casu das Instrumentum Pacis, und die Kayserl. Wahl-Capitulation vor sich anführen / fundamentaliter begegnet werden könne; So will man die eigene Disposition derselben hieher setzen / und so dann zeigen / daß weder das Instrumentum Pacis, weder die Kayserl. Wahl-Capitulation ad præsentem casum, da eine Kayserl. Provisional Administration im Lande Mecklenburg dem Hertzog Christian Ludwig von Ihro Kayserl. Majestät aufgetragen worden / applicirt werden könne. Der Textus Instrumenti Pacis Cæsareo-Suecici ist in Art. 8. §. 3. enthalten / und verordnet allein dieses: In proximis Comitiis de modo & ordine in declarando uno vel altero statu in bannum Imperii, præter eum, qui alias in Constitutionibus Imperii descriptus est, tenendo, ex communi Statuum consensu agatur & statuatur. Woraus dann gleich zu ersehen / daß in dieser Disposition allein von der Achts-Erklärung / wie und welcher gestalt dieselbe angestellet werden solle / verordnet wird / in welchem Casu man aber dermahlen nicht ist. Die Kayserl. Wahl-Capitulation aber wird in zweyen Articulis angeführet als in Artic. I. 16r. und ohne der Churfürsten / Fürsten und Stände vorgehende Bewilligung keinen Reichs-Stand / der Sessionem & votum in denen Reichs-Collegiis hergebracht / davon suspendiren und ausschliessen; Ferners in Art. XX. woselbst verordnet wird / daß hinführo niemand hohen oder niedern Standes / Churfürst / Fürst oder anderer / ohne rechtmäßig und genugsame Ursache / auch unverhört / ohne Vorwissen / Rath und Bewilligung des Heil. Reichs Churfürsten / Fürsten und Stände / in die Acht oder Ober-Acht gethan / gebracht und erkläret / sondern in denen künfftigen casibus, darinne / nach Beschaffenheit des Verbrechens / auf die Acht / oder Privation, weder von Kayserl. Fisca-Amts wegen / oder auf Anruffung des lædirten und klagenden / Theils zu procediren / und in Rechten zu verfahren. Hierinnen seynd nun drey Casus enthalten / worinnen der Stände Vorwissen / Rath und Bewilligung erfordert wird / als 1.) wann ein Stand des Reichs à voto & Sessione in Comitiis suspendiret werden solle. 2.) In casu der Achts-Erklährung / wenn ein Stand des Reichs oder ein anderer in bannum Imperii erkläret werden solle. 3.) In casu privationis, wann ein Fürst oder Stand / ohne denselben in die Acht zu erklären / seine Land- und Leute durch rechtmäßig- und genugsa-

me

ANNO 1729.

me Ursache und Erkänntnüß solle privire werden. Gegenwärtiger Fall aber schläget weder in den ersten/ andern/ noch dritten Casum ein. Denn allhier ist allein die Frage: Ob Ihro Kayserl. Majestät einen Stand des Reichs wegen seines beharrlichen Ungehorsams und andern zu Schulden gekommener grossen Verbrechen und unverantwortlich führender Regierung bis zu geschehener Pardon und versicherter besserer Aufführung die Landes Administration sine consensu Statuum Imperii, provisionaliter dem unschuldigen nächsten Agnaten aufzutragen berechtiget seye/ oder nicht? Welche Provisional-Administration dann 1.) weder eine Suspension à voto & Sessione, weniger eine privation der Lande/ am allerwenigsten aber eine Achts-Erklährung involviret; Allermassen diese Provisional-Administration alle Stunde und Augenblicke aufgehoben werden kan/ wann in gegenwärtigem Casu der Hertzog Carl Leopold sich besser begreiffet/ denen Kayserl. Verordnungen sich submittiret/ und hierüber genugsame Versicherung auszustellen sich entschliesset. Welches bey geschehener Achts-Erklärung oder privation auch suspensione à voto & Sessione nicht so leichte geschehen kan/ immassen sich darbey noch hin-und wieder viele grosse Difficultäten finden/ absonderlich aber diese/ daß durch sothane Achts-und privations-Erklärung das Jus tertii einiger massen mit in consideration kommen muß; So ist auch 2.) in Jure publico bey allen denjenigen/ die da sana principia haben/ eine ausgemachte Sache/ daß diejenige casus, welche in der Kayserl. Wahl-Capitulation nicht exprimiret/ Ihro Kayserl. Majestät vorbehalten seyen/ mithin ist die dispofition der Kayserl. Wahl-Capitulation in sensu restrictiori nicht aber in extensiori zu nehmen/ im widrigen würde Ihro Kayserliche Majestät von allen Ihren reservatis das allergeringste nicht übrig bleiben/ indeme es nicht schwer fallen würde/ von einem casu auf den andern virtualiter das Argument zu ziehen/ mithin sub uno casu alle andere/ auch sonst unterschiedene/ zu comprehendiren/ wormit Ihro Kayserl. Majest. am Ende anders nichts als das nudum nomen Imperatorium ohne einzige der Kayserlichen Regierung zustehende Macht und Gewalt beybehalten bliebe: Damit aber 3.) dieses in denen Gesetzen des Reichs seinen guten Grund habende principium um so viel besser begriffen werde; So folget aus der von der Mecklenburgischen Commission in Ihrem Schreiben an Kayserl. Majestät gesetzten Thesi (daß Ihro Kayserl. Majestät propria authoritate keine Provisional-Administration im Lande Mecklenburg anordnen können) auf unwiedersprechliche Consequenz, daß allerhöchst befugte Ihro Kayserliche Majestät also auch die Mecklenburgische Commission, ohne Rath/ Vorwissen und Bewilligung gesamter Stände des Reichs nicht habe anordnen können/ welches doch die Commission selbst in Ewigkeit nicht eingestehen wird. Dann es ist gantz unverwerfflich/ daß 4.) die Landes-Administration theils in politicis theils in juridicis und cameralibus negotiis bestehe. Nun kan quoad politica kein anderer/ als ein Landes-Herr oder Landes-Administrator Land-Täge ausschreiben und halten; Da nun die Commission auf Kayserlichen Befehl sechs Land-Täge ausgeschrieben und gehalten hat; So folget unwiedersprechlich/ daß sie in hoc tam eminenti specie superioritatis territorialis die Landes Regierung geführet. Wann auch Ihro Kayserl. Majest. mittelst Ansetzung der Provincial-Administration wider Ihre Kayserl. Majest. Wahl-Capitulation gehandelt/ mithin einen Actum ipso jure imperii nullum zu Schulden kommen lassen; So folget hieraus ferners gantz unwiedersprechlich/ daß die Commission durch Ausschreibung sechs Land-Täge/ welches niemand als dem Landes-Herrn/ oder Landes-Administratori zugestanden wäre/ contra leges Imperii gehandelt/ mithin wäre alle dasjenige/ was darinnen vorgenommen und abgethan worden/ ipso jure null und nichtig/ weilen/ wie gedacht/ nach dem jetzigen principio der Commission die Landes-Regierung sine consensu Statuum Imperii niemand aufgetragen werden kan; Gegen diesen klaren Schluß kan nun 5.) nichts verfangen/ wann in denen Hannoverischen Anmerckungen vorgegeben wird/ es hätte die Commission nur darum die Land-Täge auf Kayserlichen Befehl gehalten/ weilen sie Hertzog Carl Leopold nicht anstellen wollen/ dann eben darum ist auch die Provisional-Landes-Administration dem Hertzog Christian Ludwig aufgetragen worden/ weilen der regierende Hertzog die Kayserliche Verordnung nicht vollzogen. Gleichwie aber die Commission also fort ihre Endschafft erreichet hätte/ wann der regierende Hertzog die Kayserliche Judicata vollzogen; Also erlanget auch ipso momento factæ submissionis die Provisional-Administration ihr Ende. 6.) Ist bekandt/ daß die Disposition und Administration der Landes-Einkünfften eine der vornehmsten specierum superioritatis territorialis sey/ welche allein dem Landes-Herrn oder Landes-Administratori zustehet/ immassen ohne diesem nervo rerum gerendarum kein Land regieret werden kan. Nun hat aber die Mecklenburgische Commission nicht allein die sämtliche Cameral-Gefälle des Hertzogs administriret/ und die Domanial-Güther/ Aemter und Gefälle verpachtet/ sondern auch über die Land-Kosten nach Kayserl. Verordnung disponiret/ einfolglich hierinnfalls alle diejenigen Jura exerciret/ deren ein Landes-Herr sich zu gebrauchen berechtiget; Wodurch aber der Hertzog/ Carl Leopold/ von aller Administration seiner Einkünffte und Landes-Bewilligungen ipso facto entsetzet worden. Da nun sothane Anordnung die Commission sowohl als das gantze Reich so viel Jahre hindurch vor höchst gerecht und billig gefunden/ wie kommet es denn/ daß sie anjetzo/ da dem Administratori bey weitem nicht so viel Gewalt super Administratione denarii Publici & reddituum Ducis eingeräumet wird/ so nachdenckl. Beschwerung führet/ daß hiedurch Ihro Kayserl. Majest. die Jura Principum Imperii empfindlich lædiret hätten 7.) In Administratione Justitiæ, tanquam alia specie superioritatis territorialis zeiget sich ferner ex actis, daß die Commission auf Kayserl. Befehl in causis criminalibus Urtheil einholen und exequiren lassen. Ubrigens werden sich auch 8.) bey Durchgehung der Commissions-Relationen wohl hundert und mehr Casus finden/ da die Commission General-und Special-Verordnungen im Lande Mecklenburg ergehen/ Patenten affigiren lassen/ und andere mehrere Actus superioritatis territorialis exerciret hat/ ja findet es sich in specie, daß der verstorbene König in Engelland seinen Abgesandten allhier/ Baron von Huldenberg/ in einem Rescript vom dato den 12 Junii eodem Anno 1719. aufgetragen/ am Kayserl. Hofe die Vorstellung zu thun/ daß wenn aus Schwerin die Commissions-Trouppen zurück gezogen werden solten/ die Situation des Orths also beschaffen sey/ daß der Hertzog/ zumahl da Er auch Meister von dem Paß Dömitz an der Elbe wäre/ alles was Er wolte an sich ziehen/ und die Commissions-Trouppen coupiren könte; Gestalt auch/ da Rostock vor einen offenen Orth zu achten/ und ohne starcke Guarnison gegen andringende Gewalt/ sich nur einiger massen nicht halten könte/ sonsten noch absonderlich so viel Trouppen im Lande seyn müsten/ daß die in Rostock befindliche Guarnison eventualiter secundiret werden könte/ mit dem Anhang/ wenn man am Kayserl. Hofe nicht so viel Vertrauen zur Commission hätte/ daß sie/ wegen Behauptung Rostock und des Landes Mecklenburg dasjenige von selbst thun und verrichten würde was sich gebühret; So wolten sie lieber alle ihre Trouppen heraus ziehen/ als dieselbe in Gefahr setzen lassen. Wie dann obiges Rescript an den von Huldenberg dem allerunterthänigsten Voto von 30. Junii eodem 1719. integraliter beygefüget worden. Woraus sich veroffenbahret/ daß Ihro Kayserl. Majestät Hannover und Wolffenbüttel selbst/ die Kayserliche Macht Vollkommenheit wegen Depossedirung des Hertzogs zu Mecklenburg aus Rostock/ Schwerin und Dömitz/ eingestanden/ und so gar die darbey gebrauchte Kayserl. Langmuth empfunden; Inmassen auch dieselben zu mehrern mahlen/ nach Innhalt derer vielen Reichs-Hof-Raths. Votorum, die wider die Landes-Verfassung/ auch sonst zu grosser Unsicherheit der Mecklenburgischen Ritterschafft/ und mit einem vollkommenen Justitiæ intermissione Translocationem Dicasteriorum nach Schwerin und Dömitz/ und deren Zertrennung vorgestellet/ beseuffzet/ und die Justiz-Administration veranstaltet. Wannenhero/ und da der vorigen Commission eigenes Erkänntniß an dem Tage lieget/ nicht abzusehen/ warum der dem Kayserl. Administratori beschehene Provisional Auftrag hierin beschränkt werden könne/ da besonders/ wie gedacht/ demselben eine mehrere Macht/ als die Commission gehabt/ nicht beygeleget/ vielmehr desselben Administration sub Auspiciis Cæsareis, nach der Kayserl. Instruction, auf eine vorhergehende Communication mit zween von denen Land-Ständen/ eingeschräncket worden. Es äussert sich solchem nach allenthalben unwiedersprechlich/ daß/ nachdem die Handlung der vormahligen Commission beym Reich ausser allen Zweifel gesetzet wird/ vielweniger gegen die geordnete Kayserl. Provisional Administration etwas mit Bestand eingewendet werden könne. In summa 9.) soll es eine species privationis seyn/ mithin sine consensu Statuum Imperii nicht geschehen können/ daß die Landes-Administration provisorie & ad tempus einem andern aufgetragen wird/ so hat sothaner Auftrag in eben diesen superioritatis territorialis speciebus auch bey der Commission valide nicht geschehen können/ einfolglich wann jenes contra leges Imperii ist/ so muß auch dieses eadem nota bemercket werden/ welches doch/ wie gedacht/ die Commission nimmermehr zugestehen wird. Aus sothanen Commissions-Præsupposito würde ferners 10.) diese schädliche Consequenz folgen/ daß Ihro Kayserl. Majest. künfftig dergleichen Commissiones sine consensu Statuum nicht mehr decerniren können würden/ mithin bis dieser Consens, GOtt weiß/ wann/ erfolgte/ einen jeglichen Stand/ mit denenjenigen Landen/ welche Er nicht absolute & independenter, sondern beneficio Imperatoris & Imperii besitzet/ lediglich nach seiner Willkühr schalten und walten lassen müsten. Wer siehet nicht/ daß hierdurch das Systema Imperii unausbleiblich dissolviret werden muß/ wann Ihro Kayserl. Majest. die Jurisdiction darnieder geleget/ und ein arbitrarisches Regiment, da ein jeder thun könte/ was er wolte/ im Reich eingeführet wird? Kan auch dieses das interesse Principum seyn/ wann keine Justitz mehr im Reich zu finden/ Kayserl. Majestät aber alle media provisoria entzogen/ mithin ihre Suprema Rectoria Potestas, ohne welche das Reich nicht bestehen kan/ gäntzlich aboliret werden solte? So seynd auch 11.) dergleichen Provisional-Administrationes nicht unbekannt/ allermassen noch vor kurtzem dem Fürsten Hyacinth von Nassau-Siegen wegen seiner üblen Conduite die Landes-Regierung genommen und seinem jüngeren Bruder conferiret worden/ ohne daß dagegen einiger Stand des Reichs sich beschweret hätte; man hat aber 12.) [illegible] an dem Mecklen-

 bur-

Digitized by Google

ANNO 1729.

burgischen Casu diesen Einwurff/ daß weilen in Art. I. Capitulationis Cæsareæ verordnet/ wie sine consensu Statuum Imperii kein Stand seines voti & sessionis beraubet werden solle/ votum und Sessio in Comitiis aber dem Territorio adhærire/ also könte auch keine Provisional Landes-Administration sine consensu Statuum angeordnet werden/ immassen kein Fürst ohne habende Landes-Regierung sein Votum in Comitiis führen könte. Resp. 1.) daß auch heut zu Tage (nam de antiquioribus temporibus nullum dubium) Fürsten Votum & Sessionem in Imperio führen können/ ohne daß sie das Fürstenthum/ wovon das Votum geführet wird/ besitzen und regieren/ zeiget das Exempel in dem Fürstl. Braunschweigischen Hauß selbsten: das Chur-Hauß Hannover hat dem Hertzogen von Blanckenburg/ um ihme zu der Qualität eines regierenden Reichs-Fürsten beförderlich zu seyn/ das Fürstl. Grubenhagische Votum im Fürstl. Collegio ad dies vitæ übertragen/ dergestalt/ daß nunmehro der Hertzog von Blanckenburg/ proprio nomine als regierender Hertzog von Grubenhagen im Fürstl. Collegio Sitz und Stimm verführet/ ohne daß er bey der Regierung des Fürstenthums Grubenhagen/ als eines Chur-Braunschweigischen Landes/ das allergeringste zu sagen hätte. Dergleichen Exempla werden sich bey genauer Durchgehung der Reichs-Matricul noch mehrere finden/ wo Stände als wie Lothringen/ wegen Nomeni, vota von Landen führen/ in deren Besitz sie nicht einmahl seyn/ einfolglich auch selbige nicht regieren. 2.) Beantwortet sich dieser Einwurff aus denen bereits weitläufftig angeführten rationibus absonderlich/ daß man per consequentias ab uno jure ad aliud, als wie in præsenti casu in suspensione voti ad sessionem provisionalem Regiminis keinen Schluß machen kan/ weilen dieses plane separata seyn und per adducta exempla eines ohne das andere wohl bestehen kan/ dann es ist bereits 13.) das Exemplum mit dem Fürstenthum Nomeni, cujus intuitu der Hertzog von Lothringen Sitz und Stimm im Fürstl. Collegio hat/ angeführet worden/ dieses Land besitzet notorie Franckreich/ & quidem non contradicente Imperio, sed potius annuente, indem die zwischen Franckreich und Lothringen gemachte Tractaten in dem Münsterischen Friedens-Schluß von denen Ständen des Reichs selbsten agnosciret und gut geheissen worden/ und darff man nur die Münsterische Friedens-Acten lesen/ so wird man finden/ daß alle die sichentliche Vorstellungen des Hertzogen von Lothringen keinen Ingreß finden können/ daß man mit Franckreich wegen Restitution des Reichs-Fürstenthums Nomeni in einige Negotiation getreten wäre/ daß es also noch dermahlen keine unerhörte Sache im Reich ist/ daß einer von einem Land Sitz und Stimm führet/ dessen Besitz/ Genuß und Regierung einem andern zustehet. Daß aber 14.) die angeordnete Kayserl. Provisional-Administration in Mecklenburg bis zu des Hertzogs Carl Leopold geschehener Submission keine privatio der Lande seye/ wovon in Art. XX. Capit. Cæsareæ gehandelt wird/ zeigen Sonnen-klärlich nicht allein die von seinem Brudern Hertzog Christian Ludewig ausgestellte Reversales, sondern auch die Eydes-Notul, welche die Mecklenburgische Landes-Stände abzuschweeren auferleget/ und durch offenen Druck bekannt gemacht worden/ in welchem Hertzog Carl Leopold noch bis diese Stunde der ordentliche Landes-Herr des Hertzogthums Mecklenburg zu zweyenmahlen genennet/ und die provisorische Administration nur so lang bis Er die so vielmahl auferlegte Submission prästiret/ angeordnet wird/ daß also niemand diese Kayserl. Verordnungen pro sententia privatoria feudi annehmen/ vielweniger davor halten kan. Um nun 15.) zum Schluß dieser Quæstion zu kommen; So veroffenbahret sich ex deductis Sonnen-klärlich/ daß diese Mecklenburgische Provisional-Administration weder pro privatione feudi, weniger vor eine Achts-Erklährung zu halten/ ferners daß Ihro Kayserl. Majestät sothane Anordnung eben so wohl zu verfügen befugt gewesen/ als Sie vorhero die Comission wegen der Lands-Beschwerungen mit Recht erkannt haben. Und bleibet also in des Hertzog Carl Leopolds Willen gestellet/ dieselbe durch geschehene Parition aufheben zu machen/ nicht weniger daß sothane Landes-Administration denen Successoribus und dem Lande selbst/ wegen Erspahrung überhäuffter Unkosten weit erträglicher/ als die Continuation der Commission ist/ und endlichen/ daß Ihro Kayserl. Majestät aus angebohrner Clementz und mehrmahls genug gepriesener Reichs-väterlichen Vorsorge vor die unschuldige Agnatos, auf welche die Landes-Succession um so gewisser verfället/ als der Hertzog Carl Leopold keine männliche Leibes-Erben hat/ nicht den rigorem juris mittelst des Privation- oder Achts-Process ergreiffen wollen/ erdeme bekannt/ was vor schädliche Folgerungen heraus zu gewarten stehen/ und ist das Exempel mit Hertzogen Johann Friedrich dem mittlern zu Sachsen Ernestinischer Linie bey dem Hauß in frischen Gedächtniß/ wodurch besagte Sächsische Ernestinische Linie, die so genannte vier assecurirte Aemter/ welche ein ziemliches Fürstenthum ausmachen/ an Chur-Sachsen als Commissarium wegen der Executions-Kosten abtretten müssen/ daß also gesammtes Reichs-Fürstl. Collegium Ihrer Kayserl. Majestät vielmehr zu höchsten Danck verbunden/ daß sie es zu der Extremität der Privation- oder Achts-Process nicht kommen lassen wollen/ als daß sie die zu alleinigen Nutzen des Hauses Mecklenburg angeordnete Provisional-Administration anfechten und hiedurch tacite selbst die Continuation der Commission begehren solten/ welche/ daß man sie von Seiten der Commission noch länger zu continuiren wünschete/ folgende ausdrückliche Worte des von Hannover und Wolffenbüttel an Ihro Kayserl. Majestät erlassenen Schreibens genugsam zu Tage legen/ wann sie darinnen herkommen lassen/ wie die künfftige Zeiten und der weitere Verfolg gewiß zeigen würde/ daß Ihro Kayserliche Majestät zu dem Wohl- und Ruhe-Stande des Hertzogthums Mecklenburg führende heilsame Absicht/ durch Aufhebung der Commission nicht werde erhalten werden/ die bishero aufgewandte grosse Kosten würden auch vergebens seyn/ wann die Commission dasjenige/ was sie angefangen und grossen Theils bis zu Ihro Kayserl. Majestät Decision zu Ende gebracht/ nicht vollführen solte. Und so viel von der ersten Frag. Die zweyte Quæstion betreffend/ ob die Mecklenburgische Land-Stände Ihrer dem Hertzog Carl Leopold geleisteten Pflichten entlassen/ und selbige dem Administratori zu leisten angehalten werden können. Nun ist 1.) die Eydes-Notul, wie selbige denen Landes-Ständen abzulegen obliegt/ nur ein Juramentum promissorium & resolubile, immassen es also fort resolvirt und aufgehebt wird/ so bald Hertzog Carl Leopold denen Kayserl. Verordnungen sich gehorsamst submittiret. 2.) Zeigen die hiebey gelegte Eydes-Notul so wohl/ als auch die von dem Administratore Hertzog Christian Ludewig ausgestellte Reversales mit mehrern/ daß Hertzog Carl Leopold in selbigen zu verschiedenen mahlen der ordentliche Landes-Herr genennet wird/ manifesto indicio, quod nexus & Juramentum, quo Status Provinciales Duci Carolo Leopoldo tenentur, maneant, & persistant in habitu & substantia, saltem usus & exercitium tantisper sistitur & suspenditur, donec prædictus Dux Senior, Carolus Leopoldus, ordinationibus Cæsareis se submittat. Immassen auch ohne vorgehende juratorische Anweisung die Kayserl. Provisional-Administration bey der Landes-Regierung nicht zum Effect hätte gelangen können; So ist und bleibet es auch 3.) eine ausgemachte Regul, welche so gar diejenige/ die nicht selten Kayserl. Majestät in Ihren höchsten Reservatis zu beeinträchtigen trachten/ fest gesetzet haben. Quod provisoria, eaque summa Imperatoris potestas in casibus repentinis nunquam aliqua Imperii conventione limitata sit, atque adeo veteribus S. Cæsareæ Majestatis juribus absolutis plane plenèque censeatur, ut propterea maxima erga Imperatorem religio prohibeat, quo minus ea Provisoria Cæsarea potestas nunc quidem privato Statuum Imperii arbitrio circumscribatur. Allermassen dann auch 4.) wie eben bereits ad Quæst. I. mit mehrerem deduciret worden/ Ihre Kayserl. Majestät nunmehro verhängen können/ daß diejenige Fälle/ worinnen per Capitulationem Cæsaream, oder andere Reichs-Constitutionen/ der Consensus Statuum expresse erfordert wird/ per consequentias und sensim/ ad alios casus, in Capitulatione non expressos, extendiret werden sollen. Omnia enim imperandi jura sunt Cæsaris propria, in quorum communionem ordines per Capitulationes, Recessus, aliasque Imperii Constitutiones non concesserunt. Von diesem unbeweglichen Grunde und Richtschnur können Ihro Kayserliche Majestät ohne äusserster Gefahr/ alle Ihre Kayserl. Reservata disputirlich zu machen/ nicht abgehen. Wann man gleich 5.) hin und wieder ausgesprenget/ was massen auf das erlassene Kayserl. Commissions-Decret die Majora auf dem Reichs-Tag wider Ihre Kayserl. Majestät angeordnete Provisorische Administration ausfallen würden. Dann es zeiget sowol das Reichs-Hof-Raths Gutachten vom 22. Novembr. 1728. als auch das Kayserl. hierauf erlassene Commissions-Decret vom 11. Junii dieses Jahres/ daß allerhöchst besagte Ihro Kayserl. Majestät keineswegen die Question: Ob eine Kayserl. Provisional-Administration anzuordnen sey? auf den Reichs-Tag bringen lassen/ sondern allein durch ermeldtes Commissions-Decret des Hertzogs Carl Leopolds ärgerliches Patent und übrige straffbahre Aufführung denen gesamten Ständen des Reichs bekannt machen wollen/ mit dem gnädigsten Versehen/ es würden die Stände die bey dieser Sache ein das publicum einschlagende Momenta fordersamst in behörige Proposition und Berathschlagung nehmen/ und an Ihro Kayserl. Majestät auf was Art und Weise hiebey denen etwa bevorstehenden Beschwerden und Gefährden sattsam begegnet/ abgeholffen/ und dawider ein vollkommener Reichs Verfaß- und Ordnungs-mäßiger Ruhe-Stand beybehalten/ und verwahret werden könne/ ein standhafftes thätliches Gutachten/ erstatten. Es kan also in denen dreyen Reichs-Collegiis über nichts anders/ als dasjenige/ was Ihro Kayserl. Majestät in diesem Commissions-Decret ad propositionem bringen lassen/ deliberiret werden. Weniger können die Directoria Collegiorum wider Ihro Kayserl. Majestät Willen und Meynung/ die Frage/ super potestate Cæsaris in adornanda Provisionali Administratione in propositionem stellen. Wann aber/ wie es anscheinet/ einige Stände/ occasione dieses Kayserl. Commissions-Decrets. Anlaß nehmen solten/ in Ihren Votis die Kayserliche Gerechtsahme wegen Anstellung einer Provisional-Administration zu bestreiten/ und die Majora Vota hierinnen einstimmig seyn solten; So wäre dagegen 6.) vorzustellen/ daß/ da die Stände selbsten/ und noch kürtzlich die A. C. Verwandte in quæstione de juribus singulorum Statuum, pro immoto principio gesetzet/ quod Statibus quibusdam peculiaria sint jura, in quæ cæteris

Con-

ANNO 1729. Conſtatibus nullum jus ſit, & quæ proinde per majora nemini adimi poſſunt, und zu ſolchem Ende pro Exemplo anführen / daß Cur-Bayern und Pfalz-Lautern Anno 1664. im Fürſtl. Collegio dahin ihre Meynung eröffnet haben / Sie können ihr jus quæſitum ſich nicht abſprechen / & quod omnium Statuum maxime intereſſe, ut ab hoc principio nunquam recedant: So kan wohl niemand mit einigen Scheln Rechtens auf die Meynung verfallen / daß diejenige was einem jeglichen Stand pro tuendis juribus ſuis zukommet / nicht auch einem Römiſchen Kayſer zur Conſervation Ihro Kayſerl. Reſervaten zuziehen müſte. Können nun die Majora Vota omnium trium Collegiorum Imperii keinen Stand des Reichs ſein Jus abſprechen; So können auch eben daſſe Majora einem Römiſchen Kayſer ſeine Reſervata und in gegenwärtigem Fall / die Ihm ex Suprema Judiciaria & Rectoria poteſtate zuſtehende Provitional-Adminiſtrations Anordnung nicht entziehen / und abſprechen / ſonſt würde das Abſurdum folgen / daß Ihro Kayſerl. Majeſtät mit Ihren Reſervatis denen Majoribus votis Statuum unterworffen / mithin deterioris conditionis als der geringſte Stand wäre. Daß aber 7.) einige dieſen als einen in die Guarantie des Weſtph. Friedens Schluſſes eingelagerten Caſum anſehen / und ſich bewogen an Franckreich und Schweden werden wollen / iſt um ſo viel weniger zu juſtificiren / als bereits / bey Unterſuchung der erſten Quæſtion, ex ipſa diſpoſitione Inſtrumenti Pacis erwieſen worden / daß darinnen nichts enthalten / welches mit Beſtand Rechtens auf gegenwärtigen Fall applicirt werden kan.

Inſtruction donnée au Baron de FONSECA *ſur les affaires de Mecklembourg.*

LEs excès, injuſtices & cruautés énormes, que le Duc Charles-Leopold de Mecklembourg a commis depuis le commencement de ſa Regence, ſont notoires à tout le monde. Comme les admonitions ſalutaires de l'Empereur n'ont eu aucun ſuccès auprès de ce Prince opiniâtre & incorrigible, on fut à la fin obligé de décreter une Commiſſion exécutoriale; laquelle ſelon le pouvoir inconteſtable, qu'en qualité de Juge ſuprême, l'Empereur a de nommer des Commiſſaires, fut deferée au feu Roi de la Grande Bretagne, comme Electeur de Hanovre, & au Duc de Wolfenbuttel. Il eſt vrai qu'en décretant cette Commiſſion, l'intention n'étoit pas d'abord de ſuſpendre l'Adminiſtration, de la Regence dudit Duc Charles-Leopold. Il fut même ordonné le 27. d'Avril & le 12. Mai 1719. que les Troupes de la Commiſſion euſſent à ſortir de la Ville & du Château de Swerin, & qu'on eût à lui remettre cette Reſidence Ducale, mais le feu Roi d'Angleterre, par un Reſcript adreſſé au Baron de Huldenberg, du 12. Juin de la même année, fit ſi bien connoître les ſuites, qui ſeroient à craindre, en cas que le Duc reſtât Maître du Païs, que l'Empereur fut obligé de revoquer les ordres mentionnés ci-deſſus. Les Sentences injuſtes & barbares, qui par ordre dudit Duc Charles-Leopold furent exécutées dans la ſuite, contre les Conſeillers Scharf & Walfrath, à cauſe qu'ils s'étoient ſoûmis aux Mandemens Imperiaux, ayant donné à connoître qu'il n'y a rien de bon à eſperer de lui, on ne lui laiſſa plus aucune part à la Regence du Duché de Mecklembourg. L'Adminiſtration des Deniers publics, & la convocation des Diétes provinciales dans leſquelles on pourvoyoit de tems en tems aux autres beſoins du Païs, furent confiées à la Commiſſion Imperiale, qui par des Commiſſaires ſubdelegués eut ſoin de remplir l'une & l'autre fonctions. En effet cinq Diétes furent convoquées par cette même Commiſſion, & on n'a pas beſoin de dire que ces Diétes n'avoient pas ſeulement pour objet les Collections, qui ſe devoient faire, mais qu'on y deliberoit auſſi ſur tout ce qui avoit du raport à l'Etat interieur du Païs. Le Duc Charles-Leopold ſe voyant depoſſedé proviſionnellement de l'exercice de la Regence, dont il avoit tant abuſé, ne manquoit pas de crier fort haut contre les Procedures du Conſeil Imperial Aulique. Il eut recours aux principaux Etats de l'Empire, ſe plaignant par-tout de ce que les Privilèges, Prééminences & libertés d'un Prince de l'Empire étoient bleſſés en ſa Perſonne. Mais comme ſes excès étoient trop connus, on ne fit aucune attention à ſes plaintes; & pendant tant d'années que la Commiſſion a ſubſiſté, on ne s'eſt point aviſé de revoquer en doute le pouvoir dont Sa Majeſté Imperiale s'eſt ſervie en la declarant. On eſt même allé plus loin, de la part de la Cour de Hanovre & de celle de Wolfenbuttel & depuis l'an 1724. on a fait differentes inſtances par écrit, pour que l'Empereur changeât entierement ANNO la Regence du Païs de Mecklembourg.

C'eſt un fait qu'on ne peut nier, & qui en tout 1729. cas peut être demontré aiſément par les Originaux, qu'on en garde dans les Archives Imperiales. Mais d'ailleurs, il eſt incomprehenſible, pour quelle raiſon l'Empereur auroit le pouvoir de diſpoſer proviſionnellement de l'Adminiſtration d'un Fief de l'Empire des que la Maiſon de Brunſwick y trouve ſon compte, & qu'il ne l'auroit pas, dès qu'il en ordonneroit d'une maniere peu conforme aux vues cachées de cette Maiſon.

Il eſt vrai que, ſelon le XX. Art. de la Capitulation, le Ban de l'Empire ne ſauroit être mis en execution, avant que le Procès, inſtruit par un de ſes Tribunaux, ſoit porté & examiné à la Diéte: & on ne prétendra jamais de la part de ces mêmes Tribunaux de paſſer les bornes qui leur ſont preſcrites à cet égard, mais il ne s'enſuit pas de là, que non ſeulement la privation du Fief, mais auſſi la ſuſpenſion proviſionelle de l'Adminiſtration de la Regence ſoit interdite à l'Empereur. Perſonne ne lui conteſte la qualité & les droits de Juge ſuprême dans l'Empire. Or cette qualité ſeroit deſtituée de tout effet, ſi, dans le cas d'une contumace ſemblable à celle du Duc Charles-Leopold, l'Empereur ne pouvoit pas, *proviſoria modo*, diſpoſer de la Régence d'un Fief immediat de l'Empire. Preuve de cela, on poſe le cas, qu'un Prince commettroit mille excès dans l'exercice des Droits attachés à la ſuperiorité territoriale, comme cela eſt arrivé dans la perſonne du Duc Charles-Leopold: Aucun homme tant ſoit peu verſé dans les affaires de l'Empire, ne diſconviendra, que les Sujets injuſtement opprimés peuvent recourir aux ſuprêmes Tribunaux établis en Allemagne, comme en effet ceux de Mecklembourg, à la vue de tout l'Empire, ont recouru au Conſeil imperial Aulique, fortement recommandés & appuyés du Miniſtre de Hanovre.

On ſuppoſe en outre que, non-obſtant ces recours, un tel Prince imiteroit l'exemple du Duc Charles-Leopold, qu'il continueroit à tyranniſer ſes Sujets, à fouler aux pieds leurs Privilèges, à prononcer des Sentences de mort injuſtes & barbares, & à les executer; ſeroit-on obligé de le laiſſer faire, juſqu'à ce que toute la methode preſcrite dans le XX. Art. de la Capitulation Imperiale & de laquelle, le cas arrivant, on ne s'éloignera jamais, fût achevée? Ce qui ne ſe pourra pas faire en bien des années. Si cela étoit, un Prince d'un naturel auſſi ſanguinaire que le Duc Charles-Leopold, répandroit une infinité de ſang innocent, avant qu'on pût apporter un remède au mal. Ou ſi l'on peut l'empêcher, comme en effet on en a empêché ce même Prince depuis tant d'années, ſans la moindre contradiction, n'eſt-ce pas ſuſpendre l'Exercice de ſa Regence? Or ſi un tel reglement ſe peut faire ſous le nom de Commiſſion Imperiale, pourquoi ne ſauroit-il avoir lieu ſous le nom d'Adminiſtration? Et c'eſt bien ſubtiliſer en des paroles, que de blâmer une Adminiſtration établie par l'Empereur, tandis qu'on ſe loue de la Commiſſion qu'il avoit nommée pour le même effet. Le Prince à qui Sa Majeſté Imperiale a trouvé bon de confier proviſionnellement l'Adminiſtration du Duché de Mecklembourg, ne peut operer que ſous les auſpices Imperiaux. On ne peut donc pas dire, que le Fief lui ait été adjugé: d'où il s'enſuit que ſon frere n'en a pas été privé, & qu'il dépend de la propre volonté de ce même frere, de rentrer dans la paiſible Regence de ſon Païs, pourvu qu'il ſe range à ſon devoir. Le Prince Adminiſtrateur n'eſt donc, à parler exactement, qu'un Commiſſaire Imperial ſoûtenu tant par ſa ſûreté, que pour celle du Païs même, par les Directeurs du Cercle de la Baſſe-Saxe, & ceux qui s'efforcent de donner ſur cette affaire des inſinuations ſiniſtres & malignes à M. le Cardinal de Fleury, auront bien de la peine à deduire, que l'Empereur étant autoriſé à confier proviſionnellement le ſoin des affaires de Mecklembourg à des Princes de la Maiſon de Brunſwick, ne le ſeroit pas à confier ce même ſoin, à un Prince de la Maiſon de Mecklembourg, Frere du Duc opiniâtre & le plus proche Succeſſeur dans le Duché, c'eſt-à-dire à celui qui eſt le plus intereſſé à ſa conſervation. On pourroit alléguer bien des Exemples arrivés depuis la Paix de Weſtphalie, où l'Empereur a uſé de ce droit ſans que quelqu'un ſe ſoit aviſé, de provoquer à la garantie de la même Paix. Et ſi cette garantie é-

toit

ANNO 1729. toit applicable au cas preſent, on devoit du moins citer le Paſſage dudit Traité de Paix, où une ſemblable proviſion fût interdite à ce Chef de l'Empire. Ce qu'il y a de certain eſt, qu'avant quelques années le Conſeil Imperial Aulique a decreté une pareille ſuſpenſion de la Regence dans les affaires de Naſſau-Siegen, ſans qu'à cette occaſion on ait imputé à l'Empereur d'avoir ſurpaſſé les bornes de ſes droits; quoiqu'il eût bien moins de motifs à proceder à la ſuſpenſion, dans la cauſe de Naſſau-Siegen, qu'il n'y en a dans celle de Mecklembourg.

Après avoir établi le droit de l'Empereur, de pourvoir proviſionellement, en cas de beſoin, à la Regence d'une Principauté de l'Empire, par le propre aveu de ceux qui s'aviſeroient de le lui conteſter, à preſent il reſte à examiner les raiſons que l'Empereur a eu de prendre ſur l'affaire de Mecklembourg la Reſolution, qu'il a pris le 11. Mai de l'année paſſée. Ce qu'on en dira, n'eſt que pour faire connoître le ſoin paternel qui engage Sa Majeſté Imperiale à veiller à tout ce, où le bien de l'Empire, ou les droits d'un tiers pourroient être intereſſés, & non pas pour ſonder le droit, attaché à ſa qualité de Juge ſuprême, de pouvoir faire un changement dans une Commiſſion, qu'il a lui-même nommée, & qui ne pouvoit operer que ſous ſes auſpices, puiſque ce droit, ſuivant la pratique conſtante du Conſeil Imperial Aulique, & ſuivant la Conſtitution de l'Empire, ne ſauroit être revoqué en doute.

Cependant pour rapporter une partie des Motifs qui engagerent Sa Majeſté Imperiale à agir dans l'affaire de Mecklembourg, comme elle a fait, on ſait que le Duc Charles-Leopold, bien loin de ſe rendre à ſon devoir, & de ſe ſoûmettre aux Decrets Imperiaux dont l'execution fut commiſe à la Commiſſion ſuſdite, a non ſeulement perſiſté dans une contumace ſeditieuſe, & dans une opiniâtreté inouïe, mais qu'il a même pouſſé de tems en tems ſes excès beaucoup plus loin qu'il n'avoit fait d'abord. Il a declaré hautement, de vouloir toujours agir à ſa fantaiſie, de ne vouloir reconnoître aucune dependance de l'Empereur, en ce qui regardoit la Regence de ſon Duché, & enfin dans une Lettre des plus extravagantes qu'il a écrit à l'Empereur, il n'a pas balancé à menacer ceux qui s'étoient ſoûmis aux Mandemens Imperiaux, d'être pourſuivis criminellement & condamnés à la mort, en cas que jamais il lui réuſſît de rentrer dans ſon Païs. Après de ſemblables declarations il eſt aiſe de voir, que l'Empereur, ſans ſe rendre devant Dieu coupable de tout le ſang innocent, que ce Prince ſanguinaire pourroit répandre, ne pouvoit abſolument pas le remettre dans la jouiſſance de ſes Droits territoriaux. D'ailleurs, la Commiſſion Imperiale établie pour les affaires de Mecklembourg étoit infiniment onereuſe au Païs, & nullement ſuffiſante pour remedier à tous les abus qui s'y étoient gliſſés: Les frais ſeuls pour les Commiſſaires ſubdelegués à Roſtoc & à Bonnenbourg, montoient annuellement au-delà de 47000. Ecus, & quoique les Troupes Commiſſoriales tiraſſent leur ſubſiſtance du Païs même, & que tous les revenus en fuſſent abſorbés, on leur doit en arrerages liquidés au delà de 300. mille Ecus ſans les ſommes qui pourroient leur être dues pour les Comptes ulterieurs à rendre. Comptes, que le Conſeil Aulique a tant de fois demandé, & qu'on a differé juſqu'à preſent de lui remettre. De ſorte que c'eſt la propre faute de la Commiſſion, ſi l'on n'a pu encore parvenir à une liquidation finale. Du reſte les arrerages qui ont déja été liquidés faiſoient aſſés connoître, que les choſes ne pouvoient pas ſubſiſter ſur le pied où elles etoient. Car ſi d'un côté on conſideroit, que ſelon les circonſtances raportées ci-deſſus il n'y avoit aucune eſperance que le Duc Charles-Leopold ſe rangeroit à ſon devoir, & ſi d'autre côté on reflechiſſoit, que les frais de la Commiſſion ſurpaſſoient de beaucoup les revenus du Païs, il étoit aiſé d'en inferer, que ſi on n'apportoit bien-tôt un remede, il n'y auroit plus moyen de garantir un fief de l'Empire ſi important, ou de ſa perte totale ou d'une diminution conſiderable. Et ſelon toutes les apparences c'eſt à une telle diminution que viſent ceux qui s'efforcent à traîner l'affaire en longueur. Or ce n'eſt pas ainſi que l'Empereur l'entend. Il lui importe & il importe au bien de l'Allemagne que le Duché de Mecklembourg ſoit conſervé en entier. Et de même qu'il eſt juſte, que les frais liquidés & à liquider ſoient payés à la Commiſſion qui ſubſiſtoit ci-devant, de même, il eſt juſte, que le frére innocent du Duc Charles-Leopold, & les autres Princes de cette Maiſon Ducale, ne ſouffrent pas trop pour la faute d'autrui. L'un & l'autre but peut être obtenu par le moïen du Reglement proviſionel du 11. Mai 1728. & ne pouvoit pas s'effectuer par une autre voye. Puiſque, de renouveller la Commiſſion expirée d'elle-même par la mort du feu Roi d'Angleterre, cela auroit chargé le Pays au dela de ſes forces; de vouloir priver le Duc Charles-Leopold du Fief même, cela auroit demandé trop de tems, & en attendant le mal ſeroit devenu incurable. Et ſi enfin on avoit remis le Duc Charles-Leopold dans la libre jouïſſance de ſes Droits, on auroit expoſé des innocens à la rage d'un Prince incorrigible; au lieu qu'en établiſſant un Prince Adminiſtrateur, & en le munifſant d'un *Conſervatorium*, adreſſé ſelon le ſtile ordinaire aux Directeurs du Cercle de la Baſſe-Saxe, où le Duché de Mecklembourg eſt ſitué, on épargne tous les ans des revenus du Duché une ſomme ſuffiſante, pour payer peu à peu tous les arrerages, auſſi bien que les intérêts de ces arrerages, qui pourroient être dûs aux troupes de la Commiſſion. On a marqué ci-deſſus que ce n'eſt pas la faute du Conſeil Imperial Aulique; mais celle de la Commiſſion, ſi on n'a pas encore pû parvenir à une liquidation finale de ces mêmes arrerages. Au reſte il eſt juſte, qu'on en aſſure le payement, & comme les ſûretés qu'on en avoit données auparavant n'avoient pas paru ſuffiſantes aux Cours de Hanovre & de Wolffenbuttel, l'Empereur, dans la vûe de leur ôter tous les pretextes de ſe plaindre a bien voulu permettre, que 3 à 400. Hommes reſtaſſent dans le Pays, juſqu'à l'extinction entiére de la Dette. Or comme la Commiſſion étoit expirée par la mort du feu Roi de la Grande-Bretagne, & qu'on ne pouvoit pas la renouveller pour les raiſons ſuſdites, ces Troupes ne pouvoient pas reſter dans le Païs ſous un autre titre, que *ſub titulo creditî*. Et dès qu'elles y ſont *ſub titulo creditî* elles y doivent être à leurs propres fraix; quoiqu'à proprement parler, des Troupes qui trouvent leur ſubſiſtance dans un Pays Etranger, ne coûtent gueres à celui qui les y entretient. Une autre raiſon qui neceſſita, pour ainſi dire, Sa Majeſté Imperiale de proceder au Reglement proviſionel du 11. Mai 1728., étoit, que la Commiſſion établie ci-devant, étant expirée par la mort du Roi de la Grande-Bretagne, on auroit trouvé de grandes difficultés en nommant un autre. Il n'auroit pas été convenable d'en exclure le Roi de Pruſſe; & de l'y admettre, cela auroit augmenté les fraix de la Commiſſion, déja trop onereuſe au Païs. Ce n'eſt pas que l'Empereur prétende favoriſer le Roi de Pruſſe contre la juſtice, mais il ne veut pas non plus lui fournir le moindre ſujet de plainte, quand même il ne ſeroit qu'apparent.

ANNO 1729.

On a été ſurpris de voir par la Relation du Baron de Fonſeca, que Mr. le Cardinal de Fleury a paru douter, ſi par la mort du feu Roi d'Angleterre la Commiſſion étoit expirée d'elle-même. La diſpoſition du Droit, dans les Chapitres XIV. & XLII. §. *de offic. & Poteſt. deleg.* eſt aſſez claire à cet égard, & ces prétendus Juriſconſultes qui ont fourni là-deſſus des Memoires à Mr le Cardinal de Fleury, à moins qu'ils ne veuillent avancer une fauſſeté groſſiére, ne pourront pas nier que de ſemblables Commiſſions ſe donnent aux perſonnes & non pas aux Etats. Ce que le Duc de *Wolffenbuttel* lui-même a très-bien reconnu, puis qu'après la mort du feu Roi de la Grande-Bretagne, on a preſenté Requête de ſa part, pour obtenir l'extenſion de la Commiſſion pour le Roi d'Angleterre d'aujourd'hui. Et quoique le Duc de Wolffenbuttel ſoit encore en vie, ſa qualité de Commiſſaire, a ceſſé dans le moment, qu'a ceſſé celle de l'Electeur de Hanovre, & n'a été continuée que proviſionellement pour quelque tems: La Commiſſion n'ayant pas été donnée avec la Clauſe *conjunctim, & diviſim*, ou *ſingulis in ſolidum*, deſorte que ſans une nouvelle proviſion de l'Empereur l'un des Commiſſaires ne pouvoit pas operer ſans l'autre. Outre que l'Empereur n'eſt nullement tenu de continuer la Commiſſion à celui qui en eſt chargé, toute ſa vie durant.

Un troiſiéme motif de faire le Reglement proviſionel, ſouvent mentionné, a été fourni par le Duc de Wolffenbuttel lui-même. Comme dans le mois de Decembre de l'an 1727. le Duc Charles Leopold a envoyé une Lettre de défi au Duc de Wolffenbuttel, ce

ANNO 1729.

ce dernier en porta ſes plaintes au Conſeil Imperial Aulique, au mois de Janvier de l'année paſſée: Il falloit donc proceder outre contre un Prince, qui ſe rendoit de jour en jour plus coupable, & avant que de proceder à l'inſtruction du Procès Banni, la Clemence de l'Empereur jugea à propos de tout tenter pour le ramener. Enfin les beſoins notoires du Pays de Mecklembourg ne permettoient pas de differer plus long-tems à y apporter du remede. On a marqué ci-deſſus que la Commiſſion qui a ſubſiſté auparavant n'étoit pas ſuffiſante pour pourvoir à ſes beſoins. En effet il eſt indiſpenſablement neceſſaire de convoquer la ſixiéme Diete Provinciale, puiſque depuis l'année 1720. on n'avoit fait aucune repartition des collectes publiques, & que le Duc de Mecklembourg Strelitz s'y étoit plaint bien fort de ce que ſa *Quote* lui manquoit depuis tant de tems. Or cette Convocation ne ſe pouvoit faire que par une nouvelle Commiſſion, ſujette, comme il a été dit, à de grandes difficultez ou par la voye du Prince Adminiſtrateur. Car de la ſuſpendre, juſqu'à ce que le Procès Banni fût fait & parfait au Duc *Charles-Leopold*, c'auroit été un expedient, par lequel le Païs auroit été plongé en de plus grands deſordres, que ceux où il ſe trouve déja, & auquel il convient d'aporter un prompt remede. D'ailleurs la Juſtice étoit extrêmement mal adminiſtrée dans le Païs de Mecklembourg. Les Vols, Meurtres, Brigandages, Violemens des Femmes & des Filles, ſe commettoient en grand nombre, & il n'y eut pas un moyen plus efficace pour les reprimer que de charger le Prince Adminiſtrateur des fonctions que le Prince naturel auroit dû remplir à cet égard. Auſſi Mr. le Cardinal de Fleury aura ſans doute remarqué, que dans la Réſolution publiée le 17. Janvier de la preſente année, on eut une attention particuliere à exciter ledit Prince Adminiſtrateur, de faire ceſſer de ſi grands deſordres. Et cette ſeule circonſtance ſera apparemment plus que ſuffiſante pour faire comprendre à ce Prélat que les délais en cette affaire ne ſont ni de dignité, ni de la Juſtice de l'Empereur & qu'on ne ſauroit aller trop vite, quand on ſonge à empêcher de tels excès.

On donne cette ample Information au Baron de Fonſeca, pour qu'il ſoit en état de mieux en éclaircir les doutes, que les artifices du Baron *Schelmitz* & de *Reck* pourroient faire naître à Mr. le Cardinal de Fleury, à qui il aura ſoin, de communiquer le contenu de ce Memoire. Et pour le mettre mieux au fait de cette affaire, on lui envoye une Copie de la Réſolution de l'Empereur, publiée le 17. Janvier de la preſente année, qu'il ſe fera traduire par *Truſnau*.

CXXX.

Pro Memoria, oder gegen-Information, die Mecklenburgiſche Adminiſtrations-Sache betreffend anno 1730.

C'eſt-à-dire,

Contre-Information dans l'affaire de Mecklembourg publiée par la Commiſſion pour répondre à l'Information Imperiale.

ES iſt ehmlängſt in der Mecklenburgiſchen Adminiſtrations-Sache / ein ſo genanntes Pro Memoria oder Information durch den Druck bekannt gemacht worden / welches wegen der darinnen geführten Principiorum vieles auffehen verurſachet hat. Man möchte zwar überflüſſig ſcheinen / dem Publico von der Beſchaffenheit dieſer Sache noch mehrern Unterricht zu geben / nachdem bisher darinnen allbereits verſchiedene Schrifften an den Tag gekommen / woraus die eigentliche Bewandnüß in facto zu erſehen iſt / und um übrigen jedermann aus denen Reichs-Geſchichten und Satzungen ſelbſt am beſten ſicherſten urtheilen kan / wie weit die / in der angezogenen Information geführte Sache / mit ſelbigen übereinſtimmen oder nicht? Man hat jedoch ein Überflüſſiges zu thun / und beſagte Schrifft etwas genauer unterſuchs zu prüfen ſich entſchloſſen / theils / damit niemand auf die / denen Ständen verleumderiſche Gedancken kommen möge / als ob man ſolche auf öffentlicher Reichs-Verſammlung divulgirte Principia, für bekannt annehme; theils auch damit man verhüte / daß ſich der Verfaſſer der Information eines ungeſetzen Stillſchweigens / nicht auf gleiche Weiſe prävalire / und eben ſo nachtheilige Folgen daraus ziehen möge / als er aus dem Moſcou-Exempliſchen Caſu, (wiewohl / ohne ſich des Concluſi Comitialis de Anno 1709 dabey zu erinnern /) gethan hat / welches zu unterſuchen / einem jeden patriotiſchen Gemüthe / um ſo angelegener ſeyn muß / als es bey der Mecklenburgiſchen Sache auf nichts geringes ankommet / ſondern die gantze Regierungs-Form und vornemlich der Reichs-Stände Hoheit / Gerechtſame und Anſehen / ſo wohl innerhalb ſonſt des Reichs / nach denen jetzt öffentlich dargelegten Principiis, eine gantz andere Geſtalt gewinnen würden / weder ſie bisher gehabt haben: deſſen ein jeder völlig überzeuget ſeyn wird / welcher folgende / in der Information enthaltene Grund-Sätze nur einigen Nachſinnen betrachten will.

ANNO 1729.

Ehe der Autor der Information die Haupt-Sache / nemlich „ Ob die vorhabende *Confirmirung* eines *Adminiſtrato-*„ *ris* im Hertzogthum Mecklenburg / denen Reichs-Geſetzen „ gemäß ſey? welche er zu vertheidigen ſich vorgenommen hat / berühret; werden verſchiedene Umſtände angeführet / weswegen Ihro Käyſerl. Majeſt. ſich bewogen gefunden / die / nach Abſterben Ihro Königl. Majeſt. von Groß Britannien GEORGII I. dem angeben nach / von ſelbſt erloſchene Commiſſion Friedswegen zu erneuern und fortſetzen zu laſſen. Dieſe Urſachen haben eigentlich keine Connexion mit denen in der Information enthaltenen Fragen / daher man wohl nicht anders ſchlüſſen kann / denn daß ſolche aus ferner andern Abſicht ſo weitläuffig angeführet werden / als nur / um eine Gelegenheit dadurch zu überkommen / das Vertrauen der Commiſſion auf eine ſolche Art vorzuſtellen / welche ſelbig ſeyn möchte / diejenigen leſer / ſo von der Sachen Beſchaffenheit nicht genugſam belehret ſind / oder denen es an nöthiger Aufmerckſamkeit fehlet / mit Vorurtheilen anzufüllen / und bey ihnen einen Haß gegen die Commiſſion zu erwecken. Man achtet ſich demnach um ſo mehr verbunden / auch ſolche Urſachen zugleich mit zu unterſuchen / und deren Ungrund vor jedermanns Augen zu legen.

Es concentriren ſich aber ſelbige dahin: (1.) Wäre von des Hertzogs *Carl Leopolds* beſtändiger Widerſetzlichkeit nicht zu erwarten / daß Er denen Käyſerl. gerechteſten *Judicatis* die ſchuldige *Parition* laſſen / und eine vernünfftige Regierung führen werde: dahero in Entſtehung anderer Mittel / woferne nur die bisherige *Commiſſion* länger *continuiren* ſolte / gantz unerſchwingliche Koſten / welche das gantze Land Mecklenburg *in ſtatum inſolventia* verſetzen möchten / aufzulauffen würden: und endlich zu Abführung derer *Commiſſions* Koſten ein anſehnlicher Theil ſolches Hertzogthums / *in ſolutum* an die *Commiſſarios* dörffte gegeben werden müſſen / zumaſſen die Hannover- und Wolffenbüttelſchen *Trouppen*, bishero / nach der *Commiſſion* eigenen Anzeige / über 1100000. Rthlr. die doch auch noch mehr *ſoluta* ſeyn ſollten / und die Berechnung darüber bis dieſe Stunde nicht vollkommen eingebracht wäre / gekoſtet haben:

So dann wäre 2.) bekannt / was der König von Preuſſen / als mit-ausſchreibender Fürſt des Nieder-Sächſiſchen Creyſes / und Anwarter / für beſtige *Inſtantien* gemacht / zu der *Commiſſion* mit gezogen zu werden / welches dann viele Mißhelligkeiten würde verurſachet / auch die *Commiſſions*-Koſten vergröſſert haben:

Dahingegen (3.) Bey Anordnung der *Adminiſtration*, zu des Landes Beſten und Erleichterung / dem *Adminiſtratori* nur jährlich 25000. Rthlr. würden aufgeworffen worden:

Welches viel beſſer ſey / als wann (4.) Bey mehreren und endlich *in immenſum* anſteigenden *Commiſſions*-Koſten / ein neuer Donauwerther *Caſus exoriere* / von welchen bekannt ſey / daß das Haus Bayern die Reichs-Stadt Donauwert / *nullo alio titulo*, als wegen derer auffgelauffenen *Commiſſions* Koſten / beſitze.

Man wird von der Stärcke und Schwäche aller dieſer Gründe am ſicherſten urtheilen können / wann man die Umſtände in Betrachtung ziehet / welche zu derjenigen Zeit vorgewaltet haben / da am Käyſerl. Hof / die Mecklenburgiſche Commiſſion iſt erkannt worden. Nun iſt eine weitläuftige Sache / daß / als die Ritter- und Landſchafft des Hertzogthums Mecklenburg / wider den Regierenden Hertzog beſchloß / ihre Beſchwerungen an Käyſerl. Hofe angebracht / derſelbe ſich an Moſcau gewendet / und durch des Czaaren aſſiſtence ſeine gefährliche Abſichten und Werck zu richten geſuchet habe; Dannenhero es eine Sache von der größten Wichtigkeit und äuſerſten Gefahr geweſen iſt / die Commiſſion in Lande Mecklenburg gegen den Hertzog zu übernehmen / wenn derjenige / welcher ſich dazu gebrauchen laſſen wollte / gewärtigen müſte / ſein eigenes Land und Leute dem Ubergriff eines Frembden zu expoſiren / woferne des Hertzogs vorgehabte Anſchläge (von deren Ausgang man damahls noch nicht hat verſichert ſeyn können) ins Werck geſetzt worden wären. Dieſen ungeachtet / haben Ihro Königl. Majeſt. von Groß-Britannien und Chur-Fürſtl. Durchl. zu Braunſch. Wolffenbüttel / als Ihnen die Käyſerl. Commiſſion in ſolcher Sache aufgetragen und ſie zu deren Vollſtreckung verſchwiegenlich excitiret worden / dieſe / obwohl beſchwerliche Gelegenheit nicht vorbey laſſen mögen / ihrem Vatterlande Teutſcher Nation, ohngeachtet ſolcher für Augen gelegenen höchſt-beſchwerlichen Umſtände / eine reelle Probe ihrer patriotiſchen Neigung zu erkennen zu geben / und zu zeigen / wie Sie die allergröſte

Anno 1729.

Gefahr nicht scheuten / etwas solches zu unternehmen / wodurch der Käyserl. Majestät allerhöchste Auctoritæt und Ober-Richterl. Amt aufrecht erhalten- auch zugleich eine beschwerliche Last von dem Teutschen Reich möchte abgewendet werden. Dieses ist dergestalt notorisch / daß es weiter keines Beweises bedarff. Ob nun aber gleichwohl dieser Considerationen ohngeachtet / die in der mehr gemeldeten Information angeführte Ursachen hinlänglich sind / die Aufhebung der Commission, und Substituirung einer in allen Reichs-Gesetzen unbekanten Landes-Administration, zu justificiren; das wird sich aus folgenden ergeben:

Denn obwohl ad 1mum. es an dem ist / daß die Commissions Kosten so hoch / als in der Information angeführet worden / sich belauffen; So ist hingegen dieses / daß die Verrechnung von solcher Summa noch nicht vollenkommen eingebracht worden sey / auch zu der Liquidation noch wohl einige Jahre erfordert werden dörfften / fehlsam / und das Gegentheil vielmehr dem Käyserl. Hofe selbst / aus dem / an Ihro Käyserl. Majest. von denen hohen Commissions-Höfen abgelassenem gesamt-Antwort-Schreiben / nebst der dabey befindlichen Anlage / zur gnüge bekannt / als worinn deutlich dargethan worden / daß die prætendirende Summen, welche vom Anfang der Commission, bis ult. Sept. An. 1723 annoch ausstehen / auf lauter von Käyserl. Majest. selbst determinirten / liquid erkannten / auch würklich adjudicirten Posten / samt denen darauf gebührenden Reichs-Constitutions-mäßigen Zinsen / beruhen / und folglich keiner fernern Liquidation bedürffen. Daß aber solche Summen so hoch angewachsen sind / das ist nicht der Schuld derer Commissions-Höfe / sondern vielmehr der / gegen Ihro Käyserl. Majest. / von denenselben gehabten Deference zu zuschreiben / indeme Sie / ohngeachtet auf die Mecklenburgische Cammer-Gelder und Contributiones, durch die ergangenen Käyserl. Resolutiones vom 23. Sept. 1720. 21. Jun. auch 21. May 1723. und 23. Januarii 1726. denen Commissions-Höfen eine Special-Hypothec cum jure Prælationis zuerkannt worden / und die würckl. Anweisung darauf geschehen ist / dennoch auf Ihro Käyserl. Majest. Begehren / der Ritterschafft sowohl in Corpore, als einigen Ihres Mittels / insonderheit dem Ober-Land-Drosten von der Lühe, weit über 4. Tonnen Goldes daraus verabfolgen / ingleichen der Hertzogin Sophien Hedwig gebohrnen Printzeßin von Nassau / und anderen / auf die Executions-Casse assignirten Creditoribus, nach und nach / grosse Summen auszahlen lassen. Weil auch darüber / Behuef der nöthigen Verpflegung des / zu Delogirung der in etlichen 1000. Mann bestandenen Mecklenburgischen und Rußischen Militz, anfangs erforderlich gewesenen starcken Corps derer Creyß-Executions-Trouppen, nichts übrig geblieben; So haben die Commissions-Höfe solche Trouppen aus ihren eigenen Cassen unterhalten / und so gar das Geld vor das nöhtige Brod / in das Mecklenburgische nachschicken müssen / an statt dieselben / wann Sie ihres habenden Rechts sich hätten bedienen wollen / aus denen vorgedachtermassen / angewiesenen Revenuen, ihre Befriedigung / wegen der Executions-Kosten / mehrentheils hätten nehmen können / wordurch dann zugleich / daß die Zinsen nicht so hoch aufgelauffen wären / würde verschaffet worden seyn; gestalt dann auch die Langwierigkeit der Commission, nicht denen Commissions Höfen zur Last zulegen / sondern solche theils der / in der Information selbst angeführten annoch fortwährenden ungemeinen Widersetzlichkeit des Herrn Hertzogs Carl Leopolds, theils dem Käyserl. Reichs-Hof-Rahte selbst / zu zuschreiben ist / bey welchem noch über 100. Commissarische Berichte / welche zum theil gar wichtige Puncten betreffen / ohne Resolution annoch würcklich liegen. Eben so irrig ist auch die / in der Information geäusserte Vermuhtung / ob würden / bey längerer Fürwährung der Commission, die auflauffenden Kosten das Mecklenburgische Land dergestalt drücken / daß dasselbe endlich dadurch in statum insolventiæ dörffte gesetzet werden: Gestalten ja Ihro Käyserl. Majest. selbst gefällig gewesen ist / wegen Verpflegung derer Commissions-Trouppen, die gehörige Vorsehung zu thun / und stehet nicht zu zweiffeln / daß dabey auf die Umstände des Landes gnugsame Reflexion werde genommen- und alles / was demselben beschwerlich fallen könte / vermieden worden seyn. Wie dann auch dem Lande Mecklenburg / von der Commission keine neue Belastungen im allermindesten bishero auffgebürdet / sondern dasselbe vielmehr / durch die / auf Ihro Käyserl. Majest. Verordnung geschehene Abschaffung der / wider die Reversalen und Landes-Verträge neuerlich auffgerichteten Fürstl. Kriegs-Casse, und derer daraus geflossenen ohnerträglichen Abgifften / um ein merckliches soulagiret worden / auch die Current-Verpflegung derer Executions-Trouppen seit Anno 1723. aus der Executions-Casse grössesten theils erfolget ist / so / daß alljährlich auf die restirenden Executions-Kosten / eine erkleckliche Summe abgetragen werden kan: Wannenhero ein dergleichen Insolventz, da sich die Schulden nicht weiter vermehren / sondern vielmehr beständig vermindern und abnehmen / gar nicht zu befürchten / wohl aber im gegentheile von finirung der Commission, eine desto langsamere Abführung derer annoch rückständigen Executions-Kosten zu besorgen ist / welche auch bey jetzigen Umständen / so lange sich solche nicht ändern / darum nohtwendig erfolgen muß / weil die Executions Casse, mehr ab- als zu nimt, da die Haltung derer Land-Tage darüber ins Stecken gerahten / und die Unterthanen derenthalben die / auf selbigen sonst zu verwilligen-gewesene jährliche Contributiones, zugleich und miteinander aufzubringen / so wenig im Stande seyn werden / als wenig die Ritter- und Landschafft wieder die / durch das Reichs-Hof-Rahts-Conclusum vom 6. Septembr. 1726. bestättigte Mecklenburgische Observantz, darein gehelen wird. Um welcher Ursachen willen dann vielleicht von mehr dann einem Jahr her / die / per Recessum de Anno 1701. zu denen Garnisons und Legations-Kosten jährlich stipulirte- und ratione quanti vest gesetzte Summa zu 120000. Rthlr verlohren gehen dörffte. Gleichwie nun mit und neben der so sehr besorgten und so hoch angebrachten Insolventz, die daraus gezogenen Folgerungen / von Abgebung eines ansehnlichen Theils des Hertzogthums Mecklenburg / zu Abführung derer Commissions-Kosten / dadurch gäntzlich und um so vielmehr hinweg fallen / als von denen Commissions-Höfen / daß man an dergleichen Acquisitiones niemalen gedacht / weniger jemals dergleichen intendiret habe / durch den Königl. Groß-Britannischen Abgesandten Baron von Huldenberg, und sonsten zu mehrmalen / am Käyserl. Hofe / declariret / solches auch noch letzlich / in einem an Ihro Käyserl. Majest. de dato Hannover den 8ten / und Wolffenbüttel den 10. Junii Anno 1729. von Ihro Königl. Majestät von Groß-Britannien und des Herrn Hertzogen zu Braunschweig Wolffenbüttel Durchl. abgelassenen Schreiben ausdrücklich wiederholet / auch die Bezahlung derer rückständigen Executions-Kosten aus denen Landes-Einkünfften / reserviret worden / als woraus dieselbe / woferne nur durch die zurückbleibende Land-Tage darunter keine Hinderung geschiehet / richtig erfolgen können;

Also cessiren auch / ad Secundum, bey obigen Umständen / die / von des Königes in Preussen Majestät besorgende Beschwerden um so viel mehr / als der von denen Commissions-Höfen reservirte modus solutionis in denen Reichs-Satzungen besonders in der Cammer-Gerichts-Ordnung Part. 3. Tit. 49. §. 5. gegründet / auch darab nichts nachtheiliges zu besorgen / noch weniger aber abzusehen ist / warum Ihro Königl. Majest. in Preussen / da dieselbe das Directorium Agens im Nieder-Sächsischen Crayse schon bey dem Anfang der Commission gehabt / vorjetzo erst ein mehrers Recht / als zur selbigen Zeit / dazu haben solten; Hingegen aber dieses wol eine Reflexion verdienet haben möchte / ob dann auch Ihro Königl. Majestät in Preussen / da dieselbe / laut des / unterm 23. Jan. 1726. emanirten Reichs-Hof-Rahts Conclusi, sich mittelst eines am 12. Nov. 1725. übergegebenen Schreibens verwahret haben / daß alles dasjenige / so in Sachen der Mecklenburgischen Ritter- und Landschafft wider den Herrn Hertzog zu Mecklenburg Schwerin verschiedentlich in contumaciam ergangen ist / Ihro als künfftigen Landes-Successori zu keinem Præjuditz gereichen / noch in Zukunfft einiger massen zum Nachtheil angeführet werden möge; Dannoch dem Instrumento Pacis Westph. Art. 16. §. 1. und dem letztern Reichs-Abschiede §. 160. zu wider / zu solcher Commission hätten können admittiret werden? da / krafft solcher Gesätze / ein Director Circuli wann er bey der Sache / deren Execution ihm / seinem Amte nach / sonst aufzutragen wäre / interessiret ist / davon ausgeschlossen seyn solle; Ferner möchte in Uberlegung gezogen werden / wie dann Ihro Königl. Preußische Majest. das Conservatorium über eine solche Sache / welcher Sie Selbst öffentlich widersprochen / und sich dagegen mit einer Protestation verwahret / ja gar durch errichtete Bündnisse solche zu vereiteln gesuchet haben / ohne Nachtheil der Käyserl. Autorität, auch ohne Verletzung vorerwehnter Reichs-Grund-Gesetze / und / ohne auf die / der Mecklenburgischen Ritter- und Landschafft / tanquam parti impetranti daraus zuwachsende Gefahr zu sehen / hätte übertragen / und solcher Auftrag Ihro Käyserl. Majest. von Dero Reichs-Hof-Rahts Collegio eingerahten werden mögen?

So ist auch eben wenig quoad Tertium abzusehen / worinnen die / von Anordnung der Provisional-Administration verhoffende / und / zur einzigen Bewegungs Ursache solcher erkannten Administration angeführete Ersparung derer Kosten bestehen könne? in Betracht / obgleich dem Herrn Hertzog Christian Ludwig als vernennten Käyserl. Administratori, an Gelde nur 25000. Thlr. zu seinem jährlichen Gehalt ausgeworffen sind / dennoch Deroselben / zu folge des Reichs-Hof-Rahts Conclusi vom 11. May. zur Hof-Statt / über das / noch die nöhtige Naturalien accordiret- auch die / deroselben / laut gedachten Conclusi zugeordnete / und sonst zu Besorgung derer Regierungs-Cammer- und Landes-Sachen unumgänglich nöhtige Rähte und Subalternen, mit zureichenden salariis versehen werden müssen / alle diese Ausgaben aber zusammen gerechnet / gar bald ein grösseres Quantum, als die Commission jetzo kostet / ausmachen werden / folglich im geringsten nicht zu finden ist / daß die Auffhebung der Commission, und dahingegen die Anordnung einer Administration an deren Stelle / vor die Successores des Hertzogthums Mecklenburg / und dasselbe gantze Land / eine so nützliche Sache sey / wie es von dem Auctore der Information davor ausgegeben wird. Vielmehr würden die künfftigen Landes-Successores, wegen des durch etablirung der Administration ihren Landes-Herrlichen Iuribus ohngezweiffelt zuwachsenden grossen Præjudicii, solche wann es dazu annoch kommen könte / gar sehr zubedauren haben / auch die Mecklenburgische Ritter- und Landschafft / an statt des so hoch gerühmten Vortheils / wegen des noch nicht ausgemachten / sondern nebst vielen andern Puncten im Käyserl. Reichs-Hof-Rahte annoch unerörtert liegenden Modi Contributionis & quotarum, wovon doch der Ruhe-Stand des

ANNO 1729.

des Landes hauptsächlich dependiret/ die grösseste Unlust und ohnausbleibliche neue Irrungen davon zubesorgen haben.

Quoad 4tum/ ist die geschöpffte Vermuhtung/ daß aus der Mecklenburgischen Commissions-Foderung ein neuer Donauwertischer Casus entstehen möchte/ offenbar ungegründet/ und findet sich zwischen dem Donauwertischen und jetzigen Fall/ weiter keine Gleichheit/ als daß die Executores, ehe Sie weichen/ ihre Unkosten wieder haben wollen/ deren Vorenthaltung wider alle Rechte läufft. Wie sehr aber sonst dieser Donauwertische Casus in allen übrigen Stücken von dem gegenwärtigen Mecklenburgischen unterschieden seye/ lässet man diejenigen beurtheilen/ welche sich die Mühe geben wollen/ die gantze Sache/ wie sie von dem *Thuano* lib. 138. dann in der Donauwertischen Relation de Anno 1610. in 4to/ ingleichen in der Beständigen Informatione Juris & Facti 1611. in 4to; und in andern beym *Londorp*: Tom. 3. lib. 13. *Meyero* in Lond. supplet. Tom. I. Pag. 154. seqq. erzehlet wird/ nachzulesen und zuerwegen.

Die Haupt-Sache nunmehro betreffend; So begreiffet der Autor Informationis den statum Controversiæ in folgenden Worten:

> Ob Ihro Käyserl. Majestät einem Stand des Reichs/ wegen seines beharrlichen Ungehorsams/ und anderer zu schulden gekommener grosser Verbrechen und unverantwortlich-führender Regierung/ bis zu geschehener Parition und versicherter besserer Aufführung/ die Landes Administration sine Consensu Statuum Imperii, zu nehmen/ und selbige provisionaliter dem unschuldigen nächsten Agnaten auffzutragen berechtiget sey oder nicht?

Diese Thesis bestehet aus 2. Membris oder Propositionibus, wovon aber die erste Proposition unvollkommen ist/ indeme man darinnen zwar ein weitläufftig beschriebenes Subjectum, aber kein Prædicatum, antrifft.

Dan die erste Proposition ist:

> Ob Ihro Käyserl. Majestät einem Stand des Reichs/ wegen seines beharrlichen Ungehorsams &c. &c. die Landes Administration, sine Consensu Statuum. . . .

Die zweyte Proposition lautet also:

> Ob Ihro Käyserl. Majestät bey solchen Umständen nicht berechtiget seyn/ die Landes-Administration, provisionaliter dem unschuldigen nächsten Agnaten aufzutragen?

Es ist viel daran gelegen/ daß die erste Proposition mit ihrem Prædicato ergäntzet werde/ weil das gantze momentum controversiæ darauf beruhet/ was dann eigentlich/ der regierende Hertzog Carl Leopold zu Mecklenburg/ über sich ergehen lassen-und wie dieser Actus heissen solle/ ehe die intendirende so genannte Provisional Administration statt haben kan? Der Autor Informationis hat selbst aus der Käyserl. Wahl-Capitulation Art. I. & XX. angeführet/ daß 3. Casus sind/ darinnen die Käyserl. Majest. ohne derer Reichs-Stände Vorwissen/ Raht und Bewilligung/ vor sich und alleine nichts vornehmen kan/ als (1.) Wann ein Stand des Reichs à Voto & Sessione in Comitiis suspendirt werden soll, (2) In Casu der Achts-Erklärung/ wenn ein Stand des Reichs oder ein anderer in bannum Imperii erkläret werden soll; (3.) In Casu Privationis, wann ein Fürst oder Stand/ ohne denselben in die Acht zu erklären/ seiner Lande und Leute/ durch rechtmässige und gnugsame Ursache und Erkanntnuß/ solle privirt werden.

Nun möchte man gerne wissen/ wohin dann der Autor Informationis denjenigen Actum referire, und wie er ihn benenne/ welcher in der Person des Hertzogs Carl Leopolds, annoch vor würcklicher Platz-Greiffung der Provisional-Administration, vorgehen solle? Ob es dan eine SUSPENSIO à Regimine, oder eine PRIVATION, oder was es dann sonst seyn und heissen solle? Menschliche Gedancken lassen sich zwar selten errahten/ und es ist bedencklich/ in einer Sache/ dasjenige/ worauf das grosse Momentum ankomt/ zu suppliren. Man kan aber aus dem gantzen Context der Information, und sonderlich demjenigen/ was sub N. 22. & N. 24. darinnen angeführet wird/ gar deutlich abnehmen/ daß dieses eine *suspensio Provisionalis à Regimine* seyn soll/ da die Mecklenburgische Land-Stände und Unterthanen an den Administratorem verwiesen-und gegen diesen mit Eydes-Pflichten verbunden werden/ so lang und viel/ bis der Hertzog Carl Leopold die auffgelegte Submission, gegen die Käyserl. Majestät praestirt haben würde.

Es kan also der Autor Informationis, bey der ersten Proposition seines selbst formirten Status quæstionis, nach diesen seinen eigenen Worten keinen andern Sinn und Meynung/ als diese gehabt haben:

> Ob nicht Ihro Käyserl. Majestät einen Stand des Reichs/ wegen seines beharrlichen Ungehorsams &c. &c. von der Landes-Administration, sine Consensu Statuum, provisionaliter, und so lange/ bis er sich gehörig submittiret haben werde/ *suspendiren*, auch dessen Unterthanen/ von denen/ ihrem Herren geleisteten Pflichten entbinden/ und solche an einen Administratorem verweisen könne?

Daß dieses des Auctoris Meynung sey/ kan um so weniger gezweiffelt werden/ wann man die unterm 11. May 1728. und 17. Jan. 1729. aus dem Käyserl. Reichs-Hof-Raht emanirte Verordnungen ansiehet. Dann durch solche wird declariret/ daß Nomine Cæsareo der Hertzog Carl Leopold zu Mecklenburg seiner Landes-Regierung entsetzet-und dieselbe seinem Bruder/ dem Hertzog Christian Ludewig auffgetragen/ die Fürstl. Mecklenburgische Bediente und Unterthanen der Eyde und Pflichten/ welche sie dem Hertzog Carl Leopold als ihrem Landes-Herrn geleistet haben/ entbunden seyn/ und an statt dessen/ dem Käyser und desselben Administratori, mit dem Eyd der Treue sich verwand machen sollen. Der Käyserl. Administrator solle auch die Landes-Regierung führen/ nicht in seines selbiger Regierung entsetzten Bruders auch nicht in seinem eigenen als legitimi Successoris-sondern in des Käysers Namen/ und nach denen Instructionen, die Er aus dem Reichs-Hof-Raht empfangen hat/ und noch weiter empfangen wird.

Nun ist die Frage ob solches denen Reichs-Grund-Gesetzen/ sonderlich aber der Käyserl. Wahl-Capitulation gemäß sey? In dieser stehet Articulo I. ausdrücklich:

> Und ohne der Chur-Fürsten/ Fürsten und Stände vorgehende Bewilligung keinen Reichs-Stand/ der Sessionem & Votum in denen Reichs-Collegiis hergebracht/ davon *suspendiren* und ausschliessen.

Und Art. XX. ist versprochen und zugesaget:

> Wir sollen und wollen auch in Acht und Ober-Achts Sachen Uns demjenigen/ was vermög Instrumenti Pacis, im dem jüngern Reichs-Abschied §. Nachdem auch in dem Münster-und Osnabrückischen Frieden-Schluß &c. verglichen und statuirt worden/ allerdings gemäß/ verabsonderlich aber auch darauf halten/ daß hinführo niemand hohen oder Niedern Standes/ Chur-Fürst/ Fürst oder Stand/ oder andere/ ohne rechtmässige und gnugsame Ursache/ auch ungehört/ und ohne Vorwissen/ Raht und Bewilligung des Heil. Reichs Chur-Fürsten/ Fürsten und Stände/ in die Acht oder Ober-Acht gethan/ gebracht und erkläret/ sondern in denen künfftigen Casibus, darinn nach Beschaffenheit des Verbrechens auf die Acht oder *Privation*, entweder von Käyserlichen Fiscal-Amts wegen/ oder auf Anruffung des lædirten und klagenden Theils zu procediren/ und in Rechten zu verfahren seynd darüber Wir entweder an dem Reichs-Hof-Raht/ oder Unsern und des Reichs-Cammer Gericht pro administratione Justitiæ angeruffen und imploriret werden/ zuforderst in decernirung-oder auslassung deren auf die Reichs-Acht oder Privation gedeyenden Ladungen und Mandaten, so dann in der Sachen weiteren Ausführung bis zum Beschluß auf des Heil. Reichs hierüber verfaßte Gesetze und Cammer-Gerichts Ordnung genau und sorgfältige Achtung geben/ damit der Angeklagte nicht præcipitiret/ sondern in seiner habenden rechtmässigen Defension, der Nothdurfft nach/ angehöret werde. Wann es dann zum Schluß der Sache kommet/ so sollen die ergangene Acta, auf öffentliche Reichs-Tag gebracht/ durch gewisse hierzu absonderl. vereydete Stände/ (den Prelaten und Grafen-Stand mit eingeschlossen) aus allen dreyen Reichs-Collegiis in gleicher Anzahl der Religionen examiniret und überleget/ deren Gutachten an gesamte Chur-Fürsten/ Fürsten und Stände referiret/ von denen der endliche Schluß gefasset/ und das also verglichen Urtheil/ nachdem es von Uns oder Unserm Commissario gleichfals approbiret/ in Unserm Namen publiciret/ auch die Execution, so wohl in diesem als andern Fällen/ anderst nicht/ als nach Inhalt der Executions-Ordnung/ durch den Crays/ darinnen der Aechter gesessen/ und angehörig/ fürgenommen und vollzogen werden.

Es muß derjenige/ entweder eine gantz andere idée von dem oberzählten Facto und dem nur angeführten Gesetze haben/ als alle andere Menschen: oder der gesamten Welt etwas bereden wollen/ das sich in der That gantz anderst verhält/ welcher da behauptet/ daß dasjenige/ was in der Person des Hertzog Carl Leopolds vorgenommen werden will/ keine Landes-Privation sey.

Man stelle sich vor/ daß ein Herr von seinem Guht über Land verreisete/ inzwischen die Obrigkeit einen Verwalter in das Guht setzete/ und dem Gesinde andeutete/ dem Herrn des Guhts nicht mehr/ sondern alleine dem Verwalter zu gehorchen/ auch dem Herrn von allen Einkünfften nichts weiter als nur etwas determinirten weniges/ zu reichen/ bis die Obrigkeit einen andern Befehl ergehen liesse? Und es wolte gleichwohl jemand den Guhts-Herrn bereden/ er wäre seiner Güther nicht privirt, sondern es sey nur eine Provisional-Administration darüber verordnet/ und man hielte ihn ja noch vor den Guhts-Herrn/ weil man ihm den Titul davon gäbe; würde wohl nicht ein solcher Mann mit Recht sagen können/ daß man ihm etwas solches beybringen wolte/ dessen Gegentheil doch ein allzu äuserliche Sinnen falle/ und daß er/ nicht durch blosse Einbildung/ sondern in der That/ würckl. empfinde/ daß er seines Guhts privirt seyn müsse/ weil er darüber nichts mehr zu disponiren habe? Würden nicht auch alle unpartheyische Men-

ANNO 1729.

sehen/ die solche Umstände erzählen hören/ denselben darinnen Beyfall geben?

Man hat hierbey zu bemercken/ daß der Auctor Informationis, den Statum Controversiæ, so viel nur möglich ist/ mit Worten zu verändern gesuchet / indeme Er nur allezeit von der *Provisional-Administration*, und/ daß deren Anordnung ja nirgends verbotten sey/ meldung thut/ hingegen von demjenigen actu, der mit dem Hertzog Carl Leopold vorgenommen werden will / immerzu abstrahiret / da doch jene/ nemlich die Provisional-Administration, woferne solche Gesetz-mäßig wäre / vernünfftiger Weise / nicht ehender Platz haben kan/ bis dieser Actus mit dem Hertzog Carl Leopold vorhero erst legitime ausgemacht ist.

In dem Art. XX. der Käyserl. Wahl-Capitulation ist die Achts-Erklärung / gar notanter, durch die Particulam disjunctivam, oder/ von der *Privation*, distinguiret / und beedes / ohne des gesamten Reichs concurrentz, an einem Reichs-Stand zu vollstrecken/ verbotten worden.

Die Capitulation macht bey der Privation keinen Unterscheid / ob solche *temporalis* oder *perpetua* sey/ sondern es soll überhaupt keine *Privation*, sine concurrentia & Consensu totius Imperii, gegen einen Stand des Reichs / platz haben. Eine temporal Privation des Landes und der Regierung ist so wohl eine species Privationis, als eine perpetua Privatio: Da nun das Genus verbotten ist/ so sind auch die darunter stehende Species, nach allen Rechten/ verbotten.

Ja! eine provisionelle und temporalis Privatio, ist auf gewisse maasse/ noch bedencklicher und schädlicher/ als die perpetuirliche; Dann/ wann eine förmliche und immer-wärende Achts-Erklärung oder Privation ergehet/ so tritt der Successor eo ipso in des Landes Regierungs-Rechte / welches der Aechter/ oder der Privirte gehabt hat / und exerciret mithin dasselbe jure proprio; Wann aber eine provisionelle Privation oder Suspension der Landes-Regierung geschicht / so ist der/ vom Käyserl. Hof/ zum Landes-Regenten oder Administratore gesetzte/ wann er gleich Herr und Successor proximus des ad tempus privirten Standes ist/ nicht mehr/ als ein Bedienter selbigen Hofs/ welcher lediglich nach dessen Vorschrifft und Befehlen die Landes-Administration führen muß/ und den der Reichs-Hof-Rath regieren/ auch gar absetzen kan/ wann er es ihm nicht recht macht; Solcher-gestalt aber muß während der solcher Provisional-Administration das Land eines ordentlichen Haupts und Regentens / das Reich aber eines würcklichen Mit-Standes entbehren.

Hierzu kommt noch dieses / daß durch dergleichen Provisional-Verordnung/ dem inaudito, die media defensionis abgeschnitten werden/ und er ohngehörter Dinge verdammet wird / da doch eben um deßwillen in des jetzt Regierenden Käysers Majest. Wahl-Capitulation, dasjenige / was darinnen von dem modo procedendi, wann ein Stand des Reichs seiner Lande/ und/ was deren Regierung anlicht / privirt werden solle/ enthalten ist / mit so grosser circumspection gefasset worden/ damit kein Reichs-Stand in einer so wichtigen und höchst-angelegenen Sache übereylet werden/ sondern den würcklichen Effect des alten Fürsten Rechts geniessen möge.

Dahingegen wann dem Reichs-Hof-Rath diese Gewalt eingeraumet werden solte/ durch ein so genanntes Provisional-Mittel / brevi manu, die Reichs-Fürsten/ welche in Processe verwickelt sind/ ohne Bewilligung des gantzen Reichs / von der Regierung zu suspendiren; So würden die Reichs-Stände lediglich von diesem Gerichte dependiren / und ferner nicht bey Land und Leuten sicher seyn.

Aus allen diesen nun wird jederman erkennen/ daß die vorhabende Landes-und Regierungs-Privation des Hertzogs Carl Leopolds, ungehört derer Reichs Stände / der Käyserl. Wahl-Capitulation schnur stracks entgegen lauffe/ Und/ gleich wie kein vernünfftiger Mensch zweiffeln wird / daß nicht diese Sache eine derer wichtigsten im Reich sey / da jemaln die gesamten Reichs-Stände solche davor ansehen müssen/ als ob dadurch eines ihrer allertheuersten Kleinode vernichtet/ und dieselben mit ihrer Landes-Regierung/ dem Arbitrio des Reichs-Hof-Rahts untergeben werden wolten/ auch sonst kein Exempel in allen Teutschen Reichs Geschichten zufinden ist/ daß jemals ein Gericht sich dergleichen unternommen hätte; Also mag auch nicht gezweiffelt werden/ daß Ihro Käyserl. Majest. sich nicht entbrechen können/ diese wichtige Sache an das Reich zu bringen/ und darunter einseitig nichts zu verhengen/ nachdem dieselben in ihrer Wahl-Capitulation Art. XI. in fine versprochen haben:

Wir sollen und wollen auch in wichtigen Sachen so das Reich betreffen und von hoher *Præjuditz* und weitern Auffsehen seyn / bald anfangs der Chur-Fürsten/ als Unserer innersten Rähte / Gedancken vernehmen/ auch nach Gelegenheit der Sachen/ Fürsten und Ständen Rahts-Bedenckens Uns gebrauchen/ und ohne dieselben hierinnen nichts vornehmen.

Und so viel von dem Statu Controversiæ überhaupt.

Man will nun betrachten/ wie dann der Auctor Informationis, seine Thesin, die er sich zu vertheydigen vorgenommen/ erwiesen habe/ und ob die / in 15. Numeris von ihm vorgetragene Argumenta, dahin gehörend concludiren?

Sein erstes Argumentum sub N. 1. bestehet darinnen:

Die Provisional-Administration involvire weder eine Suspensionem à voto & sessione, weniger eine Privation derer Lande/ am allerwenigsten eine Achts-Erklärung.

Dieses heisset nicht: erweisen; sondern pro Arbitrio *decidiren*. Jederman siehet / daß dieses Argument eine blosse petitio principii sey: Gestalten eben davon die Frage ist/ ob die Absetzung des Hertzogs Carl Leopoldi, keine der Käyserl. Wahl-Capitulation zu wider-lauffende und darinnen Art. XX. literaliter verbottene Landes-Privation sey?

Wann man in Betrachtung ziehet / in was vor eine maasse der Auftrag der quæstionirten Provisional Administration geschehen sey / und wie dieselbe nicht nur in der dieserwegen unterm 17. Novemb. Anno 1727. ausgelassenen Käyserl. Resolution, durch und durch/ ausdrücklich eine Regiments-Veränderung genennt/ sondern auch dem Hertzog Carl Leopold, zum Zeichen der würcklichen Privation, eine Competentz verordnet: Die Mecklenburgische Land-Stände/ Bediente und Unterthanen auch der Pflicht womit Sie diesem als ihrem ordentlichen Landes-Herren verhafftet gewesen/ bis zu erfolgter ernstlich/ warhafften/ und uneingeschränckten/ auch vollständigen und sattsam gesicherten/ auch davor von Ihro Käyserl. Majestät erkannten und angenommenen Parition entlassen/ und nach einer vorgeschriebenen Eydes-Notul sich nach des zur Provisional-Regierung bestellten Administratoris Geboth und Verbott zu achten/ angewiesen worden; So ist Sonnen-klar daß dieses lauter Dinge seyn/ welche in effectu eine in dem Instrumento Pacis und der Käyserl. Wahl-Capitulation als unzuläßig/ auch vor null und nichtig erkannte Privation involviren.

Die in der Information angehängte Raison, daß nemlich die Provisional-Administration alle Stunde und Augenblick auffgehoben werden können / wann der Hertzog denen Käyserl. Verordnung sich submittiret und darüber genugsame Versicherung ausstellet/ ist so schwach und mit einer so augenscheinlich Contradiction behafftet / daß man sich hätte entsehen sollen/ dieselbe anzuführen / ohngeachtet der Auctor Informationis solche vor seinen stärckesten Grund ansiehet/ um die offenbare Contravention der Wahl-Capitulation damit zubedecken. Im Anfange der Information heisset es:

Daß von des Hertzogs Carl Leopolds beständigen widersetzlichkeit nicht zu erwarten sey/ daß er sich so bald zum Ziel legen/ denen Käyserl. gerechtesten, und sowohl von der Commission selbst/ als allen Ständen des Reichs davor erkanten Verordnung die schuldige Parition leisten-und eine vernünfftige denen Rechten und Reichs-Constitutionen gemässe Regierung führen werde ; Allermassen seine unaus-setzliche wiederholte Bedrohung / wie er sich an seinen Ständen zu rächen vorhabens sey/ genugsam zu Tag gelegt / daß er seine künfftige Regierung nicht anderst als mit vergiessung vieles unschuldigen Christen-Bluts anzutreten willens sey.

In diesen Formalien bildet der Auctor Informationis den Hertzog Carl Leopold also ab/ daß keine Hoffnung der Resipiscentz bey ihm mehr übrig sey/ dahero diese incorrigibilitæt die Haupt-Ursache hat seyn sollen/ die Commission auffzuheben und die Provisional-Administration zu etabliren. Da aber dieses Verfahren mit der Käyserl. Wahl-Capitulation hat conciliiret werden sollen/ welche die Privation derer Stände sine consensu totius Imperii annulliret und verbietet; So muß die Gemüths-Beschaffenheit des Hertzogs Carl Leopolds, alsobald unter einer andern Gestalt erscheinen/ und dieser davor geachtet werden/ als ob er sich alle Stunde und Augenblick corrigiren und denen Käyserl. Judicatis gehörige Parition leisten könne.

Solcherley Verbildungen lauffen ja auf einen Widerspruch hinaus/ daß der Hertzog zu gleicher Zeit/ als incorrigibel und corrigibel angesehen werden / und man sich also der wider Ihn gemachten Verordnung dergestalt bedienen könne/ wie es etwa die Convenientz erfordern möchte. Es ist entweder von dem Hertzog keine Aenderung würcklich zu hoffen/ oder es ist noch Hoffnung dazu übrig : Ist das erste / so fällt die/ zu vermeintlicher Justificirung der / wider die Wahl-Capitulation intendirenden Provisional Administration, angeführte Ursach/ als irrig und falsch hinweg / daß nemlich alle Stund und Augenblick / der Hertzog durch seine Parition, solche Administration wieder auffheben könne; Folglich würde die Mecklenburgische Landes-Administration, ihrer Natur und Wesen nach/ keinesweges temporalis und provisionalis, sondern perpetua und ordinaria seyn: Ist aber das letztere / und hat der Hertzog eine solche Gemüths-Disposition, daß er sich alle Stund und Augenblick denen Käyserl. Judicatis zu accommodiren fähig ist; So hat die Provisional-Administration nicht platz / weil diese / nach des Auctoris der Information eigener anzeige / sich auf des Hertzogs incorrigibilitæt lediglich gründet / und ausser derselben nicht würde unternommen worden seyn; Ja / wann man diejenigen Requisita in Erwegung ziehet / welche des Reichs-Hof-Raht bey des Hertzogs Carl Leopolds Parition erfordert; So wird man solche Parition vor ingualiter unmöglich

halten

Digitized by Google

ANNO 1729.

halten müssen/ wenigstens sind sothane Requisita also beschaffen/ daß der Effect davon/ gar nicht in des Hertzogs/ sondern lediglich in des Reichs-Hof-Rahts eigenem Arbitrio beruhet. Denn in denen Käyserl. Patenten, und der Eydes-Notul, womit sich der Mecklenburgische Land-Stände und Unterthanen dem neuen Landes-Administratori verwand machen sollen: stehet gar deutlich/ wie diese/ des Hertzogs Parition qualificirt seyn müsse/ wann die Provisional-Administration hinwieder auffgehoben werden solle:

Nemlich es heisset:

Bis zu des Hertzogs Carl Leopolds zu Mecklenburg erfolgter 1. ernsten 2. warhafften 3. uneingeschränckten/ 4. vollkommenen/ und 5. sattsam gesicherten/ und 6. dafür erkannten/ auch 7. angenommenen allerunterthänigsten Parition.

Wer siehet nicht aus diesen 7. Epithetis und Requisitis, daß wann gleich der Hertzog/ in der that/ denen Kayserl. Judicatis zu pariren willens wäre/ dennoch der Effectus paritionis, oder der Auffhebung der Administration, nicht von ihm/ sondern vom Reichs-Hof-Rahte dependiren würde/ in dessen Gutdüncken und Ermäßigung alleine und allemal stünde/ ob selbiger die offerirte Parition, vor also qualificirt erkennen wollte/ als solche in gedachten Kayserl. Patenten und Eydes-Notul, erfordert wird. Man hat in keinem Recht/ eine vorgeschriebene Regul, in was terminis eine solche Parition eigentlich bestehen solle: Sondern weil es damit lediglich auf das Arbitrium Judicis ankömt/ so können tausend Einwürffe gemacht werden/ ehe eine solche verclausulirte Parition einen Effect haben kan. Gleichwie nun aus diesem erhellet/ daß die intendirende Mecklenburgische Landes-Administration, durch die/ in des Hertzogs Carl Leopolds Willkühr angeblich-bestehende Parition, gar nicht justificirt werden könne; Also fehlet es auch soviel/ daß selbige um deswillen/ weil sie nur provisoria & temporalis wäre/ nach der Meynung des Auctoris der Information, pro legitima & justa gehalten werden müsse/ daß vielmehr die Gesätze darunter von allen Zeiten her/ widersprechen. Dann wann in denen ältesten Zeiten/ nach dem Zeugniß verschiedener/ durch die/ vor und nach/ von Zeit zu Zeit vorgegangene Exempel, bestätigten Reichs-Satzungen/ und besonders des Kaysers Friderici II. Hof-Gerichts-Ordnung vom 3. Aug. 1236. ingleichen des Reichs-Abschieds zu Nördlingen de Anno 1466./ in Fällen/ die eines Reichs-Standes Leib/ Würde/ Ehre und Landes-Hoheit betreffen/ von denen Römischen Königen/ und Kaysern/ nicht anders/ als in solenni Curia, nemlich auf dem Reichs-Tag/ mit Concurrentz sämtlicher Chur-Fürsten und Stände verfahren werden könne; Wann auch/ um denen dawider eingeschlichenen Mißbräuchen und Contraventionen zu begegnen/ mittelst des Instrumenti Pacis und der Wahl-Capitulation feste gesetzet/ und nachdrücklich verordnet worden ist/ daß alle wichtige des Reichs und derer Stände ansehen/ Frey-und Hoheit betreffende Sachen/ von der alleinigen Dijudicatur eines Römischen Kaysers/ und von der Cognition derer Reichs-Gerichte eximiret seyn/ denen Ständen des Reichs aber/ in allen Berahtschlagungen über die Reichs-Geschäffte/ insonderheit über diejenige/ welche in dem Instrumento Pacis namentlich exprimiret sind/ und dergleichen/ das liberum Jus Suffragii reserviret bleiben/ und von seiten Jhro Kayserl. Majest. ohne derer Statuum Reichs-tägigen freyen Beystimmung/ in selbigen Dingen nichts vorgenommen werden solle.

Wann ferner gegen einen Reichs-Stand/ auch in dem grössesten Verbrechen/ nach Jnhalt des 20ten Articuls derselben Capitulation, ohne vorwissen/ Raht und Bewilligung gesamter Reichs-Stände nicht mit der Acht verfahren; wann ingleichen nach der letzern Käyserl. Wahl-Capitulation Art I. kein Reichs-Stand ohne der Chur-Fürsten/ Fürsten und Stände vorgehende Bewilligung von seiner Session auf dem Reichs-Tage/ (da doch solche nur pro annexo und pro specie der Landes-Herrlichkeit und Regierung zu achten ist/ suspendiret/ und ausgeschlossen werden kan; Und wann endlich in allen diesen Casibus, die in denen angeführten Gesätzen gantz unbekante distinctio inter privationem perpetuam & temporalem nicht statt hat; Wie viel weniger wird dann nun wohl dieselbe in casu Civili, zum höchsten Præjuditz derer Reichs-Stände platz greiffen/ und gegen den Jnhalt der Capitulation, ohne der Stände Einwilligung/ eine solche Privatio provisoria vorgenommen werden können? Woferne solche pro Arbitrio des Reichs Hof-Rahts zuläßig wäre/ würde nach der/ von Chur-Brandenburg/ occasione der Chur-Pfältzischen Achts-Erklärung im vorigen Seculo, geäusserten Meynung ein Chur- und Fürst auch alle Stände des Reichs/ zu ihrer grösten Verkleinerung bey Auswärtigen/ weit geringerer Condition, als ein Edelmann in Pohlen/ seyn/ welcher nicht anders/ dann auf einem öffentlichen Reichs-Tag proscribiret werden kan.

Das zweyte Argument in der Information sub N. 2 gehet dahin:

Es sey bey allen denen/ die da sana Principia haben/ eine ausgemachte Sache daß diejenigen Casus, welche in der Käyserl. Wahl-*Capitulation* nicht exprimirt, Jhro Käyserl. Majest. vorbehalten seyen/ mithin die Disposition der Käyserl. Wahl-*Capitulation* in sensu restrictiori, nicht aber in extensiori zu nehmen/ widrigenfals Jhro Käyserl. Majest. von allen Jhren Reservatis, nichts übrig bleiben würde/ als das nudum nomen Imperatorium.

Dieses Argument beweiset in proposito gar nichts/ sondern man kan den Auctorem Informationis bey seinen eigenen Wort fassen/ und/ da er bey der Wahl-Capitulation keine andere/ als nur lediglich literalem & restrictivam interpretationem, seiner Meynung nach/ zulassen will/ verlangen/ daß man ebenfalls nur bey dem dürren und klaren Buchstaben des Art. XX. Capit. Nov. verbleiben/ und keine Privation eines Reichs-Standes/ ohne Vorwissen und Einwilligung des gesamten Reichs/ verhängen möge.

Es thut also zur gegenwärtigen Sache/ da der Buchstabe der Capitulation so deutlich ist/ gar im geringsten nichts/ ob sonst keine species interpretationis, als nur lediglich die Restrictiva bey der Wahl-Capitulation statt finde: Welches jedoch in der That gantz ungegründet/ und in Absicht derer Reichs-Geschäffte so wol in der Capitulation selbst Art. IV. als auch in dem Instrumento Pacis Art. VIII. das Gegentheil ausdrücklich enthalten ist.

Dann da wird in nur angezogenem Instrumento Pacis Art. VIII. §. 2. das liberum Jus Suffragii, nicht nur in denen daselbst angeführten Fällen/ sondern in allen Berahtschlagungen über die Reichs-Geschäffte/ gesetzt/ und/ nach geschehener Benennung einiger Casuum, hinzugethan/ daß/ wann diese oder andere dergleichen Geschäffte zu verrichten wären/ sodann weder in solchen noch einigen anderen dergleichen *Negotiis*, hinführo jemahlen etwas geschehen oder zugelassen werden solle/ es geschehe dann mit aller Reichs-Stände Reichs-tägigen und freyen Suffragio oder Beystimmung: Welches ferner sowohl §. 3. des jetzt-gedachten Articuli, als auch Art. 4 der Käyserl. Wahl-Capitulation wiederholet/ und durch diese so offtmahlige Repetition nachdrücklich zuerkennen gegeben wird/ daß in dergleichen Reichs-Geschäfften/ die/ in der gesunden Vernunfft gegründete Reguln der Interpretation statt haben müssen/ und daß/ wann solches geschiehet/ keinesweges nur das nudum Nomen imperatorium, ohne einzige der Käyserl. Regierung zustehende Macht und Gewalt/ (wie der Auctor Informationis schreibt) übrig verbleibe/ sondern nur diese/ nach der Richt-Schnur derer Reichs-Grund-Gesätze/ regulirt werde. Dann/ wann der Auctor Informationis hierbey so eiferig urgirt, es wären diejenigen Casus welche in der Käyserl. Wahl-Capitulation nicht exprimiret sind/ Käyserl. Majestät vorbehalten/ daß nehmlich Jhro Käyserl. Majest. im Reich alles nach Gefallen thun können/ und die Reichs-Stände von dem Regimine Totius weiter nichts participireten/ als was ihnen die Käyserl. Majest. in Dero Wahl-*Capitulation* gegönnet und eingeräumet hätte; So ist hingegen wohl zu mercken/ daß Jhro Käyserl. Majest. in Dero Wahl-Capitulation nicht nur nach derselben/ sondern auch nach denen ältern Reichs-Gesetzen/ als der Güldenen Bulle/ denen Reichs-Abschieden/ dem Land- und Religions-Frieden/ insonderheit aber nach dem Westphälischen Friedens-Schluß Dero Regiment führen zu wollen versprochen haben. Nun aber führet der Art. VIII. §. 1. & 2. I. P. W. ausdrücklich in dem Munde/ daß in wichtigen Reichs-Sachen ohne Collegialische Deliberation und Einwilligung derer Chur-Fürsten/ Fürsten und Stände des Reichs nimmahlen etwas gethan noch verrichtet werden solle. Dennach stehet Jhro Käyserl. Maj. nicht frey/ in denenjenigen Casibus, deren etwa in der Wahl Capitulation keine specielle und ausdrückliche Erwehnung geschehen ist/ nach freyen Willen zu handeln/ sondern Sie müssen sich auch darinner nach demjenigen richten/ was die vorhergehende und ältere Reichs-Grund-Gesetze und der darauf begründete Status Imperii Publicus erfodern/ welche man bey Errichtung der Wahl Capitulation vernünfftig hat præsupponiren/ und also in dieser specialiter zu exprimiren/ gar wohl einen Umgang nehmen können: in dem gantz kein Zweiffel ist/ daß/ wann gleich keine Capitulation vorhanden/ sondern Jhro Käyserl. Majest. nur einig und allein auf die vorhandene übrigen Reichs-Gesätze/ insonderheit aber auf das Instrumentum Pacis Westphalicæ verpflichtet wären/ Sie gleichwohl die Reichs-Stände in einer so wichtigen Angelegenheit würden zu Rahte ziehen und selbige dabey concurriren lassen müssen. Woraus dann unwidersprechlich folget/ daß Kayserl. Maj. denen Reichs-Ständen durch die Wahl-Capitulation gar nicht etwas besonders gönnen und nachlassen/ mithin/ die in selbiger nicht exprimirte Casus Derselben allein nicht vorbehalten sind; sondern daß vielmehr die Reichs-Stände/ Jnhalts der ältern/ und in der Wahl Capitulation nahmentlich wiederholten Reichs-Grund-Gesetze/ und vermöge des darauf gegründeten Status Publici, ad Regimen Totius zu concurriren/ und überhaupt in allen wichtigen Casibus, sie mögen in der Wahl-*Capitulation* exprimirt seyn oder nicht/ ihr Votum decisivum zu geben inconcestabiliter berechtiget seyn.

Man möchte aber doch wohl endlich gerne wissen/ aus was vor einer Philosophie, der Auctor Informationis, seine gerühmten Sana Principia, die er bey diesem Argument urgirt, vernünfftig erweisen wolle? Der höchste GOTT hat

bey seinem geoffenbahrten Wort keine einige Speciem interpretationis, die vernünfftig/ und zu Erklärung seines heiligen Willens dienlich ist/ ausgeschlossen: Alle Gesetze/ Pacta, Conventiones und Schlüsse/ bey allen Völckern auf dem gantzen Erdboden/ sind einer vernünfftigen Auslegung/ nach denen Regulis hermenevticis unterworffen: warum solte dann nur allein die Käyserl. Wahl-Capitulation, von dieser allgemeinen Richtschnur ausgeschlossen seyn/ und bey selbiger nur der rohe Buchstabe/ nicht aber der darinnen liegende wahre Verstand/ Sinn und Meinung anzusehen seyn? Ist es nicht eine derer ersten Reguln: Leges scire, non hoc est, verba earum tenere, sed vim ac potestatem? Wem ist unbekant/ wie unzählig-viele Absurda erfolgen/ wann man bloß an dem Buchstaben will hangen bleiben/ ohne auf den darunter begriffenen Sensum zu gehen? Die Wahl-Capitulation ist unstreitig ein Pactum mutuum, zwischen dem erwählenden Käyser und dem Reich! Nun ist der Vernunfft und allen Rechten zu wider/ daß ein paciscirender Theil alleine mit Ausschliessung des andern sich anmassen wolle/ das Pactum auszulegen/ wann sich eine Irrung über einen oder andern Punct desselben äussert: Sonsten würde er sich zum Richter über den andern aufwerffen/ und diesen aus der Conditione hactenus aequali setzen. Da nun ausserdem und wenn solches gleich nicht wäre/ dennoch die Reichs-Gesetze klaer Ziel und Maasse geben/ daß in dergleichen Fällen die Interpretation derer Reichs-Gesetze vor das gesamte Reich gehören; So ist um so weniger zu läugnen/ daß bey entstehenden Zweiffel und Dunckelheit der Wahl-Capitulation, die Auslegung beyden paciscirenden Theilen zu gleich gebühre/ und keiner mehr Befugniß und Recht dabey habe/ als der andere?

Wann man aber die alte und jetzige Praxin des Reichs-Hof-Rahtes ansiehet/ und die deshalber im Reich so offt vorgekommene/ und noch im Octobr. Anno 1717. der Käyserl. Majest. repraesentirten Gravamina Statuum Communia in Erwegung ziehet; so läst sich ohnschwer begreiffen/ was diese Thesis, daß nemlich die Reichs-Grund-Gesetze in sensu restrictivo zu nehmen seyen/ eigentlich bedeute/ nehmlich/ so viel daß man derer Chur-Fürsten/ Fürsten und Stände Privilegia der ersten Instanz, und Austräge/ wider die Ordnung/ übergehen/ per indirectum, Sachen/ die dahin nicht gehören/ an den Reichs-Hof-Raht ziehen/ in Fällen/ da Reichs-Gesetze/ nach dem Westphälischen Friedens-Schluß/ in Comitiis zu interpretiren sind/ sich der Cognition privative anmassen könne. &c. &c. und was dergleichen mehr ist.

Der dritte Beweis-Grund in der Information, gehet dahin;

Daß wann Ihro Käyserl. Majest. eine Administration im Lande Mecklenburg propria autoritate anzuordnen/ nicht berechtiget seyn solten; so folge auf unwiedersprechliche Consequentz/ daß Dieselbe auch die bisherige Mecklenb. Commission, ohne Raht/ Vorwissen und Bewilligung gesamter Stände des Reichs nicht habe anordnen können.

Diese Thesin suchet der Auctor Informationis, durch die/ allhier sub N. 3. und ferner usque N. 9. hernach angeführten Argumenta, zu bestärcken/ welche überhaupt diese Ration zum Grund haben/ daß ja eine Landes-Administration in nichts als in Ausübung derer Negotiorum Politicorum, Juridicorum, und Cameralium bestehe: Die bisherige Käyserl. Commission aber/ eben diese dreyerley Negotia, folglich die selbstige Landes-Administration versehen hätt.

Gleich wie aber die handgreifliche Differentz, welche zwischen einer Landes-Administration, so/ wie sie von dem Reichs-Hof-Raht/ im Hertzogthum Mecklenburg jetzo erkannt werden wollen/ und zwischen der bisherigen Commission, sich befindet/ vor Augen lieget/ auch aus folgenden noch deutlicher sich veroffenbahret; Also wird jedermann so fort von selbst erkennen/ daß die gantze Argumentation des Auctoris der Information, worauf er sich doch am meisten mit verläst/ im geringsten nichts erweise. Gestalten/ um in der Ordnung mit ihme zuverbleiben.

Ad III. Die Befugniß/ Commissiones, zu exequirung derer in dem Reichs-Hof-Rahte ergangenen judicatorum, nach dem/ desfals in denen Reichs-Constitutionen verordneten Modo, zu erkennen/ Ihro Käyserl. Majest. krafft tragenden Obrist-richterlichen Amts/ nicht nur zustehet/ sondern auch vermöge Capitulationis und anderer Reichs-Gesätze Denenselben oblieget: Hingegen/ da die intendirende Mecklenb. Provisional-Administration, solcher angeführter massen/ denen Reichs-Fundamental-Gesetzen directe zuwider läufft: So lässet sich von jenem auf diesen/ davon gantz und gar unterschiedenen Fall/ eben so wenig argumentiren/ als wenig/

Ad IV. Die/ von der Mecklenb. Commission, bis daher auf Käyserl. Befehl gehaltene Land-Täge/ pro specie einer Landes-Administration, mit Bestand geachtet werden können. Denn es ist gantz irrig/ daß der Hertzog Carl Leopold von solchen/ durch die Commission ausgeschriebenen Land-Tägen/ oder auch von der Landes-Regierung excludirt worden sey/ und daß er/ als Landes-Herr/ nichts mehr zu sagen gehabt habe; Da vielmehr Ihro Käyserl. Majest. selbst/ nicht allein durch die/ unterm 31. May 1719. der Commission anbefohlene Wiedereinräumung der Residentz Schwerin an den Hertzog/ ingleichen durch die/ Ihm gelassene Vestung Dömitz/ sondern auch noch weiter dem Hertzog Carl Leopold die Landes-Superioritaet dadurch bestätiget haben/ da Ihro Maj. Dero Intention fernerweit dahin eröffnet/ wie solche keinesweges dahin gehe/ daß die Justitz und Regierung in denen Mecklenburg Landen nicht mehr/ nach/ wie vor/ in des Hertzogen Carl Leopolds Nahmen geführet werden solle/ welches noch ferner mittelst eines anderweiten/ sub dato den 28. Julii 1719. an die Commission erlassenen Rescripti, in diesen Terminis declariret worden ist/ daß die/ wegen der Stadt Rostock ergangene Mandata und Paritoria, nichts/ als das Jus Praesidii & Venationis betreffeten/ und auf andere Jura, als zum Exempel, Residentiarum, ingleichen Transferirung derer Dicasteriorum, weil selbige niemals in lite gewesen/ sich nicht extendiren ziehen. Und eben dieses ist in denen/ über die Mecklenb. Landes-Gravamina, unterm 19. Octobr. 1724. ertheilten Käyserl. Resolutionibus allenthalben zum Grunde gesetzt/ ja selbst in dem sub dato den 23. April. 1720. an den Herrn Hertzog ergangenen Rescripto, denselben injungiret worden/ die Land-Täge/ vermöge der Ihme gebührenden Landes-Superioritaet, wie die ausdrückl. Worte des Käyserl. Rescripti lauten/ zu halten. Nachdeme aber der Hertzog gleichwohl den Land-Tag auszuschreiben und zu halten sich nicht bewegen lassen; und dennoch die Contribution zu bezahlung der Executions-Kosten auch anderer Landes-Ausgaben nohtwendig ausgeschrieben werden müssen/ welches aber im Hertzogthum Mecklenburg ohne vorgängige Haltung eines Land-Tages nicht geschehen kan: So ist endlich solcher in contumaciam, auf Käyserl. Befehl/ von der Commission ausgeschrieben/ jedoch/ ausser dem Punct derer in lite befangen-gewesenen Gravaminum, und Einwilligung der Landes-Contribution, sonst weiter nichts dabey vorgenommen worden. Als auch der Hertzog über die Abhaltung sothanen Land-Tags sich damals beschweret/ und solches als einen Eingrif in seine Territorial-Jura angesehen; Ist Ihme in gar nachdencklichen Terminis, mittelst Rescripti de 23. April. 1722. von Ihro Käyserl. Majest. solches wiedersprochen/ dabey aber demselben die Landes-Superioritaet, als eine nie in zweiffel gezogene Sache/ bestätiget- und nur wegen Contravention der Käyserl. Verordnungen/ potestas judiciaria reserviret worden. Uber deme wurde zugleich dem Hertzog nicht nur allein frey gegeben/ daß er in conformitaet des/ unterm 15. Julii 1721. an Ihn ergangenen Käyserl. Rescripti, ein und andere der Sachen gnugsam kundige Rähte zum Land-Tage abschicken möchte/ um dabey NB. sein Landes-Fürstl. Interesse beobachten zu lassen/ sondern es sind auch demselben die Land-Tages-Instruction und alles übrige dabey vorgekommene auffrichtig communicirt- und nicht ehender/ als wann Er/ nach einigen dazu verstatteten Fristen/ sich nicht darauf vernehmen lassen/ alsdann erst von der Commission an Se. Käyserl. Majest. gutachtlich davon berichtet worden. Die darauf erfolgte Käyserl. Resolutiones hat man sodann dem Hertzog um NB. sich in seiner Regierungs-Verwaltung darnach zu achten/ zugeschicket/ weil Ihme an seiner Landes-Botmäßigkeit/ woferne er solche nur rechtmäßig hätte ausüben wollen/ kein Eintrag hat geschehen sollen; Und wann darauf denen Käyserl. Resolutionibus, von Hertzogl. Seite/ entgegen gehandelt worden; hat man die Abstellung solcher Contraventionen, zuforderist denen Hertzogl. Collegiis injungiret, hingegen die würckliche Vollstreckung derer Käyserl. Befehle anderster nicht/ als nur eventualiter der Commission aufgegeben. Dahingegen ist von dem Hertzog Land- und Reichs-kündig die Landes-Superioritaet in allen Justitz- Policey- Comicial- und andern Publiquen- auch Regierungs-Sachen/ mit Bestellung derer Civil- und Militair-Bedienten/ ingleichen Erhaltung derer Garnisonen in Dömitz und Schwerin, auch sonsten in allen zur Regierung gehörigen Stücken/ so weit Er nur selbst gewolt hat/ und solches salvo Conservatorio, und was dem anhängig ist/ hat geschehen können/ durante Commissione, würcklich ausgeübt und exerciret worden.

Man überlässet dahero eines jeden vernünfftiger Beurtheilung/ ob bey diesen Umständen/ die/ von Commissions-wegen verfügte Haltung derer Land-Täge/ vor eine unwiedersprechliche Führung der Landes-Regierung/ wie der Verfasser der Information vermeynet/ zuhalten/ und solchem nach mit der intendirenden Provisional-Administration, krafft deren die Landes-Regierung dem Hertzog Carl Leopold provisorie, bis zu Seiner erfolgenden Submission, gäntzlich weggenommen/ hingegen solche unter Käyserl. Direction dem Herrn Hertzog/ Christian Ludwig, als Administratori aufgetragen werden will/ zu vergleichen/ oder von einer Sache auf die andere zu concludiren sey? Es kan auch ein jeder bey sich urtheilen/ ob es nur einst zu vermuhten stehe/ daß die hohe Commissions-Höfe/ wann Sie gesehen hätten/ daß durch den/ Ihnen geschehenen Aufftrag/ in der Mecklenb. Sache/ der Hertzog Carl Leopold seiner Landes-Regierung/ ohne die in denen Reichs-Grund-Gesetzen dazu erforderte nohtwendige Formalitaet, entsetzet werden sollen/ zu Ausrichtung einer solcher-derer gerechtsamen aller hohen Reichs-Stände so gar praejudicirlichen Commission, sich würden jemals resolviret haben? Ingleichen/ ob die Reichs-Mit-Stände/ als Ihnen die erkannte Käyserl. Commission, durch

Digitized by Google

ANNO 1729.

durch ein am 17. Novembr. 1717. ad dictaturam gebrachtes Decretum in Comitiis kund gemachet werden / dazu würde stille gesessen haben? woferne man diesen jetzigen Vorgang hätte vermuthen können.

Und ist demnach ad V. der Schluß allerdings gantz wohl gegründet / daß die / von der Commission gehaltene Land-Täge keinesweges mit denenjenigen comparirt werden können / welche von einem / contra Leges Imperii gesetzten Landes-Administratore, etwa gehalten werden wollen / indeme die / von der Commission, nur in subsidium, anordnende Land-Tage / von dem Landes-Herrn allezeit / und so bald sich dieser nur seines Amtes ordentlich bedienen will / unterbrochen werden können; Hingegen wann der Landes-Administrator die Land-Tage ansetzt / der verstossene Landes-Herr bey weiten dasselbe nicht thun kan / da er zumahlen vorhero erst eine ihm moraliter unmögliche Parition leisten und dadurch die Landes-Administration auffheben soll.

Mit dem VI. von der Disposition und Administration derer Landes-Einkünffte hergenommenen Argumento und Folgerung / auf die Provisional-Landes-Administration, hat es keine andere Bewandniß. Dann ob gleich sonst in thesi richtig ist / daß die Disposition über die Landes Revenues nur dem Landes-Herrn / jure Superioritatis zustehet; So fehlet es doch hier in hypothesi: Gestalten die / zur Mecklenburgischen Sache verordnete Kayserl. Commission, über die alldasigen Landes-Revenues die Administration keinesweges jure Superioritatis, sondern nur wegen derer / intuitu der übertragenen Execution, angewanten Kosten / und dieserwegen habenden Hypothec, bishero geführet hat / auch mit eben dem Recht / als ein jeder Creditor immissus die bona Debitoris zu administriren befugt ist / solches verrichtet / welche Hypothec derselben / in conformitaet derer Reichs-Constitutionen, von Ihro Käyserl. Majest. durch so viele ergangene special-Erkänntnüsse confirmirt- und die Commission, zu Erlangung ihrer rechtmäßigen Befriedigung / in solche Landes-Revenuen immittirt worden ist. Um deßwillen aber ist der Commission eben soweinig die Landes-Regierung des Hertzogthums Mecklenburg zu attribuiren / als wenig man von einem Creditore immisso sagen kan / daß er per immissionem, das Dominium derjenigen Stücke / in welche die Immissio geschehen ist / erlanget habe / sondern / wie dieser zur Liquidation des Genusses von denen in Besitz bekommenen Gühtern gehalten / also ist auch die Mecklenb. Commission dazu verbunden / infallibili plane signo, daß selbige die Administration derer Fürstl. und Landes-Einkünffte keinesweges jure Superioritatis (als welche / wie vorhin gewiesen worden / dem Hertzog Carl Leopold ohne Consens und Bewilligung derer gesamten Reichs-Stände nicht hat genommen / noch von Ihro Käyserl. Majest. auf die Commissions-Höfe transferiret werden können) sondern nur lediglich / jure Crediti, innhalts derer vielfältigen Käyserl. Judicatorum, führe / dannenhero der daher genommene Schluß des Auctoris Informationis irrig ist.

Daß quoad VII. & VIII die Mecklenburgische Commission auf ergangene Käyserl. Verordnung / in Criminal-Sachen / Urtheile hat einholen und exequiren / auch andere Verordnungen ergehen / nicht minder in specie Käyserl. Patenten verschiedentlich affigiren lassen; Das ist zwar nicht zu läugnen. Daraus aber lassen sich keine Actus exercitae Superioritatis Territorialis inferiren. Gestalten die Einhol- und Exequirung derer Urtheile in Criminalibus, nicht von der Commission selbst / sondern von denen Fürstl. Aemtern / und zwar auch nicht durchgehends von allen / sondern nur allein von denenjenigen Aemtern geschehen ist / welche durante Commissione, vermög geführter Administration derer Domaniorum, von der Executions-Casse mit neuen Subjectis besetzt worden sind. Und haben solche Aemter ex necessitate, auch auf ausdrückl. Verordnung des Käyserl. Reichs-Hof-Rahts / sub 2. Januar. 1728. die Urtheile ab Exteris einholen müssen / weil man von denenselben bey der Justitz-Cantzley zu Schwerin / keine Berichte hat annehmen wollen / sondern die Acta jedesmahls ohnerbrochen und ohne Resolution, an die Aemter remittiret hat. Es ist aber allemahl das eingelangte auswärtige Urtheil mit denen Actis nochmaln an mehr-gedachte Hertzogl. Justitz-Cantzley zur Confirmation, von denen Beamten eingeschicket- und sodann erst / wann von dar / die Acta, wie allezeit geschehen ist / abermahl ohnerbrochen zurückgekommen sind / selbige / um zu sehen / ob auch von denen Beamten bey Führung des Inquisitions-Processus ordentlich verfahren worden sey / zur Käyserl. Commission eingesand- die Sententz aber niemaln in der Commission, sondern allemahl in des Herrn Hertzogen Carl Leopolds zu Mecklenburg / als Landes-Herrn / alleinigen Nahmen publiciret / auch an den Missethätern vollenstrecket worden.

Kein Mensch wird hieraus die Folge ziehen können / daß die Commission, von Landes-Obrigkeits wegen / oder als ein Landes-Administrator, die Criminalia in dem Mecklenb. dirigirt habe; da vielmehr durch dasjenige / was dieselbe darunter verfüget hat / dem ordentlichen Landes-Herrn seine Territorial-Superioritaet vollenkommen beybehalten- dieser auch / durch die / von der Commission, zu Vollziehung derer Käyserl. Judicatorum und zu Handhabung des erkannten Conservatorii, erlassene Verordnungen und andere Verfügungen / im geringsten nichts praejudiciret- sondern lediglich die / Ihro Käyserl. Majest. in allen solchen Stücken zugekommene Suprema Potestas Judiciaria, durch die Commission zur würcklichkeit gebracht worden ist. Es lässet sich hiernächst nicht absehen / wie der Auctor Informationis mit einigen Grund behaupten könne / es habe die Commission, dadurch / daß selbige die obgedachte Actus jubente Judice supremo vollstrecket hat / eine Käyserl. Gewalt und Macht-Vollenkommenheit agnosciret, habe / um quae die Provisional-Administration anzuordnen / indeme es dabey nicht / wie in denen vorhin angeführten Fällen / nur auf einen der Käyserl. Majestaet in Causis judiciariis zustehenden Oberst-Richterlichen Ausspruch / und auf dessen Reichs-Constitutions-mäßige Vollenstreckung ankömt / sondern allwo es um eine / gegen die Reichs-Verfassung intendirende würckl. Privation der Landes-herrlichen Regierung und Superioritaet eines Fürsten / zu thun ist. Man siehet auch eben wenig / wie solche Folgerung / aus demjenigen Vorgang habe gezogen werden können / da von dem Königl. Groß-Britannischen Abgesandten Baron von Huldenberg, wegen der Evacuation des Schlosses und der Stadt Schwerin / von denen damals darinn gelegenen Executions-Trouppen in Anno 1719. zu Wien angeblich eine Vorstellung geschehen seyn solle: Indeme / so viel in specie diesen Casum betrifft / die / in der Information dabey angeführte Umstände klar ergeben / daß die angeblich geschehene Vorstellung gar nicht des Hertzogs Carl Leopolds Depossedirung von Land und Leuten / sondern nur lediglich / die / vor die Executions-Trouppen, auf den Fall solcher Evacuation, besorgte Gefahr zum Grunde gehabt habe / welche Besorgniß denen Commissions-Höfen um so weniger verdacht werden mögen / als die Besetzung einer Festung in dergleichen Executions-Fällen von Nohtwendigkeit ist; wie dann die Folge gezeiget hat / was vor Nachtheil und Schaden aus der Schwerinischen Evacuation erfolget ist / da die Justitz-Collegia gleich darauf nach Schwerin verleget- der Lauf der Justitz dadurch gar sehr behindert; die Städte Schwerin und Dömitz denen Landes-Oneribus entzogen- die von der Commission dahin abgeschickte Executores und Notarii mit Gewalt zurück gewiesen / die Kayserl. so wohl als die Commissorial-Authoritaet über die maasse dadurch vilipendiret- und das gantze Land / besonders aber die Ritterschafft / in steter Unsicherheit von denen nach der Evacuation einrückenden Fürstl. Trouppen gehalten worden / welches zu denen nachhero erfolgten vielen Beschwerungen und Gravaminibus anlaß gegeben hat.

Aus allem diesem wird nun ad IX. ein jeder leicht erkennen / daß von denenjenigen Actibus, welche die Kayserl. Commission, mittelst Ausschreibung derer Land-Täge; Administration derer Landes-Einkünfften; ingleichen mittelst Bewürckung der Justitz in gewissen Criminal- und andern Fällen / auf Kayserl. Ober-Richterliches Geheiß exerciret hat / sich gar nicht auf die vorhabende Provisional-Administration, mit einigem Bestand schliessen- noch sagen lasse / daß diese mit eben dem Recht angeordnet werden könne / als eine gerichtl. Commission, da zwischen beyden eine so augenscheinliche Differentz vorwaltet / auch Ihro Käyserl. Majest. in dem / sub dato den 13. April. An. 1722. an den Hertzog Carl Leopold erlassenem Rescript, so unter denen in der Mecklenb. Sache gedruckten Decisionibus Imperialibus Nro. 305. befindlich ist / bereits selbst zwischen einer Privation und Kränckung derer Landes-herrlichen Jurium, dann dem Kayserl. Oberst-Richterlichen Amte einen notablen unterschied gemachet haben. Allermassen nun

Ad X. Das Commissions-Praesuppositum, wie es der Auctor Informationis nennet / ein von ihm selbst fingirtes Wesen ist: Also fällt auch die demselben angedichtete Consequentz hinweg / gestalten wohl ja niemanden noch in den Sinn gekommen ist / zu behaupten / daß Ihro Kayserl. Majest. sine Consensu Statuum keine gerichtl. Commissiones mehr decerniren könten / sondern / wie der Kayserl. Majest. Oberst-Richterl. Amt im Römisch-Teutschen Reich / als es die Reichs-Grund-Gesätze vermögen / ungekränckt bleiben wird und muß / auch kein Reichs-Stand sich beygehen lässet / ein arbitrarisches Regiment im Reich einzuführen / welches auch an sich von langen Bestand nicht seyn würde; Also ist wohl nichts gerechters und billigers / dann daß die reciproque Obligation in obacht genommen / und sonderlich von Seiten des Käyserl. Reichs-Hof-Rahts / nicht solche Dinge an die Hand gegeben werden möchten / die / wie der Mecklenb. Provisional-Administration ist / directo wider die Grund-Gesetze lauffen / und das Systema Imperii unausbleiblich dissolviren. Wann dahero keine Justitz mehr im Reich zu finden ist: So hafftet die Schuld deßfals nicht an denen Ständen / sondern an denenjenigen / welchen die Administration derselben anvertrauet ist. Dergleichen freylich dem Interesse Principum nicht gemäß seyn kan / als die nichts sicherers wünschen / dann daß man nicht Ursach haben möchte / Gravamina Communia deßwegen auff öffentl. Reichs-Tag zusammen zutragen / und sich damit zu beladen. Was im übrigen der Auctor Informationis, bey diesem Punct, von einer sogenannten Suprema Rectoria Potestate mit hat einfliessen lassen; solches kan ihme so schlechterdings nicht eingestanden werden / bevor man nicht hinlänglich benachrichtiget ist / was er durch diese in denen Reichs-Gesetzen nirgends befindl. Expression, eigentlich verstehe: Wiewohl

nicht

Digitized by Google

ANNO 1729. allem Anſehen nach / dadurch ein abermaliges neuerlich-erſonnenes Ens morale, deſſen Qualitates in denen Geſetzen unbekannt ſind / angezeiget werden ſoll / welches der Auctor ſeinem Syſtemati einzuſchalten gedencket.

Das weitere Argument ſub N. XI. beſtehet in einer Inſtantz,

Daß dergleichen Proviſional-Adminiſtrationes eben nicht unbekannt ſeyn / und erſt vor kurtzen / dem Fürſten Hyacynth von Naſſau-Siegen / wegen ſeiner übelen Conduite die Landes-Regierung genommen und deſſen jüngern Bruder conferirt worden ſey / ohne / daß dagegen einiger Stand des Reichs ſich beſchweret hätte.

Es iſt aber (a) dieſer Caſus noch vor der letzten Kayſerl. Wahl-Capitulation paſſirt, nemlich Anno 1709. da erſt nachhero / der Libertati Statuum, in puncto der Acht und Privation, bey der Wahl-Capitulation genauer proſpicirt worden (b) Iſt zwiſchen beyden Fällen / nehmlich dem Naſſau-Siegenſchen und dem Mecklenburgiſchen / ein ſolcher Unterſcheid / daß ſolche gar nicht einander nicht können paralleſirt werden / dahero auch in Facto gantz irrig iſt / ob ſollten die Reichs-Stände zu jenem ſtill geſchwiegen haben. Denn das Concluſum Commune de 19 Jun. 1700. beſagt gantz ein anders / und gehet dahin / der Sache durch Anordnung einer anderweiten Commiſſion, Reichs-Conſtitutions mäßig abzuhelffen / in deſſen dem Fürſten die Landes-Regierung zuverlaſſen; Wobey ferner gar viele Specialia, worauf ſothane Commiſſion, zu Unterbrechung derer entſtandenen Unruhen und Remedirung derer Beſchwerden / in allen Stücken zu reflectiren hatte / gantz deutlich mit angeführet und Ihro Kayſerl. Majeſt. von Reichs wegen / zur Richterl. Verfügung / recommendirt worden ſind: Wie dann auch ſolche / denen nachhero angeſtellten und verſchiedentlich ausgeſchriebenen Commiſſionen mit aufgegeben worden; aber die Naſſau-Siegenſche Unterthanen / auf des dasigen Fürſtens Wilhelm Hyacinths Pflichten / obſchon dieſem die Landes-Regierung ferner nicht anvertrauet werden wollen / entlaſſen ſondern / wie der gantze Contextus derer Kayſerl. Commiſſionen allenthalben ausweiſet / nichts als nur eine Unterſuchungs- dann Sequeſtrations- und Manutenentz Commiſſion gerichtlich erkannt worden. Dahingegen die intendirende Mecklenb. Landes-Adminiſtration keines von allen dieſen Stücken in ſich enthält / ſondern ein vollſtändiges / mit Ausſchlüſſung des bisherigen ordentl. Landes-Herrns / angeordnetes Kayſerl. Gouvernement iſt. Welchem nach das Naſſau Siegenſche Exempel von dem Auctore Informationis gantz unrichtig angebracht worden / und müſſen dergleichen Caſus eben ſo gar frequent und bekannt nicht ſeyn / wie doch der Auctor vorgiebt / weil er nur dieſen einzigen / wiewohl gezwungener maſſen / gantz differenten Fall / ohne Grund angeführet hat.

Sub N. XII. & XIII. ſuchet der Auctor Informationis, ein ſchweres Dubium, ſo ſeiner Theſi im Wege ſtehet / zu removiren / nemlich:

Weil Votum und Seſſio in Comitiis, dem Territorio adhærire, durch die Proviſional-Adminiſtration aber / dem Hertzog Carl Leopold die Landes-Regierung genommen werde / ohne welche doch kein Stand ſein Votum in Comitiis führen könne; gleichwohl eine conſenſu Statuum Imperii kein Stand ſeines Voti & Seſſionis beraubet werden ſolle; So ſcheine es / daß die Proviſional-Adminiſtration nicht beſtehen könne.

Dieſen Einwurf ſuchet der Auctor Informationis durch 2. Wege zu heben / Erſtlich / da er die Theſin ſoutenirt, es können heut zu Tage die Fürſten gar wohl Votum & Seſſionem in Comitiis führen / ohne daß ſie das Fürſtenthum / wovon das Votum geführet wird / beſitzen und regieren / welches er mit zwey Exempeln zu beſtätigen ſuchet / nemlich (a) mit dem Grubenhagiſchen Voto, welches der Hertzog v. Blanckenb. proprio nomine führet / da er doch bey der Regierung des Fürſtenth. Grubenhagen / als eines Chur-Braunſchw. Landes / das geringſte nicht zu ſagen habe / ſodann (b) mit dem Exempel des Fürſtenthums Nomeni, cujus intuitu der Hertzog von Lothringen / Satz und Stimm im Fürſtl. Collegio habe / das Land aber in Frantzöſiſchen Handen ware; Zweytens laſſe ſich von dem gegenwärtigen Mecklenburgiſchen Caſu, welcher eine proviſionalis Suſpenſio Regiminis ſey / auf die Suſpenſionem Voti & Seſſionis in Comitiis, gar nicht argumentiren.

Wann man Dinge zu vertheydigen ſuchet / welche wieder die Geſetze laufen / ſo fällt man von einem Extremo auf das andere / um ſeine Meynung zu retten.

Nichts hätte der Auctor Informationis ſagen können / das mehr denen Reichs Satzungen und der Obſervantz zuwider iſt / als die fingirte Theſin, es könne heut zu Tage gar wohl ein Fürſt Votum & Seſſionem in Comitiis führen / wann er gleich das Fürſtenthum / wovon das Votum geführet wird / nicht beſitze. Wie gemein-falſch dieſer Satz ſey / will man durch ein publicum & ſolenne ipſius Imperii Teſtimonium, nemlich der Anlage ſub A. vor aller Welt Augen legen / da eben in der jetzigen angeführten Sache / das Grubenhagiſche Votum betreffend / das gantze Fürſtl. Collegium in Comitiis durch eine beſondere Verwahrung / öffentlich declarirt hat / daß / obſchon Dieſelbe in die Uibertragung des Grubenhagiſchen Voti an Blanckenburg / aus gantz beſondern Umſtänden / conſentire, jedennoch ſolcher Caſus von niemanden / wer der auch ſey / zur Conſequentz gezogen / vielweniger auf einige andere / nicht auf alle vorher-erwehnte Umſtände ſich qualificirende Caſus, applicirt werden ſolle / und / NB. daß man von dem in den Reichs-Satzungen / und der Obſervantz gegründeten Principio, Kraft deſſen niemand in dieſem (Fürſtl.) Collegio Votum & Seſſionem haben kan / der nicht ein ſolches Fürſtenthum / dem dieſes Recht Conſenſu Statuum anklebet / Jure proprio & pleno Territoriali beſitzet / nicht im geringſten hierdurch abweichen / ſondern vielmehr denſelben beſtändigſt und durchgehends in allen andern Fällen inhariren wolle.

Dieſes öffentl. Comitial-Zeugniß wird verhoffentlich mehr gelten / als die Einfälle eines oder des andern privati Scribentens. Die bethen / in der Information angeführten Caſus, wegen des Grubenhagiſchen Voti und des Fürſtenthums Nomeni, beweiſen juſt das Gegentheil. Mit dem Grubenhagenſchen / an des jetzigen Herrn Hertzog zu Blanckenburg Durchl. übertragenem Voto hat es dieſe Beſchaffenheit: Ihro Königl. Majeſtat von Groß-Britannien GEORG I. gl. mem. reſolvirten aus gantz beſondern Abſichten / am 28. Octobr. 1714. Dero Fürſtl. Grubenhagenſches Votum an gedachten Herrn Hertzog Ludwig Rudolphs zu Blanckenburg Durchl. auf Dero Lebens-Zeit / dergeſtalt zu überlaſſen / daß Dieſelbe / wie die Worte der Königl. Declaration lauten / ſo lange ihro GOTT das Leben friſten wird / ſelbiges Votum im Reichs-Fürſten-Rath / an der Stelle und in der Ordnung / die dem Fürſtenthum Grubenhagen / von altersher alda zukome / führen und ablegen laſſen möchten. Es hat aber gleichwohl die Introduction Ihro Durchl. zu Blanckenburg / in das Fürſtl. Reichs-Collegium, viele Schwührigkeiten gefunden / ſind / obgleich Ihro Kayſerl. Majeſt. durch ein Commiſſions-Decret vom 17. April. 1715. dieſe Angelegenheit dem Reich inſinuiren laſſen / worinnen dieſe Motiven angeführt ſind / daß Ihro Kayſerl. Maj. Hochbeſagten Hertzogs Durchl. wegen der / mit Ihro habenden nahen Anverwandſchafft / und um Dero erworbener vieler Verdienſte willen / ſo derſelbigen dieſe Vergnügung gerne gönneten; So hat dennoch das Fürſtl. Collegium, ehe es in die Admiſſion gewilligt / alle Umſtände vorher reiflich und genau erwogen / und endlich ex hiſce Rationibus darinn conſentirt, weil (a) Ihro Durchl. aus einem uhralten Fürſtl. Hauſe entſproſſen waren; (b) ein eigen immediates Fürſtenthum / und (c) nebſt demſelben einige Stücke aus dem Grubenhagiſchen in würcklichen Beſitz hätten: muthen (d) dieſe Ceſſion des Reichs-Voti, als eine res domeſtica anzuſehen ware / auch (e) ſo viel weniger præjudiciren konte / als Ihro Durchl. dieſes Votum nur ad dies vitæ zu führen begehrten: Wie dieſes alles / aus der hier adjungirten Beylage ſub A. breitern Inhalts zuerſehen iſt. Nun judicire alle Welt / ob dieſer Caſus, die in der Information angegebene / von dem gantzen Reich verworffene und paradoxe Theſin im allergeringſten beweiſe / und ob nicht durch ſolchen Caſum, als durch eine Exception, viel mehr die Regul beſtärcket werde.

Mit dem Exempel von Nomeni / gehet es dem Auctori der Information nicht glücklicher. Bekand iſt es / und liegt der zwiſchen dem Röm. König Ferdinando I. und Hertzog Anthon zu Lotharingen Anno 1542. zu Nürnberg errichtete Vertrag / vor jedermanns Augen / worinnen die ſpecialiſche Fürſtenthümer / Graf- und Herrſchafften ſpecificirt ſind / die der Hertzog von Lothringen vom Kayſer und Reich zu Lehen recognoſciret. Ob nun wohl das Marggrafſthum Nomeni, ſoweit das Land betrifft / im vorigen Seculo, von der Crone Franckreich / Jure Belli & Victoriæ acquirirt worden / ſo hat ſolches doch dieſe Crone bey denen Münſteriſchen Friedens-Tractaten nie verlanget / daß derjenige Nexus, welcher hoc totuitu zwiſchen dem Reich und dem Hertzogen von Lotharingen geweſen iſt / aufgehoben werden ſolle / geſtalten welche zu ſelbiger Zeit / die Frantzöſiſche Ambaſſadeurs die Lotharingiſchen immediate Reichs- und Afterlehen / in beſondere Deſignationes gebracht / und ſelbige von denen übrigen Lotharingiſchen Provintzien ſeparirt / auch ſo gar die Stadt Nomeni vor ſo gering gehalten haben / daß ſie ſolche aus dem Catalogo derer Cedendorum ausſtreichen wollen.

V. Avis touchant la Lorraine & Barrois, & les Places des dits Pays chacune en particulier.

Ubi: *Nomeni eſt une ville des Evêques de Metz; on peut la voyer, n'étant pas conſiderable.*

Dans les Negociations ſecretes de Munſter & d'Osnabrug.

Tom. IV. p. 257.

Dergleichen ſind die / von denen Frantzöſiſchen Ambaſſadeurs ſelbſt gefertigten Deſignationes derer lotharingiſchen Reichs-

ANNO 1729.

ANNO 1729.

Reichs-Lehen / worunter auch Nomeni mit begriffen ist / daselbst zu lesen

Tom. I. p. 64. und Tom. IV. p. 455.

Solchemnach ist der zwischen dem Römisch-Teutschen Reich und Lothringen vorgewaltete Nexus, sowohl intuitu des Marggraffthums Nomeni, welches ehehin ein Stück des Bistums Metz gewesen / als auch wegen aller übrigen Lothringischen Lehen / in seiner Vollkommenheit geblieben / und durch die Investitur des Hertzogs / auch dessen Admission ad Comitia, conservirt worden. Nun recognoscirt der Hertzog von Lothringen / ausser Nomeni noch gar viele importante Reichs-Lehen / als das Marggraffthum Pont-à Mousson, die Graffschafft Blanckenburg und Falckenstein am Donnersberg / Clermont, Beilstein, die Vogtey beym Kloster Rimmelsberg / die Hattonsburg / und noch andere mehr / welcher-wegen derselbe in der Reichs-Matricul mit 2. Drittel eines Chur-Fürsten-Anschlags / unter der Rubrique wegen Nomeni angesetzet / worden; Er hat auch / aller seiner immediaten Reichs-Lehen halber / ein Reichs-Votum im Fürstl. Collegio bishero geführt / nicht minder von mehr als anderthalb Seculis her / die Reichs-Abschiede mit unterschrieben.

* vid. Rec: Imp: d. 1570. d. 1576. d. 1582. d. 1594. d. 1598. d. 1603. d. 1613. d. 1654.

Und findet sich nur in denen beeden Reichs-Abschieden de Ao. 1598. & 1654. daß Lothringen solche / von wegen Nomeni in specie unterschrieben habe / da sonst die Subscriptio simpliciter und indeterminate geschehen ist. Es folget demnach keinesweges / weil der Hertzog von Lothringen / ein oder das ander Stück seiner Reichs-Lehen nicht mehr besitzet / welches im Krieg verlohren gegangen; Ergo müsse er auch zugleich des Voti Comitialis, welches derselbe doch intuitu aller seiner noch besitzenden Reichs-Lande überhaupt / und nicht allein in specie wegen Nomeni führt / privirt werden! Dahero ist der Auctor Informationis gantz irrig daran / wann er vermeint / Lothringen führe ein würcklich Reichs-Votum, ohne ein Reichs-Lehen zu besitzen. Daß man aber bey dem Reich / in dem Auffruffen zum Voti en / keine Aenderung des Nahmens / wegen Nomeni, (in welcher Qualität der Hertzog von Lothringen eben den letzten Reichs-Abschied Anno 1654. unterschrieben hat) bey dem jetzigen Reichs-Tag vorgenommen / sondern im Auffruffen es bey dem alten gelassen hat; das wird seine guten und wichtigen Ursachen haben.

Was endlich hierbey der Auctor Informationis noch anführet / es lasse sich nemlich von dem gegenwärtigen Mecklenb. Casu, der nur eine provisionalis Suspensio Regiminis sey / auf die Suspensionem Voti & Sessionis in Comitiis gar nicht argumentiren; Solches ist eine falsche Consequentz eines vorhergesetzten irrigen Principii. Dann da man in der Information sich so weit vergangen hatte / zu statuiren / daß ein Fürst ohne Land / ein Votum Comitiale wohl führen könte; So hat man die falsche Consequentz wohl daraus ziehen können / daß sich à Regimine, nicht auf Sessionem & Votum in Comitiis, & vice versa, schlüssen liesse.

Nachdeme aber der offenbahre Ungrund des obgedachten Satzes / im vorigen erwiesen / und durch ein Publicum Imperii Testimonium klar dargethan worden ist / daß niemand ein Comitial-Votum führen könne / der nicht das Land / dem solches Votum anklebt / jure proprio & pleno Territoriali besitzet; So möchte man wohl wissen / welcher Mensch / mit Vernunfft / den Schluß à privatione Regiminis ad Privationem & Suspensionem Voti Comitialis, & vice versa, vor unrichtig halten könne? da solches gar nicht / wie der Auctor Informationis sagt / plane separata, sondern vielmehr Conjunctissima sind / und das Votum ohne Land / ohnmöglich statt haben kan: Wie hingegen / wer das Land / deme ein solches Reichs-Votum anklebt / besitzet / nothwendig und regulariter auch das Votum zu führen berechtiget ist / woferne es ihme nicht / in poenam, legitime genommen ist; Folglich / wer das Land verliehret / auch nothwendig das Votum einbüssen muß. In der Käyserl. Wahl-Capitulation Art. I. ist zu Befestigung dieser Warheit / nicht vergebens der Ordo materiarum also beybehalten worden / daß / gleich immediate, nach derjenigen Disposition, welche die Suspension und Ausschliessung derer Stände à Sessione & Voto, verbietet / derjenige Passus, mit dem Verbo Copulativo, auch / connectirt ist / daß keine Fürsten / Grafen und Herren / in die Reichs-Collegia admittirt werden sollen / wann sie sich mit immediaten Landen und Herrschafften dazu nicht qualificirt gemacht haben. Mit einem Wort: Entweder es soll der Hertzog Carl Leopold durch die sogenannte Suspensionem Regiminis, zugleich à Voto Comitiali ausgeschlossen seyn / oder nicht? Ist das Erste / so ist es eine augenscheinliche Infractio Capitulationis, welche Art. I. ausdrücklich will / daß die Käyserl. Majest. ohne derer Chur-Fürsten / Fürsten und Stände vorgehende Bewilligung keinen Reichs-Stand / der Sessionem & Votum in denen Reichs-Collegiis hergebracht / davon *suspendiren* und ausschliessen solle; Welcher Textus keinen Unterscheid zwischen einer temporal und perpetuirlichen Suspension und Ausschliessung machet / sondern indefinite redet. Ist aber das letzte; so lauffst es wieder die Reichs-Constitutiones und Observantz, daß ein Fürst ohne Land / der auch nie eins gehabt hat / ein Comitial-Votum führen solle. Und was würde wohl ein solches Votum vor Gewicht haben? Soll aber der Administrator, quà talis, das Votum vertreten; So wird denen Reichs-Ständen ein Membrum obtrudiret / das mit keinem Reichs-Stand-mäßigen Landen und Herrschafften / jure proprio, qualificirt ist / und mag sein / auf das Land habendes Jus Successionis, diesen Mangel nicht ersetzen / weil man sonst alle apanagirte Printzen ad Comitia admittiren müste. Es hat derselbe noch zur Zeit nur ein blosses Jus in spe, welches ihm durch erlangende Männliche Succession des Hertzogs Carl Leopolds intervertirt werden kan: Zudeme müste der Administrator, als ein Käyserl. Officialis, ad Nutum Caesaris, das Votum einrichten / indeme er ja in allen Stücken sich nach denen von Wien aus empfangenden Instructionen richten solle: auf welche Art aber Ihro Käyserl. Majest / als Käyser / in effectu ein würcklich votum im Reichs Fürstl. Collegio führen würden; welches / ob es bestehen könne / jedermann beurtheilen mag? Vermeinet aber der Auctor Informationis, daß gleichwohl das Reichs-Votum nomine des Hertzogs Carl Leopolds, ohngeachtet dieser à Regimine suspendirt sey / füglich könne geführet werden / wohin fast seine Argumenta abzuzielen scheinen; So wird er damit nicht weit hinlangen / massen die Praxis Imperii zeiget / daß die Exclusio & Suspensio à Voto Comitiali, lange nicht vor so bedencklich und beschwerlich gehalten werde / als die Privatio oder Suspensio von der Landes-Regierung. Die Exempla, welche Ao. 1674. mit dem damahligen Bischof zu Straßburg; und Ao. 1676. mit dem König von Schweden / sich begeben haben / bestätigen die Warheit dieses Satzes. Das occasione des ersten Casus, damahl zu Regenspurg / bey dem Reichs-Tag zur Dictatur gekommene Käyserl. Commissions-Decret, führet gantz deutlich im Munde / daß / obschon der Bischof so gar zum Feind des Reichs übergangen und derer erlassenen Avocatorien ohngeachtet / nicht zurück gekehrt sey / und dahero gar wohl / der Schärffe nach / mit denen in Avocatoriis enthaltenen Straffen / gegen Ihn executive so fort verfahren werden könte; Jedennoch Ihro Käyserl. Majest. hierzu nur einen Anfang zumachen / und gedachten Bischof / vor erste / ferner / im löbl. Reichs-Fürsten-Raht zukommender Session und Stimme / bis er zurück kehren / und sich gebührend aussöhnen würde / zu suspendiren / der Nohtdurfft erachtet / inzwischen dem Reichs-Hof-Fiscaln gemessen anbefohlen worden sey / gegen den Bischof / nach Ausweisung derer Avocatorien und denen heilsamen Reichs-Constitutionen, ferner legaliter, (das ist / nach vorgängiger genugsahmer Erkundigung der Sache / und mit Bewilligung derer gesamten Reichs-Stände) zuverfahren: Woraus man sehen kan / daß die Suspensio à Voto viel gelinder und ehender practicable sey / als die Privatio Regiminis, welche so gar einem Fürsten / der sich zur feindlichen Parthey wieder das Reich geschlagen hat / gelassen worden ist / bis man ihm den Proceß förmlich und wie sich gebühret hat / formiren können. So advenirt auch der obigen Satz / daß nach dem XVIII. Articul der Käyserl. Wahl-Capitulation, gegen einen Reichs-Stand / der dem Müntz-Edict zuwieder gehandelt hat / zwar wohl / neben der Privation des Müntz-Regalis, auch mit der Suspension à Voto Comitiali, keinesweges aber / mit der Privation oder Suspension der Landes-Regierung / verfahren werden möge.

Die XIV. Ration in der Information, daß nemlich die angeordnete Provisional-Administration keine Privation derer Lande sey / weil in denen von Hertzog Christian Ludwig ausgestellten Reversalen, sowohl als in der Eydes Notul, welche denen Mecklenburg. Land-Ständen abzuschwören auferlegt werden / der Hertzog Carl Leopold, der ordentliche Landes-Herr des Hertzogthums Mecklenburg / zu zweien mahlen genennet werde / und die Administration nur bis zu dessen erfolgender Submission angeordnet sey; braucht keiner Beantwortung / weil sie sich selbst bey allen vernünfftigen Menschen refutiret. Dann es ist nichts als ein Gespött ist / einen Fürsten / welchen man von Land und Leuten absetzt / Ihm die Regierung nimmt / und solche einem Andern aufträgt / Dabey die Unterthanen / aller Ihm geleisteten Pflichten / bis auf den Erfolg einer / nicht einst in seiner Willkühr bestehenden Condition, entschlägt / weis zumachen / er sey seiner Lande und Regierung nicht privirt, weil man ihm noch den Titul eines ordentlichen Landes-Herrn beyleget. Da doch eben die Eydes-Notul so gefasset ist / daß er nicht mehr Landes-Herr seyn soll / per Verba expressa.

Dabenebenst / bis zu würcklich-erfolgter selbiger allerunterthänigster *Parition* und Käyserl. Erkänntnüß / der Pflicht / worinn ich vorhin Herrn Hertzog Carl Leopold zu Mecklenburg / als meinem ordentlichen Landes-Herrn verhafftet gewesen / mich entlassen. etc.

Solchem allemnach / XV. um mit dem Auctore Informationis zum Schluß dieser Question zu kommen; So offenbahret sich vielmehr ex deductis Sonnen-klärlich / daß diese Mecklenburgische Provisional Administration allerdings eine / der Käyserl. Wahl Capitulation schnur stracks zuwider lauffende Privation und Suspension à Sessione & Voto in

ANNO 1729.

ANNO 1729.

Comitis ſey/ auch daß dergleichen Vorgang mit der Käyſerl. Wahl-Capitulation und denen Reichs-Ge und-Geſchen/ woferne dieſe anderer noch etwas gelten ſollen/ nicht beſtehen könne; Und bleibet alſo in des Herzog Carl Leopolds allemiger Willkühr gar nicht geſtellet/ ſolche Adminiſtration, durch eine von ihm erforderte ſo ſehr ver-clauſulirte Parition, aufſchwind zu machen; Nichtweniger/ daß erſt auf dem Event zu reflectiren ſey/ ob vorhero Landes-Adminiſtration (des ungeſetzten Falls/ daß ſolche ſtatt hätte) denen Succeſſoribus und dem Lande/ ſowohl wegen derer Koſten/ als wegen Regulirung derer Gravaminum, erſprießlicher/ als die Continuation der Commiſſion ſey; Und endlichen/ daß man keine vernünfftige Raiſon ausdencken könne/ weßwegen die Status imperii, denn oder denjenigen welche eine ſo Reichs-Conſtitutions-widrige Sache/ wordurch die Käyſerl. Wahl-Capitulation durchlöchert die Reichs-Grund-Geſetze und Verfaſſung dermaßen zerrüttet und ein ſo empfindliches Attentatum, gegen ein allen Reichs-Ständen und ihrer Freyheit höchſtſchädliches Kleinod unternommen wird/ an die Hand geben haben/ noch einigen Danck wiſſen ſolte; Da man zu Ihro Käyſerl. Majeſt. abgeſtammeten Welt berühmten Gemüths-Billigkeit und Liebe zu Gleich und Recht/ zuverſichtlich hoffen kan und muß/ daß dieſelben niemand wiſſentlich an dem Seinigen drücken/ und/ wann man mit Beſtand zeiget/ daß/ und warumen man gravirt ſey/ ſolches nicht widrig anzunehmen/ ſondern unbeſagte auf deſſen Begrähmung bedacht ſeyn werden.

Der/ vom Auctore Informationis vorgeſchlagene gelindeſte Weg/ mag wohl denn oder denen Urhebern dieſer inventirten Mecklenburgiſchen Provisional-Adminiſtration, bey niemand zur Entſchuldigung dienen. Denn es iſt bekannten Rechtens/ daß kein Provisional-Mittel ſtatt findet/ ſo lange ein Remedium ordinarium vorhanden iſt. Hat der Herzog Carl Leopold etwas zu ſchulden kommen laſſen/ ſo den Privationen oder Achts-Proceß verdienet. Warum will man denn von dieſem/ in Legibus Imperii Fundamentalibus, ſo deutlich vorgeſchriebenen Modo, abgehen/ und ohne einige Noht/ auf ein ganz unerhörtes und in denen Geſchen verbotenes auſſerordentliches Mittel verfallen/ wordurch denen geſamten Reichs-Ständen die allerempfindlichſte Beleydigung an ihrer Freyheit zugefüget wird?

Gnade und Milde kan wohl gegen ein Verbrechen vorgekehret werden/ aber es muß nicht zum præjudiz des unſchuldigen Partii geſchehen.

Endlich iſt die/ am Ende dieſes Puncts, von dem Auctore Informationis, angefügte geheſſige Imputatioo, daß man von ſeiten derer Commiſſions-Höfe/ die Commiſſion noch länger zu continuiren wünſchete/ ſo beſtehet ſie/ daß man wohl ſiehet/ wie der Auctor die unſchuldigſten Reden zu verkehren/ und aufs boßhafteſte zu mißdeuten ſich bemühe.

Wer wird wohl aus denenjenigen Worten/ welche der Auctor zum vermeintlichen Beweis dieſer widrigen Imputation angeführet hat/ ſchlieſſen können? daß die Commiſſions-Höfe die Commiſſion gerne continuiren wolten/ da Sie aus Conſideration vieler wichtigen Urſachen/ aus guter Wohlmeinung/ warnungs weiſe von ſich geſchrieben/ es würde der weitere Erfolg zeigen/ daß Ihro Käyſerl. Majeſt. zu dem Wohl-und Ruhe-Stand des Hertzogthums Mecklenburg führende heilſchame Abſicht durch Aufhebung der Commiſſion nicht erhalten worden.

Eben als wann eine wohlgemeinte Warnung/ feuel/ als ein Wunſch und Verlangen nach einer Sache wäre! Und iſt dieſe von dem Auctore der Information, gegen Ihro Königl. Majeſtät von Groß-Britannien und Chur-Fürſtl. Durchl. zu Braunſchw. Lüneburg/ denn Ihro Hoch-Fürſtl. Durchl. zu Braunſchw. Wolffenbüttel erdichtete Inculpation, um ſo weniger zu entſchuldigen/ als in allen denjenigen Schreiben/ vom 7. Febr. 1729. aus welchen der Auctor Informationis die obangeführten Worte ekirt hat/ immediate vorher die ausdrückliche Declaration geſchehen iſt/ daß von denen Commiſſions-Höfen weit entfernet ſey/ Ihro Käyſerl. Majeſt. Ziel oder Maaß zuſetzen/ ob dieſelben die angeordnete Unterſuchungs-Commiſſion im Mecklenburgiſchen continuiren laſſen oder aufheben wollen? Um dadurch der ganzen Welt/ ihre/ von allem Intereſſe entfernete Abſicht/ und wie wenig Sie zur Commiſſion ſich zu obtrudiren gemeynet ſeyn/ zu erkennen zugeben.

Man achtet nöhtig/ die vollſtändige Erklärung/ aus den angeführten Schreiben hieher zuſetzen/ um ſolchemnach ſo viel deſto mehr zu ermeſſen/ was ſolche der Auctor Informationis hierunter gehandelt habe:

Die Worte lauten alſo:

Was ſonſt der/ von Ew. Käyſerl. Majeſt. erkannte Aufhebung der Mecklenburgiſchen *Commiſſion* anlanget/ ſo iſt zwar weit von uns entfernet/ daß Ew. Käyſerl. Majeſt. Wir Zeit oder Maaße zu ſetzen *intendiren* ſolten/ ob Dieſelbe die/ von Ihro angeordnete Unterſuchungs-*Commiſſion* im Mecklenburgiſchen/ *continuiren* laſſen/ oder aufheben wollen; Die *Subdelegata* zu Roſtock haben/ ſobald die *Inſinuation* Ew. Käyſerl. Majeſt. letzt vorigen allergnädigſten *Reſcripti*, an Sie/ und den Herzog/ geſchehen/ nur bereyter Verfaſſung *Commiſſion* innegehalten/ die beede erſtere Pflicht anbefohlener *Subdelegation* ſind auch ſeither unerſetzet blieben/ die beede zu Roſtock noch gegenwärtige *Subdelegati* aber ſeyn zu fernerer *Expedition* der zum Käyſerl. *Conſervatorio* gehörigen Sachen/ wann ſolche *legaliter* und nicht *tumultuarie*, durch die bloſſe *auctor*, geſchehen ſoll/ ohnumgänglich alldo bisher nöhtig geweſen/ auch noch nicht zuentbehren. Die künfftige Zeiten/ und der weitere Verlauf werden gewiß zeigen/ was Ew. Käyſerl. Majeſt. zu dem Wohl-und Ruhe-Stand des Hertzogthums Mecklenburg/ führende heilſame Abſicht/ durch Aufhebung der *Commiſſion*, nicht werde erhalten werden. Die bisher darauf gewandte groſſe Koſten würden auch vergebens ſeyn/ wann die *Commiſſion* dasjenige/ was Sie angefangen/ und groſſen theils/ bis zu Ew. Käyſerl. Majeſt *Deciſion*, zum Ende gebracht/ nicht vollführen ſolte.

Und ſoviel von der erſten Frage.

Der Auctor Informationis formiret darauf die zweyte Frage: Ob die Mecklenburgiſche Land-Stände/ ihren/ dem Herzog Carl Leopold geleiſteten Pflichten entlaſſen/ und ſchlige dem Adminiſtratori zu leiſten/ angehalten werden können?

Dieſes ſuchet er num 7. Argumenta zu beſtärcken:

(1.) Die Eydes-Notul wäre nur ein Juramentum Promiſſorium, Adminiſtratorium & reſolubile, maſſen es durch des Herzog Carl Leopolds Submiſſion gleich aufgehoben würde.

Dieſes iſt eben dasjenige/ nur mit veränderten Worten/ geſagt/ was der Auctor Informationis bey der vorhergehenden Frage/ im erſten Argument, zum Behelf genommen hat/ deſſen Ungrund aber daſelbſt hinlänglich gezeiget worden iſt. Man läugnet zwar nicht/ daß potius terminis habilibus, ein/ auf eine gewiſſe Zeit und Bedingung reſtringirtes Juramentum ſtatt haben könne: Wann man aber die Eydes-Notul quæſtionis anſiehet/ ſo iſt darinn nicht an bloſſes Jurmentum promiſſorium, oder eine/ dem Herrn Hertzogen Chriſtian Ludwig zu præſtirende Eydes-Pflicht allein/ ſondern auch zugleich eine Relaxatio des/ dem Herzog Carl Leopold als Landes-Herren/ geleiſteten Eydes enthalten/ und kann es præjudicialiter darauf an/ ob dieſe Eydes-Erlaſſung valide geſchehen könne? welches wohl niemand bejahen wird/ welcher der Sachen nachdencket/ und erkennet/ daß ſolche Relaxatio homagii, ſich auf eine/ von dem Reich nicht bewilligte gegen die ausdrückliche Verordnung derer Reichs-Satzungen laufende auch dem ganzen Reiche höchſt-præjudicirliche Privation eines Reichs-Fürſten von ſeiner Landes-Regierung/ begründet.

Und wie nun überhaupt ein Jurament, welches an ſich nichts/ als nur ein Actus accellorius iſt/ und allzeit ein Negotium Principale voraus ſetzt/ das Haupt-Geſchäffte/ wann dieſes an ſich unrecht iſt/ nicht rechtfertiget; Alſo iſt dasjenige Jurramentum, welches die Mecklenburgiſche Landes-Stände dem Adminiſtratori ablegen müſen/ denen Rechten nach/ ſo lange pro vano zu achten/ als lange nicht erwieſen werden kan/ daß der Herzog Carl Leopold ſeiner Landes-Regierung mit Recht privirt worden ſey.

Das zweyte Argument, daß der Herzog Carl Leopold, in der Eydes Notul und denen Reverſalen, zu 2. mahlen ordentlicher Landes-Herr genennet werde/ und er ſolches in habitu & ſubſtantia verbleibe/ hingegen nur der *Uſus & Exercitium* tantiſper ſuſpendirt werde; Iſt ebenfalls bey voriger Frage ſub N, 14. vorgekommen und abgefertiget worden.

Wann eine ſo wichtige Sache mit dergleichen Diſtinctionen ausgemacht werden könte; So würde keine Diſciplin, in dem ganzen Ambitu eruditionis, mächtiger ſeyn/ als die Metaphyſic, weil man dadurch die Regenten von Land und Leuten vertreiben/ und Sie doch durch eine leere Diſtinction überreden könte/ ſie wären noch wirckliche Regenten, und ſey ihnen nichts zu Leyd geſchehen: Ob ſie ſchon durch alle auſſerliche Sinnen empfinden/ daß ſolches Vorgeben auf ein Gespöhte hinaus lauffe. Nach der geſunden Vernunfft iſt es unbegreifflich/ wie es compatibel ſey/ ein wirklicher Landes-Herr zu heiſſen und doch nicht zu ſeyn.

Das dritte Argument lautet alſo:

Es ſey eine ausgemachte Regul, welche ſogar diejenige/ die nicht ſelten Käyſerl. Majeſt. in Ihren höchſten Reſervats zu bemerckelich ereten/ feſte geſetzt haben/ quod Proviſoria eunque ſumma Imperatoris Poteſtas, in Caſibus Repentinis, nuſquam aliqua imperii conventione limitata ſit, atque adeo veteribus S C. Ariſtatis juribus abſolutè plane pleneque cenſeatur, et propterea maxima erga Imperatorem religio prohibeat, quo minus ea Proviſoria Cæſarea Poteſtas nunc quidem privato Statuum Imperii arbitrio circumſcribatur.

Man ſiehet endlich zu Verhepbigung der/ wider die Käyſerl. Wahl-Capitulation ſo ſehr laufenden Privation, eine Inſtruction bey denen Provisional-Mitteln. Der Auctor Informationis ſagt/ die Doctores, ſogar auch diejenigen/ welche

Digitized by Google

ANNO 1729. die eben nicht zu favorabel vor die Käyserl. Jura wären / hätten als eine ganz ausgemachte Regul fest gesetzet / quod Provisoria & summa Imperatoris Potestas in Casibus Repentinis nusquam alia Imperii Conventione limitata sit: Eben als wann es von Privat-Scribenten dependirete / Regulen vorzuschreiben und vest zuzusetzen / was die Reichs-Stände vor Jura haben / und wie das Teutsche Reich regieret werden solle. Der Auctor berufftet sich dabey mit auf verschiedene Dissertes, die neulich nicht selten die Käyserl. Reputation zu beeinträchtigen suchen: Solche seine verdachten gar keinen Fidem, und kan auch überhaupt keinen werden in dergleichen Dingen glauben geben / als so ferne er seine Meinung mit richtigen Gründen bestärcket.

Es ist hierbey quæstio Facti & Juris zu untersuchen; Die quæstio facti besiehet darauf: Ob denn der Mecklenburgische Casus, ein solcher ordinair- und gewöhnlicher Nohtfall / oder ein solcher Casus Repentinus sey / daß man zu einem Provisional-Mittel schreiten müsse? Der Auctor Informationis führet 5. Ursachen an / welche aus gedachtem Mecklenburgischen Casu, einen Nohtfall gemacht haben sollen: scilicet (1.) Die Incorrigibilitæt des Hertzogs Carl Leopolds: (2.) die allzuhoch anlaufenden Commissions-Kosten (3.) den daron dependirenden Status insolventiæ des Hertzogthums Mecklenburg; (4.) die Instantzien des Königs in Preussen / Ihn / als mit ausschreibenden Fürsten des Nieder-Sächsischen Creyses / zur Comission mit zuziehen / und (5.) weil derselbe Anwerter auf Mecklenburg sey

Unter allen diesen 5. Ursachen ist keine einige / die einen Nohtfall und Casum Repentinum involviret / weil sie alle schon vorhanden gewesen sind / so lange die Mecklenburgische Sache gewähret hat. Dann ad (1.) ist des Hertzogs Carl Leopolds Widersetzlichkeit / nicht etwa erst von gestern und ehegestern bekannt worden / sondern es wird in denen Reichs-Hof-Rahts-Conclusis, von vielen Jahren her / mit denen allerschärfften Expressionen / die nur zu erdencken sind / darüber geklagt

Und obwohl durch Beharrung eines Verbrechens / endlich das Maaß voll gemacht wird / daß die gehörige Ahndung darauf vorzukehren ist; So folgt doch daraus kein Casus Repentinus, und / daß man so brevi manu, den Verbrecher / ohne ihn nur seiner Defension zu hören / oder nur Vorbeygehung derer vorgeschriebenen ordentlichen Mittel / sofort coërciren könne; sondern dem Richter liegt ob / nach seiner Pflicht / dem Inculpato seinen Proceß ordentlich / und also zu formiren / wie es die Gesetze erfordern und determiniren / ohne / daß jemen erlaubet wäre / nach seinem Gutdünken / auf selbst ersonnene Provisional-Mittel zu verfallen. Ad. 2 sind die Commissions-Kosten ebenfalls nichts neues / die einen Nohtfall erwecken können: wie aus deme / was eben / der Länge nach / dieserfalls angeführt worden / zu ersehen ist Ad. 3. macht der wiewohl ungegründ besorgende Status insolventiæ des Mecklenburgischen Hertzogthums / ebenermassen keinen Nohtfall / da solcher in der That ungegründet / und einige Apparentz dazu nicht vorhanden ist / auch die Commission noch nie verlanget hat / nur ein Dorff / geschweige ganze Aemter / in Compensationem ihrer Forderung zu behaupten / daß ad. 4. & 5. Ihro Majest. der König zu Preussen unterschreibender Fürst im Nieder-Sächsischen Creyse sind / und daß Sie / zu dieser Mecklenburgischen Commission mit gezogen zu werden eyfrig verlanget; Auch / daß Sie die Anwertschafft auf Mecklenburg haben; Das sind alles längst bekandte Dinge / die nicht erst pointer emergirt sind. Dahero diese Umstände insgesamt / ihrer Natur nach / gar keinen Casum repentinum haben verursachen können: Und wird demnach alle unpartheyeste Welt erkennen / daß keine einzige Circumstantia sich verhanden sey / welche den Mecklenburgischen Casum dergestalt umgesetzet und verändert hätte / daß er vor einen ordinairen / gewöhnlichen / und gewöhnlichen Nohtfall zu halten sey / welcher durch ein ausserordentliches Mittel / mit Vorbeygehung derer Reichs-Grund-Gesetze und Käyserl. Wahl-Capitulation, mußte gehandhabet werden

Aber / des unerwiesenen Falls / es wäre ein wiederlicher Casus repentinus verhanden / so ist die Quæstio juris zu untersuchen: Ob denn Ihro Käyserl. Majest. darumen vor Sich ganz alleine / mit Vorbeygehung derer Reichs-Stände / etwas vornehmen mögen? Die Reichs-Abschiede / welche vorhostentlich mehrere Auctoritæt / als der Privat-Scribenten / haben / weisen hierunter ganz das Gegentheil. Dann / wann im Röm. Reich Unruhe / Empörung / Bergewaltigung / ungemeiner friedbrüchiger Angriff und Beschädigung entstanden / und dadurch die Verderbnüß zu klagen zusammen / daß deme ungesäumet zu steuren / die Nohtdurfft erfordert hat / wie dergleichen erdenklicher Nohts-Stand und mehrer Casus Repentinus in dem Proœmio der *Reformation* Käyser Friderichs *de Ao* 1442. umständlich zu lesen ist; So hat die Käyserl. Majest. darunter einsetzig / gar nichts vorgenommen / sondern / wann die damalige ordentliche jährliche / vollkommene Reichs-Versammlung nicht hat erwartet werden können: So ist bey extraordinair-Zusammenkünfften mit denen Reichs-Ständen / über die Media consultirt, und mit ihnen deßfalls ein Schluß gefasset worden: Dieses alles stehet deutlich.

In d. Reform: Frid. de 1442. in proœm: ubi: Daß Wir z. mit Hülff GOttes / auch Beystand unser und des Reichs Getreuen / nach allen unsern Vermögen zu tilgen / bearbeiten wollen / und darum / durch Anbringen / auch mit Bygnissen und Rahts Unser und des H. Reichs Chur-Fürsten und Fürsten / Geistlichen und Weltlichen Grafen / Freyen Herrn / Rittern / Knechts- und Städten z. seyn und geboten Wir z.

ANNO 1729.

Als aber gleichwohl das Verehren / Morden / Rauben / Sengen und Brennen / dergestalt überhand genommen / daß niemand fast mehr eine Stunde seines Gutes und Lebens versichert gewesen / dahero dann ein Reichs-Land-Frieden errichtet worden; So ist solches nicht nur mit Zuthun und Bewilligung derer gesamten Stände geschehen / sondern man hat auch der Handhabung desselben / da gleichwohl noch immer das Faust-Recht sich geregt / in gemeine Reichs-Verrahtschlagung gezogen / und hauptsächlich zu dem Ende / darmit in zutragenden Nohtfällen / die Handhabung des Land-Friedens Commissariter resolviret und die Casus Repentini von denen Reichs-Ständen constendirt / mit unterschieden werden können / die ordentliche jährliche Reichs-Versammlung / welche so richtig / als von alters her / gewöhnlich gewesen / eben nicht allzeit gehalten wurde / angeordnet worden

Dieses alles ist klar zu sehen im Land-Frieden 1477. proœmio verbi: mit einmüthigen gutten Rahte der Ehrwürdigen Hochgebohrnen z. Chur-Fürsten / Fürsten / Geistlich und Weltlichen Prælaten / Grafen / Freyen und Stände.

Handhabung des Land-Friedens / de Ao. 1495 pr. vers. darum ordnen z. ubi: dasselbe zu rahtschlagen / handeln / und endlich beschliessen Weg und Weis / dadurch die Friedbrücher zu Straf und Kehrung der Schäden brucht würden z. & in fine: auch sich zu bringen Tag und Wahlstatt des nächst-zukünfftigen jährlichen Zusammenkommens z. add: Art. VI. VII. VIII. & IX. ubi: bekennen z. daß solche verspflichtete Ordnung / zu Handhabung Friedens und Rechtens mit Unsern Rahte und Verwilligung / fürgenommen / aufgerichte und gemacht worden ist.

Erklärung des Land-Friedens zu Augspurg. *de* 1500. *Art.* 1.

Ordnung des Landes-Friedens zu Worms *d.* 1521.

Tit: IV. §. 3. ubi. so das zu frischer That geschehe / sollen alle / die so des ermahnet oder sich selbst innen werden / nachgehen / helffen retten z. & §. seq. 4. Rec: Imp: 1548. 2. ferner zu noch mehrer z. 20.

Aus dem *Deputations*-Abschied zu Worms / de 1564. ist zu ersehen / daß / als solche Nohtfälle und Casus Repentini sich äusserten / daß kein gehorsamer friedliebender Stand des Reichs / nicht in einige Stunde und Augenblick / weder Tag noch Nacht bey dem Seinigen sicher und ruhig sitzen und bleiben möge; Käyser Ferdinandus, vor sich allein / darinner nichts vornehmen können / sondern / weil man nicht zeit gehabt / die ordentliche Reichs-Versammlung zu erwarten / eine extraordinaire Reichs-Deputation zusammen ausschreiben worden wäre.

Rec. Dep. 1564. §. 1. 10. 11. 12.

Massen schon längst vorhero / unter Käyser Maximiliano I. Ao 1521. verordnet worden / daß / wo ein solcher erlegter Fall und Handel allzuschwer und leidig wäre / daß die ordentliche vorgeschriebene Mittel nichts verfangen / so solle es an den Käyser / oder in dessen Abwesenheit / an den Chur-Fürsten zu Mäintz berichtet werden / um einen Deputations-Tag auszuschreiben.

Rec, Imp. 1512. §. 10.

Am allerdeutlichsten aber offenbahret sich aus der Errichtung des Reichs-Regiments, daß alle Casus Repentini und Nohtfälle mit denen Reichs-Ständen überlegt / und deren Schluß darüber erwartet werden müsse. Dann eben um des willen ist dieses Reichs-Regiment vornehmlich gestiftet worden / daß es diejenigen Fälle und Nohts-Sachen / welche sich bis auf eine ordentliche Reichs-Versammlung nicht haben verschieben lassen / in Berahtschlagung setze / und die Remedur dagegen vorkehre.

Ordnung des *Regiments de* 1500 *tit.* 1. *add* und denn zu Zeiten merckliche Sachen der Christenheit und dem Reich zustündig denen der Verzug fast nachtheilig und schädlich ist / und die der Eyl bedürffen z.

Und ist dieses Reichs-Regiment der gantzen Reichs-Versammlung / zum andern Potestate, als das gantze Reich selbst gehabt / fürzugiehen worden / so / daß es auch in denen allerwichtigsten Sachen / wann der Käyser nicht in tempore seyn / oder durch Gewaltthätigkeit / entstehen / per majora das schlüssen und tractiren können.

ANNO 1729.

Add. Erklärung des Land-Friedens *d.* 1500. *tit.* als Wir auch 6. Ordnung des Land-Friedens 1521. tit. 20. §. item als Wir auch 1.

Erklärung des Land-Friedens 1522. *in pr.* In specie iſt die Gewalt und Inſtruction des Reichs-Regiments, von Reichs wegen dahin ertheilet geweſen/ daß daſſelbe in geſchwinden Nothfällen/ nach Wichtigkeit der Sachen/ mit Convocir- und Zuziehung mehrerer Stände/ auch wohl ohne dieſelben das Nöthige hat beſchlieſſen und verfügen können.

Ordnung des *Regiments d.* 1521. §. würde ſich auch 12. über und ſo die Sachen alſo treffentlich wären/ die keinen Verzug leiden mögten/ Stadthalter und Regiment, auch Chur-Fürſten/ und Fürſten in der Sachen procedireten/ und dem/ ſo durch den mehreren Theil beſchloſſen wird/ Folge thun/ oder ob es die Groſſe der Sache erfordert/ andere des Reichs Fürſten und Stände zu ihnen zu erfordern und zuberuffen.

Add. Rec. Imp. d. 1654. §. Doch ob ſich zwiſchen ꝛc.

Doch nun ſich nicht allein bey denen alten Zeiten auffhalten/ ſo iſt das Reichs-Gutachten vom 21. Octobr. 1704. in Materia Cameralı bekannt/ da das fatale luſtrum entſtanden/ unthun zu ſolcher Zeit/ kein leerer Vorwand/ ſondern ein wahrer eyfriger/ und hülff-erforderender Fall vorhanden geweſen iſt: welches die Stände des Reichs bekräfftiget/ und um deswillen/ zwar den/ ohne des Reichs-Concurrentz am Käyſerl. Hof ergriffenen Modum, nicht approbirt-jedoch/ um den ſchädlichen Gerichts-Stillſtand zu benehmen/ und alles beſorgende Præjuditz derer Reichs-Stände abzuwenden/ auch daß/ dem Käyſer und Reich Conjunctim und Pflicht verwandte Gericht von ſeinem Untergang zu retten/ auf eine extraordinari Viſitation, (welche auch erfolget iſt) angetragen haben/ daß demnach auch dieſer einige Nothfall/ ohne des Reichs-Concurrentz, einſeitig nicht hat geſchlichtet werden können. Und was iſt wohl in einem Reich vor mehrerer Wichtigkeit/ als die Macht/ Steuern und Auflagen auszuſchreiben/ inglechen Bündnüſſe zuſchlieſſen/ wo es zumahl die äuſerſte Nothwendigkeit und das Intereſſe der Republic erfordert? Gleichwohl ſind einem Römiſch-Teutſchen Käyſer/ die Hände darunter alſo gebunden/ daß nach klahren Inhalt der Wahl-*Capitulation Art. V.* auch ſo gar in zugelaſſenen/ nothdürfftig/ und unverzüglichen Fällen/ die Steuern und dergleichen An- und Auflagen/ es ſey zu Kriegs- oder Friedens-Zeiten/ anderſt nicht/ als mit Rath/ Wiſſen und Verwilligung derer Chur-Fürſten/ Fürſten und Stände/ auf allgemeinen Reichs-Tag/ angeſetzt werden können Ingleichen/ nach dem Artic. VI. daß derſelbe keine Bündnüſſe in Reichs-Sachen/ ohne derer geſammten Stände Einwilligung machen kan: Da aber/ wie die ausdrücklichen Worte lauten/ publica Salus & Utilitas eine mehrere Beſchleunigung erforderte/ da ſolle aller Chur-Fürſten ſämtliche Einwilligung/ zu gelegener Zeit und Mahlſtatt/ und zwar auf einer Collegial-Zuſammenkunfft/ und nicht durch abſonderliche Erklärung/ bis man zu einer allgemeinen Reichs-Verſammlung kommen kan/ wie ſonſt in allen andern des Reichs Sicherheit concernirenden Sachen/ alſo auch in dieſer/ erlanget werden.

Und haben die zu Leipzig verſambt geweſene Evangeliſche Stände Ao. 1631. den 12. Martii an die Käyſerl. Majeſt. ſolches gar deutlich geſchrieben/ und dieſen Worten/ es ſey zu Regierung von Chur-Bayern/ gar löbl. in Dero ſonderbahrem Voto geſetzt worden/ daß die Reichs-Conſtitutiones durch keine Noht und Gefahr/ ſie ſey auch immer ſo groß als ſie wolle/ nicht zurück geſtellet und übertretten werden ſollen/ ſie ſeyen plane ommoda &c.

ap. *Londorp.* Tom. IV. L. 1. c. 44. N. 7. § Hierzu iſt ferner auch ꝛc.

Und was würde wohl die/ in denen Wahl-Capitulationen beygefügte Clauſul, vor Nutzen haben/ da es keiner:

> Darwieder nicht zu ſeyn/ zu thun/ noch zu ſtatten/ daß darwieder gethan werde/ in einige Weiſe oder Wege/ wie die möchten erdacht werden.

V. Art. XXX. Cap. Nov.

Woferne durch die ſogenannten Remedia Proviſoria, die ereignenden Fälle in Caſus Repentinos könten verwandelt und von der Diſpoſitione Legis eximirt werden?

Aus dieſen allen kan nun jeder ſelbſt urtheilen/ ob das eine ſo ausgemachte und durchgehends veſt geſetzte Regul ſey/ wie der Auctor informationis vorgiebt/ Quod Proviſoria eaque ſumma Imperatoris Poteſtas, in Caſibus Repentinis, nuſquam aliqua Impera Conventione limitata ſit, atque adeo veteribus S. Cæſ. Majeſtatis Juribus abſolutis plane pleneque cenſeatur, ut propterea maximus erga Imperatorem religio prohibeat, quominus ea Proviſoria Cæſares Poteſtas, nunc quidem privatu Statuum arbitrio circumſcribatur.

Man hat alſo nicht Urſach/ ſich dabey länger aufzuhalten/ ſondern will nur im Vorbeygehen/ noch dieſes wenige/ zu Erläuterung des vorherſtehenden Lateiniſchen Satzes/ mit anfügen/ wie denenjenigen/ welche mit einige Wiſſenſchafft der Teutſchen Hiſtorie beſitzen/ nicht unbekannt ſey/ daß die Nordiſche/ und insbeſondere/ die Teutſchen Völcker durchgehends/ in alten Zeiten/ den allermundeſten Begriff von einer abſoluten und unumſchränckten Regierungs-Form nicht gehabt/ daher auch diejenigen/ welche als Häupter der Regierung vorgeſtanden ſind/ nicht ſowohl mit der Poteſtate jubendi, als vielmehr nur mit der Auctoritate ſuadendi, verſehen geweſen ſind.

Und iſt bey allen Veränderungen/ welche ſich in Teutſchland zugetragen haben/ obgleich der verſchiedene Völcker/ durch die Siege ihrer Uberwinder ein gantzliches von ihrer Freyheit eingebüſſet/ dannoch der Grund der alten Regierungs-Form, dergeſtalt unverzert beybehalten worden/ daß auch diejenige/ welche ex Jure Victoriæ gar wohl ein abſolutes Regiment hätten behaupten können/ gleichwohl in allen wichtigen Handlungen und Geſchäfften/ den Raht und Beyſtimmung derer Procerum & Primorum Germaniæ erfordert haben. Als aber endlich Teutſchland ein Regnum ſui juris geworden/ und niemand mehr von rechtswegen/ ein univerſal Regierungs-Recht darauf zu prætendiren gehabt; So iſt zu wohl in derer Reichs-Stände/ welche ihre Provintzen und Länder ſo dann proprio & independente jure innen gehabt haben/ eigenen Willen und Gefallen geſtanden/ das Königs-Recht und folgends Käyſerthum/ unter willkührlicher Bedingung/ wem Sie gewolt/ aufzutragen: Unter welchen Bedingungen allezeit die vornehmſte und hauptſächlichſte gewesen iſt/ daß alle in die Regierung einſchlagende/ und ſonderlich das Intereſſe Commune Totius Regni betreffende/ Negotia, mit Zuziehung derer Stände/ tractirt werden ſolten/ dergeſtalt/ daß ſelbige in allen ſolchen Geſchäfften/ ihr freyes und deciſives Suffragium gegeben.

Dieſe Grund-Verfaſſungen des Reichs ſind von Zeit zu Zeiten/ durch viele Conventiones immer mehr befeſtigt/ und die Gewalt eines Käyſers ſowohl als derer Stände/ dadurch deutlicher erkläret/ und præciſer ausgedrucket und determinirt worden. Unter allen ſolchen/ in ihrer völligen Krafft annoch ſtehenden Conventionen, beſtätiget inſonderheit das *Inſtrumentum Pacis Art.* 1. / und die Wahl-*Capitulation Art.* 4. die/ denen Ständen/ von allen Zeiten zugeſtandene Concurrentz in allen Reichs-Geſchäfften/ oder zu allen/ in das Publicum einſchlagenden Handlungen. Im Inſtrumento Pacis heiſſet es: Gaudeant ſine Contradictione jure Suffragii in omnibus Deliberationibus ſuper Negotiis Imperii; Alſo/ nicht nur allein in denenjenigen Fällen/ welche in gedachten Paragrapho ausdrücklich benennet ſind/ ſondern auch in allen dergleichen inſive ejuſmodi Negotiis, oder/ wie die Capitulation Art. 4. es ausdrücket/ in allen Berahtſchlagungen über die Reichs-Geſchäffte. So bald demnach eine Sache das Reich angehet/ gehöret ſolcher vermöge des trockenen Buchſtabens dieſer Geſätze/ zu denenjenigen Negotiis, wobey die Stände mit Ihren freyen und deciſiven Suffragiis müſſen gehöret werden. Es läſſet ſich alſo/ bey ſolcher der Sachen klahren Bewandnüß/ nicht begreiffen/ wie mit Jura Cæſaris abſoluta, in Sachen/ die die Regierung des Reichs angehen/ ſtatuiren könne/ zumahl bey einem Regno Electivo, welches mit ſo vielen Grund-Geſätzen und Capitulationen limitirt und unterſtrancket iſt/ wobey auch denen Proceribus & Statibus das Condominium Jurisdictionis Imperii zuſtehet.

Die Entſetzung eines Standes von Land und Leuten/ iſt/ wie niemand läugnen kan/ eine derer wichtigſten Sachen/ die im Reich jemahl vorkommen können: wovon nun gleich keine beſondere Geſätze vorhanden wären/ daß derer Reichs-Stände Einwilligung zu ſolchen höchſt-wichtigen Actu, erforderlich ſey; So würde doch ſolches aus der/ von allen Zeiten her/ löblichen Grund-Verfaſſung des Reichs geſchehen müſſen/ dahingegen die erſt-angeführten Stellen des Inſtrumenti Pacis und der Wahl-Capitulation hierunter klahre Ziel und Maaß vorſchreiben.

Wann nun alſo der Reichs-Hof-Raht die Gewalt nicht hat/ einen Stand des Reichs ſeiner Regierung zu entſetzen/ ſo hat er auch nicht die Gewalt/ ſolches ad Tempus oder Proviſorie, zu thun: Eben ſowenig/ als einem Käyſer zuſtehet/ demanden die Macht zu ertheilen/ daß Er ad Tempus oder Proviſorie, einen neuen Zoll anlegen möge/ da überhaupt/ ohne Conſens derer Chur-Fürſten/ der Käyſer keine neue Zölle verſtatten kan.

Es wird mer von denen Ständen des Reichs entfernet ſeyn/ zumahl der Käyſerl. Majeſt. in Dero Gerechtſamen Eintrag zuthun; Es werden ſich eher und Dieſelben/ von niemanden/ neue Jura auftragen/ am allerwenigſten aber/ dieſe Potentiam Proviſoriam aufkommen laſſen/ da es eine ſchädere iſt geſtrichen/ als ob man denen Reichs-Hof-Rahte ſich dieſes Vorwands bedienen wolte/ ſo offt es ihm nur gefällt/ die Hände an ſolche Sachen anzuſchlagen/ welche die Reichs-Geſätze ſeiner Cognition und Diſpoſitione ausdrücklich entziehen. Und weil es faſt das Anſehen gewinnen/ man vermeine/ durch dieſes Wort ein ſchädliches Mittel gefunden zu haben/ ſich von allen Vinculis zu liberiren/ und alle/ ad Comitia gehörende Sachen/ nur dadurch/ daß man denen Verordnungen/ das Wort Proviſorie, einrücket/ der Gewalt

ANNO 1729.

walt des Reichs-Hof-Rathes Privative & Solitarie zu unterwerffen / hat es erhellet nicht undeutlich aus dem Pro Memoria, daß man gedencke / gar ein Reservatum Cæsareum, aus solchem Proviſorio zu machen. Woferne der Reichs-Hof-Rath diese Absicht erreichen solte / würde es gar bald um die Freyheit derer Stände gethan seyn.

Das IV. Argument, de ſtricta interpretatione Capitulationis, iſt ſchon bey der erſten Frage ſub N. 2. vorgekommen / und daſelbſt erledigt worden.

Es hat noch kein patriotiſcher Reichs-Stand Ihro Käyſerl. Majeſt. Reſervata diſpatirlich machen gewollt / wenigſtens müſte man ſolches erſt erweiſen / wohl aber zeugen die Acta Publica, wie offt die Reichs-Stände geklaget / daß man ihrer Libertæt, und denen / ſowohl Lege ſcripta & expreſſa, als ex Obſervantia imperii hergebrachten Rechten / Eintrag thun wollen. Man darf nur dasjenige in Erwegung ziehen / was in einer faſt gleichen Materie, im vorigen Seculo, mit dem Chur-Pfältziſchen und Mecklenburgiſchen Caſu, da das Hertzogthum Mecklenburg an den Hertzog von Friedland verſchencket werden wollen / vorgegangen iſt. Und ob wohl durch den Weſtphäliſchen Frieden Vorſehung darunter geſchehen iſt; So haben dennoch die Klagen und gegründeten Beſchwerungen nicht nachgelaſſen.

In der information wird ſub N. V. & VI. angeführet / daß man zwar hin und wieder ausgeſprengt habe / es würden in Comitiis die Majora, wieder die Proviſional-Adminiſtration ausfallen; Allein / weil die Frage / ſuper Poteſtate Cæſaris, ſo adornanda Proviſionali Adminiſtratione, nicht wäre in Propoſition geſtellt / ſondern nur des Hertzog Carl Leopolds angetaſte Patent, und übrige ſtraffbare Aufführung dem geſamten Reich bekannt gemacht worden / um / die darbey-an das Publicum anſchlagende Momenta zu Berahtſchlagung zu ziehen / und wie etwa der Sache geholffen werden möchte / ein Gutachten zuerſtatten; So könte über keinen andern / als über dieſen Punct votirt werden: Und wann gleich die Majora wieder die proviſional Adminiſtration ausfallen ſolten: Könte doch ſolches keinen Effect haben / da ja noch erſt kürtzlich / in Quæſtione, de juribus ſingulorum ſtatuum, underlich von denen Ständen A. C. wäre behauptet worden / daß ſolche denen Majoribus nicht unterworffen wären / daher Ihro Käyſerl. Maj. Ihre Reſervata ſich ſowenig / als die Status ihre Jura ſingularia, ab-votiren laſſen könten.

Man ſihet zwar noch / wie dieſes alles zu Beſtärckung der vorgelegten Frage / ob die Mecklenburgiſche Land-Stände ihrer dem Hertzog Carl Leopold geleiſteten Pflichten entlaſſen / und ſelbige dem Adminiſtratori zu præſtiren / angehalten werden können? in dem allergeringſten diene; jedoch will man es nicht mit Stillſchweigen gar vorbeygehen.

Denn / wann der Auctor Informationis vermeinet / daß der Punct der Landes-Privation des Hertzog Carl Leopolds, in Comitiis, ohne vorhergehende Erlaubniß des Käyſerl. Hofs / nicht könne in Propoſition geſtellt werden; So kan man nicht umhin / ſelbigen des Art. XIII der letztern Käyſerl. Wahl Capitulation, zu erinnern / als worinnen von Ihro Käyſerl. Majeſt. ausdrücklich verheiſſen werden / daß Dieſelbe dem Chur-Fürſten zu Maynz / der Käyſerl Propoſition zu folge / und dem Reiche zum Beſten / ein und andere Sachen / wie auch der klagenden Stände Beſchwernüß / wann auch ſchon dieſelbe die Käyſerl. Haus Reichs Hof- und andere Räthe / und Bediente / ihrer Art nach betreffen / in das Chur-Fürſtl. oder in alle Reichs-Collegia zubringen / zu proponiren und zur Deliberation zuſtellen Nß keinen Einhalt thun / noch ſonſt in dem Chur-Maynziſchen Erz-Cancellariat und Reichs Directorio. „ Ziel und Maaß geben / „ noch daran hinderlich ſeyn wollen / daß die in dergleichen „ Sachen / einzugebene Memorialien, wann dieſelbe anders „ mit behöriger Ehrerbiechung eingerichtet ſeyn / zur Dictatur „ gebracht / und denen Ständen auf ſolche Weiſe communiciret werden mögen.

Und / was würde wohl denen Ständen des Reichs / und allen Ihren in denen Reichs-Satzungen / und beſonders in denen Capitulationen, beſtättigten hohen Juribus, gelegener ſeyn / wann Ihnen nicht erlaubet wäre / ihn / von dem Reichs-Hof Rahte und ſonſt / Ihnen geſchehene Verunrichtungen / auf dem Reichs-Tage in Deliberation zuſtellen / und auf ihre Conſervation Reichs-Conſtitutions-mäſig bedacht zu ſeyn?

Ob man aber nun gleich eben nicht ſagen kan / ehe und bevor in Comitiis, über die gantze Sache nicht deliberirt worden iſt / welche Stände Affirmative oder Negative votiren werden: Dannenhero der Auctor Informationis, im Anfang des Pro Memoria, hierunter etwas zu frühzeitig ſeine Meinung avancirt hat / daß nehmlich die bishergen Commiſſen in der Mecklenburgiſchen Sache / und mit ihnen diejenigen Stände / welche in der Hannoveriſchen Alliantz ſtehen / Negativam behaupteten; So mag jedoch kein Zweiffel vorwalten / es werden nicht nur allein / die / in dem Pro Memoria ſo genannte Hannoveriſche Allirte, ſondern auch alle diejenigen Stände / denen daran gelegen iſt / daß das Reichs nach Teutſcher Art in ſeiner auf die Fundamental Geſetze gegründeten Verfaſſung bleiben möge / die Negativam behaupten; wiewohl es eben darauf nicht ankommt / wer die Negativam behauptet; ſondern / wie was vor Gründen ſolches geſchiehet.

ANNO 1729.

Im übrigen iſt zwiſchen der / in dem Pro Memoria vorgebrachten Frage / und der Quæſtione: de juribus Statuum ſingularibus, welche der Auctor Informationis hier mit einmiſchet / ein ſolcher augenſcheinlicher Unterſcheid / daß man gar keine Terrium Comparationis erfinden kan. Dann es ſind gewiſſe Fälle / welche ihrer Natur und Eigenſchafft nach / in keiner Societæt überhaupt / ex ipſis Regulis Juriſprudentiæ Univerſalis, denen Votis Majoribus unterworffen ſind. Und obwohl ſolche ad numerum abzuzehlen / ſo ſind doch ſelbige / nach deme von Zeit der Religions-Reformation an / viel Streit über die Suffragia Majora, auf beyden Thalen / vorgefallen / endlich in dem Weſtphäliſchen Frieden determiniret worden.

In præſenti aber kommt es gar im geringſten nicht auf eine dergleichen Materie an / ſondern / der jetzige Caſus betrifft eigentlich eine Controvers über den Reichen Verſtand des I. und XX. Art. der Käyſerl. Wahl-Capitulation, da auf der einen Seiten will behauptet werden / es ſtehe der Käyſerl. Majeſtät die Macht nicht zu / einem wiederſpenſtigen Reichs-Stand ſeine Landes Regierung / inconſulto Imperio, zu legiren / und proviſionaliter einen Adminiſtratorem zu ſetzen: Welches hingegen auf der andern Seite negirt wird; Dannenhero gar kein Caſus verhanden iſt / da die Majoritas Votorum applicirt werden könte.

Den Schluß machet endlich der Auctor Informationis ſub N. VII. mit dieſem Argument,

Daß / weil in dem Inſtrumento Pacis Weſtphal. gar nichts enthalten ſey / das in gegenwärtigen Caſum einſchlage; So beruffe man ſich vergeblich auf die Garantie von Franckreich und Schweden.

Allein der Auctor irret ſich ſehr / geſtalten in *Art VIII.* §. 3. gar deutlich ſtipulirt iſt: „ in proximis Comitiis, de Modo & ordine in declarando uno vel altero Statu in Bannum Imperii, præter eum, qui alias in Conſtitutionibus Imp. deſcriptus eſt, tenendo, ex Communi Statuum Conſenſu agatur & ſtatuatur.

Welche Worte nicht vergebens / ſondern aus Veranlaſſung deſſen / was zu denen Ferdinandiſchen Zeiten / wieder verſchiedene Reichs Stände / de Facto, mit gäntzlicher Verderbung des Reichs / geſchehen iſt / alſo ſind geſetzet worden. Und obwohl dieſer Punct, wie viele andere / auf dem / gleich nach den Frieden-Schluß gefolgten Reichs-Tag / wegen enger der Zeit / nicht hat erledigt werden können; So iſt doch ſolches in der letzten Wahl-Capitulation Art. I. & XX. geſchehen.

Dannenhero dieſe beyden Articuli Capitulationis Cæſ als eine Execution des Inſtrumenti Pacis, in dieſem Stück zu conſideriren und machen die garantirenden Cronen / Franckreich / und Schweden / allerdings billigt ſind / deren unverbrüchlichen Feſthaltung / wo es Noht iſt / dem Reich zu verſchaffen; Wiewohl alle Patriotiſch-geſinnte deſſen vielmehr überhoben zu ſeyn / wünſchen.

lit A.

NAchdem man im Fürſtl. Neben-Zimmer von der / von Ihro Käyſ. Majeſt. von Groß-Britannien / an Ihren Herrn Bruder / des Herrn Hertzogs Ludwig Rudolffs zu Braunſchweig-Lüneburg Durchl / geſchehenen *Caſum* des Fürſtl. Grubenhagiſchen *Voti*, wie auch *de Modo*, wie der / dem Vernehmen nach / dazu *legitimirte* Herr Geſandte am füglichſten *ad Collegium* zubringen / ſich beſprochen / und dabey vorgekommen / daß ſowohl Ihro Käyſerl. Majeſt. als des Königs von Groß-Britannien Majeſtät. gern ſehen / daß recht-erwehnt Durchl von Braunſchw. Lüneburg / nunmehr die Führung ſolches Grubenhagiſchen *Voti*, würcklich antreten / und den dazu gehörigen Ort in dem Hochlöbl. Reichs-Fürſten-Raht / einnehmen möchten / auch nicht zweiffelten / Fürſten und Stände / mehr-gedachter des Herrn Hertzogs Durchl. ſolche Ehre ſobiel weniger mißgönnen würden / als Ihro Durchl. aus einem uralten Reichs-Fürſtl. Hauſe entſproſſen / ein eigen *immediates* Fürſtenthum / und nebſt demſelben / einige Stücke aus dem Grubenhagiſchen / in mittelbaren Beſitz hätten / mithin dieſe *Ceſſion*, als eine *res Domeſtica* anzuſehen wäre / auch ſo vielweniger *præjudiciren* könte / als Ihro Durchl. dieſes *Votum*, nur *ad dies vitæ*, zu führen begehrten. So hat man *a potiori* ſich dahin geäuſert / daß man zwar Ihro Käyſerl. Majeſt. zu allerunterthänigſten Ehren / und Ihro Groß-Britanniſchen Königl. Majeſt. auch den übrigen geſamten Hauſe Braunſchw. Lünch. zu ſonderbahrem Gefallen / dieſe Sache / *pro re domeſtica* anſehen / und Ihro Durchl den Herrn Hertzog Ludwig Rudolffen / bey denen / in ihrer Perſon *concurrirenden* gantz beſondern / obangeführten und andern *Conſiderationen* auch / weilen hierdurch die Anzahl der *Votorum* im Fürſtl. *collegio* nicht vergröſſert wird / die Ehre / von wegen des Fürſtenthums Grubenhagen / in dieſem *collegio* zu ſitzen / und zu *Voti*ren / zugönnen / jedoch dabey ſonderlichſt bedungen haben wolte / daß ſolches von mannanden / wer der auch ſey / zur Conſequentz gezogen / viel weniger auf einige andere / nicht auf alle ober-

ANNO 1729. „ wehnte Umſtände / ſich qualificirende Caſus applicirt werden ſolle / und / beſt mm . von den in denen Reichs-Satzungen „ und der Obſervantz gegründeten Principio, Kraft deſſen „ niemand in dieſem Collegio, Votum & Seſſionem haben „ kan / der nicht ein ſolches Fürſtenthum / dem dieſes Recht „ Conſentiu Statuum anklebet / jure proprio & pleno ter „ritoriali beſitzet / nicht im geringſten hiervon abweichen / ſondern vielmehr denſelben beſtändigſt und durchgehends / „ in allen andern Fällen inhariren wolle.

CXXXI.

Deduction Hiſtorique abregée, fidelement extraite d'Actes & de Documens authentiques touchant l'Origine & la Continuation des Droits du Roi de Pruſſe, & Electeur de Brandebourg, à la Succeſſion éventuelle de tous les Fiefs Imperiaux du Duché de Meklenbourg, avec les Documens allegués. 1729.

LEs malheureuſes diviſions & les differends ſurvenus depuis quelques Années entre Monſieur le Duc Charles Leopold de Mecklebourg, Sa Nobleſſe & ſes Etats, differends agitez avec tant de chaleur depuis pluſieurs années devant le Conſeil Aulique Impérial, ſont ſi connus, qu'il ſeroit ſuperflu, de les décrire & de les raporter ici fort au long. On a déja donné ſur ce ſujet au Public divers Ecrits imprimés, & des Collections entieres. Il n'y a que très peu d'années qu'on publia ſur ce ſujet un Ecrit intitulé: *Juſtiſſime Deciſiones Imperiales in cauſis Meklenburgicis*; Depuis on a encore publié ſous la data du 27. Janvier, une ample Concluſion du Conſeil Aulique, concluſion qui pourra donner, ſur ces differens, des lumieres ſuffiſantes aux perſonnes, qui ſouhaitent d'en être bien informées, & qui ont du tems à donner à la lecture de ces ſortes d'Ecrits.

Cependant la chaleur avec laquelle cette affaire a été traitée, tant dans l'Empire, qu'au dehors, dans les principales Cours de l'Europe, l'importance même de la choſe, outre d'autres vûes particulieres, qui ont concouru, ſont cauſe, que ces differends ont preſentement une grande influence dans les affaires publiques, & en donnans occaſion à divers raiſonnemens, font porter des jugemens fort oppoſés: en ſorte qu'il y a lieu de craindre, que cela ne tire apres ſoi de facheuſes conſequences.

C'eſt ce qui reveille l'attention du Public, & fait ſouhaiter aux amateurs de l'Hiſtoire & du Droit public, d'être plus particulierement informés de la diſpoſition du Gouvernement du Duché de Meklebourg, de ſes Droits de Souveraineté, & en particulier, de ſavoir à qui doit appartenir ce Duché par droit de Succeſſion; car de ce droit depend en bonne partie la tranquillité & la proſperité d'un Pays.

Or comme je me ſuis cru obligé en diverſes occaſions, & que j'ai tâché en ces ſortes de cas, de rendre de bons ſervices aux Amateurs de l'Hiſtoire & du Droit public, en leur faiſant part d'Ecrits & de Memoires curieux, j'ai eu lieu d'eſperer, que je leur ferois plaiſir d'entreprendre le même travail par rapport au Duché de Meklebourg, & de leur communiquer de tems à autres, certaines Pieces, qui ne viennent pas en main à tout le monde, que l'on ne raſſemble qu'avec peine, & qui peuvent donner beaucoup de lumieres, pour mettre le Lecteur au fait dans l'affaire dont il s'agit.

Dans cette eſperance je vais commencer par donner quelques éclairciſſemens au ſujet de la Succeſſion à ce Duché, éclairciſſemens, qui, ſi je ne me flatte, pourront bien ne pas déplaire au Public.

Mais comme il n'eſt nullement neceſſaire, pour ce deſſein, de rappeller ici les diſputes de Succeſſion, qui ont été anciennement mûës & terminées à ce ſujet, j'expoſerai ſeulement ici au Lecteur, un Ecrit qui parut dés l'An 1708, & qui prouve ſolidement, qu'en cas que par la direction de la Providence, il arrivât que la Ligne Maſculine des Sereniſſimes Ducs de Meklebourg d'aujourd'hui vînt à s'éteindre, le Droit de Succeſſion feodale tomberoit alors inconteſtablement à la Maiſon Royale de Pruſſe, ce que l'on doit regarder en ce cas-là, comme un des plus grands bonheurs qui puiſſent arriver au Pays de Meklebourg, puiſque d'un côté ſes Ducs ſe peuvent aſſurer entierement, qu'alors leurs fideles Sujets ſeroient devoüs à une Auguſte Maiſon, qui a toûjours été pourvûe de très bons & de très loüables Princes, qui leur ſont étroitement alliés depuis pluſieurs Siecles, & dont les pretentions & l'infeodation Imperiale ſur ces Pays-là, ſont connuës de tout l'Empire. ANNO 1729.

D'autre part les Peuples du Meklebourg n'auroient à craindre aucunes diſputes de Succeſſion, diſputes qui ne manquent jamais d'être accompagnées de beaucoup de malheurs & de troubles pour les Pays. Au contraire, ils auroient tout lieu d'eſperer d'avoir des Princes très-équitables, que la Providence Divine & l'Autorité Impériale leur deſtinent depuis long-tems, envers leſquels, le cas arrivant, ils auront toute ſorte de raiſons d'avoir la pleine & l'entiere confiance, que de fideles Sujets doivent avoir en leurs Princes.

Cet Ecrit n'a nul beſoin de plus ample explication, & c'eſt ce qui m'a empeché d'y rien ajouter, mon intention n'etant pas de faire ici un étalage vain & ſuperflu de mon propre travail, j'ajouterai ſeulement en peu de mots, que les Inveſtitures & les Confirmations Imperiales, qui ſont pareilles à celles qui ſont ci-deſſous allegués à la Piece marquée de la Lettre Z, ont été continuées juſqu'au tems preſent.

§. I.

COmme il peut y avoir des gens qui jugent, ſans en être bien informez, du Droit que Sa Majeſté Pruſſienne & tous les Seigneurs Marggraves de Brandebourg ont depuis environ 300. Ans, à la Succeſſion Eventuelle de tous les Fiefs Imperiaux, compris dans le Duché de Meklebourg, au cas que la Race Ducale vienne à s'eteindre, faute d'Heritiers mâles; On a jugé neceſſaire de deduire ici clairement la fondement de ce Droit, & tout ce qui en depend. Le détail n'en ſera pas chargé de raiſonnemens, & l'on évitera des longueurs, toujours inutiles, quand la matiére eſt aſſés claire d'elle-même.

§. II.

Il ſeroit aiſé de prouver par le raport d'Hiſtoriens fideles, que le Marggraviat de Brandebourg fut fondé par les premiers Empereurs de la Nation Allemande, pour tenir en bride les Eſclavons ou Vandales, & les Sarmates, Peuples toujours inquiets & belliqueux, & que ceux qui gouvernoient alors dans les Pays, avoient charge de veiller à la ſureté de l'Empire, en reprimant les efforts de ces Peuples barbares.

On pourroit auſſi faire voir, non ſeulement par l'Hiſtoire, mais même par d'anciens Diplomes, qui pour encourager les Marggraves de Brandebourg & les mettre en état d'agir contre ces Peuples, l'Empereur leur a accordé des Droits ſur les Pays de leur voiſinage, & principalement du côté des Vandales, les Electeurs ont même acquis des Droits ſur des Pays ennemis, & fait ſur eux des Conquêtes, qui leur ont été ſpecialement confirmées par l'Empereur, à cauſe de tous les travaux, & de tout le ſang qu'elles leur avoient couté.

Mais comme nôtre intention à preſent, n'eſt pas de rechercher les anciens Droits que les Electeurs & Marggraves de Brandebourg ont ſur quelques Pays de leur voiſinage, ni de voir, comment en eſt derive celui de Succeſſion, lequel a été reglé depuis par des Traitez authentiques, parce qu'il faudroit remonter à des tems trop reculez, pour ne pas laiſſer quelques ſcrupules dans l'eſprit des Lecteurs.

Nous commencerons ſeulement depuis les tems où ces Droits ſe peuvent voir clairement par des Documens ſûrs & authentiques; ainſi, ſans raporter les preuves de ce qu'on vient d'avancer, quoi qu'il ſoit facile d'en recueillir ſuffiſamment dans chacun des Siécles precedens, nous paſſons d'abord au XVme Siécle depuis la Naiſſance de J. Chriſt. Or nous prouverons, puiſque dés le commencement de ce Siecle, le ſuſdit Droit de Succeſſion des Seigneurs Marggraves de Brandebourg ſur tous les Pays du Meklebourg d'une maniere propre à convaincre pleinement de la réalité & de la ſolidité de ce Droit, tous ceux qui voudront y jetter la vûe.

§. III.

Ce fut dans ce Siécle XVme, ſavoir la veille de St. Jaques & de St. Philippe, qui étoit le 30. d'Avril de l'Année 1415, que l'Empereur Sigismond de Luxembourg, du conſentement des Electeurs de l'Empire, confera par des Lettres expreſſes, l'Electorat & Marg-

gra-

ANNO 1729. graviat de Brandebourg à Frederic Bourggrave de Nuremberg, premiere tige de la famille des Rois de Pruſſe, Electeurs & Marggraves de Brandebourg, aujourd'hui glorieuſement regnante, à quoi l'Empereur fut porté, en conſideration de la vaillance, de la prudence, & des grands merites perſonnels de ce Prince.

L'Acte de Conceſſion en fut alors paſſé, ſous de certaines conditions, qui ont été remplies, depuis l'entiere extinction de la Maiſon de Luxembourg; Or cet Acte enjoint expreſſement à tous les Princes, Prelats, tant Eccleſiaſtiques que Seculiers, Comtes, Seigneurs, Chevaliers, Ecuyers, Vaſſaux, Bourggraves, Prevôts, Baillifs, Juges Provinciaux, Juges, Conſuls, Echevins, Membres de Conſeil de Villes, Bourgeois, Habitans de Villes ou de Villages, & à tous autres appartenans ou habitans de la Marche, d'adherer audit Frederic, de le reconnoître pour véritable Marggrave, & de lui prêter foi & hommage en la maniére accoutumée, en les declarant libres & degagez de toute autre ſujettion ou ſerment. Pour l'Inveſtiture formelle elle-même de cet Electorat, elle ne ſe fit que deux Ans après, à Conſtance, avec de grandes ſolemnitez.

§. IV.

Or après que Frederic I. eut réſidé quelque tems dans la Marche en l'An 1415, tous les Princes Vandales & Seigneurs de Werle d'alors, ſavoir Balthaſar & Guillaume freres, avec Chriſtophle leur Couſin ſe rendirent à Berlin, & là ils ſe reconnurent Vaſſaux de l'Electeur, de ſes heritiers & des Pays de la Marche, ils y recurent de lui en Fief toutes leurs Terres, & Sujets ſans exception, ils lui en prêterent hommage héréditaire, & jurerent par les Saints qu'ils lui rendroient fidelement ſervice, ſuivant le Droit ordinaire des Fiefs, & qu'ils ſeroient feaux, ſoumis, & obeiſſans aux Marggraves & à leurs heritiers, comme à leurs veritables Seigneurs feodaux. C'eſt ce qu'ils confeſſent ouvertement dans la Declaration écrite qu'ils en donnérent, ſous la Lettre A, en date de Lundi, jour de la Fête des onze mille Vierges (at Octob.) Declaration qui ſe trouve auſſi inſerée tout au long dans la Lettre Originale, & encore entiere de l'Empereur Sigismond, de l'An 1437, dont la Copia ſe lit ci-deſſous à la Lettre I. Or dans cette Declaration ils etendent fort amplement la ſujettion & la dépendance d'eux & de leurs heritiers envers les Marggraves ou les leurs.

§. V.

Ces Princes de Vandalie & Seigneurs de Werle étoient originairement iſſus de la même Tige que les Ducs de Meklebourg; mais ils formoient une Branche à part, laquelle avoit commencé au 13. Siècle, dans la perſonne de Nicolot, Prince des Vandales & des Herules, frere de Jean I. Duc de Meklebourg.

§. VI.

Il importe peu de ſavoir, comment la Ligne de Meklebourg s'accommoda de cette conduite ſuſdite & de cette ſujettion feodale des Lignes de Vandalie & de Werle, car quoi qu'elle en fût apparemment fort peu ſatisfaite, il ne paroît pourtant pas, qu'elle ſe ſoit donné aucun mouvement à ce ſujet; & s'il y eut alors quelques voyes de fait, & des pillages, c'étoit un deſordre qui régnoit déja depuis longtems dans ces quartiers là; Cependant le Duc Jean troiſiéme du nom dans la Ligne de Meklebourg, ayant fait une invaſion dans la Marche, il y fut fait priſonnier; & même, comme le veulent quelques-uns, dés l'Année 1410, par le Comte de Rupin & par les Seigneurs de Rochow, de Quitzow, & de Schulenbourg; l'Electeur Frederic de Brandebourg le relâcha pourtant moyennant une modique Rançon de 3000. Schock de Groſch de Boheme, ou de 6000. Ecus; pour laquelle ſomme, il donna caution après ſon élargiſſement, & s'engagea outre cela, ſous traité d'otage, de ſe rendre à cheval dans la Ville de Bernau, pour n'en point ſortir, qu'il n'eût payé ſa Rançon. Tout ceci paroît plus au long, par la Lettre du Duc Jean, datée de Ratenau du Samedi après la St. Jean Baptiſte, qu'on lit ci-deſſous à la Lettre B, dont on garde encore l'Original en ſon entier.

§. VII.

Ce Duc Jean de Meklebourg étant élargi de ſa priſon, dans laquelle il avoit été detenu, qu'il qualifie de priſon *juſte & legitime*, & de laquelle il s'étoit racheté, moyennant une ſomme d'argent, delivra au Marggrave une Lettre Reverſale, datée du même jour de la St. Jean 1427, par laquelle il reconnoît tenir en Fief dudit Marggrave & Electeur Frederic I, de ſes heritiers, & du Marggraviat de Brandebourg, tous ſes Pays, Terres, Sujets avec toutes leurs apartenances, en quelque lieu qu'elles puiſſent être, de quelque maniére qu'on les puiſſe nommer, enfin ſans exception aucune, en prêtant ſerment corporel par les Saints de Paradis, recevant actuellement en Fief & jurant &c. d'être féal & ſoumis, comme c'eſt le devoir d'un Vaſſal envers ſon Seigneur, de relever leſdits Fiefs, tant lui que ſes Deſcendans, dans toutes les mutations qui écherront, & de demeurer à perpetuité attachez aux Seigneurs feodaux & au Marggraviat. Tout ceci ſe lit plus au long dans la Piece marquée C, & peut être confirmé par l'Original même.

ANNO 1729.

§. VIII.

Ainſi, même en laiſſant à part les anciens Droits & Juriſdictions des Seigneurs Marggraves de Brandebourg, on voit, de la maniére qu'on vient de dire, qu'ils ne poſſedent pas à moins juſte titre la Seigneurie feodale ſur la partie du Pays de Meklebourg, que poſſedoit pour lors cedit Duc Jean III. que ſur les Pays de la Ligne Vandale & de Werle, & qu'ils l'ont obtenue d'une maniere licite dans ce tems-là, Preſentement on va voir, comment ce Droit, à quelque changement près, leur a depuis été conſervé & plus amplement confirmé.

§. IX.

Depuis ce tems-là, les Ducs de Meklebourg & les Princes de Vandalie ont donné dans les Lettres, non ſeulement aux Electeurs regnans, mais auſſi aux autres Marggraves de Brandebourg le titre de *Gracieux Seigneurs*, & ceux-ci en récrivant, ont donné aux Ducs, celui *d'Amez & Feaux*. La Piece D. priſe d'une Copie ou minute Originale, ancienne & digne de foy, prouve qu'en 1427, Jean, Fils de Frederic I, pour lors Heritier preſomtif de l'Electorat de Brandebourg, (bien que dans la ſuite il ait reſigné ſon droit) écrivant au Duc de Meklebourg, le nomme *Amé & Feal*, & dans la Piece E l'on voit, que les Ducs de Meklebourg ont donné le titre de *Gracieux Seigneur* & de *Vôtre Grace* à Frederic, fils de l'Electeur Frederic I, gouvernant alors la Marche, en l'abſence de ſon Pere qui étoit en Franconie; Or pour la preſent il n'eſt pas neceſſaire d'apporter d'autres exemples de ceci, on a encore une Lettre des Princes de Vandalie, de l'An 1416. dans laquelle ſe trouve ſouvent repeté le formulaire de *Gracieux Seigneurs*. Voiez ci-deſſous, à la Lettre F.

§. X.

En l'Année (*) 1436. la Ligne Vandale & de Werle s'éteignit entierement par le decès de ſon dernier Duc Guillaume, mort ſans heritiers mâles, c'eſt le même qui l'An 1415. s'étoit reconnu Vaſſal par l'Acte cité à la Lettre A. Frederic I. Electeur de Brandebourg pouvoit alors, en qualité de Seigneur feodal incontestable, pretendre à la ſucceſſion des Pays de Vandalie & de Werle comme à un Fief vacant; Mais Henri le Gras Duc de Meklebourg, Couſin de ce Duc Jean qui avoit donné en 1427. l'Acte de reconnoiſſance rapporté à la Lettre C. prévint l'Electeur Frederic ſon Beaupere, & s'empara de cette Succeſſion, en qualité de plus proche parent du côté des mâles, quoique les Lignes de Vandalie & de Werle ſe fuſſent ſeparées de celle de Meklebourg, & que leurs poſſeſſions fuſſent déja partagées dès le XIII. Siècle, ainſi qu'on l'a remarqué plus haut. D'ailleurs la Ligne de Meklebourg ne pouvoit prétendre à ladite Succeſſion en aucune maniere; on a vu ci-devant, qu'elle ne fit aucune oppoſition à l'Acte d'inféodation paſſé publiquement l'An

(*) D'autres veulent, que cette Ligne fut éteinte dès l'An 1425, mais cela ne paroît pas ſe pouvoir trop bien concilier avec les circonſtances & les Actes.

ANNO 1729. l'An 1415. par la Ligne de Vandalie, qu'elle n'allegua aucune pretention à cette occaſion, & qu'elle ne requit ni n'obtint d'être compriſe dens l'infeodation des Pays de Vandalie & de Werle.

§. XI.

La guerre des Huſſites d'alors, dans laquelle Frederic I. fut nommé General, fut cauſe, à la verité, que l'affaire de la Succeſſion de Vandalie ne fut pas pouſſée contre ledit Duc Henri le Gras avec autant de vigueur qu'on auroit été en droit de le faire. Cependant l'Electeur Frederic s'adreſſa à l'Empereur, qui fit expedier de Prague un Mandement daté du jour de la St Leonard, l'An 1436. addreſſé aux Prelats, aux Nobles, Vaſſaux & aux Villes du Pays des Vandales, leur enjoignant de reconnoître ledit Electeur, de lui prêter hommage, à lui ou à celui qui avoit un pleinpouvoir de ſa part, de s'attacher à lui, & à la Marche de Brandebourg, & cela ſans aucun delai. Voyez la Lettre G.

§. XII.

De plus l'Empereur étant à Prague, & voulant decider de cette affaire, fit citer peremtoirement l'Electeur Frederic d'une part, & Henri & les autres Ducs de Meklebourg d'autre part, par Decret du Jeudi après le Dimanche *Invocavit*, de l'Année 1437, pour comparoître le 10. jour d'après la fête de St. Jaques & de St. Philippe, en cas que ce fût jour plaidoyable, ou le plus prochain jour plaidoyable ſuivant. Voyez la Lettre H; Piece priſe d'une ancienne Copie de cette Citation.

§. XIII.

Il eſt vrai, que les Ducs de Mecklebourg ne comparurent point ſur cette Citation, mais on peut voir par la Piece marquée I, que le Jeudi après la Ste Marguerite, environ la mi-Juillet de l'Année 1437. l'Electeur Frederic I. comparut devant l'Empereur, requerant que droit lui fût fait au ſujet de la Province de Vandalie, & il produiſit dans la ſeance un Acte portant, *que la Province de Vandalie étoit un Fief mouvant du Marggraviat de Brandebourg.* Or bien que l'Empereur, du conſeil des Princes & des Seigneurs qui l'aſſiſterent dans ce jugement, n'ait point voulu examiner alors la queſtion principale, mais qu'il ait aſſigné pour cela un autre jour plaidoyable, cependant ſur la repreſentation que fit ledit Electeur, qu'il n'étoit ni ſûr, ni à propos de trop expoſer l'Original de l'Acte, & à ſa requiſition, l'Empereur lui en fit expedier le même jour une Copie vidimée & authentique, à laquelle on pût ajouter foi, dans toutes les Villes & dens les Tribunaux.

§. XIV.

On ne ſait pas, ſi l'affaire fut pouſſée plus loin à la Cour Imperiale, mais il y a de l'apparence, que les Troubles ſurvenus à l'occaſion de la Mort de cet Electeur Frederic I. & du partage de ſes Fils, y cauſerent de l'interruption. On ne laiſſa pas cependant d'en venir de tems en tems a des voyes de fait.

§. XV.

Neanmoins on ne trouve point, pendant toute cette diſpute de Succeſſion, mûe au ſujet des Principautez de Vandalie & de Werle, qu'on ait le moins du monde revoqué en doute le droit de Seigneurie directe ſur les autres pays du Mecklebourg, tel que les Marggraves de Brandebourg l'ont acquis en 1427. du Duc Jean III. comme on l'a raporté ci-deſſus.

§. XVI.

Cependant comme les voyes de fait alloient toujours en augmentant pendant toute cette diſpute de Succeſſion, & que ce n'étoit dans les Pays de la Marche & du Mecklebourg que pillages, ravages, incendies & aſſaſſinats perpetuels, & que tous les accords proviſionels qui ſe faiſoient de tems en tems ne pouvoient arrêter le mal, on ſe laſſa enfin de part & d'autre de tous ces ravages, & on chercha à vuider les differends, en s'accommodant ſur toutes les prétentions & ſur toutes les pertes que la guerre avoit cauſées.

§. XVII.

ANNO 1729.

On negocia d'abord à Wittſtock, & l'on y conclut enfin un Traité de Succeſſion, en date du Jeudi après la *Quaſimodo* de l'Année 1442. Ce Traité regloit tous les differends & les ſujets de diſpute qui étoient ſurvenus entre Frederic II. Electeur de Brandebourg & tous les Ducs de Mecklebourg, ſavoir Henri l'aîné, Couſin des Ducs de la Ligne de Mecklebourg & de Stargard, Henri le Cadet, dit le Gras, & Jean ſon Frére. Les Brandebourgeois ſe relâcherent à la verité au ſujet de leur Droit de Fief, mais auſſi les ſuſdits Ducs promirent expreſſement & s'obligerent de faire prêter en bonne & duë forme, dans toute l'etenduë de leur Pays & dans toutes leurs Terres & Biens, ſoit Eccleſiaſtiques, ſoit Seculiers, tant par la Nobleſſe que par les Villes & les autres Habitans, un hommage héréditaire avec ſerment à l'Electeur, à ſes Freres & à tous leurs Heritiers & deſcendans Marggraves de Brandebourg, tellement, que cas avenant, ce qu'à Dieu ne plaiſe, qu'Eux Ducs de Mecklebourg vinſſent à mourir ſans Hoirs ni Succeſſeurs feodaux maſculins, alors tous les Pays & Sujets, apartenans à eux Ducs de Mecklebourg, Stargard, de Swerin & de Vandalie, enſemble toutes leurs Seigneuries, leurs Nobleſſes, leurs Vaſſaux, leurs Villes avec leurs Privileges, Libertez & Juriſdictions, telles qu'Eux & leurs Ancêtres les ont poſſedées, écherront à leurdit eher Oncle & Beaufrere, le Marggrave Frederic, à ſes Freres, à leurs heritiers & au Marggraviat de Brandebourg, &c.

D'autre part l'Electeur en ſon Nom & en celui de ſes Freres & de tous ſes Hoirs & Deſcendans, s'eſt deſſiſé de tout droit ſur les Pays des Vandales & ſur ce qui lui en pourroit être devolu pour cauſe de mort, & a promis de leur prêter amiablement aide & conſeil de tout ſon pouvoir en cas qu'ils fuſſent inquietez au ſujet desdits Pays. Voyez le Document entier ſous la Lettre K. Quelques ſemaines après, ſavoir le Mardi qui ſuit le Dimanche *Rogate* de la même Année 1442, lorſqu'on chante dans les Egliſes *Vocem Jucunditatis*, lesdits Seigneurs convinrent auſſi à Perleberg d'une Alliance defenſive, dans laquelle étoient contenus encore pluſieurs autres Points, mais qui ne regardent pas l'affaire de la Succeſſion.

§. XVIII.

En conſequence des Traités lesdits Ducs de Mecklebourg firent de leur autorité & pleine volonté rendre hommage dès la même Année 1442. à la Maiſon Electorale de Brandebourg par tous leurs Pays, Peuples, Prelats, Seigneurs, Vaſſaux & Villes. Les Etats préterent cet hommage en preſence des Ducs, & declarérent vouloir & devoir reconnoître les Marggraves & leurs hoirs pour leurs Seigneurs legitimes & naturels, au cas que la Ligne maſculine des Ducs de Mecklebourg vint à defaillir. Dequoi l'on a deux Originaux de la même teneur dont la Copie eſt jointe ci-deſſous à la Lettre L.

§. XIX.

Les Maiſons de Brandebourg & de Mecklebourg declarerent à l'Empereur Frederic III. le Traité de Succeſſion paſſé entr'Elles & l'hommage rendu en conſequence par les Etats de Meklebourg, Elles en demanderent l'agrément & les Lettres neceſſaires tant de la part de l'Empereur que de celle de l'Empire, & l'obtinrent effectivement, de l'avis des Electeurs, Princes, Comtes, Nobles & Feaux, de la pleine puiſſance & certaine ſcience de Sa Majeſté Imperiale, en vertu des Lettres de Confirmation Originales, faites doubles, dont la Copie eſt ci-deſſous, à la Lettre M, datée de Francfort le Lundi d'après la Ste. Marguerite de l'Année 1442. Suivant la teneur de ces Lettres, les Etats de Meklebourg ſe trouvent obligés, ſi le cas, ci-deſſus marqué, arrivoit, de reconnoître & de rendre hommage à l'Electeur Frederic II, à ſes Freres & à tous leurs hoirs, les Marggraves de Brandebourg.

§. XX.

On a là-deſſus les Conſentemens de tous les Electeurs dès l'Année 1444. avec une Approbation expreſſe & authentique de toutes les Lettres, qui ont été données par l'Empereur aux Electeurs & Marggraves de

ANNO 1729. de Brandebourg, par rapport à tous leurs Fiefs, Succeſſions, Peages, Droits & Prérogatives, & on a jugé à propos de joindre ci-deſſous une de ces Pieces à la Lettre N.

§. XXI.

L'Empereur Frederic III. donna auſſi l'An 1453. une Confirmation generale au Marggrave qui étoit alors en Franconie, & qui fut depuis Electeur de Brandebourg, à ſes Freres & à leurs hoirs de toutes les Lettres, Aſſurances &c. qui concernoient l'Electorat, les Principautez, les Droits & Prerogatives, & toutes les autres choſes, de quelques Noms qu'elles fuſſent, qu'Eux & leur Pere tenoient de l'Empire. Cette Confirmation fut encore renouvellée l'An 1459, preſque de mot à mot. Mais on n'a pas jugé neceſſaire d'en joindre ici copie.

§. XXII.

Frederic II. Electeur de Brandebourg étant devenu infirme, reſigna en 1470. la Dignité Electorale à ſondit Frere Albert, l'Achille d'Allemagne, & lorſque ce dernier en reçut les Lettres d'Inveſtiture de l'Empereur Frederic III, on lui confirma, & à tous les Marggraves de Brandebourg, le Droit à la Succeſſion du Duché de Mecklebourg, Principauté de Vandalie, Comté de Schwerin, & Pays de Stargard & Roſtock avec leurs Seigneuries, Terres, Sujets, Chateaux, Villes, leurs Appartenances, & Dependances. Or cette Inveſtiture abuſive important plus, qu'une ſimple aſſurance de Succeſſion, n'eſt pas peu avantageuſe au droit de la Maiſon de Brandebourg. Voyez l'Extrait des Lettres d'Inveſtiture de l'An 1470. à la Lettre O.

§. XXIII.

Albert, Electeur de Brandebourg obtint encore une ample Confirmation generale en 1475. à laquelle les Electeurs de Mayence & de Treves donnerent cette même année leur Conſentement, auſſi bien qu'à toutes les Lettres ci-devant obtenuës par les Marggraves de Brandebourg. Mais quoiqu'on puiſſe appliquer toutes ces Pieces à la Succeſſion de Mecklebourg, cependant, comme il n'y en eſt pas fait mention particuliere, on ſe diſpenſe d'en donner ici copie.

§. XXIV.

Après la mort de l'Electeur Albert, lorſque ſon fils Jean reçut l'Inveſtiture de l'Empereur Frederic III, en l'année 1487. ſes Lettres datées de Nuremberg du 2. Mai faiſoient derechef mention de la Succeſſion de tous les Pais de Mecklebourg, & cela dans les mêmes termes qu'en l'année 1470. On en voit ici l'Extrait à la Lettre P.

§. XXV.

Peu de ſemaines après, les quatre Electeurs ſuivans, ſavoir celui de Mayence, de Cologne, du Palatinat, & de Saxe, donnerent des Lettres de Conſentement & d'approbation, tant au ſujet de cette Inveſtiture, que de tout ce que l'Electeur avoit obtenu de l'Empereur. Or dans ces Lettres deſdits Electeurs, il eſt fait mention expreſſe de la Succeſſion à tous les Pays de Mecklebourg, auſſi bien que de l'Infeodation commune des Marggraves de Brandebourg par rapport auxdits Païs de Mecklebourg. Cela ſe voit au long dans celle de l'Electeur de Mayence, dont la Copie eſt ci-deſſous à la lettre Q. Elle eſt de Nuremberg, en datte du Lundi après le Dimanche *Trinitatis* de l'An 1487. & les trois autres n'en different, que quant au perſonnel & aux titres, mais pour le fond, & en particulier à l'égard de la mention du droit de Succeſſion aux Pays de Mecklebourg, elles ſont couchées en termes tout à fait équivalens. Ce qui eſt auſſi la raiſon, pour laquelle on n'a pas jugé neceſſaire d'en donner copie, ſuffiſant d'ajouter, que la datte de celle de l'Electeur Palatin eſt la même, que de celle de l'Electeur de Mayence, au lieu que celle de l'Electeur de Cologne eſt datée de Nuremberg la veille de la Fête-Dieu, & celle de l'Electeur de Saxe, de Nuremberg le Lundi après la Fête-Dieu. Mais elles ſont toutes de la même Année 1487.

§. XXVI.

ANNO 1729. En 1495. après la mort de l'Empereur Frederic III. le ſuſdit Electeur Jean & les autres Marggraves de Brandebourg recurent derechef l'Inveſtiture de l'Empereur Maximilien I. & dans leurs Lettres datées de Wormes du 15. Juillet, il eſt fait mention de la Succeſſion de Mecklebourg de la même maniére, que dans celles de l'Année 1470. & 1487. Voyez en l'Extrait à la Lettre R.

§ XXVII.

NB. Tous les Electeurs de l'Empire dont le Conſentement étoit neceſſaire, ſavoir celui de Mayence, de Cologne, de Treves, du Palatinat & de Saxe, donnerent unanimement ledit Conſentement à l'Inveſtiture de l'Année 1495. & cela dans la meilleure forme; & preſque dans les mêmes termes, faiſant mention expreſſe du Droit à la Succeſſion des Pays de Mecklebourg. On a ces Conſentemens en Original:

1. Celui de Mayence eſt datté de Wormes le Dimanche après la Fête de St. Pierre aux liens.

2. Celui de Treves eſt datté de Wormes la veille de la Fête de St. Pierre aux liens.

3. Celui de Cologne eſt datté de Wormes le Dimanche de St. Pierre aux liens.

4. Celui de l'Electeur Palatin eſt datté de Wormes le Mardi de St. Pierre aux liens.

5. Celui de Saxe eſt datté de Wormes le Mardi après la Fête de St. Etienne.

On a joint ici le Conſentement de l'Electeur de Saxe à la Lettre S. pour tenir lieu de tous les autres.

§. XXVIII.

L'Empereur Maximilien I. confera l'An 1500. après la mort de l'Electeur Jean, l'Inveſtiture à ſon fils Joachim I. & l'on trouve non ſeulement dans ſes Lettres datées d'Augsbourg du 12. d'Août, l'Inveſtiture à la Succeſſion de tous les Pays de Mecklebourg, dans les termes accoûtumés & employés dans les précédentes Lettres, mais il en eſt auſſi fait mention dans la Confirmation generale de la même Datte, que l'Empereur accorda audit Electeur, à ſes Freres, à ſes Couſins, & à tous leurs Heritiers pour tous leurs Privileges. On y voit même une clauſe, qui caſſe tout ce qui auroit été fait, ou ce qui pourroit à l'avenir être fait de contraire aux droits de la Succeſſion éventuelle des Marggraves de Brandebourg ſur les Païs de Mecklebourg, ou à tous leurs autres Droits, Privileges, &c. On y trouve enfin une Clauſe pénale decernée contre tout contrevenant en general, En Latin: *Clauſula pœnalis generalis de non turbando &c.* Tout ceci ſe peut voir au long dans l'Extrait de cette Confirmation generale, ci-deſſous à la Lettre T.

§. XXIX.

Tous les Electeurs ont encore donné leurs Conſentemens unanimes tant à cet Acte d'Inveſtiture fait en l'Année 1600. qu'à tout ce qui ſe paſſa à cette occaſion, auſſi bien qu'à toutes les autres Lettres, que l'Electeur avoit obtenuës de l'Empereur, en faiſant mention expreſſe de la Succeſſion de Mecklebourg.

1. Le Conſentement de l'Electeur de Mayence eſt daté d'Augsbourg le Mardi après l'Aſſomption.

2. Celui de l'Electeur de Treves daté de Coblentz le Jeudi après l'Aſſomption.

3. Celui de l'Electeur de Cologne, daté de Bonn le jour de la Sainte Luce.

4. Celui de l'Electeur Palatin daté de Heidelberg le Mecredi après la St. André.

5. Et celui de l'Electeur de Saxe daté d'Augsbourg le Mecredi après l'Aſſomption; Ils ſont tous de même teneur, c'eſt pourquoi l'on ſe contente de

ANNO 1729.

de joindre ici pour exemple, celui de l'Electeur Palatin à la Lettre V.

§. XXX.

L'Empereur Charles Quint confirma en conſequence de ce qui eſt porté au Titre 2. de la Bulle d'or (ſavoir qu'un Empereur nouvellement élû eſt tenu, avant que de diſpoſer d'aucune affaire en l'authorité de l'Empire, de donner en ſon Nom & qualité de Roi une Confirmation generale à chacun des Electeurs, & puis de la renouveller en qualité d'Empereur) Charles Quint, dis-je, confirma après ſon election tous les Privileges, toutes les Libertez, les Graces, les Conceſſions ſolemnelles, & les anciens Documens, que l'Electeur Joachim I. de Brandebourg avoit obtenus, & cela ſi generalement, que la Confirmation doit neceſſairement s'étendre ſur le Droit de Succeſſion aux Païs de Mecklebourg. Cependant pour abreger, on ne joindra pas ici copie de ladite Confirmation, non plus que de celles, que les Empereurs ſuivans & leurs Succeſſeurs ont pareillement été obligez de donner après leur Election.

§. XXXI.

On trouve dans les Lettres d'Inveſtiture, que Charles Quint donna audit Electeur & aux autres Marggraves de Brandebourg, en date du 25. Fevrier 1521. la Conceſſion de la Confirmation du Droit de Succeſſion aux Païs de Mecklebourg, & à l'exception des noms des perſonnes qui y ſont changez, tout y eſt conçu dans les mêmes termes que dans les autres Lettres d'Inveſtiture des Années 1470. 1486. & 1594. dont les Extraits ſont allegués ci-deſſous aux Lettres O. P. & R. Pareillement, dans la Confirmation generale que cet Empereur donna ledit jour, on trouve à l'article qui regarde le Mecklebourg les mêmes expreſſions dont on s'étoit ſervi en l'Année 1500. caſſant & annullant tout ce qui pourroit y deroger, & y ajoutant encore la clauſe penale, *de non turbando*. Voyez ci-deſſus Lettre T. Il n'y a pour la matiére aucune difference, ſi ce n'eſt que dans le milieu de la Pièce, on voit une enumeration un peu plus complete des Païs de la Pomeranie. Voiez la Lettre W.

§. XXXII.

En 1530. l'Empereur Charles Quint donna, à la requiſition des Marggraves, & à l'occaſion de ce qui fut arrêté alors, entre l'Electeur de Brandebourg d'une part, & George & Barnim, Freres & Ducs de Pomeranie d'autre part, une Confirmation generale, datée d'Augsbourg le 1. d'Octob. dans laquelle eſt contenu ledit point de la Succeſſion de Mecklebourg, établiſſant même une amende de cent Marcs d'or fin, en cas de contravention. Voyez ci-deſſous la Lettre X.

§. XXXIII.

La même choſe a été obſervée dans tous les inveſtiſſemens qui ont ſuivi, dans les Lettres d'inveſtiture & dans toutes les Confirmations generales des Privileges de la Maiſon de Brandebourg, on y voit toujours la Conceſſion & la Confirmation du Droit à la Succeſſion de Mecklebourg, & toujours munies des mêmes Clauſes tant pénales que caſſatoires. On trouve des Exemples de tout ceci en l'Année 1538.

1. Lorsque Joachim II. Electeur de Brandebourg, avec ſes Parens par Agnation, reçurent l'Inveſtiture de Ferdinand Roi des Romains au nom & par authorité de Charles Quint ſon frére.

2. L'An 1558. lorsque le ſusdit Electeur prit l'Inveſtiture du même Ferdinand I. devenu Empereur, après l'Abdication de Charles Quint.

3. L'An 1567. à l'Inveſtiture du même Electeur Joachim II par l'Empereur Maximilien II.

4. En l'Anné 1571. lorsque Jean George Electeur de Brandebourg reçut l'Inveſtiture de l'Empereur Maximilien II.

5. L'An 1577. à l'Inveſtiture de l'Electeur Jean George par l'Empereur Rodolphe II.

6. L'An 1599. lorsque l'Empereur Rodolphe la donna à l'Electeur Joachim Frederic. ANNO 1729.

7. En 1615. quand l'Electeur Jean Sigismond reçut l'Inveſtiture de l'Empereur Matthias, à l'occaſion d'un double cas de relevance de Fief, qui étoient arrivés conſecutivement, tant par la mort du Vaſſal, ſavoir de l'Electeur Frederic, que par celle du Seigneur direct l'Empereur Rodolphe II.

8. En 1622. quand George Guillaume Electeur de Brandebourg prit l'Inveſtiture de l'Empereur Ferdinand II. encore pour cauſe d'un double cas de relevance de Fief arrivé par le decès de l'Electeur Jean Sigismond ſon Pere, & pour celui de l'Empereur Matthias.

9. En 1638. lorsque le même Electeur George Guillaume reçut de l'Empereur Ferdinand III. une Inveſtiture pareille aux précédentes.

10. En 1642. lorsque l'Electeur Frederic Guillaume de glorieuſe memoire reçut l'Inveſtiture de l'Empereur Ferdinand III.

11. En 1661. quand le même Electeur Frederic Guillaume ſollicita à la Cour Imperiale l'Inveſtiture de tous les Etats, qu'il poſſedoit dans l'Empire, ce Prince ne voulut pas alors, que la Conceſſion feodale & la Confirmation qu'il demandoit en particulier au ſujet de Mecklebourg, fuſſent confonduës ſous le nom de droits de Succeſſion ou ſous quelque autre terme général, comme cela étoit arrivé juſqu'alors dans les Lettres d'Inveſtiture, à quoi les Pleins-pouvoirs, les Inſtructions, les Memoires, les Propoſitions, que les Envoyez faiſoient à genoux, ou enfin les diverſes expreſſions, dont ils ſe ſervoient dans leurs Demandes pouvoient avoir donné lieu; l'Electeur étendit ſa Demande particulierement & nommement ſur le Duché de Mecklebourg proprement dit, & ſur les Principautez de Schwerin & de Ratzebourg, & autres Païs accordés en Equivalent aux Ducs de Mecklebourg par les Traitez de Weſtphalie. Voyez ſous la Lettre Y l'Extrait du Memoire qu'on preſenta de la part de l'Electeur.

Il eſt vrai que les Lettres d'Inveſtiture ne furent pas expediées pour lors, à cauſe de quelques différens, qui ſurvinrent, & entr'autres au ſujet du Relief, mais cependant on inſera dans la Confirmation générale de tous les Privileges qu'on delivra & qui fut expediée le 24. Sept. 1661. telle qu'on la voit ſous la Lettre Z. on inſera, dis-je, à l'Article de la Succeſſion de Mecklebourg, la Clauſe ordinaire de Caſſation de tout ce qui ſeroit fait au contraire & celle de l'amende de 100. Marcs d'or fin en cas de contravention.

12. Il en fut de même en l'Année 1685 lorsque l'Electeur Frederic Guillaume fit prendre en ſon nom & après la mort de l'Adminiſtrateur Auguſte, Duc de Saxe, l'Inveſtiture actuelle du Duché de Magdebourg, qui lui avoit été cedé comme un Equivalent. Il reçut alors des Lettres d'Inveſtiture generale qui n'avoient pas été expediées en 1661. & qui s'étendoient auſſi bien ſur tous les Païs qui avoient été donnez par le Traité de Weſtphalie en dedommagement de la Pomeranie citerieure, & dont l'Electeur jouiſſoit déja, que ſur tous les autres Fiefs de l'Electorat de Brandebourg, relevans de l'Empire. Leſdites Lettres contenoient, non ſeulement la Succeſſion & la Confirmation ordinaire au ſujet de Mecklebourg, mais elles comprenoient auſſi les Païs, qui avoient été donnez à la Maiſon de Mecklebourg en Equivalent de ceux qu'elle avoit cedez par la Paix à la Couronne de Suede. Ces Païs étant pour ainſi dire ſubrogez, comme un juſte dedommagement de ce qu'on avoit demembré du Mecklebourg, ce qui paroit par l'Extrait ci-joint AA. de ces Lettres d'Inveſtiture datées du 2. Juin 1685.

13. Tout

ANNO 1729.

13. Tout cela eſt repeté, tant dans la Lettre d'Inveſtiture que dans la Confirmation generale de tous les Privileges de la Maiſon de Brandebourg, que l'Empereur Leopold de glorieuſe mémoire donna en 1699. au Roi de Pruſſe comme Electeur de Brandebourg, par rapport aux Etats qu'il tient de l'Empire. Mais comme ce dont il s'agit, eſt exprimé dans ces Lettres d'une maniére un peu différente des précedentes, on a jugé à propos de joindre ci-deſſous à la Lettre BB la Copie de cet Article.

14. Enfin lorsque Sa Majeſté le Roi de Pruſſe envoya recevoir en dernier lieu, ſavoir le 3. Juin de l'An 1706. des mains de Sa Majeſté Imperiale aujourd'hui très glorieuſement regnante l'Inveſtiture des Etats qu'Elle poſſede dans l'Empire, on ne manqua pas d'inſerer & dans ces Lettres d'Inveſtiture & dans la Confirmation generale, la Conceſſion & la Clauſe ordinaire tout à fait de même, que cela s'étoit fait en 1699.

§. XXXIV.

Si la Maiſon de Brandebourg a toûjours reçu des Empereurs à chaque mutation, qui eſt arrivée, la Confirmation, qu'Elle demandoit au ſujet de Mecklebourg comme les Documens Originaux rapportez ci-deſſous en font foi, les Princes de Mecklebourg de leur côté, ont reconnu en pluſieurs occaſions, & même encore en dernier lieu, la ſolidité du Droit de Succeſſion, que ceux de Brandebourg ont établi d'une maniere inconteſtable, & qu'ils ſe ſont conſervé, comme on vient de le dire, chaque fois, qu'il eſt arrivé quelque mutation. Il eſt vrai que depuis l'établiſſement dudit Droit, il n'a plus été queſtion du Conſentement de la Maiſon de Mecklebourg, mais il ne ſera pourtant pas hors de propos d'en rapporter les Exemples les plus recens.

Sa Majeſté Pruſſienne fit négotier en 1693. à la Cour de Mecklebourg-Schwerin pour qu'on portât les Etats du Pais à prêter, à l'occaſion de l'hommage qu'ils alloient rendre dans peu, un hommage eventuel à la Maiſon de Brandebourg, ſuivant ce qui avoit été ſtipulé. D'abord on fit des objections à cette Demande, & l'on allegua quelques pretentions reciproques, que les Miniſtres de Brandebourg n'eurent pas de peine à refuter. Enfin ſur les repreſentations qu'ils firent, la Cour de Mecklebourg reconnut être de l'équité, que les Pais donnez au Mecklebourg en dedommagement établiſſent la même loi, que ceux qui avoient été démembrez. Ainſi l'on dreſſa de part & d'autre des Lettres Reverſales, qu'on ſe communiqua, & dans leſquelles on renouvella expreſſement l'ancien Traité de Succeſſion fait en l'Année 1442. on ſe donna mutuellement toutes les aſſurances neceſſaires, & on regla en même tems, ce qu'on enjoindroit aux Etats des Anciennes Provinces de Mecklebourg & des deux Evêchez de Schwerin & de Ratzebourg, au ſujet des Droits de Succeſſion éventuelle des Marggraves de Brandebourg, quand leſdits Etats ſeroient aſſemblez pour l'hommage prochain. Les Copies de ces Actes en date du 12. Juillet 1693. ſe voyent ci-deſſous aux Lettres CC & DD. L'Inſtruction qu'on donne aux Etats touchant l'hommage, ſe trouve encore dans d'autres Actes, qu'on ſe delivra reciproquement, & concerne même le Duché de Guſtrau, qui étoit pour lors ſur le point de vacquer, & qui devoit en ce cas être devolu à la Branche de Schwerin.

§. XXXV.

On avoit deſſein de regler les choſes ſur le même pied avec la Cour de Mecklebourg-Guſtrau, & il y avoit même de l'apparence, que l'on y reuſſiroit, mais cette affaire fut differée à cauſe de divers embarras, qui ſurvinrent, & ſur ces entrefaites arriva la mort du Duc de Guſtrau, qui ne laiſſa point de Fils, & en qui s'éteignit cette Branche de Mecklebourg. Les Maiſons de Mecklebourg Schwerin & de Strelitz eurent, comme on ſait, de grands differends au ſujet de la Succeſſion, & cela recula encore le projet qu'on avoit formé. Mais enfin ce different fut accommodé par les Commiſſaires de l'Empereur, en quoi les Soins de Sa Majeſté Pruſſienne ne leur furent pas d'une petite utilité. Le Traité fut conclu le 8. Mars 1701. & peu de tems après le Duc de Mecklebourg-Schwerin promit par un Ecrit du 12. Avril 1701. dont la Copie eſt ci-deſſous à la Lettre EE, qu'il executeroit ponctuellement tout ce à quoi il s'étoit engagé en 1693. ANNO 1729.

Le Duc de Mecklebourg-Strelitz dernier mort, ſuivit ſon exemple, & ecrivit au Roi une Lettre du 26 Avril 1701. dont on a la Copie ci deſſous à la Lettre FF, dans laquelle ce Prince promit d'acceder à tout ce qui avoit été conclu en 1693. entre Sa Majeſté & le Duc de Schwerin, s'obligeant de ſon coté à l'execution des Traittez ſous les conditions déja ſtipulées.

§. XXXVI.

Voila en peu de mots ce qui concerne l'affaire de Mecklebourg, ce qu'on en a rapporté eſt tiré des Documens authentiques dont on ſe trouve muni, & par leſquels on peut juſtifier en finiſſant, que ce fut par un eſprit de paix, & pour entretenir la bonne amitié avec leurs Voiſins & leurs Parens, que les Marggraves de Brandebourg relâcherent en 1442 des droits de Fief, qu'ils avoient ſur le Mecklebourg, ne s'en étant reſervé que celui de Succeſſion, lequel Droit après avoit été reconnu de la maniére la plus authentique & la plus formelle par les Ducs de Mecklebourg, alors regnans, leur fut réellement confirmé & ratifié à Eux, à leurs Hoirs, & à leurs Parens du côté maſculin, par les Empereurs contemporains, & par tous leurs Succeſſeurs, dans tous les cas de mutation, & dans toutes les Lettres d'Inveſtiture, du Conſentement ſpecial & réiteré de tous les Electeurs de l'Empire, de même depuis la Paix de Weſtphalie, la Maiſon de Brandebourg obtint ſans difficulté & comme une choſe qui parloit d'elle-même l'extenſion de Son Droit ſur l'Equivalent donné au Mecklebourg en dedommagement de ce qui en avoit été démembré.

Il paroit encore par ce qui a été dit ci-deſſus, que non ſeulement dans leſdites Lettres d'Inveſtiture, mais auſſi dans les Confirmations generales des Privileges, que les Empereurs ont données autrefois aux Electeurs & Marggraves de Brandebourg, à leurs Hoirs & Parens par Agnation, du Conſentement des autres Electeurs, & à chaque mutation, il eſt toujours fait mention particuliere depuis l'An 1500. de la Succeſſion du Mecklebourg, munie de deux Clauſes ordinaires, dites l'une, *Caſſatoria contrariorum*, l'autre *Penalis de non turbando*.

Enfin l'on voit auſſi, par ce qui a précedé, qu'en dernier lieu, ſavoir l'An 1693. le Duc de Schwerin, a, comme de droit & de raiſon, reconnu, renouvellé & confirmé ce Droit de la Succeſſion eventuelle de Sa Majeſté Pruſſienne & des Marggraves de Brandebourg; Que nouvellement encore l'Année 1701. le Duc de Mecklebourg-Strelitz a derechef reconnu & renouvellé ce Droit avec promeſſe, que quand les Etats de Mecklebourg prêteroient hommage, il ſeroit fait mention ſuivant le dernier accord, de celui qui fut prêté l'An 1442. à la Maiſon de Brandebourg, afin que leſdits Etats fuſſent à qui ils appartiendroient, & qui ils auroient à reconnoître pour Seigneur hereditaire, ſi jamais leurs preſens Seigneurs & leurs Hoirs venoient à manquer. Le Droit que les Marggraves de Brandebourg ont à la Succeſſion de tous les Fiefs du Mecklebourg a donc été conſervé ſoigneuſement depuis plus de deux Siecles & demi, ſans néanmoins que leſdits Marggraves ayent en façon quelconque ſouhaitté l'Extinction de la Famille Ducale. D'où s'enſuit, que ſi le cas arrivant, ce qu'à Dieu ne plaiſe, que la Ligne maſculine des Ducs de Mecklebourg vienne à s'éteindre entierement, tous les Fiefs d'Empire par Eux poſſedez d'ancienneté, auſſi bien que les Principautez de Schwerin & de Ratzebourg, qui ont été comme ſubrogées en Equivalent, retourneroient à Sa Majeſté le Roi de Pruſſe & à ſes Hoirs ou autres Succeſſeurs Marggraves de Brandebourg, ſans que perſonne les leur puiſſe conteſter ni diſputer de Droit.

§ XXXVII.

L'on ne croit pas, qu'il ſoit poſſible de rien objecter contre ledit Droit de Succeſſion éventuelle qui ne put être auſſitôt refuté par le contenu des Actes authentiques & des Documens qu'on a citez. Si néanmoins, contre toute attente, il reſtoit encore quelque Scrupule à quelqu'un, ſur quelque point, on ſeroit en état de le lui lever entierement, ſans beaucoup de peine.

ANNO 1729. *Pièces & Documens authentiques alleguez dans la Deduction précédente.*

A.

Les Princes de Vandalie & de Werle reconnoiſſent qu'ils tiennent en Fief de l'Electeur de Brandebourg FREDERIC I. *leurs Terres & leurs Sujets & qu'ils lui en ont prêté un veritable hommage héréditaire.*

De Berlin, l'Année 1415.

NOus Balthaſar & Guillaume, Freres, & Nous Chriſtofle, leur Couſin, tous Seigneurs des Vandales & de Werle, faiſons ſavoir & confeſſons publiquement par cet Ecrit, pour Nous & pour tous nos Hoirs, à tous ceux qui la preſente verront, ou qui en entendront la lecture, que d'un conſentement unanime & d'un ſens raſſis, après une meure deliberation, & du plein Conſeil de Nos Amez & Feaux Conſeillers par amour de la paix, pour l'avantage & la plus grande utilité de Nous, de Nos Héritiers, de Nos Pays & Seigneuries, Nous adherons entierement & tout à fait en notre Nom & en celui de tous Nos Hoirs, avec Nos Seigneuries, Païs & Sujets a Très Illuſtres Princes & Seigneurs, le Seigneur Frederic, Marggrave de Brandebourg, Archi-Chambellan du St. Empire Romain & Bourggrave de Nuremberg, à ſes Hoirs & à leurs Païs de la Marche de Brandebourg, que Nous Nous attachons & donnons à Eux en vertu de cette Lettre, de telle maniére que Nous & nos Heritiers à preſent & a perpetuité avec tous & chacun de Nos Pays & Sujets, Vaſſaux, Citez, Chateaux & Domiciles, ſans aucune exception, voulons adherer a lui Notre Seigneur le Marggrave, à ſes Succeſſeurs à ſes Pays de la Marche pour lui donner aide, conſeil & fidele aſſiſtance envers & contre tous dans toutes leurs Guerres, leurs affaires ou neceſſitez, de tout notre pouvoir, ſans equivoque, fraude ni conteſte, & qu'autant de fois que beſoin ſera, Nous les maintiendrons, defendrons & protegerons envers & contre tous, de même que Nos propres Terres & Sujets. Surquoi de Notre franche volonté, Nous confeſſons avoir reçu en Fief legitime pour Nous & Nos Hoirs, toutes Nos Seigneuries, Nos Terres & Nos Sujets, ſans exception, de Notre ſuſdit Seigneur le Marggrave Frederic, en ſorte que Nous & ros Hoirs devons & voulons déreſenavant & à perpetuité tenir & recevoir à Fief relevant & mouvant dudit Seigneur Marggrave, de ſes hoirs & du Marggraviat toutes Nos Seigneuries en general & chacune en particulier, grandes ou petites, quelque nom qu'elles puiſſent avoir, ſans exception, que ces Seigneuries ſeront à perpetuité & ſans rappel, relevantes & mouvantes d'Eux & du Marggraviat, & Nous reconnoiſſons leur Pouvoir ſur Nous, tel que l'ont d'autres Seigneurs ſur leurs Vaſſaux, Nous lui avons prêté formellement hommage héréditaire, comme a Notre Seigneur, & Nous lui avons promis de bonne foi & juré par les Saints de Paradis de vouloir procurer tout bien & detourner tout dommage de lui Notre Seigneur, de ſes Hoirs & du Marggraviat, de lui être fideles Vaſſaux, comme nous y ſommes feodalement tenus, de lui être fideles, ſoumis & obéiſſans, comme à Notre legitime Seigneur feodal & héréditaire & que tous Nos Hoirs & Succeſſeurs de nosdites Seigneuries, Terres & Sujets prêteront hommage héréditaire à chaque Marggrave qui eſt, ou ſera pour lors & pour ces Fiefs, ils leur promettront & jureront comme Nous avons fait, ſans fraude ni conteſte. En foi dequoi Nous Balthaſar, Guillaume & Chriſtofle Freres & Couſins ſurnommés de Vandalie, avons appoſé Nos Sceaux à la preſente Lettre pour Nous & pour tous Nos Héritiers. Donné à Berlin le Lundi des onze mille Vierges, l'An de la Naiſſance de Jeſus-Chriſt 1415.

B.

Lettre Reverſale de Jean Duc de Mecklebourg, touchant les Sommes par lui promiſes à pour ſon élargiſſement de Priſon, à Ratenau le Samedi après la St. Jean Baptiſte, en 1427.

ANNO 1729.

NOus Jean par la Grace de Dieu Duc de Mecklebourg, Seigneur de Stargard & de Roſtock, declarons publiquement par la preſente Lettre pour Nous, Nos Heritiers & Succeſſeurs, Ducs de Mecklebourg, a tous ceux, qui la preſente verront ou entendront lire, qu'étant venus & tombez en juſte & legitime priſon du Sereniſſime Prince & Seigneur, le Seigneur Frederic, Marggrave de Brandebourg, Archi-Chambellan du St. Empire Romain & Bourggrave de Nuremberg, Nous avons accordé & ſommes convenus avec lui, pour être élargis de cette priſon, de la ſomme de trois mille Schock de Groſches Bohemiens, à laquelle ſomme Nous nous ſommes engagez & obligez tant par écrit ſelon la teneur & l'expoſé, tant de la preſente, que d'autres Lettres, dans leſquelles Nous nous ſommes obligez par écrit ſcellé de Notre Sceau pour deux mille Schock audit Marggrave Frederic & à ſes Héritiers, ſous la Caution des Srs. Haſſen & Acheo de Bredow Couſins, Jean de Waldow Couſin, Otton de Schlieben, Wernher de Holtzendorff, & Jean de Arnim demeurant à Boitzenbourg, qui ſeront Debiteurs & tenus de payer pour élargiſſement de cette priſon juſte & legitime mille Schock de bons Groſches Bohemiens, ou trois mille Florins de Rhio de poids & bon alloi. Promettons pour Nous & pour Nos Heritiers, de vouloir exactement & entierement donner & payer ces mille Schock ou trois mille bons Florins de Rhin audit Marggrave Frederic, à ſes Heritiers ou au Poſſeſſeur de cette Obligation authentique, & cela à compter du Jour de la prochaine St. Martin à deux Années conſecutives, dans leur Ville de Bernau ſituée au Barnym & de maniere que ledit Marggrave ſoit tenu franc & exemt de tout dommage, le tout ſans dol, ni cautéle. Que s'il arrivoit que Nous ledit Duc Jean n'euſſions pas payé au lieu & terme marqué la ſuſdite ſomme audit Marggrave, à ſes Heritiers ou au legitime Poſſeſſeur de cette Obligation authentique, Nous avons dit, promis & juré par les Saints, & en vertu de la preſente diſons, promettons & jurons au Marggrave Frederic, à ſes Heritiers ou à ceux qui auront charge de lui pour ce ſujet, à la premiere ſommation qui Nous en ſera faite, d'entrer à cheval dans leur Ville de Bernau, & de Nous rendre dans l'Hôtellerie qui Nous ſera nommée, de Nous y arrêter & loger ſans en vouloir ni pouvoir ſortir, que de la volonte & authorité dudit Marggrave Frederic, de ſes Heritiers ou Agens, juſqu'à l'entiére liquidation & parfait payement tant de la Somme Capitale, que de tous dommages que Nous pourrions avoir fait, voulant pour leſdits dommages, nous en rapporter à leur ſimple parole, ſans en exiger autre preuve, ni ſerment, le tout ſans aucune fraude, dol, ni cautele. En foi dequoi, & pour plus grande ſureté, Nous ledit Duc Jean de Mecklebourg &c. avons d'entiere ſcience & franche volonté appoſé notre Sceau à la preſente Lettre, donnée à Ratenau l'An depuis la Naiſſance de N. S. J. Chriſt 1472. le premier Samedi après la St. Jean Baptiſte.

(L.S.)

app.

C.

Lettre Reverſale du Duc Jean de Mekiebourg, dans laquelle il reconnoit avoir reçu à Fief Maſculin toutes ſes Terres & Sujets, de Frederic Marggrave de Brandebourg, Archi-Chambellan du St. Empire Romain & Bourggrave de Nuremberg, d'en avoir prêté ſerment corporel & juré par les Saints de Paradis l'An 1427.

NOus Jean par la grace de Dieu Duc de Mecklebourg, Seigneur de Stargard & de Roſtock, declarons publiquement par la preſente en notre nom & en celui de nos Heritiers & Succeſſeurs les Ducs de Mecklebourg, à tous ceux qui la verront ou en entendront la lecture, qu'étant parvenus & tombez en juſte & legitime priſon du Sereniſſime Prince & Seigneur le Seigneur Frederic Marggrave de Brandebourg,

ANNO 1729. bourg, Archi-Chambellan du St. Empire Romain & Bourggrave de Nuremberg, Nous avons accordé & obtenu la fin de cet empriſonnement pour une Somme d'argent & qu'outre ladite ſomme d'argent, il a été arreté & conclu par voye d'arbitrage, que Nous le ſuſdit Duc Jean, nos hoirs & Succeſſeurs les Ducs de Mecklebourg aurions reçu en veritable Fief maſculin dudit Marggrave Frederic, de ſes Hoirs & du Marggraviat de Brandebourg, toutes Nos Terres & Sujets en quelque lieu qu'elles puiſſent être ſituées, & de quelque nom qu'on les nomme, ſans exception, & que nous lui en aurions fait ſerment corporel par les Saints; Comme en effet en vertu de la preſente Lettre Nous faiſons ſerment corporel par les Saints, que nous tenons & recevons en veritable Fief maſculin du ſuſdit Frederic Marggrave de Brandebourg, de ſes Hoirs & du Marggraviat de Brandebourg, toutes nos Terres & Sujets, & chacune de leurs Dependances, de maniere, que nous & tous nos Hoirs & Succeſſeurs les Ducs de Mecklebourg voulons & devons être fideles & obéiſſans audit Marggrave Frederic, à ſes hoirs & Succeſſeurs, ainſi qu'un Vaſſal eſt de droit tenu envers ſon Seigneur héréditaire, ſans fraude ni cautele: Outre cela, Nous ledit Duc Jean, nos hoirs & Succeſſeurs Ducs de Mecklebourg voulons auſſi & devons, à toutes les mutations qui arriveront de nos Fiefs, Terres & Sujets, en relever & ſes recevoir à veritable Fief maſculin dudit Marggrave Frederic, de ſes hoirs & Succeſſeurs les Marggraves de Brandebourg, ſuivant la coutume de Droit feodal maſculin, d'adherer à perpetuité & de demeurer attachez avec toutes nos terres & ſujets à Eux, à leurs Hoirs & Succeſſeurs les Marggraves de Brandebourg dans toutes leurs guerres, leurs beſoins ou affaires, envers & contre tous, ſans exception, de leur prêter aide, conſeil & fidele aſſiſtance ſans jamais Nous departir d'Eux ni de leur Païs, le tout ſans dol. Que ſi nous, nos hoirs & Succeſſeurs ſes Ducs de Mecklebourg occupions ou tenions quelques Châteaux, Villes, Pays ou Sujets appartenans au Marggraviat de Brandebourg, parce qu'elles Nous auroient été engagées, & que ledit Marggrave Frederic, ſes hoirs ou Succeſſeurs les Marggraves de Brandebourg, nous recherchent ou Nous pourſuivent en droit pour retirer ou degager ces Châteaux, Villes, Païs & Sujets de nos mains, ou de celles de nos hoirs ou Succeſſeurs les Ducs de Mecklebourg, Nous leur en ferons acquit & ſatisfaction, & leur en repondrons, dans les Villes & par devant ceux, devant qui Nous ſommes obligez de répondre, ſans dol ni conteſte. De plus, à l'égard de la ſommation de l'hommage que ceux de Prentzlau ont fait à Notre Pere & Notre Couſin le feu Duc Ulric, ſur le Karrenberg, à ce que Nous croyons, & pour lequel Nous les avons toûjours ſommez d'an en an, juſqu'à preſent; Nous ledit Duc Jean ſommes convenus avec notre gracieux Seigneur le Marggrave Frederic, qu'à l'avenir & du jour de la preſente Lettre, Nous, Nos Hoirs & Succeſſeurs les Ducs de Mecklebourg, relâchons & remettons à ceux de Prentzlau cette ſommation d'hommage héréditaire, & promettons de ne les en jamais ſommer & que Nous ne voulons ni ne pouvons jamais les rechercher ni leur en vouloir, au ſujet de cette ſommation d'hommage, le tout ſans fraude. En foi de quoi & pour plus de ſureté, Nous ledit Duc Jean de Mecklebourg &c. d'entiere ſcience & franche volonté avons fait appoſer Notre Sceau à la preſente Lettre, donnée à Ratenau l'An depuis la Naiſſance de Notre Seigneur Jeſus-Chriſt 1427. le premier Samedi après la St. Jean Baptiſte.

(L. S.)

app.

D.

Minute d'une Lettre de Frederic Marggrave de Brandebourg au Duc Jean de Mecklebourg l'An 1427.

A Très Illuſtre Prince, Notre Amé & Feal, Salut. L'Illuſtre Princeſſe Dame Catherine Ducheſſe de Mecklebourg &c. Notre chere belle-ſœur, Nous a implorez ſur ce que Vous & votre Couſin le Duc Henri étiez en different & en diſpute avec Elle, ſes Enfans & ſes Païs, & que Vous lui faiſiez un tort & une injure conſiderable, ſurquoi Nous Vous avons déja ecrit ci-devant. De plus elle Nous a declaré qu'elle reconnoiſſoit notre Juriſdiction, pour Elle Notre belle Sœur & ſes Enfans contre Vous & Vos Couſins. Sachant donc très-bien, en quelle maniére Vous Nous êtes obligez & que Nous avons Juriſdiction ſur vous envers & contre tous, Nous demandons & Vous prions avec inſtance, de vouloir parler à votre Couſin le Duc Henri ſur ce ſujet & de lui dire de ſurſeoir en douceur ce different entre Vous & notre belle-Sœur, ſes Enfans & ſes Païs, & de vous en rapporter pour cette cauſe & ce different à Nous, & de reconnoître Notre Juriſdiction ſur Vous & ſur votre Couſin. Alors Nous Vous aſſignerons un jour, auquel Nous tâcherons de Vous accommoder & de Vous accorder enſemble à l'amiable. Mais arrivant le contraire, que Vous & Votre Couſin le refuſiez & que Vous veniez à attaquer, à ce ſujet, notre belle-Sœur, ſes Enfans ou ſes Païs, Vous comprenez bien de Vous-même, qu'en ce cas Nous ne pourrions pas abandonner Notre belle-Sœur, ſes Enfans & ſes Païs, mais que Nous lui ferions droit, & lui préterions aſſiſtance. Nous ne voulons pas croire, que Vous permettiez, que les choſes en viennent là. C'eſt ſuivant votre réponſe à la preſente, que Nous aurons à Nous regler. Donné à Perleberg, le Mardi Jour de la Ste. Catherine l'An du Seigneur 1427.

ANNO 1729.

Jean par la Grace de Dieu Marggrave de Brandebourg.

Au Duc Jean de Mecklebourg. Minute touchant la Ducheſſe de Mecklebourg.

E.

Lettre du Duc Jean de Mecklebourg à FREDERIC *Marggrave de Brandebourg l'An 1437.*

TRès Illuſtre Prince, Gracieux Seigneur, après Nos offres de tous bons ſervices, Votre Grace ſçaura, que ſur ce que Vous Nous aviez écrit de venir vers Vous, Nous avons répondu qu'à préſent pour cauſe d'infirmité du Corps, Nous ne pouvions point venir, Nous Vous prions donc de ne le pas prendre en mauvaiſe part, & de ne Nous en point blâmer, mais de Nous vouloir juſtifier. Que ſi de Votre connoiſſance, ou de celle de Vos Conſeillers, il y avoit eu quelque manquement en Nous à l'égard de Vos gens, Nous Vous prions de vouloir donner vos Ordres par Jean de Arnim, pour Nous faire ſavoir en quoi, Nous aurions déplû ou été contraires à Votre Grace. Car comme Nous avons toûjours été portez à tous bons offices envers Nos Illuſtres Seigneurs, Votre cher Pére & votre Frére, ainſi le voulons Nous encor être de même envers Vous de bon cœur & pour toûjours. En réponſe à Votre obligeante Lettre, donné à Lychen le Lundi de la S. Martin, ſous Notre Sceau, l'An du Seigneur 1437.

Jean par la Grace de Dieu Duc de Mecklebourg.

Au Sereniſſime Prince & Seigneur, le Seigneur Fréderic, Marggrave de Brandebourg & Bourggrave de Nuremberg, Notre Gracieux Seigneur.

F.

Lettre de Balthaſar, Seigneur des Vandales, à FREDERIC *Marggrave de Brandebourg en 1416.*

APrès Nos affectionez ſervices &c. Vous ſaurez cher & gracieux Seigneur, que Notre Havermann eſt venu aujourd'hui chez nous, il nous a appris, que les Seigneurs de Mecklebourg ne ſont pas fort unis ni d'accord entr'eux; Il Nous dit auſſi, cher Seigneur, que ſi le Duc Albert ne veut pas qu'à ceux de Pleſſe aucuns vivres de ſes Villes

ANNO 1729. laiſſent parvenir. Outre cela cher Seigneur, il nous a avertis, qu'il croiroit fort utile, s'il plaiſoit ainſi à Votre Grace, que Vos gens entraſſent dans cette petite Ville, que nous nous poſterions devant elle, juſqu'à ce que Vous même nous vinſſiez joindre avec vos forces, car cher Seigneur, nous eſperons, s'il plait à Dieu, que Vous n'en êtes pas fort éloigné, & que Vous gagnerez ces deux Villes & Chateaux, ſans aucun doute. De plus, cher Seigneur, il nous a appris que le Duc Ulric & ceux de Pleſſe ſont auſſi en deſunion & en meſintelligence, & Dieu aidant Vous & Nous eſperons bonne iſſue de toutes nos affaires, pourvu que Votre Grace veuille inceſſamment ſuivre avec ſes forces, parce qu'il n'y a plus gueres de vivres dans la Place, ſuivant ce qu'on Nous a dit &c. Outre cela Nous croyons, qu'il ne plairoit peut-être pas à Votre Grace, que Nous campions devant; en ce cas, nous avons d'autres chemins & détours, mais le plus ſûr ſeroit, que vos Cavaliers rentraſſent enſuite dans Wittſtock, parce que les autres Villes bien loin à la ronde, ſont depourvûes de fourage pour la Cavallerie, & que Votre Grace veuille auſſi diſpoſer les choſes avec l'Evêque de maniére, qu'ils y trouvent le neceſſaire, dont ils auront beſoin. Cher Seigneur, penſez à ceci, ſi vous le jugez utile, & que Vous le veuilliez ainſi, pour Nous nous le tiendrons bien fait. Auſſi cher Seigneur, Nous Vous prions de nous écrire, ſi vous le jugez à propos, pour l'amour de qui nous devons abandonner les Seigneurs de Mecklebourg, ſi c'eſt pour l'amour de Vous ou à cauſe deſdits Seigneurs ou pour l'amour de nous-même. Cher Seigneur, ſi votre Grace nous écrit ſur toutes ces choſes, Nous le voulons très-volontiers tenir. Nous vous recommandons à Dieu pour un long-tems. Ecrit de Neu-Ruppin du Samedi avant le Mardi gras, ſous Notre Sceau en 141 .

Balthaſar par la Grace de Dieu, Seigneur de Vendalie.

A très-Illuſtre Seigneur & Prince, le Seigneur Frederic Marggrave de Brandebourg, Bourggrave de Nuremberg, Notre cher & Gracieux Seigneur.

G.

Mandement Imperial aux Etats des Pays des Vandales, qu'ils ayent à prêter Hommage à FREDERIC I. *Electeur de Brandebourg, l'An* 1436.

NOus Sigismond, par la Grace de Dieu, Empereur Romain toûjours Auguſte, Roy de Hongrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croatie, &c. &c. Aux Prélats, aux Nobles Vaſſaux & aux Villes & Pays des Vandales, Nos Amez & Feaux de Nous & de l'Empire, Notre Grace & tout Bien. Amez & Feaux, l'Illuſtre Prince Fréderic, Marggrave de Brandebourg, Archi-Chambellan du St. Empire Romain & Bourggrave de Nuremberg, Nôtre cher Oncle & Electeur, Nous a fait propoſer & rapporter par Son Miniſtre Envoyé en notre Cour, que les Pays des Vandales étoient des Fiefs relevans & mouvans de la Marche de Brandebourg, & qu'on les a de tout tems tenus à fief d'un Marggrave de Brandebourg, qu'ainſi à préſent, ceux des Vandales étant éteints & defaillis par mort, ces Pays là ſeroient dès-lors échus & dévolus à lui & à la Marche de Brandebourg: ainſi il Nous a priez avec inſtance, de le favoriſer en ceci. A ces cauſes la choſe étant telle, Nous ordonnons & enjoignons par la préſente très ſévérement de notre Puiſſance & Authorité Imperiale, que Vous ayez à adherer & à vous tenir à notre dit Oncle, le Marggrave Fréderic & à la Marche de Brandebourg, à lui prêter Hommage ou à Son Plenipotentiaire & à vous joindre à lui & à la Marche de Brandebourg, ſans delay, & en ce Vous ferez entierement, ce qui eſt de notre intention, & bon plaiſir. En foy dequoi nous avons appoſé à la préſente Lettre notre Sceau Imperial pendant. Donné à Prague le Jour de St. Leonhard l'An de Jeſus-Chriſt 1436. De nos Regnes, ſavoir de celui de Hongrie le 50. Du Regne des Romains le 17. De celui de Boheme le 17. Et de notre Empire le 4.

(Avec le Sceau pendant.) Par Mandement de notre Seigneur l'Empereur Caſpar Sligh, Secretaire de Guerre. ANNO 1729.

H.

Copie de la Citation & Pouvoir Imperial adreſſé aux Ducs de Mecklebourg, au ſujet du Pays des Vandales l'An 1437.

NOus Sigiſmond, par la Grace de Dieu, Empereur Romain toûjours Auguſte, Roy de Hongrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croatie, &c.

Aux Illuſtres Henry & autres Ducs de Mecklebourg, Nos amés Oncles & Princes, notre Grace & tout Bien. Amez Oncles & Princes, depuis peu le Pays des Vandales eſt devenu vacant pour cauſe de mort des Princes des Vandales, comme il Vous ſera bien connu, & comme nous avons appris, que Vous y pretendriez avoir quelques Droits, & que Vous voudriez vous ſoumettre ces Pays ce qui - - - - - - Nous ſemble, mais comme notre ſentiment & celui de l'Empire eſt de - - - - - Fréderic, Marggrave de Brandebourg &c. notre cher Oncle & Electeur - - - - - - - - à cauſe de la Marche de Brandebourg y doit avoir droit & prétention. Sur quoy ayant ajourné & cité le Marggrave Fréderic, les Prelats - - - - & Villes à un certain jour - - - - - au dixiéme jour après St. Jaques & St. Philippe, ou s'il - - - - - n'étoit pas jour plaidoyable, au premier jour plaidoyable ſuivant - - - - - de venir ou d'envoyer ſon Procureur ou Ayant cauſe & Plein-pouvoir - - - - - pour en connoître, à qui ces Pays des Vandales de droit - - - - - C'eſt pourquoi de notre Puiſſance & Authorité Imperiale, nous vous ſommons & citons - - - - - par la préſente Lettre peremtoirement ſavoir; que Vous ayez au - - - - - dixiéme jour après la St. Jaques & la St. Philippe, ou ſi ledit jour - - - - n'etoit pas jour plaidoyable ſuivant - - - - par devant Notre Majeſté Imperiale au lieu où nous nous trouverons pour lors - - - - - de comparoître pour plaider, ou Votre Procureur ou Ayant cauſe & Plein pouvoir - - - - - pour ouïr cette cauſe en droit, & la décider, comme il appartiendra pour - - - - - & pour en connoître, à qui de droit les dits Païs appartiennent ou - - - - ſont devolus de droit - - - ſoit donc que vous veniez ou non, que vous envoyiez ou non, Nous voulons néanmoins laiſſer libre cours à la Juſtice, ainſi que le droit exigera & qu'il conviendra. Ordonnons auſſi par la préſente très-ſeverement, que Vous ayez à ne vous arroger ni à vous ſoumettre plus avant ces Pays des Vandales, juſqu'à ce qu'il ſoit décide & prononcé par Nous à qui de droit ils appartiennent legitimement, & n'avancer pas plus outre dans cette affaire ſous peine d'encourir notre diſgrace. Nous Vous ferons auſſi ſignifier ce jour-là notre juſte Déciſion & celle de l'Empire. C'eſt à quoi Vous aurez à Vous conformer. Donné à Prague l'An de la Naiſſance de Jeſus-Chriſt 1437. le Jeudi après le Dimanche Invocavit, de Notre Regne de Hongrie le 50. De celui des Romains le 27. De celui de Boheme le 17. Et Notre Empire le 4.

Par Mandement de Notre Seigneur Empereur Marquard Bruſcker.

I.

Tranſcript de l'Empereur Sigiſmond, ſur la Lettre que ceux des Vandales & de Werle ont donnée à l'Electeur de Brandebourg FREDERIC I. *en* 1415. *touchant leur preſtation d'hommage, & ce qui ſe voit ci-deſſus Lettre A. Le Tranſcript eſt daté de l'An* 1437.

NOus Sigiſmond, par la Grace de Dieu, Empereur Romain, toûjours Auguſte, Roy de Hongrie, de Bohême, de Dalmatie, de Croatie, &c. Declarons par la préſente, à tous ceux, qui la verront ou l'entendront lire, qu'aujourd'hui ſelon la date de la préſente Lettre, ſerait comparu devant Nous en Cour l'Illuſtre Prince, Notre cher Oncle & Electeur, Fréderic Marggrave de Brandebourg, Archi-Cham-

ANNO 1729. Chambellan du St. Empire Romain & Bourggrave de Nuremberg, Nous requerant de lui faire droit au ſujet des Pays de ceux des Vandales, & qu'il auroit produit en Cour une Lettre, contenant que les Provinces des Vandales ſeroient un Fief du Marggraviat de Brandebourg, & que ceux des Vandales l'auroient tenue en Fief & reçue de Lui Marggrave de Brandebourg & - - - - Nous, de l'avis des Princes & Seigneurs, ſeans avec Nous en jugement, ne voulant pas pour lors examiner la Queſtion principale, mais aſſigner pour cela un autre jour plaidoyable; Nôtre dit Oncle nous requit de lui vouloir donner Copie vidimée ſous notre Sceau Imperial de ladite Lettre, attendu qu'il ne ſeroit ni ſûr ni à propos, de riſquer le Lettre originale; Ce que Nous lui avons reconnu & reconnoiſſons en vertu de le préſente, qu'on doit donner à cette Copie entiére foi & creance dans toutes les Villes & les Cours, de même que ſi l'on préſentoit la Lettre originale. Or la teneur de ladite Lettre originale eſt de mot à mot telle que s'enſuit:

NOus Balthaſar & Guillaume Fréres, & Nous Chriſtophle leur Couſin, tous Seigneurs des Vandales & de Werle, faiſons ſçavoir & confeſſons pour Nous & pour tous Nos Hoirs, à tous ceux qui la préſente verront ou entendront lire, que d'un ſentiment unanime & de ſens bien raſſis, après une meure Déliberation & du plein Conſeil de Nos Amez & Feaux Conſeillers, par amour de le paix, pour l'avantage & plus grande utilité de Nous, de Nos Héritiers, de Nos Pays & Seigneuries, Nous adherons ennérement & tout à fait en Nôtre Nom, & en celui de tous nos Hoirs avec nos Seigneuries, Pays & Sujets à Très-Illuſtres Princes & Seigneurs, le Seigneur Fréderic, Marggrave de Brandebourg, Archi-Chambellan du St. Empire Romain, & Bourggrave de Nuremberg, à ſes Hoirs, & à leurs Pays de la Marche de Brandebourg, que Nous nous attachons & donnons à Eux en vertu de cette Lettre de telle maniére, que Nous & nos Héritiers, à préſent & à perpetuité, avec tous & chacun de Nos Pays & Sujets, Vaſſaux, Citez, Chateaux, & Domiciles, ſans aucune exception, voulons adherer à Lui, Nôtre Seigneur le Marggrave, à ſes Succeſſeurs & à ſes Pays de la Marche pour lui donner aide, conſeil & fidéle aſſiſtance envers & contre tous, dans toutes leurs Guerres, leurs affaires ou neceſſitez & tout nôtre pouvoir, ſans équivoque, fraude ni conteſte, & qu'autant de fois que beſoin ſera, nous les maintiendrons, defendrons & proteperons envers & contre tous, de même que nos propres Terres & Sujets, le tout ſans dol. Surquoi Nous, de Nôtre franche volonté, confeſſons avoir reçu en Fief légitime, pour Nous & Nos Hoirs, toutes Nos Seigneuries, nos Terres & nos Sujets, ſans exception, de nôtre ſuſdit Seigneur le Marggrave Fréderic, en ſorte que Nous & Nos Hoirs devons & voulons doreſnavant & à perpetuité tenir & recevoir à Fief relevant & mouvant dudit Seigneur Marggrave, de ſes Hoirs & du Marggraviat, toutes Nos Seigneuries en général & chacune en particolier, grandes ou petites, quelque Nom qu'elles puiſſent avoir, ſans exception, que ces Seigneuries ſeront à perpetuité & ſans appel relevantes & mouvantes d'Eux & du Marggraviat, & Nous reconnoiſſons leur Pouvoir ſur Nous, tel que l'ont d'autres Seigneurs ſur leurs Vaſſaux, Nous Lui avons prêté formellement hommage héréditaire, comme à Nôtre Seigneur & Nous Lui avons promis de bonne foi, & juré par les Saints de Paradis de vouloir procurer tout le Bien & detourner tout dommage de Lui Nôtre Seigneur, de ſes Hoirs & du Marggravint, de lui être fideles Vaſſaux, comme Nous y ſommes feodalement tenus, de lui être fideles, ſoumis & obéiſſans comme à nôtre légitime Seigneur feodal & héréditaire, & que tous nos Hoirs & Succeſſeurs de nosdites Seigneuries, Terres & Sujets préteront hommage héréditaire à chaque Marggrave qui eſt, ou ſera pour lors, & pour ces Fiefs ils leur promettront & jureront comme nous avons fait ſans fraude ni conteſte. En foi dequoi Nous Balthaſar, Guillaume & Chriſtofle, Fréres & Couſins, ſurnommez de Vandalie, avons appoſé Nos Sceaux à la préſente Lettre pour Nous & pour tous nos Héritiers. Donné à Berlin le Lundi des onze mille Vierges, l'An de la Naiſſance de Jeſus-Chriſt 1415. Fait à Egra, & ſigné du Sceau de Sa Majeſté Imperiale l'An de la Naiſſance de Jeſus-Chriſt 1437. le Jeudi après le Ste Marguerite. De Nôtre Regne de Hongrie le 51e. De celui des Romains le 20. De celui de Boheme le 10. & de Nôtre Empire le 15e.

(L. S.)

app.

Par Mandément de Nôtre Seigneur l'Empereur

Hermann Hechi.

K.

ANNO 1729.

Tranſaction de Succeſſion paſſée entre FREDERIC II. *Electeur de Brandebourg, & les Ducs de Mecklebourg, dans laquelle ceux-ci promettent, que leurs Etats préteront un hommage de Succeſſion Eventuelle au premier, à ſes Freres & à leurs Heritiers. A Wittſtock le Jeudi après la Quaſimodo, l'An 1442.*

NOus Fréderic, par la Grace de Dieu, Marggrave de Brandebourg, Archi-Chambellan du St. Empire Romain, Bourggrave de Nuremberg, & Nous Henry le Vieux, Henry le Jeune, & Jean, Couſins & Fréres, par la même Grace, Ducs de Mecklebourg, Seigneurs de Roſtock & de Stargard &c. & Comtes de Schwerin confeſſons publiquement par la preſente Lettre pour Nous, nos Héritiers & Succeſſeurs, à tous ceux qui la préſente verront ou entendront lire, qu'ayant vu & reconnu les grandes injuſtices, les ravages, les meurtres, les incendies & les dommages que nos Pays de part & d'autre ont malheureuſement ſoufferts & ſubis depuis quelque tems, par leſquels nos Pays & nos Peuples ont été fort affligez, deſolez & ruinez, pour y apporter remede & pour le ſoulagement, le bien & le repos général de nos Pays & Sujets, Nous nous ſommes accordés ce jourd hui, auquel le préſente Lettre d'Accommodement eſt écrite, de Nous réunir & de Nous reconcilier amiablement, & que les diviſions & les differens élevez & mûs juſqu'à ce jour, entre Nous & nosdits Pays & Sujets ſeroient accommodez & reglez ſelon les meſures & la maniére qui eſt décrite dans le préſente Lettre. Premierement Nous tous leſdits Ducs de Mecklebourg avons dit & promis à Nôtre cher Oncle & Beaufrére le Marggrave Fréderic, dé faire jurer & prêter formellement & légitimement un véritable Hommage héréditaire par tous nos Pays, nos Sujets tant Eccleſiaſtiques que Séculiers, & par tous Nos Seigneurs, Hommes & Villes à Lui, à ſes Fréres & tous leurs Héritiers & Succeſſeurs Marggraves de Brandebourg, & cela de cette maniere-ci, ſavoir, que le cas arrivant, que Nous viniſſions à mourir ſans Héritiers mâles ſeodaux, ce qu'à Dieu ne plaiſe, alors Nos Pays & Sujets des Ducs de Mecklebourg, de Stargard, de Schwerin, & des Vandales, avec toutes leurs Seigneuries, leurs Seigneurs, Hommes & Villes, enſemble toutes leurs Immunitez, Privileges & Graces, toutes telles qu'autrefois Nos defunts Ancêtres, & Nous mêmes juſqu'ici les avons tenuës & poſſedées, ces Pays & Sujets ſeront échus & devolus à notre cher Oncle & Beau-Frére ledit Marggrave Fréderic, à ſes Fréres, à ſes Hoirs & au Marggraviat de Brandebourg, depuis nosdits Seigneurs, Hommes & Villes leur fourniront Lettres ſignées & ſcellées, afin que Nous venions à défaillir, ils le leur tiennent fidelement, ſans dol ni fraude. Que ſi nous laiſſions des Filles après nous ou les dotera & les pourvoira de l'avis de nos Seigneurs, Hommes & Villes de nos Etats; D'autre part; notredit cher Oncle & Beau-Frére le Marggrave Fréderic donnera de ſon côté des Lettres ſcellées à nos Seigneurs, Hommes, Villes & Pays, qu'au cas, que nos Terres ou Pays viennent à Lui échoir, ou à ſes Fréres, ou leurs Hoirs & Succeſſeurs, alors ils laiſſeront nosdits Pays, Seigneurs, Hommes & Villes dans toutes leurs anciennes Libertez, Graces, Privileges, Uſ & Coûtumes, telles qu'ils en ont joui d'ancienneté, le tout ſans fraude. Or ſur tout ceci, Nous ſommes convenus d'un jour d'accommodement & d'accord à Pamiable, qui ſera à Perleberg le Dimanche avant le jour de l'Aſcenſion prochaine ſur le ſoir, où nous voulons faire écrire & ſceller cette Lettre de Convention, qui ſera compoſé de l'avis de tous nos Conſeillers tels

le

ANNO 1729. la meilleure forme & de la maniére la plus forte que faire ſe pourra, que Nous tous les ſuſdits Princes devons & voulons demeurer fidelement unis & joints enſemble, de conſeil, aide & aſſiſtance, en tout ce qui ſera de plus jugé être de beſoin ou neceſſaire, dans ladite Lettre de Convention, & que Nous & nos Conſeillers reconnoîtrons être pour le mieux, afin que ces Lettres & toutes ces affaires ſoient propoſées, terminées & ſcellées audit jour, en ſorte que Nous n'ayons a l'avenir jamais plus d'inimitié ni ſujet de craindre d'en venir à des Guerres ou à des hoſtilitez.

Outre cela, Nous ledit Marggrave Fréderic avons declaré & promis auſſi audit lieu & jour dont nous ſommes convenus, comme il eſt écrit ci-deſſus, en notre nom & en celui de nos Fréres, de tous nos Hoirs & Succeſſeurs Marggraves de Brandebourg, que Nous voulons nous deporter entierement du Pays des Vandales, & de tout ce que Nous, nos Fréres ou notre Marggraviat de Brandebourg y pourrions pretendre, Nous en être echu ou devolu pour cauſe de mort de feu Notre cher Seigneur & Pere, enſemble que pour le benefice de notre cher Oncle & Beau-Frére & de ſes Hoirs, Nous nous deſiſtons volontairement & renonçons à tout ce que Nous pourrions ſur ce ſujet, fournir de preuves ou de Lettres écrites, ſoit avant, ſoit après la concluſion de ces affaires. Que ſi même il arrivoit, que quelqu'un, qui que ce puiſſe être, vînt à pourſuivre ou à intenter action à Nos chers Oncles & Beau-Fréres, pour leur Pays des Vandales, dont il auroit reçû la garantie, alors en bonne amitié Nous les aſſiſterons, & leur prêterons aide & conſeil de tout nôtre pouvoir. Or pour cela, Nous les trois Ducs de Mecklebourg voulons & nous obligeons d'acquitter & de dégager Notre cher Oncle & Beau-Frére le Marggrave Fréderic & ſes Fréres de la Somme qu'il doit au Très-Illuſtre Prince le Seigneur Joachim Duc de Stettin, de cinq mille Florins de Rhin de bon poids & alloi, & de lui en fournir & envoyer une decharge ſignée dudit Duc, comme ledit Marggrave eſt declaré, quitté & dechargé de ces cinq mille Florins dûs au Duc Joachim, le tout ſans dol ni fraude.

De plus, comme il y a déja quelque tems, que Nous Marggrave Fréderic avec les Seigneurs de Stettin aurions conquis & pris en guerre les Villes & Chateaux, de Lychen, de Wnldegge & de Helpte ſur Notre cher Oncle le Duc Henry, comme le confirme la teneur des Lettres écrites & ſcellées ſur ce ſujet. Nous Marggrave Fréderic pour la ſinguliére amitié & bienveuillance que Nous portons à nos chers Oncles & Beau-Fréres de Mecklebourg, leur avons promis de vouloir employer fidelement nos ſoins & bons offices envers les Seigneurs de Stettin, de qui cela dépend, & d'eſſayer, ſi par bonne amitie nous pourrions convenir avec Eux, & les porter à vouloir rendre à notre cher Oncle le Duc Henry, la part qui leur revient, & qu'ils ont ſur Woldegge & Helpte. Que ſi Nous y pouvons réuſſir, il n'y aura pas beaucoup de difficulté de Notre côté, pour le part que Nous avons ſur Wnldegge & Helpte, & alors Nous le leur rendrons amiablement & de bon cœur.

Mais au cas, que par amitié, nous ne puſſions pas y faire conſentir leſdits Seigneurs de Stettin, à qui cependant Nous travaillerons fidelement, alors nous avons promis a notre cher Oncle & Beau-Frére ſelon l'accord dont Nous ſommes convenus aujourd'huy, que quant à la part qui nous revient & qui nous appartient ſur Wnldegge & Helpte, Nous la livrons & remettons a Notre Couſin le Duc Henry de Mecklebourg & Schwerin, a telle condition, que s'il en vouloit faire donation à quelqu'un, il en aura pleine diſpoſition, mais pour le tout il obſervera au Duc de Stettin, les Conventions, ſur les Chateaux nommez pour la part qu'il a ſur ces Châteaux en communauté, le tout ſans dol; & notredit Couſin, ou celui à qui il le pourroit remettre ou donner peut être aſſuré & certain, que de notre part, nous ne formerons plus aucune pretention ſur Helpte & Wnldegge, mais que Nous la laiſſerons à leurs Seigneuries, pour leur demeurer de même que toutes leurs autres Villes, toutefois ſans préjudice de Nous, de nos Fréres, Héritiers ou Succeſſeurs Marggraves de Brandebourg par raport à ce qui concerne la Ville de Lychen, Notre Cloître de Himmelporte avec ſes appartenances & dépendances, & ſans porter préjudice aux Lettres qui Nous ont été données & ſcellées à ce ſujet, par notre cher Oncle le Duc Henri, leſquelles doivent demeurer dans leur force & vigueur en tous leurs points & articles, le tout ſans dol ni fraude. ANNO 1729.

Comme Nous leſdits Seigneurs, Ducs de Mecklebourg & Schwerin avions penſé, il y a quelque tems, de décider la cauſe feodale de Pottlitt par convocation de Vaſſaux, avec Noble Balthaſar Gennſe & ſes Fréres, Seigneurs de Pottlitt, Nous avons promis à Notre cher Oncle & Beaufrére le Marggrave Frederic, que les affaires ſur leſquelles Nous avons eu pourparler en dernier lieu avec leſdits de Gennſe a Wittemberg, ſeront tout à fait levées & que ce que leſdits de Gennſe ont de ſitué dans les Etats des uns ou des autres d'entre Nous, en Villages, Revenus, Fiefs ou garanties, ils peuvent & doivent les garder, mais ils ſatisferont pour cela aux Droits de vaſſelage, & le cas arrivant a l'avenir, que nous entreprîſſions de rechercher plus loin les de Gennſe ou leurs Heritiers, au ſujet de Pottlitt, alors Nous le voulons & devrons faire par devant Notre cher Oncle & Beaufrére le Marggrave Frederic ou ſes Héritiers & leurs Conſeillers, en ſorte que de part & d'autre on s'en tiendra à ce qu'ils auront prononcé & decidé dans cette cauſe, & Nous ne les inſulterons ni ne les violenterons pas davantage pour cette cauſe, le tout ſans comete.

Au reſte Nous promettons, que quand Nous tous les ſusnommez, le Marggrave Frederic, le Duc Henri l'ainé, le Duc Henri le jeune, & le Duc Jean ſerons comparu au jour, alors de l'avis de Nos Conſeillers, Nous ſouſcrirons & ſcellerons les ſuſdits Articles de bonne amitie, tels qu'ils viennent d'être mentionnez, que Nous les tiendrons reciproquement les uns aux autres fermement, conſtamment & fidelement, que Nous ne manquerons ni ne prorogerons point le jour ci-deſſus aſſigné à moins d'en être empêchez pour cauſe de quelque grand & preſſant danger de la vie & du corps. Au cas que l'un ou que pluſieurs d'entre Nous, s'en trouvaſſent ainſi empechez pour cauſe de quelque grand ou dangereux beſoin, en ſorte que l'entrevue ne ſe fit pas au lieu & jour denommez, cela ne nuira toutefois en rien aux Points ou Articles ci-deſſus décrits, en aucunes de leurs parties, & les choſes qui y ſont contenues & alleguées, demeureront en leur état, de bonne amitié, juſqu'à ce qu'on ſoit convenu d'un autre jour, ou l'on ait le tems & loiſir neceſſaire pour executer & parfaire toutes les choſes, telles qu'elles ſont ici preſcrites, le tout ſans dol ni fraude.

Nous Marggrave Frederic, pour nous & notre Frere le Marggrave Frederic, le Duc Henri le vieux, le Duc Henri le Jeune, pour nous & notre Frere le Duc Jean, déclarons & nous promettons les uns aux autres en preſence de nos Conſeillers, en notre Nom & en celui de nos Hoirs & Succeſſeurs, de vouloir tenir tous les Points, Articles & Parties & chacun d'eux en particulier, qui ſont décrits dans la preſente Lettre fermement, conſtamment & inviolablement, ſans fraude ni dol, ſur notre foi, nom & dignité de Princes. En foi & preuve de quoi, Nous le Marggrave Frederic, le Duc Henri le Vieux, le Duc Henri le Jeune pour nous & pour notre Frére le Duc Jean avons appoſé nos Sceaux à la preſente Lettre en notre nom & en celui de nos Hoirs & Succeſſeurs. Fait & donné à Wittſtock l'An après la naiſſance du Fils de Dieu 1442. le Jeudi avant le Dimanche auquel la Sainte Egliſe chante *Quaſimodogeniti*.

(L. S.) app. (L. S.) app (L. S.) app. (L. S.) app.

L.

Lettre Reverſale des Ducs de Mecklebourg, dans laquelle ils déclarent, que les Etats de leurs Provinces ont formellement prêté hommage héréditaire aux Marggraves de Brandebourg l'An 1442.

NOus Henri le vieux, Henri le jeune, & Jean, Couſins & Frere, par la grace de Dieu, Ducs de Mecklebourg, de Ruſtock & de Stargard, Seigneurs & Princes des Vandales, declarons publiquement par la préſente Lettre en notre nom & en celui de tous nos Héritiers & des Héritiers de nos Héritiers a tous ceux qui le preſente verront & l'entendront lire, qu'à notre ordre & de notre plein conſentement, nous avons

ANNO 1729. vons fait prêter véritable hommage héréditaire par tous nos Etats & Peuples, par nos Prelats, nos Seigneurs, Hommes & Villes au Très-Illustre Prince & Seigneur, le Seigneur Frederic, Marggrave de Brandebourg, Archi-Chambellan du St. Empire Romain, & Bourggrave de Nuremberg notre cher Oncle & Beaufrére & à tous leurs Hoirs & Successeurs les Marggraves de Brandebourg, & que nosdits Prelats, Seigneurs, Hommes & Villes, Nos Pays de Mecklebourg, Stargard, des Vandales, de Rostock & de Schwerin ont actuellement prêté de bon cœur en notre presence ledit hommage héréditaire à notre dit cher Oncle & Beaufrere en telle maniére; que s'il arrivoit, que Nous les Ducs de Mecklebourg vinssions à manquer ou defaillir pour cause de mort, que tout sexe masculin de notre Maison fut éteint, & qu'il ne restât plus aucuns mâles, Seigneurs de Mecklebourg en vie, ce qu'à Dieu ne plaise, alors nosdits Prelats, Seigneurs, Hommes & Villes & tous leurs Heritiers & Descendans veulent & doivent se tenir & adherer audit Marggrave Frederic à son Frere & à tous leurs Hoirs & Successeurs Marggraves de Brandebourg, comme à leur Seigneur naturel & legitime, lui être affectionnez & feaux de même que le sont leurs autres Sujets & Villes situées dans la Marche de Brandebourg; C'est ce que nosdits Hommes & Villes ont juré par les Saints de vouloir tenir sans dol ni fraude. A quoi l'on a de plus inferé, que si nous lesdits Ducs Henri le vieux, le Duc Henri le jeune & le Duc Jean venions à mourir, ce que Dieu veuille detourner, & que nos Sujets & nos Villes prêtassent foi & hommage à nos Hoirs mâles, alors nosdits Hoirs ramenteveront & publieront hautement à tous nos Sujets & Villes, & à tous leurs Heritiers & Successeurs pour lors vivans, cet hommage qu'ils ont prête à notredit Oncle & Beau-Frere, & leur diront de conserver la memoire de cet hommage; afin qu'au cas que notre race vînt à s'éteindre, ils ayent à observer & à tenir cet hommage tel qu'il est écrit ci-dessus. Or cet hommage s'est fait tant à cause de notre amitié & bien-veuillance singuliere, que pour procurer la Paix & le Bien des Etats d'une & d'autre part & pour amelioration de toutes nos Terres & Sujets. Ce qui nous y a encore porté, c'est que nosdits Oncles & Beaufréres le Marggrave Frederic & son Frere se sont bien voulu desister amiablement de la prétention & du droit qu'ils avoient & croyoient avoir, sur les Principautez des Vandales, comme aussi, ce que Notre cher Oncle & Beaufrere le Marggrave Frederic Nous a promis, qu'au cas, que Nous, nos Hommes ou Villes vinssions à être récherchez par notre Seigneur le Roi des Romains, au sujet de la prestation d'hommage ci-dessus décrite, il releveroit & libereroit Nous, Nos Hommes & Villes de toute poursuite, le tout sans dol. Au cas qu'il arrive, que Nous, nos Heritiers & nos Princes étant morts, ces Pays tombassent à notredit Oncle & Beaufrere le Marggrave de Brandebourg, à son Frere ou à ses Heritiers & Successeurs de la maniére susdite, en laissant après Nous, nos Filles ou autres Dames issues de notre Maison, on les pourvoira de maniere convenable à leur rang de Princesse, de l'avis des Seigneurs, Hommes & Villes de nos Etats. A tous les Articles, accord & engagemens ci-dessus décrits ont été presens, & ont aidé à les proposer & à les conclure, les soussignez Nos Conseillers, nos Hommes & ceux de nos Villes, tous nos Amez & Feaux, nommément Hon. Henri Krau, Prévôt de Fredeland, Hon. Matthias Axkow, Chevalier; Luder & Helmond Lutzau, Maréchaux, Othon Vieregge, Henning Warborchi, Conrad Heinrich, Hennecke & Reimar, de Plesse, Joachim de Peutze, Jean Strahlendorff, Jean Flotow, Otton Sperling, & Eggert de Quitzow; Et de Nos Villes, Hon. Bernard de Alen, & Hon. Pierre Hannemann Bourguemaître de Rostock, Hon. Pierre Wilde, & Hon. Ludecke Altfelt Bourguemaître & Membre du Conseil de la Ville de Wismar; Otton Schwerin & Henri Rolewes Senateur à Parcham; Jacob Stonenhagen & Jacob Berghane Senateurs à Gustrow; Wanneberg Bandow, Joachim Liultow Bourguemaitre & Senateur à Melchin; Meinicke Bleise & Henri Vloggo Senateurs à Plawe; Burchard Asselmann & Pierre Bruggemann, Bourguemaître & Senateur à Schwerin.

Nous susdits le Duc Henri le vieux, le Duc Henri le jeune & le Duc Jean avec Nos Hoirs & Successeurs, devons & voulons tenir fermement, constamment & inviolablement tous les Points, Parties & Articles susmentionnés de la présente Lettre & chacun d'Eux en particulier. En foi & preuve de quoi Nous avons tous trois, pour Nous & pour nos Hoirs & Successeurs fait apposer Nos Sceaux à la presente Lettre, donnée & écrite l'An depuis la Naissance de Dieu 1442. ANNO 1729.

(L.S.) app. (L.S.) app. (L.S.) app.

M.

Confirmation de l'Empereur FREDERIC III. *sur tout ce qui a été arrêté & conclu entre le Brandebourg & le Mecklebourg au sujet de la Succession éventuelle qu'a le Brandebourg sur les Pays du Mecklebourg. A Franckfort le Lundi avant la Ste Marguerite l'An* 1442.

NOUS Frederic, par la grace de Dieu, Roi des Romains, toûjours Auguste, Duc d'Autriche, de Sirie, de Carinthie, de Carniole, Comte de Tirol, &c. Reconnoissons & declarons publiquement à tous ceux qui la presente Lettre verront ou qui l'entendront lire, que par devant Nous sont comparus l'Illustre Prince Frederic Marggrave de Brandebourg, Archi-Chambellan du St. Empire Romain, & Bourggrave de Nuremberg, Notre cher Oncle & Electeur d'une part, & Henri Duc de Mecklebourg, Seigneur de Rostock, de Stargard, des Vandales & Comte de Schwerin, en son Nom & en celui de Jean son Frere & de Henri son Cousin d'autre part, Amez & Feaux, de Nous & de l'Empire, qu'ils Nous ont rapporté & proposé, qu'Eux de part & d'autre avec leurs Pays & Peuples, leurs Châteaux, Villes & Frontieres & quelques endroits limitrophes de leurs Etats, auroient été depuis assez long-tems dans de grands troubles & desordres, à cause desquels leurs Peuples & leurs Pays auroient plusieurs fois été pillez, infestez & endommagez, même souvent desolez & ravagez par des meurtres & des incendies, en sorte que d'aucune part on ne pouvoit parvenir à paisible habitation ni à aucun domicile tranquille, surquoi ledit Duc Henri & sesdits Freres & Cousin avec leurs Sujets, leurs Villes & Pays auroient reconnus, que le meilleur seroit pour le bien general de leurs Pays & Peuples, qu'Eux les Seigneurs de Mecklebourg avec leurs Pays & Peuples en vinssent à une prestation d'hommage audit Marggrave Frederic, à son Frere & à leurs Hoirs de telle maniere, que s'il arrivoit que lesdits Seigneurs de Mecklebourg, ou leurs Heritiers feodaux mâles manquassent, ou que les Seigneurs de Mecklebourg vinssent à s'éteindre par mort, alors tous leurs Pays, leurs Sujets, Hommes & Villes seroient échus & devolus audit Marggrave Frederic, à ses Freres, & leurs Heritiers, Marggraves de Brandebourg & à l'Electorat de Brandebourg. Or comme de bonne amitié & unanimement ils nous auroient humblement requis, que nous leur accordions & donnions sur cette mouvance l'octroi, le consentement, & le Pleinpouvoir de Nous & de l'Empire. Sur ce, ayant consideré & reconnu tant les services assidus, affectionnez & fideles que Notredit Oncle le Marggrave Frederic & ses Freres ont frequemment rendus de leur bon gré à Nous & l'Empire, que ceux encore qu'ils veulent & peuvent nous rendre & à l'Empire pour l'avenir. Ayant de plus égard, à ce que l'Electorat de Brandebourg, qui est un vrai Fief de l'Empire, seroit par là rendu plus puissant, plus étendu, & même amelioré, tant par la Paix même que cela lui procureroit, que pour autres raisons. A ces causes, & par Grace speciale, de Notre plaine Science, de l'avis de Nos Electeurs, Princes, Comtes, Nobles & Feaux, & de Notre pleine Puissance de Roi des Romains Nous lui avons donné pour cela Notre consentement & agrément & accordé audit Marggrave, à ses Hoirs & Successeurs la mouvance, comme en effet Nous donnons & accordons à Notredit Oncle, à ses Hoirs & Successeurs les Marggraves de Brandebourg Notre agrément, consentement & approbation Royale pour ladite mouvance, telle qu'à cet effet il en a ou en aura besoin ci-après. Nous restituons aussi & confirmons en vertu de la presente Lettre, la susmentionnée Transaction & prestation d'hommage, en sorte que lesdits Marggrave Frederic & son Frere, leurs Heritiers & Successeurs, Marggraves de Brandebourg, pourront & devront heriter, avoir, posse-

ANNO 1729. der, & jouïr des ſuſdits Pays & Seigneuries de Mecklebourg, Stargard, Roſtock, des Vandales & de Schwerin, après le decès deſdits Seigneurs de Mecklebourg & de leurs Hoirs, ſuivant la teneur de la Lettre que les Seigneurs de Mecklebourg ont donnée & ſcellée ſur ce ſujet. Enjoignons auſſi & ordonnons très expreſſement & ſeverement, de Notre puiſſance Royale à tous Hommes, Villes ou Pays ſuſdits, & à tous leurs Habitans Eccleſiaſtiques ou Seculiers, qui y ſont ou ſeront lors de la chute & de l'extinction des Seigneurs de Mecklebourg & de leurs Heritiers, de ſe tenir & d'adherer à perpetuité audit Marggrave, à ſes Heritiers ou Deſcendans, & de leur garder fidelement l'hommage, ſous peine de Notre indignation. En foi de quoi Nous avons appoſé à cette Lettre le Sceau de Notre Majeſté Royale. Donné à Francfort, l'An depuis la Naiſſance de Jeſus-Chriſt 1442. le Lundi après la Ste Marguerite, & de Notre Regne le troiſiéme.

(L. S.)
app.

Par Mandement de Notre Seigneur l'Empereur

Henri Leubnitz, Dr. P. C.

N.

THIERRY *Electeur de Mayence conſent & approuve la Confirmation que l'Empereur* **FREDERIC** *donne à* **FREDERIC II** *Electeur de Brandebourg, à ſes Freres, ſur la Marche & l'Electorat de Brandebourg; item ſur toutes leurs autres Lettres concernant les Fiefs, Succeſſions, Impôts & autres Droits. Donné à Nuremberg le Jeudi après la St. Maurice de l'An* 1444.

NOus Thierry par la Grace de Dieu & du St. Siege, Archevêque de Mayence, Archi-Chancellier & Electeur du St. Empire Romain en Allemagne, declarons publiquement par la preſente, que comme autrefois feu le Très Sereniſſime Prince & Seigneur, le Seigneur Sigismond &c. a donné & conferé par écrit, pour la premiere fois, en qualité de legitime Roi des Romains, & pour la ſeconde fois en qualité d'Empereur elû & couronné, la Marche de Brandebourg avec l'Electorat & la Charge d'Archi-Chambellan au feu Seigneur Frederic, auſſi d'heureuſe mémoire, Marggrave de Brandebourg, Archi-Chambellan du St. Empire Romain & Bourggrave de Nuremberg, ſelon la teneur des Lettres qui lui furent données là-deſſus, de même encore preſentement, le Très Sereniſſime Prince & Seigneur, le Seigneur Frederic Roi des Romains, toujours Auguſte Duc d'Autriche, de Stirie, de Carinthie & de Carniole, Comte de Tirol &c. a derechef conferé la Marche de Brandebourg à Très Illuſtre Prince & Seigneur Frederic Marggrave de Brandebourg, Archi-Chambellan du St. Empire Romain & Bourggrave de Nuremberg, Notre Ami particulier & Coelecteur, à ſes Freres & à leurs Heritiers, & qu'il lui a auſſi accordé, ſcellé & confirmé avec ladite Marche toutes les autres Lettres, Privileges, Conceſſions ſolennelles, Droits Seigneuriaux, Us & Coutumes, Juriſdictions, & Sieges Provinciaux, de quelque nom qu'elles ſoient, dependantes du Marggraviat de Brandebourg & du Bourggraviat de Nuremberg, ainſi que le contiennent & le prouvent toutes les Lettres ſur ce écrites. Puis donc qu'il nous convient en qualité d'Electeur du St. Empire de donner Notre agrément & notre conſentement à toutes les Conceſſions, affaires & Lettres ſuſdites, en vertu de la preſente Nous y donnons Notre conſentement & notre agrément, & nous ratifions & confirmons de notre bon gre en qualité d'Electeur & d'Archi-Chancellier du St. Empire Romain, en la maniere ſuſdite, toutes les Lettres qui leur ont été accordées par notre Très Clement Seigneur le Roi des Romains, en particulier ſur leurs Fiefs, leurs Succeſſions, Impots & autres Droits & Privileges en la forme & maniere qu'il eſt beſoin & qu'il convient, audit Marggrave Frederic, en qualité d'Electeur du St. Empire Romain & à ſes Freres auſſi Princes de l'Empire, & à tous leurs Hoirs, le tout ſans dol ni fraude. En foi & preuve dequoi Nous ſuſdit Thierry, Archevêque de Mayence, avons ordonné d'entiere Science & franche volonté d'appoſer notre Sceau à la preſente Lettre. Donné à Nuremberg, l'An depuis la Naiſſance de Dieu 1444. le Jeudi après la St. Maurice. ANNO 1729.

(Le Sceau pendant.)

O.

Extrait de la Lettre d'Inveſtiture, donnée par l'Empereur **FREDERIC III.** *à* **ALBERT** *Electeur de Brandebourg, datée de Gratz le Mécredi avant la Ste. Luce, l'An* 1470.

EN particulier Nous accordons & confirmons, de Notre grace ſpeciale, en pleine puiſſance & authorité Imperiale, pour Nous & pour Nos Succeſſeurs à l'Empire, audit Marggrave Albert & à ſes Hoirs feodaux ſes Marggraves de Brandebourg, la Succeſſion au Duché de Mecklebourg, à la Principauté des Vandales, au Comté de Schwerin, enſemble aux Pays de Stargard & de Roſtock, avec leurs Seigneuries, Pays, Sujets, Châteaux, Villes & leurs Appartenances & Dependances, conformement aux Transactions paſſées à ce ſujet entre les Marggraves de Brandebourg, & les Ducs de Mecklebourg, leſquelles Nous avons deja approuvées par Nos Lettres, étant en dignité & qualité de Roi des Romains. En foi dequoi Nous avons ſigné cette Lettre, y ayant fait appoſer le Sceau de Notre Majeſté Imperiale. Donné à Grætz le Mécredi avant la Ste. Luce, l'An de la Naiſſance de Jeſ. Chriſt 1470 De Nos Regnes, ſavoir de celui des Romains le 31. de Notre Empire le 19. & de celui de Hongrie le 12.

(L. S.)
app.

P.

Extrait de la Lettre d'Inveſtiture de l'Empereur **FREDERIC III.** *à* **JEAN** *Electeur de Brandebourg datée du 2. de Mai l'An* 1487.

ACcordons auſſi & confirmons par Notre grace ſpeciale & de Notre pleine puiſſance Imperiale, en Notre Nom & en celui de nos Succeſſeurs à l'Empire, auxdits Jean Frederic & Sigismond & à leurs Succeſſeurs feodaux, Marggraves de Brandebourg, de concert & en commun, la Succeſſion aux Duchez de Mecklebourg, à la Principauté des Vandales, à la Comté de Schwerin, enſemble aux Pays de Stargard & de Roſtock avec leurs Seigneuries, Pays, Sujets, Châteaux, Villes & leurs appartenances & dependances, conformement aux Transactions qui ont été paſſées-là deſſus, entre les Marggraves de Brandebourg & les Ducs de Mecklebourg, & qui ſont approuvées & confirmées par les Pouvoirs & les Lettres que Nous en avons données étant en dignité & qualité de Roi des Romains; fidelement & ſans dol. En foi dequoi Nous avons ſcellé la preſente Lettre donnée à Nuremberg le 2. de Mai, l'An de Jeſ. Chriſt 1487. de Nos Regnes, ſavoir de celui des Romains le 48. de l'Empire le 36. & de celui de Hongrie le 29me.

(L. S.)
app.

Q.

BARTHOLD, *Electeur de Mayence, donne ſon conſentement à la Confirmation que l'Empereur* **FREDERIC** *donne à l'Electeur* **JEAN,** *à* **FREDERIC** *& à* **SIGISMOND,** *Marggraves de Brandebourg, ſur la Marche de Brandebourg, avec toutes ſes Appartenances, & ſes Pretentions, en particulier ſur les Pays de Mecklebourg, datée de Nuremberg l'An* 1487.

NOus Barthold, par la Grace de Dieu, & du St. Siege Archevêque de Mayence, Archi-Chancellier & Electeur du St. Empire Romain dans l'Allemagne, declarons & confeſſons par la preſente Lettre publique-

ANNO 1729.

bliquement à tous ceux à qui il appartiendra; comme le Très-Serenissime & Très-puissant Prince & Seigneur, le Seigneur Frederic Empereur Romain, toujours Auguste, Roi de Hongrie, de Dalmatie, de Croatie, &c. &c. Duc d'Autriche, &c. Notre Très-Clement Seigneur, presentement ici à Nuremberg, auroit gracieusement accordé l'Investiture aux Illustres Princes, Nos chers Oncles & Beaufrères, le Seigneur Jean Electeur & Archi-Chamellan du St. Empire Romain, au Seigneur Frederic & au Seigneur Sigismond Freres, Marggraves de Brandebourg, Ducs de Stettin, de Pomeranie, des Cassubes & des Vandales, Bourggraves de Nuremberg, & Princes de Rugen, & les auroit actuellement investis de leur Electorat, Principautez, Comtez, Seigneuries, Châteaux, Villes, Pays & Peuples, avec tous & chacun de leurs Droits Seigneuriaux, leurs Vassaux ou feudataires, leurs Fiefs ou Mouvances, leurs Successions Ecclesiastiques ou seculieres, leurs Droits, Usufruits, & appartenances, telles que feu leur Pere d'heureuse memoire le Marggrave Albert, les a possedez & en a joui, avec tout ce que d'ancienneté y a appartenu & appartient; en la même maniere que lesdits Ducher & Principautez de Stettin, de Pomeranie, des Cassubes, des Vandales, & de Rugen, avec leurs appartenances sont échus & devolus à eux & à l'Electorat de la Marche de Brandebourg, & comme ils ont autrefois été accordés audit Marggrave Albert & à ses Successeurs feodaux, par infeodation commune, en suivant la teneur & les termes des Traitez d'union ou de partage, par lesquels leur Pere de son vivant ou Eux-mêmes ont déja voulu s'obliger de s'accorder ou de se partager avec leurs Pays & Peuples, ou qu'ils s'y obligeroit à l'avenir. Il lui a aussi accordé & confirmé en la feodation commune & conjointe la Succession au Duché de Mecklebourg, à la Principauté des Vandales, au Comté de Schwerin, aux Pays de Stargard & de Rostock & à leurs Seigneuries, Pays & Peuples, Châteaux, Villes, leurs Appartenances & Dependances, aux mêmes termes que porte la Transaction passée à ce sujet entre les Marggraves de Brandebourg & ses Ducs de Mecklebourg, laquelle l'Empereur notre Très-Clement Seigneur a approuvée & confirmée par la Lettre qu'il en a donnée comme Roi des Romains. De plus notre dit Très-Clement Seigneur l'Empereur, a aussi renouvellé, ratifié & confirmé de sa pleine puissance Imperiale à notre dit Oncle de Brandebourg & à ses Successeurs feodaux Marggraves de Brandebourg, generalement tous Droits, Dignitez, Octrois, Libertez, Privileges, Us & Coutumes, annexées à leur Electorat, Principautez & Seigneuries, de même que toutes les Successions solennelles, Ecrits & Lettres qui chacune de leurs anciennes Pres- & qui portent ce qui leur a été concedé & par les Octrois des Empereurs ou Rois des & de l'Empire, comme le montre cette que notre Très-Clement Seigneur l'Empereur en a donné à notre cher Oncle & Cousin de Brandebourg. Or ayant été requis & prié par Eux, Nos chers Oncles & Cousins de Brandebourg, que nous, en qualité d'Archi-Chancellier & Electeur du St. Empire voulions leur donner notre Consentement, notre Pouvoir & Permission, sur ces Octrois, Libertés, Droits, Investissemens & Confirmations; nous avons en qualité d'Archevêque de Mayence, d'Archi-Chancellier du St. Empire Romain en Allemagne & d'Electeur, après meure deliberation, & d'entiere science donné notre consentement, pouvoir & serement à toutes & chacune des choses ci-dessus, comme en effet en vertu de la presente Lettre nous le donnons & l'accordons, de maniere, que tous les Octrois, Privileges, Droits, Investissemens & Confirmations qu'ont acquis Nosdits chers Oncles & Cousins, le Seigneur Jean Electeur, les Seigneurs Frederic & Sigismond Freres, Marggraves de Brandebourg & leurs Successeurs feodaux seront à perpetuité observez fermement, confirmez & inviolablement, selon la teneur des Lettres qu'ont impetrées de notre Très Clement Seigneur Romain, ou d'autres Empereurs & ons de glorieuse memoire, le tout sans dol qu'en contexte, & qu'elles auront force & vi entiére, que si toutes & chacunes de ces Lettres incorporées & décrites de mot à mot. En foi de quoi, nous avons fait appoſer à la presente Lettre notre Sceau. Donné à Nuremberg le Lundi après le Dimanche *Trinitatis*, l'An de notre Seigneur 1487.

ANNO 1729.

(L. S.)

app.

R.

Extrait de la Lettre d'Investiture que l'Empereur MAXIMILIEN I. *donna à* JEAN *Electeur de Brandebourg & à son Frére* FREDERIC *datée de Worms du 15. Juillet de l'An* 1495.

CONfirmons aussi & accordons de Notre Grace speciale, & selon Notre pleine puissance & authorité de Roi des Romains, en Notre Nom & en celui de Nos Successeurs à l'Empire auxdits Jean & Frederic Freres & leurs Successeurs feodaux, les Marggraves de Brandebourg, & même à infeodation commune & conjointe, la Succession au Duché de Mecklebourg, à la Principauté des Vandales, au Comté de Schwerin, ensemble aux Pays de Stargard & de Rostock avec leurs Seigneuries, Pays, Peuples, Chateaux, Villes & leurs Appartenances & Dependances, selon l'Accord qu'ont passé là-dessus entre eux le Marggrave de Brandebourg & le Duc de Mecklebourg, & lequel l'Empereur Frederic Notre cher Seigneur & Pére de glorieuse memoire, avoit approuvé & confirmé. Le tout sans dol ni fraude &c. &c.

S.

FREDERIC *Electeur de Saxe consent que* JEAN *Electeur de Brandebourg & ses Freres soient investis par l'Empereur* MAXIMILIEN I. *de la Marche & Electorat de Brandebourg, avec infeodation conjointe & commune sur le Duché de Pomerane & sur la Succession au Duché de Mecklebourg l'An* 1495.

NOus Frederic par la grace de Dieu, Duc de Saxe, Archi-Maréchal & Electeur du St. Empire Romain, Landgrave de Thuringe, & Marggrave de Misnie reconnoissons & declarons publiquement, que le tres Serenissime & très-puissant Prince & Seigneur, le Seigneur Maximilien Roy des Romains toujours Auguste, Roy de Hongrie, de Dalmatie, de Croatie, Archi-Duc d'Autriche &c. Notre Très Clement Seigneur, presentement ici à Worms, ayant gracieusement accordé l'Investiture à l'Illustre Prince & Seigneur, Notre cher Oncle & Beau-Frere le Seigneur Jean, Archi-Chambellan & Electeur du St. Empire, & au Seigneur Frederic son Frére, Marggrave de Brandebourg, Duc de Stettin, de Pomeranie, &c. Bourggrave de Nuremberg & Prince de Rugen, & les ayant actuellement investis de leur Electorat, Principautez, Comtez, Seigneuries, Chateaux, Villes, Pays & Peuples, avec tous & chacuns de leurs Droits Seigneuriaux, Leurs Vassaux ou feudataires, Leurs Fiefs & Mouvances, Leurs Successions Ecclesiastiques ou Seculieres, Leurs Usufruits & Leurs Appartenances, telles que feu leur Pére de bienheureuse mémoire, le Marggrave Albert les a possedez & en a joui, avec tout ce qui d'ancienneté y a appartenu & y appartient, de même que lesdits Duchez, Principautez de Stettin, de Pomeranie, des Cassubes & des Vandales, & de Rugen, avec leurs appartenances sont échus & devolus à Eux & à l'Electorat de la Marche de Brandebourg, en la même maniére, qu'ils ont autrefois été accordez audit Marggrave Albert & à ses Successeurs feodaux, en infeodation conjointe, en lisant aussi la teneur & les termes des Traitez d'union ou de partage, par lesquels leur Pére de son vivant ou Eux-mêmes ont déja voulu s'obliger de s'accorder & de se partager leurs Pays & leurs Peuples, ou qu'ils voudront encore s'obliger à l'avenir. Il Leur a aussi à present accordé & confirmé une Infeodation commune & conjointe pour la Succession au Duché de Mecklebourg, à la Principauté des Vandales, au Comté de Schwerin, aux Pays de Stargard & Rostock, & à leurs Seigneuries, Pays, Peuples, Chateaux, Villes & leurs Appartenances & Dependances, aux mêmes termes que porte la Transaction passée

ANNO 1729. passés à ce sujet entre les Marggraves de Brandebourg & les Ducs de Mecklebourg, laquelle a été approuvée & confirmée par les Lettres de feu Notre Très Clement Seigneur decedé depuis peu, l'Empereur Frederic de très-glorieuse memoire. En outre ladite Majesté a ratifié, renouvellé & confirmé de sa pleine puissance de Roy de Romains à Notre dit Oncle & Beau-Frere de Brandebourg, generalement tous leurs Droits, Dignitez, Privileges, Libertez, Octrois, Us & Coutumes annexées a leur Electorat, Principautez, Seigneuries, de même que toutes les Concessions solennelles, Actes, Lettres qui prouvent leurs anciennes Pretensions, ou qui portent ce qui leur a été accordé & concedé par les Empereurs & Rois des Romains ses Predecesseurs a l'Empire, de leurs Octrois & de celui de l'Empire; lesquelles toutes en general ont été rappellées & nommement en particulier, l'Accommodement qu'ont fait, & auquel se sont ensemble obligez Notre cher Oncle & Beau-Frere le Marggrave Jean, Electeur, &c. & l'Illustre Prince & Seigneur Bogislas Duc de Stettin, de Pomeranie, des Cassubes & Vandales, Prince de Rugen, & Comte de Gutzkow, Notre cher Oncle, au sujet de son Duché & de ses Pays, en son Nom & en celui de ses Successeurs, comme le porte la Lettre qu'a écrite sur ce sujet Notre Très Clement Seigneur le Roi des Romains à Notre cher Oncle & Beau-Frere de Brandebourg. Or Nous ayant été requis & priez par Notre cher Oncle & Beau-Frére de Brandebourg, qu'en qualité d'Archi-Maréchal & d'Electeur du St. Empire nous voulions donner Notre consentement, pouvoir & Confirmation à ces Droits, Octrois, Privileges & Investissemens.

A ces causes après meure deliberation, de pleine science, en qualité d'Archi-Maréchal du St. Empire Romain & d'Electeur, Nous avons donné à toutes & chacune des choses susmentionnées Notre Consentement, Pouvoir & Confirmation; comme Nous le donnons en effet ici; en vertu de la presente, de maniere, que tous ces Droits, Octrois, Privileges, Investissemens & Confirmations qu'a acquis Notre cher Oncle & Beau-Frere le Seigneur Jean Electeur, & le Seigneur Fréderic son Frere Marggraves de Brandebourg & leurs Hoirs, seront tenues & observées à perpetuité dans toute leur teneur, fermement, constamment & ioviolablement, suivant la teneur des Lettres qu'ils en ont impetrées de Notre dit Très-Clement Seigneur, le Roy des Romains, & des autres Empereurs & Roys des Romains, le tout sans fraude, rappel ni contestе, & que ces Lettres auront & conserveront leur force & vigueur aussi entiere, que si elles étoient incorporées & transcrites ici de mot à mot. En foi de quoi, Nous avons fait sceller la presente de Notre Sceau. Donné à Wormes, l'An depuis la Naissance de Notre Seigneur 1495. le Mardy après la Saint Etienne.

(L. S.)
app.

T.

Extrait d'une Confirmation generale, que l'Empereur MAXIMILIEN I. *donna à l'Electeur* JOACHIM I. *à son Frére* ALBERT *& à son Cousin* FREDERIC *Marggraves de Brandebourg. A Augsbourg l'An* 1500.

PAr la presente Nous annullons & revoquons aussi de Notre pleine science & authorité de Roi des Romains, tout Octroi ou Privilege que Nos Predecesseurs à l'Empire ou Nous aurions donné ou que nous donnerions, qui pourroient préjudicier ou être contraires auxdits Electeurs & Princes, a leurs Droits, Privileges, Sieges Provinciaux, Us & Coutumes, Lettres, Acquisitions ou Usages dans la Marche de Brandebourg, dans le Bourggraviat de Nuremberg, où Leurs autres Seigneuries, Territoires & Appartenances, particulierement à leurs Jurisdictions, dans les Duchez de Stettin, Pomeranie, des Cassubes, des Vandales, de la Principauté de Rugen, comme aussi à la Succession aux Duchez de Mecklebourg, à la Principauté des Vandales, au Comté de Schwerin, aux Pays de Stargard & de Rostock, ou a leurs Seigneuries, Pays, Peuples, Châteaux, Villes, leurs Appartenances & Dependances; le tout sans dol. Voulons aussi, & ordonnons, que tels Octrois ou Privileges soient entierement annullez, bissez & destituez de toute force & vigueur dans tous leurs Points, Articles & Teneur, a raison de quoy Nous enjoignons tres-expressement & severement à tous & chacun des Electeurs, Princes Ecclesiastiques & Seculiers, Prelats, Comtes, Barons, Seigneurs, Nobles & Roturiers; Prévots, Vidames, Administrateurs, Senéchaux, Baillifs, Consuls, Bourguemaîtres, Juges, Conseillers, Bourgeoisies & Communautez, & a tous autres Sujets & Feaux de Nous & de l'Empire, de quelque condition ou dignité qu'ils soient, de ne troubler, inquiéter ni empêcher en aucune façon Notredit Oncle, ni les hoirs les Marggraves de Brandebourg & Bourggraves de Nuremberg dans leurs Privileges, Droits, Libertez, Lettres, Octrois, Tribunaux, Cours de Justice, Sieges Provinciaux, ni dans aucune des autres choses susdites, non plus que dans cette Notre Confirmation, Renovation & Ratification, mais de les en laisser jouir paisiblement, sous peine d'encourir amende, & la severe indignation de Nous & de l'Empire. En foi de quoi Nous avons voulu sceller la presente Lettre de Notre Sceau Royal pendant. Donné à Augsbourg le 12. d'Août l'An de Jes. Christ 1500. de Nos Regnes, sçavoir, de celui des Romains le 15. & de celui de Hongrie le 11.

(L. S.)
app.

V.

PHILIPPE *Comte Palatin du Rhin & Electeur, consent, que* JOACHIM I. *Electeur de Brandebourg & ses Frères reçoivent de l'Empereur* MAXIMILIEN I. *l'Investiture de la Marche & Electorat de Brandebourg, avec l'infeodation conjointe sur le Duché de Pomeranie & sur la Succession au Duché de Mecklebourg. Datté de l'An* 1500.

NOus Philippe par la grace de Dieu, Comte Palatin du Rhin, Duc de Bavière, Archi-Echanson & Electeur du St. Empire Romain; Reconnoissons & declarons publiquement par la presente Lettre, que le Très-Sereniſſime Prince & Seigneur, le Seigneur Maximilien Roy des Romains, toûjours Auguſte, Roy de Hongrie, de Dalmatie, de Croatie, &c. Archi-Duc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant & de Gueldre, Comte de Flandres & de Tirol, Notre Très-Clement Seigneur, auroit donné l'Investiture aux Illustres Princes & Seigneurs, Notre cher Oncle & Frére le Seigneur Joachim, Archi-Chambellan, & Electeur du St. Empire & aux Seigneurs Albert & Fréderic ses Frére & Cousin, Marggraves de Brandebourg, Ducs de Stettin, de Pomeranie, des Cassubes & Vandales, Bourggraves de Nuremberg, & Princes de Rugen, & les auroit actuellement investis de leur Electorat, Principautez, Comtez, Seigneuries, Chateaux, Villes, Pays & Peuples, avec tous & chacun de leurs Droits Seigneuraux, leurs Vassaux ou Feudataires, leurs Fiefs ou Mouvances, leurs Successions Ecclesiastiques & Seculieres, leurs Usufruits, & leurs Appartenances, telles que le feu Marggrave Jean de bien-heureuse mémoire, Pére desdits Marggraves Joachim & Albert Fréres, & le Marggrave Fréderic les ont possedez & en ont joui, avec tout ce qui d'ancienneté y a appartenu, & appartient; en la même maniere que lesdits Duchez & Principautez de Stettin, de Pomeranie, des Cassubes, des Vandales & de Rugen avec leurs Appartenances sont échus & devolus à Eux & à l'Electorat de la Marche de Brandebourg, & comme ils ont été autrefois accordez au defunt Marggrave Jean, au Marggrave Fréderic & à leurs Successeurs feodaux en infeodation conjointe, en suivant la teneur & les termes des Traitez d'union ou de Partage, par lesquels de son vivant leur Ayeul & Pére le Marggrave Albert de bien-heureuse mémoire & ledit defunt Marggrave Jean, ou le Marggrave Joachim lui-même, ont deja voulu s'obliger de s'accorder & de se partager leurs Pays & Peuples, ou selon qu'ils voudront encore s'y obliger a l'avenir. Il lui a aussi à present accordé & confirmé une infeodation coojointe & commune pour la Succession du Duché de Mecklebourg, de la Principauté des Vandales, du Comté de Schwerin, des

ANNO 1729. des Pays de Stargard & Roſtock, & de leurs Seigneuries, Pays, & Peuples, Chateaux, Villes, leurs Appartenances & Dependances, aux mêmes termes que porte la Tranſaction paſſée à ce ſujet entre les Marggraves de Brandebourg & les Ducs de Mecklebourg, laquelle a été approuvée & confirmée par Lettres de feu Notre Très-Clement Seigneur nouvellement decedé, l'Empereur Frederic de très-glorieuſe memoire.

Outre cela Sadite Majeſté a renouvellé, ratifié & confirmé de la pleine Puiſſance de Roy des Romains à Notredit Oncle de Brandebourg, generalement tous leurs Droits, Dignité, Privileges, Immunitez, Octrois, Us & Coutumes, annexées à l'Electorat; aux Principautez & Seigneuries, de même que tous les Privileges, Actes & Lettres qui prouvent leurs anciennes pretenſions, ou qui portent ce qui leur a été concedé & accordé par les Empereurs & Rois des Romains ſes Predeceſſeurs à l'Empire, de leurs Octrois & de celui de l'Empire, ainſi que le montrent les Lettres que Notre Très-Clement Seigneur le Roi des Romains a données ſur ce ſujet à nos chers Oncles & Freres de Brandebourg,

Or ayant été requis & prié par Notre cher Oncle & Frére de Brandebourg que Nous, en qualité d'Archi-Echanſon & d'Electeur du St. Empire Romain voulussions bien Leur donner notre Confirmation, Pouvoir & Conſentement à ces Droits, Octrois, Privileges, Inveſtiſſemens & Confirmations; A ces cauſes, Nous Leur avons, en qualité d'Archi-Echanſon & d'Electeur du St. Empire, après meure deliberation, & de Notre pleine ſcience donné Notre Confirmation, Pouvoir & Conſentement à toutes & chacunes des choſes de ci deſſus; Comme en effet Nous le donnons & l'accordons en vertu de la preſente Lettre, de maniére que tous les Droits, Octrois, Privileges, Inveſtiſſemens & Confirmations acquis à Nos chers Oncles & Freres le Seigneur Joachim Electeur, au Seigneur Albert ſon Frére & au Seigneur Frederic ſon Couſin, Marggraves de Brandebourg & à Leurs Succeſſeurs, ſuivant la Teneur des Lettres qu'ils en ont obtenues de Notre Très-Clement Seigneur le Roi des Romains, ou autres Empereurs ou Rois des Romains de glorieuſe memoire, ſeront tenus & obſervez à perpetuité, ſuivant toute leur teneur, fermement, conſtamment & inviolablement, Le tout ſans dol, rappel ni contelte; & qu'elles auront force & vigueur auſſi entiére, que ſi toutes & chacune de ces Lettres étoient ici incorporées & decrites de mot à mot. En foi de quoi Nous avons fait appoſer Notre Sceau à la préſente Lettre. Datée de Heidelberg, le Lundi apres la St. André, l'An du Seigneur 1500.

(L. S.)
app.

W.

Extrait de la Confirmation generale que l'Empereur CHARLES *Quint donna à l'Electeur de Brandebourg* JOACHIM I. *Datée du 16. Fevr. de l'An* 1521.

NOus revoquons auſſi & annullons de notre entiere ſcience & pleine puiſſance Imperiale par la préſente Lettre, tout Privilege ou Octroi que Nos Predeceſſeurs à l'Empire ou nous aurions donné ou donnerions, qui pourroient préjudicier ou être contraires auxdits Electeur & Princes, à leurs Droits, Privileges, Cours de Juſtice, Sieges Provinciaux, Us & Coutumes, Lettres, Acquiſitions ou Uſages, dans la Marche de Brandebourg, dans le Bourggraviat de Nuremberg ou leurs autres Seigneuries, Territoires & Appartenances, en particulier à leurs Juriſdictions dans les Duchez de Stettin, de Pomeranie, des Caſſubes & Vandales, de Wolgaſt, Bart & de la Principauté de Rugen, Uſedom & du Comté du Gutzkow, du Bourggraviat de Nuremberg, comme auſſi à la Succeſſion au Duché de Mecklebourg, à la Principauté des Vandales, au Comté de Schwerin, & aux Pays de Stargard & de Roſtock, avec leurs Seigneuries, Pays, Peuples, Chateaux, Citez, leurs Appartenances & Dependances, le tout ſans dol. Voulons auſſi & ordonnons, que tels Privileges ou Octrois ſoient entierement biffez & annullez, en vous leurs Points, Articles & Teneur, & deſtituez de force & vertu. A raiſon de quoi, Nous enjoignons très-expreſſement & ſeverement par la preſente Lettre à tous & chacun des Electeurs, Princes Eccleſiaſtiques & Seculiers, Prelats, Comtes, Barons, Seigneurs, Nobles & Roturiers, Prevôts, Gouverneurs, Adminiſtrateurs, Vidames, Lieutenants, Senéchaux, Baillif, Conſuls, Bourguemaîtres, Juges, Conſeillers, Bourgeoiſies & Communautés, & à tous autres Sujets & Feaux de nous & de l'Empire, de quelque Condition ou Dignité qu'ils ſoient, de ne troubler, inquieter ni empêcher en façon que ce ſoit, le ſuſdit notre Ami & Oncle, l'Electeur, les Princes ſes Heritiers Marggraves de Brandebourg, & Bourggraves de Nuremberg dans leurs Octrois, Immunitez, Lettres, Privileges, Tribunaux, Cours de Juſtices, Sieges Provinciaux ni dans aucune des choſes ſuſmentionnées, non plus que dans cette notre Confirmation, Renovation & Ratification; mais de les en laiſſer jouir paiſiblement, ſous peine d'encourir amende, & la ſevere indignation de nous & de l'Empire. En foi de quoi, nous avons fait ſi preſente Lettre de notre Sceau Imperial pendant. Donné à Wormes &c. le 16. Février 1521.

ANNO 1729.

(L. S.)
app.

X.

Extrait de la Confirmation generale que l'Empereur CHARLES *Quint donna à l'Electeur* JOACHIM I. *& à toute la Maiſon de Brandebourg l'An* 1530.

NOus revoquons auſſi & annullons de notre entiere Science & Pleinpouvoir Imperial par la preſente, tous les Privileges & Octrois que Nos Predeceſſeurs à l'Empire auroient donnez, ou que nous donnerions, qui pourroient préjudicier ou être contraires auxdits Electeurs & Princes, à leurs Juriſdictions, Privileges, Sieges Provinciaux, Lettres, Acquiſitions, Us & Coutumes dans la Marche de Brandebourg, dans le Bourggraviat de Nurenberg, ou leurs autres Seigneuries, Territoires & Dependances, ſur-tout à leurs Juriſdictions dans les Duchez de Stettin, de Pomeranie, des Caſſubes, des Vandales, de Wolgaſt, de Bart, & des Principautez de Rugen, d'Uſedom & du Comté de Gutzkow, ou auſſi à la Succeſſion aux Duchez de Mecklebourg, à la Principauté des Vandales, au Comté de Schwerin, & aux Pays de Stargard & de Roſtock &c. avec leurs Seigneuries, Pays, Peuples, Chateaux, Villes, Appartenances & Dependances.

Nous voulons auſſi & enjoignons que de tels Privileges ou Octrois ſoient deſtituez de toute force & vertu, & annullez dans tous leurs Articles & teneur.

A cauſe auſſi que notre dit Oncle & Electeur Joachim, Marggrave de Brandebourg, de notre Science & Volonté s'eſt accordé depuis peu avec Nos chers Oncles & Illuſtres Princes, les Freres, George & Barnim Ducs de Stettin, dont ils ont donné leurs Lettres ſcellées, que nous avons ratifiées & confirmées dans toute leur teneur de mot à mot, en qualité d'Empereur Romain, & eu égard à ce que notre Oncle l'Electeur porté par affection, & à cauſe de leur bonne liaiſon & parentage, a bien voulu ceder & permettre dans ces Lettres aux Ducs de Stettin & de Pomeranie, que dorefnavant, ce ſoit de nous & de l'Empire, qu'ils tiendroient & qu'ils recevroient en Fief leur Duché, Principauté, Comté & leurs autres Pays & Peuples, ſans pourtant que cela portât aucun prejudice à la Maiſon Electorale de Brandebourg ni à l'infeodation commune, comme il eſt dit & porté plus au long tant dans le Traité qu'ils ont fait là-deſſus, que dans la Confirmation que Nous en avons donnée.

C'eſt pour cela auſſi, que nous voulons & declarons par la preſente, tant en notre Nom qu'en celui des Empereurs & Rois des Romains, Nos Succeſſeurs, que ce dont notre Oncle l'Electeur de Brandebourg ſe deporte ici, & ce que les Ducs de Stettin & de Pomeranie recevront leurs Fiefs de Nous, ne portera atteinte, dommage ni prejudice quelconque, en aucune maniére audit Electeur de Brandebourg, ou à ſes Hoirs, à perpetuité, ni quant à leur pretention ni quant à leur poſſeſſion, aux Droits Seigneuriaux, Mouvances, Juriſdictions ou autres Privileges ſans exception, de quelque Nom qu'elles ſoient, qu'ils auroient eu d'ancienneté ou qu'ils ont juſqu'à preſent, ſur ces Duchez, Principautez, Comtez, Pays & Peuples; & que Nous ne voulons rien faire, traiter, ni entreprendre, de

ANNO 1729. quelque maniére que ce puisse être, qui y soit contraire, ni ne le permettrons à personne. Sur quoi nous enjoignons très-severement par la presente Lettre à tous Electeurs, Princes Ecclesiastiques & Seculiers, Prelats, Comtes, Barons, Seigneurs, Nobles & Roturiers, Prevots, Vidames, Senechaux, Lieutenants, Administrateurs, Baillifs, Consuls, Bourguemaitres, Juges, Conseillers, Bourgeoisies & Communautés & à tous autres Sujets & Feaux de nous & de l'Empire, de quelque condition & dignité qu'ils soient, qu'ils ayent à ne troubler ni à inquieter en aucune maniére que ce soit notre Oncle & Ami l'Electeur ni ses Princes héritiers, Marggraves de Brandebourg & Bourggraves de Nuremberg, dans aucun de leurs Droits, Octrois, Privileges, Lettres, Immunitez, Cours de Justice, Sieges Provinciaux ou autres choses susmentionnées dans notre presente Confirmation, Renovation, Ratification & Declaration au sujet de cette Infeodation qu'il a cedée aux Ducs de Stettin & de Pomeranie, mais qu'ils ayent à les en laisser jouïr paisiblement, s'ils ne veulent encourir la severe indignation & de nous & de l'Empire, & sous peine de payer incessamment une amende de cent Marcs d'or fin, applicable la moitié à notre Chambre Imperiale, & la moitié aux dits Marggraves de Brandebourg & à leurs Heritiers. Car telle est notre expresse volonté. En foi de quoi Nous avons fait sceller la presente Lettre de notre Sceau Imperial pendant. Donné dans notre Ville Imperiale d'Augsbourg le 1. d'Octobre, l'An après la Naissance de N. Seign. 1530. de notre Empire le 10. & de nos Regnes le 15me.

(L. S.)
app.

V.

Extrait du Memoire que les Conseillers Plenipotentiaires & les Ambassadeurs de son Alteſſe Electorale de Brandebourg presenterent à la Cour Imperiale le 16. (26.) Juillet de l'An 1661. pour en recevoir les Fiefs de l'Empire.

SOn Alteſſe Electorale ne voulant pas manquer au terme qui a été ci-devant assigné, le tems marqué étant prêt d'expirer, Elle nous a en grace, pourvu, nous ses Conseillers & Serviteurs, de Lettres de Créance pour votre Majesté Imperiale, que nous avons eu l'honneur de lui presenter dans la favorable Audience qu'Elle nous a depuis peu très gracieusement accordée, & pour laquelle nous la remercions encore ici avec la plus profonde soumission. Mais Son Alteſſe Electorale nous ayant encore expressement munis & revêtus des Plein-pouvoirs suffisans & necessaires, tant pour la reception des Fiefs Imperiaux, que pour la prestation du Serment de fidelité & des devoirs auxquels Elle est obligée, nous avons l'honneur de presenter ici ces pouvoirs en Original sous la Lettre A, à Votre Majesté Imperiale avec un profond respect, la suppliant avec une très profonde soumission, que selon son bon plaisir & sa bien-veillance, Elle nous accorde & faſſe assigner un jour, auquel en vertu & suivant la teneur des Pleinpouvoirs ici presentez, au Nom & de la part de Son Alteſſe & de toute sa Maison, nous les Plenipotentiaires de Sa Serenité Electorale, soyons investis de l'Electorat, avec ses Appartenances & Pays dependans, pareillement du Bourggraviat de Nuremberg & de ses Dependances, ainsi que des Pays de Pomeranie, du Duché de Magdebourg, de la Principauté de Halberstadt, de la Principauté de Minden, de la Principauté de Camin, ensemble de toutes leurs Regales, leurs Dignitez, leurs Privileges, leurs Droits & leurs Jurisdictions, en y renouvellant & accordant l'infeodation commune & conjointe pour Leurs Alteſſes, les Cousins de Sa Serenité Electorale en la forme & maniére accoutumée & après la très-humble prestation de toutes les autres choses usitées d'ancienneté, & qui se pratiquent dans ces sortes d'Investissemens, les differentes Lettres d'Investiture Imperiale nous en soient expediées, & après qu'on aura collationné & bien reconnu les Pretentions de Sa Serenité Electorale & de toute Sa Maison, tant sur ses autres Pays que sur le Duché de Mecklebourg, ensemble sur les Principautez de Schwerin & de Ratzebourg, il nous en soit accordé les Documens necessaires, avec les Actes de Renovation & Confirmation de Votre Majesté Imperiale, de toutes les Copies Authentiques que nous avons dernierement jointes ici depuis le num. 1. jusqu'au num. 16.

ANNO 1729.

Z.

Extrait de la Confirmation generale de l'Empereur LEOPOLD *du 24. Septemb. 1661.*

NOus revoquons & annullons aussi de pleine science & de notre plein pouvoir Imperial par la presente, tous les Privileges ou Octrois, que tous nos Predecesseurs à l'Empire ou nosdits Ancêtres, Cousins & Pere de tres-glorieuse mémoire l'Empereur Charles Quint, l'Empereur Ferdinand I. Maximilien II. Rodolphe II. Matthias, Ferdinand II. & Ferdinand III. pourroient avoir donnés, ou que nous donnerions, qui pourroient préjudicier ou être contraires à nosdits Electeurs & Princes, ou aux Privileges, Jurisdictions, Sieges Provinciaux, Lettres, Acquisitions, Us & Coutumes, dans la Marche de Brandebourg, dans le Bourggraviat de Nuremberg & dans leurs Seigneuries, Territoires & Dependances, en particulier à leurs Droits Seigneuriaux, au Bourggraviat de Nuremberg, & à leur Succession au Duché de Mecklebourg, à la Principauté des Vandales, aux Principautez de Schwerin & de Ratzebourg, au Comté de Schwerin, aux Pays de Stargard & de Rostock, &c. avec leurs Seigneuries, Pays, Peuples, Chateaux, Villes, leurs Appartenances & Dependances, le tout sans dol.

Voulons aussi & ordonnons, que tels Privileges ou Octrois soient sans force, ni vertu, & entierement annullez, dans toute leur Teneur, & dans tous leurs Articles. &c. &c. &c.

Surquoi, nous enjoignons severement par la presente, à tous & chacun des Electeurs, Princes Ecclesiastiques & Seculiers, Prelats, Comtes, Barons, Chevaliers, Nobles & Roturiers, Prevots, Vidames, Senechaux, Lieutenants, Administrateurs, Baillifs, Consuls, Bourguemaitres, Juges, Conseillers, Bourgeoisies & Communautez, & à tous autres Sujets & Feaux de nous & de l'Empire, de quelque dignité ou condition qu'ils puissent être, qu'ils ayent à ne troubler, ni à inquieter en maniére que ce soit nos Oncles, les Electeurs & Princes, ni leurs Heritiers, Marggraves de Brandebourg & Bourggraves de Nuremberg, dans leurs Droits, Octrois, Privileges, Lettres, Cours de Justice, Sieges Provinciaux, ou autres choses susmentionnées dans notre Confirmation, Renovation, Ratification, & Declaration au sujet de cette infeodation qu'il a cédée aux Ducs de Stettin & de Pomeranie; mais qu'ils ayent à les en laisser jouïr paisiblement, s'ils ne veulent encourir la severe indignation de nous & de l'Empire & sous peine, à chaque cas de Contravention, de payer incessamment une amende de cent Marcs d'or fin, applicable la moitié à notre Chambre Imperiale, & la moitié, audit Marggrave de Brandebourg ou à leurs Heritiers, car tel est notre volonté expresse. En foi de quoi nous avons fait mettre à la presente Lettre notre Sceau Imperial pendant. Donné dans notre Chateau d'Eberstorff le 24. Sept. de l'An 1661. depuis la Naissance de notre Seigneur & Sauveur. De nos Regnes, sçavoir, de celui des Romains le 4. Le 7. de celui de Hongrie. Et le 6 de celui de Boheme.

(L. S.)
app.

AA.

Extrait de la Lettre d'Inveſtiture generale donnée à FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg en date du 2. Juin 1685*

LA Succession au Duché de Mecklebourg avec toutes ses Appartenances a été accordée à notre bien aimé Frederic Guillaume Electeur, à ses Cousins & à leurs Successeurs feodaux; Mais comme par le Traité de Paix, le plus beau joïau de ce Pays a été cedé à la Couronne de Suede, assavoir la Ville

&

ANNO 1729. & Port de Wiſmar, le Pays & Bailliage de Poll, l'Iſle de Walfiſch, & le Bailliage de Neuen-Cloſter avec toutes leurs Appartenances, & que de la part de l'Empire Romain, on a cedé aux Ducs de Mecklebourg pour Equivalent, la Principauté de Schwerin & de Ratzebourg, avec ſes Dependances, dont les Ducs de Mecklebourg ont reçu l'Inveſtiture de nous & du St. Empire Romain, en ſorte que leſdites Principautez de Schwerin & de Ratzbourg ſont maintenant jointes & incorporées au Duché de Mecklebourg.

C'eſt pourquoi nous accordons & confirmons de notre grace ſpeciale, & de pleine puiſſance Imperiale, en notre nom, & en celui de nos Succeſſeurs à l'Empire, audit Frederic Guillaume Electeur de Brandebourg, Duc de Magdebourg, de Stettin, de Pomeranie, des Caſſubes & Vandales, Bourggrave de Nuremberg, Prince de Halberſtadt, de Minden & de Camin, pour lui-même, & pour les autres Marggraves de Brandebourg & leurs Succeſſeurs feodaux, en infeodation commune & conjointe, la Succeſſion au Duché de Mecklebourg, à la Principauté des Vandales, aux Principautez de Schwerin & de Ratzbourg, au Comté de Schwerin, enſemble aux Pays de Stettin & de Roſtock, avec leurs Seigneuries, Pays, & Peuples, Chateaux, Villes, leurs Appartenances & Dependances, leurs Droits, Juriſdictions, Competences & Privileges, quelque nom qu'elles ayent, tels qu'ils ſont expreſſement énoncez, en particulier à l'Art. 12. ſuſmentionné de la Paix d'Oſnabrug & de Munſter, & ſelon les Accords qu'ont paſſé entre eux là-deſſus les Marggraves de Brandebourg & les Ducs de Mecklebourg, & que l'Empereur Frederic III. de très-glorieuſe mémoire a autrefois approuvez & confirmez.

BB.

Extrait de la Lettre generale d'Inveſtiture, que l'Empereur* LEOPOLD *donna au Roi de Pruſſe pour ſes Fiefs dans l'Empire en date du 20. d'Août 1699.

LA Succeſſion au Duché de Mecklebourg avec toutes ſes Appartenances ayant été accordée à l'Electeur Frederic III. à ſes Freres & Couſins, & à leurs Succeſſeurs feodaux, il ſe trouve qu'à preſent, en vertu du Traité de Paix, le plus beau joiau du Pays de Mecklebourg a été donné à la Couronne de Suede, ſavoir la Ville & Port de Wiſmar, le Pays & Bailliage de Pöll, l'Iſle de Walfiſch, & le Bailliage de Neuen-Cloſter, avec toutes leurs Appartenances, & que de la part de l'Empire Romain, on a cedé comme un Equivalent, les Principautez de Schwerin & de Ratzbourg avec leurs Dependances, dont le Duc de Mecklebourg a reçu l'Inveſtiture de nous & du St. Empire Romain, de maniére que leſdites Principautez de Schwerin & de Ratzbourg ſont à preſent incorporées au Duché de Mecklebourg.

C'eſt pourquoi nous accordons de notre grace ſpeciale & de pleine puiſſance & authorité Imperiale, en notre nom & en celui de nos Succeſſeurs à l'Empire, audit Fréderic III. Electeur de Brandebourg, Duc de Pruſſe, de Magdebourg, de Stettin, de Pomeranie, des Caſſubes & des Vandales, Bourggrave de Nuremberg, Prince de Halberſtadt, de Minden & de Camin, Comte de Hohenzollern, pour lui-même & pour les autres Marggraves de Brandebourg ſes Freres & Couſins, & à Leurs Succeſſeurs feodaux, en infeodation commune & conjointe, la Succeſſion au Duché de Mecklebourg, aux Principautez de Schwerin & de Ratzbourg, au Comté de Schwerin & aux Pays de Stargard & de Roſtock, avec leurs Souverainetez, Seigneuries, Pays, Peuples, Chateaux, Villes, Appartenances & Dependances, tous leurs Droits, Juriſdictions, Privileges & Competences, quelque nom qu'ils ayent, & tels qu'ils ſont expreſſement énoncez dans l'Artic. 12. ſuſmentionné du Traité de Paix d'Oſnabrug & de Munſter, en ſuivant auſſi les Accords que les Marggraves & les Ducs de Mecklebourg ont paſſé entre eux ſur ce ſujet; & que l'Empereur Frederic III. de très-glorieuſe mémoire a autrefois approuvez & confirmez.

ANNO 1729.

CC.

Lettre Reverſale des Princes de Mecklebourg-Schwerin, au ſujet de l'aveu qui ſe doit faire aux Etats de Mecklebourg, lors de la preſtation d'hommage, & dans laquelle on renouvelle les anciennes Conventions de Succeſſion de l'An 1442. Datée du 12. (22) Juillet 1693.

NOus Frederic Guillaume par la grace de Dieu, Duc de Mecklebourg &c. atteſtons authentiquement & confeſſons ici en notre nom & en celui de nous & nos Succeſſeurs les Ducs de Mecklebourg; que le Sereniſſime Prince & Seigneur Fréderic III. Archi-Chambellan du St. Empire & Electeur auroit ſouhaitté, qu'on lui prêtât un Hommage hereditaire de Succeſſion, tant ſur nos Pays du Mecklebourg, que ſur les deux Principautez de Schwerin & de Ratzbourg, qui ſont comme ſubrogez en Equivalent à la place de Wiſmar, de Poll & de Neu-Cloſter; ſur quoy Sa Majeſté Imperiale ayant déja accordé à la Maiſon Electorale de Brandebourg une Confirmation & Inveſtiture de Succeſſion eventuelle aux Pays de Mecklebourg, & en particulier aux deux Principautez de Schwerin & de Ratzbourg; nous avons fait à Son Alteſſe Electorale notre Declaration en bon Ami & Couſin, comme en effet & en vertu de la preſente encore, Nous declarons ici, qu'à l'occaſion de l'hommage que nos Etats vont prêter, non ſeulement dans notre Duché, comme le preſcrit la Lettre Reverſale de l'An 1442. mais auſſi dans nos Equivalens, les Principautez de Schwerin & de Ratzbourg, nous y ferons à nos Etats, dans ledit prochain hommage, cette Reconnoiſſance: que puiſque les Etats du Mecklebourg de l'An 1442. déja, ont prêté un hommage éventuel en preſence des Ducs de Mecklebourg, ainſi Nous le faiſons ramentevoir & rememorer tant à Eux, nos Etats du Duché de Mecklebourg qu'à ceux des deux Principautez de Schwerin & de Ratzbourg, afin que, ſi Dieu permettoit un jour une extinction entiére de nous, les Princes de Mecklebourg & de notre Ligne maſculine, nos Etats ſachent alors, à qui ils doivent adherer, & qui ils auront à reconnoître pour legitime Succeſſeur & pour Poſſeſſeur hereditaire; ſavoir qu'ils ayent alors à reconnoître l'Electeur & les Marggraves de Brandebourg pour lors vivans pour Succeſſeurs, & qu'ils ayent à s'y conformer.

Nous y ferons auſſi renouveller dans toute ſa teneur & de mot à mot la Lettre Reverſale dreſſée en 1442. entre les Electeurs & Marggraves de Brandebourg & les Ducs de Mecklebourg, & nous voulons en vertu de la preſente, qu'elle ſoit étendue à nos deux Principautez de Schwerin & de Ratzbourg; & même nous envoyerons à Votre Alteſſe le Protocolle qui ſe tiendra au prochain Hommage qui nous ſera rendu, afin qu'elle voye, que la Notification en aura été faite de la maniére ſuſdite. Nous ne doutons pas non plus, que nos Succeſſeurs ne faſſent faire à notre Regence une ſemblable reconnoiſſance; mais quand même, contre notre attente, elle auroit été negligée, ſon omiſſion ne pourra en rien préjudicier au Droit de Succeſſion de Sa Serenité, comme ſuffiſamment établi d'ailleurs. Nous nous obligeons auſſi envers Sa Serenité en bon Couſin & Ami, pour nous & pour nos Succeſſeurs au Gouvernement, de ne vouloir rien traiter ni Nous engager avec perſonne, en quoi que ce ſoit, qui puiſſe être au préjudice de ce Droit éventuel de Succeſſion de Sa Serenité ni de Sa Maiſon Electorale, en nous reſervant cependant les Conditions ſuivantes:

Que tant qu'il y aura des Seigneurs de notre Maiſon de Mecklebourg en vie, on ne donnera aucun empêchement dans le Gouvernement de nos Etats, & qu'on n'empietera point ſur notre authorité ni ſur celle de nos Succeſſeurs, & qu'après comme ci-devant, nous aurons libre Diſpoſition dans nos Duchez & Principautez.

Que nous & nos Deſcendans les Ducs de Mecklebourg, conſerverons ſans reſtriction, tout ce qui nous peut competer comme Prince d'Empire, en vertu des Conſtitutions Imperiales & du para-

ANNO 1729. graphe *Gaudeant*, de l'Inſtrument de la Paix d'Oſnabrug.

Que le dernier Seigneur, Duc de Mecklebourg, pourra haut la main teſter des Allodiaux, ou en diſpoſer en autre maniére, qu'il lui ſera libre de pourvoir aux beſoins d'une ou de pluſieurs de nos Princeſſes, qui pour lors ſeront demeurées Veuves, ou non mariées, & que ſi des Perſonnes, qui conviennent à leur Rang, les vouloient épouſer, elles ſeront alors dotées ſelon leur Etat de Princeſſe, auquel cas on leur fournira & payera de nos Etats, le Subſide que les Sujets payent, pour faire la Dot d'une Princeſſe qui ſe marie, tel que les Etats de nos Provinces en ſeront convenus.

Que nos Etats & nos Habitans, tant du Duché de Mecklebourg, que des deux Principautez de Schwerin & de Ratzbourg conſerveront leurs Privileges, Droits, Immunitez & leurs Us & Coutumes, & que les Electeurs & les Marggraves leur renouvelleront & confirmeront lorſque, Dieu le permettant ainſi, ils percevront la Succeſſion actuelle. Nous avons au reſte confiance entiére en Votre Serenité, comme en notre cher Couſin & Ami, que comme tel, vous nous aſſiſterez & que Vous voudrez bien ſoutenir toûjours nos interêts & ceux de notre Maiſon, en tout droit & équité.

Quant aux Diſputes au ſujet des Limites & Frontiéres ou autres differens entre la Maiſon Electorale & notre Maiſon Ducale, qui reſtent encore à vuider, on les pourra terminer à l'amiable, en deputant à cet effet quelques Conſeillers de part & d'autre, ou en cas que cela ne ſe pûs accommoder à l'amiable, on pourra pourſuivre & choiſir la voye de Droit, mais il ne ſera pas permis d'employer les voyes de fait. En foi de quoi nous avons muni & confirmé la preſente de notre propre ſeing & de notre Sceau Ducal. Fait dans notre Reſidence & Chateau de Schwerin le 12. (22) Juillet 1693.

(L. S.)

spp.

FREDERIC GUILLAUME.

DD.

Copie de la Lettre Reverſale que le Roy de Pruſſe donna à Son Alteſſe le Prince & Duc de Mecklebourg Schwerin, le 12 Juillet 1693. où l'on promet d'abord, que le Droit de Succeſſion de Sa Majeſté Pruſſienne aux Pays de Mecklebourg, ne ſera prejudiciable en rien aux Droits des Princes & Ducs de Mecklebourg; Enſuite de quoi on renouvelle les anciennes Conventions de Succeſſion de l'An 1442.

NOus Fréderic III. par la Grace de Dieu, Marggrave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Electeur du St. Empire Romain, Duc de Pruſſe, de Magdebourg, Cleve, Juliers, Berg, Stettin, de Pomeranie, des Caſſubes & Vandales, en Sileſie, Croſſen & Schwiebus; Bourggrave de Nuremberg, Prince de Halberſtadt, de Mindeo & Camio; Comte de Hohenzollern, de la Marché & de Ravensberg; Seigneur de Ravenſtein & des Pays de Lauenbourg & Butow, &c. Atteſtons authentiquement & declarons ici en Notre Nom & en celui de nos Hoirs & Succeſſeurs, les Electeurs & Marggraves de Brandebourg, que le Sereniſſime & Illuſtre Prince, Notre cher & aimé Couſin le Seigneur Fréderic Guillaume, Duc de Mecklebourg, Prince des Vandales, de Schwerin & de Ratzbourg, Comte de Schwerin & Seigneur des Pays de Stargard & de Roſtock, voulant ramentevoir les Lettres Reverſales dreſſées en 1441. entre les Maiſons Electorale de Brandebourg & Ducale de Mecklebourg, au ſujet de l'Hommage Eventuel ſur le Duché de Mecklenbourg & les Principautez ſubrogées de Schwerin & de Ratzbourg, Il a'eſt declaré envers nous, de maniére que nous ſommes entierement contens de Notre cher Couſin & Ami, & que Nous avons une entiére confiance, que Son Alteſſe, auſſi bien que ſes Succeſſeurs & Deſcendans, s'acquiteront de ce à quoi ils ſe ſont engagez; que nous auſſi promettons pour nous & pour Nos Succeſſeurs, les Electeurs & Marggraves de Brandebourg à Son Alteſſe, à ſes Succeſſeurs & Deſcendans, de vouloir tenir, & mettre à entiere execution les Conditions qui ſont reſervées dans la Declaration que Son Alteſſe Nous a adreſſée en datte du 12. (22) Juillet de la preſente Année 1693, & cela, de même que ſi ces Conditions étoient toutes tranſcrites ici de mot à mot, ſoit touchant l'entiere Diſpoſition du Gouvernement libre & abſolu des Duchez, Principautez & Pays de Son Alteſſe; ſoit à l'égard de tout ce qui pourroit competer à Lui ou à ſes Succeſſeurs, comme Princes de l'Empire, en vertu du paragraphe *Gaudeant*, du Traité de Paix d'Oſnabrug; de même qu'à l'égard de la Liberté de teſter & de diſpoſer des Biens Allodiaux, dans un cas de vacance prochaine; ou auſſi touchant ce qu'il faudrois, pour pourvoir au Douaire des Princeſſes qui ſeroient demeurées Veuves, ou pour doter des Princeſſes qui ſe marieront ſelon leur Rang, pareillement à l'égard de la Renovation, Confirmation & Extenſion des Etats, des Privileges, Immunitez, des Us & Coutumes tant dans le Duché, que dans les deux Principautez de Schwerin & de Ratzbourg. Nous renouvellons auſſi les Lettres Reverſales mutuelles & les Conventions, paſſées autrefois de l'An 1442. entre Nos Ancêtres & Nos Predeceſſeurs reſpectifs, les Electeurs Marggraves de Brandebourg, & les Ducs de Mecklebourg, de même que ſi elles étoient inſerées ici mot à mot, & Nous l'étendons aux deux Principautez ſubrogées de Schwerin & de Ratzbourg. Nous promettons auſſi pour Nous, & pour nos Heritiers & Succeſſeurs, les Electeurs & Marggraves de Brandebourg, de vouloir procurer de tout Notre pouvoir, le repos, le bien, & la conſervation de Votre Alteſſe le Duc Frederic Guillaume & de tous les Princes de Votre Maiſon Ducale & de Vous prêter toute aſſiſtance, ſoit judiciaire, ſoit autre, qui pourra dependre de Nous, dans toutes les affaires & les juſtes interêts de votre Alteſſe, de votre Maiſon ou de vos Etats. En foi de quoi Nous avons muni & confirmé la preſente de notre Signature & de Notre Sceau Electoral. Fait & donné à Potſdam ce 12. (22) Juillet 1693.

ANNO 1729.

FREDERIC, Electeur.

E. de Danckelmann.

(L. S.)

spp.

EE.

Lettre de Son Alteſſe Sereniſſime, le Duc de Mecklebourg-Schwerin, au Roy de Pruſſe, du 12. *Avril* 1701.

SIRE.

LE Miniſtre de Votre Majeſté, de Guerken, qui eſt Reſideot ici & Conſeiller de Regence, Nous ayant rappellé & rememoré, par Vos Ordres les Actes & Concluſions tant principales qu'acceſſoires du 12. (22) Juillet de l'An 1693. arrêtées entre Votre Majeſté & Nous à l'occaſion de la Succeſſion Eventuelle ſur les Pays de Mecklebourg & les Principautez qui y appartiennent; Nous étant pleinement perſuadez de l'affection que Votre Majeſté Nous porte, & qu'Elle remplira effectivemeot en bon Couſin & Ami toutes les promeſſes ſtipulées dans ces Traitez, c'eſt ce qui fait qu'en vertu de la preſente Nous aſſûrons derechef & promettons à Votre Majeſté en bon Couſin & Ami d'executer entierement, tout ce que Nous avons ſtipulé, & en particulier, qu'au prochain Hommage, que l'on nous va rendre, Nous ne manquerons pas de faire à Nos Etats la reconnoiſſance promiſe & ſtipulée de notre part dans les dits Actes & Concluſions principales & acceſſoires, & que Nous o'omettrons rien de ce que leur contenu exige de Nous; C'eſt de quoi Votre Majeſté ſe peut tenir entierement aſſurée: En ſouhaitant, ſous la protection de Dieu one proſperité perpetuelle & floriſſante à Votre Majeſté,

Nous

ANNO 1729. Nous Lui recommandons & Nous & Nos Interêts, & demeurons prêts & disposez à tous les bons offices imaginables de Cousin & d'Ami. Donné à Hambourg ce 12. d'Avril 1701.

FREDERIC GUILLAUME, par la grace de Dieu, Duc de Mecklebourg, Prince des Vandales, de Schwerin, & Ratzbourg, Comte de Schwerin, Seigneur de Rostock & de Stargard.

De Votre Majesté

Le très-devoué Cousin & Serviteur.

FREDERIC GUILLAUME,

D. d. M.

Adresse & scellé.
A Sa Majesté Prussienne
avec le Titre entier

FF.

Lettre de feu Son Alteſſe Sereniſſime le Duc de Mecklebourg-Strelitz à Sa Majeſté Pruſſienne, du 26. Avril 1701.

SIRE.

LE Conseiller de Regence & Resident de Votre Majesté à Hambourg, de Guercken, ayant suivant Vos Ordres, fait entendre à Notre Président de Petkum, & requis, que Nous voulussions aussi donner à Votre Majesté une Declaration en bon Cousin & Ami, ainsi qu'a fait Notre cher Cousin le Duc de Mecklebourg-Schwerin, suivant la Teneur des Actes & Conclusions tant principales qu'accessoires du 22 (12) Juillet de l'An 1693. arrêtées entre Votre Majesté & Notre Cousin, le Duc Frederic Guillaume de Mecklebourg-Schwerin, à l'occasion éventuelle sur les Pays de Mecklebourg & les Principautez qui y appartiennent, Nous aussi de Notre part, étant pleinement persuadez de la bonne affection que Votre Majesté nous porte, & qu'Elle de son côté, en bon Cousin & Ami mettra aussi entierement à effet les Promesses stipulées dans lesdits Traittez, par rapport à Nous & à la Posterité de nos Princes; C'est ce qui fait, que par la presente, Nous assurons & promettons à Votre Majesté en bon Cousin & Ami d'executer entierement tout ce qui de Notre part est stipulé dans lesdits Actes & Conclusions tant principales qu'accessoires, & en particulier, qu'au prochain Hommage, que Nous rendront nos Etats, Nous ne manquerons pas de leur faire la reconnoissance que Nous avons promise, & que Nous n'omettrons rien de ce que le Contenu de ces Traitez exige de Nous; C'est de quoi Votre Majesté se peut tenir entierement assurée; En souhaitant sous la Protection de Dieu, une prosperité florissante & perpetuelle à Votre Majesté; Nous recommandons Nous & nos Interêts à Vos bonnes graces & à Votre constante Protection. Donné dans Notre Residence de Strelitz le 26. Avril 1701.

ADOLPH FREDERIC par la grace de Dieu, Duc de Mecklebourg, Prince des Vandales, de Schwerin & de Ratzbourg, aussi Comte de Schwerin, Seigneur des Pays de Stargard & de Rostock.

De Votre Majesté

Adressé & scellé
Au Roy de Prusse
avec tous les Titres.

le tout devoué Cousin & Serviteur

ADOLPH FREDERIC,

D. d. M.

CXXXII.

Traité de Paix conclu entre la France & la Régence de Tunis au commencement de 1729. [Mercure Historique Tom. 86. pag. 260.]

ANNO 1729.

LE Pacha, le Bey; le Divan; l'Aga des Janissaires & les Troupes du Royaume de *Tunis*, feront demander pardon au Roi de *France*, selon la Formule jointe au présent Acte, pour les Capitaines de cette Régence qui ont souvent rompu la Paix. Il y aura à l'avenir une bonne harmonie, une Paix ferme & une parfaite correspondance entre la *France* & ladite Régence; & le Traité de Paix conclu le 20. de Fevrier 1720. par M. Saul entre la *France* & la République de *Tunis* sera observé par les Sujets de ladite République, plus inviolablement qu'il ne l'a été jusques ici.

II. De plus ladite République payera 9600. piéces de huit, aux Navires *François* en réparation des dommages, faits par ses Armateurs sur les Côtes de *France* & aux Navires étrangers ou *François*, qui portoient la Pavillon de cette Couronne.

III. Les Capitaines des Vaisseaux & les Commandans qui ont rompu la paix seront punis corporellement en présence du Consul ou de l'Interprête *François*, & bannis ensuite des Domaines de ladite République.

Le Divan fera de très-expresses defenses à tous les Commandans de Vaisseaux de s'approcher des Côtes de *France*, plus près que de dix lieuës, dans les Courses qu'ils feront; sous peine de confiscation de leurs Navires & d'être punis corporellement comme Pirates. Mais si quelque tempête ou quelqu'autre accident les jette sur lesdites Côtes, non-seulement ils auront la liberté d'y mouiller, mais encore celle d'achetter les provisions nécessaires & de s'y radouber en cas de besoin.

V. Tous les *François*, faits Esclaves sous la Banniére *Françoise* ou sous un autre Pavillon, seront remis en liberté & rendus à l'Escadre *Françoise*. Il sera permis, à cet effet, à deux Officiers *François* accompagnez d'un Officier du Divan de visiter les Bagnes, d'y marquer les Esclaves de leur Nation, de prendre leurs noms & de les mettre en liberté. La Régence devra rendre outre cela la liberté à 20. autres Esclaves des autres Nations *Catholiques-Romaines*, au choix du Consul de *France*, & les envoyer à bord de l'Escadre *Françoise*.

VI. A l'avenir, les *François* jouïront à *Tunis* de plus grands Privileges & exemptions de gabelles que toutes les autres Nations, ainsi qu'il a été stipulé par les anciens Traitez; & ladite Régence ne pourra pas accorder à d'autres Nations, de plus grands privileges que ceux dont jouït la Nation *Françoise*, sans en avoir informé auparavant ladite Nation, quoique cette clause ne soit pas contenue dans les précédens Traitez.

VII. De plus, tous les droits & prétensions, comprises sous les noms de *Bourſales* & *Chaſſes*, seront annulées, & tous les vivres & les pains que les Patrons & Capitaines des Vaisseaux *François* feront cuire par leurs Cuisiniers & Boulangers, seront exempts de tout impôt & gabelle.

VIII. Le Commissaire Général des Douanes de *Tunis* fera un tarif, de concert avec le Consul de *France*, pour regler les droits de sortie des effets que les Bâtimens ou les Barques de *Tunis* transporteront à bord des Vaisseaux *François*. Ce reglement sera rendu public, & ne pourra pas être changé sous quelque prétexte que ce puisse être; & ces droits ne pourront pas non plus être augmentez.

IX. Lorsque le Bey de *Tunis* envoyera ses Vaisseaux en course, les *François* ne pourront pas rester plus de dix jours à *Tunis*.

X. Ledit Bey s'engage à ne pas troubler le Commerce des *François* au *Cap vert*, & à ne pas empêcher ses Sujets de leur apporter des grains, des fruits, & autres marchandises du Pays; & il pourra encore moins forcer les *François* à acheter ses propres Marchandises, à un prix excessif & préferablement à celles des autres.

XI. La pêche du Corail sera toute reservée pour la Nation *Françoise*, & ladite Régence lui remboursera de plus les pertes causées l'année passée à cet égard par les Armateurs de *Tunis*.

XII. En cas que quelque Corsaire se refugie à *Tunis*, & que tout son Equipage déclare vouloir se faire *Turc*; on mettra pendant un an & un jour leur

ANNO 1729. leurs effets en sequestre, afin que le Consul de *France* ait le tems de s'informer s'il n'y aura rien qui appartienne aux *François*; & qu'on lui puisse rendre ceux de sa Nation qui pourroient avoir été transportez à bord dudit Corsaire, par force ou par fraude.

Formule du Pardon que les Ambassadeurs de Tunis *demanderont au Roi de* France.

Le Pacha, le Bey, le Dey, le Divan, l'Aga des Janissaires & des Troupes de la Ville & du Royaume de *Tunis* nous ont chargez de témoigner à V. M. la grande douleur & le repentir qu'ils ont de la rupture de la Paix, faite par les Capitaines & Patrons de leurs Vaisseaux. Ils supplient V. M. de mettre tout en oubli, & leur Republique promet solemnellement, non seulement d'observer, mais encore de faire observer avec exactitude à chacun de leurs Sujets, les susdits Articles & conditions, afin que le présent Traité soit ratifié des deux côtez.

CXXXIII.

13 Fev. *Traité de* RIASCHTCHS, *entre l'Empire de Russie & le Schach* ESCHREFF, *conclu le 13. Fevrier 1729. V. St.* [Mercure Historique Tom. 87. pag. 432.]

AU NOM de Dieu très-Haut & très-Puissant. Soit rendu public le présent Traité. Il a plu à la Providence Divine de faire cesser, après une préalable suspension d'armes, les troubles survenus à l'occasion des Provinces possedées, par S. M. Imp. *Pierre II.* Souverain de toute la Russie, &c. &c. &c. situées sur la Mer Caspienne, sur les Frontieres des Terres du *Possesseur d'Ispahan*, & de plusieurs autres Provinces en Perse, &c. &c. & de les terminer par un accommodement à l'amiable conclu par les Plénipotentiaires respectifs S. E. Mr. Wazile Lewetschew, Lieutenant Général, Chevalier de l'Ordre de S. Alexandre Neowsky, commandant en chef l'Armée Russienne dans la Province de Ghilan, & Capitaine Général des Provinces situées sur le Darimar près de la Mer Caspienne ayant été nommé pour cet effet par S. M. I. Pierre II. Souverain de toute la Russie, & *Sapasalar-Mahmut-Sardal* Kam & Begllerbey Général de l'Armée Persanne assisté de *Mirseff-Essel Chassa-Mirsa*, *Machamet Ismail*, *Amar Sultan*, & *Chadscheh Ibrahim*, de la part du Regent commandant heureusement à Ispahan, & dans plusieurs autres Provinces, &c. Lesquels Plénipotentiaires pour le Bien public, & afin d'établir une sincere, parfaite, & constante amitié entre les deux Cours, Empires & Terres, sont convenus des Articles suivans.

I. Les deux Empires resteront en possession, à perpetuité, des Villes & Pais qu'ils occupent actuellement, avec tout ce qui en dépend, conformement aux anciens & nouveaux Reglemens des Limites, & dont il est fait mention dans l'Article III.

II. S. M. Imp. de Russie, en consideration de l'ancienne Amitié qui a toûjours subsisté entre l'Empire de Russie & la Perse, consent de la laisser en possession des Provinces d'Asterabat & de Masandaran, situées aux environs de la Mer Caspienne, à condition néanmoins que ces Provinces ne pourront en aucune maniere être données à quelque autre Puissance: Et au cas que cela arrivât, lesdites Provinces, avec tout ce qui en dépend, rentreront & resteront à perpetuité sous la Domination de Russie, & tout ce qui aura été stipulé de contraire, sera déclaré nul.

III. On reglera les Limites entre les Terres, Provinces & Villes, de part & d'autre, de la maniere suivante: Toutes les Provinces conquises par les Russiens, derriere *Derbent*, depuis la Mer, en avançant dans le Païs jusqu'à la Riviere de *Kur*, & jusqu'à l'embouchure du Fleuve *Araxe*, situées le long de la Mer, resteront, conformement au Reglement des Limites fait avec la Porte, à perpetuité, à la Russie: En quoi sont comprises les Provinces Capitales, aussi bien que les moindres Districts qui en dependent, avec les Païs de Montagnes, qui s'étendent jusqu'à la Mer, comme aussi les Districts de *Mastal*, de *Schaffi* & de *Kuban*, & tout le *Darimar*, où l'on fera la separation des deux Empires. En passant *Schaffi*, où vient au grand Chemin qui va de la Province de *Ghilan* à *Casbin*: On y trouve, entre *Rasuma* & *Sasum-Rudbara*, à quelque distance de *Nasgibar*, *Ragdarchana*, qui restera pareillement au pouvoir des Russiens. On tirera à l'endroit où les Limites des Districts de *Samanski*, d'*Eschkuriski* & de *Temschauski* se joignent, une Ligne droite, qui commencera dans le District d'*Eschkuriski*, & s'étendra jusqu'aux Frontieres de *Temkabuski*, & de là jusqu'à la Mer. En sorte que toutes les Provinces & Villes, avec leurs Dépendances, qui sont à main gauche vers la Mer, jusqu'à l'embouchure du Fleuve *Araxe*, & depuis cette embouchure jusqu'aux Frontieres de *Temkabuski*, & de là jusqu'à la Mer, appartiendront à perpetuité à l'Empire de Russie: Tout ce qui est à main droite, en avançant dans le Païs, & qui est actuellement occupé par le Possesseur qui regne heureusement à *Ispahan*, & dans plusieurs autres Provinces, restera à la Régence d'*Ispahan*. Les Sujets du Possesseur d'*Ispahan* ne prendront néanmoins possession des Places ci-dessus mentionnées qu'après la Ratification du présent Traité.

IV. Les Ambassadeurs & Envoyez de part & d'autre seront reçus & traitez sur les Frontieres par les Gouverneurs & Commandans respectifs, après une préalable notification de leur passage, avec la même Amitié & les mêmes Honneurs que par le passé: Et à leur retour, on leur fera le même traitement.

V. Les deux Cours continueront de se servir des mêmes Titres dans leurs Lettres d'Amitié: Et si l'une ou l'autre des deux Puissances juge à propos de se servir dans ses Titres du nom de quelque Province de Perse qui lui est échûë, il pourra le faire, mais il ne lui sera pas permis de prendre celui des Provinces ou Païs dont l'autre Puissance est en possession, ni d'en porter les Armes, ou de les faire graver dans les nouvelles Monnoyes.

VI. Les differends quelconques qui pourroient survenir sur les Frontieres entre les deux Nations, seront examinez, avec la derniere exactitude par les Gouverneurs établis sur les Frontieres, qui tâcheront de les terminer à l'amiable, afin de maintenir l'Union entre les deux Cours, & conserver leurs Sujets en tranquilité.

VII. Si quelque Sujet de part ou d'autre, de quelque condition qu'il puisse être, se refugie chez l'une des 2. Puissances, on le renverra avec sa Famille & ses Effets, sans lui accorder aucune Protection.

VIII. Les Sujets & Habitans des deux Empires & Païs y apartenans, pourront en toute liberté, pour l'avantage du Commerce, transporter & faire venir des Païs respectifs toutes sortes de Marchandises, tant par Terre que par Eau, en payant les Droits ordinaires comme ci-devant. Il sera permis aux Sujets de Russie de commercer dans toute la Perse, & d'y bâtir pour leur sûreté & celle de leurs Caravanes & Marchandises, des Maisons & des Magazins: Ils pourront aussi traverser librement la Perse, avec leurs Marchandises & Caravanes, pour se rendre aux Indes & autres Royaumes: Les Persans joüiront des mêmes avantages en Russie par raport au Commerce.

IX. En cas de mort de quelque Marchand de l'une ou de l'autre Nation, ses Maisons, Marchandises & Magazins seront conservez avec soin, & restituez aux Heritiers sans aucun dommage, ou à ceux qui seront commis par les Cours ou Magistrats respectifs, & pourvûs d'un Ordre par écrit, pour recevoir les Effets du Défunt.

X. Ce Traité de Paix & d'Amitié sera maintenu inviolablement à perpetuité, & ratifié, on en dressera deux Exemplaires de même teneur, qui seront signez par les Ministres Plenipotentiaires, qui y poseront leurs Armes, & on les échangera l'un contre l'autre. Fait dans la Province de *Ghilan*, à l'endroit nommé *Rieschtschi*, le 13. Fevrier 1729.

ANNO 1729.

CXXXIV.

Circular-Schreiben Hertzog CARL LEOPOLDS zu Mekenburg an die gesamte Stände des Reichs abgelaßen aus Dantzig/ den 5. Martii 1729. 5. Mart.

Cela-

ANNO 1729.

C'est-à-dire,

Lettre circulaire ou Manifeste du Duc CHARLES LEOPOLD *de Mecklembourg adressés aux Etats de l'Empire, le 5 Mars 1729.*

Præmissis TITULIS & CURIALIBUS consuetis.

GLeich wie Ew: Königl. Majestät (Ewr Lbd:) und gesambten Hohen Reichs Mit-verwandten Wir die durch empörerische Widersetzlichkeit und Entsätzung unserer Ehrfurcht / als rebellischer Unternehmen / denen unzulässigste Aufnehmen / Verklärung / so vielfältige Verpflegung in Fürstenthümern und Schutzhaltung / welches die wahre Quelle und der einzige Ursprung der Unruhe in unsern Landen ist / dann weiter erfolgte Friedbrüchige Invasion, oppression und usurpation, sampt Reichs-Hoff-Räthlicher unstatthaffter imitation und innovation mehrer uns / unsere Herzogthümer und Lande und ultimate Territorial-Superiorität und Regalia erstandene auffserste respective Unthaten / Beleydigungen und Eingriffe vermittelen durch verfertigte Circular-schreiben / nach gründlichster Wahrheit und Gerechtigkeit / vorstellig zu machen / der unzertrennlichen Reichs Cörperlichen Verbindung / Wohlfahrt und Fürsorge / Pflichtigkeit gemäß erachtet; So können Wir / aus gleicher necessität, Obliegenheit und Vertrauen / der gegenwärtigen Abfassung / wie hoch ungerne SVE auch damit belästiget möchten / um so weniger überhoben seyn / als es bey unsern entsetzlichen Bedrängnissen und Gewalt-Erleidungen / uns Augen zu sehen / und mit Händen zu greiffen / daß Unser ad Corpus Imperii genommener gerechtester recurs, wegen des unerträglichen langen Anstands und Verzugs / nur unter weitere extremitäten und heftigere Zusetzung nach sich gezogen.

Wir haben / ehe das Reich ohne höchstnothdringliche Noht nicht zu beschweren / und Unser selbst eigenen allermöglichsten Fügung und Mit-Anwendung bestomehr zu versichern / durch nach Anfang des 1727ten Jahres einen Ministrum nach Wien abgeschicket / und / auff darzu gesehehener Ankunfft / unterm 13. Novemb. d. a. an Ihro Kayserl. Majestät. ein abermahliges Declarations-Submissions und Partitions-Schreiben / inhalts gedruckter Beylage sub N. 1 mit solcher vollständigen Begrentzung allermöglichst eingesendet / daß allerhöchst Dieselbe damit nicht anders als allergnädigst zufrieden seyn können. Auff welche von neuen eingesendete Submissions- und Partitions-Erklärung hat ermeldter Unser Minister, beyge dessen eydlichen Certificats, nicht allein die bestländige Versicherungen überkommen / daß dieselbe allergnädigst aufgenommen / und gerechteste Kayserl. Hülffe / nebst Satisfaction Unsers erlittenen schadens / darüber versprochen worden. Gleich solches Ihro Kayserl: Majest: Selbst in Unserm unterm 4. Februarii 1728 abgelassenen / Sub N. 2 hierbey anliegenden / allerunterthänigsten Verstellungs-Schreiben / aus unabwendbaren Warheits-Gründe / mit aller devotion gehorsamlich repræsentiret werden müssen / nachdemmahlen Wir in zuverlässige Erfahrung gekommen / daß der Römisch. Kayserl. Reisende von Hanover, an statt derer vorangezogenen gerechtesten Versicherungen / in einer öffentlichen Session des Ruthischen Kayserl. Seniors wieder Uns einen dermassen heftigen und lästerlichen Ab- und Vortrag gethan / daß nicht allein Wir / sondern auch in der That selbst alle alte Fürstliche Häuser des Heil. Römischen Reichs dadurch aufs aller empfindlichste beleidiget und prostituiret worden.

Wie gerne dero nun diese Unsere unumgängliche allerunterthänigste Verstellung in solche consideration gezogen werden sollen / als do. nahmhafftliche kräfftigste Gründe / worauff selbige bestanden / es erfordert hätten / so hat doch der erfolg / auff erkannliche Weise / es zu Tage gebracht / daß unterm 17ten May des nechst vergan 1728ten Jahres ein Kayserl. Rescript, sub N. 3. beygefüget / an Uns ergangen / und allererst den 25. August allhier bey der Post eingekommen / worinnen Uns ganz unverschuldeter Weise / wieder Recht und Warheit / viele härteste unerhörtsame gemachet / und so gar Unsern von GOTT anvertrauten Herzogthümern und Landes-Regierung ferner die allergrausahmste Reichs-Gesetz-gestörliche Turbirung und violirung geschehen / dahero Wir weniger nicht gefolgt / als bey Ihro Kayserl. Majest. mit inviolable-ster Beybehaltung alles Reichs Oberhauptlichen schuldigsten Respects, in einer allerunterthänigsten Gegen-Verstellung / Abkehrung und Rechts Verwahrung vom 15. Sept. vergan Jahrs / sub N. 4. unter denen Beylagen vorfindlich / Uns so wohl derer höchst unbefugten falschen Auffklagen zu entdecken / als Unsere uhralters angestammten Landes-Fürstl. Würde / Territorial Superiorität, Regalia, Regierungs- und Hoheits-Rechte / nach Maßgebung derer unwandelbahren Reichs-Grund-Gesetze / und Kayserl. beschworenen Wahl-Capitulation, wieder dergleichen gründlichste insinuationes und exhibitiones in Sicherheit zu setzen / wodurch Wir auch zwar weiter nicht ermangelt / diese Unsere höchstwichtige Angelegenheit an die Hochlöbl. Reichs Versammlung in Regenspurg gelangen / und des sub N. 5 beygelegte Schreiben vom 3. Julii a. p. durch Unsern Gesandten daselbst gehörig übergeben zu lassen / aber gegen alle billige Vermuthung ersehen müssen / daß Chur-Mayntz besagtes Statibus Imperii durch gewöhnliche Diktatur nicht communicabel, sondern dagegen dienende Ausflüchte und Einwendungen machen wollen / welche aus dem sub No. 6. beygelegten Extract Dero an Ihren Comitial-Gesandten unterm 24. Julii d. a. erlassenen Reskripti zu ersehen sind. Und da demnegst Unsers Bruders Christian Ludwigs Lbd. über alle vorige grobschwere Beleydigungen und Excesse, die horrible Vermessenheit genommen / die Deputirte von Unser unterthänigsten Ritter und Landschafft / unter dem præsidio von seinen lieben Getreuen zu Sich zu convociren / und also in Unsere Wesentliche Landes Fürstl. Regierung mit äusserster Verstellbarung einzugreiffen; So haben Wir / so wohl zu Dessen Selbst eigenen noch übrigen Verwarnung / als ab- und zurückhaltender Verführung Unserer / in unverbrüchlichster Pflichten stehenden / gesambten Unterthanen und Landes-angehörigen / unterm 17. Decembr. a. p. in Unsern Herzogthümern und Landen / ein gedrucktes öffentliches Patent publiciren und affigiren lassen / welches denen Anlagen sub N. 7. beygefüget ist.

Diese denen vorigen hinzugekommene härteste Facta und Entsetzungen also unumgänglich vonnöthen führet / werden Ew. Königl. Majestät (Ew. Lbd. bey unserer Sache vornehmlich von nachfolgenden völligst erkenntniß (erkenntet) überzeuget seyn.

Erstlich ist Reichs-Kündig und unwiderspruchlich / daß die gegenwärtige Chur- und Fürstl. alte Häuser des Heil. Römischen Reichs Ihre Territorial Superiorität und Regalia, integro complexu, nicht von der Kayserl. Majest. allein / sine ullo tali collato, sondern aus uhralter Ab- und Anstammung von Ihren Vorfahren jure connato, devoluto & proprio haben / welches / andere Reichs-Fundamental-Constitutionen nicht zu gedencken / der Osnabrucksche Frieden Schluß / als Fundamentalissima Basis, Forma & Norma S. R. Imperii, am klärlichs- und kräfftigsten Artic 8. §. 2. also decidirt.

> Damit aber desorgte und vorgekehret sey / daß hinführo in dem Statu Politico deme Streitigkeiten entstehen; so sollen alle und jede des Römischen Reichs Chur Fürsten / Fürsten und Stände in ihren alten Gerechtigkeiten / Vorzüglichkeiten / Freyheit / Privilegien / freyen Gebrauch des juris Territorialis, so wohl Geistlich- als Weltlichen / Landen / Regalien, und dieser aller Possession, in krafft dieses Vergleichs dergestalt bestätiget und befestiget seyn / daß Sie von niemanden / zu keinen Zeiten / unter keinerley Vorwand / de facto darum turbiret werden können / noch sollen.

Worauff §. 2. Gedeutete sothane Regalien nicht allein specifice erläutert / sondern auch Artic. 17. §. 5. & 6. auffs nachdrücklichste versehen und festgestellet worden: daß weder solchen Friedens-Vergleich / und einigen deren Articul oder Clausul, keine Geist- noch Weltliche / Generale noch besondere Rechte / Privilegia, indulta, Edicta, Commissiones, Inhibitiones, Mandata, Decreta, Rescripta, Satispendentiæ, zu jemahliger Zeit geschehener Urthal Sprüche / Res judicatæ, oder einige / unter was Nahmen oder Formen immer erfundene / andere Ausflüchte / zu keinen Zeiten angeführet / gehöret / oder zugelassen / noch irgends wo dagegen in petitorio oder possessorio, weder inhibitiones, noch andere Processe oder Commissiones jemahlen erkandt werden; diejenige aber / so eine Rahe und That darwieder handeln würden / Sie wären Geistliche oder Weltliche / ipso jure & facto in die Straffe des Friedenbruchs verfallen seyn sollen.

Diesen Westphälischen Frieden-Schluß haben jetz Regierende Kayserl. Majest. in Ihrer beschworenen Wahl Capitulation als die Grund Verfassung des Heil. Römischen Reichs erkandt / zur Norm und Richtschnur Ihrer Regierung angenommen / und unter andern Artic. 16 Buchstäblichen Inhalts heiligst versprochen:

> Sie sollen und wollen für Ihren Selbsten wieder die Schlesische Bull / und des 9 ruche-Freyheit / den Frieden in Religions- und Prosan-Sachen auch Munster und Osnabrucksischen Friedens-Schluß / und dann Frieden / sambt der Hand-Habung desselben / von niemand nichts eingegangen / noch auch / ob Ihre / oder Ihrem Hause etwas dergleichen aus eigener Bewegniß gegeben würde / nicht gebrauchen; Ob aber diesen / und andern / in dieser Capitulation enthaltenen Articuln und Puncten einiges zu wieder erlange oder ausgehen würde / das alles solle krafftlos / todt und absein; Immassen Sie es jetz als dann / und dann als jetz / hiemit cassiren / todtiren und abthaten ꝛc.

Wobey dann besonders wohl anzumercken / daß / wenn gleich in einiger Kayserl. Wahl Capitulation selbst etwas anzutreffen / so den Schein haben könte / als wären alle Chur- und Fürstl. Häuser Territorial-Superiorität und Regalien-Rechte nicht schlechterdings von Kayserl. und Reichs-Hoffräthlicher Jurisdiction, Processen, und Limpendentien, ꝛc.

ANNO 1729.

petitorio oder possessorio, nach klahrer Maasgebung des vorangeführten Osnabrückischen Frieden-Schlusses / ausbeschieden / eben solche Einwendung schon in dem allegirten Artic. 17. dict: Instrum: Pacis gleichfals gäntzlich cassiret und vernichtiget sey / indem daselb §. 3. ausdrücklich enthalten: daß auch keine Kayserl. Wahl-Capitulationes wider einigen Articul sothanen Frieden-Schlusses / in contrariis, zu keinen Zeiten angezogen / gehöret oder zugelassen werden sollen:

Welchen unbeweglichen Rechts-Gründen denn auch das Fundamentum sanæ rationis & evitandæ contradictionis, daß nemlich diejenige Jura, welche alte Fürstliche Häuser schon für sich inseparabiliter würcklich haben und / als solche / ohne alle Streit / Widerspruch / Eingriff und turbation, zu unaufhörenden Zeiten haben und behalten sollen und müssen / ihrer wesentlichen Natur und Eigenschafft nach / zu keiner streitbahren Jurisdiction und Judicatur gehören können / dergestalt bereits / daß Ew. Königl. Majest. (Ew. Ldd.) Selbst eigener Höchsten (Hohen) penetration Wir deßfalls eine fernere Ausführung nur Überdruß erregen würden; Folglich ist Reichs in Weltkündig / daß Unsere Vorfahren / von undencklichen Zeiten her / Ihre Lande mit souverainer independenter Macht und Gewalt beherrschet / und allererst im XIV. Seculo, bey Kaysers Caroli IVti. Regierung / Sich dem Heil. Römischen Reiche freywillig incorporiret und lehnbar gemachet haben.

Wie nun Vernunfft- und Rechtmäßig anders nicht zu begreiffen / als daß Unser Fürstl. Hauß / bey solcher freywilligen Lehns Aufftragung und Einverleibung / Seine gesambte uhralte Landes-Fürst- und Obrigkeitliche Regalia, ohne Abbruch / Schmählerung und Verkürtzung / allerdings beybehalten / und desfalß nicht deterioris conditionis geworden / noch werden können / also alle andere Reichs-Chur- und Fürstl. alte Häuser so erweissen auch solches / nechst der ersten investitur, alle nachhero von Kaysern zu Kaysern ertheilte Lehn-Brieffe / und wann hiernechst solcher altherbrachten Gerechtigkeiten / Vorzüglichkeiten und freyem Gebrauch des Juris Territorialis in Geist- und Weltlichen / Landen / Regalien, und dieser aller possession &c. die ewige Bestätigung und Befestigung durch den Münster- und Osnabrückischen Frieden-Schluß / und beschworne Kayserl. Wahl-Capitulation, also wie obstehet / hinzugekommen / so muß auch die Krafft und Erfüllung davon Uns und Unserm Fürstlichen Hauße / als einem von denen Aeltesten / gleich allen andern Chur- und Fürstlichen Alten Häusern / wofern nicht die Grund-Verfassung des Heil. Römischen Reichs in Unser Person und Sache umgestürtzet werden soll / integerrimo effectu, ebenmäßig angedeyen; welcher handgreifflichsten evidentz-halber sich hiebey nicht länger aufzuhalten / sondern nur lediglich zu erörtern ist / daß die Boßheit Unserer Feinde auch gar dahin gehet / wegen einer gewissen Anleihe von vormahligen Domestiquen-Schulden / ihrem Land-Fried-Brüchigem Verfahren einen Schein der Billigkeit geben zu wollen / in dem von Unsern Fürstl. Vorfahren / auff veranlassung eines damahligen Anleihens von sechsmahl hundert Tausend Gülden Mecklenburgischer Wehrung / und ohngeachtet die gantze übrige Landschafft das ihrige zu solchem Anlehen beygetragen / aber in würcklicher Zahlung bey weitem die helffte nicht erfolget / denen Edelleuten dafür zur Versicherung Drey gantze ansehnliche Aembter / als Ribbenitz, Dobbertin und Malchow, eingeraumet worden / welche drey Aembter Sie auch noch in würcklichem Besitz haben / und das gantze ehemahlige Mutuum an Werth übersteigen / in dem Wir mit der Residentz-Stadt Rostock, und dem gantzen übrigen Lande in völliger Ruhe und Zufriedenheit Crayß-Observantz mäßig gestanden; Inmassen Ihro Kayserl. Majest. eben solches in vorangezogener Sub. No. 4. beygelegter Unser Gegen Vorstellung vom 15. Sept. a. p. allerunterthänigst remonstriret ist. Denn wie kan einige gesunde Vernunfft zu recht behaupten / daß für eine Anleihe von einigen Tausend Gülden / bey darauff überflüßig gegebenen hypothec und Pfand-Versicherungen / ein Vorsahe in der Regierung seine Hohe Landes-Obrigkeitliche Regalien seinen Unterthanen communicabel, und dermassen im geringsten præscribirlich gemachet haben / oder machen können und mögen? Massen die Nachfolgere in der Landes Regierung / nicht minder als die gewesene Vorfahren / ein auff Sie devolvirtes eigenes Successions- und Regierungs-Recht von denen alten Anstammern haben / woran Ihnen zu præjudiciren / oder das geringste zuvergeben / unmöglich gewesen. Gleich wie nun Unsere Edelleute / Land-Stände und Unterthanen in der That keine / auch nicht die allergeringste Anmaßung noch Ausflucht in diesen / Unsere Oberste Criminal-Jurisdiction und Hohe Landes-Obrigkeitliche Regalia ohnstreitigst betreffenden / Sachen nicht haben / noch auch mit Recht und effect haben können; So ist Uns übrigens niemahlen in den Sinn gekommen / denen Getreuen ihre rechtmäßige Privilegien und Gerechtigkeiten im geringsten zu entziehen.

Es sind also bey Unserer Sache eines Theils Unsere / gleich andern Chur- und Fürstlichen alten Häusern / ohnstreitig competirende Reichs-Gesetz- und Crayß Observantz-Mäßige Landes-Fürstliche Superiorität und Regalia, andern theils die Uns dagegen / ausser alles Verschulden / wiederfahrene / und von einer extremität zur andern sich greiffende / nunmehro schon zehenjährige / unerhörte / gewaltsame turbationes, offensiones und oppressiones zwar sonnenklärlich für des Heil. Römischen Reichs Augen und Angesichte / und wird dennoch / auff nicht gnugsam zu bewundernde noch zu beklagende Weise / zu Unser gerechten Hülffe und Rettung / nicht die allergeringste Bewegung gemachet.

Daß Wir es mit Unserm Landes-embarras Selbst zu weit kommen und hinein reissen lassen / mag Uns mit keinerley Bestande imputiret werden. Denn nachdem Unsere Treu-brüchige Edelleute und Unterthanen es einmahl darauff hingesetzet / auff Unsere Beruffung und beyherige völlige Sicherheits-Ertheilung unter Fürstl. Hand und Siegel / durchaus nicht zuerscheinen / aus Unsern Landen zu entflüchten / und sich unter Chur-Hannöverschen Gewalt-Schutz zu werffen / auch / der concertirten Verstärckung nach / daselbst würcklich recipiret / protegiret / und die gantze Zeit über Monatlich ein jeder mit Dreyßig Reichsthaler unterhalten / Wir selbst aber in Unsern eigenen Landen mit Fried-Brüchiger Gewalt angegriffen / ja gar durch die detestableste Conspirationes für Unsere Fürstliche Person und Familie nachgetrachtet / von Kayserl. Majest. auff Unsere unauffhörliche kräfftigste Vorstellungen / ohne alle remedur gelassen / und vom Reichs-Hoffrath alles / was Unsere Feinde boßlich nur gewolt und an Hand gegeben / sub & obreptitie erschlichen und approbiret worden; so hat sich ja wohl für Uns keine Möglichkeit gefunden dieses Unwesen zu heben.

An Ihro Kayserl. Majest. sind Unsere allerunterthänigste Submissions- und paritions-Erklährungen in solchen terminis verschiedentlich abgelassen / daß Sie nicht anders als allergnädigst damit zufrieden seyn können / auch bereits allergnädigst zufrieden gewesen; Da Uns aber eine solche Submission und parition zugemuthet werden will / wodurch Wir alle Uns zugefügte höchste Beleidigungen / so doch nach denen klahren Worten des Land-Friedens de Anno 1521. Artic. 8. §. 3. & 4. ohne Unterscheid / zur Acht und härtesten pœnen verbannet / auch Artic. 2. einem jeden / wer / und wenn er Hülffe haben könne / dawieder seine Gegenwehr und Verfolg zu thun / ausdrücklich freygelassen worden / von welchen Grund-Gesetzen Wir Uns unmöglich im geringsten abbegeben können / für rechtmäßig agnosciren / aller Satisfaction für denen Eingriffen in die unschätzbarste Territorial-Superiorität, und auff Millionen ankommender Schadens-Erstattung renunciiren / Unsere uhralte Regalia abdiciren / Uns von aller Würdigkeit in und ausserhalb Reichs priviren / auch die mit Unser Residentz-Stadt Rostock und sämbtlichen übrigen Land-Städten eydlich und getreulich errichtete Conventiones selbst infringiren und cassiren würden und müsten; Und denn die in aller devotion dagegen vorgestellete / und mit Buchstäblichem Inhalt derer Reichs-Fundamental Gesetze und beschworner Kayserl. Wahl-Capitulation bewährte wahre unmöglichkeit ein Crimen heissen soll / und mit höchster turbirung und Umstürtzung uhralter Gerechtigkeiten / Hoher Landes-Obrigkeit so wohl im Geistlichen als Weltlichen Exercitio, und rechtmäßiger Landes-Regierung ungescheuet und gewaltthätig fortzufahren getrachtet wird; So ist für Uns / bey diesen entsetzlichsten Bezeigungen und extremitæten / nichts übrig / als Uns an GOTT und Unsere gerechte Sache mit festem Vertrauen / an das Reich und Unsere höchstlöbliche Mit-Stände aber mit beständigster adhæsion und Zuflucht zu halten; Gestalt denn Ew. Königl. Majest. (Ew. Ldd.) Wir hiemit auffs ergebenste (instændigste) ersuchen / Dieselbe geruhen Unsern unverschuldeten eusserste Gewalt- und Nohtstande / sambt der daraus erwachsenen unendlichen præjudicirlichen Consequentz, auch inseparablen höchsten Gefahr und Unsicherheit / in Begabnüß-volle erlauchteste (erlauchtere) penetration zu nehmen / solchem nach nicht allein durch nachdrücklichen Aufftrag an Dero Comitial-Gesandschafft zu Regenspurg da hin zu cooperiren / und darüber zu halten / daß Unser an die Reichs-Versammlung dirigirtes / Sub No. 5. beygelegtes Schreiben vom 3. Jul. a. p. nebst weiter erforderlichen künfftigen Vorstellungen / zur gewöhnlichen Dictatur ohnverlängt komme / und Reichs Grund-Gesetz-Mäßige reiffliche Consultation darüber ergehe / sondern auch alle kräfftigst zureichende Entschliessungen und Mittel dahin mit anzuwenden / daß denen zu Unserm totalen ruin anzielenden extremitæten vorgekehret / und Uns zu ruhiger Landes-Regierung / unturbirlicher Handhabung Unser uhralten Territorial-Superiorität und Regalien, und aller billigmäßigen Satisfaction baldigst wiederum verholffen werden möge.

In welcher geschätzten zuverläßigkeit Ew: Königl. Majest. (Ew: Ldd:) Wir Göttlicher Allmacht zu allem unverrückten Wohlergehen treulichst empfehlen / und Deroselben zu allen unnermöglichen Dienst- und übrigen gefälligen Erweisungen. (Erkäntlichkeiten und Gefälligen Erweisungen) zu alle Wege ergebenst (bereit und) geflissen verbleiben: Gegeben Dantzig den 5. Martii 1729.

CURIAL:

CARL LEOPOLD

Hertzog zu Mecklenburg.

No. 5.

ANNO 1739.

No. 1.

Copia des an Ihro Kayſerl. Majeſt. anderweit abgelaſſenen Herzoglichen allerunterthänigſten Erklährungs-Schreibens/ dem 13ten Novembr. 1726.

Aller-Durchlauchtigſter/ Großmächtigſter und Unüberwindlichſter Römiſcher Käyſer/ in Hiſpanien/ zu Hungarn und Böhmund König.

Allergnädigſter Herr!

EW: Kayſerl. Majeſt. allerhöchſtbegehrtem und erwünſchten Kayſerlichen Gemüthe kan nicht anders als wohl verſchwebend und angefaſſet ſeyn/ welche entſetzliche/ und im Heil Römiſchen Reiche unerhörte Beleidigungen mir von dem Chur-Hauſe Hannover durch die/ in denen Grund-Geſetzen bey Bann und Acht/ auch ſonſten aufs ſchwereſt verpönte an ſich Ziehung und Schutzhaltung meiner abtrünnigen Edelleute und Unterthanen/ Land-Friedbrüchige Uberfallung und Bemächtigung meiner Lande/ Leute und Einkünffte/ und daraus erwachſene/ nunmehro ſchon achtjährige/ ungerechteſte Uſurpation und Oppreſſion meiner angebohrnen Ihrer Regierung und Regalien, bis anhero wiederfahren/ und was Dero Kayſerl. Händen und Augen meiner Seits/ nach und nach/ für erheb- und beweglichſte allerunterthänigſte Vorſtellungen darüber ein- und vorgekommen.

Da nun aber meine Feinde/ durch allerhand giftige und liſtige Anträge/ Ew: Kayſerl. Majeſt. Reichs-Väterliches Herz von mir abwendig machen/ und zu glauben bewegen wollen/ ob Dero ſelben Kayſerlichen Obriſt Richterlichen Jurisdiction ich in billigen Dingen auch zu entziehen trachtete/ als wiederhole hiemit nochmahlen meine/ unterm 21ten Aug. und 30ten Novemb. 1725. abgelaſſene/ allerunterthänigſte Schreiben/ und declarire hiemit und in Kraft deſſen anderweit allerunterthänigſt/ daß Ew: Kayſerl. Majeſt/ als von GOTT und dem Heil. Römiſchen Reiche erkohrnen Höchſten Häuptern/ Kayſerl. Juriſdiction, und Handhabung der geſammten Reichs-Macht/ Autorität und Gewalt ich/ in allen und jeden Fällen und Stücken/ mit gleichmäßigſter aller unterthänigſten Submiſſion nicht allein erkenne/ ſondern auch mit würklicher Parition zu befolgen und thätlich zu bezeigen/ mich niemals entziehen werde/ noch wolle/ wie alle Chur- und Reichs-Fürſten von alten Häuſern ſolche Reichs-Ständliche Subordination und Parition pflegen/ und ich mir einhellig dabey geſichert ſeyn kan/ daß deme entgegen/ zu entkräfftung meiner Uhralten Landes-Fürſtlichen Regalien, Territorial-Superioritæt und Hoheits-Rechte/ wieder mich und meine Fürſtliche Poſſeſſion nichts vorhänget werde: Mit welcher aufrichtig-allerunterthänigſten Erklährung und Bezeugung mir in Ew: Kayſerl. Majeſt. Reichs-Väterliche Arme und Schooß ich mich lediglich hinein werffe; So bitte allerunterthänigſt/ Ew: Kayſerl. Majeſtæt geruhen mir Dero/ von GOTT und dem Reiche anvertrauten/ ſonſt allerpreißlichſt führenden/ Allerhöchſten Kayſerl. Gerechtigkeit/ Schutz und Schirm-Amtes bey mir/ in meinen allereuſſerſten Nöthen und Bedrängniſſen/ in Gnaden längern Anſtand/ noch mich/ auff Hannoveriſchgewandte Weiſe/ darunter gar erliegen und vergehen zu laſſen/ ſondern mich und mein Uhraltes Fürſtliches Hauß bey allen Reichs-Geſchmäßigen Regalien und Gerechtſamen aufrecht zu erhalten/ dem deteſtableſten Oppreſſions und Uſurpations Unweſen meiner Herzogthümer/ Lande und Leute durch Reichs-Geſetzmäßige kräfftigſte Vorkehrung und Mittel ohnverzüglich das Ziel zu legen/ und mir/ nach Erforderung der weiſeſten Reichs-Conſtitutionen, alle gebührende Satisfaction zu verſchaffen.

Für welche Kayſerl. und Reichs-Väterliche Gnaden-Gerechtigkeits- und Schutz-Erweiſung ich lebenslang mit unverbrüchlichſter treuſter Devotion, Veneration und Submiſſion verharre.

Ew. Kayſerl Majeſtät

Dantzig den 13. Novembr. 1726.

Allerunterthänigſter/ allergehorſamſter Fürſt

CARL LEOPOLD.

Herzog zu Mecklenburg.

No. 2.

Copia des Allerunterthänigſten Vorſtellungs-Schreibens vom 4ten Februarii, 1728.

ANNO 1729.

Aller-Durchlauchtigſter/ ꝛc. cum reliqv.

VOn Ew: Kayſerl. Majeſt. Kayſerl. Gerechtigkeit und Gnade habe ich bisher auff die/ meiner euſſerſten Bedrängniſſe halber/ eing-brachte inſtändigſte Fürſtellungen eine Hülffreichende Hohe Reſolution mit gröſſeſter Gedult und Sehnlichkeit allerunterthänigſt erwartet/ aber dagegen/ zu ungemeiner Beſtürtzung/ beglaubt erfahren müſſen/ was geſtalt von Ihro/ bey Kayſerl. Majeſt. von Rußland in Petersburg reſidirenden/ Reſidenten von Hochholtzen dem dortigen Kayſerlichen Miniſterio meinent-wegen eine ſolche Declaration nechſthin geſchehen: Es hätten Ew: Kayſerl. Majeſt. meine Perſon längſtens in Acht und Bann erklähren wollen/ müſten es auch noch thun/ wann SIE es nicht in regard von Rußland unterlieſſen; Wolten auch interim einen Adminiſtrator über die Lande Mecklenburg ſetzen/ welches der einzige Weg die Einkünffte heraus zu bringen/ und die darauff haffende Schulden zu bezahlen/ bis dahin ich meine Regierung hinführo denen Reichs-Geſetzen conform einzurichten verſprechen thun würde.

Allergnädigſter Kayſer und Herr/ Wahrheit und Recht ſind die zwo Grund-Seulen/ worauff es bey meiner Sache ankömbt/ und wobey Göttliche Allmacht mich nicht verſinken laſſen kan/ noch wird.

Nun iſt es eine unläugbahrliche notoriſche Warheit/ welche von keiner Weißheit oder Hinterliſt in Unwahrheit zu verwandeln ſtehet/ daß meine Edelleute/ als angebohrne wahre Unterthanen/ bey meiner/ von meinen Seel. Bruder alſo eingerichtet empfangenen/ Reichs Geſetz- und Craiß Obſervanz-Mäßigen Landes-Regierung/ worinnen die gantze übrige Landſchafft in guter Ordnung und zufriedenheit geſetzt/ und mit meiner Reſidenz-Stadt Roſtock gleichfalls alle Streitigkeiten/ freywillig und Endlich/ unter des Reichs und vor Gewercke Inſigel/ völlig regulieret geweſen/ frevenlich aus dem Lande geflüchtet/ und rebellirer Weiſe auf meine Citationes und dabey enthaltene völlig ſichere Geleit unter Fürſtl. Hand und Siegel/ durchaus nicht erſcheinen wollen/ von Chur-Hannover in Protection und Gewalt-Schutz aufgenommen/ in ſolcher verdammlichen Complotirung Verſtrickung beſtändig unterhalten/ ja Ich und meine Lande ſelbſt darauff/ durch Feindliche Angreiffung und Uberfallung/ in denjenigen Zuſtand geſetzet worden/ welcher von allen aufrecht geſinnten/ inn- und auſſerhalb Reichs/ abhorriret werden muß.

In gleich unwiederſprechlicher Warheit beſtehet es/ daß Ich über meine Herzogthümer/ Lande und Unterthanen auf gleiche Weiſe zu regieren/ und die Regalia zu exerciren/ nach dem Weſtphäliſchen Frieden-Schluß/ und übrigen Reichs-fundamental Geſetzen/ befugt der notoriſchen Obſervantz des gantzen Nieder Sächſiſchen Craiſſes/ berechtiget ſey/ wie alle andere des Römiſchen Reichs/ und deſſelben Craiſſes/ angeſeſſene alte regierende Häuſer/ und daß dem entgegen vom Reichs-Hoff-Rahte keine Proceſſe, Commiſſiones, noch ſonſt einige Eingriffe und Taxationes, wie die immer Nahmen haben mögen/ mit Recht ſtatt finden und ausgehen können/ wovon Chur-Hannover/ und/ gleich bezeugter maſſen/ der geſammte Nieder-Sächſiſche Craiß/ nebſt übrigen Chur- und Fürſtlichen alten Häuſern des Römiſchen Reichs/ das offentlichſte Augenſcheinliche Zeugnis geben.

Wie ſolche Unternehm- und Aufführungen/ ihrer wahren Eigenſchaffte nach/ rechtlich heiſſen/ und daß darauff/ nicht aber auf das unſchuldig beleidigte Theil/ dergleichen androhentliche Verdammung in denen unwandelbahren Reichs Grund-Geſetzen beſtimmet ſey/ iſt an ſich ſelbſt überzeugend.

Die Römiſch Kayſerl. Majeſt. als das von GOTT und dem Reich erkohrne Ehrenwürdigſte Ober-Haupt/ habe Ich/ von meiner Fürſtlichen Jugend an/ biß hin GOTT anvertrauet/ und auf deſſen Beyſtand bisher geführter Landes-Regierung/ allerunterthänigſt veneriret/ und zu unterer Bezeugung ſo wohl ſolcher meiner aufrichtigſten Devotion, als Sachen Zuverſicht/ bey Ew: Kayſer. Majeſt. Selbſt mich Perſönlich eingefunden/ und meine gehabte Gerechtſame vorgeſtellet/ auch allergnädigſte Erklärungen darüber erhalten; Hiernechſt iſt/ auf gut Befinden des in GOTT ruhenden Ruſſiſchen Kayſers Majeſtæt/ als meines Reichs-Geſetz Mäßigen und Reichs-kündigen Alliirten, eine/ nach denen Grund Geſetzen/ und geſammter alten Regierenden Hauſes notoriſchen Territorial-Verfaſſung/ gehörig angerichtete Submiſſions- und Paritions Declaration von mir eingeraicht/ welche Ich letzlich/ nach überwachtiger Abſtackung meines Mini[illegible] Tes Regierungs-Canzeley-Rath Schrödern/ wiederholet/ und/ beſage deſſen Exhibiten Certificats, wiederum die Allergnädigſte Verſicherungen überkommen/ daß meine auffs neue eingeſchickte Submiſſions und Paritions Erklärung allergnädigſt aufgenommen/ und gerechteſte Kayſerl. Hülffe/ nebſt Satisfaction meines erlittenen Schadens/ darauff verſprochen werden/ geſtalt denn ermahnter mein Miniſter in Ew: Kayſerl. Majeſt. Nahmen mir fortwährer ertragen und verſichern

ANNO 1729.

müssen; Es wären Ew: Kayserl. Majest. fest resolvirt / in Ihro Erz-Hertzoglichen Hauses Oesterreich Alliance mich mit aufzunehmen / und wäre deßfalls die Quæstio An? fest gesetzet / welcher hernach / verlangter massen von mir auch auffs neue accrediret / von Ew: Kayserl. Majest. zur Audientz verstattet / und / daß Ihro der deßfalls meinenthalben geschehene Vortrag angenehm gewesen / aus Kayserl. Munde Selbst versichert worden.

Daß ich nun / als ein Treu und devoteſt gesinnter Reichs-Fürst / obligenter nichts thun könne / dabey weiß mich für GOTT und in meinem Gewissen von aller Verantwortung eben so frey / als Ew: Kayserl. Majest. nach Ihro Selbst gelassenen Gerechtigkeits Trieb / davon mir Ihnen entfernet halte / daß Sie aus allen Regierenden alten Häusern im Heil. Römischen Reiche / mit Umstürtzung derer theuerlichst bestätigten Fundamental Gesetze / mich und mein uhraltes Fürstliches Hauß nur allein zu verwüsten / meinen unverschulden Feinden zum Raub-Opffer / und dem ganzen Reiche zum Schauhl zu machen prætendiren / oder / daß es mir / meinen unschuldhaften Landes Fürstlichen Regalien und Gerechtsamen zu entsagen / auff einige Weise in der ganzen Welt möglich falle / glauben solte; Nachdemmahl Ew: Kayserl. Majest. Sich Selbst kennen / daß Sie Kayser / Ober- und Schutz Herrn seyn / nicht nur für die mehr vermögende / sondern auch für die Schwächere Reichs-Stände / und dieser letzteren Conservation Ihrem Christ. Kayserl. Gewissen am nächsten anliege.

Was hiernechst das ins Mittel gebrachte sogenandte Temperament der Landes Administration anbelanget / finde ich solches dermassen entsetzlich / daß meine billige Empfindung Allerhöchstem Kayserl. Respect überall allerschuldigst vorbehaltlich darüber nicht satsahm auszudrucken weiß / halte mich auch in meinem Gemüthe und Gewissen völlig überzeuget / daß Ew: Kayserl. Majest. allergerechteste Intention am sothaner des von Hochholtzen declaration nicht den allergeringsten Theil habe; Denn wie könte dieses wohl möglich seyn / da Ew: Kayserl. Majest. mein Landes Zustand über Achte Jahre her völlig bekandt / und auff Dero Befehl letzlich die accreditirung eines Ministri / um mit dem Erz-Herzoglichen Hause Oesterreich auch in eine Alliance setzen zu wollen / von mir würcklich geschehen / selbiger auch darauff zur gnädigsten Audience verstattet / sein des halb geschehener Vortrag vernommen / und aus Kayserlichen Munde / daß selbiger allergnädigst auffgenommen wäre / versichert worden; Und / nach dem Ich besagten meinen Ministrum auf eine Zeit zu Mich geferdiget / und von dieser wichtigen Sache mündlich Bericht von ihm zuvernehmen / und ihn ferner zu instruiren / so geschichet einige Monahte darnach in Petersburg eine solche declaration.

Ich / als ein Getreuer / in seinen uhralten Landes Obrigkeitlichen Regalien, durch den Westphälischen Friedenschluß / und übrige unumstößliche Fundamental-Gesetze des Heil. Römischen Reichs / bestätiget und bekräfftigter Reichs-Fürst / muß dieses wohl als die allerhärteste Begegnung / so mir geschehen können / auffzeichnen / an Fürstlichen Ehren und Würden / ganz unverschuldeter Weise / dermassen sträflich in einer öffentlichen Session des Russischen Reichs-Senats angegriffen zu werden / und dahero so wohl von Ew: Kayserl. Majest. gerechteste Erklärung beym Rußisch Kayserl. Hofe / und wo es sonst nöthig befunden werden / nach Ihro in der Wahl-Capitulation Articulo 10 fin. bey solchen Fällen allergnädigst ertheilten Versicherung / als auch den Authorem, seinen criminellen Verbrechen nach / ohne einige Gnade und Ansehen der Freundschafft / allen getreuen Reichs-Ständen zur Satisfaction, gerichtet zu bestraffen / Reichs-Gesetzmäßig aufs allernächdrücklichste anhalten / und werden Ew: Kayserl. Majest. Selbst höchsterleuchtet allergnädigst ermessen / daß bey solchen entsetzlichen Eingriffen in meine Territorial Superioritæt / sie gestehen von worne sie wollen / von mir unmöglich anders / als nach denen klahren Reichs-Fundamental-Gesetzen / verfahren werden könne / und sollen dabey rechtmäßige Landes Schulden meinanden zur Last kommen / deßfals Landskündig ist / daß auff meinem Fürstlichen Hause und Landen / vor derer Lüneburger Turbation, keine Schulden ausser denen im Hause bewilligten Testament-Geldern / gewesen / worzu noch anjetzo dieses kömt / daß dieselbige zu prætendiren / durch ihre / seit der Zeit / gehabte höchst sträffbahre Verhaltung / mir / als regierenden Landes-Fürsten / denen Gesetzen nach / dafür gerecht werden müssen; Gestalt dann die Schulden-Beschwerde / worauff hiebey etwa gezielet seyn mag / von meinen ausserst criminellen Unterthanen / und ihren Adhærenten, oder bey der Landes-Unruhe von meinen eigenen Mein-Eydigen und verlohrnen Bedienten herrühren / welche dann auch empfahen müssen / was ihre Thaten werth sind / denen Rechten nach / in solcher Qualität immöglich erlassen werden können / nach demmahl ansonsten derselben nur wichtige / nebst übriger Reichs Gesetzmäßiger Satisfaction und Besserung / wegen derer so frevenlich geschehenen entsetzlichen / und ehrorten / ausserst verpönten Eingriffe und Turbation in meinen uhralten unstreitbahrsten Landes-Furst und Obrigkeitlichen Regalien, die declarirte Erstattung des auff so viele Millionen zugefügten Schadens / und bisher erwandten Fürstl. Entkostendens / gantz ferne scheinen muß.

Wie zum / Allergnädigsten Kayser und Herr / an Dero selben / über vorerzehlte mir zugekommene Nachricht diese meine allerunterthänigste Vorstellung / ohne den geringsten Zeit Verlust / gelangen zu lassen / mich die ausserste Eilfertigkeit genöthiget / so bin zu GOTT des sicheren Vertrauens / Er werde Ew: Kayserl. Majest. Reichs Väterliches Hertz und Gemüthe / bey erwegung derer für mir und meiner Sache obsonhabe waltenden unhintertreiblichen kräfftigsten Gründe / dahin regieren und lenken / daß Ich in meinen / auf unerhörte Weise gekräncketen / Reichs und Landes-Fürstlichen Gerechtsamen länger nicht enthöret bleibe / (denn Ew: Kayserl. Majest. Ich für GOTT versichere / daß meinaben anders Intentioniret gewesen / und auch beständig seyn werde / als meine Landes-Regierung / nach der Ertzt-Observance, Reichs-Constitutions-mäßig zu führen) sondern aus denen bisherigen härtesten Erledigungen mit solchem effect, ohne weiteren Anstand / auch geholffen sehe / wie Ew: Kayserl. Majest. Gewissen und Gerechtigkeit / nach anleitung derer unumstößlichen Reichs-Grund-Gesetze / es erheischet. Der ich / in solcher Zuverläßigkeit / mit unverbrüchlichster Treue / Veneration und Devotion bis an mein Lebens-Ziel verharre.

Ewer Kayserl: Majest.

Dantzig / den 4. Februarii, 1728.

Allerunterthänigster allergehorsamster Fürst

CARL LEOPOLD.

Hertzog zu Mecklenburg.

N. 3.

Copia des Kayserlichen Rescripti vom 11ten May 1728.

Carl der Sechste von GOttes Gnaden / Erwehlter Römischer Kayser / zu allen Zeiten Mehrer des Reiche.

Durchlauchtig-Hochgeborner / lieber Oheimb und Fürst.

WIr mögen Deiner Lieben. länger nicht bergen / Nachdeme die von Uns viele Jahr her ergangene verschiedene ernstliche de- und admonitiones, auch Unsere Kayserliche nunmehr fort gehabte Langmüthigkeit bey Ihro nicht allen nahes gereichet / sondern gegen Uns vielmehr / und Unsere / auff eröffnigen derogenden Ursachen verordnete / Kayserl. Commission, auch sonsten Dero Reichs Landsgen vieles Betragen mehr und mehr haben angewachsen ist / daß an Uns Sie Sich geraume Zeit her mit höchst verdrießlichen Expressionen vergriffen / in Dero Schreiben vom 7. Juli 1724. Unser Kayser Ober-Richterliches und Ober-Lehen-herrliches Amt / insonderheit aber Unsere Conscientz und Gerechtigkeit heftig beleidiget / darbenebens eine / von Uns an Dero Lieben zum öfftern erforderte / mehre Submission eine moraliter unmöglichste unmöglichkeit genennet / imgleichen in Dero an des Herzogen zu Braunschweig-Lüneburg Wolffenbüttel Lieben / als Unsern Kayserl. Commissarium, unterm 10ten Decembris vorigen Jahrs / abgelassenen Schreiben / Uns Unsere beschworne Kayserl. Wahl-Capitulation und daß Wir gegen den Westphälischen Frieden-Schluß den Landt-Frieden und die Uhralte Reichs-Freyheit ꝛc. mehr handlen möchten / auf eine zu mehreren mahlen vermeintlich unternommene Weise / vorgerücket / hiernechst auch Unsere Kayserl. Commission einer Landtsfluchtigkeit / in einen Hoch verpönten Landt- und Friedenbruch / in der Form eines öffentlichen Absag-Fehd- und Feind-Briefs gröblich angepichtet / auch daß Deine Lieben / auff keine Arth und Weise nicht eines Haares breit von denen Reichs-Satzungen und Uhralten Freyheiten / mit überzeugung der worbin mit denen Unterthanen errichteten / und dermahlig Uns obligender Kayserl. Jurisdictions und Schutz gehörigen Landes-Recessen und Privilegien, abweichen würde / declariret / so dann ferner das Justitz-Wesen in Dero Mecklenburgischen Landen zerrüttet / in specie aber des Landt- und Hoffgerichts in Güstrow / welcher die Landes-Verfassung / und die von Uns hierüber erlassene Kayserl. Verordnung zerstümmelet / und aus aller Activität gesetzet; Darbenebens in Dörnig einen Reichs-Kündigen gantzen und unverantwortlichen Excessum Jurisdictionis Criminalis angefangen: Wie mehr weniger die Execution derer zur Justitz Canzeley angebrachten Criminal Urtheilen verhindert / folglichen viele Jahr hero ein vollkommenes höchst ärgerliches und verderbliches Justitium, zu äusserster Kümmernüß und Ruin vieler Nothleidender Unterthanen / veranlasset. Endlichen hat auch Deine Lieben. sich nun zuletzt vernehmen gegeben / daß sie auf einen / wieder Dero von Ihnen selbst auff eine entsetzliche Weise bedrückte Ritterschafft / als vermeintliche Kayserliche / erhaltenen Gemüchte / in Dero Lande / ohne

ANNO 1729. ohne vorhero habender genugsahmer Gewalt zur Ausübung dero Rache / zu reverriren nicht gesinnet sey; und da letztlich Deiner Liebden beständige residentz und Opposition noch unlängst nicht allein durch die bey dem Reichs-Convent zu Regensburg / mit hin in facie des gantzen Reichs unternommene Distribution einiger gedruckter sehr anzüglicher und empfindlicher Schrifften / sondern auch / vermittelst Derselben an Uns unterm 4ten Februarii dieses Jahres abgelassenen / und mit vielen / Unsere Kayserl. Autorität verletzenden / harten Expressionen und unerträglichen Dingen angefüllten Schreiben / auf den höchsten Grad zu einer scharffen Reichs Constitutionsmäßigen Ahndung angezogen ist; Als haben Wir / bey solchen wahren Reichs Kundigen umständen / Unsers Kayserl. Obrist richterlichen und Obrist Lehen-herrlichen Amts Uns zugebrauchen nicht länger anstehen können / noch wollen / jedoch vor dienlich nur allein gnädigst resolviret / eine provisional Veränderung bey der Landes-Regierung fürzunehmen / und dieselbe Dero Liebden Brudern / des Herzogen Christian Ludwigs zu Mecklenburg Liebden / als proximo Agnato bis zu Unser weiteren Kayserl. Verordnung / unter Unserer Ihro ertheilter gemessener / in Abschrifft hierbey liegenden / Kayserl. Instruction, zu übertragen / gleich wie Deine Liebden aus Unserm weiteren / an gehörige Oerte erlassenen und in Abschrifft hier angefügten Reichs-Constitutions-mäßigen Kayserl. Verordnungen dieserm Inhalts vernehmen wird.

Wir erinnern demnach Dero Liebden. hiemit Gnädigst / auch Reichs-Väter-und ernstlich / daß sie solcher / als höchstbenöthigenden gerechtesten allhiesigen provisorie verordneten / Kayserlichen Regierungs-Veränderung Sich stillschweigens gehorsahmst submittiren / hierwieder weder Actu noch indirecte eines oder das andere unternehme / sondern vielmehr / zu Dero eigenen Besten / zu einer rechten / wahrhafften und gantzahm versicherten völkommenen Partition sich anschicke und bequeme / immassen Wir gedacht Dero Brudern Hertzogen Christian Ludwigs Liebden und Ihro gesandte Fürstliche Familie / wie nicht weniger die Mecklenburg. Land Stände / Räthe / Bediente / Militz und Unterthanen / ohne Ausnahm / anderweit gegen alle dessahrende eigenmächtige Gewalt in Unsern höchsten Kayserlichen Schutz aufgenommen / zu dem Ende Unser Kayserl. Commissorium vom 25 Octob. 1717. nicht nur erneuert / sondern auch auff des Königes in Preussen Liebden / als Hertzogen zu Magdeburg / und mit ausschreibenden Fürsten des Nieder-Sächsischen Crayses / extendi et haben / wobey Wir Dero Liebden. noch hiebey gnädigst nicht verhalten / daß Wir / bey verfahrender weiterer Opposition, wieder Dieselbe schärffere Reichs-Constitutions-mäßige Mittel vorzukehren / weder anstehen können / noch werden. Verbleiben Dero selben übrigens mit Kayserl. Gnaden und allen guten wohl beygethan. Geben zu Laxenburg den Eilfften May A. Sieben zehen hundert acht und zwantzig / Unserer Reiche / des Römischen im Siebenzehenden / des Hispanischen / im Fünff und zwantzigsten / des Hungarisch und Böheimischen aber im Achtzehenten.

CARL.

L. C. Gr. v. Schönborn.

Ad Mandatum Sacræ Cæsar: Majestatis proprium.

A. H. Glandorff.

Appia.

No. 4.

Copia der Hertzoglichen allerunterthänigsten Gegen-Vorstellung von 15ten Sept. 1728.

Aller Durchlauchtigster / ꝛc.

cum re'iqv.

EW: Kayserl. Majest. an mich abgelassenes vom 1ten. May ist mir am 15ten. ejusdem von der Post eingereichet / und ersehe JCH daraus mit nicht weniger Empfindung / daß Ewr: Kayserl. Majest. allerhöchster Person von denen höchst criminellen Verbrechen so wohl gegen gesambte uhralte Fürstl. Würde / als Hauptsächlich gegen mich / grausame Lästerungen und Unwahrheiten vorgebrachte und eingegeben / denn ich mich vor GOTT und in meinen Gewissen frey und gesichert weiß / daß Ewr: Kayserl. Majest. allerhöchste Person JCH in geringsten nicht beleidigen können / da JCH niemahlen anders / als mit denen klahren Worten derer Reichs-Fundamental-Gesetze / und capitulation / und bin von Ewr: Kayserl. Majest. Gerechtigkeit ich völlig versichert / daß Sie JCH solches / bey denen so viel Jahrigen unbestrittenen Erklärungen gegen solche Gesetze / nicht Ewre übel genommen werden. Dann wie JCH gewiß und wahrhaftig überzeuget / daß Ewr: Kayserl. Majest. dem Dero beschworne Wahl-Capitulation nicht werden noch können abgehen / also habe ich mir auch vorhin nicht möglich / denn uhralten Reichs-Fürsten-Stande / noch mir / dem geringste zu vergehen / auch dem zuwieder etwas dingliches / vermöge / des von GOTT mir anvertrauten Regenten Ambts / verbunden gewesen / des Hertzog von Braunschweig Wolffenbüttel Liebden. unter den 19 Decemb 24 p. seine gräuliche Unternehmungen und Eingriffe in meine Territorial-Superiorität / Hertzogthümer und Lande / und die Mitregierung in dieser wieder die uhralte Reichs Grund Gesetze verschränken / und noch ungescheuet ferner zu continuiren wollendes Commission, begierrlich zu machen / massen JCH ein solches Verfahren mit keinen andern Mahnen zu erregen weiß / als wie die Reichs-Grund-Gesetze es im Munde führen / auch Ewr: Kayserl. Majest. allergerechtest von mir niemahlen ein anders praetendiret können / noch werden. Daß JCH solte intercipiret seyn / die Lan'es Recesse und Privilegien meiner Unterthanen zu übergehen / so berichte allerunterthänigst / daß meine Ritterschafft / als zugleich auch wahre Unterthanen / (dann nur dem übrigen gesambten Lande ich in völliger Zufriedenheit und Ruhe gestanden / und die Edelleute Lügenhafften und Gottloser Weise den Nahmen von Landschafft gantz unrechtes / wie Ewr: Kayserl. Majest. solches aus dem Extract sub. N. 3. allhier sub Lit. A.) der länge nach allergnädigst ersehen werden) keine andere Privilegia haben / als welche Sie ex mera gratia von meinen Fürstlichen Vorfahren / wegen einer damahligen Anleihe von neun mahl hundert tausen Gulden erhalten / wozu die gantze Landschafft mit concurriret / bey weiten aber nicht die Helffte bezahlet / dahero die Ritterschafft drey ansehnliche Aemter / als Nienburg / Dohnerstein und Malchow wiederkäuflich im Besitz haben / welche Aemter viel höher an Werth / als die gantze damahlige Anleihe importiret / auch muß Ihralte Fürstliche Regalien behalten / ganz Reichsstündig ist / daß nach denen publiquen Rechten ohnstreitig auff keinerley Arth solche zu praescribiren / und gegen den klahren tenorem Ihrer Reichs-Fundamental-Gesetze- und Creyß-observanz keine Manutenentz noch Schutz darwieder gehöret werden können noch mögen / wie denn ausdrücklich cf. Art. 16. der beschworenen Kayserl. Wahl-Capitulation sic habet: Weiter sollen und wollen ꝛc. Cap. 14. Der güldenen Bulle / Artic. 8. § 3. & 2. Der Westphälische Frieden-Schluß Artic. 8. § 1. & 2. der Land-Frieden / de An. 1521. item Artic. 2 Des Land-Friedens ausdrücklich darunter allsponiret und decidiret.

Was das Justitz-Wesen in meinen Hertzogthümern und Landen / und in specie das Hoff und Land Gerichte / mit auch was in Dimitt der Executionen Criminales ausgelaßen / und daß die Execution derer Criminal-Urtheilen bey der Justiz Canzley verbindet / und ein höchst ärgerliches und verdrießliches Justitium, zur äusserster Kümmernüß und Ruin vieler nothleidenden Unterthanen / entstanden seyn solte / wie auch ferner die auf eine einseitliche Weyse von mir bedrückte Ritterschafft / als vermeintliche Rebellen, und daß JCH aus erhitzten Gemüthe / ohne vorhero habenden genugsahmen Gewalt zur Ausübung einer Rache / in meine Lande zu revertiren nicht gesinnet sey / betreffet / so ist die Administrirung der Justiz in meinen Landen / währender meiner Regierung / wegfals auf GOTT und des unpartheyisch-gesetzte Land provocirte summos Wissens / nach äusserster Gerechtigkeit observiret; Was das Land- und Hoffgericht belanget / so stehet allezeit in des Regierenden Landes-Herrn Gewalt / solches hin zuverlegen / wohin Er es beliebet / wie die Exempel von wenigen Jahren von meinen Vorfahren in der Regierung dieß Gangniß geben / auch solches gleichfals zur Territorial-Superiorität ohnstreitigst gehöret / und währe wohl nichts jämerlichers vor selbigem Gerichte gewesen / wenn ich es hätte in solchem Stande wollen lassen / daß es von solchen niemahls wäre jährlich bereiset worden / die durch ihr höchst criminelles Verfahren gegen Ihren Landes-Herrn / durch die klahre Reichs Gesetze / in Acht und höchster Pön verfallen gewesen. In Dimitt sind nicht anders als höchstgerechte Actus Criminales vorgenommen / worvon ich niemanden als GOTT der einsten Red- und Antwort zu geben habe / Ich brauche / und den gantzen Reiche zu zeigen / wie Gottlos man mich traduire / den Original-Extract nach Regensburg ans Reich sub N. 1. & 2 gesandt / auch Ewr: Kayserl. Majestät / zu Dero allerhöchsten Belieben gegenwärtig sub Lit. B. & C. beyfüge / und ist wohl zu bedauren / daß auf meine eintzige Vorstellungen bey Ewr: Kayserl Majest. von einem so entsetzlichen Unternehmen / Ich der Leuten nicht Reichs-Gesetz mäßig geschützet worden / also Ewr: Kayserl. Majest. heraus als hergetrieben erscheinen werden / mit was für Unwahrheiten mir die Zerrüttung der Justiz / und ein verdrießliches höchstschädliches Justitium im Lande / äusserst fatentlich imputiret werden wollen; Jngleichen ist mir auch niemahlen im Sinne gekommen / mit einer Macht deßfals in meine Lande zu retourniren / und Rache gegen die Edelleute zu üben / angesehen / wann ich es nicht gethan / und Ewr: Kayserl. Majest. völligste Information von der Gerechtigkeit meiner Sache zu geben / ich schon Gelegenheit gehabt / die Aendrung wieder die Verbrechen in so vielen Jahren / nach Urtheil und Recht / vorzunehmen / da JCH doch wohl Ursache genug habe / bis hieher nicht in meine Lande zu reverriren / in dem ich durch die continuirte Verzögerungen / und in denen Grund-Gesetzen / verletzet werden müssen / verschiedene grausame Verhaftung / und

ANNO 1729.

ANNO 1729.

obngeſcheuet geführte propotente Gewalt meiner Wiederſe-
ther / davon bisher abgehalten worden.

Da nun aus dieſen allen / was an Ihro Kayſerl. Ma-
jeſt. und dem geſambten Reiche von mir / nach den klaren
Inhalt des Reichs-Grund-geſetze ergangen / und wegen des
von GOTT mir anvertrauten Regenten Amtes halber er-
gehen müſſen / die Gerechtigkeit in allen ſich für mich ob-
zuverbeſcheidlich ergiebet: Alſo bin von Ewr Kayſerl. Majeſt.
höchſten Gerechtigkeit ich verſichert / daß Sie mir dieſes
nicht anders als billigſt heiſſen können: Wie ich dann gegen
alles dasjenige / ſo in dem vorhochangeführten Schraiben vom
21ten May c. c. enthalten / lediglich auff die Reichs-Fun-
damental Geſetze provocire / und Ew: Kayſerl. Majeſt. al-
lerhöchſten Verſtehen nach / vermöge ſolchen alles todt und
ab / dann als jetzt / und jetzt als dann ſeyn ſoll und muß /
Immaſſen Ew: Kayſerl. Majeſt. es dermahlen tödten und ab-
thun / und da jetzo die Noth es erfordert / nur / als der be-
ſchwehrten Partey / die gehörige Satisfaction gegen ſolche
Reichs-Geſetz Zerſtöhrer höchſtgerechteſt und gnädigſt angedeyen
laſſen werden / wie ich dann / in ſolcher allerunterthänigſten
Reichs-Geſetzmäßigen Zuverſicht / mittelſt gehöriger Reſervi-
tion meiner Reichs-Fürſtlichen Hoheits-Rechte und Regalien /
auch außerdrücklicher Protestation wieder alles dasjenige / was
denſelben zuwieder iſt / Ew: Kayſerl. Majeſt. der Allwaltenden
Obhut GOttes zu allen Kayſerl. Hochmoldegeben / und Dero
Kayſerl Gnade mich allerunterthänigſt ergebe / und verharre.

Ew. Kayſerl Majeſtät

Dantzig den 15. September.
1728.

Allerunterthänigſter / allergehorſamſter
Fürſt

CARL LEOPOLD

Herzog zu Mecklenburg.

Lit. A. Wie mit denen Land-Ständen in Meck-lenburg entſetzlich verfahren werde / zeigen Ex-tractus der Eingabe der Stadt N.

EWr Hochfürſtl. Durchl. als unſerm gnädigſten Landes-
Herrn und Landes-Vater / können Wir höchſt bedrängte
Unterthanen und Bürger keinen Umgang nehmen / in Unter-
thänigkeit klagend zu eröffnen: wie unbeſchreiblich Wir von
denen in dero Hoch-Fürſtl. Landen ſich aufhaltenden ſo genandten
Lüneburgern bedränget / und mit harten Executionibus
beleget werden / denn / wie an Unſern Ohr dieſen Ew: Hoch-
Fürſtl. Durchl. Hoch- und wohl verordnete Liceut Uns abge-
nommen ward / ſo können wir vor GOTT bezeugen / daß kein
einziger von uns Bürgern darin gewilligt hat; Wie wir denn
auch die Landmeſſung über Unſere Stadt und Felder weder mit
ſeinen Willen haben ergehen laſſen müſſen / und derowegen mit
Militariſcher Execution belegt werden / ja da Wir mit groſſer
Beſtändigkeit unſers Hertzens vernommen / daß das Geld / ſo
uns jetzo abgepreſſet wird / angewandt werden ſoll zu einem un-
rechtigen Proceß / den Ewr Hoch-Fürſtl. Durchl. Vaſallen
und rebellische Unterthanen angeſponnen / ſo haben wir geſandte
Bürger Uns feſt entſchloſſen / nicht das geringſte Geld her-
aus zu geben / obgleich die Execution / als welche ſchon dieſes
ſeyerwehnten Geldes wegen dupliret iſt / nochmahlen verdop-
pelt werde / und wie Uns ſchon in Conſenſu Senatus angedeu-
tet worden / das beordnete Commando in Unſer Stadt rücke.
Gnädigſter Fürſt und Herr. Ew: Hoch-Fürſtl. Durchl. ge-
ben heraus Fürſt Väterlich in Gnaden abzuwenden die auff-
richtige beſtändige Treue / die Wir in Unſern Hertzen gegen Ewr
Hoch-Fürſtl. Durchl. als Unſern Landes Herrn / hegen / wie
wir denn hiemit contestiren / Ewr Hoch-Fürſtl. Durchl bis
in den Tod getreu zu verbleiben / hergegen werden Ew: Hoch-
Fürſtl Durchl. Hocherleuchtet ſehen / wie hart wir wegen ſolcher
Treue wegen in eigenen Landen mit Lüneburgiſchen Militariſchen
Executionibus beſchweret werden / ſo daß wir nicht wiſſen /
wie Wir Uns ferner / bey ſolchen unvermuthlichen Excuſſen
fremdder Völcker / verhalten ſollen / und derhalben gemüſſiget
werden Ew: Hoch-Fürſtl. Durchl als Unſer Ober Herrn / in
aller unterthänigkeit anzuflehen / uns ſo gnädigſt zu erbarmen /
und in Gnaden zu reſolviren / wie Wir uns ferner bey ſolchen
Procedures verhalten ſollen. Die wir eigenhändig unterſchrie-
bene in unverrückter devotion erſterben.

Ewr Hoch-Fürſtl. Durchl.

Supplicanten,
den 19. Junii, 1728.

Unterthänigſte Treu-gehorſamſte Bürgere
der Stadt N.

Lit. B. Extract aus der Original-Urtheil des geweſenen Geheimen Raths von Wolfradt.

IN Inquiſitions-Sachen des Herrman Chriſtian von
Wolfradt, in puncto Crimnis Falſi & Læſæ Majeſta-
tis, erkennen Wir ꝛc. / nach gnädigſt angeholter Rechtlicher
Belehrung / für Recht: daß Inquiſitus, Innhalts der Peinli-
chen Hals-Gerichts-Ordnung Caroli V^ti. und denen Rech-
ten nach / mit dem Schwerdte vom Leben zum Tode zu bringen
ſey.

A. V. R. W.

Daß vorſtehende Urtheil der Ihro gnädigſt zu ertheilenden
Speciel Facti, und denen obangeführten Rechten conform
ſey / ſolches bezeugen Wir hiemit unterthänigſt. Dantzig / den
29. May 1729.

N. N. Doctor.
Ex Juriſt Conſule. nppria.

N. N. Doctor.
Ex Juris Conſule, nppria.

(L. S.) (L. S)

DAß Se. Hoch-Fürſtl. Durchl. der Regierende Herzog zu
Mecklenburg / Herr CARL LEOPOLD, das über Dero
geweſenen Geheimden Rath von Wolfradt von Zweyerleyhan-
den / und mir bekannten / Inſtitutionibus Juris geſprochene / und
mir eigenhändiger Unterſchrifft und Siegel bekräfftigte Ur-
theil / lange vor der Vollenziehung mir / Ihrem Beicht Vater
/ in Originali zu leſen gegeben / zur Versicherung / daß Sie
die gantze Sache mit aller Behutſahmkeit / nach Dero Chriſt-
lich Hoch-Fürſtlichen Gewiſſen / geführet und führen laſſen /
und daß auch dieſer Extract nichts mehr in ſich faſſe / als im
Urtheil enthalten war / bezeuge ich hiemit auff meine Pflicht
und Gewiſſen. Dantzig / den 6. Junii 1728.

(L. S.) Joachim Weickhmann, Doct.
Poſt. zu St. Marien und E. E. Miniſterii
D. A. C. Senior.

WIr unterbenandte Königliche Poßnische geſchworne No-
tarii attestiren / daß obenſtehende Copia Extractus aus
dem Uns in Originali producirten Urtheil / mit denſelben
gegen / nach fleißig geſchehener Collationirung / völlig übereinkom-
me. Wherkund deſſen haben Wir / nebſt Beyfügung Unſe-
rer Notarial-Siegel / ſolches eigenhändig unterſchrieben. Ac-
tum in Dantzig den 10ten Junii 1728.

(L. S.) Jacob Vierhoff,
Sec. Reg. Maj. Polon. Auth.
Notar. publ. jur. nppria.

(L. S.) Eduardus Gourlag,
Sacræ Reg. Majeſt. Polon. Auth.
Notar. Publ. juratus nppria.

L. C.

AN dem Executions Tage / als am 19 Decembr. haben
beyde Inquiſiten, Eickhoff und Gieſen / vor der Ausfüh-
rung / von mir unten geſchrieben / als ihrem Beicht-Vater /
nochmahlen geſtanden / daß / ohne den Zwiſchenungen derer
Briefe / ſie in den Complot mit geweſen / ihrer vier davon
ins Lüneburgiſche gehen / vier aber hier bleiben ſollen / unter denen
vier ins Lüneburgiſch gehenden / der andere Gieſen / wie ihn trug /
wäre er mit geweſen / und unter den vier / ſo hier auf der Veſtung
geblieben / wäre er / der andere Eickhoff / mit geweſen / da
alsdann ihr Vorſatz geweſen / die Wache allhier auf der Veſtung
zu übertrumpeln / die Schlüſſel dem Commendanten zu neh-
men / und die Feſtung zu erobern / darauf die Lüneburger ein-
marchiren / und gewiſſe Gefangene entledigen werden können /
worbey ihnen doch dieſes vorſtellete / das hätte ja ohne Blut-
vergieſſen nicht geſchehen können. Darauf der Eickhoff ant-
wortete: Das hätte wol geſchehen können. Letzlich / da eben
von ihnen weg gehen wolte / ſo ſagte noch der Eickhoff / daß
das / wegen Übertrumpetung der Wache und Wegnehmung der
Schlüſſel von dem Commendanten, und darauf Eroberung
der Feſtung / der Scharff mit einmahl mit Ihm davon ge-
ſprochen / daß es alſo geſchehen müſte. Daß dieſes alſo / bezeu-
get mit meiner eigenen Hand und Pittſchafft Dantzig den
19ten Decembr. 1728.

(L.S.) M. Garlev Luders,
Hoch-Fürſtl Garniſons- und älteſter
Stadt Prediger daſelbſt.

Anhängliche vorläuffige Beantwortung deſjenigen / was nechſthin in einem Impreſſo, unter der Rubric Allergerechteſter Kayſerl. Reſolutionen, zu Regenſburg / und ſonſten / divulgiret worden.

Ihro

ANNO 1729.

Ihro Königl. Kayserl. Majest. ist von des Regierenden Herrn Herzogs CARL LEOPOLDS zu Mecklenburg Hoch-fürstl. Durchl. bey allen / wieder die klare Reichs-Grund-Gesetze / und Wahl-Capitulation / über See zusammen geschlagenen Rechts-Kundigen härtesten Erklärungen / allemahl die unterstellte respective devotion erwiesen / daß Allerhöchst Dieselben Eigene Gerechtigkeits Liebe / Beweguis und Vertheidigung darvon in höchstgnädigster Veneration gänzlich entsprechen werden. Wie nun ermeldter Herr Herzog in solcher devoteste Voraussetzung sich nun so mehr getrösten / als / da unterthänigst / an dem Reichs Täglichen Orte zu Regensburg selbst / die divulgirung eines gewissen impressi, unter der Kubric: Wiengerichtsacten / Sachsen / von unserer Gehaim- und Freundschaft deren Abwesenheiten ausgeflossene / gröbste Verunehrungen und Verläumdungen / nach davon erhaltener ersten Nachricht / baldmöglichst Beylags-Weise vorläufig / kürtzlich gründlich / zu vernichten / und also der zugedachte ärgste Prostitution und Verunglimpfung auf ihre eigne Scheute zu bringen / auch / falls der Reichs-Fiscal zu agiren Befehl erhielte / selbigen zu bedeuten / daß er nicht anders / als wieder die Meineidere der Khralten Reichs-Fürstlichen Würde und Regalien, sein Amt und Geschäffte richten könne / wo ferne er sich / widrigenfalls / nicht selbst des härtesten Criminis wieder die Reichs-Fundamental Gesetze äusserst theilhaftig und mitschuldig machen wolle.

Was in besagten Impresso, zu sonnenklarer unerhörten turbirung und violirung des Herrn Herzogen Durchlauchten Landes-Fürstl. Regalien, Regierung und Hoheits Rechten / durch und durch entdecken: kommt werden / sind die Reichs-Fundamental Gesetze / nebst der bestverwahrten Kayserl. Wahl-Capitulation, selbst erstaunlichst turbiret und violiret / und besteht die unwidersprechlichste refutation hierinn / daß / im Fall doch letztere in ihrer unverbesserlichen ewigen Kraffts und Gültigkeit verbleiben sollen / alle contrarie turbativa & convulsiva nicht anders als unzulässig / nichtig / und von selbsten hinfällig seyn können und müssen / Insonderheit / da sub Lit. A. daselbst ausgeschlossene Anschuldigungen nach einander bezeuget / so ist

Ad 2dum, wegen der incubirter ganz entsetzlichen That-Handlungen / wieder die mit denen Vasallen und Unterthanen errichtete Landes Recesse und Privilegien, der Abgrund in diesen / ad Status Imperii abgehenden / Herzoglichen Circular-Schreiben allbereit dergestalt ad Oculum demonstriret / daß man es dabey nur lediglich bewenden lassen kann / und sind vielmehr die wieder den Herzog geschehene That-Handlungen dermassen entsetzlich / daß von gleichen / aus Europäischer Historie / Unterthanen wieder den Landes-Fürsten Selbst erstunden / Proceduren und Extravaganten im ganzen Römischen Reiche kein Exempel zu finden.

Ad 3tium, daß der Herzog das Justiz-Wesen in seinen Landen nicht zerrüttet / sondern vielmehr / bey aller Gelegenheit seine Collegia zu Pflicht-mäßiger Handhabung von Recht und Gerechtigkeit durch nachdrückliche Reskripta angewiesen, Dieses aber kan wohl eine Zerrüttung des Justiz-Wesens nicht heissen / wenn der Reichs-Hoff-Rat alle nur einlaufende Partheyen maßstäblich genommen / mit Processen und Inhibitionen verfahren / solchem den gehörigen Effect der heilsamen Justiz dadurch gehemmet und zurück gehalten. Wo denn

Ad 4tum, mit der Translocirung derer Regierungs- und Justiz-Collegien von Rostock nach Dömitz / imgleichen des Hoff- und Land-Gerichts von Gustrow nach Schwerin / nichts vorgenommen worden / als was der Territorial-Superiorität zuständig / auch so wohl eigner vorhergen / als anderer Reichs-Stände Nationischer Landes Observanten gemäß / und also / einiger Neuerungen halber / deshalb nicht das geringste Wort zu verlieren ist. Wer hat aber die in specie so genannte Zerstümmelung des Hoff- und Land-Gerichts wohl verursachet? Niemden / auf Anrufen derer wiederspenstigen Ebelleute / die Fürstliche respective Vice Presidenten, Assessores und andere Bediente durch derer hinlängst gnugsahme Arrestirung / von obliegender Nachfolge zurück gehalten / auch die mehreste Acta solicitiales, zu unsäglichem Kummer und Nachtheil vieler Rechtbenöthigten Partheyen / in Bedächtigung genommen und zu gantz sparren verhindert worden. Und ob zwar der Herzog von solcher strengsäumigen Besetzung Seiner Collegiorum, vorangeführter massen / niemanden Rede und Antwort zu geben hat / so würde es wohl eine sonderliche Sache gewesen seyn / wenn eben die Subjecta denen Quartal-Reichs-Tagen Verschuldlich unterworffen solten / welche gegen Ihren Landes-Fürsten selbst in dem criminellsten casu stehen / da indessen besagtes Dicasterium in seiner bestandigen Activität geblieben / und ausser denen Fällen / da die Acta unverantwortlich vorenthalten / oder von angerechten Gerichtern hochstrafliche Aufsichte darüber genommen worden / sich wegen prompter Justiz-Administration nur Fug niemand zu beschweren hat. Daß

ANNO 1729.

Ad 4tum der Herzog seine unterthänige Ritterschafft selbst zum höchsten beleidiget / und sie dennoch nicht angefeindet / auch vor Rebellen und der Reichs-Acht schuldig gerichtet / ist respective in Quæstione facti höchst unwahr / in Quæstione juris aber allerings wahr und richtig / u. müssen die unverletzliche Reichs-Fundamental Gesetze hierin den Ausschlag geben. Das factum besteht / darinnen: daß die Ebelleute / als unterthanen / auf ihres Regierenden Landes-Fürsten Beruffung / und derhenge unter Hand und Siegel Sicherheits ertheilung / durchaus nicht erscheinen wollen / sondern / mit Negirung des Landes-Siegels extra Territorium hohnlachend entsichtet / sich unter Chur-Hannoversche Protection geworffen / daselbst Beyschutz und Subsidien gehoffet / ihre empörische Verstrickungen und Anschläge fortgesetzet / ihre Commembra zu gleichmäßiger Secession aufgewichelt / den Landes Fürsten in publiquen Schrifften als einen Feind und Ruhe-Störer des Reichs / auch sonsten auffs greulichste verlästert / und durch verdammlichste Tücke und intrigues es gar dahin gebracht haben / daß Er in seinen Eigenen Landen mit Friedbrüchiger Gewalt angegriffen / und in die alleräusserste Leidungen / so einem alten Reichs-Fürsten am Würde / Sicherheit / Regalien und Revenüen immer widerfahren können / gebracht worden. Welches ist wohl hier das Beleidigende oder beleidigte Theil? Und auf was für Thaten gehören sonst die in der Guldenen Bull Cap. 14. und der Constitution des Land-Friedens de Anno 1521. Artic. 2. §. 3. & 4. item Artic. 22. ausdrücklich gesetzte Bann und Acht-Verdammungen? Welche der Herzog nicht anders / als mit denen klaren Worten und Expressionen darinnen / in Kayserl. Wahl-Capitulation heiligst bestätiget / Reichs-Grund-Gesetze / allerdings noch appliciret hat.

Ad 5tum, sind bey der dem Herzog geschehen Auffrichtung eines in Dömitz vorgegangenen entsetzlichen Blut-Gerichts / die ungesetzliche äusserste Verwahrungen wohl nicht als entsetzlich / denn wie wegen des von Wolfenden rechtlicher Condemnation und Execution in obiger Beylage N. 4. sub Lit. B. bereits alle zulängliche Nachricht ertheilet / so ist aus nachstehenden Attestato zu ersehen / daß nur der Torcur wieder den Inquisitum Scharffen Ernst wegen durch auf den Leib gegossenen Schwefel / und auf dem Haupt angesteckten Schwefel-Crantz / sondern noch weniger / als noch zu erkundten Gradibus, verfahren worden.

Auff Gnädigstes Verlangen Seiner Hoch Fürstl. Durchl. des Regierenden Herrn Herzogs zu Mecklenburg attestire hiemit / daß / nachdem / vermöge Urthel und Recht / der damahlige Inquisitus David Heinrich Scharff mit der schärffsten Frage beleget werden sollen / und solches bewerckstelligen zu lassen / von Seiner Hoch-Fürstl. Durchl. dem Commendanten Obrist-Lieutenant Erich / dem damahligen Vice-Commendanten Rittmeister Schello, und dem Hauptmann Bessein committiret worden / dieß mir / da ich der Zeiten die Regierungs-Geschäffte in Dömitz besorgen müssen / nach vorgängiger Bedeutung / daß solche schärffste Frage die Gradus der Schnure und Wippe mit sich brächte / den Tag nach geschehener Peinigung berichtet / wie Inquisitus prate mit denen Schnuren belegen / mit der Wippe aber nicht eben wohl zur Hülffe aufgezogen worden / weil er alles zu bekennen angelobet / und ist keine andere Verordnung auf der Hoch-Fürstl. Regierung deßfals ergangen; Worüber ich unter meines Nahmens eigenhändiger Unterschrifft und beygedrucktem Pitschafft. Dantzig / den . Martii 1729.

(L. S.)

Christian David Schröder /

Des Regierenden Herrn Herzogs zu Mecklenburg würckl. Regierungs Canzley-Advocat.

Weil nun dem Inquisito, laut folgenden Extracts der von denen Reichs-Gelahrten ausgesprochenen Condemnation, Befehl: So wäre Inquisitus David Heinrich Scharff / Tit. haltes der Peinlichen Hauß-Gerichts-Ordnung Kayserl. Carolli V. und der Gemeinen Rechte / mit der Strafe der Theilung in Vier Stücke / und deren Aufhenckung an öffentliche Oerter zu belegen.

L. S. W.

nicht die Strafe des Todes / sondern die lebendige Viertheilung zuerkandt worden / derselbe aber / nach obervähnter gutlicher Bekantnuß / vor der Execution Todes verfahren / so ist nachstehendes Hertzogliche Rescript, wegen der Execution an des Uebelthäters Corper / unterm 6ten Decembr. 1729. Justiz mäßig ergangen und vollstrecket.

ANNO 1729.

Dannach der in Peinlicher Inquisition und Hasse nechsthin verstorbene Scharff in gleicher Person bekandt und zugestanden / daß er an der Conspiration schuldig / und der Straffe unterworffen wäre / und dann die Strenge derer Rechte in dergleichen atrocissimis Delictis an die Hand giebt / daß wieder die bekandte oder überwiesene Delinquenten, wann sie gleich vor der Execution dahin gefahren / an ihren Cörpern dasjenige vollenzogen werde / was sie lebendig zu gewärtigen gehabt / Wir auch in diesem Fall der heilsamen Justitz, zu Entreissung und entsetzung mehrerer solcher greulichen Bosheiten / nichts versehen können / noch wollen; So commitimus Wir Euch hiemit in gnädigstem Befehl / daß ihr den Cörper des besagten Inquisiti Scharffen in demjenigen Behältniß / worinne er bisher gewesen / durch den Scharffrichter für einen auf dem unseren Festungs-Platz geordneten Peinlichen Halß-Gerichts verbringen / daselbst zuförderst einen / aus diesem Unsern Rescripto gezogene / Sententz von dem Actuario öffentlich verlesen / darauff den Cörper hinaus führen / und an denselben / am demjenigen nechsten Ohrte / wo derer justificirten Delinquenten Eichhoff und Giesen leiber-Stücke aufgehangen sind / die Viertheilung und Aufhenckung / nebst Aufschlagung des Kopffs auff dem Pfahl / gleicher massen würcklich vollenstrecken lassen / und Uns euren unterthänigsten Bericht ohnverzüglich anhero einsenden solle.

So sind auch die beyde Delinquenten Eichhoff und Giesen durch ein völlig besetztes Kriegs-Gericht / laut nachfolgender Urthel / zu gelindem Zangen-reissen / enthauptung und Viertheilung zwar condemnirt / aber / auff Hertzogliche Milderung und Begnadigung / mit denen Zangen-reissen verschonet / wie nachgesetztes Attestatum beweiset.

Nachdem Anno 1721. wieder die beyde Mousquetiers Eichhoff und Giesen / in puncto verrätherischer Conspiration, von einem nöthig besetzten Kriegs-Gerichte zu Dömitz die hiernechst folgende Condemnatori Urthel zu gelindem Zangen-reissen / Enthauptung und Viertheilung / sampt Aufhenckung an den Land-Strassen ergangen / auch von Hoch-Fürstl. Regierung also committiret / und von mir selbst unterschrieben gewesen / haben Ihro Regierende Hoch-Fürstl. Durchl. zu Mecklenburg belegte Delinquenten dahin begnädiget / daß sie nur allein decolliret und der Urthelmäßige Viertheilung darauff / an die Cörper vollenzogen worden; welches / der Wahrheit gemäß / mit meiner eigenhändigen Unterschrifft und beygedrucktem Pitschafft hiemit attestire. Dantzig / den 2. Martii 1729.

(L. S.)

Johann Conrad Wolff /

Seiner Regierenden Hoch-Fürstl. Durchl. zu Mecklenburg würckl. Regierungs-Rath.

In Inquisitions-Sachen wieder die beyde Mousquetiers Caspar Eichhoffen / und Hinrich Giesen / wegen nicht nur verübelichen Beruff-zwischen-tragens / sondern auch hauptsächlich / wegen gemachten Complots von würcklichen Verrätherey gegen dieser Festung / und Entführung gewisser Gefangenen ꝛc. Hat Ein Hochlöbliches Kriegs-Gerichte / nach verlest- und Erwegung der gehaltenen Protocollen, und der Inquisiten eigenen Bekäntnissen / für Recht erkandt: Daß beyde Inquisiten, nach dem 6ten und 45 Kriegs-Artic. vom Leben zum Tode zu bringen / und zwar in Krafft Kayserl Caroli VI. Peinlicher Hals-Gerichts-Ordnung (Artic. 124.) nechst vorhergegangenen 2. gelinden Zangen-Rissen / zuerkandten / folglich zu urtheilen / und hernach solche Urtheile an den Land-Strassen aufzuhencken / wie Sie denn auch / Ihnen zur wohlverdienten Straffe und andern zum Exempel / Krafft dieses würcklich dahin condemnirt und verurtheilet werden. V. R. W.

Publ. Dömitz /
d. 15 Decembr. Anno 1721.

J. G. Tylli

Seiner Hochfürstl. Durchl. des Regierenden Herrn Hertzogs zu Mecklenburg bestalter Oberster und Commendant der Vestung Dömitz.

J. L. Stahl.

Auditeur.

Daß diese Abschrifft der bey denen Inquisitions-Acten liegenden Original-Urthel gleich-lautend sey / Attestire mit eigenhändiger Nahmens Unterschrifft und Pitschafft ANNO 1729.

Ich Joh. Lud. Stahl,

Guarnisons-Auditeur und Not. Cæsar. publ.

(L. S.)

Ebenmäßig ist der Wahrheit entgegen / daß der gnaden-erlest implorirte und gravirte Bürgermeister Brasch / nach seinem Tode / ausgeschleppet und unter dem Galgen begraben seyn sollen / wie abermahliges Auctatum darthut.

Nachdem der Inquisitus Bürgermeister Jacob Brasch / durante Inquisitione zu Dömitz im Stock-Hause gestorben / und dann der Commendant, Oberst-Lieutenant Erich, bey der Hochfürstl. Regierung die Anfrage gethan / wie Er sich wegen des Cörpers zu verhalten hätte / so ist demselben aus der Hochfürstl. Regierung die Verordnung gegeben / daß er den Verstorbenen Inquisitum Jacob Braschen / da er illum bereits confiniret, und während der inquisition gestorben / durch die Festungs-Gefangene an einem dritten Ohrte solte begraben lassen / wie denn eine andere Ordre auff der Hochfürstl. Regierung nicht ergangen; Warmahlich unter meiner eigenhändigen Unterschrifft und beygedrucktem Pitschafft. Dantzig den 2. Martii 1729.

(L. S.)

Christian David Schreiber /

Seiner Hoch-Fürstl. Durchl. des Regierenden Herrn Hertzogs zu Mecklenburg würckl. Regierungs Cantzley-Rath.

Und weil es hierbey mit der Lästerung so weit gehet / daß auch wieder eben dieses Brasche Ehe-Weib / Verunehrung / Stampen-schlag und ewige Landes-Verweisung ausgeübet seyn solle / da doch derselben / ausser dem unvermeidlichen blossen Arrest / überall nicht das allergeringste Peinliches wiederfahren / sondern sie bis auf diese Stunde in einer eigenen Baraque wohnhafft ist / und solche Alimentirung genisset / deren Entziehung ihr wohl Straffe genug seyn würde / so kan für Kayserl. Majest. es nimmer verantwortet werden / daß man solche offenbahre freche Falsitäten und Unwahrheiten / zu Mosser des Herrn Hertzogs denigrirung / in der Welt / ja in ipso Loco Comitiali, unter dem Nahmen Kayserl. Allergerechtester Resolutionen ausspargen dürffen. Was

Ad primum, damit eigentlich gesiget seyn solle / daß die Execution derer zur Justiz-Canceley eingeschickten Criminal-Urtheile verhindert worden / ist zwar / wegen unterlassener specieller Anführung / nicht zu errathen / stehet aber fest / daß der Oberste Jurisdiction in Criminalibus ein freyes Regale derer Reichs-Stände / und denenselben darinnen / weder durch Appellirung an die Reichs-Gerichte / noch sonsten / einige Turbation und Hinderung zu machen sey; Wobey dann / als einer Ihrem eigenen Gewissen höchst anliegenden wichtigsten Sache / eine jede Christliche Landes-Obrigkeit dasselbe sorgfältig nicht verletzen wird.

Ad secundum, hat der Vorwurff eines veranlassten Beyfalligen / vollkommenen / höchst ärgerlichen und verdächtlichen Justitii keinen Wahrheits Grund / weil der Hertzog zu seinen Landen / auch bey allen gemeinsamen Turbationen, die Justitz Administration in beständigem Lauff und Fortgang erhalten / und was die störende Thätlichkeiten dargegen für Hinderniß gemacht / dafür muß GOTT und dem Hertzog Rechenschafft gegeben werden.

Ad tertium, hat der Herr Hertzog wohl nichts mehr zu beklagen / als daß die angezogene Reichs-Wiederbriefe Kayserl. De- und Additionales nicht so beschaffen gewesen / daß Sie mit Dero gerechtesten Gemüths-Neigung / und denen unverbrüchlichsten Reichs-Grund-Gesetzen übereinkommende gehalten / und also mit sanfft willigst- und schuldigster Nachlebung befolget werden können; Wie aber die wahre Würcklichkeit und Wesenhafftigkeit einer solchen Submission und Parition, wovon die Zumuthung geschehen wollen / in gegenwärtigen Circular-Schreiben Sonnenklahr bereits dargestellet worden / so will man sich darauff in dessfalsiger Kürtze beziehen.

Ad quartum, die angeschuldigte verletzliche Expressiones, und Antastung der Kayserl. Conscientz und Justitz betreffend / hat der Herr Hertzog seine Reichs-Fürstl. Jura, und der Ihr

ANNO 1729.

an darinnen wiederſahrende greuliche Turbationes, allemahlen anders / als mit denen Buchſtäblichen klaren und dürren Worten deren weſentlichen Reichs-Fundamental-Geſetze ausgedrucket und behauptet / und wenn dieſes ein Crimen heiſſen und ſeyn ſolte / müſten / auf die allerungereimteſte Weiſe / ſo wohl die Kayſerl. Höchſte Vorfahren / mit dem gantzen Reiche welche ſothane Reichs-Grund-Geſetze geſtifftet / als auch Kayſerl. Majeſt. Selbſt / welche eben ſolche in ihrer Wahl-Capitulation beſchworen / daran verbrochen haben / auch ſtehet ja wohl nicht zu glauben / daß es mit dem Hrl. Römiſchen Reiche ſchon ſo weit gekommen / daß ein Alter Reichs-Fürſt ſich mehr mehe auf die Leges Imperii fundamentales, und derer obligatoriſche Nachlebung / beziehen dürffte.

Ad tertium, weiß der Herr Herzog Sich der zwiſchen des Hrl. Römiſchen Reichs-Ober-Haupt und Ständen gehörigen Subordination zwar wohl zu beſcheiden / aber auch dieſes / daß der Reichs-Ober-Hauptliche Gewalt Reichs Grund-Geſetz und Capitulations mäßig gehandhabet werden müſſe: Und daß von JHME durchaus kein freyes unumſchränktes Arbitrium, ſondern nur allein der unverrückte Bewahrung und Feſthaltung deer Reichs-Grund-Geſetze intendiret werde / deſtändigſten Dero geſambte Fürſtellung und Erklärungen / wobey Er dann auch

Ad quartum, Auff Sein von GOTT Ihme anvertrautes Regenten-Amt deſto billiger provociren können und müſſen / als Er verſichert / daß dieſe irrotiſche Hausſhaltung nicht ewig dauchen / ſondern dereinſten eine andere folgen werde / da alle vorgewieſene Proponenten und Subordination aufhören wird / Und endlich

Ad quintum, Die ſogenandte Loßzehlung auf der Kayſerl. Commiſſion anrechend / werden ſich von Seiten des Herrn Hertzogen / keine andere Anverdrückungen und Behaltungen finden / als welche die klahre Reichs Grund-Geſetze / nebſt der beſchworenen Kayſerl. Wahl-Capitulation, inſonderheit der unlängſthin ſtiffte Weſtphäliſche Frieden-Schluß mit deutlichen, eigenen Worten an die Hand geben / als in welchem Frieden-Schluß Artic. 17. ausdrücklich mit-enthalten / daß keine Commiſſiones, in petitorio oder poſſeſſorio, weder ſechaen / von deren Chur und Fürſtlichen alten Häuſer unverrückten Regalien und Landes Obrigkeitlichen Gerechtſamen Artic. 8. auf ewig derogirenden / Frieden-Schluß nimahlen erkandt werden / ſondern vielmehr die dagegen mit Rath oder That handelnde / Sie ſeyn Geiſt- oder Weltliche / der Straffe des Friedenbruchs / ipſo Jure & facto, unterworffen ſeyn ſollen.

No. 5.

Copia des Hertzoglichen Schreibens / an die Höchſtlöbl. Reichs-Verſammlung zu Regenſpurg vom 4ten Julii 1728.

Von GOttes Gnaden Wir Carl Leopold / Hertzog zu Mecklenburg / Fürſt zu Wenden / Schwerin und Ratzeburg / auch Graff zu Schwerin / der Lande Roſtock und Stargard Herr ꝛc.

Unſern freundlichen / günſtig und gnädigen Gruß / auch geneigten Willen zuvor.

Hoch- und Wohl-Wledige / Hoch- und Wolgebohrne / Wohl auch Edle / Veſte / Ehrenveſte und Hochgelahrte / des Heil. Römiſchen Reichs Churfürſten / Fürſten und Ständen / auf ſtehenden Reichs-Tage / gevollmächtigte Räthe / Botſchaffter und Geſandte / beſonders liebe Herren / und liebe Beſondere.

DEnen Herren und Ihnen können Wir / unſer allerwichtigſten Angelegenheit nach / hiemit vorſtellig zu machen nicht entübrigt ſeyn / welchermaſſen / wie Uns jederzeit nichts mehr für Augen noch am Hertzen geweſen / als Ihro Römiſch Kayſerl. Majeſt. allen beſonderen allerunterthänigſten Reſpect und Hochachtung zu bezeugen / alſo eben dieſes aller devoteſte Zutragen und Vertrauen Uns auch zu der Entſchlieſſung gebracht / daß Wir / ſogleich nach denen Reichs-Kündigen unterbrochenen Unternehmungen in Unſeren Hertzogthümern und übrigen Landen / Uns in eigener Perſon Anno 1720. nacher Wien begeben / und Höchſtgedachter Kayſerl. Majeſt. in aller Unterthänigkeit die wahre Bewandnis ſolcher Unſer Sache gehörig vorgetragen / da uns dann / bey unſer Sieben Monatlichen anweſenheit / bald nach unſer Ankunfft / die Verſicherung gegeben worden: Kayſerl. Majeſt. hätten einen Courier an den König von Engeland abgefertiget / und deſſen binnen einiger Wochen Zeit einen ſolchen effect, daß wir mit aller Zufriedenheit nach unſern Landen abgehen könten und würden.

ANNO 1729.

Gleich wie aber die Lüneburgiſche Häuſer jederzeit ihr Haupt-Abſehen dahin gerichtet / und / mit ihren Adhærenten, ſich den Nyder-Sächſiſchen Crayß völlig Subject und Dependente zu machen / auch das Werk darauff nicht angefangen geweſen / daran ſo leichtlich wiederumb abzuſtehen / ſondern auf Ihro Kayſerl. Majeſtät ſo allergerechteſte Intention, eine dermaſſen herbe und bittere Declination erfolget / daß / bey damahls noch anhaltenden Hiſpaniſchen Kriege / Wir die Unmöglichkeit gnugſahm vermercket / daß / falls Kayſerl. Majeſt. mit Lüneburg nicht in totum zerfallen ſolten / welches nach damahligen Conjuncturen impracticable geweſen / Wir Uns / in Gedult faſſen / und GOTT / ſambt der Zeit / Unſere gerechte Sache beſchehen müſſen. Welchem nach Wir Unſere importirende Landes-Fürſtl. Angelegenheiten und Gerechtſame / in kräfftiger ſchrifftlicher Vorſtellung / zu allerhöchſten Kayſerlichen Händen / nebſt unterthänigſter Empfehlung zu Reichs-Väterlicher allergerechteſten Curatel und Schutz-Haltung / auch Verſicherung Unſer Reichs-Fürſtlichen unverbrüchlichſten Treue / ſtetts überlaſſen / und Uns darauff im Monath Novembr. nach unſer Veſtung Dömitz wiederum zurück verfüget.

Was Wir nun nach- und nach bißhero an das geſambte Reich / von Zeit zu Zeit / in dring- und erheblichſten Vorſtellungen abgehen laſſen / iſt denen Hohen Mit-Ständen zur Genüge bekandt; Wir haben auch weiter nichts verabſäumet / und / ſo viel müglich / Kayſerl. Majeſt. Höchſten Perſon (wie von Dero allergerechteſten Gemüthe Wir Selbſt / ſo wohl bey öfters gehabten allergnädigſten Audiencen, als Kayſerlichen Munde vernommen / als auch noch aus letzterer unſer Abſchickung gleiche Verſicherung erhalten) mit allerſamlichſten Reſpect und allerhöchſte Hochachtung / ſo für Dero ſelben Wir allemahl gehegt / und bis an unſer Lebens-Ziel hegen werden / allerunaufhörlichſt zu conteſtiren und ſeyn dabey völlig überzeuget geweſen / daß Kayſerl. Majeſt. weder Dero Höchſtbeſchworne Wahl-Capitulation von niemand / alſo auch von Uns / nichts erlangen / noch auch / ob Ihnen / aber Dero Höchſten Hauß etwas dergleichen aus eigener Bewegung gereichen wolte / mit Gefallen ſehen wolten noch könten: Ob aber denen Reichs-Grund-Geſetzen / als der Güldenen Bulle / des Reichs-Friedens in Religion- und Profan-Sachen / auch Münſter- und Oſnabrückiſchen Frieden-Schluß / und Land-Frieden / ſambt Handhabung deſſelben / ingleichen übrigen Capitulations-Articuln und Punckten / etwas zuwieder erlanget und ausgehen würde / das alles / nach dem klaren Buchſtabe des Artic. XVI. Krafftlos / todt und abſeyn ſolte und müſte; Und ſolches mit deſto gegründeter völligſter Zuverſicht / als dem gantzen Römiſchen Reiche bekandt / daß unſer Fürſtliches Hauß / als Eines von denen aller-älteſten / ſeine uhralte Gerechtigkeiten / Vorzüge / Freyheiten / Privilegien, hoher Landes-Obrigkeit / ſo wohl in Geiſtlichen als Weltlichen / Exercitium, Herrſchafften / Regalien, und dieſer aller Poſſeſſion / gantz unſtreitig / ſich auch an das Römiſche Reich freywillig zu Lehn offeriret / von Kayſer zu Kayſer in allen Lehn-Briefen darüber die kräfftigſte Confirmation, und / nebſt übrigen Reichs-Grund-Geſetzen / beſonders in dem Weſtphäliſchen Frieden-Schluß Artic. VIII. §. 1. & 2., gleich andern regierenden Chur- und Fürſtl. alten Häuſern / die ewige Beſtätigung und Verſicherung erhalten haben / daß es dabey in keinen Zeiten / von niemand / unter was Schein es auch immer ſeyn möge / de facto turbiret werden könne / noch ſolle; Folglich Uns / als regierenden Landes-Fürſten / die Gerechtigkeit und Freyheit Tribut anzukündigen / Soldaten zu werben / und zu verpflegen / Landes-Defenſional Verhaltungen zu machen ꝛc. inſonderheit aber ſo wohl mit andern Reichs-Ständen / als Ausländiſchen Puiſſancen, Bündnüſſe zu ſchlieſſen ꝛc. nebſt übrigen alther gebrachten / und durch die Reichs-Fundamental-Conſtitutiones beſtätigten Regalien, gantz ohnwiderſprechlich competire.

Wie Wir nun Unſere Landes Regierung / nach Abſehen Unſers in GOTT ruhenden Herrn Bruders Lbden. in ſolcher Verfaſſung vorgefunden und continuiret / gegen das Hrl. Römiſche Reich aber niemahlen das Geringſte verbrochen / noch unternommen haben / ſo iſt es doch für der gantzen Welt und des geſambten Reichs Augen / welchergeſtalt / während Nordiſchen Kriegs / wieder obbeygemeldte nachdrückliche Reichs-Grund-Geſetze / mit ihnen verfahren / in dem Wir dadurch nicht allein in viele Millionen Schaden geſetzet / und / obgleich bey Kayſerl. Majeſt. und dem Reiche darüber nach ſo viele und eiffrige Vorſtellungen und Anſuchungen geſchehen / ohn alle Hülffe und Erſtattung gelaſſen / ſondern noch dazu / nach Endigung beſagten Kriegs / durch landfriedbrüchige Invaſion deer Chur- und Fürſtlichen Lüneburgiſchen Häuſer / in den Reichs-Ländlichen Zuſtand geſetzet worden / welcher von allen aufrechtgeſinnten Hohen-Mit-Ständen / nach der nehmahls warhafft klärgeſtellten Connexion und Atrocität / wohl nicht anders als höchſtens zu apprehendiren und zu abhorriren ſtehet.

ANNO 1729.

Dieſt / nach allen Umſtänden / inexcuſable landfriedbrüchige Gewalt hat nun / bey übrigen angeführten Inſtrigen und Hinderlaſſen / auch ſogar mit vom Kayſerl. Majeſt. abgeſchworen / und auf ewig für tode und ungültig erklähren / erſchlichenen Reichs-Hofräthlichen Concluſis vermeintlich autoriſiret / und dadurch / nebſt ihren Adhærenten, intendiret werden wollen / es dahin zu bringen / daß ſolche nunmehr ins 3ehende Jahr anhaltende abſcheuliche Beleidigung / nun auf viele Millionen auftragende Beſchädigung / nebſt gänzlicher Aufhebung unſer Landes Verfaſſung / und uhralter Fürſtlichen unſchätzbahrſten Regalien, ihnen nicht allein frey ausgehen / ſondern wohl gar / zu ihrer Verſicherung von Unſeren Landen darüber Adminiſtratores une conſervatoria, une Umſtürzung aller Fundamental-Reichs-Geſetze / und ſich nur formidabler dadurch zu machen / heraus zu bringen und zu unternehmen / die Clerisey / nebſt denen Unterthanen / ihres Erbes erlaſſen zu wollen / der Collegiorum, nebſt der Veſtung Schwerin / ſich zu bemächtigen / und / in Summa / mit Läſterungen und Unwahrheiten gegen Unſere Perſon ſo zu verfahren / als wenn keine Gränzen und Weſentliche Geſetze mehr verhanden; Wo mehr / in ſpecie was die angeſchuldigte ärgerliche Excelſe der Criminal-Jurisdiction zu Dömitz betrift / aus denen Anlagen ſub A. & B. (dieſe ſind ſchon vorhin dem Schreiben ad Imperatorem No. 4. ſub Lit. B. & C. beygefüget) klährlich erſcheint / daß mit denen Peinlichen Inquiſitionen, völlig beſetzten Kriegs-Verhören / Urtheilen und Executionen, über all legaliter proceediret worden; Da denn / bey deſſen erſterem Anbruch am Ruſſiſchen Hofe / Wir ſo gleich nach erhaltener Nachricht Ihro Kayſerl. Majeſt. durch ein allerunterthänigſtes Schreiben / unterm 4ten Febr. laufenden Jahres / wie der beyfolgende Abſchrifft ſub Lit. C. beſcheiniget / (Eben dieſes zu der vorige Beylage ſub N. 2) davon gründliche Vorſtellung gethan.

Wie Wir nun / bey deſſen im Heil. Römiſchen Reiche wohl nie erhörten entſetzlichen Entſchungen und Zuſchauen / Ihro Kayſerl. Majeſt. / als allerwürdigſtem Reichs-Ober Haupt / aufs aller turviolableſt und beſtändigſt zutragende Unſere allerſchuldig- und willigſte allerunterthänigſte Veneration, Devotion und Submiſſion, und daß mit Dero gerechteſten Kayſerlichen Gemühte / ſambt denen ſo wohl Uns ſelbſt / als Unſer Poſterität / aus Kayſerl. höchſten Munde erhaltenen allergnädigſten Erklärungen und Verſicherungen dieſelbe unmöglichſt übereinkommen / noch dannt beſtehen können / in allerreiffſten Reſpect voraus ſehen; So haben Wir das geſicherte Vertrauen / daß alle vor das Teutſche Vatterland / und deſſen uhralte Freyheit / aufrecht geſinnete Reichs-Mit-Stände ſich Unſer wieder das / dem ganzen uhralten Fürſten-Stand zur Läſterung und Verletzung / ausgegangene ſo genandte Copeluſum vom 1ten May dieſes Jahrs (welches / weil es ohne dem überall public gemachet / Wir hergeſchloſſen unnöthig halten) auf gleiche Weiſe mit annehmen / und die gehörige Ahndung / auch exemplariſche Satisfaction, dafür an den Urhebern und Concipienten ehemäßig dergeſtalt nachdrücklichſt ungiren werden / wie es die Reichs-Geſetze und Kayſerl. Wahl-Capitulation Artic. 16. klährlich mit ſich führen. Wir haben alſo gemeinten Hohen Mit-Ständen ſolches gegenwärtlich kund thun wollen / und wie die unumſtößliche Gründe der Göttlichen und Reichs-Fundamental-Geſetze / worauf Wir uns billigſich halten müſſen / darum alle Sicherheit verſprechen / auch dem auffrecht geſinnter Reichs-Mit-Stand und abſtammung ſeyn kan / daß keine uhralte Fürſtl. Regalien dermaſſen im geringſten präſcribiret werden mögen / ſo ſind Wir der geſicherten Zuverſicht / es werden Sich dieſelbe zu nachdrücklichſter Unſer Annehmung / und zuſammen geſetzten Votis und Kräfften / dahin entſchlieſſen / daß des uhralten Reichs-Freyheit in ſeiner unverbrüchlichen Verfaſſung verbleibe / und Wir zur gerechteſten Satisfaction, auch ruhiger Regierung Unſerer Lande / aufs förderſame gelangen.

Inmaſſen denen Herren und Ihnen eben dieſe unſere allerwürdigſte Angelegenheit dahin zugleich beſtens recommendiret wird / davon unſer allein Dero Hohen Herren Principalen, Oberen und Commitenten ohnmaßgeblichen Bericht zu erſtatten / und behufige Inſtructiones einzuholen / ſondern auch unſer Ihnen darüber gedeyliche Conſultationes zu pflegen.

3. Wir reſerviren uns hierbey alle und jede uns und Unſerm uhralten Fürſtlichen Hauſe / nach denen Reichs-Grund-Geſetzen / und notoriſcher Creyß-Territorial-Obſervantz, zuſtändige Landes-Fürſt- und Obrigkeitliche Regalia, Regierungs- und Hoheits-Rechte aufs allergültigſte und vollſtändigſte / Proteſtiren gegen und wieder alle Turbationes, Empreſſe / Kränckungen / und Zumaßungen / in der beſten und kräfftigſten Form / wie ſolches zu Recht immer geſchehen kan / ſoll und mag / und verbleiben übrigens denen Herren und Ihnen zu Erweiſung Freundſchafft und affectionirten / auch Gunſt- und gnädigen Willen jederzeit bereit und beygethan.

Datum Dantzig den 8. Julii Anno 1728.

Der Herren und Ihrer

Freundwilligſter / auch gantz nicht affectionirter

CARL LEOPOLD
Herzog zu Mecklenburg.

ANNO 1729.

N. 6.

Copia Extract: des Chur Mäyntziſchen Reſcripti an Dero Abgeſandten zu Regenſpurg / ſub dato Mayntz den 24. Juli 1728.

DEm Fürſtlichen Mecklenburgiſchen Abgeſandten Lantz Dir / wegen des Dir zugeſtellten Original-Schreibens ad Imperium, und deſſen verlangten Dictatur, gelegentlich bedeuten / daß Wir ſothanes Schreiben / wegen ſeines allzuharten Inhalts / Statibus Imperii nicht communicable finden / ihre dieſes auch Reichs kündig machen / worzu die an denen höchſten Reichs-Gerichten anhängige Sachen nicht ad Comitia zu ziehen ſeyen / und werden ſo wohl aus vorangeregten Original-Schreiben ad Imperium, als auch ab dem demſelben ſub N 3. beygefügten Schreiben an Seiner Kayſerl. Majeſt. / wegen ehemahrigen gar harten Inhalts / ſo viel zu erſehen und zu vermuthen / daß ſich faſt keine Hoffnung zu machen / daß des Herrn Hertzogs zu Mecklenburg Lbden. ſich allerdöchſt erwehnter Seiner Kayſerl. Majeſt. Vorordnungen fügen / und Ihro eine annehmige Submiſſion thun werden / wie Wir Seiner Lbden. doch verſchiedentlich wohlmeynend eingerahten / ſo ermgen Wir auch billiges Bedencken / Ihro der Sache auf ein oder andere Weiſe anzunehmen / geſtalten Wir nicht ſehen / wie wohlermeldter Seiner Lbden / ohne vorangeregte Fügung und Submiſſion, zu helffen / mittelſt deren Ergreiffung aber Sich von Seiner Kayſerl. Majeſt Welterkändigen Milde die gute Hoffnung zu machen / daß Sie des Herrn Hertzogs Lbden. eine conſolable Reſolution allergnädigſt angedeyhen laſſen dörffen / ohne derentwegen anderer Oberen anzugehen.

No. 7.

Copia des ausgelaſſenen / und in Dero Landen publicirten Hertzoglichen Patents, vom 17. Decembr. 1728.

Von GOttes Gnaden Wir Carl Leopold / Regierender Hertzog zu Mecklenburg / Fürſt zu Wenden / Schwerin und Ratzeburg / auch Graff zu Schwerin / der Lande Roſtock und Stargard Herr.

Fügen / nebſt reſpective Entbietung Unſers gnädigen Grußes / Unſern gemahlten Fürſtlichen Collegiis, Civil- und Militair Bedienten / Beamten und Pächtern von Domainen, auch denen von der Ritterſchafft / Bürgermeiſtern / Gerichten / Räthen und Bürgerſchafften in denen Städten / Eltern Superintendenten, Præpoſitis, Paſtoribus, nebſt denen von der Cleriſey abhangenden / Schulhalteſſen / und Baurſchafften in denen Dörffern / und insgemein allen und jeden Unſerer Hertzogthümer / und Lande Unterthanen und Eingeſeſſenen / von was für Stande / Würde / Gewerbe und Weſen ſie immer ſeyn mögen / über das Landsbahe Nachbarckeit / hiedurch zu wiſſen / was geſtalt / bey denen wieder Uns und unſere Hertzogthümer und Lande / Regalien und Reverenzen, heraus Anno 1719. angegangenen / nunmehrigen bey nahe Zehen Jahre fortgewährten Friedbrüchigen und uſurpatoriſchen entſetzlichſten Gewaltthätigkeiten / (welche jetzo Regierende Groß-Britannniſche Königl Majeſtät Selbſt auch allerdings gerechtſt angeſehen / und / daß Sie an demjenigen / was zwiſchen Ihren verſtorbenen Herrn Vatern Majeſt. und Uns paſſiret / keinen Theil nehmen / Großmüthigſt zu declariren geruhet haben /) Unſers apanagirten Bruders Chriſtian Ludwigs, Lbden. ferne Schen genommen / als an ſeinen Land-Regenten gantz verbleibet / und ohne Nachſinnen derer uhralten Landes-Fürſtl. unſchätzbahrſten Regalien und Prærogativen, welche Wir / und Ein jeder Rechtſchaffener Reichs-Fürſt / als des von GOTT ausertrauete höchſte Kleinod / aufs Genauſſenhafftſte zu bewahren von indiſpenſabler Obligenheit erachtet / und ſolches / nechſt der Ehre GOttes / und Landes Wohlfahrt / zum Endzweck Unſer Regierung geſetzet / auch Uns nemahlen in den Sinn kommen laſſen / Unſern getreuen Vaſallen und Unterthanen ihre Privilegia, Freyheiten und Rechte zu kräncken / an Dich / Seinen Regierenden Bruder und rechtmäßigen Landes-Fürſten / Sich auch empfindlich-ärgſte Zumahlungen und Exceſſe feſtſetzt zu vergreiffen. Zu dem Ende nicht allein / ſo wohl zum vorſetzlichen Tort und Nachtheil / als aus weiteren böslichen Abſichten / Unſere Erb- und Pflicht-beſtellung entweichene Miniſtros an Sich gezogen / ſondern auch mit denen ausgeſtoſſenen und criminaliter Eidbrüchigen / ja mit denen Gemeldeſtehenden Ehm- und Fürſtl. Lüneburgiſchen Häuſern ſelbſt / ſich in ſolche Verſtändnüß und Verſtrickung begeben / daß Ihnen / zu Ausführung alles verruffenen Unternehmens / militairiſche Handbietung geleiſtet / eine Guarde von auswärtigen Troupen zu gleichen / und die Gewiſſens-dienſtliche Vorbedeutete

ANNO 1729.

deutet Rähte / in ihrem Jo- und Abwesen / mit Decretirn versehen worden / alle billige / dahero angenommene / Vorschläge wegen einer convenablen Apanagial-Demeure verworffen / und mit allerdings unzuständiger / in allen Reichs-Fürstl. Territoriis ungebräuchlicher / eigenen Auswahl / blos allein auf die Einräumung Unsers Fürstl. Hauses und Andes Grabow / Seines unter Hand und Siegel dagegen ausgestellten bündigsten Abdications- und Entsagungs-Reversus ohngeachtet / mit deßo härterer Obstination bestanden / als Ihm bewust / daß Wir gleich besagtes Fürstl. Haus und Andes / weil dasselbe / wegen immerwährender genauesten Verknüpfung mit denen Landes-Fürstl. besten Wild-Bahnen und Jagd-Gehegden / unentbehrlich / Uns nicht appoehen lassen konten / noch würden / und Er daher um so mehr Praetext und Gelegenheit hätte / mit weitern Animositäten und Desseins weiter Uns auszubrechen / Worauf sichs denn auch dahin geäussert / daß Er / wieder Unsere Permutirung / wo / wie / und wenn es Ihme nur gelüstet / mit Jagen und Waidfällen (dergleichen Unsere in GOTT ruhende Frau Mutter Selbst sich niehmahlen angemasset / sondern mit accurdirter Lieferung vergnügt gewesen) tratzlich fortzufahren / Lüneburgische Millies zur ungerechten Beschädigung dabey gebrauchen / und dadurch so wohl Unserm zur Aufsicht bedrohrten Jagd-Junker nachtrachten / als Unsere eige Förster und Jäger vertreiben / auch / zum Ruin der Waidung / in denen besten Wild-Gehegden / mit Zuziehung einiger rebellischen Edelleute / durch ihre zusammen gebrachte Banneri grosse Allées nach Gefallen austhauen / und also höchstpresentlich das beste Holz niederschlagen lassen: Nach seeligstem Ableiben-vor-wohlerwehnter Fürstl. Frau Mutter Sich in Possession des Uns / nach geendigtem Wittbund / zu Andes Fürstl. freyer Hand und Disposition verledigten Fürstl. Hauses und Amts Grabow eingedrungen versuchet; Zu Unsern / nach genommener rechtmäßigen Possession / dahin reschenden Ministrum, den Justiz-Rath Amkin / sich mit gewaltsamer dalogirung / turbirung und übriger schnöden tractirung / aufs äusserste vergriffen. Die Fürst-Mitterliche Erb-Verlassenschafft zu keiner Theilung kommen lassen wollen / dis / zu Seiner alleinigen Verantwortung / die Ernährung davon erfolget: Nach der Grabauischen Feuers-Brunst / ohne einzige Unsere Vernassenheit und erlaubniß / Unser Fürstl. Sommer-Residentz Schloß Neustadt / mit gewaltsamer Erbrechung / gleichfals de facto occupiret; Denen Lüneburgern / zu ruinirlicher Niederschlagung und Verhandlung der Posthahrsten Todtdeutschen Holtzung Nahe und That gegeben: Nach Ableiben der Fürstl. Strelitzischen / seiner eigene Printzeßin Tochter in Unserm unstreitigen Fürstl. Dominial-Ambte Nähn zur usurpirlichen so genandten Regentin gleichfals eingeschoben / und Unsere / zu Fortsetzung der von jehero unverrücklich beobachteten rechtmäßigen Possession committirt gewesene Bediente mit gewaltsamen Veranstaltungen abgehalten;

Diese und andere / zwar an sich gedachte / Widerdrungen und exorbitantien sind Unsers vorerwehnten Bruders Lieden noch nicht ersättigend gewesen / sondern Er hat sich auch / erstaunlicher aller crimineller Weise / nechsthin als ein vermeintlicher Administrator von Unsern Gänzlich unvertrauten Herzogthümern und Landen aufgeworffen / und unterm 22ten Novembr. laufenden Jahres / die Deputirte von Unsrer Ritter- und Landschafft / mit dem Prädicat von Seinen lieben Getreuen / auf den 15ten dieses Monahts Decembris zu Sich nach Neustadt convociren / und den Inhalt / gleich einem wahren und rechtlichen Regierenden Landes-Fürsten / dahin einrichten lassen; Daß sie über unmaßgebliche Landes Angelegenheiten ihr rechtliches und Patriotisches Gutachten / „ nach angebrachten Vortrag / zu ertheilen / und Seine „ Landes-Väterliche Sorgfalt durch willige Erscheinung und guten Vortrage möglichst zu unterstützen / „ entsolglich die rechte Proben ihres Gehorsahms und „ sinceren Verlangens / künftig in Friede und Ruhe „ unter einer GOTT gefälligen Regierung zu leben / „ kennbahr zu machen / und dagegen Seiner sorgfältigen „ Conservirung aller ihrer habenden Privilegien, Freyheiten / Rechten und Gerechtigkeiten / ohne die geringste Beserguug deren Kränckung / auf Fürstl. „ Versprechen sich jederzeit zu versehen hätten.

Als nun / Einen Reichsmäßigen Fürsten und Regenten dermassen aufrührisch zu turbiren / und einzugreiffen / nach Göttlichen Natur-Völcker- und Reichs-Rechten / von allen gemeinen Verbrechen und Buchten wohl der detestabelste Aus- und Zusammenfluß / auch die atrocität dieses Crimnis mancherley Unterscheidens von Personen zu geringstem schwächer / bey committirung Einiger Hauses Angehörigen / allerverdammlichst ist / der klägeschrifft Auftrag aber durch aus keine legale defension und exculpation mit sich führen mag / anerwogen Unsers Bruders Lieden / und jedermann / es wissen muß / und soll / daß alle dergleichen Ausschreibungen und Erklärungen / Sie heissen Edicta, Decreta, Commissiones, Protectoria, Conservatoria, oder haben sonst Nahmen / Schein und Praetext, wie sie immer wollen / wieder alter Chur- und Fürstl. Häuser Territorial-Superiorität / Dignität / Landes-Obrigkeitliche Regierung / Regalia, und übrige hohe Gerechtsame / in denen Reichs-Fundamental-Gesetzen / besonders in dem / pro Basi & Fundamento, Norma & Forma totius Imperii materiam / Münster- und Osnabrückischen Frieden-Schluß / Land-Frieden / und Kayserlichen Wahl-Capitulation, wie alsdenn / und denen als sehr / ein für allemahl gänzlich cassiret / auf ewig für todt und ab erklaret / und eben also respective pro illegitimi abgeschworen worden / westalls an Ihro Kayserl. Majestt von Uns / in aller demüthigsten und respectueusesten Termenis, solche gründlichste Vorstellungen geschehen / daß Dero allgemeinen Reichs-Väterlichen Obsorgung / Penetration und Remedur Wir Uns vollkommen versichert halten / auch Ihro Königl. Majestt. von Preussen Unsere in simili expungente modo mentionirtes Remonstrationes nicht anders eingesehen und aufgenommen haben können / noch werden / als wir Sie / in Qualität Eines Fürnehmsten Chur-Fürsten / Crayß-Directoris, und nebenhergen Hohen bündigsten Alliirten, Uns darzu alle gerechte Hoffnung geben: Diesem nach vermittelst Wir / unverlezt ferner-richtiger Beybehaltung aller Reichs-Gesetzmäßigen gerechtesten Satisfaction und Competencien, Unsere anfangs bedeutete fämtliche Collegia, Militair- und übrige Bediente / Beamten / Unterthanen / Magistraten / Gerichte / Clenkey / Bürger- und Bauerschafften / und insgemein alle und jede Unsere Unterthanen und Landes-Eingesessene / und gebieten denenselben hiemit / sämbt und sonders / bey Vermeydung Unser grössesten Ungnade / auch bey unnachläßiger ernstlichen Ahndung und Bestraffung / an Ehren / Gütern / Leib und Leben / daß sie durch mehrermelten Unsers Bruders Christian Ludwigs Lieden / in seinen criminellesten Unternehmungen / sich auf keinerley Weise / unter solchem Landes-Väterlichen Decknandtel / in der That Landes Verräterisch / ire machen / noch im geringsten einiges Gehör oder Verbott von Demselbigen annehmen und befolgen / weniger auf Dessen Beruffung erscheinen / und sich aus Denselben auf einige Arth und Weise / zu verleiten / oder sonsten anlassen / sondern Uns / als Ihren von GOTT vorgesetzten einzigen / wahren und rechtmäßigen Landes-Fürsten / mit schuldigster Treue / Pflicht / Gehorsahm und Folge beständig anhangen sollen.

Zu welcher Kundmachung und Erreichung Unsers gerechtgnädigsten Willens / nach Entkräfftung aller hinkünftigen Ausflucht / von Unwissenheit / oder nicht erhaltenen gemüthaffter Beyspruch / Wir Gegenwärtiges von Uns eigenhändig Unterschriebenes / und mit Unserm Landes-Fürstl. Insiegel bestärcktes Patent zu öffentlichen Druck befördert / und ist Unsern gesamdten Herzogthümern und Landen / aller dienlichen Orthen / affigiren und publiciren zu lassen befohlen worden. Gegeben Dantzig / den 27. Decembris Anno 1728.

CARL LEOPOLD,

Regierender Herzog zu Mecklenburg.

(L. S.)

No. 8.

Extract des An. 1708. zwischen dem damahligen König von Pꝛeussen / und Chur-Fürsten von Brandenburg FRIEDERICH, und Regierenden Hertzog von Mecklenburg / FRIEDERICH WILHELM, geschlossenen Pacti perpetui, und / zufolge dessen / von dem jetzigen König von Pꝛeussen / und Chur-Fürsten von Brandenburg / Herrn FRIEDERICH WILHELM, und dem Regierendem Hertzog zu Mecklenburg / Herrn CARL LEOPOLD, ferner bestätigten Allianꝛtz-Tractats, sub dato Berlin den 14. Decembꝛ. 1717.

WIr / von Gottes Gnaden / König / und Unsere Successoꝛen an der Crone / und Chur / wollen auch den Hertzog / und das Fürstliche Hauß Mecklenburg dahin / auf beschehene Ansuchen und Begehren / zu Recht und ausser Gerichte / jedermann / eine wie vertreten und schützen / daß Dieselbe von Ihren Vasallis und Unterthanen alle Jahrlich solche Contribution und Collecten erheben und genossen können / wie es andern Reichs Chur- und Fürsten / nach Maaßgebung der Reichs-Constitutionen / und Kayserl. Wahl-Capitulationen / und insonderheit / so viel auch die Landes-Defension betrifft / allerdings eignet / gebühret und zustehet / Und damit nun

Wir / die Hertzog und Unsere Successoꝛen an der Regierung / dessen allen und so mehr gesichert / und zu solchen Unsern Fürstlichen Hohen Gerechtsamen und Regalien in keine Weise gehindert / noch beunruhiget werden mögen; So versichern Wir / der König / vor Uns und Unsere Successoꝛen hiemit / daß / im Fall des Hertzogs Ritterschafft und Unterthanen / wegen dessen / so hierunter geschrieben / an den Kayserl. Reichs-Hoff-Rath recurriren / und dasselbe dawider

Ll 3 Mit-

ANNO 1729. Verordnungen/ es ſeyen Mandata, Reſcripta, Protocolla, Conſervatoria, oder wie es Nahmen haben möge/ auszubringen ſuchen ſolte/ Wir ſo dann zu forderſt durch Unſere Officia bey Ihro Kayſerl. Majeſt. und dem Reiche es dahin zu bringen bemühet ſeyn wollen/ daß ſothane Verordnungen entweder nicht erfolgen/ oder in ſuſpenſo gehalten/ oder auch/ auff allem unverhofften widrigen fall/ nicht zur Execution, nach Anleitung der heilſamen Reichs Verfaſſungen/ und Kayſerl: Wahl-Capitulationen, und in Anſehung/ daß keiner anderen/ einiger maſſen conſiderablen, Reichs-Ständen dergleichen Entſetzungen geſchehen/ gebracht werden ſollen. Im Fall aber demnach/ ſolchem zu wider/ dergleichen gefährliche Machinationes von jemanden/ wer der auch ſeyn möchte/ erfolgen/ und uns Beyde zu rechten/ geſuchet würden/ ſo wollen Wir/ der König/ und Unſere Succeſſores an der Cron und Chur/ hiermit Ihme dem Hertzogen/ auf Deſſen Anzeige und Begehren/ Kräfftigſt beſtreiten.

No. 9.

Copia Schreibens des Königs in Preuſſen Majeſtät an den Regierenden Herrn Hertzog zu Mecklenburg/ ſub dato Berlin den 9. Novembr. 1728.

Von GOttes Gnaden FRIEDERICH WILHELM, König in Preuſſen/ Marggraff zu Brandenburg/ des Heil. Römiſch. Reichs Ertz-Cämmerer und Chur-Fürſt; Souverainer Printz von Oranien/ Neuſchatel und Valengin/ in Geldern/ zu Magdeburg/ Cleve/ Jülich/ Berge/ Mecklenburg/ Stettin/ Pommern/ der Caſſuben und Wenden/ auch in Schleſien zu Croſſen Hertzog; Burggraff zu Nürnberg/ Fürſt zu Halberſtadt/ Minden/ Camin/ Wenden/ Schwerin/ Ratzeburg und Mörs/ Graff zu Hohenzollern/ Ruppin/ der Marck/ Ravensberg/ Hohenſtein/ Tecklenburg/ Schwerin/ Lingen/ Büren und Leerdam/ Marquis zu der Vehre und Vliſſingen/ Herr zu Ravenſtein/ der Lande Roſtock/ Stargard/ Lauenburg/ Bütow/ Arlay und Breda, ꝛc. Unſere Freundſchafft/ und was Wir mehr Liebes und Gutes vermögen/ zuvor.

Durchlauchtiger Fürſt/ Freundlich lieber Vetter.

WIr beklagen nicht wenig/ daß Ihro Kayſerl. Majeſt. Sich genöthiget befunden/ zu den neulichen/ wegen Adminiſtrirung Eurer Durchl. Fürſtl. Lande/ gemachten Provisional Verordnungen zu ſchreiten/ zweiffeln aber doch keines weges/ daß Euer Dnrchl./ da es von Ihro Selbſt lediglich dependiret/ daher Anlaß und Gelegenheit nehmen werden/ durch einen denen Kayſerl. vorhin erlaſſenen gemäſſen Beſchluß inſtehende völlige Parition, und zu Ihro Kayſerl: Majeſt: Reichs-Väterlichen Gnade und Clemenz-nahmende Zuflucht/ Sich äuſſer allen embarras, und in den vorigen Ruhe-Stand wiederumb zu ſetzen.

Es wird Uns ſolches/ aus aufrichtiger vor Eure Durchl. habenden/ Freund-Vetterl. Affection, ſehr erfreuen: Inzwiſchen aber haben Wir Euer Durchl: hierdurch bekandt/ machen wollen/ daß/ nachdem Ihro Kayſerl. Majeſt./ bey erwehnter mit der Fürſtl: Mecklenburgiſchen Landes-Regierung gemachten neuen Einrichtung/ gut und nöthig gefunden/ uns/ als Hertzoge zu Magdeburg/ und des Nieder-Sächſiſchen Creyſes dermahligem Directori Actorii, ſolche Commiſſion aufzutragen/ als aus dem Kayſerl: desfalls an uns ergangenen/ Copeyl. habey gefügten Reſcripto vom 10ten May/ laufenden Jahres mehrern Inhalts zu erſehen/ Wir uns nicht haben entbrechen können/ dieſer Commiſſion uns zu unterziehen/ in dem feſten Vorſatz/ Ihro Kayſerliche Majeſt: dabey führenden intention, welche Wir nicht anders/ als billig/ nöthig/ und dem Kayſerl. Ober-Richteramt Ambt überall gemäß zu ſeyn befinden/ ein Genügen zu thun.

Wir wollen aber nicht hoffen/ daß Euer Durchl: durch einiges Ihro Kayſerl. Majeſt. Verordnungen zu wiederlauffendes Unternehmen/ Uns Urſach geben und neceſſitiren werden/ den effect dieſer Unſerer abhabenden Kayſerl: Commiſſion gegen Dieſelbe zu wenden/ als wovon Wir Euer Durchl./ zu Verhütung des Ihro ſonſt anhängenden noch gröſſern Unglücks/ hiedurch freundl: und wohlmeynend dehortiren haben wollen. Verbleiben Ihro auch im übrigen zu Erweiſung aller angenehmen Gefälligkeiten ſtets geneigſt. Berlin/ den 9ten Nov. 1728. ANNO 1729.

Euer Durchl.

Freundwilliger Bruder

F. Wilhelm.

Ilgen.

Angefügte Copia des Kayſerl. Reſcripti, vom 10ten May 1728. an den König von Preuſſen.

CAROLUS

cum reliqv:

EW: Lbden. bleibet hierdurch ohnverhalten/ was geſtalten Wir/ wegen deren/ zwiſchen des Hertzogen CARL LEOPOLDS zu Mecklenburg Lbden. und der Mecklenburgiſchen Ritter- und Landſchafft/ fortgedauerten Mißhelligkeiten/ Unſer Kayſerl. Conſervatorium auf das Chur- und Fürſtl. Hauß Braunſchweig-Lüneburg deretes unterm 25. Octobr. 1717. erkandt haben. Und wie Wir nun ſolch Unſer Kayſerl. Conſervatorium, aus beſonderer Kayſerl. Bewegniß und Vertrauen/ auf Ew. Lbden. als Hertzogen zu Magdeburg/ und Mitausſchreibenden Fürſten des Nieder-Sächſiſchen Creyſes/ an heute extendiret haben; Alſo verſehen Wir Uns zu Ew. Lbden./ Sie werden dieſen Unſern Kayſerl. Auffrag willig auf- und annehmen/ und deſſelben Sich unterziehen/ ſolchen/ in Krafft Unſers Dero ſelben hiedurch ertheilenden Kayſerl. Gewalts/ mit Unſeren übrigen Kayſerl. Conſervatoren, ſambt und ſonders/ die dabey zum Zweck geſetzte Sicherheit des Hertzogen CHRISTIAN LUDWIGS zu Mecklenburg Lbden/ als Unſers angeordneten Kayſerl. Adminiſtratoria, ingleichen derer geſambten Mecklenburgiſchen Land-Ständen/ Aemtern/ und derer Bedienten/ Militz und Unterthanen/ denenſelben/ ohne Annahm/ bedürffenden Falls/ gegen alle und jede/ an der andern Seiten etwa vorkommende/ Eigenmächtige Gewalt/ durch genugſame Reichs-Conſtitutions mäßige Mittel/ würcklich angedeyen laſſen/ dabenchen ſonſt Unſern weitern Kayſerl. Auftrag mit behörigen Nachdruck vollziehen. Immaſſen Wir auch von Ew. Lbden/ als Dero Wolfahrt/ hierinnen umbſtändlichen Bericht forderſamſt gewärtigen/ und verbleiben Dieſelben ꝛc.

Laxenburg den 11. May, 1728.

No. 10.

Copia Antwort-Schreibens des Regierenden Herrn Hertzogs zu Mecklenburg an den König von Preuſſen/ ſub dato Dantzig den 17. Novembr. 1728.

Durchlauchtigſter Großmächtigſter König/ freundlich vielgeliebter/ Hochgeehrteſter Herr Vetter.

AUs Ew: Königl. Majeſt. Geehrteſten Zuſchreiben vom 9. Novembr. habe Ich des mehrern vernommen/ was Ihro/ ſo wohl in Anſehe derer gegenſt und unterm 11. May laufſenden Jahres ausgegangenen/ erſtaunlich gravirenden/ Reichs-Hoff-Räthlichen Concluſorum, zugemuthet werden/ als auch/ was Sie dieſfals an mich gelangen zu laſſen beliehen wollen.

Wie nun dieſe emergentien mit die völlige Ueberzeugung machen/ das Meine Feinde und Widerwärtige/ zu vermeintlicher Erreichung deſſengen/ welches ihrem Zweck am meiſten im Wege zuſtehen geſchienen/ auch dieſen Verſuch gethan/ Ew: Königl. Majeſt. von Mir ſolcher Geſtalt ab und in ihre Verſtändniſſe mit hinein zu ziehen/ ſo gereicht Mir zu ſonderbahrer Conſolatioo und Stärckung Meines ſchertzigen Vertrauens/ daß Ew: Königl. Majeſt. Mir nicht allein die Juſtitz erweiſen/ Mich wegen ſolcher unerhörten Procedures zu beklagen/ und von Ihro Kayſerl. Majeſt. Reichs-Väterlichen Gerechtigkeit/ Gnade und Clemenz, wegen Terminirung alles embarras, und reſtituirung des vorigen Ruhe-Standes/ in gnädigſte Anverſicht zu ſetzen/ ſondern auch/ wenn ſolches geſchehen werde/ aus aufrichtiger vor Mir habenden Freund-Vetterl. Affection, Dero Beförderer Freude darüber allergnädigſt zu verſichern.

Ich erkenne Mich deſſe umb ſo mehr ſchuldigſt und hochgeneigſt verbunden/ als Ew: Königl. Majeſt. beliebige Anweiſung mit Meiner Verhaltung übereins trifft. Denn/ wie das von Ew: Königl. Majeſt. billigſt pro fundamento angezogene Kayſerl. Ober-Richterliche Ambt weſentlich hierin beſtehet/ daß die Höchſte Kayſerl. Würde und Autorität/ auch

ANNO 1729.

nach Maaßgebung ferner Reichs Grund-Geſetze / als Nahmentlich der Güldenen Bulle / des Land-Friedens / Weſtphäliſchen Frieden-Schluſſes / Reichs Abſtrate / und darüber ſo wohl Gehorſam- und Pacta-weiſe abgehandelten / als von Kayſerl. Majeſt. benigſt beſchworenen Wahl-Capitulation, lebiglich gehandhabet / folglich ein ieder Reichs-Stand bey ſeinen / darinn unverbrüchlichſt ſtabilirten alten Landes-Obrigkeitlichen Regalien, Herrlich- und Gerechtigkeiten unverbrüchlich aufrecht erhalten / und dabey wieder unbefugliche Eingriffe / Gewalt und Beleidigung Kräfftigſt geſchützet werden ſoll und muß / ſo ruhet Ewr. Königl. Majeſt. vor allen andern Fürnehmen Reichs-Mit-Ständen in beſter Wiſſenſchafft / daß Ich nach denen / wieder den höchſterwünſchten Land-Frieden / Weſtphäliſchen Frieden-Schluß / und Kayſerliche Wahl-Capitulation, gegen Mich und Meine Uhralte Regalia, auch geſambte Lande und Leute / vorgegangenen entſetzlichſten Bergreiffungen / den gehörigen rechten Weg eingeſchlagen / und ſo wohl bey Kayſerl. Majeſt. als dem Reiche / Reichs-Geſetzmäßige Aſſiſtentz und Manutenentz dagegen nicht allein obligemäßig geſuchet / ſondern auch ſothane Meine höchſtdringlichſte Imolorationes und rechtmäßiges bis auf dieſe Stunde unabläßig hergeſtalt fort geſetzet habe / daß Mir nur keinen Nachſtunen zu erreichen / wie Ich hierunter weiter Kayſerl. Majeſt. allerſchuldigſt nicht hofiren / oder denen Reichs-Grund-Geſetzen Mich anders und beſſer conformiren ſollen. Denn / was Kayſerl. Majeſt. Reichs-Hofrecht, Gnade und Clemenz anbelanget / habe Ich GOttlob wiſſend- und erweißlich meinerſeits etwas beizumitzen / weshalb Ich dieſelbe verſichert / ſondern / wie eben dieſe Kayſerl. Gnade und Clemenz von Dero Höchſten Kayſerl. Ambte / und Dieſes ebenmäßig von denen Reichs-Grund-Geſetzen / und Kayſerl. Wahl-Capitulation inſeparabel iſt / meinete Ich eben darzu meine beſtändige Zuſtandt / weiß auch von Dero Reichs-Väterlichen Gerechtigkeit / Gnade und Clemenz nur keine andere Vorſtellung und Verſicherung zu machen / als daß Sie mit Meiner wohlmeinlichſten aller devoteſten Erklärung einer ſolchen geſtaltſamen Paſſion und Submiſſion, welche Allerhöchſt Ihro von allen andern Reſtirenden alten Chur und Fürſtlichen Häuſern Reichs-Geſetz und Cranß-Obſervantzmäßig / ſo wohl in Regalien-Sachen / als ſonſt überall geleiſtet wird / Allergnädigſt zu frieden ſeyn / mich aber auf eine alſo genannte arbitrariſche Paſſion, welche Mich von denen Reichs-Grund-Geſetzen und Mitgenuß derer / gleich andern vorberegten alten Häuſern / unverletzlichſt zuſtändigen uhralten Regalien, nur unſchätzbaren unwiederbringlichen Verluſt / ausſchlieſſen müſte / damit anziehen werden. Inmaaßen ſich hierbey keine Dritte Behörde finden kann / ſondern / ſo wahr und Notoriſch es iſt / daß Allerhöchſt beſagte Kayſerl. Maj. andern alten Chur und Fürſtl. Häuſern keine Submiſſion und Paſſion weiter Sie in ihren Landes Fürſtl. Regalien vorbetitet / oder derſelben verluſtig machet / zumuthen / ſo wahr iſt es auch / daß ſolches bey mir / und meinem alten Fürſtlichen Hauſe / ohne Umſtoß der ganzen Reichs-Verfaſſung / nicht geſchehen könne / und bin von Ewr. Königl. Majeſt. Erkenntnuß / und für die invioladle Würdigkeit und aufrecht Erhaltung alter Reichs Fürſtlichen Häuſer begehrten Äquanimitæt, Ich ſonſtchen verſichert / daß es mir der von Ihro erwehnten völligen Paſſion nur nach ſolchen wohlmeinlichſten Gründen / und anders nicht gemeinet ſey.

Wann nun / anſtatt gerechteſter Fürwaltung und Durchdringung verſicherter unverſtörlichſten Reichs-Grund-Geſetze / es mit Meiner Gravirung wegen Kayſerl. Majeſt. Selbſt getroffene Gerechtigkeits Liebe jederzeit ausbeſcheiden / und mit allergehorſambſter Veneration erkandt und verehret bleibet / noch weiter anzeigen; So iſt bey Ansetzung Dero Kayſerl. Regierung ein für allemahl allergerechteſt declarirt / daß dem Weſtphäliſchen Frieden Schluß / Land-Frieden / und übrigen Reichs-Fundamental-Geſetzen zuwieder nichts gültiges erſehen kan / dahero die grauſame Facta derer Lüneburger / wie auch Decreta von 1708. und 11. May dieſes Jahres / in ihren wahren Gründen und Eigenſchafften werden genommen / und Reichs-Geſetz-mäßige Satisfaction der auf ſo viel Millionen anbetragenden Beſchädigung / auch wegen zuthuung meiner ſchädlichen uhralten Landes-Fürſtlichen Regalien, unwiederſprechlich geſchehen müſſen.

Ob auch gleich alles erſtmählichen Geſchäfftigkeiten hier mit hinzufügen werden wollen / daß Ewr. Königl. Majeſt. / als Herzogen zu Magdeburg / und des Nieder Sächſiſchen Creyſes dermahligem Directorii Agenti, darüber ein Mit-auftrag geſchehen / ſo würde doch Ewr. Königl. Majeſt. ſelbſt / und meinem Ihro zuſtragenden wahren Vertrauen / Ich unverantwortlich viel zu nahe thun / wenn mir auch nur einen Schmertzen beytrauen dieſe / daß Sie / als ein Gekröntes Haupt / und fürnehmſter Reichs-Mit-Stand / ja auch über dieſes als ein mit mir / über eben ſolchen Punkten und Fällen / in einem Bündigſten Pacto Perpetuo, Reichs Ausdrucksmaſſen / ſtehender Hoher Alliirter / ſich durch einige Abſichten bewegen laſſen ſolten / in ſolche angeſonnene Implicirung zu gehehlen / welche / gleich dem Haupt Geſchäffte und Antrag ſelbſt / in denen Reichs-Grund-Geſetzen und der Kayſerl. Wahl-Capitulation für reſpective Unſtatthafft / nichtig / Todt und abe / ſeie als dann / und denn als jetzt / ein für allemahl erkläret werden.

Denn / was es nach Natur-Göt- und Menſchlichen Rechten auf ſich habe / wenn ein Printz vom Hauſe der Lüneburgiſchen Regierungs Begierde vor der Zeit den Zügel fliegen laſſet / und daß EW ſolchen falls im geringſten nicht anders / als ein ieder / welcher den erdenklichſten Regierenden Landes Herrn mit ſolchem verdammlichſten Crimine ſich vergreiffender Privat Unterthan / zu conſideriren ſtehe / auch was in gantzen Römiſchen Reiche / ja in der gantzen Chriſtenheit / bey Regierenden Häuſern für ungeheure Conſequentien hieraus zu gewärtigen / darüber will Ewr. Königl. Majeſt. Hocherlauchteſten Penetration und breiterer Vorſtellung nicht beſchwerlich fallen / leicht zu ermeſſen des gänzlichen Vertrauens / Ewr. Königl. Majeſt. werden den am Schluß des Kayſerl. Reſcripti Ihro auffgegebenen umſtändlichen Bericht an Ihro Kayſerl. Majeſt. dergeſtalt zuſaſſen und einrichten gerühen / wie es denen immerdar löblichſten Reichs-Grund-Geſetzen / meinen darwieder äuſſerſt gerichteten alten Reichs Fürſtl. Gerechtſamen / und Ihro Alhanſa-Kundigen Hohen Verſicherungen gemäß iſt.

Deſſen gnädigſte Ewr. Königl. Majeſt. Ich / unter herzlichſten Anwunſch beſtändigen Königlichen Hochergehens / nach zu vermöglichſt-gnädigſter Fürſorge beſtens empfehle / und in unabläßlicher Ergebenheit bis an mein Lebens-Ziel verbleibe

Ewer. Königl. Majeſtät

Dantzig den 17. Novembris 1728.

Dienſtwilligſter Vetter und Diener

CARL LEOPOLD

Herzog zu Mecklenburg.

No. II.

Von Gottes Gnaden Wir Chriſtian Ludwig Herzog zu Mecklenburg ꝛc. ꝛc.

auch jetziger Zeit Kayſerlicher ADMINISTRATOR.

UNſern Gnädigſten Gruß zuvor. Veſte / Ehrbahre Ehrſame / liebe Getreue. Aus dem Wortlichen Eingange des Ihro Kayſerl. Majeſt. allergnädigſten Reſcripti inhaltivi, vom 20ten paſſato jetzlaufenden 17-ten Jahres / wird E. E. Ritter- und Landſchafft des mehrern erſehen / was geſtalt vor-hochgedachte Ihro Kayſerl. Majeſt. / Unſer diſeritzigen allerunterthänigſten Vorſtellung und E. E. Ritter- und Landſchafft eingewandten vermeinten Entſchuldigung ohngeachtet / dennoch in allerdeſto gnaden gefällig geweſen / UNS anderweitig aufzutragen / auff eine darzu anberaumende Tagfahrt über dem puncto eines AUTHORITATE CÆSAREA zu verſtändigenden Landtages / und darzu / wie auch ſonſten / erforderlichen Securität / auch wieder herzuſtellenden Ruheſtandes bey gantzen Landes / und was dem anhängig / in conformität Dero Reichs Väterlichen intent on einen ſolchen / proponiret werden dürffte / uns mit Ihrem Räthlichen Gutbefinden / und Ihro Kayſerl. Majeſt. Reichs Väterlichen Abſicht zuſtimmigen Erklärung an die Hand zu gehen / anhero zu ſenden. Wie WIR nun unſers Orths dieſes allergnädigſten Kayſerl. Anſinnung allergehorſamſt Folge zu leiſten unſerer darvorſtehenden Obligenheit befinden / und Sie zu obigen Ende auff den 27. kommenden Monahts Octobris, alßdann durch genugſame Gevollmächtigte ihres Mittels / wenn Abends vorhero Sie ſich gebührend anmelden haben / in kraft dieſes unſers anderweitigen Convocations-Schreibens anhero gnädigſt erfordern; So ſind WIR der gnädigſten Zuverſicht / E. E. Ritter- und Landſchafft werde / zu Ihro Kayſerl. Majeſt. allerunterthänigſten Reſpect, und Unſer gnädigſten Gefälligkeit / wie auch zu Beförderung dem gantzen Lande hochſtnöthigen Ruhe-ſtandes / ſich ſo dann willigſt einfinden / und übernehmen praeconſultationibus, mit Ertheilung Ihres Räthlichen Gutachtens / bergeſtalt nicht difficultiren / welches Wir Ihro Kayſerl. Majeſt. allerunterthänigſt anzumelden / und für Uns und Hochſtdieſelt. Hulde und Gnade / als worum WIR Ihnen ſolchen falß zugethan verbleiben / hinwiederum zu erkennen / nicht ermangeln werden / noch wollen. Gegeben in Bützow den 28. Sept. 1729.

Chriſtian Ludwig H. z. M.

Denen Veſten / Ehrbahren / Ehrſamen / Unſer lieben Getreuen Ritter und Landſchafft Unſerer Hertzogthümer Mecklenburg / ſämtlichen Deputirten in Unſer Erb-unterthänigſten Stadt Roſtock.

Re-

ANNO 1729.

Reſcriptum Cæſareum an den Herrn Hertzog Chriſtian Ludwig zu Mecklenburg/ als Kayſerl. Adminiſtratorem.

In Sachen/

Mecklenburgiſcher Ritter- und Landſchafft/ Contra den Herrn Hertzog zu Mecklenburg. de dato Wien den 30. Auguſti 1729.

CARL der VI. (&c.&c.) Nachdem WIR aus den von Dr. Ehd. erſtatteten Berichten und geſchehenen Anzeigen/ die von Uns Derſelben auffgetragene Kayſerl. Adminiſtration der Mecklenburg. Landen betreffend/ in Unterthänigkeit haben vortragen laſſen/ Als haben Wir gnädigſt für gut befunden/ Dr. Ehd. hiermit den Antrag dahin zuthun/ daß SIE/ nach Beſchaffenheit gegenwärtiger Situation, extra ordinem, in Koſtbot den Landtag halten/ oder auch/ wenn deſſelbigen wegen der darin noch befindenden Subdelegation, ſelbige extraordinaire Veranſtaltung nicht thunlich ſeyn möchte/ vor ſolche Haltung des Landtages forderſamſt mit der Fiſcal- und Landſchafft über eine gnugſame Securität/ vermittelſt reciprocirung einer vormahls durch geweſenen Land-MILICE, ingleichen Behandlung mehreren Soldaten und andern Reichs-Stand/ nach Befindung mündlich oder ſchrifftlich ſich vernehmen/ hierauf einen ſichern Schluß faſſen/ und an Würcklichkeit ſetzen. Dahenhero haben Uns Dr. Ehd. ob/ und was maßen ein oder das andere geſchehen/ oder ſonſt noch fürzunehmen ſey/ forderſamſt unterthänigſt zu berichten/ und dahingegen bey denen wegen einer Appanagen- und adminiſtrations-Gebühr in denen Exhibitis vom 26ten und 28ſten Junii jüngſthin geſchehenen Vorſchlägen ein und andere erhebliche Bedenckligkeit ſich ereignen will/ So ſind Wir dieſelbe der gnädigſten Meynung/ erträglicher zu ſeyn/ daß Dr. Ehd. davon abſtehen. So viel demnach die Sache wegen des Böhnenſchen Landtages/ und dabey in puncto Contributionis bey dem Cloſter Rühne entſtandenen Streits anbelanget; ſo haben Dr. Ehd. ſelbige mit den dabey vorkommenden Umſtänden anderweit dienlich zu unterſuchen/ und hierüber Dero unterthänigſte Verſtellung und Rähtliches Gutachten zu Unſer fernern Kayſerl. Erkäntniß einzuſchicken/ zu welchem Ende Wir gnädigſt befohlen haben/ den in Copia hiebey kommenen Bericht/ welchen Uns der Chur-Hannoveriſche Abgeſandter/ Freyherr von Huldenberg, unterm preſſer vom 30. Maji a. c. dieſer Sache halber unterthänigſt übergeben hat/ Derofelben anzufügen/ und verbleiben Wir mit &c. &c.

No. 12.

Dict: Ratisb: d. 13. Jun: 1729. per Moguntin:

Kayſerl. Commiſſions-Decret.

VOn der Römiſch-Kayſerl. Majeſt. Unſers allergnädigſten Herrn Herrn wegen/ können Seine Hochfürſtl. Gnd. Herr FROBENI FERDINAND, Gefürſteter Landgraff zu Fürſtenberg/ Graff zu Heiligenberg und Werdenberg/ des Heil. Römiſchen Reichs Fürſt/ Ritter des Güldenen Vließes/ der Römiſch Kayſerl. Majeſt. wolbeſtellter Geheimer Rahte/ und zu gegenwärtiger allgemeiner Reichs-Verſammlung Gevollmächtigter Höchſtanſehnlicher Kayſerl. PRINCIPAL-COMMISSARIUS, des Heil. Römiſchen Reichs Chur-Fürſten/ Fürſten und Stände allhier verſammleten fürſtlichen Räthen/ Botſchafften/ und Geſandten/ hiedurch ohnmaßgeblich nicht laſſen/ und ſeye vorhin Nachfolgung/ welcher geſtalt des Herrn Hertzogen CARL LEOPOLD zu Mecklenburg Hoch-Fürſtl. Durchl./ nach Antritt Ihrer Landes-Regierung/ hierbey einer unverantwortlichen Aenderung ſich unterzogen/ wieder die vorhin mit denen Vaſallen und Unterthanen errichtete/ auch in Uebung gebrachte Landes-RECESSE und PRIVILEGIEN, und zwar via facti, verſchiedentlich ganz einſeitiger That-Handlungen/ Verfahren/ beſonders der/ zu Vollſtreckung Dero Kayſerl. Erkäntniſſen und Verordnungen/ angerichten Kayſerl. EXECUTIONS-COMMISSION mit militairiſcher Gewalt/ auch Vorſetzlichem Blutvergieſſen ſich wiederſetzen/ das JUSTITZ Weſen zu ſelbigen Landen zerrütten/ des Land und Hauſſeruhe in Guſtrow geſtöhret/ und ſelbiges zum theil nach SCHWERIN, ingleichen die Regierung und Cantzley von Roſtock nach Dömitz/ bevorab aus einer geſchehenen Abſetze/ fürnemlich gegen die von Ihme zum höchſten beſchwerde/ auch mehr und mehr angefeindete/ und bißhändig für Rebellen und der Reichs Acht ſchuldig gedeutete Ritterſchafft/ verſetzet/ dahenhero in Dömitz/ nach dem zu Land und Chargt auch weiter ein Reich entſtandenen Auff/ und dagegen eingekommenen glaubwürdigen Bericht/ ein anſehnliches Mine-Gerichte/ und zwar anfangs ſelbſt/ nachhero aber EXTRAORDINAIRE Land-Gerichts-Ordnung und kundbahre Reichs-QUAERANTZ, ſonderlich in Beſtellung des CRIMINAL-Gerichts/ und Verſtörung des INQUISITIONS-PROCESSUS bey ſtats geſetzet/ und beſonders worden den Geheimen Rahte WULFRATH, vermittelſt der CORCOLLATION hiernechſt den Geheimen-SECRETARIUM SCHARFF, durch nachmahlige TORTUR, mit/ dabey gebrauchten brennenden/ thun auf den Leib gegoſſenen Schwefel/ auch auffm Haupte angeſtecketen Schwefel-Krantz/ und noch deſſen hierauff im Gefängniß erfolgten Tode/ an ſtat des ihm zuerkandten Todes/ durch Vierſpaltung des einige Wochentang gelegenen Cörpers/ Auffſteckung und feſtmachung derer Vierttheilen und des Kopffs auſſer der Stadt auff verſchiedenen Pfählen/ auch Kopff und Viertheilung zweyer dabey mit eingeflochtenen AUSQUETTern/ ingleichen gegen den vor der execution vorgeſtorbenen Bürgermeiſter BRASCH in Dömitz/ durch Ausſcharrung und Begrabung des Cörpers unter dem Galgen/ wie nicht weniger under deſſen Ehe-Weib/ Vermittelſt der Wandmarckung/ Steuppen-Schlag/ und ewiger Landes Verweiſung ausgeübet/ ſolcher geſtalt eine beſondere Beunruhigung vornehmer Land-Stände erwecket/ dahenebenſt noch letzthin/ wie Sie nunmehro hiervon/ als GOTT darumb Red- und Antwort zugeben haben/ ohne Scheu vorgewendet/ ferner die EXECUTION derer zur JUSTITZ, Cantzley eingeſchickten CRIMINAL Urtheln verhindert/ ſolchergeſtalt viele Jahre her ein vollkommenes höchſtſträfer- und verderbliches JUSTITIUM, zu ruin und äuſſerſter Bekümmernüß vieler unbeſcholtenen Unterthanen/ veranlaſſet/ hiernechſt die von Kayſerl. Majeſt. an den Herrn Hertzogen Durchl. lange Zeit über ergangene Reichs-Väterliche und ernſtliche DE & ADHORTATIONES auſſer aller Acht gelaſſen/ dahenebenſt gegen die Kayſerl. Majeſt. und Dero vorhabende Kayſer. COMMISSION mit höchſtverletzlichen/ und mit einer unverändertlichen RESISTENTZ verknüpfften/ auch Sr. Durchl. bereits in dem Kayſerl. allergnädigſten RESCRIPT vom 11. May 1728. mit mehrerm vorgehaltten EXPRESSIONIBUS Sich vergriffen/ ingleichen nach beſtehen in Dero unterthänigſten Schreiben d. d. 15. und 17 Aug. Dem 3. Octob. 1728 anderweit die Kayſerl. CONSCIENTZ und JUSTITZ angetaſtet/ und wie Ihnen das geringſte entgehen/ oder zu vergeben/ MORALITER nicht möglich ſey/ beſtändig declariret/ dabey auff das von GOTT Ihnen anvertraute REGENTEN Amt PROVOCiret/ und obberührt-vermeynetes frey- und unumſchränckte ARBITRIUM vorgeſtellet.

Dieſemnach nr von Göttlicher Majeſt Seiten geordnete/ und nach der Teutſche Verfaſſung feſtgeſetzte SUBORDINATION, zu erhalten der Ihro Kayſerl. Majeſt./ als Römiſchen Kayſer/ obliegenden MANUTENENTS und Schutzes derer Mecklenburgiſchen Vaſallen und geſambten Unterthanen/ vermeſſentlich beſchehen/ ferner auff die vorhabende Kayſerl. COMMISSION, mit Anziehe gröblicher Unternehmungen und Eingriffe in Ihre TERRITORIAL SUPERIORITät/ und weiter zu CONTINUIren wollenden COMMISSION loßgezogen/ dero geſtalt ein *fermento atque tumorum promovendi & injuriandi propoſitum* zu einer ſcharffen Reichs CONSTITUTION-mäßigen Ahndung an den Tag gelegt hätten.

Nachdem nun Ihro Kayſerl. Majeſt. aus angeführten Reichs-fundbahren höchſt dringenden/ gerechteſten Urſachen/ Ihres allerhöchſten Kayſerl Ober-Richteramts hierunter zu gebrauchen/ länger nicht anſtehen können noch wollten/ ſondern vorhin INTENDIRte maßen allbereit am 10. May. 1728. / jedoch für dißmahl nur eine PROVISIONAL Veränderung der der Landes-Regierung/ bis zu mehr einerkannten Herrn Hertzogs CARL LEOPOLDS zu Mecklenburg Durchl. erfolgten eintritt/ wohlbefugten/ unbedenklichen/ vollſtändigen/ und ſanfften geſtalten/ auch von Kayſerl. Majeſt. dahin erkannten und angenommenen PARITION, fürgenommen/ und ſelbige des Herrn Hertzog CHRISTIAN LUDWIGS zu Mecklenburg Durchl. als PROXIMO AGNATO, mit gemeſſener Kayſerl. INSTRUCTION zu übertragen gnädigſt RESOLVIret/ ingleichen letzthin am 17. Januar. nupr. dahero/ mit Verwerffung des von Herrn Hertzogen CARL LEOPOLDS zu Mecklenburg Durchl. anderweit unternommenen unſtatthafften/ und zu mehrmahlen abercktandten Einwendens/ ſo mehrmahlen allerhalben/ auch mit anderweiten ernſten COMMINATION des FISCALiſchen PROCESSES, lediglich bewenden laſſen. Hiernechſt und nachdem des Herrn Hertzogen CHRISTIAN LUDWIGS zu Mecklenburg Durchl. in ihrem allerunterthänigſten Schreiben von dato den 16 Junii und preſto: den 17. Juni 1729. ſolcher dienſtfelden/ als PROXIMO AGNATO, PROVISORIE und bis auff weitere Kayſerl. allergnädigſte Verordnung/ aufgetragener Landes-ADMINISTRATION gehorſamſt SIEG zu unterziehen/ auch der bedeut zum Grund gelegten Kayſerl. INSTRUCTION allenthalben nachzugehen Sich erklähret/ dahenehen über ſolche DECLARATION, abſonderliche REVERSALES vom dato den 5. Febr. & preſto: den 14ten ejusdem 1729. unter Dero Hand und Siegel/ Inhalts nicht angezogener Kayſerl. INSTRUCTION, ausgeſtellet/ ſolcher geſtalt/ was die Ihnen darunter obliegende Pflicht anlanget/ derſelben allbereit/ zum Behuff der vorhin angeordneten Einwerfung ein vollkommenes unterthänigſtes Genügen geleiſtet/ Ihro Kayſerl. Majeſt. der Hertzogin beſunden hätten/ ohne mehrere Weitläuffigkeit/ die von allerhöchſt

Dero-

ANNO 1729.

Denenselben bereits aus dringenden gerechtesten Ursachen INTENDIRte / und am 11. May 1728. PUBLICIRte PROVISIONAL Landes-ADMINISTRATION in die ACTIVItät zu setzen / solcher gestalt in SPECIE den am 5. Febr. 1728 verordneten / Verfassungs-mäßigen ohnausgesetzlichen 6ten Landtag / bevor auf des Herrn Hertzogs zu Mecklenburg Strelitz Durchl. und sonst dießfalß eingekommenen Beschwerden / zu befördern / auch weitere dem PUBLICO heilsame Verordnungen zu stellen. Alß hat hierauff sich weiter begeben / daß des Herrn Hertzogen CARL LEOPOLD zu Mecklenburg Durchl. ein gedrucktes PATENT sub dato Dömitz den 17. Decembr. 1728. darauff den 27. ejusdem. als am 3ten Weynachts-Feyertage / an der Gerichts-Säule zu Parchim / und auch an dasiger Kirche und Rath-Hauß / wie nicht weniger im gantzen Lande bey denen Städten / ingleichen an denen Schultzen-Häusern in denen Dorffschafften öffentlich affigiret lassen / und darin unter andern gegen die vorderige Kayserl. COMMISSION, und nunmehrige ADMINISTRATION, unternommenen harten Beschuldigungen / nebst vermeinung an Dero Herrn Bruders Durchl. beschehenen Kayserl. Aufftrags / ohngescheuet dahin / daß ermeldte seines Herrn Bruders Durchl. und jedermann wissen müsse und solle / wie alle dergleichen Ausgehungen und Erkäntnisse / sie heissen EDICTA, DECRETA, COMMISSIONES, PROTECTORIA, CONSERVATORIA; oder sonst x. x. wider Ihrer Chur- und Fürstlichen Häuser TERRITORIAL-SUPERIORItät / jetzt alß dann / und dann alß jetzt / ein für allemahl gäntzlich CASSIret / auf ewig für tod und abe erkläret / und eben also respective heiligst abgeschworen worden x. sich declariret. Diesem nach / an statt der denenselben bey der Kayserl. provisional Landes-Administration am 11. May 1728. anbefohlen ungesäumten wahren respiciren, und ernsten / uneingeschränckten / vollkommenen / auch festsam gesicherten Submission, eine CONTUMACIAM SEDITIOSAM denen gantzen Reich frevendlich dargestellet / in specie durch die von denenselben unternommene zernichtung des an Ihres Herrn Bruders Durchl. beschehenen Kayserl. Aufftrags / auch aller andern ergangenen Kayserl. gerechtesten Erkäntnisse und Verordnungen / die Reichsschuldige Subordination, folglich die der Kayserl. Majest. und dem Reich gebührende ohnmittelbahre Treue und Gehorsam pro casu gäntzlich abgeläugnet / der gestalt das Systema Imperii zerrüttet / und totalem exemptionem a nexu Imperiali praetendiret / hingegen durch Ihre jedesmahl angebrachte sincerationes Ihro Kayserl. Majest. ein mehrers nicht / als nudum praerogativo-[illegible] und inane nomen eingestanden / daß dahero / und nachdem der habitus continuus bey diesem Herrn Hertzogen fest eingewurckelt / von demselben obige erforderte wahrhaffte Submission auff keine Arth noch Weise zu verhoffen / vielmehr / und da gewiß Dieselbe in denen beyden Orthen Schwerin und Dömitz Ihre MILITZ hätten / vor Ihres Herrn Bruders Durchl. ingleichen vor der Ritterschafft / und alle diejenigen / so ihren recurs an Ihro Kayserl. Majest. genommen / keine rechte Sicherheit zu erhalten seyn würde; Immaßen solches alles verschiedene / an Ihro Kayserl. Majest. von des Herrn Hertzogen tentamen und That-Handlungen unterthänigst erstattete Reichs-Hoff-Rähtliche Berichte und Gutachten mit mehrerm bewähreten.

Wie nun Ihro Kayserl. Majest. / bey solcher offenbahren Widerwärtigkeit wider des Herrn Hertzogen CARL LEOPOLDS zu Mecklenburg Durchl. die weitere Kayserl. Oberst Richterliche Reichs-[illegible]-mäßige Ahndung hierunter ausdrücklich allergerechtest vorbehalten haben wollen; Also hätten SIE hiernechst aus erlauchtesten / besonder auff das gemeine Wesen im Reich / und dessen ohnunterbrochenen Wohlstand / gerichteten / Kayserl. Gemühte für gut befunden / die in obigem Patent öffentlich / mit gröblichem Mißbrauch der Kayserl. Reichs-Väterlichen Langmuhe / und zu grossem Aergerniß des gantzen Reichs / von dem Herrn Hertzog zu Mecklenburg unternommene vermessene Declaration, mit dabey vorkommenden weit aussehenden Umständen / an die gesambte hiesige Reichs Versammlung zu bringen / und versehen Ihro Kayserl. Majest. Sich gnädigst / es werde dieselbe die bey dieser Sache in das Publicum einschlagende Momenta forderfamst in behörige [illegible] und Berahtschlagung zu ziehen / und an allerhöchst Dieselbe / auff was Arth und Weise hierbey denen etwa bevorstehenden Beschwerden und Gefährden fürsam begegnet / vorgebogen / und hierwider ein vollkommener Reichs Verfassung und Ordnungs-mäßiger Ruhe-Stand beybehalten und verwahret werden könne / ein standhafftes Reichliches Gutachten zu erstatten nicht ermangeln. Womit Ihro Hoch-Fürstl. Gnd. des Heil. Römischen Reichs Chur-Fürsten / Fürsten und Ständen vortrefflichen Räthen / Bottschafften und Gesandten mit freund-geneigt- und gnädigem Willen beständig wohlzugethan verbleiben. Sig. REGENSPURG den 11. Junii 1729.

Froben Ferdinand

Fürst zu Fürstenberg.

N. 13.

Unumbstößliche Vorstellung über daß Kayserliche Commissions-Decret vom 11ten Junii 1729. welches den 13ten zur öffentlichen Dictatur gekommen.

WJe Ihro Hochfürstl. Durchl. der Regierende Herr Hertzog Carl Leopold zu Mecklenburg von jeher Ihro Kayserl. Majest. mit aller schuldigen allerunterthänigsten devotion und respect, gleich andern Chur- und Fürsten des Heil. Römischen Reichs / begegnet / auch darinnen eiffrigst beharren werden, So sind Sie auch von jeher auff das festeste gegen allerhöchst Dieselbe versichert / daß Ihro / zum Nachtheil Dero uhralten Fürstl. Regalien, Kayserl. Majest. nach Dero eigenen ungezweiffelten Einsicht / denen Reichs-Fundamental Gesetzen / alß der Güldenen Bulle / der Reichs-Freyheit / dem Westphälischen-Frieden / Land-Frieden x. zuwider nichts erkennen würden; Gestaltsam allerhöchst Dieselbe solches auf das bündigste bestätiget / wie dann auch die Leges Imperii Fundamentales darüber in klahren Worten für Ihro Hochfürstl. Durchl. decidiren / und Dieselbe so wohl auff die Reichs Grund-Gesetze / alß die unumstößliche Wahrheit / welche zu retten wieder solche unerfindliche Beschuldigungen erörtert werden soll / provociren.

Denn Erstlich ist zur genüge bekandt / und von Sr. Hochfürstl. Durchl. dem gantzen Reiche überflüßig und auff das nachdrücklichste vorgestellet / in was für einen entsetzlichen Schaden Dero gantzes Land durch die Nordische Troublen wider alles Verschulden gesetzet / gäntzlich aber von dem Reiche ohn alle Hülffe gelassen worden / folglich / da SIE Anno 1713 von dem allerhöchsten GOTT zur Regierung beruffen / solche Landes-Regierungs Verfassung Reichs-Gesetz-Mäßig vorgefunden und fortgesetzet / daß die [illegible] im gantzen Lande / und sonsten übriges der Crayß-Observantz, und Landes-Verfassung gemäß eingeführet / als worauff das Pactum perpetuum mit dem Königl. Preußischen Hause de Anno 1708 sich fundiret / und es im Munde führet / solchem Pacto perpetuo zufolge auch der Mecklenburgische TITUL und Wapen von Kayserl. Majest. dem Könige von Preußen zugestanden / wie denn solche querelen wegen Landes Recessen und Privilegien, zu umstürtzung des Westphälischen Friedens / oder zum Nachtheil der uhralten Landes-Obrigkeitlichen Regalien, von wenn es auch sey / gegen Dieselbe was unternehmen zu können / keines weges möglich / sondern solche Fundamental-Gesetze des Reichs klärlich decidiren / auch vor alle Turbationes garantiren / und versichern; Also die Haupt Quelle aller Factorum daher rühret / daß / da Ihro Hochfürstl. Durchl. Anno 1716, einen Land-Tag ausgeschrieben / und die Stände convociret / einige vom Engern Ausschusse / mit hinwegraubung des Landes Siegels / sich freventlich nach Ratzeburg in Lüneburgische protection begeben / sich allhorten biß Anno 1719. auffgehalten / ob ihnen gleich unter Fürstl. Hand und Siegel sicher Geleit ertheilet / dennoch nicht erschienen / sondern der von ihren Mit Genossen nur zu ihnen gekommen / daselbst mit dreyßig Reichsthaler [illegible] Gelder Monahtlich versorget und unterhalten / dabey außerhalb Landes convocationes gemachet / und mit noch mehreren / dem Reich bekandten / seditieusen Schrifften auff das aller criminelleste sich auffgeführet. Da nun von denen Lüneburgern / bey damahligen conjuncturen des Russischen Hoffes / nebst diesem höchst-verpoenten Verfahren / noch darzu eine Commission vom Reichs-Hof-Rahte erschlichen / folglich mit Feuer und Schwerdt die Mecklenburgsche Lande angefallen / wie die Umstände von solchem allem dem Reiche zur genüge vorgestellet / daß die Mecklenburgische Trouppen feindlich angegriffen / die Lüneburger ins Land / ohne die geringste requisition, eingerücket / von denenselben Ober und Unter-Officirs, nebst Gemeinen / erschossen / und übrige zu Kriegs Gefangenen machen wollen / wie solches in dem Schreiben / so an den jetzigen König von Engelland bey Dero angetretener Regierung abgelassen / und zu REGENSPURG gedruckt / mit allen Umständen mit mehrern ausgeführet worden / worinnen denn auch / was wegen Verlegung des Hoff Gerichts nach Schwerin / und Regierung nach Dömitz vorgenommen / angeführet / daß bey solchen des Landes Umständen und Aufführung der Lüneburger / es also geschehen müssen; Gestaltsam Sr. Durchl. ohne dem / alß Regierendem Landes Herrn / freystehet / die Justiciam zu verlegen / wie Sie wollen.

Was das Blut-gericht zu Dömitz betrifft / so sind deßfalß so viele glaubwürdige Documenta nach Regenspurg eingesandt / daß an der Wahrhafftigkeit nicht zu zweiffeln / auch im geringsten nichts wider die Peinliche Halß-Gerichts-Ordnung und Reichs kundbahre Observantz vorgenommen / wie es denn recht entsetzlich / daß ein alter unverschuldeter Reichs-Fürst / auff einen verläumderischen Ruff / und unwahren eingeholten Bericht / so atrociter für dem gantzen Reiche blamiret / dahero auch billige Satisfaction, in conspectu imperii nach denen Reichs-Grund-Gesetzen / alß welche in dergleichen Abbominationes,

ANNO 1729.

ditus, Executionibus, Commissionibus, und Rescriptis klärlich decidiren / auffs kräfftigste gefordert wird.

Was 2tens Jr. Hochfürstl. Durchl. / nach Jnhalt der Reichs Grund Gesetze / und beschwornen Kayserl. Wahl Capitulation, allerunterthänigst und gerechtest gebeten und praetendiret / mag von Kayserl. Majest. allerhöchsten Person / und dem gantzen Römischen Reich / nicht anders als billig und recht erkandt werden / und wie Jhro Hochfürstl. Durchl. es niemahlen im Sinn gekommen / der Kayserl. AUTHORität im geringsten zu nahe zu treten / sondern jederzeit mit allerunterthänigstem respect Dero Vorstellungen gethan, also halten Sie Sich auch in Dero Gewissen nicht befugt / Dero von GOTT anvertrauten Regierung / und damit verknüpften Fürstl. REGALIEN im geringsten / denen Reichs-Gesetzen zu wieder / etwas zu vergeben / als welche Leges Imperii Jhro Hochfürstl. Durchl. wider die Jhnen zugefügte Vergewaltigung eine Reichs-Constitutions mäßige Ahndung heiligst versichern / also folglich das gesambte Reich alle und jede des Reichs Hoff-Rahts wieder Se. Hochfürstl. Durchl. vorgenommene entsetzliche Unternehmungen gerechtest einsehen und ahnden / Sr. Hochfürstl. Durchl. Bruders / CHRISTIAN LUDWIGS Lbd. welche Sich so frevendlich gelüsten lassen / Sich solchen höchst verpoenten Sachen zu immisciren / und beyzupflichten / nach denen klahren Reichs Gesetzen sein Verbrechen verweisen / und nach solchen der Bestraffung den Lauff zu lassen / und ein vor allemahl diesem Reichs-Gesetz zerstöhrlichem Unwesen einen solchen Einhalt zu thun / damit die ruhige Regierung Sr. Hoch-Fürstl. Durchl. Herrn Hertzogs CARL LEOPOLD, denen unumstößlichen Reichs-FUNDAMENTAL Gesetzen und Crayß-Observantz conform, hergestellet / und Jhro Majest. allergerechtestes Gemühe dahin bedeutet werde / daß von Jhro Hoch-Fürstl. Durchl. Herrn Hertzog CARL LEOPOLD, nach denen Reichs Grund-Gesetzen / nicht anders praetendiret werden könte noch möchte / auch der unsägliche / und auff viele MILLIONEN sich belauffende Schade ersetzet / und Denselben / wegen aller entsetzlich in die unschätzbahreste Reichsfürstl. uhralte REGALIEN und Hoheits-Rechte gemachten turbation, eine Reichs-Constitutions-mäßige Satisfaction geschehe. Dantzig den 1. Julii 1729.

No. 14.

Copia Schreibens an den Reichs-Convent zu Regenspurg, sub dato Dantzig den 18 Maji, 1729.

CURIAL:

DEnen Herren und Jhnen können Wir / Unser allerwichtigsten Angelegenheit nach / hiemit vorstellig zu machen nicht entübriget seyn / welcher massen / wie Uns jederzeit nichts mehr für Augen noch am Hertzen gewesen / als Jhro Römisch Kayserl. Majest. allen besondern aller unterthänigsten respect und Hochachtung zu bezeigen / also eben dieses allerdevot zu tragen und Vertrauen Uns auch zu der Entschliessung gebracht / daß Wir / so gleich / nach denen Reichs-Kündigen unerhörten Unternehmungen in Unsern Hertzogthümern und übrigen Landen / Uns in eigener Person Anno 1720. nacher Wien begeben / und Höchst gedachter Sr. Kayserl. Majest. in aller unterthänigkeit die wahre Bewandniß solcher Unser Sache gehörig vorgetragen / da Uns dann / bey Unser Sieben Monathlichen Anwesenheit / bald nach Unser Ankunfft die Versicherung gegeben worden: Jhro Kayserl. Majest. hätten einen Courier an den König von Engeland abgefertiget / und hoffeten binnen einiger Wochen Zeit einen solchen effect, daß Wir mit aller Zufriedenheit nach Unsern Landen abgehen können und würden. Welchem nach Wir dann auch / bey damahligen Conjuncturen des annoch anhaltenden Hispanischen Krieges / Unsere importanteste Landes-Fürstliche Angelegenheiten und Gerechtsame in kräfftiger schrifftlichen Vorstellung zu allerhöchsten Kayserl. Händen / nebst unterthänigster Empfehlung zu Reichs-Väterlicher allergerechtesten Einsicht und Schutz Haltung / auch Versicherung Unser Reichs-Fürstlichen unverbrüchlichste Treue / Selbst übergeben / und Uns darauff im Monaht Novembr. nach Unser Vestung Dömitz wiederum zurück verfüget.

Was Wir nun nach- und bißhero an das gesambte Reich / von Zeit zu Zeit / in dring- und erheblichsten Vorstellungen abgehen lassen / ist denen Hohen Mit-Ständen zur gnüge bekandt; Wir haben auch weiter nichts versäumet / um / so viel möglich / Kayserl. Majest. Höchsten Person (: wie von Dero allergerechtesten Gemühte Wir selbst so wohl / bey öfftern gehabten allergnädigsten Audientzen, aus Kayserl. Munde vernommen / als auch noch aus letzterer Unser Abschickung gleiche Versicherung erhalten :) Unser allerdemühtigsten respect und allerhöchste Hochachtung / so für Dieselben Wir allemahl geheget / und biß an Unser Lebens Ziel hegen werden / allerauffrichtigst zu contestiren / und seyn dabey völlig überzeuget gewesen / daß Kayserl. Majest. Unserm Fürstl. Hause / als einem von denen allerältesten / welches Reichskündiger massen / seine uhralte Gerechtigkeiten / Vorzüge / Freyheiten / PRIVILEGIEN, hoher Landes-Obrigkeit / so wohl in Geistlichen alß Weltlichen Exercitium, Herrschafften / Regalien, und dieser aller possession, gantz unstreitig hergebracht / Sich an das Römische Reich freywillig zu Lehn offeriret / von Kaysern zu Kaysern in allen Lehn-Brieffen darüber die kräfftigste Confirmation, und darüber / gleich andern / die ewige Bestätigung und Versicherung erhalten / nicht zugeben würden / daß Jch darin zu einigen Zeiten von Jemanden / unter was Schein es auch immer seyn möge / de facto turbiret werden könne noch solle; Folglich Uns / als Regierendem Landes-Fürsten / die Gerechtigkeit und Freyheit / Tribut anzukündigen / Soldaten zu werben und zu verpflegen / Landes Defensional-Veranstaltungen zu machen rc. rc. insonderheit aber so wohl mit andern Reichs Ständen / als ausländischen PUISSANCEN Bündnisse zu schliessen rc. rc. nebst übrigen alt-hergebrachten / und durch die Reichs-Fundamental Constitutiones bestätigten Regalien, gantz unwiedersprechlich competiret.

Wie Wir nun Unsere Landes Regierung / nach Ableben Unsers in GOTT ruhenden Herrn Bruders Lbd. / in solcher Verfassung vorgefunden und continuiret / gegen das Heil. Römische Reich aber niemahlen das geringste verbrochen noch unternommen haben: so ist es doch vor der gantzen Welt und des gesambten Reichs Augen / welcher gestalt / währenden Nordischen Kriegs / mit Uns verfahren / in dem Wir dadurch nicht allein in viele MILLIONEN Schaden gesetzet / und obgleich bey Jhro Kayserl. Majest. und dem Reiche darüber noch so viele und trifftige Vorstellungen und Ansuchungen geschehen / ohne alle Hülffe und Erstattung gelassen / sondern noch dazu / nach Endigung besagten Kriegs / durch invasion der Chur und Fürstl. Lüneburgischen Häuser in den Reichskündlichen Zustand gesetzet worden / wie solcher / nach der mehrmahl wahrhafft-fürgestellter Connexion und Atrocität, dem gantzen Reiche / ohne weitere Wiederholung / sattsam bekandt ist / bevorab auch / was in specie die angeschuldigte ärgerliche Renitenz der Criminalis Jurisdiction zu Dömitz betrifft / aus denen Anlagen Sub A. B. C. D. E. F. G. H. I. & K. klärlich erscheinet / daß mit denen Peinlichen Inquisitionen, völlig besetzten Kriegs-Verhören / Urtheilen und Executionen, überall legaliter procediret worden. Da denn / bey dessen ersteren Ausbruch am Russischen Hoffe / Wir so gleich / nach erhaltener Nachricht / Jhro Kayserl. Majest. durch ein allerunterthänigstes Schreiben davon gründliche Vorstellung gethan.

Gleichwie aber Wir in allertieffsten respect voraus sehen / was gestalt Wir nicht finden können / daß die erschlichene Reichs-Hoff-Rahtliche CONCLUSA mit Jhro Kayserl. Majest / als allerwürdigsten Reichs-Oberhaupts gerechtestem Kayserl. Gemühte / sambt denen so wohl Uns Selbst / als Unser Abschickung / aus Kayserl. höchstem Munde ertheilten allergnädigsten Erklährungen und Versicherungen übereinkommen / oder damit bestehen können; alß haben Wir das gesicherte Vertrauen / daß alle vor das Teutsche Vaterland / und dessen uhralte Freyheit / auffrecht gesinnete Reichs-Mitstände / Sich Unser / wieder die dem gantzen uhralten Fürsten-Stand sehr nachtheilige CONCLUSA, und nunmehro schon ins Eilffte Jahr anhaltende äusserste Turbation Unserer Landes-Fürst und Obrigkeitlichen REGALIEN, Reichs CONSTITUTIONS-mäßig annehmen werden.

Wir haben allen gesambten Hohen Mit Ständen solches hiedurch nochmahlen geziementlich kund thun wollen / und wie die unumstößliche Gründe der Göttlichen und Reichs-FUNDAMENTAL-Gesetze / woran Wir Uns lediglich halten müssen / hierin alle Sicherheit versprechen / auch kein auffrecht gesinneter Reichs Mit Stand Uns / Unser uhralten Fürstlichen REGALIEN halber / abstimmig seyn kan / so sind Wir der gesicherten Zuversicht / es werden Sich Dieselbe zu nachdrücklichster Unser annehmung / mit zusammen gesetzten VOTIS und kräfften / dahin entschliessen / daß des uhralten Römischen Reichs Freyheit in ihrer unturbirlichen Verfassung verbleibe / und Wir zur gerechtesten Satisfaction, auch ruhigen Regierung Unserer Lande auffs schleunigste gelangen.

Inmassen Denen Herren und Jhnen eben diese Unsere allerwichtigste Angelegenheit dahero zugleich bestens recommendiret wird / davon nicht allein Dero hohen Herren PRINCIPALEN, Obern und COMMITTENTEN umständlichen Bericht zu erstatten / und behuefige Instructiones einzuholen / sondern auch unter Jhnen darüber gedeyliche Consultationes zu pflegen.

Wir reserviren Uns hiebey alle und jede Uns und Unserm uhralten Fürstl. Hause / nach denen Reichs-Grund Gesetzen / und notorischer Crayß-Territorial Observantz, zuständige Landes Fürstl und Obrigkeitliche REGALIA, Regierungs und Hoheits Rechte auffs aller gültigste und vollständigste / PROTESTIREN gegen und wieder alle TURBATIONES, Eingriffe / Kränckungen und Zunöhtigungen in der besten und kräfftigsten FORM, wie solches zu Recht immer geschehen kan / soll und mag / und verbleiben übrigens denen Herren und Jhnen

Zu

Digitized by Google

ANNO 1729.

ten zu Erweisung Freundschafft und effectuirten auch Gunst- und gnädigen Willen jederzeit bereit und beygethan. DATUM Dantzig den 18 [illegible] 173.

CURIAL:

No. 15.

Von Gottes Gnaden Wir CARL LEOPOLD, Hertzog zu Mecklenburg.

NAchdem Wir benachrichtiget worden/ ob dürfften sich unrechtmäßige Dinge / womit man suchte Unsere getreue Bediente/ Einwohnere und Unterthanen Unserer Hertzogthümer/ und Fürstlicher auch übrigen Lande in ihrer Treue und Pflichten gegen Uns durch erschlichene Reichs-Hoff-Räthliche DECRETA, oder wie es sonsten Nahmen haben mag/ abwendig oder irre machen zu wollen; So haben Wir nöthig gefunden alle Unsere [illegible], auch Obrigkeiten/ hiedurch wiederholentlich auff das kräfftigste an Unsere offt erste gedruckte PATENTE vom Anno [illegible] den 19. Octobris, und 1728. den 17. [illegible]cembris nebst darbey geschlossenem gedruckten EXTRACT der jetzigen Regierenden Kayserl. Majest. beschwornen Wahl-*Capitulation Artic.* Sechzehn/ und die in solchem *Articulo* nahmentlich mit beschworne übrige Reichs-Grund Gesetze des Heil. Römischen Reichs/ welche denn zu einem ewigen/ unumstößlichen Gesetz von Kayserl. Majest. und dem gesambten Reich immerwährend gesetzet/ zu verweisen. Wie nun ein jeder Bedienter/ Landes Eingesessener und Unterthan nach diesen Gesetzen vor GOTT verbunden/ selbigen Gesetzen und seinen Eyden lediglich zufolgen/ Uns als ihrem rechtmäßigen/ von GOTT gesetzten/ Regierenden Landes Herren alleine anzuhangen / und Gut und Blut in solchen Fällen bey Uns auffzusetzen/ ja biß an den letzten Odem bey ihrer Treue vor GOTT und Uns schuldigst zu beharren. Alß haben Wir euch solches hiedurch auffs kräfftigste befehlen wollen / euren anvertraueten und untergebenen solche ihre Pflicht auffs nachdrücklichste zu Gemühte zu führen/ auch bey ihnen zu befestigen/ so/ wie ihr es vor GOTT und Uns / nach euren Eyden/ und vorerwehnten klahren Gesetzen/ euch schuldigst verbunden findet. An dem geschiehet Unser gnädigster auch ernstlicher Wille/ und Wir verbleiben euch mit Gnaden wohl gewogen. Dantzig den 2. Novembr. 1729.

Erste Anlage ad N. 15.

Von Gottes Gnaden/ Wir

CARL LEOPOLD,

Regierender Hertzog zu Mecklenburg/ Fürst zu Wenden/ Schwerin und Ratzeburg/ auch Graff zu Schwerin/ der Lande Rostock und Stargard Herr.

DEmnach an Uns/ so wohl Unsere Regierung zu Dömitz/ als auch Fürstliche Cammer/ imgleichen Unser bestallter General Major von V[illegible]hoff und Schwerinischer Commendant, Obrister von Zülow, ihren Pflichten nach/ umbständlich anhero berichtet/ welcher massen die in Unsern Hertzogthümern und Landen sich noch auffhaltende Lüneburger nicht allein Unsere zur Land Militz verordnete/ bis daher im Lande ruhiglich [illegible]sidirte, Officiere mit Gewalt überfallen/ gefangen nehmen/ und auf die schimpflichste Weise herumb schleppen/ sondern auch durch allenthalben im Landen angeschlagene und ausgestreuete Patente unterm 7. Aug. manifestiren lassen/ daß Unsere Beambte Vasallen/ Stadt Magistraten/ Steuer-Commissarii und Einnehmere / Officianten / und Unterthanen alle und jede von [illegible] / denen Lüneburgern und deren [illegible] gestellete Verordnungen / ohne Unterscheid/ und schlechterdinges / euch ohne Anstand annehmen / und befolgen solten, und also sich hiemit offenbahre zu [illegible] / daß besagte Lüneburger / zu desto mehrerer Ausführung ihrer Land-Friedbrüchigen Feindlichen Gewalt und Absichten/ unter einigem Schein Rechtens/ und Deckmantel Kayserlicher Autorität, auf erschlichene Reichs-Hoff Raths-Verordnung / nunmehro auch Unsere Unterthanen von der Treue/ Pflicht und Folge/ womit Uns/ Ihrem angebornen Regierenden Landes-Fürsten/ sie von GOTT und der Natur allermaßen verbunden/ wo es möglich/ abwenden/ und in ihre Stricke ziehen wollen/ gleichwol aber der in solcher Reichs Hoff Raths-Verordnung vorausgesetzte Grund/ als wenn Unsere Edelleute/ als nicht nur [illegible] Vasallen, sondern zugleich wahre/ und würckliche Unterthanen/ einige Landes Pacta und Reversalen vor sich hätten/ oder haben könten/ welche Unser uhralten Fürstlichen Würde und Territorial-Superiorität Einhalt thäten/ und den Gebrauch derer Landes Fürstl. Regalien und Hoheits Rechte auf gewisse Maasse einschrencketen/ der Warheit und Notorietät gäntzlich entgegen / und / was andern Chur Fürsten und Fürsten / von alten Häusern / im Heil. Römischen Reiche an Landes-Hoheiten/ Geist-und Weltlichen Würden/ Gerechtigkeiten/ Macht und Gewalt/ Regalien, Obrigkeiten/ Freyheiten/ und Privilegien, Krafft derer unumstößlichen Reichs-Fundamental Gesetze / als der Güldenen Bulle / des Land-Friedens und Westphälischen Frieden Schlusses / in der beschwornen Kayserlichen Wahl-Capitulation, durch und durch/ bevorab in Artic. I. 6. & 19. Buchstäblichen Inhalts / aufs heiligste / und mit Vernichtigung aller Gegen-Verhängnisse und Erkäntnisse / jetzt alsdann / und dann als jetzt / immerwährend versichert worden / für Uns / und Unserm alten Fürstlichen Hause / mit gleicher Zuständig- und Verbindlichkeit assecuriret und bestätiget / auch das in solchen Patenten aus dem Westphälischen Friedens-Schluß Artic. 8. §. 1 angezogene / als nur allein die unmittelbahre Reichs-Stände wegen ihrer Bündnisse / unter Sich / oder mit auswärtigen Mächten/ nach klarem Inhalt und Verstande angehend / hierauf im geringsten nicht zu ziehen; Dannenhero wieder solche unwandelbahre Reichs-Grund Gesetze / und darauf in der Wahl Capitulation Artic. 15. in pr. verbündlichst gethane Kayserliche Zusage / keinem Chur Fürsten / Fürsten und Stand / seine Landsassen / Ihme mit / oder ohne Mittel unterworffene Unterthanen / und mit Landes Fürstlichen / auch andern Pflichten zugethane Eingesessene und zum Lande gehörige / von Dero Bothmäßigkeit und Jurisdiction, wie auch wegen Landes Fürstlicher hoher Obrigkeit / weder unter dem prætext der Lehn-Herrschafft / noch einigen andern Schein / zu eximiren und zu befreyen / so lange das Heil. Römische Reich noch in seiner Verfassung / Form und [illegible] bestehen soll / kein Reichs-Ständlicher Unterthan / von dem Bande der Subjection, Pflicht / Treue und Gehorsams Folge / womit Er seinem regierenden Landes Herrn / in Krafft der Territorial-Superiorität, allermaßen verknüpffet / und welches Band / so lange ein Reichs Stand aus verschuldeten Ursachen / denen Reichs-Grund-Gesetzen und dem in Kayserl. Wahl-Capitulation Artic. 2 desfalls vorgeschriebenen modo procedendi gemäß / von dem Kayser und gantzen Reiche nicht rechtmäßig in die Acht und Oberacht verurtheilet worden, allerdings unauflößlich / beständig und unzertrennlich / folglich ein jeder Unterthan seinem / von GOTT fürgesetzten / angebohrnen Landes-Fürsten / bis an den letzten Odem und Lebens-Rest / zu unverrücklicher Treue / Pflicht und Folge einzig und zugeeignet und verpflichtet ist / von einigem / wer es auch sey / entbunden / erlassen / noch befreyet werden kan / zu dem auch die Lüneburger / offenkündiger maassen / noch vor Erschleichung obiger Reichs-Hoff-Raths Verordnungen / bereits unterm 3. Jun. durch ein aus Boitzenburg divulgirtes Verboth / allen und jeden Unsern Beambten / auf die von Schwerin oder Dömitz erhaltene Schrifft- oder Mündliche Citationes sich zu [illegible]ren / noch denen Nahmens Unserer / als regierenden Landes Fürsten / oder von Unsern Civil oder Militair Befehlhaber / er sey wer er wolle / ihnen zukommende Ordres, auf keinerley Arth und Weise zu pariren / pœnaliter inhibiret / imgleichen bey der / aus Landes-Fürstlicher Macht und Hoheit verfügten / Translocirung Unserer Regierungs und Gerichts-Collegiorum, des so genandten engern Ausschusses Rebellische Currenden durch gewaltthätige Zurückhaltung derer Bedienten / und Versieglung derer Archiven, und Registraturen, unverantwortlich unterstützet / weniger nicht die / bey inmittelst erfolgter Wiederkunfft nach Unsern Landen / zu einiger Unserer Sicherheit / bey der Land-Militz verordnete Officierer aus ihren Quartieren, bey ruhiger Verhaltung / mit Feindlicher Gewalt aufgehoben / gefänglich weggeschleppet / auch durch ihre / an Unsere Unterthanen / und sonst in Unsern Landen so wohl in Geist als Weltlichen Ständen / ausgelassene Befehle und Veranstaltungen / ihre wieder Unser allerberechtigtes [illegible]us Armorum, und uhralte Landes-Fürstliche Regalia, führende militarische Gewalt und Absichten mehr als zu viel entdecket / also die wieder Uns und Unsere Lande nunmehro fünff Jahre hindurch exerzirte [illegible]ficable Proceduren sich gäntzlich zu eigen gemachet / und von allem vernünfftigen prætext der Kayserlichen allerhöchsten Autorität entblösset haben; jedoch bey allen solchen äussersten extremitäten zu dem gerechten GOTT / und Unserer gegründeten guten Sache / Unser Vertrauen / nach wie vor / fest bestehet / daß sich Unser unverschuldeter bedrängter gar und Noth-Stand / nach denen unumstößlichen Reichs-Grund Gesetzen / bald wiederum wenden / und was wieder solche Land-Friedbrüchige [illegible] und Oppression eines Reichs-Mit-Standes / in dem höchst verpönten Land Frieden ohne einzige Ansehung der Person / aufs nachdrücklichste verordnet ist / Uns zu Unserer gerechtigsten Satisfaction, angedeyen muß / um so mehr / als nach denen unwandelbahren Reichs Grund-Gesetzen / in specie der unwiederrufflichen beschwornen Wahl-Capitulation Artic. 16 & 19 die Jurisdiction des Reichs Hoff-Raths / oder der Nahme und Nachdruck einiger Kayserlichen Commission / zu Kränckung Unserer uhralten Landes-Fürst und Obrigkeitlichen Rechten, eben so wenig / als in denen Hannoverischen Territoriis, im geringsten statthafft / sondern das Land-Friedbrüchige Verfahren derer Lüneburger durch den Reichs-Land-Frieden de Anno 1521. Artic. 8. §. 3. & 4. & Artic. 2. schon ipso facto dergestalt verbannet ist / daß nach wörtlichem dessen Inhalt / auch vor und ehe die Declaration davon erfolget / dem Beschädigten / sambt seinen Verwandten / und Helffern / gegen denselben Thätern und Friedbrechern / auch den Ihren, und deren Mithelffern / sein Gegenwehr und Beyfall zu thun / zu frischer That / oder wenn er seine Feinde [illegible]

ANNO 1729. Helffer haben mag / nicht verſtehen / ſondern gänzlich für behalten ſeyn / auch gegen die Friedbrechere / zur Acht und andern Poenen, procediret und fürgenommen werden kan und ſoll.

Diſem nach befehlen und gebieten Wir allen und jeden Unſern Unterthanen / und Landes-Angeſeſſenen / Geiſt- und Weltlichen Standes / und welcher Condition ſie immer ſeyn mögen: ohne einigen Unterſcheid / oder Ausnahm / bey Vermeydung Unſer Landes-Fürſtlichen ſchwerſten Ungnade / auch / nach Befinden / härteſter Beſtraffung / an Gütern / Ehre / Leib und Leben / Uns / als Regierenden Landes-Fürſten mit unverbrüchlicher beſtändiger Treue allenthalben anzuhangen / und ſich hievon durch keinerley Auffleidung / zumuthung oder Aufwieglung / wrag und abwendig machen / noch ſich / und ihre Dienſt allerdings verbundene Officia, wieder Uns / und Diſere Landes-Fürſtliche Regalia und Hoheits Rechte / auf irgends einige Weiſe unterſtehen zu laſſen / ſondern Diſere darwider unternehmende / oder in Diſern Nahmen / von Diſern Civil und Militair-Collegiis und Beſelchhabern ergehende Mandata, Commones, Ordres, Ausſchreiben und Verantſtaltungen ohne Unterſcheid / Anſtand oder Abſicht / ſchleunigſt gehorſamen / zu reſpectiren / und mit ſchuldigſtem Gehorſam und unverdrüklicher Parition, als angebohrnen / getreuen und rechtſchaffenen Unterthanen / von GOTT und Gewiſſens wegen / gebühret / zu befolgen / auch ſolches / bey vorangeführten unausbleiblichen Straffen und Ahndungen / alſo und nicht anders zu halten.

Auf daß nun niemand ſich hinkünfftig mit der Unwiſſenheit / und nicht genugſam gehabter Verſtändigung / Begreiffung / oder Verwahrung / noch ſonſten entſchuldigen könne / haben Wir dieſes Unſer Höchſtnachtheiliges Mandat zu Männiglichen Wiſſenſchafft durch öffentlichen Druck ausgehen / und ſo wohl von denen Cantzeln verkündigen / als nebenher an gewöhnlichen Orten anſchlagen laſſen. Urkundlich unter Unſer eigenhändigen Unterſchrifft / und vorgedrucktem Fürſtlichen Inſiegel. Gegeben Danzig / den 19. Octobr. Anno 1723.

(L.S.)

Carl Leopold /

Regierender Hertzog zu Mecklenburg.

Zweyte Anlage ad N. 15.

EXTRACT

Aus Ihro Römiſchen / jetzo Regierenden / Kayſerlichen Majeſtät beſchwornen Wahl-Capitulation Artic. 16.

WIr ſollen und wollen Wir auch für Uns ſelbſten weder obgemeldte Güldene Bulle Sub lit A. und das Reichs-Freyheit / den Frieden in Religion- und Profan-Sachen / auch Münſter und Oſnabrückiſchen Frieden-Schluß / Sub lit B. und Land-Frieden Sub lit. C ſambt der Handhabung deſſelben / von Niemand nichts erlangen / noch auch / ob Uns oder Unſern Land etwas dergleichen / aus eigener Bewegnüß gegeben würde / nicht gebrauchen: Ob aber dieſen / und andern in dieſer Capitulation enthaltenen Artickeln und Puncten etwas zuwider erlangt / oder ausgeſetzt würde / das alles ſoll Krafftloß / todt / und ab ſeyn / inmaſſen Wir es / jetzt als dann / und dann als jetzt / hiermit caſſiren / tödten und abthun / und / wo Noth / den beſchwerten Partheyen derſelben Nothdürfftige Urkund und Briefliche Schein zu geben / und weiterfahren zu laſſen / ſchuldig ſeyn wollen / Argliſt und Gefährde hierinnen ausgeſchieden.

Extract aus der Güldenen Bull c. 14. A.

UNd die dermaſſen treuloß worden ſindt an ihren Güthern oder Leben / ſo ſie haben aufgeſetzt / ſollen ihre Herren zu keiner Zeit berauben oder beleydigen / durch ſich ſelbſt / noch andere / auch darzu weder Rath noch Hülff geben oder leiſten; und da jemands darwieder thäte / und ſeinen Herren an ſeinen Güthern / die auffgegeben / oder nicht aufgegeben weren / angriffe / oder in einigerley Wege zu berauben unterſtünde / derſelbige ſoll zu Stund ſolcher Lehen und Güther beraubt / darzu verdammet / und in Kayſerlichen Bann gefallen ſeyn / auch hinfüro nimmermehr zu denſelbigen Lehen kommen / noch ihm von neuem verliehen werden.

Extract aus dem Oſnabruckiſchen Friedens-Schluß / Artic. 8. §. 1. & 2. B.

§. I.

DAmit aber Vorſehung geſchehe / daß hinführo im Politiſchen Stande keine Spaltungen entſtehen / ſo ſollen alle und jede Chur-Fürſten und Stände des Reichs / bey Ihren uhralten Gerechtigkeiten / Vorzügen / Freyheit / Privilegien / Hoher Landes Oberkeit / ſo wohl im Geiſtlichen / Weltlichen Exercitio, Herrſchafften / Regalien, und dieſer aller Poſſeſſion, Kraft gegenwärtiger Tranſaction derjenige beſtändig ſeyn / daß ſie von Niemands / unter was Scheyn es auch immer ſeyn möge / de facto davon turbiret werden können / noch ſollen.

§. II.

SIe ſollen / ohne Entrede / ſich des juris ſuffragii in allen des Römiſchen Reichs-Sachen fürfallenden Berathſchlagungen / fürnehmlich / da Geſetze zu machen oder aufzuheben / Kriege zu decretiren / Tribut anzu kündigen / Soldaten zu werben und zu verpflegen / neue Veſtungen in der Stände Herrſchafften zu Nahmen des Reichs aufzurichten / auch die Alten mit Beſatzungen zu verſehen / wie auch / wo Friede oder Bündniſſe zu machen / und was dergleichen Sachen mehr zu verrichten ſind / bedienen / und ſoll dieſes oder dergleichen hinführo weiter nicht geſchehen / oder jemahlen zugelaſſen werden / es ſey dann von ſämtlichen Ständen auf einem freyen Reichs-Tage bewilligt. Inſonderheit aber das Jus, unter ſich ſelbſten / oder mit Ausländern / Bündniſſe zu machen / zu ihrer beyder Conſervation und Sicherheit / ſoll allen Ständen ſolches jedergeit frey ſeyn. Jedoch dergeſtalt / daß ſolche Bündniſſen nicht weder die Römiſche Kayſerl. Majeſtät / das Reich / und deſſen Land-Frieden / oder auch inſonderheit gegenwärtige Tranſaction einlaufe: ſondern denenſelben Pflichten / damit ein jeder der Königl. Kayſerl. Majeſt. und dem Reiche obligiret iſt / gemäß ſey.

Extract aus dem Land-Frieden von Anno 1521. Artic. 8. §. 3. & 4. C.

§. III.

UNd nachdem ſich mannigfältig zu Reich begibt / daß etliche leibeigene Unterthanen / ihre unſchuldige Saſſen von Ihrer Herrſchafft abtreten und räumig werden / den Nachern zu entziehen / oder ſich ſonſten unbilliger Weiſe wieder ihre Herrſchafft / oder Nachbahrn / empören / und unwillens laiſtigen / ihre Herrſchafft / oder derſelben Unterthanen betrangen / und um Ihr vermeynte Forderung nicht ordentlich billig Recht nehmen wollen, haben Wir denſelben zu begegnen geordnet und geſetzt / daß hinführo dieſelben Niemand wiſſentlich enthalten / hauſen / herbergen oder geleiten / ſondern ſoll dieſelbe die Obrigkeit / darunter ſich ſolche Ausgetretene halten / ſo Sie dergleichen Treu-Wort vernommen und verſtanden hätten / zu pflichten annehmen / ſich ordentliches Rechtens von ihrer Herrſchafft begnügen laſſen / und thätliche Handlung zu vermeyden / dafür ſolche ausgetretene Trauer keine Freyheit ſtehlen oder ſchirmen ſoll. Doch ſoll ihm die Herrſchafft nothdürfftig Geleit vor Gewalt zu Recht geben / auch ſonderliches gebührliches Rechtens geſtatten und verhelffen.

WEiche Obrigkeit aber hierwieder jemand enthielte / vergleitete / oder nicht / wie obſtehet / zu pflichten annehme / ſo ſie des ermahnet würde / wieder die ſoll / mit ſambt den enthaltenen / Vergleiteten / alß für einen Fried-Brechen / zur Acht / und andern Poenen, procediret und fürgenommen werden.

Noch Extract aus dem Land-Frieden Artic. 2. C.

§. IV.

AVer dem Beſchädigten / ſambt ſeinen Verwandten und Helffern / ſoll mittler Zeit / auch vor- und ehe Declaration, erfolgt / gegen denſelben Thätern und Friedbrechern / auch den Ihren / und deren Mithelffern und Enthaltern / ſein Gegenwehr und Verfolgung zu thun / zu ſeiner That / oder wenn er ſeine Freund und Helffer haben mag / ſolches auch allenthalben / in Chur-Fürſten / Fürſten und Stände des Reichs / des wiſſens zu haben / ausgeſchrochen und zu verkünden / unbenommen / nicht verbohten / ſondern gänzlich fürbehalten ſeyn: Es ſollen auch Dieſelbe Beſchädigten / ihre Verwandten und Helffer / durch ſolch ihr beſchehene Gegenwehr / Verfolgung und Handlung / wo die Beſchädigung und Fried-Bruch kundbahr und offenbahr / oder ſich nachmahls erfindet / in keine Pœn gefallen / nicht geſtrafft / noch eigentlich was verwirckt haben.

Fernere Verſicherung aus dem Oſnabruckiſchen Frieden-Schluß Artic. 17. §. 2. 3. & 4.

§. V.

ALs iſt / zu mehrerer Befeſtigung und Sicherheit aller und jeder obigen Puncten / dieſer Vergleich ein immer-

währ-

ANNO 1729. ...nehmbst Buch und Stand-Setzung des Reichs seyn / und / gleich andern Gesetzen und Fundamental-Constitutionen des Reichs / sonderlich dem natürlichen Rechts-Abschiede / als auch der Kayserl. Capitulation selbst / nachgelebet werden.

§. III.

Welcher diesen Vergleich / oder einige desse Artickeln und Clausuln / stellen keine Geist- oder Weltliche / Gemeine oder besondere Rechte / Schlüsse deren Comitien / Privilegia, Immunitäten, Edicta, Commissiones, Inhibitiones, Mandata, Decreta, Rescripta, Dispendientien oder Rechts-Hängigkeiten / zu einiger Zeit gefällete Urthein / Rechts-Kräfftigkeiten u. oder sonst einige andere / unter einerley Nahmen oder Fürwand immer auszudencken / Aussichte und Einwendungen / jemahlen angezogen / angebracht oder zugelassen / noch irgendwo wieder diesen Vergleich in petitorio oder possessorio, noch sonsten einige Processe oder Commissiones jemahlen erkandt werden.

§. IV.

Welcher aber diesem Vergleich / wie Recht oder That / zu wieder handeln wird / soll / es sey Geistlich oder Weltlich / durch die That selbst / wie allem Rechte in die Straffe des Friedbruchs verfallen seyn.

CXXXV.

Neue Wechsel Ordnung des Russischen Reichs / ausgegangen unter Regierung PETRI II. 1729. [Copie Imprimée à Petersbourg.]

C'est-à-dire,

Réglement pour le change dans l'Empire de Russie, publié sous le Regne de l'Empereur PIERRE II. *le* 16. *May* 1729.

Wir Peter / von GOttes Gnaden / Kayser und Souverainer Beherrscher von ganz Reuß-Land / &c. &c. &c.

Haben auf unterthänigst geschehene Vorstellung Unserer verordneten Collegien der Commercien wegen des Reichs und der Kauffmanschafft Nutzen / die in folgen Commercia gemachte Wechsel-Ordnung in Unserm ganzen Russischen Reiche kund zu thun / auch in alle gerichtliche Oerter zu verschicken allergnädigst befohlen / so wie Wir denn auch hiermit nebst Kundmachung dieser Verordnung an Unsere getreue Unterthanen / sey sie von der Kauffmanschafft Stand / als auch denen übrigen / welche durch Wechsel entweder Geld übermachen / nehmen oder geben werden / allergnädigst befehlen / daß von dem verordneten Rath-Hause und Zoll eines jeden Orts / ingleichen in denen übrigen Gerichten / wo es nach Unsern Kayserl. Befehlen nöthig ist / in allen und Streit-Sachen darnach versehen / und ohngesäumet das Urtheil abgefasset werde.

Gegeben in Unserm hohen gehemen Conseil den 16. May Anno 17[illegible].

Bericht Von der Wechsel-Ordnung und denen Wechseln.

Man hat diese Wechsel-Ordnung deswegen abgefasset und heraus gegeben / weil man in den Europäischen Ländern auf die Erfindung gerathen ist / an statt das Geld selbst in [illegible] Stadt zu andern / und stattdessen aus einer Provintz in andere zu übersenden / welches durch Mittel welche Wechsel genennet werden / zu verrichten / welche einer andern [illegible] oder übersender und kräfftiger sind als eine bloße [illegible] ist / auch an baar Geld angenommen werden / und im Nicht-Bezahlungs-Fall den mangelnden in unbereue [illegible] Gerichts Straffe als andere ruinirte Gelder bringen können. Es entstehet aber dem hieraus folgender Nutzen: 1) Daß man von dem Fuhr-Gelde frey ist. 2) Daß man keine Gefahr unter Wegens besorgen darff. 3) Daß die Kauffleute und Negotianten welche mit denen Wechseln handeln davon [illegible] ziehen. 4) Daß [illegible] Potentaten selbst in ihrem öffentlichen Handel hier durch den Nutzen und die Bequemlichkeit ersehen / wenn man das Geldes in fremden Ländern benöthiget ist / daß man solches durch Wechsel erhalten kan. 5) Daß dieses überhaupt das beste Mittel ist / damit das Silber und Geld nicht aus dem Lande [illegible] werde / und daß der ganze wohl eingerichtete Kauffhandel ohne den Wechsel nicht wohl unternommen werden zu können kan.

Ob nun gleich in dem Russischen Reiche der Transport aus der Kayserl. [illegible] und bey [illegible] denen durch Wechsel geschiehet / so ist dennoch derselbe noch nicht von der Würckung und dem Werth als in denen übrigen Europäischen Ländern: weil bisweilen noch kein beförderter Wechsel-Recht gegeben / und man daher genöthiget worden / sowohl die Cassa- als Kauffmanns-Gelder selbst von Stadt zu Stadt zu transportiren / zu verführen / mit welchen Verschickungen des Geldes in einem so weitläufftigen Reiche viel Beschwerung und [illegible] viele überflüssige Unkosten aufgehen / und noch über dis unter Wegens viel Gefahr von Dieben und Räubern durch erstehlen und Morden sich ereignet: Demnächst ist auf allergnädigsten Befehl Unsers [illegible] Landdurchsuchungen und Grentz machen / an Herrn Pertt Abgesandten Kayserl. und Souverainen Beherrschers von ganz Rußland in der Commission der Commercien zu Nutzen und besserer Ordnung ist der Kauffmanschafft / und um die überflüssigen Unkosten zu [illegible] / wie auch der obenerwehnten Gefahr wegen / diese neue Wechsel-Ordnung verfasset und in dem hohen Kayserl. Gehemen Conseil zur Aprobation eingesehen / Allwo sie denn auch gnädigst probiret worden.

Wechsel Ordnung.

Das I. Capitel.

Von der der eigentlichen Beschaffenheit der Kauffmanns Wechsel.

I.

Von dem Wechsel / daß bey demselben keiner Zeugen Unterschrifft nöthig sey.

Wechsel-Briefe / die einer dem andern giebet oder schickt / darinn in dem [illegible] Capitul die [illegible] zu haben sind an sich so kräfftig / daß nicht nöthig ist / selbige durch Zeugen unterschreiben zu lassen / so wenig von Seiten des Trassirten als [illegible] und acceptirenden sie dem ein Wechsel ohne dergleichen viele Zeugen Unterschrifft / bloß an die Hand des Trassirten, Indossanten, und Acceptanten angenommen wird.

II.

Wie die Wechsel-Briefe nach den *Formularien* müssen geschrieben werden.

Der Trassant ist gehalten nach denen hier vorgeschriebenen Formularien sich zu richten / und dahin zu sehen / damit das nöthige nicht ausgelassen werde / welches in den Formularien [illegible] mißlauffig abgehandelt und erkläret ist / damit dergleichen Leute / welche es nicht verstehen / keine Gelegenheit zu streiten haben / als wenn ein und ausgelassen oder überflüssig wäre.

III.

Von den Personen / welche in Wechseln vorkommen.

In den Wechseln kommen folgende Personen vor:

Der erste ist der Trassant welcher den Wechsel ausgiebet / und sich verbindet / solchen in einer andern Stadt oder Lande / so wie es verabredet werden / bezahlen zu lassen.

Der andere ist der Remittent, welcher das Geld dem Trassanten vor dem Wechsel erleget / und derselben annimt.

Der dritte ist der Praesentant, an welchen der Wechsel geschickt wird / um das Geld zu empfangen.

Der vierdte ist der Acceptant welcher den Wechsel [illegible] ret / das ist / die Zahlung des Wechsels durch unterschrifft versprochen / und in gesetzter Zeit erleget.

Es können auch mehrere Personen in einigen Wechseln vorkommen; wie denn auch [illegible] seyn können / welche den erhaltenen Wechsel vor [illegible] und [illegible] / daß solcher dem anbiehet / welchem derselbe abgegeben ist / soll bezahlet werden / wie hiervon in dem unten 8 Anweisung geschehen / und sind diese Indossanten gleich denen [illegible] welche sie so wohl als die ersten Trassirten eine richtige Zahlung verpflichtigen.

IV.

Von den *Terminen* der Wechsel.

In den Wechseln / sie mögen entweder in das Reich oder ausserhalb denselben verschicket werden / muß ein gewisser gesetzter seyn / um das Geld nach erhaltenem Wechsel in so viel Tagen oder Wochen zu bezahlen / oder es muß auch sol-

[illegible]

* Formulare mit den Erklärungen davon kommen unter ein [illegible] Capitul.

§ Im dritten Capitel des 20. Formulars.

ANNO 1729.

ANNO 1729.

der Termin von dato des Wechſels angerechnet/ oder von Preſentation deſſelben/ wie ſolches zwiſchen dem Traſſanten und Remittenten abgeredet worden.

V.

Von Wechſeln die innerhalb des Reichs gehen/ wo man gemeiniglich nur *Prima* zu geben nöthig habe/ und wo man auch *Secunda* und *Tertia* geben müſſe.

WEnn die Wechſel von einer Stadt oder Orte zum andern gegeben werden/ da die Städte und Oerter nicht weit von einander entfernet ſind/ ſonderlich wo ordentliche Poſten gehen/ als zwiſchen St. Petersburg und Moſcau/ desgleichen zwiſchen Archangel und Moſcau/ wie auch in den übrigen Oertern von dergleichen Entfernung iſt es genug nur einen Wechſel zu geben/ ſo Prima genennet wird. * Wenn aber wieder vermuthen prima verlohren gienge/ ſo kan man ſecunda geben. Es muß aber derſelbe von Wort zu Wort wie prima angerichtet ſeyn/ ohne Veränderung weder des dati, noch der Geld-Summa; nur dieſes muß man hinzuſetzen/ daß/ wenn *prima* nicht bezahlet iſt/ auf dieſen *ſecunda* Wechſel zu zahlen ſey. § Solte auch ſecunda verlohren gehen/ ſo kan man mit dem tertia eben ſo verfahren. In entlegenen Orten aber/ wo keine ordentliche Poſten angeleget/ oder ſonſt Gefahr unterwegens zu beſorgen iſt/ da kann man zugleich mit prima ohne Scheut auch den ſecunda u. tertia Wechſel geben/ von einen derſelben Krafft als der prima, nur daß man dazu ſetzet/ wenn *prima* und *ſecunda* nicht bezahlet ſind. Wenn aber der Wechſel auf Sicht ſoll bezahlet werden/ in derſelben Stadt oder Orte wo er genommen iſt/ ſo kan man nur einen Wechſel/ welcher Solo genennet wird/ verguͤnſtigen/ und in denſelben ſich der Worte bedienen/ auf dieſen einen *Solo* Wechſel. § Selbige haben gleiche Krafft mit denen übrigen.

VI.

Von *Advis*-Briefen/ welche wegen der Wechſel zu ſchreiben ſind.

WEr dergleichen Wechſel/ in welchen eines Adviſes gedacht wird/ muß der Traſſent an den Acceptanten einen Advis-Brief ſchreiben/ und ſolchen dem Remittenten abgeben. Wer auch als Acceptant dergleichen Wechſel/ darin eines Advis-Briefes erwehnet iſt/ preſentiret erhält/ derſelbe ſol ſolchen zu gleich mit fordern. Solche Advis-Briefe können dem Wechſel an ſeinem Werth weder helffen noch ſchaden/ in dem der Wechſel an ſich ſelbſt ohne dieſelbe gültig iſt/ nur mußet der Traſſent bloß dem Acceptanten, wenn der Wechſel zu bezahlen/ und auf weſſen Conto das Geld zu ſetzen/ oder woher die Zahlung zu nehmen ſey/ und was er ſonſt noch ſchreiben will/ welches zu richtiger Bezahlung des Wechſels dienet. Uber Wechſel/ die in derſelben Stadt zu bezahlen ſind gegeben worden/ oder darin/ wenn ſie gleich nach einer andern Stadt gehen/ keines Adviſes gedacht iſt/ ſind keine Advis-Briefe nöthig.

VII.

Von dem *Præſentanten*, daß er den Wechſel ohnverzüglich zur *Acceptation præſentiren* ſoll: Und von Bezahlung der Wechſel/ worinn die Zahlung auf Sicht ohne *Termin* geſtellet iſt.

WEr einen Wechſel empfängt/ und die Zahlung in denſelben auf Zeit geſtellet iſt/ derſelbe muß ſo bald es immer möglich denſelben acceptiren laſſen/ damit auch nicht die geringſte Zeit verlohren gehe. Als nemlich/ wenn die Poſt heut ankommt/ ſo muß der Wechſel noch denſelben Tag preſentiret werden/ kommt ſie aber ſpäch/ ſo kan es biß auf den folgenden Tag anſtehen/ und iſt der Acceptante verbunden/ auf den Wechſel das Jahr/ den Monath und den Tag zu ſchreiben/ daß er die Zahlung nehmentlich leiſten wolle/ welches insgemein durch das Wort: *Acceptavit* / zu geſchehen pfleget.

Dieſer Termin wegen geſchwinder Preſentation des Wechſels iſt deßwegen verordnet/ im Fall der Preſentante wegen des empfangenen Wechſels deßfalls ſeine Pflicht verſäumet/ der Acceptante aber mittlerweile ſolcher Zeit banqueroute wird/ daß alsdenn Remittent von dem Preſentanten die Erſetzung ſeines Schadens prætendiren könne: Wenn aber der Acceptante ſolvendo bleibet/ und der Preſentant gleich die geſetzte Zeit verſtreichen laſſet/ ſo hat er doch deßwegen keinen Verluſt zu beſorgen/ ſondern die Acceptation und Zahlung muß ohne Wiederſpruch erfolgen. Den acceptirten Wechſel hat der Preſentante/ ſo wenig ſelbiger/ als durch ſeine Bediente/ wenn er durch dieſelbe das Geld heben läſſet/ von ſich

zu geben/ biß die Zahlung erfolget. Wenn aber der Wechſel auf Sicht zu zahlen geſtellet iſt/ ſo iſt den Preſentanten entweder die Zahlung oder die Acceptation zu verlangen/ binnen nach Verflieſſung dreyer Tage/ wie im 14. Punct gemeldet iſt/ die Zahlung müntlich erfolgen mögen. Geſchiehet weder Zahlung noch Acceptation/ ſo muß man proteſtiren.

VIII.

Von Einaſſirung der Wechſel/ wenn man die Gelder ſelbſt oder durch einen andern empfängt.

WEnn der Termin zu Empfang des Geldes kein Acceptation da iſt/ ſo mag der Preſentant den Wechſel ſelbſt preſentiren/ und nach geſchehener Zahlung auf den Wechſel quitiren. * So er aber den Wechſel durch einen Bedienten oder durch einen andern überſchickt/ ſo iſt der Preſentant verbunden/ den Wechſel folgender Geſtalt zu indoſſiren/ auf dieſen Wechſel zahle der Herr Ueberbringern ꝛc. und unter das indoſſament ſeinen Nahmen zu ſchreiben/ worauf Ueberbringer nach Empfang der Zahlung zu quitiren hat/ daß er ſelbige erhalten. Auf ſolche Weiſe ſiehet der Acceptant daß der Bediente mit ſeines Herrn Willen das Geld zu heben geſchickt worden/ und hat er Acceptant ohne dergleichen indoſſement keinem Bedienten/ er ſey auch wer er wolle/ zu trauen/ noch das Geld ab zu liefern/ damit nicht jemand auf einen geſtohlenen acceptirten Wechſel könne Geld heben.

IX.

Von Wechſel-Briefen worin etwas radirt und corrigirt iſt/ und vom Acceptanten/ wenn er ſeine Acceptation ausſtreicht.

WEnn in denen Wechſeln Wörter zwiſchen denen Reihen geſchrieben/ oder Wörter ausgeſtrichen und radirt gefunden werden/ und darüber bey dem Acceptanten oder bey einem andern ein Diſput entſtehet/ ſo ſind ſolche nicht vor gültig zu erkennen/ damit keine Hinterliſt oder Betrug ſich dabey ereigne. Sondern man hat ſich deßfals an den erſten Ausgeber des Briefs zu halten. Wenn aber der Acceptant einen Wechſel annimmt und die Acception unterſchreibet/ zu gleicher Zeit aber/ wegen einer oder andern Urſache/ um den Wechſel kein Genügen zu leiſten/ ſeine Acceptation ausſtrechet/ ſo ſoll dennoch ſolche Ausſtreichung den Wechſel nicht ungültig machen/ ſondern er iſt gehalten/ das Geld laut Wechſel zu entrichten.

X.

Von *Proteſtirung* der Wechſel/ welche der *Acceptant* nicht *acceptiren* will.

WEnn der Preſentante den Wechſel preſentiret/ der Acceptant aber denſelben nicht acceptiren will/ ſo muß man ohne Saumniß innerhalb 24 Stunden mit einem Notario Publico ſich in des Acceptanten Hauß verfügen; wo kein Notarius vorhanden/ da nimmt man einen Cantzelliſten aus dem Zoll- oder Rath-Hauß/ auf den Land-Jahrmärckten/ wo kein Zoll iſt/ einen Land-Richter/ in Dörffern zweyer oder auch mehrer Zeugen/ welches Kaufleute ſeyn können/ wenn dergleichen vorhanden: wo aber auf dem Lande keine ſind/ da kan man glaubwürdige Bauren nehmen/ und wegen Non Acceptation, warum der Acceptant den Wechſel nicht acceptirt/ proteſtiren/ § und müſſen der Notarius oder Cantzelliſt/ auf dem Lande aber der Land-Richter/ als auch die Zeugen/ in welcher Stadt oder Orte ſie wohnen/ und wes Standes ſie ſind/ unter den verfertigten Proteſt ſich unterſchreiben/ und dem Preſentanten denſelben überliefern. Solte es geſchehen/ daß der Acceptant dieſelbe zu proteſtiren nicht zu ſich ins Hauß laſſen wolte/ ſo ſoll in den Proteſt ausdrücklich inſeriret werden/ daß der *Acceptant* wegen des Wechſels Red und Antwort zu geben/ ſie zu ſich ins Hauß nicht gelaſſen habe. Und wenn gleich ein Proteſt im Nothfall von einer particulair-Perſon/ wie oben gemeldet/ unter zwey Zeugen aufgerichtet worden/ ſo ſoll ſolches dennoch ſo kräfftig ſeyn/ als wenn eine ausdrücklich dazu verordnete Perſon denſelben errichtet hätte/ nur/ daß dieſe Perſonen bekannte und ohne Verdacht ſeyn müſſen.

XI.

Von denenjenigen welche wegen der *Acception* des Wechſels *Dilation* verlangen.

SOlte der Acceptant von dem Preſentanten dilation verlangen/ verſtehend/ daß er vorher ſchon müſſe/ ob er

* Im dritten Capitel das vierdte Formular.
† Im dritten Capitel das neunte Formular.
§ Das fünffte und folgende Formular.

* Wie die Zahlung ſoll quitiret werden/ davon iſt im dritten Capitel die Erklärung des andern Punctes nachzuſehen.
† Von Proteſtiren ſiehe das 12 Formular im 3. Capitel.

ANNO 1729.

den Traſſanten Geld ſchuldig oder wegen anderer Urſachen verſtanden ſey/ ſo kommt ſolche Dilation blosſerdings auf den Willen des Preſentanten an/ ob er ſelbige geben/ oder proteſtiren wolle. Es muß aber die Dilation nicht auf eine lange Zeit gegeben werden/ damit der ein Wechſel geſtellet Zahlungs-Termin nicht vorbey gehe/ und der ſolche Dilation giebt/ der muß es nicht ſchelten hin vor ſich thun/ ſondern ſelbiges bey einem Notario Publico, und/ wo ferner iſt/ in den Rath-Hauſe in die Gerichts-Bücher ausdrücklich protocolliren laſſen/ daß ſie ſich auf ſo und ſo viel Zeit wegen der Dilation verſtehen; giebet aber der Preſentante die Dilation ohne dieſes zu/ ſo iſt derſelbe verpflichtet ſeinen Correſpondenten oder Compagnon von dem der Wechſel remittiret iſt/ Nachricht zu geben; Erfolget als denn nach verfloſſenen Dilations-Termin keine Zahlung/ der Wechſel mag nun acceptiret ſeyn/ oder nicht/ ſo muß nothwendig von dem Preſentanten ohne Zeit-Verluſt der Proteſt ergehen/ ſo wie ſolches oben bereits gemeldet worden.

XII.

Von Advis-Schreiben wegen *Acceptation* der Wechſel/ und von Zurückſchickung der Wechſel mit *Proteſt*.

DEr Preſentant iſt verpflichtet/ nach dem er den Wechſel erhalten/ unverzüglich dem Remittenten von Acceptation deſſelben Nachricht zu geben; wenn aber der Wechſel proteſtiret iſt/ ſo muß er den Proteſt mit dem Secunda-Wechſel/ daſern einer vorhanden/ zurück ſchicken/ den Prima Wechſel aber bey ſich behalten/ damit der Remittent mit den Traſſanten/ und er mit den Acceptanten ſich abfinden könne. Wenn aber Preſentante die Acceptations-oder Proteſt-Zeit/ auch davon Advis dem Remittente zuzuſchicken verſäumet/ und ſich unterdeſſen böſe Folgerungen ereignen/ daß zum Exempel der Acceptante fallirt wird/ ſo iſt er der Preſentante vor Verſäumung der Zeit verbunden/ dem Remittenten Red und Antwort zu geben/ und denſelben Schadlos zu halten.

XIII.

Von Behaltung des Wechſels biß auf den geſetzten *Termin* nach dem *Proteſt*.

NAchdem der Proteſt wegen Weigerung der Acceptation geſchehen/ und derſelbigen die Advis-Briefe mit denen andern Wechſeln an den Remittenten abgegangen/ ſo muß der Preſentant auch vor erhaltener Antwort/ den Wechſel biß auf den in denſelben geſetzten Termin bey ſich behalten/ im Fall er von dem Remittenten keine andere Ordre empfangen. Solte ſich unterdeſſen der Acceptant zu der Zeit des Termins noch bedenken/ oder von dem Traſſanten eine nähere Ordre erhalten haben/ und das Geld auszahlen/ ſo muß der Preſentant deſſelbe mit dem Bedung annehmen/ daß die Unkoſten/ welche wegen des Proteſtes und des Briefs-Porto verwandt worden/ von dem Acceptanten erſetzet werden. Als nehmlich wie eins pro Cento, und nicht mehr ſo viel als unten angeſetzet iſt: Weil demnach der Wechſel an gehörigen Ort und auf geſetzte Zeit bezahlet worden.

XIV.

Von *Reſpit*-Tagen der Wechſel/ in welchen der Zahlungs *Termin* entweder nach *dato* oder auff Sicht geſtellet iſt.

WEnn die Wechſel auf eine gewiſſe Anzahl Tage nach Dato zu bezahlen geſtellet ſind/ ſo pflegen nach ſolchem Ter[illegible] noch die Reſpit Tage über 10 Tage Frey gegeben zu werden. Auf diejenige Wechſel aber/ welche auf Sicht geſtellet ſind/ werden nur drey Reſpit-Tage gegeben. In beyden wird ſo wohl die Sonn- und Feſt-Tage/ als auch derjenige Tag gerechnet/ an welchem die Zahlung fällig iſt/ und kan in ſolchen Reſpit-Tagen wegen Non-Bezahlung kein Wechſel proteſtiret werden. Am letzten Reſpit-Tage aber muß man die Zahlung des Morgens fordern/ und in Weigerung derſelben noch vor der Sonnen-Untergang/ oder auch im Nachſatz des folgenden Tages proteſtiren. So ſollen auch die obgedachten 3 Reſpit-Tage noch gegeben werden/ wenn gleich der Zahlungs-Termin vor Erhaltung und Preſentation des Wechſels ſchon verfloſſen wäre/ damit in der Zeit die Zahlung könne herbey geſchaffet werden. Denjenigen Wechſeln aber/ welche auf ſo und ſo viel Tage nach Sicht geſtellet ſind/ werden keine Reſpit-Tage mehr verſtattet/ darum/ weil/ wenn auch der Wechſel ſich nur auffgehalten hätte/ der Acceptant den Termin doch nur von der Preſentation anrechnet/ wie derſelbe in dem Wechſel geſtellet iſt.

XV.

Wie im *Non*-Bezahlungs-Fall zu *proteſtiren* ſey.

WEnn an dem Verfall-Tage der Wechſel zum Acceptation nicht beſichtiget wird/ ſo muß noch an demſelben Tage vor Untergang der Sonnen/ oder wenn ſolches nicht mehr geſchehen kan/ des andern Tages der Proteſt durch einen Notarium Publicum oder einen Canzelliſten/ wie oben gemeldet/ aufgeſetzet und unverzüglich dem Remittenten überſchicket werden; daß derſelbe von Weigerung der Zahlung Nachricht bekomme/ und dieſerwegen mit dem Traſſanten/ wie es ſich gehöret/ verfahren könne. Der Proteſtant aber muß 1 oder 2 Tages darauf nach verfloſſenen Termins/ oder wenn ſolches ein Sonn oder Feſt-Tag iſt/ des folgenden Tages bey dem Zoll-Gerichte warten/ und von dem Acceptanten die Erfüllung des Wechſels ſolliciren/ damit der Reſpondent und der Traſſant deßhalben in Sicherheit bleiben/ und keiner aus Verabſäumung der Zeit kein Verluſt entſtehe. Wird alsdenn wegen ferhaner Erfüllung zwiſchen dem Preſentanten und Acceptanten alles wohl und gerichtlich abgemachet/ und die Unkoſten erſetzet/ ſo kan hernach Remittent als Traſſant zu frieden ſeyn. Wenn aber der Preſentant nicht ſo bald/ als der Termin zu Endigung dergleichen Proceſſe geſetzet iſt/ der Erſtattung ſeines Schadens ſo wenig ganz als eines Theils von dem Acceptanten gerichtlich erhalten kan/ oder dißfalls andere Ordre erhält/ ſo kan er als denn entweder bey dem Remittenten/ oder Traſſanten/ bey wem er will ſeinen Regreß ſuchen/ in Betrachtung daß der Wechſel auf ſo jemands geſtellet worden/ der nicht im Stande zu bezahlen geweſen. Dann im Fall der eigenen Nothdürfftigkeit der Preſentanten/ wenn er nemlich den acceptirten Wechſel zur Verfall-Zeit nicht gehörig proteſtiret/ und nachgehends die Zahlung nur recuperiret/ muß er denen dem Remittenten und Traſſanten gemacht ſeyn/ und die Valuta aus ſeinen eigenen Mitteln vergüten/ ſeinen Regreß aber kan er/ wo möglich/ noch beym Acceptanten ſuchen.

XVI.

Was zu thun ſey/ wenn ein Frembder *par honneur* des *Traſſanten* oder der *Indoſſanten* den Wechſel bezahlet.

WEnn der Wechſel zur Verfall-Zeit proteſtiret iſt/ und ein Frembder par honneur des Traſſanten oder eines von den Indoſſanten denſelben bezahlen will/ ſo muß denſelben in Gegenwart eines Notarii Publici, oder in Ermanglung deſſen eines Canzelliſten von Zoll/ oder auch beyderſeits zugen ein Atteſt ausgefertiget werden/ daß er pro honneur deß und deß und Nahmen den Wechſel bezahlet habe; Dahingegen er von dem Preſentanten den Wechſel und Proteſt zurück nimmt/ und ſich darunter von dem Preſentanten quitiren läſſet/ daß dieſer das Geld wohl erhalten habe/ und was ihm hernach nach Wechſel-Styl an Capital und Unkoſten zukommt/ ſolches entweder von dem Traſſanten oder Indoſſanten/ von wem er will/ werden zu fordern/ welche ihm/ als der ihre Ehre errettet/ und den Wechſel in ſeinen Händen hat/ zu bezahlen und zu contentiren ſchuldig ſind.

XVII.

Von dem Fall/ da jemand nicht alles Geld ſeines Wechſel bezahlen will.

WEnn Traſſant bey Preſentirung des Wechſels die gantze Summa nicht bezahlen will/ und daher denſelben nicht acceptiret/ vorſtellend/ daß er weder ſo viel Geld noch Waaren von dem Traſſanten in Händen habe/ da muß der Preſentant wieder den gantzen Wechſel proteſtiren; Wenn aber der Acceptant die offerirte Summa auff Abſchlag bezahlet/ ſo muß der Preſentant ihm hierüber eine ſparte Quitanz ertheilen/ und dem Remittenten Nachricht geben/ daß er wieder den Wechſel proteſtiret und vor das auf Abrechnung gegebene Geld ein aparte Quitanz von ſich geſtellet habe/ daneben er ihm auch den Proteſt zuſchicket. So muß auch der Acceptant ebenfals ſeinen Correſpondenten unverſtändlich ſchreiben/ warum er dieſes gethan habe. Iſt der Wechſel ſchon acceptiret und der Acceptante will zur Verfall Zeit einen auch wegen gewiſſer Urſachen den gantzen Wechſel nicht entrichten/ ſo muß auf gleiche Weiſe mit Proteſtirung wieder den gantzen Wechſel verfahren werden. Dahingegen von der Remiß auch was Acceptant bezahlen will/ kann Preſentant unter einer ſparten Quitanz annehmen/ muß aber ſowohl als der Acceptant ſeine Correſpondenten davon benachrichtigen/ maßen ſolche auf Abſtellung erfolgende Bezahlung/ dem Wechſel-Rechte nichts präjudicirt. Die rückſtändige Summa aber welche nach Abrechnung des bezahlten übrig bleibet/ muß der Preſentante noch unverzüglich/ wie oben gemeldet/ vor Gerichte ſuchen/ dieweil der acceptante die gantze Zahlung zu keinen acceptiret hat.

XVIII.

Von Wechſeln/ welche geſtellet ſind von einer Stadt zur andern zu bezahlen.

WEnn der Wechſel auf eine Perſon in einer andern Stadt geſtellet iſt/ um denſelben in der dritten Stadt zu bezahlen/

ANNO 1729.

zahlen/ ſo iſt der Acceptant in der andern verpflichtet auf den Wechſel nahmentlich dieſelbe Perſon zuzuſchreiben/ welche in der dritten Stadt auf den in dem Wechſel geſetzten Termin das Geld anzuzahlen ſolle/ und nach dem auch der Preſentant in der dritten Stadt den Wechſel erhalten/ ſo muß er ſolchen dem jenigen/ an welchen er aus der andern Stadt zuzahlen adreſſiret iſt/ zur Acceptation preſentiren; Dannt dieſer denſelben acceptiret, daß er innerhalbten Termin die Zahlung leiſten wolle. Acceptiret dieſer den Wechſel entweder gar nicht/ oder wenn er ihn gleich acceptiret/ die Zahlung aber auf geſetzten Termin nicht erleget/ da muß der gewöhnliche Proteſt ergehen.

ANNO 1729.

XIX.

Von *Proteſtirten Indoſſirten* Wechſeln.

WEil es bey Wechſeln zu geſchehen pfleget/ daß nach dem erſten Traſſanten des Wechſels/ andere Perſonen denſelben/ wie unten in den Formularen geweſen/ indoſſiren/ ſo daß die Zahlung an ſtatt ihrer einem andern geſchehen ſoll/ als kan der/ welch em ſolche geſchehen ſolte/ falls der Wechſel nicht bezahlet worden/ in dieſem Fall nach gethanem Proteſt ſowohl das Wechſel-Geld als auch die Unkoſten dieſer Verrichtung nach einander von dem Remittenten oder Traſſenten/ nach ſeinem Belieben von wem es will/ fordern/ und gänzlich ſich Schadlos machen.

XX.

Was zu thun/ wenn man in Erfahrung kömmt daß ein Kauffman vor dem Termin fallit wird.

WEnn der Acceptant nach dem Gerichte der leute fallit geworden/ und ſich derowegen von der Börſe abſentiret/ ſo kan der Preſentant durch einen Notarium Publicum, wo aber keiner iſt/ in dem Zoll-Gericht ſupplicren/ und von denſelben eine ſichere Caution nehmen/ ob gleich der Wechſel noch nicht zu zahlen fällig iſt. Wird nun dem die Caution verſaget/ ſo muß man darüber wegen Mangel derſelben proteſtiren/ und dem Remittenten den Proteſt, mit Advis, in welchem alles umſtändlich beſtrichen/ zuſchicken; deß weil er muthlich die Fallirung des Acceptanten vermuthen/ er ſeines Correſpondentens Intereſſe wahrgenommen und wegen Mangel der Caution proteſtiret habe: Komt denn der Zahlungs Termin, ſo muß er zum andernmahl wegen Non-Bezahlung proteſtiren/ und das Geld mit den Unkoſten/ wie oben gemeldet/ ſuchen: Welcher Preſentant aber von der erwehnten Fallirung des Acceptanten nicht weiß/ und die obangemeldete Cautions-Forderung unterläßt/ dem ſoll in dieſem Fall die Schuld nicht gegeben werden/ und bleibet der Wechſel dennoch gültig.

XXI.

Wie bey ſolchen Perſonen zu verfahren/ welche ſich auf eine Zeitlang aus der Stadt entfernen/ oder ſich gar nicht einſtellen.

WEnn ſich ein Acceptant, auf welchen ein Wechſel gegeben/ auf eine Zeitlang entfernet/ und ſich auſſerhalb der Stadt auf ein Dorff begibt/ und ſeine Sachen niemanden anbefiehlt/ ſo ſoll der Preſentant wegen Non-Acceptation proteſtiren/ und wenn der Termin des Wechſels vorhanden/ wegen nicht erfolgter Bezahlung ein gleiches thun laſſen. Wechſelts ſolche leute/ die ihren Credit conſerviren wollen/ bey ihrer Abweſenheit jemanden ihre Sachen committiren und denſelben ein Creditiv geben müſſen/ ohne Credit. Schreiben aber iſt die Commiſſion unvollkommen/ und ſolte gleich ein Freund oder Buchhalter oder ein andere ohne dergleichen Creditiv Schreiben den Wechſel acceptiren/ vorgebende dazu mündliche Order erhalten zu haben/ ſo iſt dennoch denſen nicht zu trauen/ es ſey denn/ daß jemand um Acceptirung dieſes Wechſels die Zahlung auf ſich ſelbſt nehme; Glaubt nun der Preſentant denſelben/ als denn komme es in dieſem Fall auf ihren Willen an/ und wenn ſich hernach Zanck erregen ſollte/ ſo muß ſich der Preſentant mit dem Acceptanten ſelbſten abfinden. Gleichfals wenn der Wechſel auf jemand geſtellet iſt/ den man mit groſſer Mühe nicht antreffen kan/ oder der an derſelben Stadt niemahls geweſen/ ſo ſoll der Proteſt auf der Börſe oder an einem publiquen Orte/ wo die Kauffleute zuſammen kommen/ geſchehen. Muß demnach ein jeder Verſchickſam halten/ wenn er Wechſel auf einen unbekandten/ welchen er nicht kennet/ ſollte geſtellet ſeyn/ ſich an den Trauſenten halten/ damit er ihm einen oder auch mehr bekandte Perſonen verſchaffe/ welche den Wechſel gut heiſſen/ das iſt allecuriren/ und wer alſo allecuriret hat/ der bindet als Cautionirt deſſelben.

XXII.

Was zu thun/ wenn *Preſentant* oder *Acceptant* vor Verfall-Zeit des Wechſels mit Tode abgehet.

WEnn Preſentant oder Acceptant vor Verfall-Zeit des Wechſels ſterben/ ſo müſſen die Erben/ Vormünder und übrige/ welchen die Verwaltung der Geſchäffte des verſtorbenen Preſentanten committiret iſt/ die Zahlung von den Erben/ Vormündern und übrigen/ welche Commiſſion von den Sachen des verſtorbenen Acceptanten haben/ fordern/ und wenn hier auf der die Zahlung des Wechſels nicht erfolget/ ſo muß man proteſtiren. Solte hierin ein Scrupel entſtehen/ daß man den Erben/ Vormündern und übrigen von der Seite des verſtorbenen Preſentanten die Auszahlung des Wechſels nicht trauen wolte/ u. dabey legitime Urſachen darüber angeführet würde/ ſo muß wegen Empfang der Valuta von Seite des Preſentanten denen Erben des Acceptanten Caution gegeben werden/ damit ſelbe ſchadlos ſind.

XXIII.

Von Wechſeln/ worinn die *Adreſſe* zu ſchreiben vergeſſen worden.

WEnn Traſſent vergeſſe den Wechſel zu addreſſiren/ das iſt/ den Nahmen des Acceptanten in dem Wechſel zu ſetzen/ und der Remittent ſolches nicht bemercket/ in dem Advis-Briefe aber des Acceptanten Nahme geſchrieben iſt/ ſo muß laut dem Advis-Briefe der Wechſel unſtreitig acceptiret werden. Würde auch der Preſentant um Copie vom Advis-Briefe verlangen/ ſo muß ſolche unter des Acceptanten Hand gegeben werden/ weil der Traſſent anbefehlend darin ſtehet/ an wen/ wie viel/ und in was für einen Termin für ſeinen ausgegebenen Wechſel die Zahlung geſchehen ſoll.

XXIV.

Von verlohrnen *acceptirten* Wechſeln.

WEnn Preſentant den vom dem Acceptanten acceptirten Wechſel verlieret/ ſo iſt derſelbe verpflichtet/ hiervon unverzüglich dem Acceptanten in Beyſeyn eines Notarii Publici, oder im Zoll-Gericht in Gegenwart einiger Zeugen ſchrifftliche Nachricht zu geben/ daß dieſer Wechſel/ ſo ihm jemand bringen möchte/ nicht zu honoriren ſey. Dieſer Caſus befreyet keines Weges den Acceptanten von der Zahlung deſſelben an Preſentanten zu rechter Verfall-Zeit. Wegen ſeiner Sicherheit aber iſt er ſchuldig bey der Zahlung eine Caution zu nehmen/ (wenn er ihm allein nicht Glauben zuſtellet/) und über dem Empfang der Gelder eine Quitanz, worinn der Verluſt des acceptirten Wechſels ausdrücklich errechnet wird/ von ſich zu geben/ welche auch die Cautionirſen unterſchreiben müſſen. Wenn Acceptant die Caution aber nicht annimmt/ noch das Geld auszahlet/ ſo muß er nach geſchehenem Proteſt wegen Weigerung der Bezahlung den Wechſel mit allen Unkoſten zahlen.

XXV.

Von *Advis*-oder Nachricht-Schreiben/ wenn dieſelben nicht mit den Wechſeln geſchicket werden.

WEnn der Wechſel mit dem Advis-Schreiben dem Remittenten gegeben iſt/ er aber denſelben ohne Advis-Schreiben verfindet oder aus Verſehen dem Preſentanten zuſchicket/ ſo iſt der Acceptant aus Mangel des Advis-Schreibens nicht ſchuldig/ den Wechſel zu acceptiren/ und wenn hierum der Proteſt zurück kommt/ ſo fallen alle aufgewandte Unkoſten auf den Remittenten/ weil er das Advis-Schreiben bey ſich behalten. Solte hergegen der Remittent darthun/ daß er dergleichen Brief von dem Traſſenten nicht erhalten/ und der Traſſent auch ſolches findet und nicht läugnet/ ſo iſt er ſchuldig unverzüglich einen Advis-Brief auch Caution wegen des Geldes und den Unkoſten bis der Wechſel bezahlet worden/ zu geben. Wenn der Traſſent aber mit dem Mäckler-Büchern und durch einen Mäckler beweiſet/ daß das Advis-Schreiben abgegeben/ ſo darff der Traſſent weder Caution ſtellen/ noch die Unkoſten/ welche auf den Proteſt und vor Brieff-Porto verwendet worden/ dem Remittenten gut thun: Hergegen geſtehet der Remittent/ daß das Advis-Schreiben den that verlohren gegangen/ ſo kan Traſſent von dem Remittenten einen Revers nehmen/ daß er künfftig mit ſeinen Wechſeln zu thun haben wolle/ und über dem erſten abgelaſſenen Advis-Schreiben noch ein anderes geben. Dieſes gilt nur in denen Wechſeln Krafft haben/ worinnen eines Advis-Schreibens Meldung geſchehet.

XXVI.

Von Wechſeln/ worin zwo Perſonen einerley Nahmen

ANNO 1729.

Nahmen des in dem Wechsel genenneten *Acceptanten* führen/ und keiner von ihnen denselben *acceptiren* will.

WEnn der Wechsel auf eine Person gestellet ist/ in derselben Stadt aber ihrer zwey desselben Nahmens sich befinden/ so muß der Presentant beyden den Wechsel presentiren/ und wann keiner von beyden denselben acceptiren/ so muß erstlich wegen Weigerung der Acceptation, nachgehends auch wegen der Bezahlung gegen beyde der Protest geschehen. Damit aber alle Difficultäten vermieden werden/ so muß man unter den Wechsel oder auf das Couvert schreiben/ nicht allein den Vor- und Zunahmen/ sondern auch das Kirchspiel und die Strasse/ in welcher die Person/ auf welchen der Wechsel gestellet ist/ wohnet.

XXVII.

Von *acceptirten* Wechseln/ welche unterwegens am Verfall-Tage verlohren gehen.

WEnn der Presentant den acceptirten Wechsel am Verfall-Tage entweder selbst träget/ oder jemanden um das Geld zu empfangen hinschicket/ der Wechsel aber/ auf welchen schon der Presentant nach Inhalt des 8ten Puncts in dorso sich unterschrieben/ unterwegens verlohren gehet/ so muß der Presentant denselben Tag zu dem Acceptanten hingehen/ und in Gegenwart einiger Zeugen darthun/ daß der Wechsel mürcklich verlohren gegangen/ hierauf von dem Acceptanten auf den verlohrnen Wechsel die Zahlung fordern/ und in allem/ wie im 24. Puncte gemeldet/ verfahren; Gesuchet es aber nach gehends daß einer mit diesem gefundenen Wechsel sich zu dem Acceptanten begiebt/ und die Zahlung fordert/ so ist der Acceptant nicht schuldig auf den Wechsel zu zahlen/ sondern denselben so gleich zu seiner Hande zu behalten/ und den Presentanten/ welcher den Wechsel verlohren hat/ hiervon unverzüglich zu benachrichten. Wenn aber auch jemand mit dem gefundenen Wechsel sich zu dem Acceptanten begiebt/ und das Geld empfangen/ auch nach des Presentanten Vollmacht quittiret/ hervor kan dem Presentanten von Verlust des Wechsels Nachricht bey dem Acceptanten eingekommen/ so ist gedachter Acceptant in diesem Fall dem Wechsel zum andernmahl zu zahlen nicht gehalten; sondern alle Unkosten fallen auf den Presentanten.

XXVIII.

Von Rußischen Wechseln/ welche innerhalb das Reich verschicket werden/ und daß darin benennet werde/ ob die *Valuta* mit Waaren oder mit *contant* Geld vergütet sey.

ALle ausländische Wechsel sollen ohnstreitig nach dieser Ordnung eingerichtet/ und eben so kräfftig/ und gültig auch so ordentlich gesetzet seyn/ als die inländischen/ welche so brecht unter Kaufleuten für Waaren/ als auch sonst unter andern Personen/ wes Standes sie seyn mögen/ des Geld-Wechsels halber passiret werden. und wenn es auf Expectirung der Zahlung ankommt/ (welches Valuta genannt wird) so stehet es frey denselbe entweder auf Waaren oder Geld/ wie ein jeder beliebet/ zu stellen. Auch muß man in den Wechseln/ welche innerhalb Rußland verschicket werden/ ausdrücklich melden/ ob man sie in groser harter/ oder kleiner; Silber- oder Kupffer Münte will bezahlt haben/ und solte in einigen Wechseln nicht ausdrücklich der Münte erwehnet seyn/ so muß derjenige darum nicht zanken/ der das Geld für den Wechsel mit Kupffer oder Silber Münte bezahlet. Gleichfalls wenn jemand vor das übermachen der Gelder von einer Stadt zur andern ein gewisses vom Rubel zu nehmen verabredet/ so ist solches nicht verboten/ sondern selbiges wird der Hauptsumma des Wechsels zugeschlagen.

XXIX.

Vom Wechsel *Cours* in Rußland.

WEil in keinen auswärtigen Ländern ein beständiger Wechsel-Cours ist/ gleichwol in den Wechseln die jedes Orts gebräuchliche Münte als Stüver und dergleichen benennet wird/ nehmlich/ wie hoch sie den Rubel gegen solche rechnen wollen; Als soll der Wechsel/ wenn er wegen Non-Bezahlung mit Protest zurück kommt/ so hoch gerechnet werden/ als damahls der Wechsel-Cours an demjenigen Orte gewesen/ da der Wechsel ausgegeben worden/ auch soll derselbe von keiner Seite weder höher noch geringer gerechnet werden.

Von *Restitution* der bey *protestirten* Wechseln aufgegangenen Unkosten.

WEnn ein ausländischer oder innerhalb des Reichs gestellter Wechsel unt Protest zurück komt und auf die Verfall-Zeit nicht bezahlet wird/ so [illegible] von dem schuldigen Part noch über das in den Wechsel benennete und in den fremden Wechseln nach dem Cours, wie oben gemeldet/ ausgerechnete Geld für die Erstattung der wegen nicht geschehener Bezahlung verwandten Unkosten für dem ersten Termin von dato an des gegebenen Wechsels bis auf das Datum, da er protestiret worden gerechnet/ 8 pro Cento ersetzet werden/ welche Zahlung auff teutsch berechnet wird/ für Protest, Recambium, Provision, Courtagie und Interesse. Welches jedoch so zu verstehen/ wenn von der ganzen Summa des Wechsels noch nichts bezahlet ist. Wenn aber von dem Acceptanten unter a parter Quitance die Zahlung an dem Verfall-Tage/ wie oben Artic. 17. gemeldet/ eines Theils geschehen ist/ so werden diese 8 pro Cento nur vor das rückständige Geld gerechnet/ welches noch nicht bezahlet worden. So auch wenn nach der Verfall-Zeit nach geschehenen Protest die Zahlung der gantzen rückständigen Summa, und was für den Zeit-Verlust gebühret/ fürgewandt/ oder durch Gerichts-Zwang in einer Woche/ oder aufs höchste in einem Monath nicht erfolget/ alsdenn kan man nach Verstreichung eines Monath von Zeit des Protestes wegen Weigerung der Zahlung/ auf die erstattende Summa vor einen jeden folgenden Monath anderhalb pro Cento rechnen/ bis das gantze Capital u. der Zeits-Verlust ist abgetragen worden/ damit ein jeder sich vor einer zu schweren Bezahlung rüchten und nach geschehenem Protest baldigst zahlen möge.

XXX.

Wann jemanden wegen *Restantien* oder sonst etwas seine Güther *confiscirt* werden.

WEnn jemandes Güter wegen Reichs-Schulden/ Debiten/ Pretensionen/ oder auch um einiger andern Ursache willen möchten confiscirt werden/ an jetzigen aber bey solchem Zustande ein Wechsel/ den er haben soll/ geschrieben wird/ so soll der Wechsel wenn er Ehrhabern selbst incommodiret/ sowohl wie des Eigners übriges Guth confiscirt seyn/ und muß vor selbigen lauu Wechsel die Zahlung an deutlicher manse von dem Acceptanten/ wie oben gemeldet/ gefordert werden. Wenn aber der Wechsel nicht den Presentanten eigen/ sondern er auf denselben nur fremdes Geld empfangen soll/ nur selbiges auf Ordre des Remittenten in loco abzuziehen oder demselben zu remittiren/ solche Wechsel sollen alsdenn keines weges weder confiscirt noch arrestiret werden/ damit dem Remittenten nicht vergebens Schaden zugefüget/ noch dadurch der Credit unter den Kaufleuten geschwächet werde. Gleicher Gestalt ist mit den Leuten zu verfahren/ welche einen fremden Wechsel vor dem Arrest erhalten/ und für denselben das Geld empfangen oder auch empfangen haben/ und sollen selbige für alte dere Schuld oder Verbrechen ihnen nicht abgenommen/ sondern denen zugen/ denen der Wesel oder das Geld zukommt/ wieder ausgekehret werden. Wenn jemand einen Wechsel zur Zahlung acceptiret dessen Güter nachgehends vor dem Verfall-Tag des Wechsels confiscaret oder mit Arrest belegt werden/ derselben das Geld welches der Acceptant vor dem Remittenten heute bezahlen sollen/ des Acceptanten eigen/ und nicht des Remittenten ist/ so muß der Presentant nach geschehenem Protest, dem Remittenten solches zuschicken/ damit sich derselbe mit dem Trassanten absinde/ wenn aber das Geld gemeß des Trassenten anweisen/ so muß man erst die Bezahlung für dem Wechsel auf den Gütern des Acceptanten nehmen/ und dann hierauff/ die Crom-Schulden und andere Pretensiones nach Beschaffenheit der Sachen suchen/ und sich nach bezahlten Wechsel von den Gütern des Acceptanten und Cautionisten contentiren/ damit der Wechsel so gültig sey/ daß man wegen dessen keines Arrestes oder Schadens sich zu beschichten habe.

XXXII.

Von Aufzeichnung oder *Consignation* der Wechsel/ und von Aufhebung der Streitigkeiten.

WEil wegen des allgemeinen Nutzens alle Wechsel/ und die wegen derselben abgeredte Cautiones durch verordnete beeidigte Mäckler müssen geschlossen werden/ so sind selbige Mäckler über ihre übrigen Schuldigkeiten (wie in der Mäckler Instruction und Taxe soll gemeldet werden) versichert/ in ihren Mäckern eine reine Consignation der geschlossenen Wechsel zu halten und in der Reihe nach den Daris so wohl die Nahmen der Remittenten als auch Trassanten/ wohin und auf wen der Wechsel gestellet/ wie lange Sicht/ und zu wes Cours geschlossen sey/ wie auch alle übrige Umstände anzuzeichnen/ damit wenn sich hernach ein Streit ereignen möchte/ derselbe nach der von dem Mäckler gemachten Consignation könne erörtert werden. Wenn aber bey jemanden der Wechsel ohne Beysetzen eines Mäckers geschlossen wird/ so muß der Streit durch schrifftliche Zeugnisse und Zeugen geschlichtet werden.

ANNO 1729.

XXXIII.

Von *Annullirung* der Wechsel welche weder *acceptiret* noch *protestiret* worden.

WEnn auf einen der gemeldten Wechsel die Zahlung erfolget oder auch acceptiret und wegen Weigerung der Zahlung protestiret worden? so sollen die übrigen zwey auf und nach dem Termin ungültig seyn. Dafern auch alle drey vorhanden seyn solten / aber keiner von denselben innerhalb 3 Monathen nach dem in den Wechsel gesetzten Zahlungs-Termin acceptiret wäre / oder auch wegen Non-Bezahlung der gehörige Protest nicht aufgesetzet worden / so sollen drey gleichen Wechsel sie mögen Sola oder auch derselben seyn / wegen vorbey gelassenen Termin weder im Gericht / noch in Rechnung / noch zu Remittirung angenommen werden können / sondern ihnen die Krafft des Wechsels benommen seyn / die denn auch alleyn die Acceptation und Zahlung gleichfalls der Protest und Forderung vor Gericht nur auf einen Wechsel gestrecket / welches oben weitläuffiger erkläret worden. Wer aber weder acceptirt und protestirt und die gesetzte drey Monaths-Sicht vorbey gehen läst / der ist seines Rechtes durch seine Nachlässigkeit verlustig. Denn die erhaltene Wechsel müssen bey einer dieser Ordnung nothwendig in der gesetzten Zeit präsentiret und acceptiret werden / auch hierauf die Zahlung oder bey Verfall-Zeit des Wechsels der Protest folgen. Und obgleich was die beyden Wechsel-Brief secunda & tertia betrifft / darinn gemeiniglich abweichende Verordnung gegeben worden / so ist doch dieselbe / daß ein jeder der solche in Händen hat / selbige auf solchen Fall nach Belieben entweder zerreisse oder durchstreiche / damit solche künftighin keine Gelegenheit zum Betrug geben können.

XXXIV.

Von denen / welche auf Wechsel / so *annulliret* sind Geld fordern.

WEnn aber jemand mit Hindansetzung dieser Wechsel-Ordnung in drey Monat Fuß auf einen verlohrnen oder gestohlenen Wechsel / ja auch der Presentant selbst auf einen annullirten Wechsel das Geld fordert / sich stellende als wenn noch auf keinem derselben das Geld wäre ausgezahlet worden / der soll man gleich durch ein von Zoll genommenes Stands-Gericht rechten / und solte jemand wie einem solchen fremden Wechsel eines andern Geld prätendiren / und dessen überwiesen werden / denselben soll man wegen erdachten Betruges öffentlich strafen / und in dem Gerichte / wo dergleichen Erkäntniß hingehöret / vor unehrlich erklären.

XXXV.

Von Betrug in Stellung der Wechsel / und von Versehen im schreiben.

SOlte aber jemand unter einer fremden Hand den Wechsel stellen / und durch diese oder eine andere Art einen falschen Wechsel machen / auch darum ergriffen und dessen überwiesen werden / den soll man solches Betrugs halber nach den Gesetzen straffen: Wenn sich aber der Trassent im Dato, Monath oder in der Geld-Summa verschrieben / welches wohl geschehen kan / so soll dieses Versehen ihm nicht als ein Dolus ersten imputiret werden / sondern es kan wegen des Verschreibens ein Protest erfolgen / da denn in diesem Fall man schuldig ist die Interesse nebst dem daraus herfliessenden Schaden zu bezahlen.

XXXVI.

Von *primâr Justice* und *satisfaction* in Wechsels-Sachen.

WEnn der Presentant oder ein anderer / dem der Wechsel nicht ist bezahlet worden / wegen nicht Bezahlung des Wechsels / und der deßfalls aufgegangenen Unkosten entweder im Zoll-Gerichte oder Rath-Hause vor Gericht suppliciren. So soll man so bald möglich darauf Resolution ertheilen und vor der Resolution nicht länger als 8 Tage Anstand nehmen / und während dieser 8 Tagen Acceptanten entweder an Waaren oder Gütern soviel wie sich der Wechsel belauffet / arrestiren / persuchiren und dem Supplicanten davon mit allen Unkosten wie oben im 30. Punct von den Unkosten erwähnet / contentiren / dabey die gantze Sache aufs höchste in zwo Wochen / und so die Noth / wegen Verlängerung des Verlauffs es erfordert / im Monath Zeit zu Ende gebracht werden muß / ausser in Sachen der weitläuffige Untersuchung und Anfragen aus andern Städten erfordern / wovon im Reglement des Zoll-Gerichts a parte gehandelt wird. Wenn aber die Waaren und Güter nicht an die Summam / welche zu zahlen ist / reichen / oder gar keine derselben vorhanden / so muß man den Schuldner selbst unter Arrest setzen und nun demselben nach dem Reglement des Zoll-Gerichts verfahren. Wenn entweder der Acceptant, Remittent, Indossanten oder Trassens bey Protestirung des Wechsels legitime Ursachen vorwenden werden / warum sie zur Zahlung ungetreu / so sollen ihnen 8 Tage Frist sich zu rechtfertigen gegeben werden. Indessen aber muß bis zum Austrag der Sachen und bis das gehörige dem Wechsel-Rechte gemäß von den Schuldigen restituiret worden / das Geld oder die Waaren (welcher letzteren wird) zur Sicherheit in das Gericht deponiret / oder deshalben suffisante Caution geleistet werden / ausser denen jenigen / welche der Richter seine Vorstellung regardiren / auch wieder den Schuldigen los lassen / nach dessen Straffe vermögen / sondern denselben (welche 6 pündig) unter Wache halten / wenn aber der Richter hierwieder handelt / so muß er dasjenige / welches suppliciret worden / selber gutthun / damit die Restitution des Wechsels und die Gelder sein denselben keinen Schaden haben.

XXXVII.

Von dem Wechsel und Wechsel-Gerichte wird kein Zoll genommen.

VOn den Wechseln sie mögen entweder ausser des Reichs oder in dasselbe verschicket werden / wird kein Zoll genommen / auch dieselbige auf kein Stempel Papier geschrieben ausser der Protest und die andern vor Gericht vorkommende Schrifften / wo aber kein Stempel Papier verhanden / so wird sowohl der Protest als die übrige Schrifften auf schlecht Papier geschrieben / und die Gebühr für das Papier an die Crone bezahlet. Zugleichen wird von denen protestirten Wechseln / worüber entweder im Zoll- oder Rathe Hause mündlich gelitten wird / kein Zoll ausser den protestirten Accidentien genommen / wie solches im Reglement des Zoll-Gerichts gemeldet ist. Und diese Unkosten dürffen nicht von den Schuldigen restituiret werden / weil dem Kläger zur Vergeltung aller seiner Unkosten reichliche Interessen zugesprochen sind.

XXXVIII.

Von den Wechsel-*Affairen* so im Rath- Hause und Zoll-Gericht vorkommen und nicht allein die Kauffleute / sondern auch andere Personen wes Standes sie auch seyn mögen / welche sich durch Wechsel verbinden / angehen.

OBgleich diese Wechsel-Ordnung vornehmlich vor die Kauffmannschafft verfertiget worden / so soll demnach / wenn jemand entweder von dem militair-, civil- und geistlichen Bedienten oder wes Standes es immer seyn möchte / Geld durch Wechsel übermachen / oder einen Wechsel auf sich selbst stellen / oder sonst mit der Kauffmannschafft in Form eines Wechsels sich verbinden wolte / denselben niemand anders / sie mögen entweder von den Kauffleuten oder die Kauffleute von ihnen etwas zu prätendiren haben / als nach dieser Wechsel-Ordnung im Rath-Hause oder Zoll-Gericht Satisfaction gegeben werden / ungesehen ihrer Vorstellung / daß sie nicht unter dieses Gerichte gehören / weil denen Kauffleuten der Zeitverlust und die Stöhrung ihres Negotii, wenn sie mit einer andern Person ausser den Kauff-leuten / über die Wechsel in den Orten / wo denen Gerichte ist / supplicam sollen / nicht gelegen sollte. Wer sich derhalben von solchen weder dem Rath-Hause noch Zoll-Gerichte unterwerffen will / der soll sich auch nicht unterstehen / durch Wechsel / oder andere Schrifften in Form eines Wechsels mit denen Kauff-leuten zu engagiren / oder sich mehr gegen dieselbe verbindlich bezeugen. Von Briefen aber / welche unter dem Nahmen eines Wechsels / nicht aber nach deren Formular, sondern nach einem andern / wie es auch immer seyn mag / gegeben werden / soll von denen / welche dergleichen wieder diese Ordnung geschrieben oder gegeben haben / an statt pro Cento vor das Hundert genommen werden.

XXXIX.

Beschluß.

WEnn solche Wechsel-Affairen im Gericht vorkommen / worvon in dieser Ordnung gar nichts gehandelt worden / oder wo selbige zu Füllung der Resolution nicht zulänglich scheinet / so sollen dergleichen Sachen in den Sessionen in Zeit von 8 Tagen nach Angebung derselben vor Gerichte / wenn vorher von den Kläger / oder von den Beklagten / daß sie hierin gar keine Gedancken zur Verlängerung / noch wegen einiger Affecten die Sachen aufzuhalten haben / gesprochen worden / dem Commercien-Collegio nebst ihrem Gutachten zugeschicket werden / welche das Collegium alsdenn innerhalb 8 Tagen entscheiden soll. Ist nun unumgänglich nöthig etwas zu dieser Wechsels-Ordnung hinzu zu thun / so soll solches dem hohen Senat nebst dem Gutachten des Commercien-Collegii vorgetragen werden / alsdenn nach Approbation des hohen gethanen Conseil, solches spätte soll gedruckt und publiciret werden. Damit aber entzwischen die Forderung der Kläger wegen Bonification der Re-

ANNO 1729. Tagen nicht unöthe verlohren gehen/ bis daß auf die Vorstellung ein Befehl zur Completirung erfolget/ und in dem Gerichte/ wo man wegen der Ordre angehalten/ die Publication geschehen/ so soll ein Arrest auf so und soviel Geld über Güter/ so hoch die Forderung mit allen Unkosten ist/ auf die Person die man verschuldig achtet/ geleget werden: wenn man aber derselben ohne Arrest trauet/ so muß sie wegen der Zahlung Caution stellen/ bis nachgehends die Verordnung oder Urkund wegen Completirung dieser Wechsel-Ordnung darzu erfolget/ und als denn muß demnach verfahren werden: Solte aber das Gericht die Affaire verjögern und Vorstellung thun/ obgleich der Casus ausdrücklich in der Wechsel-Ordnung enthalten und befindlich auf eine andere Arth erklären/ so sollen die Richter/ wenn es bey der Approbation generret wird/ demjenigen/ den sie in seiner Sache aufgehalten/ und unschuldig erachtet haben/ alle oben erwehnte pro Cento zu zahlen gehalten seyn/ und über dis die Accidentien von solchem malh von der Sache nicht genieſſen.

Das andere Capitul.

Von denen auf Cron-Gelder gestellten Wechseln.

I.

Wie man mit Cron-Wechseln Krafft des ersten Capitels dieser Ordnung verfahren soll.

OBgleich im Rußischen Reich das Uberwachen der Crone oder per Wechsel im Gebrauch ist/ und vermöge des 36. Puncts der Instruction der Woywoden/ so im vorigen 1728. Jahr herausgegeben/ den Gouverneurs in denen Gouvernements die Cron-Gelder auf Wechsel zu setzen und den Zahlungs-Termin auf ein Monath nach Sude zu stellen befohlen worden/ doch so daß die Provintz- und Stadt-Woywoden solches unterlassen müssen/ weil ehen zu der Zeit da diese Instruction herauß gekommen/ noch keine besondere Wechsel-Ordnung gewesen. So soll doch auch diese Remittirung per Wechsel nicht allein bey den Gouverneurs, sondern auch bey den Collegiis, als den Kriegs-Rechs-Kammer- und denen übrigen Collegiis und Cantzeleyen/ wie auch bey deren Subalternen Statt haben. Und weil auch Fremde bisweilen contant Geld in die Casse geben und dafür einen Wechsel nehmen/ um die überflüßigen Unkosten wegen der Fuhr als auch die dabey zu besorgende Gefahr zu vermeiden. Als soll a Dato der Publication dieser Wechsel-Ordnung mit allen Rechts-Wechseln Krafft des ersten Capitels dieser Wechsel-Ordnung eben so/ als in den Particular-Wechseln gemeldet/ verfahren werden; Was aber die bessere Sicherheit der Cron-Gelder und derselben geschwindere Auszahlung betrifft/ darüber geschiehet in folgenden Puncten Erklärung.

II.

Von denen/ welche *contant* Geld in die *Casse* geben und Wechsel darvor nehmen.

WEnn in St. Petersburg oder in Mosqua oder in einer andern Stadt/ wo die Verführung der Gelder gebräuchlich ist/ entweder jemand von den Kauffleuten oder eine andere Person/ wes Characters sie auch seyn mag/ nach einer anderen Stadt Geld zu überwachen verlanget/ so muß sich derselbe bey dem Commando, wo das Geld hinzuführen ist/ melden/ damit von ihm das Geld in die Casse möchte genommen/ und ein Wechsel darvor gegeben werden. Dieselbe denn soll von demselben gleich die Supplique angenommen u. keine Zögerung gemachet werden (wie es zugeschehen pfleget/ daß man auf dergleichen Suppliquen erst einen Anzug machet?) sondern nur die Rapporten u. Kundschaften durchgesehen werden/ ob in der andern Stadt contant Geld ist/ oder ob daselbst das Geld verschicket oder ausgegeben sey/ und wenn man daraus ersiehet/ daß in solcher andern Stadt contant Geld ist/ alsdenn muß der Wechselhaber selbst/ unter dessen Aufsicht die Geld-Casse ist/ die Supplique unterschreiben/ daß man von Supplicantes das Geld empfange/ und nach Empfang der Gelder solches in die Einnahm-Bücher einträge. Hiernächst muß dem Supplicanten der Wechsel unter der Hand des Wechselhabers in kurtzen Terminis gegeben werden/ so daß darinn gemeldet werde/ von wem und wieviel empfangen ist/ und wieviel wieder von den contanten eingenommenen Geldern/ sie müssen von einer Einnahme seyn wie sie wollen/ dem Supplicanten oder dem er Ordre giebt/ und in duplo unterschrieben/ soll ausgezahlet werden. Solte auch jemand Secunda und Tertia-Wechsel verlangen/ so sollen sie demselben also bald ohne einigen Wiederspruch gegeben und in dieselbe sowohl als in die Wechsel/ von particulair-

* Siehe im 3. Cap. daß 13. Exempel.

Personen nach obiger Verordnung gesetzet werden/ in Secunda/ wenn Prima nicht bezahlet worden/ so zahle man auf diese Secunda: ist Tertia, wenn Prima und Secunda noch unbezahlt sind/ so zahle man auf diese Tertia. Wer nun also einen Wechsel annimmt/ der muß darüber in den darzu gehörigen Einnahm-Büchern/ in welche der Empfang der Gelder eingeschrieben wird/ quitiren. Mit welcher Verrichtung dieser Sachen jedoch nicht länger als acht Wochen soll zugebracht werden. ANNO 1729.

III.

Von denjenigen/ welche Geld auf Wechsel geben/ und selbst versichern/ daß in der Stadt/ auf welche der Wechsel genommen wird/ *contant* Geld vorhanden sey.

WEnn jemand Geld in die Casse zu geben anbietet/ und dabey einen Wechsel nach einer andern Stadt zu nehmen/ bey dem Wechselhaber aber derselben Stadt keine Nachricht vorhanden/ ob allda contant Geld ist/ und ob er gleich Nachrichten und Rapporten hat/ jedoch dabey zweifelhaftig ist/ ob es nicht möchte geschehen seyn/ daß nachdem der Rapport eingegeben/ das Geld verschicket oder zu Ausgaben verbraucht worden/ so muß man in diesem Fal dem Supplicanten melden/ ob er damit zu frieden seyn wolle/ (wenn kein contant Geld vorhanden ist;) so lange zu warten/ bis an denselben Orte welches zusammen gebracht worden. Verspreche er alsdenn zu warten/ so soll man ihm solches unter seine Supplique unterschreiben lassen/ und ihm hierauf den Wechsel geben/ wie im andern Puncte gemeldet ist.

IV.

Von richtiger Bezahlung auf solche Wechsel.

WEnn der Presentant in der Stadt/ wohin der Wechsel gestellet/ sich wer dem gegebenen Wechsel bey dem Wechselhaber/ welcher die Aufsicht über das Geld hat/ und auf den der Wechsel gestellet ist/ meldet/ so ist keine Supplique noch Extract zu machen vonnöthen/ sondern der Wechselhaber acceptiret den Wechsel mit Hinzuthun des Jahrs/ Monaths und des Dati der Presentation. Solte contant Geld in Casse seyn/ so soll unangesehen der Wechsel auf 3 Tage Sicht gestellet ist/ nach desselben Tages das Geld ausgezahlet werden/ wenn aber so viel Geld nicht in Casse ist/ so soll man solches von den Cassirern oder von einem andern Commando wo Geld vorhanden ist/ aufnehmen/ (wie solches mit dem Punct unten gemeldet wird) und aufs höchste solches in einer Woche auszahlen/ auch wegen der Zahlung von dem Presentanten unter den Wechsel sich quitiren lassen.

V.

Von Verbehaltung des bezahlten Wechsels und von Einschreibung in die Ausgab-Bücher; wie auch von *Rapporten*.

DEr mit der Unterschrifft des Cammerers bezahlte Wechsel/ soll behalten und mit den Ordres und Assignationen ordentlich verwahret/ auch die Auszahlung desselben in die Ausgab-Bücher eingeschrieben werden/ so daß daraus erhelle/ woher/ unter wessen Hand/ und wenn der Wechsel gegeben/ und aus was vor Einkünfften das Geld bezahlet ist. Auch muß hernach gleich mit der Post ohne Abwartung bis zum Monath. Rapport an den Ort/ von welchen der Wechsel gegeben ist/ ausführlich geschrieben/ wie nicht weniger dem Cammer- oder einem andern Collegio, oder einer Cantzeley/ an welche das Geld zu überwachen gewesen wäre/ Nachricht gegeben werden/ um wiederum von dem Ort/ wo es sich gehöret/ eine gleiche Summa zu heben/ und nach Empfang in die Einnahm-Bücher zu schreiben/ und muß dabey notiret werden/ daß solches per Wechsel gehoben worden.

VI.

Von *Protesten* gegen Cron-Wechsel und von Wiedererstattung derselben.

WEnn der Wechsel/ welcher auf contant Geld gestellet worden/ auf gesetzten Termin wegen Mangel des Geldes nicht bezahlet wird/ und der Presentant darauf keinen längern Aufschub wegen Zusammenbringung des Geldes geben will/ so muß der Wechselhaber selber einen Protest aufsetzen lassen/ und solchen dem Presentanten geben/ daß er deutlich aus Mangel baar in Casse befindlicher Gelder den Wechsel nicht bezahlen habe/ auch muß er davon über dis mit der ordinairen Post an den Ort/ von dannen der Wechsel gegeben ist/ rapportiren. Hiernächst ist nun der Presentante schuldig unverdrossen so wohl den Wechsel als auch den Protest an den Remittenten zu schicken/ und ist in diesen Fall derjenige/

ANNO 1729.

welcher auf kein contant Geld den Wechsel gegeben / dem Remittenten schuldig / von seinem eigenen Gelde 8 pro Cento nach der Summa des Wechsels zu zahlen und dem Remittenten die ganze Summa aus der Casse unverzüglich und zwar in einer Woche zurück zu geben. Sollte aber jemand dem Befehlshaber / der den Protest geschicket / beygefallen können / daß er baares Geld in Casse gehabt / und einen unnöthigen Protest gegeben / so soll man von dem / welcher den Wechsel gegeben / 8 pro Cento nehmen / und es dem / welcher Geld vor den Wechsel gezahlet / nebst der ganzen Wechsel-Summa in einer oder der andern Stadt / in welcher es dem Remittenten beliebt / nach Erhaltung solcher Nachricht innerhalb einer Woche zustellen. Der Trassent aber soll wegen des ihm zugefügten Schadens / so in 8 pro Cento bestanden / von dem der das Geld gehabt / und den Protest zugelassen / nach geschehener Untersuchung wegen des falschen Protestes noch halb so viel das ist / 12 pro Cento sich bezahlen lassen. Gleichfals wenn ein Befehlshaber aus Posheit oder sonst aus irgend einer Affection den Wechsel nicht acceptiret / jedoch weder das Geld noch den Protest ausgiebt / so muß derselbe den Präsentanten mit einem Notario publico (wo einer ist) kommen / und in Gegenwart zweyer oder dreyer Zeugen indiciren / daß er wieder ihn protestire / u. hierauf einen Protest mit der Zeugen Unterschrifft aufsetzen. Kraft desselben ist er als dann verpflichtet / die oben gemeldete 8 pro Cento aus seiner eigenen Casse zu zahlen / und die ganze Summa, so vor den Wechsel gezahlet worden / aus der Knapsack alsk zurück zu geben. Wenn aber der Remittente selbst bey Empfang des Wechsels / des in Casse baar befindlichen Geldes versichert gewesen / nicht aber von dem Befehlshaber / wo an dem 3ten Punct gemeldet ist / versichert worden / so muß er ohne Protest die Auszahlung des Geldes erwarten / welche so bald das Geld zusammen gebracht werden / erfolgen muß. Wenn aber das Geld schon beysammen gebracht und man ihn mit der Auszahlung aufhalten sollte / so soll man protestiren / und wegen nicht erfolgter Bezahlung wie oben gemeldet verfahren / damit dadurch keine Gelegenheit zur Infirmation des Wechsels gegeben werde.

VII.

Von Wechseln / so von einem untern *Commando* an ein höheres gegeben werden.

WEnn ein Unter-Befehlshaber auf Ordre Geld zur Ausgabe an dem Orte / wo er wohnet / (aber nicht in eine andere Stadt zu remittiren /) nöthig hat und nachdem er von einem andern Geld aufgenommen und solches in seine Einnahm-Bücher eingetragen / wie oben gemeldet / an einen höhern Befehlshaber einen Wechsel giebet / und die empfangene Summa richtig wieder auszuzahlen / so soll damit gleicher Gestalt verfahren werden / als mit Wechseln / welche von einem höhern Befehlshaber an einen untern gegeben werden; und ob wohl dergleichen subalterne Commando keine Nachricht haben können / ob die höhern Commando baar Geld in Casse haben / so soll dennoch dem Lauff des Wechsels en faveur die Zahlung gewiß innerhalb einer Woche geschehen; und wenn kein baares Geld solte vorhanden seyn / so soll von einem andern Commando, wo Geld in Vorrath ist / und bey welchem es nur bis zur Zeit der denselbigen Ausgaben stille liegt / jedoch nicht über die Hälfte derogestalt ausgenommen werden. Solte die Hälfte wegen Auszahlung des Wechsels zu wenig seyn / so soll nach Proportion aus unterschiedenen andern Commando Geld eingenommen werden / damit der Wechsel dan gezahlet und auch zugleich die übrigen Ausgaben bey einem jeden derselben bestritten werden. Solte ein Commando dem andern hierin nicht willfährig seyn / und das habende Geld nicht verschiessen wollen / welches solches soll das höhere Gericht protestiren / als nehmlich in der Residentz der Senat, aufs blässe binnen einer Woche; wenn sie aber nicht bey Zeiten protestiren / so sollen sie denen Remittenten die gesetzte pro Cento bezahlen / der Gouverneur aber / welcher über ein ganzes Gouvernement das Ober-Haupt ist / muß nachdem der Protest in den hohen Senat geschicket worden / auch andere Commando mit Arrest zwingen / daß sie Geld aufbringen und den Wechsel contentiren.

VIII.

Von baldiger *Satisfaction* und Abthuung der Wechsel *Affairen* / wenn Wechsel auf empfangene Gelder gegeben sind.

OBen gemeldete Satisfaction wegen nicht Empfahung der gegebenen Wechsel / wogegen Geld in Casse genommen ist / soll geschehen und zur Vollkommenheit gebracht werden / von denenjenigen / die das Ober-Commando über die Trassenten und Acceptanten haben / als in der Residentz von dem Gouverneur und Woywoden durch ein kurtzes mündliches Zeugniß / dabey mit dem Eid laufft nicht länger als 8 Tage soll zugebracht werden / damit ein jeder sein Geld sicher an die Oerter schen / und Wechsel dafür nehmen / die Crone hingegen durch Erfahrung des Fuhrlohns Nutzen nehmen könne.

ANNO 1729.

IX.

Von solchen Personen / welche von der Crone auf *Caution* Geld zur Wechsel nehmen wollen / um solches in dem Ort auszahlen zu lass.n / wohin es hätte sollen geführet werden.

WEnn ein in gutem Credit stehender Kauffmann in der Stadt aus welcher das Geld nach St. Petersburg / Moskau / oder einen andern Ort soll verführet werden / supplicirete solte / daß ihm das Geld ausgezahlet werde / um durch ihn an den Orten / wo es nöthig / wieder auszahlen zu lassen / so soll solches demselben unter schrifftlicher Obligation und gestellter Caution nebst Nehmung eines dreyfachen Wechsels an den bestimmten Ort / wie oben gemeldet / ausgezahlet werden; In welchen der Zahlungs-Termin muß geschrieben seyn / daß selbiger / wenn die Distantz des Orts / abgerechnet wird / wie lange der Wechsel unter Wegens seyn muß / sich nicht über acht Tage Sicht erstrecke / und muß der Wechsel an die Befehlshaber selbsten mit der ordentlichen Post oder durch einen Expressen geschicket werden / nur daß derselbe gewiß an den benelideten Ort gelangen möge / und abgegeben werde.

X.

Von *Acceptation* dieser Wechsel und den Zahlung der Gelder / oder im Fall der *Non*-Bezahlung von *Restitution* derselben.

WEnn die Wechsel erhalten seyn / so müssen diejenigen / auf die sie gestellet / selbige zur Zahlung acceptiren / und innerhalb einer Woche bezahlen. Hergegen wenn der Acceptante den Wechsel nicht acceptiren / sondern sagen wird / daß er nicht schuldig sey denselben zu honoriren / in dem er kein Geld von dem Remittenten habe; so muß man an statt des Protestes einen Revers unter seiner Hand nehmen / und selbigen darauf nach der Stadt / von wannen der Wechsel geschicket worden / senden / allwo alsdenn von dem Remittenten und dessen Cautionisten ohnverzüglich das Geld samt denen verordneten 8 pro Cento zu nehmen / und hat man mit dem / an welchen der ungültige Wechsel geschicket worden / nichts zu thun / noch ihn deswegen zu halten / sondern man muß sich hierüber mit dem Remittenten selbst abfinden. Solte es sich aber zutragen / daß der Acceptant den Wechsel zwar zur Zahlung acceptiret / hergegen das Geld auf den Termin binnen 8 Tagen entweder gantz oder zum Theil nicht bezahlet / so muß man so fort den Tag darauf nach dem Termin das Geld / so würcklich für den Wechsel haffet / mit 8. pro Cento von der nicht bezahlten / nicht aber von der gantzen Summa von denjenigen / der acceptiret hat / eintreiben / und muß alles obgemeldte ehe ein Monath nach dem Verfall-Tage verflossen / contentiret seyn; Wenn man aber weder an Gelde noch an Gütern die gantze Summa von dem Acceptanten bekommen kan / oder bey der ersten Anforderung gar nichts zu erhalten ist / alsdenn muß man in solchem Fall der gantze Summa mit den pro Cento-Geldern / entweder von dem Remittenten oder dessen Cautionisten ohne Aufschub und innerhalb Monath-Frist eintreiben / weil der Wechsel auf eine unsichere Person gegeben / sonsten hat aber der Remittent damit nichts zu thun / und muß demselben kein Schaden zugefüget werden / weil alles auf den Acceptanten fällt.

XI.

Von Auszahlung der *pro Cento*-Gelder / an die Befehlshaber / wenn vorher die Crou-Gelder eingegangen seyn.

OBenerwehnte pro Cento-Gelder / welche wegen Non-Bezahlung von den Remittenten und Acceptanten genommen werden / sollen denen Befehlshabern / so solche eintreiben darum gegeben werden / weil sie auch wegen unpünctlicher Bezahlung für Crou-Wechsel selbige von den Partien zahlen müssen / nur muß die Reduzirung des Capitals vor der Auszahlung der pro Cento-Gelder geschehen. Solte sich aber jemand unterstehen selbige / bevor die Crou-Gelder eingegangen / zu nehmen / von dem soll man wegen seines Muthwillens solche pro Cento-Gelder ohne Ansehen nehmen und an das Hospital geben.

XII.

Von Eintreibung der Crou Gelder von den Befehlshabern selbst / wenn nehmlich an unsiche-

ANNO 1729.

re Personen solche auf Wechsel gegeben werden.

SOlte einer von den Beschlshabern von unsichern leuten Wechsel nehmen / und Cron-Gelder darvor zahlen / so daß solche Wechsel / weil sie der Acceptant nicht acceptiret / wegen deren Non-Bezahlung / wie hiervon oben Erwehnung geschehen / zurück geschicket werden / so soll solches Geld aus den Gütern der Beschlshaber innerhalb Monathsfrist ersetzet / und die andern im Vermögen habende Tratten durchaus nicht unter die Cron-Schulden gerechnet / noch in dem Restanten-Register angeführet werden / darum / weil der Beschlshaber selbst die Cron nicht in acht genommen / u. Cron-Gelder auf unsicherer leute Wechsel gegeben: der Beschlshaber aber kan nachgehends sich wegen der Gelder mit dem Zoll-Gerichte ausfinden.

XIII.

Daß von denen Beschlshabern selbst / wenn sie die gehörige *Execution* zu rechter Zeit nicht verfängen / oder den *Termin* verlängern / solche mit Straffe soll gesuchet werden.

GLeicher Gestalt wenn der Beschlshaber auf einen zur Zahlung acceptirten Wechsel nach der Verfallzeit / Krafft des 20. Puncts dieses Capitels die gehörige Anmahnung nicht bewerket / sondern die Verfall-Zeit verstreichen läst / oder gar durch seine Nachlässigkeit den Termin den Acceptanten verlängert / weil er der Zahlung halber ihm trauet / so soll der Beschlshaber alle Cron-Gelder wegen Verstimmung der Zeit und seiner eigenen Nachlässigkeit von dem Seinen bezahlen / und noch über dieses 8 pro Cento Straff-Gelder ans Hospital geben / der Remittente aber ist von diesen allen befreyet / nur kan der Beschlshaber nach Erlegung der Gelder an den Acceptanten bey dem Zoll-Gerichte zum Regres suchen.

XIV.

Von *Contentirung* der in dem Wechsel gesetzten *Capitals-Summa* mit *Interessen* an Gelde: oder dafern keines vorhanden / mit Verkauffung der Haab und Güter ohne Verzug.

OBgemeldete Capital-Summa und pro Cento Gelder sollen sowohl von denen Remittenten und Acceptanten / als auch von den Beschlshabern wie viel nemlich ein jeder zu bezahlen hat / an baarem Gelde hergetruchen werden / wenn aber kein baares Geld da ist / so sollen sowohl Mobilien als Waaren / wie auch unbewegliche Güter öffentlich verauctioniret und über die gesetzte Frist unter keuperley Vorwand versetzet / auch für andere Creditoren (Anweisungen) berechnet werden / damit bey der Cron keine Restantien verbleiben / u. die Kaufleute oder andere / welche ihr Geld auf Wechsel gegeben / contentiret werden mögen: Einemahl der Wechsel eben so gewiß und sicher als content geschehenes Geld seyn muß / und wann dadurch / wann auf denselben keine richtige Zahlung erfolget / seinen Credit verliehret / auch andere selbst in Ruin bringet.

XV.

Von bezahlten Wechseln.

WAnn auf Wechsel / die nach Inhalt des 9. Puncts gegeben / die Zahlung geschehen / und das Geld in die Kaufmanns Bücher genungsam worden / so muß auf einen derselben [illegible] vermerket werden / daß die darinn enthaltene Summa wie hoch sie nehmlich ist / richtig bezahlet / und in die Einnahm-Bücher unter dem und dem Dato und Nummer eingetragen worden / welche Wechsel hergegen demselben / welcher ihn bezahlet / nebst Summa und Termin / welche nicht zur Attestation presentiret / abgegeben werden / welche jenes letztere man nachgehends / um Streit zu vermeiden / durchstreichen oder zerreissen kan / um dadurch zu verhüten / daß künftig dergleichen unrichtige und in keiner Gültigkeit gebrauchten Wechseln nichtsdestoweniger Glauben zugestellet werde / wie hiervon im ersten Capitel Meldung geschehen. Solten auf einige Wechsel wegen Non-Bezahlung pro Cento-Gelder genommen worden / so sollen solche nach der Haupt-Summa wegen benennet gegeben.

Das dritte Capitel.

Formularen der Inländischen Wechsel / nebst deren Erklärungen.

Das I. Formular.

Von Wechseln / welche auf Sicht zu bezahlen gestellet werden.

Pleskow den 1. Sept. 1722. Wechsel auf Rubl. 10.

ANNO 1729.

AUf Sicht zahle der Herr für diesen meinen Prima-Wechsel an Hn. Artemi Strafchnow, Kaufmann in Pleskow / oder Ordre Rubl. hundert / Valuta an Geld von Hrn. Peter Tschernow Kaufmann in Weloserskoi empfangen / und stelle es à Conto laut Avisa.

Herrn Herrn Niclas Wernow Kaufmann in Moscau in der Barasschkin Slobode. Semen Krafnow Kaufmann in Pleskow.

Erklärung dieses *Formulars*.

(1)

Der Trassat ist, Semen Krafnow.

Remittent, Peter Tschernow.

Presentat, Artemi Strafchnow.

Acceptant, Niclas Wernow.

Dieser Personen ist im dritten Punct des ersten Capitels gedacht / hier aber sind sie durch das Formular selbst erkläret worden

(2)

Dieser Wechsel muß Krafft des ersten Capitels 7. und 8. Puncts bey der Presentirung desselben Tages sofort bezahlet werden / aber der Acceptant muß dest er in den 3. Respit-Tagen zahlen wolle / acceptiren.

Das II. Formular.

Von denjenigen Wechseln / welche auf Termin nach Sicht zu bezahlen.

Moscau den 2. Jan. 1729. Wechsel auf Rubl. 1000.

Ein Monath nach Sicht zahle der Herr auf diesen meinen Prima Wechsel an den Herrn Karp Siderow Kaufmann in St Petersburg / oder Ordre Rubl. 1000. Valuta empfangen von Hrn. Nasar Sarow Kaufmann in Novogrod und stelle es laut à Conto.

Herrn Hrn. Iwan Iwanow Kaufmann in St. Petersburg. Karp Karpow Kaufmann in der Golutwinow Slobode zu Moscau.

Erklärung dieses Formulars.

(1.)

In diesen Wechsel sind ebenfals vier Personen / wie im ersten Formular, nur mit dem Unterscheid / daß der Zahlungs Termin ein Monath nach Sicht gestellet; es ist aber dieser im Formular gemeldete Termin zu beobachten nicht von nöthen / sondern nach dem Contract der Remittenten / in wie viel Tagen oder Wochen nach Sicht mit denselben einverbittet worden / zu bezahlen / wie im 4. Punct des ersten Capitels gemeldet ist.

(2)

Im ersten Formular am Ende ist eines Advis-Briefes gedacht worden / worum auch im 6. Punct des ersten Capitels gehandelt / hier aber ist im Formular keines Advis Briefes Erwehnung geschehen / ist also der Acceptant nicht eben schuldig über dergleichen Wechsel einen Advis Brief von dem Trassanten zu fordern.

Das III. Formular.

Solcher Wechsel / welche von *Dato* an da sie gegeben worden / auf Termin gerechnet werden.

Twer den 3. Januarii 1729. Wechsel auf Rubl. 500.

Sechs Tage nach Dato zahle der Herr auf diesen meinen Prima-Wechsel Herrn Pachom Lopof Kaufmann in Nowgorod oder Ordre Rubl. fünff-hundert / Valuta von

ANNO 1729. Hrn. Kindest Iwanow Kauffmann in Tuer empfangen / und stelle es a Conto laut Advis.

Herrn Hrn. Gabriel Silber-Knap Sobolew Kauffmann in zwo Kauffmann in Nowo-Torg.

Erklärung.

(1.)

Dieses Formular ist von den beyden ersten nur hierin unterschieden / daß von Dato des gegebenen Wechsels an / der Termin in sechtig Tagen gestellet ist / welchen Termin man nach jetzo Kurs-Art pflege zu geben / wovon in dem 24. Puncti des ersten Capitels gehandelt worden.

(2.)

Der Termin von Dato des gegebenen Wechsels in sechtig Tagen / ist in diesem Formular nur zum Exempel gesetzet worden / man kan aber den Termin länger oder kürtzer nach genommener Abrede mit dem Remittenten / wie sie wollen / setzen / wovon im 4. Puncti des ersten Capitels gemeldet ist.

Das *IV. Formular.*

In welchem drey Personen genennet sind.

Novogorod / den 7. Jan. 1729. Wechsel auf Rubl. 200.

Dreyßig Tage nach Sicht zahle der Herr auf diesen meinen Sola Wechsel Herrn Ostafe Iwanow, Kauffmann in Novogorod aber Ordre Zweyhundert Rubl. an Rubel-Stücken.

Herrn Hrn. Semen Simow- Iwan Sawjalow, Kauffmann jew in Nishni-Novogorod in Novogorod.
Bi olm Wladimerwa Kirchspiel.

Erklärung.

(1.)

In diesem Wechsel sind nur drey Personen als.

der Trassent: Iwan Sawjalow,

der Remittent: Ostafei Iwanow.

und der Acceptant: Semen Simowjew.

Bey diesem Wechsel siehet man / daß der Trassent den Wechsel / nachdem er das Geld dafür empfangen / an den Remittenten giebt / und darauf der Remittent entweder selbst die Valuta von dem Acceptanten hebt / oder durch einen andern an sich seinen heben läst / und alsdenn in Dorso den Wechsel unterschreibet / so daß den Trassent eine vierte Person des Presentanten / im Wechsel zu schreiben nicht nöthig hat.

(2.)

Weil sie ausbedungen ist / daß die Zahlung an Rubel-Stücken geschehen soll / so stehet es in allen Wechseln frey / die Münze zu schreiben / die man verabredet hat / es sey an Rubel-Stücken oder klein Geld an Silber- oder Kupffer-Münze / wie dessen im 28 Puncti des ersten Capitels gedacht ist. Wenn man aber die Münze in Wechsel nicht meldet / wie in den ersten dreyen Formularen geschehen /) so muß man Kraft desselben 8. Puncts / man werde alsdenn mit Kupffer- oder Silber-Münze bezahlet / selbige annehmen.

(3.)

Dieses vierde Formular ist auch kürtzer als die andern / die überhaupt pflegen geschrieben zu werden / denn darinn ist ausgelassen / von wem die Zahlung empfangen / und wie es auf Conto zu setzen / hat also eben dieselbe Kraft als die übrigen / so daß auch jederm / wenn Remittent es nicht verlanget / keine Advis-Schreiben von nöthen ist.

Das *V Formular.*

Worinnen nur zwo Personen benennet sind.

St Petersburg den 10. Januarii 1729. Wechsel auf Rubl. 300.

Zwey Monath nach Dato zahle ich auf diesen meinen Sola Wechsel / an Herrn Iwan Iwanow Kauffmann in St. Petersburg oder Ordre Rubl. sechs hundert in kleiner Silber Münze / Gabriel Trifonajew, Kauffmann in St. Petersburg. ANNO 1729.

Erklärung.

(1.)

Dieser Wechsel / worin zwo Personen vorkommen / da der eine dem andern Geld giebt / und auf Termin versprecht zu bezahlen / kan von eben der Kraft als die übrigen seyn.

(2.)

Hier ist nur kleyner Silber-Münze zu bezahlen geschrieben / es kan aber auch nach diesem Formular eine andere Münze geschrieben werden / wie oben erkläret ist.

Das *VI. Formular.*

Von Wechseln / die von denen *Patronen* auf ihre Buchhalter gezogen werden.

Archangel d. 12. Januarii 1729. Wechsel auf Rubl. 300.

Zehn Tage nach Sicht zahle auf diesen meinen Prima-Wechsel aus meinen Mitteln an Herrn Naum Miljakow, Kaufmann in Jaroslew aber Ordre Rbl. Drey Hundert in Kupffer-Geld / an fünff- und ein Tey. Stücken.

Sot Sawjalow Kauffmann in Jaroslaw.

an

Meinen Buchhalter Semen Gerasimow, in Jaroslaw in der Ogorodnoi Slobode.

Erklärung dieses Formulars.

(1.)

Der Trassent ist der Patron selbst Sot Sawjalow, der Remittent und Presentant ist der Naum Miljakow, der Acceptant ist der Buchhalter Semen Gerasimow.

Nach diesem Formular können nicht allein Herren an ihre Buchhalter / sonder auch Väter an die Kinder Brüder an Brüder oder auch an andere / welche das Hauß-Wesen verwalten / die Wechsel stellen.

(2.)

Dieser Wechsel / so von dem Patron gegeben / braucht keiner weiteren Vorsichtigkeit / denn der Patron hat selbst den Wechsel an seinen Hauß-Bedienten gegeben und nicht an einen Fremden.

Das VII. Formular.

Von Wechseln / so von Buchhaltern an die Patronen ausgegeben werden.

Wologda den 15. Jan. 1729. Wechsel auf Rubl. 250.

Dreyßig Tage nach Dato beliebe der Herr zu bezahlen auf diesen meinen Sola-Wechsel an Hn. Illiar Bogdanow, Kauffman in Kasan aber Ordre Rubl. Zwey Hundert Funffzig / Valuta auf des Herrn Conto von Herrn Jeremias Subow an baarem Gelde erhalten / laut Aviso.

An meinen Patron den Hrn. / Dessen Buchhalter Hiob Simon Petrow Kauffman in Mischastin.
Kasan / in der Tatarischen
Slobode.

Erklärung.

(1.)

Trassent ist der Buchhalter Hiob Mischastin.

Remittent, Jeremias Subow.

Presentant, Illiar Bogdanow.

Acceptant, der Patron des Buchhalters Simon Petrow,

In diesem Wechsel kommen eben die vier Personen vor / welche in denen ersten Formularen angeführet worden / nur mit dem Unterscheid / daß in diesem Wechsel ausdrücklich gemeldet wird / daß der gegebene Wechsel vom Buchhalter auf den Herrn gestellet worden.

ANNO 1729.

(5.)

Wenn Tempora derselben Wechsel / so vom Rückhalter an den Patron gegeben worden / nahe bey der Remittent genau beobachten / ob er Vollmacht vom Patron habe / damit im Fall eines Protestes vom Patron / der Remittent seinen Schaden leide? Zu welchem Ende auch in dem Formulare gemeldet worden / daß die Valuta laut Advis-Brief für des Patrons Rechnung sey.

(6.)

Gleicher Gestalt kan mit den Wechseln / welche Kinder auf ihrer Väter / Weiber und dergleichen auf ein ander ziehen / verfahren werden.

Das VIII. Formular.

Von Wechseln in welchen man will zu erkennen geben daß die *Valuta* davor an Waaren vergütet sey.

Moscau den 17. Jan. 1729. Wechsel auf Rubl. 2000.

Vier Monath nach Dato zahle ich an Hrn. Anton Petschow, Kaufmann in der Taschelnoi Slobode zu Moscau oder Ordre Rubl. Zwey Tausend in Rubel-Stücken / Valuta habe davor an Waaren / als 100 Berkowa Flachs / 10 Pud Wachs u. s. w. richtig empfangen.

Martin Porokofzew Kaufmann in der Bromnoi Slobode zu Moscau.

Das IX. Formular.

Von solchen Wechseln / worin man auch zu erkennen geben will / daß die Valuta an Waaren empfangen sey.

Moscau den 20. Januarii 1729. Wechsel auf Rubl. 900.

Den 4. May 1729. zahle der Herr auf diesen unsern Secunda-Wechsel / Prima unbezahlt / auf Ordre Herrn Alexei Prostoi Kaufmanns in Mirscau Rubl. Neun Hundert / Valuta von demselben an Waaren erhalten / und stelle es à Conto laut Aviso

Herrn Hn Bordan Kolsi zum Kaufmann zu Tobolsk

Iwan Wlasow, Kaufmann in der Taschelnoi Slobode zu Moscau.

Peter Serebrenikow, Kaufmann in der Golowatoi Slobode zu Moscau.

Erklärung beyder *Formularen*.

(1)

So wohl in dem 8. als 9. Formular ist die Valuta an Waaren benennet / dabey ist im 8. Formular nahmentlich was vor Waaren geliefert / in dem 9. Formular aber solches nicht ausgedrücket worden / und kan man solche Wechsel wie man will / entweder mit nahmentlicher Benennung der Waaren / oder ohne dieselbe zu benennen / oder auch derselben gar nicht zu erwehnen stellen / wie dessen im 28. Punct des 1. Capitels erwehnet ist.

(2.)

In dem 8. Formular sind nur zwo Personen / der eine wird als Remittent angesehen / nemlich der / von dem die Zahlung an Waaren erhalten / der andere aber ist der Trassant. Dahingegen kommen in 9. Formular vier Personen vor. Allein unter denselben sind 2 als Trassanten zu achten / nehmlich Wlasow und Serebrenikow: Prostoi aber als Remittent, und Kosiew als Acceptant. Sind kan man demnach zu folge dieses Formulars in alle Wechsel mehr oder weniger Personen / so viele nehmlich als deren vorkommen / setzen. Z. E. Es können zwey Remittenten vor / so setzet man auch beyder Nahmen / und eben so auch wann 2. Acceptanten vorkommen.

(3.)

In 9. Formular ist der Termin zur Zahlung ausdrücklich den 4. May bestimmet. Dieses ist darum angeführet / daß wann der Remittent mit dem Trassanten verabredet / dem ersteren gewisse Anweisung in welchen Monath und Dato die Zahlung erfolgen soll / es frey stehe / den Tag in dem Wechsel zu benennen / wie sich dergleichen Wechsel denn gemeiniglich / nicht auf so und so viel Tage nach Dato des gegebenen Wechsels gestellet werden / wie denn auch demselben 10 Respect-Tage Kraft des 14. Punct gegeben werden.

ANNO 1729.

Das X. Formular

Von solchen Wechseln / auf welche Indossementen geschrieben werden.

St. Petersburg den 25. Jan. 1729. Wechsel auf Rubl. 1000.

Sechzig Tage nach Dato zahle der Herr auf diesen meinen Wechsel-Brief an Herrn Artemon Gusew Kaufmann in Tuliga oder Ordre Rubl. Tausend / Valuta von Herrn Semen Serikow, Kaufmann in St. Petersburg / empfangen.

Hyn. Hrn. Spiridon Pro... Kosma Almasseiskow Kaufdiwoi Kaufmann in Kaluga wann in St. Petersburg.

***Indossements* so in *dorso* des Wechsels geschrieben werden.**

Das *I. Indossement.*

Für mich an die Ordre von Herrn Iwan Gubrew Kaufmann in Moscau / Valuta von demselben empfangen / den 30. Januarii. 1729.

Artemon Gusew.

Das *II. Indossement.*

Für mich an Herrn Bogdan Kolsin / Kaufmann in Kaluga oder Ordre: Valuta empfangen / den 12. Februarii 1729.

Iwan Gubrew.

Das *III. Indossem.*

Inhalt dieses zu zahlen an Hn. Gerasim Sikow, Kaufmann in Orlow den 21. Februarii 1729.

Bogdan Kolsin.

(Es können bey denen Wechseln mehr oder weniger dergleichen Indossamenten seyn.)

Erklärung.

(1.)

Dieses 10. Formular der Wechsel ist deswegen anders gesetzet / um zu zeigen / wie die Indossamenten der Zahlung von sich auf andere transportiren müssen / und können dergleichen Indossamenten auch auf den übrigen Wechseln seyn / deren Formularen oben gewiesen sind / wie auch auf denen welche von einer Stadt zur andern zu zahlen gestellet / davon im 15. Punct der ersten Capitels Meldung geschehen.

(2.)

Indossanten sind Remittenten / wie im 10. Formular gewiesen / weil in dem Wechsel dem ersten Remittenten Artemon Gusew oder Ordre zu zahlen ist / der Gusew aber / weil er den Wechsel indossiret, daß dem Iwan Gubrew soll bezahlet werden / in folgen dem Wechsel abgehet / so ist er dadurch den andern Remittenten geworden: Gubrew gibt sich herauf wiederum an einen andern und gehet der Wechsel also von einer Hand in die andere / daß er entweder an den Präsentanten oder Acceptanten gelanget.

(3.)

Wer in dem Indossement ersehen will / daß er die Valuta von dem / welchem der Wechsel gegeben / erhalten / hat solches thun / oder auch mit schreiben lassen / Valuta empfangen / ohne Zusatz zu setzen / von wem er solche erhalten. Will er aber auch solches nicht thun; so indossiret er nur den Wechsel bloßerdings Valuta dieses zu zahlen wie auch an N. N. mit Unterschrift des Dati und seines Nahmens / wie hiervon oben gemeldet, denn hierin bey dem Wechsel keine Gesetze zu beobachten sind.

(4.)

Wann ein solcher Wechsel von ... Präsentanten wegen Non-Acceptation oder wegen Non-Bezahlung protestiret wird / so können diejenigen / welchen der Wechsel nicht bezahlet worden / das Capital nebst den Unkosten / der Wechsel-Ordnung gemäß / von den oben gemeldten zwey Personen / nehmlich von denen Remittenten oder Trassanten dem / welchem

von

ANNO 1729. von im 19ten Punct des ersten Capituls Erwehnung geschehen.

(15.)

Obengemeldetes Wechsel-Formular / mit Indossamento ist ein solches / worauf der Acceptant / das ist / der Unterschrift des Acceptanten zur Zahlung noch nicht geschritten ist. Es pflegen auch auf Wechseln / welche der Acceptant zur Zahlung schon acceptiret / Indossanten zu seyn / z. E. wenn der Presentant / welcher einen solchen acceptirten Wechsel hat / den Termin nicht erwartet / sondern auf einen andern dessen Empfang indossiret / und dieser wieder auf einen andern / so daß derjenige / an den das letzte Indossement lautet / von dem Acceptanten vermöge dessen Acceptation das Geld auf den Termin empfängt / und muß hierbey in allem / wie oben unter m 10. Formular erkläret / verfahren werden.

Formular der in auswärtige Oerter zuverschickenden Wechsel.

Das XI. Formular.

Moscau / Octob. 1728.

Wechsel auf Rubl. 3000. à 53. Stuver per Rubl.

Sechs Wochen nach Sicht zahle der Herr für diesen meinen Primo Wechsel an Hn. Iwan Lopatin oder Ordre Rubl. Drey Tausend à drey und funffzig Stuver per Rubl. Valuta contanr empfangen von Hrn. Jacob Solentkow, und stelle es à Conto laut Avise.

Herrn Hn. Matth. Ribert. Andreas Boranow / Kaufmann in Amsterdam zu Moscau in der Badstu. *Primo.* tuischen Slobede.

In diesem XI. Formular bestehet der Unterscheid gegen denen Inländischen Wechseln / darin:

(1.)

In alten und neuen Styl / nachdem an einem jeden Orte solcher gebräuchlich ist / massen der neue Styl noch nicht an allen Orten angenommen worden / so Wechsel geben / oder nehmen / wissen müssen / und dergestalt bemerket wird / das der alte Styl oben / und der neue unter dem Strich geschrieben wird / dabey dieser Unterscheid ist / daß der neue Styl 11 Tage voraus gerechnet wird.

2.

Die Zahlung wird an statt des Russischen Geldes mit Stuvern geschrieben / weil gemeiniglich das Remittiren der Gelder durch Wechsel / nach dem man schliesset / theurer oder wunder gegen Holländische Stuver zu geschehen pflegt: In einigen Oertern aber als in Engelland / wird auf Pfund Sterlinge / und in Franckreich auf Cronen und andere dergleichen Münze geschlossen. Von selbigen ausländischen Münzen müssen daher diejenigen / so per Wechsel Gelder remittiren / anderer Umbschaft haben / damit sie nicht wegen Unwissenheit der fremden Münzen in unnöthigen Schaden verfallen.

3.

In die auf fremde Oerter gegebene Wechsel können die Tarminen nach dem mit denen Remittenten geschlossen worden auf so viel Tage oder Wochen nach Dato oder Sicht / oder precise auf ein gewisses Datum gestellet werden / auch kan man die Valuta nur Geld oder Waaren vergütet zu seyn exprimiren / oder auch gar wenn die Zahlung geschehen / nicht erwehnen / doch muß man dabey auf eines jeden Orts / wohin der Wechsel gehet / übliche Wechsel Gewohnheit sehen / damit der Wechsel in keinem Stücke streitfällig sey.

4.

Gleichwie nun alle diese Formularen nur zur Notiz der Russischen Kaufmannschafft sind aufgesetzet und erkläret worden / damit die Kauf-Leute ordentlich nach diesen Formularen die Wechsel einrichten mögen / so soll es mit denen auswärtigen Wechseln / welche auf Rußland gerichtet sind / so wie dieselben werden nach dem dortigen Gebrauch geschrieben und verschicket sind / auch noch künftig gehalten werden. Nach Endigung des oben angedeuteten ist allhier auf ein jedes Formular die sich schickende Erklärung gegeben worden.

Wie die *Acceptanten* den Wechsel unterschreiben das ist *acceptiren* sollen.

Wenn der Presentant dem Acceptanten den Wechsel zur Acceptation presentiret / so ist dieser schuldig denselben folgender Gestalt zu acceptiren. ANNO 1729.

1729. den 1 Jan. acceptire zu bezahlen Iwan Galkin, Kauffmann in der Solutrowskoi Slobede zu Moscau.

Wenn jemand auf Conto einer andern Person / oder von seinen Patron bezahlen will / und solches verlanget in der Acceptation zu erklären / so kan solches folgender Gestalt geschehen:

1729. den 11. Jan. acceptire zu bezahlen für Rechnung des Sidor Ignatiew Kauffmanns in Twer / Kurp Gabelkow Kauffmann in Nowgrod.

Oder

1729 den 12. Jan. Acceptire zu bezahlen vor meinen Patron Iwan Iwanow Kauffmann in Moscau / dessen Buchhalter

Simon Nasow.

2.

Wie die Zahlung auf den Wechsel zu *quitiren* / und was daraus erfolget.

Wenn der Presentant das Geld empfängt / so quittiret er den Wechsel in dorso also.

1729. den 20. Jan. Inhalt dieses empfangen.

Sidor Semenow, Kauffmann in St. Petersb.

Wenn man vor den Patron oder von einen andern quittiret / so kan man schreiben Vor meinen Patron, oder vor meinen Compagnon N. N. habe ich die Zahlung erhalten / und hierauf setzet man darunter seinen eigenen Nor und Zu Nahmen.

Nach diesem Formular ist man schuldig den Empfang der Gelder gemeiniglich auf acceptirte Wechsel zu quittiren / denn wenn auff einen Wechsel der auf Sicht lautet / das Geld bezahlet wird / und der Acceptant die drey Respit-Tage nicht verlanget / so quittiret der Presentant auch ohne Acceptation daß der Wechsel vergnüget sey.

Was aber anbetrifft / daß man dessen Nahmen / von wem der Wechsel acceptiret oder das Geld eingenommen wird / erwehnet: so geschiehet solches mehrerer Sicherheit halber / daß wenn ein Bedienter den Wechsel acceptiret / und nicht meldet / daß solches auf Conto seines Patrons geschehe / der Patron aber unterdessen fallit wird / und der Bediente insolvendo bleibet / der Bediente gezwungen ist aus dem Seinen solches zu bezahlen / hernach aber sich mit dem Patron oder mit andern / Kraffts des ersten Capitels gerichtlich absinden kan.

Wenn es sich begiebt / daß der Presentant dem Acceptanten Glauben zustellet / und das Geld für den Wechsel nicht auf einmahl einfordert / sondern den Termin verstreichen läßt / so quittiret er den Wechsel folgender Gestalt.

1720 den 20. Januarii. habe auf Rechnung so viel Rubl. empfangen.

Sidor Karpow.

Den 25. habe noch so und so viel Rubl. empfangen.
Den 10. Februarii habe den Rest an sonel Rubl. empfangen.

Sidor Karpow.

Hierbey stehet es frey zu schreiben / auf wessen Rechnung oder vor wem es empfangen worden / wie schon oben davon gedacht ist

Den solcher von dem Presentanten gegebenen Frist ist zu wissen / daß der Presentant alle Gefahr auf sich genommen / und solte währender dieser Zeit der Acceptant fallliren / so ist der Presentant dem Remittenten oder Indossanten verpflichtet solches mit dem Seinen zu contentiren / worvon im 12. Punct des ersten Capitels Erwehnung geschehen.

3.

Von dem Unterscheid zwischen dem *Secunda* und *Tertia* Wechsel.

In dem Prima Wechsel schreibet man gemeiniglich wie oben gemeldet.

Auf diesen meinen Primo Wechsel / &c.

In dem Secunda aber: Auf diesen meinen Secunda Wechsel / (Prima unbezahlt &

In denen: Auf diesen meinen Tertia Wechsel / (Prima und Secunda unbezahlt) u. s. w. nach denen vorgeschriebenen Formularen

Dieser Unterscheid ist nur in solchen Wechseln / welche auf eine Summa dreyfach gegeben werden nöthig / nicht aber bey Solo-Wechseln.

Das

ANNO 1729.

Das XII. Formular.

Von Proteſten.

Erſtlich ſoll die Copie des Wechſels von Wort zu Wort auf einem ganzen oder halben Bogen geſchrieben werden.

Unter dieſer Copie.

St. Petersburg 1729. den 10. Febr.

Ich Endes-Unterſchriebener Ihro Kayſerl. Mayeſt. bey der hieſigen Stadt verordneter Notarius Publicus, bin auf Verlangen des Actori St[illegible]nnow, Kauffmanns in Pleskow/ mit dem Original-Wechſel/ deſſen Copie hie oben ſtehet/ zu dem N[illegible]s Werner, Kauffmann aus Moſcau gegangen/ und habe von ihm die Acceptation (auf einen acceptirten Wechſel aber die Zahlung dieſes Wechſels verlanget/ worauf er mir in Gegenwart der unterſchriebenen Zeugen geantwortet: (hier muß dasjenige was er geſagt ausdrücklich hergeſetzet werden/) Derohalben habe ich Notarius auf oben bemeldtes Verlangen wegen Non-Acce[illegible]tion oder Non-Bezahlung/ dieſes Wechſels aus des Wechſel-Rechte in vigore zu erhalten/ gebührender maſſen proteſtiret/ und dieſen Proteſt abgedachten Actori Stralchnaw abgegeben

Iwan Grisnew.

Not. Publ.

Karp Slonow, Kauffmann in St. Petersburg als Zeuge

Gabriel Tſchernoi, Kauffmann aus Moſcau als Zeuge

Eben ſo müſſen auch die übrigen Zeugen unterſchrieben/ wenn mehr verhanden/ wer aber ſelber nicht ſchreiben kan/ an deſſen ſtatt kan ein anderer/ dem man glaubet/ nach deſſen Bewilligung unterſchrieben.

Nach ſolchem Formular ſollen alle Proteſte geſchrieben werden/ ſie mögen ſich ereignen wo ſie wollen/ von denen Notariis Publicis, wo welche ſind/ wo aber keine ſind/ als denn von einem Cantzeliſten aus dem Zoll oder Rathhauſe/ auf den Namen Land-Zahlmeiſters aber von einem Land-Schreiber wovon im 1. Punct des erſten Capitels gemeldet, Dennoch aber wird an den Orten/ wo Notarii Publici ſind/ verbothen/ daß keiner auſſer ihnen ſich unterſtehe Proteſte zu ſchreiben/ damit hiedurch kein Unterſchleiff ſich ereignen möchte.

In dergleichen Proteſten, welche kein Notarius Publicus aufſetzet, muß man folgende Worte verändern.

Als an ſtatt deſſen: Ich Endes unterſchriebener Ihro Kayſerl. Majeſtät verordneter Notarius Publicus bin gegangen; muß geſchrieben werden: Ich Endes-Unterſchriebener bin wegen Mangel eines Notarii Publici an hieſigem Orte/ mit dem Original-Wechſel gegangen &c. wie im Formular.

Gleichfalls wenn jemand ſie/ wegen Ja- und Antwort zu geben/ nicht zu Hauſe läſt/ wovon im 10. Punct Meldung geſchehen/ ſo muß im Proteſt ausdrücklich angeführet werden. Wie nemlich er zu N. N. gegangen/ der Acceptation (oder Zahlung des Wechſels zu fordern; der Acceptant aber/ um Antwort zu geben/ ihm nicht zu ſich ins Hauß gelaſſen/ dahero er Notarius wegen der Nicht-Einlaſſung und Non-Acceptation (oder wegen Non-Bezahlung) zu Beybehaltung des Wechſel-Rechts gebührender maſſen proteſtiret habe/ &c. nach dem Formular.

Das XIII. Formular.

Der auf Cron-Gelder geſtellten Wechſel.

1729. den 14. Martii.

Im Nahmen Ihro Kayſerl. Majeſtät iſt dieſer Prima-Wechſel aus der Kanterey in Moſcau dem Kauffmann in Moſcau/ Simon Sim[illegible]e dergeſtalt gegeben/ daß nachdem von ihm (fünff Hundert Rubl. currant Geld in die Moſcauiſche Kanterey empfangen/ und in das Einnahm-Buch obbemeldten Dato unter Numer - 6 eingeſchrieben/ ſind ihm hergegen dem Seinen oder deſſen Ordre, der den Wechſel indoſſiret/ in Niſchni Nowogorod aus der Gouvernements Cantzeley von eingegangen contanten Geldern/ ſie mögen Nahmen haben wie ſie wollen/ Krafft des Wechſel Rechts nach Sicht des Wechſels/ auffs höchſte in einer Woche ohnverzüglich eben ſo viel ſoll ausgezahlet werden.

Dieſes muß der Befehlhaber deſſelben Orts ſelbſt unterſchreiben und der Caſſirer contraſigniren.

Nach dieſem Formular ſollen aus allen Commanden wo Geld empfangen wird/ die Wechſel/ mit das eſſentielle beſchrieben/ ohne Hinzuſetzung weitläuffiger Nebens Arten eingerichtet werden.

Das XIV. Formular.

Solcher Wechſel/ welche vor ausgegebene Cron-Gelder genommen werden.

Kaſan den 30. Septembr. 1729. Wechſel auff Rubl. 800.-

ANNO 1729.

Nach Wechſel Sicht zu Verrichtung dieſes Wechſels - - Tage gerechnet und 8 Tage nach Sicht pahle der Herr auf dieſen meinen Prima-Wechſel an die Kanterey in Moſcau Rubl. Achthundert/ welches Geld ich hier aus der Gouvernements-Cantzeley von Zoll- und Cabaken (oder aus andern/ welches muß ausdrücklich geſchrieben werden/) eingekommenen Geldern empfangen habe/ und obbemeldten Dato in die Ausgabs-Bücher unter Nummer - - - eingetragen iſt.

Herrn Hyn. Jeremias Kar[illegible] Iwan Ribnikow Kauffmann pou Banquier in Moſcau. [illegible] in Kaſan.

Gleicher Geſtalt können auch die übrigen nach dieſen und oben angeführten Formulen mutatis mutandis geſchrieben werden/ nur muß man ſich vorſehen/ daß nichts ausgelaſſen werde.

1. Als oben zu Anfangs der Ort/ wo der Wechſel geſchrieben/ nebſt Dato, und der Geld-Summa.

2. Daß des Wechſel-Seyls gedacht werde.

3. Der Ort wo der Wechſel ſoll bezahlet werden/ und die Summa mit Buchſtaben ausgeſchrieben.

4. Von wannen und aus was vor Münzen das Geld empfangen.

5. In welchem Dato und unter welcher Nummer es in die Ausgabs-Bücher eingeſchrieben, hierunter der Nahmen des Acceptanten und Traſſenten.

Uibrigens was die Vorſichtigkeit ſo hierbey zu obſerviren anlanget/ ſolches iſt oben im andern Capitel weitläuffig beſchrieben.

CXXXVI.

Lettre de GEORGE I. *Roi de la Grande Bretagne à* PHILIPPE V. *Roi d'Eſpagne ſur la Reſtitution de Gibraltar produite au Parlement de la Grande-Bretagne en* 1729. [Mercure Hiſtorique Tom. 86. pag. 435.]

MONSIEUR MON FRERE,

J'Ai appris avec une extrême ſatisfaction, par le raport de mon Ambaſſadeur, que V. M. eſt enfin réſolue de lever les obſtacles, qui ont retardé, pour quelque tems, l'entier accompliſſement de notre union, puiſque par la confiance que V. M. me témoigne, je puis regarder comme rétablis les Traitez qui ont été en queſtion entre nous; & j'eſpére qu'en conformité, les Pieces concernant le Commerce de mes Sujets auront été extraites. Je ne balance plus à aſſurer V. M. de ma promptitude à la ſatisfaire par raport à ſa demande touchant la reſtitution de *Gibraltar*, lui promettant de me ſervir des premiéres occaſions favorables qui ſe préſenteront pour régler cet Article du conſentement de mon Parlement, & pour donner à V. M. une preuve convaincante de mon affection. J'ai donné ordre à mon Ambaſſadeur, auſſi-tôt que la Negociation, dont il a été chargé, ſera terminée, de propoſer à V. M. de nouvelles liaiſons de concert & conjointement avec la *France*, convenables dans les conjonctures préſentes, non ſeulement à affermir notre union; mais à aſſurer le repos de l'*Europe*. V. M. peut être perſuadée, que de mon côté, j'apporterai toutes les complaiſances poſſibles: ce que je me promets auſſi d'Elle pour l'avantage commun de nos Royaumes, étant très-parfaitement,

Monſieur Mon Frére,

De V. M.

A. S. *James* le 1. Juin 1721.

Le bon Frere GEORGE ROI.

CXXXVII.

Traité de Paix entre les Rois de SUEDE *&* POLOGNE *compris dans deux Lettres de* Juin. 1

ANNO 1729. *ces Rois, du 9. May & du 2. Juin 1729.* [Mercure Historique Tom. 87 pag. 178.]

A FREDERIC-AUGUSTE,

Roi de Pologne, &c. Salut, &c.

TRES-PUISSANT PRINCE,

NOus FREDERIC, par la Grace de Dieu, Roi de Suede, &c. Comme dès le commencement de notre Regne, un de nos premiers soins a été de vivre en parfaite Intelligence avec toutes les Puissances Etrangères, & principalement avec celles qui nous sont voisines, nous avons été principalement attentifs à rétablir par des voies amiables, l'Amitié & l'Union, qui, comme il est notoire, ont été troublées entre le feu Roi Charles XII. notre Prédecesseur, de glorieuse mémoire, & Votre Majesté, de même qu'entre leurs Etats respectifs, Provinces & autres Terres situées dans l'Empire: & comme tout ce qui a donné lieu aux précédens troubles, ou ce qui les a entretenus, a réellement cessé depuis long-tems de part & d'autre, & que d'ailleurs, tant de notre côté, que de la part de V. M., le desir de voir l'ancienne amitié & bon voisinage rétablis, s'est manifesté de plus en plus, par où les Sujets de part & d'autre jouissent en effet de la Tranquillité & de la Paix, en sorte qu'il semble n'y manquer plus rien que de voir ces vues louables & chrétiennes confirmées & rendues publiques par une Déclaration solemnelle & par écrit, nous n'avons pas voulu manquer de notre côté de la mettre en exécution, en conséquence de la Convention faite dans les Cours respectives, & en consideration d'une pareille Declaration qui nous a été promise de la part de V. M.

C'est pourquoi nous déclarons de la maniere la plus solemnelle, par notre présente Lettre, promettons & voulons, que dès à présent entre nous, & nos Successeurs à la Couronne, comme aussi entre le Roiaume de Suede & ses Provinces & Païs, situez tant au dedans que hors l'Empire d'une part, & V. M. & ses Successeurs à l'Electorat de Saxe, & autres Provinces & Terres y appartenant, tant au dedans que hors de l'Empire d'autre part, tous les précedens Troubles & Differends, quelque nom qu'on puisse leur donner, cesseront, seront abolis & demeureront dans un éternel oubli: Nous voulons au contraire qu'il y ait une Paix générale & durable, & une Amitié sincere, & que bien loin qu'on puisse de part ou d'autre, ouvertement ou en secret, directement ou indirectement, entreprendre la moindre chose qui y soit opposée, on songe au contraire à avancer & soutenir l'Honneur, le Bien & l'utilité reciproques, en prévenant de part & d'autre les Dommages, & qu'on ne neglige rien pour rendre constante & solide la Paix retablie entre Nous & V. M. & les Sujets respectifs, d'une maniere qu'elle ne puisse jamais être rompue ni troublée.

Et comme nous donnons à cette notre Déclaration une force pareille à celle d'un Traité formel de Paix, & que Nous nous obligeons d'en exécuter le contenu, de la même maniere que si elle avoit été établie & conclue par des Négociations dans les formes, Nous attendons la même chose de la part de V. M., d'autant plus que pour l'interêt commun, on est déja convenu à cet égard, & que nous avons en Votre Majesté une confiance fraternelle.

Au surplus, Nous sommes toujours prêts à témoigner à Votre Majesté toute sorte d'amitié. Fait à Stokholm le 9. Mai 1729.

De V. Maj. le très-affectionné Frere, Oncle & Cousin,

Signé.

FREDERIC.

Plus bas,

CRONHIELM.

Le Roy AUGUSTE *fit la reponse suivante.* ANNO 1729.

A FREDERIC, Roi de Suede, &c. Salut, &c.

TRES-PUISSANT PRINCE, &c.

NOus FREDERIC-AUGUSTE, par la Grace de Dieu, Roi de Pologne, Electeur de Saxe, &c. Nous avons fait avec beaucoup de contentement la lecture de la Lettre de Votre Majesté du 9. Mai, d'autant que nous en avons trouvé le contenu entierement conforme aux sentimens que nous avons témoignez il y a long tems, & que nous avons fait constamment paroître, principalement depuis l'avenement de V. M. au Trône, suivant son propre aveu, une pareille inclination & desir pour le rétablissement de l'amitié & l'union, qui, comme le marque V. M., ont été troublées entre nous & le feu Roi Charles XII. de glorieuse mémoire, Prédecesseur de V. M. & notre Electorat, Provinces & Païs respectifs situez dans l'Empire

Dans cette situation d'affaires, & après que, comme le remarque fort bien V. M., tout ce qui a donné lieu aux précedens Troubles, ou ce qui les a entretenus, a réellement cessé depuis long-tems, & qu'au contraire la correspondance & la bonne harmonie a été renouvellée & augmentée de tems en tems, par où nos Sujets de part & d'autre se voient depuis plusieurs années retablis dans leur précedente Tranquillité, & jouïssent en effet de la Paix, en sorte qu'il semble qu'il n'y manque plus à présent que de confirmer par une Declaration solemnelle, & par écrit ces vûes louables & Chrétiennes.

Comme donc Nous recevons avec un cœur sincere la Declaration de Paix de V M., faite suivant la Convention, & que Nous étions prêts de faire à V. M. une pareille Declaration, Nous declarons par la présente, de la maniere la plus solemnelle, promettons & voulons que dès à présent entre Nous & nos Successeurs à l'Electorat de Saxe, Provinces y apartenant, & autres situées dans l'Empire, d'un côté, & V. Maj. ses Successeurs à la Couronne & Royaume de Suede, Provinces & Terres y apartenant, situées tant au dedans que hors l'Empire, tous les precedens Troubles & Differends cesseront, seront abolis, & demeureront dans un éternel oubli: Nous voulons au contraire qu'il y ait une Paix générale & durable, & que bien loin qu'on puisse de part ou d'autre, ouvertement ou en secret, directement ou indirectement, entreprendre quelque chose qui y soit opposée, on songe au contraire à avancer & soutenir l'Honneur, le Bien & l'Utilité reciproques, en prevenant de part & d'autre les Dommages, & qu'on ne neglige rien pour rendre constante & solide la Paix, rétablie entre Nous & V. M. & les Sujets respectifs, d'une maniere qu'elle ne puisse jamais être rompue ni troublée.

Et pour plus grande force de cette notre Déclaration, Nous voulons qu'elle ait la même vigueur qu'un Traité solemnel de Paix, & Nous nous obligeons d'en exécuter le contenu de la même maniere que si elle avoit été établie & conclue par des Négociations dans les formes, d'autant plus que pour l'interêt commun, on est déja convenu à cet égard, & que Nous avons pareillement une confiance fraternelle en V. M.

Au surplus, Nous sommes toujours prêts à témoigner à V. Maj. toute sorte d'amitié. Fait à *Varsovie* le 2. Juin 1729.

De V. M. la très-affectionné Frere & Oncle

Signé

AUGUSTE ROI.

Plus bas,

E. C. Comte de MANTEUFFEL.

Publication de cette Paix à Stockholm.

NOus FREDERIC, par la Grace de Dieu Roi de Suede, des Goths & des Vandales, &c.

ANNO 1729. „ &c Savoir faisons, que l'intention sincere & Claire tienne que nous avons eué depuis notre Avenement „ à la Couronne & que Nous avons encore, de rétablir & de conserver une Paix sûre & bonne Amitié avec toutes les Puissances, & particulierement celles avec lesquelles Nous & la Couronne de Suede avons été en Guerre, ayant eu une heureuse réussite, il a plû au Tout-Puissant de benir de telle maniere nos bonnes intentions, que les Differends & les Troubles survenus il y a quelques années, & sur-tout au commencement de la derniere & sanglante Guerre entre le feu Roi *Charles XII.*, notre Beau-Frere, de glorieuse Mémoire, & le Roi *Auguste* de Pologne, comme Electeur de Saxe, & qui, par raport aux Hostilitez, avoient déjà cessé, sont à present entierement terminez, abolis & changez dans une parfaite Paix, union, sûreté & tranquillité: Ce que Nous avons voulu rendre public a la Gloire du Saint Nom du Seigneur, & pour la satisfaction & joya de nos fideles Sujets. Fait à Stokholm le 30. Juin 1729.

CXXXVIII.

11 Juin. *Decret de Commission Imperiale adressé à la Diete de l'Empire dans l'affaire du Mecklembourg du 11. Juin 1729.*

FRoben Ferdinand Prince & Landgrave de Furstenberg, Comte de Heiligenberg & Wherttenberg, Prince du Saint Empire Romain, Chevalier de la Toison d'Or, Conseiller Privé actuel de l'Empereur, & son principal Commissaire à la présente Diete Générale de l'Empire, comme ayant ordre de Sa Majesté Imperiale, ne peut se dispenser de notifier aux Ministres des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, ici assemblez, & de faire connoître à tout l'Empire de quelle maniere le Duc Charles Leopold, après avoir pris possession de la Regence de ses Etats, y a introduit par des voyes de fait & par des entreprises inouïes, des changemens, tendant à la destruction des Droits du Païs & Privileges de ses Vassaux & Sujets. Et pareillement qu'il s'est opposé par les Armes & dans le dessein prémédité de repandre du Sang, à la Commission Imperiale, établie en exécution des Déclarations & Ordonnances Imperiales, qu'il a troublé la Justice du Païs; qu'il a divisé le Tribunal de Gustrow, en le transferant en partie à Schwerin, de même que la Regence & la Chancellerie de Rostock à Domitz, en intention de persecuter de plus en plus sa Noblesse, après l'avoir déja maltraitée, & donné des marques publiques de sa haine contre elle, la traitant continuellement de Rebelle, & comme digne du Ban de l'Empire.

Qu'ensuite, selon les fideles Rapports, il a établi à Domitz un Tribunal sanguinaire, qui, dans le commencement de son établissement, a été dirigé par lui-même, & continue ensuite par ses ordres, dans le tems qu'il étoit à Dantzig, & hors de Limites de l'Empire, en quoi il a manifestement contrevenu aux Ordonnances observées dans l'Empire, en matiere Criminelle & dans des Procedures d'Inquisition. Que le Conseiller Wolfrath a été decapité par Sentence de ce Tribunal. Que le Secretaire Privé Scharf, après avoir été plusieurs fois mis à la Question, où on lui a fait souffrir de cruels tourmens, en lui jettant sur le Corps du Souffre fondu, & en lui mettant sur la Tête une Couronne de Souffre brûlant, étant mort dans la Prison, son Corps, qui suivant la Sentence ne devoit être que roué, avoit été écartelé quelques semaines après, & les quatre quartiers avec la Tête exposez sur des Pieux hors la Ville; que le Bourguemaître de Domitz Prasch étant mort en Prison avant le tems de son exécution, son Corps avoit été traîné sur une Claye par des Mousquetaires, & enterré sous la Potence; que la Femme de ce Bourguemaître a été fouettée, marquée & bannie du Païs; ce qui n'a pû qu'inspirer de l'horreur aux principaux Etats de l'Empire, pendant que le Duc soutenoit avec la plus grande hardiesse, qu'il n'avoit à rendre compte de ses Actions qu'à Dieu seul.

Que de plus ce Prince a empêché l'exécution des Sentences criminelles, envoyées à la Chancellerie de Justice; qu'il a arrêté pendant plusieurs années le cours de la Justice au grand préjudice & à la ruine de quantité de ses pauvres Sujets, qu'outre cela il a reçu avec indifference les exhortations paternelles & les remontrances réiterées de l'Empereur, qu'il s'est ANNO 1729. soulevé par des expressions offensantes contre la précédente Commission Imperiale & contre le Rescript Imperial du 11. Mai 1728.; Que par ses Lettres du 15. Septembre & 3. Octobre de la même année, il a attaqué la Conscience & la Justice de l'Empereur, & constamment déclaré, qu'il lui étoit moralement impossible de ceder en aucune chose, alleguant que comme il tient de Dieu seul la Regence, il ne dépend de personne; sans faire attention que la Subordination étant établie de Dieu même, & confirmée par les Constitutions de l'Empire, il attaque le Droit que Sa Majesté Imperiale, a, comme Empereur des Romains, de maintenir & de proteger les Vassaux & Sujets du Duché de Mecklembourg; Qu'enfin la precedente Commission Imperiale voulant continuer sa fonction & exécuter ses ordres, il l'avoit insultée par des entreprises detestables, comme si elle en vouloit à sa Superiorité Territoriale, en sorte que témoignant de plus en plus sa résolution ferme & inébranlable de résister & d'injurier, il s'est rendu coupable d'un juste & severe reproche, conformement aux Constitutions de l'Empire.

Comme donc Sa Majesté Imperiale pour des raisons si justes & si essentielles, n'a pû, ni voulu differer davantage de se servir de son Autorité, en qualité de Juge Suprême de l'Empire, elle resolut le 11. Mai 1728. de changer la Regence des Etats de Mecklembourg, mais par provison seulement, & jusqu'à ce que le Duc Charles-Leopold de Mecklembourg se fût soumis veritablement, avec sincerité, & d'une maniere qui eût été agréable à l'Empereur, & de donner avec des instructions convenables, l'Administration desdits Etats au Duc Chretien Louis, comme *Proximo Agnato*. De plus Sa Majesté Imperiale ayant rejetté le 17. Janvier dernier toutes les remontrances alleguées par le Duc Charles-Leopold de Mecklembourg, comme non fondées, & exhorté ce Prince de se soumettre, même avec menace de faire proceder contre lui fiscalement; & après que le Duc Chrétien-Louis eut declaré par ses Lettres du 16. Juin & 27. Juillet 1728., qu'il acceptoit l'Administration qui lui avoit été deferée provisionellement, & jusqu'à ce que Sa Majesté Imperiale en eût autrement disposé, qu'il suivroit exactement les Instructions Imperiales, comme devant servir de Fondement à cette Administration, & qu'en consequence de cette Declaration il eut envoyé le 5. & le 25. Fevrier 1729. des Reverfales particulieres, signées de sa main & scellées de son Seau, conformement auxdites Instructions, & à la satisfaction de l'Empereur, Sa Majesté a jugé nécessaire de mettre à execution l'Administration resolue pour des raisons essentielles, & publiée le 11. Mai 1728. Enjoignant sur-tout de convoquer les Etats du Mecklembourg, conformement au Reglement établi le 5. Fevrier 1728., afin de deliberer sur les Griefs du Duc de Mecklembourg-Strelitz & autres, & d'établir des Reglemens salutaires au Public.

Surquoi il est arrivé que le Duc Charles-Leopold a fait afficher le 27. Decembre 1728. aux Portes des Tribunaux, Maisons de Ville, Eglises & autres Lieux, dans toutes les Villes, Bailliages & Villages du Duché de Mecklembourg, une Patente datée de Dantzig le 17. du même mois, contenant des expressions injurieuses contre la precedente Commission Imperiale & contre l'Administration deferée en dernier lieu au Prince son Frere, en disant entr'autres avec beaucoup de temerité: *Que le Prince son Frere & tous ceux à qui il appartient, doivent savoir, que dès à present, pour toujours, & une fois pour toutes, il cesse, annulle & regarde comme non avenuës toutes ces sortes de Déclarations & Ordonnances, de quelque nom qu'on puisse les appeller; sont Edits, Decrets, Commissions, Protestations, Contrevaires, &c., qui soient contraires à la Superiorité Territoriale de toutes les Maisons Electorales, des Princes, &c.* Par où le Duc, au lieu de se soumettre sincerement & de reconnoître l'Administration provisionelle ordonnée par Sa Majesté Imperiale le 11. Mai 1728., a exposé aux yeux de tout l'Empire une Contumace sedituese, & specialement en ce que par ses entreprises contre l'Administration deferée par l'Empereur au Prince son Frere, & autres Declarations & Ordonnances Imperiales, il a entierement renoncé à la Subordination de l'Empire, & par consequent à la fidelité immediate & obeïssance dûës à Sa Majesté Imperiale & à l'Empire. Et troublant ainsi le Système de l'Empire, il prétend une exemp-

ANNO 1729. exemption totale du *Nexus Imperii*, & de ne laiſſer à l'Empereur que la ſimple Prérogative d'Honneur & un vain Nom. Deſorte que l'habitude de reſiſter étant comme entracinée en lui, il ne reſte plus d'eſperance qu'il ſe ſoumette ſincerement. Outre que conſervant des Troupes dans Domitz & Schwerin, il n'y a point de ſûreté.

Tout ce qu'on vient d'alleguer étant clair & manifeſte, Sa Majeſté Imperiale ſe reſervant le châtiment ulterieur contre le Duc Charles-Leopold de Mecklembourg, à juge à propos de communiquer à la Diéte générale de l'Empire avec toutes ſes circonſtances, la Déclaration contenuë en cette injurieuſe Patente, ſi capable d'irriter la patience de l'Empereur, & de donner du ſcandale à tout l'Empire; & Sa Majeſté Imperiale s'attend que les Etats de l'Empire ici aſſemblez délibereront inceſſamment ſur cette affaire, &. qu'ils lui communiqueront leurs avis ſur les moyens par leſquels on pourroit prévenir les ſuites fâcheuſes, & rétablir la tranquillité dans le Païs.

Signé,

FREDERIC FERDINAND.

Fait à Ratisbonne le 21. Juin 1729.

CXXXIX.

24 Juillet. *Traité d'Amitié & d'Union entre quelques anciennes Maiſons des Princes de l'Empire*, du 24. *Juillet* 1729. [Mercure Hiſtorique Tom. 87. pag 414.

NOus Frederic, par la Grace de Dieu Roi de Suede, des Gothes & des Vandales, &c. &c.

Soit notoire que dès le 24. Juillet 1727. certain Traité d'Amitié & d'Union aiant été conclu entre le Duc de Brunſwich-Wolfenbuttel, & notre très-cher Couſin le Duc de Wirtenberg, nous avons été invité par le Duc de Brunſwich Wolffenbuttel à acceder audit Traité, dont le contenu eſt ainſi qu'il s'enſuit.

Soit notoire, qu'il a plû à Son Alteſſe Sereniſſime le Duc de Wirtenberg d'envoier à Son Alteſſe Sereniſſime le Duc de Brunſwich-Wolfenbuttel, ſon Conſeiller intime & Miniſtre à la Diéte Jean Henri de Schutz, avec le caractere de Miniſtre Plenipotentiaire, pour concerter ſur diverſes affaires concernant tant les intérêts particuliers des Princes, que d'autres au dehors *& Statum publicum*, enſorte qu'aiant expoſé de part & d'autre le deſir où ils étoient de conclure un *Traité d'Amitié & d'Union*, on eſt convenu de ce qui ſuit, en attendant la Ratification.

I. L. A. S. les Ducs de Brunſwich-Wolffenbuttel & de Wirtenberg aiant cultivé dès leur jeuneſſe une tendre amitié perſonnelle, L. A. S. ſont reſolues non ſeulement de l'entretenir ſoigneuſement, mais encore d'en ſerrer encore plus étroitement les nœuds.

II. Quelques differends ſurvenus entre les Alliez de Vienne & de Hanovre, ſoient accommodez par la ſignature des Préliminaires, & que par cela même la crainte de voir l'Empire entraîné dans une nouvelle guerre ſoit diſſipée, L. A. S par une précaution digne de fidéles Patriotes, & aprés avoir été informées du Comte de Wurmbrandt, Conſeiller Privé de l'Empereur & Vice-Préſident du Conſeil Aulique, des intentions pacifiques de Sa Majeſté Imperiale, qui ſont auſſi celles des autres Couronnes, autant qu'on le peut découvrir; ſe ſont engagées par la préſente Alliance, d'agir toûjours de concert & de prendre les mêmes meſures dans toutes les occaſions, au prochain Congrés & à la Diéte pour la conſervation de la tranquilité publique dans l'Empire & la ſureté de leurs Etats; ſur-tout, lorſque L. A. S. ſeront averties de quelque danger commun ou particulier, de s'en donner mutuellement & fidélement connoiſſance, & s'il eſt néceſſaire de ſe ſecourir mutuellement de conſeil & d'effets, ainſi que l'on en conviendra *en tems & lieu*.

III. D'autant que L. A. S. ſont ſorties d'anciennes Maiſons de Princes de l'Empire, & que dans la précedente Union des Princes on a pourvu autant qu'il a été poſſible, *pro ſtatu rerum & temporum*, que la dignité des anciens Princes de l'Empire fût à couvert de tous les préjudices dont ils étoient menacez, comme auſſi de toutes prétenſions & procedures illegitimes, L. A. S. s'engagent de nouveau à cet effet d'entretenir une conſtante & fidéle correſpondance, d'agir de concert & de faire tous leurs efforts pour maintenir & conſerver les *Principia Regiminis* établis par la Paix de Religion & par celle de Weſtphalie, & les droits & prérogatives des Princes confirmez dans leſdits Traitez; & à cet effet que leurs Miniſtres à la Diéte, ou, à la Cour Imp. auront ordre de ne rien faire que de concert & aprés communication reciproque dans les choſes qui concerneront l'intérêt des Princes, & dans les cas douteux d'attendre des inſtructions en conformité de ce que deſſus; mais dans les affaires déja terminées, & ſur-tout qui regardent les anciens Princes de l'Empire, ils ſeconderont les intérêts reciproques des Hauts Contractans ſans attendre de nouvelles inſtructions & ſans perdre de tems, pour faire connoître par cette conduite la bonne harmonie qui regne entre leurs Maitres.

IV. Les Hauts Contractans ſont convenus de s'informer l'un l'autre par écrit & même par envoi de Miniſtres, dans les cas importans, pour prendre des reſolutions de concert: même au cas que quelques-uns des anciennes Maiſons des Princes de l'Empire fût inſultement expoſée à quelque tort, contre les Loix de l'Empire ou les Droits des Princes, après les requiſitions néceſſaires, ils prendront part à la choſe, & feront tous leurs efforts par écrit, députation ou autrement de l'empêcher, puiſqu'on eſt obligé par l'Alliance commune de s'intereſſer en de pareils cas; comme auſſi de faire à cet égard des repréſentations convenables à la Cour Imperiale & à la Diéte, enfin ſuivant les circonſtances, d'envoier des ſecours réels pour donner plus de poids aux choſes; à cet effet de ſe tenir chacun dans ſes Etats en une telle poſture, par rapport aux Troupes, qu'ils ſoient en état de repouſſer les voies de fait, dont eux ou leurs Voiſins ſeroient menacez.

V. D'autant que depuis pluſieurs années on s'eſt plaint unanimement des entrepriſes du Directoire de la Diéte, qui commence auſſi à s'approprier pluſieurs des Droits des Princes; on eſt convenu de s'y oppoſer unanimement *in Comitiis*, & de tenter tant auprés de l'Electeur de Mayence qu'à la Cour Imperiale les moiens d'y remedier.

VI. Quant au céremonial on eſt convenu de dreſſer un Projet tendant à empêcher qu'on ne porte préjudice à la dignité de perſonne en accordant ou s'attribuant des titres peu convenables; & l'on conviendra entre les Hauts Contractans & même avec les autres Cours, avec leſquelles L. A. S. ſont reſpectivement en correſpondance, de ſuivre le ſtile ulité juſqu'à préſent entre leurs Cours, & de ſe ſervir de la premiere occaſion d'établir cette uniformité. Quant aux titres à donner aux Princes modernes, on s'en tiendra à ce qui a été regle ſur ce ſujet dans l'Union des Princes, de leur donner ſuivant la diſtinction de leur Maiſon le prédicat de *Doorluchtig-Hooggeboren* ou de *Hooggeboren* ſimplement, ſe reſervant au contraire par cette Convention le prédicat de *Doorluchtigſte* les autres *Gratiæ*, & par raport à donner la main & autres Céremonies ſemblables, à moins qu'il n'arrive quelque choſe de particulier à cet égard par raiſon d'étroit parentage ou par amitié; auquel cas ces complaiſances particulieres ne peuvent déroger au droit des autres & ne peuvent en aucune maniere tirer à conſequence.

VII. D'autant qu'à la Diéte le Principal Commiſſaire Imperial, les Commiſſaires, & les Envoiez des Electeurs veulent établir un nouveau Ceremonial, les derniers ſur-tout ne voulant pas ſe contenter des Prérogatives qui leur ſont attribuées dans la Bulle d'Or, affectent une préeminence préjudiciable aux Envoiez des anciens Princes, les Hauts Contractans ſont convenus unanimement d'inſiſter par écrit auprés de Sa Majeſté Imperiale conjointement avec les Princes & Etats, conformément au Plan dreſſé par les Envoiez à la Diéte, comme auſſi, *quoad Electores*, de donner ordre à leurs Envoiez à la Diéte de s'oppoſer aux diſtinctions qu'ils exigeront au delà des Conventions, tant pour contenir les Electeurs dans leur rang, que pour confirmer encore plus le *Jus Legationis* qui appartient aux Princes de l'Empire, de l'aveu des principales Têtes Couronnées de l'Europe, enfin de ſe donner reciproquement dès à préſent le prédicat d'Excellence & les autres *Miniſterialia* dans leurs Correſpondances & Converſations, s'en ſervant auſſi à l'égard *exter. Corpor. Legati.*

ANNO 1729. VIII. Et d'autant que cette affaire pourroit ainſi être miſe ſur un bon pied ſi le reſte des anciennes Maiſons des Princes & Etats vouloient entrer dans les meſures que l'on prendront, fondées ſur les Loix fondamentales & les coutumes de l'Empire, les Hauts Contractants ſont convenus d'y donner tous leurs ſoins & de faire toutes les diligences. En foi de quoi le préſent Traité a été ſigné & ſcellé de la part de S. A. S. le Duc de Brunſwich-Wolfenbuttel par ſes Conſeillers ci-deſſous nommez & de la part de S. A. S. Le Duc de Wirtenberg par ſon ſuſdit Miniſtre Plenipotentiaire le Baron de Schutz. & ſera ledit Traité ratifié dans 6. ſemaines par leurs Miniſtres reſpectifs. Fait à Wolfenbuttel le 24. Juillet 1719.

Signé,

De la part de S. A. S. le Duc de Brunſwich-Wolfenbuttel.

De la part de S. A. S. le Duc de Wirtenberg.

Van Lodeck. (L. S.) *J. H. Baron von Schutz.* (L. S.)

Van Schlebitz. (L. S.)

Comte de Debn. (L. S.)

Ainſi nous accedons en qualité de Duc de Pomeranie a ladite Alliance de la même maniere que ſi nous avions été dès le commencement l'un des Contractants avec cette reſerve néanmoins, que par raport à ce qui eſt contenu dans l'Art. VI. des predicats reſpectifs des Princes, & dans l'Art. VII. du titre d'Excellence que les Envoiez des Princes & Conſeillers intimes actuels ſe doivent donner reciproquement, nous nous en tiendrons à l'étiquette en uſage reçu à notre Cour & en notre Chancelerie, juſqu'à ce que l'on ſoit convenu de part & d'autre d'un Projet de Ceremonial: & au cas que quelques Princes de l'Empire ſoient invitez à acceder au préſent Traité, on en fera part fidellement auparavant à ceux qui auront déja accedé.

Nous aprouvons donc, confirmons & ratifions ſous cette reſerve le ſuſdit Traité d'Amitié & d'Union avec tout ce qu'il contient & ſes Articles ainſi qu'ils ſont inſerez ci-deſſus de mot à mot; nous nous engageons & promettons, foi de Roi & de Prince, de ne nous en departir en aucune maniere & d'accomplir de notre côté tout ce qui y eſt ſtipulé, de ne rien faire & de ne pas ſouffrir que d'autres fiſſent quelque choſe qui y fut contraire. En foi de quoi, nous avons ſigné la préſente de notre propre main, & y avons fait aposer notre Sceau Roial, fait à Stokholm le 12. Mai 1729.

Signé,

(L. S.) FREDERICK.

T. V. Gedenckreutz.

CXL.

1730. Octobre. **Salutations-Tractat zwiſchen Rußland und Dännemarck auf ewig errichtet.** [Copie Imprimée à Petersbourg.]

C'eſt-à-dire,

Traité pour regler le ſalut ſur mer entre les Vaiſſeaux Ruſſiens & ceux de Dannemarck conclu à Moſcou le 30 Octobre 1730. V. St.

IN Nahmen der heiligen und unzertrennlichen Dreyeinigkeit.

KUnd und zu wiſſen ſey jedermänniglich. Demnach zwiſchen Ihro Höchſtgeſ. und Glorwürdigſten Kayſ. Maj. von gantz Rußland Petro dem Erſten an einer / und Ihro jetzt regierenden Königl. Maj. zu Dännemarck / Friedrich dem Vierdten an der andern Seite / unterm 1. 1710. über daß zwiſchen beyden Theilen zur See zu obſervirenden Salut und Gegen-Salut errichteten Junctims-Convention und deſſen 7den Article ausdrücklich verabredet und ſtipuliret worden / daß / nach erfolgtem Friedens-Schluß mit der Crone Schweden / auch zwiſchen Ihro Kayſ. und Königl. Maj. Maynß. über ſothane Salutation zur See ein andern-weitiger fortdaurender und zum beyderſeits Nachgelgere in der Regierung zu erneuender / immerwährender Tractat abgeſchloſſen werden ſolte / und denn Ihro jetztregierende Kayſ. Maj. von gantz Rußland die Allerdurchleuchtigſte / Großmächtigſte Fürſtin und Frau / Frau Anna / Kayſerin und Selbſtherrſcherin von gantz Rußland / Moſcau / Kiow / Wolodimer und Novogrod / Zaarin von Aſtrakan / Zaarin von Siberien / Frau von Pleskow und Großfürſtin zu Smolensko / Fürſtin von Eſthland / Liefland / Corelen / Twer / Jugorien / Perm / Wiatki / Bolgarien / und anderer Länder / Gröſſe Frau / Groß-Fürſtin zu Novogrod / des Niederlandes des Tſchernitchow / Reſan / Roſtow / Jaroslaw / Bielooſero / Udorien / Obdorien / Conden und der gantzen Nord-Seite Gebiethrin / Frau des Iwerſkiſchen Landes / der Kartalinskiſchen und Grusinskiſchen Zaaren / des Kabardenskiſchen Landes / auch derer Circaſſiſchen und Gebirgiſchen Fürſten und vieler anderer Länder erbliche Herrn und Gebiethrin / mehr weniger als Ihro Glorwürdigſte Vorfahren / mit Ihro Königl. Maj. zu Dännemarck dem gleichfalls Aller-Durchlauchtigſten / Großmächtigſten Fürſten und Herrn / Herrn Friedrich dem Vierdten / König von Dännemarck / Norwegen / der Wenden und Gothen / Hertzog zu Schleſwig-Holſtein / Stormarn und der Ditmarſen / Grafen zu Oldenburg und Delmenhorſt eine gleiche aufrichtige Neigung hegen / unter einander in beſtändigem guten und Nachbahrlichen Vernehmen zu leben / auch darzu zu ſolche alles dasjenige / was zu einiger und der geringſten Collision und Mißverſtändniß Gelegenheit geben könnte / fürgekommen aus dem Wege zu räumen. Als ſind zu ſolchen reciprocirlichen Intention Beyderſeits Maj. Maj. unter ſich ſchlüſſig worden / dasjenige / was oberwehnter ſolender Tractat der Interims-Convention zu thun vorgeſchrieben / ohne weiteren Aufſtand zu bewerckſtelligen und zu erfüllen / und für ſich und Ihre Nachfolgere in der Regierung wegen des See-Salutes und Gegen-Salutes ſo wohl in der Oſt-als Nord-See einen förmlichen immerwährenden Tractat zu errichten und zuſchlieſſen: Zu welchem Ende denn dieſelbe ihre beyderſeitige Miniſtres / als nemlich Ihro Kayſ. Maj. von gantz Rußland Dero Groß-Cantzler und Ritter des Ruſſ. Ordens des Heil. Apoſtels Andreä / den Hochgebohrnen Gabriel Grafen von Golowkin / wie auch Dero Reichs-Vice-Cantzler / und würcklich Geheimten Etats-Miniſtre auch Ritter des Ordens des Heil. Apoſtels Andreä / den Hochgebohrnen Hinrich Johann Friedrich / Grafen von Oſtermann: Ihro Königl. Maj. zu Dännemarck aber Dero würckl. Conferentz Rath und dennahſtigen Envoye Extraordinaire an Ihro Kayſ. Maj. Hofe / auch Ritter des Ruſſiſchen Ordens von St. Alexander / den Hochwohlgebohrnen Hans Georg von Weſtphalen ernennet und bevollmächtiget / darüber zuſammen zu treten / und einen ſolchen Tractat zu ſchlieſſen / auch denſelben zu bringen und zu vollenziehen / worüber es auch unter des Allerhöchſten Segen dahin gediehen / daß ernehnte Kayſ. und Königl. Miniſtri / kraft hierzu habender Vollmacht / und nach gepflogenen Unterhandlungen ſich über nachfolgende Punkten völlig vereinbahret und verglichen.

I.

DEr zwiſchen Ihro Kayſ. Majeſt. von gantz Rußland und Ihro Königl. Maj. zu Dännemarck unterm 1. gegenwärtigen Tractats ein für allemahl feſt geſtellete Salut geſchehe auf einem gantz gleichen Fuß und mit gleichen Honneurs von beyderſeits Flaggen / und begunnet dieſe würckliche Abſalutirung auf der Höhe der äuſſerſten Gräntzen beyderſeits Puyssancen in wircklichen Beſitz habender Länder.

II.

DA nun geſchehen nach der Einfahrt im Rigaiſchen Haff zwiſchen dem äuſſerſten Ponte der Inſul Oeſel nach Süden / und dem äuſſerſten Ponte des Churiſchen Walls nach Norden / Domes-Neſt genannt / des Ruſſiſchen Reichs Dahmit unſtreitige Gräntze in der Oſt-See iſt; Alſo hebet auch beſelbſt / nemlich auf der Höhe von Domes Neſt / der von Dännemarck ſeiner Seite der Ruſſiſchen Flagge zuerſt abzuſtattende Salut an / und continuiret längſt der Küſten der beyden Inſuln Oeſel und Dagoe / auch längſt der gantzen Lief- und Eſthländiſchen Küſte / hindurch das Finniſche Haff / biß Cronſtadt und St. Petersburg / alſo und dergeſtalt / daß wenn es ſich zuträgt / daß eine Königl. Dänische Kriegs-Flotte / Eſcadre / einzele Kriegs-Schiffe / Creutzer oder andere Wimpel und Flagge führende armirte Fahrzeuge in benannten Fahr-Waſſer von Domes-Neſt auf dem Churiſchen Wall längſt der gantzen Lief- und Eſthländiſchen Küſte und durch das Finniſche Haff biß St. Petersburg eine Ruſſiſche Kayſerliche Kriegs-Flotte / Eſcadre / einzele Kriegs-Schiffe / Creutzer / auch andere geringere / jedoch auch Wimpel und Flagge führende armirte Fahrzeuge begegnet / oder für Ancker liegend antreffen ſolten / alsdenn die Ruſſiſche Flagge von Dänischer Seite zuerſt ſalutiret wird / die Gegen-Salutation Ruſſiſcher ſeits aber nach den Inhalt des 4ten und des erſten Articuls gegenwärtigen Tractats geſchahe.

III.

In der Nord-See behält man der Interims Convention von An. 1711. zum Grunde / und begunnet gemſl. der Di-

ANNO 1730. pischer Seits an die Russische Flagge zuerst zu gebender Salut auf der Höhe der so genannten Nord-Cape / und continuiret die ganze Weise See hindurch bis zum Munde des Dwina Stroms bey Archangel / und so weit sich der Orten Ihro Kay. Kayſ. Majeſt. Bothmäßigkeit erſtrecket.

IV.

Die Salutation und Gegen-Salutation geſchehet Beyderſeits mit wechſelnder Loſung und gleichen Schüſſen / ſo daß wenn der erſte Salut mit 3. 5. 7. 9. 11. oder 13. Schüſſen abgeſtattet worden / die Gegen-Salutation oder Bedankung mit eben ſo viel Schüſſen geſchehet / als empfangen worden / doch ohne Streichung der Flagge / Wimpel oder des Top-Segels.

V.

Der von Ruſſiſcher Seite der Königl. Dänſchen Flagge zu erſt abzuſtattende Salut beginnet in der Nord See am Geſichte der ſo genannten Nord-Cape / und continuiret der gantzen Norweſiſchen und Juthländiſchen Küſte hinlängs biß zum Weſer-Strom / und ſo weit ſich den Orten Ihro Königl. Majeſt. Bothmäßigkeit erſtrecket / auch durch das Categat in die Oſt-See biß hinter Bornholm ins Geſichte dieſer Dänſchen Inſul / wie nicht weniger längſt der Seeländiſchen / Moen Falſter Lalandiſchen und Fenerſchen-Küſte biß zum Traue-Strom / welcher das Hertzogthum Holſtein von dem Mecklenburgiſchen abſondert und alſo der Orten des Königl. Dänſchen Dominii äuſſerſte Gräntzen ausmachet: Solte es auch geſchehen / daß ſich auf der Küſte von Iſland und der Inſul Ferde Ruſſiſche und Dänſche Kriegs-Schiffe begegneten / ſo wird die Dänſche Flagge auch daſelbſt von der Ruſſiſchen zuerſt ſalutiret.

VI.

In der Oſt-See geſchehet von der Höhe des Traue-Stroms und von der Höhe der Inſul Bornholm Oſtwerts an deß zu den Küſten der Provintzen Lief- und Eſthland und des Finniſchen Buſens zwiſchen beyder Puiſſancen Flotten / Eſcadres oder einzelen Kriegs-Schiffen etc. kein Salut noch Gegen-Salut. Mit denen Kauffardey-Schiffen aber hat es hierinnen eine andere Bewandnüß / und wie es mit ſolchen gehalten werden ſoll: ſolches iſt im nachfolgenden Articul gegenwärtigen Tractats verabredet worden.

VII.

So oft der einen Puiſſance Kriegs-Flotte Eſcadre / einzele Orlogs-Schiffe / oder auch geringere / jedoch Wimpel und Flagge führende armirte Fahrzeuge der andern Puiſſance Veſtungen / Caſtele oder See-Batterien vorbey ſeegelen oder ſich ins Geſicht derſelben vor Ancker legen; So ſalutiren ſelbige ſolche Feſtungen / Caſtele / oder See-Batterien zuerſt / jedoch ohne ihre Flagge / Wimpel noch Top-Segel zu ſtreichen / die Contra-ſalutation aus ſothanen Veſtungen / See-Batterien und Caſteln geſchehet aber mit eben ſo viel Canon-Schüſſen / als ihnen gegeben worden.

VIII.

Alle und jede Kauffardey-Fahrer beyder Nationen ſind gehalten / bey Paſſirung der einen oder andern Puiſſance Veſtungen / Caſtele oder See-Batterien ihre Top- oder Mars-Seegel zuſtrecken / es wäre denn / daß ein aufſtoſſender Sturm oder andern dergleichen Zufall jemanden ſolches zu thun / verhinderte / welche / In ſolchem Falle ſoll die Sache ſo gleich von See-erfahrnen Leuten unterſuchet werden / damit man wiſſen möge / ob die Schuld an den Schüſſen gelegen oder nicht. Wird derſelbe in Culpa befunden / ſo hat er zwar den Verluſtens halber nicht anzuhalten / und an der Fortſetzung ſeiner Raiſe verhindert werden; Es wird aber das Factum ſeiner im Archiven Obrigkeit zugeſandt / die ihn denn nach Befinden und Gröſſe ſeines Verbrechens ohne Nachſehen exemplariter abſtraffen läſſet / damit ihm und andern hoffhaften Leuten die Luſt / ſich ihres Devoirs mutwilliger weiſe zu entziehen vergehen möge.

IX.

Die Kauffardey-Schiffe beyder Nationen / welche der einen oder andern Puiſſance gantze Kriegs-Flotte / Eſcadres / einzele Kriegs-Schiffe oder andere armirte mit Wimpel und Flagge verſehene Fahrzeuge nicht allein auf denen Küſten der einen oder andern Puiſſance Dominii / ſondern auch in der vollen See begegnen / ſie mögen unter Seegel ſeyn / oder vor Ancker liegen / ſind gehalten vor denſelben ihre Top- oder Mars-Seegel zuſtreichen / und ſolches zwar in der Diſtance eines kleinen Canon-Schuſſes. Wenn ein Kauffardey-Mann hierwider handelt / ſo wird über ihn gefraget und er / nachdem er ſeines Verbrechens hinlänglich überführet worden / von ſeiner natürlichen Obrigkeit ſcharff beſtraffet.

X.

Da es auch zum öfftern geſchiehet / daß die Commendanten an der Veſtungen / Caſtele und See-Batterien / wie nicht weniger die Chefs und wachthaltende Kriegs Schiffe um denen Kauffardeyfahrern einiges Geld abzupreſſen / denenſelben unnöthige Warnungs-Schüſſe zu ſchicken laſſen; ſo werden die Warnungs-Schüſſe gantz beyſeitgeſetzet / es werden dieſelbe aber nicht bezahlet. Der Officier er ſey Ruſſe oder Dähne / der hierwider handelt / wird / nachdem er des Facti überführet worden / exemplariter geſtrafet / noch darüber derjenige Schiffer / der überzeuget worden / daß er muthwilliger unaufhörlicher Unterlaſſung ſeines Devoirs zu einigen Warnungs-Schüſſen Anlaß gegeben. ANNO 1730.

XI.

Ob zwar in der Interims-Convention vom A. 1710. wegen Salutirung der See-Cavalier nicht ſtipuliret worden / So iſt jedoch / daß zur beſſern Verhängung aller Irrungen dieſer Punct gleichfalls der Billigkeit gemäß reguliret werde / nur nöthig befunden / und derſelbe ſolcher geſtalt / feſt geſtellet worden / daß die Cavaliers zur See von beyden Theilen nach eines jeden derer beyden contrahirenden Puiſſancen eigenen See-Reglement ſaluiret werden / die Gegen-Salutation aber mit einer gleichen Anzahl Schüſſe als der erſte Salut geweſen / geſchehen ſolle / jedoch mit dieſem Unterſcheide / daß der General-Admiral einen particulairen nur von einem Capitaine commandirten Kriegs-Schiff allemahl mit 2 / die übrige Flagg-Männer aber denſelben mit 2 Schüſſen weniger / als der Salut gegeben worden / antworten.

XII.

Wenn einer von beyden contrahirenden Theilen etwa mit einer andern Puiſſance in Krieg verfallen ſollte ſo ſollen derſelben Commiß-Fahrers oder zum Capern ausgerüſtete Schiffe und Fahrzeuge / ob ſie gleich nach Kriegs-Gebrauch gleich andern Kriegs-Schiffen armirt und ausgerüſtet wären / dennoch was den Salut anbelanget / nicht als ſolche angeſehen werden / ſondern gehalten ſeyn / gleich andern Kauffardey-Schiffen / alle Flagge und Wimpel führende Schiffe und Fahrzeuge in allen Streichung des Top- oder Mars-Seegels zu ſalutiren / und können einsfalls keinen Gegen-Salut prætendiren: damit aber auch hierunter keine Irrung vorfallen möge / iſt feldwerweges beyderſeits verabredet worden / daß ſolche Commiß-Fahrers keine Flagge noch Wimpel / ſondern nur eine Kayſ. Kayſerl. oder Königl. Dänſche Gliſe nebſt einer Kauffardey-Flagge führen ſollen.

XIII.

Wenn eine Kayſ. Kayſ. oder Kön. Dähniſche Kriegs-Flotte / Eſcadre / einzeles Kriegs-Schif oder ſonſt armirtes Flagge und Wimpelführendes Fahrzeug bey Anlangung in einen Dähniſchen oder Ruſſiſchen Hafen oder auf einer Dänſchen oder Ruſſiſchen Rhede daſelbſt an dem Herren der Rhede- oder des Hafens zugehörigen Kriegs-Schif vor ſich finden ſolte / und ſelbiges ſalutirte / nachmahls aber noch ein anderes gleichmäßiges auch dem Herrn des Orts zugehöriges Kriegs-Schif von demſelben Commando in ſelbigen Hafen oder Rhede zu Ancker kommen ſolte; So wird dieſes letztere Schif nicht ſalutiret / in dem der Salut bereits an erſteres abgeſtattet / und alſo an einem Ort nicht zweymahl repetiret werden darf.

XIV.

Falls es ſich aber auch zutrüge / daß ein Corps Ruſſiſcher oder Dänſcher Kriegs-Schiffe unter Commando eines Flagg-Mannes / von was Caractter er auch immer ſeyn möchte / auf einer Dähniſchen oder Ruſſ. Rhede oder ſonſten / wo der See-Salut zwiſchen beyden Nationen Kraft dieſes Tractats ſtat hat / ein einzeles dem Herrn des Orts zugehörendes / jedoch nur von einem Capitaine oder geringerem Officier geführtes Kriegs Schif oder anderes mit Wimpel führendes Fahrzeug vor ſich fände. Solchenfalls iſt verabredet worden / daß der freundlich ankommende Flagg-Mann ſelbiges vor ſich findende einzele Schif nicht zu erſt zu ſalutiren / ſondern vielmehr von demſelben den erſten Salut zu erwarten habe / und zwar ſolches wegen Diſproportion der Caracters. Führet aber ſelbiges einzele Schif gleichfalls eine Flagge; ſo wird daſſelbe ſonder die geringſte Difficultät zu erſt ſalutiret.

XV.

Wenn eine Kayſ. Kayſ. oder Königl. Dähniſche Kriegs-Flotte / Eſcadres / einzele Kriegs Schif oder andere geringere jedoch mit Wimpel und Flagge verſehene Fahrzeuge / ſo bey Abgang von einer Dänſchen oder Kayſ. Rhede oder Hafen den gehaltenen Salut ordentlich abgeſtattet / durch contrairen Wind / Ungewitter / Strohmen oder andere ſinſtre Zufälle genöthiget würde / wieder zurück zu kehren / und an vorigen Ort zu Ancker zu kommen; So geſchehet kein neuer Salut / an dem derſelbe bereits abgeſtattet worden / und nicht repetiret werden darf.

XVI.

Solte es zum wieder Vermuthen / und beyder contrahirenden Puiſſancen Intention entgegen geſchehen / daß ein Kayſ-

ſcher

ANNO 1730.

scher oder Dänischer See-Offizier wider den Inhalt gegenwärtigen Tractats handeln / und den mittelst selbigen festgestellten und vorgeschriebenen Salut oder Gegen-Salut abzustatten sich mögern sollte / so soll / weilen öffters etwas auf Mißverstand oder üblen Begrif / da die Mohre keinen Theil an hat / geschehet / derjenige / dem in solchem Falle zu nahe geschehen / so gleich auf der Stelle / jedoch mit Glimpf und Bescheidenheit Redreße des Verschens begehren / selbige ihm auch unaufhaltsame Abstattung des gebührenden ersten Salutes oder Gegen-Salutes unverzüglich verfahren. Erfolget aber solches nicht / so versichert sich der beleidigte mit zulänglichem Beweiß / und machet die Sache an gehörigen Orte anhängig / da denn der Uberträter des ermelteten Tractats und See-Reglements nach Grösse seines Verbrechens und nach seines eigenen Herren Reglement mit äußerster Rigeur abgestrafft werden solle. Damit aber allen Verwerrungen unter beyden Nationen aufs sorgfältigste vorgebauet werden möge / wird dem in solchem Falle Beleidigten bey Leib und Lebens-Straff verbothen / sich selbst Recht zu schaffen / und den / der ihn beleidiget / oder dessen Schiff / feindlich zu begegnen.

XVII.

Wenn es sich zutragen möchte / daß ein Russisch-Käyserl. oder Königl. Dänisches Kriegs- oder Kauffarthey-Schiff in einen / der See genommenen Schadens / verlohrnen Ruders / Ancker / Masten oder anderer dergleichen unglücklichen Zufälle in einen oder andern Dänischen oder Russischen Hafen / um daselbst seinen Schaden auszubessern einzulaufen genöthiget würde / so wird ein solches oder solche Schiffe mit einhabenden Leuthen von der Obrigkeit und Einwohnern des Orts freundlich angenommen und ihnen gegen baares Geld oder genugsame Versicherung um allem demjenigen / was zur Reparation des Schadens vonnöthen / falls solches nehmlich an dem Ort oder in der Nähe zu bekommen an die Hand gegangen.

XVIII.

Ingleichem wird von beyden Theilen hiemittelst beliebet / verbothen / daß wenn ein Russisches oder Dänisches Kriegs- oder Kauffarthey-Schiff in einen fremden Dänischen oder Russischen Hafen / oder auf einer Dänischen oder Russischen Rede zu Anker liegt / der Beschlshaber solches Schiffes sich keines Weges unterstehen solle / dem Commandanten desselben Orts / ohne dessen Erlaubniß und gehörigen Paßport / einige seiner angehörigen Unterthanen / unter was Umständen / Protect / oder Warrand solches immer geschehen möchte / zu entführen. Unterstünde sich aber jemand diesem Verboth zu wieder solches zu thun / und würde dessen in der That überwiesen / so werden nicht nur solche entführte Leute / was Standes / Professionen und Alters dieselbe auch wären / auf Requisition ihres angehörigen Herren / wieder auszuliefern und zurück gegeben / sondern auch derjenige / so dem Verboth zu wieder gehandelt / nach Beschaffenheit seines Verbrechens von seinem eigenen Herren mit exemplarischer Strafe angesehen.

XIX.

Die Ratificationes gegenwärtigen Commercien-Tractats sollen von beyden Theilen innerhalb 7 Tage a dato der Unterschrifft hierbey gefertiget / und alhier in Moscau gegen einander ausgewechselt / hierzu ist aber dessen gantz allein bey beyderseits Russischen Admiralitäten / sondern auch alle Orten in denen an der Ost- und Nord-See gelegenen Russ. und Dänischen See-Städten öffentlich publiciret / und zu jedermanns Wissenschaft gebracht werden.

Urkundlich dessen allen sind von oben stehendem Commercien-Tractat / wovy gleich-lautende Exemplaria verfasset / von beyderseits Plenipotentiis kraft habender Vollmacht eigenhändig unterschrieben mit ihren Petschaften besiegelt / und also gegen einander ausgewechselt worden. So geschehen. Moscau den 30. Octobr.

(L. S.) Caspar Graf Golowkin.

(L. S.) Peter Graf von Ostermann.

(L. S.) H. G. von Westphalen.

CXLI.

1731. Janvier. *Declaration donnée au nom du Roi* D'ESPAGNE *aux Ministres de* FRANCE, *de la* GR. BRETAGNE *& des* ETATS GENERAUX *des Provinces Unies.*

LE Marquis de Castelar, Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire du Roi Catholique, dit que quoi qu'immediatement après que l'Empereur eut refusé de consentir aux propositions pacifiques qui furent faites en termes amiables par les Alliez pour effectuer l'Etablissement du Serenissime Infant Don Carlos dans ses Etats de Toscane & de Parme, au moyen de l'introduction des 6000. Espagnols dans les Places de ces Païs-là, comme principal objet du Traité de Seville, S. M. Cath. ait pû remarquer, non sans un grand étonnement, l'irrésolution non attendue des Puissances Alliées, sur l'exécution du même Traité; néanmoins la bonne foi convenable à un Traité aussi Solemnel, l'honneur & la Dignité d'une Alliance aussi puissante, & l'entiére confiance avec laquelle S. M. avoit mis si genereusement ses Interêts entre les mains des Puissances Confederées eurent tant de pouvoir sur l'Esprit de S. M. qu'elle voulut voir le procedé de ses Alliez se verifier évidemment, & découvrir leur precise volonté avant que de prendre une derniere résolution. A cette fin le Roi Cath. ordonna que le Marquis de Castelar se rendit à la Cour de France avec le Caractére de son Ambassadeur & Plenipotentiaire pour exposer le fondement & les raisons des grandes plaintes que S. M. avoit à faire sur l'inobservation du Traité de Seville, & pour repredenter aux Puissances Alliées qu'enfin le cas étoit arrivé, qu'il falloit recourir à la force des Armes pour son exécution; chose tant de fois promise dans le cours de neuf mois qui se sont passés en Negociation infructueuse depuis l'Alliance signée & solemnellement jurée. En vertu des ordres que l'Ambassadeur avoit du Roi, son Maître, il exposa aux Ministres des Puissances Alliées par un Mémoire daté du 30. Octobre dernier, délivré à ces mêmes Ministres, la derniere Résolution de S. M. Catholique; Depuis il a continué les plus vives instances pour obtenir des Alliez une détermination finale & même un soin excessif pour la précipiter & pour recevoir les reponses de leurs Cours respectives; Mais tout cela a été inutile, & l'Ambassadeur n'a gagné à son grand étonnement & à celui de toute l'Europe que d'être témoin des nouvelles difficultés & embarras qu'ont produit les reponses indecises données à ce Mémoire, ainsi que du peu de conformité que faisoient remarquer entr'eux les Ministres des susdites Puissances dans ces Conferences reiterées & suivies; quelqu'un d'eux recourant à des interprétations arbitraires du véritable sens du Traité de Seville; Et cela à un point qu'enfin au moyen de ces délais si pernicieux, la totale répugnance des Alliez à entrer dans l'entreprise dûe & promise de l'exécution exacte du Traité de Seville & specialement de ce qui est stipulé dans l'Article 6. des secrets du même Traité, s'est évidemment manifestée. Pour ces raisons & plusieurs autres bien fondées que S. M. se reserve de manifester en son tems, repouvellant pour le present les mêmes importans motifs exposés dans le Mémoire precedemment cité, S. M. a ordonné précisement au Marquis de Castelar d'executer ses ordres. Il proteste formellement au nom du Roi, son Maître, aux Ministres de S. M. T.-C. Britannique & des Provinces Unies; qu'attendu que l'obligation des Puissances contractantes du Traité de Seville est mutuelle & reciproque, que l'exécution en est inséparable & indispensable en toutes ces parties, & qu'il est déjà verifié par tant d'experiences si claires & si reiterées, que par la diversité des sentimens & la contrariété des Résolutions des Alliez, la dûë exécution des stipulations du Traité susdit demeure entierement éludée & fruitrée, à quoi se joignent d'autres puissans indices qui produisent une nouvelle & fondée défiance envers quelqu'une des Puissances contractantes & confederées, S. M. Cath. ne peut ni ne doit consentir à d'aussi grands prejudices, ni à des procedures si diametralement opposées à la Dignité R[illegible] & à son honneur, & qui renverse l'objet principal de son Alliance, ni donner lieu à de plus grands délais après ceux qu'elle a tolerés depuis un An. Dans cet Esprit fixe S. M. se declare entierement libre de tous les engagements contractés de sa part dans le même Traité avec les Puissances Confederées. & se tient en pleine liberté de prendre le parti qui conviendra le plus à ses interêts, cela étant, la Royale resolution de S. M. & la derniere & constante détermination, & en conséquence l'Ambassadeur d'Espagne déclare aussi pour ce qui le regarde personnellement, qu'il se retire dès à présent de la Negociation; qui est sur le Tapis, & qu'il ne demeurera en cette Cour que pour attendre ses ordres ulterieurs que le Roi, son Maître, daignera lui donner.

A Paris, le 28. Janvier 1731.

Ainsi Signé, Le Marquis de CASTELAR.

CXLII.

ANNO 1731.

CXLII.

Traité d'Alliance entre l'Empereur & le Roi de la Grande-Bretagne, conclu à Vienne le 19. Mars 1731.

IN NOMINE SANCTISSIMÆ AC INDIVIDUÆ TRINITATIS, AMEN.

NOtum sit omnibus ac singulis, quorum interest, aut quomodocumque interesse potest; postquam Serenissimus ac Potentissimus Princeps & Dominus Carolus VI. Romanorum Imperator, Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Hungariæ ac Bohemiæ Rex, Archidux Austriæ &c. &c. tum Serenissimus ac Potentissimus Princeps ac Dominus Georgius II. Magnæ Britanniæ, Franciæ, & Hiberniæ Rex, nec non Celsi & Potentes Domini Status Generales Unitarum Fœderati Belgii Provinciarum, considerato incerto turbidoque rerum, qui nunc est in Europâ, statu, mature perpenderunt media, quibus non modo mala ex gliscentibus in dies magis magisque, simultatibus jam jam eruptura averterentur, sed & publica tranquillitas modo, quantum fieri potest, stabili ac perennaturo, facilique una ac prompta ratione firmaretur. Præfatæ Suæ Majestates ac præfati Ordines Generales, propenso omnis pacis studio ducti, opus tam salutare promovendi perficiendique & re esse judicaverunt, de certis quibusdam conditionibus generalibus inter se convenire, quæ basis loco inservirent, juxta quam dissentientium principum in Europâ Principum animi conciliandi, & controversiæ, quæ inter eosdem non absque publicæ tranquillitatis periculo, quam maxime jam vigent, componendæ forent,

Hunc itaque in finem Sacra Sua Cæs. & Cath. Majestas Celsissimum Principem ac Dominum Eugenium, Sabaudiæ & Pedemontii Principem, altefatæ Suæ Maj. Cæs. & Cath. Consiliarium actualem intimum, Consilii Aulico-Bellici Præsidem, suumque Locum-tenentem Generalem, Sacri Imperii Romani Campi-Marescballum ac ejusdem Regnorum ac Statuum per Italiam Vicarium Generalem, & unius Defultoriorum Legionis Præfectum, Aurei Velleris Equitem, nec non Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Philippum Ludovicum, Sacri Romani Imperii Thesaurarium hæreditarium, Comitem à Zinzendorff, Liberum Baronem in Ernstbrunn, Dominum Dynastiarum Gfoll, Superioris Selowitz, Porlitz, Sabor, Mulfig, Loos-Zaan, & Dreisau, Burgravium in Rheineck, Supremum hæreditarium Scutiferum, ac Præsidem in superiori ac inferiori Austria ad Anasum, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæsar. Cath. Majestatis Camerarium, Actualem Consiliarium intimum ac primum Aulæ Cancellarium &c. ac Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Gundaccarum Thomam, Sacri Romani Imperii Comitem de Staremberg, in Schaumburg & Waxenburg, Dominum Dynastiarum Eschelberg, Liechtenhagen, Roteneg, Freystadt, Haus, Oberwalse, Senftenberg, Bodendorff, Hatwan Aurei Velleris Equitem, S. Cæs. Cath. Maj. Consiliarium intimum, actualem Archiducatus Austriæ Superioris & Inferioris, Marescballum hæreditarium, Sacra verò Regia Majestas Britannica Dominum Thomam Robinson, Armigerum, in Comitiis Parlamenti Magnæ Britanniæ Senatorem & Ministrum suum apud prædictam Majestatem Suam Cæs. & Cath. Tum Celsi & Potentes Status Generales Unitarum Fœderati Belgii Provinciarum . . . . . plena potestate munivimus, qui collatis inter se consiliis &, communitis prius Plenipotentiarum Tabulis, in sequentes Articulos & conditiones convenerunt.

ARTICULUS I.

Sit manentque inter Sac. Cæs. Cath. Majestatem, Sacram Regiam Majestatem Magnæ Britanniæ, ac utriusque hæredes & successores, nec non Celsos ac Potentes Dominos Status Generales Fœderati Belgii firma, sincera & inviolabilis amicitia, pro mutuis commodis Provinciarum ac Subditorum ad unumquemque ex Principibus contrahentibus spectantium ita stabilita, ut singuli contrahentes Ditiones & Subditos alterius tueri, nec non pacem manutenere atque alterum reliquorum contrahentium commoda seu sua promovere, damna vero & injurias cujuscunque generis prævenire & impedire teneantur. Itaque juxta tenorem præcedentium pacis, amicitiæ ac fœderis Tractatuum ac Conventionum, qui omnes ac singuli Tractatus ac Conventiones exceptis solummodo iis Articulis, Clausulis aut Conditionibus, quibus per præsentem Tractatum derogare è re visum est, plenum suum & omnibus ac per omnia robur ac vim obtineant, suscipiantque vigore præsentis Tractatus renovati & confirmati, atque insuper Partes Contrahentes ad mutuam tuitionem, seu, uti vocant, *Guarantiam*, omnium Regnorum, Ditionum ac Terrarum ab unaquaque earumdem possessarum jam etiam jurium & immunitatum quibus unaquæque gaudet, aut gaudere debet, differtim se se vigore hujus Articuli obstringerunt, sta quidem ut mutuo declararint ac sibimet invicem spoponderint, quod omnibus viribus sese sint opposituræ conatibus omnium ac singulorum, qui forsan præter spem, vel ullum ex contrahentibus, vel eorumdem successores ac hæredes in quieta possessione illorum Regnorum, Ditionum, Provinciarum, Terrarum, Jurium ac Immunitatum, turbare vellent, quibus unaquæque contrahentium pars tempore conclusi præsentis Tractatus gaudet aut gaudere deberet.

II. Quandoquidem nomine Sacræ Cæs. Cath. Majestatis sæpius expositum fuit, haud diu publicam tranquillitatem vigere ac constare, nec securam pro conservando diuturno in Europa æquilibrio rationem excogitari posse, nisi sibi Generalis auxilio, sponsio ac evictio, seu, uti vocant, *Guarantia* illius succedendi ordinis præteatur, qui juxta Declarationem Anno 1713. emanatam, in Serenissima Domo Austriaca obtinet, Sacra Regia Majestas Britannica ac Celsi ac Potentes Ordines Generales Unitarum in Fœderati Belgii Provinciarum, tam eo studio ducti, quo in tranquillitatem publicam tuendam & æquilibrium in Europa conservandum feruntur quam intuitu conditionum, quæ utrique huic scopo maxime inservientes in subsequentibus Articulis dispositæ reperiuntur, vigore præsentis Articuli *Guarantiam* modo dicti succedendi Ordinis generalem in se suscipiunt ac quoties opus fuerit, contra quoscunque præstandam spondent, promittentes proinde quo fieri potest meliori ac firmiore modo, quod omnibus viribus suis tueri, manutenere, ac uti vocant, *guarantigare* velint ac debeant contra quoscunque, quoties opus fuerit, illum succedendi ordinem quem Sua Maj. Cæs. in forma perpetua, indivisibilis ac inseparabilis Fidei-commissi Primogenituræ affecti pro universis Suæ Majestatis, utriusque Sexus hæredibus Instrumento solemni die 19. Aprilis Anno 1713. prout hujus Instrumenti Copia ad finem Tractatus adjuncta reperitur, declaravit ac stabilivit, quique subinde ab Ordinibus & Statibus universorum Regnorum, Archiducatuum, Principatuum, Provinciarum, ac Ditionum ad Serenissimam Domum Austriacam jure hæreditario spectantium communi omnium voto susceptus, & grato submissoque Animo agnitus, atque in vim Legis, Sanctionisque Pragmaticæ perpetuo valituræ, in Publica Monumenta relatus fuit, & quemadmodum juxta hanc succedendi normam & ordinem eum in casum, ubi annuente Divina Misericordia masculæ Proles è Sua Majestate Cæs. Cath. descendens extabit, Primogenitus filiorum suorum aut hoc præmortuo hujus primogeniti primogenitus; nulla autem de Sua Cæs. Cath. Majestate prole masculina extante, primogenita filiarum suarum Serenissimarum Austriæ Archiducum ordine ac jure primogenituræ indivisibilis nunquam non observato, succedere eidem debet, in omnibus Regnis, Provinciis ac Ditionibus, quas actu Sua Cæs. Maj. possidet, absque eo quod unquam seu favore illorum, aut illarum, qui vel quæ de secunda, tertia aut ulteriore linea aut gradu sunt, aut alias quacunque demum de causa divisioni ulli aut separationi locus sit, hoc ipso quoque omne ac jura primogenituræ indivisibilis in quibus reliqui scabinus pariter obtinente, ac perpetuis in omne ævum temporibus observando, qui vel in Linea masculina Suæ Cæs. Majestatis, si Divinum Numen masculi eandem prole bearet, vel extincta Linea masculina, in Linea eisdem fœminina evenire, vel denique alias, quoties de successione in Regna, Provincias ac Ditiones Hæreditarias Serenissimæ Domus Austriacæ quæstio emergeret, obtinere possent. Ita Sua Sacra Regia Britannica Majestas & Celsi ac Prapotentes Domini Status Generales Fœderati Belgii promittunt ac sese obstringunt, quod illum vel illam, qui vel quæ juxta normam & ordinem hactenus recensitum in Regna, Provincias ac Ditiones, quas Sua Maj. Cæs. actu possidet, succedere debet, in iisdem manutenere, ac contra quoscunque, qui forsan turbare hanc possessionem

ANNO 1731.

ANNO 1731.

nem ullatenus præsumerent, perpetuo tutari velint ac teneantur.

III. Cumque Sac. Cæs. Cath. Majestati, nomine Sacræ Regiæ Majestatis Britannicæ & Celsorum ac Potentium Ordinum Generalium Fœderati Belgii amicissimis verbis expositum sæpius fuerit, non esse certius medium exoptatam tandiu publicam tranquillitatem, quo fieri potest, promtiori modo stabiliendi, quam si per immediatam introductionem sex millium Hispanorum militum, in munita Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ loca, destinata Serenissimo Infanti Don Carlos; in modo dictos Ducatus Successio magis adhuc firmetur: Præfata S. M. Cæs. Cath. quo & ipsa pacifica Suæ Maj. Britannicæ ac Celsorum ac Potentium Ordinum Generalium Fœderati Belgii Consilia ac Vota promoveret, sua ex parte nulla prorsus ratione obstillet prædictorum sex millium Hispanorum militum pacatæ introductioni in munita Hetruriæ, Parmæ ac Placentiæ Ducatuum loca juxta Sponsiones à dicta Sua Maj. Britannica atque Ordinibus Generalibus desuper initas. Cum vero hunc in finem Sac. Maj. Cæs. Cath. Imperii quoque consensum necessarium censeat, simul eadem promittit quod omnem operam adhibere velit, quod consensus lite intra duorum mensium spatium, aut citius si fieri poterit, obtineatur, atque ut promptius obviam eatur malis, publicæ quieti imminentibus; Spondet præterea Sua Maj. Cæs. Cath. quod statim post commutatas invicem Ratihabitionum Tabulas, consensum à se, qua Imperii capite, præfatæ pacatæ Introductioni præbitum, tum Magni Hetruriæ Ducis, tum Parmensi, Ministro in Aula sua commorantibus, alibive, ubi conveniens visum fuerit, notum factura sit, nec minus sæpefata Sua Maj. Cæs. Cath. promittit ac spondet eam longè à se abesse mentem vel directe vel indirecte admissioni præsidiarii Hispani Militis in antedicta loca impedimentum ullum suscitandi aut afferendi, ut potius officia ac autoritatem suam interpositura si qua quo enascente præsentem obstaculo aut contradictione quidquid antememoratæ admissioni obesse posset, amoveatur; atque adeo sex millia Hispanorum Militum tranquille & sine mora in munita Magni Hetruriæ Ducatus, tum Parmæ tum Placentiæ Ducatuum loca, quo ante dictum est, modo introduci queant.

IV. Sint proinde manentque Articuli de quibus irrevocabili partium contrahentium consensu hoc modo conventum est, ita firmiter & reciproce stabiliti penitusque decisi, ut neque in ils, quæ absque morâ & strepitu post Ratihabitionum tabulas invicem commutatas effectui danda sunt, neque in iis quæ in omne ævum inconcussa permanere debent, partibus contrahentibus ulla in re recedere ab iis liceat.

V. Cumque pro assequendo scopo, quem Partes præsentem Tractatum contrahentes attingere intendunt, necessarium visum sit, ut cuncta dissidiorum & dissentionum semina radicitus evellantur, atque adeo pristinus ille amicitiæ nexus qui modo memoratas Partes contrahentes invicem ligaverat, non tantum renovetur, sed & in dies arctius stringatur: hinc est quod Maj. Sua Cæs. Cath. promittit ac sese vigore præsentis Articuli obstringit, quod cessare penitus illico & in perpetuum debeat omne ex Belgio Austriaco, ac ex aliis Ditionibus, quæ tempore Caroli II. Hispaniarum Regis Cath. sub Hispana Dominatione erant in Indias Orientales Commercium & Navigatio, & quod bona fide effectui sit datura, ac vel Offendura Spectus, vel quivis alius, seu in Belgio Austriaco, seu in Ditionibus, quæ, uti dictum est, tempore Caroli II. Regis quondam Catholici, sub Hispana Dominatione erant, existens, huic in perpetuum stabilitæ normæ directe & indirecte unquam contravenire; duobus tantum navibus exceptis quæ nonnisi unica adhuc vice ex Ostendano portu cursum suum in Indias Orientales dirigere, & inde Ostendam mercibus onustæ, revertere, ibidemque pro lubitu asportatas ex Indiis merces venales exponere poterunt. Et Sua Reg. Maj. Mag. Brit. Cellique ac Potentes Status Generales Fœd. Belg. sua quoque ex parte promittunt, seque obstringunt, quod nulla interposita mora super commercio & modo vectigalium, vulgo *Tarif* nuncupato, novum Tractatum in quantum ad Belgium Austriacum attinet, ad mentem Art. 26. Tractatus, cui a similibus nomen inditum fuit vulgo *Barriere*, cum Sua Cæs. Maj. inire velint. Quem quidem in finem nominandi statim erunt à Partibus contrahentibus Commissarii, qui intra spatium duorum Mensium à die subscripti Tractatus computandorum Antverpiæ sese congregare, ac tum super iis quæ plenariam executionem ante memorati Tractatus, cui à similibus nomen inditum, quique Antverpiæ die 6. Novembris Anno 1715. conclusus fuit, tum Conventionis posteroris Hagæ Comitum die 14 Dec. 1718. subscriptæ concernunt, convenire, tum vero specialim novum, uti dictum est, super Commercio & modo Vectigalium, in quantum ad Belgium Austriacum attinet, Tractatum ad mentem antememorati Articuli 26. inire debebunt: conventumque insuper ac solemni stipulatione cautum est, quod cuncta ea, quæ Commissariis Antverpiæ congregandis demandare è re visum fuit, quam citissimè fieri poterit, ex æquo & bono ad finem penitus perducenda sint, ita quidem, ut non tardius, quam ad summum intra duorum annorum spatium ultimo operi manus admovenda veniat.

ANNO 1731.

VI. Cum reliquorum Capitum examen ac discussio, quæ seu ipsis inter Partes paciscentes seu aliquem ex earundem Fœderatis dirimenda restant, plus temporis consumptura sit, quam ancipiti hoc rerum statui expediat, quo, moriæ omnes, quæ bono communi detrimenti nimium allaturæ forent, præscindantur, conventum concordatumque est, ut invicem declaretur, quod Tractatus omnes Conventionesque ab unaquaque Partium dictarum pacisecentium cum Principibus aliisque Statibus initæ, uti sunt, subsistere possint, in quantum scilicet rei alicui haud adversantur, quæ per præsentem hunc Tractatum constituta est; quodque Controversiæ, seu inter dictas Partes pacisecentes, seu quemlibet ex earum fœderatis amicè quàm primùm dirimendæ, atque interea à Partibus contrahentibus eò allaborandum sit, ut nemo ex iis, quorum res in controversia sunt, pro iis vindicandis vi uti possit.

VII. Sua autem Maj. Cæs. & Cath. quo Subditis Regis Mag. Britanniæ & Dominorum Ordinum Generalium de ipsorum Commercio in Regno Siciliæ exercendo nullus dubio locus supersit, jam nunc declarare voluit, illos eodem modo & ad eandem normam habitum iri, uti habiti sunt, aut haberi debuerunt, tempore Hispaniarum Regis Caroli II. Inclytæ Memoriæ, ac prout Gens amicissima haberi consuevit.

VIII. Includentur huic Tractatui pacificationis Ornes illi; qui post permutationem tabularum Ratihabitionis, intra sex menses ab una vel altera parte ex communi consensu nominabuntur.

IX. Approbabitur & ratihabebitur præsens Tractatus à Suâ Cæs. Cath. Maj. a Suâ Sac. Reg. Maj. Mag. Brit., & à Celsis & Potentibus Dominis Statibus Generalibus Uniti-Belgii & Ratihabitionum Tabulæ intra Spatium sex Septimanarum à die subscriptionis computandarum Viennæ invicem tradentur & commutabuntur.

In quorum fidem roburque tam Cæsarei Commissarii, tamquam Legati Plenipotentiarii Extraordinarii, quam Regis Magnæ Britanniæ Minister plenipariter facultate munitus Tabulas has propriis manibus subscripserunt & Sigillis suis muniverunt. Acta hæc sunt Viennæ Austriæ, 16. die Mensis Martii, Anno Domini 1731.

ARTICULUS SEPARATUS.

QUamvis Articulo Primo Tractatus inter Sacram Cæsaream Catholicam Majestatem, Sacram Regiam Magnæ Britanniæ Majestatem & Dominos Status Generales Unitorum Fœderati Belgii Provinciarum hodierno die concluſi, Partes Contrahentes inter alia sibimet invicem spoponderint, quod omnibus viribus sese opposituræ sint conatibus omnium ac singulorum, qui forsan præter spem vel ullum ex Contrahentibus vel eorundem successores ac Hæredes in quieti possessione illorum Regnorum, Ditionum Provinciarum, Terrarum, Jurium aut Immunitatum turbare

ANNO 1731. bare vellent, quibus utrique Contrahentium Pars tempore concluſi præſentis Tractatus gaudet aut gaudere deberet; conventum tamen, inter eaſdem Partes pacifcentes vigore præſentis Articuli ſeparati eſt, quod, ſi forſan tractu temporis contingeret ut Sacram Cæſaream Catholicam Majeſtatem aut ejus Hæredes & Succeſſores, Turcæ in quietâ poſſeſſione Regnorum, Ditionum, Provinciarum, Terrarum, Jurium aut Immunitatum, quibus Sua Cæſarea Majeſtas actu gaudet aut gaudere deberet, turbare vellent, ad hunc ſolum, qui modo memoratus eſt, Caſum, *Guarantie* in dicto Articulo primo ſancitæ, nullatenus extendi debeant.

Articulus hic Separatus eandem vim, &c.

Declaratio ſuper Præſidiis Hiſpanicis in munita Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ loca introducendis.

CUm Sua Sacra Cæſarea Catholica Majeſtas, antequam Ipſa ex parte conſenſum præbaret iis, quæ Articulo tertio Tractatus hodierna die concluſi, de immediata introductione Præſidiarii Hiſpani Militis in munita Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ loca, diſpoſita ſunt, ſuper vero ſcopo & objecto Sponſionum, quæ deſuper in Tractatu Hiſpalenſi partim nona partim vigeſima prima Novembris die, Anno 1729. ſubſcripto continetur, ſecura omnino reddi voluerit; Sacra Sua Regia Magnæ Britanniæ Majeſtas, & Celſi, ac Potent. Domini Status Generales Fœderati Belgii non tantum Sponſiones iſtas, prouti hic annexæ reperiuntur, ſuæ Sacræ Cæſareæ Catholicæ Majeſtati bona fide exhibuerunt, verum etiam firmiſſime aſſeverare haud dubitarunt, non fuiſſe ſibi, cum de introducendo in munita Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ loca Hiſpano Præſidiario Milite convenirent, mentem, ulla in re ab iis recedere quæ Articulo quinto Fœderis quadruplicis Londini die 22. Jul. 2. Aug. Anno 1718. concluſi, tum de Cæſareis & Imperii Juribus, tum pro Securitate Regnorum ac Ditionum quas Sua Majeſtas Cæſarea in Italia actu poſſidet, tum denique pro conſervanda quiete ac dignitate eorum, qui tunc erant, prædictorum Ducatuum legitimorum Poſſeſſorum ſancita reperiuntur, quapropter Sua Regia Magnæ Britanniæ Majeſtas & Celſi ac Pot. Domini Status Generales Fœderati Belgii declararunt, prouti declarant, & prompti paratique ad dandas, prouti vigore præſentis Inſtrumenti dant ſuæ Cæſareæ Catholicæ Majeſtati, tam ſuper rerum Capitibus ſuperius recenſitis, quam ſuper omnibus iis, quæ ulterius adhuc prædicto Articulo quinto Fœderis quadruplicis nuncupati continentur, ſponſiones, evictiones, ſeu uti vulgo vocant, *Guarantes*, quantum deſiderari poterunt, validas & ſolemnes.

Præſens Declaratio eandem vim, &c.

Declaratio ſuper Parmenſi Succeſſione.

NE inopina Mors Sereniſſimi Principis Antonii Farneſii, dum viveret, Parmæ ac Placentiæ Ducis, quæ in id ipſum tempus, quo de concludendo præſenti Tractatu agebatur, incidit, ejuſdem concluſioni moram aut obſtaculum afferat, Sua Majeſtas Cæſarea Catholica vigore hujus Inſtrumenti declarat ac ſeſe obſtringit, quod illo caſu, quo ſpes de Graviditate Sereniſſimæ Ducis Viduæ præfati Sereniſſimi Ducis Antonii dum viveret Conjugis, concepta haud evaneſceret, ac dicta Dux Vidua Prolem maſculam in lucem ederet, cunctis ea quæ in introducendo in Parmæ & Placentiæ munita loca Præſidiario Hiſpano Milite tum, Articulo tertio Tractatus hodierna die concluſi, tum declarationis Inſtrumento inſuper dato ſancita ſunt, æque locum obtinere debeant ac ſi mors illa inopina haud contigiſſet. Quod ſi verò vel evaneſceret ſpes de graviditate prædictæ Ducis Viduæ concepta, vel Poſthumum illa in lucem ederet, tum antedicta Sua Majeſtas Cæſarea declarat ac ſeſe obſtringit quod loco introducendi in munita Parmæ & Placentiæ loca Præſidiarii Hiſpani Militis, ipſe Sereniſſimus Hiſpaniarum Infans Carolus, juxta normam, de quâ, accedente conſenſu Imperii, cum Hiſpanâ Aulâ olim convenerat, Litteræque Inveſtituræ eventuales, quarum tenor in omnibus Articulis, Clauſulis ac Conditionibus, pro repetito & confirmato habendus eſt, in poſſeſſionem præfatorum Ducatuum mittendus ſit, ita tamen ut prius tam dictus Hiſpaniarum Infans, quam Hiſpana Aula iis faciat ſatis quæ Tractatus anteriores, quorum Imperator accedente Imperii conſenſu Pars contrahens exiſtit, requirunt; eumque poſt mortem antememorati Ducis Antonii Farneſii Miles Cæſareus in munita Parmæ & Placentiæ loca introductus ſit, non ex mente, ut obſtaculum afferretur Succeſſioni eventuali, prouti illa Sereniſſimo Infanti Carolo per Tractatum Londinenſem, vulgo Fœdus quadruplex nuncupatum, deſtinata fuerat, ſed ut anteverterentur quæcumque Italiæ tranquillitatem turbare poterant Conſilia, Sacra Sua Majeſtas Cæſarea Catholica quietem publicam juxtâ pacifica ſua vota, Tractatu hodierna die concluſo, in quantum fieri potuit, ſtabilitam firmatamque cernens, denuò declarat, quod immittendo Copias ſuas in munita Parmæ & Placentiæ loca, non alia ſibi mens fuerit quam ut quantum penes ipſam erat, Succeſſionem Sereniſſimi Infantis Don Carlos, prouti illa Tractatu Londinenſi eidem Infanti deſtinata fuit, magis ſuffulciret, quodque tantum abſit, ut vel prædictæ Succeſſioni, ſi forſan Proles maſcula Farneſii penitus ſorte extincta, obſiſtere, vel etiam introductioni Præſidiarii Hiſpani Militis, ſi forſan Dux Vidua Poſthumum in lucem ederet, opponere ſeſe velit, quod potius declaret ac promittat proprio juſſu Copias ſuas inde educendas fore, ſeu ut ipſe Infans Carolus in poſſeſſionem ſæpe memoratorum Ducatuum, juxta tenorem Litterarum Inveſtituræ eventualis mittatur, ſeu ut introduci ibidem, parate & nemine obſiſtente Hiſpana Præſidia queant, quæ ipſa Præſidia non alii uſui inſervire debebunt, quam ut certior de executione promiſſæ ſibi Succeſſionis, in eum caſum quo Proles maſcula Farneſia penitus erit extincta, Infans Carolus reddatur.

Præſens Declaratio eandem vim, &c.

Declaratio à Miniſtris Regis Magnæ Britanniæ & Dominorum Ordinum Generalium plenâ facultate munitis ſubſcripta.

QUandoquidem inter alias Conditiones, de ſquibus Tractatum Hiſpalenſi nona & vigeſima prima Novembris die Anno 1729. ſubſcripto, favore Magni Hetruriæ Ducatus, tum Parmæ Placentiæque Ducatuum convenerat, cautum quoque fuit, ut quam primum Sereniſſimus Hiſpaniarum Infans Carolus, vel is, qui in Jura ejuſdem ſubintrat, in quietâ poſſeſſione deſtinatæ ſibi Succeſſionis, & ſecurus ab omni hoſtili invaſione, ac contra juſtas formidinum cauſas fuerit, tunc Regia Sua Majeſtas Catholica protinus effectui ſit daturæ ut Copiæ, ad ipſam & non ad Infantem Carolum, vel eum, qui in Jura ejuſdem, uti antea dictum eſt, ſubintrat, ſpectantes, ex antememoratis Ducatibus educantur.

Infraſcripti Miniſtri Regis Magnæ Britanniæ & Dominorum Ordinum Generalium vigore præſentis Inſtrumenti declarant, quod quemadmodum altefata Sua Regia Majeſtas Magnæ Britanniæ & Celſi ac Potentes Status Generales Fœderati Belgii nunquam non Promiſſa ſua adimplere conſueverunt, ita etiam conſtans illorum mens ac voluntas ſit, ut prædictis in caſibus Hiſpana præſidia ex Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ Ducatibus protinus educantur.

Præſens Declaratio ſecreta maneto, habeat tamen eandem vim, &c.

ARTICULUS SEPARATUS.

CUm Tractatus hodierna die inter Magnificam ſuam Cæſaream Catholicam, Majeſtatem ſuæque Britannicam & Celſos ac Potentes Dominos Ordines Gene-

ANNO 1731. Generales Unitarum Belgii Provinciarum concluſus à Magnifico dictorum Ordinum Generalium in Aula Cæſarea commorante ideo ſubſcribi & ſignari haud potuerit, quod juxta morem in Republica uſitatum ejuſque Regiminis formam, Plenipotentiarum Tabulæ prædicto Miniſtro, tam cito ac opus fuit, expediri nequiverunt, convenitum inter Cæſaream & Regiam Britannicam Majeſtates eſt, ut præfati Ordines Generales (quippe quos Conditiones in hoc Tractatu ſancitæ plurimum tangunt) pro Parte principali contrahente habeantur ac cenſeantur; ſicuti etiam in ipſo Tractatu nominatim relati ſunt, ſub ſpe ſi licet fidentiſſimâ illos eidem tam cito acceſſuros ac conſueta Reipublicæ ipſorum forma patì id poterit. Et quorum ſtudium, quod Reſpublica ulla pro ſtabilienda firmandaque tranquillitate publicâ teſtatur, prædictis Majeſtatibus nullum dubitandi locum relinquit, quin & præfata Reſpublica, quæ partes ipſa fiat eorum, quæ in ipſius favorem antememorato Tractatui ſancita reperiuntur, Pars ejusdem principalis contrahens quantocius fieri poſſit, ea communi operæ aliarum ambæ Majeſtates ſuæ, ut intra tres menſes à die Subſcriptionis præſentis Tractatus computandos, aut citius ſi fieri poterit, nomine quoque dictorum Ordinum Generalium hîc ipſe Tractatus Hagæ-Comitum ſubſcribi & ſignari poſſit; Neceſſarium enim tam Cæſaream quam Regiæ Britannicæ Majeſtati pro aſſequendo ſcopo qui præſente Tractatu intenditur perficiendoque communis tranquillitatis opere viſum eſt, ut ſæpe memorati Ordines Generales in partem quoque ac ſocietatem horum Pactorum venirent.

Articulus hîc ſeparatus eandem vim, &c.

Declaration touchant *l'Oeſt-Friſe.* [Cette DECLARATION ſe trouve ci-deſſous pag. 293.]

„ Comme les Etats Généraux avoient été compris „ à leur inſçu dans ce Traité par les Puiſſances con- „ tractantes, ils y eut une longue Negociation pour „ régler les conditions de leur acceſſion, qui produi- „ ſit l'Acte ſuivant.

ACTUS CONCURRENTIÆ *Ordinum Generalium Fœderati Belgii ad Tractatum Viennenſem* 16 *Martii* 1731, *Actum Hagæ-Comitum die* 20 *Februarii* 1732.

CUm inter Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem Dominum Carolum VI. Romanorum Imperatorem, Hiſpaniarum utriusque Siciliæ, Hungariæ & Bohemiæ Regem, Archiducem Auſtriæ, &c. & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem ac Dominum Georgium II. Magnæ Britanniæ & Franciæ & Hyberniæ Regem, conſiderato incerti turbidoque rerum in Europa Statu perpenſiſque maxime mediisquibus mala è gliſcentibus in dies magis magisque ſimultatibus jam jam eruptura intervertentur & publica tranquillitas modo, quantum fieri poteſt, ſtabili ac peremturo facilique ſimul ac prompta ratione firmaretur die decimo ſexto Martii anni elapſi 1731. Viennæ Auſtriæ compactum ſit de certis quibusdam Coodi ionibus generalibus quæ baſis loco inſervirent, juxta quas diſſidentium præcipuorum in Europa Principum ſuper concilianda & controverſiæ quæ inter eosdem non absque tranquillitatis periculo, quam maxime vigent, componendæ eſſent, atque hunc in finem Tractatum modo memoratæ Majeſtates mierint atque concluſerint, factoque judicio de propenſo pacifico Studio Celſorum ac Potentium Dominorum Ordinum Generalium Unitarum Fœderati Belgii Provinciarum opus tam ſalutare promovendi, eosdem in eodem Tractatu tamquam unam Partium principalium contrahentium comprehenderit, nulli dubitanzea quin modo dicti Domini Ordines Gen. quamvis hîc Tractatus eodem loco & tempore, ex parte illorum, ob rationes in Articulo Separato indigitatas, ſubſcribi ac ſignari nequiverit, tam pro attendendo tam bono ſcopo, ſtabilienda que publica ſeſe alteſſis Cæſareæ & Catholicæ ut & Regiæ Brit. Majeſtatibus adjungere haud gravarentur, atque propto-

ANNO 1731. res eundem Tractatum die 16 Martii Viennæ Auſtriæ concluſum, ut & Articulos Separato & Declarationes eodem tempore factas cum iisdem communicaverint, eosdem invitaverint, ut in ſocietatem ejusdem Tractatus tamquam Partes principales contrahentes ſeſe aggregare velint, qui Tractatus, ut & Articuli Separati & Declarationes de verbo ad verbum tranſcripti hîc ſequuntur.

(Hîc inſertio *.)

Itaque Celſi & Potentes Domini Ordines Generales Unitarum Fœderati Belgii Provinciarum Cæſareæ & Regiæ Suæ Catholicæ Maj. & Regiæ Suæ Brit. Majeſtatis laudatiſſimum pro bono publico, pro amovendis diſſidiorum periculis & calamitatibus & pro conſervanda Pace & Tranquillitate publica, curam, & ſollicitudinem aſſenſu ſuo comprobantes, ſimulque teſtatum facere cupientes, quanto & ipſi Boni publici Pacisque ſtudio ferantur, quantique faciant atque honori ſibi ducant in cauſâ tam æquâ & in propoſito tam laudabili cum tantis Principibus concurrere atque Cæſareæ Regiæque Catholicæ Suæ Maj. Regiæ Suæ Maj. Mag. Brit. ſocios ſe adjungere hoc animo & inſtitu examinaverint omnia & ſingula in dicto Tractatu, Articulis Separatis & Declarationibus comprehenſa, eumque perſuaſiſſimum ipſis ſit textum & mentem minimè eſſe, ut per verba *generalis & reciproca Garantia* in Articulo primo expreſſa quisquam Contrahentium cenſeatur obligari ullo modo ad tuitionem ſive Garantium Tractatuum nullo modo noxorum, itaque hac fiducia freti, Tractatui ſuprascripto & Articulis Separatis ac Declarationibus eo modo & forma qua concluſi ſunt tamquam Partes principales contrahentes ſe adjungere decreverunt, quod ut ad effectum perducatur plenam poteſtatem dederunt Deputatis & Plenipotentiariis ſuis Dominis Frider. Guill. Torck, Ordinis Teutonici Equiti, ex ordine Nobilium Geldriæ, in Tetrarchia Velaviæ, Conſiliario & Aſſeſſori Cameræ Rationum Ducatus Geldriæ & Comitatus Zutphaniæ, Conſuli Civitatis Hartemenſis, Johan Henric de Waſſenaar, Toparchæ in Waſſenaar Surdwyck, Obdam, Hensbroek, Wegmer, Spierdyk, Libero Baroni de Laege, &c. ex Ordine Equeſtri & Nobilium Hollandiæ & Weſtfriſiæ, Univerſitatis Lugduno Batavæ primo Curatori, Simoni de Slingeland, Ordinum Hollandiæ & Weſtfriſiæ Conſiliario & Penſionario, Philip. Jacobo de Borſſelen van der Hooge, Toparchæ in Voorhout, quondam Scabino & Senatori Civitatis Medioburgenſis in Zeelandiâ, Conſiliario & Queſtori æraru in Brabantia Ditionis Fœderati Belgii; Joh. Servat. de Milan-Viſconti S. R. I. Libero Baroni, Domino Caſtri de Nieveldt, Toparchæ in Veldthuyſen, Byleveldt, Roswede, Reyerkerskoop, Lichtenberg, Ouden Ryn & Heyscoop, &c. ac D. Mariæ Trajecti Canonico, Provinciæ Trajectinæ Ordinibus primi loci adſcripto, Aggeribus Leccæ Superioris adſitis Præfecto, ut & Præfecto Aquis & Sylvis Dioeceſeos Trajectinæ; Georg. Wolfg. Libero Baroni in Schwartzenberg & Hogendlandsberg, ex parte Nobilium in Conſeſſu Ordinum Friſiæ Deputato, Ditionis Menaldumadeel Gruemano; Reinhardo Burchardo Rutgero de Rechteren, S. R. I. Comiti, Toparchæ in Marſen & Maesbergen; ex Ordine Nobilium Provinciæ Tranſiſulanæ, & Egero Tamminga, Toparchæ in Marien & Maersbergen, Prætori in Axel, Neuſen & Biervliet, &c. omnibus in Conſeſſu Dominorum Ordinum Generalium Deputatis, ex Provinciis Geldriæ, Hollandiæ & Weſtfriſiæ, Zeelandiæ, Ultrajecti, Friſiæ, Tranſiſulanæ, ac Groningæ & Ommelandorum.

Et quandoquidem Cæſarea & Catholica Sua Majeſtas, ac Regia Sua Majeſtas Britannica, itidem plenâ poteſtate muniverint, Sacra quidem Cæſarea & Regia Catholica Majeſtas Illuſtriſſimum & Exceellentiſſimum Dom. Franciſcum Venceſlaum, S. R. I. Theſaurarium hereditarium, Comitem à Sinzendorff, Liberum Baronem in Ernſtbrun, Dominum Dynaſtiarum Plana, Gotſchau, Leiben, Weltereck, Zickings & Muczelsdorf, Burggravium in Rheineck, Sacræ Cæſareæ, Catholicæ Suæ Majeſtatis Camerarium & Conſiliarium actualem intimum, atque Legatum ejus Extraordinarium & Plenipotentiarium.

* On trouve ce Traité ci-deſſus, pag. 184.

ANNO 1731. Sacra autem Sua Majestas Magnæ Britanniæ Consanguineum & Consiliarium suum Dominum Philip. Comitem de Chesterfield, Hospini sui Regii Præfectum, Nobilissim Ordinis Periscelidis Equitem, & Legatum suum Extraordinarium & Plenipotentiarium.

Quapropter modo nominati Plenipotentiarii unâ congressi, communicatis inter se consiliis & communitatis Plenipotentiarum Tabulis de modo quo Domini Ordines Generales Fœderati Belgii se socios in dicto Tractatus constituerent, consenserunt in Articulos sequentes eandem vim cum Tractatu habituros, & ad majorem quorundam Articulorum elucidationem convenerunt, pro ut sequitur.

ARTICULUS I.

Domini Comites de Sintzendorff & Chesterfield, vi Plenipotentiarum suarum & nomine tam Cæsareæ Reg. Cath. Sue Maj. Mag. Brit. agnoscentes sensum, quem Domini Ordines Generales Garantiæ generali & reciprocæ in Art. I. Tractatus attribuerunt, genuinum & verum illius esse sensum, quibus impositis, cum Deputatis & Plenipotentiariis Dominorum Ord. tanquam cum Parte principali contrahente Tractatum & Articulos suprascriptos in eandem subscribendum, & sigillis suis confirmandum paresque, declarationes mutuo extradendas susceperunt.

II.

Cum Art. I. & II. Tractatus die 16. Martii elapsi anni inter suam Cæsaream & Catholicam Majestatem & Regiam Suam Maj. Brit. Viennæ conclusi sanctum quidem sit quod Garantias, de quibus initio sermo est, omnibus viribus ab iis, qui ad easdem explendas se obligaverunt præstandæ veniant, de modo autem quo id fieri deberet specialim nunc haud provisum fuerit, necessarium censuerunt Partes contrahentes eâ quoque de re peculiari Articulo inter se convenire, conventum proinde est inter easdem quod quotiescumque casus Garantiæ seu in Art. I. seu in II. anememorati Tractatus expressæ existent, toties teneantur parti læsæ superstites contrahentes ab initio statim & intra bimestre temporis spatium à facta sequisitione computandum submittere auxilia sequentia, unum vel separatum videlicet Sua Maj. Cæs. Cath. 8000. Peditum, & 4000. Equitum, Sua Regia Maj. Magn Brit. nutumdem, Domini autem Status Generales 4000. Peditum cum 1000. Equitibus, provisio tamen quod si auxilia vel in Italiam, Hungariam, Ditionesque huic Regno extra Imperium adjacentes requirerentur, ab Ordinibus Generalibus petenti vel Naves Bellicas vel Onerarias vel pecuniam ad valorem auxilii ab ipsis præstandi, militem autem ipsum, in Italiam, Hungariam & Ditiones huic Regno extra Imperium adjacentes mittere Ordines non teneantur: Quod si Sua Cæsarea Cath. Maj. ejusque hæredes ac successores, existente, uti supra dictum est, uno alterove Garantiæ casu aliis quoque Ditionibus, Naves Bellicas vel Onerarias, vel earum subsidia pecuniaria submitti mallet, quod in illius arbitrium reponitur, eo casu petitæ Naves, pecuniæque altefatæ Suæ Maj. Cæs. aut ejus hæredibus ac successoribus submastrabuntur ad mensuram sumptuum in militem impendendorum, & ut omnis ambiguitas circa calculum seu æstimationem dictorum sumptuum tollatur, placuit mille Pedites mensiruatim ad valorem decem millium florenorum Holl. misse vero Equites ad triginta mill. florenorum Holl. mensiruatim destinari, eadem intuitu Navium, proportione servata, ubi vero auxilia supra numerata imperidenti necessitati imparia forent, Partes contrahentes de ferendis amplioribus suppetiis conveniant teneanturque pro repellenda vi hostili ac procuranda parti læsæ satisfactione ac reparatione ea plena securitate, casu exigente, totum omnibus viribus adjuvare, Bellumque aggressori denunciare.

III.

Quandoquidem Articulus IV. eo quo positus est in Tractatu loco debium excitare posset, num æque ad sequentes quam ad præcedentes Art culos spectaret, omnesque Articuli Tractatus, nullo excepto, jusdem valoris fiat paremque obligationem inferant, proinde ne quod dubium supersit, communi consensu declaratur Articulum hunc IV. ad omnes Tractatus Articulos æqualiter applicandum esse, locumque in Tractatu illi assignatum nullius esse consequentiæ. ANNO 1731.

IV.

Quandoquidem Artic. V. ad Commercium Indicum spectans explanatione quadam indigere videtur, conventum est I. quod quantum ad Indum Orientalem attinet Partes contrahentes bona fide conformabunt ad normam Tractatus Monasteriensis, in omnibus & singulis quæ de Navigatione & Commercio ad Indias Occidentales eâdem statuta sunt.

Deinde quod quemadmodum Articulo V. Tractatus die 16. Martii anni elapsi Viennæ conclusi ibatum sit, quod cessare illico penitus & in perpetuum debeat omne ex Belgio Austriaco, ac ea Ditionibus quæ tempore Caroli II Regis Cath. sub Hispani Ditione erant, in Indias Orientales Commercium & Navigatio ex Indiis Orientalibus in Belgium Austriacum & in Ditiones modo dictas eodem modo cessare debeat; ac propterea Sacra Sua Majestas promittit & se obstringit quod bona fide effectum dabit dictæ mandatæ, ne vel Ostendana Societas vel quævis alia, seu in Belgio Austriaco, seu in Ditionibus, uti dictum est, quæ tempore Caroli II Regis quondam Catholici, sub Hispana Dominatione erant, existens, huic in perpetuum stabilitæ normæ directa vel indirecte unquam contraveniat. Prohibitum tamen non sit Subditis dictarum Ditionum Cæs. Cath. Suæ Maj. emere aut vendere merces ex Indiis Orientalibus venientes, aliorum Navibus ubi ex Indiis illis advectas, & Mercaturam cum iis exercere ubicumque locorum.

Excipiuntur tamen duæ Naves quas Ostendana Societas, unica aditûs vice, ex Ostendano Portu vel alio loco ad Monarchiam Hisp. quondam spectante expedire poterit, ut ipse Ostendum vel alium in Portum Flandriæ vel Ditionis quondam Hispanicæ redeant, quod licitum erit.

Duæ hæ Naves in Indias Orientales navigaturæ, ibidemque Commercia exercituræ sese abstinebunt ab omnibus Locis, Portubus & Oris quas Societas Indiæ Orientalis Magn. Brit. & Respublica Fœderati Belgii in Indus possident, & ab illis locis ubi Commercio privativo actualiter fruuntur, neque dictis duabus Navibus fas erit inter suum extendere ultra viginti novem menses à die 1. Octobris anni 1731. computandos, solo casu naufragii excepto, antequam etiam modo dictæ duæ Naves è Portu Ostendano vela faciant nomina illarum ut & Præfectorum seu Capitaneorum simul etiam earum magnitudines Magnæ Brit. & Reipublicæ Fœderati Belgii declarandæ erunt, ipsisque nomine Regiæ Suæ Magnæ Brit. Majestatis & Celsorum ac Potentium Ordinum Generalium Fœderati Belgii intra tres septimanas à die subscriptionis Tractatus numerandas Lineræ dabuntur, injungentes ut Subditis tum Magnæ Britannicæ tum Fœderati Belgii ubicunque locorum degentibus, non tantum vis ulla Navibus hisce fiat, sed potius eisdem casu quo vi tempestatis, vel alia necessitate ad loca à dictis Societatibus possessa appellere cogantur, illis omnia officia præstentur quæ amicis Gentibus exhiberi consuetum est.

Præsens Instrumentum a Sacra Cæs. Cath. Maj. & Sua Sacra Reg. Magnæ Brit. Maj. & à Celsis & Potentibus Ordinibus Fœd. Belgii ratihabebitur & approbabitur intra terminum sex septimanarum a die subscriptionis computandarum, ac citius si fieri possit, atque ratihabitionum Tabulæ Hagæ-Comitum inter extradentur & commutabuntur in quorum fidem, &c. Actum Hagæ-Comitum die 1 Febr 1732.

ARTICULUS SEPARATUS.

RAtione Articuli secundi Tractatus die sexto decimo mensis Martii anni 1731. conventum est inter Partes eundem Tractatum contrahentes, quod quo ex illis ex Archiducibus fœminis, ad quam juxta ordinem succedendi in Sanctione Pragmatica de anno 1713. expressum futuris temporibus omnia Regna & Provinciæ Hereditariæ, quas Sua Sacra Cæs. Maj. modo possidet actu devolventur, nupta fuerit Princi-

pi

ANNO 1731. ...pi tanta dotium potentia & rot statibus prædito, ...justæ inde & legitimæ formidinum causæ pro communi Europæ tranquillitate, ...ndemque æquilibrio nascerentur, toties liberum sit ac esse debeat, hunc Principi vel transferendo Dignites antea ad ipsum spectantes in proximum Agnatum jure & benefi...o Guarantiæ quæ in Articulo II. Tractatus die 6. mensis Martii noviſſimè elapſi ſanctа eſt, uti ve...ſi Dignites antea ad ipſum ſpectantes retinere velit, huic Guarantiæ, juri ac beneficio renuntiare, ita quidem ut proinde in caſu ſua Sacra Majeſtas Britt. & Celſi ac Potentes Ordinis Fœderati Belgii ad implendas Guarantiæ Leges æque teneantur ac ſi præfata Archiducis Femina Princeps tanta potentia præditа nunquam haud fuiſſet, poſtremoque vero in caſu antememorata Sua Maj. Britt. & Celſi & Pot. Status Gen. Fœd. Belgii liberi ſint à Guarantia in præſato Articulo ſecundo Tractatus ſupra memorati promiſſa ſalva cæterоquin in omnibus aliis caſibus, ſub exceptione hac quæ in Articulo præſenti ſeparato continetur, haud comprehenſa, manente regula in præfato Articulo ſecundo Tractatus die 16. Martii anni 1731. ſtabilita.

Articulus hic ſeparatus habeat eandem vim ac robur ac ſi Articulus hic ipſi Tractatus de verbo ad verbum eſſet inſertus, atque eodem modo & idtra eadem temporis ſpatium quo ipſe Tractatus ratihabebitur & ratihabitionum Tabulæ invicem extradentur.

In quorum fidem, &c.

Déclaration de la part de l'Empereur touchant les affaires d'Oostfrise.

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, ayant en pluſieurs occaſions fait connoître à Sa Majeſté Imperiale & Catholique que dans l'intérêt qu'ils prennent à ce que le repos dans leur Voiſinage & par conſequent dans la Province d'Oostfrise, altéré par les Troubles qui y ſont ſurvenus depuis quelques années, ſoit remis & conſervé, leur intention n'a jamais été de donner la moindre atteinte à la dépendance dont ladite Province d'Oostfriſe releve de l'Empereur & de l'Empire; ſadite Majeſté Imperiale & Catholique pour donner une nouvelle preuve [illegible] Etats Generaux, comme auſſi à Sa Majeſté Britannique qui a en ceci appuyé les intentions des Etats Généraux, de ſon deſir [illegible] leur complaiſance autant que la juſtice le peut permettre, a bien voulu leur expliquer ſur cette affaire ſes véritables ſentimens, & les raſſurer par ce moyen des craintes qu'ils paroiſſent avoir [illegible] Pour cet effet on n'a pas heſité de leur déc[illegible] été [illegible] de ſa part, que ſon intérêt & [illegible] encore.

§. I.

Que l'Amniſtie qu'elle a très-gracieuſement accordée à ceux d'Embden & à leurs Adhérans ſorte entierement ſon effet, & qu'ainſi il ne ſoit plus exécuté aucune des peines qui ont été décretées contre eux, à cauſe de leur Reſiſtence; que les Amendes pecuniaires, qui peuvent en avoir été exigées depuis la très-gracieuſe [illegible] de leur Soumiſſion, c'eſt à dire, depuis le [illegible] May 1729. leur ſoient rendues; que les Biens immeubles, y compris les [illegible] ncheries de la Ville d'Embden, & les [illegible] apitaux, s'il y en a de confiſquez ou ſequeſtrez [illegible] pareillement reſtituez à leurs Proprietaires, que les fruits, qui en pouvoient être ſequeſtrez, ſoient pareillement reſtituez à leurs Proprietaires; que les fruits qui en pouvoient être ſequeſtrez au profit de la Caiſſe d'indemniſation, ſoient imputez à la ſomme à payer pour la repartition des pertes de ceux qui ont été pillez pendant les troubles; & qu'enfin les Proprietaires ayent à rentrer dans la [illegible] anes de tous leurs Biens immeubles & Capitaux, [illegible] néanmoins de ce qui ſera dit dans le §. IV. [illegible] ente Déclaration, & ſauf les droits d'Hypotheque dont ces Biens immeubles reſtent affectez pour la ſûreté de l'indemniſation dont il eſt parlé.

§. II. ANNO 1731.

Sa Majeſté Imperiale & Catholique ayant gracieuſement permis par la Réſolution du 12. Septembre 1729. à ceux de la Ville d'Embden & à leurs Adherans, de deduire de nouveau leurs griefs en ce qu'ils ſe trouvent leſez par les Decrets de 1721. & des années ſuivantes, touchant le fonds des affaires, ſur leſquelles ils ont eu des differends avec le Prince, & leſdits griefs ayant été exhibez par apres ſous le 20. Octobre de la même année, en toute ſoumiſſion au Conſeil Imperial Aulique, Sa Majeſté Imperiale a deja ordonné & ordonnera encore, que ces griefs touchant le fond de l'affaire, après qu'ils auront été inſinuez au Prince, & à ceux qui ſont cauſe commune avec lui, qui devront y répondre dans deux mois après l'inſinuation faite, ſoient examinez au plûtôt que faire ſe pourra, & ſa [illegible] Majeſté, comme il a été ſouvent declaré, a toujours été & eſt encore qu'il ſoit décidé & ſtatué là-deſſus en toute juſtice, auſſi tôt qu'il ſera poſſible, ſuivant les Accords, Conventions & Déciſions, qui ſont le droit particulier de la Province d'Oostfriſe, & qui ſont alleguez dans les Lettres Reverſales du Prince, paſſé ſon avenement à la Regence, & dont l'obſervation a été jurée par les Officiers du Prince, bien entendu néanmoins, que ſous les Accords, Conventions & Déciſions, ceux & celles ne ſauroient être compriſes, qui donnoient atteinte aux Droits ſuprêmes de l'Empereur & de l'Empire ſur la Province d'Oostfriſe, & ſpecialement à ſa Juriſdiction Imperiale; mais pour lever tout doute ſur le vrai ſens que cette Clauſe reſtrictive renferme, l'Empereur déclare en même tems que, content de garantir la Juriſdiction Imperiale de tout préjudice, ſon intent on n'eſt pas d'anéantir ce qui dans un Accord ou Convention a été ſtatué d'un libre conſentement des Parties intéreſſées ſur les droits du Prince & de ſes Etats. Et Sa Majeſté Imperiale & Catholique, pour mieux donner à connoître ſa très-gracieuſe intention, d'abreger autant que la juſtice le permet l'examen des griefs de ceux d'Embden & de leurs Adherans, a deja ordonné & [illegible] ordonner de nouveau, que le Prince & ceux qui [illegible] ſe commune avec lui, après que l'inſinuation du Libelle tel qu'il a été publié, [illegible] aura été faite, y [illegible] poudre en deux mois pour le plus tard, & une ſeule fois pour toutes, après quoi Sa Majeſté Imperiale & Catholique rémédiera, point par point, à chaque plainte, qui ſera trouvée fondée dans les Accords citez ci-deſſus.

§. III.

Comme en vertu de la très-gracieuſe Amniſtie accordée à ceux d'Embden & leurs Adherans, excepté uniquement ceux qui ont été ſpecialement exclus de l'Amniſtie, doivent être admis à l'Aſſemblée des Etats qui doit être convoquée, pour déliberer ſans contrainte ſur les affaires qui ſont de leur competence; pourvu qu'ils ſe comportent d'une maniere pacifique, & qu'ils concourent aux beſoins communs de la Province d'Oostfriſe, ſelon la même proportion qui avoit été obſervée avant la naiſſance des derniers troubles qui y ſont ſurvenus; Sa Majeſté Imperiale & Catholique ordonnera de nouveau efficacement que la Ville d'Embden, & tous ceux qui ci-devant avoient droit d'aſſiſter [illegible] mblée des Etats, à la ſeule exception de ceux [illegible] ont été ſpecialement exclus de l'Amniſtie, y [illegible] & admis ſuivant l'ancien uſage, de [illegible] même avant la naiſſance des troubles, un [illegible] qui avoit droit d'y aſſiſter a été obligé de ſe [illegible] emporter pacifiquement, & de payer ſa quote-part pour les beſoins communs de la Province; l'intention de Sa Majeſté Imperiale & Catholique n'eſt pas que ceux d'Embden & leurs Adherans ſoient de pire ou de meilleure condition, qu'ils [illegible] ont été avant la naiſſance des troubles, ou que les autres Etats qui ſont cauſe commune avec eux [illegible] le ſoyent non plus, mais que les uns & les autres auront les mêmes devoirs à remplir, & qu'à la ſeule reſerve ſuſdite, perſonne de ceux qui ont droit d'aſſiſter à l'Aſſemblée des Etats n'en ſoient exclus que tous y comparoiſſent avec la même liberté, [illegible] reſtriction pour l'un plus que pour l'autre, conformement à l'ancien uſage.

ANNO 1731.

§. IV.

Quant à l'indemnisation, Sa Majesté Imperiale & Catholique tâchant de faire accommoder les differends à l'amiable, pour cet effet elle ordonnera que l'une ou l'autre partie autorisé quelqu'un pour comparoitre en son nom devant une Commission établie à Vienne à ce sujet, pour pouvoir passer Transaction sur cette affaire, & au défaut d'un accommodement ladite Majesté Imperiale & Catholique, après avoir ouï les raisons des uns & des autres, determinera la somme que ceux d'Embden & leurs Adhérans auront à payer une fois pour toutes, pour le dedommagement des pertes causées pendant les troubles, sans qu'ils puissent être inquietez pour cela à l'avenir; & selon ce qui a été déja dit dans le §. I. de la présente Déclaration, tous les fruits qui ont été sequestrez au profit de la Cause d'indemnisation, & tout ce qui d'ailleurs a été exigé à cause de cette indemnisation, doit être deduit de la somme qui seroit ainsi determinée: de sorte que ceux d'Embden & leurs Adhérans n'auront qu'à payer le surplus, après lequel payement ils seront tout-à-fait quittes à cet égard, & l'Hypotheque dont il est parlé à la fin du §. I. cessera d'abord.

§. V.

L'Empereur a déja déclaré en différentes occasions que dans tout ce qui a été ordonné par les Décrets du Conseil Imperial Aulique de l'an 1721. & des années suivantes, il n'a jamais été question des Garnisons que les Etats Généraux ont dans la Ville d'Embden & dans Lieroort; il n'en est non plus question à l'heure qu'il est, & Sa Majesté Imperiale renouvelle à cet égard la déclaration, qu'elle a toujours eu intention d'avoir un soin particulier du payement des intérêts des sommes que les Etats d'Oostfrise & la Ville d'Embden ont empruntées des Sujets des Provinces-Unies, comme aussi du remboursement du Capital, suivant la teneur des Obligations passées à ce sujet.

CXLIII.

31. Mars. **Neues See-Zoll-Reglement / auf allergnädigsten Befehl Ihro Kayſ. May. von Rußland durch den Druck zu Moſcau publiciret.** [Copie imprimée à Petersbourg dans l'Imprimerie du Senat.]

C'est-à-dire,

Reglement pour la Marine dans l'Empire de Russie, dressé & publié sous le Regne de l'Imperatrice Anno le 31. Mars 1731.

Das Erſte Capitel.

Von ankommenden und abgehenden Schiffen / wie solche sich anmelden / ihre Declaration machen / auch löschen und laden sollen / imgleichen von denen Lichtern: und denen Ursachen / wegen welcher sie sollen gestraft werden / wenn sie hierwieder handeln.

1.

Vom Anmelden im Zollhauſe.

Alle und jede zur See ankommende und abgehende Personen / ohne Ausnahme eines hohen oder niedrigen Standes / sowohl geistlich oder Kaufleute und Schiffer / Russische Unterthanen oder Ausländer / sie seyen aus einer Herrschafft / Land oder Stadt / wie sie nur nennet wollen / sie mögen sich auff Kauffahrdey-Schiffen / See-Fahrzeugen / Last-Gefäßen oder auf Paquet-Booten mit halber oder ganzer Ladung oder nur auch mit Ballast befinden / sollen / so wohl wenn sie in Russische Hawen ankommen / als auch aus denenselben wieder abgehen / in dem Zoll-Hause / oder in der bey jeglicher Stadt und Hawen gesetzten Tamoschna * sich angeben: Welchen sind alle angekommene Schiffe stündig / obgemeldt von der Zoll-Taxe einen Pfund zu sich an Bord zu nehmen / und aus sich dis an die Tamoschna selbst zu führen / allwo sie sich angeben müssen. Wer hierwieder thut oder sich nur dasselben widersetzet / erzeiget / der soll 50 Thaler Strafe geben.

* Tamoschna und Zollhauß bedeuten gleich viel / daß alle die durchgehends der Unterscheid kommet / daß in diesem nur allein wenig Zollmesser meine / & in jenem aber den Zoll von den ein oder ausgehenden Waaren einnehme.

2.

Wie die Declaration zu machen.

Ein jeder Schiffer hat nachdem er in den Hawen angekommen / und den Ancker fallen lassen / innert wenn Stunden ist / vier und zwantzig Stunden Zeit / eine ausführige Declaration oder Angabe in seiner Sprache / ohn genöthiget in einer andern / unterfertigen / darinnen er setzen soll / den Nahmen des Schiffs / seinen eigenen Nahmen / von was für einer Nation er sey / woher er kommt / was er geladen / die Packen / Ballen / und Kisten und alles übrige so Waare genennet wird / und von welchen der Zoll muß genommen werden. Ferner soll er eine solcher Angabe nicht mit Zahlen sondern mit ausgeschriebenen Worten beschreiben die Nummern und Marcken aller jeden ausgeladenden und in seinem Schiff befindlichen Güter / ingleichen wem aber an was für einen solche zu liefern sind / auch was für Provision und Vorrath er selbst mit sich habe. Solch Verzeichniß oder Declaration soll er übrigens nach dem Innhalt derer Connossementen und andern Documenten verfassen / welche er aber sein Schreiber eigenhändig bey Ladung des Schiffs / an einem oder unterschiedenen Orten unterschrieben von sich gegeben. Auch soll er gehalten seyn / seinen Paßport vorzuweisen und die Schiffs-Bedienten und Passagiers / mit allem was sie bey sich haben / ohne Ausnahme und Verhaltung anzugeben. Solch Original-Verzeichniß nebst derselben richtigen Copey soll er folgends denen Zollnern oder Zoll-Einnehmern übergeben.

3.

Von Ausſchickung der Declaration und von Ablaſſung des Schiffs nach der Tamoſchna.

Die Zollner und Zoll-Einnehmer sind schuldig dergleichen Verzeichniß oder Declaration / wie jetzt gemeldet worden / anzunehmen und der Copey / um solche ins Buch zu schreiben / bey sich zu behalten: Das Original derselben aber sollen sie eigenhändig mit bergesetzten Datis der Uebergebung unterzeichnet / mit dem Aufseher des Schiffs an die gehörige Tamoschna abschicken. Hierbey sollen denn auch diejenige Schiffe / welche ohne ihre Ladung zu lichten nach der Tamoschna abgehen können / abgefertiget mit einem Aufseher und dem bey sich habenden Soldaten / sonderlich wenn der Wind dazu favorable / nach derselben Tag und Stunde / nach dem der Schiffer will / abgelassen werden.

4.

Vom Löſchen der Ladung auf die Lichter und von Abfertigung derſelben an die Tamoſchna.

Wenn Schiffe da sind / welche ohne ihre Ladung zu löschen nicht durchkommen können / so soll denen Schiffen stets gegeben werden / ein Theil der Ladung auf [illegible] zu löschen und was denn so gelöschet wird / soll aufgeschrieben / und mit solchen Lichtern ein besonderes Verzeichniß in die Tamoschna nebst Specificirung / aus welchem Schiff die Ladung sey / eingeschicket: die Schiffe und Lichter aber samt denen Aufseher und Soldaten nach dem Hawen ohne Aufenthalt / wie davor gesagt / abgelassen werden. Jedoch sind derer Aufseher nicht genug vorhanden / so sollen die Verzeichnüße denen durch die Schiffer von denen Lichtern übergeschickten und die Lichter der Lichter und übrigen Oerter / wo Waaren liegen / verfüget werden.

5.

Keiner ſoll nach Ankunfft in den Haven aus dem Schif gehen / bevor ſolches der Havenmeiſter in der Tamoſchna angegeben.

Kommen nun dergleichen Schiffe und Lichter von dem Zoll-Hauß in den Hawen an / so soll weder der Aufseher noch der Patron des Schiffs / und auf den Lichtern / wenn kein Aufseher ist / der Schiffer / sich nicht unterstehen von seinem Fahrzeuge wegzugehen / sondern der Havenmeister ist verpflichtet alsobald zu kommen und die gesetzte Documenta aus dem Zollhauß zu nehmen / und in der Tamoschna zu presentiren.

6. Daß

ANNO 1731.

6.

Daß die Schiffe nicht sollen aus dem Haven gehen / bevor die Beschtigung geschehen.

EHe und bevor das gantze Schiff beschtiget ist / soll der Patron desselbigen sich nicht unterstehen mit dem Schiff aus dem Haven oder von dem Ort / welcher ihm zum Lager von dem Hafenmeister angewiesen worden / anders wohin zu gehen. Und solte jemand obgemeldter Beschtigung mit dem Schiff und mit der Ladung von dem angewiesenen Ort wegfahren und Argwohn wurde sich geben / daß er ohne Erlaubniß des Hafenmeisters weggegangen / ob er gleich keine Waaren abgelassen / auch dessen nicht überzeuget wird / so soll er dem zugesprochen wegen seines eigenwilligen Wegfahrens in 50 Thlr. Strafe verfallen seyn. Solte er aber wegen Enge des Orts bey eben dem Hafen oder Ausfuhrt / von angewiesenem Ort etwas weiter / oder bey entstehendem Sturm an einen sichern Ort ablegen / so soll ihm solches zu keiner Schuld gerechnet werden.

7.

Schiffer / Matrosen und Paßagiers sollen von dem Schiffe nicht weggehen / noch mit ihnen etwas abgelassen werden / ehe und bevor es angegeben worden.

WEder die Schiffer selbst noch die Matrosen / noch angekommene Paßagiers sollen / so wie bey deren Ankunfft am Zollhauß oder einem andern sonst angewiesenen Ort / also auch bey schehriger Tranoschna vom Schiffe nirgendshinwohen wegziehen noch mit denen Paßagiers die bey ihnen befindliche Waaren und andere Güter / ehe und bevor die Angabe geschehen / durchaus nicht abgehen noch abfolgen lassen / bey Vermeidung gleicher Strafe / welche auf andere verheelte Waaren und Sachen gesetzet ist. Ueber das aber soll noch der Schiffer / wenn er Paßagiers oder Matrosen vom Schiff ablässet / ehe das Schiff gehoriger massen angemeldet worden / wegen solches eigenwilligen vergönnten Wegehens / ob sie gleich nichts mit sich davon getragen / 10 Thlr. zur Strafe erlegen / damit durch solche Versehen niemand in Verdacht oder Argwohn kommen möge. Jedoch soll nach geschehener Angabe im Zollhauß denen Passagiers erlaubet seyn vom Zollhauß wegzugehen / ehe das Schiff abgelassen: Es soll aber auch bey ihrem Wegziehen wohl acht gegeben werden / daß sie nichts von Waaren und andern Gütern bey sich haben.

8.

Von denen Documenten / welche die Schiffer zur aufrichtigen Angabe haben müssen.

WIe hiemit denen Schiffern anbefohlen alle gehörige Documenten und Nachrichten in einer wohlen und authentiquen Conformation zu haben / woraus sie eben-bestehendes Verzeichniß oder Declaration von der Ladung ihres Schiffes machen / und ohne etwas unterzuschlagen geben können / weil sie sonst wegen solchen unterschlagens und unrichtiger Angabe in Strafe verfallen kommen / worvon unten ins besondere soll gehandelt werden.

9.

Daß nicht das geringste ohne Angabe ins Schiff eingeladen werden soll.

KEin Schiffer soll sich unterstehen das geringste in sein Schiff zu laden / ehe und bevor ein Aufseher oder Zoll-Bedienter und Soldat auf selbiges gesetzet worden: Diese aber sind nach ihrer Ankunfft auf das Schiff so gleich verpflichtet fleissig in denselben zu observiren / ob etwas eingeladen sey / das nicht verzollet / und finden sie dergleichen / so sind sie schuldig / solches anzuhalten und in der Tranoschnen anzugeben / da denn selbiges das verfallne so gleich confisciren soll.

10.

Von der Provision und anderer Ladung.

WEnn Schiffer / bey ihrer Ankunfft ins Haven zu ihrer und der Schiff-Bedienten Provision und täglichen Kost gebacken Brod / allerhand Früchte / Fische und frisch Fleisch und andere dergleichen Lebens-Mittel nicht an Bord tragen lassen / so soll man solches ohne Zerlust * und ohne erlegten Zoll passiren lassen. Wollen sie aber / noch ausser dem / obgleich auch zu ihrer Provision etwas zur Reise oder sonst wenn zu Schiffe bringen / so sollen sie solches zuvor in der Tranoschna angeben / welche darnach sehen und declariren dem Aufseher ein Zettul zustellen lassen soll / dem aber gesetzmäßige Angabe in der Tranoschna und ohne Beschtigung soll nichts ins Schiff genommen werden: wie denn auch der Aufseher verpflichtet und durch dieses Reglement beordnet sind nichts mehr passiren zu lassen / als was im Zettul enthalten.

ANNO 1731.

11.

Von Abfertigung der Lichter an das Zollhauß.

WEnn / welche aus dem Haven ins Zollhauß auf Lichtern zu bringen / sind alsdann abzulassen / wenn aus den gehörigen Tranoschna ein Aufseher und Soldat auf selbige gestellet / und an diese wegen der in sie zu ladenden Waaren ein Zettul ertheilet worden. Wenn aber Aufseher in genugsamer Menge nicht da sind / so sollen jetzt-gedachte Zettuln mit dem auf den führenden fahrenden Schiffman gestellet und alle Luken darauff nebst allen andern Oertern / wo Waaren hingelegt / wohl versiegelt werden.

12.

Ladung aus den Lichtern in die Schiffe soll nach Inhalt der Zettuln geschehen.

SOlche Zettuln sollen bey abgehenden Schiffen deren auf selbigen befindlichen Aufsehern bey dem Zollhause abgegeben werden / damit diese nachgehends nach dem Inhalt derselben kommen einander lesen. Fünde sich aber bey den Einladen etwas anders / als angegeben und im Zettul befindlich / so soll alles selbige confiscaret werden.

13.

Von Bestraffung wenn Lichter diesem Reglement zuwieder handeln.

SO jemand entweder in Abfertigung und dem Hafen nach dem Zoll-Hauß / oder in Herführung der Waaren von da / dem was oben gemeldet / nicht nachkommen / noch sothane Aufseher auf der Fahrzeuge oder Lichter aus der Tranoschna übernommen / oder auch in Ermangelung derselben abgeworffene weggeseilt und auf der Reise zwischen der Tranoschna und dem Zollhause ertappet wird / so soll der Patron eines solchen Fahrzeuges oder Lichters / gleichwie er nicht dem übersehen werden / daß er unvergönnte Waaren an Bord genommen / oder von da abgelassen / in Strafe von 100 Rubel verfallen seyn. Solte er aber diese 100 Rubel nicht erlegen / so soll sein gantzes Fahrzeug confiscret werden. Käme es nachgehends wieder / daß er zum andern und dritten mahl dieses Verbrechens beygienge / so soll er andern zum Exempel über vorgedachte Geld-Strafe am Leibe gestrafet werden.

14.

Von Schiffen / so ohne Paßport wegsegeln.

DEnen sollen alle Schiffe / so in dem Russischen Gebiete gelöschet oder geladen werden / und deren Schiffer sondern einen Paß aus der Tranoschna zu nehmen weggehen / oder nachgehends wieder ergriffen werden / und denen auf selbigen befindlich unvergönnten unverzollten Waaren confiscret werden. Jedoch das übrigen darauf befindliche Waaren / von welchen er Zoll ordentlich bezahlet worden / sollen denen Eigenthümern zurück gegeben / und auch denenselben erlaubet werden / selbige ohne anderweitige Erlegung eines Zolls mit einem andern Schiff zu versenden.

15.

Von baldiger Abfertigung derer Schiffe und Lichter.

DAmit / wegen langsamer Speisung der Schiffe in der Tranoschna / keine Klagen entstehen mögen / so werden alle Zoll-Directeurs auf das nachdrücklichste gewarnet / in Spedirung

* Heisse ein Frey-Zettul / Paßier Zettul.

ANNO 1731.

nung und Absendung der einkommenden und ausgehenden Schiffe oder Lichter und in allem was zu folge dieses Reglement sich gebühret / nicht die geringste Verzögerung zu verursachen / und dadurch gute Wunde vorhey streichen zu lassen / sondern sollen / wenn das Schiff oder Lichter an allem zu der Reise fertig ist / diesem ein Zettul und jenem einen Paß ausgeben / welches alles innerhalb 2 Stunden / wo nicht eher / geschehen soll.

16.

Uber voriges.

DIeseme Zöllner oder Zoll-Einnehmer und andere Zoll-Bedienten und Aufseher denen Kauffahrten und Schiffern / so wohl von denen Schiffen als Lichtern einige Verhinderniß in den Weg legen / so sollen dieselben nicht allein auf scharfe verfüget / sondern auch auf mündlich geschehene Klagen von dem Ober-Zoll-Directeur mit harter Strafe nach Beschaffenheit der Schuld beleget werden. Dannenhero soll wenn innerhalb den fürgen Stunden / wie oben erwehnet / denen zur Reise fertig liegenden Schiffen der Paß / und denen Lichtern das Zettul nicht ausgegeben werden / von demjenigen der solchen zu geben hat für eine jede Stunde / die beyden gehörigen ausgenommen 10 Thlr. oder Zehen Strafe und zwar biß zu der Stunde gerechnet / da der Paß würcklich abgegeben / genommen / und hingegen wieder an die Patronen von den Schiffen und Lichtern gegeben werden. Zu dem Ende soll auch ein besonder Aufschreibe-Buch gehalten werden / darinnen / so bald als einer nach einem Paß oder Zettul kömt / aufgezeichnet soll werden / die Stunde zu welcher er sich darum gemeldet / wohin soll auch unter dieser Aufschreibung annotiret werden / zu welcher Stunde er spedirt worden.

17.

Aufseher und Soldaten sollen von denen Schiffen und Lichtern nicht weggehen.

DIe Aufseher und Soldaten / welche auf die Schiffe und Lichter geleget sind / sollen ohne Noth nimmer zu gehen / beständig darauf verbleiben / in specie auf denen einkommenden Schiffen / und zwar so lange / biß daß sie in der gehörigen Tonnschuna angegeben und das Schiff visitiret worden; Auf denen abgehenden aber so lange / biß sie würcklich von dem Zollhause frey und unter Seegel gehen. Auch sollen sie genaue Acht geben / daß nichts von denen angekommenen Schiffen abgelassen / oder von denen verschenden nichts eingenommen werde / was nicht angegeben worden. Außer dem aber müssen sie auch alle helfen / daß keine Verhinderniß in Fortsetzung der Reise geschehe. Dergestalten soll auf sie selbst nicht minder genaue Acht gegeben / und derjenigen so hierwieder handeln / ernstlich gestraffet werden / so wie es die überhandhabende herausgegebene Instructionen verhängen.

18.

Vom Löschen und Laden wie es zu gesetzten Stunden und nicht bey Nachtzeiten geschehen soll.

WEnn Schiffe und Lichter in denen Häven liegen / so sollen sie ihre Waaren bey Tage löschen und laden / nemlich zur Zeit wenn bey Aufgang der Sonnen von der Festung ein Canonen-Schuß gethan wird / soll die Arbeit angehen / und wieder aufhören / wenn nach Untergang der Sonnen wieder ein Canonen Schuß geschehen. Bey der Nacht aber sollen keinerley Waaren gelöschet noch geladen werden. Wäre es aber / daß jemand des Abends nach / u. des Morgens vor dem von der Festung gegebenen Signal entweder Waaren löschen oder laden lasse / ob es schon angegeben wären / so soll derselbe eine Strafe von 25 Thlr. erlegen / der am Bord befindliche Aufseher aber soll am Leibe gestrafet werden / darmit dergleichen unter den verstimmten Stunden unerlaubtes löschen und laden keines weges verstattet werden möge.

19.

Von Verwahrung der Schießlöcher.

AUf allen Kauffahrtey-Schiffen / welche Geschütze führen / sollen die Löcher / in welchen die Canonen ausgestellet sind / unterdienende die Waaren gelöschet oder geladen werden / gestopfet / dem Verdeck zugemacht / und selbigen nicht anders offen gelassen werden / als die Nothwendigkeit erfordert hat. Wenn jemand hierwieder handelt / so soll auf das Schiff eine Strafe von 25 Thlr. gelegt werden.

ANNO 1731.

20.

Wie die Lasten der Schiffe sonder verheelen anzugeben.

ALle Schiffer sind schuldig ihre Schiffe / sie mögen Nahmen haben wie sie wollen / nach der wahren Größe von Lasten anzugeben. Wenn aber einer oder der andere solte betreten werden / daß er von seinem Schiff oder Fahrzeug mehr als 10 Lasten verschwiegen hätte / so soll derjenige zum erstenmahl für jede Last die er zu wenig angegeben 2 Thlr. zum andern mahl 3 Thlr. und also für jedes folgende da er solches verschwiegen / einen Thaler mehr bezahlen.

21.

Wenn ein Zoll-Einnehmer aus Argwohn eines Betrugs die Ladung des Schiffs wieder löschen läßt.

WEnn ein Zöllner oder Zoll-Einnehmer auf irgend ein Schiff wegen eines bey denen darinn geladenen Waaren vergangenen Betrugs Verdacht schöpffet / so ist ihm anbefohlen / alle die Waaren / ohngeachtet aller Gegenrede des Schiffers löschen zu lassen. Findet er denn etwas so verfluchter Weise ins Schiff practiciret worden und unverpollet ist / so soll der Schiffer wegen des hierüber verursachten Aufenthalts und Zeit-Versäumniß an den Zöllner nichts zu fodern haben. Sollte es aber seyn / daß er das Schiff ohne genugsames Fundament und rechtmäßigen Ursachen löschen lassen und noch dazu nichts findet / das im Zoll nicht angegeben gewesen / so sind die Zoll-Bedienten gehalten / alle Unkosten oder Schaden / die sonsten in dem löschen als wieder laden verursachet werden / nach Taxation dem Schiffer zu ersetzen.

22.

Von der Confiscation nicht angegebener Waaren / item vom Laden nach bereits genommenen Paß.

ALle eingeschwärzte und unangegebene Waaren / unter was für Vorwand sie sonder Erlegung des Zolls geschicket oder geladen seyn mögen / sollen confiscirt werden. Über das aber soll von dem Schiffer / wenn er sich genugsam zu justificiren oder entschuldigen kan / daß solche Güter wieder sein Wissen und Verlust verschwiegen und nicht angegeben worden / zur Strafe noch eins so viel Zoll genommen werden / als von solchen eingeschwärzten unangegebenen Waaren hätte in die Casse kommen müssen; desgleichen sollen auch alle angegebene Güter confiscirt werden / welche der Schiffer nach bereits ausgenommenen Paß laden wird. Jedoch im fall der Schiffer nach aufgenommenen Paß wegen einiger Hindernissen sich nicht so geschwinde aus die Reise fortmachen kan / oder siehet / daß sein Schiff noch nicht völlig geladen ist / und darauf solches mit angegebenen Waaren vollzuladen verlanget / so ist er gehalten / solches in der Tonnschuna zu melden und um Erlaubniß darzu anzuhalten / welche alsdann die Tonnschuna ohnverweigert geben soll / damit beydes die Zölle ordentlich bezahlt werden / und die Schiffer an ihrem Interesse keinen Nachtheil leiden

23.

Von der Aufsicht welche der Schiffer selbst auf seine Leute und Waaren haben soll.

DAmit nicht auch die Schiffer in die durch dieses Reglement statuirte Strafen verfallen mögen / so liegt ihnen ob / so wohl auf ihr Volck / als auf die im Schiff befindliche Güter gute Acht zu geben / ihr Schiff selbst zu examiniren und zu inspiciren / aufrichtige Declarationes zu übergeben und nichts folgen oder einnehmen zu lassen / was nicht angegeben / auch nichts zu unternehmen was zu diesem Reglement verlohren und selbigen zuwider ist.

24.

Ist verbothen an ungeordneten Plätzen zu löschen und zu laden.

KEin Schiffer soll seine Güter löschen oder laden an einem andern Ort als ihm von dem Havenmeister angewiesen worden /

ANNO 1731. den/ vornehmlich zu St. Petersburg und Cronstadt/ auch nirgends anderswo/ d. i. weder in der See/ noch in den Waaken. Wenn aber Schiffe an vorbothenen Oertern angetroffen werden/ und dasselbst/ ehe sie den Paß aus der Tomoschna ausgenommen/ ohne derselben Vorwissen löschen oder laden/ so soll dieserwegen der Schiffer/ obgedachter ess angegebene Güter wären/ um 100 Thlr. gestrafet werden. Indem aber bey diesen löschen oder laden Güter öfters gefunden werden/ die nicht angegeben und in der Tomoschna verschwiegen worden/ so sollen solche angeschwärzte unangegebene Waaren confiscirt/ mit dem Schiffer aber nach Vigeur des 12. Articuls verfahren werden.

ANNO 1731.

Das II. Capitel.

Von den Kaufleuten oder Eigenthümern der Waaren/ wer sie ihre Declaration oder Angabe in der Tomoschna übergeben sollen: Von falschen Declarationen und Confiscirung; item von Zoll und andern Einnahmen.

25.

Wie Kaufleuthe und Eigenthümer der Waaren ihre Declaration übergeben/ und die hergeführte Waaren visitiret werden sollen.

Nachdeme die Schiffer gemäß dem 2. Articul mit verpflichtet sind in ihren Declarationen von der Schiffahrung oder denenjenigen was mit ihnen gefahren worden/ die Stücken/ Numern ꝛc. anzugeben/ ausgenommen ihre eigene Waaren/ als dessen sie die Beschaffenheit gemeß wissen/ u. also in der Declaration wie specificiren können: So soll ein jeder er sey hohes oder niedrigen Standes/ desgleichen Kaufleuthe/ Schiffer und Passagierer gehalten seyn ein jeder von dem seinigen eine unterschrifte Declaration in der Tomoschna zu übergeben/ darinnen gemeldet werde/ was für Waaren und Güter eigentlich in deren Ballen/ Packen ꝛc. sind/ und worviel von jedem/ imgleichen wie sie heissen/ von was für Maaße oder Gewichte und Werth sie sind/ auch den rechten Preis/ wormach der Zoll von den Waaren genommen wird. Wenn sodann diese Angabe/ so viel die Numern betrifft/ mit des Schiffers Declaration einstimmig befunden worden/ so soll/ so bald als es möglich/ ohne Aufschub die Visitation der Güter vor sich gehen.

26.

Einkommende und ausgehende Güter sollen im Packhause beym Zoll und nicht in Privat-Häusern/ außer im fall der Unmöglichkeit besichtiget werden.

Eine jede Besichtigung so wohl von den einkommenden ausgehenden Waaren/ vornehmlich der in Packen/ Ballen/ Kisten und dergleichen sind/ wenn sie auch zugehören/ muß im Packhause bey der Tomoschna und nicht in Privat-Häusern oder andern Orten geschehen. Sind es aber solche Waaren/ welche im Packhause nicht placiret werden können/ wie z. E. Getränke/ Tuchten/ Linnen und dergleichen grobe Waaren/ als die in dem expres ordinirten oder noch künftighin zur Bequemlichkeit der Kaufmannschaft zu ordinirenden und anzubauenden Gasthöfen/ Anbergen und Kellern gehalten werden/ so soll die Besichtigung davon auf der Stelle geschehen/ allwo solche entweder gelöschet oder geladen werden sollen. Jedoch die Weine können auch wohl auf Beachren der Kaufleuthe/ zu derselben schleuniger Vergnügung auf den Anfuhren besichtiget werden.

27.

Von baldiger Besichtigung wie auch von Examinirung nach den Marcken und nach den Facturen/ damit alle Waaren nicht dürffen von einander genommen werden.

Damit aber auch die Besichtigung eilig von statten gehe/ absonderlich den Waaren/ davon eine große Parthey vorhanden ist/ als Ballen/ ganze und halbe Stücke Tücher und dergleichen andere mehr/ welche/ dafern sie solten nachgemessen werden/ nicht nur viele Zeit erfordern/ sondern solches auch ihrer Qualität schaden würde; als wird hiemit allen Kaufleuten anbefohlen/ dahin zu sorgen/ daß auf dem an allen ganzen oder halben Stücken/ welche mit Ellen gemessen werden/ befindlichen und am Ende derselben herabhangenden Bley das wahre und an dem Ort/ woher die Waaren gebracht werden/ gebräuchliche Ellen-Maaß ausgedrucket sehe/ die Waaren aber so gewogen werden/ das ihres Orts/ woher sie kommen/ gebräuchliche wahre Gewicht zu finden seyn möge. Ist aber dieses Bley oder Marque am Ende der Waaren nicht zu finden/ so soll der Kaufmann/ wo er anders nicht alle seine Waaren aufgemachet haben will/ die Original Factur/ die er von seinen Correspondenten empfangen hat/ produciren/ und deren eine gültige mit seiner eigenen Hand unterschriebene Copey der Declaration beylegen: Darauf dann die Visitateurs vom Zoll ein oder etliche ganze oder halbe Stücken vornehmen und examiniren haben/ ob das Maaß oder Gewicht getreulich specificiret ist. Kommt alles richtig überein/ und ist sonst kein Verdacht obhanden/ so sollen sie den Rest nicht durchsehen und damit deine Zeit verlieren.

28.

Wie die Streitigkeiten durch die Factur zu schlichten.

Da zwischen den Angebern der Waaren u. denen Zolls-Bedienten über die Richtigsprechung der Declaration mit denen bey sich habenden Connoissementen und Facturen/ als welches durch Verschreiben in der übergebenen Declaration leicht geschehen kan/ allerhand Streitigkeiten während der Besichtigung entstanden sind/ auch künftighin entstehen können/ so soll zur Schlichtung solcher Disputen/ jeder Schiffer und Kaufmann oder ein anderer/ welcher Waaren und Güter kriegt/ gehalten seyn/ innerhalb 24 Stunden/ von der Zeit an zu rechnen/ da die Disputen entstanden sind/ die Original Connoissementen und Facturen zu produciren/ und so wie im vorhergehenden Articul gemeldet ist/ eine authentique Copey davon unter seiner Hand in der Tomoschna zu lassen: Darauf denn die Streitigkeiten ohne den Fehler im Schreiben zu rechnen/ nach diesen Connoissementen und Facturen zu decidiren sind/ nur sollen wegen mehrerer dabey verursachten Mühe doppelte Accidentien genommen werden.

29.

Von dem was zu folge der Factur entweder zu viel oder zu wenig befunden wird/ oder auch darmit gar nicht übereinkommt.

Solte man bey Besichtigung der Waaren befinden/ daß folgends der Factur mehr als 5 pro Cent an Maaß und Gewicht/ so wie es der Orten/ von wo die Waaren hergekommen/ gebräuchlich wird/ zu viel ist/ so soll das übrige was mehr ist/ confiscirt werden. Aber wenn folgends der Facturen ein Unterschied von nicht mehr als 5 pro Cent gefunden wird/ so ist solches nicht anzusehen. Dahingegen soll von dem was nach der Factur sich nicht findet/ und darum nicht erweislich gemacht werden kan/ wo es geblieben/ der Zoll nach dem Reglement genommen werden. Desgleichen wenn nach der Factur in einem Packen/ Kisten/ oder was solches sonst seyn mag/ etwas zu viel oder zu wenig angetroffen gefunden wird/ und doch alles mit selbigem Schrifte eingebracht worden/ so soll man auch dis nicht rechnen/ nur muß jedoch dabey die general Summa mit der Rechnung überein kommen.

30.

Von dem Versehen in Vergleichung der ausländischen Gewichte und Maaßen mit den Russischen: item von den Waaren die gezehlet werden.

Damit über die dem Gewicht und Maaße unterworffene Waaren wegen des Confiscirens nicht noch mehr Streitigkeiten und Beschwerungen entstehen mögen/ absonderlich da die ausländischen mit dem Russischen Gewicht und Maaß müssen verglichen werden/ so soll bey Besichtigung und Examinirung/ wenn in Gegenhaltung der Declaration/ worinnen Russisch Gewicht und Maaß gestellet wird/ ein Fehler in der Vergleichung der ausländischen Maaß und Gewichte mit den einländischen gefunden wird/ solches nicht gerechnet/ sondern der gesetzte Zoll genommen werden. Jedoch wenn gehabte Gassen/ über die Factur und Angabe gefunden werden/ so sind solche ohne Reparation zu confiscren/ gestalten allezeit möglich ist solche Waaren besser und treulicher aufzuschreiben/ da es in denen genommenen und gemessenen Waaren wegen Unterschied der denen mancherley Gewichten und Maassen/ da selbige sich in der Russischen Maaß und Gewicht nicht so genau reduciren lassen/ nicht allemahl so accurat geschehen kan.

31.

Vom Versehen in Waaren/ davon der Zoll nach dem Werth genommen wird.

Wann zufolge der Angabe eine Ungleichheit in der Maaße und Gewicht derjenigen Waaren angetroffen wird/ von welchen nach dem Tarif der Zoll nach der Taxation zu nehmen ist und die dem Nahmen nach auch darinnen ausdrücklich specificiret sind/ als auch von denen so im Tarif zwar nicht genennet/ aber von welchen jedoch der Zoll nach der Taxation zu

ANNO 1731.

hört genommen zu werden / so soll solches nicht geachtet / noch das mehrere confiscirt werden / nur soll man acht geben / daß die Summa von dem Preiß mit allen diesen Waaren übereinkommend sey / davon der Zoll soll genommen werden. Wenn aber die Zoll-Bedienten sehen / daß die Summa des Preises zu gering nach der Dichtheit von Waaren gestellet ist / so sind sie schuldig zu folge dem 38. Artickul dieses Reglements darinnen zu verfahren.

ANNO 1731.

32.

Von Waaren davon der Eigenthümer nicht kan gefunden werden.

WEnn ein Schiffer einige Stücke angiebt und der Eigenthums-Herr zum selbige in Empfang zu nehmen nicht kan gefunden werden / so sollen dieselben aus dem Schiff genommen und in dem Packhauß ein Jahr und 6 Wochen verwahrlich aufbehalten werden. Mittler Zeit aber ist an gehörigen Orten zu dreyen mahlen zu publiciren / daß sich der Eigenthums-Herr angeben möge. Meldet sich nun derselbe innerhalb dieser Zeit nicht / oder findet es sich zu Tag / kan aber doch nicht genugsam beweisen / daß er Herr von den Waaren sey / so sollen dieselben verkaufft und das daraus gelöste Geld dem Fisco zugeschlagen werden. Alleine auf den Fall / daß unter denen Waaren einige so dem Verderben unterworffen / vorhergenommen würden / so sind solche nach Verlauf von 3 Monathen öffentlich zu verkauffen / und die davor eingekommene Gelder biß zu der gesetzten Zeit von einem Jahr und 6 Wochen in der Tamoschna verwahrlich anzunehmen. Und könte es nachgehends daß sich in gesetzten Terminen / der Eigenthümer angiebt / so soll ihm nach davor abgezogenen Zoll / Anbeuten-Geld / und übrigen bey dem Verkauff vorgefallenen Unkosten das übrige Geld ausgezahlet werden. Wenn aber der Eigenthümer nach Verlauff des gesetzten Terminus sich einfinden solte / so soll man ihm an gemeldten nicht davor erkennen / noch ihm die Waaren oder das davor erstandene Geld abfolgen lassen.

33.

Von Waaren die der Schiffer in seiner Declaration nicht annotiret und davon der Eigenthümer sich angiebt.

WEnn solte gefunden werden / daß ein Schiffer des gemachten Termins abgetrachet / welcher ihm zu Erweiterung der Angabe gegeben wird / einige Waaren und Stücke in seiner Declaration nicht angezeichnet habe / sich auch nicht durch die Commissionnirten / so wie eben im 28. Artickul stehet ist / justificiret / der Eigenthums Herr zu diesen Waaren und Stücken aber denn solchen derselben aus dem Schiff oder im Packhauß sich meldet und durch die Commissionnirten und Facturen in der Tamoschna genugsam darthut / daß die Waaren und Stücken an ihn kommen / so soll warin alß denn dergleichen Waaren dem Eigenthums-Herrn davon nach Zahlung des gehörigen Zolls abfolgen lassen; Jedoch von dem Schiffer soll wegen seines Verschreibens und Unachtsamkeit zur Strafe eben so viel Geld genommen werden / als der Eigenthums-Herr an Zoll hat erlegen müssen.

34.

Von der Confiscation über Waaren / die des Schiffers eigene sind aber nicht mit auf der Angabe stehen.

WAaren die dem Schiffer selbst gehören / aber von ihm nicht mit in die Declaration gestellet worden / sollen confiscirt werden / massen Schiffer ihre eigene Waaren sehr wohl wissen und gerechnet in der Declaration anschreiben können.

35.

Von Confiscation der Waaren / welche der Schiffer nicht angiebet / und davon auch der Eigenthümer nicht zu finden.

WEnn einige Stücke Waaren im Schiff sind / davon der Schiffer die Angabe nicht gethan / und dazu sich noch kein Eigenthums Herr findet / so wie im 32. und 33. Artickul gemeldet ist / so sollen solche sonder Anmahnung einiger Einspruchlegung confiscirt werden.

36.

Von dem Fall / wenn Waaren unter einem unrechten Nahmen angeschrieben worden.

DAferne jemand bey der Angabe in der Tamoschna einer Waare durch Versehen einen andern Nahmen giebt / und nachgehends bey der Besichtigung aus der in der Tamoschna gleichfalls niedergelegten Factura sich zeiget / daß solches mit derselben übereinkommt / so soll von derselben Waare nach ihrer Qualität der gewöhnliche Zoll genommen werden: Wenn aber aus der Factur erhellet / daß eine Waare mit anderen Nahmen / das ist / eine gute Waare schlecht genennet worden um desto weniger Zoll zu geben / alsdenn soll von solcher guten Waare noch halb so viel / als der gewöhnliche Zoll ist / genommen werden.

ANNO 1731.

37.

Von Waaren die in andere versteckt.

WAre es / daß jemand betroffen würde / seine Waaren oder Güter in andere Packen / Stücke oder Gefäße die sein eigen / verborgen zu haben / damit er davon keinen Zoll bezahlen dörffte / so soll nicht allein das versteckte / sondern auch das Packen / Stück oder Gefäß in welchem es verborgen gewesen / confiscirt werden / obgemeldtes von dem Packen / Stück oder Gefäß der Zoll bereits erleget worden.

38.

Von Waaren die in niedrigem Preiß angegeben werden.

NAchdemahlen in dem Tarif etliche Waaren nach der Taxe angeschlagen sind / als sollen / um allen Betrug vorzukommen / die Zoll-Bedienten acht haben / ob jemand seine Waaren bey dem Zoll in zu geringem Preiß angiebt / und so sie befinden / daß selbige in höherm Preiß sind / so stehet denen Zoll-Bedienten frey die Waaren vor sich zubehalten / jedoch das beste nicht hinaus zu lesen / sondern sie müssen den ganzen Packen Kiste oder Partie annehmen / und darnach mit Kauffmann / welcher solche Waaren nicht gerechnet angegeben / noch selbigen Tag den Preiß / in welchen er dieselben bey der Declaration angezeichnet / mit 20 pro Cent darüber zahlen. Im Fall sie so gleich kein Geld haben / soll ihnen zwey Tage Zeit gegeben werden / um solches irgendwo aufzusuchen oder die angenommene Waaren verkaufen und so denn das Geld davor zahlen zu können. Jedoch sollen die Waaren eine Summa von 5000 Rubel übersteigen / so soll ihnen zu Beytreibung derselben eine Woche / aber nicht mehr / Zeit gelassen werden / damit denen Kauffleuten durch längern Anstand der Bezahlung kein Ueberlast geschehe / doch bleiben die Fest-Tagen darbey ausgeschlossen. Aber alsdenn sind auch die Zoll-Bedienten den im Tarif gesetzten Zoll nach der Angabe des Kauffmanns und der ihm darüber gegebenen 20 pro Cento zu erlegen schuldig.

39.

Wie mit Waaren zu verfahren / wovon der Eigenthums-Herr die Factur noch nicht erhalten hat.

WAs jemand in der Tamoschna angiebt / daß er von denen eingebrachten Gütern noch keinen Fracht-Brief oder Factur empfangen und deswegen von denen Waaren keine Angabe thun könne / so sollen dieselben ins Packhauß genommen / dem Kauffmann aber zu Lieferung der Factur eine Zeit bestimmet werden / so wie es die Tamoschna nach Gelegenheit des Orts für gut befunden wird. Geschiehet nun die Lieferung der Factur in gesetzter Zeit nicht / so sollen die Waaren beschauet / und was zu messen / gemessen / was zu wägen / gewogen / und was zu zehlen gezehlet / mittelst der Zoll davon nach dem Werth zufolge dem genommenen Preise um welchen man sie verkauffe / von den andern / in Gewicht und Maaß bestehenden aber nach dem Tarif bezahlet werden. Zu dieser Bezahlung das Zolls sollen denn ferner so viel Waaren als der Zoll und die dabey vorkommende Accidentien erfordern / genommen und durch eine Auction öffentlich verkauffet / die übrigbleibende Waaren aber dem Kauffmann / an welchen sie adressiret / ausgeliefert werden. Jedoch ist hiebey das Accidentien-Geld wegen mehrer Mühe / so durch das Wägen und Messen verursachet worden / doppelt zu nehmen / und auch solcher gestalt allen Verwechslungen einer nicht erhaltenen Factur vorzukommen. Wolte in dessen nachgehends der Kauffmann die übrig gebliebene Waaren nicht zu sich nehmen / so können selbige zur Vermehrung in die Waaren gebracht und so denn doppelt Anbeuten-Geld davor genommen werden / damit das Packhauß rein dergleichen Waaren rein sey.

Ist verbothen die Waaren vor der Declaration auf oder loßzumachen.

KEin Kauffmann oder Bedienter von ihnen / auch kein Schiffer / noch ein anderer soll befugt seyn / Kisten / Packen / Fässer und dergleichen / es möge Nahmen haben / wie es wolle / bevor sie in denen Aemtern visitiret worden / aufs oder loß zu machen. Wer hierwieder thut ist in 100 Thaler Strafe verfallen.

A a Wie

ANNO 1731.

41.

Wie zu verfahren/ wenn ein von dem Schiffer in ſeiner Declaration angezeigtes Stück bey Löſchung oder Beſichtigung des Schiffs nicht gefunden wird.

IN Gleichen/ wann bey Löſchung oder Viſitirung eines Schiffs ein unter ſeiner Nummer und Marcke von dem Schiffer gehöriger maaſſen in ſeiner Declaration angegebenes Stück/ Packen/ Ballen/ Liſte oder dergleichen/ nicht ſolte gefunden werden/ ſo iſt alsdenn die Original-Factur innerhalb 24 Stunden zu produciren/ doch dergeſtalt/ daß der Eigenthümer von dieſer nicht daſeyenden Waare eydlich verſichere/ daß es die Original-Factur ſey/ die er von ſeinem Correſpondenten erhalten/ folglich auch kein Betrug darunter ſtecke. Auf dieſen Eyd ſoll alsdenn für die Waare/ die in der Factur pract. gemeldet/ doch nicht gefunden iſt/ von dem Schiffer eben ſo viel Zoll genommen werden/ als von der beſten Sorte dieſer Waaren zu nehmen iſt/ wobey dem Kaufmann frey bleibet den Schiffer über die verlohrne Waare vor Gerichte an welchem Orte es ihm gefällig an zu klagen/ Jedoch wolte die Factur innerhalb vorgeſchriebenem Termin nicht produciret/ noch von dem Eigenthümer beſchworen/ ſo ſoll wegen eines ſolchen nicht zu findenden unbekannten Stücks von dem Schiffer eine Straffe von 200 Thlr. genommen werden/ und der Schiffer ſo lange bis er ſelbige erleget/ in Arreſt gehalten werden.

42.

Daß die ſtreitigen Waaren angehalten/ die unſtreitigen aber abgefolget werden ſollen.

WEnn zu folge einer Declaration unterſchiedliche Waaren angegeben wären/ über denen etliche aber ein Streit entſtehen ſolte/ alsdenn können diejenigen/ darüber kein Diſpute iſt/ nach geſchehener Austechnung und Erlegung des Zolls abgefolget werden. Die ſtreitigen Waaren dahingegen ſollen biß zur Entſcheidung des Streits angehalten werden.

43.

Wie es mit Fuhrleuten und Schiffern zuhalten/ wann ſie Kiſten und Packen ohne dem Eigenthümer bringen.

AUf den Fall/ daß ein Fuhrmann oder Schiffer einige Kiſten/ Packen und dergleichen von jemand mitbringet mit dem Vermelden/ daß der Beſitzer davon nachkommen werde/ ſo ſollen ſolchene Kiſten/ Packen/ oder Ballen ins Packhauß biß zu deſſelben Ankunfft gebracht/ und allda ſo wohl mit dem Zoll- als denjenigen ſeinem Siegel verwahret werden/ der ſie hergebracht hat/ und dieſes deswegen/ damit ſie nach Ankunfft des Beſitzers können viſitiret und der Zoll davon gehöriger maaſſen genommen werden; Jedoch im Fall daß ſie lange Zeit liegen bleiben/ ſo ſoll mit ihnen dem 32. Artical gemäß verfahren werden.

44.

Wird denen Poſt-Bedienten verbothen unangegebene Waaren nicht zuerſchrecken.

HIemit wird denen Poſt-Directeurs und andern von der Poſt dependirenden Bedienten verbothen/ eigene Waaren/ ohne daß ſie angegeben worden/ bey Verluſt ihres Amts und Confiscation ſolcher Waaren nicht zu verſchleifen. Wäre es aber/ daß dergleichen zu verſchleifende Waaren unter ihre eigene/ ſo ſollen ſie nichts deſto weniger/ weil ſie nicht angegeben/ genommen werden/ es ſey auch einer Herr davon wer er wolle. Der Poſt-Directeur aber ſoll überdey den Werth ſolcher Güter zur Straffe erlegen.

45.

Schiffer und Bootsleute können frey verkauffen/ ſo bald ſie ihre Waaren angegeben.

WEnn Schiffer und Matroſen auf ihren Schiffen Waaren verkauffen wollen/ die ihnen nach dem 47. Articul erlaubet ſind/ ſo können ſie ſolches ſehr wohl thun; nur liegen ihnen dabey ob/ ſolche Waaren vor dem Verkauf in der Tonneſchna anzugeben/ den Zoll davon zu erlegen/ und wegen freyen Verkauffs einen Zoll-Zettul aus der Tonneſchna zu nehmen. Andere Waaren/ jedoch nur kleine zu verkauffen/ auſſer denen davon ihnen der Verkauf erlaubet iſt/ wird verbothen.

ANNO 1731.

46.

Von Zahlung nicht allein des Zolls nach dem Tarif/ ſondern auch von andern Auflagen.

ALle ein- und ausgehende Kauffleute und Schiffer haben nicht allein den Zoll von ihrem Schiff und Gütern/ ſondern auch alle übrige Auflagen zu erlegen/ welche Ihro Kayſerl. Maj. in denen deßfalls herausgekommenen Verordnungen anbefohlen haben.

47.

Von einiger Zoll-Freyheit der Schiffer/ item vom Verkauff einiger Waaren ins kleine.

WEnn Schiffe eingelauffen/ und die Patronen davon/ ſie ſeyen Außländer oder Ruſſen/ ihre gantze Ladung in der Tonneſchna angegeben/ ſo ſoll denenſelben/ ſie fahren mit groſſen oder kleinen Fahrzeugen/ zur Ergötzlichkeit einige Zoll-Freyheit in ihren eigenen zum Verkauf mitgebrachten Waaren verſtattet werden/ nemlich zu 8 Thlr. dem Schiffer/ zu 4 Thlr. dem Steuermann/ und zu 2 Thlr. jedem Matroſen/ wobey anzudeuten/ daß gedachte Schiffer/ Steuer- und Bootsleute keine andere Waaren aus ihrem Schiff uns kleine verkauffen ſollen/ als: feine und grobe/ porcellanene und irrdene Gefäße/ allerhand ſeyche Früchte/ Käſe/ Butter/ Tiſch- und hölterne Hausgeräthe/ Oliven Wachswren/ gedörrte Fiſche/ Laberdaan/ Fleiſch/ geräucherte Würſte/ allerhand Gelte/ als Perlen-Grütze/ Anſeren/ Kennel u. Zwiebacken/ Pfefferkuchen/ allerhand ausländiſche Biere und hölterne Korbwerck. Alle andere aber ſo die Schiffleute mitbringen/ ſollen ſie an Gras an die Kaufleute verkauffen/ auch davon den Zoll erlegen.

48.

Proviſion der Schiffleute iſt zoll-frey.

ALle Proviſion an Eſſen und Trincken/ ſo die Schiffer zu ihrer eigenen Verpflegung mitgebracht/ und welche nach der Angabe und Beſichtigung/ befunden worden keine Waaren zu ſeyn/ ſollen denen Schiffern zur Donnung nach Gutbefinden der Zoll-Directeurs ſo wohl bey der Ankunfft als wieder Weg-Reiſe/ wenn etwas übrig geblieben und nicht conſumiret worden/ zollfrey paſſiren. Gleicher geſtalt ſoll ihnen bey ihrer Wegreiſe darinnen eine Donnur gemachet werden/ daß ſie zollfrey einkauffen können an Getränck und andere dergleichen Proviſion/ ſo viel als die Tonneſchna zur Reiſe nach Entlegenheit des Orts/ wohin das Schiff beſtimmt iſt/ imgleichen der Jahrszeit/ für nöthig erkennen wird/ damit das Schiff zur Genüge mit ſolchen Sachen verſehen ſey/ und die Schiffer und Bootsleute auf ihrer vorhabenden Reiſe keinen Mangel leyden mögen. Allein damit die Schiffer von dieſer ihrer Proviſion nichts verkauffen/ oder auch unter den Schein der Proviſion nichts anders zollfrey laden mögen/ ſo ſollen die auf das Schiff geſtellte Aufſeher und Soldaten bey ſchwerer und harter Straffe genaue Acht darauf haben.

49.

Alle und jede/ ohne Ausnahme/ müſſen von allen Waaren und Gütern Zoll erlegen.

SO wohl Ihro Kayſerl. Maj. als alle Unterthanen/ ſie ſeyen vom Geiſt- oder Weltlichen Stande/ auch von was Nahmen ſie wollen/ hohe und niedrige Standes-Perſonen und Außländer ſind verpflichtet/ von ihren auf Contract erhaltenen/ gekauffen/ verkauffen oder zum Gebrauch und Conſumtion hergeführten Waaren und Gütern/ es mögen dieſelben Nahmen haben wie ſie wollen/ den Zoll nach dem Fuß zu erlegen/ wie er in dem Tarif geſtellet iſt.

50.

Ohne Bezahlung des Zolls ſind keine Waaren abfolgen zu laſſen.

DIe Zoll-Gelder ſind ohne Ausnahme zu erlegen/ ehe und bevor die Waaren aus dem Packhauſe ausgenommen werden/ auch ein beladen Schiff ſoll aus dem Hayen nicht verrücken können/ bevor der Zoll davon entrichtet worden.

51.

Nichts ſoll ohne Erlegung des Zolls und vorhergehender Beſichtigung abgelaſſen werden.

ANNO 1731.

WEber an dem Hof Ihro Kayſerl. Maj. noch an jemand anders / er ſey ein Fremder oder Unterthan / oder wer er ſonſt wolle / ſoll man zufolge dieſem Reglement keine Waaren nicht allein ohne Bezahlung des Zolls / ſondern auch nicht einmahl ohne vorhergehende Diſtinction abfolgen laſſen / und dadurch weder Confuſion noch eine unordentliche Rechnung in der Tamoſchna zu vermuthen.

52.

Von denen zur Zahlung offerirten Thalern.

SO jemand zur Bezahlung des Zolls Thaler unter ſeinen eigenen Perſchaft und angegebener Zahl bringt und in der Tamoſchna niederlegt / ſo lange bis er deſſelben nicht fehlen kan / ſo ſoll derſelbige der ſie deponiret / zu mehrerer Sicherheit in ein apartes Buch einſchreiben / und ausdrücken / wieviel Stücke / folgends das an dem Beutel herabhangenden Bleyen / darinnen ſind / wer ſie gezehlet / und mit welchen Perſchaft ſie verſehen. Jedoch wenn verſchiedene Perſchaften / die nicht von dem Eigenthümer / daran wären / ſo ſoll noch von demſelben ſein eigenes auf jeden Beutel aufgedrucktes und zu Vorkommung alles Streites auch daſſelbe unter die davon aufgeſetzte Notice geſetzet werden / damit ein ſolcher bey Zurückgebung des Beutels nicht in contradictorio habe / als wenn nicht ſein Perſchaft auf dem Beutel ſtehe. Nachgehends ſollen ſie in der Tamoſchna in einen beſonders dazu deſtinirten Kaſten gelegt / und als wenn es würcklich empfangene Zoll-Thaler wären / unterm Schloß und Perſchafft des Zollbedienten / des Ober-Zollners / Controlleurs und Caſſiers verwahret werden / damit davon nichts verlohren gehen möge. Ferner ſollen dieſe Thaler ehe und bevor ſie für den Zoll ausgegeben / auch würcklich davor ausgezahlet worden / weder an die Cameurs-Bedienten / noch an die Herren ſelbſt zurück gegeben werden. Sonſten aber was nach der Austheilung von denen Thalern übrig bleibt / ſoll denen Eigenthums-Herrn ſonder Anſtand ausgegeben werden / auch dasjenige oben-beſagte Einſchreibung ausgeſtrichen ſeyn.

53.

Von Rußiſchen Waaren / wenn ſie von einem Rußen aus einem Haven in den andern tranſportiret werden.

ALle in Rußland fallende oder allda verarbeitete Waaren / ſollen / wenn ſie von Rußiſchen Unterthanen nach Rußiſchen Haven verführet / und verzollet worden / zollfrey ſeyn / wenn ſie nachgehends nach einem andern Rußiſchen Haven durch Rußiſche Kaufleute tranſportiret würden. Nur muß der Schiffer ein glaubwürdiges Atteſtat aus der Tamoſchna und eine authentique Nachricht von den Waaren und der ganzen Ladung / davon der Zoll bezahlet iſt / mit ſich bringen.

54.

Von dergleichen Waaren / wenn ſie Ausländer verführen.

WEnn dergleichen Waaren / welche in Rußland fallen oder verfertiget worden / von einem Rußiſchen Haven in einen dergleichen andern durch Ausländer zum Verkauff geführet werden / ſo ſollen dieſelben gehalten ſeyn davon den in dem Tarif auf die ausgehende Waaren geſetzten Zoll zu erlegen. Gleicher geſtalt ſoll auch von ihnen in dem Haven / wohin ſie zum Verkauff geführet worden / der gehörige ausländiſche Zoll nach dem Tarif entrichtet werden.

55.

Von denen ausländiſchen Waaren / wenn ſie zu Waſſer nach andern Rußiſchen Haven verführet werden.

IN dem ein Fremder ſeine ausländiſche Waaren noch einem Rußiſchen Haven bringe und allda den einkommenden Zoll bezahlet / er ſelbſt aber nachgehends oder ein anderer Ausländer / welcher die Waaren ihm abgekaufft / ſelbige nach einem andern Rußiſchen Haven zu Waſſer tranſportirt / ſo ſoll von ſolchen Waaren in dem erſten Haven der ausgehende / und in dem andern Haven / wohin die Waaren verführet worden / der einkommende Zoll zum zweyten mahl nicht genommen werden; nur allein ſoll man in dem zweyten Haven einige kleine Gefälle heben können.

56.

Von Ausfuhr fremder Waaren in auswärtige Reiche.

AUch ſollen fremde Waaren / dasjenige aber ausgeſchloſſen was im 65. Articul gemeldet / welche man aus denen Rußiſchen Haven in auswärtige Reiche verführen möchte / und davon der einkommende Zoll bezahlet worden / zollfrey und ohne zum andernmahl die kleinen Gefälle zu nehmen / abgelaſſen werden.

ANNO 1731.

57.

Von fremden zu Lande eingebrachten Waaren.

WEnn aber Ausländer zu Lande von einem Haven zum andern oder weiter land-einwerts in Rußiſche Städte ausländiſche Waaren verführen / ſo iſt davon der Paſſage-Zoll nach dem einländiſchen Zoll-Reglement zu bezahlen.

58.

Wenn Rußen dergleichen Waaren verführen.

ALein deſerte Rußiſche Unterthanen auf gleiche Weiſe von einem Haven zum andern / ſo wohl zu Waſſer als zu Lande / fremde Waaren tranſportiren / ſo ſoll bey der Abfuhr aus dem erſten Haven weder der ausgehende noch bey der Einfuhr in den andern Haven der einkommende Zoll / noch die andern kleinen Gefälle zum andernmahl genommen werden.

59.

Von Victualien / ſo in Rußland fallen und mit Rußiſchen Schiffen verführet werden.

VIctualien / oder Lebens-Mittel / als Roggen / Weitzen / Mehl / allerhand Grütze / Malz / Haber / Gerſte / Fleiſch / Butter / Fiſch / lebendig Vieh und andere dergleichen / welche in denen Rußiſchen Provintzien fallen / ſollen zum Vergnügen der dahey intereſſirten Rußiſchen Unterthanen mit Schiffen und andern denen Rußen zugehörigen Fahrzeugen von einem Rußiſchen Haven zum andern können verführet werden / ohne daß die ausgehende oder einkommende Rechte davon dörffen bezahlet werden. Nur ſoll man bey Abladung dergleichen Victualien Verſicherung unter-Würgkſafft nehmen / daß man ſich verbindet über die tranſportirte Victualien aus dem andern Haven ein Atteſtat zu verhalb einen halben Jahr zu bringen; wer aber ein ſolch Atteſtat nicht bringet / von dem ſoll anderthalb pro Cent Zoll genommen werden. Jedoch ſollen dergleichen Victualien oder einige andere Waaren / welche durch beſondere Ukaſen in fremde Reiche zu verführen verboten worden / von jemand unter der Declaration ſelbige nach anderen Rußiſchen Haven abzuführen / in fremde Reiche tranſportiret werden / ſo ſoll von demjenigen / der ſie abgeladen hat / der ganze Preiß / was ſie koſten / genommen werden.

60.

Was zu obſerviren / wann gemeldete Victualien auf ausländiſchen Schiffen befindlich ſind.

AUf den Fall daß ein ſolcher Tranſport von in Rußland fallenden Victualien mit ausländiſchen Schiffen fortgebracht würde / ſo ſoll darum / ohngeachtet der Tranſport aus einem Rußiſchen Haven nach dem andern geſchähe / der ganze Zoll dem Tarif zu folge gezahlet werden.

61.

Von über See verſchickten Rußiſchen Waaren / ſo wieder zurück kommen.

VOn denen durch Rußiſche Unterthanen nach fremden Heren abgeſandten und mit dem Ausfuhr-Zoll verzolleten Waaren / ſoll / wenn ſie aus Urſache / daß ſie nicht verkauffet worden / nach Rußland wieder zurück gebracht werden / auf inſtändliche und genaue Unterſuchung der Tamoſchna der Einfuhr-Zoll nicht genommen werden.

62.

Von Waaren welche aus einem einkommenden in ein abgehendes Schiff eingeſchiffet werden.

WAaren / welche aus einem einkommenden in ein abgehendes nach Rußiſchen Haven abgehendes Schiff zu dem Ende gelöſchet ſind / daß ſie nicht zur Niederlage oder zum Verkauff ſollen ausgegeben / ſondern wieder über See verſendet werden / ſind unter Angabe und Aufzeichnung in der Tamoſchna / auch deralerchen Aufſicht / wie in denen folgenden 64. und 68. Articuln ſtatuiret iſt / mit Gleichmäſſig

ANNO 1731. mung der Accidentien-Gelder überzuladen und wieder wegzulassen. Jedoch müssen diese Waaren zuvorige angeführten Artecain keine solche seyn/ dergleichen in Rußland fallen oder auch verfertiget werden.

63.

Von Schiffen/ welche nicht mit völliger Ladung abgehen.

WOfern ein Ausländer oder Einwohner von diesem Reichsthum in dem Haven/ wo sein Schiff ist/ demselben seine völlige Ladung nicht schaffen kan/ sondern zu dessen Vollladung aus diesem Haven nach einem andern begehrt abzugehen/ so soll er verpflichtet seyn bey der an solchem Ort befindlich Tamoschna sich dieserwegen zu melden/ seine bereits geladene Waaren gehöriger massen anzugeben/ auch davon den Zoll zu erlegen: und ist er nachgehends frey/ wenn er in einen andern Russischen Haven angekommen/ allwo er sein Schiff vollzuladen findet/ von diesen schon verzollten Waaren einen anderwertigen Zoll zu geben. Jedoch würde ein solcher Ausländer dergleichen Waaren in dem andern Haven verkaufen/ so soll darbey nach dem 52. Artecul verfahren werden.

64.

Von Schiffen/ welche kommen um vollzuladen.

DAfern in Russische Haven ein Schiff mit fremden Waaren/ welche in Rußland fallen oder daselbst gemachet und auch von daraus verführet werden/ ankommet/ und zwar in der Absicht seine Ladung voll zu machen/ so ist nicht nur von den mitgebrachten der einkommende/ sondern von den geladenen/ auch der ausgehende Zoll mit allen übrigen Auflagen gemäß der Verordnung zu nehmen. Wenn aber ein Schiff mit solchen Waaren ankäme/ die weder in Rußland gemachet/ noch aus selbigem verführet werden/ so soll ihm frey gegeben seyn/ seine Ladung mit Russischen Waaren vollzumachen/ von denen er auch allen/ ohne die einhabende Waaren verzollen zu dürffen/ den ausgehenden Zoll und übrige kleine Accidentien zu erlegen hat. Sonsten aber soll/ so wie auf andern Schiffen/ auch auf dieses von der Tamoschna ein Aufseher und Soldat gestellet werden/ damit sie von ihren inhabenden Waaren nicht das geringste heimlich löschen noch auch unangegebene Sachen laden mögen. Jedoch da jemand wolte von den mitgebrachten Waaren nur das geringste verkaufen/ so soll er solches in der Tamoschna angeben/ und davon nach dem Reglement den Zoll bezahlen.

65.

Von beschädigten Schiffen die in einen Haven einlauffen sich zu reparieren.

IN gleichen/ so ein Schiff vom Sturm oder vom Feinde beschädiget/ sich zu reparieren/ in einen andern Haven/ als dahin es bestimmet/ einzulauffen genöthiget worden/ oder wenn ein Schiff auch sonder Schaden/ um sich nur vor Sturm und andern zufälligen Zufällen zu salviren und nicht um Handel zu treiben/ eingelauffen wäre/ so ist von demselben und seinen inhabenden Waaren/ obngeachtet selbige auch wegen genommenen Schadens am Strande möchten gelöschet und wieder geladen werden/ kein Zoll zunehmen. Indessen soll nichts desto weniger/ so lange das Schif sich in solchem Haven aufhält/ oder repariret wird/ ein Aufseher und Soldat auf selbiges gemäß dem vorhergehenden 64. Artecul gestellet und das Feuer-Geld genommen werden.

66.

Von ausgesegelten Schiffen/ so wegen genommenen Schadens in den Haven wieder zurück kommen.

WEnn auch ein bereits abgesegeltes Schiff in der See zu stranden käme/ und alle darauf befindliche Waaren/ oder ein Theil davon/ naß oder trucken gebracht/ und wie zuvor noch eben denselben aber auch auch einem andern Russischen Haven gebracht würden/ so soll von solchen Waaren so wohl für das Eingebrungen/ als auch nach dem dieselben repariret sind/ vom Verkauf und Ausfuhr weder der Zoll noch andere kleine Auflagen zum andernmahl genommen werden/ und zwar deswegen/ weil bey der ersten Anlassung aller Zoll von diesen Waaren genommen worden.

67.

Von einkommenden Waaren/ die auf der Reise beschädiget worden.

WAs ein in den Haven kommendes Schiff auf seiner Reise in denen See-Mündungen zu stranden gekommen/ so daß die Waaren darauf beschädiget worden/ man aber dieselben nicht begehrt zurück zuführen/ so soll von solchen beschädigten Waaren/ nachdem sie getrucknet oder repariret sind/ der Zoll auf solche Art genommen werden. Z. E. wenn an einem Stück Seuff oder an dergleichen einige Aschinen unbeschädiget geblieben/ so soll darvon der volle Zoll laut dem Tarif genommen werden. Auf gleiche Art ist es auch mit den zu wolgenden oder dergleichen andern Waaren zu halten. Allein von den beschädigten Waaren soll nach dem Preiß um welchen sie bey öffentlichem Ausruff verkaufft werden 2. pro Cent in Thalern bezahlet werden/ und solcher öffentliche Verkauff der beschädigten Waaren soll durch den zeugen/ an welchen sie addressiret oder auch welchem sie anvertrauet worden/ in Gegenwart eines geschworenen Mäcklers innerhalb einer Monaths-Frist/ ohne länger damit zu warten/ vor sich gehen.

68.

Von zollfreyer Zurücksendung eingebrachter Waaren.

AUf den Fall/ daß auf einem Schiff unter andern zum Verkauf eingebrachten Waaren auch ein Stück/ Ballen oder Lasten ist/ davon man bey desselben Ankunfft declariret/ daß weil er nicht kunte verkauffet werden/ er wieder dahin/ von wo er gekommen/ oder nach einem andern Lande wieder müsse zurück geschickt werden/ oder wenn man auch von selbigen declariret/ daß sie nach einem andern Haven destiniret und nur mit andern Waaren aufgebracht sind/ so sollen dieselben/ wenn es nur keine Güter sind/ die wieder in Rußland fallen/ noch gemachet oder auch aus selbigem verführet werden/ ganz Zollfrey/ nur mit Erlegung der Accidentien-Gelder wieder abgelassen werden. Jedennoch soll man sie alsbald besichtigen und vors erste mit dem Zoll-Siegel verwahret ins Packhauß bringen/ allwo sie bis zur Wiederanschaffung sollen liegen bleiben. Es sollen aber dieselben bis zur Wiederanschaffung nicht länger als 6 Monden/ von Zeit der Angabe zu rechnen/ in dem Haven bleiben/ es sey denn/ daß ein Sturm oder ein ander unvermeidener Fall daran verhinderlich falle. Auch soll darauf zu sehen seyn/ daß solche Waaren nicht zu Lande sondern zu Wasser aus dem Haven geführet werden; zu dem Ende soll man auch dieselben auf die ausgehende Liste des Aufsehers von dem Schiff/ mit welchen sie versendet werden/ specificiren/ imgleichen auch dem Zollhause von Ausfuhr derselben gehörige Notification thun. Giengen aber die zur Wieder-Ausfuhr determinirte 6 Wochen vorbey/ oder wären es Waaren die in Rußland fallen und gemacht werden/ so sollen die ankommende Rechte davon genommen und so dann abgelassen werden.

69.

Wegen Verlängerung des gemeldeten Termins biß auf den Frühling.

WEnn gemeldete Waaren/ die aus dem Haven müssen wieder zurück gesendet werden/ erst sehr spät in dem Herbst ankommen/ und also ohnmöglich wieder zurück gehen können/ so soll man denenselben biß zu den erst-verstehenden Frühlings-Schiffen Anstell geben und die Accidentien und Anbaren Gelder von ihnen nehmen/ dieselbe sie unter Verwahrung des Packhauses bleiben werden.

70.

Von etlichen Waaren die in Häusern gehalten werden/ und von deren Verkauf en gros.

WIrd erlaubt/ Waaren die im Packhauß liegen und vom Regen/ Hitze/ Kälte und grossem Wasser verderben können/ als Spiegel/ Glotinen/ kleine Eßwaaren/ Pflaumen/ Anchoven und dergleichen nach geschehener Besichtigung und erlegtem Zoll mit Vorwissen der Tamoschna zu Hause zu halten. Nur müssen die Kaufleute solche en gros/ keinesweges aber davon kleinen verkaufen/ und solches noch dazu in der Tamoschna aufschreiben lassen.

71.

Vom masquiren der Waaren.

AUf alle fremde eingebrachte Waaren und Güter/ sie mögen Nahmen führen/ und angeboren wem sie wollen/ es seyen diese vom Russische Unterthanen oder Ausländer/ soll der Besichtigung die Marque aus der Tamoschna (wo es nur möglich) gesetzet werden/ diejenigen jedoch ausgenommen auf welche man die Marque nicht setzen kan/ oder auf welche sie auch nicht gesetzet wird: zu dem Ende

ANNO 1731.

damit man wissen möge / welches angegeben oder ungegeben Waaren sind. Und sollen nachgehends bey jemand im Reich Waaren / sie mögen auch heissen wie sie wollen / und wenn sie nur können generiret werden / ohne solche Marque antreffen seyn / so sollen dieselben confiscuret werden.

Das III. Capitul.

Von Kriegs- und Last-Schiffen / von Ammunitions- oder Schatz-Gütern / von hohen und niedrigen Stands-Personen / für welche Güter verschrieben worden / item von denen Fehrleuten.

72.

Kriegs-Schiffe sollen keine Waaren ohne Angabe überbringen.

KEin Officier oder jemand anders / er habe Nahmen wie er wolle / soll sich unterstehen Waaren ohne Zoll unter dem Prætext / als nehmen solche für Ihro Kayf. Maj. oder einen andern Officier / auf Kriegs-Schiffen / und andern Kriegs-Fahrzeugen einzunehmen oder zu löschen. Solte es sich aber fügen / daß bey Gelegenheit einige Waaren auf Krieges-Schiffen von Ihro Kayserl. Maj. oder auch auf andern Kriegs-Fahrzeugen solten geladen werden / so soll der Capitaine oder Schiffer von einem solchen Schiff gehalten seyn / darum eine Declaration unter seiner eigenen Handschrifft an die Tamoschna einzuschicken / darinnen die Anzahl der Waaren / wer sie geladen und an wen sie adressiret sind / enthalten sey. Nach Eingebung einer solchen Declaration ist sodann wegen der Bewegung und Nehmung des Zolls / so wie mit andern Schiffen zu verfahren. Solte es jedoch geschehen / daß ein Capitaine oder Schiffer solche Declaration nicht thun / und nachgehends überführet wird / daß er Waaren ohne es in der Tamoschna angegeben / ein- oder ausgeführet hätte / so soll er seiner Charge verlustig seyn / und über dieses die Waaren und Güter / so wie es wegen ungegebener und betrüglich Waaren statuiret ist / confiscirt / auch doppelter Zoll von solchen aus denen Hab und Gütern des Capitains oder Schiffers genommen werden.

73.

Last-Schiffe und Packet-Boote müssen die Declaration thun und die Visitation zulassen.

IN Gleichen sollen die auf den Last-Fahrzeugen und Packet-Booten (obgleich solche Packet-Boote Kriegs-Fregatten waren / dennoch aber Kaufleute und andere Standes-Personen mit ihrer Bagage überbringen) befindliche Officiers oder Schiffer / alle und jede / keiner ausgeschlossen / bey ihrer Ankunfft in den Häfen / oder bey ihrer Abreise / aus demselben / in der Tamoschna schrifftlich angeben / was sie Ladung oder Passagiers sie anhaben / nächst dem aber das Schiff nach solcher Declaration visitiren lassen. Desgleichen sollen so wohl bey dem löschen als laden Aufseher aus der Tamoschna zugegen seyn / die wohl und genau Achtung geben sollen / daß beym löschen und laden keine Güter abgelassen oder angenommen werden / die nicht angegeben sind / unter gleicher Strafe als oben mehr die Uberträter gestellet ist.

74.

Keinem ist verstattet aus eigener Authorität etwas aus dem Schiff zu nehmen.

ALlen Hof-Ministerialität- und übrigen so wohl hohen als niedrigen Standes-Personen / von was Nahmen sie auch sind / wird hiemit ernstlich verbothen / versprochene Mercenaden / Provision und Waaren / ja nichts / aus denen Schiffen in die unter ihnen stehende Anderen und Fehrern / ohne Erlaubniß der Tamoschna / und ohne Bestättigung und Bezahlung des Zolls / weder zu einiger Zeit noch aus eigener Macht weg zu nehmen / bey Straffe / als in dem 72. Artical statuiret ist.

75.

Von der Angabe in der Tamoschna und Visitirung aller Parcelles oder Stücken.

ALle mit jedem Kauffahrtey-Schiff und Last-Fahrzeuge einkommende oder weggehende Waaren und Güter / als sie immer Ihro Kayserl. Maj. selbst / oder anderen hohen und niedrigen Standes-Personen gehören möchten / sollen gemäß diesem Reglement in der Tamoschna angegeben / und darüber denen Zoll-Bedienten die Visitirung nach denen Coffers / Mannelstücken / Kisten / Fässern und allerhand Stücken ohne etwas darwieder zu sagen / zugelassen werden.

ANNO 1731.

76.

Daß keiner mit seinen Fahrzeugen etwas von oder an Bord bringen soll

FErner wird so wohl allen hohen als niedrigen Standes-Personen unter gleicher Straffe als oben angedeutet worden / scharf verbothen / keinerley Waaren oder Güter mit ihren Schiffen / Bayers / Chalouppen oder andern Fahrzeugen weder aus einem ankommenden Schiff abzuholen noch auf ein anders hinüberzubringen / welches wegsegeln will.

77.

Daß keine Waaren sonder Angabe von einem Schiff ins andere zu transportiren / item von der darauf gesetzten Strafe.

KEine Art Waaren sollen von Schiffern und Kauffleuten aus einem Schiff ins andere / ohne daß es zuvor in der Tamoschna angegeben worden / gebracht werden. Wer demnach eher als in der Tamoschna die Angabe geschehen Waaren von einem Schiff auf das andere transportirt / es mögen dieselben angeben wem sie wollen / oder wäre es auch auf Ihro Kayserlich Majestät Krieges-Schiffen selbst oder sonst irgend einem andern Fahrzeuge / dem sollen selbige Waaren / eben als wenn es defraudirte Waaren genommen / und dem Schiffer oder Commandeur der Crons-Schiffe noch dazu 50 Thlr. zur Straffe auferleget werden. Jedoch ist erlaubt / daß ein Schiffer dem andern / mit Vorwissen der auf die Schiffe gesetzten Aufseher / Wanden / Blocken und andere nöthige Hebzeuge sonder Zollmajore überkommen kann.

78.

Ist verbothen / daß Fehrleute Waaren weder auf ein Schiff bringen oder von selbigem abholen sollen.

ALlen denenjenigen Leuten / welche mit Booten und andern kleinen Fahrzeugen Menschen und Güter überführen / imgleichen denen die an der See wohnen / wird untersagt ohne Vorwissen der Tamoschna Waaren und andere Güter / von welchen der Zoll muß erleget werden / auf die Schiffe zubringen oder von selbigen abzuholen. Wird jemand aber hierinnen ergriffen / so soll derselbe als ein offenbahrer Dieb am Leibe gestraffet und das Fahrzeug confiscret werden.

79.

Wie diejenigen Uberträter bey dem Commertz-Collegio sollen gestrafet werden / die unter dem Zollgerecht nicht stehen.

WEnn Personen gefunden würden / die wieder vorhergehende Artickul gehandelt hätten und es solche wären / die der Jurisdiction des Zoll-Gerichts nicht unterworffen / so sollen dieselben jedoch Krafft dieses Reglements bey dem Commertz Collegio ohne alles Verschonen und Ansehen der Person gestrafet werden / dessen in Betrachtung solcher Strafe / sie sich selbst desjenigen was zu thun verbothen ist / enthalten / auch dem Gerichte dieses Collegii nicht unterworffen mögen: Gestalt von der Einnahme des Zolls und der Aufsicht darüber Ihro Kayf. Maj. hohes interesse dependiret. Und wer um dessentwillen gestrafet wird / von dem soll an das über ihn gesetzte höhere Commando rapportiret werden.

Das IV. Capitel.

Von denen Zoll-Bedienten / wie man mit selbigen und sie selbst wieder mit andern ordentlich verfahren sollen / auch wie selbige aus denen confiscirten Gütern zu recompensiren. Item vom Versehen zu Rechnungen / und von Delation verheelter Waaren.

80.

Keiner soll die Zoll-bedienten weder schelten noch schlagen.

ALlen Officieren / Kauffleuten / Schiffern und deren Schiffeltern oder Bedienten / sie mögen heissen wie sie wollen

ANNO 1731.

len/ allen dergleichen wird hiemit ernstlich und unter schwerer Straffe verboten/ keinen derer Zoll-Bedienten auf keinerley Art und Weise bey Verrichtung ihres Amts mit unanständigen Worten zu beschimpfen oder wohl gar mit Schlägen zu traktiren.

81.

Wie wider denjenigen zu verfahren/ der angehaltene unangegebene Waaren mit Gewalt oder Schlägen suchte fort zu bringen.

WEnn jemand seine Waaren/ denen gemachten Reglementen und Verordnungen zu wieder unrechtlich angiebet/ und deswegen die Ordre ergehet/ daß solche sollen genommen werden: Er aber sich unterstehen solte/ denen Beschickern oder denenjenigen so dergleichen Ordre exequiren sollen/ die Waaren mit Gewalt oder mit thätlichen Schlägen zu entreissen/ so soll derselbe ohne alle Gnade am Leben gestrafft werden. Jedoch soll an denenjenigen/ wer solches thut/ nicht eher die Todes-Straffe vollzogen werden/ bevor davon an das Collegium und durch dieses an das hohere Gericht/ worunter er stehet/ Rapport abgestattet worden.

82.

Von Satisfaction der Zoll-bedienten/ die gescholten oder geschlagen worden.

DJenjenigen/ welche einen von den Zoll-bedienten mit unanständigen Worten oder Schlägen beleidigen/ sollen gehalten seyn eine solche Satisfaction an selbige zu geben/ als ihnen von dem Gericht wird aufgeleget werden: Uber dieses aber sollen sie auch schuldig seyn nach Beschaffenheit der Sachen die ihnen darüber Straffe ohne Verschonen zuerleiden.

83.

Von Straffe der Zoll-bedienten/ wenn sie selbst andern Verdruß anthun.

GLeicher gestalt wird auch allen und jeden so wohl hohen als niedrigen Zollbedienten und Soldaten verboten/ Kaufleuten/ Schiffern und andern Handelsleuten Unrecht und Schaden zu zufügen/ oder sie mit unanständigen Schimpf-Worten/ viel weniger mit Schlägen zu beleidigen. Solte aber jemand diesem Verboth zu wieder handeln/ so soll derselbe nach der Sache Beschaffenheit eben so scharf gestrafet werden/ als nach diesem Reglement Kaufleute oder andere Personen hätten müssen gestraffet werden/ wenn sie sich an die Zoll-Bedienten vergriffen hätten.

84.

Von Nachläßigkeit der Zoll-Bedienten und von derselben Versehen in Rechnung auch von Ausstehenlassung der einzucassirenden Restantien Gelder.

WEil es den Kaufleuten in ihrem Handel Verhinderung bringet/ wenn sie aus Unachtsamkeit der Zoll-Bedienten um einige ihnen nachgegebene Restantien-Gelder angesprochen würden/ dahero denen oder auch durch gegenwärtiges Reglement bereits ernstlich anbefohlen worden/ nichts sonder Bezahlung des Zolls abfolgen zu lassen/ so wird jedoch nochmahlen verordnet/ daß/ wenn die Zoll-Bedienten in denen Abrechnungen mit den Kauf-leuten durch ihre eigene Unachtsamkeit einige Irrungen machen/ oder sonst etwas versäumen; Imgleichen Zoll-Officianten aus dem Pack-Hause abreisen oder einpassiren lassen/ ohne daß der Zoll davon bezahlet worden/ und sie nachgehends denen Kaufleuten über das zu wenig eingenommene beschwerlich fallen und anfrechten/ alsdenn alles nach der Schärffe von denen Zoll-Bedienten selbst oder derselben Bürgen/ so einige da/ gefordert werden/ damit sie desto fleissiger suchen und nichts unbezahlet aussstehen lassen mögen/ wodurch der Kaufmannschaft nur nachgehends Verdrießlichkeit zuwächst.

85.

Wie die Zoll-Bedienten aus denen confiscirten Gütern zu recompensiren.

WO die allen Confiscationen der nicht angegebenen Güter/ welche von denen Zoll-Bedienten so wohl auf den Schiffen als bey denen Besichtigungen im Pack-Hause angehalten werden/ ist den Angebern davon der vierdte Theil zu geben/ um sie dadurch zu fleissiger Aufmerksamkeit einzumuntern/ und der zweyte vierdte Theil soll unter die übrigen Zoll-Bedienten nach Proportion distribuiret werden: Die übrigen zwey Viertheil aber die Hälfte aber/ soll an das Collegium gegeben werden/ jedoch allezeit davor der Zoll von allen den Waaren decouriret werden/ von welchen es nicht genommen ist. Allein unangegebene Waaren/ welche/ da sie entweder aus dem Schiff abgehohlet/ oder auf dasselbe gebracht werden/ aufgefangen werden/ sollen allzumahl/ ob sie gleich von Zoll-Bedienten oder andern angegangen worden/ abgegeben/ und davon der Zoll gantz dem Reglemente genommen werden.

ANNO 1731.

86.

Von der Delation derer verschwiegenen Waaren.

SO jemand einkommende oder ausgehende Waaren/ welche verschwiegen worden/ dergestalt von einem angiebt/ daß sie entweder in oder aus dem Schiff gebracht werden/ oder auch bereits irgendwo hingelegt/ aber doch noch in Natura da sind/ so soll man darnach senden/ und die angeschehene verschwiegene Waaren wegnehmen. Solte aber jemand dergleichen Waaren ansehen/ die jedoch in Natura nicht vorhanden/ oder es hätte auch der Ancher solches nur nach blossem Hörensagen/ alsdenn Tarnschyna damit nicht meinen/ um dadurch in andern Sachen keine Unordnung zu verursachen.

87.

Welche Haven diesem Reglement unterworffen.

IN denen Havens von St. Petersburg/ Narva/ Wiburg/ Archangel und Kola soll nach diesem Reglement verfahren werden. Riga/ Revel/ Arensburg und Pernau aber bleiben bey ihren vorigen Reglements und Privilegien.

Das V. Capitel.

Was für Zoll Rußische Unterthanen in denen Haven von St. Petersburg/ Archangel/ Kola und Pustosero zu geben haben/ wenn sie auf eignen in Rußland selbst verfertigten oder gekauften und gemietheten ausländischen Schiffen Handlung treiben.

88.

Von dem Zoll/ welchen Rußische Kauf-Leute von über See mit Rußischen Schiffen verfandten Waaren zu erlegen haben.

WEnn Rußische Kauf-leute aus denen Haven von St. Petersburg/ Archangel/ Kola und Pustosero Waaren mit ihren eignen oder von Rußischen Unterthanen gemiethern/ so wohl in Rußland gebauten/ als auch gekauften auswerts verfertigten Schiffen über See versenden/ so soll davon nur der vierdte Theil des nach dem Tarif gehörigen Abfuhr-Zolls genommen werden/ und dieses zwar wegen Preisgebung der Rußischen Flagge/ und zu Beförderung der Manufacturen. Dahingegen soll bey Anherokunft derselben Schiffe von denen ausländischen Waaren/ um keinen Unterscheid nach Unterscheid zu verursachen/ der völlige Zoll nach dem Tarif genommen werden.

89.

Von denen Last-Geldern Rußischer Schiffe.

WEndes von denen mit Ladung einkommenden als abgehenden Rußischen Schiffen und andern Fahrzeugen/ sie mögen gehen wohin sie wollen/ soll in denen Rußischen Haven an Feuer- und Last-Geldern die Helffte/ von dem was ausländische geben müssen/ gezahlet werden. Allein so sie ferner Ladung an und ausgehen/ so sollen so wohl von ihnen als auch denen Lichtern/ die zwischen dem Haven und Zoll-Hauß gehen/ imgleichen von eignen Fahrzeugen/ die aus denen an der See gelegenen Oertern mit Hauß-Provision/ aber nicht mit Waaren geschicket werden/ keine Feuer- noch Last-Gelder gezahlet werden.

90.

Wie die Zoll von denen auf ausländischen Schiffe befindlichen Waaren Rußischer Kauf-Leute zu nehmen sey.

SO jemand von denen Rußischen Unterthanen Waaren mit fremden Schiffen versendet/ so sollen von solchen wegzusendenden Waaren drey Viertheil Zoll nach dem Tarif genommen werden/ das vierdte Viertel aber soll ihnen zum Favour bis zu der Zeit erlassen seyn/ da mehrere Rußische Schiffe seyn werden. Aber von denen Waaren und Gütern welche

ANNO 1731.

welche mit ausländischen Schiffen in Rußische Unterthanen eingebracht werden / soll der völlige Zoll ohne einige Decourtage gegeben werden.

51.

Rußische Kauf-Leute sollen den Zoll gemäß dem Tarif an Thalern erlegen.

DEn angegeben Zoll / so wohl von ankommenden als ausgehenden Waaren / soll zufolge dem Tarif von denen Rußischen Unterthanen in Thalern entrichtet werden.

52.

Land-Zoll wird von dem See-Zoll nicht abgezogen.

VOn allen Gütern / welche Rußische Unterthanen versenden / sollen dieselben diesem Reglement nach zwar eine Verminderung des See-Zolls genossen; Jedoch von dem ausländischen Land-Zoll / soll so wie zuvor / keine Decourtage geschehen.

53.

Was für Precaution bey Ablassung der Waaren Rußischer Kaufleuten zu gebrauchen / um zu sehen / ob die Waaren würcklich ihnen und nicht ausländischen Kaufleuten zugehören.

DAmit bey Ablassung derer den Rußischen Kaufleuthen gehörigen Waaren kein Betrug vorgehen möge / so soll man der in der Tamoschne darüber gemachten Aufzeichnung nachgehen und zu sehen / ob solche wegzusendende Waaren würcklich denselben eigene sind; Auch soll man der Commissionairen oder auch des Verzeichnüß vom Schif wohl untersuchen / damit keine Gelegenheit seyn möge den Zoll durch Abschiffung der Ausländer-Waaren unter dem Nahmen eines Rußen zu defraudiren.

54.

Schiffer müssen eine Manifestation von der Ladung des Schifs / einen Paßport / und ein Attestat aus dem Sund bey sich haben.

ALlen Patronen von Rußischen Schiffen wird hiemit ernstlich anbefohlen mit einem Verzeichniß oder Manifestation von dem / was sie zu löschen und zu laden haben / versehen zu seyn / in welchem denn noch deren Numern alles soll specificirt seyn / ingleichen wo / was Waaren / von wem und an was für einen sie solche zulöschen und zu laden haben. Noch sollen sie einen Paßport aus dem Zoll desjenigen Orts haben / wo sie gewesen / ingleichen ein Attestat aus dem Sunde / wenn sie solchen passiren / damit sie auf bedürfenden Fall von sich und ihrer Ladung / auch wo sie gewesen / allezeit richtige Antworten geben können.

55.

Von der Strafe / wenn Rußische Kaufleute unter ihrem Nahmen derer Ausländer Waaren verschiffen.

WEnn aber jemand von Rußischen Unterthanen unter seinem Namen / Waaren von fremden Leuten um weniger Zoll zu geben / zu Schiffe abfüheren möchte / und darüber ertappet würde / so sollen erstlich die Waaren / sie mögen gehören wem sie wollen / confiscirt / und vors andere / von denjenigen / welcher sie unter seinem Nahmen hat einschiffen lassen / der völlige Zoll nach dem Tarif doppelt genommen werden. Wenn aber der Schiffer selbst dergleichen thut / so soll auch von ihm doppelter Zoll gehoben / oder sein Schif confiscirt werden / wofern er solchen Zoll zu erlegen nicht vermögend ist.

56.

Von Ausländern / welche wegen Lucrirung des dritten Parts an Zoll / ihre eigene Schiffe auf Rußischer Kaufleute Nahmen stellen.

WEnn Ausländer sich unterstehen mit ihren eigenen Schiffen / die jedoch nur mit normirtem Zoll bezahlen zu fahren / auf Rußischer Unterthanen Nahmen angerichteten sind / Handlung zutreiben / so sollen sothane Schiffe mit allen darauf befindlichen Waaren confiscirt werden. Von denjenigen aber / welcher zugelassen hat unter seinem Nahmen durch Unterschleif ein Schif zu halten / soll doppelter Zoll von allen im Schif gewesenen Waaren genommen werden.

57.

Rußische Schiffer / welche selbst keine eigene Waaren verführen können / haben Erlaubniß ihre Schiffe an Rußen oder Ausländer zu vermiethen.

EIn jeder Rußischer Schiffer / obgleichet er keine eigene Waaren hat / kann sich dennoch durch Vermiethung der Schifs-Lasten / so wohl an Rußen als Fremden / einen Profit machen. Nur muß er in der Declaration allen einigen Unterschleif aufrichtig und flüchtpreis anzeigen / welche Waaren denen Rußen / und welche Ausländern gehören. Thut er es nicht / so ist er der obenbeschriebenen Strafe unterworffen.

58.

Was für Zoll zu nehmen von Waaren / welche auf Cron-Fahrzeugen geladen sind.

WEnn mit Kriegs-Schiffen oder Last-Fahrzeuge und Paquet-Booten / Waaren oder Güter / (von welchen laut dem Kauf-Reglement und Tarif der Zoll genommen wird) verführet werden / so ist von solchen Waaren der Zoll nicht zu verringern / massen sothaner Transport von Waaren durch diese Art nicht ausgeschlossen ist.

59.

Was für Zoll von Waaren zu nehmen / die auf Cron-Schiffen zu Fortsetzung der Commercien gegeben worden.

WEnn der Kaufmannschaft zu Fortsetzung der Commercien einige Kriegs-Schiffe oder Last-Fahrzeuge für oder ohne Geld / aber auch zur Convoy gegeben werden / so sind sothane Schiffe und Last-Fahrzeuge eben so eng als eigentliche Kauffahrdey-Schiffe eingeschrencket / obgleichet Officiers und Matrosen in Sage von der Cron daraus sind.

(L. S.)

NAch dem von Ihro Kays. Maj. eigenhändig unterschriebenen Original vom 31. Mart. 1731.

CXLIV.

Decret de Commission Imperiale à la Diète de l'Empire pour avoir son aprobation sur les nouveaux arrangemens par raport à la Toscane, Parme & Plaisance, produit le 19. Mai 1731. 19. Mai.

FRODEN-FERDINAND, Prince & Land-Grave de Furstenberg, Comte de Heiligenberg & Werdenberg, Prince du Saint Empire Romain, Chevalier de l'Ordre de la Toison d'Or, Conseiller Privé actuel de l'Empereur, & son Principal Commissaire à l'Assemblée generale de l'Empire, notifie par la présente, au nom de Sa Maj. Imp., aux Conseillers & Ministres des Electeurs, Princes & Etats à la Diète, que les Electeurs, Princes & Etats respectifs de l'Empire, doivent être suffisamment convaincus, par tout ce que Sa Maj. Imp., suivant la bonté paternelle, a fait negocier & entreprendre jusqu'à present, dans les circonstances dangereuses & epineuses où l'on s'est trouvé depuis longtems, au prejudice même des Droits de sa Maison Archiducale, & avec de grandes dépenses, qu'elle n'a jamais eu d'autre but que de remplir fidelement les Conventions & Alliances solemnelles qu'elle a contractées, du consentement de l'Empire, avec quelques Puissances étrangeres, afin de rétablir parlà, autant qu'il seroit possible, & affermir pour l'avenir la Paix generale & la Tranquillité dans la Chrêtienté. Comme la Paix a toujours été le but de Sa Maj. Imp., tant par la conclusion de la *Quadruple-Alliance*, que par les autres Traitez conclus depuis, & que même pour y parvenir, elle a sacrifié à plusieurs égards, les Droits de sa Maison Archiducale, ainsi qu'il paroît plus amplement par ses Décrets de Commission, délivrez, de tems en tems, à la Diète, & particulierement par ceux du 9. Septembre 1720., 20. Juin 1725. & 27. Mars 1730., comme aussi par les mesures prises en conséquence, les Electeurs, Princes & Etats, doivent se ressouvenir que Sa Majesté Imp. dans

ANNO 1731. dans le tems qu'elle faiſoit connoître par tout ; les raiſons pour leſquelles elle ne pouvoit acceder au Traité de Seville, par rapport à ce qui y étoit ſtipulé de contraire à l'Article V. de la *Quadruple-Alliance*, & aux changemens faits à cet égard, à l'inſçû & ſans le conſentement de Sa Maj. Imp. & de l'Empire, elle a declaré en même tems, conformément à ſes intentions pacifiques, qu'elle ne s'oppoſoit pas à aſſurer davantage, par des moyens les plus efficaces, la ſucceſſion deſtinée à Don Carlos, & qu'elle étoit prête d'y donner les mains, afin de parvenir par-là à une Paix durable, pourvû que ce Prince & la Cour d'Eſpagne exécutaſſent les Traitez précedens, & qu'on deviné à cet égard à Sa Majeſté Imperiale, à l'Empire, & aux legitimes Poſſeſſeurs des Duchez de Toſcane, Parme & Plaiſance, une ſatisfaction convenable. Il eſt ſuffiſamment connu par tout ce qui s'eſt négocié depuis le Traité de Seville, & particulierement par le Decret Imperial de Commiſſion du 27 Mars 1730. combien Sa Majeſté Imperiale étoit juſtement fondée, à s'oppoſer au changement des Garniſons Neutres, en Garniſons Eſpagnoles : on ſe ſouviendra ſans doute, qu'il étoit autant queſtion de la forme que de la choſe même, & qu'il s'agiſſoit également d'empêcher qu'on ne fit rien ſans le conſentement de Sa Majeſté Imperiale & de l'Empire, que de maintenir les Droits de l'Empire par rapport auxdits Duchez, d'aſſurer la tranquillité des legitimes Poſſeſſeurs, & de pourvoir à la ſureté des Royaumes & Etats de Sa Majeſté Imperiale en Italie. Pendant que dans ces circonſtances, Sa Majeſté Imperiale étoit occupée à ſe précautionner contre un incident ſi peu prévû, & qu'elle étoit reſolue de maintenir le contenu de l'Article V. de la *Quadruple-Alliance*, & l'Inveſtiture éventuelle accordée à l'Infant Don Carlos, l'Eſpagne de ſon côté fit des mouvemens & des préparatifs, qui obligerent Sa Majeſté Imperiale à prendre les meſures convenables pour ſoutenir ſes Droits & ceux de l'Empire, & de faire, en qualité de Chef, d'autres preparatifs, non ſans de grandes dépenſes. Il eſt arrivé dans ces dangereuſes circonſtances, que le Roi de la Grande Bretagne, comme ancien Allié de Sa Majeſté Imperiale & de l'Empire, connoiſſant ſans doute les intentions pacifiques de Sa Majeſté Imperiale, & animé par de pareilles vûës, a trouvé bon & neceſſaire, dans la ferme confiance que les Etats Generaux des Provinces Unies concourront à une vûë ſi ſalutaire, d'employer d'un commun concert, de tels moyens qui puiſſent éteindre un feu prêt à s'allumer, & établir autant qu'il ſeroit poſſible la Paix générale d'une maniere facile & prompte, & ſur un fondement ferme & durable pour l'avenir. Sa Majeſté Imperiale, pour achever un Ouvrage ſi ſalutaire, n'a pas hêſité d'y donner les mains, & en conſéquence elle a ſigné le 16. Mars dernier, par le moyen de ſes Plenipotentiaires, le Traité de Pacification ci-joint : elle eſpere que le Seigneur, qui diſpoſe des Cœurs des Rois, portera les principales Puiſſances de l'Europe à s'unir & à rétablir entr'elles une parfaite harmonie, & à terminer toutes les diſputes & differens qui ont ſubſiſté depuis quelque tems. On verra par l'Article III. de ce Traité, & par les Déclarations annexes, qu'après que Sa Majeſté Imperiale eut été requiſe par le Roi de la Grande Bretagne, de conſentir à l'Introduction des Garniſons Eſpagnoles, elle a eu tout le ſoin néceſſaire de maintenir ſes Droits & ceux de l'Empire, d'aſſurer la Tranquillité & la Dignité des legitimes Poſſeſſeurs des Duchez mentionnez ci-deſſus ; & d'établir en Europe une Paix ſure & durable. Comme le Roi de la Grande Bretagne a bien voulu ſe prêter aux moyens de parvenir à une vûë ſi ſalutaire & ſi juſte, Sa Majeſté Imperiale, après une mûre déliberation des circonſtances des affaires, par amour pour la Paix, & afin d'éloigner les dangers dont l'Europe étoit menacée, a jugé à propos de donner enfin les mains au contenu de l'Article III. de ce Traité : En conſentant à l'Introduction des Garniſons Eſpagnoles, ſtipulée par ledit Article, au lieu des Troupes Neutres, dont il eſt fait mention dans l'Article V. de la *Quadruple Alliance*, elle s'eſt reſervée d'obtenir le conſentement de l'Empire, & elle a d'autant moins hêſité d'y conſentir, que les inconvenients qui étoient à craindre à l'occaſion de l'Introduction des Garniſons Eſpagnoles, ſont levez par la Garantie ſpecifiée dans la Déclaration de Sa Majeſté Britannique, au ſujet des Garniſons Eſpagnoles, annexe au Traité. Sa Majeſté Imperiale eſpere que les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, conviendront à leurs Miniſtres à la Diète les inſtructions convenables pour déliberer ſur tout ceci, & particulierement ſur ce qui regarde l'affaire des Garniſons Eſpagnoles, afin d'y donner leur conſentement, & elle ſe flatte qu'on prendra là-deſſus une reſolution avec d'autant plus de promtitude, que le repos & la ſureté de l'Empire en particulier, & de la Chrêtienté en général, en dépendent &c. Fait à Ratisbonne le 19. Mai 1731. ANNO 1731.

Etoit Signé,

FROBEN FERDINAND, *&c.*

Reſolution de la Diète de l'Empire ſur le Decret precedent du 14. Juillet 1731.

A Son Excellence le Prince Froben-Ferdinand, Landgrave de Furſtenberg & Moskirken, Comte de Heiligenberg & Werdenberg, Landgrave de Bar, Seigneur de Hauſſen, Chevalier de la Toiſon d'Or, Conſeiller Privé de Sa Majeſté Imperiale, ſon Principal Commiſſaire & Plenipotentiaire à la Diète de l'Empire ; ſavoir faiſons qu'ayant été mûrement déliberé, ſuivant l'importance de la matiere, en conſequence du Decret de Commiſſion Imperiale, ſur l'Article III. du Traité entre Sa Majeſté Imperiale & le Roi de la Grande Bretagne, & ſur les deux Déclarations qui concernent l'Introduction de ſix mille Eſpagnols dans les Places fortes de Toſcane, Parme & Plaiſance, datées de Vienne le 16. Mars de cette année, & communiquées par la Dictature publique le 21. de Mai dernier, il a été trouvé bon, & reſolu non ſeulement de remercier Sa Majeſté Imperiale, de la part de l'Empire, de l'attention paternelle qu'elle a euë (même en poſtpoſant les intérêts de ſa Sereniſſime Maiſon Archiducale, après avoir fait d'immenſes dépenſes) pour la conſervation de la Paix & de la tranquillité dans la Chrêtienté, & ſur tout dans notre chere Patrie, & de la communication qu'elle nous a donnée du ſuſdit Traité & des Déclarations, d'autant plus qu'en conſervant ainſi la Paix, Sa Majeſté Imperiale a ſuivi les fideles conſeils de pluſieurs Electeurs & Princes de l'Empire ; mais encore d'accorder le conſentement reſervé au Corps de l'Empire ? pour l'Introduction de ſix mille Eſpagnols dans les Places fortes de Toſcane & de Parme, Fiefs conſtans de l'Empire, à la place de 6000 hommes de Troupes neutres, ſtipulez dans l'Article V. de la Quadruple Alliance, pour la ſureté de la Succeſſion de Don Carlos, Infant d'Eſpagne, c'eſt ce dont nous nous acquittons par le préſent Acte. Et les Conſeillers, Miniſtres, & Ambaſſadeurs ici préſens, des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire ſe recommandent à Son Excellence. Signé à Ratisbonne le 14. Juillet 1730.

CXLV.

Octroi accordé par le Roi de Suede, pour l'Erection d'une Compagnie des Indes, dans ſes Etats, du 14. Juin 1731. 14. Juin.

FREDERIC par la Grace de Dieu Roi de Suéde, &c. &c. Sçavoir faiſons que dûment Amé & Fidéle Sujet le Commiſſaire Henri Köning, nous a repréſenté très-humblement que lui & ſes Intéreſſez avoient pris le deſſein de commencer & régler une Navigation & Commerce pour certains Lieux & Places dans les Indes-Orientales, où aucune des autres Puiſſances de l'Europe ne s'étoit acquis quelque Juriſdiction ou droit particulier de Commerce ; Suppliant pour cette fin très-humblement que Nous voulussions bien aſſurer & confirmer ce Projet par notre Permiſſion & Privilege. Et comme nous avons non ſeulement trouvé le ſuſdit deſſein fort louable, mais auſſi fort équitable, & ordonné d'une telle maniere, qu'aucune Nation n'eſt altérée par là dans ſes Droits particuliers, & que nos ſoins ont été & ſeront toûjours diſpoſez pour contribuer au bien de notre Royaume, & de nos fideles Sujets, dont nous ſommes en droit, autant par notre pouvoir Royal que par notre bonne volonté, de donner auſſi dans cette occaſion des marques. Ainſi & en conſideration de tout cela, nous n'avons pas ſeulement voulu

ANNO 1731.

la consentir par ces présentes, comme de nous-même donnons nôtre consentement aux susdites Representations du Commissaire Koning, mais nous lui accordons aussi pour cette fin, par ce Privilege ouvert, les Prerogatives suivantes.

I. En vertu des présentes Lettres patentes & de nôtre Privilège irrevocable pendant le terme nommé ci-dessous, nous accordons, permettons & concedons gracieusement au Commissaire Henri Koning & Compagnie, la faculté, & liberté de naviger, & négocier aux Indes-Orientales, c'est-à-dire dans tous les Ports, Havres, Lieux, & Rivieres au delà du Cap de Bonne Esperance, où les autres Nations trafiquent librement pour le terme de quinze années consécutives à compter de la Date de l'Expedition de ce Privilège, mais il ne lui sera point permis d'étendre ce Commerce à aucun Port, Lieu, Riviere, &c. appartenant aux autres Princes & Etats Européens, sans leur Consentement ou Permission.

II. Les Vaisseaux employez dans ledit Commerce prendront toûjours leur départ du Port de Gothenbourg & y reviendront aussi pour y decharger, & y faire la vente publique de leur Cargaison. Laquelle dite Vente ou Auction se fera aussi-tôt que cela se pourra commodément.

III. Henri Koning, & Compagnie payeront au Roi & à la Couronne pendant ledit terme de quinze ans *Cent Daler Silbermunt* par *Last* pour chaque Vaisseau, qu'ils employeront, & chargeront de Marchandises pour ledit Trafic, c'est-à-dire suivant la grandeur ou la capacité desdits Vaisseaux, qui pour cette fin seront mesurez avant que de partir de Gothenbourg, & cet impôt doit être payé en Carolins en espèce, six mois après le retour desdits Vaisseaux, de même ils payeront pour les Marchandises qui viendront des Indes-Orientales au lieu des Droits de Ville en tout, *deux Daler Silbermunt* par *Last*. Mais au reste, Henri Koning & Compagnie ne seront pas obligez de payer aucun autre droit, ni d'entrée ni de sortie ou de quelque autre nom & nature que ce soit sur lesdits Vaisseaux, ou sur lesdites Marchandises.

IV. Henri Koning & Compagnie pourront employer, équiper, & armer tel nombre de Vaisseaux, qu'ils trouveront convenir pour ledit Trafic, mais à condition qu'ils soient construits ou achetez en Suéde, pourvû qu'on y en puisse trouver de commodes & convenables pour ledit Commerce, & qu'ils y soient fournis & équipez de tous les materiaux necessaires. Mais en cas, comme cela peut arriver au commencement, qu'il ne se trouve pas en Suéde des Vaisseaux, materiaux, & autres choses necessaires & convenables pour ladite Navigation & ledit Trafic, il sera en tel cas permis à Henri Koning & Compagnie d'acheter & de faire venir d'ailleurs, & où ils les trouveront les plus convenables, & à meilleur marché, des Vaisseaux, & des materiaux, & autres chose necessaires pour être employez dans ladite Navigation & ledit Commerce; bien entendu que le dit Henri Koning & Compagnie auront toûjours un soin particulier d'avantager autant que possible, les Fabriques, produits, & Manufactures de la Suede.

V. Lesdits Vaisseaux arboreront le Pavillon marchand de la Suéde, & seront toûjours munis des Commissions signées de la main de Sa Majesté & de Passeports bons & valables d'Alger.

VI. Il sera permis à Henri Koning & Compagnie d'employer un tel fond ou Capital qu'ils trouveront necessaire pour faire réussir ledit Commerce, qu'ils peuvent lever par souscription, ou en quelque autre maniere qu'ils trouveront plus convenable pour ledit Trafic; Et ceux qui souscrivent seront obligez de payer leur Argent au tems de la souscription, ou au tems fixé par Henri Koning, & Compagnie, autrement leur souscription sera nulle, & ils n'auront point d'intérêt dans ledit Commerce.

VII. Nous permettons à Henri Koning & Compagnie d'embarquer de l'Artillerie & autres attirails de Guerre & toute autre chose dont ils auront besoin, comme aussi toutes sortes de Marchandises & denrées, aussi-bien que de l'argent monnoyé ou non monnoyé, qui leur sera necessaire, & qu'ils feront venir des autres Païs, mais il ne leur sera pas permis d'embarquer ou emporter des Especes du Païs fabriquées aux Coins & Armes de Sa Majesté & de la Suede. De même Henri Koning & Compagnie; leurs Super-Cargos, qui employez pourront charger aux Indes telles Denrées & Marchandises qu'ils trouveront les plus convenables à porter en Suéde, & ils auront pleine liberté de les décharger & de les vendre à leur retour à Gothenbourg de quelle sorte ou espece qu'elles soient, en conformité du 3. Article ci-dessus.

ANNO 1731.

VIII. Lesdits Vaisseaux auront pleine liberté de sortir des Ports & Rades de Suede, lorsqu'ils seront chargez & prêts à mettre à la voile, & d'entrer à leur retour dans lesdits Ports & Rades, sans être empêchez ou retardez en aucune maniere par les Gouverneurs & Commandants des Places, ou Magistrats des Villes, ou Officiers de la Douane, ou par quelque autre que ce soit, ou sous quelque prétexte que ce puisse être.

IX. Les bois & les materiaux necessaires que ledit Henri Koning & Compagnie pourront faire venir d'un Port de la Suéde à l'autre, ou des autres Païs, pour être employez à la construction & au radoubement des Vaisseaux qu'ils feront construire & radouber ici, seront exempts de tout droit d'Entrée. Il ne sera pareillement exigé aucun droit de sortie pour les Munitions & vivres necessaires tant pour la défense desdits Vaisseaux, que pour la nourriture & avitaillement de l'Equipage. Seront aussi exemts de tout droit d'entrée, les Denrées & Marchandises que Henri Koning & Compagnie trouveront necessaires de faire venir d'un Port de la Suéde à l'autre, ou des autres Païs, pour être employez dans ladite Navigation & ledit Commerce, bien entendu après les avoir déclarées à la Douane, & les avoir fait mettre sous la Clef des Douanes auxquelles il appartiendra, dans les propres Magazins de la Compagnie, jusqu'au tems de leur Embarquement, & après avoir payé un huitiéme pour cent, nommé Recognition, à la Douane, mais pour tous les produits & Denrées de la Suéde, dont les Vaisseaux pourront être chargez pour les porter aux Indes, ils payeront la Douane accoutumée selon le Tarif, comme aussi les Droits des Villes.

X. Soit défendu rigoureusement aux Administrateurs, Officiers & Commis des Provinces & Villes appartenantes à la Couronne de Suéde & autres auxquels il appartiendra, d'arrêter ou retarder les Marchandises & Denrées venants des Indes, que Henri Koning & Compagnie, ou leurs employez feront voiturer des Vaisseaux à leurs Magazins, ou transporter d'une Ville à l'autre, après qu'ils seront munis des Passeports convenables, ni d'en exiger aucun Droit, quel qu'il soit, ni sous quelque prétexte que ce puisse être, après que Sa Majesté & la Couronne en auront reçu les Droits suivant le contenu de l'Article troisiéme.

XI. Comme dans ces sortes de Voyages de si long Cours, il est bien nécessaire d'observer une exacte discipline, pour éviter les séditions & soulevemens qui peuvent arriver parmi l'Equipage: Les Capitaines, ou Commandants desdits Vaisseaux auront la même autorité que les Capitaines, Officiers des Vaisseaux du Roi, pour la Discipline de l'Equipage & des Soldats, mais qu'ils prennent bien garde de ne pas exercer cette autorité au préjudice des Loix, & que les Super-Cargos, Capitaines, Officiers & autres employez se conforment toûjours aux ordres & instructions qu'ils recevront de la part de Henri Koning & Compagnie en tout ce qui regarde la Navigation de ces Vaisseaux & leurdit Commerce, entant qu'ils ne sont point contradictoires aux Conditions contenuës dans ce présent Privilege.

XII. Les Matelots, Soldats, ou autres de l'Equipage desdits Vaisseaux ne seront pas enlevez ou forcez d'entrer dans le service du Roi ou de quelque autre que ce soit. Mais il ne sera pas permis d'employer des Matelots ou des Soldats, qui ont déserté le service de Sa Majesté.

XIII. Henri Koning & Compagnie auront la liberté de faire arrêter les Matelots ou Soldats qui s'engageront à leur service, & qui avant l'expiration du terme de leur engagement auront déserté ou se seront écartez sans la permission de leurs Capitaines, dans quelque lieu qu'on les trouve, à condition que cela se fasse par les Magistrats du lieu, auxquels il appartiendra de le faire & qui seront obligez de leur prêter un prompt secours.

XIV. Les Vaisseaux de retour, ayant déchargé & vendu leurs Marchandises, les Acheteurs ne seront pas obligez de payer aucun Droit sur lesdites Marchandises; ou pour la liberté de les faire transporter dans quelque autre lieu de la Suéde. Même il leur sera permis de les faire transporter directement de là dans les Païs Etrangers, sans payer aucun Droit de sor-

ANNO forme ou autre quelque ce soit, hormis un dix-huitiéme pour cent dit Recognition.

1731. XV. La Direction de la Compagnie de Henri Koning consistera toûjours au moins en trois Personnes de probité & d'expérience dans le Commerce, & les autres deux Personnes que Koning s'associera, pour l'assister dans la direction dudit Négoce, jouïront avec lui de tous les Privilèges accordez par ces Présentes à Henri Koning & Compagnie, comme y étoient nommez. Et en cas de la mort dudit Henri Koning ou autre des Associez, ou qu'ils quittent la Societé pour quelque autre raison, les Directeurs qui restent, éliront une autre Personne de probité & capacité pour le remplacer, afin qu'ils soient toûjours trois au moins pour diriger & conduire ledit Commerce, & jouïront de ce présent Privilege tout de même comme Henri Koning & ses premiers associez en avoient joui. Bien entendu que les Associez soient toûjours ou nez ou naturalisez Suedois qui se soient obligez à la Couronne par un serment de fidelité & de la Religion Protestante, & qu'ils resident toûjours dans le Royaume hormis quand ils sont obligez d'être absents pour le service ou affaires de ladite Compagnie & avec le consentement des autres Associez, auquel cas l'Associé absent peut substituer une autre personne de probité & d'expérience en sa place, pourvû que les autres Associez le trouvent convenable. Et il sera permis audit Henri Koning & Compagnie de faire & établir entre eux tels Reglemens & Ordonnances pour la conduite & direction dudit Commerce, comme ils trouveront le mieux convenir, pourvû qu'ils ne soient pas contradictoires aux Articles de ce présent Privilege, mais ils auront bien soin de rendre fidele compte à tous ceux qui seront interessez avec eux dans ledit Trafic, autant de leur Capital fourni, que des profits en revenants bons, ou des pertes, aussi-tôt que cela se pourra faire après le retour de leurs Vaisseaux, & après la vente publique de leurs Marchandises. Et il ne sera point permis à Henri Koning & Compagnie de jamais déclarer ou ouvrir noms des interessez les femmes qu'ils auront fourcrues, comme ils ne seront aussi jamais obligez de montrer leurs Livres à qui que ce soit, ni sous quelque prétexte que ce puisse être. Et en cas que quelqu'un des Associez dans ladite Direction trouve, que les autres ont trahi leurs Secrets, ou en aucune maniére fraudé les Interessez, ou agi contre leurs intérêts communs, ils peuvent s'en plaindre au College de Commerce de Sa Majesté & du Royaume afin d'avoir reparation, & tels transgresseur de la Convention faite entre eux seront suspendus ou déchus de ladite direction suivant le Crime, & alors les autres Associez les remplaceront par une Personne de bien & de capacité. Les Interessez auront le même Droit, s'ils trouvent que ledit Koning & Compagnie ont commis quelque malversation, ou leur ont fait quelque tort ou dommage, les poursuivre en justice devant le Juge ordinaire.

XVI. Nous accordons à Henri Koning & Compagnie la permission d'employer tel nombre de Super-Cargos, d'Officiers, de Matelots & Soldats ou autres Personnes qu'ils trouveront necessaires pour ledit Voïage ou Trafic, & comme pour faire réüssir ledit négoce il sera bien necessaire d'employer des Gens de probité & bien entendus dans la Navigation & dans les Commerces des Indes-Orientales, ce sera à lui & Compagnie de tâcher d'engager dans leur service tous ceux qu'ils trouveront les plus habiles & convenables, soit Suédois ou Etrangers qui viendront habiter en Suéde & qui seront [illegible] dans ledit Trafic qui seront employez par Henri Koning & Compagnie, ou sur les Vaisseaux ou à Terre, qui jouïront des mêmes Privileges dans leurs Personnes & biens que les Suédois mêmes. Et l'Argent des Etrangers ou autres engagez ou interessez dans ledit Commerce, ne pourra pas être arrêté en tout ou en partie, de qui ou sous quelque autre prétexte que ce soit. Et pour leur plus grande assurance nous promettons de leur accorder les Lettres de Naturalisation suivant leur qualité & condition, quand ils s'addresseront très-humblement à nous pour ledit effet.

XVII. S'il arrive que Henri Koning & Compagnie ou leurs employez soient maltraitez, molestez ou empêchez dans leurs Commerce ou Navigation par qui, ou en quelque partie du Monde que ce soit, que cela se fasse, ou par pratique, ou par violence, Sa Majesté leur accorde par le présent Privilege plein-pouvoir de se faire reparation & justice par tous les moyens convenables & necessaires & empêcher toute violence par la même voïe, comme aussi de considérer tous ceux-là comme des Pirates & des ennemis publics. Voulant Sa Majesté, pour leur plus grande sureté, que ledit Pouvoir & Privilége soient expressement marquez dans toutes les Commissions qu'Elle donnera aux Capitaines ou Commandants desdits Vaisseaux dans le Négoce de Henri Koning & Compagnie, & en cas que contre toute attente lesdits Vaisseaux soient attaquez ou pris par qui que ce soit, Sa Majesté après avoir pris connoissance du fait ou du tort qu'on leur aura fait, & en cas qu'ils n'ayent point contrevenu à ce que l'Article premier contient en faisant leur Negoce dans des Places, ou d'autres Puissances se sont acquis un droit particulier de negocier, Elle leur accordera sa protection & les pouvoirs necessaires pour se faire Justice, & pour avoir une entiere satisfaction, ou par la voïe de represailles, ou dans la maniere la plus prompte & convenable. ANNO 1731.

XVIII. Sa Majesté défend très-expressement à tous ses autres Sujets de faire directement ou indirectement ladite Navigation ou Commerce aux Indes-Orientales, c'est-à-dire, dans les lieux au delà du Cap de Bonne Esperance en quelque maniere que ce puisse être, pendant ledit terme de quinze ans, à peine de l'indignation de Sa Majesté & de la confiscation des Vaisseaux, Marchandises, Munitions & tout ce qui appartient auxdits Vaisseaux, au profit de Henri Koning & Compagnie & de tous ceux qui seront interessez avec eux dans ledit Commerce.

XIX. Notre intention étant de favoriser & encourager autant qu'il est possible un Commerce, qui pourra devenir si avantageux au Royaume, nous assurons ledit Koning & Compagnie & tous ceux qui seront interessez avec eux dans ledit Trafic, ou y employez, soit Suédois ou Etrangers, de notre Protection en tous cas de besoin. Et nous promettons de changer ou augmenter les conditions & Privileges accordez dans ces Présentes, si cela se trouve nécessaire pour l'avancement dudit Commerce, & que Henri Koning & Compagnie s'addresseront à nous pour ledit effet; en foi de quoi nous avons signé ceci de notre main & l'avons fait sceller du sceau de nos Armes, Fait à *Stockholm*, au Sénat, ce 24. de Juin 1731.

FREDERIC.

CXLVI.

Tractatus inter Sacram Cæsaream Catholicam, Sacram Catholicam, & Sacram Regiam Britannicam, Majestates: Viennæ Austriæ, 22. *Mensis Julii die, Anno* 1731. *conclusus.* 22. Juillet.

IN NOMINA SANCTISSIMÆ AC INDIVIDUÆ TRINITATIS, AMEN.

NOtum sit omnibus ac singulis, quorum interest, aut quomodocunque interesse potest. Postquam super introductione præsidarii Hispani militis, cui loco Mitius neutrarum Partium, de quo in Quadruplice Fœdere convenerat, custodiam munitorum Hetruriæ, Parmæ, & Placentiæ locorum Sua Majestas Catholica committi desideraverat, varii motus non absque publicæ tranquillitatis periculo exorti fuissent, Sua Majestas Cæsarea Catholica, & Sua Majestas Regia Britannica prævertendis malis, quæ inde eruptura timebantur, Articulo Tertio Tractatûs die decima sextâ Martii præsentis Anni Viennæ concluso signatoque, atque dubios Declarationibus eò pertinentibus ita desuper convenerunt, sicuti ex tenore hujus Articuli atque prædictarum Declarationum uberius elucescet: qui quidem tenor de verbo ad verbum ita sese habet.

ARTICULUS III.

Tractatus Die 16. *Martii* 1731. *conclusi.*

CUmque Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestati nomine Sacræ Regiæ Majestatis Britannicæ, & Celsorum & Potentium Ordinum Generalium Foederati Belgii amicissimis verbis expositum sæpius fuerit, non esse certius medium, exoptatam tam diu publicam tranquillitatem, quo fieri potest, promptio-

ANNO 1731. re modo stabiliendi, quàm si per immediatam introductionem sex millium Hispanorum Militum in munita Hetruriæ, Parmæ, & Placentiæ loca destinata Serenissimo Infanti Don Carlos in modo dictos Ducatus successio magis adhuc firmetur; præfata Sua Majestas Cæsarea Catholica, quo & ipsa pacifica Sua Majestatis Britannicæ, & Celsorum ac Potentium Ordinum Generalium Fœderati Belgii Consilia ac vota promoveret, si ex parte nullâ prorsus ratione obsistet, prædictorum sex millium Hispanorum Militum pactæ introductioni in munita Hetruriæ, Parmæ, & Placentiæ Ducatuum loca juxta sponsiones à dicta Sua Majestate Britannica atque Ordinibus Generalibus desuper initas. Cum vero hunc in finem Sua Majestas Cæsarea Catholica Imperii quoque Consensum necessarium censeat, simul Eadem promittit, quod omnem operam adhibere velit, quo Consensus ille intra duorum Mensium spatium, aut citius si fieri poterit, obtineatur. Atque ut promptis obviam eatur malis, publicæ quieti imminentibus, spondet præterea Sua Majestas Cæsarea Catholica, quod statim post commutatas invicem Ratihabitionum Tabulas consensum à se qua Imperii Capite præfatæ pactæ introductioni præbitum, tum Magni Hetruriæ Ducis, tum Parmensi Ministro, in Aula sua commorantibus, alibive, ubi conveniens visum fuerit, notum factura sit. Nec minus spopondit Sua Majestas Cæsarea Catholica promittit, ac spondet, tam longe à se abesse mentem, vel directe vel indirecte admissioni prædiarii Hispani Militis in antedicta loca impedimentum illud suscitandi, aut asserendi, ut potius officia & Auctoritatem suam interpositura sit, quo consurgente præter spem obstaculo aut contradictione, quicquid antememoratæ admissioni obesse posset, amoveatur, atque adeo sex millia Hispanorum Militum tranquille & sine mora in munita Magni Hetruriæ Ducatus, tum Parmæ, Placentiæque Ducatuum loca, quo antea dictum est, modo introduci queat.

ANNO 1731.

Declaratio super Parmensi Successione.

NE inopina mors Serenissimi Principis Antonii Farnesii, dum viveret, Parmæ & Placentiæ Ducis, quæ in eò ipsum tempus, quo de concludendo præsenti Tractatu agebatur, incidit, ejusdem conclusioni moram aut obstaculum afferret: Sua Majestas Cæsarea Catholica vigore hujus Instrumenti declarat, ac sibi obstringit, quod illo in casu, quo spes de graviditate Serenissimæ Ducis Viduæ, præfati Serenissimi Ducis Antonii, dum viveret, Conjugis, concepta haud evanescere, ac dicta Dux Vidua prolem masculam in lucem ederit, cuncta ea, quæ de introducendo in Parmæ & Placentiæ munita loca præsidiario Hispano Milite, tum Articulo Tertio Tractatus hodierno Die concluso, tum Declarationis Instrumento desuper dato sancita sunt, aquè locum obtinere debeant, ac si mors ipsa inopina haud contigisset.

Quod si voto vel evanescente spei de graviditate prædictæ Ducis Viduæ concepta, vel posthumum illa in lucem ederet, tum autem Sua Majestas Cæsarea declara, ac sibi obstringit, quod loco introducendi in munita Parmæ & Placentiæ loca præsidiarii Hispani Militis Ipse Serenissimus Hispaniarum Infans Carolus juxta normam, & qua Imperii accedente confirmatione Hispanæ Aulæ olim conventum, Hereaque Investitura eventualis, quarum tenor in omnibus Articulis, Clausulis ac Conditionibus pro repetito ac confirmato habendus est, in possessionem præfatorum Ducatuum mittendus sit: Ita tamen, ut prius tam dictus Hispaniarum Infans, quam Hispana Aula ita facta sint, quæ Tractatus antemptus, quorum Imperator accedente Imperii consensu Pars Contrahens existit, requirunt. Cumque post mortem antememorati Ducis Antonii Farnesii Milites Cæsarea ea munita Parmæ & Placentiæ loca introducturi sit, non eo nomine, ut obstaculum afferantur Successioni enunciatæ, prout illa Serenissimo Infanti Carolo per Tractatum Londinensem, vulgo Fœdus Quadruplex nuncupatum, destinata fuerat, sed ut antevertantur, quæcunque Italiæ tranquillitatem turbare paterent, consilia, Sacra Sua Majestas Cæsarea Catholica quærum publicum juxta pacificata Vota Tractatu hodierno die concluso, in quantum fieri potuit, stabilitum, firmatumque fuerunt, denuo declarat, quod immittendo Copias suas in munita Parmæ & Placentiæ loca non alio sibi animo fuerit, quam ut quantum penes ipsam erat, Successionem Serenissimi Infantis Don Carlos, prout illa Tractatus Londinensis Eidem Infanti destinata fuit, magis stabiliret, quodque omnem abstergeret, ut vel prædictæ successioni, si forsan prolis masculæ Farnesia penitus foret extincta, obsistere, vel etiam introductioni præsidiarii Hispani Militis, si forsan Dux Vidua posthumum in lucem ederet, opponere sibi velit, quod potius declarat & promittat, propriis possit Copias suas inde educendas fore, seu, ut ipse Infans Carolus in possessionem sæpe memoratorum Ducatuum juxta tenorem Literarum Investituræ eventualis mittatur, seu, ut introducti illuc pacate & nomine obsistente Hispano præsidia quæcunque: quæ ipsa præsidia non alio usui inservire debebunt, quam ut certior de executione promissæ sibi Successionis in casu, quo prolis masculæ Farnesiæ penitus ista extincta, Infans Carolus reddatur.

Declaratio super præsidiis Hispanis in munita Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ loca introducendis.

CUm Sua Sacra Cæsarea Catholica Majestas, antequam sua ex parte confæsum præbuerit iis, quæ Articulo tertio Tractatus hodierna die concluso de immediata introductione præsidiarii Hispani Militis in munita Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ loca disponuntur super vero scopo & objecto Sponsionum, quæ desuper in Tractatum Hispalensi partim mora, partim vigesima prima Novembris Die Anno Millesimo Septingentesimo Vigesimo nono subscripto continentur, secura omnino reddi voluerit; Sacra Sua Regia Magnæ Britanniæ Majestas, & Celsi ac Potentes Domini Status Generales Fœderati Belgii non tantum Sponsiones istas, prout hic nuncia reperiuntur, Suæ Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestati bona fide exhibuerunt, verum etiam firmissime asseverare haud dubitarunt, non fuisse sibi, cum de introducendo in munita Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ loca Hispano præsidiario Milite conventum, mentem, ulla in re ab iis recedere, quæ Articulo quinto Fœderis Quadruplicis Londini Die 22 Julii Anno 1718 concluso, tum de Cæsareis ac Infantibus Hispaniarum Juribus, tum pro securitate Regnorum ac Dominiorum, quæ Sua Majestas Cæsarea in Italia actu possidet, tum denique pro conservanda quiete æquilibrio eorum, qui nunc erant, prædictorum Ducatuum legitimorum Possessorum sancita reperiuntur. Quapropter Sua Regia Magnæ Britanniæ Majestas, & Celsi & Potentes Domini Status Generales Fœderati Belgii declararunt, prout declarant & promptè paratique sunt, ad dandas, prout vigore præsentis Instrumenti dant, Sua Cæsareæ Catholicæ Majestati eam super rerum capitibus superius recensitis, quam super omnibus iis, quæ ulterius adhuc prædicto Articulo quinto sponsionis, evitiendi, seu, uti vulgo vocant, Guarantiæ, quantum desiderari poterunt, validas ac solennes.

Specification des Engagemens du Traité de Seville.

„ QU'on effectuera dès à présent l'introduction des Garnisons dans les Places de Livourne, Porto Ferrajo, Parme & Plaisance, au nombre de six mille Hommes des Troupes de Sa Majesté Catholique & à sa solde, lesquels serviront pour la plus grande assurance, & conservation de la Succession immediate desdits Etats, en faveur du Serenissime Infant Don Carlos, & pour être en état de resister à toute entreprise & opposition, qui pourroit être suscitée au prejudice de ce qui a été reglé sur ladite Succession.

„ Que les Puissances Contractantes feront dès à present toutes les diligences, qu'elles croiront convenables à la Dignité & au repos des Serenissimes Grand Duc de Toscane, & Duc de Parme, afin qu'les Garnisons soient reçûes avec la plus grande tranquillité, & sans opposition desquelles se presenteront à la vuë des Places où elles devront être introduites.

„ Que lesdites Garnisons seront aux presens Possesseurs le serment, de defendre leurs Personnes, Souverainetez, Biens, & Etats, & Sujets, en tout ce qui ne sera point contraire au Droit de Succession reservé au Serenissime Infant Don Carlos; & les presens Possesseurs ne pourront rien demander ou exiger, qui y soit contraire.

„ Que lesdites Garnisons ne se mêleront directement ni indirectement, sous aucun pretexte que ce puisse être, des affaires du Gouvernement Politique, Oeconomique, ni Civil, & auront ordre très exprès, de rendre aux Serenissimes Grand Duc de

„ Tosca-

ANNO 1731.

„ Toſcane, & Duc de Parme, tous les Reſpects & „ Honneurs Militaires, qui ſont dus à des Souverains „ dans leurs Etats.

„ Que l'objet de l'introduction desdits ſix mille „ hommes, des Troupes de Sa Majeſté Catholique, & „ à ſa ſolde, étant d'aſſurer au Sereniſſime Infant Don „ Carlos la Succeſſion immediate des Etats de Toſca- „ ne, de Parme & de Plaiſance, Sa Majeſté Catho- „ lique promet, tant pour Elle, que pour ſes Succeſ- „ ſeurs, qu'auſſitôt que le Sereniſſime Infant Don „ Carlos ſon Fils ou tel autre, qui ſera à ſes Droits, „ ſera poſſeſſeur tranquille desdits Etats & en ſureté „ contre toute invaſion & autres juſtes motifs de crain- „ te, elle fera retirer des Places de ces Etats les „ Troupes, qui ſeront ſtennes, & non pas propres à „ l'Infant Don Carlos, ou à celui, qui ſera à ſes „ Droits, en ſorte que par là, ladite Succeſſion & „ Poſſeſſion reſte aſſurée & exempte de tous éveue- „ mens.

„ Que les Puiſſances Contractantes s'engagent d'é- „ tablir ſelon les Droits de Succeſſion, qui ont été „ ſtipulez, de maintenir le Sereniſſime Infant Don „ Carlos, ou celui à qui paſſeront ſes Droits dans la „ poſſeſſion & jouiſſance des Etats de Toſcane, Parme „ & Plaiſance, lorſque l'on ſera une fois établi, & de le „ défendre de toute inſulte contre quelque Puiſſance „ que ce ſoit, qui penſeroit à l'inquieter, ſe declа- „ rant Garantes à perpetuité du Droit, Poſſeſſion, „ tranquillité & repos du Sereniſſime Infant, & de ſes „ Succeſſeurs auxdits Etats.

„ Qu'à l'égard des autres details, ou Reglemens „ concernant la maintention desdites Garniſons, une „ fois établies dans les Etats de Toſcane, de Parme & „ Plaiſance, comme il eſt à preſumer que Sa Majeſté „ Catholique, & les Sereniſſimes Grand Duc, & Duc „ de Parme en conviendront par un accord particu- „ lier, les autres Puiſſances Contractantes promettent „ que dès que cet accord ſera fait, elles le ratifieront „ & garantiront, tant envers Sa Majeſté Catholique, „ qu'envers les Sereniſſimes Grand Duc, & Duc de „ Parme.

Cum proinde Regia Sua Majeſtas Catholica facta ſibi hujus Articuli atque Declarationum eo pertinentium communicatione deſiderio ſuo, non niſi ad firmandam magis magisque Sereniſſimo Infanti Carolo filio ſuo eventualem Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ Ducatus ſucceſſionem collimaſſe, atque Sponſionibus inter Eandem & Regiam Magnæ Britanniæ Majeſtatem initis, prout illæ Suæ Majeſtati Cæſareæ Catholicæ communicatæ, atque præinſertis Declarationibus explanatæ fuerunt, penitus ſatisfactum cerneret; ſua quoque ex parte nihil deeſſe noluit, quæ communi quieti firmitas adhuc ſtabiliendæ inſervire poterunt.

Quem quidem in finem Sacra Sua Majeſtas Cæſarea Catholica Celſiſſimum Principem ac Dominum *Eugenium* [illegible] & *Poſſeſſionatum Principem*, Altefatæ Suæ Majeſtatis [illegible] Catholicæ Conſiliarium Actualem Intimum [illegible] Auſtriaci reſidem, ſuumque Locumtenentem Generalem, Sacri Romani Imperii Campi-Mareſchallum, ac Ejuſdem Regnorum, ac Statuum per Italiam Vicarium Generalem, & unius Dragonorum Legionis Præfectum, Aurei Velleris Equitem; Nec non Illuſtriſſimum, & Excellentiſſimum Dominum Philippum Ludovicum Sacri Romani Imperii Thеſaurarium Hereditarium Comitem à *Sinzendorf*, Liberum Baronem in Ernſtbrunn, Dominum Dynaſtiarum Gföll, ſuperioris Selowitz, Potlitz, Sabot, Neuſtadtl, Leiſt, Zaan, & Droskau, Burggravium Nordheimeck, Supremum Hæreditarium, Scutiferum ac Præfectum [illegible] Superiori, & Inferiori Auſtria ad Anaſum, [illegible] Velleris Equitem Sacræ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis Cameratum, Actualem Conſiliarium Intimum, ac primum Aulæ Cancellarium, ac Illuſtriſſimum Dominum Gundaccarum Thomam, Sacri Romani Imperii Comitem ad *Starhemberg* in Schaumburg, & Waxenberg, Dominum Ditionum Eſchelberg, Lichtenberg, Rottenegg, Freyſtadt, Haus, Oberwalſee, Senftenberg, Bodendorf, Hatzwan, Aurei-Velleris Equitem, Sacræ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis Conſiliarium Intimum Actualem, Archiducatus Auſtriæ Superioris Mareſchallum Hæreditarium: & denique Illuſtriſſimum, & Excellentiſſimum Dominum Joſephum Lotharium, Sacri Romani Imperii Comitem [illegible], & Rothenfels, Dominum in Aulendorf & Staufen, Sacræ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis [illegible] Actualem, Intimum, Conſilii Aulico-Bellici Vicepræſidem, Generalem-Campi Mareſchallum, Warasdini, & Comitatuum Petriniorum Præfectum Generalem; unius Legionis Pedeſtris Tribunum, & Ordinis albæ Aquilæ Polonicæ Equitem. Sacra vero Regio-Catholica Majeſtas Illuſtriſſ. & Excellentiſſ. Dominum Jacobum Franciſcum *Fitzjames*, Ducem de *Liria*, & de Xerica, ex Magnatibus Hiſpaniæ primæ Claſſis, Aurei Velleris & Sanctorum Andreæ & Alexandri de Ruſſia Equitem, Primum Regentem perpetuum Civitatis ſancti Philippi, Sacræ Catholicæ Majeſtatis Cubicularium, Caſtrorum Præfectum; Suumque apud altefatam Majeſtatem Sumi Cæſarearum Catholicam Miniſtrum Plenipotentiarium: Et Sacra denique Regia Britannica Majeſtas Dominum Thomam *Robinſon* Armigerum, in Comitiis Parlamenti Magnæ Britanniæ Senatorem, & Miniſtrum ſuum apud prædictam Majeſtatem Suam Cæſaream Catholicam: plenâ poteſtate muniverunt, qui collatis inter ſe conſiliis, & communitis prius Plenipotentiarum Tabulis in ſequentes Articulos, & conditiones convenerunt.

ANNO 1731.

ARTICULUS I.

Sacra Sua Regia Catholica Majeſtas probe perpenſo præinſerto Articulo tertio Tractatûs die 16. Martii præſentis anni concluſi, & probe perpenſis duabus Declarationibus, pariter præinſertis, cujus quidem Articuli, & quarum Declarationum tenor in eo tam eſt, ut effectui detur, nihil amplius à ſe deſiderari, quin potius iisdem ſe penitus acquieſcere profeſſa eſt. Atque ne ullus dubio aut controverſiæ locus ſuperſit, promptam ſeſe inſuper paratamque exhibuit, ut tam Tractatus Londini die ſecunda Auguſti Anno 1718. initus, ac vulgo Fœdus Quadruplex nuncupatus, tum pax Viennæ Auſtriæ die ſeptima Junii, Anno 1725. inter Sacram Cæſaream Catholicam Majeſtatem, Sacrumque Romanum Imperium ex una, atque altefatam Sacram Regiam Catholicam Majeſtatem ex altera parte concluſa plene in omnibus Articulis, Clauſulis, ac Conditionibus renoventur, ac tormentur: iis tantum exceptis, quæ de immutandis neutrarum Partium præſidiis in Hiſpania præſidia ſupra citato Articulo, ac Declarationibus mutuo conſenſu placuerunt, atque præſente Tractatu denuo corroborata ſunt. Hunc itaque in finem Sacra Sua Regia Catholica Majeſtas declaravit, ſecuta vigore hujus Articuli declarat, quod præcitati Tractatus plene renovati, ac denuo firmati cenſendi ſint, prout etiam præſente Articulo renovantur, ac denuo firmantur, pronuntiatque Sacra Sua Regia Catholica Majeſtas tam pro ſe, quam pro hæredibus ſuis, ac Succeſſoribus, & ſpecialim pro eo inſuper ex deſcendentibus ſuis Maſculis, cui juxta modo memoratos Tractatus, tenoremque Literarum Inveſtituræ eventualis, die 9. Decembris Anno 1723. expedatarum, extincta penitus Linea Medicea & Parmenſi Maſcula Succeſſio in antedictos Hetruriæ, Parmæ, & Placentiæ Ducatus debetur, aut ad quam hæc ipſa Succeſſio futuris temporibus devolvetur; quod tam ipſa quam hæredes ſui ac Succeſſores, & ſpecialim is ex deſcendentibus ſuis Maſculis, ad quem modo memorata Succeſſio devoluta fuerit, præſtare, atque adimplere omnia ea ac ſingula velint, ac teneantur, quæ in præcitatis duobus Tractatibus continentur.

II.

Viciſſim Sacra Cæſarea Catholica Majeſtas, & Regia Britannica Majeſtas promittunt, ac ſeſe Sacræ Regiæ Majeſtati, ipſiusque Hæredibus, ac Succeſſoribus obſtringunt, quod favore prolis maſculæ præſentis Hiſpaniarum Reginæ, prout illa juxta Tractatus antea citatos, ac tenorem Literarum Inveſtituræ eventualis ad Succeſſionem in Hetruriæ, Parmæ, & Placentiæ Ducatus vocata eſt, omnia ea ac ſingula adimplere velint, quæ in præinſerto Articulo tertio Tractatûs die decima ſexta Martii hujus Anni concluſi, ac duabus Declarationibus pariter præinſertis diſpoſita reperiuntur. Nec minus Sacra Cæſarea Catholica Majeſtas & Sacra Regia Magnæ Britanniæ Majeſtas acceptando Renovationem Fœderis Quadruplicis nuncupati, Sacra autem Cæſarea Catholica Majeſtas acceptando inſuper Renovationem Pacis die 7. Junii, Anno 1725. inter Eandem, & Sacrum Romanum Imperium ex una, Sacram Regiam Catholicam Majeſtatem ex altera parte concluſæ, promittunt, ac ſeſe pro ſe, ac ſuis Hæredibus, & Succeſſoribus obſtringunt, quod ſua quoque ex parte in quantum ad unamquamque Earundem ſpectat, erga Sacram Regiam Catholicam Majeſtatem, & ipſius Hæredes, & Succeſſores fideliter ſint adimpleturæ, quæcunque vigore hujus Acceptationis præ-

ANNO 1731. ſtanda veniunt; nimirum Sacra Cæſarea Catholica Majeſtas quæcunque tum in Fœdere Quadruplice, tum in antememorata pace die 7. Junii, Anno 1725. concluſa ſancita ſunt, Sacra vero Regia Britannica Majeſtas, quæcunque juxta Fœdus Quadruplex nuncupatum ab Eadem adimplenda veniunt.

III.

Quæ hactenus mutuo ac irrevocabili Partium Contrahentium conſenſu placuerunt, normæ loco inſervire debebunt, ſive unice de introducendo præſidiario Hiſpano Militæ, ſive caſu aperturæ in Quadruplice Fœdere expreſſo exiſtente, de immiſſione quoque Sereniſſimi Hiſpaniarum Infantis Caroli in Parmæ, Placentiæque Ducatus quæſtio ſit, ita nimirum, ut ultimo hoc in caſu præfatus Sereniſſimus, Hiſpaniarum Infans Carolus, aut qui poſt eum Articulo quinto Fœderis Quadruplicis ad Succeſſionem hanc eventualiter vocatur, poſſeſſionem horum Ducatuum ex plena ratione, quæ in Literis Inveſtituræ eventualis de die nona Decembris, Anno 1723. expreſſa eſt, adipiſci poſſit, ac debeat.

IV.

Cum ea, quæ favore Sereniſſimi Hiſpaniarum Infantis Caroli, aut eorum, qui in Jura ipſius juxta antememoratos Tractatus ſubintrant, Articulo quinto Fœderis Quadruplicis diſpoſita reperiuntur, tum etiam Sponſiones deſuper inter Sacram Regiam Catholicam Majeſtatem, & Sacram Regiam Britannicam Majeſtatem initæ jam dudum Sereniſſimis, qui pro diſparitate temporis tunc in vivis erant, Magnæ Hetruriæ, Parmæ, & Placentiæ Ducibus exhibitæ; neque minus præinſertus Articulus tertius Tractatus Die 16. Martii præſentis Anni Viennæ concluſi, eoque pertinentes duæ Declarationes pariter præinſertæ Magni Hetruriæ Ducis, & Parmenſi in Aula Cæſarea commorantibus Miniſtris pro corroboranda publica tranquillitate magis exoptandum ſit, quam ut omne obſtaculum & contradictio, unde remora forſan iis, quæ mutuo Partium Contrahentium conſenſu hactenus placuerunt, afferri poſſet, quamprimum amoveatur; hinc eſt quod Sacra Cæſarea Catholica Majeſtas, Sacra Regia Catholica Majeſtas, & Sacra Regia Britannica Majeſtas promiſerint, ac ſeſe obligarint, quod unusquisque Earundem ſtatim ac præſens Tractatus ſignatus atque ſubſcriptus fuerit, omnem operam bona fide ſic impenſura, quo Sereniſſimus quoque Magnus Dux Hetruriæ, non tantum ſæpefatæ præſidiarii Hiſpani Militis introductioni, ſed & omnibus iis, quæ alias juxta antecitatos Tractatus, Conventiones, & Declarationes favore Prolis Maſculæ præſentis Hiſpaniarum Reginæ diſpoſita reperiuntur, quantocius aſſentiat: ita tamen, ut ſubſecuto etiam prædicti Magni Hetruriæ Ducis conſenſu cuncta, quæ hactenus memorata ſunt, non niſi poſt permutatas invicem Ratihabitionum Tabulas locum habere queant.

V.

Præterea Sacra Cæſarea Catholica Majeſtas, Sacra Regia Catholica Majeſtas, & Sacra Regia Magnæ Britanniæ Majeſtas declarant, nihil ſibi magis in votis eſſe, quam ut Sereniſſimus Magnus Hetruriæ Dux iis acquieſcere velit, quibus in antememoratis Tractatibus tum Dignitati ſuæ ac quieti, tum etiam propriæ, & ſubditorum Statuum ſecuritati conſulitur. Quem quidem in finem præfatæ Partes Contrahentes non tantum ſibimet invicem, ſed & Regiæ Suæ Celſitudini promittunt, ac ſpondent quod ea omnia & ſingula, quæ in antecitatis Tractatibus tum quoad Dignitatem ſuam, tum quoad propriam, & ſubditorum Statuum ſecuritatem diſpoſita reperiuntur, renovata, ac confirmata cenſeri debeant, quodque ea tuenda & explenda, ſeu, uti vulgo vocant, guarentiganda in ſe ſuſcipiant.

VI.

Et quoniam pro aſſequendo, perficiendoque ſalutari, quem Partes Contrahentes intendunt, ſcopo, communis animarum quietis penitus ſtirpandæ, nihil magis expedire viſum eſt, quam ſi Sereniſſimus Magnus Dux Hetruriæ præſenti Tractatui acceſſerit; hinc eſt quod eædem Partes Contrahentes ſe re eſſe judicarunt, Regiam Suam Celſitudinem amiciſſimis verbis ad hanc, quæ modo memorata eſt, acceſſionem invitare, ſicuti Eandem præſente Articulo ad hoc ipſum invitant: quo nimirum Regia Sua Celſitudine ad opus tam proficuum pariter concurrente eo ſecurior ſit publica Europæ tranquillitas. ANNO 1731.

VII.

Præſens Tractatus ratihabebitur & approbabitur à Sua Sacra Cæſarea Catholica Majeſtate, & Sua Sacra Regia Majeſtate Magnæ Britanniæ, & Ratihabitionum Tabulæ intra ſpatium duorum Menſium, à die Subſcriptionis computandorum, aut citius ſi fieri poterit, Viennæ Auſtriæ invicem extradentur & commutabuntur.

In quorum fidem roburque tam Cæſarei Commiſſarii tanquam Legati Plenipotentiarii Extraordinarii, quam Regis Catholici, & Regis Magnæ Britanniæ Miniſtri pleni pariter facultate muniti Tabulas has propriis manibus ſubſcripſerunt, & ſigillis ſuis munierunt. Actæ hæc ſunt Viennæ Auſtriæ die 22. Menſis Julii, Anno Domini Milleſimo Septingenteſimo Trigeſimo Primo.

(L. S.) Eugenius à Sabaudia.

(L. S.) Dux de Liria.

(L. S.) Thomas Robinſon.

(L. S.) Philip. Lud. C. à Sinzendorff.

(L. S.) Gundaccarus C. à Stahrenberg.

(L. S.) J. L. C. à Konigſegg.

Acceſſion du Grand Duc de Toſcane au Traité precedent.

POur parvenir au But ſalutaire que Sa Sacrée Majeſté Imperiale Catholique, Sa Sacrée Majeſté le Roi Catholique, & Sa Sacrée Majeſté le Roi de la Grande Bretagne ſe ſont propoſé en ſignant le Traité conclu à Vienne le 22. du mois de Juillet de la préſente année, ſavoir d'affermir & d'embâir de toutes parts la tranquilité publique dans l'Europe; rien n'a paru convenir davantage à leur deſſein que l'Acceſſion du Sereniſſime Grand Duc audit Traité. C'eſt pourquoi leſdites Parties Contractantes ont cru devoir, par l'Article VI. de ce Traité, inviter amiablement S. A. R. à concourir au ſusdit Traité, d'autant plus que Sadite Alteſſe Royale n'ignore pas les engagemens que leſdites Parties y ont pris envers elle, non plus que la bonne volonté qu'elles ont témoignée en d'autres occaſions à l'égard de Son Alteſſe Royalé & qu'on l'aſſure encore derechef que Sa Sacrée Majeſté Impériale & Catholique, Sa Sacrée Majeſté le Roi Catholique, & Sa Sacrée Majeſté le Roi de la Grande Bretagne auront un ſoin particulier, & s'attacheront principalement à contribuer à ſa dignité & ſon repos, auſſi bien qu'à la ſureté & à l'avantage des Etats qui lui ſont ſoumis. Et leſdites Parties Contractantes perſiſtant dans leurs bonnes intentions à cet égard, S. A. R. pour ſe conformer à leur déſir, autant que faire ſe peut, & ſe faiſant d'ailleurs un plaiſir & un honneur de s'aſſocier à de ſi grands Princes dans le louable deſſein qu'ils ont de conſerver & d'affermir la tranquilité publique: après avoir murement examiné tout ce qui eſt contenu dans le ſusdit Traité, entant qu'il concerne S. A. R. ſa dignité & ſon repos, auſſi bien que la ſureté & l'interêt des Etats qui lui ſont ſoumis, elle a reſolu de l'approuver tout en [illegible] quoi, en y accedant & en l'acceptant. Mais comme avant qu'on eut connoiſſance à Florence de la concluſion dudit Traité, les Miniſtres Plenipotentiaires de S. M. le Roi Catholique & ceux de S. A. R. avoient ſigné, en ladite Ville de Florence, la Convention du 3. du même mois de Juillet, & enſuite publiée [illegible] & quoique cette Convention fût purement de Famille à Famille, & ne tendît qu'à regler les interêts particuliers de S. A. R. & de ſa ſœur la Sereniſſime Electrice Douairiere Palatine, ſans qu'il y fut aucunement

ANNO 1731. nement préjudicié aux Accords ou Conventions faites entre les principaux Princes de l'Europe; de telle maniere que ce qui eſt arrêté dans ladite Convention de Florence, ne peut donner aucune atteinte aux Droits établis par les Pactes & Accords entre les autres Princes, qui n'ont pas concouru à la ſusdite Convention; cependant il a été jugé néceſſaire que les Parties Contractantes de ladite Convention de Florence, expoſaſſent par une Déclaration ſolemnelle, l'intention qu'ils avoient eue en contractant. Pour cet effet, afin d'ôter tout doute à ce ſujet, & pour que Son A. R. puiſſe concourir avec les Parties Contractantes du Traité conclu à Vienne le 22. Juillet de la préſente année, en accedant audit Traité, ce qui ne contribuera pas peu à affirmer le repos mutuel, l'unique but deſdites Parties: Moi, ſouſſigné, Envoyé Extraordinaire de S. A. R. le Grand Duc de Toscane, après avoir montré & fait reconnoître les pleins-pouvoirs dont je ſuis autoriſé; je déclare & je promets au nom de S. A. R. qu'elle accede entierement, & qu'elle approuve toutes & chaque choſes qui ſont contenues dans ledit Traité ſusmentionné de Vienne, en date du 22. Juillet de la préſente année, entant que ledit Traité concerne Son Alteſſe Royale, ſa dignité, ſon repos, auſſi bien que la ſureté & l'avantage de ſes Sujets & de ſes Etats: Elle déclare de plus que la ſusdite Convention du 25. du mois de Juillet, n'a été conclue par aucun autre motif que par un Pacte de Famille à Famille, qui concerne uniquement les Interêts de Son A. R. & de ſa ſœur, la Sereniſſime Electrice Douairiere Palatine, & ſeſdits interêts y étant reglez de telle maniere qu'ils ne peuvent ni ne doivent préjudicier en rien aux Droits des autres Princes qui n'ont point concouru à la ſusdite Convention, leſquels Droits leur ſont confirmez par les Pactes & Conventions conclues entre les principaux Princes de l'Europe.

En échange nous ſouſſignez Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Sacrée Majeſté Imp. & Cath. de Sa Sacrée Maj. la Roi Catholique, & de Sa Sacrée Majeſté le Roi de la Gr. Bretagne, & en vertu des pleins-pouvoirs, duement montrez & reconnus, nous acceptons & recevons au nom de Leurſdites Majeſtez, tant la Declaration faite & ſignée à Florence au nom de S. A. R. le Grand Duc de Toscane, au ſujet de la Convention du 25. de Juillet, que la ſusdite Acceſſion de S. A. R. au Traité conclu à Vienne en Autriche le 22. du même mois de Juillet: de ſorte que Leurs ſusdites Majeſtez s'obligent & s'engagent elles & leurs Succeſſeurs, envers S. A. R. à remplir & exécuter tout ce qui ſe trouve réglé dans le ſusdit Traité, en faveur de S. A. R. pour ſon repos & pour ſa dignité, auſſi bien que pour la ſureté & l'interêt des Etats de ſa Domination.

Le préſent Inſtrument d'Acceſſion, de Déclaration & d'Acceptation ſera ratifié par toutes les Parties Contractantes, & les Lettres de Ratification ſeront expediées en bonne & dûe forme dans l'eſpace de deux mois, à compter du jour de la Souſcription, ou plûtôt, ſi faire ſe peut, & ſeront échangées & delivrées mutuellement à Vienne en Autriche.

En foi de quoi, &c. Fait à Vienne le 21. jour de Septembre 1731.

(L. S.) *Eugene de Savoye.* (L. S.) *Duc de Liria* (L. S.) *Thomas Robinſon.*

(L. S.) *Philip. Louis C. de Sinzendorff.*

(D. S.) *Gundacre. C. de Stahrenberg.*

(L. S.) *J. L. C. de Konigſegg.*

CXLVII.

25. Juillet. *Convention de Famille entre la Maiſon de Médicis & le Roi d'Eſpagne, pour la Succeſſion aux Etats du Grand Duc. Faite à Florence le 25 Juillet* 1731.

AU NOM DE LA SAINTE TRINITÉ, PERE, FILS ET SAINT ESPRIT. ANNO 1731.

LA Divine Providence ayant inſpiré au Sereniſſime Jean Gaſton, Gr. Duc de Toſcane, & à la Sereniſſime Anne Marie Louiſe, Electrice Douairiere Palatine, le ſincere & ardent deſir, qu'a toujours eu le Sereniſſime Gr. Duc Coſme III. leur Pere de glor. Mem. d'entrer dans les meſures, qu'auroient priſes les principales Puiſſances, pour pourvoir au défaut de Succeſſeurs dans leur Famille, dans la maniere qui ſeroit trouvée la plus efficace & la plus propre à conſerver & à aſſûrer contre tout évenement la Tranquilité publique, & en particulier celle de leurs Etats, & procurer & affermir le bonheur & les avantages de leur Peuple, elles ont enfin reſolu d'exécuter de ſi bonnes intentions, en engageant les principales Puiſſances à concourir à une ſi bonne œuvre, en reglant pacifiquement la Succeſſion à la Souveraineté deſdits Etats, en faveur d'un Prince auſſi étroitement uni à leur Sereniſſime Maiſon par les liens du Sang, que l'eſt le Sereniſſime Prince Don Carlos, Infant d'Eſpagne, Fils aîné de Sa Majeſté Catholique, & de la preſente Reine d'Eſpagne, que L. A. R. ont par cette raiſon toujours préferé à tout autre, & qui a toujours été l'objet des vœux de leurs Peuples, tant à cauſe de l'éclat de ſa naiſſance que pour ſes autres qualitez perſonnelles, & Heréditaires, qui ſont avec raiſon eſperer à toute la Toſcane, ſous le Gouvernement d'un ſi grand Prince, la continuation des proſperitez, & du repos, dont elle a joui ſous les Grands Ducs de la Sereniſſime Maiſon regnante. Et comme pour mettre la derniere main à une affaire de cette importance, differée juſqu'à préſent à cauſe de l'incertitude d'obtenir le concours de Sa Maj. Imperiale & des autres principales Puiſſances de l'Europe, deſiré également par Sa Majeſté Catholique, par le Grand Duc, & par la Sereniſſime Electrice Douairiere Palatine, mais dont on eſt aſſuré préſentement depuis que certaines difficultez ont été levées par les derniers Traitez, il a été trouvé à propos de négocier & conclure directement entre Sa Majeſté Catholique & Leurs A. R. un Traité ou Convention de Famille à Famille, où ſeroient reglez les divers interêts concernant non-ſeulement le plus convenable établiſſement de la ſucceſſion du Sereniſſime Infant ſusdit auxdits Etats, pendant que le Sereniſſime Grand Duc, que Dieu conſerve long tems, eſt encore en vie, en qualité de ſon Succeſſeur immediat, mais encore la conſervation de la Souveraineté, Autorité & Tranquilité de ſon Alteſſe Royale, de l'Honneur, & de l'interêt de la Sereniſſime Electrice Palatine Douairiere, & des avantages de leurs Etats & de leurs Peuples; pour cet effet Sa Majeſté Catholique a jugé à propos de donner ſes Pleins-pouvoirs au Reverend Pere Salvador Aſcanio, de l'Ordre des Dominicains, ſon Miniſtre à la Cour de Toſcane, & S. A. R. a commis avec ſes pleins-Pouvoirs, le Chevalier & Prieur, le Marquis Charles *Rinuccini* du Conſeil d'Etat & Secretaire de guerre, & le Chevalier & Prieur Jacques *Geraldi* du Conſeil d'Etat; leſdits Miniſtres Plenipotentiaires, s'étant communiqué, & ayant échangé leurs pleins-pouvoirs reſpectifs, & ayant tenu pluſieurs Conferences entr'eux, ſont convenus d'un Traité de Famille, comme il eſt dit ci-deſſus, & d'une Alliance & Amitié perpetuelle entre Sa M. C. ſes Heritiers & Succeſſeurs d'une part, & le Sereniſſime Grand Duc, & ſes Succeſſeurs d'autre part, de la maniere & aux conditions exprimées dans les Articles ſuivans.

ARTICLE I. Pour établir ſur la baſe la plus ſolide & la plus inalterable, une Alliance perpetuelle, & une ſincere amitié entre la Famille Royale d'Eſpagne, & la Maiſon regnante de Toſcane, les Royaumes & la Couronne de Sa Maj. & les Etats de Son A. R. tant le Sereniſſime Grand Duc, que la Sereniſſime Electrice Palatine, ſa ſœur, ſont convenus pleinement, ont reſolu & conſenti, que, nonobſtant toute autre diſpoſition quelconque, qui pourroit avoir été faite ci-devant en Toſcane, par rapport à la ſucceſſion ſuivant la ſituration d'alors des affaires publiques; le Grand Duc, que Dieu daigne conſerver, venant à mourir ſans laiſſer d'Enfans Males, le Sereniſſime Prince Infant Don Carlos ſera & devra être ſon Succeſſeur immediat à la Souveraineté de tous les Etats qui compoſent, à preſent, le Grand

Duché

ANNO 1731. Duché de Toscane, & successivement l'aîné des Enfans Mâles dudit Infant, & à leur défaut, ladite succession passera de plein droit à l'aîné de ses Serenissimes Freres, Fils de S. M. C. & de la présente Reine d'Espagne.

II. S. A. R. & S. A. Elect. voulant que ce Reglement de Succession à la Souveraineté de leurs Etats, ait l'effet le plus sûr & le plus tranquile qu'il se pourra, s'engagent de communiquer la présente Convention au Senat, après l'échange des ratifications, & de lui en faire jurer la religieuse & inviolable observation, si le Roi Catholique le souhaite & le demande.

III. Leurs Maj. Cath. promettent, au nom du Serenissime Infant Don Carlos, & de ceux qui succederont à ses Droits, que les fonds, & dettes publiques & les revenus destinez à cet effet seront maintenus, & que l'Ordre Militaire de S. Etienne sera de même maintenu dans l'état & l'éclat où il est à présent.

IV. Elles promettent pareillement que la constitution du Gouvernement en Toscane, sera maintenue, tant pour l'œconomique, le civil & le juridique, que les Droits, Privileges & Prerogatives de la Ville de Florence, lui seront conservez & qu'elle sera la principale residence du Serenissime Infant Successeur; La même chose sera observée à l'égard de chacune des autres Villes, sur-tout à l'egard des Magistrats, on procurera aux Sujets toutes sortes de facilitez, & exemptions dont ils ont joui sous la Regence de la Serenissime Maison Regnante, enfin on ne conferera qu'aux Naturels, les Emplois civils & œconomiques, les Evêchez, & autres Benefices Ecclesiastiques.

V. Que les Personnes, Effets, Bâtimens, & Commerce des Naturels de Toscane seront maintenus en Espagne dans la possession des mêmes franchises, & exemptions dont jouissent les Nations les plus amies & les plus favorisées de la Couronne dans le Commerce.

VI. Que le Grand Duc Regnant en consideration de ce qu'il faut & accorde pour assurer la succession immediate au Serenissime Infant, ne rencontrera aucun obstacle dans le libre exercice de la Souveraineté, & continuera à gouverner ses Etats, & son Peuple, avec la même puissance absolue & independance, avec laquelle il les a gouvernez jusqu'à présent, & Sa Majesté Catholique, pour témoigner l'affectueuse estime qu'elle a pour S. A. R. s'oblige de traiter à sa Cour la personne & les Ministres du Gr. Duc, & de ses Successeurs de la même maniere & avec les mêmes Titres que l'on a donnez à la Cour d'Espagne, à la personne & aux Ministres du Serenissime Seigneur Duc de Savoye avant qu'il fût reconnu Roi de Sardaigne.

VII. L. A. promettent que tous leurs Biens meubles & immeubles, tant Feodaux qu'Allodiaux, leur appartenans, & situez tant au dedans qu'au dehors de leurs Etats, & qu'ils se trouveront à posseder à l'heure de leur mort, passeront au Serenissime Infant comme Grand Duc de Toscane, & aux autres Grands Ducs ses Successeurs; elles promettent de même de laisser au Serenissime Infant & aux autres Grands Ducs tous les Patronats des Benefices Ecclesiastiques de leur Maison, & de leur Etat, dont elles pourront disposer en quelque maniere que ce soit.

VIII. Que tous les Biens meubles & les Meubles de quelque genre, prix & valeur, qu'ils soient, & en quelque lieu qu'ils soient tenus, conservez & placez, restent & doivent rester dans le libre & absolu pouvoir de L. A. tant pour l'usage que pour la propriété, pouvant en disposer librement, tant pendant leur vie, qu'à leur mort, comme restent à leur disposition tous les effets & biens qu'elles se trouvent avoir & posseder hors des Etats de la Toscane, & nommément les Revenus de l'Heritage des Serenissimes Gr. Duchesses de Toscane, Victoire d'Urbin, & Marguerite de France, leurs Ayeule & Mere respectives, & toutes les sommes qui leur sont dues en quelque lieu que ce soit, à la reserve de l'Artillerie, & des Armes, Munitions & autres choses concernant le service de la Guerre & de la Marine.

IX. L. A. s'obligent de ceder comme elles cedent dès à présent au Serenissime Infant, pour le tems qu'il sera Grand Duc de Toscane, & aux Grands Ducs ses Successeurs, toutes les autres dettes qui ne sont pas specifiées ci-dessus, & que les Ancêtres de leur Maison Régnante ont contractées avec les Puissances Etrangeres, hormis avec la Couronne d'Espagne, & la Faculté &. le Droit qu'elles ont, ou peuvent avoir de recouvrer & faire valoir leurs pretentions sur les Etats & Biens qui ne sont pas possedez à présent par leur Maison, pour l'agrandissement des Etats, & Domaines de la Toscane. ANNO 1731.

X. D'autre part L. M. C. font connoître & promettent au nom du Serenissime Prince Infant, & de ceux qui entreront dans ses Droits, que la Serenissime Electrice, survivant au Serenissime Grand Duc, son Frere, elle pourra & devra prendre & garder, durant sa vie, le Titre de Grande Ducheſſe & jouir des Honneurs, & Prérogatives dont ont joui les autres Grandes Ducheſſes de Toscane, & particulierement celle d'être entretenue avec sa Cour des deniers publics.

XI. Que si à la mort du Serenissime Gr. Duc, le Serenissime Prince Infant ne se trouve pas en Toscane, & que la Serenissime Electrice survive, elle pourra & devra aussitôt prendre, avec le Titre de Regente, au nom du Serenissime Infant, alors Grand Duc, l'Administration du Gouvernement qu'elle gardera jusqu'à son arrivée dans lesdits Etats, & S. A. E. aura, avec le titre de Regente, & de Tutrice, le Gouvernement jusqu'à ce que le Prince Infant, absent, ou présent, ait sa dix-huitiéme année accomplie, & même, après les dix-huit ans accomplis, il le Serenissime Infant surtout desdits Etats de Toscane.

XII. Que le Serenissime Infant, alors Grand Duc, étant devenu Majeur, il devra admettre la Serenissime Electrice dans tous les Conseils d'Etat, de Grace & de Justice, & conferer à sa nomination les Charges Civiles & Oeconomiques, les Benefices, & Dignitez Ecclesiastiques, & laisser à S. A. E. la Surintendance des Lieux pieux & de l'Academie de Pise.

XIII. On invitera & priera de la part de Sa Majesté Cath. & de S. A. R., Sa Majesté Britannique, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des Païs-Bas, de garantir * la présente Convention que Sa Majesté Catholique, au nom du Serenissime Infant & Son Altesse Royale s'obligent de ratifier, & de faire échanger les Ratifications ici (à Florence) au bout de trois mois à compter du jour de la Signature, ou plûtôt si faire se peut.

En foi de quoi tous les Ministres Plenipotentiaires soussignés de Sa Maj. Cath. & de S. A. R. le Grand Duc, en vertu de nos pleins-pouvoirs que nous nous sommes reciproquement communiquez, & dont copie sera mise à la suite du présent Traité & Convention de Famille, nous avons signé & apposé le Sceau de nos Armes; fait à Florence le 25 Juillet 1731.

Signé,

(L. S.) *Fra. Salvatore Aſcanio.* (L. S.) *Carlo Rinuccini.*
(L. S.) *Jacopo Giraldi.*

ARTICLE SEPARE.

ON est convenu dans le présent Article séparé, qui aura la même force & vigueur que s'il étoit inseré dans la Convention signée ce jourd'hui, que S. A. R. pour donner la preuve la plus autentique de ses sinceres & affectueuses intentions envers Sa Majesté Catholique & sa Famille Royale, consent, pourvû que Sa Majesté Imperiale approuve, que le Serenissime Infant Don Carlos puisse, pendant la Vie, & le Gouvernement du Serenissime Grand Duc, venir & resider en Toscane de la maniere qui sera reglée sans être à charge au Tresor de S. A. R., & au Païs & sans aucun préjudice à la Souveraineté & pleine autorité de S. A. R. qui se persuade que Sa Majesté Catholique, en consideration dudit consentement & des fortes & graves raisons qui ont été representées & qu'on represente de nouveau, daignera par un Acte de Clemence Royale, delivrer les Places & autres lieux des Etats de la Toscane, du pesant & incommode fardeau de recevoir des Garnisons Espagnoles, ou de quelque autre Nation, puisque le Païs peut suffisamment être gardé & defendu par

(*) Ce qui est contenu à l'Article XIII. du Traité de Seville.

ANNO 1731. par ſes propres Garniſons, qui en tems de neceſſité peuvent être augmentées des deniers que l'Eſpagne jugeroit à propos de fournir pour cet effet & de la maniere dont on conviendroit. Au cas que la conſtante confiance que l'on a que Sa Majeſté Catholique s'engagera à ne faire entrer dans les Places & lieux de Toscane, aucunes Troupes Eſpagnoles ou de quelque autre Nation, ait lieu, S. A. R. permettra que l'on faſſe paſſer par la Toscane les Troupes Eſpagnoles, qui ſeront envoyées dans les Etats de Parme, en ſuivant le Reglement, qui, dans ce cas, ſeroit fait pour la marche, & le bon ordre, afin qu'elles ne ſoient point à charge.

Sa Maj. Imp., Sa Majeſté Très-Chrét., Sa Maj. Brit., & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies des Païs-Bas, ſeront priez & invitez par Sa Maj. Cath. & par S. A. R. de garantir auſſi le préſent Article ſéparé, qui ſera ratifié tant par Sa Majeſté que par S. A. R. & l'échange des Ratifications ſe fera à Florence dans le terme de trois mois à compter de la date du préſent Article, ou plûtôt, ſi faire ſe peut: En foi de quoi, &c.

(L. S.) *Fra Salvatore Aſcanio.* (L. S.) *Carlo Rinuccini.* (L. S.) *Jacopo Giraldi.*

Arrangement pris par les Miniſtres Plenipotentiaires d'Eſpagne & de Toſcane, pour la Reception & Reſidence du Sereniſſime Infant Don CARLOS *Succeſſeur immediat du Sereniſſime Grand Duc, dans ſes Etats.*

LE Sereniſſime Grand Duc & la Sereniſſime Electrice Palatine ſa Sœur, voulant donner les plus grandes, & plus affectueuſes preuves de leur eſtime pour le Sereniſſime Prince Infant Don Carlos, il eſt reglé & arrêté que lorsque le Sereniſſime Prince abordera & debarquera à Livourne, il y ſera reçû & reſpecté par le Gouverneur, avec tous les Honneurs dûs à la Dignité de ſon rang & à celle du Succeſſeur immediat du Sereniſſime Grand Duc, de la même maniere qu'il s'eſt toujours pratiqué à l'égard du Sereniſſime Grand Prince Ferdinand, de glorieuſe Memoire.

Un ou pluſieurs Gentilshommes envoyez expreſſement par L. A. ſe trouveront à Livourne, pour y recevoir & ſervir le Sereniſſime Prince Infant, qui prendra ſon Logement dans l'appartement qu'occupoit le ſuſdit Sereniſſime Grand Prince Ferdinand; & leurs Alt. ſachant bien que le Sereniſſime Prince ne pourroit avoir, à ſon arrivée, ſes propres équipages tout prêts, auront ſoin qu'il s'en trouve à Livourne, avec un détachement des Gardes du Corps, des chevaux de l'Ecurie de S. A. R. & quelques Officiers de leur Cuiſine & de leur Maiſon, pour ſervir le Sereniſſime Prince, pendant le court ſéjour qu'il feroit dans cette Ville, & à ſon arrivée à Florence, où le Sereniſſime Prince Infant commencera à ſe traiter à ſes propres depens & toute ſa Cour, ainſi qu'on en eſt convenu.

Le Sereniſſime Infant, en arrivant à Florence, ſe rendra directement au Palais, où il trouvera préparé pour ſon Logement un des appartemens le mieux meublé & le plus proche de celui de Son Alteſſe Electorale Palatine, afin que Son Alteſſe Electorale ſoit d'autant plus près de la perſonne du Sereniſſime Prince & qu'elle puiſſe avoir pour ſa précieuſe conſervation, & pour toutes les autres choſes qui concerneroient le ſervice de ſa perſonne, comme le choix des Gentilshommes, & autres Domeſtiques qu'on trouvera à propos de prendre en Toscane, le même ſoin que S. A. Electorale auroit pour ſon propre Fils.

Dans toutes les autres occaſions le Sereniſſime Prince Infant Don Carlos, ſera traité par Leurs Alteſſes & reſpecté d'un chacun avec les mêmes marques d'Honneur & d'Eſtime, qui ont été en uſage en cette Cour envers le Sereniſſime Grand Prince Ferdinand. Son Alteſſe Royale permettra au Sereniſſime Prince Infant Don Carlos de former & entretenir à ſes dépens, une Garde particuliere compoſée de Nobles Toscans, s'il juge à propos d'en former un Corps.

En foi de quoi le préſent Arrangement a été arrêté par les ſouſſignez Miniſtres Plenipotentiaires d'Eſpagne & de Toſcane, en vertu de leurs Pleins-pouvoirs; & ils y ont fait apposer le Sceau de leurs Armes. Fait à Florence le 25. de Juillet 1731. ANNO 1731.

(L. S.) *Fra Salvatore Aſcanio.* (L. S.) *Carlo Rinuccini.* (L. S.) *Jacopo Giraldi.*

Declaration du Roi d'Eſpagne au ſujet de cette Convention.

COmme il eſt arrivé qu'avant qu'on eût aucune connoiſſance à Florence, du Traité conclu à Vienne le 22. Juillet de la préſente année, entre Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique & entre Sa Sacrée Majeſté le Roi de la Grande Bretagne, il y avoit une certaine Convention ſignée audit Florence le 25. du même mois de Juillet par les Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté le Roi Catholique, & par ceux de Son Alteſſe Royale le Grand Duc de Toscane, laquelle Convention ne tendoit qu'à l'utilité & au bien particulier de ſon Alteſſe Royale, & de ſa Sœur, la Sereniſſime Electrice Palatine Douairiere, & ne pouvoit être regardée que comme un engagement de Famille, ſans aucun préjudice des engagemens contractez entre les principaux Princes de l'Europe; & particulierement du Traité de la Quadruple-Alliance, de la Paix conclue à Vienne le 7. Juin 1725.; auſſibien que du ſuſdit Traité du 22. Juillet de la préſente année, & qui par conſéquent ne doit avoir lieu qu'autant qu'elle ne contient rien de contraire aux Droits des Puiſſances qui n'ont pas concouru à ladite Convention, ni aux engagemens pris entr'eux. Mais pour ôter tout ſujet de doute, il a été jugé néceſſaire d'expliquer, par un Inſtrumeot ſolemnel, l'intention de Sa Sacrée Majeſté le Roi Catholique, quant à ce qui concerne la ſuſdite Convention.

A cet effet, moi ſouſſigné Miniſtre Plenipotentiaire de Sa Sacrée Majeſté le Roi Catholique, en vertu des Lettres & Pleins-pouvoirs que j'ai au préalable montrez & fait reconnoître, j'atteſte & j'affirme au nom de Sa ſuſdite Majeſté le Roi Catholique que par la Convention conclue & ſignée à Florence le 25. de Juillet de la préſente année, il n'eſt en aucune maniere derogé à tout ce à quoi Sadite Majeſté Catholique s'eſt engagée par rapport au Traité de Vienne en Autriche du 22. du même mois, envers les autres Parties Contractantes du même Traité; & que la ſuſdite Convention ne peut ni ne doit aucunement préjudicier aux interêts de Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique non plus qu'à ceux de Sa Sacrée Majeſté le Roi de la Grande Bretagne.

En échange, nous ſouſſignez Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique, en vertu des Pleins-pouvoirs, montrez au préalable, & reconnus pour valables, nous acceptons au nom de Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique, & de la meilleure maniere que faire ſe puiſſe, la Déclaration ſuſdite au ſujet de la Convention ſignée à Florence le 25. Juillet de l'Année préſente.

En foi de quoi nous ſouſſignez avons ſigné & ſcellé le préſent Inſtrument de Déclaration dans le même tems que l'on a échangé les Lettres de Ratification. Fait à Vienne le 9. Septembre 1731.

Remarques de l'Empereur ſur la Convention précedente.

SA Majeſté Imperiale & Catholique a de tout tems donné à connoître, que le repos & la dignité de S. A. R. le Grand Duc de Toscane, la ſûreté de ſes Etats & les intérêts de S. A. R. l'Electrice Douairiere Palatine ſa Sœur, Lui tenoient extrêmement à cœur: & même dans les circonſtances les plus delicates on en a eu tout le ſoin, que l'attachement inviolable aux Traites precedens a pû permettre. Ce fut dans cette vûe, que dans le Traité ſigné ici le 22. Juillet paſſé, on a ſtipulé les Garanties les plus fortes & les plus ſolemnelles en faveur du Grand Duc, & que l'on y a fait mention expreſſe des intentions benignes de S. M. C. à l'égard de tout ce qui pourroit Lui faire plaiſir, intentions, qui regardoient ſur tout les avantages de l'Electrice Douairiere Palatine ſa Sœur, pour leſquels la Cour Imperiale a ſouvent reïteré ſes inſtances auprès de celle d'Eſpagne.

L'Empereur eſt donc très-éloigné de trouver à redire

ANNO 1731. dire à ce qui ne va pas plus loin, que d'assurer au Grand Duc & à l'Electrice Douairiere sa Sœur les avantages susdits, sans donner atteinte aux Traités faits entre les principales Puissances de l'Europe, ni à ses droits suprêmes qui y sont si clairement énoncés.

Mais quelque disposé qu'il fût à concourir à ce qui pourroit leur faire plaisir, il ne peut que desapprouver tout ce qui paroit être contraire à ces mêmes Traités & à ces mêmes droits, prêt d'ailleurs à assurer le but, qu'on dit s'être uniquement proposé, par des moyens qui y sont convenables: de sorte que pour expliquer avec toute la clarté & la précision possibles, les sentimens de S. M. I. & C. sur la Convention signée à Florence le 25. Juillet passé, il est bon de distinguer ce qui n'y est sujet à aucune difficulté, d'avec ce qui n'est pas suisable.

Primò. L'Empereur ne trouve nullement à redire, que le Grand Duc & l'Electrice Douairiere sa Sœur reconnoissent la Succession immediate du Ser. Infant Don Carlos; cette reconnoissance étant en elle-même une suite naturelle de l'accession au Traité du 22. Juillet, à laquelle S. A. R. a été invitée. Mais que le droit dudit Infant, bien loin d'être fondé dans la Quadruple Alliance & dans les autres titres, qui y ont du rapport, paroisse être attribué au consentement du Grand Duc & de sa Sœur, & à la reconnoissance du Senat, c'est ce qui repugne évidemment à tant d'engagemens pris par les principales Puissances de l'Europe, au Diplome de Charles Quint, & à la nature de plusieurs Fiefs, possedés comme tels dès à present par le Grand Duc.

Secundò. On ne pretend pas examiner ici, si la feudalité, dont il est parlé dans la Quadruple Alliance, doit commencer ou non, avant l'extinction entiere de la famille de Medicis? mais si par les mots: *assoluta podestà ed independenza*: glissés dans l'Article VI. de la Convention en question, on pretendoit aneantir toute dependance, de quelque nature qu'elle soit, l'Empereur ne pourroit se dispenser d'y contredire, pour tant de raisons assez connuës, & qu'il est inutile de repeter dans le present Ecrit.

Tertiò. Il n'est pas dans le pouvoir du Grand Duc, de ceder à d'autres les Privileges & Concessions, que sa Famille ne tient que de la munificence des Empereurs, Prédecesseurs de S. M. I. & C. Mais ces Privileges & Concessions doivent toujours émaner de la même source à l'égard de tous ceux, qui voudroient s'en prévaloir.

Quartò. Le Titre de *Grande Ducheſſe* peut être accordé à l'Electrice Douairiere Palatine par un Diplome Imperial, en cas que l'Empereur en soit duement requis: mais Elle ne sauroit l'obtenir valablement par aucune autre voye.

Quintò. L'Empereur n'a aucune repugnance d'autoriser ladite Electrice Douairiere pour être Tutrice de l'Infant & Regente du Païs pendant sa minorité & son absence. Mais Lui seul peut accorder ce que l'on appelle *Venia ætatis*, & lui seul est en droit de constituer la Tutele: le Droit feodal & la disposition de la Quadruple Alliance étant claire & précise à cet égard.

Enfin il est hors de doute, qu'en vertu des Lettres d'Investiture éventuelle, la possession du Grand Duché de Toscane est duë à l'Infant Don Carlos, dès que la famille mâle de Medicis sera eteinte. Mais qu'on passe sous silence ces mêmes Lettres d'Investiture éventuelle & tous les devoirs, qui en resultent, & qu'independemment de tout ceci on presume d'attribuer ladite possession à l'Infant Don Carlos, c'est s'éloigner de l'esprit & de la lettre de tant de Traités solemnels, faits depuis quelques années.

Voici les principaux motifs, pour lesquels on ne peut se dispenser de desapprouver la Convention du 25. Juillet. Il auroit été sans doute plus convenable, que S. A. R. au lieu de prêter les mains à cette Convention, eût accedé au Traité fait ici le 22. du même mois, selon l'invitation qui Lui en a été faite. Car quoi qu'on ait donné à connoitre à Mr. le Marquis Bartolomei, qu'il étoit indifferent à l'Empereur, que le Grand Duc traite avec l'Espagne à Florence, ou à Vienne, on n'a eu garde de lui insinuer, que dans des points, qui touchent de si près les droits suprêmes de S. M. I. & qui s'étendent au delà des interêts de famille à famille, on puisse s'éloigner de la disposition des Traitez précedens. Il s'agit donc de redresser & éclaircir ce qui dans la Convention susdite est ou peu conforme aux engagemens pris par les principales Puissances de l'Europe, ou susceptible d'un sens qui y seroit contraire. Et c'est le but, qu'on s'est proposé dans le Projet de l'Acte d'accession & de declaration ci-joint, où content de se garantir contre le préjudice qui pourroit naître de la Convention dont il s'agit, on a du reste menagé les termes en sorte, que tout le monde doit être convaincu, qu'on s'empresse en cette occasion comme en toute autre, à apporter de ce côté-ci toutes les facilités possibles. ANNO 1731.

CXLVIII.

Traité d'Alliance (1) *entre les Cours Electorales de Hanovre & de Saxe conclu à Dresde le* 3. *Août* 1731. 3. Août.

QU'il soit notoire comme ainsi soit que les Prédecesseurs des Maisons Electorales de Saxe & de Brunswich-Lunebourg, ayent de toute ancienneté entretenu ensemble une bonne intelligence particuliere, laquelle non seulement a donné lieu au Traité d'Union hereditaire perpetuelle dont l'on est convenu dans l'année 1687. entre les deux Maisons, & a été continuée sans interruption jusqu'à présent & transmise aux deux Princes regnans, mais depuis a été augmentée par la proximité que le Sang établit entre eux, & par la consideration personnelle qu'ils se portent l'un à l'autre; & que sur ces motifs & fondemens, il ait été agrée de part & d'autre de cultiver & cimenter ulterieurement ce lien d'Union, d'Amitié, de Confidence & de bon Voisinage, dont on s'est si bien trouvé jusqu'ici, & à cette fin de dresser ensemble un nouveau Traité défensif accommodé aux circonstances du tems présent, & à la sûreté & prosperité de leurs Païs & Sujets respectifs; à ces causes les deux Parties sont convenues des Articles suivans qu'elles ont fait traiter & conclure par leurs Ministres, munis de Pleins-pouvoirs à ce sujet.

Article I.

Cette Convention & Alliance défensive n'a pour but de lezer ni d'offenser personne, moins encore l'Empereur & le Saint Empire Romain, mais elle est faite uniquement en vuë de maintenir les Droits & les Privileges des deux hauts Contractans, comme aussi pour conserver & défendre leurs Etats & Sujets contre toutes attaques & violences, de même que toutes prétensions, Entrées dans leurs Païs, Invasions Ennemies, Passages de Troupes & établissemens de Quartiers, Assemblées & Revuës d'Armées, Contributions & Exactions contraires aux Constitutions, & aux Ordonnances d'Exécutions de l'Empire, par qui & sous quelque nom & prétexte que ce puisse être.

II.

Pour cette fin les deux Confederez veulent prendre une entiere confiance l'un en l'autre, & se tenir étroitement liez pour s'entr'aider de conseil & d'effet, procurer le bien l'un de l'autre, s'avertir du mal & du dommage qui pourroit les menacer & les détourner, communiquer & consulter souvent & confidemment ensemble, sur tous les évenemens dont il pourroit resulter des troubles & des dangers, & sur les moyens de les éloigner, & autant qu'il sera possible, prendre ensemble des mesures conformes, & telles qu'elles puissent être avantageuses au Public principalement au service, à l'honneur, au bien, à la liberté & sûreté de Sa Maj. Imp. & de l'Empire, aussi les Hauts Contractans veulent ordonner aux Ministres qu'ils auront tant a la Diète de l'Empire, qu'aux Assemblées des Cercles, & par tout ailleurs, de correspondre & communiquer confidemment ensemble; & afin que cette bonne intelligence soit d'autant moins interrompue, en cas qu'il survînt quelques différens entre les deux Maisons Electorales, & leurs Sujets respectifs, l'on tâchera avant toutes choses de les composer à l'amiable, & l'on n'en viendra point à des voyes de fait, avant que d'avoir au préalable tenté tous les moyens propres à accommoder les choses d'une maniere équitable.

III.

En vertu de la présente Alliance les Hauts Alliez

(1) Ce Traité a été renouvellé en 1736.

ANNO 1731. se promettant reciproquement qu'au cas que l'un d'eux vienne à être attaqué par qui que ce puisse être dans ses Païs & Provinces, & dans ses Droits & Privileges contre les Conſtitutions de l'Empire, ou bien à être incommodé, troublé & molesté dans ſes Païs par des Enrôlemens, des Revues, des Quartiers, des Garniſons, des Marches, des Contributions, des Demandes, des Proviſions, & des Munitions, ou par d'autres charges & exactions ſemblables, ou au cas que l'on eût des avis certains que telles choſes dûſſent arriver, l'autre prendra fidelement le parti du lezé, & ſera tenu de lui prêter réellement & en effet le ſecours promis dans cette Alliance, mais aucun des Alliez ne pourra être requis de fournir du ſecours à l'autre, ſi l'un d'eux, ſans communication avec ſon Allié, & ſans ſon conſentement, attaquoit quelqu'un en Ennemi, & à main armée, & que par-là il fut attaqué & pourſuivi lui même dans ſes propres Païs, ou dans ſes Droits par l'Offenſé ou par ſes Alliez.

IV.

Dans cette Alliance ſont compris les deux Electorats & les Païs qui y ſont incorporez, comme auſſi tous les Païs y appartenans ſituez en Allemagne, auſſi le Traité d'Union héréditaire de 1687. dont il eſt fait mention ci-deſſus, demeure à cet égard & à tous autres dans toute ſa force, comme s'il étoit effectivement inſeré dans la préſente Alliance.

V.

Pour ce qui concerne le Secours; les Hauts Alliez ſont convenus pour cette fois-ci, ſans que cela puiſſe tirer à conſéquence que l'une des deux Parties aſſiſtera & aidera l'autre, le cas de l'Alliance exiſtant, de trois mille hommes de Troupes Allemandes, ſavoir deux mille hommes d'Infanterie & mille de Cavalerie; mais au cas que le Requerant trouvât néceſſaire qu'il y eût une autre proportion de Cavalerie par raport à l'Infanterie, ou de celle-ci par raport à la premiere, en tel cas celui qui aura été requis ſera tenu de lui complaire, & de lui prêter la main autant qu'il le pourra avec l'Infanterie ou la Cavalerie qu'il aura ſouhaité, moyennant qu'il ſoit pourvu lui-même de l'une ou de l'autre au delà du nombre marqué dans l'Alliance, & qu'il puiſſe la tenir prête, & pour lors un Cavalier ou Dragon ſera évalué pour trois hommes de pied, & afin que la différence des armes & de leurs calibres dans les operations, qui pourront ſurvenir, ne cauſe aucun déſordre, comme il arrive ſouvent, l'on a trouvé bon que le cas de l'envoi du ſecours arrivant, l'on s'entendra enſemble auparavant & à tems, l'on conviendra de l'égalité des armes.

VI.

Si le ſecours dont on eſt convenu dans cette Alliance, n'étoit pas ſuffiſant à pouvoir détourner le danger où ſe trouvera l'Offenſé, en ce cas les Hauts Alliez conviendront pour l'augmenter au double & même au triple, & ils le regleront de façon que la Partie requerante ait du moins chaque fois autant de Troupes que la Partie requiſe; auſſi dépendra-t'il de la volonté du Requerant de demander tout, ou en partie le Secours ſtipulé.

VII.

Chaque Allié eſt tenu de fournir dans le terme de quatre ſemaines depuis la requiſition faite, réellement, ſans excuſe, oppoſition, ni delai ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, dans le Païs du Requerant le Secours ſtipulé; cependant il ne ſera point obligé de rompre avec l'Aggreſſeur, mais bien autant qu'il ſera poſſible d'interpoſer auprès de lui tous les bons offices les plus propres à procurer à l'Offenſé une ſatisfaction & une ſûreté convenable: mais ſoit que ces bons offices portent leur effet ou non, la Partie requiſe n'en ſera pas moins tenue de prêter réellement le Secours ſtipulé & le continuer juſqu'à ce que la Partie lezée ſoit pleinement rétablie dans l'état où elle ſe trouvoit avant l'invaſion & juſqu'à ce que le dommage & le tort qu'elle aura ſouffert, ait été dûment reparé, à moins que celui qui fournit le Secours ne fût envahi & pourſuivi lui-même, & que pour ſa propre défenſe & délivrance, il n'eut beſoin en tout ou en partie de ſes Troupes Auxiliaires. ANNO 1731.

VIII.

Lorſque les Troupes ſe ſeront jointes, l'Officier qui commandera les Troupes Auxiliaires, exercera ſur elles ſans difficulté ni empêchement aucun le commandement & la juriſdiction, mais il ſera obligé de tenir bon ordre & diſcipline Militaire, & de châtier exemplairement les Coupables ſans delai, connivence, ni égard quelconque, & au cas que la Partie à qui aura été fourni le Secours, ne ſoit pas ſatisfaite du châtiment qu'aura infligé le Général ou l'Officier Commandant de la Partie requiſe, cet Officier tiendra les Déſoeuvrés de quelque état ou condition qu'ils ſoient, auſſi long-tems en arrêt, juſqu'à ce que les Hauts Confederez en ayent communiqué enſemble. Pour le Commandement général en Campagne, & dans les Expeditions Militaires, il reſtera à celui des Alliez & à ſon Général à qui ſera envoyé le Secours, de maniere pourtant que l'on n'entreprendra rien d'important avant que d'avoir déliberé & pris préalablement reſolution ſur la choſe dans un Conſeil de Guerre, en préſence du Général ou Officier Commandant, qui aura été envoyé par la Partie requiſe.

IX.

Celui des Alliez qui aura beſoin ſera connoitre à tems la qualité de l'Officier qu'il deſtine à commander en Chef, afin que la Partie qui aſſiſtera puiſſe ſe régler là-deſſus, & envoyer avec ſes Troupes Auxiliaires un Officier Commandant qui n'ait pas de plus haute Charge que l'autre.

X.

Le Requerant eſt tenu de fournir à ſes dépens le gros Canon, les Munitions, & tout ce qui appartient à l'Artillerie de Campagne dont on aura beſoin pour l'operation Militaire, en quoi cependant la Partie requiſe lui prêtera la main, moyennant un payement & une ſatisfaction raiſonnable, s'il a proviſion de ces choſes dans le Voiſinage, & qu'il puiſſe s'en paſſer ſans ſe faire tort; la Partie requiſe de ſon côté pourvoira ſes Troupes de pieces de Canon de Regiment, & de petites pieces neceſſaires.

XI.

Celui qui donne le ſecours eſt obligé d'entretenir ſes Troupes Auxiliaires à ſes dépens, mais le Requerant mettra ordre à ce qu'on leur fourniſſe & vende à un prix raiſonnable & ſur le pied qu'il le peut avoir pour ſes propres Troupes, les Vivres & l'Avoine néceſſaires, que l'on payera regulierement tous les mois; à l'égard du Foin, de la Paille, & du Pâturage on en donnera aux Troupes Auxiliaires gratuitement.

XII.

Lorſqu'on envoyera réellement le Secours, les Hauts Alliez conviendront au juſte des Reglemens pour l'entretien des Troupes, pour la formation des Regimens, des Compagnies, & autres choſes ſemblables, l'on obſervera en toutes choſes une parfaite égalité autant qu'il ſera poſſible, & l'on évitera & ſe précautionnera du mieux qu'il ſe pourra faire contre toutes confuſions & déſordres.

XIII.

Aucun des Alliez ne demandera à l'autre des paſſages inutiles des Troupes par ſes Païs, mais en cas qu'une néceſſité indiſpenſable, eu égard à la ſituation du Païs, exige ce paſſage, l'on ſe conformera en tout au Reglement pour la Marche des Troupes, dont l'on eſt convenu de part & d'autre, établi le 27. Decembre 1687. ſans rien faire qui y ſoit contraire.

XIV.

Les deux Hauts Alliez ſe reſervent expreſſement ce à quoi ils ſont tenus envers leurs Maiſons, con-

ANNO 1731. formement aux Pactes de Familles, & ils s'en tiennent également aux Alliances, Engagemens & Reglemens, par lesquels ils ſe trouvoient liez avec d'autres, & cela d'autant plus qu'ils ſont d'une nature à ne point les empêcher de remplir les Obligations de la préſente Alliance.

XV.

Cette Alliance doit durer trois ans, & avant qu'ils ſoient écoulez l'on traitera de la néceſſité de la continuer; mais ſi vers la fin du tems fixé l'on ſe trouvoit dans un danger réel, & en des operations Militaires, l'on continuera de fournir ce à quoi l'on eſt obligé en vertu de la préſente Alliance juſques à ce que le danger ait ceſſé.

XVI.

L'on a *agréé* & l'on eſt convenu que ſi quelque Etat de l'Empire avoit intention d'acceder à la préſente Alliance, & donnoit à connoître en avoir envie, il y ſera admis par commun accord & conſentement, moyennant des Conditions proportionnées, ſur leſquelles les deux Alliez delibereront quand le cas y écherra.

XVII.

Le préſent Traité ſera en outre ratifié par les deux Hauts Contractans, & les Ratifications ſeront échangées dans le terme de ſix ſemaines, à compter du jour de la date d'icelui, ou plûtôt ſi faire ſe peut.

XVIII.

Enfin de ce qui eſt contenu ci-deſſus tout ce qui a été ainſi traité, & dont l'on eſt convenu, a été expedié en double, & en ont ſigné & ſcellé les Miniſtres Plénipotentiaires des deux Parties, chacun un Exemplaire, & ont été les deux Exemplaires échangez. Ainſi fait & donné à Dreſde le 3 Août 1731.

CXLIX.

16 Octob. ***Reſolution Imperiale pour l'Emancipation de la Tutelle de l'Infant d'Eſpagne Don* CARLOS *du 16. Octobre 1731.***

L'Empereur ayant agréé l'Avis donné par le Conſeil Imperial Aulique touchant l'Emancipation à la Tutelle de Don Carlos Infant d'Eſpagne, cet Avis fut publié audit Conſeil le 16. de ce mois d'Octobre & contient ce qui ſuit.

1. On doit mettre dans les Archives de l'Empire, l'Original de la Letre que le Roi d'Eſpagne a envoyée à l'Empereur, datée à Seville le 15. de Septembre au ſujet de ladite Emancipation de Don Carlos avec la Declaration dudit Roi, de ne pas ſe mêler de la Tutelle Imperiale dudit Infant ſon Fils, mais de la reconnoître & de n'entreprendre rien contre icelle. Sa Majeſté Imp. ayant accepté & confirmé cette Emancipation & Declaration par ſon autorité Imperiale, afin que l'Uſage & les Droits de l'Empire Romain reçûs dans les Fiefs de l'Italie, fortiſſent leur effet.

2. L'Infant D. Carlos étant encore Mineur, l'Empereur en vertu de ſa Puiſſance Imperiale lui donne pour Tuteurs la Sereniſſime Princeſſe Dorothée Sophie Ducheſſe Douairiere de Parme & de Plaiſance, ſon Ayeule Maternelle, & le Grand Duc Jean Gaſton.

3. Il ſera écrit à cette Princeſſe & à ce Prince que comme il n'y a plus de doute ſur l'extinction de la ſucceſſion Maſculine de la Maiſon Farneſe, & que par conſequent le cas de la Vacance des Duchez de Parme & de Plaiſance alleguée dans la Quadruple Alliance eſt effectivement arrivée & qu'ainſi pour le plus grand affermiſſement de ladite Alliance & de l'Inveſtiture éventuelle ſuivie en après, item en conſequence de ce qui eſt reglé par le Traité de Vienne du 7. Juin 1725. l'Infant Don Carlos, en qualité d'un nouveau Vaſſal, appellé à ſes Fiefs Imperiaux de Parme & de Plaiſance, doit ſucceder. Mais comme ce Prince à cauſe de ſa Minorité n'eſt pas encore en état d'adminiſtrer ſes affaires, ni d'exécuter ce qui eſt requis par les Letres Patentes de ladite Inveſtiture éventuelle, que de plus, aucun Roi d'Eſpagne n'eſt en droit d'accepter ni de gérer la Tutelle d'un pareil Prince, appellé à une pareille ſucceſſion & que ledit Roi, eu égard à tout cela, & pour l'exécution de toutes les choſes auxquelles il eſt obligé, par les Conventions faites, concernant la Tutelle, a affranchi ledit Infant Don Carlos de ſon pouvoir Royal & Paternel, & l'a fait par là ſon propre Maitre & l'a delivré de tout lien de puiſſance Royale & Paternelle, & que ledit Roi a envoyé à l'Empereur la Letre qui contient la Déclaration de ladite Emancipation & affranchiſſement en date du 15. Septembre dernier ſignée de ſa propre main, cachetée du Cachet des Armes Royales, & contre ſignée par ſon premier Secretaire d'Etat; & que pour raiſon de tout ceci il eſt néceſſaire d'établir à Don Carlos des Tuteurs & Curateurs qui pendant ſa minorité ayent ſoin de ſes affaires, qui reconnoiſſent, promettent & executent ce que, en conformité des Letres d'Inveſtiture éventuelle, ce Prince, s'il étoit Majeur, ſeroit obligé de promettre & d'exécuter.

ANNO 1731.

A ces cauſes, Sa Majeſté Imperiale par ſon pouvoir Imp. a nommé, établi & donné par la preſente pour Tuteurs & Curateurs audit Prince ladite Ducheſſe Sereniſſime Dorothée Sophie, Douairiere de Parme & de Plaiſance, ſon Ayeule maternelle, par la confiance ſur ſes excellentes vertus & par ſon amour & affection envers ledit Infant; & ſon Alteſſe Jean Gaſton Grand Duc de Toscane: Sa Maj. Imp. ne doutant point qu'elle n'eut fait le meilleur choix dans les perſonnes de L. A. dont Sa Majeſté Imper. attend un témoignage aſſuré & agréable par une prompte Declaration de l'acceptation de cet office de Tuteurs & par l'expedition de Pleins-pouvoirs ſuffiſans par leſquels leurs Procureurs, bien inſtruits & munis, ſeront admis au Conſeil Imperial Aulique, pour la preſtation du ſerment des Tuteurs, ſur leurs ames, pour enſuite & après avoir *envoyé* les *Reverſalia* en forme de Convention, ils recevront de la Chancelerie Imperiale Aulique, les Pleins-pouvoirs accoutumez pour l'adminiſtration de ladite Tutelle.

D'ailleurs Sa Majeſté Imperiale eſpere que les Princes Tuteurs enſuite ne laiſſeront rien manquer de leur côté par la préſentation des Pleins-pouvoirs, requis pour recevoir l'Inveſtiture des Duchez de Parme & de Plaiſance, & par la preſtation de tous les autres devoirs accoutumez au Conſeil & à la Chancelerie Aulique Imperiale, afin qu'il n'y ait rien qui les empêche d'obtenir en qualité de Tuteurs l'Inveſtiture actuelle desdits Duchez du Trône Imperial, d'une maniere ſolemnelle & accoutumée, & cela tout au plus dans l'eſpace d'un an à compter du tems de la Poſſeſſion priſe.

Signé,

J. S. HAYECK DE WALDSTETTEN.

Patente Imperiale pour conſtituer les Tuteurs ou Curateurs de l'Infant Don* CARLOS, *du 31 Octobre 1731.

CAROLUS VI, &c.

REcognoſcimus, & notum facimus tenore præſentium univerſis, quod Nos, eum de extinctâ penitus ſtirpe Farneſiâ maſculâ jam nullum plane ſuperſit dubium, atque adeo caſus aperturæ Parmæ, Placentiæque Ducatuum in Quadruplici Fœdere die 18 Auguſti Anno 1718. Londini concluſo, expreſſus exiſtat, quo nimirum ad ejusdem Fœderis & ſubſecutarum Litterarum eventualis Inveſtituræ die 9 Decembris Anno 1723. ac Pacis Viennenſis de dato 7mâ Anno 1725. normam in dictis Ducatibus Sereniſſimus Hiſpaniarum Infans Carolus, Sereniſſimi ac Potentiſſimi Hiſpaniarum Regis Philippi Quinti Filius, tanquam novus ad illa Parmæ ac Placentiæ Feuda Imperialia vocatus Vaſſallus ſuccedere debeat, Is verò ob minorennem ætatem ſuam nec ipſe rebus ſuis præeſſe nec per ſe ea, quæ juxta antedictas eventualia Inveſtituræ Literas, & alias, adimplenda veniunt, præſtare, nullus etiam Hiſpaniarum Rex tutelam ejusmodi Principis ad talem Succeſſionem vocati aſſumere & gerere poſſit, hocque antefatus Sereniſſimus ac Potentiſſimus Hiſpaniarum Rex Philippus Quintus probe agnoſcens, iisque ſatisfacturus, ad quæ conventorum Pactorum tenor Serenitatem ſuam quoad tutelam ſeu curatelam adſtringit, prælibatum Infantem Carolum e Regis & Patria

ANNO 1731. Patria sua potestate dimiserit, ac in statum sui juris posuerit, & ab omni vinculo, quodcunque demum illud sit, Regiæ & Patriæ Potestatis suæ liberum pronunciaverit, hujusque Emancipationis solenne Instrumentum manu Sua Regia subscripserum, Sigilli appositione munitum & à Status Consiliario, atque primo omnium gerendarum rerum Status Secretario subsignatum die 15ti Septembris nuperi exaratum Nobis transmiserit.

Nos Serenissimum Joannem Gastonem Primum, Magnum Ducem Hetruriæ, una cum Serenissima Parmæ, Placentiæque Duce Vidua, Dorothea Sophia, nata Comite Palatina ad Rhenum, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ ac Bergæ Duce, prælaudato Regio Infanti Tutorem seu Curatorem nominaverimus, dederimus, atque Imperiali authoritate nostrâ constituerimus.

Cum igitur Nobis nomine modosati Magni Ducis Plenipotentiarius, ejusque ad Aulam Nostram Cæsaream Ablegatus Extraordinarius Ferdinandus de Bartholomæis Mandatum speciale ad præstandum Tutelæ juramentum, ut & desideratas pro recipiendo à Nobis gerendæ tutelæ seu Curatelæ Talisque administrationi legali tutorio Literas reversales submisse exhibuerit.

Hinc est quod prædictum Ablegatum & Plenipotentiarium ad consuetam Tutelæ seu Curatelæ Juramentum clementissime admiserimus, ipseque illhoc vice, nomine, & in animam Serenissimi sui Principalis hodiernâ die in Consilio Nostro Imperiali Aulico præstiterit.

Nos proinde volumus, omnemque potestatem harum vigore benigne tribuimus, ut præmemoratus Magnus Dux Hetruriæ prærepetiti Hispaniarum Infantis, Principis Caroli, Personæ, dictorum Ducatuum bonorumque ac jurium ad hos pertinentium, tutelam, curam, administrationem Eidem præfatâ authoritate Imperiali collatam, & à sua Dilectione laudabili promptitudine susceptam pro comperta sua prudentiæ, fide ac integritate, quâ legitimus à Nobis dictus & constitutus Tutor seu Curator fideliter gerat, & exerceat, ac omnibus negotiis, & causis Eundem Regium Hispaniarum Infantem Principem Carolum tanquam novum ad Parmæ ac Placentiæ Feuda Imperialia vocatum successorem concernentibus quoties, & ubicunque casus, seu necessitas postulaverit, in judicio, & extra bona fide præsit, commoda & utilitatem pro viribus promoveat, injurias vero & damna sedulo caveat, & avertat, Leges & Pacta in præcitato Quadruplici Fœdere, item in eventualis Investituræ Literis, & Pace Viennensi de Anno 1725. expressa, in quantum nimirum hæc antenominatos Parmæ & Placentiæ Ducatus, eorum administrationem & Serenissimi Principis Caroli Tutelam vel Curatelam, atque petendam desuper, & rite accipiendam Investituram Imperialem concernunt, reversalesque, ut supra, Nobis exhibitæ efflagitant, singulari studio observet, atque usque ad tempus majorennitatis à Lege præscriptum omnia & singula faciat, quæ fidum, probum & diligentem Tutorem, seu Curatorem facere ac peragere decet, ita us de hujusmodi Tutela seu Curatela, & administratione D. O. M. & cum Nobis respective, tum crebro dicto Serenissimo Infanti Principi Carolo rationem suo tempore reddere & præstare possit: Prout Nos prænominatum Tutorem seu Curatorem omni studio, operâ & fide pro injuncto à Nobis sibi officio tam pio sacturum esse nulli dubitamus. Harum Testimonio Literarum manu Nostrâ subscripturarum, & Sigilli Nostri Cæsarei appensione munitarum. Quæ dabantur Viennæ 31. Octobris 1731.

ANNO 1731.

Serment prêté par les Tuteurs ou Curateurs.

EGo Ferdinandus Marchio de Bartholomæis Serenissimi Domini Joannis Gastonis Primi, Magni Ducis Hetruriæ, vigore Mandati in hoc excelso Consilio Imperiali Aulico per me exhibiti constituus Plenipotentiarius & Ablegatus Extraordinarius juro in Deum, & ad Sancta Ejus Evangelia, quod prædictus Serenissimus Dominus Magnus Dux Hetruriæ quâ à Sacra Cæsarea Majestate Serenissimi Domini Hispaniarum Infantis Caroli nominatus Tutor, seu Curator omnia ea, quæ in utilitatem, commodum, & incrementum modo dicti Regii Infantis cedere possint, sedulo sit procuraturus, damna vero & nocumento obnoxia diligenter averturus, Personæ bonisque suis fideliter præfuturus, bonum Inventarium facturus, suo debito tempore susceptæ Administrationis rationes daturus, & cuncta ea, quæ occasione hujus muneris ad manus suas pervenerint, atque Serenissimi Infantis fuerint, eidem extraditurus, & quævis alia sic curaturus, prouti fideli Tutori seu Curatori incumbit, eumque decet, sub Hypotheca omnium bonorum suorum, omni fraude ac dolo semotis. Ita Eundem Serenissimum Principalem meum Deus adjuvet, & sancta Ejus Evangelia.

Lettres Reversales des Tuteurs de l'Infant D. Carlos pour le serment de fidelité à l'Empereur, & à l'Empire.

NOs N. N. legitime constituti Tutores Serenissimi Hispaniarum Infantis Caroli vigore Præsentium agnoscimus & profitemur. Cum Articulo V Fœderis Quadruplicis, die 2. Augusti Anno 1718. Londini concluso, inter alia dispositum sit, ut Status seu Ducatus ab eo, qui tunc in vivis erat, Parmæ, Placentiæque Duce, possessi futuris in perpetuum retro temporibus ab omnibus Partibus contractantibus agnoscantur, & habeantur pro indubitatis Sacri Romani Imperii Feudis masculinis; Sacra quoque sua Majestas Cæsarea Catholica jam tunc pro se, ceu Caput Imperii consenserit, ut si quando casus aperturæ dictorum Ducatuum ob deficientium Hæredum masculorum stirpis Farneſiæ contingat, tunc præfatus Serenissimus Hispaniarum Infans Carolus, hujusque descendentes masculi ex legitimo matrimonio nati, iisdemque deficientibus secundus aut alii posteriti præsentis Hispaniarum Regiæ, ostæ Ducis Parmæ & Placentiæ Filii, pariter una cum eorum Posteris masculis ex legitimo matrimonio natis, in antedictis Statibus seu Ducatibus succedant; post hæc vero obtento pro corroborandis iis, de quibus tunc convenerat Imperii consensu Litteræ Eventualis Investituræ die 9. Decembris Anno 1722. expeditæ & vicissim ad implendas conditiones in iisdem expressas peculiares Reversalium ac Guarantiæ Literæ nomine eorum, qui rebus tunc præerant. Hispaniarum, Galliarum & Magnæ Britanniæ Regum extraditæ fuerint; hæcque omnia & singula Instrumento Pacis die 7. Junii Anno 1725. inter suam Majestatem Cæs. & Cathol. Sacrumque Romanum Imperium ex una, tum Majestatem Suam Catholicam ex altera parte concluso, dein vero Tractatu die 22. Julii præsentis Anni Viennæ Austriæ subscripto denuo firmata ac corroborata sint, jam vero in eum statum res devenerint, ut nullum plane de extincta penitus stirpe Farneſiâ Masculâ dubium superſit, atque adeo casus aperturæ in Quadruplici Fœdere expressus existat, & possessio prædictorum Ducatuum nomine sæpefati Sereniſſimi Hispaniarum Infantis Caroli, e patria ac Regia potestate solenni emancipationis Instrumento dimissi, per Nos utpote à Sacra Sua Majestate rite ac legitime constitutos Ejusdem Tutores capienda, prius vero à Nobis peculiaribus reversalium Literis nomine sæpefati Infantis Caroli ea agnoscenda & promittenda veniant, quæ ipse Infans Carolus, si adultæ ætatis foret, tanquam nnvus & non ex pacto & providentia Majorum ad prædicta Imperii Feuda vocatus Vassallus agnoscere, atque ad eadem adimplenda obstringere sese debuisset. Hinc est quod Nos, à Sacra Sua Mateſt. Cæs. Cathol. rite constituti Sereniſſimi Hispaniarum Infantis Caroli Tutores, nomine ac vice Ejusdem Infantis, ac Ipsius Hæredum & Successorum, ad Parmæ, Placentiæque Ducatus, uti supra dictum est, vocatorum in meliore modo ac forma qua de jure, consuetudine, & Lege Imperii id fieri potest ac debet, promittimus, ac spondemus, prædictum Principem Carolum, Ejusque Hæredes, ac Successores ad antememorata Imp. Feuda vocatos Sacræ Suæ Cæsareæ Majestatis, & secuturis Romanorum Imperatoribus & Regibus, ac Sacro Romano Imperio perpetuo fideles & obedientes futuros contra omnes homines, neque minus Nos Tutorio nomine, intra Annum & Diem à tempore adeptæ possessionis computandum, ipsum vero Infantem Carolum, ejusque Successores quoties deinceps suo tempore casus evenerit, realem, actualem & propriè ita dictam Investituram a Sacra Cæsarea Majestate, Ejusque Successoribus, Romanorum Imperatoribus, & Regibus, vel ipsosmet, vel post præviam Cæsaream dispensationem per legitimos, validos, ac sufficiente Mandato Instructos Procuratores tempore, loco, styloque consuetis

ANNO 1731. requisituros, debitum homagium facturos, ac præstitis prius quibuscunque penes Consilium ac Cancellariam Imperialem Aulicam, quæ alias pro diversitate casuum præstari juris aut moris est, consuetâ formâ ac modo recepturos; & solitum desuper subjectionis ac fidelitatis jusjurandum præstituros, prout in Feudis ac Homagiis Italicis recepti Cæsarei Romano-Germanici juris aut moris est, ac denique omnia ea sedulo observaturos, quæ obedientes Principes ac Vassallos Sacræ Cæsareæ Majestatis, Sacrique Romani Imperii agere & præstare decet & convenit.

Prædicta omnia rata ac firma esse vigore harum Literarum reversalium promittimus, manu nostra, Tutorio nomine subscriptarum, ac sigillorum nostrorum appensione munitarum: quæ dabantur, &c.

ANNO 1731.

Acte d'Emancipation de l'Infant Don CARLOS *de la part du Roi d'Eſpagne.*

NOs Philippus V. Hiſpaniarum, &c. Agnoſcimus ac profitemur. Cum Articulo quinto Fœderis Quadruplicis, die ſecundâ Auguſti, Anno Milleſimo Septingenteſimo Decimo Octavo Londini concluſi, cui ſolenni Inſtrumento die 17. Februarii Anni Milleſimi Septingenteſimi Vigeſimi Hagæ Comitum ſubſcripto, Nos quoque acceſſimus, inter alia diſpoſitum ſit, ut Status ſeu Ducatus a Magno Duce Hetruriæ, & eo, qui tunc in vivis erat, Parmæ, Placentiæque Duce poſſeſſi futuris in perpetuum retro temporibus ab omnibus Partibus Contrahentibus agnoſcantur, & habeantur pro indubitatis Sacri Romani Imperii Feudis Maſculinis; Sereniſſimus quoque ac Potentiſſimus Princeps, ac Dominus Carolus Sextus Romanorum Imperator, Frater Noſter Chariſſimus, jam tunc pro ſe, ceu Caput Imperii conſenſerit, ut, ſi quando caſus aperturæ dictorum Ducatuum ob deficientiam hæredum Maſculorum ſtirpis Mediceæ aut Farneſiæ contingat, tunc Chariſſimus Filius Noſter, Sereniſſimus Hiſpaniarum Infans Carolus ex Dilectiſſima Conjuge Noſtra, Sereniſſima ac Potentiſſima Principe, ac Domina Eliſabetha Hiſpaniarum Regina, nata Duce Parmæ, & Placentiæ ſuſceptus, hujusque Deſcendentes maſculi ex legitimo Matrimonio nati, iisque deficientibus ſecundus, aut alii poſtgeniti ejusdem Reginæ filii pariter una cum eorum poſteris maſculis ex legitimo matrimonio natis, in a dictis Statibus ſeu Ducatibus ſuccedant; neque minus eodem Articulo quinto transactum ac ſolenni ſtipulatione cautum ſit, quod nullus unquam Hiſpaniarum Rex Tutelam ejusmodi Principis ad eventualem quam diximus ſucceſſionem vocati aſſumere poſſit aut gerere valeat; poſthæc vero obtento pro corroborandis iis, de quibus tunc convenerat, Imperii conſenſu Literæ eventualis Inveſtituræ in forma, de qua pariter convenerat, die nonâ Decembris Anno 1723. expeditæ, & viciſſim ad impiendas Conditiones in iisdem expreſſas peculiares Reverſalium ac Guarantiæ Literæ nomine eorum qui rebus tunc præerant, Hiſpaniarum, Galliarum, & Magnæ Britanniæ Regum extraditæ fuerint, hæcque omnia & ſingula Inſtrumento Pacis die 7. Junii Anno 1725. inter præfatum Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem ac Dominum Carolum Sextum Romanorum Imperatorem, Sacrumque Romanum Imperium ex una, & nos ex altera parte concluſo, dein vero Tractatu die 22. Julii præſentis Anni Viennæ Auſtriæ ſubſcripto denuo firmata ac corroborata ſint; jam vero in eum ſtatum res devenerint, ut nullum plane de extincta penitus ſtirpe Farneſia maſcula dubium ſuperſit, atque adeo caſus aperturæ Parmæ Placentiæque Ducatuum in Quadruplice Fœdere expreſſus exiſtat, & poſſeſſio prædictorum Ducatuum nomine Chariſſimi Filii Noſtri Sereniſſimi Hiſpaniarum Infantis Caroli capienda ſit, hic vero ob minorennem ætatem ſuam nec ipſe rebus præeſſe, nec per ſe ea, quæ juxta antedictas Literas eventualis Inveſtituræ adimplenda veniunt, præſtare poſſit.

Hinc eſt, quod Nos ſatisfacturi iis, ad quæ antememoratorum Pactorum Conventorum tenor quoad Tutelam ejusmodi Principis Nos obſtringit, præfatum Sereniſſimum Filium Noſtrum, Hiſpaniarum Infantem Carolum, e Regia ac Patria poteſtate Noſtra, quo fieri poteſt, firmiore ac ſolemniore modo dimittimus, eumque in ſtatum ſui juris ponimus, & liberum ab omni vinculo, quodcumque demum illud ſit, Regiæ ac Patriæ poteſtatis Noſtræ pronunciamus. Cumque ob minorennem ejusdem filii ætatem Tutrice aut Tutore is indigeat, à qua vel quo durante hâc ætate ea adimplenda veniunt, quæ juxta Literas eventualis Inveſtituræ ipſe præfatus Filius Noſter, ſi adultæ ætatis foret, præſtare deberet, atque a Sereniſſimo & Potentiſſimo Romanorum Imperatore Carolo Sexto hæc ipſa Tutela Sereniſſimæ Principi Dorotheæ, viduæ Parmæ ac Placentiæ Duci, junctim cum Sereniſſimo Magno Hetruriæ Duce Joanne Gaſtone delata ſit, Nos præſentibus hiſce declaramus ac profitemur, quod Nos Tutelæ ſæpe dicti Chariſſimi Filii Noſtri neutiquam Nos immiſcere, ſed potius curſta ea, quæ vel a jamjam conſtitutis ejusdem Tutoribus, vel deficientibus iisdem a conſtituendis aut conſtituendo poſſi hæc Tutoribus aut Tutore gerentur, agnoſcere, nec quicquam in contrarium movere velimus. In quorum omnium fidem præſens emancipationis Inſtrumentum, &c.

CL.

Actes qui concernent la GARANTIE *de la* PRAGMATIQUE SANCTION CAROLINE *pour l'Empire.* 18 Octob.

Decret de Commiſſion Imperiale à la Diète de l'Empire pour demander la Garantie de la Pragmatique Sanction produit le 18. *Octobre* 1731.

FRODEN-FERDINAND, Prince & Landgrave de Furſtenberg, Comte de Heiligenberg & Werdenberg, Prince du St. Empire Romain, Chevalier de l'Ordre de la Toiſon d'Or, Conſeiller Privé Actuel de l'Empereur, & ſon principal Commiſſaire à l'Aſſemblée générale de l'Empire, notifie par la préſente, au nom de Sa Majeſté Imperiale aux Conſeillers & Miniſtres des Electeurs, Princes & Etats à la Diète: Que le cours & les circonſtances des affaires paſſées ont ſuffiſamment fait connoître tout ce que Sa Majeſté a fait depuis ſon Avenement au Thrône Imperial, pour maintenir & affermir la Paix & la Tranquillité publique, conſerver la balance en Europe, & défendre l'Honneur, la Dignité & les Droits de l'Empire, qu'elle a toujours préferez à toute autre conſideration; & les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire ſe reſſouviendront ſans doute de tout ce qui a été communiqué à ce ſujet a la Diète par les Decrets de Commiſſion qui y ont été délivrez de tems en tems.

Comme il a plû à la Divine Providence de benir les juſtes vûës de Sa Majeſté Imperiale, d'une telle maniere, qu'au moyen du Traité conclu le 16. Mars dernier avec le Roi de la Grande Bretagne, & de ce qui s'eſt paſſé depuis, en conſéquence dudit Traité, on a ſuffiſamment pourvû aux dangers qui étoient prêts à éclater, & poſé par-là un fondement ſolide & capable de prévenir tout ce qui pourroit, dans la ſuite, troubler la Paix & la Tranquillité de l'Europe, & en renverſer la balance; il eſt donc juſte que d'un autre côté l'Empire concoure à perfectionner, par une Réſolution générale, cet Ouvrage qui ſe trouve déja poſé ſur un ſi ſolide fondement.

Pour parvenir à un but ſi ſalutaire, ſa Majeſté Imperiale a jugé à propos de communiquer à la Diète ſon intention par rapport à la Garantie de l'Ordre de Succeſſion dans la très-Illuſtre Maiſon d'Autriche, établi par ſa Déclaration du 19. Avril 1713., dans l'entiere confiance, que comme la Puiſſance de la Maiſon d'Autriche a ſervi juſqu'à préſent de Boulevart à la Chrétienté, & qu'elle ſervira à défendre contre toute attaque la Liberté de l'Europe, & en particulier celle de la très-chere Patrie de Sa Majeſté Imperiale, chaque Etat de l'Empire reconnoîtra ſans peine, que de la conſervation entiere & indiviſible de cette Puiſſance, dépend non ſeulement la ſureté de l'Europe en général, mais auſſi le Bien & le Salut de l'Empire en particulier. Sa Majeſté Imperiale n'a point en vûë par l'établiſſement de cette ſucceſſion d'aggrandir ſa Maiſon Archiducale, mais de conſerver pour elle, pour ſes Héritiers & Deſcendans de l'un & de l'autre Sexe, dans un état indiviſible, les Royaumes & Païs Héreditaires qui lui ont été donnez de Dieu, & qu'elle poſſede actuellement. Que cette affaire doit d'autant moins rencontrer de difficulté, que l'Ordre de Succeſſion dans l'Illuſtre Maiſon d'Autriche eſt fondé

depuis

ANNO 1731. depuis pluſieurs ſiécles, ſur les Privileges & Libertez, acquis avec l'approbation de l'Empire, ſur les Pactes Héréditaires, confirmez par les Engagemens & Acceptations reſpectifs. dont il eſt fait mention ci-deſſus, leſquels ſe trouvent déja affirmez d'une telle maniere par la Garantie, tant de quelques Puiſſances étrangeres que des principaux Etats de l'Empire, que ſi on y ajoute la Réſolution de l'Empire, il n'eſt point à préſumer que qui que ce ſoit voulût y apporter quelque obſtacle. Cette Garantie qu'on demande ne tend point à préjudicier à perſonne, mais uniquement à défendre ce qui appartient à un chacun: & bien loin qu'on en puiſſe craindre quelques inconveniens pour l'avenir il n'y a point de moyen plus convenable & plus ſûr que ladite Garantie, pour prévenir ceux qui pourroient arriver, ſi faute de cette précaution, on laiſſoit quelque eſperance de réuſſir, à ceux qui par des vûës contraires, voudroient exciter quelques troubles; & les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire ne doivent pas ignorer que ces troubles peuvent ſurvenir, tant au dedans qu'au dehors de l'Empire; qu'ils ſont capables d'en renverſer la Conſtitution, & que ſes Membres ne pourront s'empêcher d'y prendre part même malgré eux.

Comme tout ceci a été reconnu par des Puiſſances étrangeres, portées à contribuer de leur côté au maintien de la Tranquillité publique, Sa Majeſté Imperiale ſe confiant ſur le zéle des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, elle ne doute pas qu'ils n'acceptent au plûtôt la Garantie de l'Ordre de Succeſſion dans la Maiſon Archiducale, tel qu'il a été établi par la Déclaration de Sa Majeſté Imperiale du 19. Avril 1713., de la même maniere qu'elle a été acceptée par la Couronne d'Angleterre, conformément au Traité du 16. Mars de cette année, communiqué à la Diéte, & qu'en conſéquence ils n'envoyent pour ce ſujet à leurs Conſeillers & Miniſtres a la Diéte de l'Empire des ordres convenables, & qui puiſſent repondre aux déſirs de Sa Majeſté Imperiale.

Sa Majeſté Imperiale compte ſûrement ſur le conſentement de l'Empire à cet égard: elle le regardera comme une reconnoiſſance de l'affection qu'elle a toujours euë, & qu'elle aura toujours envers les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, & elle reconnoîtra avec gratitude les témoignages de leur zéle pour Sa Majeſté Imperiale & pour la Maiſon Archiducale, &c. Fait à Ratisbonne le 18. Octobre 1731.

Etoit ſigné, ●

FROBEN-FERDINAND,
Prince de Furſtenberg.

Oppoſition des Electeurs de Saxe, de Baviere & de Cologne à la Garantie de la Pragmatique Sanction par l'Empire.

LE Miniſtre de Baviere à Ratisbonne, *Præmiſſis Curialibus*, rend graces au Directeur de ce qu'il a bien voulu communiquer à la Diéte ſes Lettres de Créance. Après quoi il déclare: Que Son Alteſſe l'Electeur ſon Maître, l'avoit envoyé pour concourir aux Déliberations qui ſe feroient dans cet Illuſtre College, ſur tout ce qui pourroit contribuer a la gloire de Sa Maj. Imp. & à l'avancement de ſes interêts auſſi bien que de l'interêt public: Que comme il donneroit toute ſon attention à exécuter ponctuellement ſes ordres, il s'appliqueroit auſſi très-conſtamment à ſe comporter en toute occaſion d'une maniere qui pût convaincre les Ambaſſadeurs & Miniſtres de la Diéte, de ſa veritable eſtime, & les porter à lui accorder la continuation de leur amitié, faveur & bienveillance, laquelle il leur demandoit en grace, promettant de ſon côté de ſe prêter ſincerement à l'entretien d'une bonne intelligence & parfaite harmonie.

Que pour ce qui regarde la Garantie propoſée, l'Electeur ſon Maître l'avoit charge de leur faire la Déclaration ſuivante de ſes intentions à cet égard.

Sa Majeſté Imperiale par ſon Decret de Commiſſion du 18. Octobre dernier; demande & s'attend que les Electeurs, Princes & Etats ſe chargeront de la Garantie de l'ordre de ſucceſſion établie dans ſon Auguſte Maiſon, & publiée le 19. Avril 1713., de la maniere que la Couronne de la Grande-Bretagne s'en eſt chargée, en vertu du Traité commun qué cette année à la Diéte générale, & que leurs Ambaſſadeurs, Miniſtres & Députez ſe prêteront favorablement à la demande & aux intentions de Sa Majeſté Imperiale. Ce Decret de Commiſſion contient les principaux motifs qui ont porté Sa Majeſté Imperiale à declarer ſes intentions à ce ſujet à tout l'Empire, leſquels ſont: ANNO 1731.

1. Que depuis l'avenement de Sa Majeſté Imperiale au Trône, la ſituation des affaires avoit aſſez fait connoître les ſoins aſſidus & paternels qu'elle avoit employés pour conſerver & affermir le repos & le bien public, & combien elle avoit toujours préferé à toutes autres conſiderations le maintien d'un juſte équilibre en Europe, & la conſervation de l'honneur, de l'autorité & des prérogatives du Corps Germanique: Que par la Benediction divine ces ſoins n'avoient pas été inutiles, ayant été ſuffiſamment pourvû au danger qui pourroit naître de quelque delai par le Traité conclu avec Sa Majeſté Britannique le 16 Mars dernier, & par ce qui s'en eſt enſuivi du depuis, par où en même tems il a été poſé un fondement ſolide pour détourner tout ce qui dans la ſuite pourroit préjudicier à ce repos, & bien public, & à l'équilibre en Europe qui y eſt ſi étroitement lié.

2. Comme cependant la puiſſance de ſa Maiſon Archiducale ſerviroit à l'avenir de boulevard à la Chretienté, & à défendre efficacement la liberté de l'Europe, & ſurtout de la Patrie ſi chere à Sa Majeſté Imperiale contre toutes entrepriſes & uſurpations étrangeres, chaque Etat bien intentioné de l'Empire comprendroit & jugeroit ſans peine que c'eſt de l'indiviſible conſervation de cette Puiſſance que dépend ſa propre autorité, de même que la ſureté & tranquillité publique.

3. Que Sa Majeſté Imperiale ne ſe propoſoit point en ceci l'agrandiſſement de ſa Maiſon, & qu'on formeroit d'autant moins de difficulté contre la Garantie de cet ordre de ſucceſſion dans ſa Maiſon, ſi l'on conſiderait qu'il ſe trouve fondé depuis quelques Siécles ſur des Privileges & Prérogatives notoires, aquiſes du ſû de l'Empire, & ſur des Pactes de ſucceſſion: Qu'il a été confirmé depuis par des Actes reciproques d'Obligation & d'Acceptation, desquels il y a été joint copie, & qu'enfin il a déja été fortifié par la Garantie, non ſeulement de quelques Puiſſances étrangeres, mais même de quelques-uns des principaux Membres de l'Empire.

4. Qu'ainſi cette Garantie demandée par Sa Majeſté Imperiale, ne tendant qu'à la conſervation de ſes poſſeſſions, ne portoit préjudice à perſonne, & que bien loin qu'il y eût de mauvaiſes ſuites à en apréhender, on ne ſauroit trouver un moyen plus ſûr pour obvier à tout embaras.

5. Que ſi au contraire on negligeroit les précautions néceſſaires à cet égard, & qu'il reſtât la moindre eſperance à ceux qui pourroient avoir des vûës oppoſées, de parvenir à leur but; il étoit aiſé de prevoir quels troubles & quelles diviſions en reſulteroient tant au dedans qu'au dehors de l'Empire, qui ſe trouveroit tellement menacé par-là d'un renverſement total de ſon Syſtême interieur, que perſonne ne pourroit éviter, malgré qu'il en eût, d'y prendre part; ce qui même avoit déja été reconnu par des Puiſſances étrangeres qui prennent le bien public veritablement à cœur.

I. Pour ce qui eſt du prémier point, on ne ſauroit aſſez remercier Sa Majeſté Imperiale de ce que, par un eſprit pacifique, elle a mieux aimé ſe prêter aux inſinuations de Sa Majeſté Britannique & conſentir aux Garniſons Espagnoles dans les Places fortes de Toſcane, Parme & Plaiſance, que d'expoſer la tranquillité de l'Europe aux troubles qui la menaçoient, en inſiſtant ſur les Garniſons Neutres ſtipulées dans l'Art. V. de la Quadruple Alliance, conduite véritablement conforme aux aſſurances que Sa Majeſté Imperiale a toujours données aux Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, de ſon attention pour la maintien & l'affermiſſement du repos public. Et comme par cette condeſcendance il a été ſuffiſamment pourvû au danger qu'un plus long delai auroit pû faire apréhender aux hauts Contractans du Traité de Seville; cette même Quadruple Alliance, qui n'a été modifiée que dans ce ſeul Art. V. par le changement des Garniſons Neutres en Garniſons Espagnoles, & qui d'au-

ANNO 1731. d'ailleurs a toujours, & en toutes occurrences, été regardé comme *Basis & fundamentum*, reſte dans toute ſa force & vigueur. Par conſéquent Sa Majeſté Imperiale trouve déja dans cette Quadruple Alliance, & dans l'Acceſſion tout nouvellement faite ne l'Eſpagne au Traité de Paix, une ſi forte Garantie de toutes les Puiſſances étrangeres, qui auroient pû lui donner de l'ombrage, contre tous ceux qui oſeroient jamais entreprendre d'attaquer ſes Royaumes & Provinces en Italie, ou dans les Païs-Bas, qu'on ne ſauroit concevoir d'un côté, quelle plus grande ſûreté on pourroit établir, ni de l'autre, pourquoi on exige préſentement une nouvelle Garantie de l'Empire pour ces Royaumes & Provinces, après qu'il a été négocié ſi long-tems là-deſſus avec des Puiſſances étrangeres, à ſon inſçû & ſans ſa participation. La ſituation de ces Royaumes & Païs hors de l'étenduë de l'Empire, & très-éloignez les uns des autres mérite ici quelque attention, ce qui a même fait juger à Sa Maj. Imp qu'elle ne ſauroit mieux pourvoir à leur ſûreté que par des engagemens avec des Puiſſances étrangeres, moyennant le Traité de la Quadruple Alliance & l'Acceſſion reïterée de la Couronne d'Eſpagne, ſans qu'on ait fait entrer l'Empire dans ce prémier Traité, & ſans qu'il y ait aucune autre part que d'avoir eu l'honneur de donner, ſuivant la promeſſe de Sa Majeſté Imperiale, ſon conſentement aux Lettres d'expectative dont il y eſt fait mention, contenant l'Inveſtiture éventuelle des Duchez de Toſcane, Parme & Plaiſance, comme des Fiefs Maſculins du Saint Empire Romain pour le Prince aîné d'Eſpagne, né du ſecond lit; de concilier la concluſion de la Paix avec l'Eſpagne, uniquement ſur le pied de l'Article V. de la Quadruple Alliance, & de la ratifier enſuite de la même façon, *Teſtibus Actis & Concluſis* du 9 Decembre 1721. & 20. Juillet 1725. Par cette Quadruple Alliance & par la Paix avec l'Eſpagne qui s'en eſt ſuivie, & qui depuis a été confirmée de plus en plus, Sa Majeſté Imperiale a obtenu toute la ſûreté requiſe moyennant les Renonciations ſolemnelles que Sa Majeſté Catholique y a faites pour elle, ſes Succeſſeurs & Heritiers, à tous les Roïaumes & Païs conquis dans la derniere Guerre; mais comme Sa Maj. Imp. s'eſt procurée, de la maniere qu'on vient de dire, par de ſi ſolemnelles Renonciations, & en particulier par la Garantie des Puiſſances Contractantes de la Quadruple Alliance, *ſub indictione Belli contra quemcumque aggreſſorem*, toute la ſûreté imaginable pour ſes Etats en Italie & dans les Païs-Bas, & qu'elle demande nonobſtant cela, à l'heure qu'il eſt, à tout l'Empire une Garantie générale de tous les Royaumes & Païs qu'elle poſſede actuellement, pour elle & ſes Sereniſſimes Heritiers & Succeſſeurs, ſuivant l'Ordre de Succeſſion établi dans ſon Auguſte Maiſon, & publié le 19. Avril 1713. & ſur le même pied que la Cour d'Angleterre s'y eſt obligée par le Traité du 16. Mars dernier, communiqué à la Diète, c'eſt-à-dire, en propres termes, *ad quoscunque*: il eſt de la derniere néceſſité de peſer très-murement une affaire de tant d'importance, *dont les Siécles paſſez ne fourniſſent aucun exemple*, de l'examiner profondement, & de deliberer là-deſſus en bons Patriotes, vû qu'il s'agit du repos de la Patrie, à cauſe des propriétez eſſentielles desdits Royaumes & Païs, & de leur éloignement; car il eſt aiſé de comprendre, que ſi dans la reſolution à prendre ſur ce ſujet on ne conſidere pas tout avec une extrême attention, en s'en tenant préciſement aux principes établis jusqu'ici dans l'Empire, il pourroit aiſément, au lieu du repos, de la ſureté & de la Paix, que Sa Majeſté Imperiale ſe promet de ceci, être expoſé aux plus grands troubles, & alors tous les ſoins ſeroient tardifs & ſuperflus; car quant à ces Royaumes & Païs étrangers, tant en Italie qu'aux Païs-Bas, il eſt notoire que les premiers n'ont non ſeulement aucune connexion avec l'Empire, mais que le Corps Germanique n'en retire auſſi aucun profit. Ainſi pour juger à fond de cette affaire, il eſt clair que ſi, contre toute attente, les Puiſſances intéreſſées dans la Quadruple Alliance & dans la derniere Acceſſion de l'Eſpagne, venoient un jour à retracter leur parole & à ne point s'ajuster de la Garantie promiſe, comme en effet Sa Majeſté Imperiale ne paroît pas s'y fier uniquement, puiſqu'elle demande encore outre cela la Garantie de l'Empire, & ſi ces Puiſſances, ſous quelque prétexte que ce fût, attaquoient les Succeſſeurs de Sa Majeſté Imperiale dans ces Royaumes & Païs étrangers, l'Empire ſeroit, en ce cas-là, hors d'état d'offrir ſa Médiation, toute utile & avantageuſe qu'elle pourroit être ſelon les conjonctures, & ſeroit engagé dès à préſent, en prenant part à la Garantie demandée, à rompre auſſi avec ces Puiſſances étrangeres, & à ſecourir, ſuivant l'eſprit de cette Garantie abſolue, *contra quemcunque*, celui qui auroit ſuccedé ſelon l'ordre établi, & qui poſſederoit leſdits Royaumes & Païs. Et comme dans les ſiecles paſſez on a épuiſé l'Allemagne pour porter l'Argent en Italie, on y ſeroit obligé de nouveau, ſans connoiſſance des raiſons juſtes ou injuſtes que l'un ou l'autre des Hauts Contractans pourroit avoir de ſe retracter & de faire la Guerre, & ſans connoiſſance des forces qu'une ou pluſieurs Puiſſances pourroient oppoſer à leurs Ennemis. A quoi il faut ajouter, qu'on ne ſauroit prevoir ni prédire, en quelle ſituation l'Empire ſe pourroit trouver au tems d'une telle rupture, s'il ne ſeroit peut-être pas déja engagé dans quelque autre Guerre pour la défenſe de ſes propres Etats, & ſi en envoyant des ſecours dans ces Royaumes & Païs étrangers, il n'attireroit pas tout le danger dans ſon propre ſein, d'autant plus, que non ſeulement ces Royaumes & Païs étrangers, à ce que l'experience des ſiécles précedens a fait connoître, ſe trouvent par leur ſituation naturelle plus expoſez à des attaques que d'autres, & que la Paix & la Guerre dependent de la Providence, & non de la Prudence Humaine, mais qu'il eſt auſſi incontestable que leur éloignement rend leur défenſe extrêmement difficile, & d'une ſi incroyable dépenſe qu'on n'en ſauroit porter le fardeau ſans en ſentir un épuiſement conſidérable, qui s'augmenteroit avec le danger, ſi ces Puiſſances en Guerre avec Sa Majeſté Imperiale, en haine du ſecours de l'Empire, & pour faire diverſion, attaquoient l'Empire même, ce qui probablement ne manqueroit pas d'arriver, de ſorte que ce dernier ſeroit aſſez occupé de ſa propre défenſe; quoiqu'en même tems dans l'obligation d'envoyer du ſecours en des Royaumes & Païs étrangers avec leſquels il n'a aucune connexion, & dont il n'a aucune aſſiſtance à eſperer. C'eſt pourquoi on ne doit jamais oublier ce qui ſe paſſa à peu près dans une pareille occaſion ſous le regne de Ferdinand II. Cet Empereur fit propoſer le 3. Juillet de l'année 1630. aux Colléges des Electeurs aſſemblez ici (à Ratisbonne,) qu'outre les troubles qui regnoient alors dans l'Empire, les brouilleries que la mort de Vincent, Duc de Mantouë & Monſerrat avoit fait naître en Italie, & auxquelles le Roi de France & la Republique de Veniſe prenoient part, faiſoient craindre une dangereuſe machination contre les Droits & Prérogatives dont l'Empire jouïſſoit encore en Italie. A quoi les Electeurs répondirent le 19. du même mois: Qu'ils avoient appris avec chagrin ces querelles en Italie & les apparences qu'il y avoit qu'il en vînt une Guerre ſanglante, mais comme les deux Duchez de Mantouë & Monſerrat, quoiqu'ils fuſſent du Patrimoine de l'Empire, n'en étoient pourtant point des Membres ni des Etats, & que l'Empire n'en tiroit d'autres avantages ni profit, ſinon qu'ils en relevoient: Comme outre cela cette Guerre cauſoit la ruïne totale de l'Empire & de tous ſes Etats, vû que les Troupes Imperiales qui y étoient employées étoient levées dans l'Empire, où elles avoient non ſeulement leurs lieux d'aſſemblées & de revuës, mais que même l'Empire étoit obligé *novo & inaudito exemplo*, de leur procurer & envoyer tout le néceſſaire, à quoi on ne ſauroit plus fournir, ni l'endurer plus long-tems, ils prioient très-humblement Sa Majeſté Imperiale, de vouloir bien employer tous ſes ſoins Paternels pour finir cette Guerre, & ne laiſſer échaper aucun moyen pour parvenir à ce but, (car la conſervation de la Gloire Imperiale ne conſiſte pas toujours dans des meſures outrées) & qu'en attendant elle eût la bonté de ne point permettre que le mal fût aigri par des diverſions ou autres voyes offenſives contre la France, qui ne ſerviroient qu'à rendre l'Accommodement plus difficile. A quoi le Collége Electoral offroit ſon entremiſe ſi Sa Majeſté Imperiale le jugeoit à propos, promettant de travailler ſeul ou conjointement avec Sa Majeſté Imperiale à obtenir la concluſion de la Paix. Il paroît clairement par cette Réponſe du College Electoral, & par ſa Déclaration finale du 12. Août de la même année, par où il perſiſte dans ſon ſentiment, ſans vouloir entendre à aucun Contingent ou autre aſſiſtance, qu'on n'a pas voulu de la part de l'Empire ſe laiſſer charger

ANNO 1731.

ANNO 1731. ger du fardeau de la Guerre, ni ſe brouiller avec des Puiſſances étrangeres, pour l'amour des Etats d'Italie.

Pour ce qui eſt du Cercle de Bourgogne ou des Païs-Bas Autrichiens, on ſait bien que par la Convention d'Augsbourg de l'année 1548. ils ont été conſtituez partie de l'Empire, pour contribuer à ſa défenſe, & jouïr reciproquement de ſa Protection, moyennant le double du Contingent d'un Electeur, ce qui a été confirmé par le 3. Article de la Paix de Munſter; mais dans un ſens particulier & reſtrictif, comme il paroit par les paroles du Texte: *quod in futurum ſi inter eá Regna (Galliæ & Hiſpaniæ) controverſiæ orientur, ſemper manent inter univerſum Imperium & Reges Regnumque Galliæ, de mutuis hoſtibus non jurandis, ſupra dictæ reciprocæ obligationis neceſſitas.*

C'eſt pour ces raiſons que dans l'année 1668. on n'aſſiſta point les Païs-Bas attaquez par le Roi de France *jure devolutionis*, quoiqu'ils envoyaſſent une Députation ſolemnelle à la Diéte pour implorer ſe ſecours de l'Empire, tout ce qu'on fit alors, eſt, qu'on fut bien aiſe que les Electeurs de Mayence & de Cologne, comme Voiſins, employaſſent leurs bons offices auprès de Sa Majeſté Très-Chrétienne. Auſſi l'Empire ne prétendit prendre aucune part à la Paix qui termina cette Guerre, & n'envoya perſonne pour aſſiſter de ſa part au Congrès d'Aix-la-Chapelle; car il eſt notoire que quoique le Cercle de Bourgogne, du tems de ſon incorporation à l'Empire, ſe ſoit engagé, en conſidération du profit & de l'avantage qui lui en reviendroit du double, du Contingent d'un Electeur, il ne l'a pourtant jamais fourni, ni contribué, depuis tout ce tems-là, la moindre choſe à l'Empire, par conſéquent il s'eſt privé lui-même de l'*Auxilium mutuum*. Il n'eſt pas moins digne de conſideration, que depuis l'introduction du Cercle de Bourgogne dans l'Empire, depuis la Paix de Weſtphalie, & encore depuis peu d'années, ce Cercle a tout-à-fait changé de face, vû que non ſeulement les ſept Provinces-Unies s'en ſont ſéparées, mais qu'il eſt auſſi notoire que la France s'eſt approprié une grande partie des Païs-Bas par les Traitez de Paix qu'elle a conclû, de ſorte que ce qui en reſte & qui appartient encore à Sa Majeſté Imperiale, ne peut pas ſeulement repréſenter le Cercle de Bourgogne tel qu'il étoit du tems de l'incorporation, bien loin que l'Empire puiſſe s'en promettre aucun ſecours reciproque, ce qui étoit pourtant la condition ſous laquelle il a été uni à l'Empire. A quoi il faut ajouter, que même des Païs-Bas Autrichiens tels qu'ils ſont aujourd'hui, la plûpart des Forteresſes ſont compriſes ſous la Barriere de Meſſieurs les Etats Généraux, ſans que l'Empire en tire le moindre profit, & que par leur ſituation ils ſont expoſez, comme l'expérience l'a fait aſſez connoître, à ſervir toujours de Théatre de la Guerre. Quand donc Sa Majeſté Imperiale croiroit ne pouvoir pas ſe fier ſur la Garantie des Couronnes de France, d'Eſpagne & d'Angleterre, auſſi bien que de Meſſieurs les Etats Généraux, ſtipulée ſi ſolemnellement, même *cum indictione belli* contre l'Agreſſeur, en faveur deſdits Païs, par le Traité de la Quadruple Alliance, l'Empire ne ſauroit trouver que très-épineux & digne des plus ſerieuſes réflexions de s'expoſer par la Garantie demandée à tout le danger, & à ſe charger du plus grand fardeau, de ſe déſiſter de tous les principes ſalutaires, établis avec tant de ſoins pour la conſervation du bien & du repos de l'Empire, & d'entrer par ladite Garantie de tous les Etats d'Italie & de ces Païs-Bas ſi fort diminuez, ſans prévoir les conjonctures ni la néceſſité, dans des engagemens perpetuels ſi dangereux qu'ils paroiſſent plutôt une ſervitude perpetuelle, & cela malgré la certitude avec laquelle on peut prévoir que cette démarche extraordinaire procureroit indubitablement dans la ſuite l'épuiſement total du Corps Germanique. Ce ſont ces conſiderations qui ont retenu l'Empire avec raiſon, d'entendre aux Propoſitions faites par les Miniſtres Autrichiens dans un Memoire qu'ils préſenterent à la Diéte en 1729. ſur le même ſujet, où ils avoient trouvé à propos de n'inſiſter que ſur le demi Contingent. Les *Acta Imperii* nous fourniſſent un exemple plus ancien, qui convient parfaitement à ce ſujet, car lorſque dans l'année 1609. les Prédeceſſeurs de Sa Majeſté Imperiale demandoient à l'Empire la défenſe du Roiaume de Hongrie, regardant cette affaire non comme étrangere; mais comme touchant de de fort près l'Empire, & comme s'il s'agiſſoit de ſa propre ruïne, on leur déclara nonobſtant cela, que par le ſecours de l'Empire, il falloit entendre uniquement la défenſe de la Patrie, que la Hongrie étoit un Royaume à part qui ne pouvoit nullement paſſer pour la Patrie des Allemands; car quoiqu'on dit que l'Empire ſe trouvoit intereſſé dans la Guerre de Hongrie, puiſque le danger le menaçoit de près, il y avoit pourtant bien de la différence entre ce qui nous touche *per conſequentiam* ou *principaliter*, & que l'obligation n'étoit pas également forte dans l'un & l'autre de ces deux cas. Tout cela fait voir que les deux Royaumes que Sa Majeſté Imperiale poſſede hors de l'Empire, non plus que les Etats d'Italie & les Païs-Bas, ne ſauroient obliger à ſe déſiſter des principes que l'Empire a coutume de ſuivre toutes les fois qu'il s'eſt agi de leur défenſe, & ſuivant lequel il n'a pas même voulu ſe laiſſer charger de la défenſe du Royaume de Hongrie contre les Turcs, toute dangereuſe que fût cette guerre pour la Chretienté, ni ſe laiſſer priver de la liberté de donner ſans contrainte tel ſecours qu'il jugeroit à propos. Pour ce qui eſt de la Garantie de l'Empire à l'égard des Etats que Sa Majeſté Imperiale poſſede en Allemagne, & du Royaume de Hongrie, qui confine à l'Archiduché d'Autriche, il plaira à Sa Majeſté Imperiale de ſe reſſouvenir, que ces Païs Allemans, excepté ledit Royaume, ſont tellement *in nexu feudali Imperii* depuis que la Maiſon Archiducale en a obtenu la poſſeſſion, qu'en vertu des Conſtitutions de l'Empire, ils ne ſont pas moins garantis contre toutes attaques, que les Païs des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, de ſorte qu'on ne ſauroit comprendre quelle plus grande ſureté pourroit être deſirée, puiſque celle-ci a toujours été regardée comme ſuffiſante, & qu'on s'en eſt bien trouvé pendant pluſieurs ſiécles, ce que Sa Majeſté Imperiale & ſes auguſtes Prédeceſſeurs ont connu par expérience, les zélez Etats de l'Empire ayant en tout tems, & contre les attaques de toutes les Puiſſances étrangeres, ſoutenu cette Garantie de toutes leurs forces; & il n'y en auroit encore à l'heure qu'il eſt aucun qui ne connût aſſez ſon devoir pour ſacrifier ſon Bien, ſes Etats & ſa Vie pour la défenſe de Sa Majeſté Imperiale, & de ſa Maiſon Archiducale, en cas qu'elle fût troublée dans la poſſeſſion de ſes Etats dans l'Empire. Outre cela ces Païs Heréditaires en Allemagne, ſe trouvent déja aſſez garantis par leur ſituation naturelle, n'ayant aucune attaque à appréhender avant que l'Empire ne ſoit attaqué, & même avant qu'il ne ſoit reduit, par conſequent ils tirent toute leur ſureté d'eux-mêmes & de leur éloignement. Quant au Royaume de Hongrie, il ſe trouve, par la grace de Dieu, & par la puiſſance & les ſoins de Sa Majeſté Imp., joints à la fidele aſſiſtance de l'Empire, préſentement en état de ne point craindre les Turcs, pourvu que Sa Majeſté Imp. continue à pourvoir les Forteresſes de tout le néceſſaire; & en cas que, par la permiſſion divine, la Porte voulût ſonger à quelque nouvelle entrepriſe, les Etats de l'Empire ne manqueroient certainement pas de contribuer aux fraix de la défenſe, ayant déja depuis plus de deux ſiécles, fourni des ſommes immenſes à Sa Majeſté Imp. & à ſes Auguſtes Prédeceſſeurs en faveur dudit Royaume, ſans qu'ils ayent eu la ſatisfaction que la moindre partie de ces ſecours conſiderables ait été employée au bien de l'Empire, ou que ſeulement on les leur ait demandé ſerieuſement, c'eſt de quoi les Actes de l'Empire font foi.

ANNO 1731.

Comme donc les Etats de l'Empire ont tant de fois témoigné leur bonne volonté pour ſauver le Royaume de Hongrie, en ſe chargeant de Contributions ſi conſiderables, & en fourniſſant fidelement des ſecours d'Argent & de Troupes, on ne ſauroit trouver injuſte, qu'en conſideration que ledit Royaume n'a aucune connexion avec l'Empire ni avec la Nation Allemande, & que tout ce qu'on a fait pour le délivrer d'entre les mains de ſes ennemis n'a été qu'un effet de bonne volonté, il ſoit par reconnoiſſance uni & incorporé à l'Empire. Propoſition à quoi Sa Majeſté Imperiale n'a jamais voulu entendre, toute juſte & fondée qu'elle ſoit en elle-même; c'eſt pourquoi on ne ſauroit trouver qu'étrange & très-préjudiciable, que dans le tems que par l'aſſiſtance incontellable de l'Empire, ce Royaume a été mis dans le meilleur état de défenſe où il a jamais été, & où, ſelon toute apparence, il pourra ſe maintenir, on demande encore à preſent une Garantie perpetuelle & generale de tous les Etats de l'Empire, & que pour recompenſe des témoignages réels qu'ils ont donné de leurs bonnes in-

ANNO 1731. tentions, on leur veuille faire un devoir de ce qu'ils ont fait jusqu'ici librement & ſans contrainte, en les obligeant de s'epuiſer eux-mêmes & leurs Sujets, dans la ſeule vuë de procurer une ſureté ſuperflue à un Succeſſeur futur & jusqu'ici inconnu, & à ſes Heritiers, qui poſſederont un jour ce Royaume avec tous les autres Païs qui appartiennent actuellement à la Maiſon d'Autriche, & de le rendre tranquille & ſans inquiétude, en chargeant par cette Garantie perpetuelle l'Empire avec ſes Electeurs, Princes & Etats, de tout le fardeau, & en les expoſant à tout le danger, ſans conſiderer de quelle maniere ce Succeſſeur parviendra à la Succeſſion, ni comment il s'aquitera de ſa Regence. La ſincerité Allemande a jusqu'ici eu la reputation de ne s'être jamais démentie, & tout ce qui a été generalement promis a auſſi été exécuté de bonne foi & Invinlablement Mais poſé que les Etats de l'Empire vouluſſent tenir à préſent & à l'avenir la promeſſe donnée par cette Garantie, en fourniſſant les ſecours perpetuels *contra quoscunque*, & en entretenant pour cet effet le nombre néceſſaire de Troupes, ne devroit-on pas en même tems laiſſer à leurs conſiderations, comment ils repondront devant la Poſterité d'une maniere conforme aux devoirs dont chaque Etat eſt obligé de s'aquiter envers l'Empire, ſi elle les accuſe de s'être déſiſtez, ſans aucune néceſſité urgente, des Principes fondamentaux du Corps Germanique, établis avec tant de prudence & d'une maniere ſi ſacrée par leurs Ancêtres, d'avoir changé en ſervitude la Liberté aquiſe par l'effuſion de tant de ſang, & d'avoir conſenti inconſidérement à ſa diminution & deſtruction? D'autant plus qu'il eſt clair comme le jour que le bien & la tranquillité de l'Empire, de même que l'équilibre de l'Europe peuvent être conſervez également ſans cette Garantie perpetuelle ſi dangereuſe & ſi onereuſe. N'ont-ils pas été maintenus de tout tems jusqu'à préſent, & ne le feront-ils pas à l'avenir bien plus aiſément, ſans cette nouveauté? Car, pour parler en bon Patriote, il eſt ſûr que les Païs que Sa Maj. Imperiale poſſede actuellement, ne ſauroient ſeuls conſiituer l'équilibre de l'Europe, mais bien conjointement avec l'Empire. Il n'eſt pas moins inconteſtable que le bien & la tranquillité de l'Empire ſont ſi étroitement liez avec les Païs conſiderables que Sa Majeſté Imperiale y poſſede, que, pour répondre

II Au deuxiéme Motif contenu dans le Decret de Commiſſion, cette même liaiſon, qui ſubſiſte entre leſdits Païs & l'Empire, ne laiſſe pas douter, que ce dernier n'aſſiſte fidelement un Etat ſi puiſſant toutes les fois qu'il ſeroit attaqué. Sa Majeſté Imperiale ſait par experience, auſſi bien que ſes auguſtes Prédeceſſeurs, comme il a déja été allegué ci-deſſus, que la ſureté & la tranquillité commune tant de l'Empereur que de l'Empire, conſiſte principalement & inconteſtablement dans leurs forces unies; ce qui ne diminue en rien la puiſſance de la Maiſon Archiducale, & ne l'empêche nullement de continuer, avec la Garantie des Puiſſances étrangeres, & apuyée ſur le Syſtême interieur de l'Empire, en faveur d'un ſi puiſſant Etat, à ſervir de Boulevard à la Chrétienté, & à defendre conjointement la Liberté de l'Europe, & principalement la Patrie ſi chere à Sa Majeſté Imperiale, contre toutes les attaques & entrepriſes ennemies.

III. Pour ce qui eſt du troiſiéme Motif, on veut bien croire de la part de l'Empire que Sa Majeſté Imperiale, en demandant la Garantie de ſes Royaumes & Païs, auſſi bien que de l'ordre de ſucceſſion qu'elle a établi, ne ſe propoſe aucun agrandiſſement de ſa Maiſon Archiducale; mais on laiſſa là ce qui y eſt ajouté, que cette Garantie devroit rencontrer d'autant moins de difficulté, puisque cet ordre de ſucceſſion étoit fondé depuis quelques ſiécles ſur des Privileges & Prérogatives notoires, & ſur des Pactes de Succeſſion faits & obtenus du ſû de l'Empire; car, à la reſerve de ce qu'on en trouve pour & contre dans des Livres imprimez, l'Empire auroit de la peine à ſe reſſouvenir de ces prétendus Privileges, aquis de ſon ſû, n'en ayant été queſtion que lorsque l'Evêque de Bamberg les revoquoit en doute devant la Chambre Imperiale, & depuis auſſi devant la Diéte de Ratisbonne en 1654. *in cauſa executionis* de ſes Biens & Terres dans le Duché de Carinthie; la même queſtion fut auſſi agitée par les deux Evêchez de Trente & de Brixen, où à la verité la Diéte laiſſa ces Privileges dans leur valeur; mais, pour autant que l'auguſte Maiſon les avoit aquis *legitimo modo*, & qu'ils ne porteroient point préjudice à d'autres Etats de l'Empire, qui pourroient avoir de pareils Privileges, & pour autant qu'ils avoient été mis *ad obſervantiam & uſum*. C'eſt dans ce ſens qu'il faut auſſi prendre les Piéces annexes au Décret de Commiſſion de Sa Majeſté Imp., d'autant plus qu'elles ne font aucune mention d'une Garantie *contra quoscunque & in æternum*, & que par conſéquent elles ne ſont pas en place, puiſqu'il ne s'agit pas préſentement de l'examen de quelque interêt ou prétention particuliere; mais d'une affaire, qui, ayant été portée *ad totum Imperium*, eſt auſſi devenuë ſuivant l'intention de Sa Majeſté Imperiale, *res communis totius Imperii*. Sur ce fondement la queſtion ſe reduit à ſavoir: 1. Si la Garantie demandée eſt néceſſaire, utile & convenable au Corps Germanique, ſuivant ſes Conſtitutions fondamentales, & ſa ſituation préſente? Et 2. comment l'interêt de l'Empire pourroit être conſilié avec la demande de Sa Majeſté Imperiale, qui, ſans contredit, tend principalement à l'avantage de ſa Maiſon Archiducale, & comment l'Empire pourroit être aſſuré contre toutes les ſuites dangereuſes que la Garantie tire après elle, comme auſſi, quelle recompenſe proportionée il auroit à eſperer de ſe chargeant d'un ſi peſant fardeau. Par conſequent la queſtion *quomodo?* doit être inſéparablement liée avec la queſtion *an?* & on doit deliberer également ſur l'une & ſur l'autre, afin de choiſir unanimement le meilleur & le plus ſûr; car il ne s'agit certainement pas de quelque devoir preſcrit par les Conſtitutions de l'Empire, mais purement d'une libre volonté; il ne s'agit pas non plus, du moins pour le préſent, de la defenſe de l'Empire, laquelle préſuppoſe une attaque, ou du moins un danger plus preſſant qu'il n'y a actuellement, pour ne pas paroître s'allarmer mal à propos, & prendre des précautions prématurées; mais toute l'affaire roule ſur une Alliance éternelle avec la Maiſon Archiducale d'Autriche, laquelle s'étende ſur tous les Royaumes & Païs étrangers qu'elle poſſede, & qui n'ont jamais été garantis par l'Empire, de ſorte qu'il ſeroit obligé à ſoutenir les Guerres qui s'allumeroient à cette occaſion, & à prendre part à la dépenſe auſſi bien qu'au danger. Il eſt vrai qu'on allegue les Garanties déja données par des Puiſſances étrangeres, comme un exemple à encourager l'Empire de s'y prêter; mais il plaira à Sa Majeſté Imperiale de ſe reſſouvenir que par le V. Article de ſa Capitulation, elle a promis: „ Que dans toutes les affaires qui regardent la „ ſureté de l'Empire, elle tâcheroit d'obtenir le conſentement unanime de tous les Electeurs aſſemblez „ en corps, & non par des declarations particulieres, „ jusqu'à ce qu'on put parvenir à une Aſſemblée gé„ nerale de l'Empire, & qu'en cas qu'elle vouluſt faire „ quelque Alliance qui n'eût rapport qu'à ſes Païs He„ reditaires, (ſoit avec des Puiſſances étrangeres ou „ avec quelques-uns des principaux Membres de l'Em„ pire) elle auroit ſoin que de telles Alliances ne por„ taſſent point préjudice à l'Empire; mais qu'elles „ fuſſent conformes à l'Inſtrument de Paix". Comme donc ces Puiſſances étrangeres, dont il eſt fait mention dans le Decret de Commiſſion, n'ont ſans doute donné leur Garantie qu'en ſtipulant des avantages reciproques, & que d'ailleurs le conſentement que l'Empire s'eſt reſervé dans ledit Article V. de la Capitulation Imperiale n'exiſte pas encore, il eſt clair que ces Garanties étrangeres ne peuvent pas ſervir d'exemple à l'Empire. Par conſéquent on pourra juger aiſément, *ad*

IV. Si les difficultez ci-deſſus mentionnées & l'appréhenſion des ſuites dangereuſes que cette Garantie générale de tous les Royaumes & Païs de Sa Majeſté Imperiale, ſi fort éloignez, & hors de toute connexion avec l'Empire, tireroit après elle, tomberont d'elles-mêmes; & s'il ne faut pas de mûres reflexions pour s'appercevoir, comme il eſt dit dans le Decret de Commiſſion; „ Que cette Garantie, bien loin de porter „ préjudice à perſonne, eſt le moyen le plus convena„ ble & le plus ſûr pour obvier à tout embarras". Certes les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire doivent en bons Patriotes, & ſuivant leur devoir, bien prendre à cœur le préjudice inexprimable & irreparable, qui naîtroit de cette Garantie; & comme dans le tems paſſé on n'a pas craint de declarer ſes ſentimens aux Empereurs, ſur des affaires & demandes de moindre importance que celle-ci, ils doivent auſſi conſiderer & repréſenter, que la Liberté de l'Empire, ſes Conſtitutions & les Capitulations Imperiales, ſont des regles ſi ſacrées & invinlables ſelon leſquelles tous les Etats de l'Empire doivent agir, que même la plus grande néceſſité ne permet pas de les ébranler, & d'autant moins dans le cas dont il s'agit, vû qu'on connoît

ANNO 1731.

ANNO 1731. connoît bien la justice & l'équité de Sa Majesté Impériale, mais qu'on ignore encore le Successeur présomptif, & son humeur aussi bien que son affection pour l'Empire. Au reste la Pragmatique-Sanction, qui ne dépend nullement de la Garantie générale desdits Royaumes & Païs, est une affaire qui ne regarde point l'Empire, & c'est à Sa Majesté Impériale à savoir si elle peut l'établir sans préjudice d'un troisiéme. *Ad*

V. On ne voit pas quels terribles Troubles il y auroit à appréhender au dedans & au dehors de l'Empire, ni quel bouleversement de son système intérieur en résulteroit, si les Etats de l'Empire, après avoir mûrement pesé la chose, jugeoient ne pouvoir pas se prêter à cette nouvelle Garantie, & qu'ils ne voulussent s'en tenir à cette ancienne & irrevocable liaison qui subsiste à jamais, en vertu même du système & des Constitutions de l'Empire entre eux & les Successeurs au Trône Impérial, comme les plus puissans & les principaux Etats de l'Empire; car il faut considérer, qu'aucun des augustes Prédécesseurs de Sa Majesté Impériale n'a jamais eu la moindre pensée d'une pareille Garantie, mais que depuis plusieurs siécles ils se sont tous contentés de jouïr de cette liaison naturelle & irrevocable, dont ils se sont trouvez si bien, que non seulement il n'a rien été détaché de leurs Royaumes & Païs, mais que leur puissance a été augmentée au point où elle se trouve aujourd'hui; Sa Majesté Impériale étant présentement possesseur des deux Royaumes de Naples & de Sicile, des Duchez de Mantoue & de Milan, aussi bien que des Païs-Bas, & ayant la satisfaction de voir les Limites du Royaume de Hongrie si étendues & en si bon état de défense, que les entreprises des Turcs ne paroissent gueres plus à craindre; d'où il est facile d'inferer, que comme les Etats de l'Empire ont repandu librement & de bonne volonté leur sang & leur argent, pour contribuer à cette augmentation de la Puissance Impériale, ils n'y manqueront pas aussi à l'avenir. Enfin Sa Majesté Impériale ne peut que ressentir du contentement & de la joye, si elle considere, que se trouvant en parfaite santé & à la fleur de son âge, il n'y a rien qui presse, mais qu'on a tout à espérer de la bonté & de la Providence Divine. Puis donc que d'un côté les Royaumes & Païs que Sa Majesté Impériale possede actuellement en Allemagne sont déja suffisamment garantis par cette liaison naturelle & irrevocable dont on vient de parler, & que de l'autre, les Royaumes de Hongrie, de Sicile & de Naples, n'ont aucune connexion avec l'Empire, & que ce dernier n'en retire aucun avantage, non plus que des Duchez de Mantoue & de Milan, ni des Païs-Bas, comme il a été dit. Toutes ces raisons & bien d'autres, doivent porter les fideles Etats de l'Empire à considerer principalement, s'il seroit convenable & permis de se desister absolument des principes observez jusqu'ici dans l'Empire, & de faire, moyennant cette Garantie perpetuelle de la Sanction Pragmatique, *ex quacunque causa & contra quoscunque*, sa propre affaire de tout ce qui adviendroit à ces Royaumes & Païs étrangers; comme aussi s'il seroit permis, en prêtant cette Garantie d'avance, de faire plus pour le Successeur, & les Successeurs des Successeurs établis dans la Pragmatique, qu'on n'a jamais fait pour aucun Empereur, en se chargeant d'une telle obligation, & en se plongeant dans tout le danger qui en peut résulter; car il ne faut point oublier, que de la part de l'Empire, on a toujours eu soin de se faire solemnellement promettre par chaque Empereur, dans leurs Capitulations, qui sont le trésor de l'Empire, & l'unique lien qui a jusqu'ici uni le Chef & les Membres du Corps Germanique, qu'ils n'entraineroient point l'Empire dans des Guerres étrangeres, qu'ils se desisteroient de toute assistance qui pût lui causer du danger ou du dommage; „ Et qu'ils ne commenceroient au nom de „ l'Empire, aucune Brouillerie, Querelle, ou Guer„ re, en dedans, ou au dehors, sous quelque pré„ texte que ce soit, ni ne concluroient aucune Al„ liance sans le consentement des Electeurs, Princes „ & Etats de l'Empire". Or un Successeur futur, ou ses Successeurs, qui se trouveroient déja munis de cette Garantie, seroient par là même quittes des Engagemens où tous les Empereurs ont bien voulu entrer avec le Corps Germanique, & ce dernier se chargeroit d'une obligation, & changeroit, s'il est permis de parler ainsi, sa précieuse Liberté pour une honteuse servitude, puisqu'il seroit toujours tenu, quelles que fussent les raisons pourquoi un tel Successeur, soit qu'il parvint à la Couronne Impériale, ou qu'il demeurât seulement le plus puissant Etat de l'Empire, se trouveroit attaqué, à sepandre ses biens & son sang pour le défendre *contra quoscunque*; sans aucune exception, & sans avoir égard aux frais immenses à quoi l'éloignement de ces Païs engageroit; ni à l'impossibilité d'en tirer aucun avantage réciproque; sans considérer aussi les forces qu'on opposeroit à celles de l'Empire, & les troubles & attaques qu'il y auroit à craindre dans le cœur de l'Empire, quand il se verroit dans l'obligation, pour assister ce Successeur, de se dépouiller de ses forces, indispensablement necessaires pour sa propre défense, & de s'exposer par là aux suites les plus dangereuses; car quoiqu'on ne puisse pas prévoir toutes les conjonctures innombrables qui peuvent arriver, il est sûr du moins que les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, chargez à jamais de ce fardeau, ne sauroient éviter de s'épuiser tellement eux-mêmes & leurs Sujets, qu'au lieu de pouvoir continuer à rendre, à l'exemple de leurs Ancêtres, depuis plusieurs siécles, des services signalez & utiles à l'Empire, ils auroient de la peine dans la suite à se reconnoître eux-mêmes, & à se sauver du moindre danger dont la chére Patrie pourroit être menacée; ils se verroient même contraints à subir tous les desseins qu'on pourroit avoir prémeditez contre eux. Il est cependant d'une très-grande importance à tous les Electeurs & Princes seculiers, préferablement aux Ecclesiastiques, de se maintenir en consequence de leur ancienne & glorieuse naissance, dans cette dignité & autorité qui leur est devolue, de même que leurs Etats & Païs, *Jure hereditario*, & de conserver inviolablement le fondement de leur Liberté, afin de pouvoir transmettre l'une & l'autre à leur posterité. Or il est clair & incontestable, que si l'Empire se charge de cette Garantie extraordinaire sans les precautions requises, il s'engageroit dans des Guerres infinies, & dans des Troubles si terribles que ne s'agissant pas de moins que du bouleversement total de son Système interieur, personne ne sauroit s'empêcher d'y prendre part bongré malgré. Mais comme Sa Majesté Impériale pendant tout le tems de son glorieux & très-gracieux Regne, a donné des Attestations & Déclarations réiterées, qu'elle préferera toujours le bien & la tranquilité de l'Empire à ses propres intérêts, on ne peut qu'espérer de sa justice naturelle, qu'elle voudra bien approuver très-gracieusement toutes les déliberations qui tendent à l'amelioration & à l'affermissement de ce bien & de cette tranquilité de l'Empire, ce dont on se flate d'autant plus, qu'elle déclare expressément, dans le Decret de Commission, de n'avoir point d'autre but, & puisque ses Royaumes & Païs y ont, & auront toujours beaucoup d'intérêt.

ANNO 1731.

Comme donc cette affaire n'est pas jusqu'ici dans tout son jour, Son Alteſſe Electorale de Baviere ne voit pas comment elle peut se declarer sur la demande de Sa Majesté Impériale à ce sujet, avant qu'on ait mûrement déliberé sur toutes les difficultez que la Garantie de tous les Royaumes & Païs de Sa Majesté Impériale traine après elle, & avant que la question *Quomodo?* inséparablement liée à la question *An?* soit mieux éclaircie. Une prompte resolution sur cette derniere lui paroît impossible sans fermer les yeux sur les suites, & sans enfraindre les Constitutions de l'Empire. Son Alteſſe Electorale espere que Mrs. les Ministres des autres Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, jugeront pareillement ces déliberations ulterieures sur les questions *An?* & *Quomodo?* d'une nécessité indispensable, eu égard au trop grand préjudice qui en naîtroit à jamais pour l'Empire, par l'embaras où cette Garantie le jetteroit, & par le fardeau insuportable dont il seroit chargé. Et en cas que quelques uns d'entre eux ne fussent pas encore munis d'Instructions suffisantes & assez détaillées, pour déliberer sur toutes les circonstances qui peuvent être considerées *hinc & inde*, Son Alteſſe Electorale se flate qu'ils voudront bien rendre compte à leurs Maîtres de cette déclaration sincére, & qu'il leur plaira, en attendant, de surseoir les déliberations, vû que par la continuation de la Paix, aussi bien que par l'âge florissant de Sa Majesté Impériale, & par la parfaite santé dont elle jouït, laquelle Dieu veuille lui conserver le plus long-tems qu'il est possible, il n'y a, comme il a été dit, aucun dan-

ANNO 1731.

ger qui puiſſe exiger qu'on ſe précipite dans une affaire plus importante qu'il n'en a jamais été propoſé à l'Empire, & qu'on procede à la déciſion avant que les ſuites ci-deſſus mentionnées ſoient détournées de l'Empire, ou avant qu'il ait été conſulté ſuffiſamment & unanimement entre les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, ſur les moyens de le maintenir, nonobſtant ces ſuites prévuës, dans la proſperité, tranquilité & liberté dont il a joui juſqu'ici; mais ſi au contraire, on néglige ces déliberations ſi néceſſaires pour ſe juſtifier devant la poſterité, Son Alteſſe Electorale de Baviere, qui en bon Patriote, n'a pour but que le maintien des Prérogatives de chaque Etat de l'Empire en particulier, & la liberté & le bien de la chere Patrie en général ne ſauroit ſe reſoudre à ſe déſiſter ſans aucune néceſſité urgente des Principes & Conſtitutions de l'Empire, qui, à ce qu'il a été dit, ſont ſi ſacrez & inviolables que même la plus grande néceſſité ne les doit pas ébranler, & elle ne ſauroit prendre part à une déciſion, qui, en chargeant l'Empire de la Garantie irrevocable de tous les Royaumes & Païs de Sa Majeſté Imperiale, lui ôteroit ſa liberté, & ſa proſperité, conſervée juſqu'ici par l'obſervation inviolable de ſes Conſtitutions. *Ulteriora refer: quodo.*

Le Miniſtre Plenipotentiaire de Son Alteſſe Electorale de Saxe a auſſi déclaré: Que la Garantie demandée étoit une affaire ſi importante, & touchoit de ſi près le bonheur & le malheur de l'Empire, qu'avant que d'entrer dans la diſcuſſion de la queſtion, ſi l'on doit conſentir à cette Garantie, il étoit d'une néceſſité indiſpenſable de convenir préalablement des conditions & des moyens les plus propres, d'un côté à obtenir lebut qu'on ſe propoſe par cette demande, & qu'on dit n'être que le bien de l'Empire, & de l'autre à lever des difficultez qui ſe rencontrent *ratione modi*; car comme ladite Garantie devoit s'étendre ſur des Païs qui n'ont aucune connexion avec l'Empire, & qui en ſont fort éloignez, il y avoit à aprehender, que ſi l'on négligeoit les précautions néceſſaires, cela porteroit un préjudice très-conſiderable à l'Empire, & l'engageroit dans des Guerres infinies, de ſorte qu'au lieu du repos, de la ſureté & tranquilité eſperée, il pourroit être jetté dans de grands troubles, comme Sa Majeſté le Roi de Pologne l'avoit déja démontré à Sa Majeſté Imperiale, dans une Lettre particuliere ſur ce ſujet: Que ces raiſons, & pluſieurs autres, amplement detaillées dans l'excellent *Votum* de Son Alteſſe Electorale de Baviere, à quoi on ſe refere pour éviter la longueur, donnoient lieu d'eſperer à Sa Majeſté le Roi de Pologne, qu'en conſideration de la très-grande importance de cette affaire, on voudroit bien déliberer murement là-deſſus, auſſi bien que ſur les conditions & moyens propres à lever toutes les difficultez, & qu'avant que cela fût fait on n'en précipiteroit pas le *Concluſum. Ulteriora reſervando.*

Le Miniſtre Plenipotentiaire de Son Alteſſe Electorale Palatine a auſſi déclaré: Que l'Electeur ſon Maître avoit en tout tems donné à Sa Majeſté Imperiale tant de preuves convainquantes de ſa dévotion, & de ſa parfaite eſtime pour l'auguſte Maiſon Archiducale, qu'il ne ſauroit que ſe flater que Sa Majeſté Imperiale ne fût entierement perſuadée de ſon zéle & de ſon attention à avancer ſes vues paternelles pour le bien de l'Empire, mais comme dans la Garantie demandée de la Pragmatique Sanction, la queſtion *Quomodo?* étoit inſéparablement liée avec la queſtion *An?* & que bien loin que les circonſtances très-conſiderables qui ſe rencontrent dans cette affaire, permettent que l'une ſoit debattuë ſans l'autre, il étoit plutôt d'une néceſſité indiſpenſable de les diſcuter en même tems, & de déliberer, *uno tractu*, ſur les moyens de concilier cette Garantie avec le maintien de la tranquilité & ſureté de l'Empire, & comment on la pourroit prêter ſans préjudice d'autrui, & ſans contrevenir aux principes ſalutaires que le Corps Germanique a ſuivi juſqu'ici pour ſa conſervation interieure, afin de ne pas engager l'Empire dans des embaras dangereux, ſur tout à l'égard des Royaumes & Païs hereditaires de Sa Majeſté Imperiale qui n'ont aucune connexion avec l'Empire, & qui en ſont ſi fort éloignez, & afin de ne la pas charger d'une obligation dont peut-être il lui ſeroit difficile, & même impoſſible de s'aquiter dans la ſuite, ſans ſa ruine & deſtruction interieure. Pour ces raiſons Son Alteſſe l'Electeur Palatin, par le ſeul déſir que lui inſpiroit ſon devoir de veiller ſur le bien de l'Empire, s'étoit crû obligée de propoſer en bon patriote, qu'on voulut déliberer en même tems ſur leſdites deux queſtions *An? & Quomodo?* & en peſer murement toutes les circonſtances les plus conſiderables.

ANNO 1731.

Reſultat de l'Empire pour la Garantie de la Pragmatique Sanction Caroline.

SOIT NOTIFIE', par la préſente au Prince Froben Ferdinand de Furſtenberg, Principal Commiſſaire de l'Empereur, à la préſente Aſſemblée générale de l'Empire, &c. &c. Qu'ayant examiné avec toute l'attention convenable, dans les trois Colleges de l'Empire, le Decret Imperial de Commiſſion, communiqué aux Etats le 19. Octobre, & le 5. Novembre 1731. & y ayant vû que ſa Majeſté Imperiale ſouhaite que les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, ſe chargent au nom dudit Empire, conformément à la teneur du II. Article du Traité, conclu le 16. Mars de l'année derniere, entre Sa Majeſté Imperiale & la Couronne d'Angleterre, de la Garantie de l'ordre de Succeſſion, établi par Sa Majeſté Imperiale dans ſa Maiſon Archiducale le 19. Avril 1713. par rapport à tous les Royaumes hereditaires & Païs qu'elle poſſédoit alors en forme d'un *Fidei-Commis* perpetuel, indiviſible & inſeparable, ſelon l'ordre de Primogeniture en faveur des deux ſexes: Qu'ayant particulierement conſideré que par le maintien inſeparable & indiviſible de tous les Royaumes & Païs poſſedez par Sa Majeſté Imperiale, cette grande Puiſſance unie ſervira à l'avenir de Boulevart à la Chrétienté, qu'elle maintiendra la Balance de l'Europe, qu'elle conſervera la Liberté Germanique, dont le Salut dépend de la Tranquilité générale & de la Paix en Europe, & que ſur tout elle défendra & maintiendra l'Honneur, les Droits & les Conſtitutions de l'Empire contre toute attaque & entrepriſe ennemies: Et que de plus, la Garantie de l'Empire étant jointe à celle des autres conſiderables Puiſſances étrangeres, ſi fort portées pour le Bien public, & qui ont reconnu que les vues de Sa Majeſté Imperiale étoient les moyens les plus convenables pour maintenir la tranquilité générale de l'Europe, il ne ſeroit pas facile à qui que ce ſoit d'entreprendre quelque choſe contre ces grandes Puiſſances unies, par où l'on éloigneroit tout ce qui pourroit donner lieu à tant de malheureuſes Diviſions, Guerres & effuſion du Sang, qui pourroient arriver ſi les Etats de l'Empereur venoient à être ſeparez, & qui ſeroient capables de mettre toute l'Allemagne en feu: Les Etats, après avoir murement deliberé ſur cette importante affaire & ſur ſes circonſtances, ont reſolu de remercier Sa Majeſté Imperiale de ſes ſoins Paternels, pour éloigner tous les dangers qui pourroient troubler le Salut, l'Honneur & la Sureté de l'Empire, & d'accepter la Garantie demandée par Sa Majeſté Imperiale de l'Ordre de Succeſſion de tous les Royaumes Héreditaires & Païs qu'elle poſſede, ainſi qu'il a été établi par Sa Majeſté Imperiale dans ſa Maiſon Archiducale le 19. Avril 1713. & conformément à l'Article II. du Traité conclu entre Sa Majeſté Imperiale & la Couronne d'Angleterre, (*La teneur de cet Article eſt inſerée ici mot à mot,*) comme ils le font par la préſente, en y conſentant, & l'acceptant entierement, & declarant qu'ils defendront cet Ordre de Succeſſion, tel qu'il a été établi, contre tous ceux qui voudroient s'y opoſer, ou troubler, en quelque maniere que ce ſoit, Sa Majeſté Imperiale ou ſes Succeſſeurs, dans la poſſeſſion d'aucun de ſes Royaumes héreditaires & Païs, & qu'ils employeront, pour cet effet, en tout tems, en cas de beſoin, toutes leurs forces, & tout ce qui ſera néceſſaire pour le maintien & l'exécution de cette Garantie de l'Empire, ſe confiant que d'un autre côté on leur fournira tous les ſecours néceſſaires, en cas de quelque danger inopiné, ou Attaque ennemie, &c.

Signé,

(L. S.) DE LA CHANCELERIE ELECTOALE DE MAYENCE.

Confirmation du Reſultat précedent par l'Empereur, du 4. Fevrier 1732.

SA MAJESTE' IMPERIALE s'étant fait repréſenter la Réſolution de l'Empire, priſe le 18. du

ANNO 1731. du passé, sur la Garantie proposée dernierement par ladite Majesté Imperiale aux Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, touchant l'Ordre de Succession, établi dans la très-Illustre Maison d'Autriche, & déclaré par Sa Majesté Imperiale le 19. Avril 1723. elle y a vû avec satisfaction & une reconnoissance particuliere, la grande prudence, les mûres Déliberations, le zele véritablement Allemand, les soins fidéles & les bonnes intentions, avec lesquels les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, ont examiné cette importante affaire, & s'en sont ensuite conformez, par une Resolution unanime & générale, aux soins paternels & aux vuës salutaires de Sa Majesté Imperiale.

Une Resolution si digne d'un véritable zele pour la Patrie, devant être regardée avec justice comme le vrai fondement d'une durable tranquillité pour l'avenir, d'une entiere sureté contre toute entreprise étrangere, & le moyen le plus efficace pour maintenir inviolablement les anciennes Constitutions, la Liberté & le Bien général de la Patrie, Sa Majesté Imperiale a aussi jugé à propos d'approuver & de ratifier, dans toute sa teneur, la Resolution solemnelle du 11. du mois dernier, pour servir de Constitution & de Fondement salutaire à toute la Posterité Allemande.

Sa Majesté Imperiale se confiant entierement sur la Fidelité & le Zele des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire pour la Patrie, se flatte, que comme elle ne manquera jamais de défendre & de donner à l'Empire, selon ses engagemens, le secours nécessaire contre tout danger imprévû & entreprise ennemie, lesdits Electeurs Princes & Etats de l'Empire; tant en général qu'en particulier, seront aussi resolus de maintenir toujours & de confirmer de plus en plus les engagemens dans lesquels, après une mure déliberation, on vient d'entrer, pour le Bien général de l'Empire, au moyen d'une Constitution solemnelle, & qui tendent à affermir pour l'avenir, sous la Divine Protection du Tout-Puissant: la Tranquillité, la Liberté & la Sureté de la chere Patrie, & cela avec une Union étroite & inviolable, d'autant plus nécessaire, que le Bien général en dépend, & par consequent la sureté de chaque Particulier. Surquoi Sa Majesté réitere ici les assurances de sa Reconnoissance pour les témoignages d'affection des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, pour elle & pour sa Maison Archiducale, &c. Fait à Ratisbonne le 4. Fevrier 1732.

Etoit signé,

FRODAN FERDINAND,
Prince de Furstenberg.

CLI.

28. Dec. *Ordonnance de l'Imperatrice de Russie pour la succession au Trône. Du 28. Decemb.* 1731.

NOus, ANNE, par la Grace de Dieu, Imperatrice & Souveraine de tous les Russes, &c. Savoir faisons par la Présente à tous nos fideles Sujets: Il paroît par tant de Manifestes, nouvelles Loix, Reglemens & Ordonnances, que Nous avons fait publier depuis le commencement de notre Regne, avec combien de zele & de soins, conformément au Devoir qui nous a été imposé de Dieu, nous avons employé tous nos efforts, pour maintenir & étendre la Religion Chrétienne & Orthodoxe selon le Rite Grec, pour soutenir la Justice, pour défendre nos Sujets opprimez, pour introduire un meilleur ordre & Discipline dans nos Armées, destinées à la défense de cet Empire contre toute Attaque Ennemie, pour ériger des Ecoles suffisantes & de bonnes Academies, dans lesquelles la jeunesse est non-seulement élevée, *grain*, dans la crainte de Dieu & dans nôtre Religion Orthodoxe, mais aussi dans toutes les Sciences, tant Civiles que Militaires, utiles à l'Empire, & qui peuvent tendre à procurer tout ce qui peut avancer le Bien, la Tranquilité & le Salut de tous nos fideles Sujets, & à faire fleurir de plus en plus notre chere Patrie. Nous employons aussi actuellement nos soins gracieux à chercher les moyens necessaires pour mettre les Subsides sur un meilleur pié, & les diminuer le plus qu'il sera possible, dès que les nécessitez générales & les Interêts de l'Empire pourront le permettre.

En consequence de tous ces efforts salutaires & continuels pour le Bien de notre Empire, nous avons jugé qu'il étoit principalement de notre Devoir, tant envers Dieu, qui nous a confié le Souverain Gouvernement de nos Royaumes, qu'envers nos Sujets, d'avoir soin de confirmer par de bonnes & suffisantes Loix & Ordonnances cette heureuse situation de nos Royaumes, non seulement pendant notre Regence, mais aussi pour les tems à venir, afin que dans tous les Incidens qui peuvent survenir & qui dépendent du Ciel, nos fideles Sujets puissent, pour la conservation de l'Empire, être maintenus en toute Tranquillité, & mis en sureté contre les désordres & Troubles, contraires aux Loix Divines, & aux Constitutions & Loix fondamentales de notre Empire, comme il en est arrivé à notre Avenement au Trône, qui auroient certainement ruïné notre chere Patrie, si Dieu par une grace particuliere & par sa bonté ne les eût éloignés.

ANNO 1731.

Quoique nos fideles Sujets nous ayent déja prêté, comme à leur Souveraine Imperatrice & Dame, le Serment de fidelité & de soumission parfaite, & que, conformément à l'Ordre de Succession, établi le 5. Fevrier 1722., & confirmé par un Serment solemnel de tous les Etats & fideles Sujets de l'Empire Russien; il a toûjours dépendu du choix & du bon plaisir des Souverains de nommer leur Successeur, néanmoins, afin de confirmer le Bonheur & la Conservation de l'Empire, maintenir tous nos fideles Sujets dans une parfaite Tranquillité, & prévenir tout ce qui pourroit troubler ces vûes salutaires, nous avons jugé à propos d'ordonner par la Présente, que tous & un chacun de nos fideles Sujets, tant Ecclésiastiques que Temporels, Militaires & Civils, de quelque nom qu'on puisse les nommer, de nous prêter de nouveau Serment & Hommage, selon le Formulaire ci-joint, entierement conforme au Serment qui a été prêté aux Empereurs nos Prédecesseurs. C'est pourquoi, nous avons ordonné de faire imprimer notre présent Commandement avec le Formulaire, & de le faire publier par tout notre Empire, afin que personne n'en puisse prétendre cause d'ignorance: Et de notre part, nous avons résolu, & notre volonté est, après avoir invoqué l'assistance Divine, par des Prieres ardentes, de prendre de telles mesures, qui ne peuvent tendre qu'au véritable avantage & au Bonheur de tout l'Empire & de tous nos fideles Sujets, & à la conservation de notre Religion Orthodoxe. En foi dequoi nous avons signé la Présente de notre propre main. Fait à Moscou le 28. Decembre 1731.

» Voici le formulaire du serment qui fut prêté & » qui a été exigé de tous les Sujets de tous les Or» dres, non seulement dens tout l'Empire, mais mê» me dans les Pais étrangers, où les Ministres de Sa » Maj. Imp. ont reçu ordre de le faire signer à » tous les Russiens qui s'y trouvent.

Quoique j'aye déja prêté le Serment de fidelité & de soumission à la Très-Illustre & Très-Puissante Dame ANNE JOANNOWNA, Imperatrice & Souveraine de tous les Russes, ma legitime Souveraine Imperatrice & Dame, je soussigné promets neanmoins de nouveau par les Présentes, pour plus grande confirmation de ma très-soumise fidelité, & jure par le Dieu Tout-Puissant, & devant son Saint Evangile, tant pour moi que pour mes Heritiers, présens & à venir, que je veux, & que je serai, comme y étant obligé, fidele, obéissant & soumis, non seulement à S. M. ma legitime Dame & Imperatrice ANNE JOANNOWNA, mais aussi dans la suite aux Successeurs de S. M., qu'en vertu de la Souveraine & Imperiale Puissance, qui lui a été donnée de Dieu, Elle a établi ou qu'elle établira, & jugera dignes du Souverain Trône de Russie, que je défendrai de toutes mes forces, de tout mon pouvoir, & sur ma Conscience tous les Droits & Prérogatives de l'Autorité & de la Puissance de S. M. Imp. & des Successeurs qu'elle nommera; en la maniere que lesdits Droits & Prérogatives sont à présent établis, & qu'ils pourront l'être à l'avenir, & que pour cet effet; au cas que le besoin vint à l'exiger, je n'épargnerai pas ma vie, mais que je ferai tous mes efforts pour avancer conformément & avec zele, tout ce qui peut être utile au service de S. M. Imp. & des Successeurs qu'elle nommera, & au bien de l'Empire, de telle maniere que je puisse en répondre devant Dieu & son Tribunal: Ainsi Dieu Tout Puissant me soit en aide: Pour conclusion de mon présent Serment, je baise le St. Evangile & la Croix de mon Sauveur: *Amen.*

ANNO CLII. ANNO 1732.

1732. 21 Janvier. *Traité de Paix entre l'Empire de Ruſſie & le Royaume de Perſe conclu à Riaſcha en Ghilan le 21. Janvier 1732.* [Tiré du Tom. VII. du Recueil Hiſtorique des Actes &c. de M. Rouſſet.]

DAutant que depuis quelques années pluſieurs troubles ſont ſurvenus dans le Royaume de Perſe, & que preſque tous les Sujets s'y ſont ſoulevés contre leur Roi legitime & Hereditaire, ce qui non ſeulement a jetté ce Royaume dans un peril manifeſte, mais qui a occaſionné en même tems à l'Empire Ruſſien un préjudice & une perte conſiderable par rapport à ſon Commerce, C'eſt pourquoi S. M. Imp. *Pierre le Grand*, de glorieuſe memoire, tant pour faire proſperer ſes Provinces, qui ſont ſituées dans le Voiſinage de la Perſe, que pour prévenir la ruïne totale de ce Royaume, s'eſt trouvé dans la neceſſité, d'entrer en Perſe avec ſes troupes, & de prendre poſſeſſion des Provinces, & des Villes ſituées près de la Mer Caſpienne, pour les defendre contre les Peuples, qui ſe ſont revoltés contre le *Schach*; pour lui faciliter les moyens de reprendre ſa Capitale, la Ville de *Iſpahan*, & de remonter ſur ſon Trone hereditaire; Ce qui a été continué enſuite par Sa Majeſte Imp. à préſent regnante, *Anna Joannowna*, qui a fait donner toutes les aſſiſtances poſſibles à Sa Maj. le *Schach*, Et comme par une amitié cordiale, & en bonne Voiſine, Elle lui ſouhaite toute ſortes de biens, & qu'il puiſſe bien-tôt voir ſon Royaume hereditaire delivré de tous les Troubles, Elle a donné ordre, & Plein-pouvoir à ſes deux Plenipotentiaires, qui à préſent ſont dans le *Ghilan*, le General en Chef *Waſilli Lewaſchoff*, & le Conſeiller actuel d'Etat le Baron *Pierre Schafiroff*, d'entrer en Négotiation, & de conclure un Traité pour affermir de plus en plus l'ancienne amitié reciproque, Comme en conformité de ces ordres, & de leurs Inſtructions, ils ſont réellement entrez en Negotiation avec *Mirſa Mehemet*, Miniſtre de Sa Maj. le *Schach*, pourvû, par ſon haut Principal, d'un Plein-pouvoir ſuffiſant, tous trois ont conclu enſemble un Traité formel d'une amitié perpetuelle, ſur les conditions & les articles ſuivants.

I. On oubliera à perpetuité tous les Demêlez ſurvenus pendant les troubles de la Perſe & les Hoſtilitez commiſes de part & d'autre; & la bonne amitié ancienne & inviolable qui a ſubſiſté entre les deux Empires ſera rétablie de maniére que l'un procurera le bien de l'autre autant qu'il pourra, & aura ſoin de dérourner tous les torts & domages.

II. Sa Maj. Imp. de Ruſſie, pour donner à Sa Maj. le Schach une preuve convaincante de ſon amitié, renonce de ſon propre mouvement genereux aux pretenſions aquiſes ſur les Provinces de Perſe par ſes prédeceſſeurs de Glor. Mémoire, par les Traitez & par le droit des Armes à cauſe des grandes dépenſes & preparatifs de Guerre. Et elle promet aux Miniſtres Plénipotentiaires de Sa Majeſté le Schach de vuider un mois après la Signature du préſent Traité & de reſtituer au Schach la Province de Lagetſchank avec ſes dependances, tout Ranakut & ce qui eſt au de là de la Riviere dite *Cepid-Rud* & 5. mois après la concluſion du preſent Traité & l'Echange des Ratifications les Provinces de Gilan, Aſtarinsk, & autres pays entre Aſtrabat & la Riv. de Kour, dans le même bon état où elles ſont ſous la Garde des Troupes de Sa Maj. Imp.: les autres Provinces & Places ſituées de ce côté-ci de la Kour reſtant ſous la Domination de Sa Maj. Imp. comme elles y ſont à preſent, dans cette ſeule vuë d'empêcher que ſi Sa Maj. Imp. en retiroit ſes Troupes, les Nations remuantes des Frontiéres ne ſe joigniſſent aux Sujets mal intentionnez du Schach, & ne cauſaſſent de nouveaux troubles en s'emparant de force des Places actuellement occupées par les Troupes de Sa Maj. Imp. Au reſte Sa Maj. le Schach reconnoit la Généroſité de cette Reſolution de Sa Maj. Imp. qui lui cede ces Provinces, promettant de ſon côté de lui en temoigner ſa reconnoiſſance par toutes ſortes de marques d'Amitié.

III. En conſequence Sa Maj. le Schach declare pour lui & ſes ſucceſſeurs, de vivre avec Sa Maj. Imp. & ſon Empire dans une perpetuelle & inviolable amitié & bon voiſinage, & de tenir pour ſes Ennemis ceux qui le ſeront de Sa Maj. Imp. accordant aux Sujets de Sa Maj. Imp. de commercer librement dans toutes les Terres & Places de ſa domination, ſans païer aucun droit pour les marchandiſes aportées de Ruſſie en Perſe, ſoit qu'elles y ſoient achetées ou troquées. A quelle fin le Schach commandera à tous Officiers dans les Villes & Provinces, de n'éxiget aucun droit ni préſent des Marchands Ruſſiens, & à la vuë d'une Declaration des Officiers Ruſſiens ſur la Frontiere, qu'ils ſont véritablement Sujèts de la Ruſſie, les laiſſer commercer ſans payer de droit dans toutes les Places de la Perſe. Et en cas qu'ils vouluſſent paſſer aux Indes ou autres Païs pour y negocier, de les laiſſer paſſer librement par Mer ou par Terre ſans payer aucun Droit & ſans exiger d'eux aucun impôt au profit de Sa Majeſté le Schach, ni aucun don ou préſent pour eux. Mais, étant requis de leur rendre bonne Juſtice en fait de Dettes ou Dommages, ſans ſoufrir qu'il leur ſoit fait le moindre tort. De même il eſt permis auxdits Marchands de bâtir dans des endroits convenables des Maiſons, & Magazins pour y ſerrer leurs Marchandiſes; les Officiers Perſans leur marqueront à cet effet leſdites Places & leur prêteront tout ſecours; Et ſi quelque Vaiſſeau ou Bâtiment chargé de Marchandiſes des Ruſſiens venoit à périr ſous la Domination de Sa Majeſté le Schach, on donnera toute ſorte de ſecours à ceux qui ſeront en danger pour ſauver leurs Effets, & tout pillage & vol dans ces occaſions eſt deffendu ſous grieve peine; ſi quelque Ruſſien venoit à mourir en Perſe, ſes effets, ſans en detourner ou retenir aucun, ſeront remis, ſur quittance, à ſes Aſſociez ou parens.

IV. Sa Maj. Imp. promet de ſon côté aux Sujets du Schach, qui viendront negocier dans ſes Etats, ou qui y paſſeront pour aller dans d'autres païs, qu'ils y jouïront de toutes les franchiſes & avantages qui peuvent s'accorder, ſuivant les uſages & Conſtitutions de ſon Empire, & qu'à leur requiſition, on leur rendra une exacte Juſtice, & à cet effet il ſera ordonné à tous les Officiers de Sa Maj. Imp. dans les Villes de leur accorder toute ſorte de franchiſes, & de les proteger dans leur Commerce. Sa Maj. Imp. promet auſſi que lorſque quelques Marchands de la Cour du Schach viendront en Ruſſie, avec de bonnes Atteſtations qu'ils ſont envoyez pour acheter des Marchandiſes pour Sa Maj. ils ne payeront aucun droit, comme effets apartenants au Schach, & ceſdits Marchands ſeront reçus, ſuivant l'ancien uſage, avec toute ſorte d'égards & reconduits de même, s'ils ſont véritablement Perſans & s'ils n'achetent rien pour d'autres que pour le Schach.

V. D'autant que pendant les derniers troubles de la Perſe pluſieurs Marchands Ruſſiens ont été maſſacrez par les Sujets rebelles du Schach, qui leur ont enlevé pluſieurs milliers de Roubles, ce qui a plongé pluſieurs perſonnes dans la derniere miſere; Sa Majeſté le Schach promet de faire examiner leſdites pertes à l'avantage des Sujets Ruſſiens, & de leur faire rendre Juſtice lorſqu'ils pourront faire connoître le coupable, en faiſant reparer la perte aux depens des biens meubles ou immeubles des coupables ou de leurs Héritiers.

VI. Il a été auſſi reglé & ſtatué qu'il ſera libre à chacun des Contractans de tenir à la Cour de Sa Maj. Imp. & à celle de Sa Majeſté le Schach, des Miniſtres de tel caractere que le demandera l'importance de la Négociation, & l'on donnera de part & d'autre auxdits Miniſtres tel Logement & apointement par jour qu'il conviendra à leur Caractere; de même il ſera permis aux Contractans de tenir des Agens ou Conſuls dans les autres Villes, où ils trouveront convenable, & il leur ſera rendu le reſpect qui convient à leur Charge; & les Officiers de ces Villes auront ordre de les reſpecter ainſi qu'il convient, & les proteger contre tout dommage & inſultes, comme auſſi, ſur leurs remontrances, d'adminiſtrer bonne Juſtice lorſqu'il aura été fait quelque tort aux Sujets des deux Souverains: terminant les procès ſans délai, & faiſant donner ſatisfaction à ceux qui auront ſoufert quelque Dommage.

VII. On eſt auſſi convenu que Sa Maj. le Schach ne tiendra pour Sujets infideles les Perſans, qui, pendant l'invaſion des Troupes Ruſſiennes & leur demeure dans les Provinces & Villes de Perſe, ſont entrez au ſervice de Sa Maj. Imp. & ont été revêtus de quelqu'emploi, & qu'après la retraite des Ruſſiens, ils n'en ſeront puis ni an leur Corps ni en leurs biens, & qu'on ne les inquiétera pas, mais ils reſte-

ANNO 1732. reſteront en paiſible poſſeſſion de leurs biens ; Sa Maj. Imp. promet de ſon côté qu'après l'echange des Inſtrumens de ce Traité il ne ſera enlevé aucun ſujet du Schach malgré eux , étant permis à ceux qui ſont entrez volontairement au ſervice de Ruſſie, d'en ſortir & de retourner chez eux.

Conclu & Signé à *Riaſcha* en Ghilan le 21. Janvier 1732. par les Plénipotentiaires reſpectifs le General en Chef *Lewaſchoff* , &. le Baron de *Schaffiroff* de la part de l'Imperatrice de Ruſſie; & *Meſſa Mehmet* & *Ibrahim* de la part du Schach de Perſe.

Les Ratifications en ont été reçûes à Petersbourg au commencement de Juin.

CLIII.

28. Janv. *Cedule du Roi d'Eſpagne à ſes Officiers en Amerique défendant les depredations & les hoſtilitez commiſes par les Gardes-Côtes contre les Bâtimens Anglois. Du 28. Janvier 1732.*

LE ROI.

COmme le Sieur Keene , Miniſtre Plenipotentiaire du Roi de la Grande-Bretagne ; reſidant à ma Cour, m'a repreſenté : Que nonobſtant les ordres que j'ai donnez pluſieurs fois, pour empêcher que les Armateurs Eſpagnols en Amerique , ne commettent aucune hoſtilité contre les Anglois ou leurs Vaiſſeaux navigeans dans ces Mers; il continue cependant d'en être fait, non ſeulement par ceux qui ont Commiſſion de quelques Gouverneurs des Ports de mes Etats, dans les Indes Occidentales ; mais auſſi par ceux qui n'en ont point : que l'on colore ces hoſtilitez du prétexte ſpecieux de Commerce illicite , & que les Gouverneurs ne font aucune attention aux Plaintes, qui leur ſont addreſſées de la part des Anglois, qui ont ſouffert de telles injuſtes vexations, ni ne leur font donner aucune juſte ſatisfaction pour les dommages qu'on leur a cauſé ; J'ai reſolu de reitérer, par cette preſente Lettre, les ordres déja donnez à cet effet. C'eſt pourquoi j'enjoins aux Gouverneurs des Ports & des Places, qui ſont ſous mon obéiſſance en Amerique , de ne pas ſouffrir, qu'aucun de mes Sujets moleſte, maltraite ou inquiete les Anglois ; ou leurs Vaiſſeaux, qui trafiquant dans ces Mers-là, ſe tiendront dans les latitudes où il leur eſt permis d'aller; & qui ne ſeront point trouvez avoir part ou interêt dans aucun Commerce défendu. Je leur ordonne de plus d'avoir ſoin, que mesdits Sujets ſe gouvernent exactement & indiſpenſablement, en conformité des Loix Royales & Ordonnances émanées à ce ſujet, à peine contre celui ou ceux qui y contreviendront, d'être punis avec la plus grande ſéverité, ſuivant l'énormité de l'offenſe commiſe ; laquelle punition s'étendra auſſi à l'égard de ceux qui iront en Mer, ſans la moindre Commiſſion, & pour le ſeul deſſein de commettre des Hoſtilitez, & de faire des Priſes injuſtes. Je prétends encore & veux , que leſdits Gouverneurs entendent & reçoivent toutes les plaintes, qui leur ſeront faites de la part des Officiers & Commandans Anglois, ſoit en perſonne ou par Lettre, & qu'ils leur rendent toujours Juſtice & en tout tems, en leur faiſant donner une juſte ſatisfaction, par rapport aux pertes qu'ils pourroient ſouffrir de la part des perſonnes qui y donneroient occaſion , & qui par conſequent doivent les en dédommager & indemniſer. En outre, leſdits Gouverneurs doivent ſavoir , qu'ils ſeront reſponſables de toutes les violences que leſdits Armateurs commettront à cet égard. C'eſt pourquoi avans que de leur donner Commiſſion d'aller en Mer, ils doivent s'informer du caractere de leurs perſonnes , & s'aſſurer d'eux , par des Cautions ſuffiſantes. Car telle eſt ma volonté & mon bon Plaiſir. A Seville le 28 Janvier 1732.

Signé,

MOI LE ROI.

Et plus bas,

DON JOSEPH PATINNO.

CLIV.

ANNO 1732.

Decret du Pape CLEMENT XII. *pour ériger* 16. Fev. *Ancone en Port Franc. Du* 16. *Fevrier* 1732.

ANNIBAL, par la Grace de Dieu Evêque de Sabine, Cardinal de St. Clement, Camerlingue du S. Siége de Rome.

Nôtre S. Pere, le Pape Clement XII. ayant toûjours été attentif, depuis qu'il eſt ſur le St. Siége, à procurer tous les avantages poſſibles à ſes fidelles Sujets, pour mieux mettre en execution ſes bonnes intentions paternelles, a toujours examiné avec ſoin tous les moyens qui lui ont été propoſez : & conſiderant que l'accroiſſement du Commerce & de la Navigation contribueroit beaucoup à la perfection des Arts, &c. dans l'Etat Eccleſiaſtique ; que pluſieurs familles en retireroient de grands avantages & que les manufactures & les fruits de ce pais s'en débiteroient mieux, S. S. a trouvé bon, pour ne pas priver ſes bons Sujets d'une occaſion ſi favorable, imitant en ceci l'exemple de ſes Prédeceſſeurs, & pour ne rien faire à la légere dans une affaire de cette importance, à convoqué une Congregation particuliere des Eminens & venerables Cardinaux & de quelques Prélats de la Cour pour prendre leurs avis, leſquels ont repréſenté à S. S. qu'il ſeroit très avantageux d'étendre autant qu'on peut le Négoce dans la Mer Adriatique entre ſes Sujets, & les Marchands étrangers qui aporteroient toutes ſortes de vivres & autres Marchandiſes & denrées, dans le Port d'Ancone ſur leurs Vaiſſeaux, Bateaux , Barques ou autres Bâtimens de quelque grandeur qu'ils fuſſent & de quelqu'endroit qu'ils vinſſent ; Et à cet effet de déclarer ledit Port d'Ancone un Port Franc, & donner liberté entiére à tous Marchands de toutes Nations d'y venir, d'y trafiquer, & de diſpoſer de leurs Effets, ſans payer à l'avenir , les droits & impôts payez jusqu'à preſent dans ce Port. De plus ladite Congregation , en conſequence de la ſuſdite reſolution, a dreſſé les Articles ſuivans tant pour établir un bon ordre dans ledit Port que pour la ſureté des Négocians ; leſquelles réſolutions Sa Sainteté a approuvé & ſigné de ſa main le 14. du preſent mois & nous les a envoyées avec les Articles, déclarant le Port d'Ancone un Port Franc, & lui accordant les Privileges, Franchiſes, & Graces dont on jouït dans d'autres Ports Francs ; aboliſſant, à cet effet , tous droits, impôts, taxes, de quelque genre que ce puiſſe être, qui ont été payez jusqu'à preſent dans les ſuſdits Port & Ville, conformément aux Articles ſuivans, comme il paroit plus amplement dans la Patente ſignée de la main de Sa Sainteté, & gardée par le Secretaire ſouſſigné, à laquelle nous nous referons.

Pour executer les ordres exprès de S. S. contenus dans ladite Patente , & en vertu de notre Charge de Camerlingue, nous notifions à un chacun les ſuſdits Droits, Franchiſes & Privileges accordez dans le ſuſdit Port à tous Marchands & Négocians etrangers, leur promettant que leurs Effets ſeront exempts des droits, impots, &c. & joüiront des Privileges expliquez dans les Articles ſuivans.

I. Les Capitaines ou Maîtres, les Marchands & Negocians de quelque Nation qu'ils ſoient, qui aborderont à l'avenir dans le Port Franc d'Ancone, pourront librement entrer dans le Port & dans la Ville, avec leur Batiment & leurs effets pour y commercer, & en diſpoſer comme ils trouveront à propos, ſoit en gros, ou en détail, & enſuite en partir en toute liberté, en ſûreté, ſans craindre aucun empêchement.

II. Et afin d'ôter aux Négocians toute crainte d'être retenus & arrêtez trop long-tems, ou obligez de faire de grandes dépenſes au cas qu'ils ayent quelque démêlé au ſujet de leurs Marchandiſes, &c. S. S. conſent en faveur du Commerce, que le Conſulat des Négocians connoiſſe comme Juge de toutes les affaires qui concernent le Commerce, auquel effet S. S. confirme, autant qu'eſt beſoin, tous les Privileges accordez jusqu'à préſent audit Conſulat, de la même maniére dont ils joüiſſent les Conſuls dans le Levant ou en Portugal, les renouvellant & les confirmant ; Et de plus, pour la plus grande facilité des Marchands du Levant ou de Portugal & empêcher qu'ils ne perdent leur tems ou leur Argent devant d'autres Tribu-

DNUX ;

ANNO 1732. naux, au cas qu'ils ne ſoient pas contens de la Sentence de leurs Conſuls, prétend Sa Sainteté qu'ils ne pourront en apeller qu'au Conſulat des Négocians, ſans avoir recours à quelque autre Tribunal, & qu'ils ſe conformeront à la déciſion dudit Conſulat.

III. Pour encourager les Marchands étrangers & les Ouvriers à ſe venir établir avec leurs familles dans la Ville & le Port-Franc d'Ancone, S. S., pour donner des marques de ſon amour Paternel & de ſes bonnes intentions, veut que chaque Négociant ou Ouvrier, qui viendra s'établir dans ladite Ville, après la publication des Préſentes, jouiſſent pendant 10. années de l'exemption de toute taxe nommée *bouſſante*, comme auſſi de tous impôts ſur l'entrée des vins & huiles étrangeres, qui ſeront pour leur conſomption.

IV. Tous les Vaiſſeaux de quelque Nation qu'ils ſoient qui aborderont dans le Port d'Ancone, chargez de Marchandiſes, auront la liberté de les vendre & négocier le mieux qu'ils pourront & au plus grand profit des propriétaires; il leur ſera libre auſſi de décharger leurs Effets dans les Magazins ordinaires de la Ville & les faire ſortir de la Ville par eau ſans paſer aucun droit ni impôt, à l'exception des grains de dehors & des *Marzatelli* qui ne pourront entrer ſans une permiſſion expreſſe.

V. Pour prevenir tout desordre par raport aux Marchandiſes déja défendues comme Draps, Soyes, Brocards, Dentelles, d'Or, d'Argent, de Soye & de Fil, &c. & autres dont l'entrée dans l'Etat Eccléſiaſtique pourroit être defendue à l'avenir, Sa Sainteté veut que la ſortie de ladite Ville en ſoit libre, & à cet effet on marquera une place où elles pourront être gardées juſqu'à ce que le Vaiſſeau ſera en état de partir pour les tranſporter hors de l'Etat Eccleſiaſtique ou en d'autres lieux où elles ne ſeront pas defendues, & pour ledit Magazinage il ſera ſeulement payé 5. Bajocchi pour une voiture remplie desdites Marchandiſes, lorſqu'elles ſortiront librement du Port ſans payer aucun Droit ou Impôt.

VI. Quoique le Lazaret d'Ancone ſoit bien placé & tout propre pour y purifier les Marchandiſes ſuſpectes, les ordres ont été donnez de netoyer ledit Lazaret, & les Inſpecteurs de la Santé auront des ordres très-précis de faire tout ce qui peut contribuer à la ſureté publique.

VII. Et d'autant que c'eſt une tres mauvaiſe coutume que de permettre que des Gens ſe mêlent de Courtage dans des Marchandiſes, dont ils n'ont pas de connoiſſance, S S a reſolu pour prevenir cet abus d'établir les Conſuls comme elle les établit par ces préſentes, pour empêcher que perſonne n'exerce l'Office de Courtier, qu'ils n'ayent auparavant examiné s'il eſt capable de l'exercer comme il faut, & l'en trouvant capable, leſdits Conſuls lui donneront une Atteſtation par écrit, pour la préſenter a la Chancelerie, ou ſur ladite Atteſtation, & après le Serment requis, & non autrement, il lui ſera accordé la Permiſſion, & un Acte lui en ſera expedié comme de coutume; & pour plus grande ſureté des Marchands, le nombre des Courtiers ſera fixé, & ils exerceront cet Emploi ſuivant les Loix que Sa Sainteté trouvera à propos de leur preſcrire.

VIII. Pour l'encouragement des Acheteurs & des Vendeurs, & pour prévenir tous différens entre eux, S. S. entend que tous les Effets qui ſeront vendus ou négociez dans la Ville & le Port libre d'Ancone, ſeront auſſi-tôt ſujets aux Droits uſitez & publiez en payant la ſuſdite petite taxe, ſans aucun changement, & cela tant par raport aux Effets qui ſortiront par Eau, que pour ceux qui entreront ou ſortiront par Terre.

IX. D'autant qu'il eſt très-néceſſaire que les Marchands ayent des Gens exprès pour embaler & debaler leurs Marchandiſes, les ordres ont été donnés à cet effet, & ces Gens ſeront payez ſuivant leurs peines, enſorte qu'il ne puiſſe y avoir de démêlé à cet égard, perſonne ne pouvant exiger que le Salaire ordinaire.

X. Sa Sainteté prétend que les Capitaines payent le droit d'Ancrage de tous les Bâtimens qui entreront dans le Port Franc d'Ancone, dans le Diſtrict marqué, ſavoir depuis la Pointe *de Falconara* en ligne droite juſqu'au Rocher *della Volpe*, ſoit que les Bâtimens ſoient chargez ou qu'ils n'ayent que du Leſte, & de quelque endroit qu'ils viennent, ſuivant le Tarif ci-joint, & à proportion de ce qu'on paye dans les autres Ports, en ſorte néanmoins que les Barques qui vont ſeulement à la Pêche, ne ſeront pas tenuës de payer l'Ancrage, mais s'ils ſont chargez de Marchandiſes, ou qu'ils en déchargent, ils devront payer. ANNO 1732.

XI. S. S. prétend que les Capitaines ou Maîtres, auſſi-tôt qu'ils ſeront arrivés dans le Port Franc d'Ancone, déclarent au *Cartolario* ou à ſes Commis la qualité & la quantité des Effets qu'ils ont à bord, comme il eſt uſité ailleurs, ils déclareront auſſi expreſſement à qui leſdits Effets ſont adreſſez, afin de prévenir tout desordre, ſur tout par raport aux Marchandiſes défendues, ci-deſſus ſpecifiées.

XII. S. S. défend expreſſement à tous Capitaines & Maîtres de décharger du leſte dans le Port ou d'y jetter aucune ordure, ſous peine de 200. Ecus chaque fois; & afin que le Port reſte toujours net, à l'avantage des Vaiſſeaux qui y entrent, on a marqué une place, où l'on pourra jetter le Leſte, &c.

XIII. Enfin S. S. veut que, ſelon l'uſage pratiqué dans tous les Ports, les Vaiſſeaux qui ſeront dans celui d'Ancone, ſe pourvoye dans cette Ville de Biſcuit, Sel, Chair, Vin, &c. autant qu'ils en auront beſoin.

TARIF.

L'Ancrage que les Capitaines ou Maîtres ſeront tenus de payer en entrant dans le Port d'Ancone, ſera

Pour les petits Bâtimens navigeant dans le Golfe de Veniſe, grands de 50. *Migliaja* ou 75. *Rubbia*. Ecus. 0-50

Bâtimens plus grands à proportion de leur grandeur juſqu'à 200. *Migliaja* ou 300. *Rubbia*. 1-0

Petits Bâtimens navigeans hors du Golfe, de 50. *Migliaja*. 1-0

Plus grands à proportion juſqu'à 200. *Migliaja*. 4-0

Tous autres gros Bâtimens navigeans tant dedans que hors le Golfe ſavoir *Vaiſſeaux*, *Pataches*, *Flutes*, *Brigantins*, *Pinques* & autres ſemblables de 200. *Migliaja* ou 300. *Rubbia*. 5-0

De 300. *Migliaja* ou 500. *Rubbia*. 10-0

De 450. *Migliaja* ou 700. *Rubbia*. 15-0

Tous Bâtimens plus grands. 20-0

Le préſent Tarif, les Privileges, droits & franchiſes ci-deſſus ſpecifiez ſeront à l'avenir inviolablement obſervez & exécutez. Donné à Rome dans la Chambre Apoſtolique le 26. de Février. 1732.

Signé, A Evêque de Sabine, Cardinal de St. Clement, Camerlingue.

Plus bas, F. G. CANECI, Auditeur.

Au deſſous, N. LANA, Commiſſaire Général.

DEMINICO ANTONIO GALOSI, Secretaire & Chancelier de la vénérable Chambre Apoſtolique.

CLV.

Octroi du Roi d'Eſpagne accordé à D. EMANUEL DE ARSAGA *& Compagnie pour l'Erection de la Compagnie Royale des* PHILIPPINES; *Donné le* 26 *Avril* 1732. 26. Avril.

PHILIPPE par la Grace de Dieu Roi de Caſtille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jeruſalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Mayorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Murcie, de Jaen, des Algarves, des Algecires, de Gibraltar, des Iſles des Canaries, des Indes Orientales & Occidentales, Iſles & Terre Ferme, de la Mer de l'Ocean, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant & Milan, Comte d'Habsbourg, de Flandres, Tirol & Barcelone, Seigneur de Biſcaye & de Moline, &c. &c.

D'autant que les Monarchies ne ſont opulentes qu'à proportion du Commerce qui s'y fait, il eſt du bien de nos Sujets pour l'augmentation de leurs richeſſes, & de notre propre intérêt pour nos revenus, de procurer

ANNO 1732. curer dans l'étendue de nos Etats & Domaines les établissemens qui peuvent y produire des effets si avantageux: dans cette vûe nous desirons, que le Commerce fleurisse non seulement dans nos Indes Occidentales, mais qu'il puisse être porté *directement* dans nos Isles des Philippines: pour cela nous jugeons à propos, de notre propre mouvement, pleine connoissance, autorité Royale, & droit de Souveraineté, d'établir, & former une Compagnie expresse pour le Commerce de nosdites Isles des Philippines, qui aura son étendue dans toutes nos autres Provinces, & Royaumes; nonobstant la prohibition inserée dans la Loi 34. Livre 9. Titre 45. du Recueil des Indes appelé *Recopilacion de Indias*, à laquelle Loi nous dérogeons seulement pour cette Compagnie, à qui nous accordons gratuitement pour nous, & nos Successeurs un établissement dans notre bonne Ville de Cadix pour le tems, & espace de vingt années consécutives, par être présente Résolution irrevocable, sous le nom de *Compagnie Royale des Philippines*, & aux Articles, Franchises, clauses & conditions suivantes.

I. Cette Compagnie aura la faculté, & le Privilege de naviger à nos Isles des Philippines, & d'y négocier de même que dans les Indes Orientales, & aux Côtes d'Afrique, tant en deça qu'au delà du Cap de Bonne Esperance, & dans tous les Ports, Bayes, Lieux, & Rivieres, où les autres Nations trafiquent librement, devant jouïr du droit d'Hospitalité, selon qu'il est d'usage & coutume, durant le terme de vingt années à compter du jour de la date de notre présente Résolution Royale.

II. Il ne sera permis à nulle autre personne, de quelque qualité ou condition qu'elle puisse être, qui ne sera du Corps de cette Compagnie, de faire directement ou indirectement ladite Navigation dans les vingt années ci-dessus mentionnées sous peine d'encourir notre indignation, & de confiscation, au profit de ladite Compagnie, de leurs Vaisseaux, Bâtimens, Armes, Munitions, & Marchandises, de quelque espece qu'elles soient.

III. Pour cet effet nous révoquons, & annullons toutes les permissions que jusqu'à présent nous avons données pour faire ladite Navigation, spécialement le Traité accordé au nom de *Don Manuel de Arriaga*.

IV. Nous accordons & permettons à ladite Compagnie d'arborer tous ses Vaisseaux grands, & petits, du Pavillon de nos Armes, & d'avoir aussi un sceau, ou cachet particulier où seront gravées les Armes de notre bonne Ville de Cadix, pour s'en servir uniquement dans les Actes, Lettres Patentes, & Commissions, qui concerneront la Regie, direction, & administration de ses affaires.

V. Tous les Vaisseaux de cette Compagnie seront exempts pendant le tems, qu'elle doit durer, de payer aucun droit, ni de tonneaux, ni d'étrangers, ni de *media annata*, devant être considerez comme Vaisseaux de notre Royale Marine; & l'aumone pour notre Collège, & Seminaire de Saint Elme de cette Ville, restera au choix, & volonté des Directeurs, aussi-bien que l'admission dans lesdits Navires, des jeunes gens qui s'y élevent pour la Navigation, auxquels les Directeurs destineront les Places de Mousses, & de Matelots, comme ils le jugeront convenable.

VI. Nous donnons faculté aux mêmes Directeurs de choisir & nommer les Maîtres Charpentiers & Calefats, qui leur conviendront, tant pour les carennes & radoubs, qu'autres Ouvrages dont leurs Vaisseaux pourront avoir besoin, à condition neanmoins que ces Maîtres doivent être de notre approbation.

VII. Si pour la plus grande sûreté des intérêts de la Compagnie, ou pour quelqu'autre motif que ce puisse être, nous jugeons à propos de lui vendre ou fréter un, ou plusieurs de nos Vaisseaux: nous les lui accorderons, & nous ordonnons que ce soit du port, & avec les circonstances qu'elle les demandera, en convenant du prix de la vente ou du fret, entre l'Intendant & le Controlleur principal de notre Marine à Cadix d'une part, & les Directeurs de la Compagnie de l'autre.

VIII. Nous permettons à ladite Compagnie de faire construire dans toute l'étendue de nos Royaumes & Domaines, les Navires qu'elle voudra pour son service, & ordonnons que dans tous les endroits où elle les fera fabriquer, elle jouïsse des mêmes franchises & exemptions, pour lesdits Vaisseaux, que ceux que l'on construit pour notre service.

IX. Ladite Compagnie pourra de même faire construire, ou acheter s'il lui convient, dans les Ports Etrangers, les Navires qu'elle voudra pour son service, & les faire passer dans nôtre Port & Bayes de Cadix, où elle pourra librement acheter aussi ceux qu'elle trouvera suffisans; & dans l'un & l'autre cas, nous exemptons lesdits Vaisseaux du droit d'*Alcavala*, & de quelqu'autre que ce puisse être, bien entendu que cette exemption ne tombera pas sur ceux dont elle pourra se défaire, car alors elle payera pour la vente de ceux-ci le susdit droit, ainsi qu'il est établi dans notre Royaume. ANNO 1733.

X. Tous les Cordages, Voiles, Ustenciles, Munitions & Bois que la Compagnie achetera, tant en deça qu'au delà de nos Royaumes, de même que les vivres nécessaires à la nourriture des Equipages de ses Navires, tant pour le tems de leur carenne & armement, que celui de leur Navigation, jouïront de la même franchise de droit que si c'étoit pour ceux de notre service, & pour cet effet, il lui en sera donné les dépêches ordinaires: & en cas que la Compagnie ait besoin des susdites choses, de nos Arsenaux, & Magasins, elles lui seront livrées sur leur juste valeur, par nos Officiers à qui la connoissance en appartient.

XI. La Compagnie pourra établir tous les Magasins dont elle aura besoin pour carenner, & garder les Agrets, Ustenciles, Vivres, & Munitions de ses Vaisseaux, lesquels jouïront des mêmes Privileges dont jouïssent ceux de nos Arsenaux; mais en cas d'indice d'y avoir de la fraude, ils devront être visitez de même qu'on le pratique dans nos Arsenaux.

XII. Comme il pourroit arriver peut-être qu'il ne se rencontrât pas, parmi nos Sujets, le nombre nécessaire d'Officiers & Gens de Mer, qui eussent couru les Mers d'Afrique & Orientales, parce que cette Navigation ne leur est pas ordinaire: Notre volonté est, que les Directeurs de cette Compagnie, puissent nommer lesdits Officiers & Gens de Mer, Etrangers, qu'ils jugeront à propos pour le Commandement, & Equipement de ses Vaisseaux; à condition neanmoins que le premier Capitaine de chaque Navire aura pris naissance dans nos Royaumes, & toûjours pour le moins la moitié de l'Equipage sera Espagnol; de plus nous voulons qu'il soit expedié tant auxdits Capitaines qu'à leurs Lieutenants, les Commissions correspondantes au grade de Mer, & Guerre afin qu'ils soient considerez, & respectez pour tels, des Nations avec lesquelles ils auront à traiter.

XIII. Considerant aussi par la raison mentionnée au précédent Article, qu'il pourroit ne pas se rencontrer, autant qu'il seroit besoin de personnes habiles, & intelligentes pour les Négoces, Achapts, & Ventes, que cette Compagnie ne pourra pas se dispenser de faire dans les Domaines des Princes de l'Asie, & Afrique, pour prevenir cet inconvenient, nous permettons aux Directeurs de nommer quelques Facteurs & Commissionaires Etrangers qui soient au fait de semblable Commerce pourvû qu'ils soient de bonne réputation & de louable conduite.

XIV. Les Officiers, Commissionaires, Facteurs qui seront nommez par les Directeurs, seront obligez d'observer exactement les ordres, instructions, & routes qu'on leur prescrira, & y manquant ils seront griévement punis, sans que lesdits Directeurs soient censez responsables des opérations desdits Officiers, Commissionaires, & Facteurs, attendu qu'ils les auront choisis avec les qualitez requises pour bien remplir leur devoir.

XV. Les Directeurs de cette Compagnie pourront expédier annuellement un Navire, ou plus, selon qu'ils le trouveront convenable, & s'ils ont besoin d'y avoir quelques Troupes pour assûrer la Navigation, & contenir leurs Equipages, nous voulons bien les leur accorder, en convenant auparavant, avec l'Officier que nous destinerons, de la solde que devra donner la Compagnie, pendant le Voyage, à chaque Soldat de notre Marine.

XVI. Etant défendu (comme en effet nous défendons) aux Navires de cette Compagnie de faire échelle dans les Ports de l'Amerique, cependant, si par quelque urgente necessité, ou forcé par les accidens de la Mer, ils sont obligez de relâcher dans quelque Port de nos Domaines: nos Officiers qui s'y trouveront Commandants devront les considérer comme s'ils étoient des Vaisseaux de notre Marine, & les pourvoir, à un prix raisonnable, de tout ce dont ils auront besoin pour poursuivre leur Voyage: & en cas qu'ils n'eussent point l'argent nécessaire pour payer la dépense qu'ils y auroient pû faire; il leur sera fourni de

ANNO 1732. nos Caiſſes Royales, & l'Officier qui aura fait ſubminiſtrer cet argent, nous devra en rendre compte, en nous envoyant l'état du montant, que la Compagnie ſera tenuë de rembourſer ponctuellement en notre Port de Cadix.

XVII. Si les Directeurs de cette Compagnie jugent à propos de faire embarquer dans leurs Vaiſſeaux les Marchandiſes, & fruits, qu'ils trouveront leur convenir tant de nos Royaumes que des Etrangers, pour les vendre ou echanger en noſdites Iſles des Philippines, & dans les Ports Aſiatiques, ils pourront le faire librement; & à cet effet il leur ſera expedié les depêches neceſſaires par le Préſident du Tribunal de la Contractation des Indes, en payant ſeulement les droits qui ont été fixez par le Projet du 5. Avril 1720.

XVIII. Les Directeurs pourront charger dans la même forme & ſous les mêmes depêches, la quantité de cinq cens mille Piaſtres fortes, en monnoye d'argent, ou plus ou moins, dans chaque Navire, ſelon que la nature de la Negociation l'exigera, pour faire leurs emplettes de Marchandiſes Orientales, qu'ils pourront conduire, & apporter dans nos Royaumes de ce Continent. & s'il arrive qu'après ces achats faits, il leur reſte quelque portion dudit argent blanc, ils pourront le troquer pour de l'or, ſurquoi nos Sujets trouveront une grande utilité & accroîtront leurs richeſſes, attendu que l'or donne de l'avantage par raport à la valeur qu'il a en Europe, & que pour l'embarquement & extraction dudit argent, ils ne ſeront obligez de payer aucun droit.

XIX. Attendu que les droits d'entrée & ſortie que la Compagnie ſera tenuë de contribuer, devront être payez à Cadix; aucun des Officiers employez dans nos Finances de *Manila* ne prendra connoiſſance d'aucuns effets, fruits, or, ni argent, qu'elle pourra embarquer ou debarquer de ſes Navires dans ce Port-là; mais les Adminiſtrateurs, Maîtres ou Commiſſionaires de ceux qui y arriveront, ſeront obligez d'exhiber au Préſident de notre Royale Audience des Philippines, comme Gouverneur & Capitaine Général d'icelles, l'état ou facture de la Cargaiſon que chaque Navire portera, laquelle facture devra être ſignée par le Préſident de la Contractation de Cadix, avec l'expreſſe Déclaration d'y avoir payé les droits qu'on devoit de ſortie, & la Compagnie aura la liberté de vendre, ou échanger leſdites Piaſtres & effets, ſoit en tout ou en partie, dans les autres Ports de l'Aſie ou de l'Afrique, ſuivant qu'elle le jugera à propos.

XX. Nous permettons que les Navires & autres Bâtimens petits ou moyens (étant au ſervice de la Compagnie) puiſſent trafiquer & commercer dans leſdites Iſles des Philippines & parcourir les autres Ports, & Côtes des dépendances étrangères ſans que noſdits Officiers des Finances de *Manila* puiſſent prendre connoiſſance ni intervenir pour raiſon des Marchandiſes qui y ſeront vendues, achetées ou échangées, encore moins les obliger à la contribution du droit *d'Alcavala* ou de quelqu'autre que ce puiſſe être: De plus ordonnons qu'il ſoit fourni de bons Magaſins où la Compagnie puiſſe mettre & conſerver ſes Marchandiſes, juſqu'au tems du départ de ſes Navires pour s'en retourner en nos Royaumes d'ici, auquel effet nous ordonnons audit Gouverneur & Capitaine Général des Philippines, d'aſſiſter, & de protéger cette Compagnie & ſes Officiers, Facteurs & employez pour faire librement leur Commerce ſans en exiger le droit de Gabelle, ni aucune autre contribution, & auſſi de ne point permettre que leurs Vaiſſeaux ſoient arrêtez dans aucun Port, ſous quelque prétexte ou motif que ce ſoit.

XXI. Si par quelque motif particulier les Vaiſſeaux de cette Compagnie s'arrêtoient dans les Ports des Princes Orientaux, qu'ils y échangeaſſent ou achetaſſent des effets pour leur chargement, ils pourront s'en revenir en droiture dans les Ports de nos Royaumes de l'Europe ſans être obligés de relâcher auparavant dans ceux de nos Iſles Philippines.

XXII. Si les Navires de cette Compagnie en allant ou revenant de leur Voyage, jugeoient à propos ou étoient obligés d'entrer dans les Ports de l'Afrique & qu'il leur convînt d'y achêter quelques Negres natifs de ces climats, en argent comptant ou en échange d'effets pour les tranſporter & vendre aux Philippines, aux Indes-Orientales, ou même en Eſpagne, nous le leur permettons afin que ſans aucun empêchement ils puiſſent le pratiquer ainſi, à condition néanmoins qu'ils ne pourront pas tranſporter ni introduire leſdits Negres dans l'Amerique.

XXIII. Les priſes que les Navires de cette Compagnie feront dans toutes les Mers par où ils paſſeront, ſoit ſur des Pirates ou ſur des Ennemis de notre Couronne, devront lui apartenir, à l'exception néanmoins d'un dixiéme pour cent de leur valeur qu'elle ſera obligée de remettre à notre Tréſor Royal; lequel dixiéme pour cent ſera pris ſur la juſte évaluation des Vaiſſeaux & effets pris, que la Compagnie aura la faculté de faire vendre ou échanger pour d'autres Marchandiſes par le moyen des Facteurs ou Directeurs qui ſe trouveront à leur réception, dans quelque Port que ce ſoit de nos Royaumes: & ſur la Relation veridique que donneront les ſuſdits Facteurs ou Directeurs certifiée & ſignée d'eux, de l'évaluation deſdits effets, les Officiers, deſtinez pour nos Finances en tireront le ſuſdit dixiéme pour cent, au moyen de quoi la Compagnie ne payera aucun autre droit, contribution ni Gabelle, pour raiſon deſdites priſes, ou vendûes ou échangées. ANNO 1732.

XXIV. La Compagnie aura la proprieté des Forteresſes, Châteaux, & Habitations, qu'elle pourra achetter ou négocier avec les Princes étrangers ou leurs Sujets, de même que de ce qu'elle pourra conquerir ou peupler dans les lieux déſerts, conformément à nos Loix contenuës dans le ſuſdit Recueil des Indes, à cet effet il lui ſera permis d'envoyer pour ſes nouvelles Colonies & pour l'éducation & inſtruction des habitans, les Eccléſiaſtiques, ou autres perſonnes qu'elle jugera neceſſaires, auſſi bien que toutes les Armes, & Munitions de Guerre dont elle aura beſoin, le tout ſans préjudice de notre Souveraineté Royale.

XXV. Les Directeurs de cette Compagnie ſeront obligez de produire un Manifeſte de toute leur Cargaiſon bien circonſtanciée & très-véritable, devant notredit Préſident de la Contractation ou devant la perſonne à qui ſera commiſe l'Intendance de ſes Navires, afin qu'en vertu d'icelui les Dépêches, tant pour le dedans que pour le dehors du Royaume, leur en ſoient expediées.

XXVI. La charge que les Navires de cette Compagnie aporteront de retour en ces Royaumes pour y être vendue & conſumée devra être compoſée de Cuivre, de ſoye torſe, & en écheveaux; de Thé, bou & vert, de Porcelaines, d'Ouvrages en bois vernifſé, de pierreries, Tiſſu de Coton, Poivre, Cloux de girofle, Muscade, Racine de Chine, Canelle, Rhubarbe, Galanga, Cacao, Gutte-Gomme, Borax, Muſc, Benjoin & autres genres & eſpéces d'herbes Medecinales qui puiſſent être conſumées en Europe: il leur ſera auſſi permis d'aporter dans chaque Navire les Tiſſus de Soye correſpondans à la capacité de 50. Tonneaux, un peu plus ou moins, pour être vendus dans nos Royaumes; mais non pas y être conſumez: notre volonté étant que la Compagnie par elle-même ou par ſes acheteurs, puiſſe les tranſporter chez les Etrangers & à l'Amerique, où elle pourra les faire vendre & conſumer.

XXVII. Cette Compagnie ſera tenuë de payer à notre Tréſor Royal à l'entrée dans nos Royaumes la contribution de huit pour cent de la valeur des épiceries que ſes Navires aporteront, & de cinq pour cent de celle de tous les autres genres de Marchandiſes à proportion des eſtimes nommées *Aforos* & des évaluations qui ſeront ſpecifiées à la ſuite de notre préſente Dépêche; bien entendu cependant qu'à l'égard des Marchandiſes qui n'y ſont pas denommées & que l'on pourroit aporter, on devra s'en tenir aux prix que les connoiſſeurs y mettront, pour pouvoir en tirer les droits accoutumez.

XXVIII. Dans ces Droits ſeront compris tous ceux d'entrée & de ſortie qui ont été impoſez pour les Douanes de nos Royaumes, tant à nous apartenant, qu'aux Communautez municipales, Conſulats & autres perſonnes particulieres, de même que les droits *d'Alcavala*, *Cientos*, et *Millones*, qui ſe payent pour la conſommation desdites Marchandiſes & Epiceries qui y ſont ſujettes; cependant nous entendons que ces droits reſteront dans leur entier à l'égard des differentes eſpeces de Marchandiſes qui ſeront aportées, & dont le Commerce ſe fera par la main des Etrangers, & afin de prévenir les fraudes que l'on pourroit tenter de faire, à la faveur de ces graces que nous accordons ſeulement à la Compagnie: Notredit Préſident de la Contractation ou la perſonne qui le repréſentera, ſera obligé d'envoyer à notre Douane de Cadix une Relation exacte & bien circonſtanciée de tout le chargement des Navires de la Compagnie, lequel ſera debarqué & mis en Magaſin ſur la

ANNO 1732. la Dépêche de notredit Président, qui aura ſoin d'en faire plomber toutes les pièces du Sceau des Armes que nous avons accordé a cette Compagnie par l'Art. IV. ci-deſſus.

XXIX. Les Directeurs de cette Compagnie choiſiront des Magaſins pour mettre en depôt toute la Charge de leur Navire; & là, ils pourront vendre publiquement au dernier encheriſſeur, ou en particulier, le tout ou partie de leurs Marchandiſes pour leſquelles ils ne payeront ni *Alcavala*, *Cientos*, ni aucune autre choſe, attendu qu'ils auront déja ſatisfait les huit & cinquiéme pour cent expliquez à l'Article XXVII.

XXX. Les Directeurs de cette Compagnie, pourront (quand ils le jugeront à propos) faire embarquer pour nos Indes Occidentales les Marchandiſes & Epiceries à elle apartenantes, en payant néanmoins les droits reglez par le Projet pour les Flottes & Gallions: Il leur ſera également permis d'expedier avec chaque armement de Flotte & Gallions, un Navire du port de 350. Tonneaux, un peu plus ou moins, ſur lequel ils pourront charger leurs effets & Tiſſus de ſoye; & la place dans ledit Navire qui reſtera, après y avoir mis leurs effets, il leur ſera loiſible de la fréter à des Particuliers, ſe reglant à cet effet ſur le même Projet: mais pour ledit Navire qui irs en Flotte ils payeront 50. Piaſtres Provinciales par Tonneau & pour celui des Gallions le prix le plus moderé qui ſera reglé, ſuivant l'uſage; & ces prix, pour raiſon de Tonneaux tant de Flotte que de Gallions, ſeront les mêmes auxquels les Créanciers de la Flotte de Vigo, à qui nous les avons cédez, & les autres qui pourront avoir de legitimes droits, vendront ceux qui leur apartiendront, exemptans leſdits Navires du droit d'Etrangers & tiers des propriétaires de recolte, apellé, *tercio de Cosecheros*, de la même maniere qu'il ſe pratique pour nos Vaiſſeaux: quant à ceux de la Compagnie ils devront naviguer comme les autres de Flottes & de Gallions à commencer avec les premiers qu'on dépêchera en contribuant également aux droits prefix; & au cas que la Compagnie voulût dépêcher quelqu'un de ſes Vaiſſeaux dans les Ports des Indes, elle pourra l'éxécuter librement en obſervant la même règle qui ſe pratique avec nos Vaiſſeaux de Flotte & de Gallions.

XXXI. Les Marchandiſes qui ne ſe vendront ni ſe chargeront pour l'Amerique, pourront ſortir pour les Royaumes Etrangers, ſoit pour le compte de la Compagnie, ſoit pour celui des Acheteurs, que nous exemptons du droit d'extraction & de tous autres impôts, en conſideration du benefice qui reſultera pour nos Finances & à nos Etats, de la vente d'icelles aux Etrangers, dont les produits avantageux ne pourront que l'être à l'enrichiſſement du Royaume.

XXXII. Si les Debiteurs de cette Compagnie ne payent à l'échéance des termes, dont ils ſeront convenus avec les Directeurs & Facteurs, il ſera procedé contre eux par les voyes de droit, ſans qu'il puiſſe leur être accordé aucune remiſe ou délai, à moins que leſdits Facteurs ou Directeurs n'en conviennent.

XXXIII. Les Directeurs auront la faculté de nommer à leur volonté & à la pluralité des Voix, les Tréſoriers ou Caiſſiers, Teneurs de Livres, Secretaires, Notaires, Agens, Commiſſionaires, Maitres de Navires, Officiers, Subalternes, & tous les autres d'inferieures claſſes qui devront être employez au ſervice de cette Compagnie, dans quelque operation que ce puiſſe être, & auront le pouvoir de les ſuſpendre ou caſſer de leurs emplois & en nommer d'autres toutes les fois qu'ils jugeront leur convenir, car nous voulons que ceux qui ſeront ainſi nommez ſoient exemts & relevez d'aprobation, examen, caution & d'être enregiſtré par aucun Tribunal, Conſulat ni Maiſon de Saint Eime, c'eſt pourquoi nous enchargeons à la direction de la Compagnie d'avoir grand ſoin que ces nominations ne tombent que ſur des perſonnes de bonne foi, & qui ayent les qualitez requiſes pour l'exercice de leurs emplois.

XXXIV Les Directeurs ne pourront pas être vexez par voye d'empriſonnement ni arrêt ni ſaiſie de leurs biens ou effets, ſous prétexte de leur faire rendre compte de leur Adminiſtration, ni a cauſe des Perſonnes dependantes de la Compagnie, juſqu'à ce que la ſentence définitive ſoit rendue par leur Juge competant, qui (pour ces cas & pour tous autres qui pourront ſurvenir) devra l'être privativement notredit Préſident de la Contractation; mais les jugemens n'auront leur effet ſur aucun desdits Directeurs ni leurs Subdeleguez pendant qu'ils ſeront employez à l'expédition de quelque Navire, dont le retardement pourroit être préjudiciable; de plus nous enchargeons très-expreſſement notredit Préſident de la Contractation de veiller avec toute l'attention poſſible à la conſervation & augmentation de cette Compagnie, dont nous avons tout lieu d'attendre des ſuccès favorables pour notre Etat & l'avantage de nos Sujets. ANNO 1732.

XXXV. Les Livres de la Compagnie auſſi bien que ceux de ſes Directeurs ne pourront pas être tirez de la Maiſon où ils auront été établis, non plus que d'entre les mains des Caiſſiers par ordre d'aucun Juge, pour les inſerer ou faire paroître dans quel Acte ou Jugement que ce puiſſe-être; notre volonté étant qu'il ſoit donné foi publique aux Certificats qu'ils donneront ou qui leur ſeront demandez.

XXXVI. Les Directeurs regleront tous les apointemens & ſalaires qu'on devra donner aux Officiers, Gens de Mer & autres Serviteurs de la Compagnie, en convenant avec eux, ou le proportionnant au travail & de merite d'un chacun.

XXXVII. Les Officiers & Gens de Mer que la Compagnie aura employée, au ſervice de ſes Navires, jouïront des mêmes graces & Privilèges que ceux de notre Marine, & ne pourront pas être employez ailleurs que ce ne ſoit du conſentement de la Direction.

XXXVIII. Les Officiers Gens de Mer au ſervice de la Compagnie ne pourront porter, ni en allant ni au retour de Voyage pour quelque motif, & prétexte que ce ſoit, aucun argent, Denrées ni Marchandiſes qui puiſſent leur apartenir, à peine d'être confiſquez & appliquez au profit d'icelle, à moins que les Directeurs n'y ayent conſenti par écrit, encore faudra-t-il que leurs effets ſoient mentionnez dans le Manifeſte du chargement, ſelon qu'il eſt exprimé ci-devant dans l'Art. XXV.

XXXIX. Les Directeurs de cette Compagnie prêteront ſerment entre les mains de notredit Préſident de la Contractation, d'obſerver & garder la fidelité en tous les points que demande la bien, l'avantage, & le ſuccès de ladite Compagnie, enſuite de quoi ils tiendront leurs Aſſemblées en ladite Ville de Cadix, où ils devront préciſement faire leur Réſidence, y rédiger par écrit une formule de Regles, & d'Ordonnances pour la meilleure & plus juſte direction de leurs affaires communes.

XL. Tous nos Sujets, Particuliers, Corps & Communautez de quelque Païs, qualité ou condition qu'ils ſoient, pourront prendre intérêt en cette Compagnie ſoit par voye de ſouſcription, par achat d'Actions ou par quelqu'autre Titre, ſans que pour cela ils dérogent en aucune maniere de leur Nobleſſe, Grade ni Privilège.

XLI. De même tous les Etrangers établis dans nos Royaumes pourront entrer dans cette Compagnie avec l'aſſurance que les Actions qu'ils y auront ne ſeront point ſaiſies ni confiſquées pour quelque cauſe publique ou conſideration d'Etat que ce puiſſe être, même dans le cas de Guerre ouverte avec les Princes ou Puiſſances dont ils ſeront Sujets.

XLII. Il ne ſera pas permis de ſaiſir les effets, ni Actions apartenantes à cette Compagnie, encore moins d'empêcher le cours de la Negociation par aucun Titre, ni motif de quelque nature qu'il ſoit, mais en cas qu'il faût indiſpenſablement ſaiſir à quelque intereſſé la partie qu'il y auroit, pour lors on pourra la faire à condition que la Compagnie en ſera dépoſitaire & reſponſable, juſqu'à la parfaite concluſion du motif, qui aura cauſé la ſaiſie: on ne pourra non plus ſaiſir aux Officiers & Gens de Mer, que la tiers de leurs appointemens qui ſervira à ſatisfaire les dettes qu'ils auront contractées, les deux autres tiers ſeront reſervez pour leur entretien, afin de leur conſerver les moyens de continuer le ſervice.

XLIII. Le fonds de cette Compagnie ſera de quatre Millions d'Ecus de huit reaux de plate ancienne Pièce Provinciale, qui ſera partagée en quatre mille Actions, chacune de mille Ecus, leſquelles ne pourront pas être vendues ni cedées, avant que les Livres de ſouſcription ſoient complets; & ceux qui ſeront intereſſez dans la Compagnie ſeront réputez poſſeſſeurs & véritables propriétaires de leurs Actions, qu'ils pourront vendre ou céder après, ſoit par eux ou par procuration.

XLIV. Les ſusdites ſouſcriptions pour le fonds de cette Compagnie ſe feront à Cadix par devant les Directeurs, ou la perſonne qui ſera nommée à cet effet;

ANNO 1732. effet; ceux qui voudront ſouſcrire envoyeront des billets écrits de caractere liſible, ſans aucun abrége ni chiffre, avec la date & lieux de leur demeure, leurs noms de Batême & de famille & le nombre d'Actions.

XLV. Ceux qui auront part aux fonds de la Compagnie en la maniere ci-deſſus expliquée, ſeront obligez de payer au tems des ſouſcriptions, la quatriéme partie de chaque Action, & les autres trois quarts à la diſpoſition de chacun de ſes Directeurs, qui ſelon l'exigence auront le ſoin d'en avertir les intéreſſez par des Placarts publics que l'on affichera aux endroits accoutumez; & lorſque le nombre d'Actions ſera complet, les Directeurs livreront d'abord aux Actionaires leurs billets d'Actions; bien entendu que ceux qui en négligeront le payement dans les termes prescrits, perdront, au profit de la Compagnie, la partie d'Actions qu'ils y auront.

XLVI. Nous nommons pour Directeurs de cette Compagnie pendant le terme de ſa Conceſſion, & qu'elle ſubſiſtera, *Don Manuël de Arriaga, Don Alonſo Garcia, Don Guillermo Marci, Don Juan Garcia Romero, Don Joſeph del Duque, Don Lorenzo Dey, Don Gaſpar Pren y Caſtro, Don Juan Tirri & Don Juan White*, qui auront un chacun le fonds de vingt-cinq Actions pour le moins ſous leurs noms & pour leur propre compte, libre de tous engagemens, pour ſervir de caution à ladite Compagnie; & nous avons tout lieu d'eſperer de leur probité, de leur expérience dans les affaires, & de leur ſage conduite, un heureux ſuccès dans la Direction d'une entrepriſe d'une auſſi grande importance pour le bien de notre Etat & de nos Sujets, & en particulier avantageuſe aux intereſſez; mais ſi quelqu'un de ces Directeurs venoit à manquer à ſon credit, ou à remplir ſon devoir; par les mêmes cauſes il devra ceſſer de l'être, & ſera ſeparé de ſa commiſſion immediatement après qu'elles ſe rendront publiques.

XLVII. Si quelqu'un de ces Directeurs vient à décéder, ou s'abſenter pour long-tems, ou que ſon crédit tombe abſolument; dans de pareils cas, ceux qui reſteront, devront s'aſſembler pour en choiſir un autre qui ſoit revêtu des qualitez requiſes, quand même il ſeroit Etranger, pourvû qu'il ait ſa demeure fixée en ces Royaumes; mais pour honorer davantage ce choix & y donner dans le public le relief qu'il merite, la perſonne choiſie nous ſera propoſée, afin que ſon Election ſoit confirmée par notre Royale approbation.

XLVIII. Toutes les fois que les Directeurs auront des affaires d'importance à terminer, ou à réſoudre, ils ſeront tous convoquez à s'aſſembler, & ſe trouvant au nombre de cinq pour le moins, ils décideront à la pluralité des voix, mais s'ils ſe trouvent partagez, ils citeront un des plus intéreſſez dans la Compagnie demeurant à Cadix, dont la voix ſera déciſive, pour la matiére dont il ſera queſtion.

XLIX. Chacun deſdits Directeurs joüira annuellement de deux mille Ecus de huit reaux de plata Provinciale d'apointemens, à compter du jour que le premier Navire, ou pluſieurs, dépêchez par la Compagnie ſortiront du Port de Cadix pour les Mers Orientales, nous reſervant d'augmenter leſdits apointemens à proportion du travail que donnera l'accroiſſement du Commerce de cette Compagnie.

L. Il ne ſera point permis à aucune perſonne de cette Compagnie de s'en retirer, ſi ce n'eſt en vendant ou cedant ſes Actions, leſquelles demeureront dans le fonds d'icelle, & ſeront réputées comme des biens meubles des Intéreſſez & de leurs Héritiers.

LI. Au retour d'un ou pluſieurs Navires de la Compagnie, venant des Mers Orientales, où leurs chargemens auront été vendus; les Directeurs auront ſoin de faire la répartition entre les Actionaires proportionnément aux profits & gains que les Navires auront raportez; après néanmoins le payement des dettes de la Compagnie, & qu'il ſera reſervé en caiſſe une ſomme ſuffiſante pour ſes beſoins & faire les achats, qui plus ils ſeront conſiderables, plus d'utilité il reviendra aux intereſſez.

LII. Les Directeurs formeront tous les cinq ans, à l'uſage & ſtile du Commerce, un compte general de leur adminiſtration, lequel ſera donné à notre Préſident de la Contractation, qui de concert avec eux, nommera une Perſonne habile pour examiner & faire des Remarques ſur les parties qu'il trouvera mal chargées ou douteuſes, afin de les corriger promptement: ils devront auſſi lui aſſigner la juſte récompenſe que meritera ſon travail.

LIII. Les Directeurs feront ſavoir publiquement, ſoit par les Gazettes ou par des Lettres circulaires, le jour précis de la répartition des gains, afin que les Actionnaires étant avertis, ſe rendent à Cadix pour les recevoir eux-mêmes ou ceux qui ſeront munis de leurs procurations. ANNO 1732.

LIV. Nous ordonnons & enjoignons expreſſement à tous les Gouverneurs de nos Places, Généraux & Commandans de nos Armées de Terre & de Mer, que pour quelque prétexte ou motif que ce ſoit, ils n'empêchent ni détiennent en aucune maniére la ſortie de nos Ports aux Navires de cette Compagnie, auſſi tôt qu'ils ſeront prêts de mettre à la voile, encore moins leur en défendre l'entrée lorſqu'ils y arriveront: de plus nous ordonnons qu'on ne puiſſe en exiger ni tirer aucun droit de contribution pour leur entrée, ou ſortie, ni quel autre que ce puiſſe être, ſous peine de nous déplaire & d'encourir notre indignation, leur recommandons d'avoir une attention toute particuliere à l'exécution de cet Article, que nous conſiderons très-neceſſaire & avantageux à cette Compagnie, que nous protegeons de tout notre Royal pouvoir.

LV. Toutes les fois que les Directeurs jugeront leur convenir d'augmenter ou limiter quelques Articles de cette permiſſion, pour établir & aſſûrer davantage le Commerce de leur Compagnie, ils devront nous le propoſer en expoſant les motifs qui les y obligeront, afin d'obtenir notre Royale approbation.

LVI. Pour témoigner l'empreſſement avec lequel nous déſirons l'établiſſement & le ſoutien de cette Compagnie, que nous conſiderons très-neceſſaire pour l'augmentation du Commerce de nos Etats, & afin que tous ceux qui voudront s'y intéreſſer puiſſent l'exécuter ſans répugnance, ſoupçon ni crainte; de notre propre mouvement, nous nous y intereſſons pour quatre cens Actions, dont le Fonds ſe prendra de notre Tréſor Royal, pour ſervir de commencement à celui de ladite Compagnie.

LVII. Si après l'expérience faite dans quelques-uns des Voyages que les Navires de cette Compagnie feront, on vient à reconnoître que ſon Commerce ne lui eſt pas favorable, pour lors elle ne ſera plus obligée à la continuation, & par la même raiſon reſtera éteinte.

LVIII. Nous promettons de garder & tenir à cette Compagnie pour le tems de ſa conceſſion tous les Articles ici contenus, & un chacun d'iceux en particulier; ſans y contrevenir ni permettre que l'on y contrevienne en quelque façon ou maniere que ce ſoit: Voulant la ſecourir & défendre contre tous ceux, qui, injuſtement, par voye de fait ou par quelqu'autre que ce puiſſe être, la moleſteront ou tenteront de la moleſter; & d'employer en cas de beſoin la force de nos Armes pour la ſoutenir en pleine Liberté dans ſon Commerce & Navigation, de même que pour lui faire donner ample ſatisfaction des inſultes qui pourroient lui être faites.

Relation des Droits que l'on devra contribuër à notre Tréſor Royal dans la Ville de Cadix, tant pour les effets chargez ſur les Navires de cette Compagnie qui iront aux Philippines & autres parties des Indes-Orientales, que pour ceux qui reviendront en ces Royaumes, conformément au Projet du 5. Avril 1720. concernant les expeditions des Flottes, Galions & Regiſtres à l'Amerique, & aux aforos qui ſeront expliquez pour le produit des droits que les differentes ſortes de Marchandiſes ci-après declarées, devront payer.

Pour charger les Navires dans ledit Port de Cadix.

DE toutes les Marchandiſes emballées que l'on embarquera, après avoir tiré les dépêches de notre Préſident de la Maiſon de la Contractation, ou de l'Officier deſtiné à cet effet, & à la formation des Regiſtres: il ſera payé à raiſon de cinq reaux & demi de plate pour chaque palme, ou pan cubique, que contiendront dans leur meſure les *fardos*, paquets, balots, caiſſes ou barils; ainſi qu'il eſt reglé par ledit Projet.

Pour

ANNO 1732. Pour toutes les Marchandiſes déniché̀es que l'on chargera: on devra payer auſſi à notre Tréſor Royal les mêmes droits qui ſont fixez à leurs quantité & poids, dans le Projet ci-deſſus mentionné.

Contributions qui ſe devront payer à Cadix pour l'Or & autres eſpèces de Marchandiſes apportées des Philippines & d'autres parties des Indes-Orientales.

POur l'Or en pâte ou façonné, on payera, ſelon les carats de ſon alloi, les mêmes droits que payent en Eſpagne ceux qui en aportent, Regiſtrez dans les Flottes, & Gallions conformément au ſuſdit Projet.

Toutes les Epiceries fines payeront à raiſon de huit pour cent ſur l'évaluation & *aforos* ſuivants.

La Canelle à raiſon de 100. Piaſtres *excudos* chaque quintal, les cloux de Geroſle à raiſon de 200. piaſtres de la Monnoye, le poivre 150. reaux de plate le quintal, la Muſcade 150. piaſtres le quintal, & le Cacao, ſelon *l'aforo*, qu'il a préſentement en ces Royaumes.

Toutes les autres eſpèces de Marchandiſes ci-après mentionnées, avec leur évaluation, payeront à raiſon de 5. pour cent: ſavoir

Le cuivre blanchâtre & rouge évalué huit écus le quintal: La ſoye en écheveaux à quatre écus la livre: La ſoye torſe & de couleur à 4. écus la livre: Les brocards à fleurs dorées à 17. piaſtres de 8. reaux de plate ancienne, chaque piéce: Les Satins à petites fleurs à 15. écus même Monnoye la piéce: Les Damas noirs & de couleurs à 13. écus la piéce: Les Satins unis à 11. ecus la piéce: Les Gourgorans ou Etoffes de Soye à petits carreaux à 10. écus la piéce: Les Picôts de Soye à 8. écus la piéce: Les Tafetas doubles, à huit piaſtres & demi la piétre: Les Tafetas minces, appellez, ſaya, ſaya, à 4. piaſtres la piéce: Les rubans ouvragés par poids cinq piaſtres & demi la livre: Les Rubans unis à 4. ecus & demi la livre: Les Bas de Soye à 2. écus la paire: Les Taſſes grandes & petites & aſſiétes régulieres de Porcelaine à 3. écus la douzaine de chaque eſpèce, & à proportion les autres pieces, plus ou moins de valeur qu'elles auront, le Thé Bou & Vert à 7. Reaux de plate Provinciale la livre, l'un portant l'autre: Le Café à 3. Reaux de plate même Monnoye la Livre: Les Toiles de Coton à 3. Reaux de plate chaque aune d'Eſpagne, aux Commodes, Cabinets & Paravents, on leur donnera les *aforos* ou taxes à proportion de leur qualité & grandeur, comme il ſera expliqué ci-après pour produire le droit de cinq pour cent; les *barcas* ou coibillons en forme de grands plats de bois auront huit Reaux de plata d'évaluation chacun, les évantails a raiſon de 3. écus la douzaine, Racine de la Chine a cinq Reaux de plate la livre, la Rhubarbe à 3. écus la livre, la Galanga à 2. écus la livre, la Gôme à 7. Reaux de plate la livre, la Gomme 1. Real de plate la livre, l'Atmar à 7. Reaux de plate la livre, le Benjoin à huit Reaux de plate la livre, le Muſc à 32. écus la livre, & l'Ambre à raiſon de 50. écus même Monnoye la livre.

Tous les autres genres ou eſpéces de Marchandiſes qui ne ſont pas ici nommées, que l'on pourroit aporter, devront être ſujettes à l'évaluation qui ſera faite, par des perſonnes intelligentes en ladite Ville de Cadix, ſur le pie qu'on les y achette au Magaſin, & avec l'aſſiſtance d'Officiers ou Miniſtres qui ſe trouveront à leur reception & depêche, & de l'eſtimation qui en ſera faite, on devra payer les droits de cinq pour cent ci-deſſus mentionnez.

C'eſt pourquoi nous ordonnons aux Préſidents & Conſeillers de nos Chambres Souveraines, Chancelleries, Audiences & autres Tribunaux, de même qu'aux Vice-Rois, Capitaines Généraux, Gouverneurs & à tous les Officiers à qui appartient & pourra apartenir la connoiſſance de notre préſente Royale déliberation, qu'ils l'exécutent & faſſent exécuter & accomplir litteralement dans toutes les formes dues, & ſans aucune interprétation qu'elle puiſſe être, parce que notre Royale Volonté a pour fin l'augmentation & la durée de cette Compagnie, & enjoignons de faire enregiſtrer cette Depêche aux Bureaux de nos Conſeils de Caſtille, Indes & Finances, afin que par iceux, les ordres requis ſoient expediez pour ſon accompliſſement, & entiere obſervation, aux Sieux & Bureaux de leurs juriſdictions reſpectives. Donné à *Seville* le 29. Mars 1733. ANNO 1732.

YO EL REY.

DON JOSEPH PATINHO.

Projet Royal du 5. Avril 1720. contenant les droits de ſortie d'Eſpagne, que les Marchandiſes & Denrées qu'on embarque pour les Indes doivent payer.

POur faciliter le Commerce en le ſoulageant dans la contribution des droits, par une juſte proportion d'équité & d'égalité à la valeur des effets & denrées qu'on embarque pour les Indes, les reglant d'une façon que les dépêches en ſoient abregées & faciles, ſans que le Commerce en puiſſe ſouffrir la moindre peine ni retardement, ſoit pour les Vaiſſeaux, ou autres Bâtiments, qui vont dans quelque endroit que ce ſoit d'Amerique; nous avons ordonné qu'on reglât les droits dans les formes qui ſeront ſpecifiées; prévenant que tout le poids dont il ſera fait mention doit s'entendre poids de Caſtille, net, juſte & pour ce qui regarde la Monnoye de ſa contribution elle conſiſtera en Reaux de plate anciens, qui ſeront payez comptant dans les Villes de Seville, & Cadix, au tems qu'on embarquera les denrées, & Marchandiſes & ils payeront en forme de droit pour chaque pan ou palme cube cinq Reaux & demi, comme auſſi à proportion de la meſure que pourront contenir chique *farde*, Balle ou Ballot, Caiſſe, demie charge, paquet, ou baril de Marchandiſes, leſquels ayant ſubi l'examen & ſatisfait à la meſure, ne ſeront point ouverts pour reconnoître ce qu'ils contiendront.

Le fer en barre, plat, quarré, en forme de grillage ou maſſué, payera 4. Reaux par quintal en tous lieux.

Le fer, en forme de hâche, pele, pioche, ou maniére de figure courbe ſans travail, payera 6. Reaux le quintal.

Le fer, en gros cloux, de poids & par compté, payera 10. Reaux le quintal.

Les fers à cheval & les cloux qui y correſpondent, payeront 9. Reaux le quintal.

L'acier, payera 16. Reaux le quintal.

Le Plomb a tirer, payera 6. Reaux le quintal

Le fer blanc, payera 32. Reaux le Baril ordinaire, contenant 450. feuilles.

Le fil d'archal, payera 15. Reaux le quintal.

La Cire en pain, payera 10. Reaux l'arobe, ou quart de quintal.

Le Papier commun, ſeparé ou en ballot, payera 2. Reaux la rame.

Le Papier de la petite marque, payera 4. Reaux la rame.

Le grand Papier & à la grande marque 6. Reaux la rame.

La Toile crué, ou de menage, payera 6. Reaux la piéce.

La Toile claire ſéparée, payera la même choſe.

La Crée d'Hambourg, payera 8. Reaux la piéce.

Les Toiles bleues, & blanches, qu'on appelle *Crees Listadas* des ordinaires, contenant 85. à 90. aulnes d'Eſpagne payeront 16. Reaux la piéce.

Les Toiles pour les Matelots, qu'on appelle façon de Damas, payeront 4. Reaux la piéce.

Les fleurets de fil, ſeparez, payeront un Real & demi la douzaine.

Ficelles & autres Cordages de chanvre, payeront 10. Reaux le quintal.

Peaux de Vaches de Moſcovie, payeront 20. Reaux le rouleau, compoſé de ſix peaux.

La Canelle, payera 20. écus le quintal.

Le Poivre, payera 12. Reaux l'arobe.

Les Plumes à écrire 4. Reaux le millier.

Le Soufre, payera 5. Reaux le quintal.

Le Vert de gris en pain, payera 16. Reaux l'arobe.

Le blanc d'Eſpagne ou Ceruſe, 6. Reaux le quintal.

La Couperoſe, trois Reaux & demi le quintal.

L'anis & la Seſame en ſimple pain 3. Reaux le quintal.

ANNO 1732. Les Drogues d'Apotiquaire, ſimples, chaque caiſſe d'une demie charge, 16. Reaux, chaque cantine du port ordinaire 8. Reaux, chaque baril d'un demi quintal 12. Reaux, & celles qui ſeront dans des ſacs, payeront 9. Reaux le quintal, le tout devant être reconnu au tems de l'embarquement.

Les Drogues ou Medicaments, compoſez, chaque Caiſſon d'une demie charge, payera 8. Reaux.

Chaque Cantine du port ordinaire 4 Reaux.

Chaque Baril d'un demi quintal 4. Reaux.

Le tout étant reconnu dans les formes ci-deſſus mentionnées.

Livres d'Impreſſion d'Eſpagne, 5. écus chaque caiſſon d'une charge, les ayant auparavant reconnus.

Livres d'Impreſſion Etrangere 20. écus chaque caiſſon les viſitant auſſi.

Les Raiſins ſecs, 6. Reaux le baril d'un quintal, en les reconnoiſſant auparavant.

Amandes, 32. Reaux le baril du même port, qui ſera auſſi reconnu.

Capres & Olives, 2. Reaux chaque petit baril.

Le vin, un Real chaque urne, contenant une arobe & un quart, ou dix pots de Camp Cinq Reaux le baril de quatre arobes & demie, à huits pots de Camp l'arobe, & 28. Reaux la Pipe ou Tonneau de 27. arobes & demie.

L'Eau de vie, 36 Reaux la Pipe contenant 27. arobes & demie, 3. Reaux la cantine de deux arobes & quart.

L'huile, un Real & demi l'arobe, mis dans des urnes.

Savon, 4. Reaux le quintal.

Lavande, Origan, Romarin, & Reguelisse mis en ſacs, deux Reaux le quintal.

Tout le reſte des Marchandiſes dont il n'eſt pas fait ici mention, ſeront compriſes dans la règle de la meſure du palme, & ſeront tenues d'en payer le droit pour éviter la confuſion: en prévenant, que quiconque voudra introduire dans les caiſſons ou barils, autre ſorte de Marchandiſes que les nommées ci-deſſus, & que produira le certificat de celles qu'il a vendu, ſera compris dans la fraude, & par conſéquent ſubira la peine de l'omiſſion, qui eſt déja ſpecifiée au ſujet des Marchandiſes qu'on tache d'embarquer de la ſorte: Toute ſorte d'Officier ou Miniſtre qui contribuera ou aidera à un ſemblable embarquement, ou le diſſimulera, le ſachant, doit être prévenu des mêmes Avertiſſemens & ſubira les mêmes peines en y contrevenant.

Dudit Royal Projet, par lequel Sa Majeſté ordonne & fixe les Droits que doit payer l'Or, qui ſera tranſporté de tous ſes endroits de l'Amerique.

ON payera pour tout ce qui s'apelle Or, ſoit monnoyé, en lingots, ou travaillé, à raiſon de deux pour cent.

CLVI.

26. Mai. *Traité d'Alliance & de Garantie entre l'Empereur des Romains, l'Imperatrice de Raſſie & le Roi de Dannemarck * conclu à Coppenhague le 26 Mai 1732.* [Tiré du Tom. VII. du Recueil Hiſtorique de Mr. Rouſſet.]

AU NOM DE LA TRES SAINTE TRINITÉ.

SAvoir faiſons à qui il appartiendra. Leurs Majeſtés, l'Empereur des Romains & l'Imperatrice de Ruſſie, ayant mûrement conſideré, que rien n'étoit plus neceſſaire pour maintenir & affermir la Tranquillité générale en Europe, que de mettre les affaires du Nord ſur un tel pié ſûr & fixe qu'il ne puiſſe être troublé par qui que ce ſoit; & que pour parvenir à ce but, il n'y avoit point de moyen plus ſûr que de rétablir avec le Roi de Dannemark l'étroite Amitié & bonne Intelligence qu'il y a eu ci-devant avec ſes Illuſtres Prédeceſſeurs, & de la confirmer par une Alliance qui n'ait pour but qu'une plus grande ſureté des Royaumes & Etats reſpectifs; & S. M. D. ayant témoigné de vouloir concourir à un ſi ſalutaire deſſein, leurs Miniſtres Plenipotentiaires, ſavoir de la part de l'Empereur le C de Seckendorff (*cum cæteris titulis*) de la part de l'Imperatrice de Ruſſie, le Baron de Brackel (*cum cæteris titulis*) d'une part, & de l'autre de la part du Roi de Dannemark les Conſeillers privés Louis de Pleſſen, Iver Roſenkrantz, Charles Adolf de Pleſſen & Otto Blome (*cum cæteris titulis*) ſont convenus entr'eux d'un Traité d'Amitié & de Garantie aux conditions ſuivantes, qui doivent être ratifiées. ANNO 1732.

I. Tout les hauts Contractans s'obligent, puiſqu'ils ont conclu & arrêté entre eux par le preſent Traité, qui ne porte prejudice à perſonne, une ferme & perpetuelle amitié, de ſe conduire l'un envers l'autre à l'avenir comme veritables Alliez fidèles & ſinceres amis, avançant les interets l'un de l'autre, comme les ſiens propres & detournant, autant que faire ſe pourra, tout ce qui pourroit être prejudiciable.

II. A cet effet ils entretiendront toujours une ſincere Correſpondance & au cas de quelque revolution dangereuſe, ils delibereront entre eux & conviendront de ce qui ſera le plus convenable à leur utilité commune; en quoi ils ſe ſecourront mutuellement & donneront à cet égard les inſtructions neceſſaires à leurs Miniſtres dans les Cours Etrangeres.

III. D'autant que les hauts Contractans ſe promettent mutuellement de procurer de leur mieux & en toute maniere l'avantage les uns des autres, ils s'engagent de ne contracter d'oreſnavant avec d'autres Puiſſances aucune Alliance contraire au preſent Traité, & de ne rien faire qui puiſſe, ni directement ni indirectement de quelque maniére que ce ſoit, être préjudiciable à leurs Royaumes & Terres, mais au contraire ſi quelqu'un vouloit entreprendre quelque choſe, ils l'empecheront de tout leur pouvoir: & pour donner plus de force au preſent engagement, ils s'obligent de garantir reſpectivement de la maniere la plus forte tous leurs Royaumes, Principautez, Comtez, Seigneuries, Provinces, Territoires & Villes en Europe de la maniere qu'ils les poſſedent actuellement lors de la Concluſion du preſent Traité, comme auſſi tous leurs droits, regales, franchiſes & privileges, ſans en excepter aucun & de ſe maintenir & defendre mutuellement de toute leur force contre qui que ce ſoit, dans la paiſible & entiere poſſeſſion d'iceux.

IV. D'autant que S. M. I. & Cathol. en particulier juge qu'il eſt très-neceſſaire, pour prévenir toute ſorte de trouble en Europe, que l'ordre de ſucceſſion établi dans ſa Maiſon Archiducale d'Autriche reſte dans ſon entier & que pour plus grande ſureté elle ſoit appuyée & ſoutenue par des Puiſſances Etrangeres, & S. M. le Roi de Dannemark & de Norwegue voulant faire connoître à S. M. I. & Cathol. ſes ſinceres intentions à cet égard & qu'il eſt porté à lui donner toute ſorte de marques d'amitié & de bonne Volonté: à cet effet il s'engage & promet par le preſent Art. pour lui, ſes heritiers & Succeſſeurs tant Males que Femelles, de garantir la Succeſſion établie dans la Maiſon Archiducale d'Autriche & qui depuis a été acceptée avec très-humble reconnoiſſance par tous ſes Roiaumes & Païs héréditaires, & de la maintenir invariablement de toutes ſes forces contre un chacun, de maniere que S. M. de Dannemark & de Norwegue, ſes Heritiers & Succeſſeurs exécuteront cette garantie toutes les fois que S. M. I. & Cathol. pendant ſa vie ou ſes Heritiers & Succeſſeurs après ſa mort (que Dieu veuille encore éloigner longtems) ſeront troublés ou attaqués par qui que ce ſoit contre le contenu dudit ordre de Succeſſion du 19. Avril 1713. dans la ſucceſſion de tous & chacun deſdits Roiaumes & Etats héréditaires au dedans ou au dehors de l'Empire, nul excepté.

V. Si l'un des Contractans du préſent Traité d'amitié & de guarantie étoit préjudicié par quelqu'un, qui que ce ſoit & pour quelque raiſon que ce puiſſe être, dans ſes droits, Privileges & juſtes prétentions, ou étoit actuellement attaqué ou envahi dans les Terres qu'il poſſede en Europe, les hauts Contractans, en conſéquence de la Garantie mutuelle promiſe dans les Art. précédens, promettent qu'à la requiſition de la Partie offenſée, ou qui ſeroit en danger, ils employeront auſſi-tôt leurs bons offices auprès de l'aſſaillant, pour lui faire donner entiere ſatisfaction, & que s'ils étoient inutiles, ils viendront d'abord au ſecours du requerant conformément à une Convention qui ſera

(*) Le Duc de Holſtein a proteſté contre ce Traité pour ce qui concerne la Garantie de Sleſwig au Roi de Dannemark.

ANNO 1732. sera reglée après la ratification du présent Traité & le plûtôt possible à des conditions convenables & avantageuses à toutes les Parties, & qu'ils continueront à l'assister sans mettre bas les armes jusqu'à ce que la Partie offensée ait été rétablie dans son premier état & ait eu satisfaction des dommages & dépenses qu'on lui aura causées.

VI. Il a été resolu & stipulé que si quelque Puissance témoignoit vouloir accéder au présent Traité, ou qu'elle y fut invitée par l'un ou l'autre des Contractans, elle y sera admise, après que les Parties contractantes en auront communiqué entr'elles & y auront consenti.

VII. En foi de quoi, copies semblables du présent Traité de Garantie & d'Amitié ayant été dressées, ont été signées & scelées séparement par les Ministres à ce autorisez des trois Hauts Contractans; & les Ratifications en seront échangées dans trois mois, ou plûtôt, si faire se peut. Fait à Coppenhague le 26. Mai 1732.

Etoit signé,

F. H. *Comte de* Sackendorff. — Carl. Chr. *Baron de* Brackel. — Ch. L. von Plessen. — Iver Rosenkrantz. — C. A. von Pleasan. — Otto Bloma.

I. Article Séparé.

D'autant que Sa Majesté Imp. & Cath. & Sa Maj. Imp. de tous les Russes ont fait connoître dès le commencement des Négociations du Traité signé ce jourd'hui, qu'il étoit necessaire pour la conservation du Repos dans la Basse Saxe & pour prévenir les troubles qui pourroient arriver dans le Nord, que les demêlez qui subsistent entre Sa Maj. Roy. de Dannemark & Norwege & Son Altesse Royale le Duc Charles Frederic de Holstein-Gottorp soient accommodez à l'amiable; Sa Majesté Imp. & Cath. l'Empereur des Romains & Sa Maj. Imper. de tous les Russes ont proposé à cet effet, que S. A. R. le Duc renonçât pour lui, ses Héritiers & Agnates à la partie du Sleswyck qu'elle possedoit ci-devant, & que Sa Maj. Royale de Dannemark & Norwege lui payât pour équivalent deux millions de Ryxdaldres qui seroient designez au Duc en Effets. Sur quoi Sa Maj. Roy. de Dannemark & Norwege a prétendu prouver par de bonnes raisons qu'on ne peut exiger d'elle avec justice aucun équivalent; qu'il lui est impossible de payer cette summe en argent, & remontrant d'un autre côté qu'elle ne peut ceder ni Effets ni Terres. Cependant Sa Majesté a enfin declaré uniquement en considération de Sa Maj. Imp & Cath. & de Sa Maj. Imp. de tous les Russes, & pour donner une preuve de sa disposition à conserver la Tranquilité Publique, qu'elle payera audit Seigneur Duc de Holstein un million de Ryxd. 60 florins de l'Empire, ou en monnoye d'égale valeur, comme un dedommagement; Elle promet donc qu'aussitôt que ledit Duc de Holstein aura fait & délivrera à Sa Majesté une Cession & Renonciation dans les formes (munie du consentement de tous ses Heritiers & Agnates) à toutes les prétensions qu'il forme, ou pourroit former sur la partie du Duché de Sleswyck qui a autrefois apartenu au Dannemark, Sadite Majesté lui fera aussi-tôt payer 500. mille Ryxd. & ensuite 500. mille Ryxd. par an jusqu'à l'entier paiement de ladite somme d'un million promis; lequel paiement se fera à Hambourg sans aucun fraix pour le Duc.

Sa Maj. Imp. & Cath. & Sa Maj. Imp. de tous les Russes promettent de leur côté, qu'elles employeront tout leur pouvoir pour persuader à S. A. R. le Duc de Holstein d'accepter cette offre en faisant la cession & renonciation susdite pour lui, ses Héritiers & Agnates. En foi de quoi le present Article &c. ce 26. Mai 1732.

II. Article Séparé.

D'autant que Sa Maj. le Roi de Dannemark s'est laissé persuader par Sa Maj. Imp. & Cath. & par Sa Maj. Imp de tous les Russes, de promettre, par l'Article séparé signé aujourd'hui & qu'elle ratifiera le 20. de Juin, d'accorder à Son Alt. R. Charles Frederic Duc de Holstein, un million de Ryxdald. en donnant une Cession & renonciation des prétensions que lui, ses Heritiers & Agnates croyent avoir sur la portion qu'elle a eué dans le Duché de Sleswik; Sa Maj. Imp. & Cath. & Sa Maj. Imp. de tous les Russes déclarent de leur côté, qu'elles fixeront au Seigneur Duc de Holstein un terme peremptoire de 3. ans à compter du jour de la Ratification du Traité signé aujourd'hui pour recevoir ledit million promis. Mais si, contre toute esperance, S. A. R. le Duc de Holstein, refusoit avant la fin de ce terme d'accepter cette offre, Sa Majesté Roy de Dannemark & Norwege ne sera plus tenuë ni obligée à rien, & elle sera à couvert pour toûjours de toutes prétensions que ledit Duc de Holstein pourroit former, Sa Maj. Imp. & Cath. & Sa Maj. Imp. de tous les Russes ne faisant aucune difficulté de déclarer d'avance, qu'en ce cas elles ne feront plus obligées aux engagemens dont elles se sont chargées en faveur dudit Duc. En foi de quoi ce second Article séparé &c. Ce 26. Mai 1732.

ANNO 1732.

Signé comme le Traité.

CLVII.

Traité de Partage & d'accommodement sur la Succession de la Maison d'Orange, conclu entre Sa Maj. le Roi de Prusse *& son Alt. Seren. le Prince d'*Orange *& de* Nassau, *le 14 Mai & 16 Juin 1732.* Juin.

TAnt de Négociations consécutives & reïterées, pour ajuster les differens survenus après la mort de Guillaume III. Roi de la Grande-Bretagne, de Glorieuse Memoire, entre Sa Majesté le Roi de Prusse, & la Séréniſſime Maison d'Orange & de Nassau, au sujet des Principautez, Comtez, Terres, Biens & Domaines délaissez par les defunts Princes d'Orange, & en dernier lieu par Sadite Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, avoient trop fait connoître, qu'elles souhaitoient effectivement de s'accommoder à l'amiable pour ne pas esperer qu'on y travailleroit tôt ou tard avec succès, & qu'ainsi ils seroient terminez un jour à leur contentement reciproque.

La Majorité de S. A. S. le Prince d'Orange & de Nassau, donna occasion à des ouvertures, qui tendoient à renouer les Conférences tenuës ci-devant à cette fin, & particulierement la derniere Négociation, entamée à Berlin en 1722., Sa Majesté le Roi de Prusse y répondit favorablement, & les deux Hauts Contractans n'ayant mutuellement rien tant à cœur que de regler enfin à des Conditions justes & raisonnables une Contestation, qui avoit duré tant d'années, convinrent de faire examiner à quoi on en étoit resté en 1722. & de le poser pour une espèce de fondement d'une Négociation nouvelle.

C'est donc pour parvenir à un but si salutaire, & afin de resserrer par de nouveaux nœuds les liens de Parenté & d'Amitié qui les unissent d'ailleurs, que le Séréniſſime & très-Puissant Prince & Seigneur Frederic Guillaume, Roi de Prusse, Marggrave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Prince Electeur du St. Empire Romain, Souverain Prince d'Orange, de Neuf-Châtel & Vallengin, de Gueldres, de Magdebourg, Cleves, Juliers, Bergue, Stettin, Pomeranie, des Cassubes, Vandales, & de Mecklenbourg, comme aussi en Silesie, Duc de Crossen, Bourggrave de Neurenberg, Prince de Halberstadt, Minden, Camin, Vandalie, Swerin, de Rachebourg & Meurs, Comte de Hohenzollern, de Ruppin, de la Mark, de Ravensberg, Hohenstein, Tecklenbourg, Lingen, Swerin, Bucco & Leerdam, Seigneur de Ravenstein, Rostok, Stargard, Lawenbourg, Arlay, & Breda, &c. Et le Séréniſſime Prince & Seigneur Guillaume-Charles-Henri Friso, par la Grace de Dieu, Prince d'Orange & de Nassau, Comte de Catzenellebogen, Vianden, Dietz, Spiegelberg, Buuren, Leerdam, Marquis de Ter-Veer & Vlissingen, Baron de Breda, de Beylstein, de la Ville de Grave & Pays de Cuyk, d'Yssellstein, de Granendonk, d'Eindhoven, & de Liesfeldt; Seigneur de Bredenvourt, de Turnhout, de Geertruydenberg, de Willemstadt, de Clunderd,

ANNO 1732. derd, de St. Maartendyk, de Seevenbergen, de Steenbergen, de la Haute & Baſſe Swaluwe, de Naaltwyk, de Grimbergen, de Herſtal, d'Arlay, Noſſeroy, St. Vith, Burgenbag, Daasburg & Warneton; Seigneur Independant de l'Ile d'Ameland, Barggrave Héréditaire de Hollande; Stadhouder & Capitaine & Admiral-Général de Gueldre, & de la Comté de Zutphen, Stadhouder Héréditaire, & Capitaine Général de la Priſe, Stadhouder & Capitaine Général de Groeningen & des Ommelandes, & du Païs de Drenthe, &c. Ont nommé & authoriſé leurs Miniſtres, ſavoir Sa Majeſté le Roi de Pruſſe ſes Miniſtres d'Etat, le Lieutenant-Général *Adrien-Bernhard de Borcke*, *Heurs de Podewils* & *Guillaume-Henri de Thulemeier*; & S. A. S. le Prince d'Orange & de Naſſau ſes Miniſtres, *Diderik Baron de Imden*, Seigneur de Parck, Brigadier & Colonel d'un Regiment de Cavallerie, & ſon Grand Maître d'Hôtel, *Hobbe, Baron d'Aylva*, Colonel d'un Regiment d'Infanterie, ſon Grand-Ecuyer, & Droſſard de la Comté de Bourent & *Jean Duncan* ſon Conſeiller Ordinaire, & Maitre des Requêtes, & Conſeiller & Maitre des Comptes de ſes Domaines; leſquels après s'être communiquez reciproquement & avoir échangé leurs Pleinpouvoirs, dont les Copies ſeront inſérées à la fin de ce Traité, & ayant repris le fil de la derniere Negociation de Berlin, & debattu ce qui reſtoit a regler, ſont convenus au nom de Sa Majeſté & du Séréniſſime Prince, leurs Maitres reſpectifs, des Conditions & Articles ſuivans.

ARTICLE I.

Un Partage équitable des ſusdites Principautez, Comtez, Domaines, Terres, Maiſons & Biens, ayant été le fondement des Négociations précédentes, il a été convenu d'y avoir encore recours comme à l'expédient le plus propre pour éteindre toutes les Conteſtations formées ou a former, & ayant été diſcuté & peſé ſoigneuſement ce qui reſtoit à ajuſter pour regler & perfectionner le Plan de Partage dreſſé en 1722 il a été accordé pour cet effet de la maniére qui s'enſuit.

II.

Le Seigneur Roi de Pruſſe aura pour ſon Partage la Principauté d'Orange avec les Seigneuries & Lieux de la Succeſſion de Chalon & Châtel-Belin, ſituez en France & dans la Comté de Bourgogne, le tout & ainſi que Sa Majeſté en a cedé la proprieté au Roi Très-Chrétien par le Traité de Paix ſigné entre elle & la France à Utrecht le 11. Avril 1713. & déclare le Seigneur Prince d'Orange & de Naſſau, d'acquieſcer a cette Ceſſion, enſorte qu'il ne troublera ou n'inquietera point le Roi Très-Chrétien dans la paiſible poſſeſſion & jouïſſance de ladite Principauté d'Orange, & des autres Biens ſpecifiez ci-deſſus.

III.

Comme Sa Majeſté s'eſt chargée & a promis à cette occaſion de ſatisfaire par un Equivalent à la prétention que les Heritiers du feu Prince d'Orange & de Naſſau, formoient ſur ladite Principauté & ſur les autres Biens dont il a été fait mention ci-deſſus, le Séréniſſime Prince déclare pour ſoi & pour ſes Héritiers & Deſcendans Mâles & Femelles, qu'il ſe contentera & ſe contente à cet égard de l'Equivalent qu'il recevra par ſon Partage ſpecifié ci-deſſous, ſans que le Seigneur Roi ſera obligé de l'en dedommager ultérieurement de quelque autre maniére que ce ſoit, ou pour quelle raiſon que ce puiſſe être.

IV.

Le Seigneur Prince aura la liberté d'impoſer le nom de la Principauté d'Orange à tel autre de ſes Domaines qu'il trouvera convenable, & d'en retenir le Titre & les Armoiries, tant pour lui que pour ſes Héritiers & Deſcendants Mâles & Femelles, de même qu'il a été ſtipulé par le Traité nommé ci-deſſus, en faveur du Seigneur Roi, & promet & s'engage Sa Majeſté d'employer ſes bons offices pour que le Roi Très-Chrétien y donne ſon conſentement, afin d'ôter & abolir toute matiére de nouvelle diſcorde. Bien entendu que cela ne portera aucun préjudice à Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, par raport aux Titres & Armoiries d'Orange, qui ſeront toûjours continuez dans ſa Famille Royale aux Princes & Princeſſes de Pruſſe. ANNO 1732.

V.

Sa Majeſté le Roi de Pruſſe aura de plus pour ſon partage, & gardera en toute proprieté tant pour lui, que pour ſes Héritiers & Succeſſeurs, la Principauté de Meurs, la Comté de Lingen, l'Ammanie de Montfort, la Seigneurie de la Haute & Baſſe Swaluwe, les Seigneuries de Naaltwyk, Hoende land, Wateringen, Orange-Polder, & s'Gravefande, le Peage de Gennep, la Baronie de Herſtal toute entiere, la Seigneurie de Turnhout, la Maiſon à la Haye nommée la Vieille Cour, & la Maiſon de Honslaardyk, & jouïra le Seigneur Roi desdits Biens, Domaines, Terres & fonds, avec toutes leurs appartenances & dependances, Droits, Revenus, Juſtices, Juriſdictions Hautes & Baſſes, Droits regaux, Prérogatives, & Prééminences y attachées, Dixmes, Moulins & Dependances qui appartiennent auxdites Seigneuries & biens ſituez & lever dans leurs diſtricts, dont les Princes d'Orange ont profité, ſans exception & diſtinctions par quel des Princes ſusdits ils pourront être acquis, & par raport aux Maiſons avec les Meubles qui y appartiennent & s'y trouvent actuellement, & renoncera & renonce le Seigneur Prince tant pour lui que pour ſes Héritiers & Deſcendants Mâles & Femelles en faveur de Sa Majeſté & de ſes Héritiers & Deſcendants Mâles & Femelles, à tous ci-devant prétendus droits de proprieté & autres ſur lesdits Biens, Domaines, Terres & Maiſons, enſorte que lui, ſes Hoirs & Succeſſeurs n'y puiſſent jamais rien prétendre ſous quelque titre ou prétexte que ce ſoit.

S. A. S. fera auſſi enſorte que d'abord après la Ratification de ce préſent Traité, on ceſſera de lever le Peage qui a été levé jusques ici dans la Ville de Grave, ſous le nom de Peage de Gennep.

VI.

Le Seigneur Prince ne pourra rien prétendre à l'égard de l'Ammanie de Montfort, en vertu de la Sentence de la Cour de Ruremonde du 23. Avril 1704. ni auſſi a l'égard de la Principauté de Meurs, de la Comté de Lingen, & ſusdits autres Domaines, Terres, & Biens, dont le Seigneur Roi jouït actuellement, ou jouïra à l'avenir en vertu du préſent Traité, ſous prétexte d'avoir été ameliorez ou augmentez, ou bien à cauſe des Proviſions, arrerages & reſtes des Comptes qui s'y trouvoient au profit du feu Roi Guillaume, & de ſes Héritiers, lorſque Sa Majeſté en a fait prendre poſſeſſion, & viendront toutes ces Ameliorations, Augmentations, Proviſions, Arrerages & reſtes des Comptes auſſi au profit du Seigneur Roi.

VII.

Le Seigneur Prince d'Orange & de Naſſau aura pour ſon Partage & gardera en toute proprieté, tant pour lui que pour ſes Héritiers & Succeſſeurs, tous les autres Domaines, Terres, Maiſons & Biens appartenans à la Succeſſion d'Orange, tant ceux qui lui ſont déja extradez, que ceux qui ſe trouvent encore actuellement ſous l'Adminiſtration de L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies, ou entre des mains étrangeres ſans en excepter aucun, comme auſſi les Maiſons dont Sa Majeſté le Roi de Pruſſe jouït actuellement & qu'elle lui cedera enſuite, & auſſi tous les Biens, Domaines, Terres & Maiſons appartenantes à la ſucceſſion d'Orange, qui ne ſont pas compris dans le partage de Sa Majeſté.

Comme premiérement les Domaines, Terres, Maiſons & Biens qui ſont déja extradez à S. A. S. & qu'elle poſſede actuellement, ſavoir l'Ammanie de Bredenvoorr, les Dixmes de Bauren, la Seigneurie de Seevenbergen, le Houdenhuis à la Haye, les Dixmes ſous Delft & Monſter, la Maiſon nommée le Kruitberg, Colinsplaat, & les autres biens en Noordbeveland, la Baronie d'Yſſelſtein, les Biens dans le Hullet-Ambagt, le Palais à Bruxelles, la Baronie de Dieſt, la Seigneurie de Zichem & Scherpenheuvel, les Seigneuries de Roozendaal, Niſpen, Oolterhout & Don-

ANNO 1732. Dongen, la Seigneurie de Steenbergen, la Seigneurie de Princeland, la Baronie de Cranendonk & la Seigneurie de Eindhoven.

Et en ſecond lieu les Domaines, Terres, Maiſons & Biens qui ſont encore actuellement ſous l'Adminiſtration de L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies, ou entre des mains étrangeres ſans en excepter aucun, ſavoir la Maiſon de Dieren avec ſes Appartenances & Dépendances, la Maiſon de Doo avec ſes Appartenances & Dépendances, la Seigneurie de Klundert ou Nieuvaart, la Seigneurie de Geertruydenberg avec ſes Appartenances & Dependances, le Marquiſat de Ter-Veer & de Vliſſingen, la Seigneurie de St. Maartensdyk & Scherpeniſſe, la Maiſon de Soeſtdyk avec ſes Appartenances & Dependances, la Comté de Buuren, la Comté de Leerdam, & d'Acquoy, les Seigneuries de Grimbergen, Meerhout & Voorit, le Burggraviat d'Anvers, la Baronie de Breda, les Biens de la Commanderie de Bruque, la Baronie de Grave & du Païs de Cuyk, la Seigneurie de Willemſtad, & Ruigenhil, les Biens de Weernhout, Vyanden, St. Vith & Butgenbag, Dausburg & Warneton.

Le Seigneur Prince ayant cedé ci-deſſus par l'Article cinquiéme, à Sa Majeſté le Roi de Pruſſe la Baronie de Herſtal toute entiere, de la moitié de laquelle S. A. S. avoit joui juſques ici, Elle aura en échange pour ſon partage, & gardera de même en toute propriété tant pour Elle, que pour ſes Héritiers & Succeſſeurs; les Seigneuries de Monſter, Ter-Heiden, la moitié de Loosduinen, les Fiefs de Polanen, & la Cenſe joignante la Maiſon de Nieuburg auprés de Ryswyk grande de quinze Arpents & 580. Verges, tenuë ci-devant en Ferme par Pierre Colin.

Et cedera, & cede de plus Sa Majeſté le Roi de Pruſſe au Seigneur Prince, comme une marque particuliere de ſon Amitié, la Maiſon de Nieuburg ſituée auprés de Ryswyk, & la Maiſon au Bois nommée d'Orange-Saal, comme S. A. S. ſera ainſi auſſi dechargée de la Rente annuelle de mille florins, qui pour l'entretien de cette derniere Maiſon ſe doit payer des Revenus de Sevenbergen, bien entendu que le Séréniſſime Prince ſera obligé de bonifier au Général Baron de Keppel les Mélioratons, qu'il prouvera avoir faites à ladite Maiſon au Bois & à ſes Appartenances & Dépendances; & joüira pareillement le Seigneur Prince deſdits Biens, Domaines, Terres & Maiſons, avec toutes leurs Appartenances & Dependances, Droits, Revenus, Juſtices, Juriſdictions Hautes & Baſſes, Droits regaux, Prérogatives & Prééminences y attachées, Dixmes, Moulins & Dépendances qui appartiennent auxdites Seigneuries & Biens, ſituez & levez dans leurs Diſtricts, dont les Princes d'Orange ont profité ſans exception & diſtinction, par quels des Princes ſusdits ils pourront être acquis, & par rapport aux Maiſons avec les meubles qui y appartiennent & s'y trouvent actuellement; & renoncera & renonce le Seigneur Roi tant pour lui que pour ſes Héritiers & Deſcendants Mâles & Femelles, en faveur du Seigneur Prince & de ſes Héritiers & Deſcendants Mâles & Femelles, à tous ci-devant prétendus Droits de proprieté & autres ſur leſdits Biens, Domaines, Terres & Maiſons; eo ſorte que lui, ſes Hoirs & Succeſſeurs n'y puiſſent jamais rien prétendre ſous quelque titre ou prétexte que ce ſoit.

VIII.

Les deux Hauts-Contractants & leurs Héritiers & Deſcendants Mâles & Femelles, garderont tous les Titres & Armoiries, dont ils ſe ſont ſervis juſques-ici, chacun de ſon côté, à l'égard des Principautez, Domaines, Terres, Maiſons & Biens appartenans à la Succeſſion d'Orange, ſans que cela puiſſe ou doive porter aucun préjudice, ni à Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, ni au Séréniſſime Prince, ni à leurs reſpectifs Héritiers & Deſcendants Mâles & Femelles, ni deroger à la validité perpétuelle des Ceſſions réciproques faites par ce préſent Traité.

Et comme Sa Majeſté le Roi de Pruſſe a témoigné tant pendant les Négotiations précedentes, que dans le cours de celle-ci, qu'Elle verroit avec ſatisfaction que le Seigneur Prince ne ſe ſervît plus des Titres de Meurs & de Lingeo, S. A. S. empreſſée d'aller au devant de tout ce qui peut faire plaiſir à Sa Majeſté, a bien voulu y renoncer, comme Elle y renonce par la Convention préſente, y compris les Armoiries, tant pour lui, que pour ſes Héritiers & Deſcendants Mâles & Femelles; ainſi que le Seigneur Roi par la même complaiſance a bien voulu renoncer, comme Sa Majeſté y renonce par cet Article, tant pour lui que pour ſes Héritiers & Deſcendants Mâles & Femelles, aux Titres & aux Armoiries du Marquiſat de Ter-Veer & de Vliſſingen, de ſorte que les deux Hauts Contractants ne ſe ſerviront plus réciproquement des Titres & Armoiries ſuſdites à l'avenir. ANNO 1732.

IX.

Et pour ce qui eſt du Supplement, dont le Roi auſſi-bien que le Seigneur Prince auroient dû joüir annuellement, en vertu de la Reſolution de Leurs Hautes Puiſſances du 12. Juillet 1711., & dont le Conſeil des Domaines ne leur a païé qu'environ une ſeule année, parce que les autres Depenſes qu'il avoit été indiſpenſablement obligé de faire pour les beſoins preſſans de la Succeſſion, & leſquels en vertu de ladite Reſoluüon devoient être préferez audit Supplement, ne lui avoient pas laiſſé le moyen & les fonds neceſſaires pour en continuer le payement, Sa Majeſté renoncera & renonce à tout droit & prétenſion qu'Elle pourroit former à cet egard, & conſéquemment aux Arrerages qu'Elle en pourroit exiger, & qui viendront au profit de la Maſſe générale de la Succeſſion.

X.

Comme il y en a d'autres, qui en qualité d'Héritiers, ou ſoi diſant tels, font des prétentions ſur une partie des Biens, Domaines & Terres de la Succeſſion d'Orange, qui entrent dans le préſent partage, les deux Hauts Contractans ſe promettent une garantie réciproque contre ces prétendants, & de s'aſſiſter mutuellement, la ſeule voye de fait ou des Armes exceptée, de toutes ſortes de devoirs, actions & autres moïens efficaces & valables, que leurs droits leur peuvent fournir conjointement ou ſéparement, ſelon qu'il ſera trouvé le plus convenable pour l'intérêt commun, & pour ſe maintenir & ſe conſerver dans la poſſeſſion & la paiſible joüiſſance de tout ce qui eſt cedé à l'une & à l'autre partie par cet accommodement, & regardera cette garantie particuliérement la prétention que le Prince de Naſſau-Siegen forme ſur quelques-uns des ſuſdits Biens, Domaines & Terres, & s'engage le Seigneur Roi de Pruſſe, ſi beſoin en eſt, & le Seigneur Prince le requiert, d'inſtituer auſſi tôt ſon Action par manière d'intervention ou autrement contre ledit Prince de Naſſau-Siegen, laquelle Sa Majeſté pourſuivra avec toute la vivacité & vigueur poſſible, & s'oblige Sa Majeſté d'employer toutes les autres voyes imaginables tant Judiciaires, qu'Extrajudiciaires, pour faire déſiſter ledit Prince d'une prétention ſi injuſte & peu fondée.

XI.

Le Seigneur Prince ſe chargera & ſe charge, de toutes les Dettes paſſives qui ſont affectées en général ſur la Succeſſion des ſuſdits Seigneurs Princes de la Maiſon d'Orange, y compris les Dettes paſſives, qui juſques au jour de la Signature du préſent Traité ſont affectées ſur le Weſtland, & la penſion conſtituée en forme de Fidei-commis par le Prince FREDERIC HENAI, au Sieur Frederic de Zuilelein & ſes Deſcendans tant pour le paſſé que pour l'avenir, hormis celles qui s'y trouvent au profit du Seigneur Roi, & profitera S. A. S. à l'encontre ſeule de toutes les Dettes actives & telles autres prétentions qui y peuvent appartenir; y compris la Rente conſtituée par les Etats de Hollande & de Zeelande l'année 1584 en faveur du Prince FREDERIC HENAI d'Orange, tant pour le paſſé que pour l'avenir ſans en excepter aucune, que celles qui s'y trouvent à la charge de Sa Majeſté; ainſi que les prétentions que les deux Hauts Contractans pourroient former l'un contre l'autre ſeront compenſées plus ſpécialement ci-deſſous, & les deux Rentes de 80. mille & 10. mille florins, affectées ſur les droits d'entrée & de ſortie de la Meuſe, à l'égard deſquelles il a été accordé particulierement de la maniere ſuivante.

ANNO 1732.

XII.

Pour ce qui concerne les deux Rentes de 80. & 20. mille florins affectées ſur les droits d'entrée & de ſortie de la Meuſe, il a été ſtipulé & convenu que le Seigneur Roi aura pour lui celle de 80. mille florins, & que le Seigneur Prince aura celle de 20. mille florins pour ſon partage.

XIII.

Et quant aux Arrerages de ces deux Rentes, qui ſont dus à la Succeſſion depuis 1703. juſques à la Ratification du préſent Traité, il a été convenu qu'ils ſeront partagez entre les deux Hauts Contractants, & qu'ils en jouiront par moitié, bien entendu toutefois, que Sa Majeſté le Roi de Pruſſe ne ſera point obligée de contribuer au payement de ces Arrerages, quoi qu'elle ait participé depuis l'an 1713. aux droits d'entrée & de ſortie de la Meuſe.

XIV.

Comme parmi les Dettes actives de la Succeſſion il ſe trouve deux prétentions à la charge du Roi d'Eſpagne, aſſignées par Sa Majeſté ſur les Revenus des Indes par le Traité du 26. Decembre 1687.; l'une d'une Rente annuelle de 50 mille Florins & l'autre d'un Capital de 120. mille Ecus, le Seigneur Roi s'engage & promet d'aſſiſter le Seigneur Prince par toute ſorte de bons offices pour le recouvrement & le payement de ces Prétentions, & tachera Sa Majeſté de les lui faire obtenir tant pour le paſſé que pour l'avenir.

XV.

A l'égard des dettes paſſives & actives, hypothequées ſur chaque Domaine, Terre ou Bien en particulier, il a été ſtipulé, & convenu qu'à l'exception de celles qui ſont affectées ſur le Weſtland, dont il eſt diſpoſé ci-deſſus, toutes les autres reſteront à la charge & au profit de celui des Hauts Contractans qui en aura la proprieté, & viendront auſſi à l'avantage de celui des Hauts Contractans qui les aura pour ſon partage, non ſeulement tous les fruits & revenus qu'ils ont tirez des Biens & Terres qu'ils poſſedent actuellement, mais auſſi tous les Revenus, Fruits, Arrerages & reſtes des Comptes qui ne ſont pas encore payez des Biens, & Seigneuries qu'ils reçoivent par le préſent partage.

XVI.

Au ſujet des Joïaux & Vaiſſelles qui ſe ſont trouvées dans la Succeſſion de Naſſau Orange, on eſt convenu qu'on ſe tiendra de part & d'autre au partage qui en a été fait dans l'année 1702.

XVII.

Et afin de prevenir tout nouveau ſujet de different & de diſpute entre les deux Hauts Contractans & d'obtenir auſſi entierement le but ſalutaire, qu'ils ſe ſont propoſé par cet accommodement, ils renonceront & renoncent réciproquement pour eux & leurs Héritiers & Deſcendans Mâles & Femelles, à toutes ſortes d'autres Actions & Prétenſions, qu'à cette occaſion ils peuvent avoir intentées l'un contre l'autre, ou qu'ils pourroient intenter encore, quelles qu'elles puiſſent être, & pour quelque cauſe & prétexte que ce ſoit, & feront toutes ces actions & Prétentions entierement compenſées & annullées; ainſi que les Procès, Procedures, & pourſuites entamées à leur égard de part & d'autre ceſſeront, & ſeront éteintes auſſitôt que le préſent Traité ſera ratifié.

XVIII.

On extradera & delivrera fidellement aux deux Hauts Contractans, ainſi qu'ils les extraderont & délivreront mutuellement l'un à l'autre, en Original, tous les Titres, Chartres, Documents, Regiſtres, Comptes & generalement toutes les Archives & Papiers, qui regardent les Biens, Domaines, Terres & Maiſons, qui ſe trouvent de part & d'autre dans leur partage, & dont par le preſent Traité ils ſe ſont cedé reciproquement la proprieté & la poſſeſſion, & en diſpoſera chacun d'eux comme bon lui ſemblera, & ainſi qu'il le trouvera le plus convenable pour ſes interêts, & cela non ſeulement à l'égard des Archives & Papiers qu'ils ont reciproquement en main, mais auſſi de ceux qui, en vertu de l'Adminiſtration de Leurs Hautes Puiſſances les Etats Généraux des Provinces-Unies, ſont ſous la Garde du Conſeil des Domaines du feu Roi Guillaume. ANNO 1732.

XIX.

Auſſi-tôt que ce Traité ſera conclu & ratifié, les deux Hauts Contractans s'adreſſeront conjointement aux Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, comme Exécuteurs des Teſtamens du feu Roi de la Grande-Bretagne GUILLAUME III. & du Prince FREDERIC-HENRI d'Orange, pour leur donner communication de cet Accommodement, afin qu'il s'enſuive l'extradition des Biens, Domaines, Terres & Maiſons, avec les Archives; & tout ce qui en dépend, qui entrent réciproquement dans leur Partage, & ſe trouvent encore ſous l'Adminiſtration de Leurs Hautes Puiſſances; & employeront les Hauts Contractans de concert & mutuellement tous leurs ſoins, afin que cette Extradition ſe faſſe ſans délai, & le plûtôt qu'il ſera poſſible.

XX.

Le préſent Traité ſera ratifié & approuvé par le Seigneur Roi & le Seigneur Prince, & les Lettres de Ratification ſeront délivrées dans le terme de quatre ſemaines, ou plûtôt, ſi faire ſe peut, à compter du jour de la ſignature.

En foi de quoi, nous Miniſtres de Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, & de S. A. S. le Prince d'Orange & de Naſſau, en vertu de nos Pleins-pouvoirs reſpectifs, avons en leurs noms ſigné le préſent Traité de nos ſeings ordinaires, & y fait appoſer le Cachet de nos Armes. Fait à Berlin ce 14. du mois de Mai 1732.

Signé,

(L. S.) A. B. BORCKEN.

(L. S.) H. DE PODEWILS.

(L. S.) G. H. DE THULEMEIER.

Fait à Dieren ce 16. du mois de Juin 1732.

Signé,

(L. S.) D. V. LYNDEN TOT DE PARCK.

(L. S.) H. VAN AYLVA.

(L. S.) J. DUNCAN.

S'enſuit la teneur du Plein pouvoir de Sa Majeſté le Roi de Pruſſe.

FREDERIC-GUILLAUME, par la Grace de Dieu Roi de Pruſſe, &c. &c. &c. (T. T.) A tous ceux, qui ces préſentes Lettres verront, Salut. Le Séréniſſime Prince GUILLAUME-CHARLES HENRI FRISO, Prince d'Orange & de Naſſau, Stadhouder & Capitaine & Admiral-Général de Gueldre & de la Comté de Zutphen, Stadhouder Héréditaire & Capitaine Général de la Friſe, Stadhouder & Capitaine Général de Groeningen & des Ommelandes, & du Païs de Drenthe, &c. notre très-cher Couſin, nous ayant fait connoître qu'il ſouhaiteroit de s'accommoder à l'amiable avec nous ſur les differens ſurvenus après la mort de GUILLAUME III. Roi de la Grande-Bretagne, de glorieuſe mémoire, au ſujet de la Succeſſion d'Orange, nous y avons donné les mains avec d'autant plus de plaiſir, que nous ſouhaitons ſincerement de vuider avec ſadite Alteſſe les différens ſuſdits à des Conditions juſtes & raiſonnables, & nous avons, pour cette fin ſalutaire, commis & deputé nos Miniſtres d'Etat & de Guerre, notre Lieutenant-Général *Adrian Bernhard de Borcke, Henry de Podewils*, & *Guillaume Hen-*

ry

ANNO 1732. ry de Thulemeier, auxquels nous avons departi, & departons par ces préſentes, ſignées de notre main, Pleinpouvoir & Authorité pour en notre nom traiter & convenir avec les Miniſtres, qui de la part dudit Séréniſſime Prince, ſeront munis d'un Pleinpouvoir pareil, ſur ledit Accommodement, le conclure & ſigner; Promettant en foi & parole de Roi, d'avoir pour agreable, d'approuver & ratifier, d'accomplir & d'exécuter tout ce que par les Sieurs de Borcke, de Podewils, & de Thulemeier, aura été négocié, conclu & ſigné avec les Miniſtres dudit Séréniſſime Prince, ſans jamais y contrevenir ni permettre qu'il y ſoit contrevenu pour quelque cauſe, ou ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, & d'en faire expédier & délivrer nos Lettres de Ratification, dans le tems qu'ils auront promis de les fournir.

En témoin de quoi nous avons fait mettre notre grand Scel Royal à ceſdites préſentes. Donné à Berlin ce 1. de Mars 1732.

Signé,

(L. S.) F. GUILLAUME.

Plus-Bas, *Signé,*

A. B. BORCKEN.

H. DE PODEWILS

S'enſuit la teneur du Pleinpouvoir de S. A. S. le Prince d'Orange & de Naſſau.

GUILLAUME CHARLES-HENRI-FRISO, par la grace de Dieu Prince d'Orange & de Naſſau, &c. &c. &c. (T. T.) A tous ceux qui les préſentes Lettres verront, Salut.

Le déſir que nous avions eu de tout tems de nous accommoder un jour à l'amiable avec Sa Majeſté le Roi de Pruſſe, ſur les différens, qui ſubſiſtoient toûjours entre Sa Majeſté & Nous, pour la Succeſſion d'Orange delaiſſée en dernier lieu par GUILLAUME III. Roi de la Grande-Bretagne, de glorieuſe mémoire, fit que nous reçumes avec plaiſir les ouvertures que nous fit le Sieur *Duncan* dès le commencement de l'année paſſée, que les liaiſons qu'il avoit avec le Sieur *Luiſcius*, Conſeiller de la Cour de Sa Majeſté, établ à la Haye, nous pourroient faciliter l'occaſion de renouer a notre Majorité la derniere Négociation entamée à Berlio en 1722. & que comme elle devoit remedier au plus grand inconvenient qui en avoit empêché alors la réuſſite, nous pourrions eſpérer de la terminer enfin avec ſuccès. Notre Majorité même n'exiſta point, que nous n'eo profitâmes auſſi-tôt avec ſatisfaction. Le Sieur Luiſcius ſonda les intentions du Roi, ſon Maitre, & Sa Majeſté daigna y répondre favorablement, & déclarer de ſon côté, que ſouhaitant ſincerement de s'accommoder avec nous à des Conditions juſtes & raiſonnables, elle étoit diſpoſée à faire examiner à quoi l'on en étoit reſté en 1722. & de le poſer pour une eſpéce de fondement d'une Négociation nouvelle. On reprit le fil des Conférences précédentes. La Négociation paſſa par les mains des Sieurs Luiſcius & Duncan, qui ſe trouvants tous deux a la Haye, furent à portée d'en communiquer; ce qui réuſſit ſi heureuſement, que Sa Majeſté conſentit d'autoriſer quelques uns de ſes principaux Miniſtres pour porter cette affaire ſi ſalutaire à une concluſion finale, & pour en ſigner le Traité dans les formes.

C'eſt donc pour ces mêmes cauſes, & les bonnes Conſidérations a ce nous mouvantes, que nous confians entiérement en la capacité, zéle & fidelité pour notre Service, de *Diderik Baron de Lynden*, Seigneur de Park, Brigadier & Collonel d'un Regiment de Cavallerie, notre Grand-Maître d'Hôtel; de *Hobbe Baron de Aylua*, Collonel d'un Regiment d'Infanterie, notre Grand-Ecuyer, & Droſſard de notre Comté de Buuten, & de *Jean Duncan*, notre Conſeiller Ordinaire & Maître des Requêtes, & Conſeiller & Maître des Comptes de nos Domaines; nous les avons nommez, commis & députez par ces préſentes ſignées de notre Main, auſſi que nous nommons, commettons, & députons leſdits Sieurs de Lynden, d'Aylua & Duncan, & leur avons donné & donnons Pleinpouvoir, & Commiſſion ſpéciale de traiter en notre nom avec les Miniſtres de Sa Majeſté le Roi de Pruſſe revêtus d'un pareil Pleinpouvoir, & de conclurre & ſigner tel Traité de Partage & d'Accommodement au ſujet de la Succeſſion d'Orange que nosdits Miniſtres conformement à leurs inſtructions aviſeront bon être, & convenir à nos intérêts. Promettant en foi & parole de Prince, d'avoir pour agréable, & tenir ferme & ſtable à toûjours d'accomplir & d'exécuter tout ce que leſdits Sieurs de Lynden, d'Aylua & Duncan, auront ſtipulé, promis, & ſigné en vertu du préſent pouvoir, ſans jamais y contrevenir, ni permettre, qu'il y ſoit contrevenu pour quelque cauſe, ou ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, comme auſſi d'en faire expédier nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire délivrer pour être échangées dans le tems, dont il ſera convenu par le Traité à faire. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Scel à ces préſentes. Donné à *Leeuwaarde* ce 4. de Mars 1732.

ANNO 1732.

Signé,

(L. S.) G. C. H. F. PRINCE D'ORANGE.

S'enſuit la Ratification de Sa Majeſté le Roi de Pruſſe.

FREDERIC-GUILLAUME, par la Grace de Dieu Roi de Pruſſe, &c. &c. &c. (T.T.) à tous ceux qui ces préſentes Lettres verront, Salut. Ayant vû & examiné le Traité que nos Miniſtres d'Etat & de Guerre, le Lieutenant Général *Adrien Bernhard de Borcke*, *Henry de Podewils*, & *Guillaume Henry de Thulemeier*, en vertu du Pleinpouvoir que nous leur en avions donné, avoient conclu, arrêté & ſigné le quatorziéme du préſent mois de Mai, avec les Miniſtres du Séréniſſime Prince GUILLAUME CHARLES HENRI FRISO Prince d'Orange & de Naſſau, &c. &c. &c (T. T.) à ſçavoir avec les Sieurs *Diderik Baron de Lynden*, Seigneur de Parck, Brigadier & Colonel d'un Regiment de Cavallerie, & Grand-Maître d'Hôtel dudit Seigneur Prince, *Hobbe Baron d'Aylua*, Colonel d'un Regiment d'Infanterie, ſon Grand-Ecuyer, & Droſſard de la Comté de Buuren, & *Jean Duncan* ſon Conſeiller Ordinaire & Maître de Requêtes, & Conſeiller & Maître des Comptes de ſes Domaines, auſſi munis des Pleinpouvoirs de ſa part, duquel Traité le teneur s'enſuit:

Fiat inſertio.

Nous ayant pour agréable le ſuſdit Traité en tous & chacuns les points & Articles qui y ſont contenus & declarez, avons iceux accepté, approuvé, ratifié & confirmé, comme Nous les acceptons, approuvons, ratifions & confirmons par ces préſentes, promettant eo foi & parole de Roi d'accomplir, d'obſerver & de faire obſerver ſincerement & de bonne foi ledit Traité dans tous les points contenus en icelui, ſans aller, ni ſouffrir qu'il ſoit allé directement, ni indirectement au contraire en quelle ſorte & manière que ce ſoit. En témoin dequoi Nous avons ſigné ces préſentes de notre main, & à icelles fait appoſer notre grand Scel Royal. Donné à *Berlin* ce trentiéme jour du Mois de Mai, l'An de Grace mil ſept cens trente & deux, & de notre Regne le Vingtiéme.

Signé,

F. GUILLAUME,

Plus-Bas. *Signé,*

A. B. BORCKEN.
H. DE PODEWILS.

Et Scellé du Grand-Sceau de Cire rouge.

ANNO 1732. *S'enſuit la Ratification de S. A. S. le Prince d'Orange & de Naſſau.*

GUILLAUME-CHARLES HENRI FRISO par la Grace de Dieu Prince d'Orange & de Naſſau, &c. &c. &c. (T. T.) à tous ceux, qui ces préſentes Lettres verront, Salut. Ayant vû & examiné le Traité que Nos Miniſtres *Diderik Baron de Lynden*, Seigneur de Parck, Brigadier & Colonel de Cavallerie, notre Grand Maître d'Hôtel, *Hobbe Baron d'Aylua* Colonel d'un Regiment d'Infanterie, notre Grand Ecuyer, & Droſſard de notre Comté de Buuren, & *Jean Duncan*, notre Conſeiller Ordinaire & Maître des Comptes de nos Domaines, en vertu du Pleinpouvoir que nous leur avions donné, avoient conclu, arrêté, & ſigné le ſeizième du préſent mois de Juin avec les Miniſtres du Séréniſſime & très-Puiſſant Prince Frederic Guillaume, par la Grace de Dieu Roi de Pruſſe, &c. &c. &c. (T. T.) à ſçavoir avec les Sieurs le Lieutenant Général *A. deren Bernhard de Borcke*, *Henry de Podewils*, & *Guillaume Henry de Thulemeier*, auſſi munis de Pleinspouvoirs de ſa part, duquel Traité la teneur s'enſuit:

Fiat inſertio.

Nous ayant pour agréable le ſuſdit Traité en tous & chacuns les points & Articles qui y ſont contenus & déclarez, avons iceux accepté, approuvé, ratifié & confirmé, comme nous les acceptons, ratifions & confirmons par ces préſentes, promettant en foi & parole de Prince d'accomplir, d'obſerver & de faire obſerver ſincérement & de bonne foi ledit Traité dans tous les points contenus en icelui, ſans aller, ni ſouffrir qu'il ſoit allé directement, ni indirectement au contraire en quelque ſorte & maniére que ce ſoit. En témoin de quoi Nous avons ſigné ces préſentes de notre main & a icelles fait appoſer notre grand Scel. Donné à *Dieren*, ce trentiéme jour du mois de Juin, l'an de Grace, mil ſept cens trente & deux. ANNO 1732.

Signé,

G. C. H. F. PRINCE D'ORANGE.

Et Scellé du Grand Sceau de Cire rouge.

Extract uyt het Regiſter der Reſolutien van de Edele Mog. Heeren Staaten van Zeeland.

Den 17. November 1732. om de Steden Vliſſingen *en ter Veer t'ontheffen van alle Taſſailage en Leenroerigheit.*

IS met eenparige bewillinge van alle de Leeden goedgevonden en verſtaan, gelijk goedgevonden en verſtaan werd by deſen, op gronden, meermaal too by geſchrifte als mondeling gededuceert, uyt kragte van haar Edele Mog. hoge Souverainiteit en incontestabele Magt, de Steden Vliſſingen en Veere, van nu aan voor altoos en ten eeuwigen dage te ontheffen *de facto & jure*, van alle Vaſſallage en Leenroerigheid, deſelve daar van ten volle en in alle ſijne deelen libererende, gemelde Steeden tot vrye Graffelyke, en als andere ſtemmende Steden deſer Provintie alleen directelyk en immediaat dependent en onderworpen de Souveraine Vergadering van haar Ed. Mog., declarerende de Bailluwen, alle de Regenten, ſubalterne Collegien, Officianten, haare Bedienden en alle Inwoonderen ontſlaande van alle verpligting en verbintenisſen, daarmede ſy in het gemeen ofte in het bijſonder aan den Heer ofte Marquis ſijn geobligeert geweeſt, ſonder hiermede eenigſints te prejudicieren de Provintie ofte de Reſpective Steeden, Privilegien, hoog-ende geregtigheden.

Dat tot een dedommagement van de voorgem: Devaſallagie haar Ed: Mog: Ontfanger Generaal zal worden gelaſt en genuthoriſeerd, gelyk gelaſt en genuthoriſeerd word mitsdeſen op de Conditie, ſtipulatie ende verbintenisſe als de laaſtvorige gedaene Negotiatie van Obligatien, op te nemen en te ligten een ſomme van hondert duizend Rixdaalders, ende gemelde ſomme by proviſie en tot nader diſpoſitie alhier in Banco te ſeponneren, ten behoeve van die geene, die tot de Seigneurie van gemelde Steeden van Vliſſingen en Veere geregtigt bevonden zullen worden te zyn.

Dat van deſe reſolutie ter bequaamer gelegentheid kennis zal worden gegeven aan de Generaliteyt met allegatie van de redenen en motiven, die haar Ed. Mog. gepermoveerd hebben, om deſe Reſolutie te nemen, en daar en boven te declareren, ingeval door Neutrale Arbitres, aan welkers uytſpraeke haar Ed. Mog. verklaren geneigt en bereid te ſijn, de Decifie daar over te laaten, in 't vervolg geoordeelt mogt worden de gemelde geſeponneerde ſomme niet te weſen geproportionneert, na de waarde en eſtimatie der voorſz. Leenen, haar Ed. Mog volveerdig gevonden zullen worden gezegde ſomme na billykheid te augmenteren, gelyk ook tot alle gevoeglyke inſchikkentheid om in der minne (voor behoudens nogtans de hier vooren gedaane Devaſallagie en Leenroerigheid) na redelykheid met de Gentereſſeerde partye daar over te convenieeren en te gedragen.

Dat van nu af aan ter vermeidinge van alle Cavillatien en retardement, die by onverhoopte diſcrepantie daar aan zoude konne werden toegebragt, de Reſpective Leeden ſig verbinden, om voorſeide ſurplus, ook by Negotiatie op voorzeide voet te vinden, waar toe haar Ed. Mog. Ontfanger Generaal of in der tyd zullende zyn van nu af aan

Extrait du Regiſtre des Reſolutions de leurs Nobles Puiſſances les Seigneurs Eſtats de la Province de Zeelande.

Le 17. Novembre 1732. pour devaſſaler le Marquiſat de Fleſſingue & ter Veer.

ON a trouvé convenable, & on eſt convenu d'un Conſentement unanime de tous les Membres, comme on trouve bon, & l'on convient par celle ci, par les Raiſons pluſieurs fois deduites tant par écrit, que de bouche, & en vertu de La Souveraineté, & de la pleine & inconteſtable Puiſſance de leurs Nobles Puiſſances d'affranchir les Villes de Fleſſingue & Veere *de tout Vaſſallage, & de toutes les charges, qui ſont annexées aux Fiefs* de jure & de facto *pour toujours & ſans aucun retour, & de declarer ceſdites Villes, libres & égales aux autres de cette Province, qui ont voix & ſeance, & qui ſont directement & immediatement ſujettes & dependantes de l'Aſſemblée ſouveraine de L: N: P:; Declarant en même tems, que tous les Baillifs, Officiers, leurs Suppots, & tous leurs Sujets ſeront obligez des Engagements, dont ils ont été liez en general, ou en particulier, au Seigneur ou au Marquis ſans aucun préjudice pourtant de la Province, des Villes reſpectives, des Privileges, & des hautes & autres Juriſdictions;*

Que pour le dédommagement dudit Devaſſalage on ordonnera & autoriſera le Receveur General de leurs Nobles Puiſſances, comme il eſt ordonné & autoriſé par cette préſente ſur les mêmes conditions, ſtipulations, & engagements de la derniére Negotiation des Obligations, d'emprunter une ſomme de Cent Mille Ecus en Eſpece, & de dépoſer cet argent par proviſion, & juſques à une diſpoſition ulterieure ici en Banque, pour pouvoir être employée au profit de ceux, qu'on trouvera avoir un droit legitime ſur leſdites Villes de Fleſſingue & de Veere.

Que lorſqu'on le jugera à propos, on donnera connoiſſance à la Generalité de cette Reſolution, & des Raiſons, & des motifs, qui ont obligé L: N: Puiſſances, de prendre cette Reſolution; Qu'on leur declarera en même tems, que ſi des Arbitres impartiaux (au jugement deſquels L: N: Puiſſances promettent d'être prêtes d'acquieſcer) jugeroient dans la ſuite, que la ſomme mentionnée ne ſeroit pas proportionnée à la valeur & à l'eſtimation deſdites fiefs, Elles augmenteroient toujours cette ſomme ſuivant l'equité & la juſtice; Comme Elles s'engagent en même tems d'entrer là deſſus dans une negotiation amiable avec la partie intereſſée. Sauf pourtant le Devaſſalage mentionné, & les charges y annexées.

Que pour prévenir toute Cavillation & Retardement, qui pourroient ſurvenir contre toute attente par une oppoſition contraire, tous les Membres s'engagent dès à preſent, de trouver encore par negotiation ledit ſurplus ſur le même pied mentionné, le Receveur General de leurs Nobles Puiſſances, en cas qu'on en au-

ront

ANNO 1732. daar toe werd gelaſt en gequalificeert, jegens de dan Cours ſullende hebben Intreſt, en op de conditien, ſtipulatien, en onder verband als voorſen. Dat de Bailluwen der meergemelde Reſpective Steeden van Vliſſingen en Veere zullen worden aangeſchreven voor hier toekomende de Vierſchaare te ſpannen uit naam van de Heeren Staaten of Graaffelykheid van Zeeland, met agterlating van alle het geene ſyn relatie tot een Heer ofte Marquis van Vliſſingen en Veere heeft.

Gelyk ook de Heeren Regeerders van gemelde Steeden van Vliſſingen en Veere ſullen worden verſogt, gelyk verſogt worden by deſen, die voorſieninge in den haare te doen, dat alle bewoordingen ſyne applicatie hebbende tot den Heer of Marquis uit alle de formulieren, ſoo van Borger Brieven, Eeden als anders worden geroyeerd en geligt, ook by publicatie de Borgers en Ingeſetenen gewaarſchouwt en behoorlyk geadverteert, van alle verpligtingen aan een Heer ofte Marquis te zijn ontſlagen.

Dat de Heeren Haar Ed. Mog. Gecommitteerde Raden die voorſieninge zullen doen, dat geen Brieven van verhef ofte overdragt van Vliſſingen en Veere meer werden gepaſſeerd, en die van de provinciale Reekenkamer, dar niet meer mogen werden geregiſtreerd, en den Rentmeeſter Generaal Beweſterſchelt goordonneert word by deſen, geen brieven van verhef ofte tranſport van Vliſſingen en Veere te doen opmaken ofre paſſeeren, en de Leenmannen Beweſterſchelde adverteren en waarſchouwen over geen diergelyk tranſporr te ſtaan of die te bezegelen, indien daar toe mogte worden gerequireerd, maar op de ſteenrolle of Regiſter van de Leenen aan te tekenen dat die Steeden door Haar Ed: Mog. zyn en blyven ontheven van alle Vaſallagie en Leenroerigheid ten eeuwigen dage.

Dat van het geene voorſch. is aan de Heeren Staaten van Holland ende Weſt-Vrieſland kennis zal werden gegeven en deſelve bedankt voor de cordate en vriendelyke aanbiedinge by haare Miſſive van den 3. October laeſtleden by het voorm: point gevoegd geweeſt, met verdere betuiging dat de verwagting en het vertrouwen, die haar Ed. Mog. hebben op het kragtig appuy in deſen van hoorgemelde Heeren Staaten, ook gedient heeft, om haar Ed. Mog. te permoveren tot het neemen van deſe haar Ed. Mog. Reſolutie, en dat by de eerſte bequame gelegentheid getreden zal werden tot het benoemen van eenige Heeren om meer hooggemelde Heeren Staaten daar voor te bedanken en om in communicatie te treeden.

En is verders goedgevonden, dat by de eerſte Vergaderinge tot het benoemen van die Heeren zal worden getreden, tegens welken tyd ook een concept Inſtructie voor gemelde Heeren Gedeputeerdens zal worden ontworpen, om daar op als dan nader te worden gereſolveerd.

En werden by deſen gecommitteerd de Heeren Somer, Tulleken, de Joog, Verſelewel, Turcq van Pere, van Souburg, Huyſſen, benevens den Raad Penſionaris omme te viſiteren, examineren, wat tot meerder applaneringe van deſe devaſallagie zoude behooren te werden gedaan, en daar van rapport te doen.

Onderſtond,

Accordeert met het voorſt. Regiſter;

En getekent

DIGNUS KEETLAAR.

ANNO 1732. *rent charge, ſeront authoriſés dès à preſent, de negocier ledit ſurplus ſurvant la cours des interets, & aux Conditions, ſtipulations, & engagements ſuſdits;*

Qu'il ſera ordonné aux Baillifs des Villes reſpectives de Fleſſingue & de Veere, *de faire à l'avenir juſtice au nom des Seigneurs Etats, ou de la Comté de Zelande, à l'excluſion de tous ce qui pourroit avoir le moindre raport au Seigneur, ou Marquis de* Fleſſingue & de Veere;

Les Magiſtrats & les Regents desdites Villes de Fleſſingue & *de* Veere *ſeront requis en même tems, comme on les requiert par celle-ci, de prendre garde dans leurs departemens, que toutes les expreſſions, qui juſqu'à preſent ont été relatives au Seigneur ou au Marquis, ſoient rayées & biffées de tous les Formulaires, des Lettres de Bourgeoiſie, & des ſermens; & que tous les Bourgeois & habitans ſoient avertis de la maniére accoutumée & par une Ordonnance publique, que dès à preſent ils ſont abſous de tout engagement envers le Seigneur ou le Marquis;*

Que les Seigneurs du Conſeil des Deputés de leurs Nobles Puiſſances auront ſoin, qu'aucunes Lettres de relief & de tranſport des Villes de Fleſſingue & de Veere *ne ſoient plus paſſées à l'avenir, & que ceux de la Chambre Provinciale des Finances ne les acceptent plus, pour en faire l'enregiſtrement; Qu'il ſoit ordonné au Receveur General du Quartier Occidental, comme il lui eſt ordonné par ces Préſentes, de ne plus expedier, ni paſſer aucunes Lettres de relief, & de tranſport auxdites Villes, & ceux de la Cour feodale du Quartier occidental ſeront avertis de n'accorder & de ne mettre leurs Sceaux auxdits tranſports, en cas qu'ils en ſoient requis, mais au contraire de faire noter ſur le Regiſtre des Fiefs, que ces deux Villes ſont, & ſeront pour toûjours relevées par leurs Nobles Puiſſances de tout Vaſſallage & des Charges annexées aux Fiefs ordinaires;*

Que l'on donnera connoiſſance aux Seigneurs Etats de Hollande & Weſtfriſe de tout ce qui a été réſolu, qu'on les remerciera des offres aimables & genereuſes, qu'ils ont bien voulu ajouter à leur Lettre du 3 d'Octobre; en y ajoutant en même tems, que la ferme confiance de L: N: Puiſſances dans l'amitié & l'appui des Seigneurs Etats de Hollande avoit beaucoup contribué, à faire prendre cette réſolution à L: N: Puiſſances; & qu'à la premiére occaſion ou on manquerait pas, de nommer des Deputés, pour aller remercier les Seigneurs Etats de Hollande & Weſtfriſe, & entrer avec eux en conference ſur cette affaire;

Et on eſt convenu enfuite, qu'à la premiére Aſſemblée on procédera à la nomination desdits Deputés, pour lequel tems on dreſſera le projet des Inſtructions, dont ils ſeront munis, & ſur lequel on prendra une réſolution ulterieure à la premiére Aſſemblée;

Les Seigneurs Somer, Tulleken, de Joog, Verſelewel, Turcq van Pere, van Soubourg, Huyſen, *& le Conſeiller Penſionnaire ſeront commis, pourvoir & examiner, tout ce qui ſera encore neceſſaire pour terminer entierement ce Devaſſalage, & en faire leur rapport;*

S'accorde avec ledit Regiſtre

ſtatt ſigné,

DIGNUS KEETLAAR.

Advis van Rechtsgeleerde.

Caſus.

BInnen ſeekere Republyeque, onder eene Ariſtocratiſe Regeringe, ſyn gelegen verſcheyde Ambagten, Heerlyckheden en andere goederen by den Prince van den Lande te Leen uytgegeven; en onder andéren is aldaer een aenſienlijck onverfferflijck Erfleen, mede van de Staten releverende, het welck lang voor dato van de erectie van een vrye Staets Regeringe, door den eerſten Leenman, voor een groot gedeelte tot ſynen koſten met merckelijcke Verbeteringen en Aenwaſſen, was in weſen gebrugt, en alſoo aen den Leenheer opgedraegen, en wederom te Leen ontfangen, zynde het verdere gedeelte daer naer met gelt aengekogt; Voorts is het ſelve-

*Avis * des Juriſconſultes ſur le Cas ſuivant.*

Le Cas.

DAns une certains Republique, dont le Gouvernement eſt Ariſtocratique ils ſe trouvent pluſieurs Baillyages, Seigneuries, & autres Terres, que le Prince du Pays a donné autrefois en fief. Entre autres il s'y trouve un Fief conſiderable, héréditaire, & ſans aucune reverſion, qui relève en même tems des Etats du pays; mais qui, long-tems avant l'érection de la liberté de la Republique, a été acheté & ameliorè par le premier Feudataire à ſes propres frais, & enfuite offert, dans cet état, au Seigneur dirſtl, & reçu de lui en fief, une partie de ce fief, qui dans ce tems-là ne s'y trouvoit pas jointe, ayant été peu à peu abſorbé argent

* *On donne ici les plus conſiderables Actes & Memoires qui ont rapport à cette Réjointion quoique pluſieurs l'aient precedée.* [Titres d'une Deduction du Droit de S. A. le Prince d'Orange & de Naſſau au Marquiſat de Veere & Fleſſingue, imprimée à Franequer chez Guil. Coulon 1733.

ANNO 1732. ve Leengoet wegens de Voorſaten van den jegenwoordigen Leenvolger, als mede voor de tijden van de Vryheyt, by Executie in 't openbaer, en by publicque op eilinge met Decreet van den Provintialen Regter, gekogt en betaelt, en federt oock alzoos ſonder interruptie, meer als hondert en twintig Jaeren lang, vreedſamelijck beſeten, en van tijd tot tijd van den eenen Succeſſeur op den anderen, ſonder tegenſpreecken van ymant, geduirigh op een nieuw verheven; de voirige Vaſallen hebben oock ten allen tyden gehad en gebruykt alle ſulcke geregtigheden, als den eerſten Verly-brief, en de openthijcke Conditien en Brieven van Decreet inhouden. en boven dien nog van bunnen Leenheer meermalen verſogt en verkregen ſucceſſive Octroyen, om van het voormoemde Leen by Uyterſte Wille te mogen diſponeren.

Het is nu ſulex, dat eenige Regenten in de Republicq het daer heen gaern ſouden dirigeren, dat men aen den jegenwoordigen Leenvolger Inveſtiture bleef weygeren, en het Leengoet verklaerde *de facto* vry en ontheven van alle Vaſallage en Leenroengheyt, onder beloſte van een æquivalent, en tegens wil en danck van den Leenvolger, die elders is woonachtigh: wordende daer toe voorgeſlagen een *dominium ſuper-eminens*, voortſpruytende uyt de Deſpotieque Oppermacht van den Souverain, en wordende tot een grontreden van dien in dit geval aen de handt gegeven, dat dit Leen ſoude ſyn van ſoo grooten gevolgh en verren uytſien. ten minſten dat den aenkomenden Leenman ſigh ſoude konnen toevoegen ſoodanige Voorregten, dat daer uyt te vreeſen ſoude ſtaen, *dat de verheet van de Statſche Regeringe van de Provintie en der Steden, heymelijck belangt en onderkropen ſoude konnen worden, en vervolgens dat het inurecken en veructigen van dit Leen ſoude geſchieden, tot meerder vaſt ſtellen van de ordre en formt van Regeringe der Provintie, Steden en Leden van dien, en om dat het ſelve alſoo ſoude behoorten, om het regt, het unste en gemeene beſt.*

En aengeſien den eerſten Miniſter van de voorgemelde Provintie, by een integrerend en voornaem Lith van Staet hier over geconſuleert ſynde, openthijck en ſchriftelijck heeft verklaert, *het ſelve te houden voor een quæſtio Juris, en wel van die importantie*, dat daer op behoorde te werden iagenomen het Advijs van fameuſe Regtsgeleerde,

ANNO 1732. *argent comptant. Ce même Fief a été enſuite acheté & payé par les Ancêtres du préſent Vaſſal, lorſqu'il fût vendu publiquement par execution, & par decret du Juge Provincial long tems avant La Liberté de la Republique, & ils en ont joui en repos, & ſans interruption plus de cent vingt années, ledit Fief ayant été relevé de nouveau de tems en tems & d'un ſucceſſeur à l'autre, ſans que perſonne s'y ſoit jamais oppoſé. Les premiers Vaſſaux ont auſſi joui en tout tems, & ſe ſont ſervis de tous ces droits & prérogatives exprimées dans la premiere Lettre feodale, dans les conditions publiques, & dans les Lettres decretales, & outre cela ils ont demandé, & obtenu pluſieurs fois du Seigneur direct des Octrois ſucceſſifs, pour pouvoir diſpoſer deſdits Fiefs à leur gré & par teſtament.*

A préſent il arrive, que quelques-uns des Regens de ladite Republique voudroient diſpoſer les choſes de maniére qu'on refuſât l'inveſtiture au préſent ſucceſſeur feodal, & qu'on declarât de facto le Fief libre & abſous de tout Vaſſelage, & des charges, qui y ſont annexées, ſous promeſſe d'un Equivalent, contre le gré, & ſans le conſentement du préſent ſucceſſeur, qui a ſon Domicile ailleurs, & pour y parvenir on allegue un Dominium ſuper-eminens, *derivant du Pouvoir deſpotique du Souverain; Et pour raiſon de tout ceci on avance, que ce Fief eſt d'une ſi grande conſequence, que le Vaſſal, qui pour le préſent en recevroit l'inveſtiture, ſe pourroit approprier tant de prérogatives, qu'on auroit raiſon de craindre:* Que la Liberté de la Regence Ariſtocratique de la Province, & des Villes, ne fût ébranlée, & à la fin tout-à-fait renverſée, & que par conſequent l'anéantiſſement de ce Fief ne ſe feroit dans d'autres vuës, que d'affermir d'autant plus l'ordre, & la forme du Gouvernement de la Province, des Villes, & des Membres reſpectifs, & que ce changement ſeroit abſolument neceſſaire pour la conſervation des droits, de l'utilité & du bien public;

Et d'autant que le premier Miniſtre de cette Province, ayant été conſulté ſur cette affaire par un des premiers Membres de l'Etat, a declaré ouvertement, & par écrit, qu'il eſtimoit, que c'étoit proprement une quæſtio Juris & d'une importance ſi grande, *qu'elle meritoit bien, qu'on en prît l'avis des plus fameux Juriconſultes.*

Soo wort gevraagt:

Of een wettig Leenvolger, op ſulcke en dergelijcke gronden, van hooger handt wegens ſyn Leenheer, uyt het genot van ſyn Leenregten, ſnude mogen werden gehouden, en verders daar van in 't geheel verſteken?

C'eſt pourquoy on demande:

Si un legitime ſucceſſeur feodal peut pour les raiſons alleguées être ſuſpendu, & à la fin tout à fait privé par une Puiſſance ſuperieure, & de la part de ſon Seigneur direct, de la jouiſſance de ſes droits feodaux?

GEſien hy de oodergeſchrevens het bovenſtaende geval, en gelet op de Vrage daer uyt voorgeſtelt, dunkt (onder verbeteringe) dat, aengeſien alle Leenen eerſt gegront ſyn op een præcedent Contract feudael, of van Leen-gunningh, ſoo als het noemt *Hugo de Groot in ſyn Inleydinge tot de Hollandſche Rechtsg.* 3. B. 25 D., uyt kragte van het welck ontſtaet een wederſijdſe verbintenisſe, van den Leenheer aen de eene zyde, om het Leengoet, met alle bedonge preeminentien en geregtigheden, aen den Leenman behoorlijck te leveren, en van den Vaſal aen de andere zyde, om aen ſijn Heer te voldoen de beloofde Manſchap en Heergewaeden; en dewijl mede, het ſelve van weerkanten ſijnde gedumpleert, gelijck den Vaſal by continuatie aen ſijn Leenheer in alle gelegentheden ſchuld ch blyft te bewijſen alle eere en reſpect, en als het nodigh is op een nieuw verly te verſoecken, en 's Heeren Regten daer voor te voldoen, alſoo oock den Leenheer alzoos gehouden is ſijn Vaſal met de verſogte Brieven van Inveſtiture te voorzien, hem by ſijn Leenregten te handhaven, en ten allen tijden nae geregtigheyt, billijckheyt ende Juſtitie te handelen; uyt die reciprocque beloſte en geduurige verbintenisſe klaer gehoeg deſueert en voortvloeyt, dat geen Leenheer, hoewel met ſouveraine magt bekleet, in ſijn hant of wille heeft, een Leen eenmael by hem geconſtitueert en ſolemnelick uytgegeven ſijnde, wederin te trekken en aen den Succeſſeur van ſijn overleden Vaſal te onthouden; *ex promiſſo & contractu enim Regis naſcitur vera & propria obligatio, quæ jus dat ipſis ſubditis, ea enim eſt promiſſorum, & contractuum natura,*

LEs ſouſſignés ayant vû le cas mentionné, & ayant examiné la queſtion propoſée, il leur ſemble (ſauf meilleur avis) que, tous les Fiefs étans fondez premierement ſur un Contract feodal précedent, (vulgo Leengunningh:) *comme le remarque* Hugo Grotius dans ſon Introduction à la Juriſprudence de Hollande L. 3 D. 25, *en vertu duquel Contract il reſulte un Engagement reciproque entre le Seigneur direct d'un côté, pour remettre au Vaſſal le Fief, avec toutes les prerogatives, & juriſdictions, dont on eſt convenu, & le Vaſſal d'autre côté, pour s'acquiter envers ſon Seigneur direct de toutes les charges & ſervices, qu'il lui a promis. Et parce qu'en même tems tout cela a été exactement accompli des deux côtés, & que le Vaſſal reſte dans une Obligation continuelle de témoigner à ſon Seigneur direct toutes ſortes d'honneur & de Reſpect, & de demander en cas de beſoin une nouvelle inveſtiture, & de ſatisfaire pour cela aux droits du Seigneur: Le Seigneur direct de ſon côté eſt auſſi obligé en tout tems, de pourvoir ſon Vaſſal des Lettres d'inveſtiture, lorſqu'il les demande; de le maintenir dans ſes droits feodaux, & de le traiter en tout tems ſuivant l'equité & la juſtice. En ſorte qu'il reſulte avec évidence de cette promeſſe reciproque, & de cet engagement continuel, qu'il n'eſt abſolument pas dans le pouvoir d'aucun Seigneur direct, nonobſtant qu'il ſoit revetu d'une Puiſſance ſouveraine, de retirer un Fief, qu'il a une fois conſtitué, & conferé ſolemnellement, & de le refuſer enſuite abſolument au Succeſſeur legitime de ſon defunt Vaſſal,* Ex promiſſo & contractu enim Regis naſcitur vera & propria obligatio, quæ jus dat ipſis Subditis, ea enim eſt promiſſorum, & con-

uac-

ANNO 1732.

tiam inter Deum & hominem, Hugo de Groot de Jure Belli & Pacis lib. 2. cap. 14. num. 5. & 6. Perez in Cod. libr. 10. tit. 5 num. 7. add. l. 1. pr. & l. 7. §. 7. D. de pact. & Zoef. de Feud. cap. 6. num. 7. Item Gudelin. de Jure Noviſſ. lib. 3. cap. 7. vers. emphyteutico contractui &c. want, even en aleens als een Vaſal uyt hoofde van felonie of miſdaad tegens ſyn Heer, wort verſtaen te vervallen van ſyn Leenregt, ſoo ſoude oock den Leenheer verlieſen ſyn *Dominium directum*, als hy in de pligten van protexie en beſchermminge ten opſigte van ſyn Vaſal quam te manqueren; *Dominus enim in his omnibus vicem fideli ſuo reddere debet libr. 1. feud. tit. 6. & tit. 25. verſ. Domino committente &c. Item tit. 47.* En *Papon livr. 13. Chapit. 1. art. 21.* ſpreekt daer van in deſe termen: *tout ainſi comme le Vaſſal perd ſon fief pour avoir fait injure à ſon Seigneur, ainſi le Seigneur perd ſon droit de fief ayant abuſé de ſon authorité contre ſon Vaſſal; Quod idem affirmant plurimi de eo caſu ſi Vaſſallo petenti Dominus inveſtituram denegaverit. Guido Papa quæſt. 168. Jul. Clar. §. feud. quæſt 49. num. 7. Dominus enim tenetur Vaſſallo facere Juſtitiam & eum contra jus non gravare, nec ab eo aliquid aufferre injuſte. Matth. de affict. dec. Neap. 265. num. 76. & Zoef. de feud. cap 14. num. 3. expreſſe docet, Vaſſallum poſſe implorare Judicis officium contra Dominum turbantem;* waer toe oock by alle gecivilifeerde volkeren en in wel geſtelde Regeringen Koningen en Princen ſigh hebben onderworpen aen de ordinaire Parlementen, of afgeſonderde Leengerigten, om over queſtien tuſſchen haer en haer onderhorige Vaſallen onduaende, nae Wetten en Coſtumen, ſoo als dat behoort, te werden regt gedaen, en aldaer is het dat een Leenman, vermeynende door ſyn Heer beledigt te ſyn, ſigh kan en magh addreſſeren, en ten welken eynde in deſe Landen van Hollandt ende Zeelant by ſpeciale Inſtructien en overkomſte tuſſchen de beyde Provintien, ſyn gecommitteert de Provintiale Hoven van Juſtitie, gelijck dat genoegh bekent is, alwaer een Leenman eerſt moet werden uytgewonnen, aleer hy magh werden gedepoſſideert, volgens de hantveſten en privilegien gemeenlijck genaemt *het groot Privilegie van Vrouw Maria, aen deſe Landen gegeven op den 14. Maert 1476.* alwaer deſelve Gravinne voor haer en haere naerkomelingen, onder anderen *art. 39.* wel duydelijck belooft, in deſe termen: *dat wy of onſe naerkomelingen niemands goet Leen of Erve binnen onſen Lande van Hollant, Zeelant ende Vrieſlant, ter ouſer taefel leggen en ſullen, noch niemant by proviſie uyt ſyn Poſſeſſie ſtellen en ſullen, maer ſullen naer dat die naturen ende conditie van den goeden ſyn, eerſt verwonnen ſyn, en daer naer geëxecuteert werden;* ſoo verre is het 'er van daen, dat een Leenheer ſigh ſoude konnen laten inleyden, om uyt krugte van een deſpotieq bevel ſyn Vaſal te ontkleden, en ſigh alſoo van het Leengoet met den gevolge van dien te ſaiſeren en meeſter te maecken, niet anders als of het ſelve door eenige hooghgaende miſdaed van felonie was vervallen en confiſcabel, als wanneer nog naer regten, particulierlijck over de Leenen beſchreven, worde vereyſcht een voorgaende gewijſde van den competenten Regter, *per textum expreſſum in lib. 1. feud. tit. 7. ubi ſtatuitur; quod natura feudi ſit, ut ſi Princeps inveſtierit capitaneos de aliquo feudo, non poteſt eos deveſtire, ſine culpa, & tit. 20. & 21. eod. convicta culpa quæ ſit laudanda per judicium Parium ſuorum:* Invoegen dat niet wel te begrypen is, hoe den Prins van den Landen, wel onderregt ſijnde, ſigh ſoude laeten beweegen, om de hant te leenen tot het mortificeren van een Leen by hem ſelfs uytgegeven, en gewolgelijck niet alleen contrarie ſijn geratificeerde beloften, waer een alle menſchen ſonder onderſcheyt, volgens goddelijcke en aengeboore Wetten, heylighlijck ſijn verplight, maer nok tegens het voorname oogmerck, waer mede een ygelijck ſigh met meer andere in de eerſte ſamenkomſte der Republicquen heeft geaſſocieert, en gevoegt onder eene Regeringe, waer uyt alle heerſchappyen, die niet door geweit ſijn verkregen, haren eerſten oorſpronck hebben, om onder derſelver opſight en directie, volgens egale wetten, des te geruſter te konnen leven, en te gevoeglijcker eick met het ſijne, buyten verbo-

tractuum naturæ, etiam inter Deum & hominem; Hugo Grotius de Jure Belli & Pacis lib. 2. cap. 14. num. 5. & 6. Perez in Cod. lib. 10. tit. 5. num. 7. add. l. 1. pr. & l. 7. §. 7. D. de pact. & Zoef de feud. cap. 6. num. 7. Item Gudelin. de Jure Noviſſ. lib. 3. cap. 7. vers. emphyteutico contractui &c. *Car comme un Vaſſal perd incontestablement ſon droit legitime au Fief, qu'il poſſede, & qui lui appartient, lorſqu'il commet une felonie ou quelque autre crime capital envers ſon Seigneur direct, il n'y a point de doute, que le Seigneur devroit perdre ſon* Dominium directum, *lorſqu'il vient à manquer à ſon devoir, & à la protection, qu'il doit à ſon Vaſſal;* Dominus enim in his omnibus vicem fideli ſuo reddere debet; lib. 2. feud. tit. 6. & tit. 26. verſ. Domino committente &c. Item tit. 47. Et Papon liv. 13. Chap. 1. art. 21 *ſe ſert ſur ce Cas des termes ſuivans.* Tout ainſi, comme le Vaſſal perd ſon Fief, pour avoir fait injure à ſon Seigneur, ainſi ſon Seigneur perd ſon droit de Fief, ayant abuſé de ſon Autorité envers ſon Vaſſal; *Quod idem affirmant plurimi de eo caſu, ſi Vaſſallo petenti Dominus inveſtituram denegaverit;* Guido Papa quæſt. 168. Jul, Glar. §. feud. quæſt. 49 num. 7. Dominus enim tenetur Vaſſallo facere Juſtitiam, & eum contra jus non gravare, nec ab eo aliquid aufferre injuſte. Math. de affict. dec. Neap. 265. num. 76. & Zoef. de feud. cap. 14. num. 3. expreſſe docet, Vaſſallum poſſe implorare Judicis officium contra Dominum turbantem, *Etant encore certain, que parmi toutes les Nations civiliſée, & dans tous les Gouvernemens bien politez, les Rois & les Princes ſe ſont ſoumis aux Parlemens ordinaires, ou aux Cours de juſtice particulieres, pour qui l'on y prononce & décide en toute liberté ſuivant les Loix ordinaires ſur tous les Cas, qui pourroient ſurvenir entre eux & leurs Vaſſaux; C'eſt à ces Tribunaux, qu'il eſt permis à un Vaſſal de s'addreſſer, lorſqu'il croit être leſé par ſon Seigneur; C'eſt encore dans la même vue, que dans ce pays les deux Provinces de Hollande & de Zelande ſont convenuës par des Inſtructions ſpeciales, & par un accord reciproque, d'établir les Cours de juſtice (ce qui eſt connu de tout le monde) où ſuivant les Loix il faut qu'un Vaſſal ſoit premierement convaincu de felonie ou d'autre Crime, avant qu'il puiſſe être privé de ſon Fief, ſuivant les Ordonnances & les Privileges, qu'on appelle communément:* La Grande Charte de Madame Marie, accordée à ces pays, le 14. de Mars 1476. *Et dans lequel rette Comteſſe promet entre autres choſes bien préciſement* art. 39. *pour Elle & pour ſes deſcendans:* Que Nous, ou Nos ſucceſſeurs ne retirerons jamais pour le profit de notre table les Fiefs, & les Heritages de qui que ce ſoit dans nos pays de Hollande, de Zeelande, & de Friſe, ni que Nous ne demettrons jamais perſonne par proviſion de ſes Poſſeſſions, avant qu'il ſoit condamné ſuivant la nature, & la condition de ſes biens, & qu'après l'execution s'enſuive. *Donc bien loin delà, qu'un Seigneur puiſſe ſe laiſſer induire, à dépouiller ſon Vaſſal en vertu d'un ordre deſpotique, & à ſe ſaiſir & ſe rendre maître de ſon Fief avec l'uſufruit, & le reſte, qui en dépend, comme ſi ledit Fief lui étoit devolu pour quelque Crime de felonie, & par conſequent étoit devenu confiſcable, auquel cas même ſuivant tous les Juriſtes, qui parlent des Fiefs, il eſt neceſſaire d'obtenir préalablement la ſentence du Juge competent* per textum expreſſum in lib. 1. feud tit. 7. ubi ſtatuitur, quod natura feudi ſit, ut ſi Princeps inveſtierit Capitaneos ſuos de aliquo feudo, non poteſt eos devestire, ſine culpa, & tit. 20. & 21. eod. convicta culpa ſit laudanda per judicium Parium ſuorum; *Enforte qu'il eſt preſque impoſſible de comprendre, comment un Souverain d'un pays, qui devroit être bien inſtruit des Statuts, qui y ſont relatifs, puiſſe ſe laiſſer induire à prêter la main à l'amortiſſement d'un Fief, qu'il a conferé lui-même, & d'agir par conſequent ſelon ſon bon plaiſir, non ſeulement contre ſes engagements ratifiés, à quoi tous les hommes ſans exception ſont engagés ſuivant les Loix divines & naturelles, mais en même tems contre le but principal & inconteſtable, que les prémiers hommes ont eu, en s'aſſociant avec d'autres pour former des Republiques, & en ſe ſoumettant ſans aucune contrainte ſous un même Gouvernement; d'autant qu'il eſt certain, que delà ſont provenues enſuite toutes les Souverainetés, qui ſont exemptes de la tache d'uſurpation, & de Tyrannie, dans la ſeule vuë de pouvoir vivre ſous la direction de ces Regences ſous des Loix égales & dans une entiere ſureté, chacun y jouiſſant de ſon bien, dont il peut diſpoſer à ſon gré & ſans en faire*

ANNO 1732.

ANNO 1732.

den misbruyck, te konnen handelen naer welgevallen; *Id eſt proprium Civitatis atque Urbis (ut Cicero de Offic. 2. cap. 78.) ut ſit libera & non ſollicita ſuæ rei cujuſque cuſtodia,* en *cap.* 73. te vooren, *hanc enim ob cauſam, maxime ut ſua tenerentur Reſpublicæ Civitatesque conſtitutæ ſunt.* Wel is waer, dat uyt dien ſelven oorſpronck voortvloeyt, dat daer dit gemeene welvaren in die forme gelijck het is ingeſtelt niet ſoude konnen behouden blijven, en in cas van onvoorſiene toevallen van hoogdringende nootſaekelijckheyt, of weſentlycke nuttigheyt, of gebreck aen iets dat niet kunde werden ontbeert, of in diergelijcke voorvallen, een yder wort onderſtelt van den beginne af aen daer in te hebben toegeſtemt, dat hy als dan ten behoeve van de gemeene ſake van ſijn eygen regt en eygendom wel ſoude willen afgaen, dogh altoos met dien verſtande, dat het goet van een particulier ten gemeenen welweſen niet ſijnde verbruyckt of tot een gedurigh gebruyck aengelegt, aen den voorigen Eygenaer moet werden wedergegeven, en dat, buyten gevallen van ſoodanige neceſſiteyt of nuttigheyt, elck meeſter blijft van het ſijne, en by het onverhindert beſit en genot van dien, door ofte van wegen de hooge Regeringe moet werden gemaintineert, die daer over doorgaans niet anders kan exerceren, als een Politieq geſagh, en een algemeene directie; *Bona Subditorum privata Magiſtratui ſunt commiſſa, quoad defenſionem & conſervationem contra omnem vim & injuriam, non quoad alienationem & ademptionem, niſi ex cauſis duabus Subditi nimirum culpa, vel publicæ ſalutis neceſſitate,* ſegt daer van ſeer wel *Althuſius in Politic. cap. 37. num. 111. & num. 115. & Grot. de Jur. Belli. & Pacis. lib. 2. cap. 14. num. 8. ait, ubi Dominium aut jus aliud alicui legitimo modo partum eſt, id ne ſine cauſa ei auferatur, juris eſt naturalis; & Rex ſi contra faciat, facit contra verum jus Subditi, Dominium autem eminens vocat, quod Civitas habet in Cives & res Civium, ad uſum publicum, eod. libr. cap. 1. lib. 3. num. 6. & cap. 1. num. 6. fin, ubi tamen videatur Zieglerus in annotat. qui ambitioſum dicit vocabulum Domini, ipſa enim, ait; vis imperii propter ſalutem publicam ſufficientem principi titulum præbet, urgente neceſſitate, utendi bonis ſuorum Subditorum: quod fundamentum habere docet, Ulric. Hub. in tractat. de jure Civitat. libr. 1. Sectione. 3. cap. 6. num. 39. & 40. in conſenſu eorum qui conſtituunt Civitatem, quos omnes ita velle manifeſtum eſt, ut ſi contingat Reipublicæ utilitatem non poſſe cuſtodiri, ſine incommodo damnove privatorum, utilitas publica privatæ præferatur, ſic tamen, ſubjungit, num. 43. & 44. ut Reſpublica quam primum poterit ad reſtituendum teneatur, quia certum eſt populos quam minimo ſingulorum damno illud eminens Dominium fundare voluiſſe; & ſect. 9. ejuſd. libri cap. 5. num 20. requirit ad id, utilitatem magnam vel neceſſitatem Reipublicæ, modo tali prætextu non tegantur iniquitates & calumniæ, ac ideo requiritur cauſa gravis, ardua, & prægnans, & ſi æſtimatio Domino non iniqua tribuatur, Peck. ad Regul. juris reg. 79. num. 2. Princeps enim abſolutam poteſtatem exercere non debet, niſi juſta & legitima cauſa & ratione ſuadente, Gaill. libr. 2 obſerv. cap. 56. num. 13. cui ſuffragatur Perez. in Cod. libr. 10. tit. 6. num. 9. excederet enim, ait, Princeps terminos juſtitiæ, & peccaret contra ordinationem Dei, qua jubetur facere Juſtitiam & judicium, & Principis nomine ſe indignum redderet; & numero 10. in ſpecie, Vaſſallum feudo privare Princeps ſine legitima cauſa non poteſt: add. num. 12. & 13.* Zijnde in deſen nog ſeer applicabel, de leere van *Molinæus ad conſuet. Pariſ. tit. 1. §. 51. gloſſ. 2. num. 98. ubi agit de amortiſatione Regia, ac cauſis allegat, ob quas hæc fieri poſſit a regia Majeſtate in præjudicium Domini inferioris, ita tamen, ait, ſi non agatur de magno præjudicio nec de amplo latifundo, ſed de modicis prædiis: ceterum hac vel ſimili Reipublicæ neceſſitate ceſſante, tenet, quod prætextu amortiſationis regiæ non magis teneatur Dominus inferior, indemnitate accepta conſentire, quam quilibet Dominus juſto recepto pretio rem ſuam vendere, & num. 97. præcedenti dixerat, non inveniri exemplum, quod a regia Majeſtate emanaverit aliqua amortiſatio in præjudicium tertii inferioris, non vocati, nec conſentientis:* ſoo ook *Mr. Pieter Bort, in ſijn tractaet van Hollands Leenrege, 6. p. tit. 1. §. 30.* alwaer hy handelende van *heerlijckheyt en Jurisdictie* by den Prins van den Lande te Leen uytgegeven

ANNO 1732.

re non mandati uſage; Id eſt proprium Civitatis atque Urbis (ait Cicero de Offic. 2. cap. 78.) ut ſit libera & non ſollicita ſuæ rei cujusque cuſtodia, *& au Chapitre* 73 hanc enim ob cauſam, maxime ut ſua tenerentur Reſpublicæ Civitatesque conſtitutæ ſunt; *Ou eſt neanmoins bien éloigné de voir, qu'il ne reſulte pas des motifs reportez des premiers établiſſemens, qu'un cas que le bien public ne pût être conſervé dans ces Republiques dans la même forme du premier établiſſement; ou qu'un cas d'accidens imprévus d'une neceſſité urgente, ou d'une utilité eſſentielle, ou dans le défaut de quelque choſe, dont il ſeroit impoſſible de ſe paſſer, ou dans d'autres circonſtances pareilles chacun eſt cenſé avoir conſenti au commencement de l'Etabliſſement de ſe diſſiter de ſes propres droits, & de ſes biens, au profit de la Cauſe commune. Cependant il reſte toûjours certain, que les biens d'un particulier n'ayant pas été employés pour le bien public, mais deſtinés à y être toujours employés, ils doivent retourner, & etre rendus au premier propietaire; & hors ces cas de neceſſité & d'utilité, chacun doit reſter maître de ſon, & doit être maintenu dans ſa paiſible poſſeſſion par la Régence ſouveraine qui ne ſe peut approprier ſur ces biens qu'une inſpection politique & une direction générale.* Bona Subditorum privata Magiſtratui ſunt commiſſa, quoad defenſionem & conſervationem contra omnem vim & injuriam, non quoad alienationem & ademptionem, niſi ex cauſis duabus Subditi nimirum culpa, vel publicæ ſalutis neceſſitate; *ce que dit fort bien ſur cette matiere* Althuſius in Politic. cap. 37. num. 111. & num. 115. & Grot. de Jure Belli & Pacis lib. 2. cap. 14. num. 8. ait, ubi Dominium aut jus aliud alicui legitimo modo partum eſt, id ne ſine cauſa ei auferatur, juris eſt naturalis; & Rex ſi contra faciat, facit contra verum jus Subditi, Dominium autem eminens vocat, quod Civitas habet in Cives, & res Civium, ad uſum publicum; eod lib. cap. 1 lib. 3. num. 6. & cap. 1. num. 6. ubi tamen videatur Zieglerus in annotat. qui ambitioſum dicit vocabulum Domini, ipſa enim, ait, vis imperii propter ſalutem publicam ſufficientem Principi titulum præbet, urgente neceſſitate, utendi bonis ſuorum Subditorum: quod fundamentum habere docet, Ulric. Hub. in tractat. de jure Civitat. lib. 1. ſection. 3. cap. 6. num. 39. & 40. in conſenſu eorum, qui conſtituunt Civitatem, quos omnes ita velle manifeſtum eſt, ut ſi contingat, Reipublicæ utilitatem non poſſe cuſtodiri, ſine incommodo damnove privatorum, utilitas publica privatæ præferatur, ſic tamen, ſubjungit. num. 43 & 44. ut Reſpublica quam primum poterit ad reſtituendum teneatur, quia certum eſt populos quam minimo ſingulorum damno illud eminens Dominium fundare voluiſſe; & ſect. 9. ejusd. libri cap. 5. num. 20. requirit ad id, utilitatem magnam vel neceſſitatem Reipublicæ, modo tali prætextu non tegantur iniquitates & Calumniæ, ac ideo requiritur cauſa gravis, ardua, & prægnans, & ſi æſtimatio Domino non iniqua tribuatur; Peek. ad Regul. juris reg. 79. num. 2. Princeps enim abſolutam poteſtatem exercere non debet, niſi juſta & legitima cauſa & ratione ſuadente; Gaill. lib. 2. obſerv. cap. 56. num. 13. cui ſuffragatur Perez in Cod. lib. 10. tit. 6. num. 9. excederet enim, ait, Princeps terminos juſtitiæ, & peccaret contra ordinationem Dei, qua jubetur facere juſtitiam & judicium, & Principis nomine ſe indignum redderet, & numero 10 in ſpecie, Vaſſallum feudo privare Princeps ſine legitima cauſa non poteſt add. num. 12. & 13.; *La doctrine de* du Moulin ad Conſuet. Pariſin. tit. 1. §. 51. gloſſ. 2. num. 98. *étant encore très applicable dans le cas préſent,* ubi agit de amortiſatione Regia, ac cauſis allegat, ob quas hæc fieri poſſit à Regia Majeſtate in præjudicium Domini inferioris, ita tamen, ait, ſi non agatur de magno præjudicio, nec de amplo latifundo, ſed de modicis prædiis: ceterum hac vel ſimili Reipublicæ neceſſitate ceſſante, tenet, quod prætextu amortiſationis Regiæ non magis tenetur Dominus inferior, indemnitate accepta conſentire, quam quilibet Dominus juſto recepto pretio rem ſuam vendere, & num. 97. præcedenti dixerat, non inveniri exemplum, quod a Regia Majeſtate emanaverit aliqua amortiſatio in præjudicium tertii inferioris, non vocati, nec conſentientis: *Ce que dit auſſi* Maître Pierre Bort, dans ſon Traité du Droit feodal de Hollande, 6. p. tit 1. §. 30. *où il traite de* la prérogative & de la jurisdiction, *que le Prince du Pays a conferé par, inveſti-*

ANNO 1732. ven, leert dat alleen aen de perſoon van den Prins blijft gereſerveert, *ratione abſoluti & ſuprememinentis Dominii, quævis extraordinaria juſtitiæ delatio ſeu revocatio*, verre van daer dan dat den Prins dieſgantſche Jurisdictie wederom ſoude mogen aen den Vaſal onttrecken, het welk den ſelven Bort even te vooren contrarie hadde vaſt geſtelt, *allegans Loiſeau en ſon Traité des Seigneuries. tit.* 13. *num.* 19. *cum ſeqq.* en *Tondut. in Tractat. prævent. judic. part.* 4. *cap.* 11. *num.* 7. & 8. Nu wert in het voorgeſtelde geval niet gevonden dat het Leen aldaer gemelt, als het in allodiael ſoude weſen geconverteert, en den Leenvolger alſoo ootvreemt, daerom ſoude ſijn van grooter nuttigheyt of ander gebruyk voor het gemeen, als het is geweeſt geduirende dien ganſchen tyd, dat het ſelve by des jegenwoordige Vaſals Predeceſſeuren is te Leen gehouden, en als ſoodanig hy den Leenheer t'elckens, ſoo by vernieuwinge van inveſtiture, als anderſints is erkent en beveſtigt geworden, ſonder dat daer door aen de erectie van een vrye ſtaets beſtieringe belet is toegebragt, of de geduirſaemheyt van dien tot nog toe is verhindert geworden, veel minder nog dat de motiven, waer op de interpoſitie van dit *Dominium eminens* in deſen ſoude moeten berutten, ſouden konnen geſegt worden van die nature te ſijn, dat de Republicq het meergemelte Leengoet tot eenig nootſaekelijk of hoog-nuttig gebruyk, nu meer als te vooren ſoude noodig hebben, en nog veel minder, dat die nuttigheyt en nootſaekelykheyt ſoude weſen van die aengelegentheyt voor het gemeene beſt, als daer toe ſoude worden vereyſcht: in tegendeel ſchijnen de inſigten hunne betreckinge niet ſoo veel te hebben op het goet ſelve, als wel op de perſoon van de Leenvolger, die by het geval in queſtie geſegt wort ſijn woonplaets te houden buyten de Provintie, ook tot nog toe te ſijn onverlyt en buyten poſſeſſie, en vervolgens geen reden kan hebben gegeven waerom men hem ſoude verdenken, dat hy van ſijn Leenregten en preëminentien ſal maken een misbruyk tegens ſijn Leenheer, om den ſelven *te belachen en te onderkruypen*, die als dan ſijn regt ſoude konnen gebruyken, en ſig te vooren kan munieren met alle ſulke precautien als billijk en daer tegens nodig ſijn. *Interim non debent tam triſtes eventus expectari, nec ulla ratio ejuſmodi intereſſe haberi*, ſegt op een gelijk ſubject, *Molinæ. ad Conſuet. Pariſiens. tit.* 1. *gloſſ.* 2. §. 51. *num.* 63. & 64. Ook kan 'er geen een lith van eene civile ſocieteyt geſegt worden, in het inſtellen van dien, te hebben gedagt veel min geconſenteert, dat ymant uyt ongegronde en verre geſogte ſuſpicie van het ſijne ten behoeve van het gemeen ſoude mogen worden ooteygent, en dat dit al mede *inter caſus eminentis Dominii* ſoude worden genoemt, het geene daer van de eerſte ſource ſoude moeten weſen, als vooren is gebleecken; in tegendeel wort het in de populaire regeringe van de Grieken en Romeynen, voor een tyrannie aengemerkt, dat het volk ſig door middel van dit *Dominium eminens* van groote luyden ontdede, alleenig om datſe te magtig waren, en uyt agterdogt datſe naer het oppergebiet ſouden ſtaen, als in de voorbeelden van *Ariſtides, Themiſtocles, Camillus* en andere bekent is, en indien dat regt was, ſo ſoud 'er geen Leenman ſeeker ſijn van ſijn Leengoet tegens ſijn Heer, die hem het ſelve altoos om de felonie quaſi te voorkomen ſoude konnen afhandig maeken, en voornamelijk ſoude men dat ſien practiſeren daer de Leenluyden ruym ſoo magtig ſijn als haere Heeren ſelfs, waer van de exempelen in Europa niet manqueren; en daer ook, daer de Leenluyden ſelfs mede Leden in de Regeringe ſijn: waerom niet veel eer gepreſumeert en vaſtgeſtelt, dat den Leenvolger by het geval in deſen gemelt, ſijn regten en preëminentien hem uyt kragte van het Leen in queſtie competerende, ſal toebrengen ten meeſte beſte en nutte van de Provintie, waer in hy uyt dien hoofde ſoo merkelijk is geintereſſeert? zynde, ſoo veel de ondergeſchrevens hebben konnen naſpeuren, geen exempelen te vinden dat de Leenen van importantie by de Leenheeren op ſulke of diergelijke gronden ſijn geincorporeert en vernietigt, en dat buyten eenige forme van regtspleginge; en indien het ſelve in dit geval bereyts gebeurt ware, dat nogtans geſegt wort ſoo verre niet te ſijn, ſoo ſoude men, veel eer als te preſumeren, dat den Prins van den Lande daer in met voorbedagten raet hadde gehandelt, moeten gelooven, dat het ſelve ſoodanig door luyden, die daer in hun baet ofte heerſugt betragten, was bewerkt, om het *Dominium ſuper-eminens* in het toekomende ook tegens andere op gelijke pretexten te onbeſchroomder te konnen ſoveren en invoeren, en dat mits dien den Prins of Overheyt daer toe ſub en obreptive was geinduceert,

veſtiture, qui ſuivant ſa doctrine reſte toujours reſerré à la perſonne du Prince, Ratione abſoluti & ſupereminentis Dominii, quævis extraordinaria juſtitiæ delatio ſeu revocatio; *pourtant eſt bien éloigné de dire qu'un Prince auroit le pouvoir d'ôter à ſon Vaſſal toute juriſdiction, ce que ce même* Bort *avoit pourtant affirmé auparavant*: allegiant Loiſeau en ſon Traité des Seigneuries tit. 13. num. 19. cum ſeqq & Tondut: in Tractat. prævent. judic. part. 4. cap. 11. num 7. & 8. *On ne trouve en aucune manière dans le Cas propoſé, que le Fief mentionné, lorsqu'il ſeroit converti en un bien allodial, & que par cette raiſon le ſucceſſeur feodal en ſeroit privé, pourroit porter plus d'utilité au public, & pourroit être employé à d'autres uſages, que dans tout les tems, les Ancêtres, & les Prédeceſſeurs du préſent Vaſſal en ont reçu l'inveſtiture, pendant lequel tems il a été toûjours reconnu pour un Fief réel par le Seigneur direct tant dans tous les renouvellemens des Inveſtitures, que dans toutes les autres circonſtances; qui ſe ſont rencontrées, ſans que l'on ait penſé à porter par là le moindre préjudice à l'erection & à l'établiſſement d'un Gouvernement libre, ou qu'on ait tâché juſqu'à préſent d'en empêcher la continuation. On trouve encore moins, que les motifs & les raiſons, ſur leſquelles on voudroit fonder l'interpoſition du* Dominium eminens, *pourroient être d'une nature à demontrer que la République pourroit avoir beſoin, en employer ledit fief à un uſage neceſſaire & plus utile pour le préſent, que dans le tems paſſé, & que cette utilité & neceſſité ſoient pour le bien public, d'une auſſi grande importance qu'on voudroit le perſuader. Il paroit au contraire, que les vûes alleguées n'ont pas tant de rapport au Fief même, qu'au particulier à la perſonne du ſucceſſeur feodal, puis qu'on dit dans la queſtion préſente, qu'il a ſon Domicile hors de la Province, qu'il n'en a pas encore reçu l'inveſtiture, & ne ſe trouve pas en poſſeſſion de ce bien, par conſequent qu'il ne peut pas encore avoir donné aucun ſoupçon de faire un mauvais uſage de ſes droits feodaux, & de ſes prééminences contre ſon Seigneur Direct pour le tromper, & pour luy faire infidelité; car alors celui-ci pourroit avec raiſon ſe ſervir de ſon droit, & il ne manqueroit pas alors des moyens & des precautions neceſſaires, pour prevenir & pour empecher la felonie,* Interim non debent tam triſtes eventus expectari, nec ulla ratio ejusmodi intereſſe haberi, *dit ſur un pareil ſujet* Du Moulin, ad Conſuet. Pariſiens. tit. 1. gloſſ. 2. §. 51. num. 63 & 64. *On peut encore moins ſoutenir, qu'aucun Membre d'une Société civile, lorsqu'elle fut établie, ait jamais penſé, & encore moins conſenti, que quelqu'un pût être privé de ſon bien ſous un ſimple ſoupçon que ce pourroit être pour le bien public. & qu'on pût mettre cela inter caſus eminentis Dominii, ce qui pourtant devroit être la première ſource de cette maniere d'agir, comme Nous l'avons déja marqué plus haut; Tout au contraire on trouvera, que dans la République de la Grece & de Rome, on regarda toujours comme une Tyrannie que le peuple, à la faveur du Dominium eminens trouvât le moyen de ſe delivrer des perſonnes puiſſantes par la ſeule raiſon qu'elles étoient trop puiſſantes, & qu'on les ſoupçonnoit, de vouloir ſe rendre Souverains; & Maitres abſolus de la patrie, ce dont nous avons des exemples en* Ariſtide, Themiſtocle, Camille *& pluſieurs autres; ſi cela s'accordoit avec la juſtice, il eſt certain, qu'aucun Vaſſal ne jouiroit jamais en ſureté de ſon Fief par rapport à ſon Seigneur Direct, qui, ſous prétexte de prévenir la prétendue felonie, pourroit en tout tems le priver de ſon bien légitime; Ce que l'on verroit principalement dans ces pays, où les Vaſſaux quelquefois ſont auſſi puiſſants, que leurs Seigneurs dont nous avons pluſieurs exemples en Europe, même dans de certains endroits, où les Vaſſaux ſont quelquefois Membres de la Regence; Pourquoi ne pas plûtôt preſumer, qu'un Vaſſal dans le cas mentionné, lorsque ſes droits & prééminences lui appartiennent legitimement en vertu du Fief en queſtion, voudroit de tout ſon cœur contribuer au bien, & à l'utilité de la Province, à laquelle il eſt ſi notablement intereſſé? Les ſoupçons, quelques recherches qu'elle aient fait n'ont trouvé aucun exemple, que des Fiefs importans aient jamais été incorporés & annantis par le Seigneur Direct pour des raiſons telles que celles qui ſont alleguées, & ſans aucune forme de juſtice; Et en cas que cela fut deja arrivé dans le Cas préſent, ce que pourtant on nous aſſure n'être pas encore ſi avancé, au lieu de préſumer, que le Souverain auroit agi dans cette affaire après une mure deliberation, on ſeroit tenté de croire que cela auroit été executé par de certaines gens, qui dans cette affaire n'ont pas eû en vûe que leur haine, ou leur envie de s'aggrandir, pour pouvoir plus hardiment introduire & faire valoir à l'avenir le* Dominium ſuper-eminens *contre d'autres, ſous les mêmes prétextes, & ſans plus examiner*

ANNO 1732.

nonnunquam enim male inſtruitur & informatur Princeps, & nunquam præſumitur Principi aliquid placere niſi quod juſtum & verum ſit, Gaill. lib. 2. Obſerv. 58. num. 7. & 8., & num. 9. ait, æquo animo Principem pati debere, cum veritas & juſtitia defenditur, cum ob multitudinem negotiorum Princeps omnibus intentus eſſe & omnium memoriam habere non poſſit, add. num. 10. 11. & 12. ibid. alleg. plurim. anderſints ſoude men ſig moeten overgeven aen de ſchadelijke ſentimenten en dwalingen van *Thomas Hobbes*, die ſijn ganſche Tractaet, *de Cive*, op geen andere gront als van ſoo onredelijcken *Dominium ſuper-eminens* heeft gebout, en om het ſelve (waere het mogelijk) ſtaende te houden, niet alleenig tegens het gevoelen, van alle andere regtſinnige ſchrijvers, maer ook tegens alle reden en billijkheyt, daer toe heeft moeten vervallen, en tot een grontſlag leggen, dat niemant iets eygen ſoude hebben of houden, als het geene en ſoo lange het den gebiedenden Heer of Prins van den Lande ſoude gelieven; willende de Burgers ten opſigte van haer Overheden geen meerder regt laeten als de ſlaeven hadden tegens haere Heeren en Eygenaers, *ita enim ait capite 8. num. 5. fin. nihil igitur eſt quod ſervus poſſit ut ſuum retinere contra dominum, eo modo quo civi nihil eſt proprie ſuum contra voluntatem civitatis,* en *cap. 12. num. 7. dominium ergo & proprietas tua tanta eſt & tamdiu durat, quanta & quamdiu civitas vult*: even en aleens als voor deſen de Coningen in de Ooſterſe Landen een dominiael of horil gebied voerden over de goederen en perſoonen van haere Onderdanen, alwaer haere wijſe van doen was, onder anderen, dat ſy *Aekers*, *Wyngaerden en Olyfgaerden van hunne Onderdanen namen, en gaven die aen haere knegten*, gelijck dat beſchreven wort 1 *Sam.* 8. v. 11. en 14. en dit was oock de maniere van doen waer van *Achab* ſigh bediende tegens *Naboth*, wanneer hy ſig wilde meeſter maken van deſſelfs Wyngaert, voor een anderen Wyngaerd die beter was, of deſſelfs waerde in gelt, om dat die aen het Paleys, en ſulcks den Koning, ſeer wel gelegen was. 1 *Conring. 21. vers 2. add. vers* 19. gebeel anders wort het waere regt der Koningen beſchreven *Deuteronom. 17. vers. 14. cum ſeqq.* en *Ezech. 45. vers.* 7. 8. 9 & 10 & *cap. 46. vers.* 16. & 17. en voornamelijck behoorden ſulcke *Dominium ſuper-eminens* buyten nootſackelijckheyt, niet te worden ingevoert in een *Ariſtocratie* of vrye ſtaets regeringe, waer aen het volck ſig ongetwijffelt te williger en te liever heeft gefubmitteert, om dat, gelijck deſelve aen de eene zyde niemant van ſijne domeſtique beſigheden afſtreckt, oock niet geſchat wort ſoo ſeer ſubject te weſen aen tumulten en Burgerlijcke tweedragten, als in eene Democratie, en of het volck ſelfs de beſtieringe hadde, ſoo oock aen de andere zyde, een ygelijck in het ſijne niet behoorde te weſen geëxponeert aen de exercitie van dit *Dominium ſuper-eminens* of de deſpotique bevelen, die veel eer te wagten ſtaen van de ſimpelijckheyt van een Opperhooft alleen, als van eene ganſche Staets Vergaderinge, en ſulks om dat de Ariſtocratice forme van regeringe wel wort geſchat voor de ſagtſte en gemackelickſte van alle; *ii qui Rempublicam tuebuntur imprimis operam dabunt ut juris & judiciorum æquitate ſuum quiſque teneat, & neque tenuiores propter imbecillitatem circumveniantur, neque locupletibus ad ſua vel tenenda vel recuperanda obſit invidia, Cicero de Offic. libr. 2. cap.* 85. en aldus hebben het ook behandelt de Ed: Mog: Heeren Staten van Zeelant, in een ſeer notabel voorval in den Jare 1585. (het welk hier wel tot een voorbeelt mag worden bygevoegt) als wanneer de Nederlanden in de uyterſte noot en ſwarigheyt waeren, om door de Spanjaerts onder den Prince van Parma te worden overrompelt; den Prins van Oranje Willem den eerſten was 's Jaers te vooren tot Delft ſeer ſchielijk om den hals gebragt, Prins Mauris was nog geheel jong: de Staten hadden het oppergebiet over de Landen gepreſenteert aen den Koning van Vrankryk, dog die hadde geweygert het ſelve aen te nemen, en alles ſtont geſchaepen om wederom te moeten vallen in de wreede handen van den Koning van Spanje, indien de Koninginne van Engelant ſig niet eyndelijk hadde laeten bewegen, om hulptroepen over te ſenden, onder conditie, dat deſelve by haer proviſioneljk geligt en betaelt ſouden worden, en dat, het Lant dien ſtorm weder te boven komende, en in beter ſtaet gerukende, als dan de verſchoote ſoldyen en andere onkoſten aen Engelant ſouden werden gerembourſeert; maer daer voor moeſte men aen de Engelſche verpanden en aen derſelver Benden ſoo lang inruymen, onder anderen, de Stadt van Vliſſingen in Zeelant: den wel-

d'oppoſition, & qu'ils ont trouvé le moïen d'y determiner le Souverain ou la Regence ſub & obreptive; Nonnunquam enim male inſtruitur & informatur Princeps, & nunquam præſumitur Principi aliquid placere niſi quod juſtum & verum ſit; Gaill. Libr. 2. Obſerv. 58. num. 7. & 8. & num. 9. ait, æquo animo Principem pati debere, cum veritas & juſtitia defenditur, cum ob multitudinem negotiorum Princeps omnibus intentus eſſe, & omnium memoriam habere non poſſit; add. num. 10. 11. & 12. ibid. alleg. plurim. *Autrement on ſeroit obligé de ſe rendre aux ſentiments pernicieux de* Thomas Hobbes, *qui n'a fondé tout ſon Traité de Cive ſur d'autre baſe, que ſur l'injuſte* Dominium ſuper-eminens; *& pour ſoutenir ſa Theſe s'il étoit poſſible il a été obligé d'avancer & de poſer pour fondement non ſeulement contre les ſentiments de tous les autres Auteurs ſenſés, mais contre toute raiſon & contre l'Equité même, que perſonne ne devoit rien avoir, ni conſerver en propre, que ce, & auſſi long-tems qu'il plairoit au Seigneur ſuprême, ou au Prince du pays, ſentiment en même tems, que les citoyens ne pouvoient avoir plus de droit par rapport à leurs Magiſtrats, que les Eſclaves en ont par rapport à leurs Maitres*; Ita enim ait capite 8. num. 5. fin. nihil igitur eſt, quod ſervus poſſit ut ſuum retinere contra Dominum, eo modo quo Civi nihil eſt proprie ſuum contra voluntatem Civitatis, & cap. 12. num. 7. Dominium ergo & proprietas tua tanta eſt, & tamdiu durat, quanta & quamdiu Civitas vult. *C'eſt ainſi que les Rois de l'Orient s'arrogent un pouvoir deſpotique ſur les biens & ſur les perſonnes de leurs Sujets, ayant entre autres la Coutume* d'ôter à leurs Sujets les terres, les vignes, & les jardins, & de les donner à leurs Officiers, *comme on le trouve écrit* 1. Sam. 8. v. 11. & 14. *C'étoit auſſi le principe* d'Achab, *lorqu'il ôta à* Naboth *ſa vigne, & l'en rendit le maitre, quoi qu'il lui en rendit une autre, qui étoit meilleure, ou qu'il lui en payât la valeur en argent comptant, & cela par la ſeule raiſon, que la Vigne de* Naboth *étoit proche du Palais, & à la convenance du Roi* 1. Reg. 21. v. 2. add. v. 19. *Mais le droit des Rois eſt tout autrement décrit* Deuteron 17. vers. 14 cum ſeqq. & Ezech 45. v. 7. 8. 9. & 10. & cap. 46. vers. 16. & 17 *Et principalement on doit prendre garde d'introduire ce* Dominium ſuper-eminens *ſans une neceſſité abſolue dans un Gouvernement libre & Ariſtocratique, où le peuple s'eſt ſans doute ſoumis d'autant plus volontiers, que non ſeulement perſonne n'y eſt empêché de faire ſes affaires domeſtiques, mais que l'on ſe perſuade auſſi, que l'on n'y eſt pas ſi ſujet aux tumultes, & aux diſſenſions civiles, que dans un Gouvernement* Democratique, *où la populace même tient le timon des affaires publiques, & que d'ailleurs perſonne n'y peut être expoſé à ce* Dominium ſuper-eminens, *ou aux ordres deſpotiques, qu'on doit plûtôt attendre des caprices d'un Prince ſouverain, que de toute une aſſemblée de Senateurs, puiſque le Gouvernement* Ariſtocratique *a toujours été conſideré comme le plus doux & le plus raiſonnable*; ii qui Rempublicam tuebuntur imprimis operam dabunt ut juris & judiciorum æquitate ſuum quiſque teneat, & neque tenuiores propter imbecillitatem circumveniantur, neque locupletibus ad ſua vel tenenda vel recuperanda obſit invidia; Cicero de Offic. lib. 2. cap. 85. *C'eſt de la même maniére que leurs Nobles Puiſſances les Seigneurs Etats de Zelande en ont agi en* 1585 *dans une affaire importante & très remarquable; ce qu'on peut fort bien alleguer ici, parce que cela peut ſervir de modele. Lorſque les Provinces-unies ſe trouverent dans un danger eminent, & ſur le point d'être la proye des Eſpagnols, qui ſe trouvoient alors ſous les ordres du fameux Duc de Parme; le Prince d'Orange Guillaume* I. *ayant été aſſaſſiné à Delft une année auparavant, & le Prince* Maurice *étant encore très jeune, les Etats avoient offert la Souveraineté de tout le pays au Roi de France, qui avoit refuſé de l'accepter: Enfin tout ſe trouva dans une telle Criſe, qu'on avoit lieu de craindre de retomber ſous la cruelle Domination, ſi la Reine d'Angleterre ne leur avoit pas à la fin envoyé, par compaſſion, des troupes auxiliaires, ſous condition néanmoins, qu'elle leveroit & entretiendroit proviſionnellement ces troupes, & que lorſque l'Etat ſe ſeroit tiré d'affaire, & ſe trouveroit dans une meilleure ſituation, on rembourſeroit alors à l'Angleterre la ſolde de ces Troupes, & les autres frais, qu'elle avoit faits. Mais pour ſureté de ce payement, on fut obligé en attendant d'engager aux Anglois, & d'evacuer à leurs troupes la Ville de Fleſſingue en Zelande. Peu de tems auparavant le Prince Maurice avoit ſuccedé à ſon pere, comme Marquis de Veere & de Fleſſin-*

gue

ANNO 1732. welgemelden Prince Maurits was nu weynig te vooren in ſijn Vaders plaetſe geſuccedeert als Marquis van Veere en Vliſſingen (zynde een onverſterfflijk Erfleen het welk verheven wort van de Hooghgemelde Heeren Staten van Zeelant) en of ſchoon den ſelven Prince Maurits als doe in dat Marck-Graefſchap nog niet was ingebuldigt, ſoo hebben egter de Heeren Staten van Zeelandt, als mede de Heeren Generaele Staten, hoe ſeer den noot drong, de Stadt van Vliſſingen, in maniere en ter oorſake als voorzeyt is, niet willen verpanden en met Engelſch Guarniſoen laten beſetten, voor en aleer den Prins daer in vrywillig hadde geconſenteert, en dat aen hem ſijnde gegeven een ſeekere Acte van Indemniteyt, by hadde verklaert daer mede geconteteert en te vreden te weſen; ſoo als nader te ſien en te leſen is by *Borr-Chriſtiaens. in ſijn Nederlantſche Hiſtorien het* 20. *Boek, en by Emanuel van Meteren in ſijn Nederlantſ. Hiſtor.* 23. *B.* alwaer wert gevonden een Brief van den welgemelden Prince aen den Engelſchen Ambaſſadeur Davidſon, op den raet van ſijne Vrienden geſchreeven, by dewelke hy onder anderen betuygt, *dat hy gewilligh conſenteerde, dat de Stadt van Vliſſingen, weſende ſijn patrimonie, aen de Koninginne ſoude in handen geſtelt worden*; Zynde de voormelde Stadt daer naer ook, als de noodſaeklijkheyt voorby was, en het Engelſch Guarniſoen vertrocken, wedergekeert tot den voorigen Eygenaer en Leenman, en voorts gedevolveert op ſijne naervolgers tot den laeſt overleden Koning van Engelant ineluys, die mede Marquis van Veere en Vliſſingen is gebleven ſijn leven lang gedurende; en in diervoegen is men gewoon te handelen in ſoodanige omſtandigheden van ſaken, en daer het gemeene welvaren anders ſoude periclieteren: konnende de ondergeſchrevens niet twijfelen, of den Leenheer in de Caſus gemelt, ſal op de geſonde reden en particulierlijk op dit exempel, onder een wel geordineerde Staets Regeringe voorgevallen, meer reguard nemen als op de verkeerde Inductien van andere.

que qui eſt un Fief perpetuel, qui relève des Seigneurs Etats de Zelande: & quoi que le Prince Maurice n'eût pas encore reçu Pinveſtiture de ce Marquiſat, cependant les Etats de Zelande, & les Seigneurs Etats Generaux, malgré le peril évident, qui les menaçoit, ne voulurent pas engagter la Ville de Fleſſingue, & y faire entrer une Garniſon Angloiſe de la maniere, & aux conditions mentionnées, avant que le Prince y eût conſenti librement, & après qu'on lui eut donné un Acte d'indemnité, dont il declara être content; ce que l'on peut trouver avec toutes ſes circonſtances dans Borr-Chriſtiaens. Hiſtoire des Païs-Bas lib. 20. & dans l'Hiſtoire des Païs-Bas d'Em. de Meteren L. 23. *où on trouve une Lettre du Prince, écrite à Monſr. Davidſon Ambaſſadeur d'Angleterre, par laquelle il avoue que par la perſuaſion de ſes amis*, il donnoit ſon Conſentement librement, & ſans aucune contrainte, à faire remettre entre les mains de la Reine la Ville de Fleſſingue, qui étoit de ſon Patrimoine; *mais lorſque le peril fut paſſé, & que la Garniſon Angloiſe fut evacué ladite Ville, elle retourna au premier Proprietaire & Vaſſal, & paſſa enſuite à ſes Succeſſeurs & heritiers juſqu'au defunt Roy d'Angleterre inclusivement, qui a toujours conſervé ce Fief, & la dignité de Marquis de* Veere & de Fleſſingue *juſqu'au dernier moment de ſa vie. C'eſt de cette maniére, que l'on doit toûjours agir dans de pareilles circonſtances, & où il s'agit de la conſervation du bien public.*

Au reſte les ſouſſignés ne doutent pas, que le Seigneur direct n'aura pas plus d'égard dans le Cas préſent aux raiſons alleguées, & en particulier à l'exemple allegué, & qui s'eſt paſſé ſous une Regence Republicaine bien reglée, qu'aux inductions ſinîſtres de quelques Particuliers;

ANNO 1732.

Aldus geadviſeert in 's Gravenhage op den 8. February 1707.

Aviſé à la Haye le 8. *Fevrier* 1707.

P. Emons. *S. Thierens.* *Adr. van Dorſten.* *Pieter van Vhelen.*

Den ondergeſchreve confirmeert ſig met het voorenſtaende advys, behoudelijk dat ingeval de *publica ſalus*, of nuttigheyt van 't gemeene beſt, abſolutelyk vereyſchte, dat het Leengoedt in deſen gerördt, wierde gemaekt vry van alle Leenroerigheyt, dat in dat geval den Souverain ſulks vermag te doen, mits aen den Leenman de waerde van het Leen vergoedende, of hem op een andere wijſe contenterende.

P. Emons.

S. Thierens. Adr. van Dorſten. Pieter van Vhelen.

Le ſouſſigné ſe conforme à l'Avis précedent, à la reſerve que ſi le publica ſalus, ou l'utilité du bien public demandoit abſolument, que le Fief mentionné fut defeudé, & dechargé de toutes les charges annexées à un Fief, qu'alors le Souverain a le pouvoir abſolu de le faire, à condition pourtant de bonifier au Vaſſal la valeur du Fief, ou de l'indemniſer & de le contenter d'une autre maniere;

A. V. Edenburg.

A. V. Edenburg;

Den ondergeſchreeven conformeert ſig als boven.

Le ſouſſigné ſe conforme, comme deſſus;

J. F. Vogelvanger.

J. F. Vogelvanger.

Geſien by de ondergeſchreve de geannexeerde copie *Caſus-poſitie* en Advis van de Heeren *Emons, Thierens, van Dorſten* en *van Vhelen*, met de confirmatien van de Heeren *van Edenburg* en *Vogelvanger*, ſonder reguard te nemen op de reſerve, door de gemelde Heeren *van Edenburg* en *Vogelvanger* by hunne reſpective confirmatien gevoegt, als zynde daer aen by 't Advis ſelve genoeg voldaen, verklaren ons met de Reſolutie op de voorgeſtelde vrage te conformeeren; te meer, om dat de ondergeſchrevenen geinformeert zyn geworden, dat onder het voorſchreve Leen zyn gehoorende twee Steden, die voor dato dat het zelve Leen door den Prædeceſſeur van den tegenwoordigen Leenvolger is aengekogt, by den Souverain van den Lande zyn begiftigt geworden met een Privilegie, om te weſen integreerende Leeden van Staet, en daeromme ook vermeynen, dat, ſoo wanneer in dezen al gevonden wierd ſoodaenigen pretenſen boogdringenden nood, dat daeromtrent zoude behooren te worden geëxerceert het regt van *dominium-eminens*, des neen, dan evenwel niet ſoude behooren vermetiert te werden de regten van den Leenman, die zyne Prædeceſſeurs al voor het gemelde Privilegie hebben gecompeteert, maer dat in dien gevalle alleen

Les ſouſſignés ayant vû la Copie annexe du Cas propoſé, & l'Avis, que les Srs. Emons, Thierens, van Dorſten, & van Vhilen, ont donnés, avec la Confirmation des Srs. Edenbourg, & Vogelvanger, ſans avoir égard à la reſerve, que les Srs. Edenbourg & Vogelvanger ont ajoute à leurs Confirmations reſpectives, parce qu'il y a été aſſez ſatisfait par l'Avis même, Nous declarons, que Nous nous conformons à l'avis qu'on a pris ſur la queſtion propoſée; Et cela d'autant plus, que les ſouſſignés ont été informez qu'il y a deux Villes, qui ſont enclavées dans ce Fief, & qui, avant que ce Fief ait été acheté par le Prédeceſſeur du préſent Vaſſal, ont été gratifiées par le Souverain du Privilege d'être Membres de l'Etat, & que par conſiquent ils ſont de l'opinion, qu'en cas d'une neceſſité urgente, ou d'un peril eminent comme on ſuppoſe, où on devroit neceſſairement exercer Dominium-Eminens à leur égard, ce devroit être ſans anéantir pour cela les droits & les Privileges du Vaſſal, dont ſes Prédeceſſeurs ont été déjà en poſſeſſion avant le Privilége mentionné; Mais qu'il falloit ſe contenter de retirer ſimplement le Privilege, comme la cauſe de la prétendue neceſſité urgente, & de l'incompatibilité ou plûtôt de la contrariété avec & contre les ma-

ANNO 1732. alleen ſoude beboren moorden ingetrocken het voorſz. Privilegie, waer door ſoude zyn veroorſaekt die pretenſie hoogdringende nood en incompatibiliteyt of ſtrydigheyd met of tegens de maximes van de regeering, maementlyk dat Steden onder een particulieren Heer gehoorende, Stem in Staat ſoude hebben; ſodaenig nogtans, dat dan evenwel de Leenman, wiens Leen door het gemelde Privilegie, meer aenſien heeft bekomen, en daerom nae alle waarſchynlykheyd des te duurder is aengekogt, wegens en ter ſaeke van de revocatie van het meergemelde Privilegie, in alle redelykheyd zoude behooren te werden gedefomageert.

ximent du Gouvernement qui ne permettroient pas que ANNO 1732. *des Villes, qui appartiennent à un Seigneur particulier, puiſſent avoir ſeance & voix dans l'Etat; Etant pourtant juſte alors, que le Vaſſal, dont le Fief a reçu plus de laſtre par le privilege mentionné & ſuivant toutes les aparences, a coûté, pour cette raiſon, plus d'argent au premier acquereur, ſoit indemniſé & dédomagé d'une maniere juſte & équitable, à cauſe de la Revocation du Privilége mentionné.*

Aldus geadviſeert in 's Gravenhage den 6. Januarii 1733.

Aviſé à la Haye le 6. de Janvier 1733.

FRANÇOIS ELLINGHUYSEN.	S. H. KRUGER.
BLOMMESTEYN.	J. v. HONERT.
C. DE WAEL.	

FRANÇOIS ELLINGHUYSEN,	S. H. KRUGER.
BLOMMESTEIN,	J. V. HONERT,
C. DE WAEL.	

Aan de E.I: Mog: Heeren Staten van den Lande ende Graaffelijkheyt van ZEELAND.

Edele Mogende Heeren.

HEt is U Ed: Mog: genoeg bekent, hoe menigvuldige en ernſtige devoiren, inſtantien en verſoeken, geduijrende de minderjarigheyt van ſijn *Hoogheyt* myn Meeſter, ſoo by de *Vrouwe Furſtinne Douairiere van Naſſau*, des ſelfs *Vrou Moeder*; Als by haar *Hoogh: Mog. de Heeren Staten Generael*, in qualiteyt als Executeurs van den Teſtamente van ſijne *Koninklyke Majeſteyt van Gr. Britt: glor: ged:* ende den Raad der Domeynen tot d'adminiſtratie van de Koninklyke naelaetenſchap, by haer proviſionelijk geauthoriſeert; Al kort na het overlijden van *Hoogſt gedagte Majeſteyt*, en ſoo ſucceſſivelijk by na ſonder ophouden, aen U Ed: Mog. ſijn gedaen en geaddreſſeert; Eenſdeels ten eynde aen de ſoo bekende preeminentien, Rechten, en gerechtigheden, van de reſpective Leengoederen, binnen U Ed: Mog. Provintie gelegen; En in ſpecie van het *Markgraaffſchap van VEERE en Heerlykheyt van VLISSINGEN*, dependerende, gene prejudiciable grieven mogten werden gelegt, maer alles gelaeten in ſijn voorige ſtaat en weſen.

Anderdeels, ten eynde naer ordre en forme, volgens de Leenrechten deſer Landen gebruykelijk, de brieven van verly, en Inveſtiture van de gemelte Leenen, mochten werden geëxtradeert en uytgegeven.

't Welk dan ook, van dat gevolg is geweeſt, dat U Ed. Mog. ſoo veel het eerſte verſoek aengaet, meermaelen, en by verſcheydene Reſolutien en reſcriptien, hebben gelieven te verklaeren, geen intentie te hebben, om den Wettigen *Succeſſeur en Leenvolger* in de meergemelte Heerlijke Goederen, van haer releverende, eenige de minſte prejuditie te leggen.

En aengaende het tweede, ook by der ſelver Reſolutie van den 8. September 1702. aen haer Hoog. Mog in haer voornoemde qualiteyt, wel ſpecialijk te verleenen, Acte van Diligentie.

Ende of wel vervolgens ſijn *Hoogheyt*, myn Meeſter, op die beyde gepremitteerde gronden, als het effect en de ziel van de voorſchreve U Ed: Mog: ſoo edelmoedige en gereitereerde verklaringe, en verleende Acte van Diligentie, met reden hadden mogen hopen en verwagten, dat Hy uyt den hoofde van des ſelfs goet en inconteſtabel Recht van Succeſſie, ten minſten, onder de beſtieringe, ende het opſicht van haer Hoog: Mog: in hare meergemelte qualiteyt tot het volkomen genot en poſſeſſie, van de voorſchreve Zeeuwſe Leengoederen, ſoude ſijn toegelaeten geworden;

Was hy niet alleen ſoo ongelukkig geweeſt, van tot noch toe, ganſch het tegendeel te moeten ervaren.

Maer ſelfs tot ſijn uytterſte leetweſen en ſurpriſe, noch boven dien te verſtaen en ondervinden, hoe dat by ſommige particuliere Regenten, in U Ed: Mog: Provintie, op deſe en gene Chimerique Preſuppooſten, en ſpeculative, ſoo niet geintereſſeerde Vues, door alle Reſſorten wierde gewerkt, omme *via facti*, en op een ganſch ongehoorde wijſe, by een Politijcque Reſolutie, de beyde Steden van *VEERE* en *VLISSINGEN*, van alle Leen-roerigheyt te ontheffen; En alſoo den PRINS, mijn Meeſter, *quaſi*, onder een gepreſenteert Equivalent, of vergoedinge (des noots) ook in weerwil van hem ſelfs, en onaengeſien de Declinatoire verklaringe

Memoire preſenté à L. N. P. les Seigneurs Etats de la Comté de Zeelande.

Nobles & Puiſſans Seigneurs.

VOs Nobles Puiſſances ſavent parfaitement combien d'inſtances, de prieres & de devoirs très ſerieux ont été faites & adreſſez ſucceſſivement & ſans relache à V. N. P. pendant la Minorité de S. A. mon Maître par Madame la Princeſſe Douairiere de Naſſau, Sa Mere, comme auſſi, peu après la mort du Roi de la Gr. Bretagne de Glor. Mem., à LL. HH. PP. les Seigneurs Etats Généraux comme Executeurs du Teſtament de Sa Maj. & enfin au Conſeil des Domaines autoriſé par LL. HH. PP. proviſionnellement pour l'adminiſtration de l'heritage Royal; ce que l'on a crû être obligé de faire préalablement, afin que les prééminences, les droits, & les prérogatives des Fiefs reſpectifs, ſitués dans la Province de V: N: P:, & bien ſpecialement le Marquiſat de Veere, & de la Seigneurie de Fleſſingue, & le reſte, qui en depend, ne fuſſent pas ſujets à des griefs préjudiciables, mais que tout fût laiſſé dans ſon premier état, & dans la ſituation, où ils ſe trouvent à préſent.

Et deuxiémement afin que les Lettres d'Inveſtiture fuſſent accordées, concedées & expediées ſuivant les Loix feodales établies & uſitées dans ce païs.

Ce qui a été ſuivi d'un ſi heureux ſuccès, qu'il a plû à vos Nobles Puiſſances par rapport à la premiére demande de déclarer pluſieurs fois par pluſieurs Reſolutions & Reſcripts, qu'Elles n'avoient pas intention de porter le moindre préjudice au Succeſſeur légitime des Fiefs Seigneuriaux qui relevent d'Elles.

Et quant à la deuxiéme, elles conſentirent par leur Reſolution du 8. de Sept. 1702 d'accorder bien ſpecialement à leurs Hautes Puiſſances dans la qualité mentionnée, un acte de Diligence.

Et quoique ſon Alteſſe, mon Maître, auroit pû eſperer, & s'attendre avec raiſon, qu'en conſequence de ces deux fondemens, comme l'effet, & l'ame de la Reſolution genereuſe, & ſi ſouvent reïterée de V: N: Puiſſances, & par l'Acte de Diligence expedié, elle auroit été admiſe, & introduite dans la poſſeſſion, & dans la jouiſſance entiére des ſuſdits biens feodaux de Zeelande en vertu de ſes droits inconteſtables de ſucceſſion, & du moins ſous la direction, & l'inſpection de LL. HH. PP. elle a pourtant eu le malheur, non ſeulement d'être avertie du contraire; mais d'apprendre en même tems avec autant de chagrin que d'étonnement qu'on mettoit en œuvre toutes ſortes de reſſorts de la part de pluſieurs Regens particuliers de votre Province pour les engager par des ſuppoſitions chimeriques, ou plûtôt par des vuës d'intérêt, à exempter par une Reſolution Politique via facti & d'une maniere inouïe les deux Villes de Veere *&* de Fleſſingue *de toute dépendance feodale, & par conſequent de fruſtrer tout à fait le Prince mon Maître, de ſon propre bien, & de ſon droit acquis de ſuccéder audit Fief ſous les offres, quaſi, d'un Equivalent, & d'une indemniſation, (en cas de Neceſſité) même malgré le Prince, & nonobſtant la*

Decla-

ANNO 1732.

klaringe by haer *Hoogheyt de Furſtinne van Naſſau* in hare qualiteyt als Moeder en Voogdeſſe albereyts in 't eerſte abord op dat ſubiect gegeven, van ſijn eygen goet en geacquireert Recht van Leenvolginge en ſucceſſie, geheel en al te fruſtreren en ontſetten.

't Welk dan ook ten voorſchreven fine, reets als een hooft poinct (waer aen de *Hoogheyt, Vryheyt en Souvereiniteyt* van den Lande van Zeelant ten hoogſten gelegen lag) door der ſelver directien en influentien, onder U Ed: Mog: wichtige Staetſe Deliberatien, is geinterjecteert geworden.

En alhoewel de PRINS myn Meeſter, van U Ed: Mog: wijsheyt, Æquanimiteyt, en beſcheydentheyt, veel te hooge en avantageuſe gevoelens in ſich voed, om te kunnen denken, dat U Ed: Mog: oyt ſouden kunnen ofte willen reſolveeren, tot ſoo een Deſpotique hardigheyt; Als waer van niet alleen in deſe Republicq, maer ſelfs in de alder willekeurigſte Monarchie, lichtelijk geen paralel exempel ſoude te vinden ſijn.

Heeft echter ſijn *Hoogheyt*, na dat deſelve een weijnig tijd geleden, ſijne mondige jaren bereykt, ende vervolgens het opſicht en Directie over ſijne eygene Domeſtijcque ſaeken en belangens op ſich genomen hadde, dit poinct in ſijn t'ſamenhang, met alle het voorige gepaſſeerde, van die Importantie en na bedenkinge geoordeelt, dat hy vermeynt heeft ſich ſelven niet te kunnen diſpenſeeren, omme tot conſervatie en handhoudinge van ſijn voornoemd goed, en inconteſtabel Recht van ſucceſſie, in de meergemelte Zeeuwſche Leengoederen, (welke ſoo conſiderabelen aendeel in de *Koninckſlyke* nalatenſchap uytmaeken) door alle convenable wegen en middelen, de verdere Prejudicieble voortgangen en pourſuites van dien, te obvieren, en ſoo veel mogelijk te ſtuyten.

Met welk goet oogmerk dan, Ed: Mog: Heeren, de PRINS myn Meeſter, my expreſſelijk herwaerts aen heeft geſonden, om U Ed: Mog: beneffens de notoire ongerijmtheyt van het voorgemelte project van Politique Amortiſatie en vernietinge der Leenroerigheyt van de voorſchreve twee Steden, nochmaels by reiteratie, in alle eerbiedigheyt, en niet te min met meeſten ernſt te remonſtreren, de notabele ongelijken en grivances, die hem ſedert het overlijden van meer *Hoogſt gedagte ſijne Britanniſche Majeſteyt*, in, en ontrent by na alle de Seigneuriale Domeynen, en gerechtigheden van de meer gemelte Leenen, onwederſpreekelijk dependerende, enkel en alleen, op het t'eenemael ongegronde voorwendſel, en preſuppooſt, dat als noch geen bekent *Marquis* en was geinveſtieert; By continuatie ſijn aengedaen en gelegt.

Ik ſal U Ed: Mog: Attentie voor 't jegenwoordige niet ophouden, met my op nieuws in te laten, in een wijdloopige diſcuſſie en verthoogh; Om U Ed: Mog: demonſtranſf aen te toonen, dat niemand als ſijn *Hoogheyt* mijn Meeſter tot de Succeſſie in het meergemelte *Marquiſaet* en *Heerlijkheyt*, gerechtigd is, dewijle alreede geduirende ſijn minderjarigheyt, door de goede voorſorge van hare *Hoogheyt* des ſelfs Vrouw Moeder, diens aengaende een ſoo opereuſe en omſtandige Deductie is in het licht gebracht; En van welke ſy haer d'eere heeft gegeven, U Ed: Mog: de nodige Exemplaren toe te dienen.

Gelijk ik het ook om voorſchreve reden teenemael onnoodich, ſoo niet ſelfs by de jegenwoordige Conſtitutie en gelegentheyd genoegſaem ontijdig achte, van ſtuk, tot ſtuk, te gaen detailleren, en ontledigen, Hoe, ende waer in ſijn *Hoogheyt* ten deſen opſigte, vermeynt geledeert te ſijn; Nademael het ſelve al mede in de voornoemde Deductie (waer toe ik gevolglijk de vrijheyd neme my kortheytshalven in deſen te refereren) uytvoerig en klaer genoech is aengeweſen.

Sullende alleenelijk tot Corroboratie, en vermeerderinge van de ſolide argumenten daer inne vervat, noch dit daer maer byvoegen, Dat het meer gemelte *Marckgraefſchap* en *Heerlijckheyt*, al meermalen het ongeluk heeft gehad, van tuſſchen deſe en gene *Hooge* Pretendenten in gelijke Conteſtatie te vallen; Waer door het uytgeven van de Letteren van Inveſtiture mogelijk al mede is vertraegd geworden; Als ſijnde tuſſchen de dry Heeren Broeders *Philips Willem*, *Maurits* en *Frederiek Henderick* van *Oranje*; Al van, ende ſedert den Jare 1584 (tijde van de ongeluckige dood van *Prins Willem* d'eerſte onſterfferlijke gedagteniſſe) tot in het Jaer 1609. toe; (Wanneer eerſt het bekende Tractaet van partage tuſſchen haer dryen is geſloten over haer Vaderlijke Erfeniſſe) gediſputeerd geworden.

En wederom maer het afſterven van *Prins Willem* den tweeden (als wanneer wegens de voogdye over den laeſt overleden *Coninck Willem de derde*, ende d'Adminiſtratie

Declaration Declinatoire, que ſon Alteſſe la Princeſſe de Naſſau en qualité de Mère & de Tutrice a faite d'abord ſur ce ſujet. ANNO 1732.

Ce qui pour les raiſons alleguées, a été mis par la direction & l'influence des ſuſdits Regents au nombre des points importans de deliberation de vos Nobles Puiſſances, comme un point capital qui intereſſe notablement la Puiſſance, *la* Liberté & *la* Souveraineté *de la Province de Zeelande.*

Et quoi que le Prince, mon Maître, nourriſſe dans ſon ame de trop hauts ſentimens, de la grande prudence, de l'equanimité, & de la diſcretion de V. N. P., pour pouvoir s'imaginer, que V. N. P. puſſent ou voulûſſent jamais ſe refoudre à une dureté ſi Deſpotique, dont il ſeroit difficile de trouver un Exemple, non ſeulement dans cette Republique, mais même dans la Monarchie la plus deſpotique?

Cependant ſon Alteſſe ayant atteint depuis peu l'âge de Majorité, & s'étant par conſequent chargée Elle-même de l'inſpection, & de la Direction de ſes propres affaires, & interêts Domeſtiques, Elle a jugé, que ce point dans ſa connexion, avec ce qui s'eſt paſſé auparavant, étoit d'une telle importance, & d'une ſi grande conſideration, qu'elle ne pouvoit ſe diſpenſer d'obvier, & de s'oppoſer, autant qu'il lui ſeroit poſſible, aux ſuites préjudiciables de cette affaire, par tous les moyens convenables, afin de conſerver ſes ſuſdits biens, & ſon droit inconteſtable de ſucceſſion dans ces Fiefs de Zeelande, qui ſont une partie ſi conſiderable de l'Heritage Royal.

C'eſt donc, Nobles & Puiſſans Seigneurs, dans cette ſeule & bonne vue, que le Prince, mon Maître m'a envoyé ici, pour réiterer à V. N. P. d'une maniére ſoumiſe, & très-ſerieuſe les précedentes Remontrances tant au ſujet de l'irregularité, ſur laquelle eſt fondé le projet mentionné d'amortiſſement Politique, & d'abolition du Vaſſallage deſdites Villes, que par raport aux injuſtices & aux Griefs notables, auxquels il a été continuellement expoſé depuis la mort de Sa Majeſté Britannique, dans preſque tous les Domaines Seigneuriaux, & dans les prérogatives qui dependant inconteſtablement des Fiefs mentionnez, injuſtices & Griefs fondés uniquement ſur la prétendue ſuppoſition, que jusqu'à préſent on ne connoît encore aucun Marquis, qui ait été inveſti.

Je n'abuſerai pas à preſent de l'attention de V. N. P., & je ne m'amuſerai pas ici de nouveau, de leur prouver demonſtrativement par une ample Déduction, qu'excepté ſon Alteſſe, mon Maître, perſonne ne peut être en droit, de prétendre à la Succeſſion du Marquiſat & de la Seigneurie mentionnée, parcequ'pendant ſa minorité, il a déja paru ſur ce ſujet une Déduction aſſez circonſtanciée de la part de ſon Alteſſe, ſa mere; Et dont Elle s'eſt donnée l'honneur de faire remettre à V. N. P. les Exemplaires neceſſaires.

C'eſt encore par les mêmes raiſons, que je crois qu'il ſeroit tout à fait ſuperflu, & même hors de propos dans la Conſtitution, & dans les circonſtances préſentes, de detailler ici de point en point de quelle maniére, & en quoi ſon Alteſſe croit être lezée à cet égard, parce que cela a été remontré amplement & avec évidence dans ladite Déduction, à laquelle par conſequent je prens la liberté de me raporter.

Cependant pour confirmer & ajouter encore aux Argumens ſolides, qu'elle contient déja, je me contenterai de remarquer ſeulement, Que la ſuſdite Marquiſat, & Seigneurie, ont déja eu le malheur plus d'une fois, d'être expoſez à des pareilles conteſtations entre les hauts Prétendans. Ce qui peut avoir retardé l'expedition des Lettres d'inveſtiture. Telle a été la diſpute entre les trois Freres, Philippe Guillaume, Maurice, & Frideric Henry, depuis l'année 1584. (c'eſt-à-dire depuis la mort malheureuſe du Prince Guillaume, *de glorieuſe memoire,) juſqu'à l'année 1609, que ces trois Freres conclurent entr'eux un Traité du partage de la Succeſſion de leur Pere.*

Ces mêmes Fiefs de Zeelande reſterent encore ſans Inveſtiture, après la mort du Prince Guillaume II. *juſqu'à l'an 1659, & par conſequent pendant 8. ans entiére,*

ANNO 1732. niſtratie ſijnet PatrimonieleGoederen, tuſſchen desſelfs Moeder en Grootmoeder, mede ſware en lankduyrige differenten waeren gerefen) de Zeeuwſe Leenen van gelijke tot den are 1650. (ſulex ruym acht Jaren lank) ſijn onverlijt en buiten Inveſtiture gebleven.

Sonder dat nochtans oyt (het zy met alle ſchuldig Reſpect geſegt) by de Heeren Staeten deſer Provintie, dit als een fordament en reden is gelegt en opgenoomen, om geduyrende de ſelve Conteſtatien en diſpuyten, de houge Seigneuriale Domainen, en Gerechtigheden, van de meergemelte Leenen, aen de Graefelijkheit over te brengen: Onaangeſien men in het eerſte verhaelde geval, met vrij meerder glimp (dewijle d'ouſte van de voornoemde drye Gebroeders, ſich doenmaels aen de ſijde van de Vyand hield) het ſelve ſoude hebben konnen ſuſtineren, als wel nu Daer altede een Acte van Diligentie (die naer alle feudale Rechten, ten opſichte van den Leen-Heer en ſijn Vaſſal, de kracht van Verly geoordeeld werd te hebben) by U Ed: Mog: ſonder eenige heſitatie is uyt gegeven; En naer een eenige Erfgenaem, en noch een Ir booreling van de *Gouuerde Provintien* (die in derſelver behoud en welvaren ſoo grooten part en deel heeft) tot den Wettigen Leen-volger by Teſtamente van den laeſt overleden *Marquis* is aengeſtelt; En vervolgens niemandt anders de Poſſeſſie daer van met eenig Recht of reden kan pretenderen, voor dat de nulliteyt ofte onwaerde van de ſelve diſpoſitie, Judicielijk is beweſen, en vervolgens het Teſtament van den voorigen Leen-Man by een Wettich Decreet van den Competenten Rechter, is gereſcindeert en vernietight.

Waer mede dan vervolgens overgaende, tot het tweede en principale Poinct van de meergemelte Amortiſatie, der Leen-roerigheyt; Kan den Ondergeſchreven vermogens ſijn ordre en Inſtructie niet naerlaten, U Ed: Mog: met noch meerder nadruk en empreſſement by wege van klachte te betuygen, en obteſteren, met hoe gevoelige ſmerte, en hoe ganſch onbegrypelijk zyn *Hoogheyt* mijn Meeſter altijd is voorgekomen, dat men een PRINS (die zich ganſch onbewuſt vint, ſelfs aen eenig particulier Regent, ofte Lid deſer *Provintie*, en veel min aen U Ed: Mog: en Illuſtre Vergaderinge, oyt de aldergeringſt reden van misnoegen of afgunſt gegeven te hebben) op ſoo onbehoorden wijſe, ſoude willen trachten ſijn Erfgoet afhandig te maeken

Op welken grond hy dan ook in die Confidente hoop en verwachtinge is, dat U Ed: Mog: in cas ſubject ſich noyt van der ſelver *Souverainit* macht en Opperheerſchappye ſullen willen bedienen, om uyt te voeren en werkſtellig te maeken een project, dat niet alleen is gedeſtitueert en ontbloot van alle fondament van reden en Juſtitie, maer ſelfs jegens alle Goddelijke en Wereldlijke Rechten, ende den eygen aert van een vrye en Republicaire Regeringe, directelijk is aenloopende.

Maer dat U Ed: Mog: veel eer na der zelver *Edelmoedige* en equitable neyginge, op de gronden van die mutuele verbuntenis, en ſterke reciprocatie, die 'er tuſſchen een *Leen-Heer* en ſijn Vaſſal altijd moet gehouden werden te ſijn, hem niet alleen ſullen munieren met hare krachtdadige protexie, ſchut, en ſcherm, jegens alle verdere indragten in des ſelfs meer voorgemelte ſoo bekende Rechten, en Gerechtigheden, Maer ook geen verdere ſwaerigheyt maken, om de nochmaels verſochte Brieven van Inveſtiture, (die al over lange ter requiſitie van de intereſſeerende, wegens de Hollandſe, Brabantſche, en Gelderſe Leen-goederen, van de *Koninklyke* Naerlaetenſchap ſijn uytgegeven) mede op dien voet te accorderen en verleenen.

Hebbende ſijn *Hoogheyt* myn Meeſter, op dit ſubject my ook gelaſt, over al waer het ſoude mogen van nooden weſen, en wel particulierlijk, mede aen U Ed: Mog: by de tegenwoordige gelegentheyt, op de aldergevoeglijkſte en meeſt Reſpectueuſe wijſe te Denuntieren; Dat hy om verſcheyde Domeſtique redenen, ſich buyten ſtaat bevind, om over de bekende Leen-goederen, van U Ed: Mog: releverende, 't zy dan onder een gepreſenteert Equivalent, Dedomagement, vergoedinge, ofte wat naem men het ook ſoude mogen geven, te kunnen handelen, of contracteren, en veel min de ſelve geheel en al af te ſtaen.

Ende dat ook de verdere verweygeringe ofte dilay van de meermaels gerequireerde Inveſtiture, niet anders als ten uyterſten ſchaedelijk, ſoo niet t' eenemael ruyneus voor de meergemelte Naelaetenſchap, en vervolgens ook voor ſijn Domeſtijque belangens kan weſen.

Edoch, ſoo by aldien buyten alle hoop ende verwachtinge des Ondergeſchreve jegenwoordige ſoo ernſtige en geëm-

titres, à cauſe des grands & longs differents, qui ſurvinrent ſur la tutele du feu Roi Guillaume III. *& ſur l'adminiſtration de ſes biens patrimoniaux, entre ſa mere, & ſon Ayeule.* ANNO 1732.

Sans que pourtant cela ait jamais été expliqué, & allegué par les Seigneurs Etats de cette Province, comme un fondement, & une raiſon ſuffiſante, de pouvoir réunir les Domaines Seigneuriaux & les prerogatives de ces Fiefs à la Souveraineté de cette Province, pendant que ces Diſputes ſubſiſtèrent; Quoi que dans le premier Cas allegué, on auroit pû le ſoutenir avec plus de couleur, qu'à preſent, parce que l'aîné des trois Freres étoit alors parmi des Ennemis; outre que V. N. P. ont deja expédié, ſans avoir en aucune maniere befoin, un Acte de diligence, qui ſuivant tous les droits feodaux eſt cenſé avoir la même force que l'inveſtiture même par rapport au Seigneur & à ſon Vaſſal: & que d'ailleurs il n'a été inſtant par le Teſtament du dernier mort comme Marquis, & ſucceſſeur legitime dans ces Fiefs, qu'un ſeul heritier né dans les Provinces-Unies, & qui a un intérêt ſi notable dans la proſperité & dans la conſervation de la Republique, enſorte qu'aucun autre au monde ne peut prendre à la poſſeſſion avec droit & avec raiſon, avant qu'on ait prouvé juridiquement l'inſuffiſance, & la nullité de cette diſpoſition, & qu'enſuite le Teſtament du precedent Vaſſal ait été annullé par un Decret legal du Juge competent.

Paſſons à preſent au deuxiéme, & au principal point de l'amortiſſement, de la mouvance dudit Fief, le ſouſſigné ne peut pas ſe diſpenſer, en conformité de ſes ordres & de ſon Inſtruction, de porter des plaintes à V. N. P., & de leur temoigner avec encore plus d'efficace & d'empreſſement, avec quelle douleur, & comment il a toûjours paru inconcevable à ſon Alteſſe, mon Maître, qu'on ait voulu entreprendre de le fruſtrer d'un bien heréditaire, d'autant qu'il ne ſe ſouvient pas d'avoir jamais donné la moindre raiſon de mecontentement ou d'envie à un ſeul Regent, ou Membre particulier de cette Province, & encore moins à toute l'illuſtre Aſſemblée de vos Nobles Puiſſances,

Et c'eſt ſur ce fondement, qu'elle conſervé une Confiance certaine & entiere, que V. N. P. ne voudront jamais ſe ſervir de leur Souveraineté & de leur Puiſſance ſuprême dans le Cas mentionné, pour effectuer, & pour mettre en œuvre un projet, qui non ſeulement eſt deſtitué de toute raiſon & juſtice, qui repugne auſſi à toutes les Loix divines & humaines, & qui eſt diametralement contraire à la nature d'une Domination libre & republicaine.

Mais S. A. ſe flatte que bien loin de là, V. N. P. ſuivant leurs ſentimens genereux & equitables ſeront plûtôt reflexion ſur les engagements mutuels, & ſur la ferme reciprocation, qui doit toujours ſubſiſter entre un Seigneur & ſon Vaſſal, & qu'elles l'aſſiſteront de leur puiſſante protection, & appui contre tous les griefs ulterieurs, & contre tous les préjudices, qu'on pourroit encore porter à ſes droits & prémunances; Et qu'elles ne feront plus de difficulté de lui accorder ſur ce pied les Lettres d'inveſtiture, qui, ſur la requiſition des intereſſés, ont été déja expédiées depuis long-tems au ſujet des Fiefs de Hollande, de Brabant, & de Gueldres, & qui ſont relatifs à l'heritage Royal,

Son Alteſſe, mon Maître, m'ayant encore ordonné ſur ce ſujet, de repréſenter par tout, où il ſeroit beſoin, & bien particuliérement à V. N. P. de la maniere la plus ſenſible & la plus reſpectueuſe; Que pour pluſieurs raiſons Domeſtiques, il ſe trouve hors d'état d'entrer en Negotiation ſur les Fiefs mentionnés, qui relevent de V. N. P. par rapport aux offres d'un Equivalent, Dédomagement, indemniſation, ou quel autre nom, qu'on leur pourroit donner, & encore moins de s'en deſiſter tout à fait.

Et qu'un refus, ou delai ulterieur de l'Inveſtiture requiſe ne peut être que très pernicieux, ſi ce n'eſt tout à fait ruineux pour toute la ſuſdite Succeſſion, & par conſequent pour ſes affaires domeſtiques,

Si pourtant contre toute eſperance, & attente du ſouſſigné, cette préſente inſtance ſi ſerieuſe & ſi empreſſé, jointe

ANNO 1732. geëmpreſſeerde Aenverginge, gevoegt, by ſoo menichvuldige voorgaende Remonſtrantien, Vertoogen, Deductien, Miſſiven, en Obteſtatien, ten voorſchreven eynde aen U Ed: Mog: gedaen, als mede U Ed: Mog: eygene meermaels geregtereerde Verclaringe, *van niet te willen eenich nadeel of Attainte geven aen des Marquis Recht*, echter des onaengeſien ten gemoede van deſelve geen ingang konde gewinnen, en U Ed: Mog: op dat Poinct even inflexibel bleven;

Soo Bid den Ondergeſchreve by ſoo een onverhoopt nooddringend geval in name als boven,

Dat U Ed. Mog: dan ten minſten de Deure van de Juſtitie (die nu alreede ſoo lange door een Politique Inhibitie is geſlooten gehouden) eenmael geliefven te openen, en alſoo aen den PRINS myn Meeſter, ofte aen de Adminiſtrateurs van de meergemelte Nalatenſchap, als dan occaſie te geven, van ſich te konnen bedienen van de Protectie van een Neutraal Hoff, ofte Recht-bank, tegens alle die gene die hem in des ſelfs geſuſtineerd goet Recht, eenige verdere Indracht ſoude willen doen, ofte hem, aengaende de *Coninglijke* Succeſſie, en Leenvolginge partye ſtellen;

Welk verſoek immers Ed: Mog: Heeren, ſoo eenvoudig, ſoo billijk, ende met alle de Principes van der Natuyre en der Volkeren Recht, in alle deelen ſo ſeer is over eenkomende, dat het aen de geringſte Ingeſeten ſelfs niet en kan ofte behoorde geweygert te worden, en veel min aen een PRINS, welkers *Doorluchtige* Voorouders, beyde Goed en Bloed hebben opgeſet, om de Juſtitie als de Ziel van de Vryheyt, het fondament van alle Borgerlijke t'ſamen woninge, den Band van eenigheyt, en eyndelijk den eenigen en veyligen toevlucht tegens alle overmacht en oppreſſie, ongekreukt in ſijn geheel te bewaeren;

Waeromme de *Heeren Staaten van Vrieſtant* op de gepremitteerde gronden, en den uytgedrukten inhout van het 17 Artikel van de *UNIE*, tuſſchen de reſpective Provintien geſloten, ook niet en hebben willen afweſen, ter inſtantie van ſijn *Hoogheyt* mijn Meeſter, U Ed: Mog: door haere nadruckelijke en iterative brieven van voorſchryvens, als hare Bontgenooten daer toe wel Expreſſelijk te Sommeren en aen te maenen;

Sulx dat den ondergeſchreven om alle de voorenverhaelde redenen, motiven, en argumentatien, dan als noch van U Ed: Mog: Hoogwyſe beſcheydentheyt (achtervolgens de natuyrlijke eygenſchappen van hare ſachte en Republicaire Staats Regulen en maximes) is afwagtende, dat de ſelve op deſe ſijne ſoo ernſtige als rechtmatige Bede, een benaemlijke reflectie en Reſolutie ſullen nemen.

In welk vaſt vertrouwen en Confidentie, hy vervolgens ſich d'eere geeft, van U Ed: Mog: toe te wenſchen, een langduyrige, loſſlijke, voorſpoedige en geluckige Regeringe.

In *Middelburg* den 25den February Ao. xvij^c. acht, was Geteekent:

D. V. HEMMEMA.

jointe aux precedentes Remontrances, Deduction, Miſſives, & prieres, qui ont été déja ſouvent faites à V. N. P. pour la même fin; & même la propre Declaration ſi ſouvent reïterée de V. N. P., à ſavoir de ne vouloir porter le moindre préjudice ou atteinte aux droits du Marquis, *ne pouvoient avoir aucun ſuccès, & ne gagnoient rien ſur leurs Eſprits, en ſorte qu'elles reſtaſſent inflexibles ſur cet article,*

Le Souſſigné eſt obligé, dans un cas ſi peu attendu & ſi urgent, de prier au Nom de ſon Alteſſe ſon Maître,

Qu'il plaiſe au moins à V. N. P. de vouloir ouvrir une bonne fois la porte à la Juſtice, qui depuis ſi longtems a été fermée par une inhibition Politique, & par conſequent de fournir alors l'occaſion au Prince, mon Maître, ou aux Adminiſtrateurs de la ſuſdite Succeſſion, de pouvoir ſe ſervir de la Protection d'une Cour de Juſtice neutre contre tous ceux, qui voudront continuer à lui porter encore quelque préjudice dans ſes droits legitimes, ou ſe qualifier comme partie dans cette ſucceſſion de l'heritage Royal, *& des Fiefs.*

Cette demande, Nobles & Puiſſans Seigneurs, étant certainement dans toutes ſes parties ſi ſimple, ſi juſte, & ſi convenable à tous les principes de la Nature, & du Droit des Gens, qu'elle ne peut, ni ne devroit être refuſée au moindre Habitant, & beaucoup moins à un Prince, dont les Illuſtres Ancêtres ont prodigué leur ſang & leurs biens, pour conſerver dans ſon entier & ſans aucune alteration la Juſtice, comme étant l'ame de la Liberté, le fondement de toutes les Societés Civiles, le lien de toutes les Unions, & enfin le Refuge certain contre la Tyrannie, & contre toute oppreſſion des plus forte,

C'eſt pourquoi les Seigneurs Etats de Friſe fondés ſur les raiſons ſuſdites, & ſur le Contenu exprés de l'article 17. de l'Union, conclue entre les Provinces reſpectives, n'ont pas voulu refuſer ſur les inſtances de ſon Alteſſe, mon Maître, de ſommer expreſſement, & d'exhorter à cela vos N. P. comme leurs Confederés, par pluſieurs de leurs Lettres de Recommandation.

En ſorte que toutes les raiſons, motifs, & argumens alleguez, & ſi ſouvent reïterés obligent le ſouſſigné, d'attendre encore de la prudente moderation de V. N. P. qui s'accorde ſi bien avec les qualités naturelles de leurs douces maximes d'Etat, & Republicaines, qu'Elles voudront bien faire les reflexions convenables, & prendre une bonne Reſolution ſur ſa juſte demande.

Et dans cette ferme confiance & attente, il ſe donne l'honneur, de ſouhaiter à V. N. P. une Regence glorieuſe, heureuſe, & de longue durée.

Fait à Middelbourg *le 6. de Fevrier l'année* 1708.

(*Etoit ſigné*)

D. V. HEMMEMA.

Korten inhoud der *Miſſive* (1) van Hare Hoogheyd Mevrouwe de Princeſſe Douariere van Orange en Naſſau, op den tweeden Februarii van den jaere 1723. geſchreven aen Haar Hoog Mogende de Heeren Staten Generael; met de verklaring van de Heeren Gedeputeerden van de Provincie van Gelderland, daar omtrent gedaen; en het Advis van de Heeren Gedeputeerden van Vriesland, daar op ingebragt.

Contenu de la Lettre (1) que ſon Alteſſe, Madame la Princeſſe Douairiere d'Orange & de Naſſau, a écrite en date du 2. Fevrier 1723., à leurs Hautes Puiſſances, les Etats Generaux; avec la declaration, que les Seigneurs Deputés de la Province de Guelldres ont faite à ce ſujet; & avec l'Avis, que les Seigneurs Deputés de Friſe ont produit en conſequence.

ONtfangen een Miſſive van de *Vrouwe Furſtinne Douariere de Naſſau*, geſchreven te Leeuwaarden den tweeden Februarii laſtleden, houdende, hoe dat in het ſeker was geinformeert geworden, dat eenige Leden van de Regeringe in de Provincie van Zeeland hadden kunnen goetvinden om op nieuws voor te ſlaan en aen te dringen, ten eynde alle de rechten van den Marquis van Vliſſingen en Veere mogen werden gemortificeert

REçu une Miſſive de Madame la Princeſſe Douairière de Naſſau, écrite à Leeuwaarden le 2. de Fevrier paſſé, & portant, qu'Elle avoit été informée, ſans en pouvoir douter, que certains Membres de la Regence dans la Province de Zeelande avoient pû trouver bon, de mettre de nouveau ſur le Tapis, & de faire leurs efforts, afin que tous les droits du Marquis de Fleſſingue *& de* Veere *fuſſent amortis & aneantis, & qu'il fût*

(1) *De voorſchreve Miſſive van haare Hoogheyd Mevrouwe de Princeſſe, ſo als ook die van ſyne Furſtelyke Doorluchtigheyd den Heere Landgraave van Heſſen-Caſſel, zyn hier niet geinſereert, aan dat het ſubſtantiele daar van, genoeſaam is vervat in de voorgaende Memorie door den Heere Hemmema, uyt den naam van den Heere Prince, aan deſelve Heere Staten geprefenteert.*

(1) *La Lettre mentionnée de ſon Alteſſe Madame la Princeſſe, & celle de ſon Alteſſe Sereniſſime, le Land-Grave de Heſſe-Caſſel, ne ſont pas inſerées ici, parce que leurs ſubſtances ſe trouvent aſſez amplement dans le Memoire qu'on vient de lire & que Mr. Hemmema a preſenté par ordre, & au nom de ſon Alteſſe le Prince, aux Etats de Zeelande.*

ANNO 1732. coert ende vernietight, en door de Heeren Staten van hooghgemelde Provincie moge werden verklaart, dat de Regeringe der voorſchreve twee Steden, noch omtrent de Juſtitie, noch omtrent de Politie eenige Vaſſallage onderworpen zyn, de ſelve ontſlaende van alle Leenroerigheyt aen de Graffelykheit van Zeelandt, ende *de facto*, ende *de jure*, houdende en doende houden als independente, immediate ende onleenroerige ſtemmende Steden, onder een dedommagement, ſoo veel het utile aengaet, aen de hooge Geinteresſeerdens ende Geregtigheden tot de Nalatenſchap van zyne Majeſteyt van Groot-Brittanien, glorieuſer gedaghteniſſe; verſoekende, om redenen in het breede in de voorſchreve Miſſive geallegeert, dat haar Hoogh Mog. als Executeurs van de uyterſte wille van hooghlgedaghte Syne Majeſteyt van Groot-Brittanien, glorieuſer gedaghteniſſe, gunſtelyk gelieven by hooghgemelde Heeren Staten van Zeelandt te intercedeeren, ende door andre bequaame middelen te coöpereeren, dat dog de Marquiſaten van Vliſſingen ende Veere, met alle haare vryheeden, Reghten en Præeminentien in haar geheel gelaten mogen werden, ende dat in allen gevalle de differenten, die over de exercitie der voorſchreve rechten ſouden mogen weſen, werden gerenvoyeert aen de ordinaris Juſtitie, en ten dien eynde de ſoo lang continueerende ſurſeantie en hantſluitinge aen de ſelve gedaen, weggenomen, en opgeheven moge werden.

Waarop de Heeren Gedeputeerden van de Provincie van Gelderland verklaard hebben, dat aengezien de Heeren Staten hare Principalen in weynig dagen ſtaan te vergaderen, zy niet konden afwezen een zake van die importantie te brengen tot derzelver deliberatie, dog dat ondertuſſchen vermeynden dat haar Hoog. Mog. na het overlyden van zyne Majt. van Gr. Britt., glorieuſer gedagteniſſe, hebbende aangenomen het Executeurſchap van deſſelfs Teſtament, als nu niet kunnen nalaten, aan het wel hebbende Regt van de onmondige Furſtelyke Pupillen de hand te houden. En hebben de Heeren Gedeputeerden van de Provintie van Holland en Weſt-Vrieſland, van Zeeland, van Utrecht, en van Overyſſel, de voorſz. Miſſive Copielyk overgenomen, om in den haren breder gecommunicéert te werden.

De Heeren Gedeputeerden van de Provintie van Vrieſland, hebben voor haar advis geſegt en laten aantekenen, dat het verzoek by de voorſz. Miſſive gedaan, geaccordeert behoort te werden, geconſidereert dat haar Hoog. Mog. volgens de Unie, gehouden zyn, alle en een yegelyk niet alleen van de Provintien en Leden van dien, maar ook van de Ingezetenen te maintineeren, en te helpen maintineeren by hare wettige verkregen Regten en Poſſeſſien, en daar benevens haar Hoog. Mog in haare qualiteyt als Executeurs van het Teſtament van hoogſtgedagte zyne Maj. van Groot Britt. glorieuſer gedagteniſſe, verpligt zyn, de goederen en geregtigheden, tot de nalatenſchap van hoogſtgedagte zyne Maj. gehoorende, die onder haare adminiſtratie zyn, te conſerveeren in dien ſtaat waar in zy die gevonden hebben, ſonder toe te ſtaan, dat die buyten den weg van Regten verminderd, ofte veranderd mogen worden; dat zy Heeren Gedeputeerden, daarom geen bedenken dragen, en ook in een billyke hope en verwagtinge zyn, dat by de Heeren Gedeputeerden van de andere Provintien geen bedenken gedragen zal werden, om volgens het verzoek by de voorſz: Miſſive gedaan, en om de pregnante redenen daar in ter neder geſtelt, by de Heeren Staten van Zeeland te intercedeeren, en dezelve op het kragtigſte te dehorteeren, ten eynde door dezelve niets gereſolveert, nogte gedaan moge werden, dat tot prejuditie van de minderjarige Furſtelyk Pupillen, Erfgenamen van hoogſtgedagte zyne Majeſteyt, an tot nadeel en verkortinge van de vryheden, Regte, en preëminentien van de Marquiſaten van Vliſſingen en Veere, aan dezelve by Regt van Succeſſie toekommende, zoude kunnen ſtrekken, in zonderheid daar de Furſtelyke Voogden van de voorſz: minderjarige Pupillen bereyt zyn, de differenten, welke over de voorſz: Vryheden, Regten en Preëminentien zouden mogen werden gemoveert, te laten ter deciſie van de Ordinaris, en Competenten Regter, niet anders verlangende, als dat de deure van de Juſtitie, die door de verleende ſurcheantien geſlooten is, geopent moge werden, gelyk zelfs by ende van wegen haer Hoog. Mog. daar toe voor deſen, ten tyde als de voorſz: ſurcheantien verleent zyn, verſcheyde iterative en ernſtige inſtantien zyn gedaan. Dat de Heeren Staten van Vrieſland, hare Principalen, altoos van gedagten zyn geweeſt, dat de weg van de Juſtitie, voor niemand beſlooten behoort te werden, daarom de Heeren hare Gedeputeerden in den tyd hebben gelaſt, daar toe alle meyſt kragtige

ſûs declaré par les Seigneurs Etats de cette Province, ANNO *que la Regence de ces deux Villes n'étoit plus ſujette au moindre Vaſſellage ni par rapport à la Juſtice, ni* 1732. *par rapport à la Police, en les delivrant* de facto & de jure *de toute mouvance envers la Province de Zeelande, & en les tenant, & les faiſant tenir pour de Villes independantes, immediates, deraſſiliées, ayant voix & ſeance, ſans le bénéfice d'un dedommagement, quant à l'utile, en faveur des Intereſſés, & avant droit à la Succeſſion de Sa Majeſté de la Grande Bretagne, de glorieuſe memoire, ladite Princeſſe priant pour des raiſons qui ſont plus amplement ſpecifiées dans ſa dite Miſſive, qu'il plaiſe à leurs Hautes Puiſſances, comme Executeurs du Teſtament de feue Sa Majeſté de la Grande Bretagne, d'intercéder auprès les Etats de Zeelande, & de faire enſorte par d'autres moyens convenables, que les Marquiſate de* Fleſſingue *&* de Veere, *avec tous leurs Privileges, Droits, & Immunitez ſoient conſervés dans leur entier, & qu'en tous cas, les differends, qui pourroient exiſter actuellement ſur la puiſſance de ces Droits, fuſſent renvoyés à un Tribunal ordinaire, pour que la ſurſeance & les oppoſitions qui ont duré depuis tant d'années, ſoient à la fin levées.*

Surquoi les Seigneurs Deputés de la Province de Gueldres ont declaré, que quoique les Seigneurs Etats de leur Province ne s'aſſembleroient que dans quelques jours, ils ne pouvoient s'empêcher d'entrer en déliberation ſur une affaire d'une ſi grande importance, mais qu'ils étoient en attendant dans la perſuaſion, que leurs Hautes Puiſſances ayant accepté après la mort de Sa Majeſté de la Grande Bretagne, d'être les Executeurs de ſon Teſtament, ne pouvoient pas refuſer à préſent, de tenir la main aux juſtes droits des Pupilles mineurs; Et les Seigneurs Deputés des Provinces de Hollande & de Weſt-Friſe, de Zeelande, d'Utrecht & de Overyſſel ont pris Copie de cette Lettre, pour en communiquer plus amplement chez eux.

Les Seigneurs Deputés de la Province de Friſe ont dit & fait enregiſtrer comme leurs avis, qu'il étoit convenable, d'accorder la demande faite dans la ſuſdite Lettre, en conſideration, que leurs Hautes Puiſſances, en vertu de l'Union, ſont obligées de maintenir, en general, & chacun en particulier, non ſeulement toutes les Provinces & leurs Membres, mais auſſi le moindre Habitant, & d'aider à les maintenir dans leurs droits legitimement acquis, & dans leurs Poſſeſſions. Qu'outre cela leurs Hautes Puiſſances, en leur qualité d'Executeurs du Teſtament du feu le Roi de la Grande Bretagne de glor. mem. ſe trouvoient encore dans une obligation indiſpenſable, de conſerver les biens, & les Droits, qui appartiennent à la Succeſſion de feue Sa Majeſté, qui ſont ſous leur adminiſtration, dans le même état qu'ils les ont trouvés, & ſans permettre, qu'ils ſoient diminués, ou changés que par la voye ordinaire de la juſtice; C'eſt pourquoy ces Seigneurs Deputés ne ſe faiſoient aucun ſcrupule, & qu'ils étoient dans la ferme attente, que les Seigneurs Deputés des autres Provinces ne s'en feroient pas d'avantage, d'intercéder auprès des Seigneurs Etats de Zeelande, en conformité de la priere, faite dans la Miſſive mentionnée, & pour les raiſons qu'on y a alleguées, & de les exhorter de la maniere la plus efficace, afin que rien ne fût reſolu, & fait par eux, que pût porter & faire préjudice aux Pupilles mineurs, comme étant Héritiers de feue Sa Majeſté, ny léger les Privileges, Droits, & Prééminences des Marquiſate de Fleſſingue *&* de Veere, *qui leur appartiennent par le droit de Succeſſion; & particulierement, parce que les Tuteurs de ces Pupilles mineurs s'engagent de laiſſer à la deciſion d'un Juge ordinaire & competent les differents, qui pourroient être mis à l'occaſion des Privileges, Droits, & Prééminences mentionnées, & qu'ils ne demandent autre choſe ſinon qu'on leur ouvre la porte de la juſtice, qui par diverſes ſurſeances accordées leur a été fermée, c'eſt à cette même fin qu'ils ont déja fait pluſieurs inſtances ſerieuſes & réitérées auprès de leurs Hautes Puiſſances, lorſque les ſuſdites ſurſeances ont été accordées; Que les Seigneurs Etats de Friſe, leurs hauts Commettans, ont toûjours été dans la ferme perſuaſion, que la voye de la Juſtice ne devoit jamais être fermée à perſonne, & que c'étoit pour cela, qu'ils avoient ordonné dans ce tems aux Seigneurs leurs Deputés, d'y coopérer par des inſtances les plus fortes, & d'inſiſter auprès de leurs Hau-*

ANNO 1732. tige inſtantien te doen, en by haar Hoog. Mog aan te houden, ſpecialyk met opzigt tot de zaken van Vliſſingen en Veere, dat daar in geen veranderinge gemaakt moge werden; dat ingevolge van dien zy Heeren Gedeputeerden haar verpligt vonden, vriendelyk en ſerieuſelyk te verzoeken, dat haar Hoog Mog: ten ſpoedigſten, omtrent de Heereo Staten van Zeeland, alle mogelyke middelen willen aanwenden, om dezelve te induceeren, en te permoveeren, ten eynde door dezelve geen zoo verre uytziende Reſoluoen of proceduren mogen werden ondernomen, als zouden weezen de Mortificatie van de Regten van de Marquis van Vliſſingen ende Veere, aangezien zodanige Mortificatie, waar door de minderjarige Furſtelyke Pupillen, in hare minderjarigheid, op een extrajudicieele wyze feytelyk zoude werden ontzet van hare Regten, en geregtigheden, wel en wettig verkregen, ende geſterkt door een poſſeſſie van verre over de 100 Jaren, van de uytterſte hardigheidt zoude zyn, en buyten exempel in deze Landen, en zoude aanloopen tegen alle Regt, en æquiteit, tegen de grooden van een welgeſtelde Regeeringe, en ſpecialyk tegen de Privilegien, Regten, en Loffelyke Uſantien dezer Landen, volgens de welke niemand, die zig preſenteert, om voor de Competenten Regter te ſtaan, van zyne goederen of geregtigheden ontzet, en geſtituueert mag werden, by wegen van feyte, zynde het een van de wezenlyke deelen van de Vryheid, waar van deze Landen door Gods goedheid jouiſſeeren, dat een yder zyn goed met geruſtheid bezit, zonder daer van, buyten wegen van Regten wettig gedepoſſedeert ofte verſteeken te kunnen werden; dat zy Heeren Gedeputeerde hoopen, en vertrouwen dat haar Hoog Mog: wel rypelyk zullen overwegen, de verre uytziende gevolgen die te wagten ſtaan, by aldien onverhoopentlyk voortgegaan zoude werden, met de voorgemelde Mortificatie, ten geenen tyde voor heenen geteekent, en zoo zeer tegen alle Regt en billykheid aanloopende; gelyk ook het ongelyk dat daar door zoude werden aangedaan, aan de minderjarige Furſtelyke Pupillen omtrent goederen die haar Hoog Mog: onder hare Adminiſtratie, en by gevolge onder hare protectie hebben genomen, en dat haar Hoog Mog: derhalven zoodanige ongeregtelyke proceduren wel ſullen willen tegengaan, ende hoog gemelde Heeren Staten van Zeeland debortteeren en diſponeeren, om van de geproponeerde Mortificatie af te zien; by onverhoopte ontſtenteniſſe van het welke zy Heeren Gedeputeerden uyt de naam van de Heeren Staten hare Principalen wel expreſſelyk proteſteeren tegen alle het geene tot nadeel van 't goed Regt van den Marquis van Vliſſingen en Veere buyten wegen van Regten zoude mogen worden gereſolveert, en gedaan; Reſerveerende daar tegen zodanige verdere aanteekeninge te doen, als de Heeren Staten hare Principalen zullen vinden te behooren.

Hautes Puiſſances, & bien ſpecialement par rapport aux affaires de Fleſſingue & de Veere, *afin qu'il n'y fût fait aucun changement. Qu'en conſequence, ces Seigneurs Deputez ſe trouvoient obligez de prier amiablement & très ſerieuſement leurs Hautes Puiſſances d'employer tous les moyens poſſibles auprès des Etats de Zeelande, pour les porter à ne pas prendre des reſolutions qui puiſſent aller ſi loin, telle que pourroit être celle de l'amortiſſement des droits du Marquis de* Fleſſingue & de Veere; *étant certain, que cet amortiſſement, par lequel les Illuſtres Pupilles ſeroient privés pendant leur Minorité, de facto, & d'une maniére extrajudiciaire des droits & prééminences, qu'ils ont acquis legitimement, & qui enſuite a gagné une force entiére par une poſſeſſion non interrompue de plus de 100 ans, ſeroit de la derniére dureté, ne trouveroit point d'exemple dans ce pays, & ſeroit abſolument contraire à toutes les Loix, à l'Equité, & aux Maximes d'une République bien ordonnée, & particuliérement aux Privileges, droits, & louables Uſ & Coûtumes de ces pays, en conformité desquels aucune perſonne, qui offre de comparoître devant le Juge competent, ne peut, ni ne doit être dépouillée vi facti de ſes biens, & de ſes prééminences, étant une des parties les plus eſſentielles de la liberté, dont ces pays jouiſſent par la Grace de Dieu, que chacun puiſſe demeurer dans une poſſeſſion tranquille de ſon bien, ſans en pouvoir être dépoſſedé que par les voyes de la Juſtice; Que ces Seigneurs Deputés eſperent, & ont la confiance, que leurs Hautes Puiſſances voudront bien faire de ſerieuſes reflexions ſur les conſequences, auxquelles on a à s'attendre pour l'avenir, en cas que l'on continue contre toute attente de pouſſer cet amortiſſement; Ce que l'on n'a encore jamais tenté ci-devant comme étant tout à fait contraire à la juſtice, & à l'équité; Et particuliérement ſur le préjudice, que les Illuſtres Pupilles mineurs recevroient par rapport au bien, que leurs Hautes Puiſſances ont pris ſous leur adminiſtration, & par conſequent ſous leur Protection; C'eſt pourquoi ils eſperent, que leurs Hautes Puiſſances voudront bien s'oppoſer à ces inuſites Procedures, & tâcher de diſpoſer les Seigneurs Etats de Zeelande, à ſe déſiſter de cet amortiſſement; Et en cas que leurs eſperances fuſſent trompées ces Seigneurs Deputés proteſtent expreſſément au Nom de leurs Hautes Commettans, contre tout ce qui ſeroit réſolu au préjudice du bon droit du Marquis de* Fleſſingue & de Veere, & ce qui ſeroit fait ſans les voyes de la Juſtice, ſe reſervant au ſurplus de faire faire telle autre Proteſtation, qu'il ſera trouvé être convenable par les Seigneurs Etats leurs Commettans.

ANNO 1732.

Miſſive van ſijne Furſtelyke Doorlugtigheyd den Heere Landgrave van Heſſen Caſſel, en het verſoek by de Heeren Gedeputeerd: van Vrieſland, by die gelegentheyd gedaen.

ONtfangen een Miſſive van *ſyne Furſtelyke Doorluchtigheyde den Heere Land-Grave van Heſſen-Caſſel*, geſchreven te Caſſel den vyftienden der voorleede maandt, houdende, dat ſyne Furſtelyke Doorluchtigheydt geinformeert was, dat by de Heeren Staten van Zeelandt getracht ſoude werden, om de *jura* van den Marquis van Veere en Vliſſingen te mortificeeren en te annulleren, ende de Regeering van die twee Steden van Zeelandt, van alle Leenplichten, zo wel ten aenſien van de juſtitie, als in het regard van het politique, vry te verklaren, en *de facto & jure* voor independente, immediate ende ſtemmende Steden te houden, mitsgaders dat, de hooge Prætendenten, welke tot de Oranjeſche Succeſſie recht hebben, ſoo veel het utile aangaat, gedeedommageert ſoude werden; verſoekende, om redenen in de voorſchreve Miſſive in het breede geallegeert, dat haar Hoog Mog: haer daer aen gelegen gelieven te laten zyn, dat de *jura* van het Marquiſaet van Vliſſingen en Veere, tegens alle recht en billykheyd niet gelædeert, veel min geëxtingueert, waar voor de jonge Prins van Naſſau, Syne Furſtelyke Doorlughtigheydts kleynſoon, aen ſyne Curatele aanbevolen, als eenige univerſeele Erfgenaam van Syne Koninghlyke Majeſteyt van Gr. Britt Willem de derde, glorieuſer gedagtenifſe, in eeo volkomen ſtaat geconſerveert, en den ſelven, ofte ſyne hooge Voog-

Lettre de ſon Alteſſe Sereniſſime le Land-Grave de Heſſe-Caſſel, & la demande faite à cette occaſion par les Seigneurs Députés de Friſe.

REçu une Lettre de ſon Alteſſe Sereniſſime le Seigneur Landt-Grave de Heſſe-Caſſel, *écrite à Caſſel le 15 du mois paſſé, contenant, que ſon Alteſſe Ser. avoit été informé, que les Seigneurs Etats de Zeelande paroiſſoient entiérement diſpoſez à amortir & annuller les droits du Marquis de* Veere & de Fleſſingue, *& declarer la Regence de ces deux Villes libres de tout Vaſſelage tant par rapport à la Juſtice, qu'à la Police, & les tenir* de facto & de jure *pour des Villes indépendantes, immédiates, & votantes, & que les hauts Prétendans, qui ont un droit inconteſtable à la Succeſſion d'Orange, devroient être dédommagés, pour ce qui regarde l'utile; priant pour des Raiſons, qui ſont plus au long alleguées dans ladite Lettre, qu'il plaiſe à leurs Hautes Puiſſances de s'interéſſer avec efficace, à ce que les jura de Marquiſat de* Fleſſingue & de Veere *ne ſoient lezés contre tout juſtice & équité, & encore moins amortis, mais au contraire qu'ils ſoient conſervés dans un bon état, pour le jeune Prince de Naſſau, petit-fils de ſon Alt: Seren., lequel ayant été recommandé à ſa Curatele, étoit le ſeul heritier univerſel de Sa*

ANNO 1732.

den ongeboort, tot ſyn nadeel en præjuditie was gedaan, of voorgenomen mogte werden.

Waarop de Heeren Gedeputeerden van de Provincien van Gelderlandt, Holland ende Weſtvrieſland, Zeelandt, Utrecht en Over-Yſſel, de voorſchreve Miſſive copielyk hebben overgenomen, om in den haren breder gecommuniceert te werden.

Ende hebben de Heeren Gedeputeerden van de Provincie van Gelderlandt daar by geinhereert, het geene voorleden Saturdag op den Brief van de Vrouwe Furſtinne Douariere van Naſſau, dit ſelve ſubject concernerende, hebben gedaen aanteyckenen.

De Heeren Gedeputeerden van de Provincie van Vrieslandt hebben insgelyks geinhereert haar advis, op de voorſchreve Miſſive van de Vrouwe Furſtinne Douariere van Naſſau, voorleden Saturdag uytgebragt, ende hebben daar by verſogt, dewyle deſe ſaecke is overgenomen, om gebragt te werden ter deliberatie van de reſpective Provincien, dat inmiddels ende hangende de deliberatien daar over, niets geinovеert moge werden, ende ſpecialyk dat de Heeren Gedeputeerden van de Provincie van Zeelandt hare goede officien by de Heeren Staten hare Principalen willen employeren, ten eynde, dat, hangende deſe deliberatie, niets præjudiciabels gereſolveert en gedaen moge werden.

ANNO 1732.

Majeſté Britannique Guillaume III. *de glorieuſe memoire;*

Sur quoi les Seigneurs Deputés des Provinces de Gueldres, de Hollande & Weſt-Friſe, de Zeelande, d'Utrecht & d'Overyſſel ont pris copie de cette Lettre, pour être communiquée plus amplement chez eux,

A cette occaſion les Seigneurs Deputés de la Province de Gueldres ont repeté de nouveau, ce qu'ils ont fait enregiſtrer Samedi paſſé ſur la Lettre reçue de Madame La Princeſſe Douairière de Naſſau, qui concernoit la même ſujet.

Les Seigneurs Deputés de Friſe ont inſiſté en même tems que leur avis ſur La Lettre mentionnée de Madame la Princeſſe Douairiere de Naſſau, donné Samedi paſſé, fût enregiſtré à cette occaſion, & ils ont en même tems prié, parce qu'on a pris cette affaire, pour être portée à la deliberation des Provinces Reſpectives, que pendant qu'on y déliberoit rien ne fût innové; Que les Seigneurs Deputés de La Province de Zeelande fuſſent ſpecialement priez de vouloir employer leurs bons offices auprés des Seigneurs Etats leurs Commettans, afin que durant les déliberations préſentes, il ne ſoit ni réſolu ni fait aucune choſe, qui pût être préjudiciable.

Reſolutie van de Provincie van Overyſſel, genomen op den 8 *April* 1723.

ONtfangen een Miſſive van de Vrouwe Douariere Princeſſe van Oranje, geſchreven tot Leeuwarde den 6e. van deze maand, houdende dat voor het zekere geinformeert was, dat eenige Leden van de Regeeringe van de Provintie van Zeeland alle devoiren van nieuws quamen aen te wenden om de Regten van de Marquis van Veere en Vliſſinge te doen mortificeeren, en alzoo die onderneminge ten uyterſten nadeelig waren, aen het Regt van de Princen deſſelfs Kinderen, Verzoekende om redenen daar by in het breede vermeld, dat de Ridderſchap, en Stede, der zelver Heeren Gedeputeerden ter Generaliteit zoude willen inſtrueeren, authoriſeeren, ende gelaſten, om de zake te zamen met de Heeren gedeputeerdens van de andere Provintien, daar henen te dirigeeren, ten eynde van wegens haar Hoogh Mog: als Executeurs van de Uytterſte wille van zyne Maj: van Groot Brittannien op het kragtigſte zoo by Hoog gem: Heeren Staten van Zeeland, als daar het meer van eenige vrugt kan wezen, werde geintercedeert. Voorts door alle andere bequame middelen gecoopereert en uytgewerkt, dat dog het Marquiſaet van Veere en Vliſſingen, met alle hare Vryheden, Regten, en Preëminentien, in haar geheel gelaten mogen werden, en dat in allen gevalle de differenten die 'er over de exercitie der voorſz: Regten zouden mogen wezen, werden gerenvoyeert aan de Ordinaris Juſtitie, en ten dien eynde, die zoo lang continueerende Surceance en handſluytinge aan dezelve gedaan, weggenome, of opgeheven worden. Ende is wyders geleze een Miſſive van de Heeren Gecommitteerden ter Generaliteit dezer Provintie, geſchreven in den Hage den 6. April dezes Jaars, hebbende voor bylage twee Copiele Miſſive, d'eene van den Heere Land-Grave van Heſſen Caſſel, geſchreven te Caſſel den 25. February dezes Jaars, ende de andere van de Vrouwe Douariere Princeſſe van Oranje, geſchreven te Leeuwaarde den 2 February dezes jaars, beyde aan haar Hoog Mog: geaddreſſeert, en het zelve Subject concerneerend. Waarop gedelibereert, ende geconſidereert zynde, dat aan Ridderſchap en Stede van deze zake tot nog toe geen Authentique Stucken of narigten zyn ingekomen, is goedgevonden te verklaren, dat over deſe zaake noyt geen aanzoekinge aan de Ridderſchap en Steden, directelyk, of indirectelyk is gedaan, en wyders de Heeren gecommitterden ter Generaliteit aan te ſchryven, en te gelaſten, dat zig particulierlyk zullen hebben te informeeren, wat hier omtrent is gepaſſeert, en tot haar keenniſſe gekomen is, en dat de Authentique Stucken, welke daer van kunnen bekomen ende magtig worden, alhier zullen overzenden, om daar op nader gedelibereert te worden; zynde de Ridderſchap en Steden van gedagten, dat aan den Marquis van Veere en Vliſſingen, geen prejuditie tegens Regten, of ſchade, moet worden toegevoegt.

Onderſtond,

Accordeert met het voorſz: Regiſter, getekent, H: Royer.

Reſolution de la Province d'Overyſſel, priſe le 8 d'Avril 1723.

REçu une Lettre de Madame la Princeſſe Douairière de Naſſau, écrite à Leuwaarden le 6 de ce mois, contenant, qu'Elle avoit été fortement informée, que quelques Membres de La Regence de la Province de Zeelande recommençoient de nouveau, à faire tous leurs efforts pour faire amortir les droits du Marquis de Veere & de Fleſſingue; Et comme cette Entrepriſe étoit très préjudiciable aux droits des Princes ſes Enfans; Elle prioit pour des Raiſons, qui y ſont deduites plus amplement, que la Nobleſſe & les Villes vouluſſent bien inſtruire, autoriſer, & enjoindre aux Seigneurs leurs Deputés à la Généralité, de tâcher de diriger cette affaire conjointement avec les Seigneurs Deputés des autres Provinces, à ce que leurs Hautes Puiſſances, comme Executeurs du Teſtament de Sa Majeſté la Roi de la Grande Bretagne, interceddaſſent de la maniére la plus efficace auprés des Seigneurs Etats de Zeelande, & partout, où cela pourroit être de quelque utilité; Et qu'il fût encore coopéré & effectué par tous les moyens convenables, que le Marquiſat de Veere & de Fleſſingue, avec tous ſes Privileges, Droits, & prééminences, fût laiſſé en ſon entier & qu'en tout cas les differens, qui ſubſiſteront ſur la jouiſſance de ces droits, fuſſent renvoyés à La Juſtice ordinaire, & que pour y parvenir avec plus de facilité, la ſurſeance & l'oppoſition ſoient levées; Il a été encore lû une Lettre des Seigneurs Deputez de cette Province à La Généralité, écrite à la Haye ce 6. d'Avril de cette année, y avant été joint Copies de deux Lettres, la prémiére de ſon Alt: Seren: le Seigneur Land-Grave de Heſſe Caſſel, écrite à Caſſel en date du 25 Fevrier de cette année, & l'autre de Madame La Princeſſe Douairière de Naſſau écrite à Leeuwaarde le 2. Fevrier de cette année, & toutes deux addreſſées à Leurs Hautes Puiſſances, ſur le même ſujet, ſur quoi ayant été déliberé, & conſideré, que juſqu'à préſent on n'a encore produit à La Nobleſſe & aux Villes aucunes Pieces authentiques ni directement, ni indirectement; On a trouvé bon de declarer, & d'écrire enſuite aux Seigneurs Deputés, & de leur enjoindre, qu'ils ayent à s'informer de ce qui s'eſt paſſé à ce ſujet, & ce qu'ils en ont appris, & qu'ils doivent envoyer ici les Piéces authentiques, pourautant qu'ils en pourront recevoir, afin de pouvoir déliberer ici ſur cette affaire; La Nobleſſe & les Villes étant de ſentiment, qu'il ne faut pas qu'il ſoit fait aucun préjudice ou dommage au Marquis de Veere & de Fleſſingue contre la juſtice & l'equité.

(*Plus bas*)

S'accorde avec le Regiſtre mentionné,

(Signé) *H. Royer.*

WAAR

Surſeance

ANNO 1732. WAAR OP gedelibereert zynde hebben de Heeren Gedeputeerden van de Provintien van Holland en Weſtvriesland, en van Zeeland, de voorſz: Reſolutie copielyk overgenomen, om in den haren breder gecommuniceert te werden. De Heeren Gedeputeerden van de Provintie van Utrecht hebben geinhereert hare voorige aanteekeninge, en de Reſolutien van de Heeren Staten hare principalen, op het Subject van de Nalatenſchap ingebragt.

Surquoi avant été delibéré les Seigneurs Deputés des Provinces de Hollande & West-Friſe & de Zeelande, ont reçu copie de la Reſolution mentionnée, pour être communiquée chez eux; Les Seigneurs Deputés de la Province d'Utrecht ont inſiſté ſur leur premier avis, & ont delivré la Reſolution des Seigneurs les Etats leurs Commettans, au ſujet de la Succeſſion. ANNO 1732.

Reſolutie van de Provincie van Stad en Landen, genomen op den 10 *April* 1723.

GEdelibereert zynde op de ingekomene Miſſive van hare Hoogheyt de Princeſſe Douariere van Oranje en Naſſau, geſchreven uyt Leeuwaarden den 5. dezer lopende maand April, by dewelke aen de Heeren Staten van Stad en Lande kenniſſe word gegeven, als of door eenige Leden van de Provintie van Zeeland zoude werden geteenteert, om alle de Regten van de Marquis van Veeren en Vliſſingen te mortificeeren, en te vernietigen, de voornoemde Steden te libereren van alle Vaſſallage, zo omtrent de Juſtitie als de Politie, haar te ontſlaan van alle Leenroerigheid aen de Graefſelykheid van Zeeland; voorts dezelve te houden, en te doen houden, *de Facto* en *de Jure*, als independente, immediate, en onleenroerige Stemmende Steden, onder een Dedommagement, voor zoo veel het Utile aangaat, aan de Hoge geintereſſeerden, en geregtigde tot de Nalatenſchap van zyne Majeſteyt van Groot Brittannien, glorieuſer gedagteniſſe; verzoekende om verſcheyde gewigtige Redenen in de voorſz: Miſſive gededuceert, dat de Heeren Staaten van deze Provintie, de Heeren hare Gedeputeerden ter Generaliteit gelieven te inſtrueeren, en te authoriſeeren, om de zake te zamen met de Heeren Gedeputeerden van de andere Provintie daar henen te dirigeeren, ten eynde van wegens haar Hoog Mogende als Executeurs van de uyterſte wille van zyne Majeſteyt van Groot Brittanien op het kragtigſte zoo by Hooggemelde Heeren Staaten van Zeeland, als daer het meer van eenige vrugt kan wezen, werde geinterceedeert; voorts door alle bequaeme middelen gecoöpereert en uytgewerkt, dat dog het Marquiſaet van Veeren en Vliſſingen, met alle hare Vryheden, Regten en Preëminentien in haer geheel gelaten mogen werden, en dat in allen gevalle de differenten die'er over de exercitie der voorſz Regten zouden moren werden, aen de gerenvoyeert aan de ordinaris Juſtitie, en ten dien eynde de zoo lang continueerde Surcheance en hendſluytinge aan dezelve gedaan, weg genomen en opgeheven. Hebben de Heeren Staten van Stad en Lande, het verzoek by de voorſz: Miſſive gedaan, geaccordeert, en verſtaan, dat haar Hoog Mogende als Executeurs van het Teſtament van zyne Koninklyke Majeſteyt van Groot Brittanje, Glorieuſer gedagteniſſe, verpligt zyn de goederen en geregtigheden van gemelde Nalatenſchap te conſerveeren tegen een yder een, zoo daar op eenige indragt zoeken te doen, zonder toe te ſtaan, dat die buyten de weg van Regten verminderd of veranderd mogen werden; en dat om de redenen in de voorſz Miſſive na regt en billykheyd ter nedergeſtelt, haar Hoog Mogende behoorden verzogt te worden, op alle bedenkelyke maniere, en het aller ernſtigſte by de Edele Mogende Heeren Staaten van Zeeland te intercederen, en de zelve op het kragtigſte te dehorteeren, ten eynde door de zelve niets gereſolveert, nogte gedaan mogte werden, dat tot Prejuditie van de Princelyke Pupillen, Erfgenamen van zyne Koninklyke Majeſteyt, glorieuſer gedagteniſſe, en tot radeel en verkortinge van de Regten, Vryheden en Preëminentien van de Marquiſaten van Veere en Vliſſingen, aan de zelve by Regt en Succeſſie toebehoorende, zoude konnen ſtrecken, op dat die Staaten mogen worden gedehorteert van het ondernemen van diergelyke verre uytziende Reſolutien en proceduren, als zoude weſen het Amortiſeren van de Regten van de Marquis van Veere en Vliſſingen, waar van deſe Furſtelyke Pupille op een feitelyke, en extrajudicieele, en op een in deze Republique noyt gehoorde wyze zouden worden ontzet; het welke zouden wezen een hardigheid, waar van noyt bevorens in deze Republique is gehoort, en tegen alle Regt, Reden en Billykheid aanlopende, zynde het eene van de wezentlykſte deelen van de Vryheid daar deze Landen, door Gods zegen, van jouiſſeren, dat yder zyn goed geruſt mag bezitten, zonder daar in wederregtelyk geturbeert, en zoo doende op een onregtmatige wyze daar van ge-

Reſolution de la Province de Groningue; priſe le 10 d'Avril 1723.

Ayant été delibéré ſur la Lettre de Madame la Princeſſe Douairière d'Orange & de Naſſau, écrite à Leuwarden le 5 du Courant, & par laquelle il a été donné connoiſſance aux Seigneurs Etats de la Province de Stade & Landen (Groningue & Ommelande) qu'il auroit été tenté par quelques uns des Membres de la Province de Zeelande, d'amortir tous les droits du Marquis de Veere & de Fleſſingue, de delivrer ces dites Villes de tout Vaſſelage, tant par rapport à la Juſtice qu'à la Police, & de toute mouvance à la Province de Zeelande; Enſuite de les tenir, & de les faire tenir de facto & de Jure pour des Villes indépendantes, immediates, deſcodées, & votantes, le tout contre un dédommagement (quant à l'utile) pour les Hauts intereſſés, qui ont droit à l'heritage de feu Sa Majeſté de la Grande Bretagne de glorieuſe memoire; Et priant pour certaines raiſons très importantes; qui ſont plus amplement deduites dans ladite Lettre, qu'il plaiſe aux Seigneurs Etats de cette Province d'inſtruire & d'authoriſer les Seigneurs leurs Deputés à la Generalité, de diriger cette affaire conjointement avec les Seigneurs Deputés des autres Provinces, de maniere, que leurs Hautes Puiſſances, comme Executeurs du Teſtament de Sa M: de la Grande Bretagne, veuillent employer leurs bons offices tant auprès des Seigneurs Etats de Zeelande, que par tous ailleurs, où il pourroit convenir; Et qu'Elles veuillent au plûtôt coopérer & effectuer par les moyens les plus efficaces, que le Marquiſat de Fleſſingue & de Veere, avec tous ſes Privileges, Droits & Preeminences ſoit laiſſé & conſervé en ſon entier, & qu'en tout cas les differens, qui pourroient ſubſiſter réellement ſur l'exercice de ces droits mentionnés, fuſſent renvoyés à la Juſtice ordinaire, afin que par là puiſſe être levée la ſurſeance & l'oppoſition, qui a duré depuis tant de tems; Les Seigneurs Etats de Groningue & Ommelande ont conſenti à cette requiſition, & il leur paroît, que leurs Hautes Puiſſances, comme Executeurs du Teſtament de ſa Majeſté Royale de la Grande Bretagne de G: M:, ſont indiſpenſablement obligées, de conſerver les biens, & les juriſdictions de la ſuſdite Succeſſion contre tous ceux qui entreprendront d'y porter dommage, & préjudice, ſans qu'Elles permettent, qu'il y ſoit rien changé ou dimmué ſans la voye de la Juſtice ordinaire; Ayant pris cette reſolution par les Raiſons, qui ont été deduites dans cette Lettre, & qui ſe trouvent conformes à la Juſtice & à l'Equité, à ſavoir que leurs Hautes Puiſſances doivent être priées d'intercéder très ſerieuſement auprès des Seigneurs Etats de Zeelande, & de les exhorter avec efficace, à ne prendre aucune reſolution, qui pût tendre au préjudice des Illuſtres Pupilles, Heritiers de Sa Majeſté Royale, de Glor. Mem & des Privilèges, Droits, & Immunités des Marquiſats de Veere & de Fleſſingue, qui leur appartiennent par droit de Succeſſion, enſorte qu'on engage lesdits Etats à ne pas prendre une Reſolution ſujette à d'auſſi grandes ſuites, que pourroit être celle de l'amortiſſement des droits du Marquis de Veere & de Fleſſingue, dont ces Illuſtres Pupilles ſeroient depouillez & privez d'une maniere deſpotique, & extrajudicitaire; dont on ne trouveroit point d'exemple dans cette Republique; Ce qui certainement ſeroit une procedure très dure, dont jamais perſonne n'a entendu parler dans ces pays; & qui répugne abſolument à toutes les Loix, au Droit, & à la juſtice, dont l'obſervation eſt un des principaux points de la Liberté, dont par la grace de Dieu, ces pais jouiſſent, que chacun puiſſe conſerver & poſſeder ſon bien en repos, ſans en être troublé, ou en être dépoſſedé d'une maniere illegitime & extrajudiciairement. Et qu'à ces

ANNO 1732. depoſſideert te worden, en dat daarom haar Hoog Mogende wel rypelyk zullen gelieven te overwegen de verre uytziende gevolgen die te wagten ſtaan, by aldien (onverhoopentlyk) voortgegaan zoude worden met de voorgemelde Mortificatie, noyt bevorens getenteert, en zoo zeer tegen alle Regt, Reden en Billykheid aanlopende, gelyk ook het ongelyk dat daer door zoude worden aangedaan aan de Furſtelyke Pupillen, omtrent Goederen die haar Hoog Mogende onder hare Adminiſtratie, en gevolglyk onder hare Proteƈtie hebben genomen, en dat haar Hoog Mogende derhalven zodanige onregtmatige Proceduren wel zullen willen tegen gaan, en hoog gemelde Heeren Staten van Zeeland deshorteren, en diſponeeren om van de geproponeerde Mortificatie af te zien, voornamentlyk daar de Furſtelyke Voogden gezint zyn, deze differentie te laten aan de Cours van de Juſtitie voor den Competenten Regter, niet anders urgeerende, als dat de deure van de Juſtitie, die door de verleende ſurcheantien geſloten is, moge werden geopent, gelyk daar toe by haar Hoog Mog: iterative inſtantien zyn gedaan.

ANNO 1732.

cauſes il plaiſt à leurs Hautes Puiſſances, de faire de ſerieuſes, reflexions, ſur les Conſequences, qu'on en doit attendre pour l'avenir, ſi on continue à pouſſer, contre toute attente, cet amortiſſement, ſi contraire à tous les Droits, Raiſons, & equité; comme auſſi ſur l'injuſtice & le préjudice, qui ſeroit fait, & qui en reviendroit à ces Illuſtres Pupilles, par rapport aux biens, que leurs Hautes Puiſſances ont pris ſous leur Adminiſtration, & par conſequent ſous leur Protection, & que par cette raiſon leurs Hautes Puiſſances voudront bien s'oppoſer à ces injuſtes procedures, & exhorter les Seigneurs Etats de Zeelande, & les diſpoſer à ſe deſiſter du ſuſdit amortiſſement, & cela principalement, parceque les Tuteurs de ces Illuſtres Pupilles ſont reſolûs, de remettre ces differens aux voyes de la Juſtice, & à la decision d'un Juge competent, & qu'ils ne prétendent autre choſe, que de voir ouvrir la porte de la Juſtice, qui leur a été fermée par la ſurſeance accordée, & en conformité des inſtances réïteratives, que vos Hautes Puiſſances ont déja fait à ce ſujet,

Onderſtond,

Coll. Accordeert, geteekent

Beckeringh.

(Plus bas)

Coll: accordé & ſigné

Beckeringh.

Waar op gedelibereert zynde, hebben de Heeren Gedeputeerde van de Provintien van Holland ende Weſt-Vriesland, en van Zeelandt, de voorſchreve Reſolutien copieliyk overgenomen, om in den haren breder gecommuniceert te werden. De Heeren Gedeputeerden van de Provintie van Gelderland, hebben geinhæreert hare voorige aanteekeninge op dit ſubject gedaan. De Heeren Gedeputeerden van de Provintie van Utrecht, hebben geinhæreert de Reſolutien en verklaringe van de Heeren Staten hare Principalen, op het ſubject van de malatenſchap voor dezen ingebragt. De Heeren Gedeputeerden van de Provintie van Vriesland hebben mede geinhæreert haar voorig advis en aanteekening op dit ſubject.

Surquoi ayant été deliberé, les Seigneurs Deputés des Provinces de Hollande, de Weſt-Friſe, & de Zelande, ont pris copie de la Reſolution mentionnée, pour être communiqués plus amplement chez eux; Les Seigneurs Deputés de la Province de Gueldres ont réïteré leur precedent avis ſur ce ſujet; les Seigneurs Deputés d'Utrecht ſe ſont rapportés aux declarations, & à la Reſolution des Seigneurs Etats leurs Commettans, qu'ils ont deja fait inſerer auparavant ſur ce ſujet dans le Regiſtre de la Generalité; Les Seigneurs Deputés de la Province de Friſe ſi ſont en même tems rapportés à leur premier avis & à l'enregiſtrement ſur ce ſujet,

Reſolutie van de Provincie, van Gelderland genoomen op den 21 *April* 1723.

INgekomen en ter vergadering geleſen zijnde eene Miſſive van Hare Hoogheyd Mevrouwe de Princeſſe Douariere van Orange en Naſſau, geſchreeven binnen Leeuwarden den 6. deſer loopende maand, inhoudende, hoe dat geinformeerd was geworden, als of door eenige Leeden van de Regeeringe in de Provintie van Zeeland op nieuw voorgeſlagen en aangedrongen wierde, om alle de Regten van den Marquis van Veere en Vliſſingen te mornſeeren en te vernietigen, de voornoemde Steden te libereeren van alle Vaſſallage ſoo omtrent de Juſtitie als Politie, haar ontſlaan van alle Leenroerigheit aan de Graaflykheit van Zeeland; voorts deſelve *de facto* en *de jure* te houden en doen houden als independente, immediate, en onleenroerige ſtemmende Steeden, onder een dedommagement, voor ſoo veel het utile aangaat, aan de hooge Geintereſſeerdens en gerechtigde tot de Nalatenſchap van Syne Majeſteyt van Groot Brittannien, glorieuſer gedagteniſſe; verſoekende om ſeer gewigtige redenen, by de voorſchreve Miſſive in het breede gededuceert, dat de Heeren Staaten deſer Provintie derſelver Gecommitteerden ter Vergaderinge van Haar Hoog Mog: gelieven te inſtrueren, authoriſeren en te gelaſten, om de ſaak te ſamen met de Heeren Gedeputeerden van de andere Provintien daar henen te dirigeren, ten einde van wegens Haar Hoog Mog:, als Executeurs van de uiterſte wille van Syne Majeſteyt van Groot Brittannien, op het kragtigſte ſoo by hooggemelde Heeren Staaten van Zeeland, als daar het meer van eenige vrugt zoude konnen weſen, werde geintercedeerd; voorts door alle bequame middelen gecoopereerd en uitgewerkt, dat dog het Marquiſaet van Veere en Vliſſingen, met alle hare vryheden, regten en preëminentien in haar geheel gelaaten mogen worden, en dat in allen gevalle de differenten, die 'er over de Exercitie der voorſz: Regten zouden mogen weſen, worden gerenvoyeerd aan de ordinaris Juſtitie, en ten dien einde de ſoo lang continuerende ſurcheantie en handſluitinge aan deſelve gedaan, weggenomen en opgeheven. Waar op gedelibereerd zynde, hebben Haar Edele Mog: goedgevonden derſelver Gecommitteerden

Reſolution de la Province de Gueldres, du 21 d'Avril 1723.

REçu & lu dans Notre Aſſemblée une Lettre de ſon Alteſſe Madame la Princeſſe Douairière d'Orange & de Naſſau du 6 de ce mois, contenant, qu'Elle a été informée, qu'il auroit été propoſé, & apuyé par quelques Membres dans la Province de Zeelande, d'annantir & aneantir tous les droits du Marquis de Fleſſingue & de Veere, *de deliverer leſdites Villes de tous Vaſſellage par rapport à la Juſtice & à la Police, de les exempter de toute dipendance de la Comté de Zeelande, Et de les tenir & faire tenir en même tems* de facto & de jure, *pour des Villes independantes, immediates, infeodales, & votantes, offrant, par rapport à l'utile, un Dedommagement aux hauts Intereſſés, & aux legitimes Prétendans de l'Heritage de Sa Majeſté Britannique de Glor: Mem: Et priant pour des raiſons importantes, deduites plus amplement dans la Lettre mentionnée, que les Seigneurs Etats de cette Province veuillent, bien inſtruire, authoriſer, & enjoindre aux Seigneurs leurs Deputés à l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances, de diriger cette affaire enſorte, & conjointement avec les Seigneurs Deputés des autres Provinces, que de la part de leurs Hautes Puiſſances, comme Executeurs du Teſtament de ſon Sa Majeſté Royale de la Grande Bretagne, il fut intercedé d'une maniére efficace tant auprès les Seigneurs Etats de Zelande, que par-tout ailleurs, où il pourroit être néceſſaire; & qu'on voulut couperer par tous les moyens convenables, à ce que le Marquiſat de* Veere & de Fleſſingue *reſtât dans ſon entier, & qu'en tout cas les differens, qui pourroient exiſter ſur les Privileges, les droits, & les préeminences, fuſſent renvoyés à la Juſtice ordinaire, & que pour y parvenir, la ſurſeance & l'oppoſition, qui ont ſubſiſté depuis ſi long tems, fuſſent levées & miſes à neant. Surquoi ayant été deliberé, leurs Nobles Puiſſances ont entendu & trouvé bon, d'enjoindre aux Sei-*

gneurs

ANNO 1732. teerden wegens deſe Provintie ter Vergaderinge van Haar Hoog Mog: te gelaſſen, van ter hooggemelde Vergaderinge voor te dragen, hoe dat Haar Ed. Mog: by examinatie van voornoemde ſaak hebben bevonden geenſins te worden in conteſt getrokken het Regt, dat Syne Hoogheid den Heere Johan Willem Friſo, Prince van Orange en Naſſau glorieuſer gedagteniſſe heeft verkregen, en alſo *jure ſucceſſionis* deſſelfs Furſtelyke Weeſen hebben, uit kragte van het Teſtament van Syne Majeſteyt van Groot Brittannien tot het Marquiſaet van Veere en Vliſſingen, nemaar, dat dat verkreegen Regt de Heeren Staaten van Zeeland zouden voorneemens weſen op een wederregtelyke wyſe door een Politique Reſolutie de Furſtelyke Pupillen de *facto* te ontnemen, en deſelve daar van, door het amortiſeren van de Regten van den Marquis van Veere en Vliſſingen, ten eenemaal te ontſetten.

Dat derhalven Haar Edele Mog: niet kunnen voorby weſen, de reſpective Bondgenoten te repreſenteeren, hoe dat Haar Hoog Mog: eenmaal aangenomen hebbende het Executeurſchap van het Teſtament van Syne Koninglyke Majeſteyt van Groot Brittannien Wilham de III. glorieuſer memorie, uit hoofde van dien ook verpligt zyn, de goederen tot de voorſz: Nalatenſchap gehoorende, geduerende het zelve Executeurſchap, en alle de Voorregten, Privilegien, en Preëminentien, ſorgvuldig te bewaren, en te handaven, en geenſins gedoogen, dat aan deſelve, ſonder behoorlyke middelen rechters door iemand eenig nadeel of verkleininge werde toegebragt.

Dat Haar Edele Mogende de reſpective Bondgenoten almede hebben verſogt, in een ſerieuſe overweginge te willen neemen het nadeel, het geen deſen Staat t'eeniger tyd zoude te vreeſen hebben, door op dusdaanigen wyſe een regt te beneemen van een Prince, aan wiens Illuſtre voorouderen de Republiq ſoo veel verpligtinge is hebbende, wanneer die ſelve Voorregten weder zouden komen te eyſchen, wat des avantageuſe gedagten by vreemde Mogentheden, als mede by alle de Onderdaanen van deſen Staat niet zouden worden gegeven van de Regeeringe deſer Landen, in alle oude tyden door haare loffelyke gewoonten en Ordonnantien ſoo ſeer vermaard, wanneer iemand met verweigeringe ſelfs van Juſtitie, *de Facto* van ſijn goed hebbend Regt wierde ontſet; eene ſaak waarlyk, van alle eeuwen ongehoord, en 't welk in een welgeſtelde Republyq aan de minſte Onderdanen niet behoorde te geſchieden, oog ook niet kan geweigert worde, zynde immers eene der voornaamſte Voorregten in een Republicainſche Regeeringe en genoegſaam de reden en fondementen van opregtinge derſelve, ja ook van ouds in deſe Landen altoos heilig gepractiſeerd, dat ieder, wie het ook mag weſen, ſijn goederen veilig en ſonder vreeſe moge beſitten, daarin niet kan worden geturbeerd ofte ontſet, als by wege van Rechten.

Dat Haar Edele Mogende wel moeten avoueren, waar, en in regten gefundeert te zyn, dat een Souverain de goederen van ſijn Onderdanen, tegens vergoedinge der waarde kan na ſig neemen; dog dat ook te gelyk mede waar is, dat de ſelve Souverain ſulks niet mag werkſtelig maken, ſonder in de uiterſte injuſtitie te vervallen, als in cas de nood en behoudenis van het Land het quam te vereiſchen, dat nn in cas ſubject, alwaar de Heeren Staaten van Zeeland, tot bereykinge van haar eigen vuës het Regt van den Marquis van Veere en Vliſſingen ſoeken te benadeelen, ſodaanige convenientie in regten vereiſcht wordende, niet en is als wel in deſen gepreteendeerd word, twyfelen Haar Edele Mogende niet, of zullen de reſpective Bondgenoten moeten avoueren:

Dat Haar Edele Mogende ook niet kunnen bevroeden, ſodaanige vrees ooit te kunnen plaats hebben, vermits niet anders kan worden vereiſcht in dit cas, als een getrouwigheit van den Leenman, welke uit kragte van het Contract van Leen verpligt is, en van welke na het Exempel van deſelfs Prædeceſſeures niet anders te wagten is, als dat daar van een eygentlyk en goed gebruyk zal maken, en kan de Vrees des te minder plaats hebben, geconſidereerd een Leen ſinder conſent van ſijn Leenheer, niet kan worden vervalieneerd.

Dat dien volgens Haar Edele Mogende ten eenemaal overtuigt zynde van het ongelyk, 't geen de Heeren Staaten van Zeeland by voorigank van derſelver voorgenomene Proceduren, om het Regt van den Marquis van Veere en Vliſſingen te willen vernietigen, aan Haare Hoogheit en derſelver Furſtelyke Pupillen, daar door tegens Rechten zouden komen aan te doen, ook niet hebben kunnen beſiteren, van in (by voorſz: miſſive) ſoo regtmatig en billyk verſoek te conſenteren.

ſeurs leurs Députés à l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances, de remontrer à cette Aſſemblée, que leurs Nobles Puiſſances, après avoir examiné cette affaire avec attention, ont été convaincues, que l'on ne pouvoit conteſter les droits, que ſon Alteſſe le Seigneur Jean Guillaume Friſo, Prince d'Orange & de Naſſau, de G. M: a obtenû, & qui par conſequent, juro Succeſſionis, ont encore la même force par rapport à ſes Heritiers, en vertu du Teſtament du ſeu Roi de la Grande Bretagne, ſur le Marquiſat de Veere & Vliſſingue; que d'ailleurs les Seigneurs Etats de Zelande ſeroient intentionés de fruſtrer ces illuſtres Pupilles de facto d'une maniére extrajudiciaire, & par une Reſolution Politique, de leurs droits bien acquis & de les en dépoüiller tout à fait, par l'amortiſſement entier des droits du Marquis de Veere & Vliſſingue.

ANNO 1732.

Que par cesdites Raiſons leurs Nobles Puiſſances ne pouvoient ſe diſpenſer de repréſenter aux Confederés reſpectifs, que leurs Hautes Puiſſances ayant une fois accepté d'être Executeurs du Teſtament de Sa Majeſté Royale de la Grande Bretagne, Guillaume III. *de G: M: ſont auſſi obligées de conſerver avec beaucoup de ſoin pendant leur adminiſtration les biens, qui appartiennent à cet heritage, avec tous leurs droits, Privilèges, & Prééminences, de les maintenir, & de ne permettre en aucune maniére, qu'il y ſoit fait aucune diminution; ou préjudice, par qui que ce pût être, ſans les voyes ordinaires & juſtice de la juſtice.*

Qu'il y a déja quelque tems, que leurs Nobles Puiſſances ont prié tous les Confederés reſpectifs, de vouloir réfléchir ſérieuſement ſur les dangereuſes conſequences, que cette Republique auroit à craindre s'ils ont tard, ſi on y vouloit priver de cette maniére de ſes droits un Prince, dont les Ancêtres ont merité tant de reconnoiſſance de cette Republique, & lorſqu'ils reviendroient reclamer les mêmes droits & preeminences; Ce que toutes les Puiſſances étrangéres, & même les Habitans de cet Etat pourront penſer au déſavantage de la Regence de ces Pays, qui a été ſi renommée dans le tems paſſé à cauſe de ſes louables Coutumes & Ordonnances, ſi à préſent quelqu'un y étoit privé de ſes droits bien acquis, de facto, & en lui denant même les voyes ordinaires de la Juſtice. Ce qui ſeroit certainement une entrepriſe, dont on trouveroit à peine un ſeul exemple dans les ſiécles paſſés, & qui dans une Republique bien policée, ne devroit pas même avoir lieu contre le moindre des habitans; puiſqu'un des principaux Privilèges dans un Etat Republicain, & particulierement le motif & la premiere cauſe de ſon établiſſement, & qui a été auſſi religieuſement obſervé & pratiqué de tous tems dans notre Patrie, conſiſte encor que chacun, de quelle Condition qu'il ſoit, puiſſe reſter en poſſeſſion paiſible de ſes biens ſans craindre d'y être troublé, ou d'en être privé, que par les voyes de la juſtice.

Que leurs Nobles Puiſſances étoient obligées d'avouer, qu'il étoit vrai & de Droit, qu'un Souverain puiſſe s'approprier les biens de ſes Sujets, en leur en bonifiant la juſte valeur; mais qu'il n'eſt pas moins vrai en même tems, que le même Souverain ne peut pas uſer de ce droit, ſans commettre la derniére injuſtice, ſi ce n'eſt dans un cas, où la neceſſité, & la Conſervation du pays le demandoit; Ce qui ne ſe trouve pas dans le cas mentionné, où les Seigneurs Etats de Zeelande cherchent à préjudicier aux droits du Marquis de Veere & de Vleſſingue, *dans la ſeule intention de ſatisfaire à leurs propres vuës, & ſans qu'il s'y trouve la moindre des circonſtances requiſes en juſtice; ainſi Leurs Nobles Puiſſances ne doutent pas, que les Confederés reſpectifs ne ſoient obligés d'avouer;*

Que leurs Nobles Puiſſances ne peuvent pas convenir, qu'une pareille Crainte puiſſe jamais avoir lieu, parceque dans le Cas préſent on ne peut requerir autre choſe, qu'une fidelité de la part du Vaſſal; qui y eſt obligé en vertu du Contract feodal, & de qui, à l'exemple de ſes Illuſtres Prédeceſſeurs, on peut eſperer avec raiſon, qu'il en ſera un particulier & bon Uſage; Cette crainte ayant encore moins de lieu, en ce qu'un Fief ne peut être aliené ſans le Conſentement de ſon Seigneur;

Qu'en conſequence leurs Nobles Puiſſances ſont ſuffiſamment convaincues de l'injuſtice, que les Seigneurs Etats de Zelande ſeroient contre toutes les Loix à ſon Alteſſe, & à ſes Illuſtres Pupilles, par la Continuation de leurs Procedures, pour l'amortiſſement des Droits du Marquis de Veere & Vleſſingue, *en ſorte qu'Elles n'ont pas hé-ſité, de conſentir à la juſte & équitable requiſition contenue dans la ſuſdite Lettre.*

ANNO 1732. Dat derhalven Haar Edele Mogende de reſpective Bondgenoten ernſtig willen hebben verſogt, van op alle bedenkelyke wyſe by de Heeren Staaten van Zeeland te intercederen, en deſelve op het kragtigſte ſoeken te dehorteren, ten einde tot nadeel en verkortinge van de regten, vryheden en preemenentien van het Marquiſaat van Veere en Vliſſingen, en alſoo tot præjuditie der Furſtelyke Pupillen daar omtrent competerende, op een ſoo extrajudicieele wys niets zouden willen ondernemen, maar daar van volkomen te mogen af ſien; Zynde haar Edele Mogende in een onverhoopten anderen cas genood drongen by deſen aan de reſpective Bontgenoten te moeten betuigen, onſchuldig te willen weſen, aan alle daar uit voort te komene ouheylen, tot nadeel van deſen Staat.

Et c'eſt pourquoi auſſi leurs Nobles Puiſſances prient très ſeriuſement les Confederés reſpectifs, de vouloir bien employer auprès des Seigneurs Etats de Zeelande toutes ſortes d'inſtances, pour les engager efficacement, de ne rien entreprendre extrajudiciairement au préjudice & au dommage des droits, priviléges, & prémineences du Marquiſat de Veere & Vliſſingue, & par conſequent des Illuſtres Papilles, qui y ſont intereſſés, & de s'en deſiſter entiérement, Leurs Nobles Puiſſances étant forcées, en cas qu'on en agie autrement contre leurs eſperances, de proteſter par celle-ci aux Confederés reſpectifs, qu'Elles ſeront innocentes des malheureuſes ſuites, qui en pourront naître au deſavantage de cet Etat. ANNO 1732.

Onderſtond,

pro vero Extractu,

geteekent,

WENTHOLT.

au bas

pro vero Extractu,

Signé

WENTHOLT.

Waar op Gedelibereerd zynde, hebben de Heeren Gedeputeerden van de Provintien van Holland ende Weſt-Vrieſland en van Zeeland, de voorſz: Reſolutie copielyk overgenomen, om in den haaren breder gecommuniceert te werden.

De Heeren Gedeputeerden van de Provintien van Gelderland, Vrieſland, en Stadt en Lande, hebben geinhereerd de Reſolutien en advyſen van wegen hoog gemelde Provintien op dit ſubject ingebragt, en verſogt en geinſiſteerd, ten einde dien conform aan de Heeren Staaten van Zeeland geſchreeven moge werden, om deſelve te verſoeken alles ten opſigte van de voorſz: Heerlykheden van Veere en Vliſſingen in ſijn geheel te laaten, en niets te reſolveren, dat tot præjuditie van het Regt van den Marquis van Veere en Vliſſingen zoude mogen ſtrekken.

Den aanweſende Heer Gedeputeerde van de Provintie van Overyſſel heeft geinhereerd de Reſolutie van de Heeren Staaten ſijne Principalen, den 14. deſer loopende maand ingebragt, en voor ſoo veel het ſchryven aan de Provintie van Zeeland aangaat, gereſerveerd ſig in weinig dagen daar op nader te verklaren.

Surquoi ayant été deliberé, les Seigneurs Deputés des Provinces de Hollande & Weſt-Friſe, & de Zeelande, ont pris Copie de La preſente Réſolution pour en être communiqué plus amplement chez eux.

Les Seigneurs Deputés de Provinces de Guildres, de Friſe, & de Groningue, ſe ſont rapportés aux Reſolutions, aux avis, qui ont été déja delivrez de la part de ces Provinces reſpectives ſur ce ſujet, & ils ont demandé & inſiſté, qu'en conformité de ces Reſolutions il fût écrit aux Seigneurs Etats de Zeelande, pour les prier de vouloir laiſſer dans ſon entier tout ce qui regarde les Seigneuries de Veere & de Fleſſingue, & qu'ils ne prennent aucune Reſolution, qui puiſſe porter préjudice aux droits du Marquis de Veere & de Fleſſingue.

Le Seigneur Deputé de la Province d'Overyſſel, qui s'eſt trouvé préſent, s'eſt rapporté à La Reſolution des Seigneurs Etats ſes Hauts Commettans, delivrée le 14. du Courant, & par rapport à la Lettre à la Province de Zeelande, il s'eſt reſervé, de donner là-deſſus plus préciſement ſa declaration en peu de jours;

Propoſitie by de Heeren Gedeputeerden van de Provincie van Holland ende Weſt-Vrieſlandt, raakende de Steeden Vliſſingen en Veere; ter Vergaderinge van Haar Hoogh Mog: gedaan.

DE Heeren Gedeputeerden van de Provincie van Hollandt en Weſt-Vrieſlandt hebben uyt naam en van wegen de Heeren haare Principaalen ter vergaderinge voorgedraagen, dat rypelik zijnde overwoogen de Miſſive van de Vrouwe Furſtinne Douariere van Naſſauw, gedateert den tweeden Februarii laaſtleeden, en ter Vergaderinge van haar Hoog Mog. op den ſeeven en twintigſten Maart daar aan volgende geleſen, de Verklaringe van de Heeren Gedeputeerden van de Provintie van Gelderland ten ſelven dage gedaan aanteykenen.

Het advis van de Heeren Gedeputeerden van de Provincie van Vrieſlandt daar op in gebragt, de Miſſive van de Heer Landgraaf van Heſſen-Caſſel, gedateert den vyfthienden Februarii laaſtleeden, ter Vergadering van haar Hoog Mog. op den dertigſten Maart daar aan volgende geleſen, en het verſoek by de Heeren Gedeputeerden van de Provintie van Vrieſlandt by die occaſie gedaan.

De Reſolutie van de Provincie van Overyſſel genoomen op den achtſten April laatſtleeden, en ter Vergaderinge van haar Hoog Mog. op den veertienden daar aan volgende ingebragt, de Reſolutie van de Provincie van Stadt en Lande, genoomen op den tienden April laatſtleeden, ter Vergaderinge van haar Hoog Mog. op den vyfthienden daar aan volgende ingebragt.

En eyndelik de Reſolutie van de Provincie van Gelderlandt, genoomen op den een en twintigſten des ſelve maands April, en ter Vergaderinge van haar Hoog Mog. op den vyfden daar aan volgende ingebragt,

En het geen ten ſelven dage by de Heeren Gedeputeerden van de Provincien van Gelderlandt, Vrieſlandt, en Stadt en Lande is geurgeert. Alle concerneerende de deliberatie in de Provintie van Zeelandt, raakende het

Propoſition, faite par les Seigneurs Deputés de la Province de Hollande & de Weſt-Friſe à l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances, concernant les Villes de Veere & de Fleſſingue.

LEs Seigneurs Deputés de La Province de Hollande & Weſt-Friſe ont propoſé à l'Aſſemblée au nom & de la part de leurs Hauts Commettans, qu'ayant été murement reflechi ſur La Lettre de Madame la Princeſſe Douairière de Naſſau, datée le 2 Fevrier paſſé, & là dans l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances le 27. de Mars ſuivant; & ſur la Declaration des Seigneurs Deputés de la Province de Gueldres, enregiſtrés le même jour,

L'avis des Seigneurs Deputés de la Province de Friſe delivré ſur ce ſujet; La Lettre du Seigneur Land-Grave de Heſſe-Caſſel, datée le 15 de Fevrier paſſé, & lûe à l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances le 30 de Mars ſuivant, & la demande des Seigneurs Deputés de la Province de Friſe faite à cette occaſion;

La Reſolution de la Province d'Overyſſel, priſe le 8. du mois d'Avril paſſé, & delivrée à l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances le 14 du même mois; La Reſolution de la Province de Groningue, priſe le 10 d'Avril, & delivrée à l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances le 15. ſuivant;

Et enfin la Reſolution de la Province de Guildres, priſe le 21 du mois d'Avril, & rapportée à l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances le 5 du mois ſuivant;

Et toutes les inſtances faites le même jour, par les Seigneurs Deputés des Provinces de Guildres, de Friſe, & de Groningue le tout par raport aux Deliberations de la Province de Zeelande, au ſujet du Deſſellage des

ANNO 1732. het houden van de Steden Vliſſingen ende Veere buyten Vaſſallagie; ſy Heeren Gedeputeerden haar vinden gelaſt op al e het geen daar in is vervat, ter Vergaderinge van haar Hoog Mog. te declareeren, dat de Heeren haare Principalen deeſe ſaak aanmerken als niet alleen het domeſtycque van de gemelde Provincie van Zeelandt, maar ook by conſequentie de Provincie van Hollandt ende Weſt Vrieſlandt, als meede de verdere geunieerde Provincien ten hoogſten concerneerende, en derhalven te moeten repreſenteren het navolgende.

In de hier voorgemelde Miſſiven van de Heer Landgraaf van Heſſe-Caſſel, en van de Vrouwe Furſtinne Douariere van Naſſauw, en in het geen by de Heeren Gedeputeerden van de Provincien van Gelderland, van Vrieſlandt, en van Stadt en Lande is geadviſeert en aangedrongen, werdt, van het geen in oude tyden op dit ſubject is gepaſſeert, niet gemeldt van verſcheyde ſeer eſſentiele circumſtantien en voorvallen, en byſonderlyk niet van de Octroyen aan de gemelde twee Steeden gegeven, waar by t'eenemaal vry gemaakt zyn. Nog van het geen in deſe Landen, en ſpecialyk in de Provincie van Zeelandt, voor een vaſte maxime is gehouden, van dat geene Steeden ſeſſie en ſtem in de Vergaderinge der Staaten konnen hebben, die niet zyn onder de immediate protectie van den Prince van den Lande.

De deliberatie in de Provintie van Zeelandt werdt voorgeſteldt in ſeer hautelijke expreſſien, even als of het voorneemen was *via facti*, tegen alle recht en reeden, met een onbedacht en ongegrondt voornemen, en op fondament van een bloote convenientie, toegelegt wierdt, om den Heere Prince van Naſſau van een recht, dat by erffeniſſe ſoude hebben verkreegen, te depoſſideeren, en daarenboven, als of de meyninge was deswegen geen andere vergoedinge te doen als ſoo veel het *utile* aangaat, waar meede dan apparentelijk het genot in Gelde veritman werdt.

Daar nochtans, ſoo veel de Heeren Staaten van Hollandt en Weſt-Vrieſlandt is voorgekomen, geen andere intentie is, als ſich te bedienen van het recht alle Souveraine Princen competeerende, gemeenlijk het *dominium eminens* genaamt, en dat noch onder behoorlijk en voldoende dedommagement van de rechte waardye.

Welk recht in de gemelde Miſſiven, en anderſints, werdt erkent op de Souverainiteyt gefondeert te zyn, maar gecontesteert werdt, dat in deeſen daar toe ſuffiſante reedenen ſouden dienen. Sulks de ſtaat van de quæſtie eygentlijk daar in beſtaat, of in deeſen genoegſaame reedenen zyn, om dat recht te gebruyken.

En alſoo het overwegen van die reedenen eokelijk verſeert omtrent ſaaken van Politie, wyſt het ſich ſelfs, dat dit geen object kan zyn van de ordinaris Juſtitie

Alle het welke nader werdt geëlucideert door de beſchouwing van het evengemelde recht, en de applicatie van dien op het geen voor handen is.

Waar uyt dan ſal volgen een peremptoire refutatie van de raiſonnementen in de hier voorgemelde Miſſiven, Verklaringen en Adviſen tegen het werkſtellig maaken van dat recht gemoveert, en mitsdien ook de concluſie tot Juſtificatie van de conduites daar toe tenderende lichtelijk ſal zyn op te maken.

Het is een indiſputabel en alomme erkent recht, ſoo als het ook is een noodſakelyk gevolg van alle hooge Regeeringen, te konnen diſponeeren van het goedt van haar Onderdaanen, tot conſervatie en dienſt van de gemeene ſaake.

Het geen onder anderen ſig vertoont in alle ſchattingen, en alle Reglementen omtrent de diſpoſitie van verſcheide beſittingen.

De ſchattingen benemende een gedeelte van de inkomſten, benemen te gelyk een gedeelte van het genot van de eygendom, met reflexie op de natuyre van de ſaake, ſonder reguard op expreſſien gebruykelijk in het recht tuſſchen Particulieren onder malkanderen.

Alle Reglementen op gebouwen, op Manufacturen, en andere, benemen doorgaans yets min of meer van de vrye diſpoſitie over eygene Goederen, of handelingen in Negocie, Manufacturen, culture van Landen en wat des meer zy.

Alle ſoodanige diſpoſitien van de Regeeringe zijn niet ſubject aan de ordinaris juſtitie, maar het komt aan op het gemoet van de Regenten te overwegen, of en hoe verre het gemeene welweſen ſulks vereyſcht, en dat de conſideratie van dat gemeene welweſen overtreft de verminderinge van de revenuen, of andere belemmeringen van den handel van Particulieren. Soodanig dat alle diergelyke diſpoſitien, dan de een en dan de ander meer belaſtende, over de gemeene Societeyt, door het

des Villes de Vliſſingue & de Veere, leſdits Seigneurs ANNO 1732.
Deputés ont été chargés, de déclarer ſur tout ce qui a été propoſé, que les Seigneurs leurs Commettans regardent cette affaire, non ſeulement comme Domeſtique de la Province de Zelande, mais auſſi par conſequence comme concernant la Province de Hollande & de Weſt-Friſe, & en même tems les autres Provinces Unies, & que pour cela ils ſont obligez de repreſenter:

Que dans les Lettres ſuſdites du Seigneur Land-Grave de Heſſen-Caſſel, & de Madame la Princeſſe Douairiere de Naſſau, & dans tout ce qui a été aviſé & repréſenté par les Seigneurs Deputés des Provinces de Gueldres, de Friſe, & de Groningue, il n'eſt fait aucune mention de ce qui s'eſt paſſé ſur la même affaire du tems paſſé, de pluſieurs circonſtances très-eſſentielles, & bien ſpecialement des Octrois, qui ont été accordez à ces deux Villes; ni de ce qui a été tenu en tous tems pour une maxime conſtante dans ces Pays, & ſur-tout dans la Province de Zelande, à ſavoir qu'aucune Ville ne pourra avoir ſéance & voix dans les Aſſemblées des Etats, qui ne ſont pas ſous la Protection immédiate du Prince du pays;

La deliberation de la Province de Zelande a été propoſée avec des expreſſions très-odieuſes, comme ſi on vouloit y entreprendre via facti, *contre tout Droit & Raiſon, d'une maniere peu fondée & mal conçuë, & ſur le fondement d'une ſimple convenance, de depoſſeder le Seigneur Prince de Naſſau d'un droit, qu'il auroit obtenu par héritage, & outre cela, comme ſi l'intention étoit de ne vouloir pas donner d'autre dedommagement, que quant à l'utile, étant apparemment entendu par là un payement en argent;*

Au lieu, pour autant qu'il eſt venu à la connoiſſance des Seigneurs Etats de Hollande & Weſt Friſe, qu'il n'y a pas d'autre intention, que de ſe ſervir du droit, qui appartient à tous les Souverains, appellé communement Dominium eminens, *& cela encore en donnant un dedommagement juſte & ſatisfaiſant, de la juſte valeur;*

Ce droit a été avoué dans les ſuſdites Lettres, & dans les autres Pieces, comme fondé ſur la Souveraineté, mais on y ſoutient en même tems, que dans le cas préſent il faudroit produire des raiſons ſuffiſantes; D'autre que toute la queſtion roule proprement ſur ceci: ſi dans le Cas préſent, on a des raiſons ſuffiſantes, pour pouvoir ſe ſervir du ſurdit droit;

Et comme la diſcuſſion de ces raiſons eſt proprement relative aux affaires Politiques, il s'enſuit de ſoi-même, que cela ne peut pas être un objet de la Juſtice ordinaire;

Ce qui paroîtra encore mieux par la conſidération de la nature dudit droit, & par ſon application à ce qui ſe paſſe;

D'où il s'enſuivra une refutation peremptoire des raiſonnemens, qui ſont contenus dans les Lettres, les Declarations, & les avis mentionnés, contre les Effets réels de ce droit; & qu'il ſera facile d'en tirer en même tems un Concluſion, pour juſtifier les Conduites de ceux, qui ont cette intention;

C'eſt un droit indiſputable, & reconnu par-tout, comme c'eſt en même tems une Conſequence neceſſaire de toutes les Regences Souverames, de pouvoir diſpoſer des Biens de leurs Sujets pour la conſervation & pour le ſervice de la Cauſe commune;

Ce qui ſe demontre entr' autres dans tous les Impots, & dans tous les Reglemens au ſujet de la diſpoſition de differentes poſſeſſions;

Les Impots emportant une partie des Revenus, englouſſiſſent en même tems une partie de la jouiſſance de la propriété relativement à la nature de la choſe, & ſans s'arreter aux expreſſions, qui ſont en uſage dans le droit entre les Particuliers;

Tous les Reglemens ſur les Batiments, ſur les Manufactures, & ſur d'autres choſes, otent par-tout quelque choſe de plus ou de moins de la libre diſpoſition ſur la propriété des biens, ou ſur le maniement dans le Negoce, les Manufacturs, la culture des pais, & autres choſes ſemblables;

Toutes ces diſpoſitions de la Regence ne ſont pas ſujettes à la Juſtice ordinaire, mais il s'agit ſeulement que les Regens peſent murement & en conſcience ſi & juſqu'où le bien public le demande; Et que la conſideration de l'utilité publique l'emporte ſur la diminution des Revenus, ou autres empêchemens dans le Negoce des Particuliers; Enforte que toutes les diſpoſitions pareilles, qui ſont à charge du plus ou moins à l'un & à l'autre,

ANNO 1732.

het betrachten van deſelfs conſervatie en voordeel, werden gecompenſeert.

De meeſte van alle diergelijke diſpoſitien, immers alle ſchattingen brengen meer of min nadeel toe aan de Particulieren, van dewelke yets werdt gevordert, wanneer men die aanmarkt ſonder betrecking op de gemeene ſaake.

Nograns werd daar over by geen redelyke Onderdaanen geklaacht, ſoo lange niet komen in het begryp, dat deſelve onnodig, te ſwaar of onbehoorlyk zyn.

En dan klaagt men wel als over een hardigheyt, maar men ſuſtineert niet, dat daar over, als over een queſtie tuſchen Onderdaanen, by eenige Rechtbank kan werden geoordeelt.

De bedenkelykheyt die ſoude konnen vallen, wanneer een Prins, hebbende een gelimitteerde magt, of eenig Lidt van de Souverainiteyt, oppoſitie quam te vinden, op fundament van ſijn authoriteyt geëncedeert te hebben, komt hier niet te paſſe. Dewyl in deeſe door de hooge Regeeringe werd gemeynt en verſtaan, de Regeeringe die buyten diſpuyt de hoogſte Macht heeft, welke hooghſte Macht in alle ſoorten van Staaten altoos in een of meer Perſoonen, Vergaderingen of Collegien reſideert.

Gelijk het nu ſeeker en ontwyffelbaar is, dat ſoodanige hoogſte macht kan diſponeeren van het inkomen van de Onderdanen, om het ſelve voor een gedeelte by weege van ſchattingen ten dienſte van het Gemeen te vorderen, ſonder daar tegen aan die ſelve Particulieren yets te reſtitueeren, maar alleen aan de ſelve het equivalent, en meer, te doen vinden in de gemeene protectie, volgt het onwederſpreekelijk, dat de ſelve hoogſte Macht het Goedt van Particulieren onder behoorlijcke vergoedinge kan na ſich neemen, als vermeynt, dat de gemeene ſaak ſulks vereyſcht, waar by Particulieren, van wien het Goedt tot dienſt van het Gemeen werdt afgenomen, onder een behoorlijke vergoedinge, niet komen te lijden. Alſoo voor het geen tot vergoedinge werdt toegelecht diergelijks konnen bekomen, immers niet meer lijden als het miſſen van haar ſinnelijckheyt of affectie voor dat ſelve Goedt, en derhalven van minder beſwaaringh is als de ſchattingen, by ſonderlyk als de noodt van den Staat ſwaare ſchattingen komt te vereyſchen.

Het geen tot hier toe is gemeldt van de macht van de hooge Overigheydt, om te konnen diſponeeren van het Goedt van hare Onderdaanen, heeft om deſelve reedenen geen minder plaatſe omtrent het Goedt van Vreemden en Buytengezeetenen in haar Territoir gelegen.

Dewyl het kennelijk is, dat alle Schattingen en Reglementen op Goederen ſoo wel gaan over Goederen van Vreemden als over die van Onderdanen.

Het ſoude een merkelijke abſurditeyt impliceeren, dat ſoo weſentlyke rechten van de Souverainiteyt over Goederen, Effecten en Rechten daar onder geleegen of behoorende, door vertrek van de Eygenaar, door alienatie van het Goedt aan een Vreemde, of devolutie by erffeniſſe, ſoude werden geinfringeert of verkort.

Wanneer ook de reedenen van het aanneemen van eenig Goedt ſouden beſtaan in de preventie van ſchaade en gevaar uyt dat Goedt te apprehenderen, ſouden ſelfs die reeden krachtiger zyn ten aanſien van het Goedt Vreemden toebehoorende.

Dit recht heeft men'ter tydt bekomen de naam van *dominium eminens* of opperſte Eygendom.

Het is eenigſints te verwonderen, dat het ſelve recht nu voor yets ſinguliers werdt opgenomen, daar het nochtans ſoo evidenteli ck vloeyt uyt de natuyre van de Souverainiteyt, daar het welweeſen van de Societeyt het ſoo hooglijck requireert, en daar het by alle Rechtsgeleerden en politycque Schryvers erkent werdt.

En is te meer te verwonderen als men conſidereert, dat ſonder eenige reflexie werden gepaſſeert, en voor rechtmaatige diſpoſitien van de Souverain werden gehouden, als dat recht werdt gebruykt in ſaaken daar het te meermaalen te paſſe komt.

Waar omtrent tot exempelen konnen dienen het vergraaven van Landt van Particulieren tot Fortificatien, om het gemeene Landt te ſecureeren tegen Vyanden, en tot Dychagie om het Landt te bewaaren tegen inundatien.

Men laat ſtaan andere voorvallen, als van het laaten inunderen van geheele Diſtricten, om den Vyandt af te houden, het verwoeſten van groote Streecken Lands om den Vyandt ſubſiſtentie te beneemen, het afbreeken van Huyſen, het zy om den voortgang van brant te beletten, of aan den Vyandt te beneemen de gelegentheyt van ſich daar in te verſchanſſen, of daar door an-

tre, ſont compenſées ſur toute une Societé, puiſqu'elles tendent à ſa conſervation & à ſon avantage;

La plûpart de ces ſortes de diſpoſitions, & particuliérement tous les Impots portant plus ou moins de préjudice aux Particuliers de qui on les exige, ſi on les conſidere ſans relation & ſans avoir égard au Bien Public. ANNO 1732.

Cependant on n'entend aucun Sujet raiſonnable s'en plaindre, tant qu'il ne lui paroît pas que cela eſt ſuperflu, trop dur, & illégitime.

Et alors on ſe contente de ſe plaindre de la dureté, ſans pourtant vouloir ſoutenir, qu'il en peut être jugé dans une Cour de Juſtice, comme d'une diſpute entre des Sujets reciproques;

La reflexion qu'on pourroit faire, qu'on peut s'oppoſer à un Prince dont le pouvoir eſt limité, ou à un Membre de la Souveraineté, par la raiſon & ſur le fondement d'avoir ſurpaſſé leur autorité, on peut avoir lieu ici, parce que par la ſouveraine Regence, on entend ici la Regence, qui eſt munie ſans aucune diſpute de la ſuprême Puiſſance, laquelle ſuprême Puiſſance reſide toûjours dans tous les Etats dans un, ou pluſieurs Perſonnes, Aſſemblées, ou Colléges;

Et comme il eſt certain & indubitable, que cette ſuprême Puiſſance peut diſpoſer des Revenus des Sujets, pour en demander une partie par la voie d'impots pour le ſervice du Public, ſans être obligé de reſtituer pour cela la moindre choſe à ces Particuliers, mais ſeulement de leur faire trouver un équivalent, & encore davantage, dans la protection commune; il s'enſuit auſſi de là que la même Puiſſance ſuprême peut ſe ſaiſir des biens des Particuliers, en leur donnant une indemniſation convenable, lorſqu'elle juge que le Bien Public le demande, & alors les Particuliers, dont les biens ſont ſous une indemniſation juſte & convenable, n'en ſouffrent aucune perte ni préjudice; parce que pouvoient avoir la même choſe pour l'indemniſation qu'on leur donne, ils ne ſouffrent par autre choſe, que la perte de leur attachement ou de l'affection, qu'ils ont pour ce Bien; & par conſequent leur eſt moins onereux que les Impots, particulierement, lorſque la neceſſité de l'Etat demande de groſſes Taxes;

Tout ce qui a été dit juſqu'à préſent du pouvoir, qu'a un Souverain, de diſpoſer des biens de ſes Sujets, n'a pas moins lieu, pour les mêmes raiſons, par rapport aux Biens des Etrangers, & de ceux qui habitent hors de ſon Territoire;

Etant connu que toutes les Taxes & Reglements, au ſujet des biens, ſont faits auſſi bien pour les biens des Etrangers, que pour ceux des Sujets du Païs.

Il impliqueroit d'ailleurs une abſurdité manifeſte, que les droits eſſentiels de la Souveraineté ſur les biens, les effets, & les droits dans l'étendue de ſa Domination duſſent recevoir quelque préjudice, par le depart du Proprietaire, par une alienation des biens à un Etranger, ou par la devolution par Heritage;

Et ſuppoſé auſſi, que les raiſons de prendre quelque bien fuſſent fondées ſur la prévention du préjudice & du danger, qui ſeroient à apprehender de ce bien; Ces mêmes raiſons auroient encore plus de poids à l'égard des biens, qui appartiennent à des Etrangers;

C'eſt ce Droit, qui a enfin obtenu avec le tems le nom de Dominium eminens; *ou Proprieté ſuprême;*

C'eſt pourquoi il paroît en quelque maniére étonnant, que ce Droit ſoit à préſent regardé comme quelque choſe de ſinguliér, quoiqu'il émane évidemment de la nature de la Souveraineté, que la proſperité & le ſalut de la Societé le requierent ſi neceſſairement, & qu'il eſt reconnu & avoué de tous les Savans & de tous les Auteurs politiques;

Ce qui paroît encore plus étonnant, lorſqu'on conſidére, que l'on paſſe ſans aucune reflexion, & qu'on tient pour legitimes & juſtes des diſpoſitions d'un Souverain, lorſqu'il ſe ſert de ce droit dans des choſes, qui arrivent plus d'une fois.

Ce dont on peut alleguer pour exemples, l'emploi, qu'on fait des Terres d'un Particulier à une Forteresſe pour couvrir tout un païs contre l'Ennemi; on dans on ſe ſert aux Digues, pour préſerver un païs des frequentes inondations.

On ſe diſpenſe de faire mention ici d'autres cas, qui arrivent journellement, comme ſont les inondations d'un Diſtrict entier, pour empêcher l'entrée du païs aux Ennemis; la deſtruction des Provinces entiéres pour ôter la ſubſiſtance aux Ennemis, la demolition des Maiſons, ou pour empêcher, que l'incendie n'aille plus loin, ou pour ôter à l'Ennemi l'occaſion de pouvoir s'y fortifier, ou

pour

ANNO 1732. andere belemmeringen en nadeel te veroorſaaken, en diergelijke voorſieningen, die gepreeſen werden, als men overtuygt is van de nooddaakelijkheyt. En welke voorſieningen nochtans onvergelijkelijk harder zijn, als het aanneemen van ſeeker Goedt, onder behoorlijk dedommagement.

Dit recht komt wel meeſt te paſſe omtrent vaſte goederen, die aangenomen werden tot ſeeker gebruyk, en ook wel om, als ſchadelijk aan het Gemeen, te vernietigen ofte te deſtrueeren.

Maar het volgt uyt het weeſen van de ſaake, en uyt de gelijkheyt van de reedenen, dat het even ſeer applicabel is op Actien, en Gereghtigheeden, wanneer voor den gemeenen Staat, en tot conſervatie van dien noodig bevonden werdt die Actien en Gerechtigheeden uyt handen van een Particulier aan te neemen, aan de Domeynen te hechten, en daar by te incorporeeren, of te vernietigen.

Welk gevolg ſoo evident is, dat daar aan niet kan werden getwyffelt.

Het wordt niet ontkent, dat de macht van de hooge Overigheyt, in het werkſtellig maaken van het *Dominium eminens* kan werden misbruykt. Maar het misbruyk van de hoogſte Macht kan ook vallen in alle andere oeffeningen van dien.

En gelijk de klachten over het misbruyk in andere gevallen, en byſonderlijk ten aanſien van ſchattingen, niet behooren tot de ordinaris Juſtitie, dienende tot deciſie van differenten tuſſchen Particulieren, ſoo konnen ook de klachten over het misbruyk van het *Dominium eminens* niet zyn een object van de ordinaris Juſtitie.

Het is wel waar, dat wanneer den Souverain heeft gecontracteert met yemandt van ſijne Onderdanen by weege van koop, of andere handelingen, onder private Perſoonen gebruyketijk (en ſulks buyten het afſtaan van een gedeelte van de hoogſte authoriteyt) het diſput, dat mochte vallen ten aanſien van de meyninge der Contrahenten over de voldoeninge of anderſinta, behoordt tot de ordinaris Juſtitie, en dat den Prins ſich dat niet mag onttrecken, ſonder misbruyck van ſijn Macht, dewyl ſoodanige ſaaken niet ſpecteeren tot het *Dominium eminens*, en dat in die Contracten de Souverain werdt geconſidereert als een privaat Perſoon.

Maar het regt van Souverainiteyt kan door geen ſoodanige Contracten met Onderdaanen werden verkort, of men ſoude moeten ſtellen dat een Onderdaan yets acquireerende by koop of andere handelinge, van ſijne hooge Overigheyt, daar mede een gedeelte van de hooge Overigheyt hadde bekoomen, dat abſurd ſoude weeſen.

Dit ſal klaarder voorkoomen by een exempel, te weeten, dat den Prins eenige Landen van ſijn Domeynen verkocht hebbende, wel moet te recht ſtaan voor de ordinaris Juſtitie in quæſtien over de koop ſelfs, en de gevolgen van dien. Maar niemandt ſal konnen juſtineeren, dat den Kooper recht ſoude hebben om den Prins te beletten dat Landt tot conſervatie van het gemeen, onder behoorlijke vergoedinge, aan te neemen.

Het recht dat Particulieren verkrygen door contract met den Souverain, geeft haar wel het ſelve recht teegens den Souverain, als teegens een Particulier, maar ook geen meer recht. En voor al geen recht, dat ſoude ſtrecken tot belet van ſoodanige diſpoſitien, als gecordeelt mochten werden tot behoudeniſſe of ten dienſte van het gemeen nodig te zyn.

Om de ſelve reedenen kan ook het *Dominium eminens* niet werden verſtaan verkort te zyn, door eenige diſpoſitien van den Prince van den Lande, op de adminiſtratie van de Juſtitie tuſſchen twee of meer Pretendenten op het ſelve Goedt.

En noch veel min door het aanneemen, beſorgen of admitteeren van executeurſchap, curateele, voogdye of andere adminiſtratie.

Dit recht, als annex en inſeparabel aan de Souverainiteyt, kan gevolgelijk ook niet werden geprælcribeert, dewyl het niet is gefondeert op eenige poſitive Wetten of Coſtuymen, maar op den Souverainiteyt ſelfs. Welkers eſſentie beſtaat in de opperſte Macht van te beſorgen het geen bevonden werdt tot het gemeene welweſen noodig te zyn

Sulks dat dit ook uyt de natuyre van de ſaake in effecte een recht is van het geheele Volk, om door de hooge Regeeringe te konnen hebben beſorght, het geene aller welweeſen vereyſcht.

pour en porter aux autres un notable préjudice & dommage, & autres précautions de ce genre, qui méritent des éloges, lorſqu'on eſt perſuadé de leur neceſſité abſolue, il eſt pourtant certain que ces précautions ſont incomparablement plus dures, que la ſaiſie de certain bien ſous le benefice d'un juſte & convenable dédommagement.

Ce droit vient ordinairement à propos au ſujet des Terres, & des biens, que l'on prend pour un certain uſage, & quelquefois, pour les détruire ou pour les anantir, parce qu'ils portent plus de dommage, que de profit au Public;

Mais il s'enſuit auſſi de l'eſſence de la choſe même, & de la parité des Raiſons alleguées, qu'on peut en faire la même application aux actions, & aux préeminences, lorſqu'on trouve être neceſſaire de prendre des mains d'un Particulier ces actions, & ces préeminences pour la conſervation d'un Etat public, de les incorporer à ſes Domaines, ou les anéantir tous à fait.

Cette Conſequence eſt ſi évidente, que perſonne n'en peut douter.

On ne veut pas voir ici, que la Puiſſance Souveraine ne puiſſe faire un mauvais uſage de ce Dominium eminens; *Mais l'abus de la ſuprême Puiſſance peut auſſi bien arriver dans toutes les autres fonctions, qui y ſont relatives.*

Et comme les plaintes, qu'on pourroit former dans ces autres Cas, & ſur-tout au ſujet des impôts, n'ont aucune connexion avec la Juſtice ordinaire, qui n'eſt établie, que pour décider les differens entre les Particuliers; les plaintes ſur l'abus du Dominium eminens *ne peuvent être non plus l'objet de la Juſtice ordinaire.*

Il eſt bien vrai, que lorſque le Souverain a contracté avec quelqu'un de ſes Sujets par voye d'achat, ou d'une autre maniere en uſage entre les Particuliers, & que ce contract s'eſt fait, ſans s'être déſisté d'une partie de la ſuprême Autorité, la diſpute, ou le different, qui pourroit ſurvenir à l'égard du ſens dans lequel les Contractans auront compris la ſatisfaction des engagement, ou d'autres points eſt du reſſort de la Juſtice ordinaire, & que le Prince n'a pas refuſer de s'y ſoumettre, ſans faire un mauvais uſage de ſa Puiſſance, parce que ces ſortes d'affaires ne ſont pas relatives au Dominium eminens, *& que dans ces Contracts un Souverain ne peut être regardé, que comme un Particulier;*

Mais le droit de la Souveraineté ne ſouffre, ni ne peut ſouffrir aucune atteinte ni préjudice par ces ſortes de Contracts, à moins qu'on ne voulût ſoutenir, qu'un Vaſſal ou Sujet, ayant acquis quelque choſe du Souverain par Achat, ou par d'autres voyes, ait en même tems acquis par-là une partie de la Souveraineté, ce qui ſeroit abſurde.

Ce qui paroîtra encore plus clair, en poſant un exemple: ſavoir: Qu'un Prince, ayant vendu quelques Terres de ſes Domaines, eſt bien obligé de comparoître devant la Juſtice ordinaire, quand il eſt queſtion de l'Achat, & des conſequences, qui en réſultent; Mais perſonne ne pourroit ſoutenir, que l'Acheteur auroit le droit d'empêcher le Prince de reprendre ces Terres contre un équivalent convenable, lorſqu'il s'agit de la conſervation du Bien public.

Le droit, que les Particuliers acquierent par Contract avec le Souverain, leur donne bien le même droit contre un Souverain qu'ils ont contre leurs égaux, mais il ne leur donne pas plus de droit, & encore moins un droit, qui pourroit empêcher les diſpoſitions, que l'on jugeroit être neceſſaires pour la conſervation, ou pour le ſervice du Public.

C'eſt par les mêmes raiſons, qu'on ne peut pas ſoutenir non plus, que le Dominium eminens *ait reçu quelque atteinte, par les diſpoſitions du Prince du Pais, à l'occaſion de l'Adminiſtration de la Juſtice entre deux ou pluſieurs Pretendans à quelque Bien;*

Et bien moins encore, lorſqu'il accepte, procure ou admet l'office d'Executeur Teſtamentaire, de Curateur, de Tuteur ou autre ſemblable adminiſtration.

Ce droit, étant annexé & inſeparable de la Souveraineté, ne peut par conſequent ſe preſcrire, parce qu'il n'eſt fondé ſur aucune Loi ou Coûtume poſitive, mais ſur la Souveraineté même; Dont l'eſſence conſiſte dans la ſuprême Puiſſance de pourvoir à tout ce qu'on peut juger être neceſſaire à l'utilité publique;

Enſorte que par la nature de la choſe même c'eſt en effet au Droit de tout le Peuple, qui par la Souveraine Puiſſance a pourvû à tout ce que demande le bien public.

ANNO 1732. En dewyle het fondament van dit recht beſtaat in de Macht, en ook in de plicht, tot het beſorgen van het gemeene welweeſen, is het evident, dat het altoos mag en moet werden gebruykt, wanneer, en ſoo dikwils het noodig werdt bevonden te gebruykeo, het zy op nieuwe voorvallen, óf ook wel by nader reflectie op ſaaken en gevolgen, die te vooren ſoo ſeer niet waaren geconſidereert of geapprehendeert.

Waar uyt ook volgt, dat den Souverain door geen Actens ſich de handen kan, of mag, laaten binden, om dat recht noyt te gebruyken.

In het onderſoek en raiſonnement over het goedt of quaadt gebruyk van het *Dominium eminens* in byſondere voorvallen, is enkelijk maar te reflecteeren op de importantie van het geene waar omtrent het gebruykt werdt, in tegenſtellinge van het ongemak dat yemandt ſoude moogen lyden, wanneer genoodtſaakt werdt af te ſtaan van eenig goedt, recht of gerechtigheyt, daar voor affectie heeft, en dat liever wilde behouden, als onder een æquivalent over geven.

Sulks dat het niet altoos onredelijk ſoude weeſen, dat recht te gebruyken tot ſaaken van geen groote importantie of noodſaakelijkheyt, óf met reflexie op het geen verre geſocht, en van weynige apparentie ſoude mogen zyn, wanneer ook het aanneemen van het goedt van Particulieren daar tegen overgeſtelt, van gelijke geringe importantie ſoude weſen.

Immers het is bekent door de ervarentheyt, en gemeene raiſonnementen, dat de exercitie van dat recht, in ſaaken geenſints weſende van de uytterſte noodſaakelijkheyt, veeltydts paſſeert ſonder klachte, ende ſelfs gepreeſen werdt, als het ſtrekt tot eenige commoditeyt, en ook wel enkelijk tot ornament. Gelijk is het verbreeden van Straaten, het vergrooten van Pleynen voor Stadthuyſen en publicque Gebouwen, en wat des meer is.

Het is onnoodig dieper in die materie te treeden, dewyl hier werdt geverſeert in een ſaake van ſeer groote gewigt, gevolg en conſequentie.

Alleenlijk ſtaat ten aanſien van toekomende, en ſelfs onſeekere ſaaken, te conſidereeren, dat het gebruyk van het *Dominium eminens* daar op alſoo wel kan gefondeert en redelijk zijn, als op het tegenwoordige, na de nature, en importantie van het geen daar op gereflecteert werdt.

Te meer, alſoo de exercitie van het *Dominium eminens* veel tydts, ook wel met het meeſte fondament, te paſſe komt in ſaaken, die noch niet voor de handt, en noch niet ſeeker zijn, en waar omtrent het te laat ſoude zijn te vigileeren, als men gewagt hadde tot dat het gevaar voor de handt was. Waar toe al wederom konnen dienen de exempelen, van Dijckagien, die noyt met meer vrucht gedaan werden, als wanneer het ſomerſaiſoen voor handen is, en van Fortificatien kort na den oorlog, én in tyden als men meynt reeden te hebben van een langduurende vreede te verwagten.

En al ſchoon het niet ſeeker zy, of ter plaatſe daar men de Dijck verſtelckt een doorbraak ſoude koomen, of de Vyandt ſoude inbreeken ter plaatſe daar men fortificeert, is het daarom niet min in de macht, en ſelfs van de plicht van den Souverain, ook tegen dat ſoort van onſeekere voorvallen by tydts te waaken.

Gelijk nu, aan de eene ſyde, den Souverain de magt heeft, om in ſaacken van importantie het goedt van Particulieren na ſich te neemen, vereyſcht ook aan de andere zyde de reden en æquiteyt, dat daar tegens behoorlijke vergoedinge geſchiede, en wel na de natuure en waardye van het goedt.

Sulks dat ten aanſien van Heerlijke Rechten de vergoedinge niet alleen ſoude reflecteeren op het inkoomen in geldt, maar ook op de meerder waardye van het Heerlijk Recht.

Doch het ſoude onredelijk zyn onder die waardye te computeeren de affectie tot het goedt, en noch veel onredelijker, daar onder te brengen de gelegentheid om, door het behouden van het goedt, of door het beletten van het aanneemen van het ſelve by den Souverain, aan het Gemeen nadeel te konnen bybrengen.

Het Heerlijk recht over de Steeden van Vliſſingen en Veere, dat geſuſtineert werdt onder de Nalaatenſchap van den Koning William van Groot Brittannien, glorieuſer gedachteniſſe, begrepen te zijn, behelſt wel voornamentlijk, na de ſelve ſuſtenue, het recht tot de verkieſinge van de Schout, Scheepenen, Secretaris en Bode, en ſelfs ook van Burgemeeſteren en van Vroedſchappen.

Het is niet te twyffelen of ſoodanige Macht baant de weg

Et puiſque le fondement de ce droit conſiſte proprement, dans le pouvoir, & dans l'obligation de veiller au Bien public, il eſt evident, que l'on peut toûjours s'en ſervir, & qu'il faut même qu'on le faſſe, toutes les fois qu'on le trouve néceſſaire, ſoit dans un Cas nouveau, ou lorſqu'on vient à faire des reflexions plus mûres ſur des affaires & ſur des conſéquences, qui n'avoient pas été aſſez bien conſiderées auparavant:

D'où il s'enſuit, que le Souverain ne peut & ne doit pas ſe laiſſer lier les mains par aucuns Actes, pour ne jamais ſe ſervir de ce droit.

Dans l'examen & le raiſonnement ſur le bon ou le mauvais uſage du Dominium eminens *dans les Cas particuliers, on n'a qu'à reflechir ſeulement d'un côté ſur l'importance de la choſe, où on eſt obligé de s'en ſervir, en comparaiſon de l'incommodité, qui pourroit en revenir à quelqu'un, lorſqu'il ſeroit obligé de céder quelque bien, droit, ou Privilége, qui lui ſeroit cher, & qu'il aimeroit mieux conſerver, que de céder contre un équivalent.*

Enſorte qu'il ne ſeroit pas toûjours injuſte de ſe ſervir de ce droit dans des affaires, qui ne ſont pas d'une grande importance ou neceſſité, ou en faiſant réflexion ſur ce qui ſeroit recherché de trop loin & où il y auroit peu d'apparence, ſi en comparaiſon l'apropriation du Bien des Particuliers, étoit auſſi de peu d'importance.

On ſait d'ailleurs par l'experience, & par les raiſonnements ordinaires, que l'exercice de ce droit dans les affaires, qui ne ſont pas d'une néceſſité abſolue, paſſent ſouvent, ſans cauſer des plaintes; & que quelquefois même il a merité des eloges, lorſqu'on s'en eſt ſervi pour quelque commodité, ou ſimplement pour quelque ornament; comme par exemple pour l'elargiſſement des rues, & l'aggrandiſſement des Places devant une Maiſon de Ville ou autres maiſons publiques;

Il eſt ſuperflu, d'entrer plus avant dans cette matiere, parce qu'il s'agit ici d'une affaire très-importante, & d'une grande conſequence.

Il reſte ſeulement à conſiderer par rapport aux affaires futures, & qui même ſont incertaines, que l'exercice du Dominium eminens *peut être auſſi juſte & auſſi bien fondé à leurs égards, qu'a l'égard du Cas preſent, ſuivant la nature, & l'importance de la choſe dont il s'agiroit.*

D'autant plus, que l'exercice du Dominium eminens, *vient ſouvent à propos, & qu'il eſt le moyen fondé dans des affaires, qui n'exiſtent pas, & qui ne ſont pas encore certaines, & auxquelles il ſeroit trop tard de veiller, ſi on attendoit, que le peril fût arrivé. C'eſt ce qu'on peut encore prouver par l'exemple des Digues, qui ne ſont jamais conſtruites avec plus d'avantage, que lorſque la ſaiſon de l'Été s'approche, & par celui des fortifications, qu'on fait immédiatement après une guerre, & dans le tems, qu'on a toutes les raiſons du monde de pouvoir eſperer une paix durable.*

Et quoiqu'il ne ſoit pas certain, que la digue ne puiſſe pas ſe rompre dans la même place, où elle a été accommodée, ou que l'Ennemi ne puiſſe pas entrer par l'endroit, où on fait les fortifications; cependant le Souverain n'en a pas moins le pouvoir, & même c'eſt de ſon devoir, de veiller auſſi à tous contre ces ſortes d'accidens incertains;

Et comme d'un côté le Souverain a le pouvoir dans les affaires d'importance de s'approprier les biens des Particuliers, de même d'un autre côté la Raiſon & l'équité demandent qu'il leur en ſoit donné une indemniſation raiſonnable & proportionnée à la nature & à la valeur des biens;

En ſorte que par rapport aux Droits Seigneuriaux, cette indemniſation ne doit pas ſeulement être proportionnée aux Revenus en argent comptant, mais au plus haut prix auquel ces Droits Seigneuriaux pourroient être eſtimés.

Mais il ne ſeroit pas équitable, ſi dans cette derniere eſtimation, on vouloit mettre en ligne de compte l'affection, ou l'attachement pour ce bien; & il ſeroit toute-à-fait injuſte d'y ajouter l'occaſion de pouvoir préjudicier au Public, en conſervant ces Terres, ou en empêchant le Souverain, de ſe les approprier contre un équivalent ſuffiſant.

Le droit Seigneurial ſur les Villes de Fleſſingue *&* de Veere, *qu'on ſoutient être compris dans l'héritage du Roi Guillaume de la Grande Bretagne de glorieuſe memoire, comprend en même tems & bien ſpecialement, ſuivant la même pretenſion, le droit d'élection du Bailliff, des Echevins, du Secretaire & des Huiſſiers, & même des Bourgmaîtres & de tout le Conſeil;*

Il n'y a pas à douter, que ce pouvoir, & ce droit n'ap-

ANNO 1732.

ANNO 1732. weg tot de geheele directie in de Regeeringe van die Steeden, en het geen van de ſelve dependeert.

Sulks dat een Marquis en Heere van die twee Steeden lichtelijk op de Regenten ſoo veel ſal vermogen, dat haar adviſen in de Vergaderinge van de Staaten van Zeelandt ſullen zyn geſchikt na ſijne intentie.

En het is wel af te neemen, uyt het gemeene belonp van diergelijke ſaaken, wat influentie twee Steeden, een derde gedeelte van de ſtemmen uytmaakende, en door een Hooft bedient werdende, konnen verkrygen in de Staats Vergaderinge.

En gevolgelijk, wat directie ſoodanige Marquis en Heere ſoude konnen hebben in de deliberatien over ſaaken van die Provintie, en over ſaaken van die Provintie dependeerende

En ſulks ook, in het vergeeven van Ampten en Commiſſien, binnen en buyten de Provincie, in de Hooven van Juſtitie van de Provincien van Hollandt en van Zeelandt, als meede ter Vergaderinge van haar Hoog Mog en in Collegien van de Unie, om daar te delibereeren, en helpen reſolveeren, uytvoeren ende doen uytvoeren alle ſaaken van de gemeene Unie, en daar onder ſaaken relatie hebbende tot andere Princen en Staaten.

Alle welke faculteyt ſoude zijn gegeeven aan Heeren die door de directie van een Prins (dewelke t'eenigertyt 't een vreemd Prins ſoude konnen weeſen) ſouden zijn geſtelt in de Regeeringe, en na alle apparentie door de ſelve directie gedeputeert.

Het is onnodig de importantie, en gevolg van ſoodaanigen geſag breeder te deduceeren, dewyl niet werd geloofd, dat het by yemandt, dit alles ſerieuſelijk overwoogen hebbende, ſal werden toegeſtaen/proocken of geſuſtineert, dat deſe ſaaken van weynig importantie en gevolg ſouden weeſen.

Ten overvloede mag op dit en diergelijke ſubjecten wel werden geremarqueert, dat in de Provincien van Vrieſlandt en van Stadt en Landen van oudts ſeer voorſigtig gepræcaveert is dat de Stadthouders geen Landt ſouden moogen acquireeren, nm dat uyt dien hoofde ſtem in de Staaten ſouden hebben.

Het komt'er niet op aan, dat die voorſorge niet in alles mochte gelijk weſen met de voorſorge om, door het afkoopen van het geſuſtineerde Heerlijk recht over de gemeide twee Steeden, de vryheyt van de hooge Regeeringe in de Provincie van Zeelandt te bewaaren.

Het is genoeg, dat de overeenkoominge evident is in het geen daar het in deeſen op aan komt, te weeten, de importantie van te beſorgen, dat de Leeden, ſtem in de Vergadering der Staaten hebbende, in haare vryheyt niet werden belemmert.

Het is ook van oudts in deeſe Landen voor een vaſte Maxime gehouden, dat het incompatibel was, dat een Stadt ſtem in de Staaten ſoude hebben, die niet immediatelijk onder de Souverain behoorde. Soo als gebleeken is in de Steeden van Hollandt, die voor deeſen een particulier Heer hadden, als zijn geweeſt Gouda en Purmerеynde. Dewelke niet zijn beſchreeven geworden, als na dat van alle Vaſſallage waaren bevrydt; waar by ook gevoegt kan werden Gornichem, ten aanſien van het Droſt-Ampt

De Stadt Gouda, door het overlyden van den laatſte Heer gekoomen zijnde aan de Domeynen, anno dertien hondert ſeeven en meegentig, is doen eerſt door Hertog Albreght beſchreeven; Purmereynde is van het Huys van Egmond expreſſelijk ontſlaagen, en voor altoos vaſtgehecht aan Hollandt in den jaare vyftien hondert twee en tachtich op den vierden en twaalfden October.

Den Droſt van Gornichem, als zijnde *ratione officii* meede onder Egmond, wierdt van ſijn eedt tot ſoo verre ook ontſlaagen.

Op de bezeegeling van de opdracht van de Graffelijkheyt van Hollandt aan Prins Willem werdt geſegt, dat Aſperen en Heuckelum, als zijnde onder particuliere Heeren, by andere Steeden wierden vervangen.

Het ſelve is ook gebleeken in de Provincie van Zeelandt, en wel byſonderlijk meede ten aanſien van Vliſſingen en Veere

Op dit ſubject vindt men een notabele paſſage in de Chronyk van Zeelandt van Boxhorn, 1. deel, p. 441., na dat verhaalt was, dat den Heere van Bergen door het verſtrecken van Penningen op de Stadt van Tholen, was geworden Pandtheer van de ſelve Stadt. Vervolgt de Autheur in deeſer voegen,

Hier over op het jaar vyftien hondert ſeventig in

n'applauiſſe pas le chemin à toute la direction dans la ANNO
Regence de ces Villes, & à tout ce qui en dépend.

Enforte qu'un Marquis & Seigneur de ces deux Vil- 1732.
les gagnera facilement tant de pouvoir ſur les Regens, que leur avis, qu'ils donnent dans l'Aſſemblée des Etats de Zeelande, ſeroient conformes à ſes intentions.

Et il eſt facile de comprendre par le cours ordinaire de ces ſortes d'affaires, quelle influence deux Villes, qui ſont le tiers des voix, & qui ſont pourvûes par un même Chef, pourroit avoir dans l'Aſſemblée de l'Etat,

Et par conſequent quelle direction un tel Marquis & Seigneur pourroit avoir dans les déliberations ſur les affaires de la Province, & ſur celles, qui en dépendent;

Et par conſequent auſſi dans la diſpoſition des Charges & des Commiſſions, au dedans & au dehors de la Province, dans les Cours de Juſtice, des Provinces de Hollande & de Zeelande, comme auſſi dans l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances, & dans les Colléges de l'Union, pour y déliberer, & pour y aider à déliberer, pour y executer, & faire executer toutes les affaires qui regardent l'union, entre leſquelles pluſieurs ſont relatives à d'autres Princes & Etats.

Ces emploie ſeroient donnez à des perſonnes, qui, par la direction d'un Prince (que dans la ſuite du tems pourroit être un Prince étranger) ſeroient placés dans la Regence, & par conſequent députés par la même direction.

Il eſt ſuperflu, de déduire ici plus au long l'importance, & la conſequence d'un tel pouvoir, parce qu'on ne peut pas ſe perſuader, que quelqu'un, ayant fait de ſerieuſe reflexions ſur tout ceci, puiſſe le contredire, ou ſoutenir, que cette affaire ſoit d'une petite importance, & conſequence.

Au reſte il ne ſera pas hors de propos, de remarquer ici ſur le ſujet dont il s'agit, & ſur d'autres ſemblables, que dans le tems paſſé on a pris la ſage précaution dans les Provinces de Friſe & de Groningue, que les Stadthouders ne pourroient pas acquerir un pouce de terre, afin qu'ils ne puiſſent par ce moyen obtenir ſéance & voix dans l'Aſſemblée des Etats.

En vain objecteroit-on, que cette précaution n'auroit pas eu tout une juſte égalité avec la précaution de vouloir conſerver la liberté de la haute Regence dans la Province de Zeelande par l'achat du prétendu droit Seigneurial ſur les deux Villes;

Puiſqu'il ſuffit, que l'égalité ſoit évidente en ce, dont il eſt queſtion ici, ſavoir: dans l'importance de pourvoir à ce que les Membres, qui ont voix dans l'Aſſemblés des Etats, ne ſoient en rien inquietez dans leur Liberté;

Et dans cet pais ici on a auſſi tenu en tems paſſé pour une maxime conſtante, qu'il étoit incompatible, qu'une Ville, qui n'étoit pas immédiatement ſous le Souverain du pais, pût avoir voix dans les Etats. Nous en avons des Exemples dans les Villes de la Hollande, Gouda & Purmerent qui autrefois ont eu un Seigneur Particulier, & qui n'ont pas été apellées aux Etats avant qu'Elles aient été délivrées de tous Vaſſellage, on y peut encore ajouter Gorcum, par rapport à ſon Grand Droſſart.

La Ville de Gouda, ayant été jointe aux Domaines l'an 1397: après la mort du dernier Seigneur, y a été alors uppellée pour la prémiére fois par le Duc Albert; & La Ville de Purmerent a été expreſſement deVaſſallée, par la Maiſon de Egmond, & annexée pour toûjours à la Hollande, dans l'année 1582. le 4 & 12 d'Octobre.

Le Droſſart de Gorcum, comme étant auſſi ſous Egmond, ratione Officii, fut en même tems abſous, quant à cela, de ſon ſerment.

Dans l'Acte de la Commiſſion du Comté de Hollande au Prince Guillaume, il eſt dit, que les Villes d'Aſperen & de Heuckelum, étant ſujettes à des Seigneurs particuliers, étoient exclues par les autres Villes.

La même choſe eſt arrivée en Zeelande, & particulierement à l'égard des Villes de Fleſſingue & de Veere;

Et ſur ce ſujet il ſe trouve un paſſage bien remarquable dans la Chronique de Boxhorn part: 1. p. 441. après y avoir dit, que le Seigneur de Bergen, ayant prêté de l'argent ſur la Ville de Tholen, étoit devenu Seigneur Hypothecaire de cette Ville, l'Auteur pourſuit:

Ayant été deliberé ſur cela dans les Aſſemblées

ANNO 1732.

de conſenten over beeden, wordt Ter-Tholen niet gedaght, alſoo dat verpandt was aan den Heere van Bergen op Zoom, gedurende welcke tyds die van Ter-Tholen onder de Steeden niet hebben verſcheenen, maar wel de voorſchreeve Heere van Bergen onder het Lidt van de Edelen van Zeelandt.

Doch na haare ontlaſtinge zijn weeder verſcheenen onder de Steeden, maar hebben dan haar eerſte plaatſe verlooren, die van der Goes het voorſitten geoccupeert hebbende ende behouden.

Immers in het jaar vyftien hondert vier en twintigh werd weeder gevonden ende geteelt onder de Steeden ende Staaten van Zeelandt, ſoo als uyt de Acten opgemaackt, in die tyden wel haarſchyntlijck mag blyken.

ANNO 1732.

en 1520:, on n'y a pas fait mention de Ter-Tholen, parce qu'Elle étoit engagée au Seigneur de Bergen-op-Zoom, pendant lequel tems ceux de Ter-Tholen n'ont pas comparu entre les Villes, quoique le Seigneur de Bergen comparût parmi les Membres de la Nobleſſe de Zeelande;

Mais après le rembourſement ils ont reparu entre les Villes, mais ils ont pourtant perdu leur prémiére place, ceux de Goes ayant occupé & conſervé le rang;

Et dans l'année 1524. on la trouve & on la compte entre les Villes & les Etats de Zeelande, ce qui paroît clairement par les Actes dreſſés dans ce tems.

Sulks dat men in Zeelandt van begrip was, dat Steeden by de Graaf uytgegeeven, en ſelfs maar verpandt zijnde, geen ſtem in de Vergaderinge der Staaten konden hebben of behouden.

Dit vertoont ſig ook alleſints in het geen aan de Steeden van Vliſſingen en Veere is wedervaaren, beſtaande, ſoo veel het teegenwoordige ſubject aangaat, in het volgende.

Maximiliaan van Bourgondien, Heere van Vliſſingen en Veere zijnde geſtorven in den jaare vyftien hondert acht en vyftig, en alle ſijne Heerlijckheeden moetende werden verkoght voor de ſchulden, was den Heere van Auxi kooper gebleeven van Vliſſingen.

Korts daar na wierdt de koop by den Koningh van Spagne als Graaf overgenoomen met de laſten daar op ſtaande.

De Heerlijckheyt van Veer viel wel op Maximiliaan d'Hennyn, Sulters Soon van den voornoemden Maximiliaan van Bourgogne, doch moeſt al meede ten behoeve van de Crediteuren werden verkocht.

Den Koning wierdt kooper in den jaare vyftien hondert ſeven en ſeſtich.

Deeſe twee Steeden aldus zijnde geconſolideert aan de Graaffelijkheyt, en gebracht onder de immediate protectie van den Graaf, hebben de ſelve tot Leeden van de Staaten van Zeelandt konnen werden gequalificeert, en zijn om haar verdienſten daar toe Brieven van Octroyen gegeeven by den Prince van Orange, van weegen den Koning, gedateert, die van Vliſſingen den tweeden Maart vyftien hondert vier en ſeeventich, en die van Veere op den elfden van de ſelve maandt.

In het Octroy van Vliſſingen houden de ſeeven eerſte Articulen.

Dat den Koning de Stadt Vliſſingen nam en hieldt immediate in ſijne protectie en onderdanigheyt.

En dit nog met een uytdruckelijke belofte, voor hem en ſijne Nakomelingen, van deſe Stadt tot geenen tyde te ſullen veralieneren, by tranſporte, beleening of anderſins, in het geheel of ten deele.

Dat den Koning den Bailliuw ſoude aanſtellen.

Dat de Bailliuw, Burgermeeſteren en Scheepenen met de oude Wethouderen ſouden voor eens kieſen vier en twintig Perſoonen tot Vroedſchappen en Raaden, uyt welck getal ſy vier ſouden nomineeren, om daar uyt by den Koning twee gecligeert te hebben tot Burgermeeſteren, en ſoo uyt de Raaden als uyt het Corpus van de Gemeynte nog achtien Perſoonen, om daar uyt by den Koning negen gekoſen te hebben tot Schepenen, het geen van doen af voortaan jaarlijks gedaan ſoude werden by het geheele Collegie van Bailliuw, Burgermeeſteren, Scheepenen, en Raaden;

Dat by overlyden van een Burgermeeſter den Bailliuw ende het Collegie van Wet en Raaden de nominatie van een dubbelt getal ſoude maaken, daar uyt den Koning een verkieſen ſoude.

Dat het vernieuwen van Wet en Raaden jaarlijcks ſoude geſchieden.

En werden vervolgens Burgermeeſteren, Scheepenen en Raaden gequalificeert tot het aanſtellen van een Rentmeeſter, en ook van andere Officianten.

In alle het welke, gelijk ook in het geheele Octroy, geene de minſte mentie van een Heer of Marquis werd gemaakt; Gelijk ook, mits het neemen en houden in de immediate protectie van den Graaf, niet konde geſchieden.

In dit ſelve Octroy, daar by de immediate protectie van den Graaf wierd beveſticht, is ook verleendt het recht van te zijn een Lid der Staaten van Zeelandt, in deeſe nadruckelijke woorden, zijnde articul vyf en twintigh

Item ſal voortaan de voorſchreeve Stadt van Vliſſingen met de

En ſorte qu'on étoit en Zelande du ſentiment, que les Villes conférées ou hypothéquée par le Comte, ne devoient ni avoir ni garder leur voix dans l'Aſſemblée des Etats.

Ce qui paroit clairement par ce qui eſt arrivé aux Villes de Veere *&* de Fleſſingue, *& ſe réduit, par rapport au Cas préſent, à ce qui ſuit;*

Maximilien de Bourgogne, *Seigneur de* Fleſſingue *&* de Veere, *étant mort en* 1558. *& toutes ſes Seigneuries ayant été vendües par neceſſité pour payer ſes dettes; Le Seigneur d'*Auxi *acheta* Fleſſingue;

Peu de tems après le Roi d'Eſpagne, comme Comte ſe chargea de l'achat, avec toutes les charges y annexés;

La Seigneurie de Veere *tomba bien en partage à* Maximilien d'Hennyn, *neveu dudit* Maximilien de Bourgogne, *cependant il fallut qu'elle fût vendue au profit des Créanciers;*

Le Roi en fut l'Acheteur l'année 1567;

Ainſi ces deux Villes ayant été réunies au Comté, & étant paſſées ſous la protection immediate du Comte, Elles ont pu être qualifiées Membres des Etats de Zelande; & il leur fut accordé, pour recompenſe, des Lettres d'Octroi par le Prince d'Orange, de la part du Roi, qui ſont datées, celle de Fleſſingue *le* 2 *de Mars* 1574, *& celle de* Veere *le* 11. *du même mois;*

Les ſept prémiers Articles de l'Octroy de Fleſſingue *contiennent,*

Que le Roi prend la Ville de Fleſſingue *& la tient immediatement ſous ſa protection & ſujection;*

Et même avec la promeſſe expreſſe, pour lui & pour ſes heritiers, de ne vouloir jamais aliener cette Ville par Tranſport, par engagement ou d'autre maniére en tout ou en partie;

Que le Roi y mettroit un Bailif;

Que le Baillif, les Bourguemaîtres avec les anciens Echevins devroient être pour une fois vingt & quatre perſonnes pour Conſeillers, du nombre deſquels quatre ſeroient nommés, pour que le Roi en choisit deux pour Bourguemaîtres; & ainſi du nombre des Conſeillers & du Corps des Bourgeois encore dix-huit perſonnes, pour que le Roi en pût choiſir neuf pour Echevins; ce qui depuis ce tems-là devoit être obſervé & fait tous les ans par le Baillif, les Bourguemaîtres, Echevins, & Conſeillers;

Que ſi un Bourguemaître venoit à mourir, le Baillif & le Collége des Echevins & des Conſeillers devoient faire la nomination de deux perſonnes, dont le Roi choiſiroit un;

Que l'on devoit renouveller tous les ans les Echevins & les Conſeillers.

Les Bourguemaîtres, les Echevins, & les Conſeillers y ſont enſuite qualifiés pour établir un Receveur & d'autres Officiers;

Il n'a été fait dans ces Articles, comme auſſi dans les Lettres d'Octroi, aucune mention d'un Seigneur, ou d'un Marquis; comme effectivement cela ne ſe pouvoit faire, puiſque la Ville étoit priſe & tenue dans la protection immediate d'un Comte;

Et dans le même Octroi, ou la protection immediate du Comte a été confirmée, il leur a été auſſi accordé le droit d'être Membres des Etats de Zeelande par ces paroles expreſſes dans l'article 25:

Item ladite Ville de Fleſſingue doit être pour

ANNO 1732.

wede weſen een van de Staaten van de Lande, en Graafſchap van Zeeland in het generaal, als van den Lande van Walcheren in het Particulier, en over ſulcke gerechten en praeſens weſen tot alle Vergaderingen Communicatien, Reckenſchappen, ende alle andere handelingen en affairen, de ſelve Staten concernerende, ende daar beneffens hebben ſtemmen ende voys als andere Staaten gewoonlijck zijn te doen.

Alle welke Poincten by het ſlot van het voorſchreeve OCtroy aan de Stadt van Vliſſingen, voor haar, en haare Nakoomers, Poorteren, ende Ingezeetenen, op de kraghtigſte wyſe zijn belooft.

Daar op quam die van Vliſſingen, neevens andere groote Steeden, op de Daghvaart van de Staaten van Zeelandt

Het OCtroy gegeeven aan de Stadt Veere houdt in Articul een, dat de ſelve van weegen den Koning wierdt genoomen en gehouden, in desſelfs protectie, met beloſte van niet te ſullen alieneeren, op de wyſe als aan Vliſſingen was belooft.

Articul vyftien, werdt gegeeven het reeht van een Lidt van de Staaten te zijn in de ſelve termen, als het hier voor gemelde articul vyf en twintig van het Octroy van Vliſſingen, als dat alhier van Middelburg by de andere Staaten werdt gemeldt.

Articul ſes en twintig werden Burgermeeſteren en Scheepenen, met de oude Wethouderen gequalificeert; om vier en twintig Perſoonen aan te ſtellen, tot de Vroedſchap en Raadt, waar uyt ſy ſouden maaken een nominatie van vier, om daar uyt by den Koning twee tot Burgermeeſteren verkoſen te werden, en voorts ſoo uyt de Vroedſchap als uijt het geheele Corpus van de Gemeynte, mede nomineeren ſeſtien Perſoonen, maakende met de genomineerde en niet gekooſene Burgermeeſters agtien Perſoonen, uyt dewelcke den Koning neegen ſoude kieſen tot Schepenen

Het geen aarlijcks ſoude werden geobſerveert by het geheele Collegie van Burgermeeſteren, Scheepenen en Raaden.

Alle het welcke aan de voorſchreeve Stadt Veere, voor haar, en haare nakoomelingen, Poorters en Ingezeetenen, op de kragtigſte wyſe werdt belooft.

Sonder dat ook in dit OCtroy eenige de minſte mentie van de Marquis of Heer werdt gemaakt, gelijk het om meergemelde redenen ſelfs niet hadde konnen geſchieden.

De vier en twintig aangeſtelde Raaden waaren gehouden haar leeven lang te dienen.

By overlyden of vertrek van yemandt van de ſelve, ſouden de verdere Raaden aan ſijn Excellentie, repreſenteerende den Koning, overgeeven een dubbeldt getal, om daar uyt een geëligeert te hebben: Uyt allen deeſe komt overvloedig te blyken, dat in Hollandt en Zeelandt, in verſcheyde gevallen, en op de nadruckelijckſte wyſe ten aanſien van Vliſſingen en Veere, voor een vaſte Maxime is gehouden, dat alle ſubjectie buyten de immediate onderdanigheyt aan de hooge Regeeringe incompatibel is met de qualiteyt van een Lidt van de Staaten te zijn, en dat ſulks me de daadt t'elckens daar het te paſſe quam getoont is, ſelfs in een tydt als de hooge Regeering beſtondt in de Perſoon van de Graaf, in verſcheyde opſichten gelimiteert door het Recht van de Staaten.

Het geen dan des te meer moet plaatſe hebben, by ſoodanige forme van Regeeringe daar de magt van de Graven, ende het recht van de Staaten, zijn geconſolideert, en de geheele Souveraineteyt aan de Staaten gekoomen is.

Niet tegenſtaande de gemelde twee Steeden, op de wyſe als verhaalt is, waaren vry geſtelt van alle mediate beheeringe, en daar toe, en te gelijk tot het compareeren als Leden van de Staaten in de Vergadering expreſſelijk geoctroyeert waaren, en uytdruckelijcke beloſte voor den Graaf en ſine Succeſſeurs van ten geenen tyden te ſullen alieneeren of verpanden, nochtans te weege gebragt, dat Prins Willem van Oranje, Heer van beyde die Steeden is geweeſt, ende heeft de ſelve het ſoodanig weeten te dirigeeren, dat niet min die twee Steeden haar ſtem in de Vergadering van de Staaten van Zeelandt hebben behouden, waar toe aanleydinge is gegeeven, door het van nieuws te koop ſtellen van de voorſchreeve Steeden.

De Magiſtraat en Regeeringe van Vliſſingen hadde wel ſoodaanig gevigileers, dat de ſelve Koopers waaren gebleeven voor leeven en meegentig duyſent guldens,

pour l'avenir un des Etats du Païs & du Comté de Zeelande en général, & du païs de Walcheren en particulier, & par deſſus Elle doit être appellée & être préſente dans toutes les Aſſemblées, Communications, Comptes, & dans toutes les autres affaires, qui regardent ſes Etats; avoir en même tems voix, comme les autres Etats ſont accoutumés d'avoir; ANNO 1732.

Tous ces points mentionnés ayant été promis de la maniére la plus efficace à la fin de l'OCtroi à la Ville de Fleſſingue *pour Elle, pour ſes Succeſſeurs, Bourgeois* (vulgò Poorteren) *& habitans;*

La Ville de Fleſſingue comparut enſuite avec les autres grandes Villes, à l'Aſſemblée des Etats de Zeelande.

L'OCtroi, accordé à la Ville de Veere, *contient art: premier, qu'Elle eſt priſe & tenue de la part du Roi; dans ſa protection, avec promeſſe, de ne vouloir l'aliener jamais, de la même maniére qu'il a été promis à la Ville de* Fleſſingue.

Dans l'article 15. il lui eſt accordé le droit d'être un Membre des Etats, dans les mêmes termes, qui ont été rapportés de l'article 25. dans l'OCtroi de Fleſſingue, *ſi ce n'eſt qu'il eſt fait mention ici de Middelbourg avec les autres Villes.*

L'Article 26: Les Bourguemaîtres & les Echevins, avec les anciens Conſeillers ſont qualifiés, pour nommer vingt & quatre perſonnes pour le Vroedſchap *& pour le Conſeil, deſquels ils devoient choiſir quatre, dont deux ſeroient élus Bourguemaîtres de la part du Roi; & pour nommer encore du* Vroedſchap *& de tous le corps des Bourgeois ſeize perſonnes, faiſant dixhuit perſonnes avec les deux Bourguemaîtres nommés, & qui n'ont pas été élûs, & deſquels le Roi éliroit neuf, pour être Echevins.*

Ce qui ſeroit obſervé tout les ans à l'égard de tout le Callége des Bourguemaîtres, des Echevins, & des Conſeillers.

Tout ce que deſſus fut promis à ladite Ville de Veere *pour elle, ſes ſucceſſeurs,* Poorters, *ou Bourgeois, & habitans, de la maniére la plus efficace;*

Sans qu'il fut fait dans l'OCtroi de cette Ville la moindre mention du Marquis ou du Seigneur; comme effectivement cela ne pouvoit pas ſe faire pour les raiſons ſuſdites;

Les vingt quatre Conſeillers étoient alors obligés de ſervir leur vie durant;

Et lorſque quelqu'un d'eux venoit à mourir, ou à quiter la Ville, les autres Conſeillers étoient obligés de préſenter un double nombre à ſon Excellence, repréſentant le Roi, pour en nommer un autre Conſeiller; Il paroît donc ſuffiſamment par tout ce qui a été dit, que, par rapport à Fleſſingue *& à* Veere, *on a toûjours tenu pour une maxime conſtante tout en* Hollande, *qu'en Zeelande, dans tous les cas, qui ſi ſont préſentés, & de la maniére la plus efficace, que toute autre fonction, que celle, qui étoit immediatement relative à la juriſdiction ſuprême, étoit incompatible avec la qualité de Membre des Etats, ce qu'on a toûjours fait voir dans toutes les occaſions, qui ſe ſont préſentées ſur ce ſujet, & même dans le tems, que la ſuprême Puiſſance reſidoit encore dans la perſonne d'un Comte, qui pourtant alors étoit encore limitée à pluſieurs égards par les droits qui appartenoient aux Etats;*

Ce qui par conſequent doit avoir plus de force dans une forme de Gouvernement, où la puiſſance des Comtes, & les droits des Etats, ont été réunis, & où la Souveraineté toute entiére a été enfin transferée aux Etats.

Quoique ces deux Villes aient été délivrées de toute domination médiate, d'une maniére authentique, comme nous venons de le rapporter, & qu'elles en aient obtenu l'OCtroi, comme auſſi de comparoître comme Membres dans l'Aſſemblée des Etats; quoiqu'on leur ait fait des promeſſes ſolemnelles; que le Comte, & ſes ſucceſſeurs ne les aliéneroient ni engageroient jamais, Cependant le Prince Guillaume d'Orange *étant devenu Seigneur de ces deux Villes, il ſut diriger les choſes de maniére, que ces deux Villes conſerverent leur ſeance & leur voix dans l'Aſſemblée des Etats de Zelande, ce qui eſt venu particuliérement de ce que ces deux Villes avant été expoſées en vente de nouveau, & pour la deuxiéme fois,*

Le Magiſtrat, & la Regence de Fleſſingue, avoit pris toutes les précautions poſſibles pour en reſter les

ANNO 1732. dens, op den achtienden Octobr vyftien hondert tachtig.

Doch de koop omloopende, is het Decreet gemaakt tot nieuwe verkoopinge

Den Prince van Oranje deedt Vlissingen mynen voorvyf en seventig duysent en hondert guldens.

En overmits den Heer van Froimand twintig duysent guldens 's daags te vooren op Vlissingen gehoogt hadt, overquam den Prins met hem, en wierdt alsoo Heer van Vlissingen.

De Stadt Veere is in den jaare vyftien hondert een en tachtigh ook opgevylt, onder anderen, met conditie dat den Kooper het regt soude hebben over alle Edelen te repræsenteeren de Staaten van den Lande. En wierdt de selve Prince van Oranje doenmaals Kooper, en Markgraaf, voor vier en seventig duysent een hondert guldens.

In de gemelde Chronyk van Zeelandt, van Boxhorn 2. d. p. 528. werdt geseght dat de Prins van Oranje door koop, by de Staaten van Zeelandt goedtgevonden, Marquis van Veere en Vlissingen was geworden, voor hondert ses en veertig duysent guldens.

Het is onnodig te treeden in de particulariteyten van die tyden, de saake van selfs spreekende, dat het enkelijk is geweest de authoriteyt van de Prince van Oranje, waar door te weeg is gebragt, dat dese twee Steeden, tegen soo solemnele Octroyen en Privilegien, op gesignaleerde dienſten verguot, en daar by uytdruckelijke gedaane beloften tegen alle alienatien, weder zyn gebragt onder Vassallage, en ook aan de andere zyde, dat het recht van de Provintie van Zeeland geinfringeert, en tegen de fondamenteele Maximes van de Regeeringe deser Landen geprocedeert is, wanneer de selve Steeden, na dat weder onder Vassallage gebragt waren, in de Vergaderinge der Staaten als Leeden zyn gebleeven:

Gelijk ook naderhandt een considerable partye in de Provintie van Zeelandt, genaemcheert aan het Princelijke Huys, selfs in de tyden als 'er geen Stadthouder was, de oorsaake zyn geweest, dat die Steeden niet zijn herstelt in haar volkoomen vrydom.

Het is onnodig te onderſoeken, of de telle quelle possessie, tegen soo solemneele en krachtige Privilegien en beloften, en directelijk ſtrydende met de Grondwetten van de Regeeringe deeſer Landen, en in præjuditie van het recht van de Poorteren ende Ingezeetenen van de voorſchreve twee Steeden, eenig recht soude konnen geeven, om daar in gemaintineert te werden.

En of niet io tegendeel de Staaten van Zeelandt, gesuccedeert aan de Graaven, verplicht zijn gestandt te doen, het geen van weegen den laatſten Graaf, voor hem en sijne Successeurs, by de gemelde Privilegien is belooft, dierectelijk en uytdruckelijk aan de gemelde twee Steeden, en der selver Poorters en Ingezeetenen, en met de daadt aan de Provincie selfs, wanneer willepde de twee Steeden begunſtigen met de sessie en ſtem in de Staaten, de selve ook heeft vry gestelt van de Vassallagie, en genoomen in sijne immediate protectie.

Want het is in deesen genoeg, en komt daar op aan, of de herſtellinge van de selve twee Steeden in de voorige en natuurlijke staat, in conformiteyt van de krachtighste Privilegien, en van de fundamenteele maximes van de Regeeringe deeſer Landen, en dat nog onder een behoorlijcke en voldoende dedomagement, eenige onredelijkheyt of hardigheyt in sig soude behelſen, byſonderlijk als de begrootinge van het dedommagement wierdt genoomen, even als of geen quelſie over het goedt, en possessie van dien, konde werden gemaakt.

De billijckheyt, soo wel als de importantie van deese saak, sal noch te grooter voorkomen, als men wyders considereert, dat het onseeker is aan wien dit gesuſtineert Recht over de voorſchreve twee Steeden zal te beurte vallen, en het geen nog verder gaat, dat het onseeker is op wie het na deesen soude konnen devolveeren.

Het was selfs niet onmogelijk, dat dit Recht t'eenitydt op een Prins, niet zynde van de Proteſtantiſche Religie, soude konnen komen.

Deese reflectien konnen niet werden aangeſien als te verre gesogt.

De experientie van voorige tyden geeft genoeg exempelen aan de handt van onvoorſiene veranderingen door sterfvallen, huwelijken en anderſints.

Als men ook particulierlijk sijne gedachten laat gaan op de Familien en Staten, sedert de Reformatie weder gekeert tot het Pausdom, of daar onder vervallen, en op de occasien daar toe gedient hebbende, sal men deeſe

ANNO 1732. *Acheteurs pour la somme* de quatre-vingt-dix-sept mille florins, *le* 18. *d'Octobre* 1580.

Mais la Vente ayant prit un tout autre tour, on publia un Decret pour une seconde Vente;

Et le Prince d'Orange fit offrir pour Fleſſingue *la somme de* soixante & quinze mille, & cent florins;

Mais comme le Seigneur de Froimand *avoit offert pour la Ville de* Fleſſingue, *le pour précedent*, vingt mille florins de plus, *le Prince l'accommoda avec lui, & devint par là Seigneur de* Fleſſingue.

L'Année 1581. *la Ville de Veere fut auſſi expoſée en Vente, & avec cette Condition entre autres, que l'Acheteur obtiendroit en même tems le droit, ſur tous les Nobles, de repreſenter les Etats du pais; Le même Prince d'Orange en étant devenu l'Acheteur, il en devint auſſi le Marquis pour la ſomme de* ſoixante & quatorze mille & cent florins.

Boxhorn, dans ſa Chronique de Zeelande part. 2. p. 528 *dit: Que le Prince d'Orange étoit devenu Marquis de* Veere *& de* Fleſſingue *par l'Achat, pour la ſomme de* cent quarante ſix mille florins, *& avec l'approbation des Etats de Zeelande.*

Il n'eſt pas neceſſaire d'entrer ici dans les particularités de ce tems, parce que toutes les Circonſtances de l'affaire montrent aſſés, que c'eſt la ſeule autorité du Prince d'Orange, qui a effectué, que ces deux Villes aient été réduites de nouveau ſous le Vaſſellage, malgré les Octrois ſolemnels, & les Privileges, qui leur avoient été accordez en recompenſe de leurs ſervices ſignalés, & les promeſſes poſitives contre toute alienation; Et d'un autre côté, que le droit de la Province de Zeelande a été préjudicié, & que l'on a procedé contre les maximes fondamentales du Gouvernement, parce que ces deux Villes, après être retombées en Vaſſellage, ſont reſtées comme Membres, dans l'Aſſemblées des Etats.

Comme il eſt auſſi arrivé enſuite, qu'un Parti conſiderable dans la Province de Zeelande, attaché à la Maiſon du Prince, dans le tems même, qu'il n'y avoit pas de Stadthouder, a été la cauſe, que ces Villes n'ont pas été rétablies dans leur précedente liberté.

Il eſt encore ſuperflu d'examiner, ſi une poſſeſſion telle quelle, nonobſtant des Privileges, & des promeſſes ſi ſolemnelles & efficaces, & directement oppoſée aux Loix fondamentales du Gouvernement de ces pais, & au préjudice des Bourgeois & des Habitans de ces deux Villes, peut donner un droit ſuffiſant, pour y être maintenû;

Ou ſi, au contraire, les Etats de Zeelande, ayans ſuccedé aux Comtes, ſont dans une obligation indiſpenſable, de ſoutenir ce qui a été promis, dans les Privileges allegués directement & expreſſement à ces deux Villes, à leurs Bourgeois & Habitans, par le dernier Comte pour lui & pour ſes Succeſſeurs, & en effet à la Province même, lorſqu'elle conſentit, que ces deux Villes fuſſent gratifiées du droit de Séance & voix dans les Etats, & qu'elles fuſſent delivrées de tout Vaſſellage, & priſes ſous leur protection immédiate;

Car il ſuffit ici d'examiner, & toute la difficulté roule ſur cela, ſi le rétabliſſement de ces deux Villes dans leur premier état naturel, en conformité des Privileges les plus efficaces, & des maximes fondamentales du Gouvernement de ces pais, le tout contre un dédommagement ſuffiſant, pourroit être taxé d'injuſtice & de dureté; & bien particuliérement, ſi la valeur du dédommagement doit reglée comme s'il n'y avoit aucun diſpute touchant ce bien, ou ſur ſa poſſeſſion.

L'Equité, & l'importance de cette affaire paroitront encore plus grandes, ſi l'on conſidere encore, qu'il eſt incertain, à qui écherra le Droit diſputé ſur les deux Villes mentionnées, & ce qui va encore plus loin, qu'il eſt très-incertain, à qui ce Droit pourroit paſſer dans la ſuite des tems;

Il ne ſeroit pas même impoſſible, que ce Droit n'échut dans l'un ou l'autre tems à un Prince, qui ne ſeroit pas de la Religion Proteſtante;

Ces Reflexions ne peuvent point paſſer pour controuvées & cherchées de loin.

L'Experience du tems paſſé nous fournit aſſés d'exemples de pluſieurs changemens imprevus, & qui ſont arrivés par la mort, par les mariages, & autrement.

Et ſi en même tems on fait en particulier reflexion ſur les familles & les Etats, qui, depuis la Reformation ſont rentrez dans le ſein de Rome, ou retombez ſous ſa Puiſſance, & aux occaſions qui y ont donné lieu ou

trou-

ANNO 1732. deeſe reeden van bekommeringe niet verre geſogt bevinden.

En genoomen dat verre geſogt was, ſoude de mogelijkheyt alleen genoegſaame reeden geeven om ſoodanig ongeval tydig voor te koomen.

Alle deeſe reflectien geeven te gelijk aan de handt een peremptoire weederlegginge van het geen teegen het vaſtſtellen van den vrydom van de Steeden Vliſſingen en Veere is ingebragt, ende hyſonderlijk ſoo veel aangaat het geen ſoo iterativelijk is voorgeſtelt en aangedrongen, als of deeſe ſaake was een object van de ordinaris Juſtitie.

Want immers is daar benevens t'elckens geadvoueert, dat aan den Souverain competeert het regt om Goederen van Onderdaane onder vergoedinge na ſich te neemen.

De bygevoegde limitstie tot gevallen van hoogdringenden noodt, tot behoudeniſſe of evidente nutigheyt van het Gemeen, in een geſonden ſin opgenoomen voor gevallen van groote aangeleegent, geeft te kennen, dat men, ſoo veel het geval in quæſtie aangaat, daar over niet behoeft te diſputeeren.

En ſoo met die woorden yets anders gemeynt werdt, of ook gemeynt werdt de bepaalinge tot het tegenwoordige, ſoodanig, dat alle het toekoomende, en alles dat noch niet t'eenemaal ſeeker is, daar van ſoude zijn geſecludeert, werdt gerefereert tot het geen op dit ſubject onder de raiſonnementen over het regt in ſich ſelve is aangeweeſen en gedemonſtreert.

Het is onnoodig naader te beantwoorden het geen iterativelijk werdt geinſinuert, en aangedroogen, van de onbetamelijkheyt, diſreputatie, en nadeel van den gemeene Staat in het onthouden of weygeren van Juſtitie.

Want, het zy daar meede gemeynt werdt, dat eenige injuſtitie ſoude werden gepleegt in het vrymaaken van de twee Steeden, onder voldoende vergoedinge, of dat die ſaak aan de ordinaris Juſtitie ſoude moeten werden gebragt, vindt het overvloedig ſijne ſolutie in het geen hier vooren is gededuceert, van het regt van de Souvereiniteyt, van de betamelijkheyt in de poſtpoſitie van particuliere ſinnelykheyt aan de behoudeniſſe van de gemeene ſecuriteyt, vryheyt en independentie van den Staat, en in de eygenſchap van het regt. In welkers exercitie geen andere objecten konnen zijn, als van politicque deliberatien, en geenſints van de ordinaris Juſtitie.

Sulks dat in deeſen maar is te overweegen of de reedenen tot het aanneemen, of afkoopen van het geſuſtineerde regt, werden bevonden ſuffiſant en voldoende te zyn.

Het welk hier vooren, in de raiſonnementen over de applicatie van het regt, overvloedigklijk is angetoont.

Weshalven alleen queſtie kan zijn over de begrootinge van het Dedommagement, waar omtrent erkent werdt, dat de eſtimatie behoordt te werden genoomen, als van heerlijk Goedt, en niet genoeg ſoude weſen daar in geen andere reflexie te maken, als op het genot in gelde, ſoo als de ſaake in de voorſchreeve Miſſivens ſchijnen te weeſen begreepen, als van het *utile* gemeld werdt.

Het geen wyders in de voorſchreeve Miſſiven werd geallegeert, vind ſijne ſolutie by de voorſtellinge van de ſtaat van de queſtie, en het geen daar op verder gededuceert is, concerneerende het regt ende applicatie van dien.

Als waar uyt evidentelyk volgt, dat het geen is bygebragt van de eerſte uytgifte, van de koop aangegaan by Prins Willem, en van de poſſeſſie, geen verandoringe kan maken, met relatie tot het rechr van de Staaten als Souverainen in haar Provincie, nog het ſelve beneemen of verkorten.

Alhoewel veel ſoude te ſeggen vallen op de verkoopinge, tegen ſoo krachtige Octroyen, op de continuatie in der Staaten Vergaderinge van de Gedeputeerden van Steeden herbragt onder Vaſſallagie, en op ſoodanige poſſeſſie, ſal het dog onnodig weeſen alle die ſaaken na de diſpoſitien van rechten te examineeren, dewyl het genoeg is, dat'er zijn voldoende redenen om het geſuſtineerde Recht aan te neemen of af te koopen.

Het geen is bygebragt van het Leenrecht, en het Contract tuſſchen de Leenheer en Vaſal, vindt al meede ſijne ſolutie in 't beſchouwen van den ſtant van de quæſtie. Dewyl hier geen diſpuyt is over ſaken, het Leenrecht concernerende, nog over de natuyre van het ſoogenaamde Contract, maar over het regt van den

trouvera, que ces raiſons, & ces craintes ne ſont pas cherchées de loin.

Et ſuppoſé qu'elles fuſſent cherchées de loin, la ſeule poſſibilité fourniroit des motifs ſuffiſans de prévenir de pareils accidens, pendant qu'il eſt encore tems.

Toutes ces reflexions fourniſſent au même tems une réfutation peremptoire de ce qui a été avancé contre la réſolution de rétablir la liberté des deux Villes de Vleſſingue & de Veere, & ſur tout de ce qui a été propoſé réitérativement, & ſur quoi on a ſi fortement inſiſté, à ſavoir: Que cette affaire étoit un objet de la Juſtice ordinaire.

D'autant plus qu'on a toujours avoué, que le Souverain a le droit de s'approprier les Biens de ſes Vaſſaux, contre un equivalent.

La limitation ſuivante: dans le Cas d'une neceſſité urgente, & pour la Conſervation, ou l'utilité évidente du Public; *ſi elle eſt priſe dans un bon ſens, pour des cas d'une grande conſequence, fait ſuffiſamment connoître, que par rapport à l'affaire en queſtion il ne doit y avoir aucune diſpute.*

Mais ſi par ces Paroles on entend quelque autre choſe, ou qu'on y ſouſentende des reſtrictions par rapport aux cas preſens, de ſorte que tout ce qui eſt de l'avenir, ou qui n'eſt pas tout à fait certain, en devroit être exclus; on ſe refere à ce qui a été déduit & remarqué ſur ce ſujet entre les Raiſonnemens ſur le droit en ſoi-même.

Il eſt encore ſuperflu de répondre expreſſement à ce qui a été inſinué réitérativement, & ſur quoi on a tant inſiſté, à ſavoir: ſur la Diſreputation peu convenable & le préjudice qui retombe ſur l'Etat, par l'empêchement ou par le deni de la juſtice;

Parce que, ſoit qu'on veuille dire par là qu'on commettroit quelque injuſtice en rendant la Liberté à ces deux Villes, contre un Equivalent ſatisfaiſant, ou qu'il fallait, que cette affaire fût portée devant un Tribunal ordinaire; Cela trouve une ſolution ſuffiſante dans ce qui a été déduit plus haut du droit de la Souveraineté, de l'obligation indiſpenſable de poſtpoſer les ſentimens particuliers à la Conſervation de la ſureté publique, à la Liberté, & à l'indépendance de l'Etat, & dans la nature de ce droit, dont l'exercice ne peut être que le ſujet des déliberations Politiques, & point du tout de la juſtice ordinaire.

En ſorte que l'on n'a qu'à peſer ici, ſi les Raiſons, qui ont été alleguées en faveur du ſaiſiſſement, ou du rachat de ce droit ſouverain, ſeront trouvées ſuffiſantes.

Ce qui a été ſuffiſamment déduit plus haut dans les Raiſonnemens ſur l'application de ce droit;

C'eſt pourquoi auſſi il ne peut plus y avoir de diſputes, que ſur la valeur du dédommagement, & à ce ſujet on convient, qu'il n'eſt que juſte, que l'on faſſe ſon eſtimation comme d'un bien Seigneurial, & qu'il ne ſuffiroit pas, de ne faire attention qu'à ſes revenus en argent; comme il ſemble que cette affaire a été compriſe dans les Lettres, dont il s'agit, lorſqu'on y fait mention de l'Utile.

Le reſte qui a été allegué dans ces Lettres trouve ſa ſolution dans la propoſition de l'état de la queſtion, & dans ce qui a été enſuite déduit, & qui concerne le droit, & l'application qu'on en peut faire;

D'où il ſuit avec évidence, que tout ce qui a été allegué, de la première vente, de l'Achat fait par le Prince Guillaume, & de la Poſſeſſion, ne peut y aporter aucun changement; relativement au droit des Etats comme Souverains dans la Province, ni le leur ôter en tout ou en partie.

Et quoi qu'il ſe trouve beaucoup à dire contre la vente de ces Villes faite malgré des offres ſi authentiques, contre leur Continuation dans l'Aſſemblée des Etats parmi les Deputés des Villes, nonobſtant leur reſidence dans le Vaſſellage: & contre une telle poſſeſſion; il ne ſera pourtant pas neceſſaire d'examiner toutes ces choſes ſuivant les diſpoſitions du droit, parce qu'il ſuffit, qu'il ſe trouve des motifs de s'approprier ou de revéndiquer le droit ſoutenu.

Ce qu'on a dit & allegué du droit féodal, & du Contract entre le Seigneur & le Vaſſal, trouve encore ſa ſolution dans l'examen de l'Etat de la queſtion, Parce qu'il n'y a pas de diſpute ici ſur des choſes, qui concernent le droit féodal, ni ſur la nature du Contract prétendu, mais ſur le droit du Souverain, qui peut fort bien être ſeparé de celui du Seigneur Direct; par la raiſon, qu'un Seigneur Direct peut être une autre perſonne, que le Souverain du

Sou- *Vaſ-*

ANNO 1732. Souverain, dat t'eenemaal kan zijn geſepareert van een Leenheer.

Gemerkt een Leenheer kan weſen een ander als de Souverain van de Leenman, en de Leenman een Onderdaan kan zijn van een ander Souverain, als waar onder het Leen gelegen is.

Dit kan immers niet betwiſt werden, dat het Recht van de Souveraine Maght niet minder is op Goedt van hem te Leen gehouden als op ander Goedt, en dat het ſeer abſurd ſoude weſen, dat de Souverain in ſaken van hoogdringende noodt, ſwaare gevolgen, en diergelyke redenen tot het gebruyk van het *dominium eminens* ſuffiſant zynde, ſig de handen ſoude moeten laten binden door den Leenman, en het gemeene welweſen aan de ſinnelykheyt van den Leenman ſoude moeten poſtponeeren.

En gelijk het niet kan werden tegengeſprooken, dat de Souverain (en misdien ook het geheele Volk in ſaken van haare protectie) dat recht niet verlieſt door de krachtigſte verkoopinge die te vooren mochte zijn gedaan, en dat de geene, die by de verkoopinge den eygendom heeft verkreegen, daar meede geen Regt heeft bekoomen, om de Souverain in het gebruyk van het *dominium eminens* te beletten, is het immers ſoo evident, dat de Souverain eenig Goedt te leen uytgevende, of een Leenman daar mede verleydende, zijn Regt van Souverain op het Goedt niet komt te verlieſen, nog een Leenman eenig Regt komt te acquireeren om de Souverain te konnen beletten in groote nootſakelykheyt daar over te diſponeeren, ſoo als de gemeene ſaak mochte vereyſchen.

De objectien van dat den Leenman geen Onderdaan ſoude weſen van de Staaten van Zeelandt, komt al mede te vervallen, als eenige reflectie wordt gemaakt op het Regt van de Souveraniteyt over Goederen daar onder gelegen, gelijk ook hier voorens in de raiſonnementen over dat recht is aangeweeſen.

De allegatie van het Executeurſchap by haar Hoog Mog. aangenomen, en van der ſelver pligt daar uyt reſulterende, kan zyn applicatie hebben op de toeſicht tot conſervatie van de Goederen en protectie tegen injuſtitie, maar heeft geen connexie met de ſaak in quæſtie, als waar in enckelijk is te overwegen het evengemelde Recht van de Souveraniteyt over Goederen daar onder gelegen, aan welk Recht geen executeurſchap, of andere adminiſtratie van de ſelve Goederen, eenig præjuditie kan toebrengen, en in het gebruyck van welk Recht, om ſuffiçante redenen niemandt ongelijk geſchiedt.

Het geen niemandt ſoude bedifputeeren in het gebruyk van dit recht van het opperſte gefag omtrent ſaaken daar het meeſt te paſſe komt, en daar men het meer gewoon is, als by exempel in het vergraven van Landt tot Fortificatien of tot Dijckagie.

Het welk dan even ſeer gefondeert is in alle ſaaken van gelijke importantie en noodtwandigheyt.

Van gelijke kan tegen de exercitie van het ſelve recht niet obſteeren de Reſolutie van de Heeren Staaten van Zeelandt van den een en twintigſten October ſeventien houdert vijf, alſoo daar by niet werdt gemeld van dit Recht, veel min daar aan werdt gerenuncieert, en noch min by de Provintie van Zeelandt, dewelcke in deſe ſaak in de eerſte plaatſe en directelijk is geconcerneert. Behalven dat een Souverain, uyt cragte van de Souveraniteyt ſelve, dat Recht altoos kan exerceeren, niet alleen by nieuwliiks opkoomende voorvallen, maar ook by nadere reflectien op ſaaken, dewelke tot de exercitie van dat Regt ſuffiſant zijn, ſoo als mede in de ſelve Deductie is gedemonſtreert.

Op deſe Deductie van het recht en applicatie van dien, en van de aanwyſinge van de daar uyt proſtuerende ſolutien op alle het geene daar tegen genoveert is, is de concluſie ligtelyk op te maaken.

De rechtvaardigheyt in deſen te obſerveeren vereyſcht wel aan de eene zyde, dat dit Recht niet werde misbruykt, maar ook, en wel voornaamentlijk aan de andere zyde, dat niet werde verſuymt het geen de Overigheyt aan de gemeene Staat, en ſulks aan de Onderdanen, voor het tegenwoordige en voor het toekomende, toeſtaat te beſorgen, ende dat geen ſoo groot ongelijk werde gedaan, als dat ſulks uyt eenige particuliere conſideratien ſoude werden nagelaaten.

Het was onverantwoordelijk in deſen niet te vigileeren, al was het maar voor de Poſteriteyt, terwyl de vryheyt en independentie van deſen Staat aan de Voorouders ſoo duyr heeft geſtaan.

En mag derhalven wel werden beſlooten, dat de Hee-

Vaſſal, & que le Vaſſal peut être Sujet d'un autre Souverain, que de celui, dans les Etats duquel le Fief eſt ſitué. ANNO 1732.

On ne peut certainement pas diſputer, que le droit de la Puiſſance Souveraine ne s'étende auſſi loin ſur les biens, dans elle a donné l'inveſtiture, que ſur d'autres biens;

Et qu'il ſeroit tout-à-fait abſurde, que le Souverain dans les affaires d'une neceſſité abſolue, d'une conſequence dangereuſe, & d'autre nature, où les raiſons ſeroient ſuffiſantes pour l'exercice du Dominium eminens, *devroit ſe laiſſer lier les mains par un Vaſſal, & qu'il devroit poſtpoſer le bien & la proſperité publique aux intérêts particuliers du Vaſſal;*

Et comme on ne peut nier, qu'un Souverain, (& en même tems tout le peuple dans les affaires de leur Protection) ne peut pas perdre ce droit, par la vente la plus authentique, qui pourroit avoir été faite auparavant, & que celui, qui par cette Vente en a acquis la proprieté, n'en a pas obtenu un droit, pour empêcher le Souverain d'exercer le Dominium eminens; *il eſt évident, que le Souverain, qui confére un bien en Fief, ou qui en inveſtit un Vaſſal, ne peut pas perdre ſur ce bien ſon droit de Souveraineté, & que le Vaſſal n'acquiert aucun droit pour empêcher le Souverain dans de grandes neceſſités, d'en diſpoſer, comme les affaires du Public le pourraient exiger.*

L'Objection, que le Vaſſal ne ſeroit pas un Sujet des Etats de Zelande, tombe encore d'elle-même, lorsqu'on fait la moindre reflexion ſur le droit de la Souveraineté ſur les biens, qui ſont ſitués dans ſon reſſort: ce que nous avons déja deduit plus haut dans les raiſonnemens ſur ce Droit.

Ce qui a été allegué au ſujet de la qualité d'Executeurs Teſtamentaires, que leurs Hautes Puiſſances ont acceptée, & de leur Devoir, qui en reſulte, peut être appliqué à l'inſpection, & à la conſervation des biens, & à la protection contre l'injuſtice, ce qui n'a aucune connexion avec l'affaire en queſtion, où il s'agit ſeulement de peſer le Droit ſi ſouvent copié de la Souveraineté ſur des biens, ſitués ſous elle, & au quel droit aucune qualité d'Executeurs, ou d'autre Adminiſtration ne peut porter le moindre préjudice: & dans l'exercice duquel il n'eſt fait injuſtice à perſonne pour des raiſons ſuffiſantes.

C'eſt ce que perſonne ne voudroit diſputer dans l'exercice de ce droit de la ſuprême Puiſſance par rapport aux affaires, où il vient le plus à propos, & où on eſt davantage accoutumé, par exemple: dans l'emploi d'un certain terrain aux fortifications, & aux Digues.

Ce qui eſt également bien fondé dans toutes les autres affaires de la même importance & neceſſité.

La Reſolution des Seigneurs Etats de Zelande du 21 d'Octobre 1705. ne peut porter non plus d'obſtacle à l'exercice de ce droit; parce qu'il n'y a pas été fait mention de ce droit, auquel il n'y a pas été renoncé: ce qui a été encore moins fait par la Province de Zelande, qui doit être conſiderée la premiere & que cette affaire regarde directement. Outre qu'un Souverain, en vertu de la Souveraineté même, peut toujours exercer ce droit, non ſeulement dans des évenemens récens, mais auſſi après de mûres reflexions ſur des affaires, qui ſont ſuffiſantes, pour déterminer à l'exercice de ce droit; comme il a été en même tems démontré dans la même Deduction.

Il eſt facile, après tout-ceci, de conclure pour peu qu'on faſſe de ſerieuſes reflexions ſur la Deduction de ce droit & de ſon application, & à la demonſtration des ſolutions, qui en reſultent, contre tout ce qui a été allegué au contraire;

Pour obſerver une équité parfaite en tout ceci, il eſt bien neceſſaire d'un côté, que l'on ne faſſe pas un mauvais uſage de ce droit; mais auſſi & ſur-tout de l'autre côté, que le Souverain ne neglige pas d'avoir ſoin de tout ce qui eſt neceſſaire pour le préſent & pour l'avenir à l'Etat public, & par conſequent aux Sujets; & qu'on ne leur faſſe pas l'injuſtice criante, de ne pas s'en ſervir par des Conſiderations particulieres.

On ſeroit inexcuſable, ſi on negligeoit de prendre des précautions, ne fut-ce que pour la poſterité, puiſque la liberté, & l'indépendance de cet Etat a coûté ſi cher à nos Ancêtres.

Ainſi on peut bien conclure, que les Seigneurs Etats de

ANNO 1732. Heeren Staaten van Zeelandt, niet alleen ſuffiſante reedenen hebben, om haar regt tot het vryſtellen van de Steden van Vliſſingen en Veere onder genoegſaame vergoedinge te gebruycken, maar ook, ſonder in uſtitie aan haar Provinie, en by vervolg ook aan andere Provintien te doen, niet konnen negligeeren.

En dat de Heeren Staaten van Hollandt en Weſt-Vrieſlandt, als daar in na de Provintie van Zeelandt wel meeſt geconcerneert, bevoegt en verpligt zyn daar aan de handt te houden.

De drie Provincien, die den Heere Prince van Naſſau hebben tot haar Stadthouder, yveren ſeer voor de conſervatie van het voorſchreve Heerlijk Recht, bet geen ſuſtineeren aan de ſelve toe te komen.

Deſe Provincien werden gebeden ſich voor een moment te ſtellen in de plaatſe van de Provintie van Zeelandt, en ook in de plaatſe van de Provintie van Hollandt en Weſt-Vriesland daar mede ſoo veele relatie hebbende.

En ſouden alsdan wel ſeekerlijk de ſaake begrypen ſoodanig als die by deſe twee Proviotien begreepen werdt.

Te meer, aangeſien elck van de ſelve drie Provintien wel heeft goedtgevonden, op het Stadthouderſchap ſoodanige Inſtructie en Reglement te maaken, dat de vryheyt van de Staaten, na haare gedachten, niet ſoude werden verkort.

Weshalven niet anders te beſluyten is, of de ſelve ſouden, ten aanſien van het gemelde recht, raiſonneeren, als nu by de Provincien van Hollandt en van Zeelandt geraiſonneert werdt.

Wanneer by de gemelde drie Provincien alleſints werd geinſinueert, dat gehouden zijn reſpective voor haar Pupille, en voor een Prins, waar toe ſoo veele relatie hebben, te vigileren, dat niet benadeelt mogte werden, gelieven de ſelve ſig ook in dat opſicht voor een moment te ſtellen in de plaatſe van de Provincien van Hollandt en Zeelandt.

Als dan ſouden buyten twyffel deſelve yver hebben om te waken voor ſoo veel Pupillen als 'er Onderdaanen zijn, en voor de gemeene vryheydt van de Provincien.

Wyders werden de ſelve Provincien ook gebeden ſerieuſe reflexie te maken op de gevolgen ten aanſien van de Unie, wanneer eenig Prins, en byſonderlijk t'eeniger tydt een magtig Prins, en die in deſe ſtaat geen ander intreſt ſoude konnen hebben, door 't middel van de Regeeringe van twee Steeden, van een ſoo conſiderabele en ſoo wel geſitueerde Provincie als is die van Zeelandt, gelegentheyt ſoude hebben om die Provincie te troubleeren, en door die weg mede onruſt in de aangelegene Provincien, en in de Unie te verwecken. In de naaſtgelegene Provincien, byſonderlyk van Hollandt ende Weſt-Vrieslandt, door de naauwe gemeenſchap van Intereſſen, Commiſſien in de Hoven van Juſtitie, en Officien daar toe ſpecterende, en in de Vergaderinge van haar Hoog Mog., en Generaliteyts Collegien, door Heeren uyt die twee Steeden daar in te deputeeren.

Om alle welke redenen de gemelde Heeren Gedeputeerden, uyt de naam en van wegen de Heeren Staaten van Hollandt en Weſt-Vrieſlandt, haar Hoog Mog. verſochten, dat op de Miſſiven van den Heere Landgraaf van Heſſe-Caſſel, en van de Vrouwe Furſtinne Douariere van Naſſauw, in dier voege moge werden geantwoort, dat aan deſelve geen hoop werde gegeven, van de Provincie van Zeelandt van het houden van de meergemelde Steeden van Vliſſingen en Veere buyten Vaſſallage, te dehorteren, en veel eer, tot preventie van onluſten, de hooggemelde Heer Landtgraaf en Vrouwe Furſtinne mogen werden geëxhorteert, om deſe ſaake, op de gronden hier vooren gemeldt, te helpen faciliteeren.

WAAR op gedelibereert zynde, hebben de Heeren Gedeputeerden van de andere Provincien het voorſchreve geproponeerde copielyk overgenomen, om in den haren breder gecommuniceert te werden.

En hebben de Heeren Gedeputeerden van de Provincien van Gelderlandt, van Vrieſland, en van Stad en Lande, geinhæreert de Reſolutien en Adviſen van wegen hooggemelde Provincien, hier bevoorens uytgebragt, ten eynde de Heeren Staten van Zeelant gedehorteert mogen werden, van voort te gaan met de ontſlaginge van Veere en Vliſſingen uyt de Vaſſallage.

de Zelande ont non ſeulement des raiſons ſuffiſantes, de ſe ſervir de leur droit, pour remettre en liberté les Villes de Fleſſingue *&* de Veere, *en donant un Equivalent* ANNO 1732. *ſuffiſant, mais que même ils ne peuvent pas le negliger, ſans faire une injuſtice manifeſte à leur Province, & par conſequent aux autres Provinces auſſi.*

Et que les Seigneurs Etats de Hollande & Weſt-Friſe, qui y ſont les plus intereſſés après la Province de Zelande, ſont en droit & obligés d'y tenir la main.

Les trois Provinces, qui ont le Seigneur Prince de Naſſau pour leur Stadthoudre, *témoignent beaucoup de zele pour lui conſerver le droit Seigneurial qu'elles ſoutiennent lui appartenir.*

Ces Provinces ſont priées de ſe mettre pour un moment à la place de la Province de Zeelande, & en même tems dans celle des Provinces de Hollande & Weſt-Friſe, qui y a tant d'intérêt.

Et elles regarderont certainement alors cette affaire, de même oeil qu'elle eſt regardée & conſiderée par ces deux Provinces.

D'autant plus que chacune de ces trois Provinces a trouvé bon, de dreſſer telle Inſtruction, Reglement au ſujet du Stadthouderat, *que la liberté des Etats, ſelon eux, n'en peut recevoir aucun préjudice.*

Ce qui fait remarquer, que par rapport à ce droit elles feroient les mêmes raiſonnements, que les Provinces de Hollande & de Zeelande.

Lorsque ces trois Provinces inſinuant qu'elles ſont reſpectivement obligées de veiller pour leur Pupille, & pour un Prince qui leur eſt ſi intimement uni, afin qu'il ne lui ſoit porté aucun préjudice; Qu'elles ayent alors la bonté, de ſe mettre auſſi pour un moment ſur ce ſujet dans la place des Provinces de Hollande & de Zeelande.

Et alors elles auront certainement le même zèle pour veiller pour autant de Pupilles, qu'il y a de Sujets & pour la liberté publique de ces Provinces.

Ces mêmes Provinces ſont encore priées de faire de ſerieuſes reflexions ſur les Conſequences par rapport à l'Union, s'il arrivoit qu'un Prince, & particulierement tôt ou tard un Prince puiſſant, & qui n'auroit pas d'autre interêt dans ces Etats, que l'occaſion, par le moyen de la Regence de deux Villes d'une Province ſi conſiderable & ſi bien ſituée, de troubler la Province de Zeelande, & de porter par ce même moyen les troubles dans les Provinces voiſines, & dans l'Union. Dans les Provinces Voiſines, & particulierement dans celle de Hollande & Weſt-Friſe, par l'etroite connexion des Interets, des Commiſſions dans les Cours de Juſtice, & dans les autres emplois, qui y ſont relatifs; Et dans l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances, & les Colléges de la Generalité, par la Deputation des Seigneurs de ces deux Villes.

Pour toutes ces raiſons alleguées, les Seigneurs Deputés au Nom & de la part des Seigneurs Etats de Hollande & Weſt-Friſe, prient leurs Hautes Puiſſances, qu'il ſoit répondu aux Lettres du Seigneur Land Grave de Heſſe-Caſſel, & de Madame la Princeſſe Douairière de Naſſau, d'une maniére, qu'il ne leur ſoit donné aucune eſperance, qu'on diſſuadera la Province de Zelande de ſe continuer le Deveſtellage, une fois accordé aux Villes de Fleſſingue *&* de Veere; *& que pour prévenir plûtôt toutes ſortes de diſputes, le Seigneur Land-Grave, & Madame la Princeſſe ſoient exhortez de vouloir aider à faciliter cette affaire par les raiſons déduites.*

Surquoi ayant été delibéré, les Seigneurs Deputés des autres Provinces ont pris copie des propoſitions mentionnées, pour être communiquées plus amplement chez eux.

Et les Seigneurs Deputés des Provinces de Gueldres, de Frieſe, & de Groningue ont retiré les Reſolutions & les avis de leurs Provinces reſpectives delivrez auparavant, tendans à ce que les Seigneurs Etats de Zelande fuſſent exhortez à ne pouſſer pas plus loin le Deveſtellage des Villes de Fleſſingue *&* de Veere,

ANNO 1732. Propoſitie door de Heeren Gedeputeerden van de Provincie van Vriesland op den 2 July van den jaaren 1723. ter Vergaderinge van Haar Hoog Mogende gedaan, met een advis door de Heeren Gedeputeerden van Gelderland, waar mede de Gedeputeerden van Vriesland, mitsgaders die van Stad en Lande ſig hebben geconformeert.

ANNO 1732. Propoſition faite à l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances, le 2. de Juillet 1723. par les Seigneurs Deputés de la Province de Friſe, avec un Avis des Seigneurs Deputés de Gueldres, auquel les Deputés de Friſe, & de Groningue ſe ſont conformez.

DE Heeren Gedeputeerden van de Provincie van Vriesland hebben ter vergaderinge voorgedragen, dat haare Furſtelike Doorluchtigheden de Heere Landgrave van Heſſen Caſſel, en de Vrouwe Furſtinne Douariere van Naſſau, als Voogden over de minderjarige Prins en Princeſſe van Naſſau, kinderen van gemelde Furſtinne Douariere, by ſucceſſie van haar overleden Vader Prins Johan Wilhelm Friſo, teſtamentaire Erfgenamen van ſyne Majeſteyt de Koning van Groot Brittannien, Willem de derde, Glorieuſer gedagtenisſe, by hare brieven alhier ter vergaderinge ingebragt, den 27. en 30. Maart deſes jaars, aan haar Hoog Mog kennis hebben gegeven, hoe dat geinformeert waren van de deliberatie die in de Provincie van Zeeland was aangeſteh, om alle de regten van de Marquis van Veer en Vliſſingen te mortificeeren en te vernietigen, en door de Heeren Staten van de Provincie van Zeeland te verklaren, dat de Rezoeringen der voorſchreve twee Steeden, nog omtrent de Juſtitie, nog omtrent de Politie, eenige Vaſſallage onderworpen zyn, deſelve ontſlaande van alle leenroerigheyt en Graaffelykheyt van Zeeland, en deſelve *de facto* en *de jure* houdende, en doende houden, als independente, immediate, en onleenroerige ſtemmende Steeden, onder een dedommagement, ſoo veel het utile aangaat, aan de hooge Geintereſſeerden en Geregtigden tot de Nalatenſchap van hoogſt gedachte ſyne Majeſteyt van Groot-Brittannien, glorieuſer gedagte: hooggemelden Furſtelyken Voogden daar beneevens verſogt hebbende om redenen in het breede in de voorſchreeve Miſſiven geallegeert, dat haar Hoog Mog. als Executeurs van de uyterſte wille van hoogſtgedagten ſyne Majeſteyt van Groot-Brittannien, gelieven by hooggemelde Heeren Staaten te intercedeeren, en door andere bequame middelen te coopereeren, dat de Marquiſaten van Veere en Vliſſingen, met alle haere vryheden, regten en præeminentien, in haar geheel gelaten mogen werden, en dat in allen gevalle de differenten, die over de exercitie van de voorſchreve regten ſouden mogen weezen, mogen werden gerenvoyeert aan de ordinaris Juſtitie, en ten dien eynde de ſoo lang continueerende ſurceantie en handſluytinge, aan deſelve gedaan, weggenoomen en opgeheeven moogen werden.

Dat ſy Heeren Gedeputeerden doenmaals, en ook vervolgens altyd van advise ſijn geweeſt, om redenen breder gededuceert in haar Advis en *aantekening van* 27. *Maart* leſtleden, dat de Heeren Staten van Zeeland door haar Hoog Mog. ſoo uyt kragte van de Unie als uyt hoofde van het voorgemelde Executeurſchap, behoorden te werden verſogt en gedehorteert, om met de geproponeerde mortificatie en vernietiging van het heerlyk regt van Marquis van Veer en Vliſſingen niet voort te gaan, maar dat regt in ſyn geheel te laten, of immers de ſaak te laten aan de Juſtitie, en ten dien eynde de geſlooten deure van de Juſtitie weder te openen. Dat ſy Heeren Gedeputeerden van de Heeren Staaten haere Principalen gelaſt waren om daar op nogmaal te inſiſteeren, en op nieuws te verſoeken, dat haar Hoog Mog. ten fine evengemelt haere interceſſie by de Heeren Staten van Zeeland gelieven te interponeeren.

Dat voor ſoo veel aan haar Heeren Gedeputeerden voorgekomen was, dat een bekommeringe voor ſommige gevallen, die hoewel onſeeker evenwel ſouden kunnen gebeuren, wanneer de voorſchreeve Marquiſaten by vervolg van tyden ſouden konnen komen in andere, en ſelfs vremde handen, ten deele aanleydinge tot deeſe deliberatie in de Provincie van Zeeland ſoude kunnen gegeeven hebben, ſy Heeren Gedeputeerden geperſuadeert waren, dat de Furſtelyke Voogden niet ongeneegen ſouden werden gevooden, indien het door bequame temperamenten konde geſchieden, en daar toe door ofte van weegen de Heeren Staeten van Zeeland eenige voorſlaegen wierden gedaan, om daar in aan deſelve voor ſodaenige toekoomende en gebeurlyke

LEs Seigneurs Deputés de la Province de Friſe ont propoſé à l'Aſſemblée de L. H. P., que ſon Alt. Sereu. le Seigneur Land-Grave de Heſſe-Caſſel; & Madame la Princeſſe Douairière de Naſſau, comme Tuteurs du Prince & de la Princeſſe de Naſſau, Enfans mineurs de ladite Princeſſe Douairière, & Succeſſeurs par la mort de feu leur pere, le Prince Jean Guillaume Friſo, & heritiers Teſtamentaires par conſéquens de Sa Majeſté Royale de La Grande Bretagne, de gl. mem., ont informé leurs Hautes Puiſſances, par leurs Lettres delivrées le 27. & le 30. de Mars; Qu'ils avoient été informés des Déliberations, qu'on avoit entamé dans la Province de Zeelande, pour y amortir, & aneantir tous les droits, qui appartiennent au Marquis de Veere & de Fleſſingue, *& qu'il ſeroit declaré par les Seigneurs Etats de la Province de Zeelande, que ces deux Villes ne ſeroient plus ſujettes à aucun Vaſſallage au ſujet de la Juſtice & de la Police, & qu'Elles ſeroient délivrées pour l'avenir de toutes les obligations, & charges par rapport au Comté de Zeelande; que les Seigneurs Etats les tiendroient, & les feroient tenir pour l'avenir pour des Villes independantes, immédiates, libres de tout Vaſſallage, & pouvant donner leur voix immédiatement, comme les autres Villes, le tout en donnant un Dedommagement au ſujet de l'Utile, qu'on donneroit aux hauts intereſſés, & aux légitimes heritiers de Sa Majeſté Britannique de gl. m.; Les ſuſdits Illuſtres Tuteurs avoient prié outre cela dans leurdites Lettres pour les raiſons, qui y ſont alleguées, qu'il plût à leurs Hautes Puiſſances, d'intercéder auprés des Etats de Zeelande, & de vouloir cooperer par tous les moyens imaginables, à ce qu'on laiſſe dans ſon état précédent, & dans ſon entier le Marquiſat de* Fleſſingue & de Veere *avec tous ſes Privilèges, ſes droits, & ſes prééminences, & qu'en tout cas, les differens, qui ſubſiſteront ſur l'exercice des droits, & des immunités mentionnées, fut renvoyé à la Juſtice ordinaire; & que pour ces effets on veuille lever une fois pour toutes la ſurſeance & l'empechement, qu'on y avoit mes, & qui avoit continué ſi long tems.*

Que ſesdits Seigneurs Deputés avoient toûjours donné leurs avis dans ces tems, comme après dans les occaſions, qui ſe ſont préſentées à ce ſujet, & par les raiſons, qu'ils ont deduites plus amplement dans leurs avis, & proteſtation du 27. de Mars; Que leurs Hautes Puiſſances étoient obligées en vertu de l'Union, & de leur Acceptation de la qualité d'Executeurs Teſtamentaires, de prier & d'exhorter les Seigneurs Etats de Zeelande, à ne pourſuivre pas cet amortiſſement & cette abolition du droit Seigneurial des Marquis de Fleſſingue & Veere; *mais au contraire de laiſſer ce droit dans ſon entier, & de renvoyer cette affaire à la diction de la Juſtice ordinaire, & par conſéquent d'ouvrir la porte fermée juſqu'à preſent au cours de la Juſtice; Que ces Seigneurs Deputés avoient reçu des ordres & des inſtructions ulterieures, de leurs Hauts Commettans, pour y inſiſter tout de nouveau, & pour preſſer leurs Hautes Puiſſances, d'interpoſer ſur ce ſujet leur interceſſion auprés de leurs Nobles Puiſſances les Etats de Zeelande;*

Que pour autant qu'il avoit paru aux Seigneurs Deputés, qu'on alleguoit une certaine appréhenſion pour des évenemens imprevûs, qui quoiqu'encore incertains, pourroient pourtant arriver, ſi ledit Marquiſat dans la ſuite des tems venoit à échoir à d'autres Seigneurs, & même à des Etrangers; ce qui avoit donné occaſion aux préſentes déliberations de la Province de Zeelande ſur ce ſujet; Ces Seigneurs Deputés étoient perſuadés, que les Tuteurs des Princes mineurs, lorſque cela ſe pourroit faire moyennant un temperament convenable, & que les Seigneurs Etats de Zeelande, ou quelques-un de leur part leur feſſent des propoſitions acceptables, feroient tout ce qui ſeroit équitable,

par

ANNO 1732. ke gevallen in alle redelykheyt te gemoet te koomen, om alle bekommeringe daar omtrent weg te neemen, en dat ſy Heeren Gedeputeerden ſodanige voorſlagen gedaan werdende, gaarne daar toe hunne goede officien ſullen aanwenden, gelyk ook haar verſekert houden dat de Heeren Staeten, hare Principalen, van gelyken ſullen doen: in die hoope en op dat vaſt vertrouwen, dat de Heeren Staten van Zeeland ondertuſſchen de ſaeke niet buyten haar geheel ſullen ſtellen.

Waar op gedelibereert zynde, hebben de Heeren Gedeputeerden van de Prov: van Gelderland, verklaart van adviſe te zyn, (waar mede de Heeren Gedeputeerden van de Prov: van Vriesland, en van Stad en Lande haar hebben gevoegt) dat aan de Heeren Staten van Zeeland kenniſſe gegeeven behoort te werden van het voorſchreeve geproponeerde, en dat deſelve behooren te werden verſogt, en gedehorteert, van met de mortificatie van het voorſchreeve Heerlyk regt van den Marquis van Veere en Vliſſingen niet voort te gaan, maar de ſaeke te laten in ſyn geheel, ofte die te renvoyeeren aan de Juſtitie, ten minſte die te laten in ſtate; dat ten dien eynde aan hooggemelden Heeren Staten behoort te werden gerepreſenteert, dat wanneer haar Hoog Mog. ontfangen hebben gehad de bier voren gemelde brieven van Furſt: Voogden, ſy de redenen daar in bygebragt, gevonden hebben van ſoo veel gewigt en kragt, dat ſy van doen af aan niet ſouden hebben gehæſiteert daar over aan hooge geinſtrueerden Heeren Staten te ſchryven en by deſelve te intercedeeren, ten eynde door hooggemelden Heeren Staten, geen ſoo præjudiciabele reſolutie genomen moge werden, als waar over de deliberatie ſchynt te weeſen aangeſtelt, maar dat de Heeren Gedeputeerden van eenige Provintien, om de importantie van de ſaeke, nodig geoordeelt hebbende alvoorens daar op te moeten inhaalen het goedvinden van de Heeren Staeten haere Principalen, haar Hoog Mog. niets hebben willen præciſpiteeren, maar afwagten tot dat de Heeren Gedeputeerden van de Provincien, de voorſchreeven brieven overgenomen hebberde, van de reſolutien van de Heeren Staten hare Principalen ſouden weeſen geinformeert, het welk ten meeſten deele geſchied zynde, haar Hoog Mog. als nu niet langer hadden kunnen leedig ſtaan, deſelve tot het gunt voorſchreeve is te verſoeken, in hoope en verwagtinge dat haere interceſſie, gevoegt by de redenen van weegen de hoorgemelden Furſtelyke Voogden in de voorſchreeve brieven geallegeert, by hooggemelden Heeren Staten ingang ſullen vinden, en dat deſelve haar ſullen laten beweegen, om met deeſe verre uytſiende proceduren niet voort te gaan.

Dat haar Hoog Mog. haar tot deeſe hare interceſſie verpligt vinden, niet alleen om dat zy als Executeurs van het Teſtament van hoogſtgedagten ſyne Majeſteyt van Groot-Brittannien, glorieuſer gedagteniſſe, gehouden zijn de regten van den erfgenaam voor te ſtaan, en die ſoo veel in haar vermogen is te helpen conſerveeren, ook te beſorgen, dat de goederen, gehoorende tot de naelatenſchap van hoogſtgedagten ſyne Majeſteyt, ſoo lange die onder hare adminiſtratie zyn, niet weggenomen, nogte in hare regten verkort komen te werden, om in tyden en wylen niet ſubject te zyn aan de blame, en verantwoordinge van daar omtrent niet behoorlyk te hebben gevigileert: maar ook, om dat ſy volgens de Unie gehouden zijn, alle ende een ygelyk, niet allen van de Provincien en Leeden van dien, maar ook van de Ingezetenen, te maintineeren by hare wettige verkreegen Regten en poſſeſſien, en daar beneevens niet anders kunnen oordeelen, of de mortificatie en vernietiging van het Heerlyk Regt van den Marquis van Veere en Vliſſingen, door een politique Reſolutie buyten den weg van Juſtitie, ſoude weeſen ten uyterſte hart, en ſoude meedebrengen een notoir ongelyk voor die geene, die wettig regt hebben tot de voorſz: Marquiſaten; dat ook het ſelve ſoude aanloopen tegen de æquiteyt en teegen de loffelyke en wel hergebragte Privilegien en Coſtuymen deſer landen, welke uytdrukkelyk mede brengen, dat den Prins van den Lande, ſoo als in deſen de Heeren Staten van Zeeland geconſidereert moeten werden, niet bevoegt is de goederen, leenen, ofte erven, van de Onderſaten te benemen, ten zy die in regten verwonne zijn; Privilegien van alle ryden geagt, zo nut en nodig voor de Onderdanen, tot conſervatie van haare vryheyt, en van de geruſte beſittinge haarer goederen, regten en gerechtigheeden, en tot haere verſekerheyt teegen alle overheerſchende magt, dat daar aan niet gemaakt behoort te werden, nogte gemaakt mag werden, ſonder te krenken de algemeene vryheyt en ſecuriteyt, in een

par rapport à ces évenemens imprevûs, pour les délivrer de cette appréhenſion; & qu'aux Députez interpoſerent volontiers leurs bons offices au cas qu'on fis quelque propoſition, étant perſuadés, que les Seigneurs Etats, leurs Commettant, feront la même choſe, dans l'eſperance, & dans la ferme confiance, qu'en attendant, les Seigneurs Etats de Zeelande laiſſerons les choſes in ſtatu quo.

ANNO 1732.

Surquoi ayant été délibéré, les Seigneurs Deputés de la Province de Gueldre ont declaré d'être d'avis (auquel avis les Deputés de Friſe & de Groningue ſe ſont joints) qu'il convenoit de donner connoiſſance aux Seigneurs de Zeelande de ce qui avoit été propoſé, & qu'ils devoient être priez & exhortés, de ne pouſſer pas plus loin l'amortiſſement des droits mentionnés du Marquis de Veere & de Fleſſingue, mais de laiſſer cette affaire dans ſon primier état, ou du moins de la renvoyer à la Juſtice ordinaire; Que pour cet effet il devroit être repreſenté auxdits Seigneurs Etats, que lorſque leurs Hautes Puiſſances avoient reçu les ſuſdites Lettres des Tuteurs reſpectifs, Elles avoient trouvé, que leurs raiſons alleguées étoient ſuffiſantes, pour les obliger, à n'heſiter pas d'écrire, dans le moment, ſur cela auxdits Seigneurs Etats, & d'intercéder auprès d'eux, à ce qu'ils ne priſſent pas une Reſolution ſi préjudiciable, ſur laquelle il paroiſſoit, que l'on étoit entré dans la Deliberation préſente; Mais que les Seigneurs Deputés de quelque Provinces ayant jugé qu'il étoit néceſſaire, vû l'importance de cette affaire, de s'informer préalablement des ſentimens des Seigneurs Etats, leurs Commettans; leurs Hautes Puiſſances n'avoient voulu rien précipiter, mais attendre auparavant, que ces Seigneurs Deputés des Provinces reſpectives, s'étant chargés des ſuſdites Lettres avoient été informés des Reſolutions des Seigneurs Etats, leurs Hauts Commettans; Ce qui ayant été fait pour la plus grande partie, leurs Hautes Puiſſances, n'avoient pas pu ſe diſpenſer plus longtems, d'intercéder auprés deſdits Seigneurs Etats, eſperant, que leur interceſſion, jointe aux raiſons alleguées dans les Lettres reſpectives des Tuteurs, auront le ſuccés deſiré auprés des Seigneurs Etats de Zeelande, & qu'ils ſe laiſſerons à la fin perſuader de ne pas pouſſer plus loin ces procedures, qui pourroient avoir de ſi grandes ſuites.

Que leurs Hautes Puiſſances ſe trouvent indiſpenſablement obligées à cette interceſſion, non pas ſeulement parce qu'Elles ſe trouvent engagées, comme Executeurs du Teſtament de Sa Majeſté Britannique de glorieuſe, de défendre les droits de ſes héritiere, & de les conſerver dans leur entier autant qu'il leur eſt poſſible; & d'avoir en même tems ſoin, que les biens, qui appartiennent à cet héritage, n'en ſoient pas détournez & ne reçoivent préjudice dans leurs droits acquiſes, tant qu'ils reſteront ſous leur adminiſtration; pour ne pas s'expoſer tôt ou tard au reproche, qu'elles ne ſe ſont pas dument acquittées de leur devoir; Mais auſſi, qu'Elles ſont obligées en conformité de la Convention de l'Union, de maintenir, & d'aider à maintenir non ſeulement toutes les Provincez, mais auſſi tous les particuliers de ces Provinces, dans leurs légitimes droits; & que par cette raiſon elles ne peuvent s'empêcher de reconnoitre que l'amortiſſement & l'abolition des droits Seigneuriaux du Marquis de Fleſſingue & Veere, ordonnée par une Reſolution Politique & ſans les voyes ordinaires de la juſtice, ſeroit très dure, & qu'il s'enſuivroit une injuſtice notoire pour ceux, qui ont un droit legitime audit Marquiſat; Qu'il ſeroit en même tems contraire à l'equité, & aux Privilèges, & aux Coûtumes Louables établies dans ces pais-ci, qui veulent expreſſement, que le Prince du pais, (comme il n'eſt que juſte) de conſiderer les Seigneurs Etats de Zeelande) n'ait pas le pouvoir de priver les Sujets de leurs biens, Fief, & heritages, à moins que celà ne ſe faſſe par les voyes ordinaires de la Juſtice; Ces Privilèges ayant été jugés ſi néceſſaires, & ſi utiles en tous tems pour les ſujets, & pour la conſervation de leur liberté, de la poſſeſſion tranquile de leurs biens, de leurs droits, & de leurs prééminences, & pour leur ſureté contre un pouvoir arbitraire, qu'il ne faudroit jamais y toucher, comme effectivement on ne le peut faire ſans donner en même tems atteinte à la liberté, & à la ſureté publique dans une de ſes parties les

ANNO 1732. van haare eſſentieelſte doelen, en ſonder het gebouw van den Staat te labefactoeren; waarom niet ſonder reeden te bedugten is, dat, gelijk de deliberatie over deſe ſaake van ſoo verren uytſigte, al hereyts ſeer veel beweeging en opſchudding heeft gemaakt, dat die verder voortgeſet werdende, ende veel meer wanneer die onverhopentlijk tot concluſie gebragt, ende werkſtellig gemaakt ſoude werden, daar uijt groote diſſentien ende verwyderingen ſouden ontſtaan, die met alle ſorgvuldigheyt geeviteert behooren te werden.

Dat Haar Hoog Mog. niet anders kunnen bevatten, of de quæſtie, die tegenwoordig gemoveert werd, over de Marquiſaten van Veere en Vliſſingen, is, ende moet weeſen een object van de Juſtitie, het zy die geconſidereert werd als een quæſtie over een Leen, tuſſchen de Leenheer ende ſijn Vaſſal, of als een quæſtie over een Goed ende Eygendom aan den Marquis toebehoorende, verkregen by een wettigen Titul van Koop, verſterkt door eene vreedſame en geruſte poſſeſſie, van meer als hondert en twintig jaren, met kenniſſe, ende ſonder eenige contradictie van de Heeren Staaten van Zeeland; dat *daar van tegenwoordig te willen maaken een enkel object van Politie, ſoude kunnen werden opgenoomen, als of het ſelve ſproot uyt eene diffidentie, om de ſaake te laaten komen onder het oogh van een neutraal ende onpartydige Regter, om daar over te oordelen tolgens eed ende conſcientie, naa regt, ende tolgens de Weeten van den Lande.*

Dat ook hier op te willen appliceeren het regt van de Opperſte Magt, *Dominium eminens*, dat een Souverain heeft, om in cas van nood, of van publique utiliteyt ten dienſte van 't gemeen, onder vergoedinge der goederen van particuliere Onderdanen te moogen gebruyken, ſoude kunnen voorkoomen, *als of men wilde doorhakken een knoop, die niet anders los te maken ſoude zyn.*

Dat Haar Hoog Mog. niet onbewuſt zijn, nog diſconvenieeren, dat een Souverain heeft ſodanig regt, maar dat het ſelve niet is abſolut of oobepaalt, maar dat het gebruyk daar van dan eerſt plaatſe kan hebben, als een hooge nood, ofte publique utiliteyt van de gemeene ſocieteyt ſulks vereyſchen, ende dat die nood ende die utiliteyt ſoo klaar ende ſoo doorſteekende moet ſijn, dat die volkoomen komt te blyken aan het geheele volk, uyt welkers boeſem dat regt van de Overigheyt is gekoomen, en het welk te ſaamen, ende ieder goed Onderdaan in het byſonder, geſtelt moet werden wel te willen, dat in ſodanigen geval het particulier intereſt voor het gemeene wijkt. Dog dat het ſeer gevaarlyk ſchynt, dit regt te verre te extendeeren, ofte ligtvaardig te gebruyken, alſoo daar door ligt vervallen ſoude kunnen werden in exceſſen, die ſouden kunnen degenereeren in eene arbitraire magt, welkers oeffeninge in alle Regeeringen ende byſonder in die van deſen vryen Staat, de uytterſte quade gevolgen ſoude kunnen naar ſig ſleepen.

Dat aan Haar Hoog Mog. tot nog toe van weegen de Heeren Staaten van Zeeland, niet voorgekoomen zijn de redenen en motiven, die haar bewoogen hebben, om een deliberatie aan te ſtellen over deſe ſaake, die ſoo teeder en van ſoo verren uytſigt is; dat ook niet weeten of hooggemelde Heeren Staaten ſullen willen adopteeren de ſtellingen ende redenen, vervat in de Propoſitie, die door de Heeren Gedeputeerde van de Provincie van Holland ende Weſtvriesland, op dit ſubject in Haar Hoog Mog. Vergaderinge is gedaan, en dat daarom ook haar voor als nog niet ſullen inlaaten, om die redenen te debatteeren, dog dat evenwel niet kunnen nalaaten, met een woort te ſeggen, dat daar by, naa haar oordeel, ten opſigte van de vernietiging van de Merquiſaten van Veere en Vliſſingen, geenſins beweeſen is de groote nood, ofte publique utiliteyt, die beweeſen hadde moeten worden, om daar op het *eminent Dominium*, hoe ampel het ſelve ook by de voorſchreeve Propoſitie geëxtendeert is, applicabel te maken.

Dat Haar Hoog Mog. intentie voor 't tegenwoordige elleen is, om hooggemelde Heeren Staaten vriendelijk te verſoeken, om niet te willen voortgaan tot een reſolutie van ſoo verren uytſigt, als ſoude weeſen het vernietigen ende mortificeeren van het Heerlijk regt van den Marquis van Veere ende Vliſſingen door eene politique diſpoſitie, buyten de weg van de Juſtitie, maar veel meer het regt van den Marquis te laaten in ſijn geheel, ende in allen gevalle de ſaake te laaten aan de decitie van den competenten Regter, ten dien eynde openende de deure van de Juſtitie, die door de verleende ſurceantie geſlooten is.

plus eſſentielles, & faut ébranler l'Edifice entier de l'Etat; C'eſt pourquoi on a raiſon de craindre, que, comme les déliberations ſur cette affaire de ſi grande conſequence, ont déja effectivement donné occaſion à pluſieurs mouvemens; ils ne manqueroient pas de cauſer dans la ſuite, encore de plus grandes diſſentions, & diſputes, ſi elles étoient portées à une Concluſion telle; Ce que l'on devroit éviter avec tous les ſoins imaginables.

ANNO 1732.

Que leurs Hautes Puiſſances ne peuvent pas ſe faire une autre idée de cette affaire, que celle, que la queſtion, mais à préſent ſur les Marquiſats de Veere & de Fleſſingue, eſt, & doit être un objet de la Juſtice, ſoit qu'elle ſoit conſiderée comme une queſtion ſur un Fief entre le Seigneur & le Vaſſal, ou comme une queſtion ſur un bien allodial, qui appartient au Marquis, & qu'il a acquis à titre d'Achat, fortifiée par une poſſeſſion tranquile & non interrompuë de plus de cent & vingt ans, avec connoiſſance, & ſans la moindre contradiction des Seigneurs Etats de Zeelande. Et que d'en vouloir faire à préſent un Objet uniquement relatif à la Politique, ce ſeroit donner lieu de croire que l'on craint de ſoumettre cette affaire à l'examen d'un Juge neutre & impartial, qui en déciderait ſuivant ſon ſerment, & ſe conſcience, avec équité, & conformement aux Loix du pais;

Que de vouloir appliquer dans le cas préſent le droit de l'autorité Souveraine, Dominium eminens, *qui appartient à tout Souverain, & dont il peut ſe ſervir en cas de néceſſité, & d'utilité publique, en donnant un équivalent pour les biens des Particuliers, c'eſt laiſſer penſer qu'on veut couper un nœud qu'on ne pourroit denouër autrement.*

Que leurs Hautes Puiſſances n'ignorent pas & ne diſconviennent pas, qu'un Souverain eſt muni d'un tel pouvoir, Mais que ce pouvoir n'eſt pas abſolu, qu'il a de certaines bornes, & qu'on n'y doit jamais avoir recours, que lorſqu'une néceſſité urgente, ou l'utilité publique d'une Société entiere le demandent; Et que cette néceſſité, & cette utilité ſeraient ſi claires qu'elles ſautent, pour ainſi dire, aux yeux du public, du conſentement duquel tous les Magiſtrats ont été établis; car on doit faire reflexion que c'eſt ce Public en général, & chaque Sujet en particulier, qui conſentent, que dans un tel cas l'interêt particulier ſoit poſpoſé à l'interêt & au bien public, Mais qu'il ne pourroit qu'être très-dangereux de porter ce droit trop loin, ou de s'en ſervir trop legerement d'autant que par ce moyen on tomberoit dans des excès, qui à la fin pourroient dégenerer en une puiſſance arbitraire, & qui entraineroit des conſequences très-dangereuſes dans toutes ſortes de Gouvernement, mais particuliérement dans celui de cette République libre.

Que leurs Hautes Puiſſances n'ont reçu juſqu'à préſent aucune Notification de la part des Seigneurs Etats de Zelande, des raiſons & des motifs, qui les ont mis, à entamer une déliberation ſur une affaire, qui étoit ſi delicate, & qui portoit ſes vues ſi loin; Qu'elles ne ſavoient pas non plus, ſi lesdits Seigneurs Etats voudroient adopter les ſentimens & les raiſons, qui ont été propoſés ſur ce ſujet dans l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances par les Seigneurs Deputés de la Province de Hollande & Weſt-Friſe & qu'ainſi ils n'entreroient pas pour le préſent dans la diſcuſſion de ces raiſons; Que neanmoins ils ne pouvoient ſe diſpenſer, de dire en peu de mots qu'il leur parois qu'ils n'ont pas prouvé dans leur Deduction par rapport à l'amortiſſement du Marquiſat de Veere & de Fleſſingue, la grande néceſſité, ou l'Utilité publique, qu'il aurais néanmoins fallu prouver, pour y apliquer le Dominium eminens, *quelque étenduë qu'on veuille lui donner dans la ſuſdite propoſition.*

Que pour le préſent leurs Hautes Puiſſances n'avoient d'autre intention, que de prier amiablement les Seigneurs Etats de Zelande, de ne point paſſer à une Reſolution auſſi importante que ſeroit celle de l'amortiſſement & de l'abolition du droit Seigneurial du Marquis de Veere & Fleſſingue par une diſpoſition politique, & hors de la voye de la Juſtice; mais de laiſſer plûtôt ce droit au Marquis en ſon entier, ou en tous cas de renvoyer cette affaire à la decition d'un Juge competent, en ouvrant pour cela la porte à la Juſtice, qui avoit été fermée par la ſurſeance accordée.

Que

ANNO 1732. Dat Haar Hoog Mog. dit van de hooge æquiteyt van de hooggemelde Heeren Staaten onfeylbaar ſullen verwagten, immers, dat de ſelve met deeſe ſaake niet ſullen voortgaan, dewyle geenſins eenig *periculum in mora* is, en door de Propoſitie van de Heeren Gedeputeerde van de Provincie van Vriesland, aanleydinge gegeeven werd, om te koomen tot eene Onderhandelinge, om door bequame temperamenten tot een minnelijke afkomſte van deeſe moeyelyke deliberatie te koomen.

De Heeren Gedeputeerde van de Provincie van Holland ende Weſtvriesland, hebben op de bovenſtaande Propoſitie verklaart, dat ſy deſelve overneemen, ende niet ſouden kunnen toeſtaan, dat, invogen hier vooren gemelt, aan de Heeren Staaten van Zeeland geſchreeven ſoude werden, maar dat het ſelve ter concluſie gebracht werdende, ſy het ſelve ſouden moeten contradiceeren, daar tegen proteſteeren, ende reſerveeren daar tegen ſoodanige aanteekeninge te doen, als de Heeren Staaten haare Principalen ſullen vinden te behooren, inhæreerende immiddels haare gedane Propoſitie.

De Heeren Gedeputeerde van de Provincie van Zeeland, hebben verklaart het voorſchreeve geproponeerde over te neemen, het geadviſeerde van de Provincien van Gelderland, Vriesland, ende Stad ende Lande te contradiceeren, en daar tegen te proteſteeren; als ſijnde de ſaake van Veere ende Vliſſingen een domeſtique ſaak van de Provincie van Zeeland, daar meede, nog de Unie, nogte de andere Provincien, nog Haar Hoog Mog. als Executeurs, niet bevoegt zijn haar te bemoeyen, reſerveerende verders daar op ſodanige verdere aanteekeninge te doen, als de Heeren Staaten hare Principalen ſullen vinden te behooren.

De Heeren Gedeputeerden van de Provincie van Utrecht, hebben geinhæreert haare vorige aanteekeningen op het ſubject van de Nalaatenſchap gedaan.

De Heeren Gedeputeerde van de Provincie van Over-Yſſel, hebben geinhæreert de Reſolutie van de Heeren Staaten haare Principalen van den achtſte, ende alhier ter Vergaderinge ingebragt, den 14. April leſtleeden, met byvoeginge, dat ſy Heeren Gedeputeerde gelaſt waaren daar by te blyven, ende verders te accedeeren by de Provincien, welke ſouden goedvinden te ſchryven aan de Staaten van Zeeland, in beloefde termen, om de ſaake, betreffende het Marquiſaat van Veere ende Vliſſingen, te willen laaten in den ſelven ſtaat, tot de meerderjaarigheyt van den Prince van Naſſau.

Que leurs Hautes Puiſſances perſuadées de la haute ſageſſe & équité des Seigneurs Etats de Zelande, ſe flatteroient qu'ils n'aquieſceroient à leur demande, & qu'ils ne conſentiroient par plus loin cette affaire, d'autant plus qu'il ne s'y trouve pas le moindre periculum in mora, *& que d'ailleurs la propoſition des Seigneurs Deputés de la Province de Friſe fraye le chemin à une Négotiation, dans laquelle on pourroit ſe débaraſſer amiablement d'une délibération ſi epineuſe au moyen d'un temperament convenable.*

ANNO 1732.

Les Seigneurs Deputés de la Province de Hollande, & Weſt-Friſe, ont declaré ſur la propoſition ſuſdite, qu'ils en demandoient Copie, mais qu'ils ne pouvoient conſentir, que leurs Hautes Puiſſances écriviſſent aux Seigneurs Etats de Zelande dans les termes mentionnés; & que ſi cette propoſition paſſoit, ils ſeroient obligez de s'y oppoſer, de proteſter au contraire; & de ſe reſerver de faire enregiſtrer telle autre Proteſtation que les Seigneurs Etats, leurs Commettans, jugeront convenable; Adherans au ſurplus à leurs propoſitions precedentes.

Les Seigneurs Deputés de la Province de Zealande ont demandé copie de ce qui avoit été propoſé, ſe ſont oppoſez & ont proteſté contre ce qui avoit été propoſé par les Provinces de Gueldres, de Friſe, & de Groningue; Parce que l'affaire de Veere & de Vlieſſingue, *ne pouvoit être conſiderée, que comme une affaire domeſtique de la Province de Zelande, l'Union, les autres Provinces, ni leurs Hautes Puiſſances, comme Executeurs teſtamentaires n'étoient pas en droit, de s'en mêler en aucune maniere; ſe reſervant au ſurplus, de faire enregiſtrer ſur cette affaire telle Proteſtation que les Seigneurs Etats, leurs Hauts Commettans, trouveront à propos.*

Les Seigneurs Deputés de la Province d'Utrecht ſe ſont rapportés à ce qu'ils ont fait enregiſtrer au ſujet de la ſucceſſion.

Les Seigneurs Deputés de la Province d'Overyſſel ſe ſont rapportés à la Reſolution des Seigneurs Etats, leurs Commettans du 8 & delivrée le 14 d'Avril à l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances, avec cette clauſe, que leſdits Seigneurs Deputés avoient reçu ordre d'y perſiſter; & de ſe joindre aux Provinces, qui ſeroient du ſentiment, que l'on écrivit aux Etats de Zelande en termes honnêtes, pour leur perſuader, de laiſſer l'affaire du Marquiſat de Veere & Vlieſſingue *dans le même état, juſqu'à la Majorité du Prince de Naſſau.*

Reſolutie van de Edele Mogende Heeren Staten van Gelderland door de Heeren Gedeputeerden van dezelve Provincie op den 18 October van den Jaare 1723. ter Vergadering van Haar Hoog Mogende ingebragt.

DEn aanweſenden Heere Gedeputeerde van de Provincie van Gelderlandt, heeft ter Vergaderinge ingebragt en laten leſen de Reſolutie van de Heeren Staaten van de hooggemelde Provincie ſijne Principalen, genomen op het ſubject van de deliberatien in de Provincie van Zeelandt aangeſtelt, om de rechten van den Marquis van Veere en Vliſſingen te mortificeeren, en te verklaren, dat de Regeeringe van de voorſchreve twee Steeden, nog omtrent de Juſtitie, nog omtrent de Politie, eenige Vaſſallage onderworpen zijn, en de ſelve te ontſlaan van alle leenroerigheydt van de Graefelykheydt van Zeelandt, en de ſelve *de facto* en *de jure* te houden, ende te doen houden, als independente, immediate ende onleenroerige ſtemmende Steeden, onder een dedommagement aan de hooge Geïntereſſeerden; volgende de voorſchreve Reſolutie hier naar geinſereert.

Reſolution des Nobles, & Puiſſans Seigneurs les Etats de Gueldres, delivrée par les Seigneurs Deputés de leur Province le 18. d'Octobre de l'année 1723 à l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances.

LE Seigneur Deputé de la Province de Gueldres ici préſent, a delivré à l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances, & y a fait faire la lecture de la Reſolution, que les Seigneurs Etats de ſa Province ont priſe au ſujet des deliberations, que l'on a entamé dans la Province de Zelande, pour y amortir les droits du Marquis de Fleſſingue & de Veere, *pour déclarer, que ces deux Villes ne ſeroient plus ſujettes à aucun Vaſſellage par rapport à la Juſtice & à la Police; pour les libérer de toute dépendance feodale de cette Province; Et enfin pour les tenir de facto & de jure, & pour les faire tenir pour des Villes indépendantes, immédiates, ayant voix & ſéance comme Villes deveſſelibre; en donnant un dedommagement aux hautes interreſſés; En conformité de la Reſolution mentionnée inferie ci-après.*

Extract uyt het vervolg des Reces van een Landdag in September en October 1723. ordinarie binnen Zutphen gehouden.

Martis den 12. October 1723.

DE Staten des Furſtendoms Gelre ende Graafſchaps Zutphen, geleſen en geëxamineert hebbende een ample Propoſitie by de Gecommitteerden van de Heeren Staaten van Holland ende Weſt-Vriesland ter Ver-

Extrait du Recès de l'Aſſemblée des Etats tenue ordinairement à Zutphen dans les mois de Septembre & d'Octobre 1723.

Mardi le 12 d'Octobre 1723.

LEs Etats de la Principauté de Gueldres, & du Comté de Zutphen, ayant lû & examiné la propoſition, que les Seigneurs Deputés de Hollande & Weſt-Friſe ont faite à l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances le 5 de

ANNO 1732. Vergaderinge van haar Hoog Mog. den 5 Juny deſes Jaars gedaan, en in de notulen van dien datum geinſereert, waar by tragten te juſtificeren en te billyken, dat de Heeren Staaten van Zeeland zoude voorneemens weſen, en waar toe Hooggemelde Heeren Staaten ſelfs zoeken te induceeren, om alle de Regten van den Marquis van Veere en Vliſſingen te mortificeren en te verklaren, dat de Regeeringe der voorſz. twee Steeden nog omtrent de Juſtitie, nog omtrent de Politie, eenige Vaſſallage onderworpen zouden zyn, deſelve te ontſlaan van alle Leenroerigheyd van de Graeffelykheyd van Zeeland, en deſelve *de facto* en *de jure* te willen houden, en doen houden als independente, immediate en onleenroerige ſtemmende Steeden, onder een dedommagement aan de hooge Geintereſſeerdens en Geregtigde tot de Nalatenſchap van Syne Koninklyke Majeſteyt van Groot Brittannien William de derde, glorieuſer Memorie, en dat wel op een fundament van het Regt, Souveraine Princen en Staaten competerende, gemeenlyk genaamt het *Dominium eminens*, welkers executie daar by ampel en breed komen uijt te breiden, en in deſen cas applicabel zoeken te maken; als mede geexamineert het gerapporteerde door de Gecommitteerdens wegens deſe Provintie ter Generaliteyt op de tegenwoordige Landſchaps Vergaderinge gedaan. Eyndelyk gezien het geene die ſelve Gecommitteerdens op de propoſitie van de Gecommitteerdens van de Heeren Staaten van Vriesland, den 2. July deſes Jaars, ter Hooggemelde Vergaderinge hebben verklaart, en in de notulen van dien datum is geinſereert.

Waar op gedelibereert zynde, hebben haar Edele Mogende, approberende al het geene door derſelver Gecommitteerdens ten deſe opſigte ter hooggemelde Vergaderinge is gedaan, goedgevonden deſelve Gecommitteerdens wederom te gelaſten, om ter Vergaderinge van Haar Hoog Mog. voor te brengen, hoe dat haar Edele Mog. by derſelver Reſolutie van den 22. April deſes Jaars, en op den 5. May daar aan volgende, ter hooggemelde Vergadering geopend, met veele reedenen vermenen te hebben aangetoont, het ongelyk, het geene de Heeren Staaten van Zeeland door het *de facto* te willen mortificeren het Marquiſaat van Veere en Vliſſingen, aan de Furſtelyke Pupillen van de Heer Johan Willem Friſo, Prince van Orange ende Naſſau, Hoogloffelyker Memorie, tegens regten zouden komen te doen. Gelyk ook het groote nadeel, dat door dusdanig wederregtelyke procedure in een Land, als deſe Republicq van alle oude tyden ſoo zeer door derſelver loffelyke gewoontens vermaart, aan de goede Ingezetenen zoude werden toegebragt.

Dat haar Ed. Mog. hadden verhoopt dat de Heeren Staaten van Zeeland, met poſtpoſitie van haar eygene vues, in deſen zouden hebben afgeſien van haar ongefundeerde voorgenomene procedure, om buyten eenige weegen van Rechten, voorſz. Marquizaat van Veere en Vliſſingen te willen vernietigen, en dat in contrarien geval alle de andere reſpective Bondgenoten met haar Edele Mog. zouden hebben geconcurreert, om die zelve Heeren Staaten van Zeeland, door alle meeſt kragtige zeedenen daar van te willen diſſunderen.

Dat haar Edele Mog. by de lecture van het geene de Heeren Staaten van Zeeland, ter Vergaderinge van haar Hoog Mog. op de propoſitie van de Gecommitteerdens van de Heeren Staaten van Vriesland den 2 July jongſtleeden hebben doen aantekenen, niet anders kunnen bevroeden, als dat Hooggemelde Heeren Staaten van Zeeland in derſelver voornemen, om het Marquiſaat van Veere en Vliſſingen te willen vernietigen, als Domeſticq, en de andere Bondgenoten niet concernerende, wel zouden willen houden.

Gelyk zulks de Heeren Staaten van Holland en Weſt-Vriesland by derſelver bovengemelde propoſitie insgelyks ook komen te ſtellen.

Dat haar Edele Mog. daar tegens moeten verklaren, dat het vernietigen van gemelde Marquiſaat, invoege het zelve althans ſchynt voorgenomen te worden, niet konnen aanzien als een Domeſtique zaake van de Provintie van Zeeland, en waar mede nog de reſpective Bondgenoten op hun zelve aangemerkt, nog haar Hoog Mog. als Executeurs van het Teſtament van koning William de derde, glorieuſer gedagtenisſe, bevoegd zoude weſen hun te bemoeyen.

Dat haar Edele Mog. wel toeſtemmen waar te zyn, dat ieder der Reſpective Provintien binnen hunne territoire hebben het Regt van Souveraineteyt, maar dat ook te gelyk vermynen waar te zyn, dat de executie van

Juin de l'année courante, & qui a été inſerée ſous la même date dans les Notules de la Généralité; *& par laquelle ils tâchent de juſtifier, & d'approuver l'intention, que les Seigneurs Etats de Zeelande paroiſſent avoir & dans laquelle ils ſemblent aquiez par leurs Seigneurs Etats de Hollande & Weſt-Friſe, d'amortir tous les droits du Marquis de* Veere & Fleſſingue, *& de declarer, que ces Villes ne ſeroient plus ſujettes à aucune Vaſſallage par rapport à la Juſtice, & à la Police; qu'Elles ſeroient delivrées de toutes les charges feodales, qui appartiennent à la Province; & qu'ils les tiendroient & ſeroient tenir de facto & de jure pour des Villes immediates, independantes, deveſtillies, & ayant voix & ſeance, comme les autres Villes de la Province, le tout en donnant un dedommagement pour les Interêſſes, & les Hauts Pritendans à l'heritage de Sa Majeſté Royale de la Grande Bretagne* Guillaume III. *de g. m. Et que cette Reſolution auroit été priſe en conſequence du Droit, qui appartient aux Princes & aux Etats Souverains, & qu'on nomme ordinairement* Dominium eminens, *à l'exercice & à l'uſage duquel ils ont cherché de donner une etendue extraordinaire en l'appliquant au cas préſent. Ayant en même tems examiné ce qui a été propoſé par les Seigneurs Députés de notre part à l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances, Et ayant vû ce que leſdits Députés ont declaré, & fait enregiſtrer le 2 Juillet de l'année courante, ſur les propoſitions, faites par les Députés des Seigneurs Etats de* Friſe.

Surquoi avant été délibéré, leurs Nobles Puiſſances approuvent par celle-ci tout ce que leurs Seigneurs Députés ont fait dans l'Aſſemblée de la Généralité ſur ce ſujet, & trouvent bon & convenable, d'ordonner derechef à leurſdits Députés, de propoſer à toute l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances, que leurs Nobles Puiſſances ſont dans la perſuaſion, qu'Elles ont ſuffiſamment prouvé par des raiſons très évidentes, déduites dans leur Reſolution du 22 Avril, & délivrée à ladite Aſſemblée generale le 5 de Mai; Primo juſtice, *que les Seigneurs Etats de Zelande feroient, contre toutes les regles de l'equité, aux Illuſtres Pupilles du Seigneur* Jean Guillaume Friſo, *Prince d'Orange & de Naſſau, de glorieuſe memoire, par l'amortiſſement projetté du Marquiſat de* Veere & de Fleſſingue. *Et en même tems le grand préjudice, qui retomberoit inconteſtablement aux bons Sujets de cette République, ſi on voudroit introduire de pareilles procedures illegales dans un pais, comme celui-ci, qui depuis ſon premier établiſſement a merité des louanges à cauſe de ſes ſages loix, & de ſes juſtes Coutumes.*

Que leurs Nobles Puiſſances avoient eſperé, que les Seigneurs Etats de Zelande, en poſtpoſant leurs vues particulieres, auroient retardé une procedure auſſi mal fondée, que celle qui tend à amortir, & anéantir le Marquiſat de Veere & de Fleſſingue, *ſans y proceder par les voyes ordinaires de la Juſtice, ou que dans le cas contraire, tous les autres Confederés reſpectifs auroient conceru avec leurs Nobles Puiſſances, à en diſſuader les Seigneurs Etats de Zelande, par les raiſons les plus fortes.*

Que leurs Nobles Puiſſances, ayant fait la Lecture de ce que les Seigneurs Etats de Zelande ont fait enregiſtrer ſur la propoſition des Députés des Seigneurs Etats de Friſe, faite dans l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances le 2 de Juillet paſſé, n'en peuvent tirer d'autre conſequence ſinon, que les Seigneurs Etats de Zelande continuent dans leur précedente Reſolution, de vouloir amortir le Marquiſat de Veere & de Fleſſingue; *& qu'ils cherchent à faire paſſer cette affaire pour domeſtique, & ne concernant en aucune maniére les autres Confederés,*

Ce que les Seigneurs Etats de Hollande & de Weſt-Friſe ont de même poſé pour fondement dans leur propoſition alleguée ci-deſſus.

C'eſt pourquoi leurs Nobles Puiſſances ſe trouvent obligées de declarer au contraire, qu'Elles ne peuvent regarder l'amortiſſement dudit Marquiſat, qui paroit être reſolu tout à fait, comme une affaire domeſtique de la Province de Zelande, dont ni les Confederés reſpectifs, chacun conſideré en particulier, ni leurs Hautes Puiſſances en général, comme Executeurs du Teſtament du Roi Guillaume III. *de g. m. ne ſont pas en droit de ſe mêler.*

Que leurs Nobles Puiſſances conviennent, qu'il eſt vrai, que chacune des Provinces reſpectives a le droit de la Souveraineté dans les limites de ſon territoire; Mais qu'Elles ſe perſuadent en même tems, qu'il n'eſt pas moins

vrai

ANNO 1732. van die Souveraíniteyt in diverſe reſpecten eenige belemmeringen is hebbende, door dewelke de ſelve Souveraíniteyt niet kan of mag worden geextendeert tot nadeel van den Staat in het gemeen, of tot nadeel van derſelver Onderdanen in het particulier.

Dat zulks onder andere evidentelyk is blykende uyt den 17. Artikel van d'Unie, tuſſchen de Reſpective Bondgenoten in den jaare 1579. binnen Utrecht geſlooten; Waar by deſelve Bondgenoten malkander ſolemnelyk hebben geëngageert, met alle omſigtigheyd haar te zullen waghten van aan Uytheemſche Vorſten, Heeren, Landen, of Steeden, eenige Occaſie tot offenſie te geeven, en ten dien eynde zoo wel de Uytheemſche als de Ingeſetenen, goed Regt en Juſtitie te adminiſtreren.

Dat haar Ed. Mog. vervolgens, buyten nog meerdere andere reedenen vermeenen, dat de Heeren Staaten van Zeeland, uyt hoofde van de voorgeallegueerde 17. Artikel van d'Unie onbevoegd zijn door eene politique Reſolutie, en dus buyten alle forme ende weegen van Reghten, de Furſtelijke Pupillen van haar ſoo regtmatig verkregen Regt op 't Marquiſaat van Veere en Vliſſingen, te ontzetten.

En dat haar Ed Mog. daar en tegens verpligt zyn, die ſelve Heeren Staaten van deſe ſoo verre uytzíende onderneeminge te dehorteren, en te verzoeken, dat de zaaken willen laaten aan de Ordinaris Juſtitie, als zijnde met haar Ed. Mog. des weegen in een en deſelve Verbinteniſſe, nm een ider goed Regt en Juſtitie te laaten wedervaaren, ſonder te mogen dulden, veel min te practiſeren, dat iemand van ſijn goed hebbend Regt, *de Facto* word ontzet.

Dat haar Hoog Mogende met conſent van alle Geunieerde Provintien aangenomen heben het Executeurſchap van het Teſtament van weylen ſijne Koninklyke Majeſteyt van Groot Brittannien William de Derde, Glorieuſer gedagteniſſe, geenſints gezegd konnen worden onbevoegd te weeſen, hun deſe zaake, die van ſoo veel belang voor de Hooge Geinterſſeerdens van de Naiateſchap is, aan te trekken

Maar wel het tegendeel, dat alle de reſpective Bondgenoten ſonder onderſcheyd, in het aanneemen van het voorſz. Executeurſchap bewilligt hebbende, ook alle in het generaal en yder van deſelve in het byzonder als Executeurs, nae Regten gehouden ſijn, om alle de goederen nevens derſelver Voorregten, præeminentien en Vryheeden tot de voorſz: Naelatenſchap gehorende, in haar geheel te conſerveeren; kunnende immers met geen reeden van æquiteyt, veel min met de Verpligtinge uijt het eenmaal aangenomen Executeurſchap noodwendig vloeyende, over een te brengen wezen, dat een der Executeurs, geduyrende het Gemeene Executeurſchap, Goederen, Rechten, en Præminentien, tot dezelve gehorende, *de Facto* ſonder Middelen van Regten, zoude na ſig neemen, en tot ſijnen voordeel en eygen gebruijk maaken.

En dat de overige mede Executeurs niet bevoegd zouden weeſen dergelyke ondernemingen tegen te gaan, notour zijnde, dat den ſelven Executeur neffens ſijne mede Executeuren, voor ſoo verre daar inne geconſenteert hebben, daar van niet anders als zeer nadelige gevolgen te wagten hebben, en by de onpartydige Wereld in het ongelijk geſtelt moeten worden.

Dat dus aangetoond zijnde de Verbinteniſſe, die ſoo uijt kragte van voorſz: 17. geallegueerde Artikel van d'Unie, als uijt kraete van het aangenomene Executeurſchap op alle de Bondgenoten in 't gemeen, en op yder van dezelve in het byzonder, is liggende.

Haar Ed. Mog. moeten verklaaren, dat naa examinatie van alle de reedenen tot juſtificatie van de voorgenomene vernietinge van het Marquiſaat van Veere en Vliſſingen geallegueert, ſy alle deſelve reedenen niet ſoude konnen aanſien als wettige reedenen, om daar óp in deſen cas het Regt, Souveraine Staaten op de goederen hunner Onderdanen competerende, gemeenlyk genoemt het *Dominium eminens*, te moogen fundeeren ende werkſtellig maeken

Vermits dat Regt in ſijn eygentlyke en natuurlyke exercitie aangemerkt, niet kan nog mag, ſonder daar van een misbruyk te maaken, zelfs in een eenhoofdige Regeringe veel weyniger in een vrye Republicq, in 't werk geſtelt worden, ten zy de nood, conſervatie en behoud van het Land daar aan mogte geleegen ſijn; En dat dan ook de nood zoodanig evident is, dat daar van een ygelijk redelyker wijſe overtuygt kan weeſen.

Dat haar Ed. Mog. ingelyks oordelen, dat de Exercitie van dat zelve Regt niet kan of mag, gelyk de Hee-

vrar, que l'exercice de cette Souveraineté a en divers égards certaines bornes, qui empêchent, que cette Souveraineté ne soit étendue au préjudice de l'Etat en général ni au préjudice & au dommage de leurs Sujets en particulier. ANNO 1732.

Que cela paroit avec évidence par l'Article 17. de l'Union, conclue entre les Confederés respective à Utrecht l'année 1579. Les Confederés s'y étant engagés entr'eux solemnellement, qu'ils useroient de toute la circonspection possible, pour ne pas donner la moindre occasion d'offenſe aux Princes, aux Seigneurs, aux pais, ou aux Villes étrangéres, & que pour cela ils feroient bonne justice aux Etrangers aussi bien qu'aux Sujets natifs.

Qu'en conſequence leurs Nobles Puiſſances; ſans compter encore d'autres raiſons importantes; ſont d'opinion; que les Seigneurs Etats de Zeelandz, en conformité de cet Article de l'Union, n'ont pas le pouvoir de fruſtrer les illuſtres Pupilles de leur droit bien acquit ſur le Marquiſat de Veere & de Fleſſingue, par une Réſolution politique, & ſans y avoir obſervé aucune formalité de Juſtice;

Et que pour cela leurs Nobles Puiſſances ſont obligées de diſſuader les Seigneurs Etats d'une entrepriſe de ſi grande conſequence, & de les prier, de vouloir remettre cette affaire à la Juſtice ordinaire, d'autant qu'ils ſont avec leurs Nobles Puiſſances dans un même engagement, pour adminiſtrer bonne Juſtice à un chacun, ſans qu'il leur ſoit permis de ſouffrir, & encore moins de le faire, que quelqu'un ſoit fruſtré de facto, de ſon droit legitime, & bien acquit.

Que leurs Hautes Puiſſances ayons accepté d'être Exécuteurs du Teſtament de feu Sa Majeſté Britannique Guillaume III. *de glorieuſe memoire, avec le Conſentement de toutes les Provincee Unies; on ne pouvoit ſoutenir, qu'elles ne doivent pas s'intéreſſer, & ſe mêler dans cette affaire, qui eſt d'une ſi grande conſequence pour tous les Hauts Intreſſés audit heritage.*

Mais qu'on pouvant bien ſoutenir le contraire, & que les Confederés reſpectifs, ayant conſenti dans l'acceptation de la qualité d'Executeurs, tous en général, & chacun en particulier, comme Executeurs, ſont obligez ſuivant les Loix, de conſerver dans leur entier tous les biens avec leurs droits, prémunences, & Privilèges, appartenants à cet héritage; Etans impoſſible qu'on puiſſe accorder avec l'équité, & bien moins avec les obligations, qui ſuivent néceſſairement la Dignité d'Executeur, dont on s'eſt chargé une fois, que l'un des Executeurs puiſſe ſe ſaiſir de facto, & ſans les voyes de la Juſtice, des biens, des droits, & des prémunences, qui appartiennent à cet heritage, pendant qu'ils ſont tous encore chargez de l'éxécution du Teſtament, enforte qu'il les pourroit convertir à ſon profit & à ſon uſage particulier;

Pendant que les autres Co-Executeurs auroient les mains liées, pour ne pouvoir s'oppoſer à de telles entrepriſes. Or il eſt notoire, qu'un tel Executeur, & tous ſes Co-Executeurs, pour autant qu'ils y auroient conſenti, ne s'en pourroient promettre que des ſuites très dangereuſes, & qu'ils ſeroient au moins taxés d'une injuſtice manifeſte, par les perſonnes impartiales.

Il eſt donc ſuffiſamment démontré quelles ſont à cet égard les obligations de tous les Confederés en général, & de chacun d'eux en particulier, tant en vertu du ſuſdit Article 17. de l'Union, que de la qualité d'Executeurs Teſtamentaires, dont tous les Confederés ſe ſont chargés en commun;

Leurs Neb. Puiſſances ſont obligées de déclarer, qu'après avoir examiné toutes les raiſons, qui ont été allieguées, pour juſtifier l'amortiſſement projetté du Marquiſat de Veere & Fleſſingue, *elles ne peuvent les trouver ni legitimes, ni legales, & elles ne peuvent ſervir dans le cas preſent de fondement à l'uſage du Droit, appellé ordinairement* Dominium eminens, *qui appartient aux Souverains ſur les biens de leurs Sujets;*

Parce que ce droit, conſideré dans ſa nature, & dans ſon uſage, ne peut & ne doit être employé dans une Monarchie même, & bien moins dans une République libre, à moins qu'on ne voulût en abuſer, ſi ce n'eſt que la néceſſité, ou la conſervation de l'Etat le demande abſolument; encore faut-il que cette néceſſité ſoit ſi évidente, que chacun en puiſſe être convaincu raiſonnablement.

Que leurs Nobles Puiſſances ſont encore du ſentiment, que l'uſage de ce droit ne peut & ne doit être étendu juſ-

ANNO 1732. Heeren Staaten van Holland en Weſt-vrieſland in derzelver Deductie gelieven te poſeren, tot alle Mogelijkheden geëxtendeert worden: Want dusdanige Licentia eenmaal geintroduceert zynde, zeer veele, en ganſch indelige gevolgen ten koſte van den Staat in het gemeen, en derzelver Ingezetenen in 't particulier, ſouden konnen na ſig ſleepen; en voorts aan alle Souveraine Mogentheden een weg baanen, om onder het een of andere pretext, die nooyt ſullen manqueren, hun buyten eenige Regt-pleginge Meeſter te kunnen maaken van de goederen en andere wel hebbende Regten hunner Onderdanen.

Dat nu in deſen Cas, als is het vernietigen van 't Marquizaat van Veere en Vliſſingen duſdanige hoogdringende nood tot behoudenis, als ook niet tot evidente nuttigheyd van het Gemeen is, om het voorſz: Regt daar op te funderen, vermeinen haar Ed. Mog. genoegzaam te kunnen worden afgenomen uijt de enniſtitutie der zaake zelfs; Behalven dat de Exercitie van het voorſz: Regt, buyten de hoogſte noodzaakelijkheyd en een evidente nuttigheyd voor het Gemeen, geenſints over een te brengen is met den Aart en Natuer der Republiquainſche Regeringe, welke Republiquainſche Regeringe opgeriga zynde door een vrywillige toeſtemminge van veele, om door een geſamentlijke overeenkomende Magt des te veyliger voor alle invaſie van buyten te weeſen bevryt, tot een voornaame grondſlag heeft, dat yder der zelver het vrye gebruyk van ſijne goederen, en volkomene exercitie van ſijne Regten, ſonder beſpieringe, als door wegen van Juſtitie, komen te hebben.

Dat haar Ed. Mog. daar in des te meer worden geſterkt ter ſaeke geene Exempelen dien aangaande, voor zoo veel tot haar Ed Mog. kennisſe is gekomen, binnen deſe Republiecq worden gevonden.

Willende Haar Edele Mogende gaarne aan het æquitable oordeel van alle cordate Regenten, en andere onpartydigen overlaeten, of uijt de Exercitie van het Regt de ſouveraine Mogentheden op de Goederen hunner Onderdanen competerende, en welk regt ſig als daegelyks vertoont en opdoet, in het naanemen van der Onderdanen goederen, tot het leggen van Fortificatie werken, maaken van Dycken, omhaalen van huyſen tot vordere weeringe van Brandt, en andere dergelyke aangehaalde Exempelen, wel met eenige gelykheyd van reedenen is af te leyden, of daarmede eeniger maten over een te brengen dat geſuſtineerde Regt, het welke de Heeren Staaten van Zeeland in deſen cas ſubject vermenen te hebben, om het Marquizaat van de Steeden Veer en Vliſſingen buyten eeni.e nood en ſonder evidente nuttigheyd voor het Gemeen *de facto* in weerwil van de Hooge Gainteresſeerdens te vernietigen, en daar door aan de Furſtelijke Pupillen eene ſoo merkelijke prejuditie te doen.

Boven en behalven dat de Exercitie van het bovengemelden regt in alle diergelijke gevallen, als dit, niet is over een te brengen met de Grondwetten en Privilegien van meeſt alle de Nederlandſche Provintien, welkers Staaten van alle oude tyden herwaarts, blykelyk by de Gedenkſchriften dier tijden nergens ſoo zeer hebben voor geſorgt, als dat niemand der Onderdaanen, door wie of onder wat prætext het ook zoude konnen wezen, van ſijne goederen en andere wel hebbende Regten zoude konnen worden ontzet, dan door de weg van Juſtitie.

Gelyk het ſelve in het byzonder ook is ſtrydende met de Privilegien, al oudtyds aan de Provintie van Zeeland geconcedeert, als onder andere met het Privilegie van Vrouw Maria van de jaare 1476. waar by wel expreſſe is geſtatueert, dat de Graven of Haare Naakomelingen niemants goed, Leen, nog Erven, binnen den Lande van Zeeland tot haaren tafel leggen zullen, nog niemand by proviſie uyt ſijne poſſeſſie ſtellen, maar zullen, naa dat de natuer of conditie van Goederen zijn, eerſt verwonnen en daar na geexecuteert worden, navolgende de Regten en Coſtumen van den Lande, Steeden en Vlekken, daar die Sententie gegeven, of Condemnatie gedaan zal worden; En dat in den jaare 1497. binnen voorſchreeve Provintie tot een algemeene Keur en Landwet is valt geſtelt, dat die eenig Leen of ander goed, jaar en dag zal hebben bezeeten, daar uyt niet zal mogen worden geſtelt, als door middelen van Regten.

Dat Haar Ed. Mog. daar en boven vermeynen, wanneer de Heeren Staaten van Zeeland ooyt hadden willen werkſtellig maaken de Exercitie van dat regt, het zelve immers zouden moeten gedaan hebben in den jaar

juſqu'à toutes les choſes, qui pourroient arriver, ou être poſſibles; parce que cette Licence, étant une fois introduite & établie, pourroit être ſuivie de pluſieurs conſequences très-dangereuſes à la charge de l'Etat en general, & de ſes Sujets en particulier, & appliquer en même tems le chemin à toutes les Puiſſances Souveraines, pour s'emparer des biens & des droits bien acquis de leurs Sujets, ſans recourir aux voyes ordinaires de la Juſtice, & ſans le premier prétexte ſpécieux, qui ne leur manqueroit jamais. ANNO 1732.

Que d'ailleurs dans le cas préſent, où il s'agit de l'amortiſſement du Marquiſat de Veere *& de* Fleſſingue, *on ne trouve pas cette neceſſité urgente pour la conſervation ou pour l'utilité publique, pour pouvoir donner lieu à l'uſage de ce Droit; ce qui paroît éclairement, ſuivant les ſentimens de leurs Nobles Puiſſances, par la nature de l'affaire même; outre que l'exercice de ce droit, ſans la plus grande neceſſité & une utilité évidente pour le public, ne peut abſolument pas s'accorder avec la nature d'un Gouvernement Républicain, qui ayant été établi du conſentement libre de pluſieurs, pour pouvoir vivre ſous une Puiſſance réunie avec plus de ſureté contre les invaſions du dehors, a par conſequent pour baſe cette maxime que chacun d'eux puiſſe reſter dans une poſſeſſion paiſible de ſes biens, & dans l'exercice de ſes droits, ſans y être inquiété, que par les voyes de la Juſtice.*

Que leurs Nobles Puiſſances en ſont encore d'autant plus perſuadées, que, pour autant qu'elles le ſachent, il ne s'en trouve ſur ce ſujet aucun exemple dans cette Republique.

Leurs Nobles Puiſſances remettent très-volontiers, au jugement équitable de tous les Regents ſages & prudens, & de toutes autres perſonnes déſintereſſées, ſi de l'uſage qu'on fait tous les jours de ce droit qui apartient à toutes les Puiſſances Souveraines, ſur les biens de leurs Sujets, en ſe ſaiſiſſant de ces biens, pour s'en ſervir à augmenter des fortifications, ou pour faire des Digues, ou lorſqu'on abbat des Maiſons, pour empêcher que le feu ne ſe communique plus loin, ou pour fonder, avec une même égalité de raiſons, du droit, que les Seigneurs Etats de Zeelande penſent avoir dans le cas préſent, d'amortir le Marquiſat des Villes de Veere *& de* Fleſſingue *de facto, ſans aucune néceſſité, & ſans une utilité évidente pour le public, malgré les Hauts intereſſés, & en cauſant par là un préjudice notable aux Illuſtres Pupilles?*

Sans compter encore, que l'exercice de ce droit dans tous les cas égaux à celui-ci, ne peut abſolument pas quadrer avec les Loix fondamentales, & avec les Privileges de preſque toutes les Provinces des Pays-bas, dont les Etats, comme il paroît clairement par les Annales, n'ont eu en tous tems de plus grand ſoin, que d'empêcher qu'aucun de leurs Sujets ne ſoit privé de ſes biens, & de ſes autres droits légitimes, par qui, & ſous quelque préxexte que cela pourroit arriver, ſans que cela ſe fit par les voyes ordinaires de la Juſtice.

Cela eſt même bien particuliérement incompatible avec les Privileges, qui ont été accordés autrefois à la Province de Zelande, & entr'autres avec ceux de la Comteſſe Marie *de l'année 1476. où il a été expreſſément ſtatué, que les Comtes, ou leurs Succeſſeurs dans le pays de Zelande, ne pourroient jamais approprier à leur Table les biens, & les héritages de leurs Sujets, ny de qui que ce ſoit, & qu'ils ne pourroient poſſeder perſonne par proviſion; mais que ces biens, ſuivant leur nature ou leur condition, devroient être obtenus par les voyes de la Juſtice, après quoi ils ſeroient ſujets à la Juſtice, ſuivant les Loix, & les Coûtumes du Pays, des Villes, & des Bourgs, où la Sentence auroit été prononcée, ou la Condamnation obtenue. Et il a été établi une fois pour toutes en 1497. dans cette Province, comme une Loi fondamentale, & comme une Coûtume univerſelle, que celui, qui auroit été en poſſeſſion d'un Fief pendant un an & un jour, n'en pourroit plus être dépoſſedé, que par les voyes de la Juſtice.*

Que leurs Nobles Puiſſances étoient encore de l'opinion, que ſi les Seigneurs Etats de Zelande avoient jamais voulu mettre ce Droit en pratique, ils auroient dû le faire en 1585, lorſque leur pays ſe trouva effectivement

ANNO 1732. jaare 1585. als wanneer deze Landen in de uyterſte nood en ſwarigheyt zynde, des tydts egter de Heeren Staaten van Zeeland niet hebben willen treeden tot bepandinge van de Stad Vliſſingen, en inruyminge van deſelve Stad aan Engelſch Guarniſoën, buyten preiable toeſtemminge en volkomene Approbatie van de Voogden van den Heere Prince Mauritz, ter ſelver tyd nog minderjarig zijnde.

Dat haar Ed. Mog uyt het voorverhaalde niet anders konnen concluderen, als dat de Heeren Staaten van Zeeland dat regt in die tyden, en doen daar toe zoo veele reedenen ſcheenen te weeſen, niet hebbende in het werk geſtelt, zelfs van Sentiment zyn geweeſt, gelyk als nog behoorden te weeſen, dat duſdanig Regt in tus ſubject niet practicabel is.

Dat gelyk nu de Exercitie van dat Regt in deſen cas, ten aanſien van de Politie, met geen fundament kan worden geſoutineert, toepaſſelyk te weeſen, Haar Edele Mog: ſuſtineeren, dat het ſelve te minder kan beſtaan en over een komen met den aard van alle Leenen, en met de diſpoſitie van de feudale Wetten: Notoir ſynde, dat uyt kragte van de Mutueele Verbintenisſen, die uyt hoofde van het Contract van Leen, tuſſen den Leenheer en ſyn Vaſſal ſubſiſteeren, den Leenheer ſoo min beregtigt is, om buyten conſent van ſyn Vaſſal het Leen, eens voor een onlosbaar Leen, als in deſen uytgegeeven, tegens Regten na ſig te neemen, als den Vaſſal, om geen hulde of homage te præſteeren: In welkencas den een den anderen reciproquelyk bevoeght is, in Regten te betrekken.

Dat Haar Edele Mog:, en alle onpartydige Regenten, niet anders als voor een vergeſogt pretext konnen aanmerken, die voorgewende en vergehaalde Vreeſe, als of voorſchreeve Marquiſaat van Veere ende Vliſſingen, in handen van een Prins, niet zynde van de Proteſtantſche Religie, wel ten eenigen tyd by koop, verpandinge of ſucceſſie zoude kunne vallen.

Ende dat Haar Edele Mog: vervolgens, die geimagineerde Vreeſe, niet kunnen houden als een wettig fundament voor de Heeren Staaten van Zeeland, om tegenwoordig, daar de verbeelde Vreeſe, na alle waarſchynelykheid nooyt zal exteren, het ſelve Marquiſaat te verniettigen, gelyk de Heeren Staaten van Hollland en Weſtvriesland in der ſelver meer geſeyde Deductie, ſoeken te beweeren.

Dat die ſelve Vreeſe wel haaſt zal verdwynen, wanneer de Heeren Staaten van Zeeland, in agtinge gelieven te neemen, dat indien ooyt onverhoopentlyk voorſchreeve Marquiſaat zoude verkogt of reverpandt worden, zoodanige verkoop of verpandinge buyten conſent en toeſtemminge van den feudalen Leenheer, in deſen de Heeren Staaten van Zeeland, niet zoude kunnen of mogen geſchieden, en dat over zulks, in zulken onvermoedelyke val, hooggemelde Heeren Staaten genoegzame geleegentheyd zouden hebben, om daar in te voorſien; En dat ten aanzien van de Succeſſie, de Heeren Staaten van Zeeland ook geene gefundeerde Vreeſe kunnen hebben, immers tot volkome wegneeminge van dien, in die door de Furſtelyke Voogden iterativelyke aengebodene Conferentien, ſoodanige Pointen zouden konnen vaſtſtellen, waar door hooggemelde Heeren Staaten, ten dien opſigte alle omhrage benoomen, en volkomen geruſt geſtelt zouden konnen worden.

Dat Haar Edele Mog: ook voor geen wettig fundament, tot vermeting van het ſelve Marquiſaat kunnen aanneemen het voorwendſel, als of het ten eenemaal incompatibel, en tegenſtrydig zoude weeſen, dat de voorſchreeve Steeden van Veere en Vliſſingen, integrerende Leeden zyn van de Heeren Staaten van Zeeland, en in zeekere Reſpecte particuliere Vaſſallage onderhevig aan haar Marquis of Heer, geconſidereert dat die geallegeerde en ſoo vermeende tegenſtrydigheyd en incompatibiliteyt, nog op de Regten, nog op de gronden van een regtmatige Politie is vaſt te maaken; niets ſoo gemeen en bekent zynde, als dat Univerſiteyten of Steeden konnen zyn, ook werkelyk zyn integrerende Leeden van een vryen Staat, in het beſtier van dien vryen Staat jouiſſerende van een gelyk Regt, met alle de Meede-Leeden, ſchoon de ſelve Univerſiteyten of Steeden in andere gevallen, het gemeene beſtier van dien Staat concernerende, ſubject ſyn een particuliere Vaſſalange; dat ook uyt hoofde van dien, de ſelve Steeden in den jaare 1575, en alzoo voor het ingaan van de Unie tuſſen de reſpective Bondgenoten geſloten, het regt van Stem en Seſſie in de Vergaderinge van de

ANNO 1732.

vernent dans la dernière neceſſité, & dans un danger évident; Que cependant les Seigneurs Etats de la Provinces n'ont pas voulu conſentir alors à l'engagement de la Ville de Fleſſingue, *ni d'y faire mettre une Garniſon Angloiſe, ſans avoir obtenu au préalable l'agrément & l'approbation entière des Seigneurs Tuteurs du Prince Maurice, qui dans ce tems étoit encore mineur.*

Que leurs Nobles Puiſſances, ne peuvent conclure de tout ce qui a été dit, ſinon que les Seigneurs Etats de Zelande, n'ayant pas eu recours à ce droit dans ce tems, où il paroit qu'ils avoient des raiſons ſuffiſantes pour le faire, ont été eux-mêmes du ſentiment dans ce tems-là, comme il ſeroit équitable qu'ils le fuſſent encore, qu'un tel droit n'étoit pas praticable dans le Cas préſent.

Et comme il n'eſt pas poſſible de ſoutenir avec quelque fondement, que l'uſage de ce droit eſt applicable au cas préſent, par rapport à la Politique; leurs Nobles Puiſſances ſoutiennent de leur côté, qu'il peut encore moins convenir & ſubſiſter avec la nature de tous les Fiefs, & avec la diſpoſition des Loix féodales; puis qu'il eſt notoire, qu'en vertu des engagemens mutuels qui ſubſiſtent entre le Seigneur & le Vaſſal, ſuivant le Contract feodal, le Seigneur n'a pas plus de droit de ſe ſaiſir, & de reprendre ſans aucune forme de Juſtice, & ſans le Conſentement du Vaſſal, un Fief, qu'il a une fois conferé comme hereditaire (ce qui eſt le cas dont il s'agit) que le Vaſſal n'en a, de ne prêter pas le ſerment & l'hommage accoutumé; Dans lequel cas, l'un & l'autre ont un droit reciproque de s'en rapporter à la Juſtice ordinaire.

Que leurs Nobles Puiſſances, & tous les Regens des Intereſſés ne peuvent pas par conſequent conſiderer la crainte imaginaire, des Etats de Zelande comme un motif legitime & ſuffiſant, d'amortir ledit Marquiſat dans un tems, où il y a apparence que cette crainte ne deviendra jamais réelle, quelques pointes que ſe ſoient données les Seigneurs Etats de Hollande & de Weſt-Friſe pour le ſoutenir dans leur Deduction ſi ſouvent alleguée.

Que cette crainte imaginaire s'évanouira bientôt d'elle-même, ſi les Seigneurs Etats de Zelande veulent ſérieuſement reflechir, que ſuppoſé que ledit Marquiſat fut un jour vendu ou hypothequé contre toute attente, cette Vente ou cet Engagement ne pourroit jamais ſe faire ſans le Conſentement & l'approbation du Seigneur direct (& par conſequent des Seigneurs Etats de Zelande) & lorſqu'un cas ſi imprevû arriveroit, ces Seigneurs Etats ne manqueroient pas alors de moyens d'y remedier. Par rapport à la Succeſſion, la crainte des Seigneurs Etats de Zelande n'eſt en aucune maniere mieux fondée, puiſque, pour en prevenir les ſuites, on pourroit facilement convenir, dans les Conferences, que les Seigneurs Tuteurs des Princes mineurs ont ſi ſouvent offerts, d'articles & de conditions qui diſſiperoient tous les ombrages des Seigneurs Etats de Zelande, & les mettroient dans une tranquilité entiére ſur ce ſujet.

Que leurs Nobles Puiſſances ne pouvoient pas non plus approuver comme un motif ſolide & ſuffiſant d'amortir ledit Marquiſat, le prétexte allegué, comme s'il étoit tout à fait incompatible que les Villes de Veere & de Fleſſingue *fuſſent des Villes votantes dans l'Aſſemblée des Seigneurs Etats de Zelande, & en même tems à certain égard ſujettes par un Vaſſellage particulier à leur Marquis ou Seigneur; puiſque cette prétendue contradiction, & incompatibilité, ne peut être fondée ni ſur les Loix, ni ſur les maximes d'une équitable Politique. En effet rien n'eſt ſi commun ni ſi notoire, qu'il peut y avoir, & qu'il y a effectivement des Univerſités ou Villes, qui ſont Membres intégrans d'un Etat libre, & qui jouiſſent d'un droit égal dans le Gouvernement de cet Etat libre avec tous leurs autres Co-membres, quoique ces Univerſités & ces Villes ſoient ſujettes à un Vaſſellage particulier dans d'autres cas, qui regardent la Regence publique & générale de cet Etat. C'eſt en vertu de cet uſage reçu que ces mêmes Villes de* Veere & de Fleſſingue, *ont obtenu le droit de ſeance & de ſuffrage dans l'Aſſemblée des Seigneurs Etats de Zelande en*

ANNO 1732. Heeren Staaten van Zeeland, by een formeel Octrooy en Privilegie hebben verkreegen, en dat meergemelde Steeden, zonder dat voorſchreeve haare Vaſſalage eenige obſtacul heeft gegeven, en alzoo met en onder die Conditie in de voorſchreeve Unie tuſſen de geſamentlyke Provintien, in den jaare 1579. binnen Utrecht geſlooten, zyn gekomen, en tot op den huydigen dage, zonder tegenſpraake van ymand als nu ſyn verbleeven.

Dat haar Edele Mog. uyt alle die voornoemde redenen en motiven, haar als nog vinden overtuygd, dat wanneer de Heeren Staaten van Zeeland in deſen iets zouden willen ondernemen, het zelve niet anders zoude konnen of ook behooren te doen, als door de weg van Juſtitie; en welke weg de Heeren Staaten van Holland en Weſt-Vrieſland in den Jaare 1704. hebben geoordeelt in deſen te moeten worden gebruykt, wanneer by Reſolutie van den 6. Juny deſſelven jaars, hebben verſtaan, dat de Preſident en Raaden van den Hoogen Raad zouden werden aangeſchreven, om in voorſz: ſaake ſoodanig te procederen als deſelve in goeden gemoede zouden verſtaan te behooren; en wanneer de Heeren Staaten van Holland en Weſt-Vrieſland al eenigſints van die gedagten ſcheenen verandert te weeſen, en by Reſolutie van den 21. October 1705. reſolveerden de Hoven van Juſtitie te diſpenſeren van de judicature in de zaaken van de Magiſtraats beſtellinge van Veere en Vliſſingen met de gevolgen en aankleven van dien, ſoo hebben egter hooggemelde Heeren Staaten by deſelve Reſolutie voorbehouden, die geene, die hier na het Regt tot het voorſchreve Marquiſaet zoude hebben bekomen, en daar mede zoude weſen verlegd, zoude vryſtaan ſyne actie en pretenſie ter ſaake van voorſchreve Magiſtraats beſtellinge, als anders, te mogen entameren, en te vervolgen, daar en ſoo het behoord; over ſulcks dat meer hooggemelde Heeren Staaten de verſchillen over het Marquiſaat van de Steeden Veere en Vliſſingen, zelfs in die tyd hebben gehouden voor een Object van de Ordinaris Juſtitie.

Wien volgens haar Edele Mog: de reſpective Bontgenoten als nog willen hebben verſogt van met haar Edele Mog: te willen concurreren, om door alle meeſt efficatieuſe redenen en middelen, de Heeren Staaten van Zeeland te willen perſuaderen, ten eynde van deſe ſoo verre uytziende Procedure, als is het *de facto* amortiſeren van het Marquiſaat van Veere en Vliſſingen, willen afzien, en voorſchreeve ſaak laaten aan de Ordinaris Juſtitie, en ter gevolge van dien opheeven de ſoo lang geduurd hebbende furcheance en handſluytinge van dien

Moetende Haar Edele Mog: in onverhoopte contrarie gevallen, verſoeken en obteſteren onſchuldig te willen ſyn gehouden aan alle onheylen en inconvenienten, welke uyt een zaake van ſoo groote en veruytziende gevolgen te eeniger tyd zoude konnen ontſtaan en profiueren, en wel ſpecial verklaaren daar aan nooyt part of deel te ſullen willen hebben, dat Ingezetenen van deſen vryen Staat, men gelwyge Furſtelyke weeſen van die diſtinctie, buyten weegen van Regten, by politique Reſolutie, ſonder het minſte ſchyn van Reeden, onder pretext en ongegronde applicatie van het ſoo genaamde Recht van *Dominium ſuper-eminens*, van haare Regten en geregtigheden zouden worden ontſet en verſteeken.

Ende hebben haar Edele Mogende goet gevonden, dat de voorſchreve Reſolutie aan de Gecommitteerde wegens deſe Provintie ter Vergaderinge van haare Hoog Mog: zal werden toegezonden, om ter hooggemelde Vergaderinge ten eerſten te openen, ende van die gedaane openinge aan den Hove Provincial kennuſſe te geeven.

Onderſtond,

pro vero Extractu,

En was geteekent,

J. L. T. B. WENTHOLT.

Waar op gedelibereert zijnde, hebben de Heeren Gedeputeerden van de Provincie van Holland en Weſtvrieſland ende van Zeelandt, de voorſchreve Reſolutie copeiyk overgenomen, om in den haren breder gecommuniceert te werden; en hebben dien overhindert geinſhæreert de Propoſitien ende Miſſiven door ofte van wegen de Heeren Staaten van hooggemelde Provin-

ANNO 1732. *1575. par un Octroy formel, & par un Privilege ſpecial, & par conſequent long-tems avant que l'Union ait été conclut entre les Confederez reſpectifs; & que les deux dites villes y ſans que leur Vaſſelage y ait porté le moindre obſtacle, ſont entrées avec & ſous cette condition dans l'Union, conclue à Utrecht en 1579 entre toutes les Provinces reſpectives, & y ſont reſtées juſqu'à ce jourd'hui ſans la moindre contradiction.*

Que par toutes ces raiſons & ces motifs leurs Nobles Puiſſances ſe trouvent encore convaincues juſqu'à préſent; que ſi les Seigneurs Etats de Zelande vouloient entreprendre quelque choſe dans le cas préſent, cela ne pourroit ni ne devroit ſe faire, que par la voye de la Juſtice. Les Seigneurs Etats de Hollande & Weſt-Friſe ayant jugé eux-mêmes par leur Reſolution du 6. de Juin de l'année 1704, qu'il falloit qu'ils ſe ſervilſent de ce moyen en ceci, y ayant été dit & reſolu, que le Préſident & les Conſeillers du Haut-Conſeil devroient recevoir les Inſtructions neceſſaires, pour pouvoir proceder dans cette affaire, comme ils jugeroient en conſcience qu'il convenoit de faire; Et lorſqu'il parut en quelque maniére, que leſdits Seigneurs Etats de Hollande & de Weſt-Friſe avoient changé de ſentimens, & qu'ils prirent la Reſolution le 21 d'Octobre 1705. de diſpenſer leurs Cours de Juſtice de la judicature dans l'affaire qui regardoit le changement des Magiſtrats dans les Villes de Veere & de Fleſſingue, avec ſes Juites & annexes, leſdits Seigneurs Etats ſe ſont pourtant reſervés dans la même Reſolution, que ceux qui auroient obtiendroient le droit au ſuſdit Marquiſat, & qui en feroient inveſtis, auroient la liberté entiere d'entamer & de pourſuivre, par-tout où il appartiendroit, leur action & prétenſion par rapport à la nomination & au changement des ſuſdits Magiſtrats; En ſorte que ces Seigneurs Etats ont conſideré dans ce tems le different & la diſpute touchant le Marquiſat des Villes de Veere & de Fleſſingue, comme un Objet qui appartenoit à la diſcuſſion de la Juſtice ordinaire.

C'eſt ce qui engage encore leurs Nobles Puiſſances, de prier les Conſidérés reſpectifs, de vouloir concourir avec Elles, pour perſuader les Seigneurs Etats de Zelande par des moyens & des raiſons les plus efficaces, de ſe déſiſter d'une procedure auſſi épineuſe, qu'eſt l'amortiſſement de facto du Marquiſat de Veere & de Fleſſingue, ou de renvoyer cette affaire à la Juſtice ordinaire, & en conſequence, de vouloir bien lever la reſiſtance & l'oppoſition, qui a déja ſubſiſté aſſez longtems.

Leurs Nobles Puiſſances ſe trouvant obligées, en cas qu'il en arrivât autrement contre leur eſperance, de prier qu'on les veuille tenir pour innocens, comme elles le ſeront effectivement, de toutes les mauvaiſes ſuites & inconveniens, qui ils on tard pourroient reſulter d'une affaire auſſi importantes & elles déclarent en même tems, qu'elles ne prendront jamais aucune part en ce que les Habitans de cette République libre, & encore moins des Pupilles d'un rang auſſi diſtingué, ſoient privés de leurs Droits & Prééminences, ſans les voyes ordinaires de la Juſtice, par une Reſolution Politique, ſans la moindre ombre d'équité, & ſeulement ſous le prétexte & l'application mal fondée du prétendu droit du Dominium ſuper-eminens.

Et leurs Nobles Puiſſances ont trouvé bon, que cette Réſolution ſeroit envoyée aux Seigneurs Députés de cette Province à l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances, pour la communiquer au-plûtôt à cette Illuſtre Aſſemblée, & de faire enſuite leur Rapport de cette Communication à la Cour Provinciale.

au bas

pro vero Extractu,

Signé

J. L. T. B. WENTHOLT.

Sur quoi ayant été déliberé, les Seigneurs Deputés de la Province de Hollande & de Weſt-Friſe, & de celle de Zelande, ont pris copie de la ſuſdite Reſolution, pour en pouvoir communiquer plus amplement chez eux, & en nonobſtant ils ont adheré aux propoſitions & Lettres qui ont été delivrées auparavant ſur ce ſujet à l'Aſſem-

blée,

ANNO 1732. vincien haare Principalen op dit ſubject alhier ter Vergaderinge te vooren ingebragt.

Den aanweſenden Heere Gedeputeerde van de Provincie van Utrecht heeft geinhæreert de Reſolutie van de Heeren Staaten ſijne Principalen op het ſubject van de Nalatenſchap voor deſen genomen, ende mede alhier ter Vergaderinge ingebragt.

De Heeren Gedeputeerden van de Provincie van Vrieſlandt, hebben insgelyks geinhæreert de voorige Propoſitie en aantekeningen, wegens hooghgemelde Provincie op dit ſubject gedaan, ende hebben verklaart haar te conformeeren met het ſentiment van de Heeren Staaten van Gelderland, in de bovenſtaande Reſolutie vervat.

Den aanweſenden Heere Gedeputeerde van de Provincie van Overyſſel heeft gereſerveert, ſig in weynig dagen nader te ſullen, verklaaren.

ANNO 1732.

blée, par, ou de la part des Seigneurs Etats de ces deux Provinces reſpectives;

Le Seigneur Député d'Utrecht, qui s'eſt trouvé préſent, a adheré à la Reſolution, que les Seigneurs Etats ſes Committans, ont pris autrefois au ſujet de cette Succeſſion Royale, & qui a été produite alors à l'Aſſemblée Générale.

Les Seigneurs Députés de la Province de Friſe, ont tous de même adheré à la précedente propoſition, & proteſtation de la part de cette Province ſur ce ſujet, & ils ont déclaré en même tems, qu'ils ſe conformoient au ſentiment des Seigneurs Etats de Gueldres, expliqué dans leur Reſolution précedente.

Le Seigneur Député de la Province d'Overyſſel, ici préſent, ſe reſerve de pouvoir ſe declarer ſur ce ſujet en peu de jours.

Deductie van Redenen dienende tot beantwoordinge van de Propoſitie, wegens de Heeren Staten van Holland, en Weſt-Vriesland, ter Vergaderinge van haar Hoog Mogende gedaan, rakende het Mortificeren van het Marquiſaat van Veer en Vliſſingen, door het gebruyk en applicatie van het Recht de Oppermagt competerende, gemeenlyk *Dominium Eminens* genaamt.

Deduction des Raiſons, en reponſe ſur la Propoſition, faite de la part des Seigneurs Etats de Hollande & de Weſt-Friſe à l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances, au ſujet de l'amortiſſement du Marquiſat de Veere & de Fleſſingue, par l'uſage & l'application du droit, qui apartient au Souverain, appellé communément *Dominium Eminens*.

DE Furſtelyke Voogden over de minderiarige nagelaten Kinderen van den Heere JOHAN WILLEM FRISO, in Zyn Leven Prince van Oranje en Naſſauw, vernemende dat 'er op nieuws zeer ernſtige en geëmpreſſeerde bewegingen, in de Provintie van Zeeland wierden gemaakt, om het Marquiſaat van Veere en Vliſſingen, met alle zyne Rechten, Gerechtigheden, en Preeminentien te Mortificeren, die beide voorſz: Steden te onſlaan van alle Leenpligtigheyt, en te verklaren independente, immediate, en Onleenroerige ſtemmende Steden, hebben zich verplicht gevonden, om tegens die onderneminge, ten uitterſten nadelig aan het onbetwiſtbaar Recht der Furſtelyke Weſen, Haare opzicht aanbevolen, na vermogen te vigileren

Ten welken einde Haare Furſtelyke Doorlugtigheden zich hebben geaddreſſeert, in de eerſte plaatze, aan de Heeren Staten van Zeeland, vervolgens mede aan de Heeren Staten van Holland en Weſt-Vriesland, met gedienſtig verzoek, dat de Heeren Staten van Zeeland mochten werden gedisponeert, om het voorſz: Marquiſaat, en aanhorige Rechten, en Preëminentien, te laten in zyn geheel, en de differenten die over de Exercitie van voorſz: Rechten mochten wezen, gerenvoyeert, en gelaten aan de Ordinariſſe Juſtitie.

En hoewel Haare Furſtelyke Doorlugtigheeden hoope hadden, dat de redenen en middelen in voorſz: Haare Miſſive aangeroert, het geluk zouden hebben gehat, van Haar Edele Groot Mog. te perſuadeeren van de gefondeertheit van voorſz: verzoek, en vervolgens te bewegen, om de verſochte Interceſſie, en goede devoiren by de Heeren Staten van Zeelandt aan te wenden.

Zn is het nochtans daar en tegens, dat Haar Edele Groot Mogende, antwoordende op de voorſz: Miſſive der Hoog Furſtelyke Voogdye, verklaren te wezen van een ander ſentiment. En wel tot zo verre, dat Haar Edele Groot Mog. oordelen, dat de Heeren Staten van Zeeland, door het Amortiſſeren van voorſz: Marquiſaat, geen ongelyk aan ymand zouden doen, dewyle derzelve daar toe genoegzaam gerechtigt, ja zelfs verplicht zouden wezen.

En nademaal Haar Edele Groot Mog. dat Haar ſentiment, naderhandts in een Deductie ter Vergaderinge van Haar Hoog Mog. ingebracht, in het brede, en met verſcheide redenen hebben geſtaagt te Juſtifiseren, en met eenen te wederleggen het geene de Furſtelyke Voogdye, tot defenſie van het Wettige Recht, Haare Furſtelyke Wezen, op het Marquiſaat, en Gerechtigheden van dien, competerende, in gemelde Haare Miſſiven hadden geallegeert, zo zal het nodig en dienſtig wezen, om de gronden en argumenten door Haar Edele Groot Mog. in voorſz: Haare Deductie gelegt en gebruikt, wat nader te examineren, en met convenable redenen te wederlegen, en op te loſſen.

De Hoog Furſtelyke Voogdye hadde in meergedagte

LEs Illuſtres Tuteurs des Enfans mineurs du Seigneur Jean Guillaume Friſo, *Prince d'Orange & de Naſſau, ayant été informés, que l'on commence de nouveau, à faire dans la Province de Zelande des mouvemens très-ſerieux, & très-empreſſés, pour amortir le Marquiſat de* Veere *& de* Fleſſingue *avec tous ſes droits, Privileges, & Prééminences, pour delivrer ces deux Villes de tout Vaſſellage, & pour les déclarer Villes indépendantes, immédiates, & ayant ſeance & voix comme les autres, ſe ſont trouvés obligés, de s'oposer de tout leur pouvoir à cette Entrepriſe, ſi préjudiciable aux droits inconteſtables de ces Illuſtres Pupilles.*

C'eſt pourquoi leurs Alteſſes Sereniſſimes ſe ſont addreſſés en premier lieu aux Seigneurs Etats de Zelande, & enſuite auſſi aux Seigneurs Etats de Hollande & Weſt-Friſe, en requerant amiablement, que les Seigneurs Etats de Zelande voulussent bien laiſſer dans ſon entier le ſuſdit Marquiſat, & tous ſes droits, Privileges & prééminences, qui y ſont annexés, & de renvoyer & laiſſer à la déciſion de la Juſtice ordinaire les differens, qui pourroient ſubſiſter ſur l'exercice de ces droits.

Et quoique leurs Alteſſes Sereniſſimes euſſent eſperé, que les raiſons & les moyens déduits dans leur Lettre auroit eu le bonheur de perſuader leurs Nobles & Grandes Puiſſances de la ſolidité de leurdite requiſition, & de les engager enſuite à employer leur interceſſion & leurs bons offices auprès des Etats de Zelande.

Il eſt pourtant arrivé tout le contraire, leurs Nobles & Grandes Puiſſances ayant declaré dans leur réponſe à la Lettre des Illuſtres Tuteurs, qu'elles étoient d'un autre ſentiment; Et même juſques là, que LL. NN. & GG. Puiſſances jugeoient que les Seigneurs Etats de Zelande ne feroient aucune injuſtice à perſonne par l'amortiſſement de ce Marquiſat, parce qu'ils étoient ſuffiſamment en droit, & même obligés de le faire.

Et comme leurs Nobles & Grandes Puiſſances, ont tâché enſuite de juſtifier leurs ſentimens par pluſieurs raiſons expoſées dans une très-ample Déduction, delivrée dans l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances; & de prouver le Contraire de ce que les Illuſtres Tuteurs avoient allegué dans leurdite Lettre, pour la défenſe du droit légitime, & des prééminences, qui apartiennent à leurs Illuſtres Pupilles ſur ce Marquiſat; Il ſera très-neceſſaire, & très-utile, d'examiner avec exactitude les Argumens, & les Raiſons, que leurs N. & G. P. ont poſé pour fondement dans leur Deduction, & de démontrer le contraire par des raiſons convenables;

Les Illuſtres Tuteurs avoient poſé pour fondement dans

ANNO 1732. Haare Miſſiven gepoſeert, en ſo 't korte aangetoont; Eerſtelijk, dat de Heeren Staten van Zeelandt, als Leenheeren geconſidereert wordende, niet gerechtigt waren, om een Leen, door Haar zelfs uitgegeven, en verkocht tot een onſterflyk Erfleen, met renunciatie aan het Recht van Loſſinge en Retour, tegens wille en dank van den Leen-Man te vernietigen en weeh te nemen; En teo tweeden, dat Haar Edele Mog. het zelve mede niet gevoeglyk konden doen, als Souverainen van deo Graafſchappe, buiten de betrekkinge op de verbintenisſe, die 'er is tuſſchen een Leenheer en zyn Leenman; Dewyle zulks moeteude worden afgeleidt uit een Recht, de Oppermacht wordende toegeſchreven, en bekent onder de naam van *Dominium eminens*, in dezen geen *termini habiles*, tot exercitie van dien, wordeo gevonden.

Haar Ed. Groot Mog. de eerſte der voorſz: ſtellingen voorbygaande, en alzo de gefundeertheit van dien erkennende, verklaren de meennie der Heeren Staten van Zeeland te zijn, om zich in dezen te bedienen van *het Recht, alle Souverains Princen competerende, genoemtlyk het Dominium eminens genaamt*, en verklaren verders, de ſtaat van de queſtie daar inne te beſtaan; *Of in het tegenwoordige geval, gemeegzame redenen zyn, om dat Recht te gebruiken*, ſuſtinerende daar van de affirmative.

Doch alvorens te treden tot onderzoek en overweginge van de Argumenten, door Haar Ed. Groot Mog. bygebracht, om voorſz: Haare ſuſtinuë te legitimeren en vaſt te maken, kan de Furſtelyke Voordye niet onaangeroert voorby gaan, dat haar deze Methode, om tot de vernietiginge van het Marquiſaat van Veer en Vliſſingen, door een Politvk middel, met uitſluitinge van de wech der Ordinaiſſe Juſtitie te geraken, daaromme zo veel te onverwagter en ſurprenanter te voren is gekomen, om dat dezelve ſtrydig is met het ſentiment, waarinne de Heeren Staten van Hollandt en Zeelandt, daar ontreot voor dezen zyn geweeſt, en zich ook by gereiteereede Reſolutien hebben geuitet en verklaard gehadt.

Want dat wanneer, na het overlyden van Zyn Majeſteit van Groot Britt. Glor. Ged. zommige Regenten in Zeelandt hebben beginoen te leggen den grondſlag, van het geene tegenwoordig uitdrukkelyk beoogt word; Eo dat de twee Vaſalle Steden, zich hebben begonnen te onttrekken aan het Recht van den Marquis, door het maken van nieuwe Reglementen, en veranderinge in de Regeringe van voorſz: Steden; En de Raden der Domeinen zich daar over addreſſeerden aan den Hogen Rade, wierden gecontracarreert door de Heeren Staten van Zeeland, zo is het, dat de Heeren Staten van Hollandt by Reſolutie van den 6. Juny 1704. hebben verſtaan, en gereſolveert, *dat de Preſident en Raden van den Hogen Rade zouden worden aangeſchreven, om in de voorſz: zaken zodanig te procederen, als dezelve in goeden gewoode en Juſtitie, zouden verſtaan te behooren.*

Dat wyders na verloop van eenigen tydt, en op de ernſtige en gereitereerde inſtantien der Heeren Staten van Zeelandt, Haar Ed. Groot Mog. daar ontrent wel eenigzins van gevoelen zijn veranderd, maar nochtans gebleven by die gedachten, dat het geene noode mogen concerneren het maken van veranderinge in de Rechten van den Marquis, of de faculteit om zich daar aan te onttrekken, was een voorwerp van de Ordinariſſe Juſtitie, gelyk afgenomen moet worden uit de woorden van derzelver Reſolutie io Dato den 21. October 1705. luidende aldus; *Dat de Heven van Juſtitie in deze Provintie zullen worden geſiſtenteert van de Judicature, in de zake van de Magiſtraatsbeſtellinge van het Marquiſaat van Veer en Vliſſingen, mit de gevolgen en aankleven van dien; Behandelyk dat die geene, dit hier na het Recht ter hes voorſz: Marquiſaat zal hebben bekomen, en daar mede zal mezen verlyst, zal vry ſtaan zyn actie en pretenſie, ter zake van voorſz: Magiſtraatsbeſtellinge, als anders, te entameren en te vervolgen, daar en zo het behoort.*

Met welke Reſolutie de Heeren Staten van Zeeland zich naderhandts hebbende geconformeert, daar van ook niet zyn afgegaan, olet tegenſtaande in den jare 1706. en vervolgens door de Steden Vliſſingen en Ter Goes, propoſitien wierden gedaan, om de vermenging van het Marquiſaat te vorderen als een Recht van Convenientie. Verklarende zich, onder andereo daar op de Magiſtraat van Zierikzee, by een Reſolutie ingebracht ter Vergaderinge van de Staten, den 16. January 1708. op een zonderlinge en nadrukkelyke wyze, en concluderende, *onveranderlyk te zullen blyven van dat ſentiment*, dat de Heeren Staten van Zeelandt, als Leenheeren geconſidereert wordende, niet gerechtigt waren, om een Leen, door Haar zelfs uitgegeven, en verkocht tot een onſterflyk Erfleen, met renunciatie aan het Recht van Loſſinge en Retour, tegens wille en dank van den Leen-Man te vernietigen en weeh te nemen; En teo tweeden, dat Haar Edele Mog. het zelve mede niet gevoeglyk konden doen, als Souverainen van deo Graafſchappe, buiten de betrekkinge op de verbintenisſe, die 'er is tuſſchen een Leenheer en zyn Leenman; Dewyle zulks moeteude worden afgeleidt uit een Recht, de Oppermacht wordende toegeſchreven, en bekent onder de naam van *Dominium eminens*, in dezen geen *termini habiles*, tot exercitie van dien, wordeo gevonden.

Leur Lettre, & y avoient remontré en peu de mots, premierement: que les Seigneurs Etats de Zelande, étant conſidérés comme Seigneurs Directs, ne sont pas en droit, d'amortir & de ſe ſaiſir ſans le Conſentement, & malgré le Vaſſal, d'un Fief, qu'il a conferé & vendu laïquement, comme un Fief perpetuel & hereditaire, en renonçant pour lui & pour ſes heritiers ou ſucceſſeurs au droit de retrait & de dégagement; Et ſecondement, que leurs Nobles Puiſſances ne pouvoient pas ſe faire avec équité, comme Souveraine de la Comté, au préjudice de l'engagement & de la Convention, qui ſe trouve entre le Seigneur Direct, & le Vaſſal, parce qu'une telle entrepriſe ne peut deriver que du droit, qui appartient à la ſuprême Puiſſance, & connu ſous le nom du Dominium eminens, on n'y trouvera certainement pas les termini habiles, *pour y pouvoir appliquer l'uſage de ce Droit.*

Leurs Nobles Grandes Puiſſances, ayant paſſé la prémiére de ces poſitions, & reconnoiſſant par conſequant ſa ſolidité, declarent, que les Seigneurs Etats de Zelande ont reſolu de ſe ſervir du droit, qui apartient à tous les Souverains, communeméot appellé *Dominium eminens, & elles declarent encore, que l'état de la queſtion roula ſur ceci*: Si on trouve de raiſons ſuffiſantes dans le Cas préſent, pour pouvoir ſe ſervir de ce droit; *Dont elles ſoutiennent l'affirmative.*

Avant néanmoins que d'entrer dans l'examen, & dans la conſideration des argumens, que leurs N. & G. P. ont bien voulu alleguer, pour établir la legitimité & la ſolidité de leur Theſe, les Illuſtres Tuteurs ne peuvent s'empêcher de remarquer ici, que la Méthode, dont on s'eſt ſervi, pour parvenir à l'amortiſſement du Marquiſat de Veere & *de* Fleſſingue *par un moyen politique, & en excluant tout-à-fait la voye ordinaire de la Juſtice, leur a paru d'autant plus ſurprenant & inattendu, qu'elle repugne entierement, & qu'elle eſt contraire aux ſentiments, que les Seigneurs Etats de Hollande & Weſt-Friſe ont eu auparavant, & qu'ile ont fait connoitre publiquement dans pluſieurs Déclarations réitérées.*

Or, lorſqu'après la mort de Sa Majeſté de la Grande Bretagne de glor. mem. pluſieurs Regens dans la Province de Zélande commencérent à jetter le fondement de ce qu'on entreprend à préſent ouvertement; Et que les deux Villes, ſujettes au Vaſſillage, commencérent à ſe ſouſtraire aux droits du Marquis, en faiſant de nouveaux Reglemens, & en changeant la Regence ordinaire, qui avoit été en tout tems en uſage dans ces Villes; en ſorte que les Conſeillers des Domaines furent obligez de s'addreſſer ſur ce ſujet au Grand Conſeil où ils trouverent des opoſitions de la part des Seigneurs Etats de Zelande; il s'enſuivit, que les Seigneurs Etats de Hollande & Weſt-Friſe ont entendu par leur Reſolution du 6 de Juin 1704. & ont reſolu, Qu'on enverroit les ordres neceſſaires au Préſident & aux Conſeillers du Grand Conſeil, pour procéder dans cette affaire de la maniére, qu'ils croiroient en bonne conſcience, convenable avec les Loix, & avec la Juſtice;

Qu'il étoit vrai, que leurs N. & G. Puiſſances avoient changé en quelque maniére de ſentiment quelque tems après à la priere & aux inſtances ſurieuſes & ſi ſouvent réitérées des Seigneurs Etats de Zelande; mais elles ont pourtant toujours perſiſté dans le ſentiment, que le projet de l'amortiſſement des droits du Marquis, ou la faculté de pouvoir les amortir, ſeroit toûjours un objet de la Juſtice ordinaire; Ce qui paroit avec évidence par ce paſſage de leur Reſolution en date du 21. d'Oct. 1705. tenenant; Que les Cours de Juſtice de ces Provinces ſeroient diſpenſées de la Judicature, dans l'affaire, qui regardoit la nomination des Magiſtrats dans le Marquiſat *de* Veere & *de* Fleſſingue, avec toutes ſes ſuites & annexes; à la reſerve pourtant, que ceux, qui auront obtenu ci-après le droit audit Marquiſat, & ceux, qui en recevront l'Inveſtiture, auront toûjours la faculté & la liberté entiére, d'entamer & de pourſuivre leurs actions, & leurs prétenſions, au ſujet de la nomination du Magiſtrat & des autres prétenſions, par tout, ou il leur conviendra.

Les Seigneurs Etats de Zelande ſe ſont auſſi conformés enſuite à cette Reſolution, & n'ont pas voulu pouſſer cette affaire plus loin, quoique les Villes de Fleſſingue, *& de* Ter Goes *fiſſent des propoſitions réitérées, pour preſſer l'amortiſſement du Marquiſat, comme étant de droit & de Convenance; le Magiſtrat de la Ville de* Zierikzee *ayant ſur cela délivré a l'Aſſemblée des Etats ſa Reſolution du 16 de Janvier 1708, en ces termes expris & tres-forts;* qu'il reſteroit inalterablement dans

le

ANNO 1732.

ſentiment, om de Cours van de Juſtitie, zo als van oudts open te laten.

Dat ook de Heeren Staten van Hollandt en Zeeland, zedert dien tyd, en ſpecialyk in den jaare 1708. aan wylen den Heere Johan Willem Friſo Prins van Oranje en Naſſau, hebben laaten voorſtellen, ook ten dien einde de voorſpraak der Heeren Staten van Vrieſlandt verzocht, om het voorſz: Marquiſaat aan de Provintie van Zeelandt, of de beide Vaſalle Steeden te verkoopen, of op een ander gevoeglyke wyze daar over te handelen.

Doch dat zulks by Zyn Hoogheit gedeclineert en van de hand gewezen zynde, de zaake daar by is gebleven, zonder dat Hooggemelde Heeren Staten doen ter tydt in gedachten is gekomen, om uit krachte van het *Dominium eminens* het voorſz: Marquiſaat Politykelyk te vernietigen, gelyk nu de toeleg is;

Daar nochtans het-zelve Heerlyk goed nu van geen ander natuer is, als het is geweeſt in voorgaande en hier voren genoemde tyden; en daar om ook geen de minſte reden, om het zelve door zo een extraordinaris en ongewoon middel, buiten alle Rechtspleginge, of immers een amiable onderhandelinge, nu meer als oit te vooren, werkitellig te maaken.

Behalven dat, na de ſuſtenue van de hoog Furſtelyke Voogdye, in allen gevalle, geen probable, veel min genoegzame reedenen in dezen gevonden worden, die aan de Heeren Staten van Zeeland de faculteit zouden geven, om het vorengemelde Recht te gebruiken; het welke zynde het eenige point in queſtie, vervolgens wat nader onderzocht dient te worden.

Gelyk de Furſtelyke Voogdye in haare Miſſiven heeft erkent, zoo ſtaat dezelve noch gaarne toe, dat 'er in de Oppermacht is een Recht, een volheit van gezach, uit krachte van het welke dezelve niet alleen kan bepalen het gebruik der goederen van haare Onderdanen, maar ook, in zekere gevallen, den eigendom daar van mag na zich nemen, en ten beſten van het Gemeene bekeeren.

Doch dewyle van dit Recht, na het Avû zelfs van Haar Edele Groot Mog. lichtelyk zoude kunnen worden geabuſeert, zo is het, dat alle geapprobeerde Autheuren, die deeze materie hebben verhandelt, daarinne over een komen, en het alzo een conſtant en algemeen gevoelen is geworden, dat het voorſchreeve Recht in geenen deele ongelimiteert is, dat daar en tegen een Souverain, zonder een Notoire injuſtitie te doen, de Goederen van zyné Onderdanen niet vermag na zich te nemen, als in Singuliere gevallen, en dan noch niet als onder zekere conditien en bepalingen.

Dat van die gevallen geen andere worden erkent, als van noodtzaakelykheit, en nuttigheit voor het gemeene beſte;

Dat die noodzakelykheit moet wezen hoogdringendt en ſwaar wichtig; en de nuttigheit groot, evident, en wezentlyk, zo dat het Gemeen, zonder merkelyke ſchade te lyden, het zelve niet kan ontbeeren;

En dan noch onder die bepalingen, dat een Particulier zyn Goed ten gemeenen dienſt hebbende opgeoffert en overgegeven, daar voor door het Publyk wel de gedoomageert en ſchadeloos gehouden; of indien het zonder verbruikt te wezen, maar voor een tydt ten Gemeenen Nutte is aangelegt geweeſt, dat die nuttigheit, of noodtſakelykheit ceſſerende, dat goed aan den voorgaanden Eigenaar moet worden gereſtitueert.

Dat buiten zodanige gevallen van dringende noodzakelykheit, of van groote en evidente nuttigheit, elk en een yder moet meeſter blyven van het zyne; En by het onverhindert bezit en genot van het zelve, door, en wegens de Hooge Regeringe worden gemaintineert.

Dat de waarheit van die ſtellingen evidentelyk kan worden afgeleidet uit de grondſlag, waar op dat Recht van de Oppermacht is gebouwt, te weten, het conſent van elk en een yder der Particulieren, een Burgerlyke Gemeenſchap uitmakende, die gepreſumeert worden, alle te zamen daarinne te hebben toegeſtemt, dat wanneer het Gemeene beſte niet kan worden geconſerveert, als met ſchade en ongemak van een Particulier, de Gemeene Nuttigheit, in zulken gevalle, moet worden gepreferreert;

Dat wanneer het gebruik van voorſchreeve Recht verder mochte worden geëxtendeert, het zelve notoirlyk zoude ſtrydig wezen met het oogmerk het welk gehadt hebben alle de geene, die zich met meer anderen, in de eerſte te zamenkomſte der Republyken, hebben gevoegt en geaſſocieert onder een Regeringe, te weten, om onder deszelfs opzicht en directie, volgens egale Wetten, des te veiliger te kunnen leven, te geruſter zyne

le ſentiment, de laiſſer un cours libre à la Juſtice, comme il avoit été en uſage au tems paſſé.

ANNO 1732.

Que depuis ce tems les Seigneurs Etats de Hollande, & Weſt-Friſe, avoient fait propoſer particuliérement dans l'année 1708: au feu Seigneur Jean Guillaume Friſo, *Prince d'Orange & de Naſſau, qu'il vendit à la Province de Zelande le Marquiſat, ou le Vaſſellage de ces deux Villes, ou qu'il le leur cédât d'une maniere ou d'autre; & pour cette fin ils eurent recours à l'interceſſion des Seigneurs Etats de Friſe.*

Mais ſon Alteſſe ayant temoigné qu'elle n'y donneroit jamais ſon conſentement, on avoit alors comme abandonné cette affaire, ſans que leſdits Etats aient ſeulement fait paroitre leur deſſein d'amortir ce Marquiſat politiquement en vertu du prétendu droit de Dominium eminens, *comme au fait à préſent.*

Quoi que ce bien Seigneurial n'aie pas changé de nature depuis ce tems là, & que par conſequent ils ne peuvent pas produire des raiſons valables, pour l'effectuer plûtôt à préſent, que dans ce tems, par un moyen auſſi extraordinaire & auſſi inuſité, ſans aucune forme de juſtice, & pas même par une négotiation amiable.

Et que d'ailleurs, ſuivant le Syſtême des Illuſtres Seigneurs Tuteurs, on ne peut trouver en tout cas des raiſons probables & encore moins de ſuffiſantes, qui puſſent fournir aux Seigneurs Etats de Zelande la faculté de ſe ſervir du ſusdit droit. Ce qui étant le ſeul point en queſtion, merite ſans doute, qu'on l'examine avec plus de préciſion.

Les Seigneurs Tuteurs ne s'éloignent pas de reconnoitre, comme ils ont fait déja dans leur Lettre, qu'il ſe trouve dans le Souverain un droit, une plenitude de pouvoir & de puiſſance, en vertu de laquelle Elle ne peut pas ſeulement borner l'uſage des biens de ſes Sujets, mais que dans certains cas, Elle peut auſſi s'en ſaiſir, & les convertir à l'utilité du Public.

Comme pourtant, ſuivant le propre aveu de leurs Nobles & Grandes Puiſſances, il ſeroit très-facile, de pouvoir abuſer de ce droit; on trouvera auſſi, que tous les Auteurs approuvés, qui ont traité de ce droit, conviennent, (& que par conſequent cela eſt devenu un ſentiment général & conſtant) que ce droit dans toutes ſes parties, ne peut pas être illimité; que nonobſtant qu'un Souverain ſoit en poſſeſſion de ce droit, il ne peut pourtant pas prendre les biens de ſes Sujets, ſans commettre une injuſtice manifeſte que dans certains cas ſinguliers, & que ce ſoit ſous de certaines Conditions, & reſtrictions.

Que de tous ces cas, qui y peuvent avoir une relation juſte & équitable, on n'a adopté que la neceſſité urgente, & l'utilité générale.

Qu'il faut que cette néceſſité ſoit bien preſſante, & d'une conſequence dangereuſe; Et que l'utilité ſoit grande, évidente, & eſſentielle, & que le Public ne puiſſe pas s'en paſſer, ſans ſouffrir un préjudice palpable & eſſentiel.

Et cependant il faut que cela ſe faſſe alors avec la reſtriction, qu'un Particulier, ayant abandonné ſes biens au ſervice du Public, il en ſoit recompenſé & dedommagé par le Public, & ſi ſes biens n'ont ſervi pour le Public, que pour un certain tems, & que la neceſſité publique vienne à ceſſer, que ces biens ſoient rendus & reſtitués au premier Proprietaire;

Que hormis ces deux cas d'une neceſſité urgente, ou d'une utilité évidente & palpable, il faut abſolument, que chacun ſoit & reſte maître abſolu de ſes heritages & de ſes acquets, & qu'il ſoit maintenu dans la poſſeſſion tranquile du ſien par la Puiſſance Souverane.

Que la vérité de cette poſition découle naturellement & avec évidence de la même ſource, dont derive la ſuprême Puiſſance, à ſavoir du conſentement de chaque Particulier, qui forment une Societé, ou une République, & qu'on préſume avoir conſenti tous en général, que lorſque le bien public ne peut être conſervé, que par la perte des biens, ou par d'autres incommodités d'un Particulier, la neceſſité & l'utilité publique doivent être préferées dans ce cas, à celle du Particulier.

Mais on ne peut étendre plus loin l'uſage de ce droit, ſans répugner aux vues, qu'ont eu tous ceux, qui, au premier établiſſement des Républiques, ſe ſont aſſociés avec d'autres ſous un même gouvernement, dans l'eſperance & ſous la condition, d'y pouvoir vivre plus tranquilles ſous la direction, & les ſoins de leurs Magiſtrats, & de pouvoir jouir & poſſeder leurs biens ſans aucun em-

ANNO 1732.

zyne Eigendommen bezitten, en daar mede handelen na hun welgevallen.

Dat op die gronden, die voor onbetwiftbaar worden gehouden, aan Haar Edele Groot Mog: zonder beſwaringe kan worden geaccordeert, dat een Souverain, uit hoofde van het *dominium eminens*, Landen van Zyne Onderdanen tot Fortificatien kan vergraven, tot dekkinge en beveiliginge van het gemeene Land tegens den gemeene Vyand; tot Dykagien verbruiken tegens inundatien; geheele Diſtricten onder water zetten, om den ſelven de ſubſiſtentie te benemen; Huizen afbreken, het zy om den voortgang van Brandt te beletten, of aan den Vyand de gelegentheit te beneemen, van zich daar inne te verſchanſſen, en wat meer van die natuer mag zyn; alzoo in die gevallen reſideert een baarblyklyke noodzaaklykheit en nuttigheit voor het Gemeen, wel te weeten gepreſupponeert zynde, dat het gevaar voor de attacque en invaſie van den Vyand, of ook d'overſtrominge van het water, en voortgang van Brandt, wezentlyk en baarblyklyk zy.

Doch dat aan Haar Edele Groot Mog. geenzins kan worden toegegeven, dat de vooren gemeemde gevallen, waarinne ogenſchynlyk reſideert een noodzaaklykheit, of groote nuttigheit voor het Gemeen, eenige de minſte overeenkomſt hebben met dat, waar over in dezen word gecontroverſeert.

Dat Haar Edele Groot Mog: om zulks aan te toonen, voorwenden, dat het Marquiſaat van Vliſſingen en Veere, met zyne Heerlyke Rechten, is ſchadelyk aan, ja incompatibel met de vryheit en independentie van de Provintie van Zeelandt; dewyle het geſach van den Marquis, den wech zoude baanen tot de geheele directie in de voorſz: twee Vaſalle Steden, en vervolgens een groote influentie hebben op de Staatſe Vergaderinge van Hooggemelde Provintie; ja zelfs in de Vergaderinge van Haar Hoog Mog. en in de Collegien van de Unie.

Dat zodanig een Gezach en Faculteit daarom te bedenklyker is, om dat meergemelde Marquiſaat ſtaat te vallen in handen van een Prins; ja dat het niet onmogelyk is, dat dit Recht t'eeniger tydt zoude kunnen komen op een Vreemd Prins. En wel op een vreemd Prins, niet zynde van de Proteſtantſe Religie.

Doch dat zulken overwegend gezach van den voorſz: Marquis, in diervoegen als het zelve door Haar Edele Groot Mog: wordt geëxtendeert en uitgemeeten, op verre na niet vloeit, noch gehault kan worden, uit de Rechten van het Marquiſaat.

Want dat de voorſz. Rechten wel geëxamineert zynde, bevonden zullen worden, geen de minſte gemeenſchap te hebben met de Provintiale Regeeringe, en de Deliberatien, ter Vergaderinge der Heeren Staten van Zeelandt voorvallende, en 't geene daar van als gevolgen, door Haar Edele Groot Mog: word getrokken.

Maar alleene haare betrekkinge te hebben op zaken, de adminiſtratie van goede Politie en Juſtitie binnen voorſz: Steden, concernerende; en waar door met geen grond van reden, gezegt kan worden, dat de Vryheit en Independentie van die beide Steden in het Politique Staatsbeſtier eenigzins wordt vermindert; gelyk zulks mede niet gezegt kan worden te geſchieden door den Eed van Trouwe en Homage, aan den Marquis wordende gepreſteert, dewyle dezelve geenaints vermeugt of wechneemt de verplichtinge van getrouwigheit, waar mede beide, de Heer, en de Ingezetenen van die Steden, aan de Graafſykheit verbonden zyn.

Dat ook boven dien uit den inhoud van het Privilegie de Anno 1574. geblykt, dat het Recht van Stem en Seſſie in de Vergaderinge der Staten te hebben, niet is gegeven aan den Marquis, maar aan het Corps der Gemeente van die beide Steden; dewelke diens volgens ook niet kunnen gezegt worden haaren Feudalen Heer, in dien deele, te repreſenteeren; of in zaken de Hoge Provintiale Regeeringe aangaande, van den zelven te dependeren, dewyle zy ongehouden zyn, Hem Marquis daar van rekenſchap te geven, of zyne orders te reſpecteren, en op te volgen.

Dat het ook in geenen deele voor incompatibel of tegenſtrydig kan worden gehouden, dat een Univerſiteit, een integrerend Lidt van Staat zynde, evenwel in zekere gevallen Vaſſallage onderworpen is, gelyk daar van de Exempelen in Naburige Landen menigvuldig bekent zyn, en zelfs in de Republyk aangetoont zoude kunnen worden.

Dat ook geen een bewys wordt bygebragt, waar uit zoude kunnen geblyken, dat dezelve Steden, gedurende allen den tydt, dat dezelve Seſſie en Stemme in de Staatſe Vergaderinge van Zeelandt hebben gehat, met

pleinement, & ſans en être privé par une Puiſſance abſolue;

Que ſur ce fondement, & ces raiſons, qui ſont inconteſtables, on peut fort bien accorder à leurs N. & G. P. qu'un Souverain, en vertu du Dominium eminens, *peut ſe ſervir des Terres de ſes Sujets, pour y bâtir des fortifications, pour couvrir le Pais contre l'invaſion des Ennemis, qu'il peut s'en ſervir pour faire des digues, afin de préſerver tout un pays des inondations; qu'il peut inonder des contrées entieres pour arrêter les Ennemis; qu'il peut faire brûler une Province entiere, pour empêcher l'ennemi de pouvoir ſubſiſter; qu'il puiſſe faire abattre les maiſons, pour empêcher un incendie de s'étendre plus loin, ou pour être l'occaſion à l'ennemi de s'en ſervir pour s'y fortifier; Que par conſequent il ſe trouve dans ces cas mentionnés une neceſſité, & une utilité publique, qui ſaute d'abord aux yeux; bien entendu; & préſuppoſé, que l'attaque, & l'invaſion des Ennemis, le debordement des eaux, & la communication du feu, ſoient effectielles & palpables.*

Sans pourtant qu'on veuille convenir ici en aucune maniere avec leurs N. & G. P., que leſdits cas, où ſe trouve ſans la moindre contradiction une neceſſité urgente, ou une utilité évidente pour tous le Public, puiſſent être applicables au cas préſent, ſur lequel on eſt actuellement en diſpute.

Que leurs N. & G. P., pour apuier leurs raiſons, pretextent, que le Marquiſat de Veere *& de* Fleſſingue, *avec ſes droits & ſes préeminences Seigneuriales, eſt préjudiciable, & incompatible avec la liberté & l'independance de la Province de Zelande, parceque l'autorité & le pouvoir du Marquis pourroit à la fin ſe frayer le chemin à la direction entiere dans ces deux Villes féodales, & par conſequent avoir une grande influence dans les délibérations de l'Aſſemblée des Etats de cette Province; ce qui s'étendroit (ſuivant leur Syſtême) juſqu'à l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances; & aux Colléges de l'Union.*

Que cette autorité, & cette faculté dans le cas préſent n'ont d'une conſequence d'autant plus grande, que ce Marquiſat eſt ſur le point de tomber entre les mains d'un Prince; Et qu'il ne ſeroit pas impoſſible, qu'il ne paſſât enſuite à un Prince étranger; Et même à un Prince étranger qui ne ſeroit pas de la Religion Proteſtante.

Que néanmoins cette prétendue autorité, & ce pouvoir du Marquis, ne peut abſolument pas deriver, ni avoir ſa ſource dans les droits du Marquiſat, de la maniere qu'il a plû à L. N. & G. P. de l'étendre;

Parceque ces dits droits, ayant été bien examinés, toutes les Perſonnes déſintereſſées trouveront qu'ils n'ont pas la moindre connexion avec La Regence Provinciale, ni avec les délibérations de l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances, comme leurs Nobles & Grandes Puiſſances préſuppoſent dans leur Refutation.

Mais qu'ils ſont ſeulement relatifs aux affaires, & à l'adminiſtration de la bonne Police, & de la juſtice, qui concerne ces deux Villes; ce qui ne peut pas fournir de raiſons valables, pour ſoutenir, que ces deux Villes ſouffrent la moindre atteinte dans leur liberté, & leur indépendance, pour agir librement dans les déliberations de la Province, & de l'Etat en général. Ce qu'on ne peut pas dire du ſerment, & de l'hommage, que ces deux Villes ſont obligées de prêter à leur Marquis: parceque cela n'exemte en aucune maniere le Marquis de ſes obligations de fidélité; par leſquelles, tant lui, que les Habitans des deux Villes ſont liez à la Comté.

Qu'il paroit encore par le contenu du privilége de l'année 1574:, que le droit de Séance & de ſuffrage dans l'Aſſemblée des Etats de la Province, n'a pas été accordé au Marquis, mais au Corps entier des Bourgeois de ces deux Villes: En ſorte que l'on ne peut pas dire non plus, que ces deux Villes repréſentent dans ce cas leur Seigneur Féodal, ni qu'Elles dependent de lui dans les affaires, qui concernent la haute Régence de la Province, parcequ'Elles ne ſont pas obligées, de lui rendre compte de leurs délibérations, ni de reſpecter, & de ſuivre ſes ordres, qu'autant qu'elles veulent;

Qu'il n'eſt pas non plus incompatible en aucune maniere, qu'une Univerſité, quoi qu'Elle ſoit un Membre intégrant de l'Etat, puiſſe pourtant dans certains cas être ſujette au Vaſſellage; dont on a pluſieurs Exemples dans les pays voiſins, & même dans la Republique.

Que d'ailleurs on n'a pas encore aporté aucune preuve, que ces dites deux Villes aient donné leurs avis dans l'Aſſemblée des Etats de Zélande avec moins de liberté & d'indépendance, que les quatre autres Villes,

ANNO 1732. met minder liberteit en onafhanklykheit Haare Advyſen hebben gegeven, als eenige der vier andere Graafſlyke Steden.

Dat het contrarie onder anderen is gebleken, in een zeer notabel geval, gebeurt in den Jare 1584. Wanneer eenige Steden in Zeelandt, na het exempel van het geene in Hollandt verhandelt wierde, in deliberatie brachten, en daar op aandrongen, om aan de Prince van Oranje, de Souveraniteit van het Landt, onder den Naam van Graaf van Zeelandt op te dragen, want dat het zelve met veel vrymoedigheit, cordaatheit, en ſtandvaſtigheit is tegengeſproken en geſtuit, nevens de Steden Middelburg en Ter Goes, ook door de Stadt Veere; als te rechte oordelende dat de Verplichtinge om de Vryheit en Gemeene Welvaren te maintineren en voor te ſtaan, veel ſterker tot Haaren laſte lag, als de obligatie en betrekkinge die Zy hadden, aan, en op den Prince Haaren Heere en Marquis.

Dat by experientie is gebleken dat de Forme van Regeeringe in de voorſz. twee Steden, zo als de zelve zedert een immemoriale tydt is geweeſt, geen de minſte verwarringe of wanordre in de Hoge Reegeringe van Zeelandt, of eenig nadeel aan 't Gemeen, of Particuliere Ingezetenen heeft toegebragt. Dat ter contrarie noyt de Publique ruſte, harmonie, eenigheit, en goede ordre in de voorſz: Provintie, en onder de Regenten van dien, beter zyn geconſerveert geworden, noch de goede Ingezetenen meerder hebben gefloreert in Haare Commercie, en toegenomen in haare vermogens, als geduerende dien tydt.

Dat uit alle 't geene voorſz: is geblykende, dat de Subſiſtentie van het Marquiſaat, met zyne Preëminentien, Rechten, en Gerechtigheden noch incompatibel is, met de maximes van Regeeringe in deze Landen geëtabliſſeert, noch nadeelig aan het Gemeen, of de Goede Ingezetenen in het Particulier, 'er geen de minſte reden kan overblyven, waarom het zelve zoude mogen, en zelfs moeten worden vernietigt.

Dat in allen gevalle, wanneer imiers het raiſonnement van haar Ed. Groot Mog. mochte doorgaan (des geenzins) dat het tegens de vaſte Maximes, van ouds in deze Landen onderhouden, ſtrydig zoude zyn, dat een Leenroerige Stadt, Stem in Staat zoude hebben, het zelve nochtans niet concludent zoude wezen voor het Amortiſſement van voorſz: Marquiſaat, het welke al lange voor de introduktie der Vaſſalle Steden in de Vergaderinge der Staten, met alle Zyne Rechten heeft geſubſiſteert.

Maar eerder ſtrekten, om de twee Steden uit de Staatſe Vergaderinge te doen amoveren.

Dat het geene Haar Ed. Groot Mog. allegeren en aandringen uit den inhoud van het Privilegie in den jare 1574. door den Heere Prince van Orange, in den name van den Koning van Spanjen aan de voorſz: Steden gegeven; en wel ſpecialyk uit de Clauſule van des Graven Immediate Protectie, en Beſcherm van de zelve not te zullen alieneren, daar inne vermeldt, daar uit infererende dat dezelve Steden vry geſteldt zynde, van alle mediate beheeringe, door de Authoriteit van den Prince van Orangen t'onrechte weder zyn gebragt onder Vaſſallage, veel te ſwak is, om te kunnen gelden tegens een voorgaande Sententie, en wettig Decreet van Interpoſitie, door den Rechter gegeven tot nadere Verkopinge. Mitsgaders tegens een daar op gevolgde langduerige en ongeturbeerde Poſſeſſie van verre over de hondert Jaaren.

Want dat het bekend is, dat de voorſz: Clauſule *de non alienando* eenigſyk beruſt op den eerſten Koop door Koning Philips de tweede, Graave van Zeeland in den Jaare 1566. gedaan.

Dat dienſvolgens, zoo het oit tydt was, om onder aanbiedinge van de Koopenningen te voldoen (die door den Koning onbetaalt waaren gelaaten) zich tegens de nadere Verkopinge te oppoſeren, het doenmaals is geweeſt. Maar dat het nu ongerymt zoude wezen, om onder ſodanigen ongegrond voorwendſel, na verloop van ſoo veele over de hondert jaaren, en na dat de meergemelde Steden nu reeds by ſucceſſie, tot op den ſesden Leenvolger ſyn gedevolveert, de tweede rechtelyke Koop te annulleren, en buiten effect te ſtellen.

Dat ſulks te meer doorgaat, om dat het in het minſte niet volgt, het geene Haar Edele Groot Mog: ſuſtineren, dat het *Dominium Utile* van het Marquiſaat, met het *Directum*, als doen in een Perſoon ſynde komen te concentreren, daar door de Leenroerigheit van beide Steeden, zoude ſyn vernietigt en weggenoomen geweeſt.

Dat

les, depuis tout le tems qu'elles ont eu ſéance & voix dans cette Aſſemblée. ANNO 1732.

Qu'il a même paru tout le contraire dans un cas très-remarquable, qui arriva l'année 1584. Lorſque quelques Villes de Zelande, ſe conformant à ce qui fut alors negotié dans la Province de Hollande, inſiſterent pour offrir la Souveraineté de ce pais au Prince d'Orange, avec le Titre de Comte de Zelande, les Villes de Middelbourg *&* de Ter Goes *s'y oppoſerent; Celle de* Veere *s'y oppoſa avec une liberté & une fermeté encore plus grande, & empêcha que cela eût le ſuccès deſiré, jugeant & avec raiſon que leur obligation de maintenir la Liberté publique, étoit beaucoup plus forte, que leur engagement avec leur Marquis & Seigneur.*

Que l'experience a ſuffiſamment fait voir, que la forme de la Regence de ces deux Villes, de la maniére, qu'elle a été conſtituée depuis un tems immémorial, n'a jamais cauſé ni préjudice ni déſordre dans la haute Regence de Zelande, ni au Public, ni aux Sujets particuliers de cette Province; mais que tout au contraire la tranquilité publique, & le bon ordre dans la Province, & entre les Regents, n'y a jamais été mieux obſervé; Et que les bons Sujets n'y ont jamais été dans un état plus heureux, pour y faire fleurir le Commerce, & pour faire proſperer leurs biens, que pendant ce tems.

Enſorte qu'il paroit ſuffiſamment par ce qui vient d'être allegué, que l'exiſtence du Marquiſat, avec ſes Prééminences, Droits & Privileges, n'eſt point du tout incompatible avec les maximes qui ſont établies dans ce pais; & qu'elle eſt encore moins préjudiciable au Public en général, & aux habitans en particulier, que par conſequent on ne peut aporter aucune raiſon légitime, pour perſuader qu'il ſeroit abſolument neceſſaire d'amortir ledit Marquiſat.

Et que s'il arrivoit en tout cas, que les Raiſonnements de leurs Nobles & Grandes Puiſſances euſſent le deſſus, (ce que l'on n'eſpere pas:) & qu'elles puſſent perſuader qu'il répugne, & qu'il eſt contraire aux maximes conſtantes, établies dans ces païs depuis leur établiſſement, qu'une Ville feodale eût ſéance & voix dans les Etats; on ne pourroit en conclure, que le Marquiſat de Veere *& de* Pleſſingue *devroit être neceſſairement amorti, parce qu'il a ſubſiſté long-tems avec tous ſes droits, avant que les Villes feodales ayent été introduites dans l'Aſſemblée des Etats.*

Mais cela tendroit plûtôt à exclure ces deux Villes de la Séance & Voix, qu'Elles ont legitimement acquiſes.

Que tout ce que leurs Nobles & Grandes Puiſſances alleguent, & preſſent ſi fort par rapport au contenu du Privilege de l'année 1574, que le Prince d'Orange a accordé à ces deux Villes, au nom & de la part du Roi d'Eſpagne; & particuliérement la Clauſe de protection immediate du Comte, & la promeſſe qui eſt faite, qu'Elles ne ſeroient jamais plus aliénées; d'où on veut inférer, que ces deux Villes ayant été une fois delivrées de toute Domination médiate, avoient été injuſtement réduites dans le Vaſſellage par l'autorité du Prince d'Orange; eſt une raiſon trop foible, pour l'oppoſer à la Sentence préalable, & au Decret d'interpoſition, que le Juge avoit donné pour les vendre pour la deuxiéme fois; Et encore moins contre la poſſeſſion conſtante & non conteſtée, depuis plus de cent ans.

Etant connu, que ladite Clauſe de non alienando *n'entend uniquement du premier achat, fait du tems du Roi* Philippe II, *Comte de Zélande, dans l'année 1566.*

Et que par conſequent, ſi l'occaſion avoit jamais été favorable de s'oppoſer à une vente ultérieure, en offrant le payement de l'achat (dont ce Roi ne s'étoit pas acquité) on l'auroit pu trouver dans ce tems-là; mais qu'il ſeroit à preſent abſurde, de vouloir annuller & ſuſpendre l'effet de la deuxiéme vente, ou achat, qui s'eſt fait légalement, & cela ſous des prétextes controuvés, & après que ces deux Villes ſont poſſées par ſucceſſion juſqu'au ſixiéme Vaſſal.

Que cela eſt d'autant plus certain, qu'on ne peut tirer aucune conſequence de ce que leurs N. & G. P. ſoutiennent, ſavoir: que le Dominium Utile *s'étant trouvé réuni alors avec le* Dominium directum *dans une même perſonne, le Vaſſellage de ces deux Villes avoit été-lors amorti & aneanti.*

Que

ANNO 1732. Dat daar en tegens uit verſcheide Notable omſtandigheden, verleende Acten en Commiſſien, aangetoont kan worden, dat de intentie van Philips, verre van de zelve in de Graaflykheit in te lyven, enkel is geweeſt, om deſelve als een particulier Domein, in natuur onderſcheiden van Zyne andere Graaflyke Steden, te blyven behouden, dat daaromme te onrechte, door Haar Ed Groot Mog. word: geſegt, dat ſulks enkelyk ſoude te wege gebracht ſyn, door de Authoriteyt van den Prince van Oranjen;

En dies ſoo veel te meer, om dat het conſteert, dat de Heeren Staten van Hollandt, by Reſolutie van den 26. Juny 1581 Hooggemelden Prince hebben aangeraden, en met empreſſement by den zelven geinſiſteert, dat doch de voorſz. Heerlykheden door Zyn Excellentie mochten worden gekocht, met aanbiedinge, om, ingevalle de prys daar van acht à tien duyſent Guldens te hoog mochte lopen, Hooggemelde Heeren Staaten Zyn Excellentie daar van, onder eenige te makene Conditien, ſouden ontlaſten.

Dat in allen gevalle, het verſchil over dit ſtuk is een object van de Juſtitie, het welke door den Ordinariſen en Competenten Richter gedecideert moetende worden, vervolgens op de exercitie van het *Dominium eminens*, het welke in dezen eenigſyk in Diſquiſitie komt, geen Applicatie ſchynt te kunnen hebben.

Dat aen Haar Edele Groot Mog. geerne word toegeſtaan, dat het Marquiſaat in queſtie zal vallen in handen van een Prins; doch dat vaſt ſtaande, 't geene hier vooren is gedemooſtreert, dat de Rechten van het Marquiſaat, geenſints zyn van die bedenkelykheit, of preſjuditie aan de vryheit, en independentie van de Provintie van Zeelandt; het beſwaarlyk te begrypen is, wat gevaar daar inne zoude reſideren, dat het Marquiſaat wierde gepoſſideert door een Prins, ja dat dat gevaar zelfs zo groot zoude wezen, dat eer het zelve voor goed aan te zien, beter, raadzamer, ja nodig zoude wezen, het Marquiſaat met alle zyne geannexeerde Rechten te vernietigen.

Voornamentlyk daar het notoir en Haar Ed. Groot Mog. ten beſten bewuſt is, dat het zelve uit krachte van de Teſtamentaire diſpoſitien van Prins Mauritz, en van Zyne Majeſteit van Groot-Brittannien, beide van Glorieuſe Gedachteniſſe, is gedevolveert op de Furſtelyke Weefen, nagelatene Kinderen van Wylen den Heere JOHAN-WILLEM FRISO, Prince van Oranjen en Naſſau, en wel in de eerſte plaatſe op den Jongen Prince WILLEM-CAREL-HENDRIK FRISO.

Dat het ongehoord, ſtrydig met de gronden van deze Republyk, en met een van een verre uitziende conſequentie zoude wezen, een Perſoon, om die redenen, dat hy is van een Eminente en Hooge Geboorte, van Zyne Goederen, tegens Zynen wille en dank, te ontzetten.

Dat de hardigheit van die Proceduren daarom zo veel te groter zoude wezen, om dat Hooggemelde Prince noch zynde in Zyne teede jaren, geen de minſte reden heeft gegeven, van te ſuſpicieren, dat Hy van het Markgraafſchap, en deszelfs Preëminentien en Gerechtigheden, een quaad gebruik zoud willen maken, of yets nadeligs aan het belang van den Staat in 't gemeen, of aan de Provintie van Zeelandt in het byzonder, machineren en ondernemen.

Dat verre daar van daan, men veel grond van hope en verwachtinge heeft, dat Zyn Furſtelyke Doorluchtigheit, zynde een Ingeboren van deze Landen, in rechte deſcendente Linie afgekomen van de Prince van Oranjen en Naſſau, dewelke de Grondſlag van de Vryheit dezer Landen hebbende gelegt, en met Haar bloed gecimenteert, ook verders door Haare Wysheit, Dapperheit en goed Beleidt, onder Godes Zegen, niet weinig hebben gecontribueert, tot deſzelfs Opbouw, Beveſtiginge en Beſcherminge; uit hoofde van Zyne importante Goederen, en hoge Employen, notabel en boven anderen geintereſſeert, by den Welſtandt en Conſervatie van dezen Staat, tot Zynen competenten ouderdom gekomen zynde, de Roemwaardige voetſtappen van Zyne Doorluchtige Voorouderen zal naarvolgen; ook Zyne Goederen, en daar onder het voorſz. Markgraafſchap, by gelegentheit, aanleggen en gebruiken ten meeſten nutte en beſte van het Gemeen; gelyk Hooggedachte Zyne Anteceſſeuren hem daar inne ſoo menigmaal hebben voorgegaan; en wel particulier Prins Mauritz, wanneer Hy in den Jare 1585. met zo veel vrywilligheit toeſtondt, dat de Stadt Vliſſingen aan de Koninginne van Engelandt tot onderpandt wierde ingeruimt, en met Engelſch Guarniſoen bezet, eenigſyk, om

Que l'on peut tout au contraire faire voir par pluſieurs circonſtances notables, par des Actes & des Commiſſions, que bien loin que l'intention du Roi Philippe *ait été dans ce tems, d'incorporer ces deux Villes dans la Comté de Zelande, il n'a eu en vuë que de l'en ſervir comme d'un Domaine particulier, & comme un bien allodial, ce qui eſt bien éloigné de la nature des autres Villes de cette Comté. C'eſt pourquoi leurs Nobles & Grandes Puiſſances n'accuſent pas juſte, lorſqu'Elles diſent, que cela a été executé uniquement par l'auterité du Prince d'Orange.* ANNO 1732.

Ce qui paroît d'autant plus clairement, que les Seigneurs Etats de Hollande par leur Réſolution du 26me de Juin de l'année 1581. n'ont pas ſeulement conſeillé audit Prince, mais qu'ils ont inſiſté auprès de lui avec empreſſement, qu'il achetât leſdits deux biens Seigneuriaux, ſous la condition que ſi leur prix excedoit la ſomme de huit ou de dix mille florins, leurs N. & G. P. en déchargeroient ſon Excellence ſous de certaines conditions raiſonnables.

Qu'en tout cas, la diſpute à cet égard eſt un objet incontеſtable de la juſtice, & doit être décidé par un Juge ordinaire & competent; & il paroit avec évidence, qu'on en peut lui apliquer le Dominium Eminens, *ſur lequel roule en ceci toute la diſpute.*

On accorde très-volontiers à L. N. & G. P. que le Marquiſat en queſtion eſt ſur le point de tomber entre les mains d'un Prince; mais poſant pour certain ce qu'on a démontré ci-deſſus, ſavoir que les droits du Marquiſat ne ſont abſolument pas d'une auſſi grande conſequence, & ne peuvent cauſer aucun préjudice à la Liberté, & à l'Independance de la Province de Zelande; il ſera très-difficile de comprendre, quel peril ou dommage on a à craindre, ſi ce Marquiſat eſt poſſedé par un Prince, & que même ce peril ſeroit ſi grand, que plûtôt que de le ſouffrir, & d'y donner le conſentement, il ſeroit mieux, plus convenable, & même très-neceſſaire d'armer ce Marquiſat avec tous ſes droits.

Sur-tout puiſqu'il eſt notoire, (ce que L. N. & G. P. n'ignorent pas:) que ce Marquiſat eſt devolu aux illuſtres Enfans mineurs de feu le Seigneur Jean Guillaume Friſo, *Prince d'Orange & de Naſſau; & particulierement en premier lieu, au jeune Prince* Guillaume-Charles-Henri Friſo, *par la diſpoſition Teſtamentaire du Prince* Maurice, *& de ſa Majeſté Britannique* Guillaume III. *, de glorieuſe memoire.*

Qu'il ſeroit inouï, tout-à-fait contraire aux maximes de cette Republique, & pour l'avenir d'une conſequence très-dangereuſe, de vouloir priver une perſonne de ſes biens & de ſes droits légitimes contre ſon gré, & ſans ſon conſentement, par la ſeule raiſon, qu'il eſt d'une grande & eminente Naiſſance.

Que la dureté de cette procedure ſeroit d'autant plus grande, que cet Illuſtre Prince, étant encore dans un âge mineur, ne peut avoir donné la moindre occaſion de ſoupçonner qu'il feroit, ou voudroit faire un mauvais uſage de ce Marquiſat, & des Privilèges, droits, & préeminences qui y appartiennent, ou qu'il voudroit machiner, & entreprendre la moindre choſe au deſavantage & au préjudice de l'Etat en général, ou de la Province de Zelande en particulier.

Que bien loin de-là, on a plus de raiſons d'eſpérer & de s'attendre, que ſon Alteſſe étant née dans ce pays, & ſortant en droite Ligne de ces Princes d'Orange & de Naſſau, qui non ſeulement ont poſé le fondement de cette Republique, mais qui enſuite n'ont pas peu contribué à ſon accroiſſement & à ſa défenſe, par leur ſageſſe, leur courage, & leur bonne conduite; & étant en vertu de ſes biens conſidérables intereſſé notablement, & plus que perſonne, à la conſervation de cette Republique, lorſqu'il ſera parvenu à un âge competent, ſuivra les glorieuſes traces de ſes Illuſtres Ancêtres; Et qu'il employera ſes biens, entre leſquels ſe trouve la Marquiſat, au profit & à l'utilité du Public, Comme ſes Illuſtres Ancêtres lui en ont ſi ſouvent donné l'exemple; & entre autres particuliérement le Prince Maurice, *lorſqu'il conſentit de ſi bon cœur en 1585. que la Ville de* Fleſſingue *fût livrée en Hypotheque à la Reine d'Angleterre, & qu'on y mît une Garniſon Angloiſe, dans la ſeule vûë de faciliter la protection & le ſecours de Sa*

Majeſté

ANNO 1732. om daar door te faciliteeren de Proteſtie en Byſtandt van Haare Majeſteyt voor den Staat, in de hachelykſte toeſtant van tyd, waarinne dezelve zich ooit heeft bevonden.

Dat de Heeren Staten van Holland en Zeeland, in voorgaande tyden, immers zo wel als Haare Nakomelingen in dezen tydt, geinformeert zijn geweeſt, van de Rechten, de Oppermacht over Haare Onderdanen, en derzelver Goederen Competerende; datze ook niet minder gezeleert zijn geweeſt, voor de conſervatie van de algemeene vryheit en onafhankelykheit van Haare Provintien, als men tegenwoordig voorgeeft te weezen.

Dat nochtans uit het geene hier voren is bygebracht van de devoiren en gemprefeerde inſtantien, door de Heeren Staten van Hollandt aangewendet en gebruikt, om den Heere Prince Willem van Orange te perſuaderen tot het koopen van het Marquiſaat; als mede uit het genoegen, dat de Heeren Staten van Zeelandt, daar inne hebben gehadt, gebleken, dat Haar Edele Mog., noch de Heeren Staten van Hollandt, doen ter tydt gunſch niet zijn geweeſt van dat gevoelen, dat het Markgraafſchap, mer zijne Rechten, die als doen de zelfde waren als nu, zo hoog ſchadelyk en ruïneus zoude weſen, voor de Vryheit en Independentie van de Provintie van Zeelandt, wanneer het viel in handen en Eigendom van een Prins, gelyk tegenwoordig ſchynt te wezen het ſentiment van haar Edele Groot Mog.

Ook niet dat het Recht van Hooggemelde Provintie geinfringeert, en tegens de Maximes van de Regeringe deeze Landen is geproceedeert, wanneer de Steden Veere en Vliſſingen onder de Vaſallage continuerende te blyven, mer eenen mede in de Staatſe Vergaderinge, als Leden van dien, waren gebleven.

Want dat anderzints alle het zelve niet alleen ten tyde van voorſz. Koop (in diervoegen als hier voren gezegt is) hadde kunnen voorgekomen worden, maar dat ook na de dood van Prins Willem Hooggedacht, gunſtige gelegentheit is geweeſt, om het voorſz. Markgraafſchap, door dit als nu eeniglyk aangedrongen middel van het *Dominium Eminens*, uit de weeh te nemen.

Dat, behalven dat de gepretexteerde Authoriteyt van Prins Willem, daar aan geen obſtacul meer konde toebrengen, in dien tydt noch mede concurreerden de zelfde omſtandigheden, dewelke de Heeren Staten van Hollandt en Zeelandt, na de doodt van Zyn Majeſteit van Groot Brittannien voor valabel en genoegzaam hebben geoordeelt, om de verzochte Inveſtiture te weigeren, en de Cours van de Juſtitie daar over te ſtateren.

Want dat 'er in dien tydt diſpuit was tuſſchen de Prins en Erfgenamen van Hooggemelden Prince, wie van Haar tot het Marquiſaat gerechtigt, en vervolgens daar mede verleydt zoude worden.

Dat 'er ook gevaar was, dat het zelve mochte worden geadjudiceert aan den Oudſten Zoone Prins Philips, die Paaps, en in de Macht van den Spaniaart was.

Dat niet tegenſtaande dat alles, de Heeren Staten meer Hooggemeld, in plaatſe van Haar te bedienen van zulken buitengewonen en extremen middel, om het Marquiſaat te vermeugen, geen difficulteit hebben gevonden, om het zelve, van ſucceſſie tot ſucceſſie, te laten in handen van een Prins.

Dat wat aangaat de apprehenſie die Haar Edele Groot Mog. betuigen te hebben, van dat het Marquiſaat t'eeniger tydt zoude kunnen vallen in handen van een Uitheems Prins, Ja van een Prins de Paapſche Religie toegedaan, dezelve niet alleen zeer verre gezogt is;

Maar dat ook, voor zo veel Haar Edele Groot Mog. ſuſtineren, dat zodanig een geeloigneert geval, hoe weinig apparent om te zullen gebeuren, zo verre als 't eenmaar mogelyheit in is, een Souverain genoegzaam zoude qualificeren en begerechtigen, om een tegenwoordige Eigenaar, op wien geen diergelyke ſuſpicien kunnen vallen, van Zyne Goederen te priveren; Zulks in geenen deele aan Haar Edele Groot Mog. kan worden toegegeven, als veel te verre de palen van een Oppermacht te buiten gaande, en van een ſchroomlyke conſequentie zijnde voor de ſecuriteit van de goede Ingezetenen, en van derſelver wettig verkregene Eigendommen, dewelke men waarlyk niet gerufielyk zoude kunnen bezitten, in een Landt daar zulke Maximes de overhandt hebben.

Dat Haar Edele Groot Mog., zo gehoopt wordt, wel zullen willen toeſtaan, dat de Exercitie van het

Majeſté pour cet Etat, dans la circonſtance la plus ſpinneuſe, & la plus dangereuſe, où il ſe fut jamais trouvé depuis ſon Etabliſſement. ANNO 1732.

Que les Seigneurs Etats de Hollande & de Zelande, du tems paſſé, ont été auſſi bien informés de leurs Droits, & de leur Souveraineté ſur leurs Sujets, & ſur leurs biens, auſſi bien que leurs deſcendans qui ſont à preſent au timon des affaires; & il paroit qu'ils n'ont pas eu moins de zéle & de vigilance pour conſerver la liberté & l'independance de leurs Provinces, qu'on pretend en avoir aujourd'hui.

Que pourtant il paroit avec évidence par ce qui a été allegué ci-deſſus, des devoirs & des inſtances empreſſés des Seigneurs Etats de Hollande, pour perſuader au Prince Guillaume d'Orange, d'acheter ce Marquiſat; & du contentement qu'en ont fait paroitre les Etats de Zelande, que leurs Nobles Puiſſances, ni les Seigneurs Etats de Hollande, n'ont pas été dans ce tems du ſentiment, que ce Marquiſat avec ſes droits & prérogatives, que étoient alors effectivement les mêmes qu'à preſent, pourroit être ſi préjudiciable & ſi ruineux pour la Liberté, pour l'indépendance de la Province de Zelande, lorſqu'il tomberoit entre les mains d'un Prince, comme il paroit, que L. N. & G. P. le puiſſent à preſent.

Que arrêtés Etats du tems paſſé n'ont pas été non plus de l'opinion, que les droits de la Province de Zelande recevroient quelque préjudice, & que l'on procederoit contre les maximes de cet Etat, ſi on laiſſoit continuer les deux Villes de Veere *& de* Fleſſingue *dans leur Vaſſelage, & ſi on leur conſervoit en même tems leur ſeance & voix dans l'Aſſemblée des Etats, comme Membres effectifs.*

Qu'autrement tous ces inconvéniens, qu'on prétexte à préſent, auroient pû être prévenus dans le tems de l'Achat, (comme on a fait voir ci-deſſus); & que d'ailleurs on auroit trouvé l'occaſion la plus favorable, de le faire après la mort du Prince Guillaume de glorieuſe memoire, & de ſe ſervir alors du pretendu expedient du Dominium eminens, *pour ſe tirer cette épine du pied, & amortir le Marquiſat.*

Que, outre que la prétendue autorité du Prince Guillaume *n'y auroit pû mettre le moindre obſtacle, il ſe trouva alors les mêmes circonſtances que les Seigneurs Etats de Hollande & de Zelande ont jugé être aſſez ſuffiſantes, après la mort de Sa Majeſté de la Grande Bretagne de g. m. pour refuſer l'inveſtiture requiſe, & arrêter le cours ordinaire de la Juſtice.*

Car il eſt notoire qu'il y avoit dans ce tems-là une grande diſpute entre le Prince, & les autres heritiers du Prince Guillaume, *lequel d'entr'eux ſeroit en droit de prétendre au Marquiſat, & d'en être inveſti enfuite.*

Qu'il y avoit même dans ce tems un peril évident, que l'on n'adjugeât le Marquiſat au Prince Philippe, *qui étoit Catholique, & entre les mains des Eſpagnols.*

Que pourtant nonobſtant tous cela, les Seigneurs Etats de Zelande, au lieu de ſe ſervir de moyens ſi extraordinaires & ſi peu connus pour amortir ce Marquiſat, n'ont fait aucune difficulté de le laiſſer à un Prince de Succeſſion à Succeſſion.

Que l'apprehenſion que leurs Nobles & Grandes Puiſſances témoignent avoir, que ce Marquiſat ne vienne à tomber tôt ou tard entre les mains d'un Prince étranger, & même entre les mains d'un Prince de la Religion Romaine, eſt éloignée de bien loin.

Et quand à ce que leurs Nobles & Grandes Puiſſances ſoutiennent, qu'un tel cas éloigné, ſi peu d'apparence qu'il y ait qu'il puiſſe arriver, ne laiſſant pourtant pas de fournir un droit ſuffiſant au Souverain, pour priver de ſes biens légitimes un proprietaire actuel, quoique le dit Souverain ne pût produire ni raiſons ni preuves d'un tel ſoupçon contre ce Vaſſal; c'eſt ce dont on ne peut abſolument pas convenir avec L. N. & G. Puiſſances, parce que ſeroit étendre trop loin les bornes de la Souveraineté, ce qui ſeroit d'une dangereuſe conſequence pour la ſureté & pour la tranquilité de leurs bons & fidéles Sujets, & pour les biens qu'ils ont acquis, & que leur appartiennent légitimement, lesquels ils ne ſeroient jamais aſſurés de pouvoir poſſeder en repos, ni d'un pouir tranquilement dans un pays où ces Maximes ſeroient établies & miſes en pratique.

Que l'on ſe perſuade, que leurs Nobles & Grandes Puiſſances voudront bien convenir, que l'exercice de ce

ANNO 1732. *Dominium Eminens*, ontrent het aantaſten en na zich nemen van Goederen en Eigendommen, Particulieren toekomende, is extraordinair, en niet behoort gebruikt te worden, als wanneer alle andere ſagtere middelen, om den dienſt van het Gemeen te bevorderen, of deſſelfs ſchade af te wenden, ontbreken.

Dat wanneer het mochte gebeuren: ('t gene Godt genadelyk verhoede:) dat de tegenwoordige Jonge Prins van Oranjen en Naſſau, zonder Wettige Deſcendenten quaame te overlyden; en dat ondertuſſchen de Princeſſe Zyne Suſter was getrouwt, of zich by vervolg, in Huwlyk engageerde aan een Buitenlands Prins, van wien men, onverhoopenlyk, op goede, of ten minſten zeer probable Gronden konde preſumeren, dat hy niet hadde de behoorlyke Affectie voor den Staat; maar van wien men reden hadde te apprehenderen, dat hy van de Rechten, Gerechtigheden, en Preëminentien van het Marquiſaat zoude willen abuſeren, en zich bedienen, om zyne Leenheeren te onderkruipen, of te belagen, het als dan noch tydts genoeg zal wezen, om daar tegens te voorſien, het zy door het gebruik van het *Dominium eminens*, of zodanigen ander middel, als, in zulken gevalle, dienſtig en toereikent zal worden bevonden, dewyle doch de Rechten van de Oppermacht, na de eigen ſtellingen van Haar Edele Groot Mog. geen præſcriptie onderworpen zyn, en het weigeren van Inveſtiture, aen zulken met Fundament Suſpecten Perſonagie, dan ook niet ſtrydig zoude wezen met de Regulen en Wetten van het Leenrecht.

Dat hoewel het geene hiervoren is Gerepreſenteert, Aangewezen, en Gedemonſtreert, voldoende behoorde te wezen, om de Heeren Staten van Hollandt en Zeelandt te Overtuigen, dat de Oeffeninge van het *Dominium eminens*, in dezen geen plaatze kan noch behoort te hebben; zo ontbreken 'er nochtans geen andere redenen en conſideratien, gehaalt uit de natuire van dit Heerlyk Leen, en de Grondtwetten in de Provintie van Zeelandt geſtabliſſeert, die het zelve verſterken en beveſtigen.

Dat dit Heerlyk Goedt in den jare 1477. door Vrouw Marie van Bourgondien als Gravinne van Hollandt en Zeelandt, by wege van Koop, is uitgegeven tot een Onſterflyk Erfleen, met Speciale Renuntiatie aan alle loſſinge en Retour, en by vervolg van tydt, onder denzelfden Onereuſen Tytel van Koop, gekomen en gebleven is in den Huize van Oranjen.

Dat het in 't General ongehoort is, dat een Leenheer een Recht zoude toekomen, om, buiten Special beding, in weerwil van zyn Vaſſal, een uitgegeven Leengoedt te loſſen.

Maar dat zulken Recht van loſſinge noch minder plaatze kan hebben, wanneer daar aan expres is Gerenuntieert, gelyk conſteert in dezen geſchiedt te zyn.

Dat die Renuntiatie, door den Souverain in der tydt zo Solemnelyk gedaan voor Hem en Zyne Nakomelingen, zynde en blyvende Obligatoir, de Heeren Staten van Zeelandt, als tegenwoordige Leenheeren, moeten verſtaan worden verplicht te zyn aan de voldoeninge en onderhoudinge van dat Contract, het welke, uit zyn natuir, is van wederſydſe verbinteniſſe.

Dat hoewel niet ontkent wordt, dat door zulken Contract een Souverain niet kan worden verſtaan, zig gehelyk te hebben benomen de faculteit, om in cas van *Urgente Neceſſiteit*, onder een convenabel Equivalent, zulk een verkocht en uitgegeven ſtuk Goedts weder na zich te nemen;

Even wel met eenen geavolieert zal moeten worden, dat zodanig een Contract als een dubbelde band legt op den Souverain, om den Eigenaar te laten blyven, en zelfs te maintineren in de geruſte Poſſeſſie van dat indiervoegen door hem zelfs verkocht en gealieneerdt Goedt; en dar het de hardigheit merkelyk zoude vermeerderen, wanneer onder verre gezochte pretexten, en zonder een onvermydelyke en klaarblykende noodzakelykheidt, het voorſz: Goedt, aan den wettigen Eigenaar en Bezitter, tegens zyn wille en dank, door den Souverain afhandig wierde gemaakt.

Dat noch van immers zo veel conſideratie en gewichte, in dezen is, het groote Privilegie of Handveſt, door Vrouwe Maria van Bourgondien, Gravinne van Hollandt en Zeelandt, in den Jare 1476. verleendt en uitgegeven; en wel op ſpecial Verſoek, Remonſtrantie, en Ontwerp van de Staaten dier beide Provintien.

Dewelke conſidererende, hoe dikwils Haare Graven in voorgaande tyden, na de wyze van andere Princen, en Eenhoofdige Regeringen, Haare Macht hadden misbruikt, met hunne Onderdanen, onder gezochte pretexten, te depoſſideren van Haare Goederen en Ei-

Dominium eminens *par rapport à la ſaiſie des Biens* ANNO 1732.
& des Proprietés qui appartiennent aux Particuliers, eſt très-extraordinaire, & qui ne convient abſolument pas de s'en ſervir, que lorſqu'on ne peut trouver d'autres moyens plus doux de procurer la ſureté & l'utilité publique, ou pour prévenir la perte totale de la Societé

Que ſi le cas arrivoit (ce qu'a Dieu ne plaiſe) que le préſent jeune Prince d'Orange & de Naſſau vint à mourir, ſans laiſſer des Deſcendans legitimes; Et que la Princeſſe ſa ſœur fut mariée, ou enfuite vint à s'engager par mariage à un Prince étranger, de qui on pût préſumer effectivement, ou au moins probablement, (ce que pourtant on ne veut pas eſperer) qu'il n'auroit pas l'affection requiſe pour l'Etat; enſorte qu'on eût alors des raiſons ſuffiſantes & réelles, d'appréhender dans cette Republique, qu'il ſeroit dans l'intention de vouloir abuſer des Droits, des Privilèges, & des Prééminences du Marquiſat, & les employer, ou s'en ſervir, pour préjudicier à ſes Seigneurs directs; il ſeroit alors tems de ſonger à prévenir ces pernicieuſes intentions, ſoit par l'exercice de ce Dominium eminens, *ou par tels autres moyens que l'on jugeroit convenables & ſuffiſans pour l'en empêcher; parce que ſuivant le propre Syſteme de L. N. & G. P., les droits de la Souveraineté ne ſont ſujets à aucune preſcription, & que dans ce cas, le refus de l'inveſtiture à une telle Perſonne, qu'on pourroit ſoupçonner avec raiſon, ne ſeroit pas contraire aux Régles & aux Loix feodales.*

Et quoique tout ce qui a été déja repréſenté, & ſuffiſamment prouvé, pourroit ſuffire, pour convaincre les Etats de Hollande & de Zelande, que l'exercice du Dominium eminens *ne peut ni ne doit abſolument pas avoir lieu dans le cas préſent; on ne manque pourtant pas d'autres raiſons, & d'autres conſiderations, qu'on pourroit tirer de la nature même de ce Fief Seigneurial, & des Loix fondamentales établies dans la Province de Zelande, qui ſeroient encore d'un plus grand poide.*

A ſavoir, que ce Bien Seigneurial a été conferé en 1477. *par Madame* Marie de Bourgogne, *comme Comteſſe de Hollande & de Zelande, & par voye d'Achat, comme Fief héréditaire & perpetuel, ſans la Renonciation ſpeciale de retrait & de dégagement, & qu'enfuite il eſt venu, & reſté à la Maiſon d'Orange, ſous ce titre onereux d'achat.*

Que jamais perſonne n'a entendu dire, que le Seigneur direct eut le droit de retirer ou de dégager un Fief conferé, ſans une condition ſpeciale, & ſans le conſentement du Vaſſal.

Mais bien que ce droit de retrait peut encore moins avoir lieu lorſque le Seigneur y a renoncé expreſſément, comme il eſt arrivé dans le cas préſent.

Que cette Renonciation ayant été faite dans ce tems-là ſi ſolemnellement par le Souverain pour lui & pour ſes Succeſſeurs, & par conſequent étant & reſtant obligatoire; il s'enſuit inconteſtablement, que les Seigneurs Etats de Zelande, comme Seigneurs directs d'à préſent, ſont obligés de ſatisfaire, & d'executer ce Contract, lequel de ſa nature oblige reciproquement.

Que neanmoins on ne peut pas diſconvenir, qu'un Souverain ne ſe prive pas abſolument par un tel Contract de la faculté de reprendre un tel Fief vendu & conferé en cas d'une néceſſité urgente, & contre un équivalent convenable.

Il faut pourtant convenir en même tems, qu'un tel Contract engage doublement le Souverain à laiſſer & même à maintenir le proprietaire dans la poſſeſſion tranquile d'un bien qu'il a vendu & aliené lui-même; Et qu'une autre procedure ſeroit d'autant plus aggravante, ſi cedit bien étoit amorti, & ôté par le Souverain au proprietaire contre ſon gré & conſentemens, ſous des pretextes controuvés, & ſans une neceſſité inévitable, & qui ſaute aux yeux de tout le monde raiſonnable.

Ce qui merite encore une reflexion particuliere & doit être bien peſé, c'eſt que le Privilège & l'Octroy accordé en 1476. *par Madame* Marie de Bourgogne, *Comteſſe de Hollande & de Zelande, n'a été accordé qu'à la requiſition, ſur les Remontrances, & le propre projet des Etats de ces deux Provinces.*

Qui conſiderant que leurs Comtes ayant, à l'exemple des autres Princes & des autres Etats Souverains, fait en tems paſſé pluſieurs fois mauvais uſage de leur puiſſance, en dépoſſedant leurs Sujets de leurs biens & de leurs proprietés, ſous des prétextes controuvés & imaginaires, & voulant

ANNO 1732. Eigendommen, tot voorkominge en ſtuitinge van dier-gelyke gevaarlyke abuyſen en inconvenienten, Hoog-gedachte Haare Gravinne perſuadeerden, nm onder anderen, in het 39. Artikel voor Haar en Haare Na-komelingen, op een zeer nadrukkelyke maniere te be-loven en te ſtatueren; *Dat de Graven, of Haare Na-komelingen, niemants Goed, Leen of Erven, binnen den Lande van Zeelandt tot Haaren Tafel zullen legen, noch niemant by preciſe uit Zyne poſſeſſie ſtellen; Maar zullen, na dat de natuure en conditie van de Goederen zyn, eerſt verwonnen zyn, en daar na geexecuteert worden, navolgende de Rechten en Coſtuimen van dien Londen, Steden en Vlekken, daar de Condemnatie gegeven of afgedaan zal worden.*

Dat daar en boven ook noch in den jaare 1495. on-der den Grave Philips Ertzhertog van Ooſtenryk is ge-ſtatueert en vaſtgeſteld, Cap. 2. Art. 2. van de Keu-ren van Zeelandt, *Dat die eenig Leen, of ander Goed, Jaar en Dach, ruſt en vredelyk zal hebben beſeten; daar uit niet zal mogen worden gezet, als door middel van Rech-te;* En verder Art. 2. *dat die eenig Leen, of ander Goed zal hebben beſeten, den tydt van twintig Jaren, te-gens de Preſente zal hebben bekomen Recht van Praeſcrip-tie, en tegens de Uitlanders, door een beſit van dertig Jaren.*

Dat uit de Voorreden, ſlot, en Opene Brief van confirmatie van voorſz: Keur klaarlyk geblykt, dat alle het zelve is geſtatueert en vaſtgeſteld, met die in-tentie, dat het zoude wezen als een perpetuëel Edict, vaſte Permanente en onverbrekelyke Wet, welke noch door den Grave, noch door de Prelaten, noch door de Edelen, noch door de Steden, zoude mogen worden verandert noch vernietigt, als zynde de obſervantie daar van, door alle dezelve, met ſolemnelen Eede be-ſworen; en tot onverbrekelyke beſtendigheit deſſelfs bevolen, dat t' elkens op de vernieuwinge van de Wet, alle jaaren geſchiedende, ook die Eed zoude worden vernieuwt, 't geene als noch by alle de Steden en Ge-rechten, uitgezondert Middelburg en Zierikzee (tot de voorſz: keure niet behoorende) wordt onderhou-den.

Dat voorengemelde zo heilzame Wetten, tot geruſt-ſtellinge van de Goede Ingezetenen gemaakt, en ook onderhouden zynde geweeſt, in een tydt, dat de Pro-vintien van Hollandt en Zeelandt beide noch waren onder een Eenhoofdige Regeeringe, immers niet be-hoorden te worden geluxeert, noch ingebroken onder de gelukkige Regeringe tegenwoordig in deze Landen geëmbliſſeert; Dewelke Zyn voornaamſte Grondſlag heeft, op de ongekreukte obſervantie van de voorſz: en andere loffelyke Wetten, waar door de Vryheit van den Staat, van de Perſonen en Goederen Haarder On-derdanen, zo wyſlyk, zo omzichtig, en zo krachtig is onderſchraagt, en tot noch toe Roemrugtig gemainte-neert.

Een Vryheit, die, naaſt de Voorzienigheit van Godt Almachtig, haare geboorte verſchuldigt is aan de Cordate, Standvaltige, Wettige, en Welgefundeerde Oppoſitie van de Regeuten en Ingezetenen dier Steden, tegens het verkrachten, ſchenden, verbreken, en ver-nietigen van de Wetten, Privilegien, Keuren en Co-ſtuimen, door den Koning van Spanjen; tegens Zyn gegeven woordt, en plechtelyk geſtaafden Eed, wor-dende ondernomen.

Dat ook niet een eenig geval, met het tegewoordi-ge overeenkomſte hebbende, zal kunnen worden geal-legeerd, dat, onder zodanig willekeurige voorwend-zel, als in dezen gebruikt wordt, zulk een notabel en Heerlyk ſtuk Goeds, aan een Eigenaar tegens zyn wil-le en dank is afgenomen.

Dat daarmme het eerſte Exempel daar van te ſta-tueren in de Perzoon van een Minderjarig Prins, tot wiens laſte niets Perſoneels, noch kan, noch ook word ingebracht, die daar en tegens, uit meer als een hoof-de, recommandabel behoorde te wezen aan den Staat, en alle de integrerende Leden van dien, niet anders als zeer bedenkelyk kan te vooren komen, aan andere ge-qualificeerde Ingezetenen van Hollandt en Zeelandt; die met groote reden te apprehenderen hebben, dat die wech eens, op een echtante wyze, gebaant zynde, zy t'avond nf morgen wel het zelfde lot zouden kunnen te verwachten hebben.

Dat de reflexie op het Executeurſchap van het Teſ-tament van wylen Zyne Majeſteit van Groot Britten-jen Glor. Ged ook tot een Motyf kan en behoort te verſtrekken, om de Heeren Staten van Hollandt en Zeelandt te dehorteren van de ondernomene defeuda-

voulans prévenir pour l'avenir ces abus & ces inconve-nients dangereux, perſuaderent à leur ſuſdite Comteſſe, de pourvoir & de pâtuer eux-mêmes pour Elle & pour ſes Succeſſeurs dans l'article 39. de la grande Charte d'une manière très-forte: Que les Comtes, ou leurs Succeſſeurs, n'appliqueroient pas à l'uſage de leur table les Biens, les Fiefs, & les héritages de perſonne dans le pays de Zelande, & qu'ils ne mettroient perſonne hors de ſes poſſeſſions légitimes, par proviſion; mais qu'ils devroient premiérement les obtenir par la voye de la Juſtice, ſuivant la nature & la condition de ces biens, & enſuite on pourroit proceder à l'execution ſuivant les Loix & les Coutumes des Païs, des Villes, & des Bourgs; où la Condamnation auroit été prononcée. ANNO 1732.

Que d'ailleurs il a été encore ſtatué & établi l'année 1495. pendant la Regence du Comte Philippe Archiduc d'Autriche, Cap. 2. Art. 2. des Loix de Zelande; Que celui qui a été dans une poſſeſſion tranquile d'un Fief, ou d'un autre Bien pendant un an & un jour, n'en doit plus être depoſſedé, que par la voye de la Juſtice; *Et en-core Art. 2.* que ceux qui ont été en poſſeſſion d'un Fief ou d'un autre Bien, pendant le tems de vingt an-nées, doit avoir aquis le droit de preſcriptinn contre les habitans du païs, & contre les Etrangers, par la poſſeſſion de trente ans.

Qu'il paroit clairement par la préface & par la con-cluſion de cette Loi; & par les Lettres patentes qui la con-firment, qu'elle a été ſtatuée & établie dans l'intention, que ce ſeroit un Edict perpetuel, & une Loi permanente & durable, qui ne pourroit ni ne devroit être changée ni a-neantie, ni par le Comte, ni par les Prelats, ni par les Nobles, ni par les Villes; tous in général avant alors fait un ſerment ſolemnel, de l'obſerver exactement; & qu'il a été en même tems ordonné, que l'on renouvelleroit cette Loi tous les ans, & en même tems le ſerment de n'y rien vouloir changer: Ce qu'on fait encore tous les ans dans toutes les Villes & Cours de Juſtice, hormis à Middel-bourg & à Zierickzee (que ne ſont pas ſujettes a cette Loi.)

Que les Loix ſuſdites ayant été faites & obſervées pour la tranquilité de tous les bons habitans, dans le tems que les dites Provinces de Hollande & de Zelande ſe trou-voient encore ſous la domination d'un ſeul Souverain, elles ne devroient pas être abolies ni revoquées ſous la Regence heureuſe, qui a été depuis établie dans ces pais; & qui a pour principal fondement l'execution inalte-rable de cette même Loi, & de pluſieurs autres, par leſ-quelles la liberté de cet Etat, des perſonnes & des biens de leurs Sujets, a été établie avec tant de ſageſſe, de circonſpection & de ſtabilité, & maintenus juſqu'a pré-ſent a leur grand immortelle.

Une Liberté, qui, après la Providence du Tout-Puiſ-ſant, doit uniquement ſa naiſſance à l'Oppoſition unani-me, conſtante, legale, & bien fondée des Regents, & des Habitans de ces Villes, contre la violation & l'a-neantiſſement des Loix, des Privileges, & des Coutu-mes, que le Roi d'Eſpagne entreprit contre ſa parole donnée, & contre ſon ſerment fait ſolemnellement.

Qu'on ne peut pas non plus alleguer, un ſeul cas de la même nature que celui-ci, dans toutes ſes circonſtances, où on auroit amorti & enlevé un bien ſi conſiderable à ſon proprietaire contre ſon gré ſans ſon conſentement, & ſans un pretexte purement diſpotique, tel que celui qu'on allegue dans le cas preſent.

C'eſt pourquoi vouloir en ſtatuer le premier Exemple contre la perſonne d'un jeune Prince mineur, qu'on ne peut pas charger, & qu'on ne charge effectivement d'aucune faute perſonnelle, qui ou contraire devroit être recommanda-ble à l'Etat, & à tous ſes Membres integrant, ne plus d'une raiſon, c'eſt donner lieu à des reflexions très ſerieu-ſes de la part de tous les Habitans de Conditton des Pro-vinces de Hollande & de Zelande; qui certainement ont de grandes raiſons d'apprehender, que ce chemin ayant été applani une fois d'une manière ſi éclatante, ils pourront avoir le même ſort un jour ou l'autre.

Que la reflexion ſur la qualité d'Executeurs du Teſta-ment de ſon Sa Majeſté de la Grande Bretagne de Glor. Mem. peut & doit auſſi ſervir de motif de diſſuader aux Seigneurs de Hollande & de Zelande, de pourſuivre ce

ANNO 1732.

tie, door een middel, dat in alle gevalle, extreem is, en van een bekommerlyk gevolg.

Dat Hoogstgedachte Zyne Majesteit, den Prince van Nassau JOHAN WILLEM FRISO, hebbende aangeseldt tot Zynen Eenigen Universelen Erfgenaam; En tot uitvoeringe van Zyne uiterste Wille, Haar Hoog Mog. de Heeren Staten Generaal hebbende verzocht, zekerlyk met eenen van intentie is geweest, om, nevens Zynen na te latene Boedel, ook voorsz. Zynen Erfgenaam, aan de Protectie van Hooggedachte Haar Hoog Mog. te recommanderen en aan te bevelen.

Dat Haar Hoog Mog. met kennisse en approbatie van alle de Vereenigde Provintien, het voorsz. Executeurschap hebbende aangenomen, de Heeren Staten van Hollandt en Zeelandt, door dat Haar gegeven Consent, mede als Executeurs moeten worden aangezien; En vervolgens, nevens de Heeren Staten van de andere Provintien, verplicht zyn, om alle mogelyke zorge te dragen voor de Conservatie van de Goederen, tot de Koninklyke Nalatenschap gehorende.

Dat met de voorsz. plicht bewaarlyk of liever geheel niet, over een zoude kunnen worden gebracht; Ja dat het niet anders als zeer hard en aanstoetelyk zoude moeten voorkomen, indien de mede Executeurs en Handthavers van voorsz. Nalatenschap, ondernamen aan dezelve te ontrekken, een van de Waardigste en Aanzienlykste der Domeinen daar onder geborende; En zulks ten kenbaren nadeele van Minderjarigen, die door den Koninklyken Erf-later aan de bescherminge van den Staat, zyn toevertrouwt.

Dat de Furstelyke Voogden vermeinen, dat alle de Redenen en Motiven hier voren geallegeerd, meer als overtuigende zyn, om de Heeren Staten van Hollandt en Zeelandt te bewegen, om af te zien van de ondernomene vernietigінge van het Marquisaat van Veer en Vlissingen, met Zyne Preeminentien, Rechten en Gerechtigheden, door het Extraordinarise middel van het zo genaamde *Dominium Eminens*.

En dies zo veel te meer, om dat Haare Furstelyke Doorluchtigheden hebben gepresenteert, en als noch daar toe overbodig zyn, om de Heeren Staten van Hooggemelde Provintien, ontrent Haare opgevatte Apprehensie tegens de Subsistentie van het voorsz. Marquisaat, midtsgaders het vallen van den Eigendom en Bezit daar van in handen van een Prins, alle gerustheit te geven, die van Haar, als Voogden, met reden kan worden vereischt, en daar over met Haar Ed. Mog. in minnelyke onderhandelinge te treden.

Dat by onverwachte afslag van dien, Haare Furstelyke Doorluchtigheden, in Haare Qualiteit, zich by continuatie verplicht zullen vinden, te implooreren de Interceſſie, de Protectie, en Adsistentie van Haar Hoog Mog. in Haare Qualiteit van Executeurs van de uiterste wille van Zyn Majesteit van Groot Britannien Glor. Gedachteniſſe.

Gelyk mede als Handthavers van het Eeuwig verbond, waarmede deze Landen aan malkanderen onverbrekelyk gemiceert en te zamen gevoegt zyn, het welke *art.* 17. wel expres medebrengt, *dat de Provintien, Steden en Leden van dien, gehouden zullen wesen, zo wel den Uitheemsen, als den Ingezetenen van de voorsz. Provintien, te Administreren goed Recht ende Justitie, en zo verre yemand van hen daar van in gebreken bleve, zullen de andere Bondgenooten, die Handhouden, by alle behoorlyke wegen en middelen, dat zulx gedaan zal worden; en dat alle abuizen, waar door zulx belet, en de Justitie door verachteert zoude mogen worden, gereformeerd en Gecorrigeert zullen worden, als na Rechten, en vermogens een yder zyn Privilegien, Loffelyke, en welhergebrachte Costuimen.*

ANNO 1732.

Deſſaſſage entamé par un moyen, qui en tout cas eſt extrême & d'une conſequence dangereuſe.

Que Sa Majeſté de la Grande Bretagne ayant inſtitué pour ſon Heritier unique & univerſel le Prince de Naſſau Jean Guillaume Friſo; & ayant prié leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Généraux d'executer ſa derniere Volonté, elle aura eu auſſi ſans doute intention, en recommendant l'heritage à la protection de leurs Hautes Puiſſances, de leur recommander en même tems ſon Héritier.

Que leurs Hautes Puiſſances ayant accepté cette charge d'Executeurs avec la connoiſſance & l'approbation de toutes les Provinces Unies, les Seigneurs Etats de Hollande & de Zeelande, par leur conſentement donné, ſont en même tems à conſiderer comme Executeurs de ce Teſtament; Et par conſequent dans une obligation indiſpenſable d'avoir tout le ſoin poſſible avec les Seigneurs Etats des autres Provinces, pour conſerver tous les biens qui appartiennent à la Succeſſion de Sa Maj.

Qu'il ſeroit difficile ou plûtôt impoſſible d'accorder avec cette obligation, & que même il paroitroit très-dur & injuſte, que les Co-Executeurs & les Protecteurs dudit Heritage voulaſſent entreprendre d'en ôter un des meilleurs & des plus conſiderables Domaines, qui y appartient; Et cela au grand & notable préjudice des Mineurs, qui ont été confiés à la protection de l'Etat par le Royal Teſtateur.

Que les Illuſtres Tuteurs ſont dans la perſuaſion, que toutes les raiſons & les motifs allegués ci-deſſus ſeront d'une force ſuffiſante pour engager les Seigneurs Etats de Hollande & de Zelande, à ſe déſiſter de l'amortiſſement projetté, & de l'abolition du Marquiſat de Veere & de Fleſſingue *avec ſes prééminences, droits, & privileges, par un moyen auſſi extraordinaire, que ſeroit le prétendu droit appellé* Dominium eminens.

Et cela avec d'autant plus de raiſon, parce que leurs Alteſſes Sereniſſimes ont preſumé, comme ils font effectivement encore dans la même intention, de donner aux Seigneurs Etats de ces deux Provinces reſpectives toute la ſureté, que l'on peut exiger d'eux comme des Tuteurs, contre leur prétendue apprehenſion ſur la continuation dudit Marquiſat, & dans le cas que ſa propriété & ſa poſſeſſion tombe entre les mains d'un Prince, & d'entrer là-deſſus dans une Negotiation amiable avec L. N. P.

Et qu'en cas d'un refus, leurs Alt. Sereniſſimes, dans leur qualité de Tuteurs, ſont obligées par continuation, d'implorer l'interceſſion, la Protection, & l'aſſiſtance de leurs Hautes Puiſſances dans leur qualité d'Executeurs du Teſtament de feu Sa Majeſté Britannique de glor. mem.

Et en qualité de Protecteurs de cette Union éternelle, par laquelle tous ces pays ſont étroitement liés enſemble d'une maniere indiſſoluble, & dans le 17. Article porte bien expreſſément: Que les Provinces, les Villes, & leurs Membres ſeront obligés d'adminiſtrer une bonne Juſtice tant aux Etrangers, qu'aux Habitans & aux Sujets de ces Provinces Reſpectives; Et qu'en cas que quelqu'une d'elles vînt à manquer, les autres Confederez doivent employer tous les moyens poſſibles, afin que cela ſe faſſe; & que tous les abus, par leſquels cela pourroit être empêché, & la Juſtice retardée, devroient inceſſamment être reformés & corrigés, & le tout ſuivant les bons droits, & en conformité des Privileges & des Coûtumes loüables d'un chacun.

Deductie wegens Hare Hoogheit de Prineeſſe Douariere van Oranjen en Naſſauw, als Moeder en Wettige Voogdeſſe over de Furſtelyke Weeſen, en naagelatene Kinderen, van wylen de Heere Johan Willem Friſo, Prince van Oranje en Naſſau, Glorieuſer gedagteniſſe Dienende ter beantwoordinge van de *Deductie*, door Haar Edele Groot Mogende de Heeren Staten van Holland en Weſt-Vrieslandt, ter Vergaderinge van haar Hoog Mogende de Heeren Staten Generaal der Vereenigde Nederlanden; ingebracht en overgegeeven; rakende de *Mortificatie* en *Vernietinge* van

Deduction de la part de ſon Alteſſe Madame la Princeſſe Douairiére d'Orange & de Naſſau, comme Mere & Tutrice légitime des Illuſtres Orphelins, & Enfans de feu le Seigneur Jean Guillaume Friſo, Prince d'Orange & de Naſſau de Glor. Mem., ſervant de Reponſe à la Deduction de L. N. & G. Puiſſances les Seigneurs Etats de Hollande & de Weſt-Frife, délivrée à l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux, au ſujet de l'amortiſſement & de l'abolition du Marquiſat de Veere

ANNO 1732. van het Marquiſaat van Vliſſingen en Veere, door de Heeren Staten van Zeelandt, geprojecteert en ondernoomen.

HARE HOOGHEIT de Furſtinne Douariere van Oranje en Naſſauw, in Hare qualiteit, als Moeder en Voogdeſſe, over den minderjarigen Prins en Princes, nagelatene Kinderen van wylen den Heere JOHAN WILLEM FRISO, in zyn leven Prince van Orangie en Naſſauw Hoogloflyker Memorye, en alzoo mediate Erfgenamen van wylen Zyn Majeſteit van Groot Brittannien Glorieuſer Gedachteniſſe, eenigen tydt geleeden, geinformeert zynde, dat in de Vergaderinge der Heeren Staten van Zeeland, op nieuws was voorgedragen en geinſiſteert, om het Marquiſaat van Veere en Vliſſingen, met alle zyne Rechten, Gerechtigheden, en Preëminentien, te mortificeren, de voorſz. Steden te ontſlaan van alle Leenroerigheit aan de Graaflykheit, en dezelve te verklaren voor independente, immediate, en Onleenroerige Steden, heeft zich genoodtſaakt gevonden gehadt, te vigileeren voor de belangens van Hooggemelde Haar minderjarige Kinderen; en zich vervolgens geaddreſſeert, gelyk aan de Heeren Staten van Hollandt en Zeelandt, zoo ook aan haar Hoog Mogende, als Executeurs van den Teſtamente van Hoogſtgedachte zyn Majeſteit, met zeer gedienſtig verzoek, dat Hooggemelde Heeren Staten van Zeelandt, het voorſz. Marquiſaat, met alle zyne Vryheden, Rechten en Gerechtigheden, in haar geheel gelieven te laaten:

En aan Haar Hoog Mogende in voorſz. haare Qualiteit, dat zy door haare Interceſſie, het zelfde wilden faciliteren. Immers en in allen gevalle daar toe coopereren, dat de differenten, die over de Exercitie van voorſz. Rechten zouden mogen weezen, worden gerenvoieert aan de ordinarise Juſtitie, en ten dien einde de zoo lange gecontinueerde ſurſeance, en handtſluitinge aan de zelve gedaan, op geheeven en wechgenomen.

En hoewel Hare Hoogheit hadde verhoopt, dat zulk een billyk Verzoek, om de redenen en middelen tot adſtructie van dien, in haare Miſſive aangehaalt, door de Heeren Staten van Zeelandt zoude ingewilligt zyn geweeſt, ſoo verneemt nochtans Hare Hoogheit, tot haar ſmertlyk Leedweſen, dat alle haare aangewende devoiren tot noch toe niet alleen niet zyn geweeſt van het gewenſchte Effect, maar daar en tegens, dat het zeer te beduchten is, dat meer Hooggedachte Heeren Staten van Zeelandt, met het mortificeeren van vooren gedachte Marquiſaat, en zyne Rechten, zullen voortgaan. Immers ſoo veel Hare Hoogheit meent te moeren beſluiten uit den inhoudt van de Miſſive, door de Heeren Staten van Hollandt, aan Hare Hoogheit toegezonden, in antwoord op den Brief, die de zelve aan haar Edele Groot Mogende op dat Subject hadde geſchreven.

In welke antwoord Hooggemelde Heeren Staaten ten vollen juſtificeerende de deliberatien in de Provintie van Zeelandt gevallen, over het vryhouden van de Steden Vliſſingen en Veere van de Vaſſallage, zulx verklaren te weſen, en van het Recht, en van een indiſpenſabele Pliht, voor de Heeren Staaten van Hooggedachte Provintie.

En nademaal haar Edele Groot Mogende, de Patrocinie van de Heeren Staten van Zeelandt op haar nemende, de zelfde Suſtenue hebben geavanceert, in haare Deductie ter Vergaderinge van Haar Hoog Mog. ingebracht, en met verſcheide Redenen getracht te juſtificeren en goedt te maaken; zoo vindt Hare Hoogheit, hoewel tot haar leedwezen, zich onvermydelyk genoodzaakt, tot defencie van het zoo wettige Recht van haare Minderjarige Kinderen om de voorſz. Suſtenue, en de gronden waar op de zelve is gebouwt, wat nader te onderzoeken, en met alle diſcretie, Zeedigheit, en deference voor Haar Edele Groot Mogende, de ongefondeertheit daar van te toonen.

Maar nademaal de voorſz. gronden, nu voor de eerſtemaal, ten minſten in het publyk, zoo veel Hare Hoogheit bewuſt is, worden gelegt, daar nochtans de verhinderinge van het gebruik der Rechten van 't Marquiſaat, en de ſurſeance van de Cours der Juſtitie daar over, al een reex van twintig Jaaren heeft geduurt; Zoo is dienſtig geoordeelt, al voorens te treden tot het examen van het voorſz. nieuws gealleguëerd en eenigſyk aangedroogen fondament van Rechte, voor af te laaten gaan een kort en ſuccinct verhaal, van het geene in voorſz. zaake van het Marquiſaat, zedert de doodt van zyn Majeſteit van Groot Brittanje Glor. Gedachteniſſe, is voorgevallen, als mede van de

Veere & de Fleſſingue, projetté & entrepris par les Seigneurs Etats de Zeelande. ANNO 1732.

SOn Alteſſe Madame la Princeſſe Douairière d'Orange, & de Naſſau, en ſa qualité de Mere & Tutrice du Prince & de la Princeſſe enfans mineurs & orphelins du feu le Seigneur Jean Guillaume Friſo, *pendant ſa vie, Prince d'Orange & de Naſſau de glor. mem., & par conſequent heritiers mediats de feu Sa Majeſté Britannique de gl. mem., ayant été informée il y a quelque tems, qu'il avoit été propoſé, & inſiſté de nouveau dans l'Aſſemblée des Seigneurs Etats de Zelande, d'amortir le Marquiſat de* Veere & de Fleſſingue *avec tous ſes droits, privileges, & prééminences, de delivrer cesdites Villes de tout Vaſſelage, & de les declarer Villes indépendantes, immediates, & deVaſſellées; Elle s'eſt trouvée obligée de veiller pour les interets de ſes Enfans mineurs, & de s'addreſſer enſuite aux Seigneurs Etats de Hollande & de Zelande, comme auſſi en même tems à leurs Hautes Puiſſances, comme Executeurs du Teſtament de feu Sa Majeſté, avec cette très-humble priere, qu'il plaiſe aux Seigneurs Etats de Zelande de laiſſer en ſon entier ledit Marquiſat avec ſes privileges, droits & prééminences.*

Et à leurs Hautes Puiſſances dans leur qualité mentionnée, de le vouloir faciliter par leur interceſſion; & de vouloir tout au moins & en tout cas y cooperer, afin que les differens, qui pourroient ſubſiſter par raport à l'Exercice de cesdits Droits, ſoient renvoiés à la Juſtice ordinaire, & que pour cette fin la ſurſeance & l'oppoſition, qui a duré depuis ſi long-tems, ſoit levée.

Et quoique ſon Alteſſe eût eſperé, que les Seigneurs Etats de Zelande auroient conſenti à cette juſte priere, pour les raiſons & les motifs qui ont été allegués dans ſa Lettre, cependant ſon Alteſſe vient d'être informée à ſon grand regret, que toutes ſes inſtances non ſeulement n'ont eu aucun effet, mais que tout au contraire il y a lieu de craindre, que les Seigneurs Etats de Zelande ne continuent dans leur réſolution d'amortir ledit Marquiſat & tous ſes Droits; au moins autant que Son Alteſſe a pu concevoir du contenu de la Lettre que les Seigneurs Etats de Hollande lui ont écrite, en reponſe à celle qu'elle avoit écrite ſur ce ſujet à L. N. & G. P.

Dans laquelle Reponſe leſdits Seigneurs Etats, en juſtifiant entiérement les Deliberations de la Province de Zelande ſur le Dévaſſellage des Villes de Veere *& de* Fleſſingue, *y declarent, que cela s'eſt fait ſuivant les droits, & les devoirs indiſpenſables des Seigneurs Etats de cette Province.*

Et parce que leurs N. & G. Puiſſances, s'étant chargées de la defenſe des Seigneurs Etats de Zelande, ont ſoutenu la même Theſe dans la Déduction qu'elles ont fait delivrer à l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances, & tâché de la juſtifier par pluſieurs raiſons; Son Alteſſe, quoiqu'à ſon grand regret, ſe trouve indiſpenſablement obligée pour la defenſe de ce droit legitime de ſes Enfans mineurs, d'examiner un peu plus particuliérement la ſusdite Theſe, & les raiſons ſur leſquelles elle a été fondée, & d'en remontrer le peu de ſolidité & d'inſuffiſance, avec toute la diſcretion, modeſtie & déférence pour leurs Nobles & Grandes Puiſſances.

Mais parce que ces raiſons alleguées viennent de paroître à préſent pour la premiére fois, au moins au Public, pour autant que ſon Alteſſe en a connoiſſance, au lieu que l'empechement de l'uſage des Droits du Marquiſat, & la ſurſeance du cours de la Juſtice dans cette affaire a déja duré pendant vingt ans; On a jugé qu'il étoit néceſſaire, avant que d'entrer dans l'examen des droits, qu'on y peut pour un fondement nouveau, & ſur leſquels on inſiſte ſi fort, de faire préalablement une courte & ſuccincte narration de tout ce qui s'eſt paſſé dans cette affaire du Marquiſat, depuis la mort de Sa Majeſté de la Grande Bret. de gl. mem. comme auſſi de

ANNO 1732.

de redenen die voor dezen tot Juſtificatie van de voorſz: Proviſioneele ſtremminge, van de Exercitie der Rechten, aan het zelve geannexeert, en deny van Juſtitie, zyn te berde gebracht. Waar uit zal geblyken hoe men, als by trappen, van hardigheit tot hardigheit is voortgegaan, tot dat men nu ſchynt gekomen te weezen tot vullinge van de maate, door het wechneemen, en eradiceeren, met wortel en tak, van het Marquiſaat zelve, en alle zyne Rechten

Het is dan alzoo, dat naa het overlyden van zyn Majeſteit van Groot Britt. en het openen van deszelfs Teſtament, waar by de Heere Johan Willem Friſo, Prince van Naſſauw, was aangeſteld tot zynen Univerſeelen Erfgenaam, de Furſtinne Douariere van Naſſauw zyn Furſtelyke Doorluchtigheits Vrouw Moeder en Tutrice, de inveſtituire van voorſz. Marquiſaat, van de Heeren Staaten van Zeelandt heeft verzocht. Doch dat Haar Ed. Mog. daarinne hebben gedifficulteert, om redenen: *Dat de Koning van Pruſſen zich ingeſteld hebbende tot mede Pretendent tot de gemelde Succeſſie, van meer Hooge Gedachte zyn Majeſteit van Groot Britt. vervolgens ook van het Marquiſaat, Haar Ed. Mog. raadzaam oordeelden, zich tuſſchen beide Hoge Partheyen imparitaal te houden, zonder den een voor den anderen te preferereu, maar met het verleenen der inveſtituire wachten, tot dat het geſchil over de Erfenis zoude wezen beſlegt en vereffent.*

En wanneer Haar Hoog Mog tot wechneeminge van dat obſtacul goedvonden, dat de inveſtituire, in haaren name als Executeurs, zoude worden verzocht, buiten præjuditie van beide Hoge Parthyen, zoo heeft doch daar door niets anders kunnen worden geobtineert als een declaratoir, by reſolutie van Haar Ed. Mog. gegeeven, dat het verloop van tydt aan het verzochte verly niet zoude ſchaaden, wordende de verzoekers gehouden voor diligent.

En of men uit de vorengemelde Redenen, en Reſolutie niet anders ſcheen te kunnen en mogen verwachten, als dat Haar Ed. Mog. intentie was, de zaaken van het Marquiſaat te houden in ſtaat, zoo zyn nochtans, kort daar na, daar ontrent zeer notable en præjudiciable veranderingen ingevoert en voorgevallen, als naamentlyk.

Dat Haar Ed. Mog. de Magiſtraats-beſtellinge van beide Steeden hebben aan zich getrokken. Verhindert dat de electie van Burgemeeſteren en Scheepenen meer wierde gezonden aan den Marquis, of den Repreſentant van dien, maar geordonneert dat dezelve zoude worden geaddreſſeert aan de Staaten.

Met Laſt aan de Magiſtraaten van voorſz: Steeden, om de Electie van Burgemeeſters en Scheepenen, die haar van den Marquis gezonden mochten worden, niet aan te neemen; den Bailluwen en alle anderen geinterdiceert, dezelve Burgermeeſters en Schepenen, wegens den Marquis op een Wettige nominatie verkoren, te beedigen, en te inſtalleren, de Regenten der beide Steeden geobligeert, nieuwe Reglementen te maaken, over de veranderinge van de Magiſtrature, direct aanloopende tegens het Recht van den Marquis, ook tegens de Proteſtatie van een aanzienlyk getal mede Regenten van de zelve Steeden; voorts de Bailliuwen van dien, buiten alle Exempel van voorgaande tyden, genomen in een Particuliere Eed van de Provintie, en eindelyk het Recht van de Zeedriften den Marquis toebehorende, met de Militaire handt, en bedreiginge van nader reſſentiment, geturbeert en genoegraam wechgenoomen, ook het mandement van Maintenue, tegen de turbe in het laaſt gemelde Recht by den Hoogen Raade bekoomen, door de ſtremminge van de Juſtitie, eluſoir en vruchteloos gemaakt.

Alle welke nieuwigheden, turbes, en verhinderingen der Rechten van den Marquis, zyn ondernomen en doorgedreeven met veel precipitantie, en zonder verhoor van ymandt wegens de hooge pretendenten, Haar Hoog Mog. als Executeurs, of die van den Raade der Domeinen, en gepalliert met die Reden, *om dat 'er diſputen waaren over den eigendom van het Marquiſaat, dat 'er door deze diſputen noch geen Succeſſeur in het zelve was bekent gemaakt, tuel mits dat die de Hulde en Eed van getrouwigheit aan den Graaf hadde gepreſteert, by gevolge dat de directie, en adminiſtratie was gevallen in den boezem van de Heeren Staaten van Zeelandt, als Domini Directi, en Repreſentrende den Graaf.*

Wanneer nu al het voorſz: op dien voet wierde verricht, en de devoiren zoo door Haar Hoog Mog. als door

caiſons qui ont été alleguées auparavant pour juſtifier l'empechement proviſionel de l'exercice des droits y annexez, & le deni de juſtice; Et par laquelle il paroiſſoit, comment on eſt monté, comme par degrés, d'une durté à l'autre, juſques à ce que l'on crut être parvenu à préſent au comble de la Meſure, par l'amortiſſement & l'abolition entiere de ce Marquiſat, & de tous ſes droits. ANNO 1732.

Il arriva donc, qu'après la mort de Sa Majeſté de la Grande Bretagne, & après qu'on eut ouvert ſon Teſtament, par lequel le Seigneur Jean Guillaume Friſo, *Prince de Naſſau, étoit inſtitué ſon heritier unique & univerſel, Madame la Princeſſe Douairière de Naſſau, Mere du defunt Prince, l'addreſſa aux Seigneurs Etats de Zelande, pour demander & pour obtenir l'inveſtiture de ce Marquiſat; Leurs Nobles Puiſſances en firent difficulté, par la raiſon:* Que le Roi de Pruſſe, étant intervenu comme Co-Prétendant de tout l'héritage Royal, & par conſequent dudit Marquiſat, Leurs Nobles Puiſſances jugeoient qu'il ſeroit convenable de ſe tenir impartial entre ces deux prétendans, ſans préferer l'un ou l'autre, & de ſurſeoir l'inveſtiture, juſqu'à ce que le differend ſur cet héritage fût entierement accommodé.

Et lorſque Leurs Hautes Puiſſances, pour lever entierement cet obſtacle, trouvirent bon que l'inveſtiture de ce Marquiſat fût demandée par elles, comme étant Executeurs dudit Teſtament, & ſans que cela pût porter aucun préjudice aux deux Pretendans, elles ne purent obtenir qu'une ſimple Declaration, qui fut donnée par la voye ordinaire d'une Reſolution de l'Aſſemblée de ces Etats, que la preſcription ne porteroit aucun préjudice à l'inveſtiture requiſe, & que l'on tiendroit toûjours les Requiſitoires pour diligens.

Et quoiqu'il y eût toutes les raiſons pour ſe perſuader, que l'intention des Seigneurs Etats de Zelande étoit en effet de conſerver ce Marquiſat dans ſon entier; Cependant il a paru peu de tems après, qu'on y a fait pluſieurs changemens notables & préjudiciables, ſavoir.

Que leurs Nobles Puiſſances ſe ſont ſaiſi de la Magiſtrature de ces deux Villes; Qu'elles ont empêché, que l'Election des Bourguemaîtres & des Echevins dépendit comme auparavant du Marquis, au du Repréſentant, mais qu'elles ont ordonné que cela fût pour l'avenir addreſſé aux Etats de la Province.

Ordonnant en même tems aux Magiſtrats des deux Villes, de n'accepter abſolument pas l'Election des Bourguemaîtres & des Echevins, qui auroit été faite par le Marquis; interdiſant en même tems aux Baillifs & aux autres, d'inſtaller & d'accepter les ſermens de ces Bourguemaîtres & Echevins, élus, de la part du Marquis, d'une maniére légale; obligeant les Regens des deux Villes, de faire de nouveaux Reglement ſur le changement de la Magiſtrature; ce qui eſt directement contraire aux droits du Marquis, & à la proteſtation d'un grand nombre des premiere Regens de ces deux Villes; Que d'ailleurs ceedits Etats ont obligé leſdits Baillifs, de prêter à leur Province un ſerment nouveau & particulier, inconnu en tems paſſé; Et enfin qu'ils ont troublé, & tout à fait fait perdre par des Exentions militaires, & par des menaces réitérés d'un reſſentiment ulterieur, les profits de la Mer & des Nauſtages, qui appartiennent inconteſtablement au Marquis; Et enfin qu'ils ont éludé, & rendu inutile, le mandement de maintenuë, que le Grand Conſeil avoit rendu en ſa faveur, pour empêcher qu'il fût troublé dans ſes droits, par deni de Juſtice.

Toutes ces Nouveautés, Troubles, & Empêchemens des droits du Marquis, ayant été entrepris & executez avec beaucoup de précipitation, & ſans avoir voulu entendre perſonne de la part des Illuſtres Prétendans, comme par exemple leurs Hautes Puiſſances, comme Executeurs du Teſtament, ou les Seigneurs du Conſeil des Domaines, ſous pretexte; Qu'il y avoit encore des diſputes ſur la propriété & ſur la poſſeſſion du Marquiſat; qu'à cauſe de ces Diſputes on ne connoiſſoit pas encore le Succeſſeur légitime, qui juſqu'a préſent n'avoit pas encore prêté au Comte le ſerment de fidelité & l'hommage requis; Et qu'en conſequence de tout cela, la direction & l'adminiſtration du Marquiſat étoient tombées entre les mains des Seigneurs Etats de Zelande, comme Seigneurs Directs, & repréſentant l'ancien Comte.

Et lorſqu'on eut fait tout ſon poſſible, pour s'acquiter de tout ce qui a été raporté; & que leurs Hautes Puiſſances,

ANNO 1732. door Hare Hoogheit de Princeſſe Douariere van Naſſauw, en de Raaden der Domeinen daar tegens aangewendt, vruchteloos wierden bevonden, is men genoodzaakt geworden recours te neemen tot de ordinaire Juſtitie.

Gelyk dan ook by den Hoogen Raade van Hollandt en Zeelandt, op het einde van het jaar 1703. verkregen zyn, vier Mandamenten Poſſeſſoir, alle tenderende om deze turbes, en ondernoomene veranderingen, tegens het Recht van den Marquis, te hebben vernietigt en afgedaan.

Doch hier tegens hebben de Heeren Staaten van Zeelandt kunnen goedvinden te ordonneeren, dat aan voorſz: Mandamenten niet ſoude worden geobedieert, met eenen aan den Hoogen Raade daar van kenniſſe gevende, en van dezelve requirerende, dat uit dien Hoofde geen Proceduuren ſouden worden gehouden.

En alhoewel de Heeren Staaten van Hollandt, op de remonſtrantie door Preſident en Raaden van den Hoogen Raade, aan Haar Ed. Groot Mog. daar tegens gedaan, eerſt hadden gereſolveert, en den Hogen Raade aangeſchreeven, *om in de zaake van voorſz. Mandamenten zoodanig te Procederen, als in goeden gemonde en Juſtitie zouden bevonden te behooren.*

Zoo zyn nochtans Haar Ed. Groot Mog. niet lange daar na, op de ernſtige en gereitereerde inſtantien der Heeren Staaten van Zeelandt, daaromtrent van ſentiments verandert, reſolverende op den 5den October 1705., dat de Preſident en Raaden van den Hogen Raade, by proviſie zullen worden gediſpenſeert, van de judicature in ſaaken van de Magiſtraats-Beſtellinge van Vliſſingen en Veere, met den gevolge en aankleeve van dien. *Behoudelyk, dat die geene die hier na het voorſz. Marquiſaat zal hebben bekoomen, en daar mede zal moeten verſtaan, zal vryſtaan zyne actie en pretentie ter zaake van voorſz. Raadts-Beſtellinge, als anders, te intameren, en vervolgen, daar in ze het behoort.* Naa welke Reſolutie dan ook, tot den huidigen daage toe, alle wyder vervolg in Rechten heeft moeten ſtille ſtaan.

Hoewel uit het geene hier vooren is verhaalt, genoegzaam geblykt van de hardigheit der Proceduiren der Heeren Staaten van Zeelandt, ſoo ſchynt nochtans uit de Redenen die Haar Ed. Mog. tot billykinge van haar gedrach, in allen dezen hebben bygebracht, te moeten worden beſlooten, dat haare intentie, tot dus lange, niet anders is geweeſt, als dat alle die veranderingen, turbes, en verhinderingen, maar ſouden weſen Proviſioneel, en tot'er tydt toe, dat, of by wegen van accommodement, of van deciſie, ſoude weſen geterminеert, wie van beide Hoge Pretendenten tot het voorſz. Marquiſaat gerechtigt is.

Gelyk dan ook verſekert wordt, dat de Heeren Staaten van Zeelandt, genoegzaam alle haare Reſolutien deſen aangaande genoomen, hebben gelieven te Clauſuleeren, *ongeprejudicieert het Recht van den Marquis*, als ook dat Haar Ed. Mog. meermalen ſouden hebben verklaart, *dat dezelve geen Intentie hebben, van de Hoer Marquis te benadeelen, dat dezelve ter contrarie averr zyn om eenigt attentat te geven aan het Recht den Marquis Competerende.* Veel min dat Haar Ed Mogende van gedagten ſouden zyo geweeſt, om het geheel Marquiſaet, met alle zyne Rechten, en Gerechtigheden te mortificeeren, gelyk tegenwordig de toeleg ſchynt te weeſen.

Haare Hoogheit vermeint niet van nooden te hebben om te treeden in diſcuſſie van de Reden en motiven, door de Heeren Staaten van Zeelandt, tot Juſtificatie van haare voorgaande Conduite, te berde gebracht, en hier voren kortelyk aangehaalt.

Ook niet om te enerveren en te wederleggen de argumenten die Haar Ed. Mog. voor dezen hebben getrokken, uit den inhoudt van de Octroyen in den Jaare 1574. door Prins Willem van Oranjen, in Naame van den Koning van Spanjen (die te gelyk was Marquis van Vliſſingen en Veere, en Graaf van Zeelandt) aan beide voorſz. Steden gegeven, *en uit verſcheide andere circumſtantien en voorvallen, waar uit zonde geblyken, dat de voorſz. Steden ten eenemaale vry gemaakt zyn.* Oordeelende Hare Hoogheit dat zy zich kan diſpenſeeren van die moeite te neemen, om twee redenen. Voor eerſt om dat alle de voorſz. argumenten, en in de Remonſtrantien, wegens de Voogden van wylen zyn Majeſteit van Groot Brittannien, al in den Jaare 1651. uitgegeven, by Aitzema in zyne herſtelde Leeuw te vinden; En wel bezonderlyk in de wel doorwrochte en krachtige *Deductie van het Recht, Competerende Syn Hoogheit Johan Willem Friſo, Prince van Oranjen en Naſſau*, in den Jaare 1706. uitgegeven, van Pag. 32. tot

ces, Madame la Princeſſe Douairière de Naſſau, & les Conſeillers des Domaines y eurent employé tous leurs ſoins, on s'aperçut que c'étoit peine perdue, & on fut à la fin obligé d'avoir recours à la Juſtice ordinaire.

Enforte que le Haut Conſeil de Hollande & de Zelande accorda ſur la fin de l'année 1703, quatre Mandemens poſſeſſoires, qui tendoient tous à rendre illuſoires toutes les entrepriſes & changemens qu'on avoit faits; au préjudice & contre les droits du Marquis. Mais nonobſtant cela, les Seigneurs Etats de Zelande ont trouvé bon d'ordonner, qu'il ne ſeroit pas obéi auxdits Mandemens, ce dont L. N. P. donnerent connoiſſance au Grand Conſeil, requerant qu'en conſequence de leur Réſolution, il ne pourſuivroit plus ces procedures.

Et quoique ſur les Remontrances du Préſident & des Conſeillers du Haut Conſeil, faites à L. N. & G. P. les Seigneurs Etats de Hollande, ſur ce ſujet, ils euſſent prie la réſolution, & ordonné au Haut Conſeil, de proceder dans l'affaire des Mandemens ſusdits de la maniére qu'il trouveroit convenir en bonne Conſcience, & ſuivant les Regles de la Juſtice.

Cependant leurs Nobles & Grandes Puiſſances ont changé de ſentiment ſur cette affaire peu de tems après, par les inſtances ferieuſes & réitérées des Seigneurs Etats de Zelande; puiſqu'elles reſolurent le 5. d'Octobre 1705. que le Préſident & les Conſeillers du Haut Conſeil ſeroient diſpenſés proviſionellement, de la Judicature dans les affaires qui concernoient l'établiſſement du Magiſtrat à Fleſſingue & à Veere, avec tout ce qui en dépend; mais bien entendu, Qu'il ſeroit toûjours reſervé à celui, qui enſuite auroit obtenu le droit audit Marquiſat, & qui en eroit inveſti, d'entamer & de pourſuivre la nomination des Magiſtrats, & ſes autres prétenſions, par-tout & de la maniére qu'il appartient. *Apres cette Réſolution, toutes pourſuites de cet droits ont dû ceſſer juſqu'a ce jour d'hui.*

Et quoique la durecté de ces procedures des Seigneurs Etats de Zelande ſaute aux yeux de tout le monde; par ce qui a été allegué ci-deſſus; il paroiſſoit encore par les raiſons que leurs Nobles Puiſſances avoient alleguées dans ce tems-là, que leur intention étoit ſeulement, que ces changemens, empêchemens, & troubles ſeroient ſeulement proviſionels, & ne ſubſiſteroient que juſqu'à ce qu'il eût été déterminé par la voye d'un accommodement; ou d'une deciſion, auquel des deux Prétendants ſeroit adjugé le droit de ce Marquiſat.

D'autant plus qu'il eſt certain que les Seigneurs Etats de Zelande ont toûjours eu la précaution, par rapport à cette affaire, d'inſerer dans leurs Réſolutions cette Clauſe: Sans porter préjudice aux droits du Marquis, *& que leurs Nobles Puiſſances ont declaré pluſieurs fois:* Qu'elles n'avoient abſolument pas intention de porter dommage au Marquis; que tout au contraire elles étoient bien éloignées de porter la moindre atteinte aux droits qui apartiennent au Marquis. *Auroit-on crû qu'il ſeroit jamais tombé dans l'eſprit de leurs Nobles Puiſſances, d'amortir tout-à-fait ledit Marquiſat, avec ſes droits & préeminences, comme il paroît que c'eſt à preſent leur but.*

Son Alteſſe croit pouvoir ſe diſpenſer d'entrer dans la diſcuſſion de toutes les raiſons mentionnées, & des motifs que L. N. P. ont tâché d'etaler, pour juſtifier leur Conduite paſſée;

Et de combattre les argumens que L. N. P. ont voulu tirer autrefois du Contenu des Octrois, que le Prince Guillaume d'Orange a donné l'année 1574. auxdites Villes en Nom & de la part du Roi d'Eſpagne (comme étant pour lors Marquis de Fleſſingue & de Veere) emme de pluſieurs autres circonſtances & rencontres, par leſquelles on prétend qu'il paroît clairement, que ces deux Villes ont été pour toûjours remiſes dans leur précedente liberté; *Son Alteſſe croit, qu'elle peut ſe diſpenſer de cette peine par deux raiſons. Premiérement, parce que tout ces Argumens ſe trouvent dans les Remontrances, que les Tuteurs de feu Roi d'Angleterre ont miſes au jour en 1651., & qui ont été imprimées dans le* Herſtelde Leeuw d'Aitzema; Et ſur-tout, dans la ſolide Déduction du droit qui compete à ſon Alteſſe, Jean Guillaume Friſo Prince d'Orange & de Naſſau, *publiée l'année 1706. depuis*

pag.

ANNO 1732. tot aan Pag. 43. (*) zoo volkomen zyn gedestrueert, en vernietigt, dat men reden heeft sich te verwonderen, dat de Heeren Staaten van Hollandt hebben kunnen goedtvinden, om daar van in Haare Deductie wederom ample mentie te maaken, en de Furstelyke Voogdije als te reprocheren, dat dezelve in haare Missiven, gelyk mede niet de Hearen Gedeputeerden van de Provintien van Gelderland, Friesland, en Stadt en Lande, in haare advysen op dit subject, geen mentie gemaakt hebben van de hier voren gemelde *Octroyen, en verscheiden andere omstandigheden en voornaken*, die haar Ed. Groot Mogende gelieven voor *zeer Essentiel* aan te zien.

Ten tweeden, om dat alle de Redenen en Argumenten, rakende de plicht van een Leenheer, om des verzocht zynde, de investituire aan zyn Vasal te verleenen, zyn onbevoegtheit om een Leen, by hem met expresse Renuntiatie van Loffinge en Retour, verkocht en uitgegeven, zonder eenige reden weder naa zich te neemen en toe te eigenen.

Maar daar en tegens zyn schuldigheit, om zyn Vasal by zyne Leenrechten te handthaven, en ten allen tyden na Gerechtigheit en billykheit te handelen; of, en hoe verre de Heeren Staaten van Zeelandt, als Leenheeren zich, in cas Subject, van die plicht by provisie hebben mogen dispenseren, veele wesentlyke en prejuditiable veranderingen in de Rechten van het Marquisaat te maken, hoe verre de Rechten van den Marquis over beide Vasalle Steeden zich extenderen, of, en hoe verre dezelve door Octroyen en Conventien, zyn gelimiteert, en vermindert geworden, van wat kracht en consideratie moet werden gehouden tot verkryginge van een Wettig Recht, een langduerige en ongeinterrumpeerde Possessie van over de hondert en twintig Jaaren, en wat dies meer mochte wezen, notoirlyk zyn *het object van de Ordinaresse Justitie*, vervolgens geventileert en gedisputeert zouden moeten worden, voor de Competente Rechters, die in desen ongetwyfelt zyn de Hoven van Justitie van Hollandt en Zeelandt. Verlangende Hare Hoogheit niets meer, als dat de geslootene deure der Justitie geopent, en alle de Differenten, het Marquisaat van Veere en Vlissingen aangaande, mitsgaders de Preeminentien, Rechten en Gerechtigheden, daar toe en aangehorende, voor den gemelden Richter gebracht, en door den zelven gedecideert mogen worden. Gelyk dan daar toe ook heeft getendeert het verzoek van de Furstelyke Voogdye meermaalen gedaan, en noch laatstelyk in haare Missiven aan Haar Hoog Mog. en Provintien afgevaardigt.

En waar op de Hooggemelde Furstelyke Voogdye niet kan nalaten, by continuatie, op het krachtigste te Urgeren, waar van ook de Heeren Staaten van Zeelandt, onder Reverente correctie, zich niet kunnen ontslaan; niet alleen om dat het zelve vloeit uit de reciproque verplichtinge, die'er is tusschen een Leenheer en zyn Vasal, maar ook, om dat Haar Ed Mog. particulierlyk daar toe zyn verbonden, uit krachte van het groote Privilegie van Vrouw Maria, van den Jaare 1476. Statueerende Art. 39. *Dat die Graven, ofte Haare Nakomelingen, niemandts Goedt, Leen, noch Erven, binnen den Lande van Zeelandt, tot Haaren Tafel leggen en zullen; noch niemandt by provisie uit Zyn Possessie stellen en zullen; maar zullen, na dat de natuure en conditie van de Goederen zyn, eerst verwonnen zyn, en daar na geëxecuteert worden, nevolgende die Rechten en Costumen van de Landen, Steeden en Vlekken, daar die Sententie of Condemnatie gegeven, of afgedaan zal worden.*

Doch even dit selfde is het, 't welke de Heeren Staten van Hollandt vermeinen geëviteert te moeten worden, voorziende apparent, dat door de wech van de Justitie niets voordeeligs voor de Heeren Staten van Zeelandt zoude kunnen worden geobtineert, tot bereikinge van Haare verre gaande intentie.

Dieshalven is het, dat Haar Ed. Groot Mog. de ondernemingе van de Heeren Staaten van Zeelandt, om het Marquisaat van Vlissingen en Veere te mortificeeren, eenigly funderen op het Recht, dat alle Souveraine Princen soude competeren, vervolgens ook Haar Ed. Mog. als Souverainen van den Graafschappe, geabstraheert van Haare qualiteit als Leenheeren, gemeenlyk *Dominium eminens* genaamt.

Over welk Recht, de uitgestrektheit van dien, in hoedanige gelegentheden het zelve mach worden gebruikt, met speciale Applicatie op het Amortissement in quæstie, Haar Ed. Groot Mog. zich, van het begin

(*) Voy de Edutie in Folio.

pag. 32. *jusqu'à* 43. (*) *où ces raisons allegués ont été combatuës avec tant d'évidence, que l'on a raison d'être étonné, que les Seigneurs Etats de Hollande ayent jugé à propos d'en faire encore mention dans leur ample Deduction, & de vouloir faire en quelque manière des reproches à l'Illustre Tutele, de n'avoir pas fait mention dans sa Lettre*, des susdits Octrois & autres diverses circonstances, *non plus que les Seigneurs Deputés des Provinces de Gueldres, de Frise, & de Groningue, dans leurs Avis, L. N. P. trouvant ces Octroit & autres circonstances très essentielles.* ANNO 1732.

Secondement parce que d'un côté toutes les raisons & les argument qui concernent l'obligation indispensable du Seigneur direct, de conferer l'investiture à son Vassal, lorsqu'il en a été duement requis; son defaut de droit, de reprendre & de s'approprier, sans aucune raison ni forme de procès, ledit Fief, qu'il a vendu & conferé sans aucune Condition, & même avec la Renonciation expresse de degagement & de retour.

Et de l'autre, ses obligations de conserver son Vassal dans ses droits légitimes & feodaux, & de l'y maintenir avec justice & équité; si, & combien les Seigneurs Etats de Zelande, comme Seigneurs Directs, ont été en droit d'en dispenser par provision dans le cas présent? Quelle étenduë ont les droits du Marquis sur ces deux Villes? Si, & quand, ils ont été limités par les Octrois, & pas les Conventions? S'ils en ont souffert quelque diminution ou préjudice? Quelle force & consideration doit naturellement avoir une possession non interrompue de plus de cent & vingt ans? &c. sont notoirement l'objet de la Justice ordinaire; & *que par consequent il faut, que tous ces points soient décidés par un Juge competent, qui ne peut être un autre dans le cas présent que les Nobles Cours de Justice de Hollande & de Zelande; son Altesse ne désirant autre chose, sinon qu'on veuille ouvrir la porte à la Justice, & que tous les differents, qui regardent le Marquisat de Veere & de Flessingue, & en même tems ses préeminences, ses droits, & ses privilèges, soient portés devant ce Juge competent, & remis à sa décision. Ce que les Illustres Tuteurs ont plusieurs fois demandé, & particulierement dans la derniere Lettre qu'ils ont écrite à L. H. P. & aux Provinces.*

Les Seigneurs Tuteurs de ces Illustres Princes ne peuvent cesser d'insister sur cette Demande, & les Seigneurs Etats de Zelande ne peuvent refuser d'y consentir, parce que cela ne provient pas seulement de l'obligation reciproque, qui se trouve entre le Seigneur & le Vassal; mais que les Seigneurs Etats y sont specialement obligés, en vertu du grand Privilège de Madame Marie *de l'année 1476. où il est statué Art.* 39. Que les Comtes, ou leurs Successeurs, n'apliqueroient pas à l'usage de leur Table les biens, les Fiefs, & les héritages d'aucun Sujet du Païs de Zelande, & qu'ils ne mettroient aucune personne par provision hors de ses Possessions, avant qu'ils les ayent obtenus par la voye de la Justice, suivant leur nature & leur condition; & qu'ensuite on pourroit proceder à l'execution suivant les droits & les coutumes des Païs, Villes, & Bourgs, où la Sentence, ou Condamnation, auroit été prononcée.

Mais c'est justement ce que les Seigneurs Etats de Hollande jugent qu'on doit éviter; parce qu'ils prévoyent apparemment, que les Seigneurs Etats de Zelande n'obtiendroient jamais par la voye de la Justice leur point de vuë & leur intention.

Et c'est pour cela, que L. N. & G. P. fondent uniquement l'entreprise des Seigneurs Etats de Zelande, d'amortir le Marquisat de Veere & de Flessingue, *sur le droit qui doit competer à tous les Princes Souverains, & par consequent à L. N. P. comme Souverains du Comté de Zelande, & qu'on appelle ordinairement* Dominium Eminens.

Leurs Nobles & Grandes Puissances s'étendent sur ce Droit depuis le commencement jusqu'à la fin de leur Déduction, où elles examinent son étendue, & en quelles occasions on peut s'en servir avec une application speciale

(*) Dans l'édition in folio.

ANNO 1732.

gin tot aan het einde van Haare Deductie, in het brede extenderen; en waar op Haar Hoogheit de vryheit zal nemen, van haare conſideratien en belang te zeggen.

Gelyk Hare Hoogheit in Hare Miſſiven heeft erkent, ſoo ſtaat dezelve als noch geerne toe, dat in de Oppermacht is een Recht, een Volheit van Gezach, uit krachte van welke, dezelve niet alleen kan bepalen het gebruik der Goederen van Haare Onderdaanen, maar ook, in zeekere gevallen, den eigendom daar van mach na zich nemen, en ten beſten van het Gemeen bekeeren.

Doch dewyle van dit Recht, na het Avû zelfs van Haar Ed Gr Mog. lichtelyk zoude kunnen worden geabuſeert, dat ook de hiſtorien overvloedige bewyzen aan de hand geven, op hoe menigerhande wyze Koningen, en andere Souverainen, daar van misbruik hebben gemaakt.

Zoo is het, dat alle geapprobeerde Autheuren, die deſe Materie hebben verhandelt, daar inne overeenkomen, en het alzoo een conſtant en algemeen gevoelen is geworden, dat het voorſz. Recht in geenen deele ongelimiteert is; Dat daar en tegen een Souverain, zonder een notoire injuſtitie te doen, de Goederen van zyne Onderdanen niet kan na zich nemen, als in ſinguliere gevallen, en dan noch onder zeekere bepalingen.

Welke gevallen, geen andere worden geſtelt te zyn, als van Nootſakelykheit, en Nuttigheit voor het gemeene beſte.

Welke Nootſakelykheit geleert wordt te moeten wezen hoogdringendt, en ſwaarwichtig, en de Nuttigheit, groot, evident, en weſentlyk, zoo dat het gemeen, zonder merkelyke Schaade te lyden, het zelve niet kan ontberen.

En dan noch onder die bepalingen, dat een Particulier zyn goed ten gemeenen dienſte hebbende opgeoffert, en overgegeven, daar voor door het Publyk werde gedoomageert, en ſchadeloos gehouden; Of indien het, ſonder verbruikt te wezen, maar voor een tydt ten gemeenen nutte is aangelegt geweeſt, dat die Nuttigheidt of Nootzaakelykheit ceſſerende, dat goedt aan den voorgaanden Eigenaar moet worden gereſtitueert.

Buiten die gevallen van dringende Noodtzaakelykheit, of van groote en evidente Nuttigheit, moet elk en eenyder meeſter blyven van het zyne, En by het onverhindert bezit en genot van het zelve, door, en wegens de Hooge Regeringe worden gemaintineert en beſchermt.

Want het is klaar en by allen erkent, dat het oogmerk het welke gehadt hebben, alle de geene, die zich met meer anderen, in de eerſte t'zaamenkomſte der Republyken, hebben geaſſocieert en gevoegt onder eene Regeringe, is geweeſt, om onder derzelver opzicht en directie, volgens egale Wetten, des te veiliger te kunnen leven, te geruſter zyne Eigendommen beſitten, en daarmede handelen naa zyn welgevallen.

Op deeſe gronden, die, des nood zynde, met veele authoriteiten zouden kunnen worden beveſtigt, vermeint Hare Hoogheit, dat geoordeelt moet worden van den Staat der Quæſtie, dewelke by Haar Ed. Groot Mog. gepoſeert wordt, eigentlyk daar inne te beſtaan, *Of in deſen genoeggaame Redenen zyn, om dat Recht* (het *Dominium Eminens*) *te gebruiken.*

Hare Hoogheit hadde in Hare Miſſiven geſuſtineert, en kortelyk aangetoont, dat 'er in dit geval geen *Termini habiles*, tot exercitie, van voorſz. Recht worden gevonden.

Haar Ed. Groot Mogende het zelve tegenſprekende en debatterende, verklaaren van gevoelen te weezen, dat de Heeren Staaten van Zeelandt, zich, in cas Subject en kunnen, en zelfs moeten bedienen, van dit Recht.

Om dat haar ſentiment te adſtrueren, gelieven Haar Ed. Groot Mog. zich te bedienen van Redenen en Argumenten, zoo wydlufig, van zoo verſcheiden aart, ook veele tot de *Status Quæſtionis*, zoo als dezelve by Haar Ed. Groot Mog. zelve is geformeert, niet eigentlyk, maar eerder tot een Gerechtelyke Diſcuſſie behorende, dat men, om niet te opereus te weezen in het verhandelen van dit verſchil, en de conteſtatien daar over, die Hare Hoogheit doch zoo ſmertelyk vallen, niet te vermenigvuldigen, zich zal bevlytigen, om alleen te onderzoeken en te examineren, de voornaamſte en peremtoirſte motiven, die Haar Edele Gr. Mog. gebruiken tot hare principaal oogmerk, (zonder dat nochtans daaromme Hare Hoogheit verſtaan moet worden, alle de verdere Stellingen van Haar Edele Groot Mog. en de gevolgen daar in uit-

le à l'Amortiſſement en queſtion: Sur quoi ſon Alteſſe ſe donnera la liberte d'expoſer ſes remarques.

ANNO 1732.

" Son Alteſſe convient très-volontiers, comme elle en eſt déja convenue dans ſa Lettre, qu'il ſe trouve dans la Souveraineté un certain droit, une certaine plenitude de pouvoir, en vertu de laquelle elle ne peut pas ſeulement mettre des bornes à l'uſage que leurs Sujets font de leurs biens, mais que dans certains cas & circonſtances, il lui eſt permis de s'en ſaiſir, & de les convertir à l'avantage du bien public.

Mais parce que ſuivant l'aveu même de leurs Nobles & Grandes Puiſſances, il ſeroit très-facile d'abuſer de ce droit, & que les Hiſtoires mêmes nous fourniſſent grand nombre d'exemples, que les Rois & les Princes Souverains en ont abuſé en différentes manières.

C'eſt pour cela, que tous les Auteurs approuvés, qui ont traité de cette matiere, s'accordent généralement, en ſorte que c'eſt à preſent un ſentiment univerſel & conſtant, que ledit droit n'eſt abſolument pas illimité, ni en général, ni en partie; Que tout au contraire un Souverain, ſans commettre une injuſtice manifeſte, ne peut ſe ſaiſir des biens de ſes Sujets, que dans certains cas ſinguliers, & encore ſous de certaines conditions limitées.

Lesquels cas ne peuvent pas être d'autres, que la néceſſité urgente, ou l'utilité publique.

Laquelle Neceſſité doit être trouvée, ſuivant les règles, très-preſſante & d'une conſéquence dangereuſe, & l'Utilité publique, grande, évidente & effectielle, enſorte que le public ne puiſſe pas s'en paſſer, ſans ſouffrir un préjudice & une perte conſiderable;

Et que cela ſe faſſe alors ſous la condition, qu'un Particulier, ayant abandonné ſes biens pour le ſervice & au profit du public, en ſoit dedommagé & indemniſé par le public; Et ſi ces biens, ſans avoir été convertis à un certain uſage, n'ont été employez pour le public que pendant un certain tems, cette utilité ou neceſſité du Public venant à ceſſer, il faut abſolument qu'ils ſoient reſtitués au Proprietaire.

Hormis ces deux cas de Neceſſité urgente, *ou d'*Utilité évidente, *il faut que chacun reſte Maitre de ſes biens, & qu'il ſoit maintenu & protegé dans cette poſſeſſion tranquile par la Regence Souveraine.*

En effet il eſt évident & chacun convient, que les premiers hommes, qui, lorſque les Societez ſe ſont formées, ſe ſont aſſocies & ſoumis ſous une même Regence, n'ont pas eu d'autre point de vue, que de ſe procurer une vie plus ſure & plus commode ſous la juſte Regence & direction de leurs Magiſtrats, de pouvoir jouir plus tranquilement de la poſſeſſion de leurs biens, & d'en pouvoir uſer ſuivant leur bon gré.

C'eſt ſur ces raiſons & ſur ce fondement, qu'on peut en tout cas prouver par de grandes autorités, que ſon Alteſſe ſe perſuade, que tout le monde décidera de l'état de la queſtion, qui par leurs Nobles & Grandes Puiſſances eſt preſuppoſé conſiſter en ceci, s'il ſe trouve des raiſons ſuffiſantes dans le cas preſent pour pouvoir ſe ſervir de ce droit. (Dominium eminens.)

Son Alteſſe avoit ſoutenu dans ſes Lettres, & y avoit deduit en peu de paroles, qu'il ne ſe trouve pas dans ce cas de Termini habiles, *pour pouvoir faire uſage de ce droit.*

Leurs Nobles & Grandes Puiſſances, en combattant cette propoſition, declarent être d'avis, que les Seigneurs Etats de Zelande peuvent & doivent même ſe ſervir de ce droit, dans le cas mentionné.

Et pour prouver leur ſentiment, leurs Nobles & Grandes Puiſſances ſe ſont ſervi de raiſons, & d'argumens diffus, & de differente nature, & de pluſieurs qui n'ont proprement aucun rapport à l'état de la queſtion, tel qu'il a été poſé par L.N. & G.P. même, mais plutôt à une diſcuſſion judiciaire; Que pour n'être pas incommode dans la diſcuſſion de ce différend, & des conteſtations qui s'enſuivent, & qui cauſent un veritable chagrin à ſon Alteſſe, on ſe contentera d'examiner & de diſcuter ſeulement les principaux motifs & les plus peremtoires, dont leurs Nobles & Grandes Puiſſances ſe ſervent pour parvenir à leur but principal; (ſans que ſon Alteſſe prétende pour cela vouloir admettre & approuver toutes les autres poſitions & raiſons de L. N.

ANNO 1732. uitgetrokken, de welke om voorſz. redenen, in deſen ſonder examen of wederlegginge worden voorby gegaan, te erkennen, te approberen, of toe te ſtaan.)

Beſtaande in ſubſtantie daar inne, dat de Vaſallage van de Steden Vliſſingen en Veere, ſtrydig en incompatibel ſoude weſen, met de Vryheyt en Independentie van de Provintie van Zeeland, die haere Voorouders zoo duyr heeft geſtaen.

Ten welken eynde geallegeerdt wordt, dat het Heerlyk Recht van den Marquis over voorſz Steden, zoo als geſuſtineert wordt, beheliſt voornamentlyk het Recht tot de Verkieſinge van de Schout, Schepenen, Secretaris, en Boden, zelfs ook van Burgermeeſteren en Vroedſchappen.

Welke Recht banende de weg tot de gehele directie van de Regeeringe in die Steden, vervolgens de Marquis lichtelyk dat vermogen ſoude hebben, dat haere adviſen, in de Vergaedering der Staaten van de Provintie ſouden worden geſchikt nae zyne Intentie; en hy daar door verkrygen een groote Influentie, en directie in de deliberatien over zaeken van de Provintie, en die van de Provintie dependeeren; en zulks ook in 't vergeven van Ampten, en Commiſſien, binnen en buyten de Provintie, in de Hoven van Juſtitie van Hollandt en Zeelandt, ter Vergadering van Haar Hoog Mog, en in Collegien van de Unie, om daar te helpen delibereren en reſolveren, uytvoeren en doen uytvoeren, alle zaaken van de gemeene Unie, ook zaaken relatie hebbende tot andere Princen, en Staten.

Dat d'importantie en 't gevolg van zoodanigen geſach, daarom te grooter en bedenklyker is, om dat 't zelve zoude worden geëxerceert door een Prins, dewelke niet alleen, met 'er tydt een Vreemd Prins zoude kunnen weſen, zynde noch onſeeker, aan wien het geſuſtineerde Recht over de voorſz. twee Steeden, zal te beurte vallen; En het gene noch verder gaat, op wien het naa deſen zoude kunnen devolveren. Weſende ſelfs niet onmogelyk, dat dit Recht t' eeniger tydt, op een Prins niet zynde van de Proteſtantſe Religie, maer tot het Pausdom wedergekeert, of daar onder gebracht, quam te vervallen.

Deſe inconvenienten, en gebeurlyke gevallen, hoe geëloigneerdt deſelve ook mogen weſen, ſouden, naa Haar Ed. Groot Mog. Suſtenue, aan de Heeren Staaten van Zeeland, een genoegſaame Faculteyt geven, ook een plicht opleggen, om door middel van het *Dominium Eminens*, het geheele Marquiſaat te mortificeren, des de geintereſſeerde behoorlyk dedomagerende. Dewyle niet alleene voorgeſiene toekomende gevallen, maar ook zelfs daar een mogelykheyt in is, om te kunnen gebeuren, reden zouden geven, om door dat middel ſoodaanige ongevallen voor te komen.

Omme alle het welke te beandtwoorden, Hare Hoogheyt, op 't eerſt, te weeten de gepretendeerde ſtrydigheyt en incompatibiliteyt van het Recht van den Marquis, met de Vryheyt, en Independentie van de Provintie van Zeeland zal ſeggen; Dat de Illatien, en Conſequentien, die Haar Ed. Groot Mog. zoo breed enleren en trecken, uyt het Recht van den Marquis, om binnen de Steden Vliſſingen en Veere den Bailliuw, Burgermeeſteren, Scheepenen, Vroedſchappen, Secretaris en Boden te eligeren, veel te verre worden geextendeert en uytgemeten, en niet natuirlyk vloeijen uyt het voorſz. Recht; Dewyl het verkieſen van Magiſtraten en Vroedſchappen, en wat dies meer is, geheel en al is geſepareert, jaa geen de minſte gemeenſchap heeft, met de Provintiale Regeringe, en de deliberatien ter Vergaderinge van de Staten voorvallende, en 't gene daar van als gevolgen door Haar Ed. Groot Mog doch *pro Arbitrio*, word getrocken.

Het welke klaarlyk kan geblyken uyt de Commiſſien aan Bailliuwen, Burgermeeſteren, Schepenen en Vroedſchappen wordende gegeven, ende formuliere van Eedt door deſelve wordende gepreſteert. Want daar inne worden de Burgermeeſteren en ook de andere Officianten, tot geene wydere zaeken verbonden, *als om de Rechten van den Marquis, als haaren Lemheer, te bewaren, de gemeene zaake, tot wederſtandt van den algemeenen Vaderlands Vyandt, te vorderen en te avanceren naa vermogen &c. der Stede haer Rechs wel te houden, Wedauwen, Weſen, en innocente miſerable Perſonen te beſchutten voor onrecht &c. alle Kuuren, Rechten, Privilegien en goede Conſtumen, te vermeerd ren en niet te verminderen, en daar naa Regt een ygelyk te adminiſtreren, rechte Vonniſſen te wyſen, rechte Kennifſe te dragen, rechtveerdige Zegelinge te doen &c Recht, Wet en Juſtitie te doen, en adminiſtreren ten ygelyk &c.*

Alle

& G. P. qu'elle paſſe ſans les examiner, & ſans en faire voir l'irregularité, par les raiſons deja alleguées.) ANNO 1732.

Les ſuſdits Motifs conſiſtent en ſubſtance en ceci; que la Vaſſallage des Villes de Veere & de Fleſſingue, ſeroit contraire & incompatible avec la liberté & l'independance de la Province de Zelande, qui a tant couté à leurs Ancêtres.

Et ſur cela on allegue, que le Droit Seigneurial du Marquis ſur ces deux Villes (comme un ſ'efforce de le ſoutenir) comprend en même tems & principalement, le Droit d'Election du Bailliſ, des Echevins, des Secretaires & des Huiſſiers, & même des Bourguemaitres & du Conſeil.

Lequel droit pouvant facilement applanir le chemin à la direction entiere de la Regence de ces Villes, le Marquis pourroit par conſequent obtenir facilement le pouvoir, que leurs avie dans l'Aſſemblée des Etats de la Province ſe conformeroient à ſes intentions, & que par-là il auroit une grande influence & direction dans les affaires de la Province, & dans celles qui dependent de la Province; Et par conſequent dans la nomination ou le changement des Charges, des Emplois, des Commiſſions dans la Province & hors de la Province, dans les Cours de Juſtice de Hollande & de Zelande, dans l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances, & dans les Colleges de l'Union, pour y aſſiſter aux Deliberations & aux Reſolutions, & pour y expédier & faire expédier toutes les affaires de l'Union, & même des affaires relatives aux Princes Etrangers.

Que l'importance, & la conſequence de cette autorité, eſt d'autant plus grande, & merite des reflexions d'autant plus ſerieuſes, qu'elle ſeroit exercée par un Prince, qui non ſeulement avec le tems pourroit être un Prince étranger, puiſqu'il eſt encore incertain, à qui le droit ſoutenu ſur ces deux Villes pourra apartenir; mais même ce qui va bien loin, pourroit dans la ſuite paſſer, ou ne ſait pas à qui, puiſqu'il n'eſt pas même impoſſible, que ce droit put échoir par Succeſſion, ou par Héritage tôt ou tard, à un Prince, qui ne ſeroit pas de la Religion Proteſtante, mais qui ſeroit rentré dans l'Egliſe Romaine.

Ces inconvenients, & ces cas, qui peût-être pourroient arriver, quoi qu'ils ſoient encore bien éloignés, devroient, ſuivant la ſuppoſition de leurs Nobles & Grandes Puiſſances, donner une faculté ſuffiſante aux Seigneurs Etats de Zelande, & même les forcer, par un devoir indiſpenſable, à amortir tout le Marquiſat de Veere & de Fleſſingue, à la faveur du Dominium eminens, en donnant un équivalent convenable aux intereſſés; par la raiſon que non ſeulement de certains cas prévus & futurs, mais même ceux en qui il exiſte une certaine poſſibilité d'exiſter un jour, ſeroient ſuffiſans pour engager ces Seigneurs Etats à prévenir ces cas par le moyen de ce droit.

Pour repondre à toutes ces propoſitions, ſon Alteſſe dit touchant la première (ſavoir la pretendue contrarieté & incompatibilité des droits du Marquis, avec la liberté & l'indépendance de la Province de Zelande) Que les raiſons & les conſequences, que L. N. & G. P. étalent & tirent du droit que le Marquis a d'élire dans les Villes de Veere & de Fleſſingue le Bailliſ, les Bourguemaîtres, les Echevins, le Conſeil, les Secretaires, les Huiſſiers, ſont expoſées ici dans une trop grande étendue, & n'émanent pas naturellement des droits mentionnés; parce que l'Election du Magiſtrat, du Conſeil, & du reſte, eſt tout à fait diſtincte, & n'a pas le moindre connexion, ni avec la Régence Provinciale, ni avec les Deliberations de l'Aſſemblée des Etats de la Province, ni avec tout ce que leurs Nobles & Grandes Puiſſances en veulent inférer comme des conſequences certaines.

Ce qui ſonne d'abord aux yeux à la lecture des Commiſſions qu'on y donne aux Bailliſs, Bourguemaîtres, Echevins, & aux Conſeillers des Villes, & par les formulaires de ſerment qu'ils ſont obligés de prêter, & par lequel les Bourguemaîtres & les autres Officiers ne ſont obligés à d'autres choſes, qu'à conſerver les droits du Marquis, comme de leur Seigneur féodal; avancer ſuivant tout leur pouvoir la proſperité & la ſureté publique contre l'ennemi ennmun de la patrie &c. conſerver & entretenir les Loix des Villes, defendre les Veuves, les Orphelins, & les perſonnes innocentes & miſerables contre toute injuſtice &c. augmenter, au lieu de diminuer tous les Octrois, Droits, Priviléges, & bonnes Coutumes, adminiſtrer la Juſtice à un chacun, prononcer de juſtes ſentences, obſerver l'equité dans les informations, ſe ſervir des Sceaux avec équité &c. faire & adminiſtrer à un chacun, les Droits, les Loix & la Juſtice établie.

Ce

ANNO 1732. Alle Poincten en Saaken, de Adminiſtratie van goede Politie en Juſtitie, binnen voorſz. Steeden, concernerende. Geen de minſte mentie wordt hier inne gemaakt van iets de algemeene Regeringe, of Belang van de Provintie raakende, ten waare men daar toe wilde brengen de verplichtinge, waar aan alle goede Onderdaanen gehouden zyn, om de gemeene zaake te ens den Vyandt te vorderen. Geen de minſte verplichtinge wordt hier gevergt, om, op recommandatie van den Heer, ter Vergaderinge van Staaten te deputeren; aldaar na zyne ſnlykheit te adviſeren, Commiſſien op Perſoonen hem aangenaam, binnen of buiten de Provintie te dirigeren, en wat dies meer door Haar Edele Groot Mog. willekeurlyk wordt opgeteld.

Het is 'er derhalven verre van daar, dat in de Exercitie der Rechten en Preëminentien van den Marquis, als Leenheer, met betrekkinge op de Magiſtraatsbeſtellinge in de twee Steeden, met den aankleve van dien, die nadeeligheit voor de vryheit en onafhanklykheit van de Provintie van Zeelandt reſideert, of ook zoude kunnen reſideren, gelyk Haar Edele Groot Mog. in Haare Deductie voorgeveo, het welke nochtans was te demonſtreren, indien deeze argumentatie van eenige klem zoude weezen, ter intentie van Haar Edele Groot Mog. en tot een bewys ſtrekken, gelyk het daar toe wordt bygebracht, van de preſſante en evidente noodtzaakelykheit of nuttigheit voor het Gemeen, om uit krachte van het *Dominium Eminens*, het voorſz. Marquiſaat, met zyne Rechten te dooden, en voor altoos uit de weg te nemen.

De Orgefondeertheit van deze Suſtenuë zal noch klaarder doorſtralen, wanneer men eens intreedt in het onderzoek van voorgaande tyden. Want het is niet van heden of van gisteren, dat dit Marquiſaat is geſtigtet, de Rechten daar van geëxerceert, en de beide Vaſalle Steeden Stem in Staat hebben gehadt.

Dit Heerlyk Leen is al in den Jaare 1477. door Vrouw Maria van Bourgondien verkocht en uitgegeeven tot een goed Erfleen, met Renuntiatie van alle Loſſinge en Retour; en, by Succeſſie van tydt in den Jaare 1581. met kenniſſe niet alleen van de Heeren Staaten van beide Provintien, *maar zelfs op ſterk aanraaden en preſſant verzoek der Heeren Staaten van Hollandt*, door Prins Willem van Oranjen gekocht, en zedert den tydt van hondert en twintig Jaren, zoo door hem, als zyne nakomelingen bezeten, en de Rechten daar van geëxerceert. Zynde aan de twee Vaſalle Steeden, al in den Jaare 1574. vergunt Seſſie en Stemme in de Staatſe Vergaderinge van Zeelandt.

Wat hebben nu de Heeren Princen van Oranjen, als Marquiſen en Heeren van voorſz. twee Steeden, geduurende deſe haare immemoriale Poſſeſſie, en Exercitie van Hare Heerlyke Rechten gecommitteert of misdaan? Hebbenſe voorſz. Hare Rechten geëxtendeert, of gerracht te extenderen, boven 't geene haar volgens haare Verly-brieven, gemaakte Accoorden, en Verdraagen, toequam? Hebbenſe haare Leenroerige Steeden gezocht te verkorten in Hare Rechten en Previlegien? De Ingeſetenen der zelver te onderdrukken en te benaadeelen? Hebben daarentegens deſe Steeden, en Hare Ingezetenen, ooit gelukkiger geweeſt, meer toegenomen en geflorceert in haar Commercie en vermogens, als onder en geduerende de Regeringe van deze Hare Heeren? Hebbenſe, als Marquiſen, ooit iets geëmpieteert of ondernomen op de Hoogheit, Souverainiteit, Vryheit, en Indepenſentie van de Heeren Staaten van Zeelandt? Hebben niet de Gedeputeerdens uit de twee Steeden, Vliſſingen en Veere, in de Staatſe Vergaderinge, de zelfde vryheit van Voteren en Diſponeren over alle zaaken, aldaar verhandelt worden de, over het verlenen van Commiſſien binnen en buiten de Provintie, en wat dies meer is, gehadt en gehouden, even zoo wel als de andere vier Steeden?

Van alle deeze dingen en diergelyke, wordt aan Hooggemelde Heeren en Marquiſen niets te laſte gelegt, en zal ook niet kunnen worden gedaan, het welke nochtans nodig was, en vereiſcht wierde, om aan te tonen, dat in de ſubſiſtentie van het Marquiſaat ſulken groten en eminenten gevaar ſteekt, dat het verdient gemortificeert en uitgeroeit te worden.

Hare Hoogheit zoude hier een breed veldt hebben, om uit te weiden en zich te extenderen op de groote merites van Hooggemelde Heeren Princen van Oranjen, ook met ſpeciale relatie tot de Provintie van Zeelandt; doch dewyle alhier niet gehandelt wordt, als van zaaken, betreckinge hebbende op het Marquiſaat, zoo zal Hare Hoogheit, voor het tegenwoordige, daar niet verder intreden, en zich vergenoegen met maar

ANNO 1732. *Ce ſont en général & en particulier des points, qui regardent la bonne Police dans ces deux Villes, n'y étant pas fait la moindre mention de la Regence publique, ou des affaires qui regardent la Republique ou la Province en particulier; à moins qu'on ne voulût y joindre les obligations où ſont tous les bons Citoyens, de s'intereſſer pour le bien public contre un Ennemi. Par les engagements du ſerment, on ne les oblige pas non plus de députer à l'Aſſemblée des Etats, ſur la recommandation du Seigneur, & d'y voter ſuivant ſes intentions, ni de donner des Commiſſions au dedans & au dehors de la Province pour y diriger les affaires à ſa fantaiſie, & le reſte, qui a été detaillé par L. N. & G. P.*

Il n'eſt donc point prouvé, que l'exercice des droits & des préeminences du Marquis, comme Vaſſal, & relativement à l'Election de la Magiſtrature dans ces deux Villes & avec ce qui en dépend, ſoit contraire à la liberté & à l'independance de la Province de Zelande, & même qu'il ſoit poſſible qu'il y fût contraire, comme il a plû à leurs Nobles & Grandes Puiſſances de l'avancer dans leur Deduction; ce qui pourtant ſeroit encore à prouver, en cas que cet Argument dut porter ſon coup, ſuivant l'intention de L. N. & G. P. pour prouver la neceſſité preſſante & l'utilité évidente du public, pour amortir le dit Marquiſat avec tous ſes droits, en vertu du pretendu droit de Dominium eminens.

L'inſuffiſance de cet argument paroîtra encore plus clairement, pour peu qu'on entre dans le détail de ce qui s'eſt paſſé ci-devant. Or ce n'eſt pas d'aujourd'hui ni d'hier, que ce Marquiſat a été érigé, que ſes droits ont été exercés, & que ces deux Villes ont eu voix & ſeance dans l'Aſſemblée des Etats de la Province de Zelande.

Ce Fief Seigneurial a été vendu, & conſeré dès l'année 1477. comme un bon Fief héréditaire par Madame Marie de Bourgogne, avec la Renonciation à tout dégagement & retrait; & enſuite acheté en 1581. par le Prince Guillaume d'Orange, non pas ſeulement avec connoiſſance des Seigneurs Etats des deux Provinces, mais même par le conſeil, & à la perſuaſion preſſante & reiterée des Seigneurs Etats de Hollande. Lequel Fief a été enſuite poſſedé tranquillement par lui, & par ſes deſcendans au delà de cent & vingt ans, enſorte qu'ils en ont toûjours exercé les droits, ſans aucune interruption, quoique ces deux Villes ayent obtenu dès l'an 1574. le droit d'avoir ſeance & voix dans l'Aſſemblée des Etats de la Province.

Que l'on produiſe donc le moindre crime de félonie, que les Seigneurs Princes d'Orange, comme Marquis de ces deux Villes, auroient commis pendant cette poſſeſſion immemoriale. Leur peut-on reprocher qu'ils ayent étendu, ou cherché à étendre leurs ſeuls droits, au delà de ce qui leur appartenoit, ou de ce qui leur avoit été accordé par leurs Lettres d'inveſtiture, & par les autres Conventions? Ont-ils cherché à priver leurs Villes Feodales de leurs droits & de leurs privileges, & à opprimer ou préjudicier aux habitans de ces Villes? Tout au contraire, ces deux Villes ont-elles été jamais plus heureuſes & plus floriſſantes? Leurs habitans ont-ils jamais plus proſperé dans le Commerce, & dans l'acquiſition de leurs biens, que pendant qu'ils ont été ſous la domination de leurs Marquis? Les Princes d'Orange, comme Marquis de ces deux Villes de Veere & de Fleſſingue, ont-ils jamais entrepris ou empiété la moindre choſe, ſur la Seigneurie, la Souveraineté, la liberté, & l'independance des Seigneurs Etats de la Province de Zelande? Les Deputés des deux Villes de Veere & de Fleſſingue, n'ont-ils pas eu & conſervé la même liberté, que les quatre autres Villes, de donner leur voix, de diſpoſer de toutes les choſes qu'on y a traité, de conſerver les Commiſſions au dedans & au dehors de la Province?

On ne charge de rien de tout cela les Seigneurs Marquis, & même on ne peut pas les en charger: Ce qui pourtant ſeroit neceſſaire pour faire voir qu'il ſubſiſte dans ce Marquiſat un peril ſi éminent, qu'il mérite d'être amorti, & entièrement aboli.

Son Alteſſe trouveroit ici un vaſte champ à étendre ſur les grands & éclatans ſervices des Seigneurs Princes d'Orange, & même relativement à la Province de Zelande en particulier: Mais, comme on ne traite ici que des affaires qui ſont relatives au Marquiſat, ſon Alteſſe n'y entrera pas plus avant pour le préſent, & ſe contentera d'alleguer ſeulement un Exemple, qui y a un rap-

ANNO 1732. oen exempel aan te haalen, daar mede overeenkomſt hebbende. Waar uit aan de eene kant is gebleeken, de goede Genegentheit, Liefde, Trouwe, en Aankleevinge van een der Hooggemelde Heeren en Prinſen, voor den dienſt en behoudenis van den Staat, en deſſelfs noch waggelende vryheit; en aan de andere kant de Æquiteit, de Rechtvaardigheit, en de Moderatie der Heeren Staten van Zeelandt in dien tydt.

Het zelve is voorgevallen in den jaare 1585. *als wanneer deze Landen in de uiterſte nood en ſwarigheit waren, om door de Spanjaarts, onder den Prince van Parma, overrompelt te worden; de Prins van Oranjen Willem den Eerſte, was 't jaars te vooren tot Delft zeer ſchelmſch vermoort, Prins Maurits zyn Soon noch heel jong. De Staten hadden het Oppergebied van deze Landen gepreſenteert aan den Koning van Vrankryk, doch die hadde geweigert het zelve aan te nemen, en alles ſtondt geſchapen, om weder te moeten vallen onder het zwaare en wrede jok van den Koning van Spanjen, indien niet de Koninginne van Engelandt zich eindelyk hadde laten bewegen, om eenige Troupen ter hulpe over te zenden, onder condítie, dat dezelve by haar proviſioneelyk gelicht en betaalt zouden worden, en dat het Landt, ſchoon ſtorm weder te boven komende, en in beter ſtaat geraakende, als dan de verſchotene Soldyen, en andere Onkoſten, aan Engelandt gereſtitueert en gerembourſeert zouden worden. Maar tot verſekeringe daar van, moeſte men aan de Engelſen verpanden, en aan haare Benden inruimen, onder andere, de Stadt Vliſſinge. En of ſchoon Prince Mauritz als doen in dat Markgraafſchap niet was ingehuldigt, zoo hebben egter de Heeren Staten van Zeelandt, het zeer de nood drong, de Stadt Vliſſingen, in manière en ter oorzaake als gezegt is, niet willen verpanden, en met Engels Guarniſoen laten beſetten, voor en al eer die Prins daar inne vrywillig hadde conſenteert; En dat aan hem zynde gegeven zekere Akte van Indemniteit, by hadde verklaart, daarmede te vreden te weezen. Synde de voorgemelde Stadt daar naa ook, als de noodzakelykheit voorby was, en het Engels Guarniſoen vertrokken, weder gekeert tot den vorigen Eygenaar en Leenman.*

Hare Hoogheit heeft zoo veel te meer dienſtig geacht, dit exempel wat in 't brede aan te haalen, om dat het zelve verſchaft een perfect Model van de maniere, op welken tuſſchen een Leen-heer en zyn Leen-man, een Souverain en zyn Onderdaan, in diergelyke omſtandigheden, waar over alhier gecontroverteert word, gehandelt behoort te worden.

Hier was groote en preſſante nood, hier inne verſeerden een importante en evidente nuttigheit voor het Gemeen, hier was een Leengoed waar mede noch niemandt was geinveſtieert, jaa waar van het noch onſeker was, wie'er den Eigenaar van zoude weſen, Prins Philips, de Oudſte der Soonen van Prins Willem: (die Paaps was:) of Graaf Maurits. De Heeren Staaten van Zeelandt, wyſe en cordate Luiden, waaren ongetwyffelt in dien tydt zoo wel geinformeert van het *Dominium Eminens* en het Recht van den Souverain op de goederen van zyne Onderdanen, als Haare Nakomelingen tegenwoordig. Evenwel, niet tegenſtaande alle de Requiſiten tot Exercitie van dat Recht daar waaren; niet tegenſtaande noch niemandt de inveſtiture van het Leen hadde bekomen, ook noch niet was geterminneert, wie'er eigentlyk in ſoude ſuccederen, Haar Ed. Mog. neemen daarom het Leen-goedt van Haaren Leen-man en Onderdaan *de facto* niet wech; zy gebruiken het zelfs niet ten gemeenen Nutte, voor en al eer Graaf Maurits daar over gevraagt is, en met veel vrywilligheit zyn conſent gegeven heeft. De Preſente nood is zoo ras niet gepaſſeert, en het gebruik van dat goed niet meer van de voorgaande nuttigheit voor 't gemeen, of Haar Ed. Mog. geven het geleende goed wederom aan den Eigenaar, laatende hem, en zyne Succeſſeuren, daar van in het vrye en onbelemmerde genot.

Dewyle hier vooren genoegſaam aangetoont is, dat het gezach en de direktie van den Heere, en Marquis, van Vliſſingen, en Veere, op verre naa zoo groot, noch uytgeſtrekt niet is, als Haar Ed. Groot Mog. gelieven tebeſchryven, maar dat deſelve alleen bepaalt is ontrent de Politie, en Juſtitie binnen de voorſz: Steden, en alzoo geen gemeenſchap heeft met de Regeering van de Provintie noch de deliberatien van de Staten; dewyle ook de Experientie geleert heeft, dat de Heeren Princen van Oranjen, als Marquiſen, geduyrende denelangen tyd, van hare poſſeſſie, in het exerceeren van haare Rechten, geen de minſte indragt hebben gedaan, noch præjuditie veroorſaakt aan de Vry-

port particulier; & qui eſt une preuve d'un côté de l'affection, l'amour, & la fidelité de l'un des Seigneurs & Princes d'Orange pour le ſervice & pour la conſervation de l'Etat, & de ſa liberté encore chancellante; & de l'autre côté, de l'Equité, la Juſtice & la Moderation des Seigneurs Etats de Zelande de ce tems-là.

ANNO 1732.

Cela ſe paſſa en 1585, lorsque ces païs ſe trouvoient dans un peril éminent, d'être envahis par les Eſpagnols, ſous le commandement du Prince de Parme; le Prince Guillaume d'Orange avoit été ſubitement aſſaſſiné à Delft un an auparavant; ſon Fils le Prince Maurice étoit encore fort jeune, les Seigneurs Etats avoient déja offert la Souveraineté de ces Païs au Roi de France, mais il avoit refuſé de l'accepter; Et tout ſe trouvoit dans une ſituation à faire craindre, qu'on ne retombât ſous le joug peſant & inſuportable du Roi d'Eſpagne, ſi enfin la Reine d'Angleterre n'avoit eu la compaſſion de ſauver cet Etat, en y envoyant quelques troupes Auxiliaires, ſous la condition qu'Elle les léveroit, & les payeroit proviſionellement; mais qu'après que ce Païs auroit diſſipé cet orage, & ſeroit revenu dans une ſituation plus heureuſe & plus tranquile, on rembourſeroit l'Angleterre de cette Solde, & des autres Fraix avancés. Mais que pour ſureté du Rembourſement, les Anglois demandérent entre autres comme une hypotheque la Ville de Fleſſingue, où ils puſſent mettre une Garniſon de leurs troupes. Quoique le Prince Maurice n'eût pas encore été inveſti de ce Marquiſat, les Seigneurs Etats de Zelande ne voulurent pas engager cette Ville de la maniére & ſous les conditions raportées, ni permettre qu'il y entrât une Garniſon Angloiſe, avant que ce Prince y eût conſenti librement: Et après qu'on lui eut donné un certain acte d'indemniſation, il avoit declaré par écrit, qu'il en étoit content. Auſſi ladite Ville eſt-elle retournée, & a été rendue à ſon Proprietaire & à ſon Seigneur feodal, auſſi-tôt que cette grande neceſſité ceſſa, & que la Garniſon Angloiſe partit.

Son Alteſſe a crû très néceſſaire d'alleguer cet Exemple avec toutte ſes circonſtances; parce qu'il peut ſervir d'un Modéle complet de la maniére qu'il convient d'agir entre un Seigneur Direct & ſon Vaſſal, entre un Souverain & entre ſes Sujets; ce dont il s'agit ici.

Il ſe trouvoit alors une néceſſité preſſante, & une utilité importante & évidente pour le public: Il ſe trouvoit alors un Fief, dont perſonne n'avoit encore été inveſti, étant encore incertain même qui on obtiendroit l'inveſtiture, & qui en ſeroit un jour le proprietaire; ſi ce ſeroit le Prince Philippe, le Fils aîné du Prince Guillaume (qui étoit Catholique Romain) ou le Comte Maurice. Les Seigneurs Etats de Zelande de ce tems, comme des hommes ſages & prudens, étoient ſans doute dans leur tems auſſi bien informés du droit du Dominium Eminens, que leurs Succeſſeurs le peuvent être à préſent. Et nonobſtant qu'il ſe trouvât alors tous les Requiſits pour l'Exercice de ce droit, & que perſonne n'eût encore obtenu l'inveſtiture de ce Fief, voir même qu'il n'eût pas été encore decidé qui y ſuccederoit, cependant leurs Nobles Puiſſances ne ſe ſaiſirent pas de facto de ce Fief, & n'en privérent pas leur Vaſſal & leur Sujet: Ils ne l'employérent pas pour Utilité Publique, avant de s'être addreſſé ſur cela au Comte Maurice, & d'avoir obtenu ſon conſentement libre. La néceſſité preſſante, & l'utilité évidente de ce Fief pour le Public n'eſt pas ſitôt paſſée, que leurs Nobles Puiſſances le reſtituent au Proprietaire, lui en laiſſant la jouiſſance libre, & à ſes Succeſſeurs.

Or de ce qui a été ſuffiſamment démontré ci-deſſus, que l'Autorité, & la directíon du Seigneur & du Marquis de Fleſſingue & de Veere, n'eſt à beaucoup près ni ſi grande ni ſi étendue, qu'il a plû à leurs Nobles & Grandes Puiſſances de la repréſenter ni par rapport à la Police, ni par rapport à la Juſtice dans ces deux Villes, & que par conſéquent elle ne peut avoir la moindre relation avec la Regence de la Province, ni avec ſes déliberations: Et qu'elle eſt ſeulement relative à la Police & à la Juſtice dans ces deux dites Villes, enſorte qu'elle ne peut avoir aucune connexion avec ce qu'on a avancé: Et de ce que d'ailleurs l'experience nous apprend, que les Seigneurs Princes d'Orange n'ont pas cauſé le moindre préjudice à la liber-

ANNO 1732. Vryheyt, en independentie van de Provintie, en Hooge Regeringe van dien, zoo cortuëert daar door genoegſaam als van ſelfs, de bedenklykheyt die Haar Edele Gr. Mogende betuygen te hebben op den perſoon van den Leenvolger, om dat deſelve is een Prins; En dies zoo veel te meer, om dat die Leenvolger onbetwiſtbaar geen ander is als de Prince van Oranjen en Naſſauw, Hare Hoogheita eenige en Minderjarige Zoon, wiens Recht haar Ed. Gr. Mog. al te wel bewuſt is, als dat deſelve daar aan ſoude twyffelen.

Dewelke immers, in deſe zyne noch tedere Jaren, geen de minſte reden heeft gegeven van te denken, dat hy van zyne Leenrechten, en Preëminentien eenig misbruyk zal willen maaken, tegens Synen Leenheer.

Die geen Vreemdeling is in deſe Landen, maar daar inne gebooren en geëtabliſſeert; In rechte deſcendente Linie afgekomen van de Princen van Oranje en Naſſau, dewelke de grondſlag van de Vryheyt deſer Landen hebbende gelegt, met haar Bloed gecimenteert, ook verders door haare wysheyt, dapperheyt, en goed beleydt, niet weynig, onder Godes Zegen, hebben gecontribueert tot deſſelfs Opbouw, Beveſtinge, en Beſcherminge. Die ook uyt hoofde van zyne importante goederen, door Syn Majeſteit van Groot Brittannien met 'er doodt ontruymt, zoo notabel is geintereſſeert by de Welſtandt, en Conſervatie van de Republyk; En van wien men daar omme met reden heeft te verwachten, dat hy tot Competenten Ouderdom gekomen zynde, de rnemwaardige voetſtappen van Syne Doorluchtige Voor-Ouderen zal naavolgen; En hy gelegentheit, die zyne Goederen, ook de Rechten en Preëminenten van het Markgraafſchap in quæſtie, aanleggen ten meeſten Nutte en beſte van den Staat, en van de Provintie van Zeelandt in 't particulier, gelyk hem Syne Illuſtre Voor-Ouderen, daar inne zoo menigmaal hebben voorgegaan; daar van den Staat een eeuwigduyrend getuicheniſſe aan de Poſteriteit heeft naagelaaten, in het Epitaphe dat de Heeren Staeten Generaal hebben laaten ſtellen op de Heerlyke Tombe, die Haar Hoog Mog. tot Delft ter Eeren van Prins Willem de Eerſte, Voor-Vader van den Tegenwoordigen Prince in de vyfde Aſcendente Graad, hebben opgericht.

Maar, zeggen Haar Ed. Groot Mog. verder, het Marquiſaat ſoude naa dezen kunnen devolveren op een Vreemd Prins, en wel een Prins niet zynde van de Proteſtantſe, maar van de Paapſe Religie. Daar byvoegende, dat hoe geëloigneert deze gevallen ook zouden kunnen wezen, dezelve nochtans genoechſaam Recht, en Reden fourneeren, om zich van het *Dominium Eminens* te bedienen, dewyle alle toekomende gevallen, daar maar een mogelykheyt In is, om te kunnen gebeuren, tot de Applicatie van dat Recht genoegſaam zyn.

Deze haare ſtellinge appuyerende met twee exemplen van het maaken van Fortificatien tegens d'invaſie van een publyken Vyandt, en het leggen van Dykagien tegens inundatien. In welke gevallen het genoorloft is het goedt van een Particulier aan te taſten, en te gebruiken, tot beveiliginge van het gemeene Landt, niet tegenſtaande het onzeker is, waar de Vyandt inbreeken, of waar de Zee haar geweldt zal oeffenen tot overſtrominge. Applicerende het zelve in vervolg, op de zake alhier in quæſtie, met reflexie ſoo wel op de Furſtelyke Wezen, als op die geene die hier na haar zouden kunnen ſucceederen, in den eigendom van het Marquiſaat.

Een ſtellinge waarlyk, en een vergelykinge die vry verre gaat, en die Hare Hoogheit, met alle het reſpect darze aan Haar Ed. Groot Mog. ſchuldig is, nooit ſal kunnen admitteren, of toeſtaan.

Want dat Recht van de Oppermacht, het welk men *Dominium Eminens* noemt, is, na het algemeene gevoelen, gefondeert op het Conſent van elk en een yeder der Particuliere Leden, een Burgerlyke gemeenſchap uitmakende, die gepreſumeert worden, alle te zamen daarinne te hebben toegeſtemt, dat wanneer het Gemeenebeſte niet kan worden geconſerveert als met ſchade en ongemak van een Particulier, het Gemeene nutte in zulken gevalle moet worden geprefereert.

Nu kan immers met geen ſchyn van reden worden geſegt, dat een eenig Lidt van een Civile Societeit, by het inſtellen van dien, zoude hebben gedacht, veel min daar inne Conſent gedragen, dat ymandt om gefochte

liberté & à l'indépendance de la Province, pendant le ANNO *tems de cent vingt années, qu'ils ont été en poſ-* 1732. *ſeſſion de ce Marquiſat, & qu'ils ont joui de l'exercice de ſes Droits, Privilèges, & Prééminences,* il s'en enſuit *ſuffiſamment de ſoi même, les reflexions que l'on peut faire ſur les reflexions mêmes que L. N. & G. P. font dans leur Deduction ſur le Succeſſeur feodal, parce que c'eſt un Prince: Et cela d'autant plus que ce Succeſſeur feodal ne peut pas inconteſtablement être un autre, que le Prince d'Orange & de Naſſau, le Fils unique & mineur de Son Alteſſe, & dont le droit inconteſtable eſt trop bien connu à L. N. & G. P. pour qu'elles puiſſent en douter.*

Qui, pour le moins, dans l'âge où il ſe trouve, ne peut pas encore avoir donné aucune raiſon de pouvoir ſuppoſer & s'imaginer, qu'il feroit dans l'intention de vouloir faire un mauvais uſage de ſon droit feodal & de ſes prééminences, au préjudice de ſon Seigneur direct.

Qui n'eſt pas étranger dans ce pays-ci, mais qui y eſt né, & établi; Etant deſcendu en droite ligne de ces Princes d'Orange & de Naſſau, qui ont poſé le fondement de la Liberté de ces Provinces; qui l'ont cimenté de leur ſang; & qui n'ont pas peu contribué à ſon élevation, à ſa conſervation, & à ſa défenſe. Qui d'ailleurs, par l'importance des biens, qu'il a hérité de feus Sa Majeſté, il eſt ſi notablement intereſſé dans la proſperité & dans la conſervation de cet Etat; Et de qui par conſequent on a raiſon d'attendre, qu'étant parvenu à un âge competent, il ſuivra généreuſement les traces de ſes illuſtres Ancêtres, Et que, lorſque l'occaſion ſe préſentera, il employera ſes biens, ſes droits, & ſes prééminences du Marquiſat en queſtion, pour le bien & pour l'utilité Publique de toute la Republique en général, & de la Province de Zelande en particulier; ce dont ſes Illuſtres Ancêtre lui ont fourni cent de remarquables Exemples, & ce dont la Republique a donné un témoignage éternel par le Tombeau magnifique; que leurs Hautes Puiſſances ont fait dreſſer à Delft, en memoire & à l'honneur du Prince Guillaume I., *Bis-ayeul du préſent Prince d'Orange dans le 5 degré afcendant.*

Mais leurs Nobles & Grandes Puiſſances pourſuivent dans leur Deduction, en y diſant que ce Marquiſat pourroit à la fin échoir à un Prince étranger, & ſurtout à un Prince qui ne ſeroit pas de la Religion Proteſtante, mais de la Romaine; En y ajoutant, quelque éloignés que ſoient ces cas préſuppoſés, qu'ils peuvent fournir un droit ſuffiſant, & des raiſons pour ſe ſervir du Dominium eminens; *parce que tous les cas futurs, dans leſquels il ſe rencontre ſeulement une certaine poſſibilité d'exiſter, ont une application ſuffiſante à ce droit.*

En appuyant cette propoſition de deux Exemples de la Conſtruction des Fortifications contre l'invaſion d'un Ennemi commun, & des Digues contre les inondations & le debordement des eaux; Dans lequels cas on convient, qu'il eſt permis de ſe ſaiſir des biens des Sujets, quoiqu'il ſoit encore incertain de quel côté l'Ennemi a projetté ſon attaque, ou que la Mer fera ſes plus grands efforts pour ouvrir la digue; & appliquant enfuite ces deux Exemples à l'affaire en queſtion, on en tire des conſequences tout-contres ces Illuſtres Orphelins innocens, que contre ceux qui, par une ſuite incertaine du tems, pourroient ſucceder dans la poſſeſſion de ce Marquiſat.

Ce qui certainement eſt une poſition, & un parallele, qui va trop loin, & que ſon Alteſſe, avec tout le reſpect, qu'elle eſt obligée de porter, & qu'elle porte en effet à leurs Nobles & Grandes Puiſſances, ne leur accordera, ni ne peut jamais leur accorder.

Parce que le droit de la Souveraine Puiſſance, appellé communément Dominium Eminens, *eſt fondé, ſuivant le ſentiment général, ſur le Conſentement de chacun de ces Membres particuliers, qui forment, en tout & en général, une Société civile; & qui tous ſont préſumés d'avoir conſenti, que lorſque le bien public ne peut abſolument être conſervé que par le préjudice & par le dommage d'un Particulier, l'utilité publique doit toûjours être preferée à l'avantage d'un particulier.*

Cependant perſonne ne peut ſoutenir avec la moindre ombre de raiſon, qu'un ſeul Membre de la Societé civile auroit jamais pu s'imaginer, à ſa première inſtitution, & encore moins, qu'il y auroit conſenti alors, que quelqu'un

ANNO 1732.

ſoehte Pretexten, en ſoo verre uitgeſtrekte apprehenſie, die zich, zelfs tot alle mogelyke en bedenkelyke toekomende gevallen extendeert, van zyn eigendommen, wel verkregene, en door een langdurig berit begroeide Rechten, en gerechtigheden, ſouden kunnen worden ontzet.

Men heeft reden te ſchricken als men gedenkt, welken wyden deuré hier door ſoude worden geopent, aan de ambitie, de begeerlykheit, en licentie van de Souvereains, die de Experientie leert, dat aan die driften noch meer ſubject zyn als Particuliere, om dat zy meer gelegentheit hebben, om die onbeſchroomdelyk te oeffenen.

Wat particulier Ingeſeten kan zyn goed met geruſtheit beſitten, wanneer die Regul en Maxime doorgaat?

Immers ſoude dan de Furſtelyke Voogdye van nu af aan wel mogen vaſt ſtellen, dat zy in Hare Qualiteit, de goederen van Hare Minderjarige Weezen maar *p e-carro* poſſideert, en tot dat het den Oppermacht, waar onder dezelve gelegen zyn, ſal goedvinden het *Dominium Eminens* daar op ook te applicceren. Want dezelfde onzekerheit, wie die Goederen hier na zal beztten, en dezelfde bekommeringe voor een Buitenlands Prins, daar omtrent ſoo wel gepretexeert zoude kunnen worden, als omtrent dit Marquiſaat.

En wat aangaat de twee Exempelen die Haar Ed. Groot Mog. hybrengen tot heveſtiginge van deſe Hare Stellinge, daar op ſeght Hare Hoogheit, dat zy geerne toeſtaat, dat in de twee aangehaalde gevallen, particuliere Ingeſetenen verplicht zyn, om, tegens een redelyke vergoedinge, Hare Landen, ten dienſte van het Gemeen over te geven. Maar verment, dat de Applicatie daar van ongelukkig, en ſoo veel dezelve ook Relatie mochte hebben op de Furſtelyke Weezen, odieuslyk op het geval in Quæſtie gemaakt wordt.

In de twee eerſte gevallen worden voor ondergeſteld, een Vyand, die den Staat of Actuelyk den Oorlog aan doet, of met wien men voorſict, dat men in rupture ſoude kunnen geraaken; en het woeſte Element, het Water van de Zee, dat men wel mach aanzien als een geduurige Vyand, tegens welken men onophoudelyk op zyn hoede moet wezen. In die precautien vervolgens om zyne Frontieren te verſterken tegens Invaſie van den Vyandt, en zyne Landeryen door Dyckagien te dekken tegens het gewelt van de Zee, licht een groote noodſakelykheit, en een evidente Nuttigheit van het Gemeene beſte, de twee Condition die tot het gebruik van het *Dominium eminens* vereiſcht worden; Wat gemeenſchap nu heeft dat alles met de ſaake waar over in dezen gecontroverſeert wordt.

Is 'er een eventredaghеit van gevaar, ten opſichte van het Gemeen, in de voorſz. twee gevallen, waar in het niet minder als op de behoudeniſſe, of de totale Ruine van een Landt aankomt; en de exercitie van het Recht van de Marquis van Veere en Vliſſingen, en wel particulierlyk van de Raadts-beſtellinge in die Steeden, waar op in deſen eenigiyk gedoelt wordt?

Is de comparatie van Hare Hoogheits minderjarige Kinderen: (want de vergelykinge, en het Raiſonnement in de Deductie daar uit getrokken, ſchynt in 't generaal, en zonder uitzonderinge, te reflecteren op de Navolgers in het Leen:) of ook wel van die geene, die haar hier na mochten komen te ſucceederen, met Vyanden, of ten minſten, machtuge, ambitieuſe, en gewelddryvende Nabuuren; of de woeſte en tomelooſe Zee, tegens welken men geduitrich verplicht is, te waken, en ſich te precautioneren, wel geſchikt, of net gepaſt? Ja is ze niet daar en tegens ſeer odieus?

Doch Hare Hoogheit zal de gevolgen, die uit deſe vergelykinge natuurlyk vloeijen, niet verder preſteren, geperſuadeert, dat Haar Ed, Groot Mog. deſelve met vel foeyinge zouden deſavoueren en verſerpen.

En derhalven daar van afgaande, zal Hare Hoogheit by het geene hier voren op dit Artical rede geſegt is, noch maar voegen, dat uit het voorſz. genoegſaam geblykt, dat het waarlyk een inſoutenable ſtellinge is, dat om de onſekerheit, wie aan den Prince Haaren Soone, tegenswoordige Heer en Markgrave van Vliſſingen en Veere, t'eeniger tydt zouden kunnen ſucceederen, men daarom met recht hem, van nu af aan, ſoude kunnen, ja moeten onteſetten van zyn wettig Recht.

Doch indien het mochte gebeuren, ('t geene God genadiglyk verhoede:) dat de Prince ſonder wettige Deſcendente quame te overlyden; En dat ondertuſſchen de Princeſſe zyne Suſter was getrouwt, of ſich hy ver-

volg

d'entre eux dût jamais être dépouillé de ſa propriété, & de ſes droits, & prééminences, acquiſes légitimement, & qui ſont encore fortifiées, par une poſſeſſion de tant d'années, ſans des prétextes controuvez, & ſans une appreheńſion cherchée de ſi loin, qu'elle pourroit être même étendue à tous les cas futurs & poſſibles.

On a lieu de trembler, lorſqu'on fait tant ſoit peu réflexion quelle porte en outre par là à l'ambition, à l'avarice, & à la licence des Souverains; Que l'experience nous apprend être plus ſujets à ces ſortes de paſſions que les Particuliers; par la raiſon, qu'ils ont plus d'occaſion de les ſatisfaire impunément.

Qui des Particuliers peut être tranquile ſur la poſſeſſion de ſes biens, ſi cette maxime a lieu?

D'ailleurs les Illuſtres Tuteurs doivent-ils dès à preſent ſe perſuader que dans leur qualité, ils ne poſſedent que precairement *les biens de leurs Pupilles, juſqu'à ce qu'il plaiſe au Souverain des Endroits où ils ſe trouvent ſituez, de les ſoumettre au* Dominium eminens; *parce que la même incertitude, & la même ſupoſition, qu'un Prince Etranger pourroit un jour ouvrir en poſſeſſion des autres biens, peut être de même un prétexte à leur égard, comme à préſent à l'égard du Marquiſat.*

Et quant aux deux Exemples, que leurs Nobles & Grandes Puiſſances allegnent, pour fortifier leur ſupoſition, ſon Alteſſe y repond, qu'elle contient volontiers, que dans les deux cas mentionnés il y a une obligation indiſpenſable pour les Sujets particuliers, d'abandonner leurs biens & leurs terres pour le ſervice du public; Mais qu'elle croit, que l'application, qu'on en fait, n'eſt pas heureuſe, & même qu'elle eſt odieuſe dans le cas préſent, & pour autant qu'elle ſeroit relative aux Pupilles.

On ſuppoſe, dans ces deux premiers cas, un Ennemi, qui fait actuellement la guerre à l'Etat, ou dont on a lieu de craindre qu'il la fera; ou l'Element terrible de la Mer, qu'on a raiſon de craindre toûjours comme un Ennemi perpetuel, & contre lequel on doit toûjours être en garde; Et par conſequent perſonne ne peut diſconvenir, qu'il ne ſe trouve une neceſſité, & une utilité evidente dans les precautions de fortifier ſes frontiéres contre l'invaſion de l'Ennemi, & de couvrir le païs par les digues contre le debordement de la mer; étant les deux & les ſeules Conditions, qui fondent l'Exercice du Dominium Eminens: *Mais qu'en nous diſe, & qu'on prouve, quelle connexion peuvent avoir ces ſuppoſitions & ces exemples avec l'affaire en queſtion?*

Eſt-ce qu'il ſe trouve une parité de danger pour le public dans ces deux cas mentionnés, où ſe trouve abſolument ou la perte totale, ou la conſervation entiére de l'Etat, & dans l'exercice du droite qui apartiennent au Marquis de Veere *& de* Fleſſingue; *& particulierement dans le droit d'Election du Magiſtrat de ces deux Villes, ſur quoi L. N. & G. P. inſiſtent le plus dans leur Deduction.*

La Comparaiſon, qu'on y fait des Enfans mineurs de ſon Alteſſe; (car il ſaute d'abord aux yeux, que cette Comparaiſon, & tout le raiſonnement établi dans cette Deduction roule & réjettoit ſur les Succeſſeurs dans ce Fief) & en même tems de ceux qui pourroient un jour leur ſucceder, avec des Ennemis, & au moins avec des Voiſins puiſſans, ambitieux & inſolens, ou avec la mer orageuſe, contre leſquels on eſt obligé d'être à tout moment ſur ſes gardes, n'eſt elle pas des plus odieuſes?

Cependant ſon Alteſſe ne preſſera pas davantage les conſequences, qui naiſſent naturellement de cette Comparaiſon, étant perſuadée, que L. N. & G. P. en auroient horreur elles mêmes, & qu'elles les deſavoueroient.

Ainſi ſans s'y arrêter davantage, ſon Alteſſe ajoutera ſeulement à ce qui a été déja dit ſur cet article, qu'il eſt aſſez demontré, que c'eſt une ſuppoſition inſoutenable, que l'on pourroit dépouiller, avec juſtice & dès à preſent, le Prince ſon fils, qui eſt Seigneur & Marquis actuel de Fleſſingue *& de* Veere, *& le priver de ſes droits legitimes & bien acquis, parce qu'il eſt encore incertain qui lui ſuccedera un jour dans ce Marquiſat.*

Mais ſuppoſé qu'il arrivât (ce qu'à Dieu ne plaiſe) que le jeune Prince vint à mourir, ſans laiſſer de deſcendans legitimes; Et que la Princeſſe ſa ſœur fût mariée alors ou s'engageât dans la ſuite à un Prince Etranger, duquel

ANNO 1732. volch in Huwelyk engageerde aan een Buitenlandts Prins, van wien men onverhopentlyk op goede of ten minſten ſeer probable Gronden ſoude kunnen preſumeeren, dat hy niet hadde de behoorlyke Affectie voor den Staat; van wien men Reden hadde te apprehenderen, dat hy van de Rechten, Gerechtigheden, en Preëminentien van het Marquiſaat ſoude willen abuſeren, en bedienen, om zynen Leen-heeren te belegen en te onderkruipen, (hoewel de preſumtie daar toe noch niet genoegſaam ſoude wezen:) in zulken gevalle ſoude men het miſſchiende Heeren Staaten van Zeelandt, tot voorſichtigheit kunnen toereekenen, datze tegens die Inconvenienten eenige bequamelyke precautie en Maat regels namen.

Ja zoude Hare Hoogheit, zoo veel als haar aangaat, om aan de Delicateſſe van de Heeren Staten van Hollandt en van Zeelandt, ook haar vermogen, in 't gemoet te komen, niet ongenegen worden gevonden, om te hooren naa convenable voorſlagen, die zouden kunnen dienen, om deſe apprehenſie van haar Ed. Groot Mogende en van Haar Ed. Mogende tegens zulken geëloigneerden en onverhoopten geval, te verminderen, of wech te nemen.

Het geene de Heeren Staten van Hollandt aanhalen van de Precautien die de Provintien van Vrieſlandt en Stadt en Lande, al van den beginne der gelukkige opkomſte deſer Republyk hebben gebruikt In de Inſtructien van haare Stadthouders, ont daar mede te vergelyken en te juſtificeren de tegenwoordige ondernemminge der Heeren Staten van Zeelandt, heeft ook weinich overeenkomſte en klem.

Want behalven de diſpariteit die Haar Ed. Groot Mogende in dit paralel zelven vinden, zoo is 'er noch eene in, en die vry groter.

In deſen wordt gecontroverſeert. of de Heeren Staten van Zeelandt Recht hebben, om den Marquis haren Vaſal, die geen felonie noch geen andere miſdaat begaan heeft, ook geen misbruyk van zyne Rechten en Preëminentien gemaakt, welkers Regten en Preëminentien men ook aangetoont heeft, dat weinig of liever geen natuerlyke Influentie hebben op de Algemeene Regeringe van de Provintie, of ſchade toegebracht aan de Goede Ingeſetenen zyn Wettig Geërft Goed, tegens zyn wille en dank, af te nemen:

Het welke ſeekerlyk geen Gemeenſchap heeft met de Inſtructien, door de Heeren Staten van Hooggemelde Provintien gegeven aan Haare Stadthouders, noch Haare wyſe Voorſorge, om de Authoriteyt en het Gefach den ſelven in handen gegeven, en waar door zy aan 't Hooft van de Militie, en de Collegien van Politie en Juſtitie geſtelt zyn, te brideren en te bepalen.

Doch dit is niet het eenigſte dat men tot Roem van Haar Ed. Mog. Wysheit en Cordaatheyt kan ſeggen. Want behalven 't gene voorſz: en by Haar Ed. Groot Mog. ſelve met Approbatie aangehaalt is, kan men ook niet anders als ten uitterſten Lauderen derſelver Moderate Maximes, ontrent de vrye en onbelemmerde Adminiſtratie van de ordinariſe Juſtitie, ſynde by Haar Ed. Mog. genoegſaam onbekent, wat het te ſeggen is, door Polityke bevelen de Handt op de Juſtitie te leggen, en den Cours daar van te Surcheeren: het welke Hare Hoogheyt reden heeft te wenſchen, dat overal met de ſelfde Religieusheyt wierde onderhouden.

Hier mede vermeynt Hare Hoogheyt genoegſaam, en ſoo veel ter materie vereyſcht word geadſtrueert, en gevinceert te hebben, 't gene zy, in hare Miſſiven aan Haar Hoog Mog. en de Heeren Staaten van Hollandt, en Zeelandt hadde geavanceert, dat 'er geen Fundament noch reden is, om zich in deſen te bedienen van dat Recht der Oppermacht, het welke men *Dominium eminens* noemt.

Als zynde en in voorſz: Miſſiven, en in ſonderheyt in deze Deductie overtuygende aangetoont, dat de Exercitie van de Rechten, en Gerechtigheden van het Marquiſaat van Veer en Vliſſingen, geen de minſte præjuditie noch verhinderinge toebrengt, aan de Vryheyt en independentie van Hoogedagte Provintie, en immers zoo weynig aan het belang van hare Ingeſetenen. Vervolgens dat 'er in de Mortifikatie van voorſz. Marquiſaat noch nooddſaaklykheit, noch nuttigheit voor het Gemeen reſideert, 't welke Hare Hoogheyt eenigſyk te demonſtreren ſoude.

Al het welke Hare Hoogheyt hoopt ook alzoo en by Haar Ed. Gr. Mog. de Heeren Staaten van Hollandt,

quel on pourroit préſumer avec de juſtes raiſons, ou au moins très-probables, qu'il n'auroit pas l'affection requiſe pour l'Etat; ou qu'il ſeroit à appréhender, qu'il voulût abuſer des Droits, des Privilèges, & des Prééminences de ce Marquiſat, & s'en ſervir pour préjudicier à ſon Seigneur direct (quoique dans cette occaſion la ſeule préſomption ne ſuffiroit pas); alors, & dans le cas que ce cas exiſteroit, on conviendroit que la prévoyance des Seigneurs Etats de Zelande pourroit y mettre des obſtacles & des bornes convenables. ANNO 1732.

Son Alteſſe la Princeſſe Douairière d'Orange & de Naſſau, pour autant qu'elle y eſt intereſſée, & qu'il lui ſera poſſible de prévenir la délicateſſe des Seigneurs Etats de Hollande, eſt ſaiſjoure dans l'intention d'entendre & de recevoir les propoſitions convenables, qui pourroient ſervir à diſſiper cette appréhenſion de leurs Nobles & Grandes Puiſſances dans un cas ſi éloigné & ſi inopiné.

Ce qu'il a plû aux Seigneurs Etats de Hollande d'alleguer, au ſujet des Précautions, dont les Provinces de Friſe & de Groningue ſe ſont ſervies dans les Inſtructions de leurs Stadthouders, *depuis l'Etabliſſement heureux de la Republique, & l'application qu'il ont jugé à propos d'en faire à ce que ſe paſſe aujourd'hui dans la Province de Zelande, dans la vue de juſtifier par-là ſes entrepriſes de leurs Nobles Puiſſances; y a certainement pin de connexion, & entare mains de force.*

Parce que, ſans compter la diſparité que leurs Nobles & Grandes Puiſſances trouvent elles-mêmes dans ce Parallele, il s'y en rencontre encore une, qui certainement eſt d'un bien plus grand poids.

Il s'agit de décider, ſi les Seigneurs Etats de Zelande ont un droit légitime & legal, de priver le Marquis, contre ſon gré, & ſans ſon conſentement comme étant leur Vaſſal, de ſes biens & droits, legitimement heritée, d'autant plus qu'il n'a commis ni aucune félonie; ni aucun autre crime; qu'il n'a jamais fait un mauvais uſage de ſes droits, & de ſes prééminences; & qu'on a ſuffiſamment fait voir, qu'il n'a que fort peu, ou plûtôt aucune influence dans la Regence générale de cette Provinces & qu'il n'a jamais porté préjudice, ou dommage à ſes bons habitans.

Ce qui certainement ne peut avoir de connexion avec les inſtructions que les Seigneurs Etats de Friſe & de Groningue ont données à leurs Stadthouders, *ni à leur ſage précaution, pour brider, & borner l'autorité & le pouvoir qu'ils lui ont confié, & en vertu desquels il ſe trouve à la tête du Militaire, & des Colléges de Police & de Juſtice.*

Mais ce n'eſt pas la ſeule choſe qu'on puiſſe dire à la louange de la ſageſſe & de la fermeté de leurs Nobles Puiſſances; Parce qu'outre ce que L. N. & G. P. ont allegué elles-mêmes avec approbation, on ne peut s'empêcher de donner auſſi de grandes louanges à leurs maximes juſtes & moderées au ſujet de la libre Adminiſtration de la Juſtice ordinaire; puiſqu'il eſt sans-ſens inconnu à leurs Nobles Puiſſances, de porter les mains ſur la Juſtice, par des Mandemens politiques, & d'en ſurſeoir le cours; Ce que ſon Alteſſe a raiſon de ſouhaiter qu'on obſervât par-tout auſſi religieuſement.

Son Alteſſe étant au-reſte dans la perſuaſion, qu'autant que le ſujet le demande, ce qu'elle a avancé dans ſes Lettres à Leurs Hautes Puiſſances, & aux Seigneurs Etats de Hollande & de Zelande, a été ſuffiſamment établi & prouvé: ſavoir, qu'il ne ſe trouve ni fondement, ni raiſons, pour ſe ſervir dans le Cas préſent du droit Souverain, appellé & connu ſous le Nom de Dominium eminens.

Etant ſuffiſamment prouvé dans les dites Lettres, & bien particulierement dans la préſente Deduction, que l'Exercice des Droits & des Prééminences du Marquiſat de Veere & de Fleſſingue, *ne porte abſolument aucun préjudice ni obſtacle à la liberté & à l'independance de cette Provinces, & auſſi peu de dommage à ſes habitans; Et par conſequent, qu'il n'y a ni neceſſité ni utilité pour le public, dans l'amortiſſement de ce Marquiſat, Ce que ſon Alteſſe a été obligée de déduire, & de prouver autrement.*

Eſperant au ſurplus, que L. N. & G. P. les Seigneurs Etats de Hollandt, & L. N. P. les Seigneurs Etats

ANNO 1732. landt, en Haar Ed. Mog. de Heeren Staaten van Zeeland, begreepen en opgevat te ſullen worden, wanneer het den ſelven ſal gelieven *een weynig ſtille te ſtaan*, en met haare gewoone Beſchеydentheyt, Wysheit, en Voorſichtigheyt te overwegen't gene Hare Hoogheyt, door Hare Moederlyke, en voormomboirlyke pligt, tot voorſtandt van het Recht Haarder Minderjarige Kinderen, en Beſcherminge van Haare wettig competerende Eygendommen, genoodtſaakt is geweeſt, tot beandtwoordinge van Haar Ed. Groot Mog. Miſſive en Deductie, in deſen aan te tonen en te demonſtreren.

En dat als dan de Heeren Staaten van Zeeland de goedtheyt ſullen hebben, om van Hare ondernemінge te Deſiſteren, en het Marquiſaat voorſz. in zyn Weſen, en Ongemortificeert te laaten.

Immers, en in allen gevalle goedvinden dat de differenten die daar over, en over de Excercitie van deſſelfs Heerlyke Rechten mogten weſen, door de ordinarіſe wech van de Juſtitie werden getermineert, en afgedaan; En ten dien eynde de zoo lang continueerende Surcheançe opgeheven, en de vrije Cours aan de Juſtitie gelaten.

Waar toe Hare Hoogheyt nochmaals d'Aſſiſtentie en Interceſſie van Haar Hoog Mog. als Executeurs, gelyk mede van de Heeren Staten der andere Provintien, op het aldergedienſtigſte imploreert, en bid.

Etats de Zelande feront du même ſentiment, lorſqu'il leur plaira ſeulement de ſe tranquiliſer tant ſoit peu, *& de reflechir avec leur moderation, ſageſſe, & prudence ordinaire & connuë, ſur ce que ſon Alteſſe, comme Mere & Tutrice, a été obligée de déduire & de demontrer, en reponſe à la Lettre & à la Deduction de L. N. & G. P. pour défendre les droits de ſes Enfans mineurs, & pour la conſervation des biens qui leur appartiennent légitimement.*

Et que les Seigneurs Etats de Zelande ſe déſiſteront entiérement de leurs entrepriſes, & laiſſeront le Marquiſat dans ſon état ordinaire, & tel qu'il étoit à la mort de Sa Majeſté.

Et en tout cas, qu'ils auront la bonté de trouver bon que les differens qu'il y aura touchant ce Marquiſat & l'Exercice de ſes droits Seigneuriaux, ſoient terminés & finis par la voye ordinaire de la Juſtice; Et que pour cette fin la longue ſurſéance ſoit levée, en laiſſant un cours libre à la Juſtice.

Son Alteſſe s'addreſſant derechef à leurs Hautes Puiſſances, & aux Seigneurs Etats des autres Provinces, ne ceſſe d'implorer leur ſecours & leur interceſſion dans une affaire ſi juſte & ſi équitable.

Advys door de Heeren Gedeputeerden der Stadt Veere, uyt den naam, ende van wegens hunne Principalen, ter Vergaderinge van de Edele Mogende Heeren Staten van Zeelandt ingebraght, met de Aanteekeninge, door de vyf andere Steeden daar tegen gedaan.

UYt het gerapporteerde van de Heeren Gedeputeerdens ter dagvaart gaande, nogmaals gehoort zynde hoe alle de voorſittende Leden ter Hoogitgemelde Vergaderinge op de laaſt afgeloopene Seſſien, en nu wederom op nieuws naar het gedane Rapport van de Heeren extraordinaris Gedeputeerdens, aan de Edele Mogende Heeren Staten van Holland en Weſtvrieſland van advyſe zyn dat, tot vaſtſtellinge en conſervatie van de jegenwoordige Forme en Conſtitutie van de Regering niet beter en ſalutairder ſoude weſen als om de Steden van Veere en Vliſſingen van alle Leenroerigheyd en Vaſalage, onder een ſortabel te geven æquivalent, *arbitrio boni viri* te ontheffen, en hoe ſy Heeren Gedeputeerdens geduerende Haar Ed. Mog. voorgaande en jegenwoordige ſeſſien en by eenkomſte, tot der ſelver toekomſt op dit ſoo ſwaarwigtig poinct, ſoo iterativelyk ſich vinden geſommeert.

Is naa ryp overleg en overweging van de merites van deſe ſoo grote en veruytſiende deliberatie, goedtgevonden en verſtaan de Heeren Gedeputeerdens ter dagvaart gaande te authoriſeren en gelaſten, gelyk deſelve geauthoriſeert en gelaſt werden by deſen, voor Haar Ed. Agtb. ſtedelyk Advis, ter Hoogſtgemelde Vergadering in te brengen.

Dat, Haar Ed. Agtb. uyt grond des herten, en overvloedige genegentheyd, om de jegenwoordige Regerings Forme en Conſtitutie der Provincie buyten de Stadthouderlyke digniteyt en beſtiering, ſoo veel in haar vermogen was te helpen vaſtſtellen en aſſecureren, al aanſtonds naa de dood van zyn Majeſteyt van Groot-Britt. Willem de IIIde Glor. Ged., laatſt overleden Stadthouder, en wel ſpecial naa de laatſte beſending aan de Ed. Mog. Heeren Staten van Hollandt en Weſt-Vrieſland, met allen ernſt en applicatie haare gedagten hadden laten gaan, op wat wyſe men beſt en gevoegelykſt, dat ſoo gewenſte oogmerk, ſoude konnen bereyken en effectueren.

Dat Haar Ed. Agtb. met hert en ziel wenſten, dat de gegeve hoop by Reſolutie van Haar Hog. Mog. op den 30. January 1706, om het Marquiſaat van Veere en Vliſſinge, by koop ofte handelinge, met Geintereſſeerde in de Koninclyke Nalatenſchap, aan die beyde Steden te konnen overbrengen, zyn gewenſt ſucces bad mogen, of als nog konde genieten.

Maar dat dewyl ſedert, door de opgevolgde openbaare weygering van den aparenten Succeſſeur, deſe deliberatie t'eenemaal van natuur verandert is, Haar Ed. Agtb. bevorens een Reſolutie van ſoo verren uytſigt en naabedencking (en dat nog in een ſaak, waar in

Avis délivré à l'Aſſemblée des Etats de Zelande par les Deputés de la Ville de Veere, au Nom de leurs Commettans; Et l'Enregiſtrement, que les autres cinq Villes ont fait faire au contraire.

A Tant été derechef entendu par le Rapport des Seigneurs Deputés qui vont à l'Aſſemblée de la Province, que tous les Membres integrans de ladite Aſſemblée ont été d'avis dans la derniere Seſſion, & qu'ils le font à préſent tous de nouveau, après avoir entendu le Rapport des Seigneurs Deputés extraordinaires, envoyés aux Nobles & Puiſſants Seigneurs Etats de Hollande & de Weſt-Friſe, que rien ne ſeroit mieux, ni plus ſalutaire pour le maintien & pour la conſervation de la préſente forme & conſtitution de la Regence, que de delivrer les deux Villes de Veere *&* de Fleſſingue, *de tout Vaſſillage & de toute Féodalité, contre un equivalent ſortable* arbitrio boni Viri; *& que les Seigneurs Deputés, pendant les Séances & les Aſſemblées paſſées & préſentes, ont été ſommez iterativement, de joindre aux autres leur Avis ſur ce point d'une ſi grande importance.*

Et après des délibérations préalables, & très-ſérieuſes ſur une affaire d'une ſi grande conſéquence, il a été trouvé bon, & il eſt entendu, d'autoriſer les Seigneurs Deputés qui vont à l'Aſſemblée, & de leur enjoindre, comme ils ſont autoriſés, & qu'il leur eſt enjoint par cette préſente, de porter à ladite Aſſemblée l'Avis ſuivant de la part du Conſeil.

Que le Conſeil a donné ſincérement & avec zèle toute ſon attention aux moyens qui ſeroient les plus convenables pour parvenir à maintenir & à affermir la préſente forme & conſtitution du Gouvernement de la Province, ſans que l'autorité & la dignité d'un Stathouder y intervint; ce que le Conſeil a fait dès l'inſtant de la mort du Roi Guillaume III. *de Glor. Mem. dernier Stathouder, & particuliérement depuis la derniere Députation faite aux N. & P. S. Etats de Hollande & de W'eſt-Friſe.*

Que le Conſeil ſouhaitoit du fond de leur ame, que la bonne eſperance qu'on leur avoit fait concevoir par la Réſolution de leurs Hautes Puiſſances du 30. Janv. 1706. de pouvoir tranſporter le Marquiſat de Veere *&* de Fleſſingue *à ces deux Villes, ou par la voye de l'Achat, ou par celle de la Negotiation avec les intereſſés dans l'héritage Royal, eût eu alors un ſuccès heureux, ou le pût encore avoir.*

Mais comme cette déliberation avoit depuis tout à fait changé de nature, par l'oppoſition publique de la part du Succeſſeur apparent, le Conſeil, avant de prendre & d'executer une Reſolution ſi ſérieuſe, & qui peut avoir tant de ſuites (& principalement dans une affaire, où

le

ANNO 1732. in te gelyk zy zelfs, en haar goede Ingeſeten in haar particulier ſoo merkelyk zyn geconcerneert) te nemen en werkſtellig te maken, van de voorſigtigheyd, wysheyd en volſtrekte pligt, als goede Regenten hadden geoordeelt, met alle neerſtigheyt en omſigtigheyd, te moeten onderſoeken en overwegen.

Eerſtelyk, of ſoodanigen Reſolutie na order van Regering en gemeene Lands Wetten, ſoude konnen genomen werden.

Ten Tweeden, of deſelve algenomen zynde, in de uytvoering ook wel ſoude konnen werden ſtaande gehouden.

En ten Derden, wat goede en wat quade gevolgen, nuttigheden en inconvenienten, daar uyt in tyden en wylen te wagten zyn.

Dat voor ſoo veel de eerſte conſideratie en bedencking aanbelangt, Haar Ed. Agtb. niet en konnen verbergen, dat zy altyt in het generaal van die opinie en beyatting zyn geweeſt, dat men naa den eygen aart van eene vrye Staats-Regering, alle politycke en willekeurige diſpoſitien over en omtrent de goederen, eygendommen en beſittingen van de gemeene Ingeſetenen, ſoo veel maar eenigſints mogelyk is, behoord te menageren en vermyden; want dat gelyk aan de eene zyde in een Republyk de volkome geruſte verſekertheyt van dien, onder andere altydt een van de voornaamſte vrugten en effecten van de gemeene Vryheyd is geacht geweeſt: aan de aodere zyde ook in een Monarchale en eenhoofdige Regering, het diſpotycq en al te licentieus gebruyk van het Recht van Opperheerſchappy, omtrent de voorſz: objecten, ('t zy dan op pretext van redenen van Staat, of andere diergelyke ſpecieuſe voorwendſelen), altoos voor een van de principaalſte fouten en ongemacken is gerekent en aangeſien.

Dat dwarom ook, volgens de getuygenis van *Grotius*, in zyn Hollandtſche Rechtsgeleerdtheyt, daar hy handelt van het beſit Recht, de Graven in voorige tyden hier omtrent ſich ſomwylen misgrepen hebbende, by Handveſt van Vrouw Maria, van den 14. Maart 1476. op het ſpeciaal verſoek, Remonſtrantie en Ontwerp van de Staaten der drie Provincien, Hollandt, Zeelandt, en Weſt-Vrieſlandt, naadruckelyk daar jegens is voorſien, en by Hoogſtgemelde Gravinne voor haar en hare Nakomelingen, op het 39. Art. in ſubſtantie is beloofd, dat zy buyten ordentelyke Rechtsforme niemands Goedt, Leen ofte Erve, ſoude naa ſich nemen, ofte iemandt by proviſie uyt de Poſſeſſie ſtellen, en ſoo voorts; gelyk mede, om alle pretexten deſen aangaande t'eenemaal weg te nemen, door de Edelen en Steeden in den jaare 1495. ſoo veel was geëffectueert, by den doenmaaligen Grave Philips, dat naa veel overleg en gehoudene deliberatien, onder andere verſeekeringen, by een algemeene Keure en Landwet van Zeelandt, als een eeuwig Edict is geſtatueert en vaſtgeſtelt, dat die eenig Leen ofte ander Goed jaar en dag ruſtelyk en vredelyk zal hebben beſeeten, daar uit niet ſal mogen werden geſelt, als door middel van Rechte.

Dat Haar Ed: Achtb: om die redenen wel hadden gewenſt, dat die Leden welke op deſe by haar geprojecteerde politicque defeudatie, met ſoo veele ernſt blyven urgeren, haar ten minſten eenige paralele exempelen hadden aangeweſen, om tot een ſpoor en voet in deſen te konnen dienen, dewyl zy geerne willen bekennen, dat zy niet en weten, dat of waar eenige veſtigia van diergelyke Willekeurige Reſolutien te vinden zyn.

Dat het wel waar is, dat het 16. en eenige volgende Art: van de crimineele Ordonnantie van Philips de tweede tot ſoodanige politique nadering van leenen, weder op nieuws eenige aanleyding ſchynen te geven, maar dat het ook te gelyk waaragtig is, dat de ſelve Ordonnantie onder den titul en benaming van criminele Ordonnantie van den Hertog van Alba, als zynde alleen op deſſelfs goetvinden en advis in het alderheviglte van troubelen en vervolgingen, onaangeſien (ooa) alle Privilegien, Statuten &c. ter contrarie geëmaneert, en in verſcheyde opligten captieus en tiranick geoordeelt, by het 5. Art: van de pacificatie van Gent ten jare 1576 ſpecialyk wederroepen, en onder andere geen van de minſte redenen is geagt geweeſt, waaromme naderhand, den ſelven Philips van de Heerſchappy en Souvereyniteyt, deſer geunieerde Provintien is verklaard vervallen te zyn; behalven dat ook de Regtsleerde op de voorſz. Art. aanteykenen, dat de ſelve noyt in gebruyk zyn geweeſt, dat omme vervolgens deſe ſpeciale Reſolutie ſonder eenig voorgaan-

le Conſeil & ſes bons Bourgeois & habitans en particulier ſont ſi notablement intereſſés) avoit jugé, qu'il convenoit à la circonſpection, à la prudence, & au devoir indiſpenſable de bons & ſages Magiſtrats & Regens, d'examiner avec toute la circonſpection & l'exactitude poſſible:

Premierement, *Si on pourroit prendre une telle Réſolution ſuivant l'ordre établi dans la Regence, & en conformité des Loix & des Coutumes du paye.*

Secondement, *Si cette Reſolution ayant été effectivement priſe, pourroit bien être ſoutenue & executée.*

ANNO 1732.

En troiſieme lieu, *Quelles bonnes, & quelles mauvaiſes ſuites, quelle utilité ou quels inconvéniens on en pourroit attendre un jour.*

Que par rapport à la prémiére conſideration, le Conſeil ne voudroit ni ne pourroit pas déſavouer, qu'en general elles ont toujours été d'opinion, que c'étoit la nature de la Regence dans une Republique libre, d'y menager, & d'y éviter toutes les diſpoſitions politiques & deſpotiques des biens, des proprietés & des poſſeſſions des Habitans & des Sujets, autant que cela étoit poſſible, parce que, comme d'un côté la poſſeſſion tranquile & aſſurée des biens dans une Republique a été de tout tems regardée & eſtimée comme un des prémiers effets & fruits de la Liberté publique: d'un autre côté on a compté & conſideré auſſi dans un Gouvernement monarchique l'exercice deſpotique & trop licentieux du droit de la Souveraineté au ſujet des objets mentionnés (ſous le prétexte de Raiſons d'Etat, ou ſous d'autres prétextes ſpecieux & convenables) pour un de ſes plus grands & de ſes principaux défauts & inconvéniens.

Et que c'eſt pour cela, ſuivant le témoignage de Grotius, *dans ſa* Jurisprudence Hollandoiſe, *où il traite de ce droit, & de l'abus, que les Comtes en ont fait pluſieurs fois au tems paſſé, qu'à la requiſition ſpeciale, & ſur les Remontrances & le projet des Etats des Provinces de Hollande & Weſt-Friſe, & de Zelande, il y a été pourvû efficacement par l'Octroy de Madame* Marie *du 14. de Mars de l'année 1476, où la Comteſſe promet en ſubſtance pour Elle, & pour ſes Héritiers, Art. 39. qu'elle ne ſe ſaiſiroit du bien, du Fief, & de l'Héritage de perſonne hors des voyes ordinaires de la Juſtice; & ne mettroit perſonne par proviſion hors de ſes poſſeſſions, &c. Et que pour couper racine tout d'un coup à tous les prétextes, les Nobles, & les Villes, obtinrent en 1495. du Comte Philippe, leur Seigneur dans ce tems, qu'après pluſieurs Conſultations & Déliberations, il fut, entre autres aſſurances, ſtatué & réſolu, par une Loi fondamentale & Provinciale de Zelande, ſous le nom d'Edit perpetuel; Que celui qui ſe trouveroit dans la poſſeſſion tranquile d'un Fief, ou d'une Terre pendant un an & un jour, n'en pourroit plus être dépouillé, que par la voye de la Juſtice ordinaire.*

Que par ces raiſons le Conſeil auroit bien ſouhaité, que les Membres, qui continuent de preſſer ce Deveſtellage politique, dont ils ont dreſſé le prémier projet, leur euſſent du moins allegué quelques Exemples pareils, qui puſſent ſervir de fondement dans le Cas preſent; d'autant qu'ils veulent bien avouer, qu'ils ignorent ſi & où il ſe trouve quelques veſtiges d'une Reſolution ſi deſpotique.

*Qu'il étoit bien vrai, que l'Art. 16. & quelques autres Articles ſuivans, de l'Ordonnance Criminelle du Roi Philippe II. paroiſſent fournir quelque nouvelle ouverture à une pareille ſaiſie politique des Fiefs; mais qu'il n'étoit pas moins vrai & certain, que cette Ordonnance, ſous le titre d'Ordonnance Criminelle, ayant été faite par l'avis & par les conſeils du Duc d'*Albe *dans le plus fort des troubles & des perſecutions, & comme* (Nota) *tous les Privileges, Statuts &c. émanés au contraire, & ayant été jugé captieux, & tyrannique à pluſieurs égards, a été ſpecialement revoqué l'année 1576. par l'Art. 5. de la Pacification de Gand, & qu'entre les autres griefs, celui-ci n'a pas fourni la moindre raiſon, pour déclarer le Roi* Philippe II. *decha de la Domination, & de la Souveraineté de ces Provinces-Unies. Outre que les Juriſconſultes remarquent ſur les Art. mentionnés, qu'ils n'ont jamais été en uſage; Que le Conſeil croyoit que dans le cas preſent on ſeroit remonter*

ANNO 1732. de exempel direct tegens een nadruckelyk en bekend privilegie, op den grond van het ſoo genaamde *Dominium Supremum*, anders het regt van opperheerſchappy, te willen ſchragen, haar Ed. Agtb. om voorverhaalde redenen vermeynen, dat dit in cas ſubject, vry te verre ſoude gehaalt zyn, om in de approbatie van de geheele werelt, en een gediſintreſſeert oordeel te konnen vallen.

Dat ook by aldien men het ſoo evengenoemde regt van Opperheerſchappy, (waar van men in een Republicq ſig nooyt en moet bedienen als in de uyterſte extremiteyt, en wanneer alle andere middelen van precautie om een oogſchynelyk en eminent ooheyl van het gemeene beſt af te keeren, kome te deficieren) zoo or bepaelt, en tot ſaken ſelfs van die natuure als deſe, ſoude willen extenderen en uyttrecken, metter tyt die remedie, hares agtings, van veel gevaarlycker en perniceuſer gevolgen, voor de gemeene vryheyd ſoude konnen werden, als de inconvenienten ſelve, die men daar mede ſoude tragten te verhoeden en te prævenieren, want dat eenemaal van de al-oude grondwetten en loffelyke en ſagte Staats maximen der Voorvaderen geluxeert zynde, het aan de meerderheyd van de reſpective Vroetſchappen (die in materien van policie niet altyt van een opinie en intereſt blyven) nooyt aan eenige voorwentſelen en andere geprexteerde nutigheyd ſal ontbreken, om t'elckens de conſtitutie van de regering, na hare particuliere convenienten en ſpeculative bevatting, te transformeren en te ſchicken, en ſig van de Goederen en Effecten der gemeene Ingeſetenen ten dien fyne *pro arbitrio* meeſter te maken.

Dat ſchoon genomen dit project van politique defeudatie, onaangeſien alle de voorige contrarierende præmiſſen, egter met de gronden van de politie al was te compaſſeren en over een te brengen, het zelve nogtans naar de algemeyne beſchreven Regten en particuliere feudale wetten deſer landen, ter oorſaak van de mutueele verbintenis en reciprocatie tuſſchen de Leen-Heer en zyn Vaſal, uyt den hoofde van Contract feudaal reſulterende, in geenen deele ſoude konnen beſtaan, als weſende het eenparig ſentiment en oordeel van alle de Regtsgeleerde die over die materie ooyt geſchreven hebben, dat een Leen-Heer alſoo weynig bevoegt is een Leen eenmaal by hem geconſtitueert en effectivelyk uytgegeven, buyten toeſtemming van zyn Vaſal, weder in te trecken en naar ſig te nemen als den Vaſal bevoegt is, den Heere dienſten en andere verſchuldigde pligten van homage aan den Leen-Heer te weygeren, dat niet alleen in ſoodanige gevallen, en den een, en den ander daar over in Regten betreckelyk zyn, maar dat zelfs ſon wel den Leen-Heer (ſyn authorieyt tegens ſyn Vaſal misbruykende) werdt verſtaan zyn *Dominium Directum* te verlieſen, als den Leen-man ofte Vaſal by ontrouwigheyd aan zyn Leen-Heer, geoordeelt werd van zyn Leen Regten vervallen te zyn.

Dat het argument, dat zoude konnen gehaalt werden uyt het eerſte Art. van de Privilegien van Veere en Vliſſingen, van den Jaare 1574. (inhoudende de Clauſule van 's Graven immediate protextie en beloſte, van de zelve ſteden nooyt meer te ſullen verlieneren, waar op verſcheyde Leden haare conſideratien ſchynen te funderen) naar Haar Ed: Agtb. opinie, veel te ſwak is om in Regten tegens een voorgaande ſententie en wettig Decreet van interpoſitie, tot nader verkooping ter inſtantie van de gemeene Crediteuren van de Naalatenſchap van wylen Maximilisan van Bourgondien, al in den Jare 1581. by den Hove Provintiaal verleend, als mede jegens een daar opgevolgde en over eeuwde poſſeſſie, met eenige vrugt ofte hoop van ſucces te konnen obiecteren.

Dewyl het immers al te bekent is dat de voorſz: clauſule de *non alienando*, nergens anders op beruit als op de eerſte koop, by Philips de tweede Grave van Zeeland ten Jare 1566. geſchiet, dat vervolgens ſoo het ooyt tyt was om onder aanbieding van te voldoen de kooppenningen, waar aan den gemelden Grave was gebleven in gebreke, ſig tegen de voorſz: nadere verkoopinge te oppoſeren, het doenmaals is geweeſt, maar dat het immers nu een al te frivolen pretext zoude weſen, om naar verloop van over de hondert en dartig Jaren, en naar dat de gemelde ſteden nu by ſucceſſie tot op den ſevenden Leen-volger zyn gedevolveert, daar op de tweede Regtelyke koop te willen doen amulleren volgende in het alderminſte niet dat uyt die voorſz: eerſte koop ſoude proffueren, namentlyk dat het *Dominium Utile* met het *directum*, als doen in een perſoon zynde komen te conſentreeren, daar door ook

trop loin que de vouloir apuyer l'uſage du Dominium Eminent *ſur cette Réſolution particuliere, ſans aucun autre Exemple préſident, directement oppoſé à un Privilége connu, & qu'il n'y a aucune apparence qu'on pût mettre l'approbation des perſonnes deſintereſſées.*

ANNO 1732.

Et en cas qu'on voulût étendre ce droit de la ſuprême Puiſſance ſans aucune borne, & dans des affaires mêmes qui ſeroient de la même nature que celle-ci (ce que pourtant on ne devroit jamais faire dans une Republique, que dans la derniére extremité, & lorſque tous les autres moyens & précautions pour prevenir un danger éminent & réel pour le Public viennent de manquer) ce Remede (ſuivant l'opinion du Conſul) pourroit être avec le tems d'une conſequence plus dangereuſe & plus pernicieuſe pour la liberté publique, que les inconveniens mêmes, qu'on chercheroit de prevenir par-là; parce que s'étant une fois écarté des anciennes Loix fondamentales, & des honnêtes & douces maximes d'Etat de nos Peres, il ne manquera jamais de prétextes d'une prétendue neceſſité à la pluralité des voix des Villes) qui en matiere de politique ne ſont jamais d'une même opinion ni d'un même interet) pour transformer toûjours la forme du Gouvernement, ſuivant leurs interêts particuliers, ou ſelon leur conception ſpéculative, & de ſe rendre maitres par ce moyen, & pro arbitrio, des biens des Habitans particuliers.

Et ſuppoſé même que ce projet de Devaſſellage politique, nonobſtant toutes les contrarietés precedentes, pût s'accorder avec les Regles de la Politique; néanmoins, ſuivant les Loix écrites, & le Droit feodal de ces pays, il ne pourroit abſolument & en aucune maniére ſubſiſter, par la raiſon de l'Engagement mutuel, & reciproque, qui ſe trouve entre le Seigneur & le Vaſſal, & qui reſulte du Contract feodal. Tous les Juriſconſultes, qui ont traité de cette matiére étant d'accord, qu'un Seigneur direct eſt auſſi peu en droit de retraire, & de ſe ſaiſir, ſans le conſentement du Vaſſal, d'un Fief, qu'il a une fois accordé & conferé effectivement, que le Vaſſal de refuſer à ſon Seigneur les ſervices & les autres devoirs ordinaires de l'hommage; Que dans une telle occurrence, non ſeulement l'un & l'autre ſont obligés de recourir au Juge ordinaire; Mais que même le Seigneur Direct (abuſant de ſon Autorité ſouvent ſon Vaſſal) eſt ceuſé avoir perdu ſon Dominium directum, *tout de même que le Vaſſal eſt decheu de ſes droits feodaux, lorſqu'il commet quelque infidelité ou felonie envers ſon Seigneur.*

Qu'au ſentiment du Conſul, l'argument qu'on pourroit tirer du premier Art. des Privileges de Veere & de Fleſſingue *de l'année 1574. (contenant la Clauſe de la protection immediate du Comte & de ſa promeſſe, de ne jamais plus aliéner ces deux Villes) ſur quoi il pareit, que pluſieurs Membres ont fondé leurs conſiderations, n'eſt pas d'une force ſuffiſante à être objecté en Juſtice, avec la moindre eſperance de ſuccès, contre une Sentence préalable, & contre un Decret legal d'interpoſition, accordé pour une vente ultérieure, aux inſtances de tous les Créanciers de l'Héritage de feu* Maximilien de Bourgogne, *dans l'année 1581. même par la Cour Provinciale, & encore moins, qu'il puiſſe porter préjudice à une poſſeſſion conſtante de plus d'un ſiecle.*

D'autant plus qu'il eſt notoire, que la Clauſe mentionnée de Non alienando, *n'a d'autre Relation qu'a la Vente primaire, faite en 1566. par Philippe II. Comte de Zelande, que par conſequent, ſi jamais il s'étoit trouvé une occaſion favorable de s'oppoſer à cette ſeconde vente, en offrant de payer les deniers du premier achat dont ce Comte ne s'étoit pas acquité, ce ſut certainement alors; mais que ce ſeroit à préſent un prétexte trop frivole, de vouloir faire annuller le deuxiéme achat légal, après l'écoulement de cent trente ans, & après que ces deux Villes ont été devolues juſqu'au ſeptiéme Succeſſeur feodal; D'autant qu'il ne s'enſuit abſolument pas, de ce que par le premier achat le* Dominium utile *s'eſt trouvé réuni au* directum, *dans une même perſonne, que le Vaſſellage de ces deux Villes ſut en*

même

ANNO 1732. ook te gelyckelyk de Leenroerigheyd van beyde ſteden ſoude zyn vernierigt en weggenomen geworden: maar veel eer uyt verſcheyde notable omſtandigheden, verleende acten, en commiſſien, die Haar Ed. Agtb. om redenen hier niet ſullen ophaalen, ter contrarie oogſchynelyk blykende, dat de intentie van Philips (verre van de zelve wederom in de Gravelykheyd in te lyven) enkel is geweeſt om de zelve als een particulier Domeyn, in natuur onderſcheyden van zyn andere Gravelyke ſteden te blyven houden, ſoo als men tot een gelyk voorbeeld by wege van Elucidatie ten deſen opſigte zoude konnen allegeren. De Heerlykheyt van Poortvliet welke niet jegenſtaande de zelve mede met ſoodanigen privilegie de *non alienando* was voorſien, in in den Jare 1704. onder andere dominiale goederen van deſe Provintie, by haar Ed. Mog. is op geveylt en verkogt.

Dat haar Ed. Agtb. voor zoo veel nu haar tweede bedenkinge omtrent dit project van politique defeudatie aangaat, op den grond van het reets gepremitteerde moeten oordeelen dat al was het, dat men al met eenpatige bewilligina van alle de integrerende Leden van de Provintie jegenwoordig ſoodanigen reſolutie quame te nemen, de zelve egter in de uytvoeringe gants nietig en ſonder effect zoude weſen, immers dat het niet bedenkelyk is, dat de zelve langer door de politique magt ſoude konnen werden ſtaande gehouden, als tot dat eenmaal de ſwevende differenten tuſſchen de hooge pretendenten (die *& animo & corpore* hare poſſeſſie zouden tragten te behouden, en de zelve ten allen tyden actuelyk gelykerhand te recupereren) ſullen weſen afgedaan, ofte de Juſticie de handen geopent en toegelaten, daar over haare competente Judicatuere te oeffenen.

Dat, boven dien oock de ervarentheyt maar al te klaarlyk heeft geleerd, dat van zulke eclatante en veruytſiende reſolutien by de minſte verandering der tyden en ſaken gemeenlyk niet anders overblyft, als een algemeene haat en particuliere vindictie tegens die gene, die zelve hebben helpen nemen en werkitellig maken; dat onder veel andere gelyke Exempelen die men uyt de gedenkſchriften van deſe en andere Staten en Republiquen overvloedig ſoude konnen afhalen, hares agtens het eeuwig Edict in de nabuurige Provintie van Holland tot amortiſatie en vernietiging van de Stadhouderlyke waardigheyt in den Jare 1667. met ſoo veel wyſe en omſigtige præcautien genarreſteert, en by alle particuliere Leden van de reſpective Vroetſchappen hooft voor hooft ſolemnelyk met Eede geſtaaft, in deſen tot een ilufter en leerſaam voorbeelt kan ſtrecken, om te voorſien wat in tyden en weylen by dier gelyke ongeluckige conſtellatien en toevallen (die God genadelyk verhoede) van deſe geprojecteerde politique defeudatie zoude konnen werden.

Dat tuſſchen de voorſz: reſolutie van de Heeren Staten van Holland, en deſe, nog dat notabel onderſcheyd is.

Dat Haar Ed. Groot Mogende naar de fundamentele Wetten en order van de Regering, daar toe buyten alle tegenſpreking volkomen bevoegt en geregtigt waren, zonder van deſe hare voorſz. willekeurige Reſolutie aan yemant in de werelt eenige rekenſchap te geven, als zynde een digniteyt die buyten alle diſpuyt van Hoogſtgemelde Heeren Staten haare vrye en libere diſpoſitie abſolutelyk was afhangende, ſonder dat daar mede yemand in zyn particulier wierde verongelykt.

Daar ter contrarie in cas ſubject om voor verhaalde redenen, deſe reſolutie tegens de bekende gronden beyde van Policie en Juſticie, directelyk zoude aanloopen, en met deſe vernietiginge n amortiſatie van het voorſz. Marquiſaat van Veere en Vliſſingen, ymant in weerwil van hem ſelfs van zyn Regt van Leenvolging, zoude werden ontſet en verſteken, waar over men in tyden en wylen de Judicature van een Leenhof zoude moeten ondergaan.

Dat haar Ed. Agtb. vervolgens hier mede in ordre overgaande tot het derde lid, van deſe haar voorſz. conſideratien en advis, namentlyk tot de overweging en Examinatie van goede en quade gevolgen, nuttigheden en inconvenienten deſer geprojecteerde defeudatie, vermeynen dat de zelve in cas ſubject moeten werden aangemerkt, of ten opſigte van de Provincie in het gemeyn, ofte ten opſigte van beyde de Steden van Veere en Vliſſingen in het particulier.

Dat belangende de Provincie in het algemein, Haar Ed. Agtb. niet en weten dat by de Leden die deſe ſaak van zoo grooten importantie en noodſakelykheyt oordeelen, ooyt eenige andere weſentlyke nuttigheyd is geal-

même tems ceſſé par-là; mais qu'il paroit tout au contraire avec évidence par pluſieurs circonſtances notables, par des Actes accordez, & par des Commiſſions, dont le Conſeil ne veut pas faire ici mention pour pluſieurs raiſons; que l'intention de Philippe *(bien loin de vouloir les réincorporer à la Comté) a été alors uniquement, de les conſerver pour lui comme un Domaine particulier, & qui dans ſa nature étoit bien different de la ſituation des autres Villes de la Comté, comme on pourroit alleguer ici pour exemple, par maniére d'Eclairciſſement, la Seigneurie de* Poort Vliet, *qui nonobſtant qu'elle ait été pourvû d'un même Privilege de non alienando, fut pourtant miſe en vente, & vendue effectivement par leurs Nobles Puiſſances en 1704. avec quelques autres Domaines.* ANNO 1732.

Que par rapport à la deuxiéme Conſideration ſur ce ſujet, le Conſeil eſt obligé de remarquer que ſuppoſé que le projet du Deveſtelage politique pût avoir lieu, & qu'on vint à preſent à prendre une telle Réſolution avec le Conſentement unanime de tous les Membres integrans de la Province; Elle ſeroit pourtant dans ſon execution nulle & d'aucun effet; parcequ'il ſeroit ridicule de s'imaginer, qu'Elle pût être ſoutenuë par la Puiſſance politique, que juſqu'à ce que les differens, qui ſubſiſtent à preſent entre les hauts prétendans (qui ſans doute tacheroient & animo & corpore, de conſerver leur poſſeſſion, & de la recouvrer actuellement tôt ou tard avec leurs forces jointes:) ſeront applanie, ou qu'on la porte à la Juſtice, & qu'on lui laiſſe les mains libres, pour y exercer ſa Judicature competente.

Que d'ailleurs l'expérience a appris ſuffiſamment, qu'une haine générale, & une vengeance particuliere contre tous ceux qui y ont prêté les mains, & qui ont contribué à la mettre en execution, ont été de tous tems, & au moindre changemene des affaires, les ſuites ordinaires de ces ſortes de Reſolutions éclatantes & conſiderables; qu'entre pluſieurs autres Exemples paralleles, dont il ſeroit facile de tirer un grand nombre des Hiſtoires de cet Etat & de pluſieurs autres Republiques; l'Edit perpetuel & inalterable de la Province de Hollande au ſujet de l'Amortiſſement, & de l'Anéantiſſement de la dignité du Stadhouder, qui fut arrêté l'année 1667. avec tant de circonſpection, & avec des précautions ſi prudentes, & enfuite confirmé ſolemnellement & par ſerment tôt par tôt de tous les Conſeils des Villes, peut ſuffire pour donner un exemple fameux & ſuffiſant, & pour conclure ce qui pourroit arriver dans des circonſtances auſſi facheuſes, (: ce qu'à Dieu ne plaiſe:) de ce projet de Deveſtelage Politique.

Qu'il ſe trouve encore cette notable difference entre la Réſolution des Seigneurs Etats de Hollande, & celle-ci;

Que leurs Nobles & Grandes Puiſſances y étoient ſans aucune contradiction en droit ſuivant les Loix fondamentales, & l'ordre du Gouvernement, de pouvoir le faire, ſans rendre compte de leur Réſolution deſpotique à ame vivante; Cette dignité étant abſolument & ſans aucune diſpute dépendante de la libre diſpoſition des Seigneurs Etats de cette Province, ſans que perſonne pût ſe plaindre qu'on lui fit tort dans ſon particulier.

Mais que cette Réſolution, dans le cas dont il s'agit à préſent, ſeroit tout-à-fait contraire, par les raiſons alleguées, à toutes les regles connues de la Police & de la Juſtice, puiſque par cet Amortiſſement du Marquiſat de Veere & de Fleſſingue, *quelqu'un ſeroit privé, contre ſon gré, de ſes droits féodaux; ce qui ne pourroit manquer d'être porté tôt ou tard devant le Tribunal d'une Cour féodale.*

Que le Conſeil paſſant enfuite au troiſiéme point de ſes Conſiderations & de ſon Avis, c'eſt-à-dire à l'Examen des bonnes & des mauvaiſes conſequences, de l'utilité, & des inconvenients de ce Deveſtelage projetté, il eſt d'opinion, qu'il faut les conſiderer dans ce cas, ou par rapport à la Province en general, ou par rapport aux deux Villes de Veere & de Fleſſingue *en particulier.*

Que par rapport à la Province en general, le Conſeil n'eſt pas informé, que les Membres, qui jugent cette affaire d'une ſi grande importance & neceſſité, aient jamais allegué & prétexté une autre utilité eſſentielle, que

ANNO 1732.

geallegeert ende voorgewent, als dat daar door de jegenwoordige conſtitutie van Regering buyten de Stadhouderlyke waardigheid en beſtiering, tegens alle contrarie aanleydingen en ondernemingen, ſoude werden geaſſecureert en vaſtgeſteld.

Dat Haar Ed. Agtb. zoo veel aangaat het, weſentlyke oogmerk van de reſpective Leden, wel hebben willen lauderen, approboeren en pryſen haren gooden yver en intentie om de zelve in hare jegenwoordige geſtalte te maintineren, ſtaande te houden en te verſekeren, waar toe Haar Ed. Agtb. ook betuygen ten allen tyden, naar haar vermogen te willen en te zullen coopereren, als zynde ſedert de aflyvigheyd van den laaſtoverleden Stadhouder nooyt andere gedagten in hare herten opgekomen, dog dat zy ook te gelyk niet konnen naalaten te remarqueren, dat die opgevatte opinie van de noodzakelykheyd dezer politicque defeudatie, nergens anders uyt kan zyn voortgekomen, als uyt een kennelyke fource van deffidentie, en een vulgaire, dog ten eenemaal etroneuſe onderſtellinge.

Dat de Regeringe van de meergem. beyde Steden, ter oorſaak van der zelver zoo genaamde Vaſallage in het ſtuk van Juſtitie, ook in materie van Policie, omtrent het voorſchreve poinct meerder influentie als de andere vier, tot nog toe met den tytel van Graaflyke bekende Steden ſoude onderworpen zyn, en dat de Stadhouders in vorige tyden haar zelven door dien weg in het Staats beſtier zouden hebben ingedrongen.

't Welk Haar Ed. Agtbaare nu nog nooyt zullen kunnen advoueren, dewyl zy haar t'eenemaal verſekert houden, dat ider een die maar een diſtincte perceptie heeft van de particuliere conſtitutie van hare ſtedelyke Regeringe, inſonderheid zoo als de zelve jegenwoordig op den grond van het notabel berigt en geadviſeerde van de Heeren Haar Ed. Mogende Gecommitteerde Raden, van den eerſten Septemb: 1651. zoo in policie als juſticie is geveſtigt, aanſtoots de oogefundeertheyt van de meergemelde ſuppoſitie, en vermoeden klaarlyk zal ontdecken, en buyten alle beſcheyden tegenſpreking moeten toeſtaan.

Dat de politique directie en beſtiering zoo ten opſigte van de hooge Regeringe van de Provincie, als van hare particuliere ſtedelyke huyshouding, jegenwoordig (met ſecluſie van Schepenen) zynde in handen van een Collegie van Vroedſchappen, alleen beſtaande in vier en twintig permanente Raden, door haar eygene mede Leden gecreëert werdende, en t'eenemaal ongehouden van haar doen of laten aan haren feudalen Heer of Marquis, eenige rekenſchap te geven, veel min van den zelven eenige ordres, inſtructie ofte bevelens te ontfangen en reverenderen, haar Edele Agtb. immers alzoo weynig als eenig ander integrerend Lid van de Souveraniteyt, konnen geoordeelt ofte verdagt werden van eenig particulier af te hangen, ofte aan eenige meerdere ſwakheid en influentien ſubject te weſen, maar ter contrarie in dat poinct met alle de andere politique Collegien ofte Vroedſchappen, van de zoo genaamde Graaflyke Steden in aller deelen gelyk te zyn.

Konnende niet begrypen hoe de gedagten in ſommige Leden van de Regering kunnen opkomen als of de Steden van Vliſſingen en Veere in haren jegenwoordigen Leenroetigen ſtaat zouden moeten werden aangemerkt als het repreſentatif van een Vaſal, nademaal zulcks immers ſtrydig is tegens de eerſte kennis van de Regeering deſer Landen, ende eygene nadruckelyke woorden van de byſondere Privilegien der beyde Steden hier voren meer gemelt, waar by het Regt van ſtemminge en ſeſſie in de Hooge Provintiale Vergadering niet en is gegeven aan den Heer ofte Marquis, maar aan het Lighaam van hare Gemeynte, ende gevolgelyk dat zy in die qualiteyt, alzoo weynig konnen geſegt worden, haren feudalen Heer te verbeelden, als in vorige tyden de Graaflyke ſteden konden bedagt werden als Leden van Staat, het Repreſentatif van den Perſoon van den Grave te zyn geweeſt.

't Geene ook by welgemelde Heeren haar Edele Mog. Gecommitteerde Raden in haar voorſchreve notabel advis van den Jare 1651. (waar in het Regt van beyde de Steden afſonderlinck van haren Marquis uyt de oorſpronkelyke Conſtitutie van de Regering en het *jus publicum Univerſitatis* zoo gelcerdelyk is gedirveert, ende afgehaalt,) als een onwrikbare grondtellinge in dier voegen is opgevat, en zelfs by het Contra-Berigt van wegens de Voogden van Syn Majeſteyt van Groot Brittannien glorieuſer gedagteniſſe doenmaals overgegeven, niet en word tegengeſproken.

Dat Haar Edele Agtb. vervolgens op dit fundament voortgaande, vermeynen dat haar geluſtineerde inde-pen-

que celle, qui par-là la Conſtitution préſente de la Regence, ſoit la dignité & l'autorité d'un Stadhouder, *ſeroit aſſurée & affermie contre toutes les Entrepriſes contraires & dangereuſes.* ANNO 1732.

Que le Conſeil, pour autant que cela concerne le but eſſentiel des Membres reſpectifs, n'a pu s'empêcher de louer & d'approuver leur zèle & leur bonne intention, pour maintenir & affermir la Conſtitution préſente; Et il promet d'y contribuer en tout tems, autant qu'il lui ſera poſſible, n'ayant jamais eu d'autre penſées depuis la mort du dernier Stadhouder; *Mais qu'il ne peut en même tems s'empêcher de faire remarquer, que cette prétendue opinion de la neceſſité de ce Deuaſſellage Politique, ne peut venir que d'une certaine défiance & d'une préſuppoſition vulgaire & très-erroneé:*

Savoir que la Regence de ces deux Villes, par la raiſon de leur prétendu Vaſſellage tant au ſujet du Politique que de la Juſtice, ſeroit ſujette à cet égard à une influence plus grande, que les quatre autres Villes, qui juſqu'à préſent ſont connues ſous le titre comun de Villes de la Comté; Et que c'étoit par ce moyen que les Stadhouders *s'étoient autrefois introduite dans la Regence de l'Etat.*

Ce que le Conſeil ne peut avouer ni à préſent ni jamais, parce qu'il eſt ſuffiſamment perſuadé, que quiconque n'a qu'une ſimple connoiſſance de la Conſtitution de la Regence de leur Ville, & particulierement de la maniére qu'Elle eſt à préſent établie & affermie, tant dans le Politique que dans la Juſtice, ſur le fondement des Avis notables des Seigneurs Conſeillers députez de leurs Nobles Puiſſances en date du premier de Sept. 1651, decouvrira dans ce moment la fauſſeté de cette ſuppoſition, & ſera obligé de convenir ſans aucune contradiction:

Que la direction politique tant par rapport à la haute Regence de la Province, que l'economie particuliére de la Ville, étant à préſent entre les mains d'un Collége de Conſeillers (dont les Echevins ſont exclus:) & dont le nombre eſt fixé à 24. Conſeillers permanens, & choiſis par leurs propres Membres, qui ſont abſolumens diſpenſés de rendre compte de leurs actions à leur Marquis, ou Seigneur ſeodal, & encore moins obligés de recevoir de lui aucuns ordres, inſtructions, ou mandemens; le Conſeil ne pouvoit être plus taxé, ou ſoupçonné, qu'un autre Membre integrant, d'être ſujet à une dépendance particuliére, ou à une foibleſſe, & à des influences plus grandes; mais plûtôt d'être dans ce point dans une parfaite égalité, avec tous les autres Colléges & Conſeils des Villes reſpectives de la Comté.

Ne pouvant pas d'ailleurs comprendre, comment il peut tomber dans l'eſprit de pluſieurs Membres de la Regence, que les Villes de Flellingue & de Veere, *dans leur état préſent & feodal, doivent être conſiderées, comme les Repreſentatifs du Vaſſal; d'autant que cela eſt abſolument contraire à la premiére connoiſſance du Gouvernement de ces pais, & aux expreſſions propres qui ſe trouvent dans les Privileges particuliers des deux Villes, dont on a ſouvent fait mention, & par leſquels le droit de ſeance & de ſuffrage dans l'Aſſemblée des Etats de la Province n'eſt pas donné au Seigneur ou au Marquis, mais au Corps entier de leurs Communautez, & que par conſequent on ne peut pas dire, que dans cette qualité elles repréſentent leur Seigneur feodal, comme on peut ſoutenir que les Villes Comitales, pour autant qu'Elles ſont Membres de l'Etat, ont été les Repreſentatifs de la Perſonne du Comte.*

Ce qui a été auſſi poſé comme un fondement indiſputable, par les Seigneurs Conſeillers députez de leurs Nobles Puiſſances, dans leur Avis notable de l'an 1651. (dans lequel on fait remonter avec ſolidité les droits de ces deux Villes, ſans aucune relation à leur Marquis, à la Conſtitution originaire de la Regence, & de jure publico Univerſitatis) ce qui n'a pas été plus conteſté dans la Contre-deduction, qui fut delivrée en reponſe dans ce tems-là, par les Tuteurs de ſa Majeſté Britannique Guillaume III. *de gl. mem.*

Que le Conſeil, s'appuiant ſur ce fondement, eſt d'opinion, que l'independance de la Ville ne ſouffre aucune dimi-

ANNO 1732.

pendentie en onafhankelykheid. In het Politique niet en wert vermindert ofte gelabefacteert, door het dominiale Regt, den Marquis uyt kragte van zyn Leenbrieven omtrent de adminiſtratie van de Juſticie over beyde Steden competerende, gelyk ook niet door den Eed van trouwe en homage die de Gemeynte (uit welkers boeſem eygentlyk de voorſchreve permanente raden werden genomen) aan den ſelven by ſyne inhuldinge gewoon ſyn te doen, dewyl immers het eerſte met het politique Stadt en Staatsbeſtier geen de alderminſte gemeynſchap heeft, en het tweede geenſints wegneemt of vermindert die verpligting van getrouwigheid waar mede zy, en hare feudalen Heer te gelyk aan de Provincie ofte Graafſchkheid zyn verbonden.

Dat haar Edele Agtbaare daarom al (verder onder reverente correctie) in de Conſtitutie van hare ſtedelyke Regering, zoo als de zelve onder de voren ter nedergeſtelde diſtinctie ten deele Vaſal, ten deele wederom independent kan en moet werden aangemerkt, die incongruiteyten en tegenſtrydigheden niet en konnen vinden, die ſommige Leden ſchynen te vermeynen daar uit te moeten volgen; want dat het hares agtens alſo weynig incompatibel en tegenſtrydig is, dat een Stadt ofte Univerſiteyt, een integrerend Lid van Staat ſynde, in zekere reſpecten particuliere Vaſallage ſubject is, als het van outs incompatibel en tegenſtrydig was, dat die zelve Steden over de welke den Grave doen ter tyd (voor zoo verre de zelve niet ter Leen waren uitgegeven, of te uitgegeven ſyn de, de feudale Heeren uit kragte van de zelve uitgiften) alle ſoorten van Jurisdictie, verkieſing van de Magiſtraten en Regenten, den Eed van homage en onderdanigheid, en andere hooge regalien meer, indisputabel was competerende, egter niet nalieten te ſyn en blyven integrerende en ſtemmende Leden van Staat, (niet als repreſenterende den Graaf, maar enkelyk als het Repreſentatif van het Corps van hare Gemeyntens, aan den welken de Graaf wederom Vice Verſa was gehouden, by wege van bede, zyne petitie voor te ſtellen, en op verſcheyde andere notabele poincten, het gemeene welweſen en beſtiering van den Lande, ja zelfs hem in zyn eygen perſoon rakende, conſent en toeſtemming daar toe te verzoeken, en het nu nog jegenwoordig) naa dat het een hoofdig gefag en Jurisdictie van den Graaf by repreſentatie in de boeſem van de geſamendlyke Steden weder is vervallen en geconſolideert, kan incompatibel en tegenſtrydig geſegt ofte geoordeelt werden, dat een het zelfde Lid met de andere zyne mede Leden 't ſamen gekomen en geaſſocieert, over alle zaken helpt delibereren, reſolveren, bevelen geven, wetten maken, Conſenten dragen, Magiſtraten en Regenten kieſen, ofte het Regt van Electie by Octroi aan malkanderen defereren, Privilegie verleenen, van de Vaſallen van de Graafſchaft huilde en homage ontfangen, en alle andere bedenkelyke Acten van Souvereiniteit plegen, en van de andere zyde wederom gehouden is de gemeene reſolutien, gedragene Conſenten, gegevene ordres, en gemaakte wetten te reverenderen, gehoorſamen en ter executie te leggen, Privilegien, Octrooijen te verſoeken en te ontfangen, de Vierſchaar in den naam van de Graafſchkheid (anders de Staaten) te bannen, en alſoo in die andere reſpecten meer de Souveraineyteyt, Hoogheid en Jurisdictie van ſyne mede Leden te erkennen.

Dat het ook niet ſonder exempel is by andere Staten en Republiqueen, (als by voorbeeld in het Keyſerryk en elders,) dat ſommige Steden in ſekere opligten aan particuliere feudale Heeren ſubject, egter *in caeteris* als immediate Rijkſteden en Leden van Staat afzonderling van hare Heeren, door Gedeputeerde in de reſpective Hooge Vergaderingen ſtem en ſeſſie hebben, dat zelfs in de naburige Provintie van Utregt, de Stad en het Graafſchap van Montfoort by koop aan de Staaten aldaar gekomen ſynde, nog op den huydigen dag, (ſchoon een integrerend Lid van de Souveraineiteit) als een byſonder Domein van de zelve Provintie werd gehouden, en als zoodanig hare Magiſtraats-beſtelling, (onangeſien de zelve aan alle de andere ſtemmende Steden by Octroy is uitgegeven) nog jaarlyx van de keure van haare mede Leden moeten afwagten, waar uit dan immers vry meerder contrarieteiten en ongerymtheden zouden moeten vloeijen, als uit de Conſtitutie van de Regeeringen van Veere en Vliſſingen, onder den naam van Vaſalle Steden in Zeeland bekend.

Dat ook in die en andere Provintien van de Unie en omleggende Landſchappen meer de geſamendlyke feu-

diminution dans le Politique; par le droit Seigneurial, que appartient au Marquis dans l'adminiſtration de la Juſtice ſur ces deux Villes en vertu de ſes Lettres d'Inveſtiture; où par le ſerment de fidelité & par l'Hommage, que toute la Bourgeoiſie (entre laquelle on choiſit les dits Conſeillers permanens) eſt accoutumée de lui prêter à ſon avenement a la ſucceſſion; parce que la premier point n'a pas la moindre connexion avec les affaires politiques de l'Etat & de la Ville; & que le deuxième ne diminue & n'efface en aucune maniére l'obligation de fidélité, par laquelle eux, & en même tems leur Seigneur feodal, ſont liez à la Province & à la Comté.

Que d'ailleurs le Conſeil ne peut non plus trouver dans la Conſtitution de la Regence de leur Ville, (laquelle, ſuivant la précedente diſtinction établie, peut & doit être conſiderée en partie feodale, & en partie independante) ces incongruités, & ces contrarietés, que quelques-uns des Membres ſuppoſent devoir ſuivre: parce que, ſuivant leur ſentiment, il eſt auſſi peu incompatible & contradictoire, qu'une Ville, ou une Communauté, étant un Membre integrant de l'Etat, puiſſe être à certain égard ſujet à un Vaſſellage particulier, comme il étoit incompatible & contradictoire en tems paſſé, que ces mêmes Villes, ſur leſquelles le Comte avoit inconteſtablement (entant qu'Elles n'étoient pas conferées comme Fiefs, fiellet l'étoient, la même choſe appartenoit au Seigneur feodal, en vertu de l'inveſtiture) toutes ſortes de juriſdiction, Election des Magiſtrats & des Régens, ſerment de fidelité & d'hommage, & pluſieurs autres regales, & que nonobſtant tout cela Elles ne laiſſerent pas d'être & de reſter Membres integrans & votans de l'Etat, (non pas comme repréſentans le Comte, mais ſeulement comme Repréſentatifs du Corps de la Bourgeoiſie, & à laquelle le Comte étoit obligé vice verſa, de porter ſa petition par maniére de requiſition, & de demander leur conſentement dans pluſieurs autres points notables, qui concernoient le Gouvernement du pays, & même quelquefois ſa propre perſonne, ce qui eſt encore actuellement obſervé. Mais depuis que l'autorité & la juriſdiction Souveraine du Comte eſt retombée & réunie par repréſentation dans le ſein de toutes les Villes, on peut fort bien dire, ou juger, qu'il eſt incompatible & contradictoire, qu'un & le même Membre aſſocié avec les autres ſes Co-membres, puiſſe aider à deliberer, & à reſoudre ſur toutes les affaires, à donner des ordres, à faire des Loix, à donner des Conſentemens, à élire les Magiſtrats & les Regens, ou à déferer entre eux & reciproquement le droit d'Election par des Octroie, à accorder des Privilèges, à recevoir les Sermens & l'Hommage des Vaſſaux de la Comté, & à exercer tous les autres Actes imaginables de la Souveraineté; & que d'un autre coté ce même Membre eſt obligé au contraire de reſpecter, d'obéir & de mettre en execution les Reſolutions priſes en commun, les Conſentemens accordez, les ordres donnez, de demander & de recevoir des Privilèges, & des Octroie, de rendre Juſtice criminelle au nom de la Comté (autrement des Etats) & par conſequent de reconnoître la Souveraineté la ſuperiorité, & la juriſdiction de ſes Co-membres, à cet égard, & à pluſieurs autres.

Que pluſieurs autres Etats & Republiques (comme par exemple celle du Saint Empire &c.) nous fournoiſſent pluſieurs exemples, que quelques Villes y ſont ſujettes à pluſieurs égards à des Seigneurs particuliers & feodaux, & que in caeteris elles envoient pourtant leurs Députés, & ont voix & ſiance dans les Aſſemblées Reſpectives comme Villes immédiates, & comme Membres de l'Etat, avec abſtraction de leur Seigneur. Que dans la Province d'Utrecht, la Ville & la Comté de Montfort étant venu en propre aux Etats de la Province, par voye d'Achat, elle eſt encore tenue aujourd'hui comme un Domaine particulier de la Province, quoiqu'elle ſoit effectivement un Membre integrant de la Souveraineté, & que comme telle, elle eſt obligé d'attendre tous les ans l'Election & le changement de ſon Magiſtrat, quoiqu'il ait été accordé à toutes les autres Villes voiantes par des Octrois, du bonplaiſir & du conſentement de ſes Co-membres. Or il eſt certain que de tous ce que vient d'être remarqué, il reſulte plus de contrarietés & d'incompatibilités, que de la Conſtitution de la Regence de Veere & de Fleſſingue, qui ſont connues dans la Province de Zeelande ſous les noms de Villes Vaſallées.

Que dans cette Province & dans pluſieurs autres de l'Union, & des Païs voiſins, tous les Seigneurs feo-

ANNO 1732. dale Heeren, ſchoon dat zy Vaſallen ſijn, helpen compoſeren en uitmaken een gedeelte van de Souverainiteit, en vervolgens yder over ſijn particuliere Leenen en Heerlijkheden homage doende, ook van andere hulde en homage ontfangt.

Zulks dat dan alle de duyſterheyd, en die confuſe idée en bevattinge, die de meeſte menſchen van deze vermengde Conſtitutie van de Regeringe komen te maken, nergens anders uit ontſtaat, als uit een kennelyk gebrek van differnement van onderſcheyding tuſſchen die præeminentien en gerechtigheden, die de Graven in den tyd uit de ſource van hare Univerſele Jurisdictie, en hare eygene regalien en patrimoniele Domeynen, als gemeene Landsheeren aan particuliere Vaſallen te Leen hebben uitgegeven, en die voorregten, gelag en adminiſtratie, die de zelve Graven als Souverainen *ex plenitudine poteſtatis* aan de Steden en andere Lighamen van de Gemeynte, by wege van Privilegie hebben vergund, ofte wel anders van de beginne door de zelve Steden by ſpeciale conventie, overkomſten en verdragen, met de zelve haare Landsheeren voor haar hulde aangegaan, in haaren boeſem affonderlyk zyn gereſerveert en gehouden.

Welke noodſakelyke diſtinctie eenemaal wel gemaakt zynde, het vervolgens ſeer ligt zal vallen te decideren, wat regt den Marquis uit hoofde zyner Leenbrieven, ende wat regt wederom de meergemelde twee Steeden, *ex jure publico Univerſitatis*, en vermogens haare byſondere Privilegien, in haar zelven is competerende, en tot hoe verre de zelve Vaſal, en tot hoe verre wederom independent en met andere Graafelyke Steden gelyk konnen gerekent werden.

Dewyl het immers al te bekent is, dat, ſedert de eerſte grondlegging van de Republicq, deze en andere nabuerige Provintien noyt ſonder een Illuſter Hoofd ofte Stadhouder zyn geweeſt, als van den jare 1650. tot het ongeluckige en duſaltreuſen jare van 1672. als wanneer den laſt overleden Stadhouder niet door eenige intrigue van Regering, maar alleen door een overſtroomende beweging van de Gemeynte, (waar van de Stad Veere en Regenten van dien in eygenen perſoon ruym zoo veel als eenige andere de antmoſteyten en andere violente effecten hebben moeten ondergaan) is op zyn ſtoel gebragt, en naar dat het vooren gemelde eeuwig Edict in Holland was vernietigt, de aanſtelling by de beyde Provintien by naar op een en de zelve tyd is geſchiet.

Synde wel waar dat de Provintie van Zeeland beneffens de andere Bondgenooten, maar zeer weynig jaren naar de dood van Prins Willem de tweede, tegens de acte en ſecluſie van Willem de derde loffelyker Memorie uit alle zyne Vaderlyke dignitеyten en bedieninghen, by de Heeren Staten van Holland op den 4. Mey 1654. (ten tyde van de Cromwelſe vredehandeling, affonderling gepaſſeert en gearreſteert) ſig met allen ernſt heeft aangekant, en zedert by de geſamentlyke Steden en Leden van de Provintie, in voorſeyde occaſien een perſeverante, en eenparige genegentheyd is getoont, om alle vooren gemelde hooge Charges zoo van de Unie als van de Provintie dependerende, op den zelven Prins Willem de derde, (naderhand Koning van Groot-Brittanjen) te confereren.

Dog dat dit met geen de minſte ſchijn van reden aan de indnctie van de twee laaſt ſtemmende Leden kan werden toegeſchreven, vermeynen haar Ed. Agtb. onder andere uit zoo veel notabele en geraiſonneerde reſolutien, zedert dien tijd ſucceſſivelijk zoo ter Generaliteijt, als in de Vergadering van Holland, wegens haar Ed. Mog op dat ſub eſt gedaan inbrengen beneffens zoo yveel opereuſe poincten van beſchrijving, door de Heeren Gecommitteerde Raden ten zelve eynde bevorens aan de reſpective Leden toegeſonden, en welke buyten twyffel van die beyde Steden niet zyn afgevloeyt, al te evident en klaarblykelyk te ſijn, behalven dat het mede t'eenemaal buyten alle preſumtie is, dat de meergemelde twee laaſte Steden, ſchoon dat zy al in *eo caſu* 't eens waaren, zoo veel overwigt in de Provintiale Regering zoude konnen maken, dat zy aan een dubbelt getal van haare voorſittende mede Leden, een eminent hoofd ofte Stadhouder zoude konnen opdringen.

Waaromme dan haar Edele Agtbare (onder reverentie) dat gedore en uitter te, nut, en die abſolute noodzakelijkheyd voor de Provintie in de meergemelde Amortiſatie der Leenroerigheyd vats het Marquiſaat niet en konnen ſien, als ſommige Leden ſig daar van ſchijnen te imagineren, immers niet om daarom iemant in weerwil van hem zelfs het ſijne te ontnemen, gelijk mede

deux, nonobſtant qu'ils ſont Vaſſaux, aident pourtant à compoſer une partie de la Souveraineté; & par conſequent chacun faiſant ſerment particulier de fidélité & homage pour les Fiefs qu'il poſſede, il reçoit auſſi le ſerment & l'hommage des autres. ANNO 1732.

Enſorte que toute cette obſcurité, & les idées confuſes que quantité de perſonnes ſe font faites de la conſtitution mixte de cette Regence, ne viennent que d'un défaut de diſcernement & de ce qu'on ne diſtingue pas entre les prérminences & les juriſdictions que les Comtes ont conferées dans ce tems, comme faiſant partie de leur Juriſdiction univerſelle, de leurs Regales & de leurs Domaines patrimoniaux, comme Seigneurs Territoriaux; Et entre les Prémunences, la puiſſance & l'adminiſtration, que ces mêmes Comtes, comme Souverains, ont accordé ex plenitudine poteſtatis *& par voye de privileges aux Villes, & aux autres Corps publics, ou qui ont été reſervez de tout tems particulierement par les mêmes Villes, dans des Conventions, & dans des Accords particuliers, qu'elles ont faits avec leurs Souverains, avant de lui avoir prêté foi & hommage.*

Cette diſtinction neceſſaire étant faite & bien établie une fois, il ne ſera plus difficile enſuite de decider, quel droit apartient au Marquis en vertu de ſes Lettres féodales, & quel droit apartient à ces deux Villes en elles-mêmes ex jure publico Univerſitatis, *& en vertu de leurs Privilèges particuliers; juſqu'à quel point ces deux Villes ſont ſujettes au Vaſſellage, & juſqu'à quel point elles ſont independantes & peuvent être conſiderées comme égales aux autres Villes de la Comté.*

D'autant plus qu'il eſt notoire, que depuis la premier Etabliſſement de la République, ni cette Province, ni les autres voiſines n'ont jamais été ſans un Chef Illuſtre, ou ſans un Stadthouder, *que depuis l'année 1650. juſqu'à la malheureuſe & fatale année 1672. lorſque le dernier* Stadthouder *défunt fut retabli dans ſa dignité, non pas par les intrigues de la Régence, mais par la force majeure du Public (ce dont la Ville de Veere, & ſes Regens perſonnellement ont reſſenti les animoſités, & les autres effets violens) & après que l'Edit perpetuel eut été préalablement abrogé en Hollande, on le retablit dans la charge & dans l'autorité de ſes ancetres preſqu'en même tems dans ces deux Provinces.*

Il eſt bien vrai, que la Province de Zelande, & tous les autres Confederés, s'oppoſerent de toutes leurs forces peu d'années après la mort de Guillaume II. *à l'Acte par lequel* Guillaume III. *de glorieuſe memoire devoit être privé de toutes les dignités & charges de ſes ancêtres, & qu'elle fit ſur ce ſujet ſes remontrances le 4 de Mai 1654. aux Seigneurs Etats de Hollande, lorſqu'on fit avec Cromwel une paix particulière & ſeparée, & qu'enſuite les Villes & Membres de la Province temoignerent en pluſieurs occaſions une inclination générale, de conſerver, audit Prince* Guillaume III. (*depuis Roi de la Grande Bretagne*) *toutes les Charges honorables, qui dependoient tant de l'Union en general, que de la Province en particulier.*

Mais que cela ne peut être imputé avec la moindre ombre de raiſon à l'induction des deux Membres, qui ne donnent leurs voix, que les derniers; le Conſeil ſe perſuade que cela paroîtra avec évidence & ſans contradiction, entre autres choſes; par tant de Réſolutions notables & bien raiſonnées, qui ont été deliverées ſur ce ſujet ſucceſſivement par leurs Nobles Puiſſances, tant à la Generalité, qu'à l'Aſſemblée des Etats de Hollande, & par diverſe points de deliberation couchez dans les Lettres circulaires des Seigneurs Conſeillers deputez envoyez préalablement pour cette fin aux Membres reſpectifs, & qui ſans doute ne peuvent être mis ſur le compte de l'induction de ces deux Villes; entre qu'on ne peut raiſonnablement preſumer, que ces deux dernieres Villes, quoiqu'elles s'accordaſſent in eo tertio, *puſſent avoir aſſez d'influence dans la Régence Provinciale, pour obliger un double nombre de Villes les premieres votantes, d'accepter par force, de leurs mains un Chef éminent, ou un* Stadhouder.

C'eſt pourquoi le Conſeil ne peut pas trouver cette grande & extraordinaire utilité, ni cette neceſſité abſolue pour la Province, dans cet Amortiſſement du Vaſſellage du Marquiſat, que pluſieurs Membres s'imaginent d'y trouver, pour vouloir pour cette raiſon priver quelqu'un de ſes biens, contre ſa volonté; auſſi les avantages que ces deux Villes y gagneroient en parti-

ANNO 1732. mede de avantages die beyde de Steden in haare particulier daar by ſouden capteren, haar van dat aanbelang niet ſijn voorgekomen, dat eenigſints zoude kunnen opwegen de oogſchijnlijke inconvenienten en ſwarigheden, die voor haare goede Ingeſetenen in tyden en wijlen uit zoo een eclatante onderneming ſijn te voorſien, dat zelfs daar uit voor de Provintie en Steden oneyndige diſputen, moeyelijkheden en inconvenienten te wagten ſtaan.

Dat voor eerſt direct tegens den uitgedrukten ſynen intentie van het 17. Art. van de Unie, (waar by de reſpective Bondgenooten malkandere ſolemnelijk hebben verobligeert, *haar met alle omſigtigheyd te zullen wagten, van aan eenige Uythemſche Furſten, Heeren, Landen of Steden, eenige occaſie tot effectuje te geven, en ten dien eynde zoo wel de Uythemſche als de Ingeſetenen te adminiſtreren goet Regt en Juſtitie*) hier mede aan de Hooge Geintereſſeerden in de Koninckljke Nalatenſchap een notabel grief zal werden gelegt, en allen t'halven regtveerdige redenen van misgnoegen gegeven.

Dat al verder hier uit is te voorſien, dat de Provintie van Vriesland, welke voor dezen al door verſcheyde ſignificante brieven van aanſchrijving op den grond van zoo evengemelde 17. Art. van de Unie en nu maar zoo onlangs door haare ſchriftelijke gedaane anteykeninge, op den brief van de Princeſſe Douatiere van Naſſau en Orange, aan haar Hoog Mog. op dit ſubject in de voorledene Maand Maert geſchreven, blijken heeft gegeven, van ſig in dit geval voor den Heere Prince van Naſſau haaren jegenwoordige Stadhouder te willen intereſſeren, (waar by ſig de Provintie van Gelderland en Groeningen buyten alle twijffel zullen voegen) deſe ſaak niet ongevoegelyk zouden behandelen, maar alletwegen, zelfs ligt door het verleenen van repreſaillie en andere gelijke feytelijke middelen van contrainte, ſig daar jegen zullen tragten aan te kanten, welke vervolgens niet als ſchadelijcke diſſentie en verwyderinge zal cauſeren.

Dat ten leſten komende (behalven alle de gevaaren uit de vooren ter neder geſtelde conſideratien te apprehenderen) de Provintie en de ſteden, terwyl het niet te denken is dat men alzyt de Juſtitie de handen zal konnen geſloten houden, ſig onvermijdelik hier mede zullen op den hals halen, een koitbaar ende haggelyck proces, 't welk, particulierlyk voor de Steden van ruineuſe gevolgen zoude konnen weſen.

Dat eijndelyk, al was het dat alle de voorſz. moeijelykheden van buyten al konde werden uit de weg gelegt ende geapplaneert, egtet nog zeer veel difficulteyten en ſwarigheden, onder de Leden van de Provincie zelve, (immers tuſſchen de Heeren van Middelburg, Vliſſingen en Veere) om de bekende differenten over het politique en criminele reſſort van de laaſte twee gemelde Steden, ſig zouden opdoen, omtrent de extentie van deze voorgenomen reſolutie, en het ſpecifycq denombrement van't gene als wettige appendentien en dependentien, aan de zelve Steden zouden volgen, en geannexeert blyven.

Sonder welke klare en diſtincte expreſſie, mitsgaders het ligten en vernietigen van de proteſten by Middelburg, jegens die en andere effecten en gevolgen van het meergemelde Privilegie van Veere van den 11 Maart 1574. en wel zonderlinge jegens der zelver feſtie in de Hooge Provinciale Vergadering en andere mindere Collegien gedaan, doen haar Edele Agtb. noyt (al was het zelfs met toeſtemming van de hooge Pretendenten) deſe knoop zoude los maken.

Want dat het immers aan geen Stad ofte Lid kan te vergen ſijn, ter contemplatie van haare Mede-Leden haare præmitive oorſpronkelyke conſtitutie naa derſelver particuliere conveniente, en ſpeculative bevatting te transformeren, ſonder dat het zelve Lid ook te gelykelyk door haare Mede-Leden, ontrent haare eygene Stedelyke Regten en geregtigheden, in een behoorlijke ſecuriteyt werd geſtelt. En dat het ook boven dien geenſints redelyk, ja zelfs niet betamelijk kan geoordeelt werden, dat terwyl men met den anderen beſig is op middelen te dencken, omme de Hooge Regering en Vrijheyd van de Provincie, tegen ondernemingen en ſurpriſes van buijten te verzekeren, men onder de Staats Leden, ende zulex in den eygen boeſem van de Provincie zoude blijven voeden een eeuwigduerende argwaan en diffidentie, en een regte twiſt appel om oneyndige diſputen, verwartingen en verdeeltheden te veroorſaken; welke in tijden en wijlen, dog nergens anders toe ſouden konnen ſtrecken, als tot een ſteen des aanſtoots om de vrijheyt over te doen ſtruijckelen.

particulier, ne leur ont pas paru d'une ſi grande conſequence, qu'ils puiſſent contrebalancer en quelque maniére les inconvenients & les difficultez inconteſtables, qui ſeront certainement à craindre tot ou tard pour leurs bons habitans, d'une entrepriſe ſi éclatante; Et que même toute la Province, & toutes les Villes n'en peuvent attendre que des diſputes continuelles, & des inconveniens ſans nombre. ANNO 1732.

Que par ladite entrepriſe les Illuſtres Intereſſez dans cet héritage Royal ſeroient ſans doute, notablement préjudiciez, contre l'eſprit & l'intention expreſſe de l'Art. 17. de l'Union, (les Confederés reſpectifs s'y étant engagés reciproquement & rictlement, (de ſe bien garder, autant qu'il ſeroit poſſible, de donner aucune occaſion de plaintes & d'offenſes aux Princes, Seigneurs, Etats & Villes étrangeres, & que pour cela ils ſeroient bonne juſtice tant aux Etrangers qu'aux habitans du païs) que par conſequent cela donneroit occaſion à tout le monde d'en parler.

Que la Province de Friſe avant déja ſuffiſamment fait voir il y a quelque tems, tant par pluſieurs Lettres très-fortes, qui ſont fondées ſur le même Art. 17. de l'Union, & à préſent tout nouvellement par les Remarques qu'elle a fait délivrer par écrit, ſur la Lettre de Madame la Princeſſe Douairiére d'Orange & de Naſſau, à l'Aſſemblée de leurs Hautes Puiſſances, qu'Elle s'intereſſe dans le cas préſent pour les droits du Seigneur Prince d'Orange, (& lesant probable, que les Provinces de Gueldre & de Groningue ſe joindront à elle) il eſt apparent & très-facile à prévoir, que toutes enſemble ſont dans l'intention, de traiter ſérieuſement cette affaire, & qu'Elles s'y oppoſeront en toutes maniéres; ſoit par la permiſſion des repreſailles; ou par d'autres moyens effectifs de contrainte, & dont les conſequences ne laiſſeront pas de cauſer des diſſenſions & des diſputes dangereuſes.

Que d'ailleurs; outre tous les inconveniens dangereux, & toutes les autres conſiderations évidentes, qu'on a déja préſuppoſé, la Province s'attireroit ſans-doute un procés épineux, & qui lui couteroit cher; parce qu'il n'eſt pas raiſonnable de s'imaginer, qu'on pût éternellement arrêter le cours de la Juſtice. Ce qui particuliérement ſeroit d'une conſequence ruineuſe pour les Villes.

Et enfin, ſuppoſé que tous les inconveniens mentionnés puſſent être applanis par rapport au dehors, il reſteroit encore un grand nombre de difficultez & d'inconvenients entre les Membres de la Province, par exemple entre les Conſeils de Middelbourg, de Fleſſingue & de Veere, par rapport au different connu touchant le reſſort politique & criminel de ces deux dernieres Villes, lorſqu'il s'agira de rédiger la ſuſdite Réſolution, & qu'il faudra faire le denombrement ſpecifique de ce qui devroit être accordé & annexé à ces deux Villes, comme des appendances & des dependances.

Sans laquelle diſtinction claire & expreſſe, & en même tems ſans l'abolition entiere des Proteſtations de Middelbourg contre pluſieurs effets & conſequences du Privilége de Veere du 11. de Mars de l'année 1574. & bien ſpecialement contre la ſeance dans l'Aſſemblée Provinciale, & dans d'autres Colléges inferieurs, le Conſeil n'y donneroit jamais ſon conſentement, quand même on auroit obtenu le conſentement des Illuſtres Intereſſez.

En effet on ne peut exiger raiſonnablement d'une Ville, ou d'un Membre, ſur les ſpeculations de leurs Comembres, de changer & de transformer leur conſtitution primitive & originaire, ſuivant les Convenances particulieres & les idées ſpeculatives de ces derniers, & ſans que cette Ville, ou ce Membre, reçût en même tems une ſureté convenable des droits & des prérogatives, qui lui appartiennent ſans aucune conteſtation; qu'il ſeroit encore moins juſte & convenable que, pendant qu'on s'appliqueroit reciproquement; à penſer aux moyens de preſerver la haute Regence & la liberté de la Province, contre les entrepriſes & contre les ſurpriſes du dehors, on voulut nourrir entre les Membres de l'Etat, & dans le ſein même de la Province, un ſoupçon & une defiance perpétuelle, vraye pomme de diſcorde, capable d'occaſionner des diſputes, des confuſions, & des diviſions ſans nombre & ſans fin; qui tôt ou tard pourroient n'aboutir à autre choſe, qu'à ſervir d'une pierre d'achoppement contre laquelle la Liberté pourroit aller ſe briſer.

Dat

Que

ANNO 1732. Dat haar Ed. Agth. conſequentelijk om alle de ſolide redenen, argumentatie en inconteſtabele gronden van Regten en Policie, in de drie onderſcheydene Leden van dit haar zoo uitvoerig en circumſtantieel advis ter neder geſtelt ende vervat, noodſakelyk moeten concluderen en beſluijten.

Eerſtelyk dat ſoodanigen reſolutie tot vernietiging en amortiſatie van de Leenroerigheit van de twee meergemelde Steden van Vere en Vliſſingen, buyten kennelycke bewilliging van de Hooge Geintreſſeer de Pretendenten, behoudens de gemeene Lands Wetten en Privilegien, mitsgaders de natuurlyke eygenſchappen van een vrye en republicaire Regering, geenſints en kan ofte behoorde genomen te werden.

Ten tweeden dat ingevalle men des niet jegenſtaande deſe reſolutie al quam te nemen, de zelve egter t' eenemaal onuytvoerlyk en ſonder eenig weſentlyk effect zoude zyn, immers dat zoo de zelve nog al door de politique magt en de ſoogenaamde bloofde guarantie van de Staten van Holland en Weſtvrieſland, als met het ſwaard in de hand voor eenige tyd konde werden gemaintineert, evenwel by de minſte verandering van zelfs zoude ſtaan te corrueren, of door een ordentelyke regtsvordering geannulleert te werden.

En ten derden dat in allen gevalle daar uit vry meerder inconvenienten, ſwarigheden en gevaren als eſſentieele nuttigheden, in het gemeyn en voor beyde de Steden en particuliere Regenten van dien, in het byſonder ſtaan te reſulteren en te volgen.

Behalven dat haar Ed. Agth. by ondervinding ook in die opinie volkomen zyn geveſtigt, dat het ſalutair en intrinſique oogmerk in deſen geenſints door de doode Letter van dees of geene gepro jecteerde reſolutien is te bereyken en effectueren, maar veel eer met de Gemeynte, (die dog niet anders oordeelt als uit de ſigtbare en tastelyke gevolgen en uitwerkingen, welke haar dagelyks voorkomen) door een onderlinge goede harmonie en eene loffelyke zagte en moderate directie en beſteringen zoo in de Policie als Juſtitie oogſchynelyk te doen ſien en ontwaar worden, dat de jegenwoordige Regerings forme in allen deele beter geruſter en veiliger is, voor de gemeene vryheyd en de Provintie, als die geene welke zy naar de dood van den laaſt overleden Stadhouder Willem de derde Glorieuſer gedagtenis, hebben verlaaten, en ſedert de eerſte grondlegging van de Republicq doorgaans is gebruykt geweeſt.

Waar toe haar Ed. Agth. als nog in alle onregtigheyd betuygen, en verklaren by alle voorvallende gelegentheden en occurentien van tyden en ſaaken, van haare zyde zoo veel eenigſints in haar vermogen is te willen en te zullen contribueren.

Que par conſequent toutes ces raiſons ſolides, tous ces arguments enfin, ces fondemens inconteſtables de droits, & de Politique, qui ſont allegués & poſés dans les trois chefs, & conſidérations du préſent Avis, obligent le Conſeil neceſſairement de conclure & de reſoudre, ANNO 1732.

Premierement, *Qu'on ne peut, & on doit prendre la Réſolution d'amortir & annuller le Vaſſellage des deux Villes de* Veere *& de* Fleſſingue, *ſans le conſentement public des Illuſtres Prétendans intereſſés, ſans préjudicier aux Loix & Privileges de la Province, & aux maximes naturelles d'une Regence libre & républicaine.*

II. En cas qu'on vienne à prendre cette réſolution, nonobſtant les raiſons alleguées, elle ſeroit impraticable & ſans aucun effet, & même ſi on la maintenoit pour un certain tems, par la Puiſſance politique, & par la prétendue Guarantie promiſe des Seigneurs Etats de Hollande & de Weſt-Friſe, il ne s'enſuivroit pourtant pas moins, qu'au premier & au moindre changement elle tomberoit d'elle-même, & qu'elle ſeroit annullée par une procedure reglée devant les Cours de Juſtice.

Et III. Qu'on tout cas il en reſulteroit plus d'inconvenient, de difficultez & de dangers, que d'utilité eſſentielle, tant pour le Public, que pour ces deux Villes, & pour leurs Regens en particulier.

De-plus, le Conſeil eſt parfaitement confirmé par l'expérience, dans l'opinion qu'on ne peut parvenir au but ſalutaire & intrinſeque auquel on viſe dans le cas préſent, par la lettre morte d'une Reſolution projettée; mais bien plutôt, en faiſant voir clairement au Public (qui ne juge jamais que ſur les conſequences & faites viſibles & palpables qui arrivent tous les jours) par une bonne harmonie reciproque, & par une direction ſage & moderée dans la Police & dans la Juſtice, que la préſente Conſtitution de la Regence, eſt beaucoup meilleure plus tranquille, & plus ſure pour la liberté publique de la Province, que celle qu'on a quité après la mort de Guillaume III. *de glorieuſe memoire, & qui avoit été en uſage depuis la premiere inſtitution de la Republique.*

Le Conſeil déclare & aſſure en même tems avec ſincérité, d'y vouloir concourir dans toutes les occaſions, tant autant qu'il lui ſera poſſible.

DE Heeren van Middelburg, Ziericzee, Goes, Tholen en Vliſſingen, uit het raport van de Heeren, Haare Gecommiteerde ter Staats Vergaderinge, hebbende vernomen, hoe dat de Heeren van Veere, in plaats van te blyven perſiſteren by Haar Conſent, in den jaare 1706. ter Vergaderinge ingebragt, ende in vervolg van tyde by reiteratie meermalen geſterkt, om het Marquiſaat van Veere niet meer ter Leen uit te geven, maar de Steden Vliſſingen en Veere uit de Vaſalage te ontſlaan, en in plaats van met de andere Voorzittende Leden daar in te blyven concurreren, de tegenwoordige Regeerders der Stadt Veere, in tegendeel niet alleen hebben konnen goedvinden, het nemen van een finale Concluſie te difficulteren, maar zelf by een wydlopig ſchriftelyk advys, op den 21 Juny deſes jaars 1713. ter Vergaderinge ingebragt, in 't breede te deduceren, de redenen die Zy Heeren Regeerders van Veere vermeinen te hebben, waarom Haar Ed. daar in niet en konnen toekomen, dat de Heeren van Veere, na zo meenigmaal door alle de andere Leden verzogt zynde, om dat advys te willen intrekken; en uit de Notulen van Staat houden, op dat daar van geen traces zouden overblyven, Haar Ed. zulks hebben blyven uitſtellen, en weigerig zyn gebleven om aan het verſoek aan de Voorzittende Leden te voldoen.

De vyf Voorzittende Leden betuigen, dat Haar het zeer ſmert, dat door een van Haar Mede-Leden, op dusdanig een onaangename, en zo zeer toucherende wyze, vinden geagreſſeert, dat hoe ongeerne, echter Haar verpligt oordelen, Haar daar tegens te moeten oppoſeren, op dat Haar ſtilſwygen h. de Poſteriteit niet zoude kunnen aangemerkt werden, als of van ongelyk in deezen overtuigt waren geworden, ende als of Haar Ed. zich onvoorzichtiglyk in een verre uitzichtende en gevaarelijke deliberatie, zo by Haar Ed. genaamt werdt,

Les Seigneurs de Middelbourg, de Ziriczee, de Goes, de Tholen, & de Fleſſingue, ayant entendu par le Rapport des Seigneurs leurs Commettans à l'Aſſemblée de l'Etat, que les Seigneurs de Veere, *au lieu d'adherer à leur premier ſentiment & à leur conſentement, délivré à l'Aſſemblée l'année 1706. & enſuite confirmé à differentes fois, de ne plus conferer le Marquiſat de* Veere *comme un Fief, mais de liberer les Villes de Fleſſingue & de Veere de leur Vaſſellage; & au lieu de continuer à concourir en cela avec les autres Membres integrans, les préſents Regens de la dite Ville de* Veere, *n'ont pas ſeulement trouvé bon & convenable, de faire des difficultés dans cette concluſion finale, mais de déclarer auſſi par un Avis circonſtancié, qu'ils ont délivré à l'Aſſemblée le 21. de Juin 1723. les raiſons que ces Seigneurs Regens de* Veere *penſent avoir, de n'y pouvoir pas conſentir, que les Seigneurs de Veere, avant été ſouvent requis par les autres Membres, de retirer ledit Avis, & de le biffer des Notules de l'Etat; afin qu'il ne reſte aucunes traces du paſſé, les dits Seigneurs ont toujours differé & ont refuſé de ſatisfaire à la requiſition des autres cinq premiers Membres integrans.*

Leſdits cinq Membres proteſtent, qu'ils ſont dans un chagrin ſenſible, de ſe voir attaquez d'une maniére ſi deſagréable & ſi touchante par l'un de leurs Comembres; Que, quoique contre leur gré, ils ſe ſont cru obligés de s'y oppoſer, afin que leur ſilence ne puiſſe pas être taxé par la Poſterité, comme s'ils avoient eu tort en cecí, & comme ſi L. N. P. s'étoient engagées ſans aucune circonſpection dans une délibération ſi dangereuſe & ſi importante (comme il plaît au Conſeil de Veere *de la nommer.) & qu'elles avoient conſenti dans une*

ANNO 1732. werdt, hadden ingelaten, ende geconſenteert in een zaak, die met eene goede Regeeringe en Juſtitie niet en zoude kunnen beſtaan Mits welke zo hebben de Heeren van Middelburgh, Zierickzee, Goes, Tholen, en Vliſſingen, zich gezamentlijk verplicht gevonden, om deze aanteikening tegens het advys van de Heeren Regeerders van Veere te moeten doen, met verſoek dat het ingelijks in de Notulen mach werden geinſereert.

De Heeren van Middelburgh, Zierickzee, Goes, Tholen, en Vliſſingen, kunnen niet verbergen, dat het voorſchreven Advijs van de Heeren Regeerders van Veere, Haar niet voorkomt als een onpartijdigh Advijs van een Lid van deze Vergaderinge, dat verpligt is, benevens Haar, de hoogheit en geregtigheit van den Lande, Steden, en Leden van dien, voor te ſtaan, en te helpen mainteneren, maar als af te komen van Menſchen, die geheel gepreoccupeert zyn, en niet difficulteren, haar openlyk te intereſſeren voor het gepretendeerde Recht van een Marquis, en dat tegens het wezentlykſte deel van Haar eigen Privilegies, uit krachte van het welke, Seſſie en Stemme in deze Hooge Vergaderinge hebben bekomen.

De vyf Voorzittende Leden zullen zig tegenwoordig niet uitlaten, en achten het ook onnodig, om het advys van de Heeren Regeerders van Veere te wederleggen en aan te toonen, dat de Raiſonnementen en Argumenten daar in vervat, zeer verre zyn gehaalt, en van alle grond van reden zyn ontbloot, de voorſchrevene Leden zullen haar noit verlegen vinden, om aan de geheele onpartydige Werelt te doen blyken, dat zy in dezen niet anders en hebben gedaan, ende geadviſeert, als het geene alle Regenten van Eer, en die ſich van Haar Eed en Plicht willen quiten, ſchuldig en gehouden zyn te doen; en dat Haar intentie en oogmerk in dezen is overeenkomende, met de gronden van een goede Regeeringe, van Juſtitie, en van billikheit, zonder dat daar by eenig regard nemen op Haar eigen particulier Intereſt of verwachtinge, waar op deze Regeerders van Veere niet weynig ſchynen oplettelyk te zyn.

Voor het overige zullen de vyf voorzittende Leden, met de eigen woorden van het Advis van Veere zeggen, dat het voorſz. Advis opgevult is, met vulgaire en erroneuſe onderſtellingen, en dat men daar uit, als men noch het beſte wil preſumeeren, een kennelyck gebrek van decernement en ervarentheit, in zake van Regeeringe, kan beſpeuren.

Om dat met een opſlag aan te toonen, dient maar gelet te werden, dat de Heeren Regeerders van Veere, in dat Advijs, gelijk als by verwijt aan de andere Leden, te gemoet voeren, dat het by de nadere verkooping, te weten by Decreet, voor den Hove Provinciaal, de rechte tydt was, om zich tegen die verkooping te oppoſeren. En dat het nu te frivolen pretext is, om zulks na verloop van hondert dartig jaaren te willen doen:

Indien de Opſteller van het Advys, de vyf Leeden onbekent, het beeft geignoreert, zo hadden de Heeren Regeerders van Veere het behooren te weeten, en uit der Staten Notulen te hebben geleert, dat de Heeren Staaten van Zeeland, in dien tydt ook met concurrentie van de Heeren van Veere, zich in der daat tegens die verkoopinge hebben geoppoſeert, dat die verkoping niet alleen is geſchiet zonder Conſent van de Staaten dat ontwyffelbaar daar toe werd vereiſcht, maar dat die Staten ook alle mogelyke devoiren tot het beletten, ja zelfs maar tot een proviſionele ophouding van die verkoopinge hebben aangewent, en billijke preſentatien ten dien einde gedaan. De tegenwoordige Regeerders van Veere, die nu goet gevonden hebben, zulken advys in tegendeel in te brengen, zouden daar uit, tot haar overtuiginge en beſchaming, hebben konnen zien, dat haar Voorzaten in die tydt meer cordaarbeit hebben gehad, dan zy tegenwoordig hebben, en dat zy wel hebben begrepen, wat van Haar Eed en Plicht was, tot voorſtand van de Hoogheit en Gerechtigheit van den Lande, en van de voornaamſte en wezentlykſten inhoud van Haar eigen hier voor gemelde Privilegien.

Die Regeerders van Veere hadden ook konnen zien, dat het poinct van deliberatie, waar omtrent Wy tegenwoordig verſeren, geen nieuwigheyt en is, noch eerſt zedert den jaare 1706. op de baan gebragt, dat Koning Philips de Tweede, ten tyde van de verkoopinge by Decreet, voor den Grooten Raad van Mechelen, reeds heeft geoordeelt, *dat de Steden Vliſſingen en Veere, van te veel aangelegenheit waaren, om onder een particulier Heer ofte Marquis te worden gelaten, en daarom die koop heeft overgenomen*; dat ten tyde van de laatſte verkooping, voor den Hove Provinciaal, de Aarts-

ANNO 1732. *une affaire, qui ne pouvoit pas s'accorder avec une bonne Regence & Juſtice: C'eſt pour cela, que les Seigneurs de Middelbourg, de Zierickzee, Goes, Tholen, & Fleſſingue, ſe ſont obligés, de faire la préſente Proteſtation contre l'Avis des Seigneurs Regens de Veere; avec la requiſition, qu'il ſera auſſi inſeré dans les Notules de l'Aſſemblée des Etats.*

Les Seigneurs de Middelbourg, de Zierickzée, Goes, Tholen, & Fleſſingue, ne peuvent pas cacher, que l'Avis des Seigneurs Regens de Veere ne leur paroit pas être un Avis impartial de l'un des Membres de l'Aſſemblée, qui ſe trouve obligé, tout comme eux, de tenir la main & d'aider à maintenir la Souveraineté & la juriſdiction du Païs, & de ſes Villes & Membres; mais qu'il provient de certaines perſonnes, qui ſont tout-à-fait préoccupées, & qui ne font pas de difficulté, de s'intereſſer ouvertement pour les droits prétendus du Marquis; & cela contre une partie très-eſſentielle de leurs propres Privileges, en vertu deſquels ils ont obtenu ſeance & voix dans cette Illuſtre Aſſemblée.

Les cinq prémiers Membres ne ſe donneront pas à préſent la peine, & ils croyent auſſi qu'il ſeroit ſuperflu, de combattre l'Avis des Seigneurs Regens de Veere, & de faire voir que les Raiſonnements, & les Argument, dont on s'y eſt ſervi, ſont recherchés de bien loin, & deſtitués de tout fondement; Lesdits Membres ne ſe trouveront jamais en peine, de faire voir à toute la terre impartiale, qu'ils n'ont rien fait dans cette affaire, ni aviſé, que ce que tous les Regens d'bonneur, qui veulent s'acquiter de leur ſermens & de leur devoir, ſont indiſpenſablement obligés de faire; Et qu'en cela leur intention & leur point de vue s'accorde parfaitement avec les Règles d'un bon Gouvernement, de la Juſtice, & de l'Equité, ſans qu'ils ayent aucunement en vuë leurs interêts particuliers, ou les recompenſes qui leur en pourroient revenir un jour, ſur quoi des Seigneurs Regens de Veere ſemblent avoir fait une ſerieuſe attention.

Du reſte, les cinq prémiers Membres ſe contenteront de ſe ſervir des propres termes de l'Avis de Veere, & de dire, que ledit Avis eſt rempli de ſuppoſitions & de raiſons vulgaires & erronées; & que le jugement le moins deſavantageux qu'on en peut porter, eſt de dire qu'on y trouve un défaut évident de diſcernement & d'experience dans les affaires de la Regence.

Et pour le faire voir d'un coup d'œil, on n'a qu'à obſerver, que les Seigneurs Regens de Veere inſinuent dans leur Avis, comme par maniére de reproche aux autres Membres, que le tems favorable de s'oppoſer à cette vente avoit été lorſqu'on la fit pour la deuxiéme fois par decret devant la Cour Provinciale; Et que ce ſeroit un prétexte frivole de vouloir le faire à préſent, après que cent trente ans étoient paſſés.

Si l'Auteur de l'Avis, que les cinq Membres ne connoiſſent pas, l'avoit ignoré, il auroit pourtant convenu aux Regens de Veere, de ſavoir, & d'avoir appris des Notules de l'Etat, que les Seigneurs Etats de Zéelande ſe ſont effectivement oppoſés dans ce tems-là à cette Vente, & même avec le concours des Seigneurs de Veere, que cette Vente ne s'étoit pas ſeulement faite ſans le conſentement des Etats, qui ſans-doute y étoit très néceſſaire; Mais que les Seigneurs Etats s'étoient donnés toutes les peines poſſibles, & avoient fait toutes les repréſentations raiſonnables, pour empêcher dans ce tems, ou du-moins pour faire ſuſpendre proviſionnellement cette Vente; les Regens préſens de Veere, qui ont à préſent jugé à propos de delivrer tout au contraire leurdit Avis, auroient pû y apprendre, & y être convaincus à leur honte, que leurs Prédeceſſeurs en ont agi avec une plus grande cordialité, qu'ils ne font à préſent, & que leurdits Prédeceſſeurs ont fort bien compris, ce qui étoit relatif à leur ſerment, & à leur devoir, pour ſoutenir la Souveraineté, & les Prééminences du Pays, & le contenu principal & le plus eſſentiel de leurs propres privilèges.

Les Regens de Veere auroient d'ailleurs pû s'appercevoir, que le point des délibérations, dont il s'agit à préſent, n'eſt pas une nouveauté, qui faiſant leur Système a pris origine depuis l'année 1706; Que le Roi Philippe a déja jugé, lorſque cette vente s'eſt faite par Decret, devant le Grand Conſeil de Malines. Que les Villes de Fleſſingue & de Veere étoient d'une conſequence trop grande, pour les laiſſer à un Seigneur particulier, ou au Marquis, & que pour cela il les acheta lui-même; *Que du tems de la derniére vente devant la Cour Provinciale, l'Archi-Duc* Matthias (*au-*

ANNO 1732. Hertog Matthias, aan wien het Gouvernement Generaal was toevertrouwt, met Advys van den Raad van State, Secrete Raad, en van die van de Financien, nevens hem zynde, de Staten van Zeeland, en veel Leden uit de Vergaderinge van de Provincie van Holland en West-Vriesſandt, van dat verſtand zyn geweeſt, dat die verkooping en vervremding, zonder groot nadeel van de Provintie van Zeelandt in 't particulier, en van de andere Provintien in 't algemeen, niet en konde noch behoorde te geſchieden.

Dat de Heeren Staten van Zeelandt niet lang na de verkooping noch hebben aangehouden, dat de Steden Vliſſingen en Veere, uit de Vaſallage zouden worden ontſlagen, en onder het Lichaam van Zeeland gebragt; Dat de verkooping is geſchiet, en dat alle aangewende devoiren, echter in het vervolg, vruchteloos zijn geweeſt, is alleen toegekomen door het groot gezach en vermogen van de Heeren Princen van Orangen, het welk aan de Heeren van Veere meede niet onbekent behoorde te wezen.

Het moet aan een yeelijk zeer vreemt en bedenkelyk voorkomen, dat de Regeerders van Veere, niet alleen hebben konnen goedvinden, zich te kanten en aan te gaan tegen het eenparig advys van de vyf Voorzittende Leden van deze Provintie, en zelfs tegen het advis van Haar Stad, meermalen ter Vergaderinge ingebragt; Maar dat zy zelfs hebben durven beſtaan, een ſchriftelyk Advis in deze Vergaderinge over te geven, dat behalven verſcheide hatelyke expreſſien, en illatien, tot laſte van de vyf andere Leden, ook opgevult is, met verſcheidene bedreigingen, om was het mogelyk, alle goede en getrouwe Regenten af te ſchrikken, van te adviſeren, het geene zy oordelen met Haar Eed en Plicht over een te komen, en dat dieshalven nadeelig is aan de Hoogheit en Vryheit van deze Vergaderinge. Daar toe ſpeſteren die termen, *dat de Provincien van Gelderland, Vriesland, en Groningen, zich voor den Heere Prince van Naſſau willen Intereſſeren, en die zaak niet ongevoelig zullen behandelen, maar allerwegen, zelfs bij de verleenen van repreſaille, en andere gelykeſoortelyke middelen van Contrainte, zich daar tegens zullen trachten aan te kanten*; Daar toe ſpeſteert mede de verkeerde illatie, *dat de Bondgenoten malkanders ſolemnelyk hebben gobligeert, Haar met alle onzichtbigheit te zullen machten, van eenige Uitheemſche Furſten en Heeren, eenige occaſie van Offenſie te geven*, als of men zeggen wilde, dat de Regenten van Zeeland, het reſſentement van de een of andere Mogentheit hebben te wachten; Dat is noch niet genoeg, men gaat verder, en men durft van ter zyden de goede Regenten ook met het reſſentement, van een aanſtaande Stadthouder dreigen, met allegatie van het deſaltreuſe jaar 1672. hier ſchynende wederom vergeten te hebben, dat in de Maand October laaſtleden, op een ſolemnele wyze, met concurrentie niet alleen van de ſes Leden van Staat, maar zelfs met een Unanimiteit van alle Regenten in de Reſpective Steden, ende zulks ook met Haar eige vrijwillige goedkeuring, Haar woord gegeven hebben, de tegenwoordige Regeeringsform te zullen maintenieren en handhaven; men vergeet ook niet te zeggen, dat men zich een koſtelyk en bachlyk proces, 't welke particulierlyk voor de Steden van ruineuſe gevolgen zoude kunnen wezen, op den hals zal halen, maar het geene noch alle buitenſporigheit te boven gaat, dat men onder de Staats Leden zelve, en zulks in de eigen boeſem van de Provintie zouden blyven voeden, een eeuwigduirende argwaan, en diffidentie, en een rechte twiſt-appel, om oneindige diſputen, verwarringen, en verdeeltheden te veroorſaken, welke in tyden en wylen, doch nergens anders toe zoude kunnen ſtrekken, als tot een ſteen des aanſtoots, om de Vryheit hier over te doen ſtruikelen; Daar het nochtans aan een yegelyk, die maar een gefond oordeel heeft, bekent is, dat het Marquiſaat van Ter Veere, altyd een ſteen des aanſtoots in de Regeering van deze Provintie is geweeſt, dat de deſiberatien en het conſent van de andere Leeden daar heenen gaan, om die ſteen des aanſtoots wech te nemen, en dat de poginge van de Regeerders van Veere alleen daar toe ſtrekken, om de zelve te behouden, op dat de Vryheit in 't toekomende daar over zoude konnen ſtruikelen.

En gelyk den inhoud van het voorgaande Advys van de Heeren Regeerders van Veere, aan alle goede en getrouwe Regenten, zeer bedenkelyk moet voorkomen, zo moet ook de Periode, waar mede dat advys wort beſloten, geen minder bekommeringh verwekken; Doch alzo dezelve wat duiſter ſchynt te wezen, moet en wil men wel preſumeren, dat de Regenten van Veere

quel en avoit confié le Gouvernement général, avec l'aſſiſtance & l'avis du Conſeil d'Etat, du Conſeil Secret, & de celui des Finances) les Seigneurs Etats de Zelande, & pluſieurs Membres de l'Aſſemblée des Etats de Hollande & de Weſt-Friſe, ont été de ce ſentiment, que cette Vente, & cette alienation ne pouvoit pas ſe faire ſans porter un préjudice notable à la Province de Zelande en particulier, & aux autres Provinces en général. ANNO 1732.

Que les Seigneurs Etats de Zelande avoient encore inſiſté fort peu de tems après que cette Vente fut faite, que les Villes de Fleſſingue & de Veere fuſſent delivrées de leur Vaſſallage, & reunies au Corps de la Zelande; Qu'on avoit pourtant fait cette Vente, & que toutes les inſtances faites depuis étoient reſtées ſans aucun effet, par la grande autorité & par le pouvoir du Seigneur Prince d'Orange, ce que les Seigneurs de Veere ne devoient pas non plus ignorer.

Chacun trouvera ſans-doute très-particulier, que les Regens de Veere n'ont pas ſeulement pu trouver bon & raiſonnable, de combattre & de s'oppoſer à l'Avis unanime des cinq premiers Membres de cette Province, & même au propre Avis de leur Ville, ſi ſouvent donné dans l'Aſſemblée de l'Etat; mais qu'ils ont même oſé délivrer dans cette Aſſemblée un Avis écrit, qui, ſous compter pluſieurs expreſſions odieuſes, & pluſieurs inſinuations, qu'on y met à la charge des cinq autres Membres, eſt encore rempli par tout de pluſieurs menaces, pour intimider, s'il étoit poſſible, tous les Fidèles Regens, & les détourner de donner leurs Avis, ſuivans qu'il convient à leur ſerment & à leur devoir; ce qui, par conſequent, eſt très-préjudiciable à la Souveraineté, & à la Liberté de cette Aſſemblée; C'eſt pour cela, qu'on s'eſt ſervi des termes, que les Provinces de Gueldres, de Friſe, & de Groningue veulent s'intereſſer pour le Seigneur Prince de Naſſau, & qu'elles ne traiteront pas cette affaire avec indifference; mais qu'elles tâcheront toûjours & par tout de s'y oppoſer, & peut-être même par la permiſſion des Repreſailles, & par d'autres moyens reels de Contrainte; *C'eſt à quoi aboutit encore cette reflexion*, que les Confederés ſe ſont obligés reciproquement, & ſolemnellement, de ſe garder avec toute la circonſpection poſſible, de ne donner aucune occaſion de plaintes à quelque Prince, ou Seigneur étranger, *comme ſi on vouloit inſinuer par-là, que les Regens de la Province de Zelande avoient à craindre les juſtes reſſentiments de l'une ou de l'autre Puiſſance. Cela ne ſuffit pas encore, on va plus loin, & on oſe menacer les bons Regens du reſſentiment d'un futur* Stadthouder, *en alleguant la fatale année 1672. en quoi il paroit evidemment, qu'ils ont oublié d'avoir donné leur parole dans le mois d'Octobre dernier d'une maniére ſolemnelle, non pas ſeulement avec la Concurrence des ſix Membres de l'Etat, mais même avec une unanimité de tous les Regens des Villes reſpectives, & avec leur libre & propre conſentement, de vouloir ſoutenir & maintenir la préſente forme de Gouvernement. Ou n'oublie pas non plus d'y dire*, qu'on pourroit facilement s'attirer ſur les bras un procès épineux, & de grands fraix, ce qui pourroit être en particulier d'une conſequence pernicieuſe pour les Villes; *Et ce qui ſurpaſſe de beaucoup tout le reſte*, que l'on nourriroit par là entre les Membres de l'Etat même, & par conſequent dans le propre ſein de la Province, des ſoupçons, & une défiance perpetuelle, & une vraie pomme de diſcorde, capable d'y occaſionner des diſputes, des diviſions, & des confuſions continuelles, & qui ne pourroient aboutir à autre choſe en tems & lieu, qu'à ſervir d'une pierre d'achoppement, contre laquelle la Liberté pourroit aller ſe briſer. *Or il eſt connu tout au contraire à tous ceux qui voudront juger ſainement, que le Marquiſat de Veere a été de tout tems une pierre d'achoppement pour la Regence de cette Province; Que les déliberations & les conſentemens des autres Villes n'ont eu vue, que d'ôter cette pierre d'achoppement; & qu'au contraire les intentions des Regens de Veere ne tendens uniquement, qu'à la conſerver, afin que tot ou tard la Liberté s'y puiſſe heurter;*

Et comme le contenu du précedent Avis des Seigneurs Regens de Veere ne peut pas manquer de ſurprendre tous les bons & fidèles Regens; La Periode, qui ſert de Concluſion audit Avis, ne laiſſe pas non plus de les embaraſſer: Mais comme elle paroit être un peu obſcure, on ſe contente de préſumer, que les Regens de Veere n'y ont

pas

ANNO 1732. re daar op niet zullen hebben gereflecteert, noch bemerckt de quaadaardigheit die daar in ſteekt, en noodzakelyk daar uit proſoeren moet; Anderzint indien dat voorbedachtelyk is geſchiet, zo behoorden die Regeerders van Veere, die beſtaan hebben, zulken Advys in deze Vergaderinge voor het Haare in te brengen, zich wel eens nader te expliceren, wat zy daar mede voor hebben, of zy deze Vergaderinge met een tumultuaire beweging van de Gemeinte willen dreigen, en of, als zy als een Maxime willen vaſtſtellen, dat de Reſolutien in deze Vergaderingen ten dienſte van het Gemeen genomen, maar een doode letter zoude wezen, ten zy die hy de Gemeinte werden goedgekeurt. De andere Leden weten zo wel als de Regenten van Veere, dat de Regering door een goede harmonie, door een loffelyke en ſachte moderatie en directie, zo in de Politie als Juſtitie, beſtendig gemaakt moet worden: Waar by Wy wel willen gevoegt hebben de onbeſproke levenswyze van de Regenten, Haar in het byzonder onthoudende van alle zichtbare, taſtelyke, en by de Wet gecondemneerde Conduites, maar wenſchten van de Regeerders vao Veere wel eens te vernemen, hoe die allegatie hier te paſſe komt, en met wat voor intentie die word gedaao.

De vyf Voorzittende Leden willen, tot beſluit, de Regeerders van Veere wel ernſtig verzoeken en vermanen, dat Zy zich nader gelieven te bedenken, en te gelyk met aandagt overwegen, dat de tegenwoordige deliberatie, om de Steden Vliſſingen en Veere uit de Vaſalage, en onderwerpitg aan een Particulier Heer te ontſlaan, en dezelve te verklaren en te houden voor vrye Graafelyke Steden, volgens den uitdrukkelyken inhoud van Haare Privilegie; een zaak is van de allergrootſte en wezentlykſte importantie, en die eigentlyk de Hoogheit, Vryheit, en Gerechtigheit van deze Provintie, van deze Hooge Vergaderinge in 't gemeen, en van de Steden Vliſſingen en Veere in 't particulier, is rakende: dat zy vervolgens buiten alle preoccupatien en byzonder belang, willen overwegen, den ſolemnelen Eed, die Zy als Comparanten van deze Hooge Vergaderinge hebben gedaan; Vervolgens willen de Voorzittende Leden betrouwen, dat de Regenten van Veere beter onderrigt en overtuigt zynde, niet langer ſwarigheit zullen maken, van aan het Advys van de vyf Voorzittende Leden toe te komen, en daar beneffens Haar ſchriftelyk Advys weer in te trekken, en uit de Notulen te lichten.

pas bien reflechi, & qu'ils n'ont pas remarqué la malignité, qui y eſt attachée, & qui en doit émaner neceſſairement; Autrement ſi cela s'étoit fait de propos prémedité, les Regens de Veere, qui ont conſenti de délivrer cet Avis, comme venant d'eux, dans l'Aſſemblée, ſeroient obligés d'expliquer un peu plus clairement, quelle a été leur intention: s'ils veulent menacer cette Aſſemblée d'un mouvement tumultueux de la Populace, & poſer comme une Maxime conſtante, que les Reſolutions, qu'on prend dans cette Aſſemblée pour le bien public, ne ſeroient à conſiderer, que comme une Lettre Morte, *ſi Elles n'ont été auparavant approuvées par la Populace, Les autres Membres ſavent auſſi bien que les Regens de Veere, que la Regence ne peut être rendue permanente, que par une bonne harmonie, & par une moderation, & une direction louable & douce; tant dans la Police, que dans la Juſtice: A quoi Nous voulons bien, qu'on ajoute encore par une maniere de vivre irreprochable des Regens, qui s'abſtiennent en particulier d'une conduite viſiblement condamnée par les Loix; Mais ils ſouhaitent auſſi d'apprendre des Regens de Veere, comment cette allegation peut venir ici à propos, & à quelle intention on l'y a inſerée.*

Pour Concluſion, les cinq premiers Membres prient & exhortent très-ſerieuſement les Regens de Veere, qu'il leur plaiſe de reflechir, & de conſiderer avec plus d'attention, Que la Deliberation preſente, de délivrer les Villes de Fleſſingue & de Veere de leur Vaſſellage, & de toute ſujettion à un Seigneur particulier, & de les déclarer & tenir pour des Villes Libres de la Comté en conformité de la teneur expreſſe de leurs Privileges, eſt une affaire de la plus grande & plus eſſentielle importance, & qui regarde proprement la Souveraineté, la Liberté, & les Preéminences de cette Province, & de cette Aſſemblée en general, & de la Ville de Fleſſingue en particulier; Qu'ils veuillent enſuite conſiderer, ſans preoccupation, & ſans aucune vué d'interêt particulier, le ſerment ſolemnel qu'ils ont prêté, comme Comparans de cette Illuſtre Aſſemblée; Et pour le reſte les cinq premieres Villes eſperent alors, que les Regens de Veere, ayant été mieux informés & convaincus, ne feront plus difficulté d'accéder à l'Avis des cinq premieres Villes, & en même tems de retirer leur propre Avis écrit, & de le faire biffer par des Notules.

ANNO 1732.

Origine du Marquiſat de Fleſſingue & de Ter Veere. [Tiré de la Deduction du Droit du feu Prince d'Orange *Jean Guillaume Friſo.*]

Veere & *Fleſſingue*, ainſi que la plupart des Villes maritimes de ces Provinces, n'ont été dans leur origine que des Hameaux habitez par des Pêcheurs ou des Bateliers. Ceux de *Veere* tranſportoient les Paſſagers dans le Territoire de *Kamp*, qui, avant l'inondation de 1552. faiſoit partie de l'Iſle de *Noordbevelande*, d'où ce Hameau prit le nom de Kamp-Veere, c'eſt-à-dire, le paſſage ou le trajet à Kamp, qu'il garda aſſez long-tems, faiſant alors partie de la Seigneurie [Ambacht] ou Fief de *Zandyck*, que *Florent V.* Comte de Hollande & de Zeelande vendit en 1280, comme *Mauvais* (†) Fief de Zeelande, à *Wolphart de Borſelle* & à *Sibille* ſon Epouſe, qui ayant beaucoup bonifié ce bien, l'offrirent, comme c'étoit alors l'uſage, à la Comteſſe *Beatrix* Epouſe du même Comte *Florent*, afin que cette Princeſſe le leur vendant, il acquit la qualité de *Fief Perpetuel & Hereditaire*, ce qui fut executé, comme il paroît par les Lettres d'Inveſtiture de 1282. Avec le tems, *Camp-Veere* devint plus peuplé, on y bâtit une Egliſe, vers le milieu du 14. Siecle, & *Henri I. de Borſelle* commença en 1368 à l'environner d'un mur. L'Impereatrice *Marguerite*, Comteſſe de Hollande & Zelande, attribua en particulier à *Camp-Veere* les Droits Féodaux du Fief de Zandyck en 1346., en faveur de *Wolphart III.* & *Guillaume de Baviere* le fit encore d'une maniére plus particuliere en 1350. en faveur du même. C'eſt ainſi que le Fief de *Veere* a été poſſédé par les deſcendans de *Wolphart I. de Borſelle* juſqu'en 1487. que mourut *Wolphart V. de Borſelle* ſans laiſſer d'heritiers mâles, enſorte que ce Fief paſſa dans la Maiſon de *Bourgogne* par le mariage de ſa fille ainée *Anne* avec *Philippe de Bourgogne* fils d'*Antoine*, le Grand Bâtard.

L'Origine de *Fleſſingue* eſt la même que celle de *Ter Veere*: au commencement ce n'étoit qu'un Hameau habité par des Pêcheurs & par des Bateliers qui tranſportoient les Paſſagers ſur la Côte de Flandres. En 1290. ce n'étoit encore qu'un Village, lorſque le Comte *Florent* y aborda en revenant d'Angleterre. *Guillaume*, Comte de Hainaut, Hollande & Zelande lui donna des Loix, & en fit une Ville au commencement de 14. ſiécle, après lui avoir fait conſtruire un Port. Elle reſta au pouvoir des Comtes juſqu'en 1452. que *Philippe* Duc *de Bourgogne*, Comte de Hollande & Zelande, la vendit & tranſporta avec *Weſtcapel* & *Dombourg* à *Henri II.* Seigneur de *Veere* & le penultieme de la famille de *Borſelle*, à la mort de *Wolphart V.* ſon fils, la Seigneurie de Fleſſingue &c. paſſa avec celle de Veere à *Philippe de Bourgogne*, marié à *Anne de Borſelle*.

En 1518. *Adolphe de Bourgogne* ſucceda à ſa Mere, & ſon fils *Maximilien* qui lui ſucceda en 1540. poſſeda ces Seigneuries comme Fief Hereditaire ainſi que ſes predeceſſeurs avec toutes les Juriſdictions ordinaires & autres preéminences contenues dans les Lettres d'Inveſtitures, juſqu'en 1555. que l'Empereur *Charles V.* en qualité de Comte de Hollande & de Zeelande, érigea ces deux Villes avec ce qui en dependoit, en Marquiſat, & en inveſtit *Maximilien de Bourgogne*, le 21. Oct. 1555.

Maximilien mourant ſans Enfans nomma pour ſon ſucceſſeur *Maximilien de Henin*, fils de Meſſire *Jean de Henin* Comte de *Boſſu* & *d'Anne de Bourgogne* ſœur de *Maximilien*. Mais la Succeſſion de celui-ci ſe trouvant chargée de dettes conſiderables, le Comte de *Boſſu* l'abandonna aux créanciers, qui obtinrent en 1566. un Decret du Gr. Conſeil de Malines pour la vente

(†) C'eſt-à-dire que faute d'héritier mâle le Fief devoit retourner au Comte.

ANNO 1732. vente du Marquiſat &c. le Sr. d'*Auxi* en fut l'adjudicataire, mais il le céda en 1567. à *Philippe II.* Roi d'Eſpagne Comte de Zeelande, qui s'engagea de rembourſer les ſommes pour leſquelles le Marquiſat étoit hypothequé. Mais les troubles qui ſurvinrent dans ces Provinces, ne permirent pas à ce Prince d'effectuer ſa parole, ainſi les Créanciers s'adreſſerent à la Cour Provinciale de Hollande & Zeelande, & en obtinrent une proviſion ulterieure, en vertu de laquelle la Seigneurie de Fleſſingue fut vendue proviſionellement & adjugée à Jacob Bouwentz Bourguemaitre de ladite ville au nom des Regens & Magiſtrats.

Ter Veere fut adjugée au Receveur *Jacob Campen*, pour lui & ſes Aſſociez, ſans qu'il fût fait mention des Regens de la Ville.

Par interpoſition du Decret, les Acheteurs furent ajournez devant la Cour au 28. Nov. Enfin aux pourſuites des mêmes Créanciers Sentence fut prononcée le 22. Mai 1581. en vertu de laquelle le ſuſdit Marquiſat de Veere & Fleſſingue a été mis en vente publiquement dans le Parquet de la Cour, après en avoir fait faire les publications & affiches ordinaires; & le 27. & 29. de Juin le Sgr. *Guillaume de Naſſau*, Pr. d'Orange & Comte de Naſſau nommé chez nous *Guillaume I.* en reſta le plus offrant & adjudicataire pour la ſomme de 144600 fl., ſavoir pour *Ter Veere* & ſes dépendances & la Ville de *Domburg* 74500 fl. & pour *Fleſſingue* 70100, outre une ſomme de 24. mille flor. qui devoit être payée dans deux ans au Sr. de *Fremont* pour extinction de ſes pretenſions, enſorte que cela faiſoit en tout 168600. fl. ſomme exceſſive vû les circonſtances critiques de ce tems-là. Cet Achat ayant été fait avec toutes le formalitez requiſes par les Loix & Coutumes du Païs, le Prince *Guillaume I.* prêta hommage & fit le ſerment requis le 8. Août ſuivant. Ce Prince ayant été cruellement aſſaſſiné à Delft deux ans après, eut pour Succeſſeur dans le Marquiſat le Prince *Maurice*, ſon ſecond fils. Celui-ci étant mort ſans Enfans légitimes en 1625. inſtitua ſon Frere le Pr. *Frederic-Henri* héritier du Marquiſat, que celui-ci laiſſa à ſon fils *Guillaume II.* auquel ſucceda ſon fils *Guillaume III.* de Glor. Mem. Roi d'Angleterre, qui inſtitua par ſon Teſtament du 28. Oct. 1695. le Prince *Jean-Guillaume Friſo* ſon legataire univerſel.

Suivant les Lettres de erétion & d'érection, le dénombrement de ce en quoi conſiſte le Marquiſat, contient:

La Ville de *Ter Veere* avec le château de *Zanderburg* & 300. arpens de terre conſtituant la banlieue de la Ville, le Village de Polder avec les Terres; qui en dependent; le *Schorre* qui s'etend vers Arnemuyde & depend de Ter Veere; & les Villes, Terres & Seigneuries de Fleſſingue, Weſtcapel & Domburg, avec ce qui en dépend, la Maiſon & Fief de Popkensburg, le Fief de Duynbeecke, le tout ſitué dans l'Iſle de Walkeren, Païs & Comté de Zeelande, leſquelles diverſes Portions & Fiefs Héréditaires ſeront tenues de la Comté de Hollande

En outre y ſont encore annexées les Seigneuries que *Maximilien de Bourgogne* a poſſedé en Walkeren comme *Mauvais* Fiefs, ſavoir, la Seigneurie de *Zandeck*, *Seroskerke*, *Clevaarskerke*, *Koudekerke*, *Bingenkerke*, *Kromenboecke*, *Hoogelande*, *Willinckwerve*, & *Willinckwerve* dans Zuyd-Wateringe, *S. Janskerke*, *Serpoppenkerk*, *Weſtcappel-Buyten*, & *Watkinsdorp*, *vieux Vliſſingen* & *Weſtingen*. Il eſt vrai qu'avec le tems on en a demembré les Villes de *Weſt-Cappel*, & *Domburg*, le château de *Popkensburg*, le Fief de *Duynbeecke* & quelques morceaux de terres, Tienden & aux environs des Polders.

Enfin étant ſurvenu quelque diſpute entre les 3. Villes de Walkeren touchant la Juriſdiction ſur les Villages & Seigneuries de cette Iſle, dont une partie avoit été annexée au Marquiſat; le Prince *Maurice*, à la deciſion duquel on remit ce different, fit un partage proviſionel, en vertu duquel chacune desdites 3. Villes a exercé depuis ce tems-là jusqu'à preſent, la *Judicature* & la *haute juriſdiction* ſur les Villages & Seigneuries qui lui ſont échues par ce partage.

CLVIII.

Août. *Declaration du Roi de France à ſon Parlement pour en regler la conduite dans le Cas des Remontrances &c. donnée à Marly, le 19 Août 1732.* [Mercure Hiſtorique Tom. 93. pag. 329.] ANNO 1732.

LOUIS, &c. Par l'Examen que nous avons fait faire en notre Conſeil des dernieres Remontrances de notre Cour de Parlement de Paris, nous avons reconnu que la Diſcuſſion des faits qui y ſont expoſez auroit été peu convenable à la Maj. Royale, & penible même à notre bonté. Ainſi, nous avons crû que pour y répondre dignement, nous devions porter nos vuës ſur l'avenir beaucoup plus que ſur le paſſé, en rappellant & en affermiſſant par une nouvelle Loi les Regles que notre Parlement a toujours dû, & qu'il doit toujours ſuivre pour remplir également toutes ſes obligations. Animez du même eſprit que les Rois nos Predeceſſeurs, qui ont trouvé bon que leurs Cours Superieures leur fiſſent des Repréſentations auxquelles ils étoient toujours les maîtres d'avoir égard, ou de ne pas déferer, nous n'avons jamais eu intention ni de diminuer la liberté des ſuffrages de notre Parlement de Paris, ni de l'empêcher de nous donner des marques de ſon zèle ſur ce qui peut l'exciter juſtement dans les matéres dont la connoiſſance lui eſt attribuée.

Une liberté ſage & reſpectueuſe, un zèle éclairé & conduit par la prudence, trouveront un accès facile auprès de notre Trône. Mais ſi nous ſommes diſpoſez à y recevoir favorablement les Repréſentations des Officiers de notre Parlement, ils doivent de leur part être toujours prêts à faire ceder leurs ſentimens particuliers aux vuës générales & ſuperieures qui nous font juger de ce qui convient le mieux au Bien commun de notre Etat. Enſorte qu'après avoir uſé d'abord comme des Magiſtrats éclairez de la permiſſion qu'ils ont de nous propoſer leurs Reflexions, ils ſe ſoumettent enſuite à notre Autorité comme de fideles Sujets ſur leſquels nous voulons bien nous repoſer du ſoin de faire exécuter nos Loix. Ce ſera donc par leur attachement à des Regles ſi inviolables qu'ils donneront plus de force à leurs Repréſentations, & ſur-tout à celles qui tendront à conſerver le Dépôt ſacré des Maximes de ce Royaume, ſur les Libertez de l'Egliſe Gallicane. La ferme reſolution où nous ſommes de les maintenir, à l'exemple de nos plus auguſtes Prédeceſſeurs, a été pleinement manifeſtée aux yeux du Public par tout ce qui eſt émané de notre Autorité ſur une matiere ſi importante, & par l'approbation que nous avons donnée ſolemnellement & plus d'une fois aux ſages précautions que notre Cour de Parlement prit ſous les yeux du feu Roi, notre très-honoré Seigneur & Bis-Ayeul, pour prevenir toutes les mauvaiſes conſéquences que des Eſprits mal-intentionnez voudroient tirer de la Bulle *Unigenitus*. Mais en ſoutenant des Maximes qui nous ſont plus précieuſes qu'à aucun de nos Sujets, notre Parlement ne doit pas moins s'élever contre la malignité de ceux qui pendant qu'ils affectent de ſe dire les Défenſeurs de notre Autorité, ne cherchent qu'à la rendre moins reſpectable par des bruits artificieuſement repandus, que notre intention eſt d'abolir l'uſage des Appels comme d'abus, & de retrancher une voye ſi néceſſaire pour arrêter le cours des entrepriſes reciproques ſur les Droits du Sacerdoce ou ſur ceux de l'Empire. Oſer faire naître des ſoupçons ſi injurieux à la Majeſté Royale, c'eſt une témerité qui ne peut être regardée que comme un crime; & le plus digne uſage que notre Parlement puiſſe faire de l'Autorité que nous lui confions, eſt de reprimer une licence ſi puniſſable, pour affermir dans le cœur de nos Sujets la fidelité & l'obéïſſance, l'amour & la confiance qu'ils nous doivent. Le principal devoir de cette Compagnie eſt de leur en donner toujours l'exemple, & elle ne le ſera jamais plus utilement, que lorſqu'elle ſera attentive à éloigner avec ſoin de ces Aſſemblées, ce qui pourroit faire dégenerer la liberté des opinions dans une confuſion contraire à la gravité d'un Corps dont l'ordre & la regle doivent faire le principal ornement. C'eſt dans cette vuë, que nous avons reſolu d'employer dès à préſent nos intentions ſur des difficultez qui ſemblent d'abord ne tomber que ſur la forme, mais qui peuvent influer ſur le fond des Délibérations. Nous-nous propoſons d'y ajouter dans la ſuite, par un Reglement plus, étendu les diſpoſitions néceſſaires pour faire régner dans notre Cour de Parlement une ſubordination & une diſcipline auſſi convenable à ſa digni-

té

ANNO 1732.

té & à ſes vrais intérêts, qu'au bien de notre ſervice & au maintien de notre Autorité.

A ces Cauſes, de l'avis de notre Conſeil, &c. Voulons & nous plait ce qui ſuit.

I. Les Ordonnances, Edits & Déclarations & Lettres Patentes publiées en notre préſence, ſeront inviolablement obſervées, à compter du jour de la publication qui en aura été faite, ſuivant l'Ordonnance de 1667., ſans que l'exécution en puiſſe être différée, même ſous prétexte de Remontrances ou Repréſentations que nous aurions trouvé bon que notre dite Cour nous fît au ſujet desdites Loix.

II. Dans tous les cas ou ſuivant la diſpoſition des Ordonnances où notre Parlement aura cru nous devoir repréſenter ce qui lui paroîtra utile pour le bien de la Juſtice & pour le maintien de l'Ordre public dans les matieres de ſon reſſort, nous lui ferons ſavoir notre volonté, après avoir fait examiner les Remontrances à notre Conſeil; & elle ſera tenuë de s'y conformer à peine de deſobéïſſance, ſans pouvoir nous faire de nouvelles Remontrances, à-moins que nous le lui ayons permis expreſſément.

III. Les Requiſitions faites par nos Avocats & Procureurs-Généraux verbalement ou par écrit, ſoit pour être reçûs Appellans comme d'Abus d'Ordonnances émanées de l'Autorité Eccleſiaſtique, ſoit pour reprimer les entrepriſes qui pourroient être faites en quelque maniere que ce fut ſur le pouvoir que nous tenons de Dieu ſeul, ou contre les Libertez de l'Egliſe Gallicane, les Droits des Evêques & les Maximes du Royaume ne ſeront portées qu'à la Grand-Chambre, pour y être par elle pourvû, ainſi qu'il appartiendra.

IV. Il ne pourra être fait aucune Déliberation au ſujet des matieres mentionnées dans l'Article précedent, que ſur Requiſitions de noſdits Avocats ou Procureurs-Généraux, ou ſur la propoſition qui en ſera faite par le Premier Préſident, ou par le Préſident en ſon abſence; ſauf à ceux des Officiers de notre dit Parlement qui eſtimeroient qu'il y auroit quelque Déliberation au ſujet desdites matieres d'en informer le Premier Préſident en particulier, ou celui qui préſidera en ſon abſence, pour y être pourvû par la Grand-Chambre, ainſi qu'il appartiendra.

V. Defendons expreſſément aux Officiers des Enquêtes de déliberer ailleurs que dans toutes les Chambres en quelque maniere que re puiſſe être, ſoit ſur ce qui concerne l'Enregiſtrement de nos Ordres, ſoit ſur toute autre matiere publique, dont la connoiſſance eſt attribuée à notra Cour de Parlement, ou de s'aſſembler enſuite par Députez, & prendre des Déliberations communes, ni de tenir aucun Regître propre à toutes les Chambres, ou à chacune d'elles ſur lesdites matieres; le tout à peine de deſobéïſſance & d'encourir notre indignation contre les Préſidens & Conſeillers qui auroient provoqué lesdites Aſſemblées, ou qui y auroient aſſiſté, notamment à l'égard de ceux qui ſe ſeroient entremis même comme Députez de leur Chambre pour ſavoir les avis des autres Chambres, & en former un nœud commun. Déclarons nul & de nul effet tout re qui pourra être fait ou entrepris au préjudice de la préſente Diſpoſition.

VI. Enjoignons à toutes & chacune les Chambres de notre dit Parlement de vaquer aſſidûment chacune en ce qui la regarde à l'adminiſtration de la Juſtice, leur défendons de ceſſer ſans notre permiſſion en quelque cas que ce ſoit, de la rendre à nos Sujets; ce qui ſera pareillement exécuté à peine de deſobéïſſance & d'encourir notre indignation, même de privation de Charges de ceux qui contreviendront à nos Défenſes; nous réſervant au ſurplus de faire dans la ſuite tels Reglemens que nous jugerons neceſſaires, pour prevenir tout re qui pourroit troubler le bon ordre & la diſcipline de ladite Compagnie.

Si donnons en Mandement, &c.

19. Août 1732. à *Marli*.

CLIX.

Septemb. *Ordonnances des Etats Généraux des Provinces Unies pour defendre à leurs Sujets de prendre part aux Compagnies des Indes, étrangeres, ou d'entrer à leur ſervice &c. du 24. Septembre* 1732. [Mercure Hiſtorique Tom. 93. pag. 596.

ANNO 1732.

LEs Etats Généraux des Provinces Unies des Païs-Bas, à tous ceux qui ces préſentes verront ou entendront lire, SALUT, Savoir faiſons que pour bonnes raiſons nous avons pluſieurs fois, mais particulierement par nos Ordonnances du 21. Sep. 1713. & du 19. Juin 1723. defendu à nos Sujets de s'engager au ſervice de quelque Compagnie étrangére pour naviguer aux Indes Orientales ou Occidentales, ou de s'y intéreſſer & prendre part ni directement ni indirectement; mais craignant qu'ils ne fuſſent trompez, ſoit par ignorance ou autrement, ſur-tout dans un tems où l'on trouve que depuis quelques années on a fait & fait encore diverſes entrepriſes hors du Païs pour naviguer aux Indes Orientales, ce qui ne peut être que très-préjudiciable a l'Etat & aux Compagnies des Indes Orientales & Occidentales de re Païs: A CES CAUSES, L.H.P. voulant y pourvoir, & mettre leurs Sujets à couvert de tous dommages, ſans déroger aux précedentes Ordonnances ſur ce ſujet, ont trouvé bon d'ordonner & ſtatuer de nouveau par la préſente, pour s'oppoſer d'autant mieux aux Compagnies étrangeres érigées depuis le 21. Sept. 1713. ou qui ſeront erigées à l'avenir.

I. Que perſonne ne ſe hazarde de débaucher, enroler ou engager, encore moins enlever aucune Perſonne de ce Païs, ſur-tout aucun Homme de Mer, ſoit Officier ou Matelot pour le ſervire de quelque Compagnie & de Négocians ou Freteurs particuliers, pour les employer à naviguer vers les Places ſituées dans le Diſtrict des Octrois des Compagnies des Indes Orientales & Occidentales de re Païs-ci, ſous peine contre ceux qui ſeront pris ayant débauché, enrolé ou engagé quelqu'un, d'être fouetez publiquement & bannis à perpetuité.

II. Qu'aucuns Sujets ou Habitans de cet Etat & particulierement les Gens de Mer, ne pourront s'engager au ſervire de quelque Compagnie étrangère déja érigée ou qui ſera érigée, ou de quelque particulier Négociant ou Fréteur d'autre Païs, pour naviguer ſur leurs Vaiſſeaux vers quelques Places ſituées dans les Limites des Octrois accordez aux Comp. des Indes Orientales & Occidentales, ou pour y négocier. Quant à ceux qui pourroient être actuellement engagez audit ſervice & s'y ſont laiſſez employer, ils ſeront tenus de l'abandonner & de revenir dans le lieu de leur demeure dans 2. mois, à compter du jour de la date de la préſente pour ceux qui pourroient n'être pas encore en Mer; ou du jour de l'arrivée de leur Vaiſſeau, pour ceux qui pourroient être déja en Mer, ſous peine contre les Contrevenans à cet Art. d'être bannis à perpetuité des Terres de l'Etat, & contre ceux qui auront leur Domicile ou leurs Biens dans des endroits où la Confiſcation a lieu, lesdits Biens, comme arrêtez & confiſquez, ſeront laiſis & vendus par l'Officier du lieu de leur Domicile ou de celui où lesdits Biens ſe trouveront; & en outre lesdits Contrevenans étant apréhendez dans le Païs ou aux Indes, ſoit Orient. ou Occid dans les Limites des ſusdits Octrois, ſeront punis de mort. Ordonnant par ces préſentes à tous Officiers & Gens de Juſtice dans les Provinces-Unies, & à tous Gens qui ſont dans notre ſervice ou dans celui des Comp. Orient ou Occid. qui ſe trouveront dans les Limites des Octrois, de ſe regler ſur le préſent Article, & de punir à la rigueur les Contrevenans ſuivant notre préſente Ordonnance, ſans aucune connivence, indulgence ou diſſimulation. Ceux qui reviendront dans le tems de deux mois, ainſi qu'il eſt dit ci-deſſus, dans le lieu de leur précedente Reſidence, & iront ſe déclarer aux Bourguemaitres du lieu, jouïront de l'impunité des peines qu'ils auroient encourues en contrevenant aux précedentes Ordonnances émanées ſur ce ſujet.

III. Que perſonne dans ce Païs ne pourra, ſoit par Commiſſion ou autrement, louer, acheter, ou équiper aucun Vaiſſeau pour être employé à naviger d'autres Païs vers les Limites des Octrois des Comp. des Indes Orient. ou Occid de ce Pais, ou pour le ſervice d'aucune Compagnie étrangère déja érigée ou qui ſera érigée, ſous les peines portées dans les précédentes Ordonnances, ſavoir la confiſcation desdits Vaiſſeaux & de tout re qui ſerou envoyé dans lesdits Vaiſſeaux de quelqu'autre Païs aux Indes-Orient.

ANNO 1732. frais de ladite exécution, & qu'il paroit qu'il eſt dû d'arrerages reſpectifs a la précédente Commiſſion, ſavoir a l'Electeur de Brunſwick 789856. Rixd. 23. ſ. 21. p., & au Duc de Wolfenbuttel 258754. Rixd. 23. ſ. 67. p. on aura particulierement ſoin d'en procurer le payement promis ſous notre garantie Imperiale, & de marquer à cet effet quelques Domaines qui pourroient être hypothequez.

Avant tout on ſatisfera entierement la ſusdite Commiſſion Imperiale, ou on lui laiſſera la diſpoſition de la Caiſſe d'Exécution dans le Mecklembourg; avec cette exception cependant, que ce qui appartient à ſon Alteſſe ſera exempt, car auſſi-tôt que le Payement ou la Caution ſera preſtée, nous ne manquerons pas de lui confier ladite Caiſſe d'Exécution.

IV. D'autant qu'il paroît par les relations de la précédente Commiſſion, que la Juſtice eſt tombée dans ce Païs dans la plus grande décadence, nous en recommandons particulierement le rétabliſſement à Son Alteſſe; enſorte que la Juſtice ſe rende à l'avenir ſuivant le droit commun & conformément aux Loix du Païs, ſurtout pour ce qui concerne la Confirmation & l'exemption de ſentence criminelle.

(*a*) Bien entendu néanmoins que par raport au démêlé qui ſubſiſte entre le Duc Régent d'une part, & la Nobleſſe de Mecklembourg avec la Ville de Roſtock d'autre part, au ſujet de leurs intérêts communs touchant la ſucceſſion éventuelle, Son Alteſſe établira une Commiſſion de Conſeillers, qu'elle délivrera préalablement des engagemens du ſerment prêté à cauſe de leur charge, & qui ſeront chargez d'examiner tout ce qui a raport à cette affaire, & de déclarer leur ſentiment.

(*b*) Quant à ce qui concerne *revocationem Dicaſteriorum* adreſſez à Roſtock & Guſtrau, nos précédentes aprobations Imperiales, & particulierement celle du 14. May 1723. (qui porte que nos *Decreta revocatoria* émanez ſoient exécutez, & en cas éventuels ladite Juſtice pourra, conformément à ſon origine, être évoquée ailleurs) inſiſtant que tout ſoit reglé à cet égard, & que l'on nous faſſe au plûtôt un fidèle raport; & de quelle maniére, ſelon la ſituation préſente, ce point pourra être reglé.

V. Son Alt. eſt chargée, lorſqu'il faudra remplir les charges vacantes, de faire attention à la naiſſance, la bonne conduite, & la capacité des Perſonnes ſuivant la nature de l'Emploi qu'ils ſollicitent, & de ne conferer qu'à des perſonnes d'honneur, capables, & laborieuſes, les charges de Conſeillers & autres; de laiſſer, comme de coutume, la diſcuſſion des affaires aux Officiers du Païs chacun dans ſon departement; & en même tems de pourvoir au maintien desdits Officiers dans le Mecklembourg, ſuivant la Juſtice & le Droit, c'eſt-à-dire de les proteger tant qu'ils ne feront rien qui merite qu'on les depoſe, & de penſer à leur avancement, & en cas de néceſſité de nous informer de tout ce qui ſe paſſera.

VI. En vertu de notre autorité de Juge Supreme, nous ordonnons que pendant que cette adminiſtration Imperiale durera, on payera, des revenus annuels, au Duc regnant pour ſa penſion 40. mille Rixdales, évaluées ſur le pied de la monnoye du Mecklembourg, y compris ce qu'il ture par an du Bailliage & de la Douane de Domitz & de la Ville de Swerin, & à Son Alteſſe, comme Adminiſtrateur Imperial, outre ſon apanage, 25. mille Rixdales évaluées de même; bien entendu qu'il jouïra auſſi de tout ce qui eſt attaché à la Cour, comme Etangs, Jardins, grande & petite Chaſſe, bois de Chaufage &c. dont Son Alteſſe fera former une Liſte qui nous ſera remiſe pour être ratifiée; comme auſſi une autre du nombre & des Emplois qui lui reſtent par la ceſſation de la précédente Commiſſion Imperiale, & dont Son Alteſſe peut tirer ſes *naturales & competentia*.

VII. Nous ſommes perſuadez & nous avons cette confiance en vous, que vous-vous aquiterez a ces égards du devoir d'un Prince qui eſt bien intentionné pour nous & pour l'Empire, & que vous nous obéïrez en tout dans cette Commiſſion Imperiale, ſuivant les meſures que nous avons priſes, les Conſtitutions du Païs, les Reverſales & les Ordonnances Imperiales dont elles ſont la baze.

Il eſt enjoint en même tems à V. A. S. de nous envoyer à tems des Reverſales finales & valables par raport à ces préſentes nos Inſtructions Imperiales, & avant que nous expediyons nos Patentes pour adreſſer la Nobleſſe & les Etats de Mecklembourg a V. A. S. comme Commiſſaire Imperial, & le Duc Charles-Leopold de Mecklembourg Votre Frere ſera exhorté à obéïr & à s'abſtenir de toutes voyes de fait, vous laiſſant dans la paiſible poſſeſſion de cette nouvelle Commiſſion Imperiale établie *authoritate Cæſarea*. ANNO 1732.

Signé,

ARNOLD HENRY V. GLANDORPP.

CLXI.

Déclaration du Roi AUGUSTE II. *de Pologne, pour annoncer ſa paix avec la Couronne de Suede. Donnée à Varſovie, le 7 Octobre* 1732. [Mercure Hiſtorique Tom. 93. pag. 568.] Octobre.

NOus *Auguſte* II., &c. &c. La fin des Troubles cauſés par la Guerre du Nord, Nous ayant donné occaſion de ſonger mûrement aux moyens de conſerver par tout la Paix & la Concorde, rien ne Nous a été recommandé avec plus d'inſtance, de la part des Etats de notre Royaume, que le rétabliſſement de l'ancienne & bonne Intelligence avec nos Voiſins, & l'affermiſſement d'une Paix ſtable & d'une Amitié ſincere. Le deſir conſtant que Nous avons toûjours eu de renouveller en particulier la Paix avec le Sereniſſime Roi & le Royaume de Suede, a paru évidemment, tant par les ſoins que Nous-nous ſommes donnez pour cet effet, que par la Commiſſion que les Etats, en vertu d'un Decret public, ont établie à la Diette generale tenuë à Grodno en 1725. Et c'eſt en conſequence, que Nous n'avons rien negligé pour retablir entre la Pologne & la Suede la Paix perpetuelle, alterée & interrompuë par la ſuite des tems, affermir l'Amitié entre les 2. Royaumes, effacer la memoire de toutes offenſes, & éloigner pour l'avenir tout pretexte qui pourroit y donner lieu: Nous devons rendre de très-humbles graces à Dieu, Auteur de la Paix, pour celle qu'il nous a accordée par ſa Toute Puiſſance: Et comme nous avons reconnu que le Roi & les Etats de Suede avoient le même penchant pour la Paix, tant par les Lettres amiables que Sa Maj. Nous a écrites, que par ſon Miniſtre, muni d'Inſtructions neceſſaires pour cet effet, & que d'ailleurs tout ce qui regarde cette affaire a été unanimement peſé dans les Conferences tenuës entre les Commiſſaires de la République & ledit Miniſtre, Nous n'avons pas voulu tarder de concourir à tout ce qui peut contribuer au rétabliſſement d'une Paix ferme & ſincere, à l'avantage reciproque des 2. Royaumes, ſur les anciens fondemens d'Amitié & de bon Voiſinage: Nous avons de notre part d'autant plus volontiers donné les mains a la concluſion d'un Ouvrage ſi ſalutaire, auquel on a travaillé d'un concours mutuel, & Nous avons voulu apporter tous nos ſoins, & faire tous nos efforts pour le rétabliſſement de la Concorde entre les 2. Nations, afin que les Droits de l'Amitié, alterez en quelque maniere par l'injure des tems, puiſſent être rétablis dans leur ancienne vigueur, & que tout ce qui a été negligé, puiſſe être affermi d'un Lien plus ſolide.

C'eſt pourquoi, afin que ce penchant ſincere pour l'établiſſement de la Paix, du bon Voiſinage, & d'une ferme Amitié qui doit être perpetuelle, ſincere & maintenuë a jamais de part & d'autre, ſoit connu à tout l'Univers, Nous déclarons par ces préſentes Lettres, leſquelles, en vertu de la Foi donnée & reçûë reciproquement, auront la même force & vigueur que des Actes & Inſtrumens ſolemnels de Paix, Nous nous engageons, & Nous voulons, tant pour Nous que pour nos ſucceſſeurs dans le Royaume de Pologne & dans le Grand Duché de Lithuanie, que tout ce qui pourroit avoir été fait contre la teneur du Traité précedent de Paix & d'Amitié, à l'occaſion des derniers mouvemens dans le Nord, ſoit entierement annullé & mis dans un éternel oubli en vertu d'une Amniſtie generale, de même que tout ce qui pourroit avoir été entrepris au préjudice de l'une ou de l'autre Nation, ou avoir en quelque maniere troublé ou offenſé l'ancien & bon Voiſinage établi autrefois entre la Pologne & la Suede, & ſi heureuſement cultivé: Qu'en vertu de cette préſente Declaration reciproque & amiable, la Paix faite ci-devant entre les Royaumes Confederez de Pologne

&

ANNO 1732. & de Suede, ſera non ſeulement maintenuë de la même maniere que ſi à l'occaſion des derniers Troubles dans le Nord il n'y étoit ſurvenu aucune alteration, mais qu'elle ſera renouvellée & raffermie plus ſolidement entre les Royaumes reſpectifs, les Provinces y annexes, les Etats & les Habitans de part & d'autre: Que cette Paix fleurira à l'avenir comme elle a fleuri autrefois, qu'Elle ſera univerſelle & durera à jamais avec une Amitié ſincere, veritable & reciproque: Qu'en vertu de la Préſente & du conſentement mutuel, aucune des 2. Parties ne pourra préjudicier à la precedente Paix perpetuelle, bien loin d'entreprendre quelque choſe qui y ſoit contraire, en particulier ou en public, directement ou indirectement, ſoit par Elle même, ſoit par d'autres; mais dès-qu'elle viendra à s'appercevoir que d'autres trament quelque choſe contre cette Paix, Elle en donnera d'abord avis, & ſera tous ſes efforts pour éloigner le prochain danger, afin qu'on puiſſe prevenir & étouffer dans leur naiſſance les maux dont l'une ou l'autre Partie pourroit être menacée.

Pour plus grande fermeté & ſureté de cette Paix perpetuelle, Nous avons eu ſoin que les Libertez, les Conſtitutions & les Droits fondamentaux des 2. Royaumes ſoient conſervez & maintenus ſaufs, entiers & inviolables à jamais. Nous donnons par les Préſentes, & en vertu du Decret de la Diette de Grodno de l'année 1726., dreſſé d'un commun conſentement, à cette notre Déclaration, en tout & par tout, la même force & vigueur que pourroient avoir des Actes ſolemnels de Paix & d'Alliance, devant être échangée contre une pareille Déclaration du Roi & du Royaume de Suede; & Nous l'avons ſignée de notre propre main, & fait appoſer le Seau de notre Royaume. Fait à *Varſovie* le 7. Octobre 1732.

CLXII.

1733. Fevrier. *Decret de Commiſſion Imperiale au ſujet de l'Inveſtiture de Bremen & Vehrden accordée à l'Electeur de Hanovre du 28. Fevrier 1733.* [Mercure Hiſtorique Tom. 94. pag. 313]

AU Nom & de la part de Sa Majeſté Imperiale notre très-gracieux Seigneur, Son Alteſſe Frobeni Ferdinand, Prince & Landgrave de Furſtenberg, &c. Donne à connoître par les préſentes aux Conſeillers Ambaſſadeurs & Deputez des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, aſſemblez à la préſente Diéte de Ratisbonne, que Sa Majeſté Imperiale a été informée de Sa Majeſté Britannique, comme Electeur de Hannover, que les Duchez de Bremen & de Vehrden Fiefs dependans de l'Empire Romain, ont été cedez entièrement & ſans aucune reſerve au feu Roi de Glorieuſe Memoire, Pere de Sa Majeſté Britannique, en vertu du Traité, conclu en 1719., le 9. (20.) Novembre, avec Sa Majeſté la Reine Ulrique Eleonore de Suede, & cette Couronne; Supplisnt Sa Majeſté Imperiale de vouloir bien donner à Sadite Majeſté Britannique comme Electeur de l'Empire, l'Inveſtiture deſdits deux Duchez. Ce qu'ayant été accordé par Sa Majeſté Imperiale, après de mures déliberations, & des raiſons à ce mouvantes, l'Acte d'Inveſtiture en a été déja actuellement expedié le 1. de Fevrier, de l'année courante. Sa Majeſté Britannique comme Electeur de Brunſwic & de Lunebourg, auſſi bien que ſes Succeſſeurs mâles dans ce Fief, en ont été inveſtis & coinveſtis, conformément à l'ordre établi par la Paix de Weſtphalie & autres Loix de l'Empire, Sa Majeſté Imperiale a cru néceſſaire d'en donner connoiſſance à tous les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, comme auſſi à leurs Excellens Conſeillers, Ambaſſadeurs & Deputez, par le préſent Decret Commiſſorial & Imperial, & cela, afin que ſadite Majeſté Britannique, comme Electeur & Prince de l'Empire, ſoit admis auſſi en qualité deſdits Duchez de Bremen & de Vehrden, dans l'Aſſemblée des Etats de l'Empire, & afin que tout ce qui, en pareils cas, eſt de Droit & de Coutume, ſoit obſervé.

Sadite Alteſſe Séréniſſime offre aux Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, auſſi bien qu'aux Nobles & Excellens Conſeillers & Deputez, ſes bons offices, &c. Ratisbonne ce 28. Fevrier 1733.

Signé, FROBANI FERDINAND, Prince de Furſtenberg.

CLXIII.

ANNO 1733. Mars. *Ordonnance Imperiale, pour regler le Gouvernement de l'Iſle de* CORSE *ſous la garantie de l'Empereur, du 16 Mars* 1733. [Mercure Hiſtorique Tom. 95. pag. 24]

» NOus CHARLES VI. &c &c. Faiſons ſavoir, en vertu des préſentes, à tous ceux » auxquels il apparoîendra; Que dans les derniers » troubles de Corſe, il ne nous a pas ſemblé, non » plus qu'à la Republique de Genes, qu'il y eut, » pour les appaiſer, un meilleur moyen que de remettre, par une Amniſtie, à tous ceux qui ſe ſont » écartez de l'obéiſſance dûë à leur Souverain, la » peine qu'ils avoient encourué; & d'aſſurer les Corſes, pour leur ôter tout ſujet de plainte, que par » notre Garantie, nous les ferons joüir de toutes les » graces qui leur ſeront accordées par leur Souverain légitime. Sur ces aſſurances, il eſt arrivé » que les Corſes ayant mis bas les armes, ont imploré la Grace & la Clémence de leur Souverain, & » ont promis ſolemnellement, qu'ils ſeront à l'avenir fidéles à la Séréniſſime Republique de Genes. » Auſſi-tôt qu'elle a vû ſes Sujets dans de telles diſpoſitions, elle n'a eu rien plus à cœur que de gagner leurs eſprits par d'éclatans témoignages de ſon » Indulgence & de ſa Clémence, & de leur faire éprouver combien ils ſont redevables à la bienveillance qu'elle a pour eux. Dans cette vûë, elle a » établi une nouvelle forme d'un doux Gouvernement, dont voici la teneur en ſubſtance.

LE DOGE,

LES GOUVERNEURS ET LES PROCURATEURS DE LA SERENISSIME REPUBLIQUE DE GENES.

I. Une Amniſtie générale & un Pardon complet ayant été les moyens par leſquels nous avons manifeſté aux Peuples de notre Royaume de Corſe la grandeur de notre moderation & de notre clemence, en recevant pleinement à notre grace, ceux qui en auroient été dechûs, à l'occaſion des troubles paſſez; & voulant conſtater plus clairement notre volonté inviolable à cet égard, Nous-nous ſommes determinez non ſeulement à renouveller & à confirmer ladite Amniſtie & ledit Pardon; mais nous voulons encore l'etendre & l'effectuer envers ceux qui par des delits commis dans ces occurences, auroient été alors recherchez ou condamnez, ſoit par contumace ou définitivement; le tout juſqu'au mois de Juin de l'année derniere 1732. Notre intention n'eſt point, que ceux qui auroient commis depuis ce tems-là de nouvelles fautes ſoient compris dans cette grace.

II. Notre condeſcendance nous portant à être favorables aux repréſentations de ces Peuples, nous voulons bien leur remettre, comme nous leur remettons généreuſement, les groſſes depenſes par nous faites pour rétablir la tranquillité dans le Royaume, & y aſſûrer la felicité publique; en ſorte qu'ils ne puiſſent jamais à l'avenir être inquiétez à ce ſujet, en aucun tems, ni en aucune occaſion, ſoit en commun, ſoit en particulier. Et pour effacer juſqu'au ſouvenir des troubles paſſez, nous défendons à quelques perſonnes que ce puiſſe être, ſous des peines à nous arbitraires, d'injurier leſdits Peuples, ſoit en paroles ou d'une autre maniere, en leur faiſant le reproche de rebelles, ou autres ſemblables.

III. Nous avons en tout tems fait éprouver aux Corſes la grandeur de notre affection, en dirigeant même leur préjudice à leur avantage particulier, & en le faiſant ſervir à la conſervation & à la défenſe du Royaume: Et deſirant toûjours de leur en donner un nouveau & genereux témoignage, nous remettons libéralement auxdits Peuples en général, & à toutes les Villes, Communautez & Lieux de cette Iſle en particulier, tous les arrérages des dettes qu'ils ont avec notre Chambre des Finances, tant pour les tailles & autres impoſitions qui n'ont pas été perçues dans l'année 1732. que pour les différens ſubſides que l'on n'a pas payez juſqu'à ce tems-là, ſoit en argent comptant ou en denrées: ce que nous faiſons à cauſe de la néceſſité dans laquelle ſe trouve le Royaume

ANNO 1733. me, & afin que tous comptes precédens pour leſdites tailles & ſubſides étans mis au néant, on forme un Compte nouveau pour ce que leſdits Peuples pourront devoir à l'avenir, lequel Compte aura commencé d'avoir lieu au premier Janvier de cette année.

IV. Pour exaucer pareillement les déſirs de ces Peuples, nous avons reglé, qu'on établiroit en Corſe un Ordre de Nobleſſe immatriculée, au nombre de laquelle ſeront inſcrites pour cette premiere fois & pour les ſuivantes, les Familles de cette Iſle que nous eſtimerons dignes d'une telle Prérogative, & dans leſquelles, ſelon l'information & le rapport qui nous en ſeront faits, nous trouverons des qualitez proportionnées à ſoutenir ce rang avec honneur & avec décence. Cet Ordre de Nobles ſera compoſé de dix-huit Seigneurs. Il y en aura douze pour la partie d'en deça les Monts, & ſix pour la partie de l'Iſle, qui eſt au delà des Monts.

V. Ces Nobles ſeront conſidérez de la même maniere que l'on regarde à Genes, ceux qui ſont élus de la part des Villes ſubalternes de la Republique. Ils joüiront du titre de Magnifiques & du privilege de ſe couvrir devant le Séreniſſime College & le Sénat. Ils auront de même le droit de ſe couvrir & de s'aſſeoir devant les autres Magiſtrats & Juges de la Republique, y compris le Doge & les Illuſtres Sindics.

VI. Il y aura deux Livres appellez Livres d'Or, dans leſquels ſeront inſcrits les noms de ces Nobles & de leurs légitimes Deſcendans. L'un ſera conſervé à Genes, auprès du Très-Illuſtre Magiſtrat de Corſe, & l'autre à la Baſtie. Les noms de ceux qu'on admettra à la Nobleſſe, ſeront inſcrits à Genes, dans le Livre ſuſnommé, par le Sécretaire dudit Magiſtrat & en ſa préſence. On en tirera un Extrait authentique, qui ſera inſcrit à la Baſtie dans l'autre Livre, par le Chancelier de l'Iſle. Le Magiſtrat de Corſe établira un tarif modique pour l'enregîtrement, & pour l'Extrait qui en ſera pris.

VII. Cet Ordre de Nobles joüira dans le lieu de la réſidence du Gouverneur de l'Iſle, de la diſtinction d'une Antichambre, dans laquelle on n'admettra point ceux qui ne ſeront pas Nobles, ou qui ſe trouveront tels parmi le nombre de Juges, de Magiſtrats du Royaume ou d'Officiers Militaires, juſqu'au rang d'Enſeigne inclufivement.

VIII. Notre ſoin principal étant de faire obſerver de plus en plus dans le Royaume de Corſe, la Religion, la Pieté Chrétienne & les bonnes mœurs, choſes auxquelles l'exemple des Eccleſiaſtiques contribue beaucoup; ainſi pour les encourager à faire du progrès dans les Sciences, & à ſuivre la Diſcipline Eccleſiaſtique, nous déclarons, que quand des Eccleſiaſtiques de Corſe concourront à quelque Evêché de l'Iſle, pourvû qu'ils n'ayent pas un démerite particulier envers nous, il ne ſera apporté de notre part aucun obſtacle à leur élection; revoquant pour cet effet tel Décret que nous aurions pû rendre qui y fût contraire.

IX. A ces fins, nous tâcherons d'obtenir du Pape, qu'il veuille exaucer les ſouhaits de ces Peuples, en leur donnant un Viſiteur-Apoſtolique, pour reprimer les abus, & la corruption; & pour retablir la Diſcipline Eccléſiaſtique dans les Dioceſes; ſauf néanmoins dans les occaſions où nous jugerons cet examen néceſſaire, afin que le Royaume ne ſe trouve point ſurchargé par de trop fréquentes viſites.

X. Leſdits Peuples nous ayant ſolicitez de fonder & d'entretenir, à leurs dépens, dans quelque Ville de Corſe une Académie pour l'éducation & l'avancement de la jeuneſſe du Païs, & pour l'inſtruire dans les Sciences Divines & Humaines; nous ne négligerons rien pour y concourir par notre Autorité & notre Protection, & pour affermir cet établiſſement en telle forme ou par de tels Reglemens, qui nous paroîtront convenables aux tems & aux circonſtances.

XI. Les Corſes auront droit d'entretenir à Genes un Sujet de leur Nation, avec titre d'Orateur. Il ſera chargé de recommander & de ſeconder auprès de nous, les Requêtes qui concerneront le Royaume, ſes Provinces, Villes & Lieux, de même que contre les Magiſtrats, qui pourroient opprimer le Peuple dans l'adminiſtration de la Juſtice. Cet Orateur ſera reçû à notre Tribunal comme s'il étoit du Corps de la Nobleſſe; quand même il ne ſeroit point Noble.

XII. Pour que l'on s'attache davantage à la culture des Terres & à faire fleurir les *Arts* Méchaniques, le Magiſtrat ſur la Corſe élira chaque Trimeſtre trois Députez Nationaux, avec titre de Promoteurs des Arts & du Commerce. Il y en aura deux pour la partie en deça les Monts, & un pour celle qui eſt au-delà des Monts. Ils ſeront chargez de l'execution de nos ordres & de tout ce qui pourra repondre au but que nous nous propoſons. ANNO 1733.

XIII. Comme il ſeroit d'une grande utilité au Païs d'y avoir un plus grand produit des Soyes, ainſi pour engager les Habitans à ſe donner les ſoins néceſſaires pour la culture des Vers & pour les Plantations néceſſaires à leur ſubſiſtance, & animer par ce moyen leur induſtrie, nous les exemptons pour le terme de vingt-cinq ans du payement de tous Droits, quelconques ſur les Soyes produites dans le Royaume.

XIV. Nous nous ſommes déterminez à établir deux Charges de Capitaines de Ports, l'une à la Baſtie & l'autre à Ajaccio. Elles ſeront conferées à des Corſes de Nation, avec les mêmes appointemens que nous donnons à notre Capitaine de Cavalerie dans la Baſtie. Pendant l'exercice de ces Charges, ceux qui les occuperont, ſeront conſidérez comme Nobles quand même ils ne le ſeroient pas.

XV. Dans tous les lieux où il y aura un Gouverneur, ou des Magiſtrats, ou des Juges, il devra auſſi y avoir un Avocat qui ſera Protecteur des pauvres Priſonniers. Il ſera chargé de veiller à l'expedition de leurs cauſes, en faiſant parvenir leurs Requêtes à nous ou au Magiſtrat pour la Corſe. Les Nobles ſeront chargez d'y donner auſſi leurs ſoins, & de faire expédier les differentes cauſes, même celle des perſonnes qui ſe trouveroient dans l'indigence.

XVI. Les douze Nobles pour la partie d'en-deça les Monts, & les ſix pour la partie qui eſt au-dela des Monts, éliront chacun dans leur département un Avocat plaidant, pour avoir des Requêtes qui pourroient être préſentées contre les vexations des Juges, Officiers & Miniſtres de Judicature. Ils pourront auſſi envoyer faire dans chaque lieu les informations néceſſaires par des Avocats particuliers, qui auront droit de nous envoyer ou au Magiſtrat ſur la Corſe, les Requêtes des pauvres Requérans; ce qu'ils pourront faire par le moyen de l'Orateur, ou d'une autre maniere.

XVII. Enfin comme le repentir ſincére que nous nous promettons de la part des Corſes, nous a porté à les faire joüir de tous les ſuſdits effets de notre Bénignité & de notre modération; ainſi les Communautez, les Villes, Lieux & Particuliers qui ne ſe comporteront pas à l'avenir envers la Séreniſſime République de Genes, comme il appartient à des Sujets fideles & obeïſſans, nous entendons que ceux-là ſoient tout à fait déchus du Bénéfice de la preſente Amniſtie, ainſi que des Graces qu'on leur y accorde. Et les anciennes Procedures intentées contre eux ſeront renouvellées, & eux traitez comme s'étant rendus indignes de notre Généroſité & de notre Clémence.

GARANTIE DE L'EMPEREUR.

„ C'eſt pourquoi, afin de répondre aux vœux „ communs de la Séreniſſime Republique de Genes, „ & à ceux des habitans de l'Iſle de Corſe, & pour „ parachever une ſi bonne Oeuvre; nous déclarons: „ Qu'en vertu du préſent Acte, nous prenons ſur „ nous, la Garantie de tout ce qui eſt contenu dans „ la nouvelle forme de Gouvernement, rapportée „ ci-deſſus. Nous promettons ſur notre parole „ d'Empereur & d'Archiduc, de faire enſorte, que „ les Corſes goûtent en ſûreté & en abondance, „ les fruits de la Bénignité de la Republique en- „ vers eux; & qu'à ce nouvel Etabliſſement, il ne „ ſoit fait aucune contravention par ceux auxquels „ le Gouvernement du Royaume de Corſe ſera con- „ fié à l'avenir. Ou ſi pareille choſe arrivoit, „ contre notre attente, nous nous engageons d'obli- „ ger la Republique, après qu'elle en aura été priée „ par des requêtes ſoumiſes, à y apporter un prompt „ remede. Déclarons en outre, que toutes ces cho- „ ſes n'auront lieu qu'autant que les Corſes garde- „ ront à leurs Souverains, la fidelité qui leur eſt „ dué: En foi de quoi, nous avons donné ces pré- „ ſentes Lettres ſignées de notre main, dans notre „ Ville de Vienne, en Autriche, le 16. Mars de „ l'année 1733. de notre regne, en qualité d'Empe- „ reur

ANNO 1733. » reur, la vingt-deuxième ; en qualité de Roi d'Eſ-
» pagne, la trentiéme ; & en qualité de Roi de Hon-
» gric & de Boheme, la vingt-troiſieme.

CLXIV.

29 Mars. *Octroy du Roy d'Eſpagne*, PHILIPPE V. *pour l'établiſſement d'une Compagnie des Indes ſous le nom de* COMPAGNIE DES PHILIPPINES; *donné à Seville, le 29 Mars* 1733. [Tiré du Tom. VIII. du Recueil Hiſtorique de Rouſſet.]

PHILIPPE, par la Grace de Dieu Roi de Caſtille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jeruſalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Mayorque, de Seville, de Cerdagne, de Cordoüe, de Murcie, de Jaen, des Algarves, des Algecires, de Gibraltar, des Iſles Canaries, des Indes Orientales, & Occidentales, Iſles, & Terre Ferme, de la Mer de l'Ocean, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, & Milan, Comte d'Hasburg, de Flandres, Tirol, & Barcelone, Seigneur de Biſcaye, & de Molina, &c.

D'autant que les Monarchies ne ſom opulentes qu'à proportion du Commerce qui s'y fait, il eſt du bien de nos Sujets pour l'augmentation de leurs richeſſes, & de notre propre intérêt pour nos revenus, de procurer dans l'étendue de nos Etats, & Domaines les établiſſemens qui peuvent y produire des effets ſi avantageux : dans cette vue nous déſirons, que le Commerce fleuriſſe non ſeulement dans nos Indes Occidentales, mais qu'il puiſſe être porté directement dans nos Iſles des Philippines : pour cela nous jugeons à propos, de notre propre mouvement, pleine connoiſſance, autorité Royale, & droit de Souveraineté d'établir, & former une Compagnie expreſſe pour le Commerce de nos dites Iſles des Philippines, qui aura ſon étendue dans toutes nos autres Provinces, & Royaumes, nonobſtant la Prohibition inſerée dans la loy 34. livre IX. titre 45. du Recueil des Indes appellé *Recopilacion de Indias*, à laquelle loy nous derogeons ſeulement pour cette Compagnie, à qui nous accordons gratuitement pour nous, & nos Succeſſeurs un établiſſement dans notre bonne Ville de Cadix pour le tems, & eſpace de vingt années conſecutives par cette preſente Réſolution irrevocable ſous le nom de *Compagnie Royale des Philippines*, & aux articles, Franchiſes, clauſes, & conditions ſuivantes.

1. Cette Compagnie aura la faculté, & le privilége de naviguer a nos Iſles des Philipines, & d'y négocier de même que dans les Indes Orientales, & aux Côtes d'Afrique, tant en deça qu'au dela du Cap de Bonne Eſperance, & dans tous les Ports, Bayes, Lieux, & Rivieres, ou les autres Nations trafiquent librement, devant jouir du droit d'boſpitalité, ſelon qu'il eſt d'uſage & coûtume, durant le terme de vingt années à compter du jour de la datte de notre préſente réſolution Royale.

2. Il ne ſera permis à nulle autre perſonne, de quelque qualité ou condition qu'elle puiſſe être, qui ne ſera du corps de cette Compagnie, de faire directement, ou indirectement, ladite navigation dans les vingt années ci-deſſus mentionnées ſous peine d'encourir notre indignation, & de confiſcation, au profit de ladite Compagnie, de leurs Vaiſſeaux, Bâtiments, Armes, Munitions, & Marchandiſes, de quelque eſpece qu'elles ſoient.

3. Pour cet effet nous revoquons, & annullons toutes les permiſſions que juſqu'apreſent nous avons données pour faire ladite navigation, ſpecialement le Traité accordé au nom de *Don Manuel de Arriaga*.

4. Nous accordons & permettons à ladite Compagnie d'arborer tous ſes Vaiſſeaux grands, & petits, du Pavillon de nos Armes, & d'avoir auſſi un ſceau, ou cachet particulier où ſeront gravées les Armes de notre bonne Ville de Cadix, pour s'en ſervir uniquement dans les Actes, Lettres, Patentes, & Commiſſions, qui concerneront la Regle, direction, & adminiſtration de ſes affaires.

5. Tous les Vaiſſeaux de cette Compagnie ſeront exempts pendant le tems, qu'elle doit durer, de payer aucun droit, ni de tonneaux, ni d'étrangers, ni de *media-annata*, devant être conſiderez comme Vaiſſeaux de notre Royale Marine ; & l'aumone pour notre College, & Seminaire de Saint Elme de cette Ville, reſtera au choix, & volonté des Directeurs, auſſi bien que l'admiſſion dans les dits Navires, des jeunes gens qui s'y élevent pour la navigation, auxquels les Directeurs deſtineront les Places de Mouſſes, & de Matelots, comme ils le jugeront convenable. ANNO 1733.

6. Nous donnons faculté aux mêmes Directeurs de choiſir & nommer les Maitres Charpentiers & Calefats, qui leur conviendront, tant pour les carennes & radoubs, qu'autres ouvrages dont leurs Vaiſſeaux pourront avoir beſoin ; a condition neanmoins que ces Maitres doivent être de notre approbation.

7. Si pour la plus grande ſeureté des interêts de la Compagnie, ou pour quelqu'autre motif que ce puiſſe être, nous jugeons à propos de lui vendre ou fréter un, ou pluſieurs de nos Vaiſſeaux : nous les lui accorderons, & nous ordonnons que ce ſoit du port, & avec les circonſtances qu'elle les demandera, en convenant du prix de la vente ou du fret, entre l'Intendant & le Controleur principal de notre Marine à Cadix d'une part, & les Directeurs de la Compagnie de l'autre.

8. Nous permettons à ladite Compagnie de faire conſtruire dans toute l'étendue de nos Royaumes & Domaines, les Navires qu'elle voudra pour ſon ſervice, & ordonnons que dans tous les endroits, où elle les fera fabriquer, elle jouiſſe des mêmes franchiſes & exemptions, pour leſdits Vaiſſeaux, que ceux que l'on conſtruit pour notre ſervice.

9. Ladite Compagnie, pourra de même faire conſtruire, ou acheter, s'il lui convient, dans les Ports Etrangers, les Navires qu'elle voudra pour ſon ſervice, & les faire paſſer dans notre Port & Baye de Cadix, où elle pourra librement acheter auſſi ceux qu'elle trouvera ſuffiſants ; & dans l'un & l'autre cas, nous exemptons les dits Vaiſſeaux du droit *d'Alcavala*, & de quelqu'autre que ce puiſſe être, bien entendu que cette exemption ne tombera pas ſur ceux qu'elle pourra ſe defaire, car alors elle payera pour la vente de ceux-ci le ſuſdit droit, ainſi qu'il eſt établi dans notre Royaume.

10. Tous les Cordages, Voiles, Uſtanciles, Munitions & Bois que la Compagnie achetera, tant au dedans qu'au dehors de nos Royaumes, de même que les vivres neceſſaires à la nourriture des Equipages de ſes Navires, tant pour le tems de leur carenne & armement, que celui de leur navigation, jouïront de la même franchiſe de droit que ſi c'étoit pour ceux de notre ſervice ; & pour cet effet, il lui en ſera donné les dépêches ordinaires, & en cas que la Compagnie air beſoin des ſuſdites choſes, de nos Arcenaux, & Magaſins, elles lui ſeront livrées ſur leur juſte valeur, par nos Officiers a qui la connoiſſance en appartient.

11. La Compagnie pourra établir tous les Magaſins dont elle aura beſoin pour carenner, & garder les Agrez, Uſtanciles, vivres, & munitions de ſes Vaiſſeaux, leſquels jouïront des mêmes Privileges dont jouiſſent ceux de nos Arcenaux ; mais en cas d'indice d'y avoir de la fraude, ils devront être viſitez de même qu'on le pratique dans nos Arcenaux.

12. Comme il pourroit arriver peut-être qu'il ne ſe rencontrât pas, parmi nos Sujets le nombre neceſſaire d'Officiers & Gens de Mers d'Afrique & Orientales, parce que cette navigation ne leur eſt pas ordinaire : Notre volonté eſt, que les Directeurs de cette Compagnie, puiſſent nommer les dits Officiers & Gens de Mer, Etrangers, qu'ils jugeront à propos pour le Commandement, & Equipement de ſes Vaiſſeaux ; à condition neanmoins que le premier Capitaine de chaque Navire aura pris naiſſance dans nos Royaumes, & toujours pour le moins la moitié de l'Equipage ſera Eſpagnol ; de plus nous voulons qu'il ſoit expedié tant aux dits Capitaines qu'à leurs Lieutenants, les Commiſſions correſpondantes au grade de Mer, & guerre, afin qu'ils ſoient conſiderez, & reſpectez pour tels, des Nations avec leſquelles ils auront à traiter.

13. Conſiderant auſſi par la raiſon mentionnée au précédent article, qu'il pourroit ne pas ſe rencontrer, autant qu'il ſeroit beſoin de perſonnes habiles, & intelligentes pour les negoces, achapts, & ventes, que cette Compagnie ne pourra pas ſe diſpenſer de faire dans les Domaines des Princes de l'Aſie, & Afrique, pour prévenir cet inconvenient, nous permettons aux Directeurs de nommer quelques Facteurs & Commiſſionnaires Etrangers qui ſoient au fait de

ſem-

ANNO 1733. ſemblable commerce pourvû qu'ils ſoient de bonne réputation & de loüable conduite.

14. Les Officiers, Commiſſionaires, & Facteurs qui ſeront nommez par les Directeurs, ſeront obligez d'obſerver exactement les ordres, inſtructions, & tout ce qu'on leur preſcrira, & y manquant ils ſeront grievement punis, ſans que les dits Directeurs ſoient cenſez reſponſables des operations des dits Officiers, Commiſſionaires, & Facteurs, attendu qu'ils les auront choiſis avec les qualitez requiſes pour bien remplir leur devoir.

15. Les Directeurs de cette Compagnie pourront expedier annuellement un Navire, ou plus, ſelon qu'ils le trouveront convenable; & s'ils ont beſoin d'y avoir quelques Troupes pour aſſûrer la Navigation, & contenir leurs Equipages, nous voulons bien leur accorder, en convenant auparavant, avec l'Officier que nous deſtinerons, de la ſolde que devra donner la Compagnie, pendant le voiage, à chaque Soldat de notre Marine.

16. Etant deffendu (comme en effet nous deffendons) aux Navires de cette Compagnie de faire échelle dans les Ports de l'Amerique, cependant, ſi par quelque urgente neceſſité, ou forcé par les accidents de la Mer, ils ſont obligez de relâcher dans quelque port de nos Domaines; nos Officiers qui s'y trouveront commandants devront les conſiderer comme s'ils étoient des Vaiſſeaux de notre Marine & les pourvoir, à un prix raiſonnable, de tout ce dont ils auront beſoin pour ſuivre leur voyage: & en cas qu'ils n'euſſent pas l'argent neceſſaire pour payer la dépenſe qu'ils y auroient pû faire, il leur ſera fourni de nos Caiſſes Royales, & l'Officier qui aura fait ſubminiſtrer cet argent, nous devra en rendre compte, en nous envoyant l'état du montant, que la Compagnie ſera tenue de rembourcer ponctuellement en notre Port de Cadix.

17. Si les Directeurs de cette Compagnie jugent à propos de faire emharquer dans leurs Vaiſſeaux les Marchandiſes, & fruits, qu'ils trouveront leur convenir tant de nos Royaumes que des Etrangers, pour les vendre ou échanger en nos dites Iſles des Philippines, & dans les Ports Aſiatiques, ils pourront le faire librement; & à cet effet il leur ſera expedié les depêches neceſſaires par le Préſident du Tribunal de la Contractation des Indes, en payant ſeulement les droits qui ont été fixés par le projet du 6. Avril 1720.

18. Les Directeurs pourront charger dans la même forme & ſous les mêmes dépêches, la quantité de cinq cens mille Piaſtres fortes, en monnoye d'argent, ou plus ou moins, dans chaque Navire, ſelon que la nature de la negociation l'exigera, pour faire leurs emplettes de Marchandiſes Orientales, qu'ils pourront conduire, & aporter dans nos Royaumes de ce Continent; & s'il arrive qu'après ces achats faits, il leur reſte quelque portion dudit argent blanc, ils pourront le troquer pour de l'or, ſur quoi nos Sujets trouveront une grande utilité & acroîtront leurs richeſſes, attendu que l'Or donne de l'avantage par rapport à la valeur qu'il a en Europe, & que pour l'embarquement & extraction dudit argent, ils ne ſeront obligez de payer aucun droit.

19. Attendû que les droits d'entrée & ſortie que la Compagnie ſera tenuë de contribuer, devront être payez à Cadix; aucun des Officiers employez dans nos Finances de *Manila* ne prendra connoiſſance d'aucuns effets, fruits, or, ni argent, qu'elle pourra embarquer ou débarquer de ſes Navires dans ce Port là; mais les Adminiſtrateurs, Maîtres ou Commiſſionaires de ceux qui y arriveront, ſeront obligez d'exhiber au Préſident de notre Royale Audience des Philippines, comme Gouverneur & Capitaine General d'icelles, l'état ou facture de la Carguaiſon que chaque Navire portera, laquelle facture devra être ſignée par le Préſident de la Contractation de Cadix, avec l'expreſſe déclaration d'y avoir payé les droits qu'on devoit de ſortie, & la Compagnie aura la liberté de vendre, ou échanger les dittes piaſtres & effets, ſoit en tout ou en partie, dans les autres Ports de l'Aſie ou de l'Afrique, ſuivant qu'elle le jugera à propos.

20. Nous permettons que les Navires & autres Bâtimens petits ou moyens (étant au ſervice de la Compagnie) puiſſent trafiquer & commercer dans les dites Iſles des Philippines, & parcourir les autres Ports & Côtes des Dépendances étrangeres, ſans que nos dits Officiers de Finances de *Manilina* puiſſent prendre connoiſſance ni intervenir pour raiſon des marchandiſes qui y ſeront vendues achetées ou echangées, encore moins les obliger à la contribution du droit d'*Alcavala* ou de quelqu'autre que ce puiſſe être: De plus ordonnons qu'il ſoit fourni de bons Magaſins où la Compagnie puiſſe mettre & conſerver ſes marchandiſes, juſqu'au tems du départ de ſes Navires pour s'en retourner en nos Royaumes d'ici, auquel effet nous ordonnons au dit Gouverneur & Capitaine General des Philippines d'aider, aſſiſter, & proteger cette Compagnie, ſes Officiers, Facteurs & Employez, pour faire librement leur commerce ſans en exiger le droit de Gabelle, ni autre contribution, & auſſi de ne point permettre que leurs Vaiſſeaux ſoient arrêtés dans aucun Port, ſous quelque pretexte ou motif que ce ſoit. ANNO 1733.

21. Si par quelque motif particulier les Vaiſſeaux de cette Compagnie s'arrêtoient dans les Ports des Princes Orientaux, qu'ils y échangeaſſent ou achetaſſent des effets pour leur chargement, ils pourront s'en revenir en droiture dans les Ports de nos Royaumes d'Europe, ſans être obligés de relâcher auparavant dans ceux de nos Iſles des Philippines.

22. Si les Navires de cette Compagnie en allant ou revenant de leur voyage, jugeoient à propos ou étoient obligés d'entrer dans les Ports de l'Afrique, & qu'il leur convint d'y acheter quelques Negres natifs de ſes climats, en argent comptant ou en échange d'effets, pour les tranſporter & vendre aux Philippines, aux Indes Orientales, ou même en Eſpagne, nous le leur permettons, afin que ſans aucun empêchement ils puiſſent le pratiquer ainſi, à condition neanmoins qu'ils ne pourront pas tranſporter ni introduire dans l'Amerique les dits Negres.

23. Les priſes que les Navires de cette Compagnie feront dans toutes les Mers par où ils paſſeront, ſoit ſur des Pirates ou ſur des Ennemis de notre Couronne, devront lui appartenir, à l'exception neanmoins d'un dixiéme pour cent de leur valeur qu'elle ſera obligée de remettre à notre Treſor Royal; lequel dixiéme pour cent ſera pris ſur la juſte évaluation des Vaiſſeaux & effets pris, que la Compagnie aura la faculté de faire vendre ou échanger pour d'autres Marchandiſes, par le moyen des Facteurs ou Directeurs qui ſe trouveront à leur reception, dans quelques Ports que ce ſoit de nos Royaumes: & ſur la relation veridique que donneront les ſusdits Facteurs ou Directeurs certifiée & ſignée d'eux, de l'evaluuion des dits effets, les Officiers deſtinez pour nos Finances en tireront le ſusdit dixiéme pour cent, au moyen de quoi la Compagnie ne payera aucun autre droit, contribution ni Gabelle, pour raiſon desdites priſes, ou venduës ou échangées.

24. La Compagnie aura la proprieté des Forteresſes, chateaux, & habitations, qu'elle pourra acheter ou negocier avec les Princes etrangers ou leurs Sujets, de même de ce qu'elle pourra conquerir ou peupler dans les lieux déſerts, conformément à nos Loix contenuës dans le ſusdit Recueil des Indes; à cet effet il lui ſera permis d'envoyer pour ſes nouvelles Colonies & pour l'education & inſtruction des habitans, les Eccleſiaſtiques, ou autres, auſſi bien que toutes les Armes & munitions de Guerre dont elle aura beſoin, le tout ſans préjudice de notre Souveraineté Royale.

25. Les Directeurs de cette Compagnie ſeront obligés de produire un Manifeſte de toute leur carguaiſon bien circonſtancié & très-veritable, devant notre dit Préſident de la Contractation ou devant la perſonne à qui ſera commiſe l'Intendance de ſes Navires, afin qu'en vertu d'icelui les dépêches, tant pour le dedans que pour le dehors du Royaume, leur en ſoient expediées.

26. La charge que les Navires de cette Compagnie apporteront de retour en ces Royaumes pour y être venduë & conſumée devra être compoſée de Cuivre, de Soye torſe, & en échevau; de Thé, bou & vert, de Porcelaines, d'ouvrages en bois vernifſé, de Pierreries, Tiſſu de Coton, Poivre, Cloux de Geroſle, Muſcade, Racine de Chine, Canelle, Rubarbe, Galanga, Cacao, Gutte Gomme, Borax, Muſc, Benjoin, & autres genres & eſpéces d'herbes medicinales qui puiſſent être conſumées en Europe: il leur ſera auſſi permis d'aporter dans chaque Navire les Tiſſus de Soye correſpondants à la capacité de 50. Tonneaux, un peu plus ou moins, pour être vendus dans nos Royaumes, mais non pas y être conſumez; notre volonté étant que la Compagnie, par elle-même ou par ſes Acket-

ANNO 1733. chetteurs, puiſſent les tranſporter chez les Etrangers & à l'Amerique, ou elle pourra les faire vendre & conſumer.

27. Cette Compagnie ſera tenue de payer à notre Treſor Royal à l'entrée dans nos Royaumes la contribution de huit pour cent de la valeur des épiceries que ſes Navires apporteront, & de cinq pour cent de celle de tous les autres genres de marchandiſes à proportion des taxes nommées *aforos* & des evaluations qui ſeront ſpecifiées à la ſuite de notre preſente Dépêche; bien entendu cependant qu'à l'égard des marchandiſes qui n'y ſont pas denommées & que l'on pourroit apporter, on devra s'en tenir aux prix que les Connoiſſeurs y mettront, pour pouvoir en tirer les droits accoutumez.

28 Dans ces droits ſeront compris tous ceux d'entrée & de ſortie qui ont été impoſés pour les Douanes de nos Royaumes, tant à nous appartenants, qu'aux Communautez municipales, Conſulats & autres perſonnes particulieres, de même que les droits *d'Alcavala*, *Cientos*, & *Millones*, qui ſe payent pour la conſommation des dites marchandiſes & Epiceries qui y ſont ſujettes; cependant nous entendons que ces droits reſteront dans leur entier à l'égard des differentes eſpeces de marchandiſes qui ſeront apportées; & dont le commerce ſe fera par la main des Etrangers; & afin de prevenir les fraudes que l'on pourroit tenter de faire, à la faveur de ces graces que nous accordons ſeulement à la Compagnie, Notre dit Préſident de la Contractation, ou la perſonne qui le repréſentera, ſera obligé d'envoyer à notre Douane de Cadix une relation exacte & bien circonſtanciée de tout le chargement des Navires de la Compagnie, lequel ſera debarqué & mis en magaſin ſur la Dépêche de notre dit Préſident, qui aura ſoin d'en faire plomber toutes les piéces du ſceau des Armes que nous avons accordé à cette Compagnie par l'article 4. ci-deſſus.

29. Les Directeurs de cette Compagnie choiſiront des magaſins pour mettre en dépôt toute la charge de leur Navire, & la, ils pourront vendre publiquement au dernier encheriſſeur, ou en particulier, le tout ou partie de leurs marchandiſes pour leſquelles ils ne payeront ni *Alcavala*, *cientos*, ni aucune autre choſe, attendû qu'ils auront deja ſatisfait les buit & cinquiéme pour cent expliquez a l'article 27.

30. Les Directeurs de cette Compagnie pourront (quand ils le jugeront à propos) faire embarquer pour nos Indes Occidentales les marchandiſes & epiceries à elle appartenantes, en payant neanmoins les droits reglés par le Projet pour les Flottes & Gallions: il leur ſera également permis d'expedier avec chaque armement de Flotte & Gallions, un Navire du port de 350 tonneaux, un peu plus ou moins, ſur lequel ils pourront charger leurs effets & Tiſſus de ſoye; & la place dans le dit Navire qui reſtera, après y avoir mis leurs effets, leur ſera loiſible de la fréter à des Particuliers, ſe reglant a cet effet ſur le même Projet: mais pour le dit Navire qui ira en Flotte ils payeront 50 piaſtres provinciales par tonneau, & pour celui des Gallions le prix le plus moderé qui ſera reglé, ſuivant l'uſage; & ces prix, pour raiſon de tonneaux tant de Flotte que de Gallions, ſeront les mêmes auxquels les Creanciers de la Flotte de Vigo, à qui nous les avons cédez; & les autres qui pourront avoir de legitimes droits, vendront ceux qui leur appartiendront exemptans leſdits Navires du droit d'Etrangers & tiers des Proprietaires de recolte, appellé, *tercio de Cofecheros*, de la même maniere qu'il ſe pratique pour nos Vaiſſeaux: quant a ceux de la Compagnie ils devront naviguer comme les autres de Flottes & de Gallions à commencer avec les premiers qu'on dépêchera, en contribuant également aux droits préfix; & au cas que la Compagnie voulût deperher quelqu'un de ſes Vaiſſeaux dans les Ports des Indes, elle pourra l'executer librement en obſervant la même regle qui ſe pratique avec nos vaiſſeaux de Flotte & de Gallions.

31. Les marchandiſes qui ne ſe vendront ni ſe chargeront pour l'Amerique, pourront ſortir pour les Royaumes Etrangers, ſoit pour le compte de la Compagnie, ſoit pour celui des achetteurs, que nous exemptons du droit d'extraction & de tous autres impots, en conſideration du benefice qui reſultera pour nos finances & à nos Etats, de la vente d'icelles aux Etrangers, dont les produits avantageux ne pourront que l'être à l'enrichiſſement du Royaume.

32. Si les debiteurs de cette Compagnie ne payent point à l'échéance des termes, dont ils ſeront convenus avec les Directeurs & Facteurs, il ſera procedé contre eux par les voyes de droit, ſans qu'il puiſſe leur être accordé aucune remiſe, ni delai, à moins que les dits Facteurs ou Directeurs n'en conviennent. ANNO 1733.

33. Les Directeurs auront la faculté de nommer à leur volonté & a la pluralité de Voix, les Treſoriers ou Caiſſiers, Teneurs de Livres, Secretaires, Notaires, Agents, Commiſſionnaires, Maitres de Navires, Officiers, Subalternes, & tous les autres, d'inferieures claſſes qui devront être employez au ſervice de cette Compagnie, dans quelque operation que ce puiſſe être, & auront le pouvoir de les ſuſpendre, ou caſſer de leurs emplois, & en nommer d'autres toutes les fois qu'ils jugeront leur convenir; car nous voulons que ceux qui ſeront ainſi nommez ſoient exempts & relevez d'approbation, caution, & d'être enregiſtré par aucun Tribunal, Conſulat ni Maiſon de Saint Elme; c'eſt pourquoi nous enchargeons à la direction de la Compagnie d'avoir grand ſoin que ces nominations ne tombent que ſur des perſonnes de bonne foy, & qui aient les qualitez requiſes pour l'exercice de leurs emplois.

34. Les Directeurs ne pourront pas être vexez par voye d'empriſonnement, ni arrêt, ni ſaiſie de leurs biens ou effets, ſous pretexte de leur faire rendre compte de leur Adminiſtration, ni à cauſe des Perſonnes dependantes de la Compagnie, juſqu'à ce que la Sentence definitive ſoit renduë par leur Juge competant, qui (pour ces cas & pour tous autres qui pourront ſurvenir) devra l'être privativement notre dit Préſident de la Contractation; mais les jugements n'auront leur effet ſur aucun des Directeurs ni leurs Subdeleguez pendant qu'ils ſeront employez à l'expedition de quelque Navire, dont le retardement pourroit être préjudiciable: de plus nous enchargeons très-expreſſément notre dit Préſident de la Contractation de veiller avec toute l'attention poſſible à la conſervation & augmentation de cette Compagnie, dont nous avons tout lieu d'attendre des ſuccès favorables pour notre état & l'avantage de nos Sujets.

35. Les Livres de la Compagnie auſſi bien que ceux de ſes Directeurs ne pourront pas être tirez de la maiſon où ils auront été établis, non plus que d'entre les mains des Caiſſiers par ordre d'aucun Juge, pour les inſerer ou faire paroître dans quel Acte ou Jugement que ce puiſſe être; notre volonte étant qu'il ſoit donné foi publique aux certificats qu'ils donneront ou qui leur ſeront demandés.

36. Les Directeurs regleront tous les apointements & ſalaires qu'on devra donner aux Officiers, Gens de Mer & autres Serviteurs de la Compagnie, en convenant avec eux, ou ſe porportionant au travail & merite d'un chacun.

37. Les Officiers & Gens de Mer que la Compagnie aura employés au ſervice de ſes Navires, jouiront des mêmes graces & privileges que ceux de notre Marine, & ne pourront pas être employez ailleurs, que ce ne ſoit du conſentement de la Direction.

38. Les Officiers, Gens de Mer au ſervice de la Compagnie ne pourront porter, ni en allant ni au retour du voyage, pour quelque motif & pretexte que ce ſoit, aucun argent, Denrées ni marchandiſes qui puiſſent leur appartenir, à peine d'être confiſquez & appliqués au profit d'icelle, à moins que les Directeurs n'y ayent conſenti par écrit; encore faudra-t-il que leurs effets ſoyent mentionnez dans le Manifeſte du chargement, ſelon qu'il eſt exprimé ci-devant dans l'article 25.

39 Les Directeurs de cette Compagnie prêteront ſerment entre les mains de notre dit Préſident de la Contractation, d'obſerver & garder la fidelité en tous les points que demande le bien, l'avantage & le ſuccès de ladite Compagnie, enſuite de quoi ils tiendront leurs Aſſemblées en ladite Ville de Cadix, où ils devront préciſement faire leura réſidence, y rédiger par écrit un formule de Regles & d'Ordonnances pour la meilleure & plus juſte direction de leurs affaires communes.

40. Tous nos Sujets, Particuliers, Corps & Communautez de quelque pays, qualité ou conditioo qu'ils ſoient, pourront prendre interêt en cette Compagnie, ſoit par voye de ſouſcription, par achat d'Actions ou par quelqu'autre titre, ſans que pour cela ils derogent en aucune maniere de leur Nobleſſe, grade ni privilége.

41. De même tous les Etrangers établis dans nos Royaumes pourront entrer dans cette Compagnie avec l'aſſu-

ANNO 1733. l'aſſûrance que les Actions qu'ils y auront ne ſeront point ſaiſies, ni confiſquées pour quelque cauſe publique ou conſideration d'Etat que ce puiſſe être, même dans le cas de guerre ouverte avec les Princes ou Puiſſances dont ils ſeront Sujets.

42. Il ne ſera pas permis de ſaiſir les effets, ni Actions appartenantes à cette Compagnie, encore moins d'empêcher le cours de ſa negociation par aucun titre, ni motif de quelque nature qu'il ſoit; mais en cas qu'il fallût indiſpenſablement ſaiſir à quelque Intereſſé, la partie qu'il y auroit, pour lors on pourra le faire à condition que la Compagnie en ſera dépoſitaire & reſponſable, juſqu'à la parfaite concluſion du motif qui aura cauſé la ſaiſie: on ne pourra non plus ſaiſir aux Officiers & Gens de Mer, que le tiers de leurs apointements, qui ſervira à ſatisfaire les dettes qu'ils auront contractées; les deux autres tiers ſeront reſervés pour leur entretien, afin de leur conſerver les moyens de continuer le ſervice.

43. Le fonds de cette Compagnie ſera de quatre millions d'écus de huit réaux de plate ancienne provinciale pièce, qui ſera partagée en quatre mille actions, chacune de mille écus, leſquelles ne pourront pas être vendues ni cedées, avant que les Livres de ſouſcription ſoient complets; & ceux qui ſeront intereſſés dans la Compagnie ſeront reputez poſſeſſeurs & veritables proprietaires de leurs actions, qu'ils pourront vendre ou ceder après, ſoit par eux, ou par procuration.

44. Les ſuſdites ſouſcriptions pour le fonds de cette Compagnie ſe feront a Cadix par devant les Directeurs, ou la perſonne qui ſera nommée à cet effet; ceux qui voudront ſouſcrire envoyeront des billets écrits de caractere liſible, ſans aucun abregé ni chifre, avec la date & lieux de leur demeure, leurs noms de Batême & de famille & le nombre d'actions.

45. Ceux qui auront part aux fonds de la Compagnie en la maniere ci deſſus expliquée, ſeront obligés de payer au tems des ſouſcriptions, la quatrième partie de chaque action, & les autres trois quarts à la diſpoſition chacun de ſes Directeurs, qui ſelon l'exigence auront le ſoin d'en avertir les Intereſſez par des Placarts publics que l'on affichera aux endroits accoutumez; & lorſque le nombre d'actions ſera complet, les Directeurs livreront d'abord aux actionaires leurs billets d'actions; bien entendu que ceux qui en negligeront le payement dans les termes preſcrits, perdront, au profit de la Compagnie, la partie d'actions qu'il y auront.

46. Nous nommons pour Directeurs de cette Compagnie pendant le terme de ſa conceſſion, & qu'elle ſubſiſtera, *Don Manuel de Arriaga*, *Don Alonſo Garcia*, *Don Guillermo Mace*, *Don Juan Garcia Romero*, *Don Joſeph del Duque*, *Don Lorenzo Dey*, *Don Gaſpar Pren y Caſtro*, *Don Juan Tirri & Don Juan White*, qui auront un chacun le fonds de vingt cinq actions pour le moins ſous leurs noms & pour leur propre compte, libre de tous engagemens, pour ſervir de caution à la ditte Compagnie; & nous avons tout lieu d'eſperer de leur probité, de leur experience dans les affaires, & de leur ſage conduite, un heureux ſuccès dans la Direction d'une entrepriſe d'une auſſi grande importance pour le bien de notre Etat & de nos Sujets, & en particulier avantageuſe aux intereſſez; mais ſi quelqu'un de ces Directeurs venoit à manquer à ſon credit, ou à remplir ſon devoir, par les mêmes cauſes il devra ceſſer de l'être, & ſera ſeparé de ſa commiſſion immediatement après qu'elles ſe rendront publiques.

47. Si quelqu'un de ces Directeurs vient à décéder, ou s'abſenter pour long-tems, ou que ſon credit tombe abſolument, dans de pareils cas, ceux qui reſteront devront s'aſſembler pour en choiſir un autre qui ſoit révêtu des qualitez requiſes, quand même il ſeroit Etranger, pourvu qu'il ait ſa demeure fixée en ces Royaumes, mais pour honnorer d'avantage ce choix & y donner dans le public le relief qu'il merite, la perſonne choiſie nous ſera propoſée, afin que ſon élection ſoit confirmée par notre Royale approbation.

48. Toutes les fois que les Directeurs auront des affaires d'importance a terminer, ou à reſoudre, ils ſeront tous convoquez à s'aſſembler, & ſe trouvant au ombre de cinq pour le moins, ils decideront à la pluralité des voix: mais s'ils ſe trouvent partagez, ils citeront un des plus intereſſez dans la Compagnie demeurant à Cadix, dont la voix ſera déciſive pour la maniere dont il ſera queſtion.

49. Chacun deſdits Directeurs jouira annuellement de deux mille écus de huit réaux de platte provinciale d'apointemens, à compter du jour que le premier Navire, ou pluſieurs, dépêchez par la Compagnie ſortiront du Port de Cadix pour les Mers Orientales, nous reſervant d'augmenter leſdits apointemens à proportion du travail que donnera l'accroiſſement du commerce de cette Compagnie. ANNO 1733.

50. Il ne ſera point permis à aucune perſonne de cette Compagnie de s'en retirer, ſi ce n'eſt en vendant ou cedant ſes Actions, leſquelles demeureront dans le fonds d'icelle, & ſeront reputées comme des biens meubles des Intereſſez & de leurs heritiers.

51. Au retour d'un ou pluſieurs Navires de la Compagnie, venant des Mers Orientales, où leurs chargemens auront été vendus; les Directeurs auront ſoin de faire la répartition entre les Actionaires proportionnément aux profits & gains que les Navires auront raportes; après néanmoins le payement des dettes de la Compagnie, & qu'il ſera reſervé en caiſſe une ſomme ſuffiſante pour ſes beſoins & faire les achats, que plus ils ſeront conſiderables, plus d'utilité il reviendra aux intereſſez.

52. Les Directeurs formeront tous les cinq ans, à l'uſage & ſtile du commerce, un compte general de leur adminiſtration, lequel ſera donné a notre Preſident de la Contractation, qui, de concert avec eux, nommera une Perſonne habile pour examiner & faire des remarques ſur les parties qu'il trouvera mal chargées ou douteuſes, afin de les corriger promptement: ils devront auſſi lui aſſigner la juſte récompenſe que meritera ſon travail.

53. Les Directeurs feront ſavoir publiquement, ſoit par les Gazettes ou par des Lettres circulaires, le jour précis de la repartition des gains; afin que les Actionaires etant avertis, ſe rendent à Cadix pour les recevoir eux-mêmes, ou par ceux qui ſeront munis de leurs procurations.

54. Nous ordonnons & enjoignons expreſſément à tous les Gouverneurs de nos Places, Generaux & Commandans de nos Armées de Terre & de Mer, que pour quelque prétexte ou motif que ce ſoit, ils n'empêchent ni détiennent en aucune maniere la ſortie de nos Ports aux Navires de cette Compagnie, auſſi-tôt qu'ils ſeront prêts de mettre à la voile, encore moins leur en defendre l'entrée, lorſqu'ils y arriveront: de plus nous ordonnons qu'on ne puiſſe en exiger ni tirer aucun droit de contribution pour leur entrée, ou ſortie, ni quel autre que ce puiſſe être, ſous peine de nous deplaire & d'encourir notre indignation, leur recommandons d'avoir une attention toute particuliere à l'execution de cet article, que nous conſiderons très-neceſſaire & avantageux à cette Compagnie, & que nous protegeons de tout notre Royal pouvoir.

55. Toutes les fois que les Directeurs jugeront leur convenir d'augmenter ou limiter quelques articles de cette permiſſion, pour établir & aſſûrer davantage le commerce de leur Compagnie, ils devront nous le propoſer en expoſant les motifs qui les y obligeront, afin d'obtenir notre Royale aprobation.

56. Pour témoigner l'empreſſement avec lequel nous deſirons l'etabliſſement & le ſoutien de cette Compagnie, que nous eunſiderons très-neceſſaire pour l'augmentation du commerce de nos Etats, & afin que tous ceux qui voudront s'y intereſſer puiſſent l'executer ſans repugnance, ſoupçon ni crainte; de notre propre mouvement, nous nous y intereſſons pour quatre cens actions, dont le Fonds ſe prendra de notre Treſor Royal, pour ſervir de commencement à celui de ladite Compagnie.

57. Si, après l'experience faite dans quelques-uns des Voyages que les Navires de cette Compagnie feront, on vient à connoître que ſon commerce ne lui eſt pas favorable; pour lors elle ne ſera plus obligée à la continuation, & par la même raiſon reſtera éteinte.

58. Nous promettons de garder & tenir à cette Compagnie pour le tems de ſa conceſſion tous les articles ci-contenus, & un chacun d'iceux en particulier, ſans y contrevenir ni permettre que l'on y contrevienne en quelque façon ou maniere que ce ſoit: Voulant la ſecourir & defendre contre tous ceux qui, injuſtement, par voye de fait ou par quelqu'autre que ce puiſſe être, la moleſteront ou tenteront de la moleſter; & d'employer en cas de beſoin la force de nos Armes pour la ſoutenir en pleine liberté dans ſon Commerce & Navigation, de même que pour lui fai-

ANNO 1733. re donner ample ſatisfaction des inſultes qui pourroient lui être faites.

RELATION *des Droits que l'on devra contribuer à notre Treſor Royal dans la Ville de Cadix, tant pour les Effets chargez ſur les Navires de cette Compagnie qui iront aux Philippines & autres Parties des Indes Orientales, que pour ceux qui reviendront en ces Royaumes, conformément au Projet du 5 Avril 1720. concernant les expeditions de Flottes, Gallions & Regiſtres à l'Amerique, & aux* Aforos, *qui ſeront expliquez pour le produit des Droits que les differentes ſortes de marchandiſes ci-après declarées, devront payer.*

Pour charger les Navires dans ledit Port de Cadix.

De toutes les marchandiſes embalées que l'on embarquera après avoir tiré les Dépêches de notre Préſident de la maiſon de la Contractation, ou de l'Officier deſtiné à cet effet, & à la formation des Regiſtres: il ſera payé à raiſon de cinq reaux & demi de platte pour chaque palme, ou pan cubique, que contiendront dans leur meſure les *fardes*, paquets, balots, caiſſes ou barils; ainſi qu'il eſt reglé par ledit Projet.

Pour toutes les marchandiſes détachées que l'on chargera, on devra paier auſſi à notre Treſor Royal les mêmes droits qui ſont fixés, à leur quantité & poids, dans le Projet ci-deſſus mentionné.

Contributions qui ſe devront payer à Cadix pour l'or & autres eſpeces de marchandiſes apportées des Philippines & d'autres Parties des Indes Orientales.

Pour l'or en pâte, ou façonné, on payera, ſelon les carats de ſon alloy, les mêmes droits que payent en Eſpagne ceux qui en apportent, regiſtrez dans les Flottes & Gallions, conformément au ſuſdit Projet.

Toutes les épiceries fines payeront à raiſon de huit pour cent ſur l'évaluation & *aforos* ſuivants.

La canelle à raiſon de 100. Piaſtres *excudos* chaque quintal, le cloux de geroſle à raiſon de 100. Piaſtres de la même monnoye, le poivre 150. Reaux de platte le quintal, la muſcade 150. Piaſtres le quintal, & le Cacao, ſelon l'*aforos* qu'il a préſentement en ces Royaumes.

Toutes les autres eſpéces de Marchandiſes ci-aprés mentionées, avec leur évaluation, payeront à raiſon de 5. pour cent ſavoir.

Le cuivre blanchâtre & rouge évalué huit écus le quintal: La Soye en échevaux, à 4. écus la livre: La ſoye torſe & de couleur, à 4 écus la livre: Les brocards à fleurs dorées, à 17. Piaſtres de 8. Reaux de plate ancienne chaque Piéce: Les ſatins à petites fleurs, à 15. écus même monnoye la Piéce: Les Damas nours & de couleurs à 13. écus la Piéce: Les Satins unis, à 11. écus la Piéce: Les Gourgorans, ou étoffes de ſoye à petits careaux, à 10. écus la Piéce: Les Picots de ſoye, à 8. écus la Piéce: Les Tafetas doubles, à huit Piaſtres & demie la Piéce: Les Tafetas minces, appellez ſaya, à 4. Piaſtres la piéce: Les rubans ouvragez par poids, cinq Piaſtres & demi la livre: Les Rubans unis, à 4. écus & demi la livre: Les Bas de ſoye, à 2. écus la paire: Les Taſſes grandes & petites & Aſſiettes regulieres de porcelaine, à 3. écus la douzaine de chaque eſpéce, & à proportion, les autres piéces, plus ou moins de valeur qu'elles auront: Le Thé Bou & Vert, à 7. Reaux de plate provinciale la livre, l'un portant l'autre: Le Caffé, à 3. Réaux de plate, même monnoye, la livre: Les Toiles de coton à 3. Reaux de plate chaque aulne d'Eſpagne: les Commodes, Cabinets & Paravents; on leur donnera les *aforos* ou taxes à proportion de leur qualité & grandeur, comme il ſera expliqué ci-après, pour produire le droit de cinq pour cent: Les *Bateas* ou Corbillons en forme de grands plats de bois, auront huit Reaux de plate d'évaluation chacun: Les Evantails, à raiſon de 3. écus la douzaine: Racine de la Chine, à cinq Reaux de plate la livre: La Rubarbe, à 3. écus la livre: La Galanga, à 2. écus la livre: La Gutte, à 7. Reaux de plate la livre: La Gomme, 1. Real de plate la livre: L'Auncar, à 7. Reaux de plate la livre: Le Benjoin, à huit Reaux de plate la livre: Le Muſc, à 32. écus la livre, & l'Ambre à raiſon de 50. écus même monnoye la livre.

Tous les autres genres ou eſpéces de Marchandiſes qui ne ſont pas ici nommées, que l'on pourroit apporter, devront être ſujets à l'evalution qui ſera faite, par des perſonnes intelligentes en ladite Ville de Cadix ſur le pié qu'on les y achette au Magaſin, & avec l'aſſiſtance d'Officiers ou Miniſtres qui ſe trouveront à leur reception & depêche, & de l'eſtimation qui en ſera faite, on devra payer les droits de cinq pour cent ci-deſſus mentionnez. ANNO 1733.

C'eſt pourquoi nous ordonnons aux Preſidens & Conſeillers de nos Chambres Souveraines, Chancelleries, Audiences & autres Tribunaux, de même qu'aux Vice-Rois, Capitaines Généraux, Gouverneurs & à tous les Officiers à qui apartient & pourra apartenir la connoiſſance de notre préſente Royale délibération, qu'ils l'exécutent & faſſent exécuter & accomplir litteralement dans toutes les formes dues, & ſans aucune interpretation quelle qu'elle puiſſe être; parce que notre Royale Volonté a pour fin l'augmentation & la durée de cette Compagnie, & enjoignons de faire enregiſtrer cette Dépêche aux Bureaux de nos Conſeils de Caſtille, Indes & Finances, afin que par iceux, les ordres requis ſoient expediez pour ſon accompliſſement, & entiere obſervation, aux Lieux & Bureaux de leurs Juriſdictions reſpectives. Dooné à Seville le vingt-neuviéme Mars mil ſept cens trente trois

YO EL REY.

DON JOSEPH PATINHO.

CHAPITRE V.

Du Projet Royal du cinq Avril mil ſept cent vingt, contenant les droits de ſortie d'Eſpagne, que les Marchandiſes & denrées qu'on embarque pour les Indes doivent payer.

Pour faciliter le Commerce en le ſoulageant dans la contribution des droits, par une juſte proportion d'équité & d'égalité a la valeur des effets & denrées qu'on embarque pour les Indes, les reglant d'une façon que les Dépêches en ſoient abregées & faciles, ſans que le Commerce en puiſſe ſouffrir la moindre peine ni retardement, ſoit pour les Vaiſſeaux, ou autres Bâtimens, qui vont dans quelque endroit que ce ſoit d'Amerique, nous avons ordonné qu'on reglât les droits dans les formes qui ſeront ſpécifiées; prevenant que tout le poids dont il ſera fait mention doit s'entendre poids de Caſtille, net, juſte: & pour ce qui regarde la monnoye de ſa contribution, elle conſiſtera en Reaux de plate anciens, qui ſeront payez comptant dans les Villes de Seville & Cadix, au tems qu'on embarquera les denrées & Marchandiſes, comme il eſt marqué dans le Chapitre III. & ils payeront en forme de drois pour chaque pan ou palme cube cinq Reaux & demi, comme auſſi à proportion de la meſure que pourront contenir chaque *farde*, Balle ou ballot, Caiſſe, demie charge, paquet, ou baril de Marchandiſes, leſquels ayant ſubi l'examen & ſatisfait à la meſure, ne ſeront point ouverts pour reconnoître ce qu'ils contiendront.

Le fer en barre, plat, quarré, en forme de grillage ou maſſué, payera 4. Reaux par quintal en tous lieux.

Le fer, en forme de hache, pele, pioche, ou maniere de figure courbe ſans travail, payera 6. Reaux le quintal.

Le fer, en gros cloux, de poids & par compte, payera 10. Reaux le quintal.

Les fers à Cheval & les cloux qui y correſpondent, payeroot 9. Reaux le quintal.

L'acier payera 16. Reaux le quintal

Le Plomb à tirer payera 6. Reaux le quintal.

Le fer blanc payera 32. Reaux le Baril ordinaire, contenant 403. feuilles.

Le fil d'archal payera 15. Reaux le quintal.

La Cire en pain payera 10. Reaux l'arobe, ou quart de quintal.

Le Papier commun, ſeparé ou en ballot, payera 2. Reaux la rame.

Le Papier de la petite marque payera 4. Reaux la rame.

Le grand Papier, & à la grande marque, payera 6. Reaux la rame.

La Toile crue, ou de menage, payera 6. Reaux la Piéce.

La Toile claire ſeparée payera la même choſe.

La Crée d'Hambourg payera 8. Reaux la piéce.

Les Toiles bleües & blanches, qu'on appelle *Creas liſtadas* des ordinaires, contenant 80. à 90. aulnes d'Eſpagne, payeront 16. Reaux la piéce.

Les Toiles pour les materats, qu'on appelle façon de Damas, payeront 4. Reaux la piéce.

Les Fleurets de fil, ſeparez, payeront un Réal & demi la douzaine.

Ficel-

ANNO 1733.

Ficelles & autres Cordages de chanvre, payeront 10. Reaux le quintal.

Peaux de Vaches de Moſcovie, payeront 20. Reaux le rouleau, compoſé de ſix peaux.

La Carelle payera 20. écus le quintal.

Le Poivre payera 12. Reaux l'arobe.

Les plumes à écrire 4 Reaux le millier.

Le ſouffre payera 5. Reaux le quintal.

Le Verd de gris en pain, payera 16. Reaux l'arobe.

Le blanc d'Eſpagne ou Ceruſe, 6. Reaux le quintal.

La Couperoſe trois Reaux & demi le quintal.

L'Anis & la Seſane en ſimple pain 3. Reaux le quintal.

Les Drogues d'Apotiquaire, ſimples, chaque caiſſe une demie charge 16. Reaux, chaque cantine du port ordinaire 8. Reaux, chaque baril d'un demi quintal 12. Reaux, & celles qui ſeront dans des facs, payeront 9. Reaux le quintal, le tout devant être reconnû au tems de l'embarquement.

Les Drogues ou Medicaments, compoſez, chaque Caiſſon d'une demie charge, payera 8. Reaux.

Chaque Cantine du port ordinaire 4. Reaux.

Chaque Baril d'un demi quintal 4 Reaux.

Le tout étant reconnu dans les formes ci-deſſus mentionnées.

Livres d'Impreſſion d'Eſpagne, 5 écus chaque caiſſon d'une charge, les ayant auparavant reconnus.

Livres d'Impreſſion Etrangere 20. écus chaque Caiſſon, les viſitant auſſi.

Les Raiſins ſecs 6. Reaux le baril d'un quintal, en les reconnoiſſant auparavant.

Amandes, 32. Reaux le baril du même port, qui ſera auſſi reconnu.

Capres & Olives, 2. Reaux chaque petit baril.

Le vin, un Réal chaque urne, contenant une arobe & un quart, ou dix pots de Camp, cinq Reaux le baril de quatre arobes & demie, à huit pots de Camp l'arobe, & 28. Reaux la pipe ou tonneau de 27. arobes & demie.

L'Eau de vie 36. Reaux, la pipe contenant 27. arobes & un quart.

L'huile, un Real & demie l'arobe, mis dans des urnes.

Savon, 4. Reaux le quintal.

Lavande, Origan, Romarin, & Regliſſe mis en ſacs deux Reaux le quintal.

Tout le reſte des Marchandiſes dont il n'eſt pas fait ici mention, ſeront compriſes dans la règle de la meſure du palme, & ſeront tenuës d'en payer le droit pour éviter la confuſion, en prevenant que quiconque voudra introduire dans les Caiſſons ou barils, autre ſorte de Marchandiſes que les nommées ci-deſſus, & que produira le Certificat de celles qu'il a vendu, ſera compris dans la fraude, & par conſequent ſubira la peine de l'omiſſion, qui eſt déja ſpecifiée au ſujet des Marchandiſes qu'on tâche d'embarquer de la ſorte: l'Officier ou Miniſtre qui contribuëra ou aidera à un ſemblable embarquement, ou le diſſimulera, le ſachant, doit être prévenu des mêmes avertiſſements & ſubira les mêmes peines en y contrevenant.

CHAPITRE VII.

Dudit Roval Projet, par lequel Sa Majeſté ordonne & fixe les droits que doit payer l'or, qui ſera tranſporté de tous les endroits de l'Amerique.

On payera pour tout ce qui s'apelle or, ſoit monnoyé, en lingots, ou travaillé, à raiſon de deux pour cent.

CLXV.

27. Avril. *Confœderatio Generalis omnium Ordinum Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuaniæ in Convocatione generali Varſovienſi die 27. menſis Aprilis, Anno Domini milleſimo ſupra ſeptingenteſimum trigeſimo tertio ſancita.* [Copie autentique communiquée.]

C'eſt-à-dire,

Confederation generale de tous les Ordres du Royaume de Pologne & du Gr. Duché de Lithuanie, dans la Convocation Generale à Varſovie, le 27 Avril 1733.

ANNO 1733.

NOs Senatores Regni Poloniæ ac Magni Ducatus Lithuaniæ, nec non Provinciarum ad Illas pertinenti um Spirituales, & Seculares, Nuntii Terreſtres & reliqui Status omnes, uti unica & indiviſa Reſpublica poſt inevitabilia Fata Memoriæ non intermorituræ Sereniſſimi Regis Auguſti Secundi Domini Noſtri in Convocationem Varſavienſem a Celſiſſimo Principe Theodoro Potockio, Archi-Epiſcopo Gnesnenſi, Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuaniæ Primate ex Senatus Conſilio pro die vigeſimâ ſeptimâ Aprilis anni præſentis milleſimi, ſeptingenteſimi, trigeſimi tertii aſſignatam congreſſi ad perpetuam Rei memoriam & ſecuturam Poſteritati Imitationem, ut & ad Notitiam omnium & ſingulorum, quibus ea ſcire intereſt, ſignificamus.

I. Siquidem omnium Regionum firmum & ſtabile fundamentum in vero DEO, Luctu ac Sanctâ Religione conſiſtit, igitur per hanc Confœderationem Noſtram Juribus & Privilegiis Orthodoxæ Romano-Catholicæ & Ritûs Græco-Unitorum Eccleſiæ, Nemini derogare concedimus; quinimò, uti in hoc Orthodoxo Regno exoticos deteſtamur cultus, ita Detentionem Sanctæ hujus Eccleſiæ Catholicæ Romanæ & Immunitatum illius Exemplo Prædeceſſorum Noſtrorum pollicemur, & Easdem manutenere velle profitemur.

II. Diſſidentibus autem (tam in Regno quam Magno Ducatu Lithuaniæ) in Religione Chriſtianâ Pacem juxta antiquas Confœderationes & præcipue juxta Conſtitutionem Anni Milleſimi, Septingenteſimi, Decimi Septimi ac Securitatem Bonorum, Fortunarum & æqualitatis Perſonarum cavemus, ita tamen, ut ſaltem in Congreſſu Nuntiorum, in Tribunalibus & in Commiſſionibus activitate careant, & Congreſſus ſuos privatos ſeu Conventicula ſure prohibita, & officia Regni & Magni Ducatus Lithuaniæ, Palatinatuum, Terreſtria & Caſtrenſia (ſalvis modernis Poſſeſſoribus) non teneant, nec ullas Protectiones per ſe & Miniſtros apud Exteros Principes quærant, ſub ſeveris Jurium pœnis in Perduelles conſtitutis.

III. De Arianis verò, Quakeris, Memnoniſtis, Anabaptiſtis & Apoſtatis, omnes antiquiores Leges ſpecialim Confœderationem anno milleſimo, ſexcenteſimo, ſeptuageſimo quarto ſancitam, in toto reaſſumimus, & firmiter in omnibus & ſingulis Punctis obſervandam ſtatuimus.

IV. Et quia Tempus præſens Rege deficiente variis expoſitum eſt periculis, omnes in hoc Congreſſu generali Varſavienſi curavimus, ut Exemplo Prædeceſſorum Noſtrorum Ipſi inprimis inter Nos Pacem habeamus, & poſtea, Juſtitia, bonus ordo & Defenſio Reipublicæ conſervetur, tandemque illud, quod Emendationem Jurium Reipublicæ & eorundem Deviationem concernit, in ſuum Ordinem redigatur. Quoniam verò propter breve temporis ſpatium eò perveniri non potuit, totum & integrum hoc negotium ad futuram DEO dante Electionem reſervamus, & tunc ante Nominationem novi Domini easdem corrigere & abolere volumus, reaſſumentes plenarie in hoc Puncto Exorbitantium Confœderationem Anni milleſimi, ſexcenteſimi, Trigeſimi ſecundi.

V. Pro firmo ac perennaturo in Poſteritatem fundamento felicitatis publicæ proponimus Nobis, & mediante hac Generali Confœderatione juratâ ſub fide, honore & Conſcientiis Nos obligamus, quod futurum Regem Dominum Noſtrum verum Natione Polonum & Romano-Catholicum ex utriſque Parentibus Orthodoxæ Fidei progenitum, nulla Dominia, vel Provincias hæreditarias, nec Exercitum proprium ultra fines Regionum Noſtrarum habentem, unà cum Reginâ Catholicâ (& nullius alterius averſæ DEUS! Religionis) eligemus, alios autem etiamſi Indigenam gaudentes, nominare, promulgare, & ad Thronum promovere nolumus, ſemperque inſimul Jura & Privilegia Orthodoxæ Romano-Catholicæ & Ritus Græco-Unitorum Eccleſiæ (& nullius alterius) omnibus viribus Noſtris manutenebimus, & ad defenſionem pro Sanctâ hac Eccleſiâ, nec non pro liberâ Regum & Dominorum Noſtrorum Electione fortunas ac vitam Noſtram impendere, hac Confœderatione Noſtrâ invicem ſpondemus.

VI. Ac prouti ſemper poſcit rutas dulcis Concordia mentes, ita, dum ab unione cordis & animorum op-

ANNO 1733. optatus eventus omnium Conſiliorum Noſtrorum dependet, hinc ſtabili & concordi ſuffragii vinculo Sacro-Sancto omnes unanimiter ſub fide, virtute & honeſtate ſpondemus, atque pollicemur, quod nullam omninò inter Nos Sciſſionem, vel diſpartitionem facturi, aut velut una pars abſque altera Dominum ſibi eliget, aut factione privatâ utetur, nec alium per fraudes, vel ſemet ipſum, in detrimentum liberæ Electionis, vel pecunias, tam proprii commodi quam faciendarum partium cauſa ſumendo, vel etiam promiſſæ apud futurum Dominum Benevolentiæ litando, Regno potirī facies; Non aliter verò ullius Domini Electioni aſſenſuri, niſi quem liberis ſuffragiis nemine contradicente, elegerimus. Et quod ſi aliquis, vel Senatorum Spiritualium, vel Secularium, vel Officialium Regni & Magni Ducatus Lithuaniæ, ut & ex privatis perſonis, ſine unanimi Conſenſu omnium Ordinum Regem nominare auderet, talem Nos quemcunque pro hoſte Patriæ habere volumus, nec prius Celſiſſimus Princeps Primas ad Nominationem Regis accedet, niſi antea tribus vicibus quæſiverit, num omnium Conſenſus adſit? numque omnibus Exhortantiis ſatisfactum fuerit? Inſuper etiam cum hac expreſſa Conventione, Eum Nobis omnia Jura, Libertates & Privilegia Noſtra, per Sereniſſimos Reges & Dominos Noſtros Nobis conceſſa, & quæ per Pacta Conventa ante Denuntiationem poſt Juramentum ipſi porrigemus, non immutando illud (niſi in hoc quod fidei Sanctæ Romano-Catholicæ contrarium fuerit) a Juramentis Sereniſſimorum Regum Polonicorum, Sigismundi Auguſti, Henrici, Stephani, Sigismundi Tertii, Vladiſlai quarti, Johannis Caſimiri, Michaëlis, Johannis Tertii & Auguſti recenter deceſſi, Regno & Magno Ducatui Lithuaniæ, nec non annexis & incorporatis Provinciis in Coronationibus Eorundem præſtitis, & poſt hoc Juramentum per Conſtitutiones Comitiales omnia illhæc Jura, Libertates, Facultates & Privilegia (exceptis, quæ Sanctæ Fidei Catholicæ adverſantur) corroboraturum fore.

VII. Cavemus Nobis & hoc & ſpeciali ratione junctim obligamus Nos ſub fide, honore & Conſcientiis Noſtris, ut ſi forte aliquis Exterorum Principum, vel Civium hujus Reipublicæ per Co-intelligentiam & illicita media in præjudicium Jurium & Libertatum Noſtrarum ratione liberæ Electionis conditarum, Nobis invitis per potentiam quempiam, vel ſemet ipſum inthronizare, & Nos ipſos per hoc confundere præſumeret, contra quemlibet ejusmodi omnia ſtudia & vires Noſtras convertere, unus alterum non deſerere, ſed tamdiu in hoc Noſtro vinculo indivulſi perſiſtere velimus, quamdiu Respublica per liberam Electionem Regis pacificata non fuerit. Contra quemlibet ergo violatorem Libertatis Noſtræ & Jurium tam antiquorum (quæ omnia reaſſumimus) quam etiam in moderna Noſtrâ Confœderatione Statutorum omnes conſurgemus, & quamdiu vita, opes & ſanguis Nobis non deficiet, Nos opponemus, absque ullâ Sciſſione aut divisione tam Coronæ a Magno Ducatu Lithuaniæ, quam Magni Ducatus Lithuaniæ a Coronâ, nec non aliarum Provinciarum incorporatarum Palatinatuum, Terrarum & Diſtrictuum, ut una & indiviſa Respublica.

VIII. Animadvertentes autem providâ Circumſpectione omnes neceſſitates, Commoditates & Circumſtantias circa hunc Actum Electionis, quatenus in omnibus, quantum poſſibile, cunctarum Ditionum Coronæ & Magni Ducatus Lithuaniæ Commodo proſpiciatur, unanimi Conſenſu Dominorum Senatorum & Nuntiorum terreſtrium ad hanc Convocationem congregatorum & in virtute Laudi præſentis Congreſſus aſſignamus tempus huic Electioni diem vigeſimam quintam Auguſti anni currentis milleſimi, ſeptingenteſimi, trigeſimi tertii, convocando ad ipſam omnes Status Reipublicæ (exceptis jure victis) Generali Conventu absque apparatu pro Expeditione bellicâ uſitato, ſolam ſaltem electricem Nobilitatem, ſalvis Juribus Terrarum Pruſſiæ ac Civitatum Majorum, & Ducatuum Satorienſis, Oſwiecimenſis atque Maſoviæ, tum Palatinatuum Kyoviæ, Podlachiæ & Terræ Lucovienſis, nec non aliorum Palatinatuum in Confiniis Turcarum exiſtentium; Magno Ducatui Lithuaniæ verò modus præſentiæ ad hanc Electionem ſecundum bene placitum Fratrum in Comitiolis Relationum regulari conceditur, provò comparere voluerint, ſive viritim ſive alio modo. Conſtituimus etiam, ut illi, qui in diverſis Palatinatibus, Terris & Diſtrictibus tam in Regno, quam in Magno Ducatu Lithuaniæ ſuas Poſſeſſiones habent, & ipſi perſonaliter huic Electioni ex quavis Provincia, Palatinatu, Terra vel Diſtrictu aderunt, jam ulteriùs nullatenus reſpectu Bonorum in aliis Provinciis, Palatinatibus, Terris & Diſtrictibus habentium homines, ſecundum Conſtitutionem Anni Milleſimi, Sexcenteſimi, Vigeſimi, Sexcenteſimi Vigeſimi primi & Milleſimi, Sexcenteſimi Trigeſimi ſecundi non ſint expediturī, qua in re ipſis nullæ Conſuetudines particulares & Exceptiones Palatinatuum, Terrarum & Diſtrictuum præjudicare non debebunt. Et hæc prædicta Electio quidem quam breviſſime finiri debet, quod ſi autem citò non finiretur, nullo modo tempus Comitiis Ordinariis præfixum, ſcilicet ſpatium ſex ſeptimanarum excedere debet. Civitates verò, quæ Privilegiis dandorum pro novo Domino Suffragiorum gaudent, hæc eadem Jura in futura Electione demonſtrare debent.

IX. Et quoniam peractis infelicitatibus nunc demum Patria Noſtra incepit adverſam placare fortunam, hinc, ne antiquæ renoventur Ruinæ, cavemus Actu præſenti, ut Palatinatus, Terræ & Diſtrictus tam Regni, quam Magni Ducatus Lithuaniæ ad futuram Electionem tendentes, quilibet ſua ratione vivendi & ſumtu, abſque inutili multorum hominum Comitatu, ſolita via, pro omnibus ſecundum poſſibilitatem Conventionis in rebus emendis exſolventes ad Varſaviam in Loca Palatinatibus, Terris & Diſtrictibus uſu antiquo deſtinata perveniant, nullaque in via exerceant damna.

X. Et quidem Illuſtres Senatores, Colonelli & Centuriones in Regno & Magno Ducatu Lithuaniæ, uti & Senatores, vel cui juxta antiquas Leges competit, ſecundum Jura & Prærogativas ſuas hic demum ſub Varſaviâ Vexilla Diſtrictuum ſuorum erigere tenebuntur. In Tranſgreſſores præſentis Statuti (quod quidem juſtitiam, modeſtiam & methodum viam peragendi concernit) rigorem in Conſtitutione Anni Milleſimi, Septingenteſimi, Vigeſimi primi Titulo: modus Univerſalis Congreſſus. Nec non in Confœderatione Generali & Deſcriptione Ordinis Electionis Anni Milleſimi, Sexcenteſimi, Septuageſimi Quarti expreſſum ad præſentem Actum applicamus & reaſſumimus. Et ſi cuipiam non fuerit ſatisfactum de injuriis in Loco Tranſitus ſibi factis, Forum habere debet in Capturalibus generalibus, quæ juxta Præſcriptum antiquarum Confœderationum & præcipue Anni Milleſimi, Sexcenteſimi, Septuageſimi quarti, primo die Electionis præfixo per Magnificos Mareſchalcos Utriusque Gentis formari debent, quod idem Forum ſpecialiter Palatinatibus Maſoviæ & Podlachiæ cavetur.

XI. Locum huic Electioni Ordinarium inter Varſaviam & Wolam, ubi tempore præteritorum Interregnorum Electio peragi ſolebat, penes conſuetum Nubilare & foſſas ad congreganda Conſilia deſignamus.

XII. Electionem autem Mareſchalci Equeſtris Ordinis in futura DEO dante Electione futuri Regnantis juxta antiquiorem uſum & praxin Palatinatibus, Terris & Diſtrictibus harum Regionum concedimus, ita tamen, ut in futuris Comitiolis Relationum, vel dum Varſaviam pro eadem Electione advenerint, inter ſe conveniant & decernant, qua Methodo hæc Electio Mareſchalci Equeſtris Ordinis perfici debeat, hac tamen præcautione, ut ſi prima die præfata Electio ad finem perduci non potuerit, propter Urgentes Reipublicæ Neceſſitates & eo maturiorem futuri Regis Electionem, eadem quam breviſſimè finiri debeat.

XIII. Ratione progrediendi ad hanc Electionem futuri Regnantis ut & Securitatis publicæ ſub tempus ejuſdem Actus, nec non reſpectu Aſſiſtentiæ & ſervorum omnes antiquas Confœderationes & Deſcriptionem Ordinis Electionis Anni Milleſimi, Sexcenteſimi, Septuageſimi quarti per Status Reipublicæ factas, in toto reaſſumimus, ſecundum quas Confœderationes & Ordinem circumſcriptum tam Concives Regni, quam etiam Nuntii Exotici, nec non cujusvis Conditionis homines & Ineolæ Urbium, Villarum & Suburbiorum Varſavienſium regulari tenebuntur, ſub rigoribus in modo dictis Confœderationibus & Articulis delineati Ordinis Electionis expreſſis.

XIV. Quoniam Respublica tempore moderni Interregni magnas expenſas facere neceſſitatur, itaque Oeconomiæ tam Regni & Lithuaniæ, quam in Palatinatibus Pruſſicis exiſtentes, nec non Adminiſtrationes principaliores Salifodinæ, Telonea, Portoria Gedanenſia & alii omnes Oeconomici Proventus Menſæ Regiæ & Reipublicæ, ut a Magnificis Theſaurariis Utri-

ANNO 1733. Utriuſque Gentis ſine quavis cujusvis præpeditione ſecundum Jura ipſorum teneantur & recipiantur; Magnifici autem Regimentarii utriuſque Nationis in caſu alicujus neceſſitatis & præpeditionis ipſis Aſſiſtentiam præbeant, præſenti Actu cavetur, qui quidem Magnifici Theſaurarii de perceptis proventibus Calculationem reddent & hoc præcavere debebunt, ut Bona Menſæ Regiæ nullæ ruinæ ſubjiciantur, ne futurus Regnans egeat.

XV. Et quia ſalus interna in Concordia & reciproca Civium Confidentia, ut & in ſecuritate omnium Bonorum & Præſidiis Propugnaculorum limitaneorum, Militia Reipublicæ & Commendantibus inſtructis fundatur, hinc Magnifici Regimentarii Utriuſque Gentis Cuſtodias vigilares exponent, copias per Palatinatus ad diſſipandos Cœtus inſolentes collocabunt, nec non Caſtella Præſidiis & bonis Præfectis providebunt.

XVI. Arcis Cracovienſis Præſidium ſub præſenti Interregno ducentis militibus de Corpore militari, & tentum de Corpore & Regimine Oeconomico ab antiquo ibi exiſtere ſolitis, augmentatur, quibus portionibus ex Theſauro Regni ſub Interregno tantummodo ex Bonis Oeconomicis ad Aſſignationem Celſiſſimi Principis Primatis ſolvendum eſt, obligando fide publica honore & Conſcientia Dominum Capitaneum Cracovienſem, ut Arcem hanc cum Inſignis nemini, niſi qui omnium Ordinum Conſenſu ſine Sciſſione Rex Poloniæ electus fuerit, tradat; Magnificus autem Generalis Artilleriæ Regni ammunitione & Tormentis pro ſufficientia Arcem hanc providere, nec non Adminiſtratio Generalis Cracovienſis per eundem fulcimentis ſi mari debet

XVII. Militia Grand-Muskieterow ex Nobilitate Regni Lithuaniæ & Provinciarum annexarum ſecundum Regulamen per Officialem exhibitum & manibus propriis Celſiſſimi Principis Primatis ut & Magnifici Mareſchalci Comitiorum præſentis Convocationis ſubſcriptum ad ulteriorem Diſpoſitionem Reipublicæ ex Bonis Oeconomicis ſub præſenti Interregno ſuſtentanda eſt, quorum Officiales & ipſimet ſub amiſſione Functionum ſuarum fidelitatem Reipublicæ coram Illeſtriſſimo ſupremo Mareſchalco Regni jurare & ſub Commenda ipſius ſtare debent.

XVIII. Curſus modernarum Contributionum pro regulari exſolutione Exercitus temporibus & locis in Conſtitutione anni 1717. deſcriptis, ut ſub rigoribus ibidem expreſſis obſervetur, (ſalvis Decretis Tribunalitiis Regni Radomienſibus de hac exſolutione latis) cavemus, qui quidem Exercitus tam Regni quam etiam Magni Ducatus Lithuaniæ, ſiquidem regularem (modo quo ſupra) de Republicâ ſolutionem accipit, ne ullas conſpirationes & turbas faciat, ſub pœnis Conſtitutionibus annorum 1601. 1609. 1623. 1699. & 1717. ſanctis ſerio prohibemus; ſemotâ abhinc omni ſpe Amneſtiæ, & Illuſtribus Regimentariis utriusque Gentis attendentiam hujus & animadverſionem ac extendentiam pœnarum ſuperſcripsus Conſtitutionibus decretarum ſuper delinquentes in hocce Exercitu commendamus.

XIX. Quia per Conſtitutiones Annorum 1622. & 1649. ut & alias, nec non Pacta Conventa Sereniſſimi Regis Johannis III. Anno 1674. præcuſtoditum eſt, ne Sereniſſimi Reges Noſtri ſine Conſenſu omnium Ordinum non ſolum Ipſi ullum Exercitum aut Copias conducant, ſed etiam ut nemini ejusmodi Exercitum vel potius Militiam colligendi facultatem concedant, ſimulque ſecus facientes pro infamibus, perduellibus & invindicabilibus capitibus declarati fuerunt, igitur, ne tempore præſentis Interregni, dulci & illæſa pace gaudentis, nemo cujuſcunque Dignitatis & Conditionis ille ſit, ad commovendam & turbandam publicam & domeſticam tranquillitatem ſine Conſenſu totius Reipublicæ homines Polonici vel Extranei Auctoramenti, nec non conterminos Exercitus conducere, vel Turmas vagabundas colligere audeat, præfatas Conſtitutiones in toto reaſſumimus ſerio itaque prohibendo tales (etiam Laudis Palatinatuum, Terrarum & Diſtrictuum comprobatas) militum Conſcriptiones pœnas in Tranſgreſſores hujus Juris ſupra expreſſas confirmamus.

XX. Et ſicuti cum omnibus Potentiis finitimis Pacta inita Tractatibus obfirmata ſub præſenti Interregno & quocunque alio tempore inviolabiliter conſervantur, & Sereniſſimi Reges Noſtri nec Bellum Inchoare nec Pacem inire, nec Colligationes & Fœdera cum Extraneis Monarchis ſine Conſenſu totius Reipublicæ in Comitiis juxta Conſtitutiones Annorum 1632. & 1646. ac juxta formam Regiminis Noſtri ullatenus ſancire poſſunt, & ad hoc præſtatione Juramentorum ſuper Pacta Conventa cum Concurſu omnium Ordinum obligantur, ita & futurum (DEO dante) Regnantem ad conſervandam firmo & inviolabili nexu eandem Pacem per Rempublicam Tractatibus firmatam & ad ejuſdem præſenti Actu aſſecurtam manutentionem cum omnibus illis Monarchis, ſimiliter Pactis Conventis firmiter jure-jurando obligabimus, & pro Cardinali Jure ponemus, ne ullis inter vicinas Potentias Machinationibus contraria Statibus & Dictionibus Reipublicæ ratione & modis ſefe immiſceat. Et prout Nos pro Nobis & Sereniſſimis Regibus Noſtris vicinæ Amicitiæ & Pacis obſervantiam finitimis Potentiis cavemus; ita caſu, quo aliquis vicinarum harum Potentiarum mutuam Amicitiam & Pacta non ſervare, vel ea quovis colore & prætextu violare, & Exercitus in viſcera Regni & annexas Provincias introducere auderet, in hoc caſu propter providendam defenſionem cuique naturaliter licitam Celſiſſimum Primatem obligamus, ut cum præſenti tunc temporis Senatu ad Generalem Congreſſum ſine diviſione Belli Edicta promulget, & interventientibus (averſat DEUS) præmiſſis ad omnes Monarchas Chriſtianos & alios (proteſtando de violentis attentatis) literales Expeditiones emittat, ſubſidia per diverſionem Belli tantummodo expoſcat, & Tractatuum omnium Potentiarum cum Republicâ & in tutionem ſecuritatis ipſius factorum mentionem faciat.

XXI. Quæ omnia confirmando, ut Orbi universo oſtendamus & Poſteritati exemplum demus, qualiter Jura & Libertates Noſtras obſervamus, & intaminate Easdem conſervare volumus, nec finitimis Dominia permittimus, ut isdem ad Intereſſe ipſorum privatum uſurpent, hic ſtatim præſentes, qui ad hanc Convocationem congreſſi ſumus, talibus Juramentis corporalibus ea roboravimus, ſcilicet Celſiſſimus Princeps Primas.

Ego N. juro DEO omnipotenti in Sanctâ Trinitate unico, quod in futurâ Electione Regem Nationę Polonum, prout Ille in Conföderatione præſenti eſt deſcriptus, nominare & eligere, nullas in favorem Extraneorum & liberæ Electionis contrarias Factiones practicare, & contra illum, qui Sacroſanctum hoc Fœdus rumpere conaretur, aſſurgere, & ipſum pro Inimico Patriæ habere velim: ſic me DEUS adjuvet & innocens Filii ejus Paſſio.

Juramentum Illuſtriſſimorum Dominorum Epiſcoporum.

Ego N. juro quod in futurâ Electione Regem Nationę Polonum, ſicut ille in præſenti Conföderatione deſcriptus eſt, nominare & eligere, nec Jus Primatiale (avertat DEUS) ſi quando ad Sciſſionem in Republicâ perveniret, meâ particulari Nominatione violare, & contra talem, qui Sacroſanctum hoc Fœdus rumpere præſumeret, aſſurgere, & ipſum pro hoſte Patriæ habere velim, Factiones nullas cum Extraneis faciam; ſic me DEUS adjuvet & innocens Filii ejus Paſſio.

Juramentum Dominorum Senatorum, Miniſtrorum, Nuntiorum & omnium Statuum.

Ego N. juro quod in futura Electione Regem Nationę Polonum, ut ille in Conföderatione modernâ deſcriptus eſt, nominare & eligere, nullas Factiones in favorem Extraneorum (immò ipſos excludendo) in præjudicium liberæ Electionis Poloni practicare, & contra eum, qui Sacroſanctum hoc Fœdus rumpere præſumeret, aſſurgere, & ipſum pro hoſte Patriæ habere velim; ſic me DEUS adjuvet & innocens Filii ejus Paſſio.

At Reverendus Cuſtos Coronæ ſuo Juramento addidit: Quod Coronas harum Regionum fideliter Reipublicæ cuſtodire, & Nemini alii ad coronandum extradere velim, niſi illi Poloniarum Regi, qui ab omnibus Statibus Reipublicæ libere electus fuerit.

XXII. Utque hoc Juramentum ad effectum utl inter æquales in Republicâ Cives perveniat, tale Jus

ANNO 1733.

ANNO 1733. condimus, & hoc Nobis pollicemur, ut quicunque futuræ Electioni adeſſe voluerit, cujuſcunque Status & Præeminentiæ ad Conſilia publica & ad ſuffragium Nominationis futuri Regis admitti non debeat, niſi prius per Palatinatus, Terras & Diſtrictus in Comitiolis Relationum coram Senatoribus, aut deficientibus Ipſis coram Mareſchalco, (qui hæc Juramenta connotare debent) vel etiam in principio Electionis coram Delegatis ex Senatu & Ordine Equeſtri ad hoc conſtitutis, ſecundum Formulam præſenti Confœderatione ſancitam implere noſit, rigori Confœderationis circa hoc punctum in Anno 5658. deſcripto & nexui præſentis Confœderationis ſubjacere tenebitur. Illis verò, qui modò juramus, ſubſcriptio cujuſque in Confœderatione præſenti documento eſt pleni Juramenti erit.

XXIII. Ducatus Curlandiæ, uti Feudum Reipublicæ, ut ab externis prætenſionibus liberetur, & Princeps Ferdinandus vigore Inveſtituræ Poſſeſſionem Ducatus hujus quam celerrime adire, & recognitionem ſui ab Incolis Curlandicis cum debitâ obedientia obtinere poſſit, ſimiliter & Liberationem Territorii Elbingenſis & Pignorum Reipublicæ Regeſtro ſpecificatorum, nec non reluitionem Capitaneatus Drahimſcienſis ſecundum mentem Conſtitutionum Anni 1726. Celſiſſimo Primati unà cum Senatoribus præſentibus ad expediendas Conferentias cum Extraneis Miniſtris utrimque hoc Negotium commendamus. Celſiſſimo vero Principi Chriſtophoro Szembekio; Epiſcopo Varmienſi, Commiſſionis Curlandiæ Præſidi, tam pro opera ibidem præſtita, quam etiam pro abductione Coronarum & Archivi Cracoviam, nec non & aliis Commiſſariis ad eandem Curlandiam deſtinatis pro labore & ſumtibus propter ſervitium Reipublicæ de proprio ære expenſis omnem ſpondemus gratitudinem Eundem illum Ducatum Curlandiæ & Livoniæ circa Exercitium Auguſtanæ Fidei juxta Conſtitutionem Anni 1725 cum cæteris Ritibus ſecurum reddimus.

XXIV. Uti Capturalia Judicia in Palatinatibus, Terris & Diſtrictibus tam in Regno quam in Magno Ducatu Lithuaniæ, & cauſæ ad hæc Judicia pertinentes, Antiquis Confœderationibus ſingulatim Anni 1674. circumſcripta ſunt, & ſecuritas Judicibus & reliquis perſonis Familiarum earundem, nec non aliis euntibus ac redeuntibus de hiſce Judiciis cauta fuit, ita & præſenti Convocatione hæcce Jura, quæ quovis modo Capturalia & Executiones Decretorum concernunt, valere volumus, imò eadem plenarie reaſſumimus, cavendo inſuper, quod fatalia Juris & præſcriptiones durante præſente Interregno nemini nocere debeant.

Excipiuntur tamen

Ab his Judiciis Capturalibus Delinquentes Plebeji & Civitatenſes, quos Civitas ipſa juxta antiquas Leges ſine compoſito Judicio judicare debet.

XXV. Omnia Regni & Magni Ducatus Lithuaniæ Tribunalitia, Caſtrenſia & qualiacunque aliorum Judiciorum in quibuſvis cauſis Decreta & Executiones, quæ a die mortis Regiæ uſque ad publicationem in hoc Diſtrictu, ubi Bona conſiſtunt, Univerſalium Celſiſſimi Principis Primatis emanarunt, tale & legitimitatem habere debent, ac ſi ante fata Regia lata eſſent, non præcludendo tamen viam ad tollenda Decreta in contumaciam & vim Legis ſapientia in Tribunali & aliis Dicaſteriis obtenta.

XXVI. Alterum, ſiquidem poſt publicationem Univerſalium Celſiſſimi Principis Primatis in Regno & in Magno Ducatu Lithuaniæ, ex communi Status Nobilium illius Palatinatus, Terræ & Diſtrictus Conſenſu Libri Caſtrenſes aperti ſunt, hinc omnes Inſcriptiones ad rei memoriam & Chirographiariæ, ut & Teſtamenta, Proteſtationes & Relationes illis inſertæ valorem habere debent, & ſicuti hactenus, libri prædicti clauſi forent tam in Regno quam in Magno Ducatu Lithuaniæ, abhinc Officium Caſtrenſe illos aperire, & cuilibet liberum ad illos acceſſum concedere debet, omneſque cauſæ ad Acta ſub Interregno ſuſceptæ eandem Auctoritatem uti ſub Regimine præteriti Regis habere debent.

XXVII. Domini Capitanei Juriſdictionem habentes, qui de piæ memoriæ Rege Privilegia ad Capitaneatus vel Ceſſiones eum Conſenſu præfati Domini habent, & nondum jurarunt, nunc ſub Interregno coram Judicibus Capturalibus ſui Palatinatus, Terræ vel Diſtrictus, Officium Caſtrenſe autem coram eodem Capitaneo ſuo ibidem Juramenta præſtare debent, (quæ iidem Magnifici Capitanei futuro (det DEUS) Regi iterare tenebuntur) poſt hoc verò Juramentum Acta tam prædicti Capitanei & Caſtrum Nakielſcenſe aperient, inſimul & modernus Capitaneus Nakielſcenſis (uti jam poſt præſtitum hoc Juramentum) Judicia Capturalia feria ſecunda poſt Feſtum Sancti Johannis Baptiſtæ Anno præſenti 1733. inchoando ſolitum Juramentum à Magnificis Judicibus Capturalibus pro Caſtro Nakielſcenſi per Laudum Sredenſe deſignatus ſuſcipiet, & eadem Judicia Capturalia ſimul cum Magnificis Judicibus juxta mentem Legis exercebit. Palatinatus Mſciſlavienſis Capturalia in Comitiolis Electionis Nuntiorum (in his Comitiis Convocationis Activitatem habentium) ſancita approbamus.

ANNO 1733.

XXVIII. Magnifici Senatores ſimiliter Privilegia à Sereniſſimo beatæ memoriæ Rege recenter defuncto habentes, nunc in Senatu jurare poſſunt.

Capitaneis & Officialibus Caſtrenſibus nocere non debet, quod Executiones Decretorum Tribunalitiorum ante fata Sereniſſimi Regis in quibuſvis cauſis latorum ad præſens facere non poſſint, poſt Coronationem autem

XXIX. Novi Regis intra ſex Septimanas ad cujuſvis requiſitionem eaſdem perficere juxta juris exigentiam tenebuntur. Cauſæ verò omnes Fiſci cum Exactoribus & Retentoribus omnium Reipublicæ Contributionum in Judiciis Capturalibus decidi debent, (exceptis Palatinatibus Pruſſicis, qui ab hac Calculatione pro præſenti excipiuntur) & Executiones Decretorum Tribunalitiorum & Capturalium Officia Caſtrenſia indilate ſub ſolutione de ſuo facere debent. Quod ſi verò per hoc tempus Judex aliquis Capturalis Officio ullo Terreſtri vel Caſtrenſi carens ejuſmodi executiones faceris & Condeſcendentias deſiderit, hoc omne Nullitatis eſſe debet: ſpectat enim hoc de jure ad Officiales Judiciales Terreſtres vel Caſtrenſes.

XXX. Reaſſumendo antiquas Conſtitutiones de Suſpenſis, Senatoribus, Nuntiis terreſtribus & ad Exteros conceſſis, ut & de Exemptionibus militaribus, volumus, ut in Judiciis Capturalibus omnino juxta præſcriptum Legum obſervetur, quæ Suſpenſa etiam Magnificis Commiſſariis ad expediendas Conferentias cum extraneis Miniſtris, nec non aliis per præſentem Convocationem ad publicas functiones deſtinatis inſervire debent, & ſi in contrarium aliqua Decreta & Condemnationes ſteterint, illæ ex Conſenſu Dominorum conſultantium præſenti Conventione abolentur.

XXXI. Omnium particularium Confœderationum ut & Comitiolorum ordinario curſu peractorum Lauda non derogantia Juribus Reipublicæ & Privatorum, tum Decretis Tribunalitiis, ad præſentem Generalem Confœderationem referuntur & approbantur. Contraria verò Jura & ratione quorum proteſtationes exortæ ſunt, abrogantur, ſalvis Juribus Terrarum Pruſſiæ.

XXXII. Pons ſuper Viſtulam, Nubilare & Foſſa, ut pro futura Electione tempeſtive ſumptu Reipublicæ præparentur, Illuſtriſſimos Theſaurarios utriuſque Gentis ſecundum antiqua Jura obligamus, qui ſumptus in rationibus ipſorum acceptabuntur.

XXXIII. Et quoniam Electio futuri Regnantis tempus, quo Deputati & Commiſſarii ad Tribunalia Regni & Theſauraria eligendi ſunt, abbreviat, igitur electionem eorundem poſt Electionem futuri Regis in Comitiolis propter Nuntios ad Coronationem deputandos Palatinatibus Terris & Diſtrictibus in Regno, Palatinatibus autem Maſoviæ & Ravenſi Generalem Conventum ad Electionem dictorum Nuntiorum duabus Septimanis poſt præfata Comitiola (ſalva voce vetandi) aſſignamus, Magnum Ducatum Lithuaniæ verb penes Jura deſuper ſcripta conſervamus.

XXXIV. Quemadmodum non omnibus propè Varſaviam conſiſtere continget, ita ſi forte ex remotioribus Stationibus Nuntii vel Deputati à Palatinatibus, Terris & Diſtrictibus ad Generalem Congreſſum emiſterentur, in eum finem in Civitate Varſavienſi more ſolito Illuſtriſſimi Mareſchalci Diverſoria pro Nuntiis ex omnibus Palatinatibus, Terris & Diſtrictibus, ex quibus Nuntii expediri ſolent, tam Regni quam Magni Ducatus Lithuaniæ diſtribuent; habentes tamen in conſideratione antiquas Hoſpitiorum Reviſiones, & ob majorem commoditatem ſervitoratus & omnes Hoſpitiorum libertationes pro hac vice ſuſpendimus, exceptis Lapideis Koſtczynſcia pro Typographia Privilegiata, & Szelzinſcia alias Drewnoſcia duabus Conſtitutionibus privilegiata.

XXXV. Quoad Urbes Metropolitanas, Cracoviam, Vilnam, Leopolim, Poſnaniam & Varſaviam, Punctum in

ANNO 1733. in Generali Conſœderatione Varſavienſe Anni 1674. expreſſum in toto pro intereſſe ductarum Civitatum reaſſumimus, & eaſdem circa ſuas diſtinctas Prærogativas, Jura & Privilegia, Jurisdictiones, Exemtiones, Ordinationes, Vladiſlai Quarti Decreta & Depoſitoria, nec non Academiam Cracovienſem & Vilnenſem cum ſuis omnibus Privilegiis & immunitatibus conſervamus; Civitatem verò Sandomirienſem & alias omnes cum illarum Juribus & Privilegiis præſenti Conſœderatione protegimus.

XXXVI. Quoniam Civitas Opatowa Illuſtriſſimi Principis Sanguſzko hæreditaria tempore Comitiolorum a ſervis & aliis inſulentibus hominibus multum ſemper perpeſſa eſt, nunc verò per Laudum Palatinatus Sendomirienſis de talibus aggravationibus liberata fuit, hinc Punctum hoc Laudi approbantes pro perpetuâ Lege illud haberi volumus, idemque Punctum aliis Civitatibus, in quibus Comitiola peragi ſolent, inſervire debet.

XXXVII. De non contrahendo ad Electionem Exercitu Ditionum Noſtrarum, nec non de Capitaneis finitimarum Arcium, eandem Anni 1674. Conſœderationem in omnibus reaſſumimus.

XXXVIII. Ratione Receſſûs Nuntiorum Extraneorum, Miniſtrorum, Commiſſariorum, Plenipotentiariorum, Legatorum, Conſiliariorum, Secretariorum Reſidentium, & omnium aliorum Exoticorum de Varſaviâ, omnes Generales Conſœderationes & Conſtitutiones anni 1683 ad executionem perduci volumus, & propterea Celſiſſimo Primati & denominatis Conſtitutione Anno 1726. Commiſſariis Conferentias cum iisdem Nuntiis & Miniſtris quam celerrimè finire commendamus, ut duabus hebdomadibus ante Electionem Varſaviâ recedant. Illuſtriſſimus Mareſchalcus Coronæ verò iiſdem Nuntiis & Miniſtris Extraneis in inſtanti hanc præſentem Conſtitutionem & antiqua Jura ſignificavit, & eorundem adimplectionem expoſcet. Et quoniam aliqui Nobiles ſervitia apud eosdem Dominos Nuntios & Miniſtros extraneos amplexi ſunt, igitur ut (quaſi compars electoris populi) ſub carentiâ activæ vocis in Electione ſervitia hæc deponant, & eadem ſtante Interregno moderno non continuent, præſenti Conſœderatione cavetur.

XXXIX. Reſpublica multas tribulationes & publicæ utilitatis retardationes cedendo Commendam ſuper Exercitum exotici auctoramenti perpeſſa eſt, abrogando itaque hunc abuſum poteſtatis Campi Ducalis, & ſimilibus malis conſequentiis obviando, pro perpetuâ Lege ſtatuimus, ut non ſolum Illuſtriſſimi Regimentarii Generales utriusque Gentis ad præſens exiſtentes, ſed etiam futuri Magnifici Campi Duces nemini Generalem Commendam ſuper Exercitum Regni & M. D. Lithuaniæ exotici Auctoramenti. Conſtitutionem anni 1717. Paragrapho: *De Clavis Ducalibus ſtatuimus*, explicando præſenti Convocatione cavetur, ut in futurum Miniſteria Belli (quando in prioribus Comitiis aliquâ interveniente occaſione conferri non poteruot) ad Jus Majeſtaticum futuri Regnantis revertantur, quod & de Sigillis pro hac ſolâ vice intelligendum eſt.

XL. Subveniendo neceſſitati curandæ valetudinis Reverendiſſimi Domini Zaluſcii, Epiſcopi Plocenſis, Celſiſſimi Januſii Wiſniowiecki, Caſtellani Cracovienſis, Illuſtriſſimi Ludovici Szoldrſcii, Palatini Inowladiſlavienſis, Johannis Kodna Sapieha, Caſtellani Trocenſis, Celſiſſimi Principis Czartoryscii, Pro-Cancellarii M. D. Lithuaniæ, & Petri in Skrzynna Dunin, Caſtellani Radomienſis, caprato tempore poſt Coronationem ex Conſenſu omnium Ordinum ultra fines Regni Thermas pro Curâ ſanitatis adire permittimus.

XLI. Occurrendo omnibus periculis, latrociniis & tyrannidi Incolarum in Confiniis prope Regnum Hungariæ exiſtentium, & Conſtitutiones obſoletas omnes, nec non Commiſſionem Anni 1717. ad Limites Regni expeditam reaſſumendo Commiſſarios deſignamus, Celſiſſimum Principem Auguſtum Czartoriſcium Palatinum Ruſſiæ, Illuſtriſſimum Mathæum Uſtrzycium, Leopolienſem, Nicolaum Solnyk, Przemyſlienſem, Caſtellanos, Joannem Cetnerum, Culinæ Regni Præfectum, Georgium Mniſzek, Venatorem Regni, Adamum Humniccium, Capitaneum Horodoſcenſem, Joſephum Bukowſcium, Vexilliferum Sanoccenſem, Franciſcum Bukowſcium, Judicem Terreſtrem Sanoccenſem, Staniſlaum Wiſloccium, Enſiferum Zydaczewſcenſem, Joannem Jaworſcium, Enſiferum Kyovienſem, Joſephum Stadniccium, Pocillatorem Sanoccenſem, Franciſcum Cieſzanowſcium, Pincernam Dobrzyniſcenſem, Petrum Wiſlocium, Pincernam Gotlynſcenſem. Qui Magnifici conjungendo ſe cum Commiſſariis Cæſareæ Suæ Majeſtatis in locis præcitatis in limitibus, abſentiâ unius duorumve, vel plurium nonobſtante, ſecundum olim præſcripta Jura omnes cauſas utriusque Gentis dijudicare tenebuntur, extraditionem profugorum Subditorum Dominis proprietariis injungent, in futurum tranquillitatem, pacem & ſecuritatem Incolis Palatinatuum proſpicient & firmabunt. Quæ Commiſſio, ut quotannis ſuum curſum habeat pro fundandâ ſecuritate & avertendis temerariis invaſionibus, coërcendamque licentiam præſenti aſſenſu Conventûs Noſtri volumus.

XLII. Uti immortalis memoria Sereniſſimi Regis Joannis III. perennaturam in Cordibus Noſtris recognitionem habet; ita pro documento inextinctæ erga hunc Dominum gratitudinis aſſertam per Pacta Conventa & Tractatum Comitalem Varſavienſem in anno 1717. Sereniſſimo Principi Regio Jacobo Perſonæ & Bonorum ſecuritatem etiam præſenti Statuum Conſœderatione cavemus. Et quoniam Eidem Sereniſſimo Principi Regio Jacobo in prætenſionibus ſuis realibus ad Sereniſſimum Regem divæ memoriæ Auguſtum II. habentibus, non eſt ſatisfactum, ideò Reſpublica hujus Intereſſe efficacem promotionem & protectionem Sereniſſimo Principi Regio, ut & aliarum omnium prætenſionum per Conſtitutionem Anni 1717. Titulo: *Tribunale Theſaurarium*, agnitarum & approbatarum ſpondet. Cavemus etiam ſecuritatem ſummarum circa Oeconomas Szavelienſem & Tygenhofienſem recognitarum, ne eædem ad ſolvenda onera (prævia Commiſſione circa Exemplionem) Hybernalium & Locationum militarium omniumque Stationum obligentur, ſed uu Regiæ Oeconomiæ pari immunitate gaudeant.

XLIII. Quia Pacta Conventa futuro Regnanti in hisce Convocationis Comitiis regulari & conſcribi non potuerunt, hinc ad futuram Electionem illa differimus.

XLIV. Comitiolis Relationum in Palatinatibus, Terris & Diſtrictibus tam in Regno, quam etiam in M. D. Lithuaniæ dies 14. menſis Julii anni currentis 1733. ſervatis ſolennitatibus & uſibus Terrarum Ruſſiæ, nec non Ducatibus Zatorienſi, Maſovienſi & Terræ Halicenſi, qui ſeptimanâ ſua Generalia præcedere debent, præfigitur.

XLV. Summa Neapolitana, quoniam Illuſtriſſimus & Reverendiſſimus Epiſcopus Cujavienſis indefeſſo ſtudio boni publici jam per viginti annos, ex quo incepit, easdem ſummas Neapolitanas vindicat, & jam brevi tempore fructus laboris ſperatur, proinde, ut illud Negotium comouet, juxta tenorem Commiſſionis vivente adhuc Sereniſſimo Rege ſibi datæ, eodem amore Patriæ obligamus, utque hoc Intereſſe Pactis Conventis futuro Regnanti inferatur, cavemus.

XLVI. Conſulendo Dignitati Reipublicæ, quam vel in minimis circa Venerationem Majeſtatis conſervare ſolet, ſimulque gratæ memoriæ erga Sereniſſimum Regem Auguſtum Secundum, Dominum & Regem Noſtrum piè defunctum præſenti Conſœderatione permittimus, ut ex Bonis Oeconomicis utriusque Gentis ſecundum Conſœderationem anni 1674. ſumptus neceſſarii ad Corpus Defuncti per Illuſtriſſimos Theſaurarios utriusque Gentis provideantur. Et quia hactenus omnis decentia penes Lipſana Sereniſſimi Regis nuper è vivis exceſſi exhibita eſt, publicoque decori & obligationi Noſtræ uſque ad hoem deeſſe nequeamus, hinc ex Senatu Illuſtriſſimum & Reverendiſſimum Staniſlaum Hoſium, Epiſcopum Poſnanienſem, Illuſtriſſimum Andream Glembocium, Palatinum Ravenſem, Valerianum Luſzczewſcium, Caſtellanum Zochaczevienſem; ex Equeſtri Ordine Magnificos, Michaëlem Eperyeſz, Capitaneum Szirwinſcenſem & Nuntium ex Diſtrictu Wilkomirienſi, Antonium Eperyeſz, Skierſtymenſem, Timothoum Podoſcium, Rypincenſem, Capitaneos, Joannem Wolſcium, Notarium Caſtrenſem Cheneinſcenſem, Judicem Capturalem Palatinatûs Sendomirienſis Diſtrictuum Radomienſium, nominamus, ut penes Corpus mortuum Sereniſſimi Regis uſque ad futuram DEO dante Electionem omnem decentiam curando commorentur, pro meliori autem ordine & ſecuritate circa Corpus Regium Magnificis Mareſchalcis conſuetam; Mareſchalcalem Jurisdictionem commendamus; Ad abductionem autem Corporum Regiorum Joannis Tertii & Reginæ Conjugis, nec non modo defuncti Sereniſſimi Auguſti Secundi ante Electionem ad S. Florianum Cracoviam ſumptus Magnifici Theſaurarii utriusque

ANNO 1733. utriusque Gentis proportionatâ cuilibet praxi ex Bonis Oeconomicis procuraturi ſunt.

XLVII. Quamvis permiſſam Conſtitutione Anni 1717. ad proxima fatem Comitia & per tot Annos prolongatam & Ordini Equeſtri gravaminoſam agrariam Contributionem vulgò Podymne Magnifici Nuntii M. D. Lithuaniæ in præſenti Conſœderatione (vi oppoſitionum ratione Inſtructionum ſuarum) in Bona hybernalia (proponendo varia media) transferre ſategerint, & omnino tollendam judicarint, attamen, quod hæc materia nullo modo locum invenire, nec ullus modus Exercitui Stipendia ſolvendi in moderno Reipublicæ ſtatu ſub Interregno quam maximè neceſſarii in hac anguſtiâ temporis adinveniri potuit, hinc in futuris DEO dante Comitiis Electionis præſens tunc temporis ipſa Nobilitas cum intermedio Ordine hoc Intereſſe pro ſummo & indilato Exorbitantiarum M. D. Lithuaniæ objecto habens, tam abrogationem dictarum Contributionum quam etiam Conſervationis indubitatæ Exercitus ſolutionis medium exquirere tenebitur.

XLVIII. Elucidationem Correcturæ Tribunalis M. D. Lithuaniæ Anni 1726. ad futura Comitia Coronationis in receſſum propter temporis arctitudinem Reſpublica differt.

XLIX. Et quemadmodum Reipublicæ multum intereſt, ut Propugnacula limitanea Kamienca & Skopow Sanctæ Trinitatis in optimo ordine & ſtatu ſint, deſignamus pro Commiſſariis ex Senatu Illuſtriſſimo Martinum Kalinowazcium, Kamienicenſem, Mionczynſcium Chelmenſem, Lankoronſcium Gothinenſem, Caſimirum Mierzeiewſcium Zacroczymienſem Caſtellanos; Ex Equeſtri Ordine Illuſtres Joannem Peptowſcium Suc-Camerarium Podolienſem, Woronicium, Vexilliferum Winnicienſem, Capitaneum Oſtrenſem, Andream Gurowſcium, Dapiferum Podolienſem, Valerianum Trembinſcium, Pincernam Lucovienſem, Jacobum Columnam, Vice-Judicem Terreſtrem Podolienſem, Joannem Stadnicium, Sub-Dapiferum Belſcenſem, Caſimirum Boreyko, Venatorem Leopolienſem, Baſilium Zagwoyſcium, Capitaneum Czerniechovienſem, Severinum Principem Coributh Woronieccium, Judicem Caſtrenſem Camenenſem, Adamum Prereiatkiewicium, Vice-Capitaneum Nowogrodenſem, Dominicum Krokowſcium, Notarium Camenenſem Caſtrenſem; qui Magnifici Domini Commiſſarii, unius duorumve, vel plurium abſentiâ non obſtante, ut conferendo ſe ad illa Propugnacula in craſſino poſt finita Comitiola Relationis a præſentibus Comitiis Convocationis neceſſitates Fortificationum, Armamentariorum, nec non Reconditoriorum perluſtrent, & Calculationes ſecundum Percepta & Expenſa de aſſignatis & per Palatinatus nec non Theſaurum Regium exſolutis ſummis pro reparatione dictorum Propugnaculorum in manus Dominorum Architectorum militarium & illorum, qui ſummas hasce ab ultimo calculo in ſua diſpoſitione tenuerunt, qui calculus per Illuſtriſſimum Palatinum Podoliæ exſtare debet, quo mature finito Domini Commiſſarii Relationem Statibus Reipublicæ in futuris Comitiis Electionis facient.

L. 1. Originales Tractatus Reipublicæ cum variis Potentiis necnon Acta Negotiationum & Commiſſionum, in ſummâ omnia Documenta publicum Intereſſe tangentia quæcunque apud viventes adhuc, vel poſt mortem Legatorum & Miniſtrorum Reipublicæ apud Succeſſores eorundem, vel etiam aliquo caſu apud aliquemcunque inveniuntur, ab illis ad Archiva utriusque Gentis, reſpective quorſum ſpectant, indilatè reddenda ſunt, in caſu non ſatisfactionis, dilationis, vel remiſſionis verò Magnificis Inſtigatoribus utriusque Gentis commendamus, ut eosdem Dominos propterea Jure ad Capturalia Generalia convenant.

2. Gravamina & alia violenta attentata Militum Brandenburgenſium & aliarum vicinarum Potentiarum, inprimis Diœceſi Warmienſi, Plocenſi, Maſovienſi & aliis Palatinatibus collimitaneis, uti Kyovienſi, Podolienſi, Braclavienſi, præcipue Capitaneatui Czechrynſcienſi a Dominiis Moſcoviticis olim & recenter illata iidem Magnifici Commiſſarii ad Conferentias per Conſtitutionem anni 1726. deſignati ad ſatisfactionem injuriatorum promovere debent, ſpecialiter intereſſe Czechrynſcenſis Capitaneatûs redditionem a parte Magnifici Woynarowski, Domini ... Sopocki & multarum aliarum perſonarum concernens, nec non ratione redditionis Liberorum Palatinatuum tam Magnæ Poloniæ, quam Podoliæ finitimorum, ut & aliarum prætenſionum & injuriarum fortiter urgebunt, in quem finem Palatinatus, Terræ & Diſtrictus omnium ſuarum læſionum & gravaminum iis- ANNO dem Magnificis Commiſſariis Connotationes tradent, & manibus propriis ſubſcribent, ſimulque iidem 1733. Domini Commiſſarii ratione Judiciorum limitaneorum, ut ad inſtar Judiciorum Palatinatûs Podoliæ regulentur, inſtabunt.

LI. Quoniam multum Patriæ intereſt, ut in tali Reipublicæ termino ad ſubitos caſus Conſilium & mutua Cointelligentia in promptu ſit, veſtigia & exemplo Anteceſſorum Noſtrorum inſiſtendo, adjungimus Celſiſſimo Principi Primati & utroque Reipublicæ Ordine ex utraque Gente cordatas Perſonas, quæ Eidem Celſiſſimo Principi in occurrentibus neceſſitatibus Reipublicæ maturò conſilio & auxilio adjutorio ſint, idque vel perſonaliter apud Celſitudinem ejus vel alicubi in Vicinia commorando, & vel oraliter vel ſcripto conferendo, ex Senatu Illuſtriſſimos Magnificos Dominos, Joannem Lipſcium Cracovienſem, Principem Severienſem, Chriſtophorum Szembeccum, Cujavienſem & Pomeraniæ, Staniſlaum Hoſium Poſnanienſem, Andream Zaluski Plocenſem, Chriſtophorum Szembeccum, Principem Epiſcopum Varmienſem & Sambienſem, Joannem Felicianum Szarnawſcium, Chelmenſem, Boguslaum Poſzewscium Smolenſcenſem, Epiſcopos; Principem Jamuſium Wiſniowieccium Cracovienſem, Principem Caſimirum Czartoriſcium Vilnenſem, Caſtellanos; Joſephum Oginſcium, Palatinum, Joannem Sapiehan, Caſtellanum, Trocenſes; Georgium Varſzycium Lenczycienſem, Andream Dombſcium, Breſcenſem Cujavienſem, Joſephum Potoccium, Generalem Ferrarum Kyovienſium, Ludovicum Szoldraſcium Inowladienſem, Generalem Magnæ Poloniæ, Principem Auguſtum Czartoriſcium Ruſſiæ, Stephanum Humieniecium Podolienſem, Joannem Tarlo Lublinenſem, Antonium Potoccium, Belſcenſem, Principem Radzivilium Novogrodenſem, Franciſcum Zaluſcium, Plocenſem, Martinum Oginſcium Vitepſcenſem, Staniſlaum Poniatowſcium Maſovienſem Exercitus Regni Generalem Regimentarium, Andream Glemboccium, Ravenſem, Joannem Czapſcium Culmenſem, Petrum Prebendowſcium Mariæburgenſem, Petrum Czapſcium Pomeraniæ, Antonium Morſtinum, Livoniæ, Joſephum Potulicium Czerniechovienſem, Palatinos; Antonium Mycielſcium, Sieradienſem, Caſimirum Stecium, Kyovienſem, Joſephum Solticum Lublinenſem, Nicolaum Podoſcium, Plocenſem, Caſimirum Rudzinscium Czernenſem, Vladiſlaum Trzinscium Ravenſem, Franciſcum Siemianowſcium Vielunenſem, Nicolaum Solticum Premiſlienſem. . . . Mionczynſcium Chelmenſem, Staniſlaum Lochoccium Dobrinenſem, Caſimirum Wloſtowscium Krzywinscenſem, Caſimirum Valewscium, Breſinſcenſem, Joannem Kwiatkowscium, Inovlocenſem, Valerianum Luſzczewſcium, Sochoczevienſem, Moſſowſcium, Sierpſcenſem, Caſtellanos; Ex Stuba Numiorum, de Magnâ Poloniâ: Magnificos Dominos Antonium Dembowscium, Referendarium Plocenſem, Tymbarscium & Bendzinienſem Capitaneum, Joſephum Mecelſcium, Dapiferum, Michaelem Bielinſcium Pincernam, Regni Mitiſtros; Fabianum Szaniawſcienſem, venatorem M. D. Lithuaniæ, Sochaceenſenſem, Rudzicienſem, Moſtowſcenſem, Czerkaſienſem, Konkolewſcenſem Capitaneum; Franciſcum Rudzewſcium, Poſnanienſem, Simonem Olszynſcium, Viſcenſem, Michaelem Nieborowſcium, Ravenſem, Konarſcium, Pomeraniæ ſuæ Camerarios, Mencinſcium Vielunenſem, Antonium Koſſowſcium, Przedeccium, Joſephum Rudzinſcium, Krukvicienſem, Mathiam Szymanowscium Wyſſogrodenſem, Capitaneos; Malawſcium, Poſnanienſem, Stephanum Lenkowſcium Inowlocenſem, Malinſcium, Gothinienſem, . . . Kitnowscium Pomeraniæ, Vexillifetos; Poninſcium, Poſnanienſem, Kopanicenſem Capitaneum, Caſimirum Domoſcium, Brzeſtenſem Cujavienſem Dapiferos, Rogalinſcium Vice-Judicem Terreſtrem Frauſtadienſem, Caſparum Suffczyncium, Sub-Dapiferum Czerſcenſem, Modlibowſcium Frauſtadienſem, Joſephum Grabscium, Brzeſtenſem Cujavienſem, Adamum Krawirscium, Ciechanovienſem, Pincernas, Menczynſcium, Sieradienſem Venatorem, Brzozowcium, Terreſtrem & Caſtrenſem Ciechanovienſem Notarium, Lipscium, Poſnanienſem Enſiferum, Joannem Mniſzek, Javorienſem, Blaſium Kraſinſcium, Praſnicenſem, Gurowſcium, Obernicenſem, Joſephum Mogilniccium, Nieſzavienſem, Kwileccium, Meſinſcenſem..., Skarbcium, Tuſzynſcenſem, Caſimirum Kuczynſcium, Jadovienſem Capitaneos, Czapſcium Pomeraniæ, Joannem

ANNO 1733. nem Schlenum, Livoniæ Palatinides; Hieronimum Skrzynſcium, Leczycenſem, Joannem Piſtrokonſcium, Brzeſtenſem Cujavienſem, Sebaſtianum Melzynſcium, Rypinenſem, Petrum Kruzynſcium Gedanenſem Caſtellanos, Michaëlem Kalkſteynium, Judicialem Aſſeſſorem Mariæburgenſem, Joannem Sicorſcium, Notarium Caſtrenſem Pomeraniæ, Michaëlem Garczynſcium Judicialem Aſſeſſorem Michalovienſem, Joannem Kitnowſcium, Vexilliferum Michalovienſem, Mareſchalcum Provinciæ Pruſſiæ; Vladiſlaum Zawadſcium, Dapiferum Novogrodenſem, Victorinum Bagniewſcium, Judicem Judiciorum Capturalium Palatinatûs Culmenſis. De minori Poloniâ: Magnificos Dominos, Georgium Mniſcium, Venatorem Sanocienſem Capitaneum, Wenceſlaum Rzevuſcium, Scribam Campeſtrem, Georgium Ozarowſcium, Caſtrorum Metatorem Magnum Regni, Novomicyſcenſem Capitaneum, Carolum Odrowonz Comitem Szedlnicenſem, Vice-Præfectum Stabuli M. Ducatus Lithuaniæ, Capitaneum Mielnicenſem, Antonium Tripolſcium, Kyovienſem, Nicolaum Kurduanowſcium, Halicienſem, Joannem Peplowſcium Podoliæ, Joſephum Cieſzkowſcium Novogrodenſem Suc-Camerarios, Staniſlaum Potoccium, Halicienſem, Franciſcum Potoccium Belzenſem, Joſephum Jablonowſcium, Buſcenſem, Adamum Humnicium, Horodolſcenſem Capitaneos; Nicodemum Woronicz Ovrucenſem, Joſephum Radeccium, Grabowiecenſem, Martinum Kuczynſcium Bielſcenſem, Vexilliferos, Joſephum Solticum, Sendomirienſem, Petrum Potempſcium Lublinenſem, Dapiferos, Joſephum Woronicz, Pocillatorem Ovrucenſem, Jacobum Columnam, Pogroſzowſcium, Vice-Judicem Terreſtrem Podolienſem.... Steccium Venatorem Ovrucenſem, Potoccium, Notarium Terreſtrem Kyovienſem, Piaskowſcium, Theſaurarium Volhyniæ, Joſephum Potoccium, Siezzerzercenſem, Adamum Tarlo, Jaſelſcenſem, Drohicienſem, Dolnicienſem, Zwolinſcienſem, Mareſchalcum Palatinatûs Lublinenſis, Antonium Lubomirium, Caſmirienſem, Jablonowſcium, Czechrinſcenſem, Baſilium Zagwoyſcium, Czerwonogrodenſem, Principem Swatopelcum, Czertweryſcium, Zyczynſcenſem, Martinum Jelowiecium, Szczurovienſem, Franciſcum Jalowiecium, Hulaniceſem, Capitaneos; Adamum Peretiat Kievicium, Vice-Capitaneum Caſtrenſem Novogrodenſem, Lichodowſcium, Sub-Dapiferum Volhyniæ, De Magno Ducatu Lithuaniæ: Sapiehan, Scribam Campeſtrem, Ignatium Oginſcium, Caſtrorum Præfectum, Joannem Sapiehan, Generalem Artilleriæ, Joannem Odachowſcium, Theſaurarium M. Ducatus Lithuaniæ, Joſephum Sciptonem Lidzcium, Benedictum Thyſenhauſium, Wilkomiriſcenſem, Antonium Domoſcium, Inowrodſlavienſem, Zabam Starodubowſcenſem, Capitaneos; Rudominam, Suc-Camerarium Braclavienſem, Joannem Volscium, Vexilliferum Vilnenſem, Antonium Orceſzcium, Judicem Pinſcenſem, Taruſam, Scribam Trocenſem Terreſtrem, Chreptovicium, Dapiferum Novogrodenſem, Joannem Horainum, Sub-Palatinum Vilnenſem, Simonem Syrucium, Sub-Capitaneum, Antonium Zabilo, Pocillatorem, Covnenſes, Antonium Bochomulcum, Vitepſcenſem, Raphaëlem Szpilewſcium, Miſciſlavienſem, Mathiam Bykowſcium, Buccenſem, Caſtrenſes Notarios; Caſimirum Sapiehan Merecenſem, Thadeum Oginſcium, Przevalienſem, Petrum Pac, Vilnenſem, Michaëlem Eperieſzum, Szyrwinſcenſem, Sliznium Krewſcenſem, Capitaneos; Principem Udalricum Radzivilium, Palatinidem Novogrodenſem, Suliſtrowſcium, Kurkleccenſem, Wolam, Tramborſcenſem, Caſimirum Svencicciam, Sulinuſcenſem, Capitaneos, Carpium, Judicem Caſtrenſem Samogitiæ, Adamum Vilcowſcium, Sochaczevienſem, Woynam Oranſcium, Czerniechovienſem, Suc-Camerarios, Joſephum Podoſcium, Dobrzinſcenſem, Ignatium Potoccium, Luchovienſem, Jablonowſcium Bialocerkiewſcenſem, Adamum Tarlo, Goſzynſcenſem, Brzegowſcium, Scalſcenſem, Antonium Eperieſz, Skiertimonſcenſem, Capitaneos; Dominicum Comitem Kraſicium, Caſtellanidem Chelmenſem, Zatorienſem, Andream Szumlanſcium, Capitaneum Buczniewſcenſem, Dapiferum Kolomynſcenſem, Antonium Tarlo, Capitaneum Zlotoriſcenſem, Joannem Grodziccium, Theſaurarium Sanocenſem.

LII. Cum quibus Celſiſſimus Princeps Primas tam Legationes Extraneas, quam & alias omnes incidentes Reipublicæ Neceſſitates præfertim cum præſentibus & manſione ſibi proximis, alios non quærendo, propter Remoram Intereſſe publici, communicabit, perficiet & communi Conſilio providebit, ne quid detrimenti Reſpublica capiat; principaliora verò & difficiliora, Statum Reipublicæ animamque præſentis Interregni concernentia ad Electionem, ad Notitiam & Deciſionem omnium Statuum reſervabit. ANNO 1733.

LIII. Ut Magnifici Domini Theſaurarii utriuſque Gentis erogationem ad omnes Expenſas, quæcunque ex neceſſitate publica accident & accidere poſſunt, ex Proventibus Reipublicæ & Menſæ Regiæ ad Aſſignationes & Diſpoſitiones Celſiſſimi Primatis & Conſiliariorum pro tunc præſentium provideant, commendamus & ad hoc eosdem obligamus.

LIV. Ut Statibus Reipublicæ conſtet, an Theſaurus Reipublicæ juxta mentem Conſtitutionis Conſtitutionum Anni 1726. in unum congeſtus fuerit, anque in Arce Cracovienſi reconditus in ſuo ſtatu integro reperiatur, auctoritate præſentis Conventus illis Magnificis, quibus publica occluſio ejusdem Theſauri concredita fuit, ſcilicet Celſiſſimo Caſtellano Cracovienſi, nec non Cracovienſi, Poſnanienſi, Vilnenſi Sendomirienſi, Kaliſienſi, Trocenſi, Palatinis, una cum Magnificis, Theſaurario Regni & Reverendiſſimo Cuſtode Coronarum Regni, antiquitus hucſpectantium, addimus & deputamus, ex Senatu: Illuſtriſſimum & Reverendiſſimum Andream Zaluſcium, Epiſcopum Plocenſem, Michaëlem Jordanum, Palatinum Braclavienſem, Andream Morſtinium, Sandecenſem, Michaëlem Conarscium, Wiſnicenſem, Caſtellanos; Ex Stuba Nuntiorum, De Majori Polonia: Magnificos, Sufferzynſcium, Sub-Dapiferum Czerſcenſem, Kreſcium, Capitanidem Stawiszynscenſem; De Minori Polonia: Joannem Szumlanſcium, Dapiferum Trembowelscenſem, Joannem Dziduszyczium, Pincernam Halicienſem, Franciſcum Dembinſcium, Capitaneum Frauſtadienſem, Marcum Szembek, Colonellum R. S. Majeſtatis & Reipublicæ, Vladislaum, Vexilliferum loricatæ Militiæ Magnifici Capitanei Stobnicenſis, Joſephum Podoscium, Capitaneum Dobrzynscenſem; Qui Magnifici Septimana ante Comitia Coronationis Cracoviam iter facientes eundem Theſaurum quoad Coronas, Clenodia, Apparatus, Documenta, Privilegia & Scripta publica correvidebunt, Inventarium novum conficient & ſubſcribent, deque omnibus in iisdem auxiliante Deo Comitiis Coronationis relationem facient, conducendo ſimul capaces perſonas ad Conſcriptionem & Regiſtraturam Scriptorum, Documentorum & Privilegiorum, & ipſis proportionata Salaria pro labore aſſignandi. Prouti Jura patria ingentem læſionem & contemptum ex eo perpeſſa ſunt, quod Salisfodinæ Cracovienſes, pretioſa Reipublicæ Metalla in manibus exoticarum & Accatholicarum perſonarum paſſim verſabantur, ſic ſine dubio & eadem hæc principalis in Regno Oeconomia per hanc intruſionem circa competentem ſuam Conſervationem (de qua Reipublicæ multum interest) ingenti & irreparabili damno debilitari debuit, ea propter tam pro Reviſione dictarum, quam etiam inveſtigatione cauſatorum per illos Extraneos intruſos damnorum & quorumvis præjudiciorum Auctoritate Reipublicæ Commiſſarios deſignamus. Ex Senatu Illuſtriſſimos Nicolaum Podoſcium, Plocenſem, Solteccium, Przemislienſem, Caſtellanos, Ex Stuba Nuntiorum Majoris & Minoris Poloniæ: Magnificos, Felicianum Grabſcium, Lenczycienſem, Jacobum Narcymskium, Nurcenſem, Suc-Camerarios; Joannem Malachowſcium, Opoczynscenſem, Joſephum Zaluſcium, Ravenſem, Capitaneos; Hieronymum Gurowscium, Vexilliferum Caliſienſem, Kolſcium Brodowſcenſem, Capitaneum, Paulum Jaroszewscium, Dapiferum Zawichrzynscenſem, Albertum Sokolowſcium, Pincernam Bidgoſcenſem, Judicem Caſtrenſem Przedecciensem, Lucam Kiwilecciam, Capitaneum Moſinscenſem, J. Laſoccium, C. W. Georgium Ozarowscium, Caſtrorum Metatorem Supremum Regni, Capitaneum Novo-Civitatenſem, Franciſcum Novoſielscium, Capitaneum Lucovienſem, Michaëlem Sultyccium, Dapiferum Sendomirienſem, Staniſlaum Dobinscium, Cuſtodem Arcis Cracovienſis, Laurentium Lankoronscium, Capitaneum Stobnicenſem, Andream Tyminſcium, Pincernam Nurcenſem, Scribam Officii Caſtrenſis Sandecenſis; qui pro die 28. menſis Julii anno præſenti 1733. una cum Officialibus Theſauri Regni & Officio Suc-Camerariatus Cracovienſis, nec non Bachmiſtrzovienſi in fundum congreſſi, ut Subterraneas fodinas intrent, & funcionem hanc quam citiſſime & omni meliori modo peragant, obligantur. Fundamentum præterea prætenſionis Celſiſſimi Palatini Cracovienſis ad Rema-

ANNO 1733. nentias dictarum Fodinarum poſt Regem defunctum reſiduas, & per Theſaurum Regni in uſus publicos legitime receptas formatæ ibidem in loco loci examinabunt, & de omnibus in futura Deo dante Electione exacte Rempublicam informabunt. Penſiones ultimariâ Commiſſione aſſignatas, Debita omnia Salinaria & pecuniaria Palatinatibus & Terris ratione Salis retenti ſecundum varias Conſtitutiones unicuique Palatinatui competentis, ut & Laboratoribus nec non alias fodinarias ex hac Remanentiâ competentes exſolutiones idem Regni Theſaurus præſtabit. Iidem Commiſſarii ex circumſtantiâ propinquitatis Oeconomiæ Regiæ Cracovienſis Wielkoriendy & Niepolomnicæ nominatæ Proventus & omnes Reditus verificabunt, defectus & ruinas perſpicient, & plenariam relationem Reipublicæ in futurâ Electione facient, Simulque Conſtitutionem Anni 1726. ad Cunigundam in rem Celſiſſimorum Lubomirſciorum & Succeſſoris Principiſſæ Sanguszrenſis (ſalvâ relatione & approbatione in Comitiis Coronationis) ad effectum perducent.

Porrò etiam volentes ſtatum præſentem omnium aliorum Bonorum ad Menſam Regiam ſpectantium & nominatim Samborienſis, Sendomirienſis, Mariæburgenſis & Rogozinſcenſis Oeconomiæ exploratum habere, ſimiliter præter Officium Theſauri Regni delegamus, & quidem ad Mariæburgenſem & Rogozinſcenſem: ex Senatu, Illuſtriſſimum Bagniewſcium, Caſtellanum Elbingenſem: Ex Stubâ Nuntiorum Majoris & Minoris Poloniæ: Magnificos, Staniſlaum Konarſcium, Succeſſionis Camerarium Pomeraniæ, Suc-Camerarium Pomeraniæ, Rudzieciun, Judicem Caſtrenſem Zakroczynſcenſem, Joſephum Wongroccium, Pincernam Zakroczynſcenſem, Franciſcum Nakwaſcium, Wyſſogrodenſem, Joannem Rzechowſcium, Rozanſcenſem, Terreſtres & Caſtrenſes Scribas, Petrum Czarlinſcium, Nuntium ex Palatinatu Pomeraniæ, Jacobum Zboynſcium, Suc-Camerarium Dobrzynſcenſem, Valerianum Krembinſcium, Pincernam Lucovienſem, Georgium Pruszynſcium, Capitaneum Noſſowſcenſem. Et ad Oeconomiam Sendomirienſem & Samborſcenſem, Ex Senatu, Illuſtriſſimum Caſimirum Rudzinſcium, Caſtellanum Czerſcenſem; Ex Stubâ Nunuorum Majoris & Minoris Poloniæ: Magnificos, Antonium Trypolſcium, Suc-Camerarium Kyovienſem, Chriſtophorum Godlewſcium, Capitaneum Nurcenſem, Felicianum Swiderſcium, Dapiferum Viſcenſem, Michaelem Sulcium, Venatorem Terræ Lomzynſcenſis, Adamum Humniccium, Capitaneum Horodolſcenſem, Bukowſcium, Vexilliferum Sanocenſem, Andream Gurowſcium, Dapiferum Podolienſem, Chriſtophorum Ujeyſcium, Sub-Dapiferum Sendomirienſem, Caſimirum Boreyko, Venatorem Leopolienſem, Radziminſcium, Enſiferum Novogrodenſem, Baſilium Zagwoyſcium, Capitaneum Czerwonogrodenſem; qui Oeconomias ſupradictas ſcitu Officii Theſauri Regni perluſtrare, & Reipublicæ de Proventibus, detrimentis, incommodis & ruinâ earundem plenariam informationem in futurâ Electione facere tenebuntur, hoc addendo, quod præfati Domini Commiſſarii tam Theſauro, quam etiam pauperibus Oeconomiarum ſubditis non ſint graves, nec Expenſas ingentes faciant, quod idem Theſaurus Regni præcavere debebit, & hæc Reviſio cujuſque Oeconomiæ perfici & incipi debet a die 28. menſis Julii anno præſenti 1733. ſalvis per omnia Juribus Illuſtriſſimis Supremi Theſaurarii Regni, qui Reditus ex omnibus generaliter Bonis Menſæ Regiæ ſine cujuſquam præpeditione in Regno percipere debet, ut & ex Lithuanicis Oeconomiis M. Theſaurarius M. Ducatus Lithuaniæ, Contactus verb omnes, qui inſcio Theſauro facti ſunt, nullum valorem habere debent.

LVI. Volentes in modernis Reipublicæ Neceſſitatibus per Interceſſionem Sanctorum Patronorum Noſtrorum benedictionem divinam Regno huic conciliare, obligamus Celſiſſimum Principem Primatem, ut nomine Reipublicæ Inſtantiam ad Sanctam Sedem Apoſtolicam inferat, pro Beatificatione & Canoniſatione, ſanctitate & miraculis clarorum Beati Joannis Cantii, Beati Joannis de Dukla, Beati Joſephi Calaſantii Scholarum piarum Fundatoris, Andreæ Bobolæ, Ladislai a Gielnow, Ordinis S. Franciſci de obſervantiâ Provinciæ Majoris Poloniæ, cujus Corpus multis claret Miraculis Varſaviæ, Venerabilis, Narburti Venerabilis Annæ Omiecinſciæ, Zapolſcii, Beatæ Cunegundæ, Beati Bogumili, Venerabilis Columbæ & Raphaëlis Bernhardini de Warta, nec non Feſtum immaculatæ Conceptionis Beatiſſimæ Virginis Mariæ promoveat.

LVII. Magnificis Dominis, Michaëli Knias Maſſalſcio, Scribæ M. Ducatus Lithuaniæ, Capitaneo Grodnenſi, Radoszkowſcenſi & Berzniceníi, Mareſchalco præſentis Confœderationis, Georgio Ozarowſcio, Supremo Caſtrorum Metatori Regni, Capitaneo Nowomicyſcenſi, Mareſchalco nuperno & trium Comitiorum Directoris, nec non Magnifico Secretario præſentis Convocationis pro labore & ſtudio juſtam Celſiſſimus Primas aſſignabit compenſationem. ANNO 1733.

LVIII. Projectum Mediationis Palatinatus Kyovienſis manibus tam Celſiſſimi Primatis, quam etiam Illuſtriſſimorum Senatorum, nec non Magnifici Domini Mareſchalci Nuntiorum ſubſcriptum in omnibus ejus punctis & clauſulis pro hac ſolâ vice approbamus.

LIX. Et quia per Laudum Diſtrictus Orszanſcenſis Puncta quædam in Comitiolis ante Convocationis Juri & æquitati contraria honori Magnificorum ejus Palatinatus Incolarum damnum inferentia apparuerunt, hinc Lege præſenti tam prædicta puncta, quam emanata eo intuitu Decreta contra Magnificos Zawierzam Stetkiewicium, Capitaneum Byſtrzykowſcenſem, ad Arnum Krogerum, Capitaneum Zwletſcenſem, Adamum Krogerum, Capitaneum Zwletſcenſem, Franciſcum, Michaelem & Adamum Alexandrowicios Venatoris Orszancenſis filios, nec non contra alios Magnificos in Judiciis Capturalibus Orszanſcenſibus lata caſſamus, & ne bonori Magnificorum Dominorum noceant, & propterea diutius nullis vexis ſubjaceant, ſub nullitate earundem ravemus.

LX. Quoniam omnia Deſideria Palatinatuum, Terrarum & Diſtrictuum utriuſque Gentis in hac Convocatione locum habere non potuerunt, igitur communi Conſenſu ad Comitia Coronationis eadem differuntur.

LXI. Et ſicuti præteritis Confœderationibus Aula Celſiſſimi Principis Primatis de generali motione pro Electione abſolvi conſuevit, ita & nunc Actu Convocationi abſolvitur, Perſonarum hujus Aulæ connotatio in Electione tradetur. Actum in Conventu Generali Varſavienſi omnium Ordinum die 23. Menſis Maji, Anno Domini 1733.

1. THEODORUS POTOCCIUS, Archi-Epiſcopus Gnesnenſis, Primas Regni & Magni Ducatus Lithuaniæ, ſalvis ex integro Sacræ Romanæ Eccleſiæ Juribus & Immunitatibus.
2. a JOANNES LIPSCIUS, Epiſcopus Cracovienſis, Pro-Cancellarius Regni; ſalvis ex integro Sacræ Romanæ Eccleſiæ Juribus & Immunitatibus, ac omnibus Conſtitutionibus de liberâ Electione, cum proteſtatione ſolenni contra Punctum de tradendis Sigillis extra Comitia, contra Statuta & Conſtitutiones antiquas appoſitum, contra mentem Reipublicæ.

ab. CHRISTOPHORUS ANTONIUS SZEMBEK, Epiſcopus Vladiſlavienſis & Pomeraniæ; ſalvis Juribus & Immunitatibus Sacræ Romanæ Eccleſiæ, & ſalvâ liberâ Electione Regis, & ſalvis Penſionibus antiquis ex Saliſodinis Vielicenſibus & Bochnenſibus.

3. STANISLAUS HOSIUS, Epiſcopus Poſnanienſis, ſalvis ex integro Sacræ Romanæ Eccleſiæ Juribus & Immunitatibus.
4. ANDREAS ZALUSCIUS, Epiſcopus Plocenſis, Sacræ Romanæ Eccleſiæ Juribus & Immunitatibus per omnia ſalvis, tum Decretis Ducum & Exceptis Maſoviæ, proteſtando contra compatibilitatem Sigilli cum Epiſcopatu Cracovienſi.
5. CHRISTOPHORUS JOANNES SZEMBEK, Epiſcopus Varmienſis & Sambienſis, Terrarum Pruſſiæ Præſes, ſalvis ex integro Sacræ Romanæ Eccleſiæ Juribus & Immunitatibus, ſalvis quoque Terrarum Pruſſiæ Juribus.
6. JOANNES FELIX SZANIAWSCIUS, Epiſcopus Chelmenſis; ſalvis Sacræ Romanæ Eccleſiæ & Immunitatibus;
7. BOGUSLAUS CORVINUS GOSIEWSCIUS, Epiſcopus Smolenſcenſis; ſalvis juribus Sacræ Romanæ Eccleſiæ & Immunitatibus.
8. JANUS PRINCEPS WISNIOWSCIUS, Caſtellanus Cracovienſis; ſalvis Juribus Sacræ Romanæ Eccleſiæ & Unitorum, tum quoque ſalvis Legibus omnibus de liberâ Electione latis, cum ſolenni manifeſtatione contra ſola Munia Miniſteriorum Status Reſtitutionis Sigilli; Negotium hoc pro Comitiis Electionis ad Deciſionem totius Reipublicæ ibi congregatæ remittendo.
9. THEODORUS LUBOMIRIUS, Palatinus Cracovienſis, cum ſimili, ut ſupra, præ cuſtoditione.
10. GEORGIUS LUBOMIRIUS, Palatinus Sendo-

ANNO 1733.

domirienſis, ſalvis antiquis Juribus Miniſteriorum circa Munia Pacis & fundamentis liberæ Electionis.

11. CASIMIRUS PRINCEPS CZARTORISCIUS, Caſtellanus Vilnenſis.

12.a. JOSEPHUS OGINSCIUS, Palatinus Trocenſis.

12.b. JOANNES IN CODNO SAPIEHA, Caſtellanus Trocenſis, Capitaneus Brzeſtenſis, ex punctis omnibus ſalvis, Legi publicæ contrariis & præſenti Conſederationi.

13. GEORGIUS WARZYCCIUS, Palatinus Lenczycienſis, ſalvo jure reſpectu Miniſteriorum Pacis ad Terminum Electionis.

14. ANDREAS DE LUBRANCE DOMBSCIUS, Palatinus Brzeſtenſis Cujavienſis, ſalvo antiquo jure Miniſteriorum Pacis reſervato.

15. JOSEPHUS POTOCCIUS, Palatinus & Generalis Terrarum Kyovienſium, ſalvis juribus Eccleſiæ Orthodoxæ Romano-Catholicæ & liberâ Electione, tum quoque ſalvis Juribus antiquis Miniſteriorum Pacis, & ſalvis per omnia Conſœderationibus Palatinatuum.

16. LUDOVICUS SZOLDRSCIUS, Palatinus Inowladiſlavienſis, Majoris Poloniæ Generalis.

17. AUGUSTUS ALEXANDER PRINCEPS CZARTORYSCIUS, Palatinus & Generalis Terrarum Ruſſiæ.

18. MICHAËL POTOCCIUS, Palatinus Volhyniæ, ſalvis Conſœderationibus Palatinatuum.

19. STEPHANUS HUMIECCIUS, Palatinus Podoliæ, ſalvâ veteri libertate, cum proteſtatione contra ſalva, quæ repugnant ſancitis, Unioni & Juramento præſentis Conſœderationis.

20. JOANNES TARLO, Palatinus Lublinenſis, Generalis Terrarum Podolienſium, Camenenſis, Laticzevienſis, Sokalscenſis Capitaneus, Locumtenens Generalis Exercitus Regni, me ſubſcribo ut ſupra.

21. ANTONIUS MICHAËL POTOCCIUS, Palatinus Belzenſis, cum manifeſtatione contra Puncta de Reſtitutione Sigilli non in Comitiis, quæ ſunt contraria tum multis Conſtitutionibus & Statutis, tum ſalvis in toto Conſœderatione Palatinatus Belzenſis, & omnium Palatinatuum, Terrarum & Diſtrictuum, quæ juri tantum publico non derogant.

22. MARTIANUS OGINSCIUS, Palatinus Vitepsenſis, ſalvis Juribus & Immunitatibus Reipublicæ, ſalvâ liberâ Electione cum excluſione Extranei, etiam ſalvâ præcuſtoditione Miniſteriorum Status, quæ juxta Legem in Comitiis reſtitui debent.

23. STANISLAUS CIOLSK PONIATOWSCIUS, Palatinus Maſoviæ Regimentarius Generalis Exercitus Regni, cum proteſtatione contra ſalva, quæ repugnant ſancitis, Unioni & Juramento præſentis Conſœderationis.

24. MICHAEL SAPIZHA, Palatinus Podlachiæ, ſalvâ liberâ voce vetandi & liberâ Electione juxta antiquam Praxim.

25. ANDRZAS IN GLEMBOCCO GLEMBOCCIUS, Palatinus Ravenſis, cum Reproteſtatione contra proteſtationes reſpectu Miniſteriorum Status & Belli nec non incompatibilitatis factas ſeu faciendas, uti etiam, ne Theſaurus ad exſolvendum ullas largitiones diſpenſetur, præcuſtodit & præcaveatur.

26. JOANNES CZAPSCIUS, Palatinus Culmenſis, in vim Ratihabitionis Terrarum Pruſſiæ, & ſalvis Juribus, Immunitatibus & Laudis, in tuitionem Indigenatus in Provinciâ ſancitis, nec non libera Electione.

27. PETRUS PREBENDOWIUS, Palatinus Mariæburgenſis, ſalvis per omnia Juribus Terrarum Pruſſiæ, & libera voce vetandi.

28. PETRUS JOANNES CZAPSCIUS, Palatinus Pomeraniæ, ſalvis juribus Terrarum Pruſſiæ, præcipuè juris Indigenatus ac Immunitatibus Civitatum Majorum.

29. ANTONIUS MORSZTYNSUS, Palatinus Livoniæ.

30. JOSEPHUS POTULICCIUS, Palatinus Czerniechovienſis, concordo cum Celſiſſimo Principe Caſtellano Cracovienſi, & ſalvis Juribus Pruſſiæ, & ſalvô antiquô uſu in Electione Nunciorum ex Palatinatu Czerniechovienſi.

31. MATHIAS MYCIELSCIUS, Caſtellanus Kaliſienſis, ſalvis Conſtitutionibus de Miniſteriis Status.

32. ANTONIUS MYCSSSCIUS, Caſtellanus Sieradienſis, ſalvis Juribus Eccleſiæ Romano-Catholicæ, tum Præcuſtoditione Miniſteriorum Status, juxta Statuta & Conſtitutiones. ANNO 1733.

33. GEORGIUS HIERONYMUS CRISPINUS KERSZENSZTEYNIUS, Caſtellanus Ducatus Samogitienſis.

34. FRANCISCUS MICHAEL MOSZCZENSCIUS, Caſtellanus Brzeſtenſis Cujavienſis.

35. CASIMIRUS IN STECZANKA STECCIUS, Caſtellanus Kyovienſis, ſalvô & illæſo jure de Sigillis, veteri & ſalvô uſu Sex Legatorum Czerniechovienſium.

36. JOSEPHUS FRANCISCUS SOLTYCCIUS, Caſtellanus Lublinenſis, cum proteſtatione contra ſalva, quæ derogant ſancitis, Unioni & Juramento præſentis Conſœderationis.

37. ANTONIUS OSIERKA, Caſtellanus Palatinatus Novogrodenſis.

38. MICHAËL PODOSCIUS, Caſtellanus Plocenſis, cum proteſtatione contra ſalva, quæ derogant ſancitis & juramento præſentis Conſœderationis.

39. CASIMIRUS RUDZINSCIUS, Caſtellanus Czerſcenſis, Colonellus Huſariæ Sacræ Regiæ Majeſtatis.

40. WENCESLAUS IN TRECIANKÂ TRICINSCIUS, Caſtellanus Ravenſis, ſalvis Juribus S. R. Eccleſiæ.

41. BARTHOLOMÆUS BAGNIEWSCIUS, Caſtellanus Elbingenſis, ſalvâ Approbatione Provinciæ, Juribus & Immunitatibus per omnia Terrarum Pruſſiæ & Majorum Civitatum, ſalvâ libera voce vetandi in Campo Electorali cuilibet Nobili.

42. FRANCISCUS CZAPSCIUS, Caſtellanus Gedanenſis, ſalvâ ratificatione Terrarum Pruſſiæ, nec non ſalvis Juribus, Privilegiis & Prærogativis Civitatum Majorum.

43. FRANCISCUS GODSTACIUS, Caſtellanus Czerniechovienſis, cum proteſtatione contra ſalva, quæ derogant ſanciis juramento præſentis Conſœderationis.

44. ANDREAS MICHAEL MORSZTYNIUS, Caſtellanus Sandecenſis, ſalvâ ſecuritate Juramentorum & Publici Conſilii.

45. MICHAEL DE KONAR KONARSCIUS, Caſtellanus Viſlicenſis, excludendo omnia ſalva, quæ Juramento, Unioni & ſancitis præſentis Conſœderationis ſunt contraria.

46 FRANCISCUS ROZDRAZEWSCIUS, Caſtellanus Rogozynſcenſis.

47. NICOLAUS SOLTYCCIUS, Caſtellanus Przemiſlienſis, cum proteſtatione contra ſalva, quæ derogant ſancitis, Unioni & juramento præſentis Conſœderationis, ſalvâ manutentione in omnibus Punctis præſentis Conſœderationis.

48. M. MIONCZYNSCSUS, Caſtellanus Chelmenſis.

49. STANISLAUS DE LUCHOC LOCHOCCIUS, Caſtellanus Dobrzynſcenſis, Oſieccienſis Capitaneus, cum proteſtatione contra ſalva, quæ derogant Sancitis, Unioni, Juramento & Conſœderationi, tum quoque cum proteſtatione contra Laudum Terrarum Pruſſiæ.

50. CASIMIRUS WLOSTUWSCIUS, Caſtellanus Krzywinſcenſis.

51. CASIMIRUS WALEWSCSUS, Caſtellanus Spicimirſcenſis.

52. JOANNES JANA KWIATKOWSCIUS, Caſtellanus Inowlocenſis.

53. ADALBERTUS DE BNINA BNINSCSUS, Caſtellanus Kovalienſis Capitaneus Nakielienſis, ſalvâ præcuſtoditione Miniſteriorum Status, ut in Comitiis diſtribuantur.

54 VALERIANUS LUSZCZEWSUS, Caſtellanus Sochaczevienſis, ſalvis Privilegiis S. R. Majeſtatis, generaliter omnibus Punctis præſentis Conſœderationis.

55. ALBERTUS DE BRZEZIE LANIKORONSCIUS, Caſtellanus Goſlinenſis.

56. THEODORUS IN MOSTOWA MOSTOVIUS, Caſtellanus Szerpſcenſis, ſalvô Laudô & illæſâ Conſœderatione Palatinatus Plocenſis.

57. W. GRZEGORZOVIUS, Caſtellanus Ciechanovienſis, approbando hancce Conſœderationem in toto.

58. A. CIZCISZEWSCIUS, Caſtellanus Livenſis.

59. JOSEPHUS DE MAGNA KONCZYCE MNISZECH, Supremus Regni Mareſchalcus, Juribus S. R. Eccl.

ANNO 1733.

R. Eccl. tum Immunitatibus, Libertatibus ac Prærogativis Miniſteriorum Status Regni ad mentem Legum & Conſtitutionum atque Juriſdictionibus Mareſchalcalibus ſalvis.

60. MICHAEL CORYBUTH PRINCEPS WISNIOWIECCIUS, Cancellarius M. Ducatus Lithuaniæ & Generalis Exercitus Regimentarius, ſalvis antiquis Legibus, Juramentis & juramenti, in futurâ Electione Ratihabitione a Palatinatibus & Diſtrictibus M. Ducatus Lithuaniæ.

61 MICHAEL PRINCEPS CZARTORYSCIUS, Pro-Cancellarius M. Ducatus Lithuaniæ, ſalvâ plenariâ manutentione in omnibus Punctis hujus Conſœderationis.

62. MAXIMILIANUS DE TENCZYN OSSOLINSCIUS, Theſaurarius Magnus Regni, ſalvâ plenariâ manutentione in omnibus Punctis hujus Conſœderationis.

63. JOANNES SOLLOHUB, Theſaurarius M. Ducatus Lithuaniæ, ſalvis omnibus Punctis.

64. FRANCISCUS BIELINSCIUS, Mareſchalcus Curiæ Regni, Terrarum Pruſſiæ Theſaurarius, Generalis Oeconomus Mariæburgenſis, ſalvis Juribus Terrarum Pruſſiæ, ſalvâ liberâ voce.

65. PAULUS DUX SANGUSZKO, Mareſchalcus Curiæ Regni M. Ducatus Lithuaniæ, ſalvâ liberâ Electione & antiquis Conſtitutionibus de diſtributione Sigillorum in Comitiis.

66. MICHAEL JOSEPHUS KNIAZ MASSALSCIUS, Scriba Magnus M. Ducatus Lithuaniæ, Grodnenſis, Radoszkovienſis, Berzniceenſis Capitaneus, Mareſchalcus Equeſtris Ordinis.

67 STANISLAUS DE DOBNA DORINSCIUS, Cuſtos Arcis Cracovienſis & Legatus Primus Palatinatus ejusdem Cracovienſis.

68. FRANCISCUS OB DEMBIAN DEMBINSCIUS, Capitaneus Uſchovenſis, ita ſicut Princeps Caſtellanus Cracovienſis ſubſcribo me.

69. HIERONIMUS VIELOPULSCIUS, Capitaneus Zarnowieccienſis, ſalvâ in totô manutentione præſentis Conſœderationis.

70. STEPHANUS ALEXANDER IN RACIBORSCO MORSZTYNIUS, Legatus Palatinatus Cracovienſis, ſalvis Juribus Monaſticis.

71. LAURENTIUS DE BRZEZIA LANKORONIUS, Capitaneus Stopnicienſis, Legatus Palatinatus Cracovienſis, ſalvâ in totô manutentione præſentis Conſœderationis.

72. VLADISLAUS DE TRZEBIENICE TRZEBINSCIUS, Vexillifer Illuſtriſſimi Domini Capitanei Stopnicienſis, Legatus Illuſtris Palatinatus Cracovienſis.

73. GEORGIUS DE OZAROWA OZAROVIUS, Callorum Regni Metator, Capitaneus Novomieſtenſis, Legatus Ducatuum Zatorienſis & Oſwiecimenſis.

74. JOSEPHUS DE MYCIEL MYCIELSCIUS, Dapifer Regni, Legatus Palatinatus Poſnanienſis.

75. FRANCISCUS DE BNINA RADZEWSCIUS, Camerarius & Legatus Palatinatus Poſnanienſis.

76. FRANCISCUS LORZIA PONINSCIUS, Dapifer Poſnanienſis, ſalvâ Conſtitutione de Diſtributione Miniſteriorum, nec non excluſâ ſolutione Contributionis agrariæ, ibi, ubi deſunt jugera.

77 ANTONIUS LORZIA DE DZWONOWA ROGALINSCIUS, Vice-Judex Terræ Schovenſis, Legatus Palatinatus Poſnanienſis.

78. GASPARUS EX MOOLIROGOWICA MOOLIROWSCIUS, Pincerna Schovenſis, Nuntius Palatinatus Poſnanienſis.

79 BENEDICTUS JOANNES VOLSCIUS, Vexillifer & Nuntius Palatinatus Vilnenſis, ſalva per omnia præcedentiâ Palatinatus Noſtri Vilnenſis, & ratione alternationis, & ſalvâ manutentione in totô præſentis Conſœderationis.

80. JOANNES HORAIM, Pincerna & Vice-Palatinus, Capitaneus Kraſiewscenſis & Nuntius Palatinatus Vilnenſis, ſalvâ Præcedentiâ Palatinatus Noſtri ex ratione alternationis, & ſalvâ manutentione in totô præſentis Conſœderationis.

81. THOMAS MICHAEL CZECHAWICIUS, Theſaurarius, Præfectus militum, Vice-Præſes judicialis & Nuntius Diſtrictus Oſmianenſis, ſalvâ manutentione huius Conſœderationis & Præcedentiâ alternationis Palatinatus Vilnenſis & Diſtrictuum Noſtrorum.

ANNO 1733.

82. ANTONIUS SULISTROWCIUS, Capitaneus Curlecienſis, Nuntius Diſtrictus Oſmienſis, ſalvâ manifeſtatione contra Projecta ſe non regulantia ad Actum Conſœderationis, reaſſumendo Prærogativam Theſaurariatûs Curiæ M. D. Lithuaniæ in Adminiſtratione Menſæ Regiæ vivente Principe.

83. JOSEPHUS DE CAMPO SCIPIO, Lidscenſis & Mucatovicoſis Capitaneus, Legatus Diſtrictûs Lidscenſis, ſalvâ Manutentione in totô hujus Conſœderationis, & ſalvâ Præcedentiâ Palatinatûs Vilnenſis & Diſtrictuum Noſtrorum ex ratione Alternationis Lithuanicæ.

84 PETRUS PAC, Comes in Rozanka ex Dowspuda, Capitaneus Vileyscenſis, Nuntius Diſtrictus Lidscenſis.

85. BENEDICTUS TYSENHAUSIOR, Præſes Judicialis & Legatus Diſtrictûs Wilcomirienſis, ſalvâ proteſtatione contra Punctum approbans Decreta Tribunalitia M. D. Lithuaniæ, poſt Fata Sacræ Regiæ Majeſtatis lata & recognitiones poſt eadem Fata in Tribunali Generali M. D. Lithuaniæ obvenientia, ſimul cavendo, ut Theſaurarii Curiæ Lithuanici circa ſua Jura ad Adminiſtrationem Bonorum Oeconomicorum ſtante vitâ Principis pertineant & illa diſponant.

86. MICHAEL EPERIESCIUS, Capitaneus Szyrwyncenſis & Meyscaljenſis, Nuntius Diſtrictûs Wilkomirienſis, ſalvâ veteri libertate & præcuſtoditione conformi cum Collegâ meo in omnibus, & in puncto Muneris & Officii Magnifici Domini Theſaurarii Curiæ M. D. Lithuaniæ me ſubſcribo.

87 JOSAPHAT ANTONIUS MIRACIUS, Mareſchalcus, Colonellus & Nuntius Diſtrictûs Braclavienſis, ſalvâ manifeſtatione & præcuſtoditione liberæ Electionis & Miniſteriorum Statûs, ſimul & in puncto Muneris & Officii Magnifici Domini Theſaurarii Curiæ M. D. Lithuaniæ, ut gaudeat ſuo honore.

88. THADEUS DE KOVIELSKA OGINSCIUS, Palatinides Vitepſcenſis, Capitaneus Prævalienſis, Legatus Diſtrictûs Braclavienſis, ſubſcribo ſalvâ liberâ Electione Extraneorum & ſalvâ præcuſtoditione Miniſteriorum Statûs, quæ juxta Legem in Comitiis diſtribui debent, in exteris ad præcuſtoditionem Magnifici Domini Suliſtrowcii, Nuntii Diſtrictûs Osmianenſis me refero.

89. MICHAEL ALEXANDER SOLTYCCIUS, Dapifer & Legatus Palatinatûs Sendomirienſis.

90. CHRISTOPHORUS ALEXANDER OB RUPNIEW UICYSCIUS, Sub-Dapifer & Nuntius Palatinatûs Sendomirienſis.

91. JOSAPHUS POTOCCIUS, Capitaneus Szczyrzecenſis, Nuntius Palatinatûs Sendomirienſis, ſalvô jure antiquô reſpectu Miniſteriorum Pacis.

92. JOANNES CASSMIRUS LUBOMIRIUS, Capitaneus Bolemovienſis, Legatus Palatinatûs Sendomirienſis, ſalvâ liberâ & illimitatâ Electione.

93. ANTONIUS OB TENCZYN OSSOLINSCIUS, Capitaneus Przymſcienſis, Colonellus Artilleriæ Regni, Nuntius Palatinatûs Sendomirienſis.

94. ANDREAS FRANCISCUS TIMINSCIUS, Notarius Caſtrenſis Sandorienſis, Palatinatûs Sendomirienſis Nuntius, ſalvâ Excluſione Diffidentium Extraneorum ab Officiis bellicis, me ſubſcribo.

95. PETRUS SAPIEHA, Dapifer M. D. Lithuaniæ, Fraufladienſis & Zitovienſis Capitaneus, Legatus Palatinatûs Caliſienſis, ſalvâ præcuſtoditione Miniſteriorum Statûs, quæ in Comitiis juxta Legem reddi debent, tum ſalvis omnibus Privilegiis Sacræ Regiæ Majeſtatis.

96. MELCHIOR HIERONYMUS DE GOROWA GOROWSCIUS, Vexillifer & Nuntius Palatinatûs Caliſienſis, Colſcenſis & Brodowienſis Capitaneus.

97. VLADISLAUS OB SZOLDA SZOLOSCIUS, Capitaneus Rogozinscenſis & Nuntius de Palatinatu Caliſienſi.

98. JOANNES DE GOROWO GOROWIUS, Capitaneus Obornienſis & Legatus de Palatinatu Caliſienſi.

99. LUCAS IN KWILEC KWILOWSCIUS, Capitaneus Moſiriscenſis, Nuntius Palatinatûs Caliſienſis, ſalvâ præcuſtoditione Miniſteriorum Statûs, quæ juxta Legem in Comitiis diſtribui debent, tum ſalvis omnibus Privilegiis Sacræ Regiæ Majeſtatis.

100.

ANNO 1733.

100. Nicolaos Swiwarscius, Colonellus Reipublicæ, Nuntius de Calisiensi Palatinatu.

101. Casimirus Josephus Ukolpius, Cywun, Vice-Palatinus Palatinatûs Trocensis, Nuntius hujusce Palatinatus, salvis Juribus Regni & voce vetandi, in materia Juramenti verb, quod extenditur ad Palatinatum, ad referendum me subscribo.

102. Andreas Josephus Tarussa, Vexillifer pro tunc Notarius Terrestris & Nuntius Palatinatûs Vilnensis.

103. Josephus Wall, Nuntius Districtûs Grodnensis, salvis Juribus, libertatibusque Regni, nec non omni Immunitate Privilegiorum Sacræ Regiæ Majestatis; nihil derogando Legi expressæ de conferendis Ministeriis Statûs.

104. Sirus Siruc, Castrorum Metator & Vice-Præses Judicialis Districtûs Cowensis, salvis per omnia libertatibus futuræ Electionis.

105. Antonius Zabiello, Pincerna & Legatus Districtûs Kownensis, salvis per omnia libertatibus liberæ vocis vetandi.

106. Michael Korsak, Mareschalcus & Legatus Upitscensis.

107. Paolus Franciscus Marcimkiewscius, Judex Terrestris & Nuntius Districtus Upitscensis, salvis Juribus Regni & vocibus vetandi.

108. Joannes Malachovius, Capitaneus Opoceynscensis, Nuntius de Palatinatu Sieradiensi.

109. Alexander Valeuscius, Capitaneus Wratscensis, Nuntius Palatinatûs Sieradiensis.

110. Abalbertus Monczynscius, Venator Sieradiensis, Nuntius Palatinatûs Sieradiensis, salvâ liberâ Electione & Constitutionibus de Ministeriis Pacis.

111. Procopius de Lipa Lipscius, Enfifer Palatinatûs Posnaniensis, Colonellus Hussariorum Loricatorum Palatinatûs Sieradiensis, cum Manifestatione, ut Ministeria Statûs, id est Pacis juxta antiquas leges in Comitiis distribuantur, & salvâ liberâ Electione.

112. Joannes de Kurozwenk Menczynscius, Capitaneus & Nuntius Terræ Vielunensis, salvâ per omnia & illæsâ liberâ Electione & omnibus Constitutionibus de eadem Electione sanctis, nec non acceptatione Juramenti a Terrâ meâ, atque præcustoditione, ut Ministeria Status juxta antiquam Legem distribuantur in Comitiis, & Legibus Libertatis æqualitatisque in totô manentibus.

113. Ignatius de Krensca Krenscios, salva approbatione & acceptatione tum Collegæ mei, ratione liberæ Electionis & punctî in Instructione expressî & Juramento comprobati, tum Ministeriorum Pacis Constitutionibus declaratorum.

114. Felicsanus de Grabsa Grabscius, Suc-Camerarius Palatinatûs Lenczycensis, salvis Juribus Sanctæ Romanæ Ecclesiæ & liberâ Electione.

115. Stephanus Lentkowscius, Vexillifer Inowlocensis, Nuntius Palatinatûs Lenczycensis, salvis Juribus Sanctæ Romanæ Ecclesiæ & Libertatis.

116. Hieronisius de Skrzynno Skrzynscius, Castellanides & Nuntius Palatinatûs Lenczycensis, cum eadem salvâ Sanctæ Romanæ Ecclesiæ & liberæ Electionis.

117. Joannes Skarbek, Capitaneus Tuszynensis, Nuntius Palatinatus Lenczycensis, salvis Juribus Sanctæ Romanæ Ecclesiæ & liberæ Electionis.

118. Joannes Odachovius, Thesaurarius M. D. Lithuaniæ, Potociensis Capitaneus, Nuntius Ducatûs Samogitiæ, salvâ Manutentione Confœderationis in totô.

119. Franciscus Karpiol, Cywun Eyragolski, Capitaneus Potepscensis, salvâ Manutentione Confœderationis in totô, Legatus Ducatus Samogitiæ.

120. Antonius de Glogova Kossovcius, Capitaneus Przedecensis, Regens Cancellariæ Minoris M. Ducatus Lithuaniæ, Nuntius Palatinatûs Brzestensis Cujaviensis, super Manutentionem Confœderationis subscribo me.

121. Albrechtos Antonios Sokolovsus, Pincerna Bidgostensis, Judex Castrensis Cujaviensis.

122. Antonius Tripolscius, Suc-Camerarius Kyoviensis, Capitaneus Trechtimirienſis, Nuntius Palatinatûs Kyoviensis, præcustoditâ salvâ ab Illustrissimo Dominô Palatinô Kyoviensi interpositâ me subscribo.

123. Nicodemus Casimirus in Szumsko Woronicius, Vexillifer Owrucensis, Capitaneus Ostrzycensis, Vice-Palatinus Judicialis Judiciorum Generalium Palatinatûs Kyoviensis, Nuntius de Palatinatu Kyoviensi.

ANNO 1733.

124. Josephos Woronicius, Pincerna Owrucensis, Nuntius Palatinatûs Kyoviensis.

125. Michael Stecius, Venator Owrucensis, Nuntius Palatinatûs Kyoviensis, salvâ præcustoditione Palatini Nostri.

126. Josephos Antonius Potoccius, Notarius Terrestris & Nuntius Generalis Conventûs Palatinatûs Kyoviensis, salvâ per Illustrissimum Dominum Kyoviensem præcustoditione, nec non præviâ exclusione extraneorum Dissidentium ab Exercitu Auctoramenti Exotici me subscribo.

127. Georgius Joannes de Pruszyna Pruszynscius, Capitaneus Nossovienſis, Nuntius ad Comitia Convocationis Palatinatûs Kyoviensis, salvâ antiquâ Lege per omnia de Distributione Sigilli, me subscribo.

128. K. de Lubranipc Domrscius, Dapifer Brzestensis Cujaviensis, Nuntius Palatinatus Inowrozlaviensis.

129. Josephus de Graria Grabscius, Pincerna Brzestensis Cujaviensis, Nuntius Palatinatûs Inowrozlaviensis.

130. Jacobus de Ossowsca Zroinscius, Suc-Camerarius & Nuntius Terræ Dobrzyoscensis, Noensis Capitaneus.

131. Franciscus Kon: in Obrow Rosciszewscsus Bosrownicius, Terræ Dobrzynensis Generalis Capitaneus, Nuntius Terræ Dobrzynensis.

132. Joannes Cetnze, Culinæ Regni Præfectus, Nuntius Palatinatûs Russiæ, de Terrâ Leopoliensi, subscribo cum solenni manifestatione contra Punctum de Laudis & Confœderationibus Palatinatuum, contra Punctum de distributione Sigilli extra Cadentiam Comitiorum, uti contra Legem, salvâ in totô Confœderatione Palatinatûs Russiæ & aliorum Palatinatuum, Terrarum & Districtuum, nec non salvis omnibus Constitutionibus de liberâ Electione sancitis.

133. Adamus Michael Humniccius, Capitaneus Horodolscensis, Nuntius Palatinatûs Russiæ, de Terrâ Præmiscensi.

134. Boguslaus Ustrzyccius, Castellanides Leopoliensis, Nuntius Palatinatûs Russiæ, de Terrâ Præmiscensi.

135. Georgius de Maonis Konczyce Mniszek, Venator Regni, Capitaneus Sanocensis, Nuntius Palatinatûs Russiæ de Terrâ Sanocensi, salvâ in totô Confœderatione Palatinatûs Nostri Russiæ, salvis Juribus & Constitutionibus Ministeriorum Statûs, una cum Protestatione contra Punctum de Laudis.

136. Josephus Bunowscius, Vexillifer Terræ Sanocensis, Nuntius Palatinatûs Russiæ, salvâ Confœderatione Palatinatûs Russiæ ac Punctis tantummodo securitatem internam & externam in moderno statu concernentibus, exceptis privatis quibusvis, quod & de Sigillis intelligendum, quæ in Comitiis distribui debent.

137. Wenceslaus de Rzewusko Rzewuscius, Notarius Campethris Reeni, Nuntius Palatinatûs Russiæ, Terræ Chelmensis.

138. Joannes Comes Krasicciur, Nuntius Palatinatûs Russiæ, Terræ Chelmensis, salvis Constitutionibus & Statutis de Ministeriis Statûs.

139. Michael Nicolaos Kurbanovios, Suc-Camerarius Terræ Halicensis, Nuntius Palatinatûs Russiæ de Terrâ Halicensi.

140. Stanislaus Potoccius, Capitaneus Halicensis & Kolomiscensis, Nuntius Terræ Halicensis Palatinatûs Russiæ & Brzestensis.

141. Joannes Jablonowscius, Capitaneus Czechrinscensis, Nuntius Palatinatûs Russiæ, Terræ Halicensis, salvis Juribus Terræ Halicensis & Constitutione 1703. de Stipendiis antiquis militaribus.

142. Joannes im Magnis Dzierooszycis Dzierooszscius, Pocillator & Nuntius Palatinatûs Russiæ de Terrâ Halicensi.

143. Petros Josephus de Groksa Poteipscsus, Dapifer Lublinensis, Nuntius Palatinatus Russiæ, Terræ Halicensis & Districtuum ad illam spectantium.

ANNO 1733.

144. JOANNES SZUMLARYCIUS, Dapifer Trembovelſcenſis, Nuntius Palatinatûs Ruſſiæ de Terra Halicienſi.

145. A. MIONCZYRCIUS, Capitaneus & Nuntius Diſtrictûs Lucenſis, Palatinatûs Volhyniæ, ſubſcribo me præviâ Excluſione Magnificorum Dominorum Diſſidentium ab Officiis militaribus utriuſque Auctoramenti, ſecundum Conſtitutionem Novellæ Legis Anni 1717. conſervando autem Nobilitatem Curlandiæ, Livoniæ & annexarum Provinciarum & Manutentionem Diſtributionum Miniſteriorum juxta eandem Legem.

146. ANTONIUS JUNOSZA PIASKOWSCIUS, Theſaurarius Novogrodenſis, Nuntius Palatinatûs Volhyniæ, Diſtrictûs Lucenſis.

147. FRANCISCUS VINCENTIUS DE SIECIN IN KRASICINO, Comes Kraſiccius, Capitaneus Corytnicenſis, Nuntius Palatinatûs Volhyniæ de Diſtrictu Vlodzimirenſi.

148. FRANCISCUS MICHAEL BOZENIEC JELOWICCIUS, Capitaneus Hulanicenſis, Nuntius Palatinatûs Volhyniæ, de Diſtrictu Wlodimirienſi, ſalvis Conſtitutionibus de Miniſteriis Statûs & cum Clauſulâ non admittendorum amplius Exoticorum Diſſidentium ad quævis Officia Militaria utriuſque auctoramenti reſervatis ad ea munera Ducatuum Curlandiæ, Livoniæ & Semigalliæ Nobilibus, me ſubſcribo.

149. IGNATIUS SAPIEHA, Palatinides Brzeſtenſis Lithuaniæ Nuntius Palatinatûs Volhyniæ, Diſtrictûs Czemienieccnſis, ſalvis Conſtitutionibus & Statutis de Miniſteriis Statûs.

150. PETRUS ANTONIUS DE DRZEWCO DRZEWIECCIUS, Dapifer Chelmenſis, Notarius Lucenſis, Nuntius Palatinatûs Volhyniæ & Diſtrictûs Cremenenſis.

151. JOANNES DE PEPLOVO PEPLOVSCIUS, Suc-Camerarius & Nuntius Palatinatûs Podoliæ, ſalvis Juribus Palatinatûs Podoliæ.

152. BAZILIUS ZAGWOYSCIUS, Capitaneus Czervonogrodenſis, Colonellus Exercitûs Sacræ Regiæ Majeſtatis, & Reipublicæ Nuntius Palatinatûs Podoliæ.

153. JOANNES JACOBUS DE MAGNO POGROSZEW POGROSZOVIUS, Vice-Judex Terreſtris & Nuntius Palatinatûs Podoliæ.

154. ANDREAS SAVARINUS DE GOROVO GOROVIUS, Dapifer & Nuntius Palatinatûs Podoliæ.

155. CASIMIRUS BOREYKO, Venator Leopolienſis, Nuntius Palatinatûs Podoliæ de Diſtrictu Czervonogrodenſi, ſalvâ per omnia manutentione præſentis Conföderationis in totô me ſubſcribo.

156. VALERIANUS DE TREMBIN TREMBINIUS, Pocillator Lucovienſis, Locumtenens Exercitûs Reipublicæ, Nuntius Palatinatûs Podoliæ, Diſtrictûs Czervonogrodenſis, ſalvâ per omnia Manutentione præſentis Conföderationis in totô.

157. STANISLAUS ANTONIUS DE BURZYNO BURZYNIUS, Inſtigator M. D. Lithuaniæ, Nuntius de Palatinatu Smolenſcenſi me ſubſcribo, ſalvis Juribus Regni & M. D Litbuaniæ.

158. ANTONIUS ALEXANDER CORVINUS GOSIEWSCIUS, Vice-Palatinus & Nuntius Palatinatûs Smolenſcenſis, ſalva integritate Legum Regni & M. D. Lithuaniæ.

159. CASIMIRUS SAPIEHA, Palatinides Brzeſtenſis, Nuntius Diſtrictûs Starodubovienſis, ſalvâ Indemnitate Theſaurariatûs Curiæ M. D. Lithuaniæ, atque Conſtitutionibus & Statutis de Miniſteriis Statûs, in totô me ſubſcribo.

160. JOANNES ANTONIUS ZARA, Capitaneus & Nuntius Diſtrictûs Starodubovienſis, me ſubſcribo, ſalvâ Indemnitate Theſaurariatûs Curiæ Lithuaniæ vivente Principe.

161. ADAMUS TARLO, Jaſſiescenſis, Drohobicenſis, Dolinſcenſis, Zwolinſcenſis Capitaneus, Nuntius de Palatinatu Lublinenſi, reſervatâ præcuſtoditione contra ſalvâ, quæ conjuratæ huic Conföderationi repugnant.

162. ANTONIUS LUBOMIRIUS, Capitaneus Camirienſis, Nuntius Palatinatûs Lublinenſis.

163. FRANCISCUS NOWOSIELSCIUS, Capitaneus Lucovienſis, Nuntius de Palatinatu Lublinenſi.

164. JOSEPHUS POKOSZ, Dapifer de Palatinatu Potocenſi & Nuntius, ſalvâ liberâ Electione cum excluſione Extranei, atque Conſtitutione Anni 1717. de Ducibus & Functionibus illorum, cum manifeſtatione in Puncta non ſpectantia ad Actum præſentem Convocationis, etiam cum præcuſtoditione Miniſterii Theſaurarii Curiæ M. D. Lithuaniæ circa Adminiſtrationem Bonorum vivente Principe.

ANNO 1733.

165. BASILIUS KORSACCIUS, Notarius Caſtrenſis Diſtrictûs Staradubovienſis, Nuntius Palatinatûs Polocenſis, ſalvâ præcuſtoditione & Conſtitutionibus de Miniſteriis Statûs, & excluſione Magnificorum Dominorum Diſſidentium ab Officiis militaribus utriuſque Auctoramenti.

166. FRANCISCUS POTOCCIUS, Capitaneus & Nuntius Palatinatûs Belzenſis, ſalvâ Conföderatione Palatinatûs Belzenſis, uti nihil Juri publico derogante, tum aliorum Palatinatuum præcipuè Ruſſiæ, ſalvis quoque Decretis in cauſâ honoris latis, cum proteſtatione contra Punctum de annihilatione Decretorum in Contumaciam & vim Legis ſapientium, idque in ſolis cauſis honoris, non præjudicando in Cauſis Juris, nec non ſalvis antiquis Juribus de Miniſterio Statûs.

167. JOSEPHUS RADECCIUS, Vexilliſer Grabovienſis.

168. NICOLAUS JOSEPHUS DE KORISKOCCIUS, Judex Terreſtris & Nuntius Palatinatûs Belzenſis, ſalvâ in totô Conföderatione Palatinatûs Belzenſis, uti nihil Legi publicæ Juribus derogranti, me ſubſcribo.

169. GEORGIUS RZECZYCCIUS, Capitaneus Rzeczicienſis, Nuntius Palatinatûs Belzenſis circa Jura & Libertates.

170. UDALRICUS CHRISTOPHORUS CAROLUS, Princeps Radzivilius, Palatinides & Nuntius Palatinatûs Novogrodenſis, ſalvâ Manutentione in omnibus punctis hujus Conföderationis exceptô juramentô, quod ſumo ad referendum & placitum Fratribus

171. JOANNES LITAWOR CHREPTOVICIUS, Dapifer & Nuntius Palatinatûs Novogrodenſis, Juramentum, quod ad Palatinatum meum extenditur, ſumendo ad referendum Fratribus; inſuper ſalvâ Prærogativâ Miniſtris Theſaurariorum Curiarum circa Diſpoſitionem Oeconomiæ vivente Principe, nec non ſalvis Juribus Academiæ Vilnenſis.

172. ANTONIUS CASIMIRUS SAPIEHA, Capitaneus Mereccenſis, ſalvis Juribus Regni & M. D. Litbuaniæ, ſuper hanc Conföderationem me ſubſcribo, uti Nuntius Diſtrictûs Smolenſcenſis.

173. MICHAEL ADAMUS SLIZIEN KRAWSCIUS, Wiſniowscenſis Capitaneus, Nuntius Diſtrictûs Slonimſcenſis, cum reaſſumptione Conſtitutionis 1631. de Congreſſu Antecomitiali Slonimcenſi ſuſpenſâ Lege 1717. ad plenos Reipublicæ Ordines ratione Diſtributionis Miniſteriorum, ſalvis Juribus Theſaurarii Supremi, & Indemnitate Theſaurarii Aulici M. D. Lithuaniæ ratione Adminiſtrationis Bonorum Menſæ Regalis vivente Principe, nec non ſalvis Juribus Academiæ Vilnenſis.

174. LEO BOGUSLAUS IN TULOWA TULOWSCIUS, Tribunus Wilcomirienſis, cum manifeſtatione de Contributione ex Bonis Terreſtribus, de læſione Conſtitutionis Anni 1717. reſpectu Clavarum, & de hoc, quodcunque ſine Conſenſu Equeſtris Ordinis hic inſertum eſt; Juramentum ad referendum Fratribus ſumendo, uti Nuntius hujus Diſtrictûs me ſubſcribo.

175. MICHAEL SIEGRI, Theſaurarius Diſtrictûs Wilcomirienſis, cum Manifeſtatione de Contributione de Bonis Terreſtribus, de læſione Conſtitutionis anni 1717. reſpectu Clavarum, & de hoc, quodcunque absque Conſenſu Reipublicæ inſertum eſt, Juramentum ad referendum Fratribus ſumendo, uti Nuntius hujus Diſtrictûs me ſubſcribo.

176. ANTONIUS SEBASTSANUS DEMBOVSCIUS, Referendarius Regni, Plocenſis, Tymbarienſis, Bendzinscenſis Capitaneus, Nuntius Palatinatûs Plocenſis, ſalvâ liberâ Electione, tum ſalvâ per omnia Jurisdictione Capitaneali Plocenſi, atque iis punctis Laudi, ſuper quibus fuit aſſenſus Nobilitatis.

177.

ANNO 1733.

177. PAULUS FRANCISCUS IN JAROSZOWA JAROSZOWSCIUS, Dapifer Terræ Zauskrzyoscenſis & Nuntius Palatinatûs Plocenſis, ſalvâ manutenendâ in totô præſenti Generali Confœderatione, in iis punctis quæ Legibus Regni non contravenunt.

178. ADAMUS KRABINSCIUS, Pincerna Terræ Ciechanovienſis, Generalis Major Sacræ Regiæ Majeſtatis Exercitûs M. Ducatus Lithuaniæ, Nuntius Palatinatûs Plocenſis, ſalvâ Confœderatione ejusdem Palatinatûs.

179. JOSAPHUS IN NIDZBONA NATZYMIUS, S. B. Nuntius Palatinatûs Plocenſis, ſalvâ Confœderatione ejusdem Palatinatûs.

180. STANISLAUS DE KOZIELSKO OOINSCIUS, Palatinides Vitepſcenſis, Capitaneus Wimbovienſis, Nuntius Palatinatûs Vitepſcenſis me ſubſcribo, ſalvâ liberâ Electione cum excluſione Extranei, & ſalvâ præcuſtoditione Jurium & Conſtitutionum de Miniſteriis Statûs.

181. PAULUS JOSEPHUS BOHOMOSZCCIUS, Dapifer, Notarius Caſtrenſis & Nuntius Palatinatûs Vitepſcenſis, ſuſpenſâ Lege Conſtitutionis Anni 1717. de Miniſteriis Statûs circumſcriptâ, & ſalvâ Palatinatûs mei Juramenti approbatione, me ſubſcribo.

182. FRANCISCUS DE MINSKO RUDZINSCIUS, Capitaneus Cruſwicenſis, Nuntius Terræ Czerſcenſis, ſalvâ manutentione omnium Punctorum in hac Confœderatione ſanctorum.

183. CASPARUS SUPPEZINO SUPPEZINIUS, Sub-Dapifer & Nuntius Terræ Czerſcenſis Palatinatûs Maſoviæ, ſalvâ manutentione in omnibus Punctis præſentis Confœderationis, ſalvisque Juribus & Decretis Ducatûs Maſoviæ.

184. JOANNES VANOALINUS DE MAGNIS KONCZYC MNISZEK, Capitaneus Jworowcenſis, Nuntius Terræ Varſovienſis, Ducatûs Maſoviæ Juribus in integro manentibus.

185. FRANCISCUS IN KOMOROWO KALISZ, Nuntius Terræ Varſavienſis Palatinatûs Maſoviæ.

186. SIMON OLSZINIUS, Suc-Camerarius & Nuntius Terræ Viſcenſis, ſalvis Juribus Sanctæ Romanæ Eccleſiæ, Reipublicæ, atque Ducatûs Maſoviæ.

187. FELICIANUS STANISLAUS SVIDERSCIUS, Dapifer & Nuntius Terreſtris Terræ Viſcenſis Ducatus Maſoviæ, ſalvis Exceptis Ducatus ejuſdem.

188. MATHIAS DE SZYMANOVA SZYMANOWSCIUS, Capitaneus Wiſſogrodenſis, Nuntius Ducatus Maſoviæ, ſalvis Juribus & Decretis Ducatus Maſoviæ.

189. FRANCISCUS DE NAQUASZYNO NAQUASCIUS, Notarius Terreſtris Caſtrenſis & Nuntius Terræ Wyſſogrodenſis, ſalvis Juribus Romanæ Eccleſiæ & Exceptis Ducatus Maſoviæ, nec non ſalvô jure de Compoſitionibus Decimarum Anni 1635. ac rehabitatione Capitaneatus Valcenſis a Diſſidente contra mentem Legum Poſſeſſore, manutenendo in omni puncto præſentem Confœderationem.

190. ANTONIUS RAOZICCIUS, Judex Terreſtris & Nuntius Terræ Zakroczymenſis, Ducatus Maſoviæ, ſalvis Juribus Eccleſiæ & Exceptis Ducatus Maſoviæ, ac rehabitatione Capitaneatus Valcenſis contra mentem Legis a Poſſeſſore.

191. JOSEPHUS DE WONGROONA WONGROCCIUS, Pocillator & Nuntius Terræ Zakroczymenſis, Ducatus Maſoviæ, ſalvis Juribus de Compoſitione Decimarum, ac contra Diſſideotes.

192. MICHAEL NIEROSCIUS, Suc-Camerarius & Nuntius Terræ Ciechanovienſis de Palatinatu Maſoviæ, ſalvis in generali Libertatibus Reipublicæ.

193. CASIMIRUS BRZOZOWSCIUS, Notarius Terreſtris Caſtrenſis & Nuntius Terræ Ciechanovienſis, ſalvis per omnia Juribus liberæ Electionis Regis.

194. THOMAS ZIELINSCIUI, Nuntius Terræ Lomzinſcenſis, ſalvâ Confœderationis diſpoſitione Palatinatus Plocenſis.

195. MICHAEL SUSCIUS, Venator & Nuotius Terræ Lomzenſis, ſalvâ circa Leges Regni voce vetandi.

196. BLASIUI KRASINSCIUS, Capitaneus Praſnyſcenſis, manutenendo præſentem Confœderationem.

197. JOANNES RZEHOVSCIUS, Notarius Terreſtris Caſtrenſis Roſanenſis Maovienſis, manutenendo præſentem Confœderationem & ſalvis Juribus Ducatus Maſoviæ.

198. JOSEPHUS COLUMNA OBORSCIUS, Nuntius Ducatus Maſoviæ & Suc-Camerarius Terræ Livenſis.

199. FABIANUS ZUKOWSCIUS, Theſaurarius Terræ Livenſis Nouus.

200. JACORUS NARZYMSCIUS, Suc-Camerarius Terræ Nurſcenſis, ſalvis omnibus Conſtitutionibus de liberâ Electione, Exceptiſque Ducatus Maſoviæ, ac Juribus Terrarum Pruſſiæ.

201. CHRISTOPHORUS STANISLAUS GOZOAWA GODLEWSCIUS, Capitaneus & Nuntius Terræ Nurcenſis, ſalvâ liberâ Electione nauvi Poloni, nec non in totô manente Confœderatione Comitiorum Nurcæ ſolito locô.

202. CASIMIRUS CUCZYNSCIUS, Caſtellanides Podlachiæ, Capitaneus Jadowscenſis, Nuntius Terræ Drohycienſis, Palatinatus Podlachiæ, ſalvis Juribus hujuſce Palatinatus.

203. LAURENTIUI ADALBERTUS IN KOSOWO CIOTER KOSSOWSCIUS, Centurio Terreſtris & Judex Caſtrenſis Drohicienſis, Nuntius Palatinatus Podlachiæ de Terrâ Drohicienſi, manutenendo præſentem Confœderationem in totô; Incompatibilitatem verô Miniſterii Status abrogando; ſubſcribo.

204. CAROLUS ODROWONS COMES SIEOLNICCIUS, Strabuli Vice Præfectus M. Ducatus Lithuaniæ, Capitaneus Mielnicenſis & Nuntius Palatinatus Podlachiæ, Terræ Bielſcenſis, ſalvis omnibus de liberâ Electione & Diſtributione Sigillorum in Comitiis, Conſtitutionibus ſanctis, nec non Juribus Palatinatus Podlachiæ.

205. FRANCISCUS M. PRINCEPS KORYBUT DE ZBARAZ WORONICCIUS, Nuntius Terræ Mielnicenſis Palatinatus Podlachiæ, ſalvô Jure antiquô intuitu Miniſteriorum Status ad futurum Actum Electionis.

206. MARTINUS IN KUCZYNIA KUCZYNSCIUS, Vexillifer & Nuntius ex Palatinatu Podlachiæ, Terræ Bielſcenſis, ſalvis Conſtitutionibus Regni intuitu Miniſteriorum Status; nim quoque ſalvô Jure Theſauri Regni, in ſuo robore manentibus me ſubſcribo.

207. PAULUS KRUSZEWSCIUS, Pocillator Terræ Bielſcenſis & Nuntius de hacce Terrâ Palatinatus Podlachiæ, ſalvâ liberâ voce vetandi, tum ſalvis Conſtitutionibus de Miniſteriis Status ſanctis per omnia manentibus.

208. VLADISLAUS NIERORowSCIUS, Suc-Camerarius Palatinatus Ravenſis & Nuntius Terræ Ravenſis.

209. JOSEPHUS ZALUSCIUS, Capitaneus Ravenſis & Nuntius Palatinatus ejusdem, ſalvâ proteſtatione contra ſalva, quæ repugnant Sanctis, Unioni & Juramento præſentis Confœderationis.

210. JOSEPHUS IN BOZEZINIS LASOCCIUS, Nuntius Palatinatus Ravenſis, Terræ Sochaczevienſis, ſun & Magnifici Domini Fabiani Szaniawski, Venatoris Lithuaniæ, Collegæ mei de Conſenſu Ejus nomine ſubſcribo ut ſuprâ.

211. JOANNES MALINACIUS, Vexillifer & Nuntius Terræ Goſtinenſis de Palatinatu Ravenſi.

212. GEORGIUS CIECHOMSCIUS, Pincerna & Nuntius Terræ Goſtinenſis, de Palatinatu Raveoſis.

213. CAROLUS SAPIEHA, Notarius Campeſtria M. Ducatus Lithuaniæ, Nuntius de Palatinatu Brzeſtenſi M. Ducatus Lithuaniæ, ſalvis Statutis & Conſtitutionibus de diſtribuendis Miniſteriis Status in plenâ Republicâ ſimul inſiſtendo, præcuſtoditione Magnifici Domini Sulikowski Nuntii Oſmicenſis.

214. ANTONIUS COMES DE LUBRANCA DOMBSCIUS, Capitaneus Inowladiſlavienſis, Nuntius Palatinatus Brzeſcianenſis, ſalvâ liberâ voce vetandi, tum ſalvis in totô Conſtitutionibus & Statutis de Diſtributione Miniſteriorum Statuum.

215. ANTONIUS JOANNEI ORZESKO, Judex Terreſtris & Nuntius Diſtrictus Pinſcenſis, ſalvis Juribus omnibus Reipublicæ in omni & Conſervatione liberæ Vocis.

216. JOSEPHUS KURZENIECCIUS, Pocillator Diſtrictus Pinſcenſis & Nuntius, ſalvis per omnia Juribus Reipublicæ in omni.

217. MICHAEL BIELINSCIUS, Pincerna Regni, Nun-

ANNO 1733.

Nuntius Palatinatus Culmenſis, ſalvis Juribus Pruſſiæ, ac Privilegiis & Immunitatibus Theſauri Terrarum Pruſſiæ.

218. JOANNES GEORGIUS KOS, Suc-Camerarius Culmenſis, Nuntius Palatinatus Culmenſis, in vim Rathabitionis Provinciæ Pruſſicæ, tum ſalvis Juribus & Immunitaubus ac Laudis in Provincia ſancitis, in Tuitionem Indigenatus ac aliarum Prærogativarum, vigore - - - - - - ſalvò jure vetandi circa liberam Electionem.

219. JOANNES KINOWSCIUS, Vexillifer Michalovienſis, Nuntius de Palatinatu Culmenſi, ſalvis per omnia ſanctæ Romanæ Eccleſiæ Immunitatibus, Terrarum Pruſſiæ Juribus & Conſuetudinibus, præcipuè avito Jure Indigenatus, cum proteſtatione contra Præaggravationem Contributionum in Anno 1717. impoſitarum.

220. PETRUS Comes in KCZEWIC KCZEWSCIUS, Staniſlavovienſis & Szynwaldſcenſis Capitaneus, uti Nuntius Palatinatus Culmenſis in vim Rathabitionis Terrarum Pruſſiæ, & ſalvis per omnia Terrarum Pruſſiæ Juribus.

221. SEBASTSANDE MELDZYNSCIUS, Caſtellanides Rypienſis, Nuntius Palatinatus Culmenſis, ſalvis Juribus Terrarum Pruſſiæ, nec non Legibus & Conſtitutionibus Regni de Miniſteriis Status.

222. MELCHIOR KALKSTEIN STOLINSCIUS, Notarius Caſtrenſis & Nuntius de Palatinatu Culmenſi, Juribus Terrarum Pruſſiæ, liberâ Electione, Laudi in fundamento Legis ratihabitione, per omnia ſalvis, cum proteſtatione, de non admiſſa liberâ voce ad executionem Jutium Theſauri Terrarum Pruſſiæ.

223. PAULUS BAGNIEWSCIUS, Nuntius Palatinatûs Culmenſis, ſalvis per omnia Juribus Terrarum Pruſſiæ & liberô veto in Campo Electorali.

224. CASIMIRUS IN PZWNICIE PZWNICCIUS, Enſifer Livoniæ, Notarius Terreſtris Culmenſis, Nuntius de Palatinatu Culmenſi, ſalvis per omnia Juribus Terrarum Pruſſiæ.

225. JOSEPHUS CZAPSCIUS, Enſiferides Terrarum Pruſſiæ, Nuntius Palatinatus Culmenſis, ſalvis per omnia Juribus Terrarum Pruſſiæ.

226. THEODORUS BAGNIEWSCIUS, Vice-Judex Terreſtris Culmenſis, Sub-Palatinus Palatinatûs Mariæburgenſis, Nuntius de Palatinatu Culmenſi, ſalvis per omnia Juribus Terrarum Pruſſiæ & Majorum Civitatum.

227. ALEXANDER CZAPSCIUS, Pocillator Braſlavienſis, Nuntius de Palatinatu Culmenſi, ſalvis per omnia Juribus Terrarum Pruſſiæ.

228. MICHAEL GARCINCSUS, Judex Terreſtris Michalovienſis, Nuntius Palatinatûs Culmenſis, ſalvis per omnia Juribus Terrarum Pruſſiæ.

229. VLADISLAUS FRANCISCUS ROGULA ZAVADSCSUS, Dapifer Novogrodenſis, Judex Capturalis Culmenſis, Nuntius Palatinatus Culmenſis, ſalvis per omnia Juribus Terrarum Pruſſiæ.

230. JOANNES CZAPSCIUS, Suc-Camerarius Vendenſis, Nuntius de Palatinatu Culmenſi, ſalvis per omnia Juribus Terrarum Pruſſiæ.

231. PETRUS KRUSZYNCIUS, Caſtellanides Gedanenſis, ſalvis per omnia Juribus & Immunitatibus Terrarum Pruſſiæ, tum & Rathabitione Indigenatûs, ac Privilegiis Civitatum Majorum.

232. FRANCISCUS BAGNIEWSCIUS, Nuntius Palatinatûs Culmenſis, ſalvis per omnia Juribus Terrarum Pruſſiæ.

233 ALBERTUS PLONSKOWISCIUS, Capitaneus Lidzbaroſcenſis, Nuntius Palatinatus Culmenſis, ſalvâ liberâ Electione, ſalvis per omnia Immunitatibus Terrarum Pruſſiæ & Rathabitione Provinciæ, cum proteſtatione de non admiſſa voce circa tuitionem Jurium & oppreſſi Theſauri Pruſſiæ per Theſaurum Regni.

234. J. VICTOR BAGNIEWSCIUS, Nuntius & Judex Capturalis de Palatinatu Culmenſi, ſalvis per omnia Juribus Terrarum Pruſſiæ.

235. THOMAS DE LUBRANCA DOMBSCIUS, Vexillifer Covalienſis, Nuntius de Palatinatu Culmenſi, ſalvis per omnia Juribus Terrarum Pruſſiæ & Miniſteriis Pacis.

236. MATHIAS CZAPSCIUS, Nuntius Palatinatûs Culmenſis, ſalvis per omnia Terrarum Pruſſiæ Juribus.

237. MICHAEL LESCIUS, Pocillator Livoniæ, Nuntius Palatinatûs Culmenſis, ſalvis Juribus Terrarum Pruſſiæ.

ANNO 1733.

238. IGNATIUS DZIALOWSCIUS, Nuntius Palatinatus Culmenſis, ſalvis per omnia Juribus & Immunitatibus Terrarum Pruſſiæ.

239. FRANCISCUS ANTONIUS CIELSCIUS, Judex Capturalis & Nuntius de Palatinatu Culmenſi, ſalvis Juribus & Immunitatibus, Privilegiis & Prærogativis per omnia Terrarum Pruſſiæ & Civitatum Majorum.

240. JOSEPHUS LEO RUTKOWSCIUS, Nuntius de Palatinatu Culmenſi, ſalvis per omnia Juribus, Privilegiis & Immunitatibus Terrarum Pruſſiæ, ſimul proteſtatione de Impoſitione aggravatoriâ ſexcentorum viginti quatuor millium florendiorum militarium ſuper easdem Terras, ſalvis quoque Conſtitutionibus & Statutis ſancitis.

241. ANTONIUS BAGNIEWSCIUS, Nuntius Palatinatus Culmenſis, ſalvis Juribus per omnia Terrarum Pruſſiæ, & liberô veto.

242. CASIMIRUS PLYNICCIUS, Sub-Palatinides Culmenſis, Nuntius Palatinatûs Culmenſis, ſalvis per omnia Juribus Terrarum Pruſſiæ & aliis, ut ſupra.

243. MICHAEL DE FELDEN WYRCZYNSCIUS, Nuntius de Palatinatu Culmenſi, Immunitatibus Eccleſiæ Romanæ ac Juribus Terrarum Pruſſiæ Conſtitutionibusque de Miniſteriis Statûs ſancitis in ſalvo manentibus, tum futuræ Electionis Regnantis Libertate illæſâ.

244. JULIUS DZIEVANOWSCIUS, Nuntius de Palatinatu Culmenſi, ſalvis per omnia Juribus Terrarum Pruſſiæ, vigore Privilegiorum Incorporationis harum Terrarum.

245. STANISLAUS SCURZEVIUS, Nuntius de Palatinatu Culmenſi, ſalvis per omnia Juribus Terrarum Pruſſiæ.

246 RAPHAEL THADÆUS NIEROWOVICZ SZELKOWSCIUS, Capitaneus Larvanovienſis Horodnoczy, Notarius Caſtrenſis & Nuntius Palatinatûs Miſciſlavienſis, ſalvis Juribus & Conſtitutionibus de Miniſteriis Statûs.

247. FLORIANUS THEOPHILUS MARCOWSCIUS FRONKIEWICZ, Spitaneus Holovacenſis, Grabovienſis Sciſſor, Militiæ Præfectus & Nuntius Palatinatus Miſciſlavienſis, ſalvis Juribus & Conſtitutionibus de Miniſteriis Statûs & de liberâ Voce vetandi.

248. MICHAEL KALBSTEINIUS, Judex Terreſtris Palatinatus Mariæburgenſis & Nuntius, ſicut ante Juramentum Juribus, Immunitatibus, Privilegiis Terrarum Pruſſiæ & Majorum Civitatum Laudis in manutentionem Juris Indigenatus & Theſaurarii, Proteſtationibusque cum Lege factis ac Præcuſtodiionibus ratione exorbitantiarum ante Electionem Regnantis ſopiendarum, in totô ſalvis manentibus jurejurando manifeſtavi me: ita expleto Juramento penes ſubſcriptionem præſentis Confœderationis hoc idem confirmo, approbo & ratifico.

249. JOANNES GUILIELMUS COMES DE SCHLIBBEN, Palatinides Livoniæ, Nuntius Palatinatûs Mariæburgenſis, ſalvis Juribus & Immunitatibus Terrarum Pruſſiæ ac Majorum Civitatum, & manutentione plenariâ omnium Punctorum hujus Confœderationis, uti circa Aſſenſum totius Reipublicæ conceſſorum, ſalvisque Statutis & Conſtitutionibus de Miniſteriis Statûs ſancitis.

250. FRANCISCUS PARLOVIUS, Vice-Judex Terreſtris & Nuntius Palatinatus Mariæburgenſis, ſalvis per omnia Juribus, Privilegiis & Prærogativis Theſauri ac Immunitatibus Majorum Civitatum Terrarum Pruſſiæ, tum Conſtitutionibus & Statutis Miniſteriorum Status.

251. ANTONIUS KRUSZYNIUS, Caſtellanides Gedanenſis, Nuntius Palatinatus Mariæburgenſis, ſalvis per omnia Juribus, Privilegiis & Immunitatibus Terrarum Pruſſiæ, tum Majorum Civitatum, nec non Confœderatione Palatinatus Plocenſis in totô manente.

252. JACOBUS PAWLOWSCIUS Vice-Judex Terræ Swicenſis & Nuntius Palatinatus Mariæburgenſis, ſalvis per omnia Juribus & Prærogativis Terrarum Pruſſiæ, Immunitatibusque Majorum Civitatum, tum & Conſtitutionibus Miniſteriorum Status.

253. GABRIEL JOANNES STEPPENS, Vice-Judex Terreſtris, Nuntius Palatinatus Mariæburgenſis,

ANNO 1733.

ſis, Colonellus; ſalvis Juribus Terrarum Pruſſiæ & Civitatum per omnia Majorum.

254. THEODORUS PAVLOVIUS, Judex Terreſtris Pczewſcenſis, ſalvis Juribus Terrarum Pruſſiæ & Conſtitutionibus de Miniſteriis Status.

255. MICHAEL KROSZYNIUS, Caſtellanides Gedanenſis, Nuntius Palatinatus Mariæburgenſis, ſalvis Juribus, Privilegiis & Immunitatibus per omnia Terrarum Pruſſiæ.

256. JOANNES PORAY PETRONONSCIUS, Nuntius Palatinatus Mariæburgenſis, ſalvis Juribus per omnia Terrarum Pruſſiæ, ac Statutis & Conſtitutionibus de Miniſteriis Status ſanctis, præcuſtodiendoque, ut omnibus exorbitantiis ante Electionem faùshat.

257. RAPHAEL KZEWSCIUS, Nuntius Palatinatus Mariæburgenſis, ſalvis per omnia Juribus & Immunitatibus Terrarum Pruſſiæ, ac Civitatum Majorum, tum Laudis in manutentionem Juris Indigenatus.

258. ALEXANDER WISICCIUS, Nuntius de Palatinatu Mariæburgenſi, ſalvis in totô Juribus Terrarum Pruſſiæ

259. MICHAEL SWATOPELCUS, Princeps Czetvertinſcius, Capitaneus Zyczyniſcenſis, Nuntius Palatinatus Braclavienſis, ſalvâ præcuſtodiùone factâ ante juramentum Conſœderationis, circa Jura Palatinatuum limitaneorum ratione Laudorum Contributionis, & expeditionum contra licentioſos homines ſub Interregno ſtatutorum, quæ tot Conſœderationibus Anno 1648. Anno 1668. Anno 1674. Reſpublica approbavit, idque circa præteritam declarationem, ne ulla locum habeant Puncta, quæ non tangunt præſentem Statum, ſubſcribo.

260. MARTINUS JSLOWSCIUS, Capitaneus Szczurovieccenſis, Nuntius Palatinatus Braclavienſis, repetendo præcuſtodiùonem, quam ante juramentum feceram, unâ cum Collegis meis.

261. AUGUSTINUS JASOSZYNSCIUS, Enſifer Braclavienſis, Nuntius Palatinatus Braclavienſis, cum præcuſtodiùone, quam ante juramentum feci, nunc cum Collegis meis me ſubſcribo præviâ manifeſtatione.

262. PETRUS RADZIMINSCIUS, Enſifer Novogrodenſis, Nuntius de Palatinatu Braclavienſi, cum ſuperius expreſſâ Collegarum meorum præcuſtodiùone.

263. LUDOVICUS ZWOLSCIUS, Nuntius Palatinatus Braclavienſis, modô quo ſupra Collegarum meorum me ſubſcribo.

264. ADAMUS OCHOTZ PERETIATKOWICIUS, Vice-Præſes Caſtrenſis Novogrodenſis, Nuntius Palatinatus Braclavienſis, cum hâcce præcuſtodiùone ut & ſupra Collegæ mei ſubſcribo.

265. STANISLAUS CONARSCIUS, Suc-Camerarius Pomeraniæ, Nuntius de Palatinatu Pomeraniæ & Diſtrictu Tczevienſi, ſalvis per omnia Juribus, Privilegiis, Immunitatibus ac Prærogativis Terrarum ac Civitatum Majorum Pruſſiæ tum quoque ſalvis Conſtitutionibus, intuitu Miniſteriorum Status in totô permanentibus.

266. CASIMIRUS STANISLAUS KITNOWSCIUS, Vexillifer & Nuntius Palatinatus Pomeraniæ, ſalvis Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Immunitatibus, tum Juribus Terrarum Pruſſiæ & Conſuetudinibus, præcipuè verò avitô Jure Indigenatus, cum proteſtatione contra præaggravationem Contributionum in Anno 1717. ſancitarum.

267. THOMAS CZAPSCIUS, Capitaneus Knyszynenſis, Nuntius Palatinatus Pomeraniæ Diſtrictus Tczewienſis, in vim Ratihabitionis, ſalvis per omnia Juribus Terrarum Pruſſiæ & liberâ Electione.

268. PETRUS CZAPSCIUS, Nuntius Palatinatus Pomeraniæ a Powiatu Tczewſcenſi, in vim Ratihabitionis, ſalvis Juribus per omnia Terrarum Pruſſiæ & liberâ Electione.

269. JOANNES THEOPHILUS SICORSCIUS, Notarius Caſtrenſis & Nuntius Palatinatus Pomeraniæ, Diſtrictus Tczewienſis, ſalvis per omnia Juribus, Privilegiis, Diplomatibus, Immunitatibus & Conſuetudinibus Terrarum Pruſſiæ, nec non Conſtitutionibus Annorum 1674. & 1676 ſalvis quoque Juribus Civitatum Majorum earundem Terrarum.

270. PETRUS CZARLINIOS, Nuntius de Palatinatu Pomeraniæ, Diſtrictus Tczevienſis, ſalvis per omnia Juribus Terrarum Pruſſiæ; tum quoque Conſtitutionibus de Miniſteriis Status ſalvis manentibus.

ANNO 1733.

271. ROCHUS KLINSCIOS, Judex Terreſtris Mirachovienſis, Nuntius Palatinatus Pomeraniæ & Diſtrictus Tczevienſis, ſalvis Juribus Terrarum Pruſſiæ.

272. JOSEPHUS POVALSCIUS, Præfectus Arcis Pomeraniæ, Nuntius de Pomeraniâ & Diſtrictu Tczevienſi, ſalvis per omnia Juribus Terrarum Pruſſiæ.

273. FRANCISCUS SICORSCIUS, Nuntius Palatinatus Pomeraniæ & Diſtrictus Tczevienſis, ſalvis per omnia Juribus & Conſuetudinibus Terrarum Pruſſiæ ac Civitatum Majorum.

274. STANISLAUS LEWALO GORSCIUS, Nuntius Palatinatus Pomeraniæ & Diſtrictus Tczevienſis, in vim Ratihabitionis, ſalvis per omnia Juribus Terrarum Pruſſiæ & liberæ Electionis.

275. ADAMUS ELGANOWSCIUS, Nuntius Palatinatus Pomeraniæ & Diſtrictus Tczevienſis, ſalvis Juribus Terrarum Pruſſiæ per omnia.

276. ANTONIUS WYSCZYNIUS, Nuntius Palatinatus Pomeraniæ & Diſtrictus Tczevienſis, ſalvis Juribus Terrarum Pruſſiæ.

277. FRANCISCUS GRALEWSCIUS, Nuntius Palatinatus Pomeraniæ & Diſtrictus Tczevienſis, ſalvis Juribus Terrarum Pruſſiæ.

278. STANISLAUS JASINIUS, Judicides Terreſtris Tucenſis, Nuntius de Palatinatu Pomeraniæ & Diſtrictu Tczevienſi, ſalvis per omnis Juribus, Privilegiis & Immunitatibus Terrarum Pruſſiæ.

279. NICOLAUS ZEMBOWSCIUS, Judex Caſtrenſis Bydgoſcenſis, Nuntius Palatinatus Pomeraniæ & Diſtrictus Swiecenſis, ſalvis per omnia Juribus, Privilegiis & Immunitatibus Terrarum Pruſſiæ & Majorum Civitatum, tum Statutis & Conſtitutionibus Miniſterii Status.

280. PETRUS TUCHOLKA, Nuntius Palatinatus Pomeraniæ, Diſtrictus Tucholſcenſis, ſalvis per omnia Juribus, Conſuetudinibus & Laudis Terrarum Pruſſiæ.

281. FRANCISCUS DE LUTOMIA LUTOMSCIUS, Nuntius Palatinatus Pomeraniæ, Diſtrictus Tucholſcenſis, ſalvis per omnia Juribus, Conſuetudinibus, & Laudis Terrarum Pruſſiæ.

282. SEBASTIANUS TUCHOLKA, Nuntius Palatinatus Pomeraniæ & Diſtrictus Czluchovienſis, ſalvis per omnia Juribus, Conſuetudinibus & Laudis Terrarum Pruſſiæ, ac ſeriâ præſentis Conſœderationis vigore juramenti Manutentione.

283. JOANNES IN GOCKOVIS GOCKOWSCIUS, Nuntius Palatinatus Pomeraniæ, Diſtrictus Czluchovienſis, Juribus, Uſibus, Prærogativis & Laudis, aviti Indigenatus, Theſauri, ac Majorum Civitatum Terrarum Pruſſiæ ſalvis, cum proteſtatione læſionis præmiſſorum, ac prætermiſſæ declaratæ per publicam ſponſionem Medelæ Status Provinciæ ea occaſione non admiſſorum Diſſidentium in Religione caſu inter Exurbitantias pun præſtandæ, ſalvo regreſſu ad ſtatum antiquum; ſeriâ quoque manutentione in puncto juramenti præſentis Conſœderationis ſalvâ.

284. JOSEPHUS ALEXANDER JABLONOWSCIUS, Capitaneus Buccenſis, Nuntius Palatinatus Livoniæ, cum proteſtatione contra ſalva, quæ repugnant ſancitis, Unioni & Juramento præſentis Conſœderationis & Conſtituuoni Lublinenſi 1703. de ſtipendiis antiquis militaribus.

285. STANISLAUS JOSEPHUS SVISNICCIUS, Capitaneus Sumliſcenſis & Nuntius Palatinatus Miniſcenſis, ſalvis per omnia Juribus Reipublicæ & M. Ducatus Lithuaniæ.

286. IGNATIUS CASIMIRUS DE TAXIS HRYDASZ BYKOWSCIUS, Notarius Caſtrenſis Buſcenſis, Nuntius Palatinatus Miniſcenſis, ſalvis Decretis Tribunalitiis poſt mortem Regis ante Innoteſcentias in fundamento Legum etiam in Contumaciam latis.

287. STEPHANUS MICHAEL OSRIEZSKA, Caſtellanides Novogrodenſis, Nuntius Diſtrictus Moſirienſis, ſalvâ Conſervatione Jurium in Conſœderationibus & Pactis Conventis circumſcriptorum, ſimul Miniſterii Theſaurarii M. Ducatus Lithuaniæ.

288. ALEXANDER VLASISLAUS SKORYNA, Sub-Dapifer & Nuntius Diſtrictus Rzeczycocenſis,

ANNO 1733.

ſis, ſalvâ manifeſtatione de Projectis non regulantibus ſe ad Actum Conſœderationis, reaſſumendo Prærogativam Theſaurariatus Curiæ M. Ducatus Lithuaniæ intuitu Adminiſtrationis Menſæ Regiæ vivente Principe.

289. GREGORIUS JOSEPHUS SKOROSOHATY, Vigiliarum Præfectus Orszanenſis, Nuntius Diſtrictus Rzeczicenſis, ſalvâ manifeſtatione contra Projecta ad præſentem Actum ſete non regulantia, reaſſumendo ſimul Prærogativam Theſaurariatus Curiæ M. Ducatus Lithuaniæ vivente Principe.

290. JOSEPHUS THEODORUS MOOSLNICIUS, Enſifer Terræ Chelmenſis, Capitaneus Nieszavienſis, Nuntius Palatinatus Livoniæ,

291. IGNATIUS DE KOZIAŁSKO OGINSCIUS, Caſtrorum Metator M. Ducatus Lithuaniæ, Judex Braſlavienſis, & Boriſovienſis Capitaneus, Nuntius Livoniæ, ſalvâ liberâ voce vetandi.

292. ANTONIUS SZEMBEK, Nuntius ex Ordine Ducatus Livoniæ.

293. ANTONIUS DUSICTACIUS RUOMINA, Suc-Camerarius Braclavienſis, Capitaneus Sabocenſis, Nuntius Terreſtris ex Ordine ejuſdem Ducatus Livoniæ, ſalvâ liberâ Electione & obſervatione Vocis vetandi, cum proteſtatione, ut Sigilla Regni & Lithuaniæ ſecundum antiqua Jura in Comitiis diſtribuantur, cavendo, ut Dominus Theſaurarius Curiæ Lithuanicæ circa ſua Jura ad Adminiſtrationem Bonorum Oeconomicorum Lithuanicorum vivente Principe ſpectet & illa diſponat, præcavendo, ut Academia Vilnenſis ſecundum ſua Privilegia & Jura eadem Prærogativâ gaudeat cum Cracovienſi.

294. JOSEPHUS DE CIECISZEWA CSCISZCOWSCIUS, Suc-Camerarius Novogrodenſis, Palatinatus Czervonogrodenſis, ſalvis Uſibus Palatinatus ejuſdem.

295. MICHAEL IN LEDUCHOVO LAOUCHOVIUS, Sub-Dapiferides Volhyniæ, Nuntius Palatinatus Czervonogrodenſis, ſalvis Uſibus Palatinatus hujus.

296. ADAMUS VILCOWSCIUS, Suc-Camerarius Terræ Sochaczevienſis, ad Latus Celſiſſimi Primatis a Statibus Regni Deputatus Reſidens.

297. HYACINTHUS ZAYFERIUS, Conſul & Nuntius Urbis Metropolis Cracoviæ, ſalvis Juribus, Prærogativis ac Privilegiis Civitatis & Magiſtratus.

298. VALENTINUS JOSEPHUS KAJERSCIUS, Syndicus, Secretarius & Nuntius Metropolis Urbis Cracoviæ, ſalvis Juribus, Prærogativis ac Privilegiis Civitatis & Magiſtratus, cum Immunitatibus ac Decretis.

299 ALEXANDER STEPHANOWICIUS WARGOLOWSCIUS, Pro-Conſul, Nuntius a Magiſtratu, ſalvis Juribus, Conſtitutionibus, Sacræ Regiæ Majeſtatis Metropolis Vilnenſis.

300 JOANNES WILCZEK, Sacræ Regiæ Majeſtatis Secretarius, Conſul & Nuntius Civitatis Leopolis Metropolis Ruſſiæ, ſalvis Juribus ejuſdem Civitatis.

301. M. NICOLAUS ZSENTKOWSCIUS, Philoſophiæ & Juris utriuſque Doctor, Proto Notarius Apoſtolicus, Conſul & Ablegatus Civitatis Sacræ Regiæ Majeſtatis Metropolis Ruſſiæ, ſalvis Juribus, Prærogativis & Immunitatibus ejuſdem in totô manentibus

302. Illuſtriſſimi & Reverendiſſimi Domini, MARTINUS ZALUSCIUS, Epiſcopus Suffraganeus Plocenſis, Secretarius Major Regni, Joſaphat Michael Karpius, Magni Ducatus Lithuaniæ, JOSEPHUS ZALUSCIUS, Referendarius Regni, Abbas Przemencenſis, & Illuſtriſſimus JOANNES BRANICCIUS, Vexillifer & Generalis Artilleriæ, & Joannius STRAKOWSCIUS, Vigiliarum Præfectus Magnus, Colonellus Exercitus, ad Portam Ottomannicam Legatus Regni; nec non Magnificus & Reverendiſſimus VLADISLAUS SSTRAKOWSCIUS, Cuſtos Coronarum Regni Rothâ ſupraſcriptâ in hanc Conſœderationem juraveruot.

303. JOANNES STANISLAUS RAWICZ WOLSCIUS, Notarius Caſtrenſis Chencinſcenſis, Judex Capturalis Palatinatus Sendomirienſis, Diſtrictus Radomienſis, Secretarius Comitiorum Convocationis.

ANNO 1733.

SCRIPTUM ANONYMUM, ou *Ecrit Anonyme répandu à Varſovie pendant la Diète de Convocation après la mort du Roi Auguſte II.*

Avril

SEreniſſimo quondam Poloniæ Rege defuncto, Cæſaream Regiam Catholicam Majeſtatem, tum ob Regnorum ſuorum ac Provinciarum hæreditariarum cum Poloniæ regno viciniam, tum ob commune Chriſtiani bonum Orbis, rite legitimeque peragendæ novi Regis Electionis curas ſuas impendere par eſt.

Equidem latere neminem arbitratur, jam per integra duo ſæcula inter auguſtiſſimam Domum Auſtriacam, tum Regna ac Provincias ſuas hæreditarias ex una, ac ſereniſſimos Poloniæ Reges & Rempublicam ex altera parte, arctæ unionis ac amicitiæ vinculum intercedere, ſolemnibus Pactis Conventis inuixum. Quæ Pacta Conventa Anno 1677. ſub Imperatore Leopoldo glorioſæ Memoriæ, & ſereniſſimo Joanne III. Poloniæ tunc Rege cum pluribus Capitibus aucta, ac tertia Novembris 1732 inter Legatum Cæſareum Comitem à Wilczen, tum Reipublicæ Commiſſarios in Grodnenſibus Comitiis anno 1726. celebratis ad id denominatos ac plena facultate inſtructos, denuò corroborata fuerunt.

Sicuti proinde Auguſtiſſimi Anteceſſores nunquam non perichtantis Reipublicæ ac Poloniæ Libertatis ſcutum extitêre, ita Auguſtiſſimus Regnans Imperator, exemplo quoque Anteceſſorum ſuorum, Tutamini ejuſque rumquam deerit curæ, præſertim ſupradictis Pactis Conventis ſpecialiter ad id obſtrictus.

Tam longe itaque ab eo alienum eſt, liberæ Electionis juri Reipublicæ competenti quidquam detrahere, ut potius hoc ipſum liberæ Electionis jus, contra quoſcunque adverſariorum conatus viribus ſibi a Deo conceſſis propugnare ſit paratus. Eumque in finem aliquot Peditum Equitumque Legiones in Sileſiæ Confinibus collocare juſſerit.

Timendum vero eſt, ne vel Galliarum, vel veteres Staniſlai Aſſeclæ ſub inani prætenſæ Electionis ante aliquot jam annos peractæ prætextu, novæ Electionis ritum intertui bare tentent *nulla habita Patriæ cura*, utpote cujus Leges palam hac ratione infringerentur, & quæ proinde tum domeſticis inſidiis, tum externorum armis in extremum adduceretur diſcrimen. Neque enim Auguſtiſſimus Imperator vel reliqui vicini Principes, Sereniſſima imprimis Ruſſiæ Autocratrix, unquam permiſſuri ſunt, vel ſub ante dicto prætextu, vel ſub alio quocumque colore Patriæ ſuæ necdum reconciliatus Staniſlaus Leszynski Poloniæ Thronum conſcendat.

Nullum irritumque eſſe prætenſæ Electionis Actum vi armiſque anno 1704. a defuncto Sueciæ Rege extortum ſuſius demonſtrare haud opus eſt, cum a Sede Pontificia ſevere in eos ex Eccleſiaſtico Ordine [Bonienſem imprimis Epiſcopum] fuerit animadverſum, qui prætenſæ huic Electioni fautores ſeſe aut aſſeclas præbuerunt, nihil etiam actum eſt, quo toto Orbi non conſtaret diſplicere conatus eorum, qui a debiti obſequii via deflexerunt.

Sunt autem complura alia, eademque ſummi momenti motiva, ut proſcriptio Staniſlai facta per integram Rempublicam, ſub Guarantia Ruſſiæ per ſolemnes Tractatus nota, pro conſervanda Pace Europæ, quæ amplius non ſubſiſteret, ſi Reginæ Galliæ Parens regnaret.

Contradictiones magnorum virorum in Republica, qui huic contradicent Electioni, exinde in ſummum detrimentum Reipublicæ timenda ſciſſio.

Quo non ſuadent modo, ſed efflagirant, ut omnes illi, quibus Chriſtiani Orbis quies & ſalus curæ cordique eſt, conſilia juxta ac operam jungant, quo Staniſlaus ſpe quam denuo concepiſſe videtur cadat.

Compeſcendis Turcarum molimintibus multum intereſſe, qualis Rex Poloniæ Reipublicæ præſit, aliquot ſæculorum monumenta loquentur, ac inſigni maxime Documento eſt Fœdus ſacrum ſub auſpiciis Sedis Pontificiæ, hunc ipſum in finem initum.

Quid verò a Staniſlao apud Turcas olim profugo & azylum ibidem quærente, Chriſtianus Orbis polliceri ſibi queat, res ipſa loquitur.

Nec hoc quidem ſatis eſt: etenim certo conſtat ab 115. cum quibus compluribus vinculis arcte, & quam maxime Staniſlaus ligatus eſt, ſæpius & inſtantiſſime ſollicitatos Turcas fuiſſe, ut inita cum Perſis pace, con-

ANNO 1733. contra Romanorum Imperatorem aut Ruſſiæ Autocratorem vertant arma, ac necdum aliquot effluxerunt ſeptimanæ, quod demùm ab eo, qui Regis & Reipublicæ negocia Conſtantinopoli procurabat Miniſtro, nec a Rege, nec a Reipublica neceſſariis ad hoc ex Regni Cancellariæ mandatis inſtructo [inſtinctu hujus Malevoli] publicas ſed falſiſſimas ad Portam delatas eſſe querelas, ac ſi Ruſſi contra Tractatum ad Flumen Pruth concluſum Copias ſuas Poloniæ Regna immiſerint. Jam vero eum fidum Stanislai affectum hujus partes adhuc propugnantem anteſignanum agere, complureſque hujus ſortis, ſi ad Regiam Dignitatem Stanislaus evehereturi, maximis officiis præfigendos fore, dubio omni caret. Unde facile colligere eſt, quænam mala univerſo Orbi Chriſtiano immunerent, ſi qui præcipua in Republica autoritate pollerent, non jam amplius Chriſtianorum, ſed Turcarum faverent cauſæ. Reliqua Auguſtiſſimi Imperatoris Cura circa Electionis negotium nonniſi in eo ſe extendit, quo liberis Poloniæ Nationis ſuffragiis Rex, quiſcumque ille demum ſit, eligatur, a quo nec Reipublicæ Conſtitutioni ac Libertati periculum, nec vicinis excitandarum Turbarum metus immineat.

CLXVI.

Expoſition des motifs légitimes de la Reſolution de Sa Majeſté Imperiale & Catholique, de Sa Majeſté Imperiale de toutes les Ruſſies, & de Sa Majeſté Royale de Pruſſe, de faire entrer en Pologne leurs Troupes aſſemblées ſur les Frontiéres, à la requiſition de pluſieurs des Principaux Membres de la République, tant de l'Ordre des Sénateurs, que de celui de la Nobleſſe, pour maintenir la Liberté des Suffrages, & prevenir une plus grande oppreſſion. [D'après l'Imprimé de Vienne en Août 1733.]

IL eſt notoire que le plus précieux Joyau de la Nation Polonoiſe conſiſte dans la *Liberté* des Suffrages non forcez, que le Pauvre comme le Riche, le moindre Noble comme le premier Senateur, poſſedent dans une telle égalité, que l'un a autant de Droit que l'autre de parler dans les Aſſemblées Publiques, & dans les Diètes Genérales; en ſorte que ſi quelqu'un d'entr'eux contredit un de ſes Confreres, il n'eſt pas obligé d'en dire la raiſon. Non ſeulement cette Nation a mis cette *Liberté* pour Baſe de la Forme de ſon Gouvernement, mais même elle l'a fortifiée par les Traités & Garanties contractées avec les Puiſſances Voiſines. La Nobleſſe Polonoiſe a ſacrifié, depuis ſon origine juſqu'à préſent, ſa Vie & ſes Biens pour la conſervation de cette *Liberté*, & les Hiſtoires anciennes & modernes témoignent que pour conſerver le *Liberum veto*, il y a eu plus de Diètes rompuës, qu'il n'y en a eu de conduites à une heureuſe fin. Les voiſins mêmes ont temoigné leur attention à maintenir la Republique dans ce ſyſtême, & la Nobleſſe dans cet éclat; & a la moindre aparence de danger, ils ſont venus à ſon ſecours, comme l'Hiſtoire en fournit pluſieurs exemples.

Dans les derniers tems du Regne d'*Auguſte II.* les choſes allérent ſi loin, que pour conſerver le *Liberum veto*, quelques-unes des principales Familles, qui, pour parvenir à leurs vuës particuliéres, ont coutume de faire agir la petite Nobleſſe, ſe ſont expoſées plus que d'ordinaire, ſur-tout lorſqu'il s'eſt agi de conférer les Charges vacantes de Chancelier de la Couronne & des Grands Généraux, & ils ont produit des *Conſtitutions*, ſuivant leſquelles le Roi ne pouvoit les conférer, ſans le concours de la République *in plenis Comitiis*. Comme on s'imaginoit que les perſuaſions de quelques perſonnes, qui étoient dans un grand crédit auprès de Sa Maj. l'auroient déterminée à conférer ces grandes Charges, dans la Diete extraordinaire du mois d'Octobre 1732. ſans communiquer auparavant ſes intentions aux Competiteurs; il y eut des mouvemens extraordinaires tant entre les Sénateurs qu'entre les Nonces, qui allérent ſi loin, qu'avant de conſentir à la convocation d'une nouvelle Diète extraordinaire pour le mois de Janvier de la préſente année, pour terminer cette difficile Affaire, quelques-uns des plus conſiderables de la République ont eu recours aux Miniſtres de l'Empereur, de l'Imperatrice de Ruſſie, & du Roi de Pruſſe, pour les engager à ſecourir la *Liberté* de la Republique, & ne pas ſouffrir qu'elle fut opprimée; ce que ces trois Puiſſances leur promirent, au cas que la neceſſité le demandât, en vertu des *Pacta Conventa* & des Garanties, qu'ils ont avec la Republique; & même l'Empereur non ſeulement en fit donner ſa promeſſe de bouche au Primat par ſon Ambaſſadeur, mais même Sa Maj. Imp. renouvella cette promeſſe dans une Lettre à ce Prélat. [*Voyez la preuve* A.] ANNO 1733.

La mort ayant enlevé le Roi Auguſte pendant le cours de cette Diète, il ſembla que cette crainte, qu'on avoit conçuë, de l'oppreſſion de la Liberté, dût ceſſer; cependant il reſta entre les Membres de cet Etat ſans chef, une défiance, qui fit bien voir que leur Jalouſie par raport aux Charges vacantes de Grands Généraux, étoit l'origine du mal, deſorte que ceux qui pouſſérent leurs projets, ſans reflechir s'ils étoient contraires au bien public, n'oubliérent rien pour mettre en œuvre tous les moyens que leur ambition & leur intérêt particulier leur ſuggérérent pour parvenir à leur but, à la faveur de l'Election d'un nouveau Roi. A cet effet ils ſe reconciliérent en apparence avec ceux qui les avoient traverſez ci-devant, & les trompérent ſi adroitement, par les brillantes apparences de leurs bons ſentimens pour le bien public, que ceux-ci ſe laiſſérent perſuader, malgré les remontrances de quelques bien-intentionnez, qui leur repreſenterent qu'on ne devoit rien attendre de bon de tels Factieux, qui, ci-devant, s'étoient oppoſés & de paroles & d'effets au Bien & à la Liberté de la République. En un mot ces Factieux ſçurent porter les choſes ſi loin par leurs intrigues, avec le ſecours de l'Argent étranger, qu'ils s'emparérent de la *Diſtature*, & qu'ils furent abſolument les Maîtres dans la Diete *de Convocation*, tant pour le choix d'un Maréchal des Nonces; que dans les Déliberations ſur tous les Points propoſés.

Les choſes étant dans cette ſituation, ils tachérent, par toutes ſortes d'inſinuations, d'inſpirer à leurs Freres, des ſoupçons contre toutes les Puiſſances voiſines, comme ſi elles vouloient tenter de limiter la Liberté de l'Election. Lorſque ces Puiſſances firent aſſurer le contraire par leurs Miniſtres ici; & qu'elles maintiendroient la Republique dans la Liberté de l'Election & dans ſes autres Droits & Privileges, [*Voyez les Preuves* B. C. & D.] ceux de la grande Faction publiérent avec un orgueilleux mépris, que les trois Puiſſances Alliées n'étoient plus d'accord, & que la France donneroit tant d'occupation à l'Empereur, les Suedois, les Turcs & les Tartares aux Ruſſiens, qu'ils n'auroient guéres le tems de penſer à l'Election des Polonois.

Ces bruits & autres meſures ſemblables ne tendoient qu'à mettre ſur le Trône, de quelque maniere que ce fût, un Candidat, que les précédentes Conſtitutions & pluſieurs Decrets du Senat avoient depuis longtems declaré Ennemi de la Patrie. Ce qui peut être prouvé par les Conſtitutions de la Diete de 1593. [*Voyez la preuve* E.] les Conſtitutions de 1607. [F.] & 1670. [G.] la Conſtitution de Lublin de 1703. [H.] la Confederation générale de Sendomir de 1704. [I.] confirmée par le Congrès général de 1710. dans lequel NB. le Prélat, qui eſt aujourd'hui Primat du Royaume, & qui étoit alors Evêque de Culm; a juré [K.] librement & volontairement avec les autres Senateurs, que le *Pſeudo-Electus* propoſé par le *Conventicule* de Varſovie, étoit pour jamais déclaré incapable de porter la Couronne de Pologne; & le Prince *Wiſnowiecki*, Chatelain de Cracovie, encore plein de vie, a été témoin de la preſtation de ce Serment; enfin le Manifeſte de la Republique en 1705. [L.] qui renouvelle la Confederation de Sendomir, le Conſeil de Grodno auſſi de 1705. [M.] la Confirmation de la Confederation generale de Sendomir, dans le Congrès general de Wilna en 1710. [N.] où la Confederation générale de Sendomir eſt confirmée mot à mot avec la reſerve *Juris vetandi*, & la Proſcription *Candidati Hecti*; enfin la Conſtitution de 1717. [O.] qui aprouve le Traité de 1716. Art. VIII. §. 4. leſquelles Conſtitutions ont été confirmées à la Diete de Grodno de 1718, de la maniére la plus forte.

Tout ce qu'on vient de raporter prouve ſuffiſamment d'un côté le grand ſoin que cette Noble Nation a pris dans toutes les rencontres, de la conſervation de ſa précieuſe *Liberté*, & le zéle autant que l'averſion qu'elle a témoigné contre les violences d'un Candidat, qui a été intrus par la force des Armes pendant

ANNO 1733. dant la vie d'*Auguſte II.*, ſon legitime Souverain. D'un autre côté qui ſont les véritables amis de la République? ou la Faction qui, au mépris des Droits de toute une Nobleſſe libre, veut introduire *Regem exlegem*, un Roi exclu par les Loix; ou les Puiſſances Voiſines qui, ſans aucun interêt, & uniquement par affection, s'oppoſent à ces violences dans une République libre, & ne veulent que proteger ceux qui implorent leur ſecours, dans un tems où pluſieurs Senateurs, Miniſtres d'Etat & Nonces ſe plaignent que le Primat & ſon Parti oppriment la Liberté de toute ſorte de manières? Ces violences conſiſtent dans les Points ſuivans.

1. Que de 300. Nonces, qui ont aſſiſté à la Diète de *Convocation*, chacun d'eux ayant Droit de voter, avant qu'il ſoit permis aux Senateurs de déliberer & de former une concluſion, à peine 17. ont donné leur Voix, on refuſa aux autres la *Liberté* de recueillir leurs ſuffrages.

2. Que, nonobſtant que, ſuivant les Loix fondamentales, chaque Gentilhomme ait la liberté de voter dans le Champ d'Election, on a borné la *Liberté* de leurs ſuffrages, & quoique pluſieurs Palatinats ayent recommandé même ſous ſerment, à leurs Nonces de ne donner l'excluſion à perſonne, qui que ce pût être, le Primat & ſon parti ont trouvé à propos dès la Diète de *Convocation*, ſans avoir auparavant pris les ſuffrages de tous, de donner hautement & contre l'intention des Palatinats, l'*Excluſion* aux Etrangers, d'en faire un des Articles de la Confédération, & de le faire jurer ſous Serment.

3. Que le Primat n'étant pas encore content de cela, n'a pas conſideré que quand même *l'Excluſion* auroit été réſolue *unanimement* dans la Diète de *Convocation*, par ces 300. Nonces, ce petit nombre n'a pas le pouvoir de borner, dans le Champ *d'Election*, la libre volonté de tous les Nobles, dont le nombre va au delà de 100. mille; ce qui n'a pas empêché le Primat d'employer la violence pour faire prêter ce Serment ſur les Articles de cette Confederation qui n'avoient pas été aprouvez.

4. Que ce Serment eſt ſans exemple, que la plupart y ont été trompés, que le Primat a le premier prêté le Serment, & enſuite ſes Partiſans, & que les autres y ont eté contraints, nonobſtant les Proteſtations qui furent faites.

5. Qu'un Nonce de Pruſſe ayant proteſté contre le Serment, non ſeulement on n'eut aucun égard à ſon *Liberum veto*, mais on l'obligea à ſigner, en le menaçant de le jetter par la fenêtre.

6. Que certain Palatin * ayant voulu auſſi s'oppoſer au Serment, en demandant la liberté des ſuffrages, on le menaça de le ſabrer, de confiſquer ſes Biens & le déclarer Ennemi de la Patrie, s'il ne prêtoit le Serment ſur le champ; en ſorte que dans cette occaſion on peut remarquer les effets du *metus cadens in conſtantes Viros*, c'eſt ainſi qu'on a traité les autres.

7. Que non ſeulement on a fait jurer par force quelques Articles de la Confédération qui n'étoient pas aprouvez, mais même on a contraint les Evêques à renoncer, par Serment, à la liberté qu'ils ont, ſuivant les Loix, (ſi le Primat, dans le cas d'une Sciſſion, nommoit un Roi, dont l'Election ſeroit contre les Loix) que les Evêques ſuivans, pour prevenir de plus grands maux dans la Republique, nomment, ſuivant les Conſtitutions, celui qui conviendroit le mieux au bien de l'Etat; que l'on a même fait ſortir un Evêque de ſon lit, où il étoit malade, en le menaçant de le déclarer Ennemi de la Patrie, pour lui faire prêter le Serment; & de plus que, quoique le Primat ait promis de ne proclamer Roi, que celui qui ſeroit élu unanimement, il n'en a pourtant pas fait mention dans ſon Serment, comme les Evêques ont éte obligez de promettre, dans le leur, de ne point nommer de Roi en Sciſſion.

8. Qu'en prêtant le Serment, une partie des Evêques, des Senateurs & des Nonces ont declaré, qu'ils juroient par force, ſans ſavoir ſur quels points, & d'autres l'ont fait *ſalvâ libertate eligendi, ſalvis Conſtitutionibus & Legibus*; un troiſieme parti, en proteſtant contre l'oppreſſion de la liberté des ſufrages; d'autres, en ajoutant qu'ils ne vouloient être tenus à ce Serment qu'autant que les abſens s'y conformeroient; enfin un grand nombre voyant qu'ils ſeroient obligez de ſe conformer aux volontez du Parti dominant, ſe ſont retirez ſans ſigner ni jurer: ce qui fait voir que cet Acte ne peut être conſideré, ni comme une Confederation generale, ni comme une Diete limitée, parce que les ſuffrages, qui auroient dû former la Majorité, n'ont pas été recueillis dans les formes: enfin on ne peut lui donner le nom de *Comitia legitima*, puiſque l'eſſentiel, qui eſt l'unanimité des ſuffrages, n'y a pas été obſervé. ANNO 1733.

9. Que ce Serment eſt bien différent d'un autre ſans exemple, prêté dans un précédent Interregne, & ſeulement une fois, après l'abdication du Roi Jean-Cazimir, contre la Faction Françoiſe, qui vouloit mettre un Prince François ſur le Trone pendant la vie de ce Roi.

10. Que quoique le Primat & le Maréchal de la Diète euſſent promis ſolemnellement, *ore publico*, avant la fin de la Diète de Convocation, qu'on n'exigeroit point la ſignature de la Confederation générale avant que tous les Articles euſſent été généralement aprouvez, & qu'il ſeroit permis à un chacun, après en avoir ouï la lecture, de les aprouver ou non *pro arbitrio ſuo*, cependant on y a inſeré ſubreptivement pluſieurs Points, dont il n'avoit ſeulement pas été parlé dans la Chambre des Nonces, & ſur leſquels les Palatinats n'avoient pas d'inſtruction, puiſqu'on y trouve un Article, par lequel le Primat (ce que la Republique n'a jamais accordé à ſes Rois) eſt établi l'arbitre de la Paix & de la Guerre, & il lui eſt permis d'entrer comme il jugera à propos *in ſocietatem Armorum*; outre cela un autre Article qui lui donne *plenariam diſpoſitionem* ſur le Tréſor de la République & ſur les Revenus Royaux; autorité, qui le mettroit en état de s'attribuer celle de ne jamais nommer un nouveau Roi, & autres articles du même genre, ſur leſquels on n'etoit pas auſſi d'accord; & dèsqu'ils eurent été lûs, il ne fut permis à perſonne de s'y oppoſer; bien loin de-là on paſſa tumultuairement & ſans ordre à la ſignature, & comme pluſieurs ne ſignèrent que *cum Clauſulis reſervatoriis*, on employa huit jours entiers à engager *precé & pretio*, ceux qui s'étoient ainſi ſervis de réſerves, à biffer leur ſignature; & l'on peut voir ſur l'Original, combien de ſignatures ont été changées.

Comme ce ſont là des Griefs de la dernière importance, capables de renverſer toute la forme du Gouvernement en Pologne, les Puiſſances Voiſines & Alliées ne peuvent, en vertu de leurs Alliances, refuſer leur ſecours à ceux qui ſe trouvent ainſi opprimez, d'autant plus que ces Puiſſances ont elles-mêmes interêt que la République continue dans ſon ancienne forme de Gouvernement. C'eſt dans cette vûe qu'on a eu ſoin de repreſenter amiablement au Primat, au Senat & aux Nonces, que toutes ces entrepriſes contraires aux fondemens de la Liberté, ne peuvent avoir que des ſuites fâcheuſes, mais on n'a pu réuſſir à perſuader des Eſprits entraînés par leurs paſſions, & qui ne laiſſent voir que violence & arrogance; il paroit aſſez par la Lettre que le Primat a écrit en reponſe à l'Empereur [*Voyez Preuve* P,] que ce Parti a reſolu de ne pas demordre de ſon deſſein, quelque malheur qu'il en pût arriver à la Patrie, puiſque l'on veut faire accroire à l'Empereur, dans cette Lettre, que la *libra Eboſtron* conſiſte en ce que *Reſpublica reſpectu Candidatorum ad Thronum, nec negativam nec affirmativam ſententiam ab exteris Potentiis aut expectat aut admittat.*

Sur quoi il faut particulierement remarquer qu'une certaine Couronne eloignée, ainſi qu'il eſt notoire, a fait connoitre par ſes Miniſtres, non ſeulement en Pologne, mais encore ailleurs, quelle devoit être cette *affirmative*, puiſque ſon Secretaire d'Ambaſſade à la Cour de Ruſſie a déclaré *que ſi Sa Maj. ſon Maître, coûte que coûte, placeroit Staniſlas ſur le Trone, & qu'il feroit tellement ſentir ſa puiſſance à ceux qui s'y oppoſeroient, même à ſa Maj. Imp. des Romains, que l'Empire leur paſſeroit bientôt de s'oppoſer à Staniſlas; & qu'elle preſſeroit tellement de près les autres Competiteurs, qu'ils perdroient bientôt l'envie de diſputer cette Couronne à Son Beau-pére.*

Puiſque cette Couronne prend à preſent la liberté de s'arroger l'affirmative, & d'employer l'argent & des meſures de violence pour parvenir à ſon but, le Primat n'a point raiſon de ſe plaindre de la négative des Puiſſances Voiſines, puis qu'il ſeroit plus préjudiciable à la République & à la *Liberté de l'Election*, ſi cette Couronne donnoit l'excluſion à tous les Candidats *contra Leges*, que ſi les Puiſſances Alliées la donnoient à un ſeul Candidat *ſecundum leges.*

La Lettre alleguée du Primat dit encore, *Fœdera & Pacta ſervire tantum ad Amicitiarum indiſſolubilis nexui, & non pertinere ad liberam Electionem, quæ naturam ſuam amit-*

* Celui de Podlaquie.

ANNO 1733.

amitteret, si minimis etiam legumtis tueretur. Cette proposition peut être vraie. mais comment cette Couronne a-t-elle donc pû malgre cela, à la faveur d'un simple lien d'amitié, se mêler de cette liberté de l'Election, jusqu'à faire declarer ici „ qu'elle vouloit „ proteger la liberté des suffrages, & ne souffriroit pas „ que des Puissances Etrangeres donnassent l'Exclusion „ à qui que ce fût, enforte que si quelque Prince tentoit de troubler cette liberté, elle employeroit tou„ tes les forces que Dieu lui a données, pour l'em„ pêcher.

Le Secretaire d'Ambassade de cette Couronne à Petersbourg s'est expliqué souvent en des termes peu convenables sur cette *Affirmative* ou *Negative*, c'est-à-dire sur cette Promotion ou Exclusion; & il a, sans detour, fait connoître qu'il falloit que *Stanislas* montât sur le Trone, & que tous ses Competiteurs, mais particulierement certain Electeur de l'Empire en fut exclu; & la faction de *Stanislas* a tellement confirmé cette déclaration dans la Diète de Convocatioo, par le Serment extorqué, que le Primat a prêté le premier, qu'ils auroient honte de la nier: c'est pourquoi les Puissances alliées espérent que le Primat ne prendra pas en mauvaise part, qu'elles suivent l'exemple de cette Couronne & ses maximes, en donnant l'exclusion à *Stanislas*, au lieu que les Alliez sont obligez par les *Pacta conventa*, Alliances & Garanties, non seulement avec le Roy de Pologne, mais même avec toute la République, de la defendre en tous tems contre ses Ennemis, & de maintenir ses Constitutions; puisqu'il est dit expressément dans ces Traitez, *& qui hostis Reipublicæ est, sit & hostis harum Potentiarum.* Or puisque *Stanislas Leczinski* est declaré ennemi de la Republique par tant de Constitutions, dès-qu'il se presente comme Candidat, qu'il est apuyé par cette Couronne éloignée, qui employe tant de millions, & même ses armes à le maintenir, & que lui-même se donnant pour Candidat, propose les conditions auxquelles il demande la Couronne, les Puissances alliées non seulement ont droit de prendre part à l'Election, mais même elles sont obligées de le faire pour maintenir la *Liberté* de la République & l'Election libre, qu'on veut violenter. D'où il s'ensuit qu'on ne doit pas s'imaginer, par rapport à *Stanislas* personnellement, que les Puissances voisines voulussent lui donner l'exclusion, quoiqu'elles le pourroient, eo suivant l'Exemple de la Couronne tant de fois alleguée; mais parce qu'il est exclu de Droit, par les Constitutions de la République, & qu'Elles sont obligées, *vi Fœderum & Guarantiæ*, de le regarder comme Ennemi, & de le traiter comme tel.

Le Primat dit dans sa Lettre: *Libertas dominia Gentis hæc consistat in integritate sanctorum & constitutionum Regni, ac scilicet = Supremo Ordini violentur, ... verumtamen ex consensu trium Ordinum multæ & immutatæ & abrogatæ leges usu & experientia probant, neque extraneorum sollicitudinem unquam fuisse ingratam, quæ ad solam ac liberam, & apud se quidquid velit faciendum pertinet Rempublicam*, enforte que *Sancita & Constitutiones Regni* ne peuvent être abrogées que par les trois Ordres de l'Etat, d'où il suit naturellement que pendant l'Interregne, où manque *Caput & Supremus Ordo*, les Constitutions, qui ont déclaré *Stanislas* Traître & Ennemi de la Patrie *vi Constitutionis an.* 1593. pour s'être fait élire & couronner, *vivente Rege*, ne peuvent être abrogées, & lui ne peut être admis à la Couronne, & reste toujours *hostis Patriæ & vicinarum Fœderatarum*, qui peuvent & doivent comme bons amis, au jugement de tout l'Univers, assister la République contre ceux qui l'oppriment, & qui, malgré les Loix, veulent mettre *Stanislas* sur le Trone.

On exprime, dans la même Lettre, les Raisons pourquoi la *Liberté* de la Nation consiste dans le maintien des Loix & Constitutions de l'Etat, savoir: *ne leges à Supremo Ordine violentur: unoque admisso inconvenienti, omnium tollendarum legum arbitrium sit penes Principem, quod non nisi unico & consensu trium Ordinum abrogari potest.* D'où il conste *à paritate rationis, admisso uno inconvenienti*, que si l'on souffre que quelques Loix de l'Etat soient abrogées par deux Ordres de la République, rien n'empêchera que les Loix les plus salutaires ne soient renversées dans un interrègne; ce qui est du dernier absurde, puisqu'alors toute la Societé seroit troublée, non seulement quant à l'interieur, mais même par rapport aux Etrangers, enforte qu'on ne pourroit plus faire fond ni sur le Droit des Gens, ni sur la foi publique. On en a vû un triste commencement dans la dernière Diète de *Convocation*, où le parti dominant de *Stanislas*, auquel le Primat, comme *Custos Legum Reipublicæ, anterioratu sud Interregni*, devoit s'opposer, a opprimé le *Liberum veto*, en empêchant des Senateurs & des Nonces de donner leurs suffrages, & ce qui est pis encore, en les contraignant à prêter un Serment, violences, que ni leurs Concitoyens, ni les Puissances voisines n'ont pu voir avec indifference, & encore moins souffrir, en vertu de leurs obligations contractées dans les *Pacta conventa.*

ANNO 1733.

Le Primat donne, dans sa Lettre, de grands éloges à la Magnanimité & à la Bonté de l'Empereur & de la Maison d'Autriche, qui a toûjours defendu la *Liberté* de la République quand elle a été en danger. L'année derniere, lors qu'on s'étoit imaginé que le Roi *Auguste* pourroit donner quelque atteinte à la *Liberté* des Suffrages par rapport aux Charges vacantes des Grands Generaux, & qu'il ne maintînt, avec ses troupes Saxonnes, la Collation qu'il en auroit faite, l'Empereur & ses Alliez avoient promis leur secours à la République, qui l'avoit imploré, qu'ils empêcheroient l'entrée de ces troupes, & qu'ils maintiendroient le *Liberum veto.* Ne sera-t-il pas infiniment plus glorieux à Sa Maj. Imp. & à ses Alliez, aujourd'hui que la République est en danger de perdre, à l'occasion de l'Election, *optimum libertatis*, le precieux fleuron de sa liberté, de se mettre à la breche pour empêcher, de toutes leurs forces, la perte de cette *Liberté*, dont dépend la conservation de l'Equilibre en Europe.

Quant à ce que le Primat avance dans sa Lettre, *futurum Candidatum absque omni turbarum Vistuli excitandarum metu fore, & leges in Polonia non regere, sed potius regi*, il est trop dangereux de s'en fier à cette promesse: car si l'or etranger a déja eu tant de pouvoir sur la faction formée en faveur de *Stanislas*, que sans aucun égard pour les amiables representations des Voisins bien intentionnez, elle a tout entrepris pour le placer, par voyes de fait, sur le Trône, que n'entreprendroit pas cette même faction, si l'Empereur & ses Alliez le laissoient paisiblement prendre possession de ce Trone, sur-tout puisque dès à présent ils osent déclarer, comme on l'apprend aussi de Constantinople, où les Chefs de la faction ont d'étroites intelligences, que *Stanislas* sera constamment ami de cette Couronne & de la Porte, c'est-à-dire un constant Ennemi de l'Empereur & de ses Alliez? Qu'arriveroit-il donc si, comme on en a déja fait la menace, cette Couronne & ses Alliez attaquoient S. M. I. & que, la paix étant faite entre les Turcs & les Persans, on fit attaquer l'Imperatrice de Russie par ces deux Puissances? Les Polonois ne couperoient-ils pas toute communication entre S. M. I. & la Russie, & ne seroient-ils pas en état d'empêcher ces deux Puissances de se secourir, ainsi que quelques-uns des Senateurs l'ont déja fait entendre, & qu'on peut se le promettre des obstacles, qui se sont rencontrés du vivant du Roy *Auguste*, en faveur de cette Couronne éloignée, lorsqu'il y a deux ans, on refusa *innoxium transitum*, au travers de la Pologne aux troupes que S. M. I. Cz. demandoit, sous pretexte que le Turc pouvoit le prendre pour une Contravention au Traité du *Pruth*? Ne persiste-t-on pas aujourd'hui dans les mêmes Sentimens? & ne dit-on pas qu'on veut mettre *Stanislas* sur le Trone, & non un autre Piaste *ex æqualitate*? parce qu'avec le secours de la Couronne qui lui est alliée, on sera toûjours en état d'empêcher que les troupes Russiennes n'aillent au secours de l'Empereur. Ce qui vaut autant que si l'on disoit, que si l'Empereur étoit attaqué d'un côté par le Turc & de l'autre par l'Ennemi héréditaire de l'Empire Romain, il devroit périr: intention pernicieuse, dont la République de Pologne ressentiroit les suites. Par conséquent tous ceux qui sont bien intentionnez, ne doivent-ils pas s'unir aux autres Puissances Chrétiennes, & n'ont-ils pas assez de raisons de s'opposer aux desseins de ces detestables Patriotes, si mal intentionnez contre leur Patrie & contre la Religion Catholique?

Ne paroit-il pas assez par cette reponse, & par tout ce qu'on a attenté jusqu'à présent, quelles sont les vuës de la prochaine *Election*, & quelle est l'intention des Auteurs d'une telle faction, en introduisant ces Violences illicites, & cette forme de gouvernement despotique, dans la Republique? Enfin que leurs secretes pratiques entraineront, tôt ou tard, la ruine totale de la Nation; puisqu'ils prévoyent bien qu'ils ne pourront pas continuer ainsi *in libero*

ANNO 1733. *Statu Reipublicæ*, dès-que la République jouïra de toute sa Liberté.

Le But secret de la Faction, en élisant *Stanislas*, se découvre assez dans les *Universaux*, que le Primat a envoyez aux Diétines de Relation, où il censure avec si peu de ménagement & sans raison le gouvernement de son feu Souverain, sous le nom d'un *régne étranger*, & où il exalte avec une ridicule éloquence sa Vice-royauté & l'heureux succès de la *Diete de Convocation*, qu'il a terminée par la Confédération générale, dont il se félicite tant, ainsi que du Serment qu'il a extorqué, *afin que la prochaine Election fut irreprochable, ce qui ne pourroit être sans préjudicier à la Liberté, si l'on y souffroit les intrigues & les machinations des Puissances étrangeres.* Ces Eloges que le Primat se donne si libéralement, auroient été plus brillans, s'il avoit avoué combien lui & ses adhérans ont reçu & espérent encore de recevoir d'Or étranger, pour pousser les violences, intrigues & corruptions commencées, & combien d'Exprès il a envoyez continuellement à *Chambor* pour réitérer les assurances de tout mettre en œuvre pour empêcher qu'on elise un autre Roy que celui qui étoit *legibus jam exancloratus*, auquel effet il lui vient de ce côté-là des Zephirs plus agréables que du côté du Nord.

C'est avec la même témérité que le Primat fait mention dans ses Universaux de l'*Exécution de Thorn*, qu'il nomme *Sanie*, & de la Commission de Courlande, comme d'un Acte digne de l'Immortalité, au mépris des Puissances Etrangeres; quoique, si Dieu n'y avoit mis la main, la République auroit pû être exposée par-là à des troubles dangereux. Dans les mêmes Universaux il exhorte la Noblesse, à se rendre *bien armée* au Champ d'Election, pour se joindre au Corps des Troupes Nationales, pendant qu'il est dit expressément dans la Confédération generale qu'on y viendra *absque armis*. C'est ainsi encore que, nonobstant que suivant les articles de la Confédération générale, le Marechal des Nonces de la Diète d'Election dût être élû *unanimi omnium consensu*, le Primat propose le contraire dans ses Universaux aux Diétines de Relation, & prétend qu'il soit élû par Deputez. Voila de quelle maniere ce Primat a fait les changemens qu'il a voulu, toutes les fois qu'il l'a jugé convenable à ses vuës pernicieuses.

Il seroit inutile, & l'on ne finiroit pas, s'il falloit raporter toutes ses exorbitances: les raisons que l'on a alleguées font assez connoître les dangereuses vuës de ce Prélat, qui s'est laissé aveugler par d'autres, au grand préjudice de sa Patrie. La Comparaison qu'il emprunte d'*Asdrubal*, qui avoit juré la ruine de Rome, est aussi extraordinaire qu'étonnante; d'autant plus qu'en rappellant ce trait, il a oublié le serment qu'il a fait étant Evêque de Culm, dans la Confédération de Sendomir, contre un *Praefect*, & que dans la Confédération générale du présent Interregne, il a lié toute la Noblesse, en dépit des Loix, par un Serment nouveau, jusqu'alors inconnu, & au préjudice de la Patrie. Si le Primat avoit voulu examiner les *Remarques* du dernier Interregne, de 1697, il auroit trouvé que le Pape *Innocent XII.* avoit relevé les Polonois du Serment de la Confédération, qu'ils firent alors, comme préjudiciable à la République & aux Immunitez Ecclesiastiques, & qu'il est dit expressément dans le Bref de ce Pape, *que personne ne peut être lié à l'avenir, par Serment ou Promesse, pour choses illegitimes.* D'où le Primat auroit dû conclure *quod Juramentum debeat fieri semper melioris boni & absque praejudicio tertii*, & que, son second Serment tendant *in pejus malum, praejudicium tertii, & ad oppressionem Libertatis*, outre qu'il est extorqué, doit encore moins lier ou imposer quelque obligation. Il n'y a pas de bon Patriote qui ne trouve que ces deux Sermens sont contradictoires, & conséquemment que si le premier est bon, le dernier ne vaut rien, & que c'est un faux Serment.

Nonobstant cela, le Primat & ses adhérens n'oublient rien de tout ce qui peut contribuer à l'execution de leurs violences; c'est pourquoi il prétend dans ses Universaux, que les Troupes qui sont à la solde de la Republique, doivent, *de lege*, être postées pendant l'Election sur les frontiéres, sans-doute pour maintenir son autorité, & le crédit de sa Faction dans la violation du *Liberum veto*: donc il doit d'autant moins tenir pour suspectes les Puissances alliées, si elles font entrer les leur en Pologne, *ad defendendas leges & averrandam oppressionem Libertatis* de ceux qui sont exposez à ses violences, & qui ont besoin de secours.

ANNO 1733.

Outre ce que l'on vient de raporter des Universaux, le Primat a eu recours a un noir artifice. Un Ministre de Pologne auprès de certaine Couronne du Nord avoit presenté avant la fin du mois d'Avril un Mémoire, & le Ministre de certaine Couronne en avoit presenté un autre, tendant également à demander des forces pour maintenir la *Liberté* de l'Election en Pologne. On avoit repondu à ce dernier, ainsi qu'au Ministre Polonois, „ que, suivant la forme du Gouvernement, le Roi & le Senat ne pouvoient commencer une Guerre, sans la Convocation préalable & le consentement des Etats, & qu'avant que cette Convocation fût faite, il seroit trop tard & les affaires terminées; que cette Couronne n'étoit pas en état d'employer la force contre les Puissances du Parti contraire, dont elle est environnée, & qu'ainsi elle ne pouvoit être d'aucun secours à la République, & se jetteroit seulement dans le plus grand embarras, dont les amis de la Couronne de Pologne auroient bien de la peine à la tirer, qu'en faisant une puissante diversion à l'Empereur des Romains; ce qui ne seroit d'aucun avantage, & ne mettroit ni cette Couronne du Nord, ni la Pologne à couvert des efforts de leurs voisins, & encore moins empêcheroit une invasion dans les deux Royaumes. &c.

Sans avoir égard à une Déclaration si sage & si raisonnable, le Primat fit mettre dans les Gazettes publiques de Pologne, vers la fin de Juin, (dans le tems qu'il devoit déja être informé de cette reponse par le Ministre de la Republique) une Lettre de sa façon, où l'on disoit „ que cette Couronne du Nord „ étoit prête non seulement à envoyer une Escadre „ avec toutes sortes de Munitions de Guerre, mais „ même à faire quelque entreprise considérable avec „ une Armée de Terre; que l'Escadre destinée pour la „ Mer Baltique, & composée de 8. Vaisseaux de „ Guerre, & de 3. Fregates, n'attendoit que le re„ tour d'un Exprès envoye en France, & qu'alors „ cette Escadre mettroit en Mer, & feroit renforcée „ de quelques Vaisseaux & de Troupes toutes frai„ches.

D'où il paroit visiblement avec quelle franchise le Primat & ses adhérens en agissoient avec leurs Compatriotes, & avec quelle sincerité ils leur communiquoient les Relations de leurs Ministres; ou, pour mieux dire, à quels artifices ils avoient recours pour déguiser les véritables raports des Ministres des Hauts Alliez de la Noble Nation Polonoise, & la précipiter dans sa propre ruine, en lui faisant prendre de pernicieuses mesures.

Il est évident par l'Examen de ces obstacles suscitez par le Primat, que s'il ne réüssissoit pas dans ses vuës en faveur de *Stanislas*, il auroit recours a de nouvelles intrigues, qui ne lui manqueront pas, pour differer l'Election, & perpetuer autant qu'il pourra sa Domination despotique d'Interroy. On fait même qu'il s'en est assez clairement expliqué dans quelques entretiens, où il a raporté des Exemples d'Interregnes en Pologne, qui ont duré plusieurs années. C'est aux Patriotes bien intentionnez pour la Liberté, à prendre des mesures pour s'opposer à ces desseins dangereux du Primat, & à se prevaloir du secours des Puissances voisines. car c'est à cet effet qu'elles sont entrer leurs Troupes, comme amies, dans la Pologne; afin que, *ad casum Electionis dubiæ*, on ne soit pas obligé d'attendre les secours, dont on auroit besoin, pour eloigner du Trône un Candidat choisi d'entre les Piastes par une faction mal-intentionnée, nonobstant qu'il ait été déclaré *hostis Patriæ & perduellis*, & apuyer l'Election d'un digne Roi.

D'AUTANT qu'un très-grand nombre de Patriotes bien intentionnez & qui cherissent véritablement la Patrie, se sont addressez par Ecrit à sa Maj. l'Empereur des Romains, à sa Maj. l'Imperatrice de Russie, & à sa Maj. le Roi de Prusse, implorant leur puissante protection pour prevenir cette témeraire & injuste violation des Droits de la Liberté dans la prochaine Election, Ces Puissances ont facilement compris que, sans leur secours effectif, c'en étoit fait des Loix fondamentales de la Liberté de la Republique, que la Resolution étoit prise de mettre *Stanislas* sur le Trône, sans avoir aucun égard au *Liberum veto*, ou aux oppositions de tant de Membres tant du Senat que de la Noblesse, qui ont declaré qu'ils ne le veulent pas pour leur Roi: outre qu'étant étroitement allié à certaines Puissances, on ne pourroit s'attendre à jouïr avec

ANNO 1733. vec lui d'un tranquille voiſinage, ni à avoir aucune ſureté touchant les Traitez & Garanties contractées avec la Republique; outre que toutes les repreſentations amiables qu'on a pu faire, n'ont eu aucun effet ſur l'opiniatreté d'Eſprits prevenus par l'Or & les Promeſſes des Etrangers. C'eſt pourquoi leſdites Puiſſances en conſideration des Traitez & Garanties qu'elles ont avec la Republique, en conſequence des ſuſdites requiſitions, ſans aucune vuë d'interêt, par les motifs d'une véritable amitié pour la Nation Polonoiſe & pour maintenir ſes Droits & ſa Liberté, ont reſolu de faire entrer, comme amis, en Pologne, les Troupes qu'elles ont ſur la Frontière, en leur faiſant obſerver un bon ordre & une exacte diſcipline, pour délivrer la Noble Nation Polonoiſe d'un Roi exclu par toutes les Loix, & qu'on veut lui impoſer par force, & pour la rétablir dans la jouiſſance de ſes anciennes libertez, afin qu'elle puiſſe ſe choiſir librement & ſans contrainte un Roi capable de gouverner la République, & agréable aux Puiſſances voiſines, afin qu'uni avec Elles par les liens de l'amitié & d'un bon voiſinage, la tranquillité puiſſe continuer long-tems entre Elles & le Royaume de Pologne, & dans tout le Nord.

Piéces Autentiques qui ſervent de Preuves.

[A.]

Ad Primatem Poloniæ.

SIcuti inter Auguſtam Domum Auſtriacam tùm Regna & Provincias hæreditario jure ab eadem poſſeſſas ex unâ, ac Sereniſſimos Poloniæ Reges hujuſque Nominis Rempublicam ex alterâ parte, arctæ unionis ac amicitiæ vinculum, ab aliquot retrò Sæculis intercedit, ſole nibus Conventis identidem renovatis innixum, Ita Rmam Paternitatem Veſtram latere minimè arbitror, Auguſtos Anteceſſores meos, nunquam non periclitantis Reipublicæ ac Polonæ Libertatis Scutum extitiſſe. Horum Veſtigiis inſiſtens non tantum ut vetera ligamina utriuſque parti adeo proficua renovarentur curam omnem impendi, ſed & promptum me ad eadem opere ipſo implenda obtuli, cum juxta Reverendiſſimæ Paternitatis Veſtræ ac complurium aliorum Magnatum Senſus ſub finem præterlapſi Anni Reipublicæ Libertati evidens periculum imminere videbatur, atque ne Ego tutamini Ejuſdem deſim à tantæ dignitatis Patriæque amantibus Viris rogabar.

Neque verò alia vel tunc mihi mens fuit, vel in poſterum erit, quam benevolum vicinum fidumque fœderatum Reipublicæ amicæ exhibere, ac collati beneficii gloriâ contentus non alios, quam qui in Rempublicam inde redundant fructus unquam captabo conſtantem itaque affectum ac providam curam quæ juxta Vota Reverendiſſimæ Paternitatis Veſtræ vivo adhuc Rege tam propè me tetigit, ut viduæ quoque Reipublicæ impendam, mearum partium eſſe duco. Deeſſem autem præcipuæ obligationi, quam cura hæc à me expoſcit, niſi liberæ Electionis Jus Reipublicæ competens contra quoſcunque adverſariorum conatus, viribus à Deo mihi conceſſis, propugnare, ac ne interna ejuſmodi quies Suſſionibus turbetur, aut alias contra Regni, quæ jam ſunt Conſtitutiones minus ritè in Electionis negotio procedatur providere forem paratus. Tam longè ita que à me abeſt præfato liberæ Electionis Juri quidquam detrahere, ut potius nè gratum quidem mihi Candidatum aliis mediis ad Regium Culmen evectum velim quam quæ cum hoc ipſo liberæ Electionis Jure, & Regni, quæ ſunt, Conſtitutionibus conſpirant, Votorum meorum ſummâ non niſi eo tendente, ut circa perſonam eligendi ſartæ tectæque maneant Regni, quæ jam ſunt, Conſtitutiones, cæterùquin autem liberis ac unanimibus Polonæ Nationis Suffragiis ejuſmodi Rex, quiſcunque ille ſit, eligatur, à quo nec Reipublicæ Libertati periculum nec Vicinis excitandarum turbarum metus immineant. Eandem quoque Fœderatis meis mentem eſſe, nec ulli alii ſcopo Copias in finibus Regni collocandas, unquam intervituras Reverendiſſimæ Paternitati Veſtræ ſpondere nullus ambigo. Id enim tùm vetera tùm nova Pacta Conventa, quæ Me iiſdem indiſſolubili vinculo ligant expoſcunt, quippe quæ cuncta Tutamini præſentis Reipublicæ Conſtitutionis liberæque Electionis, tanquam baſi ac fundamento ſuperſtructa fuerunt. Indefeſſus, quem Reverendiſſima Paternitas Veſtra quieti, proſperitati ac incrementis Patriæ ſuæ per tot annos impendit, Zelus, dubio penes Me locum haud relinquit, quin Conſilia ſua & opera in ſcopum tam ſalutarem promovendum unice ſint collimatura.

ANNO 1733. Ita de Deo, Chriſtiano Orbe, me ac Patriâ Suâ, Reverendiſſima Paternitas Veſtra optimè mereri perget, ac cum ingemi Nominis ſui famâ, ſimul primi Principis & optimi Civis munia adimplebit.

Ego autem viciſſim non tam verbis quàm opere ipſo tam erga Reverendiſſimam Paternitatem Veſtram quam erga ſuos gratâ memoreque mente illa quoque officia recolam, quæ Patriæ ſalutem, propiùs quam me tangunt.

Cæterùm &c. &c.

Viennæ 14. Aprilis 1733.

[B.]

Declaratio tradita Celſiſſimo Primati d. 22. Aprii. 1733.

AUguſtiſſimus Imperator attentione dignas non cenſuit inſinuationes abſque fundamento in Polonia factas, ad avertendos bene de Patria ſentientes Cives, ab antiquâ fiduciâ in Principem amicum, vicinum & confœderatum, qui exemplo Auguſtiſſimorum Prædeceſſorum ſuorum, tantò minus Libertatem Reipublicæ ejuſque Conſtitutionem Legibus circumſcriptam, vel in minimò infringi permittet, quantò magis ejuſdem ſemper erit firmiſſimum fulcimentum, fideliſque hujus Libertatis & Pacis publicæ protector & ex obligatione Pactorum conventorum à duobus penè ſæculis inter Auguſtiſſimam Domum Auſtriacam, & Sereniſſimos Polonarum Reges ac hujus nominis Rempublicam feliciter ſubſiſtentium contra quoſcunque, qui Libertatem ejuſque Leges & Conſtitutiones contra dicta Pacta & Fœdera turbare vellent, fortiſſimus Defenſor, hoc enim potiſſimum ſibi cordi gerit.

Undè & Miniſtri Cæſarei multùm ab illorum exemplo alieni, ſibi liberæ Gentis ſuffragia in arctos unius ſubjecti Limites reſtringere conantur, mox ab initio Interregni declararunt: Auguſtiſſimum Imperatorem nullatenus permiſſurum, ulla media, quæcunque illa demum eſſe poſſent, Juribus liberæ Electionis, Conſtitutionibus ac Legibus Regni ſundatis contraria, Pacemque publicam turbantia adhiberi, tam longè enim à Sua Cæſareâ Majeſtate abeſt, præfatæ Libertati quicquam detrahere, ut potiùs nè gratum quidem illi Candidatum aliis mediis ad Regium Culmen evectum vellet, quam quæ cum hoc ipſo liberæ Electionis Jure & Regni, quæ ſunt, Conſtitutionibus conſpirant.

Hi ſunt veri Auguſtiſſimi Imperatoris Senſus, ejuſque firma Reſolutio, cum quo eodem Fœdere junctæ Potentiæ & cum primis eæ, quæ Compactatorum in ſe ſuſceperunt tutelam, à quibus inſeparabilis eſt, unum idemque ſentiunt: Hinc inexpectata omninò illa Declaratio & in terminis non æquè trutinatis, & cum affectatione minus decenti Majeſtati Cæſareæ facta Exprobratio, quâ tamen multò magis notandi venirent illi, qui vîs atque principiis è diametro contrariis rem agunt. Et quoniam Miniſtro Cæſareo in Galliâ declaratum eſt, quod Rex congregationem Militiæ Cæſareæ in Sileſiâ eò interpretetur, ac ſi libertas Electionis Polonæ perindè reſtringi intenderetur; ideò declarat, quod ſupremus & abſolutus Regnorum & Provinciarum ſuarum hæreditarius Dominus, nemini de ingreſſu & locatione Copiarum ſuarum in Sileſiam rationem reddere teneatur; Juſtitia tamen, qua omnes & ſingulas actiones ejus dirigit, nullum ſcopi & finis propoſiti dubium relinquet, demonſtrabitque Auguſtiſſimus, & in hac occurentiâ, ſicut & in omnibus aliis, tantùm fidei & rectitudinis, circa ea, quæ Jura Tertii reſpiciunt, quantùmque Conſtantiæ & Fortitudinis in tuendo, quæ ſua, fœdereque ſibi junctorum concernunt.

[C.]

Declaratio alterior tradita Celſiſſimo Primati. d. 14. Maji 1733.

SPerabam, Celſiſſime Princeps Primas, quod Declaratio à me nuper facta, Litteræque Auguſtiſſimi Imperatoris Romanorum ad Celſitudinem Veſtram directæ, non in alium, quam clara verba ſonant, explicabuntur ſenſum. Inaudito contrarium; nam ſicut an-

ANNO 1733. antehac Scripto publiesbatur, quod Legati & Miniſtri Aularum extranearum Declarationes ſuas minis & terroribus, liberæ Nationi inconvenientibus, notum faciebant, quod ad Thronum Polonum alium eligere non permiſſuri ſint, niſi idem, qui illis ad placitum eſſet, ita de facto contrarius ſpargitur rumor, quod nempè vicinæ junctæ Potentiæ, ab aliis Reipublicæ colligatis timeant, diſſeminando quid & à quo, cuilibet illorum eventurum ſit mali, & quod hæc vicinarum Potentiarum unio brevi diſſolvetur tempore. Hinc denuò declarare neceſſe duxi, quod vicini non timeant ſed ament Rempublicam, uti ex superâ ſatis patet declaratione, quod liberæ Gentis Suffragia in arctos unius ſubjecti limites ad Exemplum aliorum, reſtringere nolint, nec ullâ vi armorum, ſed ſolum quâ veri amici & Confœderati, vi Pactorum Conventorum & Fœderum iis ſe opponere, qui contra Conſtitutiones & Leges Pacem publicam turbare vellent.

Habent enim ſufficientes à Deo ſibi conceſſas vires, ut & contra quoſcunque adverſariorum conatus libeum Electionis Jus Reipublicæ propugnent, & ſe ab eis qui hoc impedire illoſque cogura omnem Juſtitiam offendere vellent, defendant.

Ideoque nec timent, nec terrent, ſed amies Conſilia, & quidem vi Pactorum & Garantiæ præbent, & denuò horrantur, ut liberis ac unanimibus Poloniæ Suffragiis ejuſmodi Rex, quiſcunque ille demum ſit, eligatur, à quo nec Reipublicæ libertati Periculum nec vicinis excitandarum Turbarum metum immineat, nec neceſſe ſit prudentiſſimæ ad futuram Electionem congregatæ Nobilitati, novas ulteriores facere declarationes, ſed ut ex nunc ità conveniant ut ſalva maneat libertas Electionis, Pax Reipublicæ, ſimulque vicinorum ac totius Europæ.

Quod autem de Diſſenſu cum Auguſtiſſimo Imperatore fœdere junctarum Potentiarum ſpargitur, præſentes declarabunt Miniſtri, quod inſeparabiles ſint, unum idemque ſentiant, & Rempublicam nequaquam opprimere, ſed illius libertatem, cujuſque Leges & Conſtitutiones illæſas conſervare, ſicque Pacem & Tranquillitatem Reipublicæ & vicinorum ſemper defendere velint.

Imputet Reſpublica ſibi & non Vicinis, ſi hæc non conſervabitur & ſi hæc Declaratio non ſatis clara eſt, declarabit eventus.

[D.]

Declaratio tradita Celſiſſimo Primati die 20. Junii 1733.

QUinam ſint Sacræ Cæſareæ Majeſtatis, Sacræ totius Ruſſiæ Majeſtatis, & Sacræ Regiæ Boruſſiæ Majeſtatis circa futuram Regis Poloniarum Electionem, animi ſenſus plus unâ jam vice ſat clarè ac dilucidè Celſitudini Veſtræ expoſitum fuit

Præter omnem proinde Expectationem accidit, quod quæ, nomine altefatarum Majeſtatum Suarum declarata hucuſque fuerunt, vel aliter quam par erat Sereniſſimæ Reipublicæ relata, vel ſaltem in ſenſum haud genuinum ab iis, qui curam Patriæ affectibus vel paſſionibus ſuis poſtponunt, detorta fuerint. Neque verò hic ſubſiterunt pro abalienandis à fidis amiciſque Vicinis Polonæ Nationis animis impenſæ perniciosæ artes.

Contra Reverentiam iiſdem Majeſtatibus debitam ſparſi complures rumores, non à veritate minus quam ab honeſtate alieni, Turcas Tartaroſque in Ditiones, quæ Imperio earundem ſubſunt, propediem irrupturos, per coëmptos Emiſſarios pro certo ac re optatiſſimâ ventilatum, ac poſthabitâ omni Religionis ac fidei curâ, quo id fieret, aut ſaltem à rerum ignaris crederetur, nihil intentatum relictum fuit. Ac quod mirum quam maximè eſt, haud erubuerunt illi ipſi, qui dum leges convellere fatagunt, Patriæ Libertatem majori ſtrepitu clamant minis ac vi in Concives ſuos uti, & eò operam omnem impendere, ut in liberâ Gente Suffragiorum Libertas à paucorum arbitrio dependere, ac pro horum lubitu mox extolli, mox reſtringi, mox adimi poſſe videretur. Quanto animi mœrore Auguſtiſſimus Imperator hæc perceperit facilè Celſitudo Veſtra ex compluribus documentis colliget, quæ de conſtante ſuo in amicam Rempublicam affectu nullo non tempore Eidem comprobavit, exemplo Anteceſſorum ſuorum Sponſorem ſe Polonæ Libertatis prouti illa antiquiſſimis Regni Conſtitutionibus ſtabilita eſt, & hactenus profeſſus fuit, & porrò profitebitur. Ac denuò ſuo Nomine declarare me juſſit nem nem ſeu in Poloniâ oriundum ſeu alibi natum vel a ſe, vel à Fœderatis ſuis quibus arcto & indiſſolubili vinculo junctus eſt, nec pro nune nec in futurum excludi, quam qui legibus jam jam excluſus reperitur. ANNO 1733.

Has vero junctâ cum Fœderatis ſuis operâ contra quoſcumque ipſquos conatus viribus à Deo ſibi conceſſis tutari, ac quæ violentis auſis oppreſſa reperitur, Poloniæ Libertatem vindicare, ſuarum partium eſſe ducit; ſolâ collatæ beneficii gloriâ contentus, & abſque eo, quod vel ſibi vel Auguſtæ Domus Suæ vel ſibi Confœderatis ullum alium quam qui in amicam Rempublicam inde redundat fructum captet.

Falſi, qui ſparguntur rumores, nec Sacram Cæſaream Majeſtatem nec Fœderatos ſuos à conſtante, quod modo dictum eſt propoſito unquam dimovebunt, & Eventus docebit fallere & falli iſtos, qui ſpes, vota ac perverſas artes tam inanibus fulcris ſuperſtruunt, & terrere & terreri neſcius Auguſtiſſimus Imperator juxta Pacta Conventa, quæ a duobus ſæculis Auguſtam Domum Auſtriacam Sereniſſimæ Poloniæ Reipublicæ feliciter ligant ac interveniente Celſitudinis Veſtræ eximiâ operâ haud ita pridem renovata fuerunt curam, opem, ac conceſſas ſibi a DEO vires adimplendis ex aſſe fidi Fœderati mutuis pari promptitudine nune impendet, ac neceſſarium id ſub finem præterlapſi anni ab ipſa Celſitudine Veſtrâ judicatum fuerat, cum Polona Libertas & Regni Leges quibus eadem innititur in longè minore diſcrimine eſſent.

Nè proinde ſibi, nè Dignitati ac Gloriæ Suæ, nè ei, quod æquum & juſtum eſt, nè ſuſceptis in ſe ſolenni ritu ſponſionibus, nè proſperinti amicæ Reipublicæ, nè quieti Chriſtiani Orbis deſit; cuncta quæ hactenus dicta ſunt, quo nec Celſitudinem Veſtram, nec Rempublicam in quâ Eadem primum nune locum occupat lateant, palam denuò declarare juſſit.

Pietas vero & Zelus, quem Patriæ Suæ Celſitudo Veſtra debet dubio penes Sacram Cæſaream Majeſtatem ac fœderatos ejuſdem locum haud relinquunt, quin prævertendis malis, quæ ex perverſis adeò & non minus a Chriſtiano homine quam bono Cive, longè alienis artibus certo prona natura ſuni operam, &, quâ in Republicâ juxta leges pollet, authoritatem ſedulò & jugiter ſit impenſura.

[E.]

Conſtitution de la Diète de Varſovie de l'an 1593. touchant la liberté dans l'Election.

QUoique la liberté des Nations Polonoiſe & Lithuanienne ſoit inconteſtable, & connue de tout l'Univers, cependant nous avons jugé à propos de declarer, avant notre ſéparation, qu'en vertu de la Conſtitution conſtante de l'Election de Henri, perſonne n'a droit de nommer un Succeſſeur, ni d'en prendre ſoin, encore moins porter quelqu'un ſur le Trone *per Succeſſionem*; & ſi nous l'entreprenions, ce qu'à Dieu ne plaiſe, ce que nous ſerions, ſeroit nul & de nulle valeur, en ſorte que toutes pretenſions & ceſſions, qui en proviendroient, de quelque maniére que ce fût, ſeroient rejettées; & qui que ce fût, Patriote ou Etranger, qui, pendant notre regne, ou après qu'il ſera fini, parviendroit à la Couronne de cette maniere, ſans une Election libre au prealable, ou par la force, ſera tenu pour Ennemi de la Patrie, & tous ceux qui l'auront aſſiſté pour Rebelles. On produira & executera contre lui toutes les peines preſcrites par le Droit naturel, le Droit écrit, & les Conſtitutions qui ordonnent de pourſuivre les Ennemis de la Patrie, & ce Droit ſera ſacré & maintenu religieuſement a jamais, & quiconque le revoqueroit en doute, ſera tenu *pro hoſte Patriæ & perduelli*, & puni comme tel.

[F.]

Conſtitution de la Diète de Varſovie de l'an 1607. touchant la liberté dans l'Election.

PRemierement nous ſtatuons la libre Election de cette maniere, quoique cette Election ſoit telle, fondée dans cette Republique ſur le Droit commun, que conjointement avec d'autres immunitez de la Nation Polonoiſe, rien n'eſt plus ſûr ni plus évident, puiſ-

ANNO 1733. puiſque ni nos Predeceſſeurs, ni nous-mêmes n'en avons jamais douté, pas même pendant notre heureux Regne, juſques-là que nous l'avons de nouveau fortement ſtatuée dans une Conſtitution de la Diète de Varſovie de l'an 1593. mais comme le zèle que l'on a pour la conſervation de cette plus conſiderable des libertez, inſpire de la crainte ſur ce ſujet à quelques-uns, nous voulons en délivrer nos Sujets, leur ôter tous ſoupçons, & leur faire connoître quel cas nous avons fait, faiſons & ferons de leurs Droits & Libertez, c'eſt pourquoi après avoir rappellé ici tous les Droits accordez par les Rois de Pologne, nos Predeceſſeurs, & en particulier par Louis Uladiſlas III, Caſimir, Jean Albert, Alexandre, Etienne & Nous, nous les renouvellons & confirmons, & nous declarons aujourd'hui de nouveau, que comme nous avons toujours conſervé en leur entier les autres Privileges, Droits & Libertez de la Couronne de Pologne & de Lithuanie, nous avons conſervé de même la Liberté conſtante de l'Election d'un Roi de Pologne, de maniere qu'on ne peut procurer ou introduire dans le Royaume de Pologne un Roi, ſous quelque pretexte que ce ſoit, *per ceſſionem Juris*, ou par quelque autre artifice humain; mais ſi le Royaume de Pologne n'avoit pas de Roi, il en ſera élu un, en tous tems, par les ſuffrages libres & unanimes de la Nobleſſe de tous les Etats de la Couronne & du Grand-Duché de Lithuanie; & tout ce qui pourroit être entrepris par nous (ce qu'à Dieu ne plaiſe) ou par quelqu'autre, ſoit Patriote ou Etranger, avant ou après nous, ſans une libre Election & conſentement de tous les Ordres de la Republique, ſera nul; & quiconque à la faveur de telles procedures & prétenſions imaginaires, s'élevera en Pologne pour s'y rendre maître, ſera declaré & tenu Ennemi de la Patrie & traité en Ennemi de la Couronne, en outre ſera à jamais inhabile à aſpirer à la Couronne de Pologne & du Grand-Duché de Lithuanie; ceux qui auront aſſiſté telle perſonne de leurs conſeils ou d'effets, & qui par leurs intrigues ou alliances auroient expoſé la Pologne, le Grand-Duché de Lithuanie ou la Liberté de l'Election à ſon oppreſſion, ou machiné en ſa faveur ſecretement ou ouvertement dans le Royaume, ſeront traitez comme Rebelles, on procedera contre eux conformément au Droit naturel & écrit & aux Conſtitutions contre de tels Rebelles, qui ſeront executées contre eux à la rigueur & ſans perte de tems; Droit, qui ſera toujours obſervé inviolablement, comme Sacré; & quiconque oſera le révoquer en doute, ou s'y oppoſer, ſera tenu *pro hoſte patriæ & perduelli*, & comme tel ſoumis aux mêmes peines que ci-deſſus, ce dont nous aſſurons preſentement les Etats, par un privilége particulier, ſous le Sceau de la Couronne & du Grand-Duché de Lithuanie, en confirmation de la preſente Conſtitution, que nous avons accordée: ordonnant qu'elle ſoit inferée dans le Corps des Loix, dans cette Diète, la declarant Loi perpetuelle.

[G.]

Conſtitution de la Diete tenue à Varſovie en l'Année 1670. touchant la Liberté dans l'Election.

QUoiqu'il ſoit indubitablement notoire à tout l'Univers, que perſonne ne peut être élevé au Trone & à la Majeſté de Roi de Pologne, que par une unanime & libre élection de tous les Etats de la Couronne de Pologne du Grand-Duché de Lithuanie & des Provinces adjointes, ce qui eſt aſſez fortement exprimé dans les Loix, Conſtitutions & Diplomes Anciens & Modernes; cependant, ſans pour cela mettre en doute les ſuſdites Loix, & ſeulement par reconnoiſſance de l'affection particuliere que cette Noble Nation nous a témoignée, en nous preferant dans l'Election aux autres Candidats, & en nous confirmant à préſent dans la Majeſté Royale, nous voulons par les preſentes renouveller & confirmer en tout, tant les anciens que les nouveaux Droits, touchant la Liberté de l'Election, accordez par nos Sereniſſimes Predeceſſeurs, en conformité des articles des *Pacta Conventa*, que nous avons jurez lors de notre genereuſe Election; aſſurant que nous n'en violerons ni ne changerons pas le moindre article, & que nous ne ſouffrirons pas que perſonne le faſſe, en ſorte que nous entendons que la Liberté de l'Election des Rois de Pologne par les Etats de la Couronne, du Grand-Duché de Lithuanie & des Provinces adjointes, ſoit à jamais un Article inconteſtable; & ſi quelqu'un des Sujets de cette Couronne, du Grand-Duché de Lithuanie ou des Provinces adjointes, Eccleſiaſtique ou Seculier, de quelque rang ou dignité qu'il ſoit, entreprenoit (ce qu'à Dieu ne plaiſe) contre la diſpoſition des ſuſdites Loix, du vivant du Roi élu & couronné, d'en introduire un autre dans le Royaume, d'entretenir des pratiques & intelligences ouvertement ou ſecretement avec les Etrangers, pour mettre quelque obſtacle à la Liberté de l'Election, & par conſequent violer des Loix publiques & des Libertez, en ſorte qu'on puiſſe l'en convaincre par des preuves évidentes, nous declarons que nous-nous oppoſerons à de tels Sujets comme à des Rebelles, & que nous procederons contre eux ſuivant les Ordonnances criminelles ecrites, & déclarerons incapables de parvenir à la Couronne, tous ceux qui y aſpireroient par de telles voyes illegitimes, & par des intrigues & correſpondances qui ne conviennent pas avec une libre Election, & qui employeront des moyens violens: Et nous voulons que cette Loi ſoit perpetuelle.

ANNO 1733.

[H]

Extrait de la Conſtitution de Lublin de l'an 1703. ſous le titre de Preuve &c. fol 5.

NOus déclarons, en vertu de la Conſtitution de la preſente Diète, tous ceux qui ſe trouvent à préſent aupres du Roi de Suede & dans ſon Armée & ſes adherans, (au cas que conformément aux Exhortatoires des Conſtitutions * de Sendomir, de Thorn & de Marienbourg, ils n'abandonnent pas ce Parti contraire, pour retourner dans le ſein de leur Mere) Ennemis de la Patrie, comme aſſiſtans l'Ennemi de conſeils & d'effets, étant indignes de la Liberté publique; Cependant par notre grace ſpeciale & de la Republique nous leur accordons encore un délai de 6. Semaines, à compter du jour que la preſente Diète finira, pour ſe conſulter, & nous leur promettons toute ſeureté pour leur vie & biens, pourvû que dans cet intervalle ils ſe preſentent pour implorer notre Clemence, mais au cas que dans ce tems ils ne ſe preſentent pas en perſonne, & qu'ils continuent dans leur opiniâtreté, nous declarons par les preſentes que nous procederons à la collation de leurs Emplois, Staroſties & autres, qu'ils ont poſſedez juſqu'à preſent. † &c.

[I.]

Extrait de la Confederation générale de Sendomir de l'An 1704. confirmée au Congres général de Varſovie en 1710.

NOus declarons infame le *Pſeudo-Electus* de quelques factieux & leur Conventicule de Varſovie, qui eſt contraire aux Loix; & non ſeulement nous-nous déclarons contre la dite Election illegitime, par nos libres ſuffrages & nos proteſtations ſolemnelles *in jure Veſtendi*, tel qu'il convient à une Nation libre, mais même nous declarons ledit Candidat ou Elu, Ennemi de la Patrie, & à jamais incapable de parvenir à la Couronne de Pologne, & de plus nous le tenons pour Uſurpateur, Tyran & Impoſteur, puiſqu'il nous diſpute le Droit que nous avons, ſuivant les Loix, à la nomination & proclamation d'un Roi &c.

[K.]

Juramentum Illuſtrium Dominorum Senatorum tam Eccleſiaſticorum quam Secularium, & Miniſtrorum Statûs Senatorii Ordinis, factum in Confœderatione generali Sendomiriensi, Anno 1704

EGO

* Le Conſeil de Sendomir du 22. Août 1704. Celui de Thorn du 27 Novembre 1702.

† Quoique *Stanislas Leſcinski* ne ſoit pas expreſſément nommé dans cette Conſtitution, il y eſt pourtant compris, comme il eſt dit dans la Conſtitution de 1710, ou la Confederation Générale de Sendomir, où l'on trouve ce que ſuit ſub Tit. . . fol. 2. comme auſſi l'Election forcée & le Couronnement de *Stanislas Leſcinski*, qui a été declaré rebelle à la Patrie en vertu de la Diete de Lublin, de la Confederation Générale de Sendomir, & du Congrès général de Grodno &c.

ANNO 1733.

EGO N. N. juro Deo omnipotenti in Sancta Trinitate uni, quod circa Cultum Divinum & Sanctuaria Domini, circa dignitatem incolumitatemque Sereniſſimi Regis Auguſti Secundi liberè Electi, circa integritatem inſeparabilis Reipublicæ, tuitionemque liberæ Electionis, nec non Jurium ſpiritualium ac Secularium cuilibet hoſtium me opponam, & ſecundum obligationem meam Senatoriam, ac Juramentum uſque ad integrâlem tam ab intra, quam ab extra Reipublicæ pacificationem, in hac generali Confœderatione, cum ultimâ Virium, Sanguinis & Fortunæ jacturâ perſiſtam, omnibuſque reſpectibus, Sanguinis nexibus, affinitatibus, promiſſis, amore, odioque ſepoſitis, nulla negotia, correſpondentias, conferentias, Regi & Patriæ nocivas, nec per me, nec per ſubordinatas perſonas, cum nemine imbo; immo quidquid videro, ſcivero Bono publico huicquè generali Confœderationi præjudicioſum, id indicabo, & juxta meum poſſe avertere conabor.

Quiſquis vero hoc Generale Ordinum Reipublicæ vinculum manutenere nollet, quemlibet ejusmodi, futurumque Electum, ſi eſſe deberet, aut Candidatum, pro hoſte Patriæ me habiturum, & perditioni ejus allaboraturum declaro, Proceſſus in Judicium illatos juſtè ſecundum Deum, Legem & Conſcientiam judicabo. Et prout dethronizationem ſincerâ mente ejuravi, ita & Exvinculationem Malorum Patriæ Filiorum & externam Potentiam quæ imponitur, ejuro & deteſtor, hocquè Juramentum ſine ullâ imaginariâ diſpenſatione in omnibus punctis obſervabo: ſic me Deus adjuvet, innocenſque filii ejus Paſſio.

Subſcriptio Primatis.

THEODOR POTOCKI Biskup Chelminsky, Pomeſanky, Saſvis Juribus & Immunitatibus. S. R. E.

[L.]

Manifeſte des Etats de la Republique avec le Renouvellement des Engagemens de la Confédération generale de Sendomir, en l'abſence de Sa Maj., à Breſc, en Lithuanie, le 11. Juillet 1705.

D'Autant que dans la Confederation de Sendomir nous avons deſaprouvé & proteſté contre toutes entrepriſes formées *quocunque titulo*, contre Sa Maj. notre tres-clement Seigneur, l'Uſurpation du Trone Royal, & l'Election illegitime entrepriſe temerairement par une Puiſſance étrangére & quelques factieux mal-intentionnez, nous-nous y oppoſons de nouveau &c. puiſque nous tenons pour Rebelles & Ennemis de la Patrie, tous ceux qui ont commencé, frequenté, continué & autoriſé une telle aſſemblée.

[M.]

Extrait du Conſeil de Grodno du 16 Decembre 1705. qui a été renouvellé en 1710. au Congrès general de Varſovie, tit. Urbis Pieczenie.

PRemierement, en conſequence de la ſusdite Confédération de Sendomir, de la derniére Diéte de Lublin tenuë en 1703., & d'autres Confederations publiques & particuliéres de toute la Republique, & de tant de Palatinats, dont nous voulons à jamais obſerver les Decrets, nous declarons pour violens, inuſtes & procedant d'un principe ſeditieux, tous les actes du Roi de Suéde & de ſes adherans, faits contre nous, Prince Legitime, & pendant notre vie, depuis le commencement de la Guerre, ſous quelque pretexte qu'ils ayent été entrepris, avec toutes les ſuites qu'ils pourront avoir, & en conſequence, Nous les caſſons & annullons tous; voulant que les peines établies par leſdites Conſtitutions & Confédérations ſortent leur effet ſans delais & à toute rigueur, tant contre ceux qui ont commis leſdits actes de violence, que contre leurs adherans, ainſi qu'ils ont été jugez & punis par la Diéte de Lublin, & par la Confédération qui y fut formée.

[N.]

ANNO 1733.

Confirmation de la Confederation de Sendomir dans le Congrès general de Varſovie, en l'an 1710. fol 2. & 3. Tit. nonnullis Promiſſis.

D'Autant que les Etats aſſemblez en leur nom & au nom de toute la Republique, conſiderez comme legitimes deſcendans de leurs loüables Ancêtres, qui jamais n'ont ſouffert aucune violence ni dependance étrangere dans une libre Election, ni n'ont permis que la Couronne & le Sceptre de Pologne ſoient compris dans aucun Traité particulier ou Tranſaction ſecrete, Nous ont promis ſous Serment & en conſcience, qu'ils nous maintiendroient avec leur valeur & leur courage naturel, dans notre Autorité Royale contre tous Ennemis du dehors & du dedans, qui nous attaqueront, ſous quelque pretexte que ce ſoit, qu'ils nous defendront comme leur Legitime Seigneur & Roi élu par leurs libres ſuffrages, dans le Champ d'Election & confirmé dans les Dietes de Varſovie & de Lublin, & par l'étroite union de la Confédération Generale de Sendomir, qu'ils ne ſe deſiſteront pas, juſqu'a la derniere extremité, de leur libre Election, & qu'ils y perſevereront; ce qu'ils ont declaré à cet effet dans le Diplome du Congrès qui nous a été delivré dans ladite Diéte de Varſovie, & inſéré dans le Recueil des Loix; de plus qu'ils ont annullé, abrogé & caſſé tous anciens publics & particuliers, Conventions par écrit, Confederations contraires, Projets & Conſentemens, qui auroient pû être conclus, faits ou accordez par le Parti oppoſé, au prejudice des Droits de notre Couronne dans les Palatinats & Provinces ſoit par force, ſoit volontairement, ſous quelque nom ou pretexte que ce ſoit; tout Congrès ou Conſeil tenu, & en particulier la pretendue Confédération de Varſovie, conclué à Varſovie ſous le nom de la Grande Pologne & ſous la Direction du Noble Pierre Jacques Broniſz notre Staroſte à Pyſdry, qui a été continué par pluſieurs Actes, comme auſſi l'Election uſurpée & ſe Couronnement de *Staniſlas* Leszienski, qui en conformité de la Diéte de Lublin, de la Confederation generale de Sendomir & du Congrès General de Grodno; a été declaré Ennemi de la Patrie & condamné; en général tous Ecrits & Traitez conclus avec la Couronne de Suéde, & en particulier le Traité de Varſovie & la Convention d'Alt-Ranſtadt, de quelque maniere qu'elle ait été concluë, & toutes autres Tranſactions comprifes dans quelque Traité que ce ſoit qui pourroient être préjudiciables à la Sainte Religion Cathol. Rom. à la Juriſdiction Eccleſiaſtique, & particulierement concernant la nouvelle forme d'Aſſemblées Eccleſiaſtiques, tous Inſtrumens prejudiciables & contraires à la liberté de l'Election, aux Droits & Coutumes reçues, mais ſur-tout celui qui contient une Declaration pour relever un chacun du ſerment de fidelité, comme auſſi pluſieurs Manifeſtes qui ont précédé ou ſuivi, & en particulier le dernier qui a été exhibé au Grod de Waleckſch; enfin la Publication de l'Interrègne, faite pendant notre abſence, pour des raiſons preſſantes & par une neceſſité indiſpenſable, & dans l'intention cependant de nous maintenir ſur le Trône, & d'executer la Confederation de Sendomir, & comme étant le moyen de nous remettre en poſſeſſion de notre Souveraineté inconteſtable & de la faire reconnoître; Tous leſquels Actes entant qu'ils concernent notre Regne ſont abolis, abrogez & annullez, comme s'ils n'avoient jamais ſubſiſté. &c.

[O.]

ART. VII. §. 4. *Tractatûs Varſoviæ, Die* 13. *Nov.* 1716. *Concluſi atque in Conſtitutione anni* 1717. *approbati.*

PRæcaveturtamen ſpecialiter quod Beneficio amnitiæ Staniſlas Leszynski & Aſſeclis ejus, extra regnum commorantibus, niſi intra trimeſtre à datâ præſentis Tractatûs ſubſcriptionis, ad Corpus Reipublicæ redierint, gaudere ac ſe tutari non licebit, eoque intuitu in caſu non reſipiſcentiæ, ſalva executio, Pœnarum contra eos, in Legibus expreſſarum reſervatur.

[P.]

ANNO 1733.

[P.]

RESPONSUM CÆSARI,

Sacræ Cæsareæ, Regiæ, Catholicæque Majestati &c &c. Domino Domino Gratiosissimo.

AD Litteras, quibus Me nunc orphanæ Serenissimæ hujus Reipublicæ, breve sub Interregno, ac utinam brevissimum Regimen tenentem, Sacra Cæsarea Regiaque Catholica Majestas Vestra honorare dignata est, cum profundissimo respondere cultu Divis Cæsarum sanguinibus ac prærogativis digno, debitu meritissimul ac officii duco.

Præter longam Annalium seriem, tam vetustate quam verò non amici nobis ab occidente aeris hilaritate, insignem, cum retrosecta propius, nec à præsenti Temporum cursu nimis dissita revolvam sæcula, adsum Ipse asserturæ Veritati Testis, inter potentissimum Imperium, tum Regna & Hæreditarias Provincias Sacræ Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis Vestræ ab unâ, & Ditiones Serenissimæ hujus Reipublicæ parte ab alterâ vicinam illæsam & optimam continuò mansisse, pacem inconcussam ac inalterabilem viguisse, nec in iis quæ Jure transigi poterant ad extrema & violenta unquam venisse, adeo antiqua Fœdera, & recentiora Amicitiarum vincula inter easdem Nationes sibi sollimaneas feliciter inita, & diligenter ab utrinque servata, nullus dubitat, magnis communis tranquillitatis Præsidiis ac mutuis sui contra Hostes auxiliis, non parum profuisse. Quod verò Augustissimorum Domûs Austriacæ Prædecessorum Religio bene culta fovit, & servavit in integro, hoc Magnanimitas & Bonitas Sacræ Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis Vestræ exaltavit & posuit in amplo, cum non nec quovis prætextu vel motu interturbandi eximiam suam operam dederit, verum etiam libertatibus Regni hujus ubi earundem periculum imminebat, assistere & suffragari non recusaverit in Avis ac Abavis suis Pacta Conventa ritè tenentibus candor reputatur ad Justitiam, in Sacrâ vero Cæsareâ Regiâque Catholica Majestate Vestrâ supra eorundem strictam & sanctam observationem adhuc pro libertatibus Nostris zelante ascendit altius, & elevatur ad ummensam Nominis sui Gloriam nulla ætate, nullo angulo Orbis, nullo Ore tacendam, tum non moritur unquam, in immortali Republicæ Gratitudinem pro tam rara & ferme primâ inter tanti Imperii molem & curam, ad interesse liberi Regni hujus attentione.

Nunc autem Serenissima hæc Respublica in orbitate sua, luctuosæ ac luctuanti cum Fatis suis humanus mentes in ambiguo & suspenso tenentibus situation obnoxiâ, longè & infinities majoribus Suæ Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestati Vestræ obligationibus se devictam fatetur & sentit, cum illi unicam & delicatissimam libertatis pupillam liberam futuri Regnatûs Electionem pientissime vult, vovet, & ne aliquo modo lædatur in id omnes conatus suos convertere appromittit. Sanctas has Justitiæ Juribus quidem Nostris assymbelas intentiones quas in Corde Serenissimæ Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis Vestræ supremus universi Conditor Dominusque Dominantium operatus est, confirmet plus ultra. Mihi permissum erit ex amore in Patriam ex onere præsentis in ea regiminis, aliqua breviter de natura & proprietate liberæ Electionis innuere. Certum est absolute aliquid liberum nec posse dici nec dari tale, nisi sit ex toto & ex omni parte liberum, per consequens, liberrimam in hoc Regno Regum suorum Electionem quæ est omnium Prærogativarum ac Immunitatum Nostrarum Fons, Fundamentum, & Basis id omnino requirere, ut respectu Candidatorum ad Thronum nec Negativam nec Affirmativam sententiam ab externis Potentiis aut expectet aut admittat. Eo ipso enim duci & trahi potius quam suo proprio & naturali motu ad Scopum suum pergere videretur. Unum quodque Regnum suis Moribus & Legibus regitur, quæ sunt illi plus vel minus commoda aut congrua, diligentius hæc interno & domestico quam externo perspiciuntur oculo. Serenissima hæc & liberrima Respublica, licet sit diminuta Statibus de substituendo iterum sibi Principali Membro in libertate sentiendi & eligendi desiderantis & in id unice ac studiosissime intentis, ut uno Principe Fatis adversis avulso, alteri Diis propitiis concordibusque suffragiis Electo Coronam imponerent; Libertatis Nostræ unicum pretiosissimum & ab omni imaginabile dependentiâ absolutum ac integrum munus. Fœdera & Pacta quorum inter Partes pacifcentes & fœderatas sancta & laudabilis est observatio servire & convenire tantum ad amicitiarum indissolubiles Nexus quibus obtirmatur strictius Pax, reciprocis constans emolumentis, sed non pertinere unquam ad liberam hanc Regum Electionem, quæ statim Naturam suam amitteret si minimis etiam Ligamentis teneretur. Nec Fœderati quicunque illi fuerint ultra fœdera sua, articulos id iisdem expressos quidquam ex æquo contra hoc liberum Regnum liberamque Electionem attentare præsument, nisi summo Jure summam Injuriam inferre velint. Libertas demum Gentis hujus licet cunctibat in integritate Sanctorum & Constitutionum Regni, ne scilicet aliquando à supremo Ordine violentur, unoque adm to inconvenienti omnium tollendarum Legum arbitrium sit penes Principem, verum tamen ex consensu trium Ordinum multas & immutatas & abrogatas Usus & Experientia probant, Volumina testantur, neque Extraneorum sollicitudinem & curam unquam fuisse constat in iis quæ ad solam & liberam ac apud se quidquid velit facturam pertinent Rempublicam. De reliquo quisquis ille fuerit Candidatus, & quem Deus Omnipotens Regum Sceptrorumque Dator ad Sedem Regiam Liberis Suffragiis eligendum & vocandum huic Electori populo inspiraverit, quia me nullarum partium nisi solius Reipublicæ concordis & unanimis esse eventus probabit & justificabit; id possum Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestati Vestræ asseverare firmiter, quod idem ipse qui ascensurus est Regni hujus Thronum gratissimi & acceptabilis Sacræ Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestati Vestræ Candidati implebit officia, tam sine ullo libertatum nostrarum periculo, quam etiam absque omni turbarum vicini excitandarum metu: In hoc enim Regno libero & libere sibi eum qui dominaretur assumendo plusquam compertum est, non Reges regere sed potius regi. Vidit hoc ætas præterita ad Viennam: nulla autem non probavit Serenissimam hanc Rempublicam magis rationibus suis Statuticis semper immoto animo unixam fuisse, quam votis & meditationibus Principum suorum adhæsisse. Hia itaque ultra propositum meum prolixius, & velut ex torrente cordis meutem propulsante effusis ac enunciatis, humillime peto & exoro Sacrum Cæsaream Regiamque Catholicam Majestatem Vestram ut futuram, Deo dante, novi Regis Electionem, eamque (ut Fas) liberrimam Serenissimæ huic Reipublicæ amicæ & fœderatæ Suæ relinquere in toto & tuto dignetur. Actus hic Justitiæ & Pietatis plenissimus dilatabit amplius & amplius gloriam suam tam per orbem fatis extensam, accumulabit Divinas Benedictiones felicissimo suo Imperio, & ne post fera Fata sub Nomen alterius cadat, me omne apud Deum impossibile verbum dabit adhuc de lumbis Successorum Imperatores secuturis ætatibus geniturum, & Augustissimam Domum Austriacam, si immortalis esse nequit, ad Confinia Immortalitatis perductorum.

ANNO 1733.

[Q.]

Excerptum Brevis Apostolici Innocentii Papæ XII. ad inclytam Regni Poloniæ Rempublicam missi die 6. Mensis Martii 1697.

DOminus Universi, qui Ecclesiam suam congregatam ex Gentibus, inter quas ante Miceslaum Primum Christianum Inclytum etiam Regnum Poloniæ censebatur, voluit semper esse non habentem maculam, neque rugam, idem Petro Apostolorum Principi ejusque Successoribus Vicariis JESU Christi ligandi atque solvendi contulit potestatem: Quodcunque ligaveris super Terram, erit ligatum & in Cœlis. Quapropter de plenitudine Apostolicæ Potestatis, omnium hujus Regni fidelium conscientiam absolvimus, imprimis à juramento Confœderationis, non minus Reipublicæ quam immunitatibus Ecclesiasticis injuriosæ, declaramusque præsentibus, neminem ullo Voto juramentoque ad illicita unquam obligari. Cum enim quodvis votum juramentumque sit actus Religionis, non potest esse, nisi de bono meliori, & sine injuriâ tertii, multo minus cum damno & discrimine totius Regni &c.

ANNO 1733.

CLXVII.

Manifeste des Opposans, qui s'étoient retirés du Champ d'Election à Prague *au delà de la Vistule, contre l'Election faite à* Wola, *le 14. Sept.* 1733. [Tiré du Tom. IX du Recueil Historique de Mr. Rousset.]

COmme nous avons porté au pied du Trône du souverain & redoutable Juge de *l'Univers* l'affliction générale où se trouve notre Patrie, nous esperons avec confiance que sa divine Justice & sa Bonté infinie viendront à notre secours selon nos vœux: mais dans la nécessité où nous sommes aujourd'hui de plaider notre Cause à la face de toute la Terre, nous ne doutons point que le Monde entier ne soit rempli d'etonnement de voir tant de malheurs réunis pour la perte de notre Patrie; Assemblage funeste dont nous n'avons point encore d'exemples. Il est vrai que notre Republique s'est trouvée autrefois dans de semblables conjonctures, mais jamais elle n'avoit eu la lacheté de prêter si subitement le col à une Puissance, dont le bras peut d'uo seul coup emporter & couper le nerf qui soutient & vivifie notre Patrie. Plusieurs grandes Monarchies se flattent d'être invincibles à l'apui de leurs propres forces. Il semble que Dieu & la Nature n'ont d'autres soins que de combler de richesses ces Potentats, & de les faire en quelque façon les Tresoriers de l'*Univers*: mais qu'ils jouissent comme bon leur semblera de leurs immenses Richesses, nous avons le précieux joyaux de notre Liberté qui surpasse tout cela, & que nous estimons infiniment plus que tous les Trésors du monde. Cependant le pourroit-on croire? Dans un très-court, mais très-malheureux intervalle de tems, le prix de cette Liberté a tout d'un coup diminué à un tel point, que ce Trésor inestimable est présentement fort au dessous d'un chetif interêt particulier.

L'Election qui vient d'être faite en est une triste preuve. Il seroit plus facile d'en faire le lugubre recit, que d'exposer au Public toutes les fatales conséquences qu'elle doit entraîner après elle: qu'il suffise de dire que cette Election met le comble à tous les malheurs de notre patrie, ayant, par une déplorable metamorphose, fait du Champ Electoral un Lieu de Discorde & de Sedition. Il est sûr que la Posterité en sera étonnée, & qu'elle detestera le mauvais genie qui nous a excité à de pareilles fureurs, sur-tout si elle lit avec quelqu'attention les Actes de la présente Election. Nos Neveux y trouveront une forme unique dans son espece, & inouïe jusqu'a nos jours. Ils verront que l'on y a renversé & confondu l'ordre que l'on avoit coutume de garder, & que les Loix ordonnent entre les Etats de la Noblesse, que l'on a omis de regler ses Exorbitances, qui sont un des points essentiels; que l'on en est venu d'abord à la nomination d'un Roi qui étoit destiné de longue main au Trône par les intrigues de quelques personnes, lesquelles pour cet effet ont menacé de tuer, saccager & dépouiller quiconque seroit assez hardi pour se servir du droit que les Loix lui donnent, & qui ne voudroient pas consentir à cette Election, au-moins par uo respectueux silence. Enfin nos Neveux verront dans ces Actes, que tout s'est fait impunément contre la teneur de nos Loix & du Libre *Veto*. Il est donc évident que cette prétendue Liberté n'a aucune aparence de la véritable dont nous devons jouïr. La puissance d'un certain nombre étant superieure, il ne pouvoit plus y avoir de liberté; & alors il n'y avoit plus même de sûreté pour plusieurs personnes, si elles n'avoient eu la précaution de se mettre à couvert. C'est pourquoi, nous Sénateurs spirituels & séculiers, unis avec l'Ordre Equestre, nous avons crû être obligés de venir respirer ici l'air de notre Ancienne Liberté, que le poids de l'or étranger étoit sur le point d'étouffer, notre patience ne pouvant plus tenir contre de pareils attentats. Etant donc ici assemblés en tel nombre que nous faisons la plus considerable partie de la Republique, après avoir gémi sur les malheurs publics de notre Patrie, & sur le renversement total de nos Droits, nous avons crû devoir déclarer ouvertement tout le tort que l'on fait à notre Liberté & à nos Droits du libre *Veto*, & faire sentir de bonne heure les malheurs qui resulteroient d'une Election aussi nuisible à la Republique, mais nous avons eu le chagrin de voir que non seulement on n'a eu aucun egard à nos fraternelles & salutaires intentions, mais qu'on a même manqué de respect pour nos propres personnes, en vue des interêts particuliers: On a été jusqu'a exclure de la nomination quelques-uns d'entre nous, & si on nous y a appelés, ce n'étoit que par dérision, puisque dans le tems que les Députés nous parloient encore pour nous inviter à l'Election, ou plûtôt à aller être les temoins de notre Liberte expirante, le triste bruit du Canon nous annonça que l'on avoit proclamé un Roi, & donné le dernier coup a la Liberté.

ANNO 1733.

Ne faut-il donc pas avoir le cœur tout à fait endurci, & être Ennemi du Bien de la Patrie pour ne pas s'appercevoir, & en même tems être touché de la perte si considerable qu'elle fait? Et ceux qui en sont veritablement touchez, ne doivent-ils pas s'unir à nous pour travailler de toutes leurs forces à soutenir notre Republique chancelante, & à relever notre Liberté entièrement tombée? Le seul moyen qui reste dorsenavant de maintenir les Loix & les Privilèges de nos Ancêtres est de concourir avec nous à ce louable dessein. Il est constant que l'Election qui devoit etre libre, n'a été faite que par une Force majeure & une Autorité insuportable; la Crainte du Massacre a ôté la liberte requise dans les Suffrages, Le Libre *veto* n'a été considéré pour rien. On n'a fait nulle attention pendant l'Election a la protestation de plusieurs Principaux, tant Nonces que Nobles, particulierement des Capitaines d'*Opotzno*, d'*Ostrolenka* & de *Mistlow*, & autres Députés des Palatinats de *Cracovie*, de *Sendomir* & de *Volhinie*; On avoit excité exprès un bruit tumultueux d'Armes, afin que les Opposans ne pûssent être entendus distinctement; On étouffoit les voix de ceux qui parloient pour la Liberté; Quiconque vouloit parler librement etoit traité comme un Ennemi, on tiroit sur lui à coups de fusil, En sorte qu'un Camp composé d'Amis & de Freres a pensé être inondé de sang. Des Palatinats s'élevoient contre d'autres Palatinats, qui prétendoient le servir du Libre *veto*, en conséquence de leur Liberté. En un mot toute la face de cette Election a été changée en un affreux spectacle, qui bien loin d'être le préfage de quelqu'heureux Succès, n'annonçoit que des malheurs sans nombre prêts à fondre sur notre Republique.

En conséquence des justes remontrances que nous venons de faire sur les Calamités publiques & sur le perilleux état où se trouve notre Patrie; nous tous qui sommes ici assemblés, & unis par les liens Fraternels, dans l'intention de la secourir par notre Zèle, nous déposons solemnellement ce Manifeste contre la derniere Election, & contre tout ce qui s'y est passé entre les mains de Messieurs les Maréchaux avec nos propres signatures pour être inserez dans les Actes Publics. Nos Freres verront par-là que les Libertés de la Patrie sont entièrement détruites ainsi que nos Droits, qui jusques à présent ne s'étoient soutenus que par l'égalité en fait de suffrage & par le Libre *Veto*.

CLXVIII.

Manifeste de la Diète d'Election en Pologne, contre ceux qui ont apellé des Troupes étrangeres dans la Republique, le 4 Sept. 1733. [Tiré du Tom. IX. du Recueil Historique de Mr. Rousset.]

NOus les Senateurs spirituels & séculiers & toute la Noblesse de la Couronne de *Pologne* & du Grand-Duché de *Lithuanie*, voulant éternaiser à jamais une procedure aussi injuste, que celle de l'entrée des Russiens, savoir faisons par la présente à tous & un chacun.

Nous avons toûjours observé inviolablement & saintement les Traités d'Alliance & d'Amitié conclus avec les Très-Illustres Puissances voisines: Dans la derniere Diète générale de convocation nous avons non seulement confirmé ces Traités, mais nous y avons donné, tant en notre nom, qu'au nom de nos très-Illustres Rois, les assurances les plus fortes que nous entretiendrons réligieusement & avec joie une Amitié sincére avec les dites Puissances: Notre intention

ANNO 1733. tention n'a jamais été de cauſer le moindre préjudice à nos voiſins; nous en prenons à témoin le grand Dieu notre Juge ſuprême: Nous comme aſſemblés ici au lieu ordinaire entre Varſovie & Wola ſelon l'ancienne pratique & uſage, depuis le Regne du Très-Illuſtre Roi *Sigismond Auguſte*, conformément aux Loix fondamentales & Conſtitutions du Royaume, & en vertu de nos Priviléges & des *Pacta Conventa* faits avec nos Très-Illuſtres Rois, afin d'y procéder, d'un ſuffrage libre & unanime, & de notre propre mouvement & volonté, à l'Election d'un Roi & Seigneur, ainſi qu'il appartient à une Nation libre, qui ne veut être contrainte ni dépendre de qui que ce ſoit: Nous avons commencé pour cet effet nos deliberations, en ce qui regarde l'Acte d'Election & les Affaires de notre Royaume, & nous l'avons fait juſqu'à-préſent d'une maniere paiſible, n'ayant ni guerre ni aucun different avec qui que ce ſoit, & ne voulant pas nous mêler des affaires étrangeres. Mais comme nous avons apris que l'Armée de la Très-Illuſtre Czarienne eſt entrée en *Lithuanie*, & qu'elle pourſuit ſa marche vers les frontiéres de Pologne, dans le deſſein d'opprimer ſous un pouvoir arbitraire notre libre Election, independante de qui que ce ſoit; de violenter le premier & le plus authentique de nos Droits, qui eſt celui de l'Election; de violer les *Pacta* & les Traités cy-devant, & en particulier celui de *Prath*; de maîtriſer notre Patrie exempte de tout reproche, d'y faire couler des ruiſſeaux de ſang, & de ſouiller notre Païs d'un ſang innocent: nous ne pouvons plus nous retenir ni nous empêcher de manifeſter devant Dieu, les Puiſſances voiſines & le Monde entier, les injuſtices & les violences qu'on commet envers nous au moyen d'une procedure auſſi illégale, que celle de l'Entrée desdites Troupes Czariennes dans ce Royaume, ſans que nous y ayons donné le moindre ſujet, & qui ne tend qu'à ravager notre Païs par des attentats injuſtes, & à opprimer les droits inconteſtables d'une libre Election, acquis par nos ancêtres au prix de leur ſang, & reconnus de tout tems par les Puiſſances Voiſines. Nous nous adreſſons à tous les Potentats, & nous leur déclarons par la préſente, que notre intention n'étant pas d'agir offenſivement, Dieu en eſt témoin, nous avons reſolu, ſelon le Droit naturel, & permis à un chacun pour ſa propre défenſe, de ſacrifier notre ſang, nos vies & tout ce qui eſt en notre pouvoir, à l'exemple de nos Ancêtres, pour le maintien d'une prérogative & d'un droit auſſi précieux que celui d'une libre Election, & d'appeller à notre ſecours celui dont la Vengeance pourſuit les Coupables, & dont la Juſtice prend la défenſe des Innocens, & les maintient dans leurs Droits, Libertés & Prérogatives,

Ultima pro nobis vibrabit Fulmina Cælum;

enfin le Ciel lancera ſes foudres en notre faveur.

Comme nous avons appris, tant par les Manifeſtes des Moſcovites que par la voix publique, qu'il ſe trouve quelques Membres de la Republique, tant de l'Ordre Eccleſiaſtique que de l'Ordre Seculier, qui ont appellé leſdites Troupes Etrangeres pour opprimer avec violence & à main armée la libre Election, & troubler la Tranquilité, tant interieure qu'exterieure de la Patrie, la Republique les regarde comme de véritables Monſtres, dégénérés de leur Race, & une engeance de Vipere dénaturée & méchante contre leur propre Mere: Elle les deſavoue & les raye du Livre des vivans, & de ceux qui ſont éleves dans l'état de la Liberté, comme des Gens indignes de ce precieux Gage. Elle les coupe & ſépare du Corps de la Republique, comme des Membres pourris & infectés du feu d'une Rage infernale. Elle les déteſte comme des Enfans illégitimes, qui n'appartiennent pas à l'Heritage de leur commune Mere, parce qu'ils ont oſé lever leurs mains cruelles contr'elle. Elle les déclare Ennemis de la Patrie, Rebelles, infames & *inviolabilia Capita*, ainſi que tous ceux qui à l'avenir pourront les aller joindre, entretenir correſpondances avec eux, ou qui les aſſiſteront directement ou indirectement: ces ſortes de Gens étant véritablement des Ennemis capitaux de la Patrie, puiſqu'ils ont entrepris d'y introduire des Troupes Ennemies, & de l'inonder d'un déluge de ſang & de larmes. Les Etats de la Republique s'engagent de s'élever contre un tel ou tels, quel qu'en puiſſe être le nombre, de ſe ſaiſir de leurs Biens & de ceux de leurs Succeſſeurs pour les joindre au Fiſe, & s'en ſervir enſuite pour dédommager ceux dont les Biens auront été ravagez par les Troupes Etrangeres, introduites dans le Royaume d'une maniere ſi impie: La Maiſon, dans laquelle un tel ou tels ont habité, ſera raſée pour une marque éternelle de leur Trahiſon; on ne leur accordera point d'Amnilhie, & ils ne pourront jamais être rehabilités dans leur préeedente égalité, leurs femmes mêmes ſeront privées de leurs priviléges & prérogatives. S'il arrive qu'un Evêque ſoit du nombre de tels Sujets, il ſera fruſtré de ſa Dignité, autorité & activité dans les Aſſemblées publiques, & les Revenus de ſes biens ſeront mis en ſéquestre, juſqu'a une déciſion définitive à cet égard. Il eſt expreſſément ſtipulé, qu'aucun Evêque ni Sénateur Seculier ne pourra pendant ce tems de Troubles, ſortir du Royaume, ou envoyer quelqu'un dans les Païs Etrangers, ſous les peines portées ci-deſſus contre les Rebelles, outre la confiſcation de ſes biens & la perte de ſa Charge: & ceux qui ſe trouvent actuellement hors du Royaume, ſeront obligés d'y revenir ſous les mêmes peines. A cet effet, nous avons ſigné le préſent Manifeſte dans tous ſes points & clauſes; & ſi quelqu'un des Evêques, Sénateurs, Miniſtres ou des Membres de la Nobleſſe des deux Nations refuſe de le ſigner pareillement, il ſera tenu *ipſo facto* pour Ennemi de la Patrie. Fait au Champ Electoral entre Varſovie & Wola, le 4 Septembre 1733.

ANNO 1733.

CLXIX.

Propoſitions faites à la Diète d'Election de la part du Roi STANISLAS, *& qu'on prétend avoir été diſtribuées à la Diète de Convocation.*

I.

Mſtet ſich dieſer Durchl. Coronat unter denen Concurrenten zur künftigen Election aus puren Effect und liebe des Vaterlandes und des Bont publici, wünſchende/ daß durch die Ratificirung und Reſtitution ſeiner Perſon auf den Pohlniſchen Thron alle æmulationes und Sciſſiones unter denen eingreifenden Ständen/ welchen auch die daraus ohnvermeidlich zum Ruin des geliebten Vaterlandes entſpringende Gefährlichkeiten vermieden werden möchten: Zu welchem Ende denn derſelbe geſonnen iſt/ ſich theils als ein König/ theils als ein Pohlniſcher Edelmann/ der ſich in ſeinen Anteceſſoren von undenklichen Zeiten her um das Vaterland verdient gemacht/ theils als ein Bruder/ unter ſeinen uns blutsfreundſchafft und anſehnlichen Häuſern Verbindung ihme verwandten Brüdern in Campo Electorali zu præſentiren/ welcher ſeit ſeinem Refugio nach Franckreich (worzu ihn das Verhängnis genöthiget) zu keinem dem Vaterland zu wieder laufenden unternehmen ſeiner Prætenſion wegen an den Thron/ weil ein anderer König gelebet und prævalliret/ ſich verleiten laſſen; wie er denn auch jetzund dem willen Gottes/ der Gewogenheit und Zuneigung derer Stände der Republic ſich mit aller Beſcheidenheit und Submiſſion gänzlich reſignitet und überläßet/ als ein rechtſchaffener Catholiſcher Chriſt/ der faſt in der 30. Jahr der Hand des Höchſten/ und durch allerhand Veränderungen erkennen lernen/ was gut und böſe iſt/ welche Hand er davor mit gröſter Veneration küſſet und anbetet: Wenn Er mich auch tödten ſolte/ will ich doch auff Ihn hoffen.

2.

Machet ſich dieſer Durchlauchtigſte Coronat anheiſchig/ ob dem wahren Römiſch-Catholiſchen Glauben/ in welchem er gebohren und von Jugend auf darinn erzogen worden/ nicht allein lebenslang vor ſeine Perſon/ ſondern auch auf ewige zeiten in denen Ständen bis aufs Blut zu halten. Welcher urſachen halber Er denn den Warſchauiſchen Tractat de anno 1705. in ſo fern derſelbe en eingen Articuln dem heyligen Catholiſchen Glauben verdächtig und præjudicirlich zu ſeyn ſcheinet (wie denn derſelbige nach Erforderung der damahligen Conjuncturen geſchloſſen worden) ſo wie er denſelben längſt und jederzeit in ſeinem Hertzen und Meynung disapprobiret/ alſo auch nochgehends in der that ſelbſt zu verwerffen heiligſich verſpricht/ und ſolches jederzeit das vornehmſte augmerk ſeiner fernern Unternehmungen will ſeyn laſſen.

3.

Die Wahl und den Modum der Reinthronaſation ſeiner Perſon überläſſet er dem freyen Willen und der Diſpoſition der Republic, und ob er zwar ein formales Jus ad

ANNO 1733.

rem hat (auſſer andern Documenten) vermöge dem Abdications Diplomate, und ſo vieler Patentaten / wie auch eines theils der Republic Articulen / ſo gebühret er doch / aus Liebe der Freyheit des Vaterlandes ſein Intereſſe an einer freye Wahl / davon er auch vor dieſem Anno 1696. ein Mit-Glied geweſen / und gedenket derſelben im geringſten nicht Eintrag zu thun / ſondern verlanget als ein Pohle / ſohn und Kind der Freyheit / dieſelbe / wenn es auch mit Hindanſetzung ſeiner eigenen Ehre geſchehen ſolte / auf alle weiſe zu behaupten; Inſonderheit aber wider derer benachbarten Potentaten jetzige Praeventiones / vermittelſt welchen ſie ſich ſo ſehr / und mit ungewöhnlicher Violenz in die freye Wahl der Könige in Pohlen miſchen und in gewaltthätiſcher Zuſammenrottung dahin trachten / daß ſie durch eine in wahrheit unrechtmäßige Uſurpation ein Votum Excluſionis derer Candidaten zur Pohlniſchen Crone / auf dergleichen Art / als in dem Conclavi zu Rom zu geſchehen pfleget / exerciren wollen. Daß nun hieraus unkünftige das Praejudicium erwachſen könte / daß man der freyen Republic nach und nach das Joch auf den Hals zu legen bemühet ſeyn würde / kan jeder verſtändiger aus denen daraus folgenden üblen Sachen leichtlich ermeſſen.

4.

Kan demnach einen Scrupel machen / daß dieſer Coronat mit dem König von Frankreich in ſo naher Verbindlichkeit ſtehet / als welches die Benachbarten / oder nur einiger maſſen intereſſirte Potentaten apprehendiren. Aber das wird folgender geſtalt abgelehnet: Dann obgleich unſer Coronat ſeinem Fleiſch und Blut natürlicher weiſe ſehr verpflichtet iſt / ſo muß doch jeder die Sache wohl überlegender und erfahrner Staats alſo urtheilen / daß bemeldter Coronat das Vaterland in höherm Grad lieb habe / in dem er ſich mit der ſtarke vergnüget / welche ihm Gott der Herr in den Jahren / und der Zeit über / da er ſich in dem Franzöſiſchen Gebiete aufgehalten / mit augenſcheinlicher Providenz wiederfahren laſſen / dahero er der Colligation mit dem Könige in Frankreich ſich alſo bedienen wird / als es der Nutzen der Cron Pohlen erfordert.

5.

Es verlanget derſelbe nicht / hat es auch nicht in Sinnen / weder durch gewalt noch geſchenke zum Thron zu gelangen / denn by ſo lang ausgehaltener Entfernung von dem lieben Vaterland und ſeinen Erbgütern / kan er ja vermögend nicht ſeyn / daß er mit Geld-Mitteln allen und jeden in Statu praeſenti dienen könte / wie er wohl weiß und verſtehet / jedoch offeriret er in feſtem vertrauen auf die Göttliche Providenz / die er ſchon ſehr und rechtſchaffen an ſich erfahren / ſeinen Schatz der Republic / ſo viel derſelbe betragen wird / und ſacrificiret ihn zu des Gemeinen Weſens Beſten / mit einer ſolchen Reſolution / wie ſie einem Pohlniſchen Gemüthe / das ſein Vaterland / die Adeliche Bruderſchafft und derſelben Freyheit und nutzen aufrichtig liebet / anerbohren iſt / wobey er ſich denn auf Treu / Ehre und Gewiſſen verbindet / daß er die erſte Millionen / welche er zu ſeiner Zeit und ſtelle richtig aufzahlen wird / durch gnugſame Exemtions-Mittel / unmittelbaren / was auf die Wahl ſpendiret worden / zu erhohlen / wieder aus zu preſſen weder gedenke / noch in der That thun werde / ſondern ſich mit denen gewöhnlichen / denen Königen von Pohlen ſecundum Leges praeſcriptas ausgeworffenen Einkünften / ſonderlich bey ſeiner ſchwachen Familie und Hofſtatt / welche er mit keiner fremden aſſiſtentz zu vermehren geſonnen / als ein Vater und alter rechtſchaffener dem Vaterlande wohlwollender Pohle begnügen werde.

6.

Obligiret ſich dieſer Coronatus / daß er bey Austheilung der Ehren-Aemter keinen regard auf Verwandſchafft oder Anſehung der Perſonen machen wolle / ſondern daß die Wohlmeritirten die Praeferentz haben ſollen; worinnen er ſein zartes gewiſſen zum Pfande ziehe.

7.

Die Pacta Conventa, wie man darüber auf beyden Seiten ſtipuliren wird / verſpricht er ohne alle auslegung / ausnahm und reſtriction ſchlechte / eventuel und aufrecht zu halten / und ſoll jeden frey ſtehen / an allem Orte und zu jeder zeit / wegen ihrer Nicht-haltung Erinnerung zu thun,

8.

Denen Herren Creditoren / ſo auf ſeine Güter einige Anforderung haben / declariret derſelbe / daß ſie in inſtanti ſatisfaciret und befriedigt werden ſollen / wie man etwan darüber nach beyderſeitiger Verabredſchlagung wird eines werden können / in dem er dadurch ſeine Succeſſores / die Reichs-Geſetze / und Geſetze nicht ſtabiren will / ſondern was er mit an erblichen Gütern in dieſem ſtande vermag / das gedenket er mit aufrichtigen unveränderlichen vorſatz zum nutz und Dienſt der Republic juſtis & legalibus mediis anzuwenden / und ſeine unwiderwährende Dankbarkeit dem Vaterlande dar zu thun. ANNO 1733.

9.

Was ins beſondere aus falſchen Praeſuppoſitis ehedem declariret worden / und in rem privatorum reſultiret / will derſelbe mit wahrhafftem und edlem affect ſeiner aequanimität nach aufgehoben haben / vor Gott und Menſchen verſichernd / daß er niemanden ſchaden / noch mit eines andern ſchaden jemanden nutzen bringen wolle / als welcher bey ſeinem gantz ende gehenden alter ſich einzieh und allein / wie auch billig iſt / angelegen ſeyn läſſet / ſein leben Gott und dem Nächſten ohne Partheylichkeit zu Dienſten anzuwenden. Woferne alſo ehe dem hat eine andere Declarationes ergangen / ſo hat derſelben nicht allein die veränderung der Zeit / ſondern auch die ſo lang gemachte überlegung der Umſtände gantz und gar verändert.

10.

Der Coronat / deſſen aufrichtiges und in die Zeit ſich ſchickendes gemüht Gott dem Herrn bekant iſt / manifeſtiret ſich hierunt bey Verluſt der Seelen Seeligkeit / daß er keiner andern Abſicht ſeine Inauguration auf den Thron projecte / als das wahre Vaterland / den Catholiſchen Glauben / die alterworbene freyheit / den erwünſchten frieden ec. beſtändigen flor zuerhalten / deſtwegen er allen Eigennutzen / aus liebe für das Bonum Publicum renunciret / und ſeine Seele mehr lieber hat als das Vaterland; dem auch die Meriten ſeiner Vorfahren in dieſer Durchl. Haus freyen Republic / welche ſie durch alle Gradus derer Aemter und Dienſte dargethan / und unſerm Coronat ab ipſa ſtirpe & ſanguine eingeprägt worden / bekant ſind und am Tage liegen.

CLXX.

Declaration du Roi de France à la Diète d'Election de Pologne & du Grand Duché de Lithuanie. le 4. Sept. 1733.

LEs Rois Très-Chrétiens ayant, depuis pluſieurs ſiécles, fait voir par leurs ſoins & leurs ſecours, qu'ils n'avoient rien de plus à cœur que de procurer à la Séréniſſime Republique de Pologne une entiére jouiſſance de ſa Liberté, pleine, indépendante & illimitée, le Roi Très-Chrétien mon Maître déclare par moi ſon Ambaſſadeur, que non ſeulement il promet de maintenir ſoigneuſement & fortement cette Liberté dans le point eſſentiel de l'Election d'un Roi, mais encore qu'il n'a négligé aucune démarche, ai aucune meſure, ſoit en employant ſes bons Offices, ſoit en faiſant des Armemens conſiderables pour empêcher par le moyen des diverſions, que la Séréniſſime Republique ſoit en aucune maniére, & par qui que ce ſoit, troublée dans ſa Liberté. Que ſi la noble Nation Polonoiſe, préſentement aſſemblée, s'accordoit à porter ſur le Trône de Pologne, par ſes ſuffrages libres & unanimes, le Séréniſſime Roi *Staniſlas*, tant en conſideration de ſes éminentes vertus, & de ſes bienfaits envers la Patrie, que parce que ce Prince étant beau-pere du Roi Très-Chrétien, lui eſt attaché par les liens les plus tendres & les plus étroits, alors le Roi mon Maître promet de le maintenir non ſeulement avec efficacité & de toutes les forces que Dieu lui a confiées; mais outre cela ſi les Puiſſances voiſines de la Republique vouloient l'attaquer par le motif de cette Election, le Roi mon Maître promet de faire toucher alors par mes mains, des ſommes tirées de ſes coffres, autant qu'il en faudra pour augmenter les Troupes de la Republique: Mais ſi après l'Election du Séréniſſime Roi *Staniſlas*, les Nadons voiſines, ainſi que la juſtice le demande, laiſſent la Republique en paix, comme étant maîtreſſe de ſes Droits, cependant en témoignage de ſa ſincere affection & amitié, le Roi Très-Chrétien, mon Maître, offre à l'Etat de la Nobleſſe, de payer ponctuellement pendant deux ans, qui commenceront au mois de Mars prochain 1734. les contributions reglées par la Confederation de 1717. pour la ſolde de l'Armée appellée *Capitarien* dans le Royaume de Pologne, & *Fumalia* (les Cheminées) dans le Grand Duché de Lithuanie. A Varſovie le 4. Septembre 1733. 4. Sept.

Signé,

MONTI.

CLXXI.

ANNO 1733.

CLXXI.

1.
Novemb. *Articuli Pactorum Conventorum, inter Status Sereniſſimæ Reipublicæ Polonæ, tum Senatorii, quam Equeſtris Ordinis Regni & M. D. L. omniumque ad eadem Dominia annexarum Provinciarum, ab una; Et Sereniſſimum Principem Regium Poloniæ, & M. D. Lithuaniæ, Dominum, Dominum* FRIDERICUM AUGUSTUM, *Ducem Saxoniæ, Juliaci, Cliviæ, Montium, Angriæ, & Weſtphaliæ, S. R. Imperii Archi-Mareſchalcum, & Electorem, Landgravium Thuringiæ, Marchionem Miſniæ, nec non Superioris ac Inferioris Luſatiæ, Burgravium Magdeburgenſem, Comitem Principem Hennebergenſem, Marcæ, Ravensbergæ & Barbi, Dominum in Ravenſtein. &c. nunc verò, Electum Dei Gratiâ Poloniæ Regem, & M. D. L. Ruſſiæ, Pruſſiæ, Maſoviæ, Samogitiæ, Kijoviæ, Volhiniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolenſciæ, Severiæ, Czerniechoviæque; Parte ab altera, conſcripti & concluſi: atque per Illuſtriſſimos & Excellentiſſimos D D.* JOSEPHUM ANTONIUM GABALEONEM *Comitem de* WACKRRBART SALMOUR, *Conſiliarium Status Intimum, Aulæ Principis Legii & Electoralis Præfectum, nec non SS. Mauritii & Lazari Equeſtrem Militem, atque* GUELPHUM HENRICUM A BAUDESSIN, *Ducem Generalem Copiarum Equeſtrium, nec non Equitum Sclopetariorum, vulgo Curabiniorum, ad cuſtodium Corporis Sereniſſimi Regis deſtinatorum, Præfectum, Aquilæ Albæ Polonicæ Equites, Conclavisque Regii Secretioris Miniſtros, ad præſentem Electionis Actum Ablegatos Miniſtros Plenipotentiarios, præſentaneâ ſponſione ac Perſonali Juramento, rutificati & comprobati.*

QUandoquidem Diſpoſitioni Supremi Numinis, à cujus nutu Reges & Regna pendent, ſic placitum eſt, ut memoratus Sereniſſimus PRINCEPS REGIUS *Poloniæ & M. D. L.* ELECTOR & DUX *Saxoniæ, inter tot Præclariſſimos Poloni Sceptri Competitores, Liberæ Sereniſſimæ hujus Reipublicæ Suffragiis, in Regem Poloniæ & M. D. L. ac cæterarum Regni Provinciarum* PRINCIPEM, *unanimiter* ELECTUS & publicè in Campo Electorali declaratus ſit, expoſcebant illicò antiqua hujus Reipublicæ inſtituta, pro integritate Jurium & Libertatum, atque meliori ſorte & conditione iſtius Regni, ut certa Pacta ſeu Conditiones partem à prædictis Illuſtriſſimis & Excellentiſſimis Miniſtris Plenipotentiariis ſufficienti poteſtate inſtructis, oblatæ, partim ab ipſis Regni & Magni Ducatûs Lithuaniæ Statibus propoſitæ, de mutuo conſenſu inirentur, ſanciruntque. Quarum conditionum patriâ linguâ, ex tali methodo, quaſi Ipſemet Sereniſſimus* PRINCEPS ELECTUS REX *præſens adeſſet, conſcriptarum tenor in eum ſequitur modum:*

SEnatus Regni, Ordo Equeſtris, & omnes Status Regni Poloniæ & M. D. Lithuaniæ, omniumque aliarum Provinciarum annexarum, de hoc ſibi apud Nos caverunt, Nos verò idem illis pollicemur, illudque pro Lege perpetuâ haberi conſentimus, videlicet quemadmodum per libera & unanimia ſuffragia omnium Statuum Reipublicæ utriuſque Gentis Poloniæ & Lithuaniæ, ſingularumque Ditionum annexarum, ad hoc Regnum electi & ſuſcepti ſumus, ita nec *Nos*, nec Succeſſores Noſtri, ſtante vita noſtra, Reges nominabimus, neque ullo modo aliquem in Thronum Noſtrum Regium inducemus, idque ideo, ut perpetuis temporibus, poſt deceſſum Noſtrum, libera Electio Regum, apud *Status Regni*, & *Magni D. L.* & omnium Provinciarum annexarum, ſecundum Jura, Privilegia, & Conſtitutiones *de libera Electione* latas, tam antiquas, quam recentes Annorum 1607, 1609, 1631, 1662, & 1667, in pleno robore maneat. ANNO 1733.

Reaſſumendo omnia Jura *de libera Electione*, cavemus, *ne Domus Noſtra Regia ullam ſucceſſionem & prætextum proximitatis ad Regnum ſibi præſumat*: His enim ſaltem prærogativis utetur, quibus Progenies antecedentium Sereniſſimorum Regum Poloniæ uſa eſt, ſalvis Juribus Reipublicæ circa hoc latis.

Licet Jura antiqua ſint indubitata, *quod Rex ſit Catholicus*, propter æternum tamen valorem, nunc & in poſterum, *perpetuâ Lege cavemus, pro Nobis & Succeſſoribus Noſtris*, quia Nos Fidem Romano-Catholicam profitemur, ne quoque in poſterum Rex diverſæ Religionis in Regnum Poloniæ & Magnum Ducatum Lithuaniæ eligatur, niſi ſit Romanæ Orthodoxæ Religionis Catholicæ. Ejuſdem fidei etiam Regina eſſe debet, ſive natione, ſive vocatione.

Et quoniam in hoc inclyto Regno Poloniæ, Poloniæ & Lithuaniæ Nationis & Provinciarum annexarum, non exiguus eſt *Diſſidentium in Religione Chriſtiana* numerus, propterea exemplo Anteceſſorum Noſtrorum, ne poſtea ex hac cauſa ſciſſiones & ſanguinis effuſiones fiant, id quod antiquis Confœderationibus & Conſtitutionibus cautum eſt, perpetuis temporibus tenebimus, *non obſtantibus quibuscunque Proteſtationibus, integrâ tamen in omnibus Diſſidentium in Religione Chriſtiana, Pace & Securitate.*

Et quod attinet ad Perſonas Græcæ Religionis *Unitæ & Diſunitæ*, quicquid propter alia impedimenta, in præſenti Electione, locum nancifci non potuit, hoc in Comitiis futuræ Coronationis, juxta Jura antiqua utriuſque Partis, in præſentia Deputatorum ex utroque Ordine, *ſine omnibus dilationibus & diſquiſitionibus*, per Commiſſarios indilatè pacificare, & ita *conjunctim cum Republica* componere promittimus, ut cuilibet in ſuis bene fundatis gravaminibus Jus & ſatisfactio fiat. Bona & Dignitates Spirituales Græcæ Religionis, Perſonis incapacibus, juxta Jura antiqua non dabimus, nec per ceſſionem tenere permittemus. *Avulſa bona* à Metropoli Kijovienſi Jure belli non alienata, ad eandem Metropolin ſpectantia, juxta antiqua Jura eidem adjungere promittimus.

Contra *Mennonitas*, *Anabaptiſtas*, *Kwakeros*, qui ad Jus *Diſſidentibus in Religione Chriſtiana* inſerviens, pertinere non debent, omnia Jura & Statuta *contra Arianos* lata reaſſumimus.

Conſervando Prærogativam libertatis, *Jus æqualitatis inter Coetus Regni*, uti præcipuum fundamentum & decus primarium, imò matrem liberi Status Equeſtris Ordinis, inter Jura Cardinalia illius Reipublicæ tenebimus & obſervabimus, neque illud per ullas nomenclaturas familiarum, ſcilicet, Comitatuum, Marchionatuum, & titulorum Principum, deprimi & debilitari permittemus, ſed parem & in æqualitate viventem omnem Nobilitatem, *ſolo officio ex meritis parto, diſtinguente Perſonas*, cenſebimus, imo cavebimus, ne potentior fiat gravis minori.

Bona hæreditaria nec per Nos, nec per ſubordinatas Perſonas, neque in Prolem Noſtram, neque pro Nobis ipſis acquiremus; id quod *pro Nobis & Succeſſoribus Noſtris cavemus.*

Juramentum Noſtrum, & *Pacta Conventa* ſummarie collecta, in quibuſvis Comitiis, prima die, loco Articulorum Mareſchalcalium, in præſentia Senatus legi debent; qua lectione Pactorum Conventorum, cuilibet Nuntiorum liberum erit notare *exorbitantiam, ſi quæ evenerit.*

Ne *Juſtitia diſtributiva* occaſionem ambitui Civium præbeat, circa collationem honorum & beneficiorum, à nemine ulla Juramenta privata exigemus, nec *ſubmiſſiones ſubſcriptas* poſtulabimus. Et ſi alicui propter promotionem in Regnum, per Nos, vel ſubordinatas perſonas, aliquid promiſerimus vel aſſecuraverimus, tam in Regno, quam in Magno D. L., & Provinciis annexis, *hoc debet eſſe nullitatis, neque ullatenus promiſſum adimplere tenebimur, ſub nullitate.*

In unam familiam duo Miniſteria ſuprema Status, uti *Claves*, *Sigilla*, *Baculus Mareſchalcales*, *Theſaurariatus* in Regno, & Magno Ducatu Lithuaniæ, non conferemus; nec Abbatias, Dignitates & Capitaneatus minorennibus, ſed ſolum bene meritis Terrigenis, ætate & ratione vigentibus, ſalvis modernis poſſeſſoribus.

Similiter *uni perſonæ, ultra duos Capitanatus boni*

ANNO 1733. *Proventus, aut Tenutas insignes* (quibus Capitaneatus cum Jurisdictione non debent includi;) pariter *familiares*, ultra duos Capitaneatus boni Proventus, Jure communicativo, exceptis Capitaneatibus limitaneis & cum Jurisdictione, (quorum Possessionis secundum Jura sunt incapaces) tenere non erit permissum, *salvis istdem modernis Possessoribus*. Et ubi alicui Dignitati Capitaneatus aliquis Castrensis annexus fuerit, alterum ejusmodi Capitaneatum, neque in hoc, neque in alio Palatinatu conferemus.

Hoc quoque promittimus, quod Privilegia, Capitaneis in Advocatias (sive *Hovostwa*) quæ olim seorsum collatæ fuerunt, non dabimus, *neque Plebejis personis Tenutas* concedemus, *exceptis his Plebejis personis*, quæ Meritis ab aliis distinguuntur.

Et quoniam Palatinatus Culmensis Ordine in Prussiæ Provincia primus, admodum tenui, ex Capitaneatu *Kowalewsensi*, ipsi incorporato, gaudet Proventu, nulla ad alios Palatinatus Prussiæ habita proportione, ita ut sine insigni propriorum Bonorum diminutione, publicis invigilare curis non possit: ergo spondemus, Nos huic Palatinatui, *exprimis in Palatinatu Culmensi vacantibus*, Capitaneatum aliquem sive bonum aliquod Regale addituros, & Capitaneatui *Kowalewsensi* esse incorporaturos. Quod Ordines Regni in primis Comitiis, Constitutione approbabunt.

Cavemus & hoc; quod duo Privilegia in unum Munus & vacans in Regno & Magno Ducatu Lithuaniæ, & annexis Provinciis, nemini dabimus, neque ante *actualem ascensum*, *neque post certa fata conferemus*: quare una cum altera Cancellaria in Regno & Magno Ducatu Litbuaniæ, Privilegia collata, propter informationem, communicare debet.

Dignitates & Munia, tam in Regno, quam in Magno Ducatu Lithuaniæ, & annexis Provinciis, penes Jura antiqua, Jurisdictiones, Consuetudines & præscripta Regni & in Magno Ducatu Lithuaniæ, *juxta Coæquationem & Ordinationem*, conservabimus: Prærogativas & Proventus illorum, nullo modo a quopiam minui & abrogari permittemus.

Vacantia *extra tempus Comitiorum*, ad maximum, spatio sex hebdomadum, a prima notitia Nostra, & ante omnia, in Comitiis conferemus, & cui collata fuerint, statim publicabimus, eademque *Terrigenis, Indigenis patriæ gaudentibus, bene meritis, ætate & discretione vigentibus*, utriusque Gentis & annexarum Provinciarum, juxta Jura & Privilegia distribuemus.

Incompatibilia in Juribus descripta, scilicet *Marschalcatus*, *Sigilla* & *Thesaurariatus* cum *Clava*, simul non dabimus.

Sigilla cubicularia & signa privata, in negotiis & expeditionibus Reipublicæ non utemur, Litteras omnes & Legationes publicas, tantum *Lingua Polonicâ* & *Latinâ* expediemus, Privilegia aut Universalia, sub dictis sigillis *etiam ex Senatus consulto* extradi, non jubebimus, reservando id Cancellariis utriusque Gentis.

Thesaurariatus Magni, Regni & Magni Ducatus Lithuaniæ, ut in futuris Comitiis, *per plus offerentium* conferantur, curabimus: quæ res in Comitiis deciderur.

Pacta & Fœdera cum Potentiis externis renovabimus, & conservationem illorum procurabimus, tam *sine ullo præjudicio Reipublicæ, & assultione cujuscunque Provinciæ*, quam etiam sine ulla infractione ac sinistra interpretatione, *Tractatuum Pacis & Fœderum*, per quamcunque partem. Differentias cum vicinis Potentiis, conjunctim cum Republica, secundum æquitatem, amicabiliter quam primum componere, & ad finem perducere studebimus.

Compactata vero cum Serenissimo Imperatore, per Deputatos, ex Constitutione Grodnensi Anni 1725. anno præterlapso 1732. renovata, & ad ratificationem ad Comitia remissa, ut in futuris, Deo annuente, Comitiis concluſis, juxta tenorem suum ratificentur, curabimus.

Pacificationem similiter Reipublicæ, tam ab intra, quam ab extra, sicut & *evacuationem Copiarum extraneorum*, sine ulla ad Rempublicam Prætensione, conjunctim cum Ordinibus Regni, habentes prius ab illis provisam securitatem, quantocius procurabimus.

Assultorum recuperationem, occasione justa & legitima data, curæ habebimus. Bella autem hujus causa, inconsulta plena Republica, cum nemine inchoabimus, sed bono potius publico, uti summo, omnibus modis prospiciemus.

ANNO 1733. *Legatos & Residentes* ad exteros Principes, tantum Nobiles, bene possessionatos, utriusque Gentis, ex utroque Ordine mittemus: quibus Instructiones datæ, inter Senatus Consulta scribi, in Comitiis per Cancellarios Nostros legi; & postquam ex functionibus suis redierint, Relationes illorum in Comitiis scriptæ reddi: *Legationes* quoque, a Principibus externis ad Comitia, in omnium Ordinum præsentia recipi, ad audientiam admitti & expediri debent, salvis extraordinariis, in urgente necessitate casibus, tunc, non expectatis Comitiis, ad mentem præsentis Consilii expedire Nobis liberum erit.

Ad Legationem Romanam Personas Sæculares, non Spirituales, adhibebimus. Et cum Jus nominandi Sub ecta ad Cardinalatum habemus, hoc ipsum Jus servabimus.

Instabimus quoque apud Beatissimum Patrem, ut differentiæ de *Jure Patronatus*, & alia Reipublicæ desideria, quantocius cum Curia Romana, cum Nostra & Reipublicæ satisfactione, per Concordata finaliter terminentur & pacificentur. In proximis autem, quæ ad finem perducentur, Comitiis, cum Ordinibus Reipublicæ, id enixe curabimus, ut ad satisfactionem Beatissimi Patris, Constitutionis Grodnensis A. 1726. sanctæ, fiat modificatio.

Exteros, aut quempiam alium, ex Nostra Persona, ad *Indigenatum*, Nobilitatem haud promovebimus, sed tantum hos, quos Palatinatus utriusque Gentis, vel Ministri Status, & Duces Exercitus, Sagô & Togâ bene meritos commendabunt. Recens autem creatis Nobilibus Officia & Beneficia ad tertiam Progeniem non dabimus, neque Legatos mittemus, exceptis iis, qui vita aut fortunis tuebuntur Patriam, & qui ex antiquis familiis externis recepti fuerint.

Extraneos cujuscunque Conditionis homines, ad Consilia Reipublicæ, aut ad ullas administrationes & negotia haud admittemus, neque iis Dignitates, Capitaneatus, Tenutas conferemus, ex præscripto *Constitutionum A.* 1607. & aliarum, ad quas in omnibus agere volumus: salvis Domesticis Nostris bene meritis, quoad collationem *Advocatiarum*, juxta antiquas leges. Neque ut se instantius, negotiis, promotionibus, porrectionique chartarum ad subscribendum immiscent, concedemus, sub vinculo juramenti Nostri.

Aulam dignitati Nostræ Regiæ convenientem, ex Gente *Polona*, *Lithuana* & annexarum Provinciarum, tantum ex ipso Ordine Equestri, præ aliis, incipiendo ab Officialibus Aulicis, usque ad *Ephebos & Janitores* habere promittimus, præter alias Personas ad minora obsequia pertinentes, cujuscunque conditionis.

Similiter & Serenissima *Regina*, *Conjux Nostra*, in Aula sua, Personas *Polonicas*, Senatorii tantum & Equestris Ordinis habeat, providendo Aulæ suæ Personas extraneas, pro dignitate & decentia sua.

Serenissima Conjux Nostra tali *Dotalitio* in Tenutis & Bonis Regiis gaudebit, quale Serenissimæ Reginæ Poloniæ, *Ludovicæ*, *Eleonoræ* & *Mariæ* habuerunt.

Custodiam Corporis Nostri & Cancellarias, ad mentem Constitutionis Anni 1717. sustentabimus & conservabimus.

Stipulamur pro *Serenissima Conjuge Nostra Regia*, quod Ea in materias Status, aut promotiones, sive per Se, sive per alios, tanquam Se ingeret.

Reassumendo Pacta Conventa & Jura Serenissimæ Prolis Regiæ, inter Rempublicam & Serenissimum, sanctæ memoriæ, *Johannem III.* Regem Poloniæ, Antecessorem Nostrum, indemnitatem & immunitatem bonorum & fortunarum, *Serenissimi Principis Regii, Jacobi*, simul Personam ejus in Protectione Nostra manutenebimus, prævio Juramento fidelitatis, in conformitate Legum, Nobis & Reipublicæ præstando.

Judicata quorumvis Magistratuum, præcipue Judiciorum Nostrorum, per Rescripta privata, ne suscitentur, sub nullitate eorum præcavebimus, & salvos Conductus, *vulgo Glejty*, in Regno secundum antiquam Consuetudinem, ad jure agendum, solummodo in sex menses, & prorogationes eorum, non nisi bis, ex Cancellariis Nostris dari permittemus, neminemque captivari, nisi jure victum, patiemur.

Privilegia omnia, tam publica, quam privatorum, ab Antecessoribus Nostris concessa, in quantum Juri publico & Legibus non repugnant, conservare & manutenere spondemus.

Du-

ANNO 1733. Ducatus *Zatoriensium* & *Oſoiecimenſem*, per *Conſtitutionem Anni* 1581. circa incorporationem ſuam, à ſolutione vectigalis & telioniorum, pro lignis & piſcibus, quos aquâ *Cracoviam* & ultra ex Bonis ſuis demittunt, liberatos, immunes fore promittimus, & ne ullum præjudicium à magna *Procuratione Cracovienſi* afferatur, curabimus, prævio tamen eorum Juramento, quod ligna & piſces ex propriis fundis, non aliunde coëmtos, demittant.

Providendo omnibus Juribus & Immunitatibus *Provinciæ Pruſſiæ*, ne in illis ullam læſionem accipiat, ſed ut proviſis ſuis io toto gaudere poſſit, Legibus, verbo Regio ſpondemus, quod omnia vacantia, *Eccleſiaſtica & Secularia*, *Sellas Senatorias*, *Munia & Capitaneatus*, *Tenutas & Advocatias*, ſolis, veris & indubitatis Indigenis, Nobilibus bene meritis, vigore Privilegii incorporationis, & Diplomatum Sereniſſimorum Anteceſſorum Noſtrorum, & illius, quod Nos ipſi daturi, conferemus, neque conſenſus ad cedendum permittemus, & caſu quo aliquis Privilegium, huic ſponſioni Noſtræ contrarium, obtinuerit, illud pro nullo & invalido ex nunc declaramus, & non tantum Nuntiis reclamandi facultatem, ſed etiam vim agendi io Judiciis Noſtris *poſtcurialibus*, pro repoſitione, & abjudicatione Privilegii atque conſenſus, concedimus.

Commercia Incolarum Pruſſiæ, *ſimul Urbium & Oppidorum hujus Provinciæ*, quod juxta mentem *Privilegii Incorporationis* anni 1454. ab omni vectigali, tam terreſtri, quam fluviali, erunt immunia, & præcipue in *Camera Fordanenſi*, Reipublicæ pollicemur.

In *Judiciis Comitialibus poſtcurialibus* & aliis, cauſas omnes, ita, uti ex Regeſtro obvenient, non immutando earum ordinem, judicabimus, & nihil in præjudicium juſtitiæ & injuriatorum faciemus, conformando ſententiam Noſtram ad pluralitatem votorum, quæ ſtatim in triduo, ſine depactatione vel immutatione, partibus in debita forma & ſecuritate extradi debet. Judicia quoque *Curlandiæ* in terminis circumſcriptis, præviis intimatorialibus, non prætermittere declaramus.

In *Judiciis poſtcurialibus*, ſecundum præſcripta Jura Henriciana, ex ſententia Dominorum Officialium, apud Nos exiſtentium, procedemus, deliberationes tertio die abſolvemus, & omnes cauſas ſuperiores, nondum deciſas, expediri curabimus.

Judicia Relationum non prætermittemus, quin imo acceleratione illorum per ioterualla promittimus, Notariosque in his cauſis, juxta antiquam praxin conſervabimus, ipſaque Decreta, per pluralitatem votorum Senatoriorum, conſcribi curabimus.

In omnibus cauſis ad quævis Subſellia inter Concives Regni & Magni D. L. intervenientibus, *inſtantias* contra injuriatos non dabimus.

Bona noſtra Oeconomica & Capitaneatus, *Salisfodinas*, *Mauricas*, *Regentias*, *Regni & Magni D. L.*, *Secretariatus*, *Notariatus Cameræ & Theſauri*, & in genere Adminiſtrationes & luſtrationes Theſauri non dabimus, neque telonia vectigalia, Cameras locari permittemus, niſi perſonis Ordinis Equeſtris, utriusque Gentis, mere poſſeſſionatis, ſub pœna duorum millium marcarum Polonicalium, & nullitate Contractus, in eos, qui vel Plebejæ conditionis vel Judæi fuerint, & ejusmodi contractus quæſiverint, aut obtinuerint, ad inſtantiam cujusvis Nobilis, in quolibet Foro, ex regeſtro Fiſci vindicanda.

Præfecturas Præſidiorum, in Bonis Noſtris, in Urbibus, Arcibus & Propugnaculis Regni, M. D. Lithuaniæ & Provinciarum annexarum, non Plebejis Perſonis, ſed Nobilibus, poſſeſſionatis, & bene meritis dabimus.

Oeconomias ad Menſam Noſtram pertinentes, ſine ſpeciali Reipublicæ conſenſu, non amplificabimus, nec novos fines & fundos illis per potentiam Adminiſtratorum vindicari permittemus, ſed potius ad dijudicandas injurias, Commiſſiones concedere non gravabimur, exceptis pure avulſis.

Cum his Oeconomiis, ſecundum Jura, agentus, neque per ulla avulſa illegitime obtenta minui patiemur, ſed eas in adminiſtrationem aut Arendam, tantum Nobilibus, ſine ſcilicet in Regno, Regni; Lithuaniras, Lithuaniæ & annexarum Provinciarum, harum Terrigenis dabimus.

Et quoniam ſub prætextu *bonorum Menſæ Regiæ*, varia Bona, quæ ad menſam Regiam nunquam pertinuerunt, titulo avulſionis, ad *Judicia poſtcurialia*, trahi ſolent, hæc vero ſæpius ſub arbitra Majeſtate nutant: quare declaramus, hæc tantum bona ex natura ſui ad Menſam Regiam pertinere debere, quæ antiquitus ad illam relata ſunt. ANNO 1733.

Donatarias omnes, juxta tenorem Jurium eorum, ab antiquo illis conceſſorum, in plena ſecuritate poſſeſſionis relinquemus, in Regno, ſecundum Conſtitutionem eo nomine deſcriptam, & io Lithuania, ſecundum eorum Statutum.

Injuriatis prætendentibus ſatisfactionem ab Adminiſtratoribus Noſtris circa Documenta liquida ſpondemus.

Publicam Oeconomiam, ſecundum antiqua Jura *Vladiſlai* IV. & *Johannis Caſimiri*, Anteceſſorum Noſtrorum, conſervabimus, cui juxta *Conſtitutionem Anni* 1659. duos Capitaneatus, ex primis vacantibus, quorum Proventus triginta millia efficient, incorporare promittimus, & omnia, juxta tenorem Pactorum Conventorum, cum Rege & Parente Noſtro, ſanctæ memoriæ, initorum, quoad hoc punctum obſervabimus.

Nullum Exercitum extraneum, ſine ſpeciali conſenſu Reipublicæ, in viſcera Regni introducemus, neque *Quartianos*, neque alios milites novis ſupplementis augebimus, aut ſine ſpeciali Reipublicæ conſenſu, extra limites educemus.

Et ſi quis contrarium fecerit, licet Litteris Noſtris pro conſcribendo milite (*liſtr przyzwoitni*) ſubreptitiè obtentis, inſtructus, talem *pro perduelli*, *infami ac hoſte Patriæ* declaramus

Mare exterorum, *milites* legere nemini permittemus: Exercitum autem utriusque Gentis & auctoramenti ad mentem *Conſtitutionis Anni* 1717. ſervabimus.

Obſtricti etiam erimus, deliberatione cum Ordinibus Reipublicæ inſtituâ, io futuris Coronationis Comitiis curam adhibere, ut *militia equeſtris & pedeſtris*, in optimum Ordinem, & ad talem numerum reducatur, ut omni occaſioni ingruenti ſufficientem ſe probet; pariter ne bona terreſtria & eccleſiaſtica, utriusque partis, ac Regia, tranſitu & Stationibus à milite exhauriantur, & ut milites in diſciplina militari maneant, ad mentem dictæ Legis novellæ 1717. Cavebimus in poſterum, ne ulla *Vexilla & Regimenta* utriusque auctoramenti vendantur, niſi bene meriti.

De redimendo *Drahimo* & Territorio Elbingenſi, ut & ratione Trajectus ad Civitatem *Neuburgenſem*, nec minus de *Lismirienſi* ac aliis Templis, pariter de omnibus prætenſionibus veteribus & recentibus, cum Aula *Berolinenſi* conferemus, & ex vi Pactorum componere allaborabimus.

Et nominatim, ut Jura, Privilegia, Immunitates, Tractus *Lauenburgenſis* & *Bitovienſis*, tam Eccleſiaſtica, quam Civilia, prout per omnia, ſub immediato Dominio Regni, iisdem utebantur, juxta Jura & Conſtitutiones Regni conſervennr, providebimus, & ne Incolæ Equeſtris Ordinis, ultra conſenſum unanimem in Comitiis ſuis, tributis onerentur, apud Aulam *Berolinenſem* bona noſtra officia interponemus.

Similiter, ut *Ducatus Carlandiæ*, ab externis prætenſionibus liberetur, & Dux, Dominus Ferdinandus, uti inveſtitus, juribus ſuis uti, & ad poſſeſſionem bonorum ſuorum pervenire poſſit, & ut Incolæ hujus Ducatus, Duci, licet *pro nunc*, *ob impedimenta extranea abſenti*, *in Regno tamen commoranti*, *debitam præſtent obedientiam*, *conjunctim cum Republica curas Noſtras indilati impendemus*, *ſalvis*, *hujus Ducatus*, *Nobilitatis & Civitatum antiquis juribus*. In avulſionem verò hujus Ducatus, a Corpore Reipublicæ, nunquam conſentiemus.

Quoniam Sal Reipublicæ *trimeſtris ſiu quartalis* (*Sol Suchedniowa*) Nobilitati, reſpectu bonorum terreſtrium, ex Salisfodinis *Bochnenſibus & Vielicenſibus*, ut & ex Oeconomia Noſtra *Samborcenſi*, extradi ſolet, ſpondemus, reſpectu ejusmodi bonorum terreſtrium, dictum Salem, ſecundum antiqua Regeſtra, omnibus Palatinatibus & Terris, juxta jura antiqua & conſuetudines conceſſum iri: & quidem proximi Palatinatus, ipſi ſibi hunc Salem petent, remotioribus autem, in loca conſtituta noſtris ſumptibus, pretio juribus deſcripto, ſubvehi curabimus: cui rei attendere, magni Regni Theſaurarii obſtricti erunt. Adminiſtratores vero Salisfodinarum, ſub amiſſione contractus, & pœnis Legibus deſcriptis, ſalem erogare tenebuntur, ad inſtantiam Palatinatuum, Terrarum & Diſtrictuum. Et ſi Adminiſtratores, aut quocunque modo dicti Tenutarii, ex Salisfodinis, ſalem ejusmodi non erogaverint, liberum erit cuilibet Palatinatui & Terræ, illos per inſtigatorem ſuum ad Tribunal citare, ioter cauſas Fiſci, ex ſpeciali regeſtro, & pœnas in eos urgere, ut in *Con-*

ANNO 1733. *ſtitutione anni* 1654. & aliis antiquis deſcriptæ ſunt. Terræ autem *Czerſkenſis*, *Lomzenſis*, *Nurſcenſis*, & ſigillatim *Ciechanovienſis*, quæ maxime ab aliis læſa, penes jura antiqua *anni* 1607. & conſuetudines ſervari debent, ſine diminutione tamen proventuum menſæ Regiæ. ANNO 1733.

In hoc etiam ſecurum reddimus Ordinem Equeſtrem, quod ſi in alicujus bonis inveniantur ſodinæ *metallorum*, *Salis*, *Sulphuris & aliorum generis*, in fundo terreſtri, nemini in fodiendo, utendo & vertendo in commodum ſuum, neque per Nos, neque per quemvis alium, perpetuis temporibus, impedimentum aliquod afferemus.

Compenſationem pro fodina ſalis, *Cuniunda* dicta, Magnificis & Generoſis *Lubomirſcis*, juxta *Conſtitutionem Anni* 1736. ad effectum perducere declaramus.

Ut Oeconomia *Olkuſienſis* incrementum accipiat, & ad antiquos proventus, per injuriam imminutos, reducatur, curabimus, ſalvis ſalvandis.

Et quoniam Dominia Noſtra *Saxoniæ hereditaria*, propter ingentes ad eorum Statum pertinentes neceſſitates, carere noſtra, in ſuis viſceribus, præſentia non poſſunt; proinde ex conſenſu Ordinum, juxta *Conſtitutionem anni* 1717. habito reſpectu *Conſtitutionis Lubtenſis* 1703 abitum noſtrum & commorationem ordinabimus: privilegia tamen ibi, & publicas expeditiones non extrademus, ſed omnia ad reditum noſtrum in viſcera Regni, aut in ejus fines differemus, exceptis militaribus & ſpiritualibus.

Proventus ex *Moneta* Regni & M. D Lithuaniæ, quoniam ad Rempublicam pertinent, neque Nos, neque Succeſſores, jus in illos, Nobis vindicabimus, nec etiam monetam ex conſenſu Senatus cudi jubebimus, juxta *Conſtitutionem anni* 1632 verum de *ordinatione monetali*, Regni & M. D. Lithuaniæ, non alibi, túſi in Comitiis agemus. Et quia per occluſionem officinarum monetalium Reſpublica magnum paſſa damnum, curabimus, habito Conſilio cum Ordinibus Reipublicæ, ut officinæ aperiantur, ac juxta ligam Imperii & vicinorum Principum, moneta argentea & aurea cudatur.

Clenodiis ſive lapidibus Reipublicæ *pretioſis* uti, & Theſaurum aperire, etiam ex Senatus Conſulto nemini permittemus, ſine ſpeciali Reipublicæ conſenſu.

Menſuum Militarium, qui *Tamarzyſkie* dicuntur, ut & Præfectorum auctoramenti extranei, in actuali obſequio perſonaliter exiſtentium, in diſtributione *panis benè meritorum* peculiarem habebimus rationem.

Ordinis Ciſtercienſis Monaſteriorum *Olivenſis & Pelplinenſis* jura, privilegia, ſignanter liberam Abbatum ſuorum electionem manutenebimus, hoc præcautò, ut perſonas Nobiles, non Plebejas eligant, cujus electionis approbationem Nobis reſervamus.

Vindicatio *Summarum Neapolitanarum* cum Cenſibus, cura & impenſis Reverendi in Deo Patris, Chriſtophori *Szembek*, Epiſcopi Cujavienſis, jam benè in vias planas directarum, ut ad optatum perveniat effectum, & Reſpublica celeriorem accipiat ſatisfactionem, bona officia Noſtra & interpoſitionem apud Aulam *Viennenſem* adhibebimus.

Munus *Theſaurariatus Curiæ Regni*, juxta antiquum *Statutum Regis Alexandri*, ſecundum *Conſtitutionem* anni 1607 & penes recentiora jura, ad illud pertinentia confirmamus, illudque in receptione proventuum ex bonis oeconomicis Regiis, ac reditibus ſolitis, ſine ulla præpeditione perſonarum eccleſiaſticarum, inviolabiliter cuſtodimus.

Academiam Cracovienſem, uti meritiſſimam Reipublicæ, omnium Scientiarum Magiſtram, circa inſtructionem Studioſorum infatigabilem, & circa productionem magnorum & dignorum virorum ſollicitam, in antiquis Juribus & Privilegiis nunquam mutandis, conſervabimus: imo in augmentum ulterioris Noſtræ benevolentiæ erga illam, occaſionem nullam omittemus.

Similiter Academiam *Vilnenſem*, cum omnibus Juribus & Privilegiis, ab Anteceſſoribus Noſtris conceſſis, ac noviter a Sereniſſimo ſanctæ memoriæ Rege AUGUSTO II. Privilegio firmatam, cum exercitio omnium Scientiarum, ſimul fundationem Collegii *Polocenſis*, penes omnia Jura, ſecundum *Conſtitutionem Anni* 1717. huic Collegio ſervientem, conſervare promittimus.

Urbs *Cracovia*, quondam Sereniſſimorum Anteceſſorum Noſtrorum dilecta & delecta Reſidentia, & nunc ex multis cauſis in ruinam vergens, commercia quoque ibidem labentia, ſingularem a Nobis exigunt conſiderationem, quare non ſolum eam circa antiqua *Jura*, *Privilegia*, *Conſtitutiones*, *Prærogativas & Immunitates* conſervabimus, ſed etiam ſedem Noſtram, captatô opportunô tempore, per intervalla conſtituere, & ulteriori ruinæ tam celebris in Europa Urbis occurrere, imo de modis, quibus emolumenta ejus procuranda, cogitaturos Nos obſtringimus.

Civitatem *Varſavienſem* circa Jura antiqua conſervabimus.

Tatari in Magno Ducatu Lithuaniæ habitantes, Jure terreſtri, ſecundum antiqua Ducum Lithuaniæ, & poſtea *Sereniſſimorum Regum*, ſanctæ memoriæ Anteceſſorum Noſtrorum, Privilegia ipſis conceſſa & confirmata gaudentes, tanquam homines Reipublicæ & Regibus ſuis fideliter & probe parentes, hanc invenerunt apud Nos Conſiderationem, ut illos penes omnia Jura ſua antiqua conſervare velimus, quare Conſtitutiones illis ſervientes in toto, tam reſpectu bonorum terreſtrium, quam Oeconomiarum legitime acceptarum, approbamus.

Ut obvenientes cum *Cæſarea Majeſtate* de finibus controverſiæ, & aliæ incolarum Reipublicæ poſtulationes finaliter componantur, cum debita eorum, qui injurias paſſi, ſatisfactione, interpoſitionem noſtram Regiam, ad Sereniſſimum Imperatorem deferemus.

Propoſitiones per Miniſtros Noſtros plenâ facultate inſtructos, Ordinibus Reipublicæ oblatas, in præſentibus Pactis Conventis expreſſas, quod ſacroſanctè manutenebimus, verbô Regio ſpondemus, easdemque Pactis Conventis junctas Sacramentô Noſtro confirmabimus, & quicquid ex re & commodo Reipublicæ proficuum fuerit, nulla occaſione, pro poſſibilitate Noſtra, omittemus.

Propoſitionum autem harum eſſentialium, *Sereniſſimæ Reipublicæ & omnibus Ordinibus Regni & Magni Ducatus Lithuaniæ*, per Illuſtriſſimos *Miniſtros Plenipotentiarios*, cum abſolutiſſima Plenipotentia, ex parte *Sereniſſimi Principis Poloniæ & Electoris Saxoniæ*, nomine ejusdem *Sereniſſimi Principalis & Domini eorum Clementiſſimi*, oblatarum, tenor eſt ſequens:

Quoniam nemo dubitare poteſt, *Sereniſſimum Principem Regium Poloniæ*, *Electorem Saxoniæ*, eſſe verum & indubitatum *Catholicum*, tantôque zelo, religione ac pietate, ſanctæ & univerſali Matri *Eccleſiæ Romano-Catholicæ* junctum & addictum, ut pro integritate, veritate & defenſione ejus, omnes vires & quicquid cari habet, impendere non recuſaret: opecæ pretium non eſt, Orthodoxis Sereniſſimæ Reipublicæ Ordinibus veritatem hanc ſuperfluis probare argumentis. Univerſus enim Orbis videt, miratur & magni facit, veram, non vanam, nec ſuctam Principis hujus Religionem, quam propriis ſuis meritis & virtutibus ita exornat, ut in exemplar præſentis noſtri ſæculi à Deo datus intelligi poſſit. Junctæ enim in eo eſt puritati Religionis omnium Virtutum norma, quæ & Principem ad magna natum, & Virum bonellum in omnibus conſpicuum reddunt. Nullum in eo datur vitium, quo ſummæ ejus animi dotes, aut imminui, aut ab ipſâ invidia obumbrari poſſint. Junxit jullitiæ clementiam, fortitudini conſilium, rebus gerendis prudentiam, potentiæ moderationem, auctoritati gratiam, opibus liberalitatem, fortunæ ſuæ temperantiam, alienæ curam. Procul ab eo ira & vindicta, fidei violatio, meritorum oblivio, aut beneficiorum tarditas. In excipiendo clemens, acceſſu facilis, comus omnibus & affabilis.

Deducere Sereniſſimam ejus Stirpem non eſt momenti præſentis, hanc enim jam in Sereniſſimo olim *Rege Auguſto*, *Parente Ejus* deſideratiſſimo, probe cognovit Reſpublica. Enimvero, quod in noſtro *Principe Regio* ſingulare & præcipuum eſt, ille illuſtris Sanguis, qui ex vetuſta familia *Jagellonis*, per *duodecim cognationes*, in venas ejus derivatur, purus & calens adhuc in ipſo durat, & in inclytam *Gentem Poloniam*, vivo naturalique inclinat amore. Per hos inæſtimabiles tanti ſanguinis influxus, exiſtimat *Princeps Regius*, apertam ſibi viam ad ampliſſimos Nationis *Polonæ* inviciſſimæ affectus, quos non marceſcentes ac ultra patrios fines protenſos erga Stirpem *Jagellonicam*, ſæcula probant; adeo ut hac prorſus ratione non degener ramus, Sereniſſimus Princeps Regius, liberrimis Reipublicæ Polonæ ſuffragiis, Se ſortemque ſuam tradere, &, uti facit, impenſe commendare non diffidat.

Per hunc Sanguinem & per hanc Cognationem, neque pro extraneo, neque pro indocili Jurium & Poloniæ Libertatis inſtitutorum haberi poteſt, Sereniſſimus Princeps Regius, Electur Saxoniæ, quin imo in non vana ſpe ponit fiduciam, quod & hac in parte fidus acceptusque erit liberis ſuffragiis electoris Populi, quæ ſolo bene merendi ſtudio, non ulla alia cauſa ac ratione

ANNO 1733.

de mereri, ac in Se derivare cupit.

Et ſicut Sereniſſimus olim Rex, Parens ejus, liberis electus ſuffragiis, & nullis fortunæ adverſæ caſibus, per Dei gratiam à Regno amotus, Jura & Libertates ejus intacte ſervavit & auxit, uſibusque publicis Sereniſſimæ hujus Reipublicæ vitam hauvit, nec ullum jus ſpeciale *Sereniſſimo Principi Regio*, filio ſuo, ad petendam Coronam reliquit, aut quidquam eum in finem toto tractu vitæ ſuæ tentavit, ſed integram & liberam hac in parte Electionem inclyto Reipublicæ Ordinibus reliquit; ita & *Sereniſſimus Princeps Regius*, ſolis liberrimæ Gentis Suffragiis & Affectibus ſe permittens, poſtea, quando, Providentia divina ſic diſponente, & *Sereniſſimæ Reipublicæ* aſſenſu accedente, *Rex electus erit*, promittit ſe *Pactis Conventis* jurejurando firmandis, ſimul Diplomate quam ſufficientiſſime *Sereniſſimæ Reipublicæ* confirmaturum, *quod tantum liberis Suffragiis, & non alio quovis prætextu aut colore, Solium hoc Regium aſcenderit, & quod hæredes nullam peculiare jus aut juris ſpeciem, quo Regnum hoc ſibi petant, ſint habituri*, ſed quod liberum per omnia Reipublicæ, poſt ſera fata, in Regem, quicunque placuerit, ſibi eligere.

In majorem hujus Rei ſecuritatem, *Guarantiam* quam ſolenniſſimam procurabit *Sereniſſimus Princeps Regius*, ſi id Reipublicæ neceſſarium videbitur: pari ſecuritate omnes Regni hujus Libertates, Immunitates, Cautiones, Prærogativas, Privilegia, Jura tenere, religioſe ſpondet, incundaque Pacta Conventa inviolabiliter obſervare promittit.

Regnum hoc celeberrimum, & Provincias ad illud pertinentes, ſecundum Leges, Conſtitutiones & Ordinationes ſuas gubernabit, idque conſilio Senatus, Miniſtrorum, & Ordinum Reipublicæ. Ne vero *Miniſterium Saxonicum*, ullo quopiam modo & prætextu, in Regni hujus promotiones & diſpoſitiones ſe ingerat, Sereniſſimus Princeps Regius *art. II. §. 5. in Tractatu anni 1717* expreſſum, deſuper obſervabit

Tranquillitatem internam, qualis a Sereniſſimo, piæ memoriæ, Rege, Parente ſuo glorioſiſſimo, habilita eſt, & unionem animorum inter Ordines & Cives patriæ ſumma cura ſervabit & tuebitur.

Pacem externam, amicitiam & bonam vicinitatem, cum Principibus externis, quibus Sereniſſimus Princeps Regius non eſt obnoxius, quibusque nullam inimicitiarum occaſionem dabit, tuto colet.

Curlandiam, aut aliam quamcunque Provinciam, à Corpore Reipublicæ avelli haud patietur.

Et caſu, quô Sereniſſima Respublica bello peteretur, & auxilium ia armis prætenderet, Sereniſſimus Regius Princeps Auguſtus, Elector Saxoniæ, in tali neceſſitate in quantum Sereniſſima Respublica *copias auxiliares* deſideraret, declarat, Se *easdem in neceſſitatem, & juxta tenorem deſiderii Reipublicæ* ſuppeditaturum, ſumtibusque ſuis pecuniariis ſuſtentaturum, excepto tantum pane pro milite, & pabulo pro equis.

Promittit quoque Sereniſſimus Princeps Regius *Camœnecum Podoliæ & Fortaliſſium Sanctiſſimæ Trinitatis*, ad meliorem, quam nunc ſunt, defenſionem, propriis ſumtibus reducere.

Armamentaria Reipublicæ, quatenus apparatu bellico inſtrui poſſint, Sereniſſimus Princeps Regius unà cum Republica, efficaciter modum inire, & ex parte ſua in eam rem contribuere declarat.

Scholam ſive Academiam militarem, ut exerceant ſe juvenes Poloni, bellicis artibus operam dauri, propriis ſumtibus ſervabit, donec Respublica certum fundum procuraverit.

Domum quoque ſeu Xenodochium, pro militibus infirmis viribus, exſtruere Sereniſſimus Princeps Regius declarat, ubi certus numerus bello fractorum, tam Polonici, quam externi Auctoramenti, militum, ſufficienter ex liberalitate Principis Regii ſuſtentabitur.

Simul Idem Sereniſſimus Princeps Regius, ex ſingulari erga Rempublicam, & ejus commodum, ſtudio & propenſione, ad levandas neceſſitates publicas, *tres millionet florenorum Polonicorum* offert.

Quoniam vero *Sereniſſima Respublica*, non tantum domi, armis & conſilio, ſed etiam extra fines, legationibus & cultura concordiæ cum exteris Principibus niti debet, inde huic rei conveniens, ut ad exemplum aliarum Nationum, Miniſtros ſuos in *Aulis externis* & præcipue vicinis habeat: quod ut eo facilius fieri poſſit, Sereniſſimus Princeps Regius, ex liberalitate propria, ſummam *centum millium florenorum Polonicorum*, ex Proventibus ſuis Oeconomicis, ad ſubveniendum Theſauro Regni, ſingulis annis, *in ejusmodi Legationes* ſe aſſignaturum declarat.

Et quoniam hoc præcipuum Regum Poloniæ jus, quod habeant in manibus ſuis, *juſtitiam diſtribuitivam*, ideo Sereniſſimus Princeps Regius, poſtquam eodem ex liberis Suffragiis potitus fuerit, gratias, beneficia, & munia Regni, non aliter diſpenſabit, quam conformando ſe ad præſcripta Legum, & ſecundum merita, nec alia, ſed tantum virtutis commendatione & diſtinctione. Nam magnanimitas hujus Principis fugit indecens & vanum lucrum.

Menſium quoque militarium, in conferendis præmiis, juſtam habebit rationem, adminiſtrationibusque Oeconomicis, ſecundum Leges patrias tantum Nobiles poſſeſſionatos Regni & Provinciarum ei junctarum, admovebit.

Saliſfodinarum & earum conſervationis, ne ruant aut deſtruantur, ſummam habebit curam; *Salem* quoque nobilitarem, *Sol Suchedniowa* dictum, punctualiter Nobilitati, ſecundum antiquum uſum, integre extradi jubebit, atque illis Palatinatibus, qui eum in lapidibus crudis, alias *w kalwanach* recipiebant, pari modo tradetur.

Metallorum fodinas, in primis *Olkuſcenſes*, quibus Ærarium Publicum ſublevaretur, aperiri & reparari curabit, operamque ſuam in id intendet, ut *jus cudendæ monetæ, & efficina monetalis*, jam admodum neglecta, reſtauretur, & moneta non juſti valoris, per quam Reipublicæ quotidie intolerabile infertur damnum, corrigetur, & ad pedem & valorem juſtum reducatur. Curam quoque & Officia ſua Sereniſſimus Princeps Regius interponet, ut exteri Principes, æqualis & probati valoris monetam, in commerciis cum Regno Poloniæ adhiberi faciant.

Commercia pariter, per quæ emergunt & diteſcunt Regna, nervusque rerum augetur, ut in emolumentum Reipublicæ ad priſtinum florem redeant, & cum iis incolarum Regni & Urbium opulentia, ſplendor & felicitas reduci poſſent, Sereniſſimus Princeps Regius operam ſuam navabit, atque omnes difficultates, quæ impedimento ſint, ſtudio & officiis ſuis apud vicinos Principes amoveri curabit.

Sacellum Cracoviæ & perpetua Suffragia pro Regibus Poloniæ inſtituet.

Et cum idem *Sereniſſimus Princeps Regius, Elector Saxoniæ*, ob amplas & locupletes Provincias ſuas ſufficientibus gaudeat facultatibus, ideo a Republica neque Ipſe, neque Sereniſſima ejus Soboles quicquam ſibi depoſcet, quin imo in publicum commodum, facultates, quas ipſi Deus conceſſit, impendet.

Quoniam vero omnibus conſtat, *Sereniſſimum Principem Regium, Saxoniæ Electorem*, juſtum eſſe Principem, catholicum orthodoxum, fidei verum obſervatorem ac immutabilem, dubitare minime poteſt Respublica; Eundem ſacroſancte obſervaturum, & religioſe impleturum, non tantum hoc quod modo declarat, ſed & ea omnia, quæ per pacta Secum ineunda, vere & ſolenniter ſpondebit.

Denique omnia Jura & Immunitates, Privilegia & Libertates omnium perſonarum, Statura Regni & M. D. Lithuaniæ, & annexarum Provinciarum, omnibus Ordinibus Spiritualibus, Romani & Ritus Græci unitorum, & Sæcularibus, incorporatis & annexis Provinciis, *Academiis Cracovienſi, Zamoſcenſi & Vilnenſi*, ut & *Civitatibus omnibus ſervientia*, juſte & legitime conceſſa, omnibus & ſingulis, & articulos omnes in Coronationibus Regum *Henrici, Stephani, Sigismundi III. Vladislai IV. Johannis Caſimiri, Michaelis, Johannis III. & Auguſti II.*, ſanctæ memoriæ, Parentis & Anteceſſoris Noſtri ſancitos, & coæquationem Jurium atque Ordinationem Tribunalis, ſimul diſtributionem & locationem utriuſque Gentis & Auctoramenti ſecundum præſcripta Legum, & illud omne, quodcunque in futuris, Deo dante, Coronationis & aliis poſtea ſecuturis Comitiis, unanimi omnium Ordinum conſenſu, ſancitum & conſtitutum fuerit, Nos ſervaturos, & integre in omnibus punctis, clauſulis, nexibus & ligamentis, mantenturos & adimpleturos ſpondemus. *Literas ſimul Confirmationis* Jurium & præſentium Pactorum, & hujus noſtræ ſponſionis, exemplo Anteceſſorum noſtrorum, dare promittimus.

Si vero (quod Deus avertat!) aliquid *contra Jura legitime data, Libertates, articulos & conditiones omnes ſuperimus*, aut aliquid non impleverimus, tunc incolas Regni, utriuſque Gentis, ab obedientia & fide Nobis debita liberos facimus, ſecundum *Conſtitutiones Annorum 1576. 1607. 1609.*

Johannes Lipski, Epiſcopus Cracovienſis, Pro-Cancell. Regni, Juribus

Michael Korybut, Princeps Wisniowiecki, Magnus Cancell. M. D. Lith.

Gen.

ANNO 1733.

& Immunitatibus S. Eccl. Romanæ ſalvis in toto manentibus. Deputatus ad Pacta Conventa ex Senatu.

Staniſlaus Haſius, Epiſcopus Poſnanienſis, ſalvis juribus & Immunitatibus S. Romanæ Eccl. per totum. Deputatus ad Pacta Conventa ex Senatu.

Theodorus Lubomirſki, Palatinus Cracovienſis.

M. F. Princeps Radziwil, Palatinus Nowogrodienſis.

J. R. Potulicki, Palatinatus Czerniechoviæ. Deputatus ad Pacta Conventa ex Senatu.

Petrus in Skrzynno Dunin, Caſtellanus Radomenſis, Capitaneus Zat. & Deputatus ad Pacta Conventa.

Johannes Branicki, Vexillifer & Rei Tormentariæ, ſive Artilleriæ Regni Generalis, & Deputatus ad Pacta Conventa.

J. Michael Rzewuski, Inciſor Regni. Deputatus ad Pacta Conventa.

Carolus Odrowunz, Comes Sedlnicki, Stabuli M. D. Lith. Vice-Præfectus, Capitaneus Mielnicenſis. Deputatus ad Pacta Conventa.

Michael Nieborski, Succamerarius Terræ Ciechanovienſis. Deputatus ad Pacta Conventa.

Jacobus Narzymski, Succamerarius Nurſcenſis. Deputatus ad Pacta Conventa.

Johannes z Kurozwenk Meneziuski, Capitaneus Vielunenſis. Deputatus ad Pacta Conventa.

Staniſlaus Paninski, Stabuli Regni Vice-Præfectus. Deputatus ad Pacta Conventa.

Johannes z Szczeglowa Frezer, Burggrabius Cracovienſis. Deputatus ad Pacta Conventa.

Alexander Kiecki, Sub-Judex Terreſtris Ciechanovienſis. Deputatus ad Pacta Conventa.

Michael Suski, Venator Lomzynenſis. Deputatus ad Pacta Conventa, ſalvis juribus S. Romanæ Eccleſiæ, & excepûs Ducatus Maſoviæ.

Marcus Szembek, Succamerarius Cracovienſis. Deputatus ad Pacta Conventa.

Mathias Kontada Grabowski. Deputatus ad Pacta Conventa.

Michael Johannes Leski, Pocillator Livoniæ. Deputatus ad Pacta Conventa.

Alexander, Comes de Skrzynno Dunin, Vexillifer Vin. Deputatus ad Pacta Conventa.

Gen. Exercitus Regimentarius.

Michael Sapieha, Palatinus Podlachiæ. Deputatus ex Senatu.

Johannes A. Czapski, Palatinus Culmenſis. Deputatus ad Pacta Conventa ex Senatu.

Joſephus, Comes de Skrzynno Dunin. Deputatus ad Pacta Conventa.

M. Caſimirus Bleszynski, Pincerna Petricovienſis. Deputatus ad Pacta Conventa.

A. Staniſlaus de Gorne Linesze Linczowski. Deputatus ad Pacta Conventa.

Melchior Kalkſzteyn Stalinski. Deputatus ad Pacta Conventa.

Ignatius z Urbanic Urbanski. Deputatus ad Pacta Conventa.

Johannes Rybinski. Deputatus ad Pacta Conventa.

Staniſlaus Szydlowski. Deputatus ad Pacta Conventa.

Michael Erneſtus Rexyn, Provinciæ Pruſſicæ Nuntius, & Deputatus ad Pacta Conventa.

Johannes Orzynski, Venator Bracławienſis. Deputatus ad Pacta Conventa.

Ignatius, Comes in Bakiszach, Berdyeze & Zawiszyniz Rozycow Zawiszá, Enſifer M. D. Lith. Capitaneus Caſtrenſis Minſcenſis, Czeczersk: Choſlaw: Sumilic: Præfectus Militum utriusque Auctoramenti, & Palatinat: Minſcenſ. Deputatus ad Pacta Conventa ex Provincia M. D. Lith.

Michael Caſimirus, Princeps in Olyka & Nieswiez Radziwil, Stabuli M. D. L. Præfectus & Deputatus ad Pacta Conventa.

Joſephus Tyszkiewicz, Notarius M. D. Lith.

Ferdinandus Plater, Succamerarius Wilkomirienſis.

Caſimirus z Niesiolowicz Czynski, Capitaneus Palatinatus Novogrodienſis, Mareſchalcus Confœderationis.

Boguſlaus Niezabitowski, Capitaneus Piopoyſcenſis. Deputatus ad Pacta Conventa Provinciæ M. D. Lith.

Staniſlaus Bykowski Lepott, Notarius Caſtrenſis Smolenſc. Deputatus ad Pacta Conventa ex Provincia Magni Ducatus Lithuaniæ.

Marcus Ignatius Zyrkiewicz, Capitaneus Dziaſcenſis, Caſtra-metator Palatinatus Mſciſlavienſis. Deputatus ad Pacta Conventa.

Stephanus z Jaxow Rodzicz Bykowski, Quæſtor & Judex Caſtrenſis, Palatinatus Minſcenſis Conſiliarius & Deputatus ad Pacta Conventa.

Antonius Radzimski Loyko, Inciſor Diſtrictus Orſanienſis.

ANNO 1733.

QUos quidem *Pactorum Conventorum Articulos*, inter *Status Sereniſſimæ Reipublicæ* ab una, & *Sereniſſimum Neo-Electum Regem* AUGUSTUM III. parte ab altera, per ſupra nominatos Illuſtriſſimos ac Excellentiſſimos Dominos, *Joſephum Antonium Gabaleonem, Comitem de Wackerbart-Salmour*, atque *Guelphum Henricum, Baronem a Baudiſſin*, Miniſtros Plenipotentiarios ejusdem Sereniſſimi *Electi Novi Regis*, vigore Plenipotentiæ illorum ſequentis tenoris:

FRIDERICUS AUGUSTUS, *Dei Gratiâ, Princeps Regiæ Poloniæ & Magni Ducatus Lithuaniæ, Dux Saxoniæ, Juliaci, Cliviæ, Montium, Angriæ & Weſtphaliæ, Sacri Romani Imperii Archi-Mareſchallus & Elector, Landgravius Thuringiæ, Marchio Miſniæ, nec non Superioris ac Inferioris Luſatiæ, Burggravius Magdeburgenſis, Comes Princeps Henneberգenſis, Comes Marcæ, Ravensbergæ & Barbii, Dominus Ravenſtenii, &c.*

Significamus ac notum facimus tenore præſentium; quod animo conſtituentes, non ſine graviſſimis rationibus, cum cæteris Competitoribus, ad ambiendam ampliſſimi Poloniæ Regni Coronam, concurrere, ea de cauſa Perilluſtrem, Magnificos & Generoſos, fideles Nobis ac ſincere dilectos, Aquitæ Albæ Polonicæ Equites, Conclavisque Noſtri Secretioris Miniſtros, *Joſephum Antonium Gabaleonem, Comitem de Wackerbart-Salmour*, Conſiliarium Status Intimum, Aulæ Principis Noſtri Electoralis Præfectum, nec non Sanctorum Mauritii & Lazari Equeſtrem Militem; atque *Guelphum Henricum à Baudiſſin*, Ducem Generalem Copiarum Equeſtrium, nec non Equitum Sclopetariorum, vulgo Carabiniorum, ad Cuſtodiam Corporis Noſtri deſtinatorum Præfectum, Noſtros ad Sereniſſimam Poloniæ Rempublicam *Miniſtros Plenipotentiarios* miſimus, iisque, vigore hujus Noſtri Mandati, Plenipotentiam omnimodam concedimus, non ſolum apud Illuſtriſſimos, Reverendiſſimos & Magnificos dictæ Sereniſſimæ Reipublicæ Antiſtites & Proceres, Audientiam, toties quoties è re ipſis viſum fuerit, petendi, & omnia quæ ipſis in Mandatis dedimus exponendi, verum etiam cum illis conferendi, tractandi, & plenariè concludendi. Nos recipimus ac pollicemur, omne id, quod, occaſione hujus Negotii, tractaturi & concluſuri ſunt, ita Nos agnituros atque ratihabituros, æque ac ſi a Nobismet Ipſis tractatum atque concluſum eſſet. In quorum fidem & ſecuritatem præſentes *Mandati Litteras*, Nominis Noſtri ſublignatione propria, ac ſigillô Noſtrô Electorali ſecretiore, deliberatô animô firmavimus. Dabantur Dresdæ die 6. April. 1733.

FRIDERICUS AUGUSTUS.

(LS. Electoralis Secretionis.)

Conſcriptos & concluſos, in omnibus eorum Punctis, Clauſulis & Conditionibus, propter evidentius robur perpetuæ firmitatis, ſupradicti Illuſtriſſimi ac Excellentiſſimi D. D. Miniſtri *Plenipotentiarii*, Nomine & locô SERENISSIMI ELECTI NOVI REGIS, publice in Præſentia Statuum & Ordinum Regni, ac Magni Ducatus Lithuaniæ, *Juramenta perſonali* comprobaverunt, juxta Rotham ejusmodi:

Ego JOSEPHUS ANTONIUS GABALEO, *& Ego* GUELPHUS HENRICUS, *ſpondeo & ſancte juro, ad hæc Sancta Chriſti Evangelia, Domino DEO omnipotenti, in Sancta Trinitate uni, quod hos omnes Articulos Pactorum Conventorum, quot cum Ampliſſimis Statibus Regni & Magni Ducatus Lithuaniæ, annexarumque Provinciarum, ac univerſa Sereniſſima Republica, Nomine Sereniſſimi* FRIDERICI AUGUSTI, *Principis Regis Poloniæ & Magni Ducatus Lithuaniæ, Electoris Saxoniæ, nunc vero* ELECTI POLONIARUM REGIS, *& M. D. L. Ruſſiæ, Pruſſiæ, Maſoviæ, &c. Domini Noſtri Clementiſſimi, in præſenti Electione conſtituimus, tranſegimus & concluſimus,* SERENISSIMUS PRINCEPS REGIUS, ELECTOR SAXONIÆ, *nunc vero* ELECTUS POLONIÆ REX, *in omnibus & ſingulis eorum Punctis, Clauſulis, Ligamentis & Conditionibus, ita, ut ele-*

ANNO 1733. *nec generalitas specialitati, nec specialitas generalitati derogat, ratos habebit, sacro-sancte observabit, & manutenebit, & confirmabit, & adimplebit filiosque juxta Instrumentum Denunciationis, Sacramento Juramenti confirmabit. Sic Nos DEUS adjuvet & hæc Sancta Ejus Passio.*

JOSEPHUS ANTONIUS GABALEO de WACKERBART.

(L. S.)

WULFF HINRICH de BAUDISSIN.

(L. S.)

Actum & datum Varsaviæ Die 1. Novembris Anno Domini 1733.

CLXXII.

Veræ & commoventes Rationes quæ Reipublicæ Confœderatæ dederunt Motivum ad disapprobandam Pseudo-Electionem STANISLAI LESZCYNSKI, *& salvandam communem libertatem & salutem publicam, per viam liberæ & ab omni privata studio alienæ Electionis Serenissimi & Potentissimi* AUGUSTI *Tertii Regii Principis Poloniæ & Electoris Saxoniæ, in Regem Regni Poloniæ & Magnum Ducem Lithuaniæ, Dominumque annexarum Provinciarum ad idem Regnum spectantium.*

C'est-à-dire,

Veritables motifs qu'a la Republique Confederée de s'opposer à l'Election de STANISLAS LESZCYNSKI *de la desaprouver, & de sauver la Liberté publique en disant librement & sans aucune partialité le Serenissime Electeur de Saxe* AUGUSTE III. *pour Roi de Pologne & Grand Duc de Lithuanie.*

POst luctuosam & omnium fere Seculorum sensibilitate nunquam satis deplorandam Mortem placidè tunc in Deo quiescentis Serenissimi & Potentissimi Poloniarum Regis, Augusti Secundi, Domini nostri Clementissimi, nemo gnarus Actorum negabit, quod vitio & labe quadam Sæculi in Vicario Ministerio Regni erat veluti emortua omnis Pietas, Fides, Amor Boni publici, & publica salutis libertatisque sollicitudo.

In quorum locum præoccupaverat animos Prædominantium sub Interregno inauditus à conditâ Republicâ fastus, & arrogantia, itidem Avaritia, pessimum Reipublicæ malum, privata studia publicis anteponens commodis.

Ex quibus fontibus processit Genesis Malorum in Republicâ, nempe oppressio avitæ Libertatis & Aequalitatis, à prævalente & plus quam civilia audente, Domo Potociană, Eique annexorum affidatorumque publica Consilia, ad suum arbitrium privatum dirigentium, quamvis in æquali Republicâ de Jure & Justitia, par in parem nullam posset exercere potestatem.

Hinc quoque emersit eversio fundamentalium Legum Reipublicæ, quæ præcipuè consistunt in observantiâ & conservatione liberi Juris vetandi, à quo Salus publica totaque pendet Libertas.

Ex eodem Vitiorum fonte pullulavit ultimarie violentissima Impositio in Regimen & Regnum Personæ invisæ Stanislai Leszynski, contra quam non solum Leges Patriæ & expressissimæ Constitutiones Regni, sed insuper Pacta cum vicinis Potentiis Fœdera Reipublicæ apertissimè reclamitabant.

Longum esset exponere dolosas artes, quibus hæc gravis Reipublicæ Factio usa sit ad eludendam & infringendam liberam Regis Electionem, & erigendas pravas Machinationes suas.

Probat ejus rei fidem statim ab initio Interregni, tempore Convocationis in ordine ad designandum tempus Electioni Novi Regis confiata à Primate Regni, ejusque adhærentibus corruptissima Confœderatio. In qua ad elusionem & defraudationem Jurium Libertatumque Regni, conducto ex Gallia auru partim emebantur, partim vero vi & comminationibus necessitabantur animi liberrimæ Gentis Poloniæ ad juratoriam obligationem, dolosissimis conceptum terminis, de non eligendo alio Rege, nisi Indigenâ, quem eadem captiosa & fraudulenta præscriberet Confœderatio. ANNO 1733.

Patet autem palpabilissimè dolus & supplantatio, quâ versus Ordines Reipub. & idem Primas Regni usus sit, dum non solum Statum Secularem ad Puncta Confœderationis non approbata, acceptanda Juramento compulerit, sed etiam Episcopos, in ejusdem factionis Authoritatem, & Prærogativas Legibus non concessas ejurare coëgit, adeo ut si Primas Regni contra Leges per Scissionem, vel in damnum Patriæ, in Electione aliquem ex Candidatis in Regem nominaret, succedentibus Ordine & Honore Episcopis, conformiter ad antiquas Constitutiones, ad evitanda Reipublicæ Mala, non esset liberum, in Derogationem Jurium Primatis Regni salvare Patriam, & alium Reipublicæ salubriorem & magis proficuum Candidatum in Regem nominare.

Apparet etiam exinde astus ejusdem Primatis, quod etiamsi in Confœderatione fecerit sponsionem, se non alium Candidatum velle nominare in Regem, nisi qui unanimi Consensu & Nemine contradicente, ab Electore Populo fuerit electus, attamen hoc maximi momenti Punctum, à quo Securitas Liberæ Electionis, & publica pendet Salus, non inserunt Rotæ Juramenti sui, quamvis è converso in hunc finem jurare debuerunt, quod Jus Primatiale non violabunt, & in casu Scissionis nullum Candidatum nominabunt.

Tali igitur facto, factiosus Regni Primas, eique annexi fœderatique Stanislao Lesczynsko, stravernnt iter ad Regni Diadema. Quem ut fortiori fundarent Fundamento, placuit abuti Sacratissimo Vinculo, quod in mentes animosque Mortalium Religionis motivo vel maximè prædominatur, scilicet Obligatione juratoriâ, cujus tamen invaliditas exinde ad liquidum patere potest, quod plurimos ad Comitia Convocationis congregatos, ad præstandum hocce Juramentum coactè, dolosè, sive subreptitiè, & planè temerè induxerint. Et quidem coactè, quia ex utroque Ordine Cives Regni, metu Mortis, & comminatione confiscandorum bonorum, honorumque & Ministeriorum privatinne, ad Juramentum impulerunt, dolosè & subreptitiè, quia Rota Juramenti referebatur ad Puncta Confœderationis, quorum tenor ab Ordinibus Regni non erat generaliter approbatus, temerè, quia inducebantur animi ad invocandum nomen Dei Omnipotentis in vanum, stringebanturque jurare in præjudicium Legum, in damnum Reipublicæ, & in præjudicium salubrioris Reipublicæ Candidati, qui salvâ internâ & externâ pace & tranquillitate Reipublicæ, liberè, sine ullâ vi & coactione eligi potuisset, adimebaturque Electori Populo libera voluntas eligendi Regem ad arbitrium & beneplacitum suum, in quovis basis & fundamentum communis Libertatis verè & unicè consistit. Reclamabant confestim generosæ pro tuendis Immunitatibus Regni, mentes, quibus Lumen rationis, & cognitio Status Reipublicæ concessit nosse Mysteria huic communi Libertati præjudicosissima & fraudulentæ Actioni, & ut torrenti hujus perniciosæ Factionis resisterent, in subscriptionibus ejusdem Instrumenti Confœderationis appossuerunt necessarias præcautiones & salvas, remittendo Approbationem hujus extorsivi & dolosi Juramenti ad Generalem Palatinatuum & Districtuum in Campo Electorali concursum.

Sed parum hæc per contemptum & calcata Jura procedentibus obsistere potuerunt; Etenim appropinquato tempore Electioni Regis dicato, nulla in corrupto & prævaricato Primatu Regni interpositarum Contradictionum habita fuit ratio; Nulla datarum Instructionum Nuntiis à Districtibus & Palatinatibus Electioni Stanislai Lesczynski apertissimè contradicentibus fuit apprehensio. Nihil valuere fortissimæ rationes, nihil moverunt animos in præceps ruentium promulgatæ per typum Clarigationes vicinarum Potentiarum, se etiam vi armorum obstinuros, ne à Cliente Gallici Imperii & Sucorum, Turcarumque fœderato, cui jam olim nocivus Reipublicæ & ejus Fœderatis, cum prædictis Potentiis Tractatus intererat, Polonici Regni Thronus præoccuparetur.

Nulla adjiciebatur fides constantibus Relationibus de Copiis Militiæ Moschovitici Imperii, asserentibus illas jam actu Limites Regni Poloniæ subintrasse, & citatis passibus accelerare ut Fœderi & Guarantiæ suæ jam olim contra illegitimum ambitum & attentata e-

ANNO 1733. iuſdem Stanislai Leszynski cum Republica interpoſitæ ſatisfaceret.

Imo quod vix dictu credibile, eò proceſſit obſtinata & tranquillitati totius Chriſtianitatis inimica Factio Interregiæ Poteſtatis, ut Lineas Sereniſſimæ Imperatricis Moſchovitici Imperii, cum omni amicabili præcautione eo intuitu ad Sereniſſimam Rempublicam Polonam ſcripſas, in ſequitorem torqueret Interpretationem, & variis afficeret acclamationibus, ut Auditoribus verum rei admireret intellectum.

Nihil ulomarie profuere interpoſitæ numeroſiſſimæ à Senatu & Equeſtri Ordine, imo ab integris Palatinatibus & Diſtrictibus Proteſtationes & Manifeſtationes de ruptis Legibus & infractâ liberâ Electione, de violatis Fœderibus cum vicinis Potentiis, & perturbata Pace & Tranquillitate internâ & externâ Reipublicæ dolentiſſimè conquerentium, & à violento, doloſo, & pernicioſiſſimo Electionis Actu publica Conſilia in liberiorem & tutiorem locum transferentium.

Pars enim Imperioſæ & Legifragæ Reipublicæ intervertendo omnia quæcunque Jus, Mos in Libero & Electitio Regno, longo annorum uſu, ſtabiliverat, violavit, imprimis patria Jura & Conſuetudines denegando in Campo Electorali comparitionem Oratoribus Extraneorum Principum ſtudia & deſideria Principalium ſuorum exponere Jus habentium.

Eundem commiſit errorem non adminendo Propoſitiones Candidatorum ad Coronam Regni doloſiſſimo fine, ne Elector Populus de commodis & incommodis quæ Reipublicæ exinde provenire poſſint, informatus, neceſſarias in Electione Regis & præferentiâ Candidatorum menſuras capere poſſit.

Violavit ultimariè pretioſiſſima & cardinalia Jura Libertatis, & propriam juratam Confœderationem, dum arrogatâ ſibi quadam poteſtate contra jus æquitatis & æqualitatis in apertiſſimâ Reipublicæ ſciſſione die 12. Septembris proceſſit ad nominationem ſui Electi, ediditque in lucem hactenus occultatam in favorem Gallicæ Factionis Machinationem, imponendo Liberrimæ Nationi Polonæ, poſtpoſita parte Reipublicæ contrarium ſentiente, pro Rege & Rectore Regni Staniſlaum Leszynskum, Indigenam & Patriotam quidem, ſed ob rationes infra allegandas, expreſſiſſimis Conſtitutionibus proſcriptum & pro Hoſte Patriæ declaratum, atque ex ratione Pactorum & Fœderum Reipublicæ cum vicinis Amicis Potentiis ſine infractione Pacis & Concordiæ cum iſdem, ad Gubernacula Regni nunquam admiſſibilem.

Quæ omnia ad liquidum patere poſſunt primo ex Conſtitutione Lublinenſi Anni 1703. indem ex Confœderatione Sendomirienſi Anni 1704. quæ Generali Congreſſu, ſive Conſilio Magno Varſavienſi ſub Anno 1710 plenam nacta eſt Confirmationem, in eaque præſens Celſiſſimus Primas Regni pro tunc Epiſcopus Culmenſis, ſollenni in facie Statuum Reipublicæ præſtito Juramento, ipſe eundem Staniſlaum Leszynskum, tanquam à Coronâ Suecicâ totrutum Reipublicæ Pſeudo-Electum, in ævum pro incapaci & inhabili ad Coronam Regni Poloniæ juratâ expunxit fide. Ultimarie Conſtitutio Anni 1717. Tractatus Varſavienſis tractans de indulgendo beneficio Amneſtiæ, Staniſlao Leszynsko, & his, qui extra Limites Regni cum eo remorabantur, expreſſiſſimè præcavet, quod niſi hi tumultuarii, & crimine Perduellionis notati Cives in ſpatio trium Menſium ad Rempublicam ſint reverſuri, illos communi Libertate amplius in Republicâ Polonâ gaudere non poſſe, & ideo in caſu non reſpiſcentiæ, io eâdem Conſtitutione, ſalva executio pœnarum in Legibus expreſſarum contra eosdem omnino eſt reſervata: Quæ poſtea Comitiis Grodnenſibus Anni 1718. in toto approbata fuit.

Jam vero eſt quod æquo Judicio Orbis & juſtæ Reipublicæ indignationi ſubeſſe debeant, quod dum idem Primas Regni in nuperis Comitus Convocationis juratâ ſuâ Confœderatione omnes Jure victos arceret à Campo Electorali & Regis Electione. Ipſe impudenter & inconſideratiſſime contra antiquiores & recenter latas Leges ipſamque Confœderationem ſuam, in nuperâ Pſeudo-Electione Varſavienſi perſonam ejuſdem Leszynski ſub graviſſimo nexu Juris exiſtentem, quem Reſpublica tanquam Socium & Fœderatum Hoſtis Patriæ, Uſurpatoremque alieni Throni tot repetitis Conſtitutionibus Regni proſcripſit & condemnavit, communique Patriæ Libertate interdixit, Regno Poloniæ pro Rege & Rectore auſus ſit obtrudere.

Utque compleret Invertere Jura & Conſuetudines Regni eundem Staniſlaum Leszynskum ſub ipſam Electionem ex Galliâ conduxit Varſaviam, ut præſentia ejus Partes Factionis ſuæ eo forcius augere, Electionemque ſuam promovere poſſit, poſtpoſitis Legibus Patriis, quæ Candidatos ad Regnum prope Electionem commorari expreſſiſſimè interdicunt. ANNO 1733.

Hæc itaque communem Libertatem, Dignitatem, Jura & Securitatem Reipublicæ evertentia, attentam Imperioſi Vicariatus Regni Rempublicam ultro in tempeſtates & in inevitabilia pericula protrudentes moverunt animos Confœderatæ Reipublicæ, ut exemplo Majorum ſuorum arriperet media de reſtituenda Tranquillitate publica, & de erigenda & vindicanda proſtrata & conculcata avita Libertate, & maxime ea quæ eſt Baſis omnium Libertatum noſtrarum, ſcilicet de everſa libera Regis Electione, ſtantibus tot millenis Nobilium Contradictionibus.

Igitur poſt interpoſitam riré & in tempore Manifeſtationem, dum locus ordinarius in Campo Electorali cædibus & injuriis frequens in liberas Confratrum ſuorum voluntates, factus fit veluti opprobrium & ſcopulus Libertatis, Pars læſa & oppreſſa Reipublicæ tranſtulit Conſilia publica in liberiorem & tutiorem à tumultibus & perfecutionibus locum trans Viſtulam Amnem, ut Pharſalicos cum Confratribus ſuis evitaret Conflictus, indulgeretque ſpatium maturiori Deliberationi; ubi ſuperatis Deo auxiliante periculis & Hoſtilitatibus Tyranniæ Perſecutionis adverſæ Partis, quæ uſque ad Confinia Lithuaniæ erat hoſtilitatibus, cædibus & lanienis propulſa, Tandem die 5ta Menſis Octobris in Anno currente, nondum effluxo ſpatio ſex Hebdomadarum Comitiis Electionis de Lege præſcripto in Tempore, quod convulſiones Patriarum Legum præcoce & perimenti facto ſuo temerè interruperant, reaſſumptis Conſiliis proceſſit ad liberam Electionem, & Errores Confratrum, qui contra Jus ſcriptum evidens & contra Voluntatem liberam Aequalium ſibi Concivium Authoritatem imponendi Communi Nobilitati Regem ſibi appropriare voluerunt corrigere, & labentis Privilegia Libertatis Poſtliminio firmare poſſet.

Itaque dum tentatis acriter mediis ob ſublatum præcipitanter die 16. Septembris Pontem in Viſtula Fluvio, quem propter Commeatum & Communicationem Conſiliorum cum Diſtrictibus & Palatinatibus Lex & Conſuetudo ad ultimum Comitiorum Electionis determinatum ſpatium ſex Hebdomadarum continentium in plena integritate conſervare conſtituit, & ob continuatas ab adverſa parte crudeliſſimas Hoſtilitates nullus ad reoccupandum uſitatum Electionis Locum inter Varſaviam & Volam daretur modus, non in loco ſed in re, & concordibus Conſiliis, more & exemplo Majorum ſuorum Libertatibus & juribus ſuis quærendo ſalutem; Ita dictante & inſpirante gratia Divina in Campo Militari ad Hamiennam liberis & concordibus ſuffragiis ſub prudentiſſimâ Nominatione Illuſtriſſimi & Reverendiſſimi Domini Staniſlai Hoſii Epiſcopi Poſnanienſis in frequentiſſimo Illuſtriſſimi Senatus & Regni Miniſtrorum Comitatu, dirigente pro tunc Equeſtris Ordinis Rotam Illuſtriſſimo Domino Potinſcio, Inſtigatore Regni non per calcata Jura vetandi, fatali Varſavienſis Pſeudo-Electionis Exemplo, ſed præmiſſa trina per Palatinatus & Diſtrictus Interrogatione, nemine contradicente, imo omnibus applaudentibus. Pars Reipublicæ antiquas Libertates, Immunitates, & Jura Regni manutenens, Sereniſſimum Principem ac Dominum Dominum Fridericum Auguſtum, Principem Regium Poloniæ & Electorem Saxoniæ in Regem Poloniæ, & Magnum Ducem Lithuaniæ, annexarumque Provinciarum Dominum, ſub nomine Auguſti Tertii feliciter elegit & nominavit.

Et quemadmodum hæc pars de Republicâ rectè ſentiens hunc pium, juſtum, fortem & magnanimum Principem in Tutorem & Vindicem Libertatum, Immunitatum & Jurium ſuorum firmiter conſtituit, ita pro defenſione commuoi & tuitione Sereniſſimi Electi Sacro-Sancto & ſtrictiſſimo Confœderationis Vinculo ſeſe eidem Sereniſſimo Regi electo obſtrinxit Fortunas, Sanguinem & Vitam, pro tuendâ fide, electo Rege & Lege, fideli oblatione immolando, conſtituitque ſibi io Directorem præfatæ Generalis Confœderationis eundem Illuſtriſſimum Inſtigatorem Regni, qui Comitiis Electionis ex Provinciâ Majoris Poloniæ tanquam Director & Mareſchalcus Ordini Equeſtri feliciter præfuerat.

Traxit animos Reipublicæ Confœderatæ io Venerationem & Electionem hujus Magnanimi Principis, prius, vera & conſtans erga Religionem Orthodoxam Romano-Catholicam propenſio.

Diſtin-

ANNO 1733.

Distinctissimæ Heroïcarum Virtutum qualitates, Regalis & Majestuosus Augustissimi Sanguinis splendor, innumeris Originibus de stirpe Jagellonicâ derivans, adeoque nativo amore & correlatione ad tuendum & protegendum decus Poloniæ Libertatis propendens; Et ex hac ratione pro vero Pisto, Indigena Polono, ab omnibus Impartialibus Compatriotis jure merito venerandus.

Militavit pro eodem Principe edocta à Parente & Præceptore Rege, ars, comiter, liberaliter, gratiosissimè imperandi liberæ Genti, evitandique ea cuncta quæ Legum & Libertatis Poloniæ Instituta lædere, animosque fidelium Subditorum affligere possint.

Recommendarunt Amori Electoris Populi & publico Delectui eundem Principem, Propositiones communi Libertati, Commodis, Gloriæ & Securitati totius Reipublicæ faventissimæ, quas Magnanimo & Optimo Principi in signum benevolentissimi animi sui erga Rempublicam Polonam per Illustrissimos & Excellentissimos Ministros Plenipotentiarios suos in Campo Electorali proponere placuit.

Concinavit Vota & favorem ejusdem Electoris Populi in optionem Serenissimi Electi Nostri etiam Vicinorum Principum elucens erga dictum Regem nostrum Amicitia & Propensio, quæ Reipublicæ Nostræ Polonæ bonam Vicinitatem, Pacem & Amicitiam cum iisdem polliceatur Potentiis.

Commovet nos ultimarie in Dilectionem & Electionem hujus Principis Fortitudo, Auxiliumque in Armis quæ ab hoc potentissimo Electo in casu necessitatis contra quosvis Hostes & Aggressores parata habere possumus. Eis pactis ut ad intantiam Reipublicæ, cessante necessitate defensionali, protinus evacuari, nec Reipublicæ esse infesti debeant. Adeo ut in hac præsenti arduo & difficillimo Reipublicæ tempore Electus Rex nolter solus pretiosas Libertates Jusque Reipublicæ reparare, & contra Convulsores & Oppressores manutenere, Tranquillitatem internam & externam Patriæ redonare, sæculoque nostro pacem & quietem imperii conciliareque potent.

Hæ igitur sunt veræ & justissimæ Rationes, quæ animos Electoris Populi à Stanislao Leczinsko, violento & injusto usurpatore Regni averterunt, & in Electionem Serenissimi ac Potentissimi Principis Friderici Augusti Regii Principis Poloniæ & Electoris Saxoniæ converterunt. Quem uti Ordines Reipublicæ liberis & concordibus suffragiis, & fideli Applausu sub Augustissimo Nomine Augusti Tertii, nuper in Campo Electorali ad Hamiennam in Regem Poloniæ, & Magnum Ducem Lithuaniæ, Annexarumque Provinciarum Dominum, nominaverunt elegerunteque, Ita eidem nunc Confœderati Ordines in Tuitionem & Defensionem Serenissimæ ejus Majestatis, & avitarum Libertatum, Fortunas, Vitam, & carissima quæque impendere Sacro-Sancto appromittit voto Francque Zelum suum soto Christianitatis Orbi faciunt manifestum.

ANTONIUS LODUA PONTISKI,
Electionis & Confœderationis Generalis Marschalcus.

(L.S.)

CLXXIII.

Ordonnance du Roy, portant Déclaration de Guerre contre l'Empereur. Du 10. *Octobre* 1733.

10. Octobre.

De par le Roi.

SA MAJESTÉ, depuis son avenement à la Couronne, n'a rien eu plus à cœur que de concourir à tout ce qui pouvoit contribuer au maintien de la paix; mais l'injure que l'Empereur vient de lui faire en la Personne du Roy de Pologne, son beau-pere, interesse trop l'honneur de Sa Majesté, & la gloire de sa Couronne, pour ne pas employer les forces que Dieu lui a confiées, à en tirer une juste vengeance. Dans cette vûe, après avoir repandu dans toutes les Cours de l'Europe, des justes motifs qui la forcent à prendre les armes, Elle a résolu de déclarer la guerre, comme Elle la déclare par la présente, par mer & par terre, à l'Empereur; persuadée que Dieu qui connoit le désintéressement & la justice de ses intentions, voudra bien les favoriser de sa divine protection. Ordonne & enjoint Sa Majesté à tous ses Sujets, Vassaux & Serviteurs, de courre sus aux Sujets de l'Empereur, leur fait très-expresses inhibitions & défenses d'avoir cy-après avec eux aucune communication, commerce, ni intelligence, à peine de la vie; Et en conséquence Sa Majesté a dès-à-présent revoqué & revoque toutes Permissions, Passeports, Sauvegardes, & Sauf-conduits qui pourroient avoir été accordez par Elle, ou par ses Lieutenans Generaux & autres ses Officiers, contraires à la présente, & les a declarez & declare nuls, & de nul effet & valeur; défendant à qui que ce soit d'y avoir aucun égard. MANDE & ordonne Sa Majesté à Monsr. l'Amiral, aux Maréchaux de France, Gouverneurs & Lieutenans-Generaux pour Sa Majesté en ses Provinces & Armées, Maréchaux de Camp, Colonels, Mestres de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ses gens de guerre, tant de cheval que de pied, François & Etrangers, & tous autres ses Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la présente, ils fassent executer, chacun à son égard, dans l'etendue de leurs pouvoirs & jurisdictions: car telle est la volonté de Sa Majesté, laquelle veut & entend que la présente soit publiée & affichée en toutes ses Villes, tant maritimes, qu'autres, & en tous ses Ports, Havres, & autres lieux de son Royaume & Terres de son obéissance que besoin sera; à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance. FAIT à Fontainebleau le dixieme Octobre mil sept cens trente-trois.

Signé, LOUIS.

Et plus bas, PHELYPEAUX.

Manifeste du Roy de France au sujet de la Guerre déclarée à l'Empereur en 1733. *intitulé, Motifs des Resolutions du Roi de la fin de* 1733.

LE ROY a donné depuis son avenement à la Couronne, des preuves éclatantes de sa modération & de son amour pour la paix; peut-être même pourroit-on lui imputer de les avoir portées trop loin: Cependant il a préféré le repos & la félicité de ses peuples, à la funeste ambition d'étendre les limites de son empire. Mais la modération a ses bornes comme les autres vertus, & l'Europe jouiroit encore d'une tranquillité profonde, si les ennemis de la France n'avoient pas forcé Sa Majesté à prendre les armes pour defendre la dignité de sa Couronne, la gloire de la Nation Françoise, l'honneur & la liberté de la Pologne.

Depuis que le Throne de Pologne a été vacant, le Roy a constamment respecté la Liberté Polonoise, il n'a rien exigé d'un Peuple libre, & seul arbitre de son sort. La République elle-même a implore son secours; elle a redoublé ses instances, à mesure que ses allarmes croissoient, & qu'elle se voyoit environnée d'Armées ennemies; elle a cherché dans l'équité & dans les forces de sa Majesté, un asyle toujours ouvert aux Puissances qui sont menacées d'être opprimées. Le Roy, à l'exemple de ses Ancêtres, a assuré sa protection à la Pologne: il l'a declaré à tous les Souverains, mais dans les termes les plus mesurez, & avec cette moderation digne des grands Princes. Illa même, dès les premiers moments, fait connoître à la Cour de Vienne ce qui pouvoit seul prévenir les troubles en Europe; & toutes les démarches qu'il a faites depuis, sont autant de monumens illustres de son amour pour le maintien de la tranquillité publique.

Une conduite aussi sage n'a pas empêché la Cour de Vienne, d'éclater contre un Prince né dans le sein de la Pologne, & attaché au Roy par des liens aussi étroits. Cette Cour encouragée par tant de mesures anterieures, favorables à ses projets particuliers, a prodigué pour répondre à la declaration de Sa Majesté, les termes les plus offensans, & qui devroient être inconnus entre Princes que leurs Sceptres rendent égaux. Le Roy n'est point sorti des bornes que sa sagesse lui avoit prescrites: Il ne s'est point pressé de tirer la vengeance que demandoit une insulte qui lui devenoit personnelle; & si les preparatifs necessaires ont annoncé son juste ressentiment, il en a suspendu les effets jusqu'au moment où il ne lui a plus été possible de conserver la paix, sans blesser la dignité de sa Couronne, & l'honneur de son Sang.

Peut-on douter que l'interêt personnel de l'Empe-

ANNO 1733.

reur o'ait decidé de ſa conduite, & n'ait déterminé les engagemens qu'il avoit pris pour diſpoſer d'une Couronne independante de l'Empire, & qui n'etoit pas même encore vacante? Il prétendoit exclure également le Roy Staniſlas par le ſeul motif de ſes liaiſons avec la France, & l'Electeur de Saxe parce qu'il paroiſſoit alors avoir des interêts oppoſez à ceux de la Maiſon d'Autriche. La mort du Roy Auguſte a donné lieu à de nouveaux projets: Cet Electeur s'eſt hâté d'entrer dans toutes les vûes de l'Empereur, & dès lors il a ceſſé de meriter l'excluſion que ce Prince & la Czarine lui avoient donnée. Cette excluſion a été levée; l'on a promis par uo nouveau Traité d'élever l'Electeur de Saxe ſur le Thrône de Pologne, & les troupes ennemies ſe ſont rapprochées de la Republique, pour la forcer à ſouſcrire à ces arrangemens.

Les Polonois ont cru neceſſaire à leur Liberté, d'exclurre tout Prince etranger de la Couronne qui étoit vacante. Cette excluſion a eté prononcée par la Diète de convocation; & elle a paru ſi eſſentielle, qu'elle a été affermie par un ſerment ſolemnel. La Cour de Vienne a voulu franchir cette nouvelle barriére; il n'eſt rien qu'elle n'ait tenté pour procurer l'abſolution de ce ſerment; comme ſi les interêts & les projets ſans bornes de la Maiſon d'Autriche, devoient décider d'un engagement conſacré par la Religioo.

L'Empereur a redoublé ſes efforts; il avoit annoncé „ Qu'il ne permettroit jamais que Staniſlas remontât „ ſur le Thrône, ſous prétexte de ſa premiére élection, „ ou de quelqu'autre maniere que ce fût.„ Ses Miniſtres près de la Republique ont agi dans une parfaite intelligence avec ceux de Saxe & de Moſcovie; ils ont même fait trophée de leur union, ils l'ont publiée avec éclat à Warſovie: toutes leurs declarations ont été faites dans le même eſprit, mêmes inſultes au Roi de Pologne, mêmes ordres à la Republique; les menaces, les intrigues, les ſuppoſitions les plus calomnieuſes, la marche des Troupes, tout a eté concerté entre eux, tout leur a été commun. Les Miniſtres de Saxe & de Moſcovie, lors de l'élection, ſe ſont retirez chez celui de l'Empereur; & afin qu'il ne reſtât plus aucun doute de leur union, le Miniſtre de l'Empereur s'eſt joint à celui de Moſcovie, pour notifier publiquement au Primat l'entrée des Moſcovites en Pologne, & pour montrer à la République aſſemblée les fers qu'on lui avoit préparez.

La Cour de Vienne a-t-elle pû penſer en impoſer à l'Europe, & ſe flatter de diſſiper l'orage, en différant de faire entrer ſes troupes en Pologne, lors même qu'elle determinoit les Moſcovites à faire une irruption? Elle a eſperé que les armes des Moſcovites ſuffiroient pour intimider & aſſervir les Polonois, & d'ailleurs les troupes Imperiales & Saxonnes n'étoient-elles pas toûjours ſur les frontieres de la Pologne, prêtes à y entrer pour ſoûtenir leur violence?

A tous ces traits, il eſt facile de reconnoître l'Aggreſſeur. Les Traitez par leſquels l'Empereur a voulu diſpoſer en Maître abſolu de la Couronne de Pologne; l'excluſion qu'il s'eſt efforcé de donner, ſans authorité & ſans pouvoir, à un Prince que ſes vertus rendent digne du Thrône, les aſſûrances données à l'Electeur de Saxe, pour recompenſe de ſa docilité; la marche des troupes Imperiales, de concert avec celles de Saxe & de Moſcovie; l'hoſtilité que les Moſcovites ont commiſe dans le tems même de l'election, pour aſſûrer par la force des armes l'execution des projets de l'Empereur, cette hoſtilité approuvée, & même annoncée par ſon Miniſtre. Toute cette conduite ſera à jamais un témoignage publie que ce Prince eſt ſeul auteur de la guerre; qu'il a forcé le Roy à prendre les armes, par l'outrage qu'il a voulu faire à Sa Majeſté, & par les violences exercées, ou par lui, ou de ſon aveu, contre la Republique de Pologne.

Si tous ces efforts ont été inutiles lors de l'élection, le Roy & le Royaume de Pologne en ſont uniquement redevables à celui à qui ſeul il appartient de diſpoſer des Couronnes, & qui tient en ſes mains les cœurs des Peuples comme ceux des Rois. Le courage des Polonois les a affranchis de la ſervitude dans laquelle la Cour de Vienne vouloit les précipiter: mais le Roy ne peut demander raiſon qu'à l'Empereur, de ſon oppoſition au rétabliſſement du Roy de Pologne, de ſes declarations injurieuſes répandues dans toute l'Europe par les ennemis qu'il a ſuſcitez à la France & à la Pologne qui ne déſiroient que la paix & la liberté, des conſeils qu'il a donnez à la Cour de Ruſſie, des eſperances dont il a flatté celle de Saxe, enfin de tous les efforts qu'il fait encore pour ſoûtenir ſes premiers projets.

ANNO 1733.

En vain la Cour de Vienne eſpere de cacher ſes intrigues aux yeux de l'Europe, on retrouve par-tout ſes conſeils, ſes principes, ſes expreſſions indécentes, ſes deſſeins formez contre la Liberté Polonoiſe.

Le Prince reſpectable contre lequel l'Empereur s'éleve, eſt le même en qui la plus grande partie des Souverains de l'Europe, & nommément l'Empereur Joſeph, avoient reconnu le ſacre caractere de la Royauté. L'alliance que le Roi Staniſlas avoit contractée avec le Roi, a changé les diſpoſitions & le langage de la Cour de Vienne: ce Prince eſt devenu dès-lors, ſelon l'expreſſion des Alliez,„ un Citoyen proſcrit de ſa patrie.„ Cette variation auroit dequoi ſurprendre, ſi l'on n'en voyoit pas le principe dans le projet que l'Empereur a formé d'offenſer Sa Majeſté dans la perſonne d'un Prince qui lui eſt cher, & de ſe rendre le diſpenſateur des Couronnes.

La Republique de Pologne n'a point de prérogative plus precieuſe que celle de diſpoſer de ſon Thrône, attribut éminent de ſa liberté, & pour la conſervation duquel on l'a vû verſer ſon ſang. L'Empereur a voulu y donner atteinte, il n'a pas craint de marquer, & le Prince qu'il vouloit exclure, & celui qu'il vouloit porter ſur le Thrône. Il a entrepris de prononcer ſans authorité, ſur ce qui s'étoit paſſé dans l'interieur de la Republique au ſujet de la premiere élection du Roi de Pologne: il a décidé en Legiſlateur ſouverain, des Loix qui doivent ſubſiſter en Pologne, & des fondemens de la Liberté qu'il a voulu renverſer. Le ſeul menagement qu'il a eu pour elle, a été de déguiſer ſes entrepriſes ſous les apparences d'une protection trompeuſe, & ſous le voile d'un prétendu Traité, que le tumulte des armes enfanta avec précipitation, & que la Republique rendue à elle-même n'a pas crû devoir ſuivre.

L'Empereur & la Czarine ſe ſont toûjours expliquez à la Republique, comme on parle à uo Royaume tributaire ou à une Nation ſubjuguée. Leurs menaces ont été accompagnées de la marche de leurs troupes juſques ſur les frontieres; l'Armée Moſcovite eſt entrée en Pologne, afin de remplir ſes engagemens avec l'Empereur, dans le tems même de l'élection, dans la vûe, & pour étouffer par le bruit des armes les Loix & les ſuffrages de la Republique.

Cependant la Nation Polonoiſe a déliberé ſur l'élection de ſon Roi, avec cette tranquillité que la juſtice ſeule peut inſpirer au milieu des dangers. Les vœux de la Republique avoient prévenu le retour du Roi de Pologne; ſa preſence a reuni les eſprits, le Champ d'élection n'a retenu que d'une voix en ſa faveur, & cette déliberation a été conſommée avec une unanimité dont on n'a pas vû d'exemple dans les Faſtes de la Pologne.

C'eſt cette unanimité qui devoit impoſer un ſilence éternel à ſes ennemis, puiſqu'elle annonçoit la volonté du Maître des Rois; & c'eſt cependant ce qui les détermine à ſe porter aux derniers excès. Le comble eſt mis à la violence, l'Armée Moſcovite, par le concert des Alliez, s'avance vers Warſovie; les troupes de l'Empereur & de l'Electeur de Saxe ſont prêtes à marcher ſur les mêmes traces, ſi les armes Moſcovites ne ſuffiſent pas pour accabler un Peuple libre, qui reclame ſes droits les plus inconteſtables, & le glorieux uſage de ſa Liberté.

Que les Cours de Vienne & de Ruſſie ceſſent d'uſurper l'auguſte titre de Protecteurs de la Pologne: A ce titre même auroient-elles le droit d'ouvrir, & de fermer les barrieres qui défendent l'accès du Thrône vacant? Ce n'eſt point en étouffant les droits d'uoe Nation, qu'on merite le nom de ſon Protecteur, mais en la défendant contre ceux qui la voudroient opprimer. Le Roi en avoit donoé l'exemple à l'Empereur; Il ne craint point d'en prendre à témoin la Republique même & toute l'Europe: Quoique S. M. dût ſouhaiter le rétabliſſement d'un Prince que la France avoit reçu dans ſes malheurs, & qui lui eſt uni par les liens les plus ſacrez, Elle n'a rien exigé des Polonois, perſuadée qu'il n'appartient qu'à la Nation Polonoiſe de rappeller un Prince que les malheurs des tems avoient long-tems ſeparé d'elle. La Lettre de S M. au Primat du 6. Juillet, ne reſpire que la juſtice & la paix: l'Europe y reconoîtra la droiture des intentions du Roi: elle y verra combien le Roi eſt éloigné d'inſpirer au Roi de Pologne des ſentimens oppoſez aux interêts de la Republique; & que s'il a ſouhaité avec empreſſement le rétabliſſement de ce Prince, c'eſt pour concourir avec lui à l'obſervation des Traitez qui intereſſent la Pologne, & contribuer en même temps

à la

ANNO 1733. à la gloire de cette Republique, & à la tranquillité du Nord.

Ce n'eſt donc point par des vûës d'ambition ou d'interêt, que le Roi prend les armes. Contente de poſſeder un Royaume floriſſant, & de regner ſur un peuple fidelle, Sa Majeſté ne cherche point à reculer les bornes de ſa domination. En vain l'Empereur, pour intereſſer l'Empire dans ſes projets, cherche-t-il à l'allarmer ſur les deſſeins qu'il attribuë fauſſement à Sa Majeſté. L'Empereur a voulu la guerre, qu'il a renduë neceſſaire en outrageant le Roi dans ce qui doit être de plus ſacré parmi les Souverains. Sa Majeſté ſe propoſe d'effacer juſques aux moindres traces de l'outrage que la Cour de Vienne a cru lui faire, & de ſoûtenir l'honneur de la France. D'auſſi juſtes mouſs redoubleront encore l'ardeur des troupes Françoiſes; elles prennent les armes avec empreſſement pour venger leur Roi, & pour empêcher d'illuſtres Alliez de ſuccomber ſous les forces que l'Empereur a ſuſcitées contre eux. C'eſt au Dieu des Armées à donner la victoire: le Roi peut l'invoquer avec confiance, & eſperer que ſes ſuccès répondront à ſa moderation, à ſa patience, & à la pureté de ſes ſentimens.

Copie de la Declaration faite au nom du Roi, au mois de Mars 1733.

LE Roi ſuſpendroit encore ſon jugement, ſur l'objet du corps conſiderable de Troupes que l'Empereur fait marcher vers la frontiére de Pologne, ſi les declarations faites par la plupart des Miniſtres Imperiaux, pouvoient permettre de douter du deſir & même du deſſein de contraindre les Polonois. A la vûë d'un projet auſſi hautement declaré, Sa Majeſté ne peut diſſimuler, qu'outre l'interêt commun que tous les Princes ont de maintenir la Liberté de la Pologne, ſa dignité, & le rang qu'elle tient parmi les Puiſſances de l'Europe, la mettent en droit, & l'obligent même à prendre part aux affaires qui peuvent troubler la tranquillité generale. C'eſt dans cette vûë que le Roi a déja fait aſſûrer les Polonois, qu'il maintiendroit, autant qu'il ſeroit en lui, la liberté entiére des ſuffrages, & il ne ſe départira jamais de ces principes d'équité. Sa Majeſté croit donc devoir déclarer qu'Elle ne pourroit regarder toutes démarches ou entrepriſes ou faites pour contraindre leurs ſuffrages, que comme un deſſein de troubler le repos de l'Europe: Sa Majeſté ne pourroit donc ſe diſpenſer alors, d'agir avec le zele & la fermeté que l'importance de la matiére le requiert.

Declaration de l'Empereur, en réponſe de celle de Sa Majeſté.

L'EMPEREUR n'a pas jugé digne de ſon attention, les inſinuations mal fondées qu'on employoit en Pologne pour détourner les bons Patriotes à mettre leur confiance en un Prince ami, voiſin, & allié, qui à l'exemple de ſes Auguſtes Prédeceſſeurs, bien loin de permettre qu'on donne la moindre atteinte *a* la Liberté de la Republique, & à ſa Conſtitution, telle qu'elle ſe trouve établie par les Loix, en ſera toûjours le plus ferme appui: Garant de cette liberté, en vertu des *Pacta conventa* qui depuis deux ſiécles ſubſiſtent entre l'auguſte Maiſon d'Autriche, & les Sereniſſimes Rois de Pologne, & la Republique de ce nom, le ſoin de la maintenir contre les entrepriſes de qui que ce ſoit, le touche principalement; & bien loin que ſes Miniſtres ayent imité ceux qui prétendent borner les ſuffrages d'une Nation libre, à un ſeul ſujet, ils ont déclaré dés le commencement de l'Interregne, tant de vive voix, que par écrit. Que l'Empereur ne ſouffriroit pas, qu'aucuns moyens contraires aux droits d'une libre élection, tels qu'ils ſe trouvent établis par les Conſtitutions preſentes du Royaume, y ſoient employés, quand même on voudroit s'en ſervir pour faire monter ſur le thrône de Pologne un Candidat, qui d'ailleurs lui ſeroit agréable.

Tels étant donc les ſentiments de ce Prince, & tels étant encore ceux de ſes Alliez, dont il eſt inſeparable, il ne pouvoit qu'être extrêmement ſurpris, que par une declaration conçûë en des termes peu meſurez, & répanduë avec une affectation indecente, on ait voulu faire tomber ſur luy un reproche, qui conviendroit mieux à ceux qui agiſſent par des voyes & des principes oppoſez.

Souverain dans ſes Etats héréditaires, il n'a à rendre aucun compte de la marche de ſes Troupes en Sileſie, la juſtice qui regle toutes ſes actions, ne laiſſe aucun doute ſur le but qu'il s'eſt propoſé; & il ſera paroître en cette occaſion, comme en toute autre, autant de droiture en ce qui regarde les droits d'autrui, que de fermeté à ſoûtenir les ſiens & ceux de ſes Alliez. ANNO 1733.

Copia Declarationis Imperatoris, ipſiusque Fœderatorum.

SPERABAM, Celſiſſime Princeps Primas, quod declaratio à me nuper facta, Literæque auguſtiſſimi Imperatoris Romanorum ad Celſitudinem veſtram directæ, non alium, quam clara verba ſonant, interpretabuntur ſenſum.

Inaudio contrarium; nam ſicut antehac ſcripto publicabatur, quod Legati & Miniſtri Aularum extraneatarum declarationes ſuas minis & terroribus liberæ electioni inconvenientibus notum facichant quod ad thronum Polonum, alium eligere non permiſſuri ſint, niſi talem qui illis ad placitum eſſet: ita de facto contrarius ſpargitur rumor, quod nempe vicinæ ſibi fœderi junctæ Potentiæ ab aliis Reipublicæ colligatis timeant, diſſeminando quid & à quo cuilibet illorum eventurum ſit mali, & quod hæc vicinarum Potentiarum unio brevi diſſolvetur tempore.

Hinc denuo declarare neceſſe duxi, quod vicini non timeant, ſed ament Rempublicam, uti ex nuperâ ſatis patet declaratione.

Quod liberæ Gentis ſuffragia in arctas unius ſubjectæ limites, ad exemplum aliorum reſtringere nolint, nec ullâ vi armorum, ſed ſolum quâ veri amici & confœderati, vi Pactorum conventorum & Fœderum, iis ſe oppouere, qui contra Conſtitutiones & Leges, pacem publicam turbare vellent. Habent enim ſufficientes à Deo ſibi conceſſas vires, ut & contrà quoſcumque adverſariorum conatus liberum electionis jus Reipublicæ propugnent, & ſe ab iis qui hoc impedire, illoſque contra omnem juſtitiam offendere vellent, defendant.

Idcoque, nec timent, nec terrent, ſed amica conſilia & quidem vi Pactorum & Guarantiæ prabent: & denuo hortantur, ut liberis ac unanimibus Poloniæ ſuffragiis ejuſmodi Rex, quiſcumque ille demum ſit, eligatur à quo nec Reipublicæ libertati periculum, nec vicinis exoriendarum metus imminet, nec neceſſe ſit prudentiſſimæ ad futuram electionem congregatæ Libertati novas ulteriores facere declarationes; ſed ut ex nunc ita conveniant, ut ſalva maneat libertas electionis, pax Reipublicæ, ſimulque vicinorum ac totius Europæ.

Quod autem de diſſenſu cum Auguſtiſſimo Imperatore Fœdere junctarum Potentiarum ſpargitur, præſentes declarabunt Miniſtri, quod inſeparabiles ſint, unum idemque ſentiant, *& Rempublicam nequaquam opprimere, ſed illius libertatem ejuſque Leges ac Conſtitutiones illæſas conſervare, ſicut pacem & tranquillitatem Reipublicæ & Vicinorum ſemper defendere velint.*

Imputet Reſpublica ſibi & non vicinis, ſi hæc non conſervabitur, & ſi hæc declaratio non ſatis clara eſt, declarabit eventus.

LETTRE du Roy au Primat, du 6. Juillet 1733.

MON Couſin, je vois avec plaiſir par votre Lettre du 10. Juin, que la Sereniſſime Republique de Pologne attend de moi les mêmes ſentimens d'amitié, dont les Rois mes predeceſſeurs ont toûjours cherché à lui donner les marques les plus diſtinguées. Animé du ſeul amour de la Liberté, qui eſt le droit naturel & fondamental de votre patrie, vous n'en deſirez pour elle que l'entiére jouiſſance; & vous lui preparez une gloire immortelle, en annonçant à toute l'Europe, que quelque choix que la Sereniſſime Republique faiſe, elle veut toûjours obſerver exactement & religieuſement les Traitez d'Alliance, faits & renouvellez avec ſes voiſins. Quel appui, & quelle protection ne doit pas eſperer un Royaume qui ſe conduit par des ſentimens auſſi purs, & dont il n'eſt pas permis de douter, lorſqu'un Prelat auſſi connu que vous par l'eſprit de Verité, & auſſi bien inſtruit des maximes de ſa Nation, en porte l'aſſûrance aux yeux de toutes les Puiſſances de l'Europe! Je la reçois perſonnellement avec une veritable ſatisfaction, Et prêt à ſeconder & à ſoûtenir en toutes occaſions des principes ſi juſtes, & ſi conformes au bonheur de la Couronne de Pologne, & à la tranquillité du Nord, j'en ferai avec joye le fondement de la protection dont j'ai chargé le

ANNO 1733. Marquis Monti de donner les plus fortes aſſûrances à la Sereniſſime Republique. Veuille le Seigneur, par une ſuite de benedictions qu'il a ſi ſouvent & ſi viſiblement répanduës ſur la Pologne, inſpirer l'eſprit d'union & de concorde, & réunir les ſuffrages ſur un Sujet, dont les ſentimens lui ſoient aſſez connus, pour qu'elle puiſſe compter qu'il ne ſe ſouviendra que de ce qu'il devra au bonheur & au maintien de la tranquillité de ſa patrie, auſſi bien qu'à la gloire & propagation de notre Sainte Religion. Sur ce, &c.

Declaration aux Princes & Electeurs de l'Empire.

QUoique le Memoire des motifs qui determinent les Reſolutions du Roy ait ſuffiſamment montré à l'Europe la pureté des intentions de ſa Majeſté, cependant en même tems qu'elle fait paſſer le Rhin à ſes Troupes, elle veut encore faire connoître plus particulierement à l'Empire ſes ſentimens & ſes principes. Elle deſire de conſerver la Paix avec le Corps Germanique, & elle eſt dans la diſpoſition d'obſerver avec luy des Traitez de Paix, auſſi longtems que Sa M. pourra le regarder comme Ami. En attaquant le Fort de Kell, & en s'aſſurant des paſſages ſur le Rhin, ce n'eſt point par aucune mauvaiſe intention contre le Corps Germanique, dont elle a fait voir en plus d'une occaſion que les interêts lui etoient chers. Elle n'en veut à aucun de ſes Membres, elle veut même en prenant des paſſages ſur le Rhin ſe mettre en état de ſecourir ceux des Princes d'Allemagne que l'Empereur voudra forcer à ſervir ſes vues particulieres, & l'execution de ſes projets: Elle a donné ſes ordres à ſes Generaux pour que les Etats des Princes qui ne prendront point de parti, & qui ne donneront point de ſecours contre Elle, ſoient traitez avec toute ſorte d'attention & de menagemens. S. M. contente de ce qu'elle poſſede, & bien éloignée de vouloir faire ſervir les ſuccès de ſes armes à reculer ſes frontieres, n'heſite pas de declarer ſolemnellement qu'elle n'a aucunement en vue de faire des conquêtes ni de conſerver des Etabliſſements qui pourroient intereſſer la ſureté du Territoire Germanique. Elle veut ſeulement pourſuivre ſon juſte reſſentiment des ſujets de mecontentement que l'Empereur lui a donnés à la face de toute l'Europe. Elle ne negligera rien pour que les Princes d'Allemagne reconnoiſſent de plus en plus chaque jour combien elle deſire de conſerver avec eux cette bonne intelligence, ſi neceſſaire & ſi convenable entre le Garant des Traitez de Weſtphalie, & les Membres du Corps Germanique.

CLXXIV.

Manifeſte de la part de Sa Majeſté le Roy de Sardaigne, pour declarer la Guerre à l'Empereur. 1733.

LE Roy de Sardaigne, étroitement uni au Roy de France par les précieux liens du Sang & de l'amitié, a vivement partagé ſa juſte ſenſibilité au ſujet des déclarations injurieuſes, des odieuſes négociations, & des violentes voyes de fait, par leſquelles l'Empereur a affecté de choquer Sa Majeſté Très-Chrêtienne, & s'eſt efforcé de fermer le chemin du Thrône à un Prince, au ſort duquel elle prenoit le plus tendre interêt, & qui étoit ſi digne de la Couronne, que les inſinuations, les menaces, & les hoſtilités employées à lui enlever les ſuffrages de la Nation Polonoiſe, n'ont pû traverſer ſon unanime Election.

Quoique l'eſprit dominant à la Cour de Vienne ſe fût aſſez manifeſté en Europe, pour que les prétentions les plus étenduës de ſa part ne dûſſent plus ſurprendre, on n'a pû toutefois y voir ſans étonnement la naiſſance & les progrès d'un ſi injuſte engagement: Soit que l'on conſiderât la Perſonne du Roy Staniſlas, contre laquelle il étoit formé; ſoit la Dignité du Roy de France, qu'il offenſoit; ſoit la Conſtitution du Royaume de Pologne, qu'il ſappoit par les fondemens; ſoit enfin la nature des moyens employés à le ſoûtenir, tels que ce Royaume ſe fût à peine attendu à les voir mettre en œuvre par le plus dangereux de ſes Voiſins.

L'objet que préſente un grand Roy inſulté de propos deliberé dans l'endroit le plus ſenſible, & le ſpectacle d'une Nation opprimée pour n'avoir pas voulu renoncer à ſa Liberté, ne ſauroient être regardés d'un œil tranquile par aucune Puiſſance. Mais combien le Roy de Sardaigne n'a-t-il pas lieu d'en être frappé? Lui qui ne peut s'aproprier le bonheur d'une étroite parenté avec ſa Majeſté Très-Chrêtienne, ſans participer en même tems à l'outrage qu'on lui a intenté; ni enviſager l'uſage que l'Empereur a aſpiré de faire de ſon autorité, dans un Royaume indépendant, ſans refléchir aux conſéquences de l'abus qu'il fait journellement de cette même autorité, dans une Region qui lui eſt déjà plus qu'à moitié ſoûmiſe. ANNO 1733.

En vain le Roy de Sardaigne a-t-il voulu pendant longtems s'aveugler ſur ces triſtes conſéquences: La Cour de Vienne lui a fait ſentir par ſes démarches, qu'elle fondoit ſur ſa ruïne celle de la Liberté de l'Italie, dont ſa Royale Maiſon avoit toûjours été le plus ferme ſoûtien.

Les premiéres injuſtices de la Cour de Vienne ont pour époque & pour date les tems mêmes auxquels la Maiſon de Savoye faiſoit les plus genereux efforts en faveur de celle d'Autriche. Le Traité d'Alliance conclu en 1703. entre le feu Roy de Sardaigne, & l'Empereur Leopold, auſſi mal executé du côté des aſſiſtances promiſes, qu'imparfaitement accompli du côté des Ceſſions ſtipulées: Les conſiderables avances faites en ce tems-là pour l'entretien des Troupes Imperiales en Piémont, non encore rembourſées, ſont les monumens autentiques de la reconnoiſſance de la Cour de Vienne.

Tel fut le traitement que le feu Roy Victor en reçût en qualité de fidele & d'utile Allié. Mais à peine la diſſolution de la Ligue l'eut-elle obligé d'entrer dans les meſures pacifiques qui ſe prirent à Utrecht, où la pluralité des ſuffrages de l'Europe lui décerna le Royaume de Sicile par des conſidérations qui devoient en perpétuer la poſſeſſion à ſa Poſterité la plus reculée, que la Cour de Vienne, éclatant contre lui, s'en prit d'une maniére outrageante à ſes Miniſtres à Vienne, & à Ratisbonne, par des Decrets auſſi violens qu'injuſtes, ſans épargner les expreſſions les plus piquantes, & ſans ménager la Dignité toûjours reſpectable d'un Souverain.

Le Congrès d'Utrecht, contre lequel les Miniſtres Autrichiens ſe déchaînoient ſans-ceſſe, avoit pourtant abondamment pourvû à la ſplendeur & à l'élevation de l'Empereur, en lui aſſûrant la conſiderable addition des Pays-Bas, & des Etats ſitués dans le Continent d'Italie, à ceux qu'il poſſedoit déjà en Allemagne. Lui-même par le ſuccès de ſes Armes contre le Turc, avoit reculé bien loin les bornes de ſa domination du côté de la Hongrie & de la Tranſilvanie. Tant de proſpetité devoit combler les vœux de la Cour de Vienne: Cependant la ſeule Sicile échûë au Roy Victor, étoit encore un objet ſuffiſant à la troubler. Il fallut la lui céder par un Traité, qui laiſſoit néanmoins jour à une diſcuſſion avantageuſe au nouveau Roy de Sardaigne C'eſt ainſi que la Maiſon de Savoye étoit ſans-ceſſe deſtinée à contribuer à l'agrandiſſement de celle d'Autriche, tantôt par les ſervices les plus ſignalés, tantôt par les ſacrifices les plus coûteux.

N'auroit-on pas cru que la Cour de Vienne, dont on aſſouviſſoit à l'envi les deſirs, ſe ſecoit du-moins portée à rendre juſtice au Roy de Sardaigne ſur des articles moins eſſentiels, que la ſage diſpoſition des Puiſſances contractantes avoit renvoyés au Congrès déſigné à Cambray? Tant de condeſcendance ne fit qu'augmenter ſa dureté. En vain les Plenipotentiaires s'y aſſemblérent, la lenteur affectée, & l'inflexibilité des Miniſtres Imperiaux firent perdre tout le fruit de cette Convocation, & même tout eſpoir de voir renaître une occaſion favorable de réparer les préjudices ſupportés.

Le Roy de Sardaigne entiérement livré par-là à la Cour de Vienne ſur le point de ſa légitime ſatisfaction, éprouva dès-lors tout le poids de ſon aliénation pour lui. Elle n'a ceſſé depuis de lui ſuſciter des oppoſitions, & des conteſtations de toute eſpece.

Elle avoit déjà prétendu mettre le Roy de Sardaigne au rang des ſimples Vaſſaux, & Feudataires, par rapport aux contributions, & cela de l'autorité privée de l'Empereur, & de celle de ſon Conſeil, ſans aucune délibération de la Diete, & même ſur des lieux, qui ont été declarés indépendans de l'Empire par la Paix de Munſter, regardée comme Loy ſacrée & fondamentale par tout le Corps Germanique.

Elle a permis au Conſeil Aulique d'écouter, & d'encourager les Appels des Vaſſaux & Sujets du Roy de Sardaigne, au préjudice de la prérogative dont il jouit par ſa Dignité de Vicaire de l'Empire, & par les

ANNO 1733. les Diplômes accordés par les Empereurs, à la Maiſon de Savoye.

Elle lui a formé des difficultés recherchées en toute occaſion, ſoit dans les requiſitions qu'il a faites de l'Empereur à prix d'argent, ſoit dans les Inveſtitures générales de ſes Etats, en lui diſputant tantôt les Titres, tantôt les diſtinctions, dont ſa Maiſon a joüi autrefois, & cela même en s'éloignant, par un exemple preſque inoüi, de l'avis du Conſeil Aulique.

Elle a éludé par des délais infinis la demande des Titres, & autres Ecritures appartenantes au Duché de Montferrat, dont la remiſſion eſt expreſſément ſtipulée par les mêmes Traités qui portent la ceſſion de cet Etat, & vingt ans de ſollicitations n'ont encore pu les obtenir.

Afin d'ôter au Roy de Sardaigne les moyens de ſe défendre, elle a prétendu lui limiter la liberté abſolüe de fortifier ſes Places, que le Droit Naturel, auſſi bien que les Traités, lui accordent: Et elle a tâché de forcer, par des interprétations artificieuſes, le vrai ſens des mêmes Traités.

Elle a fomenté avec ſoin, & ſoûtenu avec hauteur les injuſtes prétentions des Terres de l'Etat de Milan, enclavantes avec les Etats du Roy de Sardaigne, rejettant même toutes les ouvertures d'un raiſonnable accord, ſouvent propoſées par ce Prince. La Cour de Vienne affectant de tenir cette voye ouverte pour l'inquiéter, & troubler ſa Juriſdiction.

Enfin la Cour de Vienne, attentive aux occaſions de choquer celle de Turin par les endroits les plus ſenſibles, a choiſi le moment que les Plenipotentiaires du Roy de Sardaigne alloient prêter hommage de cette partie de ſes Etats, qui releve de l'Empire, pour introduire, par ſurpriſe, une étrange nouveauté, & une odieuſe diſtinction, contre l'uſage établi, & recemment pratiqué envers les Rois d'Angleterre, de Dannemarc, & de Suéde: Et ſur les vives proteſtations, qui lui ont été faites à ce ſujet, par les Miniſtres du Roy de Sardaigne, elle a prétendu reparer l'offenſe au moyen de quelques excuſes privées, & échapées par occaſion à un Officier de la Cour de l'Empereur, dont il a refuſé de donner Acte.

Dans ces circonſtances le Roy Très-Chrétien, qui de ſon côté avoit donné pendant long-tems à la Cour de Vienne les exemples de la plus ſinguliére modération, & les preuves de la plus ſage tolerance, a jugé qu'une pareille conduite ceſſeroit d'être louable, dés qu'elle devenoit incompatible avec ſa gloire perſonnelle, l'honneur de ſon Royaume, & l'apui qu'il devoit à ſes Alliés. Il s'eſt déterminé à déclarer la Guerre à l'Empereur, & a invité le Roy de Sardaigne à prendre à cette Guerre la même part, qu'il prenoit aux motifs qui la rendoient indiſpenſable.

Le Roy de Sardaigne engagé par tant d'endroits à épouſer le juſte reſſentiment de Sa Maieſté Très-Chrétienne, ayant de plus ſes propres Griefs à reparer, convaincu par une longue expérience, que les maximes de la Cour de Vienne, invariables ſur ſon compte, tendoient à miner ſa Souveraineté, en attendant l'occaſion de l'opprimer ſans reſſource. Confirmé dans cette certitude par des exemples capables d'allarmer les plus grandes Puiſſances, a ſigné au Traité; joignant avec confiance ſes Armes à celles d'un Prince, qui, dépoüillé d'ambition, n'a cherché à ſe diſtinguer en Europe, que par ſon amour pour la Paix, & par l'équité de ſes deſſeins.

Le Roi de Sardaigne en qualité de Souverain indépendant eſt diſpenſé d'autoriſer, par des exemples, les meſures qu'il eſt contraint de prendre contre l'Empereur: En qualité de Prince de l'Empire, il en a d'illuſtres à ſuivre. Il ſaura s'y conformer, en maintenant une indiſſoluble union avec cet Auguſte Corps, & une parfaite amitié avec les dignes Membres qui le compoſent, du nombre deſquels il fait gloire d'être.

C'eſt donc pour l'honneur de ſon auguſte Allié, pour le ſien propre, pour ſa ſûreté, pour la tranquilité, & le bonheur de ſes Etats, que le Roy de Sardaigne, apres avoir marqué par toutes ſes déterminations un ſincére déſir de maintenir la bonne intelligence avec ſes Voiſins, & d'épargner à ſes Peuples les calamités de la Guerre, prend maintenant les Armes.

En agiſſant par des motifs ſi dignes de déterminer un Souverain, il eſpere non ſeulement de trouver dans ſes Sujets les mêmes reſſources de zéle, de fidelité, & de valeur, que ſes Auguſtes Prédeceſſeurs ont trouvées en eux; mais auſſi que le Dieu des Armées protégera ſa Cauſe, & benira par d'heureux ſuccés la juſtice de ſes deſſeins.

ANNO 1733. Novemb.

Decret de Commiſſion Imperiale où l'on expoſe l'injuſtice des motifs que la France allegue dans la Rupture de la Paix avec Sa Majeſté Imperiale.

ON ne peut gueres imaginer de Motif plus frivole, que celui que la Couronne de France emprunte de l'Election d'un Roi de Pologne, pour rompre ouvertement le Traité conclu à Bade avec Sa Maj. Imp. le 7. de Sept. 1714. non ſeulement en commettant des Hoſtilitez effectives en deçà du Rhin, ſur les Terres de l'Empire, & nommément contre le Fort de Kehl, mais encore en projettant celles qu'elle va exécuter en Italie contre les Etats de l'Empereur. Des le 14. de ce mois, ſa Maj. Imp. a été informée par ſon Miniſtre à la Cour de Turin, que le Roi de Sardaigne en qualité de Duc de Savoye, induit par les perſuaſions de la France, avoit conclu avec cette Couronne une Alliance offenſive contre Sa Majeſté Imperiale, dans le même temps qu'il lui faiſoit prêter le ſerment de Fidelité des Fiefs qu'il poſſéde comme relevans de l'Empire; ce Prince, ayant fait declarer audit Miniſtre, par ſon Maître des Ceremonies, *qu'il s'étoit allié avec la France pour faire la guerre à l'Empereur*, & qu'on lui laiſſoit la liberté de reſter encore quelques ſemaines à Turin, pour mettre ordre à ſes affaires domeſtiques, avec défenſe neanmoins de ſe preſenter devant le Roi, ou de conférer avec ſes Miniſtres. Vers le même temps le Miniſtre de France, réſidant à la Cour de l'Electeur de Mayence, y fit une Declaration (A.) qui ne ſert que de voile à des Entrepriſes bien differentes de celles qu'on couvre du Pretexte de vouloir maintenir la Liberté Polonoiſe dans l'Election, & qui ſont infiniment plus dangereuſes pour le St. Empire. En effet Sa Maj. Imp. a-t-elle fait entrer un ſeul Soldat juſqu'à ce jour, dans le Royaume de Pologne; & ne s'eſt-elle pas abſtenue auſſi bien que le S. Empire, de faire la moindre demarche, qui pût lui attirer aucun reproche d'hoſtilité? Ainſi ſa Maj. Imp. également animée & par ſon Devoir, & par ſon Amour paternel envers l'Empire, ne peut ſe diſpenſer d'informer en detail, & dans la plus exacte verité, les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, de tout ce qui s'eſt paſſé juſqu'à préſent touchant les affaires de Pologne, & qui peut y avoir quelque rapport. Sa Maj. Imp. s'aſſûre d'avance, qu'en mettant en comparaiſon la conduite qu'Elle a tenue dés le commencement, dans les affaires de Pologne, avec celle de la France, tout l'Univers ſera convaincu de l'impartialité de ſa Maj. Imp. & des vûes intereſſées de cette Couronne, qui depuis la mort du Roi Auguſte II. a tout mis en œuvre pour profiter de cet événement, s'en étant ſervi comme d'un adroit pretexte de mettre l'Empereur, l'Empire & ſes fideles Alliez dans une ſituation à paroître n'avoir aucun droit d'ouvrir les yeux ſur les Troubles que la France alloit exciter. Elle n'a pu s'imaginer que les Liens communs entre le Chef & les Membres, ni ceux qui ſerrent étroitement l'Union entre des Alliez, puſſent être rompus par un prétexte frivole que l'Ennemi allegueroit pour pallier ſes Hoſtilitez, ou par l'adreſſe qu'il employeroit pour faire confondre, s'il étoit poſſible, l'Agreſſeur & l'Attaqué; ou enfin que toutes les Obligations ſeroient enervées, & que les Traitez ne ſeroient plus que de ſimples Noms.

Il s'en trouvera qui, par pure prévention, épouſeront aveuglément le parti contraire: en vain voudroit-on les ramener à l'équité par des Raiſons; mais excepté ceux-là, il n'y a perſonne dans la conjoncture préſente qui ne diſtingue parfaitement l'Agreſſeur de l'Attaqué. En effet, qu'a fait Sa Maj. Imp. par rapport à la Pologne, que les mouvemens néceſſaires pour couvrir ſes Etats Héréditaires, voiſins de ce Royaume, ainſi qu'il s'eſt pratiqué dans les autres Elections? Qu'a-t-Elle entrepris, que ce que le Primat & la Republique ont exigé d'Elle, même du vivant du feu Roi, comme Garant de la Liberté Polonoiſe? Le Primat n'a point oſé le nier chaque fois que nous lui en avons rapellé le ſouvenir dans les conjonctures preſentes, & il n'oſera jamais le nier dans la ſuite. Eſt-ce aujourd'hui la premiere fois que la France, peu contente des moyens legitimes, a tenté de forcer la Republique de recevoir, à l'excluſion de tout

(A) *Declaration de la France aux Etats de l'Empire.*

ANNO 1733. tout autre & au prejudice du *Liberum veto*, le Candidat qu'elle recommandoit? Elle avoit pris ſes meſures de longue main, ſes derniéres demarches l'ont aſſez prouvé; quoique de l'aveu du Primat & ſuivant les Conſtitutions, anciennes & modernes de la Republique, rien ne ſoit plus contraire à la Liberté, dont ces Conſtitutions ſont la Baſe. La Couronne de France ſe mit au deſſus de tout, en appuyant ſes menaces de preparatifs extraordinaires de Guerre, juſqu'à commencer ſes Hoſtilitez dans un temps, où Sa Maj. Imp. ſe repoſant ſur la foi des Traitez les plus ſolemnels, ne pouvoit s'attendre que, ſans aucun juſte motif, & par des vuës particulieres d'Interêt, la France, qu'elle ſe flatoit en vain de s'être conciliée, entreprendroit de troubler le repos de l'Empire, & celui dont toute l'Europe jouiſſoit depuis ſi long-tems, & à la conſervation duquel Sa Maj. Imp. a ſi ſouvent ſacrifié ſes propres intérêts.

Quoique l'indecente Declaration de la France repandue, contre toute attente, avec tant de précipitation, ne permit pas de douter de ce que cette Couronne meditoit, Sa Maj. Imp. également ſincére & portée à maintenir la Liberté dans l'Election du Roi de Pologne, bien loin d'y apporter le moindre obſtacle, ainſi qu'elle s'en eſt expliquée à la face de l'Univers, par ſa Declaration (B), ne pût ſe perſuader que les Sentimens pacifiques, en apparence, de la Cour de France, dûſſent changer auſſi ſubitement qu'on l'a vû; d'autant plus qu'entre tant de démarches pacifiques, Sa Maj. Imp. avoit fait paroitre dans ſa Lettre au Primat de Pologne (C), tant d'équité, & un ſi grand deſir d'entretenir la bonne Intelligence avec la Republique, qu'il étoit aiſé de s'apercevoir que ſa Magnanimité naturelle ne lui permettoit pas de s'écarter de ſes Principes, & de recourir à des voyes qui ſentiſſent la Violence. Cette eſpérance ſi juſte a été trompée; & la Diéte de Convocation a vu éclater ce qu'on avoit prevû d'avance dans la Contre-Declaration de Sa Maj Imperiale, où l'on avoit predit que toutes les demarches de la France aboutiroient à violer les Conſtitutions du Royaume, tant Anciennes que Modernes, & à étouffer la Liberté des Suffrages, pour mettre ſur le Trone le Candidat qu'elle favoriſe, à l'excluſion de tous les autres.

Dès qu'elle eut pris ſes meſures, de quelles menaces, de quelles violences n'uſa-t-on pas impunément contre pluſieurs Evêques & Senateurs ſéculiers, & entre la plus grande partie de l'Ordre Equeſtre? Le *Liberum veto*, qui eſt le fondement de la Liberté Polonoiſe fut ſapé par des Sermens extorquez, qui, par là même ne pouvoient être qu'en exécration au Souverain Etre. En un mot on n'oublia rien, quoique ſans ſuccès, pour exciter les Turcs & les Tartares à prendre les armes contre les Puiſſances voiſines. enfin on a agi en tout avec ſi peu de menagemens, qu'il n'y a point d'exemple dans toutes les Annales de Pologne, que la Liberté & les Loix de cette Nation ayent été violées plus ouvertement & en tant de maniéres.

Ce ſont ici des faits ſi connus & ſi publics, que ni le Primat ni ſes Adhérens n'en ont pû diſconvenir, puiſqu'eux-mêmes l'avouent dans leur Déclaration. Des procedures ſi exorbitantes engagerent pluſieurs des Magnats de l'Ordre Equeſtre d'avoir recours à ſa Maj. Imp. & Cath. & à ſa Maj. Czarienne, comme Garants de la Liberté Polonoiſe, pour implorer leur ſecours. De ſi juſtes motifs auroient pû déterminer auſſi-tôt ſa Maj. Imp. & ſa Maj. Cz. à concourir à l'exécution des Garanties, dont il eſt notoire qu'elles ſont chargées depuis tant de Siécles, & qui les autoriſoient à prendre les meſures convenables; cependant leurs Majeſtez ne ſe ſont point preſſées autant que la néceſſité & leur obligation le demandoient: Elles ont uſé des moyens les plus doux, & les Remontrances qu'elles ont faites pour cet effet au Primat du Royaume (D), en ſont des preuves aſſez manifeſtes. C'eſt ſur ces Remontrances que le Primat fit à ſa Maj. Imp. & Catholique, la reponſe (E) qui eſt entre les mains de tout le monde. Mais que l'effet fut different des promeſſes que cette Lettre fit eſperer! En même temps qu'on y donnoit à ſa Maj. Imp. les aſſurances les plus reſpectueuſes, on prodiguoit les termes les plus offenſans contre les Puiſſances voiſines dans les Univerſaux aux Diétines de Relation (F): ce fut alors que Sa Maj. Imp. ſe crût obligée de faire réponſe (G) à la Lettre du Primat: ce fut en vain qu'on tâcha de porter ce Prélat à mettre fin aux violences qui menaçoient ouvertement la Liberté Polonoiſe d'une ruïne totale: ſes Emiſſaires, de concert avec le Miniſtre de France à Varſovie, mirent tout en œuvre pour armer le Turc contre la Chrêtienté. Bien loin de donner lieu à des projets ſi peu Chrêtiens, ſa Maj. Imp. a déclaré plus d'une fois, de la maniere la plus ſolemnelle, & l'on pouvoit s'en fier à ſa Modération & à ſes Sentimens pacifiques, qu'elle n'avoit aucun deſſein de prendre la moindre part aux affaires de l'Election en Pologne. Ces démarches ſeules de la France devoient ſuffire pour ouvrir les yeux au Monde Chrêtien, ſur ce qu'on doit attendre d'un Roi auſſi étroitement lié avec la Porte Ottomane, dès-que celle-ci auroit les mains libres, auſſi bien que des Promoteurs de ce Candidat.

ANNO 1733.

On eſt allé plus loin: Le Primat & ſes Adhérens ont porté leurs excès juſqu'à outrager, d'une maniere inouïe, le Caractere ſacré des Miniſtres publics, reſpecté même des Nations les plus Barbares, & que la Republique avoit reconnu & reſpecté dans ceux qui en étoient revêtus. Le Nonce du Pape, l'Ambaſſadeur de Sa Maj. Imp. & Cath. celui de Sa Maj. Cz. les Miniſtres de la Grande-Bretagne, de Pruſſe & de Hollande, ne trouverent-ils pas, dans cet outrage, un juſte ſujet d'en faire Cauſe commune, & d'inſiſter auprès du Primat pour obtenir une ſatisfaction éclatante? Quelle impreſſion firent toutes leurs Démarches ſur l'eſprit du Primat? Eurent-elles plus de ſuccès que les juſtes remontrances qui les avoient précedées? Elles ne firent qu'augmenter la rage du Palatin de Kiow, ſon frére, qui, au mépris des Remontrances les plus ſerieuſes, s'eſt laiſſé aller juſqu'à entreprendre des hoſtilitez ennitre les Palais des Miniſtres de Ruſſie & de Saxe, à les piller, & ôter à ces Miniſtres & à celui de Sa Maj. Imp. & Cath. toute communication, non ſeulement avec les Polonois bien intentionnez, mais même avec leurs Cours, & les tenir, pour ainſi dire, en arrêt comme des Ennemis publics & déclarez de la République.

A tous ces traits le Monde impartial ne reconnoîtra-t-il pas d'un coté toute l'indignité des Violences du Parti contraire, & de l'autre des Preuves évidentes que la Proclamation de l'Electeur de Saxe, qui s'eſt faite au milieu de ces violences, eſt exemte de l'illégalité & des autres défauts qui rendent celle de *Stanſlas* illegitime? Sans-doute. On auroit porté encore plus loin les excès & les violences, même contre le Palais de l'Ambaſſadeur Imperial & contre les Miniſtres qui y avoient cherché un Azyle, ſi l'interceſſion du Nonce du Pape à Varſovie, & du Miniſtre de la Grande-Bretagne, ou plutot la crainte des armes Ruſſiennes, n'avoient eu la force de ſuſpendre l'Animoſité du Palatin de Kiow.

C'eſt cette entrée des Troupes Ruſſiennes qui ſert de voile à la France pour couvrir ſon irruption dans l'Empire; c'eſt ce qui lui a donné lieu de publier & de menacer impunément, longtemps auparavant, que, quand même les Troupes de ſa Maj. Imp. n'entreroient pas dans la Pologne, comme en effet elles n'y ſont pas entrées, Elle declareroit pourtant la Guerre à ſa Maj. Imp. pour venger ſur Elle cette entrée des Troupes Ruſſiennes, par la ſeule raiſon, que ſa Maj. Imp. étoit en bonne intelligence avec Sa Maj. Cz. Loin de nier ce dernier trait, ſa Maj. Imp. ſe fait gloire de déclarer qu'Elle travaillera en tout temps à entretenir, autant qu'Elle pourra, & avec toute la fidélité requiſe, une Alliance auſſi avantageuſe à la Chrêtienté.

Conſtamment reſolue de condamner l'oppreſſion de la Liberté des Suffrages dans le Royaume de Pologne, & les violences auxquelles on a eu recours pour cet effet, Sa Maj. Imp. ne peut déſaprouver les ſecours que Sa Maj. Cz. accorde aux preſſantes inſtances de la République, & que Celle-ci a jugées ſi néceſſaires pour garantir ſa Liberté des violences de ſes Oppreſſeurs. Ainſi on ne peut point regarder les Troupes Ruſſiennes comme Ennemies de la République, où elles ſont entrées comme amies, & qui bien loin d'attenter à ſa Liberté, n'ont cherché qu'à mettre l'Election à couvert de toutes les violences, & à maintenir le *Liberum*

(B) *Déclaration de l'Empereur au Primat, du 22. Avril.*
(C) *Lettre de l'Empereur au Primat du 14 Avril.*
(D) *Declaration des Miniſtres de l'Empereur & de ſa Maj. Cz. au Primat du 20 Juin.*
(E) *Lettre du Primat à l'Empereur.*
(F) *Univerſaux envoyez par le Primat après la fin de la Diéte de Convocation.*
(G) *Reponſe de l'Empereur à la Lettre E. du Primat.*

ANNO 1733. *Serum vero*, ce dépôt le plus precieux de la République.

Le pourra-t-on croire? La fidelité avec laquelle Sa Maj. Imp. a exécuté les Traitez conclus & obligeoires tant d'Années avec Sa Maj Czarienne, & nommément celui de 1726. sert de prétexte à une tierce Puissance pour declarer la guerre à Sa Majesté Imperiale & à l'Empire: qu'eut-ce été, si ces Traitez n'eussent pas été incontestablement justes qu'ils le sont? Quels qu'ils soient, la France veut y trouver un juste sujet de motif, en prétextant que de l'avis de la Diete, & à sa persuasion, Sa Majesté Czarienne a fait entrer ses Troupes en Pologne.

Ceux qui ont la moindre connoissance des affaires, & qui font au dessus des préjugez & de la Prévention, décideront d'autant plus facilement de ce dont il s'agit, qu'il est notoire, qu'il y a environ 18. ans que les choses furent portées jusqu'au deces Confédérations & des Seditions entre le feu Roi & la République, au point à faire entrer des Troupes Saxonnes; en sorte que pour appaiser les Troubles de ce temps-là, le Czar Pierre I. fut obligé d'y intervenir, & de lever les difficultez par sa Mediation. D'un Acte il fut reglé, par une Convention solemnelle confirmée en pleine Diete en 1717. que les Troupes Saxonnes sortiroient du Royaume, & de cette heure on conclut & résolut solemnellement & unanimement *la Proscription de* STANISLAS, qui fut *declaré indigne à jamais*. Le feu Czar garantit l'un & l'autre: le Roi de Peloene & la République garantirent de leur côté les Articles que la Russie avoit dans ces Conventions, c'est sur ces Actes solemnels qu'il fondé tout ce que Sa Maj. Imp. aujourd'hui Regnante, entreprend à présent dans les affaires de Pologne, & parce que cette Princesse ne veut pas se défaire d'un droit qui lui est si justement acquis, la France s'en prend à Sa Maj. Imp., comme Alliée de la Russie, & se déclare son Ennemie.

Tel est le véritable état & le plus juste détail des affaires de Pologne. On trouvera sans peine, dans la conduite de Sa Maj. Imp. pour autant qu'Elle y a part, comme en toute autre occasion, autant de desinteressement, d'equité & de moderation, que de zele à maintenir la Paix & l'Equilibre de la Justice. Avec ces Principes, qui ne distinguera sans peine l'Agresseur & la Partie lezée? Sa Maj. Imp. ne craint point de soutenir devant Dieu & devant le monde Impartial que toute la justice est de son côté, & dans cette confiance elle est en droit de se promettre tout ce que l'Ordre, les étroites Liaisons, le Obligations mutuelles & les Interêts communs entre Elle & le St. Empire doivent lui en faire attendre.

Sa Maj. Imp. portée par son Amour Paternel pour l'Empire, n'a rien oublié pour pourvoir d'avance & par precaution à la Sûreté commune, dès qu'elle s'aperçût, que ni sa Magnanimité, ni sa Moderation, ne pouvoient plus arrêter les Entreprises ennemies de la France. C'est à cet effet, qu'Elle a fait le premier pas & après avoir resolu de retirer la plus grande partie des Troupes de la Silesie, Elle a assemblé son Armée dans le Royaume de Bohême entre Eger & Pilsen, & lui a donné l'ordre de marcher vers les Frontieres où la Paix sembloit le plus exposée au danger. C'est encore ce même zele pour le Bien commun de l'Empire, qui l'a portée à inviter ses respectables Alliez, la Grande-Bretagne, le Danemarc, la Prusse, & les Etats Generaux, à la secourir comme ses fidéles amis. Elle n'a épargné ni les soins nécessaires, ni les frais les plus grands, pour prendre un nombre considerable de Troupes à son service, Elle a mis *Luxembourg* en bon état de défense, sans vouloir relever tant d'autres précautions & mesures anterieures, qu'Elle a prises, pour concourir à tout ce que le Bien de l'Empire peut demander. Elle a fait faire les Remontrances nécessaires aux Ministres de ses fidelles Alliez, & Elle ne craint point de se flatter trop, en espérant qu'elles auront l'effet que, malgré les Demarches empressées que la France fait pour aliéner de sa Maj. Imp. leur fidelité trompera infailliblement les flatteuses esperances de cette Couronne dans une circonstance aussi pressante, où la Paix a besoin d'être ouvertement.

Sa Maj. Imp. se repose avec confiance sur l'assistance Divine sa juste cause, & le puissant secours du Saint Empire & de ses fidelles Alliez; Elle se confie d'avantage dans l'affection des Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, qu'ils l'assisteront tous & chacun fidellement de leurs conseils, & de ce courage intrépide, si naturel aux Allemands; & qu'en opposition aux hostilitez présentement entreprises par la France contre les Etats de l'Empire en Allemagne & en Italie, ils prendront une Résolution ferme, efficace & unanime, tendante à assurer le salut commun de l'Empire dans une conjoncture si ouvertement injuste, & dont les conséquences peuvent être si dangereuses. D'autant plus que ce n'est pas en effet contre les seuls Pays Heréditaires de Sa Maj. Imp. faisant partie de l'Empire, mais contre tout l'Empire en général, que les Projets les plus dangereux sont formez: On a commencé même déjà les Hostilitez contre les Forts & Places de l'Empire dans les Cercles voisins du Rhin, dans le temps que d'autres éclatent contre les Etats & Fiefs appartenans à l'Empire en Italie, à l'aide du Roi de Sardaigne en qualité de Duc de Savoye, au mépris des liens si étroits qui l'unissent avec l'Empire, & de tout ce que la Religion a de plus sacré parmi les hommes, enforte que la Liberté du S. Empire est exposée de tous côtez aux plus grands dangers: Et comme l'Experience des temps passez a suffisamment appris de quel côté sont à la fin les promesses de la France d'abord si flatteuses, & qu'Elle prodigue au commencement avec un pompeux appareil de grands mots pour parvenir à ses fins; Sa Maj. Imp. ne doute point qu'on ne soit prevenu d'avance, que les vûes présentes & particulieres de la France, tant contre le Saint Empire en general, que contre chaque Etat de l'Empire en particulier, sont d'une conséquence qui interesse tout l'Empire à s'y opposer d'un commun accord en secourant la Liberté en danger.

ANNO 1733.

CLXXV.

Manifeste de la Cour d'Espagne, sous le titre de Memoire pour l'Ambassadeur du Roi Catholique à la Cour de la Grande-Bretagne, contenant les raisons qui ont obligé Sa Majesté Catholique à déclarer la Guerre à l'Empereur.

LE Roi Catholique n'a jamais pu voir avec une tranquille indifference l'etrange suite de violences & d'insultes que l'Empereur & la Cour de Vienne ont mis en usage pour gêner par leur opposition la liberté incontestable de la Republique de Pologne; & il n'étoit pas possible que Sa Majesté n'y prît un vif interêt. En vain on deguisoit, sous le specieux prétexte de maintenir cette liberté, le dessein que l'on avoit d'en dépouiller les Polonois. Il n'étoit que trop visible que tout n'aboutissoit qu'à les empêcher de disposer d'un Trône libre & Indépendant en faveur d'un Prince, qui donnent un nouvel éclat les liens étroits & respectables qui l'attachent à l'auguste Maison de Bourbon, dont le Roi Catholique fait une des principales parures, ou qu'a le renverser du Trône, après que les suffrages & les vœux de la Nation l'y auroient placé. Le silence que Sa Majesté Catholique a gardé dans toutes les circonstances de cette affaire, & depuis l'exclusion publique & outrageuse du Roi Stanislas, étoit une expression aussi claire de ce qu'elle pensoit sur ce procedé, que pouvoient l'être les Declarations publiques du Roi Très-Chrétien son neveu. Son ame étoit également sensible aux mauvais procedez de la Cour de Vienne, dont l'ambition n'est pas tolérable, & à ce qu'exigeoient les mouvemens généreux du point d'honneur. Sa Majesté Catholique esperoit néanmoins que l'Empereur ne marqueroit pas de faire enfin reflexion sur les dangereuses suites d'une entreprise si hautaine, & aux risques auxquelles l'expose le système chimerique & imaginaire de la superiorité qu'il s'arroge; & qu'enfin ces considérations le porteroient à se défaire de son monstrueux projet, à ne point donner aveuglément sur un écueil aussi dangereux pour lui, & à ne point pousser à bout la patience de ces Puissances, sur-tout s'il consideroit que les injures sont communes entre elles, & que leurs motifs sont les mêmes.

Malgré la conduite irrégulière de la Cour de Vienne, Sa Majesté Catholique, toujours conduite par son amour pour la Paix & par son zele pour la tranquilité générale, a continué de solliciter les effets de la Médiation & de la Garantie du Roi de la Grande-Bretagne, afin d'obtenir une satisfaction amiable des affronts & dommages faits contre la foi des Traitez, aux Etats & à la Personne même de son Fils le Sérénissime Seigneur D. Carlos, Infant d'Espagne. Mais l'ambition de l'Empereur franchissant toutes les bornes,

1733. & la Cour de Vienne s'abandonnant à son insatiable fureur de dominer, passion qui est le triste fruit de la complaisance qu'ont eue des Puissances de l'Europe, de lui procurer de vastes Etats, ou l'a vu enfin recourir à des voyes extraordinaires, tenter la difficile dessein de sacrifier à ses captices, en la Personne du Roi Stanislas, la Souveraineté de deux grands Monarques, retenir en même tems avec mépris les prudentes Propositions du Roi de la Grande-Bretagne, & se jouant des dispositions Chrétiennes du Roi Catholique pour la Paix, eluder les avantages que l'on avoit tout lieu de se promettre d'une Negociation prolongée pour parvenir à un amiable Accommodement.

Ces Résolutions de l'Empereur auxquelles on n'avoit garde de s'attendre, Résolutions suggerées par une haine dominante, & tendantes ouvertement à troubler les Princes legitimes, en violant les droits de succession: ces Résolutions, dis-je, sont assez à reconnoître dans la conduite despotique que l'on a publiquement tenue contre la libre Election du Roi Stanislas, & quoique le Public ne soit pas moins informé des obstacles qu'on a artificieusement fait naître, pour traverser la succession du Seigneur Infant Don Carlos, il ne semble pas qu'on les doive présentement passer sous silence, puis-qu'ils demontrent incontestablement la justice du Roi Catholique.

Le Duc Antoine de Parme avoit à peine rendu le dernier soupir, que l'Empereur se saisit de ses Etats à main armée; comptant pour rien ses engagements, ou peut-être oubliant à quel titre il s'etoit obligé par des Traitez solemnels, reiterez & ratifiez, de mettre le Seigneur Infant Don Carlos en possession du Duché comme Successeur legitime & Immediat. Pour colorer cette usurpation, on eut recours à l'ignominieux pretexte de la grossesse supposée de la Duchesse Douairiere Henriette, qui se prêta à cette manœuvre, & crut aux dépends de son honneur se faire de cette scandaleuse connivence un merite auprès de la Cour de Vienne. L'Empereur de son côté crut venir à bout de son injuste dessein, en donnant cette comedie au Public, & la faisant valoir de toutes ses forces. On vit bien-tôt des Ordonnances publiques, des Conseils de Regence, & autres dispositions, le tout fait au nom du prétendu fruit de la Duchesse Douairiere.

Il n'y a pas lieu de douter que la Cour de Vienne ne se fût d'abord flattée, que par ce detestable manege elle mettroit des obstacles inviolables à la succession de l'Infant. Mais elle s'apperçut qu'avec le tems l'illusion se dissiperoit d'elle-même, & que la supercherie éclateroit. Elle crut donc se faire un merite de reconnoître que l'on s'étoit trompé, & de faciliter par-là l'exécution des Articles dont on étoit convenu en faveur de la succession de Don Carlos, & qu'elle avoit elle-même arrêtez avec le Roi d'Angleterre, qui voulut bien engager son nom & interposer son autorité pour faire rendre justice au Seigneur Infant.

Il est certain que dans cet intervalle de tems le Roi Catholique eut beaucoup d'égards pour les insinuations obligeantes, les offices efficaces & les genereuses offres de Sa Majesté Britanique, qui n'oublioit rien pour l'engager à se contenter de la satisfaction qu'elle lui menageoit amiablement, par rapport à la legitime & paisible possession des Etats de Parme & à la sûreté de l'Expectative de Toscane, pour le Seigneur Infant Don Carlos.

Ce n'est pas que les risques évidens auxquels tant de condescendance exposoit le Roi Catholique, echappassent à sa penetration. Il n'avoit pû si-tôt oublier la mauvaise foi dont il avoit fait une continuelle épreuve durant tant d'années, ni l'infraction de tant de Traitez. Il connoissoit trop bien les maximes ambitieuses de la Cour de Vienne, pour n'être pas dans une prudente défiance, & pour ne pas soupçonner avec bien du fondement que la complaisance toute de l'Empereur pour l'autorité du Roi de la Grande-Bretagne, n'iroit pas jusqu'à lui faire resserrer dans de justes bornes son esprit de domination, & donner un frein aux prétentions d'un orgueil desordonné, prétentions dont personne ne convient.

Toutefois Sa Majesté Catholique voulut bien encourir les risques, afin de mieux s'assûrer des vrais sentimens de la Cour de Vienne, & elle conviot le 6. de Juin 1731. avec Sa Majesté Britannique, que pour ne point allumer une Guerre, ni troubler la tranquillité publique, elle accepteroit les offres amiables faites & stipulées en faveur de Don Carlos, & l'introduction paisible des six mille Espagnols, avec cette condition expresse que, „ Ni de la part de Sereniſſime „ Infant, ni de la part de Sa Majesté Catholique, il „ ne seroit point necessaire de disputer, de debattre, „ ou d'applanir aucune difficulté, quelle qu'elle fût, „ qui pourroit se présenter, tous quelque pretexte que „ ce pût être. ANNO 1733.

L'Empereur consentit à l'exécution de cet Accord. Il le ratifia, & il en stipula même la Ratification avec le Ministre de Sa Majesté Catholique. Sur des sûretez si bien garanties, le Roi devoit bien se promettre la prompte & juste prise de possession des Etats de Parme & de Plaisance pour le Seigneur Infant D. Carlos, & compter que le Corps de Troupes mentionné pourroit entrer paisiblement en Toscane & y demeurer. Cependant contre toute attente, & au mepris des Traitez les plus solemnels, l'Europe vit violer outrageusement le respect dû au Seigneur Infant, & l'Empereur manquer à ses engagemens envers Sa Majesté Catholique, à la faveur d'une chicane imprévue qu'il fit sur l'Acte de possession déja accordé. On prétendit qu'avant tout, le Ministre d'Espagne, residant à Parme, donnât une Déclaration de laquelle il n'avoit jamais été dit le moindre mot. Elle contenoit des Conditions nouvelles, toutes plus honteuses l'une que l'autre, qui n'avoient jamais été articulées ni proposées, & qui toutes étoient dressées au gré de la Cour de Vienne. Le Ministre n'étoit nullement autorisé pour cette affaire; & pendant ce tems-là on derobuit frauduleusement la connoissance de ces démarches obliques aux Ministres de Leurs Majestez Catholique & Britannique qui residoient alors à Vienne, & qui peu de tems auparavant avoient au nom de leurs Souverains solemnellement signé des conditions bien différentes. Fondé sur de si frivoles instrumens, l'Empereur ne laissa pas de faire immédiatement aussi-tôt connoître ses prétensions, & menaça de chasser avec trente Bataillons & deux mille Hommes de Cavalerie, les six mille Espagnols à peine introduits en Italie.

Sa Majesté Catholique fit connoître à l'Empereur ce qu'elle devoit penser de ce traitement inouï, & l'Europe entiere retentit bien-tôt de ses plaintes. On ne fit aucune reponse à ses plus vives instances, & tout ce qu'elle put obtenir ce fut un desistement dissimulé, qu'on sembloit même n'accorder que par mépris.

Il parut que la Cour de Vienne n'étoit pas encore satisfaite de ce qu'elle avoit fait pour lasser la patience du Roi. Elle ordonna qu'on insultât de toutes les manieres possibles les frontieres & la jurisdiction du Seigneur Infant Don Carlos; soit en usurpant les Terres, Châteaux & Domaines de ce Grand Prince; soit en empêchant ses Feudataires de reconnoître sa Souveraineté; ou en refusant de se mettre en possession des Fiefs situez dans le Royaume de Naples, ou d'en incorporant d'autres de son autorité absolue à son Domaine, & cela contre les clauses expresses des Investitures & des Traitez. Elle poussa la hardiesse de ces violences arbitraires, jusqu'à expedier deux Decrets également injurieux. Dans l'un elle fait une espece de crime au Grand Duc de Toscane, d'avoir permis que le Seigneur Infant reçût en son nom l'Hommage des Peuples de ces Etats, & de l'avoir volontairement reconnu en qualité de son legitime Successeur. Dans l'autre elle fait le Procès au Seigneur Infant, & supposoit qu'il s'étoit arrogé sans droit le titre de grand Prince, titre anterieurement admis par le Miniſtere de Vienne sans aucune contestation de la part de cette Cour, tant dans les Actes publics, que sur les Monnoyes, & dans les acclamations des Peuples. On oublioit à Vienne que c'est une pratique autorisée de tout tems, & observée encore à présent par les autres Princes de l'Empire, sans qu'il soit besoin d'un autre fondement que celui d'une Investiture éventuelle, qui est le cas dont il s'agit ici.

Enfin la Cour de Vienne voyant que l'on avoit percé les voiles artificieux sous lesquels elle avoit prétendu cacher ses maximes & ses idées particulieres, s'avisa d'empoisonner toutes ces actions innocentes, d'en faire autant de crimes, en les entassant confusément, & en les donnant pour des attentats inexprimables contre ce que les Feudataires doivent à l'Empire. A quoi donc avoit-on manqué envers l'Empereur? Il n'y a aucun acte de soumission dont on ne se soit acquité avec l'exactitude la plus rigoureuse, soit pour l'admission des Tuteurs, soit par rapport à l'Emancipation du Prince, ou à la reconnoissance de sa Majorité, & par consequent, tout ce qui étoit relatif aux pro-

ANNO 1733. procedez les plus purs & les plus formels; quoique les Traitez conclus, ni les Investitures Eventuelles ne demandaſſent rien de ſemblable.

Durant ces excès ſi ſenſibles à Sa Majeſté Catholique, elle a déſiré que le Monde entier vouluſt bien comparer ſa prudente moderation avec la conduite inconſtante & violente de l'Empereur; & elle a voulu chercher les voyes de la Juſtice avant que de recourir à celles des Armes. Elle a confié à l'entremiſe du Roi de la Grande-Bretagne ſes juſtes plaintes ſur les Griefs & les outrages perpetuels qui troubloient la tranquille poſſeſſion du Seigneur Infant, & attaquoient l'honneur de Sa Majeſté Catholique. Sa Majeſté Britannique eſt convenue de la juſtice du Roi d'Eſpagne, & elle a interpoſé ſes bons offices à la Cour de Vienne, & tâché par diverſes Conférences de trouver les temperamens les plus propres à procurer un accommodement amiable & honorable. Mais les delais continuels, les reponſes ambigues, les propoſitions non recevables, les termes imperieux & offenſans dont on ſe ſervoit dans les Projets qui étoient dreſſez à Vienne, les éloignemens colorez & la lenteur ſyſtématique de ce Miniſtére, ont fait échouer tous les ſoins que l'on avoit pris. Tout le fruit des mouvemens que s'étoient donnez les Miniſtres de la Grande-Bretagne, s'eſt borné à un Projet dreſſé le 21. Juillet 1733. approuvé par l'Ambaſſadeur de Sa Majeſté Catholique, & que celui de l'Empereur a refuſé de recevoir ſans de nouveaux ordres de ſon Souverain. Le Miniſtre d'Eſpagne a plus d'une fois proteſté qu'il ne ſouffriroit plus que l'on amuſât le tapis par des delais artificieux, & on a néanmoins porté la complaiſance juſqu'à permettre que la Cour de Vienne fît perdre malicieuſement la ſaiſon d'entrer en Campagne. A cette condition on a expedié aux deux Cours le Projet d'accommodement; & tandis que Sa Majeſté Catholique le renvoyoit muni d'une prompte approbation, la Reponſe de Vienne ſe faiſoit attendre & n'arrivoit point. Tantôt c'étoient les vents contraires qui la retardoient, tantôt c'étoient les ſerieuſes réflexions du Miniſtére Imperial. Il n'y avoit que le veritable motif qu'on ne diſoit point, quoique tout le monde le vît bien, ſavoir la malignité.

A la fin, dans le tems qu'on attendoit de la Cour de Vienne un acquieſcement ſi ardemment déſiré & ſi vivement ſollicité par Sa Majeſté Britannique; après que Sa Majeſté Catholique avoit déclaré qu'elle donnoit les mains au Projet qui lui avoit été communiqué, il arrive de Vienne un Courier extraordinaire, avec un Contre-projet auſſi illuſoire, auſſi injurieux que tous ceux que cette orgueilleuſe Cour avoit juſqu'alors envoyez. Surpris autant qu'irrité d'un procedé ſi étrange & ſi outrageant, le Miniſtre de Sa Majeſté Catholique s'eſt vû forcé à déclarer que la Négociation étoit entierement rompue. Sa Majeſté Britannique a connu par elle-même combien la plainte de ce Miniſtre étoit fondée, & quel doit être le juſte reſſentiment de Sa Majeſté Catholique. Le Miniſtére Britannique ne s'eſt pourtant point rebuté; & malgré le peu d'efficace des bons offices du Monarque auprès de la Cour de Vienne, le zèle de ſes Miniſtres les a portez à demander au Roi d'Eſpagne un nouveau delai de trente jours. Mais de ſages réflexions ſur tout le paſſé, ont fait prévoir à Sa Majeſté Catholique les ſuites préjudiciables de ſa complaiſance, & le deſhonneur qu'elle ſe feroit à elle-même, ſi elle uſoit d'une plus longue tolerance, à la vue de tant d'outrages accumulez & faits coup ſur coup aux Princes de la Maiſon de Bourbon. Elle a ſemi la néceſſité indiſpenſable de prendre une réſolution conforme à ce qu'exigeoient d'elle ces diverſes conjonctures; & de joindre inceſſamment ſes Troupes à celles du Roi Très-Chrêtien pour faire la guerre à l'Empereur, venger ainſi les injures qui leur ſont communes, & faire rendre le reſpect à deux Monarchies, que l'intolerable ambition de l'Empereur a ſi indignement offenſées.

Sa Majeſté Catholique ne ſauroit croire qu'après tant de delais affectez, & de ſupercheries de la Cour de Vienne, qui ne ſont que trop viſibles, après tant de marques réitérées de la condeſcendance de la Cour d'Eſpagne, Sa Majeſté Britannique puiſſe ne pas approuver ſa réſolution, dès-qu'elle fera attention à l'injure que l'on a faite à ſa Médiation, & qu'elle aura égard au mépris que l'on a marqué pour la Souveraineté des Princes qui ne reconnoiſſent point de Superieur. Elle eſt perſuadée au contraire que le Roi de la Grande-Bretagne agréera la reconnoiſſance qu'elle a de ſes louables intentions, & entretiendra plus que jamais une bonne intelligence inalterable entre les deux Nations, afin qu'elles continuent de goûter les heureux fruits d'un Commerce durable & fidéle, & de jouir des biens que leur garantit la précieuſe Amitié des deux Monarques. ANNO 1733.

CLXXVI.

Acte de Sureté par rapport à la Religion, donné par le Duc Charles-Alexandre de Wurtenberg *le 19. Decembre 1733. & 21. Janv. 1734.* Decembre.

Pro Memoria.

Es haben des Regirenden Herrn Hertzogen zu Würtemberg Hoch-Fürſt. Durchl. gleich nach dem Antritt in dero Hertzogthum und Lande in anſtehung gegenwärtig ſehr weit ausſehenden Zeit-Umſtande Ihre vornehmſte Anſtalt genehmt und ſeyn laſſen / denen Hoch- und Löbl. Ständen des Hoch-Löbl. Schwäbiſchen Creyſſes / dern / vor das gemeine Reichs- und Creyſſes-Beſt tragende Patriotiſche Sorgfalt zu erkennen zu geben / werden auch damit unausgeſetzt fort zu fahren niemahlen entſtehen. Alt dienenlen aber bey dermahliger Creyſſ hauptſächl. darauf zu ſehen / daß dieſes Creyſſes auf den Beinen habende Mannſchafft und zu gemeinſamer Rettung und Defenſion beſtimmte Militar-Verfaſſung beſt möglichſt beobachtet / und in dienſtbahren Stand geſetzet und erhalten werde; So ſind hochgedl. Se. Hoch-Fürſtl. Durchl. in ſolch einiger Betrachtung bewogen worden / neben den Creyſs-General Feld Marſchalln Amdt / auch auf das vacirende Dragoner Regiment zu competiren / um dadurch deſto mehr Gelegenheit zu gewinnen / von dero Eyfer vor das gemeine Beſte denen Hoch- und Löbl. Mit-Ständen über zeugende Proben vor zulegen. Ob nun wohl kein Zweifel obwaltet / es werden dieſem ſo anbewegl. als Ruhm-vollen Vorſatz ſaemtl. Hoch und Löbl. Stände de willigſt entgegen gehen / beſonders aber derſelben Evangel. Antheil / in dem gegen das Hoch-Fürſtl. Hauß Würtenberg in allen zeiten mit groſſen Nutzen und Beyſtandt gedäuſſerſtem Vertrauen fernerhin unausgeſetzt continuiren / ſo haben jedoch zu des letztern Unterhalt und Beſtetigung S. Hoch Fürſtl. Durchl. an dero / bey gegenwärtigen Creyſs-Convent anweſende Geſandtſchafften / das in Copiis per Extractum angeſogene Gnadigſte Reſcript ergehen laſſen / und darinnen die ungeſaumete Handhabung Schützung der in dero Hertzogthum und Landen eingeführten Evangel. Religion, auch der nach ſolcher / ſo wohl in publicis als ſonſten angenommenen und ausgeübter principiorum auf Art und Weiſe / wie hochſt dieſelbe ſich den 28. Febr. dieſes laufenden Jahres / gegen dero in Gott ruhenden Herrn Vettern Hoch Fürſtl. Durchl. und ſchon vorhero gegen dero Eren gehorſamſte Prälaten und Landſchafft verbindlich gemacht / verſichert / mit den ferners angehaengten Genadigſten Befehl / denen Hoch- und Löbl. Geſandtſchafften Evangeliſchen Antheils davon die itzunſtaendliche Nachricht in beglaubter Form zu communiciren. Zu deſſen unterthanigſter Befolgung in der fernern Anlage von der Hoch Fürſtl. Würtembergiſchen Geſandtſchafft die paſſus concernentes aus erſt berührter der Hoch-Fürſtl. Würtembergiſchen Landſchafft ertheilten ſolennen Declaration per Extractum mit getheilet / und weilen dadurch alle wichtige Verbeſſerungen von ſelbſten aus dem Grunde erhabet werden / auch keine Urſach übrig bleibet / warum Status Evangelici une hundanſetzung ihres freyen Wahlrechts und bey ſo feſt begründeten ſtatu Evangelico in Ducatu Wurtembergico deſſen / und die Chriſtlichſt ſo hoch verdienten / und pro ſalute Circuli ſo eyfrig beſorgten Durchleuchtigſten Regenten vorbey gehen / und das Commando / des ohnehin gröſten Theil von dem Hoch-Fürſtl. Hauß dependirenden Regiments denſelben nicht Vorzüglich gemein wolten; Alſo hat man ſich auch geſetzet / es werden gedachte Hoch- und Löbl. Evangel. Stände mittelſt conferirung des vacanten Dragoner Regiments in conformitat der bishero bey allen Occaſionen weislich geführeten principiorum des Herrn Hertzogen Hoch-Fürſtl. Durchl. um ſo unbedencklicher zu willfahren belieben / als hochſt die ſelbe / wie aus denen demnechſt einlauffenden Requiſitions Schreiben ſich deutlicher veroffenbahren wird / ſich die Beſatzung des Creyſſes Ehr und Wohlfarth dabey zum allerngen End-Zweck vorgeſetzet / und in dem übrigen keine Gelegenheit vorbey gehen laſſen werden / dagegen Ihre Bereitwilligkeit und Beſtefſenheit Danckbehmig und Werthſchätz an den Tag zu legen. Ulm / den 19. Dec. 1733.

Hoch Fürſtl. Würtembergiſche Geſandtſchafft.

C. H. Korn.

J. C. Weinland.

Extract Gnaedigſten Reſcripti von des Regirenden Herrn Hertzogen zu Würtemberg Hoch-Fürſtl.

ANNO 1733.

Fürſtl. Durchl. an dero zu Ulm ſubſiſtirende Geſandtſchafft.

Von Gottes Gnaden Carl Alexander Hertzog zu Würtenberg und Teck / Graff zu Mompelgard / Herr zu Heydenheim / Unſern Gnadigen Gruß zuvor / Beſter und Hochgelahrter / lieber getreuer

Wir geben Euch gnadigſt zu erkennen / was maßen Wir aus einem beſondern Beweg-Urſachen für nöthig finden / unſern Hach- und Loebl. Creyß Mit-ſtaendem Evangel. Antheil in Puncto Religionis & ſtatus Evangelici unſers Hertzogthums und Landen durch Euch eine Declaration thun zu laſſen; Gleichwie Wir nun bereits unterm 28. Febr. dieſes lauffenden Jahres / ſo wohl gegen unſern in Gott ruhenden Herrn Vetters Gnaden und Liebd. als auch gegen Unſere treu gehorſamſt Prælaten und Landſchafft / Uns für uns / Unſere Eheliche Fürſtl. Mannes-Erben und geſambte Poſteritæt auf dem Fall hochgedl. S. Gnaden und Liebd. ohne Hinterlaſſung Fürſtl. Manns Erben nach Gottes heiligen Willen etwa erfolgenden hoechſt ſel. Ableibens / und Uns dadurch qua proximo Agnato zukommenden Succeſſion in der Landes-Regirung / ſonderheit ratione ſtatus & Religionis Evangelicæ, wiſſend und wohlbedacht / alſo declarirt / und verbindlich gemachet / wie Ihr aus der Euch unterm 2. Novemb. nupero bereits Gnadigſt zugefertigten vidimirten Abſchrifft ſolch Unſerer am Hochgedl. S. Gnaden und Liebd. wie auch Unſeren Treu gehorſamſte Prælaten und Landſchafft ausgeſtellten Declaration und reſpective Revers-Urkeff des mehrern gehorſamſt werdet erſehen haben; Alſo geſinnen Wir hiemit Gnadigſt an Euch / Ihr wollet denen Sambtl. Evangel. Geſandten hier von Umſtaendlich nachricht ertheilen / und allenfalls den Innhalt ſothaner Unſerer bereits gethanen Declaration (welche wir in allen hiehero gehoerigen paſſibus intuitu des Uns und Unſerm Fürſtl. Hauß competirenden Directorii Evangelici / bey dem Loebl. Schwaebiſ. Creyß hiehero expreſſe wiederhohlen / und daß ſolche auch in hoc puncto von eben dieſem Effect und Verbindlichkeit ſeyn ſolle / als wann ſie nach Ihren Worten Innhalt hierunten inſeriret wäre / wohlbedaechtlich erklaehren) quoad Subſtantialia dem Creyß-Protocoll inſeriren auch denen Ständen auf Begehren Extractus in Forma authentica und probante ertheilen / annebenſt aber auch zu erkennen geben / wie wir nicht den geringſten Zweifel trügen / daß dieſelbe ratione ſtatus Evangelici ſolcher geſtalten vollkommen ſicher geſtellet worden. Welchen wir zu Gnaden

Womit Wir Euch ſtets wohl zugethan verbleiben
Göppingen den 15. Dec. 1733.

Carl Alexander Hertzog
zu Würtenberg.

Extract des der Löbl. Landſchafft zu Würtemberg gegebenen Hoch Fürſtl. Reverſes.

Von Gottes Gnaden Wir Carl Alexander / Hertzog zu Würtenberg und Teck / Graff zu Mompelgardt / Herr zu Heydenheim. &c.

Urkunden und bekennen hiemit: Nachdeme der Durchl. Fürſt. unſo Herr / Herr Eberhard Ludwig / Hertzog zu Würtenberg und Teck / Graff zu Mompelgard / Herr zu Heydenheim &c. Unſers Hochgeehrteſten Herrn Vetters Gnaden uns dero Treu gehorſamſten Prælaten und Landſchafft unterthaenigſt angelegentlichſtes Geſuch / daß auf den Fall Hochgedacht Ihro Gnaden nach Gottlichen Heiligen Willen / ohne Maennliche Leibes Erben / dieſes Zeitl. geſegnen muthun vermoeg der / in Erectione hujus Ducatus, und ſonſten gegründeten Erb-Folgs-Ordnung auf Uns / als nechſtem Agnatum die Landes-Regirung hinkünfftig devolviret werden ſolte / von Uns / wegen der in dieſem Hertzogthum eingeführte- und befeſtigten Evangeliſchen Religion der unveraenderten Augsp. Confeſſion eine förmliche aſſecuration ausgeſtellt werden moegte / in mehrern Freund-Vetterl. zu vernehmen gegeben.

Und wir nun dieſes Landſchafftl. Deſiderium und Geſuch der Obſervantz / denen Reichs-Conſtitutionibus, und der Landes Verfaſſung ſelbſten durchaus gaentzlich gemaeß / und vor ganz billig befunden / dahero auch bereits dieſerhalben einer Ehrſamen Landſchafft ſolch gebethene Aſſecuration beſonders ertheilet haben / daß wir nicht weniger gegen hochermeldt unſers Hochgeehrten Herrn Vetters / Hertzogs Eberhard Ludwigs Gnaden auf obgedachten Fall / dero ohne Hinterlaſſung Fürſtl. Manns-Erben nach Gottes Heiligen Willen etwa erfolgenden Hochſeel. Ableibens / und dadurch uns qua proximo Agnato zu kommenden Succeſſion in der Landes-Regirung / uns abſonderlich auch in puncto Religionis hiermit weſentlich und wohl bedaechtlich für uns / Unſere Eheliche Fürſtl. Manns-Erben und geſammte Poſteritaet folgender maſſen declariren und verbindlich machen.

Demnechſt und 1. Geben wir auch die Fürſtl. verſicherung / daß in dieſem gantzen Hertzogthum und Landen von nun an und in ewigen Zeiten auf alle unſere Fürſtl. Erben und Nachkommen der bißherige Evangel. Gottes Dienſt nach der unveraenderten Augsp. Confeſſion allein beybehalten / ſo mithin auch denenjenigen / ſo alterius Religionis ſind / weder die vorhandene Kirchen eingeraumet / noch auch neue zu erbauen / und darinnen einen oeffentlichen Gottes-Dienſt zu halten erlaubet / vielweniger aber Cloeſter angelegt / oder Orden und Communitæten an- und eingenommen / oder darzu privat-Hauſſer apturt und befeſtiget werden ſollen. So verſprechen wir auch.

ANNO 1733.

3.

Zu keiner zeit und aus keinerley urſachen einiges Simultaneum ein zuſchieben / noch auch ſonſten etwas unternehmen zu laſſen / welches den Statum Religionis Evangelicum directe oder indirecte alteriren koenne.

4.

Ingleichen das Fürſtl. Theologiſche Stipendium zu Tübingen / und die Cloſter Schulen in ſtatu quo verbleiben / ſondern auch

5.

Weder auf der Univerſitæt noch in dem Collegio Illuſtri zu gemeldten Tübingen einige Aenderung vornehmen / und ſo ein als andern Orths keiner andern Religion zugethane Profeſſores conſtituiren laſſen.

6.

Verſprechen wir ferner im Fall einer noethigen Abaenderung diſſeitiger Legum Provincialium nichts ſo der Verfaſſung des Landes und der Evangeliſchen Religion zu wieder lauffe / verfügen / demnechſt und

7.

Den geheimen Regiments-Rath / die Regirung / Conſiſtorium, Synodum, Hoffgericht / Cantzley und die gantze Dienerſchafft / in Kirchen und Schulen / auch auf dem Land / in allen Geiſt- und Weltl. Officiis / wie auch Stadt- und Dorff-Gerichte mit Evangeliſchen beſetzen &c. auch

8.

Ueberhaupt alle wieder den Statum Religionis in dieſem Hertzogthum directe und indirecte laufende Eingriffe und attentata vermeiden werden ſollen &c. So wollen wir auch ferner

9.

Wie hiethero alſo noch künfftig die dieſſeitige Geſandtſchafften / ſo wohl bey dem Loebl. Schwaebiſchen Creyß / als in Comitiis jederzeit mit Evangeliſchen Subjectis verſehen / und dann nicht weniger / ſo am als andern Orths ratione deß Creyß Directorii und reſpective Fortführung deß diſſeitigen Voti bey dem Corpore Evangelicorum allezeit das noethige und behuffige nach denen Evangeliſchen Principiis beobachten laſſen.

Dieſes alles nun auf Eingangs erwehnten nach Gottes heiligen Willen etwa über kurtz oder lang ratione der Landes-Regirung uns betreffenden Succeſſions-Fall / alſo ſteiff und feſt zu halten / gereden und verſprechen wir / Hertzog Carl Alexander zu Würtemberg / vor Uns / Unſere Fürſtl. Eheliche Mannes Erben und Nach-Folger am Regiment / wie vor Uns auch uns beſondere gegen E. E. Landſchafft bereits geſchehen / hiermit wiſſentlich und wohlbedaechtlich bey unſeren Fürſtl. Ehren / wahren Worten und Treuen / ohne einige Geferde / nebſt renunciirung auf alle Parſtl. Indulten / diſpenſationen, Interpretationen, auch Begebung aller Beneficiorum, reſtitutionum, desgleichen Exceptionis Doli, Perſuaſionis, und in genere aller Geiſt- und Weltl. Rechten. Immaſſen wir dann auch zu deſſen Urkund und Feſthaltung gegenwaertigen Revers-Bueff / nach dem wir ſelbigen von puncten zu punctten behoerig durchgangen / und ſelbigen anbey völig Unſerer Intention gemaeß eingerichtet zu ſeyn befunden / mit Unſerer Fürſtl. Hand unterſchrifft und angehaengten Fürſtl. Secret-Inſiegel bekraefftiget haben.

So geſchehen Winnethal den achte und zwantzigſten Monaths Tag Februarii / des Ein-Tauſend Siebenhundert drey und dreyßigſten Jahrs.

Carl Alexander Hertzog
zu Würtenberg.

L. S.

CLXXVII.

ANNO 1734.

CLXXVII.

Decret du Senat de Hambourg pour interdire tout Commerce d'Interlopes, publié le 15. Janvier 1734.

NOus les Bourguemaîtres & Senateurs de Hambourg, faiſons ſavoir, que Sa Maj. Imp. ayant aboli la Compagnie d'Oſtende, & défendu à ſes Sujets Héréditaires des Pays-Bas tout Commerce aux Indes-Orientales, ſelon le ſens des Traitez du 16. de Mars 1731. & du 20. Fevrier 1732. conclus avec la Couronne de la Grande-Bretagne & la Republique des Provinces-Unies; Ce fut à l'occaſion des Marchandiſes qui arrivérent à Hambourg directement des Indes-Orientales, à bord du Vaiſſeau l'Apollon en 1731. & de celles qu'on tranſporta ici l'an 1732. par la voye de Cadix, dans le Vaiſſeau Marie-Armande, que les ſuſdites Puiſſances Maritimes conçurent toute ſorte de ſoupçons, comme ſi la Ville cherchoit par-là à encourager des Sujets qui trafiquent contre la Permiſſion de leurs Souverains reſpectifs; Surquoi l'Empereur trouva à propos de requerir très-gracieuſement de cette Ville, qu'elle ne permît pas que des Vaiſſeaux venans des Indes-Orientales, & appartenans à la ci-devant Compagnie d'Oſtende, ou à d'autres Sujets Héréditaires de Sa Maj. Imp. aux Pays-Bas, compris ſous la défenſe des Traitez, euſſent l'entrée libre dans ce Port, & que perſonne achetât ou vendît, à ſon ſçu, les Effets qu'ils apporteroient.

C'eſt donc pour faire honneur à Sa Maj. Imp. pour lui témoigner ſon très-grand reſpect, ſa très-humble vénération, & conſéquemment pour ôter les ſuſmentionnez ſoupçons des ſuſdites Hautes Puiſſances, que l'Honorable Sénat, en vertu de Sa Magiſtrature, avertit par cette Patente tous les Habitans & Trafiquans de cette bonne Ville, que, ſuivant les conjonctures & circonſtances préſentes, ils ayent à s'abſtenir tout à fait du ſuſdit Commerce illicite, lorſqu'ils en auront quelque connoiſſance, faute de quoi, & ſi quelqu'un ne pouvoit ſe juſtifier ou ſe purger par un Serment corporel, de n'en avoir rien ſçû, celui ou ceux-là ſeront reſponſables des ſuites fâcheuſes qui en reſulteront: bien entendu que la libre Navigation, le Trafic, le Negoce, les Prerogatives & Conſtitutions de la Ville de Hambourg, ſeront reſervez à elle, ſes Bourgeois & Habitans en leur entier, auſſi-bien que le Commerce qui ſubſiſte entre elle & d'autres Nations, qui ſe peut continuer en tout tems, en liberté & ſûreté, ſans aucun préjudice, & ſans qu'il y ſoit derogé par cet Acte. Fait & décreté dans le Sénat, & publié ce Vendredi 15. Janvier 1734.

CLXXVIII.

Réponſe à l'Ecrit qui a pour titre, Memoire pour l'Ambaſſadeur du Roy Catholique à la Cour de la Grande-Bretagne, contenant les raiſons qui ont engagé S. M. Catholique à faire la guerre à l'Empereur, publiée à Vienne en Mars 1734.

IL a paru depuis peu un Ecrit, qui a pour titre: MEMOIRE *pour l'Ambaſſadeur du Roy Catholique à la Cour de la Grande-Bretagne, contenant les raiſons qui ont engagé S. M. Catholique à faire la guerre à l'Empereur.* S'il doit ſervir de Manifeſte à l'Eſpagne, on peut dire de n'en avoir gueres vû de ſemblable. Quand autrefois de grands Princes ſe ſont fait la guerre, ils ne croyoient pas pour cela leur être permis d'avilir leur auguſte Dignité juſqu'au point d'employer des termes que la bienſeance rend inconnus à ceux-mêmes qui ſont d'un rang beaucoup inférieur. Ce n'eſt plus la même choſe aujourd'hui. On n'a qu'à lire l'Ecrit dont il s'agit, pour voir avec ſurpriſe & indignation, juſqu'où la Cour d'Eſpagne porte ſes excès. Faute d'avoir de bonnes raiſons à alleguer, on entaſſe fauſſetés ſur fauſſetés, & on les debite de la maniere du monde la plus groſſiere. Tout l'Ecrit n'eſt qu'un tiſſu d'expreſſions offenſantes, d'injures, d'outrages & de calomnies. Foible reſſource pour colorer une Guerre injuſte, s'il y en eût jamais! A ces traits mêmes peut-on ne pas reconnoître l'indignité du procedé de la Cour d'Eſpagne? L'eſprit, qui l'anime? Et l'unique motif, qui l'engage à faire la guerre à l'Empereur? Motif, qu'elle n'a garde de produire aux yeux du Public, mais qui ne ſe découvre que trop, par le peu de ſoin qu'elle a de ſe tenir aux bornes preſcrites par la bienſéance & la moderation. Il eſt difficile de ſe perſuader, que pour un prétendu retardement des ordres de l'Empereur, pour un Courries arrêté par des vents contraires, ſans qu'il y aille de ſa faute, on s'oublie en Eſpagne juſqu'au point d'imputer à ce Prince *une extravagante ſuite d'outrages, des deſſeins énormes, une fureur inſatiable du Pouvoir Suprême*, & de lui faire tant d'autres reproches de la même nature, qu'on a honte de répeter. Voilà cependant le précis du Manifeſte du Roy d'Eſpagne. On n'oſe, & on ne peut pas nier, que l'Empereur a eu la condeſcendance extrême de ſe prêter à tout ce que publiquement on a paru ſouhaiter pour l'Infant Don Carlos. On ſe plaint donc, qu'il l'a fait trop tard. On impute à la Cour de Vienne *des délais étudiés*, & c'eſt à quoi, après une declamation très indécente contre les prétendus *outrages, inſultes & violences procedures de l'Empereur*, ſe reduiſent enfin les plaintes de S. M. Catholique.

Les affaires de Pologne, qu'on met à la tête des raiſons qu'on a trouvé bon de publier, ne faiſoient ni directement, ni indirectement l'objet de l'accommodement qui ſe traitoit par la mediation du Roy de la Grande-Bretagne. Jamais il n'en a été parlé ni d'une part ni d'autre. La Cour Imperiale ne balance pas de s'en rapporter au témoignage des Miniſtres Anglois, & il ne lui ſera pas difficile de mettre dans tout ſon jour, pourquoi les prétendus *griefs communs des Princes de la Maiſon de Bourbon*, ont touché ſi tard le Roy d'Eſpagne. Staniſlas, *attaché par un lien ſi étroit à cette Auguſte Maiſon, dont le Roy Catholique eſt une des principales branches*, ne lui paroiſſoit pas au commencement *un Prince ſi reſpectable*, qu'il n'eût pû ſonger à faire tomber la preference ſur un autre Candidat; & on ſçait, que peu après la mort du feu Roi Auguſte, la Cour d'Eſpagne autoriſa le Pere Arcelli Theſtin, à briguer la Couronne de Pologne pour l'Infant Don Carlos.

Les faits, qui ſuivent dans le Manifeſte du Roy d'Eſpagne, quoi-que rapportés d'une maniere très eloignée de la veſité, ſont anterieurs au Traité du 22. Juillet 1731., & à tant d'autres engagemens, qui y ont du rapport. Cette circonſtance n'empêche pas la Cour d'Eſpagne d'y avoir recours pour juſtifier ſa rupture; & à l'exemple du Roi de Sardaigne, elle cherche à ſuppléer au defaut des plaintes réelles par l'énumeration des diſſeends qui ont été terminés ci-devant par les Traités les plus ſolemnels. Il ne faut pas en être ſurpris: cette Cour n'a pas contracté l'habitude de faire des Traités pour les accomplir, mais elle ne les fait que pour couvrir ſes veritables vûës, & pour épier une occaſion d'autant plus favorable à les enfraindre.

Ce n'eſt pas-là le tout. L'Emportement de la Cour d'Eſpagne va plus loin encore. Elle ne ménage pas l'honneur d'une Princeſſe alliée de ſi près à Leurs Majeſtés Catholiques. On la comble, auſſi-bien que la Cour Imperiale, d'imputations les plus injurieuſes. La groſſeſſe de la Ducheſſe Douairiere Henriette étoit non ſeulement poſſible, mais, après toutes les marques qui en paroiſſoient, très-croyable. La Cour Imperiale n'ômit rien pour s'éclaircir de la veſité, conformément aux régles que les Loix preſcrivent en de pareilles occurrences. Toutes ces providences furent communiquées au Duc de Liria. La Cour d'Eſpagne en parut contente. Cependant on reproche aujourd'hui à l'Empereur, *d'avoir fait jouer ſur le theatre du monde avec grand ſcandale une ſcéne des plus fabuleuſes & honteuſes.* Mais n'eſt-il pas étonnant, qu'on faſſe des réproches ſi outrés à la Cour de Vienne, pour n'avoir pas été plus clair-voyante de loin, que la Mere de la Reine d'Eſpagne ne l'a été ſur les lieux même, après avoir aſſiſté à l'acte de viſitation conjointement avec les Medecins, Chirurgiens, & Sages-femmes, dont on lui avoit laiſſé le choix?

Enfin quelque ſoin que la Cour d'Eſpagne ait eû de faire naître de nouvelles conteſtations, à meſure qu'on finiſſoit les anciennes, & à meſure que l'Empereur ſe montroit également complaiſant pour Leurs Majeſtés Catholiques, & indulgent pour l'Infant Don Carlos, elle n'a pû évites, qu'il ne lui reſtât tout le tort & le blâme, de ce que la Negociation amiable a été rompuë, & les eſperances d'un accommodement, des plus honorables & avantageux pour l'Infant, entierement évanoüies. L'Empereur a agréé le Projet du 22. Juillet 1733. longtems avant que le Comte Monijo, *ſurpris & irrité*, à ce qu'on dit, *du procedé du Comte Kinski*, fut

ANNO 1734. *fut obligé de déclarer, qu'il rompoit toute negociation.* L'Ambaſſadeur de l'Empereur a offert de le ſigner purement & ſimplement, ſans que le Comte Montijo fut encore *ſurpris & irrité* d'une telle offre juſqu'au point de faire ladite déclaration. Le Miniſtre Eſpagnol ſe doutoit bien, que puiſque la rupture de la France & de ſon Allié, le Roi de Sardaigne, avoit éclate dans cet intervalle, la Reine d'Eſpagne voudroit profiter d'une occaſion ſi favorable à ſes vûes, vûes qui ne tendent qu'à agrandir ſon fils, à quel prix ou par quelle voye que ce puiſſe être. Il refuſa donc de ſigner de ſon côté le projet dont il s'agiſſoit; mais il colora ce refus par la neceſſité, où il étoit d'attendre des nouveaux ordres de ſa Cour, & après l'événement, dont toute l'Europe a été frappée, ces ordres ne tarderent pas de venir tels que Montijo ſe les étoit imaginés. Si le Roi de Sardaigne, par un procedé qu'on peut à juſte titre nommer *extravagant & énorme*, avoit plutôt conſenti à ſubir le joug des deux Branches de la Maiſon de Bourbon, les Conferences de Londres n'auroient pas tant duré. Dans le doute, où l'on en étoit en Eſpagne, on trouva à propos de les faire traîner, de ſorte que lors qu'on étoit deja d'accord ſur le contenu du projet du 21. Juillet, on fit naitre un incident ſur la forme ſous laquelle il devoit paroître. La Cour Imperiale ignoroit cet incident, & n'avoit pas le don de le prevoir; mais dès-qu'elle en fut informée, elle donna les ordres au Comte Kinski de ſe conformer en tout au goût du Comte Montijo. C'étoit trop tard, puiſque la guerre avoit éclaté dans cet intervalle, quoique le Courrier, que l'Ambaſſadeur d'Eſpagne avoit dépêché pour le même ſujet, ne fut pas encore de retour, ni par conſequent la negociation declarée rompue.

Ces remarques generales ſuffiroient pour convaincre le monde impartial, & ſur-tout ceux qui font au fait des affaires, du néant des pretextes frivoles, dont l'Eſpagne s'efforce envain de couvrir l'injuſtice de la guerre qu'elle fait à l'Empereur. Mais comme plus on eſt inſtruit du détail des negociations, qui l'ont precedée, plus la moderation, la complaiſance, & l'indulgence de ce Prince éclatent, & plus les veritables vûes de la Cour d'Eſpagne ſe découvrent; on a crû ne pouvoir mieux faire que d'oppoſer à la declamation injurieuſe de l'Eſpagne, un recit ſimple & fidele des faits qui y ont du rapport.

Tout le monde ſait, que pendant que l'Empereur étoit occupé en 1717. à la guerre contre les Turcs, pour ſauver l'Italie du danger dont elle étoit menacée, le Roi Catholique choiſit ce tems pour l'attaquer. Les Rois de la Grande Bretagne & de France employerent leurs bons offices pour rétablir la tranquillité publique, & pour la rendre plus durable. L'Empereur ſacrifia à l'amour de la Paix ſes juſtes droits ſur la Monarchie d'Eſpagne. En revanche les Etats qu'il poſſedoit, & ſur-tout ceux d'Italie, furent garantis à lui & à ſes Succeſſeurs de la maniere du monde la plus ſolemnelle. La premiere idée du Plan qu'on forma alors pour aſſûrer l'equilibre en Europe, étoit fondée ſur le principe, que l'Empereur pourroit auſſi peu avoir un pied en Eſpagne, que le Roy d'Eſpagne en pourroit avoir un en Italie. On parut dans la ſuite perdre de vûë ce même principe, lors-qu'il s'agiſſoit de déterminer à qui les Etats de Toſcane & de Parme devoient échoir un jour. L'Empereur en repréſenta les conſequences, & pour le tranquilliſer ſur ſes juſtes craintes, on eut ſoin de tâcher de prévenir, autant que cela le pouvoit faire par des Traités, la part que le Roi Catholique & ſes Succeſſeurs pourroient vouloir prendre aux affaires de Toſcane & de Parme. L'Infant, à qui ces riches heritages étoient deſtinés, devoit être émancipé de la puiſſance paternelle: aucun Roi d'Eſpagne ne pouvoit en être le Tuteur: il devoit ceder au futur heritier de Toſcane, le peu qui lui reſtoit en Italie. Les Etats de ce Prince étoient declarés fiefs maſculins de l'Empire, ils ne pouvoient jamais être poſſedés par celui qui porteroit la Couronne d'Eſpagne. Enfin il fut expreſſement ſtipulé, que ſi S. M. Catholique ne voulnit pas ſe conformer à ces arrangemens, les Princes contractans diſpoſeroient autrement des Etats en queſtion. S. M. Catholique ne jugea pas à propos de rejetter une offre ſi avantageuſe à ſa deſcendance Royale. Elle ſouſcrivit en 1720. à toutes les clauſes & conditions qui y furent jointes, & l'Europe n'auroit pas ſenti tant de troubles, ſi en Eſpagne on avoit été auſſi fidéle a les remplir, qu'on a été fécond en promeſſes à cet égard. Mais ce que l'Empereur des-longtems avoit prévû, ne ſe verifie aujourd'hui que trop Toutes ces clauſes & conditions n'étoient que des digues trop foibles pour arrêter l'ambition demeſurée de la Reine d'Eſpagne. Elle éclata preſque auſſitôt qu'elle vit ſon fils en poſſeſſion d'une partie des Etats qui lui étoient deſtinés. La conduite de l'Empereur étoit très-differente. Ce Prince, toûjours attentif à executer de bonne foi les promeſſes une fois données, fit tous ſes efforts pour obtenir le conſentement de l'Empire à ce qui avoit été ſtipulé par le cinquiéme Article de la Quadruple Alliance. Il fit expedier enſuite les Lettres d'*Inveſtiture eventuelle* (1) où on eut ſoin d'inſerer les devoirs auxquels l'Infant Don Carlos en qualité de Vaſſal de l'Empire s'engageoit. ANNO 1734.

Ces Lettres d'Inveſtiture éventuelle furent acceptées par les Miniſtres Plenipotentiaires d'Eſpagne au Congrès de Cambray. Par des Reverſailles datées à Madrid le 28. Fevrier 1724. le Roi Catholique s'obligea tant en ſon nom, qu'au nom de l'Infant & de ſes Succeſſeurs, à en accomplir religieuſement toute la teneur, & ce même accompliſſement fut de nouveau garanti par les Rois de la Grande-Bretagne & de France. En 1725. le Traité de Paix avec S. M. Cathol. fut conclu à Vienne. Les clauſes de l'Article V. de la Quadruple Alliance, & celles des Lettres d'Inveſtiture éventuelle, y furent repetées & confirmées. La Cour d'Eſpagne en parut ſi contente, que la plus grande partie de l'Europe prit ombrage de l'union étroite qui la lioit à l'Empereur. Ce fut dans le tems que cette étroite union ſubſiſtoit entre les deux Cours, qu'on régla ce qui ſe devoit faire à l'ouverture des Succeſſions de Toſcane & de Parme, pour mettre l'Infant dans la poſſeſſion des Etats qui les compoſent. Le Plein-pouvoir pour le Commiſſaire Imperial en Italie, & le *Mandatum ad Subditos Hetruriæ*, furent dreſſés en conformité de l'Article V. de la Quadruple Alliance, du Reſultat de la Diéte de l'Empire, & des Lettres d'Inveſtiture éventuelle, citées ci-deſſus. Il ne reſta plus qu'une ſeule difficulté à lever. Le feu Grand Duc Coſme, par un Decret émané en 1713., & inſinué au Senat de Florence, avoit prétendu diſpoſer de ſes Etats en faveur de l'Electrice Douairiere Palatine, en cas que la Famille mâle de Medicis vint à s'éteindre. Le principe erronné de la prétendue entiere liberté de Florence, ſur lequel étoit fondé ledit Décret, étoit directement contraire à l'eſprit, & à la Lettre du cinquiéme Article de la Quadruple Alliance. On prit donc le parti de le declarer nul, & de faire des défenſes relatives à la caſſation de ce Décret, tant au Senat de Florence, qu'à l'Electrice Douairiere Palatine Toutes ces meſures furent reglées avec le Duc de Bournonville en 1728., & l'Empereur en fut remercié au nom de Leurs Majeſtés Catholiques. Les affaires changerent de face l'année d'après: l'Empereur refuſa de ſe prêter à des demandes qui n'étoient pas conformes aux Traités; c'eſt à dire de laiſſer introduire des garniſons Eſpagnolles, au lieu des neutres dont on étoit convenu par la Quadruple Alliance: & comme la Reine d'Eſpagne ne croyoit pas la Cour Imperiale diſpoſée à entrer dans toutes ſes vûes, de quelle nature qu'elles fuſſent, elle ſe détermina à rompre tous les engagemens qui avoient été contractés entre les deux Cours Tout d'un coup le Marquis de la Paz le declara au Comte de Koniſegg: on croyoit qu'une telle démarche ſuffiſoit pour anéantir les Traités les plus ſolemnels. Et voilà comme on s'embarraſſe peu en Eſpagne des promeſſes qu'on y fait. Le Traité de Seville fut conclû peu après. L'Empereur réſolût de s'oppoſer à ſon execution. Il fit marcher une forte Armée en Italie. Mais on ne jugea pas à propos de tenter alors l'introduction des Garniſons Eſpagnolles. Sur ces entrefaites commencerent les Negociations amiables, qui furent heureuſement terminées par le Traité du 16. Mars 1731. Avant que ce Traité fût conclu avec la Grande-Bretagne, le Duc de Liria arriva à Vienne Le cas où la Cour Imperiale ſe trouvoit alors, étoit aſſez ſingulier. Il ne tenoit qu'à elle d'éviter les Garniſons Eſpagnolles, en ſe prêtant aux propoſitions du Duc de Liria & aux inſinuations de la Cour de France, & elle y conſentit ſur les inſtances qui lui en furent faites par S. M. Britannique. Elle ne le fit pourtant pas ſans y être determinée par de fortes raiſons.

L'experience l'avoit convaincue du peu de fond qu'il y avoit à faire ſur les promeſſes de la Cour d'Eſpagne. Elle croyoit ſa liaiſon avec les deux Puiſſances Maritimes neceſſaire au bien & à la liberté de toute l'Europe; qui de tout tems a fait le prin-

(1) Cette Pièce & toutes celles qui ſont citées ou dont il eſt parlé dans cette Reponſe ſe trouvent imprimées ou dans le *Corps Diplomatique*, ou dans le *Supplement* ou dans le *Recueil Hiſtorique de Rouſſet*.

ANNO 1734. principal objet des efforts" & souhaits de l'Empereur & de son Auguste Maison. Il quoiqu'interprété vit toutes les suites d'un changement si important fait à la triple Alliance, elle se reposa tellement la bonne foi des deux Puissances Maritimes, qu'elle aima mieux s'y prêter en se les attachant, que d'en être quitte en prenant une route contraire. Elle fit plus. Elle mit l'Angleterre en état de remplir, sans manquer à ses engagemens du Traité de Sevil. Mais elle ne le fit qu'en se stipulant reciproquement les garanties les plus fortes, pour la sûreté des Etats hereditaires de l'Empereur, garanties dont elle proclame aujourd'hui l'accomplissement fidelle, dans l'entiere confiance où elle est, qu'après tant de sacrifices faits de sa part au repos public, & au desir de voir le Systeme de l'Europe sur un pied fol de & permanent, le fruit qu'elle en attend, ne lui sera pas lui manquer. On n'a que lu la Declaration donnée sur les Garnisons Espagnoles le Ministre Britannique, & adoptée par tous les autres Generaux dans leur Acte d'accession, pour être pleinement convaincu, que la confiance, qui a été le motif qui a determiné l'Empereur à faire le choix qu'il avoit à faire.

La Cour d'Espagne voyant ses esperances frustrées prit le parti de dissimuler, & elle feignit de vouloir adhérer à ce qui a été égard avoit été stipulé & promis par S. M. Britannique. L'Empereur étoit alors bien armé en Italie. Ses Troupes étoient dans Parme & Plaisance, & il n'auroit pas été aisé de les en deloger. On vint donc à la conclusion du Traité du 22. Juillet 1731. Mais on ne fut pas longtems à s'apperceveir que le nombre des Traités n'arrêteroit guères la Cour d'Espagne, & que pour avoir multiplié les engagemens, on n'aura pas une meilleure foi à attendre de sa part à l'avenir, que l'on en avoit éprouvé par le passé. Trois jours après la signature du Traité de Vienne, le Pere Aleanio en signa un autre à Florence, nullement combinable avec le premier. On fit sentir la contrariété qu'il y avoit entre l'un & l'autre; par les Remarques qui furent communiquées tant au Duc de Liria qu'à Monsr. de Robinson. La verité étoit trop palpable pour n'être pas reconnue. Le Duc de Liria conjointement avec le Ministre Anglois, signa la Declaration pour rectifier la Convention de Florence, & le Roi Catholique modifia la ratification de cette même Convention, dans le même tems qu'il ratifia purement & simplement ce qui avoit été conclu à Vienne. Tout cela fit renaître les esperances d'un repos plus durable. La Cour Imperiale fut donc toute occupée à mettre en bonne foi en execution ce que disoient les Traités. On communiqua au Duc de Liria les lumieres qui lui manquoient, au sujet de la feudalité qui s'y trouvoit établie. Le Projet de l'Acte d'Emancipation fut dressé à Vienne. S. M. Catholique l'agréa, & le signa. L'Empereur nomma ensuite les Tuteurs, & il s'en tint en ceci égard aux souhaits de Leurs Majestés Catholiques. Le Grand Duc de Toscane avoit accedé au Traité du 22. Juillet 1731. Il donna un fief à la Duchesse Dorothée mere de la Reine d'Espagne. Le *Interim* fut expedié, le serment de Tutele prêté, & par des Reversales exhibées au nom des Tuteurs, ils s'obligerent d'observer exacte des Traités & des Investitures. La Cour d'Espagne n'a eu garde de toucher alors, comme elle fait à present, *que les Traités & les Investitures n'exigeoient point toutes ces démarches*. Elle reconnut le contraire, & n'alla pas si loin que de vouloir decider sur ce que devoit la Cour Imperiale, Hommage, & les Confirmation de l'Empire preservoient. On proceda donc à dresser l'Edit, qui devoit être publié pour mettre l'Infant, ou plutôt les Tuteurs en possession des Etats qui lui étoient échûs. Mais pendant, qu'on étoit occupé à le dresser, l'Empereur fut extrêmement surpris d'apprendre, que le nombre des troupes Espagnoles nouvellement debarqué excedoit celui qui avoit été stipulé par les Traités. On fit les desiderata sur ces Traités tant au Duc de Liria qu'à Monsr. Robinson, & sur les assurances que ces Ministres donnerent qu'on renvoyeroit en Espagne ce qui y avoit de trop, on envoya les ordres au Comte de Stampa pour l'évacuation des Duchés de Parme & de Plaisance. On n'attacha aucune condition à ces ordres. Mais elle y étoit clairement exprimée dans les Traités, savoir, que le nombre des Troupes Espagnoles ne pût pas excéder celui de dix mille, & que l'Infant ne devoit reconnoître d'autre Seigneur suprême, que l'Empereur. Voilà le précis des ordres envoyés au Comte de Stampa, qui ne furent nullement cachés, ni au Duc de Liria, ni à Mr. de Robinson. Tout ce qui est dit sur cet Article dans le Manifeste d'Espagne, est absolument faux, & on n'a pas à mauvaise opinion du caractere du Duc de Liria pour se persuader qu'il osera soûtenir ce que sa Cour avance. L'Acte qu'on lui avoit proposé de signer, est une preuve évidente, que la Cour Imperiale ne pretendoit pas insister sur tout ce que le Marquis de Monteleon a souscrit, ni retarder sous ce pretexte l'évacuation de Parme & de Plaisance. Il est vrai, que puisque selon les Traités, six mille Espagnols devoient suffire pour assûrer à l'Infant Don Carlos l'une & l'autre succession, qui lui étoit destinée, ce nombre paroissoit excessif, pour en assûrer une seule, après qu'il se trouveroit déja en paisible possession de l'autre. C'est dans ce sens, qu'on en a parlé aux Ministres de Leurs M. B. & Catholique, qui étoient à Vienne; & c'est dans ce sens qu'on a ordonné au Comte de Stampa d'en parler au Marquis de Monteleon. Mais quelque fondé qu'on fût à le pretendre, l'Empereur n'a pas voulu, qu'à cause de ce point, l'execution des Traités fût moins prompte. Et les ordres du Comte de Stampa portoient très-expressément, qu'il devoit se contenter à le représenter au Marquis de Monteleon, mais sans en rien exiger comme une condition préalable, & sans differer un seul jour l'évacuation de Parme & de Plaisance. Le Comte de Stampa n'eut pas beaucoup de peine à faire comprendre au Ministre Espagnol, l'équité de ce qu'il lui representoit. Ce Ministre la comprit sur le champ, il s'offrit de donner des Declarations conformes à ses sentimens, & il les donna en effet: de sorte que tout le crime qu'on pourroit en vouloir faire au Comte de Stampa, ou à la Cour de Vienne, seroit, que le premier, à l'insçu de sa Cour, n'a pas refusé ce que le Marquis de Monteleon a eu si peu de repugnance à lui offrir. Excellent motif pour rompre la Paix tant de fois renouvellée! pour crier à l'insulte, & pour se plaindre *de l'honneur de l'Infant outragé, de celui de S. M. Catholique grièvement offensé, & des procedés subreptices cachés avec soin & frauduleusement.* A-t-on jamais entendu des plaintes plus étranges? Le Duc de Liria ne s'attendoit pas, que la Cour condamneroit la conduite du Marquis de Monteleon; au contraire il crut, aussi bien que la Cour Imperiale, qu'après ce qui s'étoit passé à Parme, il n'étoit plus besoin de signer l'Acte qu'on lui avoit demandé peu auparavant. & ce ne fut qu'au mois de Fevrier de l'An 1732. qu'on commença à se plaindre des Declarations du Marquis de Monteleon. Mais ces plaintes ne furent pas alors telles, qu'on les publie aujourd'hui. On n'avoit aucun lieu d'en inferer, que l'Espagne dût assurer un jour, *qu'elle avoit fait connoître à l'Empereur le sentiment que devoit produire en elle un traitement si inouï, & qu'elle avoit instruit toute l'Europe de ses justes sujets de plaintes.* Les discours du Duc de Liria & ses Memoires étoient beaucoup plus doux, & amiables. Il ne respiroient que le vif même desir de Leurs Majestés Catholiques de resserrer de plus en plus l'union la plus étroite entre les deux Cours, & de la rendre indissoluble à jamais. Mais quelle ne doit pas être la surprise de la Cour Imperiale de voir, qu'après les paroles qu'on vient de citer, on y ajoûte dans le Manifeste d'Espagne, *de n'avoir jamais pû avoir aucune réponse, malgré les instances les plus vives, & que tout ce qu'on a de tout pu obtenir d'un ministre si marqué a été un document fournis de la part de la Cour de Vienne.* Le Duc de Liria avoit sûr ce sujet écrit un billet au Prince Eugene de Savoye le 9. May 1732. & la réponse à ce billet lui fut remise avant le départ de l'Empereur pour Prague. Cette réponse contenoit tout ce que la Cour d'Espagne pouvoit raisonnablement souhaiter, & du depuis on n'a plus fait la moindre instance, pour que le nombre de six mille Espagnols fût diminué: marque certaine combien la complaisance de la Cour Imperiale a été peu simulée.

ANNO 1734.

Dans le même tems que tout ceci se passa au sujet des Declarations du Marquis de Monteleon, le Duc de Liria sollicita la dispense d'âge pour l'Infant Don Carlos, & il donna à entendre, que S. M. Catholique étoit très-portée à entrer dans un nouveau Traité avec l'Empereur. Ce Prince résolut de la donner, pourvû que l'Investiture-actuelle fût prise préalablement par les Tuteurs; & sur les instances réiterées du Duc de Liria, on lui communiqua l'ébauche du Traité que la Cour Imperiale offroit de conclure: Ebauche qui étoit toute tirée de celui du 30. Avril de l'An 1725. excepté qu'on

ANNO 1734. qu'on n'y faisoit nulle mention de la garantie de l'ordre de Succession, établi dans l'auguste Maison d'Autriche. Jusqu'à ce tems l'Empereur ne reçut, qu'assurances sur assurances de la vraie & sincere amitié de leurs Majestés Catholiques, & combien Elles souhaitoient de voir bien tôt rétabli l'heureux accord & la plus parfaite union entre les deux Cours. Mais du depuis les choses changerent entierement de face. L'Ambassade du Traité déplut si fort à la Cour d'Espagne, que n'a jamais daigné y faire réponse, & c'est à la communication de cette ébauche, qu'on doit fixer l'Epoque de plaintes & des reproches qui ont succedé de tems en tems aux assurances les plus amiables & les plus pacifiques. Il est à devi er au Lecteur ce qui pourroit en être la cause.

Peu après la Cour Imperiale apprit ce qui s'étoit passé à Florence le jour de S. Jean Baptiste 1732. à l'occasion de l'Hommage qu'on a coûtume de renouveller tous les ans. Cette demarche renfermoit toutes les irrégularités de la Convention de Florence, étant fondée sur les mêmes principes & suppositions erronées. L'Empereur s'addressa d'abord à S. M. Britannique, afin que par l'interposition de ses bons offices, ce qu'il y avoit d'irregulier dans ce procedé fût rectifié. On exposa le fait dont il s'agissoit, dans un Memoire raisonné. Ce Memoire fut envoyé à Milord Harrington par le Comte Philippe Kinski, & Mr. de Keene fut chargé de faire là-dessus des representations convenables aux Ministres de S. M. Catholique. Il le fit, & il ne reçut qu'une reponse peu satisfaisante du Marquis de la Paz. L'Empereur ne pouvoit pas se dispenser de demander l'avis du Conseil Imperial Aulique, sur une matiere qui étoit entierement de son ressort. Ce Conseil donna son avis, & en consequence de cet avis, on fit expedier quatre dépêches sur le modele de celles qui furent citées ci-dessus, & dressées en 1728. à la requisition de Monsr. le Duc de Bournonville. L'Empereur eut la bonté de les faire communiquer tant au Duc de Lirias, qu'à Mr. Onslow de Robinson, & de les accompagner d'une Note pour le premier, qui en fermoit les éclaircissemens necessaires sur ce sujet. En même tems qu'on redressa par deux de ces dépêches les irrégularités passées, on eut soin d'obvier aux objections & plaintes de la Cour d'Espagne, en indiquant & preparant d'avance par les deux autres la seule voye legitime, par laquelle l'Infant Dom Carlos comme nouveau Vassal pouvoit être mis en possession des Etats, qui devoient encore lui tomber en partage, *non ex pacto, & præcedentia Majorum*, mais en vertu d'une nouvelle concession fondée sur le Traité de la Quadruple Alliance. On fit voir quel étoit en tout cela l'unique but de S. M. I. & que dessa qu'elle auroit mis à couvert ses droits superieurs & ceux de l'Empire, Elle étoit prête & disposée à apporter dans tout le reste toute la facilité qui n'y seroit pas contraire. En un mot, *deux rescrits impartiaux*, dont parle le Manifeste d'Espagne, furent conçus en des termes plus mesurés que ceux que Mr. le Duc de Bournonville avoit mis en 1728. & pour la députation desquels il avoit témoigné à l'Empereur la reconnoissance de Leurs Majestés Catholiques. On n'a qu'à comparer les uns aux autres, pour s'en convaincre. Mais c'est qu'en Espagne, les mêmes choses sont vues différemment d'un jour à l'autre. Il en est ainsi de l'Italie, pour ce qu'on avoit auparavant. On y est aussi peu retenu à changer de sentiment, qu'à s'éloigner des termes de douceur & de moderation, plus le Ministre d'Espagne s'énonçoit en des termes peu convenables. S. M. B. fit communiquer à la Cour Imperiale, tant les representations de Mr. de Keene, que la reponse du Marquis de la Paz, sur quoi on remit à Mr. de Robinson le Memoire du 7. Decembre de la même année.

Quelque peu de fruits qu'eussent eu jusques là les instances de Mr. de Keene, S. M. B. ne dédaigna pas d'employer ses offices de tems en tems les plus efficaces, pour applanir toutes les difficultés, & Elle fit même proposer un nouveau moyen d'accommodement, par le Memoire que présenta Mr. de Robinson le 18. Janvier 1733. L'Empereur se conforma entierement à l'avis donné par S. M. B. Il le fit connoître à Mr. de Keene par la réponse du 1. Janvier, à laquelle étoit jointe la Piece de la demande qui devoit être faite au nom de l'Infant, pour le titre de Grand Prince de Toscane. Ce Traité qui, comparé avec la requête que l'Ayent des Tuteur de l'Infant s'étoit efforcé de faire goûter au Conseil Imperial Aulique, parut devoir infiniment plus du goût de Leurs Majestés Catholiques, excepté qu'on n'y declamoit pas contre ceux qu'on supposoit vouloir animer la Cour de Vienne contre celle de Seville. Le Roi de la Grande Bretagne parut charmé de la condescendance extrême de l'Empereur. Il le donna à connoître par les insinuations faites au Comte de Monti jo, au mois de Mars de la même année. Mais tandis qu'on cherchoit les moyens de terminer les differens survenus au sujet de la prise d'investiture, du titre de Grand Prince de Toscane, & de ce qui étoit passé en 1732. à l'occasion du renouvellement annuel de l'Hommage à Florence, la Cour d'Espagne eut soin de faire naître de nouvelles disputes. Elle se plaignit, *qu'on defendoit au Feudataire de Parme de rendre l'Hommage aux Tuteurs de l'Infant; qu'on empêchoit l'extradition des Fiefs du Royaume de Naples; qu'on s'attribuoit la Souveraineté de l'Etat de Parme; & qu'on empietoit sur les droits & les Jurisdictions de l'Infant Don Carlos.* Mr. le Comte Montijo en prit occasion de présenter un second Memoire au Ministre Anglois le 6. Janvier 1733. auquel il fut répondu le 16. du même mois, & S. M. B. fit connoître à la Cour Imperiale, qu'Elle souhaitoit d'avoir au plûtôt les informations necessaires sur tous les points qui venoient de rapporter. Rien n'étoit plus aisé, que de donner à S. M. B. les informations qu'elle demandoit. Personne n'auroit sans-doute pû trouver à redire, si les Feudataires de Parme Sujets de l'Empereur avoient differé à prêter le serment de Vassalage, jusqu'à ce que les Tuteurs de l'Infant eussent rendu en son nom l'Hommage qu'il devoit lui-même à l'Empereur. D'ailleurs on avoit changé à Parme la formule du Serment d'une maniere à ressembler plûtôt à un Hommage qu'à un simple Serment de Vassalage. L'Hommage n'étoit dû à l'Infant que de ses Sujets, & non des sujets de l'Empereur, qui pour des Fiefs qui relevoient des Ducs de Parme, n'étoient que de simples Feudataires. Voilà l'unique raison qui les a retenus un peu de tems à s'acquiter de leur devoir. On se contenta ensuite à Parme de ce que dessus étoit usité ci-devant, & lesdits Feudataires prêterent le serment qu'on en exigeoit, même avant que les plaintes du Comte Montijo fussent connues à Vienne. C'est ce qu'on a repondu à Mr. de Robinson sur ce sujet avec offre que si l'on indiquoit quelqu'un qui ne l'eût pas fait encore, l'Empereur l'y obligeroit, pourvû qu'on n'en exigeât pas plus que de coûtume. En pareille on souhaitoit d'avantage. Ces offres furent souvent repetées, tant de bouche que par écrit, & durant tout le tems qu'on a employé si inutilement un accommodement amiable, on n'a cité aucun Feudataire, qui ait refusé de prêter le serment de Vassalage. On s'en rapporte au témoignage de tous ceux qui ont eu part à la Negociation. Mais encore en vain on découvre que trop les veritables vues de la Cour d'Espagne. Le Manifeste public de la part, parle *d'un Homage dû à Naples comme ancien.* Ce qui ne peut pas convenir à de simples Feudataires, qui ne sont pas des Sujets.

Quant aux biens de Naples, possedés ci-devant par la Maison Palatine, l'Empereur n'auroit eu garde de les sequestrer. Ces biens n'étoient nullement compris dans les Traités & les Investitures. Les Etats de Parme & de Plaisance y sont declarés Fiefs masculins de l'Empire. Mais que des biens que les Ducs de Parme possedent, soient en cette qualité, mais comme Particuliers, que des biens situés dans un Royaume entierement independant, au préjudice de cette même independance changeassent de nature, & relevassent de l'Empereur & de l'Empire, au lieu de l'avoir jamais relevé que du Roy de Naples, les contractans de la Quadruple Alliance n'en ont certainement jamais eu la pensée. Ni la lettre, ni l'esprit des Traités & des Investitures, ne donnent le moindre poids à une prétention extraordinaire. Vainement donc l'Infant Don Carlos voudroit posseder ces Fiefs en la même qualité & au même titre qu'il possedoit les Etats de Parme & de Plaisance, & par une consequence des plus palpables, & qui fait assez sentir combien cette étoit injuste, il a fait de son chef, ou addition aux Traités de Naples au sujet des biens qu'il prétendoit ne relever que de l'Empereur & de l'Empire. Pour ôter encore sur ce point la moindre équivoque, l'Empereur donna ordre, qu'il ne cherchât, ni s'appropriât ces biens, mais les tint l'Infant Don Carlos & que ces biens étant devolus à la Reine sa Mere, n'avoit qu'un procureur la nommât, pour que l'Empereur reconnût, qu'ils lui appartenoient

ANNO 1734.

ANNO 1734. noient de droit: bien entendu neanmoins, que l'Infant ne pourroit les poſſeder, qu'en la même qualité, & au même titre, qu'ils avoient été poſſedés par ſes anteceſſeurs les Ducs de Parme, iſſus de la Maiſon de Farneſe. L'Empereur ne s'eſt point borné à des offres ſi genereuſes. Il a pouſſé l'indulgence plus loin. Pendant que l'Infant Don Carlos refuſoit de ſe conformer à l'uſage conſtant du Royaume de Naples, & à l'exemple de ceux dont il pouvoit avoir cauſe, l'Empereur permit qu'on lui payât les rentes qui en provenoient; & il offrit même de lui accorder, à l'égard du droit de relevance, la même grace qui a été quelquefois accordée aux Princes de la Maiſon de Farneſe. Que pouvoit-on deſirer ou ſouhaiter davantage? La Poſterité aura de la peine à croire, qu'une ſi grande condeſcendance ait attiré à ce Prince tant d'outrages, & des invectives ſi ſanglantes, & qui plus eſt, qu'elle ait ſervi de prétexte pour lui faire la guerre. La Cour d'Eſpagne ſe deshonore elle-même par une conduite ſi oppoſée aux ſentimens que de grands Princes doivent avoir.

Les inſultes & les violences, qu'on dit avoir été *commiſes ſur les limites & les juriſdictions de l'Infant Don Carlos*, ont été commiſes par ſon ordre ſur les limiſes & juriſdictions de l'Empereur comme Duc de Milan, & l'indulgence de ce Prince n'a pas moins éclaté dans cette occurrence, que dans toutes les autres. Dans le tems que le Duché de Milan étoit ſous la domination des Rois d'Eſpagne, les Ducs de Parme n'ont jamais oſé empieter, comme on a fait en dernier lieu, ſur les confins du Milanez. Ils n'eurent garde de le faire, & en Eſpagne on n'auroit eu garde de le ſouffrir. On ne peut donc pas ignorer le droit inconteſtable de l'Empereur, tant ſur les deux rivages du Pô, que ſur le territoire qui y eſt adjacent. La Cour d'Eſpagne a changé d'opinion, depuis que par le Traité de la Quadruple Alliance les Duchés de Parme & de Plaiſance ont été deſtinés à l'Infant Don Carlos. On encouragea ſous main le feu Duc de Parme à former des prétentions, qu'il n'auroit jamais oſé faire valoir ci-devant. L'Empereur, toûjours guidé par la droiture & la moderation, convint par l'Article XI. du Traité du 30. Avril 1725. que ces differends devoient être terminés par des Arbitres. Il ne pouvoit plus être tenu à cette promeſſe, après la declaration du Marquis de la Paz rapportée ci-deſſus, par laquelle le Roi Catholique renonçoit à tous les engagemens contractés avec l'Empereur. Cependant il la renouvella dans la Réponſe donnée à Mr. de Robinſon. Et comme les differends ſur les limites ne peuvent de leur nature être debatus & examinés que ſur les lieux, il invita le Roi de la Grande-Bretagne à y concourir en nommant un Miniſtre, qui de ſa part aſſiſteroit à leur diſcuſſion. Mr. le Comte de Montijo ne jugea pas à propos d'acquieſcer à une offre ſi pleine d'équité & de moderation. Il vouloit que les limites du Milanez & du Parmeſan fuſſent reglées à Londres; & puiſque la Cour de Vienne n'a pas trouvé la choſe faiſable, on crie en Eſpagne *à l'extravagance & à l'inſulte*. Diroit-on trop, ſi l'on regardoit ces plaintes comme deraiſonnables & extravagantes? On s'en remet au jugement de tous ceux qui ſe donneront la peine de lire la preſente Réponſe.

Enfin l'Empereur fit dreſſer une ample Information touchant l'Iſle de Ponza, laquelle fut remiſe à Mr. de Robinſon au mois de May de l'année paſſée. Comme cette Information ſe trouve jointe au preſent Ecrit, on ſe rapporte à ſon contenu pour ne pas fatiguer le Lecteur par des redites inutiles.

Pendant qu'on étoit occupé à Vienne à fournir à S. M. B. les éclairciſſemens qu'Elle demandoit, la Cour d'Eſpagne rejetta le projet d'accommodement contenu dans le Memoire de Mr. de Robinſon du 18. Janvier, & agréé de S. M. Imperiale par la Réponſe du 31. du même mois. Il étoit aiſé de juger des intentions de la Cour d'Eſpagne par ce refus. A meſure que l'Empereur offroit de nouvelles graces, & des graces que l'on n'étoit pas en droit de demander en vertu des Traités, la Cour d'Eſpagne fit de nouvelles demandes, & elle ſe montra d'autant plus éloignée à venir à la concluſion de l'accommodement tant deſiré de S. M. B. Ce Prince n'en fut point rebuté. Son empreſſement extrême de prevenir des troubles qui menaçoient le repos de l'Europe, le porta juſqu'à conſeiller des complaiſances ulterieures à S. M. I. quelque peu de fruit qu'on en eût tiré, pour les avoir prodiguées par le paſſé. Le projet d'accommodement du 21. Juillet, fut dreſſé en Angleterre. Le 7. Août il fut communiqué aux Miniſtres de l'Empereur, on y fit réponſe le 18. du même mois. Le Comte Philippe Kinsky fut muni d'un plein pouvoir pour terminer tous ces differends par un accommodement amiable. On ne doutoit pas que Mr. le Comte de Montijo ne voudroit donner une declaration conforme à ce que la Lettre du Duc de Neucaſtel paroiſſoit inſinuer, & l'Ambaſſadeur de l'Empereur fut autoriſé à en donner une autre, telle qu'on avoit compris le ſens de la Lettre du Duc de Neucaſtel. Cette Contre-declaration envoyée à Londres eſt traitée *d'inſultante & d'injurieuſe* dans le Manifeſte Eſpagnol. Pour faire voir combien peu ces épithètes lui conviennent, on ſe contente de la communiquer au public. Quiconque y trouve *des inſultions, des injures, & de la hauteur*, trouvera de la moderation, de la retenue, de la douceur, & du bon ſens dans le Manifeſte de la Cour d'Eſpagne. Et le monde raiſonnable s'appercevra tout d'un coup, que les idées qu'il a conçues juſqu'ici des choſes, ſeront renverſées à l'avenir.

ANNO 1734.

Avant que les ſentimens de l'Empereur pouvoient être connus à S. M. B., les nouvelles qu'Elle reçut de ſon Miniſtre à la Cour d'Eſpagne, l'engagerent à envoyer de nouveaux ordres à celui qui reſidoit auprès de l'Empereur. Mr. de Robinſon s'en aquitta par le Memoire qu'il preſenta le 7. Septembre. La Cour Imperiale procedoit avec trop de candeur, pour avoir jamais eu la penſée que la negociation ſe pourroit accrocher à pluſieurs des points énoncés dans le Memoire qu'on vient de citer. Elle s'apperçut, que la Cour d'Eſpagne pourroit vouloir trouver à redire à des expreſſions, qu'elle ne croyoit pas meriter la peine qu'on s'y arrêtât un ſeul moment. Elle n'en eût donc aucune de changer le projet de Contre declaration, de la maniere que le Miniſtre d'Angleterre paroiſſoit le ſouhaiter, & elle lui donna tous les éclairciſſemens qu'il demandoit par la Réponſe du 12. du même mois.

Dans ces entrefaites le Sieur d'Eſquilluz, chargé des affaires d'Eſpagne, reçut un Courier de ſa Cour, qui, à ce qu'il aſſuroit, ne lui avoit été depêche, que pour faciliter l'accommodement, qui ſe traitoit par la médiation du Roi de la Grande-Bretagne. On lui communiqua le précis de la Réponſe remiſe à Mr. de Robinſon, comme auſſi le projet de la Contre-declaration, tel qu'il avoit été dreſſé en dernier lieu. Il ne donna pas à connoître, qu'il y trouvoit *des inſultions, des injures, & de la hauteur*, & il ne s'expliqua pas d'une maniere à faire croire que Leurs Majeſtés Catholiques en ſeroient ſi fort choquées. En un mot, on ne lui découvrit aucun mécontentement, du moins ſur ce ſujet, & il ſe hâta à redépêcher ſon Courier en Eſpagne.

Pendant que tout ceci ſe paſſa, la Cour Imperiale ignoroit abſolument que la modalité, à laquelle elle s'étoit tenue juſqu'ici, de terminer le tout par le moyen d'une Declaration & Contre declaration, n'étoit pas du goût de Mr. le Comte de Montijo, & qu'il préferoit celle d'écrire deux Lettres, qui renfermeroient ce qu'on avoit ſuppoſé à Vienne devoir entrer dans les Actes de Declaration & Contre-declaration. On s'y attendoit d'autant moins, que la negociation dût être rompue pour un ſi noble ſujet, que l'on n'en avoit jamais entendu parler, & que l'on n'y étoit pas accoutumé à s'embaraſſer de ces ſortes de fineſſes. La Cour Imperiale fut donc extrêmement ſurpriſe d'apprendre, tant par le Memoire de Mr. de Robinſon du 26. Septembre, que par les relations de Mr. le Comte Philippe Kinsky, qu'il s'agiſſoit d'écrire des Lettres au Duc de Neucaſtel & à Mylord Harrington, au lieu de ſe donner des Declarations & Contre-declarations; que la Langue Latine deplaiſoit à Mr. le Comte de Montijo; & qu'il falloit ni ajouter, ni ôter, ni changer une ſyllabe de ce que contenoit la Lettre du Duc de Neucaſtel du 21. Juillet.

Quelques bizarres que fuſſent ces demandes, on reſolut de les accorder toutes; & auſſitôt que l'Empereur fut de retour d'Halbthurn, & par conſequent avant la rupture de la France, on autoriſa le Comte Philippe Kinsky à ſatisfaire pleinement aux ſouhaits du Comte de Montijo par les ordres qui lui furent envoyés le 6. Octobre de l'année paſſée. Le Courier Anglois, qui porta ces depêches, n'arriva en Angleterre que lorſque la rupture de la France & du Roi de Sardaigne avoit deja éclaté. Nonobſtant l'offre de l'Ambaſſadeur de l'Empereur de ſigner la Lettre mot pour mot, telle que le Comte de Montijo l'avoit ſouhaité, celui-ci refuſa d'écrire celle à laquelle il

ANNO 1734. il s'étoit offert. Il n'alla pas pourtant ſi loin, que de déclarer qu'il rompoit toute négociation. Il enlora au contraire ſon refus, comme il a été dit ci-deſſus, par la neceſſité d'attendre les ordres qui devoient lui venir de ſa Cour. Celle-ci ne ſe demaſqua pas entierement, que quelque tems après. Et même après s'être demaſquée envers l'Angleterre, ſes Miniſtres jouerent une ſcène en Italie, qui ne pouvoit convenir qu'à elle ſeule. Ils ſoutenoient toûjours, & même après l'arrivée du Comte de Montemar, & du Duc de Liria, que les troupes Eſpagnoles ne venoient que pour couvrir les Etats de l'Infant Don Carlos, & qu'elles ſeroient ſimples ſpectatrices de la guerre, qui ſe feroit par d'autres. Mais à peine une partie de ces Troupes étoit-elle debarquée, qu'elles furent employées à envahir le bien d'autrui. Elles agirent en ennemies; elles occuperent par force des Fiefs de l'Empire & ſe jetterent même ſur ceux qui n'appartenoient pas à l'Auguſte Maiſon d'Autriche. Maſſa, Lavenza & Aula furent les premiers à reſſentir l'effet de leurs violences, & ſelon la note ci-jointe on épargna auſſi peu en Italie qu'en Allemagne les biens qui, ſans avoir aucune dependance de la Maiſon d'Autriche, ne relevent que de l'Empereur & de l'Empire. Quand il s'agit d'exiger des contributions, tout eſt égal à l'Eſpagne & à ſes Alliés. Enfin pour faire voir combien lui tenoit à cœur *le Droit Féodal de l'Empire*, qu'on ſe vante encore dans le Manifeſte *d'avoir obſervé ſcrupuleuſement, & au delà de la teneur des Traités, & des Inveſtitures, par un procedé pur & dans les formes*; L'Infant Don Carlos ſe declara de ſon chef majeur & independant de qui que ce ſoit, & il s'émancipa juſqu'à determiner l'âge de majorité pour tous ſes ſucceſſeurs. Voilà ce qui s'appelle *ſe tenir religieuſement aux Traités, ne pas vouloir prejudicier aux droits ſuprêmes de l'Empire, remplir les devoirs d'un Vaſſal fidele, être pouſſé du deſir de la paix, zélé pour la tranquillité publique, animé par la juſtice, & s'attacher aux regles d'une prudente tolerance avant que d'employer la force.*

Les hoſtilités que l'Empereur & l'Empire éprouvent aujourd'hui, feront voir aux autres Princes de l'Europe, ce qu'ils auront à ſe promettre de la fidelité de la Cour d'Eſpagne. La Nation Angloiſe n'a pas ſujet d'en tirer un heureux préſage pour *l'harmonie inaltérable entre les deux Nations, & pour les avantages d'un commerce fidèle & continu*. Eclairée, comme elle eſt, elle n'a beſoin ſur ce ſujet que de ſes propres lumieres.

Le Roi d'Eſpagne ſe comporte en digne allié de la France, qui ſe dit ami de l'Empire pendant qu'il l'attaque les armes à la main. Celui de Sardaigne commence deja à ſentir les fers qu'il porte. Il a été la duppe de deux principales branches de la Maiſon de Bourbon, & tel ſera toûjours le ſort des Princes qui s'y fient. Tout a, auprès de ceux qui les compoſent, ſon terme. Leur moderation, & leur amour pour la paix, finit dès-qu'ils trouvent une occaſion favorable pour être guerriers. Ils ſont mal enſemble quand il s'agit de diminuer l'ombrage dont d'autres pourroient être ſuſceptibles, & réunis dès-qu'il eſt queſtion de l'aggrandiſſement de leur Maiſon, & de l'abbaiſſement de celle d'Autriche. Cependant tant d'ennemis n'ebranlent pas la confiance de l'Empereur. La fraude & la perfidie peuvent donner quelques avantages au commencement, mais on peut eſperer avec confiance, qu'à la fin la juſte cauſe triomphera.

CLXXIX.

Manifeſte des Etats du Royaume de Pologne, du Grand-Duché de Lithuanie & des Provinces qui en dépendent, touchant la libre & légitime Election du Sereniſſime AUGUSTE III *Roi de Pologne & Electeur de Saxe; & l'obligation où ſont les Confédérez de le maintenir ſur le Trône: avec une Explication ſincere des faits & des circonſtances qu'il eſt néceſſaire de ſavoir. Publié le 16. Avril 1734.* [Traduit du Latin.]

NOus les Etats, Seigneurs, Officiers & toute la Nobleſſe du Royaume de *Pologne*, du Grand-Duché de *Lithuanie*, & des Provinces qui en dépendent, confédérez pour la libre & légitime Election, & pour le maintien du Sereniſſime Roi Auguste III. notre très-gracieux Seigneur; ne pouvant plus douter que tout eſpoir ne ſoit perdu, pour faire rentrer en ſoi-même le Parti de *Staniſlas Leſzczynski*, & qu'il n'y a plus aucun moyen d'en changer la férocité effrénée, ni de lui faire prendre les ſentimens que la Conſcience, les Loix, l'Amour de la Patrie, les gémiſſemens des Pauvres, la douceur de la Paix, l'avantage du Bien public, & enfin la Clémence & la Bonté Royale leur devroient inſpirer; Et ledit Parti ayant porté l'exécution de ſes pernicieux deſſeins à de ſi grands excès, qu'il ſemble vouloir plutôt augmenter, que diminuer ou faire ceſſer les crimes énormes & à jamais mémorables, que ſon témeraire, opiniâtre & malicieux attachement aux intérêts d'une Perſonne fatale à ce Royaume & à toute l'*Europe*, lui a fait commettre contre les Loix publiques, la Liberté, la Patrie, & la Dignité du Trône & de la Nation *Polonoiſe*: C'eſt pourquoi ayant conſideré la ſituation & la criſe dangereuſe où ſe trouve la République, & voulant prevenir ſon ultérieure ruïne, afin qu'elle ne déperiſſe pas entierement & ſans reſſource, nous déclarons & proteſtons ſolemnellement devant le redoutable Tribunal de Dieu, le Protecteur & le Vangeur de notre juſte cauſe, devant le *S. Siége Apoſtolique* & le *Pape* nôtre Seigneur & Pere commun, comme Vicaire de ſa Souveraine Puiſſance, & généralement devant tout l'Univers, contre le Révérendiſſime Seigneur *Théodore Potocki* Archevêque de *Gnieſne*, *Primat* du Royaume, & contre tous les Partiſans de *Staniſlas Leſzczynski*, qui lui adhérent aux dépens de la Liberté, & à la ruïne totale de l'Etat.

Que ledit Révérendiſſime Seigneur *Primat*, conjointement avec ſes Adhérans, attachez aux intérêts de *Staniſlas Leſzczynski*, ayant dépouillé toute crainte de Dieu, qui ne manque jamais de punir ſévérement le mal qu'on fait, a foulé aux pieds les Loix du Royaume qui s'oppoſoient à ſes iniuſtes deſſeins; renoncé à l'amour & aux égards qu'il devoit à la Patrie; & mépriſé l'égalité établie entre nous. Ebloui par l'eſpoir de ſes intérêts particuliers, & des avantages qu'il croyoit procurer à ſa Maiſon, qui ſemble vouloir franchir les bornes trop étroites qui la mettent de niveau avec nous, il a contre tout Droit & Equité, enfreint ſes ſermens ſolemnels ſi ſouvent réitérez, contre la foi publique, en aviliſſant ſa Dignité Primatiale & en excédant ſon Pouvoir limité par les Loix, formé immédiatement après la mort du Sereniſſime Roi Auguſte II de glorieuſe memoire, le deſſein de mettre la Couronne de *Pologne* ſur la tête de *Staniſlas Leſzczynski*. Secondé en ceci par les menées ſourdes & par les conſeils également pernicieux à l'Etat & à la tranquillité publique, qui lui étoient ſuggérez par le *Triumvirat* qu'il s'étoit aſſocié pour concourir à ſes vûes, & par quelques perſonnes étrangeres, il n'a pas daigné faire attention que ſon Candidat avoit été déclaré inhabile de monter ſur le Trône, & que toute la République en corps l'en avoit exclus pour jamais par une Loi formelle, que ledit *Primat* avoit confirmée lui-même lors de la *Confédération générale de Sendomir* par un Serment perſonnel, libre & ſolemnel: Préférant ainſi l'élevation d'une perſonne civilement morte à la conſervation du Royaume, de la Patrie, de la Liberté & de la Tranquillité publique. Ils ont pris pour cet effet des meſures ſi violentes, que tout le monde doit convenir, qu'elles étoient propres, non-ſeulement à opprimer la Liberté, à bouleverſer l'Etat, & à détruire les Loix & les Conſtitutions du Royaume, mais très-capables même de troubler le repos de toute l'*Europe*, & de mettre le feu aux quatre coins du monde. Pour mieux faire comprendre ceci au S. *Siége Apoſtolique* & à toutes les Puiſſances, nous expoſerons ici fidelement tous les maux que nous avons ſoufferts juſqu'à préſent, & qui nous affligent encore actuellement. Loin d'en uſer à cet égard comme nos Adverſaires, qui ſuppriment la vérité, qui publient effrontément comme des faits avérez tout ce qui ſe préſente à leur imagination, qui calomnient d'une maniere indigne de Perſonnes illuſtres par leur naiſſance, & reſpectables par leurs vertus & par le rang qu'elles tiennent dans le monde, qui chargent l'Innocence d'opprobres, & qui fardent enfin tout ce qu'ils font, même les procédez les plus noirs & les plus déteſtables, du titre pompeux d'actions bonnes, licites, utiles & néceſſaires au Bien de la République: Nous atteſtons Dieu & notre conſcience, que nous n'avancerons rien dans le préſent Document authentique, qui ne ſoit conforme à l'exacte vérité, &

ANNO 1734.

ANNO 1734. & qui ne puiſſe être vérifié par le témoignage de pluſieurs Perſonnes illuſtres & très-dignes de foi, de même que par celui des Miniſtres des Puiſſances Etrangeres ſous les yeux deſquels tout s'eſt paſſé.

Comme une cauſe mauvaiſe par elle-même ne peut jamais s'appuyer ſur de bonnes raiſons, ni être maintenue & exécutée par des voyes licites: De même on n'a pu employer que des conſeils & des moyens violens, cruels & deſeſperez pour autoriſer & réhabiliter une Perſonne qui avoit été dégradée par les Loix & les Conſtitutions de la République, & non-ſeulement déclarée incapable pour jamais de monter ſur le Trône, comme étant un Ennemi de la Patrie, un Tyran & un injuſte Uſurpateur de la Couronne, mais qui avoit même été chaſſée & bannie du Royaume.

Pendant l'Interregne, le *Primat*, aidé par ſes Adhérans, entierement dévouez à ſes vûes, & propres à tout entreprendre, employa tout ce qu'il avoit d'Autorité & de Pouvoir, & n'omit rien de ce qui pouvoit ſervir à l'exécution de ſes deſſeins, qui aboutiſſoient à l'élevation de *Staniſlas*. Ce ne fut que menaces continuelles, & leur fureur alla juſqu'au meurtre, pour effectuer ce qui avoit été réſolu par le *Triumvirat*, ſavoir de placer ſur le Trône celui à qui on avoit deſtiné la Royauté, ſoit par la voye d'une nouvelle Election, ou de toute autre maniere. Pour faire réuſſir à ſouhait cette réſolution privée & particuliere, & pour n'en avoir pas le dement, l'Election même ſe fit rapidement & à la hâte, avec beaucoup de confuſion & de violence, ſans déliberation ſuffiſante, & ſans obſervation des ſolemnitez et des coûtumes preſcrites par les Loix, tant pour l'avantage de la République en général, que pour la ſûreté de cet Acte & de la Liberté en particulier; en un mot, avec tant de deſordre, qu'ils ont eu de la peine à reconnoître & à diſtinguer eux-mêmes ce qui ſe paſſoit au milieu d'eux. C'eſt ainſi qu'ils traiterent une choſe de ſi grande importance, & dont toute l'*Europe* attendoit l'iſſue, comme une affaire de rien, & comme une bagatelle, ſans conſiderer que l'Election eſt comme la Mere d'un fruit bon ou mauvais, un Acte, duquel dépend le Bonheur ou la Malheur de la République, qui décide de tous nos Droits, Prérogatives & Immunitez, & dont l'heureux ſuccès, c'eſt-à-dire s'il ſe fait unanimement & ſur des principes ſalutaires, répond de la Paix générale & de la conſervation de la ſûreté publique.

Mais les conſidérations des avantages particuliers ayant prévalu ſur le Bien public, on ferma les oreilles à tout bon conſeil, en ſorte qu'il n'y avoit point d'eſpérance de parvenir à l'Union tant déſirée, tandis qu'on s'emportoit avec tant de fureur pour les intérêts d'un ſeul. Enfin ce jour fatal à la République & à toute l'*Europe* arriva, auquel devoit ſe faire la funeſte intruſion de *Staniſlas Leſzczynski* par la malheureuſe nomination du *Primat*. Ce jour, où devoient commencer tous nos maux; où le *Primat*, ſourd aux Proteſtations fréquentes & ſolemnelles de tant d'Illuſtres Perſonnes & de tant d'Electeurs, ſans ſe mettre en peine d'une multitude de Grands, de Sénateurs, de Miniſtres & de Nobles qui s'étoient retirez à *Prague*, & qui demandoient avec zèle le rétabliſſement du *Liberum veto*, & ſans conſidérer le grand nombre de ceux qui s'y joignirent dans la ſuite, tant pour leur ſûreté perſonnelle, que pour ſauver la Liberté & pour ſecourir la Patrie, menacée des plus grands dangers, détermina le ſort de la République. Ce jour enfin de calamité & de miſére arriva, qui devoit couter la vie à pluſieurs de ceux qui refuſerent de joindre leurs voix aux acclamations de *Vive Staniſlas*, & où le Camp Electoral arroſé du ſang fraternel, préſageoit dès-lors les funeſtes ſuites qu'on en devoit craindre. Moyennant ce début, les barbares Aſſaſſins des Loix, de la Patrie, de la Liberté & de leurs Freres, s'ouvrirent par leurs mains parricides un vaſte champ à tout le reſte.

Sachant par l'expérience journaliere & par des milliers d'exemples, qu'à des affaires déſeſperées il faut auſſi des remedes extrêmes, ce prétendu Roi & ſes fidéles Adhérans ne manquerent pas d'entaſſer crime ſur crime, ſoit par leurs actions ou par leurs conſeils. Et comme les Loix donnoient formellement l'excluſion à celui qu'on avoit élevé ſur le Trône, vû qu'il en avoit été déclaré pour jamais inhabile & abſolument inéligible, on eut recours à la force des armes. On leva tumultueuſement des Troupes plus propres à commettre toutes ſortes de crimes & de deſordres, qu'à combattre; des Troupes qui ne méritoient pas d'en porter le nom, & *Staniſlas* commença ſon Regne par nous faire menacer, inſulter & attaquer hoſtilement à *Prague*, où pluſieurs, qui ne s'étoient attendus à rien de ſemblable de la part de leurs Egaux, perdirent la vie, outre qu'on y prit & pilla nos voitures & nos bagages. Le bruit de l'approche des *Ruſſiens*, qui devenoit tous les jours plus grand, ne permit pas de paſſer outre, quoique peu auparavant ce fut un crime de faire la moindre mention de leur entrée en *Lithuanie*. La marche de cette Armée changea la joye des Adhérans de *Staniſlas* en triſteſſe, & le meilleur parti qui leur reſtoit à prendre, fut de ſe ſauver à *Dantzick* par une prompte fuite, où l'on ſe flattoit d'être bientôt puiſſamment ſecouru par Mer & par Terre. Quoique cette réſolution ne relevât gueres la Gloire du nouveau Regne, on trouva néanmoins à propos de la ſuivre; & le nouveau Roi, qui ne l'avoit que depuis huit jours, le *Primat* & tous leurs Amis & Partiſans ſe retirerent le mieux & le plus promtement qu'ils purent, faiſant conſiſter toute la magnificence de ce voyage dans la ſureté de leur ſuite. Arrivez à *Dantzick*, Ville fameuſe par ſon Commerce dans toute l'*Europe*, ils ſûrent l'engager dans leurs interêts, & en y faiſant parade de leur ſplendide miſere, ils entraînerent cette Ville dans leur ruine d'une maniere qu'elle n'en relevera jamais. Après avoir ainſi pourvû à leur ſûrete, ils animerent les autres Adhérans qui étoient demeurez dans le Royaume, où ils ramaſſoient des Troupes telles quelles, exigeoient des Contributions inſupportables de leurs Compatriotes, & envahiſſoient hoſtilement les Terres des bien intentionnez, à multiplier tous ces deſordres, capables d'ébranler le Royaume juſques dans ſes fondements, & de le réduire dans la ſituation la plus pitoyable & la plus déplorable qui fût jamais.

Pour ſe vanger de la retraite qu'on avoit été obligé de faire, on envoya de *Dantzick* ordre au nouveau *Régimentaire*, d'attaquer & d'envahir les Palais des Miniſtres Etrangers qui reſidoient à *Varſovie*, quelque privilegiez qu'ils fuſſent d'ailleurs par le Sacré Droit des Gens, & principalement d'aſſiéger avec des Troupes & du Canon l'Hôtel du *Miniſtre de Ruſſie*, pour en chaſſer, prendre & arrêter vingt-quatre Hommes, qui, ſur la permiſſion du *Primat*, y avoient été mis pour le garder, & pour s'emparer des Chevaux. Il lui étoit de plus enjoint d'inſulter & de menacer le *Comte* de *Lerolde* même, qui avec pluſieurs autres Miniſtres Etrangers ſe tenoit pour ſa ſûrete renfermé dans le Palais du *Comte* de *Willzek* Ambaſſadeur de l'*Empereur* auprès de la République, & généralement de ne ménager perſonne. En vertu des mêmes ordres, il devoit auſſi inveſtir le Palais Royal appartenant à S. M. notre tres-gracieux Souverain. Ce dernier point fut exécuté avec un bon nombre de Troupes & de l'Artillerie, qu'on fit tirer ſans-ceſſe, enſorte que le ſecond jour de ce Siège, la détachement de ſoixante Hommes, qui avoit été mis dans le Palais pour le garder, du conſentement du *Primat*, fut contraint, après avoir perdu beaucoup de ſon monde, de capituler & de mettre bas les armes. Après cette expédition on permit aux Troupes de piller quelques appartemens du Palais, afin de les encourager par-là à ſuivre d'autant plus volontiers les ordres de leur Général, lorſqu'il y auroit quelque nouveau butin à faire. Quoiqu'il ſemblât que ce ſeul Acte, également criminel & execrable, dût mettre le comble à l'injuſte procedé des *Partiſans de Staniſlas*; leur zèle & leur dévouëment n'en fut pourtant pas tellement ſatisfait, qu'ils n'en devinſſent plus téméraires pour commettre de nouveaux attentats.

Comme le ſuccès d'une mauvaiſe Action eſt d'ordinaire un degré qui conduit à une autre: De même ici, la conſommation d'un crime fut bientôt ſuivie de quelque nouvelle entrepriſe. L'aveugle attachement qui les joignoit ſi étroitement aux interêts de celui qu'ils avoient élu, leur inſpira & les remplit de tant de fureur, que ni la crainte ni la Religion ne furent plus capables d'arrêter leurs cruels deſſeins. Ils tournerent donc de nouveau leur rage contre nous, pour empêcher abſolument l'effet de ce que Dieu avoit opere en nous. Bientôt le bord de la *Viſtule* près de *Varſovie* fut couvert d'Artillerie & de Troupes ramaſſées de tous côtez; Nous vîmes & entendîmes continuellement tirer ſur nous pendant pluſieurs jours; mais malgré tout ce qu'ils faiſoient pour troubler & empêcher notre légitime Election, nous ne nous oppoſames point à leurs vains efforts. Nous fîmes notre

ANNO 1734. devoir, & ſous l'aſſiſtance du Ciel, qui favoriſoit notre ouvrage, & nous donnoit des marques évidentes de ſa ſainte volonté, nous élumes pour le bien de la Nation, unanimement & d'une même voix, avec un applaudiſſement général, dans toutes les formes d'une Election légitime, & avec les cérémonies & les ſolemnitez ordinaires, le SERENISSIMA ROI, qui fut couronné le 17. Janvier de l'année courante avec beaucoup de pompe & de magnificence, & qui nous gouverne heureuſement à préſent, ayant religieuſement obſervé à tous égards le *Liberum veto*, & les Droits d'une Election parfaitement libre; dans l'eſperance que ce ſeroit-là un moyen ſuffiſant pour garantir le Royaume de tous les maux ulterieurs.

Mais comme un Aveugle qui a perdu entierement la vûe, n'en voit pas plus clair quand les rayons du Soleil éclairent en plein midi: De même les *Partiſans de Staniſlas*, marchant à tâtons ſous les ténébreux Auſpices de leur prétendu Elû, exclus par les Loix du Trône Royal, ne reconnurent point la Dignité qui reluiſoit dans Sa Majeſté notre Souverain, ni la Clémence peinte dans ſon viſage ſerein, & prête à tout pardonner, ni ne rentrerent pas pour cela dans le chemin dont ils s'étoient écartez. Car pour guerir des Corps qui commencent à mourir lentement, & qui reſſemblent déja à des cadavres puants, on a beau employer des médecines ordinaires, on doit avoir recours aux remedes extrêmes.

La nouvelle de l'Election du Sereniſſime Roi AUGUSTE III. quelque agréable qu'elle fût à tout le monde, fit beaucoup de peine aux nouveaux Hôtes de la Ville de *Dantzick*, & les ſurprit tellement, que ne ſachant plus eux-mêmes ce qu'ils vouloient, ni ce qu'ils devoient faire, ils en demeurerent étonnez & confus, tout comme autrefois ceux qui bâtiſſoient la Tour de Babel. Celui qui donnoit les conſeils les plus pernicieux étoit cenſé le plus ſage, & on n'admit plus aux déliberations que ceux qui méritoient cette faveur, ſoit par les horribles imprécations, ſoit par les funeſtes projets qu'ils faiſoient contre notre *Sereniſſime Elu*, contre les Electeurs & contre tout le Royaume. Voilà comment, après avoir renoncé à toute crainte de Dieu, & violé les Loix les plus ſacrées de la République, ils ſe ſont portez aux injures, aux calomnies, à des interprétations malicieuſes de l'Acte d'Election, des *Pacta Conventa*, & de tout ce qui s'eſt fait depuis; comme auſſi aux menſonges qu'on a débitez dans les Cours des Puiſſances étrangeres, aux faux rapports abſolument deſtituez de tout fondement, & à d'autres démarches de cette nature.

Peu après ils joignirent l'audace à l'orgueil; leur malice prévalut ſur toutes les conſidérations du Bien & de l'Honneur, ils s'éleverent contre leurs égaux, & foulerent aux pieds tout Droit & Juſtice, les uns en vouloient à nos vies, d'autres à nos biens, quoique garantis par les Loix & par la Sûreté publique, & tous enſemble pilloient, exigeoient des contributions, & ravageoient le Royaume. Tout, ſans diſtinction, étoit expoſé à leurs brigandages, & les Loix n'étoient plus d'aucun ſecours. On s'empara par force des Perſonnes & des Biens de pluſieurs Hommes Illuſtres, & de quelques-uns de la Nobleſſe, qu'on envoya aux fortifications comme des Eſclaves. Il n'y eut plus de ſûreté pour perſonne, ſoit qu'on demeurât chez ſoi, ou qu'on ſe trouvât en voyage, pas même dans les Egliſes ni hors du Royaume. Les Poſtes furent interceptées, & les Couriers munis de bons Paſſeports, arrêtez, dépouillez, & aſſaſſinez. Il étoit permis de commettre toutes ſortes d'excès, & d'exercer impunément toutes les violences imaginables, pourvû que cela ſe fit pour la cauſe de *Staniſlas*. La Nobleſſe étoit par tout opprimée d'une maniere inouïe, & la République & la Nation ſe trouvoient réduites dans le plus pitoyable état, puiſque généralement on n'uſoit plus que de force & de violence, ſous prétexte de conſerver la liberté. Voilà les moyens par leſquels *Staniſlas* s'efforce encore de ſe maintenir dans le Royaume. Les meſures qu'il prend au dehors pour établir ſon prétendu droit, ſe reſſentent du même eſprit.

Il a envoyé des Gens aux Cours des Puiſſances qui lui étoient affectionnées, pour y déguiſer la vérité ſous de faux rapports, afin d'engager les Princes Etrangers dans ſes interêts, & pour ſe faire des Protecteurs au préjudice & au dommage irreparable de la République, par ſes magnifiques promeſſes. Combien d'Emiſſaires *Staniſlas* n'a-t-il pas envoyez pendant le court eſpace de ſon Regne à la *Porte Ottomane*, & au *Chan des Tartares de Crimée*, le tout aux dépens des revenus du Royaume, pour y faire des propoſitions execrables? Propoſitions autant ſcanduleuſes que pernicieuſes à toute la Chrétienté. Il n'a même pas balancé d'offrir de ſa propre autorité, à certaines Cours, des Provinces entieres de la République, pour les diſpoſer par-là, à quelque prix que ce ſoit, de lui prêter la main pour s'aſſûrer du Trône. ANNO 1734.

Tout ceci n'eſt que peu de choſe en comparaiſon de ce qui va ſuivre, & que nous ne ſaurions rapporter qu'avec horreur. Car on ne ſe contenta plus d'aller comme par degrez & à grands pas au comble des crimes, mais on y courut à toute bride. On viola toutes les Loix Divines & Naturelles, & tout ce que leur malice véritablement diabolique leur pût ſuggerer de déteſtable & de monſtrueux, d'horrible & d'execrable à tout honnête homme, fut exécuté ſur le champ. On s'addreſſa à cette eſpece d'Hommes, qui, quoique ſoumis à leurs Seigneurs, en ſont néanmoins toujours les ennemis, pour les animer à ſe ſoulever contre leurs Maîtres; on les appella au ſecours ſous de grandes promeſſes, & on joignit ce qu'on avoit de Troupes à ces Legions ruſtiques & indiſciplinées. Avec cette Armée on marcha droit à *Cracovie*, Capitale du Royaume, où l'on garde les Ornemens Royaux, & où eſt la ſépulture de nos Rois. Cette Ville, qui pour le grand nombre de Corps Saints & d'autres Reliques qu'elle renferme, a deja mérité chez nos Ancêtres le nom de *Petite Rome*, fut aſſiegée, & invelhe de tous côtez; on battit ſes murs par le feu continuel de l'Artillerie; on ravages toute la Campagne des environs: En un mot, on mit entre les mains de gens qui ne peuvent jamais être retenus dans leur devoir que par la rigueur des Loix les plus ſéveres, la défenſe de la cauſe de celui qui, au dommage irreparable & à la deſtruction entiere de la République, avoit avec grande effuſion de ſang levé depuis peu ſa main rebelle contre ſon Roi, ſon Seigneur & ſon Bienfaiteur.

La fureur de ces gens n'en demeura point-là, & leur brutale rage n'avoit pas encore atteint ſes bornes, puiſqu'elle n'en connoiſſoit aucunes. La crainte de Dieu, l'amour de la Patrie, l'Honnêteté & la Bienſeance étoient des remparts trop foibles pour l'arrêter. Car comme un Pecheur abandonné à ſes paſſions ne ſe ſoucie plus de rien, de même leur licence effrenée ſe livra ſans réſerve à tous les excès imaginables, & ne connut plus d'autres Loix que celles que le caprice leur dicta. Après tous ces déſordres cauſez dans le Royaume, leur noire malice leur ſuggera de tenter la même choſe au dehors. Ils mirent donc tout en œuvre pour diſpoſer par la *nouvelle Confédération de Sandomir* qui a été imprimée, & par des gens habiles dans ce manége, qui voulurent bien y prêter leur miniſtere infernal, les Sujets de l'*Empereur* & de *S. M. Czarienne*, Peuples fideles aux commandemens de Dieu, & dans l'obéiſſance dûe à leurs Souverains, de ſe ſoulever contre leurs Princes. Quelle abomination devant Dieu! Quel honteux procedé & indigne du Nom Chrétien! Quel horrible attentat! De ſemblables deſſeins peuvent-ils jamais tomber dans l'eſprit d'un Homme d'honneur? Des machinations ſi pernicieuſes n'entraînent-elles pas la ruïne des Nations, & ne ſont-elles pas en exécration même chez les Peuples barbares? Combien de Loix n'y a-t-il pas qui puniſſent ſeverement, & comme un crime eſpital, toute réſiſtance à Dieu & au Souverain, qui eſt le dépoſitaire de ſon Autorité? Quelle fureur & quel tranſport inſenſé pouvoit donc porter un Peuple fidéle à s'élever ainſi contre Dieu & contre leurs Seigneurs, & à conſpirer pour le bouleverſement de tout l'Univers!

Mais puiſque les choſes ſe trouvent encore actuellement dans un état que la République ne peut que ſouffrir vivement de chaque pas qu'on fait, & qu'elle a lieu d'appréhender de recevoir de jour en jour encore plus de tort & de préjudice: Nous, qui ſommes animez d'un vrai zéle pour la Religion Catholique, & pour la Sainte Egliſe Romaine, laquelle trouve un grand avantage dans la grace miraculeuſe que le Ciel a répandue ſur les Sereniſſimes *Electeurs de Saxe*, & un plus grand encore, dans la Pieté admirable & très-exemplaire du Sereniſſime Roi AUGUSTE III. heureuſement regnant; Nous, qui cheriſſons plus ſincerement, plus tendrement, & plus cordialement que qui que ce ſoit, la Patrie & la Liberté; qui avons véritablement à cœur la conſerva-

tion

ANNO 1734. tion de la République & le rétabliſſement de la Paix; qui, prenant en main la hache qui a déja commencé à abattre l'arbre par ſa racine, & en nous oppoſant fortement aux divers maux qui nous accablent de tous côtez & en grand nombre, n'avons que des intentions très-pures, nous répetons ici expreſſément le preſent Manifeſte ſolemnel, & tout ce que nous avons declaré ci-deſſus: Suppliant le *S. Siége Apoſtolique*, & notre Seigneur & Pere commun, de vouloir diſcerner notre cauſe d'un Peuple profane, & nous délivrer de l'iniquité d'un Homme frauduleux. Nous conjurons auſſi toutes les Puiſſances & Républiques, de ne vouloir ſeconder en aucune maniere les entrepriſes malicieuſes de nos Adverſaires, mais de les extirper plutôt par-tout, comme des Boute-feus qui ont mis toute l'*Europe* en combuſtion; de ne pas ajouter foi au *Primat*, qui par ſes artifices & par ſes brigues eſt le principal Auteur & le prémier Mobile des maux préſens, ni a qui que ce ſoit de ſon Parti: mais de les renvoyer ſans leur donner audience, & de concourir avec nous pour la cauſe commune, afin de rétablir la Paix & aſſûrer le Bien public, que nous nous propoſons uniquement pour but. En agiſſant ainſi, on reconnoîtra bientôt, lequel des deux Partis a été le plus autoriſé à prendre les armes? Quel eſt le plus juſte & le plus legitime? Et enfin quel eſt le plus avantageux à la République & à toute l'*Europe*? En même tems on apprendra à connoître nos Adverſaires, par leur conduite & par leurs démarches.

Abortivum partum horum aliquot plàs vel minùs ſectatorum capitum, ipſumque illorum Conventiculum Varſavienſe, *pro infame & condemnato legibus patriæ congreſſû declaramus, futuramque temerè & rebelliter divulgatam Electionem, non tantùm liberis ſuffragiis, & ſolemnibus proteſtationibus in jure vetandi, ut Gens libera impugnamus; verùm & ipſum Candidatum, ſive Electum, pro* hoſte Patriæ, in omne ævum inhabili ad Thronum Regium, *immò pro* Invaſore, Tyranno, & Impoſtore *declaramus.*

La même Confédération porte auſſi en propres termes:

Similiter omnes cum præfato R. Archi-Epiſcopo Gneſnenſi *conſiliove, vique adhærentes, præcipuè Illuſtr.* Staniſlaum Leszczynski Poſnanienſem Palatinum, *& alios, qui fuerunt, ſunique actû, conſilio & auxilio complices Hoſtis, pecuniamque ab illo acceperunt, & ex cruentis ſpoliis noſtris participaverunt, oblati tot beneficiorum, quibus à* SERENISSIMO REGE *ornati, & provinciarum quibus ampliati, & quibus ſaltem pro verecundiâ peccandi ſufficeret tam effuſa Bonitas & Clementia Principis, attamen in reprobum abierunt ſenſum, ſimulque omnium factionum ſceli Coöperatores, quapropter illos unà cum aliis adhærentibus* Comitiis Lublinenſibus *condemnatos, pro* hoſtibus Patriæ, & ampliùs indignis beneficio Liberorum communis *declaramus, & ex corde Reipublicæ ejectimus.*

Et voici la Concluſion du même Acte:

Hunc ergo generalem inter Ordines Reipublicæ nexum conſtitutum, & juxta Comitia pacificationis, ſtatumque Monitionis generalis *ſub* Sandomiriâ, Confœderationisque *ſub* Kolo, *nec non juxta* ultima Comitia Lublinenſia, *generalis unionis animorum, & executionis ſanctiorum, firmiſſimè ſtabiliendo, pro Deo, Lege & Rege, robore & auctoritate* modernæ Generalis Confœderationis, *quæ ut in omnibus punctis & clauſulis perpetuam vim & validitatem habeat, inviolabilis maneat, arctiſſimo nexu* juramentorum, & ſubſcriptionum noſtrarum, *hoc ſalutare opus corroboramus.*

Voici à préſent le *Formulaire du Serment* preſcrit par le ſuſdit Acte, & qui a été prêté par tous les Sénateurs Spirituels & Séculiers, par les Miniſtres d'Etat, & par toute la Nobleſſe, qui furent préſens à l'Aſſemblée:

Ego N. N. juro Deo Omnipotenti &c. quod gloriam Dei, defenſionem Sacræ Romanæ Eccleſiæ, Majeſtatem & ſalutem Sacræ Regiæ Majeſtatis AUGUSTI II. liberè electi, integritatem Reipublicæ indiviſam, liberam Electionem, Juraque Spiritualia & Nobilium contra quemlibet hoſtem tuebor, *& juxta Sta-*

Expoſition de l'état des affaires.

ANNO 1734.

LE défunt Cardinal *Radziejowski*, ci-devant *Primat* du Royaume, s'étant malheureuſement engagé dans certaines factions très-préjudiciables à la République, donna la plus cruelle & la plus injuſte atteinte aux Droits d'une Nation libre, en diſpoſant par ſon autorité pluſieurs Seigneurs à proceder à une nouvelle Election, du vivant même & pendant le Regne légitime du Sereniſſime Roi AUGUSTE II. de glorieuſe memoire. Toute la République extrêmement indignée d'une entrepriſe ſi odieuſe, (étant naturel à notre Nation, de garder toujours à nos Rois & Seigneurs une entiere & inviolable fidélité) ne fut pas plutôt informée de cet Acte pernicieux, qu'elle indiqua une Aſſemblée générale à *Sendomir* pour le 20. *Mai* 1704, où pluſieurs Palatinats ſe rendirent en corps, & d'autres ſe contenterent d'y envoyer des Députez, & tous y comparurent avec un zéle extraordinaire pour maintenir la Majeſté de leur legitime Roi & Seigneur. On y fit pluſieurs Reglemens contre la Faction du *Primat* en caſſant, annullant & condamnant tous les Actes paſſez & futurs; & pour mieux parvenir à la fin qu'on ſe propoſoit, les Etats du Royaume formerent une *Confédération générale*. Le principal objet de cette démarche étoit, de s'oppoſer à la prétenduë nouvelle Election, pour laquelle on venoit d'indiquer une Diète, ainſi qu'il paroît par les paroles ſuivantes, qui ſont copiées de mot à mot ſur l'Acte même:

Nous déclarons l'avorton de quelques-uns de ces Chefs factieux, & le *Conventicule* qu'ils ont tenu à *Varſovie*, comme une Aſſemblée infame & condamnée par les Loix de la Patrie: Nous-nous oppoſons nou-ſeulement comme une Nation libre, & en vertu du *liberum veto*, par nos ſuffrages & par des Proteſtations ſolemnelles à la prochaine Election, qui a été témerairement & ſeditieuſement indiquée; mais nous déclarons auſſi que le Candidat même, ou celui qui aura été élû, eſt un *Ennemi de la Patrie, inhabile pour jamais de monter ſur le Trône*, & un injuſte *Raviſſeur, Tyran & Impoſteur.*

Comme auſſi tous les Partiſans & Adhérans du ſuſdit Révérendiſſime *Archevêque de Gneſne*, & principalement *Staniſlas Leſczynski, Palatin de Poſnanie*, & autres qui ſe ſont rendus complices de l'Ennemi, ſoit par leurs conſeils ou par leurs actions, qui en ont tiré de l'argent, & qui ont participé à nos ſanglantes dépouilles, qui ont oublié tant de Bienfaits dont le SERENISSIME Roi les a comblez, & les graces dont il les a enrichis, & qui en conſidération de l'extrême Bonté & Clémence de ce Prince auroient au-moins dû avoir honte de ſe ſoulever contre lui; mais qui nonobſtant cela ſe ſont abandonnez au crime, & ſe ſont rendus Complices des factieux. C'eſt pourquoi nous les declarons avec tous leurs Adhérans, qui ont déja été condamnez par la *Diète* tenue à *Lublin, Ennemis de la Patrie, & indignes de participer de-formais à la Liberté commune*, & les chaſſons du ſein de la République.

Voulant donc confirmer plus que jamais, & reſſerrer les nœuds qui lient tous les Etats de la République enſemble, & unir les eſprits pour l'exécution unanime de ce qui a été propoſé & ſtatué, ſoit à l'égard de la Religion, ou de nos Loix & de notre Roi, tant à la *Diète de Pacification*, que par les *Points de la Convocation générale à Sendomir*, auſſi bien que par la *Confédération faite au Kolo* & les Reſolutions priſes à la *derniere Diète de Lublin*, nous avons fait la *préſente Confédération générale*; Et afin qu'elle demeure à perpetuité inviolable, & que tous ſes Points & Clauſes ne perdent jamais rien de leur force, nous confirmons cet ouvrage ſalutaire par un *ſerment ſolemnel* & par notre propre *ſignature.*

Je N. N. jure devant Dieu le Tout-puiſſant &c. que je défendrai contre tout Ennemi & Aggreſſeur, la Gloire de Dieu, & de la Sainte Egliſe Romaine, la Dignité & la Vie de ſa Sacrée Majeſté le Roi AUGUSTE II. *qui a été librement élû, la Conſervation entiere & indiviſe de la République, la liberté de l'Election, &*

ANNO 1734.

Senatoriam meam obligationem ac juramentum, ad plenam Reipublicæ pacificationem, tàm ab intra quàm ab extra in præſenti Generali Confœderatione, ad extremas vires, ſanguinis guttam, & reſiduitatem fortunæ meæ cubo; nullum reſpectum habebo pro colligationibus, proximitatibus, amicitiis &c. Quicunque deinque illo ſit, ab hoc generali nexu Ordinum Reipublicæ recedens, quemlibet talem, & futurum Electum, ſi intromiſerit, vel Candidatum, pro hoſte Patriæ habebo, in ipſumque interitum exſurgam. Quemadmodum verò Dethroniſationem ſinceâ mente ejuravi, ita & Exvinculationem obedientiæ, per prævaricationem degenerorum Patriæ filiorum, & externam Potentiam impoſitam, ejuro & deteſtor. *Hoc quoque juramentum ſine ullâ imaginariâ diſpenſatione, in omnibus punctis manutenebo & ſervabo: Sic me Deus adjuvet* &c.

généralement tous les Droits du Clergé & de la Nobleſſe; Que ſuivant mon devoir & mon ſerment de Sénateur, je demeurerai dans la préſente Confédération générale, juſqu'à l'entiere pacification de la République, tant au dedans qu'au dehors, & que j'y ſacrifierai mes Biens, ma Vie, & ma Fortune; Que je n'aurai aucun égard aux Alliances, au Parentage ni à l'Amitié &c. Et enfin que, ſi qui que ce ſoit vient à abandonner cette Union générale des Etats de la République, je le regarderai, auſſi bien que le futur Elû, ſuppoſé qu'il y en ait un, ou bien tout Candidat, comme un *Ennemi de la Patrie*, & que je tâcherai de le détruire. *Et comme j'ai juré ſincerement de ne point concourir au Détrônement, j'abjure de même, & je deteſte la caſſation du ſerment d'obéiſſance qui a été publiée par quelques fils ingrats & dégénérez de la Patrie, ſoutenus par une Puiſſance Etrangere.* Et je promets de tenir & d'obſerver inviolablement ce ſerment dans toutes ſes clauſes, ſans aucune diſpenſation imaginaire; Ainſi que Dieu me ſoit en aide &c.

C'eſt ſuivant ce même Formulaire, en changeant ſeulement les paroles qui regardent particulierement les Sénateurs, que tous les Officiers, Conſeillers, & l'Ordre de la Nobleſſe prêterent ſerment: Après quoi, voici en quel ordre ſe fit la ſignature:

Staniſlas Daubeſſ, Grand-Veneur du Grand-Duché de *Lithuanie*, Maréchal de la Confédération générale.
Louis Zaluski, Evêque de *Plocsko*.
André Zaluski, Evêque de *Warmie* & de *Samogitie*, Grand-Chancelier du Royaume.
Alexandre Wybowski, Evêque de *Lucko*.
Jean Bokum, Evêque de *Premiſlie*, nommé à l'Evêché de *Cracovie*.
Théodore Potocki, Evêque de *Culm* & de *Poneretlie* (c'eſt le *Primat* d'aujourd'hui.)
J. Gomolinski, Evêque de *Kiow*.
Lubomirski, Caſtellan de *Cracovie*, Général de la Couronne.
Staniſlas Moriztyn, Palatin de *Sendomir*.
Janus Korybuth, Prince *Wiſnowiriski*, Caſtellan de *Vilna*.
François Galecki, Palatin de *Kalisch*.
Jean Jablonowski, Palatin de *Ruſſie*.
Nicodeme Zabuklicki, Palatin de *Podolie*.
Martin Chmentowski, Palatin de *Maſovie*.
Pierre Kezowski, Palatin de *Marienbourg*.
Jean Koniepolski, Palatin de *Bracklow*.
Ladiſlas Sapieha, Palatin de *Minsko*.
François Zaluski, Palatin de *Czernechow*.
Joſeph, Marquis *Myszkowski*, Caſtellan de *Sendomir*.
Caſimir Bielinski, Grand-Maréchal de la Couronne.
Marcien Wollowicz, Grand-Maréchal du Grand-Duché de *Lithuanie*.
Charles Prince *Radzivill*, Grand-Chancelier du Grand-Duché de *Lithuanie*.
Jean Szembeck, Vice-Chancelier du Royaume.
George Przebendowsky, Grand-Threſorier de la Couronne.
Louis Pocsey, Grand-Threſorier du Grand-Duché de *Lithuanie*.
Staniſlas Rzewuski, Référendaire de la Couronne.
Conſtantin Szaniawski, Référendaire du Grand-Duché de *Lithuanie*.
George Lubomirski, Sous-Chambellan de la Couronne.
Begislas Daubeſſ, Sous-Chambellan du Grand-Duché de *Lithuanie*.
Encore quinze autres Caſtellans.
Paul Olizowski, Inſtigateur de la Couronne.

Les Sénateurs & la Nobleſſe de la *Grande Pologne*, ſavoir des Palatinats de *Poſnanie*, de *Kalisch* & autres, ont auſſi ſigné cet Acte à leur Diète générale, & ont prêté le ſerment de Confédération ſuivant le même Formulaire.

Voici la ſignature des autres Palatinats:

1. Le Palatinat de *Cracovie*.
2. Les Duchez de *Zathor* & d'*Oswitkzin*.
3. Le Palatinat de *Vilna*, avec ſes Diſtricts.
4. Le Palatinat de *Sendomir*.
5. Le Palatinat de *Troki*.
6. Le Palatinat de *Siradie*.
7. Le Diſtrict de *Wielun*.
8. Le Palatinat de *Lencici*.
9. Le Duché de *Samogitie*.
10. Le Palatinat de *Cujavie*.
11. Le Palatinat d'*Inowladiſlaw*.
12. Le Diſtrict de *Dobrzin*.
13. Le Palatinat de *Ruſſie*, & le Diſtrict de *Loupol*.
14. Le Diſtrict de *Premiſlie*.
15. Le Diſtrict de *Sanock*.
16. Le Diſtrict de *Chelm*.
17. Le Diſtrict de *Halicz*.
18. Le Palatinat de *Valhinie*.
19. Le Palatinat de *Podolie*.
20. Le Palatinat de *Lublin*.
21. Le Palatinat de *Belcz*.
22. Le Palatinat de *Novogrodeck*.
23. Le Palatinat de *Plocsko*.
24. Le Palatinat de *Vitepsk*.
25. Le Palatinat de *Maſovie*.
26. Le Palatinat de *Podlachie*.
27. Le Palatinat de *Rava*.
28. Le Palatinat de *Bezeſtie*.
29. Le Diſtrict de *Pomsko*.
30. Le Palatinat de *Braclaw*.
31. Le Palatinat de *Minsko*.
32. Le Palatinat de *Livonie*.
33. Le Palatinat de *Czernichow*.

Cette Confédération fut dreſſée, ſignée & confirmée par un ſerment ſolemnel, libre & volontaire, ſuivant le Formulaire rapporté, avec tant de zéle & d'empreſſement, par tous ceux qui ſont ſpécifiez ci-deſſus, qu'il étoit impoſſible de s'imaginer, que jamais il pourroit y en avoir quelqu'un qui deviendroit parjure, & qui voudroit entreprendre quelque choſe contre une Loi ſi formelle & contre ſon ſerment; vû ſurtout, que cet Acte général & ſolemnel des Etats a conſtamment ſervi de baſe & de fondement à tous les autres Actes faits depuis juſques en 1717. En cette même conformité la *Confédération générale de Tarnogrod*, faite en ladite année 1717. ſous la Médiation du Czar *Pierre I.* porte en termes exprès, par rapport à la perſonne de *Staniſlas Leſzczynski:*

Præcavetur ſpecialiter, quod beneficio amneſtiæ Staniſlao Leſzczynski, *& Affectis ejus extra Regnum commorantibus, niſi intra* trimeſtre, *à datâ præſentis Tractatûs ſubſcriptione, ad Corpus Reipublicæ redierint, gaudere ac ſeſe tutari non licebit, eoque ipſo in caſû non reſipiſcentiæ*, ſalva executio pœnarum *contra eos in legibus expreſſarum reſervatur.*

Il eſt ſpécialement ſtipulé, que *Staniſlas Leſzczynski* & ſes Adhérans qui ſe tiennent hors du Royaume, ne pourront jouïr ni ſe prévaloir du benefice de l'Amniſtie, à-moins qu'ils ne rejoignent le Corps de la République avant l'expiration de *trois mois*, à compter du jour de la ſignature du préſent Traité: Et au cas qu'ils ne changent point de ſentiment, on *réſerve* contre eux *l'exécution des peines* portées par les Loix.

Tous ceux qui ſe trouvoient auprès de *Staniſlas* furent frappez & ébranlez par cet avertiſſement, particulierement le Seigneur *Poniatowsky*, un de ſes plus fidéles Partiſans, & qui lui avoit de grandes obligations. Ils retournerent au ſein de la République, & le Sereniſſime Roi AUGUSTE II. de glorieuſe memoire

ANNO 1734.

moire les reçût avec tout de marques de Bonté, que *Staniſlas* lui-même, las de ſe voir continuellement le jouët de la fortune, & abandonné de tout le monde, commença à former le deſſein de ſe jetter pareillement aux pieds de ſon Roi, & d'implorer ſa Clémence. Auſſi l'auroit-il peut-être exécuté, ſi pour le malheur de la Republique & de toute l'*Europe*, d'autres circonſtances n'y euſſent mis de l'empêchement.

Que tout le monde juge à préſent par les Documens rapportez ci-deſſus, ſi uo Serment, conçû dans la forme de celui qu'on a lû, doit être inviolable, ou non? S'il oblige à ſoutenir l'inéligibilité de *Staniſlas* unanimement réſolue & déclarée par les Etats aſſemblez, & ſoo excluſion perpetuelle du Trône, ou poiot? On croit que les *Partiſans de Staniſlas* mêmes ne pourront raiſonnablement répondre à ces queſtions, que conformément à la Juſtice & à leur conſcience: ſavoir, qu'une Loi faite par tout le Corps des Etats, & confirmée par un Serment auſſi ſolemnel, doit certainement être maintenue. De quelle autorité & de quel front, ceux qui ont eu la préſomtion de vouloir mettre à toute force ſur le Trône un ſujet exclus pour jamais, ont-ils donc pû ſe dégager d'une obligation ſi abſolue? Eo quel lieu & en quel tems ont-ils pu chercher la réhabilitation, & la diſpenſation du Sermeot qui les liott a cet égard? Une Loi publique ſi ſolemnellement établie, & confirmée par toute la République, moyennant tant de Conſtitutions faites ſucceſſivement, & dans un ſi grand nombre d'Actes publics, pouvoit-elle ſi témerairement être caſſée & annullée par l'Autorité privée, & ſelon le bon-plaiſir des *Adhérans de Staniſlas*? Un Serment conçû en des termes ſi forts, pour l'obſervation exacte & ioviolable de cette même Loi, devoit-il être ſi frivolement negligé & rejetté? Ca que les trois Ordres des Etats de la République avoient reſolu & établi en Corps, & même ſolemnellement juré, ne devoit-il pas de même être aboli par tout le Corps des Etats? Les *Partiſans de Staniſlas* alléguent vainement à cet égard, que la ſuſdite Loi n'obligeoit qu'uniquement durant la vie du Sereniſſime Roi AUGUSTE II. de glorieuſe memoire. C'eſt un frivole ſubterfuge, puiſqu'oo ſait bien que ce Prince ne pouvoit pas toujours vivre: Et ſi l'on admettoit cette propoſitioo, il s'enſuivroit, que toutes les Conſtitutions de la République ſeroieot nulles, & auroient dû être cenſées abolies par la mort de chaque Roi, durant le Regne duquel elles oot été faites.

Voilà donc les motifs que les Etats, qui repréſentent la vraye République, laquelle o'eſt ni parjure ni intéreſſée, mais ſeulement attentive à maintenir inviolablement ſes Loix, ont eu de oe pas admettre au Trône *Staniſlas Lefzczynski*; nommément, que par uo Serment ſolemnel, doot rien au monde ne ſauroit les diſpenſer, il a été exclus pour jamais du Trône, publiquement declaré Ennemi, Uſurpateur & Tyran de la Patrie, & chaſſé comme tel du Royaume; les peines ſtatuées contre lui ayant auſſi déja été en partie exécutées, mais en partie ſuſpenduës, dans l'eſperance qu'il ſe ſoumettroit encore, & rentreroit dans ſon devoir. Toutes ces raiſons, & les autres pour leſquelles ils refuſent de l'admettre, ſe réduiſent aux chefs ſuivans:

I. *Parce que leur Conſcience s'y trouve engagée par un Serment qu'ils ont prêté volontairement & après une mûre déliberation, & duquel rien au monde ne peut les diſpenſer.*

II. *Parce qu'il s'agit du maintien d'une Loi publique, dont la violation ſeroit infailliblement ſuivie du renverſement de toutes les Conſtitutions du Royaume.*

III. *Parce que l'Honneur & la Dignité du Trône & de la Couronne de* Pologne *exigent, que la Royauté ne ſoit pas conferée à celui qui en a été une fois exclus & éloigné par les Loix.*

IV. *Parce que cela eſt abſolument néceſſaire pour la conſervation de la Liberté, de même que pour le maintien d'une libre Election & du* Liberum veto, *qui a été opprimé par la violente intruſion de* Staniſlas Leſzczynski, *faite par le* Triumvirat.

V. *Parce qu'on veut prevenir par-là pour l'avenir la funeſte & injuſte ambition de ceux qui aſpirent au Trône du vivant même du Roi, comme infiniment pernicieuſe à la Liberté, à la libre Election, & à la Tranquillité publique.*

VI. *Parce qu'on voulois éviter la guerre que l'Election de* Staniſlas *ne pouvoit manquer d'attirer à la République.*

ANNO 1734.

VII. *Parce que la ſureté des* Pacta Conventa, *eſt intéreſſée: Car la République pouvoit-elle s'attendre raiſonnablement à leur exécution de la part de celui qui par une Loi publique avoit été reconnu & déclaré* Ennemi, Tyran & Uſurpateur *de la Couronne?*

VIII. *Parce qu'on appréhendoit que* la France, *qui s'eſt attaché* Staniſlas *par tant d'endroits, & à laquelle il a de ſi grandes obligations, ne fût aſſez puiſſante pour lui donner un jour un Succeſſeur; Car plus elle étoit aſſurée de* Staniſlas, *plus auſſi il lui étoit facile de ſe mêler des affaires de la République, & d'en diſpoſer à ſon gré, ainſi qu'on en peut juger par les Traitez faits entre eux, où l'on promet entre autres à ceux qui ſeront deſcendus de* Staniſlas *en ligne directe, les mêmes prérogatives qu'aux Princes de Maiſon Royale. La République n'avoit-elle donc pas lieu de craindre qu'on ne deſtinât la ſucceſſion à un de ceux-là?*

IX. *Parce que le nombre des Parens & Alliez de* Staniſlas *eſt fort grand, & qu'il y avoit à craindre que les égards pour ſa famille l'emporteroient toujours ſur le mérite des autres.*

X. *Parce que ceux qui avoient marqué le plus de zéle pour la Liberté de la Nation & de l'Election, & qui avoient le plus inſiſté ſur l'établiſſement de la Loi faite contre lui, appréhendoient avec raiſon ſon reſſentiment, & qu'il ne s'en vengeât un jour.*

Outre la Loi établie par la *Confédération de Sendomir* pour l'excluſion de *Staniſlas*, il y a pluſieurs Conſtitutions & Sanctions pragmatiques très-anciennes, qui déclarent non-ſeulement inhabiles de regner, tous ceux qui aſpirent au Trône du vivaot du Roi, mais qui les menacent auſſi des peines les plus rigoureuſes.

Ces raiſons & ces motifs très-valables & bien fondez nous ont portez à exclure du Trône *Staniſlas Leſzczynski*, & à élire le Sereniſſime AUGUSTE III. Prince Royal de *Pologne* & Electeur de *Saxe*; fils d'un Pere, dont les mérites envers la République égalent la gloire qu'il s'eſt acquiſe dans le monde, Ce Prince qui regne heureuſement ſur nous, & qui a été couronné à *Cracovie*, le 17. Janvier de l'année préſente, avec une pompe & une magnificence extraordinaire; Ce Prince très-Catholique, très-pieux, tres-clément, & orné de toutes les Vertus Royales: Le même enfin, à qui les *Adhérans de Staniſlas* ont autrefois offert à l'envi leurs ſuffrages pour l'élire Roi, ainſi qu'on en peut produire des preuves authentiques, mais qui refuſa de les accepter alors, par reſpect pour les Loix.

Ayant donc élû à préſent ce même Prince, quel tort avons-nous fait aux Loix? Quel danger la Liberté en a-t-elle à craindre? Quel préjudice la République en reçoit-elle? Et enfin quelle conſidération ou quel ſcrupule devoit-il nous en empêcher? Que les Perturbateurs de la Paix & de la Sûreté publique, les opiniâtres Prévaricateurs qui ont empieté ſur nos Droits & ſur noure Liberté, nous le diſent!

La Loi portée à la *Diète de Convocation* à *Varſovie* contre les Candidats Etrangers, ne ſauroit en aucune maniere être regardée comme juſte & legitime, vû quantité d'abus exceſſifs qui ſe ſont commis à cet égard, comme ayant été établie par violence & par l'autorité abſolue du Parti domunant, dans une Sciſſion ouverte de la République, & au milieu des troubles & des deſordres. Suppoſé néanmoins, que ſuivant la prétenſioo des ſeuls *Adhérans de Staniſlas*, elle obligeât véritablement; Quel rapport auroit-elle au *Prince Royal de Pologne*, puiſqu'il y eſt ſimplement parlé des *Princes étrangers*? Il y a une grande différence entre le *Prince Royal de Pologne*, qui, en vertu d'une Loi de la Diète générale tenue en 1726. a des Poſſeſſions dans le Royaume, & des Princes purement étrangers. Ainſi la prétendue Loi, contre laquelle on a fait par tout tant de Proteſtations, ne s'étend aucunement juſqu'à lui, parce qu'il eſt de la Maiſon Royale, dont on o'a pas fait la moindre mention. C'eſt ainſi que du tems de l'Election du Sereniſſime AUGUSTE II. de glorieuſe memoire, le Sereniſſime Prince *Jacques*, fils du Roi, & parce qu'il étoit de la Maiſon Royale, fut élû par un grand nombre de Suffrages, quoiqu'on eût unanimement ſtipulé, que tout *Piaſte* ſeroit exclus de l'Election. Il n'y a que des Inſenſez, & des gens peu verſez dans nos Loix, qui puiſſent regarder comme étranger le fils d'un Roi de *Pologne*, lequel à cauſe de ſa proximité eſt incorporé au Royaume avec ſon Pere, & appartient même ſpecialement à la République par

ANNO 1734. par le titre de *Prince Royal de Pologne* qu'il porte, enſorte qu'il ne ſauroit plus être réputé étranger. Il a donc été légitimement élû, ſans bleſſer même la Loi portée contre les Etrangers, parce qu'il eſt de la Maiſon Royale. Une autre raiſon qui empêche qu'il ſoit compris ſous cette Loi, c'eſt qu'il deſcend de la Maiſon de *Jagellon*, pour laquelle les *Polonois* ont une inclination & une affection ſi naturelle, qu'ils ont même été chercher au delà des Mers des Princes qui en étoient iſſus, pour les placer ſur le Trône de *Pologne*. Les circonſtances qu'on a ajoutées à l'*Acte de Convocation* contre le Prince Royal de *Pologne*, ne peuvent rien à ſon préjudice, y ayant été malicieuſement inſérées de l'autorité privée du *Primat*, qui étoit déja prevenu en faveur de *Staniſlas*: Auſſi n'en a-t-on pas fait publiquement mention, & l'on fut très-ſurpris de les voir imprimées dans la ſuite. Mais comme on en étoit bien payé, les Auteurs & Inventeurs étoient fort intéreſſez à ne rien négliger pour les y maintenir. La Loi en queſtion ne pouvoit pas non plus s'étendre à tous les étrangers en général, ni les exclure abſolument du Trône; parce qu'une Loi publique concernant quelque ſujet important, doit être ſtatuée & décretée, ſinon par toute la République en corps, au moins par l'unanimité des Etats, qui y doivent tous également concourir & y conſentir. De plus une ſemblable Loi ne doit être en aucune maniere préjudiciable à la République, qui cependant perdroit conſidérablement par l'excluſion d'un Prince, duquel la Nation pourroit eſpérer & ſe promettre les plus grands avantages. Car plus il y a de Candidats, plus auſſi la République y gagne, parce qu'alors ils lui font des propoſitions plus avantageuſes les unes que les autres. Une telle Loi doit auſſi ſe faire ſans diminution ni oppreſſion de la Liberté, qui ceſſeroit d'être parfaite & illimitée, ſi on vouloit mettre des bornes à ce qui conſtitue la principale partie d'une libre Election, & qui en eſt comme l'ame. Elle ne doit pas non plus ſe faire aux dépens d'un tiers, tellement qu'il puiſſe avoir juſte raiſon de s'en plaindre. Car ſi quelque Prince étranger, doué de toutes les qualitez néceſſaires, eût ſû gagner à tems le cœur & l'eſprit des futurs Electeurs, & eût rendu de grands ſervices à la République dans une occaſion importante, & que dans la ſuite du tems on vîns à exclure du Trône tout Etranger; ne ſeroit-ce pas lui faire tort? La République n'en ſouffriroit-elle pas, ſi dans un cas de beſoin elle ſe trouvoit privée de l'aſſiſtance & des bons offices de ceux dont on ſe ſeroit ſi cruellement joué? Au lieu qu'elle en pourroit toujours attendre la même protection, ſi on leur permettoit ſeulement d'être du nombre des Concurrens, & de gagner par des voyes licites les ſuffrages des Electeurs, quand même ils ne ſeroient pas élus, puiſqu'après tout c'eſt Dieu qui fait les Rois. Enfin une ſemblable Loi eſt manifeſtement contraire à la volonté de Dieu, & nullement compatible avec la coûtume qu'on a d'invoquer avant tout l'aſſiſtance du Saint Eſprit. Car qui eſt-ce qui a pénétré dans les Conſeils & dans les Decrets de la Providence? A qui le Ciel a-t-il fait connoître ſes intentions par rapport au Roi à élire? Incertains ſur ce point, nous devons implorer le Roi des Rois, pour qu'il lui plaiſe de diriger nos cœurs & de bénir notre ouvrage. Et par conſéquent nous ne pouvons ni ne devons anticiper ſur ſa Divine volonté, ſous en deſtinant abſolument la Couronne à qui que ce ſoit, ou en donnant l'excluſion à d'autres, mais il eſt de notre devoir d'accepter avec ſoûmiſſion celui que Dieu nous indique. Car ne ſeroit-ce pas le tenter d'une maniere criminelle, ou plutôt ſe jouer de lui, que de vouloir placer quelqu'un ſur le Trône au riſque de troubler la Paix, de perdre la Liberté, de ruïner la Patrie, & de cauſer une grande effuſion du Sang de ſes Freres & Con-patriotes, lorſque de toute éternité la Providence a diſpoſé autrement de la Couronne?

Quelle pitié donc, de ſe voir continuellement & par tout accuſer de parjure, par ceux-là même à qui tout l'Univers peut le reprocher avec le plus de juſtice! Car n'eſt-ce pas évidemment être Parjure & Impie, que d'enfraindre & de violer témerairement le Serment volontairement prêté après une mûre déliberation, par lequel la Loi faite contre *Staniſlas* a été confirmée à perpetuité? Et ſi les *Adhérans de Staniſlas* ont cru pouvoir paſſer par deſſus une Loi publique decretée par eux-mêmes, & par deſſus un Serment ſi ſolemnel, qu'ils ont promis d'OBSERVER INVIOLABLEMENT SANS AUCUNE DISPENSATION IMAGINAIRE & s'ils n'ont point de honte d'avoir donné par-là l'exemple d'un terrible parjure; comment & de quel front peuvent-ils donc prétendre plus de fidelité & plus d'exactitude de la part de ceux qui ſe ſont laiſſez entraîner dans leur parti, ſoit par leurs violences ou par leurs artifices, & qui ont bonnement cru que tout ſe faiſoit pour le Bien de la République? Sur quel ſon tement peuvent-ils en exiger une obſervation inviolable de leur Serment, qui, outre qu'il a été extorqué par la force, eſt très-défectueux à tous égards, & entraîne des conſéquences très-préjudiciables au Royaume? Car pour mieux diſpoſer les eſprits à le prêter, les Lettres de Convocation, & les aſſûrances données, différoient infiniment du procedé qu'on tint, & des effets dont elles furent ſuivies: C'eſt pourquoi auſſi pluſieurs de ceux qu'on avoit attirez dans le Parti de *Staniſlas*, témoignerent leur mécontentement de cette ſupercherie & falſification manifeſte. ANNO 1734.

La nomination, ſoit qu'elle ait été faite par le *Primat* ou par un Evêque du Royaume, n'ajoute ni n'ôte rien à la valeur de l'Acte d'Election. Cette cérémonie eſt une ſimple Prérogative de la Dignité Primatiale. Auſſi avons-nous pluſieurs exemples de Rois légitimement élûs & couronnez, qui ont été nommez par des Evêques, à qui les Loix permettent de faire la nomination, lorſque, par exemple, le *Primat* ſe trouve impliqué dans quelque Faction contraire aux véritables interêts de la République, comme dans le cas preſent. La même choſe a lieu par rapport au Couronnement. Mais pour mieux mettre au jour l'injuſte partialité du *Primat* à cet égard, nous allegerons ici l'exemple de *Staniſlas Leszczinski* même, qui lora de ſa prémiere Election, laquelle couta tant de ſang a la République, & manqua de la renverſer de fond en comble, fut nommé en très-grande confuſion par l'*Evêque de Poſnanie*, qui étoit juſtement a *Varſovie*, & ſeulement à mille pas du *Cardinal Radzieiowski*, *Primat* du Royaume. Nonobſtant cela le *Primat* d'aujourd'hui, pour lors encore Evêque de *Culm*, ſans ſe laiſſer détourner par ce tort fait à la Dignité Primatiale, & ſans ſe mettre en peine de la Loi dont il avoit en perſonne juré ſolemnellement l'obſervation, non plus que des Monitoires du *S. Siége Apoſtolique*, fut le prémier de tous les Evêques du Royaume qui reconnût *Staniſlas* pour Roi; devenant ainſi rebelle à ſon Roi légitime & à la République, & inobéiſſant au Souverain Pontife. Or ſi cette Nomination, faite par l'*Evêque de Poſnanie* lors de la ſuſdite fauſſe Election au grand dommage de la République, n'a pas déplû au *Primat*; D'où vient qu'il déſapprouve ſi fort aujourd'hui la nomination faite dans une Election légitime & infiniment plus formelle que celle de *Staniſlas*, par le très-Illuſtre & Révérendiſſime Seigneur *Evêque de Poſnanie*, Homme d'une vie très exemplaire, d'un mérite diſtingué & d'une vertu éminente, ſurtout puiſque cela s'eſt paſſé en l'abſence du *Primat*, & dans le tems qu'il étoit occupé à *Dantzik* à forger de funeſtes projets contre la République?

Le lieu de l'Election ne fait rien du tout ou fort peu à l'affaire. Car comme il n'eſt pas déterminé par les Loix, on peut déſigner pour chaque Election tel endroit qu'on juge à propos. Les exemples font voir que l'on ne s'eſt nullement gêné à cet égard. Le Roi *Henri* fut élu au même endroit où le Sereniſſime Roi d'aujourd'hui Auguſte III. l'a été, & *Sigiſmond III.* le fut dans un Fauxbourg de *Varſovie*. Il n'y a que le Couronnement que les Loix ont fixé poſitivement à *Cracovie*, enſorte que les Rois ne peuvent être couronnez nulle part ailleurs que dans ladite Ville: Et dans toute l'Hiſtoire de la République on ne trouve qu'un ſeul exemple du contraire, ſavoir celui d'*Eleonore*, femme du Roi *Michel*, qui moyennant la diſpenſation de tous les Etats fut couronnée à *Varſovie* dans un très-preſſant cas de beſoin, & pour de très-fortes raiſons. Nous ne devons pas paſſer ſous ſilence l'action remarquable que firent les *Adhérans de Staniſlas*, en mettant immédiatement après ſa Nomination le feu au *Szopa*, ou à la Maiſon conſtruite au Camp pour les Sénateurs, & en faiſant demolir les remparts qui ſervoient d'enceinte au lieu où la Nobleſſe avoit tenu ſes ſéances, dont il n'y a jamais eu aucun exemple. C'étoit apparemment dans la vûe d'abolir juſqu'à la mémoire de cette prétendue Election, afin que la Poſtérité ne trouvât plus le moindre veſtige d'un Acte ſi criminel & ſi vicieux, & pour qu'on choiſît un autre endroit pour les Elections. Au reſte nous nous diſpenſons de repondre à toutes les autres fictions, rêveries & menſonges que les *Adhérans de Staniſ-*

ANNO 1734. *niſtas Leſczynski* débitent, comme purement controuvez par cette Troupe factieuſe, & indignes d'être relevez.

Nous nous contentons d'avoir ſolidement démontré la nullité de la prétendue Election & de l'intruſion de *Staniſlas*, par laquelle on a opprimé le *Liberum veto*, enfraint les Loix, violé le Droit des Gens, troublé la Paix, bleſſé la Conſcience, & attiré ſur la République un déluge de maux.

Concluons par une courte explication des circonſtances qui rendent une Election libre & légitime. Ce n'eſt pas dans la quantité des Electeurs qui aſſiſtent à cet Acte, & dont le nombre varie chaque fois, que conſiſte la validité de l'Election. Cette variation provient de la faculté dont la Nation jouït de s'aſſembler en perſonne ou par Députez. Cela fait que pluſieurs Palatinats ſe rendent en corps à la Diète, tandis que d'autres y envoyent ſeulement des Nonces. Cependant tous les ſuffrages ſont égaux pour l'Election, & chacun y peut donner librement le ſien. La pluralité ne l'emporte pas non plus, mais le Roi doit être élu unanimement & ſans aucune contradiction. Le lieu de l'Election & la Nomination du *Primat*, ſont pareillement deux circonſtances très-indifférentes, comme il a été prouvé ci-deſſus. C'eſt dans l'unanimité des ſuffrages & dans le conſentement général de tous, après une Nomination & Interrogation préalablement répétée trois fois de ſuite, clairement, diſtinctement & à haute voix, & qui doit être ſuivie à chaque fois par les acclamations générales & unanimes de tout le Peuple Electeur, que conſiſte une Election légitime. La Nomination de *Staniſlas Leſczynski* eſt très-défectueuſe à cet égard, & a été combattue par des milliers de Proteſtations à la fois, vu que les acclamations de *Vive Staniſlas* étoient mêlées des voix d'une infinité de perſonnes qui crierent hautement, *Je proteſte*. Mais dans l'Election du Sereniſſime Roi AUGUSTE III. tout le monde s'eſt écrié comme d'une même voix *Vive* Auguſta: Acclamation, qui n'a pas été arrachée par la force, qui ne conſiſte pas ſimplement dans l'opiniou qu'on l'a entendue, qui n'a pas été achetée à force de promeſſes & d'argent. De même auſſi la Nomination s'eſt faite clairement & diſtinctement, d'une maniere auſſi ſolemnelle que le ſuccès en a été heureux. Ce n'eſt pas l'Eſprit du trouble & du deſordre qui a dirigé & inſpiré les cœurs des Electeurs, mais la Grace du Saint Eſprit, qui, continuant à répandre ſes Bénédictions ſur ſon propre Ouvrage & ſur notre juſte Cauſe, confondra enfin nos Adverſaires, & les terraſſera, pour faire ſervir à jamais d'exemple à la Poſterité, la peine qu'ils méritent.

CLXXX.

Lettre du Comte GOLLOWSKIN, *Grand Chancelier de l'Empire de Ruſſie au Grand-Viſir, ſervant de Manifeſte ſur le ſ jour des Troupes Ruſſiennes en Pologne.* [Traduction d'une Copie authentique.]

J'Ai reçu ces jours paſſez dans la Dépêche de Mr. Nepluefff, Reſident de Sa Majeſté Imperiale, ma très-Gracieuſe Souveraine, auprès de la Porte Ottomane, la Lettre que Votre Excellence a pris la peine de m'écrire: je la fis traduire auſſitôt, & l'ayant enſuite lue avec attention, je fus ſurpris qu'on ait été aſſez effronté d'inſinuer à la Porte Ottomane, que les Polonois aſſemblez depuis la mort du feu Roi Auguſte auroient procedé d'un conſentement unanime à l'Election d'un nouveau Roi, & que l'Armée de la très-Auguſte Imperatrice, ma très-Gracieuſe Souveraine, ne ſeroit entrée dans la Pologne que pour renverſer la Liberté & les Droits de cette ancienne République, & pour détruire entierement le Royaume.

D'ailleurs, le Traité de Paix perpetuelle conclu entre les deux Empires, portant en termes exprès (Article II.) que la Liberté & l'Independance de ce Royaume demeureroient inviolables, & que par conſéquent il ne ſeroit permis aux Ruſſiens de s'avancer juſques dans la Pologne, à moins qu'ils n'y fuſſent obligez par des Troubles excitez dans ce Royaume, Votre Excellence déclare que la Marche des Troupes Ruſſiennes, ſuivant les Relations que la Porte Ottomane en a reçues, ne lui paroît nullement conforme au contenu de la Convention mentionnée, en vertu de laquelle V. E. inſiſte au contraire qu'on faſſe retirer au plutôt ces Troupes, & ſouhaite en même tems que je lui mande par ma Reponſe dans quelle diſpoſition la très-Auguſte Imperatrice, ma très-Gracieuſe Souveraine, ſeroit à cet égard. ANNO 1734

Sa Maj. Imperiale, après avoir entendu le très-humble rapport du contenu de votre Lettre, m'ordonne d'y répondre, qu'elle ne pouvoit s'imaginer qu'un auſſi glorieux & grand Empire que celui des Ottomans, & un premier Miniſtre auſſi ſage & éclairé que V. E. ayent pu ajouter la moindre foi à des inſinuations malicieuſes, & à des rapports notoirement faux, & que Sa Maj. étoit ſurpriſe que de tels rapports euſſent été capables de vous donner quelque ombrage, attendu que ce qui a donné lieu aux Troubles de la République de Pologne, s'eſt paſſé & ſe paſſe encore à la vue de tout le Monde, de ſorte que les Auteurs de ces Relations extravagantes devroient rougir de honte, d'avoir oſé ſurprendre l'Empire Ottomano par des Contes inventez à plaiſir, & par des Calomnies groſſieres, dont tout l'Univers, &, comme je ſuis perſuadé, la Sublime Porte elle-même a déja reconnu la fauſſeté.

Sa Maj. Imp. n'ignore pas le contenu du Traité de Paix perpetuelle, auſſi ne s'en eſt-elle jamais départie, jamais elle n'a formé le deſſein d'empieter ſur les Droits & Conſtitutions de la Pologne, ce ſont plutôt ces mêmes Droits & ces mêmes Conſtitutions, principalement le Droit d'une libre Election & le *Liberum Veto*, dont la République en général, auſſi-bien que chacun de ſes Membres en particulier, doit inconteſtablement jouïr, comme du plus precieux Bijou d'une Liberté parfaite, que Sa Maj. s'eſt propoſée de maintenir dans leur entier; & bien loin qu'elle ait en vue de profiter des Diſſenſions des Polonois, ou de faire des Conquêtes en Pologne, elle ne ſouffrira jamais que qui ce ſoit porte la moindre atteinte à cette République.

C'eſt à quoi Sa Majeſté Imperiale ſe tient obligée, tant par ſon propre Intérêt & par l'attention qu'elle a naturellement pour un Royaume voiſin, que par pluſieurs Traitez & Alliances ſolemnelles qui ſubſiſtent entre Sa Maj. Imp. & la République de Pologne, & même en vertu des Engagemens où la Ruſſie eſt entrée par le Traité de Paix perpetuelle avec la Porte, que Votre Excellence vient d'alleguer. Les Affaires de Pologne dont il eſt queſtion, s'étant faites à la face de toute l'Europe, comme je viens de le dire, la Porte ne ſauroit les ignorer, & elle peut être entierement convaincue de la fauſſeté des inſinuations qu'on lui a faites, & de la juſtice évidente des démarches que Sa Maj. Imp. a tenu en ces occaſions; de ſorte qu'on a lieu de croire que la Cour Ottomanne elle-même ne voudra pas en diſconvenir, & qu'il ne ſera pas beſoin d'une Déduction ultérieure de ma part, d'autant plus que tout le Monde raiſonnable & impartial en eſt convaincu & le reconnoît: cependant pour le démontrer clairement à V. E. à la confuſion de tous ceux qui, jaloux de la bonne Harmonie qui regne entre la Ruſſie & la Porte Ottomanne, ont fait depuis longtems de vains efforts pour la détruire, je vais lui repréſenter le plus ſuccinctement qu'il me ſera poſſible, la ſource des Troubles qui agitent préſentement la République de Pologne, & les principales raiſons qui ont déterminé Sa Maj. Imp. à en prévenir l'oppreſſion. Avant toute choſe il faudra faire mention de Staniſlas Leſczynski, ſource fatale de tous les troubles auxquels la République a fallû ſuccomber. V. E. ſe ſouvient que Charles XII. Roi de Suede entreprit dans les premieres années de la derniere Guerre, de renverſer entierement la Liberté, les Droits & les Privileges de ce Royaume, & ſans avoir aucun égard pour Auguſte II. Roi legitimement élû, d'élever au Trône d'une maniere juſques-là inconnue, uniquement par la force des Armes, ledit Staniſlas Leſczynski: celui-ci ne fit point difficulté de conclure publiquement avec ſon Bienfaiteur une Alliance offenſive contre la Ruſſie, par laquelle il s'étoit obligé de céder à Charles XII. des Provinces conſiderables de Pologne, d'attaquer les Puiſſances voiſines, & de porter la Guerre en Ruſſie.

La République de Pologne ſe voyant ainſi frappée juſques aux fondemens, naturellement ne pouvoit faire autrement que de s'y oppoſer de toute ſa force. Elle déclara d'abord par des Actes publics Staniſlas Ennemi & Traître à la Patrie, & s'obligea par une

ANNO 1734. Conſideration générale, ſous Serment, de maintenir ſon légitime Roi Auguſte II. Feu l'Empereur des Ruſſies Pierre I. de glorieuſe Memoire, fut requis par elle en vertu des Alliances, de concourir pour s'oppoſer aux violences extrêmes qu'elle ſouffroit alors du Roi de Suede, & de Staniſlas ſon Allié.

Votre Excellence ſait de plus que le Tout-Puiſſant, Protecteur de la bonne Cauſe, enuironna les Armes de Ruſſie d'un ſi heureux ſuccès, que Staniſlas fut enfin chaſſé, la Paix rétablie avec la Suede entierement à ſon Excluſion, la République ſauvée & préſervée d'un bouleverſement général dont elle étoit menacée, & conſervée dans une parfaite jouiſſance de ſes Droits & Libertez juſqu'à la mort de ſon legitime Roi. Et afin que ce Royaume ne pût à l'avenir être expoſé à cauſe de la perſonne de Staniſlas, à de pareils troubles & malheurs, la République a confirmé la Déclaration ci-deſſus mentionnée, par laquelle il avoit été déclaré Ennemi de la Patrie, banni à perpetuité, inrapable à jamais de porter la Couronne, & indigne d'être jamais réincorporé au Corps de la Nobleſſe Polonoiſe. La Republique ne ſe contentant pas d'avoir confirmé cet Acte par Serment, en demanda encore la Garantie à l'Empire de Ruſſie, lequel par le Traité de Varſovie s'en eſt chargé de la maniere la plus ſolemnelle. Tout ceci eſt clair & évident par la Conſtitution de Lublin de 1703. par l'Inſtrument de la Confédération de Sendomir de 1704. par le Reſultat du Grand-Conſeil tenu à Varſovie en 1717. & par le Reſultat de la Diete de Grodno en 1718. leſquelles Conſtitutions étant publiques & notoires, on ne peut douter que la Cour Ottomanne n'en ſoit ſuffiſamment informée.

Juſques au Decès d'Auguſte II. de glorieuſe Memoire, les affaires de Staniſlas reſtoient en cette ſituation. Perſonne n'a envié à cet Exilé le bonheur qu'il eut depuis de voir ſa Fille mariée au Roi de France. & bien qu'avant la mort d'Auguſte il y eût des avis de Pologne, que certaines Factions commençoient à ſe former en faveur de Staniſlas, on n'a pas daigné y faire reflexion, parce qu'en effet on avoit de la peine à croire, qu'il y eût des Polonois infidèles à leur Patrie, juſqu'au point de ſe ranger du côté de ce Prétendant, de mépriſer par conſéquent les Conſtitutions de la République, de violer leur Serment, & d'expoſer leur Patrie, par cette lâcheté ſans exemple, au funeſte état où elle ſe voit à préſent réduite.

Il y avoit bien moins d'apparence que Louïs XV. pour l'amour de ſon Beau-Pere, voulût obliger les Polonois de violer leur Serment, & de ſacrifier leurs Libertez, Droits & Conſtitutions; Que les Voiſins vouloient s'oppoſer à une pareille deſtruction totale de la République, & que celle-ci elle-même ne voudroit pas conſentir à ſubir le joug qu'on tâcheroit de lui impoſer; ce Roi animé par une Ambition auſſi précipitée qu'injuſte, voulut declarer & faire la Guerre à tout le monde.

Cependant on s'eſt vû trompé, & le tems a enfin developpé ce Myſtere. La France, pour mettre en execution ſes vaſtes deſſeins, a entretenu de longue main en Pologne des perſonnes venales, pour mettre par leur moyen Staniſlas Leſczynsky ſur le Trône, à quelque prix que ce fût.

Dans cette vûe la France a ſû gagner, ſoit par des ſommes conſiderables, ſoit par d'autres artifices, le Primat & la Famille de Potocki; afin qu'au cas de la mort d'Auguſte, ſans avoir égard aux Loix Fondamentales du Royaume, ils euſſent ſoin d'élever à la Royauté l'Ennemi declaré de la Ruſſie & de la Pologne.

Ce Prélat & ſes Adhérens, aveuglez, comme je viens de le dire, par l'Argent de la France, ſe ſont portez avec tant de chaleur à l'exécution de ce Projet, qu'immediatement après la mort du Roi, ils ont employé l'Autorité que le Pouvoir de Primat leur donnoit, ſe ſervant des moyens les plus énormes pendant l'Interregne, pour parvenir à leur but.

D'ailleurs ce Prélat, reconnoiſſant bien que l'Election de Staniſlas étoit diametralement contraire aux Loix Fondamentales du Royaume, & que la Republique & tous les vrais Patriotes n'y conſentiroient jamais, franchit le pas, & foulant aux pieds les Conſtitutions de la République, le *Liberum Veto*, & le Serment par lequel il avoit autrefois renoncé lui-même à Staniſlas, oubliant Dieu & ſa conſcience, n'héſita & ne differa plus d'employer la force ouverte pour réuſſir dans ſon déteſtable deſſein.

ANNO 1734. Mais comme il prévoyoit fort bien que les Puiſſances voiſines de la Pologne, principalement Sa Majeſté Imp. ma très-Gracieuſe Souveraine, l'Empereur des Romains & le Roi de Pruſſe par leur Interêt de Voiſins, & en vertu de leurs Alliances avec la République, ne ſouffriroient jamais le bouleverſement des Conſtitutions, Droits & Libertez des Polonois, il ne garda plus aucunes meſures, & avec l'aſſiſtance de ſes Adhérens, il mit en uſage des Violences juſques-là inconnues dans un Etat libre, agiſſant en tout avec tant de précipitation, que Sa Maj. l'Imperatrice des Ruſſiens n'eut pas le tems de ſecourir & de proteger, ſuivant ſes Engagemens, cette République agoniſante.

On ſait de quelle maniere il en uſa à la Diète de Convocation, qu'il ne permit ni aux Sénateurs, ni aux Nonces, de s'y prévaloir du *Liberum Veto*. Ceux-ci furent menacez d'être jettez par la Fenêtre, d'être privez de leurs Charges, de voir confiſquer leurs Biens, & d'être déclarez Ennemis de la Patrie. Ces faits étant notoires & inconteſtables, on conviendra que depuis que la Pologne eſt un Royaume libre, perſonne n'y a oſé exercer de ſemblables violences. Cependant le Primat ſe mit ſi peu en peine des Formalitez, ou plutôt des Conſtitutions du Royaume, que pour favoriſer la Cour de France, il avoit réſolu d'élever au Trône ſon Candidat, & de le proclamer Roi, ſans l'expoſer au hazard d'une Election; mais cette Propoſition ayant été rejettée par ſes Créatures mêmes, il s'aviſa de précipiter la Diète d'Election, & d'y fixer un terme ſi court, que les véritables Polonois, attentifs à la conſervation des Droits, des Libertez & du Bonheur de leur Patrie, faiſant la principale & la plus ſaine partie de la République, ne pouvoient pas avoir le tems de ſe reconnoître, & moins encore celui de ſe mettre en état d'arrêter le torrent de tous ces deſordres.

Dans le même tems la France fit déclarer par tout qu'en cas que Staniſlas fût exclus de la Couronne, elle ſeroit obligée de commencer la Guerre pour cette raiſon, ſans conſiderer qu'une Nation libre ne reçoit point de loix d'un Prince étranger, & que ce ſeroit une injuſtice criante de donner à la République de force un tel Roi, qui par des Conſtitutions fondamentales, confirmées par ſerment, avoit été déclaré non ſeulement incapable de porter la Couronne, mais auſſi indigne des droits de la Nobleſſe Polonoiſe: le Primat de ſon côté gardoit une pareille conduite, ne ſe ſouciant plus des Droits & Coutumes de ſa Patrie (où il doit s'obſerver une parfaite égalité entre les Membres qui la compoſent, afin de terminer toutes les affaires par une entiere liberté des ſuffrages) il mit tout en œuvre avec un pouvoir deſpotique pour frayer le chemin à ſon Candidat, avec un entier renverſement des Loix de la Patrie; dûſſent tous ceux qui voudroient s'oppoſer à ſes entrepriſes déteſtables, être exterminez.

La plus grande & la plus reſpectable partie de la République, tant de la Couronne que du Grand Duché de Lithuanie, ayant pris à cœur l'extrême danger auquel leur Patrie étoit expoſée par cet étrange procedé du Primat & de ſes partiſans, eut en cette occaſion recours, non ſeulement à l'Auguſte Imperatrice ma très-Gracieuſe Souveraine, mais auſſi à leurs Majeſtez l'Empereur des Romains & le Roi de Pruſſe, leſquels ils prierent très-inſtamment, par des Lettres réïterées & rendues publiques, de vouloir bien, en conformité des Traitez d'Alliance, concourir avec la République à la conſervation du Royaume de Pologne, & maintenir contre toute oppreſſion illegitime, à l'aide de leurs Troupes, la libre Election d'un Roi que la République regarde comme la baſe & le fondement le plus eſſentiel de ſa Liberté, afin que les Polonois fuſſent en état d'élire par un libre ſuffrage, ſelon leurs Loix & Conſtitutions, un tel Roi, dont ils pourroient attendre un regne heureux & pacifique, ſoit par rapport à l'intérieur du Royaume, ſoit à l'égard des engagemens où la République eſt entrée avec ſes Voiſins.

Quoique Sa Majeſté Imperiale, ma très-Gracieuſe Souveraine, ayant été avertie que la France ſe mêloit des affaires de Pologne, juſqu'à un tel point de fouler ouvertement aux pieds les Conſtitutions & la Liberté de la République, fût en plein droit & même obligée, non ſeulement aux inſtantes prieres des Polonois mêmes, mais auſſi ſelon la teneur très-expreſſe du Traité de Paix perpetuelle avec la Sublime Porte, de ſecourir & de defendre la Liberté opprimée de la

Ré-

ANNO 1734. Republique, & de ſe ſervir pour cet effet des forces que Dieu lui a confiées, en faiſant auſſi-tôt entrer ſon Armée en Pologne, cependant Sa Maj. Imp. ne l'a pas fait, & a mieux aimé employer avant toutes choſes les voyes de douceur pour ramener le Primat & ſes adhérens aux devoirs que leurs Charges & les Loix de la Patrie demandoient d'eux, & pour les detourner des Réſolutions violentes qu'ils avoient priſes aux inſinuations & incitations de la Cour de France.

Pour cet effet Sa Maj. Imp a exhorté plus d'une fois & dans les termes les plus forts le Primat, tant par ſes Miniſtres à Varſovie que par des Lettres publiques, de s'abſtenir de toute violence, & de laiſſer la République & ſa chere Patrie dans la jouiſſance de leurs Droits & Libertez, de ne porter aucun préjudice à la libre Election ni au *liberum veto*, de ne pas forcer la République d'accepter pour Roi un tel Candidat, lequel étoit exclus à perpetuité par les Conſtitutions fondamentales de la Couronne auſſi bien que du Corps de la Nobleſſe & ennemi déclaré de Sa Majeſté Imperiale, & de ne pas reduire par-là ſoi-même & ſa Patrie à la derniere extrémité, mais de s'en remettre plutôt à la République, afin qu'elle choiſit par de libres ſuffrages un Roi propre auſſi bien à conſerver le repos & le bonheur du dedans du Royaume, que de vivre en bonne intelligence avec les Puiſſances voiſines.

L'Empereur des Romains, Allié de ma très-Gracieuſe Souveraine, a fait de ſon côté de pareilles exhortations au Primat; & pour rendre ces remontrances d'autant plus efficaces, & pour prévenir les plaintes que les Polonois auroient pu faire avec juſtice, comme ſi l'on n'etoit pas aſſez diſpoſé de leur prêter reellement le ſecours exigé par les Traitez d'Alliance ſolemnels, & qu'on ne s'intéreſsât point à ſauver une Liberté qui ſe trouvoit au point de faire naufrage, plaintes que le Prince & ſes Adhérens eurent grand ſoin de repandre dans le public, pour ôter à la Nation Polonoiſe toute l'eſpérance qu'elle pouvoit juſtement ſe promettre.

Leurs Majeſtez Imperiales firent avancer une partie de leurs Troupes vers les Frontieres de la Pologne, dans l'eſperance que le Primat & ſes Créatures en ayant été avertis ſe deſiſteroient de leurs Intrigues, qui n'aboutiſſoient qu'à la ruïne de la République, & qu'ils voudroient une bonne fois embraſſer les veritables intérêts de leur Patrie, tant en ce qui concerne ſes Loix & Conſtitutions en général, que particulierement en ce qui regarde la liberté d'élire un Roi par de libres Suffrages: mais tout cela ne ſervit de rien, & le Primat pour hâter l'exécution de ſes Deſſeins, contraires aux Loix Divines & Humaines, & ſur-tout aux Loix de ſa Patrie, en prit occaſion d'outrer les Maximes qu'il avoit juſques là ſuivies, & agit avec la derniere violence & avec tant de fureur, que l'Imperatrice, ma très-Gracieuſe Souveraine, ſe vit dans la néceſſité indiſpenſable de ceder aux prieres de la République, fondées ſur les Alliances reciproques, & de faire entrer ſes Troupes en Pologne.

Ces Troupes y ſont entrées, non pas pour renverſer les Droits & la Liberté de la Republique, mais pour les maintenir & les proteger contre l'oppreſſion ouvertement attentée par une Puiſſance Etrangere, je veux dire la France; non pas pour cauſer quelques torts ou dommages aux Habitans, mais plutôt pour les conſerver & les défendre contre toute violence.

Pour cet effet ladite Armée y ſubſiſte aux frais de Sa Maj. Imp & paye argent comptant les vivres, fourages & tout ce qu'il lui faut, ayant des ordres très-rigoureux de n'y pas exercer la moindre hoſtilité, mais au contraire d'executer tout ce que la vraye République jugera néceſſaire d'entreprendre pour le maintien de ſa Liberté contre les deſſeins pernicieux du Primat & de ſes adhérens, y ayant été envoyée uniquement en cette vuë aux inſtantes prieres des Polonois mêmes, la Ruſſie ne prétendant pas un pouce de terre de la Pologne, mais ſouhaitant ſeulement de conſerver ſes Droits & Libertez en leur entier, & de prévenir toutes les Entrepriſes contraires.

La Sublime Porte & Vntre Excellence elle-même ſe ſouviendra encore ſans doute que Sa Majeſté Imperiale, ma très-Gracieuſe Souveraine, a communiqué à la Porte Ottomane de tems en tems depuis la mort du Roi Auguſte juſqu'à préſent, par ſon Reſident Mr. Neplueff, tout ce qui s'eſt paſſé par rapport aux Affaires de la Pologne, & en particulier ce qui regardoit l'oppreſſion dont la Republique étoit menacée, l'avancement des Troupes de Sa Majeſté vers les Frontieres de la Pologne, & enſuite leur entrée même en ce Royaume, afin que la Porte reconnût elle-même que toutes les Démarches de Sa Majeſté Imperiale ſont entierement conformes aux Alliances où Sa Majeſté ſe trouve engagée avec la République de Pologne, auſſi bien qu'au Traité de Paix perpetuelle conclu avec la Porte Ottomane, d'autant plus que dans cette derniere Convention, il a été ſtipulé en termes exprès que la République ſeroit maintenue à perpetuité dans ſes anciens Droits, Conſtitutions & Privileges, & que l'Empire de Ruſſie ſeroit tenu de détourner par ſes forces tous les Troubles qui pourroient y être excitez par qui que ce ſoit. ANNO 1734.

On avoit cru que le Primat & ſa Cabale changeroient de conduite à l'aproche des Troupes Ruſſiennes; mais on a été au contraire ſurpris de voir que leur Rage n'en faiſoit qu'augmenter, & que, réſolus d'achever les Deſſeins pernicieux qu'ils avoient ſi long-tems tramez, ils mirent tout en œuvre pour y réuſſir, avant que le Secours de la Ruſſie fût arrivé.

J'ai déja remarqué ci-deſſus, que le terme de l'Election du Roi fut limité à un tems plus court qu'il ne s'étoit pratiqué autrefois en pareille occaſion, afin d'ôter aux vrais Patriotes le tems néceſſaire pour ſe mettre en état de défenſe.

Le Primat, cachant contre ſon devoir à la République les Exhortations réïterées que Sa Maj. Imp. lui avoit fait par ſes Lettres, s'aviſa, pour couper toute eſperance aux Polonois, fidelement attachez à la bonne cauſe, de faire publier qu'ils ne devoient attendre aucune aſſiſtance du côté de la Ruſſie.

Il n'avoit pas honte d'aſſurer publiquement qu'à la requiſition de la Cour de France & à la ſienne, la Porte prendroit ouvertement le Parti de Staniſlas, & étoit prête de le ſoutenir par une puiſſante Armée, & que les hoſtilitez commiſes depuis quelque tems contre la Ruſſie par les Tartares de la Crimée, n'avoient été autoriſées par la Porte que dans la même vuë.

Dailleurs, pour ne rien négliger de tout ce qui pouvoit faciliter ſon Projet, il prit à tâche d'exciter par des Créatures, ou plutôt par de groſſes ſommes d'Argent de France, des Diviſions & des Troubles à la Diète de Relation, qui, ſuivant la coutume, précede celle de l'Election: Il eut ſoin de s'aſſujetir par des menaces quelques-uns des Députez, & de ſe défaire des autres, afin que la Nobleſſe ne fût pas en état de paroître, comme il auroit falu, en aſſez grand nombre à la Diète d'Election.

Les Couriers de Ruſſie, munis de Paſſeports publics, qui, ſelon le Droit des Gens, devroient être inviolables, même parmi des Ennemis déclarez, ont été arrêtez, mal-traitez, & en partie trainez au ſupplice, & pendus par les ordres de ce Prélat.

Le jour précipité de l'Election étant arrivé, le Primat & ſon Parti s'y ſont conduits d'une maniére ſi étrange & ſi deſpotique, qu'on peut dire avec raiſon qu'ils ont fait main baſſe ſur tout le bon Ordre & les Coutumes que l'Uſage avoit établis en pareille occaſion depuis tant de Siécles en ce Royaume libre & indépendant.

D'abord ils ne voulurent pas permettre, que ſuivant cet même uſage les Ambaſſadeurs & Miniſtres des Puiſſances Etrangeres ſe trouvaſſent au Champ d'Election, pour y faire publiquement les Propoſitions dont ils étoient chargez de la part de leurs Maîtres.

Ils refuſerent de même d'écouter les Propoſitions de la part de pluſieurs Candidats, parmi leſquels il y avoit des Piaſtes, quoique ſuivant la coutume, il eût été du devoir du Primat de recevoir ces Propoſitions & d'en faire part à la République, afin de la mettre en état de choiſir par ſes libres Suffrages, tel Roi qu'elle jugeroit le plus capable de bien gouverner la Nation.

Nonobſtant les Conſtitutions de la République, qui ordonnent bien expreſſément qu'aucun des Candidats n'oſe paroître, ſoit au Champ d'Election même, ſoit aux environs, le Primat fit voir aux yeux de tout le monde, que l'Election de ſon Candidat ne dépendoit pas des Suffrages de la République, mais qu'il établiſſoit lui-même un Roi, conformément aux intentions de la France, cette Couronne de concert avec ce Prélat & ſon Parti, ayant jugé à propos d'envoyer Staniſlas à Varſovie dans le tems même de l'Election, pendant qu'une Eſcadre Françoiſe ſe préſentoit dans la Mer Baltique, & que l'on débarquoit un nombre conſidérable de Gens de Guerre avec quantité d'Armes & de

ANNO 1734. Munitions à Dantzig & autre part. On enrolloit des Soldats, & on en formoit des Troupes, pour ſoutenir, conjointement avec l'Eſcadre Françoiſe, ce Candidat malgré la République.

En effet, Staniſlas & le Secours François étant arrivez en même tems, le Primat ne voulut plus tarder un moment à faire la Proclamation de ce Candidat. Il parut peu touché lorſque la plus grande partie & les perſonnes les plus conſidérables de la République, (parmi leſquels il y avoit des Candidats Piaſtes, dignes de porter la Couronne) accompagnés de quelques mille Nobles Polonois, après avoir proteſté tant par écrit que de vive voix contre Staniſlas, comme Ennemi de la République & Fils indigne de la Patrie, quitoient le Champ d'Election, & ſe retiroient de l'autre côté de la Villule.

Il précipita la Proclamation à l'aide de Gens qui étoient reſtez auprès de lui, gagnez par des remiſes de France, ou intimidez par la force qu'il avoit en main. Staniſlas donc ne fut point élû, mais ſeulement proclamé, ſuivant le Syſtême du Primat. Pluſieurs Nobles, qui proteſtoient publiquement contre cette Proclamation, à quoi ils étoient pleinement autoriſez par les Conſtitutions du Royaume, furent incontinent maſſacrez au Champ d'Election.

Et non contents de toutes ces cruautez commiſes au Champ d'Election, ſa rage ſe déborda ſur ſes Confreres. Il les fit attaquer comme des Ennemis, il ſe fit piller leurs Biens & ravager leurs Villages; en un mot, il ne balança point à proceder, ſous le nom de ſon Candidat & ſous la Protection de la France, avec tant de rage & de tyrannie contre ſa propre Patrie & ſes Compatriotes, qu'un Ennemi déclaré n'en pouvoit pas faire davantage.

Ces Tyrannies lui attireront ſans-doute & à ſa Famille une haine & malediction éternelle de la République d'à préſent, auſſi bien que de toute la Poſtérité. Lui qui avoit juré la Conſtitution, par laquelle Staniſlas avoit été à jamais exclus de la Couronne & banni de ſa Patrie, s'obligea par un autre Serment ſolemnel, pour duper les Crédules, à la derniere Diéte de Convocation, qu'il ne ſeroit point la Proclamation d'un Roi, à moins que d'y être autoriſé par le conſentement unanime & général de la République; cependant il ne ſe fit aucun ſcrupule de rompre le dernier Serment, auſſi bien que le premier, pour venir à bout de ſes funeſtes entrepriſes, ſans ſe mettre en peine de la Proteſtation de pluſieurs mille Gentilshommes Polonois, il ſuivit ſon penchant, & préfera l'Argent de France au Bonheur & à la Tranquillité de la Pologne.

Pendant que tout cela ſe paſſoit, les Troupes Ruſſiennes, encore fort éloignées du Champ d'Election, continuoient leur marche, conformément aux inſtances reïterées de la République, avec le meilleur Ordre & la Diſcipline la plus exacte, ſans exercer la moindre hoſtilité. Mais le Primat & ſes Partiſans, bien loin de vouloir conſerver le bon Ordre & la Paix dans la République, ne cherchoient qu'à allumer une Guerre générale en Pologne & par toute l'Europe.

Pour cet effet, ils commencerent ſans aucune raiſon à traiter d'Ennemis les Troupes Ruſſiennes appellées tant de ſois par la République même au ſecours du Royaume, à inſulter les Miniſtres publics de Sa Majeſté Imperiale d'une maniére barbare, & juſques ici inouïe, contraire à toutes les Loix Divines & Humaines, de piller leurs Hôtels, d'empriſonner leurs Domeſtiques, ſans que ceux-ci euſſent fait la moindre réſiſtance, & de declarer ouvertement la Guerre à la Ruſſie, par des Manifeſtes publiez au nom de leur Candidat, & remplis des Calomnies les plus atroces.

La Partie la plus ſaine du Corps de la République opprimée & proche de ſa ruïne avoit paſſé, comme j'ai déja dit, à la Villule, où s'étant rejointe elle commença, ſuivant les anciennes Loix, ſes déliberations pour contribuër à la tranquillité & au ſalut de la Patrie, & élut enfin le 5. d'Octobre, avant que le terme des ſix ſemaines deſtinées à la Diéte d'Election fût échû, par de libres ſuffrages, ſans être contrainte par aucune Puiſſance étrangere, pour Roi de Pologne & Grand-Duc de Lithuanie, l'Electeur de Saxe fils d'Auguſte II.

Le Primat auſſi-bien que Staniſlas même convaincus de leur conduite très-irréguliére, perſuadez d'ailleurs, que ni la République, ni l'Empire de Ruſſie, ni enfin les autres Puiſſances voiſines, ne permettroient jamais le ſuſdit renverſement des Loix & des Libertez de Pologne, & craignant de plus qu'outre la vengeance divine, ils ne s'attiraſſent le reſſentiment de la Nation, jugerent bien qu'il n'y avoit plus de ſûreté pour eux à Varſovie, & ſe retirerent dans la Ville de Dantzig, où les Gens de Guerre arrivez de France faiſoient & continuent encore leurs enrollemens & autres préparatifs de Guerre; ils s'y retirerent, dis-je, ſe croyant, ſous cette Protection Françoiſe, à l'abri de la Nation indignée de leurs démarches. Le Primat cependant avoit laiſſé à Varſovie le Palatin de Kioff, Porocki ſon Parent, qui étoit dans les mêmes intérêts, avec ordre d'agir hoſtilement, ſoit contre les Ruſſiens Alliez de la République, ſoit contre les Polonois qui refuſoient de ſe ranger de ſon côté. ANNO 1734.

Ces ordres ne furent que trop ponctuellement exécutez par ledit Palatin. Les Troupes Ruſſiennes étant arrivées près de Varſovie, & n'ayant juſques là commis aucunes hoſtilitez, furent attaquées, quoiqu'inutilement, à diverſes repriſes, & ce Palatin exerçoit par toute la Pologne tant de cruautez contre ſes Confreres, qu'il eſt difficile de croire, que des attentats ſi noirs & ſi publics, ſoient échappez à la connoiſſance de la Porte Ottomanne.

C'eſt pourquoi je puis me diſpenſer de les lui repréſenter en détail, d'autant plus que ces affaires ne regardent proprement que la République & ſes Droits & Conſtitutions, laquelle n'étant pas moins portée que Sa Majeſté Imperiale, à conſerver inviolablement les Traitez qu'elle a conclu avec la Sublime Porte, n'a pas laiſſé d'envoyer elle-même ſon Internonce, pour lui faire une exacte Relation de ce qui s'eſt paſſé en Pologne; outre que pluſieurs Manifeſtes approuvez & ſouſcrits par pluſieurs mille Gentilshommes des plus conſidérables dans la Republique tant Séculiers qu'Eccleſiaſtiques, & des principaux de la Nobleſſe, & rendus publics, demontrent clairement la fauſſeté des inſinuations malicieuſes, que les Ennemis de la Pologne ont tâché de faire à la Porte Ottomanne.

Par le détail que je viens de faire à Votre Excellence, il paroîtra évidemment que toutes les démarches de Sa Majeſté Imperiale ma très-Gracieuſe Souveraine, bien loin d'être contraires au Traité de Paix perpetuelle, en ont été une ſuite néceſſaire, & que Sa Majeſté s'y trouve obligée par les engagemens même dudit Traité.

Pour mettre cette vérité dans tout ſon jour, il n'y a qu'à rapporter ici ce qui a été ſtipulé dans le II. Article de ce Traité. Il porte en termes exprès: „ Que „ ſur l'avis qu'une Puiſſance Chrétienne voudroit entrer dans la Pologne & violer les anciennes Loix, „ Conſtitutions & Libertez de la République, les Ruſſiens ſont autoriſez de marcher en Pologne pour „ obvier a ces attentats; parce qu'un tel cas, non ſeulement eſt bien éloigné de toute mauvaiſe intention, „ mais eſt abſolument néceſſaire, afin que les Coûtumes, Conſtitutions & Libertez établies depuis ſi „ long-tems en cette Republique, ſoient maintenuës „ & conſervées en leur entier “.

Voilà la teneur du II. Article de la Paix perpetuelle, qui ſubſiſte entre la Ruſſie & la Porte Ottomanne.

Qu'il plaiſe à cette heure à Votre Excellence de conſiderer par ce qui eſt deduit ci-deſſus, ſi de la part de Sa Majeſté Imperiale ma très-Gracieuſe Souveraine, on y a ſatisfait ou contrevenu. N'eſt-ce pas cet Article même, qui en cas que les Polonois fuſſent inquiétez dans leurs anciennes Conſtitutions, Droits & Libertez, autoriſe les Ruſſiens d'aller à leur ſecours, ou, pour mieux dire, qui les oblige ezpreſſément de prêter ce ſecours à la République? Il eſt inutile d'expliquer plus amplement, comment une Puiſſance étrangére, je veux dire la France, par le Primat & ſes adherens, a renverſé les anciennes Loix & Conſtitutions de la Pologne, qu'elle a envoyé en Pologne Staniſlas ennemi déclaré de Sa Majeſté Imperiale ma très-Gracieuſe Souveraine, auſſi bien que de la République; que la même Puiſſance étrangere, afin de forcer les Polonois d'accepter ce Pretendant, a envoyé une Eſcadre dans la Mer Baltique, & a fait débarquer en Pologne des Gens & des Munitions de Guerre, qu'on y forme actuellement des Troupes; & puiſque la République de Pologne, l'Empire Ruſſien & ſon Allié l'Empereur des Romains, ne ſont pas diſpoſez de voir tranquillement & de permettre ce renverſement entier de la Liberté Polonoiſe, elle commence & déclare pour cela la Guerre.

Ces faits étant connus à toute l'Europe, j'oſe bien appeller à l'équité de Votre Excellence, & je m'en rapporte avec confiance à ſon propre jugement, ſi dans

ANNO 1734. dans un tems que les déſordres & les violences, dont il eſt parlé audit Art. II. regnent en Pologne, que la Couronne de France entreprend d'élever par force au Trône de Pologne, notre ennemi declaré & celui de la République, qu'elle envoye une Eſcadre dans la Mer Baltique, qu'elle y forme des Troupes & des Armées, dans un tems, dis-je, que les Affaires ſont en cette extrémité, je demande à Votre Excellence ſi Sa Majeſté Imperiale n'eſt pas, ſuivant le II. Article de la Paix perpetuelle, en droit d'envoyer ſes Troupes en Pologne, d'en déloger ſon Ennemi, d'y rétablir la tranquillité, de relever la République preſque tombée en ruïne, & d'y maintenir les anciennes Loix, Coutumes & Conſtitutions? D'autant plus, que Sa Majeſté Imperiale y étant déja obligée par des Traitez & Garanties, où elle s'eſt engagée avec la République & d'autres Alliez, auxquels on n'a pas renoncé, & qui ne déroge en rien à l'Article II. de la Paix perpetuelle, ne peut ſe diſpenſer de prêter ce ſecours à la Republique, ſoit en vertu des Traitez mentionnez, ſoit en conſidération de l'intérêt qu'elle y prend comme voiſine de la Pologne.

Sa Majeſté Imperiale, ma très-Gracieuſe Souveraine, bien loin de rompre la Paix, n'en a jamais eu la penſée; auſſi a-t-elle témoigné en toutes ces occaſions qu'elle eſt fermement reſolue de cultiver avec la Porte Ottomanne, une amitié ſincere & inviolable.

Les Actions de Sa Majeſté, ma très-Gracieuſe Souveraine, juſtes & équitables en elles-mêmes, étant réconnues pour telles par tout le Monde raiſonnable & impartial, n'ont ici beſoin d'aucune juſtification; mais d'un autre côté, Sa Majeſté ne ſauroit comprendre comment la Porte Ottomanne, ſi du moins elle a la même bonne Intention pour la conſervation de la Paix, & ne veut pas l'enfreindre ouvertement, a pu faire aucun fond ſur des rapports ſi extravagans & ſi malicieuſement inventez, pour en prendre ombrage ou concevoir quelque ſoupçon contre la Ruſſie: D'autant plus que la Sublime Porte eſt aſſez clairvoyante pour juger, que de telles inſinuations faites par une Puiſſance Chrétienne, tourneront plutôt au profit de ceux qui en ſont les Auteurs, qu'à l'avantage des Ottomans, aucune Puiſſance Chrétienne ne les ayant jamais animez à prendre les armes contre un autre Prince Chrétien, dans la vue de procurer les intérêts de la Porte, mais uniquement pour avancer les ſiens en particulier, dont Votre Excellence ſera convaincue par quantité d'exemples, s'il lui plaît de remonter aux tems paſſez.

Quoiqu'il en ſoit, il eſt conſtant que la Ruſſie n'a rien entrepris dans toutes ces affaires de Pologne, que l'on puiſſe avec raiſon trouver contraire aux engagemens où cet Empire ſe trouve à l'égard de la Porte Ottomanne.

L'intention de Sa Majeſté Imperiale, comme j'ai dit ci-deſſus, n'eſt pas de s'approprier la moindre partie de la Pologne par les Troupes qu'elle y a envoyées; elle ne cherche que d'en chaſſer Staniſlas ſon Ennemi déclaré, qui n'y eſt rentré qu'à la faveur des armes de la France au mépris des Libertez de la Pologne; qu'à appaiſer les troubles ſuſcitez à ſon ſujet, & à conſerver à la République le précieux dépot de ſes Loix & Conſtitutions; auſſi ne manquera-t-elle jamais d'employer, conjointement avec ſes Alliez, toutes les forces que Dieu lui a miſes en main, envers & contre tous ceux qui entreprendront de renverſer l'ancienne Liberté de la Nation Polonoiſe.

Pour ce qui eſt de l'Election d'Auguſte III. cette affaire, à proprement parler, ne regarde point la Ruſſie.

Sa Majeſté Imperiale, ma très-Gracieuſe Souveraine, a ſi peu penſé à forcer, au ſujet de l'Election d'un Roi, cette libre Republique, qu'elle ne lui a pas même propoſé de Candidat; le ſoin principal de Sa Majeſté étoit de faire élire par de libres ſuffrages tel Roi que la Nation ſouhaiteroit, Piaſte ou Etranger, Sa Majeſté s'en étant en cette occaſion entierement rapportée au jugement de l'Aſſemblée parfaitement libre, & qui ne devoit à l'égard de cette élection recevoir des Loix d'aucune Puiſſance étrangere.

Le Choix de la République tomba enfin, comme j'ai dit, ſur l'Electeur de Saxe, dont cette Republique donna auſſitôt part à Sa Majeſté Imperiale, ayant fait, ſelon les avis qu'on a reçus, une pareille notification à la Porte Ottomanne, par des Perſonnes d'un Caractere diſtingué

Comme cette Election n'a dépendu que de la propre volonté de la République, & qu'il n'y a perſonne parmi les Polonois qui s'y oppoſe, à la reſerve de Staniſlas & de ſes adhérens parjures; la Ruſſie, bien loin de déſapprouver cette Election, ſe ſent plutôt obligée de reconnoître pour Roi de Pologne celui que les libres ſuffrages de la République ont élevé à cette dignité, d'autant plus que les Polonois s'étant engagez par une Confédération générale confirmée par ſerment, de maintenir leur Roi nouvellement élu juſqu'à la derniere goute de leur ſang contre qui que ce ſoit; de ſorte que ſi la Ruſſie s'aviſoit de rejetter cette Election légitime, tout le monde, & la Porte Ottomanne elle-même, auroit raiſon d'interpreter cette demarche comme contraire à la Liberté de la République, que Sa Majeſté Imperiale a tant de ſoin de conſerver. ANNO 1734.

J'ai de plus appris par la Lettre de Votre Excellence, que des Eſprits inquiets & mal intentionnez s'appliquent à perſuader à la Porte Ottomanne, que l'Election de ce nouveau Roi, comme d'un Prince & fils du défunt, n'étoit qu'un acheminement à la ſucceſſion héréditaire qu'on alloit établir en Pologne.

Cependant tout le monde ſait, & Votre Excellence même ne le peut ignorer, que l'intérêt de la Ruſſie, & celui de tous les autres voiſins de la Pologne, demande abſolument que ce Royaume ne devienne jamais héréditaire: Il appartient au contraire à ces voiſins, & principalement à la Ruſſie, de prendre toutes les meſures convenables, afin qu'il demeure toûjours électif

Et quoiqu'il ſoit vrai que le Roi nouvellement élû ſoit fils du défunt, cependant cela n'involve aucun droit héréditaire à la Couronne. Car ſans compter de pareils exemples, dont il y en a pluſieurs dans la ſuite des Rois de Pologne, il eſt évident qu'Auguſte III. ne monte pas ſur le Trône en qualité de Fils & d'Héritier du feu Roi ſon Pere, mais en qualité d'élû par les libres ſuffrages de la Republique, qui a pris de telles meſures & précautions pour détourner la Succeſſion Héréditaire par les *Pacta Conventa*, confirmez par ſerment par le nouveau Roi, (comme Votre Excellence le verra dans l'Article ci-joint) que Sa Majeſté Imperiale, ma très-gracieuſe Souveraine, & les autres Puiſſances voiſines de la Pologne ont toute raiſon d'y acquieſcer.

C'eſt pourquoi Sa Majeſté Imperiale n'a point fait difficulté, à la requiſition de la République, de reconnoître ce nouveau Roi legitimement élû, & continuera volontiers à contribuer à l'avenir, comme par le paſſé, tout ce qui pourra ſervir à la conſervation des anciens Droits & Privileges du Royaume, & généralement à ſatisfaire à toutes les obligations où elle eſt engagée, tant par les alliances faites avec la République, que par le droit de voiſinage, ſans ſe faire détourner, par qui que ce ſoit, de cette ferme réſolution.

Comme les Troupes Ruſſiennes ne ſont entrées en Pologne que pour la défenſe de la République & pour donner la chaſſe à leur ennemi déclaré, & que le nouveau Roi unanimement élû par la République fera ſelon toute apparence couronné même avant l'arrivée de cette Lettre; on peut eſperer avec raiſon une prochaine Pacification générale en Pologne, à moins que le Royaume ne continue d'être troublé par des Troupes étrangeres, ce que les Partiſans de Staniſlas affectent de débiter; de maniere qu'après cela le nouveau Roi & la République ſe trouvant en état de le ſoutenir eux-mêmes, les Ruſſiens n'auront plus que faire en Pologne; étant d'ailleurs, comme des Troupes amies & alliées, obligées d'y vivre à leurs propres depens, c'eſt auſſi pourquoi Sa Majeſté Imperiale leur a déja envoyé des ordres exprès, par leſquels il leur eſt enjoint de retourner en Ruſſie auſſitôt que Staniſlas ſera chaſſé de Pologne, pour faire voir à tout le monde & à la Porte Ottomanne en parûculier, que dans les actions de Sa Majeſté il n'y a pas moins de juſtice que de ſincerité, & combien elle eſt accoutumée à obſerver religieuſement la foi des Traitez.

Je m'en rapporte du reſte à tout ce que la République même, & le Roi après ſon Couronnement, auront mandé à la Porte avec plus de circonſtances & d'une maniere ſolemnelle; cette affaire regardant la République en particulier, qui ſous la benediction de Dieu & avec l'aſſiſtance de ſes fidéles Alliez, leſquels en conſideration de leur propre interêt ſont obligez de la ſecourir, ne manquera pas de moyens de ſe défendre contre toutes ſortes d'inſultez.

ANNO 1734. Sa Maj. Imperiale, ma très-gracieuſe Souveraine, ne ſouhaite rien plus que de vivre dans une parfaite harmonie avec la Porte Ottomanne ſuivant les Traitez qui ſubſiſtent entre les deux Cours, & dans cette intention, elle a ſouffert avec beaucoup de ménagement les invaſions que les Tartares ont fait dans les Provinces de Ruſſie, quoique Sa Majeſté ſe trouve aſſez en état pour reſſentir & venger de ſemblables inſolences comme ils le méritent. Elle a de plus en diverſes occaſions, & ſur-tout dans l'affaire d'Ardevil, donné tant de preuves de ſa bonne intention, que la Porte n'en ſauroit deſirer davantage d'une véritable amie & voiſine.

Dans cette diſpoſition, Sa Majeſté Imperiale ne peut attendre qu'une conduite réciproque à ſon égard du côté de la Porte Ottomanne, & ne doute pas que la Sublime Porte n'employe des moyens prompts & efficaces pour mettre à la raiſon leſdits Tartares, & pour donner à l'Empire de Ruſſie une juſte ſatisfaction ſur ces ſurfaits. C'eſt de cette maniere que l'amitié ſera inviolablement conſervée & cultivée de part & d'autre, & que les Sujets des deux Puiſſances pourront jouïr d'une paix ſure & d'une felicité permanente.

Qu'il plaiſe à Votre Excellence, comme Grand-Viſir & Premier Miniſtre de la Porte Ottomanne, de conſiderer, ſelon ſa prudence conſommée & ſelon ſon très-louable penchant pour la parfaite union des deux Empires, que ce que je viens de dire eſt indiſpenſablement néceſſaire: Et comme de mon côté je m'applique ſans-ceſſe, ſuivant les devoirs de ma Charge, à cimenter, autant qu'il depend de moi, cette étroite union & amitié, je ſuis pleinement perſuadé que Votre Excellence, pénétrée de ces mêmes ſentimens, ne manquera pas d'en faire autant de ſon côté.

Je me remets du reſte à ce que le Reſident de Sa Majeſté Imperiale & ſon Contre-Admiral, le Sieur de Nepleuſſ, aura l'honneur de déclarer plus amplement à Votre Excellence en conformité de ſes Inſtructions, & je prie Votre Excellence de l'ecouter favorablement, & d'ajouter pleine foi à tout ce qu'il propoſera en cette occaſion, auſſi bien que dans toutes les autres, & de s'expliquer là-deſſus toûjours d'une maniere auſſi favorable que cette Cour la doit attendre, conformément aux droites intentions où elle eſt, & ſelon que le vrai bonheur des deux Empires l'exige.

CLXXXI.

Declaration de Guerre de l'Empereur & de l'Empire contre les Rois de France & de Sardaigne (1), *publiée le* 13. *Mars* 1734.

NOus *Charles VI.* &c. &c. &c. Faiſons ſavoir à tous & un chacun, que les Electeurs Princes & Etats du St. Empire, ayant pris en déliberation par leurs Excellens Conſeillers, Miniſtres & Envoyez, notre Decret Imperial de Commiſſion communiqué à la Diète de l'Empire à Ratisbonne le 4. Novembre de l'Année derniere, au ſujet de la téméraire, injuſte & perfide infraction de Paix, & des hoſtilitez faites & exercées par les Rois de France & de Sardaigne comme Duc de Savoye, & ayant en même tems vû que ſous un prétexte de néant emprunté de l'Election d'un Roi en Pologne, la Couronne de France a rompu la Paix conclue à Bade en Ergau le 7. Septembre 1714., avec Sa Majeſté Imperiale & le St. Empire, non ſeulement en faiſant le 18. Octobre de l'Année derniere, une irruption ſur le Territoire inconteſtable de l'Empire en deça du Rhin, en attaquant enſuite le Fort de Kehl, & exigeant de pluſieurs fidèles Etats de l'Empire & de leurs Païs & Sujets, des livraiſons onereuſes & de groſſes contributions, & leur faiſant violence en pleine Paix, mais auſſi en exécutant la même choſe contre les Etats de l'Empire en Italie; que de plus, le Roi de Sardaigne comme Duc de Savoye, lors même que par un ſerment ſolemnel il confirmoit la fidelité qu'il doit à Dieu, à Nous & à l'Empire, pour les Etats & Fiefs conſiderables qu'il en tient, ſeduit par la France, avoit d'une maniere preſque inoüe conclu avec cette Couronne une Alliance offenſive, oſé declarer la Guerre à Sa Majeſté Imperiale, attaqué conjointement avec les Forces de la France le beau Duché de Milan, & enlevé par une perfide violence les Places fortes de cet important & inconteſtable Fief de l'Empire. ANNO 1734.

Les mêmes Electeurs, Princes & Etats ayant outre cela apris, que le Miniſtre de France Blondel, reſidant à Mayence, avoit fait à Son Alteſſe Electorale comme Archi-Chancelier de l'Empire dans la Germanie, de même qu'aux autres Electeurs, Princes & Etats, une Declaration illuſoire contre le Suprême Chef, & tendant à la honte de la puiſſante Nation Germanique & de tant de conſiderables Membres qui la compoſent: Et que Sa Majeſté Imperiale, pour conſerver & mettre en ſureté les Cercles & les Etats de l'Empire les plus expoſés, avoit fait avancer une bonne partie de ſes Troupes vers les endroits où il y avoit le plus à craindre, & avoit obligé par-là l'Armée Françoiſe de repaſſer le Rhin.

Vu auſſi, que contre la teneur des Traitez de Munſter, d'Oſnabrug, de Nimegue, de Ryſwick, & de Bade, la Couronne de France a commis des contraventions & des infractions ſans nombre, en retenant pluſieurs Diſtricts & Villes conſiderables de l'Empire, qu'elle auroit dû reſtituer, & qu'en dernier lieu elle a violé & envahi hoſtilement ſon Territoire, ſans que celui-ci lui en ait donné le moindre ſujet legitime: Reconnoiſſant donc en conſequence de tout ceci, avec très-humbles actions de graces à Sa Majeſté Imperiale, pour les très-gracieuſes & glorieuſes Intentions qu'elle a fait connoître à l'Empire dans cette conjoncture delicate, & pour le zèle qu'elle a fait paroître, & les meſures qu'elle a priſes pour arrêter les ſuites de cette pernicieuſe violation de Paix de la part de la France; Reconnoiſſant (dis-je) dans l'Avis du 26. Fevrier dernier, Avis dreſſé avec une égale ſageſſe, grandeur & union, qu'après tant d'actes d'hoſtilité, il ne s'agiſſoit point à préſent de la Cauſe de la Guerre, mais du Droit de ſe défendre, de ſe venger, & de ſoutenir la Gloire & la Liberté de l'Empire; que par conſequent il falloit regarder le Roi de France & le Roi de Sardaigne comme Duc de Savoye, comme Ennemis de Sa Majeſté Imperiale & de l'Empire, leur declarer la Guerre, & publier cette juſte Déclaration en notre Nom & en celui de l'Empire; que cette Guerre à laquelle on nous a forcé nous & l'Empire, doit être certainement regardée d'un chacun, comme une Guerre commune de tout l'Empire, qu'à l'exemple de pluſieurs Electeurs & Princes, & en particulier des 5 Cercles Aſſociez, qui pouſſez par un louable zèle pour la défenſe de la Patrie, ont déja oppoſé la plus grande partie de leurs Forces à l'Ennemi, on doit unir, conformément aux Loix de l'Empire & à l'Ordonnance d'Exécution, toutes les Forces qu'on a reçû de Dieu, pour aſſiſter Sa Maj. Imp., & ſoutenir la Cauſe commune, par un ſecours proportionné au danger, & non pas moins par de bons conſeils: Et qu'à cette fin nous aurions à publier, en vertu de la plenitude de notre Puiſſance Imperiale, les autres Ordonnances qui nous ont été très-humblement preſentées.

Et nous de notre côté ayant, par un Decret de Commiſſion, communiqué le 10 du Mois de Mars courant à la Diète de l'Empire à Ratisbonne, approuvé tout ce que les Electeurs, Princes & Etats ont ſi ſagement, ſi généreuſement & ſi glorieuſement déterminé, conclu & conſeillé à Sa Majeſté, & étant bien reſolus d'employer tout notre Pouvoir Imperial pour le mettre à execution, & appliquer toutes nos Forces, de concert avec les Electeurs, Princes & Etats, à la ſûreté préſente & future de l'Empire, pour le bien & le maintien de ſes Droits & de ſa Liberté, avec une entiere confiance en Dieu Tout-Puiſſant, le Seigneur des Seigneurs, que ſa Juſtice immuable ne laiſſera pas impunie l'atroce lojure & l'affront intolerable que les Rois de France & de Sardaigne & leurs adhétens, ont fait à l'Empire dans ſon Territoire en Allemagne & en Italie, eſperant au contraire que dans une occaſion ſi juſte, il combera les Armes de l'Empire & de ſes Alliez de Bénédictions ſi abondantes, qu'on mettra enfin des bornes ſtables & ſolides à ces perulantes & fréquentes infractions de Paix, qui, malgré les Conventions & les Traitez les plus ſacrez & les plus ſolemnels, ont ſi ſouvent troublé le repos de la Chrétienté, & que l'Europe pourra enfin, & l'Empire avec elle, ſe flatter d'u-

ne

(1) La Cour de Vienne n'a daigné répondre au Manifeſte du Roi de Sardaigne, rapporté ci-deſſus pag. 462, que par cette Declaration de Guerre.

ANNO 1734. ne Paix ferme & conſtante & d'une tranquillité inalterable.

Nous déclarons donc, & publions par ces Lettres Patentes, en vertu de notre ſuprême Autorité Imperiale, de ſcience certaine & de propos déliberé,

I. La Couronne de France & le Roi de Sardaigne comme Duc de Savoye, tous leurs Adherens, Officiers, Soldats & Sujets, Ennemis de Sa Majeſté Imperiale & de l'Empire; que la Guerre à laquelle on nous a forcé, eſt une Guerre juſte, publique & commune de l'Empire, que pour la pouſſer avec ſuccès, tous les Vaſſaux & Sujets de l'Empire, tant petits que grands, doivent prendre les Armes, & unir, conformément aux Conſtitutions de l'Empire & à l'Ordonnance d'Execution, les Forces qu'ils ont reçû de l'Empire, de nous & de Dieu, dans la ferme confiance qu'avec la Divine aſſiſtance, elles ſuffiront pour éloigner le danger dont on eſt menacé; qu'ils ne protegeront, ni n'aſſiſteront publiquement ni en cachette, ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, aucun de ces Ennemis, qu'ils ne leur accorderont point de Quartiers, de l'aſſages, de Levées de Soldats, de Tranſports de Munitions de Guerre ou de Bouche ou choſes ſemblables; mais qu'au contraire, ils leur feront tout le dommage poſſible, aideront à les attaquer, pourſuivre & opprimer avec la derniere vigueur, afin que pour l'avantage & la conſervation d'un chacun, on puiſſe recouvrer les Etats qu'on a enlevés à l'Empire, & les rétablir, auſſi bien pour le Spirituel que pour le Temporel, dans l'état que les Loix fondamentales de l'Empire & les Traitez, dont il eſt fait mention dans les Avis ſuſdits, preſcrivent, pour venger en même tems l'innocence, la majeſté & la liberté de l'Empire, obliger l'Ennemi à une ſatisfaction convenable pour les injures, le dommage & les ſanglans affronts qu'il nous a faits, lui arracher des aſſurances ſolides pour l'avenir, & parvenir ainſi au but de nos vues paternelles, en le forçant à une Paix avantageuſe, ſolide, glorieuſe, & qui puiſſe aſſurer la tranquilité de l'Empire & de l'Europe, contre ces turbulens Voiſins.

II. Nous commandons, ordonnons & voulons, non ſeulement que tous Nos Sujets & ceux de l'Empire, qui ſont à preſent dans le ſervice Militaire ou Civil des Rois de France & de Sardaigne, de leurs Alliés & Adherens publics ou cachés, de même que Nos Vaſſaux & ceux de l'Empire qui ſont dans leur Païs, l'abandonnent immédiatement après la publication de cette Déclaration de Guerre, & reviennent dans l'Empire ou dans nos Royaumes & Etats, Mais auſſi que dès à préſent & pendant tout le cours de cette Guerre, ils ne s'engagent auprès de qui que ce ſoit, ſinon au ſervice de la Patrie & de ſes Alliés preſens & futurs, qui ſe ſeront actuellement déclarés pour Elle contre les Ennemis jutés de l'Empire; Et qu'au contraire, ils renoncent abſolument à tout Engagement Etranger.

III. On ne permettra aucune Neutralité, Correſpondance, ni Commerce de Manufactures Françoiſes ou Savoyardes, ſoit de Laine ou de Soye, d'Or ou d'Argent, ni de Vin, d'Huile, d'Eau de Vie, de Fruits ou autres choſes, ſoit qu'elles viennent immédiatement de ces Païs, ou qu'elles paſſent par d'autres, non plus que le Change ni le Contrechange avec les Ennemis, auſſi bien hors que dans l'Empire; bien moins ſera-t-il permis d'avoir aucune intelligence mediate avec eux, ni d'avoir, ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, des Conſeillers, Domeſtiques & Serviteurs François, Sardaignois, Savoyards, ou autres Perſonnes ſuſpectes d'une de ces Nations; au contraire on ſera obligé de ſe defaire de tout cela, comme de choſes defendues, & toutes les Marchandiſes Françoiſes & Savoyardes ſeront regardées comme contrebande. Tous les Magiſtrats feront faire à cette fin aux Douanes toutes les recherches & viſites convenables, & ſe enmporteront à cet égard, comme il eſt ordonné dans les differens Mandats & Defenſes de nos Auguſtes Predeceſſeurs.

IV. Mais les Superieurs & Magiſtrats prendront particulierement garde avec toute l'attention poſſible, qu'on ne ſorte de l'Empire, des Grains, de la Farine, des Chevaux, du Bétail, des Armes, Poudre, Plomb, Souphre, Nitre, ni aucune choſe propre ou neceſſaire pour faire la Guerre, non pas même qu'on les tranſporte dans un Païs Neutre, à moins d'une permiſſion expreſſe à cet effet.

V. On ne recevra non plus aucun François & Savoyard, de l'un ou de l'autre Sexe, ni à ſon ſervice, ni dans aucun Chapitre, Abbaye, Couvent, Cloître & Maiſon Religieuſe; & ceux qui s'y trouvent déja ſeront d'abord congediez, à moins, pour ce qui regarde les Gens d'Egliſe, que leurs Superieurs, Evêques & Prélats, ne donnent de bonnes ſuretez pour eux, & ne répondent qu'ils n'entreprendront rien, par écrit ou autrement, contre nos intérêts ou ceux de l'Empire. & pour ce qui regarde les Seculiers, à moins qu'ils ne ſoient établis depuis pluſieurs années avec leurs Familles & Effets dans l'Empire, ou qu'étant ſortis de France, Savoie ou Piemont pour cauſe de Religion, ils ne ſoient ſous la protection de quelque Etat de l'Empire, lui ayent prêté les ſermens ordinaires de fidelité & d'obéiſſance, & ne ſe comportent en tout conformément aux Loix & Conſtitutions de l'Empire. ANNO 1734.

VI. Il ne ſera de même permis à aucun Allemand, quel qu'il ſoit, & ſous quelque prétexte ou nom que ce puiſſe être, de voyager en France ou autre Païs Ennemi.

VII. Et comme les Puiſſances Etrangeres, ou même les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, qui pour diminuer ſes forces, pour faire quelque diverſion, ou pour interrompre nos juſtes entrepriſes & celles de nos Alliez, ou pour quelque autre raiſon, & ſous quelque autre prétexte, attaqueroient un autre Electeur, Prince ou Etat de l'Empire, ſe jetteroient ſur ſon Païs ou l'inquieteroient, ſeroient traitez comme Ennemis de l'Empire & déclarez pour tels.

VIII. De même ſi quelqu'un des Etats de l'Empire, qui que ce puiſſe être, refuſoit de prendre les Armes contre la France, le Roi de Sardaigne Duc de Savoye & leurs Adherens, ou de livrer les Contingens de l'Empire & du Cercle, ou qu'il aſſiſtât les Ennemis ou leurs Adherens, ſoit ouvertement ou en cachette, ſoit en leur fourniſſant des Troupes, en leur permettant de lever du monde dans ſon Païs, d'y acheter ou d'en tranſporter des Chevaux, des Munitions de Guerre ou autres choſes de quelle maniere que ce ſoit, celui ou ceux-là ſeront reputez Ennemis de l'Empire, & traitez comme tels, juſqu'à ce qu'ils ſe ſoient reconciliez avec nous & l'Empire, & qu'ils ayent ſatisfait à leur devoir: en attendant, aucun Vaſſal ou Sujet de l'Empire ne pourra reſter à leur ſervice, mais il ſera obligé de le quitter ſans delai, & d'entrer à celui de l'Empire ou de ſes Alliez.

IX. De plus, ſi quelque Membre ou Etat de l'Empire, à moins qu'il ne fût actuellement ſous le pouvoir de l'Ennemi, ne s'aquitoit pas promptement, en conformité de ce preſent & autres Decrets, de ſon devoir envers l'Empire, ou qu'il fût déja en neutralité avec la France ou ſes Alliez, ou bien qu'il y entrât dans la ſuite, on procedera contre celui ou ceux-là, par la privation de leurs Fiefs & Bénéfices qu'ils tiennent de nous & de l'Empire, temporels & ſpirituels, ſelon la diſpoſition des Loix de l'Empire, de l'Ordonnance d'execution & du Droit commun.

X. Tous les autres qui contreviendront à cette Déclaration de Guerre & notre Ordonnance Impériale, ſeront punis arbitrairement, ou, même ſelon le degré de leur desobéiſſance, dépouillez de leurs Fiefs, Droits, Charges & Expectances; & ſi on peut ſe ſaiſir de leurs Perſonnes, de mort; mais s'ils ſe ſont évadez, ils ſeront punis en effigie comme traitres de la Patrie & coupables de Leze Majeſte & de Felonie; il ne leur ſera plus permis ni à leurs héritiers de porter leurs Armes de Familles, &c.

En conformité de tout ceci, nous commandons, en vertu de notre autorité Imperiale, de la fidélité & de l'obéiſſance qu'on nous doit comme Empereur, & à l'Empire, & ſous peine d'être privez de tous les Droits, Libertez & Privileges qu'ils tiennent de nous & de l'Empire, à tous les Electeurs, Princes Eccléſiaſtiques & Seculiers, Prélats, Comtes &c. en général & en particulier, d'obſerver religieuſement notre preſente Déclaration, Ordonnance & Défenſe, dans tous leurs points, articles & contenu, de les publier, & de les faire obſervet dans leurs Electorats, Principautez, Comtez, &c. *A Vienne le* 13. *Mars* 1734. *&c.*

CLXXXII.

Manifeſte publié par le Comte de MUNICH *Gene-*

ra-

ANNO 1734.

valiſſime des Ruſſiens devant la Ville de Dantzick, le 18 Mars 1734.

MOi Burchard-Chriſtofle de Munich, Comte de l'Empire Ruſſien, Chevalier des Ordres de St. André & de St. Alexandre, Velt-Maréchal Général Commandant, Preſident du Conſeil de Guerre de l'Empire, Général de l'Artillerie, Directeur-Général de toutes les Fortifications de l'Empire Ruſſien, Chef du Corps des Nobles Cadets, Colonel d'un Regiment de Cuiraſſiers & d'un autre d'Infanterie; Je notifie par la préſente à tous ceux qui y ſont intéreſſez, particulierement aux Etats reſpectifs de la République de Pologne & du Magiſtrat, Clergé, Jurez, Officiers, Bourgeois, & Habitans de la Ville de Dantzig & de ſon Territoire, que (comme il eſt déja aſſez notoire par les Manifeſtes & Déclarations publiées en diverſes occaſions, & par la conduite pacifique & l'obſervation de la plus exacte Diſcipline & du bon ordre parmi les Troupes de Sa Majeſté, qui étoient alors en Pologne & y payoient tout Argent comptant) l'on a ſouvent inſinué & repréſenté, que l'Armée de ma très-gracieuſe Imperatrice n'y eût venue d'abord en petit nombre, qu'a la requiſition & aux inſtances preſſantes des divers Etats du Royaume de Pologne & du Grand-Duché de Lithuanie, Mais que la diſunion & le trouble augmentant dans le Royaume, on avoit envoyé ſucceſſivement plus de Troupes au ſecours des opprimez, dans la vue ſincere & ſalutaire de maintenir efficacement, en vertu des Traitez la République de Pologne, dans la poſſeſſion entiere de ſa Liberté & de ſes Privileges bien fondez, de proteger les opprimez, de conſerver la Paix en Europe & particulierement dans le Nord; de prévenir les Troubles funeſtes & dont on a fait pluſieurs fois l'experience dans la Republique, & de remedier le plutôt qu'il ſeroit poſſible à tous les malheurs qui pourroient en reſulter pour le Public, & à l'oppreſſion inévitable des Innocens.

Nonobſtant cela, Sa-dite Majeſté Imperiale voit avec le déplaiſir le plus ſenſible, que pluſieurs Membres Mal-intentionnez de la République de Pologne, corrompus & aveuglez par Argent Etranger, ſont devenus les plus grands Ennemis de leur Patrie, ce qui entretient le Trouble & la Diviſion, viole la Liberté de la Republique, & ruine les Innocens; & la Priſe d'Armes & les Hoſtilitez commiſes en pluſieurs endroits contre les Troupes Auxiliaires, que ma très-gracieuſe Imperatrice avoit envoyées pour la juſte défenſe & la protection efficace des fideles & bien-Intentionnez Etats de la République, ont donné lieu à une Guerre publique, & d'autant plus ſur-tout que la Ville de Dantzig, après avoir reçû à bras ouverts dans ſon Sein les Ennemis de Sa Majeſté Imperiale & de la République, a pris les Armes & déclaré Ennemie par des Edits publics l'Armée de Sa Majeſté Imperiale, ſe conduiſant à ſon égard comme Ennemi & lui faiſant la Guerre ouvertement, au mépris du reſpect dû à ma très-gracieuſe Imperatrice, & negligeant inconſiderément de faire aucune attention à ſon juſte reſſentiment, ce qui oblige Sa-dite Majeſté Imperiale contre ſa clemence naturelle, de tirer ſur ces procedez une juſte ſatisfaction de la Ville, qui par cette façon d'agir déraiſonnable eſt la cauſe de la ruïne de ſes habitans, tant coupables qu'innocens.

Or comme ce malheur ne provient que de ce que divers Membres du Magiſtrat, Chefs des Corps de Métiers & Bourgeois, ſe ſont laiſſez corrompre par Argent Etranger, & ſeduire par de fauſſes flatteries, par des promeſſes, & enfin auſſi par des menaces, ſe repoſant ſur une poignée de Gens ramaſſez à la hâte, leurs Fuſiliers & Bandits, & un Secours imaginaire, ma très-Gracieuſe Imperatrice, en conſéquence de cette Entrepriſe très-dangereuſe de la Ville de Dantzig, & du Malheur qui doit inévitablement lui en arriver, m'a ordonné de me rendre ici ſans perte de tems, & de me charger, pour prévenir de plus grands deſaſtres, & remedier aux troubles actuels, du commandement de ſon Armée en Pologne, pour la reconduire en Ruſſie, après avoir rétabli la tranquilité.

Pour cet effet donc, & en vertu du Plein-Pouvoir que Sa Majeſté Imperiale m'a accordé, j'offre de nouveau à tous les Etats de la République, la haute Grace & la puiſſante Protection de Sa Majeſté Imperiale, pourvû qu'ils ſe tiennent tranquiles, & ſe ſoumettent à leur Roi légitimement élû & déja couronné *Auguſte* III. & aux juſtes Loix de la République libre, & qu'ils renoncent à tous les Engagemens qu'ils ont contractez avec les Ennemis de Leurs Majeſtez Imperiale & Royale, & vivent enſuite en paix; mais au contraire, j'annonce ſerieuſement par la préſente, aux Ennemis opiniâtres & corrompus de Leurs Majeſtez Imperiale & Royale, la haute Diſgrace & la Punition qu'ils ont juſtement méritée. On avertit ſur-tout de nouveau la Ville de Dantzig, qui, en recevant de l'Aſſiſtance Etrangere, tâche d'entretenir & d'augmenter le Feu inteſtin malheureux de la Guerre, & qui par un grand aveuglement ne peut voir ſon prochain malheur; que ſi après la publication de la préſente, elle met bas les Armes, ſe ſoumettant à ſon Roi légitime *Auguſte* III. & donnant une ſatisfaction reſpectueuſe à Sa Majeſté ma très-Gracieuſe Imperatrice, & qu'à cette fin elle vienne dans l'eſpace de 24. heures me remettre les Clefs de la Ville, & me cede une de ſes Portes pour y mettre Garniſon, on lui accordera toute Grace & Faveur, & qu'on ne ſera aucun préjudice auſſi-bien au Magiſtrat qu'à tous les Bourgeois & Habitans, tant en leurs Maiſons qu'en leurs Biens, moins encore en leurs Corps & en leurs Vies, ni d'aucun des leurs, mais qu'au contraire la Ville & ſon Diſtrict ſeront protegez & maintenus dans l'entiere jouiſſance de leurs anciens Droits & Privileges.

Mais en cas que le Magiſtrat, la Bourgeoiſie, & les Habitans de la Ville de Dantzig & de ſon Diſtrict, mépriſant cette haute Grace & cette Offre amiable de Sa Majeſté Imperiale, s'ils perſiſtent dans leur opiniâtreté, s'ils continuent à prêter l'oreille aux Ennemis de la République, & à faire la Guerre à l'Armée glorieuſe de Sa Majeſté Imperiale, & s'ils refuſent de conſentir qu'une de leurs Portes me ſoit remiſe en 24. heures de tems, j'ai l'ordre très-gracieux & le pouvoir de commencer d'abord de telles Operations de Guerre que l'exigeront les circonſtances, de ramener par l'Epée la Ville à ſon juſte devoir, de l'aſſujettir à ſon légitime Roi *Auguſte* III. & de procurer une ſatisfaction ſuffiſante à ma très-Gracieuſe Imperatrice. C'eſt pourquoi par la préſente & en vertu de ce Manifeſte, je déclare & donne à la connoiſſance d'un chacun ma parole, que je ne voudrai plus après l'échéance des 24. heures, entendre parler de Capitulation; mais que j'attaquerai la Ville, ſes Murs, Remparts, conformément aux uſages de la Guerre, & que je traiterai ſes Habitans comme Ennemis de Leurs Majeſtez Imperiale & Royale & de la République; de ſorte que ſi la Ville perſiſte dans ſon opiniâtreté, que les Enfans & les petits Enfans portent la peine du Péché de leurs Peres, & que le Sang innocent ſoit verſé avec les Coupables, les Opiniâtres en ſeront reſponſables devant Dieu & devant les Hommes.

Les Gardes de la Couronne & autres Troupes, qui juſqu'ici ſe ſont tenues parmi les Ennemis, ſont exhortées à ſe ranger ſans délai ſous l'obéiſſance de leur Roi legitime *Auguſte* III. & de venir en lieu convenable faire hommage à Sa Majeſté, au défaut de quoi ils ſeront traitez comme des Rebelles. Les Fuſiliers, qui ne doivent point être conſiderez comme Milices, mais comme des Bandits & des Aſſaſſins, à moins qu'ils ne mettent bas les Armes immédiatement après la publication de la préſente, ſeront pendus ſur les remparts de la ville, & les maiſons qui leur auront ſervi de logemens, raſées juſqu'aux fondemens. Que chacun donc ſe garde de dommage & de malheur, le Magiſtrat de Dantzig étant ſerieuſement exhorté à publier convenablement ce Manifeſte, & à le faire afficher aux lieux où il apartiendra. Donné ſous ma propre Signature & l'Appoſition de mon Sceau, dans le Quartier-Général à Pruſt, le 18. Mars 1734.

Etoit ſigné,

B. C. COMTE MUNICH.

ANNO 1734.

CLXXXIII.

Acte de ſureté pour la Religion, donné par ſon Alteſſe Electorale AUGUSTE III. *Roi de Pologne, à ſes Etats Hereditaires de Saxe, du* 12. *May* 1734.

Nous

ANNO 1734. NOUS FREDERIC-AUGUSTE, par la Grace de Dieu, Roi de Pologne, &c. &c. &c., Duc de Saxe, Archi-Maréchal & Electeur du St. Empire, &c. &c. A tous & chacun à qui il appartiendra. Notre plus grand ſoin, depuis notre Avénement à la Régence, a eté de gouverner l'Electorat que Dieu nous a confié, ainſi que les Païs & Terres qui y ſont incorporez ou annexez, de maniere que juſtice ſoit faite indiſtinctement à chaque de nos fideles Etats, Vaſſaux & Sujets, & qu'on leur donne en tout tems les Audiences convenables, afin que les uns & les autres puiſſent être maintenus inviolablement dans leurs juſtes Libertez & Prerogatives: En conſequence, nous avons déja fait connoître notre intention paternelle à ce ſujet par nos Mandemens publiez le 19. Octobre & le 26. Novembre 1733.

Comme nous ſommes dans la ferme Réſolution non ſeulement de maintenir notre fidèle Electorat, Païs & Terres en dépendantes, dans la jouïſſance de ſes Droits, mais auſſi de ne jamais permettre que tôt ou tard il ſoit rien introduit de contraire aux Conſtitutions du Païs, voulant que nos fideles Sujets puiſſent compter avec aſſurance ſur leurs Droits Eccleſiaſtiques & Politiques: C'eſt pourquoi, après une mûre déliberation, conformément à la Protection que nous devons à nos fideles Sujets, à l'exemple & ſelon les Mandemens émanez de tems en tems ſous le Regne du feu Roi notre Pere, & particulierement en vertu de la Règle fondamentale établie dès notre Avenement à la Regence, nous déclarons de notre propre mouvement, tant pour nous que pour nos Succeſſeurs, que nous ne permettrons jamais qu'il ſoit fait quelque tort à qui que ce ſoit, ni dans les affaires Eccléſiaſtiques, ni dans les Civiles; & nous aſſurons en outre, que l'état de la Religion de la Confeſſion d'Augsbourg ſera maintenu en ſon entier, ſans qu'on puiſſe en aucune maniere inquiéter nos Sujets de ladite Religion, ni les troubler dans la jouïſſance des Droits, Prérogatives & Biens qui ont appartenu juſqu'à préſent à leurs Egliſes.

Nous déclarons & Nous promettons, tant pour nous que pour nos Succeſſeurs, ſur notre Parole Royale & Electorale, que nous maintiendrons dans toute ſon étendue ledit Etat de la Confeſſion d'Augsbourg, les Egliſes qui en dépendent, le Service Divin, Cérémonies, Coûtumes, Univerſitez, Ecoles, Benefices, Revenus, Prérogatives, Libertez, le tout de la même maniere qu'on en a joui ci-devant, & comme on en jouït à préſent, ne voulant pas y faire la moindre innovation, ni permettre que perſonne en faſſe; de ſorte que tout ce qui a été accordé en ce Païs en faveur de la Religion Evangelique par le Traité de Weſtphalie, & particulierement par le V. Article concernant l'état de la Religion, reſtera dans ſa pleine vigueur, & ſera maintenu & effectué tant par nous que par nos Succeſſeurs, ſans préjudice néanmoins de l'Exercice de notre Religion, ſelon qu'il eſt fondé par ladite Paix de Weſtphalie, uſité de Droit dans le St. Empire Romain.

Pour plus grande aſſurance, tranquillité & ſatisfaction de nos fideles Sujets, nous avons, de notre propre mouvement, ſigné cette notre Déclaration, qui doit ſervir de Règle fixe dans notre Electorat & Terres incorporées, & nous y avons fait appoſer notre Seau Royal & Electoral, avec ordre de la faire imprimer & afficher aux Lieux ordinaires. Fait à Dreſde le 12. Mai 1734.

Signé,

AUGUSTE *Roi.*

CLXXXIV.

Acte & Serment des Seigneurs Polonois pris à Dantzick, pour reconnoître le Roi AUGUSTE III *du 29. Juin* 734.

D'Autant que par la Permiſſion de la Divine Providence, par les Circonſtances préſentes, & par les Evenemens que nous voyons arriver, il paroît avec évidence, que la volonté du Tout-Puiſſant eſt, que le très-Illuſtre Electeur de Saxe règne en Pologne, nous ſouſſignez, en conſideration des préſentes Conjonctures, reconnoiſſons & admettons le ſuſdit très-Illuſtre Electeur de Saxe pour notre Roi & Seigneur, dans la juſte perſuaſion qu'il maintiendra & conſervera inviolablement les Droits, Libertez & Privileges qui nous ont été donnez par tous ſes Prédeceſſeurs, nos Rois & Seigneurs: en foi dequoi, nous avons ſigné la Préſente. Fait à *Dantzig* le 29. Juin 1734. ANNO 1734.

Etoit Signé

A. Zalusky, Evêque de *Ploko*; Caſimir, Prince Czartorisky, A. Lubranca Damsky; Auguſte Prince Czartorisky, Staniſlas Pomatowsky, Prince Przebendowsky, Palatin de *Marienbourg*; Pierre Jean Czapsky, Palatin de *Pomeranie*; Antoine Morſzrin, Palatin de *Livonie*; François Rozdrazewsky; Woyciech Weſſel, Caſtellan de *Varſovie*; Michel Bielinsky; Théodore Prince Czartorisky, George Sapieha, Sierakowsky, Garde de la Couronne; Antoine Caſimir Sapieha; Staniſlas, Prince Czarorisky; Adam Roſkowsky; Oſſolinsky, Grand-Tréſorier de la Couronne, F. Bielinsky, Maréchal de la Cour de la Couronne; Antoine Rogalinsky; Samuel Szwykowsky; Louis Oskierka; Jean Narzynsky; Jean Joſeph Weſſel; Boguſlas Uſtrzycky; Joſeph Dowoyna Solohub; Joſeph Skrzetusky; Hierome Luba; Joſeph Cywiusky; Charles Charezowsky; Mikotay Ruzczyc; Raphaël Kczewsky; Jean-Antoine Horaim; Jean Wolodkowicz; P. Z. L. Dambsky; Staniſlas Miaskowsky; Joſaphat Mickiwicz; Rydowsky; Mikotay Sawinsky; Rychlicky; Staniſlas Gurowsky, Antoine Kruſynsky; Jean Theophile Sikorsky, François Radzewsky; Blaiſe Krafinsky, Trembecky; Albert Plasbowsky.

SERMENT.

MOI N N je jure, au nom de Dieu, un dans la Sainte Trinité, ſans vouloir donner aucune interprétation contraire à ce Serment, qu'ayant reconnu pour Roi de Pologne & pour mon Maître le Séréniſſime Prince & Roi Auguſte III., élû unanimement par des Voix libres, & déja heureuſement couronné, je lui témoignerai & rendrai une fidélité inviolable & une obeïſſance conforme aux Loix. Je renonce & abjure la Proclamation de la Perſonne de Staniſlas, attentée contre tant de Conſtitutions, comme celui que la République, par ſes anciennes Loix, par la Diete de Lublin, par la Confédération de Sendomir, en avoit exclu, & qui par le grand Conſeil de Varſovie & par les deux Dietes conſecutives de l'an 1717 & 1718. eſt condamné & déclaré une fois pour toûjours Ennemi de la Patrie. Je condamne, annulle & caſſe tous les Actes qui ont été faits en ſa faveur: & accedant volontairement à la Confédération générale des Etats de la République, commencée par l'autorité de Sa Majeſté, & réaſſumée à Cracovie, en acceptant en même tems de bon gré tous ces liens & obligations, je ſerai, avancerai & maintiendrai, conjointement avec la République, tout ce qui regarde la Religion Catholique, Sa Majeſté le Roi, les Loix & la Liberté. Et ſi j'ai eu le malheur d'être entraîné par ceux qui ont contribué à exciter l'animoſité dans la République, ce ſera pour l'appaiſer que je m'appliquerai ſincerement & efficacement par tous les moyens dont je ſerai capable, & tâcherai de tout mon pouvoir de procurer à la République le plus prompt repos. Je ne tramerai jamais rien ni directement ni indirectement contre la Perſonne Sacrée de Sa Majeſté le Roi Auguſte III., & je ne garderai abſolument rien dans le reçès de mon cœur qui lui ſoit contraire, mais je demeurerai conſtant auprès de ce même Maître, & tant que la Vie & les Biens me reſteront, le defendrai & le ſoutiendrai. Je ne ſerai pas non plus aucunes trames nuiſibles, ni contelligences, ni correſpondances; au contraire, je me ſouleverai, comme contre l'Ennemi de la Patrie, contre quiconque voudra tenter quelque choſe de nuiſible. Je reſterai enfin conſtamment dans cette obligation, auſſi-bien dans la proſpérité que dans l'adverſité, ne craignant rien avec l'aide de Dieu, & ne ſuivant point ni les reſpects ni les vûës particulieres. J'y demeurerai conſtant, non ſeulement juſqu'à ce que la République ſoit entierement pacifiée, tant au dedans qu'au dehors, mais auſſi toûjours dans la ſuite. Ainſi m'aide le bon Dieu & ſa Paſſion innocente.

ANNO 1734.

CLXXXV.

Déclaration de la Cour de Ruſſie au ſujet des Troupes Françoiſes priſonnieres devant Dantzick. Donné à Petersbourg le 6. Juillet 1734.

LEs Troupes Feuncoiſes envoyées par la France au ſecours de la Ville de Dantzig ayant été réduites par les Armes de Sa Majeſté Imperiale de toutes les Ruſſies, à la néceſſité de ſe rendre par accord, en vertu duquel elles fernient tranſportées dans un des Ports de la Mer Baltique, où elles pourroient aiſément être embarquées ſur des Vaiſſeaux François, ou ſur des Vaiſſeaux Marchands, Sa Majeſté Imperiale déclare que ſon intention n'a pas été, & n'eſt pas encore, d'enfreindre en aucune maniere la Capitulation accordée aux ſuſdites Troupes, mais l'Eſcadre Françoiſe, envoyée dans la Mer Baltique, ayant cependant

I. Attaqué, ſans qu'il y ait eu aucune Déclaration de Guerre entre la Ruſſie & la France, & pris en pleine Mer un Paquet-Bot & 2 Galiotes, & en dernier lieu une Fregate Ruſſienne, fait priſonnier & amené avec ſoi tout l'Equipage deſdits Vaiſſeaux, & ſaiſi les Effets & Marchandiſes qui s'y trouvoient, & envoyé la Fregate même en France.

II. Quoique cette Fregate & Vaiſſeaux mentionnez, n'euſſent commis de leur part aucunes Hoſtilitez contre les Vaiſſeaux François, la Fregate Ruſſienne n'ayant eu aucun ordre d'en commettre, & les autres Vaiſſeaux n'étant point du tout armez, mais ſervant uniquement à entretenir la Correſpondance entre Cronſtade & Lubec, & à tranſporter les Paſſagers & leurs Effets d'un endroit à l'autre, comme cela ſe pratique depuis pluſieurs années.

III. Leſquelles Hoſtilitez commiſes de la part de la France, ont d'autant plus lieu de ſurprendre, que de la part de la Ruſſie on n'en a commis aucunes envers la France, mais bien au contraire le Commerce des Marchands & Sujets François ayant eu ſon libre courſ ſans aucun empêchement ou interruption juſqu'à ce jour dans les Ports de la Ruſſie.

IV. De telles Démarches & Procédures de la part de la France envers la Ruſſie étant tant à fait contraires au Droit des Gens & aux Coutumes reçues & uſitées entre toutes les Nations même les moins civiliſées, qui ne commettent point d'Actes d'Hoſtilité, ſans avoir préalablement déclaré la Guerre.

C'eſt pour ces raiſons que S. M. Imp ſe trouve en droit & même en devoir, de retenir les Troupes Feuncoiſes mentionnées, par droit de Repréſailles, juſqu'à ce que la Fregate, nommée *Mitau*, ſoit reſtituée avec tout ſon Equipage, c'eſt-à-dire, le Capitaine, les Lieutenans & les autres Hauts & Bas Officiers, Soldats, Matelots & autres du premier juſqu'au dernier rang, ſans en exclure qui que ce ſoit, & ſous quelque prétexte que ce puiſſe être, avec tout le Canon, Munitions & tous les Effets, en un mot dans le même état où elle ſe trouvoit lorſqu'elle fut priſe par les Vaiſſeaux Feuncois, de même que tout l'Equipage & Monde avec tous les Effets pris & enlevez des autres 3. mentionnez, & que tout ceci ſans aucune exception ou détention ait été renvoyé, réellement reſtitué & délivré dans un des Ports de la Ruſſie.

Et quoique Sa Majeſté Imperiale ſe trouve obligée, par les raiſons ſuſdites, de retenir ces Troupes Françoiſes, juſqu'à ce qu'on ait entierement ſatisfait de la part de la France à ces juſtes prétenſions de Sa Maj. Imperiale, elle déclare toutefois, qu'en attendant elles ſeront traitées d'une maniere convenable à la condition d'un chacun, & qu'on aura tout le ſoin néceſſaire pour leur entretien & ſubſiſtance, ſelon qu'on en conviendra plus particulierement avec l'Officier qui les commande, auquel Sa Majeſté Imperiale accorde auſſi la permiſſion d'envoyer en France quelqu'un des ſiens, muni de bons Paſſeports, pour y porter cette Déclaration, & pour effectuer le plutôt qu'il ſera poſſible une prompte réſolution, & la ſatisfaction demandée ci-deſſus, afin que les Troupes Françoiſes puiſſent être inceſſamment renvoyées en France, & que de la part de la Ruſſie, dans ce cas-là, cette reſtitution ſe puiſſe faire ſans delai, on laiſſera ces Troupes dans un lieu voiſin de la Mer Baltique, où elles puiſſent auſſitôt être embarquées pour s'en retourner en France: à quoi on apportera toute ſorte de facilité, & on leur donnera toute l'aſſiſtance néceſſaire. Fait à Petersbourg le 6. Juillet 1734. ANNO 1734.

CLXXXVI.

Capitulation de la Ville de Dantzick pour ſe rendre aux Généraux de l'Imperatrice de Ruſſie & du Roi de Pologne du 7. Juillet 1734.

NAchdem die Stadt Dantzig das ſchwere Verhängniß betroffen / daß ſie in dem jetzt laufſenden Jahr von der Ruſſiſch-Kayſerlichen Armee unter Commando Ihro Excellenz des Herrn Grafen und Rittern Burchard Chriſtopher von Münnich / Ihro Ruſſiſch-Kayſerl. Majeſtät Herrn General Feld-Marſchalls &c. &c. belagert und bombardiret worden; Hierzu auch annoch die Königlich-Pollniſche und Churfürſtlich-Sächſiſche Trouppen / unter dem Commando Ihro Hochfürſtl. Durchl. Herrn Johann Adolphen Hertzogen zu Sachſen-Weiſſenfels &c. &c. geſtoſſen; der Sachen aber endlich unter Göttlichem Beyſtand dahin gedichen / daß zwiſchen hochbenagte Ihro Excellenz den Herrn Grafen und Rittern Burchard Chriſtopher von Münnich / commandirenden General Feld-Marſchall der Ruſſiſch-Kayſerlichen Armee &c. &c. Imgleichen Ihro Hochfürſtl. Durchl. Herrn Johann Adolph / Hertzogen zu Sachſen-Weiſſenfels / als commandirenden General der Königlich-Pollniſchen und Churfürſtl. Sächſiſchen Trouppen &c. &c. an einem und der Stadt Dantzig Deputirten / Herren Johann Wahl / und Herrn Nathanael Gottfried Ferber / am andern Theil / eine ſchriftlich abgefaſte Capitulation nachfolgendes Lauts berahmet und geſchloſſen worden:

Puncta Capitulationis

Zwiſchen Ihro Excell. den Herrn Grafen und Ritter Burchard Chriſtophern von Münnich / commandirenden General-Feld-Marſchall der Ruſſiſch-Kayſerl. Armee &c. &c. imgleichen Ihro Hochfürſtl. Durchl. Herrn Johann Adolph / Hertzogen zu Sachſen-Weiſſenfels / als commandirenden General der Königlich-Pollniſchen und Churfürſtl. Sächſiſchen Trouppen &c. &c. an einem / und der Stadt Dantzig am andern Theil.

1.

Die Stadt erkennet Ihro Königl. Majeſt. in Pohlen und Churfürſtl. Durchl. zu Sachſen Auguſtum Tertium vor ihren rechtmäßigen Allergnädigſten König und Herrn / und verſpricht höchſt Deroſelben alle ſchuldige Treue und gehorſam / ſo wie es rechtlichen Unterthanen gebühret / unterwefen / wird auch ungeſäumt an Höchſtgemelter Königl. Majeſt. jemanden aus der Stadt mit einem unterthänigſten Submiſſions-Schreiben abſchicken / und in der Stadt die Ration offt Höchſtgenanter Königl. Majeſt. mit allen gebräuchen ſolennitäten publiciren / die Huldigung / wenn ſie gewöhnlicher maſſen von Ihr wird abgenommen werden / leiſten / auch die Höheſte Perſon Ihro Königl. Majeſt. bey dero / Gott gebe / baldiger und glücklichen Annäherung / mit allen unterthänigſten Ehren-Bezeugungen / in ſpecie / was Ihro Königliche Majeſt bey ſich habende wache betrifft / wie ſolche vormahlen bey der Ankunfft und dem Einzug der Durchlauchtigſten Könige von Pohlen in Dantzig gebräuchlich geweſen / in die Stadt introiren und aufnehmen.

2.

Höchſtgedachte Ihro Königl Majeſt. wird ein Diploma / worinnen der Stadt alle Rechte / Freyheiten und Immunitäten in Geiſt- und Weltlichen Sachen / gewöhnlicher maſſen confirmiret werden / nach dem Exempel dero glorwürdigſten Vorfahren / der Durchlauchtigſten Könige in Pohlen / allergnädigſt ertheilen.

3.

Wann die Stadt Dantzig gebethen / daß ſo wohl Ihro Ruſſiſch-Kayſerl. als auch Königl. Pollniſche Majeſt eine General-Amneſtie wegen deſſen / was bishero vorgegangen / es beſtehe worinnen es immermehr wolle / durch beſondere deſſalls aufzurichtende Inſtrumenta zu accordiren geruhen mögen / ſo daß alles vorhero paſſirte weder der Stadt und gemeinde / noch derſelben Einwohnern / von welcher Condition ſie immer ſeyn mögen / uns beſondere zu imputiren / ſondern ein jeder derhalben einer völligen ſicherheit ſich erfreuen / und aus keiner Urſache oder Praetext wegen alles vergangenen gefähret werden könne / auch die Erſetzung der Schadens / ſo ein und anderen hierbey intereſſirtes Theil aus ſolcher gelegenheit betroffen haben dürfte / nicht zu fordern ſeyn werde / weßfalls auch bey der Ritterſchafft / Gott gebe baldigen allge-

meinen

ANNO 1734. meinen Friedens-Tractaten eine Guarantie vor die Stadt zu erhalten gebeten worden: Als haben des Rußisch-Kayſerl. Herrn General Feld-Marſchalls Hochgräfl. Excellenz dergleichen Amneſtie von ſeiten Ihro Rußiſch-Kayſerl. Majeſt. vor die Stadt Dantzig declariret, und ein allergnädigſtes Kayſerl. Diploma darüber zu wege zu bringen ſich anerboten: Des Herrn Hertzogs von Sachſen-Weiſſenfels Hochfürſtl. Durchl. haben ebenfalls dieſes Anſuchen bey Ihro Königl. Majeſt. in Pohlen und Churfürſtl. Durchl. zu Sachſen aufs beſte zu unterſtützen, und dero Bemühung, um die Stadt hierunter dienſtlich zu machen, aufs bewegendſte anzuwenden verſichert, welches auch des Rußiſch-Kayſerl. Herrn General Feld-Marſchalls Hoch-Gräfl. Excellenz mit dero Recommandation zu ſeinem dem ſich erkläret.

4.

Die beyden Regimenter, welche der Stadt vor der Belagerung gegeben, wie auch alle andere Militair-Perſonen, die in währender Belagerung Militariſche Dienſte, ohne in der Stadt ſolde zu ſtehen, gethan haben, ſie mögen ſeyn von welcher Nation ſie wollen, ingleichen die, ſo mit der Franzöſiſchen Eſcadre nach der Münde gekommen und in die Stadt paſſiret ſind, werden den nächſtfolgenden Tag nach der von der Stadt eingeholten Capitulation zum Peterſhagiſchen Thor, mit allen Militariſchen Ehren-zeichen heraus ziehen, und von der Rußiſch-Kayſerl. Generalität als Kriegsgefangene angenommen werden. Wenn aber die Rußiſch-Kayſerl. Generalität von dieſen Truppen einige, welche hier zu lande enthauſch ſind, auf freyen fuß laſſen ſollte, wird es der Stadt frey ſeyn, ſelbige wieder in ihre Dienſte zu nehmen.

5.

An dem Tage, welcher nach dem Abzuge obiger Truppen aus der Stadt nächſtens folgen wird, werden des Rußiſch-Kayſerl. Herrn General Feld-Marſchalls Hochgräff Excellenz der Sommer- und Winter-Schantz, nebſt der bey ihrer Einnehmung darunen gefundenen Artillerie, wie auch die an der Bootsmanns-Schantze gemachte Redouten, der Stadtiſchen Beſatzung einräumen.

6.

An eben dieſem Tage nach dem Abzuge obbemeldter Truppen aus der Stadt, wird die Stadt, um eine würkliche Probe der allerunterthänigſten Vertrauens zu Ihro Königl. Majeſt. Auguſto Tertio, Ihrem allergnädigſten Könige und Herrn, abzulegen, das Oliviſche Thor den Königl. Polniſch- und Churfürſtl. Sächſiſchen Truppen zur Beſetzung mit zweyhundert Mann Infanterie mit dazu gehörigen Ober-Officieren einräumen, und werden die Gräben, wie weit der wall bey dorigen Thor von gedachter Anzahl Truppen zu beſetzen ſeyn wird, vorgängig durch die Officiers beſagter Truppen und die von der Stadt Guarniſon zu berahmen ſeyn. Dieſe zweyhundert Mann Königl. Polniſche und Churfürſtl. Sächſiſcher Truppen werden vor ihr eigen geld zehren, ſich aber der Jurisdiction über die dortigen Einwohner in keinem Stück anmaſſen, und daß Thor ſelbſten, ſo bald Ihro Königl. Majeſt. in Pohlen und Churfürſtl. Durchl. zu Sachſen, bey dero Son gute baldiger und glücklichen ankunfft, ſich deſſalls unterthänigſt werden haben erbitten laſſen, der Stadt Guarniſon wieder einräumen.

7.

Unter Ihro Königl. Majeſt. in Pohlen und Churfürſtl. Durchl. zu Sachſen Guarantie giebt die Stadt Dantzig hiemit die Verſicherung, daß ſie die ſeinde Ihro Rußiſch-Kayſerl. Majeſt. mannahls mehr einnehmen, noch ihnen einigen Vorſchub thun, ſich auch künfftig gegen allerhöchſt gedachte Rußiſch Kayſerl. Majeſt. mit mehrern Reſpect als bishero geſchehen, bezeugen, und meiniche mit erſinnlichſten fleiß dahin ſich beſtreben wird, daß die unſchätzbare Hulde Ihro Rußiſch-Kayſerl. Majeſt. der Stadt beſtändig conſerviret werden möge.

8.

Aus dem Mittel der dreyen Ordnungen der Stadt Dantzig wird eine ſolenne Deputation, beſtehend in zwo Perſonen aus jeder Ordnung, und zwar ſolchen, welche Ihro Rußiſch Kayſerl. Majeſt. ſelber allergnädigſt ernennen werden, nach Petersburg forderſamſt abgefertigt werden, woſelbſt dieſe Deputation die ſchuldige Deprecation zu thun haben wird: Dagegen die Ordnungen geſichert ſeyn können, daß niemand der ihrigen auf keinerley weiſe gekränkt werden ſollen.

9.

Wann des Rußiſch-Kayſerl. Herrn General Feld-Marſchalls Hochgräfl. Excell. den hohen willen Ihro Rußiſch Kayſerl. Majeſt. dahin zu erkennen geachen, daß allerhöchſt gedachte Kayſerl. Majeſt. wegen derer bloß der Dantziger Belagerung halber zu lande und zu waſſer aufgewandten ſehr großen Unkoſten einiger maſſen mit einer Million Species Thaler werden zu bedenken ſeyn, ſo verſpricht die Stadt, noch vor dem abzuge der Rußiſch-Kayſerlichen Armee, und zwar innerhalb drey wochen dereinhalbhundert tauſend Species Thaler oder den werth derſelben an anderer Münte zu zahlen: Der erſtfolgende Termin wird über ſechs Monat fallen, und hernach alles dergeſtalt zu requiriren ſeyn, daß die völlige ſumme innerhalb einem Jahr von dem erſten Termin an zu rechnen abgetragen ſey. Zu deſſen trager die Stadt an Ihro Rußiſch Kayſerl. Majeſt. weitberühmten großmuth das allerunterthänigſte Vertrauen, daß allerhöchſt Dieſelbe mit dem gantz erſchöpften zuſtande der Stadt ein allergnädigſtes Mitleyden tragen, und dero allermildeſte Reſolution zu ſonlagerung der armen Stadt baldmöglichſt zu ergehen, und ſie damit zu erfreuen geruhen werden.

ANNO 1734.

10.

Nachdem des Rußiſch-Kayſerl. Herrn General Feld-Marſchalls Hochgräfl. Excell. der Stadt Dantzig bedeutet, daß die Glaken, weil ſie währender Belagerung, aller Kriegsuſance zuwider, geläutet worden, dadurch verfallen ſeyn; als wird gemelte Stadt der Rußiſch-Kayſerl. Generalität, Artillerie und dem Ingenieurs Corps dreyßigtauſend Species Ducaten zahlen.

11.

Obſchon Rußiſch-Kayſerlicher Seits, noch auch ſonſt, gar keine andere Truppen, als bloß diejenige, welche von der Stadt dependiren, weder in ſelbige, noch in ihre werke gelegt werden ſollen, ſo wird es doch ſo lange als die Rußiſch-Kayſerl. Armee ſich noch anjetzo in dieſer gegend befinden wird, in der Rußiſch-Kayſerl. Generalität Belieben ſtehen, daß wenn ſie in die Stadt ſich wird begeben wollen, ſie eine Rußiſche wache in allem von dreyßig bis vierzig Mann, mit gehörigen Ober- und Unter Officiern, in die Stadt nehmen möge, welche wache, wenn Hochgedachte Generalität wieder aus der Stadt zurückkehren wird, wieder heraus ziehen wird. Auf welche Art es auch mit der Königlich Pollniſch- und Churfürſtl. Sächſiſchen wache, wenn innerhalb obangedahter zeit die Königlich-Pollniſche und Churfürſtl. Sächſiſche Generalität in die Stadt zu kommen wird belieben wollen, zu halten ſeyn wird.

12.

Die Schöhne und Straßen nach und von der Stadt werden nach der von der Stadt geſchehenen Ratification dieſer Capitulation geöffnet und der Stadt freye zufuhr und Commertia, auch die völlige Diſpoſition über den See-Hafen und Beobachtung aller Rechte und gewohnheiten, ſo wegen der Schiffahrt bishero obſervirt worden, der Stadt gäntzlich überlaſſen, auch die feſtung Weichſelmünde nebſt der Weſter-Schantz in dem Stand, als ſelbige ſich zu der zeit befunden, da ſie von der Städtiſchen Guarniſon übergeben worden, mit allem zubehör, ſo bald Ihro Königliche Majeſt. in Pohlen und Churfürſtl. Durchl. zu Sachſen, bey Gottgebe, baldiger und glücklicher anherokunfft ſich deſſalls unterthänigſt werden haben erbitten laſſen, der Stadt wiederum eingeräumt werden.

13.

Die Stadt verſpricht, ſo wohl die Officierer als gemeine, welche in der feſtung Weichſel-Münde und über Tantreſcarpe auch der über der Weichſel gelegenen Weſter-Schantz in Beſetzung gelegen, und ſie übergeben haben, ohne alle Unterſuchung wieder in ihren Dienſten auf dem vorigen fuß als ſie vor der Belagerung geweſen, zu conſerviren.

14.

So bald die Capitulation von der Stadt wird ratificiret ſeyn, werden die Rußiſch-Kayſerliche wie auch Königlich-Pollniſche und Churfürſtlich-Sächſiſche Truppen von dem Territorio der Stadt und allen denſelben Einwohnern auſſerhalb dem Graſe, ſonſten nichts, es habe Namen wie es wolle, abfordern.

15.

Nachdem des Rußiſch-Kayſerlichen Herrn General Feld-Marſchalls Hochgräfl. Excell. wegen Entfernung des Stanislai Lesczynski, welcher vor Endigung des Elections-Reichstags in die Stadt Dantzig eingenommen worden, und nachhero eben zu der zeit, da deſſen Extradition von obbemeldter des Herrn General-Feld-Marſchalls Hochgräfl.

ANNO 1734. Excell. verlangt worden / entwichen iſt / eine Million Species Thaler an Ihro Ruſſiſch-Kayſerl. Majeſt. zu bezahlen verlangt haben / welche Summa binnen der Stadt / falls ſie derſelben a dato innerhalb vier wochen wieder ſchaffen würde / erlaßen werden ſolte; ſo leber die Stadt der ungezweifelten Hoffnung / daß wenn der hierüber zu haltende Inquiſition und genaueſte Nachſuchung es anweiſen wird / daß die Stadt an der Evaderung vorgemeldeter Perſon nicht Schuld noch Theil habe / ſie auch desfalls nur aller Thätlung von Ihro Ruſſiſch Kayſerl. Majeſt. allergnädigſt werde verſchonet werden.

16.

Wann auch öffter erwehnte des Ruſſiſch-Kayſerl. Herrn General-Feld-Marſchalls Hochgräfl. Excell. verlangt haben / daß die Stadt Dantzig / damit ſie künftig nicht möge vorgeben können / daß ſie die an ſie geforderte Geld-Summen allein aus eigenen Mitteln bezahlet / alle in der Stadt befindliche Franzöſiſche Effecten und ſowohl an das Publicum als an Particulier-Perſonen entrichtete Gelder aufs genaueſte angeben ſollen / und ſo viel mehr / als verlauten will / daß Frankreich die Stadt in allen ſchadloß zu halten declariret habe; So erkläret ſich ein E. Rath dieſer Stadt im Namen aller Ordnungen / daß Ihnen nicht bewuſt / auſſer was an Almoſen / ingleichen zu ſubleverung armer Leuthe bey den Bürger-wachen / wegen der quartiere der beyden vor der Belagerung eingenommenen Regimenter / ingleichen einer kleinen Verehrung an die Guarniſon / und was ſonſten an kleinigkeiten mächte vorgekommen ſeyn / daß Particulier-Perſonen durch Franzöſiſch Geld / oder anderer Art Franzöſiſche Geſchenke / ſich zu einer Partheylichkeit ſollen haben verleiten laßen; Dasjenige aber was dem Publico zur Beyhülffe wegen der bisherigen extraordinair groſſen Unkoſten iſt gegeben worden / bey weiten nicht zu beſtreitung derſelben zugereichet habe: So ſey auch keine ſchrifftliche Verbindlichkeit beygekommen / daß die Stadt von Frankreich in allen ſolte Schadloß gehalten werden / ob gleich mündlich von dem Marquis de Monti Hoffnung gegeben worden / daß der Schade / der durch das Bombardement entſtehen würde / einem jeden Particulier erſtattet werden ſolte. Uibrigens ſoll alle mögliche Unterſuchung von der Stadt desfalls geſchehen / und was ſich finden wird / treulich angegeben werden.

17.

So wie ein E. Rahte der Stadt Dantzig die Umſtände / wie es mit der Stanislai Leszczynski Entweichung zugegangen / bereits durch Perſonen ſeines mittels zu unterſuchen angefangen; Alſo ſoll ſelbige Unterſuchung mit zuziehung eines General-Auditeur-Lieutenantes von Ruſſiſch-Kayſerlicher / und eines General Auditeur-Lieutenantes von Königl. Polniſch- und Churf. Fürſtl. Sächſiſcher ſeite aufs genaueſte fortgeſetzt und ins beſondere die Leuthe aus dem Hauſe wo Stanislaus logiret geweſen / zur Inquiſition gezogen werden. Bevor obige Unterſuchung gehörig wird zu Ende gebracht ſeyn werden / werden die von der Stadt Dantzig zu dieſer Capitulation abgeſchickte H. H. Deputirte als Geißel im Ruſſiſchen Lager verbleiben.

18.

Alle Bauers-Leuthe / welche an der nechſten Seite vor der Stadt / allwo das Land überſchwemmet iſt / ſich zu der zeit / da Stanislaus ſoll entwichen ſeyn / aufgehalten haben / oder noch aufhalten / ſollen zu obiger Inquiſition gezogen werden.

19.

Im fall die Stadt Dantzig einigen fremden Negotianten in ihren freyheiten und gerechtſamen Eintrag oder Abbruch gethan / welches ſie doch gethan zu haben ihr nicht bewuſt iſt / ſo ſoll ſolches abgethan und die Sache auf den vorigen fuß geſtellt werden.

20.

Alle Deſertours und Gefangene / wes Standes und Condition dieſelbe ſeyn möchten / ſollen nebſt Ihrem gewehr / Montirung und Trommeln ohne Entgeld extradiret / und Niemand unter keinerley Praetext zurück behalten werden.

21.

Dieſe Capitulation wird ſo wohl von des Ruſſiſch Kayſerl. Herrn General-Feld-Marſchalls Hochgräfl. Excell. als auch von des Herrn Hertzogs Johann Adolph zu Sachſen-Weiſſenfels Hochfürſtl. Durchl. ingleichen von denen Deputirten der Stadt Dantzig eigenhändig unterſchrieben und beſiegelt / auch ſo viel der Stadt Dantzig betrifft / vom Rahte derſelben im Namen aller Ordnungen ratihabiret / und ſolche Ratihabition / wo nicht eher / ſpäteſtens innerhalb zweymahl vier und zwantzig Stunden unter dem Siegel der Stadt anhero eingeſchicket werden. ANNO 1734.

Geſchehen im Haupt-Quartier des Ruſſiſch-Kayſerlichen Lagers Ohra den 26 Junii Anno 1734.
7 Julii

Burchard Chriſtoffer / Graff Münnich.
(L. S.)

Johann Adolph H. Z. Sachſen.
(L. S.)

Johann Wahl / Rahts Verwandter und Deputirter der Stadt Dantzig.
(L. S.)

Nathanael Gottfried Ferber / Rahts Verwandter und Deputirter der Stadt Dantzig.
(L. S.)

Als Verſprechen wir Bürgermeiſter und Rahte der Stadt Dantzig obenſtehende Capitulations-Puncta / nebſt allem dem was darinnen enthalten / ja wie es hierſelbſt ſchrifftl. aufgedrukt / und von denen im Eingang dieſes Inſtrumenti benennten Deputirten dieſer Stadt mit vorwiſſen und genehmhaltung ſämtlicher dieſer Stadt Ordnungen wohlbedächtig beahmet und geſchloſſen iſt / ſo wohl vor uns / als auch im Namen jetzgedachter Ordnungen in allen und jeden Stükken / feſt und unverbrüchlich zu halten / auch damit denenſelben gantz genau nachgelebet werde die behörige ſorgfalt zu tragen; wie wir denn ſolches alles hiemit bekräfftigen und beſtätigen / auch zu deſſen deſto mehrer Beglaubung unter deſſes Inſtrument das gewöhnliche Inſiegel der Stadt drukken laſſen. So geſchehen in Dantzig den 9. July Anno 1734.

Burgermeiſter und Rahte / der Stadt Dantzig.
(L. S.)

Articulus Separatus.

Obgleich der 4te Articul vorher befindlichen Capitulation des Inhalts iſt: Daß die beyden Regimenter / welche der Stadt vor der Belagerung geeydet / wie auch alle andere Militaire Perſonen / die in währender Belagerung Militariſche Dienſte / ohne in der Stadt ſold zuſtehen / gethan haben / ſie mögen ſeyn von welcher Nation ſie wollen; Ingleichen die / ſo mit der Franzöſiſchen Eskadre nach der Münde gekommen und in die Stadt passirt ſind / den nächſtfolgenden Tag nach der von der Stadt ratihabirten Capitulation / zum Peters-hofiſchen Thore mit allen militariſchen Ehren-Bezeugungen heraus ziehen / und von der Ruſſiſch-Kayſerlichen Generalität als Kriegs-Gefangene angenommen werden ſollen ꝛc. ꝛc. Ey iſt jedennoch ſolcher Articul zwiſchen Ihro Hoch Gräfl. Excell. dem Ruſſiſch Kayſerl. Herrn General Feld-Marſchall Grafen von Münnich und ſeiner Hochfürſtl. Durchl. dem Hertzog zu Sachſen-Weiſſenfels / ob ſie gleich beyderſeits über Partage derer Kriegs-Gefangenen nicht inſtruiret ſind / folgender geſtalt erkläret und erläutert worden. Daß Se. Hochf. Durchl. der Hertzog diejenige Mannſchafft an Stab Ober Unter-Officiers und gemeinen / welche bey der alten Polniſchen Cron-Guarde geſtanden / und würklich mit im Comput begriffen geweſen / auch vor der Belagerung in die Stadt Dantzig marſchiret / nicht minder diejenige / welche entweder auf Sachſen gebürtig ſind / oder in Sächſiſchen Kriegs-Dienſten geſtanden haben / von denen Kriegs Gefangenen wiederum zu ſich an- und zu übernehmen haben werden.

Urkundlich iſt gegenwärtiger Erläuterungs-Articul von Sr. Hochgräfl. Excell. dem Ruſſiſch-Kayſerl. Herrn General-Feld-Marſchal Grafen von Münnich und Se. Hochf. Durchl. dem Hertzog von Sachſen Weiſſenfels eigenhändig unterſchrieben / beſiegelt und dabey verabredet worden / daß ſolcher eben ſo gültig ſeyn ſolle / als wenn er von wort zu wort in der Capitulation ſelbſt mit enthalten wäre. Datum ut ſupra den 27 Junii 1734.
7 Julii

Burchard Chriſtoffer / Graf Münnich.
(L. S.)

Johand Adolph H. Z. Sachſen.
(L. S.)

ANNO 1734.

CLXXXVII.

Manifeſte du Roi STANISLAS I. *de Pologne ſur ſon Election & celle du Roi* AUGUSTE III. *donné le* 13. *Août* 1734.

STANISLAS I. par la grace de Dieu Roi de Pologne & Grand Duc de Lithuanie, &c. &c.

Nous ſommes aſſurez que la tragédie dont la Pologne eſt aujourd'hui le triſte Théatre, eſt trop expoſée aux yeux de toute l'Europe, pour ne pas attirer l'attention des plus indifférens: l'action en eſt trop vive, pour que les plus ignorans n'en comprennent pas le ſujet: enfin elle eſt trop importante, pour qu'il ne ſe trouve pas une infinité de perſonnes qui veuillent en porter leur jugement.

Quoique l'Equité n'ait pas de compte à rendre, que la Vérité n'ait pas beſoin de défenſeur, ni la Raiſon de preuves, nous croirions pourtant nous rendre coupables envers Dieu, ſi nous n'expoſions pas aux yeux de la Chrétienté une affaire où elle eſt tant intéreſſée; envers notre Patrie, ſi nous témoignions par notre ſilence que nous ſommes inſenſibles à ſes malheurs, & envers nos Sujets, ſi nous ne les inſtruiſions pas de ce qui les occupe à préſent, afin qu'ils en jugent ſans prévention.

Notre devoir demande donc que dans le tems que nous nous trouvons en ſureté, nous élevions la voix, non pour arrêter le cours violent des injuſtices, non pour implorer quelque ſecours contre la perſécution la plus inouïe, car nous n'attendons ce ſecours que du Ciel; mais pour engager ceux qui ont encore des ſentimens de conſcience, d'honneur & d'équité, à s'intéreſſer au malheureux ſort de la Pologne.

On ſait qu'à la mort du Roi *Auguſte*, nous ne nous ſommes pas ſervis de notre ancien droit à la Couronne de Pologne, ayant été pendant notre exil aſſujetti au Pouvoir qui étoit maître de la Liberté de notre Nation; & quoique nous n'ayons pas été en état de défendre cette Liberté & de vivre ſous ſes Loix, nous ne l'en avons pas moins reſpectée. Nous avons attendu que la République étant rétablie dans tous ſes droits, fût aſſemblée, pour nous préſenter en perſonne, & attendre ce qu'elle décideroit de notre ſort.

A peine eumes-nous mis le pié en Pologne, que nous nous vîmes replacez ſur le trône; notre air natal, que nous recommencions à reſpirer, ne retentiſſoit que d'acclamations; nous ne trouvames dans cette illuſtre Nation réunie, qu'un cœur qui aſpiroit après nous, & nous n'entendimes qu'une voix pour nous déclarer Roi.

Comme nous ne voulons pas donner ici un journal de ce qui s'eſt paſſé dans notre élection, nous ne repeterons pas tout ce qui a été déja dit ſur ce ſujet. Quiconque veut être inſtruit de la vérité de toutes ces circonſtances, trouvera cent mille témoins qui lui certifieront la légitimité de tout ce qui s'eſt fait alors, non ſeulement par rapport à l'autorité de ceux qui y ont eu part, par la tems, par le lieu, par la liberté des ſentimens & l'unanimité des ſuffrages.

S'il ſubſiſte encore la moindre trace de la forme de notre Liberté, comment la fourbe la plus inſolente oſe-t-elle avancer le contraire, & ſoutenir fauſſement à la vue du Ciel & de la Terre, qu'on n'a pas obſervé dans cet Acte ſolemnel, ce qui conſtitue la légitimité de l'élection d'un Roi de Pologne?

Quant à nous, que la plus cruelle violence nous diſpute la Couronne! Nous faiſons plus de cas de la glorieuſe maniere dont nous l'avons obtenue de l'affection de notre Nation, que de toutes les autres manieres de l'obtenir qu'on pourroit imaginer. Et nous pouvons nous vanter qu'on ne nous enlevera cette Couronne, qu'en arrachant à la Nation ce cœur qui fait l'apui de notre Trône, l'étendue de notre Royaume, & la ſureté de notre Regne: outre que, tous les efforts des Puiſſances ne pouvant préjudicier à l'équité, ni étouffer la verité, nos droits l'emporteront toujours ſur la force & la violence; car ils ſont trop bien défendus par les Loix du Royaume, pour que ce qu'on appelle *ultima ratio Regum* y puiſſe faire la moindre breche.

Nous pourrions ne faire ſeulement pas attention aux oppoſitions de quelques Compatriotes ſéparez du corps de la République, qui prétendent qu'en vertu de la Conſtitution de 1717. nous ſommes incapables à monter ſur le Trône: cependant pour empêcher que ceux qui ont un peu de bon ſens, donnent dans cette calomnie, nous les renvoyons à la Conſtitution même, où l'on veut que nous ſoyons compris parmi les adhérens de la Suede contre leſquels on employe la ſévérité des Loix. Nous ne nous reconnoiſſons pas ſous ce titre, & nous avons pris les armes contre le Roi Auguſte, ſans dépendre de la Suede; mais comme bon Citoyen, & en qualité de Sénateur, obligé par ſon ſerment à s'oppoſer à l'Infracteur des Loix. ANNO 1734.

Depuis ceux-là ont été du parti de la Suede qui ſont entrez dans la Confédération de la République, qui, pour donner un apui à ſes Loix & à ſa Liberté, a fait avec ce Royaume une alliance, en vertu de laquelle nous ſommes devenus alliez de la Suede, mais comme adhérens aux intérêts de notre Patrie.

La paix que le Roi Auguſte a faite avec nous, prouve aſſez la différence qu'il y a entre ces deux qualitez; ſi en traitant avec la Suede on devient ſon adherent, le Roi Auguſte l'eſt donc devenu par le Traité d'Alt-Ranſtadt. Outre que c'eſt une diſpute qui n'a encore été décidée que par la force, ſavoir qui des deux, ſuivant nos Loix, mérite d'être conſidéré comme ennemi de la Patrie, ou celui qui étoit adhérent de la Suede, ou le Roi Auguſte? & ſi le crime d'Etat conſiſtoit à être bon Suedois, en s'oppoſant à une guerre commencée à l'inſçu de la République, ou à être bon Saxon en ſouffrant qu'une des principales Loix de l'Etat fût enfreinte

Mais ſuppoſons que cette Sentence ait été portée contre nous, a-t-elle été précédée d'aucune formalité de Juſtice? Et pouvoit-elle être prononcée par un Roi qui avoit renoncé au Trône, & dont la démiſſion étoit autoriſée par une proclamation de la vacance du Trône, faite par le Primat, qui étoit alors de ſon parti, par un Roi qui n'a été rehabilité par aucun Acte à remonter ſur le Trône, où il n'a été toleré que par la condeſcendance de la République; enfin par un Roi qui m'avoit lui-même reconnu pour légitime Roi de Pologne.

Outre cela, les Membres de la République, qui étoient pour la plupart complices de notre prétendu crime, pouvoient-ils former un Conſeil de Juges legitimes? Mais ce n'eſt pas ici le lieu de rendre compte de notre précédente conduite; nous pourrions néanmoins la mettre dans tout ſon jour, & faire voir quel zèle nous avons montré pour notre chere Patrie, quels ſacrifices nous lui avons faits, & de quels devoirs nous nous ſommes acquitez, ſi elle n'en étoit déja aſſez perſuadée, comme elle l'a fait connoître publiquement par la juſtice qu'elle nous a rendu auſſitôt qu'elle s'eſt vue en liberté, en reconnoiſſant tout ce que nous avons ſouffert pour elle, pendant qu'elle-même étoit obligée de porter le joug.

Il ne s'agit donc ici que d'examiner deux queſtions principales 1. Si ceux qui ſe ſont ſéparez du corps de la République, ont droit de former quelque oppoſition dans le tems qu'ils n'ont point paru être autoriſez dans le champ d'élection à en former aucune, & qu'outre cela ils ont été déclarez bannis, non ſeulement par Sentence unanime d'une République libre & indépendante; mais même par eux-mêmes, puiſqu'ils ont porté leur propre Sentence dans le Manifeſte qu'ils ont ſigné, & dans lequel ils ſe ſont dépouillez de toute activité, ou pouvoir de s'oppoſer à notre élection, & encore plus d'en faire une autre à leur maniere.

2. Quelle différence il y a entre notre banniſſement (s'il exiſtoit) & celui de l'Electeur de Saxe? La République, qui eſt maîtreſſe de ſes Loix, nous recevant dans ſon ſein en nous éliſant, & en nous plaçant à ſa tête, rend notre prétendu crime méritoire, & notre punition bien glorieuſe; pendant qu'elle abjure l'Electeur de Saxe, en l'excluant du Trône comme tous les Etrangers, par une nouvelle Conſtitution qu'on ne peut enfreindre ſans violer toutes les Loix divines & humaines.

Cependant nous voyons qu'un petit nombre de perſonnes, qui s'arrogent hardiment le nom de République, s'emparent de ſon autorité, mépriſent ſes Ordonnances, favoriſent l'entrée de troupes étrangeres, aboliſſent l'ancienne forme de gouvernement; & eux qui ſont retranchez du corps de la République, & déchus du droit d'aſſiſter à l'élection d'un Roi, entreprennent une nouvelle élection. Quand? Dans le tems que les

ANNO 1734. les Ordres de la République ont déja reconnu un Roi legitimement élu. Où? Dans le Camp, pour ainſi dire, de l'ennemi. En faveur de qui? En faveur d'un Prince que la République, & en même tems ceux qui en font l'élection, a fait ſerment de ne jamais élire.

Au reſte, pour nous exempter d'entrer dans un plus long detail, nous renvoyons ceux que nous prenons pour nos Juges, aux Actes Publics, qui ſont entre les mains de tout le monde: y a-t-il quelqu'un qui pourra approuver que dans ce Corps nombreux d'une illuſtre Nobleſſe, il s'en trouve quelques-uns qui changeant la Liberté, à laquelle de ſages Loix ont donné des bornes, en une Licence effrenée, ſe livrent à celle-ci ſuivant le penchant de leur paſſion, qui leur fait préferer leurs honteux intérêts particuliers à l'intérêt public, & violer par un parjure affreux la parole & la foi qu'ils avoient jurée à Dieu même.

Mais ce qui n'a point d'exemple & qui doit cauſer le plus grand étonnement, c'eſt le procédé des Puiſſances voiſines de la Pologne. Ce Royaume a-t-il rompu la paix avec quelqu'une pour s'attirer une guerre? Eſt-il dépendant ou tributaire pour recevoir la loi des autres? Eſt-ce un pais conquis qui doit obéir aux Loix & aux Ordonnances du Vainqueur? Cependant on diſpoſe de ſa Couronne comme on le juge convenable à ſes propres intérêts, & l'on renverſe entierement la forme du Gouvernement. On limite le *liberum veto*, on ſe jette dans le Royaume de tous côtez, on contraint les Provinces à approuver ce procédé, plus de reſpect pour les Egliſes, plus d'egards pour le Sexe, plus de ſureté pour les Citoyens, tout eſt dans le deſordre, tout eſt pillé: on ne ſe contente pas de ruïner tout le Royaume, la ville de Dantzick, qui en fait un des ornemens, a eſſuyé tout ce que la guerre a de plus cruel & de plus horrible, on la traite en rebelle; parce qu'elle a été fidèle à un Roi qu'elle avoit reconnu pour ſon Maitre, dans un tems qu'elle n'avoit pas encore entendu qu'il y en eût un autre, & qu'elle ne pouvoit penſer qu'il pût y en avoir un. On la châtie, parce qu'elle s'eſt défendue lorſqu'on eſt venu l'attaquer ſans aucun égard. On la ravage & on la ruïne autant qu'on peut à coups de canon & à force de bombes, on ravage & on brûle ſon territoire; on la condamne à payer des ſommes exhorbitantes, dont une partie eſt a cauſe qu'elle nous a laiſſé échaper, comme ſi on nous avoit confié à ſa garde, ou comme ſi une ville aſſiegée avoit coutume de répondre des actions de ceux qui y ont le commandement. Conduite inouïe! Nouvelle maniere de faire la guerre!

La conduite qu'on tient envers le Primat du Royaume, ne fait-elle pas aſſez connoitre le peu de conſidération qu'on a pour la République, qui eſt honnie & mepriſée en ſa perſonne, qui eſt un Perſonnage illuſtre par ſa naiſſance, vénérable par ſon âge, eſtimable par ſes longs ſervices, reſpectable par ſon Caractère Sacré & par ſa Dignité Primatiale, qui n'eſt coupable en rien dans toute ſa conduite, & qui eſt immolé comme une glorieuſe victime à la fureur, pour les juſtes intérêts de la Patrie, dont il a ſoutenu les droits avec une fermeté ſans exemple, pendant qu'il ſouffre patiemment qu'on le traine lié & enchaîné pour la cauſe de la Liberté.

Ce qui eſt arrivé à l'Ambaſſadeur de France eſt une ſuite des violences qu'on exerce de tous côtez, & une violation du Droit des Gens, reſpecté par toutes les Nations; ſi ſon caractère conſidéré de quel côté qu'on voudra, ne peut le mettre à couvert d'un ſi dur traitement, ſa perſonne ne mérite pas une ſevere priſon, qu'on ne peut lui infliger, le conſidérant même comme priſonnier de guerre.

Que dirons-nous de l'injuſtice avec laquelle on traite les Sénateurs & autres illuſtres Membres de la Nation? On les force à reconnoitre pour Roi celui qu'ils n'ont pas choiſi, & qu'ils ont juré de ne pas reconnoitre. On les traite en rebelles, ſans qu'ils ayent été Sujets; comme criminels d'Etat, ſans avoir commis aucun crime; & en eſclaves, ſans avoir été formis.

Qu'on mette de ſon côté tant qu'on voudra le droit des armes, on ne trouvera nulle part aucun exemple qu'il s'etende juſques ſur les Conſciences d'une Nation libre: c'eſt cependant ce qui vient d'arriver, puiſqu'on les a contraints, les armes à la main, à faire un des plus affreux Sermens.

Nous laiſſons aux Caſuiſtes à fixer la différence qu'il y a entre un Serment volontaire, & un autre extorqué le piſtolet ſur la gorge. Si ce dernier Serment ſe fait ſincerement, peut-il être conſidéré autrement que comme un Parjure évident & une violation du précédent; ce Parjure peut-il ſervir de ſûreté d'une fidélité qu'on viole à l'égard de Dieu? Et ſi au contraire le premier Serment ſeſte dans toute ſa force, le ſecond, qu'on n'a pas fait dans l'intention de l'obſerver, eſt nul & de nulle valeur; pourquoi donc prendre le nom de Dieu en vain?

ANNO 1734.

Il faut eſpérer que le Ciel, qui ne conſidere que la ſincérité & la pureté de nos cœurs, aura égard à l'état violent où nous jettent alors les menaces horribles & la crainte: mais il eſt à craindre que ſa Juſtice ne rende reſponſables de tant de blaſphèmes involontaires, ceux qui les ont fait commettre, & qui ont ſacrifié à leur ambition juſqu'au ſalut de leurs ames.

Enfin on ne ſe contente pas d'empriſonner les principales perſonnes de l'Etat, & d'extorquer leurs ſentimens avec violence, on ſoumet leur Conſcience à un joug inſupportable, pour ne laiſſer plus la moindre trace de la liberté.

Voilà l'état déplorable où ſe trouve la Pologne, qui expoſe aux yeux de toutes les Puiſſances jalouſes des droits du Trône, les effets d'une fauſſe Politique; à ceux des Nations jalouſes de la conſervation de leurs Loix, qu'il n'y en a point qui ſoit à couvert de l'injuſtice; & à ceux de toute la Chrétienté, que la Société Civile ne trouve plus de ſureté dans la foi des Traitez, dans la Religion, ni dans les remords de la Conſcience. Exemple inconnu aux ſiécles paſſez! triſte monument pour la poſtérité!

Nous ſavons que les Souverains ne doivent rendre compte de leur conduite qu'à Dieu ſeul; & c'eſt à ſon terrible Tribunal que j'en appelle, proteſtant contre toutes violences, dans l'eſpérance que ſa Toute-puiſſance confondra le fort & l'orgueilleux, que Sa Sainteté punira l'impie, & que ſa Juſtice défendra l'innocent. Ce 13. Août 1734.

CLXXXVIII.

Edit des Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas pour la Navigation libre de leurs Sujets ſur les Côtes d'Afrique, publié en Octobre 1734.

I. TOus les Sujets de la République auront la liberté de naviger & de négocier pendant 20. ans de ſuite, & ainſi juſqu'à la fin de l'an 1754. dans l'eſpace de 60. lieues des Côtes où la Compagnie Occidentale s'étoit reſervé le négoce privatif par le Réglement du 8. Août 1730. laquelle reſerve ou exception eſt abolie par la preſente.

II. Mais leſdits Sujets de la République ne pourront aller negocier dans ledit Diſtrict de 60. lieues avec des Bâtimens, qui, ſuivant les ordres de la Compagnie, ne peuvent naviger ni négocier ſur cette Côte, ni avec d'autres Bâtiment, qui, ſuivant les mêmes ordres n'y peuvent négocier ſans avoir auparavant payé les droits, à moins qu'ils n'ayent fait auparavant leur déclaration au Château Delmina, ou en tel autre endroit que les Directeurs pourroient deſigner dans la ſuite, & d'en avoir montré le Paſſeport, en ſorte que cette clauſe doit être ajoutée à l'Acte de caution, que celui qui frête un Vaiſſeau doit fournir ſuivant l'Art. 21. du Réglement du 8. Août 1730.

III. Les Directeurs, Receveurs, Suppôts ou Officiers de la Compagnie Occidentale ne pourront naviger ni négocier directement ni indirectement de quelque maniere que ce ſoit pour eux ou pour d'autres dans aucun des endroits d'Afrique ſituez dans les limites de l'Octroi de la Compagnie, ſous les peines portées dans l'Art. 31. de l'Octroi. Cependant l'intérêt que quelques-uns deſdits Directeurs, Receveurs, Suppôts ou Officiers, pourroient avoir dans ladite Navigation & Commerce, ſubſiſtera juſqu'au retour des Vaiſſeaux auxquels ils ont part. Et ſi à préſent quelques Directeurs, Receveurs, Supots, ou Officiers vouloient frêter pour ladite Côte comme ci-devant, ils en informeront, dans l'eſpace de 6. ſemaines, la Chambre de la Compagnie dont ils dépendent; afin qu'en ayant communiqué avec les autres Chambres, elle diſpoſe à cet égard ſuivant ce qui ſera trouvé convenable.

IV. Afin de faciliter la Navigation des Sujets de la République ſur la Côte d'Afrique, le terme de 12. mois que les Vaiſſeaux pouvoient reſter dehors, ſuivant l'Art. 24. du Réglement du 8. Août 1730.

ſera

ANNO 1734. ſera prolongé, comme il eſt prolongé par la préſente juſqu'à 16. mois, à moins qu'ils ne paſſent par l'Amerique, auquel cas ils pourront employer 20. mois à compter du jour que leſdits Bâtimens ſortiront des Ports de la Patrie; enſorte que la Prime (*Napremie*) des Vaiſſeaux qui reſteront plus de 16 ou 20. mois, ſera réglé ſur le pied d'un 16. ou d'un 20 pour chaque mois entier qu'ils ſeront reſtez au delà de ce tems; reſtant au ſurplus le teſte dudit Art. en ſon entier, & ſans déroger à l'Art. 19. du Reglement qui reſerve le Commerce dans les Colonies de Surinam, Iſequebo & Barbice à la ſeule Compagnie.

V. En conſidération des Primes (*Napramien*) que les Frêteurs payent, ſuivant l'Art. 14. & de la perte qu'ils ſont lorſque leurs Bâtimens reſtent plus longtems en mer, les Directeurs de la Compagnie reſtitueront 2. mois deſdites primes aux Frêteurs reſpectifs, & il en ſera fait un partage entre leſdits Frêteurs au *pro rata* du tems qu'ils ſeront reſtez plus ou moins longtems.

VI. Pour encourager la ſuſdite Navigation, ceux qui l'entreprendront pourront négocier avec le Gouverneur de la Compagnie ſur la Côte d'Afrique, les Eſclaves qu'ils auront achetez, au prix dont ils pourront convenir avec les Officiers de la Compagnie dans cet endroit.

VII. Il ſera permis aux Vaiſſeaux reſpectifs de rentrer dans tel Port de la Patrie qu'ils voudront, ſans être obligez de rentrer dans celui d'où ils ſeront partis; l'Art. 2. du Réglement du 8. Août 1730. étant changé ainſi à cet égard.

VIII. Quant au Jaugeage des Vaiſſeaux qui ſeront frêtés pour la Côte d'Afrique, on s'en tiendra à la Réſolution ou Réglement des Directeurs, ſtatué dans l'Aſſemblée des Dix le 14. Octobre, qui ſera obſervé à cet égard.

IX. Tout ce qui eſt ſtatué ci-deſſus aura auſſi lieu par rapport aux Vaiſſeaux qui ſont déja en voyage ou ſur la Côte, enſorte qu'ils ſeront traitez de même que les Vaiſſeaux qui ſeront frêtez à l'avenir.

X. Tous les Articles du Réglement arrêté par Leurs Hautes Puiſſances le 8. Août 1730. ſeront exécutez ſelon leur forme & teneur, à l'exception de ce qui a été changé par ce Réglement poſterieur, &c.

CLXXXIX.

Traité d'Amitié, de Commerce & de Navigation entre l'Empire de Ruſſie & la Couronne de la Grande-Bretagne, conclu à Petersbourg le 2. Decemb. 1734. [Sur l'Imprimé à Petersbourg en Ruſſien & en François.]

COmme la très-Séréniſſime & très-Puiſſante Princeſſe & Dame, Dame ANNA, Impératrice & Autocratrice de toutes les Ruſſies, de Moſcovie, Kiovie, Wladimirie, Novogorod: Czarine de Caſan, Czarine d'Aſtracan, Czarine de Siberie; Dame de Pleſcow & Grande-Ducheſſe de Smolensko; Ducheſſe d'Eſthonie, de Livonie, Carelie, Twer, Jugorie, Permie, Wiatkie, Bolgarie & d'autres; Dame & Grande-Ducheſſe de Novogorod inferieur, de Czernigovie, Reſan, Roſtow, Jeroſlaw, Beloozerie, Vdorie, Obdorie, Condirie, Impératrice de tout le Côté du Nord; Dame d'Iverie, & Princeſſe héréditaire & Souveraine des Czars de Cartalinie & Gruſinie, Comme auſſi des Princes de Czircaſſie, de Georgie, & d'autres, &c. &c. &c.

Et le très-Séréniſſime & très-Puiſſant Prince GEORGE II. par la Grace de Dieu, Roi de la Grande-Bretagne, de France & d'Irlande, Défenſeur de la Foi, Duc de Brunswic & de Lunebourg; Archi-Tréſorier & Prince Electeur du Saint Empire Romain, &c. &c &c.

ONt réfléchi qu'il y a eu depuis fort longtems une liaiſon de Commerce & de bonne Amitié entre leurs Etats & Sujets réciproquement, ſans qu'elle fût réglée & établie par une Convention ſûre & détaillée, & voulant rendre cette Correſpondance plus ferme & durable, par des Réglemens & Conditions qui puiſſent ôter quelques difficultés qui y étoient ſurvenues, & mettre le Commerce & la Navigation ſur un fondement qui répondît mieux à la bonne Intelligence mutuelle, qui ſubſiſte entre ladite Impératrice & ledit Roi, & leurs Etats & Sujets: Ils ont trouvé à propos de nommer & d'autoriſer des Miniſtres de côté & d'autre pour cet effet, c'eſt-à-dire, *Sa Majeſté Impériale*, &c. a nommé pour Commiſſaire & Plénipotentiaire, de ſa part, ſon Miniſtre de Cabinet, Conſeiller Privé actuel & Chevalier de l'Ordre de St. André, HENRI JEAN FREDERIC Comte d'OSTERMAN, de même que Son Miniſtre de Cabinet, Conſeiller Privé actuel & Chevalier de l'Ordre de St. André, Prince ALEXEI CZERCASCOY, comme auſſi ſon Conſeiller Privé actuel, Sénateur, Préſident au Collége de Commerce & Chevalier de l'Ordre de l'Aigle Blanc, Baron PIERRE de SCHAPHSROFF. ANNO 1734.

Et *Sa Majeſté Britannique* a nommé pour Commiſſaire & Plénipotentiaire, de ſa part, le Sieur CLAUDIUS RONDEAU, ſon Réſident auprès de *Sa Majeſté Imper.* leſquels ayant conféré enſemble, en vertu de leurs Plein-pouvoirs reſpectifs, ſont convenus des Articles ſuivans.

1.

LA paix, amitié & bonne correſpondance qui ſubſiſtent heureuſement entre leurs *Majeſtez de toutes les Ruſſies & de la Grande-Bretagne*, ſeront confirmés & établis par ce Traité; de ſorte que dès à préſent, & pour l'avenir, il y aura entre la Couronne de toutes les Ruſſies, d'un côté, & la Couronne de la Grande-Bretagne, de l'autre; comme auſſi entre les Etats, Païs, Royaumes, Domaines & Territoires qui Leur obéiſſent, une paix, amitié & bonne intelligence, vraye, ſincere, ferme & parfaite, leſquelles dureront pour toujours, & ſeront obſervées inviolablement, tant par Mer que par Terre, & ſur les Eaux douces; & les Sujets, Peuples & Habitans de part & d'autre, de quel Degré ou Condition qu'ils puiſſent être, ſe traiteront mutuellement avec toute ſorte de bienveillance, aide & aſſiſtance poſſibles, ſans ſe faire aucun tort ou dommage quelconque.

2.

Il y aura une parfaite Liberté de Navigation & Commerce, dans tous les Etats d'aucune des deux Hautes Parties Contractantes, ſituées en Europe, où la Navigation & le Commerce eſt à préſent permis, ou ſera permis ci-après, par les Hautes Parties Contractantes, aux Sujets d'aucune autre Nation.

3.

Il eſt convenu que les Sujets des Hautes Parties Contractantes puiſſent entrer en tout tems, dans les Ports, Places ou Villes d'aucune des Hautes Parties Contractantes, avec leurs Vaiſſeaux, Bâtimens ou Voitures chargés ou vuides, dans leſquels il eſt permis aux Sujets d'aucune autre Nation d'entrer, commercer ou demeurer, & les Matelots, Paſſagers & Vaiſſeaux, tant Ruſſes qu'Anglois, quoique parmi leur Equipage il ſe trouve des Sujets de quelque autre Nation étrangere, ſeront reçus & traités, comme la Nation la plus favoriſée: & les Matelots ou Paſſagers ne ſeront pas forcés à entrer dans le ſervice d'aucune des Hautes Parties Contractantes, à l'exception des Sujets de celles des Parties Contractantes qui auront beſoin de leur ſervice. Et il eſt accordé que les Sujets des Hautes Parties Contractantes puiſſent acheter toute ſorte de choſes néceſſaires, dont ils peuvent avoir beſoin, au prix courant, radouber & raccommoder leurs Vaiſſeaux, Bâtimens ou Voitures, & acheter toute ſorte de Proviſions pour leur Subſiſtance ou Voyage, demeurer & partir à leur bon plaiſir, ſans moleſtation ou empêchement, pourvû qu'ils ſe conforment aux Loix & Ordonnances des Etats reſpectifs des Hautes Parties contractantes, dans leſquels ils arriveront ou demeurent.

4.

Il eſt convenu que les Sujets de la Grande-Bretagne puiſſent aporter, par Eau ou par Terre, dans tous, ou aucun des Etats de la Ruſſie, où il eſt permis aux Sujets d'aucune autre Nation de commercer, toutes for-

ANNO 1734. sortes d'Effets ou Marchandiſes, dont le Commerce & l'Entrée n'eſt pas défendu: Et pareillement que les Sujets de la Ruſſie puiſſent aporter dans tous, ou aucuns des Etats de la Grande Bretagne, où il eſt permis aux Sujets d'aucune autre Nation de commercer, toute ſorte de Marchandiſes du Produit ou Manufactures des Etats de la Ruſſie, dont le Commerce & l'Entrée n'eſt pas défendu; & pareillement les Marchandiſes du Produit ou Manufactures d'Aſie, pourvû que cela ne ſoit pas défendu actuellement par aucune Loi, à préſent en force dans la Grande Bretagne, Et qu'ils puiſſent acheter & transporter hors des Etats de la Grande Bretagne, toute ſorte d'Effets & de Marchandiſes, que les Sujets d'aucune autre Nation peuvent acheter dans les Etats, & transporter hors des Etats de la Grande Bretagne, particuliérement, de l'Or & de l'Argent travaillé ou non travaillé, l'Argent monnoyé de la Grande Bretagne excepté. Et afin que l'égalité ſoit conſervée par raport à l'exportation des Denrées & Marchandiſes, où les Ruſſes payent beaucoup moins de Droits que ceux qui y trahquent de la Grande Bretagne, les Sujets de la Ruſſie payeront à l'avenir les mêmes Droits de ſortie, que payent les Marchands Anglois ſur les mêmes Effets à l'exportation hors des Ports de la Ruſſie: & les Marchands Ruſſes jouïront des mêmes Libertés & Privilèges des Commerces en Angleterre, que jouïſſent les Marchands Anglois qui ſont de la Compagnie de Ruſſie: Bien entendu toujours, qu'il n'y a rien dans cette permiſſion, contre les Loix du Païs, & que les Marchands tant Anglois que Ruſſes, & leurs Facteurs, s'accommoderont aux Loix, Statuts & Ordonnances reçuës & établies dans les Païs reſpectivement où ils auront à faire leur Négoce, afin qu'aucune fraude ou abus ne s'y gliſſe.

5.

Il eſt convenu que les Sujets de la Grande Bretagne, s'ils n'ont point de Rixdales pour payer les Douanes, ou Droits payables ſur leurs Marchandiſes entrées, puiſſent payer en Eſpéces d'argent courant, à raiſon de cent & vingt-cinq Copeques pour une Rixdale.

6.

Toute l'aiſance & dépêche ſera donnée ſuivant le Réglement a ce ſujet, à l'entrée des Vaiſſeaux Anglois, à charger & décharger les Marchandiſes apartenantes aux Sujets de la Grande Bretagne, & ils ne ſeront en aucune maniére retenus, ſous les peines ſpécifiées dans les Réglemens: Et ſi les Sujets de la Grande Bretagne font aucun Contract avec aucune Chancellerie ou Collége, pour délivrer aucuns Effets ou Marchandiſes, ſur la déclaration que les Marchandiſes ſont prêtes à être délivrees, Elles ſeront reçuës ſuivant le tems ſpécifié dans le Contract, après quoi le Compte ſera réglé & liquidé dans tel tems qu'il aura été convenu dans le Contract entre la Chancellerie ou Collége & les Marchands Anglois.

7.

Il eſt convenu que les Sujets de la Grande Bretagne puiſſent, dans toutes les Villes & Places de la Ruſſie, où il eſt permis aux Sujets d'aucune autre Nation de fréquenter, payer pour Marchandiſes achetées, le même argent courant de Ruſſie qui a été reçu pour Marchandiſes vendues, à moins qu'aucun Contract particulier ne ſpécifie le contraire.

8.

Il eſt convenu que les Sujets de la Grande Bretagne puiſſent aporter dans la Ruſſie toute ſorte d'Effets ou Marchandiſes, & les transporter au travers des Etats de la Ruſſie, par le plus court ou le plus convenable chemin, en Perſe, payant trois pour cent en Rixdales, *ad valorem*, pour les Droits & Tranſit desdites Marchandiſes, & pas davantage, ſous quelque prétexte que ce ſoit. Néanmoins les Marchands Anglois ſeront obligés de s'accommoder avec les Sujets Ruſſes, touchant les fraix du tranſport, tant par Eau que par Terre, & de leur donner pour cela un prix raiſonnable; & des Ordres les plus préeis ſeront donnés pour ce que les Marchands Anglois trouvent toute l'expedition & facilité ſur la route. Pareillement qu'ils puiſſent aporter toute ſorte d'Effets & Marchandiſes de Perſe, & les transporter, au travers de la Ruſſie, avec la même liberté & aiſance, payant ſeulement trois pour cent en Rixdales, *ad valorem*, pour les Droits & Tranſit, comptant les Rixdales de la maniere qu'il eſt d'uſage dans les Douanes Ruſſiennes. Et afin de prévenir toute fraude de la part des Sujets Anglois, & toute vexation & délai de la part des Officiers Ruſſes, les Marchands Anglois déclareront les Marchandiſes deſtinées à paſſer au travers de la Ruſſie pour aller en Perſe, & de même celles qu'ils aportent de la Perſe, à la premiére Place où elles arrivent en Ruſſie, & elles ſeront reçues & admiſes ſur leur Connoiſſement, Police ou Regître, & ſuivant leur valeur déclarée, ſur laquelle un Droit de trois pour cent ſera payé ſans ouvrir ou déballer les Marchandiſes, plus qu'il n'eſt abſolument neceſſaire pour ſatisfaire l'Officier Ruſſe, que les Marchandiſes ſpécifiées par le Connoiſſement, Police ou Regitre, & aucune autre ou autres, n'eſt contenu dans le Ballot ou Balle, dans leſquels les Marchandiſes ſont empaquetées. Mais en cas que l'Officier Ruſſe ait raiſon de ſoupçonner que les Marchandiſes ne ſont pas déclarées à leur entiére Valeur, à vingt pour cent près, dans ce cas l'Officier Ruſſe payant au Marchand la Valeur déclarée, & vingt pour cent par deſſus, ſans aucune déduction, peut prendre les Marchandiſes & en diſpoſer. Quand l'Officier Ruſſe a fait ſa Viſite, laquelle ſera faite ſans vexation ou tort, aux Marchandiſes ou Emballages, il plombera les Balles ou Balots dans leſquelles les Marchandiſes ſont, il les numérotera & les marquera, & donnera au Marchand un Certificat du payement des Droits, & par ce Certificat, Plomb, Marque & Numero, elles paſſeront au travers de la Ruſſie, pour aller en Perſe, ou en venir, ſans aucun autre obſtacle ou moleſtation; mais en cas que les Marchands ne paſſent pas toutes, ou aucunes des Balles au travers de la Ruſſie, ſuivant la déclaration, ou qu'ils rompent les Plombs, & en ôtent aucune des Marchandiſes, en Ruſſie, s'il y a aucune raiſon de ſoupçonner que cela a été fait contre le ſens clair & l'intention de cet Article, il ſera mis à l'amende, & payera la Valeur entiére déclarée de telle Balle ou Ballot qui manquera, ou dont le Plomb aura été rompu.

9.

Qu'aux Lieux accoutumés de tranſport, il ſera réciproquement permis aux Sujets des Hautes Parties Contractantes de charger à bord de leurs propres Vaiſſeaux, Bâtimens ou Voitures, ou aucun autre, les Marchandiſes qu'ils ont achetées, excepté ſeulement dont la ſortie eſt défendue, & de les emporter, ou envoyer librement, pourvû qu'ils ayent payé les Douanes, & que les Vaiſſeaux, Bâtimens ou Voitures ſoient acquitées, ſuivant le Réglement.

10.

Que les Sujets de l'une ou de l'autre des Parties, ne payeront pas plus de Douane ou Droits pour l'entrée ou la ſortie des Marchandiſes, que ce qui eſt payé pour l'entrée ou la ſortie des mêmes Marchandiſes, par les Sujets d'aucune autre Nation. Et que pour empêcher toute fraude des Douanes, d'un & d'autre côté, les Marchandiſes qui ont gliſſé la Douane, pour éviter le payement des Droits d'Entrée, ſeront confiſquées, & on n'infligera pas d'autre châtiment aux Marchands de l'une ou de l'autre des Parties.

11.

Il eſt convenu que les Sujets de l'une ou de l'autre des Parties puiſſent librement aller, venir & commercer dans tous les Etats qui ſont, ou pourront être ci-après en inimitié avec aucune des Parties, excepté ſeulement les Places qui ſont actuellement bloquées ou aſſiegées, pourvû qu'ils ne portent point de Munitions de guerre à l'Ennemi, avec tous autres Effets, les Vaiſſeaux, les Paſſagers & les Effets, ſeront libres & ſans empêchement.

12.

ANNO. 1734.

12.

Les Canons, Mortiers, Armes à feu, Piſtolets, Bombes, Grenades, Boulets, Balles, Fuſées, Pierres à feu, Méches, Poudre, Salpetre, Souffre, Cuiraſſes, Piques, Epées, Ceinturons, Gibecieres, Poches à Cartouche, Selles & Brides en aucune quantité, au delà de ce qu'il en faut, pour la Proviſion du Vaiſſeau, ou ce qui peut appartenir & être juge néceſſaire pour chaque homme appartenant au Vaiſſeau ou Paſſager, ſera eſtimé Munition de guerre: Et ſi on en trouve, on pourra les ſaiſir & les confiſquer, ſuivant les Loix: mais ni les Vaiſſeaux, Paſſagers, ou le reſte des Effets, ne ſeront detenus pour cette raiſon, ou empêchés de pourſuivre leur Voyage.

13.

Qu'en cas de Rupture entre les hautes Parties Contractantes, ce qu'à Dieu ne plaiſe, les Perſonnes, Effets ou Vaiſſeaux des Sujets de l'une ou de l'autre des Parties, ne ſeront pas detenus, ni confiſqués, mais il y aura, au moins un an de tems d'alloué, pour qu'ils puiſſent vendre, diſpoſer, emporter ou envoyer leurs Effets, & tranſporter leurs Perſonnes.

14.

Les Marchands, Matelots, Vaiſſeaux, ni Effets ne ſeront pas, de part ou d'autre, arrêtés ni forcés à entrer dans le Service, ſans leur propre conſentement, ſous quelque prétexte que ce ſoit. Et ſi aucun Domeſtique ou Matelot deſerte ſon ſervice ou Vaiſſeau, il ſera rendu, bien entendu que rien dans cet article ne tende à empêcher le cours ordinaire de la Juſtice de part ou d'autre.

15.

Qu'en cas de naufrage dans aucun endroit des Etats des hautes Parties Contractantes, toutes ſortes d'aſſiſtance ſeront données aux malheureux, aucune Violence ne leur ſera faite, ni leurs Effets qui ſeront ſauvés par eux-mêmes ou par d'autres, ou jettés ſur les bords par la Mer, ne ſeront pas cachés, on ne les leur retiendra pas, ni on ne les endommagera pas, ſous quelque prétexte que ce ſoit, mais on les leur conſervera, & ils payeront un prix raiſonnable, pour l'aſſiſtance qu'ils auront pu avoir pour aider à ſauver les Perſonnes, les Vaiſſeaux & les Effets.

16.

Les Marchands Anglois pourront bâtir, acheter ou louer des Maiſons & les vendre, ou en diſpoſer dans aucun autre endroit de St. Petersbourg, a Moſcou dans la Slabod Allemande, dans Aſtracan & dans Archangel; & on ne mettra perſonne en quartier dans leurs Maiſons, dans ces Places; dans tous les autres endroits, quoi qu'il leur ſera permis d'acheter, vendre, ou louer des maiſons, ils ne ſeront cependant pas exempts des quartiers, mais ils les ſupporteront également avec les autres habitans. Il eſt pareillement accordé que les Marchands Ruſſes puiſſent bâtir, acheter ou louer des Maiſons dans la Grande Bretagne & l'Irlande, & les vendre ou en diſpoſer, ſe qualifiant pour cet effet, de la même maniere que les Sujets d'aucune autre Nation la plus favoriſée, ſont obligés de faire, & qu'ils ſeront exempts des quartiers, & qu'ils auront le libre exercice de la Religion Grecque dans leurs maiſons, ou Lieux qui ſeront marqués pour ce ſujet.

17.

On accordera les Paſſeports à tous Sujets Anglois qui ont envie de quitter les Etats de Ruſſie, deux Mois après qu'ils auront averti du deſſein où ils ſont de partir, ſans les obliger a donner aucune Caution; ſi dans ce tems il ne paroit pas aucune juſte cauſe pour leur détention, ou ſans les obliger à s'adreſſer ailleurs qu'au College de Commerce, ou à celui qui ſera ſubſtitué dorenavant à lieu de ce College pour leurs Paſſeports. La même expédition & facilité à partir, ſera donnée aux Sujets Ruſſes, dans tous les Etats de la Grande-Bretagne, ſuivant l'uſage du Païs, dans telle occaſion.

ANNO 1734.

18.

Les Marchands Anglois qui prennent à leur ſervice, ou louent des Domeſtiques en Ruſſie, avec tel Paſſeport que la Police trouve a propos d'enregiſtrer, ne ſeront pas dans la ſuite obligés à payer davantage pour eux aux Maitres de ces Domeſtiques, que ce qui aura été convenu entre les Marchands Anglois, & les Domeſtiques; mais les Marchands Anglois ne garderá pas les Domeſtiques plus longtems, que le terme qui leur eſt alloué pour ſervir, par le Paſſeport de leurs Maitres; mais ſans *Paſſeport ſervi*, aucun Domeſtique ne ſera pris en ſervice, ou loué; Et en cas que les Marchands prennent obligation de Caution, pour la probité & fidélité du Domeſtique, & s'il arrive que ce Domeſtique ne ſe conduiſe pas bien, & qu'il trompe quelqu'un, le Marchand n'en ſera pas reſponſable, mais la Caution. Il y aura le même réciproque, ſureté & juſtice, pour le Marchand Ruſſe demeurant dans les Etats de la Grande-Bretagne, qui y louera des Domeſtiques, ſuivant les Loix du Païs.

19.

Toutes les affaires des Marchands Anglois en Ruſſie, ſeront ſous la connoiſſance du College de Commerce ſeulement, ou telle autre Cour qui pourra être marquée ci-après, au lieu de ce College, pour prendre connoiſſance des affaires des Marchands Etrangers, & nul autre. Les Marchands Ruſſes, dans les Etats de la Grande-Bretagne, ſeront ſous la protection & juſtice des Loix de ce Royaume, comme tous les autres Marchands Etrangers, & ils ſeront traités comme la Nation la plus favoriſée.

20.

Les Marchands Anglois ne ſeront pas obligés à montrer leurs Livres ou Papiers, à qui que ce puiſſe être, excepté pour faire preuve en Juſtice, ni leurs Livres ou Papiers ne leur ſeront pas enlevés ou détenus, ni leurs Effets ne ſeront pas exécutés ou vendus, ſous quelque prétexte que ce ſoit, hormis en cas de banqueroute. & alors par les Jugemens du College de Commerce ſeul, ou telle autre Cour qui pourra être marquée ci-après, à la place de ce College, pour avoir ſoin des affaires des Marchands étrangers; & les Marchands Ruſſes, dans les Etats de la Grande-Bretagne, ſeront protegés par les Loix, comme dans l'Article precedent.

21.

Qu'en cas de Procès, quatre Perſonnes de réputation ſans reproche, entre les Marchands étrangers, ſeront nommés par le College de Commerce, pour examiner les Livres & Papiers du Pourſuivant, lorſque l'occaſion le requerra, & le rapport des Examinateurs, au College de Commerce, de ce qu'ils auront trouvé dans l'Examen des Livres ou Papiers, ſera teneu pour bonne évidence dans le cas.

22.

La Douane aura ſoin d'examiner les Domeſtiques des Marchands Ruſſes, quand ils écrivent des Marchés, s'ils ont des Ordres, ou Lettres de crédit de leurs Maîtres, pour cela: s'ils n'en ont point, on ne ſe fiera pas à eux. La même choſe ſera faite envers les Domeſtiques des Marchands Anglois, & les Marchandiſes ſeront écrites ſur le Compte des Maitres, leſquels, au cas qu'ils ayent donné des Ordres, ou Lettres de crédit a leurs Domeſtiques, ſeront alors reſponſables, comme s'ils avoient écrit les Marchandiſes eux-mêmes. Pareillement on enregiſtrera tous les Domeſtiques Ruſſes, employés dans les Boutiques, & leurs Tranſactions, en fait de Commerce.

ANNO 1734.

23.

Au cas que des Marchands Ruſſes devant à des Marchands Anglois, quittent les Lieux où ils ſont, & s'en aillent dans le Païs: S'il arrive que pendant leur abſence, on donne des petitions contre eux, avec preuve de la dette, alors le College de Commerce les citera trois differentes fois, en allouant un tems ſuffiſant pour leur comparoiſſance devant le College; mais s'ils ne comparoiſſent pas, le College les condamnera & enverra une perſonne exprès, aux fraix du Pourſuivant, aux Gouverneurs ou Prévôts, pour mettre la Sentence en execution, & obliger le Débiteur à payer ce qui eſt demandé.

24.

Que les Marchands Ruſſes qui viennent avec leurs Marchandiſes, ſeront obligés de les entrer à la Douane, au plutôt poſſible; & quand elles ſeront vendues, ils écriront la quantité, le poids & la meſure, ſuivant les Réglemens.

25.

Le Brack ſera établi avec Juſtice, & mis ſur une bonne Règle, & les Brackers ſeront reſponſables, pour la qualité des Marchandiſes, & les faux & Emballages, & ſeront ſujets à payer les pertes, ſur la preuve contre eux.

26.

Il y aura des Réglemens établis, pour régler les abus qu'il peut y avoir dans les Bandages ſur les Cuirs & la Filaſſe, en attendant s'il arrive quelque diſpute entre Acheteur & Vendeur, ſur la Tare de quelque Marchandiſe, la Douane la décidera ſans délai, ſuivant la raiſon & l'équité.

27.

Pour une plus grande facilité & encouragement au Commerce de la Grande-Bretagne, il eſt accordé qu'à l'avenir les Etoffes de Laine d'Angleterre, ci-après ſpécifiées, ne payeront pas plus de droit d'Entrée que ce qui eſt ſpecifié dans cet Article, ſavoir: Le Drap d'Angleterre, pour Soldat, ne payera que deux Copekes en Rixdalers l'Archine, de Droit d'Entrée. Le gros Drap de la Comté d'Yorck, connu dans le Tarif Ruſſien, par le nom de Koſtrogi, ne payera que deux Kopekes en Rixdalers l'Archine, de Droit d'Entrée. La Flanelle large ne payera qu'un Copeke en Rixdalers l'Archine, de Droit d'Entrée. La Flanelle étroite ne psyera que trois quarts de Copeke en Rixdalers l'Archine, de Droit d'Entrée.

28.

Il eſt convenu & conclu entre les hautes Parties Contractantes, que les Sujets de l'une & de l'autre, ſeront toujours conſidérés & traités, comme la Nation la plus favoriſée, dans leurs Etats reſpectifs, & que les Sujets de la Ruſſie, qui iront en Angleterre, pour y apprendre les Arts ou le Commerce, ſeront protegés, favoriſés, inſtruits. Pareillement les Vaiſſeaux Ruſſes, s'ils ſont en Mer pour la Navigation, n'y ſeront aucunement empêchés par les Vaiſſeaux Anglois, lors qu'ils ſe rencontreront, pourvû que, dans la Mer Britannique ils ſe comportent ſelon la coutume: Mais on les favoriſera & leur prêtera tous les Secours poſſibles, & de même dans les Ports ou Havres de la Domination de la Grande-Bretagne.

29.

La paix, amitié & bonne intelligence, durera pour toujours entre les hautes Parties Contractantes; & comme il eſt de coutume de donner un certain tems aux Traités de Commerce, leſdites hautes Parties Contractantes ſont convenues que celui-ci durera l'eſpace de quinze ans, a compter du jour de la Signature du préſent Traité; & avant le terme expiré, ils pourront convenir enſemble, afin de le renouveller & prolonger. ANNO 1734.

30.

Ce préſent Traité de Navigation & de Commerce, ſera approuvé & ratifié par *Sa Majeſté Impériale* & *Sa Majeſté Britannique*; & les Lettres de Ratification en bonne forme, ſeront échangées de part & d'autre à St. Petersbourg, dans l'eſpace de trois Mois, ou plutôt, ſi faire ſe peut, à compter du jour de la Signature.

En foi de quoi, Nous ſouſſignés, munis des Pleinpouvoirs de *Leurs-dites Majeſtés Impériale & Britannique*, avons èsdits Noms, ſigné le préſent Traité, & y avons fait appoſer les Cachets de nos Armes. Fait à St. Petersbourg, le deuxiéme de Decembre 1734.

Les ſignatures ſur l'Original ſe voyent ainſi:

(LS.) H. J. F. D'OSTERMANN.

(LS.) P. A. CZERCASKOY.

(LS.) B. P. de SCHAFFIROW.

(LS.) CLAUDIUS RONDEAU.

On a reçû, par le ſoumentionné Réſident d'Angleterre, la Ratification de ce Traité, ſignée par *Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne*: En échange, on lui a donné la pareille, ſignée par *Sa Majeſté Impériale de toutes les Ruſſies*, le 10 de Mars 1735.

L.S.

CXC.

Traité d'Alliance & de Subſide entre le Roi de la Grande-Bretagne & celui de Dannemarck, conclu le 9. Septembre 1734.

ART. I. Il y aura entre Leurs Majeſtés *Britannique* & *Danoiſe*, leurs Succeſſeurs & Héritiers, Royaumes & Sujets, une amitié & une union très-étroite.

II. Tous les précedens Traitez, conclus entre les deux Etats, ſeront cenſez renouvellez & confirmez par celui-ci.

III. Le Roi de *Dannemarck* s'engage de fournir pendant trois ans, pour le ſervice du Roi de la *Grande-Bretagne*, 1000. hommes de Cavalerie & 5000. d'Infanterie.

IV. Pour ſubvenir à l'entretien de ces 6000. hommes, Sa *M. Brit.* s'engage de payer au Roi de *Dannemarck* 80. Ecus pour chaque Cavalier duement monté, & 30. Ecus pour chaque Fantaſſin, ſavoir la moitié immediatement après la ſignature du préſent Traité, & l'autre moitié dès que leſdites Troupes ſeront entrées à la Solde du Roi d'*Angleterre*. De plus, Sa *M. Brit.* s'engage encore de payer au Roi de *Dannemarck* un ſubſide annuel de deux cens cinquante mille Ecus de Banque, pendant que leſdites Troupes ſeront à la Solde de Sa *M. Danoiſe*; mais, lorſqu'elles auront paſſé à la Solde d'*Angleterre*, ce Prince ne recevra que cent cinquante mille Ecus de Banque par an.

V. Le Roi de la *Grande-Bretagne* ſe chargera de la Solde & Traitement, tant ordinaire qu'extraordinaire, des Officiers & Soldats, de même que de ce qui regarde les Recrues, ſur le pié que cela a été reglé par les Traitez anterieurs.

VI. Il ſera libre à *Sa M. Brit.* d'employer ces Troupes par tout où elle jugera à propos, excepté en *Italie* & ſur Mer: Elles ne pourront non plus être tranſportées

ANNO 1734.

tées en *Angleterre*, à moins qu'il ne s'agisse de la défense de la *Grande-Bretagne* ou du Royaume d'*Irlande*.

VII. Si le Roi de *Dannemark* venoit à être attaqué, celui de la *Grande-Bretagne* promet de lui renvoyer promptement ses Troupes, & de donner outre cela à Sa Majesté *Danoise* tout le secours par Mer & par Terre, que le cas exigera; lequel secours lui sera continué jusqu'à la conclusion d'une Paix avantageuse. Le Roi de *Dannemark* s'engage de son côté au reciproque envers celui de la *Grande-Bretagne*, & se reserve expressément la Liberté du Commerce pour ses Sujets qui trafiquent, tant en *France*, que par-tout ailleurs, pendant tout le tems de la présente Guerre, à quoi Sa *Maj. Brit.* consent.

VIII. Pour juger, si le cas de cette Alliance existe ou non, il suffira qu'une des Parties Contractantes soit actuellement attaquée par la force des Armes, sans qu'elle ait auparavant usé de force ouverte contre l'Agresseur.

IX. Le présent Traité durera trois ans.

X. Les Ratifications en seront échangées à *Londres* deux mois après la signature, en foi dequoi, &c.

CXC.

*Représentations * des Citoyens & Bourgeois de Genève présentées aux Conseils en* 1734 *avec les Additions & le Rapport des Commissaires nommez par les Conseils pour en faire l'examen.* [Sur la Copie imprimée à Genève.]

LES Conclusions que nous prenons dans les Représentations que nous avons l'honneur de faire à Messieurs les Syndics, & à M. le Procureur-Général, tendent à prier les Magnifiques Conseils 1. De vouloir bien refléchir sur les Impôts qu'ils ont établis sans en demander l'approbation au Conseil Général, & même sans le consulter sur l'importante résolution qu'ils prirent en 1715. de fortifier cette Ville, & d'en faire une des plus fortes Places de l'Europe.

2. Qu'en conséquence les M. Conseils ayent l'équité de résoudre, que conformément à ce que nous avons droit d'exiger, le Conseil Général sera assemblé, aux fins que lesdites Resolutions y soient portées, pour le maintien de notre Liberté, de même que pour l'affermissement & l'avancement du Bien Public, qui sera en tout tems l'objet de nos vœux les plus ardens, & celui de nos desirs les plus empressés.

Les redressemens que nous demandons sont si équitables, & d'une si grande importance pour un Peuple Libre & Souverain, comme nous le sommes, que nous ne croirions pas qu'il fût nécessaire de déduire les motifs qui fondent notre Réquisition, si notre dessein n'étoit pas de manifester au Public, & de transmettre à notre Posterité la validité des raisons qui démontrent la justice de la cause que nous défendons.

C'est ce qui résulte d'abord de la nature de la chose même. Car sans faire ici la moindre application, & en déclarant que nous n'avons en vûe qui que ce soit, nous demandons quelle barriere on peut opposer à l'ambition de ceux qui sont à la tête d'un Etat, & qui voudroient abuser de leur autorité, si une fois ils sont en possession de mettre des Impôts sur le Peuple, sans son consentement, & même contre sa volonté.

Nous protestons que nous ne nous défions en aucune maniere de ceux qui nous gouvernent: mais personne n'ignore que ce Droit, entre les mains de ceux qui voudroient en abuser à l'avenir, pourroit leur fournir le moyen de lever des Troupes, de les entretenir, d'intimider par-là le Peuple, & de le tenir dans une servile dépendance. Aussi les Peuples qui, étant nés Libres, ont eu quelques desirs de conserver leur Liberté, n'ont pris d'autres précautions que celles de se reserver le droit d'avoir des Assemblées Périodiques, & celui de s'imposer à eux-mêmes, lorsque les besoins le requeroient.

ANNO 1734.

Nous n'avons pour nous en convaincre, qu'à jetter les yeux sur divers Royaumes, qui subsistent aujourd'hui: tout le monde convient que s'il y en a où les Peuples jouissent d'une réelle Liberté, c'est sur-tout l'Angleterre, la Suede, la Flandre Espagnole, & quelques autres.

Dans ces différens Royaumes, le Prince nomme aux Emplois, il est le maître de donner des Pensions à qui il veut, il fait les Alliances qu'il trouve à propos, il déclare la Guerre & il fait la Paix: mais la seule chose qui tempere son Autorité, & assure la Liberté du Peuple, c'est la nécessité où le Prince se trouve par les Loix de recourir à ses Etats, ou à son Parlement, pour avoir des Subsides, sans lesquels tous les autres Privileges dont il jouit, lui deviendroient inutiles.

Le Peuple de Geneve est Libre & Souverain, par la Révolution qui fut une suite de la Réformation de cette Ville; il entra dans les Droits de l'Evêque, qui en étoit Prince Temporel & Spirituel (b).

Il a le Droit Legislatif, & celui de créer ses Magistrats; il s'est reservé la connoissance *des choses importantes, & celle des cas ardus*; avant & après la Réformation il avoit le Droit de s'assembler quand il le vouloit, il étoit assemblé & consulté sur la levée des deniers & autres affaires importantes, dont il accordoit l'exercice aux Conseils (c).

Cependant on prétend être en droit de nous imposer sans notre consentement, & de nous priver de la connoissance des choses importantes, & d'une telle importance, que depuis la consistance de la République, on n'en a vû ni on n'en verra de semblables: & pour soutenir ce paradoxe, on allegue l'Edit du 2. Avril 1570. que nous rapporterons ici en propres termes tel qu'il est conçu.

Le 2. Avril 1570. *Le Conseil Général fut assemblé à Saint Pierre*, après avoir été appellé au son de la Trompette, & aujourd'hui au son de la Cloche, où il fut proposé & lû par écrit ce qui suit par le Secretaire du Commandement des Seigneurs Syndics.

„ Messeigneurs voyant les grandes charges qui sont „ à supporter, tant ordinairement qu'extraordinaire„ment, surmonter les facultés & revenus de la Ville; „ ont des plusieurs années tâché, autant qu'il leur a „ été possible, d'épargner, même se sont abstenus de „ beaucoup de choses qui eussent été requises, afin „ de serrer ce qu'on pourroit d'argent, toutesfois on „ n'a tant su faire, que tous les ans on ne soit demeu„ré en arriere & beaucoup, tellement que s'il n'y est „ remedié, on ne pourra pas longuement subsister, & „ fournir aux necessités du Public. Et combien qu'on „ pourroit user du remede, qu'on a pratiqué ci-devant, faisant des Collectes quand la nécessité l'a „ requis, cela ne suffiroit pas: car on a experimenté „ en cet endroit petite charité en la plupart des con„ tribuans.

„ Au moyen dequoi, & afin de prevenir la ruine „ du Public, & tant de Collectes qui sont odieuses & „ de petite efficace, Messeigneurs du Petit & Grand „ Conseil seroient d'avis de penser aux moyens *d'augmenter les revenus* de la Ville, tellement qu'ils ayent „ dequoi fournir aux nécessités, & pour ce faire ont „ trouvé bon d'en avertir cette Compagnie, & sa„ voir s'il lui plaira donner puissance à MM. du Petit Conseil de proposer aux CC. les moyens qu'il „ trouvera propres, & avouer & approuver tout ce qui „ audit Conseil des CC. aura été trouvé & conclu; „ & par ce moyen sera évité à cette Compagnie la „ peine de s'assembler si souvent, qu'il sera possible „ requis, ce qui seroit mal aisé.

La-dessus étant recueilli les voix, par mon Compagnon & moi, savoir les Nobles Chevalier & Gallatin, Secretaire d'Etat. „ Tous, réservés trois ou quatre, „ d'un commun consentement, ont approuvé l'avis de „ Messeigneurs du Petit & Grand Conseil. Dieu y „ donne sa bénédiction.

Nous remarquons d'abord, qu'il n'y a dans cet Edit aucun terme qui indique que le Conseil Général accorda alors à celui des CC. la permission de mettre

(*) Ces Pieces devoient être placées au commencement de cette Année, mais n'en ayant pu obtenir encore une Copie exacte, nous nous sommes été obligés de les renvoyer à la fin. Ce sont ces Représentations qui ont été comme le Tocsin des troubles qui ont suivi, comme l'on verra jusqu'à la fin de 1737 que la France & les Cantons de Zurich & de Berne, les apaiserent comme nous le rapporterons en son lieu.

(b) Voyez la dissertation de feu M. le Syndic Chouet sur l'Histoire de Geneve, & ma Dissertation prononcée en 1707. en Conseil Général.

(c) Voyez les Edits faits en Conseil Général le 21. Juillet 1493. le 15. Juillet 1535. le 6. Février 1536. le 2. Avril 1570. & le 20. Decembre 1718.

ANNO 1734. tre des Impôts; bien loin de-là, il n'y en a aucun qui ne prouve qu'il ne s'en agiſſoit pas. Le Conſeil des CC. propoſe au Conſeil Général de lui permettre de chercher *les moyens* d'avoir de l'argent, ce qui renferme en général toutes les voies qu'on croira convenables au but que l'on ſe propoſe, & aſſurément jamais on ne pourra penſer, que *les moyens de trouver de l'argent* puiſſent ſignifier, que dès que le Conſeil Général aura accordé la permiſſion de chercher ces moyens, on chargera le Peuple d'Impôts, & qui plus eſt, qu'on ſera en droit de ſe prévaloir de cette conceſſion pour un tems illimité & indefini.

S'il s'étoit agi des Impôts, pourquoi ne propoſe-t-on pas ce moyen au Conſeil Général d'une maniere claire & préciſe? Si on l'avoit eu en vûe, rien n'étoit plus naturel ni plus aiſé que de le propoſer, & il n'auroit pas été néceſſaire que, comme le porte l'Edit en queſtion, *le Petit Conſeil propoſe aux CC. les moyens* qu'il jugera convenables au deſſein que l'on avoit.

Non ſeulement on parle en général *des moyens, mais encore des moyens propres*. Or bien loin que la voie des Impôts ſoit un moyen qui convienne à un Peuple Libre & Souverain, lorſqu'il ne les autoriſe pas par un conſentement exprès, qu'au contraire les Impôts ont toûjours été regardés comme une choſe odieuſe & de dangereuſe conſéquence, & à plus forte raiſon, quand on voudra ſoutenir que cet établiſſement eſt à perpetuité.

Bien moins encore étoient-ils un moyen propre, dans un tems où le Peuple étoit affligé par la Peſte, & par une grande Cherté de vivres (a), car un moyen propre, c'eſt celui qui convient le mieux, qui eſt le moins onereux, & le moins deſagreable, à celui à qui on le propoſe. Si donc les M. Conſeils avoient expliqué le pouvoir qu'ils recoivent du droit de mettre des Impôts, ils auroient fait le contraire de ce qu'ils ſe propoſoient, ils auroient pris la voie la moins propre, la plus onereuſe pour le Peuple.

Non ſeulement ils auroient fait le contraire de ce qu'ils ſe propoſoient, mais ils n'auroient pas été en droit de le faire; parce qu'un Inferieur ne doit jamais aller au-delà de ce que ſon Superieur lui accorde, & bien moins encore au-delà de ce qui eſt renfermé dans la demande qu'il fait à ſon Superieur.

D'ailleurs, pour priver un Souverain d'une choſe auſſi eſſentielle à ſa Liberté que l'eſt le Droit des Impôts, il faut que la demande qu'on lui en fait ſoit ſpecifiée de la maniere la plus préciſe, & ſans aucune ambiguité, ce que l'on n'oſeroit affirmer de l'Edit de 1570.

Auſſi dans les extraits des Regiſtres de ces tems-là, extraits fort exacts & très-authentiques, on découvre que dans les dures extrémités où on ſe trouva pendant la guerre de 1589. on s'attacha particulierement à d'autres moyens pour avoir de l'argent.

(b) En Mars 1589 le Regiſtre porte, que comme il falloit trouver environ 5000. écus pour entretenir 2000. hommes pendant trois mois, on aviſa de tous moyens pour lever de l'argent, on appella les Aiſés, on propoſa une Colleche générale, on propoſa d'engager des draps de ſoye & de laine à Baſle, on demanda de la vaiſſelle d'or & d'argent à ceux qui en avoient. De plus on exhorta les principaux Italiens à prêter de l'argent, ils s'excuſerent d'abord d'avoir la plupart de leurs biens à Lyon: Néanmoins M. Pierre Deodaty promit 500. écus & M. Miquely 6000. fl. En outre on les e prié de s'aſſembler pour aviſer aux expediens.

(c) On retrancha auſſi les gages des Profeſſeurs en Droit pendant la Guerre.

En Janvier 1590. les M. Conſeils demanderent derechef de l'argent aux Particuliers.

Il eſt vrai qu'outre ces moyens, le 6. Mars 1593. le Conſeil des CC. doubla quelques-uns des Impôts qui étoient établis depuis longtems, comme celui du bled, qui étant de 2. ſ. par coupe, fut mis à 4. ſols, & celui des marchandiſes qui fut porté à un pour cent: mais y ayant eu des plaintes de la part du Peuple en 1603. & en 1604. le 23. Novembre 1604. on les diminua, & l'on ôta l'un pour cent ſur les marchandiſes.

(a) Les Regiſtres des années 1570. & 1571. portent que le bled étoit ſi cher, qu'il étoit monté juſqu'à 12. fl. la coupe.
(b) Voyez le fol. 59. de ce Regiſtre de ces tems-là.
(c) Voyez le fol. 70. du Regiſtre.

Le 9 Janvier 1598. le Conſeil des CC. fut aſſemblé, & furent deputés tant du Petit que du Grand Conſeil des CC. quelque nombre pour aviſer de faire de l'argent au Public, auquel nombre preſidoit le dernier Sindic. On y propoſa d'affranchir des cenſes annuelles dues à la Seigneurie, à raiſon de 150. fl. la coupe, ſauf le Fief, & réduire quelques Fiefs en Seigneurie: ſur quoi il n'y eut point de concluſion, hormis quelques affranchiſſemens faits en faveur de quelques-uns. ANNO 1734.

D'où vient donc que parmi ce nombre d'expediens que l'on cherche, on ne propoſe pas tout à coup de nouveaux Impôts? D'où vient ne fait-on pas valoir l'important Edit de 1570. pour ſe tirer de l'embarras où l'on ſe trouve?

Enfin, ſi les M. Conſeils, dans l'Edit de 1570. rejettent la voie des Colleches, parce que, diſent-ils, c'eſt un moyen odieux, quoiqu'il laiſſe à chacun la liberté de contribuer ce qu'il trouve à propos, comment entrera-t-il dans l'eſprit qu'ils avoient eu, ou pu avoir en vue d'établir des Impôts, qui, comme on l'a déja dit, ſont une voye plus odieuſe que les Colleches, puiſqu'elle oblige la plupart du tems, le riche & le pauvre, à contribuer également, ſoit qu'ils la veuillent, ſoit qu'ils ne le veuillent pas.

Mais en ſuppoſant (ce qui ne paroît pas) que l'Edit de 1570. regardât les Impôts, nous demandons par quel endroit il peut paroître perpetuel & irrévocable? Il n'y a pas un ſeul terme qui le laiſſe préſumer, ſurtout en le comparant avec celui du 30. Octobre 1635. pour lequel le Conſeil Général fut aſſemblé, ſur une affaire infiniment moins conſiderable & moins intereſſante que la matiere des Impôts. Cet Edit ayant été aprouvé par le Conſeil Général, il fut couché & publié, *qu'il tiendroit lieu d'Edit & de Loi perpetuelle, & ſeroit inſeré aux Ordonnances de cette Cité.* La même Clauſe ſe trouve dans les Edits paſſés en Conſeil Général le 4. Février 1558. ſur les Subhaſtations, & en 1568. ſur les Emprunts, Cenſes, Revenus, &c.

Nous diſons donc, ou cette Clauſe eſt abſolument néceſſaire, pour démontrer qu'un Edit eſt perpetuel & irrévocable, ou elle ne l'eſt pas.

Si elle ne l'eſt pas, pourquoi eſt-elle inſerée dans l'Edit de 1635. & dans les autres ſuſnommés? Si elle eſt néceſſaire, pourquoi ne ſe trouve-t-elle pas dans celui de 1570?

D'ailleurs, il n'y a qu'à faire attention aux circonſtances dans leſquelles l'Edit de 1570. fut fait, & aux motifs qu'il renferme, pour découvrir qu'il ne porte aucun caractere d'uo Edit perpetuel & irrévocable.

Avant l'année 1570. l'Etat avoit été ſurchargé de grandes dépenſes, qui ſe renouvellerent pendant le cours de ladite année, ſoit par la perte des bleds, ſoit par les dégâts extraordinaires cauſés par le débordement de la riviere d'Arve. On craignoit d'ailleurs d'être obligé d'entrer en Guerre, & avec raiſon, puiſqu'on étoit harcelé de tems en tems (d), & que la Guerre éclata ouvertement en 1589. En un mot, la Peſte avoit commencé d'affliger cette Ville en 1568, & ne finit qu'en 1572. Elle étoit même ſi ardente ſur la fin de 1570, que le 14. Avril 1571, (comme le Regiſtre le porte) le Gouverneur du Païs de Gex fit publier une défenſe, ſous des peines très-rigoureuſes, à tous les habitans de ladite Province, de s'approcher du Territoire de Geneve.

Que pouvoient donc faire de plus ſage & de plus prudent, ceux qui étoient à la tête de l'Etat? ſi ce n'eſt de convoquer le Peuple, comme ils l'avoient fait auparavant en de ſemblables occaſions, pour lui demander la permiſſion de lever de l'argent, & de pourvoir aux néceſſités de l'Etat, en ſatisfiant pour cette convocation le tems dans lequel la Peſte paroiſſoit être calmée.

Mais pour rendre la choſe plus palpable, entrons dans un examen plus détaillé de l'Edit en queſtion.

Les motifs que les Conſeils expoſent au Conſeil Général, ſont:

1. Les grandes charges ordinaires & extraordinaires qui étoient à ſuporter.

2. Les

(d) Voyez l'Hiſtoire de Geneve par M. Spon, commentée par M. le Conſeiller Gautier, pag. 317. 330. 320.

ANNO 1734.

2. Les dettes & les arrerages de l'Etat, auxquels il falloit ſupléer.

3. Les néceſſités du Public auxquelles il falloit pourvoir.

4. La prudence qu'il y avoit à prévenir la ruïne de l'Etat, à ſubvenir à ſes beſoins, & à augmenter ſes revenus.

5. La peine que le Peuple auroit à s'aſſembler auſſi ſouvent qu'il ſeroit poſſible requis, s'il y vouloit pourvoir par lui-même.

6. Enfin, les difficultés & les riſques qu'il y auroit à s'aſſembler ſouvent, (vû ſans-doute les triſtes & fâcheuſes circonſtances où l'on ſe trouvoit, & que l'on a rapportées.)

Soutenus par de tels motifs, les Conſeils demandent au Conſeil Général, *s'il lui plaira donner puiſſance à Meſſieurs du P. C. de propoſer aux CC. les moyens qu'il trouvera propres, & avouer & approuver tout ce qui aura été reſolu & conclu.*

Quel eſt donc le but de cet Edit? De pourvoir aux beſoins urgens de l'Etat, & par-là à ſa ſureté: c'étoit des beſoins preſſans & actuels, des dettes par leſquelles le Public étoit en arriere, des précautions à prendre, & néceſſaires pour ſe mettre en état de ſoutenir une Guerre que l'on craignoit, & pour ſubvenir aux dépenſes qui étoient une ſuite des malheurs auxquels on étoit expoſé.

Tels étoient les objets qu'on avoit en vue, & ce fut pour y parvenir, que le Conſeil Général fut prié d'approuver ce que les Conſeils reſoudroient à cet égard: ce fut par cette approbation qu'ils travaillerent à pourvoir aux beſoins qui exiſtoient, & qui auroient mis l'Etat en riſque de perir, ſi on n'y avoit pourvu.

Or par quelle regle de Rhetorique, des beſoins qui étoient actuels & preſſans, peuvent-ils être confondus avec ceux qui ſont ſurvenus cent quarante cinq ans après, & qui ont été la production des grandes entrepriſes que l'on a faites en 1715. pour fortifier notre Ville?

Les expediens que les Conſeils trouverent en 1570. pour avoir de l'argent, & pour ſupléer aux arrerages & aux beſoins de ces tems-là, pouvoient-ils avoir en vûe la reſolution qu'on a priſe avec tant de peine & après tant de débats? Eſt-ce ce à quoi le Conſeil Général fut invité de donner les mains en 1570? & encore une fois, où eſt le moindre terme dans l'Edit de 1570. par lequel il paroiſſe que le Conſeil Général ſe ſoit dépouillé à toujours & à perpetuité du droit d'être conſulté ſur les beſoins extraordinaires de l'Etat, & dans les affaires importantes?

D'ailleurs ſi l'un des grands motifs qui opérerent l'Edit de 1570. fut la conſideration des difficultés qui ſe ſeroient rencontrées à s'aſſembler ſouvent, dans un tems tel que celui où l'on étoit: comment ces difficultés de s'aſſembler peuvent-elles regarder un tems depuis lequel il s'eſt écoulé 145. ans? Un tems où, graces à Dieu, l'Etat étoit tranquille, où l'on n'étoit ni affligé de la peſte, ni inquiet par la crainte d'une guerre, un tems en un mot, où le Peuple venoit de donner une preuve éclatante de ſa condeſcendance pour les Conſeils, en ſe dépouillant du droit qu'il avoit de s'aſſembler de 5. en 5. ans.

On doit ajouter, qu'il n'y a qui que ce ſoit qui puiſſe comprendre, que ce motif qui eſt énoncé à la fin de l'Edit, *& par ce moyen ſera évité à cette Compagnie la peine de s'aſſembler ſi ſouvent qu'il ſera poſſible requis, ce qui ſeroit mal aiſé*, puiſſent ſignifier, que par ce moyen on ſera diſpenſé pour toujours de s'aſſembler.

Ces termes, *Si ſouvent qu'il ſera poſſible requis, ce qui ſeroit mal aiſé*, ne marquent-ils pas clairement, que lorſqu'il ſera poſſible & aiſé de s'aſſembler, on le fera?

En un mot, dire qu'on ne s'aſſemblera pas ſi ſouvent, eſt-ce déclarer qu'on ne le fera jamais?

Enfin, par quel privilege l'Edit de 1570. ſera-t-il plus perpetuel, que tous ceux de la même nature qui l'ont précédé? Dès-que le Gouvernement eut reçu la conſtitance qu'il a aujourd'hui, & même auparavant, le Conſeil Général étoit aſſemblé pour les affaires importantes, & chargeoit les M. Conſeils de lever de l'argent, de faire des alliances, & autres choſes ſemblables.

En conſequence du Droit que les M. Conſeils avoient reçu du Conſeil Général, ils cherchoient les expediens néceſſaires, & au bout d'un certain tems, lorſque les beſoins ſe renouvelloient, le Conſeil Général étoit derechef convoqué, & accordoit de-nouveau au Conſeil des CC. le même pouvoir qu'auparavant: de ſorte qu'en conformité de cet uſage, qui étoit une ſuite de la Souveraineté du Peuple, le Conſeil Général fut aſſemblé en 1570. pour les mêmes fins.

ANNO 1734.

Cette Convocation prouve donc, que les Edits precedens n'avoient pas été regardés comme perpetuels, & qu'au bout d'un certain tems, qui varioit ſuivant les beſoins de l'Etat, les M. Conſeils ne ſe croyoient pas en droit d'uſer pour un plus long terme du pouvoir qui leur avoit été accordé, & en conſéquence ils ſe le faiſoient renouveller en Conſeil Général: auſſi conſte-t-il par la lecture de notre Hiſtoire, que lorſqu'on mettoit des Impôts pour des beſoins extraordinaires & preſſans, ils n'étoient mis que pour un tems fixe & limité: voyez en particulier l'Edit paſſé en Conſeil Général le 26. Avril 1495.

Il reſulte même par les circonſtances où l'on étoit en 1570. & par les motifs énoncés dans l'Edit de cette année-là, qu'il a beaucoup moins de force & moins de caractere de perpetuité que les précédens. On n'avoit donc pas plus de raiſon de l'inſérer dans les Edits qui ont été imprimés, que ceux qui avoient été faits auparavant. Auſſi dans les Exemplaires manuſcrits de nos Edits que l'on avoit en 1707. & que l'on a encore, celui de 1570 n'y a jamais été vû, non plus que dans les Annales de Savyon, qui ſont pourtant très-exactes, dont l'Auteur vivoit en 1570. & qui eſt mort Sindic. Ajoutons qu'en 1704. lorſque les Citoyens & Bourgeois firent des Repréſentations contre l'impôt qu'on vouloit mettre ſur le vin étranger, les M. Conſeils n'oppoſerent point l'Edit de 1570.

Pour infirmer la preuve que nous avons tirée (contre la perpetuité de l'Edit de 1570.) des circonſtances fâcheuſes où l'on étoit alors, & de la peſte qui regnoit dès l'an 1568. quelques perſonnes ont oſé avancer qu'il n'y avoit point de peſte à Geneve en 1570.

Mais (outre les preuves que nous avons données du contraire) ſi ce que l'on avance eſt vrai, d'où vient que Mr. le Conſeiller Gautier, qui a commenté l'Hiſtoire de Geneve, par l'ordre & ſous les yeux des M. Conſeils, ſur les Regiſtres qu'il avoit compilés lui-même avec tant de ſoin & d'exactitude, ne releve pas Mr. Spon dans cet endroit, & au contraire confirme ce qu'il dit?

M. Spon ayant dit, page 320. de l'Hiſtoire de Geneve ſur l'année 1567. *Ces bruits de guerre furent ſuivis de la peſte qui emporta bien du monde: on découvrit, comme aux precedentes, des gens qui s'aidoient à infecter la Ville, on en tenailla & brûla quelques-uns; mais nonobſtant cela, elle ne laiſſa pas de durer juſqu'en 1572. Cette année acheva de l'éteindre, parce qu'elle fut une des plus froides qu'on ait vû de memoire d'hommes.* Voici de quelle maniere M. Gautier commente cet endroit de l'Hiſtoire de M. Spon.

M. Spon dit, *Il auroit pû ajouter parmi les évenemens naturels qui arriverent en ces tems-ci, le débordement extraordinaire de la Riviere d'Arve, &c.*

D'ailleurs, ſi la peſte ne regnoit pas en 1570 quelle étoit cette peine, quelles étoient ces difficultés, qu'il y auroit eu à s'aſſembler *ſi ſouvent qu'il ſeroit poſſible requis?* A la verité, il eſt vraiſemblable qu'on prit pour cette Aſſemblée toutes les précautions imaginables, & un intervalle de tems le moins dangereux: effectivement le Regiſtre porte, que *pendant les premiers mois de l'année 1570. la peſte ſe calma, mais qu'elle recommença à pulluler fortement dès la fin d'Octobre.*

Dira-t-on que ces difficultés de s'aſſembler ne regardoient que celles qu'on prévoyoit dans un avenir éloigné? Mais encore une fois il s'agiſſoit de pourvoir à des beſoins actuels & preſſans, auxquels, *Quelques meſures que l'on eût priſ dès pluſieurs années, on n'auroit pu remédier; il falloit encore prévenir la ruïne du Public.*

Peut-on repreſenter plus vivement des beſoins actuels, un peril éminent, auquel il étoit néceſſaire d'apporter un prompt remede? Tout concourt donc à démontrer que cette peine & ces difficultés qu'il y avoit à s'aſſembler, ne regardoient pas l'avenir, mais le tems dans lequel on parloit. Car ſi ces difficultés de s'aſſembler devoient ſe rapporter à l'avenir, à des tems éloignés & non limités, pourquoi ne s'exprime-t-on pas clairement dans la demande que l'on fait,

ANNO 1734. comme on le fit en 1712. dans celle que les M. Conſeils firent au Conſeil Général? Enfin quelles difficultés y a-t-il à s'aſſembler dans un tems où l'Etat eſt tranquille, & où l'on n'eſt affligé d'aucun fleau? Toutes les années on s'aſſemble deux fois pour les élections des Magiſtrats, quel inconvenient en reſulte-t-il?

On inſiſte & on dit, que ce qui démontre que l'Edit de 1570. eſt perpetuel & irrevocable, c'eſt que depuis ce tems-là le Peuple n'a jamais été convoqué ni conſulté ſur la levée des deniers. Cela peut être vrai: mais ſi le Peuple depuis l'année 1570. n'a pas été convoqué ni conſulté ſur la levée des deniers, & cela parce que l'occaſion & la néceſſité de le faire ne s'en ſont pas preſentées, ne l'a-t-il pas été pour des choſes moins importantes, & entre autres en 1635. & en 1707.

Enfin, le Peuple dès l'an 1715. n'a-t-il pas fait ſes Repreſentations ſur l'établiſſement des impôts, & ſurtout en 1716. & 1718.

Mais en ſuppoſant que depuis 1570. le Conſeil des CC. eût mis des impôts, nous diſons que le Peuple ne devoit pas craindre pour ſa Liberté, en laiſſant le Conſeil des CC. en poſſeſſion de cet uſage; parce qu'ayant alors & ayant eu juſqu'en 1712. le droit de s'aſſembler lorſqu'il le trouvoit à propos, & même periodiquement, il pouvoit & étoit en poſſeſſion, lorſqu'il s'aſſembloit, de demander les redreſſemens qu'il jugeoit convenables: Mais depuis 1712. s'étant dépouillé du droit qu'il avoit de s'aſſembler de ſ. en 5. ans, il ne lui reſte de reſſource pour le maintien de ſa Liberté, que celle de ſe reſerver la connoiſſance des choſes importantes, comme l'eſt la matiere des impôts. Il eſt donc évident qu'il n'y a aucune conſequence à tirer de l'état où le Peuple a été juſqu'en 1712. à celui où il ſe trouve depuis ce tems-là. Cette Remarque étant de la derniere importance pour nous, nous prions très-humblement les M. Conſeils d'y faire une attention toute particuliere.

En un mot, comme nous l'avons dit, nous ſommes nés Libres & Souverains, toute l'autorité dont notre Magiſtrat jouït, il ne la tient que du Conſeil Général, & elle doit avoir pour bornes les Loix qu'il lui a preſcrites, dont il ne lui eſt pas permis de s'écarter en quoi que ce ſoit. Mais par quelle fatalité notre condition ſeroit-elle devenue pire que celle de quelques Peuples, qui quoique nés Sujets, & qui appartenans à leur Souverain par droit de conquête, ne ſupportent pourtant aucune taxe, & n'en craignent aucune que celle qu'on leur demandera dans la neceſſité, *comme un don gratuit, & ſans aucune conſequence pour l'avenir.* Voilà donc d'un côté, des Nations conquiſes qui jouiſſent d'une réelle Liberté; & de l'autre, un Peuple ne Libre & Souverain, qui n'en reuent plus que le nom.

Pluſieurs perſonnes avouent, lorſqu'on les preſſe, qu'à la verité il ſeroit à ſouhaiter que l'Edit de 1570. fût couché avec plus de préciſion qu'il ne l'eſt, & que les termes dans leſquels il eſt énoncé indiquaſſent plus clairement ſon caractere de perpetuel. Il y a donc, de l'aveu de ces perſonnes, quelques obſcurités dans cet Edit. Si cela eſt, à qui appartient-il de l'expliquer & de lui donner le ſens qu'il doit avoir? Sera-ce au Magiſtrat ou au Souverain qui a fait cet Edit? A celui qui n'a que le droit de propoſer & de faire adminiſtrer les Loix, ou à ceux à qui la fonction en eſt reſervée?

Enfin, ces mêmes perſonnes tombent d'accord, que par le droit on ne peut impoſer à un Peuple libre ſans ſon conſentement; mais, diſent-elles, qu'il ſeroit bien fâcheux qu'après avoir retabli le Conſeil Général dans le Droit de donner ſon conſentement à la levée des deniers, il refuſât dans des cas preſſans & légitimes, d'accepter ce qu'on pourroit lui propoſer pour les beſoins de l'Etat. Mais outre que nous proteſtons du contraire, eſt-il vraiſemblable qu'un Peuple comme celui-ci, qui a marqué en tout tems un zele ſi ardent pour le maintien de ſa Liberté & de ſa Religion, refuſe jamais de contribuer pour la conſervation de l'un & de l'autre? L'honneur & l'interêt de tous les Citoyens Bourgeois, & l'experience du paſſé, ne ſont-ils pas des garans aſſurés du contraire?

Nous pourrions nous arrêter ici, & nous contenter de ce que nous venons d'expoſer: mais afin de ne rien laiſſer en arriere, nous eſtimons qu'il eſt encore néceſſaire de répondre à divers raiſonnemens, dont on ſe ſert pour éluder la force des preuves qui établiſſent notre droit. ANNO 1734.

On dit donc, qu'ayant demandé en 1707. l'impreſſion de nos Edits, & les ayant reçû tels qu'ils ſont aujourd'hui, notre ſilence & notre approbation ont été la confirmation de celui de 1570. qui y eſt renfermé.

Mais 1. ce n'eſt pas notre faute, ſi les Edits qui ont précédé celui de 1570. & qui nous étoient inconnus, n'ont pas été inſerés dans le corps de nos Edits lorſqu'ils ont été imprimés.

2. Nous avouons enſuite que par l'impreſſion & l'acceptation de nos Edits, celui de 1570. a été confirmé: mais comme renfermant une preuve palpable & incontestable, que dans les cas importans le Conſeil Général étoit conſulté, & doit l'être dans celui-ci, dont l'importance eſt infiniment au-deſſus de celle de tous les cas de cette nature qui ſe ſoient jamais preſentés, ſoit pour l'ouvrage en lui-même, ſoit pour les ſommes extraordinaires qui ſont encore néceſſaires pour le parachever.

3. Si cet Edit pouvoit être regardé comme perpetuel & au-deſſus de toute exception, il ſeroit certainement de la derniere importance pour les M. Conſeils, qui n'auroient dû laiſſer échaper aucune occaſion de le produire & d'en manifeſter l'authenticité, ſur-tout après qu'ils ſe ſont apperçûs que le Peuple le regardoit comme defectueux & non valable en faveur des Conſeils, comme ils ont eu l'occaſion de s'en appercevoir dès l'établiſſement qu'ils ont fait des impôts.

Mais d'où vient que M. le Conſeiller Gautier n'en dit pas un mot dans ſes Commentaires ſur l'Hiſtoire de Geneve, qui a été compilée & publiée dans un tems où la diſpute ſur cette matiere étoit élevée, & cauſoit beaucoup de fermentation, pendant que parlant des Réglemens faits dans ces tems-là, & dont M. Spon ne fait pas mention, il dit page 319. du premier volume de ſon Hiſtoire, paragraphe 9. *M. Spon ne diſant rien de ce qui ſe paſſa pendant les années 1568. 1569. & 1570., on ſuppléera en peu de mots quelques faits qui méritent d'avoir place dans cette Hiſtoire, depuis que les Edits qui regardoient le gouvernement de l'Etat eurent été approuvés l'an 1543. par tous les Conſeils, on avoit remarqué, &c.*

Si M. le Conſeiller Gautier, qui a travaillé par ordre des Conſeils, (parlant de ce qui arriva de remarquable dans les années 1568. 69. & 1570.) a eſtimé qu'il étoit important d'ajouter à ce que M. Spon avoit omis ſur cette matiere, ce qui regarde les ſoins qu'on prit dans ces tems-là, de compiler & de perfectionner les Edits politiques & civils: Quel jugement peut-on porter ſur le ſilence qu'il garde, par rapport à l'Edit prétendu perpetuel de l'année 1570? Edit pourtant qui, ſelon les M. Conſeils, *eſt la baſe de leur Autorité, le fondement principal de la Conſtitution preſente de l'Etat, auquel on ne pourroit toucher ſans donner atteinte aux Loix les plus reſpectables, ſans renverſer de fond en comble le Gouvernement, ſans en faire une veritable Anarchie, & mettre à tous momens l'Etat à deux doigts de ſa perte.*

En verité, il faudroit une pénétration extraordinaire pour pouvoir découvrir la cauſe de ce ſilence; ſi effectivement cet Edit avoit eu dans ſon origine le caractere de perpetuel, pendant qu'on ne ceſſe de déſapprouver hautement ceux qui manifeſtent le moindre doute ſur ſa perpetuité.

Diſons plus, M. le Conſeiller Gautier nous apprend qu'on remarqua qu'il y avoit des Articles à changer dans les Edits qui regardent le Gouvernement, que l'on travailla à les perfectionner, & qu'ils furent approuvés en Conſeil Général le 29. Janvier 1568. Voilà donc dès ce jour-là les Edits Politiques mis dans l'état où ils devoient être pour le bien du Public & du Gouvernement, ſans que l'Edit de 1570. qui ne fût fait que deux ans après, y fût compris. On n'a donc pas pû l'y inferer dans la ſuite avec fondement, parce que pour cela il faudroit qu'il eût reçu force de Loi, & de Loi perpetuelle, comme tous les autres Edits l'ont reçu. Or c'eſt ce caractere eſſentiel à un Edit perpetuel que celui de 1570. n'a jamais eu, comme nous l'avons démontré ci-deſſus, & c'eſt ici où nous découvrons la raiſon de ce que nous avons avancé, que dans tous les Exemplaires manuſcrits de nos Edits qui ont reçu force de Loix, celui de 1570. n'y avoit jamais été vû, c'eſt parce qu'on ne lui avoit jamais donné ni le ſens ni le prix, que

ANNO 1734. que les M. Conſeils lui ont aſſigné, lorſqu'ils l'ont inſeré dans les Edits qui furent imprimés, & qu'il ne peut avoir, que préalablement on n'en ait fait un Conſeil Général, une Loi perpetuelle & irrevocable.

Mais quand on accorderoit (ce qui n'eſt pas) que cet Edit dans ſon origine a été revêtu de tous les caractéres néceſſaires pour le rendre perpetuel & Irrévocable, & même qu'il a été ſoutenu par une poſſeſſion de 145. ans; nous démontrons, que ce qui fut fait en 1712. l'auroit abſolument abrogé.

Le Peuple, qui comme Libre & Souverain avoit le droit de s'aſſembler dans les cas qu'il jugeoit importans, fut convoqué en 1707. enſuite des Repréſentations qu'il avoit faites. Entre les Reglemens qu'il fit alors pour le maintien de ſa Liberté, il eſtima que pour éviter toutes conteſtations à l'avenir, il devoit déterminer un tems dans lequel il aſſembleroit périodiquement, & fixa les Aſſemblées de 5. en 5. ans.

Ayant été en conſequence aſſemblé en 1712. les M. Conſeils lui repréſenterent *les fâcheuſes ſuites que pouvoit avoir la reſolution qu'il avoit priſe en 1707. le peril qu'il y avoit à déterminer par avance, & fixer à certaines années plutôt qu'à d'autres, la convocation du Souverain Conſeil*; & lui propoſérent, *qu'il ſuffiroit de reſoudre purement & ſimplement, qu'aucune Loi ou Changemens à l'Edit n'auroit force, qu'il n'eût été approuvé dans le Souverain Conſeil; qui pour ce ſujet, ou pour autres affaires de telle importance qu'elles demandent ſon autorité, pourra être aſſemblé par les Sindics, Petit & Grand Conſeil, dans le tems qu'ils jugeront le plus propre*, ce qui fut approuvé.

Nous remarquons d'abord, que par cette Déclaration les Conſeils ne conteſtent pas au Conſeil Général, le droit qu'il a de s'aſſembler dans les cas importans: bien loin dela, ils la confirment & ſouhaitent ſeulement pour le bien de l'Etat, que le tems de ſes Aſſemblées ne *ſoit pas fixé periodiquement & par avance*, & croient qu'il ſuffit de réſoudre, *qu'il ſera convoqué pour donner ſon approbation aux changemens à l'Edit, aux nouvelles Loix, & aux Affaires importantes.*

Il s'agit donc de prouver par ſurabondance de droit, que non ſeulement ce que les Conſeils ont prétendu s'attribuer, eſt un changement à l'Edit & une nouvelle Loi, mais encore que de tout tems les Impôts ont été mis dans le rang & à la tête des choſes importantes, qui demandent l'approbation du Conſeil Général.

Que ce ſoit un changement à l'Edit, peut-on en concevoir un plus palpable & plus eſſentiel, que d'un Edit qui n'eſt que proviſionnel & à tems, d'en vouloir faire un Edit perpetuel & irrévocable?

Si c'eſt un changement à l'Edit, c'eſt une nouvelle Loi, & une Loi ſi intereſſante, qu'elle ne tend à rien moins qu'à rendre le Magiſtrat maître quand il le voudra, des biens & de la liberté du Peuple.

Il s'enſuit donc en même tems, que c'eſt la choſe la plus importante pour le Peuple, & qui demande le plus ſon attention.

Quoi! une entrepriſe faite pour fortifier notre Ville & la rendre une des plus fortes Places de l'Europe; une entrepriſe qui exige une dépenſe de quelques millions, dont tous les Particuliers de cette Ville doivent être chargés, & qui engage à des emprunts très-conſiderables, n'eſt pas une choſe importante, & ne demande pas l'autorité & la convocation du Conſeil Général? Que l'on remonte à l'origine de notre République, que l'on cherche tous les cas importans pour leſquels le Conſeil Général a été aſſemblé, & qu'on nous diſe s'il y en a jamais eu un qui approchât tant ſoit peu de celui dont il s'agit aujourd'hui? Le Droit légiſlatif & celui de créer ſes Magiſtrats, peuvent-ils être comparés à celui-ci? En un mot, n'avons-nous pas prouvé qu'il ne peut point y avoir de réelle Liberté, pour un Peuple, s'il n'eſt pas le maître de donner ſon conſentement aux taxes qu'on lui impoſe, & autres impôts dont on le charge?

Dans les debats réïterés qu'il y eut dans le Conſeil des CC. au ſujet de l'entrepriſe des Fortifications, ceux qui la ſoutenoient ne ceſſoient de dire, qu'elle étoit ſi importante pour l'Etat, que c'étoit du ſuccès de cette entrepriſe que dépendoit la conſervation de leurs Biens, de leur Vie, de leur Religion & de leur Liberté.

Nous croirions faire tort à ceux qui opinoient de cette maniere, ſi nous leur demandions de s'expliquer & de nous dire, s'ils n'avoient en vûe alors que l'avantage de ceux qui compoſoient le Conſeil des CC. ou bien s'ils renfermoient auſſi là-dedans tous leurs Concitoyens. Car ſi, comme il y a apparence, ils avoient en vûe le bonheur de la Généralité, cette entrepriſe étoit tout ce que l'on pouvoit imaginer de plus important & de plus intereſſant pour le Peuple. ANNO 1734.

Il ne nous reſte donc qu'à appuyer ce que nous avons prouvé, de quelque autorité qui ne ſoit point équivoque: c'eſt celle du Conſeil Général lui-même, qui nous apprend clairement quelles ſont les choſes qui doivent être regardées comme importantes.

Par les Edits faits dans ce Souverain Conſeil, le 23. Juillet 1491 & le 15. Juillet 1525. confirmés par ceux du 6. Fevrier 1534. & 6. Fevrier 1536. le Conſeil Général céde à celui des CC. *toute pleine puiſſance, & telle que l'Aſſemblée Générale pouvoit l'avoir*, avec cette réſerve ſeulement, *que les Conſeils ne pourroient faire aucune aliénation, & que les cas ardus & les choſes importantes, & qui ſeroient d'une telle nature qu'elles méritoient la Convocation du Conſeil Général, lui ſeroit reſervée.* Si donc (dans le ſyſtême des M. Conſeils) en 1570. ils demandent au Peuple de ſe dépouiller du droit qu'il avoit de donner ſon conſentement à la levée des Impôts: cela ne prouve-t-il pas avec la derniere évidence, que les impôts juſqu'alors avoient été mis dans le rang & à la tête des choſes importantes, dont le Peuple s'étoit réſervé la connoiſſance? De ſorte que ſi en 1712. par une condeſcendance ſans exemple, il céde aux Conſeils un Privilege qui étoit la principale baſe de ſa Liberté, & s'il ſe réſerve la connoiſſance des choſes importantes, n'eſt-il pas par cela même prouvé mathematiquement, que l'article des impôts a été de tout tems du nombre des choſes importantes dont le Peuple doit connoître?

En un mot, ou les M. Conſeils en 1712. eurent deſſein de lever le Conſeil Général & de ſapper ſa Liberté, ou non. Le premier ne doit pas ſe préſumer. Si donc les Conſeils eurent l'intention de conſerver au Peuple le droit qu'il avoit de diſcuter les affaires importantes, droit dont il a joüi de tout tems, & pour le maintien duquel étoient réſervées les Aſſemblées périodiques de 5. en 5. ans; il eſt évident qu'on ne peut lui conteſter ce droit, après en avoir de plus fort reconnu la validité & la néceſſité en 1712. ſur-tout dans une choſe la plus eſſentielle à ſa Liberté, comme l'eſt la matiere des impôts.

Ce changement à l'Edit dont nous venons de parler, n'eſt pas le ſeul qui ait été fait par l'autorité du Conſeil des CC. Lorſque les Edits eurent été revus & confirmés en Conſeil Général, le 5. Octobre 1763. il fut publié & imprimé, *que dès ce jour-là tous les Conſeils & Tribunaux de cette République, toutes les perſonnes qui lui ſont ſoumiſes & qui en dépendent, ſuivroient & obſerveroient les preſentes Loix, Réglemens & Edits, & ne s'en écarteroient en aucune maniere ni façon que ce ſût.*

Cependant depuis ce tems-là le Conſeil des CC. de ſa ſeule autorité, a fait des changemens à l'Edit.

L'Article XIX. du Titre XXV. de nos Edits porte, *que ſur le prix des expeditions on payera en premier lieu les fraix des Levatieus, Criées, Saiſies, Subhaſtations, &c.*

Par cet Edit, les Citoyens & Bourgeois qui font des acquiſitions, ſe liberoient d'une nouvelle charge, en ſtatuant que les fraix des Subhaſtations ſe leveroient ſur le prix des expeditions: mais nonobſtant la clarté de cet Edit, le Conſeil des CC. a rendu un Arrêt qui l'abroge & qui porte, *que les fraix des Levations, Criées & Subhaſtations ſe payeront par l'Acheteur.* Il eſt vrai que s'étant preſenté un cas où l'Acheteur a refuſé de payer en ſe prévalant de l'Edit, on lui a rendu juſtice, & on a reſpecté l'Article dix-neuf cité ci-deſſus; mais du moins, ou cet Arrêt du Conſeil des CC. doit être abrogé, ou il doit être porté au Conſeil Général.

Mais, dit-on encore, qu'y a-t-il à craindre de laiſſer le droit de mettre des Impôts au pouvoir du Conſeil des CC? Ne convient-on pas que ceux qui impoſent au Peuple, s'impoſent à eux-mêmes que les deniers ſont bien adminiſtrés & employés directement

au

ANNO 1734. au bien public? Qu'il n'eſt point vraiſemblable que ceux d'entre les Conſeils, dont les enfans n'auront peut-être jamais aucune part au Gouvernement, veuillent ſoutenir des principes qu'ils croiroient tendre au Deſpotiſme.

Nous répondons d'abord, qu'il eſt vrai que ceux qui impoſent aux Peuples s'impoſent à eux-mêmes: mais ſi le droit d'impoſer appartient abſolument, & ſans aucune reſtriction, au Conſeil des CC. il ne dépend que de lui d'impoſer au Peuple, ſans s'impoſer à ſoi-même: y a-t il quelque limitation à cet égard, dans cette prétendue conceſſion de l'Edit de 1570.

Nous avouons encore que les deniers publics ſont adminiſtrés avec œconomie & fidelité: mais ſans dire qu'on ne peut pas être certain que les choſes ſeront toujours ſur le même pied dans les générations à venir, n'eſt-il point de la ſageſſe & de la prudence du Peuple, de prendre ſes précautions pour aſſurer à ſa poſterité une ſolide Liberté?

Enfin nous convenons que pluſieurs de ceux qui compoſent les Conſeils, ne peuvent gueres ſe flater que leurs enfans auront part au Gouvernement: mais qui ne ſait qu'en général on a beaucoup de penchant à ſe flater, & l'experience ne prouve-t-elle pas d'ailleurs que la plupart du tems le preſent nous frappe plus que l'avenir qui eſt éloigné.

Et qu'on ne diſe pas encore que les démarches que nous faiſons, ſont une ſuite du deſſein où nous ſommes de changer le Gouvernement; nous ſommes très-éloignés d'avoir une ſemblable penſée; nous reſpectons notre Magiſtrat & le Gouvernement, & nous déſirons la paix & le bonheur de la Patrie; mais de plus nous ſoutenons que ce que nous demandons n'eſt pas une nouveauté: il eſt inconteſtable que la véritable Liberté ne peut ſubſiſter, qu'autant qu'on reſpecte les Loix & la Conſtitution de l'Etat, & que ſans cela la Liberté de Geneve tombera dans une affreuſe licence; mais dans ce dont il s'agit aujourd'hui, nous ne demandons que ce qui eſt fondé ſur nos Droits, & nous le prouvons.

Mais, ajoute-t-on, le Peuple n'a rien à craindre, parce que les Conſeils ſont dans l'intention de ne mettre aucun nouvel impôt.

Nous le voulons croire, mais cela ne remedie pas à ce que l'on peut craindre pour notre poſterité: car ſi aujourd'hui les Conſeils ſe prévalent d'un Edit, qui étoit fondé ſur l'uſage où l'on étoit de demander au Peuple la permiſſion de lever de l'argent, & eſt inconteſtablement en ſa faveur; n'eſt-il point à craindre que l'on ne ſe prévaille à l'avenir de tout ce qui s'eſt paſſé depuis 1715. ſi on ne fait pas quelques Actes authentiques, par leſquels il conſte que ce droit apartient au Peuple.

Ce qui nous confirme dans cette crainte, & qui nous donne lieu de tout apprehender pour l'avenir, eſt ce que nous liſons dans la Publication qui fut faite en 1718, à l'occaſion des Lettres anonymes qui parurent dans ce tems-la ſur la matiere des Impôts.

Les M. Conſeils, non contens de prononcer contre l'Auteur de ces Lettres, & contre la voye illicite & dangereuſe dont il s'étoit ſervi pour les introduire ici, & qui fut déſaprouvée de tous les Citoyens, n'héſitent pas de déclarer avec confiance, que *les maximes répandues dans ces Lettres ſont ſeditieuſes, tendantes à l'Anarchie & à bouleverſer l'Etat, pleines de calomnies contre le Magiſtrat, qui y eſt accuſé d'uſurper les droits du Peuple; maximes que tout enfin à dépouiller les Conſeils du pouvoir qu'ils ont de mettre des Impôts, & qu'ils ont par nos anciens Edits, notamment par celui de 1570. & confirmé par un uſage invariable, pouvoir qu'ils veulent tranſmettre en entier à leur poſterité, comme un précieux dépôt.*

A la lecture d'un ſemblable Placard, qui ne diroit que les M. Conſeils ſont en état de nous produire une foule d'anciens Edits clairs & inconteſtables, qui démontrent que le Droit de mettre des Impôts réſide uniquement & abſolument dans les M Conſeils? Qui ne jugeroit que le pouvoir qu'ils s'attribuent à cet égard, a été confirmé par l'Edit de 1570, & ſoutenu par un uſage invariable juſqu'à nos jours?

Mais dans quel étonement n'avons-nous pas lieu d'être, quand nous venons à reflechir que non ſeulement juſqu'à preſent on ne nous a produit aucun de ces anciens Edits, mais encore que le ſeul Edit de 1570 prouve évidemment que du-moins juſqu'alors les Conſeils n'avoient pas le pouvoir de lever de l'argent ſans l'approbation & le conſentement du Conſeil Général, à qui ils le demandent expreſſément en 1570. ANNO 1734.

Notre étonnement augmente, quand venant à examiner de près & avec ſoin l'Edit de 1570. nous n'y découvrons, ſoit dans la demande des Conſeils, ſoit dans la conceſſion qui leur fut faite par le Conſeil Souverain, aucun terme qui dénote qu'il s'y agiſſoit des Impôts, & bien moins encore que le pouvoir que le Peuple donne au Conſeil des CC. ſoit perpetuel & irrévocable.

Enfin, quand nous penſons que dans les beſoins les plus preſſans, & les plus proches de l'année 1570. bien loin d'établir de nouveaux Impôts, on s'eſt attaché particulierement à d'autres moyens pour avoir de l'argent, nous ſommes obligés de ſoutenir, qu'on ne ſauroit découvrir l'origine du prétendu *précieux dépôt* que les M. Conſeils ont deſſein de tranſmettre en entier à leur poſterité.

Comment donc pouvoir s'imaginer nous rendre juſtice & diſſiper nos juſtes craintes, en ſe contentant de nous déclarer qu'on ne mettra plus d'Impôts, pendant qu'on laiſſera ſubſiſter ce qui eſt renfermé dans cette Publication, qui a été imprimée & repandue en divers endroits de l'Europe? Ne nous rendrions-nous pas inexcuſables à notre poſterité, ſi nous ne faiſions tous nos efforts pour renverſer à cet égard un Acte auſſi préjudiciable à nos Droits les plus eſſentiels, & dont on pourroit ſe ſervir en tout tems contre nous?

Enfin, on dit que quand le Droit ſur lequel nous conteſtons appartiendroit au Peuple, il ſeroit à ſouhaiter qu'il s'en dépouillât.

Mais outre qu'il ne s'agit pas de décider ici ce qui convient, mais ce qui eſt dû & ce qui eſt juſte: outre que lorſqu'il s'agiroit de ſavoir ce qui convient a la Communauté, ce ſeroit elle-même qui devroit en juger, & non ceux qui ne ſont établis que pour ſuivre les Loix qu'elle leur preſcrit, nous ſoutenons, comme nous l'avons prouvé, que les Peuples qui ſont nés Libres, ne peuvent éviter de voir tôt ou tard leur Liberté anéantie, qu'en ſe reſervant le Droit de donner leur conſentement à la levée des Impôts.

En un mot, on ne voit pas que l'exercice de ce Droit, pendant qu'il a été entre les mains du Conſeil Général, ait jamais donné la moindre atteinte à la conſtitution de l'Etat & à ſa tranquilité.

Mais nous le repetons avec plaiſir & avec empreſſement, nous honorons notre Magiſtrat, nous abhorrons tous principes qui tendroient à l'Anarchie, & à changer le Gouvernement que nous voulons maintenir à forme de l'Edit, qui porte: *Pour ce que le Gouvernement & Etat de ceſte Ville conſiſte par quatre Sindics, les Conſeils des 25. des 60. & des 200. du Général &c.* Nous-nous déclarons hautement contre tous ceux qui voudroient admettre de tels principes, & nous ſommes prêts à nous ſacrifier pour le bien de l'Etat, de même que pour l'execution des légitimes deſſeins des M. Conſeils, pour la proſperité deſquels nous faiſons des vœux très-ardens.

Nous avons eſtimé, que pour ne pas interrompre la liaiſon & la ſuite de nos raiſonnemens, nous devions renvoyer ici la citation de divers Conſeils Généraux, qui ſervent à prouver ce que nous avons établi.

Le 14 Janvier 1364. le Conſeil Général aſſemblé ordonna aux Sindics & Procureurs, qu'il elut de cette année-là, & à douze Coadjuteurs qu'il leur aſſocia, & qu'il prit d'entre le Peuple, de pourvoir aux urgentes affaires de la Ville; tant pour les Bâtimens, Clôtures, & Refections des Tours, Murailles & Terreaux de la Cité, de recevoir & eréer des Bourgeois & Jurés, demander & recouvrer les droits de la Cité, impoſer des Collectes & Tailles, faire des Statuts & Ordonnances au profit de la Cité &c. le tout par Acte reçu par Etienne Fabry Notaire de Villars.

L'an 1410. Les Sindics aſſemblerent le Conſeil Général, pour lui demander la permiſſion de prêter 400. fl. au Comte Amé de Savoye.

Le 24. Fevrier 1457. le Peuple fut aſſemblé en Conſeil Général, & forma un Conſeil de 25. & de 50 Voici les termes du Regiſtre: *Que l'Aſſemblée Générale du Peuple confera à ce nouveau Conſeil pleine puiſſance,* OMNIMODAM POTESTATEM, *comme telle que le Conſeil Général l'avoit lui-même, ſous la ſeule reſerve qu'il ne pourroit faire aucune alienation, & ce fut alors le Peuple qui fit l'élection dudit Conſeil.*

En

ANNO 1734.

En 1457. le Duc de Savoye ayant fait faire des propoſitions, conſiſtant en dix-ſept articles, le Conſeil Général fut aſſemblé deux jours de ſuite pour cette affaire.

En 1457. il fut encore aſſemblé ſur un prêt de 1000. fl. que le Duc de Savoye demandoit.

Le 10. Avril 1459. le Conſeil Général confirma l'autorité du ſuſdit nouveau Conſeil.

En 1460. le Conſeil Géoéral donna plein-pouvoir aux 50. d'accorder au Prince de Piemont la ſomme de 600. fl. & ordonna une levée de deniers de 9000. florins.

La Ducheſſe de Savoye ayant demandé aux Sindics, Conſeils & Citoyens une place près de ſa chapelle, pour y conſtruire un clocher & un où elle voulut être enſevelie, ſa demande lui fut accordée le 10. Juin par le Conſeil Général.

Le 2. Août 1461. le ſuſdit Conſeil ayant été trouvé trop nombreux, on le réduiſit de 75. à 50. ce qui dura juſqu'en 1484. L'Edit porte & déclare de plus *que tout ce qui ſera fait par ce Conſeil devra avoir la même force que ſi le Conſeil Général l'avoit fait*, mais en même tems il veut *que les 50. qui doivent être faits au Conſeil ordinaire, ſoient pris deux de chaque dixaine, & que chaque dixaine faſſe élection de ces deux Sujets.* La même choſe fut confirmée en Conſeil Général le 2. Août 1484.

L'an 1467. a été arrêté en Conſeil Général *que les Sindics ſont tenus & doivent dans un mois prochain après l'an défini & après leur iſſue du Sindicat, rendre bon compte & loyal en mains des Auditeurs des Comptes de cette Cité, avant qu'ils ſoient payés d'aucun ſalaire, ce qui fut écrit & enregiſtré par Michel Manthion Secretaire.*

Le 16. Août 1474. l'Evêque ayant ordonné aux Sindics de lever deux mille hommes dont il avoit beſoin pour aſſiſter le Comte de Romont, les Sindics joignirent aux deux Conſeils quelques-uns des Citoyens les plus éclairés pour opiner de cette propoſition. On lui en accorda une partie, & on mit un impôt ſur les marchandiſes en 1475.

En Novembre 14-5. le Conſeil Général approuva la geſtion de ſes Députés envoyés à Fribourg & à Berne, pour conferer avec eux ſur le rachat de la Ville menacée d'un pillage, on promit une ſomme, & le Conſeil Général donna pouvoir au Conſeil ordinaire de trouver cet argent par les moyens qu'il trouveroit à propos. On mit pendant dix ans des impôts ſur diverſes choſes; on obligea les Particuliers à donner des joyaux & des marchandiſes, & on emprunta diverſes ſommes.

Le 23. Juillet 1491. un nouvel Edit paſſé en Conſeil Général ordonna que toutes les affaires importantes ſe rapporteroient audit Conſeil.

Le 26. Avril 1495. le Conſeil Général impoſa Gabelle ſur le Vin & ſur le Sel, & la fixa pour trois ans: mais Antoine de Champion qui étoit alors Evêque, crut qu'il ſuffiſoit de la fixer ſeulement pour un an, ce qui fut approuvé.

Le 15. Fevrier 1502. le Conſeil Général rétablit le Conſeil de 75. avec cette pleine puiſſance qu'il avoit eue autrefois

Le 22. Juillet 1512. les Conſeils propoſerent & demanderent au Conſeil Général la permiſſion de faire un preſent au Duc de Savoye.

L'an 1521. on mit de nouveaux impôts ſur le Vin & la Viande.

Le 12 Novembre 1525. les Auditeurs des Comptes & le Tréſorier Boulet rendirent compte au Conſeil Général

Le 6. Septembre 1516. fut tenu le Conſeil Général au cloître auquel Bſançon Hugues expoſa les grandes dépenſes que la Cité avoit ſupportées, & pour trouver d'argent aux moindres dommages de la Cité, il fut aviſé par le Conſeil étroit & par le Conſeil reſervé l'entrage du Vin toute l'année, du cru, & non cru, ſans que nul en ſoit exemt, à quoi tout le Peuple conſentit.

Le 15. Juillet 1527. lorſque Pierre de la Beaume notre dernier Evêque fut reçu à la Bourgeoiſie, ce Prélat confirma les Alliances. Le Regiſtre de la tenue de ce Conſeil Général porte *qu'on donna aux Sindics, à leur Conſeil, aux 50. & aux 200. le pouvoir de répondre, d'écrire & de faire des Ordonnances, & toutes les fois qu'il ſeroit néceſſaire, ſi ce n'eſt dans les cas ardus & d'une telle nature, qu'ils méritoient la convocation du Conſeil Général.*

L'an 1529. le Conſeil Général arrêta qu'on feroit de nouveaux Bourgeois pour avoir de l'argent pour ſubvenir aux néceſſités publiques, ſans que cela eût été porté ni en petit Conſeil ni en 200. Cette même année Pierre Vandel, Coquet & Richardet anciens Sindics proteſterent en 200. au ſujet d'une ſomme de 13000. fl. qu'on vouloit emprunter, diſant que la choſe étant importante devoit être portée en Conſeil Général.

ANNO 1734.

En 1532. le Petit Conſeil porta au Conſeil Général l'Impôt de la Gabelle ſur la Viande comme étant de ſa compétance.

Il propoſa d'abbattre les hauts bancs, à moins d'une taxe que le Conſeil Général fixa.

Le 28. Avril 1540. le 26. May, le 6. Juillet, le 25. Août, le Conſeil Géneral fut aſſemblé pour élire des Ambaſſadeurs pour aller à Berne, Lauſanne & ailleurs traiter des affaires d'Etat.

Enſuite donc de l'uſage conſtant où l'on étoit de conſulter le Conſeil Général ſur la levée des deniers, & autres affaires importantes, il fut aſſemblé à ces fins le 2. Avril 1570

Enfin dès que nous nous voyons dans la neceſſité de preſſer la validité des Edits paſſés en Conſeil Général, ſous la bonne foi deſquels nous avons vécu, nous ne faurions trop inſiſter ſur ce que nous avons déja remarqué, ſavoir que celui de 1712. n'abroge que ce qu'il y avoit de periodique dans les Conſeils Généraux, & non les Conſeils Généraux extraordinaires.

Le Petit & Grand-Conſeil, dit l'Edit, *declarent unanimement qu'il y a du péril à déterminer par avance & fixer à certaines années plutôt qu'à d'autres, la convocation du Conſeil Général, qui pourra être aſſemblé pour les affaires de telle importance qu'elles demanderont ſon autorité.* Cette abrogation ne prive donc pas les Citoyens & Bourgeois des avantages qui leur ſont dus, & qu'ils ont eu deſſein de ſe conſerver, en ſe reſervant le droit de s'aſſembler pour donner leur approbation *aux choſes importantes, aux nouvelles Loix, & aux changemens qu'on voudra faire à l'Edit.* De ſorte que nous nous trouvons aujourd'hui dans les mêmes termes où nous étions avant la révocation des Conſeils Géoéraux periodiques, nous avons donc droit de demander la communication des choſes importantes qui intereſſent la Communauté, tels que ſont le Plan général des Fortifications, & en conſéquence les Impôts réſolus en 1715. & tous les autres moyens de lever de l'argent; car comment ſe mettre dans l'eſprit que ſi les Conſeils Généraux periodiques ſtatués par l'Edit de 170-. n'euſſent pas été revoqués on eût pu s'empêcher de communiquer au Conſeil Général qui ſe ſeroit tenu en 1717 la réſolutioo priſe en 200 en 1715. de raſer toutes les Fortifications de cette Ville pour en faire de nouvelles, & en conſéquence d'établir des Impôts & de faire des emprunts très-conſidérables: de deux choſes l'une; ou les Conſeils auroient prévenu le Conſeil Général en lui faiſant part de cette réſolutioo, & en lui demandant qu'il l'approuvât; ou les Citoyens & Bourgeois ſorpris du ſilence des Conſeils ſur ces deux articles, auroient immanquablement fait leurs plaintes, & requis en conſéquence la communication de ce vaſte & important projet, qui intereſſe par une infinité d'endroits toute la Généralité.

S'il eſt donc inconteſtable que la choſe ſe ſeroit paſſée de cette maniere dans le Conſeil Général qui auroit été convoqué en 1717. comme chacun doit le ſentir dans ſa conſcience; avec quelle ombre de juſtice pourroit-on refuſer de nous tenir parole, & nous conteſter la connoiſſance des choſes importantes qui nous eſt due & confirmée par l'Edit de 1712?

Outre cela, l'execution de la promeſſe faite au Conſeil dans l'Edit de 1712. eſt l'unique & le vrai moyen de *conſerver* (comme le porte le même Edit) *la paix & la tranquilité de cet Etat, au dedans & au dehors, & de rendre*, ſelon le Serment que le Petit & Grand Conſeil prêtent, à chacun *ce qui leur eſt dû*, bien loin que l'on doive préſumer *que les Citoyens & Bourgeois veuillent faire abus de quelques termes dudit Edit*, comme on l'a inſinué dans le Placard de 1718. dont on a parlé ci-deſſus.

Additions aux Repréſentations précédentes.

NOUS avons remarqué dans nos Repréſentations; que par l'Edit de 1570. il s'agiſſoit de pourvoir à des beſoins actuels & preſſants, *à des Char-*

ANNO 1734. *ges, qui ſont*, & non *qui ſeront à ſupporter*. Il s'agiſſoit de precautions promptes à prendre, pour prévenir la ruïne du Public; c'étoit-là le grand objet, le grand but, que l'on avoit. Il faut donc ſavoir quels moyens l'on mit en uſage pour parvenir à ce but. Si ce fut l'expedient de lever des Impôts, on ne peut douter que cet Edit ne regarde les Impôts; mais s'il ne s'en eſt pas agi, il eſt inconteſtable qu'on ne peut pas s'en ſervir, pour autoriſer la Conceſſion que les Magnifiques Conſeils prétendent leur avoir été faite, d'établir des Impôts ſur le Peuple ſans lui en demander l'approbation.

Or les expediens que l'on employa en 1570. pour avoir de l'argent, à quoi ſe réduiſirent-ils? Et comment pourvut-on à ces beſoins urgents qui mettoient le Public dans un grand danger, ſi, comme on l'aſſure de toutes parts, on ne mit aucuns Impôts qu'en 1574. & même des Impôts fort peu conſidérables qui ne pouvoient pas ſuffire pour ſubvenir aux Charges ordinaires & extraordinsires qui étoient à ſupporter en 1570. & encore moins pour augmenter dès-lors les revenus de l'Etat?

Il eſt inconteſtable que les Actes ne tirent & ne peuvent tirer leur force que, ou des termes dans leſquels ils ſont énoncés, ou de l'uſage qu'on en a fait dans le tems qu'ils ont été créés; ou (lorſqu'ils ſont obſcurs) de l'explication que leur donne le Souverain qui a fait leſdites Loix. Si donc il n'y a aucun terme dans l'Edit de 1570 qui indique que le pouvoir fut donné aux Conſeils de lever des Impôts; ſi on n'en établit pas en 1570. & ſi le Souverain qui a fait cet Edit, ne l'explique pas des Impôts; il eſt évident que la prétention des Magnifiques Conſeils à cet égard n'eſt pas fondée.

Ce même raiſonnement ſert pour continuer à prouver que quand il s'agiroit des Impôts dans l'Edit de 1570. il n'eſt pas perpetuel, parce que tous les termes démontrent qu'il s'agiſſoit de pourvoir au preſent, & d'éviter les difficultés qu'il y auroit eu à s'aſſembler dans ce tems-là & auſſi ſouvent qu'il auroit été néceſſaire.

D'ailleurs, pour ôter à un Souverain un Privilege qui eſt la principale baſe de ſa Liberté, il faut une demande préciſe ſur cet Article, & de ſa part une Conceſſion expreſſe; car quelle énorme différence n'y a-t-il pas pour un Peuple libre d'entrer dans de certains engagements, ou dans de certaines ſervitudes, pour un tems limité, ou pour un tems illimité & pour toûjours? Et en faveur de qui doit-on expliquer l'Edit dans un cas de cette nature? Si ce n'eſt en faveur du Souverain, qui declare par le plus grand nombre de ceux qui le compoſent, que ſon intention n'a jamais été de tranſmettre ce droit irrevocablement & à perpetuité aux M. C.

Mais ſi les Magnifiques Conſeils avoient eſtimé que l'Edit de 1570. fût ſi clair, ſi ſolide & hors de toute exception en leur faveur, d'où vient que pour lui donner plus de force, ils ont employé des moyens, qui ne paroiſſent pas être ſelon la Loi, & qu'ils auroient blâmés dans les Citoyens & Bourgeois s'ils s'en étoient ſervis? Car pourquoi les Magnifiques Conſeils ou quelques Membres deſdits Conſeils ont-ils exigé en 1718. des ſignatures à Londres, à Paris & à Lyon de divers Génévois, Majeurs & Mineurs, pour déſavouer & déſapprouver les Citoyens & Bourgeois qui s'oppoſoient aux Impôts, & qui déclaroient l'Edit de 1570. invalide & non perpetuel? Ce déſaveu de quelques Particuliers peut-il former un Edit? Celui qui défend les ſignatures, regarde autant les Magnifiques Conſeils que les Citoyens & Bourgeois, qui compoſent la plus grande partie du Conſeil Général. On ne penſe pas qu'il doive y avoir de la différence à cet égard.

D'ailleurs, ces Citoyens & Bourgeois qui ont donné leurs ſignatures, l'ont-ils fait avec connoiſſance de cauſe? Etoient-ils informés de toutes les raiſons qu'on allegue aujourd'hui pour prouver la non-perpetuité de l'Edit de 1570. & du droit que le Conſeil Général a de connoître des choſes importantes par l'Edit de 1712? Une preuve du contraire, c'eſt que pluſieurs des Citoyens qui ſont revenus dans notre Ville, ont trouvé & trouvent juſtes, les Repréſentations faites ſur la Conſtellation d'aujourd'hui, & que pluſieurs ne voulurent pas donner leurs ſignatures ſans un plus ample examen de la Queſtion. Outre cela, pourquoi les Conſeils appellent-ils à leur ſecours dans la Publication de 1738. des Edits anterieurs à celui de 1570. qu'ils ſavent très-certainement être à tems? Pourquoi celui de 1570. ſera-t-il d'une différente nature? ANNO 1734.

Mais, dit-on, lorſqu'on a fait une Loi, il eſt cenſé qu'elle eſt à perpetuité.

Sans doute, 1. lorſqu'elle ne renferme rien qui faſſe voir qu'elle n'eſt qu'à tems, ce qu'on a prouve de l'Edit de 1570.

2. Elle eſt irrevocable, lorſque le Souverain qui l'a faite ne lui conteſte pas ce caractére de perpetuité.

3. Lorsqu'il ne la veut pas expliquer autrement.

4. Nous demandons quelle différence le Souverain a voulu mettre entre les Loix qu'il a déclarées perpetuelles comme celle de 1535. & celles qu'il n'a pas déclaré telles? A-t-il prétendu par-là n'y mettre aucune différence? & ne ſeroit-ce là qu'un vain titre & des termes inutiles?

5. Nous ajoutons que par le principe que nous combattons, il n'y a aucun Souverain qui puiſſe faire le moindre changement à ſes Loix, ce qui (comme chacun le ſent) ſeroit de la derniere abſurdité: car dire qu'on a le pouvoir Legiſlatif, n'eſt-ce pas en même tems aſſurer qu'on a le droit de faire les Changemens qu'on trouve à propos, aux Loix qu'on a faites, & d'en faire de nouvelles?

6. Ne ſeroit-ce pas encore poſer un principe qui eſt contredit par l'experience de tous les tems? Mais, ſans remonter ſi loin, le Conſeil Général n'a-t-il pas fait des Changemens très-importans en 1707. & en 1712. Se pouvoit-il en particulier un Edit plus formel, & qui regardât plus expreſſément l'avenir que celui de 1707. qui llatue les Aſſemblées periodiques de cinq en cinq ans? Cependant il a été abrogé en 1712

Il y a environ trente ans que le Conſeil des Deux-cens, eſtima qu'il étoit du bien de l'Etat qu'il prît à ſoi la nomination des Conſeillers du Petit Conſeil. Ce changement étoit-il juſte, ou non? Et a-t-on jamais dit que c'étoit une entrepriſe qui tendoit à bouleverſer l'Etat?

On répond que ce changement ne renfermoit rien d'irrégulier, parce que le Conſeil des Deux-cens le fit de concert avec le Petit Conſeil; mais nous ne voulons rien faire non plus que de concert avec les Magnifiques Conſeils, conformément à nos Edits

Outre cela le Conſeil des Deux-cens a fait de ſa ſeule autorité des changemens à l'Edit, comme a celui des Subſtitutions, & même à celui de 1535. qui eſt déclaré perpetuel par le Conſeil Général.

Enfin, ſi le Conſeil Géneral n'eſt pas en droit de faire de nouvelles Loix & d'expliquer celles qui ſont faites, nous demandons quel ſens on doit donner à ce que Monſieur le Sindic Chouet prononça en 1707. dans le Conſeil Général. *Il n'y a perſonne ſans exception, Mag. & Souv. Seigneurs, qui ne doive tomber d'accord que la Souveraineté appartient uniquement à ce Conſeil-ci, & ce ſeroit une penſée très-ridicule que d'en douter; c'eſt donc à lui ſeul qu'appartiennent véritablement & inconteſtablement tous les Droits de Souveraineté, tels que ſont le Pouvoir legiſlatif, de créer des Magiſtrats, le droit de la Guerre & de la Paix, celui de battre la Monnoye, de lever des Deniers, ou mettre des Impôts ſur le Peuple. Tous ces Droits de Souveraineté ſont tellement propres à ce Conſeil Général, que ſi quelques autres Corps ou quelques Particuliers, en quelque nombre qu'ils fuſſent, entreprenoient de ſe les attribuer; nous ne faiſons pas difficulté de dire, qu'ils ſe rendroient coupables du crime de Leze Majeſté; de là V. S. peuvent d'abord voir que notre Gouvernement eſt purement démocratique, &c.*

Mais pour donner une idée encore plus préciſe & plus étendue de notre Gouvernement; il nous faut diſtinguer avec ſoin le Droit de Souveraineté d'avec ſon exercice; car un Souverain en conſervant tous ſes Droits, peut pourtant en conferer l'exercice à qui il lui plaît, & pour le tems que bon lui ſemble. &c.

Voilà aſſurément des idées bien juſtes & bien préciſes de notre Gouvernement, & nous ne voyons pas comment on les peut concilier avec les principes que les Magn. Conſeils ſoutiennent: Cela ſeul eſt plus que ſuffiſant pour détruire une objection que les Magn. Conſeils font avec tant de confiance, lorſqu'ils prétendent qu'une poſſeſſion de 145. ans les met en droit de nous refuſer ce que nous demandons: Car s'il n'y a point de preſcripton con-

tre

ANNO 1734. tre un Souverain, & s'il n'y a jamais eu de Loi qui puiſſe l'autoriſer, c'eſt en vain qu'on prétend ſe prévaloir de cette poſſeſſion.

Mais d'ailleurs, quand cela ne ſeroit pas, n'a-t-elle pas été invalidée en ce qu'on veut la faire valoir, par ce qui s'eſt paſſé à la part des Citoyens & Bourgeois dans les années 2604. & 1704.

En 1593. le Conſeil des 200. doubla par neceſſité quelques-uns des Impôts établis depuis long-tems, & en établit un nouveau, ſavoir celui de un pour cent ſur les Marchandiſes, & les fixa pour trois ans, mais en 1603. & en 1604 y ayant eu la-deſſus des repréſentations à la part du Peuple le 13. Novembre 1604. le Conſeil des 200. revoqua cet établiſſement: En 1704. le Conſeil des 200. réſolut de mettre un Ecu d'impôt ſur châque ſeptier de Vin étranger, ce qui engagea quelques Citoyens & Bourgeois à en porter leurs plaintes a Monſieur le Procureur Général qui les aſſura que quoiqu'il fût de l'avis des Conſeils, il appuyeroit leurs demandes; & il le fit avec tant d'équité & de force, qu'ils ſe déſiſterent de ce qu'ils avoient réſolu. L'on peut même ajouter qu'un bon nombre de Citoyens de ce tems-là, ont aſſuré que dans les déliberations des Conſeils, concernant ledit Impôt, l'on ne fit aucune mention de l'Edit de 1570. lequel eſt néanmoins le grand Bouclier dont les Conſeils ſe ſervent aujourd'hui pour mettre ſouverainement & irrevocablement des Impôts ſur leurs Concitoyens, dont cependant ils tirent originairement leur prétendu droit.

Dira-t-on que ce que le Peuple conteſtoit alors au Conſeil des 200. n'étoit pas le droit de mettre les Impôts, & que ce n'étoit que l'Impôt en lui-même qu'il n'agréoit pas?

Mais celui qui a le plus, n'a-t-il pas par cela même le moins? Celui qui a le droit de demander qu'on ſûte tels Impôts, n'aura-t-il pas le Privilege d'approuver & d'autoriſer ceux que ſes inferieurs ont établi ſans ſon conſentement, & pour une entrepriſe de telle importance qu'elle demande l'Approbation du Conſeil Général?

Si aujourd'hui l'on préſumoit (ce qui n'eſt pas) que le Peuple voulût s'oppoſer à la continuation des Fortifications & des Impôts, il n'auroit qu'à demander qu'on en ſuprimât tels & tels, & par ce qu'on vient de démontrer, on ne pourroit lui refuſer ſa demande. Mais parce qu'il ne ſouhaite que d'autoriſer & d'accelerer les entrepriſes des Conſeils, on s'y oppoſe: ſe peut-il une contradiction plus étange?

Il y a plus: ſi la poſſeſſion que le Conſeil des 200. prétend avoir eu de mettre des Impôts pendant une longue ſuite d'années, privoit le Peuple du droit d'être conſulté ſur cette matiere, cette poſſeſſion auroit eu ſon prix en tous tems. Avant l'an 1570. le Conſeil des 200. avoit joui de cette poſſeſſion. Voyez les Arrêts faits dans ledit Conſeil le 7. Avril, le 12. Avril, le 4. Septembre 1536. le 30. Janvier, 12. Fevrier, 27. Septembre 1537. le 15. & 29. Avril 1539.

Mais ſi cette poſſeſſion devoit priver le Conſeil Général du Privilege de mettre des Impôts; d'où vient qu'en 1570. comme le prétend le Conſeil des 200. il demanda au Conſeil Général la liberté d'en lever? Ce qui eſt juſte dans un tems, deviendra-t-il injuſte dans un autre?

„ *En* 1651. (*Voyez le fol.* 82. *des Regiſtres*) *le Conſeil des* 200. *quoi qu'il n'en eût pas le droit, donna* „ *puiſſance au Petit Conſeil d'emprunter les ſommes qu'il verroit néceſſaires pour le bien de l'Etat, de déliberer* „ *ſur tout ce qui ſera expedient pour la fortification & pour faire venir des hommes, & ce qu'ils auront reſolu en leurdit Conſeil, Meſſieurs des* 200. *leur donnent puiſſance de le faire promptement executer ſans être tenus de le rapporter.*

Voilà une Conceſſion bien expreſſe; cependant le Petit Conſeil a-t-il eſtimé qu'elle lui donnoit le droit dans la ſuite de lever de l'Argent & des Troupes ſans l'approbation du Conſeil des 200? Et lors qu'il s'eſt preſenté de nouvelles occaſions de pourvoir à des beſoins de cette nature, ne s'eſt il pas adreſſé au Conſeil des 200. pour en obtenir une nouvelle Permiſſion?

Mais ce qui détruit abſolument ce prétendu droit émané de la poſſeſſion, eſt l'infinie différence qu'il y a entre ce qui s'eſt fait en 1570. ſoit en matiere d'Impôts, ſoit en matiere de Fortifications, & ce qui s'eſt ANNO 1734. fait en 1715.

Depuis 1574. on a établi, il eſt vrai, de tems en tems, quelques Impôts, on a élevé quelques Baſtions, & on en a réparé d'autres: mais outre que l'on y pourvut ſur-tout par les ſecours que l'on reçut, ſoit d'Hollande, ſoit d'Allemagne, ſoit des Egliſes reformées de France, comme auſſi par le travail & le zéle de nos Concitoyens: s'eſt-il jamais agi dans ces tems-là d'une entrepriſe de pluſieurs Millions, comme l'eſt celle de 1715. une entrepriſe qui exige un grand nombre d'Impôts, & des emprunts exorbitans; une entrepriſe qui engage preſque tous les revenus publics, & les rapitaux non ſeulement de pluſieurs Particuliers de cette Ville, mais encore la plupart de ceux de nos directions de charité?

D'ailleurs, ſi par cette Conceſſion la matiere des Impôts eſt uniquemens de la competence du Conſeil des 200. pourquoi le 5 Octobre 1713. porta-t-il au Conſeil Général l'Impôt du dix pour cent, établi par Arrêt des 200. le 3. Decembre 1680. Pourquoi lui en demanda-t-on l'Approbation? Et ſi cet Impôt du dix pour cens porte en Conſeil Général en 1713. eut été rejetué, peut-on s'imaginer qu'en 1715. le Conſeil des 200. eut mis des Impôts ſans l'approbation du Conſeil Général?

Mais la bonne foi & la Juſtice des Conſeils paret d'une maniere bien éclatante, par l'Acte qu'ils firent en 1713. Perſuades qu'ils étoient que les Impôts etoient du nombre de ces affaires importantes qui demandent l'approbation du Conſeil Général; ils n'héſiterent point, dix mois après l'Edit de 1712. de lui porter l'Impôt du dix pour cent pour avoir ſon approbation ou rejection.

Enfin ſi la poſſeſſion à la part du Conſeil des 200. privoit le Conſeil Général de ſon droit, il auroit également perdu celui d'être conſulté ſur la Guerre & ſur la Paix; ce que nous ne croyons pas que perſonne puiſſe aſſurer un peu ſerieuſement. Cependant en 1579. le 200 déclara la Guerre; il fit la Paix en 1603. ſans la participation du Conſeil Général. Il eſt vrai que les Citoyens en porterent leurs plaintes en 1603. 1605. 1606. mais outre cela Monſieur le Conſeiller Gautier, qui a travaillé à l'Hiſtoire de Genève par ordre des Conſeils & ſous les yeux de cinq Commiſſaires très-éclairés du Petit Conſeil, nous donne la raiſon de ces ſortes d'évenemens.

Dans le premier Volume de ſon Hiſtoire, page 340. parlant d'un Traité fait entre Monſieur de Sancy & la Ville de Genève, il dit: *Au reſte, dans ces tems de trouble, le Petit Conſeil avoit tellement la confiance des autres Conſeils, qu'ils regardoient ce que ce Conſeil faiſoit, comme s'ils l'euſſent fait eux-mêmes. C'eſt pour cela ſans doute que le Traité dont on vient de parler ſe fit par la ſeule autorité du Conſeil Ordinaire.*

Pour ſoutenir notre droit, nous avons encore allegué dans nos Repréſentations l'Edit de 1712 par lequel le Conſeil Général en abandonnant les Aſſemb'ées periodiques de cinq en cinq ans, s'eſt reſervé la connoiſſance des choſes importantes, & nous croyons avoir demontré que l'établiſſemens de ce grand nombre de nouveaux Impôts, & la valte entrepriſe des Fortifications étoit ce qu'il y a de plus important pour nous.

Mais nonobſtant la force des preuves que nous avons alleguées la-deſſus, les Magnifiques Conſeils prétendent que ces Articles ne ſont pas importants, & que c'eſt à eux ſeuls à juger s'ils le ſont.

Cette Juriſprudence nous paroît un peu nouvelle, car ſans repeter ce que nous avons déja dit la-deſſus, nous demandons à qui il appartient de determiner le ſens que le Conſeil Général a donné *aux choſes importantes* de l'Edit de 1712. Sera-ce à celui qui a donné force de Loi a cet Edit, ou à ſon Inferieur qui n'a que l'exercice des Loix, auxquelles le Conſeil Général a donné la ſanction?

D'ailleurs, à bien conſiderer l'Edit de 1712. on doit concevoir que la promeſſe qui y eſt faite au Conſeil Général, ne roule que ſur ces termes: *Affaires de telle importance qu'elles demandent ſon autorité*

Si donc on prétend que le Conſeil des Deux-cens a le droit de connoitre ſeul ſi une telle ou telle affaire eſt importante ou non; la promeſſe de l'Edit ſera purement illuſoire, parce que quand il le voudroit, il ne ſe trouveroit jamais rien d'aſſez important, pour être communiqué au Conſeil Général. De ma-

ANNO 1734. niere que le ſens de l'Edit de 1712. ſe réduira à ceci:

Abandonnez-nous les Conſeils Généraux periodiques, mettez les à néant: & en échange il ſuffira de dire que pour conſerver la paix au-dedans & au-dehors, nous ne vous accorderons jamais rien, où nous ne trouverons jamais rien d'important pour vous être communiqué.

En verité ſeroit-il poſſible de préſumer une ſemblable choſe des Conſeils, & que ce fût là un vrai moyen d'entretenir la paix & l'union dans l'Etat? Ce qui eſt néanmoins le but de l'Edit de 1712. Mais ſi les Conſeils perſeverent dans ces idées, au moins ils devroient avoir la charité de donner une explication claire & nette à ceux qui achettent la Bourgeoiſie, de ces trois Articles du Serment que prêtent les Bourgeois. 1. *De venir en Conſeil quand vous y ſerez demandé.* 2. *De bien & loyalement conſeiller.* 3. *De tenir ſecret tout ce qui ſera dit en Conſeil.*

Pour ce qui eſt des deux autres Articles de la promeſſe faite dans ledit Edit, ſavoir *qu'aucunes Loix ou changemens à l'Edit n'aura force qu'il n'ait été approuvé en Conſeil Général*; Il faut convenir qu'ils ſont abſolument inutiles, parce que le 200. n'a jamais eu le droit de faire des Loix ou des changemens à l'Edit; de ſorte qu'il eſt inutile de promettre de ne pas faire ce qui lui eſt impoſſible & défendu de faire; ou plutôt en promettant cela au Conſeil Général, il ne lui promet rien.

Mais ſi l'Impôt du dix pour cent a été porté en Conſeil Général en 1713. à combien plus forte raiſon l'Impôt ſur le poids du Bled & ſur la Viande, &c. doit-il avoir l'Approbation du Conſeil Général? puiſqu'il affecte les Denrées & intereſſe toute la Généralité, riches & pauvres, Citoyens & Bourgeois, Habitans & Etrangers

Pour démontrer que la levée des deniers & les fortifications ſont dans le rang des choſes importantes & du reſſort du Conſeil Général; nous avons cité dans nos Repréſentations divers Conſeils Généraux auxquels on a porté ces matieres. On répond à cela qu'il n'y a aucune conſéquence à tirer de ce qui s'eſt fait avant la Réformation; parce que ce n'eſt qu'à la Réformation qu'on peut marquer la véritable Epoque de la conſiſtance de notre Gouvernement. Mais nous demandons en quel endroit de nos Archives ſe trouve cet Acte qui ſtatue qu'à la Réformation, le Conſeil Général a perdu le droit qu'il avoit auparavant de connoître des choſes importantes? Il conſte au contraire que s'il y a eu du changement dans notre Gouvernement, il a été tout en faveur du Peuple: auſſi Monſieur le Sindic Chouet, dans la Diſſertation ſur l'Hiſtoire de Genève, aſſure *que le Peuple, par la Reformation, entra dans les Droits de l'Evêque qui étoit Prince Temporel & Spirituel de cette Ville.*

Notre Hiſtoire nous apprend encore que depuis la Réformation, le Conſeil Général a été aſſemblé pluſieurs fois, ſoit pour des affaires importantes, ſoit pour des affaires de petite conſéquence. Enfin ce qui ſe paſſa en Conſeil Général en 1570. en 1635. en 1570. & en 1712. eſt une preuve évidente que par la Réformation le Peuple n'a pas perdu le droit d'être conſulté ſur la levée des deniers & ſur les affaires importantes. Auſſi Monſieur Barbeyrac dans ſa Conſultation reconnoit qu'il y a des cas dont le Conſeil Général s'eſt reſervé la connoiſſance. Que ſeroient ils ces cas, ſi une entrepriſe telle que celle de 1715. qui n'a jamais eu ni n'aura la ſemblable, n'y entroit pas? Il eſt vrai que notre Etat a eu diverſes Epoques qui ont fixé la forme du Gouvernement. Les premieres ſont anterieures à la Réformation; les autres ſont depuis la Réformation; & la derniere eſt celle de 1707. Dans ce tems-là (en 1707.) les Citoyens & Bourgeois ſe plaignirent que les Magn. Conſeils ne leur donnoient plus connoiſſance de rien, & qu'ils s'étoient emparés de la Souveraineté. Ils demanderent donc diverſes choſes:

1. Qu'il entrât moins de perſonnes d'une même famille dans le Conſeil des 200.

2. Qu'on éloignât les Parens juſqu'à un certain degré dans les Elections & Jugemens.

3. Qu'on fit imprimer les Edits, afin que chacun ſût ſous quelles Loix il vivoit.

4 Qu'il y eût des Aſſemblées periodiques pour y lire les Edits, les corriger, les augmenter, ou les abreger ſuivant le beſoin.

5. Que l'on procedât aux Elections par la balotte.

Les Magn. Conſeils trouverent ces demandes ſi graves, qu'ils n'oſerent rien décider ſans avoir l'aveu de nos Ill. Alliés leurs Exc. de Zurich & de Berne, & cela en conſidération de notre Traité de Combourgeoiſie, par lequel chacun des trois Etats contractans doit reſter dans la même forme de Gouvernement qu'il avoit lors que le Traité fut fait. ANNO 1734.

Nos Alliés ayant donc envoyé ici des Ambaſſadeurs chargés de leurs ordres, ceux-ci déclarerent dans la premiere Aſſemblée Générale, *que leurs Seigneurs & Superieurs avoient fort à cœur que le Gouvernement fût conſervé & maintenu dans l'état où il étoit lors que l'Alliance fut faite avec le Souverain Conſeil.*

Et ce fut en conſéquence de ce juſte déſir de nos Alliés & de l'équité des demandes des Citoyens & Bourgeois, que les Articles cités ci-deſſus furent accordés & réglés. Un de ces Articles fut donc la fixation des Aſſemblées periodiques de cinq en cinq ans, qui étoient deſtinées à écouter ce qui ſeroit propoſé pour le bien de l'Etat, & à faire les changemens qu'on trouveroit utiles & néceſſaires; par là ces Aſſemblées periodiques mettoient le Peuple à l'abri de toute crainte de perdre la Liberté, parce que s'il étoit arrivé qu'il ſe fût gliſſé quelques abus contraires à ſes Droits, ils auroient été facilement reparés; c'eſt pourquoi en 1717. le Conſeil Général n'auroit pas manqué d'être informé du vaſte & prodigieux projet arrêté en 1715. de même que de toutes ſes dépendances, pour y donner ſon approbation ou rejection.

Nous voici enfin parvenus à la derniere objection que l'on fait contre nos Droits. Si, dit-on, on accorde que ce que le Peuple demande aujourd'hui eſt important & doit lui être communiqué, tout ſera important pour lui à l'avenir; de ſorte que ce Gouvernement dégénerera dans une affreuſe Anarchie. Nous avons déja repondu à cette objection dans nos Repréſentations, en proteſtant de nos bonnes intentions & de notre attachement au Gouvernement & au bien de l'Etat.

Nous ajouterons que rien n'eſt plus aiſé, pour ſe tirer d'un embarras où l'on eſt, que de ſe livrer à des ſuppoſitions qui ne ſont point vraiſemblables, & qui ſont renverſées par l'experience du paſſé; c'eſt là une route dont nous ſerons toujours fort éloignés par le reſpect que nous avons pour notre Magiſtrat, & par les égards qu'on ſe doit les uns aux autres; plus retenus en cela que le fameux Monſieur Barbeyrac, qui dans ſa Conſultation donne une ſi belle idée de nos Conſeils Généraux; politeſſe dont nous le remercions très-particulierement, en le priant pourtant de vouloir bien nous marquer quelque Epoque dans notre Hiſtoire qui dénote *que la plus grande partie de ceux qui compoſent notre Conſeil Général, ne ſont que des ignorans, des brouillons, & faciles à ſe laiſſer mener par le premier Demagogue qui ſe preſente.*

Nous demandons enſuite comment on peut faire de ſemblables ſuppoſitions, quand on a lû les Concluſions que nous avons priſes dans nos Repréſentations, qui ſont claires & préciſes.

CONCLUSIONS

NOus demandons donc que l'entrepriſe des Fortifications & les Impôts établis à cette occaſion nous ſoient communiquez dans un Conſeil Général convoqué exprès pour y donner notre approbation, & cela, pour le maintien de notre Liberté, de même que pour l'affermiſſement & l'avancement du Bien Public.

Nous finirons par cette remarque: Savoir, qu'il eſt de la derniere importance au Magnifique Conſeil des Deux-cens, pour éviter tout reproche, de communiquer au Conſeil Général la réſolution priſe en 1715. de raſer toutes les Fortifications de cette Ville, pour en faire de nouvelles, étant inconteſtable que ce projet, ſoit par rapport à l'ouvrage même, ſoit par rapport aux ſommes immenſes qui ſont néceſſaires pour l'amener à ſa perfection, doit être mis au nombre *de ces cas ardus & importans* dont le Conſeil Général doit connoître.

Cette neceſſité paroîtra dans tout ſon jour, lorſqu'on fera attention au Traité d'Alliance & Confederation perpetuelle fait entre les L. Cantons de Zurich & de Berne, & la République de Genève, ratifié & juré au Conſeil Général le 18. Octobre 1584. en

ANNO 1734. en préſence des Envoyez de Zurich & de Berne.

L'objet de ce Traité eſt la Ville de Génève, comme étant *la Clef de la Suiſſe, & un commode paſſage pour y entrer; les deux L. Cantons nos Alliez y diſent qu'il leur convient d'aviſer non ſeulement à l'avancement de l'apparente furete des deux Cantons, mais auſſi a la proſperité de toute la Communauté des Ligues.*

Puis donc qu'il ſe fait de ſi grands changemens à la Ville de Génève par les immenſes Fortifications, ſans la participation du Conſeil Général qui en eſt le ſeul & legitime Souverain, avec qui les deux L. Cantons ont fait Alliance; les plaintes des Citoyens & des Bourgeois de cette Ville qui forment les cinq ſixiémes du Conſeil Général, ne ſont-elles pas bien fondées? Car comment ſe perſuader que leſdits L. Cantons nos Alliez, ayent voulu faire une Alliance perpetuelle avec le Conſeil Général de Génève, ſi ledit Conſeil n'avoit pas été Souverain & n'avoit pas le droit de connoître *des cas ardus & importans*, qui peuvent regarder la ſureté de la *Ville* ou de la *Place* qui fait l'objet de l'Alliance?

Il eſt évident que c'eſt manquer au Traité, & pourvoir imparfaitement à la ſureté de la Place, que de la bouleverſer de fonds en comble, ſans le conſentement du Conſeil Général; car ſi apres un tel mépris le Conſeil Général reſte indiſpoſé contre celui des Deux-cens, peut-on croire que nos Alliez voyent de bon œil cette meſintelligence, & les inconvenens qui peuvent en reſulter; puiſque la ſureté de la Place dépend moins des Fortifications que de l'union & de la bonne intelligence de ſes Citoyens & Bourgeois avec tous les Conſeils?

Auſſi nos Alliez, Article XI. de ladite Alliance, ont fait inſerer: *Il a été accordé entre les Parties, & expreſſément réſervé, que chaque Ville qui entre en ce Traité, demeure en tous ſes Droits, Libertez, proprietez, bonnes Coûtumes, Juriſdictions & Privileges, tels que chacun a eu, & apporte en entrant en cette Alliance.*

Il ne faut donc pas alleguer la démolition forcée des Fauxbourgs, réſolue dans le Conſeil des Deux-cens en Septembre 1534. comme une preuve de ſon droit, à l'égard de l'entrepriſe prodigieuſe des Fortifications, puiſque l'Alliance des L. Cantons de Zurich & de Berne avec la Communauté de Génève ne s'eſt faite que cinquante ans après, laquelle donne droit au Conſeil Général de prendre connoiſſance de tout ce qui peut ſe faire d'important pour la ſureté de la Ville, comme étant la Clef de la Suiſſe; & ce Droit eſt encore confirmé de la maniere la plus autentique par l'Edit de 5752. & par pluſieurs autres citez dans notre Memoire.

PROTESTATION *des Citoyens & Bourgeois, faite à Meſſieurs les Syndics, & à Mr. le Procureur Général, le 23. Juin 1734.*

COmme il nous parvient de toutes parts, que quelques perſonnes croyent voir dens nos Repréſentations des Principes de dengereuſe conſéquence, qui tendent, dit-on, à changer le Gouvernement; & comme nous n'avons jamais eu en vûe, ni pretendu admettre de tels Principes:

Nous venons proteſter de la maniere la plus forte & la plus ſolemnelle, au nom de la Généralité, que dans noſdites Repréſentations, nous n'entendons demander autre choſe que ce qui eſt clairement contenu dans les Concluſions d'icelles, ſavoir:

Que l'entrepriſe des Fortifications & l'établiſſement des Impôts ſoient portez au Conſeil Général convoqué exprès; reſtans conſtamment attachez à la Conſtitution du Gouvernement, telle qu'elle eſt établie par nos Loix.

RAPPORT *des Commiſſaires nommés par les Conſeils de Génève pour examiner les Repréſentations & donner leur avis ſur ce dont il y eſt queſtion.*

MAGNIFIQUES ET TRES-HONORez SEIGNEURS. Les Repréſentations que vos Seigneuries nous ont chargé d'examiner, tendent à ce que le Conſeil Général ſoit aſſemblé & que les deux queſtions des Fortifications & des Impôts y ſoient portées. ANNO 1734.

Le moyen ſur lequel cette demande eſt fondée eſt que les Citoyens ſont Libres & Souverains; qu'ils ont droit de connoître des affaires importantes, & qu'ils ſont Juges de l'importance.

Pour ſatisfaire aux intentions de V. S. nous avons pris une exacte inſtruction par nos Regiſtres & par nos Edits ſur ces deux queſtions des Fortifications & des Impôts, & nous avons examiné enſuite les raiſonnemens ſur leſquels les Repréſentations ſont fondées. Nous rapportons à V. S. ce qui reſulte de ces recherches & de cet examen.

•

Information en fait tant ſur les Fortifications que ſur les Impôts & autres levées de deniers, & premierement ſur les Fortifications.

NOus n'entrerons pas dans le détail de tous les faits concernant la Fortification de notre Ville: nous nous contenterons de rappeller ici quelques-unes des principales époques de chaque ſiécle. Les reflexions qui en reſulteront donneront une inſtruction ſuffiſante.

Il paroît par l'Hiſtoire que Génève a été dens tous les tems une Place forte; mais il n'eſt pas néceſſaire par rapport à l'objet de ce Mémoire de remonter plus haut qu'à l'année 1364. C'eſt la premiere époque que nous trouvons dans nos Annales concernant les ſoins de la Fortification. Cette année-là le C. G. aſſemblé le 14. Janvier donna commiſſion aux Sindics & à douze perſonnes qu'il leur aſſocia *de pourvoir aux affaires urgentes de la Ville, pour les Bâtimens, Clôtures & réparations des Tours, Murailles & Foſſez de la Cité.*

Cet Acte eſt cité dans les Repréſentations.

Ce qu'on fit en conſéquence ne fut pas apparemment fort conſiderable, ou du moins ne fut pas tel que la Ville ſe trouvât en bon état de défenſe.

Une centaine d'années après, car il paroît qu'en 1475. il étoit néceſſaire de réparer les murs de la Ville, mais l'épuiſement où ſe trouvoit alors la Communauté, ne permit pas de faire de grandes séparations.

S. Gervais entre autres étoit en très-mauvais état; il fut reſolu en 1511. au Conſeil des 50. d'y faire des Foſſés & 5. Boulevards, & ce même Conſeil ordonna aux Dizaines d'y aller travailler: ces ouvrages n'avancerent pas beaucoup, ſoit manque d'argent, ſoit par les irruptions que cauſerent les courſes des Gentilshommes de la Cuilliere & les entrepriſes du Duc de Savoye Charles III.

Cependant en 1529. le Conſeil des CC. ayant repris la réſolution de fortifier S. Gervais, & donné quelques ordres pour cela, on acheva en 1531. de le clore de murailles du côté du Lac par Ordonnance du P. C.

On ne négligeoit pas les autres quartiers de la Ville, mais les Fauxbourgs qui étoient plus grands que la Ville même, rendoient l'enceinte ſi grande, qu'il auroit été impoſſible d'y ſatisfaire.

Le Conſeil des 60. avoit déja déterminé en 1531. de demolir les murs de ſaint Victor; & en 1534. le Conſeil des CC. prit la reſolution d'ordonner qu'on demolît tous les Fauxbourgs pour mieux fortifier la Ville, ſur quoi il y eut des plaintes de la part des intereſſés; mais néanmoins le Conſeil perſiſtant dens ſa réſolution fit mettre inceſſamment la main à l'œuvre.

Dès les années ſuivantes on travailla aux Fortifications avec beaucoup d'activité par les ordres du P. & G. C. On envoya des Experts viſiter les Places fortes dans les Pays étrangers, pour examiner quelle ſeroit la meilleure maniere de fortifier la nôtre; & l'an 1543. on finit la Courtine de la Corraterie, le Baſtion de l'Oye & la Courtine ſous la Treille; en 1546. le Baſtion de Cornevin fut fini & celui du Pin commencé.

On continua de travailler ainſi aux Fortifications par les ordres du P. C. juſqu'en l'année 1564. que les Conſeils des LX. & des CC. donnerent de nouveaux ordres pour y faire travailler avec plus de vigueur; & en conſéquence on fit un examen de la Place Baſtion par Baſtion pour voir les réparations qu'il y auroit à faire & pour les perfectionner ſuivant un plan général.

ANNO 1734. La Ville mise de cette façon en assez bon état de défense, du moins pour les tems d'alors, on eut lieu de s'en applaudir quand il fallut entrer en Guerre ouverte l'an 1589.

Mais ensuite l'entreprise de l'Escalade faite la nuit du 12. Decembre 1602. fit comprendre qu'il y avoit encore bien des défauts à corriger & bien des choses à faire pour mettre la Place en meilleur état.

Le P. C. donna déja divers ordres à ce sujet dès l'année 1603. Il reçut un Mémoire de M de la Noue en 1605. contenant un Plan général de ce qu'il y avoit à faire, & l'année suivante le Landgrave de Hesse-Cassel, touché des dangers que Genève avoit couru & de ses besoins, ayant fait present à la République de dix mille écus, le P. C. employa cette somme à faire construire le Bastion de Rive, qui par cette raison fut appellé le Bastion de Hesse.

La situation où étoit la Rep. en 1650. ne fit que redoubler le désir que les Conseils avoient depuis si longtems d'entreprendre une Fortification générale & réguliere de notre Place. On consultoit les Ingenieurs étrangers, & on en faisoit venir à Genève. L'Ingenieur Vardame qu'on avoit attiré au service de la Rep. & divers autres donnerent successivement des Plans généraux de Fortifications, dont les Conseils faisoient executer ce qu'ils pouvoient d'année en année.

Cependant la Place n'avoit encore au devant de ses murs qu'un Fossé & quelques ouvrages détachés, qui depuis les progrès dans l'Art d'attaquer & de fortifier les Villes ne paroissoient pas suffisans.

Enfin l'année 1635. on produisit deux Plans généraux à l'examen desquels les Conseils donnerent leur attention, & l'année suivante le Conseil des CC. se détermina pour un Plan de Fortification depuis le Rhône jusqu'à la porte de la Rive, pour l'exécution duquel on fit venir le Sr. Yvoy Ingenieur du Prince d'Orange.

On y travailla avec empressement dès cette année-là, & pendant un grand nombre d'autres on fit ces ouvrages qui subsistent depuis le Rhône jusqu'au Bastion du Pin, mais l'Ingenieur ayant été appellé en Hollande, & l'Etat épuisé ayant besoin de relâche, on s'arrêta.

On ne laissoit pas cependant de faire toutes les années quelque dépense pour la Fortification, quelques petits ouvrages détachés en divers endroits de la Place où cela paroissoit plus nécessaire: mais rela n'étoit que par provision & avec regret, on peut le dire, puisqu'on sentoit bien que rela ne suffisoit pas & ne laissoit pas de causer assez de dépense. Aussi dèsque par la grace de Dieu on vit la Rep. dans une situation plus heureuse, on songea bientôt à reprendre le projet de nos Peres que l'on n'avoit jamais perdu de vûe, qui étoit de suivre un Plan général de la Fortification de notre Ville qu'on avoit commencé en 1660.

La résolution en fut prise en 1714. selon le Plan de M. Desroques Directeur Général des Fortifications de LL. HH. PP. de Hollande qui fut approuvé au Conseil des CC; & de nouvelles reflexions fondées sur les conjonctures firent resoudre en 1715. d'accelerer re grand ouvrage le plus qu'il seroit possible. Dieu a beni cette sage résolution: on a travaillé autant que les forces de l'Etat om pu le permettre: nous verrons bientôt la fin de nos travaux depuis le Bastion de Hesse jusqu'au Rhône, & nous voilà prêts à passer à S. Gervais avec l'esperance de pouvoir finir en peu d'années tout ce qui reste à faire pour l'entiere Fortification de notre Ville.

Ce sont là, M & T. H. S. les faits les plus importans que nous avons cru devoir rapporter à V. S. concernant nos Fortifications. Il en résulte ces considerations.

On voit qu'il a toujours regné dans Genève un desir empressé de se fortifier le plus exactement qu'il se pouvoit; on voit que c'est l'esprit général de tous les tems & avant & depuis l'etablissement de la Rep. mais en particulier on voit que re desir devint plus vif & plus agissant depuis la bienheureuse Réformation arrivée en Août 1535, qui en nous procurant la Liberté temporelle & spirituelle, avoit si avantageusement réuni tout ce qu'il y a de plus cher à conserver, qu'il étoit bien naturel que le zèle redoublât pour y donner toute son application. D'où il paroît que les Conseils en entreprenant les ouvrages qu'ils executent à present, ne font que suivre les vues que nos peres s'étoient constamment proposées.

Il paroît encore que, toutes proportions gardées, les ouvrages faits par nos peres, le plan qu'ils se proposoient étoit une entrepriſe, eu égard à leur état, beaucoup plus considerable que celle que les Conseils executent aujourd'hui. ANNO 1734.

Enfin une autre consideration qui résulte des faits, c'est que constamment depuis l'établissement de la Rep. il n'est jamais arrivé que les affaires de la Fortification ayent été portées au C. G. Les Syndics & Conseils en ont seuls ordonné jusqu'à aujourd'hui. Depuis que ce soin eut été remis aux S. & C. on a toujours estimé que c'étoit une suite naturelle de leurs Charges & de leurs incombances. Il falloit des fonds pour s'en acquitter: nous allons indiquer en fait les divers moyens employés, & comment on y a procedé.

Sur les Impôts & autres Levées de Deniers.

M. & T. H. S. Nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire de s'arrêter beaucoup aux anciens temps sous les Evêques. L'Acte de 1364. cité ci-dessus, qui commettoit aux Syndics le soin de la Fortification leur donnoit pouvoir d'imposer des Collectes & Tailles. Ce moyen fut mis assez souvent en usage; mais ces temps nous interessent peu. Venons à re qui s'est passé depuis l'établissement de la Rep. Cette heureuse révolution augmenta a la verité les revenus de la Ville; mais la Rep. se trouvant dès sa naissance dans un état de Guerre presque continuelle les besoins publics se multiplierent infiniment. La levée & l'entretien des Troupes, les Munitions & les Fortifications causoient des dépenses extraordinaires & mettoient nos peres dans une sollicitude continuelle pour y pourvoir; Collectes, Cottisattons, Contributions, Tailles générales, Vente des Fonds Publics, Travaux personnels à la Fortification par Compagnies entieres; tout est mis en usage par les Conseils ordinaires, car c'étoit dès lors les Petit & Grand Conseils qui en ordonnoient seuls. Il seroit trop long de citer tous les faits. On en voit divers exemples par les Registres dans les années 1535, 36, 44, 46, 55, 64, & 65: mais tous ces moyens extraordinaires ne suffisant pas à beaucoup près, il fallut avoir recours à de nouveaux emprunts, on dit de nouveaux, parce qu'il y en avoit déja d'anciens dont on n'avoit pas pu s'acquitter.

Ces nouveaux emprunts qui furent faits par les ordres du P. & du G. C. dans les années 1543, 45, 46, 67, 68, & 69, montoient, sans compter les vieux, à plus de cent mille écus d'or; somme prodigieuse pour ce tems-là & eû égard à l'état pauvre de la Rep. Aussi falut-il, outre les gros interêts qu'on en payoit, donner pour sûreté l'engagement général & particulier du Conseil des CC. qui voulut bien s'y obliger par sa resolution du 11. Janvier 1567. & du 20. Fevrier 1569. & encore n'ayant pas de l'argent pour payer beaucoup d'interêts retardés qu'on devoit à Basle, il fut arrêté en Conseil ordinaire le 18. Juillet 1569. *d'en emprunter par tout où on en pourroit trouver.*

Dans cette situation les P & G. C. voyoient la Rep. endettée, chargée de gros interêts qui absorboient ses revenus, pendant que d'un autre côté les dépenses nécessaires pour sa conservation augmentoient au lieu de diminuer, ce qui accumuloit toujours plus les dettes publiques n'alloit pas à moins qu'à les perpetuer sans espoir d'y satisfaire ou plutôt à faire totalement succomber la République.

Les Conseils comprirent qu'il seroit impossible de subsister ni de maintenir son crédit, dont on avoit plus besoin que jamais, si l'on ne trouvoit des moyens de se procurer des fonds fixes & constans par une augmentation annuelle & perpetuelle des revenus de la Ville.

C'étoient bien les P. & G. C. qui depuis la Réformation de la Rep. avoient ordonné toutes ces sortes de levées de deniers dont on a parlé, mais ces moyens n'etoient point établis d'une maniere fixe & à toujours, ils ne les ordonnoient que par provision & à chaque necessité pressante qui survenoit.

C'est ce qui engagea les Conseils, dans les sages vues qu'ils se proposoient, de mettre sur pied un établissement de revenus fixes, & des moyens qui pussent toujours & dans tous les tems être proportionnés aux necessités publiques, à se faire autoriser à cela par le Conseil Général.

Voici

ANNO 1734. Voici ce que porte la Déliberation du 17. Mars 1570. en Petit Conseil.

„ Pour autant que le revenu de la Seigneurie n'eſt „ pas ſuffiſant pour ſupporter tant de charges, même „ qu'il a été rapporté qu'on dépend annuellement plus „ de 12. mille florins par deſſus les revenus; arrêté „ de penſer aux moyens d'accroître le revenu de la „ Seigneurie; Et afin qu'il ſe puiſſe faire plus com- „ modément qu'on le propoſe en CC. & puis en Gé- „ néral, pour lui demander puiſſance & autorité de „ pouvoir, par l'avis du P. & G. C. informer & „ conclure deſdits moyens pour les pratiquer ainſi qu'ils „ auront ordonné, ſans être tenu d'en faire le rapport „ audit Général.

Cet avis ayant été porté au Conſeil des CC. le 30. Mars il fut dit & arrêté: „ Comme ainſi ſoit qu'on „ ait de grandes charges à ſupporter excedant même „ de beaucoup les facultés du Public, il ſera impoſſi- „ ble de pouvoir ſubſiſter ci-après, quoi qu'on tâche „ d'épargner; Pour à quoi remedier, il ſemble né- „ ceſſaire d'augmenter le revenu de la Ville, & que „ pour ce faire on aſſemble le G. C. pour lui deman- „ der puiſſance de pouvoir aviſer en Petit Conſeil des „ moyens à ce propres, & iceux rapporter au G. C. „ avouer & approuver tout ce qui en icelui aura été „ trouvé bon.

En conſéquence des reſolutions ci-deſſus, le G. C. fut aſſemblé le 2. Avril ſuivant, lequel entrant dans les ſages vues des Conſeils, & plein de confiance en eux, qu'il avoit vû juſqu'alors ordonner de tout ce qui regardoit les levées de deniers 35. ans, n'heſita pas à lui donner la puiſſance qu'ils demandoient, comme eſt contenu dans l'Edit, ſuivant lequel dans les Regiſtres ſe trouve intitulé en marge: REVENUS DE LA SEIGNEURIE.

Le Dimanche 2. Avril le C. G. fut aſſemblé à Saint Pierre, après avoir été appellé au ſon de la Trompette le jour précedent, & aujourd'hui au ſon de la Cloche, où il fut propoſé & lû ce qui ſuit par le Secretaire du Commandement des Seigneurs Sindics.

„ Meſſeigneurs voyant les grandes charges qui ſont „ à ſupporter, tant ordinairement qu'extraordinaire- „ ment, ſurmonter les facultés & revenus de la Vil- „ le, ont dès pluſieurs années tâché, autant qu'il leur „ a été poſſible, d'épargner, même ſe ſont abſtenus „ de beaucoup de choſes, qui euſſent été requiſes, a- „ fin de ſerrer ce qu'on pourroit d'argent; toutes fois „ on n'a tant ſu faire, que tous les ans on ne ſoit de- „ meuré en arriere & beaucoup, tellement que s'il „ n'y eſt remedié, on ne pourra longuement ſubſiſter, „ & fournir aux néceſſités du Public Et combien „ qu'on pourroit uſer du remede, qu'on a pratiqué „ ci devant, faiſant des collectes, quand la néceſſité „ l'a requis, cela ne ſuffiroit pas: car on a experi- „ menté petite charité en la plupart des contri- „ buans.

„ Au moyen dequoi, & afin de prévenir la ruïne „ du Public, & tant de collectes qui ſont odieuſes & „ de peute efficace, Meſſeigneurs du Petit & Grand „ Conſeil ſeroient d'avis de penſer aux moyens d'aug- „ menter les revenus de la Ville, tellement qu'il y „ eut dequoi fournir aux néceſſités, & pour ce faire „ ont trouvé bon d'en avertir cette Compagnie, & „ ſavoir s'il lui plaît donner puiſſance à MM. du Pe- „ tit Conſeil de propoſer au CC. les moyens qu'il „ trouvera propres, & avouer & approuver tout ce „ qui audit Conſeil des CC. aura été ratifié & conclu; „ & par ce moyen ſera évité à cette Compagnie la „ peine de s'aſſembler ſi ſouvent, qu'il ſera poſſible „ requis, ce qui ſeroit mal-aiſé.

Là-deſſus étant recueilli les voix, par mon compagnon & moi, ſavoir les Nobles Chenalat & Gallatin, Secretaires d'Etat. „ Tous, réſervés trois ou „ quatre, d'un commun conſentement, ont approuvé „ l'avis de Meſſeigneurs du Petit & Grand Conſeil. „ Dieu y doint ſa bénediction.

Ce ne fut pourtant que quatre ans après que le Conſeil des CC. commença à en faire uſage, par ſon Arrêté du 30. Août 1574. par lequel il mit un Impôt ſur le poids du Bled & ſur le Vin, & il doubla la gabelle de la Chair.

On ne mit point de nouveaux Impôts juſqu'au tems de la Guerre de 1589, ce n'eſt pas qu'il n'y eût bien des dépenſes extraordinaires que cauſerent les actes d'hoſtilité & les tentatives faites en 1582. & les années ſuivantes. On y pourvut par un autre moyen.

Le P. C. ſuivant le pouvoir qui lui en fut donné par le Conſeil des CC. fit un emprunt de trente mille écus de divers étrangers au denier 25. & il en fit divers autres moins conſiderables en pluſieurs endroits, & l'année ſuivante on reçut une ſubvention de 5039. liv. ſterling que la Reine d'Angleterre procura pour la défenſe de Geneve. ANNO 1734

De nouvelles entrepriſes faites en 1586, qui engagerent à augmenter la Garniſon de 300. Suiſſes, & la Famine qui ſurvint cette année-là où le bled ſe vendoit 52. fl. cauſerent encore une nouvelle dépenſe. On y pourvut par des Contributions en forme de prêt que le P. C. ordonna, & dont il donna en même tems l'exemple auſſi bien que la venerable Compagnie des Paſteurs & Profeſſeurs. On ſupléa au reſte par divers emprunts.

Mais la Guerre de 1589. ayant éclaté, on fut bien obligé de recourir à une augmentation d'Impôts & à en créer de nouveaux, outre les taxes & les emprunts qu'on fit dans la Ville: ainſi au mois de Mai de cette année le Conſeil des CC. ordonna une taxe générale payable chaque mois; les plus riches payant 20. & enſuite 25. écus par mois, & les années ſuivantes juſqu'à la fin du ſiècle on augmenta par ordre du même Conſeil à trois, à quatre repriſes les divers Impôts ſur le Bled, le Vin, la Chair, le Sel, les Cuirs & les Marchandiſes.

On juge bien que le produit de tous ces Impôts ne ſuffiſoit pas à beaucoup près aux frais immenſes de la Guerre, mais ils mettoient en état d'emprunter & de ſoutenir le crédit public par des payemens d'interêts, ſans quoi la Rep. auroit ſuccombé, car outre les groſſes dettes dont elle étoit déja chargée avant la Guerre & dont elle n'avoit pû acquitter qu'une petite partie, il fallut bien recourir à de nouveaux emprunts.

On débuta par un emprunt de cinquante mille écus fait dans la Ville par voye de contribution en prêt, que le Conſeil des CC. ordonna ſous l'obligation faite en faveur des prêteurs avec l'interêt au huit pour cent, les Seigneurs du P. C. ayant montré l'exemple, & on fit divers emprunts chez les étrangers.

La fin de la Guerre diminua bien les dépenſes extraordinaires, mais les grandes dettes qu'elle avoit été obligée de contracter furent une charge à l'Etat d'une durée d'autant plus longue, que les conjonctures ne laiſſerent pas le pouvoir de s'en liberer.

Comme on conteſtoit l'incluſion de Genève dans le Traité de Paix de Vervins de 1598. les craintes, les entrepriſes énumerent, & la Guerre ouverte recommença à l'occaſion de l'eſcalade.

Le Traité de S. Julien y mit fin en 1603; mais le peril qu'on avoit couru, les avis & les allarmes qu'on eut les années ſuivantes, ayant fait prendre la reſolution de ſe fortifier, ce fut une nouvelle ſource de dépenſes auxquelles la Rep. épuiſée ne pouvoit fournir ſans de nouveaux ſecours.

On faiſoit bien travailler perſonnellement par compagnies, on ſe cottiſoit pour les Fortifications par l'ordre & à l'exemple des Conſeils, cela ſoulageoit l'Etat & les Pauvres, mais ne ſuffiſoit pas; il fallut avoir recours à de nouveaux emprunts & à de nouveaux Impôts pour faire les fonds des interêts & enſuite du rembourſement du capital.

C'eſt à quoi le Conſeil des CC. fut obligé de ſe déterminer en 1604, 6, 12. & dans les années ſuivantes, quoiqu'en 1611. on reçut des ſecours conſiderables d'hommes & d'argent.

Il paroît néanmoins que ce n'étoit qu'avec peine qu'on ſe portoit à mettre tant d'impôts: le Regiſtre de l'an 1620. porte que le Conſeil des CC. rejetta la propoſition de doubler la gabelle de la Chair juſqu'à ce qu'on eût cherché tous autres moyens d'avoir de l'argent plutôt *que de mettre des Impôts ſur le peuple.*

Mais les beſoins commandoient: l'année ſuivante le même Conſeil des CC. ſe trouva obligé d'augmenter d'un tiers cette même gabelle, & l'Impôt de ſix ſols par ſeptier ſur le vin blanc, & de trois ſols pour le rouge.

On n'en demeura pas là pendant une trentaine d'années ſans en mettre de nouveaux, excepté celui de ſix ſols par balle que le Conſeil des CC. mit ſur les marchandiſes de paſſage en 1637; mais à la reſerve de cet article on préfera depuis 1621. juſqu'en 1644. la voye des cottiſations & des contributions, les unes volontaires, les autres forcées.

Les Membres du P. & G. C. payoient les premiers ſur

ANNO 1734. sur le champ, portant leur argent sur la table devant Messieurs les Sindics en pleine Assemblée, comme on le peut voir dans le Regiſtre des années 1628, 38, 40, 41. & 43.

Mais enfin l'inquiétude que cauſoient les dettes de la Seigneurie, obligea les Conſeils, ſans abandonner la reſſource des conſiſations, d'y joindre quelques nouveaux Impôts.

En 1644. ils mirent un Impôt ſur le contrat des Subhaſtations. Il en eſt parlé dans les Repreſentations du 4. Mars dernier comme d'un ſujet de plainte & d'une contravention à l'Edit, parce que ce droit a été pris ſur l'Acheteur plutôt que ſur le Vendeur, au lieu que par l'Edit les frais des Subhaſtations doivent ſe prendre ſur le Vendeur. Nous remarquons en paſſant que c'eſt-là le ſeul cas dont on faſſe reproche aux Conſeils. & l'on voit que c'eſt faute d'entendre de quoi il eſt queſtion, car on a toujours pris & on prend encore les frais ordinaires de Juſtice ſur les deniers ſuivant l'Edit; ce n'eſt que ce droit nouveau, cet impôt, qui n'eſt ni dans l'Edit ni dans le Tarif, qui s'eſt pris ſur l'Acquereur, ordinairement plus riche que le Vendeur, qui vend ſouvent par néceſſité.

NB. Les faits mal rapportés dans les Repreſentations. Le Conſeil des CC. n'a point fait d'Arrêt pour changer l'art. 19. du Tit. 25 de nos Edits Civils de 1713. Voici le fait. Meſſieurs de la Juſtice avoient ordonné par erreur qu'on prendroit ſur les deniers procedés d'une expedition forcée le droit d'un & demi pour cent, parce qu'ils confondoient les frais de Juſtice reglés par le Tarif, à forme duquel l'Edit porte que ces frais ſeront levés avec le droit d'un & demi pour cent qui a été établi ſur les derniers encheriſſeurs. Les Conſeils en ayant été informés, en délibererent, & ordonnerent que l'on continueroit à exiger ce droit ſuivant l'uſage.

Si l'on s'étoit donné la peine de lire l'article de l'Edit de 1568. & celui de 1713. on y auroit vû qu'on n'y a fait aucun changement, ſinon que pour ôter cette équivoque, on a inſeré dans le dernier ces mots *à forme du Tarif*, dans lequel ce droit d'un & demi pour cent n'eſt point compris

En 1646. on avoit fait la propoſition que chacun donnât *un pour cent de tout ſon avoir* pour l'acquit des dettes. Le Conſeil des CC. la rejetta, mais il décerna en même tems une Commiſſion aux fins d'examiner les moyens de trouver promptement de l'argent, ce qui opera de nouvelles contributions & de nouveaux Impôts ordonnés par le Conſeil des CC.

En 1648. entr'autres l'Impôt ſur les Revendeurs de Vin fut doublé, & le produit affecté au payement des dettes; le prix du Sel mis à 5. ſ. la liv. au lieu qu'il n'étoit qu'à 4. & demi.

Il falut même aller plus loin en 1656. Des créanciers étrangers menaçoient d'arrêter les marchandiſes des Génévois à cauſe des arrerages des interêts qui leur étoient dûs qui montoient à la ſomme de 40. mille écus. Il ne convenoit pas, & même il n'étoit pas juſte d'épuiſer entierement les aiſés. Le Conſeil des CC. aſſemblé *pour aviſer aux moyens de fournir aux néceſſités publiques*, arrêta unanimement qu'on doublât les impôts de l'entrée du Vin, de la gabelle de la Chair, du Suif & de la marque des Cuirs, & qu'on hauſſât de deux ſols par coupe celui du poids du Bled. Le produit de ces impôts ayant mis la Rep. un peu au large, les Conſeils qui n'avoient jamais perdu de vue la Fortification générale & reguliere de notre Place, commencerent à l'entreprendre en 1660. & y firent travailler pluſieurs années de ſuite; nouvelle dépenſe pour laquelle cependant on ne mit pas de nouveaux Impôts, mais on fit des emprunts, on ordonna des contributions, on les preſſa, on fit travailler aux ouvrages tous les Bourgeois & Habitans par Compagnies; on chercha même à ſe procurer un ſecours étranger, on envoya aux Etats Généraux pour avoir une ſubvention d'argent & la ſomme de 30. mille écus qu'ils accorderent, ſervit à conſtruire le Baſtion qu'on a appellé à ce ſujet le Baſtion de Hollande.

Ces dépenſes épuiſerent le Tréſor Public. Le fonds des Succeſſions, autrement le droit du dix pour cent établi en 1680. payable par les heritiers ou legataires qui ne ſont pas en degré de legitime: l'impôt de 6. ſ. par marc ſur l'affinage introduit d'abord par l'avis du P. C. & confirmé en 1689. au Tarif des Halles, n'étoient pas une reſſource ſuffiſante & aſſez prompte pour payer une partie des dettes de l'Etat: mais outre cette conſideration les conjonctures d'alors furent telles, que l'on trouva néceſſaire d'avoir des Troupes de nos Alliés dans notre Ville, & de faire de grandes réparations à nos Fortifications, & notamment à la Porte de Rive & aux Chemins couverts. ANNO 1734.

C'eſt ce qui porta les Conſeils en 1690. à ordonner une contribution extraordinaire qu'on appelloit geometrique, parce que la taxe s'en faiſoit par diverſes gradations proportionnelles aux facultés d'un chacun.

En 1704. le Conſeil des CC. pouſſa juſqu'à un écu par ſeptier le droit d'entrée ſur quelques Vins étrangers, pour empêcher le trop grand verſement des Vins fins; mais cette augmentation fut revoquée ſur les repréſentations de pluſieurs Cit. & B.

En 1708. on augmenta la contribution que les aiſés payent pour la garde de la Ville. En 1711. on mit un impôt de trois ſols par livre ſur le Caffé qui ſe conſomme dans la Ville.

Par tout ce qui vient d'être rapporté des dépenſes extraordinaires dont la Rep. a été chargée preſque ſans relâche pendant deux ſiecles conſecutifs, & des grandes dettes qu'elle a été obligée de contracter, on comprend bien que l'augmentation des revenus de la Ville par le moyen des Impôts établis ne ſervoit qu'au courant & ne donnoit qu'à la Caiſſe de la dépenſe.

Ce ne fut que depuis le commencement de ce ſiecle qu'on put enfin jouir du fruit de ces Impôts, & en porter une partie a la Caiſſe de l'Epargne; ce qui mit enfin la Rep. en état d'acquitter entierement ſes anciennes dettes comme cela fut fait en 1711. ſans qu'il fût néceſſaire de mettre de nouveaux Impôts pour cet effet; les anciens ſuffirent & voici comment.

Dès l'an 1628. le Conſeil des CC. fit l'heureux établiſſement de la Chambre des Bleds, & lui aſſigna le produit de quelques-uns des revenus pour ſes fonds. Cette Chambre ayant proſperé par ce moyen, elle devint peu a peu non ſeulement le grenier, mais encore une des caiſſes de l'Etat, dont elle a facilité l'acquittement des dettes. C'eſt ainſi que l'experience nous a appris que cette Chambre, dont l'établiſſement eſſuya tant de contradictions, eſt véritablement la mere nourrice de l'Etat & ſa reſſource dans les beſoins preſſans.

Libre enfin des engagemens onereux de tant de dettes le Conſeil des CC. eſtima en 1714. que le tems étoit venu de ſuivre aux vues de nos peres pour l'execution d'un plan général de nos Fortifications, & pour s'en faciliter les moyens, voici ce qu'il a fait.

Cette même année 1714. il établit l'Impôt ſur le Papier marqué, & en 1716. il mit un Impôt ſur les Cartes à jouer.

On ne met pas en ligne de compte la réviſion & augmentation du Tarif ſur les Cuirs faite en 1714. elle fut faite ſur la repréſentation du P. C. & ſur le Memoire qu'il remit de la part des Tanneurs & Corroyeurs, leſquels prierent qu'on augmentât les droits ſur les Cuirs étrangers afin de favoriſer la fabrique de ceux de la Ville.

En 1715. & 16. le Conſeil des CC. doubla l'impoſition du poids du Bled & la gabelle de la Chair pour dix ans, & en 1716. il ordonna que ces Impôts ſeroient continués pour dix autres années.

On doubla auſſi en 1716. la gabelle du Vin, mais en 1719. ſur la requête des hôtes & cabaretiers, cette augmentation fut ſuſpendue pour trois ans, & n'a point été établie.

Ces Impôts ne ſuffiſant pas & les Conſeils ne jugeant pas à propos d'en mettre d'autres, on eut recours à d'autres moyens. On a fait des emprunts dans la Ville à conſtitution de rente a trois pour cent. On a fait de plus deux Loteries, & enfin en Fevrier 1354. on a ouvert des ſouſcriptions volontaires & en don gratuit, ou en prêt ſans interêt pendant dix ans.

Telle eſt M. & T. H. S. l'information qu'il y avoit à donner ſur les Impôts & autres levées de deniers pour ſavoir en fait, quand, comment & par qui il en a été ordonné, pour quelle cauſe, & quel en a été l'uſage & l'emploi; ſur quoi V. S. ſont priées de faire les reflexions ſuivantes.

Il paroît par ce qui vient d'être rapporté, que depuis l'établiſſement de la Rep. c'eſt le Conſeil des CC. ſeul

ANNO. 1734. ſeul qui a ordonné & diſpoſé de tout ce qui regarde les Finances ſoit pour la levée, ſoit pour l'emploi des deniers, emprunts, taxes, tailles, contributions, corvées ou travaux perſonnels & impôts, c'eſt le Conſeil des CC. qui a toujours ordonné, ou le P. C. autoriſé par celui des CC. & cela non par quelques Actes ſeulement & de loin en loin.

Tel a été l'état de la Rep. depuis ſa naiſſance juſqu'à nos jours, que l'exercice de ce pouvoir a été continuel & ſans interruption pendant deux cens ans.

On voit avec quelle autorité les Conſeils donnoient & faiſoient executer leurs ordres; cependant nulle oppoſition de la part du Peuple ſur le droit en vertu duquel les Conſeils exerçoient ce pouvoir: ſoumiſſion, confiance entiere depuis l'établiſſement de la Rep. juſqu'à l'année 1715. qu'il y eut des repréſentations, & en 1718. que parurent les Lettres anonymes en Octobre & Novembre.

V. S. ont pu remarquer enſuite qu'on évitoit autant qu'on pouvoit de mettre des impôts, qu'on n'en mettoit que le moins qu'il étoit poſſible, & ſeulement pour des beſoins indiſpenſables. De là viennent tous ces différens moyens mis en uſage pour ſubvenir aux néceſſités publiques autrement que par des augmentations d'Impôts.

Il paroît encore que de nos jours on a fait comme nos peres: le même eſprit regne parmi nous; même répugnance, même diſcretion à mettre des impôts, la ſeule néceſſité y force, & pour n'être pas obligé d'en mettre, ou trop conſiderables, on a de même eu recours à d'autres moyens, non à des collectes ou à des cottiſations forcées, moyens ſi ſouvent employés par nos peres, ni à des emprunts faits ſous des conditions dures & peu honorables, à gros interêts & à datte fixe, chercher de toutes parts, & qui ſembluient plus propres à publier notre indigence de ville en ville qu'à nous y donner du credit.

L'Etat, par la grace de Dieu, s'eſt trouvé dans une meilleure ſituation; ſi l'on a fait des emprunts, ce n'a été que dans la Ville, même à bas interêt & rembourſables à la volonté de la Seigneurie. Emprunts qui en donnant du comptant pour les beſoins de la Rep. conſervent dans le ſein de la patrie les capitaux des Particuliers. C'eſt dans ce même eſprit de ménagement qu'on s'aviſa des Loteries, moyen ſpécieux, mais auquel bien des obſtacles & bien des inconveniens ont empêché de revenir; & enfin au lieu de contributions forcées, ordonnées ſi ſouvent par nos peres, on a introduit pour une fois & pour voir la fin de nos ouvrages ces ſouſcriptions volontaires qui font honneur à l'Etat & aux Particuliers. Réſolution dont le ſuccès a répondu à l'attente publique en même tems qu'elle a donné une nouvelle preuve que ceux qui rempliſſent aujourd'hui les places du P. & du G. C. auſſi bien que la vénérable Compagnie des Paſteurs de cette Egliſe, n'ont pas dégeneré du zèle & de l'affection de leurs predeceſſeurs. On a eu même la ſatisfaction de voir un grand nombre d'autres perſonnes, Citoyens, Bourgeois, Etrangers même, donner les marques les plus affectueuſes de l'interêt qu'ils prennent à l'avancement du Bien public.

Le reſultat de tous ces faits & de toutes ces conſiderations nous conduit à faire une comparaiſon de l'état où eſt aujourd'hui la Rep. par rapport aux ouvrages qu'on a entrepris, aux impôts qu'on a mis & augmentés, & aux emprunts qu'on a faits, avec l'état où étoit autrefois la Rep. les ouvrages qu'elle avoit entrepris, les impôts, contributions & emprunts dont on étoit chargé.

On voit dans les Regiſtres un rapport des dettes de la Seigneurie à des Créanciers étrangers du 13. Janvier 1604 par lequel il paroît que la Seigneurie devoit 1283,5. écus ſols ſans compter les interêts.

Ces interêts échus, joint à ce que la Seigneurie devoit dans la Ville, alloient, comme on le peut voir par les Regiſtres, à plus de cent mille écus, ainſi la ſomme totale des dettes étoit d'environ deux cens trente mille écus

Si l'on faiſoit comparaiſon de la valeur des eſpeces d'alors, & ſi on la combine avec la différence de la fortune des Particuliers d'aujourd'hui, on verra que toute proportion gardée, nous ſommes beaucoup moins chargés de dettes que nos peres ne l'étoient en 1604 Et comme on ne doit juger de la grandeur d'une entrepriſe que par comparaiſon avec les forces & les moyens, il eſt certain que ce que nous avons avancé ci-deſſus eſt juſte; ſavoir que l'entrepriſe de nos Fortifications eſt beaucoup moins conſiderable que celle de nos peres, ſans compter que nos emprunts ont été faits à fûr & à meſure des beſoins pour les Fortifications; car quand on les entreprit on ne devoit rien, au lieu que nos peres devoient la ſomme ci-deſſus en 1604. & tout chargés qu'ils étoient de ſi groſſes dettes, ils penſoient dès lors à ſe fortifier. ANNO. 1734.

Nous avons vu en fait qu'en 1605. M. de la Noue leur preſenta un plan général des Fortifications. Si dans cette conduite de nos peres on ne trouve que du courage & non de l'imprudence, il ſemble qu'étant parvenus à une ſituation beaucoup plus heureuſe, on auroit pu taxer les Conſeils d'imprudence ou de peu de zèle, s'ils n'avoient pas mis la main à l'œuvre pour exécuter entierement ce que nos peres avoient commencé & n'avoient pu faire qu'imparfaitement.

On exagere cette entrepriſe: la comparaiſon qui vient d'être établie déduit la choſe au plus vrai & au plus juſte, & quoiqu'il en ſoit, les vœux & les efforts de nos peres animeront toujours & juſtifieront ceux que les Conſeils font aujourd'hui.

Droits des Conſeils concernant les Fortifications.

M. & T. H. S. La conſtitution de l'Etat, l'uſage & la convenance établiſſent le droit des Conſeils touchant la Fortification.

Par la conſtitution de l'Etat l'adminiſtration des affaires en général eſt entierement confiée au P. & au G. C. affaires civiles, affaires criminelles; affaires d'Etat; affaires militaires; la garde, ſeureté & défenſe de la Ville, & tout ce qui en dépend, par conſéquent le ſoin de la Fortification y eſt compris; on ne trouvera nulle part, ni par nos Edits, ni par nos us & coutumes, que le C. G. ſe ſoit jamais reſervé qu'on lui portât la connoiſſance de ce qui regarde la Fortification; ce ſoin eſt une ſuite naturelle des incombances du Gouvernement & de l'adminiſtration ordinaire.

Ce titre général devroit ſuffire ſur tout dans une affaire de la nature de celle-ci, dont le ſoin eſt ſi évidemment du devoir de ceux qui gouvernent. Si à chaque Acte d'autorité qu'on exerce dans un Etat, on demandoit un titre ſpecifique pour cet Acte ou cette branche de l'autorité, il n'y auroit aſſurement aucun Etat dans l'Europe où l'on ne pût mettre des entraves au Gouvernement.

C'eſt pourquoi on reçoit par tout pays comme une maxime fondamentale de la tranquilité publique, que les us & coutumes ont force de Loi & ſont un titre ſuffiſant, ſur-tout quand ces us & coutumes ont une manifeſte analogie avec le titre général qui fait la conſtitution de l'Etat. C'eſt le cas où ſe trouvent les Conſeils. Nos Edits donnent force de Loi aux us & coutumes, en ce qu'ils exigent des Sindics de les maintenir de tout leur pouvoir, & des Cit. & B. de les garder & obſerver.

La conſtitution de l'Etat donne aux Conſeils l'adminiſtration générale des affaires, & par les us & coutumes les Conſeils ont toujours eu le ſoin de la Fortification, ſans que jamais le C. G. s'en ſoit mêlé, ni qu'il ait demandé d'en connoître.

Certainement il n'en faudroit pas davantage; mais ſi on veut quelque choſe de plus pour fondement de l'autorité des Conſeils dans cette partie de leurs fonctions, ſavoir le ſoin des Fortifications; en voici des preuves plus particulieres.

Nous avons déja rapporté ci-deſſus en fait l'Acte de 1364. pour faire voir le déſir & le ſoin qu'on a eu de tout tems de ſe fortifier. Cet Acte fait voir que dès lors on en donna le pouvoir à ceux qui avoient l'adminiſtration des affaires; mais dans ces tems-là il n'y avoit rien de bien fixe. En nous approchant des tems de la naiſſance de la République nous prendrons pour époque l'Edit de 1534. qui eſt l'année que la Rep. commença à ſe former.

Le Conſeil des CC. étoit déja établi, ſavoir en 1517. qu'il fut fixé à 200. Cit. & B. quelques eſprits inquiets faiſoient des cabales pour l'abolir; le C. G. aſ-

ANNO 1734. assemblé le 8. Fevrier 1534. jour de l'élection des Seigneurs Sindics, qui se faisoient alors en Fevrier, déclare unanimement: „ Que pour éviter les séditions, conjurations & détestables entreprises des „ pervers, il est arrêté, statué & ordonné que le Conseil des CC subsiste à perpetuité avec l'omnimode „ puissance qui lui a été donnée jadis, & que ce soit „ le Conseil ordinaire qui continue à en faire l'élection. Voilà la plénitude de puissance donnée jadis au Conseil des CC. reconnue & confirmée solemnellement, & elle le fut encore après la Réformation par l'Edit de 1536.

Or chacun avoit vu le Petit & le Grand Conseil disposer & ordonner de ce qui regarde la Fortification. Dans les années précedentes depuis l'année 1511. on confirme & on reconnoit son pouvoir sans plainte ni changement, par où il est démontré qu'on regardoit le soin de la Fortification comme une des branches de ce pouvoir général donné au Conseil des CC.

Les Edits n'ont jamais été révoqués, & posterieurement à ces Edits tout comme auparavant les Conseils ordonnent de la Fortification jusqu'au tems de la compilation de nos Edits faite en 1560. de sorte qu'alors le Conseil des CC. se trouvoit dans le droit & dans la possession; & bien loin qu'en 1568. on y ait fait des changemens, on va voir au contraire que ce droit fut reconnu & confirmé.

Il faut remarquer que nos Edits n'établissent rien de nouveau dans le Gouvernement: mais supposant au contraire les droits dont chacun des Ordres de la Rep. se trouvoit actuellement en possession, soit par d'anciens Edits, soit par les us & coutumes, ils confirment par cela même à chaque ordre ses différens droits, & fixent à cet égard l'état & le gouvernement de la Rep. c'est ce que l'on peut recueillir du préambule qui porte: „ Pour ce que le gouverne„ ment & état de cette Ville consiste par quatre Sin„ dics, le Conseil des 25. des 60. des CC. du Gé„ néral & un Lieutenant en la Justice ordinaire avec „ autres offices, selon que bonne police le requiert, „ tant pour l'administration du Bien public que de „ la Justice, nous avons recueilli l'ordre qui jusques „ ici a été observé avec quelques déclarations &c. Et alors le droit des Conseils, la possession, *l'ordre observé* étoit que les Conseils ordonnoient de la Fortification, par conséquent il a laissé les choses à cet égard sur le pied du droit & de l'usage connu & établi pour être observé à l'avenir.

Il fut reconnu & convenu par cet Edit que tel étoit le pouvoir & le droit des Conseils, & qu'il devoit être gardé à l'avenir. Aussi voit-on en conséquence que par cet Edit de 1568. imprimé en Avril 1707. tout ce qui concerne le militaire, la garde & défense de la Ville, Tours & Boulevards, l'Artillerie & Munitions, & généralement tous les Offices & Emplois qui ont du rapport à la sureté de la Place, tout cela est mis aux soins du P. & G. C. comme étant de sa competence de toute ancienneté. C'est ce que savoient tous ceux qui assisterent à la sanction de ces Edits en 1568. ils avoient vû quelques mois auparavant & toutes les années précedentes depuis la naissance de la Rep. les Conseils ordonner des Fortifications & faire des emprunts coup sur coup ou des collectes pour cela; ils avoient vu les Fauxbourgs démolis par les seuls ordres des Conseils pour mieux fortifier la Ville. S'ils avoient estimé que ce pouvoir ne leur appartînt pas, ou qu'il ne dût pas leur appartenir, quelle apparence qu'ils n'eussent rien statué là-dessus?

Tels sont, M. & T. H. S. les fondemens du droit. Ils reçoivent une nouvelle force par l'usage invariable & constant qui confirme & perpetue le droit & la possession des Conseils; la preuve en est toute établie par les faits que nous avons rapportés à V. S.

Nous nous en tiendrons aux usages certainement connus à nos Legislateurs de 1568. Nous en avons rapporté divers exemples comme de l'an 1518. 27, 29, 31. celui de 1534. est des plus forts, c'est l'ordre du P. & du G. C. de démolir les Fauxbourgs pour mieux fortifier la Ville; ordre qui causa bien des plaintes par le grand nombre de maisons & de clos qu'on abattit, qui ne pouvoient qu'interesser un grand nombre de personnes.

Les exemples du droit des Conseils se multiplient depuis, comme en 1536, 44, 46, 55, 64, 65, & 1567.

C'est par cette multitude d'Actes qui ont précédé la compilation de nos Edits, dont tous les Cit. & B. d'alors avoient été les témoins, qu'il étoit parfaitement constaté que le soin de la Fortification étoit entre les mains des Conseils, comme une de leurs principales incombances. ANNO 1734.

Depuis l'Edit de 1568. ce même usage a suivi constamment & pour ainsi dire d'année en année jusqu'à nos jours, sans que jamais il soit venu en pensée à qui que ce soit, que le Conseil des CC. usoit d'un pouvoir qu'il n'avoit pas.

Cependant on voyoit bien autrefois, comme aujourd'hui, que l'entreprise des Fortifications étoit considerable, qu'elle coutoit beaucoup, qu'elle donnoit lieu à ordonner ou à continuer des impôts & des contributions, & cependant personne n'a pensé qu'on dût porter à la déliberation du C. G. les matieres de la Fortification; jamais on ne l'a proposé ni demandé; tant il est vrai que chacun étoit persuadé que la Fortification, comme la garde de la Ville, étoit essentiellement du soin du P. & du G. C.

Il n'y a ni nécessité ni convenance à demander au C. G son avis sur la Fortification. Point de nécessité à l'égard des Conseils, parce que la constitution de l'Etat & l'usage constant leur en donne le pouvoir, ou plutôt leur en impose l'obligation d'y veiller & d'y travailler incessamment à l'exemple de nos peres. Point de nécessité à l'égard de la chose même, parce qu'assurément ce n'est pas une question, ce n'est pas une chose à mettre en problême si on doit se fortifier ou non; & quant à la maniere de le faire, il est évident qu'il n'est point convenable d'entrer dans ces discussions dans une Assemblée aussi nombreuse que le C. G. le choix de tel ou de tel plan n'est point à sa portée ni à l'examen des moyens nécessaires pour l'execution.

Enfin, comme la décision de toutes ces questions du choix du plan & du plus ou du moins du tems & de l'acceleration, dépend des motifs qui sont connus aux Conseils, qui ne voit qu'à cet égard, bien loin qu'on doive les communiquer à tout un peuple, il est de la prudence & de la fidelité des Conseils de garder le secret?

Il seroit dangereux d'expliquer à treize ou quatorze cent personnes de tous ordres les défauts de la Place & des munitions, les avis secrets qu'on a reçus, les vues pour l'avenir, & tant d'autres choses délicates ou périlleuses qui dépendent de diverses conjonctures. Nos peres ont senti toutes ces raisons de convenance, nous croyons qu'on ne peut mieux faire que de s'en tenir à leur experience & à leur pratique constante, nous nous en sommes bien trouvés jusqu'ici.

Après tout, ce n'est point la Fortification, entant que Fortification, qui interesse nos Citoyens autrement que pour s'en féliciter & benir Dieu de ces heureux progrès: elle ne peut leur faire de la peine qu'autant qu'elle entraîne avec elle la principale question à laquelle il faut venir, savoir si le Conseil des CC. a droit de mettre des impôts.

Du Droit des Conseils concernant les impôts & autres levées de deniers.

M. & T. H. S. nous trouvons que le droit d'en ordonner & disposer appartient au P. & G. C. par la disposition générale de nos Edits fondamentaux, par nos us & coutumes, & par l'Edit particulier de 1570.

Nos Edits donnent à ces Conseils l'administration générale des affaires & finances sans aucune reserve. Si l'Acte primitif d'établissement y paroît trop général, l'usage qui en tire son origine en donne l'intelligence dans les cas particuliers, & cet usage est aussi respectable que la Loi même. De là vient que par tout païs, comme on l'a deja dit, mais sur-tout dans les Rep. & particulierement dans celles de Suisse, on joint aux Loix, Statuts & Edits les *us & coûtumes*, comme ayant même force & même autorité; & par rapport à nous c'est notre Edit même qui le veut ainsi, & qui nous engage expressément au maintien & à l'observation des *us & coûtumes* aussi bien que des Loix écrites.

Par conséquent la disposition générale de notre constitution jointe à l'usage constant, seroient deux titres suffisans pour maintenir les Conseils dans la possession où ils se trouvent depuis 200. ans, d'ordonner de toutes sortes de levées de deniers, quand même

ANNO 1734. même ils n'auroient pas de titre particulier en leur faveur. Auſſi avons-nous vu ci-deſſus que lorſque le P. C. délibera de propoſer au C. G. la matiere de l'Edit de 1570. ce n'étoit pas qu'il eſtimât être dans l'obligation de porter cette affaire au Peuple, il paroit ſeulement que c'étoit par des motifs de prudence & de convenance, *afin qu'il ſe puiſſe faire plus commodement qu'on le propoſe au* CC. *& puis au Général.*

Nous en avons indiqué la raiſon ci-deſſus. Depuis l'établiſſement de la Rep. le Peuple avoit bien vû les Conſeils ordonner des finances, faire des emprunts, lever des collectes ou contributions de leur propre autorité; mais ce n'étoient là que des moyens à tems; il ne leur avoit encore rien vu ordonner de perpetuel

Les Conſeils trouvant qu'on ne pouvoit ſe diſpenſer d'en venir là, pouvoient bien également s'autoriſer du pouvoir général qu'ils avoient pour ordonner des impôts; mais comme c'étoit un moyen qu'ils n'avoient pas encore mis en uſage, ils eſtimerent prudemment que pour éviter toute diſpute, & afin qu'on s'y prêtât plus volontiers, il étoit à propos d'avoir le conſentement ſpecifique du C.G. pour pouvoir mettre en uſage tous les moyens qui leur paroîtroient les plus propres.

Nos peres ſentans bien que l'attribution de ce pouvoir au G. C. bien loin d'être contraire aux conventions & aux vues de l'aſſociation qui avoit formé la Rep. les rempliront d'autant mieux & plus ſurement, donnerent leur conſentement à la propoſition, perſuades que tout ce qui regarde les finances étoit plus convenablement entre les mains du P. & G. C. qu'entre les mains d'un Conſeil auſſi nombreux que celui de tout un Peuple.

Ainſi, puiſqu'outre les deux titres généraux dont nous venons de parler, il y en a un ſpecifique ſur le droit des Conſeils, ſavoir cet Edit du 2. Avril 1570; c'eſt à celui-là que nous allons principalement nous arrêter.

Cet Edit paſſé en C. G. „ donne pouvoir au P. C. „ de propoſer au CC. les moyens qu'il trouvera pro„ pres pour augmenter les revenus de la Ville tel„ lement qu'il y ait dequoi fournir aux néceſſités, „ avouant & approuvant tout ce qui audit Con„ ſeil des CC. auroit été ratifié & conclu.

Enſuite & en vertu de cet Edit le Conſeil des CC. mit divers impôts, ordonna diverſes ſortes de levées de deniers, & a toujours continué d'exercer ce pouvoir dans toutes les occaſions où cela a paru néceſſaire ſans en rien rapporter au C. G. & ſans que jamais il ſe ſoit élevé de doute ſur le droit même du Conſeil des CC. ou ſur la continuation & perpetuité de ce droit, ſi ce n'eſt depuis quelques années.

On veut revoquer en doute que cet Edit ſoit une Loi perpetuelle, un ordre établi dans l'Etat. On veut l'expliquer comme s'il ne contenoit qu'une conceſſion à tems pour les néceſſités d'alors, uniquement & excluſivement à celles qui pourroient ſurvenir dans la ſuite; en ſorte que l'occaſion pour laquelle cet Edit fut fait étant paſſée, le Conſeil des CC. n'avoit plus la faculté de mettre des impôts ſans une nouvelle commiſſion ou conceſſion du C. G. ſi bien que le droit que les Conſeils s'attribuent, & qu'ils exercent en mettant ou en continuant des impôts ſeroit une uſurpation.

Pour juſtifier les Conſeils il n'eſt beſoin que d'examiner l'Edit en lui-même, dans ſa cauſe, ſa diſpoſition, ſes motifs & ſes vues, l'uſage qui a ſuivi, ſoit la maniere dont il a été executé, & la confirmation qui en fut faite en 1707. & en 1712. C'eſt par ces ſortes de preuves que nous allons établir le droit des Conſeils.

Raiſons & preuves tirées de l'Acte même de l'Edit de 1570.

Deux remarques ſe préſentent d'abord. La premiere, c'eſt qu'il eſt de l'eſſence des Loix générales d'être perpetuelles. Toute Loi faite par celui en qui réſide le pouvoir légiſlatif, eſt perpetuelle de ſa nature.

L'Acte de 1570. eſt fait ſuivant les regles de notre conſtitution pour être un Edit propoſé au P. & G. C. & de là porté en C. G. & approuvé Cet Acte eſt par conſéquent une Loi perpetuelle de ſa nature.

La ſeconde, c'eſt qu'il n'y a rien dans tout l'Acte qui marque ou indique qu'il ait été fait pour quelque occaſion particuliere: on jouiſſoit, au contraire; d'une aſſez grande tranquilité pour le dehors: la négociation du Traité avec la Savoye, qu'on appelle le mode de vivre, s'avançoit ſi bien qu'elle fut conclue au mois de Juillet 1570. Au dedans, la peſte dont on avoit été travaillé, paroiſſoit être ſur ſes bras, comme il en conſte par les Regiſtres. D'ailleurs ce ne fut que quatre ans apres que le Conſeil des CC. fit uſage pour la premiere fois du pouvoir que l'Edit lui donne; ainſi point de cauſe ni d'occaſion particuliere & proviſionelle de cet Edit; la cauſe eſt générale tirée des beſoins de la République. ANNO 1734.

Chargée de grandes dettes & de gros interêts, la Rep n'étoit pas en état de s'en liberer tout d'un coup: tout ce qu'on avoit d'argent avoit déja ſa deſtination: on jouiſſoit de quelque calme à la verité, mais il étoit de la prudence de ne pas s'endormir: on ſe ſervoit de ce tems pour ſe munir & ſe précautionner: on fortifioit la Ville: on l'approvtionnoit, après quoi il n'y avoit pas de deniers de reſte pour payer les interêts échus, & cependant on en craignoit les arrerages, parce qu'on avoit beſoin de conſerver ſon crédit, prévoyant bien qu'au premier bruit de Guerre il faudroit avoir recours à de nouveaux emprunts, comme cela ne manqueroit pas d'arriver.

Dans cet état des choſes, dépenſes néceſſaires au-deſſus de la recette, dettes contractées, interêts arrerages, emprunts à faire au premier beſoin. Il étoit viſible que la Rep. ne pouvoit jamais s'en dégager que peu à peu & à la longue, en mettant ſur pied un moyen de durée, qui à la longue pût fournir dequoi les éteindre: & chacun ſait qu'en effet on n'a pu ſe liberer de nos anciennes dettes que peu à peu, & qu'il n'y a gueres plus de vingt ans qu'on en a fait le payement final.

Voilà les cauſes véritables & l'occaſion de l'Edit. Voila les raiſons & la néceſſité qu'il y avoit *d'augmenter* en général *le revenu de la Ville*, & d'ouvrir par là une reſſource de moyens à ceux qui gouvernent qui les mît en état dans tous les tems de pourvoir aux néceſſités publiques.

Telle a été véritablement l'intention de nos peres. Pour en être perſuadé, il n'y a qu'à lire avec attention l'Acte même: on verra par les motifs qu'il contient, par les vues qu'il indique, par ſa diſpoſition & par la force des termes qu'il employe, qu'il n'étoit pas queſtion de quelque objet paſſager, mais d'un ordre établi pour la ſuite des tems.

L'Edit même nous informe de divers motifs qui ont porté nos peres à le faire; il y en a pluſieurs.

L'experience du paſſé les fait ſonger de pourvoir à l'avenir: *Voyez*, diſent-ils, *les grandes charges qui ſont à ſupporter tant ordinairement qu'extraordinairement ſurmonter les revenus de la Ville*; termes généraux, qui, comme on voit, peuvent ſe rapporter ſimplement à quelque cas particulier ou preſent ils ont trait à l'avenir.

Il ne s'agit pas des charges qu'il avoit fallu ſupporter, par leſquelles les finances étoient épuiſées & l'Etat endetté, mais *des charges qui ſont à ſupporter.*

Il ne s'agit pas des charges extraordinaires ſeulement, qui ne reviennent plus ou qui ne reviennent pas ſouvent; mais des charges *ordinaires*, du courant comme on parle, qui excedoit continuellement la recette. Ainſi l'on voit déja par l'expoſé de ce premier motif, qu'il s'agit d'une intention générale d'établir un ordre pour l'avenir par lequel on puiſſe ſemedier au déficient de la recette; *autrement s'il n'y eſt remedié, on ne pourra pas longuement ſubſiſter & fournir aux néceſſités du public.* C'eſt le ſecond motif de l'Edit qui marque également la prévoyance de nos peres pour l'avenir, & par conſequent que l'avis propoſé n'indique pas une ſimple voye momentanée pour y pourvoir, mais qu'il s'agit d'ouvrir une ſource durable à laquelle on puiſſe recourir auſſi longtems qu'il eſt à ſouhaiter que la Rep. ſubſiſte, & au moyen de laquelle on puiſſe toujours fournir aux néceſſités du public. Le 3. motif *c'eſt que l'uſage des collectes pratiqué ci-devant quand la neceſſité l'a requis, ne ſuffiroit pas*; cette voye étoit bonne ou pouvoit ſuffire pour un cas particulier, encore avoit-on trouvé *petite charité*: mais s'agiſſant de fournir non à quelque cas particulier, mais *aux néceſſités publiques, aux charges qui ſont à ſupporter tant ordinairement qu'extraordinairement*, qui ſont une affaire de ſuite & de durée à toujours, il faut un moyen qui y ſoit proportionné,

ANNO 1734. un moyen d'un uſage général & permanent *pour n'être pas toujours à recommencer*: un moyen d'autorité qui y pourvoye efficacement & qui ne dépende pas de la charité incertaine des contribuans, *pour prévenir la ruine du public & tant de collectes qui ſont odieuſes & de petite efficace.*

C'eſt le 4. motif qui prouve bien fortement qu'il s'agiſſoit ici d'une vue générale de prévoyance pour l'avenir. S'il n'avoit été queſtion que de quelque ens preſſant, une ſeule collecte auroit été néceſſaire, au lieu qu'on prévoyoit qu'il en falloit tant & plus *pour prévenir tant de collectes*, dit l'Edit. Et que veut dire le mot de prévenir? Ce mot ne ſe rapporte ni au preſent ni au paſſé; il ne peut ſe rapporter qu'à l'avenir, & par ce moyen ſera évité à cette Compagnie de s'aſſembler ſi ſouvent qu'il ſeroit poſſible requis.

C'eſt un 5. motif qui prouve encore que l'ordre que l'on prenoit le parti d'établir, n'étoit pas pour une fois ou pour lors ſeulement, mais un *établiſſement d'Etat* pour la ſuite du tems conformément à la déliberation du P. C. citée ci-deſſus, qui découvre que l'intention étoit que ce pouvoir une fois donné, les Conſeils ne fuſſent plus tenus d'en faire le rapport au C. G. ni de l'aſſembler pour cela; ce qui prouve encore qu'alors on trouvoit qu'il y avoit de l'inconvenient à des Aſſemblées trop frequentes, ſur tout pour des matieres de cette nature, auſſi eſt-il dit *que cela ſeroit mal-aiſé.*

A ces motifs, dont nous venons de voir la ſageſſe & l'étendue, il faut joindre une reflexion ſur les vues, le but & la fin qu'on ſe propoſoit en faiſant cet Edit.

Nos peres nous le diſent: *Ils penſoient aux moyens d'augmenter les revenus de la Ville tellement qu'il y eût dequoi fournir aux néceſſités.* Ces néceſſités ſont d'une nature les unes à ſubſiſter toujours, les autres à revenir ſouvent. Si l'établiſſement propoſé n'étoit que pour une fois ou pour un tems, nos peres ne ſeroient pas venus à leurs fins: car ce qu'on auroit établi pour une fois n'auroit donné qu'une fois pour la néceſſité d'alors, & n'auroit pas *augmenté les revenus de la Ville*, qui étoit pourtant ce qu'on ſe propoſoit; qui dit *revenus de la Ville*, dit quelque choſe d'annuel & de perpetuel. L'Edit en ajoutant ces mots *tellement qu'il y eut dequoi fournir aux néceſſités*, marque juſqu'où & juſqu'à quand cette augmentation devoit avoir lieu; & comme les néceſſités publiques ſont quelque choſe d'indéfini, auſſi l'Edit ne marque pas d'autres bornes à cette augmentation, tant pour la quantité que pour la durée, que celle des néceſſités publiques, le moyen propoſé, l'ordre établi pour y pourvoir y devra toujours être proportionné; c'eſt l'ordre général établi une fois pour toutes.

Comme les vues étoient générales & pour l'avenir, il faut que l'aveu ou l'approbation du C. G. le ſoit auſſi; car s'il n'y avoit pas un aveu général donné d'avance & qui portant à l'avenir indéfiniment, l'Edit pourroit paroître n'être fait que pour un cas particulier paſſé ou preſent, mais la diſpoſitiou de l'Edit eſt toute autre.

Il faut bien obſerver qu'on ne propoſe point au Peuple les moyens mêmes dont on ſe ſerviroit. La demande eſt générale pour éviter d'en venir à des demandes particulieres à chaque fois qu'un cas particulier l'exigeroit, & le C. G y donne ſon approbation en général, en fixant de quelle maniere cela ſe devoit faire; il donne ſuivant l'avis *puiſſance au Petit Conſeil de propoſer les moyens au Conſeil des CC.* & avoue d'avance (car c'eſt l'expreſſion univerſelle dont l'Edit ſe ſert) tout ce qui propoſé de cette maniere par le P. C. aura été ratifié & conclu par le Conſeil des CC.

Ainſi rien ne regarde le paſſé, c'eſt un aveu général donné d'avance indéfiniment, & par conſéquent pour l'avenir: c'eſt une methode introduite, un ordre établi dans l'Etat pour l'avenir & à toujours, à moins qu'il n'y ait quelque clauſe, quelque expreſſion qui marque le contraire: mais il n'y a rien de ſemblable. L'Edit porte *qu'étant recueilli les voix, tous reſervés trois ou quatre d'un commun conſentement ont approuvé l'avis de Meſſeigneurs du Petit & Grand Conſeil* D'où il paroît qu'ici tout eſt général: La fin qu'on ſe propoſe eſt générale & à perpetuité, parce que, comme on l'a dit, elle eſt de nature à ſubſiſter & à revenir à perpetuité, l'ordre établi pour y parvenir eſt général, auſſi tout marque une confiance générale & abſolue au Gouvernement: *Puiſſance eſt donnée aux Conſeils de penſer aux moyens d'augmenter les revenus de la Ville tellement qu'il y ait dequoi fournir aux néceſſités.* Le Conſeil général *avouant & approuvant tout ce qui aura été ratifié & conclu par le Conſeil des CC* ſans clauſe de reſerve, ſans reſtriction ni limitation. ANNO 1734.

A cette remarque, tirée de la diſpoſition de l'Edit, il en faut joindre une autre ſur la force des termes qui y ſont employés pour marquer le genre d'autorité que le C. G. donne à celui des CC. & les différens degrés de pouvoir qu'il attribue au P. & G. C. ſelon l'analogie de notre conſtitution. Au petit Conſeil il lui donne puiſſance de propoſer à celui des CC. les moyens qu'il trouvera propres; mais au Conſeil des CC. ce grand & nombreux Conſeil, il lui donne pouvoir de *ratifier & conclure.*

La ratification eſt l'Acte ſuprême & dernier qui termine les affaires; de ſorte que le C. G. en donnant au Conſeil des CC. le pouvoir de ratifier, lui transfere ſon droit à cet égard pour en jouïr de la même maniere qu'il jouït de divers autres droits qui lui ſont attribués, comme le droit de battre monnoye, le droit de faire grace, l'adminiſtration ſouveraine de la Juſtice &c. Ainſi ces termes *ratifié & conclu* marquent un ouvrage fini & conſommé, pour lequel conformément à ce que porte la deliberation du P. C. il n'eſt plus néceſſaire de revenir à l'Aſſemblée du Peuple, ni de recourir de nouveau à ſon conſentement.

Tels ſont les motifs, telles ſont les vues générales de l'Edit. Ces mêmes motifs, mêmes vues ont continué dès lors & ſubſiſtent encore aujourd'hui; ainſi l'ordre établi par l'Edit a été néceſſaire, efficace & permanent juſqu'à ce jour, & c'eſt de-là que nous tirons une autre ſorte de preuve du ſens que nous donnons à l'Edit.

Raiſons tirées de l'uſage ſoit de la maniere dont l'Edit a eu ſon execution.

M. & T. H. S. à ces preuves tirées de l'Edit, nous joignons celles qui naiſſent de l'uſage, qui eſt un ſûr & véritable interprete des Loix, & qui fait une Loi nouvelle ſelon nos Edits. Voyons comment nos ayeux ont entendu cet Edit de 1570. qu'ils paſſerent eux-mêmes, & comment nos peres qui leur ont ſuccedé ont compris ou apris de leurs prédeceſſeurs qu'il devoit être entendu.

Pour nous éclaircir ſur ces deux queſtions déciſives, nous ne pouvons recourir à rien qui puiſſe plus pleinement ſatisfaire qu'à l'execution même de l'Edit, & la maniere de l'execution nous en donnera le véritable ſens tel que nos ayeux & nos peres l'ont entendu. Cette règle eſt infaillible. Il reſte donc uniquement à s'informer de quelle maniere cet Edit a été mis en execution par les P. & G. C. d'une part, & par le ſurplus de la Bourgeoiſie d'autre part.

Or nous trouvons qu'en execution de cet Edit les P. & G C. ont établi ſucceſſivement des impôts & ordonné des taxes & des contributions à meſure que les néceſſités le requeroient, & que tous les Citoyens de quelque ordre qu'ils ſoient ont payé ces impôts, & ſe ſont ſoumis à l'exercice de ce pouvoir. D'où nous concluons que tous les ordres de la Rep. qui avoient fait cet Edit, & qui avoient bien ce qu'ils avoient fait & voulu faire, entendirent que par cet Edit le Magn. Conſeil des CC. étoit autoriſé à mettre des impôts ou à faire toute autre ſorte de levée de deniers toutes les fois qu'il le jugeoit néceſſaire pour le Bien public, de la maniere & pour autant de tems qu'il le trouvoit à propos.

A cet égard il n'y a qu'à conſulter les faits que nous avons rapportés ci-deſſus tirés de nos Regiſtres, qui ſont la preuve de l'uſage invariable & conſtant qui a ſuivi l'Edit de 1570. & qui l'a tranſmis des les tems de nos peres juſqu'à nous, dans le ſens & la force de l'Edit véritablement perpetuel.

Il n'eſt pas néceſſaire de reprendre tous ces faits; mais l'Arrêté du M. Conſeil des CC. de 1574. mérite quelque reflexion, parce que c'eſt-là l'époque des impôts que le CC. a ordonné en vertu de l'Edit de 1570.

La déliberation fut très-grave, & porte ſur ces deux principes, que ne trouvant pas de meilleur expedient pour fournir aux néceſſités publiques que celui d'accroître *annullement* les revenus de la Ville par l'aug-

ANNO 1734. l'augmentation des Gabelles à l'exemple de pluſieurs Villes franches & Rep. d'Allemagne & du pays des Ligues, & la *puiſſance leur ayant été donnée par le C. G. l'avis eſt d'impoſer pour l'avenir*.

Cette déliberation, cet Arrêté du Conſeil des CC. leve toute équivoque, il éclaircit tous les doutes qu'on pourroit ſe former ſur la perpetuité de l'Edit de 1570.

Nous avons déja indiqué qu'il prouve qu'on n'entendoit pas que l'Edit n'eût été fait que pour quelque occaſion preſſante d'alors, puiſqu'on ne commença à en faire uſage que quatre ans après. Mais il faut pouſſer cette remarque plus loin.

Cet Arrêté de 1574. porte expreſſément que *c'eſt en conſéquence du pouvoir donné par le C. G.* que le CC. met des impôts.

Si l'Edit n'avoit été fait que pour les circonſtances de cette année-là, il s'enſuivroit qu'en 1574. ces circonſtances ayant ceſſé, le Conſeil des CC. n'avoit pas droit de mettre des impôts, & l'avoit moins alors qu'aujourd'hui, puiſqu'il n'avoit pas la longue poſſeſſion.

Cependant il en établit à la vue de tout le Peuple qui avoit paſſé l'Edit de 1570. & il declare que c'eſt en vertu du pouvoir qui lui en a été donné. La plupart de ceux qui avoient fait cet Edit quatre ans auparavant étoient pleins de vie, cependant perſonne ne ſe récrie de ce qu'on déclare publiquement qu'on a le pouvoir de mettre des impôts. C'eſt la preuve la plus forte comme elle eſt la plus prochaine que tous les Citoyens ſavoient également qu'en effet cette puiſſance avoit été donnée au P. & G. C. ſans reſerve ni limitation de terme, ſans égard à quelque aſſurance particuliere, mais en général pour s'en ſervir toutes les fois qu'il le jugeroit à propos pour les néceſſités publiques.

Comme l'Edit eſt perpetuel, la diſpoſition de l'Arrêté du Conſeil des CC. faite en conſéquence eſt auſſi à perpetuité, & non pour une fois ou pour un certain eſpace de tems; l'Arrêté ne laiſſe aucun doute là-deſſus, il porte expreſſément ces deux choſes. La premiere, la fin, le but qu'il ſe propoſe c'eſt *d'accroître annuellement les revenus de la Ville*. La ſeconde, le moyen qu'il employe c'eſt *d'impoſer pour l'avenir*, & cela indéfiniment.

L'Edit ſe propoſoit le même but & le même moyen, & voilà qui confirme la remarque que nous avons faite ci-deſſus, que qui dit *revenus*, dit quelque choſe d'annuel & de perpetuel.

Cet Arrêté déclare encore qu'il s'agit d'établir une méthode durable, pour *n'être pas toujours à recommencer*, d'autant mieux qu'on ne pouvoit *recueillir pour un coup tout ce dont on avoit beſoin*, que cette méthode n'eſt autre que celle des impôts, plus équitable que toute autre, & qu'à moins d'une telle méthode, *il faudroit impoſer quelque grande taille ſur le peuple qui ſeroit odieuſe, & viendroit mal à propos en un tems calamiteux*.

Voilà de quelle maniere nos ayeux ont entendu l'Edit de 1570. & comment ils l'ont mis en execution quatre ans après en mettant des impôts.

Ces uſage commença alors en 1574. a continué ſans interruption juſqu'à nos jours, comme il paroît par l'information des faits donnés ci-deſſus.

On voit par là que la maniere d'entendre & d'executer l'Edit eſt uniforme, & du tems de nos peres, par un uſage conſtant, ſuivi & de près à près durant l'eſpace de 164. ans, dont on a indiqué les différentes époques qui remontent de l'an 1726. en 1716. au ſiecle précedent, du ſiecle précedent au tems de la Guerre de l'an 1589, & de ce tems à l'année 1574 & 1570. qui eſt la datte du droit établi par l'Edit en vertu & en execution duquel cet uſage a ſuivi. D'où il paroît qu'il n'y a eu aucun tems où l'on ait pu prétendre cauſe d'ignorance ſur le ſens de l'Edit ou ſur l'uſage que ſes Conſeils en faiſoient, non plus que ſur le droit qu'ils en prenoient & qu'ils mettoient ſi ſouvent en pratique.

Mais nous rapporterons encore à V. S. quelques faits plus particuliers, que nous avons reſervés pour leur donner place ici, comme étant tout autant d'aveus formels du pouvoir des Conſeils.

L'an 1574. premiere Epoque de l'uſage, le Conſeil des CC. entre autres impôts établit celui de 2. ſ. ſur chaque ſetier de vin. L'année ſuivante 1575. les Vendeurs de vin ſe plaignirent par requête au Conſeil de ce que les Fermiers exigeoient l'impôt ſur le vin en comptant le ſetier à 24. quarterons, au lieu de le compter à 26. ce qui donna lieu au reglement qui ſubſiſte encore aujourd'hui ſur la différente maniere de meſurer avant ou après la Saint Martin. ANNO 1734.

En 1591. 92. & 93. nouvelle augmentation d'impôts & ſoumiſſion entiere, ſi ce n'eſt qu'il y eut des repréſentations faites par un grand nombre de Marchands, dont pluſieurs ſans doute avoient aſſiſté au C. G. de l'année 1570. Ces repréſentations n'avoient pas pour objet le droit de mettre des impôts, elles tendoient ſeulement aux fins que pour le bien du Commerce, le droit du demi pour cent mis ſur les Marchandiſes, ſe levât ſur la charge entiere ou ſur le poids à tant par quintal plutôt que ſur chaque piece. Sur quoi fut fait un réglement par les Conſeils.

En 1598. le Conſeil des CC. ayant revû le Tarif des Halles & doublé l'impôt ſur la plupart des Marchandiſes, les Maîtres Tanneurs, Pelletiers, Cordonniers & autres preſenterent requête tant pour obtenir cette diminution de l'impôt ſur les cuirs, que pour être liberés de certaines adſtrictions qui les génoient dans les déclarations qu'ils étoient obligés de faire des peaux qu'ils avoient achetées; leur requête fut rejettée, & ils ſe ſoumirent.

En 1604. le Conſeil des CC. ſur la requête du Sieur Pierre Patac, par laquelle il prie qu'on abatte l'impôt d'un pour cent ſur ſes Marchandiſes, d'autant que le terme pour lequel il avoit été établi étoit expiré, on donna ordre de ne plus exiger cet impôt, *à la charge que les Marchands rembourſeroient les Fermiers dudit impoſt ce qui viendra moins que de coutume*, & il fut mandé au P. C. *d'aviſer aux moyens propres & tant égaux qu'il ſe pourroit pour ſoutenir les charges du public, afin de les rapporter au plutôt en* CC. ce qui donna lieu de faire uo nouveau Tarif des Halles, qui fut approuvé en CC. quelques ſemaines après.

En 1620. le Conſeil des CC. arrêta que les Cabaretiers payeroient l'impôt du vin de leur crû comme de l'autre, ſauf ce qui ſeroit néceſſaire pour leur menage; ſur quoi ils preſenterent une requête en CC. pour en demander la révocation, mais elle fut rejettée.

En 1637. le Conſeil des CC. mit un impôt de 6. ſ. ſur chaque balle de marchandiſe de paſſage, on s'y ſoumit d'abord, mais neuf ans après en 1646. pluſieurs Marchands preſenterent une requête pour demander diminution. Le Procureur Général donna ſes concluſions, mais il fut arrêté de s'en tenir à l'Arrêt de 1637.

En 1648. Impôt mis ſur les Revendeurs de vin; requête des Revendeurs & Cabaretiers pour être déchargés du ſurhauſſement de l'impôt. Arrêté qu'on s'en tient à ce qui avoit été ordonné, ſauf quelque diminution ſur le vin pouſſé.

En 1690. le Conſeil des CC. ordonna la contribution geometrique. On l'a déja dit ci-deſſus; mais ce qu'il faut ajouter ici, c'eſt qu'on ſe ſouvient encore que cette taxe faite de cette façon & qui étoit très-forte, rencontra de grandes oppoſitions. C'étoit une occaſion pour reveiller le Peuple ſur le droit de mettre des impôts; cependant perſonne ne s'aviſa de le mettre en queſtion.

En 1704. les Conſeils augmenterent juſqu'à un écu par ſetier le droit d'entrée ſur quelques vins étrangers, & divers Bourgeois ayant repréſenté qu'ils craignoient que cet impôt ne fît hauſſer le prix du vin dans la Ville, cette augmentation fut revoquée la même année.

Enfin en 1711 le Conſeil des CC. établit un impôt de 1. ſ. par livre ſur le caffé qui ſe conſomme dans la Ville. L'année ſuivante divers Négocians préſenterent un Mémoire, diſant que ledit impôt étoit préjudiciable au Commerce. Sur quoi ouï le rapport d'une Commiſſion decernée pour l'examiner, & les concluſions du P. C. il fut arrêté en 1714. de continuer cet impôt.

Par cette addition de faits on voit qu'il y a eu un grand nombre d'occaſions où l'on a fait des plaintes & des repréſentations; qu'elles étoient adreſſées aux Conſeils qui y répondoient définitivement, après quoi il y avoit ſoumiſſion parfaite.

Mais ce qu'il faut remarquer, on faiſoit des repréſentations. On donnoit donc une grande attention à la nature des impôts, c'étoit l'interêt qui excitoit ces plaintes, & la diſpoſition où l'on eſt en pareil cas engage à ne rien négliger de tout ce qui peut ſervir pour venir à ſes fins.

Cependant ces plaintes & ces repréſentations qui, com-

ANNO 1734. comme on voit, ont été faites par des gens de tout ordre & de toute profession, n'ont jamais été faites contre le droit même de mettre des impôts, elles ne tomboient que sur la maniere ou sur quelque article particulier; on ne trouve qu'une seule occasion où la plainte tomboit en particulier sur le défaut de droit, mais c'étoit par rapport au P. C. Le fait est trop décisif pour ne le pas rapporter à V. S.

Le P. C. avoit ordonné en 1668. qu'on exigeât 6. f. par marc sur l'affinage des matieres d'or & d'argent, l'execution devant être surcise jusqu'à ce que la chose eût été portée en CC.

Cette affaire n'ayant pas été suivie, elle fut reprise onze ans après, savoir en 1679. Les Marchands & Fabriquans de dorure s'en plaignirent; ils furent renvoyés par devant les Seigneurs Commis en la Chambre des Comptes où ils firent leurs représentations, lesquelles portoient entre autres raisons: Que ce droit de 6. f par marc étant un veritable impôt, le P. C. n'avoit pas pu l'ordonner, parce que le pouvoir de mettre des impôts appartient uniquement au Conseil des CC.

L'avis du P. C. fut porté en 1681. en CC. où il fut approuvé, & dès lors l'impôt a toujours été payé.

Cette plainte, & le motif qui la fonde, est, comme on voit, une reconnoissance formelle du pouvoir du Conseil des CC. Cette plainte & les autres que nous venons de rapporter, nous donnent une preuve bien forte & bien précise qu'on ne regardoit pas ce droit du Conseil des CC. comme douteux, ni comme une usurpation ou un abus de l'Edit, mais comme un droit constant & certain apartenant incontestablement aux Conseils.

Or le tems où l'on a pu le mieux savoir ce qu'on avoit prétendu faire par l'Edit de 1570, c'est sans doute celui qui a suivi immédiatement, & c'est sans doute le tems ou ceux-là mêmes qui l'avoient passé le voyoient mettre en execution, comme leurs enfans le virent successivement dès lors jusqu'à nos jours.

Voilà donc, M. & T. H. S. un usage constant depuis l'Edit de 1570. & suivi invariablement par un exercice continuel, sans que jamais on ait contesté le droit & le pouvoir. Usage qui feroit seul un titre legitime, sur tout dans un Etat, où parce que tout se fait au vû & sû des Citoyens, l'Edit public présumant leur consentement, a donné specifiquement aux *us & coûtumes* la même force qu'aux Loix écrites, comme nous l'avons déja remarqué.

Cela nous conduit naturellement à une reflexion que de bons Citoyens ne peuvent s'empêcher de faire. Ce sont nos peres qui ont été non seulement les témoins, mais les auteurs, les executeurs eux-mêmes de l'établissement, du progrès & de la continuation de cet usage jusqu'à nos jours.

Nos peres ne s'imposoient pas eux-mêmes, ils en avoient donné le pouvoir au Conseil des CC. cependant ils n'avoient pas moins à cœur leur liberté que nous, comme ils n'avoient pas moins de sagesse que nous pour connoître leurs veritables interêts, la Loi qu'ils ont faite, l'Usage qu'ils ont établi, qu'ils ont suivi constamment & qu'ils nous ont transmis, nous paroît d'autant plus respectable, qu'ils s'en sont bien trouvés; & nous estimons que notre prudence doit consister à profiter de l'experience de nos ancêtres, & à n'être pas curieux de nous jetter dans le même état par où ils ont passé, pour apprendre à nos dépens, si la méthode qu'ils ont heureusement suivie étoit la meilleure & la plus salutaire, & s'il la faut continuer ou en rechercher une autre.

Il semble qu'à cet égard ce qui se passa en 1707. nous devroit être une leçon suffisante, nous y trouvons une nouvelle reconnoissance du droit des Conseils, que les circonstances d'alors nous paroissent rendre remarquables.

Raisons & preuves tirées de ce qui s'est passé en 1707. & même en 1712.

M. & T. H. S. pour mieux sentir la force de la preuve que nous en tirons, nous prions V. S. de se rappeller deux considerations.

La premiere, qu'en 1707. personne ne pouvoit ignorer que le Conseil des CC. exerçoit le droit de mettre des impôts, & qu'il y avoit très-peu de personnes qui n'en eussent vû mettre de leurs jours. D'ailleurs il se trouve que cette même année 1707. l'Edit de 1570 fut imprimé avec nos autres Edits, & distribué à tous les Citoyens & à leur requisition. Ils connoissoient donc tous & le fait, savoir l'exercice de ce droit, & le titre de ce droit. ANNO 1734.

La seconde considération, que c'étoit alors un tems de troubles & de contestations entre les Conseils & le surplus du Peuple, où il y avoit bien des gens qui cherchoient à diminuer l'autorité des Conseils, & où l'on fit plusieurs propositions tendantes à ce but, sous le prétexte d'une plus grande Liberté.

Telle étant la disposition des esprits, & personne ne pouvant prétendre cause d'ignorance sur la question des impôts; si le droit des Conseils avoit paru une usurpation ou quelque chose d'odieux & de contraire à la Liberté publique, il est manifeste qu'on n'auroit pas manqué de saisir un sujet si interessant & si propre à émouvoir le Peuple. Cependant dans ce tems critique & dans ces circonstances, il ne vint à personne dans l'esprit d'élever le moindre doute sur cette question des impôts & du droit de les mettre. Il nous paroît que c'est une preuve bien forte que chacun étoit convaincu & instruit héréditairement que ce pouvoir n'étoit point un pouvoir usurpé ni un abus de l'Edit de 1570. que c'étoit au contraire un droit fondé sur un Edit & sur un Usage constant, de la sagesse duquel on avoit fait une heureuse experience, & auquel on devoit bien se donner de garde de toucher. Mais il y a plus: non seulement personne ne s'avise dans ce tems critique en 1707. de mettre en question le droit des Conseils touchant les impôts, nous trouvons encore qu'il a été pleinement reconnu.

Les Cit. & B. ayoient demandé en 1707. qu'on fit imprimer tous nos Edits, & qu'ils leur fussent distribuez, afin que chacun en pût avoir connoissance. Les Conseils leur accordant leur demande les firent imprimer, & la distribution s'en fit dans toutes les Dixaines le second jour de Mai 1707. avant la premiere Assemblée du C. G. tenu le Jeudi 12. Mai 1707. L'Edit de 1570. s'y trouve à la page 40. Chacun peut l'y voir sous la qualification d'Edit, d'un Edit qui étoit connu en vigueur, & qu'on y donnoit pour tel, & par conséquent qu'on regardoit comme perpetuel.

Ce sont là, M. & T. H. S. les fondemens en droit de l'autorité qu'a le Conseil des CC. de mettre des impôts, ou d'ordonner toute autre sorte de levée de deniers selon qu'il le juge à propos pour les nécessités publiques. Nos Edits, nos us & coûtumes en général & en particulier. Un Edit specifique, reconnu & approuvé par le consentement & la soumission de nos ayeux, de nos peres, & de nous-mêmes, à l'exercice continuel que les Conseils ont fait de leur droit & confirmé de nos jours en 1707. & 1712. par l'approbation de tous les Citoyens & Bourgeois.

Ce titre ancien & cette possession constante, qui en est la suite, ont aussi leur fondement sur des raisons très-solides, qui font voir qu'en établissant cet ordre dans l'Etat & en l'executant, nous n'avons rien fait, nos peres & nous, que de sage & de convenable au Bien public.

Nous avons vu & par les faits rapportés ci-dessus & par les motifs de l'Edit, quelle en étoit la necessité & le but, pour empêcher la Rep. de succomber, pour la faire subsister longuement. Il nous reste à voir à present quelle est la convenance de cette méthode introduite par l'Edit de 1570. & quel en est l'heureux succès.

Cette convenance doit être examinée à deux égards. A l'égard du choix des moyens pour fournir aux nécessités publiques, ou à l'égard du pouvoir d'ordonner de ces moyens, qui par l'Edit est attribué au Conseil des CC.

Le choix des moyens dépend sans doute de la prudence, selon la grandeur ou la multiplicité des nécessités publiques; ainsi du tems de nos peres l'Etat accablé de besoins, les Conseils se sont vûs contraints en certaines occasions de mettre sur pied contributions, impôts & collectes tout à la fois; mais hors de ces cas de besoins extraordinaires & en grand nombre tout à coup, le moyen des impôts suffisant

on

ANNO 1734. on n'alloit pas recourir à d'autres. L'Arrêté de 1574. donnoit la préference à ce moyen comme plus équitable, étant supporté également par les riches & les pauvres chacun ſelon ſa portée.

Enfin la voye des impôts eſt la plus douce, parce qu'elle eſt imperceptible. C'eſt en général le riche qui en paye le plus, parce que c'eſt le riche qui fait le plus de conſommation de toutes les choſes ſur leſquelles on peut mettre des impôts. On y trouve d'ailleurs cet avantage, c'eſt que par les impôts on tire de l'Etranger même. Les contributions qui ne tombent abſolument que ſur les aiſés doivent être ménagées pour des cas d'extremités, d'autant qu'il eſt bien connu que ce ſont les aiſés, qui par leurs charités ou par leurs dépenſes ordinaires entretiennent & font vivre une grande partie de la Ville.

S'il y a de la convenance à préferer pour l'ordinaire la voye des impôts à tous autres moyens, comme cela a été reconnu par nos peres ſuivant la pratique de tous les autres païs, & comme l'Auteur des Lettres anonymes de 1718. en convenoit; il n'y en a pas moins à remettre ce pouvoir au Grand Conſeil de la Rep. & à en faire un de ſes attributs.

Nous ſommes perſuadés que ſi l'on conſultoit à cet égard les plus habiles Politiques, ſavoir s'il convient mieux dans un Etat Republiquain que le droit de mettre des impôts ſoit entre les mains du Grand Conſeil ou entre les mains de l'Aſſemblée générale de tout le Peuple; leur réponſe ſeroit honneur à la ſageſſe de nos peres, qui ont attribué ce pouvoir au Conſeil des CC. par leur Edit de 1570.

Auſſi eſt-ce également la pratique de tous les païs où il y a un Gouvernement bien reglé: par tout on a trouvé que la force & la ſeureté de l'Etat, qui demande du ſecret & de l'expedition dans les affaires, demandoit auſſi que les moyens ſans leſquels on ne peut parvenir à ces fins, fuſſent entre les mains de ceux qui ont l'adminiſtration générale des affaires, afin de n'être ni traverſé ni retardé dans les réſolutions importantes.

D'ailleurs, comme ce ſont les finances qui donnent la vie & le mouvement à tout dans un Etat, il eſt évident que s'il falloit porter à tout le Peuple la queſtion des impôts, quand il en faut mettre, augmenter ou diminuer, ou faire quelqu'autre levée de deniers, par là le C. G. deviendroit un Conſeil ordinaire; car alors il faudroit lui dire la cauſe, & déliberer ſur la cauſe. Pour cet effet il faudroit l'informer de toutes les branches de la recette & de la dépenſe, & lui enſoumettre l'examen.

Il eſt viſible que cela donneroit lieu à une infinité de diſcuſſions, qui ne ſont point aſſurément de la portée de tout un Peuple. Mais en même tems que d'occaſions favorables pour ceux qui ayant leurs vûes particulieres ne demanderoient pas mieux que de controller ſur tout pour faire échouer de bons deſſeins & venir à leurs fins! on ne pourroit s'aſſurer du ſecret.

Cependant il ne ſuffiroit pas de propoſer de mettre des impôts; il faudroit dire pour quel ſujet, circonſtances & dépendances. Or combien de choſes qu'on ne doit point confier à l'Aſſemblée générale de tout un Peuple? L'état de la Place, des proviſions, des munitions & des finances, ſans compter des cas imprevûs qui ſurviennent, des dangers qu'il faut prévenir ſans allarmes, des avis qui engagent à des précautions dans le ſilence des Négociations, dont le ſuccès depend entierement du ſecret, & tant d'autres affaires délicates par les circonſtances du tems, ou des perſonnes, ou des choſes mêmes.

Il eſt manifeſte qu'il n'eſt point convenable au Bien public de faire déliberer tout un Peuple ſur de telles matieres; les longueurs, le déſordre & la confuſion, inévitables dans ces grandes Aſſemblées, les multiplient à l'infini: & pour peu qu'il y ait de conſtitution, ce qu'il eſt impoſſible d'empêcher, elles deviennent bientôt tumultueuſes. Ainſi la porte ſeroit ouverte aux troubles & aux diviſions, & une occaſion à nos ennemis d'en profiter. Ainſi nos peres ne pouvoient rien faire de plus prudent pour le bien de la Rep que d'établir l'ordre qui a été obſervé juſqu'ici, établiſſement qu'ils firent avec ſageſſe & avec le temperament convenable pour lui donner toute l'efficace neceſſaire & l'exempter de toute poſſibilité d'abus; c'eſt ce qu'ils firent en ſe conformant à la nature de notre Conſtitution fondamentale.

Ils ne remirent point ce droit de mettre des impôts au Conſeil étroit, ils l'attribuerent au Grand Conſeil, compoſé pour l'ordinaire, de plus de cent familles différentes, faiſant deux cens vingt cinq perſonnes quand il eſt complet, & par conſéquent la ſixiéme partie de tous les Citoyens, qui par leurs liaiſons de parenté & d'amitié ou autres relations, tiennent aux deux extremités, aux riches & aux pauvres, à ceux qui ſont dans les premieres places, & à ceux qui ſont hors des Conſeils, qui ont les mêmes interêts, & n'en peuvent avoir d'autres que ceux de leurs Concitoyens, puiſque ces places du CC. ne ſont pas hereditaires, & que tel s'y voit aujourd'hui dont le pere n'y étoit pas, & dont les enfans n'y ſeront peut être jamais. ANNO 1734.

D'ailleurs ce qui aſſure, contre tout abus, qu'on ne mettra pas des impôts & qu'on ne les continuera pas ſans néceſſité ou au-dela des beſoins publics, c'eſt que ces mêmes deux cens vingt-cinq perſonnes qui ordonnent des impôts, ſont les premiers à les payer; ce ſont elles qui en ſupportent la plus grande partie ſans aucune exemption, ſans aucun privilege quel qu'il ſoit. Mais la convenance de l'ordre établi par l'Edit de 1570. ne conſiſte pas ſeulement en ce qu'il ſert à éviter de très-grands inconveniens, elle conſiſte encore dans les autres avantages qu'il procure pour le Bien public, dont le plus eſſentiel eſt que par là le Gouvernement eſt plus ſtable & plus aſſuré.

En laiſſant les choſes comme elles ſont établies par la Loi, les Conſeils ont en main de quoi ſurvenir à tout; ils remedient au paſſé, ils pourvoient au preſent, ils peuvent penſer à l'avenir, ſe faire des plans & les ſuivre, former des entrepriſes à l'avantage du Public & les pouſſer, tout eſt plus prompt, plus aiſé, plus efficace, plus ſecret, plus convenable à la tranquilité publique.

Nous avons fait, par la grace de Dieu, nos peres & nous, une heureuſe experience de cette verité, laquelle eſt parfaitement juſtifiée par le ſuccès de l'Edit, qui confia au Conſeil des CC. le pouvoir dont il s'agit, dont il ſuffit d'indiquer quelques-uns des principaux effets.

Il paroît par notre Hiſtoire & par le récit des faits rapportés ci-deſſus, que ce ſont les emprunts qui ont ſoutenu & ſauvé la Rep. que ce ſont les impôts qui ont donné le moyen d'emprunter & d'acquitter les emprunts; & que ſi les Conſeils n'avoient pas eu le droit d'emprunter & d'impoſer, jamais on ne ſe ſeroit porté à recourir à ces moyens auſſi ſouvent qu'il a fallu le faire, ou l'on n'auroit jamais eu aſſez de crédit pour le faire avec ſuccès. Il eſt donc manifeſte que c'eſt le ſage établiſſement de 1570. qui a fait toute la force & tout le crédit du Gouvernement & de l'Etat.

Si la Ville eſt venue peu à peu au point de proſperité où nous avons la ſatisfaction de la voir, c'eſt encore une ſuite de cet heureux établiſſement. Car ſi la Rep étoit reſtée ſur le même pied qu'elle étoit autrefois, à ne pouvoir ſe ſoutenir que par de frequentes contributions, quelle apparence qu'on eût choiſi pour retraite une Ville endettée de tous côtés & ſans revenus, ou plutôt quelle apparence que la Rep ſubſiſtât encore? Mais par l'ordre établi elle a maintenu ſon crédit. Le nombre de ſes Bourgeois & Habitans a augmenté, & le Commerce eſt devenu plus floriſſant.

De-là ſi l'on jette les yeux ſur notre Ville, & que l'on vienne à ſe rappeller combien d'établiſſemens on y a faits & de réparations utiles & neceſſaires, qui même ont contribué à l'embelliſſement de la Ville, fruits & preuves du bon ordre; on trouvera encore que tout cela eſt dû à l'Edit de 1570, ſans lequel aſſurément jamais on n'eût pu faire tant d'entrepriſes, qui ſont honneur à cette Ville, & qui en rendent le ſéjour plus agreable.

L'Egliſe a vû multiplier ſes Temples & ſes Paſteurs, & l'Academie ſes Profeſſeurs, en même tems que la Ville a vû fortifier ſes remparts, & renouveller & augmenter ſon Artillerie, munitions & tout ce qui en dépend.

Ainſi, comme tout a proſperé depuis l'Edit de 1570, ainſi a été accompli le vœu de nos peres.

Par ce moyen le Gouvernement ayant pris une plus ferme conſiſtance en a donné à la Rep. même, & a fait un Etat d'une Ville qui auparavant ſe reſſentoit encore de la confuſion & du peu de dignité d'une ſimple Communauté.

Par ce moyen le Gouvernement s'eſt maintenu malgré les Guerres, malgré les rudes épreuves & les divers dangers par leſquels nous avons paſſé, & il ſe main-

ANNO 1743. maintient encore aujourd'hui même, tout petit qu'eſt l'Etat, avec bon heur & quelque réputation.

Rien ne prouve mieux que les Conſeils ont fait un bon uſage de leur pouvoir; mais à cet égard nous n'avons pas beſoin d'autres preuves que l'aveu de nos Concitoyens. S'il eſt affligeant pour les P. & G. C. de voir un grand nombre d'entr'eux, qui mal informés ſur le droit de mettre des impôts, s'en plaignent & témoignent la défiance; les Conſeils ont du moins cette ſatisfaction que leurs Concitoyens leur rendent témoignage ſur l'integrité de leur adminiſtration, & qu'au milieu de cette diviſion de penſées ſur la queſtion des impôts, il n'y a qu'une voix ſur le bon uſage qu'ils en font, ils ſont déclarés irrecherchables à cet égard par la bouche même de ceux qui ſont les plus prévenus.

Ce ne ſont pas des plaintes ſur le paſſé, ce ne ſont que des craintes pour l'avenir qui donnent lieu aux repréſentations auxquelles nous allons paſſer.

M. & T. H. S. par tout ce que nous venons d'expoſer à V. S. il nous paroît démontré que quand les Conſeils ont mis ou augmenté quelques impôts en 1725. & 1726. qu'ils ont renouvellé en 1726, pour ſe faciliter les moyens de continuer & de finir les Fortifications de notre Place, & pour la pourvoir d'Artillerie & des munitions neceſſaires, ils n'ont fait qu'uſer de leur droit, dont la convenance pour le Bien public eſt ſi ſenſible, qu'il ſeroit du Bien public d'établir cet ordre des aujourd'hui, s'il ne l'etoit pas déja par la prudence de nos peres.

Il nous paroît enfin que c'eſt à ce bon ordre que nous devons, par la grace de Dieu, la conſervation de l'Etat, de notre Liberté & de notre proſperité, de ſorte qu'il ne s'agit plus que de ſavoir s'il faut demeurer à l'ordre établi, ou le changer. Ce que nos Citoyens demandent par leurs Repréſentations, eſt un changement & une nouveauté qu'on veut introduire dans l'Etat. Mais avant que d'examiner de plus près les concluſions qui ſont priſes dans ces Repréſentations, pour faire voir d'autant mieux qu'elles tendent au renverſement de notre conſtitution, & qu'elles ſont contraires au Bien public. Et pour refuter enſuite le raiſonnement & moyens ſur leſquels on les fonde, V. S. agréeront que nous rappellions ici les vrais principes du Gouvernement en général, & ceux du nôtre en particulier.

Chacun ſait quels ſont les premiers principes du Gouvernement en général; qu'il n'y a point de véritable Liberté, s'il n'y a point d'ordre & de gouvernement.

L'experience ayant fait comprendre aux hommes qu'ils ne pouvoient faire un plus noble uſage de leur Liberté qu'en établiſſant entr'eux un ordre, un gouvernement auquel ils s'engageront tous de ſe ſoumettre pour le maintien même & l'interêt de leur Liberté, que le gouvernement doit être ſtable, autrement on retomberoit dans le peril qu'on a voulu éviter en l'établiſſant.

Que pour le rendre ſtable on n'a pu faire autre choſe que d'établir un ordre fixe par *des Loix ou des Edits*, qui en reglent la forme & la maniere, qui par cette raiſon ſont appellés *les Statuts fondamentaux du Gouvernement*, & forment en chaque different païs ce qu'on appelle *la Conſtitution de l'Etat*, à quoi l'on joint *les us & coûtumes* obſervés d'ancienneté dans la forme du Gouvernement.

Que ces Edits & Statuts fondamentaux ſont de leur nature & dans l'intention des Legiſlateurs & Fondateurs des Republiques *perpetuels*, & forment *un contrat reciproquement obligatoire* entre ceux qui gouvernent & ceux qui ſont gouvernés.

Que cette Conſtitution fondamentale de l'Etat *ne peut être rompue ni par ceux qui gouvernent d'une part, ni par ceux qui ſont gouvernés d'autre part.* On ne peut la rompre, on n'y peut toucher que d'un commun accord par le conſentement des deux parties.

Voilà des principes fort ſimples, fort connus, que perſonne ne conteſtera, du-moins entre ceux qui ſont tant ſoit peu verſés dans la connoiſſance de l'établiſſement des Societés & du Droit public.

A ces principes de Gouvernement en général il faut joindre les principes fondamentaux de celui de notre République en particulier, on verra qu'ils y ont le rapport ordinaire de l'eſpece au genre.

Au commencement de l'établiſſement de la Rep. dont on peut fixer l'époque en l'année 1535 qu'arriva notre bienheureuſe Réformation, nous voyons en fait qu'après la retraite de Pierre de la Baume notre dernier Evêque, les droits de la Ville réunis avec la Souveraineté du Prince, la Souveraineté entiere parvint au corps entier de la Rep. & il en revint à chacun des ordres de l'Etat un ſurcroît de pouvoir relatif & analogue à celui dont il étoit déja en poſſeſſion: ainſi ce fut des lors que le C. G. eut le droit legiſlatif, electif & confederatif, & ce général la déciſion des autres affaires qui pourroient lui être portées par les Syndics, Petit & Grand Conſeil

ANNO 1734. D'un autre côté le droit de faire grace, celui de battre monnoye, l'adminiſtration ſouveraine de la Juſtice & tous les droits du Fiſc furent entre les mains des Syndics P. & G. C. outre le droit d'élire à toutes les charges, excepté celles qui ſont reſervées au Conſeil Général.

Tel fut l'état du Gouvernement & des droits qui en dépendent. Pour fixer d'autant mieux cet établiſſement, on fit un corps d'Edits en 1543. qui fut mis en meilleur ordre & approuvé en 1568. qu'on fit la compilation générale de nos Edits, dont le préambule nous indique quelle eſt la forme du Gouvernement. „ Pour-„ ce que le Gouvernement & Etat de cette Ville „ conſiſte par 4. Sindics, le Conſeil des XXV, des „ LX, des CC & du General & un Lieutenant en la „ Juſtice ordinaire avec autres Offices, ſelon que bon-„ ne police le requiert, tant pour l'adminiſtration du „ Bien public que de la Juſtice, nous avons recueil-„ li l'ordre qui juſqu'ici a été obſervé avec quel-„ ques déclarations, afin qu'il ſoit gardé à l'avenir „ tant en l'élection qu'en l'exercice de chacun Of-„ fice.

Cet Edit autrefois compilé, convenu & autoriſé par tous les ordres de l'Etat aſſemblé en C. G. fait notre Loi fondamentale reciproquement obligatoire, conſacre nos us & coûtumes, & nous indique d'une maniere fixe l'ordre, l'office & l'exercice du pouvoir qui compete à chacun des Corps & des Conſeils de la Rep. Il fait la regle commune, tant de ceux qui gouvernent que de ceux qui ſont gouvernés.

C'eſt ce qu'il y avoit à dire en fait, M. & T. H. S. ſur la maniere dont le gouvernement de notre Rep. s'eſt formé, dont voici les principes généraux.

Le premier eſt que les divers Ordres, les divers Corps ou Conſeils de la Rep. ont chacun leurs attributions réelles qui leur appartiennent par la Loi, & par les us & coûtumes, qui font la conſtitution de l'Etat, de façon que l'un des divers corps ou ordre ne peut empieter ſur l'autre, ni le priver du droit qui lui eſt attribué ſans injuſtice, excepté dans les cas évidens d'abus qui dégenerent en oppreſſion & tyrannie.

Le ſecond. Toutes les differentes parties de l'autorité ſouveraine de la Rep. ſe trouvent réunies dans le C. G. legitimement convoqué & aſſemblé, lequel forme le corps entier de la Rep. dont les Sindics P. & G. C. ſont la tête, & dont tous les autres Citoyens & Bourgeois ſont les Membres.

Le 3. Les P. & G. C. ont chacun leurs droits particuliers, qui ne peuvent leur être ôtés, & leur autorité reſpective eſt balancée par la maniere dont ils s'éliſent, & par la matiere dont la connoiſſance leur eſt attribuée ſuivant nos Edits.

Le 4. L'autorité de l'un & de l'autre de ces Conſeils eſt temperée par celle du C. G. en ce que les P. & G. C. ne peuvent faire aucune Loi nouvelle ni aucun changement aux Edits ſans l'approbation du C. G. & en ce que l'élection aux principales Charges lui appartient; ſavoir celle des Sindics, Chefs de la Rep. & Préſidens de tous les Conſeils, du Lieutenant & des Auditeurs de la Juſtice & Police, du Tréſorier & du Procureur Général.

Le 5. Mais d'un autre côté le C. G. *qui a auſſi ſes droits particuliers qui lui ſont reſervés*, ne peut point s'aſſembler que par l'autorité des Sindics P. & G. C. ſous la préſidence & direction des Sindics, & ne peut, quand il s'aſſemble, déliberer que ſur ce qui aura été auparavant propoſé & déliberé au P. & au G. C & que les Conſeils auront trouvé à propos de lui porter.

Le 6. Pour aſſurer d'autant mieux à ces divers ordres les attributions qui leur appartiennent à chacun en particulier par la Loi & par les us & coûtumes, afin de contenir d'autant mieux dans le devoir & ceux qui gouvernent & ceux qui ſont gouvernés; de façon que les uns n'empietent & n'uſurpent point ſur les autres, mais que tous ſoient également ſoumis aux Loix, ſans être tentés de chercher ou de provoquer des nouveautés.

ANNO 1734.

tés. L'Edit a ordonné un *Serment d'Etat* le plus fort & le plus formel qu'on puiſſe imaginer, qui les lie réciproquement, tant ceux qui gouvernent que ceux qui ſont gouvernés, au maintien & à l'obſervation conſtante des Loix & Edits, Us & Coûtumes.

Celui des Sindics porte *de maintenir & défendre de tout leur pouvoir la liberté & droits de la Ville.*

Celui des Bourgeois eſt conçu en ces termes ; *d'être bon & loyal à cette Cité de Geneve, & d'obéir à nos très-honorés Seigneurs & à leurs Officiers ; d'obſerver & garder les Libertés, Franchiſes, Us & Coûtumes, Edits, Statuts & Ordonnances de la Cité ; de ne faire, ni ſouffrir être faites aucunes pratiques, machinations ou entrepriſes contre le Magiſtrat, Republique, Libertés, Edits & Statuts d'icelle, mais le tout rapporter à meſdits Seigneurs.*

Le 7.e C'eſt cet ordre établi qui fait l'équilibre du Gouvernement: cette diſtribution des diverſes parties de l'Autorité ſouveraine: ces rapports ; cette inſpection; cette dépendance réciproque, qui eſt entre les divers ordres de l'Etat, forme le contrepoids qui empêche que la balance ne panche d'un côté ou d'autre, en ce que l'autorité de l'un contient l'autorité de l'autre dans la regle ; & voilà ce qui fait la baſe de la ſûreté & de la tranquilité publique, & qui établit une barriere, tant contre l'abus de l'autorité que contre la licence & l'abus de la Liberté.

Par où il paroît que c'eſt uniquement le Bien public qui a été l'ame, le motif & la regle de cette diſtribution, des droits & prerogatives entre les divers ordres de l'Etat, *le ſalut de la Rep. qui fait la ſuprême Loi.*

Par cet expoſé, de la maniere dont notre Gouvernement eſt formé, & de ces principes fondamentaux, il paroît que notre Rep. eſt une Rep. mixte, dont le Gouvernement eſt mêlé de Democratie & d'Ariſtocratie elective. On dit *Ariſtocratie élective*, parce qu'il n'y a point de droit hereditaire dans le Gouvernement, tous les emplois ſe donnent par élection, & tous les Citoyens ſont éligibles ; ſi bien que c'eſt la Démocratie qui fournit à l'Ariſtocratie, n'y ayant aucun des Citoyens qui ne puiſſe parvenir à la premiere Magiſtrature par ſes talens & par ſes ſervices. A quoi il faut ajouter cette remarque, que ceux des Cit. & B. qui viennent à être appellés au P. & G C. qui forment la partie Ariſtocratique du Gouvernement, n'acquierent aucun privilege particulier, aucune diſtinction pour leur famille, ils reſtent également dans la claſſe & dans l'ordre de tous les autres Citoyens Membres de l'Ariſtocratie par élection, qui ne leur donne qu'une qualité accidentelle & *a* vie ſeulement, ils reſtent Membres de la Democratie par leur naiſſance qui fait leur qualité eſſentielle, la ſeule qui paſſe à leurs enfans.

On voit donc que notre Gouvernement n'eſt pas une pure Democratie, ni une pure Ariſtocratie, mais une *Ariſto-Democratie.*

C'eſt par ce ſage temperament, approuvé des Politiques qui le connoiſſent, que nos peres ont ſu établir dans le Gouvernement l'autorité & la liberté tout enſemble, l'autorité ſans la tyrannie, & la liberté ſans licence & ſans confuſion.

Si cette forme de Gouvernement eſt excellente, comme l'expoſition ſeule le prouve & comme une heureuſe experience l'a confirmé, il eſt ſans doute de l'interêt de la patrie de maintenir cette Conſtitution ſelon notre ſerment, comme nos Edits nous le preſcrivent.

Nous allons faire maintenant l'application de ces principes à la queſtion preſente, pour juger de la demande contenue dans les concluſions des Repréſentations & des moyens ſur leſquels on les fonde.

Ce n'eſt pas que nous nous propoſions de les ſuivre pied à pied pour refuter ou relever les faits mal poſés, les contradictions & tous les raiſonnemens peu convenables qu'on y trouve preſque à chaque page ; nous ne prendrons en conſideration que les principes généraux ſur leſquels on fonde les concluſions priſes à la tête de ces Repréſentations, les propoſitions & les conſéquences dangereuſes qu'on y trouve, & quelques objections particulieres qu'on fait contre le droit des Conſeils. Nous pouvons réduire les moyens des Repréſentations à ces cinq.

1. Cherchans à rejetter le tort & le blâme d'un changement ſur les Conſeils, les Auteurs des Repréſentations diſent que ce ſont les Conſeils qui ont fait un changement à l'Edit & à la Conſtitution de l'Etat, en s'attribuant le droit de mettre des impôts en vertu de l'Edit de 1570, comme ſi cet Edit parloit d'impôts & étoit perpetuel.

2. Mais ſentans bien qu'ils ne peuvent faire fer-

ANNO 1734.

me là-deſſus, ils diſent ouvertement que c'eſt à eux à changer, interpréter ou revoquer la Loi comme il leur plaît, qu'ils ſont le Souverain, les Superieurs, & les Conſeils leurs inferieurs, qu'ils ont droit de s'aſſembler quand ils le jugent à propos.

3 Comme cela paroît contradictoire avec ce dont ils ſemblent convenir que les changemens ſont dangereux, & comme l'Edit de 1570. & l'uſage conſtant, quoiqu'ils en diſent, les met dans la néceſſité de reconnoître que ce qu'ils propoſent eſt un changement pour s'autoriſer dans celui qu'ils veulent faire, ils ſoutiennent qu'en tout cas ils en ont le droit en vertu du nouvel Edit de 1712. par lequel ils prétendent indiſtinctement que la connoiſſance des affaires importantes leur appartient, & par conſéquent la connoiſſance des Fortifications & des Impôts & autres Levées de deniers.

4. Et prévoyans bien la ſolide réponſe qu'il y a à leur faire là-deſſus, ils ajoutent pour la prévenir que ce ſont eux ſeuls qui doivent être Juges de l'importance, ſavoir ſi une affaire eſt de telle importance qu'elle doive leur être portée, & ils demandent quelles ſeroient autrement les affaires importantes dont l'Edit leur reſerve la connoiſſance.

5. Enfin ils découvrent quel eſt le motif & le préjugé qui leur fait faire ces propoſitions; c'eſt l'idée où ils ſont qu'il n'y a de Peuples Libres que ceux qui s'impoſent eux-mêmes, & qui ont des Aſſemblées periodiques, & la crainte qu'ils ont pour l'avenir que leur Liberté ne ſoit réduite en un vain nom, ſi l'on peut faire des levées d'argent ſans leur demander leur conſentement.

Tels ſont, M. & T. H S. les moyens généraux dont ils ſe ſervent. En les examinant pour y répondre & pour les réfuter, nous aurons occaſion de répondre incidemment à pluſieurs objections particulieres.

Nous remarquons d'abord que nos Citoyens reconnoiſſent eux-mêmes qu'il ne faut point introduire de nouveauté ni de changemens dans l'Etat ; tous les principes du Gouvernement ci-deſſus ſuppoſent en effet que tous changemens ſont dangereux.

On dit dans les Repréſentations que les Conſeils n'ont pas le droit d'ordonner des Fortifications & des Impôts: que c'eſt un changement qu'ils ont fait à l'Edit & à la Conſtitution de l'Etat, dont les Citoyens qui ont fait les Repréſentations demandent le rétabliſſement.

Mais on a démontré le contraire d'une maniere inconteſtable, & que la queſtion ſe réduit à ce point, ſavoir ſi l'on peut ôter ce droit au Conſeil des CC. quoiqu'il n'en ait point abuſé.

C'eſt donc un changement qu'on veut faire dans l'Etat; nos Concitoyens n'ont pas reflechi que cette prétention eſt injuſte & dangereuſe.

Elle eſt *injuſte*, puiſqu'elle tend à dépouiller les Conſeils d'un droit que les Loix leur attribuent.

Elle eſt *contraire à la Conſtitution de l'Etat*, par laquelle les Edits qui réglent le Gouvernement de la Rep. forment un engagement réciproque, qui ne peut être rompu que d'un commun conſentement, & que nous jurons tous de garder & de maintenir.

Elle eſt *dangereuſe*, en ce qu'elle tend à nous replonger dans les inconveniens que nos peres ont voulu éviter; ſur quoi nous nous rapportons à ce que nous avons dit ci-deſſus des raiſons de convenance qui engagerent nos Legiſlateurs à établir l'ordre que l'on veut changer aujourd'hui. Que ſi tous changemens ſont dangereux en général, parce qu'on ſait bien comme on eſt, mais qu'on ne ſait pas comme on ſera; combien plus lorſqu'on change ſans néceſſité, & que le changement qu'on veut faire eſt un changement capital qui rompt totalement l'ordre établi.

Premier Moyen des Repréſentations.

Les Auteurs des Repréſentations ſentant fort bien que les changemens ſont dangereux, & que la propoſition par conſequent en ſeroit odieuſe & contraire à la Conſtitution de l'Etat, ont grand ſoin de repréſenter leur demande ſous une autre face. Ils rejettent ſur les Conſeils mêmes l'introduction d'un changement, & ne propoſent leur demande que ſur

ANNO 1734. le pied d'un *rétabliſſement* des choſes, d'un *redreſſement*. Mais comme la poſſeſſion conſtante, l'exercice continuel, & le titre, ſavoir l'Edit de 1570. aſſure le droit des Conſeils & les ſauve de toute imputation, d'uſurpation ou d'innovation, on fait tout ce qu'on peut pour infirmer cette poſſeſſion & ce titre.

Pour les faits qui juſtifient l'exercice continuel & la poſſeſſion, l'Auteur des Repréſentations s'en tire par une reticence qui paroît affectée, & oubliant que deux paragraphes plus haut, il avoue que *le 6. Mars 1693. le Conſeil des CC. doubla quelques impôts qui étoient établis depuis longtems*, le conclud: *D'où vient que parmi ces grand nombre d'expedients que l'on cherche, on ne propoſe pas tout à coup de nouveaux impôts? D'où vient qu'on ne fait pas valoir l'important Edit de 1570, pour ſe tirer de l'embarras où l'on ſe trouve?* Et ces idées de ſuſpicion ſont jettées en pluſieurs endroits: ils diſent même que ſi le Peuple de l'année 1570. n'a pas été convoqué ni conſulté ſur la levée des deniers, c'eſt parce que l'occaſion & la néceſſité de le faire ne ſe ſont pas préſentées.

A cet égard nous renvoyons pour toute refutation au récit des faits ci-deſſus alleguez, de même que ſur diverſes autres inſinuations qui ſe detruiſent d'elles-mêmes, & que nous nous diſpenſerons de relever.

Nous y renvoyons auſſi au ſujet de deux objections particulieres qu'on fait contre le titre même de l'Edit de 1570. qui ne ſur fait que pour les néceſſités d'alors, & qu'il n'attribue pas le droit de mettre des impôts, ce terme n'y étant pas. Ces deux objections ne méritent pas d'autre réfutation.

On en fait une troiſiéme, qui eſt que l'Edit *rejettant la voye des collectes comme étant odieuſes, ne peut avoir en vûe celle des impôts qui ſont beaucoup plus odieux que les collectes.*

Mais quel ſeroit donc le moyen d'augmenter les revenus de la Ville, tellement qu'il y eût de quoi fournir aux néceſſités; car voilà ce que l'Edit a eu en vûe de pouvoir ſubſiſter longuement, pour remedier au déficient de la recette qui étoit fort inferieure aux dépenſes annuelles, & pour acquitter peu à peu les dettes de l'Etat?

Sur les moyens propres pour parvenir à ces fins l'Edit ne fixe rien, il s'en rapporte à la prudence des P. & G. C. auxquels il donne la puiſſance en général d'employer *tous ceux* qu'il trouvera convenables. Or les collectes étant odieuſes, les contributions donnant peu, quels autres moyens y a-t-il que les impôts par leſquels on puiſſe *accroître annuellement les revenus de la Ville à proportion des néceſſités*?

C'eſt une erreur de penſer que les impôts ſoient plus odieux que les collectes: s'il en faut faire une comparaiſon, on trouvera au contraire qu'il n'y a rien de plus deſagreable que d'être ſollicité tous les jours de donner, d'autant plus que cela s'adreſſe directement à chaque perſonne en particulier. Cela eſt importun & donne du dégoût, au lieu que la voye des impôts eſt la voye la plus aiſée & la plus douce d'avoir de l'argent, parce qu'elle eſt imperceptible à chaque particulier, & ne s'adreſſe directement à perſonne: auſſi eſt-il bien certain que quand on joint l'idée *d'odieux* aux impôts, ce n'eſt point à cauſe des impôts en eux-mêmes, mais, a cauſe des abus qui peuvent les accompagner.

Mais au reſte la maniere dont l'Edit a été exécuté par nos peres en 1574. & dès lors juſqu'à nos jours, ſuffit pour détruire cette objection. Il paroît qu'ils ne ſe faiſoient pas des impôts l'idée qu'on affecte de s'en faire aujourd'hui. Les faits rapportés ci-deſſus juſtifient que ce fut par le moyen des impôts que l'on mit cet Edit en exécution.

On fait une autre objection particuliere. On dit *que les Conſeils ont bien reconnu qu'ils n'avoient pas le droit de mettre des impôts ſans l'approbation du C. G. puiſqu'en 1713. les Conſeils aſſemblerent le C. G. pour lui porter l'impôt du dix pour cent établi en 1680. ſur les legs & ſucceſſions qui partiennent à ceux qui n'ont pas droit de légitime.*

Nous remarquons d'abord que c'eſt mal à propos qu'on dit que les Conſeils aſſemblerent le C. G. en 1713. pour lui porter l'impôt du dix pour cent. Ils aſſemblerent le C. G. pour lui porter le corps entier de nos Edits civils dont on avoit fait la reviſion. C'eſt ce que porte la ſanction qui eſt miſe à la tête: *Ayant conſidéré que pour le bien de cet Etat &c. il étoit néceſſaire d'éclaircir divers articles de nos anciens Edits, en retrancher & en ajouter quelques-uns, à ces cauſes &c.* ANNO 1734.

Il eſt vrai que cet article de dix pour cent fut inſeré à ſa place dans ces nouveaux Edits, mais ce n'eſt pas ſous l'idée d'impôt; car pourquoi auroit-on porté celui-là ſeul? La raiſon qui le fit joindre au corps de l'Edit, c'eſt parce qu'il fut regardé comme un changement ou plutôt comme une explication de l'Edit de 1568.

Il étoit ſtatué par le vieux Edit art. 2. du tit. 16. des lods, *qu'il n'étoit dû aucun lods pour ſucceſſion de parens &c.* ce qui diſpenſoit des lods toutes ſortes de perſonnes en quelque degré qu'ils fuſſent; mais par Arrêt du Magn. Conſeil des CC. du 13. Avril 1680. il fut dit *que toutes ſortes de perſonnes qui n'ont pas droit de légitime payeront le dix pour cent &c.*

Cet Arrêt fut mis en note dans nos vieux Edits imprimés & diſtribués en 1707. comme une explication de l'art. 2. du tit. 16. des lods auquel il a rapport. Voilà pourquoi lors de la reviſion de ces Edits en 1713. cette note fut inſerée au corps même de l'Edit au tit. des lods 19. art. 3. d'où il paroît que ce n'eſt pas comme un impôt que ce droit du dix pour cent fut porté en C. G. mais comme faiſant partie de l'Edit, dont la reviſion lui étoit portée: ce qui paroîtra d'autant plus évident, ſi l'on fait attention que cet Arrêt des CC. a été executé 33. ans avant qu'il ait été paſſé en Edit en Conſeil Général.

Mais l'objection qu'on preſſe le plus contre cet Edit de 1570. c'eſt qu'il n'eſt pas perpetuel, & comme on ne la preſſe qu'afin de rejetter ſur les Conſeils le blâme d'un changement à l'Edit (tant on reconnoit bien que ceux qui auroient fait ou voudroient faire un changement à l'Edit, ſeroient dans le tort) il eſt important de bien examiner cette objection.

On dit donc dans les Repréſentations *que le droit que les Conſeils prétendent s'attribuer eſt un changement à l'Edit, puiſqu'on ne peut pas en concevoir un plus palpable & plus eſſentiel que d'un Edit qui n'eſt que proviſionnel & à tems en vouloir faire un Edit perpetuel & irrevocable*; & on prétend prouver qu'il n'eſt pas perpetuel, parce que ce terme de *perpetuel* n'y eſt pas, au lieu qu'il eſt dans l'Edit de 1635. & autres.

Il eſt aiſé de répondre à cette objection. Il eſt évident par la nature de la choſe, par les termes de l'Edit, par la maniere dont il a eu ſon exécution, que cet Edit n'étoit pas fait uniquement pour ce tems-là, mais pour l'avenir, il n'eſt pas néceſſaire que les termes de *perpetuel & irrevocable* y ſoient inſerés.

Pour s'en convaincre il n'y a qu'à faire cette conſideration inconteſtable en droit & en pratique. Il eſt de la nature & de l'eſſence des Loix pures & ſimples d'être perpetuelles & irrévocables: ainſi l'Edit de 1570. ſoit qu'on le conſidere ſous le point de vue d'un contrat eſt perpetuel de ſa nature, quoique ce terme n'y ſoit pas, & ſi la clauſe de perpetuité ſe trouve dans quelques Edits, c'eſt une choſe indifférente & ſuperflue, qui ne fait ni bien ni mal, & qui n'ajoute rien à la Loi.

Pluſieurs de nos Edits, & notamment celui de 1712. & celui de 1713. ne le portent pas, ils ſont cependant perpetuels.

Nous ajouterons une autre conſidération. Quand on dit que l'Edit de 1570. n'eſt pas perpetuel, c'eſt pour reprocher aux Conſeils de faire un changement eſſentiel à cet Edit, en le regardant comme perpetuel & comme étant encore en vigueur: mais ceux-là mêmes qui font ce reproche l'ont regardé, l'ont reçu & approuvé comme tel en 1707. & ſur le même pied que nos autres Edits; on l'avoue dans les Repréſentations, *que par l'impreſſion & acceptation de nos Edits celui de 1570. a été confirmé.*

Telle eſt la force de la verité. S'il a été reconnu & confirmé en 1707. ce n'étoit pas pour cette prétendue occaſion particuliere de jadis 1570. ce n'étoit pas non plus par une ſimple application qu'on en vouloit faire à quelques cas particuliers en 1707; car alors il n'y avoit pas d'autre occaſion que celle de la demande que les Citoyens avoient faite, que l'on fît imprimer nos Edits & qu'on les diſtribuât afin qu'ils en euſſent connoiſſance? On leur donna l'Edit de 1570. comme les autres, ils le reçurent comme les autres, le re-

ANNO 1734. reconnurent donc d'eux-mêmes pour un Edit perpetuel tout comme les autres.

Au ſujet de cette impreſſion & acceptation de cet Edit en 1707. nous ne pouvons que marquer notre ſurpriſe de re qu'on ne laiſſe pas d'inſinuer par tout que les Conſeils n'ont pas oſé produire l'Edit de 1570. ſe fondant entr'autres ſur ce qu'il n'en eſt pas parlé dans la nouvelle Edition de l'Hiſtoire de Spon imprimée en 1735. d'où l'on remonte aux anciennes copies manuſcrites de nos Edits de 1568. & aux Annales de Geneve de Savien qui avoit été Sindic de cette Rep. ou l'on ne voit pas cet Edit de 1570.

Une ſemblable omiſſion dans les copies de nos Edits ne prouve rien, y en ayant même où l'Edit de 1570. ſe trouve.

La conſéquence non plus n'eſt pas juſte; que ret Edit de 1570. n'exiſte pas, puiſque Savien n'en dit rien dans ſes Annales de Geneve dont on vante l'exactitude. Sur ce pied-là nous n'aurions donc point d'Edits, car ces Annales ſi exactes ne font pas mention de nos Edits de 1568 (il fait mention du corps d'Edits approuvés en Conſeil Général en 1543. le 8. Janvier, dont ceux de 1568. ne ſont qu'une reviſion de quelques articles de ceux de 1543.) & ne parlent point auſſi du mode de vivre avec la Savoye de 1570. & de même dans les notes ſur l'Hiſtoire de Geneve de Spon il y a bien des choſes qu'on a laiſſées en arriere.

Les Auteurs ſentans combien ces inſinuations deviennent abſurdes par l'impreſſion & l'acceptation du même Edit en 1707. ont recours à une autre inſinuation, ſavoir qu'il ne fut pas confirmé entant que c'étoit un Edit perpetuel, mais dans une autre vue: voici ce qu'ils diſent: *Nous avouons que par l'impreſſion & acceptation de nos Edits celui de 1570. a été confirmé, mais comme renfermant une preuve palpable & inconteſtable que dans les cas impertans le C. G. a été conſulté.*

Cette prétendue reſerve, qui ne détruiroit pas la perpetuité de l'Edit, eſt avancée ſi affirmativement, qu'on pourroit croire qu'elle exiſte quelque part. Cependant cet Edit de 1570. fut reçu & reconnu purement & ſimplement comme tous les autres, & par conſéquent reconnu comme perpetuel & actuellement en vigueur. Ainſi le reproche de changement, ce reproche dont on ſent bien la conſéquence, puiſque l'on veut le rejetter ſur les Conſeils, tombe entierement ſur ceux qui au préjudice d'uo Edit clair & formel, fait & mis en execution par nos peres, reconnu & confirmé il n'y a gueres que vingt ans, veulent aujourd'hui le méconnoître pour changer l'ordre établi, quoiqu'ils ſoient obligés de convenir que le bon uſage qu'on en a fait, & le ſuccès a repondu aux vues qu'on ſe propoſoit en l'établiſſant.

Second Moyen des Repréſentations.

Pour s'autoriſer à faire ce changement, on ſuppoſe qu'il y a de l'obſcurité dans l'Edit, & que par conſéquent il faut l'interpreter; & quoique nos Concitoyens déclarent *qu'ils ne veulent rien faire que de concert avec les Magn. Conſeils & conformément à nos Edits*, cependant oubliant ce principe ils prennent le nom de la généralité; ils raiſonnent comme s'ils étoient les Superieurs & les Conſeils leurs inferieurs; ils raiſonnent comme ſi le plus grand nombre d'entr'eux ſéparément des Conſeils faiſoit le Souverain, pouvoit expliquer ou changer la Loi, & avoir droit de s'aſſembler.

Il eſt important de ſe faire de plus juſtes idées de notre Conſtitution. Le C. G. duement convoqué & aſſemblé eſt Souverain, & la déciſion qui en ſort ſur les matieres qui y ſont portées de la part des P. & G. C. par la bouche des Seigneurs Sindics, eſt Souveraine ſans-contredit; mais hors de-là les ſentimens des Citoyens en quelque nombre qu'ils ſoient, ne ſont que des penſées de Particuliers. Hors du Conſeil Général il n'y a point d'autre Souverain que la Loi, & point d'autre Superieur que le Magiſtrat, les Sindics P. & G. C. à qui nous ſommes tous tenus d'obéir. C'eſt pourquoi il eſt néceſſaire que chaque Citoyen faſſe réflexion que nous ne ſommes tous que des Particuliers également ſoumis au Gouvernement & aux Loix.

Telle eſt la règle, telle eſt la conſtitution de notre Rep. ſans laquelle il n'y auroit point de Gouvernement, point de véritable Liberté, on n'y verroit regner qu'une affreuſe confuſion. ANNO 1734.

Quand les Citoyens ajoutent *qu'ils ont droit de s'aſſembler*, ils diſent une choſe qui eſt contre tout ordre & contre la conſtitution de l'Etat.

C'eſt une maxime fondamentale dans tous les Etats, que dès-qu'on a établi une fois une forme de Gouvernement, il n'eſt plus permis aux Particuliers d'agir en matieres publiques, quelque bon deſſein qu'ils ayent, ſans ordre de ceux qui gouvernent; le bon ordre, ſans lequel une Rep. ne ſauroit ſubſiſter, demandant que ceux qui ſont prépoſés au Gouvernement, gouvernent en effet.

Qui eſt-re donc qui peut légitimement convoquer les Aſſemblées du Peuple? Il eſt viſible que ce ſont les mêmes à qui le Peuple légitimement convoqué a donné pouvoir de punir ceux qui s'attroupent ou qui s'aſſemblent ſans ordre. Et qui a ce droit, ſi ce n'eſt ceux à qui ce même Peuple a remis l'autorité pour gouverner? Toute Aſſemblée donc qui ſe feroit ſans être convoquée par les Sindics P. & G. C. qui ſeuls ont droit de convoquer le Peuple, qui ſeuls ont droit de lui propoſer les matieres qu'il y a à traiter, toute Aſſemblée qui ſe feroit autrement que par leur autorité & ſous leur préſidence & direction, ne formeroit qu'un attroupement de la multitude défendu par la Loi ſous de grieves peines.

Ce qui ſert encore à confirmer cette verité, c'eſt que le ſeul droit que l'Edit ait reſervé aux Particuliers Cit. & B. quand ils ont quelque choſe à requerir du Gouvernement, eſt de faire des repréſentations en la maniere licite & convenable. C'eſt aux Sindics P. & G. C. à examiner ces repréſentations pour les approuver & les rejetter ſuivant qu'elles leur paroîtront juſtes ou injuſtes, convenables ou préjudiciables au bien public.

En un mot, ces repréſentations doivent être des repréſentations reſpectueuſes & non des ordres, en quelque nombre que ſoient ceux qui les font ou qui y adherent; & ç'a été plus d'une fois un grand bonheur pour la Rep. Que ſeroit-elle devenue ſi les Magiſtrats avoient eu égard aux deſirs du plus grand nombre en diverſes conjonctures délicates & critiques?

Mais à qui appartient-il d'expliquer l'Edit & de lui donner le ſens qu'il doit avoir? Sera-ce au Magiſtrat ou au Souverain qui a fait cet Edit? Ce ſont les termes des Repréſentations.

Si aujourd'hui on éleve des doutes ſur le ſens de l'Edit de 1570. il eſt évident que ce ſont des doutes mal fondés, & l'on pourroit en élever ſur tout, par où l'on voit à quoi ce principe meneroit. Il n'y auroit qu'à jetter de longue main des doutes & des ſcrupules ſur d'autres Loix l'un après l'autre, & ſous le prétexte ou le nom modeſte d'interpretation, on viendra à ſes fins d'introduire des changemens qu'on n'oſeroit pas propoſer ſur le pied de changement; mais heureuſement il n'y a ni obſcurité ni ambiguité, l'Edit eſt clair en lui-même, & s'il a beſoin d'interprete il n'eſt pas néceſſaire que ce ſoit ni le Magiſtrat ni le ſurplus de la Bourgeoiſie; il y en a un ſûr & fidele reconnu par tous les païs, recommandé & conſacré par nos Edits; interprete impartial & qui ne peut être ſuſpect. C'eſt l'uſage invariable & conſtant qui a tranſmis cet Edit dès le tems de ſa création par une multitude d'actes continuels juſqu'à nous, dans le ſens & la force que les Conſeils lui attribuent. C'eſt la reconnoiſſance & acreptation qui en a été faite ſur ce pied-là en 1707. par tous nos Citoyens, & la maniere dont il a été mis en exécution depuis en 1708. & en 1711. un an avant l'Edit de 1712. Voilà donc une choſe claire. Nos Citoyens diroot-ils que tout cela eſt vrai? mais aujourd'hui *ils y veulent donner un autre ſens*, c'eſt-à-dire ils veulent changer parce que telle eſt leur volonté.

Nous ſommes perſuadés que le plus grand nombre n'adoptera jamais ſciemment un principe d'anarchie tel que celui-là, au moyen duquel il n'y auroit rien de ſûr ni de ſtable; il n'y auroit ni règle ni loi ſur laquelle on pût compter, & dont on ne pût rendre le ſens aujourd'hui d'une façon, demain d'une autre.

Ainſi quoique ce principe *nous voulons changer*, nous voulons donner à l'Edit un autre ſens que nos peres y ont donné & que nous y avons donné nous-mêmes, ſoit répandu dans les Repréſentations; quoique ce ſoit le langage de bien des gens dans le public, quand ils ne ſavent plus que dire contre les

ANNO 1734. preuves du ſens & de la perpetuité de l'Edit en queſtion; cependant l'erreur & le danger de ce principe pernicieux, ruineux, deſtructif de tout Gouvernement, eſt ſi évident & ſi palpable que nous ne croyons pas qu'il y ait beaucoup de Citoyens qui veuillent l'admettre. C'eſt pourquoi ſans nous y arrêter davantage, nous paſſerons à l'examen du troiſiéme moyen général des Repréſentations.

Troiſiéme Moyen des Repréſentations.

Après avoir dit qu'il y a du peril à déterminer par avance & fixer à certaines années plutôt qu'à d'autres la convocation du Conſeil Général, cet Edit porte cette reſolution: *Il ſuffit de reſoudre purement & ſimplement qu'aucune loi ou changement à l'Edit n'aura force qu'il n'ait été approuvé dans ce Souverain Conſeil, qui pour ce ſujet ou pour autres affaires de telle importance qu'elles demandent ſon autorité, pourra être aſſemblé par les Stadics P. & G. C. dans le tems qu'ils jugeront le plus propre.*

Voilà la clauſe & la reſolution de 1712. dont on tire le moyen principal pour appuyer & fonder les concluſions des Repréſentations, & pour le fortifier davantage on ajoute que cette clauſe eſt une reſerve que les Citoyens ont fait de leur côté & une promeſſe ſolemnelle que les Conſeils leur ont fait d'autre part, en échange de la condeſcendance ſans exemple qu'ils eurent de ſe déſiſter des Aſſemblées periodiques de cinq en cinq ans qui faiſoient, ſelon eux, la principale baſe de leur Liberté.

Par cet Edit il eſt vrai que les Aſſemblées générales periodiques qui avoient été introduites par les malheureux troubles de 1707. furent revoquées & elles le furent juridiquement. Le déſir de les rétablir ou de s'en procurer l'équivalent & même plus, tranſpire néanmoins de toutes parts.

Pour ſavoir ſi on y doit avoir regret comme *à la principale baſe de la Liberté, & pour juger de cette condeſcendance ſans exemple* avec laquelle le Peuple conſentit à les revoquer, il ne faut que ſe rappeller comment & pour quel but on avoit demandé ces Aſſemblées periodiques en 1707. & voir ce que l'Edit de 1712. que les Citoyens reclament, prononce là-deſſus.

Entre les requiſitions (elles ſont contenues dans les propoſitions des Cit. & B. imprimées ſur une feuille in 4. par les Citoyens le 22. Mai 1707. trois jours avant la derniere Aſſemblée générale) que les Cit. & B. firent en 1707: la ſeconde portoit, *que l'on régle les Aſſemblées du C. G. au troiſieme Jeudi du mois de Juin de chaque année pour l'établiſſement ou changement des Loix & Edits.*

Telle fut la propoſition étrange du plus grand nombre des Cit. & B. qu'on paſſa dans ce tems de troubles. La ſeule modification qu'on y pût apporter pour diminuer le mal, ce fut d'y mettre le terme de cinq en cinq ans.

Le calme étant revenu, le premier uſage qu'on fit de cette Loi en aſſemblant en conſéquence le C. G. en 1712. ce fut de la revoquer pour rétablir le Gouvernement ſur le pied qu'il étoit avant ces troubles qui avoient introduit une ſi dangereuſe nouveauté, & voici les motifs que contient cet Edit du 20. Decembre 1712. & le jugement qu'il porte de cette prétendue baſe de la Liberté. Il dit *que cette réſolution des Aſſemblées periodiques de cinq en cinq ans étoit contraire à l'Edit, à la Conſtitution fondamentale de l'Etat, qu'elle fut priſe dans un tems de trouble & de confuſion, où il n'y avoit aucune ſoumiſſion aux Loix, aucun reſpect pour les Magiſtrats, aucune Liberté, & où le déſordre fut ſi grand, qu'il ſeroit à ſouhaiter qu'on en pût effacer la mémoire.* Voilà ce que l'Edit de 1712. prononce ſur ces Aſſemblées générales periodiques, & voilà les premiers motifs de leur revocation.

Si donc nos Citoyens reſpectent cet Edit qu'ils reclament, il nous paroît qu'ils devroient témoigner moins de regret à la ſupreſſion de ces Aſſemblées periodiques, & que bien loin de les regarder comme *la baſe de la Liberté publique*, ils devroient apprendre de cet Edit à les reprouver comme contraires au bien public, & convenir que cette *condeſcendance* dont ils parlent n'eſt autre choſe qu'un *retour à l'ancien ordre* que les Conſeils ont propoſé pour le bien de l'Etat, & auquel le Peuple ſe porta volontairement & avec ſageſſe. ANNO 1734.

Quoiqu'il en ſoit, il ne s'agit point de reſerve ni de promeſſe, il eſt ſimplement déclaré par cet Edit que ce que le Peuple pouvoit raiſonnablement ſouhaiter par rapport au but de la demande des Aſſemblées periodiques, il l'avoit autant que cela étoit néceſſaire pour le bien public, en réſolvant *purement & ſimplement qu'aucune Loi ou changement à l'Edit n'auroit force qu'il ne fût approuvé en C. G. &c.* Et c'eſt ce que ce Conſeil approuve ſans ſtipulation d'aucune recompenſe, perſuadés que de bons Citoyens la trouvent ſuffiſamment dans la ſatisfaction de faire leur devoir & le bien de leur patrie.

En vertu de cette clauſe nos Citoyens prétendent qu'on n'a pu reſoudre l'entrepriſe de nos Fortifications en 1714. & mettre la main à l'œuvre en 1715. ſans leur demander leur approbation; d'autant plus que pour executer cette entrepriſe il a fallu mettre quelques impôts. Ils concluent qu'aujourd'hui en 1734. ils doivent être aſſemblés pour connoître de ces deux affaires, *les Fortifications & les Impôts*, & ils ſe fondent ſur ce moyen général tiré de l'Edit, diſent-ils, qu'ils ont droit *de connoître des affaires importantes*; ſur quoi ils exagerent la vaſte & importante entrepriſe des Fortifications, & le grand nombre d'impôts & d'emprunts qui en ſont la ſuite.

Nous remarquons d'abord qu'il eſt fort ſurprenant qu'on attende que les trois quarts des ouvrages ſoient faits pour s'en plaindre.

La reſolution qui fut paſſée en 1714. fut publique, les ouvrages ont été faits à la vue du public, perſonne n'en a fait des plaintes. L'an 1718. dans les mois d'Octobre & Novembre que parurent les deux Lettres anonymes, bien loin de rien dire contre l'entrepriſe des Fortifications, l'Auteur y applaudiſſoit; ce n'eſt qu'aujourd'hui qu'on a élevé cette queſtion.

Une autre remarque que nous devons faire, eſt qu'on change les termes de l'Edit de 1712. on parle comme ſi cet Edit portoit en général *que toutes les affaires importantes* doivent être communiquées au Peuple. Cela ſeroit diametralement oppoſé à la Conſtitution de l'Etat, & il ſeroit bien extraordinaire que l'Edit de 1712. portant lui-même que bien loin d'avoir été fait pour changer cette Conſtitution, il a été fait au contraire pour la rétablir, il donnât cependant une atteinte ſi capitale à toute l'œconomie du Gouvernement: mais il n'y a rien de ſemblable; l'Edit porte ſimplement que pour les Loix ou changemens à l'Edit ou *pour autres affaires de telle importance qu'elles demandent ſon autorité, le Conſeil Général pourra être aſſemblé.*

Par où l'on voit que conformément à la Conſtitution de l'Etat, dont on a vu les principes ci-deſſus, la raiſon, les motifs, la néceſſité & le tems de ſemblables Aſſemblées, tout eſt laiſſé à la prudence & à la diſcretion des Conſeils, ſans autre obligation que de faire à cet égard ce que la prudence lui ſuggerera ſuivant la nature des affaires.

Et en effet cet Edit de 1712. étant fait pour revoquer les C. Généraux périodiques, nouveauté introduite lors des troubles de 1707. il eſt évident que la vue n'a été & n'a pu être que de laiſſer à la prudence des Conſeils le ſoin d'aſſembler le C. G. lorſqu'ils le trouveront à propos conformément à notre Conſtitution.

Ces remarques faites, nous allons examiner ſi les Fortifications & les Impôts ſont une affaire auſſi periodique qu'on veut l'exagerer, & enſuite quelle qu'en ſoit l'importance, ſi ces Fortifications & ces Impôts ſont des affaires d'une telle nature & d'une *telle importance*, qu'ont n'ait pu les réſoudre ſans demander l'autorité du Conſeil Général.

Sur les Fortifications on dit *que jamais on n'a vu ni on ne verra une affaire d'une auſſi grande importance que cette vaſte & prodigieuſe entrepriſe de raſer toutes les Fortifications de notre Ville pour en faire une des plus fortes Places de l'Europe.*

C'eſt à quoi on revient en pluſieurs endroits, on prétend même que cela eſt contraire à notre Traité d'Alliance de l'an 1584. avec les loüables Cantons de Zurich & de Berne.

Ces exagerations qui tiénnent du reproche ſont peu convenables; on dit *que jamais on n'a vu ni on ne verra une affaire d'une auſſi grande importance.*

On

ANNO 1734. On ſe trompe. Elle eſt bien importante ſans doute, beaucoup moins pourtant que n'étoit celle des Fauxbourgs abatus par ordre des Conſeils, mais de ce même genre d'importance pourtant qui conſiſte dans la certitude & dans la grandeur du bien qu'on ſa propoſe ; c'eſt pour la conſervation de notre Patrie, pour notre ſureté, pour celle de nos enfans, de nos biens & de notre Religion. On a vu des affaires d'une toute autre importance, par l'embarras, la perplexité, le danger où elles mettoient, dont les Conſeils ont toujours décidé ſans les porter au Conſeil Général.

On dit *que c'eſt une vaſte & prodigieuſe entrepriſe.* L'entrepriſe eſt grande, mais elle eſt neceſſaire & indiſpenſable ; elle eſt manifeſtement avantageuſe, elle n'eſt point au-deſſus de nos forces ; elle eſt conforme au déſir & au projet de nos peres, qui ont fait de beaucoup plus grands efforts que nous pour la mettre en exécution. A cet égard nous renvoyons à la preuve que nous avons établie ci-deſſus par les faits rapportés & aux heureux progrès de cette entrepriſe, qui ſont tels qu'il ne reſte plus que le quart de tout l'ouvrage, dans peu d'années nous en verrons la fin, de même que de nos dépenſes & une bonne Fortification autour de notre Ville ; ce que nos peres avoient toujours deſiré de voir, à quoi ils ont travaillé & tant dépenſé pendant plus de deux cens ans, & dont ils n'avoient pu venir à bout.

On a reſé, dit-on, *toutes nos Fortifications pour en faire de nouvelles.* C'eſt ce qu'on dit & ce qu'on repete en tout autant de termes, cependant dans l'enceinte de notre Ville depuis le Lac juſqu'au Rhône du côté du midi il y a environ huit Baſtions, dont il n'y en a que deux & demi qui ayent été faits nouvellement, tous les autres ſubſiſtans en leur antier, auxquels on a ajouté divers ouvrages exterieurs pour couvrir le corps de la Place.

On dit encore qu'on a réſolu de faire de notre Ville une des plus fortes Places de l'Europe, & que c'eſt manquer au Traité d'Alliance de 1584. & pourvoir imparfaitement à la ſureté de la Place, que de la bouleverſer de fond en comble ſans le conſentement du Conſeil Général.

Nous ne comprenons pas à quoi tend cette objection ; & les Conſeils en mettant notre Ville en meilleur état de defenſe, n'apprehendent aucun reproche de Meſſieurs nos Alliés ni de notre poſterité.

Comme ils ont imité nos peres dans leurs vues & dans leurs travaux, ils les ont imite auſſi dans les moyens qu'ils ont employé pour y parvenir. Emprunts, Impôts ſur leſquels on n'exagere pas moins que ſur l'ouvrage des Fortifications.

On dit *que les Conſeils ont mis ſouverainement ſur les Citoyens un grand nombre d'impôts qui les chargent, ſans compter les emprunts exhorbitans, l'engagement de preſque tous les revenus publics & celui des capitaux, non ſeulement de pluſieurs Particuliers, mais encore des fonds des Directions de Charité.*

Cette expreſſion *de mettre ſouverainement des impôts ſur les Concitoyens qui eſt dans un Ecrit intitulé Additions* (a) *aux Repréſentations du 4. Mars 1734.* pourroit donner à entendre que les Conſeils en mettant des impôts ne chargent que leurs Concitoyens, au lieu qu'il n'y a perſonne qui en ſoit exemt, & que les Membres du P. & G. C. qui les ordonnent ſont ceux qui en ſupportent la plus grande partie.

On ajoute que ces impôts dont on ſe plaint, établis enſuite de la reſolution priſe de ſe fortifier *ſont en grand nombre & qu'on eſt chargé.* Pour en juger, il ſuffit de renvoyer au rapport en faits que nous en avons donné. Ces nouveaux impôts ne vont en tout qu'à dix mille écus, ſomme modique pour l'état de notre Ville ; ce que chacun en paye, ſi on veut la proportionner avec la valeur intrinſeque du droit ancien, ſe trouvera même moins conſidérable que ce que nos peres payoient. La charge d'ailleurs eſt adoucie par une meilleure police. On comprend bien que cette augmentation des revenus de l'Etat ſi fort exagerée & ſi modique en effet, ne pouvoit pas ſuffire. Les Conſeils ont fait des emprunts dont on ne manque pas de parler de même dans les Repréſentations & Additions d'une maniere outrée.

(a) Elles parurent dans le public vers le milieu d'Avril 1734. & les Cit. & B. les approuverent le 1. Mai qu'ils allerent au nombre de cinquante ou ſoixante chez M. le P. S. le Fort, lui faire des repréſentations tendantes à ce qu'ils euſſent dans peu une réponſe des Conſeils à leurs demandes.

On voit d'abord une affectation de parler d'emprunts extraordinaires, d'engagement de revenus publics, d'engagemens des capitaux des Particuliers, & d'engagement des fonds des Directions de Charité, comme ſi c'étoient quatre choſes diſtinctes, quatre différens moyens employés par les Conſeils, cependant il n'y en a qu'un. Les Conſeils ont fait des emprunts, cela eſt vrai, on dit qu'ils ſont *immenſes, prodigieux, exhorbitans*, ces emprunts ne vont en tout qu'à deux cens ſoixante dix mille écus à conſtitution de rente à trois pour cent, ſur quoi on a fait les trois quarts de l'ouvrage, & le reſte ſe fera au moyen des Souſcriptions dont on a parlé. ANNO 1734.

Les Particuliers qui ont prêté à la Seigneurie l'ont fait volontairement, ne croyant pas placer plus ſurement leurs capitaux, & les Directions de Charité ont cru auſſi ne pouvoir pas mieux faire que de ſuivre cet exemple.

La Seigneurie ſans toucher aux fonds néceſſaires pour le ſervice de la Rep. a des fonds pour payer regulierement les interêts des ſommes qui lui ont été prêtées, & pour les rembourſer peu à peu quand les dépenſes de nos ouvrages ſeront finies.

Il étoit néceſſaire de réduire au vrai en quoi conſiſte l'entrepriſe de nos Fortifications, & quels ſont les moyens employés pour en venir à bout. Par où l'on voit que ce qu'il en coûte aux Particuliers eſt très-modique, quoique les ouvrages ſoient très-conſiderables : nous ajouterons même ici qu'on n'a pas tout employé à la Fortification, puiſqu'on a dépenſé *cent vingt mille écus pour les beſoins de l'Artillerie & de ce qui en dépend.*

En réduiſant l'entrepriſe de nos Fortifications avec ſes ſuites à ſes véritables termes, nous ne laiſſons pas de convenir que c'eſt une entrepriſe conſiderable & très-intereſſante ; mais quelle qu'en ſoit l'importance, ce n'eſt pas de quoi il eſt queſtion. Il s'agit de ſavoir ſi cette affaire eſt *de telle importance* qu'elle demande l'autorité du C. G. Car nous avons déja vu que l'Edit de 1712. ſur lequel on ſe fonde, ne porte pas qu'on doive aſſembler le C. G. pour *toutes les affaires importantes*, il porte au contraire une expreſſion reſtrictive qui réduit la choſe uniquement aux affaires de *telle importance* qu'elles demandent ſon autorité.

D'où il ſuit que toutes les affaires qui ne demandent pas l'autorité du C. G. ne ſeront pas du nombre de celles qui doivent lui être portées. Et ſi nous voulons ſavoir quelles ſont les affaires qui ne demandent pas l'autorité du C. G. nous trouverons que ce ſont ſans contredit toutes celles pour leſquelles l'autorité ordinaire eſt ſuffiſante ; toutes les affaires dont la Loi, l'Edit fondamental a confié l'adminiſtration aux Conſeils en leur attribuant l'autorité néceſſaire pour les gerer, en diſpoſer & ordonner, à moins qu'on ne voulût dire que l'Edit de 1712. a changé notre Conſtitution & abrogé nos Loix & Edits. Mais au contraire chacun ſait qu'il a été fait pour rétablir cette Conſtitution ſur le pied qu'elle étoit avant les troubles de 1707. par conſéquent notre Gouvernement eſt toujours le même tant à l'égard des Fortifications que des Levées de deniers, l'Edit de 1712. n'y a rien changé.

Or il eſt démontré par les Edits & Uſages de cette Rep. que les Conſeils ont l'autorité néceſſaire pour ordonner des Fortifications & des Levées de deniers ; par conſéquent les Conſeils n'ont rien fait de contraire à l'Edit de 1712. en prenant la réſolution d'achever nos Fortifications, & en mettans quelques impôts pour s'en faciliter les moyens ; ils n'ont fait que ce que leur office porte & que leur devoir exige, qui eſt ſur toutes choſes de pourvoir à la ſureté & à la défenſe de la Patrie.

Quatrième Moyen. Qui doit être Juge de l'importance ?

Par ce raiſonnement ſimple viſiblement fondé ſur les propres termes de l'Edit qu'on objecte, il eſt clair que c'eſt la Loi qui doit regler & non pas *l'importance* des affaires, & rien n'eſt plus heureux pour la Rep. autrement ſi nous n'avions pas d'autre régle pour juger quelles ſont les affaires que les Conſeils peuvent reſoudre par leur ſeule autorité *que l'importance des affaires*, on auroit bien mal pourvu à la tranquilité publique, & à la ſolidité du Gouvernement. Il eſt viſible

ANNO 1734.

ſible que ſi nous n'avions pas d'autre règle qu'un principe auſſi vague & auſſi général, il n'y auroit rien de fixe, tout ſeroit dans la confuſion.

L'interprétation & application de ce principe aux cas divers ne dépendroit pas ſeulement de la diverſité ordinaire des jugemens des hommes, mais ce qu'il y a de pis elle dépendroit principalement des vûës intereſſées de quelques Particuliers inquiets ou ambitieux, & leur mettroit en main un moyen d'un uſage univerſel qui porteroit à tout, qui s'adapteroit à tout, & qui par conſéquent leur préſenteroit tous les jours des occaſions & des prétextes à leur gré pour venir à bout de leurs deſirs & de leurs projets.

En effet, ſi la Loi & l'Uſage ne font pas la règle qui nous arrête, il n'y a pas de raiſon de ſe reduire aux affaires de la Fortification & des Impôts. Si la clauſe de l'Edit de 1712. doit être entendue généralement ſelon l'intention de ceux qui pour diſcerner ce qui eſt laiſſé à l'autorité des Conſeils, ou qui demande l'approbation du C. G. ne veulent admettre que la *prétendue importance* des affaires, il n'eſt point de barriere qui empêche de demander la connoiſſance de toutes les autres affaires, en ſorte que le C. G. deviendroit, comme on l'a déja dit, un Conſeil ordinaire.

Les perſonnes ſages qui réflechiſſent de ſang froid là-deſſus, comprendront aiſément qu'il n'eſt pas poſſible que l'Edit de 1712. rendu exprès pour abolir les Conſeils Généraux periodiques, comme une nouveauté préjudiciable à la Rep. en ait voulu introduire un autre qui eſt beaucoup plus dangereux par cela même qu'elle eſt d'une influence plus univerſelle, comme ſeroit celle d'obliger les Conſeils à porter non ſeulement la connoiſſance de toutes les affaires importantes, mais encore la déciſion de la queſtion préalable, ſavoir ſi une telle affaire eſt importante ou non.

Nous avons prévenu cette queſtion qu'on objecte, les réflexions que nous venons de faire y ſervent de réponſe, à quoi il ſuffit d'ajouter cette autre conſideration.

On peut dire que toutes les affaires dans une petite Rep. comme Geneve ſont importantes, entr'autres toutes les affaires d'Etat, ſoit en elles-mêmes, ſoit par les ſuites que pourroient avoir celles qui ne paroiſſent pas d'abord fort intereſſantes. On ne prétend pas qu'on doive toutes les porter au C. G. il y a donc un choix à faire. Or il eſt évident que ce choix ne peut être fait par une Aſſemblée générale de tout le Peuple, puiſque pour le mettre en état de faire ce choix il faudroit lui porter tout, & cependant on convient que cela ne ſe doit pas; par conſéquent il faut néceſſairement s'en remettre à la prudence des Conſeils qui ont l'adminiſtration générale du Gouvernement; & c'eſt auſſi ce que notre Loi a établi, & qu'il nous faut conclure qu'il y avoit peut-être lieu à cette queſtion: *Qui ſera juge de l'importance?* s'il n'y avoit pas un Gouvernement reglé, une Conſtitution d'Etat; mais il y en a une, & là où la Loi parle le jugement des Particuliers doit ceſſer.

On découvre par tout ce qui vient d'être dit, quelles peuvent être ces affaires de *telle importance* qu'elles paroiſſent demander l'autorité du C. G. & pour leſquelles, ſelon les termes de l'Edit de 1712. le C. G. pourroit être aſſemblé par les Sindics P. & G. C. & dans le tems qu'ils le jugeront à propos.

Sur quoi on peut ſe faire cette règle pour les mieux diſcerner, que toutes les choſes qui peuvent donner atteinte à la Conſtitution fondamentale, alterer le Traité d'aſſociation qui a formé la Rep. ſont de telle importance qu'elles demandent l'autorité du C. G. mais lorſqu'il ne s'agit que de l'exécution des clauſes du contrat fondamental, de gouverner la Rep. ſuivant les Loix, quoique les matieres ſoient importantes, elles ne ſont pas de *telle importance* qu'elles doivent être portées au C. G. Ces matieres tendent à la conſervation de la Societé, & non à ſa deſtruction ou alteration: ainſi elles ne demandent pas la conſultation de tout un Peuple, car il ſeroit peu ſage à des Magiſtrats de mettre en déliberation dans un C. G. s'ils doivent executer la Loi ou non, comme il ſeroit de la derniere imprudence à eux de mettre en queſtion dans un C. G. s'il faut changer une Loi dont on ſe trouve bien & qui ne produit aucun abus.

Pour réſumer & faire l'application de tous ces raiſonnemens, nous diſons que la conſtruction & l'entretien des Fortifications, les proviſions de Munition & d'Artillerie & la garde de la Ville, ſont des articles qui ne ſont pas de nouvelles conditions de la Societé qui forme la Rep. ce n'eſt que l'execution des articles qui ſont ſpécifiquement partie du pouvoir attribué au P. & G. C. par le contrat fondamental de 1568. ANNO 1734.

Le Droit de lever des deniers en eſt la ſuite & le moyen, & de plus eſt ſpécifiquement du pouvoir de ces Conſeils par l'Edit de 1570. exercé & mis en execution des lors juſqu'a nos jours, ſans avoir jamais dans aucun tems ni dans aucun cas conſulté là-deſſus le Conſeil Général.

En 1707. l'Edit de 1570. fut reconnu & confirmé; en 1712. on ne parla point de le révoquer; cela ne vint en penſée à qui que ce ſoit. On propoſa ſeulement au C. G. de révoquer l'article de l'Edit de 1707. qui établiſſoit des Conſeils Généraux periodiques.

On fait donc une Loi qui porte qu'on révoque ces Conſeils Généraux periodiques, & *qu'il ſuffit d'arrêter qu'aucune Loi ou Changement à l'Edit n'aura force qu'il n'ait été approuvé en Conſeil Général.*

Il n'y a perſonne qui ne doive convenir de bonne foi que c'eſt dire: les Loix faites juſqu'à-preſent ſubſiſteront, & par conſéquent celle de 1570. ce ne ſera qu'à l'avenir lorſqu'on voudra faire de nouvelles Loix, changer les Edits ou ſtatuer ſur affaires de *telle importance qu'elles demandent l'autorité du C. G.* qu'il faudra lui demander ſon conſentement; mais lorſqu'il ne s'agira que d'executer les Loix déja faites que l'on confirme de plus fort, il n'y aura aucune approbation à requerir.

Or quand en 1714. on a réſolu de fortifier notre Ville, & on a augmenté quelques impôts, on n'a fait qu'executer les Edits de 1568. & 1570. non révoqués, confirmés au contraire en 1707. & 1712. comme on vient de le dire. D'où il paroît que ce ſeroit vouloir quereller de gayeté de cœur, que de dire: nous ſouhaitons de nous aſſembler en Conſeil Général pour revoquer une Loi par nous confirmée il y a peu de tems, parce que vous, Magiſtrats, vous l'avez executée.

Cinquiéme Moyen des Repréſentations.

Enfin le dernier moyen général des Repréſentations qui nous découvre quel eſt le motif de ceux qui les ont faites, c'eſt le préjugé où ils ſont qu'il n'y a de Peuples libres que ceux qui ont des Aſſemblées frequentes ſinon periodiques & qui s'impoſent eux-mêmes: c'eſt la crainte pour l'avenir que leur liberté ne ſoit réduite qu'à un vain nom, s'ils n'ont pas le droit de s'aſſembler quand ils le jugent à propos, & ſi l'on peut faire des levées d'argent ſans leur demander leur conſentement

Nous faiſons d'abord deux reflexions ſur le premier article de ce moyen au ſujet de ces Aſſemblées générales dont on parle, en rappellant ſi ſouvent l'Edit de 1707. & les anciens tems de la Communauté.

Premiere reflexion. Par la conſtitution de l'Etat, nous ne devons avoir d'autres Aſſemblées générales que celles que la *Loi* ou la *Néceſſité* exigent. Par la Loi nous n'avons dans notre Rep. que deux Aſſemblées générales periodiques tous les ans pour l'élection des principaux Magiſtrats; & pour les cas de néceſſité la Loi a bien ſpécifié ceux qui pouvoient être ſpécifiés ſuivant la regle donnée ci-deſſus, mais par ſon ſilence elle a laiſſé les autres à la prudence des Conſeils.

Si autrefois avant l'établiſſement de la Rep. il y avoit de plus frequentes Aſſemblées générales, il n'en faut pas être ſurpris: il n'y avoit point encore de Gouvernement fixe, ni de force dans le Gouvernement.

Ceux qui étoient à la tête de la Communauté preſque toujours aux priſes avec leurs derniers Evêques & avec les Princes de leurs Maiſons que ces Evêques favoriſoient, les Sindics étoient intereſſés à aſſembler la Communauté, non pas ſeulement parce qu'ils n'oſoient trop prendre ſur eux, mais encore parce que par Actes de la Communauté ils s'aſſuroient une indemnité des avances qui pouvoient leur être faites, ces Actes portant promeſſe de les relever de toutes charges, & il étoit bien rare que ces Aſſemblées fuſſent auſſi nombreuſes que celles du Conſeil des CC.

Mais depuis que par la grace de Dieu il y a un Gouvernement reglé dans la Rep. dont tous les Ordres ont leurs droits & leurs fonctions depuis l'établiſſement de notre pleine liberté, nous n'avons plus à dépendre

que

ANNO 1734. que de la Loi, de la conſtitution de l'Etat que nous avons faite nous-mêmes; tout a ſi bien proſperé qu'il n'a pas été neceſſaire de convoquer fort ſouvent des Aſſemblées extraordinaires du C. G. Il n'y en a eu que trois ou quatre depuis la compilation de nos Edits en 1568. juſqu'à l'année 1584. & dès lors il n'y en a point eu juſqu'à ceux tenus de nos jours en 1707. 1712. & 1713.

Ce que nous pouvons recueillir de la connoiſſance que nous avons des Conſeils généraux ſoit avant ſoit après l'établiſſement de la Rep. c'eſt que jamais il n'y en a eu de periodiques pour traiter d'affaires, que jamais ils n'ont été ni pu être convoqués & aſſemblés que par l'autorité des Syndics & Conſeils, & l'on voit par l'Edit du C. G. de 1527. un des plus canoniques qui ſe ſoient tenus, puiſqu'il étoit autoriſé par la préſence de l'Evêque, qui en étoit le Prince, que toute Aſſemblée faite autrement étoit déclarée tumultueuſe & ſéditieuſe, & défendue ſous de grieves peines. L'on voit enfin que ſi depuis l'établiſſement de la Rep. il y a eu beaucoup moins d'Aſſemblées générales qu'il n'y en avoit jadis du tems de la Communauté ſous les Evêques; c'eſt un fruit & une preuve de notre Liberté, de notre proſperité, & de la ſolidité de notre Conſtitution.

En repaſſant ſous ces anciens tems dans nos Annales, il ſemble que l'on ne devroit trouver que des ſujets de ſe feliciter de l'heureuſe ſituation à laquelle nous ſommes parvenus.

La ſeconde reflexion que nous avons à faire, c'eſt que ce préjugé qui fait avoir regret aux Aſſemblées frequentes & periodiques, devoit bien être détruit par le jugement qu'en porte notre Edit de 1712. Le jugement de cet Edit que nos Citoyens prennent pour appui de leurs demandes & qui doit être leur juge, eſt d'autant plus fort qu'il eſt fondé ſur l'experience, ſur une experience toute récente de ce qui s'étoit paſſé parmi nous, ſans compter tant d'autres exemples anciens & modernes qui juſtifient que des Aſſemblées populaires plus frequentes que la *Loi* ou la *neceſſité* ne l'exigent, alterent la conſtitution du Gouvernement, jettent tôt ou tard dans la confuſion & l'anarchie, & que bien loin d'aſſurer la Liberté, elles ouvrent la porte aux brigues, aux intrigues & aux cabales, & aboutiſſent enfin pour l'ordinaire à l'oppreſſion & à la tyrannie.

Mais n'eſt-il pas du droit d'un Peuple *libre de s'impoſer ſoi-même?* C'eſt le ſecond article du dernier moyen que nous examinons, ſur lequel nous faiſons les reflexions ſuivantes.

Le Peuple de Geneve eſt cenſé s'impoſer lui-même, puiſque les impôts ne ſont ordonnés qu'en vertu de la Loi qu'il a faite lui-même, & par le Grand Conſeil des CC. auquel la Loi a attribué ce pouvoir; *Conſeil* dont tous les Membres ſont Cit. & Bourgeois, peres, enfans, parens & amis des autres Citoyens qui ne ſont pas de ce Conſeil aujourd'hui; & qui les remplaceront eux ou leurs enfans dans la ſuite; *Conſeil* dont tous les Membres ſont ſoumis aux mêmes impôts, & qui n'en peuvent établir aucun qu'ils n'en ſupportent la plus grande partie.

Que ſi chaque individu de la Rep. n'ordonne pas les impôts, cela ne préjudicie point à ſa Liberté; c'eſt au contraire en vertu de ceſte Liberté qu'il a donné originairement ce pouvoir aux P. & G. C. & de la même maniere qu'il a eſtimé ne pouvoir pas faire un meilleur uſage de cette Liberté, qu'en s'aſſujettiſſant aux autres dépendances du Gouvernement pour ſes biens, ſa vie & ſon honneur, ce qui ne l'empêche pas d'être un homme libre, puiſque ce qu'il en a fait c'eſt pour le maintien même de ſa Liberté.

Les exemples cités dans les Repréſentations n'ont rien qui n'autoriſe notre Conſtitution à cet égard & la conduite des Conſeils, puiſque ce ne ſont pas les Particuliers, mais les Grands Conſeils, Parlemens ou Etats des païs dont il eſt parlé qui établiſſent les impôts.

Mais nous ne devons pas chercher des exemples ailleurs que chez nous & dans la conduite de nos peres, ils ne s'impoſoient pas eux-mêmes; ils ne prétendoient pas avoir droit de s'aſſembler & de juger s'il falloit s'aſſembler ou non. Ils avoient établi une toute autre ſorte de Gouvernement, & s'étoient liés à s'y ſoumettre & à le maintenir par le même ſerment qui nous y engage aujourd'hui. Il s'agit de ſavoir ſi nous en devons croire ou nos peres qui ont fondé la Rep., établi la forme de notre Gouvernement; ou ceux de nos Concitoyens d'aujourd'hui, qui depuis l'an 1718. ſe ſont mis dans l'eſprit qu'il n'y a de Peuples libres, que ceux qui s'impoſent eux-mêmes & qui s'aſſemblent quand ils le trouvent à propos. ANNO 1734.

Nous n'heſitons pas à ſuivre l'avis & l'exemple de nos peres: nous ſommes inſtruits de leurs bonnes intentions pour l'avancement de la Rep. de leur amour pour la véritable Liberté, & des ju[illegible]dées qu'ils s'en faiſoient, parce que nous en ſommes convaincus par les *effets* qui ſont un ſûr garant des bonnes intentions & des bons ſuccès de ces bonnes intentions. Au lieu que les raiſonnemens vagues, les conjectures ſur un mieux être pour l'avenir, en changeant notre Conſtitution trompent le plus ſouvent les plus habiles; nous voyons que c'eſt l'experience des déſordres par leſquels ils avoient paſſé, qui leur avoit apris par degrés à former l'excellente Conſtitution qu'ils nous ont laiſſée. Ils ont vécu, ils ſont morts libres & avec cette douce eſperance qu'en ſuivant leurs exemples & leurs Loix, leurs enfans maintiendroient & conſerveroient ce précieux heritage de la Liberté.

Ce ſont les idées que l'on a toujours eu parmi nous juſques au tems des Lettres anonymes(a) qui parurent en Octobre & Novembre 1718. Les objections & les raiſonnemens que nous avons examiné juſqu'ici, ſont tirés des principes de ces Lettres. Principes d'anarchie deſtructifs de tout Gouvernement en général & du nôtre en particulier; ce qui joint à la voye illicite dont l'Auteur ſe ſervit pour répandre ſes pernicieuſes idées, engages les Conſeils à proſcrire ces Lettres comme il le fit unanimement par une proclamation qui fut affichée & publiée par les carrefours de la Ville le 15 Decembre 1718. Plus on examine ces Lettres, & plus on trouve qu'elles ont été meritoirement qualifées de ſeditieuſes & condamnées comme telles. Nous ne nous arrêterons pas à relever la violence avec laquelle l'Auteur des Repreſentations s'eſt licentié à parler de cette ſage proclamation.

Motif des Repreſentations crainte d'abus pour l'avenir.

Enfin, M. & T. H. S le grand motif qui porte une ſi grande partie de nos Citoyens à adherer aux Repreſentations, ce ne ſont pas des plaintes, ce n'eſt pas l'experience du paſſé; ils s'en louent au contraire, ils applaudiſſent au Magiſtrat, ils reconnoiſſent ſon zele & ſon integrité, ce ſont des craintes pour l'avenir; ils apprehendent que les choſes n'aillent pas ſi bien dans la ſuite, ils diſent: *Quelle barriere oppoſer à l'ambition*, ſi on laiſſe au Conſeil le droit des levées de deniers, & ſi le Peuple ne peut pas s'aſſembler quand il lui plait? Ils diſent qu'il eſt vrai que ceux qui impoſent au Peuple s'impoſent à eux-mêmes; mais ſi le droit d'impoſer appartient abſolument & ſans reſtriction au Conſeil des CC. il ne dépend que de lui d'impoſer au Peuple ſans s'impoſer à ſoi-même. Y a-t-il quelque limitation à cet égard dans cette prétenduë conceſſion de l'Edit de 1570.? Nous ne doutons point que V. S. n'ayent été vivement bleſſées d'un ſoupçon ſi injurieux qui tend à faire envifager, comme poſſible à la part des Conſeils, une réſolution qui ſeroit un acte de tyrannie des plus marqués & un renverſement total de notre Conſtitution, puiſque par notre Conſtitution tous les Conſeils & chaque Individu de la Rep. ſont ſoumis également & neceſſairement aux Loix & à toutes les Charges de l'Etat.

Il faut faire d'autres reflexions là-deſſus. Nous diſons que telle eſt la nature des choſes humaines, qu'il faut neceſſairement de la confiance dans les affaires de la vie, & les Conſeils méritent entierement celle du Peuple; le paſſé eſt un garant de l'avenir. Nos Loix, notre Conſtitution d'Etat, la méthode de nos elections, ſont une barriere ſuffiſante contre toutes ces craintes frivoles.

Si on reflechit ſur la maniere dont le G.C. eſt compoſé, on trouvera qu'il eſt impoſſible qu'un tel Conſeil forme jamais un tel deſſein contre ſes Concitoyens, ou qu'il penſe à s'exempter des impôts qu'il ordonneroit. Il eſt abſurde de fonder une crainte ſur un fait moralement impoſſible, & plus abſurde encore de vouloir ſur une pareille crainte changer dès aujourd'hui le Gouvernement.

Au

(a) Déja en Novembre & Decembre 1717. M. L. Le Fort P. G fit des repréſentations en P. & O. C. à la requiſition de 100 Cit. & B. qui demandoient que les impôts mis à l'occaſion des Fortifications fuſſent portés en Conſeil Général.

ANNO 1734. Au reſte on pourroit auſſi demander, *quelle barriere contre l'abus de la Liberté?* Mais le meilleur eſt de prendre confiance ſur l'experience du paſſé en ſe tenant fermes à la Conſtitution de notre Gouvernement qui, comme on l'a vu ci-deſſus, a été ſagement temperée, formant une balance en vue d'éviter ces deux extrémités.

A quoi donc ſe réduira notre Liberté, ſi nous ne nous impoſons pas nous-mêmes, ſi nous ne pouvons pas changer les Loix & le Gouvernement, dès qu'un grand nombre d'entre nous témoigne qu'il le déſire?

Nous répondons qu'elle ne conſiſtera pas dans la licence, ni dans l'indépendance, ni dans la confuſion des changemens & des nouveautés. Elle conſiſtera à vivre comme nos peres ont vêcu doucement & paiſiblement, en toute ſureté pour nos perſonnes, nos biens, nos poſſeſſions, nos droits & privileges. Elle conſiſte à n'être ſoumis à aucunes Loix qu'à celles que nous avons faites nous-mêmes, & à être aſſurés qu'on ne peut les changer ces Loix ſages ſous leſquelles nos peres & nous ont vêcu heureuſement, ni en faire de nouvelles ſans notre conſentement. Elle conſiſte à donner notre ſuffrage en Conſeil Général toutes les fois que nous y ſommes appellés, & à être maintenus dans tous les droits & prérogatives que nos Loix & nos uſages attribuent à chaque Corps de la Rep. dont nous ſommes Membres: à élire nous-mêmes nos principaux Magiſtrats: à recevoir en C. G. comme nous faiſons toutes les années, le ſerment qu'ils ſont de maintenir de tout leur pouvoir nos Loix & nos Edits; de rendre bonne juſtice, de proteger les bons & de punir les méchans, & de faire en général tout ce qui dépend d'eux pour le bien & la conſervation de l'Etat. Elle conſiſte encore en ce qu'il n'y en a pas un de nous qui ne puiſſe parvenir aux emplois, entant que nous & nos enfans nous en rendrons dignes. Elle conſiſte enfin en ce que nous avons tous la faculté, ſi nous nous appercevons de quelques abus, de faire des repréſentations qui, lorſqu'elles ont paru juſtes & fondées, n'ont jamais manqué d'avoir leur effet.

Et quant à la ſureté de tous ces avantages, nous l'avons toute entiere par la nature même du Gouvernement tel qu'il eſt établi par les Loix; par la ſorte de dépendance ou d'inſpection reciproque des divers Conſeils; par le nombre des familles qui compoſent le Conſeil des CC. qu'on voit par experience ſe remplacer continuellement les unes les autres, & la methode de nos principales élections, qui n'étant qu'annuelles, mais ſous l'eſperance de retour apres trois ans revolus, animent l'inclination naturelle des Magiſtrats à ſe conduire toujours d'une maniere qui puiſſe leur attirer la confiance & l'eſtime de leurs Concitoyens.

M. & T. H. S. nous avons établi dans les deux premieres parties de ce Rapport le Droit des Conſeils touchant la Fortification & les Levées de deniers, leur poſſeſſion conſtante, la convenance & l'heureux ſuccès de cette attribution de pouvoir. Nous avons fait voir que n'ayant point uſurpé ce droit & n'en ayant point abuſé, toute la queſtion ſe réduit à ſavoir s'il y a lieu d'ôter ce droit aux Conſeils? Si cela ſera plus convenable au bien public? D'où il reſulte que ce qu'on propoſe par les Repréſentations n'eſt pas un *rétabliſſement* ni un *redreſſement*, mais au contraire un changement à l'Edit & à la Conſtitution de l'Etat ſans néceſſité ni aucun ſujet de plainte.

Nous venons d'examiner dans cette troiſiéme partie de notre Rapport les moyens généraux ſur leſquels les concluſions des Repréſentations ſont fondées, dont nous avons fait ſentir le peu de ſolidité & les dangereuſes conſéquences.

Il ne nous reſteroit donc plus qu'à raſſembler les principaux traits qui peuvent faire porter un jugement général ſur ces Repréſentations, en rappellant quelle en eſt la cauſe & la premiere ſource; quelle voye a été employée pour les faire avouer par les Particuliers & pour les remettre aux Magiſtrats; quel en eſt le ſtile; quels faits y ſont poſés pour baſe; quels ſont les principes & les moyens ſur leſquels elles ſont fondées.

Mais, T. H. S. nous croyons devoir épargner à V. S. ce détail. Nos Concitoyens ont fait une démarche inconſiderée, ils ſont dans l'erreur; mais ce ſont nos Concitoyens, & l'affection de V. S. pour eux nous fait penſer qu'elles approuveront que nous ne mettions pas ſous leurs yeux des faits & des principes qui nous feroient de la peine à tous. V. S. aimeront mieux, ſans doute, que nous finiſſions par quelques conſidérations qui puiſſent aider nos Concitoyens à réflechir ſur leurs véritables interêts & ſur ceux de la Patrie. ANNO 1734.

La premiere regarde les concluſions des Repréſentations & le moyen employé pour les fonder; les concluſions ſont particulieres, reſtraintes aux deux ſeules queſtions de la Fortification & des Impôts, mais le moyen ſur lequel on ſe fonde eſt général. On demande la connoiſſance de ce qui regarde la Fortification & les Impôts, parce qu'on prétend avoir droit de connoître des affaires d'importance, ce qui embraſſe tout. On fait plus, on ſe declare même juges de la queſtion prealable de l'importance.

Si les Auteurs des Repréſentations avoient des vues cachées, ce que nous avons peine à croire, il y auroit de l'artifice dans cette methode. Il a fallu, pour complaire au plus grand nombre, ſe borner aux deux queſtions des Impôts & de la Fortification; mais par le moyen du principe général ſur lequel on fonde les concluſions, on ſe reſerveroit une porte auſſi large qu'on la peut ſouhaiter, pour entrer quand on voudroit dans le detail du Gouvernement, & y faire les breches qui conviendroient aux interêts & aux paſſions de ceux qui ſauroient faire des cabales. Mais quand actuellement il n'y auroit point de vues cachées, il n'en eſt pas moins vrai que la porte ſeroit ouverte pour l'avenir, & qu'on en pourroit profiter dans un tems ou dans un autre. Il n'en eſt pas moins vrai que tôt ou tard il ſe pourroit élever des gens qui en profiteroient & qui diroient:

En 1734. on ne demanda à la verité que la connoiſſance des Impôts & des Fortifications, on ſe contenta de cela pour lors; mais cette demande étoit fondée ſur ce moyen général, que le Peuple a droit de connoître des affaires importantes & qu'il eſt le juge de l'importance. On voit à quel danger cela expoſe la Rep. le danger paroîtra d'autant plus, ſi on combine ce moyen général des Repréſentations avec divers autres principes. Par exemple, l'affectation avec laquelle on ramene ſi ſouvent les anciens Conſeils Généraux qui ſe tenoient fréquemment du tems de la Communauté ſous les Evêques, comme ſi ce ſeroit un grand bonheur pour la Rep. de la replonger dans le même état où étoit notre Ville dans ces tems-là; à quoi il faut joindre le motif unique qui, à ce qu'on dit, engage nos Citoyens à faire leur demande, c'eſt la crainte que les Conſeils n'abuſent à l'avenir de leur pouvoir, c'eſt pourquoi ils veulent le leur ôter. Motif qui, comme on voit, porte également à tout; non ſeulement aux Fortifications & aux Impôts, mais encore à toutes les autres branches de l'Adminiſtration publique. Car il n'y a qu'à dire de même que la Juſtice civile & criminelle a été bien exercée juſqu'ici: que les Elections ont été auſſi bien faites qu'on peut l'attendre des hommes: que la Rep. a été maintenue & cultivée avec tous les ſoins d'un Magiſtrat Chrétien: que les Conſeils n'ont jamais trahi les interêts de la Patrie. Mais qui nous répondra de l'avenir? C'eſt ainſi donc qu'en louant le paſſé, il n'y auroit qu'à prétexter des craintes d'abus pour l'avenir, afin de pouvoir tout changer.

Si on raſſemble toutes ces idées, tous les principes d'anarchie & de confuſion repandus en divers endroits des Repréſentations: ſi on les enmbine avec d'autres indices, avec divers traits qui échappent & qui tranſpirent dans le public, il eſt difficile de ne pas preſumer qu'il y a plus que du mal entendu en tout ceci de la part de quelques-uns. Mais quoiqu'il en ſoit, les bonnes intentions n'enlevent pas l'abus dangereux qu'on peut faire tôt ou tard des principes & des raiſonnemens qui ſont répandus dans les Repréſentations du 4. Mars 1734. & dans les Additions à icelles.

Nos Concitoyens ont un grand interêt à réflechir ſérieuſement là-deſſus: ce qu'il y a à déſirer d'eux conformément à leur devoir & à leur affection envers la Patrie, c'eſt de ſe mettre dans la tranquilité néceſſaire pour reconnoître combien ſeroient préjudiciables les changemens qu'on propoſe, qui ſeroient néceſſairement la ſource de tant d'autres dans l'Etat. Ils devroient examiner de quel côté il y a le plus à riſquer; ou à demeurer comme nous ſommes, & comme

Mot

ANNO 1734. nos peres ont été en conſervant nos Loix & nos Uſages, ou a ſe livrer aux changemens qu'on y veut faire.

De quoi s'agit-il? Des Fortifications & des Impôts. A reſter comme nous ſommes ou continuer nos Fortifications, on pouſſera au quartier de S. Gervais; dans peu tout ſera fini, & notre Place ſera entierement & regulierement fortifiée.

Pour y parvenir il faudra, ſelon les apparences, continuer cette modique augmentation d'impôts faite au ſujet de nos ouvrages. Voila tout l'inconvenient auquel nous ſommes expoſés, ſi c'en eſt un: nous voyons clairement le fond qui peut nous en arriver; car on voit bien que l'intention des Conſeils n'eſt pas de continuer l'augmentation des impôts au-delà de nos néceſſités, leur propre interêt nous en aſſure, quand nous n'aurions pas cent exemples par devers nous des principes de conduite du Conſeil des CC. & du plaiſir que les Magiſtrats ſe font d'agréer à leurs Concitoyens. Nous ſavons donc parfaitement à quoi nous en tenir.

Mais de l'autre côté le riſque que nous pouvons courir eſt tout autre, il eſt d'autant plus grand que nous n'en pouvons pas voir le fond: nous ne pouvons ni ſavoir ni prévoir ce qu'on ſera parce qu'on pourra tout faire, ni à quoi les entrepriſes pourront aboutir, les principes ſur leſquels on ſe fonde portant à tout & excluant toutes bornes & toutes barrieres.

La diſpoſition d'eſprit au mécontentement & à l'ambition n'éclate pas quand il y a des Loix qui y ſervent de frein: mais quand la nature des Loix mêmes ſemblent y inviter & y amener; quand la Loi même en fournit l'ouverture, tel qui peut-être ſans cela n'y auroit jamais penſé, y trouvant des facilités, par ce moyen fait des tentatives & compte, à l'abri d'une telle nature de Loix, ne riſquer tout au plus que le ſuccès de ſon entrepriſe.

Or au moyen des principes nouveaux qu'on voudroit établir dans le Gouvernement; *que les Citoyens doivent connoître des affaires importantes; qu'ils ſont les Juges de l'importance; que la ſeule crainte d'abus eſt un ſujet de changer*, il eſt viſible qu'il y auroit à perpetuité une porte ouverte aux mécontens & aux ambitieux, aux ennemis ſoit du dedans ſoit du dehors. Qui peut s'aſſurer que jamais perſonne n'en profitera? Seroit-il ſage & prudent d'en préparer l'occaſion au premier qui voudroit s'en ſaiſir? Quelle Conſtitution d'Etat ſeroit la nôtre! Mobile, incertaine, toujours dependante du caprice, des vues intereſſées de quelques Particuliers, elle livreroit à leur merci les Loix de la Rep., les Places du Gouvernement, la Liberté, les biens, l'honneur & la vie des Citoyens. On ne voudroit ni vivre ni ſe retirer ſous un Gouvernement où le maintien de la tranquilité publique ſeroit ſi peu aſſure. Seroit-il bien propre à faire fleurir notre Commerce? Dans quel mépris & dans quel diſcredit ne nous jetteroit-il pas? Et peu à peu dans la miſere, pour être enfin la proye de qui voudroit ſe rendre notre maitre.

Ces réflexions, qui ſont bien préſentes à l'eſprit des Conſeils, méritent toute l'attention de nos Concitoyens; leur propre interêt, leur affection pour la Patrie, leur zèle pour ſon bonheur & ſa tranquilité les doit engager à bien peſer & examiner & cet amour même qu'ils ont pour la Liberté, qu'ils diſent être le motif de la démarche qu'ils font aujourd'hui, doit être auſſi le motif & le but de cet examen.

Nous finiſſons par cette conſidération. Comme il eſt bien certain que les droits & les prérogatives qu'on attribue aux différens Conſeils de la Rep. ne leur ſont pas attribuez pour leur avantage propre & particulier, mais pour le bien public, pour un meilleur ordre du Gouvernement, comme on l'a vu ci-deſſus, nous devons bien nous dire à nous-mêmes, que ſi les Conſeils croyent devoir conſerver le pouvoir que les Edits leur donnent, ce n'eſt pas pour leur propre interêt, mais parce qu'ils croyent que c'eſt l'interêt de l'Etat. Il ne s'agit point ici de la cauſe particuliere des Conſeils, mais de celle de la Patrie, que nos peres ont eu uniquement en vue en établiſſant les Loix & les Uſages que nous avons ſuivis juſqu'ici, & qui ont fait proſperer la République.

Au reſte la Déclaration faite & remiſe par écrit à Meſſieurs les Sindics & au Sieur Procureur-Général par pluſieurs de nos Concitoyens le 23. de Juin 1734. que V. S. ont trouvé à propos de nous communiquer, ne nous a pas paru demander aucune nouvelle réflexion, puiſque les concluſions ſont les mêmes que celles des Repréſentations, & portent ſur les mêmes principes & moyens. ANNO 1734.

Telle eſt, M. & T. H. S. l'information que nous avons recueillie pour remplir la commiſſion dont V. S. nous ont chargé. Nous avons eſtimé que dans une affaire de cette importance nous ne devions negliger aucunes des réflexions qui nous ont paru propres à éclaircir les eſprits & à donner de juſtes idées ſur les principes contenus dans les Repréſentations.

Nous eſperons qu'avec la grace de Dieu V. S. par leur ſageſſe & par leur prudence trouveront les moyens d'empêcher que la République ne ſouffre du dommage.

La tranquilité reviendra, & nos Concitoyens mieux informés reconnoîtront que leurs Magiſtrats ne ſe ſont jamais mieux montrés les Peres de la Patrie que dans cette grande occaſion.

CXCI.

Projet d'Accommodement ou de Pacification, qu'enſuite de l'acceptation de l'offre de leurs bons offices, le Roi de la Grande Bretagne & les Etats Généraux des Provinces Unies ont propoſée aux Puiſſances engagées dans la Guerre. [Sur les Copies imprimées à Vienne en François & en Allemand communiquées le 28. Fevrier 1735. 1735.

IL n'eſt pas néceſſaire pour le But que Sa Maj. Britannique, & leurs Hautes Puiſſances, ſe propoſent dans ce Projet, d'examiner ſcrupuleuſement ſi les brouilleries, que la vacance du Trône de Pologne a fait naître, ſont le principal, ſinon l'unique, motif de la préſente Guerre, ou ſi elles n'en ſont que la cauſe accidentelle: mais, il eſt ſeulement néceſſaire de faire les deux Obſervations ſuivantes.

La premiere, que dans l'état préſent des affaires, on travailleroit inutilement à un Accommodement entre les Puiſſances en Guerre, ſans commencer par la Pologne:

La ſeconde, qu'il eſt évident à quiconque réfléchit avec un peu d'attention ſur la nature des brouilleries que la vacance du Trône de Pologne a fait naître, & ſur l'Etat préſent de ce Royaume, que pour terminer par un Accommodement ces brouilleries, il eſt abſolument néceſſaire d'éviter les diſcuſſions de Droit, & de pluſieurs difficultez de même nature.

Après ces deux Obſervations préliminaires, S. M. B. & L. H. P. ſe croyent en droit d'avancer, que le plus apparent, ſinon le ſeul & l'unique, moyen de terminer ces Brouilleries d'une maniere à guérir les inquiétudes de l'Empereur & de la Ruſſie, & de ſauver en même tems l'honneur de la France & du Roi *Staniſlas*, & pour frayer le chemin au retour ſi deſirable de la Paix générale, par l'éloignement d'un obſtacle ſi capital, eſt que le Roi *Staniſlas*, du conſentement du Roi Très-Chrétien, ſon Beau-Fils, déclare par un Acte en due forme, adreſſé à la Nation Polonoiſe ſes Sujets, *Que, préferant dans ſon âge avancé le repos & la tranquilité de la vie privée à tout ce que le monde a de plus brillant, après avoir ſatisfait à ce qu'en qualité de Roi il ſe devoit à lui-même & à ſes fidéles Sujets, il renonce librement & volontairement à la Couronne de Pologne, & déclare ſes Sujets dégagez & libres du Serment de fidélité qu'ils lui ont prêté ou dû prêter, comme à leur légitime Roi, dans la ferme attente, que tous l'Europe, & ſur-tout le Roi Très-Chrétien, dont il a l'honneur d'être le Beau-Pere, approuveront cette Démarche, qui tend viſiblement à calmer les Troubles de Pologne, & à ramener la Paix entre les Puiſſances, qui à cette occaſion ſont en Guerre.*

Mais, ſachant combien les matieres dans leſquelles il s'agit de l'honneur, & ſur-tout de l'honneur des Souverains, ſont délicates, S. M. Britannique & L. H. P. n'ouvrent cet expédient, tout plauſible qu'il leur paroît, qu'aux conditions & avec les reſtrictions ſuivantes.

a. Que le Roi *Staniſlas* conſerve les Titres de Roi

ANNO 1735. de Pologne & de Grand Duc de Lithuanie, avec tous les honneurs & prérogatives qui ſont attachez à ces Auguſtes Titres & à ce Rang, qui lui ſeront rendus en quelque Pays qu'il ſe retire.

2. Que ce Prince ait la libre jouïſſance de ſes biens & de ceux de la Reine ſon Epouſe.

3. Qu'il y aura une Amniſtie de tout le paſſé, par rapport aux Troubles préſens, pour toutes les perſonnes de quelque qualité, rang, & condition qu'elles ſoient, & notamment que toutes les Provinces & Villes, & en particulier celle de Dantzig, où le Roi *Staniſlas* s'eſt retiré depuis ſon Election, ſeront rétablies & maintenues dans le même état ou elles étoient avant la naiſſance des Troubles préſens, par rapport à leurs Droits, Libertez, & Privileges, Honneurs, & Dignitez; & qu'immédiatement après l'Abdication, le Fort de Weichſelmunde ſera rendu à la Ville de Dantzig, à laquelle pareillement le reſte de la Texe, que lui avoient impoſée les Saxons, ſera remis

Les Articles concernant leſdites conditions ſeront inſérez dans le ſuſdit Acte, & en feront une partie eſſentielle; &, pour en aſſurer l'exécution, la Partie adverſe, qui ſe qualifie du nom de République confederée, ou bien de la Diète de Pacification, ſi elle eſt aſſemblée lorſque le Roi publiera ſon Abdication, lui enverra une Députation ſolemnelle, pour le remercier du ſacrifice qu'il veut bien faire de ſes propres intérêts les plus précieux au repos & à la tranquillité de ſa Patrie; & pour lui remettre un Acte d'Acceptation, dans lequel leſdits Articles ſeront inſerez. Et faute de cela l'Abdication du Roi *Staniſlas* ſera cenſée nulle & comme non faite.

Comme elle ſera auſſi reputée nulle, ſi les Troupes Ruſſiennes ne ſe retirent pas de la Pologne & du Grand-Duché de Lithuanie, immédiatement après la Publication deſdits Articles & Acte d'Abdication.

Enſuite, le Roi *Staniſlas* le notifiera à tous les Princes, à qui il a notifié ſon Election, & tant l'Empereur, que S. M. Britannique, & L. H. P. dans leurs Réponſes aux Lettres de notification, le reconnoîtront pour Roi de Pologne, conformément au ſuſdit Acte en renonçant à la Couronne, & s'employeront auprès des Puiſſances leurs Amies & Alliées, afin qu'elles en faſſent autant.

Attendu que les Troubles de Pologne ſont la principale ſource de la préſente Guerre, toutes les Puiſſances belligerantes, pour contribuer autant qu'il dépend d'elles audit Accommodement, le garantiront & même employeront leurs bons offices auprès de l'Impératrice de Ruſſie, pour que de ſon côté elle en faſſe de même, & pour qu'elle retire inceſſamment, après l'Abdication du Roi *Staniſlas*, ſes Troupes de Pologne, le tout, afin que les Polonois jouiſſent tranquillement & ſans contrainte des Libertés & Prérogatives de leurs Conſtitutions, & principalement de la Libre Election de leur Roi.

Et, finalement, s'il arrivoit contre toute apparence, que, pendant le cours de la Négociation pour l'acceptation du préſent Plan d'Accommodement, les raiſons qui ſont juger l'Abdication du Roi *Staniſlas* comme le plus apparent & non le ſeul expédient pour terminer à l'amiable les brouilleries de Pologne, viniſſent à ceſſer, par quelque accident Imprevu, le reſte des Préliminaires n'en demeureroit pas moins en ſon entier

Les Evénemens de la Guerre, dont la France a dès le commencement porté le fort en Italie, ayant fait tomber entre les mains de la France & de ſes Alliés les principaux Etats que l'Empereur poſſédoit dans ce Païs-là avant la guerre conformément aux derniers Traitez de Paix, l'Empereur, animé d'un déſir ſincére de procurer à l'Europe une Paix ſtable & ſolide, cedera à l'Infant *Don Carlos* les Royaumes de Naples & de Sicile; comme auſſi il cedera au Roi de Sardaigne, Tortone & le Tortonois, Novare & le Novarois, & le Vigevanaſco, pour être diſtraché du Duché de Milan, & faire à l'avenir un Corps avec le Piemont, avec pouvoir au Roi de Sardaigne de fortifier leſdites Places, auſſi bien que toutes les autres Frontieres qu'il trouvera néceſſaires pour la défenſe de ſes Etats, bien entendu, & à condition expreſſe, que la France & ſes Alliés reſtitueront de bonne-foi tout ce qu'ils ont pris d'ailleurs de l'Empereur & à l'Empire pendant la préſente Guerre, & que l'Infant Don Carlos de ſon côté cedera à l'Empereur tous ſes Droits ſur la Toſcane & les Duchez de Parme & de Plaiſance, pour être poſſédez par l'Empereur en pleine propriété, à l'exception notamment de la Ville de Livourne, laquelle pour la Liberté du Commerce ſera une Ville & Fort Libre & indépendante de tout autre Souverain, que de ſes propres Magiſtrats. Et, par deſſus cela, l'Infant Don Carlos s'engagera, en qualité de Roi de Naples & de Sicile, que le Commerce des Sujets de S. M. B. & de L. H. P. y ſera inceſſamment rétabli & maintenu à tous égards, ſur le pied qu'il étoit du vivant de *Charles II.* Roi d'Eſpagne, de glorieuſe Mémoire. Et d'autant que l'Empereur ne pourra pas prendre poſſeſſion de la Toſcane, ni en tirer des revenus pendant la vie du Grand-Duc, & qu'en attendant l'Infant Don Carlos joüira des Royaumes de Naples & de Sicile, on conviendra dans la Négociation d'un dedommagement en argent en faveur de l'Empereur, durant la vie du Grand-Duc.

ANNO 1735.

Comme la conſervation de l'Equilibre des Puiſſances, dont dépend le Repos de toute l'Europe, demande abſolument l'Indiviſibilité de tous les Etats de la Maiſon d'Autriche, la France, animée du même déſir que l'Empereur, de procurer à l'Europe une Paix ſtable & ſolide, garantira la *Pragmatique Sanction* de l'Année 1713. de la même maniére que d'autres Puiſſances l'ont déja garantie, & par conſéquent cette Garantie ne regardera que les Etats que l'Empereur poſſéde actuellement & qu'il poſſédera conformément à ce Plan d'Accommodement, ſans y comprendre ceux ſur leſquels lui ou ſes Succeſſeurs pourroient avoir des prétentions, ou qu'ils pourroient aquérir par Succeſſion, Mariage, ou autrement. Puiſque l'Eſpagne a déja garanti ladite *Pragmatique Sanction*, elle ne fera point de difficulté de renouveller, à cette occaſion, ſa Garantie; & l'on doit s'attendre que le Roi de Sardaigne n'en fera pas non plus de ſuivre l'exemple de ſes Alliez.

Ce ſeroit faire tort à la pénétration des Puiſſences engagées dans la préſente Guerre, ſi S. M. Britannique & L. H. P. penſoient être obligées à détailler les raiſons qui doivent, à leur avis, porter leſdites Puiſſances à accepter ledit Plan, ou, du-moins, à le regarder comme la Baſe, ſur laquelle on peut d'abord entrer en Négociation touchant un Accommodement.

C'eſt aux Puiſſances, auxquelles le ſuſdit Plan ſera préſenté, qu'il appartient d'en juger, ſans que S. M. Britannique & L. H. P. prétendent les prévenir en ſa faveur, autrement qu'en les priant d'en combiner les divers Membres, & de comparer le tout avec l'état préſent des choſes; bien perſuadées, que quiconque voudra ſe donner cette peine n'en aura point d'avouer, qu'il n'y a qu'un déſir ſincére de concilierles Différends, & de procurer par-là une Paix durable à l'Europe, conduit par une impartialité parfaite, qui l'ait dicté.

Sa Majeſté Britannique, & Leurs Hautes Puiſſances, ne peuvent nullement douter, que ce Plan ne rencontre par-tout un Accueil favorable, & que la Reponſe des Puiſſances, auxquelles il ſera préſenté de leur part, ne ſoit auſſi prompte, auſſi claire & poſitive, que la circonſtance du tems le demande; & qu'elle n'autoriſe ſa M. Britannique & L. H. P. à faire une nouvelle Démarche vers une Pacification générale, en propoſant la Methode la plus courte de travailler à un Traité formel, dans lequel tous les Différends ſoient applanis & finalement ajuſtez.

Mais, quoiqu'il en arrive, S. M. Britannique & L. H. P. auront du moins la conſolation que ce Plan ſervira pour le tems à venir de mouument de leur ſincére déſir de procurer la Paix à l'Europe, & que ceux qui réfuſeront d'y donner les mains, ſeront ſeuls reſponſables de tous les malheurs qui pourroient arriver par la continuation de la Guerre. Rien au reſte n'eſt plus capable, de l'aveu de tout le monde, de reculer la Pacification, qu'en faiſant naître de nouveaux obſtacles; & par conſéquent rien n'eſt plus oppoſé au but de Sa Majeſté Britannique & de L. H. P. en propoſant ce Projet d'Accommodement aux Parties belligerantes, que la continuation des hoſtilitez; & c'eſt auſſi pour ces conſidérations, qu'elles ſe jugent indiſpenſablement obligées à propoſer, avant toutes choſes, aux Parties belligeranies, un Armiſtice pour tout le tems de la Négociation, & de leur recommander, avec tout l'empreſſement dont elles ſont capables, d'y conſentir chacune de ſon côté ſans perte de tems; le Printems, &, par conſéquent, la

ANNO 1735. la Saiſon de mettre les Armées en Campagne, s'approchant à grands pas.

CXCII.

32. Juillet. *Solemniſſima Confœderatæ Reipublicæ Manifeſtatio, Patriæ ſuæ inſinuata, & univerſis Europæ Potentiis pro informatione præſentis ſtatus ſui, exhibita, die 30 Julii.* [Sur la Copie imprimée à Konigsberg.]

NOS STATUS ET ORDINES Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuaniæ ſacro unionis vinculo, pro tuitione Majeſtatis Sereniſſimi Staniſlai Primi, Regis & Domini noſtri clementiſſimi, ac ſimul manutentione avitæ Libertatis noſtræ congregati: Notum teſtatumque facimus:

Quod, prout in Noſtris utriuſque Gentis Generalium Confœderationum Conſiliis, mutuâ correſpondentia, & indiſſolubili animorum harmonia, conſtitutum eſſet, ut ad viſionem Majeſtatis Sereniſſimi Regis Staniſlai I. Domini Noſtri clementiſſimi Patriæ ſuæ nati, eidemque ſervandæ ſingulari Dei præſidio conſervati, Nos conferremus, ita ineffabili animorum lætitiâ ſcopum deſideriorum Noſtrorum attigimus, cum & ad adorationem ſuæ Majeſtatis clementer admiſſi, & exoptato Paternæ Dexteræ oſculo, ſolati ſumus.

Hinc præprimis debitas ſupremo Numini pro ſalute Principis, à qua Reipublicæ dependet ſalus, litavimus Grates, deinde ea, quæ modernum afflictæ Reipublicæ ſtatum concernunt, omnimodè præmeditando, unanimi ſenſu & aſſenſu faciendum eſſe duximus: ut omnes Reipublicæ Provincias, Palatinatus, Terras & Diſtrictus, ac omnes cujuſvis Statûs, Dignitatis & Conditionis Confratres & Concives Noſtros tum Exercitus utriuſque Gentis & authoramenti ac particulares quoſvis officio aut ſervitio bellico accinctos, qui aut Fatis tantis perconcedere, & melioremi fortunam expectare coguntur, aut qui turpi ſeducti lucro malevolorum ſecuti partes; de cauſis & rationibus, quæ nos extra Patriam Noſtram, in Ditionibus Boreuſicis collocarunt; tum & de inconcuſſo noſtro ad tuendam Patriam, Jura & Libertates animo & zelo, certiores reddamus; Ac ſimul univerſas & ſingulas Europæ Potentias, tam viciniores, quam remotas, & præprimis ſummum in Terris Chriſti Vicarium, Reges, Reſpublicas, Duces ac Principes, præſertim autem amicos & Fœderatos noſtros, de ſtatu Reipublicæ Noſtræ, ſemper alias glorioſæ, nunc demùm per Uſurpatorem Throni, ſuis propriis ac Moſchicis Armis tumidum oppreſſæ, informemus.

Palam eſt, nec explicatione indiget, Confœderatam Rempublicam Noſtram, non cœcò impetu, non Exoticæ Factionis ſtimulo, non Privatorum commodorum ſtudio, ſed fundamentali rerum conſideratione, excutiendæ externæ impoſitionis ratione, Boni Publici zelo, & juratæ fidei pietate, omnes actus ſuos direviſſe. Et prout illibata fide & jurejurando in virtute Sancitorum Generalis Convocationis liberrime & ad vota omnium Inſtructionum, Nuntiis Terreſtribus datarum, concluſæ & definitæ, (& cujus autoritate etiam Pſeudo-Electio Pragenſis, ſeu Kamiennenſis, ſuos nititur fundare actus) Regem Natione Polonum, utriſque Parentibus Catholicis progenitum, Domina aut Exercitus extra Regnum non habentem Nos electuros ſpopondimus, eidemque ſponſioni liberrimâ Sereniſſimi Staniſlai I. Regis & D. N. C. Electione, tempore & loco per eandem Generalem Convocationem aſſignatis ſatisfecimus; ac eandem Satisfactionem Sacro Confœderationis vinculo, poſt peractam Electionem reiterato, manutenendam aſſumpſimus; ita neminem dubitare volumus, imò verò omnes & ſingulos certificamus: Nos in eadem obligatione Noſtra, inſiacta ergà Sereniſſimum Regem Staniſlaum I. D. N. C. fide, conſtanti pro tuenda Libertate, unico tantum Dominantium ſubjecta, zelo; ad ultimum vitæ morpentum perſeveraturos.

Non deterrebunt Nos ab hoc ſancto propoſito Noſtro, ultima facultatum & fortunarum Noſtrarum jam alias per Moſchos & Saxones ſunditùs deſolatarum diſpendia, non cædes, & immanes Concivium, Fratrum & Liberorum Noſtrorum lanienæ, non Ergaſtula, Vincula, Exilia, non ſtratagemata & inſidiæ, tam intra Patriam noſtram, quam in Dominiis Neutralitatem obſervantibus, terra marique poſitæ, non captivitas quam tanto temporis tractu Celſiſſimus Regni Primas, aliique plures optimi Cives, pro Patria perpeti dulce duxerunt. Non declinabunt Nos à tramite recti, uſurpata per pſeudo-Electum Regni Gubernacula, perjuriis, ſcandalis, violentiis & oppreſſionibus ſententia, non præſumptiva Comitiola, Comitia Tribunalia, & quævis iniqua Subſellia, non propoſitæ proſcriptiones & Bonorum confiſcationes, ſcimus equidem neceſſarium eſſe, ut ſint quandoque ſcandala; ſed credimus eadem nequaquam impunita relinqui.

ANNO 1735.

Nec ignorat Terrarum Orbis liberrimum Poloniæ Regnum, cujuſque immunitatem univerſæ Europæ tam caram, quàm utilem, non poſſe conferri à Cæſare, non obtineri à Prætendente, non extorqueri à ſuppoſitiva Guarantia: ſcit Europa peroptime præſumptæ Excluſionis rationes nullas eſſe, ſcit aliud mutuus Guarantis, aliud Mediatoris eſſe, patet Tractatum Anni 1727. inter Sereniſſimum Auguſtum II. Regem Poloniæ ab una, & Rempublicam pro tunc Confœderatam parte ab altera, circa mediationem Sereniſſimi Petri, Moſchorum Monarchæ, non tam libenter, quam reverenter concluſum eſſe, nullam tameq Guarantiæ mentionem in eodem reperiri. Videt ad oculum pſeudo-Electionem, & ſubſecutam pſeudo-Coronationem Electoris Saxoniæ; improbroſa paucitate, & quod maximum, perjurorum parriſantium, ſub Moſchorum Armis expeditam; nec micam quidem ſolitorum ac de Lege neceſſariorum rituum ac ſolemnitatum habuiſſe. Patet quavis Partis adverſæ, ab ipſa incipiendo Pſeudo-Electione practicatas inſolenti auſu Actiones, Sancita, Reſultata, Manifeſtationes, Litteras Univerſales, & alia ejusmodi Scripta, circumventionem & dementationem populi, malitioſia & falſis repræſentationibus, intendiſſe & intendere.

Trutinet hæc juſtè quivis prudens, & juſtus rerum arbiter perpendat & noviſſimum Domini Zawiſza ad Aulam Moſchoviticam Pſeudo-Legati ſub data die 7. Januarii anni currentis 1735 promulgatum & ad Acta Pſeudo-Tribunalis Vilnenſis die 12. Maii eodem anno, per oblatam perrectum, ſpecie Literarum Univerſalium ſcriptum, craſſiſſimis mendaciis & calumniis refertum, & facile tanquam infamem partum ſpernet & abjiciet, ſciens Chriſtianiſſimi Regis menſuras & diſpoſitiones, altioris conſiderationis eſſe, quam ut Theonino dente corrodi queant. Novit Orbis univerſus glorioſos illius Monarchæ progreſſus, Qui alieni Regni avulſi nec poſſunt velle, nec volunt poſſe Hoſtium mercari amicitiam.

Examinet Litteras ſic dictas Univerſales, ac ſi pro Comitiis pacificationis anno currentis emanatas, atro carbone notandas, & ſine dubio recognoſcet, toxicum in nectare propinatum. Promittitur in illis Pax & Tranquillitas publica, ſed ſubintelligitur requies ſempiterna jugulatæ Libertatis Polonæ. Promittitur Evacuatio Exoticarum Copiarum; ſed adæquata ratio dari nequit, quo jure, qua autoritate ſunt introductæ. Quid prodeſſet temporalis evacuatio, ſi autoriſaretur perpetua oppreſſio? Cribratur iiſdem Litteris Libra & unanimis in omni formalitate Sereniſſimi Regis Staniſlai I. expedita Electio, ex eo principali motivo: quod tota moles Electionis, in uno tantum modo Candidato fundaretur; Ac ſi non extaret patetcum in contra Documentum, ſcilicet præfinita Comitiorum Convocationis diſpoſitio, ubi videre licet quemquam Natione Polonum ad Regni faſces Candidatum fuiſſe, inter quos Sereniſſimus Rex Staniſlaus I. memorando erga patriam Charitatis exempio, ſortes ſuas liberis congregatæ Reipublicæ ſuffragiis, plenariè reſignans, computabatur. Poteſne ergo redargui Reſpublica, Jurium ſuorum Domina, ſi non ad placitum Viennenſis & Moſchorum Aulæ, ſibi eligit Regem? cum ſit independens ab utraque.

Licuit & potuit Reſpublica in Electione viritim congregata, non modo interpretari, aut abrogare Leges, quæ Sereniſſimo Regi Staniſlao I. obtruduntur, verùm etiam anteriorem in virtute Legum Cardinalium, de non præſtanda Regi obedientia anno 1567. 1575. 1607. 1609. ſancitarum, factam Ejuſdem Sereniſſimi Regis Electionem reaſſumere & ratificare. Quod multò majori poſſet fieri autoritate, quam in Generali Concilio Varſavienſi, poſt Tractatum Altranſtatenſem poſt abdicationem Sereniſſimi Auguſti II. poſt declarata per binos Primates Regni, & binas, ſcilicet Varſavienſem & Sandomirienſem, Confœderationes, interregna, Anno 17 0. celebrato, ubi præfatus Sereniſſimus Auguſtus II. poſt Cladem Pultavienſem, Moſchorum Armis ſuffultus, rurſus ad

ANNO 1735. Thronum Polonum eſt reſtitutus, ubi quoque Reſpublica, propriis viribus deſtituta, tales Leges (quæ modo malitioſè citantur) ſcribere debuit, quales Moſchorum & Saxonum Exercitus dictabat. Unde quam fatales pro Republica promanarunt conſequentiæ, præſens Domus Saxonicæ ambitus, per quævis extrema Thronum Polonum appetens, & nec Religionis vinculo, per Rempublicam provide circumſcripta conſiderans, ſufficienter demonſtrat. Et tamen ea omnia, quæ meritò reticenda, & in futurum cavenda eſſent, conſpiratio Pragenſis pro glorioſis reputat, iiſdemque Rempublicam, ac mundum univerſum dementare ſtudet.

Allegantur in iiſdem Literis Univerſalibus, etiam anteriores Conſtitutiones Regni, ſcilicet Annorum 1607 & 1670. verè ut in præſenti ſtatu revolvantur, digniſſimæ. Damnant eædem Conſtitutiones Uſurpatores Throni etiamſi per potentiam coronati fuiſſent, damnant eorum Aſſeclas, damnant omnes tales Actus, quales Pragenſis Factio practicavit. Et in fundamento earumdem Legum, tam particulares Palatinatuum, Terrarum ac Diſtrictuum Conſiderationes, quam generales utriuſque Gentis conſtitutæ ſolidantur. Jam vero Electionem Sereniſſimi Regis Staniſlai I. D. N. C. minimè afficiunt; nam ſi ad anteriorem Ejuſdem Electionem & Coronationem citantur, tunc ſimul citari deberent Leges prælegatæ Cardinales, de non prætarda Regi obedientia latæ, ac ſimul Pacta Conventa inter Sereniſſimum Auguſtum II. & Rempublicam ſtipulata, & juramentum per Eundem Regem Reipublicæ præſtitum tum quoque obſervantia Eorumdem Pactorum, & juramenti, perpendi deberet. Si vero ad ſecundariam retorquentur Electionem, utique univerſo Orbi Terrarum conſtat Pſeudo-Electionem Pragenſem ſeu Kamiennenſem, ſtante jam Sereniſſimi Regis Staniſlai I. legitima Electione, fabricatam eſſe, quantitatem ſuffragiorum Electori Saxoniæ in ibidem collatorum nemo ignorat; Libertatem verò Electionis D. Generalis *Lafey*, Literis ſuis ad Aulam Moſchoviticam exaratis, & per Milites Polonos interceptis, ſufficienter explicat; referendo ſeſe eandem Electionem, partim perſuaſionibus, partim minis ad effectum deduxiſſe.

Inviamur, pro Coronide, præmemoratis Literis, ſic dictis univerſalibus ad Patriam, & in funiculis ejuſdam Amoris & Gratiarum trahimur. Heu funeſti ſunt ejuſmodi funiculi! utpote Libertatem, Jura & Prærogativas Reipublicæ ſtrangulantes. Comparebimus tamen Deo dante in Patria ſibi plenarie reſtituta, ab Exercitu exotico evacuata, & à præſumptiva vicinarum Potentiarum dependentia immuni. Interes prædicta Comitia pacificanonis, nullo jure, & authoritate aſſignata, laqueum perdendæ Libertatis doloſe inſtructum eſſe nemo ignoret. Ex antecedentibus metiantur ſubſequentia, utique toto hoc calamitatis Tractatu, Nobilitas non tam Literis Univerſalibus, quam Moſchorum Edictis ad ſimiles Conventus compellebatur, utique Electoris Saxoniæ, pro Rege Poloniæ recognitiones, ſumma violentia extorquebantur, utique ea omnia, quæcunque hoſtilis dictabat livor, pro Lege reputabantur, & tamen ea omnia ſpecie Libertatis adumbrantur, & Comitialem authoritatem ſibi arrogare præſumunt.

Unde facile unuſquiſquam ſibi inferre poteſt, illos omnes (pauciſſimis Pragenſis factionis motoribus exceptis) quicunque partes Electoris Saxoniæ ſequuntur, ſtrepitu armorum exoticorum & longa ſuppetiarum expectatione coactos & neceſſitatos eſſe, uti noviſſimum in Valſiſſimo Primate Regni patet Exemplum. Nec dubitare poteſt quemquam verum Polonæ Aquilæ pullum ad Libertatem anhelare, & primam excutiendi laquei occaſionem arripturum eſſe.

Non deſunt viva Generoſitatis Polonæ Argumenta, præſenti calamitate intemeratam fidem & cunctantiam probantia. Vidit Orbis univerſus utiverſalem pro bono publico zelum & ſollicitudinem, cum inchoata feliciter ad mentem Sanctorum Generalis convocationis Electionc; tam vero hoſtili potentiâ undique, irrumpente, & Rempublicam impediendæ & ſubvertendæ liberæ Electionis gratiâ invadente, Urbis Cracoviæ Regni Metropoleos, Theſaurique ibidem aſſervari ſoliti; prima & maxima habebatur conſideratio. Et quoniam Cracovia imminenti proxime Furori Hoſtili, impar pro tunc reſiſtendo videbatur, hinc provida Celſiſſimi Primatis glorioſæ vice-Regia ſub id temporis dignitate fungentis, illorumque ex Senatu Patrum, Statuſque ac Belli Miniſtrorum, & ex Equeſtri Ordine Civium, quibus Jura, Immunitates & Libertates Patriæ, cordi eſſe maximè videbantur circunſpectione, & ſaluti fero conſilio futura damna proſpicientes, Ejuſdem Theſauri, ſuppellectilis ſemper Reipublicæ Sacræ; nimirum Diadematum & inſignium regni, ſolemnibus (nec alias validis) Regum Coronationibus conſecratorum cura, & ad ſecuriùs depoſitorium tranſportatio *Illuſtriſſimo ſupremo Regni Theſaurario, & perilluſtri Coronarum Regni Cuſtodi*, ad id de Lege aſſignatis, eſt præcommiſſa.

ANNO 1735.

Quid de Palatinatuum, Terrarum & Diſtrictuum, inter innumeros Hoſtium Exercitus, reſolutione dicendum? Non illos excubantes, Eorundem Phalanges, ab ultima ſalvandæ Libertatis medela cohibere poterant; imo verò expeditis particularibus in locis conſuetis Confœderationibus, pro conſtituenda generali totius Reipublicæ Confœderatione, ad Oppidum Dziskow prope Sandomiriam ſitum, relictis Laribus propriis, Uxoribus, Liberis, & quidquid pretioſius habebatur, tanquam ad communis incendium reſtinguendum undequaque concurrebatur. Convolabat pariter heroico zelo ad Bonum commune univſque Gentis Exercitus, qui licet ſibi & Reipublicæ quondam ſufficere, & inimicis formidabilis eſſe conſuevit. Tractatu tamen præallegato anni 57 7. inter Regem & Rempublicam, circa evacuationem Saxonicæ Militiæ facto, ad paucas copias reductionem pati debuit; nec augmentationem tempore interregni propoſitam, obſtantibus exoticis factionibus, meruit valuit. Deinde in parte, per receſſum Generalis egimentarii immediatè præteriti, ad partem adverſam tractus, ſortem iniquam ſequi debuit. Nihilominus tamen illa pars Exercitus Regni, quæ ad Officium Regi & Patriæ debitum, ſub Regimen Commendantis Regimentarii eſt reverſa tam magni Ducatus Lithuaniæ Exercitus, eandem Copiarum Regni diſmembrationem, & planè roboris Belli, ex aliquot Legionibus ſclopetariorum regulati, avulſio eam minimè apprehendendo, nullatenus de rigore demiſit. Quinimò tenax recti uterque Exercitus, vera virtutis ſpecimina, aliquoties confligendo glorioſè exhibuit, nihilque in ſe fidei, probitatis & generoſitatis deſiderari permiſit, nec deinceps cum ſupremi Numinis ope deſiderari permittet.

Cum tamen toto ferè biennio, ſine hybernis, ſine ſtativis, ſine reſpiro, pondus diei & æſtus tolleraret, jam vero ſolito ſtipendiorum fundo, per hoſtiles Copias in dies accreſcentes, penitus exhauſto fruſtraretur, nec quo famem ſolaretur, nec ubi caput reclinaret, graſſantibus undequaque Hoſtium catervis, inveniret: Hinc præſtolata fœderatarum Potentiarum Auxilia, omnino expectare neceſſitatur, tantisper vero relictis nonnullis circa Illuſtriſſimos utriuſque Gentis Generales Regimentarios, utriuſque auboramenti Turmis, pleriſque Legionum, Cohortium, ac Vexillorum Præfectis, reliquis aliis commiſſionibus, (quos tamen ad primum Claſſicum reverſuros nemo dubitat) ad propria reverti permiſſum eſt.

Hoc itaque calamitoſo rerum tractu, Confœderati utriuſque Gentis ſtatus & ordinis, nihil conſultius eſſe judicarunt, quàm ut unius corporis membra ſupremo capiti jungerentur, & ad Latus Sereniſſimi Staniſlai I. Poloniarum Regis, D. N. C. permanerent, ac Patriam ſuam, etiam extra Patriam cum plena Reipublicæ confœderatæ autoritate, donec ſupremus rerum Arbiter meliora provideat, repræſentent & tueantur. Deo Juſtitiæ ſupremo vindici, oppreſſionumque rigoroſo ultori; confidentes, nec quidquam de promiſſis fœderatarum Potentiarum, præcipue Regis Chriſtianiſſimi ſuppetiis deſperantes, Nos brevi tempore Sereniſſimum Regem & D. N. C. in ſinum Patriæ & Thronum Regni, illi ſoli debitum, prono ſubjectionis reſpectu comitaturos.

Interea verb contra quoſvis Factionis Pragenſis, ac ipſius Pſeudo-Electi violentos actus; utpote Reipublicæ exitioſos, tum contra omnia & ſingula eorumdem Pacta, Sancita, Reſultata, Manifeſtationes, Proteſtationes, Literas univerſales, & alia quævis ſcripta quocunque titulo vociata in oppreſſionem Patriæ Noſtræ emanata, præcipue vero contra præſumptam Pſeudo-Comitiorum tam Generalium, quam particularium, ac ipſorum Pſeudo-Comitiorum, ſic dictorum pacificationis, diſpoſitionem, eorumdemque quævis eventus & ſucceſſus, ſolemniſſimè proteſtamur & manifeſtamur.

Ut verb hæc Noſtra immutabilis circa tuitionem Majeſtatis, & manutentionem Libertatis intentio, & conſtantiſſimus ad quævis extrema zelus ac reſolutio, tam Patriæ Noſtræ, quam & univerſis Europæ Potentiis

ANNO 1735. tentiis innoteſcat, proinde hanc publicam Manifeſtationem & Proteſtationem Noſtram, manibus propriis ſubſcriptam, ad Acta autentica porrigi & ingroſſari demandamus. Die & anno ut *ſupra*.

Signatum.

ADAMUS TABLO *Marſchalcus Generalis Statuum Reip. Confœderatorum Jaſlenſis, Drohobienſis, Dolinenſis, Zwolinenſis Capitaneus.* MARTIANUS DE KOSCIELSKO OGINSKI *Palatinus Vitebſcenſis, Marſchalcus Generalis Confœderationis Magni Ducatus Lithuaniæ.*

Et ab Epiſcopis Vilnæ & Theſaurariis Poloniæ & Lithuaniæ, Palatinis Siradiæ, Lublini, Belzæ, Pomeraniæ, Livoniæ, Pociey Regim. Lithuan. ſeptem aliis Senatoribus, & à 124. Nunciis & Delegatis ex variis Diſtrict. tam Polon. quam Lithuan.

CXCIII.

Ad Scriptum quoddam Regiomontani in Boruſſiâ ſub die 30. Julii Anni currentis 1735. manatum, quod MANIFESTATIONIS *Confœderatæ Reipublicæ præ ſe fert Titulum, Brevis ac ſincera Replicatio. E Meditullio Regni Poloniæ, menſe Auguſto.*

ANtequam imminentia Generalis Statuum Reipublicæ Comitia, à Sereniſſimo Rege *AUGUSTO TERTIO* ritè ad Vota Populi & univerſales Palatinatuum, Terrarum & Diſtrictuum Regni Poloniæ & Magni Ducatûs Lithuaniæ inſtantias, pro die 27. Septembris Varſaviæ deſignata, de Actis Cœtûs Regiomontani, tum & de ſorte Eorum, qui illum componunt, decernant; antequam Inſolentiæ modum ponant, auſum reprimant, injurias vindicent, Majeſtatisque Regiæ Coronati Capitis reſpectum inculcent; nunc minimè viſum eſt, ullo publico Inſtrumento Manifeſtationis Regiomontanæ nuper emanatæ, tanquam temeræ ac per ſe invalidæ, contenta refellere, aut cœtui Privatorum (etſi formam Reipublicæ extra Rempublicam indebitè uſurpent) quibus volupe ærumnas Patriæ ſuæ, quas ipſimet cauſarunt, protrahere, Dignitatem Reipublicæ opponere.

Attamen ne repletis doloſâ querelâ paginis, obtruſisque Malevolentiæ artificiis, ac variâ rerum inſubſiſtentium congerie multorum Credulitas decipiatur, operæ prerium fuit, juſtiori informatione fidem publicam inſtruere.

Sed adæquatos malitiæ, quæ modum exceſſit, terminos, aut parem indignis ſcommatibus rimam, nemo in Reſponſo hoc expectet, longè enim ab honeſtis injuria, à cordatis abeſt altercatio; ipſi viderint, quid expectare debeant, qui pro læſæ Majeſtatis ac Status Criminibus rationem reddituri ſuot.

Scriptum hocce Regiomontanum ſpecioſo quidem inſigniturtitulo: *Nos Status & Ordines Regni Poloniæ & Magni Ducatûs Lithuaniæ. &c. &c.* Sed cui Status, Forma & Regimen Polonæ Reipublicæ nota ſunt, cui Acta, Codices & Annales Regni hujus conſtant, facile occurret, Cœtus ejusmodi, Congreſſus, ſeu Conventicula quævis extra Regnum formare, multo magis Authoritatem Statuum Reipublicæ ſibi arrogantia, nuſquam aliter, quam pro *ſeditioſo receſſu* cenſeri & haberi.

Si olim Reſpublica Polona ægrè ferebat, dum in Hungariâ de rebus Polonicis conſulebatur, quamvis idem Caput Poloniæ & Hungariæ ſimul cingebat Corona; Si Sigiſmundo Tertio è Sueciâ ad Thronum Poloniæ vocato ouſquam permiſſum io Sueciâ Reipublicæ momentis vacare; Si Auguſto Secundo Regi deſideratiſſimo, ſimilis per legem impoſita eſt obligatio, ne in Saxoniâ extra Regnum, Regni Gubernacula exerceret, adeb ut ne gratias quidem (quod pure Juri Majeſtatico affectum eſt) foris diſpenſare potuerit: Quâ demum Lege aut Legis colore Regiomontani reſidentes authoriſari poſſum, ut extra Regnum, ſub Principe alieno, cujus Neutralitas declarata anſam rixarum atque factionum vitare ſuadet, & non niſi pacificum præbet Aſylum, ibidem formam Pſeudo-Reipublicæ repræſentare, acta verb totius & integralis Reipublicæ, in tribus Ordinibus conſtitutæ, omniaque ad normam Legum & Libertatum ſuarum diſponentis, reprobare præſumant?

ANNO 1735. Utique illud ipſum noviſſimum in Comitiis Electionis compilatum Inſtrumentum, quò omnes & ſingulos ſub graviſſimis pœnis, etiam ad Succeſſores extendendis, obligatos eſſe voluerunt, ne quis extra Regnum ſecedere, multò minùs Cœtus & Conventicula coadunare præſumat; Hoc ipſum dicò Statutum, quod eadem factionis Capita formarunt, cujus ipſi Authores & Violatores exiſtiterunt, formam hanc Conſiliorum, quam nunc vendicant, everſit & annihilat.

Ponunt illi pro fundamento prætenſam Confœderationem ſuam Dzikovienſem: Illam Confœderationem, qua Arbitrium ſupremum Belli & Pacis ſibi uſurparunt, omnesque materias Statûs ad ſe pertraxerunt, quâ Bellum Cæſari clarigaverunt, quâ Dominiorum ejus rebellionem apertè fomentârunt, quâ Otthomanicas Tartaricaſque ac alias Gentes io Viſcera Patriæ iovitarunt, quâ Legationes decreverunt; quâ antiquas Nobiliſſimas Regni familias, quotquot ſoſolentiæ ipſorum ſeſe opponunt, abſque jure & judicio proſcripſerunt, Bonis & Honoribus ſpoliarunt; illam dico Confœderationem, quam intra pauca Capita factionis compilatam, pluribus ipſorum Membris ignorum, ſubreptitiè ſubſcriptam, univerſæ Nobilitati imponere volebant; à quâ ſtatim magna Nomina Patriæ ſuæ Bonum ſincerè amantia, tum & Exercitus Regni cum Ductore ſuo, facta ſolenni Manifeſtatione de everſione Statûs, receſſere; & quam denique Palatinatus, Terræ, & Diſtrictus, poſquam ad notitiam ipſorum typis mandata pervenit, & Crimina Status oculis ſubjecit, reprobarunt atque condemnarunt.

Hanc oihilominus Confœderationem Dzikovienſem pro baſi & fundamento prætenſæ huic Manifeſtationi ſuæ ſubſtruunt, eâque omnes legitimos Actus Reipublicæ in tribus Ordinibus ritè Leges condenos, peractos ac peragendos invalidare & annihilare nituntur.

Authoriſare demùm Manifeſtationem ſuam volunt, compilatis multorum Nominibus, quæ Palatinatibus reſpectivis præfidere juſſerunt; multi interim leguntur, qui aut ſervitio Dominis ſuis inibi ſunt adſtricti, nec primævo Actui Confœderationis prætenſæ Dzikovienſis fuerant adſcripti, aut noviter in Conſiliarios & Reſidentes ad latus Regiomonti ſunt adſciti, in locum videlicet Eorum, qui ſeſe ex juſtis motivis peritusæ Patriæ, à nexu & cœtu ipſorum avulſerunt.

Hinc notum ſit Orbi Terrarum Univerſis & Singulis, tam Regibus, Principibus, Rebuspublicis & earum Vaſallis, quam & omnibus Reipublicæ Polonæ Statibus & Concivibus, Manifeſtationem Regiomontanam, uti contra Statum & Leges Regni emanatam, quinimo protrahendi Belli cauſâ formatam eſſe, ita ſeditioſam, criminalem, Patriæque ſuæ fore damnoſam. Nam ſi hæc ac tanta audent, dum pauci, omnique ſuccurſu deſtituti deguot, quid non tentarent ſi Auxiliis ſuffulti, prædominari, atque malitiæ exercendæ campum nancíſci poſſent?

Tempus aderit, quo crimina Statûs ac læſæ Majeſtatis, tum & oppreſſæ Libertatis expiandum erit, nunc contemnendum credimus, quod malè loquantur & ſcribant, nam neſciuot benè. Expungendam tamen malitiam cenſemus, quâ liberam Sereniſſimi Regis Auguſti Tertii Electionem *Thesmino dente* (verbis ipſorum utor) proſcindunt, atque *Uſurpatorem Throni, propriiſque ac Maſchovii armis tumidum*, compellare non erubeſcunt

In aperto eſt, Sereniſſimum Auguſtum III. convenienti magnis Priocipibus viâ, per amorem & ſuffragia liberæ Gentis, per oblationem magnorum Emolumentorum Reipublicæ, per Legatorum ſuorum officia Coronam Regni palam quæſiviſſe, Notum pariter eſt, Eundem Principem, cujus Regias Qualitates, & Pietatem, ne ipſa quidem Invidia obumbrare potuit, à liberrimis Reipublicæ Statibus, qui à corruptione Factionis præpotentis, ex rationibus io Manifeſto ſuo ſolenni pro tunc deductis, Pragam ſemoti ſunt, ſponte ac liberè intra termioum Electioni præfixum, electum eſſe; demum Pactis Conventis, ac nexu Juramenti Reipublicæ obſtrictum, ad Thronum invitatum, ritè coronatum, Regni Gubernacula piè, juſtè, clementer moderare.

Electus eſt abſens (ixta Legum Patriarum diſpoſitionem) ſummo Reipublicæ Bono, nam cùm non ſit Vicinis noſtris obnoxius & infenſus, Vicini pariter Pacem & Amicitiam, quam per inſiacta Jura Gen-

ANNO 1735.

tium violatam ſenſere, cum ipſis, & propter ipſum conſervandam declarant.

Electus eſt ceu Piaſtus Jagellonici Sanguinis, à quo duodenis rivulis procedit, Ramus deſiderabilis.

Electus eſt ceu Incola Regni, nam Conſtitutione Comitiorum Grodnenſium. An. 1716 exſtitit Hæres fundorum Terreſtrium, quos Sereniſſimus Pater ſuus ad, & circa Varſaviam Commoditatis ſuæ cauſâ amplos comparavit

Electus eſt ceu Regni Indigena, nam de Anno 1652. Sereniſſima Domus Saxonia, ob merita ſua in Rempublicam, Indigenatu donata eſt.

Hinc evenit, quod anteriori Electione poſt fata Regis Joannis Tertii indictâ, dum Piaſtum à Throno excludendum vulebant, Primas Cardinalis Radziejovski (uti in Actis Caſtrenſibus Ravenſibus Feriâ quintâ poſt feſtum Sanctæ Margaritbæ V. & M. An. 1697. exſtant Univerſales ejus Litteræ ad reiterandam Electionem pro die 26 Auguſti eusdem Anni indictæ) eâ prorſus ratione Sereniſſ. Auguſtum Secundum à Throno Poloniæ amovibilem declarabat, quòd Conſtitutione prætactâ Anni 1652. Piaſtus & Indigena, qualem pro nunc Convocationis Acta excludebant, cenſeretur.

Igitur Sereniſſimus Auguſtus Secundus Pater tanquam Piaſtus & Indigena Regni, Sereniſſimus verò Auguſtus Tertius filius ejus, & Princeps Regius Poloniæ & Magni Ducatûs Lithuaniæ, tanquam Extraneus & Alienigena, mirâ Geniorum variatione, & indignâ Excluſionis arte à cordibus & ſuffragiis Liberæ Gentis amovebantur.

Sed popularis hæc multoque ſtudio & cuniculis elaborata Excluſio captioſo quantumvis juramento involuta, omnes adeo infaſcinare non potuit, ut Principis hujus Regias qualitates, ac opportuna Patriæ ſub Regno ejus emolumenta, non prævideront, & non exoptarent.

Electus itaque eſt, obſervatis de Lege ſolennitatibus, obſervatâ delicatiſſimè libertate vetandi, procul à Copiarum Ruſſicarum (prout falſo, uti cætera alia, in Manifeſtatione exaggeratur) adeo ut *Uſurpator* dici nequeat, quem taliter ſana Pars Reipublicæ liberis ſuffragiis ſpontè, nulla impellente factione, ſeligit & eligit

Si forte manifeſtantes Regiomontani, qui nodum in ſcirpo quærunt, defectum Electioni Kamionenſi imputant ex eo, quod Primatis defuerat proclamatio, quodque non in loco deſignato peracta fuerit; Rationes hujus patent ampliſſimæ in Manifeſto ab iisdem Statibus Pragæ ad Viſtulam publicato, tum & in Actis Electionis Sereniſſimi Auguſti III. Sed ſi retrò reſpicimus, paucas admodum habemus Regum Electiones, quos Primates, maximè ubi partiales animadverterentur proclamaſſent. Non obſuit Magnis Regibus Stephano Bathoræo & Sigismundo Tertio, etiamſi non in loco deſignato electi, nec à Primate nominati eſſent, irrio expreſſum comperimus in Denunciatione Reginæ Annæ Stephani Regis Uxoris, *Electionem Regum non ad locum Electioni deſignatum, ſed ad Eligentes regulari.* Sufficit, quod Sereniſſimus Auguſtus III. intra determinium Electionis præfixum, rite ac liberè electus ſit

Quod attinet Copias Ruſſicas, quarum moram Sereniſſimo Regi Auguſto male imputant; Memoria hominum quotquot in Republica vivunt, minimè excidiſſe, quando, & quî motivo in Ditiones Reipublicæ intrarunt. Longe ante Convocationis Congreſſum remonſtrabant Miniſtri Vicinarum Potentiarum, quibus communis cum Republicâ Negotiorum cauſa, & bonæ Vicinitatis Pacta intercedunt, quatenus talis eligatur Rex, qui nullam Vicinis offenſionis & inimicitiarum anſam præberet.

Cum vero Capita Factioni Gallicæ obſtricta, ſermonem hunc intelligere nollent, iidem Miniſtri clariùs jam, quâ voce, quâ ſcriptûm inſinuabant, ne fiduciarius Galliæ Candidatus, multis titulis jam ante obnoxius, & in futurum tranquillitati Septentrionis periculoſus, Throno Poloniæ imponatur, ſalvâ per omnia, quò ad omnes alios Candidatos, libertate Electionis.

Sed dum nec hiſce repræſentationibus locum darent, hi, qui pro tunc moderamen Reipublicæ tenebant, eædem Potentiæ vicinæ, *viribus ſibi à Deo conceſſis* prævenire potius, quam prævenîri maluerunt, eoque motivo Copias Ruſſicas in viſcera Reipublicæ, *notandum* ante Electionem induxerunt, motivò videlicet arcendi à Throno Poloniæ ſubjecti Gallici, ne Bellum, quod Gallia Imperatori & Imperio actu apparabat, diverſione armorum in Septentrione juvaretur.

ANNO 1735.

De promovendo pro tunc ad Thronum Sereniſſimo Electore Saxoniæ, uti nulla fuit quæſtio, quinimo electori Populo omnimoda permiſſa eſt libertas, eligendi quem vellent, atque Patriæ ſuæ utilem crederem, ita nefas eſt dicere, Sereniſſimum Auguſtum *armis exoticis ſuffultum inumeſcere, aut Thronum alienum uſurpare.* Propriâ ille Virtute deſiderioque & Suffragiis Liberæ Nationis, evectus eſt ad thronum, in quo feliciter regnat. Demum indubitatum eſt, Potentiam Ruſſicam non niſi poſt Electionem Sereniſſimi Auguſti cauſam communem cum eo feciſſe, Ejuſque gratiâ Pacem & Amicitiam inſtaurandam declaraſſe.

Quis vero ad Regnum venit propriis ſtipatus Copiis, nemo alter in cauſa eſt, niſi hi ipſi, quorum conſilio & inſtigatione, non modo Libertates Nationis atque Tranquillitas Patriæ, ſed ipſa etiam Jura Gentium in Miniſtris characteriſatis & eorum Reſidentiis, tum eſſe non valebant. Quot & quanti benè ſentientium viri digniſſimi, captivati, catenis onuſti, bonis ſpoliati aut exuſti, æquales ab æqualibus ad pœnas & ſupplicia impunè trahebantur, aut vinculis detinebantur, uſque dum morte finirent miſeram ſortem ſuam. Prædominium hoc Dzikovienſium tanto in omnes furore egit, ut nemo tutum ſe crederet, ni Copiæ Regis Aſylum præberent, adeò jus dedit ſceleri prætenſa Dziskovienſis Confœderatio.

Sed mirare malitiam, Lector, hæc quæ faciunt ipſi, Cædes, Luuienas, Vincula, Exilia, Proſcriptiones, Devaſtationes, Incendia, Spoliationes &c. partibus Sereniſſimi Regis Auguſti perfrictâ fronte impingunt.

Comparentur Acta quævis, quocunque Sanctiorum, Reſultatorum, ſive Univerſalium nomine venientia, quæ Sereniſſimus Auguſtus III. unà cum Senatu & Equeſtri Ordine hucuſque ſanxit & edixit, cum his, quæ Dziskovienſium animoſitas peragit: quid quæſo in illis continetur, quod formam Legum, & Libertatis, tum Publici Boni, & Clementiæ Regiæ effectum non præ ſe ferat? quid è converſo in illis, quod everſionem Status, Libertatis oppreſſionem, æruinnas Patriæ, Belli involutionem, furorem & ultionem non ſpiret? Et quod deplorandum magis, ſancita ipſorum ejusmodi, ſtricto Vinculo Juris-jurandi non authoriſantur modò, ſed jubentur: Ipſa etiamnum Amneſtia, (quam abſoluti aliquando Principes non negant) ab iſtis ſeveriſſimè ſub juramento prohibita eſt, adeò ut ſi frater pro fratre exoret, pœna talionis damnaretur.

Quis Caſtellanum Lendenſem (ut intra plurimos paucos referam) domi ſuæ ſub ſecuritate Nobilitari degentem, pariter & Judicem Poſnanienſem captivavit, priorique mortem violentam cauſavit? Quis incendiis graſſatus, uti in Kargowâ, cujus Immunitas per Capitulationem ſtipulata erat, in Tykocin, cujus Hæres D. Branicki Vexillifer Regni actu apud ipſos in captivitate degebat, num in Territorio Thorunenſi in Varmiâ, & alibi?

Sane fatale Republicæ Staniſlai nomen, ſecundario jam fumantes Patriæ Lares reddit. Nondum excidit memoriâ tot Arcium & Caſtellorum, (incipiendo a Cracovienſi) Oppidorum & Vicorum fax incendiaria; horrorem hucuſque incutiunt combuſta, & è cineribus proſtantia ampliſſima Bona Radzivilliorum, Sieniavy Caſtellani Cracovienſis, Szczuka Pro-Cancellarii Lithuaniæ, Mieszczynski Theſaurarii Curiæ Regni, ac aliorum complurium; adeo ut juſtum metum incutiant violentiſſima etiamnum adhærentium Staniſlai Conſilia, quibus de facto nullus poneretur modus, ſi tanta vis, quanta malitia foret.

Exprobrant nobis Dziskovienſes Regiomontani perjurium quoddam, ex eo, quod impoſitivum Juramentum Convocationis, non ad mentem ipſorum ſecuti fuerimus; Sed nemo noſtrûm obligatum ſe hoc Vinculo credebat, ut Staniſlaum, hunc & non alium, eligeret.

Notum eſt jam Orbi-Univerſo ſufficienter, quò motu, & quibus cunienlis juramentum illud fabricatum fuit, quantoque impulſu & violentiâ corgebantur renitentes ad explendum. Fruſtra reclamabant Lithuaniæ & Pruſſiæ Delegati, ſe non eſſe authoriſatos in Congreſſibus a Nobilitate, ut Juramentum illud expleant, multò magis ut reliquum Nobilitatem, quæ ſuum deſuper Conſenſum, minime dederat, obligatam reddant. Fruſtra reclamabant & Deputati ex Senatu & Equeſtri Ordine, ad formandas Conſtitutio-

nes

ANNO 1735. nes Convocationis à Republica deſignati, Projectum hocce Juramenti à ſe minime concertatum, non examinatum, non communicatum, denique prodiiſſe.

Placet hoc loco innuere veridicam relationem, & rationes circa hocce Juramentum expreſſas in Scripto illo, quod per manus Carnificis (adeo veritas offenderat) Varſaviæ rogo demandatum fuit. Notat ibi Statiſta Patriæ ac Libertatis ſuæ amans, rationes juſtiſſimas, quæ Juramentum illud invalidabant: videlicet, quod *non fuerit actus bonæ voluntatis*: quod *non fuerit ſponſio & votum de meliori Bono Reipublicæ*: quod *non fuerit de re certâ, ſed accidentali & perplexa*: uti jam edocemur revolutione rerum & temporum, quod *fuerit in præjudicium Juriam & Libertatum ipſiuſmet Electionis, tum & in præjudicium anteriorum, ſolemnium Juramentorum*: quod *involveret in ſe contradictiones & falſa ſuppoſita*: denique quod *fuerit ſubreptitium*; *talem* videlicet *eligendi Regem, qualis in Conſtitutionibus deſcribetur*: prius vero Juramentum dictatum eſt, quam Conſtitutiones ad notitiam jurantium pervenîſſent.

Judicet demum quisquis impartialis Judex, utrum Juramento ejusmodi deferre ad mentem factioſorum jus & fas erat? Utrum damno Reipublicæ evidenti manutenendum eſt? Utrum majoris momenti Leges, & Jura Regni Cardinalia, æco doloſi hujus Juramenti receſſu, ſubvertenda ſunt?

In Anno 1704. Status Reipublicæ in tribus Ordinibus coadunati, per nexum juris-jurandi ſeſe obligarunt, atque ſummâ deliberatione per Sancita Confœderationis Sendomirienſis hanc obligationem in ævum aſſumpſerunt, non permiſſuros, ut is quem pro tunc ad Thronum Regni, Rege vivente, ambitio & Externæ Potentiæ fautoratus evehebat (fuit ille Candidatus pro tunc Sueciæ, nunc Galliæ) unquam eligibilis, aut capax Coronæ efficiatur, ſed ut in perpetuum excluditur. Quomodo igitur anterius hocce & tam ſolenne Juramentum, cui nulla in ſubſequenti Lex & Conſtitutio derogavit, tolli & annihilari potuit poſteriori Juramento Convocationis? Quod ad ſolam Electionem ſtatim, idque notandum: *Nullo Legis nexu innodati*, prout Acta ejuſdem Convocationis ſonant, inſtitutum fuit. Docet nos pura Theologia, non teneri Juramento, quod peccatum ſive damnum exinde emergens præſupponit; Nonne major nos Conſcientia tenere debet, ubi ultimum Patriæ exitium, ubi Noſtra ipſorum pericula, imo crimina in Cœlum clamantia maturiori reflexione conſpicimus?

Non ignorat certè terrarum Orbis, quæ ſit Libertatis Polonæ Prærogativa, noſcit eam Europa, & adamat adeò ut & Cæſar & Principes Vicini & Guarrantes, Amici pariter & Inimici conſervandam, quiſque pro ratione ſuâ, putent: Sed hanc bene ordinatam, & intra terminos ſuos compoſitam volunt. Aſt ubi bonæ Vicinitæ & Amicitiæ ligamina diſrumpere, Pacta convellere, Jura Gentium violare pergit, mirum videri nequit, ſi ab his, qui Legibus Noſtris non tenentur, ſanctiorem Pactorum obſervantiam non experimur.

Ægrè ferunt Dzikovienſes Regiomontani, quod D. Zawiſza ab Aulâ Roxolanâ redux, Literis ſuis expunxerit, Actiſque Tribunalitiis Vilnenſibus induxerit, de oblatis ſcilicet per Chriſtianiſſimum Regem alteri Potentiæ Provinciis Polonis & Magni Ducatûs Lithuaniæ; Negare tamen minime poſſunt, ſubſiſtere in hucuſque Tractatum Sereniſſimi Galliarum Regis Benderi in Valachiâ conſectum Anno 1712. (de quo in Corpore Diplomatico, tum & in Lamberti Tomo Septimo folio 608. veſtigium habes) quo mediante Kamenecum cum Podoliâ Otthomanicæ Portæ æviternis temporibus, nullo prætextu reclamante, tradendum ſpondet, dummodo Portha Copiis ſuis juvare, olim Suecicum, nunc Gallicum Candidatum non gravetur. Fient palam & alii cum aliis Principibus Contractus, quibus evidentius probabitur, velle, ſi foret poſſibile, alieni Regni avulſis, hoſtium mercari amicitias.

Literarum Univerſalium Sereniſſimi Regis Auguſti III. pro Comitiis Pacificationis emanatarum cenſura, etſi nihil contineat præter inanem verborum pruritum, & lividæ malevolentiæ morſum, quærere tamen juvat, quid tandem mali in illis animadvertam.

Si manutentio Legum ac Libertatum ſpondetur, ſi abuſus & pericula remoniſtrantur, ſi Unio inter Status inſtauratur, ſi modus ærumnarum ac finis Belli proponitur, ſi interna tranquillitas indigitatur, ſi Pax, Amicitia, & Pacta cum Vicinis poſtliminio revocantur, ſi Evacuatio Copiarum externarum (quarum ingreſſus quibus de cauſis ſuccesſit, ſuperius demonſtratur) religioſe declaratur, ſi antiqua Forma & Authoritas Reipublicæ reinducitur, ſi malevoli quoque & diſſidentes in Statu ſumculis Charitatis invitantur, ſi ex Perſonâ Regis amneſtia donantur; Nam hæc & non alia ſunt Literarum Regiarum contenta; Sunt-ne hæc Crimina Status? Sunt-ne in detrimentum Reipublicæ? Sunt-ne funiculi Libertatem jugulantes, dum quod omnes ſpectat, ad omnes refertur?

Planè malevolentia hæc Dzikovienſium, quo magis de omnibus Actis ſuis ad reſpondendum Reipublicæ tenetur, eo graviori temeritate, non modò externis Nationibus, ſed & ipſis Patriæ ſuæ Concivibus, illudere non veretur. Ac ſi non ſatis foret millenis jam falſitatum obſcœnilis, vanis promiſſis, vagis ſponſionibus, ne quid dicam de venenatis magnorum in Republicâ Virorum criminationibus, publicam credulitatem infaſcinâſſe.

Quod de binis Interregnis callidè allegant, quibus ex unâ parte Abdicationem Sereniſſimi Regis Auguſti Secundi, ex alterâ Legiumationem Electionis ſui Staniſlai ſtabilire prætendunt, palam eſt, magnam inter hæc Interregna fuiſſe differentiam: Primas Radzieiowski Regem Co onatum, quem Ipſe non proclamaverat, cuique offenſus erat, Sueciâ pro tunc inſtigante Potentiâ dethronifare, (non obſtante Juramento fidelitatis, quo ei obſtrictus erat) nitebatur. Primas vero Szembek cui juſti & honeſti ratio cura fuit, per Interregnum a ſe promulgatum tempus reditui ad Regnum Eidem Auguſto, Regi legitimo maturavit. Quod quam gratum & acceptum fuit Reipublicæ, loquuntur Acta Regni publica, ac vel maximè Sancita Conſilii magni Varſavienſis de Anno 17 0. demum Comitiorum Pacificationis Anno 1717. & poſteriora Grodnenſia Anno 1718. atque ſubſequentia, in pacificâ Republicâ peracta, nullâ Potentiâ externâ (prout malitioſè contrarium innuunt) impellente.

Deinde juxta Diſpoſitionem Legis quæ poſt Abdicationem Joannis Caſimiri lata, & inter Pacta Conventa Regi Michaeli inſerta eſt, circa Abdicationes Regum, ſimultaneam requiri exvinculationem, videlicet tam Regis à vinculo quo Regno ob tringitur, quam & Statuum Reipublicæ ab ulteriori obedientiâ. Quod quia defuerat ad Abdicationem Sereniſſimi Regis Auguſti Secundi, per conſequens Tractatus ſubrepitius Altrandſtadienſis, valorem habere non potuit.

Malitioſè pariter interpretantur Conſtitutiones, *De non præſtanda obedientiâ*. Nam hæ eædem Leges præſcribunt modum & gradus, quibus Primas cum Statibus Reipublicæ procedere debeat, antequam ad exvinculationem ab obedientiâ perveniant. Non privata anſa in Primate, non alienæ Potentiæ inſtigatio, ſed juſtæ cauſæ monendi Regis (quibus Cardinalis Radzieiowski carebat) ad talem actum manuducere debuerant.

Hinc ſi impoſitionem, ſeu, ut illi volunt, relectionem & reinductionem ſui Staniſlai (inſiſtendo videlicet primævæ illi Electioni in Anno 1705. cui Generalis Horn, nam Primas ipſe deerat, centenis in circa Electoribus præſidebat, atque hunc & non alium, ſuſtinuerat) legitimare ex allegatis volunt infimul cardinaliſſimas Leges, magno motu jam ante ſeculum & ultra ſtabilitas abolere, (ac vel maximè eas, quæ de Annis 1593. 1607. 1670. in Literis Univerſalibus Sereniſſimi Regis Auguſti exprimuntur) quarum tenore omnis intruſor, quiſquis ille fuerit, qui Regi viventi Coronam detrahere vellet, etiamſi ipſe coronaretur (uti pro tunc Staniſlaus nulliter coronatus fuit Varſaviæ ab Archi-Epiſcopo Leopolienſi) pro perduelli, pro hoſte Patriæ, pro Capite invincibili declaratur, & in ævum à Coronâ & Regni Domicilio excluditur, eo ipſo in perpetuum incapax, quia præſumeret.

Has ipſas Leges Confœderatio Sendomirienſis, & Acta Comitiorum ſuperius hic allegata, ſolenniſſimè directè contra perſonam Staniſlai Leszczynski reaſſumpſerunt, & ad manutentionem earum Status Reipublicæ Juramento ſeſe obſtrinxerunt.

Proinde primævæ huic obligationi inſiſtendo præcipuè hi omnes, qui Pragam receſſerant, Legeſque prætactas in vigore ſuo manutenere volentes; nulla ratione induci poterant, ut excluſum per Leges a tribus Ordinibus Reipublicæ ſancitas, iterum pro Rege aſſumerent aut recognoſcerent.

Dein-

ANNO 1735.

ANNO 1735. Deinceps in aperto eſt, quantis curriculis, quanto Legum deſpectu, quantâ Libertatis oppreſſione, per inſidias & mortis cominationes reimpoſitio hæc fuerit inſtituta. Palatinus Inovladiſlavienſis, Generalis Majoris Poloniæ à ſicario trucidandus erat, ne præmoneretur, ne Electioni Candidati Gallici in Campo ſe opponat, proinde Pragam ſecedere coactus eſt. Ad Palatinum Podoliæ in fronte Palatinatus ſui equo inſidentem, bis explosum eſt, & certe tanquam intentionibus ipſorum non correſpondentem, periturum volebant, ne Nobilitas eundem in meditullium ſui pertraheret, & ab ſicubus defenderet. Ipſa quoque vocis teſſera quæ nunc intra ſolennitates Electionis per ora volitabant, *Melius eſt excidium, quam Sciſſio*, demonſtrabat non fuiſſe curæ ſalutem noſtram, non fuiſſe Legum & Libertatum obſervantiam, ſed fuiſſe ſtabiliendæ factionis quoquò modo intentum.

E converſo in Kamionenſi Electione omnes prærogativæ Libertatis religioſe obſervatæ, Aſſeſſus Electoris Populi ter exquiſitus, opponentes amice ad aſſenſum reducti, nemo vi, nemo minis adigebatur; Candidatus nullo Legum cardinalium nexu ab Electione excludebatur, nulli Vicinorum, cum quibus pacem & amicitiam colere Reipublicæ intererat, obnoxius aut offenſus, Regno vero multis titulis & æmolumentis opportunus ac proficuus, liberè & pacificè electus eſt.

Et quod de Generalis Lacy Literis interceptis produnt, falſitas hæc, jam ante ejuſdem Generalis, tum & Miniſtrorum Ruſſiæ teſtificationibus, ſed magis ipſa rei veritate, expuncta patuit: nam notorium eſt prætactum Generalem (qui ad ſolam extruſionem infenſi Vicinis Candidati Varſaviam properabat) procul cum copiis ſuis à Campo Electorali Kamionenſi abfuiſſe.

Vitio adhuc habetur, quod Diſſidentes in Statu, clementer ad Unionem invitentur: nec mirandum, aſſuetis geniis ad deſpoticum prædominium, ad cædes & incendia, ad capturas & proſcriptiones, quas in æqualitate & paritate nobilitari exercere non verebantur, inſolitus eſt Clementiæ & moderationis ſtylus.

Magis ipſis arridet falſitas, quâ totum Scriptum ſuum implevere: dicunt iterum, ſed non probant, *Nobilitatem regni edictis Moſcborum ad Conventus compelli, & recognitiones violentiis extorqueri.*

Sed quo loco violentia hæc & coactio facta? Si Auguſtus Rex hos omnes, qui ſponte eum recognoſcunt, nullo Juramenti nexu, ſed ſola fide & verbi nobilitaris, conſcientiâ obligatos ſibi voluit, quid eget forti impulſu ad ea, quæ Rempublicam & Bonum commune omnium concernunt? Evidenti utique ſunt teſtimonio numeroſiſſima Palatinatuum Comitiola, quæ ſponte ac liberè Nuncios à ſe electos, ad Comitia Generalia Pacificationis deſtinant. ANNO

Fruſtra in nos retorquent culpam detentionis Celeriſſimi Primatis, nam hæc non ultrà de cauſâ ſuccesſit, quam quod ſortem Candidati Gallici, quem copiæ prætactæ quærebant, ſecutus Gedanum fuerit. Cæterum poſtquam ſponte partibus ejus renunciavit, Regemque Auguſtum recognovit, priſtinæ libertati atque Primatiali dignitati illico reſtitutus eſt. Et quod ſincerè partibus Sereniſſimi Regis Auguſti adhærere conſtituerit, & ex quibus motivis reſolutionem hanc aſſumpſerit, patet non modo ex Literis ipſius, quibus mentem ſuam omnibus Palatinatibus, Terris, ac Diſtrictibus pro Comitiolis explicavit, verum etiam & ex his, quas ad Summum Pontificem expedivit. 1735.

Sequuntur jam exemplum ejus multi Procerum & Incolarum Regni poſteaquam ſufficientem omni ex parte Libertatibus patriis, ac inalterabili Reipublicæ Conſtitutioni ſecuritatem perſpexerunt, poſtquam Pacis & tranquillitatis inſtaurandæ tam internæ quam externæ certitudinem adverterunt poſtquam è converſo deceptiones Partis adverſæ & involutiones belli in detrimentum Patriæ vergentes, maturius conſiderarunt.

Idem erat motivum & Exercitui Regni utriuſque authoramenti, dum udverteret omnes adverſæ partis intentiones, non ad ſalvandam Patriam, ſed ad involvendam majori bello Rempublicam, quò Gallicas res ſublevaret, tendere, tum maximè, cum ad irruptionem in Hungariam & in Imperii Provincias ſollicitaretur; & quamvis naturalis militiæ ardor ſtimulum addebat, ea tamen Exercitui deerat impietas, ut privati lucri ſtudio, Patriæ ſuæ quæ ipſi ſtipendia providet, pericula accerſere velit; quo nomine optime de Republica meruit.

Cæterum quâ mente, & quàm furtivè Diadematum & ſuppellectilis Clenodiorum Regni ablatio ex Theſauro Regni facta fuerit, pluſquam notum eſt omnibus. Falſò allegatur præmonitos fuiſſe Senatores, nam hi, quibus ſcire competierat, qui per Legem aſſignati ſunt ad cuſtodiam, & Claves penes ſe uſſervant, ſuntque in reſpondendo capaces, minime ſciverunt de hoc Domini Theſaurarii Regni facto, ideoque ſolennem deſuper ſuo & aliorum nomine Manifeſtationem ad Acta Varſavienſia porrexerunt.

Finaliter pro Coronide Manifeſtationi Regiomontanæ reſponſum eſto: Sereniſſimum Regem Auguſtum unà cum Statibus Reipublicæ, impotentis malitiæ minas infra ſe putare, minimeque curare, quæ dicant, quæve ſcribant, dum facere facienda ſinant.

CXCIV.

5. Aoûſt. **Defenſive Alliance Tractat, zwiſchen denen Kronen Schweden und Rußland; den 22.ten Februarii 1724. geſchloſſen und nunmehro zwiſchen Selbigen Hohen Thronen erneuert. So geſchehen zu Stockholm den $\frac{1}{12}$. Auguſti 1735.** [Sur l'imprimé à Petersbourg en Ruſſien & en Allemand.]

Im Nahmen der Hochgelobten heiligen Drey-Einigkeit.

Kund und zu wiſſen ſey hiemit jedermänniglich. Demnach der zwiſchen Ihr. Königl. Maj. zu Schweden und Ihr. Ruſſ. Kayſerl. Majeſt. An. 1724. den 22. Febr. auf 22. Jahre geſchloſſene Defenſiv-Allianz-Tractat nunmehro bald zu Ende gehet / auch in deſſen 21. Art. verabredet worden / daß beyderſeits hohe contrahirende Theile bey Zeiten und längſtens 6. Monaht vor deren Ablauff / wegen Prolongation deſſelben wollen conferiren / und Handlung pflegen laſſen; und höchſtermeldte Ihro Majeſt. Majeſt. Dero aufrichtige Neigung zu erkennen geben laſſen / ermehnte Defenſiv-Allianß mit einander zu erneuern / und die zwiſchen beyden Reichen bishero unterhaltene Freundſchafft und das gute Nachbahrliche Vertrauen weiter fortzuſetzen / und noch näher zu befeſtigen: Und dann Ihro Königl. Majeſt. zu Schweden auch zu ſolchem Ende Dero Gevollmächtigte Herrn Commiſſarios verordnet / nemlich den Hochwohlgebohrnen Grafen / Herrn Arvid Horn / Ihro Königl. Majeſt. von Schweden und Dero Reichs-Raht und Präſidenten des Königl. und Reichs-Cantzley-Collegii, den Hochwohlgebohrnen Grafen / Herrn Guſtav Bonde /

CXCIV.

5. Août. *Renouvellement du Traité d'Alliance entre l'Imperatrice de Ruſſie & le Roi de Suède, à Stokholm le 5. Août 1735*: [Sur l'Imprimé à Petersbourg en Ruſſien & en Allemand.]

Au Nom de la très-Sainte Trinité.

SAvoir faiſons à tous & chacun, que comme le Traité defenſif, conclu pour 22. ans entre Sa Majeſté Impériale de toutes les Ruſſies, & Sa Majeſté Royale de Suede, l'année 1724. le 22. Fevrier, ſera bientôt expiré, & que les deux Auguſtes Contractans y ſont convenus Art. 21. d'entrer en négociation, & de conferer ſur la prolongation de ce Traité défenſif pour le moins 6. mois avant ſon expiration; Que d'ailleurs L. L. M. M. ont témoigné reciproquement un déſir ſincere, de renouveller ce Traité defenſif, & de n'entretenir pas ſeulement cette parfaite correſpondance & amitié, qui a ſubſiſté juſqu'à préſent entre elles, mais auſſi de ſerrer encore davantage ce lien, pour avancer, autant qu'il ſera poſſible, leurs Intérêts communs; Sa Majeſté Imp. de toutes les Ruſſies a ordonné, & muni d'un Pleinpouvoir ſpecial le Seigneur Michel de Beſtucheff, ſon Conſeiller d'Etat & ſon Envoyé Extraordinaire, pour

ANNO 1735.

de/ Ihro Königl. Majeſt. von Schweden und Dero Reichs-Raht und Cantzley-Rahte / den Hochwohlgebahrnen Grafen/ Herrn Johann C. Strömfeldt/ Ihro Königl. Majeſt. von Schweden und Dero Reichs-Rahte/ den Hochwohlgebohrnen Grafen/ Herrn Olof Törnflycht/ Ihro Königl. Majeſt von Schweden und Dero Reichs-Rahte/ den Hochwohlgebohrnen Grafen/ Herrn Samuel Barck/ Ihro Ihro Königl. Majeſt. und Dero Reichs-Rahte wie auch den Hochwohlgebohrnen Baron/ Herrn Joh. Henr. von Cochen / Ihro Königl. Majeſt. von Schweden verordneten Hof-Cantzler / den Hochwohlgebohrnen Baron/ Herrn Hermann Cedercreutz / Ihro Königl. Majeſt. von Schweden verordneten Etats-Secretaire, wie nicht weniger den Wohlgebohrnen Hrn. Joh. Fried. von Schantz / Ihro Königl. Majeſtät verordneten Cantzley-Rahte /und den Wohlgebohrnen Hrn. Joachim Nerées, Ihro Königl. Majeſt. von Schweden verordneten Cantzley-Rahte / und mit einer ſpecialen Vollmacht verſehen/ und mit Ihro Ruſſiſch-Kayſerl. Majeſtät Geheimten Rahte und Enyoyé Extraordinair, dem Wohlgebohrnen Herrn / Michael von Bethuchef, zuſammen zu treten/ und wegen Erneuerung vorerwehnter Defenſiv-Alliance zwiſchen höchſtgedachten Majeſt. Majeſt. zu unterreden/ und darüber mit einander zu handeln und zu ſchlieſſen; Als haben dieſelbe auch zu dem Ende / nach derſeits aufgewieſenen und gegen einander ausgewechſelten Vollmachten dieſes gegenwärtige Inſtrument errichtet/ geſchloſſen und unterſchrieben/ wie folget:

pour s'aſſembler & pour entrer en conference avec les reſpectifs Sénateurs & Commiſſaires de Sa Majeſté Royale de Suede, le Seigneur Comte de Horn, Préſident de la Chancellerie; le Seigneur Comte de Bonde, Sénateur; le Seigneur Comte Charles Jean de Stromfeld, Sénateur; le Seigneur Comte Oloft de Tornflycht, Sénateur; le Seigneur Comte Samuel Barck, Sénateur; le Seigneur Baron Jean Henry de Scochen, Chancelier de la Cour; le Seigneur Baron Herman Cederecutz, Secretaire d'Etat; le Seigneur Jean Frideric de Schantz, Conſeiller de la Chancellerie; le Seigneur Joachim Nerés, Conſeiller de la Chancellerie; pour renouveller cette Alliance Défenſive entre L. L. M. M. Ruſſienne & Suedoiſe; leſquels ayant pour cette fin exhibé reciproquement, & échangé leurs Pleinpouvoirs, ſont convenus de ce préſent Inſtrument, & l'ont conclu & ſigné de la maniere qui ſuit.

ANNO 1735.

Art. I.

Soll ein beſtändiger Friede und gutes nachbahrliches Vertrauen unter beeden Reichen ſeyn/ und der zu Nyſtadt errichtete Friedens-Schluß / als hier aufs neue wiederholet / angeſehen/ auch was etwa von beeden Seiten davon noch nicht erfüllet / förderſamſt ins Werck gerichtet werden.

I.

Il y aura une Paix ferme, & une bonne intelligence de voiſinage entre les deux Etats; & le Traité de paix conclu à Neuſtadt ſera cenſé être repeté ici; & s'il y a de part & d'autre encore quelque point non executé, il le ſera inceſſamment.

Art. II.

Soll dieſe Zuſammenſetzung und Defenſiv-Alliance zu keines andern Beleidigung oder Nachtheil / ſondern bloſſer Dinge zu Beybehaltung des Friedens und Ruhe-Standes angenommen/ mithin derſelben dahin gerichtet/ und angeſehen ſeyn/ daß Ihro Königl. Majeſtät von Schweden und Ihro Ruſſiſch-Kayſerl. Majeſt. eine gute vertrauliche Correſpondence in allen Dero Reiche concernirenden Fällen pflegen / und dahin mit zuſammen geſetzten Kräfften arbeiten wollen / daß dieſelbe/ und die darinnen geſeſſene Unterthanen/ für allen feindlichen Ein- und Überfall befreyet/ und in friedlichen Zuſtande und beſtändigen Aufnehmen erhalten werden mögen.

II.

Cette Conféderation & Alliance Defenſive ne tendra au préjudice ni offenſe de qui que ce ſoit, mais uniquement a la Conſervation de la Paix, & du Repos général, & particulierement à ce que Sa Majeſté Impériale Ruſſienne & Sa Majeſté Suedoiſe veuillent entretenir une bonne & confidente Correſpondance dans tous les cas concernant leurs Etats, & travailler conjointement à les garantir, & leurs Sujets de toutes vexations, & les conſerver dans un état de repos & de conſtante proſperité.

Art. III.

Zu Erreichung dieſes heilſahmen Zwecks / und um zu ſeyen/ daß beederſeits Lehe Theile es mit einander im rechten Vertrauen meynen/ wollen beede Majeſtäten Mineſtres mit Rahe und That deßfalls feſtiglich an einander halten / einer des andern Beſtes befördern / Schaden und Arges warnen und wehren / über alle Begebenheiten / warans Unruhe und Gefahr entſtehen möchte / fleiſſig und vertraulich communiciren/ auch ſich angelegen ſeyn laſſen/ ſolche Meſures zu nehmen/ welche dem beederſeitigen gemeinſahmen Intereſſe und der Ruhe/ Sicherheit und dem Wohlſtande beederſeits Reichen / Länder und Unterthanen zuträglich ſeyn.

III.

Pour obtenir ce but ſalutaire, & pour faire voir que les Hauts Contractans de côté & d'autre ſont dans une ſincere intention à cet égard, ils s'aſſiſteront de conſeil & d'effet pour avancer l'avantage l'un de l'autre, & avertiront & détourneront les dommages & préjudices, communiqueront diligemment & confidemment toutes les occaſions, d'où il peut venir des troubles & dangers, & prendront avec ſoin de telles meſures, qui ſeront avantageuſes à l'interêt commun, & au repos, ſureté, & avantage des Royaumes & Etats de part & d'autre de leurs Sujets.

Art. IV.

Im Fall aber wieder alles beſſer Vermuhten / und ohngeachtet dieſer friedlichen und innocenten Abſichten / es ſich dennoch zutragen ſolte / daß nach dem Schluß und der Ratification dieſes Bündniſſes / einer von beeden hohen Theilen in Dero in Europa liegenden Reichen / Länder und Provintzien / aus was vor einer alten oder neuen Urſache es auch geſchehen möchte / von irgend einer Chriſtlichen Europäiſchen Puiſſance würcklich angegriffen würde / wobey jedennoch die gegenwärtige in Pohlen entſtandene Unruhe / und daraus herfliſſende Folgerungen / à Caſu foederis eximiret werden / ſo ſoll / auf erfolgte Requiſition, nicht nur ein jeder von ihnen durch ſeinen / entweder an dem Hofe des Aggreſſoris ſtehenden / oder ſofort an denſelben abzufertigenden Miniſtre, alle gute Officia und Vorſtellungen dawider anwenden / und völlige Satisfaction deßfals begehren; ſondern auch / im Fall dieſelbe fruchtloß ausſchlagen / aufs längſte innerhalb zwey / drey / höchſtens vier Monahten nach geſchehener Requiſition, wie es die Beſchaffenheit der Jahres Zeit / oder die Entlegenheit der Oerter zulaſſen / und an Hand geben wird / die ſtipulirte Anzahl Troupen / wo es der Requirente verlangen wird / ohne Einwendung liefern.

IV.

Si, contre toute meilleure attente, & nonobſtant ce but paiſible & innocent, il arrive, qu'après la Concluſion & la Ratification de cette Alliance, un des deux Hauts Pacifians fût pour quelque vieille ou nouvelle cauſe attaqué, dans ſes Royaumes, Etats, & Provinces ſituées en Europe, par quelque Puiſſance Chrétienne Européenne, dont on excepte pourtant les troubles, qui pour le préſent ſont ſurvenus en Pologne, & toutes es ſuites qu'ils pourroient avoir, non ſeulement chaqun d'eux après la requiſition, ſera ſes efforts par ſon Miniſtre Réſident à la Cour de l'Aggreſſeur, ou bien par celui, qu'il y dépêchera, par ſes bons offices, & repréſentations, & demandera une pleine ſatisfaction; mais auſſi en cas qu'ils fuſſent infructueux, livrera ſans objection dans deux, trois, ou tout au plus tard dans quatre mois après la requiſition faite, ſelon la qualité de la ſaiſon de l'année, & l'éloignement du lieu, le nombre des Troupes, là où le Requerant le déſirera.

ANNO 1735.

Art. V.

Was das Quantum der Hülffs-Völcker betrifft / womit beyderſeits Bunds-Verwandte in ſolchen ſich ereignenden Fällen / einer dem andern zu aſſiſtiren / verbunden ſeyn ſollen; So iſt beyderſeits beliebet / verabredet und beſchloſſen / daß Ihro Königl. Majeſt. von Schweden / exiſtente caſu foederis, auf Erfodern / Ihro Rußiſ. Kayſerl. Majeſt. mit acht tauſend Mann zu Fuß und zwey tauſend Mann Reuter oder Dragoner nach des Requiſiti convenience, guter regulirten Trouppen / wie auch mit ſechs Schiffen vom Rang von funffzig bis ſiebentzig Canonen / auch zwo Fregatten / jede von dreyßig Stücken / aſſiſtiren wollen / und ſollen. Hingegen wollen und ſollen auf eben ſolchen Fall / Ihro Rußiſ. Kayſerl. Majeſt. 12000. Mann zu Fuß und vier tauſend Mann Reuter oder Dragoner / nach des Requiſiti convenience, guter regulirten Trouppen / wie auch mit neun Schiffen vom Rang von funffzig bis ſiebentzig Canonen und drey Fregatten / jede von dreyßig Stücken / Ihro Königl. Majeſt. von Schweden auf Dero Anfodern zu Hülffe kommen: welche Hülffs-Völcker mit nothiger Feld-Artigleie oder Regiments-Stücken / als etwa auf jede Bataillon drey drey pfündige Feld-Stücken und Kriegs-Ammunition / wie auch die Kriegs-Schiffe und Fregatten mit nothwendiger Beſtung an Boots-Leut und Soldaten / welche letztere ſolchen Fals von der vorher an beyden Seiten ſtipulirten Infanterie genommen und abgerechnet werden / auch mit allem Zubehör nach Kriegs-Gebrauch verſehen ſeyn ſollen.

V.

Pour ce qui eſt du nombre des Troupes Auxiliaires, dont les Alliés de part & d'autre s'obligent de s'aſſiſter en tel cas, il eſt convenu, que Sa Majeſté Ruſſienne, le cas de Traité venant à exiſter à la requiſition de Sa Majeſté Suedoiſe, l'aſſiſtera avec douze mille Fantaſſins, & quatre mille Cavaliers & Dragons, bonnes troupes & régulieres, ſelon la convenance de celui qui en eſt requis, & avec neuf Vaiſſeaux de ligne de 50. à 70. Pièces de Canon, & trois Fregattes chacune de 30. Pièces de Canon: D'un autre côté Sa Majeſté Suedoiſe s'oblige dans le même cas d'aſſiſter Sa Majeſté Impériale Ruſſienne à ſa requiſition avec huit mille Fantaſſins & deux mille Cavaliers reguliers & bonnes troupes, ſelon la convenance de celui qui en eſt requis, comme auſſi de ſix Vaiſſeaux de ligne de 50. à 70. Pièces de Canon, avec deux Fregattes chacune de 30. Pièces de Canon Leſquelles Troupes auxiliaires ſeront pourvues de l'Artillerie de Campagne néceſſaire, comme par chaque Bataillon deux Pièces à trois livres de Balle & de Munition: De même les Vaiſſeaux de Guerre & les Fregattes ſeront pourvues de l'Equipage néceſſaire, Matelots & Soldats, le nombre deſquels derniers en ce cas ſera deduit du nombre des Fantaſſins ci-deſſus ſtipulez, & ſeront pourvûs de tout le néceſſaire ſelon l'uſage de la Guerre.

Art. VI.

Dieſe Auxiliar-Trouppen werden von dem requirirten Theile ſelbſt beſoldet / von dem Requirente aber werden ihnen die gewöhnliche Rationes und Portiones an Proviant und Fourage / wie auch die benöthigte Quartiere gereichet und gegeben: Alles auf demſelben Fuß / wie dieſe Trouppen von ihrem eigenen Herrn im Felde verpfleget zu werden gewohnt ſind.

VI.

Ces Troupes Auxiliaires ſeront entretenues par la Partie requiſe elle-même; mais le Requerant leur fournira les rations & portions ordinaires de Munition & de Fourage, comme auſſi les Quartiers néceſſaires, le tout ſur le même pied que ces Troupes ſont entretenues en Campagne par leur propre Maître.

Art. VII.

Die Kriegs-Schiffe / ſo nach dem vorhergehenden 5. Art. auf erfolderten Fall / der eine Theil dem andern ſoll zu Hülffe ſchicken / müſſen nach Kriegs-Gebrauch equippiret und beſetzet / auch auf 4. Monahe mit Proviant verſehen ſeyn; Wann aber dieſelbe nach Verlauff ſolcher 4 Monahten / einiger Kriegs Operationen oder anderer Urſachen halber bey dem requirirenden Theile ſolten verbleiben müſſen / als dann ſoll der requirirende Theil gehalten ſeyn / denenſelben die gebührliche Verpflegung und Proviant auff eben dem Fuß / wie ſie es von ihrem eigenen Herrn genuſſen / zu reichen; Die auf ſelbigen Schiffen aber befindliche Officierer und übrige Equipage ſollen von dem Requiſito ihren Sold bekommen.

VII.

Les Vaiſſeaux de Guerre, que l'une des Parties doit, ſelon le contenu du 5. Article, envoyer au ſecours de l'autre, ſeront, ſelon l'uſage de la Guerre, montés, équipés, & avitaillés pour 4. mois. Mais ſi après les quatre mois paſſez ils ſont obligés de demeurer auprès du Requerant pour quelque Opération de Guerre ou quelque autre raiſon, alors le Requerant ſera obligé de leur fournir l'entretien dû, & les proviſions ſur le même pied, que leur propre Maître les leur donne, les Officiers néanmoins deſdits Vaiſſeaux, & tout le reſte de l'Equipage, recevront leur ſolde du Haut Contractant requis.

Art. VIII.

Behält zwar ein jeder commandirender Officier bey denen ihme untergebenen Hülffs-Völckern das Commando; das General-Commando aber im Felde und andern Kriegs-Operationen gehöret anfrentig demjenigen / welchem der Requirente daſſelbige zu Waſſer und zu Lande aufgetragen / jedoch dergeſtalt / daß nichts hauptſächliches vorgenommen werde / ohne daß die Sache vorhero im Kriegs-Raht und im Beyſeyn des von dem requirirten Theile geſchickten Generals oder commandirenden Officiers / überleget und reſolviret werden.

VIII.

Chaque Officier Commandant gardera le Commandement des Troupes Auxiliaires, qui lui ont été confées; mais le Commandement Général en Campagne, & aux autres Opérations de Guerre, appartient ſans diſpute à celui à qui le Requerant l'a confié ſur terre & ſur mer; de maniere néanmoins, qu'il ne s'entreprendra rien d'importance qui n'ait été aviſé & conclu auparavant dans un Conſeil de Guerre, & en préſence du Général ou Officier Commandant de la Partie requiſe.

Art. IX.

Damit denn auch wegen des Caracters bey Commandirungen keine Irrung und Mißverſtand entſtehen möge / ſo ſoll der requirirende Theil bey Zeiten anzeigen / was Er für einen Chef zum General-Commando gebrauchen wolle / damit Requiſitus den Caracter derjenigen / der die Hülffs-Trouppen oder Schiffe commandiren ſolte / darnach einrichten und proportioniren möge.

IX.

Afin qu'il ne ſurvienne aucun différend ni mal entendu dans le Commandement, le Requerant indiquera de bonne heure quel Chef il employera au Commandement Général, afin que l'Allié requis puiſſe régler & proportionner le Caractére de celui qui commandera les Troupes Auxiliaires, ou les Vaiſſeaux de Guerre.

Art. X.

Sollen die Auxiliar-Trouppen ihre eigene Prieſter haben / und ihren eigenen Gottesdienſt frey und unverhindert üben / auch dieſelbe nach keinen andern Geſetzen / Kriegs-Articuln und Verordnungen / als ihrer reſpective Herren eigenen / und von keinen / als ihren eigenen Officieren / geurtheilet wer-

X.

Les Troupes Auxiliaires auront leurs propres Prêtres, & exerceront leur Culte particulier librement: Elles ne ſeront jugées que par leurs propres Officiers, & ſelon aucunes autres Loix, Articles de Guerre, & Ordonnances, que celles de leurs Maîtres reſpectifs; Mais

ANNO 1735.

werden. Solten aber zwiſchen Officieren oder Gemeinen von des Requirenten eigenen und denen ihme zu Hülffe geſchickten Auxiliar-Truppen einige Streitigkeiten entſtehen/ ſo ſollen dieſelbe durch/ aus beyderſeits Truppen in gleicher Anzahl hiezu beſtellete Commiſſarios unterſuchet/ und die ſchuldige ſolchen von jeder nach ſeines eigenen Herrn Kriegs-Articuln geſtraffet werden. Dergleichen ſoll es dem General ſowohl als denen übrigen Truppen frey ſtehen/ ohngehindert durch Beyſetz oder Expreſſen nach ihrer Correſpondence zu fahren.

Mais s'il ſurvient quelque différend entre les propres Officiers & Soldats du Requerant, & ceux des Troupes Auxiliaires, il ſera examiné & jugé par des Commiſſaires à cela commis, en nombre égal, & choiſi des Troupes de part & d'autre, & les coupables ſeront par conſéquent punis ſelon les Articles de guerre de leur propre Maître: Sera pareillement libre au Général, comme aux autres Officiers des Troupes Auxiliaires, d'avoir correſpondance chez eux par des Lettres, ou par des Exprès.

ANNO 1735.

Art. XI.

Es ſollen die Auxiliar-Truppen gehalten ſeyn/ ſich nach des en Chef commandirenden Generals Belieben allenthalben zu ziehen/ und wo er ihn will/ ſich tranſportiren/ und zu allen Kriegs-Operationen gebrauchen zu laſſen/ jedennoch nach Maaßgebung des obangeführten 8ten Articuls. Dieſe Truppen aber und Eſcadres, wenn ſelbige zugleich beyſammen werden/ müſſen reſpective zu Marſchen/ Commandirungen/ Actionen/ Einquartierungen und ſonſten ſo viel immer möglich/ zuſammen gehalten/ und nicht weit aus und von einander ſeparirt und abgeſondert werden. Damit auch die Auxiliar-Truppen/ nicht mehr als die eigene/ bey denen Kriegs-Operationen oder ſonſten/ fatiguirt und exponirt/ ſondern gewiſſen ſelbigen eine vollkommene Egalität obſerviret werden möge/ ſo ſoll der en Chef commandirende General gehalten ſeyn/ bey allen Commandirungen eine billige und genaue Proportion derſelben nach der Stärcke der ganzen Armee in Acht zu nehmen.

XI.

Les Troupes Auxiliaires ſeront tenues d'obéir en tout aux ordres du Général Commandant en Chef, & ſe tranſporter ou il veut, & ſe laiſſer employer aux Opérations de Guerre, en obſervant néanmoins la maniere convenue dans l'Article 8. ci-deſſus: Mais ces Troupes & Eſcadres, quand elles auront été demandées en même tems, ſeront reſpectivement dans les Marches, Commandemens, Actions, Quartiers & autrement, tenues, autant qu'il eſt poſſible, l'une près de l'autre, & ne ſeront pas trop ſéparées & éloignées l'une de l'autre, & enfin, que les Troupes Auxiliaires ne ſoient dans les Operations de Guerre, ou autrement, fatiguées & expoſées plus que les autres Troupes du Requerant; mais qu'il y ſoit obſervé entre elles une parfaite égalité, le Général Commandant en Chef ſera tenu d'obſerver dans tous les Commandemens une juſte & exacte proportion entre elles, ſelon la force de toute l'Armée.

Art. XII.

Hingegen/ und damit des Requirenten Unterthanen auf keinerley Weiſe beſchwehret/ ſondern dieſelbe bey dem Ihrigen geruhig bleiben/ und alſo die von denenſelben und andern Orten benöthigte Zufuhr der Lebens-Mittel und anderer Nothwendigkeiten nicht gehindert werden möge/ ſoll der commandirende General oder Officier der Hülffs-Völcker ſchuldig ſeyn/ bey denen unter ihm ſtehenden Truppen gute Ordre und Kriegs-Diſciplin zu halten/ und die Delinquenten ohne Verzug/ Connivenz oder andere Abſichten/ alsdann exemplariret, nach Maaßgebung des vorhergehenden 10 Articuls/ zu beſtraffen.

XII.

D'un autre côté, & afin que les Sujets du Requérant ne ſoient point ſurchargés, mais qu'ils jouiſſent tranquilement du leur, & qu'ainſi le tranſport des Vivres & autres beſoins de chez eux & d'ailleurs ne ſoit point empeché, le Général ou Officier Commandant des Troupes Auxiliaires ſera obligé de garder parmi les Troupes de ſon Commandement un bon ordre & diſcipline, & de punir exemplairement les delinquans, ſans retardement, connivence, ou autre vue, ſelon le contenu du précedent Article X.

Art. XIII.

Sind beyde Theile einig/ daß ein jeder den Abgang ſeiner Auxiliar-Truppen ſelber erſetzen und recrutiren ſolle. Wann aber bey Marſchen oder völligem Abzuge der Auxiliar-Truppen aus des Requirenten Landen/ einige zu denenſelben gehörige Officier und Gemeine wegen Kranckheit oder andern Urſachen/ zurück bleiben ſolten/ ſo verſpricht der requirirende Theil denen Krancken gute Verpflegung zu geben/ und ſonſt ihnen und den übrigen zur glückbehaltenen Fortſetzung ihrer Reiſe alle Freyheit genieſſen und allen möglichen Vorſchub thun zu laſſen/ und dieſelben unter keinem Vorwand/ wer derſelbe auch ſeyn mag/ zurück zu halten.

XIII.

Eſt convenu de part & d'autre, que chacun remplira, & recrutera le manque de ſes Troupes Auxiliaires: Mais ſi dans des marches ou l'entiere retraite des Troupes Auxiliaires des Etats du Requerant, quelques-uns de leurs Officiers ou Soldats demeuroient en arriere pour maladie, ou autres cauſes, le Requerant promet de faire donner aux malades tout ſecours, & d'ailleurs de leur laiſſer, & aux autres, toute liberté de continuer leur voyage ſans empêchement, de leur accorder toute aſſiſtance poſſible, & de ne les point retenir ſous quelque pretexte que ce puiſſe être.

Art. XIV.

Sollte auch ein oder ander Theil mehrere Truppen oder Schiffe/ als hier ſpecificiret worden/ vonnöthen haben/ ſo verbinden ſich beederſeits hohe Theile/ ſo viel eines jeden Reichs-Zuſtand leiden will/ ſolche gleich falls auf obige Conditiones herzugeben/ und ſich darinnen willig zu bezeigen.

XIV.

Si l'une ou l'autre Partie avoit beſoin de plus de Troupes, ou de Vaiſſeaux, qu'il a été ſpecifié, les Contractans de part & d'autre s'engagent, entant que l'Etat des Royaumes de chaque Partie le peut ſouffrir, de le fournir pareillement aux conditions ci-deſſus, & de ſe montrer favorable en cela.

Art. XV.

Es ſoll einem jeden Theile/ während daß der andere Krieg hat/ erlaubt ſeyn/ aus des andern Lande alle zum Kriege nöthige Materialien und Effecten nach dem daſelbſt couranten Preyß zu kauffen.

XV.

Il ſera permis à chaque Partie, pendant que l'une eſt en guerre, de tirer des Etats de l'autre tous les materiaux & effets néceſſaires pour la Guerre, au prix courant dans ces endroits-là.

Art. XVI.

Es declariren beede hohe Contrahenten/ daß dieſelbe mit keinem in einige Bundnuß ſtehen/ welche dieſer gegenwärtigen Alliantz könten zuwider ſeyn; ſolglich behalten die vorige Bündnuſſe/ als die mit dieſem keinesweges ſtreitig ſind/ ihre völlige Krafft. Damit aber beeder hohen Theile Vorſatz/ dasjenige/ was hiemit zwiſchen ihnen ſtipuliret und geſchloſſen worden/ ohnverbrüchlich zu halten/ am Tage ge-

XVI.

Les deux Hauts Contractans déclarent, qu'ils ne ſont avec perſonne dans aucun engagement qui puiſſe être contraire à cette Alliance, par conſéquent les engagemens antérieurs, comme n'étant nullement contraires à celui-ci, conſerveront leur forceentiere: Mais afin que l'intention des deux Hauts Contractans, de remplir ſincerement ce qui a été ſtipulé & conclu en-

ANNO 1735. legt werden möge; So verbinden ſich beede Majeſtäten Majeſtäten Kraffe dieſes / daß allen und jeden Articulis dieſes mit guter Treu und Glauben geſchloſſenen Bündnuſſes / ihres Orts getreulich und aufrichtig ſoll nach gelebet / und auf keinerley Art und Weiſe / weder / unter dem Vorwand einiger vorigen Engagements, oder andern Prætexten / ſie mögen Nahmen haben / wie ſie wollen / darinnen einiger Eingriff geſchehen und zugelaſſen werden.

Art. XVII.

Wann auch Requiſitus wegen ſolcher geleiſteten Hülffe oder ſonſten feindlich angegriffen / und alſo beede Theile in einen Krieg verwickelt werden ſolten / ſo ſoll keiner in eine Friedens-Handlung oder Stillſtand der Waffen ſich einlaſſen / vielweniger darunter etwas ſchlieſſen / es ſey denn mit des andern guten-Belieben / und vollkommener Concurrenz / unſonderbar daß zu förderſt den beleidigten Theile der erlittene Schade gut gethan und erſtattet werde.

Art. XVIII.

Wann eine oder andere Puiſſance mit in dieſe Allianz eingeſchloſſen zu werden verlangen ſolte / kan es zwar / aber nicht anders / als mit beederſeits Bewilligung geſchehen.

Art. XIX.

Solten die Unterthanen ein oder anderſeits de protracta aut denegata juſtitia Klagen zu führen ſich befliſſen finden / will man nicht ſogleich zu Repreſſalien ſchreiten / ſondern vorhero von dem andern / durch den daſelbſt ſeyenden Miniſter, Bericht einfordern laſſen / und die alsdann ohne ausgenommen Grund geklaget / zu gebührender Ahndung ziehen.

Art. XX.

Es ſoll ein Commercien-Tractat mit dem förderſamſten errichtet / und darinn von beyden Theilen alle Facilität gezeiget werden.

Art. XXI.

Dieſe Allianz ſoll auf 12 Jahre ſich erſtrecken / und im Fall nach Verfliſſung ſolcher Zeit beederſeits hohe Contrahenten dieſelbe zu prolongiren nöthig finden ſolten / wollen ſie bey Zeiten und längſtens 6 Monahte vor deren Ablauff / weiter darüber conferiren und Handlung pflegen laſſen.

Art. XXII.

Letztlich iſt hierbey verabredet und verſprochen / daß die Ratificationes über dieſen Tractat beederſeits ausgefertiget / und innerhalb drey Monahte à dato, oder eher / allhie zu Stockholm ausgewechſelt werden ſollen. Zu Urkund deſſen iſt dieſes in duplo ausgefertigte Inſtrument von Ihro Königl. Majeſt. zu Schweden und Ihro Ruſſiſch-Kayſerl. Majeſt. bevollmächtigten Miniſtris unterſchrieben und beſiegelt. Stockholm / den 5 Auguſti 1735.

Michael Beſtuchef. (L. S.

A. Horn. (L. S.)
Guſt. Bonde (L. S.)
Joh. C. Strömfeldt. (L. S.)
Or. Tornſtycht. (L. S.)
S. Barck. (L. S.)
J. H. v. Kochen. (L. S.)
H. Cedercreütz. (L. S.)
J. F. v. Schantz. (L. S.)
Joach. Neres. (L. S.)

Articulus ſeparatus Primus.

I.

Demnach Ihro Ruſſiſche Kayſerl. Majeſt. in dem Ryſſädtiſchen Friedens-Inſtrument und deſſen 6ten Articul Ihro Königl. Majeſt. zu Schweden jährlich und beſtändig die Zollfreye Ausfuhr einer Quantität Getreyde / ſo viel nehml. als vor 50000 Rubel erhandelt werden kan / zugeſtanden / ſo ver-

tre eux, paroiſſe clairement, leurs Majeſtés s'obligent par les préſentes, de faire chacun en ſon endroit executer fidélement chacun des Articles conclus de bonne foi, & de ne permettre en aucune maniere qu'on y contrevienne, ſoit ſous prétexte d'aucun engagement antérieur, ou ſous aucun autre nom quel qu'il ſoit. ANNO 1735.

XVII.

Si le Contractant requis étoit attaqué pour telle aſſiſtance ou autrement, & ainſi tous les deux fuſſent engagées dans une guerre, aucun d'eux n'entrera en Négociation pour une Paix ou Trève, encore moins conclura a cet égard, ſinon du conſentement & pleine concurrence de l'autre Partie, & que particulierement on ait fait à la Partie leſée reparation du dommage ſouffert.

XVIII.

Si l'une ou l'autre Puiſſance déſiroit d'être comprise dans cette Alliance, il ſe fera, mais pas autrement que du conſentement des deux Parties.

XIX.

Si les Sujets de part & d'autre ſe croyent en droit de porter des plaintes de juſtice retardée ou deniée, on ne paſſera pas d'abord aux repreſailles, mais on en demandera auparavant information à l'autre Partie par le Miniſtre Réſident, & ceux qui alors ont fait des plaintes ſans fondement ſuffiſant, ſeront châtiés ſelon l'exigence du cas.

XX.

Il ſe fera inceſſamment un Traité de Commerce, & les deux Parties y apporteront toute facilité.

XXI.

Cette Alliance durera l'eſpace de douze ans, & en cas que les Hauts Contractans de part & d'autre, après l'expiration de ce terme, jugeaſſent néceſſaire de le prolonger, ils feront de bonne heure conferer & négotier là-deſſus, & tout au plus tard dans ſix mois avant ſon expiration.

XXII.

Eſt convenu en dernier lieu, que les Ratifications de ce Traité ſeront expediées & échangées de part & d'autre ici à Stockholm dans trois mois, à compter depuis ce jour d'aujourd'hui, ou même plutôt.

En foi de quoi ce préſent Inſtrument a été expedié en double, & ſigné par les Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté Impériale de toutes les Ruſſies & de Sa Majeſté Royale de Suede, & muni de leurs Cachets. Fait à Stockholm le 5. d'Août 1735.

Michel de Beſtuchef.
(L. S.)

Arvid Horn L. S.
Guſtaff Bonde L. S.
Charles Jean de Strömfeld. L. S.
Oloft de Tornſtyhet. L. S.
Samuel Barck. L. S.
Herman Cedercreutz. L. S.
Jean Frid. de Schantz. L. S.
Joachim Nerés. L. S.

Articles Separez.

I.

Sa Majeſté Imperiale de toutes les Ruſſies ayant accordé à Sa Majeſté Royale de Suede, dans le Traité de Neuſtadt Art. 6. une ſortie libre de Grains pour cinquante mille écus par an, Sa Majeſté Impériale de toutes les Ruſſies s'engage & promet encore par

ANNO 1735. verbinden ſich Ihro Ruſſiſche Kayſerl. Majeſt. ebenfals permit/ daß über dieſes Zollfrey auszuführende Quantum an Getreyde/ es Ihro Königl. Majeſt. zu Schweden noch weiter ſoll angelaſſen ſeyn/ zum Behuef ihrer Flotten/ ſo lange dieſe Defenſiv-Alliance währet/ in Ihro Kayſerl. Majeſt. an der Oſt-See belegenen Haven und Städten/ vor eben ſo viel tauſend Rubel an Hanpf/ Flachs und Maſt. Balcken aufzukauffen/ und dieſe Waaren auf eben dem Fuß/ als wegen des Getreydes in den überwehnten Stolbowiſchen Friedens-Schluß verabredet werden/ Zollfrey abholen zu laſſen; alſo und dergeſtalt/ daß in allen vor hundert tauſend Rubeln/ theils an Getreyde/ theils an Hanpf/ Flachs und Maſten/ in ermehnten Haven und Städten zu Ihro Königl. Majeſt von Schweden Behuf und Dienſten kan und mag aufgekaufft/ und davor Auſſiſcher Seits bey deren Ausfuhr weder einiger Zoll noch andere Auflagen gefordert werden: Jedoch und dieſen Bedinge/ daß der oder diejenige/ denen aufgegeben iſt/ dieſen Handel und Ausfuhr zu beſorgen/ ſich deßfals an gehörigen Oertern angeben und legitimiren ſollen. Im Fall aber in einem oder andern Jahre durch Mißwachs oder aus andern Urſachen die Ausſchiffung des Getreydes entweder gänzlich oder zum Theile verbothen würde/ und alſo dieſe Zollfreye Ausfuhr des Getreydes nicht geſchehen könne/ ſollen Ihro Königl. Majeſt. von Schweden befugt ſeyn/ an Hanpf/ Flachs und Maſt-Balcken/ ſo viel Zollfrey ausführen zu laſſen/ als an Getreyde geſchiet.

Zu Urkund deſſen iſt obiger Articulus ſeparatus, welcher eben ſo gültig ſeyn ſoll/ als wenn er der unterm heutigem dato geſchloſſenen Defenſiv-Alliance von Wort zu Wort einverleibet wäre/ abgefaſſet/ und von beyderſeits bevollmächtigten Miniſtris unterſchrieben und beſiegelt. So geſchehen Stockholm/ den 5 Auguſti 1735.

ANNO 1735. par ces préſentes, qu'outre cela il ſera encore permis à Sa Maj. Suedoiſe d'acheter dans les Ports & Villes de S. M. J. ſitués à la Mer Baltique pour autant de milliers d'Ecus du Chanvre, du Lin, & des Mats, & de les emporter ſans aucune charge, pour autant d'années que durera cette Alliance Défenſive: En ſorte qu'on peut acheter & emporter ſans aucune charge deſdits Ports & Villes de S. M. J. pour la ſomme entiere de 100000. Ecus, partie en Grain, & l'autre partie en Chanvre, Lin, & Mats, à condition pourtant que les Commiſſaires, qui ſeront chargés de Sa Majeſté Suedoiſe, d'en faire l'achat, ſeront indiſpenſablement obligés de ſe légitimer auparavant, & de le déclarer aux endroits convenables. Et en cas qu'il arrivât une année de mauvaiſe recolte, & que Sa M. J. ſe trouvât obligée de défendre pour cette année le tranſport des Grains ſoit en tout ou en partie, il ſera permis à S. M. Suedoiſe d'y acheter pour toute la ſomme accordée du Chanvre, du Lin & des Mats, & tranſporter le tout ſans être obligée à aucune charge.

En foi de quoi cet Article Separé, qui aura autant de force, que s'il avoit été inſeré de mot en mot dans le Traité d'Alliance Defenſive conclue ce jourd'hui, a été conclu, & ſigné des Plenipotentiaires reciproques, avec l'appoſition des Cachets. Fait à Stockholm le 5. d'Août 1735.

Articulus ſeparatus Secundus

Demnach einige Holländiſche Creditores Anno 1707. Unter deren Herren General-Staaten Garantie an Ihro Königl. Majeſt. von Sweden König Carl den XII. glorwürdigſten Andenckens gegen Hypothecirung des Rigiſchen Zolls/ eine Anleihe von 750000 Holländiſche Gulden gethan/ worauf zwar ein anſehnlicher Theil von der Kron Schweden ſchon bezahlet worden/ ein Theil dieſer Schuld aber an Capital und Intereſſen annoch rückſtändig iſt/ und Ihro Ruſſiſche Kayſerl. Majeſt. ſich dahin gemeynt zu ſeyn erkläret/ ſelbige zu übernehmen/ und beſagte Creditores deßhalber völlig zu vergnügen/ wann Königl. Schwediſcher Seits davon eine genaue Specification und Rechnung aufgegeben würden/ was die Krone Schweden dieſer Schuld wegen denen Holländern eigentlich noch zu bezahlen ſchuldig ſey: Als iſt zwiſchen beyden hohen Theilen hiermit verabredet und feſtgeſtellet worden/ daß obangeregtes Schuld-Reſiduum von Ihro Ruſſiſch-Kayſerl. Majeſt. ſo wohl an Capital als Intereſſen an beſagte Holländiſche Creditores ſoll bezahlet/ und dieſelbige deßhalber völlig vergnüget werden/ ſo daß die Krone Schweden/ in Anſehung dieſer Schuld-Forderung/ alles fernern Anſpruches hiermit gänzlich befreyet wird/ wie dann auch Ihro Ruſſiſche Kayſerl. Majeſt. ſich hiermit anheiſchig machen/ höchſtgedachte Ihro Königl. in Anſehung dieſer Schuld-Forderung ausgeſtellete Original-Verſchreibung und Obligation Ihro Königl. Majeſt. und der Krone Schweden einhändigen zu laſſen.

Zu Urkund deſſen iſt obiger ſeparate Articul, welcher es bey ſo gültig ſeyn ſoll/ als wenn er der unterm heutigen dato errichteten und geſchloſſenen Defenſiv-Alliance von Wort zu Worte einverleibet wäre/ abgefaſſet/ und von beyderſeits bevollmächtigten Miniſtris unterſchrieben und beſiegelt. So geſchehen Stockholm den 5 Aug. 1735.

II.

Comme dans l'année 1701. quelques Particuliers Hollandois ont fait un prêt de ſept cens cinquante mille florins d'Hollande, au feu Roi Charles XII. de glorieuſe memoire, ſous la Garantie des Etats Généraux, & ſur l'hypotheque de la Douane de Riga, de laquelle dette la Couronne de Suede a payé déja une partie conſidérable, mais dont il reſte une autre partie à acquiter, tant du Capital, que des Interêts. Et comme S. M. Impériale de Ruſſie a déclaré être dans la diſpoſition de s'en charger, & de ſatisfaire entierement les Créanciers exiſtans à ce ſujet, pourvu que de la part de S. M. Suedoiſe, il fût delivré une ſpecification & un compte exact de ce que la Couronne de Suede devoit encore payer aux Hollandois, pour extinction de cette dette: Ainſi, il a été convenu & arrêté entre les deux Parties Contractantes, que le reſtant de cette dette, tant du Capital, que des Interets, ſera payé par Sa Majeſté Imp. de Ruſſie, auxdits créanciers Hollandois, & qu'ils ſeront par elle entierement ſatisfaits à cette occaſion, en ſorte que la Couronne de Suede eſt par-là abſolument degagée de toute requiſition ulterieure, concernant la pretenſion de rette dette. Au ſurplus S. M. Impériale de Ruſſie s'engage par le préſent Article, de faire remettre à Sa M. Suedoiſe & à la Couronne de Suede, l'Ecrit Original, & l'Obligation expediée par rapport à la même dette.

Ce deuxiéme Article Séparé aura la même force, que s'il avoit été inſeré de mot en mot dans le Traité d'Alliance Défenſive conclu ce jourd'hui. En foi de quoi nous Plenipotentiaires reciproques l'avons ſigné & y appoſé nos Cachets. Fait à Stockholm le 5. d'Août 1735.

Signé comme le Traité même.

CXCV.

In Nomine Sanctiſſimæ & Individuæ Trinitatis.

18. Sept. *Traité d'Alliance entre le Roi de France & les Confederez de Pologne & de Lithuanie, conclu à Verſailles le* 18. *Sept.* 1735.

SEreniſſimus Chriſtianiſſimus Rex, & Sereniſſimus Rex Poloniæ, cum ſuo quam Reſpublicæ fœderatæ nomine, indicantes conducere eorum Cauſæ communi ut Fœdus inter ſe particulari Tractatu inirent, quod eſſet omnibus & ſingulis novum pignus exhibens ſenſum animi quo Chriſtianiſſima Majeſtas fertur erga Regem & Rempublicam Poloniæ, Eadem Chriſtianiſſima Majeſtas Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Chauvelio. Præfectum Sigillorum Galliæ, Miniſtrum & Secretarium Status à Negotiis cum Externis Potentiis, & Sereniſſimus Rex Poloniæ atque Sereniſſima Reſpublica Poloniæ, Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Oſarowski, Mareſchallum Palatinatus Cracovienſis Confœderatum, Supremum Caſtrorum Regni Imperatorem, ad id munierunt Plenipotentiis, qui matura deliberatione adhibitâ ſuper præſenti rerum ſtatu convenerunt circa ſequentes Articulos perpetuis temporibus duraturos.

Art. 1.

Perfecta & intima amicitia permanebit inter Chriſtianiſſimum Regem & inter Regem & Rempublicam Poloniæ; ita ut una Pars commoda alterius tanquam ſua reſpiciat, & utraque ita perfecta Harmonia ad mutuam ſui Conſervationem & ad avertendas ea quæ contra earum alterutram fieri aut attentari poſſint.

Art. 2.

Quandoquidem Chriſtianiſſima Majeſtas pro defenſione Liberæ & unanimis Electionis Sereniſſimi Regis Socerî ſui, atque Jurium, Privilegiorum Libertatumque

ANNO 1735.

que Sereniſſimæ Reipublicæ Bellum præſens cœpit, proinde ſpondet eidem Sereniſſimo Poloniæ Regi & Sereniſſimæ Reipublicæ, quod idem Bellum eo uſque proſequetur quouſque ubique fini propoſito non fuerit ſatisfactum, & quouſque non effectum fuerit ut Rex & Sereniſſima Reſpublica fruantur ſemper libero Jurium ſuorum exercitio: ſingulariter vero in eo quod concernit Liberam Regum Poloniæ Electionem, ita ut non poſſit ex occaſione Electionum perturbari & impeti ab ulla Potentia.

Art. 3.

Quod ſi tale quid contingeret, Chriſtianiſſimus Rex declarat in tali quovis caſu præſens Fœdus locum habiturum, & quod in tali occaſione Chriſtianiſſimus Rex id omne præſtiturus ſit, quicquid Reſpublica ſibi jure merito promittere poteſt a ſuo fideli Fœderato qui ſincere cordi habet omnem ejuſdem proſperitatem & tranquillitatem, promittitque Chriſtianiſſimus Rex quod ſi talis caſus eveniret, convenietur inter utramque partem de modo ab utriſque adhibendis, quæ incertæ futuri temporis circumſtantiæ nunc definire non permittunt.

Art. 4.

Declarat Chriſtianiſſimus Rex quod quamdiu præſens Bellum duraverit, continuabit impendere omnes ſuas quas poteſt vires, atque totum quod a ſua dependebit potentia, & ad liberandam quanto citius quo id fieri poteſt à præſenti oppreſſione Poloniam, & ad obtinendos feliciter eos fines qui Art. 2. ſuſius expreſſi Bello huic Cauſam præbuerunt, inducet pariter Fœderatos ſuos ad has ipſas Cauſas bello proſequendas, quæ eoſdem ad uniendas ſecum vires permoverunt.

Art. 5.

Et quemadmodum ob præſentaneos ſucceſſus violentiarum quæ exercentur in Polonia, non tantum Sereniſſimus Rex Poloniæ commorandum ſibi duxit in Pruſſia, ſed etiam ingens numerus Magnatum & Familiarum Regni Poloniæ ſeſe receperunt tam in Pruſſiam quam in alias Regiones Reipublicæ vicinas, Chriſtianiſſimus Rex continuabit ſuas impendere curas ut omnes pergant frui omni Securitate & Libertate in iis in quibus perſiſtunt locis, quouſque ſtatus Regni Poloniæ aliud non permittet.

Art. 6.

Declarat Chriſtianiſſimus Rex quod in Congreſſu pro ſtabilienda Pace Generali inſiſtet, ut nullatenus ab hoc puncto recedatur, ut quam evidentiſſime proſpiciatur Privilegiis & Libertatibus Regni Poloniæ.

Art. 7.

Antequam aut Belli Succeſſus aut Pax Generalis permittant cuivis reditum in Poloniam, Chriſtianiſſimus Rex ſuppeditabit his qui Regi fideles permanſerint ſubſidia perſonalia & neceſſaria quouſque reverantur ad uſum actualem ſuarum facultatum, cui rei proſpectum in Pacificatione Generali Chriſtianiſſimus Rex in ſe recipit.

Art. 8.

Chriſtianiſſimus Rex continuabit ſua officia ad Romanam Curiam, & apud alias Potentias, circa omnia quæ poſſunt concernere negotia Regis & Reipublicæ confœderatæ cum ea qua hucuſque egit activitate poſſibili.

Art. 9.

De aliis Potentiis convenietur quæ invitandæ ſunt ut accedant ad præſentem Tractatum, Ratificationes commutabuntur in ſpatio duorum Menſium aut citius ſi fieri poteſt. In quarum rerum fidem nos infraſcripti muniti Plenipotentiis nobis invicem exhibitis, & quorum Copiæ collatæ repertæ ſunt conformes eorum Libris originalibus, & de verbo ad verbum ad finem præſentis Tractatus inſertæ ſunt, Fœdus præſens ſubſcripſimus & Sigillis mutuis communivimus. Datum Verſaliis die 18. Septembris 1735.

CHAUVELIN. OSSAROWSKI.

CXCVI.

ANNO 1735. 24. Nov.

Reſultat du Senatus-Conſilium, *tenu à Varſovie après la Diète infructueuſe de Pacification, du 24. Novembre* 1735. [Traduction.]

AU NOM DE DIEU, AMEN.

AUguſte III. par la Grace de Dieu, Roi de Pologne, &c. Savoir faiſons &c. La Providence Divine, qui Nous a mis, par une libre élection, ſur le Trône de ce Royaume, ayant voulu, en rétabliſſant la concorde, réunir a la République tous les Palatinats, Terres & Diſtricts, tant de la Couronne que du Grand Duché de Lithuanie & autres Provinces y annexées, achever ſon Ouvrage, par une générale & libre Acceſſion a Nous; De Notre côté, ſur les inſtances des Députez deſdits Palatinats & Diſtricts, envoyez pour Nous prêter hommage, & de l'avis unanime des Etats Confédérez, qui ſe trouvent auprès de notre perſonne, Nous avions indiqué ici à Varſovie, au 27. de Septembre de la preſente année, une Diète de Pacification de ſix ſemaines, comme l'unique & ſalutaire moyen pour rétablir la tranquillité, n'ayant, avec les Etats Confédérez, rien tant à cœur que de voir au plutôt la proſperité publique ramenée, & qu'on puiſſe aviſer à la maniere la plus convenable pour pouvoir faire ſortir les Troupes étrangeres du païs; Et ayant eſperé que la Diète venant à ſubſiſter, la Republique pourroit, tant par raport à ſa Forme ordinaire, que par raport à tout ce qui eſt utile au Bien Public, & aux Droits ſortis de leur ornière, être remiſe dans une Conſtitution legale, il ſemble néanmoins, que la Juſtice impénétuable de Dieu veut, ſelon la meſure des tranſgreſſions, ſe ſervir encore de la verge de ſa colere, puiſqu'au grand préjudice & à l'affliction commune de la Republique, ce ſalutaire ouvrage n'a pu parvenir à ſa perfection, à cauſe des contradictions obſtinées & injuſtes de quelques Nonces, qui pendant les ſix ſemaines de la Diete, n'ont pu être émus par les Repreſentations les plus ſatisfaiſantes à leurs demandes.

Nos intentions, toujours favorables pour les contenter, Nous ont porte à faire tout ce que l'équité pouvoit raiſonnablement Nous demander. Nous avons été prêt à faire remettre, entre les mains du Reverend Prince Primat du Royaume, un Diplome ſuffiſant au ſujet de la ſortie effective de Notre Armée; Et ſur les aſſûrances que nous avons reçu des Miniſtres Plénipotentiaires de la Séréniſſime Souveraine de Ruſſie, Nous avons donné notre parole Royale aux Etats de la Republique, que l'Armée Ruſſienne évacuernit auſſi les Provinces du Royaume, pourvu que les Nonces de la Diète vouluſſent tous, unanimement & conformément aux Loix, prendre en main, ſous la direction d'un nouveau Maréchal, les moyens les plus propres pour rétablir la Tranquillité & une Paix ſtable en dedans & au dehors.

Mais toutes ces bonnes intentions, dont nous avons donné des preuves évidentes, ont été inutiles: Et ni les Deputations de l'illuſtre Senat, faites par deux fois, ni l'urgente Neceſſité de la Republique, n'ont rien pu effectuer ſur l'eſprit de ceux qui ont ſouhaité ouvertement que la tranquilité ne fût point rétablie, par où ils ſont cauſe que les Troupes étrangeres ſe ſont vu obligées de reſter dans le païs.

Voyant donc par-là que la République entiere reſte dans un état d'opreſſion, au mal de laquelle Notre affection paternelle ſouhaiteroit d'aporter du remede, & ſur-tout après que le terme de la Diète eſt expiré ſans effet, voulant prévenir les maux futurs par bonnes & prudentes déliberations, c'eſt aux préſens Etats Confédérez, tant à ceux qui ont réaſſumé à Cracovie la Confédération Générale, qu'à ceux qui y ont accedé en dernier lieu, & qui ſont reſpectivement obligés, non ſeulement à maintenir la Sainte Religion Catholique Romaine, mais auſſi notre Majeſté, de même que leurs Droits & Libertés, que nous avons permis de tenir le préſent Conſeil: Et à ces cauſes faiſons publier ce qui a été reſolu d'un conſentement unanime.

De la Sureté de Notre Dignité Royale.

Les Etats Confédérez, ayant remarqué les ſoins paternels

ANNO 1735. ternels que Nous employons ſans ceſſe, tant pour le rétabliſſement de la tranquillité de la République, que pour l'avancement de ſon Bien & Salut, Nous ont toujours témoigné leur zèle à vouloir fermement maintenir Notre Dignité Royale, en la défendant juſqu'à la derniere goute de leur ſang, ils n'ont pas manqué auſſi de montrer le même zèle pour notre perſonne au préſent Conſeil, en condamnant les Conventicules tenus à Dzikow, & à Wilna, comme des productions monſtrueuſes avec tout l'effet qu'ils ont eu, & veulent qu'ils ſoient regardez à jamais comme des Actes indignes.

D'ailleurs, remettant à Notre diſpoſition de convoquer l'Arriere-ban, ſelon la maniere indiquée dans la Réaſſomption de Cracovie, ils ſeront obligez, en cas de néceſſité, de monter tous à cheval, pour s'oppoſer à ceux qui oſeroient entreprendre la moindre choſe contre notre Majeſté.

De l'Aſſurance des Prérogatives du Primat.

Le Reverend Archevêque de Gneſne, Primat du Royaume de Pologne & du Grand Duché de Lithuanie, adorant la volonté ſuprême du Très-Haut, a reconnu que c'eſt Elle qui a inſpiré au cœur du Peuple Electeur, Notre Election pour Roi de Pologne, à cauſe du merite ineffaçable du Roi, Notre Séréniſſime Pere & Anteceſſeur de glorieuſe Mémoire; il a conſideré en même tems, que nous n'avons pas manqué une ſeule occaſion d'aſſurer ſolidement les Droits & Libertés de la République par Nos ſermens réïterez, & par d'autres promeſſes faites à l'exemple de nos Séréniſſimes Prédéceſſeurs, & ayant encore remarqué, que tous nos ſoins ne tendent qu'à avancer le Bien Public & le Salut de la Republique, & à y amener une telle felicité que tous les Habitans & Sujets en puiſſent jouir ſans interruption: Ce ſont toutes ces conſiderations qui l'ont porté à faire ſon Acceſſion volontaire, & à Nous reconnoitre librement pour Roi, & Seigneur du Royaume de Pologne & du Grand Duché de Lithuanie, auſſi bien que des Provinces y annexées, en s'obligeant de vouloir, en vertu de ſon Autorité Primatiale, contribuer ſerieuſement de ſon côté tout ce qui peut ſervir à pacifier la République, afin qu'elle ne ſoit point ébranlée ni troublée de nouveau par des eſprits de diſſention; Deſorte que Nous acceptons avec reconnoiſſance ſa recognition, auſſi bien que les promeſſes & les engagemens où il eſt entré, par raport à ce qui eſt dû à Notre Majeſté. Et puiſque la Confédération Générale de Varſovie s'eſt ſervi, dans le tems que les eſprits n'étoient pas encore réunis, de quelques expreſſions vives, qui ont été ſenſibles audit Primat, Nous caſſons & annullons, par cet Ecrit public, tous les paſſages qui ſe trouvent exprimés contre lui dans l'Acte de cette Confédération de Varſovie: C'eſt ce que nous faiſons en faveur & en conſideration de ſa Dignité connue de tout l'Univers, & qui reſte dans toute ſa vigueur; Et nous y avons été d'autant plus engagez, que par ſes ſoins infatigables pour le Bien Public, il a fait voir l'attachement conſtant qu'il a pour Nous.

Auſſi lui promettons-Nous, non ſeulement toute ſorte de ſurete & d'immunité pour ſon honneur & ſa perſonne, mais Nous Nous engageons encore de maintenir toutes les prérogatives de la Dignité Primatiale, confirmées par les anciens Statuts & Conſtitutions, & particuliérement par celle de 1718.

Des Déclarations à faire de Notre part au Saint Pere.

Les Etats de la République, à la Concluſion des *Pacta Conventa*, Nous ayant réïterativement repréſenté de vouloir bien employer Nos inſtances auprès de S. S. pour que la conſervation du Droit de Patronage & autres demandes ſoient terminées d'une maniere favorable; & ces mêmes Etats ayant témoigné de la diſpoſition de leur côté à vouloir modifier la Conſtitution de 1726. à la ſatisfaction du St Siège Apoſtolique, Nous renvoyons cette matiere à la premiere future Diete, d'autant qu'elle ne ſauroit être reglée preſentement, que la Diète n'a pas eu lieu; & Nous promettons en même tems, qu'en vertu de la préſente Conféderation, & par Notre Amour filial pour le St. Pere, Nous apuyerons ladite modification à la future Diète, dans l'eſperance d'obtenir auſſi un effet favorable à l'egard du Droit de Patronage.

ANNO 1735.

De l'Evacuation des Troupes Etrangeres.

Comme nous ne ſouhaitons que de voir la Republique dans l'état le plus floriſſant, & delivrée de toute charge onereuſe, mais principalement que l'évacuation entiere des Troupes étrangeres ſe puiſſe faire; Auſſi avions-Nous eſperé que cela arriveroit infailliblement à la derniere Diète, après qu'on y auroit ſuffiſamment pourvu à la ſureté de Notre Majeſté & à celle de la Republique, Et c'eſt dans cette même vue que depuis le tems de Notre heureux Couronnement, Nos ſoins paternels nous ont fait employer tous les moyens imaginables, pour parvenir au but ſi ſalumire de repos & de tranquillité publique.

Mais malheureuſement cette Diète n'étant point parvenue à ſa conſiſtance, Nous n'avons pourtant pas laiſſé de traiter avec les Miniſtres Plenipotentiaires de la Séréniſſime Souveraine de Ruſſie, afin que ladite évacuation fût executée, & qu'il fût remedié aux plaintes de pluſieurs habitans de la République contre quelques Officiers qui avoient commis des Actions contraires aux bonnes intentions de leur Séréniſſime Souveraine: Mais quoique ces Miniſtres Nous ayent repréſenté par les raiſons les plus fortes & les mieux fondées, que la tranquilité n'étant pas encore entiérement rétablie dans la Republique, ils ne pourroient pas non plus ſatisfaire à nos ſouhaits, en faiſant ſortir toutes les Troupes Ruſſiennes, ils nous ont cependant donné des aſſurances, qu'une partie conſiderable de leur Armée ſortiroit dans peu conformement à Nos deſirs, & que du reſte, ils ſe montreroient faciles en tout, ſelon l'équité.

De la Sureté des Déliberations.

N'y ayant pas de bon ordre à eſperer dans aucun Royaume, ſi on n'y pourvoit par des Déliberations ſages & prudentes, & ſi on n'y établit des Loix, la République aſſemblée dans ſes trois Ordres, fera à l'avenir telles Loix, dont il lui en revienne toutes ſortes d'avantages, afin d'établir par là le bon ordre & en maintenir la durée, effet qui n'eſt à eſperer en aucune façon, ſi ce qui a été arrêté d'un conſentement univerſel, comme une Loi indubitable, reſte ſans vigueur: De ſorte que Nous promettons que, conformément à l'équité, à l'autorité & à l'obſervation des Loix, Nous y voulons tenir la main, pour que tous les Droits & Conſtitutions de la Republique, & principalement la Conſtitution de 1690. concernant le réglement de la maniere de proceder à la Diète, ſoient obſervez.

Du Terme à la Reſipiſcence.

Quoique Notre Clemence, dont nous avons déja fait aſſurer pluſieurs fois les Citoyens de la Patrie qui ſe trouvent au-delà des frontieres, n'ait pu les ramener encore du deſſein dans lequel ils perſiſtent, Nous voulons pourtant, par affection paternelle, accorder de nouveau à tous ceux qui ſont hors des limites, un terme à la reſipiſcence, juſqu'à ce que Nous faſſions indiquer les Jugemens de Confédération, dont l'ouverture a été laiſſée à Notre diſpoſition, Notre but étant de les attirer tous par les liens de l'Amour à cette Republique, qui, par la grace de Dieu, ſe trouve déja réunie, & qui eſt pleinement compoſée de tous ſes ordres: Mais en attendant Nous exhortons tous ceux qui ſe ſont ſéparez du corps de la République, en abandonnant leur Patrie, & qui, à leur propre perte, ſe tiennent au-delà des frontieres, de ne vouloir plus abuſer de Notre patience, ni de l'indulgence des Etats Confédérez, mais ſuivre un conſeil ſalutaire en revenant ſans délai, à l'exemple des autres qui aiment leur Patrie.

Des Jugemens de Confédération.

Les Etats Confédérez ayant réſolu unanimement, que les Jugemens de Confédération ſubſiſteroient juſqu'à la future Diète, Nous les renouvellons, conformément à la Conſtitution de 1717, & ils ſe tiendront contre tous ceux qui feront des machinations contre Notre Majeſté pour exciter de nouvelles brouilleries dans la République. Ces Jugemens auront

ANNO 1735. ront lieu contre ceux qui oferont cauſer des troubles en tenant des Conventicules contre le cours du Droit, & ce s'aſſemblant pour regler des Contributions & des nouveaux Tarifs, & en faiſant d'autres Actes & Crimes defendus par les Loix, & principalement par la Conſtitution de 1717. Leſdits Etats ont laiſſé à Notre diſpoſition la determination de ces Jugemens, mais cela ne derogera en rien aux autres Tribunaux qui continueront ſelon leur cours & coutume ordinaire.

Des Jugemens dans les Provinces, & aux Grods.

Nous exhortons les Staroſtes & les Officiers de Juſtice dans les Provinces & aux Grods, ſous peine de privation de leur Charge, & ſous la rigueur des Loix, de faire ouvrir ſans délai & au plus tard dans l'eſpace d'un Mois après la publication du préſent Reſultat, tous les Jugemens dans les Provinces & aux Grods, dans tous les Palatinats, Terres & Diſtricts, où ils n'ont pas encore été commencez: En attendant, ceux qui ſont obligez d'avoir recours à la Juſtice, pourront porter leurs Cauſes au Grod le plus prochain dans leur Palatinat, afin de finir d'autant plutôt leurs affaires, ce qui eſt à entendre des Grods qui pourroient être vacans dans le Royaume; il eſt cependant néceſſaire, ſelon la coutume, que les relations de ces perſonnes ſoient auparavant enregitrées au Grod où elles apartiennent naturellement.

De la Commiſſion de Radom.

Quelques-uns des Senateurs, qui conformément aux Loix avoient été nommez à la dernière Diète pour la Commiſſion de Radom, étant decedez, & d'autres ſe trouvant abſens, il a falu renvoyer à un autre tems le terme pour tenir cette Commiſſion; d'autant plus que l'Armée de la Couronne ſe trouvant preſentement éloignée, & obligée de marcher là où la néceſſité le demande, il faudroit la ſéparer & l'affoiblir, ſi elle devoit vaquer à cette Commiſſion.

De l'Amniſtie.

Quoique quelques habitans des Palatinats & Diſtricts ſe ſoient obligez par ſerment dans leurs Conventicules (que nous avons condamnez avec tout leur effet en conformité des précédentes Sanctions, & que Nous condamnons encore de nouveau,) que l'Amniſtie ne ſeroit accordée à perſonne qui ne la demanderoit; Nous ſommes pourtant fort éloigné d'uſer de telle rigueur, voulant employer des moyens plus doux, afin que les perſonnes leſées ne ſe reſſentent pas d'une trop grande perte, & que les innocens ne ſouffrent point pour les coupables: Enſorte que Nous accordons l'Amniſtie aux Armées du *Compte* des deux Nations, tant ſur le pié du pays, que ſur le pié étranger, dont elles jouïront à l'egard de ce qui a été pris pour l'entretien indiſpenſable de leurs gens, & de leurs chevaux: Mais tout ce qui s'eſt fait ſans cela, toutes les injuſtices commiſes, tous les dommages qui ont été portés, auſſi bien que toutes les irrupeions, incendies & autres deprédations à peu près ſemblables, de même que les Contributions exigées par des Particuliers, ou par des Conventicules tenus contre le Droit & extorquées de vive force; De tous ces excès & autres pareils, commis dans les Economies Royales & Eccleſiaſtiques, auſſi bien que de tout ce que les Drapeaux nouvellement levés contre les Loix & de ce que des Bandes de gens ſans aveu ont oſé entreprendre, Nous promettons, en vertu des Loix, & de la Confédération générale, réaſſumée à Cracovie, auſſi bien qu'en vertu des Relations émanées, tant à Oliva, qu'ici à Varſovie, qu'il ſera libre à chaque perſonne leſée, d'en chercher la reparation, & la punition, par devant le Tribunal competent, ſans aucun retardement par interjection d'Appel: Et pour cela même, voulons que les anciens Droits & les Conſtitutions, concernant l'Amniſtie, faites en 1623. 1634. 1638. 1710. & 1717. ſoient conſervées dans toute leur vigueur.

De la Gratitude qui eſt duë à l'Evêque de Cracovie Lipski, & au Prince Wiſnowieski Palatin de Vilna & Grand Général de Lithuanie.

ANNO 1735.

Le Reverend Evêque de Cracovie Lipski, qui a rendu à Nous & à la Republique de très-bons ſervices, & qui par la fidélité & l'attachement qu'il a témoigné à Notre Majeſté, & par les ſages & importans Conſeils qu'il a donné pour l'avantage du Bien Public, s'eſt acquis une grande réputation, s'étant chargé d'un travail infini, pendant qu'il a adminiſtré la fonction de Vice-Chancelier de la Couronne, ſur-tout depuis que la place du Grand Chancelier de la Couronne a été vacante, & Nous ayant preſentement remis le petit Sceau en conformité des Loix, qui déclarent l'union de certaines Charges incompatibles en la même perſonne; Et le Prince Michel Wisniowieski Palatin de Vilna & Grand Général de Lithuanie ayant pareillement reſigné entre Nos mains le Grand Sceau du Grand Duché de Lithuanie, après avoir été nommé, de notre Autorité Royale, Palatin de Vilna, à cauſe de ſes grands merites & de ſes Actions loüables faites dans ſa Patrie, Nous déclarons par les preſentes, que dans toutes les occaſions Nous ferons reſſentir à tous les deux les effets de notre Bienveillance Royale pour les bons ſervices qu'ils ont rendus, & les aſſurons pareillement d'une entiere gratitude de la part des Etats de la Republique. Nous enjoignons en même tems ſous notre bienveillance & ſous la rigueur des Loix au Reverend André Zaluski, Evêque nommé de Luck & Grand Chancelier de la Couronne, de même qu'au Grand Chancelier de Lithuanie Jean Sapieha, & au Vice-Chancelier de la Couronne & Staroſte d'Oporzin Jean Malachowski, comme Nos Gardes de Sceaux, qu'en vertu de leurs fonctions Miniſteriales & de leur ſerment prêté, ils ayent l'œil attentif ſur les Droits de la Majeſté & autres.

De la Forteresſe de Caminiec, & du Fort de la Ste. Trinité.

La Forteresſe de Caminiec, qui ſert de rempart non ſeulement à la République, mais auſſi à toute la Chrétienté, demandant qu'on en prenne un ſoin particulier, Nous aurons ſoin qu'il ne lui manque rien des munitions néceſſaires pour ſa conſervation; la même choſe s'entend du Fort de la Ste. Trinité: Et afin que l'Artillerie y ſoit entretenue dans le meilleur ordre du monde, & que ledit Fort puiſſe fournir comme de coutume les munitions de guerre à la Forteresſe de Caminiec, Nous y pourvoirons à l'avenir, aſſignant pour cet effet, outre les 15000. florins de Pologne, aſſignez déja ci-devant du Tréſor de la Couronne, encore une pareille ſomme, qui fait par conſéquent 30000. florins Polonois; voulant d'ailleurs avoir ſoin de la continuation des Fortifications.

De la Courlande.

Comme Nous avons promis à la République entière de la conſerver dans ſes Droits & Libertez, de même nous l'aſſurons que nous protegerons & conſerverons les Duchez de Courlande & de Semigalle, ſelon les Pactes de ſujettion dans tous leurs Droits, Privileges & Libertés, & dans la forme de leur Gouvernement.

Du Payement de l'Armée du Grand Duché de Lithuanie.

La Commiſſion qui devoit être chargée de régler le payement des Troupes du Grand Duché de Lithuanie n'étant point parvenue à ſa conſiſtence, le payement deſdites Troupes ſera continué, conformément à la Conſtitution de 1717. juſqu'à la nouvelle diſpoſition à faire à la future Diète: Cependant le gros par Cheminée ne ſera point payé ſur les Quittances.

De la Permiſſion accordée à ceux qui veulent entreprendre des Voyages au-delà des Frontieres du Royaume.

Au nombre de ces perſonnes, qui ont obtenu ci-devant

ANNO 1735. devant à la Diète de convocation, la permiſſion de ſortir du pays, pour chercher à rétablir leur ſanté, Nous ajoutons encore le Prince Michel Wiſniowiecki, Palatin de Vilna, & Grand Général du Grand Duché de Lithuanie, auſſi bien que le Palatin de Mazovie, Staniſlas Poniatowski, & le Maréchal de la Cour de la Couronne, François Bieliński, pour qu'ils puiſſent entreprendre leur voyage au tems qui y ſera convenable.

Du Devoir des Généraux.

Nous enjoignons aux Généraux des deux Nations d'avoir, ſelon leur devoir, l'œil fort attentif pour que la ſureté ſoit conſervée tant au dedans qu'au dehors du Royaume; exigeant d'eux en même tems, que s'il ſe trouvoit dans quelques endroits des bandes de gens ſans aveu, qu'ils ayent à les faire enlever & delivrer à la Juſtice, pour ſubir les punitions que ces gens méritent, & cela afin que la paix ſoit maintenue & qu'un chacun puiſſe être en ſureté, tant chez ſoi que dans les chemins. Ils auront auſſi attention, que perſonne ne s'émancipe à enroller des gens ni à les mener hors des Frontieres. D'ailleurs Nous ſerons avec les Généraux un Réglement touchant l'état complet des Drapeaux & des Regimens, & auſſi touchant l'ordre néceſſaire qui concerne l'Artillerie.

De la Déclaration donnée au Palatin de Kiovie & Grand Général de l'Armée de la Couronne, de même qu'au Maréchal de la Cour de la Couronne.

Nous appuyerons à la future Diète les intérêts du Palatin de Kiovie & Grand Général de l'Armée de la Couronne, Joſeph Potocki, concernant la Seigneurie de Niemierow, en conſideration des grands ſervices qu'il a rendus, tant ci-devant qu'à cette heure, à Nous & à la Republique; & ſur-tout pour apaiſer les malheureux troubles d'à-préſent. Nous avancerons pareillement, à la future Diète, l'intérêt du ci-devant Grand Maréchal de la Couronne Caſimir Bieliński, qui lui a déja été aſſuré par les anciennes Conſtitutions & Actes, & qui, par un ſouvenir reconnoiſſant, lui a été adjugé de nouveau.

De la Recommandation du Prince de Radzivil, Palatin de Novogrod, & de ſon fils.

Comme Nous avons coutume de récompenſer, ſelon la juſtice diſtributive, les mérites d'un chacun, Nous promettons de vouloir reconnoitre par des récompenſes & par d'autres marques de bienveillance, les ſervices ſignalés que le Prince Palatin de Novogrod, Nicolas de Radzivil, a rendus à Nous & à la Republique, ſur-tout pendant les préſens troubles, à l'avantage du Bien Public, & leſquels ſervices ſont connus d'un chacun. Nous ferons jouïr d'une pareille récompenſe ſon fils, Udalric de Radzivil, Ecuyer du Grand Duché de Lithuanie, & Nous-Nous ſouviendrons des ſervices qu'il a rendus pendant deux années, au hazard de ſa vie, de ſa fanté & à l'entiere ruïne de ſes terres & biens, par un ſincere & fidele attachement à Notre Majeſté, & pour le Bien Publie. Et les intérêts de ces deux perſonnes ayant été apuyez par des Recommandations réiterées des Etats de la République, Nous les récompenſerons de leurs ſervices & des pertes qu'ils ont fait. Nous aſſurons de la même grace le Chambellan du Grand Duché de Lithuanie, Ignace Zawisza, Seigneur de Beſzty, pour ſes bons ſervices, & pour les peines de ſon Ambaſſade à la Cour de Petersbourg.

Du Defroyement à payer aux Députez du Grand Duché de Lithuanie.

En vertu du préſent Conſeil, Nous faiſons ſouvenir tous les Palatinats & Diſtricts de la Coutume recue & du Statut introduit, de faire payer aux Nonces Elus & Deputez pour la Diète, les ſommes qui leur ſont dues, conformément aux anciens Statuts des Palatinats & Diſtricts, en continuant par-là l'uſage & ſatisfaiſant à la Loi.

De la Ville Capitale de Cracovie.

Cette Ville étant tombée en decadence, tant par l'exceſſive impoſition des Capitations, que par pluſieurs autres accidens malheureux, & Nous ſouhaitant de la preſerver d'une plus grande ruine & deſolation, Nous enjoignons au Tréſor de la Couronne de payer à ladite Ville 8000. florins, pour ſubvenir à la Capitation impoſée, juſqu'à ce que la République lui trouve un autre ſoulagement à la Diète. Mais pour ce qui eſt du reſte des 10000. florins de la ſomme deſtinée pour cette Ville, cela ſera employé à la reparation du Pavé & des Murailles, & le Magiſtrat ſera tenu de n'employer qu'à l'uſage indiqué, ce reſte qui lui ſera payé. ANNO 1735.

De la Ville de Vilna.

Nous aſſignons pareillement à cet endroit, comme Ville Capitale du Grand Duché de Lithuanie, une ſomme annuelle de 8000. florins du Tréſor de ce Grand Duché, pour ſoulager cette Ville des grandes charges qu'elle a été obligée de porter, juſqu'à ce que la République en diſpoſe autrement.

Des Villes de Leopol & de Petrikow.

Nous ne prendrons pas moins ſoin deſdites Villes entierement ruïnées, pour qu'elles ſe relevent.

De la Ville d'Elbing.

Pour ſoulager cette Ville, qui paye tous les ans des Contributions, non ſeulement pour elle-même, mais auſſi pour ſon Territoire qui ſe trouve entre des mains étrangeres, par où elle ſouffre une perte conſiderable, Nous lui deſtinons le reſtant de la Province de Pruſſe, dont cet endroit eſt une des Villes, afin de diminuer par-là le fardeau injuſte qu'elle porte; & cela durera juſqu'à ce que Nous & la Republique en diſpoſions d'une autre maniere, enjoignant au Tréſor de la Couronne de faire payer ponctuellement à la Ville d'Elbing ledit reſtant, conformément à ce que Nous venons de régler.

Des Penſions à payer au Généreux Pujet, à l'Eccleſiaſtique Vincent, & à autres Perſonnes

Le Conſeil tenu ici à Varſovie, après la Diète de 1732, ayant apris la mort du Réſident à Rome Pujet, aſſigna à ſon fils, le préſent Supplant, [illegible] écus eſpèce du Tréſor de la Couronne, pour l'obſervation des affaires de la République à ladite Cour; & puiſqu'à la réaſſomtion de la Confedération de Cracovie, Nous avons accordé cette ſomme à l'avenir, tous les ans audit généreux Pujet, Nous enjoignons au Tréſorier de la Cour de la Couronne, de faire payer la ſomme ſuſmentionnée, depuis la date de la derniere quittance de Rome juſqu'à Notre ulterieure diſpoſition: Nous voulons outre cela, que le même Tréſorier de la Cour de la Couronne faſſe compter à l'Eccléſiaſtique Vincent les 500. écus eſpèce, qui lui ont été aſſignés auſſi par ce Conſeil & qui n'ont pas été aquités juſqu'ici. D'ailleurs Notre intention eſt, que les ſommes ſpécifiées ci-après, ſoient auſſi payées de la recette dudit Tréſor; ſavoir: (1) 23918. florins de Pologne & 20. gros à l'Echanſon de Podolie, Makowicki, qui avoient été aſſignez à Varſovie le 7. Mars 1685. du Tréſor de la Couronne au Capitaine de Cavalerie de l'Armée de la Couronne, André Wolodiowski; (2.) 500. écus courants au Chambellan de Kiovie Trypolski, qui lui ont été aſſignez de la recette des deux Tréſors: (3) 1665 Tymfs 20. gros au Notaire du Grod de Chencim, qui lui ont été aſſignés du Tréſor de Lithuanie à la Diète de Convocation par le Conſeil tenu *ad Latus* du Prince Primat du Royaume: & nous y renvoyons ces perſonnes.

Des Tartares de la Couronne, & du Grand Duché de Lithuanie.

Les Tartares qui demeurent dans la Couronne, & dans le Grand Duché de Lithuanie, ſur les Terres de la Nobleſſe, auſſi bien que ſur celles de la Table Royale, ou ſur des Biens Royaux, en vertu des Privileges qui leur ont été accordés, ayant obtenu, comme des Perſonnes Equeſtres, une entiere ſureté par pluſieurs Conſtitutions & *Senatus-Conſilia* de 1659, 1662, 1670, 1673, 1674, 1677, 1678, & 1726. en

ANNO 1735. en conſidération de leur Fidelité pour le Service de la République; Nous les maintiendrons dans leurs Droits, & ne permettrons point qu'il leur ſoit impoſé aucune charge, contraire aux Conſtitutions alleguées. Nous ne voulons pas non plus, qu'aucune Déciſion ſoit formée contr'eux, dans les Palatinats & Diſtricts, & que de tout ce qu'ils vendent, ils ne payent, ni à Vilna, ni à aucun autre Endroit, plus que les autres de la Nobleſſe, voulant les conſerver dans leurs Prérogatives, comme des Gentilshommes fideles à Nous & à la République.

De la Poſte de Lithuanie à Brzeſc.

La Poſte de Lithuanie à Brzeſc, qui avoit été bien réglée par le Palatinat de ce Nom, & à l'entretien de laquelle on avoit pourvu dans les précédentes Diétes, par l'Impôt ſur les Bondons de ladite Ville, étant venue en deſordre par les Calamités qui ont duré juſqu'ici, & ſouhaitant qu'elle ſoit remiſe dans ſon premier ordre, Nous en laiſſons la Diſpoſition au Grand-Chancelier du Grand Duché de Lithuanie, Jean Sapieha, Seigneur de Kodniow, & lui donnons Commiſſion de conſtituer pour cela quelque habile Maître de Poſte, & qu'il y employe, dudit Impôt de la Ville de Brzeſc, la Somme qui y eſt deſtinée tous les Ans ſelon la Diſpoſition qui en a été faite autrefois par ce Palatinat, voulant que cette Somme, payée ſur les Aſſignations dudit Grand-Chancelier, paſſe en compte.

Des Réſidens, qui ſont nommés AD LATUS REGIUM.

Pendant les premiers trois Mois, à compter depuis le premier de Decembre 1735. juſqu'au dernier de Fevrier 1736, reſident *ad Latus*, ou reſident auprès de notre Perſonne.

Le Reverend Prince Evêque de Cracovie.
Le Palatin de Minsk.
Le Caſtellan de Poſnanie, &
Le Caſtellan de Czechow.

Pour les ſeconds trois Mois de l'Année 1736 depuis le premier de Mars juſqu'au dernier de Mai de ladite Année, ſont nommez:

Le Reverend Evêque de Cracovie.
Le Palatin de Livonie, &
Les Caſtellans de Sendomir & de Naklo.

Aux troiſiemes trois Mois de 1736. depuis le premier Juin, juſqu'au dernier d'Août de la même Année.

Le Reverend Evêque de Cujavie,
Le Palatin de Czerniecko, &
Les Caſtellans de Caliſch & de Roſpir.

Pendant les quatriemes trois Mois de l'Année 1736. depuis le premier de Septembre, juſqu'au dernier de Novembre de ladite Année

Le Reverend Evêque de Cujavie.
Le Caſtellan de Cracovie, &
Les Caſtellans de Woyniez & de Bxiechow.

Pour les cinquiemes trois Mois, depuis le premier de Decembre de l'Année 1736. juſqu'au dernier de Fevrier de l'Année 1737.

Le Reverend Evêque de Poſnanie,
Le Palatin de Cracovie, &
Les Caſtellans de Gneſn & de Bydgoſt.

Aux ſixiemes trois Mois depuis le premier de Mars 1737. juſqu'au dernier de May de la même Année.

Ledit Réverend Evêque de Poſnanie,
Les Caſtellans de Poſnanie & de Stradie,
& auſſi celui de Brzezin.

Pendant les ſeptiemes trois Mois, depuis le premier de Juin 1737. juſqu'au dernier d'Août de la même Année:

Le Réverend Evêque de Vilna.
Les Caſtellans de Vilna & de Lenczyc,
& celui de Kruſwiz.

ANNO 1735.

Et pour les huitiemes trois Mois, depuis le premier de Septembre 1737. juſqu'au dernier de Novembre de la même Année:

Le ſuſdit Réverend Evêque de Vilna.
Le Palatin de Kaliſch, &
Les Caſtellans de Samogitie & d'Oſwiecim.

De la Continuation de la Confédération générale, juſqu'à la Diète.

Le deſir ardent que Nous & la République avions, de voir parvenir la Diéte à une heureuſe Conſiſtance, n'ayant pas été accompli, Nous conſervons, juſqu'à la future Diéte, dans toute ſa vigueur, cette même Confédération générale, qui a été réaſſumée à Cracovie, & renouvellée préſentement, en la conſervant ſous les mêmes Maréchal, Conſeillers, & Secretaire, auſſi bien que ſous les mêmes Maréchaux, & Reſidens, qui ont été élus dans les Palatinats, Terres, & Diſtricts, pour être auprès de Notre Perſonne. Nous le faiſons en préſence du Réverend Primat du Royaume, en cherchant conjointement avec lui à pourvoir à la ſureté interne, & en regiant heureuſement, avec l'aide de Dieu, ce qui a été trouvé néceſſaire, ſelon les circonſtances.

Les vues que Nous avons en cela, ſont, que la République ne ſe trouve pas deſtituée de Conſeils, d'autant plus que les Etats Confedérez ont laiſſé à notre Diſpoſition le tems de la Diéte extraordinaire, & la convocation d'un Conſeil ulterieur, pour les pouvoir indiquer, ſelon que le tems & les circonſtances l'exigeront en préſence du Sénat & des Miniſtres de Paix & de Guerre, qui ſeront alors préſens: de ſorte que nous réaſſumons ici en vertu de ladite Conféderation, toutes les Sanctions & Réſultats qui ont été faits & conclus depuis la réaſſomtion de Cracovie, de même qu'à Olive, & ici à Varſovie. &, comme nous faiſons en même tems une attention particuliere aux Soins infatigables, aux peines, & à la perte des biens où ſont expoſés le Maréchal de la Confédération, les Conſeillers, & le Secretaire de ladite Confédération, nous recommandons au Tréſorier de la Cour de la Couronne, le Comte Moſzynski, comme Adminiſtrateur du Tréſor de la Couronne, auſſi-bien qu'au Palatin de Trock, Joſeph Oginski, comme Adminiſtrateur du Tréſor de Lithuanie, de leur faire payer ponctuellement, devant toutes autres Aſſignations, les Penſions qui leur ont été aſſignées, & dont le payement a été déja ſi ſouvent ordonné, aſſurant en outre à ces Perſonnes la continuation de notre Grace & Reconnoiſſance. Nous recommandons encore aux deux Tréſoriers, de faire donner aux Députez de l'Armée de la Couronne, & de celle du Grand Duché de Lithuanie, la paye uſitée, ſelon l'état qui en a été fait, ſavoir aux Deputez de l'Armée de la Couronne 20000 Florins de Pologne, du Tréſor de la Couronne, & autant à l'Armée de Lithuanie, du Tréſor de ce Grand Duché; & le payement de ces Sommes, auſſi-bien que de celles qui ſont encore à bonifier, paſſeront en compte auxdits Adminiſtrateurs des Tréſors; Enjoignant au reſte à l'Adminiſtrateur du Tréſor de Lithuanie, d'acquiter entierement toutes les Sommes qui ſont dues à l'Armée, & qui leur ont été aſſignées par tant de Conſtitutions. Et, afin que tout ce qui a été arrêté, d'un conſentement unanime, au préſent Conſeil, parvienne d'autant plutôt à la connoiſſance d'un chacun, & puiſſe être mis en exécution, Nous voulons, en vertu du préſent Conſeil, que ce Reſultat ſoit porté aux Actes, & qu'après avoir été imprimé & ſcellé du Sceau de la Couronne pour le Royaume, & de celui de Lithuanie pour le Grand Duché de ce nom; il ſoit envoyé & publié dans tous les Grods.

CXCVII.

Préliminaires de la Paix conclus à Vienne, entre l'Empereur & la France, & communiquez au Roi de la Grande Bretagne & aux Etats Généraux, le 3. Janvier 1736. [Copie Authentique.] 1736. 3. Janv.

ANNO 1736. SA Majeſté Imperiale & Sa Majeſté Très Chrétienne, voulant contribuer au plus prompt Rétabliſſement de la Paix, ſont convenues des Articles ſuivans:

I. Le Roi, Beau-Pere de S. M. T. C., qui abdiquera, ſera reconnu & conſervera les Titres & Honneurs de Roi de Pologne, & de Grand Duc de Lithuanie.

On lui reſtituera ſes Biens, & ceux de la Reine ſon Epouſe, dont ils auront la libre jouiſſance & diſpoſition.

Il y aura une Amniſtie de tout le paſſé, & en conſéquence Reſtitution des Biens d'un chacun.

On ſtipulera le Rétabliſſement & la Maintenue des Provinces & Villes de la Pologne, dans leurs Droits, Libertez, Privileges, Honneurs, & Dignitez, comme auſſi la Garantie pour toujours des Libertez & Privileges des Conſtitutions des Polonois, & particulierement de la libre Election de leurs Rois.

L'Empereur conſent que le Roi, Beau-Pere de S. M. T. C. ſera mis en poſſeſſion paiſible du Duché de Bar, & de ſes Dépendances, dans la même étendue que le poſſede aujourd'hui la Maiſon de Lorraine. De plus il conſent que, dès que le Grand-Duché de Toſcane ſera échu à la Maiſon de Lorraine, conformément à l'Article ſuivant, le Roi Beau-Pere de S. M. T. C. ſoit encore mis en poſſeſſion paiſible du Duché de Lorraine, & de ſes Dépendances, pareillement dans la même étendue que le poſſede aujourd'hui la Maiſon de Lorraine: & ledit Séréniſſime Beau-Pere jouïra tant de l'un que de l'autre Duché ſa vie durant; mais, immédiatement après ſa mort, ils ſeront réunis en pleine Souveraineté, & à toujours, à la Couronne de France; bien entendu que, quant à ce qui releve de l'Empire, l'Empereur, comme ſon Chef, conſent à ladite Réunion dès à préſent, & de plus promet d'employer de bonne foi ſes Offices pour n'en obtenir pas moins ſon Conſentement. S. M. T. C. renoncera, tant en ſon Nom qu'au Nom du Roi ſon Beau-Pere, à l'uſage de la Voix, & Séance, à la Diète de l'Empire.

Le Roi Auguſte ſera reconnu Roi de Pologne, & Grand-Duc de Lithuanie, par toutes les Puiſſances qui prendront part à la Pacification.

II. Le Grand-Duché de Toſcane, après la mort du préſent Poſſeſſeur, appartiendra à la Maiſon de Lorraine, pour l'indemniſer des Duchez qu'Elle poſſede aujourd'hui.

Toutes les Puiſſances, qui prendront part à la Pacification, lui en garantiront la Succeſſion éventuelle. Les Troupes Eſpagnoles ſeront retirées des Places fortes de ce Grand-Duché, & en leur place introduit un pareil nombre de Troupes Imperiales, uniquement pour la ſûreté de la Succeſſion éventuelle ſuſdite, & de la même maniere qu'il a été ſtipulé à l'égard des Garniſons neutres, par la Quadruple Alliance. Juſqu'à ce que la Maiſon de Lorraine ſe trouve en poſſeſſion du Grand-Duché de Toſcane, elle reſtera en celle du Duché de Lorraine & de ſes Dépendances, conformément au Traité de Paix de Ryſwick, & pour accélérer un Ouvrage auſſi ſalutaire que celui de la Paix, & en conſidération des Engagemens que la France contracte, pour rendre plus ſtable la Tranquilité publique, S. M. I. ſe charge de bonifier, pendant cet intervale, à la Maiſon de Lorraine, les Revenus du Duché de Bar, & de ſes Dépendances, ſur le pied de l'Evaluation qui en ſera faite dans le Terme le plus court qu'il ſe pourra, en décomptant auparavant les Charges attachées à leur Adminiſtration. Livourne demeurera Port-Franc, comme il l'eſt.

III. Les Royaumes de Naples & de Sicile appartiendront au Prince qui en eſt en poſſeſſion, & qui en ſera reconnu Roi par toutes les Puiſſances qui prendront part à la Pacification.

Il aura les Places du côté de la Toſcane, que l'Empereur a poſſédées, Porto-Longone, & ce que du tems de la Quadruple Alliance, le Roi d'Eſpagne poſſédoit dans l'Ile d'Elbe.

Il y aura une Amniſtie pleine & générale, &, par conſéquent, Reſtitution des Biens, Benefices, & Penſions Eccléſiaſtiques d'un chacun, qui pendant la préſente Guerre auront ſuivi l'un ou l'autre Parti.

IV. Le Roi de Sardaigne poſſédera à ſon choix, ou le Novarois & le Vigevanaſc, ou le Novarois & le Tortonois, ou le Tortonois & le Vigevanaſc: & les deux Diſtricts, ainſi par lui choiſis, ſeront unis à ſes autres Etats: bien entendu que, de même que tout l'Etat de Milan eſt Fief de l'Empire, il reconnoîtra encore pour tels ces Diſtricts, qui en ſont démembrez.

Il aura de plus la Supériorité Territoriale des Terres des Langhes, conformément à la Liſte produite par le Commandeur Solar en 1732 & annexée aux préſens Articles Préliminaires: pour lequel effet l'Empereur, non ſeulement renouvellera, en faveur du Roi de Sardaigne, tout le contenu du Diplome Imperial du feu Empereur *Leopold*, du 8. Fevrier 1690; mais de plus, il étendra la Conceſſion y énoncée ſur toutes les Terres ſpécifiées dans la ſuſdite Liſte; enſorte que, comme Arriere-Fiefs, elles ſoient ſujettes à la Domination immédiate: & le Roi de Sardaigne ſera tenu de les reconnoître comme mouvantes & relevantes de l'Empereur & de l'Empire.

Il aura les quatre Terres de *St. Fidel*, *Torre di Forte*, *Gravedo*, & *Campo Maggiore*, en conformité de la Sentence prononcée par les Arbitres en 1752. Il lui ſera libre de fortifier, pour ſa Défenſe, telles Places qu'il jugera à propos dans les Pays acquis ou cédés.

V. Seront rendus à S. M. I. tous les autres Etats, ſans exception, qu'il poſſedoit en Italie avant la préſente Guerre

En outre, lui ſeront cédés en pleine Propriété les Duchez de Parme & de Plaiſance.

S. M. I. s'obligera à ne point pourſuivre la Deſincamération de Caſtro & de Ronciglione, comme auſſi de rendre Juſtice à la Maiſon de Guaſtalla, pour ſes Prétentions ſur le Duché de Mantoue, conformément à l'Article XXXII. du Traité de Paix de Baden.

S. M. T. C. reſtituera de ſon côté à Sa Maj. Imp. & Cath. & à l'Empire, toutes les Conquêtes, ſans exception, faites ſur l'un ou l'autre par ſes Armes.

VI. S. M. T. C., en conſideration de ce que deſſus, garantira dans la meilleure forme la *Pragmatique Sanction* de 1723., pour les Etats que l'Empereur poſſede actuellement, ou qu'il poſſédera en vertu des préſens Articles.

VII. Il ſera nommé des Commiſſaires de part & d'autre, pour régler entre Sa Maj. Imp. & Sa Maj. Très-Chrét., les Détails des Limites d'Alſace, & des Pays-Bas, conformément aux Traitez précédens, nômmément celui de Baden.

NOUS Souſſignez, en vertu des Pleins-Pouvoirs de nos Maîtres, avons arrêté les préſens Préliminaires, qui reſteront ſecrets, juſqu'à ce qu'il ſoit convenu autrement entre les Parties, & ſeront ratifiez dans un mois, ou plutôt, ſi faire ſe pourra. Fait à Vienne le 3. d'Octobre 1735.

(*L. S.*) PHILIPPE LOUÏS,
Comte de Sinzendorff.
(*L. S.*) JEAN-BAPTISTE DE LA BRAUNE.

S'enſuit la Note des Terres Imperiales des *Langhes*, Terres dont S. M. poſſéde une partie. 1. Rochetta del Tanaro, 2. Rocca d'Arazzo, 3. Mombercelli, 4. Vincio, 5. Caſtel-Nuovo di Calca, 6. Rozzolaſco, 7. Albaretto, 8. Serravalle, 9. Foſſolio, 10. La Niella, 11. S. Benedetto, 12. Montechiaro, 13. Mioglia, 14. Prunetto, 15. Levico, 16. Soulletta, 17. Monuſilio, 18. Provida, 19. Carretto, 20 Cencio, 21. Rochetta del Cencio, 22. Rocca Grimalda, 23. Tailo, 24. Spinola, 25. Capriata, 26. Francavilla, 27. Biſſio, 28. Montaldi, 29. S. Chriſtophoro, 30. Caroſio, 31. Bardinetto, 32. Baleſtrino, 33. Nazino, 34. Caprafina, 35. Alta, 36. Cornaſco, 37. Lovanio, 38. Ruzzo, 39. Ceſio, 40. Teſtico, 41. Garlenda, 42. Paſſavenna, 43. Roſſi, 44. Durantì, 45. Stahanello, 46. S. Vincenzo, 47. Belvedere un tiers, 48. Morra la moitié, 49. Morneſe la moitié, 50. Cairo les trois quarts, 51. Rochetta les trois quarts, 52. Vignarello les trois quarts, 53. Milleſimo la moitié, 54. Coſſeria la moitié, 55. Piodio la moitié, 56. Biſtro la moitié, & 57. Aqua Fredda la moitié.

Il y a de plus la Terre de Taſſarolo, laquelle on n'a pas encore pu ſçavoir, ſi elle eſt Imperiale, ou à qui elle appartient; & au cas qu'elle ſoit telle, il faudra auſſi la comprendre dans la Note.

L'on fait remarquer, qu'il y a quatre Hameaux, qui ne ſont que des Territoires du Cairo & de Milleſimo, qui ſont compris dans cette Liſte comme des Terres principales.

Article Siparé.

S. M. de toutes les Ruſſies, & S. M. le Roi Auguſte,

ANNO 1736. guſte, ſeront conſiderées en ce qui regarde les Affaires de Pologne, comme Parties principales Contractantes, & invitées comme telles au futur Congrès, & y admiſes aux Conferences relatives à leurs Intérêts.

On terminera ledit Congrès le plutôt que faire ſe pourra, en n'y admettant que les Matieres qui regardent immédiatement les Parties Belligerantes.

Comme les Conjonctures préſentes n'ont pas permis, qu'avant la Concluſion des Articles Préliminaires S. Ma. I. ait pu recevoir l'Agrément & le Conſentement de l'Empire ſur tout ce où il eſt intereſſé, elle tâchera de l'obtenir ſuivant l'Uſage établi dans l'Empire, le plutôt qu'il ſera poſſible.

Le préſent Article aura la même Force, que s'il étoit inſeré mot à mot dans les Articles Préliminaires. Fait à Vienne, ce 3 Octobre 1735.

(*L. S.*) PHILIPPE LOUIS DE SINTZENDORFF.
(*L. S.*) JEAN-BAPTISTE DE LA BRAUNE.

I. Article Séparé.

Comme dans les Titres employez, ſoit dans les Pleins-Pouvoirs, ſoit dans les Articles Préliminaires, quelques-uns ne ſont pas reconnus de part & d'autre, il a été convenu que ces Titres ne donneroient aucun Droit, & ne cauſeront aucun préjudice; & le préſent Article Séparé aura la même Force, que s'il étoit inſeré mot à mot dans les Articles Preliminaires. Fait à Vienne, ce 3. Octobre 1735.

II. Article Séparé.

Les Préſens Articles Préliminaires ayant été compoſez & rédigez en Langue Françoiſe, contre l'Uſage ordinairement obſervé entre S. M. I. & S. M. T. C., cette Difference ne pourra être alleguée pour exemple, ni tirer à conſéquence, ou porter préjudice en aucune maniere à qui que ce ſoit; & l'on ſe conformera à l'avenir à tout ce qui a été obſervé juſqu'à préſent dans de ſemblables Occaſions, & nommément dans le Congrès ou Traité Général à faire, les préſens Articles Préliminaires ne laiſſant pas d'avoir la même Force & Vertu, que s'ils étoient en Langue Latine; & le préſent Article Séparé aura pareillement la même Force, que s'il étoit inſeré mot à mot dans les Articles Préliminaires. Fait à Vienne, ce 3. Octobre 1735.

(*L. S.*) PHILIPPE LOUIS, *Comte de Sintzendorff.*
(*L. S.*) JEAN-BAPTISTE DE LA BRAUNE.

CXCVIII.

25. Mars. *Decret de Commiſſion Imperiale, adreſſé à la Diète de l'Empire, pour avoir ſon aprobation ſur les Préliminaires de la Paix, du 5. Mars 1736, avec le Réſultat de l'Empire du* 18. *May*
[Mercure Hiſtorique, pag. 397.]

JOSEPH-GUILLAUME, Prince de Furſtenberg, &c. &c. Conſeiller-Privé de Sa Majeſté Imperiale, & ſon Principal Commiſſaire à la Diète de l'Empire, &c.

Il eſt aſſez connu à tous & un chacun, combien Sa Majeſté Imperiale a pris à cœur, dès le commencement de ſon Regne, de rétablir non ſeulement la Tranquilité générale, mais auſſi d'affermir en particulier le Repos du St Empire Romain; & que Sa Majeſté Imperiale, pour parvenir à un But ſi ſalutaire, a ſouvent négligé ſes propres Intérêts, & les Droits inconteſtables de ſa Maiſon Archiducale. On ſe ſouvient auſſi avec combien de reconnoiſſance l'Empire a approuvé les Préliminaires réglez à Raſtadt, au commencement de l'Année 1714. afin d'arrêter plus promptement les Maux de la Guerre, qui auroient pu accabler de plus en plus la chere Patrie. Les Matiéres, qui faiſoient dans ce tems-là le Sujet des Négociations, regardoient immediatement l'Empire. Et, comme l'Intention conſtante de Sa Majeſté Imperiale a toujours été, non ſeulement de conſerver & de maintenir en leur entier les Droits & les Libertez des Etats de l'Empire, mais auſſi d'y pourvoir de la maniere la plus efficace, Sa Majeſté Imperiale auroit fort ſouhaité que leſdits Etats euſſent pu participer à toute la Négociation dès ſon commencement, au cas que la Choſe eût pu ſe faire, ſans porter du Préjudice aux Intérêts mêmes deſdits Etats, & du Bien-Public: c'eſt pourquoi l'Empire, en ayant reconnu l'impoſſibilité, fit non ſeulement remercier l'Empereur de ſes Soins paternels, mais l'autoriſa de conclure le Traité de Paix dans les formes, en le ſuppliant de recommander à ſes Plénipotentiaires d'avoir Soin des Intérêts de l'Empire; ce qui fut exécuté au Moyen du Traité de Paix conclu à Bade dans l'Argow, & le 9. Octobre 1714. l'Empire en fit remercier Sa Majeſté Impériale. La même choſe arriva, lorſque le 9. Decembre 1722. l'Empire donna le Conſentement demandé par rapport au contenu du Cinquiéme Article de la Quadruple-Alliance, & qu'il pria en même tems l'Empereur de conclurre ſur ce pié-là la Paix avec l'Eſpagne. ANNO 1736.

Le Deſir ſincere, que l'Empereur a toujours eu d'éloigner à tems tout ce qui pourroit troubler la Tranquilité Publique, a été l'unique Motif qui l'a engagé de tems en tems à ſacrifier quelque choſe, autant qu'il a pu le faire ſans préjudicier à la Dignité & aux Prérogatives de l'Empire: cependant, la ſuite n'a pas toujours répondu aux Deſirs de Sa Majeſté Imperiale, quoique les circonſtances des Affaires permiſſent de l'eſperer; & il y a apparence, que ſes Deſſeins auroient eu tout le Succès déſiré, ſi des Perſonnes, qui ſe plaiſent dans le Deſordre, & ne cherchent qu'à brouiller les Affaires, n'euſſent trouvé Moyen d'exciter de la Meſiance.

Si les Efforts, que Sa Majeſté Imperiale a faits pour maintenir la Paix, ont été grands, ceux qu'elle a employez pour ſoutenir la Guerre, après qu'on la lui eut dernierement déclarée, n'ont pas été moindres, nonobſtant le Nombre & la Puiſſance des Couronnes Alliées, & les Circonſtances où l'Empire & l'Empereur ſe ſont trouvez. On ne ſauroit conteſter, que Sa Majeſté Imperiale, pour ſecourir l'Empire a non ſeulement fait plus que n'exigeoit d'Elle l'obligation commune; mais que même elle a employé plus de Forces que n'avoit jamais fait aucun de ſes Prédeceſſeurs, afin d'éloigner de l'Empire les Maux de la Guerre. Ces Maux, après une courte durée, viennent de finir par la Grace Divine. Les deux Puiſſances Maritimes, pour parvenir à un But ſi ſalutaire, avoient propoſé un Plan de Pacification. La Déclaration faite à ce ſujet au Nom de Sa Majeſté Imperiale, n'a point laiſſé de doute de ſon Amour ſincere pour la Paix: & comme la Cour de France, de ſon côté, ne ſouhaitoit pas avec moins d'ardeur & de bonne foi de voir finir les Troubles, ce Plan n'a pas peu contribué à la Reconciliation des Eſprits: cependant les circonſtances des Affaires étoient telles, que le Succès de la Négociation dépendoit en partie du ſecret, ſans lequel, vu le dites circonſtances, & l'état où ſe trouvoient les Affaires de l'Europe, il n'auroit pas été poſſible d'accelerer le grand Ouvrage de la Paix: il étoit même à craindre, que pour peu qu'on en eût retardé le Cours, il auroit pu ſurvenir des Incidens, qui auroient peut-être interrompu, & mis dans une grande Incertitude, tout le ſuccès de la Négociation.

Comme Sa Majeſté Imperiale ne pouvoit ignorer combien les Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, ſouhaitoient un prompt Rétabliſſement d'une Paix deſirée & durable, elle n'a point manqué d'y travailler avec Ardeur, afin de remplir leurs Souhaits à cet égard, & elle a dirigé les Affaires d'une Maniere, que la Dignité & les Prérogatives de l'Empire n'en ſouffrent aucun Préjudice, & qu'on a obvié à tout ce qui pourroit à l'avenir donner lieu à de nouveaux Troubles.

Les Articles Préliminaires, dont on eſt convenu à la Satisfaction réciproque, & dont on joint ici une Copie, ſont preſque en tout conformes au Plan propoſé par les deux Puiſſances Maritimes: & ce qui y a été ajouté par rapport à la Lorraine & le Barrois, eſt pareillement fondé ſur leur Approbation, donnée devant & après. Quant au Conſentement de l'Empire, on a pris à cet égard les mêmes Précautions, que celles qui ont été priſes du tems des Préliminaires de Raſtadt, & de l'Etabliſſement de la Quadruple-Alliance.

Les Droits de l'Empire, par rapport à la Toſcane, Parme & Plaiſance, ne courent plus, ſuivant le nouveau Syſtême, les mêmes Dangers que ci-devant; &, par les Suretez qu'on a priſes à cet égard, il en revient un plus grand Avantage à l'Empire, que ne pour-

ANNO 1736. pourroit lui cauſer de Préjudice le peu de Pays qui en depend, & que l'on cede à la France; d'autant plus que Sa Majeſté Imperiale, pour prévenir les Inconveniens qui en pourroient réſulter à l'avenir, a non ſeulement obtenu de la Cour de France, qu'elle ne ſe mêleroit point en aucune maniere des Affaires de l'Empire, & ne formeroit aucune Prétention contre les Etats ou Pays mediats de l'Empire, ſous prétexte de Réunion ou de Dépendance; mais qu'elle a auſſi eu la Prévoyance de régler d'une maniere avantageuſe les Inconveniens qui pourroient ſurvenir, par rapport au peu de Pays cedé à la France, qui ſe trouve mêlé parmi les Etats de l'Empire, & qui pourroit leur cauſer quelque Ombrage.

D'ailleurs, l'Empire ſe trouve conſidérablement ſoulagé par rapport à ſes Engagemens anterieurs, au moyen de ce qui a été reglé, tant à cauſe de la Nature & de la Situation des Pays qui y ſont compris, que parce que la Garantie de la France eſt jointe à tant d'autres, & que la Bonne-Foi de cette Couronne, & ſes propres Interêts exigent qu'elle la rempliſſe fidelement, de ſorte qu'on peut ſe promettre pour l'avenir une Tranquilité durable ſur un Fondement ſolide.

Quant à ce qui regarde les Avantages accordez au Roi de Sardaigne, les Droits de l'Empereur & de l'Empire ſont à cet égard conſervez en leur entier, & Sa Majeſté Imperiale, par un effet de ſon Amour naturel pour la Juſtice, a pris ſur elle de contenter ceux qui poſſedent actuellement ce qu'on appelle les Langhes: d'ailleurs, elle a égard aux Promeſſes & Conceſſions faites ci-devant à la Maiſon de Savoye, particuliérement par les Empereurs Ferdinand II., & Leopold, de Glorieuſe Mémoire.

On auroit dû s'attendre à des Plaintes plutôt qu'à un Conſentement, ſi ces Difficultez avoient arrêté ou arrêtoient encore la Concluſion de la Paix: ainſi, Sa Majeſté Imperiale ſe promet, vu les Circonſtances préſentes des Affaires, que les Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, reconnoiſtront avec gratitude ſes Soins Paternels, qui, dans toute cette Négociation, n'ont eu pour But que le Bien général de la Patrie; & que l'Empire donnera d'autant plutôt ſon Conſentement aux Articles Préliminaires, qu'il paroît avec évidence que Sa Majeſté Imperiale non ſeulement n'a prétendu porter aucun préjudice à l'Empire, mais qu'au contraire elle l'aſſure conſtamment, comme elle le fait par la Préſente, de la maniere la plus efficace, qu'elle conſervera inviolablement les Etats de l'Empire, tant pour le préſent que pour l'avenir, dans leurs Droits de Suffrage aux Négociations de Paix, *ex Forma Reipublicæ*, & conformement au Traité de Weſtphalie, & autres Conſtitutions fondamentales de l'Empire; de ſorte que Sa Majeſté Imperiale ne demandera point des Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, le même Pouvoir, qui lui fut accordé en 1714. pour la Concluſion de la Paix en forme, ſi elle n'étoit pleinement perſuadée, que le Bien général de l'Empire exige à préſent, plus que dans ce tems-là, qu'on ſe ſerve d'une voye auſſi courte: le tout, neanmoins, ſans préjudicier aux ſuſdits Droits de Suffrage de l'Empire. L'Empereur ne ſouhaite rien plus, au moyen de l'Acceſſion des Alliez de la France, & en vertu d'un Acte, dont on eſt convenu avec le Miniſtre de France à la Cour Imperiale, par rapport à l'Evacuation du Plat-Pays de l'Empire, que de voir la Paix non ſeulement aſſurée, mais auſſi que l'Empire puiſſe jouïr des premiers Fruits de la Tranquilité rétablie, après la Publication du préſent Decret

Outre les Sacrifices que Sa Majeſté Imperiale a fait pour le Repos Public, celui que fait le Duc de Lorraine eſt ſi ſenſible, que Son Alteſſe n'y auroit pas donné les mains, ſi le Deſir de voir ſes Fidéles Etats délivrez d'autant plutôt des Maux de la Guerre, n'eut point prévalu ſur elle: & il ne ſeroit pas juſte qu'elle fût privée par-là de ſon Droit de Suffrage à l'Aſſemblée Générale de l'Empire. Er comme il paroît évidemment qu'il importe beaucoup a l'Empire, & en particulier aux fideles Cercles, qui ſe trouvent les plus expoſez, que tout ce qui a été reglé, ſoit au plutôt effectué, & que les Forteresſes de l'Empire, qui ſont encore au Pouvoir de la France, ſoient inceſſamment reſtituées, ce qui dépend d'une prompte Réſolution de l'Empire, Sa Majeſté Imperiale ne fait aucun doute, que les Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, vu leur zéle pour le véritable Bien de la Patrie, ne délibéreni ſans differer là-deſſus, & ne prennent une Réſolution unanime & convenable à ce ſujet, &c. Fait à Ratisbonne le 25. Mars 1736. Etoit *ſigné*, JOSEPH, *Prince de Furſtenberg.* ANNO 1736.

Le Reſultat de l'Empire.

„ QU'il faut remercier Sa Majeſté Imperiale, de
„ la part de l'Empire, non ſeulement des ſoins
„ Paternels qu'elle a toujours eus pour le Bien
„ de l'Empire, & en particulier dans la préſente Af-
„ faire de la Paix, ſi néceſſaire & ſi utile, mais en-
„ core de la communication qu'elle lui a faite des
„ Actes de cette même Paix. Qu'il faut donner le
„ Conſentement de l'Empire aux Articles Préliminai-
„ res communiquez *in extenſo*, & qu'il eſt donné par
„ le préſent Reſultat. Que Sa Majeſté Imperiale ayant
„ déclaré dans ſon Décret de Commiſſion, qu'elle n'a
„ eu, dans ces Négociations, aucune penſée de cau-
„ ſer le moindre préjudice aux Etats de l'Empire,
„ mais qu'au contraire elle veut abſolument que le
„ Droit de Suffrage appartenant aux Etats dans les
„ Traitez de Paix leur ſoit conſervé à préſent & pour
„ l'avenir, il faut pour cette fois & ſans conſéquence
„ pour l'avenir, donner à Sa Majeſté Imperiale le
„ Plein-Pouvoir de conclure la Paix avec la France
„ en forme, ſelon le contenu des Preliminaires, &
„ qu'on donne ledit Plein-Pouvoir par le préſent Ré-
„ ſultat. Que Sa Majeſté Imperiale eſt ſupplíée d'em-
„ ployer ſes Soins Paternels, afin que la Couronne de
„ France, à l'ombre de la Ceſſion des Duchez de Lor-
„ raine & de Bar, ne s'immiſce point dans les Affai-
„ res de l'Empire, ni ne trouble aucunement, ſous
„ prétexte de Réunion, de Dépendances, ou autres
„ prétextes qu'on pourroit trouver, ſoit la Maiſon
„ Ducale de Lorraine dans le reſte de ſes Terres ap-
„ partenantes à l'Empire, ſoit les autres Etats voiſins,
„ dans leurs anciens Droits, tant Eccléſiaſtiques que
„ Séculiers; & enfin, que cette Couronne ſe contente
„ uniquement de ce qui lui ſera cedé en termes exprès
„ dans le futur Traité, renonçant ſolemnellement à
„ toutes autres Prétenſions formées, ou qui pour-
„ roient l'être à l'avenir contre la Maiſon de Lorrai-
„ ne, ou d'autres Etats de l'Empire. Le quatriéme
„ Article porte qu'on remerciera, au Nom de l'Em-
„ pire, le Duc de Lorraine de la Reſolution généreu-
„ ſe que Son Alteſſe Royale a priſe pour le Rétabliſ-
„ ſement du Repos Public & de celui de l'Empire en
„ particulier, en ſe dépouillant de ſes propres Etats,
„ & qu'il ſera déclaré que ce Prince conſervera ſon
„ Droit de Suffrage & de Séance dans les Diétes; ſous
„ le titre accoutumé de Nomeny, en vertu des Terres
„ immédiates de l'Empire qui lui reſtent. „

On ne propoſa de reſerve que de la part des Electeurs de Baviere & Palatin, qui dirent: „ Que les
„ Electeurs leurs Maitres ne participoient avec joye
„ à cette Affaire, qu'autant qu'elle contribue à main-
„ tenir les Droits ſuprêmes, les Prérogatives, & les
„ Libertez du St. Empire; & qu'à l'égard des choſes
„ qui pourroient y être contraires, ils déclaroient y
„ refuſer pour toujours leur Conſentement. „

CXCIX.

*Convention d'Execution * ſignée à Vienne entre l'Empereur & le Roi de France le 11 Avril, ratifiée le 15. Mai, & communiquée aux Puiſſances Maritimes le 1. de Mai 1736.* Avril.

Au Nom de la Très-Sainte Trinité, Pere, Fils, & Saint Eſprit.

SA Majeſté Impériale & Sa Majeſté Très-Chrétienne, *animées d'un déſir égal d'affermir de plus en plus la bonne Intelligence & Amitié rétablies entre Elles, & ſi néceſſaires pour le Bien de la Chrétienté, & d'aſſurer ſolidement un parfait Repos en Europe, loin de ſe borner à la Ceſſation des Hoſtilitez établie, déclarent qu'Elles veulent procéder auſſi promptement qu'il ſera poſſible à l'Effectuation des Conditions de Paix, ſtipulées par les Articles Préliminaires, ſignez & ratifiez de*

(*) Elle eſt nommée ainſi, parce que ce n'eſt qu'un Avant-coureur du grand Traité Définitif, & qu'elle n'eſt deſtinée qu'à l'Execution des Articles Préliminaires.

ANNO 1736. *de part & d'autre: & voulant à cet effet agir dans un Concert parfait, Elles ſont convenues des Articles ſuivans.*

Article Premier.

Sa Majeſté Impériale, & Sa Majeſté Très-Chrétienne, confirment, autant que de beſoin, la Convention ſignée à Vienne le 5. du Mois paſſé, par leurs Miniſtres reſpectifs, concernant les Contributions & toutes autres Impoſitions du côté de l'Allemagne, & ſtipulant le tems auquel les Troupes de S. M. T. C. ſe retireroient du Plat Païs de l'Empire, ladite Convention ſera cenſée avoir la même force que ſi elle étoit inſerée ici mot à mot.

II. L'Empereur, & le Roi T. C., ne permettront pas que leurs Troupes exigent de nouvelles Impoſitions ou Contributions des Etats Neutres en Italie; & ſi, contre leur déſir, ils étoient obligez d'y laiſſer encore quelques-unes de leurs Troupes, elles s'abſtiendront de tout excès en quelque choſe que ce puiſſe être. L'Acte ſigné à Vienne le 4. Fevrier de la préſente Année, pour procurer plus d'aiſance aux Troupes Impériales, ſera cenſé avoir la même force, que s'il étoit inſeré ici mot à mot; & s'il manquoit encore quelque choſe à ſa parfaite & entiere exécution dans tout ce qu'il contient, elle aura ſon effet au plutôt poſſible. Les Revenus du Milanez dont la Diaria fait partie, & les Impoſitions faites ſur le Païs pour le Traitement, les Fourages, & les Quartiers d'Hiver des Troupes, appartiendront à S. M. T. C. ou à ſes Alliez, juſqu'au jour de l'Echange des Ratifications de la préſente Convention, & ſeront payez dans le terme de 3. Mois, à compter du jour de l'Echange des Ratifications de la préſente Convention, ſans que néanmoins il ſoit permis d'uſer d'aucune voye d'exécution, pourvu qu'il ait été donné caution ſuffiſante pour le payement.

On évacuera dans le plus court terme qu'il ſera poſſible tout le Milanez, à l'exception des 2. Diſtricts qui doivent appartenir au Roi de Sardaigne, en vertu des Préliminaires: cette Evacuation ne pourra être differée par delà le terme de 6. Semaines, à compter du jour de l'Echange des Ratifications de la préſente Convention.

Dans le même tems, le Roi de Sardaigne, demeurant en poſſeſſion deſdits Diſtricts, prendra auſſi celle de tout ce qui eſt ſtipulé en ſa faveur dans le Quatriéme Article des Préliminaires.

Pour ce qui regarde le Traitement des Troupes juſqu'à leur entiere Retraite, les Généraux reſpectifs auront ordre de s'entendre enſemble ſur cela, d'une maniere à pourvoir en même tems au ſoulagement du Païs, & à la conſervation des Troupes: il ne ſera commis aucun excès dans leſdits Païs, ni rien innové, & les Places ſeront remiſes avec l'Artillerie qui y a été trouvée; & ſi aucune avoit été tranſportée ailleurs, elle ſera reſtituée ſur le champ. Et à l'égard des autres Païs qui doivent appartenir à S. M. Imp. ou dans leſquels Elle doit mettre des Garniſons, il n'y ſera non plus commis aucun excès, ni rien innové, & l'Evacuation s'en fera exactement dans les termes qui auront été ou ſeront convenus par les Généraux reſpectifs, en conſéquence des Déclarations de S. M. Imp & de S. M. T. C. du 30. Janvier de la préſente année, leſquelles Déclarations ſeront cenſées faire partie de la préſente Convention. L'on ne détournera aucuns Documens, Papiers, Ecrits, ni Archives, concernant les Païs qui doivent revenir à S. M Imp.; & ſi aucuns avoient été détournez, ils ſeront rendus de bonne foi; & réciproquement, ſi quelques-uns avoient été détournez, appartenant aux Etats que l'Empereur céde par les Préliminaires, ils ſeront rendus de même de bonne foi.

III. Et comme tout doit marcher d'un pas égal, on convient que les Troupes des Alliez de S. M. Imp. qui ſont encore en Pologne & en Lithuanie, n'y commettront aucun excès, qu'elles n'y feront aucune innovation capable de porter la moindre atteinte aux Loix & Libertez des Polonois, ou qui ne ſoit conforme à ce qui eſt porté par les Articles Préliminaires, enfin qu'elles y vivront & s'y comporteront comme Troupes qui ont à en ſortir 6. Semaines après l'Echange des Ratifications de la préſente Convention; c'eſt-à-dire, dans le même tems que tout ce qui eſt convenu d'ailleurs dans les Préliminaires ſera exécuté. Et quant à la ſubſiſtance deſdites Troupes juſqu'à leur entiere retraite, on ſe regiera entiérement ſur ce qui conviendra en même tems au ſoulagement du Païs & à la conſervation des Troupes. ANNO 1736.

IV. S. M Imp. qui promet à S. M. T. C. la parfaite exécution de ſa part du Premier Article Préliminaire en tous ſes Points, dans le terme de 6. Semaines, à compter du jour de l'Echange des Ratifications de la préſente Convention, s'engage auſſi à faire remettre à S. M. T. C. inceſſamment & au plus tard dans l'eſpace d'un Mois, à compter du jour de la Signature de la préſente Convention, les Déclarations en bonne forme de la Czarine & du Roi *Auguſte*, portant non ſeulement l'acceptation de tout ce que contient le Premier Article des Préliminaires, mais encore l'obligation & l'engagement qu'il ſera pleinement exécuté en Pologne, notamment en ce qui regarde la reconnoiſſance du Roi *Staniſlas I.* avec les Titres & Honneurs de Roi de Pologne & Grand Duc de Lithuanie, la Reſtitution de ſes Biens & de ceux de la Reine ſon Epouſe, la Conſervation inviolable des Droits & Priviléges de la République de Pologne, & la Sureté pour toutes Perſonnes, Provinces, & Villes, ſans aucune exception, de n'être ni moleſté ni inquieté, ſous prétexte de ce qui ſe ſera paſſé pendant les derniers Troubles de Pologne. Réciproquement, l'Acte d'Abdication du Roi *Staniſlas I.* & les Actes réciproques des Déclarations de la Czarine & du Roi *Auguſte* ſeront remis à S. M. Imp., pour être délivrez & avoir leur effet ſeulement en même tems que ce qui eſt marqué ci-deſſus aura ſon plein & entier effet.

V. Seront concertez dès à préſent entre les Parties intereſſées tous les Actes des Ceſſions des Païs, qui, en vertu des Préliminaires doivent appartenir & reſter à chacun, pour être leſdits Actes délivrez en bonne forme, & les Ceſſions avoir leur effet dans le même terme que les Evacuations auront lieu.

VI. S. M. Imp. s'engage d'employer de bonne foi tous les ſoins poſſibles pour obtenir dans le terme de 6. Semaines, à compter du jour de l'Echange des Ratifications de la préſente Convention, ou plutôt ſi faire ſe peut, le conſentement de l'Empire en bonne forme aux Articles Préliminaires, pour tous les Points où ledit Conſentement peut être néceſſaire.

VII. Suppoſé qu'avant l'expiration du terme de 6. Semaines après l'Echange des Ratifications de la préſente Convention, le Conſentement de l'Empire aux Articles Préliminaires pour les Points où il peut être néceſſaire, ſoit déjà obtenu, S. M. T. C. ſera évacuer dans le même terme les Places de Kehl, Philipsbourg, & Trêves, dont les 2. premieres ſeront remiſes à la diſpoſition de l'Empereur & de l'Empire, & la troiſiéme à l'Electeur de ce nom; en ſorte que les Troupes de S. M. T. C. n'y puiſſent plus rien poſſeder ni retenir: mais ſi, contre toute attente, le Conſentement de l'Empire tardoit plus longtems à être donné, l'evacuation ſuſdite auroit à ſe faire au moment que la France en ſeroit aſſurée.

VIII. S. M. Imp. & S. M. T. C. ſe déclarent garantes de l'exécution de tout ce que contient la préſente Convention, & en conſéquence Elles n'agiront que d'un parfait Concert ſur tout ce qui pourra regarder l'affermiſſement & la continuation de la Paix, en même tems que la plus prompte effectuation, tant des *Articles Préliminaires*, que de la préſente Convention. Les Ratifications de la préſente Convention ſeront échangées dans le terme d'un Mois, ou plutôt ſi faire ſe peut.

En foi de quoi, Nous Miniſtres Plénipotentiaires de S. M. Imp. & de S. M. T. C. avons ſigné cette préſente Convention, & y avons fait appoſer les Cachets de nos Armes. A *Vienne* en *Autriche*, le 11. Avril 1736.

Article Séparé I.

Sa Majeſté Très-Chrétienne ayant fait connoître que, nonobſtant ce qui eſt ſtipulé au Premier & au Second Articles des Préliminaires ſur le tems où le Duché de Lorraine devra ſuivre le ſort de celui de Bar, Elle deſiroit, qu'au lieu de prendre pour Epoque la Vacance du Grand Duché de Toſcane, on le fixât au terme de la Priſe de poſſeſſion du Duché de Bar, par le Roi Beau-Pere de Sa Majeſté Très-Chrétienne.

S. M. Imp. déclare, nonobſtant ces Chuſes du Premier & du Second Articles Préliminaires, que le Duché de Lorraine ſera cedé au Roi Beau-Pere de S.

ANNO 1736. S. M. T. C. auſſitôt après la Concluſion & l'Echange des Ratifications d'une Convention à cet effet ſignée, ſoit entre S. M. Imp. & S. M. T. C., ſoit entre S. M. T. C. & S. A. R. le Duc de Lorraine, & à laquelle on procedera inceſſamment.

Bien entendu, que ſi l'on ne parvenoit à conclure cette Convention qu'après le tems où le Roi Beau-Pere de S. M. T. C. devra être mis en poſſeſſion du Duché de Bar, ſuivant les Préliminaires & la Convention de l'effectuation ſignée ce jourd'hui, dont le préſent Article ſeparé fait partie, la Remiſe du Duché de Bar à ce Prince ne pourra être différée, ni par ce motif, ni par les diſcuſſions qui pourroient ſurvenir ſur l'Etendue & les Limites dudit Duché de Bar, leſquelles ſeront enſuite reglées à l'amiable.

Article Separé II.

Le Roi *Stanislas* entrant en poſſeſſion des Duchez de Lorraine & de Bar, la prendra de tout ce que poſſede le Duc de Lorraine dans la Lorraine & le Barrois, Appartenances & Dépendances, ſoit d'ancien Patrimoine, Acquiſitions ou Biens Allodiaux, & à quelque Titre que ce puiſſe être, à l'exception néanmoins du Comté de Falckenſtein & Dépendances.

Convenu réciproquement, que par rapport aux différentes Enclaves & Terres mêlées avec différens Princes de l'Empire, il ſera pris de concert avec S. M. I. de telles meſures & arrangemens, que l'on ne laiſſe ſubſiſter aucune occaſion ou prétexte qui pourroit donner lieu à troubler le repos & la bonne intelligence réciproque. Les préſens Articles Separez auront la même force que s'ils étoient inſerez de mot à mot dans la Convention d'aujourd'hui. Fait à *Vienne* le 18. Avril 1736.

Article Separé.

La Convention ſignée ce jourd'hui, ayant été compoſée & redigée en Langue Françoiſe, contre l'uſage ordinaire obſervé entre S. M. Imp. & S. M. T. C., cette différence ne pourra être alleguée pour exemple, ni tirer à conſequence, ou porter préjudice en aucune maniere à qui que ce ſoit, & l'on ſe conformera à l'avenir à tout ce qui a été obſervé juſqu'à-préſent dans de ſemblables occaſions, & nommément dans le Traité de Paix ſolemnel à faire, la Convention ſignée aujourd'hui ne laiſſant pas d'avoir la même force & vertu, que ſi elle étoit en Langue Latine, & le préſent Article Separé aura pareillement la même force que s'il y étoit inſeré mot à mot. Fait à Vienne *le* 11. *Avril* 1736.

DECLARATION.

Le Soußigné Miniſtre du Roi Très-Chrêtien auprès de l'Empereur, muni des Pouvoirs néceſſaires, déclare, qu'en conſidération & en conſequence des deux Articles ſeparez de la Convention ſignée aujourd'hui, S. M. T. C. s'occupera autant que l'Empereur, & agira de concert avec S. M. Imp. pour procurer à la Maiſon de Lorraine tous les Biens de quelque nature qu'ils puiſſent être dans le Grand Duché de Toſcane; que ni le Roi Stanislas, ni Sa Majeſté Très-Chrêtienne, ne prétendront aucune Suyetion de qui le Duc de Lorraine n'en prétendoit par, & qu'ils donneront toute l'aſſurance poſſible contre toute Idée de Réunion, auſſi qu'ils diſpenſeront le Duc de Deux Ponts de la Relevance d'un Fief ad Cameram. Fait à Vienne *le* 11. *Avril* 1736.

CC.

Avril. *Mémoire du Miniſtre de Suede à l'Empereur pour l'Abolition de la Clauſe de l'Art. IV. du Traité de Ryſwick. Preſenté au milieu d'Avril* 1736.

„ Comme le Decret de Commiſſion de Sa Maj. „ Imp. & Cath. communiqué aux Etats de „ l'Empire aſſemblez à Ratisbonne leur a fait voir avec une entiere certitude, qu'on touche à la con„ cluſion de la Paix, le ſouſſigné Miniſtre Plénipo„ tentiaire du Roi de Suede, conformément aux Or„ dres du Roi ſon Maître, a cru ne pouvoir differer „ plus longtems à repréſenter très-humblement à S. M. „ I., qu'il ſeroit infiniment avantageux au Chef & „ aux Membres du S. E. R. & qu'il n'eſt pas moins „ néceſſaire, qu'en mettant la main à la Concluſion „ de cette Paix, on peſe ſérieuſement la Clauſe du „ IV. Article du Traité de *Ryſwick* (*a*), ſource continuelle de deſordres & de griefs ſans nombre, afin „ de l'annuller abſolument, & de réduire par-là les „ différends en matiere de Religion dans les bornes „ que la Paix de Religion a d'abord preſcrites, „ & que le Traité de Munſter a enſuite confirmées.

ANNO 1736.

„ Le Soußigné Miniſtre croit d'autant moins néceſ„ ſaire de rapporter les raiſons qui portent S. M. „ Suedoiſe à faire ces Remontrances, que c'eſt une „ choſe connue de tout l'Univers que non ſeulement „ dès le commencement S. M. I., comme Partie prin„ cipale Contractante & en même tems Garante du „ Traité de Weſtphalie, s'eſt oppoſée (*b*) à cette „ Clauſe avec tous les Etats Proteſtans de l'Empire, „ mais auſſi que ces mêmes Etats n'ont ratifié le Traité de Ryſwick, qu'après que S. M. I. leur eut donné „ des aſſurances Imperiales à cet égard. Mais comme, non obſtant les Proteſtations reïterées faites à „ cette occaſion, & les Déclarations données en conſéquence, cette Clauſe ſi préjudiciable au bien pu„ blic, & ſi contraire au Traité de Weſtphalie, n'a „ pas laiſſé de donner lieu à de fréquens abus, contre les intentions de S. M. I., le Roi de Suede, „ ſouhaitant de voir la confiance & l'union rétablies „ ſur un pié ferme dans l'Empire, croit que pour „ atteindre un but ſi ſalutaire, il ne peut y avoir une „ occaſion plus favorable que celle qui ſe préſente au„ jourd'hui, d'écarter une fois pour toutes cette pier„ re d'achoppement.

„ Les aſſurances très-gracieuſes que S. M. I. a bien „ voulu donner de nouveau aux Etats de l'Empire, „ particulierement au commencement de la Guerre „ préſente, ſont autant de preuves convainquantes „ que S. M. I. conformément à ſa pénétration or„ dinaire, regarde cette Affaire de même œil, & a „ réſolu d'obvier aux ſuites ulterieures qui pour„ roient en reſulter: Enſorte qu'il n'y a point de „ doute, que, pourvu qu'on mette ſérieuſement la „ main à l'œuvre, les ſoins paternels de S. M. I. „ ne conduiſent cette Affaire à une heureuſe fin, „ n'étouffent entierement le germe de la Défiance, „ ne diſſipent les Griefs & les Plaintes, & ne rétabliſſent dans l'Empire une Paix ſolide, ſur les „ fondemens d'une confiance réciproque, &c. &c.

Signé,

Le Comte de Teſſin.

Mémoire du Corps Evangelique remis au Principal Commiſſaire Impérial à la Diète de l'Empire pour l'abolition de la Clauſule de l'Art. IV. du Traité de Ryſwick, du 26. *Avril* 1736.

Pro Memoria.

Les 5. de May S. A. M. le Prince de Furſtenberg déclara par ordre en réponſe. Que Sa Majeſté Imperiale auroit le bon é de ſe ſouvenir de ce qui s'eſt paſſé ici à la Diète générale au Mois de Février 1734. au ſujet du Point de la Religion Proteſtante, inſeré à leur préjudice dans l'Inſtrument de la Paix de Ryſwick, & qu'en conſéquence on a diſcuté, & enfin qu'on eſt convenu le 26. de Fevrier 1714.

„ Que tout ce qui a été changé au ſujet de la „ Religion Proteſtante dans les Païs à-préſent occu„ pés par les Armes des Ennemis, ou ce qu'on y „ a changé auparavant dans les Guerres precédentes, „ *in Eccleſiaſticis & Politicis*, ſeront rétablis *in optima forma* en leur faveur, & à la conſolation des E„ tats Proteſtans qui ſouffrent à-préſent, & qu'on „ au-

(*a*) L'Art. IV. du Traité de *Ryſwyk*, ayant ſtipulé la reſtitution non ſeulement de tout ce qui avoit été occupé pendant la Guerre ſur l'Empereur & l'Empire, mais encore de tout ce dont le Roi de France s'étoit ſaiſi en vertu des Arrêts des *Chambres de Réunion de Metz*, de *Brisgau* & de *Brisac*, eſt terminé ainſi, *Religione tamen Catholicâ Romanâ in locis ſic reſtitutis, in ſtatu, quo nunc eſt, remanente.*

(*b*) Cette Oppoſition ſe trouve dans le Corps Diplomatique des Traitez &c. Tom VII. Part. 2. P. g. 434. où il eſt fait mention expreſſe de cette Clauſe de l'Art. IV.

ANNO 1736.

„ auroit tous les égards imaginables pour eux, ſuivant les Conſtitutions fondamentales de l'Empire, „ & bien particulierement ſuivant le Réſultat de la „ Diete du 14. Fevrier de l'Année 1689.„

Que d'ailleurs, S. M. Imp. avoit fait aſſurer aux Etats Proteſtans de l'Empire, par ſes tres-gracieux Decrets du 19. Fevrier 1734 que ſuivant le IV. Article de ſa Capitulation, non ſeulement elle n'empêcheroit pas le redreſſement des Griefs des Proteſtans, mais qu'elle y coopereroit de toutes ſes forces: en voici le contenu.

„ Que les Prétentions legitimes des Proteſtans ſeroient redreſſées par la Paix préſente à faire; que „ Sa Majeſté Impériale auroit un ſoin particulier, que „ Sa Majeſté Impériale, le St Empire, & bien particulierement ceux de la Confeſſion d'Augsbourg, „ fuſſent rétablis dans leur entier.„

C'eſt pourquoi tout le Corps Evangelique n'a plus aucun doute, que S. M. Imp., ſuivant ſes ſoins paternels pour tous les Etats de l'Empire, & bien ſpécialement ſuivant ſes très-gracieuſes promeſſes, & le reſultat de l'Empire, n'ait déja pris les meſures néceſſaires pour les Proteſtans, dans les Négociations de la Paix qu'on traite actuellement, mais qu'elle en prendra auſſi enſuite des ſoins paternels & intereſſans: comme pourtant dans la ſituation preſente il paroit être d'une néceſſité abſolue aux Etats Proteſtans d'en avoir une Déclaration plus préciſe de Sa M. Imp, Comme Chef de l'Empire, tout le Corps Evangelique s'adreſſe avec toute la vénération poſſible à Son Alteſſe Monſeigneur le Principal Commiſſaire, pour obtenir au plutôt par eux une Declaration ulterieure de S. M. I. A Ratisbonne, le 26. d'Avril 1736.

„ Sa Majeſté Impériale ſe reſſouvenant parfaitement de l'Art. IV. de la Capitulation de ſon Election (*a*), & des Réſultats de l'Empire du 19. „ Fevrier 1689. & du 26. Fevrier 1734. Elle ne „ manquera pas d'inſiſter dans la Concluſion de la „ Paix, qu'on remette ſur l'ancien pied ce qui a été „ changé en faveur de la Couronne de France, tant „ dans le Spirituel que dans le Temporel, de maniere que les anciannes Conſtitutions rentrent dans toute leur vigueur, que dans toutes les occaſions Sa Majeſté Imperiale a toujours fait connoitre ſes ſoins „ paternels pour les intérêts de l'Empire, & qu'elle les redouble dans cette occaſion, en ordonnant „ bien eſpreſſement à ſes Miniſtres Plénipotentiaires, d'employer tous leurs efforts pour remplir les „ Obligations de Sa Majeſté Impériale pour la conſervation des Conſtitutions de l'Empire. „ Le Prince de *Furſtenberg* s'eſt acquité de cette Commiſſion auprès du Corps Evangelique, le 5. de ce Mois.

(*a*) Il eſt réglé dans cet Article, comment l'Empereur ſe conduira en faiſant la Guerre & la Paix avec des Puiſſances voiſines, & il y eſt dit entre autres: „ Nous ne ferons nulle Paix „ ſans la coöperation & le conſentement des Electeurs, Princes, „ & Etats; & en cas que la Paix s'enſuive, nous prendrons un „ ſoin très-ſerieux, que toutes les choſes qui ont été occupées „ par les Ennemis dans l'Empire, ou *qui ont été changées en Politicis & Eccleſiaſticis*, ſoient reſtituées à la Conſolation des Etats & Sujets opprimez, dans leur premier état, conformément „ aux Loix Fondamentales de l'Empire, & aux Inſtrumens de „ Paix, entre leſquels ceux de la Confeſſion d'Augsbourg ne „ veulent pas entendre la Paix de *Ryſwick*, &c.

CCI.

Réſultat de l'Aſſemblée Générale des Habitans de l'Ile de Corſe, au ſujet de l'Election & de la Proclamation du Roi THEODORE. *Tiré de l'*HISTOIRE *des Révolutions de l'Ile de Corſe &c. A la Haye* 1737.

AU Nom & à la Gloire de la Très-Sainte Trinité, Pere, Fils, & St. Eſprit, & de l'Immaculée Vierge Marie.

AUJOURD'HUI Dimanche, 15 du Mois d'Avril de l'Année 1736. dans l'Aſſemblée Générale du Royaume de *Corſe*, dument convoquée par Ordre de nos Excellentiſſimes Généraux, & tenue dans *Aléſani*; & après de longues & mures Déliberations des Principaux & de tous les Peuples du Royaume, a été déterminé & arrêté de choiſir un Roi, & de vivre ſous ſa Dépendance: & le Seigneur THEODORE, *Baron de Newhoff*, a été reconnu & proclamé pour tel, ſous les Pactes & Conditions qui ſuivent; & à l'obſervation deſquels ledit Seigneur Baron devra s'engager par Serment, tant pour lui, que pour ſes Succeſſeurs, l'Intention des Peuples étant, qu'il ne puiſſe faire aucun Acte de Royauté, que préalablement il n'ait accepté leſdits Pactes & Conditions, juré de les obſerver, ſigné de ſa propre Main & ſcellé de ſon propre Sceau le Préſent Acte, dreſſé & rédigé en forme de Contract, afin qu'il ſoit à jamais ſtable, & fortifié dans tous ſes Articles une pleine & entiere exécution.

ANNO 1736.

Voici donc ce qui a été convenu & arrêté.

I. Que le Seigneur THEODORE, *Baron de Newhoff*, ſoit déclaré Souverain, & premier Roi de ce Royaume; &, après lui, ſes Deſcendans mâles par Droit & ſuivant le Rang d'Aineſſe; &, au défaut des Mâles ſes Filles par même Droit & ſuivant le même Rang, pourvu que ceux qui ſuccéderont au Trone ſoient Catholiques-Romains, & réſident toujours dans le Royaume, comme ledit Seigneur Baron devra y réſider.

II. Qu'en cas que le Seigneur Baron n'ait point de Deſcendant, il puiſſe ſe nommer & choiſir un Succeſſeur Parent, qui ſoit Catholique-Romain, & réſide dans le Royaume.

III. Que ſi les Deſcendans de la Ligne tant Maſculine que Feminine dudit Seigneur Baron, ou de celui qu'il aura établi ſon Succeſſeur, viennent à finir, le Royaume retera dans ſon Droit de Liberté, & les Peuples pourront, ou ſe donner un Roi, ou ſe choiſir telle Forme de Gouvernement qu'ils jugeront à propos.

IV. Que le préſent Roi, & ſes Succeſſeurs, jouiront de toute l'Autorité qui leur compete, & de tous les Droits de la Royauté, à l'Excluſion néanmoins des Points & Articles ci-après réſervez.

V. Que l'on nommera & établira une Diète dans le Royaume, laquelle ſera compoſée de 24. Sujets les plus qualifiés & les plus meritans: ſavoir, 16. d'en deçà des Monts, & 8 d'en delà, & que 3. Membres de cette Diete, ſavoir 2. du nombre des 16. & 1. d'entre les 8. réſideront toujours à la Cour, & que le Roi ne pourra rien réſoudre ſans leur Conſentement, ſoit par rapport aux Impôts & Gabelles, ſoit par rapport à la Paix ou à la Guerre.

VI. Que l'Autorité de cette Diète conſiſtera à prendre, conjointement avec le Roi, des Meſures ſur les Affaires concernant la Paix ou la Guerre, & les Impôts & Gabelles; à déſigner les Endroits du Royaume, qui paroîtront les plus convenables pour y faire les Embarquemens des Effets & des Marchandiſes du Crû du Païs; & à pouvoir s'aſſembler dans toutes Occaſions, & dans tel Endroit, qu'elle jugera à propos.

VII. Que les Dignitez, Charges, & Emplois quelconques, ne ſeront conférez qu'aux Nationaux, à l'Excluſion perpetuelle de tout *Etranger*, quel qu'il puiſſe être.

VIII. Qu'immédiatement aprés l'Etabliſſement de la Conſtitution du Gouvernement, on chaſſera du Royaume tous les *Génois*; & qu'auſſitôt après la Pacification dudit Royaume, il n'y reſtera de Troupes, que celles qui ſeront compoſées de Soldats *Corſes*, à la réſerve toutefois de la Garde du Roi, qui pourra ſe ſervir, ou de *Corſes*, ou d'*Etrangers*, à ſon libre Choix.

IX. Que, quant à préſent, & tant que durera la Guerre avec les *Génois*, le Roi pourra faire venir & employer des Troupes *Etrangeres*, pourvu qu'elles n'excedent point le Nombre de 1200. au cas que la Diète, conjointement avec Sa Majeſté, ne juge point à propos de l'augmenter.

X. Qu'aucun *Génois*, de quelque état & condition qu'il ſoit, ne pourra, ni s'arrêter, ni s'établir dans le Royaume, & qu'il ne ſera pas même libre au Roi de le permettre.

XI. Que les Effets & Marchandiſes du Crû du Païs, que l'on fera ſortir hors du Royaume, ne payeront aucune Gabelle, ni aucun Droit de Sortie.

XII. Que tous les Biens des *Génois*, & des Rebelles du Royaume & de la Patrie, compris ceux des *Gêtes* qui habitent dans la *Paonie*, ſeront confiſqués; bien entendu néanmoins, que ne ſeront point ſujets à la

ANNO 1736. à la même Peine les Biens qui appartiennent à quelque *National*, quand bien même il en auroit payé quelque Rente, ou quelque Droit, ſoit à la *République de Genes*, ſoit à quelque Particulier *Génois*.

XIII. Que le Tribut annuel, ou autrement la Taille, qui ſe levera ſur les *Corſes*, ne pourra être au-deſſus de 3. Livres Monnoye courante pour chaque Chef de Famille; & qu'on abolira les Demi-Tailles, enſorte que les Veuves ne ſoient ſujettes, ni à cet Impôt, ni à celui d'aucune Gabelle.

XIV. Que le Sel, que le Roi fournira aux Peuples, ne pourra être payé plus haut que 13. Sols & demi, Monnoye courante, pour chaque Meſure, qui ſera de 22. Livres de Poids ordinaire du Pays.

XV. Que les Villes & les Citez du Royaume ſeront maintenues dans leur Ancien Droit, au ſujet de l'Oeconomat des Vivres, & par rapport à la Quantité, Qualité, & Taxe, des Denrées néceſſaires à la Vie.

XVI. Que l'on formera, dans une Ville du Royaume, une Univerſité Publique pour les Etudes, tant du Droit, que de la Philoſophie: que le Roi, conjointement avec la Diéte, pourvoyera à ſon Entretien, en lui aſſignant des Revenus ſuffiſans, de la Maniere, & dans la Forme qu'il ſera trouvé à propos; & que Sa Majeſté ſera obligée de la faire jouïr de tous les Privileges, dont les autres Univerſités publiques ſont en Poſſeſſion.

XVII. Que le Roi établira inceſſamment, pour l'Honneur & la Gloire du Royaume, un Ordre de Nobleſſe, compoſé des *Nationaux* les plus qualifiés.

XVIII. Que tous les Bois & les Terres labourables du Royaume continueront à demeurer aux Nationaux de la même maniere, qu'ils y ont été par le paſſé, & qu'ils y ſont actuellement; enſorte que le Roi n'y ait, & n'y puiſſe prétendre, d'autre Droit, que celui dont jouïſſoit la République.

Mandement de THE'ODORE, *Roi de Corſe à ſes Sujets.*

LA Situation préſente de ce Royaume, & la Réſolution que Nous avons priſe de le délivrer de ſes Ennemis, ſur-tout des *Génois*, qui y ont toujours exercé leur Tirannie, ſont des Motifs trop juſtes, pour que Nous puiſſions demeurer dans l'Indifférence, au ſujet des véritables Patriotes, qui ſont Habitans de la *Baſtie*, & qui gémiſſent encore ſous le Poids de l'Oppreſſion. Nous ſavons, qu'ils ont été hors d'état, juſqu'à préſent, de donner des Preuves publiques de leur Amour & de leur Zèle pour la Patrie. Nous ne laiſſons pas de les croire dans la Bonne Volonté de s'unir à Nous, pour travailler conjointement à aſſûrer le Bonheur de la *Nation Corſe*. Nous Nous perſuadons même, qu'ils ont dû reſſentir une véritable Peine, de n'avoir pu concourir, avec leurs Freres, au Rétabliſſement de la Liberté commune. Ainſi, pour leur faire éprouver les prémieres Marques de notre Bienveillance, Nous Nous ſommes déterminez à les inviter, par ces préſentes, à ſe rendre vers Nous, ſans aucun Délai, auſſi-tôt que nos Troupes ſeront arrivées devant leur Ville. Ils peuvent être aſſûrez, que Nous les recevrons favorablement, & que Nous les traiterons ſans aucune Différence des autres fideles Concitoyens. Si néanmoins, ce qu'à Dieu ne plaiſe, ils entendoient aſſez peu leurs Intérêts, pour en agir autrement, Nous leur déclarons, que, contre notre Gré, Nous Nous trouverons dans la Néceſſité d'employer contre eux la Force des Armes, & de leur faire ſentir les terribles Effets de la Guerre. Dans ce Cas-là, Nous ne leur ferons aucune Grace, ni Quartier, encore moins à ceux qui ne ſe ſeront pas ſoûmis, lorſque les Vaiſſeaux, que Nous attendons, ſeront arrivez. Ils ſe verront alors forcés de ſe rendre à Diſcrétion, ſans nulle Eſpérance de la moindre Faveur, ni pour leur Vie, ni pour leurs Biens.

Edit de la République de Genes contre le ſoi-diſant Baron THEODORE.

NOus, DOGE, GOUVERNEURS, ET PROCURATEURS, DE LA REPUBLIQUE DE GENES, &c. Avons appris, qu'un certain Perſonnage fameux, habillé à l'Aſiatique, a débarqué dans notre Royaume de *Corſe*, du côté d'*Aleria*, où il s'étoit rendu avec quelques Munitions de Guerre à bord d'un petit Bâtiment, commandé par le Capitaine *Dock*, Anglois: que cet Anonime, quoiqu'inconnu, avoit néanmoins trouvé le Moyen de s'inſinuer auprès des Chefs des Soulevez, qui y trouvant leur Intérêt, ont ſçu par Artifice le faire agréer par les Peuples: que le même Perſonnage leur avoit diſtribué des Armes, de la Poudre, & quelques petites Piéces d'Or; & qu'il les amuſoit de l'Eſpérance d'un prompt & puiſſant Secours. Comme toutes ces Circonſtances ſont contraires à la Tranquilité publique, & qu'il nous importe d'y pourvoir pour le Bien de nos Sujets de *Corſe*, Nous avons jugé à propos de les informer de la véritable Qualité & Condition de cet Homme, conformément aux Preuves & Témoignages autentiques que Nous en avons.

ANNO 1736.

Il tire ſon Origine d'un Canton de la *Weſtphalie*, & ſe fait nommer le Baron THE'ODORA DE NEWHOFF. Il ſe dit fort éclairé dans la Chimie, la Caballe, & l'Aſtrologie, par le Moyen deſquelles Sciences il prétend avoir trouvé les Secrets les plus importans; mais ce n'eſt en effet qu'un Vagabond, & d'une Fortune très-médiocre.

En *Corſe*, il ſe fait appeller *Théodore*. C'eſt ſous ce Nom, qu'il s'eſt rendu à *Paris*, vers l'Année 1729., d'où il s'eſt retiré enſuite, après y avoir abandonné ſa Femme, Irlandoiſe de Nation, qu'il avoit épouſée en *Eſpagne*, & dont il avoit eu une Fille, qu'il a pareillement abandonnée. En courant par le Monde, il a déguiſé ſon Nom & ſa Nation. A *Londres*, il étoit Allemand, à *Livourne*, Anglois, & à *Genes*, Suédois; prenant tantôt le Nom de *Baron de Napoer*, tantôt celui de *Smilmer* ou de *Niſſen*, & quelquefois celui de *Schmieberg*, ainſi qu'il paroît par ſes Paſſeports, & par d'autres Piéces autentiques, qui Nous ont été envoyées de divers Endroits, & que Nous conſervons.

C'eſt ſous ces différens Noms, qu'il a trouvé le Moyen de vivre aux Dépens d'autrui, à la faveur de ſes Tours de Soupleſſe. On ſait que, vers l'Année 1727., il a diſſipé en *Eſpagne* l'Argent qu'on lui avoit avancé pour lever un *Régiment* Allemand, ainſi qu'il s'y étoit engagé. Ayant été obligé de fuir d'*Eſpagne*, il a trompé & filouté, en divers Endroits, des *Anglois*, des *François*, des *Allemands*, & pluſieurs autres Perſonnes de différentes Nations.

Par-tout où il a filouté, il a eu grand ſoin de tenir ſes Fourberies cachées; mais, après ſon Départ, elles ont paru manifeſtement. Une Lettre d'un *Gentilhomme Allemand*, écrite de *Lisbonne* du 20. Février de l'Année courante 1736., en eſt une preuve évidente.

Il y a quelque tems, qu'il emprunta des Banquiers *Jabach*, à *Livourne*, 515. Piéces de huit, qu'il promit de faire rembourſer à *Cologne*. Ses Créanciers, ſe voyant trompez, le firent mettre en Priſon. Il en ſortit quelques Mois après, ayant ſçu engager le Patron d'un Petit Bâtiment d'être ſa Caution, comme il paroît par l'Acte de ſon Elargiſſement, paſſé à *Livourne* le 6. Septembre 1735., par devant le Notaire *Jean-Baptiſte Gamaſſe* &c; pour le guérir d'une Maladie qu'il avoit contractée dans ſa Priſon, il fut mis à l'Hôpital *del Bagno* de ladite Ville, pour y être traité en qualité de néceſſiteux.

Il eſt allé enſuite à *Tunis*, où il a exercé la *Médecine*, & tenu pluſieurs *Conférences ſecrettes* avec les *Chefs des Infidéles*. Il a ſçu en tirer des Armes & des Munitions de Guerre, avec leſquelles il s'eſt tranſporté en *Corſe*, accompagné de *Chriſtofaro*, Frere du Médecin *Buongiorno* à *Tunis*; de trois *Turcs*, parmi leſquels ſe trouve un certain *Mahomet*, qui fut autrefois *Eſclave* ſur les *Galeres de Toſcane*, de deux jeunes *Livournois*, nommez *Antimani* & *Bondelli*, fugitifs de leurs Maiſons paternelles; & d'un *Prêtre* de *Porto-Ferraio*, que les Peres Miſſionaires de *Tunis* ont jugé à propos d'éloigner pour de juſtes Raiſons.

En conſéquence de tout ce que deſſus, & d'autant que cet Homme s'eſt ingéré de vouloir gouverner en *Corſe*, & de détourner malicieuſement nos Sujets de la Fidélité qu'ils doivent à leur Souverain naturel; que d'ailleurs il eſt à craindre qu'un Homme, dont la Conduite & les Maximes ſont ſi dépravées, n'excite de plus grands Troubles parmi nos Sujets: Nous avons jugé convenable de rendre public ce que deſſus, & de déclarer, ainſi que Nous le déclarons, par le préſent Edit, le ſuſdit prétendu *Baron de Niemhoff*, Auteur actuel des nouvelles Séditions, Seducteur des Peuples, Perturbateur de la Tranquillité Publique, coupable de Haute-Trahiſon & de Lezé-Majeſté au premier Chef, &, comme tel, digne de toutes les

ANNO 1736. Punitions prescrites par nos Loix, défendant à qui que ce soit d'avoir aucune Correspondance ou Commerce avec lui, & déclarant dignes des mêmes Punitions, Criminels de Leze-Majesté, & Perturbateurs du Repos Public, tous ceux qui lui prêteront Secours ou Assistance, ou le suivront pour augmenter la Révolte & troubler le Repos de nos Peuples. Fait dans notre Palais Royal, le 9. Mar 1736.

Etoit signé,

GIUSEPPE MARIA.

Manifeste du Roi THEODORE.

THEODORO, *per Grazia primieramente della Santissima & individua Trinità, e poi dei veri, & glorioſiſſimi Liberatori, e Padri della Patria, Primo Re di Corſica.*

SU le notizie pervenuteci, che dagl' usurati Genoveſi, e con essi dal Duce e Senato di Genova, sia stato dato fuori, sotto li 9. del caduto mese di Maggio, uo foglio, o, per dir meglio, un Libello infamatorio, pieno di calunniose impostore contro di noi, nel quale doppo un' profluvio di menzogne, abbia preteso dichiararci Autore di novi tumulti in questo Regno di Corſica, Seduttore, e Perturbatore di publica quiete, Reo di alto tradimento, e di Leſe-Maeſtà in primo grado, e perciò incorso in tutte le pene prefiſſe dalle suppoſte loro leggi, e con quel di piu, che in esso Libello, &c.

Per tanto noi, (non perche punto ci caglia questo loro latrare, che è lo ſteſso à quello de' Cani quando abbaiano sollemente contro la Luna, che anzi, noi per non contravenire a quelle leggi, di cui da essi alcuna non se ne osserve, che permettono alla lingua de tormentati ogni sfogo della loro passione, per tali diffamazioni non ci chiamiamo offesi in alcuna maniera.....

Mà per sempre più fare nota al mondo la loro tirannica perfidia, e superbie che si avanza a pretendere dominio sopra chi è di loro Maggiore, & per maggiormente far collare la loro vanità, ed assieme rinovar la memoria delle loro sceleragini).....

Li facciamo inteſi.....

1. Che essi sono assai meno certificati della vera qualità, & condizione nostra, di quello siamo noi ed il mondo tutto delle loro ignominie, e viltadi, ma poiche non siamo noi tenuti in modo alcuno á darli conto dell' esſer noſtro, ci basta per ora d'esporli che siamo stati conoſciuti, e dichiarati degni di corona, e di scettro da quelli fedelisſimi Patrioti, l'occulta sapienza de quali, doppu averli tolta dagl' occhi quella banda, con cui la soprafina malizia de liguri aveva loro velate le luci dell' intelletto, non differente da quella che allo ſtemma del Regno evevano affiſſe *, ha fatto loro conoſcere e l'eccellenza noſtra, e l'iofamia loro.

2. Che ci risſerbiamo di farli collare la nobile nostra origine, (non macchiata da quei mechanici eſercizi che deturpano la da essi preteſa nobilta) doppo che, assistiti dal vero valore, e corraggio di questi popoli, e dal Cielo vendicatore, gli auremo fatto portare la pena delle loro depravate procedure, e costumi colla totale eſpulſione da questo Regno, e collo ſtrappamento de quel diadema che solo da questo ſtato riconoſcevano, e del quale mentiſcono dirsi principi naturali, mentre non ne erano se non meri usurpatori, e detentori.

3. Che quand' anche per l'avanti fossimo ſtati di noo troppo felice fortuna, come essi asſeriſcono, abbiamo però sempre auvuto il merito, ed un merito tale, che ingigantito al *non plus ultra* dall' impegno preſu di ſoccorrere la giuſtizia di queſti popoli, ce l'ha ſaputa convertire, e render feliciſſima madre di questa corona.

4. Che coo quelle munizioni, e poche monete che allegano aver noi qui recate abbiamo comprata la libertá ad un Regno gia totalmente fatto ſchiavo, ed á noi la gloria mortale in terra, ed immortale in Cielo in premio d'aver ſtaccate le corna alla tirannica loro ſuperbia, e tolti gli dal ſacrilego capo quella corona che per ſola merce di questo regno veniva permeſſa al Ligusticu ſtemma, e di cui per mille capi, e ragioni essi sono sempre ſtati, e sono indegni.

5. Che avanconque di baſſa fortuna, com' essi ci ſpacciano, ad ogni modo il noſtro merito ci hà fatti miniſtri della S. Sede Romana, di cui ci siamo sempre proſſeſſati veri Chriſtiani, e di cui ci dichiariamo veri, e fedeliſſimi figli, all' oppoſto de' Genoveſi che se per vogliono dirſi Chriſtiani, convien che si dicano Chriſtiani Atheiſti; ed il Cielo ci ha predeſtinati a ſargli vomitare questo Regno da essi rubbato al Romano Pontefice, e del quale (1) Bonifacio ottavo ingionſe loro la reſtituzione li 12. Maggio 1303, e poi (2) ne furono dichiarati tiranni da Eugenio quarto con una Bolla fulminata li 12 Novembre 1444.

6. Che li accordiamo benſi essere sempre ſtati i noſtri raggiri inteſi, e indirizzati ad azzioni Illuſtri, e degne di noi, e della noſtra origine, e che quand' anche foſſimo andati in Tunis, e d'indi avessimo qui recati quatro di que' barbari, come vien da loro mentito, nonci sarebbe però colà portati per farci compagni egl' infedeli afine di andar con essi loro rubbando amici, e nemici come fecero gli Antenati de Genoveſi (3) l'anno 1323. allorche con 20 Gallere si fecero compagni del Cerebi di Sinobia Ammiraglio di Turchia.

Ne meno avreſſimo condotte a que' Mahometani vettovaglie, ed agiuto (4) come fu fatto da medeſimi l'anno 1272; ne Mai sarebbimo ſtati capaci d'inalberare le inſegne dell' Alcorano (5) ad eſempio di quanto essi praticarono l'anno 1317; e quall' ora aveſſimo portato alcuno di delle genti per noſtro ſervigio, ciò sarebbe ſtato a maggior gloria del vero noſtro Dio, (di cui essi Genoveſi ne proſtergono le leggi) mentre aſſoggettandoli anime miſcredenti; verreſſimo sempre più e glorificare la Santiſſima Triade.

Ne quelli aureſſimo qui recati come ſchiavi per eſigere da essi quel riſcatto perſonale (6) che da progenitori Genoveſi fu introdotto nel mondo, ne li avreſſimo qui condotti come liberi ad effetto che occupaſſero queſti lidi (7) come su fatto da essi quando condusſero in Europa l'Armi Ottomane.

7. Che in prova della noſtra Giuſtizia, e di quella di queſti popoli, ed a riprova delle loro inſoſtifienti ed ampliose menzogne li rinfacciamo che se foſſe ſtata loro a cuore la tranquillità di questo Regno come si milantano, non l'avrebbero con tante tirannicbe oppreſſioni aſſaſſinato e diſtrutto, e ridotto all' eſtremo della diſperazione, ne li aurebbero uſato tanti tradimenti per mezzo de suoi piu totto ſicari, che Miniſtri, e particolarmente per mezzo di Antonio Spinola, che perfidamente contro la data fede fece trucidare i migliori capi, e Principi di questa Iſola di Corſica, ed altre volte per mezzo di Nicolo Fieſco, che doppo le convenzioni accordate con Alfonſo Ornani, fueno tanti innocenti; ed ultimamente coll' aver impriggionato, e con inſidioſi cavilli tentato di far morire i migliori, e principali difenſori de diritti della Patria con troppo enorme, e publica offeſa della Garanzia fatta con Ceſare l'anno 1722.

8. Che non poſſono eſſi dirſi Principi naturali di questo Regno ne pretendere suoi ſudditi queſti popoli; perche ne sono eſſi sempre ſtati meri occupatori, e laddri, e perche non ſoggette, ma convenzionali erano queſte Provincie à Genoveſi, à quali pero ben è convenuto di romper le dette convenzioni imperciocche ſecondo l'aſſioma: *quo frangis fidem, fides frangatur eidem.*

9. Che manifeſta, e ridicola pazzia è ſtata la loro dichiarazione di voler pretendere noi Autore di novi tumulti, Seduttore de' Popoli, Perturbatore della publica quiete, reo d'alto tradimento, e di Leſa-Maeſtà in primo grado e perciò incorſi nella pena preſcritta dalle loro aſſerte leggi, eteſo che è manifeſto a tutto il mondo che i tumulti di questo Regno erano digia inſorti ſin dall' principio dell' anno 1720, e noi non gia, ma autore di novi tumuli, il Seduttore de Popoli, il Perturbatore della Publica quiete è ſtato il loro peſſimo, e tirannico gouverno, che ha sforzata la pazienza di queſta nazione al riſcontimento noi non gia, mà il Reo di alto tradimento, e di Leſa-Maeſtà è ſtato il ſuo Collegio per aver non ſolamente traditi queſti Signori nell' abollimento delle

detre

(1) Ex Litt: Lat: 12. Kal. Maii Curil. l. 9. pag. 91. Ray. an: ecl. n. 19. 1303.
(2) Conſ. 1. 22. Raynal: Annal: Eccl. n. 22. anno 1444.
(3) J. Vill. Lib. 9. f. 217. Ray. n. 11.
(4) Leg. l. Or. 1. 2. MS. Bibl: Rayn. n. 12. *dicti anni.*
(5) Rayn. n. 56. *ib. anni.*
(6) *Idem ut ſupra.*
(7) Ex omnibus ſcriptis.

* E una teſta umana cogl' occhi velati

ANNO 1736. dette convenzioni, ma eziandio lo ſteſſo Imperadore vivente nel vilipendio delle ſue Garanzie, e quel ch'è peggio La Maeſtà dello ſteſſo Iddio ancora per mezzo di tante ſcelleraggini, di tanti aſſaſſinii, e di tante perfidie, che del continuo hanno eſercitato contro quelli innocentiſſima popoli

E quand' anco noi foſſimo colpevoli di qualche offeſa verſo di loro, non potreſſimo però giammai eſſer chiamati, ne preteſi Rei di Leſa-Maeſtà, perche eſſi non hanno queſto titolo di Maeſtà, che ſebbene, per bontà di queſto ſtato poſſono gloriarſi d'averla avuta, preſentemente però non l'hanno più, imperciò che con tante iniquità, e tirannie l'hanno talmente ſporcata, e vilipeſa, che finalmente è reſtata per eſſi già da longo tempo eſtinta, e diſtrutta.

10. Che più che pazzia ſi ſcorge nella prohibizione da eſſi promulgata contro tutti di commercio, e di pratica con noi, imperciòche con ciò vengono a pretendere ſovranità ſopra ogni nazione ſtraniera, e da eſſi indipendente.

Nel reſto dichiariamo eſſere noi qui venuti (comecche dall' origine noſtra eſſendo auvezzi al commando l'obligo noſtro è di aſſiſtere e patrocinar la Giuſtizia) per ſoccorrere gli oppreſſi, e dar l'ultima mano per eſtirpare dalla Corſica le tirannie, ed oppreſſioni della Liguſtica empietà.

Aggiongendo a maggiore loro, vergogna che in nulla ci offende queſto Libello diffamatorio da loro divulgato, percioche ſicome eſſi Genoveſi diſcendono da què medeſimi Giudei, che reliquie della diſtrutta Gierusalemme furono da Tito Imperadore poſti ſopra alcune barche a diſcrezzione di quei Venti che li conduſſero nella Liguria, coſi non è gran fatto, che ad imitazione de loro progenitori i quali hanno tanto mormorato in Gieſu Chriſto vomitino contro di noi pure tante mormorazioni.

E quand' anco noi foſſimo tali, quali eſſi ſi sforzano di dimoſtrarci, e ſpacciarci, cioè à dire, che ſe ben foſſe vero che noi foſſimo di povera fortuna, e di baſſi natali, ciò ſarebbe per loro un affare el' maggior confuſione, imperciochè in tal guiſa ſi vedrebbono rinovate à ſoglievo de poueri per mezzo della noſtra perſona le diſpoſizioni della divina onnipotenza offeſa, come ſi vidde e a prò degl' Iſraeliti per mezzo di Moſè là nell'Egitto, e di Duvidde colà nella Paleſtina, e d'altri, che naquero di piu baſſa fortuna, e da piè vili parenti, di quello poſſiamo noi eſſer nati.

Finalmente per approffitarci dell' auvertimento che ci laſcò ſcritto Traiano Boccalini, che è di dovertenere lontani i Genoveſi come Sanguiſughe fatali inclinate a ſucchiare il ſangue de Principi, ed Ammaeſtrati dall' eſperienza delle loro tante enormità prattcate in queſto Regno, e nell'Univerſo tutto, li aſſicuriamo, e poſſono viverne certi, che noi li terremo affatto lontani da queſti lidi del noſtro Regno, da quali tidi in tanto.

Valendoci di quella autorità, che queſti popoli, e ſuoi principali Signori, e Padri ci hanno conferito, li dichiariamo perpetuamente banditi ſotto pena della vita, come già ingiuſtiſſimi occupatori, oppreſſori e tiranni di queſt' Iſola, e debitori all'erario di queſto noſtro Regno di tutto il ritrattone con tante ingiuſtizie per tutto il tempo che ne hanno ingionte le rendite, e divorate le ſoſtanze e coſi abbiamo eſpreſſamente decretato, e ſentenziato.

In Patrimonio dirrabbio queſto. di 2. di Giugno 1736.

CCII.

25 Juin. *Conſtitutiones Comitiorum Pacificationis, extraordinariorum, per duas hebdomades, Varſoviæ, habitorum, & in diem vigeſimum quintum, Menſis Junii, Anno Domini* 1736. *editarum.* [Sur l'Imprimé traduit du Polonois en Latin.]

C'eſt à-dire,

Conſtitutions de la Diète extraordinaire de Pacification tenue à Varſovie pendant quinze jours, & luës le 25 du mois de Juin 1736. ANNO 1736.

IN NOMINE DOMINI AMEN!

AUGUSTUS III.

Dei gratiâ Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniæ, Ruſſiæ, Pruſſiæ, Maſoviæ, Samogitiæ, Kiioviæ, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolenſkiæ, Severiæ, Czerniechoviæque, nec non Hæreditarius Dux Saxoniæ & Elector, &c. &c.

NOtum facimus univerſis & ſingulis, quorum hæc ſcire intereſt: quod, poſt irrita, ſuperiore annô, Comitia Pacificationis, non dimittentes ex animo Noſtro paternas curas, quâ ratione diſſona Civium corda, ad perfectam unionem & veram confidentiam perducere, atque ita calamitates publicas omnes amoliri & procul removere poſſemus, Comitia præſentia extraordinaria duarum Hebdomadum, ad procurandam generalem Pacem & Securitatem edixerimus: Et poſtquam in iis, auctoritate præſentium *Comitiorum Pacificationis*, Confœderationes qualibet diſſolvimus, ſequentes Conſtitutiones, ex unanimi conſenſu omnium Statuum utriusque Gentis, ſancivimus.

Tuitio Majeſtatis Noſtræ, & Pacificatio Statuum Regni Poloniæ, & Magni Ducatus Lithuaniæ.

Quanquam firmamentum Throni Noſtri, in amore & fidelibus Pectoribus dignißimorum hujus Patriæ filiorum poſuerimus, omnibus tamen obviando occaſionibus, quæ ex quibuscunque io Campo Electorali coortis diſſidiis, vel etiam ex ſuſpicione & diffidentia adverſus Majeſtatem Noſtram, qualicunque prætextu naſci poſſent, Omnes Status Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuaniæ Provinciarumque annexarum ad præſentia Comitia congregati, ductu veræ erga Nos affectionis, hâc generali, pro tuitione Perſonæ Noſtræ & Majeſtatis Regiæ, ſuo & totius Reipublicæ nomine, ſe devinxerunt obligatione: Se, poſtquam liberis ſuffragiis & concordi omnium acceſſu, Nos ſibi pro Domino elegerunt, & recognoverunt, exemplo priſcorum Majorum Suorum, non modo Nos, in ullo periculo nunquam deſerturos, ſed etiam pro conſervatione Perſonæ Noſtræ & Majeſtatis Regiæ, Vitam, Sanguinem, & Subſtantias ſuas, ita, ut honeſtos Polonos decet, impenſuros, ſub vinculo fidei, honoris & conſcientiæ ſuæ declarant; Inter ſe verò Amorem & Pacem indivulſe conſervare pollicentur, & unumquemque, qui contra Nos, Electionem Noſtram, Thronumque Noſtrum, communi omnium acceſſu firmatum, ſive palàm, ſive clàm aliquid moliri auderet, pro Perduelli & Hoſte Patriæ declarant, & ſe, in perpetuum ejus deſtructionem conſurrecturos, copiaſque militum à Privatis Perſonis, ad turbandam Publicam Pacem conductas deleturos ſpondent. Præterea omnia Scripta, Electioni Noſtræ contraria, per quemcunque, ubicunque, & quòcunque modò confecta, nec non projecta & ſcripturas omnes diffidentiæ publicæ, contra Perſonam Noſtram, occaſionem præbentes abolent & in nihilum redigunt.

Ut verò pacem publicam, præveniendo omnes in Republica diſſenſiones & ſuſpiciones, eò firmius ſtabiliamus, commonefacimus, quod animadverſio in transgreſſionem Legis publicæ Perſonam Noſtram ſpectantis, pertinebit ad Proceſſum in Conſtitutione anni 1609. *de non præſtanda obedientia*, deſcriptum, quam Legem perpetuis temporibus in ſuo valore & robore conſervamus.

Ad perfectiorem verò & eò ſtabiliorem Provinciarum Noſtrarum Pacificationem internam, omnibus, omnes ſcrupulos Perſonam Noſtram tangentes, funditùs eximendo, præſentem perpetuam in futura tempora Regno Poloniæ & Magno Ducatui Lithuaniæ damus cautionem:

Quod una cum conſervanda Integritate Religionis Sanctæ Romano-Catholicæ, libera inclytarum harum gentium Electio, ſecundùm antiquas & novas Leges, præcipuè verò ſecundùm *Conſtitutiones Annorum* 1670. & 1699. immota ſemper manebit: Item, quod jura omnia antiqua, ſicut & illa, quæ adhuc ſtatuemus, & libertatem Immunitatemque Gentium, quam tribus vicibus, juxta formam Juramenti, ſincerâ mente ad-

ANNO 1736. juravimus, in omnibus punctis inviolabiliter manutenebimus. Status verò tam Regni Poloniæ, quam Magni Ducatus Lithuaniæ, Provinciarumque annexarum, reciproce obviando pacis publicæ turbationi, contra hos, qui adversùs Majestatem Nostram aliquid moliri audebunt, in Judicia Extraordinaria, ad latus Nostrum, juxta Normam Constitutionis 1717. & quidem usque ad Comitia proxima consummata, habenda, consentiunt. Ad hæc autem Judicia extraordinaria simul cum Magnificis Senatoribus & Ministris utriusque Gentis sequentes designamus Assessores:

Ex Minori Polonia; generosos: *Georgium Mairzech*, Succamerarium Magni Ducatus Lithuaniæ, Capitaneum Sanocensem, *Severinum Rzewuski*, Pocillatorem Regni, Capitaneum Chelmensem, *Adamum Malachowski*, Capitaneum Oswiecimensem, *Franciscum Salesium Potocki*, Capitaneum Belscensem, *Antonium Lubomirscium*, Capitaneum Casimiriensem, *Ignatium Humiecki*, Capitaneum Lisiatyeensem, *Paulum Benut*, Vexilliferum Kolomiscensem, *Franciscum Wenglinski*, Judicem Terrestrem Chelmensem, *Josephum Rosnowski*, Dapiferum Sanocensem, *Stephanum Uniatycki*, Dapiferum Pilsniceusem, *Casimirum Borevko*, Venatorem Leopoliensem, *Michaëlem Rzeczycki*, Capitaneum Potorzycensem.

Ex Majori Polonia, generosos: *Antonium Lodzia Poninski*, Referendarium Regni, Capitaneum Petricoviensem, *Felicianum Grabski*, Succamerarium Lencicensem, *Staniflaum Swidzinski*, Capitaneum Radomiensem, *Stephanum Szoldrski*, Capitaneum Lencicensem, *Josephum Saluski*, Capitaneum Ravensem, *Melchiorem Garowski*, Vexilliferum Kalisiensem, *Joannem Chrysostomum Radoiewski*, Vexilliferum Bydgöltensem, *Antonium Karczewski*, Notarium Terrestrem Czerscensem, *Stanislaum Sobolewski*, Notarium Terrestrem Varsaviensem, *Josephum Podoski*, Capitaneum Dobrzynensem, *Timotheum Podoski*, Capitaneum Rypinscensem. *Josephum*, Comitem Ostrorogensem.

Ex Magno Ducatu Lithuaniæ, generosos: *Udalricum Principem Radziwilium*, Præfectum Stabuli Magni Ducatus Lithuaniæ, *Januffium Principem Songuszko*, Ordinatum Ostrogensem Enseferum Magni Ducatus Lithuaniæ, *Ignatium Oginski*, Castrametatorem M. D. Lithuaniæ, *Joannem Odachowski*, Thesaurarium Magni Ducatus Lithuaniæ, *Casimirum Baranowicz*, Excubiarum Præfectum M. D. Lithuaniæ, *Casimirum Ukolski*, Judicem & Vice-Palatinum Trocensem, *Tadeum Oginski*, Capitaneum Wierzbovicnsem, *Josephum Sollohub*, Capitaneum Samnicensem, *Casimirum Niesiolowski*, Capitaneum Cyrynensem, *Michaëlem Slizno*, Capitaneum Krevscensem, *Martinum Chrebtowicz*, Capitaneum Werbelscensem, *Antonium Subsitowski*, Capitaneum Kurklewscensem.

Hæc verò Judicia extraordinaria, methodò in Constitutione anni 1717. *exactè observanda*, & *prævid in eâdem Constitutione expresso Juramento*, tàm per Magnificos Senatores & Ministros Status, quam per generosos, ex Equestri Ordine Judices, *circa fundationem Jurisdictionis explendo*, incipiendo à die *per Rescriptum Nostrum intimandâ*, per duas hebdomades singulis anni quadrantibus, si necessum fuerit, exercebuntur.

Quia autem copias nostras hæreditarias nonnisi ex occasione primò Dantiscum introductâ, postea verò Regiomonti commorantis, tùm temporis *Æmuli* in Provinciis Reipublicæ sustinuimus, jam ergo patatâ, quæ Dei est gratia, Republicâ, omnes copias militum nostrorum hæreditarias extra fines Reipublicæ, in spatio quadraginta dierum, incipiendo à die Nona Julii Anni præsentis, educere, verbò Regiò declaramus: & casu quò, Exercitus Nostri hæreditarii intra spatium supra dictum non exiverint, aut gradum retrorsum moverint, aut si unquam *ultra Confinium vetus in Comitiis Reipublicæ, contra præsentem Constitutionem*, sive *ex Senatus Consilio*, sive *quovis colore*, sive è Ditionibus extraneis, sive è nostris Provinciis conducti, reverti aut fuerint, tunc elapsis quadraginta diebus, omnibus, *sub onere* antiquarum Legum, *de expeditione bellica* latarum, hoc est, *sub amissione Honoris & Substantiæ*, injungendo concedimus, ut Expeditione generali bellica nobilitatis, (alias *Pospolite Ruszenie* dicta,) jam sine omnibus Universalibus Nostris (*id, quod pro lasione Majestatis Nostræ neutiquam habebimus*,) sed ad solam notificationem & intimationem horum, quorum intererit, equos tàm in Regno, quàm in Magno Ducatu Lithuaniæ conscendant, sibi invicem succurrant, & omnes illos, qui contraveniendo huic promissioni Nostræ, non egrediuntur, vel planè revertuntur, *tanquam Hostes Patriæ partim sive conjunctim*, tàm in Regno, quàm in Magno Ducatu Lithuaniæ tollant, id quod *in ullum Crimen Lasæ Majestatis, vel Perduellionis nullò prætexin trahemus, quin possint istud pro Jure permisso*, tam ex præsenti Lege, quàm vigore Constitutionum anni 1646. & 1699. quas *ad eundem casum*, in toto reassumimus, habebimus. ANNO 1736.

Quoniam vero per *Pacta Conventa*, exemplo Constitutionum anni 1699. & 1717. Nobis permissum est, sustentare mille bis centum milites de Exercitu Nostro Saxonico, *pro Custodia Corporis Nostri*, idcircò assecuramus Status Reipublicæ, quòd prædictum numerum mille ducentorum militum, *Methodò in Constitutione anni 1717. expressâ & Jurisdictione Mareschalcali præcisâdâ*, tenebimus; & quidem hâc ratione, ut Officialis commendans, (seu Supremus horum militum Præfectus) Nobis & Reipublicæ *Juramentum fidelitatis* præstet, numerum militum non augeat, & secundum Leges de Jurisdictione Mareschalcali latas, se gerat. Sponsionem quoque damus verbò Nostro Regiò Statibus Reipublicæ, quòd juxta assecurationem, Nobis, ad intensas & efficaces Nostras instantias, datam, Exercitus Serenissimæ Czareæ Majestatis, *in spatio* quadraginta dierum, incipiendo à die *nona mensis Julii anni præsentis*, extra terminos tàm Regni Poloniæ, quàm Magni Duc. Lithu. Provinciarumque incorporatarum, specificè verò Curlandiæ & Semigalliæ egredientur, omnemque curam adhibebimus, ne unquam in fines Reipublicæ revertantur. Denique etiam soliciti erimus, ut Commissio, in gratiam reddendorum Subditorum ex Ditionibus Regni Poloniæ & M. Duc. Lithu. abductorum, & ad satisfactionem injuriarum eo tempore, quò auferebantur à militibus Serenissimæ Czareæ Majestatis factarum, ordinanda, quantocyùs expediatur.

Ad quam Commissionem in Comitiolis Relationum, ex Palatinatibus, Terris & Districtibus injuria affectis, Commissarii designabuntur & eligentur. In hoc quoque assiduam ponemus operam, ut Clerici & Nobiles detenti & abducti, quàm celerrimè in libertatem restituantur, & Fortalitia Reipublicæ, imprimis *Rialocerkwiensi* quantocyùs evacuentur. Tandem, ut Bona Reipublicæ sequestrata sine morâ Proprietariis reddantur.

Acta Interregni.

Ad majorem securitatem, non modò Regiminis Nostri unanimi consensu Statuum Reipublicæ congregatorum per Legem præsentem confirmati, sed etiam ad fundamentum liberæ Electionis, nec non Legum, Immunitatum & Libertatis inclytarum Gentium, Electionem Nostram approbantes, *Acta Privilegiorum, Diplomatum Nostrorum, Diplomatis Primatialis & Reipublicæ; ad normam Diplomatis Regi Michaëli anno 1669. dati, & in Archivo Reipublicæ existentia, Pactorum Conventorum*, ut Volumini Legum inferantur, & omnes hi Actus in medium Constitutionum præsentium reimpressi locentur, commendamus; quos ita, prout hic sunt inserti, pro validis habebimus. Dispositiones in distributione Ministeriorum Pacis & Belli, & in aliis Vacantiis factas, approbamus.

Distributio verò Ministeriorum Belli, non obstante Constitutione 1717. ad Jus Majestaticum abhinc pertinebit, ne Comitia his Vacantiis difficiliora seddantur. Acta quoque Interregni, in Juribus hujus Regni fundata, & Judicia Capturalia, quæ à tempore Obitus Serenissimi Regis Antecessoris Nostri, usque *ad Actum Coronationis* duraverunt, approbamus.

Judiciorum verò tam Generalis, quàm particularium Judiciorum *Capturalium* Decreta, *si quo Juribus & Constitutionibus repugnent, cassata quoque cassatione* Decreti in Judicium *Capturale Oszmianense* lati, tollimus. Alios autem Actus, vel æqualitati Immunitatum Nobilium, vel Libertati Patriæ, vel Pacì tam internæ, quàm externæ, vel Amicitiæ cum Vicinis & Potentiis, cum quibus æternæ pacis conditi sunt Tractatus, vel Honoribus & Prærogativis quorumcunque ac Fortunis, per Scripta tam publica, quam privata, nocivos, abolemus, & illos ex Libris authenticis, ex Typographia, & ex aliis locis privatis eximi jubemus; Et quicquid durante nuperrimâ Revolutione, *sive zelo libertatis, sive animositate sentiendi*, ex orbita antiquarum Legum & Immunitatum patriarum deflexit, *ad antiquam formam & normam* anti-

ANNO 1736. *antiqui Status Reipublicæ & Libertatum*, reducimus (1).

Confirmatio Generalis Jurium.

IN NOMINE DOMINI Amen. Nos AUGUSTUS III. DEI Gratiâ REX Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniæ, Ruſſiæ, Pruſſiæ, Maſoviæ, Samogitiæ, Kijoviæ, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolenſciæ, Severiæ, Czerniechoviæque; Nec non Hæreditarius Dux Saxoniæ, Princeps & Elector, &c. Manifeſtum ac teſtatum facimus præſentibus Litteris Noſtris, quorum intereſt, Univerſis & Singulis, tam præſentibus, quàm futuris, harum notitiam habituris. Per Omnipotentis DEI Gratiam, Coronas & Sceptra diſpenſantis, liberis ac ſpontaneis liberrimarum Gentium Poloniæ & Lithuaniæ, Ampliſſimorum Statuum ac Ordinum Sereniſſimæ hujus Reipublicæ Suffragiis, ad Thronum inclyti Regni hujus evecti, Sacroque Diademate Regio inſigniti, primam ac præcipuam imponi Nobis neceſſitatem, ut pro tanto Affectu ſtudiſque in Nos collatis, perpetua grati Animi Noſtri palàm ſit teſtificatio; & quò pluribus, iiſque Excellentiſſimis, tùm propriis, tùm externis Chriſtiani Orbis Principibus, Perſona Noſtra prælata eſt, eò inſignioribus Gratiis atque Gratitudine Noſtra Regia reſpondendum veniat, nihilque Nobis tàm carum ſit, quod in ordinandi ampliandique hujus Regni non faciles, unà cum vita Noſtra tribuamus; & jam facto ipſo, integritatem, decora, ac ſplendores Patriæ hujus cariora eſſe, quàm propria, rectè probamus, dùm quidquid in illa reperiri poteſt, ad commoda & utilitates illius, libentes conferimus, & inceſſanter Nos collaturos ſperamus, quo tantæ benevolentiæ & fidei parem animum & gratiam teſtemur in perpetuum. Cum vero omnia Jura, Privilegia, Libertates, Prærogativæ, & quæcunque in Patria hac potuerunt haberi Chariſſima & Nobiliſſima Nobis concredita, ac in manibus Noſtris, velut in Sacrario aliquo, repoſita ſint, licet ſi nullum eorum certius poſſit eſſe vinculum, ac pignus, quàm Pectus Noſtrum Conſcientiaque, Juriſjurandi jam bis à Nobis præſtiti Solennitate adſtricta, nihilominus quò contra Vetuſtatem Oblivionemque monumenta Litterarum, æternitatem rerum præſentium cuſtodiant, hiſce pro officio Noſtro Regio, pro Utilitate Regni, conſuetudineque Anteceſſorum Noſtrorum, Divorum Poloniæ REGUM, & Magnorum DUCUM Lithuaniæ, ſponte ac liberè maturaque deliberatione præhabita, omnia Privilegia, Donationes, Inſcriptiones, Advitalitates, Libertates, Prærogativas & Immunitates Regni Poloniæ & Magni Ducatûs Lithuaniæ, Ruſſiæ, Pruſſiæ, Maſoviæ, Samogitiæ, Kijoviæ, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolenſciæ, Severiæ, Czerniechoviæque, ut & in ſpecie Ducalis Pruſſiæ, Lemburgi & Bitoviæ, juxta jura ſua. Quo nomine Confirmationem Noſtram, ad Normam, à Divis Prædeceſſoribus editam, ex Cancellaria Noſtra extradere & Conſtitutionibus moderni Conventus inſerere juſſimus, ac aliarum Provinciarum iis annexarum, conjunctim aut ſeparatim Ipſis conceſſas Eccleſiaſticas & Sæculares, tam publicarum, quam privatarum Perſonarum, cujuscunque Status & Conditionis atque Sexus, exiſtentium, Civitatumque ac Locorum quorumcunque, per Anteceſſores Noſtros, REGES Poloniæ & Magnos DUCES Lithuaniæ, ac Terrarum iis conjunctarum REGES, PRINCIPES, DUCES ac Dominos, tam in toto, quàm in parte, præſertim vero CASIMIRUM Magnum, LUDOVICUM, *Lois* nuncupatum, VLADISLAUM II. JAGELLONIDEM dictum, Fratreſque ejus, VITTOLDUM & SIGISMUNDUM, Magnos Duces Lithuaniæ, VLADISLAUM III. CASIMIRUM III. JAGELLONIS Filios, JOANNEM ALBERTUM, ALEXANDRUM, SIGISMUNDUM I. SIGISMUNDUM II. AUGUSTUM, HENRICUM STEPHANUM, ac SIGISMUNDUM III. & VLADISLAUM IV JOANNEM CASIMIRUM, MICHAELEM, JOANNEM III. & AUGUSTUM II. REGES Poloniæ & Magnos Duces Lithuaniæ; ac etiam per Magiſtratus Pruſſiæ, atque Archi-Epiſcopos, Epiſcopos, Magiſtros, Præceptores antiquos Livoniæ, necnon Duces, Principes, ac Dominos Terrarum Ruſſiæ & Maſoviæ, juſtè & legitimè conceſſas & emanatas, ac Juri Communi Utriusque Gentis non contrarias. Et item Jura, Leges, Statuta, Conſtitutiones, Judicia Tribunalis, ultimæ Inſtantiæ ac Decreta, Libertates ac Immunitates in Conventibus Regni Generalibus quibuslibet, Ordinationesque latas atque ſancitas; nominatim autem, Libertates ac Leges in Conventu Electionis HENRICI, Regis, ac in Conventu Andreovienſi & Coronatione Regis STEPHANI, Conſtitutionesque in Coronatione *Sereniſſimi* SIGISMUNDI III. laudatas, ac denique Leges & Conſtitutiones in præſenti Conventu ſancitas, aut quæ adhuc ſancientur & Nobis exhibebuntur. Ita tamen, ut nec Specialitas Generalitati, nec Generalitas Specialitati deroget: tùm etiam conditiones cum Ordinibus ſancitas, in omnibus earum Articulis, Punctis, Clauſulis, Conditionibus, approbandas, roborandas duximus, approbamusque, roboramus, confirmamus per præſentes Litteras Noſtras. Decernentes illas, & illa omnia, quæ ſuperiùs commemorata ſunt, perpetuæ, indubiæ ac inviolabilis firmitatis robur obtinere debere, recipimus, ſpondemus & Regio Verbo Noſtro pollicemur; illas in prædictis earum Punctis, Articulis, Clauſulis, Conditionibus, firmiter, inconcuſsè, inviolabiliter tenere, obſervare, implere & exequi, ac Omnibus & Singulis ex iis ſatisfacere cum effectu, teneri, obſervari & exequi facere. Item pollicemur, recipimus, ac ſpondemus, quod omnia per hoſtes finitimos injuſtè à Regno & Magno Ducatu Litbuaniæ, ac Dominiis earundem, quocunque modo occupata, vel bello, vel quovis alio modo diſtracta, ad Proprietatem & Unitatem ejusdem Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuaniæ, tum Provinciarum iis annexarum, aggregabimus, neque fines Regni & Dominiorum Noſtrorum minuemus, ſed pro Viribus Noſtris proferemus & dilatabimus. Quod ſi aliquid contra Libertates & Immunitates, Jura, & Privilegia prædicti Regni & Magni Ducatus Lithuaniæ, ac cæterarum Provinciarum iis annexarum, fecerimus, non ſervantes (quod abſit) aliquid illorum in toto, vel in parte, id totum irritum & inane, nulliuſque momenti fore decernimus & pronuntiamus. Quod vero ſupra hiſce Litteris Privilegia, Libertates Eccleſiaſticas cum cæteris confirmavimus, in Juramento Noſtro Eccleſiaſticas Catholicas Romanas nominaverimus, id nihil omnibus Eccleſiis Græcis, & Privilegiis earundem obeſſe debet, imo eadem in ſuo robore conſervamus, nec non & Articulo Juramenti huic nequaquam derogare volumus: quod videlicet Pacem & Tranquillitatem inter Diſſidentes de Religione tuebimur & manutenebimus, quam inconcuſsè, firmiter ac inviolabiliter, & cum effectu Nos obſervaturos, promittimus ac ſpondemus, juxta Conſtitutiones & Statuta Regni, Jura quoque Terrarum Pruſſiæ, ſpecialiter verò Indigenatus, in omnibus manutenebimus, & in ſuo robore conſervabimus, Vacantiasque omnes in Terris prædictis juxta tenorem Jurium Terrarum prædictarum, & *Conſtitutionem Anni* 1747. Indigenis Terrarum Pruſſiæ conferemus, & Articulum de Diſtribuendis Vacantiis, Pactis Conventis felicis *Electionis* JOANNIS CASIMIRI inſertum, ſpeciali Juri Terrarum Pruſſiæ derogare non debere declaramus. Dantes inſuper poteſtatem Cancellario & Vice-Cancellario Regni & Magni Ducatûs Lithuaniæ, ut has Litteras Confirmationis Generalis Jurium, Privilegiorum & Libertatum Regni & Magni Ducatûs Lithuaniæ, ac Terrarum iis annexarum, authenticè ſub Regni Sigillo, Ordinibus, Terris ac Subditis Noſtris, qui eas requirent, non expectato alio Mandato Noſtro, Uter vel Alter eorum, extradat. In cujus rei fidem Litteras hiſce Manu Noſtra ſubſcripſimus, Sigillumque Regni ei appendi juſſimus. Datum Cracoviæ in Conventu felicis Coronationis Noſtræ, Die XIX Menſis Januarii, Anni Domini MDCCXXXIV. Regni Noſtri Anno Primo.

Præſentibus admodum Reverendo, ac Reverendis in Chriſto Patribus: Magnificis, Venerabilibus, Generoſis, Nobilibus ac Spectabilibus, *Joanne Alexandro Lipski*, Epiſcopo Cracovienſi, Duce Severiæ, Pro-Cancellario Regni Noſtri; *Stanislao Joſepho de Bezdan Haſio*, Epiſcopo Posnanienſi, Abbate Czervinenſi, *Theodoro Lubomirski*, Cracovienſi, *Georgio Lubomirski*, Sandomirienſi, *Alexandro à Sluſzon Szembek*, Stradienſi, *Ludovico Szoldrski*, Juniviadiſlavienſi, Majoris Poloniæ Capitaneo Generali, *Joanne Anſgario Czapski*, Culmenſi, *Michaele Jordan*, Braclavienſi, *Joſepho Remigiano Potulicki*, Czerniechovienſi, Palatinis; *Ca-*

(1) On a retranché ici *Renouvellemens Alliances Interregni*, qui ſont rapportez ailleurs, entre autres *la Grande Confederation de Varſovie* rapportée ci-devant pag. 422, & *les Pacta Conventa* pag. 452.

ANNO 1736. *ſimiro Lubienſki*, Sandomirienſi, *Franciſco Skarbek*, Lancicienſi, *Petro Alberto à Slupow Szembek*, Oswiecimenſi, *Petro à Skrzynno Dania*, Radomienſi, *Theoſephoro Zakrzewſki*, Sanocenſi, Caſtellanis; *Michaele Corybuth*, *Duce Wisnowieckî*, Supremo Magni Ducatûs Lithuaniæ Cancellario, *Paulo*, *Duce Sanguszko*, Curiæ Magni Ducatûs Lithuaniæ Mareſchalco; *Kunicki*, Cracovienſi, *Franciſco Kobielski*, Vladiſlavienſi, *Staniſlao Grabowski*, Posnanienſi, Suffraganeis; *Gurowski*, Abbate Cyrzycenſi, *Sebaſtiano Antonio Dembowski*, Referendario Regni, *Joanne Cantio Morzynski*, Theſaurario Curiæ Regni, *Joanne Branicki*, Vexillifero & Generali Artilleriæ Regni. *Michaele Caſimiro*, *Duce Radziwil*, Præfecto Stabuli M. D. Lithuaniæ, *Jacobo Alexandro Lubomirski*, Regni, & *Ignatio in Bakzyc Zawiſza*, M. D. Lithu. Enſiferis, *Joanne Czaper*, Præfecto Culinæ Regni, *Michaele Rzewuski*, Incifore Regni, *Carolo Sapieha*, Notario M. D. Lithuaniæ, *Antonio Lodzia Ponuski*, Inſtigatore Regni, *Franciſco à Slupow Szembek*, Vexillifero Curiæ Regni, *Joanne Stadnicki Odrowanz*, Vice-Præfecto Stabuli Magni D. Lithuaniæ & Capitaneo Mielnicenſi, *Antonio à Slupow Szembek*, Succamerario Generali Palatinatus Cracov. *Nicolao Wyzycki*, Decano, *Vladiſlao Lubinski*, Scholaſtico, Cathedralibus Cracovienſibus; *Ferdinando Plater*, Vilkomirienſi, *Michaele Nieborski*, Ciechanovienſi, *Jacobo Narzymski*, Nurenſi, Succameratiis; *Staniſlao Krecki*, Cantore, *Adamo Kamorowski*, Cancellario, *Sebaſtiano Kamocki*, Cuſtode, Cathedralibus Cracovienſibus; *Joanne Malachowski*, Opoczynenſi, *Joanne à Raciborſke Morazyn*, Siradienſi, *Antonio à Lubranice Dunbski*, Junivladiſlavienſi, *Joanne à Kurozwenki Menciński*, Vielunenſi, *Matthia Szymanowski*, Viſſogrodienſi, *Vladiſlao Szoldrski*, Rogosnenſi, *Zaluski*, Zavichoſtenſi, *Boguſlao Nieſabiſowski*, Propoyſcenſi, *Caſimiro Nieſolowski*, Cyrinenſi, *Bernardo Gezdzki*, Miſchovienſi, *Sigismundo Linowski*, Zegrzenſi, *Krecki*, Staviſinenſi, Capitaneis; *Andrea Olszowski*, *Caſparo Szczepkowski*, *Michaele Wodzicki*, Officiali, *Caſimiro Morezyn*, *Caſimiro Trzebuski*, *Martino Zarowski*, *Joanne Lukini*; *Hiacynthe Lopacki*, Archi-Presbytero; *Joſepho Rogalli*, *Franciſco Borowski*, *Bonaventura Turski*, *Nicolao Dembowski*, *Dominico Lochman*, *Martino Waliſzowski*, Rectore Almæ Univerſitatis, Canonicis Cathedralibus Cracovienſibus; *Joanne Dembinski*, Pincerna Zatorienſi, *Dembinski*, Capitaneo Chovienſi, *Uladiſlao Gurowski*, Capitaneo Brdovienſi, *Matthæ Grabowski*, Michalovienſi, *Antonio Siraszewski*, Trembovolienſi, *Staniſlao Szczepanowski*, Czernechovienſi, Vexilliferis; *Joſepho Lubomirski*, Palatinuda Sandomirienſi, *Alberto Skarbek*, Caſtellanida Lancicienſi, *Matthia Poniatowski*, majori, *Thoma Grabski*, minori, Vexilliferis Lancicienſibus; *Thoma Slucki*, Judice Terreſtri Lancicienſi, *Branicki*, Vexillifero Terræ Helicienſis, *Alexandro Kicki*, Subjudice Terreſtri Ciechanovienſi, *Carolo Unrag*, Dapifero Wſchovenſi, *Wieniawski*, Subdapifero Præmiſlienſi, *Joanne de Szczeglow Frezer*, Burgrabio Cracovienſi, *Renard*, Pincerna Nurenſi, *Michaele Mauritio Saski*, Venatore Terræ Lomzenſis, *Franciſco Nakwaski*, Notario Terræ Viſſogrodienſis, *Szmarski*, *Marco à Slupow Szembek*, *Joanne Rybinski*, Colonellis Noſtris, *Melchiore Kalkſtein Sielinski*, Notario Culmenſi, *Stephano Wolicki*, *Andrea Niemiewski*, Nunciis Terræ Vielunenſis, *Kurdwanowski*, Nuncio Terræ Sochaczowienſis, *Caſimiro Blazynski*, Pincerna Petricovienſi, *Alberto Rzpiszczowski*, Pincerna Novogrodenſi, *Joſepho Chocizowski*, Subdapifero Novogrodenſi, *Joſepho Strobiecki*, Enſifero Petricovienſi, *Jaſtrzembowski*, Enſifero Lancicienſi, *Michaele Szembek*, Succamerarida Cracovienſi, *Czerny*, Capitaneida Parnavienſi, *Raszewski*, Culmenſi, *Kempinski*, Owrucenſi, *Sobolewski*, Inoulodenſi, Dapiferis; *Lubinski*, Caſtellanida Sandomirienſi, *Dembinski*, Caſtellanida Voynicenſi, *Antonio Loyko*, Incifore Osmianenſi, *Ignatio Urbanski*, Pincerna Zydaczowienſi, *Antonio Dylawski*, Caſtrorum Metatore Palatinatûs Smolenſcenſis, *Matthia Caſimiro Zborowski*, Laticzevienſi, *Franciſco Niemirski*, Drohicienſi, *Antonio Wielinski*, Braclavienſi, Pocillatoribus; *Staniſlao Liuczewski*, Vice-Palatino Biecenſi, *Auguſtino Dzialinski*, *Matthæo Norowieski*, *Kurdwanowski*, *Alexandro Konopnicki*, *Brzozowski*, Burgrabio Culmenſi, *Adamo Remiszewski*, *Ignatio Remiszewski*, Burgrabida Cracovienſi, *Gorecki*, *Rexin*, Vice-Colonellis in Exercitu Regni, *Staniſlao Dembowski*, *Antonio Bukowski*, *Staniſlao Opacki*, *Comite Cebrowski*, *Franciſco Hankiewicz*, Judice Vielicenſi, *Staniſlao Antonio Loſiacki*, *Dominico Meglioruci*, *Paulo Soldadini*, *Joſepho Zaleski*, *Hiacynthe Zaſerda*, *Joanne Korth*, *Joanne Dziarnow*, *Ignatio Michalski*, *Matthia Barſch*, *Franciſco Scladini*, *Carolo Turiani*, *Franciſco Szelegowski*, Conſulibus; *Staniſlao*, *Lopacki*, *Lazaro Deriakubowicz*, *Dominico Awedyk*, Pro-Conſulibus Urbis Noſtræ Cracovienſis, aliisque quàm plurimis Nobilibus, Officialibus, Nuntiis Terreſtribus & Secretariis Noſtris. ANNO 1736.

AUGUSTUS REX.

(L. S. R.)

Diploma rationi Evacuationis Exercituum Extranearum &c.

AUGUSTUS III.

DEI *Gratiâ* REX POLONIÆ, *Magnus* DUX *Lithuaniæ*, *Ruſſiæ*, *Proſſiæ*, *Maſoviæ*, *Samogitiæ*, *Kijoviæ*, *Volhyniæ*, *Podoliæ*, *Podlachiæ*, *Livoniæ*, *Smolenſciæ*, *Severiæ*, *Czerniechoviæque*; *Nec non Hæreditarius Dux Saxoniæ*, *Princeps & Elector. &c. &c.*

SIgnificamus Univerſis & Singulis, quorum intereſt: Quemadmodum jam repetitis vicibus, per Pacta Conventa jurejurando confirmata, per Diplomata anteriora, per Confirmationem Jurium & Privilegiorum Reipublicæ, in felici Noſtra Coronatione, & per alios Actus publicos, Ordines Regni Poloniæ, M. D. Lithuaniæ, Provinciarumque incorporatarum ſufficienter fecimus ſecuros, Nos poſtquam in Thronum Poloniæ, liberis liberæ Gentis evecti ſumus ſuffragiis, Fidem ſanctam Romano-Catholicam, Libertatem, Jura & Immunitates hujus Reipublicæ, quæ in libera Regum Electione nituntur ſanctè eſſe conſervaturos, ita, quanquam dubitemus, an poſt tot Documenta, aliqua de finceris intentionibus Noſtris ſuperſit dubitatio, & ſimilitra, de conſervatione Legum, Libertatis & Electionis liberæ perſuaſio; Interim tamen, ut Reipublicæ probemus, Noſtros ad Salutem Publicam directos, nunquam mutari nec deflecti poſſe Senſus, nihilque in corde Noſtro abſconditi, inclytæ Genti hujus Reipublicæ contrarii, reperiri; præſens Ordinibus Reipublicæ damus Diploma; ſcilicet Nos omnia Jura de libera Electione lata, avitam Libertatem & Immunitates Polonicas, exemplo Anteceſſorum Noſtrorum teneriimè fouuros, illaſque fortiter eſſe manutenturos, cum nihil magis in votis habeamus, quam ut Rempublicam in firmiſſimis locemus fundamentis; Quam ob rem Comitia extraordinaria hic Varſaviæ ediximus habenda, ut in illis *Rempublicam* eo citius & efficacius, ſimul & indiſſolubiliter cum Ordinibus Regni, redderemus pacatam, illam ab omnibus oneribus & adverſitatibus liberaremus, ſecuritatem internam & externam firmaremus, illamque ex vinculis præſentium Conferderationum ſolutam, ad priſtinam Regiminis formam reducremus. In quem finem, uti *toties quoties* omnibus Regiam Noſtram obtulimus Clementiam, ita & nunc, aperto & pleno affectionis paternæ animo, omnes Perſonæ Noſtræ illatas offenſiones, injurias & læſiones propter amorem Dei condonamus, illasque æternæ oblivioni tradimus, nulli dubitantes, quin exemplo Noſtro Ordines Reipublicæ ducti, pretio ſolidæ pacis, ſublatis odiis reciprocis, omnes, tam ex ratione Belli, quam ex aliis occaſionibus, coortas diffidentias oblivione extinguant. Quod ut Conſtitutione caveatur, in futuris, Deo favente, Comitiis, curam Noſtram impendemus. Renovamus & in hoc aſſecurationes Noſtras, *Nos*, per efficaces inſtantias, apud Sereniſſimam *Autocratricem Ruſſiæ* evincturos, ut Ejus Exercitus ex Viſceribus Regni ſtatim quantocius egrediantur, & *ex nunc* præcepta pro eorundem abitu promulgentur. Noſtras vero Copias hæreditarias, quas hucuſque, duratuibus præſentibus motibus, ad Cuſtodiam Corporis Noſtri retinere, neceſſitas Nobis Impoſuit, ſtatim poſt Comitia deducemus. Interea, ſicuti per ultimum Noſtrum Reſultatum, hic Varſaviæ promulgatum, Ordines Reipublicæ da ceſſatione Commeatuum & exactionis eorundem, à Copiis Noſtris, aſſecuravimus, ita & nunc non parcendo propriis ſumtibus, quibus illas ſuſtentare decrevimus, idem confirmamus. Et cum ductu Paternæ Noſtræ Affectionis erga Ordines inclytæ Gentis, ita Noſtros expro-

ANNO 1736. exprómamus Senſus, Securitatemque Perſonæ Noſtræ non in viribus Noſtris, ſed in filiali amore ponamus, ſperamus fore ut Status Reipublicæ, inclytorum ſuorum Antenatorum Exemplo, Majeſtatis Noſtræ fecuritatem in futuris Comitiis provideant. Quod præſens Diploma, manu Noſtra ſubſcriptum, ut ob incendendum erga Nos in animis civium filialem amorem, & ob excitandum ſalvandæ patriæ deſiderium, in Caſtra authenticè mittatur, Magnificis Cancellariis commiſimus. Datum Varſaviæ die X. Menſis Aprilis, Anno Domini MDCCXXXVI. Regni vero Noſtri III. Anno.

AUGUSTUS REX.

(L. S.)

Michael Suski, Regens Cancellariæ Regni.

Cautio Statuum Reipublicæ.

Status Reipublicæ, *quoad Diſſidentes in Religione*, ad Conſtitutionem Anni 1717. & Convocationem Anni 1733. ſe referunt: nec minus ſibi cavent, ne Exercitus Saxonici, *ſub ullo prætextu*, etiam neceſſitatis Reipublicæ, fines Regni Poloniæ & M. D. L. ingrediantur, ſimiliter ac, *ne Perſonæ Plebeiæ & Ignobiles, ſub ullo titulo*, Bona Regalia recipiant, tum quoque ut Tractatus cum Exteris renovandi & concludendi ſolummodo in *plenis Ordinibus*, robur ſuum nancſcantur.

Pacificatio Statuum Reipublicæ.

Quemadmodum ad generalem Reipublicæ Pacificationem, mutua factarum in hac Republica injuriarum, damnorum & læſionum pertinet Venia, ita referendo ads ad antiquiores Conſtitutiones *in ſimili neceſſitate publica indiſpenſabili*, uſitatas, de Conſenſu omnium Ordinum utriusque Gentis, *Amneſtiam, tàm in civilibus, quàm in militaribus, ſalvis Privatorum injuriis*, hoc concedimus modo: Ut omnia Palatinatuum; Terrarum & Diſtrictuum Conſtitum; Lauda Mareſchalcorum, Ductorum Palatinatuum & Conſiliariorum Sancita & Diſpoſitiones in ſuis, pro præterito Palatinatibus, factæ, pariter ac Diſpoſitiones *Æquali tum temporis Throni*, nec minus ſupremæ poteſtatis ſuper Exercitus Computi, utriusque Gentis & partis Diſpoſitiones & quicquid *Jure Belli*, in Præliis, Procurationibus & Tranſitibus, aut in quibuscunque Conflictibus Copiarum, tam ad Computum pertinentium, quam & noviter conductarum & in expedinonibus bellicis utriusque Gentis, cum quavis & cujusvis injuria & damno evenit, æternæ tradantur obvioni.

Rapinæ verò omnes, Invaſiones, Sanguinis innocentis, *non jure Belli*, Effuſiones, Latrocinia in viis; Exuſtiones Bonorum & Domuum, & alii exceſſus commiſſi, ad præſentem Amneſtiam pertinere non debent.

Sub hanc quoque *Amneſtiam* cadere non poterunt, injuriæ ab Exercitu Ruſſico vel Saxonico, per Subordinationem (*ſive per Subornationem*) cujuscunque factæ, hoc præcauto, ut ille, qui alterum hujus abhinc accuſaverit, neque tamen præfatorum Exercituum Subordinationem, (*ſive Subornationem,*) *in Scripto vel per Inquiſitionem ex teſtibus fide dignis, demonſtraverit, pœna talionis puniatur.*

Quæ quidem injuriæ *in Foro competenti*, in Tribunalibus autem Regni & M. D. L. *ex quolibet Regiſtro vindicanda relinquuntur.*

Sententiæ condemnatorias & Decreta ſingula in contumaciam; *tàm in civilibus, quàm in militaribus*, lata, de his, qui eo tempore cum Condemnationes & Decreta contra illos pronunciarentur, *in opere Belli, vel extra fines, verſati ſunt, Auctoritate præſentium Pacificationis Comitiorum tollimus*, ita tamen, ut illud legitimis comprobent Documentis; Illi verò, qui tunc, cum Condemnationes & Decreta in Contumaciam adverſus illos obtinebantur, intra fines Reipublicæ commorati ſunt, *legitimum impedimentum obſtans*, cur in judicio comparere non potuerint, prævió evincant Juramento.

Producto autem legitimorum Documentorum Juramentumque coram Judicio vel Officio, in eodem Foro; ubi Sententiæ vel Decreta in Contumaciam impetrata ſunt, fieri debet.

Hæc autem *Amneſtia*, ab *Actu Electionis Noſtræ, uſque ad Actum præſentium Comitiorum Pacificationis proderit*, quam pro ultima & nunquam practicanda vice concedi cavemus, rigoremque ſimul contra Turbatores pacis publicæ, in antiquis Legibus expreſſum, reaſſumimus. ANNO 1736.

De Expeditione Generali Bellica & Luſtrationes Nobilitatis.

Proſpiciendo in omnes Caſus Securitati Reipublicæ, Expeditionem Generalem Nobilitatis, (*alias Pospolite Ruszenie*) usque ad futura, DEO dante, Comitia, in manibus Noſtris relinquimus, & ratione illius antiquas Conſtitutiones in omnibus punctis reaſſumimus.

Ut autem Ordo Equeſtris eo melius Se ad operas bellicas ratione equorum & armaturarum aptet, Luſtrationes, (alias *Okazowanie*,) antiquis Legibus præſcriptas, decernimus, idemque de M. D. L. ſine diviſione Belli, conſtituimus.

Modificatio Conſtitutionis Grodnenſis. Titulo.

Delegatio ad Beatiſſimum Patrem Sedis Apoſtolicæ.

Cum felices Regni Regiminisque Noſtri Succeſſus ex Paterna Summi Eccleſiæ Paſtoris ſperemus Benedictione, in majus Noſtræ filialis obſervantiæ, erga *Sanctam Sedem Apoſtolicam*, Documentum *Conſtitutionem Grodnenſem Anni* 1726. de qua *Sancta Sedis conquiritur*, ad ſequentes Terminos reducimus: ſcilicet Magnifico *Joanni Tarlo*, Palatino Sendomiriénſi, vigore præfatæ Conſtitutionis, ad Beatiſſimum Patrem Delegato denominato, committimus, ut cum Revetendiſſimo in DEO P. *Nuntio*, de prætenſionibus, *Jura Majeſtatis & Reipublicæ, nec non Patronatus* concernentibus, agat, nulli dubitantes, quin Beatiſſimus Pater, in Noſtris & Reipublicæ juſtis Deſiderils, paternam Suam præſtet facilitatem.

Alias autem Expreſſiones in eadem Conſtitutione Grodnenſi exſtantes, & *gradus Executionis*, tollimus, non *derogando antiquis Juribus & Statutis, de manutenendo Jure Patronatus Noſtri*, ſanctis.

In præſens verò *ex particulari gratia Noſtra Regia*, Reverendos P. *Abbates, Auctoritate Sanctæ Sedis Apoſtolicæ locatos, approbamus.*

Teſtificatio bonæ Amicitiæ Potentiis Vicinis & Reaſſumtio Conferentiarum.

Cum Reipublicæ multum intereſſit, ut cum finitimis Potentiis, bonam amicitiam vicinalem illæſe ſervet, *Sereniſſimo Imperatori Chriſtiano, Sereniſſimæ Czarinæ Majeſtati, Portæ Ottomanicæ, & ahis Potentiis*, conſtantem ſervandæ immutabilis amicitiæ Vicinæ Voluntatem declarat, ſimulque auctoritate præſentium Comitiorum, Reverendis in DEO, Magnificis & Generoſis, per Sanctum Comitiorum, Anni 1726. ad Conferentias cum Miniſtris Extraneis, ſignanter vero cum *Miniſtro Plenipotentiario Sereniſſimæ Czareæ Majeſtatis*, Commiſſarius deſignatis committit, ut intra ſpatium præſentium & proxime ſequentium Comitiorum, de omnibus tam antiquioribus, quam & recentioribus Circumſtantiis agant, Puncta autem deliberata & conventa approbationi hinc temporis Reipublicæ ſubmittant.

Dotalitium Sereniſſimæ Reginæ.

Dotalitium, communi Statuum Regni & M. D. L. Conſenſu, *Sereniſſimæ Reginæ, dilectiſſimæ Conjugi Noſtræ, juxta Præſcriptum Pactorum Conventorum*, tale; quale Sereniſſimæ Reginæ Poloniæ, *Ludovicæ, Eleonoræ & Mariæ*, habuerunt, hoc eſt, *centum millia florenorum Polonicorum* ratione *Dotis*, & ratione *Dotalitii* (*ſive Reformationis*) *alia centum millia florenorum Polonicorum*, pro reditu annuo; *auctoritate præſentis Conventus*, conſtituimus, & Bona in Regno & M. D. L. ex primis Vacantibus, hoc eſt: Duos Capitaneatus præcipuos in Regno & M. D. L. ut illis hoc *Dotalitium* inſcribi, atque ita fixum locum ſuum habere poſſit, deſignabimus, & *una eam juribus Patronatus* applicabimus.

Adminiſtrationes autem omnium horum Bonorum, (in

ANNO 1736. (in quibus *Exercitus* miles locari non debet) Provinciarum harum *Indigenis, Nobilibus, & bene Poſſeſſionatis*, conferentur, ſine omni præpedimento Jurisdictionis Judicialis. *Quarta* vero ex usdem Bonis, Reformatione non obſtante, ad Urbem Ravam, & in M. D. L. *Donativum*, ad Theſaurum conferetur, ſimiliter ac alia onera Reipublicæ more conſueto.

Donum Natiale Sereniſſimæ Reginæ, ex Salisfodinis *Bochnienſibus & Vieliczenſibus*, ſcilicet, *Duo millia Aureorum Hungaricorum* quotannis aſſignamus, aſſecurantes, *Succeſſores Sereniſſimæ Reginæ, ratione hujus Reformatorii Juris*, poſſeſſionem ullam horum bonorum ſibi non vindicaturos nec illam adire valituros; neque Reipublicam obſtrictum iri, Summas præfatam, ſive *Sereniſſima Regina vivente*, ſive poſt *ſera Ejusdem fata*, cuiquam numerare; Sed *Sereniſſimam Reginam, bis Tenuis, tam diu eſſe fruiturum, quam diu Regina Poloniæ audiit.*

De Prærogativis Primatis.

Conſervando *Dignitatem Primatialem, circa ſuas Prærogativas*, ſingulas Conſtitutiones, *in rem Dignitatis Primatialis*, ſancitas ſignanter vero: *Privilegium Caſimirianſe de Anno* 1457. *Conſtitutiones Annorum* 1550. 1607. *reaſſumimus*, & ne aliquis alius, ſed ſolus Reverendiſſimus in DEO P. Primas, Reges Poloniæ nominare & coronare audeat, auctoritate Comitiorum præſentium cavemus, ſimulque hoc punctum *Dignitatis Primatialis, ad antiquam formam Legibus deſcriptam*, reducimus. *Locum* autem *Electionis*, intra *Wolam* & *Varſaviam*, & non alium, in perpetuum habere volumus, & conſtituimus.

Theſaurus Regni.

Quoniam Magnificus *Joannes Cantius Moſzynski*, Supremus Regni Theſaurarius, ex ſingulari erga Patriam, & quicquid commodis ejus inſervire poteſt, amore, hanc ipſi teſtatur propenſionem, ſe quicquid Telonia Reipublicæ, Depoſitoria Vinorum, & alii Proventus lo Summis pecuniariis importabunt & efficient, ad neceſſitates & uſus publicos juſtè & plenariè eſſe redditurum; Reſpublica, remunerando ejus candidam benevolentiam, eidem Magnifico Regni Theſaurario Supremo, *centum & vigiuti millia* florenorum Polonicorum, præter Penſiones conſuetas Officialium Theſauri, quotannis deſignat & determinat, præſentique Lege reciproce conſtituit, ut *Superintendentes* vel Adminiſtratores Teloniorum & Repoſitoriorum (*Vectigalium*) Reipublicæ, Nobiles & bene Poſſeſſionati, quotannis omnes Cameras viſitent, ſingulisque annis coram Tribunali Theſauri *Radomienſi*, Secunda die Lunæ, poſt inchoationem Tribunalis, *in præſentia* Magnifici Regni Theſaurarii Supremi, *vel ejus officii*, Juramentum juxta Rotham hic inſertam eum in finem præſtent, ne idem Magnificus Theſaurarius obſtaculum pro obtinenda Apocha, quæ jam his Juramentis evincitur, inveniat.

Ego N. Juro Deo Omnipotenti in Sacroſancta Trinitate Uni, quod ſatisfaciendo muneri Superintendenturæ meæ, omnes Scribas in Provincia mihi commiſſa exiſtentes, diligenter obſervaverim, ut omnes merces illarumque Species fideliter recognoſcerent, oc cui parcerent, neque quempiam depacharent (ſive plus juſto exigerent) ibi verò, ubi ipſe Reviſioni adfui, eandem fideliter expediverim, nullum Rerum aut Perſonarum reſpectum habuerim, neque aliquid in meum commodum, ſive *pro Apochis*, ſive *pro Vitalibus*, ullo prætextu, acceperim, omnem pecuniam, quam ex Teloniorum Cameris tam Aquaticis, quam Terreſtribus, vel ex Repoſitoris (Vectigalibus) Vinariis juxta Præſcriptum Libri Taxæ Theſaurariæ, *vulgo Inſtraktarz Skarbowy*, & ex Confiſcationibus, ſecundum antiquam praxin receperim, nihil ſubducendo, neque retinendo, Juxta Apochas Magnifici Regni Theſaurarii Supremi, in Theſaurum Regni fideliter ac juſte importaverim, nec quidquam in proprium commodum, excepto conſueto Salario, converterim, neque unum Groſſum Polonicum ſubtraxerim, ſic me Deus adjuver & innocens ejus Paſſio.

De Vectigalibus Particularibus tollendis.

Quum *Conſtitutio Anni* 1726. omnia Vectigalia & Portoria, exceptis iis, ubi ſummus notabiles in emendationem Viarum, & Pontium, impenduntur, abrogaverit, Poſſeſſoresque variorum bonorum, hanc Conſtitutionem abuſive interpretentur, onde Theſaurus Reipublicæ inſigne capit detrimentum, auctoritate præſentium Comitiorum, Portoria & Vectigalia particularia generaliter omnia abrogamus, exceptis iis, quæ antiquis Anteceſſorum Noſtrorum Privilegiis, *ante Conſtitutiones*, de Teloniis particularibus conceſſis, muniuntur; tum quoque exceptis Vectigalibus in üs locis, ubi foſſæ & pontes, quibus carere impoſſibile eſt, notabilem requirunt reparationem, quo caſu Poſſeſſores Groſſo uno Polonico, pro equo vel pro bove contenti eſſe debent. ANNO 1736.

Libertationes, quæ cum magno Theſauri detrimento in anteceſſum concedebantur, abhinc tollimus, protectionemque Mercatoribus & Judæis dari, nemine excepto, prohibemus, illis vero, qui præſenti Conſtituto adverſantur, Forum Tribunalis *Radomienſis* aſſignamus, ut Delinquentes pœna Seſſionis Turris, per dimidium annum & mulcta pecuniaria afficiat. Quapropter Magnifico Theſaurario Regni Supremo committimus, ut hos, qui ſibi Vectigalia & Portoria ejusmodi attribuunt, via juris proſequatur; In quem finem Magnificus Dux Generalis Exercitus Regni, ad requiſitionem Magnifici Theſaurarii Regni Supremi, militet, *ad tuitionem & obſervantiam præſentis Sanctii*, in perpetuam Aſſiſtentiam Theſauri Regni, & Defenſionem ab omnibus Injuriis & Protectionibus, dare tenebitur; Hæc autem Ordinum Reipublicæ, reſpectu Theſauri Regni, Diſpoſitio, eo uſque ſaltem durabit, quouſque Magnificus in præſens Theſaurarius Regni Supremus, Miniſterio Theſaurariatus Regni, fungetur.

Tribunal Theſauri.

Reaſſumendo *Conſtitutionis Annorum* 1717. & 1726. *de Tribunalibus Theſauri*, Exercitumque Regni, circa exactam Stipendiorum Solutionem, in obſequio & *Diſciplina militari conſervaturi*, intra tempus præſentium, & futurorum Comitiorum, ſimendorum, hoc Tribunal, ſingulis annis, per ſex hebdomades, in Urbe *Radom* ſemel exercendum aſſignamus, primæque *Cadentiæ*, diem *primum Lunæ, poſt Feſtum Sancti Stanislai Epiſcopi, Anni futuri* 1737., ſimiliter ac cæteris *Cadentiis* eundem diem Lunæ præfigimus.

Ad quod Tribunal, *ex Senatu*, admodum Reverendum in DEO P. *Joannem Lipski*, Epiſcopum Cracovienſem, Magnificoſque *Michaelem Potocki*, Palatinum Volhyniæ, *Adamum Tarlo*, Palatinum Lublinenſem, *Nicolaum Podoski*, Palatinum Plocenſem, *Joannem Czapski*, Palatinum Culmenſem, *Jacobum Narzymski*, Palatinum *Czerniechovienſem*, *Matthæum Kozminski*, Caſtellanum Posnanienſem, *Matthæum Mycielski*, Caſtellanum Caliſſienſem, *Franciſcum Morzczynski*, Caſtellanum Breſtenſem Cujavienſem, *Caſimirum Stecki*, Caſtellanum Kijovienſem, *Caſimirum Radzinski*, Caſtellanum Czerſcenſem; & Generoſos, *Michaelem Komarski*, Caſtellanum Wiſlicenſem, *Nicolaum Selyk*, Caſtellanum Przemyſlienſem, denominamus Commiſſarios. *Quibus ſingulis præſentibus*, Magnificus Theſaurarius Regni Supremus, *diſtinctim Tria millia florenorum Polonicorum* quotannis ſolvet, *abſentium vero Contingens, in emolumentum Reipublicæ*, in Theſauro relinquet; *ex Equeſtri vero* Ordine, hos, quos Palatinatus & Terræ juxta Jura & conſuetudinem à ſe *ſalariandos* eligent, deſignamus Commiſſarios.

Qui admodum Reverendus in DEO, ſimiliter ac Magnifici & Generoſi Commiſſarii, in aſſiſtentia Theſaurarii Regni Supremi, aut *Officii ipſius*, prævio, coram Judicio Terreſtri Sendomiricoſi, aut vacante hoc Judicio, coram Judicio & Caſtro Radomienſi, ad tenorem *Rotha Tribunalitia*, juxta *Conſtitutionem Tribunalis Theſauri* de Anno 1685. (omittendo Verba, *jakom ſie o to nie ſtaral*) Juramentò, *Mareſchalcum è medio Sui, ſive ex Senatorio, ſive ex Equeſtri Ordine, eligent*, Alternationem (quæ à minori Polonia incipiet,) ſcilicet, ut una vice Mareſchalcus ex minori Polonia, ſecunda autem vice, ex majori Polonia eligatur, (id quod etiam de Alternatione ratione Calami, per Regentes, intelligendum eſt,) conſervabunt, & poſt fundatam Jurisdictionem, Conſtitutiones ſupra dictas, & quidquid, ad Solutionem regularem Stipendiorum Exercitus Regni, & ad Juſtitiam, illis, qui injuriam ab Exercitu perpeſſi ſunt, præſtandam, ſpectat, plenariè conſervare, exequi & ad bonum ordinem reducere, tenebuntur.

Inſuper idem Tribunal, *Liquidationes Contributionum omnium*, in Comitiis præteritis & in Magno Conſilio Varſavienſi, (*Walna Rada Warszawska* dicto,) per Palatinatus & Terras vero in Comitiolis ſan-

ANNO 1736. ſancitarum, ſignanter Veſtigal de Molendinis, Ordine in hoc Conſilio Varſavienſi præſcripto, examinabit, (*præviaque Magnificorum & Generoſorum Commiſſariorum reali informatione, & Exactorum*, (vulgo *Pobercowie*, *juxta antiquam Praxin*, *delationi*,) iisdem Exactoribus exſolutionem Tributorum injunget, *demandata etiam forti Executione, contra Exactores antiquos*, vel eorum Succeſſores, & hos omnes, qui pecunias publicas a Palatinatibus, Terris, & Diſtrictibus, ſanctas, ſub quocunque prætextu, averterunt & retinuerunt.

Singuli autem Exactores, ſine quavis citatione, in prima *Cadentia*, comparere, & ad Inſcriptiones (denunciationes) Generoſi Inſtigatoris vel Vice-Inſtigatoris Regni, per Palatinatus & Diſtrictus factas, cauſam dicere & reſpondere tenebuntur.

Idem Tribunal Theſauri, omnia *Sancita* in Conſtitutionibus Annorum 1717. & 1726. ſibi præſcripta, exequetur.

Liquidationes vero *Cohortium*, *Legionum*, (*vulgo Regimentorum*,) cum Subſcriptionibus & Luſtrationibus, per Generoſos Commiſſarios, in Stationibus, diligentiſſime expeditis, ad avertendam omnem, ratione numeri completi, defraudationem, conferri debent.

Quapropter, Generoſus Commiſſarius, vel Commiſſarii, reſpectu Luſtrationum, *juxta Præſcriptum Anni 1717. expreſſum*, in omnibus ſe geret, & ſe gerere tenebuntur.

Collatio verò exhibitorum, in Tribunali Theſauri, à Deputatis Exercitus, utriuſque auctoramenti, *Regeſtrorum*, in *Stuba*, (ſive *Curiave*) Judicii, in præſentia Magnificorum & Generoſorum Commiſſariorum, & Notarii Theſauri, fieri, Juramentumque, *juxta Rotham, per Judicium componendum*, penes *menſalem Officii*, per Deputatos duos, de Cohortibus Polonicis, & per Officiales duos Legionum, (vulgo *Regimentorum*,) præſtari debet.

Et ſi ex aliquo Palatinatu, propter rupta Comitiola Oeconomica, Commiſſarius non adeſſet, primus Senator vel Officialis hujus Regni, præſens, Luſtrationem & Inquiſitionem expedire, illamque ad Tribunal remittere tenebitur.

Idem Tribunal, materiis, tenore juris, & Legis novellæ, ſibi ad exequendum non commiſſis, ſe non ingeret, neque Declarationes, quæ fundamento expreſſarum Conſtitutionum haud nituntur, ſcribet, & promulgabit, nec ullas impoſitiones, tam in Theſaurum, quam in Palatinatus, nec in quempiam alium, ſub nullitate attentatorum, conſtituet.

Præveniendo ergo, ne Theſaurus Regni, a Concluvi Judicii impoſitionibus arbitrariis oneretur, Magnificum Theſaurarium Regni Supremum, rigore Legis præſentis, obſtringimus, ut juxta *Conſtitutionem Anni 1726. Viginti millia florenorum Polonicorum*, ex Theſauro Regni ſingulis annis, ſolvat.

De quibus pecuniis, ſingulis Commiſſariis Exercitus, *Tria millia florenorum* Polonicorum, quotannis numerabuntur. Reſidua vero, undecim millia florenorum Polonicorum, partim Deputatis Cohortium & Regimentorum, eorumque Directori, partim vero aliis Perſonis in obſequio Tribunalis Theſauri permanentibus, deſtinantur.

Et quoniam Conclave Tribunalis Theſauri, ſolita praxi, ſine expenſis eſſe non poteſt, Magnificus Regni Theſaurarius Supremus, illarum gratia, *Quindecim millia florenorum Polonicorum*, in Calculo publico acceptanda, ad Diſpoſitionem admodum reverendi, in DEO, Magnifici, aut Generoſi, tunc temporis Præſidentis, & Mareſchalci, quotannis ſolvet, de qua Summa, Generoſo Inſtigatori, ſive Vice-Inſtigatori Regni, (ſcilicet huic, qui ab inchoatione Tribunalis, uſque ad finem, præſens erit) mille quingentos florenos Polonicos aſſignamus: Quadringenti vero floreni Polonici Quatuor Inſtigatoribus, ad Inſtantiam admodum reverendi, in DEO, Præſidis, & Magnifici, vel Generoſi Mareſchalci, numerabuntur.

Milites utriuſque Auctoramenti, ab Officialibus, ſive Præfectis ſuis injuriam paſſi, juxta *Conſtitutionem Anni 1717. de Tribunali Theſauri*, ſancitam, peculiare ſuum habebunt Regeſtrum.

De Clenodiis, ſive Lapidibus Reipublicæ preciofis.

Reaſſumentes Conſtitutiones antiquas de *Clenodiis* Reipublicæ & *Archivis* Regni, ad Devectionem eorundem & Depoſitionem in Arce Cracovienſi, una cum Magnifico Theſaurario Regni Supremo, & circa præſentiam Reverendi Cuſtodis Coronæ, deputamus, *ex Senatu*: Admodum reverendum in Deo P. *Joannem Lipski*, Epiſcopum Cracovienſem, Magnificum & Generoſum, *Caſimirum Lubieński*, Caſtellanum Sendomirienſem, *Staniſlaum de Lochucino Lochocki*, Caſtellanum Dobrzynenſem, Capitaneum Oſiecenſem. *Ex Equeſtri Ordine, ex minori Polonia*: Generoſos, *Adamum Malachowski*, Capitaneum Oſwiecimenſem, *Staniſlaum Swidzinski*, Capitaneum Noſtrum Radomienſem, .. *Michalowski*, Vexilliferum Cracovienſem, *Brænicki*, Vexilliferum Halicienſem, *Caſimirum Foreſki*, Venatorem Leopolienſem, *Joannem Wolski* Notarium Caſtrenſem Chencinſenſem, Secretarium Noſtrum. *Ex majori Polonia*, Generoſos, *Felicianum Grabski*, Succamerarium Lencicienſem, *Nicolaum Chlebowski*, Capitaneum Noſtrum Livienſem, *Malchiorum Gurowski*, Vexilliferum Caliſienſem, *Joſephum Podoski*, Capitaneum Dobrzynenſem, *Joſephum* Comitem de *Ortrorog*, *Valerianum Kwinski*, Supremum Notarium Theſauri, Secretarium Noſtrum. *Ex Magno Ducatu Lithuaniæ*, Generoſos, *Antonium Dunin*, Regentem Cancellariæ majoris M. D. L. *Michaelem Mauritium Sulki*, Regentem minoris Cancellariæ Regni, Capitaneum Noſtrum Lidzienſem, *Caſimirum Ukolski*, Tivunum & Vice-Palatinum Trocenſem, *Caſimirum Nicſolowski*, Capitaneum Cyrunenſem, *Nicolaum Skarbek Wazynski*, Præfectum Stabuli Vilnenſem.

Hi ergo Deputati, captato opportuno tempore, præfata Clenodia, ſumtu Reipublicæ, in aſſiſtentia militum, a Generali Exercitus Duce, ad hunc actum mittendorum, *Cracoviam* devehent; ad normam antiquorum Inventariorum authenticorum conſignabunt: Defectus illorum, ſi qui apparerent, per quem, & quando facti ſunt, annotabunt, propriſque manibus, ut in futuris Comitiis, Reſpublica de illis certior fiat, ſubſcribent, *Clenodia* in locum Legibus præſcriptum deponent, & actæ, quæ bene obſervari poteſt, in præſentia horum, quibus hoc de Jure competit, una cum Inventario, includent, & obſignabunt.

Et quoniam *Arx Cracovienſis* & *Fortalitium ejus*, Domicilia Regum & Reipublicæ, omni deſtituuntur defenſione; Proventuſque Capitaneatus ita ſunt exigui, ut ex illis Generoſus *Widupolskich, Mrozkowski*, Marchio Pinczovienſis, Staboſi Regni Præfectus, & Capitaneus Noſter Cracovienſis, Sumtus ad præſidium neceſſarios procurare non valeat; ad *Præſidium Arcis*, pro Cuſtodia Clenodiorum, Reipublicæ & Portalinii, centum Portiones deſtinamus & aſſignamus, pro quibus Theſaurus Regni, quotannis, *viginti millia* florenorum Polonicorum (quæ in publico Calculo acceptabuntur) ſolvet.

Agrarias vero Portiones, ſive ex *Lanciis vel Manſis*, ad præſidium hujus arcis deſtinatas, Reſpublica ad augendam Agrariam Legionem (*alias Regiment Lanowy*,) remittit & aſſignat: Milites autem Præſidii, in præſentia Commiſſarii Palatinatus Cracovienſis, ad Tribunal Theſauri electi, quotannis luſtrabuntur.

Civitatem *Cracovienſem*, circa omnia *Jura, Privilegia & Immunitates*, conſervamus, ſimulque pro Securitate ejus *Statutum Thornienſe & Conſtitutionem, de Evocatione Civium*, reaſſumentes, conſtituimus: ut contra *exeſſores intra mœnia, compoſitum Judicium* vigorem ſuum & *executionem habeat*.

In Supplementum vero Capitationis (*Poglowne*) Theſaurus Regni annuatim, uſque ad futura Comitia, *octo millia* florenorum Polonicorum, incipiendo ab Anno 1735. præfatæ Civitati, hac tamen Conditione ſolvet, ut Straturas platearum recte reparari curet.

Civitati quoque *Elbingenſi* in levationem Contributionis, quam pro Territorio, in externis manibus exiſtente, ſolvit, quotannis *octo millia florenorum Polonicorum*, ſimiliter ab Anno 1735. ex Theſauro Regni ſolvendorum, uſque ad futura Comitia, aſſignamus.

Curlandia.

Commiſſionem Curlandicam, cujus operoſus & laudabilis in Rem Boni Publici Actus, inextinctam apud Nos & Rempublicam promeruit gratitudinem, in omni, quicquid in rem conſervandi Juris Noſtri Regii & Reipublicæ, ſimiliter ac unionis nunquam dividendæ cum corpore Reipublicæ hujus Provinciæ, effecit,

ANNO 1736. fecit, confirmantes hujus Ducatus *omnia Jura, Privilegia & Libertates*, approbamus.

Maturâ autem deliberatione perpendentes, novam ordinationem per hanc Commiſſionem concertatam, & ad approbandum exhibitam, multis ex cauſis, ſimiliter ac ex circumſtantia inoneratorum Proventuum Menſæ Ducalis, Nubis & Reipublicæ non majus, quam ſub Regimine Ducum, emolumentum eſſe allaturam; tum quoque ad inſtantes & ſupplices Nobilitatis Curlandiæ preces, ut in futurum quoque tempus, ſub Regimine Ducis, juxta *Pacta Subjectionis & formulam Regiminis* maneat, reſpicientes, providentesque, ut *à Principe Fundatario & objecto Vaſallatui Noſtro, Subſidia militum ſubminiſtrentur*, neque minus, ut inveſtiendus a Nobis Dux, *onerata Bona Menſæ Ducalis*, in emolumentum & rem Feudi redimat, & liberet, hanc ex Sententia omnium Statuum ratione hujus Provinciæ conſtituimus ordinationem: quod, *poſt moderni Principis Ferdinandi (quem ad vitæ tempora, circa Feudum & jura ejusdem, conſervamus) & per illum, Stirpis Kettlerianæ deceſſum, ALII, cum Succeſſoribus ejus maſculis, de lumbis procedentibus, inveſtituram Ducatus Curlandiæ, Diplomate Noſtro, juxta præſcriptum in ſimili* modum, conferemus.

Ut verò hoc non ſolum cum pleno Reipublicæ commodo, ſed etiam cum ſoliditſima conſervatione Unionis hujus Ducatus cum Republica fiat, ad formandas huic Principi, (quem inveſtiemus,) Conditiones, præfatam Commiſſionem 1727. ad eum actum prorogamus, illique auctoritatem tribuimus.

Bona Lezno & alia.

Ut generali Ditionum harum pacificatione jam peracta, ſuas quisque adire valeat proprietates, Commiſſionem ad Bona *Leszczyńskiana, cum omnibus attinentiis*, uti antea fuerunt, *ſive illa Hæreditario, ſive Uxorio ſubjaceant Jure*, vigore præſentium Comitiorum conſtituimus, Commiſſariosque, & quidem *ex Senatu*: Admodum Reverendum in DEO P. *Joannem Lipski*, Epiſcopum Cracovienſem, Magnificum *Joannem Czapski*, Palatinum Culmenſem, & Generoſum *Caſparum Modlibowski*, Caſtellanum Miedzyrzecenſem. *Ex Equeſtri autem Ordine*: Generoſos, *Antonium Lodzia Poniuski*, Referendarium Regni, Capitaneum Noſtrum Petricovienſem, *Michaëlem Mauritium Sauki*, Regentem Cancellariæ Regni, *Matthæum Szymanowski*, Capitaneum Noſtrum Wyszogrodenſem, *Staniſlaum Sokolowski*, Vexilliferum Inowroclavienſem, *Joannem Chryſoſtomum Radojewski*, Vexilliferum Bydgoſtenſem, *Joſephum Podoski*, Capitaneum Dobrzynenſem, deſignamus, qui *die decima quinta Menſis Septembris, anni præſentis*, in Urbe *Leszno* congreſſi, Jurisdictionem ſuam Commiſſariaticam fundabunt, & *ad Comparitionem Plenipotentiariorum, vigore Plenipotentiæ à Sereniſſimo Hærede* datæ, Commiſſionem expedient.

In qua Commiſſione, omnes ad præfata Bona, *Jura & Prætenſiones habentes, cum Juribus ſuis comparere, & Judicatum pati debent, ſub ſuccubitione Jurium ſuorum: & nonnullorum Creditorum contumaciâ & abſentiâ, cum Juribus ſuis diſparentium nonobſtante: Salvis Juribus Uxorii, Juribus Hæredum, Creditorum, Privilegiis Regum in perpetuum: Salvis Decretis Tribunalitiis, & eorundem cognitione, ut opus fuerint, eidem Commiſſioni præcommiſſa, atque poteſtate limitandi, eidem Commiſſioni conceſſa, præciſaque omni Appellatione.*

Commiſſio ad formandam Augmentationem Exercitus.

Commiſſionem ad formandam *augmentationem* Exercitus, præſenti Lege decernimus, de qua, ut effectum ſuum & ſolidum habeat Conſtitutum, Palatinatus, Terras & Diſtrictus, in futuris Comitiolis Relationum per Univerſalia Noſtra, in quibus Terminum Comitiolis ad eligendos Commiſſarios hujus Commiſſionis præfigemus, reddemus certiores.

In illis vero *Comitialis Relationum*, Palatinatus, *Commiſſarii*, modos, qui ipſis placent, vel facillimi & certiſſimi videntur, indicabunt.

Quapropter Terminum huic Commiſſioni Varſaviæ habendæ, poſt ſex hebdomades, elapſis Comitiolis Relationum, ut *aliquid poſitivi, indubitati & fundamentalis*, conſtituere valeat, aſſignamus.

ANNO 1736. Cuilibet autem liberum erit, in *Comitiolis Relationum*, Palatinatibus, de modis, qui ipſi probantur, certæ & infallibilis Contributionis, indicium facere, eum in finem, ut Commiſſio, intra Terminum præfixum, a Palatinatibus, Terris & Diſtrictibus plenarie ſufficienterque de Diſpoſitionibus doceatur, & juxta informationem, media augendi Exercitus, a Republica in primis Comitiis conſummatus approbanda, adinveniat, hoc præcauto, ne illa, *ſe Gabelle Cauponariæ, & Contributioni ſolidorum Palonicorum (vulgo Czopowe y Szelężne)* Palatinatuum, Terrarum & Diſtrictuum, multoque minus Contributionibus bonis Terreſtribus imponendis, neque materiæ *Coequationis*, quam alii Palatinatus prætendunt, alii vero denegant, inveniat; Huic autem Commiſſioni apud Senatum & Miniſtros Status præſentes, Reverendiſſimus in DEO Princeps, Dominus Primas, præſidebit.

Ex Ordine Equeſtri autem Palatinatus, Terræ & Diſtrictus, qui *Comitiola* ſua *Commiſſariatica* habent, tot Commiſſarios, quot ad Tribunal Radomienſe denominare ſolent, eligent.

Propugnacule Camenco & Foſſæ, ſive Fortalitio Sacro Sanctæ Trinitatis, Reparatio proſpicitur.

Reparationi Propugnaculi *Camenci*, in Podolia, *Foſſarumque Sacro Sanctæ Trinitatis*, propter meliorem, quam nunc habent, Defenſionem, ſicut tenore Pactorum Conventorum promiſimus, Sumtus ex Theſauro Noſtro proprio impendemus.

De Proviſione admodum Reverendo, & Magnificis Cancellariis Regni & Magni Ducatus Lithuaniæ, promiſſâ.

Reſpicientes non tantum Deſolationem Epiſcopatus *Lucortenſis*, quem propter obſervantiam Legis, de *incumparibilibus*, admodum Reverendo *Andreæ Załuſcio*, Supremo Regni Cancellario, locô Epiſcopatus *Plocenſis*, una cum Sigillo contulimus, ſed etiam Sumtuum & Expenſarum nonbilium perpetuarumque hujus Muneris, à quo Auctoritas noſtra omniumque Immunitatum Cuſtodia dependet, rationem habentes, eidem de Conſenſu omnium Ordinum Abbatias & Præpoſituras, *ex primis Vacantibus, in Subſidium exiguorum Proventuum*, providere promittimus, non derogando quicquam antiquo *Juri ſub Tuulo, de Cancellariis*. Ad ſimiles, *ex primis Vacantibus reſpectus Noſtros*, intuitu laborum & ſumtuum ad latus Noſtrum, impenſorum, Magnificum *Joannem in Kadno, Sapiehan*, Supremum Magni Ducatus Lithuaniæ Cancellarium, admittere, pollicemur: interea autem uſque dum occaſio Nobis obvenerit, omnes fundos ad ipſum pertinentes, una cum Palatio in nova Urbe Varſavienſi, à variis perſonis, acquiſitos, *Juri Terreſtri ejuſque Legibus & Immunitatibus*, æque ac Bona præfati Magnifici Cancellarii M. D. L. Supremi, & Succeſſorum ejus, de Conſenſu omnium Statuum, de hinc in perpetuum incorporamus.

Et quoniam Magnificus *Malachowski*, Regni Pro-Cancellarius, continuos circa Bonum publicum, cum detrimento propriæ fortunæ, ſuſcepit labores, ad inſtantiam Generoſorum Deputatorum, ad *primas Vacantia Panis bene meritorum*, primum ipſum futurum declaramus.

Laudabiles quoque *in publicum, labores* Magnifici Principis *Czartoryſki*, Pro-Cancellarii Magni Ducatus Lithuaniæ, data occaſione, remunerari promittimus.

De Ordine conſulundi in Comitiis.

Et quoniam juxta *Conſtitutionem* 1673. Pacificatio interna, libertas ſentiendi, & jus vetandi, per Legem ſunt conſervata, Lex vero *Anni* 1690. eſt explicita, ut primo die Comitiorum Mareſchalcus Nuntiorum Terreſtrium eligatur; Nuntii Terreſtres ad Comitia congreſſi, primo ſtatim die, nullas alias tractantes materias, ad *Electionem Mareſchalci* progredi,

ANNO 1736. di, & ordinem Conſtitutionis in toto obſervare, tenebuntur.

De Officiis Terreſtribus.

Cum *ſummam partem gloriæ*, inde Nobis provenire, exiſtimemus, quod multi in his Ditionibus a Deo Regimini Noſtro concrediti, præſtantiſſimi, ad negotia Reipublicæ tractanda, & ad Servitia Nobis & Patriæ præſtanda, capaces reperiantur viri, hancque ob Cauſam Theſaurum Honorum, ad illos condecorandos, cupiamus habere copioſiorem, *Officia* terreſtria, Diſtrictibus *Viſtucenſi*, *Pilzniencenſi*, *Opoczyneuſi* & *Chencinſcenſi* (*exceptis Electivis*) ad inſtantiam Generoſorum Nuntiorum Palatinatus *Sendomirienſis*, more & praxi aliarum Terrarum, & Diſtrictuum, impertimur, & decernimus, illorumque gratiâ, Privilegia ex Cancellariis Noſtris, ejuſdem Palatinatus *Sendomirienſis*, *poſſeſſionatis*, expediri jubemus.

Ordinem autem illorum juxta Diſtrictus, ſecundum quos Præcedentia eſſe debet, deſignamus ſequentem: Vexilliferi Vexilliferum, Dapiſer Dapiferum primi Diſtrictus ſequetur, ſimilique modo & alii Dignitarii *Stallum ſervabunt & Ordinem*.

Eadem Officia terreſtria, ſimilique modo, *Diſtricti Oſtrzeszowienſi* in Terra Vielunenſi, *Diſtrictui Kraunoſtaſcenſi*, in Terra Chelmenſi, *Diſtrictui Vinnicenſi* & *Zwinogrodnenſi*, in Palatinatu *Bracławienſi*, Auctoritate præſentium Comitiorum largimur.

Septimumque Nuntium Palatinatui *Sendomirienſi*, Auctoritate præſentis Conventus, concedimus.

De Officiis Palatinatus Belzcenſis.

Ad inſtantiam Generoſorum Nuntiorum Terreſtrium Palatinatus *Belzcenſis*, *propter præmiauda Concivium & Terrigenarum hujus Palatinatus*, & *Diſtrictuum infra nominatorum merita*, de Conſenſu Ordinum Reipublicæ, Officia Diſtrictus *Grabovicenſis* & *Horodelscenſis*, incipiendo ab Officio Vexilliferi Diſtrictus *Lubaczowcenſis*, *ſecundum Praxin & ordinem aliorum Palatinatuum*, *ſervatâ Turnâ* Terrarum, & Diſtrictuum, hoc diſponimus modo: ut Vexilliferum *Belzcenſem*, *Buczenſis*, *Grabovicenſis*, *Horodelscenſis & Lubaczowſcenſis* ſequatur Vexillifer, Dapiferoque *Belzcenſi*, *Buczenſis*, *Grabovicenſis*, *Horodelscenſis* & *Lubaczowſcenſis Dapifer*, ſuccedat, & ita per conſequens, cæteri reliquos honorum gradus teneant & occupent.

Hæc autem Officia, ad normam antiquiorum Conſtitutionum, eo nomine ſancitarum, merè Terrigenis & Poſſeſſionatis hujus Palatinatus, conferentur.

De Officiis Diſtrictus Brzezinſcenſis.

Ad inſtantiam Generoſorum Nuntiorum Terreſtrium Palatinatus *Leneicienſis*, *Officia omnia Terreſtria*, incipiendo ab Officio Vexilliferi, *Diſtrictui Brzezinſcenſi*, ad mentem *Conſtitutionis* 1726. *de Officiis Diſtrictus Inowlocenſis*, *fanciæ*, concedimus; quorum Officiales tàm alternatim poſt *Inowlocenſes*, quàm *Inowlocenſes*, poſt *Leneicenſes*, Ordinem habebunt.

De Deputatis Palatinatus Podoliæ.

Propter majorem in Tribunali Regni Juſtitiam, Palatinatui *Podoliæ*, ratione *Diſtrictus Latyczowſcenſis*, ſecundum additmus Deputatum.

Remunerato Generoſo Venzeslao Rzewuski, *Notario Campeſtris Regni*, *Mareſchalco Nuntiorum Terreſtrium*, *promiſſa*.

Remunerantes ſuſceptos, in præſentibus Comitiis, labores Generoſi *Venceslai Rzewuski*, Notarii Campeſtris Regni, & Mareſchalci Nuntiorum Terreſtrium, eidem Summam *ſexaginta millium florenorum Polonico-*

rum, ex primis Proventibus Theſauri Regni, aſſignamus. ANNO 1736.

De Alternatione Deputatorum Terræ Mielnicenſis & Bielſcenſis.

Quia *Conſtitutio Anni* 1699. *de Alternatione annua inter Terram Mielnicenſem & Bielſcenſem*, ratione Electionis Deputatorum Palatinatus *Podlachiæ*, cum præjudicio unius eſt ſancita; idcirco meliorando, de Juſtitia, hanc Alternationem, conſtituimus, ne impoſterum *Alternatio* per unum, ſed per duos annos, fiat, ſcilicet, ut ex Terra *Bielſcenſi* per duos annos & ex Terra *Mielnicenſi*, ſimiliter per duos annos Deputati eligantur: Et quoniam in præſens Deputatus *Mielnicenſis*, in Tribunali Regni Seſſionem habet, eadem Terra *Mielnicenſis*, pro futuro quoque Tribunali, ad ſimilem primam duorum Annorum Alternationem, eligendi habebit poteſtatem; poſtea verò, ex Terra *Bielſcenſi*, per duos annos, & ſic per conſequens, in perpetuum, Deputatus ad Tribunal Regni eligetur.

De Judiciis limitaneis Palatinatuum Kijoviæ, Podoliæ & Bracławiæ.

Concluſum Senatus-Concilii Anno 1732. *die decimâ tertia Octobris*, *celebrati*, ratione Judicum limitaneorum Palatinatus Kijoviæ, approbamus, Judicesque Limitum PALATINATUS KIJOVIÆ denominamus, Generoſos, *Michaelem in Liſowiczczyzna Jackowski*, Pocillatorem Kijovienſem, *Laurentium z Potoka Potocki*, Cuſtodem Theſauri Zytomirienſis; PALATINATUS PODOLIÆ, Generoſos, - - *Grabowski*, Pincernam Latyczewſcenſem, - - *Gorazdowski*, Venatorem Czerwonogrodenſem, - - *Kawecki*, & - - *Markowski*; PALATINATUS BRACLAVIÆ, Generoſos, *Auguſtinum Jaroszynski*, Enſiferum Bracławienſem, *Caſimirum Swidzinski*, Sub-Dapiferum Sochaczevſcenſem, *Petrum Czeczela* & *Antonium Wunſowski*.

Qui juxta methodum in dicto Senatus-Concilio præſcriptam, ſe gerent, Judiciaque ſua, per diſpoſitas *Cadentias*, diligentiſſime exercebunt.

Commiſſio ad diſtinguendos limites Palatinatuum Kijoviæ, Volhyniæ, Podoliæ & Bracławiæ, denominata.

Ob exortas inter Palatinatus, *Kijoviæ*, *Volhyniæ*, *Podoliæ & Bracławiæ* limitum controverſias, in primis, ratione Villarum limitanearum, quæ ſolvendarum Contributionum cauſa, ad varios trahuntur Palatinatus, præſcindendo ejuſmodi Uſurpationes, de Conſenſu Ordinum Reipublicæ, Commiſſionem, elapſis ſex hebdomadibus, poſt Comitiola Deputatorum aſſignamus, & Commiſſarios delegamus, *ex Senatu*, Magnificos, *Caſimirum Stecki*, Caſtellanum Kijovienſem, *Carolum Wyzicki*, Caſtellanum Volhynienſem, *Martinum Kalinowski*, Caſtellanum Camenecenſem, *Joannem Potocki*, Caſtellanum Bracławienſem; *ex Equeſtri Ordine*, Generoſos, *Antonium Tripolski*, Succamerarium Kijovienſem, *Petrum Peplowski*, Succamerarium Lucoorienſem, *Joannem Peplowski*, Succamerarium Podolienſem, *Paulum Jaroszynski*, Succamerarium Bracławienſem, *Alexandrum Kuthnowski*, Vexilliferum Kijovienſem, *Nicodemum Woronicz*, Vexilliferum Owrucenſem, *Principem Woroniecki*, Vexilliferum Volhynienſem, *Teleſaſium*, Vexilliferum Podolienſem, *Kruzerum*, Vexilliferum Latyczevſcenſem, *Kalinski*, Vexilliferum Bracławienſem, *Michaelem Pauza*, Dapiferum Owrucenſem, *Michaelem Czacki*, Dapiferum Volhynienſem, *Andream Gurowski*, Dapiferum Podolienſem, *Rzanzewski*, Dapiferum Bracławienſem, *Stecki*, Dapiferum Zytomirienſem, *Jackowski*, Pocillatorem Kijovienſem, *Joannem Jakubowski*, Pocillatorem Zytomirienſem, *Humiecki*, Pocillatorem Podolienſem, *Alexandrum Stadnicki*, Pocillatorem Latyczowſcenſem, *Odrzywolski*, Pocillatorem Czerwonogrodenſem, qui Magnifici & Generoſi Commiſſarii (abſentia plurium non obſtante, modo octo, & ex quolibet Palatinatu *duo*, ex Equeſtri Ordine adſint, & unus Senator) limites præfatorum Palatinatuum diſtinguent, & ſecundum antiquos limites, & juxta pro-

ANNO 1736. babilia Documenta, *Terminibus* designabunt, non præjudicando in ullo regulari solutioni. Ut autem hoc ad notitiam omnium eo concurrentium perveniat, *intimatoriales* Commissarialicas, quatuor hebdomadibus, ante Terminum Commissionis, ad Castra mittent.

Reassumtio Commissionis dijudicandorum limitum inter Palatinatum Russiæ & Palatinatum Volhyniæ.

Quia Commissio ad dijudicandos limites inter Palatinatum *Russiæ* & Palatinatum *Volhyniæ*, in favorem bonorum *Zaloziecksensium*, Magnifici *Josephi Potocki*, Palatini Kijoviensis, Exercitus Regni Ducis Generalis, ex Constitutione Anni 1717. assignata, hucusque ad effectum perduci non potuit, idcirco pro *effectuanda eadem Dijudicatione*, ne una & eadem bona ad duos Palatinatus Contributionum causa trahantur, Officia Castrensia designamus, *Przemyslense*, *Trembowlecense*, *Krzemieniecense* & *Belzense*, quorum Generosi Officiales, (absentia unius non obstante) die decima septima Mensis Septembris in Bonis *Zaloziec* congressi, *prævia citatione* (*monitione*) *literali*, antiquas Taxas tam Terræ *Leopolense*, quam & Districtus *Krzemieniecense*, nec minus alia Documenta comportari jubebunt, & ex illis decident, ad quem Palatinatum vel Terram, Villæ controversiæ, Contributiones conferre tenentur.

Magnifico Principi Czartoryski, Palatino Russiæ, nec non Lubinscio, Castellano Sendomiriensi, Venia ad Thermas proficiscendi conceditur.

Quoniam Valetudinaria Corporis Constitutio Magnifici Principis *Czartoryski*, Palatini Russiæ, requirit, ut curandæ Valetudinis causâ, se ad Fontes Thermarum conferat, eidem veniam, extra fines Regni, ad Thermas proficiscendi, pariter ac Beneficium *Suspensionis omnium causarum, in quibuvis, minoris & majoris Subsellii Judiciis*, durante ejus absentiâ, usque ad reditum, de consensu omnium Ordinum, concedimus.

Eadem Permissione Magnificus *Lubinski*, Castellanus Sendomiriensis, gaudebit.

Magnifico Marschalco Regni, Venia ad Thermas proficiscendi conceditur.

Curandæ valetudinis gratiâ, Magnifico *Josepho Wandalino Mniszech*, Marschalco Regni Supremo, veniam extra Regnum ad Thermas proficiscendi, *cum Beneficio Suspensionis Causarum omnium, in quibuvis majoris & minoris Subsellii Judiciis*, durante ejus absentia, usque ad reditum, auctoritate præsentium Comitiorum, concedimus.

Sedatio turbulentorum Kurpikorum.

In Bonis *Kupirzki*, *Kalno*, *Czerwont*, & *Nowogrod* cum attinentiis, in Terra *Lomzensi*, a Magnifica *de Szembek*, Cancellarii quondam Regni Supremi, Vidua, Magnifico *Mniszech*, Marschalco Regni Supremo, per Cessionem, ex Consensu Nostro, de *Jure Communicativo* cessis, ut turbulenti & ad rebellionem proni Incolæ *Kurpici* dicti, *à Seditionibus, Tumultibus, & quibusvis Inconvenientiis, coërceantur*, expertæ in arduis, præfati Magnifici Marschalci Regni Supremi, moderni Possessoris, vigilantiæ & attentioni committimus.

Surrogatio Sanocensis & Ciechanoviensis.

Quemadmodum veniam proficiscendi ad exteras Regiones, Generoso *Georgio Mniszech*, Succamerario Supremo Magni Ducatus Lithuaniæ, Capitaneo Nostro Castrensi Sanocensi, neque minus Generoso *Niborski*, Capitaneo Nostro Castrensi Ciechanoviensi, concessimus, ita, ne administratio Sanctæ Justitiæ remoram patiatur, in locum eorum, in Terrâ *Sanocensi* Generosum *Casimirum Bukowski*, Judicem Sanocensem, & in *Terra Ciechanoviensi*, Generosum *Michaelem Nosarzewski*, designamus Vicarios, qui secundum jura antiqua, Jurisdictiones Castrenses, usque ad reditum Generosorum Capitaneorum, exercere tenebuntur. ANNO 1736.

Confirmatio Templi Warszawiensis.

Considerantes Religionis Zelum Magnifici *Francisci Bielinski*, Marescalci Curiæ Regni, Thesaurarii Terrarum Prussiæ, *Fundationem Templi* in Bonis ejus Hæreditariis, *Warszawice* dictis, in locum hujus, quod in Villa *Radrankow*, per inundationem Vistulæ subrutum est & eversum, approbamus, & *Jus Collationis*, quod Nobis ratione *Templi Radrankowiecensis* competebat, *Hæredi bonorum Warszawice* conferimus, æternisque temporibus, Juribus & Immunitatibus Ecclesiasticis, sub Jurisdictione Reverendi in DEO Patris, Episcopi Posnaniensis, præfatum Templum, cum omnibus suis *Areis & Fundis*, adscribimus & incorporamus.

De Arce Oswiecimensi.

Habentes rationem peculiarem Arcis limitaneæ *Oswiecimensis*, notabiliter desolatæ, ne in posterum ultimam patiatur ruinam, consensu omnium Ordinum, reparationi ejus Vectigal in Vistula, prope Villam *Brzezkowice*, de piscibus & lignis mercatoriis, quæ ex Silesia, & in Silesiam devehuntur, hoc est pro sexaginta piscibus, decem Grossos Polonicos, & lignum decimum, per triginta annos recipiendum, ita, uti *Constitutione Anni* 1667. assignatum fuit, destinamus.

Id quod Vectigal Capitaneo hujus loci solvetur per ejus Subcollectorem recipietur, reparationique & meliorationi Arcis Oswiecimensis impendetur.

Quia vero Generosus *Lubowiecki*, Capitanei Oswiecimensis Antecessor, Vectigal fluviatile, Reparationi Arcis Oswiecimensis per *Constitutionem Anni* 1667. destinatum, per triginta annos recepit, neque tamen hanc Arcem reparavit, sed magis desolavit, idcirco Consensu omnium Ordinum vindicationem accepti Vectigalis, per Successores Generosi *Lubowiecki*, Generoso *Malachowski*, Capitaneo Nostro Oswiecimensi, in foro competenti, committimus.

Privilegia vero, per Serenissimos Antecessores Nostros, *Civitati Oswiecimensi*, ratione Conditorii Salinarii (*Sklad Solny*) & devectionis mercium ex Silesia in Regnum & evectionis ex Regno in Silesiam, *Constitutionibus Annorum* 1565. & 1647. approbata, ob certiorem, *Cameræ Nostræ Oswiecimensis*, Provenium, in omnibus punctis, clausulis, ac rigoribus pœnarum, reassumimus & in perpetuum confirmamus.

Ut Ducatus *Zatorensis* & *Oswiecimensis*, iisdem Prærogativis, pariter ac aliis Palatinatus, circa Electionem duorum Nuntiorum ad Comitia, gaudeant, consensu omnium Ordinum idem illis, in perpetuum permittimus.

His autem Nuntiis, ut juxta *Constitutionem Anni* 1564. Pensio ex Thesauro Regni solvatur, approbamus.

Fines inter Urbem Krzywica & Villam Kobyliniki, constituuntur, Villaque Nowogrobel, *Generoso* Josepho Lipski, *Regnti Cancellariæ Regni, confertur.*

Obviando ulterioribus litigiis inter Civitatem *Krzywica* & Villam *Kobyliniki*, ratione fundi *Ostrowek* dicti, accedente Consensu Hæredis, Generosi *Antonii* & *Gloegory Kossowski*, Regentis Cancellariæ M. D. L., Capitanei Nostri Prædecessis, Fundum supradictum Urbi *Krzywicensi* adjungimus & in compensationem Fundum *Niemojewko*, in Palatinatu Inovladislaviensi situm, cum Ædificio in illo existente, Villæ *Kobyliniki* Jure terrestri, attribuimus.

Villam quoque *Nowogrobel*, in Palatinatu Belzcensi sitam eodem Jure Terrestri, Generoso *Josepho Lipski*, Regenti Cancellariæ Regni, conferimus.

Reas-

ANNO 1736.

Reaſſumtio Commiſſionis ad Tenutas Moſina & Golencina.

Quia Commiſſiones, a Sereniſſimo Rege, ſanctæ Memoriæ, Anteceſſore Noſtro, ad Bona Noſtra Regalia *Moſiny*, Generoſi *Kwilecki*, & *Golencina*, Generoſo *Mrokowski*, pertinentia, in Palatinatu & Diſtrictu *Pamonienſi* ſita, per publicam hoſtilitatem funditus deſolata, dignoſcendarum Repartitionum & erogatarum Expenſarum causâ, deſtinatæ, effectum ſuum ob ſubſecuta fata ejusdem Sereniſſimi Prædeceſſoris Noſtri, non habuerunt, easdem præſenti Conſtitutione (*prævio*, *ad præmiſſa*, *novo ex Cancellaria Noſtra Inſtrumento*) reaſſumimus, Deciſionemque harum prætenſionum, per Generoſos Commiſſarios deſignatos ſubſecuturam, ratam habebimus.

De Domo Correctionis, alias Zucht-Hauſs, *prope Varſaviam erecta.*

Privilegium Noſtrum, quod ex Cancellaria Regni, cum Subſcriptione manus Noſtræ, pro Domo Correctionis, alias *Zucht-Hauſs* dicta, prope Varſaviam, à Reverendo in DEO Patre, *Adamo Koſikowski*, Epiſcopo Philadelphenſi, Suffraganeo Lucenſi, Præpoſito Varſavienſi, in beneficium coërcendorum & corrigendorum improborum & diſſolutorum hominum fundata, conceſſimus, auctoritate præſentis Conventus, tanquam neceſſarium & Bono publico utile inſtitutum, in omnibus punctis & clauſulis approbamus.

Academia Cracovienſis.

Jura & Privilegia *Academiæ Cracovienſis*, cum Incorporatione *Præfecturæ Vieliczenſis*, approbamus.

Gratitudo Generoſo Secretario Conſtitutionis modernorum Comitiorum promiſſa.

Non tantum intuitu laborum tempore præſentium Comitiorum ſuſceptorum Generoſi *Valeriani Kicinski*, Notarii Supremi Theſauri, ſed etiam, ratione Officiorum, Sereniſſimo, Beatæ Memoriæ, Parenti, Anteceſſori Noſtro, & Reipublicæ per triginta & aliquot annos, conſtanter, fideliter & propenſe teſtatorum, lapideam ejus Domum, hic Varſaviæ, in foro, ſitam, ab inhoſpitatione ex Officio, tam tempore Comitiorum & Conventuum publicorum, quam & extra tempus Comitiorum, quando hic reſidebimus, ſimul ac eandem ab oneribus civilibus in perpetuum liberantes Juri terreſtri incorporamus.

Reaſſumtio antiquarum Legum de Quarta.

Antiquas Leges, *ſuper Retentoribus Stipendiorum*, præcipuè *Contributionis Quartæ & Quadrupli*, *ex bonis Regalibus*, *una cum rigoribus*, *ſcilicet Annorum* 1569. 1661. 1667. & alias, in toto reaſſumimus, ſimulque Commiſſarios, ratione Quartæ deputamus, *ex Senatu*, Magnificum *Venceslaum Trzeciński*, Caſtellanum Ravenſem, *Joannem Wolski*, Notarium Caſtrenſem Chencinſcenſem, Secretarium Noſtrum. *Ex majori Polonia*, Generoſos, *Tomaſzum Podoski*, Capitaneum Rypinſcenſem, & *Caſimirum Bleszyński*, Pincernam Petricovienſem.

Deſignatio Reſidentium ad Latus Noſtrum (ſive Senatorum, qui in poſterum ad Latus Noſtrum ſedebunt.)

Reverendiſſimus, in DEO, P. *Dominus Archi-Epiſcopus Gneſnenſis*, *Primas Regni Poloniæ & M. D. L.* Illuſtris & Magnificus *Caſtellanus Cracovienſis*, Magnificus *Caſtellanus Sandecenſis*. ANNO 1736.

Idem Reverendiſſimus, in DEO, P. *Dominus Primas*, *Archi-Epiſcopus Gneſnenſis*, Magnificus *Palatinus Cracovienſis*, Magnificus *Caſtellanus Sandomirienſis*, Generoſus *Caſtellanus Miedzyrzecenſis*.

Admodum Reverendus, in DEO, *Archi-Epiſcopus Leopolienſis*, Magnificus *Palatinus Podoliæ*, Magnificus *Caſtellanus Caliſienſis*, Generoſus *Caſtellanus Wielunenſis*.

Idem Admodum Reverendus, in DEO, *Archi-Epiſcopus Leopolienſis*, Illuſtris & Magnificus *Palatinus Vilnenſis*, Generoſus *Caſtellanus Bieczenſis*.

Pro futuro Anno.

Admodum Reverendus, in DEO, P. *Epiſcopus Cracovienſis*, Magnificus *Palatinus Sandomirienſis*, Magnificus *Caſtellanus Gneſnenſis*, Generoſus *Caſtellanus Rogoziuscenſis*.

Idem Admodum Reverendus, in DEO, P. *Epiſcopus Cracovienſis*, Magnificus *Caſtellanus Vilnenſis*, Generoſus *Caſtellanus Radomienſis*.

Reverendus, in DEO, P. *Epiſcopus Cujavienſis*, Magnificus *Palatinus Calisienſis*, Magnificus *Caſtellanus Leneicienſis*, Generoſus *Caſtellanus Zawichoſtienſis*.

Idem Reverendus, in DEO, P. *Epiſcopus Cujavienſis*, Magnificus *Palatinus Trocenſis*, Magnificus *Caſtellanus Samogitienſis*, Generoſus *Caſtellanus Lencenſis*.

Receſſus ad futura Comitia.

Propter Generalia Reipublicæ Negotia, quibus vix ac ne via quidem tempus præſentium Comitiorum Pacificationis, duarum hebdomadum, ſufficere potuit, Deſideria Palatinatuum, Terrarum & Diſtrictuum in antiquioribus Comitiorum Receſſibus, ſcilicet *Annorum* 1717. & 1726 & aliorum, expreſſa, usque ad futura differimus Comitia.

Venceslaus Rzewuski, Notarius Campeſtris Regni, Mareſchalcus Nuntiorum Terreſtrium.

P. Joannes in Lipe Lipski, Epiſcopus Cracovienſis, Dux Severiæ, Deputatus ad Conſtitutionem ex Senatu.

Auguſtus Alexander, *Princeps Czartoryski*, Palatinus & Generalis Terrarum Ruſſiæ Capitaneus, Deputatus ex Senatu ad Conſtitutionem.

Nicolaus Podoski, Palatinus Plocenſis, Deputatus ex Senatu ad Conſtitutionem.

Joſephus z Kozielska, *Ogiński*, Palatinus Trocenſis, Deputatus ex Senatu ad Conſtitutionem.

Adamus Malachowski, Capitaneus Oswiecimenſis, & Nuntius Ducatuum Zatorienſis & Oswiecimenſis, Deputatus ad Conſtitutionem, ex minori Polonia.

Joannes Paulus Peplowski, Succamerarius & Nunſius Palatinatus Podoliæ, Deputatus ad Conſtitutionem, ex minori Polonia.

Georgius Vandalinus z Wielkich Konczyc Mniszech, Succamerarius M. D. L. Capitaneus Sanocenſis, Deputatus ad Conſtitutionem, ex majori Polonia.

Joſephus de Lipe Lipski, Regens Cancellariæ Regni, Deputatus ad Conſtitutionem, ex Provincia majoris Poloniæ.

Caſimirus Nicſiolowski, Capitaneus Cyrinenſis, Deputatus ad Conſtitutionem, ex Provincia M. D. L.

Michael Adam Sliżień, Capitaneus Krewscenſis, & Wiszniewſcenſis, Deputatus ad Conſtitutionem, ex M. D. Lithu.

VALERIANUS KICINSKI Notarius Supremus Theſauri Sacræ Regiæ Majeſtatis Secretarius ad Conſtitutionem. mp.

Conſtitutiones Magni Ducatus Lithuaniæ in iisdem Comitiis.

De modo tollendæ Exactionis de Fumalibus, *alias* Podymne, *& providendorum Exercitui M. D. L. Stipendiorum.*

Cum *univerſali deſiderio* Generoſorum Nuntiorum

ANNO 1736. qui Debita contraxerunt, in poſſeſſione non habent, præſenti lege cavemus.

Cautio de Oeconomia Braslavienſi.

Quia Oeconomia *Braslavienſis*, *per Abuſum & malam informationem*, à Juriſdictione Capitaneatus Caſtrenſis *Braslavenſis*, *vetante lege*, & *nunquam præſcripto uſu*, *jure communicativo avulſa*, *per avulſionem*, ingens præjudicium pateretur, præſenti Lege conſtituimus, ut Incorporatio Oeconomiæ, *juxta antiquum uſum*, & *Leges*, ad Juriſdictionem Capitaneatus pertineat, interpoſita tamen Combinatione, inter partes, quarum intereſt.

Cenſitudo prætenſionis Magnificorum Principum Radzivilorum.

Et quoniam poſt multos Receſſus Conſtitutionum, Succeſſoribus Magnifici *Michaelis*, *Principis Radzivilii*, Pro-Cancellarii & Ducis Campeſtris M. Ducatus Lithuaniæ, ratione ſummum, in Legationem Romanam erogatorum, & *Conſtitutionibus Annorum* 1703. 1717. & 1726. confirmatorum, nondum eſt ſatisfactum, ejusdem Summæ, quæ *octoginta millia florenorum Polonicorum*, efficit, *indubitatam Satisfactionem*, *per Receſſum*, usque ad futura Comitia, differimus.

Prætenſio Illuſtris ac Magnifici Caſimiri Oginski, *quondam Palatini Vilnenſis*, *ad Theſaurum Magni Ducatus Lithuaniæ.*

Quoniam Summa, Magnifico *Caſimiro Oginski*, Palatino Vilnenſi, pro Legationibus, quas non ſine notabili propriæ fortunæ diſpendio, ſuſcepit, aſſignata, & tot Conſtitutionibus approbata, per temporum injuriam, hactenus nec in parte eſt exſoluta, præfatam poſtulationem, ſimiliter ac Magnificorum Principum *Radzivilorum*, in Receſſum, usque ad futura Comitia, mittimus.

De Remuneratione Meritorum Magnifici Palatini Vitepſenſis.

Cum magna, Magnifici *Marciani Oginski*, Palatini Witepſenſis, de Patria merita, unanimi aſſenſu, ſingularem requirunt gratitudinem, eandem ipſi & Succeſſoribus ejus, data occaſione, *ex diſtributiva Juſtitia*, *declaramus.*

Prætenſio Generoſi Chriſtophori Sulistrowski, *Vexilliferi Osmianenſis.*

Satisfactio Prætenſionis Generoſi *Chriſtophori Sulistrowski*, Vexilliferi Osmianenſis, usque ad abrogationem Contributionis de *Fumalibus*, in M. D. Lithuaniæ, differtur.

Declaratio Generoſo Maſſalski, *Supremo Magni Ducatus Lithuaniæ Notario*, *Mareſchalco Comitiorum Convocationis*, *data.*

Quum Summa *quadraginta millium florenorum Polonicorum*, per *Conſtitutionem Comitiorum Convocationis*, Generoſo *Maſſalski* Notario M. D. L. ſupremo, & anteriorum Comitiorum Convocationis Mareſchalco, reſpectu hujus functionis, aſſignatorum, per injuriam temporum, hucusque non fuerit exſoluta, decernimus, ut ex Proventibus Theſauri M. D. L. ipſi effectivè numeretur.

Diſtinctio Indigenatuum & Nobilitationum.

Declaramus præſenti Lege, ut illi, qui Indigenatuum & Nobilitationum nomen præterunt, *neque tamen Legi ſatisfecerunt*, vel *maxime Diffidentes*, qui pro ſe, & Succeſſoribus, ſe Catholicos eſſe futuros, promiſerunt, & tamen *in antiqua perſeverant Secta*, ad *priſtinum Statum redeant.* ANNO 1736.

Approbatio Decreti Commiſſionis Grodnenſis, Anni 1737 die 21. Menſis Octobris.

Bona, *Zubowszczyzna* & *Kolodzież* dicta, cum attinentiis, *Dzinkow Konarszczyzna*, in Palatinatu *Mscislaviensi* ſita, antiquitùs per Leges, immunitate terreſtri donata & munita, per errorem Tabellæ Hybernalis & Taryffæ novellæ Legis inſerta & *ingroſſata*, olim ad defunctum, in DEO, Generoſum *Joannem Hurk*, Subdapiferum, poſtea Vexilliferum Vitepſcenſem & Succeſſores ejus pertinentia, tanquam Juri terreſtri ſubjecta & per *Decretum Commiſſionis Grodnenſis*, *Anno* 1717. die 21. Menſis Octobris latum, eidem adjudicata, & legitimata, *circa immunitatem terreſtrem conſervamus*, *ab omni onere militari liberamus*, *fœuritatem in perpetuum cavemus*, *Decretum confirmamus*, & *illa ex Tabella eliminamus.*

Privilegia Ducatus Samogitiæ confirmantur.

Privilegia & Immunitates Ducatus Samogitiæ, à Sereniſſimis Regibus Poloniæ, Succeſſoribus Noſtris, confirmatas, auctoritate præſentium Comitiorum, in perpetuum approbamus, *in quantum Juri communi non præjudicant.*

Relaxatio Decretorum Ducum Exercitus M. D. Lithu.

Decreta Prætoriana, ſive Ducum Exercitus, contra quascunque Perſonas militares, ſub Sonitu Tubarum & Tympanorum, lata, conſentiente Illuſtri & Magnifico *Principi Wisniowiecki*, Palatino Vilnenſi & Supremo M. D. Lithu. Exercitus Duce, auctoritate præſentium Comitiorum, de conſenſu omnium Statuum, nullo excepto, relaxamus, famamque & honorem iisdem Perſonis reſtituimus, Securitatem vitæ & fortunarum cavemus.

Determinatio finium Capitaneatuum, Uſwiacenſis, Poduswiacenſis & Wieliszkienſis.

Cum, *interveuientibus fatis* Generoſorum Commiſſariorum, qui per *Conſtitutionem Comitiorum Pacificationis Anni* 1717. ad deſignationem finium Capitaneatuum, *Uſwiacenſis & Poduswiacenſis* denominati fuerunt, ad hæc usque tempora, Diſlimitatio expediri non potuerit, reaſſumentes eandem Conſtitutionem, & antiqua Jura, de limitibus Bonorum Noſtrorum, conſervaturi, tum quoque, ut Capitaneatus, *Uſwiacenſis*, *Poduswiacenſis & Wieliszkienſis*, in Palatinatu *Witepſenſi* ſiti, ſimiliter ac Bona feudalia (*Dobra Lenna*) *Osmolowice*, *Syrota*, *Braskurowice*, in Palatinatu *Polocenſi* jacentia, certis limitibus ita diſtinguantur, ut nullæ in futurum, inter Incolas dictorum Palatinatuum, & inter Subditos Bonorum ſupra nominatorum, ratione limitum, oriantur controverſiæ, ad cognitionem omnium, quæ, reſpectu limitum, provenerunt, dubiorum, auctoritate Comitiorum præſentium, Generoſos, *Joannem Odachowski*, Cuſtodem Theſauri M. D. L. *Bulhak*, Sub-Dapiferum Vitepſcenſem, *Hurk*, Notarium Terreſtrem Vitepſcenſem, *Georgium Szczawinski*, Pincernam Slonimscenſem, *Ignatium Laniewski*, Excubiarum Præfectum Slonimscenſem, *Bucholz*, Colonellum Exercituum Noſtrorum, *Thomam Rzewocki*, Capitaneum Klewkowienſem, *Dominicum Suchodolski*, Enſiferum Wolkowyſcenſem, deſignamus Commiſſarios, illisque ſpeciale, in hunc finem, ex Cancellaria M. D. Lithu. *Leſtractionis Inſtrumentum*, expedire jubemus, qui in præſentia Generoſi *Succamerarii Polocenſis*, vel *Vitepſcenſis*, vel vacantibus his Officiis, in præſentia cujuscunque proximioris Generoſi *Succamerarii*, *captato opportuno tempore*, *abſentia aliquorum non obſtante*, *ad fundum* præfatorum Capitaneatuum & aliorum Bonorum

ANNO 1736. rum feudalium convenient, limites illorum cognoſcent, controverſias ortas diſtinguent, & juſtam deſignationem ſimum facient, quæ nunquam in dubium poſtea vocari poterit, ſed in hac limitum determinatione & circumſcriptione, immutabiliter poſſeſſures acquieſcere tenebuntur.

Deſignatio limitum inter Bona Hæreditaria Generoſi Dunin, Regentis Cancellariæ Magni Ducatus Lithuaniæ, & Bona Regia.

Quoniam inter Bona Generoſi *Antonii Dunin*, Regentis Cancellariæ M. D. L. hæreditaria, *Tulow* dicta, in Palatinatu Witepſcenſi ſita, & Villam *Parzkarze*, ad Præfecturam Vitepſcenſem pertinentem, non exiguæ, ratione limitum, ortæ ſunt controverſiæ, ad illas componendas Commiſſionem deſignamus, & Commiſſarios, quibus inſtructio ſpecialis, per Reſcriptum ex Cancellaria Noſtra M. Ducatus Lithuaniæ dabitur, Generoſos, *Franciſcum Balbak*, Subdapiferum Vitepſcenſem, *Bartholomæum Nowacki*, Capitaneum Wyszogrodenſem, *Ignatium Pyznicki*, Caſtrenſem Vitepſcenſem, denominamus, illiſque Auctoritate præſentium Comitiorum injungimus, ut conformando ſe præfato Reſcripto, *abſentia unius non obſtante, eapraso tempore, ad locum loci convenient*, omnes Controverſias ratione limitum enortas componant, *Terraina* figant, Decretumque Commiſſionis hæc parti requirenti exhibeant.

Urbs Kowno.

Civitatis *Kownenſis* Jura & Privilegia, à Sereniſſimis Anteceſſoribus Noſtris conceſſa, & à Nobis confirmata, in omnibus Punctis, Clauſulis, & Paragraphis approbamus, & confirmamus.

Deſiderium Palatinatus Mſcislavienſis.

Bona, *Soin* dicta, in Palatinatu Mſcislavienſi ſita, ab antiquo, Generoſi *Caſimiri Holinski*, Tribuni Mſcislavienſis, hæreditaria, per errorem, Tabellæ *Conſtitutionis Anni* 1717. loco Bonorum Noſtrorum inſerta, quemadmodum per Documenta, & *Decreta Iuculenta, in Tribunali Theſauri, Anno* 1718. *die* 5. *Menſis Octobris*, lata, hæreditaria eſſe, evincuntur, ita, ut immunitate terreſtri gaudeant, cavemus, Documenta & Decreta hæreditatem eorum evincentia, approbamus, & præfata bona, ex Taryffa Hybernah, eliminamus, ſine præjudicio regularium Stipendiorum, ad Exercitum Magni Ducatus Lithuaniæ, juxta *Conſtitutionem Anni* 1717. pertinentium.

Securitas Generoſi Wolskiis, *Conjugibus, & Generoſo* Ignatio Wiszniewski, promittitur.

Quia Generoſus *Antonius Wolski*, Decretu *Anno* 1725. *die* 9. *Julii*, in Tribunali Supremo M. D. L. lato, in cauſa in eodem Decreto expreſſa, ſatisfecit, *ab omni ulteriori impetitione*, (accuſatione,) *in omni foro, una cum Conjuge ſua, Generoſa Juſtina z Wornilowiczow Wolskia, liber pronunciatur*, itaque Securitas vitæ & fortunarum, præſenti Lege cavetur. Similiter Generoſo *Ignatio Wiszniewski*, Vexilliferidi Zydaczowſcenſi, immerenter a Succeſſoribus Generoſi *Alexandri Skirmunt*, Arcis Pinſcenſis & Munitionum Præfecti, criminaliter accuſato, & in Tribunali Vilnenſi condemnato, permittimus, quia in minorennitate, eo tempore Studiis incubuit, nec comparere & reſpondere potuit, ut poſt expletam minorennitatem, ſe Juramento, coram præfato Tribunali vel Caſtro, Pinſcenſi, etiam extra *Cadaniam Judiciarum* præſtando, æque ac alii in hoc negotio illud expleverunt, purget, Eique *Integritatem vitæ & fortunarum, cum omni Securitate*, cavemus.

Determinatio Fluvii Caplyamatus Cyrynenſis.

Deferendo precibus Generoſi *Caſimiri Niſiolowski*, Capitanei Cyrynenſis, Colonelli Cohortis haſtatæ, *ſive Huſſaricæ*, Sereniſſimi Principis Regii, filii Noſtri, cum anterior Commiſſio, a Sereniſſimo Anteceſſore Noſtro, ad deſignandos fines, inter fundos Nobilium, in Circumferentia jacentes, denominata, ad effectum perducta non fuerit, *ad præſens*, deſignamus Commiſſarios, Generoſos, *Caſimirum de Kaſſa*, Quæſtorem Palatinatus Minscenſis, *Martinum Chreptowicz*, Capitaneum Weibelſcenſem, Vexilliferum Cohortis haſtatæ, Sereniſſimi Principis Regii, *Caſimirum Zmujowski*, Inciſorem Novogrodenſem, *Georgium Saplica*, Pocillatorem Novogrodenſem, *Michaelem Truszynski*, Præfectum Menſurarum Novogrodenſem, illiſque ſpeciale Inſtructionis Inſtrumentum, ex Cancellaria Noſtra M. D. Lithu. expediri jubebimus, ad cujus Normam, Seſſionem ſuam intimabunt, *& ab utrinque, ſine injuria, circa Documenta*, fines conſtituent & diſtinguent; tum quoque quatuor Jugera ejuſdem Generoſi Capitanei Cyrinenſis, ab *Odolinſciis* acquiſitâ & *Odolinszczyzna* dicta, cum fundo Hæreditario, in Oppido Cyrynenſi à Succeſſoribus *Tryznoſciany*, legitime emto, definient, & *circa Jus terreſtre*, tam Jugera, quam & fundum, *in omni immunitate terreſtri hereditaria, in futurum, pro Succeſſoribus*, conſervabunt.

De Tartaris in Magno Ducatu Lithuaniæ,

Jura & Privilegia *Tartaris*, à Sereniſſimis Regibus Poloniæ & Magnis Ducibus Lithuaniæ, conceſſa, poſtea vero per *Conſtitutiones Annorum* 1639 1668. 1670. 1673. 1674. 1677. 1678. 1726. una cum Jure Terreſtri approbata & confirmata, in præſens, ex Conſenſu omnium Ordinum, *cum tota ellarum obloquentia*, reaſſumimus, eos demque tanquam homines Status militaris, vigore Pactorum Conventorum, penes eadem Jura inviolabiliter relinquimus, neque minus Conſenſu omnium Ordinum conſtituimus, *ne Tartari* in ulla re magis, quam Ordo Equeſtris, *depreſſentur*, & onerentur.

Deſideria Magni Ducatus Lithuaniæ usque ad futura Comitia prorogantur.

Referendo Nos ad *Receſſum*, in Conſtitutionibus Regni deſcriptum, propter eandem temporis penuriam, *Deſideria Palatinatuum & Diſtrictuum M. D. L.* pariter ac Deſideria *Receſſibus* præteritorum Comitiorum cauta, in futura, DEO favente, Comitia reſervamus.

Venceslaus Rzewuski, Notarius Campeſtris Regni, Mareſchalcus Nuntiorum Terreſtrium.

P. Joannes in Lipe Lipski, Epiſcopus Cracovienſis, Dux Severiæ, Deputatus ad Conſtitutionem ex Senatu.

Auguſtus Alexander, Princeps Czartoryiski, Palatinus & Generalis Terrarum Ruſſiæ Capitaneus, Deputatus ex Senatu ad Conſtitutionem.

Nicolaus Podoski, Palatinus Plocenſis, Deputatus ex Senatu ad Conſtitutionem.

Joſephus z Kozielska Oginski, Palatinus Trocenſis, Deputatus ex Senatu ad Conſtitutionem.

Adamus Malachowski, Capitaneus Oswiecimenſis, & Nuntius Ducatuum Zatorienſis & Oswiecimenſis, Deputatus ad Conſtitutionem ex minori Polonia.

Joannes Paulus Pepłowski, Succamerarius & Nuntius Palatinatus Podoliæ, Deputatus ad Conſtitutionem ex minori Polonia.

Georgius Vandalinus z Wielkich Konczyc Mniszech, Succamerarius M. D. Lithu. Capitaneus Sanocenſis, Deputatus ad Conſtitutionem ex majori Polonia.

Joſephus de Lipe Lipski, Regens Cancellariæ Regni, Deputatus ad Conſtitutionem ex Provincia majoris Poloniæ

Caſimirus Niſiolowski, Capitaneus Cyrynenſis, Deputatus ad Conſtitutionem ex Provincia M. D. Lithu.

Michael Adamus Slizien, Capitaneus Krewſcenſis & Wiszniewſcenſis, Deputatus ad Conſtitutionem ex M. D. Lithu.

VALERIANUS KICINSKI, Notarius Supremus Theſauri Sacræ Regiæ Majeſtatis Secretarius ad Conſtitutionem. mp.

CCIII.

ANNO 1736.

ANNO 1736.

CCIII.

Avril. *Manifeſto de la Cour de Ruſſie pour juſtifier la Guerre qu'elle a declaré au Grand Seigneur, en forme de Lettre du Comte d'*OOSTERMAN *au Grand Vizir, du* 12 *Avril* 1736. [Mercure Hiſtorique Tom. CI. pag 37.]

IL seroit inutile de rapporter en détail avec combien de bonne-foi & d'exactitude on a gardé, du côté de la Ruſſie, les anciens Traitez conclus avec la Porte Ottomanne, & en dernier lieu celui de la Paix perpétuelle: tout le monde & la Haute Porte en particulier, n'en étant que trop convaincus.

Il eſt d'ailleurs notoire de quelle maniére on en a agi du côté de la Porte Ottomane à l'égard de l'Empire de Ruſſie, & combien celui-ci en a ſouffert de Vexations, d'Outrages, & d'Inſultes ouvertes.

La Paix conclue en 1700, & confirmée de la maniére la plus ſolemnelle par des Ambaſſadeurs réciproques, ſuivant l'ancien uſage entre les deux Empires, ne fut pas de longue durée.

Tout le monde ſait combien la Porte Ottomanne, voyant la Ruſſie engagée dans une pénible Guerre, profita de la Conjoncture favorable à ſon égard, pour rompre, ſans aucune raiſon, ladite Paix, & attaquer cet Empire de force ouverte.

Cette Guerre devoit finir par la Paix conclue près de Pruth, & la Ruſſie pouvoit raiſonnablement eſperer, qu'après y avoir donné les mains, ſuivant les circonſtances du tems, la Porte Ottomanne ne manqueroit pas de garder religieuſement un Traité qui lui étoit ſi avantageux, & qui la mettoit en poſſeſſion d'Azoff, Ville très-ancienne de Ruſſie.

On n'a enfin que trop reconnu par les Devaſtations & Pertes irreparables cauſées à cet Empire, combien on s'étoit trompé dans cette eſpérance.

Je paſſe tout ſilence pluſieurs Prétenſions également mal-fondées & indiſcretes, que la Porte s'aviſa de faire incontinent après la Paix conclue, & dont une bonne partie rouloient ſur des Affaires, qui naturellement ne devoient point intéreſſer la Porte.

Mais je ne ſaurois me diſpenſer de repréſenter à Votre Excellence, le plus ſuccinctement qu'il me ſera poſſible, & ſuivant l'ordre des tems, les Entrepriſes diamétralement oppoſées au Traité de Paix, les fréquentes Incurſions, les Hoſtilitez ouvertes, commiſes ſans interruption depuis le Traité d'Adrianople, & les Dommages inexprimables que la Ruſſie en a ſoufferts.

En 1713, les Tartares, les Turcs, & les Beſchleis d'Azoff, commandez par les Murſes Nuradyn & Araſlambeck, par Sultan-Mambet Araſchir, & par les Murſes Urack Raſlan, Nanſchy, & Eytimir Adſchy, firent des Irruptions en pluſieurs Provinces de Ruſſie, ſituées ſous les Gouvernemens de Caſan & de Woronitz, brulérent un grand nombre de Bourgs, Vitlages, & Egliſes, & pluſieurs milliers de Maiſons, tuérent plus de deux-mille Habitans du Païs, emmenerent 14340. Hommes à l'Eſclavage, & enleverent un grand nombre de Chevaux, & Bêtes à Corne, outre les Meubles, & autres Effets, de la valeur de plus de 500. mille Roubles.

En 1714, les mêmes Tartares & Beſchleis d'Azoff firent, comme l'Année paſſée, différentes Invaſions vers Czaritzio, vers les Coſaques du Don, & vers le Territoire de Charkow & d'Iſum, tuoit, ou trainoit à l'Eſclavage les pauvres Habitans qui leur tomboient entre les maios, & mettant tout le Païs à Feu & à Sang.

En 1715, Mambet Bey tomba ſur les Coſaques du Don, & les Tartares de la Crimée envahirent les Provinces de Charkow & d'Iſum; Deli Sultan, Fils du Chan de la Crimée, à la tête d'un grand nombre de Tartares, ravagea les Terres de Czaritzin, ſe tourna après vers Aſtrachan, y exerça les plus grandes Cruautez du monde, ruina le Païs par-tout, enleva le Bétail & les Biens des Habitans, emmena dans l'Eſclavage 1220. Familles des Tartares de Taban & de Iaſaffe, avec leurs Murſes, & mille Familles d'autres Tartares d'El Murſa, & du Sultan Mambeck Murſa, tous anciens Sujets de Ruſſie, avec leurs Femmes & Enfans, & tout le Bétail, Hardes & Meubles: &, non content de tout cela, il ſurprit Ajuck, Chan des Calmues, Sujet de l'Empire Ruſſien, ruïna beaucoup de ſes Uluſſes, emmena dans le Cuban 10300. Familles Calmuques de Terzan & d'Embulluck, Sujets de cet Empire, tranſportez depuis, partie dans la Crioée, partie vers le Dnieper, où, par une Infraction manifeſte de la Paix perpetuelle, ils ſont détenus encore. ANNO 1736.

En 1716, les mêmes excès, Effuſion de Sang, & Saccagemens, furent continuez par les Tartares, les Turcs, & les Beſchleis d'Azoff, contre la Province de Dmitrow, au Gouvernement de Woronitz, en deçà de Tombow, dans pluſieurs Villes près du Don, & dans leſdites Provinces de Charkow & d'Iſum.

Les Repréſentations très-ſérieuſes & ſouvent réïterées, que l'on faiſoit du côté de la Ruſſie au ſujet de ces Invaſions hoſtiles & Déprédations, auſſi bien que la Lettre de l'Empereur Pierre I. d'heureuſe mémoire, écrite au Sultan même, dans les termes les plus convenables, pour lui demander une prompte Satisfaction ſur toutes ces Violences, ne produiſirent pas l'effet que l'on en devoit attendre, & firent ſi peu d'impreſſion ſur la Porte Ottomanne, que bien loin de remedier aux Deſordres paſſez, on les recommença ſur le même pied en 1717. dans les Provinces de Charkow & d'Iſum; & ledit Deli Sultan, Fils du Chan de la Crimée, avec un nombreux Corps, compoſé de Tartares, Turcs, Beſchleis d'Azoff, & d'autres Nations, attaqua les Villes de Czaritzin, Penſa, Simbirsk, Saratoff, Inſara, Petrowsk, Lomow, & autres Places ouvertes, en prit & ruïna pluſieurs, y mit le feu, ſaccagea & brûla tout le Païs d'alentour; &, après avoir tué un grand nombre d'Habitans de tout âge, n'épargnant pas même l'Enfant dans le Berceau, en fit plus de 30. mille Eſclaves, & cauſa par ce dégât une perte de pluſieurs millions à cet Empire.

Une ſeconde Lettre, écrite là-deſſus par l'Empereur Pierre I. au Sultan, n'eut pas un meilleur ſort que la précédente.

Le même Deli Sultan, avec un Corps de pluſieurs mille Turcs & Tartares, s'approcha de la Ville de Czerkaskoy, pour la ſurprendre en 1718. Un grand nombre de Coſaques & de Calmucs de Jurt y furent partie tuez, partie trainez à l'Eſclavage, ſans parler de la perte conſidérable en Bétail & autres Effets, que les Habitans du Païs ſouffrirent par cette Irruption: la même Année, & quaſi en même tems, d'autres Tartares de la Crimée, conjointement avec ceux de Cubao firent de pareilles Invaſions au Gouvernement de Caſan, & dans les Provinces de Charkow & d'Iſum; & toutes ces Hoſtilitez alloient toujours en augmentant l'Année 1719, & les trois ſuivantes; les Turcs & les Tartares envahiſſant à diverſes repriſes, & preſque ſans interruption, & ravageant le Territoire de Czernoyar, les Provinces de Charkow, Iſum, Poltawa, Mirogorod & Achtir, comme auſſi les Villes de Bachmut & de Torr, où ils exercerent par-tout les mêmes Cruautez, que les Années précédentes.

En ce tems-là, les Troubles, que tout le monde ſait, étant ſurvenus en Perſe, il eſt neceſſaire d'interrompre tant ſoit peu le Recit des Hoſtilitez continuées depuis ſans interruption dans les anciennes Provinces de Ruſſie, pour faire quelques Reflexions ſur la Conduite que la Haute Porte a tenue en cette occaſion.

La Perſe étoit en effet réduite à l'extrémité par la Revolte des Augantzes & des Leſgiotzes contre le Schach, leur Souverain. Ces Rebelles n'eurent pas ſeulement la témerité de maſſacrer à Schamachie pluſieurs Marchands Ruſſiens, qui, ſe repoſant ſur la foi publique des Traitez, y faiſoient leur Négoce en toute ſureté, & de ſe ſaiſir de leurs Effets, de la valeur de plus d'un million de Roubles; mais ils formérent auſſi le deſſein d'attaquer les anciennes Provinces de Ruſſie.

On ſait combien il importe à la Ruſſie de maintenir le Royaume de Perſe, & d'empêcher ſur tout qu'aucune autre Puiſſance ne vienne s'emparer des Côtes de la Mer Caſpienne. Ce fut donc pour obvier audit Inconvenient, & pour châtier en même tems ces Rebelles des Cruautez commiſes à l'égard des Sujets Ruſſiens, que l'Empereur Pierre I. fit avancer une partie de ſes Troupes en Perſe.

Sa Maj. ne manqua point, afin d'ôter tout ombrage à la Porte Ottomanne, de la faire informer par ſon Réſident à Conſtantinople des veritables Motifs de cette Expédition.

ANNO 1736. La Haute Porte, n'en ayant témoigné d'abord aucune inquiétude, comme à la vérité elle n'étoit nullement en droit de s'y oppoſer, prit, peu de tems après, ſous ſa Protection, leſdits Rebelles, & ne fit que trop paroître le deſſein qu'elle avoit conçu d'étendre ſes Conquêtes à la faveur de ces Troubles.

Démarche incompatible en tout ſens, ſoit avec la Paix perpetuelle qui ſubſiſtoit entre la Porte & la Ruſſie, les Leſgintzes que la Porte protégeoit, étant Ennemis déclarez de cet Empire; ſoit avec celle qui avoit juſques-là ſubſiſté entre la Haute Porte & la Perſe, leſdits Leſgintzes s'étant ouvertement revoltez contre le Schach, leur Souverain.

Nonobſtant tout cela, Sa Maj. Imp. dont les Soins tendoient principalement à pourvoir à la ſureté des Côtes de la Mer Caſpienne, à détourner la ruine totale du Royaume de Perſe, & à conſerver en même tems la Paix & la bonne Harmonie avec la Porte Ottomane, voulut bien en ſa faveur condeſcendre à un Traité, par lequel furent réglez les Limites entre l'Empire Ruſſien & la Porte Ottomanne, à l'égard de la Perſe; & pour prévenir tout prétexte de Méfiance entre les trois Puiſſances, on fixa les bornes que la Porte s'engagea de ne point paſſer, en cas même que le Schach Tachmaſib refuſât d'acceder à ladite Convention

On employa, conformément à ce qui étoit ſtipulé par le Traité, tous les Moyens convenables pour que ce Prince l'acceptât.

Cependant, comme la Porte, qui n'avoit pas elle-même l'intention de s'en tenir à ſes Engagemens, ſe voyant en poſſeſſion des Provinces qu'elle avoit occupées en vertu de ce Traité, paſſa auſſi-tôt les Bornes preſcrites, envahit la Ville d'Ardevil, ſervant de Barriere aux Royaumes des trois Puiſſances, & pluſieurs autres Places, tant du côté d'Amadan qu'ailleurs, & qu'elle eût même reſolu de s'emparer d'Iſpahan, Capitale de la Perſe: on ne devoit plus s'étonner ſi le Schach Tachmaſib témoigna peu de diſpoſition d'accéder au Traité en queſtion.

Tout cela a été repréſenté plus d'une fois à la Porte Ottomanne par le Réſident de Ruſſie, étant d'ailleurs ſi notoire, que la Haute Porte, ſi elle veut bien le conſidérer ſans prévention, doit avouer elle-même, que c'eſt dans ſa propre conduite qu'il faut chercher la vraye & unique raiſon pourquoi ces troubles ont ſi longtems duré, & coûté à la Porte des ſommes conſidérables & une ſi grande effuſion de ſang Ottoman.

Le deſſein ſur Iſpahan ayant été contrecarré par l'oppoſition d'Eſchref, Chef des Augantzes, la Porte trouva à propos de faire ſa Paix particuliere avec lui, & d'abandonner à la Ruſſie, malgré le Traité fait avec elle, tout le fardeau de la Guerre contre Eſchref: auſſi ne tarda-t-il pas, incontinent après la paix faite avec la Porte, d'attaquer les Troupes Ruſſiennes dans le Gilan.

Or, celui-ci ayant été battu & défait, par l'aſſiſtance du Tout-Puiſſant, le Schach Tachmaſib fut peu après aſſez heureux pour ſecouer le joug cruel des Rebelles, & pour recouvrer enſuite Iſpahan ſa Réſidence.

Les Villes conquiſes par les Turcs aux Provinces de Schudzhiſtan & de Loriſtan, au-delà de ce qui leur étoit dû en conformité de la Convention faite avec la Ruſſie, donnerent occaſion à une nouvelle guerre entre le Schach Tachmaſib & la Porte Ottomanne.

Tachmaſib rechercha avec grand ſoin l'aſſiſtance de la Ruſſie, mais Sa M. Imp. pour éviter juſques au moindre ombrage que la Porte auroit pu concevoir d'une telle alliance, ne prit aucun engagement avec ce Prince.

La Porte Ottomanne, au contraire, ne fit pas ſcrupule de conclure avec lui une paix particuliere, qui fut par conſéquent le ſecond Traité fait à l'excluſion de la Ruſſie, en cedant au Schach les Provinces d'Amadan & de Tauris.

Et comme S. M. Imp. n'avoit jamais eu l'intention de faire des Conquêtes en Perſe, Elle voulut bien, après que la Porte Ottomanne eût fait la Paix avec Tachmaſib, entrer auſſi en Négociation avec ce Prince pour lui rendre les Provinces de Gilan, d'Aſtara & autres, juſqu'à la riviere de Kura, ne ſe réſervant les autres Places ſituées ſur les côtes de la Mer Caſpienne, que pour empêcher (comme ſa propre ſureté & l'intérêt naturel de ſon Empire l'exigeoient) qu'une Puiſſance étrangere ne vînt les occuper.

La Paix conclue entre la Porte Ottomanne & la Perſe, fut bien-tôt interrompue par une nouvelle Rupture & Guerre ouverte. ANNO 1736.

Juſques-là la Haute Porte avoit fermé les oreilles à toutes les Repréſentations, qui lui étoient faites au ſujet de ſon Traité fait avec la Ruſſie, par rapport aux affaires de Perſe: car, outre pluſieurs autres attentats & infractions notoires, elle avoit fait, comme je viens de dire, ſes Traitez particuliers avec Eſchref & le Schach Tachmaſib.

Mais, à l'occaſion de cette nouvelle Guerre, elle crut à propos d'inviter la Ruſſie à concourir avec elle pour finir les Troubles en Perſe: &, quoique la Ruſſie eût aſſez de raiſons pour ſe défier du deſſein de la Porte Ottomanne, cependant, pour la convaincre d'autant plus de la droiture de ſes intentions, Elle voulut bien condeſcendre à ladite demande de la Haute Porte, & fit expédier les ordres en conformité à ſon Réſident à Conſtantinople, pour prendre là-deſſus avec Elle des meſures convenables. Ce Réſident propoſa, en pluſieurs Conférences tenues avec les Miniſtres de la Porte, d'envoyer de part & d'autre des Miniſtres Plénipotentiaires ſur les frontieres de Perſe, leſquels ſeroient chargez d'offrir au Schach une Paix raiſonnable, & en cas qu'il n'y voulût point donner les mains, d'employer de concert les armes pour rétablir la tranquillité dans ce Royaume.

La Porte Ottomanne ſe départit auſſi-tôt de ſa premiere demande, & déclara pour toute Réponſe au Réſident, que la Ruſſie n'avoit qu'à garder de ſon côté une exacte neutralité, pendant que les Ottomans finiroient leurs affaires en Perſe par la voye des armes.

Loin de contrevenir en aucune maniere à cette neutralité, S. M. Imp. fit bien davantage, & donna les preuves les plus convaincantes de la diſpoſition où Elle étoit de vivre en bonne intelligence avec la Porte.

Après quelques mauvais ſuccès que la Porte avoit éprouvez en cette Guerre, elle imagina un prétexte très-frivole pour reprocher à la Ruſſie, qu'Elle paroiſſoit vouloir étendre ſa Domination depuis Schirvan juſques dans la Géorgie, & qu'Elle en fût convenue en ſecret avec les Perſans. Quoique cette penſée, comme je viens de dire, n'eût aucun fondement, S. M. Imp. voulant ôter, autant qu'il dépendoit d'Elle, tout ſujet de plainte & de méfiance à la Porte, réſolut de reſtituer à la Perſe les Places ſituées ſur les Côtes de la Mer Caſpienne, & qui avoient anciennement appartenu à cette Puiſſance, comme en effet S. M. Imp. qui, à l'exemple de ſes glorieux Prédéceſſeurs, a toujours été fort éloignée de profiter en ſon particulier des troubles excitez en Perſe, en a retiré toutes ſes Troupes, à condition pourtant, (1) que ces Places reſtent à perpétuité ſous la Domination de la Perſe, & n'en ſçauroient être detachées, ni cedées à aucune Puiſſance Etrangere, & (2) qu'au futur Traité de la Paix entre la Porte Ottomanne & la Perſe, S. M. Imp. y ſeroit reçue, & compriſe comme Puiſſance Amie de l'une & de l'autre des Parties contractantes.

Voilà ce qui concerne les affaires de Perſe en général, & la conduite que les Ottomans ont tenuë par rapport à ce Royaume, de laquelle je viens de rapporter les principales circonſtances, pour faire reſſouvenir tout le monde impartial, & la Haute Porte en particulier, que par ſes propres démarches elle s'eſt attiré cette longue & funeſte Guerre.

D'un autre côté, la conduite de la Porte Ottomanne envers la Ruſſie, relativement aux affaires de Perſe, n'a différé en rien des Hoſtilitez & Violences ouvertes exercées dans les anciennes Provinces de cet Empire.

Non contente de pouſſer ſes conquêtes au-delà des bornes préſcrites par le Traité fait avec la Ruſſie, & de les étendre ſur toute la Perſe, s'il avoit été poſſible, elle prétendoit ſe mettre en poſſeſſion de ces Places même, qui, conformément au Traité, n'appartenoient qu'à la Ruſſie.

On avoit, en vertu de ce même Traité, établi des Commiſſaires pour régler les Limites des deux Empires. Ces Commiſſaires s'acquitterent de leur devoir dans les deux premieres conférences par rapport à une partie du Schirvan; mais à l'égard des Limites de l'autre partie, la Porte n'a jamais voulu qu'ils fuſſent réglez, malgré les fréquentes repréſentations qu'on lui a faites ſur ce ſujet.

Elle déclara d'abord, que la Ruſſie n'avoit qu'à occu-

ANNO 1736. occuper ce territoire-là, & qu'elle ne le lui diſputeroit jamais: cependant, comme les Ruſſiens ſe mirent en devoir d'en prendre poſſeſſion, la Porte ne tarda plus de s'approprier ces terres, ſous prétexte, qu'a cauſe de la Religion Mahométane, elles ne pouvoient être abandonnées à la Ruſſie.

Après la priſe d'Ardevil, la Haute Porte prétendoit occuper auſſi les Provinces d'Aſtara & de Kecgut, ſituées ſur les Côtes de la Mer Caſpienne, leſquelles, ſuivant ledit Traité furent cedées à la Ruſſie; les Troupes Turques ayant fait d'Ardevil pluſieurs irruptions pour les ſurprendre, & commis beaucoup d'hoſtilitez, en ravageant le Païs, traînoit les Habitans à l'eſclavage, & faiſant par-tout un dégât inexprimable, pendant que Daud Beck, & le Turc Karadſchy Ali Paſcha exerçoient de pareilles cruautez ſur le Pays de Baku.

Darga Kuli Bakynski, Chuſein Beck, le Naip Saliansky, & Azazuck, Frere de Schamchal, tous Rebelles ouvertement révoltez contre la Ruſſie, furent protégez par la Porte, & encouragez afin d'envahir ſans ceſſe les Provinces de Ruſſie, & d'y cauſer toutes ſortes de dommages.

Les Terres de Kazil Agatſch & de Salian furent hoſtilement attaquées par Surchay, Gouverneur de Schamachie, à la tête d'uo gros Corps de ſes propres Troupes auſſi bien que de Turcs; les Habitans du Pays, & les Garniſons, y furent impitoyablement tuez, ou pris priſonniers: les Villages & les Magazins fourois de munitions, brûlez; & tout le Pays totalement ruiné: ſans parler des violences commiſes par ce même Surchay, par ſon Pils, & par Katſchey Beck dans les autres Terres, qui étoient tombées en partage à la Ruſſie.

Les Provinces de Leckari, Atſchari, Siakutzky, Savansky, Tangarutzi, Laſtiliſchansky, Novarutzi, & Schendali ſouffrirent de ſemblables invaſions. On ne trouve pas à propos d'entrer dans un plus grand détail de tous ces faits, d'autant qu'oo les a expoſez au long à la Porte à meſure qu'ils étoient arrivez; & il faut bien qu'elle en ait la mémoire fraîche.

Les repréſentations que les Gouverneurs Ruſſiens firent en cette occaſion aux Officiers commandans des Turcs en Perſe, & celles que le Réſident de Ruſſie étoit chargé de faire à la Haute Porte même, n'eurent aucun effet; les inſolences des Turcs alloient toujours en augmentant, & ne diſcontinuerent point juſqu'à l'entiere ſortie des Troupes Ruſſiennes.

Non-obſtant tout cela, S. M. Imp. continuoit toujours de donner à la Porte des preuves réelles de la ſincérité de ſes intentions.

La Porte ne peut ignorer de quelle maniere S. M. Imp. a ſauvé Aly Paicha, qui avec ſes Troupes étoit réduit à la derniere extrémité dans Ardevil, & qu'après l'en avoir tiré, S. M. le fit, par un pur motif de Généroſité, défrayer à Aſtara, & eſcorter juſqu'aux Frontieres de la Turquie; qu'Elle fit pareillement recevoir pluſieurs centaines de Sujets Turcs échapez de leur captivité en Perſe & en Usbeck, les fit nourrir & pourvoir de toutes choſes dont ils avoient beſoin, & reconduire enfin ſous bonne eſcorte juſques dans leur Patrie: Circonſtances qui ne ſont que trop connues à la Nation Ottomanne, & dont tous ces gens-là ne refuſeront pas eux-mêmes de rendre témoignage à la vérité.

Pendant que les Ottomans exerçoient ces actes d'Hoſtilité en Perſe, d'autres anciennes Provinces de Ruſſie en Europe, bien loin d'être à l'abri de leurs inſultes, en ſouffroient les mêmes invaſions & cruautez.

J'ai déja expoſé ce qui s'eſt paſſé à cet égard depuis la Paix conclue juſqu'en 1723.

La Porte fut en effet ſi peu touchée des Remontrances que feu l'Empereur Pierre I. de Glorieuſe Memoire lui fit ſur ce ſujet dans ſes Lettres écrites au Sultan, & des Repréſentations que le Réſident de Ruſſie ne ceſſoit de faire pareillement au Miniſtre de Conſtantinople, comme auſſi des plaintes & demandes faites, tant de bouche, que par écrit, au Capitzy Paſcha, Niſchley Mehmet Aga, Envoyé de Turquie auprès de S. M. Imp. à Moſcou, pour obtenir une prompte ſatisfaction ſur tous les griefs meotionnez ci-deſſus; elle en fut, dis-je, ſi peu touchée, que les invaſions faites la même année 1723. par les Tartares, les Turcs, & les Beſchleis d'Azoff, dans les Provinces de Poltawa & de Mirogorod, contre Bachmut & les Coſaques du Don, ſembloient ANNO 1736. ſurpaſſer les précédentes en cruautez & barbaries.

Les mêmes Hoſtilitez furent continuées en 1724. par les Beſchleis d'Azoff & les Tartares de la Crimée dans leſdites Provinces de Poltawa & de Mirogorod, contre Bachmut, les Coſaques du Doo, & les Calmucs de Jurt.

Comme auſſi en 1725. contre Bachmut.

En 1726 encore contre Bachmut & les Coſaques du Don.

En 1727. contre le Retranchement, contre les Coſaques du Don, & la Ville de Bachmut.

En 1728. contre ledit Retranchement, les Coſaques du Don, & la Ville de Bachmut.

La même année les Calmucs du Batyr Toyſcha & ſa ſuite, tous anciens Sujets de la Ruſſie, s'étant, après avoir pillé d'autres Sujets de cet Empire, retirez ſur les Terres de Turquie, la Haute Porte les y reçût publiquement, & elle les y protege encore aujourd'hui.

Les mêmes Invaſions furent réïtérées en 1729. contre Bachmut & les Coſaques du Don.

En 1730. contre leſdits Coſaques, & dans les Provinces de Bachmut & de Mirogorod.

En 1731. & 1732. contre les mêmes Coſaques & les Cabardins, anciens Sujets de la Ruſſie, par les Tartares, les Turcs, & les Beſchleis d'Azoff, qui firent main baſſe ſur tout ce qui s'oppoſoit à leur rage, tuerent, prirent, & emporterent les hommes, le betail, & autres effets, ruinerent le Païs, & brûlerent pluſieurs Bourgs & Villages.

La Porte Ottomanne s'étoit contentée juſques-là de faire paroître ſes mauvaiſes intentions contre cet Empire par tant d'Hoſtilitez commiſes en Perſe auſſi-bien qu'aux anciennes frontieres de la Ruſſie. Mais, en 1733. elle s'aviſa, ſans avoir plus le moindre égard pour la Paix & l'Amitié ſi ſolemnellement établies entre les deux Nations, d'attaquer la Ruſſie par des entrepriſes bien plus éclatantes & plus atroces.

Donduc Ombo, Chef des Calmucs, & Sujet de cet Empire, s'étant à la fin de 1732. brouillé avec ſon Chan, & craignant avec raiſon le juſte reſſentiment qu'il avoit mérité, ſe retira ſur les Terres de Turquie.

Avant cette deſertion même, le Réſident de Ruſſie fit à la Porte des Repréſentations convenables, pour qu'elle n'accordât point ſa Protection à Donduc Ombo: ſur quoi elle fit d'abord aſſurer le Réſident, qu'elle ne recevroit point ce deſerteur, & peu après, qu'elle le renvoyeroit avec toute ſa ſuite, pendant qu'en effet elle fit tout le contraire. Donduc Ombo, avec pluſieurs milliers d'Uluſſes, Sujets Ruſſiens, ne fut pas ſeulement protégé publiquement, mais on donna même la permiſſion aux Sujets Turcs de ſe joindre à ces Rebelles, pour faire des irruptions continuelles ſur les Terres de Ruſſie. Ils ravagerent en effet le Païs, ſaccagérent quantité de Villages, tuerent un grand nombre d'Habitans, & en traînerent pluſieurs milliers à l'eſclavage.

Et pour marquer d'autant plus ſon averſion pour la Paix, la Porte detacha peu après en Perſe Petigerey Sultan avec un gros Corps de Troupes Turques & Tartares, chargé d'un ordre exprès d'envahir non ſeulement les Provinces de Perſe, qui pour lors étoient ſous la Domination de S. M. Imp. mais auſſi le Dagueſtao, Province très-ancienne de Ruſſie, & de pénétrer, après qu'il en auroit fait la conquête, plus avant dans la Perſe.

Le Réſident de S. M. Imp. ayant appris cette démarche de la Porte Ottomanne, qui tendoit à une rupture ouverte, y fit auſſi tôt les oppoſitions néceſſaires, & déclara dans les formes, qu'en cas que cet ordre fût exécuté, la Ruſſie ſeroit obligée de repouſſer la force par la force.

Les Généraux de Ruſſie, Commandans en Perſe, ont fait plus d'une fois de pareilles déclarations à Petigerey Sultan, avant qu'il ſe fût approché des Frontieres de cet Empire; cependant, toutes ces Proteſtations ne furent d'aucun effet.

Ce n'étoit pas ſeulement le Chan des Tartares de la Crimée, qui incitoit à la révolte leſdits anciens Sujets de la Ruſſie, c'étoit la Porte Ottomanne elle-même, qui les y encourageoit par des Lettres publiques, diſtribuées pour cet effet, dans leſquelles ils furent exhortez de ſe joindre à Petigerey Sultan, pour attaquer avec lui les Troupes Ruſſiennes, témoio pluſieurs de ces Lettres Originales produites à la Porte Ottomanne par le Réſident de Ruſſie.

ANNO 1736. En effet, Fetigerey Sultan & le Capitzi Paſcha, qui commandoit avec lui, entrerent dans les Provinces de Ruſſie; y attaquerent les Troupes de Sa Maj. Imp.; & quoiqu'ils en fuſſent repouſſez avec une perte conſidérable, ils eurent cependant l'adreſſe de gagner Uſmey, avec d'autres Sujets de la Ruſſie, de les faire revolter, & de pourſuivre conjointement avec eux, leurs Entrepriſes, comme effectivement ils donnérent l'Aſſaut à la Ville de Derbent, & firent un affreux dégât, non ſeulement dans les nouvelles Provinces de Perſe appartenantes à la Ruſſie, mais auſſi ſur l'ancien Territoire de cet Empire, autour des Villes de Grebensky, d'où pluſieurs milliers de Sujets furent envoyez dans l'Eſclavage en Turquie.

Au même tems, une Troupe de Coſaques du Don, commandée par l'Attaman Frolow, fut attaquée dans les anciennes Provinces de Ruſſie, par uo autre gros Corps de Tartares, qui en tuerent pluſieurs, & firent priſonnier l'Attaman, avec uo bon nombre de ces Coſaques, pendant que d'autres Tartares firent de nouvelles Invaſions contre les Coſaques du Don, & dens les Provinces de Bachmut & d'Ilum

De ces Sujets de la Ruſſie, qui étoient faits Priſonniers par Fetigerey Sultan, un grand nombre en fut mené à Conſtantinople, le Réſident de Ruſſie les reclama en vertu de la Paix & Amitié qui devoient ſubſiſter entre les deux Cours: mais, au lieu d'une Reponſe ſatisfaiſante, on lui déclara, qu'il n'avoit qu'à rançonner les Eſclaves en queſtion, à 500 Lewkows par tête, ce qu'il n'a pas manqué de faire à l'égard de tous ces pauvres Captifs, qui ſe ſont preſentez à lui.

En 1734, les Provinces Frontiéres de Ruſſie ne furent pas moins inſultées que par le paſſe.

Les Turcs d'Azof auſſi bien que les Tartares de la Crimée, & ceux de Cuban, commirent les Hoſtilitez ordinaires contre les Coſaques du Don, & dans les Terres de Bachmut & de Poltawa, aprés quoi Berkut, Village ſitué en deça du Boriſthene & de l'Orel, fut entiérement ruiné, la plus grande partie des Habitans, ſans diſtinction de Sexe, ni d'Age, impitoyablement maſſacrée, & le reſte conduit à l'Eſclavage.

Pendant toutes ces Infractions de Paix, & les Outrages continuels où cet Empire étoit expoſé à l'égard des Turcs & des Tartares, tout le monde impartial avoit d'autant plus de raiſon d'admirer la Magnanimité & la Modération de Sa Maj. Imp. ma très-Gracieuſe Souveraine, vû qu'un ſeul de ces Attentats, &, à beaucoup plus forte raiſon, des Violences & Inſultes contiouées depuis tant d'Années, le Sang de tant de milliers de Sujets Ruſſiens innocemment tuez, & l'Eſclavage de tant de milliers d'autres, qui ſoupirent encore après leur délivrance, ne méritoient que tsop le juſte Reſſentiment de Sa Maj. Imp. tous les Droits Divins & Humains l'autoriſant à uſer de Repreſailles pour la defenſe de ſon Empire & de ſes Sujets.

La Porte Ottomanne & tous les Mahométans n'en ſauroient diſconvenir; ils avoueroot au contraire, que Sa Maj. Imp. avoit pour cet effet des Forces ſuffiſantes en main, & que la ſituation des Affaires de Perſe y étant d'ailleurs aſſez favorable, il ne tenoit qu'à Sa Maj d'en profiter.

Cependant, la Grandeur d'Ame, ſi naturelle à Sa Maj. Imp., & ſon Deſir ſincere de conſerver la Paix & l'Amitié avec la Porte, ont modéré juſques ici les effets de ſon Reſſentiment. Elle s'eſt contentée de faire repréſenter par ſon Réſident, tant par Ecrit que de vive voix à la Porte, toutes ces Inſultes & Injuſtices, & de lui en demander réparation.

Les Miniſtres Etrangers ſubſiſtans auprès de la Haute Porte de la part des Puiſſances qui s'intereſſent à la conſervation de la Paix entre les deux Empires, y ont interpoſé leurs bons Offices, & Sa Maj. Imp. eſperoit en effet, que la Haute Porte changeroit enfin de Conduite, qu'elle reconnoitroit avec tout le monde, & la Nation Ottomanne en particulier, l'injuſtice de ſes Démarches; & qu'elle en feroit une Reparation convenable, pour conſerver par là la Paix & l'Amitié, à la ſureté & à l'avantage réciproque des deux Nations.

C'eſt dans cette eſpérance, que Sa Maj. demeuroit juſqu'en 1735 auquel tems il parut à tout le monde juſqu'à quel point la Porte Ottomanne méconnoiſſoit les bonnes Intentions de Sa Maj. Imp. & combien peu de cas on y faiſoit de ſon Amitié. ANNO 1736.

La Porte, bien loin de ſonger à s'acquitter de la Réparation qu'on lui avoit demandée au ſujet de l'Invaſion faite en 1733. par Fetigerey Sultan, & dont naturellement elle devoit ſe ſouvenir, envoya en 1735. le Chan des Tartares de la Crimée à la tête de 80. mille Hommes vers les mêmes Provinces de Ruſſie, auſſi dans la même intention, & avec les mêmes Ordres que Fetigerey Sultan y avoit été envoyé.

Il eſt connu depuis long tems à la Porte, & on le lui a déclaré tant de ſoia, que l'intérêt de l'Empire Ruſſien ne permet point qu'aucune Puiſſance, bormis la Perſe, s'empare des Côtes de la Mer Caſpienne, toutes les Places, que la Ruſſie avoit occupées en Perſe, o'ayant été reſtituées que ſous ladite Condition: la Porte ſait de plus, que les Peuples du Dagueſtan ſont, depuis uo tems immémorial, Sujets indiſputables de la Ruſſie, & que cette Province-là ne ſauroit être cedée à aucune autre Puiſſance, & moins encore à la Porte Ottomenne.

Cependant, Ali Paſcha, le Grand-Vizir Prédeceſſeur de Votre Excell. déclara rondement, tant de bouche au Réſident de Ruſſie à Conſtantinople, que par une Lettre qu'il m'écrivit en ce tems-la, que la Haute Porte ayant pris ſous ſa Protection les Peuples du Dagueſtan, elle avoit donné ordre au Chan de la Crimée, de les aller joindre, & de s'avancer vers Schirvan, & de s'emparer de ce Païs-là; ajoutant, que ſi la Ruſſie s'oppoſoit à cette Entrepriſe, on ne manqueroit pas de la ſoutenir de force ouverte.

Et quoique dans ma Réponſe faite à ladite Lettre par ordre exprès de Sa Maj. Imp. je lui euſſe marqué, combieo une telle Action étoit contraire à la Paix, & que, pour en détourner la Haute Porte, je lui euſſe proteſté, qu'en tout cas S. M. Imp. ma très-Gracieuſe Souveraine, ſe trouveroit obligée de prendre des meſures convenables pour ſa défenſe, ce qui fut de même déclaré dans les formes à la Haute Porte par le Réſident de Ruſſie: toutes ces Précautions furent ſans effet.

Ledit Réſident ne reçut d'autre Réponſe, que celle que la Porte a coûtume de donner, lorſqu'elle en veut venir à une Rupture, à ſavoir; que le Grand-Vizir ne vouloit plus entendre parler de cette Affaire, parce que telle étoit l'intention du Sultan ſon Maitre; de pareilles Déclarations furent faites par ce Vizir aux Miniſtres des Puiſſances Amies des deux Empires, comme aux Ambaſſadeurs de la Grande-Bretagne, & de Leurs Hautes Puiſſances, & au Réſident de l'Empereur des Romains.

Le Chan de la Crimée continuoit en effet ſa marche, & attaquoit les Provinces du Dagueſtan, ruinant le Païs, & exerçant toutes ſortes de cruautez, à la maniére ordinaire de ſa Nation.

Dans le même tems, les Tartares de la Crimée & de Nagay firent pluſieurs Incurſions ſur d'autres Terres de Ruſſie, ſuivant par-tout le déteſtable Exemple que le Chan venoit de leur donner dans le Dagueſtan

En conſidération de tout ce que deſſus, Sa Maj. Imp. ma très-Gracieuſe Souveraine, après avoir remarqué, que toutes les Repréſentations amiables ont été, juſques ici, infructueuſes, réſolut de faire avancer vers les Frontiéres de la Crimée, un Corps de ſes Troupes de l'Ukraine, dans la ſeule vûe de ranger ce Chan à ſon Devoir, de prévenir l'exécution de cette Entrepriſe, & de l'en faire retourner vers la Crimée; le Général commandant ce Corps, ayant reçu ordre de revenir avec ſes Troupes ſur les Frontiéres de Ruſſie, auſſi-tôt qu'il auroit appris la Nouvelle de la Retraite du Chan; comme en effet ledit Général, ſur la Nouvelle qu'il avoit reçûe de pluſieurs endroits touchant le retour du Chan à la Crimée, quitta d'abord les Frontiéres de Tartarie, & revint en Ukraine.

Cependant, la Nouvelle du retour en queſtion ſe trouva fauſſe, & le Chan, qui n'en avoit pas eu la penſée, pourſuivoit impunément ſes Entrepriſes.

Le Réſident de Sa Maj. Imp. ayant fait là-deſſus au Mois de Novembre de l'Année paſſée des Remontrances très-ſerieuſes, la Porte ne donna pour toute reſolution que cette Réponſe piquante, & pleine de mépris: que le Chan de la Crimee étoit déjà arrivé en Perſe, à l'aide des bons offices des Généraux de Ruſſie.

Et pour le dire en peu de mots, ni la Modéra-

tion

ANNO 1736. tion que Sa Maj. Imp. a témoignée depuis tant d'Années, & qui eſt connue à toute la Nation Mahometane, ni les Remontrances, Déclarations, & Proteſtations ſi ſouvent réïterées de la part de cet Empire, ni enfin les bons Offices des Miniſtres des Puiſſances Amies, n'ont pû déterminer la Porte Ottomane, ſoit à une Réparation équitable des Dommages cauſez, ſoit à la moindre Démarche tendant à la conſervation de la Paix & de la bonne Amitié entre les deux Empires.

Ce myſtére vient de ſe développer, la Porte ayant reſolu d'attaquer de toutes ſes Forces l'Empire de Ruſſie.

J'ai dit ci-deſſus, que les Places ſituées ſur les Côtes de la Mer Caſpienne ne furent reſtituées, qu'à condition que Sa Maj. Imp. ſeroit compriſe comme Puiſſance Amie des deux Parties Contractantes, dans le Traité que la Perſe ſeroit avec la Porte Ottomanne.

On s'en rapporte au Jugement de tout le monde impartial, de la Haute Porte, & de la Nation Ottomanne en particulier, ſi Sa Maj. Imp. pouvoit donner une Preuve plus convaincante de la ferme réſolution qu'elle avoit de vivre en Paix & en bonne Intelligence avec la Porte, que lorſqu'après avoir refuſé de s'unir à la Perſe contre les Ottomans, comme elle l'auroit pu faire ſans ſcrupule, après tant d'Hoſtilitez & d'Outrages que ſon Empire en avoit ſouffert juſques là, Sa Maj. Imp. demanda publiquement d'être compriſe, comme Puiſſance Amie, au futur Traité de la Porte Ottomanne avec la Perſe, pour entretenir ainſi avec les deux Parties Contractantes une Amitié ſincere & durable.

Cette demande ayant été appuyée par la Perſe à la Négociation où elle eſt entrée avec la Porte Ottomanne, fut au contraire hautement rejettée par celle-ci, qui déclara formellement, qu'elle ne ſeroit jamais la Paix à cette Condition, regardant la Ruſſie comme ſon Ennemie, contre laquelle elle avoit réſolu d'employer toutes ſes Forces.

On fait effectivement dans toutes les Provinces de Turquie de grands préparatifs de Guerre, pour l'exécution de ce deſſein; on rallie les Troupes ſous le Seraskier à Babadach; & le Chan de la Crimée, ſuivant les Nouvelles qu'on en a ici, reſte toujours avec une Armée très-nombreuſe aux Frontiéres de la Ruſſie: enfin, pour ne laiſſer échaper aucune occaſion de faire paroître les mauvaiſes intentions où l'on eſt à l'égard de cet Empire, la Porte refuſe déjà de recevoir du Réſident de Ruſſie les Mémoires qui portent les Titres ordinaires de Sa Maj. Imp. quoiqu'auparavant on n'ait fait la moindre difficulté de les reconnoître, non ſeulement aux Mémoires du Réſident, mais auſſi dans les Traitez formels faits avec la Ruſſie

Après un Procédé ſi étrange, & des Intentions hoſtiles ſi ouvertement déclarées, il ne reſte plus à Sa Maj. Imp. d'autre expedient que celui de ſonger à ſa propre Défenſe, & d'employer les Forces que Dieu lui a confiées, contre la Porte, pour mettre à l'avenir ſes Sujets à couvert de toute inſulte, comme les Loix Divines, le Droit de la Nature & des Gens, & les Devoirs d'Imperatrice & de Souveraine, l'y obligent.

C'eſt par ordre exprès de Sa Maj. Imp. que je fais part de tous les Points ci-deſſus mentionnez à Votre Exc. comme au Premier-Miniſtre de la Porte Ottomanne, & que je declare encore, que, nonobſtant les raiſons indiſpenſables qui ont détecminé Sa Maj. Imp. à prendre les Armes pour défendre ſes Sujets, & pour repouſſer la Force par la Force, avec une entiére Confiance en Dieu, toujours Protecteur de la bonne Cauſe, elle ne prend cette réſolution qu'à regret, & dans la ſeule intention de ſe procurer une Satisfaction proportionnée à tant de Violences & de Pertes que la Ruſſie a ſouffertes juſqu'ici de la Porte Ottomanne, & de rétablir enfin la Paix à des Conditions capables de garantir à l'avenir de la maniere la plus ſolide, la Sureté & la Tranquillité de ſes Etats & Sujets, comme elles ſubſiſtoient entre les deux Empires, avant que tout ce que je viens de rapporter ci-deſſus fût arrivé.

Enſuite de quoi, Sa Maj. Imp. déclare, qu'en cas que la Porte Ottomanne ſoit dans les mêmes diſpoſitions pour l'avancement de la Paix, & qu'elle envoye pour cet effet ſes Miniſtres Pléniporentiaires vers les Frontiéres de cet Empire, Sa Maj. Imp. ne tardera point d'y prêter la main au premier Avis qu'elle en aura reçu, d'y dépêcher les ſiens, pour achever au plûtôt un Ouvrage ſi noble & ſi ſalutaire aux deux Nations.

La Haute Porte & tous les Ottomans reconnoîtront en toutes ces Démarches la Juſtice & la Sincérité des Sentimens où Sa Maj. Imp. eſt, & ſera toujours, de procurer une Paix ſolide, durable; &, quoiqu'elle ait été, comme je l'ai dit ci-deſſus, dans la néceſſité de prendre la Défenſe de ſon Empire, Sa Maj. Imp. fort éloignée d'entretenir ces Troubles, ne ſouhaite que de les voir finir promptement. ANNO 1736.

J'eſpere au reſte, que la Haute Porte, quelque réſolution qu'elle prenne au ſujet de la Lettre que je viens d'écrire à Votre Exc. voudra bien laiſſer partir en toute ſureté le Réſident de Ruſſie à Conſtantinople, avec toute ſa Suite & ſes Bagages, & le faire eſcorter juſques aux Frontiéres de la Ruſſie, comme il a été de tout tems pratiqué en pareilles occaſions entre les Nations civiliſées: uſage, que l'Imperatrice ma très Gracieuſe Souveraine a de même obſervé juſques-ici à l'egard de la Haute Porte, & que Sa Maj. gardera inviolablement à l'avenir.

CCIV.

Manifeſte de l'Empereur publié en commençant la Guerre contre les Turcs, en Juillet 1736. Juill.

LA Lettre du Comte d'Oſtermann au Grand Vizir du 11 Avril 1736. donne aſſez à connoître les juſtes raiſons, que S. M. de toutes les Ruſſies a eués de faire la guerre aux Turcs. Ils n'ont ni pu, ni oſé contredire la plupart des faits qui y ſont cités, & le peu de fondement de tout ce qu'ils ont allegué, moins pour les juſtifier, que pour les colorer, de même que le ſoin empreſſé de l'Empereur pour en prevenir les ſuites, ſe trouvent demontrés avec tant d'évidence par la premiere Lettre du Comte de Kœnigſegg au même Grand Vizir, que la Cour Imperiale a lieu de ſe flatter, que ceux-là même, qui pourroient avoir envie de critiquer ſes demarches, n'ont pas pu ſe diſpenſer de reconnoître en cette occaſion ſon amour pour la paix, ſa droiture, ſa moderation, & ſa conſtante fidélité à remplir les engagemens une fois contractés, ſelon que les regles de la juſtice & de la bonne foi l'exigent. Le contenu de cette Lettre pourroit donc ſuffire, pour convaincre tout le monde impartial, que Sa Majeſté de toutes les Ruſſies étoit la partie offenſée, & par conſequent en droit de demander à la Porte Ottomanne ſatisfaction pour le paſſé, & ſureté pour l'avenir. D'où il s'enſuit, que l'Empereur ayaot inutilement employé pendant pluſieurs années tous les moyens poſſibles pour prévenir la rupture, & ne s'etant pas moins empreſſé pendant plus d'un an pour la faire ceſſer, ne ſauroit tarder davantage à donner à une fidéle Alliée l'aide qu'elle reclame avec tant d'inſtance. Cette verité miſe d'avance dans tout ſon jour, il ne reſte qu'à communiquer au public un ſuccint recit des faits & circonſtances, qui ſervent à éclaircir le contenu des differentes Lettres, écrites de part & d'autre, & c'eſt ce qu'on ſe propoſe de faire dans le preſent Ecrit.

L'Alliance, qui ſubſiſte heureuſement entre S. M. I. & C. & S. M. de toutes les Ruſſies, fut conclue en 1726. Elle n'a pour but, que la defenſe & la ſureté mutuelle. Nul ſujet de jalouſie ni d'ombrage n'a lieu parmi les Contractans. Sans avoir rien à demêler enſemble, ils peuvent néanmoins s'entre-aider puiſſamment toutes les fois que la Porte Ottomanne voudroit violer les Traités, & ſe ſaiſir d'une occaſion qu'elle pourroit croire favorable, pour manifeſter ſa haine contre le nom Chrétien. Une telle union a été jugée très-utile, lorſque la Ligue Sacrée fut oppoſée au torrent des armes victorieuſes du vaſte & formidable Empire Ottoman. Elle doit donc paroitre bien plus avantageuſe dans l'état où la Ruſſie eſt aujourd'hui. C'eſt la digue la plus aſſurée contre les mauvais deſſeins des Turcs. Les mouvemens qu'ils ſe ſont donnés, & les artifices qu'ils ont employés pour la rompre, en ſont autant de preuves. Tant que deux Puiſſances ſi reſpectables reſteront étroitement liées enſemble, comme leur propre interêt le demande, les païs, qui confinent avec l'Empire Ottoman, n'ont pas tant à apprehender le joug des Infidéles; joug, dont ſans cela ils ſont menacés autant de fois, que de malheureuſes diſſenſions font naître des troubles en Europe. On ſçait combien loin l'allarme a été portée dans les tems paſſés. D'où l'on peut & doit conclure;

ANNO 1736. re, juſqu'où s'étend l'avantage qui reſulte de l'union ſuſdite. Il n'eſt pas à craindre qu'elle donne occaſion à des ruptures plus fréquentes, par la part que l'un des Alliés doit prendre aux interêts de l'autre.

Le deſir d'opprimer les Chrétiens, ne manque jamais aux Infideles. Le plus ou moins de facilité à le faire, l'emportement d'un premier Miniſtre, ou la rage d'une Milice effrenée, les déterminent. Sans la guerre en Perſe, & ſans la crainte des forces unies de l'Empereur, & de la Czarine, la Paix de Paſſarowitz n'auroit pas tant duré. Mais ni le repos en Europe, ni les avantages qu'on devoit ſe promettre de ces forces unies, tandis que les Turcs étoient engagés ailleurs, n'ont diminué en rien le deſir ſincére des Cours alliées, de conſerver le repos, autant qu'il étoit poſſible: preuve évidente, que le maintien de ce même repos, & la ſureté commune, ſont l'unique but de leur union.

La Lettre du Comte d'Oſtermann au Grand Vizir ne rapporte pas ſeulement les frequentes hoſtilités commiſes par les Turcs & les Tartares en pleine Paix contre la foi des Traités. Elle marque encore l'année où chaque fait eſt arrivé. Combien de juſtes ſujets n'avoit-on pas d'en tirer vengeance par les armes, dans un tems tel qu'il eſt dit ci-deſſus? Mais les conſeils pacifiques de l'Empereur ont toujours prévalu à la Cour de Ruſſie. Ce Prince n'a rien omis, pour engager la Porte à mieux obſerver les Traités, à faire ceſſer les invaſions & les pillages des Païs amis & voiſins, enfin à ne pas laſſer la patience de S. M. de toutes les Ruſſies par des excès nouveaux. Les moiens les plus amiables & les plus efficaces ont été mis en uſage pour cet effet. Deux fois l'Empereur s'eſt chargé de la médiation, & deux fois ſon Miniſtre à Conſtantinople a été muni des Pouvoirs néceſſaires pour accommoder les differends, & en prévenir les ſuites. En un mot tous ſes ſoins ne tendoient qu'au repos, & on ne balance pas de s'en rapporter au propre témoignage de la Porte. Mais bien loin de produire l'effet tant deſiré, le mal empira d'année en année. La modération de la Cour de Ruſſie rendit les Turcs & les Tartares plus hardis. Elle ſembla les provoquer à des excès plus énormes. Comme ils en avoient commencé pluſieurs, avant les derniers troubles en Pologne, ils n'ont pas diſcontinué après que la Paix a été heureuſement rétablie entre les Princes Chrétiens.

Ils ont même été pouſſés ſi loin, que ſans bleſſer ſa dignité, & ſans courir de plus grands riſques, S. M. de toutes les Ruſſies n'a pas pu differer davantage à ſe procurer la ſatisfaction & la ſureté reclamées inutilement depuis tant d'années, par la ſeule voye qui lui reſtoit, c'eſt-à-dire, celle des armes. En vain avoit-elle ſouhaité de terminer par un accommodement amiable les différends que la Porte avoit fait naître, & d'avoir part aux negociations de Paix avec la Perſe. La Porte refuſa conſtamment de procéder à cette Paix, ſans en exclure la Ruſſie; preuve évidente, quelles doivent être ſes veues, & ſes deſſeins. S. M. de toutes les Ruſſies ſe vit donc dans la neceſſité de les prévenir, & les évenemens qui ont ſuivi, n'ont que trop demontré, qu'il n'y avoit pas de tems à perdre.

Le Pleinpouvoir donné à Achmet-Baſſa, dont la copie ſe trouve cy-jointe, découvre clairement ce que méditoit la Porte. Le danger ne regardoit pas la Ruſſie ſeule. Il étoit commun aux Princes Chrétiens, dont les Etats ne ſont pas éloignés de ceux du vaſte Empire Ottoman. Si les Sectateurs d'Omer, & d'Aly, s'uniſſent contre les Princes Chrétiens leurs voiſins, que n'auront-ils pas à craindre d'une puiſſance ſi formidable? & à quel point n'augmentera pas l'oppreſſion de ceux qui gemiſſent ſous leur joug? Pour peu qu'on ſoit verſé dans l'Hiſtoire des Peuples d'Orient, on ne ſauroit manquer de ſentir toute la force de cette remarque. Mais quoique le repos fût deja aſſuré en Europe, & qu'il eût été facile de ramaſſer plus vite une puiſſante Armée en Hongrie, tant de preuves de la mauvaiſe volonté de la Porte n'ont pas pu engager l'Empereur à rien précipiter.

Il connoiſſoit bien de quelle importance il étoit d'ôter à la Porte les moyens de trainer la guerre, juſqu'à ce qu'elle eut conclu ſa Paix avec la Perſe. Mais il aimoit mieux perdre cet avantage, & rendre ſes efforts pour le bien & la ſûreté du nom Chrétien plus difficiles, que de donner lieu à la moindre aparence de ſoupçon, qu'il eût voulu profiter de l'état où elle ſe trouvoit alors. Quelque peu de ſuccès qu'euſſent eu ſes ſoins précédens, il voulut encore tenter la voie amiable, & convaincre par ce delai non ſeulement les Puiſſances Chrétiennes, mais la Porte elle-même, que s'il falloit enfin prendre part à la guerre, il ne s'y déterminoit qu'après avoir inutilement tenté tous les moiens poſſibles pour s'en diſpenſer, & à cauſe que ſa conſtante fidélité à remplir ſes engagemens, ne luy permettoit plus de tarder à aſſiſter ſon Alliée. ANNO 1736.

Ses bons offices ont donc été offerts aux Puiſſances qui étoient en guerre, & S. M. de toutes les Ruſſies, également portée pour la Paix, n'a pas héſité à y conſentir, à condition néanmoins que ſi cette derniere tentative étoit encore inutile, l'Empereur ne differeroit plus à ſatisfaire à l'obligation qui réſulte de l'Alliance de 1726. Dans ces entrefaites on reçut la prémière Lettre du Grand Vizir au feu Prince Eugène de Savoye, & peu après la ſeconde au Comte de Kœnigſegg, ſon ſucceſſeur à la Préſidence du Conſeil de guerre. Elles ſe trouvent ici annexées, & ſervent de preuves aux faits que les Turcs eux-mêmes n'ont pas oſé deſavouer. Mais quoique dès lors la Cour Impériale eût été en droit de faire valoir tout ce qui eſt dit cy-après dans la premiere Lettre du Comte de Kœnigſegg au même Grand Vizir, elle a néanmoins voulu laiſſer à la Porte plus de tems qu'il n'en falloit pour ſe raviſer, ſans luy cacher en même tems ſa ferme reſolution d'aſſiſter la Czarine de toutes ſes forces, en cas que ſes bons offices n'euſſent pas le ſuccès qu'elle s'en promettoit. Il s'en falloit beaucoup, que la conduite & les vues de la Porte fuſſent auſſi ſincéres. Elle ne cherchoit qu'à gagner du tems par des aſſurances vagues & peu concluantes, tandis qu'elle s'occupoit toute entière au grand ouvrage de la réunion des Sectateurs d'Omer & d'Aly, & Elle devint plus fiere & moins traitable, dès qu'elle crut pouvoir ſe flater de l'avoir conſommé.

La Cour de Ruſſie parut preſque allarmée des delais de celle de Vienne, & la Porte toujours attentive à rompre une union, qui traverſoit ſes vuës funeſtes à toute la Chrétienté, ſe ſervit de plus d'une voye, pour luy inſinuer qu'Elle n'avoit aucune aſſiſtance à attendre de l'Empereur, qui ſe tiendroit toujours dans les bornes de la Mediation, & que la Paix ſe pouvoit rétablir plus facilement ſans ſon intervention. Cependant cette même Porte tint un langage bien différent aux Miniſtres des autres Puiſſances. Elle couvrit du voile des ſentimens vraiement pacifiques l'impuiſſance où Elle avoit été d'exécuter ſes pernicieux deſſeins pendant la guerre avec la Perſe, & elle mit tout en uſage pour faire ſoupçonner l'Empereur, qu'il pourroit être tenté de profiter de l'occaſion au préjudice de la Paix avec ſes voiſins. Pour développer tant d'artifices, & faire hâter la concluſion de la Paix avant la fin de l'hyver, ou bien faire retomber, en cas de rupture, tout le blame & le tort ſur la Porte, le Comte de Kœnigſegg écrivit par ordre de l'Empereur une Lettre fort ample au Grand Vizir.

Elle ſe trouve cy-jointe, & les vérités qu'elle renferme, ſont ſi convaincantes, que ſa teneur peut ſuffire pour juſtifier la réſolution que ce Prince eſt obligé de prendre aujourd'huy. Auſſi le Grand Vizir ne jugea pas à propos d'entreprendre à les réfuter par ſa réponſe. Au contraire, il ſe vit forcé d'applaudir aux ſentimens magnanimes qu'elle renferme, & la Cour Impériale auroit eu tout lieu d'être contente du ſuccès de ſa Lettre, ſi les diſpoſitions de la Porte avoient été auſſi ſincères, que quelques-unes de ſes expreſſions paroiſſoient flateuſes. Mais les traits qu'on lachoit en même tems contre la Ruſſie, en firent d'abord douter. On fit néanmoins valoir, autant qu'il convenoit, le contenu de cette réponſe à la Cour de Ruſſie, qu'on preſſa par un Courier, depêché ſur le champ, de hâter de ſon coté la concluſion d'un ouvrage auſſi ſalutaire que celuy de la Paix. Et ſans aucune perte de tems, on fit pour le même effet les inſtances à la Porte, qui ſe trouvent dans la ſeconde Lettre du Comte de Kœnigſegg au Grand Vizir, dont la copie eſt ici annexée. Cependant l'eſpérance qu'on avoit conçue d'abord, de voir le repos au plûtôt rétabli & aſſeuré, ne dura gueres. Une autre Lettre du Grand Vizir ſuivit de bien près ſa Réponſe ſuſdite. Elle ſe trouve à la fin du préſent Ecrit, & ſon contenu eſt la preuve la moins douteuſe, tant de l'éloignement de la Porte pour la Paix, que de la néceſſité où l'Empereur eſt, de ne plus tarder à remplir ſes engagemens envers la Ruſſie. Outre la difficulté que la Porte avoit fait naître ſur le lieu du Congrès, qu'elle prétendoit devoir ſe tenir dans le Territoire Turc, elle

ANNO 1736. elle refuſa d'envoyer aux confins ſes Miniſtres Plenipotentiaires pour traiter la Paix, à moins que S. M. de toutes les Ruſſies ne conſentît préalablement à la reſtitution d'Aſoph. Il ſuffit de rapporter la demande, pour en faire ſentir toutes les conſéquences. La Cour Impériale en a allegué une partie dans la troiſiéme Lettre du Comte de Kœnigſegg au Grand Vizir, qui fait la huitiéme piece jointe au préſent Mémoire. Elle s'en eſt expliquée de même dans les principales Cours Chrétiennes: mais Elle n'a eu garde, ou de ſe contenter du ſimple envoi des Plenipotentiaires Turcs, ou de vouloir traiter la Paix autrement qu'avec le concours de la Ruſſie, qui y eſt principalement intereſſée.

Les trois Lettres écrites par ordre de l'Empereur au Grand Vizir rendent cette verité ſi évidente, qu'on ne ſauroit en douter. Cependant ſur le prémier avis qu'on eut à Petersbourg, de l'effet que ſembloit avoir produit la premiére de ces trois Lettres, la Czarine nomma d'abord les Plenipotentiaires, qui de ſa part devoient aſſiſter au Congrés, quoique ceux de la Porte ne fuſſent pas encore nommés, ni le lieu du Congrés reglé; nouvelle preuve que ni l'Empereur, ni ſon Alliée, n'ont rien omis pour accélerer la concluſion de la Paix. Mais ſa Majeſté Ruſſienne fit déclarer en même tems de la maniere du monde la plus préciſe, que ce n'étoit qu'au Congrés que les ouvertures pour la Paix pouvoient & devoient ſe faire. La Porte n'en ſauroit prétendre cauſe d'ignorance, ſur tout après la Lettre que Vieſnakow a écrite à l'Hoſpodar de Moldavie, & dont l'extrait ſe trouve cy-joint. Peu après l'empreſſement de la Cour de Ruſſie d'envoier ſes Plenipotentiaires aux confins, fut ralenti par la reception de la ſeconde Lettre du Grand Vizir, citée cy-deſſus.

On perdit dés-lors preſque toute eſpérance de parvenir à la Paix, ſans y forcer la Porte par les armes. Trop viſiblement Elle ne cherchoit qu'à gagner du tems, & à traîner en longueur ce qu'elle avoit tant d'interêt d'accélerer. Elle ſe promettoit beaucoup de l'irruption que les Tartares méditoient. Mais comme le ſuccès ne repondoit pas à ſon attente, elle en paroiſſoit elle-même honteuſe, & en fit faire des excuſes à l'Ambaſſadeur de l'Empereur, proteſtant que cette irruption s'étoit faite ſans ſon aveu: excuſe frivole s'il y en eut jamais. L'Empereur n'avoit fait la Déclaration pacifique, contenuë dans la prémiére Lettre du Comte de Kœnigſegg, qu'à condition que la Porte s'apliqueroit uniquement & ſincérement aux ſoins de la Paix, & qu'elle ſeroit concluë avant la fin de l'hyver. Si d'un coté, après une campagne entiére on a laiſſé encore tout l'hyver à la Porte pour prévenir la rupture, de l'autre, on luy a donné à connoitre très-préciſément, & très-ſouvent, que la rupture étoit inévitable, ſi avant le premier du mois de Mai l'ouvrage, auquel on la preſſoit de donner tous ſes ſoins, n'étoit pas conſommé. Mais au lieu de ſe prévaloir des ſentimens magnanimes de l'Empereur, qui en ce cas ne balançoit pas de ſacrifier au repos public ces fraix immenſes, qu'il avoit été obligé de faire par la faute de la Porte, Elle en abuſa à outrance. Pendant que fondée ſur les aſſûrances ſuſdites, Elle n'avoit rien à craindre, non ſeulement Elle laiſſa écouler le tems inutilement, mais ceux qui agiſſoient par ſes ordres, ſe diſpoſoient à ravager les Etats de la Domination de ſon Alliée, à en emmener des milliers de captifs, & à y mettre tout à feu & à ſang. Tel étoit le vrai motif de la difficulté ſur le lieu du Congrés, & de la belle demande, renfermée dans la ſeconde Lettre du Grand Vizir. On vouloit ſe regler ſelon le ſuccès de cette entrepriſe. Si le coup avoit réuſſi, il y auroit eu aſſez de prétextes, pour traîner & même rompre les negociations; mais ayant manqué, on prit comme à l'ordinaire le party de deſavouer les Tartares, dont cependant on avoit célébré les avantages imaginaires par des démonſtrations publiques de joye. Mais quel triſte ſort ne ſeroit pas celuy des Etats des Princes Chrétiens, qui confinent avec ceux de l'Empire Ottoman, ſi des Peuples Barbares, qui en relévent, pouvoient les piller & ſaccager, tandis que la Porte ſeroit quite pour les deſavouër? En vain ſe flatte-t-Elle d'impoſer par un artifice ſi groſſier. On eſt en droit de demander des réparations, & des ſuretés bien plus efficaces. Quand même on ne ſeroit pas touché du danger de tant de milliers de Chrétiens expoſés au plus dur eſclavage, les premiers principes du droit de nature, & les régles du bon-ſens, ſuffiroient, pour en faire reconnoitre la néceſſité.

ANNO 1736. Cependant la Porte a pouſſé plus loin encore ſa conduite artificieuſe & peu ſincére. Le coup ſuſdit ayant manqué, Elle ſe détermina enfin à envoyer des Plénipotentiaires ſur les frontiéres, & on en donna avis à la Cour Impériale par la Lettre du Grand Vizir au Comte de Kœnigſegg cy-jointe. Son contenu eſt tel, qu'il faudroit être fort peu circonſpect, pour en inférer que la Paix eſt deja aſſurée, & que par conſéquent il n'eſt plus beſoin de recourir aux armes. Les Alliés ne prétendent nullement toucher à la dignité de l'Empire Ottoman. Après les aſſurances qu'ils en ont données, la Porte n'a nul ſujet d'en être en peine. Mais les termes, dont le Grand Vizir ſe ſert, ſont vagues, & ſi captieux, qu'ils pourroient être cités dans la ſuite, pour colorer ſelon les évènemens toutes ſortes de demandes, ſur-tout puiſque ce même prétexte a été allégué cy-devant, pour fonder la demande de la reſtitution préalable d'Aſoph. Perſonne ne s'eſt jamais aviſé de croire la Paix concluë, dés-que les Plénipotentiaires ſe diſpoſent à ſe rendre au Congrés. Et outre le grand détour que ceux de la Porte vouloient prendre par Ozackow à Kudac, dans la veue qu'il eût aiſé à pénétrer, leurs préparatifs du voyage ſe firent ſi lentement, que le premier de Mai ils étoient à peine ſortis de Babadagh. Ce mois eſt à préſent écoulé, & tant de lenteurs de la part de la Porte ont mis l'Empereur dans la néceſſité de faire des fraix immenſes. Enfin la ſaiſon eſt ſi fort avancée, que vouloir différer davantage à aſſiſter une fidéle & conſtante Alliée par une puiſſante diverſion, ſeroit manquer à ce qu'on luy doit, & à ce qu'on doit à ſa propre ſureté, ou plûtôt au bien de la Chrétienté, qu'il s'agit de mieux garantir contre les deſſeins funeſtes, que les Infideles n'ont que trop manifeſtés. Ils reuſſiroient à coup ſûr, ſi dans l'attente incertaine de la Paix, les Alliés reſtoient ſans rien faire dans un tems propre à s'en aſſurer par la voye des armes. L'Empereur & la Ruſſie s'epuiſeroient en fraix inutiles, pendant que la Porte auroit tout le loiſir d'augmenter ſes forces. Après quoy le prétexte ne pourroit pas luy manquer, de rompre les négociations par leſquelles elle les auroit amuſé. Tel eſt ſans doute ſon deſſein. Outre les avis qu'on en a reçus par les voyes les plus dignes de foy, la Reponſe du Grand Vizir, la troiſieme Lettre du Comte de Kœnigſegg le donne aſſez à connoitre. Elle ſe trouve ici annexée, & on n'a qu'à comparer ſa teneur avec la teneur de la Lettre à laquelle elle ſert de Reponſe, pour être pleinement convaincu tant de l'éloignement de la Porte pour la Paix, que de la néceſſité où l'Empereur eſt de prendre le parti auquel il ſe détermine aujourd'hui. Mais quoiqu'il ne ſauroit s'en diſpenſer, il perſiſte néanmoins dans les ſentimens pacifiques dont, en toutes les occaſions, il a donné des preuves ſi éclatantes. Etant forcé à faire la guerre, il eſt prêt de la finir, dés-que la Porte ſouſcrira à des conditions de Paix juſtes & équitables. Il ne prétend pas abatre la Puiſſance Ottomanne.

En rempliſſant avec fidélité ſes engagemens envers la Ruſſie, l'Empereur ne s'éloignera pas dans ſes demandes de la modération, qui luy eſt ſi naturelle. Son but eſt de mieux pourvoir à ſa propre ſureté, & non de ſe préparer les moyens de troubler celle des autres. Il ne tient donc qu'à la Porte de profiter le plûtôt le mieux des diſpoſitions ſi favorables. Les délais ont été nuiſibles par le paſſé, ils le ſeront de même à l'avenir. Et la Porte les pourra d'autant moins juſtifier, qu'Elle n'ignore pas les ſentimens de l'Empereur expoſés plus au long dans la quatrieme Lettre du Comte de Kœnigſegg au Grand Vizir, qui eſt la derniere Piece de celles qui ſervent à prouver & éclaircir les faits rapportés juſqu'icy.

Num. I.

Traduction du Pleinpouvoir que le Grand Seigneur a donné au Seraskier Achmet Paſcha pour conclurre la Paix avec l'Empire de Perſe, & que cet Achmet Paſcha a envoyé au nouveau Schach Nadir.

TU dois te conduire en conformité du Pleinpouvoir compris dans les ordres ſuivans, qui t'a été donné, & conclurre ſéellement la Paix.

Très

ANNO 1736. Très-Vénérable, & très-eſtimé Adminiſtrateur des Interêts de l'Empire, & bien prudent Conſeiller, très-confident, très-celebre & très-heureux Wali de Natolie & mon Seraskier & Vizir en Aſie Achmet Paſcha (dont la gloire & le bonheur puiſſe toujours durer) après la reception de ces ordres ſuprêmes tu connoitras, qu'après que pendant quelque tems par les troubles qui ont pris origine parmi les Sujets, de la ſublime Porte & de l'Empire Perſan, particuliere-ment le pauvre Peuple de Dieu habitant ſur les Frontieres, a eſſuïé la derniére ruine, de façon que quelques Cantons ont été renverſés de fond en comble, nous avons trouvé bon par un effet de compaſſion, de changer pour leur repos, enſuite du pouvoir & de la gloire qui nous a été accordée de Dieu, par la réunion & égalifation des Religions, la tiédeur qui ſubſiſte entre les deux Cours, en une amitié confidente, pour remplir en ceci la volonté de Dieu, & pour gagner la bienveillance de nos Sujets.

Ci-devant nos ordres t'ont été donnés ſur la propoſition de Sa Majeſté comparable à Saturne, le très-célebre Nadir Schach (dont Dieu veuille combler les vœux) concernant l'union de la Religion, le rétabliſſement de la bonne intelligence, & la Paix à faire en conformité du Traité conclu par notre vieux Pere le Sultan Murath IV. & de faire la Paix en termes & ſur le pié que les Frontières ont été par lui reglées; mais à préſent nous avons vu par tes Relations envoyées à notre Cour Monarchique, que le ſuſdit très-celebre & très heureux Schach prumet de vouloir applanir les différends qui ſubſiſtent en Perſe à l'égard de la Religion, & de faire quelques bonnes diſpoſitions à l'egard de quelques objets ſalutaires, priant d'inſerer dans le Traité quelques points convenables aux deux Cours & à la Religion; ayant nommé & envoyé comme Ambaſſadeur le très-eſtimable Abdull Backa Chan, pour achever cet ouvrage ſalutaire.

Or comme cette demande du Grand Schach contient de convenables & de fort bonnes conditions, nous te donnons par ces préſentes le pouvoir entier d'inſerer dans le Traité de Paix, les trois points que le Schach ſouhaite; à quelle fin nous t'expédions le préſent ordre. Mais, qu'avec les Muſelmans les Infidelles y ſoient auſſi admis & compris: c'eſt, à parler naturellement, une choſe incompatible & abſurde, d'autant que la Paix ne peut ſubſiſter avec les Infideles, étant ſelon la Religion un peché & une choſe horrible: de ſorte que la Paix avec la Ruſſie, à laquelle nous ne pouvons jamais conſentir, doit être abſolument miſe de côté: mais quant aux ſuſdits trois points propoſés nous les acceptons, à ſçavoir que les Sujets Perſans, qui font leur pelérinage à la Mecque ou autres Saints Lieux, puiſſent paſſer & repaſſer par tous les endroits, trajets & ponts ſans être empechés ou molestés par qui que ce ſoi, & ſans acquiter aucune gabelle ou péage de quelque nature qu'il puiſſe être, & que pour l'obſervation de ce point il reſide de la part de la ſublime Porte un Plénipotantiaire à Iſpahan, & pareillement un Réſident Plénipotentiaite à notre Cour de la part du Schach. Nous agréons également que quelqu'un des gens à qui le ſoin des Pélerins Perſans eſt commis, vienne tous les ans ici, & pourvoye à leurs beſoins. De plus ſeront retachés de part & d'autre les Priſonniers qui ſouhaiteront de retourner dans leur Patrie, & on les y laiſſera paſſer ſans aucun empêchement & ſans trouble.

Le Schach, ſuivant ſa magnanimité, voulant mettre fin à tous les différends touchant la Religion, comme ſont les Schiſmes qui partagent les Sectes de Schienski & de Suneiſchi, veut conſerver ſeulement dans l'Empire Perſan la Secte de Schauvarinski, laquelle nous autres ſucceſſeurs de Mahomet avons reconnue, qui ne maudit pas Abobekir, Omar & Asman, & qui reconnoit Aly & ſes Enfans pour de véritables ſucceſſeurs & poſſeſſeurs: & ainſi pour l'avenir il ne s'élévera point de Diſputes d'aucune part touchant les Sectes.

Et comme le grand Schach a établi un bon ordre dans l'Empire Perſan, qu'il a aboli pour toujours la Secte de Sunei, dont l'exercice publie a été la ſource de toutes les diſſenſions & tiédeurs dans l'Empire de Perſe, & qu'il reconnoit notre Majeſté pour le véritable Succeſſeur de Mahomet: nous le reconnoiſſons auſſi pour le grand Schach, & nous te donnons par ces préſentes le Pouvoir entier de ſigner le Traité, & par une ſuite de ce que ci-devant tu as été authoriſé de notre part, tu dois pareillement, toi de ton coté, & l'Ambaſſadeur Abdull-Backy Chan, nommé pour cet effet, du ſien, là où vous vous trouverez, porter les choſes à une fin ſalutaire, ſuivant l'exigence des choſes, ſigner les Articles du Traité, les échanger, & après l'échange faite tu depecheras à notre Cour, le Waley de Korman notre Vizir, avec le ſuſdit Chan, les Ulemans & la Nobleſſe qui ſont à ſa ſuite. Nous avons auſſi nommé Priſtaf notre Capidczy, actuellement Miral Muſtapha Aga, & l'avons nommé inceſſamment & envoié ſans delai, pour qu'il eſcorte & ait ſoin de pourvoir aux beſoins de cette ſuite, juſqu'à notre Cour. Toi donc notre Seraskier, après la reception de cet ordre, & après que tu auras bien compris la ſuſdite affaire dans toutes ſes parties, tu auras en vertu de ce Plein-pouvoir grande attention de faire revivre l'union de Religion entre les deux Hautes Cours & les Sectes, pour ſervir de baſe à une bonne amitié & harmonie, & cela à l'excluſion abſolue des Infidelles Ruſſiens, conformément à ce qui vient de t'être ſuggeré, & au gré des ſouhaits des Muſulmans. Et par retour tu dois t'attendre aux graces de notre Majeſté, & à la reconnoiſſance de tout l'Empire Muſulman: ainſi dois-tu auſſi te conformer à tous égards à nos préſens ordres, donné a Zilchidczy le 8. jour de l'an 1148. c'eſt-à-dire, le 8 Avril 1736.

Que cette copie eſt conforme à la Lettre originale du Sultan, c'eſt ce que j'atteſte, Cazi Aſcket Muhameth Serviteur de Dieu.

ANNO 1736.

No. 2.

Traduction de la Lettre du G. Vizir Mechmed Baſſa à ſon Alteſſe Séréniſſime le Préſident du Conſeil Impérial de Guerre.

P P.

NOus notifions amiablement par ces Préſentes, que depuis l'origine de la ſeule & veritable Foi, juſqu'à ce jour, qu'elle s'étend & ſe cultive avec zéle, la louable, & l'eſtimable Coutume, & les juſtes Principes de tout l'Empire Ture, & particuliérement du G. Sultan ſerviteur des deux Saints Lieux de Mecque & de Jeruſalem, ainſi que de la Séréniſſime Porte, ont été de deffendre, & de proteger comme les autres Muſulmans, les habitans & Poſſeſſions des Empires limitrophes des Etats Ottomans, & les Nations qui obſervent, comme il convient, les Droits de voiſinage & d'amitié. Et de cette façon on protége facilement contre la crainte les Etats les plus éloignés, comme ceux qui ſont le plus près. Car lorſqu'on demande d'établir avec la ſublime Porte une Amitié ſincére, & qu'elle a condeſcendu une fois à la demande d'un Empire, & ſcélé ſon amitié par des Alliances & des Traités, Elle ſe garde ſoigneuſement de ſon coté, pour qu'on n'exerce aucune violence ſur les Frontières avant l'entiére Expiration du Terme ſtipulé dans les Conventions, ſuivant l'Ordonnance de Dieu; *Vinculum pacis ante conſtitutum terminum nullatenus ſolvendum.* On a, tant qu'il a été poſſible; tâché d'obſerver & de maintenir les Articles & les Pactes ſtipulés comme la pure & la ſainte Juſtice le requiérent. Si quelquefois, durant une ſi étroite amitié, contre toute attente, ou par la faute de quelques indiſcrets, il ſurvient quelque petite meſintelligence ſur les frontières, on tâche d'ajuſter, & d'en lever les difficultés, autant qu'il eſt poſſible; & pour n'avoir point à ſe reprocher d'avoir péché contre les Régles de la Juſtice & de la Raiſon naturelle, ni être blamé & critiqué par les Petits & par les Grands, on fait même les avances ſuivant l'uſage & les maximes des juſtes Rois & Princes, en offrant aux Amis, qui ont toujours rempli leurs promeſſes & maintenu leurs Alliances, un renouvellement de Paix avant même que le terme ſoit expiré.

Mais dès-que ceux qui enfreignent manifeſtement la Paix, auxquels on a fait des remontrances de cette infraction à la portée de leur genie, font connoitre qu'ils ne veulent point ſe rendre dignes des Avis qu'on leur a donnés; alors l'Empereur des vrais fidéles lave ſes mains victorieuſes dans le ſang qui ſe repand de part & d'autre: & ceux qui en ſont la cauſe

ANNO 1736. Cauſe & les Auteurs rendront compte & ſeront reſponſables des calamités & des déſaſtres qui rejailliſſent des deux côtés ſur les pauvres & malheureux, du préjudice porté à leur reputation, & de la perte de tant de biens & de richeſſes, & du péché qu'ils commettent ſuivant cette ſainte Leçon *qui inchoat, magis peccat.*

Nous avons la confiance en Dieu Juſte Vengeur, qui pour ſeconder ſes Ordonnances immuables aſſiſtera au Combat, & fera connoître par ſon juſte courroux & par la force de ſa vengeance, conformément à la Loi divine, que ceux qui rompent la Paix de cette maniére, & qui ſont cauſe que les Serviteurs de Dieu de part & d'autre ſont foulés aux pieds, ſeront, comme nous en avons tant d'Exemples, diſperſés & mis en fuite: mais l'honneur & la dignité de l'Empire Ottoman ſe maintiendra conſtamment & ſans ſoufrir aucune perte. Et il eſt notoire aux Rois de toutes les Nations & peut-être à toute la Terre, mais particuliérement à l'Empereur Romain le plus grand & le principal de tous les Monarques Chrétiens, & à ſes principaux Officiers nos très-honorés Amis, que cet Empire qui demeurera puiſſant dans toute l'Eternité, emploie toutes ſes forces, pour adminiſtrer une telle Juſtice, afin de faire jouïr de la Tranquilité les Pauvres Sujets qui ſont les Dépots de Dieu tout-puiſſant Créateur du Ciel & de la Terre.

Mais le but & l'intention amiable de ce préambule tend à ce qui ſuit. Il arrive de tems en tems aux profonds Genies de l'Empire Ruſſien, & à ceux de leur Religion qui prétendent être voiſins de l'Empire Ottoman, certains accès de foibleſſe: mais quant à leur Religion, quoiqu'ils obſervent les préceptes de J. Chriſt avec la dernière nonchalance, & que ſouvent ils les foulent aux piés, il ſeroit pourtant extrêmement néceſſaire qu'ils miſſent tous leurs ſoins & attentions à remplir *les Jura & Leges Imperii*, en obſervant les Traités & Conventions à l'égard des Etats Voiſins, & de ceux qui ſont en alliance avec eux; mais cet Empire au contraire à l'inſtigation de ſes Principaux qui ne s'écoutant qu'eux-mêmes, mépriſant tous les autres, commettent des actions ſcandaleuſes, contraires à la Juſtice & à la Raiſon, & qui répugnent à Dieu & à la nature humaine: & par une honteuſe avidité, & une pure avarice naturelle à cette Nation, ils attaquent tantôt à force ouverte des Peuples qui ont leurs Libertés & Privilèges, & tantôt ils inquietent & moleſtent leurs voiſins. Et quoique, auſſi ſouvent qu'ils s'en ſont mal trouvés, il y en a eu toujours des plus raiſonnables d'entre eux, qui ont emploié leurs ſoins pour éviter les précipices & labyrinthes, & qui ont voulu rentrer dans leur prémier état, l'opinion de ces raiſonnables a cependant eu le deſſous, & un autre parti l'a emporté ſur eux, enſorte que depuis long-tems ils ont fondu ſur les Couronnes de Suède & de Pologne; & lorſqu'on a appris qu'ils formoient auſſi des deſſeins dangereux ſur les Frontières de Turquie, on leur a levé ſouvent le Bandeau de deſſus les yeux, en leur donnant des aſſûrances de la part de l'Empire Ottoman que de pareilles actions injuſtes & blamables tourneroient à leur déſavantage. Quoiqu'ils aïent éprouvé le courroux du Ciel, ils ſont toujours demeurés dans un profond aſſoupiſſement ſans mettre à profit tant de preuves & ſi ſouvent réïterées, juſqu'à ce qu'à la fin leur Chef a été pris dans les rets des vrais Croïans, & arrêté pleurant & gémiſſant ſur la riviére de Brutt. Cependant par miſericorde & par un Principe de Religion, & parce que ce Chef doit rendre compte au dernier Jugement du ſang qui a été répandu alors, de la reputation qui en a ſouffert, & du peché qu'il a commis par là, on les a épargnés tous de l'Epée des vrais Croïans, & on a uſé envers eux d'une miſericorde ſans exemple, & même on a réadmis ſon Réſident à la ſeule Conſideration d'autres Empires. Mais comme immédiatement après leur avoir remis les Traités & Conventions, ils ont fait de nouvelles demarches odieuſes, on a reſolu l'année de l'*Hegyre* 124. (anno Dni 1712) de faire marcher les Troupes Ottomanes, & on les a fait défiler vers la réſidence d'Adrianople, mais ils ont été conſeillés par d'autres qui leur ont fait peur, enſorte que la Paix offerte a été renouvelée.

Mais quelques tems après ils ont fait de nouveaux projets contre les Perſans, & ont diſpoſé les choſes de maniére qu'ils ſe flattoient que nous negligerions quelque choſe de notre côté. A la fin ils ont ſollicité la Paix perpétuelle: & comme nous avons choiſis pour Médiateurs quelques amis qui vivent en paix avec nous, le Grand Sultan y a donné les mains, ſuivant les Loix & la compaſſion des Mahometans. ANNO 1736.

Or il eſt notoire à tout le monde, que depuis ce tems-là juſqu'à ce moment, les Articles ſtipulés entre les deux Empires ont été obſervés à tous égards & maintenus de la part de l'Empire Ottoman, & la Ruſſie a ſuffiſamment fait paroître depuis quelques années, qu'elle ſe comportoit avec aſſez de ſageſſe & de raiſon: mais depuis deux ans cet Empire a fait une Invaſion en Pologne contre la Sainteté des Traités & contre les Loix établies dans tous les Empires, pour s'agrandir; & d'un autre côté, a excité contre toute amitié établie l'Empire de Perſe, & mené par ſes Inſtigations les choſes où elles ſont aujourd'hui, & audacieuſement entrepris pluſieurs autres actions indécentes.

Chaque fois que de ſemblables affaires ſe ſont paſſées, & qu'on en a expoſé le véritable état à leur Reſident auprès de la Porte Ottomanne, il en a contredit tous les Points, & alléguant certains faux fuians, il a fait croire à la Porte qu'il n'y avoit rien de caché ſous la conduite des Ruſſiens, mais qu'on étoit conſtamment d'intention d'obſerver & de maintenir inviolablement les Articles de la Paix perpétuelle, contractés entre la Porte Ott. & l'Empire de Ruſſie; & il en a tellement impoſé aux Ambaſſadeurs & Miniſtres nos amis réſidens à la Porte, qu'ils ſe ſont laiſſés ſeduire, & qu'ils ont aſſuré *quaſi per modum fidejuſſionis* qu'ils étoient certains que la Ruſſie ne ſongeoit point à faire le moindre tort aux Frontiéres de Pologne ou de Turquie. En même tems on nous a mandé ſouvent de notre Forteresſe, Frontiére d'Aſſoff, qu'on y avoit reçû ſucceſſivement de la part des Généraux Ruſſiens qui ſe trouvoient ſur les Frontiéres, par des Exprès differentes Lettres, portant ce qui ſuit. Puis qu'il y a une paix perpetuelle avec la Porte, notre Czarienne ne manque pas de nous ordonner conſtamment de vivre en bonne intelligence, ainſi nous voulons vivre en paix & en repos. Ceux d'Aſſoff ſe ſont repoſés là-deſſus, & dans le tems qu'ils vivoient dans une harmonie parfaite, les Ruſſiens ſont venus avec une Armée par terre & par mer le 20. du Mois Zilkaadi (31. Mai) de cette année, & ont bloqué & martirizé les habitans des environs de cette Ville qui ſe croïoient en aſſurance & à l'abri de toute hoſtilité. en même tems ils ont oſé piller de grandes Richeſſes & emmener en eſclavage grand nombre d'Hommes & de Femmes, & préſentement ils ont même aſſiegé la Forteresſe.

Et lorſque nous avons communiqué toutes ces particularités, qu'on nous avoit mandées aux Ambaſſadeurs & Miniſtres nos Amis à la Porte Ottomanne, & que nous leur avons remontré la Reponſe qu'ils nous avoient donné ci-devant *per modum fidejuſſionis*; ils ſe ſont fort étonnés des entrepriſes des Ruſſiens ſi contraires à la Bonne-foi, au Droit des Empires, à la Raiſon & à la Juſtice, ſemblables à ces coupe-jarets qui ſont aux aguets ſur le grand chemin. Et comme les aſſurances données ci-devant par les Miniſtres étrangers n'ont point tourné à leur honneur, ils ont regreté de nous avoir donné de telles Reponſes. Après avoir conſulté ſur tout cela les Théologiens de la vraïe Foi & ſes interprêtes (dont Dieu veuille augmenter le nombre & répandre ſur eux l'abondance de ſes benédictions juſqu'au jour du Jugement) tous ſe ſont unanimement accordés ſur ce chapitre, & ont decidé cette *queſtion Juris & facti* dans leur *Fetua*, ou Reſolution, de cette maniére, que ſuivant les exemples aſſez connus, la Juſtice divine ordonne que ceux qui rompent la Paix ſans alléguer de juſtes raiſons, font d'injuſtes vexations aux Frontiéres de Turquie, ſe rendent coupables du Sang innocemment verſé, & ſont par conſequent ſeuls la cauſe que les Serviteurs de Dieu ſom foulés aux pies, ſoient juſtement vaincus & opprimés: par conſéquent la *Via Juſtitiæ & Intellectus* eſt néceſſaire, & il eſt du devoir du Grand Sultan Empereur des vrais Croïans & Vicaire de Dieu pour gouverner le Genre-humain, ainſi que de tous les *Muſulmans*, qu'ils lavent leurs mains dans le Sang repandu, & qu'ils ne ſe rendent point coupables de la perte des biens & des Richeſſes & du dechet de la Reputation, en rejettant la faute ſur ceux qui ſont les Auteurs & qui commencent cette Guerre, & cette grande expedition: & comme les Ordres militaires & autres de la Maiſon Ottomane

ANNO 1736. ont conſenti à pouſſer cette Guerre, on a pris la Reſolution de l'entreprendre contre la Moſcovie, en ſe repoſant avec confiance ſur la Providence divine, & en implorant ſon aſſiſtance.

Et comme il eſt néceſſaire de faire ſavoir à tous nos amis que la Porte Ottomanne eſt à tous égards innocente dans cette demarche, & que la partie adverſe enflée d'orgueil tranſgreſſe ſeule la Loi, pendant que l'Empire de l'Empereur Romain eſt en toutes choſes le plus conſtant de tous les Empires Chrétiens, le plus diſcret & le plus juſte, & ſurpaſſant tous les autres dans l'exacte obſervation des Loix & des Droits des Gens; nous avons voulu vous faire part, notre ami, avant tous, de l'état des choſes. Et comme la ſituation des Affaires vous ſera connue, nous-nous attendons à ce que les Traités de l'ancienne Amitié & voiſinage, qui ſubſiſtent entre les deux Hauts Empires, ſeront conſervés inviolablement dans leur entier de votre part & de tous les autres Miniſtres de l'Empereur nos bons Amis; nos deſirs & nos ſouhaits ayant pour but de vivre de plus en plus dans une parfaite harmonie & bonne intelligence comme nous venons de le dire, & de procurer aux Créatures humaines le Repos & la Tranquilité.

Caterum vale, & ſit ſalus ſupra eum qui ſequitur viam ſalutis.

Donné dans la Réſidence de Conſtantinople que Dieu garde.

MEHMED.

Ad No. 2.

Traduction de la Lettre du Grand Viſir Mehemed Baſſa à Son Excellence Mr. le Comte de Konigſegg Préſident du Conſeil Impérial Aulique de Guerre.

P. P.

NOus vous donnons ſincérement & amiablement à connoître, que la Reputation de la juſtice qui vous eſt naturelle, de votre habileté, de votre pénétration, & des talens que vous avez hérités de vos Ancêtres, de votre equité qui ſe manifeſte dans toutes les occaſions, & de votre prudence, s'eſt repandue depuis longtems dans toutes les Monarchies, & Peuples éloignés & voiſins: & dans le tems que la Porte Ottomanne a voulu rouvrir la porte de l'Amitie & de la bonne intelligence avec ceux de votre parti, pluſieurs autres Amis, mais particulierement moi votre ami ſincere avons reſſenti une ſatisfaction extraordinaire, en aprenant l'agréable nouvelle, que Sa Majeſté Impériale des Romains ſuivant ſon équité naturelle, vous a conferé, après le decès de votre predeceſſeur le Prince Eugêne, la dignité de Préſident du Conſeil Aulique de Guerre. Car premiérement c'eſt une choſe notoire & connuë de tout le monde, qu'auſſi long-tems que les Miniſtres d'un Grand Empire ſe gouvernent ſelon les régles de la juſtice, & de la droite raiſon, les Sujets confiés au Throne, & aux ſoins d'un Monarque ſont à l'abri de toutes les injures, & de toute oppreſſion, & de cette façon il eſt conſtant que les habitans d'un Etat, & ceux de nos voiſins doivent jouir d'un parfait Repos: mais dès-que les Principaux d'un Empire tombent dans des foibleſſes, qu'ils s'éloignent de la Religion, & de la bonne-foi, & qu'il arrive que des Perſonnes qui ne ſont point d'attention à la fin des choſes, parviennent à de grandes dignités, le Courroux de la puiſſance divine chutie ordinairement de tels Empires.

Mais puiſque l'Empire du tres-Vénérable Empereur des Romains notre ami a été enrichi d'un Miniſtre d'un ſi profond genie, & orne de tant de louables qualités telles que vous les réuniſſez dans votre perſonne: il eſt très-certain que les Serviteurs de Dieu s'en reſjouïront, & que les Etats ſeront floriſſans par le nombre de leurs Peuples.

Mais préſentement que les ſoubaits & l'unique But du Grand & puiſſant Empereur, l'Aſyle du Monde, notre très gracieux Seigneur, étoit, d'obſerver de la manière du monde la plus efficace, & avec le dernier zéle la Paix qui a été concluë entre la Porte Ottomanne & l'Empire de Ruſſie, qui d'abord n'avoit été ſtipulée que pour un certain tems, mais qui dans la ſuite a été renouvellée à perpetuité à la demande de cet Empire, & de ne jamais donner ſon conſentement Impérial a la moindre choſe contraire aux Conventions ſtipulées, juſques là, que ce Monarque pour ne pas négliger un ſeul point de l'obſervation des Loix de l'Amitié, a envoié de tems en tems ſes ordres exprès à ce ſujet aux Commandans qui ſe trouvent ſur les Frontières heureuſes, leſquels ſuprêmes ordres tous ſes juſtes Miniſtres ont reçu avec une ſoumiſſion convenable, & ont tous unanimément employé leurs attentions pour s'y conformer, & pour obſerver la ſacrée Paix. Mais l'Empire de Ruſſie commence, ainſi que nous l'avons mande en dernier lieu, à manquer de Miniſtres ſages & prudens, & de Gens qui doivent avoir ſoin de l'Eccléſiaſtique, & par une ſuite de ce défaut, ils ont entrepris orgueilleuſement de nuire aux Sujets & de reculer leurs Frontieres contre la teneur de la Loi de Chriſt contenues dans le 9. & 10. Chapitre de la Bible, contre toutes les régles d'Etat & contre le Droit des Gens. C'eſt pourquoi ils n'obſervent plus depuis quelque tems les articles de Paix ſtipulés comme ils devroient, mais ils ont ſoulevé les Coſaques ſoumis à la Porte Ottomanne, & ils ont voulu incorporer à leur Empire la Cabardie apartenant au Chan de la Crimée, & le Dagoſtan, habités par des Muſulmans, & d'ailleurs un païs libre. Outre cela, pour mieux exécuter leur deſſein, ils ont amaſſé de groſſes Armées ſur les Frontières de Turquie, & y ont en effet fait des préparatifs de Guerre. Or chaque fois qu'on a reçu des avis des Frontières que les Ruſſiens travailloient avec zéle à faire de pareils préparatifs, on en a fait des rémontrances à leur Miniſtre à la Porte, qui a repondu, que ſon Empire étoit ſerieuſement intentionné, & prenoit fortement à cœur d'entretenir & d'affermir conſtamment la Paix perpétuelle. Et c'eſt ainſi qu'il en a impoſé à la Porte, & a fait croire la même choſe à nos amis médiateurs: mais comme les Ruſſiens ſont a la fin venus à l'improviſte, ſuivant que nous l'avons mandé ſucceſſivement, & ont commence les hoſtilités par le Siége d'Aſſoff, la Porte preſſée par la néceſſité a été obligée de s'oppoſer au danger qui la menaçoit; c'eſt dont nous avons déja fait part; à tous nos Amis, & pour le même ſujet nous avons déja écrit une Lettre à vous, notre ami, afin que vous en donnaſſiez connoiſſance par votre amiable médiation à la Cour & au Miniſtère Impérial. Quoiqu'on ne connoiſſe pas encore le véritable deſſein des Ruſſiens, cependant, ſuivant les avis qu'on a reçûs depuis d'Aſſoff, & d'Or-Capiſi, autrement Précop, l'Empire Ruſſien manifeſte clairement les hoſtilités qu'il a en vûë, fait le commencement de la guerre, & ſe hâte à prendre les armes, puiſqu'on cauſe jour & nuit de grands dommages tant à cette Fortereſſe, qu'à ſes habitans, & qu'on a déja fait périr beaucoup de Muſulmans: en même tems ils ont detruit de fond en comble les Moſquées & Temples, qui étoient conſacrés à la louange du Dieu tout-puiſſant, & au Saint nom du Grand Prophête. Et dans le tems que nous avons reçû la nouvelle de l'attaque & de la ſurpriſe de Précop, il nous parvint une Lettre du Prémier Miniſtre de la Czarienne notre bonne amie, le Comte d'Oſterman, dont la fin puiſſe être heureuſe. Dans cette Lettre il allégue ſuccinctement tout ce qui s'eſt paſſé au préjudice de la Paix propice depuis l'année de *l'Hegire* 1113. juſqu'a 1126, c'eſt-à-dire depuis l'année 1702. juſques en 1715, & enſuite juſques en 1148. c'eſt-à-dire depuis la 1715. juſqu'en 1736. inclusivement (car l'année de l'Hegire 1148. a fini il n'y a que deux mois) & il raporte pluſieurs points, firme pluſieurs queſtions, & donne différentes Reponſes, & prend pour prétexte & pour fondement de la Rupture, des choſes qui ſont paſſées il y a long-tems, & qui auroient dû être oubliées. Il allégue en général, que différentes Nations Tartares en exécration à la Porte, & pluſieurs autres Peuples mépriſables de toute eſpéce avoient ſurpris à différentes repriſes les Coſaques du *Don* & les Moſcovites dans les Cantons de Harku, & *Iſum*, demandant ſatisfaction des Dommages ſoufferts, & de ce que le Deli Sultan, originaire de l'ancienne Famille Roiale des Tartares & préſentement decéde, avoient autrefois entrepris contre l'avis de la Porte. Outre cela il fait mention auſſi des indignes actions des Leskiens, qui dès leur naiſſance n'ont eu aucun principe de Diſcipline, mais qui cherchent à gagner leur vie en pillant & en volant. Il repro-

ANNO 1736.

ANNO 1736. reproche à la Porte, & interprête mal les Ordres donnés pour l'Expédition dans l'Orient dont elle avoit chargé par néceſſité les Hordes Tartares ſous Fethi Keari Sultan, comme auſſi l'Expédition du puiſſant Chan des Tartares dans le Schiervan. Il dit entr'autres que Cabarda & le Dagoſtan appartiennent aux Ruſſiens, ajoutant qu'il étoit de leur devoir de prendre la Perſe ſous leur protection, & prétend qu'on auroit dû repouſſer les eſſaims des Coſaques Ruſſiens, qui s'étoient retirés ſur les Terres du Chan des Tartares. Il fait mention enſuite, de la Réſiſtance, & des Repreſailles alternativement éxercées contre les Coſaques Ruſſiens par les Tartares qui demeurent dans le Voiſinage des Coſaques Ruſſiens; Peuples Barbares, qui ont toujours été déſobéiſſans à la Porte, & qui de tout tems ne ſe ſont entretenus que de Rapines, qui n'ont que des Camps volans & vivent ſans Domicile & ſans Chef. Enfin il eſt parlé de ceux du Dagoſtan, & de ceux de Leski, qui ont été ſouvent attaqués par les Coſaques Ruſſiens, & forcés par là à ſe revenger.

Mais après tout, il ſe plaint qu'on a négligé de la part de la Porte, de donner à la Czarienne notre amie les Titres & Honneurs convenables, ſans compter pluſieurs autres Griefs dont il fait un ample détail, prétextant que toutes ces choſes s'étoient paſſées de la permiſſion de la Porte, ou par voie de connivence de ſa part; & que par conſequent la Czarienne notre amie ne voulant rien négliger pour remédier, s'il étoit poſſible, à tous ces points, & pour détourner un plus grand mal, avoit été obligée d'armer, & de tenir ſes forces en état pour attaquer les Frontières Ottomanes à main armée: mais pour pallier les Injures & Tyrannies commiſes de leur part, en les expoſant, il les couvre du voile de la modération & de l'innocence, comme ſi par-là il pouvoit s'excuſer aux yeux du monde: c'eſt ainſi qu'on corrompt & obſcurcit le droit qui eſt pourtant clair comme le Soleil.

Ce Miniſtre mande en outre, que ſi de la part de la Porte Ottomanne on étoit d'intention de renouveller la Paix, ils ſeroient prêts de leur côté à finir & vuider tous les différends, & à établir des Articles de Paix convenables, à condition qu'on leur donnât une ſatisfaction convenable & équivalente des dommages & pertes qu'on leur avoit cauſées: mais qu'on devoit leur envoïer préalablement leur Réſident qui ſe trouve auprès de la Porte. Puiſque donc l'Empire de Ruſſie ſemble inſinuer par ces Lettres ſi contraires à la bonne amitié, & par ces prétentions, qu'elle cherche à deſſein & avec empreſſement de rompre, & que la ſublime Porte n'eſt point d'intention de chagriner ou de faire tort aux pauvres Serviteurs de Dieu, ni de reculer ſes Frontières, voulant uniquement en éloigner le danger, & les garantir d'une invaſion; il eſt plus que manifeſte, que nos adverſaires ont ſeuls donné occaſion à ces mouvemens, & la Porte Ottomanne eſt aſſez juſtifiée par là auprès de ſes amis & dans l'eſprit de ſes ennemis, qu'elle n'agit que ſuivant le Droit des Gens. Mais afin qu'il ſoit également notoire à Sa très-Vénérable Maj. Imp. des Romains, à ſes Miniſtres, & particulièrement à vous notre ami éclairé & revetu de grandes dignités, que les Points & Articles contenus dans la Lettre du ſus-dit Comte d'Oſterman, ſont des prétentions vaines & qui tendent uniquement à violer l'Amitié, pendant que tout ce qui eſt contenu dans notre préſente amiable Lettre, eſt conforme à la vérité, & que le tout ne contient que de juſtes reponſes & reſolutions, nous n'avons pas voulu manquer de vous le déclarer. Après avoir porté ainſi à votre juſte Tribunal toutes les actions que font les Ruſſiens, & toutes les prétentions qu'ils s'arrogent, nous ne doutons point que vous, notre ami, n'écoutiez favorablement & avec diſcernement ſuivant votre naturel bienfaiſant, tout ce qui concerne la conduite de la Porte Ottomane, & tout ce que nous avons à repondre. Voici le véritable état des choſes. Dieu le ſait, & il eſt notoire à tout le le monde, que la Porte Ottomane s'eſt apliquée avec le dernier zéle à obſerver & à affermir de plus en plus les Traités de Paix, & Engagemens contractés tant avec l'Empire Ruſſien, qu'avec les autres Puiſſances étrangéres, & à terminer pour cet effet le mieux qu'il eſt poſſible, toutes les pointilleries & affaires de peu d'importance qui ont pris naiſſance ſur les Frontières. Nous répondons donc aux points en queſtion d'une manière conforme à la Juſtice, aux Loix & aux Inſtituts établis, & univerſellement reçus par tous les Empires & les Nations policées & raiſonables, ce qui ſuit. ANNO 1736.

Lorſqu'il ſurvient quelque froideur entre deux Empires, que des deux côtes on a ſouffert quelques pertes, & qu'à la fin l'Inimitié ſe change en amitié, on dit proverbialement, qu'*une bonne Paix éteint l'ancienne Inimitié*: il eſt auſſi certain, que lorſqu'on lave ces ſortes d'offenſes & de perturbations avec l'eau ſalutaire de la Paix, ces Offenſes, ſemblables aux bleſſures, ſe gueriſſent aiſément par ces moiens; mais il y a un autre proverbe qui dit *que le reſſentiment & le reſſouvenir des douleurs reveille la vengeance.* De là on peut prouver que l'Inimitié renait en même tems que l'Amitié ſe perd: il en eſt de même de la plupart des points en queſtion qui avoient été deja aplanis, oubliés & éteints dans les Traités ci-devant conclus avec les Ruſſiens Premiérement dans celui qui fut fait pour un tems fixe, & enſuite dans le Traité perpétuel conclu l'année de l'Hegire 1130. (c'eſt-à-dire, l'année 1719.) cependant ils reproduiſent aujourd'hui ce qui eſt arrivé du paſſé, & dans des tems de troubles; tandis que Perſonne ne peut mieux ſavoir que l'Empire de Ruſſie, que pluſieurs Arrêts ont été prononcés ſucceſſivement à ce que le ci-deſſus mentionné Deli-Sultan en particulier, & d'autres gens de ce calibre qui vivent ſans habitations fixes, qui dès leur naiſſance habitent les Montagnes & des quartiers écartés & inacceſſibles, & qui ignorent toutes les Loix de ſoumiſſion & d'obeïſſance, vivoit comme des bêtes ſans diſcipline, fuſſent chatiés de ce qu'ils ne s'etoient pas comportez ſuivant la volonté de la Porte, laquelle a envoyé pluſieurs fois des troupes pour exécuter les Arrêts qui avoient été prononcés pluſieurs fois contre ce Peuple errant, conformément aux Ordres du Sultan. Nonobſtant cela, les Ruſſiens chargent la Porte Ottomane des actions indignes & naturelles à ces Peuples mépriſés, ſauvages, ruſtiques & barbares, ainſi que de tout ce qui s'eſt commis tour à tour de la part des Coſaques, & de celle des Leskyens. En même tems les Ruſſiens ne veulent pas convenir, que la Porte Ottomanne leur ait voulu donner la ſatisfaction des dommages, qu'ils prétendent avoir ſouferts, & dont ils ont fait remettre l'état, tandis qu'on a nommé expreſſément des Cappigi Baſſi pour cette affaire, & qu'il eſt certain que ces Cappigi Baſſi ou Commiſſaires ont rempli leurs Commiſſions du mieux qu'il leur a été poſſible. Au reſte il eſt à rémarquer, qu'on a ſouvent trouvé dans les Lettres du Grand & ſeigneux Czar decédé, les mots de *Cabarda* & de *Dagoſtan*: mais on lui a écrit, que puiſque le Cabarda avoit été de tout tems renfermé dans les Frontières des *Chans* de *Crimée*, & que le Dagoſtan avoit été auſſi de tout tems ſous la domination des Muſulmans, & habité par des Nations libres & indépendantes, cette allegation étoit directement oppoſée à la bonne amitié qui ſubſiſtoit entre les deux parties. Sur quoi on a reçû une Lettre de ce Prince où il a mandé & promis, que l'Empire de Ruſſie n'avoit aucune prétention à la Cabardie, & qu'on avoit auſſi entiérement renoncé à l'uſage du mot de *Dagoſtan*. L'original de cette Lettre eſt bien gardé ici, pendant qu'il eſt notoire à tout le monde que l'affaire eſt telle qu'elle vient d'être rapportée. Cela nonobſtant ils agiſſent contre la promeſſe de ce Czar prudent, contre tout droit, contre la connoiſſance de nos amis que nous avons de tous côtés, & contre la teneur des Chroniques. Et comme on a craint autrefois quelque irruption de la part de la Perſe dans le *Schirvan* & dans la *Samachie*, & que par conſequent il étoit néceſſaire d'envoier quelques Troupes du côté du Dagoſtan pour defendre ces Provinces, on y a fait marcher premiérement les deux Sultans de Tartarie, *Fethi-Keari* & *Islam-Keari*, & enſuite lorſqu'on étoit certain que les Perſans entreprenoient le ſiége de *Gheuge*, on a été obligé pareillement d'y envoyer le Chan des Tartares avec ſes *Hordes*, & on a donné amiablement part de ces mouvemens au Réſident de la Ruſſie auprès de la Porte, & on l'a aſſuré en même tems que l'intention de la Porte Ottomanne n'étoit nullement de violer les Frontiéres de la Ruſſie, mais que tout cela ſe faiſoit par une précaution néceſſaire; en même tems on a envoïé des Ordres réiterés de la part du Grand Sultan au Chan des Tartares, qu'il eut à ſe retirer des Frontières Ruſſiennes. Cela nonobſtant, on commença dès lors de la part de la Moſcovie, à agir

ANNO 1736. à agir contre la bonne iotelligence & harmonie. Car les Ruſſiens n'ont pas ſeulement fermé le paſſage aux deux dits Sultans, mais en même tems au mépris du Chan des Tartares, ils ont entretenu, contre toute amitié & bonne intelligence, des correſpondances ſecrétes avec les Officiers Perſans qui ſe trouvoient ſur les Frontières, & n'ont rien épargné de leur côté pour exciter ces derniers contre ces Chans: tandis qu'il eſt notoire que ledit Chan s'étoit conformé avec ſoumiſſion, & avec tous les égards poſſibles aux ſuprêmes ordres du Sultan pour obſerver la plus exacte diſcipline dans une Armée auſſi nombreuſe, enſorte que par ſa ſage conduite, & le boo ordre qu'il a tenu, on n'a pas commis la moindre violence, ou la moiodre vexation contre les Frontières de Ruſſie ou contre leurs habitans.

Cependant les Ruſſiens interprétent tout autrement & à leur gré, toutes ces démarches qu'on a été obligé de faire pour la gloire & l'honneur de la Porte. Ils mettent même les Perſans de la partie, & diſent que ce ſont des gens que les Muſulmans, & particuliéremeot ceux qui par des démarches odieuſes donnent occaſion au refroidiſſement de l'Amitié, abandonneot entiérement; Qu'ils ſont ſous leur protection, & que s'ils vouloient faire la paix, il étoit néceſſaire que le nom de la Czarienne y fût mentionné, & qu'on avoit déjà traité ci-devant avec eux. Tels ſont les prétextes ſpécieux qu'ils alléguent. En même tems ils attirent à leur parti les Coſaques qui ſont ſoumis à la Porte, & les enrolent ſous leurs Etendars. Outre cela ils prétendent les choſes les plus extraordinaires, & ſe formalizent de ce que nous oe leur renvoions point ces petites troupes de Coſaques qui ne ſervent à la Porte oi de leurs Corps ni de leurs biens, mais au contraire, qui ne ſervent qu'à lui faire du mal, & qui viennent de leur propre mouvement pour ſe choiſir une habitation dans des Endroits deſerts & incultes. Et quoique la Czarienne ait été traitée, par raport à ſes Titres, dans les Lettres qui lui ont été écrites de la part des Ottomans, ainſi que de la part du Miniſtère Ture, conformément à l'ancien oſage, ainſi que les Lettres qui ſe trouvent entre les mains de cette Cour en ſont foi; le Miniſtre Réſident auprès de la Porte de la part de cette Cour a parlé de ſa propre autorité dans les divers Mémoires qu'il a preſentés de la *Czarienne*, comme *d'une grande Imperatrice*. Mais nous lui avons repondu que le titre d'Empereur étoit une dignité qui apartenoit abſolument, & qui étoit reſervée uniquement à un ſeul de ons amis, & comme on ne les a point favoriſés ſur cet article, & qu'ils ont ajouté foi aux Rélations foibles & malfondées de leur Réſident, tant ſur ce point que ſur pluſieurs autres de la ſorte, ils affectent de dire qu'ils ont été forcés à entreprendre une Guerre qu'ils méditoient, & qu'ils avoient reſolu depuis long-tems, & à demander qu'on leur renvoyât leur Reſident. Telles ſont les raiſons qu'ils prennent pour prétexte, en quoi les Moſcovites ne font que ſuivre leur ancienne coutume: car avant l'affaire de *Bruts* ils ont commis pluſieurs actions indignes & malhonnêtes, & ils ont commencé la Guerre à *Or-Kappiſi*, & pour voiler alors cette témérité & cruauté ils ont auſſi prétexté pluſieurs Griefs malfondes, & ce fut pour cet effet qu'on en écrivit pour lors à votre prédeceſſeur notre Ami. L'année dernière les Ruſſiens ont commis pluſieurs infractions contre les Traités ſacrés, & ce fut pour cet effet que le Chan des Tartares fut envoié avec une nombreuſe Armée à Akkirman. Si pour lors on avoit laiſſé la liberté au Chan, & qu'on lui eût accordé la permiſſion de paſſer outre, on pouvoit eſpérer de la Grace de Dieu de voir arriver les malheurs des Moſcovites. Mais la Porte s'eſt tenuë tranquile en conſidération de l'Amitié qui ſubſiſtoit, & ne s'eſt donné aucun mouvement pour ne point troubler la Paix établie avec la Moſcovie; ainſi que cela eſt connû à tous nos amis. En un mot la ſuſdite Czarienne notre amie a armé comme nous l'avons dit ci-deſſus, & a fait marcher ſes forces vers les Frontières Ottomannes, en rompant de cette façon la Paix par la violation des Frontières.

C'eſt une choſe connuë de tout le monde, qu'en conſéquence des Loix de Dieu, la partie qui donne la premiére occaſion à répandre le Sang, eſt vaincuë, atterrée & comblée de confuſion: Et comme la Porte Ottomanne eſt entiérement innocente à cet égard, & qu'elle ſe voit dans la néceſſité de repouſſer les Ennemis des Frontières, l'Empereur des Ottomans notre très-Gracieux Seigneur ſe confiant entiérement en la Miſericorde infinie du Dieu toutpuiſſant, & en la Salotété du Grand Prophète & des autres Saints de Dieu, lave ſes mains religieuſes dans le ſang qui s'eſt déja repandu, & qui ſe repandra encore, en laiſſant uniquement reſponſable la Suſd. Czarienne au Jour du Jugement, de tous les biens pillez, d'Etats ruïnés, & du péché qui rejaillit ſur elle du détriment de la réputation. C'eſt pour cette raiſon, puiſque nous n'avons rien à nous reproches de notre côté, que le ſuprême Ordre Imperial a été donné, en vertu duquel nous votre Ami ſommes chargés de l'Expéditioo Impériale en commandant l'Armée Ottom. dans cette guerre. En même tems nous avons reçu ordre de mener avec nous librement le ſuſdit Réſident de Ruſſie, & de le faire cónduire libre juſqu'aux Frontières pour le remettre aux ſiens en toute ſureté.

ANNO 1736.

Et comme vous notre Ami, donnerez coonoiſſance au très-Vénérable Empereur des Romains, dont la pénétration, la modeſtie, & ſon vaſte genie ſont connus de tout le monde, ainſi que vous le notifierez à ſon Miniſtère, que rien o'eſt plus contraire à l'otention de la Porte Ott. que de reculer ſes Frontières, & de fouler aux pieds les Serviteurs de Dieu, & que tous ces mouvemens tendent purement & ſimplement à en éloigner le mal, nous ſouhaitons & deſirons amiablement & très-ſincérement, que, comme de la part de la Porte Ott., on n'épargnera rien pour conſerver la Paix agréable, qui ſubſiſte entre les déux hauts Empires, on ait les mêmes ſoins de la part de l'Empire Romain, & qu'on envoie de tems en tems les ordres néceſſaires à ce ſujet aux Officiers Commandans ſur les Frontières. *Cæterum vale, & ſit ſalus ſupra eum, qui ſequitur viam ſalutis.* Donné dans notre Camp Davud Baſſa à une lieue & demie de Conſtantinople.

MEHMED.

Num. 3.

P P.

PRimas nonquam non curas à Sereniſſimo, & Potentiſſimo Romanorum Imperatore, Domino noſtro Clementiſſimo, publicæ quieti, tum conſervandæ, tum reſtaurandæ impendi, tot annorum experientiâ, optimâ nimirum rerum Magiſtrâ, univerſo Orbi ac Præſulgidæ inprimis Portæ conſtat. Ex quo tempore Pax inter utrumque Imperium Paſſarovicii feliciter fuit concluſa, tam ſanctè hæc ex parte culta fuit, ut Præfulgidæ Portæ tunc quoque, cùm eruento bello alibi quàm maximè eſſet implicita, conquerendi anſa & materia omnino deeſſet. Inglorium quippe ducimus, & ab honeſtate alienum, atque ipſo rerum eventu plerumque infauſtum, occaſionem potius captare, vicinorum quietem turbandi, quàm Pacta Conventa reſpicere, quibus facer, qui humanam Societatem ligat, nodus aſſeritur. Quicunque ergò demum ſit rerum ſeu in Europa ſeu alibi ſtatus, æquè ſemper nos cura tangit, humani ſanguinis effuſionem, Regionum ac Populorum ſtragem, innumeraque alia mala ex Bello promanantia præcavendi.

Neque verò in iis, quæ utrumque Imperium immediatè concernunt, ſubſtitit provida hæc Auguſtiſſimi Romanorum Imperatoris cura. Pari bonâ fide tàm quæ conſtantis fœderati munia, quàm quæ amicitiæ, bonæque vicinitatis ratio expoſcebat, adimplere ſatagens, nihil antiquius habuit, quàm ut diverſa hæc ligamina ita inter ſe conciliarentur, ne unum alteri obſtaculo eſſet.

Ictum Anno 1726. cum Sereniſſima & Potentiſſima Ruſſorum Autocratrice feliciter tunc regnante perenne fœdus non in ullius præjudicium, ſed mutuæ contrahentium ſecuritatis firmius nitagen unicè tendebat, & etiamnum tendit. Exin tam ante enatos in Chriſtiano Orbe ultimos motus, quàm poſt eoſdem Divinâ favente Clementiâ jamjam ſopitos pro conſervandâ inter Principes Auguſtiſſimo Romanorum Imperatori partim fœderis, partim amicitiæ vinculo junctos almâ pace, ſuâ ex parte nihil non actum eſt; ſtudio affectuque adeò enixo, & ſincero, ut impenſæ ſalutari huic ſcopo indefeſſæ operæ non aliam quàm præfulgidam Portam teſtem velimus.

Ce-

ANNO 1736. Cæsarem, qui Constantinopoli est, Minister longè fuit in rebus illis curandis, quàm in propriis Aulæ fuæ commodis promovendis occupatior. Quò posset Conciliatoris vices ritè obire, bis eidem Plenipotentiarum Tabulæ transmissæ. Cùmque hostiles incursiones, innocentium cædes, vicinarum Ditionum devastationes, incendia, ruinæ, abducta inde multa Captivorum millia, & quæ aliæ solent esse luctuosissimi Belli diræ sequelæ, neque illæsâ pace locum habere queant, neque post conclusam etiam cum Russis æternam pacem crebrò contra subditos iisdem Provincias perpetrata fuisse distingi potuerit Præfulgida Porta, per complurium annorum decursum subinde, & quo fieri potest efficaciore modo Instimus, ut tanto malo, nihil faustî præsagienti, sufficiens adhiberetur medela. Sed tam justa suadentibus non, uti sperabamus, propitiæ præbitæ fuerunt aures, vel saltèm votis eventus nequaquam respondit.

Rectè utique monet Excellentia Vestra, non ob quasvis injurias absque publico præscitu, & auctoritate privatis in Confiniis illatas, ad arma statim recurrendum, sed sopiendis querelis desuper exortis tentanda prius amica media esse. Initam hanc viam fuisse, constans Russorum per tot annos patientia testatur. Sed unicuique rei finis debet esse finis. Quò immaniores erant illatæ Ditionibus ipsorum strages, quò diuturnior eorundem patientia, & quò frequentiores delatæ desuper ad Præfulgidam Portam querimoniæ, eò magis par erat, ut concorde cum iis, qui non nisi stabilem quietem anhelabant operâ eò alliboraretur, quò & de perpessis damnis iis fieret satis, & de avertendis & præcavendis in futurum prospiceretur. Huc Augustissimi Romanorum Imperatoris desideria, suasus, hortatus, ac toties impensa enixissimo studio, parique candore officia unicè collimabant. Anne vero Excellentiæ Vestræ judicio eosdem Præfulgidæ Portæ sensus esse credi poterat, cùm in locis, quæ Imperio Ejus subsunt, frustra reclamantibus Russis, spolia & captivi palam venundarentur, & tàm efficeis Licentiæ authores præmia manerent, non quas merebantur pœnæ? Indomitam esse asserit in binis literis suis Tartarorum, Cosacorum, & Leskyorum gentem, atque hac maxime ratione expungere annititur quamplurima pacifragæ factæ, quibus Belli necessitatem ac proinde justitiam Russi superstruunt. Ast non ignorat Excellentia Vestra, sæpissimè eosdem conquestos, immistos isti hominum colluvieî, cùm in Ditiones suas irrumperet, Turcas fuisse, sub vexillis ritè militantes Et si vel maximè assertum hocce in dubium revocare velimus, quî poterat, stante, quod modo dictum est, suppositio, à præfulgida Porta prætendi, ut octuaginta de indomita hac gente millibus transitus per amicos vicinas Ditiones pateret? quî poterat hic ipse transitus à gravissimo earundem damno immunis esse? aut quî poterat denique sperari, avertendo quod tàm justè metuebatur damno suffectura nova mandata, cum eidem scopo assequendo tot annorum labor haud sufficerit, nec iis, quæ suprà memoravimus, illicitis factis Excellentia Vestra aliud quicquam opponat, quàm penes Præfulgidam Portam haud stetisse, ut protervæ gentis Leges revereri nesciæ ferocia cohiberetur? Accedit ductum ita comparâ militis atque executionem mandatorum, quibus exacta militaris disciplina injungebatur, ei ipsi demandatam fuisse, quem tot præcedentium malorum antesignanum authorem esse Præfulgidam Portam nequaquam latebat.

Tempestivè hæc monuimus, & cùm facillimum adhuc esset, obviam ire calamitatibus, quæ expost obvenerunt. Sed rejecta tunc fuerunt & nostra & aliorum amica monita, non eâ sanè ratione, quæ propenso, unde promanabant, zelo responderet. Transitus, quem nil minus quàm innoxium atque adeò gentium juri consonum fore facilè prævidere erat, publicâ auctoritate atque apertâ vi suffultus, non attentâ solenni Russorum Autocratricis Declaratione, subsecutorum eventuum præsagâ. Equidem funestum auctori suo fuit, quod præfulgidæ Portæ suggessit consilium. Ast sicuti is dignitate suâ non nisi post improsperos rerum successus fuit exutus, cum id ipsum exequendi procliviora prius fuissent media, ita comprobandis atrocibus injuriis, Augustissimi Romanorum Imperatoris Fœderatis ejus suasu & operâ illatis, justissimum de eodem exauctorando decretum vix non sufficere videtur.

Neque justis eorundem Fœderatorum querelis obstat, quæ porrò ab Excellentia Vestra colorando tàm insolito transitui, seu potiùs hostili Irruptioni, obtenditur necessitas, quippe quæ non ejus esse ponderis potest, ut sint diræ adeò strages, ac à Tarturis inferri solent, ab amicis vicinis perpetiendæ. ANNO 1736.

Non poterat Serenissima & Potentissima Russorum Autocratrix luculentius edere documentum flagrantis, quo tenebatur, perpetuandæ pacis desiderii, quàm quòd tantopere paci, quæ cum Persis tractabatur, includi cupiebat. Sed non æquè ac Illam Præfulgidam Portam sensisse, dubitare haud simunt complura, eâque indubia argumenta, justu Ejusdem Nobis communicata. Non fuisset itaque prætensæ huic necessitati locus, si communem stabilemque cum vicinis quietem afferre in animum induxisset Præfulgida Porta. Faciliore tunc viâ res tota complanari potuisset. Edocta autem posthæc à Persarum Monarchâ Russica Aula, non nisi id quæri, ut tota Ottomannicæ potentiæ vis verti contra ipsam queat, duram sibi Legem impositam esse duxit, propriæ saluis curam pacificis suasibus Nostris anteponendi.

Ut verum Excellentiæ Vestræ fateamur, obstupuimus visu eorum, quæ Nobis de infensis Præfulgidæ Portæ consiliis & molimintibus fuerunt detectæ. Cur tam constanter fuerit recusatum, Russos sub pace, quæ cum Persis tractabatur, comprehendere, satis manifestum reddunt mandata, supremo Belli Duci, sub quibus Turciæ istis in oris Copiæ militabant, desuper transmissa. Longissimè tenor illorum discrepat à tenore Literarum, quas partim ad piè defunctum Prædecessorem Nostrum, Serenissimum Eugenium Sabaudiæ Principem, partim ad Nos Excellentia Vestra exaravit. Nihil illa amici cunctis, quotquot sunt, vicinis Christianis Principibus portendunt, & diversam planè ab ea, quam optabamus, conservatæ tamdiu quietis causam sistunt. Longè antequam jussa hæc emanarent, restaurata jam erat in Christiano Orbe pax, ut adeò non alius color ducescenti inde odio in Christianos prætexi queat, quàm qui causam omnibus eandem fidem profitentibus communem reddit.

Non fuimus tamen ideò absterriti, quò minus post exortum jam Bellum eidem quantocyus terminando consentiente Serenissimâ & Potentissimâ Russorum Autocratrice bona nostra officia pari candore & affectu impenderemus. Ea scilicet est fœderis, quod non nisi ad mutuum tutamen tendit, natura, ut antequam lacessito fœderato succurratur, amica prius de procuranda Eidem æquâ satisfactione, ac conveniente securitate media tententur. Et detectis licet iis, quæ suprà memoravimus, infensis consiliis, prævaluit tamen apud Augustissimum Romanorum Imperatorem cæteris omnibus etiam evidentissimæ utilitatis considerationibus flagrans, quo nunquam non tenetur, pacis desiderium: luculentissimo documento, nulle Eundem propriæ quoque securitatis causam difficiliorem reddere, quàm alienæ inhiasse videri. Transmissæ proinde fuerunt Cæsarco, qui Constantinopoli est, Residenti novæ eædemque tertiæ Plenipotentiarum Tabulæ, utque majus pondus impendendis ab Ipso tâm salutari scopo officiis adderetur, Oratoris Charactere fuit is condecoratus. Nequè ignorat Excellentia Vestra, nihil hucusque, quò ad exoptatum, qui præ oculis erat, finem curæ ejus commissum opus quantocyus perduceretur, intentatum relictum fuisse, adque eo fervore, qui Russicæ Aulæ penè suspectus videbatur. Unde ansam illa sumpsit, tanto vehementius instandi, ut frustra impensis per tot menses restaurandæ publicæ tranquillitati bonis officiis periclitanti indies magis magisque communi securitati tandem aliquando ab Augustissimo Romanorum Imperatore, qui Russiæ Fœderato consulatur. Haud latet Præfulgidam Portam plus unâ vice clarè ac dilucidè expositum Eidem fuisse, non posse non altè fatum Imperatorem, ubi incassum cesserint justu Ejus oblata utrique Belligerantium bona officia, atque adeo ex asse adimpleuis iis, quæ amicitiæ, bonæque vicinitatis ratio exposcebat, pari demum fide Fœderati quoque munia explere. Æquè sacrum est fœderis ac amicitiæ vinculum, & sicuti prima meritò cura eò collimare debet, quò utrique satisfiat, ita si conciliari inter se nequeant, id unicè respiciendum est, quod juris & æquitatis ratio postulat.

Atque hæc fuit, est, & porrò erit norma, ad quam consilia & actiones suas nunquam non dimetietur Augustissimus Romanorum Imperator Dominus Noster Clementissimus. Nunquam iis primus ab amicitia cum Præfulgida Porta recedet, sed neque unquam

ANNO 1736. quam à Sereniſſima & Potentiſſima Ruſſorum Autocratrice diſjungi ſe patietur. Non tendit ſeu in Præfulgidæ Portæ, ſeu in ullius alterius vel minimum præjudicium arctiſſimum, quod Ipſi cum eâdem intercedit fœdus. Aſt tandit in commune utriuſque Contrahentium tutamen, ac perſuaſiſſimam eſſe cupimus Excellentiam Veſtram, fruſtraneam omnino eſſe ſpem de infringendo tam juſto & ſalutari unionis vinculo forſàn conceptam. Quò magis id intendi in propatulo eſt, ut Ottomannici Imperii tota vis modò contra hunc, modò contra alium vicinorum Chriſtianorum Principum verti quear, eò magis in commune conſulere neceſſitas efflagitat. Nec vitio id à Præfulgida Porta verti poteſt, cùm non ut damnum aliis inferatur, ſed ut à propriis Laribus propulſetur, hæc ipſa ſollicitudo ſpectet.

Expoſuimus hucusque præſentem rerum ſtatum tantò diffuſius, quò plenè cognitâ mali causâ & origine eò facilius ſit, congruentem eidem adhibere medelam. Adeſt jam tempus ſcopo tam deſiderabili, tàmque ſalutari apprimè aptum, hyems nempe, ubi non armis, ſed pacis tamùm ſtudiis locus eſſe poteſt. Non eſt, uti eerò ſcimus, ab ea quantocyus reſtauranda Sereniſſima & Potentiſſima Ruſſorum Autocratrix aliena, dummodo Ei de illatis injuriis ſatisfiat, & contra easdem ſecura in poſterum reddatur. Iniquum hoc Præfulgidæ Portæ videri nequit, ſi perpendere paululum ſecum velit, quid ſit Ipſa deſideratura, ſi in eo, in quo nunc Ruſſica Aula eſt, caſu eſſet.

Supponamus enim tantiſper, per complures retrò annos Ditiones, quæ Turcico Imperio indubiè ſubſunt, à Coſaccis, Calmuccis, ac ſimili hominum colluvie ſæpiſſimè invaſas, abducta inde complura Captivorum millia, incenſos & direptos magno numero pagos, Urbeſque, integras demum Provincias ad eæcidium uſque devaſtatas. Supponamus repetitas deſuper quotannis ex parte Turcarum querelas omni fructu cſruiſſe & præmiis, non pœnis à Ruſſorum Autocratrice affectos tot calamitatum authores. Supponamus porrò ingentem indomitæ ejuſmodi Gentis Exercitum illo ipſo Duce, unde tot mala promanârunt, ſub ſolennibus Ruſſorum Autocratricis auſpiciis, fruſtra reclamante Præfulgidâ Portâ, in hujus Ditiones non abſque maximo earundem damno penetrâſſe. Et ſupponamus denique non ſaltèm conſtanter recuſata firmandæ pacis, ſub qua Turcæ comprehenſi forent, media à Ruſſis indicta fuiſſe alienæ prorſus à conſervandâ cum vicinis quiete mentis. Num, ſi res inverſo ordine ita ſeſe haberent, æquum juſtumque haud cenſeret Excellentia Veſtra, tum ut Præfulgidæ Portæ de illatis damnis ſatisfiat, tum ut contra futura infenſa molimina ſecura reddatur. Aſt quod quis ſibi vult fieri, alius denegare nequit, & non niſi æquâ lance cuncta ponderare aſſuetus Auguſtiſſimus Romanorum Imperator Ipſemet ita comparata Præfulgidæ Portæ deſideria calculo ſuo corroborare nequaquam recuſaret: unde colligere in proclivi eſt, num ipſi quà Ruſſiæ Fœderato integrum demum futurum ſit, eadem totis viribus haud ſuffulcire?

Penes Præfulgidam Portam unicè ſtat, ne eò devenire neceſſum ſit. Summis & ſinceris votis id eaoptamus, non alia de cauſa, quàm ut citior ſit malorum, quæ bellum comitari ſolent, finis. Quò ergò fruſtra hucusque reſtaurandæ publicæ quieti impenſis amicis officiis non minus quæ fidum Fœderatum, quàm quæ amicum bonùmque vicinum decent, ex aſſe impleat Auguſtiſſimus Romanorum Imperator, non jam amplius ut Conciliatorem, ſed quà Ruſſiæ Fœderatum ut compaciſcentem concludendi hac hyeme, uti ſperatur, Pacis Tractatus, Præfulgidæ Portæ ſeſe ſiſtit, eà diſertim adjectâ Declaratione, nullam hactenus ſuæ ex parte finium propagationem, ſed non niſi prorogationem Pactorum, Conventorum, & quæ alias firmandæ mutuæ inter utrumque Imperium amicitiæ inſervire poterunt, expeti. Quod ipſum Præfulgidæ quoque Portæ gratum fore eò magis confidimus, quod in Literis ad Prædeceſſorem Noſtrum exaratis ſapienter more ſuo moneat Excellentia Veſtra, veræ amicitiæ convenire, ut antequam ad finem vergat præfixum pacis tempus, de ejuſdem prorogatione cogitetur. Facillimum ita erit ulteriora & diriora belli mala præcavere, & exoptatiſſimi fructus, quos ex reſtauratâ pace firmatâque omni ex parte publicâ quiete tot populi tentient, in perennem unâ Excellentiæ Veſtræ nominis famam, gloriâmque redundabunt. Et quod ſupereſt &c.

ANNO 1736.

AD VEZIRIUM.

Vienne 5 Decembris 1736.

No. 4.

Traduction de la Lettre du Grand Vizir Mehmed Baſſa à Son Excellence Mr. le Comte de Koniſegg Préſident du Conſeil Impérial Aulique de Guerre.

P. P.

NOus vous notifions amiablement que nous avons reçu la Lettre datée du 5. Decembre 1736., que vous, notre Ami, revêtu de grandes dignités, nous avez écrit, & qui nous a été rendue par l'honorable de Thalman, notre Ami, Ambaſſadeur à la Porte Ott. & chargé de Négociations ſalutaires de la part de l'Empire Romain, nous avons eu beaucoup de ſatisfaction, des proteſtations de la grande amitié & inclination que vous nous marquez dans votre Lettre, & qui ſont véritablement dignes des Empires également fermes dans leurs paroles & dans l'execution. Et nous vous en ſommes fort obligés. Or lorſque nous avons lû votre Lettre avec grande attention, nous avons vû par ſon contenu que trois points en font le ſujet. Le premier fait mention des plaintes que les Ruſſiens font conformément a leur préſomption & opinion. Par le ſecond il eſt repréſenté que l'Empire Romain ſe trouvant allié ſans préjudice de perſonne, & ſans donner atteinte aux Loix de l'Empire avec la Ruſſie, il ſouhaitoit de voir changer encore cet Hiver en une Paix l'inimitié qui s'eſt elevée ſans s'y attendre entre les deux Empires. Et dans le troiſieme il eſt parlé très-louablement du renouvellement & de la prolongation de la Paia très-eſtimable qui ſubſiſte entre la Porte & l'Empire Romain.

Quoique le troiſieme point dans la diſtribution de votre Lettre amiable ſe trouve le dernier en ordre, il eſt cependant regardé comme le prémier & le principal par la Porte Ottomane, de ſorte que le préferant à tous les autres, nous répondons en prémier lieu à ce Point ſi deſiré, & vous proteſtons du fond de notre cœur & amiablement que la Porte Ottomane conſidérant l'amitié & la ſincérité qui brillent entre Elle & la Cour Imperiale comme ſaintes & inviolables, Elle ne peut en vouloir & ſouhaiter la prolongation que du meilleur de ſon ame, en ſuite de quoi, & pour atteindre au plûtôt au but deſiré, il a été inſinué à l'Ambaſſadeur de Thalman notre honorable ami qui ſe trouve auprès de nous, 1. que nous ſouhaitons & deſirons de cultiver & d'affermir l'amitié & ſincerité qui ſubſiſtent avec la Cour Impériale, de façon qu'on ne doit jamais interrompre de part ou d'autre le commerce de Lettres, qui regardent le bien des limites, afin de cultiver par-la autant qu'il eſt poſſible les intérêts, les loix de la bonne harmonie & de l'amitié mutuelle entre les deux Empires, pour entretenir la confiance dans des affaires importantes, & pour deliberer & conferer ſur tous les autres objets communs, qui concernent le ſalut des Frontières & les intérêts des deux Empires.

Quant au prémier Point, nous y repondons, qu'en conformité du Droit des Gens, nous avons de quoi repartir d'une manière convaincante à chaque Grief des Ruſſiens; mais après que contre tous les Droits des Gens la Ruſſie s'eſt précipitée, & que ſans aucune communication & conférences préalables, & ſans entendre les explications de part & d'autre, on commença la Guerre, fit irruption ſur les terres Ottomanes & rompit toute meſure, pour parvenir à une négociation, il eſt inutile d'entrer dans un long détail de nos réponſes, & de ſe juſtifier ſur les Griefs alléguez par la Ruſſie; mais ſans s'arrêter ſur ce point, on s'en rapporte à l'équité & diſcretion de la Cour Imperiale.

A l'égard du ſecond Point nous répondons amiablement en avoüant, que nous ſommes perſuadés que la Cour Impériale a contracté ſon alliance ſans pré-

ANNO 1736. préjudice de perſonne, & il eſt néceſſaire à tous égards que l'Alliance, les Articles & Pactes y ſtipulés, & qui ſont à regarder comme ſacrez, ſoient obſervés ponctuellement. D'ailleurs comme auſſi l'Empire Romain depuis ſon établiſſement n'a jamais fait aucune fauſſe demarche, ni en tems de Paix, ni en tems de Guerre, ni à l'égard des Alliances, nous nous aſſurons certainement qu'il en ſera de même à l'avenir. Mais il n'en eſt pas de même de la Ruſſie, qui a entrepris la Guerre à l'improviſte, & fait irruption ſur les terres Ottomannes; deſorte qu'il paroît aſſez que de leur côté ils ont violé les Pactes & les Traités.

En un mot, l'amitié mutuelle entre deux Empires eſt ſemblable à un joyau précieux & rare qu'à peine l'on peut trouver, & qu'on doit conſerver & garder de part & d'autre comme une ame: mais les actions & demarches de la Ruſſie depuis 40. à 50 ans ont aſſez prouvé, qu'elle ne connoiſſoit point le prix de ce joyau d'amitié.

Dieu le tout-puiſſant ſait, qu'au lieu des actions indécentes & auxquelles on ne s'attendoit point de la part de la Ruſſie, la Porte Ottomanne auroit raiſon de lui faire la guerre pendant quelques années, & juſques à ce qu'elle ſentît le prix de ce joyau d'amitié. Mais par égard pour S. M. I. des Romains, la Porte abandonne ce deſſein & reſolution, & nous ſommes prets à faire la Paix avec la Ruſſie, ſur le fondement que la ſureté ſoit procurée aux deux Parties, comme ſa ſuſdite Majeſté Impériale en eſt inſtruite par l'Ambaſſadeur de Thalman, notre ami qui ſe trouve auprès de nous

Mais comme le principal Point & le plus eſtimable, conformément à ce qu'il vient d'être dit, eſt, que l'amitié & la bonne harmonie entre l'Empereur & la Porte ſoient prolongées & affermies; ce n'eſt auſſi que par conſideration pour la médiation de la Cour Imperiale, & pour la grande Amitié entre elle & la Porte, que cette derniere a pris la réſolution de faire ceſſer les hoſtilités contre la Ruſſie, & de retablir l'amitié avec elle d'une maniére convenable à l'honneur & la reputation de la Porte Ottomanne.

En un mot, comme il eſt pareillement connu à vous notre ami que l'amitié ancienne & reſpectable avec l'Empire des Romains, eſt la plus importante & préferable à toute autre, & que nous nous flattons que vous vous employerez & travaillerez en toute diligence, à affermir de plus en plus les apuis de cette amitié, & à réablir la bonne harmonie: nous vous écrivons la préſente, & vous l'envoïons par la voye de l'eſtimable Ambaſſadeur Thalman, qui ſe trouve à préſent auprès de nous en quartier d'hiver à Babadagh; & nous nous flattons que lorſque vous l'aurez reçue, & que vous aurez apris l'état des affaires, vous voudrez bien en reponſe nous dire votre ſentiment, & nous donner vos conſeils pour conduire cet ouvrage à une heureuſe fin & conforme à l'amitié & à l'honneur de la Porte Ottomanne. Nous nous flattons auſſi, que vous apporterez, tous vos ſoins pour que les Loix de l'amitié ſoient obſervées à l'avenir à tous égards. *Cæterùm vale, & ſit ſalus ſuper cum qui ſequitur viam ſalutis.*

MEHMED.

Donné au quartier d'hiver à Babadagh.

1737. 28 Fevr.

Num. 5.

P. P.

REdditæ nobis haud ita pridem fuerunt Excellentiæ Veſtræ Literæ comptiſſimis verbis referte, & reſponſoriæ ad eas, quas 5tâ Xbris elapſi anni ad Eandem exaravimus. Gravitas negotii, ſummúmque quod in temporis anguſtia conſiſtit, momentum ejus apud nos ponderis fuerunt, ut tantò luculentius comprobando enixo, quo potrò tenemur, Pacis tùm reſtaurandæ, tum conſervandæ deſiderio, quàm minimùm fieri poterat, differendum cenſuerimus, animi noſtri ſenſus clarè & candidè Excellentiæ Veſtræ deſuper exprimere.

Quæ de pacifica Præfulgidæ Portæ mente tam operoſè Eadem teſtatur, non poterant non Nobis pergrata eſſe. Neque minùs perſtat in ea, quam nuper per ſcripſimus, ſententia Auguſtiſſimus Romanorum Imperator, Dominus Noſter Clementiſſimus, indubiò argumentò, penès Præfulgidam Portam omnèe adhuc ſtare, olteriora ac diriora Belli mala, prouti id ſinceris votis exoptamus, præcavere. Nec eſt, cur ſit Eadem de honore & dignitate ſua ſollicita, cùm ab æquis rerum Cenſoribus nunquam inglorium habitum fuerit, incertis Bellorum eventibus tot Populorum, qui non niſi quietem anhelant, proſperitatem anteponere, nec honori huic & dignitati quidquam ullâ in re detractum velimus. De mediis ergo unicè diſquirendum eſt, quî breviore via attingi queat deſideratiſſimus ſcopus, firmandæ omni ex parte tranquillitatis, haud facilè in poſterum labefactandæ. Longè proclíviora eadem forent, ſi citiùs Auguſtiſſimi Romanorum Imperatoris pro reſtauranda cum Ruſſis Pace, ſuaſibus & hortatibus, toties ſincero affectu repetitis, propenſæ præbitæ fuiſſent aures Sed non uti jam erga Nos, ita & olim tum Excellentia Veſtra, tum cæteri Præfulgidæ Portæ Miniſtri erga Cæſareum Oratorem mentem ſuam deſuper explicueruot.

Equidem præteritæ res oec revocari, nec immutari queunt, nec ideò eas commemoramus, ut difficilior reddatur cura de futuris. Meminiſſe tamen earundem vel ideò par eſt, ne ad eoſdem ſcopulos rursùs impingatur. Unde ſponte ſuâ fluit, in tanto majori pretio habendum eſſe exiguum, quod ſupereſt, temporis ſpatium. Quod, ut ritè & utiliter fiat, è re erit, Miniſtros ad tractandum, & perficiendum ſalutare Pacis opus, plenâ, uti decet, facultate munitos ad limites, qui Ditiones Partium Bello jam implicitarum ſeparant, nullâ morâ interpoſitâ mittere. Neque enim, quæ prorogationem Pactorum conventorum concernunt, aut aliàs non niſi eò tendunt, quò amicitia, bonâque vicinitas inter utrumque Imperium indies magis magiſque firmetur, à reſtauranda cum Ruſſis pace diſjungi ullatenùs poſſunt. Indiſſolubili Fœderatûs ſuis vinculo junctus eſt Auguſtiſſimus Romanorum Imperator non minus in iis, quæ Pacem, quàm quæ Bellum reſpiciunt, ac diſertim nuper Excellentiæ Veſtræ expoſuimus, Eundem non jam amplius ût Conciliatorem, ſed quà Ruſſiæ Fœderatum, ut compaciſcentem concludendi hac hyeme, uti ſperatur, Pacis Tractatus, Præfulgidæ Portæ ſeſe iſtere. Non tamen ideò afferendæ quantocyùs publicæ quieti vel minima ſuâ ex parte injiciatur mora. Denominati jam ſunt, & non ſaltèm plenâ facultate muniti, ſed & convenientibus mandatis inſtructi Miniſtri, quibus is tanti momenti ſpartam concredere dignatus eſt. Et de propenſiſſimo Ruſſorum Autocratricis in pacem ſtudio, modò ea, quam innuimus, via ſinè morâ ineatur, tam exquiſitis verbis denuò redditi fuimus certiores, ut hoc unum conceptæ de complemento ſaluberrimi operis ſpei, votiſque noſtris deeſſe videatur, convenire quàm celerrimè poſſe Miniſtros, eidem pertractando, perficiendóque deſtinatos Augebit hac maximè ratione merita, quibus jam multis magniſque apud Ottomannum Imperium Excellentia Veſtra valet. Et quod ſupereſt &c.

AD VIZIRIUM.

Vienne 28. Februar. 1737.

ANNO 1737.

No. 6.

Traduction de la Lettre du G. Vizir à S. n Excellence Monſieur le Préſident du Conſeil Impérial Aulique de Guerre, écrite du Quartier d'Hyver à Babadagh ſans datte.

NOus notifions amiablement & du fond de notre cœur, que Votre Excellence aura reçu la Lettre que nous lui avons écrite, & que nous avons remiſe à l'honorable *Thalman* notre Ami pour vous l'envoier, par laquelle nous vous donnons amiablement part, que l'honorable Ambaſſadeur Thalman Envoié à la Porte Ottomanne de la part de l'Empire la plus vénérable & toujours inviolable dans ſa parole & dans ſon exécution, eſt arrivé dans le quartier d'Hyver de *Babadagh*, & que nous avons reſſenti une extréme joie, & un deſir ſincére, que nous avons de prolonger & d'affermir la Paix inéſtimable,

ANNO 1737. timable, & la bonne amitié qui ſubſiſte entre la Porte Ottomanne & l'Empire Romain, comme auſſi de travailler de concert avec l'Empire Romain toujours prudent, loüable, & renommé par ſa juſtice, à terminer la violation & les infractions commiſes contre *les Droits des Gens* ſans qu'on s'y fût attendu de la part de la Ruſſie, en changeant l'Inimitié entre ces deux Empires en une bonne Amitié ſur l'ancien pié de la Paix, & conſentant de donner à la Ruſſie toute la ſureté qui ſeroit neceſſaire. Le Dieu tout-puiſſant ſait, & nous vous aſſurons, notre Ami, par les préſentes, que nous ne ferons plus attention, & que nous n'alléguerons plus tout ce qui a été entrepris à l'improviſte contre la Porte Ottomanne par la Ruſſie, & que notre deſſein eſt de rétablir en Conſidération de l'Empire Romain la Paix avec la Ruſſie ſur le pié qu'elle étoit ci-devant. Nous avouons que nous n'avons eu juſqu'à préſent aucun ſujet de nous plaindre de la moindre Action contre la bonne Amitié de la part de l'Empire Romain; & nous ſommes en particulier très-ſatisfaits de la bonne conduite & des obligeantes manieres de l'honorable Ambaſſadeur Thalman, notre Ami, & nous ne manquons point de conférer amiablement avec lui. Ce n'eſt pas ſans fondement, ainſi que nous l'avons mandé par notre précédente Lettre amiable, que nous ſouhaitons ardemment de terminer pendant cet Hiver le grand Ouvrage de la Paix. Dans les Conférences eet Ambaſſadeur a ſouvent propoſé les fondemens de la Paix, pour que nous ne perdions point de tems, & dans le deſſein de parvenir au plûtôt à ce but ſalutaire, nous n'avons point voulu faire mention du dédommagement de la part de la Ruſſie, étant d'opinion qu'on pouvoit ſatisfaire à certains égards à l'honneur de la Porte, & qu'en même tems celui de la Ruſſie ſeroit maintenu en renonçant à cauſer de plus grands dommages aux Forteresſes de Précop, Kilburn, & dans la Crimée, d'autant que la choſe ne ſe peut faire autrement. Après l'ouverture faite de ces Préliminaires praticables à l'Ambaſſadeur Impérial, lui notre Ami nous demanda qu'on nommât un lieu pour y tenir un Congrès de Miniſtres Plenipotentiaires des trois Empires & des Puiſſances Médiatrices pour y terminer toutes les affaires. Nous y avons conſenti, & nous avons nommé la Ville de *Seresa* comme l'endroit le plus à la bienſéance des Parties intereſſées. Nous avons enſuite propoſé à cet Ambaſſadeur que le fondement de la Paix étant ainſi poſé & reſolu ſuivant les Loix de l'Empire, les Articles de Paix ſeroient dreſſés dans le Congrès en y ſtipulant toute la ſureté & ſatisfaction pour la Ruſſie, de la maniere que la Cour Impériale le trouveroit convenable, à l'opinion de laquelle nous nous conformerons de notre part: car ſi ces Préliminaires n'étoient point rendus publics & agréés, il ſeroit difficile de parvenir à rien ſtipuler de poſitif au Congrès, & il pourroit arriver que les Ambaſſadeurs en ſortiroient ſans avoir rien conclu, ce qui ne ſeroit honorable à aucune des Parties intereſſées. Sur quoi l'Ambaſſadeur Impérial nous a répondu, qu'il en ſeroit part à ſa Cour, & qu'il attendroit là-deſſus de nouvelles inſtructions. Nous eſpérons donc à préſent que la Cour Impériale agira dans cette affaire ſelon ſa droiture & juſtice, & qu'elle voudra bien travailler à éteindre le feu dangereux de la Guerre, & à étouffer la Diſcorde. Et comme un Empire auſſi vénérable & auſſi grand que l'eſt l'Empire Romain, notre Ami s'eſt entremis dans cette Affaire, nous voulons bien ne plus alléguer à l'avenir ce que les Ruſſiens ont fait. Nous voulons ſeulement faire mention que le Réſident de Ruſſie à la Porte Ottomanne nous a toujours aſſuré, que l'Empire de la Ruſſie n'entreprendroit rien contre la Porte au préjudice de la Paix & de la bonne Amitié, & qu'il a fait en même tems en ſorte que les Ambaſſadeurs d'Angleterre & de Hollande nous ayent donné les mêmes aſſurances. Item que les Généraux Ruſſiens peu de jours avant le ſiége d'Aſſof ont envoyé des Gens au Baſſa de cette Place, avec des Lettres, portant que la Ruſſie avoit la Paix perpétuelle en vénération, & qu'on ne devoit point s'inquiéter: Cependant 4. à 5. jours après les mêmes Généraux ſe ſont rendus avec une puiſſante Armée devant la Place, & l'ont emportée: Cette Action nous a extrêmement étonnés, ainſi que tout le monde raiſonnable. Enfin nous revendiquons notre Droit contre la Ruſſie, & nous en demandons juſtice à Dieu: & après que nous aurons été ſatisfaits nous ne ſerons pas le moindre mal ou tort à la Ruſſie, c'eſt ce que nous eſpérons particuliérement de la part de la Cour Impériale, & Dieu nous eſt témoin que nous aurions honte de l'importuner & de lui rompre la tête à ce ſujet, ſi la choſe ſe pouvoit faire autrement, ſûr-tout puiſqu'un ſi grand ami de nous, comme l'eſt l'Empire Romain, s'eſt entremis dans cette Affaire, il eſt à tous égards néceſſaire que, puiſque la Porte Ottomanne eſt entiérement innocente, il lui en revienne quelques avantages, que nous attendons de l'Amitié de la Cour Impériale. Et lorſque les choſes ſeront parvenues à ce point déſiré, nous ſouſcrirons aux Conſeils & à l'Intention de la Cour Impériale, ſavoir de donner toute ſureté à la Ruſſie, de rétablir une Paix & Amitié d'une maniere qu'elle ne puiſſe plus être troublée, & d'établir en même tems les Articles de la prochaine Paix d'une façon convenable pour maintenir & conſerver l'honneur de l'Empire de Ruſſie: en un mot c'eſt ſur ce pié-là que nous ſommes prêts à entrer en Congrès, & ſerons contens après qu'on aura rendu public & agréé le fondement de la Paix ci-deſſus mentionné. Et comme nous avons fait connoître au ſusdit Ambaſſadeur notre Ami, par quelle voie il eſt poſſible de parvenir à l'heureuſe iſſue de ce grand Ouvrage, dont il s'eſt chargé de vous faire part, nous eſpérons que votre zéle & votre équité n'épargneront rien pour éteindre par ces moyens le feu de la Guerre. *Caterum vale* &c. Fait dans le Quartier de Babadaghi.

ANNO 1737.

MEHMED.

No. 7.

P. P.

NOn ſine magno animi mœrore, tum ex ultimis Excellentiæ Veſtræ Literis, tum ex ſubſequentibus Cæſarei Oratoris, qui apud Præfulgidam Portam reſidet, relationibus intelleximus, perſiſtere eandem in propoſito, Miniſtros ad tractandum & perficiendum ſalutare pacis opus, plenâ uti decet facultate inſtructos, ad limites, qui ditiones partium bello jam implicitarum ſeparant, haud prius nuttendi, quàm fuerit de Aſſoviæ reſtitutione ſecura.

Equidem pro innatâ prudentiâ ſuâ facilè dijudicabit Excellentia Veſtra, ſperari haud poſſe Sereniſſimam & Potentiſſimam Ruſſorum Autocratricem in tam inuſitatam prævíam pacis conditionem conſcoſuram, nec integrum proinde Auguſtiſſimo Romanorum Imperatori eſſe, ſua ex parte eidem præbere manus. Per complura luſtra in Ruſſorum manibus erat Aſſovia abſque eo, quod Ottomanni Imperii ſecuritati, quieti, dignitati aut ſplendori quicquam inde deceſſerit. Vicíſſim quæ fatente Præfulgidâ Portâ in ditiones Auguſtiſſimi Romanorum Imperatoris fœderatæ ſubditas, nimium crebrò factæ ſunt hoſtiles irruptiones cum tantâ harum ditionum ſtragè, incolarumque immani cædè vel durâ captivitate conjunctæ, ab Aſſovienſi præſidio partim promotæ, partim ſuſtultæ fueront. Unde ſponte ſuâ fluit, non ſubſiſtere, quæ præfatæ reſtitutioni ab Excellentia Veſtra obtendi vult, cauſam. Interea fruſtra labitur tempus, ubi non armis, ſed pacis tantum ſtudiis, locus eſſe poteſt; non noſtrâ ſanè culpâ, quippe qui nihil quicquam, quod in viribus noſtris erat, intentatum reliquimus, quò enixis & ſinceris votis Noſtris ſauſtior rerum eventus reſponderet. Ac facilè prævidere eſt, difficiliorem longè poſt hæc evaſurum eſſe curam, reducendæ publicæ quieti impendendam. Quicquid à bono vicino pacíſque ſtudioſiſſimo amico deſiderari ullatenus poterat, id ab Auguſtiſſimo Romanorum Imperatore pari candore & affectu expletum hactenus fuit.

Nunquam non is ad juris & juſtitiæ normam conſilia & actiones ſuas unicè dimetietur. Recederet autem ab hâc, quam modò innuimus, normâ, niſi eâdem intemeratâ fide & conſtantiâ Fœderati quoque munia ex aſſe adimpleret.

Quâ viâ, quibuſve mediis attingi ad hunc queat deſideratiſſimus ſcopus, ne eò devenire neceſſum ſit, ante aliquot ſeptimanas Excellentiæ Veſtræ tam genuinè expoſuimus, ut nil aliud jam nobis ſuperſit, quàm denuò eandem certiorem reddere, Auguſtiſſimo Romanorum Imperatori acceptiſſimum fore nuncium, quo quantocyus edoceatur, quod pacifici ſui ſuaſus & hortatus apud Præfulgidam Portam locum penitùs invenerint. Quem proinde pro Noſtro in publicam tranquilli-

ANNO 1736. quillitatem ſincero ſtudio impatientes præſtolamur. Et quod ſupereſt &c.

AD VEZIRIUM.

Viennæ Auſtriæ 20. Martii 1737.

No. 8.

Eſtratto della Lettera del Sign. Viſniakoff all Hoſpodar di Moldavia dd. to *S. Petroburgo li 26. Marzo* 1737.

EGiache d'ambe le parti col deſtinare reciprocamente i Plenipotenziari ſi è dato in queſto modo felice principio a queſto ſalutifero affare, Aᵛᵃ. Vᵃ. con la ſua già nota prudenza enniſiderare potrà, *che l'eſſito di queſto affare non conſiſte più nel Carteggio e Corriſpondenza col Sopradᵒ Excelso Miniſtro di Sua Cesᵃ Mᵗᵃ ch'appo La Fulda Porta reſiede, mà ſolamente dipende dal valore principio del Congreſſo, & dalla ſpedizione al medmo delli Miniſtri, poiche non altrove, ma ſolamente nel Congreſſo, e non per mezzo d'altri, mà de ſoli proprii Miniſtri Plenipotenziarii potrà eſſere trattata la pace a queſto ſalutifero affare* con la Clemenza ed aiuto di Dio potrà eſſer ridotto in buon ſtato, e perfezzione, anzi che ogni altre vie non potranno che procraſtinarne l'effetto.

Num. 9.

Traduction de la Lettre du Grand Vizir Mehmed Baſſa à S. E. Mr. le Comte de Konigſegg, Preſident du Conſeil Aulique de Guerre.

P. P.

NOus avons reçu par la voye de Mr. Talman votre Ambaſſadeur qui eſt ici avec nous dans le Quartier d'hyver de l'Armée Ottomane, votre amiable Lettre que nous étions impatient de recevoir, & nous avons apris par elle les belles expreſſions & déclarations y contenuës, & qui aboutiſſent à raſſurer l'Amitié & l'amour réciproque, & à affermir un ouvrage auſſi ſalutaire, tout comme nous n'avions pas lieu de nous attendre à autre choſe de la part de la Cour Impériale, & ſur tout de votre part. Nous avons apris par là, qu'à l'égard de la médiation vous perſiſtez dans votre prémier ſentiment, de conſerver la paix avec l'Empereur des Romains, notre Ami: Vous répetez encore une fois, que S. M. I. ne permettra pas que l'Honneur, la Reputation & la Grandeur de la Porte Ottomane ſouffre la moindre atteinte, & qu'au reſte vous, notre ami, aviez reçu de bonnes aſſurances données de la part de la Czarienne à la Cour Impériale, que la Cour de Ruſſie ſouhaitoit le rétabliſſement de la paix, & amitié réciproque: Et quoi que la rénovation & prolongation de l'amitié & du bon voiſinage entre la Porte Ottomane & l'Empire Romain ſoit une affaire qui ne regarde que vous, notre ami, l'affaire de la médiation pourtant, à cauſe de vos liaiſons avec la Ruſſie, n'étoit pas une ſimpla médiation, mais que conjointement avec la Ruſſie, vous preniez part à la Guerre auſſi bien qu'à la Paix, de façon que le renouvellement de la Paix avec S. M. I. devoit ſe faire en même tems: Que puiſque vous notre ami employez vos ſoins pour accomplir un ouvrage ſi ſalutaire, vous ne vouliez point faire attention aux délais portés à l'affaire, juſques à preſent, ſurtout puiſque le tems étoit court & precieux; & qu'en ſuite, il vaudroit mieux envoyer les Plénipotentiaires Ottomans munis d'inſtructions néceſſaires, juſques aux confins qui ſéparent les païs des Puiſſances belligerantes.

Nous vous ſommes infiniment obligés de tout ce que vous nous avez écrit à cet égard & nous nous en réjouiſſons.

Vous faites mention dans votre Lettre précédente, que l'Alliance de la Cour Impériale avec celle de Ruſſie, ne tendoit au préjudice de perſonne, & que l'Empire Romain avoit mérité les louanges & l'applaudiſſement de tout le monde par rapport à la juſteſſa de ſes ſentimens, de ſon équité & de ſa modération. J'avouë que cela eſt reconnu de tout l'Univers de même que particuliérement de vous, notre honorable ami, & que cet Empire ne commettra jamais aucune action qui ſoit contraire au bon ſens & aux inſtituts des Empires. Et il eſt hors de doute, & clair comme le Soleil, que la Porte Ottomane peut ſe repoſer en toute ſûreté ſur la Cour Impériale. Nous avons auſſi mandé ci-devant qu'on n'épargnera ni peines ni ſoins, comme nous le ſommes perſuadés, de la part de S. M. Imp. des Romains notre très vénérable Ami, pour avancer la Paix & pour la porter à une heureuſe iſſuë. Il vous eſt déja connu, Notre Ami, que la raiſon pour laquelle cet Ouvrage a été différé, c'a été pour en cimenter les fondemens convenables aux Loix de l'Empire: mais préſentement que, ſuivant les Avis qu'on a reçus de l'honorable *Czarienne*, ainſi qu'il a été mandé, la Cour Imp. a reçu des aſſeurances poſitives de ſa part, par raport à ſes inclinations pacifiques, nous nous repoſons avec une entière confiance ſur la ſacrée & inviolable Parole & ſur l'exécution ponctuelle & ſolide, ainſi que ſur la ſincérité de l'Empire Rom., pour nous conformer aux points de votre Lettre, qui concernent l'envoi de nos Plénipotentiaires avec les Pleins-pouvoirs, & les Inſtructions néceſſaires.

Nous recevons donc cette Déclaration, ſavoir, que vous ne prétendez rien entreprendre contre l'honneur, la dignité & la magnificence de la ſublime Porte comme un fondement ſolide pour tabler deſſus ſolidement, & en conſéquence, nous expédions à nos Plénipotentiaires ſans aucun délai les Pleins-pouvoirs, dans leſquels nous faiſons inſérer, que la Porte Ottom veut non-ſeulement prolonger avec l'Empire Romain le bon Voiſinage & l'Amitié, qui ſubſiſtent entre Elle & cet Empire, & qui n'ont jamais été alterés; mais auſſi d'avancer l'Ouvrage ſalutaire dont il eſt queſtion, & renouveller & affermir la paix avec l'Empire de Ruſſie: & c'eſt pour cet effet, que nos Plénipotentiaires ont déja reçu ordre de ſe rendre le plûtôt que faire ſe pourra à *Soroca*, & conjointement avec l'Ambaſſadeur Talman notre Ami, & qu'avec l'aide de Dieu ils ſe mettent en chemin l'un après l'autre, ainſi que cela convient, immédiatement après le petit Bairam (c'eſt-à-dire, au commencement du mois d'Avril) qu'ils ſe trouvent tous enſemble vers le milieu du ſuſdit mois dans le lieu déſigné, & ſe hâtent ainſi à conduire cet Ouvrage important à une heureuſe fin. Au reſte on ſe repoſe entiérement ſur la juſtice, ſur la modération, ſur la prudence, & ſur les obligeannes manières d'agir de l'Empire Romain, ſi connues de tout monde & ſi célèbres par tout l'Univers.

Et afin que tout ceci vous ſoit notoire, Notre Ami, nous avons fait expédier cette amiable Lettre, & l'avons fait remettre à votre Ambaſſadeur pour vous l'envoyer, & comme vous n'ignorez pas ſans doute les circonſtances des Choſes, nous nous en raportons à votre Conſeil ſincère & à votre avis amiable par raport à la néceſſité, pour faire pancher la Cour de Ruſſie à envoyer de ſon côté des Plénipotentiaires dans le tems & au lieu ci-deſſus mentionnés. *Cæterum ſit ſalus ſupra cum qui ſequitur viam ſalutis.* Fait dans le Quartier d'Hyver de *Babadaghi*.

MEHEMED.

ANNO 1737.

Num. 10.

Traduction de la Lettre du Grand Vizir Mehemed Baſſa à S. E. M. le Comte de Konigſegg Préſident du Conſeil de Guerre.

P. P.

NOus vous notifions, que nous avons reçu avec tout le zéle & amitié poſſible par la voye de l'Ambaſſadeur Impérial à la Porte Ottomane, qui à preſent eſt arrivé avec les Miniſtres Plénipotentiaires Ottomans à Soroca, votre bien Intentionnée & amiable Lettre du 20 Mars, laquelle nous a été remiſe, par un de ſes interprêtes le 24 de la Lune courante Muharrem étant un Samedi, (c'eſt-à-dire le 25. May) & nous avons bien compris tout ſon contenu venant de votre part comme d'un ſincère Ami, & nous nous ſommes rejouïs d'y avoir apperçu les marques de votre amitié.

ANNO 1737. Enſuite de ce que nous vous avons déja donné à connoître par notre Lettre précédente, nous ne ſongeons à autre choſe par égard pour la Cour Impériale, qu'à faire la Paix avec la Ruſſie, ſur l'ancien pied, comptant, plus que ſur tout autre, ſur le bon Conſeil & la juſtice de l'Empire Germanique toujours conſtant & inviolable dans ſes paroles, & dans l'exécution. Non ſeulement nous ſommes preſſés d'accélérer un Ouvrage ſi ſalutaire, mais auſſi les Miniſtres Plénipotentiaires de la Porte Ottomane accompagnés de votre Ambaſſadeur notre ami ſont partis de la connoiſſance de la Cour Impériale pour *Kadack* lieu deſtiné pour le Congrès, 35 jours avant votre Lettre au milieu de la Lune Zilhiege, c'eſt-à-dire au milieu d'Avril; & ledit Ambaſſadeur nous ayant fait ſçavoir ſur ſa route, qu'il avoit reçu des Lettres par leſquelles la Cour Impériale lui enjoignoit, que le Congrès devoit ſe tenir à Nimerow, cela a été aprouvé de part & d'autre. Comme nous avons écrit à nos Plénipotentiaires que du lieu où ils ſeroient, ils devoient diriger leur voyage pour Nimerow, ils ſont déja arrivés à Soroca, qui n'eſt éloigné que de trois ou quatre marches de Nimerow, & ſelon les Lettres des Plénipotentiaires de la Porte, ceux de Ruſſie ſont auſſi en chemin, ainſi que l'on pourra commencer à s'aſſembler, & à ſe parler ſans difficulté.

Puiſque l'on eſpére & ſouhaite, que l'Ouvrage que l'on va commencer pourra être conduit à une fin heureuſe moyennant la médiation de l'Ambaſſadeur Impérial auprès de la Porte, d'une maniere honorable pour celle-ci, nous n'avons pas voulu manquer de vous donner part de tout ceci par la même voye de Mr. de Talman.

Au reſte l'heureuſe concluſion d'une affaire ſi ſalutaire dépend, après l'aſſiſtance de Dieu, d'une juſte & amiable procédure de la part de la Cour Impériale, eu égard à la dignité auſſi bien qu'à la bonne amitié & au voiſinage des deux Empires. *Cæterum ſit ſalus ſuper eum, qui ſequitur viam ſalutis.*

Donné au Camp d'Iſakée

MEHEMED.

Num. 11.

P. P.

QUanto in pacem tùm conſervandam, tùm reſtaurandam ſtudio feratur Auguſtiſſimus Romanorum Imperator, trinis ad Excellentiam Veſtram exaratis Literis plus quàm abunde comprobavimus. Penes Præfulgidam Portam unicè ſtetit, quò hoc ipſum Pacis ſtudium exoptato fructu haud careret. Per complures, qui bellum præceſſerunt, annos eidem præcavendo nihil non hac ex parte actum eſt, pari fide, candore & affectu. Non minor exitu opera ſopiendis turbis impenſa, nec excogitari facilè poteſt medium, conciliandis partium belligerantium animis aptum, quo non omni poſſibili contentione uſi fuerimus, nihil quicquam pro attingendo tam ſalutari ſcopo tum apud Sereniſſimam & Potentiſſimam Ruſſorum Autocratricem, tùm apud Præfulgidam Portam, tum apud alios quoque publicæ quietis ſtudioſos Principes intentatum relinquentes. Plerique Cæſarei in exteris aulis Miniſtri longè fuerunt in re iſta, quàm in propriis Auguſtiſſimi Domini ſui commodis curandis occupatiores, & pacificorum ſuaſuum Noſtrorum, hortatuum ac conſiliorum ipſammet Præfulgidam Portam teſtem citare nulli dubitamus.

Quemadmodum verò una ex parte optima fide explevimus, quæ à bono vicino pacifque ſtudioſiſſimo Principe deſiderari quocumque demum modo poterant; ita non minus ſulimus de explendis fidi Fœderati munìis ſolliciti. Antequam tam in iſa, quæ bellum, quàm quæ pacem concernunt, Præfulgidæ Portæ, quæ Ruſſiæ Socium, ſeſe ſiſteret Auguſtiſſimus Romanorum Imperator, conſentiente Sereniſſima & Potentiſſima Ruſſorum Autocratrice bona ſua officia terminandis belli malis per complures menſes impendit. Sed non ea, quæ par erat, à Præfulgide Porta habita fuit officiorum horum ratio, ſpretis cunctis, quotquot tum proponebantur, reducendæ pacis mediis. Perquam id nobis fuit moleſtum, non tamen ideò ſpem fauſtioris ſucceſſus depoſuimus. Quo majus adderetur amicis officiis noſtris pondus, ad arma nos accinximus, pro ſolito candore Noſtro, qua mente id fieret, Excellentiam Veſtram haud celantes. Jam tunc repeti jure à Præfulgida Porta potuiſſent ſumptus, ipſius culpa bellicis apparatibus à Nobis impendendi. ANNO 1737.

Sed prævaluerunt apud Auguſtiſſimum Romanorum Imperatorem magnanimi, quibus imbutus eſt, ſenſus, enixumque accelerandæ publicæ tranquillitatis deſiderium. Primis ergo ad Excellentiam Veſtram exaratis Literis juſſu Ejuſdem declaravimus, *nullam hactenus à ſe fieri propagationem, ſed non niſi prorogationem pactorum conventorum, & quæ aliàs firmanda mutua inter utrumque Imperium amicitia hactenus fuerunt, expeti.*

Sicuti verò unicuique rei certi conſtituti debent eſſe fines & termini, meritòque unà providendum erat, ne tàm magnanimi ſenſus, ad maturandum pacis opus unicè tendentes, in ejuſdem remoram vergerent, ita diſertim iiſdem Literis Noſtris modò memorata declaratio elapſâ jam dudum hyeme fuit circumſcripta, ac plus unâ vice teſtatus eſt Cæſareus apud Præfulgidam Portam Orator, difficiliorem longè evaſuram publicæ tranquillitatis curam, ſi quid ſub elapſi menſis Maji initium ejus complemento adhuc deſit. Parùm tamen monitis hiſce Noſtris profecimus, moras nectente Præfulgidâ Portâ, atque eò potius allaborante, ut fidos Fœderatos ſparſis ſuſpicionum ſeminibus inter ſe disjungeret. Super loco Congreſſûs mota fuit inſolita atque ideò inexſpectata difficultas, & quò ad limites, qui ditiones partium bello jam implicitarum ſeparant, Miniſtros plenâ facultate inſtructos ablegaret Præfulgida Porta, complurium menſium labor erat impendendus. Injecta dein fuit de prævia pacis conditione mentio, tàm inuſitata, tàmque iniqua, ut non luculentius dari potuiſſet alienæ à pace mentis documentum, ſicuti præcedentibus Literis Noſtris ſatis ſuperque demonſtravimus. Equidem dum in iſtis difficultatibus ſuperandis diu fruſtra deſudabatur, multo verborum apparatu pronum in quietem animum nunquam non teſtata eſt Excellentia Veſtra. Sed verbis facta haud reſpondebant. Et ſicuti à tenore Literarum, quas ad nos ſubinde exaravit, multum diſcrepabant epiſtolæ, eodem ferè tempore à Moldaviæ Principe ad Ruſſum Miniſtrum ſcriptæ; ita quàm ſit Præfulgida Porta à maturanda ſincerè pace aliena, ſatis ſuperque porrò prodit reſponſum ab Excellentia Veſtra ad tertias Literas Noſtras datum, utpote Literarum harum tenori nequaquam congruum. Quò minus itaque Nos latebat, quid occultis iſtis artibus quæreretur, tanò immaniores ſumptus bellicis apparatibus porrò erant impendendi, & tanò vehementius poſthæc inſtitit Sereniſſima ac Potentiſſima Ruſſorum Autocratrix, ut dudum elapſâ hyeme fruſtra haud elabi ſinamus tempus, aſſerendæ promovendæque armis ſtabili undequaque paci aptum. Non ergò integrum amplius eſt Auguſtiſſimo Romanorum Imperatori, differre diutius auxilia, à conſtante Fœderata tam impenſe efflagitata. Præfulgidæ Portæ culpa in belli partem venire habet neceſſe. Aſt ſicuti invitus arma arripit, ita non ideò pacis ſtudium curamque deponit. Inter media arma de eadem æquis conditionibus quantocyus reducenda, ac ſecuriùs in poſterum firmanda ipſe æquè ac Sereniſſima & Potentiſſima Ruſſorum Autocratrix tractare parati ſunt. Sicuti proinde facillimum antehac fuiſſet Præfulgidæ Portæ præcavere, ne dilataretur belli flamma, cui extinguendæ tàm aſſiduus enixuſque ultra annum inſumtus fuit labor, ita penès Eandem etiamnum ſtat, ut brevi finis ponatur calamitatibus, quas nunquam non cum ſubditorum populorum ac ditionum damno bellum poſt ſe trahere ſolet. De quibus omnibus Excellentiam Veſtram certiorem reddere officii Noſtri duximus, & quod ſupereſt &c.

AD VIZIRIUM.

CCV.

Decret de Commiſſion Impériale dreſſé à la Diéte de l'Empire pour en obtenir un ſubſide pour la Guerre contre les Turcs. Délivré le 26 Juillet 1736. [Mercure Hiſtorique Tom. CLII. pag. 189.] 26. Juillet

DE LA PART de Sa Majeſté Imperiale, notre très-gracieux Seigneur, S. A. S. *Joſeph-Guillaume-*

ANNO 1736. Ernest, Land-Grave de Furstenberg, Comte de Heiligenberg, & de Wartenberg, &c. Ministre d'Etat actuel de Sa Maj. Imp., & son Principal Commissaire à la Diète Générale de l'Empire, a reçu ses gracieux Ordres de notifier par ces Présentes aux Electeurs, Princes, & Etats, aux Illustres Conseilless, Ambassadeurs, & Envoyez qui y sont assemblez.

Qu'il est notoire & connu de tout le monde, que depuis plus d'un An il est survenu une sanglante Guerre entre Sa Majesté de toutes les Russies, & la Porte Ottomane, dont les raisons ont été déduites tout au long dans la Lettre que le Comte d'Osterman a écrite & envoyée dans ce tems au Grand-Vizir, le contenu de cette Lettre fit suffisamment voir, que depuis la Paix, qui avoit été conclue entre ces deux Puissances, & avant même que la derniere Guerre fut allumée dans la Chrétienté, & après que les Préliminaires de la Paix y avoient été heureusement conclus dans le Mois d'Octobre de l'Année 1735. on avoit fait plusieurs Invasions ennemies des Provinces Ottomanes dans celles qui appartiennent incontestablement à Sa Maj. Russienne. Ce que la Porte n'a pas osé desavouer, mais qu'elle s'est contentée d'alleguer plusieurs prétextes, & excuses peu dignes de foi, fausses, & impossibles, comme si toutes ces Invasions, ces Ravages de Provinces entieres, les Enlevemens de tant de milliers de Sujets Russiens, le Saccagement, & l'Incendie des Bourgs & Villages, & plusieurs autres Attentats & Cruautez, qu'à peine on auroit lieu d'attendre du plus cruel des Ennemis, avoient été faits & commis à leur insçu; & que les Ordres, & Mandemens, que la Porte avoit fait émaner, & souvent réiterer, pour empêcher de pareils Desordres & Attentats, n'avoient pas été executez.

Que l'insuffisance de ces Excuses fautoit d'abord aux yeux, & avoit été remontré avec tant d'évidence au Grand-Vizir dans la premiere Lettre, que le Comte Königsegg, Président du Conseil de Guerre de Sa Maj. Imp. lui avoit écrite, que l'on n'avoit pû rien répondre là-dessus du côté de la Porte: Enforte que par ces circonstances il seroit facile de concevoir, à quelles miseres & dangers seroient exposés les Païs & les Provinces Chrétiennes, qui confinent à la Turquie, sans que ceux, auxquels il appartient de les proteger, se trouvassent en état d'en demander une satisfaction fondée sur le Droit naturel & public, pour le passé, & une sûreté suffisante pour l'avenir, ou en cas de refus de s'en faire rendre raison; qu'il auroit été facile d'obtenir l'un & l'autre dans le tems que tout étoit encore tranquile dans la Chrétienté, & lorsque la Porte étoit dans une Guerre embarassante avec la Perse: mais, que la sincere inclination de conserver la Paix, & les soins de faire voir à toute la Terre, que Sa Maj. Imp. n'étoit pas intentionnée de tirer le moindre avantage de toutes ces circonstances, avoient prévalu dans ce tems; que Sa Majesté Imperiale avoit aussi recherché plûtôt tous les moyens amiables & possibles, avant que de se resoudre d'en venir à l'extrémité; que l'Alliance, faite heureusement avec la Russie en 1726, n'avoit en vûë, que d'affermir la sûreté & le repos public, sans préjudicier à qui que ce pourroit être en aucune maniere; que cette Alliance étoit de la même nature, que la *Liga Sacra*, qui après la conclusion de la Paix de *Carlowitz* d'une Alliance offensive, avoit été changée dans une defensive, & que jusqu'à présent personne n'avoit encore osé mettre en doute, que la Paix pût lier les mains au point d'empêcher des Alliances & Confederations.

Et quoi que Sa Majesté Imperiale ait été souvent requise avant, & après la derniere Guerre dans la Chrétienté, d'assister la Russie à cause desdits attentats, & Invasions de la Porte, & de celles que ses Feudataires y avoient faites, ses Conseils paisibles avoient toujours été si favorablement reçus dans cette Cour, que Sa Majesté Imperiale de toutes les Russies s'y étoit très-genereusement conformée, & avoit souffert avec une patience inconcevable tous les attentats, qui s'augmentoient d'un jour à l'autre; ce qui prouve suffisamment que nonobstant cette Alliance, conclue en 1726, on avoit toujours pris une patience extraordinaire, & que par consequent elle n'avoit été faite, que dans l'intention, & sur le fondement, de mettre les bornes aux entrepriſes de l'ennemi commun de la Chrétienté; sans qu'Elle pût avoir un effet conforme à *la Sainte Ligue*, où un Contractant étoit obligé d'épouser les querelles de l'autre Contractant; enforte qu'à cette occasion on auroit toujours pû craindre des guerres dans les Royaumes & dans les Provinces, qui servent de rempart au St. Empire; comme ceux, qui ANNO 1736. ont quelque connoissance de ce qui s'est passé à Constantinople depuis plusieurs années, ne disconviendront pas, que la Paix de *Passarowitz* auroit été rompue depuis long-tems par des attentats immédiats contre les fideles Royaumes & Pais Héréditaires de Sa Majesté Imperiale, si la Porte avoit eu le bonheur de mettre la division entre ces deux Cours, à quoi elle n'a pas manqué de travailler continuellement.

Que Sa Majesté de toutes les Russies n'avoit eu cette grande patience pendant tant d'années, que dans l'espérance, que tous les soins & toutes les exhortations de Sa Majesté Imperiale obtiendroient à la fin de la Porte, qu'elle se conduiroit enfin envers la Russie avec justice & équité; mais, que tous les soins & toutes les peines de Sa Majesté Imperiale n'avoient rien effectué à la Porte; que le mal avoit toujours empiré, que les continuelles invasions dans les Provinces de la Russie avoient toujours été excusez par l'impossibilité & l'impuissance de contenir dans le devoir les Tartares, les Cosaques, & les Leskyens, qu'on traitoit de Canaille, portée naturellement à toutes sortes de rapines. Que nonobstant toutes les remonstrances sérieuses de la Russie, de Sa Majesté Imperiale, & d'autres Puissances, pour conserver le Repos & la Paix, des Armées entieres de ces Nations pillardes étoient entrées dans les Provinces Russiennes, par les ordres exprès de la Porte; &, comme il est facile de concevoir, au grand dommage, & à la perte totale, de ces pauvres Provinces, qu'il étoit suffisamment connu à tous les Ministres Etrangers, qui resident à Constantinople, avec quelle fierté & arrogance on avoit mepriſé & rejetté à Constantinople toutes les propositions honnêtes, pour empêcher leurs injustes & fideles entrepriſes; & lorsque la Porte vit à la fin, que ses desseins ne lui réussissoient pas, comme elle avoit esperé, elle s'est encore excusée sur la nécessité où elle étoit de songer préferablement à finir au plûtôt la Guerre contre la Perse; quoiqu'il n'eut dependu que de la Porte, de faire la Paix avec la Perse, en y comprenant la Russie, & par des moyens & par des mediations, qui lui ont été offertes par d'autres d'une maniere très-honnête & très-aimable; mais, comme la Porte n'avoit mis tout en œuvre pour semer la division entre ces deux Cours Alliées, que dans la vûë d'avoir par-là l'occasion d'insulter ensuite chacun en particulier avec plus de facilité; &, suivant le malicieux projet du *Reuzat Bonneval*, de pouvoir entrer dans le Cœur des Païs Héréditaires de Sa Majesté Imperiale, sans avoir lieu de craindre une diversion d'autre part; par les mêmes raisons la Paix avec la Perse n'auroit pas été agréable à la Porte, si Sa Majesté de toutes les Russies y avoit été comprise.

Comment pourroit-on donc encore douter de la continuation des mauvaises intentions de la Porte: ou faire une sinistre interprétation de ce que Sa Majesté Imperiale, comme un Allié fidele & constant, se trouve indispensablement obligée de préferer ses propres sûretez, à toutes les bonnes intentions qu'elle a toujours témoigné pour la Paix?

Que cela n'avoit pas encore suffi, & que les mauvaises intentions de la Porte s'étoient encore manifestées plus ouvertement par le plein-pouvoir, qu'elle avoit donné au *Stratticr Achmet-Bassa* le 8. d'Avril de l'Année passée, & par conséquent la Lettre alleguée du Comte d'*Osterman*; & en effet il fut impossible au *Grand-Vizir* d'alleguer aucune excuse raisonnable dans sa Reponse à la premiere Lettre du Comte de *Königsegg*, tant sur les consequences qui resulteroient du susdit plein-pouvoir, que sur ce qui s'étoit passé auparavant.

En conséquence donc de toutes ces circonstances, & particulierement par le propre aveu tant exprès que tacite de la Porte, on n'avoit plus lieu de douter si Sa Majesté de toutes les Russies étoit l'agresseur, ou si elle avoit été souvent attaquée, & offensée; nonobstant tout cela, Elle auroit été encore contente, qu'après avoir commencé la Guerre contre la Porte, Sa Majesté Imperiale eut continué d'employer ses bons offices pour le même effet, où ses propres armes tendoient, c'est-à-dire, pour obtenir une satisfaction suffisante pour toutes les offenses, attentats, & invasions dans ses Etats, comme aussi une sûreté parfaite pour l'avenir.

Que le Baron de *Dalmann* en avoit été instruit

ANNO 1737. auſſi-tôt; mais que, malgré les Armées de la Ruſſie & leurs progrès victorieux, tous les mouvemens & remonſtrances étoient reſtez ſans aucun effet; qu'on avoit rejetté avec dedain toutes ſes inſtances empreſſées & bien intentionnées; & lorſque du côté de l'Empereur on avoit travaillé avec des ſoins infatigables, à procurer la Paix avec la Perſe, & une union parfaite entre elle & la Chrétienté, la Porte n'avoit pas manqué de ſon côté de faire inſinuer ſous main à la Cour de Ruſſie, qu'elle n'avoit à attendre aucun ſecours de Sa Majeſté Imperiale; que c'étoit pour cela, que Sa Majeſté Imperiale s'étoit trouvée indiſpenſablement obligée, de faire attention que la meſure étoit plus que comblée à la Porte; que ſes injuſtices, & la Connexion de ces Affaires, étoit aſſez connue de toute la Terre, & que, s'il étoit poſſible, on parviendroit encore à une bonne & durable Paix, pendant l'Hyver; ou que tout au moins les Intentions forcées de Sa Majeſté Imperiale, de prendre part à cette Guerre, ſeroient juſtifiées devant tout le Monde; que c'étoit pour cette raiſon que la premiere Lettre du Comte de Königſegg avoit été écrite, & la Reponſe du Grand-Vizir à cette Lettre ſervoit d'une preuve convaincante, que la Porte n'avoit pû ſe diſpenſer de reconnoître les veritez, que ladite Lettre contenoit, & de louer les genereuſes & paiſibles intentions de la Cour Imperiale; il auroit été à ſouhaiter que les Intentions de la Porte auroient été auſſi ſinceres, qu'elle avoit tâché de le faire accroire à la Cour Imperiale. Et qu'en effet on avoit eu raiſon, au commencement, d'eſperer que la Paix ſe feroit cet Hyver, & que par conſequent on auroit été diſpenſé de la deſagréable neceſſité d'accomplir les engagemens indiſpenſables de ladite Alliance.

Que Sa Majeſte Imperiale par un deſir ardent de conclure cette Paix, avoit déja nommé ſes Miniſtres pour y aſſiſter, qu'elle leur avoit deja fourni leurs Pleins-pouvoirs, & les avoit muni de ſes ordres, qui avoient été conformes, & meſurez, ſur ſes genereuſes Declarations, faites dans ladite Lettre du Comte de Königſegg.

Que pour obtenir un but ſi ſalutaire, on avoit auſſi-tôt communiqué la Réponſe du Grand-Vizir à la Cour de Ruſſie, & d'un autre côté on avoit écrit au Grand-Vizir dans une deuxieme Lettre, que la Communication qu'on avoit fait à la Cour de Ruſſie, y avoit eu cet heureux effet, que les Miniſtres Plenipotentiaires pour aſſiſter au Congrés, y avoient auſſi-tôt reçu ordre de ſe mettre en chemin, quoi qu'on y fût bien, que la même choſe n'avoit pas été ordonnée à la Porte, & qu'on n'avoit pas encore applani les difficultez, qu'elle avoit fait naître exprès ſur le lieu du Congrés; mais que toutes ces belles eſperances avoient bien-tôt ceſſé par la deuxieme Lettre du Grand-Vizir, dans laquelle on refuſe abſolument d'envoyer ſur les Frontieres les Plenipotentiaires Turcs, avant que la Cour de la Ruſſie ſe fût engagée à reſtituer Azoff; &, quoi que la Cour Imperiale tâchât encore d'applanir cette difficulté par une troiſieme Lettre au Grand-Vizir, & qu'en attendant on ait ſurſis le départ des Plénipotentiaires Ruſſiens, comme il n'étoit que juſte & naturel, & que d'un autre côté la Porte avoit fait un mauvais uſage de cet Intervale, tant pour ſemer la Défiance entre les deux Cours alliées, que pour tâcher, quoiqu'infructueuſement, de faire ſa Paix avec la Ruſſie, ſans l'Intervention de l'Empereur, comme auſſi pour joindre ſes Troupes réglées aux Tartares, qui ſe trouvent déjà en poſture de faire une nouvelle Invaſion dans la Ruſſie. Mais ce coup ne leur ayant pas réüſſi, la Porte avoit encore tout de nouveau proteſté, qu'elle n'y avoit eu aucune part, quoiqu'elle tâchât de faire accroire leurs prétendus Avantages à la Populace de Conſtantinople par des Feux de Joye, & par grand nombre de coups de Canon. C'eſt pourquoi elle n'avoit nommé ſes Plénipotentiaires qu'après que ces Entrepriſes eurent manqué. Et même leur départ fut retardé ſi long-tems, que non ſeulement l'Hyver s'étoit paſſé, mais auſſi le terme du premier May, avant qu'ils fuſſent ſortis de Babadug.

Comme donc par les Circonſtances rapportées, les fauſſes & infidelles Intentions de la Porte fauterent d'abord aux yeux des Clairvoyans, Sa Maj. de toutes les Ruſſies commença auſſi à preſſer de plus en plus Sa Maj. Imp.; puiſque pluſieurs Années s'étoient paſſées inutilement en Médiation, que depuis la Rupture, on avoit pris patience au-delà d'un An, & que toutes les Regles que l'Amitié, & le bon Voiſinage preſcrivoient, avoient été obſervées de ſon côté; qu'ainſi elle ſouhaitoit, qu'on ſatisfit à la fin du côté de Sa Maj. Imp aux Engagemens, en conformité de l'Alliance contractée. Cette demande étoit en effet trop juſte, pour y trouver à redire, d'autant que non ſeulement la Reponſe du Grand-Vizir à la troiſieme Lettre du Comte de *Königſeck*, mais auſſi les Déclarations que les Miniſtres de la Porte avoient fait à l'Ambaſſadeur de Hollande, prouvoient aſſez, & ne laiſſoient plus de doute, que la Porte ne cherchoit qu'à gagner du tems, pour prolonger les Négociations de la Paix, juſqu'à ce que la Campagne fût paſſée, & de faire écouler ce tems inutilement, comme elle avoit fait tout l'Hiver paſſé, & de gagner par-là, que tous les fraix, & les préparatifs de Guerre, que ces deux Puiſſances avoient faits, pour obtenir une bonne & durable Paix, fuſſent perdus & inutiles; que d'ailleurs les Operations de la Guerre ne pourroient plus être retardées, parce que Sa Maj. Imp. avoit reçu la Nouvelle certaine, que toutes les Forces de la Turquie s'étoient à la fin tournées du côté de la Ruſſie; enſorte que non ſeulement les Obligations indiſpenſables d'un fidele Allié, mais même ſa ſûreté propre, exigeoient qu'il obligeât un Ennemi ſi redoutable, par des Diverſions ſenſibles, à partager ſes grandes Forces.

ANNO 1737.

Et, afin que perſonne ne puiſſe douter de la continuation des Intentions paiſibles de Sa Maj Imp. Elle n'avoit pas ſeulement ordonné au Comte de *Seckendorff*, qu'avant que de commencer les Opérations de la Guerre, & d'entrer ſur le Territoire des Ennemis, il devoit faire remettre au Bacha de la plus proche Forteresſe ennemie, une quatrieme Lettre du Comte de *Königſegg* au Grand-Vizir; mais Sa Maj. Imp. a encore trouvé néceſſaire, de faire connoître à tout le monde, par une Déclaration publique & imprimée, les raiſons qui l'ont indiſpenſablement obligée & forcée à prendre part à cette Guerre. Que Sa Maj. Imp. avoit encore eu beaucoup de contentement, d'apprendre de tems en tems, tant de ſes Miniſtres à la Diéte, que des autres qui ſe trouvent dans les Cours étrangeres, que toutes les Lettres & Ecrits, qui de tems en tems leur avoient été communiqués au ſujet de cette Affaire, avoient trouvé par-tout une approbation générale. Que la Porte Ottomane elle même, comme on pouvoit le voir par ſes Réponſes, n'avoit pû ſe diſpenſer non plus, de donner des louanges à la ſage Conduite de Sa Majeſté Imp., & qu'elle n'avoit pas eu la hardieſſe de démentir tout ce qui a été détaillé ici, & les conſéquences qui en ont reſulté. Que même la Porte avoit inſinué en dernier lieu, que parce que Sa Maj Imperiale étoit indiſpenſablement obligée d'accomplir ſes promeſſes, & de ſe montrer à la Ruſſie un Allié fidele, il ſuffiroit ſi elle lui envoyoit le nombre des Troupes auxiliaires qui avoit été ſtipulé; d'où il s'enſuit certainement, que la Porte elle-même reconnoit la juſtice des Armes, que Sa Majeſté Imp. a été obligée de prendre en main: parce que de faire Diverſion en conformité d'une Alliance défenſive, n'exige pas d'autre aſſiſtance, que d'envoyer à ſon Allié les Troupes auxiliaires, & que le ſurplus dépend abſolument de la bonne Volonté de celui qui en a été requis. Que Sa Maj. Imp. ayant accordé le ſurplus des Troupes, avoit très-ſerieuſement réfléchi, que lorſque ſes Troupes auxiliaires ſeroient dans des Païs éloignez, ſes propres Païs héréditaires reſteroient ſans défenſe; c'eſt pourquoi elle s'eſt d'autant plus facilement reſolu à agir de toutes ſes forces, dans l'eſpérance que cela procureroit plûtôt une Paix durable & ſûre, d'autant qu'elle avoit été informée, ſans en pouvoir douter, que cette Propoſition n'avoit été faite à Sa Majeſté Imp., que dans l'intention de pouvoir tirer en longueur la Guerre contre la Ruſſie. Comme donc on avoit reconnu & avoué dans tous les Endroits, où on avoit fait connoître tout ce qui s'étoit paſſé à ce ſujet du côté de Sa Majeſté Imperiale, & la néceſſité où elle ſe trouvoit indiſpenſablement d'entreprendre cette Guerre préſente, & que même elle n'a pas été déſavouée de la Porte même, comme nous avons dit & prouvé; & enfin, qu'il ſe trouve ici les mêmes circonſtances, qui ſe trouvérent il y a pluſieurs Années, lorſque Sa Majeſté Imperiale prit les armes pour l'avantage de toute la Chrétienté, & pour aſſiſter la Republique de Veniſe. Qu'enfin,

Sa

ANNO 1737. Sa Majesté Imper. n'avoit pas d'autre intention dans toute cette Affaire, que de préserver contre l'Ennemi héréditaire du Nom Chrétien, ses Païs, qui servoient de rampart à toute la Chrétienté, & ses autres Païs héréditaires, & de l'empêcher d'exécuter ses pernicieux Desseins.

C'est pourquoi Sa Maj. Imp. prend une très-gracieuse Confiance dans les Electeurs, Princes, & Etats du S. Empire, comme elle les prie, & requiert pour cet effet, que pour la Gloire de Dieu, l'Amour de la Chrétienté, pour la gloire & la sûreté de la Patrie, & enfin, en conformité de ce qu'ils ont fait auparavant, & si souvent, ils veuillent non seulement former au plûtôt un Resultat suffisant de l'Empire, par rapport aux Secours & Contingens, mais que chacun s'en acquite fidelement, & promptement.

Que Sa Maj. Imp. espereit avec confiance, que la Bénédiction du Tout-Puissant conduiroit une Affaire si juste, & que, comme la Tranquilité & le Repos avoient été déjà rétablis dans la Chrétienté, ils ne seroient pas moins affermis dans peu de tems du côté de l'Orient, enforte que pour l'avenir on n'auroit plus à craindre la mauvaise Foi des Infidéles, & que par conséquent on pourroit se promettre de toute part une Paix durable. Et comme jusqu'à présent Sa Majesté Imp. avoit toujours veillé jour & nuit, sans se lasser jamais, aux véritables Intérêts & à la Prospérité du St. Empire, il ne lui pourroit arriver rien de plus agreable, que de se voir affermie, suivant ses souhaits, par un Evenement aussi heureux, dans ses Intentions Paternelles: comme Sa Majesté Imp. ne manqueroit pas non plus de reconnoître à son tems, & lorsque l'Occasion se présentera, envers tous en général, & envers chacun en particulier des Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, la bonne volonté qu'ils témoigneront dans cette Occasion à leur honorable Patrie, l'Empire Germanique. Et Son Alteſſe l'illuſte Principal Commiſſaire de Sa Maj. Imp., reitera toujours très-affectionné à rendre service aux Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire. Fait le 22. de Juin 1737.

Signé,

(L. S.)

JOSEPH, Prince de Furſtenberg.

CCVI.

Fevrier. *Arrêt du Parlement de Paris qui defend à* HELEINE DE COURTENAY *de ſe qualifier Princeſſe du Sang Royal de France, avec un Mémoire de cette Dame contre cet Arrêt du 7 Fevrier* 1737. [Mercure Hiſtorique Tom. CIII. pag. 340.]

SUr les Concluſions des Gens du Roi contre un Memoire du Marquis de *Beaufremont*, dans lequel la Marquiſe de *Beaufremont*, ſon épouſe, Heleine de *Courtenay*, eſt nommée *Princeſſe du Sang Royal de France*, le Parlement a rendu l'Arrêt ſuivant.

La Cour a arrêté & ordonné que les Termes, *Heleine de Courtenay, Princeſſe du Sang Royal de France*, étant au bas de la Page ſept dudit Memoire, demeureront rayez & ſupprimez, & que les Feuilles intitulées, *Obſervations ſur les Ecrits modernes, Lettre quatre-vingt dix-neuf*, leſdites Feuilles commençant à la Page 193. & finiſſant à la Page 216., datées à la fin, le 12 Janvier 1737. à Paris chez *Chambert*, ſeront & demeureront ſupprimées: Fait inhibitions & defenſes, tant audit de Beaufremont qu'à tous autres, d'employes leſdits Titre & Qualité pour ladite *Heleine de Courtenay*, & notamment à tous Libraires & Imprimeurs, & tous autres, de les employer dans aucuns Livres ou Imprimez. &c.

Memoire D'HELENE DE COURTENAY *Marquis de Beaufremont preſenté au Roi.* [Mercure Hiſtorique Tom. CII. pag. 455.]

AU ROI.

ANNO 1737.

SIRE,

HELEINE DE COURTENAY, remontre très humblement à V. M., que ſans ſe rendre indigne du nom qu'elle porte, & de l'ineſtimable honneur de deſcendre d'un Roi de France, elle ne peut ni ne doit ſe diſpenſer de reclamer la Juſtice de V. M., contre un Arrêt rendu au Parlement de Paris le 7 Fevrier 1737.

Cet Arrêt ordonne la Radiation des termes de *Princeſſe du Sang Royal de France*, dont on l'a qualifiée dans un Memoire fourni au Parlement de Bezançon, à l'occaſion du Titre de... très-haut & très-puiſſant Seigneur, conteſté au Marquis de Bauffremont ſon Mari, par le Procureur-Général de ce Parlement, ſur le fondement d'une Ordonnance de *Philippe IV.* Roi d'Eſpagne: Ordonnance, dont la Maiſon de Beauffremont a toûjours été exceptée (1).

Cet Arrêt ajoûte à cette Radiation injurieuſe la Suppreſſion de la Feuille 99. des *Obſervations ſur les Ecrits modernes*, où cette qualification de *Princeſſe du Sang Royal de France*, ſe trouve repetée.

C'eſt ainſi que par un Arrêt, rendu ſur les ſeules Concluſions des Gens du Roi, & ſans que la Suppliante ait été ni entendue ni appellée, on lui ravit les avantages, & les qualifications inſeparables de ſa Naiſſance; l'on outrage la memoire de ſes Ayeuls, par leſquels de mâle en mâle, & ſans interruption, elle a l'honneur de deſcendre de *Louis VI.* Roi de France.

Si l'on en croit cet Arrêt, le Titre de Prince du Sang Royal n'a été pour eux qu'un objet d'ambitieuſes Prétentions, contre leſquelles le Parlement s'éleva au commencement du dernier Siecle.

La Suppliante convient (quelque triſte & douloureux que ſoit cet aveu pour elle) que ſes Ayeuls n'ont pû parvenir à ſe faire accorder le Rang & les Honneurs attachez depuis *Henri III.* au Titre de *Prince du Sang*; Quoique, ni ſous ce Regne, ni ſous aucun autre, on ne leur ait jamais conteſté d'être deſcendus en Ligne directe ~~de Prince de France~~, dernier Fils de *Louis VI.*

Des circonſtances produites par les tems & par les uſages, une ſorte de fatalité répanduë ſur la Poſterité de ce Prince, les ont privez de cette diſtinction; mais elle ſoutient, que jamais V. M. ni les Rois ſes Prédéceſſeurs (ſeuls en droit de juger ce Point important) n'ont decidé qu'ils ne fuſſent pas *Princes du Sang Royal de France*.

Si votre Auguſte Bis-Ayeul, à qui ils en demandérent les Prérogatives, en lui préſentant leur Genealogie, les leur refuſa, il leur en laiſſa du moins le Titre; perſuadé, que rien ne pouvoit leur ravir ce qu'ils ne tenoient que de la Nature.

Maître des Rangs & des Honneurs dans ſon Royaume, il a voulu en faire jouir les Princes de ſa Branche, deſignez par cette qualification de *Prince du Sang*; mais il n'a jamais défendu aux Princes de *Courtenay* de ſe qualifier de *Princes de Sang Royal de France*, qualifications qui deſignent des Princes deſcendus d'une autre Branche de la Maiſon de France que la Branche Regnante.

Comment des Veritez puiſſées dans la Nature, conſacrées par la ſageſſe du plus grand des Rois, ont-elles pû échaper aux Lumieres du Parlement? Comment concilier un Arrêt, qui les detruit, avec l'équité de ce Tribunal reſpectable? La Suppliante ne peut l'attribuer qu'à l'injuſte Sort, qui depuis ſi long-tems perſecute ſa Maiſon.

Ses influences, SIRE, ſe diſſiperont aux piez de votre Trône, & feront place à votre Juſtice, lorſqu'elle ſera inſtruite des raiſons ſur leſquelles la Suppliante fonde le Titre éminent qu'on lui conteſte.

Pour juger de leur ſolidité, il eſt neceſſaire de conſiderer la Maiſon de Courtenay ſous deux Epoques; depuis *Louis VI.* juſques à *Henry III.*; depuis *Henry III.* juſques aujourd'hui.

Premiere Epoque. Sous le Regne de *Louis VI.*, la France n'étoit, ni au point de grandeur où elle eſt aujourd'hui, ni même au point d'élevation où elle étoit ſous la premiere Race de nos Rois. Les grands & vaſtes Fiefs, qui formoient l'ancien Patrimoine de la

(1) Le Parlement de Beſançon vient de le juger ainſi.

ANNO 1737. la Couronne, ſe trouvoient démembrez. Ils furent uſurpez par les Comtes (2) ou Gouverneurs de Provinces, qui s'érigeoient eux-mêmes en Souverains, & qui ne conſerverent à nos Rois que l'Hommage lige; de ſorte que le Patrimoine de *Louis VI.* ſe reduiſoit aux Villes, & Territoire de Paris, Orleans, Eſtampes, Compiegne, Melun. Le reſte du Royaume étoit occupé par les grands Vaſſaux de la Couronne.

Nos Rois, dans ce tems-là, ne pouvoient apanager leurs Enfans Cadets de Biens conſiderables: ces Princes Cadets épouſoient ordinairement des Heritieres de grandes Maiſons; mais, lors qu'elles ne leur portoient, ni Comtez, ni Duchez, ou qu'ils n'étoient pas Grands Officiers de la Couronne, ils n'avoient aucun Rang dans l'Etat, & ils demeuroient dans l'Ordre des Gentilshommes. De là vient, que rarement ils prenoient le Titre de *Prince du Sang:* Ils ſe contentoient de porter les Noms des Maiſons, dont ils avoient épouſé les Heritieres, parce qu'ils s'en étoient impoſé la Loi; Et, dans les Ceremonies publiques, ils étoient précedez par les Comtes, Ducs, ou Grands Officiers de la Couronne.

Ainſi, *Pierre de France*, de qui la Suppliante deſcend en Ligne directe & legitime, n'eut aucun Apanage; tout ſon Bien ſe reduiſit aux Terres que lui porta l'Heritiere de Courtenay, dont il prit le Nom & les Armes: quoi-qu'il fût Fils du Roi *Louis VI.* & Frere du Roi *Louis VII.* il ne prenoit d'autre Titre, que de *Frere du Roi, & de Seigneur de Courtenay. Ego Regis Frater, & Cartiniacenſis Dominus.*

Son Fils, *Pierre de Courtenay*, Couſin Germain de *Philippe Auguſte*, & comme lui Petit-Fils de *Louis le Gros*, ne prend d'autre Titre que de Marquis de Namur. Et *Pierre de Courtenay* fut depuis Empereur d'Orient, & ſa Branche y a regné juſqu'a ce qu'elle ſoit tombée en Quenouille (3).

Quoique les Princes de Courtenay ne priſſent pas alors le Titre de *Prince du Sang*, quoi qu'ils n'euſſent point de Rangs, nos Rois les reconnoiſſoient comme *Princes du Sang Royal* (4), parce que ce Titre ne ſe caracteriſoit que par la ſeule Naiſſance. L'Hiſtoire en fournit une Preuve à l'évidence de laquelle on ne ſauroit ſe refuſer. Qu'il ſoit permis ici à la Suppliante de la rappeller en faveur d'une défenſe ſi precieuſe pour elle!

Louis de Bourbon, Premier du Nom, Comte de Vendôme, dixieme Ayeul de V. M., dans ſon Contract de Mariage paſſé en 1424., ne prend point la Qualité de *Prince du Sang*: cependant, elle lui appartenoit inconteſtablement; & il n'eſt perſonne dans l'Univers, qui en doute, ni qui puiſſe en douter.

Les Titres de premiers Pairs de France, les Honneurs attachez aujourd'hui aux Princes du Sang, ne leur ont été accordez que par l'Edit de 1576.

Juſques-là, la Maiſon de Courtenay n'a eu aucune démarche à faire, parce que juſques-là elle n'a eu aucun Rang à prétendre. Elle s'eſt trouvée dans le même cas où étoient les Branches de la Maiſon de Dreux, également iſſuës de *Louis le Gros*.

Le Sort de la Maiſon de Dreux n'a pas été moins ſingulier que celui de la Maiſon de Courtenay: Les quatre premieres Branches, n'ayant poſſedé aucunes Dignitez Feodales, n'ont eu aucuns Rangs, aucuns Honneurs, pendant que la cinquieme Branche, commençant à *Pierre de Dreux*, occupoit le Duché de Bretagne, & jouïſſoit, en cette qualité, de Rangs ſuperieurs à tous autres Princes du Sang; puiſque *Pierre de Dreux*, & ſes Deſcendans, ſe trouvoient Souverains de Bretagne, & Ducs & Pairs de France, ſeules Dignitez qui conſeraſſent alors les premiers Rangs. La Poſterité de *Pierre de Dreux* a fini dans la Ducheſſe *Anne*, qui a porté à la France ce Duché par ſes Mariages ſucceſſifs avec les Rois *Charles VIII.* & *Louis XII.*

Ainſi, les autres Princes de la Maiſon de Dreux (5) étoient dans l'Ordre de la Nobleſſe, pendant que leur Branche Cadette tenoit un Rang ſi conſiderable dans le Royaume. Les Princes de la Maiſon de Courtenay, par la même raiſon, étoient dans le même Ordre, dans le même tems que leur Branche Aînée ANNO 1737. regnoit ſur le Trône d'Orient.

Les Princes deſcendus de la Maiſon Royale de France, n'ayant donc aucuns Rangs, aucuns Honneurs, particuliers, avant l'Edit de 1576. lorsqu'ils ne poſſedoient pas de Dignitez Feodales, ſe trouvoient dans la même ſituation où étoient leurs Peres, premiers Deſcendans des Rois: ainſi, nulle diminution d'Etat à oppoſer à la Maiſon de Courtenay, juſques à cet Edit.

Elle étoit ſi généralement reconnuë pour Branche de la Maiſon de France, que *Du Tillet dans ſon Recueil des Rois de France* (6), *dédié au Roi Charles IX.*, fait la Généalogie des Princes de Courtenay, & les qualifie du Sang de France.

Seconde Epoque. L'Edit d'*Henry III.* n'eut pas plûtôt paru, que la Maiſon de Courtenay ſe crut en droit de participer aux Honneurs & aux Prérogatives attachez aux Princes du Sang; mais on ne les lui accorda point: Elle n'eut pas plus de ſuccès ſous le Regne de *Henry IV.* Sous le Regne de *Louis XIII.* elle reclama encore vainement.

Les Princes de cette Maiſon, ne pouvant parvenir à jouïr des Droits de leur Naiſſance, ſe retirerent en Angleterre, après avoir écrit à la Reine Regente, & au Parlement, les Raiſons qui les obligeoient à prendre ce parti (7).

Quelque triſte qu'il fût pour eux de ſe voir conteſter les Prérogatives du Sang, ils eurent cette conſolation, qu'il n'y eut perſonne en France à qui leur Naiſſance parut douteuſe. Le Procureur Général du Parlement, leur Ennemi déclaré (8), fut le ſeul qui eſſaya de répandre des ſoupçons ſur leur Généalogie: il défendit aux Sieurs de Sœ. Marthe de la continuer; mais pouvoit-il prouver plus ſolidement qu'elle étoit inconteſtable, & qu'il craignoit autant les lumieres de ces fameux Hiſtoriens, que leur amour pour la verité?

Les Princes de la Maiſon de Condé n'étoient pas moins penetrez de la verité de leur Naiſſance, & de la Juſtice qu'il y avoit à leur en accorder les Honneurs. Le Prince *Henry de Bourbon*, premier Prince du Sang, les traitoit de Couſins en leur écrivant; &, par des Lettres revenuës de ſon Sceau du premier Janvier 1616., il leur promit en Foi & Parole de Prince, que Droit leur ſeroit fait ſur la reconnoiſſance de leur Maiſon & Origine, par eux tant de fois demandé, tant du vivant du Roi défunt que depuis, que pour les Injures & Violences, auxquelles par defaut de Juſtice, & de Protection, ils ſont journellement expoſez (9).

Ce Prince, dans le Traité de Loudun, reclama en effet leurs Droits: on promit d'y prononcer, mais, ayant déplû à la Reine Régente, il fut arrêté, & ſa Priſon ravit aux Princes de Courtenay toutes leurs eſperances (10).

Ils revinrent cependant en France, ils firent des Proteſtations, & ils les réïtererent ſous le Regne du feu Roi. Du Bouchet, ſon Maître d'Hôtel ordinaire, fit leur Généalogie: il prouva par les Titres les plus authentiques, que la Branche de Chevillon (qui ſeule ſubſiſtoit alors (11), étoit iſſuë de Mâle en Mâle de *Pierre de France*, dernier Fils de *Louis le Gros*.

Ce Livre a été imprimé avec Privilege du feu Roi, & lui eſt dédié. L'Auteur étoit ſi penetré de la Naiſſance des Princes de Courtenay, que, dans ſon Epitre Dédicatoire même, il s'exprime avec cette noble hardieſſe, que la ſeule Verité éclairée peut inſpirer. Leur Naiſſance, STRA, dit-il, la Pourpre Imperiale, dont quelques-uns ſe trouvent revêtus, leur donnent lieu d'eſperer la glorieuſe Protection de Votre Majeſté, & que Vous leur accorderez, en faveur de ceux qui reſtent encore de leur Poſterité, les

(2) Ils l'étoient, lorsque *Hugues-Capet*, Trie-Ayeul de *Louis VI.*, parvint à la Couronne.

(3) Elle a fourni 4 Empereurs d'Orient.

(4) Dans tous les Actes Majeurs de la Maiſon de Courtenay, nos Rois, juſqu'à *Charles VI.*, ont parlé comme Parens de cette Maiſon .. Du Tillet, Titre de la Maiſon de Courtenay.

(5) De toutes ces Branches, il ne ſubſiſtoit lors de l'Edit de 1576. que une Perſonne de la Maiſon de Dreux, à qui même on conteſtoit alors la Naiſſance.

(6) Ce Livre fut imprimé en conſequence du Privilege de *Henry III.* de 1578., c'eſt-à-dire, 3. Ans après l'Edit. Cet Edit, comme l'on voit, n'empêcha point tous les Savans de rendre la Juſtice qu'ils devoient à la Maiſon de Courtenay, & *Henry III.* ne le défendoit point.

(7) Ces Lettres ſont rapportées tout au long dans *Du Bouchet*: on y peut voir auſſi les Honneurs & les Diſtinctions qu'ils recûrent du Roi d'Angleterre.

(8) C'eſt ainſi que *Du Bouchet* le traite dans ſa Généalogie de Courtenay.

(9) La Suppliante eſt ſaiſie de l'Original de ces Lettres, & de 11. autres Lettres des Princes de Condé. Elles ſont preſque toutes rapportées par Du Bouchet.

(10) Ce Traité eſt rapporté par Du Bouchet.

(11) La Suppliante eſt la derniere Perſonne de cette Branche, & de toute la Maiſon.

Digitized by Google

ANNO 1737. les Marques d'Honneur qui doivent être inſéparables de leur Extraction Royale. C'eſt un Droit, SIRE, qu'ils tiennent en partage de la Nature, qui ne peut ſe preſcrire par le Tems, & que Vous ne ſauriez leur refuſer ſans affoiblir l'Appui de Votre Couronne.

Le feu Roi reçut ce Livre des mains de l'Auteur, à qui il promit de le lire: Ce fait eſt atteſté par ſon Lecteur, auquel il ordonna de le porter dans ſon Cabinet (12). Les Princes de Courtenay, ſûrs de la Fidelité de leur Généalogie, demandérent qu'elle fût examinée par des Commiſſaires: Ils déclarérent, que s'il ſe trouvoit un Hiſtorien, un Savant, qui pût y reconnoître quelque Fauſſeté, ils offroient de payer de leur Tête, l'Uſurpation dont ils ſeroient par-là convaincus.

La Cenſure, la Critique, ni l'Envie, ne purent attaquer une Généalogie contenue dans un Livre qui ſe publioit, & ſe débitoit avec d'autant plus de ſuccès, que toute la France étoit attentive aux preſſantes inſtances, que faiſoient les Princes de Courtenay, pour ſe faire accorder les Honneurs dûs à leur Naiſſance. Nul Homme de Lettres n'oſa entrer en lice; l'Entrepriſe parut impoſſible; on ne trouva aucuns moyens, pas même apparens, d'attaquer cette Généalogie.

Lors du Traité, par lequel le Duc de Lorraine cedoit ſes Etats au feu Roi, à la charge qu'il jouïroit des Honneurs, du Rang de *Princes du Sang*, & qu'il ſeroit appellé à la Succeſſion de la Couronne après les Princes de la Maiſon de Bourbon, les Princes de Courtenay préſentérent leur Requête au feu Roi: ils le ſuppliérent de faire ſubſtituer à ces Termes de.., la Maiſon de Bourbon... ceux-ci... la Maiſon Royale iſſue légitimement par Mâles des Rois de France; diſant que, s'ils en étoient, comme ils croyoient en avoir donné des preuves ſans replique, ce ſeroit leur faire Injuſtice que les exclure d'un Droit à la Couronne, qui leur étoit dévolu par les Loix fondamentales du Royaume.

Telle étoit la Situation de la Maiſon de Courtenay, ſous le Regne du feu Roi; mais, qu'en reſulte-t-il? Que, Maître des rangs dans ſon Royaume, il n'a voulu en accorder qu'aux Princes de ſa Branche: Princes, par cette Raiſon, qualifiez ſeulement de *Princes du Sang*. Ce grand Roi, perſuadé que les Droits de la Nature ſont inviolables, perſuadé que l'on ne peut deſcendre en Ligne directe & légitime d'un Roi de France, ſans être *Prince du Sang Royal de France*, n'a jamais défendu aux Princes de Courtenay de prendre ce Titre.

Ils l'ont pris devant ſa propre Perſonne. L'Auteur de leur Généalogie le leur donne dans ſon Epître Dedicatoire... SIRE, dit-*il*, *voici des Princes iſſus d'un de Vos Auguſtes Aïeuls*. Ils l'ont pris dans les Requêtes imprimées, qu'ils ont eu l'honneur de lui préſenter. Dans une de ces Requêtes, ils reclament, comme on l'a déjà dit, le Droit de ſuccéder à la Couronne de France, après l'Extinction de toutes les Branches de la Maiſon regnante, à l'excluſion du Duc de Lorraine, à qui on l'avoit accordé. Ils ont dans leurs Armes écartelé de France & de Courtenay; &, dans leurs Epitaphes, on les a qualifiez, ou du *Prince du Sang Royal de France*, ou d'*Illuſtres Seigneurs ſortis de ce Sang*.

Tous les Hiſtoriens leur donnent cette Origine, & traitent leur Maiſon de *Maiſon Royale*. *Du Tillet*, *Du Cheſne*, *De Ste. Marthe*, *le Pere Labbe*, *le Laboureur*, *le Pere Anſelme*, *le Pere Baffier*, *Moreri*, ſes Editeurs: Tous ces Auteurs, dont les Livres ont été imprimez en France avec Privilege, établiſſent qu'elle deſcend de Mâle de Mâle de *Louis le Gros* (13).

Tant de Monumens de l'Auguſte Tige de la Maiſon de Courtenay n'ont point été hazardez dans le fond d'une Province, à l'extrémité du Royaume. (14) On les a élevez ſous les yeux de nos Rois; on les a conſacrez publiquement à cette Vérité générale, que la Maiſon de Courtenay deſcend de celle de France, ſans que jamais nos Rois en ayent ordonné la démolition ou la ſuppreſſion.

Le Pere de la Suppliante, la Sœur de ce Prince, furent tenus ſur les fonds de Baptême, l'un par feu M. le Prince en 1641., l'autre par la Ducheſſe de Savoye, Sœur du Roi *Louis XIII.* en 1644. On les déclare, dans les Extraits Baptiſtaires, *iſſus du Sang Royal de France*. ANNO 1737.

Votre Majeſté même ne s'eſt point offenſée, de ce que les derniers Princes de cette Maiſon ayent fait des Proteſtations au ſujet des Rangs qu'ils prétendoient: elle a ordonné de les rendre à la Suppliante, à qui elles étoient deſtinées (15).

L'Angleterre, la Cour de Rome, la Religion de Malthe, les Princes étrangers, les ont toujours regardez comme *Princes du Sang Royal de France* (16). Tel eſt le Sort des Véritez univerſelles, de ne trouver de Contradiction dans aucun Pays.

Si le Parlement a trouvé dans ſes Archives quelques Traces de la Haine (17) d'un Procureur Général contre les Princes de Courtenay, il pouvoit y trouver auſſi depuis les effacer; car ſes Regiſtres ne pouvent renfermer des Monumens qui appartiennent à la Poſterité de *Louis le Gros*, qui ne ſoient communs à la Maiſon de Courtenay, & qui n'établiſſent ſa glorieuſe Origine.

Les Sieurs *Du Tillet*, Greffiers du Parlement, n'ont rien apperçu dans ces Regiſtres, qui puiſſe donner atteinte à la Prétention de la Suppliante: c'eſt cependant ſur ces Regiſtres, qu'ils ont vûs & examinez, que le *Recueil des Rois de France*, par eux donné au Public, a été compoſé.

Il eſt vrai qu'en 1610. le Procureur Général au Parlement s'oppoſa à ce que les Princes de la Maiſon de Courtenay jouïſſent du Rang & des Honneurs de *Princes du Sang*. Il ſe fondoit ſur ce qu'ils n'y avoient point été admis par l'Edit de 1576. Voilà tout ce que les Regiſtres du Parlement renferment de contraire aux Droits de la Maiſon de Courtenay: mais qu'elle Atteinte les Qualitez indicatives de ſon Origine en ont-elles reçûes? Aucune.

Les Princes de cette Maiſon ont continué ſous les yeux de nos Rois à prendre les Titres de *Princes du Sang Royal*: leur Généalogie, où ce Titre leur a été donné, a été dédiée au feu Roi: la plus grande partie des Actes qu'ils viennent de rapporter, & où on les a ainſi qualifiez, ſont poſterieurs. Le feu Roi, qui les a vûs & connus, & qui ſeul pouvoit en ordonner la ſuppreſſion, ne l'a jamais fait.

S'il leur a donc refuſé les Honneurs accordez aux Princes de ſa Branche, il a en même tems voulu que les Princes de Courtenay demeuraſſent en poſſeſſion de prendre les Qualitez indicatives de leur Maiſon. Si l'on pouvoit ſuppoſer dans ce grand Monarque une autre Volonté, il leur auroit défendu de prendre ces Qualitez: mais il ſavoit, on le repete ici, que la Nature les leur ayant données, la Nature ſeule pouvoit les leur ôter.

Dès que les Princes, qui ſont ſortis de cette Maiſon, ont donc pris ſous nos Rois, depuis *Henry III.* juſques aujourd'hui, les Qualitez indicatives de cette Origine, ſans que jamais aucun Roi en ait ordonné la Radiation, la Suppliante eſt en Droit de ſe qualifier *Princeſſe du Sang Royal de France*. Cette Qualification forme la ſeule & ſimple Indication du Sang dont elle ſort: elle n'en reçoit, ni Rang, ni Prérogatives: elle ne prend point la Qualité de *Princeſſe du Sang*, à laquelle ces Honneurs ont été accordez, & qui n'a été communiquée qu'aux *ſeules Princeſſes* de la Branche Regnante.

Le Parlement n'a donc pû ôter à la Suppliante un Droit qu'elle ne tient que de la Nature. Si elle prenoit les Rangs accordez par l'Edit de 1576., comme nos Rois les ont refuſez à nos Peres, cette Cour, conſéquemment à ce qui ſe paſſa en 1610., auroit pû empêcher la Suppliante de ſe les attribuer: mais qu'on la dépouille des Qualitez indicatives de ſa Naiſſance, en poſſeſſion deſquelles nos Rois l'ont laiſſée, c'eſt ce qu'aucun Tribunal ne peut jamais prononcer; parce qu'il n'eſt point d'Autorité ſuperieure à celle de la Nature, ou, il n'y en avoit, ce ſeroit

(12) La Suppliante en a le Certificat de la Main du Lecteur: c'étoit l'Abbé *la Monnoïe*... lequel Livre dit-il a été reçû avec beaucoup de Bonté & d'Agrément de la part de S.M.

(13) Dans le Supplément de Moreri imprimé à Paris en 1735. la Maiſon de Courtenay eſt encore qualifiée de Maiſon Royale.

(14) Termes de l'Arrêt.

(15) Les deux derniers Princes de la Maiſon de Courtenay ont laiſſé une Proteſtation ſous une Enveloppe, qui indiquoit un Teſtament. Ce Teſtament, ou, pour mieux dire, cette Proteſtation, a été ouverte en 1733. finie & paraphée du Lieutenant-Civil. S. M. l'a fait remettre à la Suppliante, qui la reclamoit comme un Titre qu'elle devoit conſerver. L'a-t-on ſupprimée?

(16) On en trouve les Preuves dans *Du Boulay*. Le Roi d'Angleterre *Jaques I.* écrivit au Roi *Louis XIII.* & à la Reine Regente, en leur faveur: il ne doutoit point ſuivant les Expreſſions de ſes Lettres, qu'ils ne fuſſent deſcendus de *Louis le Gros*.

(17) On ſe ſert de cette Expreſſion après *Du Boulay*.

ANNO 1737. ſeroit à la ſeule Perſonne de V. Maj. qu'elle ſe trouvoit dévolue.

Auſſi eſt ce aux piez de votre Trône, SIRE, que la Suppliante porte ſes juſtes Plaintes contre un Arrêt ſi injurieux à la Poſtérité d'un Roi que vous comptez parmi vos Ayeuls. Votre Juſtice, votre Piété, ſi évidemment récompenſées par le glorieux ſuccès que Dieu vient de donner à vos Armes, ne permettront point que l'on raviſſe à la ſeule Perſonne, qui ſubſiſte de la Branche de ce Prince, les Qualitez indicatives de ſa Naiſſance.

C'eſt l'unique Bien qui lui reſte de cinq Rois qu'elle compte parmi ſes Ancêtres, c'eſt le ſeul auquel elle ſoit ſenſible. Elle ſeroit indigne de l'Illuſtre Sang dont elle a l'honneur de deſcendre, ſi elle en admettoit de plus précieux: elle en eſt reſponſable à ſes auguſtes Ayeux; & plus elle eſt pénétrée du plus profond Reſpect, de la plus profonde Vénération pour Votre Majeſté, plus elle doit cherir une Origine qui lui eſt commune avec la Branche Regnante, plus elle doit eſpérer la Caſſation de l'Arrêt dont elle ſe plaint: Arrêt rendu ſans aucun Examen de ſes Titres, & malgré la Poſſeſſion où ſes Peres ont été de prendre les Qualitez qu'elle reclame (18).

(18) Le Suppliant a eu l'Honneur de préſenter cette Requête à la propre Perſonne du Roi le 22. Fevrier 1737.

CCVII.

Convention pour l'exécution des Preliminaires (1) de Vienne, ſignée par les Miniſtres de l'Empereur & du Roi de France, le 11 Avril 1736.

AU NOM DE LA TRES SAINTE TRINITE', PERE, FILS ET S. ESPRIT.

SA M. I. & S. M. T. C. animez d'un deſir égal d'affermir de plus en plus la bonne intelligence & amitié retablies entre Elles, & ſi neceſſaires pour le bien de la Chrétienneté, & d'aſſurer ſolidement un parfait repos en Europe, *loin de ſe borner à la ceſſation des Hoſtilitez établie, declarent qu'elles veulent procéder auſſi promptement qu'il ſera poſſible à l'effectuation des conditions de Paix ſtipulées par les Articles Préliminaires ſignez & ratifiez de part & d'autre, & voulant à cet effet agir dans un concert parfait, Elles ſont convenues des Articles ſuivants.*

I.

S. M. I. & S. M. T. C. confirment autant que de beſoin la Convention ſignée à *Vienne* le 5 du mois paſſé par leurs Miniſtres reſpectifs, concernant les Contributions & toutes autres Impoſitions du côté de l'*Allemagne* & ſtipulant le tems auquel les Troupes de S. M. T. C. ſe retireroient du Plat-Païs de l'Empire, ladite Convention ſera cenſée avoir la même force que ſi elle étoit inſerée ici mot à mot.

II.

L'Empereur & le Roi T. C. ne permettront pas que leurs Troupes exigent de nouvelles Impoſitions ou Contributions des Etats neutres en *Italie*, & ſi contre leur deſir ils étoient obligés d'y laiſſer encore quelques-unes de leurs Troupes, elles s'abſtiendront de tout excès en quelque choſe que ce puiſſe être. L'Acte ſigné à *Vienne* le 4 Fevrier de la préſente année pour procurer plus d'aiſance aux Troupes imperiales, ſera cenſé avoir la même force, que s'il étoit inſeré ici mot à mot, & s'il manquoit encore quelque choſe à ſa parfaite & entiere execution dans tout ce qu'il contient, elle aura ſon effet au plûtôt poſſible. Les Revenus du *Milanez*, dont la *Diarta* fait partie, & les impoſitions faites ſur le Pays pour le traitement, les Fourages & les Quartiers d'hiver des Troupes, appartiendront à S. M. T. C. ou ſes Alliez juſqu'au jour de l'Echange des Ratifications de la préſente Convention, & ſeront payés dans le terme de trois mois, à compter du jour de l'Echange des Ratifications de la préſente Convention, ſans que néanmoins il ſoit permis d'uſer d'aucune voie d'Exécution, pourvû qu'il ait été donné caution ſuffiſante pour le payement. ANNO 1737.

On évacuera dans le plus court terme qu'il ſera poſſible tout le *Milanez*, à l'exception des 2. Diſtricts qui doivent appartenir au Roi de *Sardaigne* en vertu des Préliminaires: Cette Evacuation ne pourra être différée par de-là le terme de 6 ſemaines, à compter du jour de l'Echange des Ratifications de la préſente Convention.

Dans le même tems le Roi de *Sardaigne*, demeurant en poſſeſſion deſdits Diſtricts, prendra auſſi celle de tout ce qui eſt ſtipulé en ſa faveur dans le 4. Article des Préliminaires.

Pour ce qui regarde le traitement des Troupes juſqu'à leur entiere Retraite, les Generaux reſpectifs auront ordre de s'entendre enſemble ſur cela d'une maniere à pourvoir en même tems au ſoulagement du Païs & à la Conſervation des Troupes: Il ne ſera commis aucun excès dans leſdits Païs, ni rien innové, & les Places ſeront remiſes avec l'Artillerie qui y a été trouvée, & ſi aucune avoit été tranſportée ailleurs, elle ſera reſtituée ſur le champ. Et à l'égard des autres Païs qui doivent appartenir à S. M. Imp. ou dans leſquels Elle doit mettre des Garniſons, il n'y ſera non plus commis aucun excès, ni rien innové, & l'Evacuation s'en fera exactement dans les termes qui auront été ou ſeront convenus par les Generaux reſpectifs, en conſequence des Declarations de S. M. Imp. & de S. M. T. C. du 30. Janvier de la préſente année, leſquelles Declarations ſeront cenſées faire partie de la préſente Convention. L'on ne détournera aucuns Documens, Papiers, Ecrits ni Archives concernant les Païs qui doivent revenir à S. M. Imp., & ſi aucuns avoient été detournez, ils ſeront rendus de bonne foi, & réciproquement ſi quelques-uns avoient été detournez appartenants aux Etats que l'Empereur cede par les Préliminaires, ils ſeront rendus de même de bonne foi.

III.

Et comme tout doit marcher d'un pas égal, on convient que les Troupes des Alliez de S. M. Imp. qui ſont encore en *Pologne* & en *Lithuanie* n'y commettront aucun excès, qu'elles n'y feront aucune innovation capable de porter la moindre atteinte aux Loix & Libertez des Polonois, ou qui ne ſoit conforme à ce qui eſt porté par les Articles Préliminaires, enfin qu'elles y vivront & s'y comporteront comme Troupes qui ont à en ſortir ſix ſemaines après l'Echange des Ratifications de la préſente Convention, c'eſt-à-dire, dans le même tems que tout ce qui eſt convenu d'ailleurs dans les Préliminaires ſera exécuté. Et quant à la ſubſiſtance deſdites Troupes juſqu'à leur entiere retraite, on ſe reglera entierement ſur ce qui conviendra en même tems au ſoulagement du Païs & à la conſervation des Troupes.

IV.

S. M. Imp. qui promet à S. M. T. C. la parfaite execution de ſa part du premier Article Préliminaire en tous ſes Points, dans le terme de 6 ſemaines, à compter du jour de l'Echange des Ratifications de la préſente Convention, s'engage auſſi à faire remettre à S. M. T. C. inceſſamment & au plus tard dans l'eſpace d'un mois, à compter du jour de la Signature de la préſente Convention, les Declarations en bonne forme de la Czarinne & du Roi *Auguſte*, portant non-ſeulement l'acceptation de tout ce que contient le premier Article des Préliminaires, mais encore l'obligation & l'engagement qu'il ſera pleinement exécuté en *Pologne*, notamment en ce qui regarde la reconnoiſſance du Roi *Staniſlas Premier* avec les Titres & honneurs de Roi de *Pologne* & Grand Duc de *Lithuanie*, la reſtitution de ſes Biens & de ceux de la Reine ſon Epouſe, la Conſervation inviolable des Droits & Privileges de la République de *Pologne*, & la Sûreté pour toutes Perſonnes, Provinces & Villes, ſans aucune exception, de n'être ni moleſté ni inquieté ſous prétexte de ce qui ſe ſera paſſé pendant les derniers troubles de *Pologne*. Reciproquement l'Acte d'Abdication du Roi *Staniſlas Premier* & les Actes reciproques des Déclarations de la Czarinne & du Roi *Auguſte* ſeront remis à S. M. Imp., pour être delivrez & avoir leur effet ſeulement en même-tems que ce qui

(1) Rapportez ci deſſus Art. CCVII. pag. 46.

ANNO 1736. qui eſt marqué ci-deſſus aura ſon plein & entier effet.

V.

Seront concertez dès à préſent entre les Parties intereſſées tous les Actes des Ceſſions des Pays qui, en vertu des Préliminaires, doivent appartenir & reſter à chacun, pour être leſdits Actes delivrez en bonne forme, & les Ceſſions avoir leur effet dans le même tems que les Evacuations auront lieu.

VI.

S. M. Imp. s'engage d'employer de bonne foi tous les ſoins poſſibles pour obtenir dans le terme de ſix ſemaines, à compter du jour de l'Echange des Ratifications de la préſente Convention, ou plûtôt ſi faire ſe peut, le conſentement de l'Empire en bonne forme aux Articles Préliminaires pour les points où il peut être neceſſaire.

VII.

Suppoſé qu'avant l'expiration du terme de 6 ſemaines après l'Echange des Ratifications de la préſente Convention, le conſentement de l'*Empire* aux Articles Préliminaires pour les Points où il peut être neceſſaire ſoit deja obtenu, S. M. T. C. ſera évacuer dans le même terme les Places de *Kehl*, *Philipsbourg* & *Trêves*, dont les 2 premieres ſeront remiſes à la diſpoſition de l'Empereur & de l'*Empire*, & la 3. à l'Electeur de ce nom, enſorte que les Troupes de S. M. T. C. n'y puiſſent plus rien poſſeder ni retenir: Mais ſi contre toute attente le Conſentement de l'*Empire* tardoit plus long-tems à être donné, l'évacuation ſuſdite auroit à ſe faire au moment que la *France* en ſeroit aſſûrée.

VIII.

S. M. Imp. & S. M. T. C. ſe déclarent garentes de l'exécution de tout ce que contient la préſente Convention, & en conſéquence Elles n'auront que d'un parfait Concert ſur tout ce qui pourra regarder l'affermiſſement & la continuation de la Paix, en même tems que la plus prompte effectuation, tant des Articles Préliminaires que de la préſente Convention. Les Ratifications de la préſente Convention ſeront échangées dans le terme d'un mois, ou plûtôt ſi faire ſe peut.

En foi dequoi, Nous Miniſtres Plenipotentiaires de S. M. Imp. & de S. M. T. C. avons ſigné cette préſente Convention, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes.

A *Vienne* en *Autriche* le 11 Avril 1736.

ARTICLE SEPARE' I.

S. M. T. C. ayant fait connoître, que nonobſtant ce qui eſt ſtipulé au premier & au ſecond Articles des Préliminaires ſur le tems où le Duché de *Lorraine* devra ſuivre le ſort de celui de *Bar*, Elle deſiroit qu'au lieu de prendre pour Epoque la Vacance du Grand-Duché de *Toſcane*, on le fixât au terme de la priſe de poſſeſſion du Duché de *Bar* par le Roi Beau-Pere de S. M. T. C.

S. M. Imp. déclare, nonobſtant ces Clauſes du premier & du ſecond Articles Préliminaires, que le Duché de *Lorraine* ſera cédé au Roi Beau-Pere de S. M. T. C. auſſi-tôt après la Concluſion & l'Echange des Ratifications d'une Convention à cet effet ſignée, ſoit entre S. M. Imp. & S. M. T. C., ſoit entre S. M. T. C. & S. A. R. le Duc de *Lorraine*, & à laquelle on procedera inceſſamment.

Bien entendu, que ſi l'on ne parvenoit à conclure cette Convention qu'après le tems où le Roi Beau-pere de S. M. T. C. devra être mis en poſſeſſion du Duché de *Bar*, ſuivant les Préliminaires & la Convention de l'effectuation ſignée ce jourd'hui, dont le préſent Article ſeparé fait partie, la Remiſe du Duché de *Bar* à ce Prince ne pourra être différée ni par ce motif ni par les diſcuſſions qui pourroient ſurvenir ſur l'Etenduë & les Limites dudit Duché de *Bar*, leſquelles ſeront enſuite reglées à l'amiable.

ARTICLE SE'PARE' II.

Le Roi *Stanislas* entrant en poſſeſſion des Duchez de *Lorraine* & de *Bar*, la prendra de tout ce que poſſede le Duc de *Lorraine* dans la *Lorraine* & le *Barrois*, Appartenances & Dependances, ſoit d'ancien Patrimoine, Acquiſitions ou Biens Allodiaux, & à quelque Titre que ce puiſſe être, à l'exception néanmoins du Comté de *Falckenſtein* & Dépendances. ANNO 1736.

Convenu réciproquement que par rapport aux differentes Enclaves & Terres mêlées avec differens Princes de l'*Empire*, il ſera pris de concert avec S. M. Imp. de telles meſures & arrangemens, que l'on ne laiſſe ſubſiſter aucune occaſion ou prétexte qui pourroit donner lieu à troubler le repos & la bonne intelligence reciproque. Les préſens Articles Separez auront la même force, que s'ils étoient inſerez mot à mot dans la Convention d'aujourd'hui.

Fait à *Vienne* le 11 Avril 1736.

ARTICLE SEPARE'.

La Convention ſignée ce jourd'hui avec été compoſée & rediguë en Langue Françoiſe contre l'uſage ordinaire obſervé entre S. M. Imp. & S. M. T. C., cette difference ne pourra être allegüée pour exemple, ni tirer à conſequence, ou porter préjudice en aucune maniere à qui que ce ſoit, & l'on ſe conformera à l'avenir à tout ce qui a été obſervé juſqu'à préſent dans de ſemblables occaſions, & nommément dans le Traité de Paix ſolennel à faire, la Convention ſignée aujourd'hui ne laiſſant pas d'avoir la même force & vertu que ſi elle étoit en Langue Latine, & le préſent Article Separé aura pareillement la même force que s'il y étoit inſeré mot à mot.

Fait à Vienne *le 11 Avril* 1736.

DECLARATION.

Le Soußigné Miniſtre du Roi Très Chrêtien auprès de l'Empereur, muni des Pouvoirs neceſſaires, déclare qu'en conſideration & en conſequence des deux Articles ſeparez de la Convention ſignée aujourd'hui, S. M. T. C. s'occupera avant que l'Empereur, & agira de concert avec S. M. Imp. pour procurer à la Maiſon de Lorraine *tout les Biens de quelque nature qu'ils puiſſent être dans le Grand Duché de* Toſcane; *que ni le Roi* Stanislas *ni S. M. T. C. ne prétendront aucune Succeſſion de qui le Duc de* Lorraine *n'en prétendoit pas, & qu'ils donneront toute l'aſſurance poſſible contre toute idée de Réunion, enfin qu'ils diſpenſeront le Duc de* Deux-Ponts *de la Relevance d'un Fief ad* Cameram.

Fait à Vienne *le 11 Avril* 1736.

Souſcription des Préliminaires pour la Paix Générale.

NOus Souſſignez en vertu des Pleins-pouvoirs de nos Maîtres, avons arrêté les préſens Preliminaires, qui reſteront ſecrets, juſqu'à ce qu'il ſoit convenu autrement entre les Parties & ſeront ratifiés dans un mois ou plûtôt, ſi faire ſe pourra.

Fait à *Vienne* le 3 d'Octobre 1735.

(L. S.) (L. S.)

PHILIPPE LOUIS Comte de Sintzendorff. JEAN BAPT. DE LA BRAUNE.

Enſuit la Note des Terres Imperiales des *Langhes*, Terres dont S. M. poſſéde une partie. 1 Rocheta del Tanaro, 2 Rocca d'Arazzo, 3 Mombercelli, 4 Vinçio, 5 Caſtel nuovo di Calea, 6 Rozzolaſco, 7 Albaretto, 8 Serravalle, 9 Feeſolio, 10 La Niella, 11 S. Benedetto, 12 Montechiaro, 13 Mioglia, 14 Prunetto, 15 Levico, 16 Soalienta, 17 Monaſtiſſo, 18 Provida, 19 Carretto, 20 Cencio, 21 Rocheta del Cencio, 22 Rocca Grimalda, 23 Tailo, 24 Spinola, 25 Capriata, 26 Francavilla, 27 Biſſio, 28 Montaldi, 29 S. Chriſtophoro, 30 Caroſio, 31 Bardinetto, 32 Baleſtrino, 33 Nazino, 34 Caprafica, 35 Alta, 36 Cornaſco, 37 Lovano, 38 Rozzo, 39 Ceſio, 40 Teſtico, 41 Garlenda, 42 Paſſavenna, 43 Roſſi, 44 Durani, 45 Stahanello, 46 S. Vincenzo, 47 Belvedere un tiers, 48 Mora la moitié, 49 Morneſe la moitié, 50 Cairo les trois quarts, 51 Rocheta les trois quarts, 52 Vignarello les trois quarts, 53 Milleſimo la moitié, 54 Coſſeria la moitié, 55 Plodio la moitié, 56 Biethro la moitié, & 57 Aqua Freddo la moitié.

Il y a de plus la Terre de Taſſarolo, laquelle on

ANNO 1736. n'a pas encore pû savoir, si elle est Imperiale, ou à qui elle appartient, & au cas qu'elle soit telle il faudra aussi la comprendre dans la Note.

L'on fait remarquer qu'il y a quatre hameaux, qui ne sont que des dependances des Territoires du Cairo & de Milesimo, qui sont compris dans cette Liste comme des Terres Principales.

ARTICLE SEPARE'.

S. M. de Toutes les *Russies* & S. M. le Roi *Auguste* seront considerées en ce qui regarde les affaires de *Pologne* comme parties principales Contractantes, & invitées comme telles au futur Congrès, & y admises aux Conferences relatives à leurs interets.

On terminera le dit Congrès le plûtôt que faire se pourra en n'y admettant, que les matieres qui regardent immédiatement les Parties belligerantes.

Comme les conjonctures presentes n'ont pas permis, qu'avant la conclusion des Articles Preliminaires S. M. I. ait pû recevoir l'agrément & le consentement de l'Empire sur tout ce où il est interessé, Elle tachera de l'obtenir suivant l'usage établi dans l'Empire le plûtôt qu'il sera possible.

Le présent Article aura la même force, que s'il étoit inseré mot à mot dans les Articles Préliminaires.

Fait à *Vienne* ce 3 Octobre 1735.

(L. S.) (L. S.)

PHILIPPE LOUIS de Sinzendorff. JEAN BAPT. DE LA BEAUNE.

ARTICLE SEPARE' I.

Comme dans les Titres employés, soit dans les Pleins-pouvoirs, soit dans les Articles Preliminaires, quelques-uns ne sont pas reconnus de part & d'autre, il a été convenu que ces Titres ne donneroient aucun Droit, & ne causeront aucun préjudice, & la présent Article séparé aura la même force, que s'il étoit inseré mot à mot dans les Articles Préliminaires.

Fait à *Vienne* ce 3 Octobre 1735.

ARTICLE SEPARE' II.

Les présens Articles Préliminaires ayant été composés & rédigés en Langue *Françoise* contre l'usage ordinairement observé entre S. M. I. & S. M. T. C., cette difference ne pourra être allegué pour exemple, ni tirer à conséquence, ou porter préjudice en aucune maniere à qui que ce soit, & l'on se conformera à l'avenir à tout ce qui a été observé jusqu'à présent dans de semblables occasions, & nommément dans le Congrès ou Traité General à faire, les présens Articles Préliminaires ne laissant pas d'avoir la même force & vertu, que s'ils étoient en Langue Latine, & le présent Article séparé aura pareillement la même force, que s'il étoit inseré mot à mot dans les Articles Préliminaires.

Fait à *Vienne* ce 3 Octobre 1735.

(L. S.) (L. S.)

PHILIPPE LOUIS Comte de Singendorff. JEAN BAPT. DE LA BEAUNE.

CCVIII.

1737. 8 Fevrier. *Prise de Possession du Duché de Bar* (1) *par les Commissaires de Sa Majesté le Roi* STANISLAS *de Pologne, Duc de Lorraine & de Bar, le 8. Fevrier* 1737. [Mercure Historique Tom. CII. pag. 324.]

LEs Commissaires respectifs s'étant rendus le 8. Fevrier à la Chambre des Comptes de Bar, où les Membres de ce Tribunal étoient assemblez, on commença par la lecture des Pouvoirs dont étoient munis ceux du Duc de Lorraine, pour delivrer les sujets du Barois du Serment de fidelité envers ce Prince, & ces Pouvoirs furent enregistrez au Gref de cette Chambre. On lut ensuite les Pleins-pouvoirs, dont étoient Porteurs les Commissaires des Rois de France & de Pologne, *Stanislas I.* & les Lettres Patentes données à *Meudon* le 18. du Mois précédent, portant, que „ *Stanislas* Roi de Pologne „ & Duc de Bar, declare, qu'il prend Possession du „ Barois, en conséquence des Traitez, arrêtez entre „ le Roi son Gendre & l'Empereur, &c.'. Lesquels Pleins-pouvoirs & Lettres Patentes ayant été aussi enregistrés, Mrs. de la *Galaizière* & de *Morzeck*, Commissaires de L. M. T. C. & Polon. se transporterent dans la grande Salle du Château, où étoient assemblés les 5. Bailifs du Barois, savoir deux de Bar, de Bassigni, de S. Mihel, d'Etain, & de Pont-à-Mousson, tous en Habits de Cérémonie. On reitéra en leur présence la lecture desdits Pouvoirs & Lettres Patentes, à laquelle on ajouta celle de leur Enregistrement. Après quoi les Commissaires étant assis, chacun dans un Fauteuil, & couverts, on plaça un Carreau de Velours auprès de M. de la *Galaizière*, qui leur parla successivement à chacun en ces termes. *Monsieur le Bailif de.... vous prêter au Roi de Pologne, Duc de Bar, le Serment de Fidelité, que vous lui devez pour vous parfaitement, & pour les Officiers & les Justiciables de votre Bailiage.* Le Serment prêté par chacun desdits Bailifs à genoux, & la Main sur le S. Evangile, M. de la *Galaizière* leur repondit à chacun en particulier, *Dieu vous aide, ainsi soit-il.* Les mêmes 5. Bailifs recommencerent ensuite la même Cérémonie, & prêterent un nouveau Serment au Roi de France, pour la Réunion éventuelle du Barois à cette Couronne : après-quoi commencérent les Réjouissances & les Démonstrations d'Allegresse &c.

(1) Les Commissaires prirent de même possession de la Lorraine le 15 de May, au nom du Roi de France & du Roi Stanislas de Pologne.

ANNO 1737.

Lettres Patentes de S. M. P. le Roi Stanislas; pour la Prise de Possession des Duchés de Bar, & de Lorraine, & premièrement de celui de Bar. [Mercure Historique Tom. CII. pag. 420.]

STANISLAS, par la grace de Dieu, Roi de Pologne, Grand-Duc de Lithuanie, Prusse, Masovie, Samogitie, Kiovie, Volhinie, Podolie, Podlachie, Livonie, Smolensko, Sévérie, Czernickow, Duc de Bar, Marquis de Pont-à-Mousson. A tous presens & à venir, Salut. Les Traitez & Conventions qui ont été signés par les Ministres Plenipotentiaires du Roi Très-Chrêtien, notre très-cher & très-amé Frére & Gendre, & par ceux de l'Empereur, que Nous avons acceptés, Nous ayant assuré la Souveraineté des Duchez de Lorraine & de Bar, & transmis la Souveraineté & Propriété actuelle du Duché de Bar & Marquisat de Pont-à-Mousson, Terres, Fiefs & Seigneuries qui en dependent, connoissant le fidéle attachement que nos nouveaux Sujets ont eu jusqu'à present pour les Ducs Predecesseurs, & n'esperant que Dieu qui destine à son gré les Sceptres & les Couronnes, disposera les cœurs des Sujets qu'il Nous a soumis, à Nous rendre avec zéle & fidélité l'obéissance qu'ils Nous doivent, comme à leur seul & légitime Souverain; notre premier soin est de leur donner des marques de notre affection Paternelle, en déclarant dès à present, que notre intention est de conserver les Privileges de l'Eglise, de la Noblesse, & du Tiers Etat, les annoblissemens, graduations, & concessions d'honneur, faites par les Ducs de Lorraine nos Predecesseurs, notamment les Privileges & Immunités de notre Université de Pont-à-Mousson, le tout conformément à la Convention du 28. Août de l'Année dernière. A ces Causes, de l'avis de notre Conseil, de notre certaine science, pleine puissance, & autorité Royale, voulant en vertu des Articles Préliminaires de la Paix, arrêtés & signés le 3. Octobre 1735., par les Ministres Plenipotentiaires de noredit Frere, & Gendre, & ceux de l'Empereur, & les Traitez & Actes faits en consequence les 11. Avril & 12. Août de l'Année dernière, Nous mettra en Possession actuelle & réelle, comme de fait Nous déchirons par ces presentes que Nous prenons actuellement & réellement Possession du Duché de Bar, Marquisat de Pont-à-Mousson, Terres, Fiefs, & Seigneuries, Droits & Revenus qui en dépendent, sans aucune exception, pour les posseder en Souveraineté, ainsi & de même que les Princes de la Maison de Lorraine les ont

ANNO 1737. ont joui & dû jouir? Nous avons donné nos Pleins-Pouvoirs au Sr. de la *Galaizière*, Conſeiller ès Conſeils du Roi Très-Chrétien, notre très-cher & très-amé Frere & Gendre; Maître des Requêtes ordinaire de ſon Hôtel, & au Sr. de *Meczeck*, Marechal de notre Cour, à l'effet de ſe tranſporter inceſſamment en notre bonne Ville de Bar, pour y recevoir en notre Nom le Serment de fidelité des Preſident, Conſeillers, & Gens tenans notre Chambre des Comptes, Baillifs de Bar, St Mihiel, Pont-à-Mouſſon, Etain, Baſſigny, & autres, auſquels Nous avons ordonné de ſe rendre en perſonne en ladite Ville de Bar, au jour qu'il leur ſera indiqué par noſdits Commiſſaires; voulons que quant à preſent les Officiers de notre dite Chambre, ceux des Bailliages, Prevôtés, Grueries, & autres Juriſdictions, comme auſſi les Receveurs particuliers des Finances, Notaires, Tabellions, Garde-Notes, & tous autres Juges & Officiers, actuellement établis dans notre Duché de Bar, pour l'adminiſtration de la Juſtice, Police, & Finances, en Titre d'Offices, ou par Commiſſions, continuer d'exercer ſous notre Autorité les Fonctions de leurs Charges, Offices, ou Commiſſions, juſqu'à ce qu'il en ſoit par Nous autrement ordonné, & de jouir des honneurs, profits, & émolumens, qui leur ſeront attribuez ſans être tenus de prendre de nouvelles Proviſions, Commiſſions, ou autres Lettres, dont nous les diſpenſons quant à preſent. Enjoignons aux Juges & autres nos Officiers dans tous les cas ſur leſquels nos intentions n'auront pas été expreſſément déclarées par nos Edits, Déclarations, & Arrêts de notre Conſeil, de ſe conformer aux Ordonnances & Reglemens des Ducs nos Prédéceſſeurs, notamment à ceux de notre très-cher & très-amé Frere le Duc de Lorraine, & à ceux du Duc *Leopold* ſon Pere, de glorieuſe memoire, Coutumes, Stiles, & Uſages juſqu'à preſent obſervez dans notre Duché de Bar; voulons au ſurplus, que les Traités & Concordats faits entre les Ducs nos Prédéceſſeurs & les Princes & Etats Voiſins ſoient obſervez & exécutez ſelon leur forme & teneur, & que les differens Ordres de notre Duché de Bar continuent de jouir des Prérogatives, Immunités, & autres diſtinctions dans leſquelles ils ont été juſqu'à preſent maintenus & gardez. Si donnons en Mandement à nos amez & féaux Conſeillers, les Gens tenant notre Chambre des Comptes en notre bonne Ville de Bar, Baillifs, Lieutenants-Généraux & Gens tenans nos Bailliages de Bar, St. Mihiel, Pont-à-Mouſſon, Etain, & du Baſſigny ſéans à Bourmont, & St. Thiebaut, Prevôts, Gruyers, & à tous autres Juges, Officiers, Juſticiers, Hommes & Sujets qu'il appartiendra, que les Preſentes ils faſſent lire, publier, regiſtrer, & afficher par tout où beſoin ſera, & leur contenu garder & obſerver inviolablement, ceſſant & faiſant ceſſer tous troubles & empêchemens contraires; car ainſi nous plait. En foi de quoi Nous avons à ces préſentes Lettres ſignées de notre main, & contreſignées par le Secretaire de nos Commandemens, fait appoſer notre grand Sceau. Donné à *Meudon* le 18. Janvier 1737. *Signé*, STANISLAS, Roi. Et plus bas, par le Roi, SIMON SIGUE. Vû au Conſeil, CHAUMONT, & ſcellé du grand Sceau de cire jaune de Sa Majeſté au Contreſcel des Armes du Duché de Bar.

„ Les choſes ayant été exécutées en Lorraine comme dans le Duché de Bar, on voit par l'Extrait ſuivant des Regiſtres de la Chambre du Conſeil & des „ Comptes de Bar, de quelle maniere les Sujets des „ deux Duchez ont été deliez de leur ſerment de fidélité envers S. A. R.

Ce jourd'hui 8. de Fevrier 1737, Nous *Nicolas-Joſeph*, Baron du Bois de Riocourt, Chevalier Baron de Dumblai, Seigneur de Remoncourt, Conſeiller d'Etat de S. A. R., & de ſes Finances, Maître de Requêtes ordinaire de ſon Hôtel, *Nicolas François*, Comte de Rennel, Chevalier Seigneur de *Mehoncourt*, Conſeiller & Secretaire d'Etat de Sadite Alteſſe Royale; & *Joſeph Charles le Febvre*, Conſeiller de Sadite Alteſſe Royale, & ſon Avocat-Général en la Chambre des Comptes de Lorraine; Commiſſaires nommés par S. A. R. pour l'execution des Articles Préliminaires arrêtés à Vienne le 3. Octobre 1735. entre S. M. I. & Cath. d'une part, & Sa Maj. Très-Chrétienne d'autre, des Actes & Conventions des 18. Avril, & 27. Août derniers, & de l'Acte de Ceſſion de S. A. R., de ſon Duché de Bar, donné à Vienne le 24. Septembre auſſi dernier, portant que Sadite Alteſſe Royale a cédé & abandonné, cède & abandonne ſous les Clauſes & Conditions portées, tant par leſdits Articles Préliminaires, que par les Conventions mentionnées ci-deſſus, pour Elle & ſes Succeſſeurs dès-à-preſent au Sereniſſime Roi de Pologne, Grand Duc de Lithuanie STANISLAS premier, Beau-pere de Sa Maj. Très-Chrétienne, le Duché de Bar, tant appelé Barrois mouvant que non mouvant, Appartenances & Dépendances, ſoit d'aucun Patrimoine, acquiſitions, ou biens allodiaux, à quelque Titre que ce puiſſe être; & après ſon décès à Sa Maj. T. C., & à ſes Succeſſeurs Rois de France, en tous Droits de Propriété & Souveraineté, ainſi & de même que S. A. R. en a joui, ou dû jouir, juſqu'à preſent: Nous nous ſommes rendus en la Chambre du Conſeil & des Comptes de Bar, en vertu de nos Pleins-Pouvoirs & Commiſſions du 20. Decembre dernier, dont la teneur ſera inſerée à la fin des Preſentes, dans lequel lieu Nous avons fait convoquer Mrs les Préſident, Conſeillers, Maîtres, Auditeurs; & Gens tenans la Chambre du Conſeil & des Comptes dudit Duché de Bar, auſquels Nous avons fait donner lecture par le Secretaire de la Commiſſion, de noſdits Pleins-Pouvoirs, en conformité deſquels Nous avons, au Nom de S. A. R., remis à Sa Maj. T. C. éventuellement, & à S. M. Polonoiſe actuellement, le Duché de Bar & ſes Dépendances, ainſi qu'il étoit poſſedé par S. A. R.; en conſéquence avons déclaré & déclarons au Nom de S. A. R. délier & relever tous ſes Sujets & Vaſſaux dudit Duché, du Serment de fidélité auquel ils étoient attenus envers S. A. R., conſentant qu'ils paſſent dès-à-preſent ſous la Domination & Souveraineté deſdits Séreniſſimes Rois, & que Meſſieurs les Commiſſaires nommez de leur part prennent Poſſeſſion dudit Duché & Dépendances; le tout relativement auſdits Actes & Conventions; pour en joüir, à commencer de ce jourd'hui, aux mêmes Droits & Charges dont S. A. R. en jouiſſoit; en conſequence de quoi Liquidation ſera faite entre les Commiſſaires reſpectifs, des revenus échus à S. A. R juſqu'à ce jour, de même que du montant des dettes hypothéquées en Capitaux, qui demeureront avec les interêts à courir de ce jourd'hui à la charge du Duché de Bar, de tout quoi Nous avons dreſſé le preſent Procez Verbal, lequel Nous avons fait enregiſtrer au Greffe de la Chambre du Conſeil & des Comptes du Duché de Bar, & de ſuite Nous étant tranſportez dans la Salle du Château, Nous y avons pareillement fait convoquer Mrs. les Baillifs de Bar, St. Mihiel, du Baſſigny, Pont-à-Mouſſon, & Etain, auſquels Nous avons fait donner lecture tant de noſdits Pleins-Pouvoirs, que du contenu au Procès Verbal ci-deſſus, & en conſequence leur avons déclaré que Nous les relevions & délions, enſemble tous les Sujets & Vaſſaux deſdits Bailliages, du Serment de fidélité auquel ils étoient attenus envers S. A. R., & pour le notifier dans leſdits Bailliages avons fait remettre à chacun deſdits Sieurs Baillifs Copie collationnée du preſent Procès Verbal, pour le faire publier & regiſtrer aux Greffes deſdits Bailliages, & Copies envoyées dans tous les Sieges & reſſortiſſans, pour y être pareillement lûes, publiées, & regiſtrées. Fait à Bar les Jour & An ſuſdits: En foi de quoi Nous avons ſigné & fait appoſer le Cachet de nos Armes. *Signé*, DU BOIS DE RIOCOURT, DE RENNEL, & LE FEBVRE; & cacheté du Cachet de leurs Armes.

ANNO 1737.

Pleinpouvoir de S. A. Royale le Duc de Lorraine, ſur le même ſujet.

FRANCOIS par la grace de Dieu, Duc de *Lorraine* & de *Bar*, Roy de *Jeruſalem*, *Marchis*, Duc de *Calabre* & de *Gueldres*, de *Monferrat*, & de *Teſchen* en *Silèſie*; Prince Souverain d'*Arches* & de *Charleville*, Marquis de *Pont-à-Mouſſon* & de *Nomeny*, Comte de *Provence*, *Vaudemont*, *Blamont*, *Zutphen*, *Sarwerden*, *Salm*, *Falckenſtein*, &c. A nos très chers & féaux les Sieurs Baron du *Bois* de *Riocourt*, Conſeiller d'Etat & Maître des Requêtes de nôtre Hôtel, le Comte de *Rennel*, Conſeiller Secretaire d'Etat, *Joſeph Charles le Febvre*, Avocat Général à nôtre Chambre des Comptes de *Lorraine*, SALUT. Les circonſtances des affaires publiques, Nous ayant neceſſité, malgré la répugnance que Nous avons toujours eu d'abandonner nos fideles Sujets dont Nous & nos Ancêtres avons éprouvé en tant d'occaſions le zéle & l'attachement, d'accéder aux articles Préliminaires conclus à *Vienne* entre Sa Maj. Imp. & Catholique, &

ANNO 1737.

Sa Maj. Très Chretienne, le 3. Octobre 1735, au Traité d'exécution du 11. Avril de la presente année, ensemble à la Convention du 28 Août dernier, Nous avons en conformité par Acte du 24 Septembre 1736, dont copie est ci-jointe, cedé dès à present nôtre Duché de *Bar*, au Séreniſſime Roy de *Pologne*, Grand Duc de *Lithuanie*, *Stanislas* premier, & après lui à Sa Majesté Très-Chrétienne, pour être ensuite réüni à la Couronne de *France*. Et étant question en consequence de procéder ao l'exécution tant dudit Acte de ceſſion, que dudit Traité, Nous confians en vôtre zéle, capacité & affection a notre service; Nous vous avons nommez, commis & députez, nommons, commettons, députons, pour en nôtre Nom remettre aux Commiſſaires nommez tant par le Séreniſſime Roy de Pologne *Stanislas* Premier, que par Sa Maj. Très Chrétienne, nôtre Duché de *Bar* relativement audit Acte de Ceſſion & Traité & aux inſtructions que Nous vous avons données a cet egard; en conſequence vous donnons pouvoir de relever tous nos Sujets, & Vaſſaux de nôtre dit Duché de *Bar*, du Sermeot de fidelité auquel ils étoient astenus envers Nous, & les renvoyer auſdits Séreniſſimes Rois de *Pologne* & de *France*, qu'ils auront à l'avenir à reconnoître pour leurs vrais & légitimes Souverains; & generalement faire tout ce qu'il conviendra pour l'entiere exécution dudit Acte. Autoriſant même, en cas de maladie, abſence, ou empêchement légitime de l'un de vous, les deux autres d'agir, comme ſi tous trois étoient preſens; de ce faire Nous vous avons donné tout pouvoir, commiſſion & mandement exprès & ſpécial; en foi de quoi Nous avons aux préſentes ſignées de nôtre main & contre-ſigoées par l'un de nos Conſeillers Secretaire intime, fait mettre nôtre Scel ſecret. Donné à *Vienne* le 20. Decembre 1736. *Signé*, FRANCOIS, *& plus bas contreſigné*, TOUSAINT, & ſcellé du Scel ſecret de Sadite Alteſſe Royale.

Le Plein-pouvoir de S. A. R. le Duc de *Lorraine* pour la priſe de poſſeſſion du Duché de ce nom eſt entierement ſemblable à celui-ci, aux dates près, S. A. R. n'ayant ſigné ſon Acte de ceſſion du Duché de *Lorraine*, que le 23 Fevrier dernier. Voici les Pleins-pouvoirs du Roy de France.

LOUIS, *par la grace de Dieu, Roi de* France *& de* Navarre, *à tous ceux qui ces préſentes Lettres verront*, Salut, *les mêmes Traités & Conventions qui ont eſſarti à nôtre très-cher & très-amé Frere & Beaupere le Roi de* Pologne, Staniſlas *premier, la poſſeſſion des Duchez de* Lorraine *& de* Bar, *en ayant ſtipulé la reverſion à Nous & à nôtre Couronne en pleine Souveraineté; après le décés de nôtredit Frere & Beaupere, & étant neceſſaire qu'en même tems que les Commiſſaires de nôtredit Frere le Roi de* Pologne *prendront en ſon nom poſſeſſion, ſoit du Duché de* Bar, *ſoit auſſi du Duché de* Lorraine, *& qu'ils recevront pour lui le Serment actuel de ſes nouveaux Sujets, le même Serment ſoit prêté éventuellement à Nous & à nôtre Couronne, voulant de nôtre part y pourvoir ſans aucun retardement: Pour ces cauſes & autres bonnes conſidérations à ce Nous mouvans. Nous avons choiſi, commis & nommé, choiſiſſons, commettons & nommons par ces préſentes ſignées de nôtre main, nôtre amé & feal Conſeiller en nos Conſeils, Maître des Requêtes ordinaire de nôtre Hôtel, le Sieur de la* Galaizicre, *& lui avons donné & donnons plein pouvoir, commiſſion & mandement ſpécial de recevoir en nôtre nom le Serment de fidélité éventuel des Sujets, ſoit du Duché de* Bar, *ſoit auſſi de celui de* Lorraine, *& de faire à ce ſujet ce qui ſera neceſſaire, voulant qu'il agiſſe en cette occaſion avec la même autorité que Nous ferions & pourrions faire ſi Nous y étions préſens en perſonne, encore qu'il y eut quelque choſe qui requit un Mandement plus ſpécial que ce qui eſt contenu en ces préſentes. Car tel eſt nôtre plaiſir, en témoignage de quoi Nous avons fait ſceller ces Préſentes. Donné à Verſailles le treiziéme jour de Janvier l'an de grace mil ſept cens trente-ſept, & de nôtre Regne le vingt-deux.* Signé, LOUIS, & ſur le reply, *par le Roi*, CHAUVELIN; *& ſcellé du grand Sceau de cire jaune.*

Serment prêté par le Procureur Général & par le Préſident de la Cour Souveraine.

NOus jurons & proteſtons devant Dieu & ſur les Saints Evangiles, tant en nôtre qualité de Procureur Général, qu'au nom de tous les Officiers du Parquet de la Cour, & de tous nos Subſtituts ès Juriſdictions qui y reſſortiſſent médiatement ou immédiatement, que nous reconnoiſſons pour nôtre ſeul & legitime Souverain actuel STANISLAS I. par la grace de Dieu, Roi de *Pologne*, Grand Duc de *Lithuanie*, Duc de *Lorraine & de Bar* auquel nous promettons fidelité, obeiſſance & ſervice envers tous & contre tous ſans aucunes reſtrictions ni exceptions quelconques, étant déchargez de tout ſerment & devoirs de Sujets envers le Duc *François* de *Lorraine*, promettons expreſſément d'avoir pour ennemis tous ceux que Sa Majeſté aura déclaré tels, de n'avoir aucune intelligence avec eux, ni leur prêter aucune aide & faveur directement ni indirectement, au contraire, d'avertir Sa Majeſté & ceux qu'il lui plaira nous donner pour Gouverneurs de ſa part, de toutes les intelligences, menées, intrigues & entrepriſes qui pourroient aller contre ſon ſervice, & de remplir loyalement à cet égard & en toutes autres choſes les devoirs de bons & fideles Sujets.

ANNO 1737.

Enſuite par le Premier Préſident en la maniere ſuivante.

Nous jurons & proteſtons devant Dieu, & ſur les Saints Evangiles, tant en nôtre qualité de Premier Préſident de la Cour Souveraine, que pour tous ſes Officiers, ceux des Siéges qui y reſſortiſſent, & généralement tous les Sujets Juridiciables des Duchez de *Lorraine* & de *Bar*, de quelque ordre & condition qu'ils ſoient, que Nous reconnoiſſons pour nôtre ſeul & légitime Souverain éventuel LOUIS XV par la grace de Dieu, Roy de *France* & de *Navarre*, & ſes Succeſſeurs auſdits Royaumes; promettons dès à preſent comme pour lors, qu'arrivant le décés du Roy de *Pologne*, Duc de *Lorraine* & de *Bar*, nôtre ſeul Souverain actuel, Nous garderons & rendrons à Sa Majeſté Très-Chrétienne, la même fidelité, obéiſſance & ſervice dont nous ſommes tenus envers nôtre Souverain Seigneur actuel: Nous promettons expreſſément d'avoir pour ennemis tous ceux que S. M. T. C. aura declarez tels, de n'avoir aucune intelligence avec eux, ni leur prêter aucune aide ou faveur, directement ni indirectement, au contraire d'avertir S. M. & ceux qu'il lui plaira Nous donner pour Gouverneurs de ſa part, de toutes les intelligences, menées, intrigues & entrepriſes qui pourroient aller contre ſon ſervice; & de remplir loyalement à cet égard & en toutes autres choſes, les devoirs de bons & fideles Sujets.

CCIX.

Proteſtation & Contreproteſtation au ſujet du défaut de preſentation de la Hiquenée pour le Royaume de Naples, faite à Rome le 28. Juin 1737. Juin.
[Mercure Hiſtorique Août 1737. pag. 138.]

COmme en ce jour 28. Juin 1737, veille de la Fête des Bienheureux Apôtres St. Pierre & St. Paul, & jour deſtiné pour recevoir les Tributs des feudataires relevans du St. Siége Apoſtolique, il ne s'eſt préſenté nulle perſonne pour remplir ce devoir au nom des Poſſeſſeurs actuels des Royaumes de Naples & de Sicile, & des Duchez de Parme & de Plaiſance, Fiefs perpétuels mouvans du St. Siége: Pour ces raiſons, & afin que l'interruption d'une choſe ſur laquelle ledit St. Siége Apoſtolique a un Droit ſi naturel, ſi reconnu, & ſi inconteſtable, ne puiſſe tirer à conſéquence dans la ſuite, par le ſilence qui auroit été gardé à cet égard: Ainſi moi, Commiſſaire de la Révérendiſſime Chambre Apoſtolique, en vertu du pouvoir confié à moi, par N. S. P. le Pape *Clement XII.* déclare, en ſon Nom, & par ſon Ordre, que je proteſte de nullité contre ladite interruption, & de non-préjudice contre tout ce qui pourroit s'en enſuivre; réſervant en tems opportun, à faire valoir la prétention d'indemnité, &c.

„ L'Agent du Roi des deux Siciles dépoſa le lendemain au Greffe de la Chambre Apoſtolique la „ Contre-proteſtation ſuivante.

Qu'ayant appris, que la veille, il avoit été fait par le Commiſſaire de la Chambre-Apoſtolique, *Lene*, une Proteſtation contre l'omiſſion de payement du Tribut prétendu par la S. Siége Apoſtolique, à la charge des Royaumes de Naples & de Sicile, comme Fiefs mouvans dudit S. Siége: Ainſi lui, Agent de S. M. Catholique, & chargé des Ordres de S. M. le Roi des deux Siciles, proteſte de nullité contre

ANNO 1737. tre ladite Protestation, & contre la prétention y contenuë, en ce qu'elle ne peut être alleguée, avec justice, à la charge de S. M. Sicilienne, pendant & aussi long-tems que le S. Siége Apostolique n'a pas reconnu en Elle les titres & les droits de Possesseur actuel des Royaumes de Naples & de Sicile, & ne lui a pas accordé en cette qualité les Investitures ordinaires.

CCX.

Juillet. *Lettres patentes pour la prise de possession du Gr. Duché de Toscane publiées à Florence le 12. Juillet 1737.* (Mercure Historique Août 1737. pag. 147.)

NOUS FRANÇOIS III. *par la grace de Dieu Duc de Lorraine & de Bar, Roi de Jerusalem, Duc de Calabre, de Gueldres, de Monferrat, de Teschen en Silesie, Prince de Charleville, Marquis de Pont-à-Mousson & de Nomeni, Comte de Provence, de Vaudemont, de Blamont, de Zutphen, de Sarwerden, de Salm, de Falkenstein*, &c. &c.

Savoir faisons par les Présentes, qu'ayant été faites, il y a quelques Années, certaines dispositions au sujet de la Succession du Grand-Duché de Toscane, en cas de défaut d'enfans mâles de la Maison de Médicis, il a été arrêté dans les Articles Préliminaires de Paix, conclus à Vienne le 3. Octobre 1735. entre l'Empereur & le Roi Très Chrétien pour terminer la Guerre si funeste à toute la Chrétienté & particulierement à l'Italie, de changer les arrangemens déja faits dans l'Article V. de la Quadruple Alliance, & entr'autres, convenu expressément, que, pour indemniser nôtre Sérénissime Maison de Lorraine de la cession tant du Duché de ce Nom, que de celui de Bar, elle devoit entrer en possession & propriété du Grand Duché de Toscane aussi-tôt après la mort du Prince, qui pour-lors vivoit & en avoit la possession. Et comme les Etats du S. Empire, assemblez dans la Diéte de Ratisbonne, ont non seulement acquiescé auxdits Articles Préliminaires & à tout ce qui y étoit contenu, mais encore donné pouvoir à S. M. Impériale de les faire mettre en exécution, tant en leur Nom, qu'en celui de l'Empire, & de faire généralement tout ce qui seroit nécessaire, pour conduire à sa perfection le salutaire Ouvrage de la Paix, les Actes solemnels de Cessions & Rénonciations respectives ayant été consignez & delivrez de la part des parties à la Succession dudit Grand-Duché, l'Empereur, nôtre très honoré Beau-Pére, nous en a enfin accordé l'Investiture éventuelle par les Lettres dont suit la teneur.

„ Nous CHARLES VI. par la grace de Dieu, élu Empereur des Romains, &c. savoir faisons & attestons par ces présentes, qu'en vertu des Articles Préliminaires du 3. Octobre 1735. il a été réglé que les Duchez de la Lorraine & de Bar passeroient, savoir celui-ci à la signature desdits Articles, & celui de Lorraine immédiatement après la mort du Grand-Duc de Toscane, au Sérénissime Roi de Pologne, & Grand Duc de Lithuanie, Stanislas I., pour après sa mort être l'un & l'autre incorporez à perpétuité à la Couronne de France, & que la Maison de Lorraine auroit en proprieté & pour indemnité desdits Duchez, le Grand-Duché de Toscane aussitôt après la mort de celui qui en est actuellement Possesseur, le tout sous la garantie de toutes les Puissances qui prendront part à la Paix. Et comme l'Epoque de la Cession du Duché de Lorraine a depuis été avancée par la Convention du 11. d'Avril dernier, il est bon seulement de la justice & de l'equité, mais encore de la bonne foi, que le Sérénissime Duc de Lorraine & de Bar, ses Descendans & ses Héritiers & Successeurs, soient indemnisez: C'est pourquoi, Nous, tant par nôtre Puissance Impériale, qu'en vertu du consentement à Nous donné par les Etats du S. Empire, donnons & accordons en nôtre Nom & en celui des Empereurs, nos Successeurs, l'Investiture éventuelle du Grand Duché de Toscane & de ses Dépendances au susdit Sérénissime Duc de Lorraine & de Bar, FRANÇOIS III. nôtre très-cher Gendre, & à ses Descendans Mâles à l'infini; & au „ défaut de ceux-ci au Prince Charles son Frere & „ à ses Descendans Mâles, aussi à l'infini, & à „ leur défaut au Prince Mâle & plus proche Héri- „ tier de la Maison de Lorraine, actuellement Re- „ gnante; & encore au défaut de ce dernier, & en „ cas de totale extinction des Princes Mâles, aux „ Princesses de ladite Maison, le tout selon la droit „ d'Ainesse, pour en jouir de la même maniere, „ que la Maison de Medicis, & le Prince de cette „ même Maison actuellement régnant. ANNO 1737.

„ A ces Causes, ordonnons & enjoignons à tous „ ceux qui dependent de nôtre Domination, d'a- „ voir égard à nôtre présente disposition & ferme „ volonté, & en conséquence de ne troubler en „ maniere quelconque ledit Sérénissime Duc de Lor- „ raine & de Bar, ni ses Héritiers & Successeurs, „ mais plûtôt de les maintenir, defendre, aider, & „ même leur procurer aide dans ce qui concerne „ nôtre dite disposition, & d'empêcher qu'il ne leur „ soit fait aucun trouble.

„ Mandons & enjoignons en particulier à tous „ & à un chacun des Lieutenans, Conseillers, Pré- „ teurs du Grand-Duché de Toscane & de toutes „ les Villes, Châteaux, Forteresses, Lieux, & Ter- „ res en dépendans, comme au Gonfalonier de Jus- „ tice, au Sénat & au Peuple de Florence, aux Co- „ lonels de la Milice, aux Capitaines, Sergens, Ca- „ porraux, à tous les Soldats & généralement à tou- „ tes Personnes, de quelque état, grade, prééminen- „ ce, & dignité, qu'elles soient, qu'immédiatement „ après la mort du présent Grand-Duc, ils ayent à „ reconnoître ledit Duc de Lorraine, &c. pour leur „ propre, véritable, & légitime Prince & Seigneur, „ & à se conduire en conséquence à son égard, „ nonobstant l'éventuelle Investiture en faveur du „ Susdit nommé dans le Traité de la Quadruple Al- „ liance, auquel nous dérogeons en ce point, le „ tout ci-dessus sous peine de nôtre indignation & de „ celle du S. Empire contre les Contrevenans, & en „ outre amende de 400. marcs d'Argent pour chaque „ fois, qu'ils voudront, ou entreprendront, de faire „ quelque Acte à ce contraire. Donné à Vienne le „ 24 Janvier 1737.

Nôtre Droit étant donc fondé sur des Titres aussi forts & aussi incontestables, & pouvant en vertu d'iceux entrer en pleine possession du susdit Grand-Duché, aussitôt que la Ligne Masculine de la Maison de Medicis viendra à manquer par la mort dudit Grand-Duc; Nous, ledit cas avenant, avons determiné de faire valoir nos Droits & Raisons, & attendu l'instabilité des choses humaines, avons jugé à propos de pourvoir d'avance à ce qu'il conviendra de faire en cas que, contre nôtre espérance & nos desirs, ladite Ligne Masculine vint à s'éteindre par une mort inopinée pendant nôtre absence.

A l'effet de quoi nous avons muni de nos Pleins-pouvoirs l'illustrissime & nôtre très-cher Cousin le Prince de Craon, pour faire en pareil cas tout ce qui seroit nécessaire, en vertu des Lettres de Pleins-pouvoirs à lui par nous accordées & ci-jointes.

En conséquence, mandons & enjoignons à tous & à un chacun des ci-dessus nommez du Grand-Duché de Toscane, que ledit cas de mort inopinée survenant, vous ayez à nous reconnoître pour vôtre véritable & legitime Seigneur & Prince, & à nous prêter en cette qualité l'Hommage ordinaire & le Serment de Fidélité, & nous rendre révérence & obéissance comme de fideles Vassaux & Sujets le doivent à leurs véritables & légitimes Seigneurs & Princes, & que pour cette fin, vous ayez à vous conformer en tout à tout ce qui vous sera enjoint en nôtre Nom de la part de nôtre susdit Ministre Plenipotentiaire, jusqu'à ce qu'il en ait été par Nous autrement ordonné. Donné à Luxembourg le 18. May 1737.

Le présent Edit publié le 12. Juillet 1737. par ordre de S. A. R. François III. Duc de Lorraine & de Bar, & II du même Nom Grand-Duc de Toscane, & à la diligence de Moi Prince de Craon, son Ministre-Plénipotentiaire.

CCXI.

Actes de cession du Royaume des deux Siciles, de la Toscane & des Etats de Parme entre l'Empereur & les Rois d'Espagne & des deux Siciles, publiés à Naples en 1737.

ANNO 1737. NOi D. Filippo V. per la gracia di Dio Re di Caſtiglia, di Leon, di Aragona, delle due Sicilie, di Gerusalemme, di Navarra, di Granata, di Toledo, di Valenza, di Galizia, di Majorica, di Siviglia, di Sardegna, di Cordova, di Corſica, di Murcia, di Jaen, de los Algarues, di Algezira, di Gibilterra, e delle Iſole Canarie, delle Indie Orientali, ed Occidentali delle Iſole, e Terra ferma del Mar Oceano; Arciduca d'Auſtria, Duca di Borgogna, del Brabante, e di Milano; Conte d'Habsburgo, di Fiandra, del Tirolo, e di Barcellonna, Signor di Biſcaja, e di Molina &c. &c.

Per il tenore delle preſenti facciamo noto, e teſtifichiamo, che eſſendo convenuto per finire la guerra d'Italia il Sereniſſimo e Potentiſſimo Principe Carlo VI. Imperadore de' Romani, ed il Sereniſſimo e Potentiſſimo Principe Luigi XV. Re Criſtianiſſimo di Francia in certi Articoli preliminari, che ci ſono ſtati preſentati in copia ſemplice, fatti ſecondo ſi dice il giorno 3 di Ottobre del 1735., e contengono condizioni di Pace, colle quali amendue le Parti teſtificano di reſtar contenti; Ed eſſendoſi anche ſtato riferito, che il detto Sereniſſimo, e Potentiſſimo Principe Carlo VI. Imperadore de' Romani con un Inſtrumento publicato in ſuo nome, e di ſuo ordine, e ſottoſcritto il giorno 30 di Gennaro di quell'anno, dichiaro, che terrebbe per concluſa con noi la Pace, mediante le condizioni ſtabilite, ne' ſuletti articoli preliminari, e che avrebbero intiero compimento le menzionate condizioni, che ci riguardano, ed il Sereniſſimo e Potentiſſimo Principe Don Carlo Re delle due Sicilie noſtro Figlio; Abbiamo Noi pura adorato a quelli Articoli preliminari, ameſa la Sicurezza, che ci diede il Re Criſtianiſſimo, che per parte del mentovato Principe ſi darebbe pronto compimento agli enunziati Articoli, ed abbiamo ordinato ſpedirſi la dichiarazione del tenor ſequente.

Avendo il Conte de Sinzendorff in nome e con baſtante potere dell' Imperadore firmato la dichiarazione del tenor ſequente.

L'Empereur declare qu'il regarde la Paix comme faite avec le Roi d'Eſpagne, au moyen des conditions portées par les Articles Preliminaires, rengageant d'envoyer ſes ordres à ſes Generaux, pour concerter avec ceux de S. M. Catholique, l'entiere effectuation de ces Articles, que S. M. declare vouloir obſerver, & executer fidelement, notamment en ce qui regarde le Roi des deux Siciles. Bien entendu, que de la part de ce Prince, auſſi bien que de celle de S. M. Catholique la Paix ſera pareillement regardée comme faite avec l'Empereur au moyen des conditions portées par les Articles Preliminaires, & qu'ils ſeront obſervés, & executés fidellement en tout point.

En foi de quoi nous Miniſtre Plenipotentiaire de l'Empereur, muni du pouvoir neceſſaire à cet effet avons ſigné la preſente Declaration, & l'avons munie du cachet de nos Armes. Fait à Vienne en Autriche le 30. Janvier de l'année 1735.

(L. S.)

PHILIPPE LOUIS

Comte de SINZENDORFF.

Per tanto ſua Maeſta il Re Cattolico dichiara; che oſſervandoſi come ſi offerisce di oſſervare S. M. Cef. fedelmente li mentovati Articoli, tiene per fatta la pace con S. M. Cef. offerendo di oſſervare, ed eſſeguire per la ſua parte litteralmente in tutti li ſuoi punti li accennati articoli, ed in fede di cio Noi Miniſtro Plenipotentiario di S. M. Catt. autorizato con Plenipotenza neceſſaria a quell'effetto, abbiamo firmata la preſente dichiarazione, e fatto porre il Sigillo delle noſtre Armi, Aranquez li 15 Aprile del 1736.

D. GIUSEPPE PATIONO.

Ed eſſendone riferiti Articoli Preliminari le diſpoſizioni ſeguenti.

Le Grand Duché de Toſcane après la mort du preſent poſſeſſeur appartiendra à la Maiſon de Lorraine pour l'indemniſer des Duchés qu'elle poſſede aujourd'hui. Toutes les Puiſſances qui prendront part à la pacification, lui en garantiront la ſucceſſion éventuelle. Les Troupes Eſpagnoles ſeront retirées des Places frontieres de ce Grand Duché, & en leur place introduit un pareil nombre de Troupes Imperiales, uniquement pour la ſureté de la ſucceſſion éventuelle ſuſdite, & de la même maniere qu'il a été ſtipulé à l'égard des Garniſons neutres par la quadruple Alliance. Livourne demeurera Port franc, comme il eſt, ſeront rendus à S. M. Impériale tous les autres Etats, ſans exception, qu'elle poſſedoit en Italie avant la preſente Guerre. En outre lui ſeront cedés en pleine proprieté les Duchés de Parme & de Plaiſance. ANNO 1737.

Quindi è, che Noi per ſodisfare all' obligazione, che abbiamo contratto in vigoro dell' accettazione de riferiti Articoli preliminari, e della mentovata noſtra dichiarazione, affidati nella certa ſperanza, che in buona corriſpondenza ſara inſieramente adempiuto con la medeſima buona fede dell' Imperadore de' Romani al tenore de riferiti Articoli Preliminari, e che medeſimamente conſegnera, nella dovuta, e miglior forma per ſe, e per gli ſuoi Eredi, e Succeſſori l'Iſtromento di Ceſſione e Rinunzia di tutti li Diritti, Azioni e Pretenſioni che poſſono competergli per qualunque titolo, o cauſa, tanto ſopra li Regni delle due Sicilie, quanto ſopra li Luoghi marittimi di Toſcana, che avanti poſſedeva.

Per Noi, e per li noſtri Eredi, e Succeſſori, e ſpecialmente in nome de' Sereniſſimi Infanti di Spagna D. Filippo, e D. Luigi, e degli altri Figli che potreſſimo avere con la Sereniſſima e Potentiſſima Principeſſa preſente Regina di Spagna Noſtra amatiſſima Conſorte, a conſequentemente in nome di tutti, e cadauno de quelli, che nati, o naſcere aveſſero, o poteſſero avere li Diritti alla Succeſſione del Gran Ducato di Toſcana, e de' Ducati di Parma e di Piacenza, cediamo, e rinunziamo tutti li Diritti, Azioni, e Pretenſioni, che a Noi o alli mentovati noſtri Deſcendenti per qualunque titolo, o cauſa appartengano, o tanto per quello riguarda li Ducati di Parma e di Piacenza, quanto per quel che tocca alla Succeſſione eventuale del Gran Ducato di Toſcana; E quanto a queſti Diritti, Azioni e Pretenſioni, concernenti li Ducati di Parma e Piacenza, li trasferiamo con pieno Diritto di proprieta nel Sereniſſimo e Potentiſſimo Principe Carlo VI. Imperadore de' Romani, e ſuoi Eredi, e Succeſſori dell' uno e dell' altro Seſſo, ſecondo l'ordine di Succeſſione, che fu dichiarato nella Prammatica Sanzione dell' anno 1723. E prendiamo ſopra di Noi in noſtro nome e de noſtri Succeſſori nella migliore e piu ſolenne forma che far ſi poſſa, la Garanzia de mentovati Diritti Azioni a pretenſioni in favore della Sereniſſ Caſa d'Auſtria Di piu per quel che riguarda all' eventuale Succeſſione nel Gran Ducato di Toſcana trasferiamo li medeſimi Diritti, Azioni, e Pretenſioni al Sereniſſimo Duca di Lorena, e Bar Franceſco III, ed a ſuoi Eredi e Succeſtori, cioe a tutti quelli, o a tutte quelle a cui toccarebbe il Diritto della Succeſſione de Ducati di Lorena, e di Bar prima di cedergli; E finalmente Noi in nome noſtro, e de noſtri Succeſſori nel migliore, e piu ſolenne modo che far ſi poſſa, prendiamo ſopra di Noi la Garanzia de riferiti Diritti, Azioni e Pretenſioni in favore della Sereniſſima Caſa di Lorena; ben inteſo che tuttocio, che in queſto iſtromento di Ceſſione poteſſe eſſer contrario alli punti compreſi nella dichiarazione, che il Baron di Schemerling Miniſtro Plenipotentiario del Sereniſſimo e Potentiſſimo Principe Carlo VI. Imperadore de' Romani alla Corte di Francia ſottoſcriſſe in Compiegne il giorno 4 di Agoſto di queſt Anno, ſara nullo, e di niun valore, ed effetto. In fede di che abbiamo comandato ſpedirſi il preſente Iſtrumento firmato di noſtra mano corroborato col Sigillo delle noſtri Armi, e controſignato da l'infraſcritto noſtro Segretario di Stato, e del Diſpaccio. Dato in S. Lorenzo il Reale li di Novembre dell anno 1736.

YO EL REY.

D. SEBASTIANO DELLA QUADRA.

Noi D. Carlo per la Grazia di Dio Re delle due Sicilie, e di Gierusalemme &c. Infante di Spagna, Duca di Parma e Piacenza, Caſtro, &c. Gran Principe ereditario di Toſcana.

Per il tenore delli preſenti facciamo noto, e teſtifichiamo che avendo convenuto per finire la Guerra d'Italia il Sereniſſimo, e Potentiſſimo Principe Carlo VI. Imperadore de' Romani, ed il Sereniſſimo e Potentiſſimo Principe Luigi XV. Re Criſtianiſſimo di Francia in certi Articoli Preliminari, che a noi ſono ſtati pre-

ANNO 1737. presentati in semplice copie fatti, seconde si dice il giorno 3 di Ottobre 1735. e contengono condizioni di Pace, con le quali amendue le parti testificano di restar contente. Ed essendo a noi medesimamente stato riferito, che il detto Serenissimo e Potentissimo Principe Carlo VI. Imperador de' Romani con un Istromento publicato in suo nome, e di suo comando, e sottoscritto il dì 30 Gennaio di quest' anno, dichiaro, che terrebbe per conchiusa con Noi la Pace, mediante le condizioni Stabilite in detti' Articoli preliminari, e che avrebbero intiero adempimento le mentovate condizioni, che ci riguardano, ed il Serenissimo e Potentissimo Principe Filippo V. Re Cattolico di Spagna nostro riveritissimo Padre, abbiamo Noi pure aderito a tali Articoli Preliminari, in considerazione della sicurezza promessaci dal Re Cristianissimo, che per parte del mentovato Principe si darebbe pronto adempimento alli enunziati Articoli, ed abbiamo ordinato spedirsi la dichiarazione del tenor seguente.

Avendo il Conte di Sinzendorff in nome, e con bastante potere dell' Imperadore firmato in nome di S. M. Cesarea la dichiarazione del tenor seguente.

L'Empereur déclare qu'il regarde la Paix comme faite avec l'Espagne au moyen des conditions portées par les Articles Preliminaires, s'engageant d'envoyer ses ordres à ses Generaux pour concerter avec ceux de S. M. Catholique, l'entiere effectuation de ces Articles, que S. M. Imp. declare vouloir observer, & executer fidelement, notamment en ce qui regarde la Roi des deux Siciles, bien entendu que de la part de ce Prince, auſſi bien que de celle de S. M. Cath. la Paix sera regardée comme faite avec l'Empereur au moyen des conditions portées par les Articles Preliminaires, & qui seront observées & executées fidellement en tout point.

En foi de quoi nous Ministre Plenipotentiaire de l'Empereur muni du Pouvoir necessaire à cet effet, avons signé la presente Declaration & l'avons munie du Cachet de nos Armes. Fait à Vienne en Autriche le 30 Janvier 1736.

LOUIS Comte de SINZENDORFF.

(L. S.)

Per tanto S. M. il Re delle due Sicilie dichiara che offervandosi come offerisse di observare l'Imperadore fedelmente li mentovati Articoli tiene per fatta la Pace con S. M. Cesarea, offerendo di osservare ed eseguire della sua parte letteralmente gli enunziati Articoli.

In fede di che Noi infrascritto Ministro Plenipotenziario del Re delle due Sicilie, autorizzato con poter bastante per quell' effetto, abbiamo sottoscritta la presente dichiarazione e munita col Sigillo delle nostre Armi. Dato in Napoli il primo di Maggio 1736. D. GIUSEPPE GIOACHINO DI MONTEALEGRE.

Ed essendomi riferiti Articoli Preliminari le seguenti dispositioni.

La Grand Duché de Toſcane après la mort du present poſſeſſeur appartiendra à la Maiſon de Lorraine, pour l'indemniſer des Duchés qu'elle poſſede aujourd'hui. Toutes les Puiſſances qui prendront part à la pacification lui en garantiront la Succeſſion eventuelle; Les Troupes Eſpagnoles ſeront retirées des places fortes de ce Grand Duché & en leur place introduit un pareil nombre de Troupes Impériales, uniquement pour la ſureté de la Succeſſion eventuelle ſuſdite, & de la même maniere qu'il a été ſtipulé, à l'égard des Garniſons neutres par la Quadruple Alliance; Livourne demeurera port franc; comme il eſt, ſeront rendus à S. M. Impériale tous les autres Etats ſans exception, qu'il poſſedoit en Italie avant la preſente guerre. En outre lui ſeront cedes en pleine proprieté les Duchés de Parme & de Plaiſance.

Quindi è, che noi per sodisfare all' obligo, che abbiamo contratto in vigore dell' accettazione de riferiti Articoli, e della mentionata nostra dichiarazione affidati nella certa speranza che in buona corrispondenza si adempira interamente colla stessa buona fede dal Imperador de' Romani il tenore de riferiti Articoli Preliminari e che medesimamente consegnera nella miglior forma, unito in nome suo, come de suoi Eredi, e Successori, l'Istromento di rinunzia, e cessione a tutti li Diritti, azioni e pretensioni, che ponno competergli per qualunque titolo, o causa tanto sopra li Regni delle due Sicilie, quanto sopra li luoghi marittimi della Toscana, quali prima possedeva, per noi e per le nostr' Eredi e Successori; cediamo e rinunziamo a, tutti li diritti, azioni e pretensioni, che a noi, ed a nostri Eredi e Successori per qualunque titolo, o causa appartengono, tanto per quello riguarda alli Ducati di Parma e di Piacenza, quanto per quello tocca all' eventual Successione del Gran Ducato di Toscana, ed inquanto quelli diritti, azioni e pretensioni, son concernenti alli Ducati di Parma e di Piacenza, li trasferiamo con pieno diritto di proprieta nel Serenissimo e Potentissimo Principe Carlo VI. Imperadore de' Romani, e suoi Eredi e Successori dell' uno e dell'altro sesso, secondo l'ordine di Successione, che fu dichiarato nella Pragmatica Sanzione dell'. Anno 1713. e prendiamo sopra di noi in nostro nome, e de nostri Successori nella migliore, e piu solenne forma, che far si possa, la garanzia de mentovati diritti, azioni, e pretensioni in favore della Serenissima Casa d'Austria. Di piu per quello riguarda all' eventual Successione nel Gran Ducato di Toscana, trasferiamo li medesimi diritti, azioni, e pretensioni nel Serenissimo Duca di Lorena, e Bar Francesco III.; a ne' suoi Eredi, e Successori, cioe in tutti quelli, o quelle, o quali toccarebbe il diritto della Successione de Ducati di Lorena, e Bar prima di cederli, e finalmente Noi in nostro nome, e de nostri Successore nel migliore e piu solenne modo che far si possa prendiamo sopra di noi la garanzia de riferiti diritti, azioni, e pretensioni in favore della Serenissima Casa di Lorena, ed assolviamo tutti li sudditi de riferiti Stati dal Giuramento, tanto attuale, quanto eventuale, che ci prestorono, quale dovrano d'or in avanti prestar e quelli, a quali cediamo li nostri diritti, ben inteso, che tutto cio, che in quell' Istromento di cessione potesse essere contrario alli punti compresi nella dichiarazione che il Baron di Schemerling Ministro Plenipotenziario del Serenissimo e Potentissimo Principe Carlo VI. Imperadore de' Romani alla Corte di Francia firmo in Compiegne il giorno 4 d'Agosto di quest' anno, sara nullo, e di niun valore, ed effetto.

In fede di che abbiamo commandato spedirsi il presente Istromento sottoscritto di nostra mano, sigillato con il Sigillo segreto, delli nostri Armi, e controsegnate dall' infrascritto nostro Consigliere e Segretario di Stato Napoli 11. Decembre 1736.

YO EL REY.

DON JOSEPH JOACHIN DE MONTEALEGRE.

ANNO 1737.

Nos Carolus Sextus Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hiſpaniarum, utriuſque Siciliæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæque Rex, Archi-Dux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgi, Lucemburgi, Geldriæ, Wurtembergæ, Superioris & inferioris Sileſiæ, Calabriæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii; Burgoniæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Luſaciæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kiburgi, Goritiæ, &c. Namurci, Dominus Marchiæ Slavonicæ, Portus Naonis, & Salinarum, &c. &c.

Notum teſtamurque vigore præſentium facimus. Cum finiendo bello Italiæ in primis luctuoſiſſimo nos inter, & Sereniſſimum & Poteotiſſimum Principem Ludovicum XV. Galliarum Regem Chriſtianiſſimum tertia Octobris die, Anno 1735. De certis quibuſdam Articulis Præliminaribus; convenum ſit, ejuſmodi Pacis conditiones in ſe continentibus, quibus ambo contrahentes plene ſe conrentos eſſe declararunt, hique ipſi Articuli Præliminares mutuo poſt hæc fuerint rati habiti, tenor autem Artiruli eorumdem tertii ſequentem in modum conceptus ſit.

Les Royaumes de Naples & de Sicile appartiendront au Prince, qui en eſt en poſſeſſion, & qui en ſera reconnu Roi par toutes les Puiſſances qui prendront part à la pacification. Il aura les Places de la Coſte de Toſcane, que l'Empereur a poſſedées, Portolongone, & ce que du tems de la Quadruple Alliance le Roi d'Eſpagne poſſedoit dans l'Iſle d'Elbe.

Il y aura une amniſtie pleine & generale, & par conſequent reſtitution des biens, benifices, & penſions Eccleſiaſtiques d'un chacun qui pendant la preſente guerre auront ſuivi l'un ou l'autre parti.

Neque minus relatum exin nobis ſit antememo-

rato-

ANNO 1737. ratorum Articolorum Preliminarium tenorem tum a Sereniſſimo & Potentiſſimo Principe Philippo V. Hiſpaniarum Rege Catholico, tum a præfato Sereniſſimo & Potentiſſimo Principe, qui in poſſeſſione utriuſque Siciliæ Regnorum eſt, plene adoptari, ac proinde erga præſtitam nobis a Chriſtianiſſimo Rege eorundem omnigena ac promptiſſima ex parte modo memoratorum Principum executione evictionem, edita noſtro nomine, & juſſu trigeſima præterlapſi menſis Januarii die declarato ſuerit ſequentis tenoris.

L'Empereur declare, qu'il regarde la Paix comme faite avec le Roi d'Eſpagne au moyen des conditions portées par les Articles Preliminaires, s'engageant d'envoyer ſes ordres à ſes Généraux pour concerter avec ceux de S. M. Catholique l'entiere effectuation de ces Articles que S. M. Impériale declare vouloir obſerver, & executer fidelement, notamment en ce qui regarde le Roi des deux Siciles, bien entendu que de la part de ce Prince auſſi bien que de celle de S. M. Cath. la Paix ſera pareillement regardée comme faite avec l'Empereur, au moyen des conditions portées par les Articles Preliminaires, & qu'ils ſeront obſervés, & executés fidellement en tous points: En foi de quoi nous Miniſtre Plenipotentiaire de l'Empereur muni du pouvoir neceſſaire à cet effet avons ſigné la preſente Declaration, & l'avons munie du cachet de nos Armes. Fait a Vienne le 30 Janvier de l'An 1736.

(L. S.)

PHILIPPE LOUIS

Comte de SINZENDORFF.

Hinc eſt quod nos ſatisfacturi iis, ad quæ nos tum vigore Præliminarium Articulorum, tum præfato Declaratorio Inſtrumento obſtrinximus, ac certa ſpe freti, vicißim, tum ab Hiſpaniarum Rege Catholico, tum ab omnibus iis, quibus juxta ordinem infra relatum in Magnum Hetruriæ, & Parmæ, Placentiæque Ducatus ſuccedendi jus competiſſet, ante memoratorum Præliminarium Articulorum tenorem pari bona fide ex aſſe adimpletum, pariterque nomine illorum omnium Ceſſionum, ac Renuntiationum Inſtrumenta quoad omnia jura, actiones, & prætenſiones, ſeu in Parmæ Placentiæque Ducatus, ſeu in eventualem Magni Hetruriæ Ducatus Succeſſionem quocumque demum titulo, aut quacumque de cauſa competentia in debita optimaque forma nobis, & Sereniſſimo Lotharingiæ, ac Barri Duci extradituri, pro nobis, & Succeſſoribus noſtris cedimus, & renunciamus omnibus juribus, actionibus & prætenſionibus; quæ nobis quocumque titulo, aut quacumque demum de cauſa, in utriuſque Siciliæ Regna, tum Litoralia Hetruriæ Loca antehac a nobis poſſeſſa competunt, eademque jura, actiones, & prætenſiones in Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem ac Hiſpaniarum Infantem Carolum, ejuſque deſcendentes, Maſculos & Fœminas, ex legitimo Matrimonio natos, & natas, ac iiſdem deficientibus in ſecundum aut aliios poſt genitos præſentis Hiſpaniarum Reginæ Filios natos, aut naſcituros, pariter cum eorundem Deſcendentibus poſteris utriuſque ſexus ex legitimo matrimonio natis transferimus, atque in nos ſuſcipimus noſtro, & ſucceſſorum noſtrorum nomine quo fieri poteſt meliore, & ſolemniore modo ſponſionem, vulgo Garantiam prædictorum jurium, actionum & prætenſionum favore Sereniſſimi & Potentiſſimi Principis Caroli Infantis Hiſpaniarum ejuſque Deſcendentium utriuſque ſexus ex legitimo matrimonio natorum & naturorum, ac iiſdem deficientibus favore ſecundi, & aliorum poſt genitorum præſentis Hiſpaniarum Reginæ Filiorum natorum aut naſciturorum pariter cum eorundem Deſcendentibus, poſteris utriuſque ſexus ex legitimo Matrimonio oriundis. Quem proinde Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem Carolum, ejuſque Hæredes & ſucceſſores eo modo, & ordine ut dictum eſt, pro vero, & legitimo utriuſque Siciliæ Rege, tum poſſeſſore Litoralium Hetruriæ Locorum antehac a nobis poſſeſſorum habemus, & agnoſcimus; abſolventes ab obſequio, & juramento, quod nobis præſtiterunt univerſos prædictorum Regnorum locorumque incolas, qui id in poſterum iis, quibus jura noſtra ceſſimus præſtare tenebuntur. Cumque promovendæ evacuationi tum diſtrictus qui vulgo vulgo Luneggiana nuncupatur, tum Magni Hetruriæ Ducatus quarta præterlapſi menſis Auguſti die a noſtro in Aula Regis Chriſtianiſſimi Commorante Miniſtro certa quædam declaratio edita ſit ſequentis tenoris. ANNO 1737.

S. M. I. ſincerement diſpoſée à entretenir une amitié ſtable & ſolide avec S. M. C. & d'ouvrir dans les voyes propres à y conduire, declare:

I.

Qu'elle eſt contente de ce que la Cour d'Eſpagne a declaré ſur le ſens des mots: Pour ſa part compris dans la Contredeclaration offerte par le Comte de Fuenclara qui ſera remiſe au Prince Pio, au moyen de quoi la Declaration de S. M. I. du 30 Janvier de la preſente Année aura toute ſa force & vigueur à l'égard de l'Eſpagne, & du Roy des deux Siciles.

II.

Que S. M. I. eſt preſte à ſe concerter amiablement ſur l'Artillerie de Parme & Plaiſance, & ſes Alliés aux qui ſe trouvent dans ces deux Duchés, & dans le Grand Duché de Toſcane.

III.

Que les ordres ſeront envoiés au Prince Pio de remettre au Comte de Fuenclara les paſſeports qui lui ſont neceſſaires pour ſe rendre à Vienne dès que la Luneggiana, & la Toſcane ſeront evacuées par les Troupes Eſpagnoles.

IV.

Que S. M. I. conſent que dans les Actes de Poſſeſſion, qui regarde l'Eſpagne, & le Roy des deux Siciles, l'Art. 6. des Preliminaires n'y ſoit pas inſeré.

En foy de quoy j'ai ſigné la preſente Declaration au nom de ſadite Majeſté Imperiale.

Fait à Compiegne, le 4 Août 1736.

Signé,

DE SCHMERLING.

Ne dubium quoddam oriri poſſit, ac ſi mutuo extradentis Ceſſionum Inſtrumentis de quibus mediante præfatu Regis Chriſtianiſſimi amica opera inter eos, quorum intereſt, convenit, ulla in re, eidem fuerit derogatum, inſuper quo fieri poteſt meliore modo declaramus, id a mente noſtra longe alienum eſſe, & ſi quæ tenori modo inſertæ declarationis forent contraria, ea irrita atque nullius effectus, aut valoris eſſe.

In quorum omnium fidem roburque præſens Ceſſionis noſtræ Inſtrumentum propria manu ſubſcripſimus, Sigilloque noſtro Cæſareo Regio, atque Archiducali pendente firmari juſſimus. Datum in Civitate noſtra Viennæ die undecima menſis Decembris, Anno milleſimo ſeptingenteſimo trigeſimo ſexto, Regnorum noſtrorum Romani vicesimo ſexto, Hiſpaniarum trigeſimo quarto, Hungariæ vero, & Bohemiæ pariter vigeſimo ſexto.

CAROLUS.

PHILIPPUS LUD.
C. DE SINZENDORFF.

Ad mandatum Sac. Cæſ. Regiæque Catholicæ Majeſtatis proprium.

JO. CHRISTOPHORUS BARTENSTEYN.

CCXII.

BAN *publié par ordre de l'Empereur* CHARLES VI. *contre* JOSEPH RAKOCZY, *le défunt Prince de* Tranſilvanie *& allié au Grand Seigneur; affiché dans tous les lieux ordinaires à Vienne, en Hongrie, en Tranſilvanie*

ANNO 1738. *nie & à l'Armée Impériale du 2. de May* 1738.

NOI CARLO VI. &c. annunziamo a tutti, ed a ciascuno de' Nostri fedeli Abitanti, e Sudditi del Nostro Arciducato dell' Austria di quà, e di là dall' Anasso, come ancora a tutti li Superiori di qualunque dignità, condizione, o stato che esser si vogliano, alla notizia de' quali perverrà questo nostro publico Bando, la Nostra Grazia; E vi facciamo col presente graziosamente a sapere, qualmente Giuseppe Rakoczy, figlio maggiore del noto fu Capo ribelle Francesco Rakoczy, seguendo il mal esempio di detto suo Padre, posposta ogni fedeltà, e naturel debito, come nativo Suddito dovutici, sia passato nel Dominio Turco dal Nemico comune del Cristian Nome, ove, per porre anche in effetto le malvage sue idee, abbia non solo cercata, ed ottenuta protezione, ma ancora fatti con esso comun Nemico contro di Noi, suo natural Signore a Sovrano de' Trattati e delle Leghe perfidi ed infami, tendenti eziandio al danni e rovina de' Nostri Regni e Stati Ereditari, con avere inoltre fatto spargere publicamente, e communicate alli Ministri delle Potenze d'Europa un Manifesto, in cui, oltre li titoli onorifici, avuti bensì a principio dal medesimo suo Padre, statigli però poscia colla Sentenza finale, e di Morte, publicatasi sotto li 30. Aprile del 1703. ed in virtù dell' articolo della Dieta d'Ungheria del 1715. levati, ed annullati, abbia con punibile orgoglio osato anche di assumere il nome di Principe di Transilvania, e di Duca dell' Ungheria, e fino ardito, con aiuto, ed assistenza del menzionato comun Nemico di prendere effettivamente le armi contro di Noi; con che è egli, come Ribelle, e Perturbatore della Quiete Universale, e specialmente come Nemico della Patria incorso nel condannevole delitto di Lesa Maestà, e si è di piena scienza e considerazione attirato la sentenza di Morte, Statuita da tutte le Leggi contro un sì grave delitto; Confessando quindi egli stesso tutto il suddetto ne' suoi scritti sparsi tra il publico, ed essendone convinto da per le, anche mediante li palesi suoi misfatti, che non richiedono altra ulterior riprova; così per rimuovere ogni pericolo da temerlene, e per assicurare li fedeli Nostri Vassalli, Abitanti, e Sudditi dal minacciato male, si richiede, che Noi lo dichiariamo Reo di Morte, con Taglia di Vita, così ch'ei possa non solo essere ammazzato impunemente da chicchesia, ma desideriamo ancora a prò dell'uccisore una proporzionata ricompensa.

Quindi è, che in virtù della Suprema Nostra Autorità, e con Cesareo, e Regio Plenipotere, dichiariamo col presente publico Bando, stante li di sù addotti motivi, esso Giuseppe Rakoczy per Reo di Lesa Maestà, e di Morte, con Taglia di Vita, così che non solo, come si è accennato, possa essere ucciso impunemente da ognuno, ed anche dalla propria servitù, o da' suoi seguaci, ma assegniamo eziandio sopra la di lui Testa la presente Taglia, in guisa, che quegli, o quelli, li quali consegneranno vivo il menzionato Rakoczy al Nostro Esercito, o alli Generali Comandanti, o alli Supremi Magistrati, e Comandanti, debbano subito ricevere dal Nostro Erario in Contanti Diecimila Fiorini, e quegli, o quelli, che lo condurranno morto, o porteranno la di lui testa, o che potranno dimostrare di essere egli da essi, o per mezzo loro effettivamente stato privato di vita Seimila Fiorini Renani. Promettiamo pure colle presenti, sotto la Cesarea e Real Nostra Parola, a quei tali, che fossero stati seguaci d' esso Rakoczy, e fattisi partecipi del delitto di Lesa Maestà, e che poi, pentiti del grave loro misfatto, lo consegneranno vivo, o morto, o per loro disposizione lo faranno uccidere da altri, insieme alla suddetta ricompensa de' 10000. e 6000. fl. rispettivamente, anco il pieno perdono, e condonazione di ogni pena. All' Incontro, tutti quelli, che fraudolentemente daranno ricetto nel nostro Regno Ereditario d'Ungheria, e Principato di Transilvania, o ne' restanti Nostri Stati Ereditari al più volte accennato Rakoczy, o alli suoi Seguaci, e specialmente alli suoi Esploratori, o che terranno presso di loro alcuni Manifesti sparsi da esso Rakoczy, o altre Lettere invitatorie a seguitarlo, ed assisterlo, o che gli comunicheranno a qualsivoglia altra persona, o che terranno a tal effetto delle segrete adunanze, o che avranno alcuna corrispondenza col riferito Rakoczy, o con i suoi Coadiutori, o che daranno assistenza, e prenderanno le armi, come ancora quelli, che avendo notizia di alcuna delle suddette circostanze, non la manifesteranno subito, come spetta, al nostro Comandante Generale del più vicino luogo, dovranno essere riguardati come Traditori della Patria, e Perturbatori della comun Quiete, com' anche Rei del grave delitto di Lesa Maestà, e si procederà contro di loro colle pene in tal caso statuite. Dato nella Nostra Residenzial Città di Vienna il dì 29. Aprile del 1738. &c.

ANNO 1738.

L. S.

Sigismondo Federigo Conte Khevenhüller,
Luogotenente.

Cristofano Fed. Schmid di Mayenberg,
Cancelliere.

Commissio Domini Electi Imperatoris in Consilio.

Francesco Vencislao di Venser. Gio. Giuseppe Fraisel.

CCXIV.

Réglement de l'Illustre Médiation pour la pacification des Troubles de la République de Geneve, du 7. Avril & 8. May 1738. [Copie autentique.] 7. Avril. 8. May.

AU NOM DE DIEU, AMEN.

LEs Troubles & divisions arrivées dans la Ville de GENEVE dès l'Année 1734. Ayans été portés au point d'y attirer les horreurs d'une Guerre Civile, dont les suites funestes auroient pû la plonger dans les plus grands malheurs, & entrainer la perte entiére de l'Etat. SA MAJESTE' TRES-CHRETIENNE, étant informée de l'extrême danger où se trouvoit cette République, qu'ELLE a toujours honoré de sa Bienveillance; & faisant d'ailleurs attention à l'Alliance qu'Elle a avec elle, a bien voulu lui accorder Sa Médiation, conjointement avec celle des LOUABLES CANTONS de ZURICH & de BERNE, dont les Représentans, en qualité d'Alliés, s'étoient déjà rendus à *Geneve* pour y rétablir le bon ordre & la tranquillité. Laquelle Médiation fut acceptée par tous les differens Ordres de la République. A l'effet dequoi SA MAJESTE' auroit envoyé le Très-Illustre, & Très-Excellent Seigneur COMTE DE LAUTREC, *Son Lieutenant General en la Province de Guyenne, Maréchal de ses Camps & Armées, Inspecteur General de son Infanterie*, muni de ses Pouvoirs pour conferer avec les Illustres & Magnifiques Seigneurs Représentans, JEAN HOFFMEISTER, *Bourguemaistre*, JEAN GASPER ESCHER, *Stadthalter*, chargés aux mêmes fins des Pouvoirs du Louable Canton de ZURICH; & les Illustres & Magnifiques Seigneurs Représentans, ISAAC STEIGNER, *Ancien Advoyer*, & LOUIS DE WATTEVILLE, *Haut Commandant du Pays de Vaud, & Ancien Banderet*, aussi chargés des Pouvoirs du Louable Canton de BERNE. Lesquels, après avoir pris une parfaite connoissance des matieres relatives à l'objet de leur Commission, & reçu d'un chacun toutes les informations, instructions, & mémoires necessaires à ce sujet, se seroient employés avec zéle, & impartialité, à procurer une entiére pacification dans la République, & y assurer une forme de Gouvernement qui fit respecter les Loix, & l'autorité du Magistrat, en conservant les Droits & Privilèges du Peuple, ainsi que l'Indépendance de l'Etat: En conséquence dequoi les susdits Seigneurs Médiateurs, ont réglé & arrêté les Articles suivans.

Reglement convenu & arrêté entre les Seigneurs Médiateurs.

ANNO 1738.

ARTICLE I.

TOus les differens Ordres qui compoſent le Gouvernement de GENEVE, Scavoir, les Quatre Sindics, le Conſeil des Vingt-Cinq, le Conſeil des Soixante, le Conſeil des Deux-Cens, & le Conſeil General, conſerveront chacun leurs Droits & Attributions particuliéres provenant de la Loi fondamentale de l'Etat; & il ne ſera fait à l'avenir aucun changement au preſent Réglement; en ſorte que l'un des ſusdits Ordres ne pourra donner atteinte, ni rien enfreindre au préjudice des Droits & Attributs de l'autre.

II.

Les Sindics ne pourront être pris que dans le Conſeil des Vingt-Cinq; les Membres du Conſeil des Vingt-Cinq ne pourront être choiſis qu'entre les Citoiens du Conſeil des Deux-Cens; Ceux du Conſeil des Soixante ne pourront être pris que dans le Conſeil des Deux-Cens; Et les Membres du Conſeil des Deux-Cens ne pourront être pris que parmi les Citoiens & Bourgeois.

III.

Les Droits & Attributions du Conſeil General légitimement Aſſemblé demeureſont invariablement fixés & limités aux Articles ſuivans.

1. Au Pouvoir Légiſlatif, c'eſt-à-dire, d'agréer ou rejetter les Loix propoſées, ou les changemens à celles qui ſont établies, leſquelles Loix ne pourront avoir d'effet, qu'auparavant elles n'aient été aprouvées par le Conſeil General.

2. Au pouvoir d'élire ſes principaux Magiſtrats; ſçavoir, les Quatre Sindics, le Lieutenant, les Auditeurs, le Tréſorier, & le Procureur General, pour choiſir dans le nombre des Sujets qui lui ſeront preſentés, ceux que bon lui ſemblera, ou les rejetter en tout, ou en partie, de même que la fixation du Taux du Vin, en agréant, ou rejettant, en tout ou en partie, les prix qui lui ſeront propoſés.

3. Au Pouvoir Confédératif, d'aprouver ou rejetter les Traités & Alliances qui lui ſeront propoſés avec les Puiſſances Etrangéres; comme auſſi les Echanges, Acquiſitions, ou Aliénations des Domaines de la République, ainſi que les Emprunts hypothequaires qui pourroient ſe faire à l'avenir.

4. Au Pouvoir d'agréer ou rejetter la déclaration de la Guerre, & la concluſion de la Paix, qui lui ſeront propoſés.

5. Au Pouvoir d'agréer ou rejetter les Impôts & Subſides qui lui ſeront propoſés, pour ſubvenir aux néceſſités de l'Etat, à l'exception de ceux qui étoient établis avant l'année 1714. qui continueront d'avoir lieu comme par le paſſé; leſquels ne pourront être augmentés ſans le conſentement du Conſeil General.

6. Au Pouvoir d'aprouver ou rejettes les augmentations de Fortifications qui lui ſeront propoſées.

Toutes leſquelles Attributions ci-deſſus énoncées, y compris le conteou aux Articles XV. & XVI. mentionnés ci-après au preſent Réglement, appartiendront inconteſtablement au Conſeil General, & les Conſeils ne pourront par aucun réglement & innovation de leur part déroget aux Edits, ni faire de changemens aux Loix fondamentales de l'Etat, non plus qu'à la forme du Gouvernement, tel qu'il eſt à preſent, ſans le conſentement du Conſeil General.

IV.

Le Conſeil General en conſidération de la dépenſe des Fortifications ayant accordé par l'Edit du 8. Juillet 1734. pour dix Ans les Impôts y mentionnés, & ce terme devant expirer au 8. Juillet 1743. Les Seigneurs Médiateurs ont eſtimé convenable de prolonger leſdits Impôts de ſix autres Années, qui expireront au 8. Juillet 1750. paſſé lequel temps ils ne pourront être continués, ni dès à preſent autre nouveau établi, ſans le conſentement du Conſeil General, ainſi qu'il eſt porté par ledit Edit.

V.

Toutes les Matiéres qui ſeront portées au Conſeil General, ne pourront y être propoſées que par les Sindics, Petit & Grand Conſeils.

VI.

Il ne pourra rien être porté au Conſeil des Deux-Cens, qu'auparavant il n'ait été traité & aprouvé dans le Conſeil des Vingt-Cinq; & il ne ſera rien porté au Conſeil General, qui n'ait été auparavant traité & aprouvé dans le Conſeil des Deux-Cens.

VII.

Les Citoiens & Bourgeois, conformément à l'Edit du 26 May 1707. auront droit de faire telles Repréſentations qu'ils jugeront convenables au bien de l'Etat à Meſſieurs les Sindics ou Procureur General, ſous l'expreſſe deffence de commettre aucune ſorte de violence, à peine de châtiment ſuivant l'exigence du cas.

VIII.

L'Election des Membres du Conſeil des Vingt-Cinq continuera de ſe faire comme par le paſſé, & ſuivant les Edits.

IX.

Dans les Elections des Auditeurs qui ſe feront à l'avenir, le Sort ſera & demeurera ſupprimé & aboli; & au lieu de ſix Sujets qu'il étoit d'uſage de propoſés précédemment, il n'en ſera plus preſenté que quatre au Conſeil General, pour en choiſir deux à la maniére preſcrite par les anciens Edits, ſans que cette clauſe puiſſe rien changer à ce qui s'eſt toujours pratiqué juſques à preſent dans ces Elections.

X.

Outre les limitations des degrés de parenté, établis par les précédens Edits, les Fréres de même ſang, ainſi que les Uterins, Oncles & Neveux d'une même famille, comme auſſi les Neveux d'Alliance de même nom, ſeront exclus à l'avenir du Petit Conſeil.

XI.

Aucun Candidat ou Prétendant au Conſeil des Deux-Cens, ne pourra y être admis qu'à l'âge de trente Ans accomplis, ſans que les Conſeils puiſſent donner atteinte à ce Réglement par des diſpenſes d'âge, ni autrement, ſous quelque prétexte que ce ſoit.

XII.

Pour faire participer plus de perſonnes de l'Etat au Gouvernement, le nombre des Membres du Conſeil des Deux-Cens ſera dès à preſent augmenté de Vingt-Cinq, qui avec les Deux-Cens Vingt-Cinq dont il étoit précédemment compoſé, feront enſemble Deux Cens Cinquante Membres; & il ne ſera procedé à l'avenir à aucune promotion dudit Conſeil, qu'il n'y ait cinquante places vacantes, leſquelles ſeront remplies à la fois, lorſque ledit Conſeil ſe trouvera reduit au nombre de Deux-Cens; & toutes les fois que les promotions ſe feront, ledit Conſeil ſera rendu complet ſans qu'il puiſſe y avoir de changement fait à ce Reglement, que du conſentement du Conſeil General.

XIII.

Immédiatement après qu[illegible] du Réglement des Seigneurs Médiateurs aura [illegible] Conſeil General, pour y recevoir la Sanct[illegible] ſera procedé ſans aucun retardement à l'Elec[illegible] Membres des Deux Cens, pour remplir le nombre des Deux-Cens Cinquante, & le rendre complet, conformément à l'Article XII.

XIV.

Il ne ſera fait aucun changement à l'uſage qui s'eſt pratiqué juſques à preſent dans l'Election du Sindic de la Garde, & de ſes offices & fonctions.

XV.

La Garniſon de la Ville de Geneve continuera d'être entretenuë ſur le pied de douze Compagnies de ſoixante hommes chacune, telle qu'elle eſt à preſent, ſans qu'elle ſoit augmentée, ni qu'aucunes Troupes Etrangéres ou Auxiliaires, puiſſent y être introduites

ANNO 1738. tes & admiſes que du conſentement du Conſeil Général, à l'exception toutefois des cas relatifs à la Garantie, où l'introduction des Troupes des Loüables Cantons de ZURICH & de BERNE pourra avoir lieu, du conſentement des MAGISTRATS.

XVI.

La Garde de la Maiſon de Ville ſubſiſtera telle qu'elle eſt établie préſentement, & ne pourra être augmentée, ainſi que celle des autres Poſtes de la Ville, que du conſentement du Conſeil Général, à l'exception des temps de Vacances, de Moiſſons & Jours de Foires, où l'on ſuivra l'uſage qui s'eſt pratiqué juſqu'à préſent.

XVII.

Les Majors, Capitaines, Aide-Majors, Sergeans, Caporaux, Apointés & Soldats, prêteront Serment à la forme ordinaire, & conformément à l'uſage qui s'eſt pratiqué juſqu'à preſent.

XVIII.

Lorſque le Conſeil Général ſera aſſemblé, aucune Garde Bourgeoiſe ne pourra être employée aux Portes du Temple, ni à la Place de la Maiſon de Ville, & il ne ſera mis aux ſuſdites Portes, que des Dixeniers, pour empêcher d'entrer ceux qui n'ont pas le droit d'aſſiſter au Conſeil Général. Il n'y aura ces jours-là aucune Garde extraordinaire de la Garniſon.

XIX.

En cas d'Alarme cauſée par le feu, ou autrement, le Sindic de la Garde diſpoſera de la Garniſon pour la ſureté de la Ville, comme il s'eſt pratiqué juſqu'à preſent, & conformément à l'Article VI. de l'Edit du 28. Juin 1735.

XX.

Au même cas d'Alarme provenant de l'Ennemi du dehors, ou de feu, chaque Citoyen & Bourgeois, Natif & Habitant, de quelque qualité & condition qu'il ſoit, étant obligé de prendre les Armes, ſe rendra, ſans mettre la Bayonnette au bout du fuſil, à la Place d'Armes de ſa Compagnie, à peine de châtiment, à l'exception de ceux qui ſeront prépoſés pour ſervir à éteindre le feu, ou qui auront des excuſes légitimes connuës de leurs Officiers.

XXI.

Il eſt expreſſément deffendu à toutes perſonnes dans les cas d'alarmes, ou de feu, d'arrêter & empêcher les Citoyens, Bourgeois, Natifs, & Habitans, ainſi que les Soldats de la Garniſon, de ſe rendre aux endroits où ils ont ordre de ſe trouver, à peine de châtiment contre les contrevenans.

XXII.

Les Compagnies Bourgeoiſes, en pareil cas de feu & d'alarme, qui ſeront deſtinées à aller occuper les Portes de la Ville, s'aſſembleront dans leurs Places d'Armes, d'où elles ſe rendront ſur les Ordres de leurs Capitaines & Officiers aux ſuſdites Portes par le commandement du Sindic de la Garde, qui de ſa part aura attention de faire [illegible] tous les arrangemens convenables à ce ſu[illegible].

Lorſque leſdi[illegible]pagnies arriveront aux Portes, pour prévenir [illegible] les difficultés qui pourroient ſurvenir entre les Officiers ſur le fait du Commandement, il ſera à l'avenir obſervé que les Capitaines & Capitaines Lieutenans des Compagnies Bourgeoiſes commanderont les Capitaines de la Garniſon, & que les Capitaines de la Garniſon, en l'abſence des Capitaines & Capitaines-Lieutenans de la Bourgeoiſie, commanderont tous les autres Officiers Bourgeois.

Dans les Poſtes où il ne ſe trouvera que des Sergeans & Bas Officiers de la Garniſon, les Sergeans, Bas Officiers, ou Caporaux de la Bourgeoiſie, auront le commandement ſur tous les Sergeans de la Garniſon.

Le même réglement aura lieu dans toutes les occaſions où les Compagnies Bourgeoiſes, & celle de la Garniſon, ſe trouveront enſemble.

Immédiatement après que le Feu ſera éteint, & qu'il n'y aura plus de danger, leſdites Compagnies Bourgeoiſes ſe retireront ſur l'ordre du Sindic de la Garde. ANNO 1738.

XXIII.

Il eſt expreſſément deffendu, ſous les peines les plus rigoureuſes à toutes perſonnes, de quelque qualité, condition & ſexe qu'elles puiſſent être, de crier aux Armes ſans le commandement exprès des Sindics.

XXIV.

Il eſt pareillement deffendu à tous Capitaines, Lieutenans, Sergeans, Caporaux, & à toutes autres perſonnes, de quelque qualité & condition qu'elles ſoient, d'aſſembler les Compagnies Bourgeoiſes, ou de leur faire prendre les Armes, ſous quelque prétexte que ce ſoit, ſans le Commandement exprès des Sindics, ou Petit Conſeil, ſous peine de mort.

XXV.

Tous mouvemens, attroupemens par Compagnie, ou autrement, ainſi que toutes entrepriſes, pratiques, & machinations tendant à troubler la tranquillité publique & l'ordre du Gouvernement, ſont expreſſément deffendus, à peine contre les Contrevenans d'être punis ſuivant l'exigence du cas, à l'exception toutefois des aſſemblées de ſocieté que l'uſage de la vie civile autoriſe, où on obſervera de ne rien traiter contre l'Etat.

XXVI.

Auſſi-tôt après que l'Edit du Réglement de la Médiation aura paſſé au Conſeil Général pour y recevoir la Sanction, les 34. Députés des Compagnies Bourgeoiſes, dont le Conſeil avoit permis l'Election, à la requiſition de l'Illuſtre Médiation, par Arreſt du 29. Octobre 1737. ſeront & demeureront ſuprimés, ſans qu'il puiſſe à l'avenir y en avoir d'autres établis, ſous quelque prétexte que ce ſoit, à peine de châtiment.

XXVII.

Réglement de l'Artillerie relatif à l'Edit du 28. Juin 1735.

La Charge de Maître d'Artillerie ne pourra être réunie avec celle de Sindic de la Garde, & ces deux Emplois ne pourront être exercés en même temps par la même perſonne.

Le Maître d'Artillerie préſidera à la Chambre d'Artillerie, aſſiſté de ſes Lieutenans, tirés du Conſeil des Deux-Cens.

Il aura ſoin de faire faire un Inventaire de toute l'Artillerie & de tout ce qui en dépend, duquel il ſera fait deux doubles, dont l'un ſera remis à la Chambre des Comptes, & l'autre à la Chambre d'Artillerie.

Les Arcenaux, Armes, Munitions de guerre, & Artillerie, ainſi que les lieux où elles pourront être placées & conſervées, ſeront à la diſpoſition des Conſeils, qui auront attention d'y pourvoir comme ils le jugeront à propos, ſans que les réglemens faits précédemment, puiſſent rien changer à cet égard.

Les dix Chefs de Batterie ſeront conſervés tels qu'ils étoient avant le 21. Août 1737. & choiſis comme précédemment d'entre les Citoyens. Les Bas Officiers ſeront auſſi remis, ainſi qu'ils étoient avant ledit jour 21. Août, & pris indifferemment parmi les Citoyens & Bourgeois, à la diſcrétion du Conſeil, conformément à l'Edit du 28. Juin 1735.

XXVIII.

Matiere Criminelle.

Les Juges connoîtront de toutes les cauſes ou genre d'injures ſans exception, ſoit qu'elles ſoient pourſuivies d'Office, ou à l'inſtance de Partie Civile, & ils puniront les coupables, ainſi qu'il a été ſtatué & obſervé ci-devant.

XXIX.

Le Procureur Général ſera & demeurera Partie

ANNO 1738. publique dans tous les procès criminels, juſqu'à ſentence definitive, & les concluſions qu'il donnera ne ſeront point communiquées à l'Accuſé, non plus qu'à ſon Avocat & Procureur; les Sindics & Conſeil ſeront juges comme d'ancienneté, & procéderont de jour en jour à leur inſtruction.

XXX.

Afin néanmoins que l'Accuſé puiſſe mieux ſe deffendre, il ſera en droit de prendre, ſi lui, ou quelcun en ſon nom le requiert, un Avocat & un Procureur de la Ville, à ſon choix, leſquels à peine d'interdiction, ſeront obligés de le ſervir.

Ledit Accuſé pourra en outre, au lieu de douze parens & amis qui lui avoient été accordés ci-devant par l'Article XIV. de l'Edit au Titre XII. des Matieres Criminelles, en choiſir ſeulement deux, telsqu'il voudra, pour l'aſſiſter aux priſons dans les inſtructions qu'il lui conviendra de donner à ſon Avocat & Procureur.

Lorſque ledit Accuſé aura ſubi ſon interrogatoire, & fait ſes réponſes, il lui ſera permis d'en faire, ſi bon lui ſemble la lecture avant de les ſigner; & la procedure finie ſera communiquée a l'Avocat & Procureur de l'Accuſé, ainſi qu'a ſes deux aſſiſtans, huit jours avant le jugement, s'ils la demandent, leſquels en la recevant ſeront mis ſous le ſerment de n'en donner ni prendre aucune copie, & de la raporter à uo des Secretaires d'Etat, auſſi-tôt après la Sentence définitive.

Il aura de plus la liberté de prendre deux autres parens ou amis faiſant enſemble quatre, pour l'accompagner à l'Audience, & être préſens au Plaidoyer de ſes deffenſes, ſans que les quatre, une fois choiſis, puiſſent être changés, ni le nombre augmenté, l'Avocat & le Procureur dudit Accuſé pourront auſſi aſſiſter à l'Audience.

XXXI.

Si quelque Citoyen, Bourgeois, Natif, & Habitant, détenu dans les priſons pour cauſe criminelle, méritant puition corporelle, aprés avoir été jugé, & condamné définitivement, requeroit d'être entendu au Conſeil des Deux-Cens pour en obtenir grace, ledit Conſeil ſera convoqué à cet effet, & recevra la Requête de l'Accuſé ſignée de lui, ou de ſon Procureur, dans laquelle il expoſera les raiſons qu'il aura à repréſenter pour demander grace, & alors ledit Conſeil des Deux-Cens, aprés avoir pris ſommairement connoiſſance du Procés & du Jugement rendu par le Petit Conſeil, décidera s'il y a lieu d'accorder grace, ou de moderer la Sentence, laquelle ne pourra être agravée, dérogeant à toutes clauſes contraires au preſent Réglement, & nommément à l'article XXI. de l'Edit, au Titre des Matieres Criminelles.

XXXII.

Les Accuſés & Criminels ne pourront être appliqués à la Queſtion ou Torture, que préalablement ils n'ayent été par jugement definitif condamnés à mort.

XXXIII.

Tous ceux qui s'oppoſeront à l'exécution des Jugemens prononcés & rendus en dernier reſſort par les differens Conſeils, ſeront punis capitalement.

XXXIV.

Les Citoyens, Bourgeois, Natifs, & ceux qui auront été reçus Habitans, comme de toute ancienneté, ne pourroot être obligés de prendre du Bled au magazin de la Republique, pour leur ſubſiſtance ordinaire, a l'exception des Boulangers; les Réglemens de Police concernant cette matiere devant au ſurplus ſubſiſter comme précédemmeot ſuivant l'uſage.

Ils conſerveront de même le droit qu'ils oot eu de tout temps d'acheter ſeulement pour leur uſage particulier, des Vins étrangers, dont l'entrée eſt permiſe en cette Ville, n'entendant comprendre dans le preſent Réglement, les Hôtes, Cabaretiers, Traiteurs, & ceux qui tiennent des Penſionnaires, leſquels ſe conformeront en cela aux Réglemens qui les concernent.

Les Citoyens & Bourgeois auront auſſi la liberté de faire vendre le vin de leur crû, comme précédemment ſuivant les us & coûtumes. ANNO 1738.

Lequel ſuſdit Article a été ainſi réglé conſequemment à la déclaration du Magnifique Conſeil, portant que ſon iotention n'a jamais été de former aucune oppoſition à l'uſage de ces immunités.

XXXV.

Il ne ſera fait aucun changement à la formule ancienne des Lettres d'Habitation, qui continuera d'avoir lieu comme par le paſſé.

XXXVI.

Les Natifs de la Ville ſeront à l'avenir admis à toutes ſortes de Métiers, & pourront parvenir aux Maiſriſes, en payant au Fiſc les droits établis par les Réglemens & Ordonnances.

XXXVII.

Les Citoyens & Bourgeois conſerveront les priviléges de leurs Profeſſions & Maîtriſes ſuivant les Réglemens établis par le Conſeil, qui y fera les changemeos qu'il eſtimera convenables.

XXXVIII.

Pour entretenir deſormais l'eſprit d'uoion dans tous les Ordres de la République, il eſt expreſſément defendu de rapeler par des iovectives ou reproches les troubles paſſés, ni de ſe donner reciproquement certains noms de parti, que l'animoſité & la diſcorde avoient ci-devant mis en uſage, & qui ſeront à l'avenir entierement ſuprimés & abolis, de même que les fêtes qui pourroient être relatives à cet objet. Il eſt pareillement deffendu d'imprimer, ou faire imprimer des Libelles lojurieux, tant dans cette Ville qu'ailleurs, de même que tous les Ecrits, Mémoires, & Brochures, de quelque nature qu'ils puiſſent être, tendans à renouveller les vieilles diſſentions, à peine contre les contrevenans d'être punis ſuivant l'exigence du cas.

XXXIX.

Afin que la réunion entre tous les individus de cet Etat s'affermiſſe de plus en plus, les Seigneurs Médiateurs ont eſtimé convenable pour un bien de paix, que les ſix Membres des Conſeils qui furcot démis de leurs emplois dans le temps des troubles le 6. Decembre 1734. ſçavoir, les Sieurs *Marc Conrad Trembley*, *Jacob De Chapeaurouge*, *Jean Trembley*, qui en particulier demeurera relevé de ſon banniſſement, *Charles Lullin*, Anciens Sindics, & *Jean Tronchin* Conſeiller du Petit Conſeil, ainſi que *Philippe de Carro*, de celui des Deux-Cens, & ci-devaot Auditeur, obtieonent des Conſeils leurs décharges pour toûjours, conformément à la demande qu'ils en firent eux-mêmes ledit jour 6. Decembre 1734. & qu'ils viennent de nouveau de confirmer, laquelle leur ſera accordée comme ayant ſervi avec honneur, & qu'en conſéqsence leurs Noms ſoient mis ſur le tableau comme Conſeillers déchargés, conſervant aux cinq premiers ſans rentrer dans le Petit & Grand Conſeil, les honneurs accoutumés des Conſeillers déchargés, & eo outre les gages de Conſeillers pendant leur vie, dont ils commenceront à jouïr des à preſent.

XL.

Tous les Edits, ainſi que les Us & Coutumes approuvés par les Loix dont l'uſage aura été conſtammeot ſuivi, & auxquels le preſent Réglement ne déroge poiot, cootioueront d'être obſervés & exécutés conformément à ce qui s'eſt pratiqué juſqu'à preſent.

XLI.

Et pour qu'un chacun puiſſe jouïr d'une entiere reſſureté par raport aux troubles paſſés, & profiter de l'Acte d'oubli general, publié par le Petit & Grand Conſeil le 1. Novembre 1737. Les Seigneurs Médiateurs deſirant procurer l'affermiſſement de la paix & de

ANNO 1738. de la tranquilité dans tous les Ordres de la Républtique, ont de nouveau confirmé ledit Acte d'oubli par la présente Médiation, afin que personne ne soit à l'avenir susceptible d'aucune recherche sur les faits passés pour quelque cause que ce puisse être, conformément audit Acte d'oubli.

XLII.

Pour qu'un chacun connoisse les Loix de l'Etat & s'y soumette avec plus de docilité, il en sera fait le plûtôt que faire se pourra un Code général imprimé qui renfermera tous les Edits & Réglemens.

XLIII.

En cas qu'il arrive après tous les Réglemens ci-dessus expliqués, des desordres, prises d'Armes, attroupemens, &c. tendans à renverser l'ordre de la République, en faisant violence au Magistrat, comme aussi de desarmer les Soldats de la Garnison, Citoyens, Bourgeois, Natifs & Habitans; ceux qui seront atteints & convaincus des cas ci-dessus énoncés seront punis comme perturbateurs du repos public, sans pouvoir esperer d'être compris dans aucune Amnistie.

XLIV.

Tous les Articles contenus au present Réglement auront à l'avenir force de Loix, & ne pourront être susceptibles d'aucun changement, quel qu'il puisse être, que du consentement du Conseil Général légitimement assemblé par le Petit & Grand Conseil.

Et d'autant que SA MAJESTE' TRES CHRETIENNE, & les loüables Cantons de ZURICH, & de BERNE, n'ont eu pour but en accordant leur commune Médiation à la Ville de GENEVE, que d'y procurer parmi tous les Ordres de cette République, une paix stable & durable; ils ont estimé convenable pour prévenir le retour des troubles passés & y assurer une tranquillité parfaite, d'accorder (sans toucher ni préjudicier à l'Indépendance & Souveraineté de ladite République de Geneve) la Garantie des Articles ci-dessus énoncés, qui ont été réglés & arrêtés, sçavoir, de la part de SA MAJESTE' TRES CHRETIENNE, par le Très Illustre, & Très Excellent Seigneur COMTE DE LAUTREC, *son Lieutenant General en la Province de Guyenne, Maréchal de ses Camps & Armées, Inspecteur General d'Infanterie, & son Ministre Plénipotentiaire*, & de celle du Loüable Canton de ZURICH, par les Illustres & Magnifiques Seigneurs Representans, JEAN HOFFMEISTER *Bourgmaistre*, JEAN GASPARD ESCHER *Stadthalter*, & de la part du Loüable Canton de BERNE, par les Illustres & Magnifiques Seigneurs Representans ISAAC STEIGUER, *Ancien Advoyer*, & LOUIS DE WATTEVILLE, *Haut-Commandant du Païs de Vaud, & Ancien Banderet*, Plénipotentiaires à l'effet de ladite Médiation, lesquels promettent au nom de leurs Maîtres, d'en garantir l'exécution, qui ne pourra se faire que de concert, & relativement à l'Article XV. mentionné au présent Reglement, ou au Traité de Soleure de 1579. après avoir préalablement employé leurs bons & communs Offices, lequel susdit Traité continuera d'avoir force & valeur dans toute sa teneur comme par le passé, sans que le contenu audit Article XV. puisse y préjudicier en rien, ni en empêcher l'effet.

Finalement les deux loüables Cantons de ZURICH & de BERNE se reservent les Traités d'Alliance & de Combourgeoisie de 1558. & 1584. qu'ils ont avec la République de GENEVE.

NOUS soussignés, MINISTRE de SA MAJESTE' TRES CHRETIENNE, & les REPRESENTANS des loüables Cantons de ZURICH, & de BERNE, Médiateurs, ci-dessus mentionnés, en vertu de nos Plein-pouvoirs mutuellement communiqués, avons réglé & arrêté les quarante quatre Articles contenus au present Réglement, ainsi que l'Acte de Garantie qui est enſuite, pour être observés & exécutés inviolablement. En foi dequoi nous avons ANNO 1738. signé quatre exemplaires dudit Réglement, auxquels nous avons apposé le Sceau de nos Armes, après avoir reciproquement promis que la Ratification de SA MAJESTE', & celle des susdits LOUABLES CANTONS, seront fournies en bonne & due forme, & échangées respectivement dans l'espace de trois semaines à compter du jour de la signature du susdit Réglement, ou plûtôt s'il est possible; *Fait à Geneve ce septieme Avril, mille sept cent trente huit.*

(L. S.) LAUTREC.

(L. S.) JEAN HOFFMEISTER.

(L. S.) J. G. ESCHER.

(L. S.) Is. STEIGUER.

(L. S.) L. DE WATTEVILLE.

EXTRAIT

DES REGISTRES DU CONSEIL.

Le Jeudi huitiéme Mai 1738. En conséquence des deliberations prises en Petit & Grand Conseil, le Conseil General a été assemblé dans le Temple de St Pierre, suivant l'usage, Les ILLUSTRES SEIGNEURS MEDIATEURS, l'ayant honoré de leur présence, & là a été proposé & lû ce qui suit, par Noble Turrettin, Premier Secretaire d'Etat, du Commandement des Seigneurs Sindics.

MESSEIGNEURS du Petit & Grand Conseil, ayant fait lecture le Lundi cinquiéme de ce Mois, du Réglement arrêté & convenu entre le Très Illustre & Très Excellent Seigneur COMTE DE LAUTREC *Lieutenant General pour* SA MAJESTE' *en la Province de Guyenne, Maréchal de ses Camps & Armées, Inspecteur General de son Infanterie*, & les Illustres & Magnifiques JEAN HOFFMEISTER *Bourguemaistre*, JEAN GASPARD ESCHER *Stadthalter*, Représentans du Loüable Canton de ZURICH, & les Illustres & Magnifiques Seigneurs ISAAC STEIGUER *Advoyer*, & LOUIS DE WATTEVILLE, *Haut-Commandant du Païs de Vaud, Ancien Banderet*, Représentans du Loüable Canton de BERNE, Seigneurs Médiateurs, lequel fut remis à Monsieur le Premier Sindic le Samedi troisiéme de ce Mois, pour être communiqué aux Magnifiques Petit & Grand Conseil, & ensuite être porté à cette Souveraine Assemblée, l'ont unanimement accepté, avec les sentimens de la plus vive & de la plus respectueuse reconnoissance, comme étant très propre à ramener au milieu de nous la paix & la tranquillité d'une maniere solide & durable, & à y faire renaître une confiance reciproque; & ils ont estimé qu'il y avoit lieu de proposer à ce Magnifique & Souverain Conseil, de statuer que tous les Articles qui le composent, devront être inserés dans nos Edits, pour nous servir dès aujourd'hui de Loi fondamentale & perpétuelle, & être exécutés dans tout leur contenu.

Pour cet effet, Magnifiques Très Honorés & Souverains Seigneurs, Mes dits Seigneurs les Sindics Petit & Grand Conseil, ont trouvé bon de le proposer à ce Magnifique & Souverain Conseil, pour savoir s'il l'aprouve, & y donne son consentement.

Cette Lecture finie, chaque Citoïen & Bourgeois ayant donné son suffrage entre les mains des quatre Secretaires *ad actum* nommés pour les recueillir, sur l'Aprobation ou Rejection de cette proposition, l'Avis de Messeigneurs a été aprouve presque unanimement. Ce qui devra être inseré dans nos Edits pour nous servir de Loi fondamentale & perpétuelle, & cette résolution a été à l'instant publiée.

TURRETTIN.

FIN *de la Seconde Partie du Tome II. & dernier du* SUPPLEMENT DU CORPS DIPLOMATIQUE.

ANT 1317972